

J  
341  
H2  
Ser. 1  
Vol. 76

# **ARCHIVES PARLEMENTAIRES**

## **DE 1787 A 1860**

RECUEIL COMPLET  
DES

**DÉBATS LÉGISLATIFS & POLITIQUES DES CHAMBRES FRANÇAISES**

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

FONDÉ PAR

**MM. MAVIDAL et E. LAURENT**

CONTINUÉ PAR

**M. L. LATASTE**

CHEF DU SERVICE DES PROCÈS-VERBAUX  
DE L'EXPÉDITION DES LOIS  
ET DES IMPRESSIONS DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

**M. LOUIS CLAVEAU**

SECRÉTAIRE-RÉDACTEUR DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

**M. CONSTANT PIONNIER**

BIBLIOTHÉCAIRE ADJOINT  
DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

**M. GASTON BARBIER**

SECRÉTAIRE-RÉDACTEUR  
DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

**PREMIÈRE SÉRIE (1787 à 1799)**

**TOME LXXVI**

DU 4 OCTOBRE 1793 AU 27<sup>e</sup> JOUR DU PREMIER MOIS DE L'AN II (VENDREDI 18 OCTOBRE 1793)



PARIS 1910

KRAUS REPRINT

A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein

1969





## AVERTISSEMENT


---

A partir du tome LXXII, nous avons inauguré, pour les *Archives Parlementaires*, une nouvelle méthode.

Nous insérons en gros caractères chacun des paragraphes du procès-verbal (lettres, adresses, pétitions, motions ou décrets) dans l'ordre adopté par le procès-verbal lui-même, et nous les faisons suivre, en caractères plus petits : 1° des documents authentiques qui existent soit dans les bibliothèques, soit aux Archives nationales; 2° du compte rendu du journal qui nous semble le plus complet, lorsque le fait relaté par le procès-verbal a donné lieu à une discussion. En outre, si les comptes rendus des autres journaux diffèrent en quelques points du compte rendu que nous avons choisi pour l'ajouter au procès-verbal, nous réunissons ces autres comptes rendus en une annexe, que nous insérons au bas de la page lorsqu'elle est peu étendue, ou à la fin de la séance, quand elle dépasse le cadre d'une note.

Enfin, on rencontre dans chaque séance un certain nombre d'incidents ou de faits qui ne sont pas mentionnés au procès-verbal, mais qui figurent cependant, soit dans le *Bulletin de la Convention*, soit dans les journaux. Nous les renvoyons également à la fin de la séance, mais avant les annexes.

---



Digitized by the Internet Archive  
in 2024

# ARCHIVES PARLEMENTAIRES

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### CONVENTION NATIONALE

Séance du vendredi, 4 octobre 1793,

l'an II de la République française une et indivisible.

PRÉSIDENCE DE CHARLIER.

A l'ouverture de la séance, un secrétaire lit le procès-verbal de celle du 26 septembre.

La rédaction est adoptée (1).

Un membre du comité de correspondance donne lecture des lettres et adresses ci-après mentionnées.

La commune de Paris fait passer l'état journalier des détenus dans les maisons de justice : leur nombre se porte à 2,398.

Il en sera fait mention au « Bulletin » (2).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 64.  
(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 64.

*Suit la lettre de la commune de Paris (1) :*

« Commune de Paris, le 3 octobre 1793,  
l'an II de la République une et  
indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de Police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt, de détention, du département de Paris, à l'époque du 2 octobre. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats, assassinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie (y compris la veuve Capet).....	372
« Grande-Force (dont 34 militaires) ..	535
« Petite-Force.....	194
« Sainte-Pélagie.....	167
« Madelonnettes.....	256
« Abbaye (dont 22 militaires et 5 otages).....	120
« Bicêtre.....	559
« A la Salpêtrière.....	127
« Chambre d'arrêt, à la mairie.....	66
« Luxembourg.....	2
« Total.....	<u>2.398</u>

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 698.



« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« *Signé* : N. FROIDURE; MENNESSIER; MARINO; BAUDRAIS; FIGUET; CAILLIEUX; GAGNANT; GODARD. »

Les militaires composant la presque totalité de la Société des Amis de la liberté séant à Nice, les Sociétés populaires de Mousson (1), de Garlin, district de Pau, de Libourne, de Castelnau-de-Montratier, le conseil général de Provins (2) et la commune de Mont-Saint-Père, félicitent la Convention nationale sur ses travaux, et l'invitent à ne quitter son poste que lorsque la patrie sera sauvée, et qu'elle aura ainsi rempli sa mission (3).

*Suivent ces diverses adresses.*

## I

*Les militaires composant presque en totalité la Société des Amis de la liberté et de l'égalité, séante à Nice, aux représentants du peuple (4).*

« Citoyens représentants,

« Vos lumières, votre sagesse, votre énergie révolutionnaire ont jusqu'à ce jour rempli tous nos vœux. Le monstre royal n'est plus; sortie de ses cendres impures, l'hydre du fédéralisme est terrassée. A travers les éclairs et les tonnerres des préjugés et des passions déchaînées s'est élevé l'édifice majestueux d'une constitution véritablement populaire, les sceptres des tyrans européens ne frappent presque plus que des coups impuissants, et les scélérats jadis français altérés du sang de leurs frères ont reçu partout, ou vont bientôt recevoir le prix de leurs trahisons et de leurs forfaits.

« La patrie, cependant, n'est pas sauvée, citoyens représentants, ce serait une erreur bien funeste de penser qu'il ne reste rien à faire pour assurer son triomphe, que tous les obstacles sont surmontés, que tous ses ennemis sont vaincus; la patrie ne chancelle plus, à la vérité, sur les bords de l'abîme, ses dangers sont beaucoup moins grands aujourd'hui qu'autrefois, mais ils ne sont pas tous passés. Des nuages sombres obscurcissent encore quelques parties de notre horizon politique, le levain de l'aristocratie fermenté encore sur plusieurs points de la République; Toulon, Lyon, Bordeaux, etc., ne sacrifient plus, hélas! à la liberté, ces villes infâmes ont renversé ses autels et poursuivent avec un acharnement inouï ses amis et ses adorateurs.

« Non, représentants, non, la patrie n'est pas sauvée, elle le sera bientôt, sans doute, mais ce ne peut être que par ceux qui tiennent dans leurs mains tous les fils des trames ourdies contre elle. Fondateurs de la République française, qui mieux que vous la fera triompher des

derniers efforts des despotes tant étrangers que nationaux, tant couronnés que subalternes? Qui mieux que vous pourra saisir le protée du royalisme, couper plus radicalement ses têtes renaissantes, et purger avec plus de succès notre atmosphère des restes de ces vapeurs liberticides, dont le germe négligé ou ignoré produirait tôt ou tard une corruption universelle? Qui plus sûrement que vous, nous fera goûter les précieux avantages de notre régénération sainte, dirigera plus heureusement, fixera plus irrévocablement nos destinées, en imprimant le mouvement à la machine sublime que vous venez d'organiser pour notre bonheur et celui des races futures?

« S'il était encore parmi vous, représentants, des agents infâmes de Pitt ou de Cobourg, livrez-les sans délai au glaive vengeur des lois, purifiez la représentation nationale de l'orgueil, de l'intrigue et de toutes les passions ennemies de l'égalité; chassez de votre sein et vovez à la haine des départements les députés conspirateurs qui protestèrent contre les décrets postérieurs aux mémorables journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin; conservez l'attitude imposante et fière que vous prîtes à cette époque, continuez à être grands comme le peuple qui vous a délégués. Point de pusillanimité, point de demi-mesures, frappez de mort et l'ambitieux pour qui une guirlande de chêne ne serait pas la plus belle des couronnes, et le lâche qui se courberait devant son égal.

« Restez à votre poste, soyez toujours la montagne inébranlable des droits de l'homme, soyez toujours le Sinaï des Français. Restez à votre poste jusqu'à ce que la patrie reconnaisse vous appelle du doux nom de pères, et vous proclame ses libérateurs; restez à votre poste jusqu'à ce que vous ayez terminé la grande révolution qui va jeter sur la terre une nouvelle surface formée des débris de tous les despotismes; restez à votre poste enfin jusqu'à ce que le peuple qui vous a envoyé pour son bonheur vous dise : *votre auguste mission est finie, revenez, je suis heureux.* »

*(Suivent 112 signatures.)*

## II

*La Société populaire jacobite et montagnarde de Mouzon (1), à la Convention nationale (2).*

« Mouzon, le 24 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

« Le premier besoin que nous éprouvons est de vous témoigner aussi notre juste admiration pour vos travaux immortels, et de vous payer le tribut de reconnaissance et de confiance qui vous est dû, en vous parlant de la tâche qui vous reste à remplir.

« Vous avez donné aux Français une Constitution libre et républicaine, une Constitution

(1) Il s'agit de Mouzon.

(2) Nous n'avons pas pu retrouver l'adresse du Conseil général de Provins.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 64.

(4) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 707.

(1) Il s'agit probablement de Mouzon (Ardennes).

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 707.



qui rend à l'homme toute sa dignité, vous n'avez rien fait si pour l'affermir sur des bases aussi durables que l'inaltérable vérité qui en est la source, vous ne restez au gouvernail de la République jusqu'à ce que le calme le plus parfait ne nous laisse plus qu'à jouir des biens que vous nous avez préparés; si vous ne défendez vous-mêmes votre ouvrage des attaques ouvertes de la tyrannie qui se débat encore contre le coup mortel que vous lui avez porté, et des menées souterraines de l'aristocratie déguisée sous toutes les formes qui s'est coalisée avec le despotisme pour éloigner, s'il est possible, le moment où il ne restera plus de ce monstre que l'horreur qu'inspirera l'idée seule qu'il a pu exister.

« Des esclaves qu'on a appelés nobles, conservent encore dans la République, dans nos armées mêmes, des postes importants. Nous en voyons un à la tête de l'avant-garde de l'armée des Ardennes. Serez-vous donc encore longtemps sourds à la voix de la patrie alarmée qui vous demande leur expulsion? Attendez-vous une nouvelle trahison? Attendez-vous qu'il soit trop tard? L'aristocratie de ces nobles une fois anéantie, ayez toujours l'œil ouvert, ou craignez que l'hydre ne renaisse. L'aristocratie financière et mercantile siffle déjà, étouffez-la dans son berceau, taxez tous les objets que vous avez jugés de première nécessité, comme vous avez taxé le grain.

« Vous avez livré des traitres à la justice nationale, qui donc arrête le glaive de la loi suspendu sur leur tête? Pourquoi Bailly, assassin du peuple au Champ de Mars; pour quoi Brissot, Gensonné, apôtres exécrables du fédéralisme, pourquoi tous leurs vils complices n'ont-ils pas subi la peine due à leurs forfaits? Epouvantez, par leur prompt supplice, les scélérats qui seraient tentés de les imiter.

« Pour qui la femme du tyran, ou plutôt celle qui fut elle-même notre tyran le plus cruel et le plus acharné, souille-t-elle encore de son souffle impur l'air de la liberté? que sa tête tombe, que tous les despotes de la terre pâlisent d'effroi, en songeant qu'un sort pareil les attend, et qu'ils demeurent enfin convaincus que la République française restera, et qu'ils seront anéantis.

« Nous ne sommes ici que l'écho du peuple français; ce que nous vous demandons, il vous le demande tous les jours; c'est encore en son nom que nous vous rendons des actions de grâce, de ce qu'enfin renonçant à une philanthropie mal entendue, vous avez décrété que tous les pays soumis par nos armées victorieuses seraient traités comme pays conquis. Que le peuple qui aime vraiment la liberté se lève tout entier à sa voix. Qu'il marche à nos côtés, il sera notre frère, il sera notre allié. Nous lui devons notre secours; mais celui qui voit ce trésor d'un œil indifférent, ou qui même se plaisait dans la fange de la servitude, regrette d'en avoir été tiré, que des républicains n'aient pour lui qu'indignation et mépris; il chérit l'esclavage, qu'il soit traité en esclave. Point de pitié, l'humanité n'aura pas à gémir de nos rigueurs; les esclaves ne sont point de l'espèce humaine.

« Les membres de la Société populaire jacobite et montagnarde de Mouzon. »

(Suivent 98 signatures).

### III

#### A.

\* Garlin, ce 15 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible (1).

« Citoyen Président,

« La Société républicaine de Garlin, chef-lieu de canton, district de Pau, département des Basses-Pyrénées, t'envoie le rapport du citoyen Mandron, médecin et député à la fédération du 10 août; elle te demande mention honorable du sans-culotte Warmé, président de la section de Marat, et à l'unanimité elle t'invite à ne pas quitter ton poste tant que la patrie et la République seront en danger. Le vaisseau de l'Etat est ancré sur la seule montagne qui puisse nous sauver; qui le sauverait du naufrage si l'ancre était levée, au milieu des tempêtes et des orages qui l'agitent?

« Pour copie conforme à la minute :

« Signé : TULIC, secrétaire. »

#### B.

*Rapport fait à la Société républicaine de Garlin, par le citoyen Mandron, médecin et député de l'Assemblée primaire du canton de Garlin, à la fédération du 10 août, à Paris, séance du 8 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible (2).*

« Citoyens,

« Une mission importante m'avait été confiée, l'Assemblée primaire du canton de Garlin m'avait choisi pour son député à la fédération du 10 août, puissé-je avoir répondu à la confiance dont elle m'a honoré, puissé-je avoir rempli son vœu en vrai patriote, en zélé républicain!

« C'est au milieu de vous, frères et amis, c'est dans le sein d'une société où je vois l'élite des sans-culottes et des amis de la patrie, que je m'empresse de déposer les sentiments qui pénètrent mon âme. Les cœurs républicains sont bientôt à l'unisson, et les vôtres sont faits pour savoir user la douce émotion, j'ai presque dit le frémissement voluptueux qui m'agite, lorsque je rappelle ce que j'ai vu, ce que j'ai observé pendant mon séjour à Paris, le tableau que je vais vous présenter sera vrai, sera simple, je ne serai point orateur, je ne serai qu'un historien fidèle.

« Je ne vous parlerai point des circonstances cruelles pour un fils, pour un époux, pour un père qui précéderont mon départ, de cette lutte qui s'établit entre la nature et le républicanisme, lorsqu'à côté d'une mère, d'une épouse

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 707.

(2) Ibid.



chéries, l'une et l'autre très malades, je vis mon unique enfant se précipiter, au moment où je l'embrassais, et se fendre l'os du front en deux. L'amour de la patrie l'emporta, je partis sans voir même le premier pansement, je me rappelai que j'étais votre frère, vous eussiez rougi si je ne me fusse pas montré vrai républicain. J'oubliai la nature et je ne fis que mon devoir.

« Je ne vous parlerai pas non plus de ces bruits alarmants, de ces terreurs paniques, de ces soupçons injurieux que ne cessaient de répandre avec une affectation criminelle les ennemis de la Patrie. Que pouvaient ces considérations sur une âme cuirassée par le républicanisme. Ni la Vendée que j'ai eu le courage de côtoyer pendant plus de 40 lieues, et dont je n'ai eu que des victoires à vous annoncer sur les brigands qui l'infestaient, ni les calomnies atroces, dirigées contre la ville de Paris, n'ont pas pu, un moment, ébranler cette forte et intime persuasion où j'étais que le génie de la Révolution planait et veillait sur ma tête, et que, porté sur ses ailes par l'amour de la patrie, j'arriverais heureusement dans le temple du républicanisme et de la philanthropie.

« Eh ! citoyens, je ne me suis pas trompé, j'arrivai à Paris le 8 août, et je n'ai trouvé à Paris que des amis, des frères et des républicains. Je descendis dans la section ci-devant des Cordeliers, depuis de Marseille, aujourd'hui de Marat, cette section digne du nom qu'elle porte et si célèbre dans les fastes de la Révolution, cette section qui s'enorgueillit de compter 15 députés dans la Convention sur 25 députés de Paris, parmi lesquels il suffit d'avoir nommé les Marat, les Danton, les Camille Desmoulins, etc. Cette section qui a toujours marché à pas de géants dans la carrière révolutionnaire, qui a toujours été l'amante passionnée de la Révolution et un des foyers les plus ardents du républicanisme, cette section enfin, pour laquelle j'aurai toujours l'enthousiasme de la reconnaissance, parce que je me glorifierai toujours d'en avoir été membre en 1789 et d'avoir reçu dans son sein les premières leçons du publicanisme républicain.

« A peine y arrivâmes-nous, mes confrères et moi, le citoyen Manaut, député de May et Vigneau de Thize, qu'un sans-culotte de cette section, devinant sans doute aux battements de son cœur que nous étions des députés du peuple, vint à nous en nous disant : « Vous êtes, je n'en doute pas, des commissaires des assemblées primaires », et, sans nous donner le temps de lui répondre, il s'élance à notre cou, nous serre, nous presse dans le sein de l'amitié et après cet élan de la plus aimante sensibilité, il nous conduit à l'hôtel national de Saint-Côme, où l'on n'a cessé de nous prodiguer pendant notre séjour, les soins les plus tendres et les plus fraternels.

« Ce n'est pas tout, frères et amis, après s'être occupé de nous, le sans-culotte de la section de Marat conduisit lui-même nos chevaux dans le logement qui leur était destiné, il fût lui-même au fond de la rue de la Harpe chez un grainetier, chercher pour eux de l'avoine et du foin, en endossa lui-même trois bottes sur ses épaules et les porta malgré toutes nos instances à leur destination. Vous partagez déjà, camarades, toute mon admiration pour le trait singulier et unique du plus pur sans-culottisme; eh bien, mes amis, quels seront vos sentiments lorsque vous saurez que la modestie républicaine cacha toujours à notre curiosité et à notre reconnais-

sance le nom de ce brave sans-culotte. Nous voulions cependant le connaître, lui payer le juste tribut de notre sensibilité, nous fûmes, le citoyen Manaut et moi, le chercher dans la section. Elle nous reçut avec la dignité qui lui convenait et les égards que nous méritions, les applaudissements unanimes nous conduisirent à la tribune où mon cœur satisfait au doux besoin qu'il avait de s'épancher. De la tribune au bureau du président, de qui nous reçûmes le baiser fraternel au nom de toute la section.

« Camarades, celui que nous embrassâmes était, devinez qui ? Notre portefaix ! C'était le président de la section, le sans-culotte Warmé qui, bien loin de rougir d'avoir porté du foin sur ses épaules, se félicita lorsque nous le reconûmes, s'enorgueillit même d'un fardeau que l'amitié avait ennobi. Quel moment pour lui, pour la section, pour nous ! pour vous. Laissons aux âmes froides et égoïstes leurs jouissances monotones et savourons une scène aussi neuve que touchante, aussi originale que sans-culotte.

« Chaque jour fut signalé par des fêtes républicaines que l'amitié toujours vive, toujours ingénieuse de nos frères, s'empressa de nous préparer ici ; la section nous ouvrait les spectacles du Théâtre français, et par ses ordres, Melpomène était la statue de la liberté, les Brutus, les Guillaume Tell soutenaient l'énergie nationale et l'horreur du despotisme, là dans un banquet fraternel au milieu des toasts les plus patriotiques, la liberté, la fraternité du globe étaient saluées ; l'union la plus indissoluble de tous les patriotes fut scellée sur le mausolée érigé par la reconnaissance au martyr de la liberté, et sur ses mânes sanglantes fut proclamée la guerre à mort contre les fédéralistes, les royalistes, et tous les ennemis de notre sainte révolution.

« Tel fut, citoyens, l'accueil que nous avons reçu de la section de Marat, tel est à peu près celui qu'ont reçu tous les commissaires du peuple dans les sections respectives qui les ont possédés. Reconnaissez-vous à ces traits philanthropiques, des monstres, des cannibales, des anthropophages ? Quelle réponse aux calomnieux de Paris. Mais la ville qui a fait et soutenu la Révolution, la ville sur qui les tyrans coalisés voudraient exercer leur fureur et qui sera toujours leur effroi et l'écueil funeste où viendra se briser leur rage impuissante, a-t-elle besoin d'apologie ? Il est donc inutile de vous dire que l'étendard tricolore flotte sur tous les édifices nationaux, que sur chaque porte, comme dans tous les cœurs, sont écrits, en grands caractères, ces mots : unité, indivisibilité, la République ou la mort ; que Paris n'a plus à rougir du luxe asiatique des Sardanapales du despotisme, mais qu'il s'enorgueillit des attributs de la liberté, qu'il est hérisé de bras nerveux et républicains et qu'il est l'arsenal et la forteresse de la République, ses Thermopyles sont à la Convention. Six cents spartiates y combattent pour vous, aussi courageux, mais plus heureux que ceux de la Grèce. Ils feront, n'en doutez pas, mordre la poussière aux Xerxès ambitieux, ou la Montagne en s'écroulant écrasera de ses décombres leurs milliers de satellites ; tels sont, citoyens, vos députés.

« Je vous parlerai de leur amour, de leur sollicitude pour la chose publique, je vous retracerai tout ce qu'ils font pour la patrie, je vous rappellerai leurs loix bienfaisantes pour l'humanité, leur zèle pour la classe malheureuse et indi-



gente; si je croyais qu'il me fût possible d'ajouter aux sentiments d'amour, de respect, de reconnaissance, dont j'ai toujours vu cette société pénétrée pour notre auguste Convention, si je ne savais que vous avez exprimé en caractères de feu notre idolâtrie pour elle dans une adresse brûlante d'enthousiasme et de reconnaissance pour les services qu'elle a rendus à la patrie, et d'horreur pour les monstres parricides qui auraient voulu la déchirer, et que j'ai présentée au nom de l'assemblée primaire de Garlin. Eh ! me serait-il possible de vous peindre la majesté de l'aréopage français, lorsque les députés des sections du peuple, confondus avec vos représentants, remettaient dans leurs mains terribles les foudres vengeresses qui pulvériseront les titans orgueilleux qui voudraient escalader l'olympé national, et les reptiles vermineux (*sic*) qui avaient osé tenter de le miner; où trouver un Apelle digne du tableau de la fédération? Quelles couleurs assez énergiques pourront rendre ce concert unanime, cet élan sublime de plus d'un million de Français vers le Dieu des républicains, leur enthousiasme pour la liberté, leur reconnaissance pour la Convention, leur amitié pour les députés des assemblées primaires; quelle âme assez vaste pour embrasser tant d'objets si chers au républicanisme; quel cœur capable d'exprimer tout ce qu'il a senti! ruines de la Bastille, cachots affreux du despotisme, fontaine de la nature, coupe de la fraternité, faisceau des piques départementales, arche sainte, Constitution, des vieillards, des enfants, des aveugles, des sourds, des muets, tous les âges, dans l'ivresse de la joie et de la reconnaissance; les vainqueurs de la Bastille, les héros du 10 août, les sociétés populaires, les autorités constituées, tous les sans-culottes entrelacés et confondus. L'ordre imposant d'une masse aussi populeuse, qu'un simple ruban tricolore et la fraternité, conduisaient. L'air retentissant des cris d'allégresse, d'hymnes patriotiques et des roulements soutenus de l'artillerie républicaine; la statue de la liberté, son inauguration solennelle; le soleil qui paraît pour lui sourire, et qui recule d'horreur à la vue des attributs infâmes de la royauté, et de leur horrible et noire fumée lorsque l'indignation des sans-culottes les eût livrés aux flammes. L'Hercule de la Montagne terrassant le monstre du fédéralisme; le joug auguste de l'égalité; le Champ de Mars; l'autel de la patrie; plus d'un million de bras jurant la République! Quel spectacle pour un républicain, quelle tête de Méduse pour l'aristocratie.

« Frères et amis, vous et la France entière, 25 millions de Français le proclament aussi ce serment. Répétons-le, et nous le tiendrons. Je jure la République une et indivisible ou la mort, la haine des tyrans, du fédéralisme, de l'anarchie et l'amour inviolable pour la Convention et la Constitution. »

(La Société se lève spontanément et le jure au milieu des cris répétés de : *Vive la Convention, Vive la Montagne, Vivent les Parisiens, Vive la section de Marat, Vive la République une et indivisible.*)

« Citoyens, aux sentiments nobles et majestueux qui remplissent mon âme se joignent bien naturellement, et je vous prie d'ajouter ceux qui me pénètrent à la vue de mes frères et amis, la douce et tendre émotion que j'ai ressentie lorsque j'ai eu le bonheur de vous revoir et de vous embrasser. Un républicain ne peut que savourer la plus douce volupté, lorsqu'il

rentre parmi ses camarades dans le temple de la fraternité et du patriotisme.

« Signé : MANDRON, médecin et député de l'assemblée primaire du canton de Garlin, district de Pau, département des Basses-Pyrénées, à la fédération du 10 août, à Paris. »

#### IV

*Les membres de la Société populaire de Libourne, à la Convention nationale (1).*

« Législateurs,

« Depuis trop longtemps nous gémissons sous le joug des ennemis de la République, des agents soudoyés de Pitt et de Cobourg; depuis trop longtemps le peuple partout opprimé par les manœuvres perfides des royalistes et des intrigants, manque de pain, et est prêt à succomber sous le poignard des factieux, à être la victime des sangsues de l'État, des barbares accapareurs, dont la seule passion est de ramper sous un maître pour mieux dominer eux-mêmes le reste des hommes et s'abreuver à longs traits de la substance du malheureux artiste. Depuis trop longtemps des administrations parjures et traîtres entravent la marche de la Révolution et semblent vouloir, par l'inexécution des lois, protéger le crime, opprimer la vertu et préparer par un déluge de maux l'anéantissement de cette République naissante. Depuis trop longtemps enfin, le peuple est le jouet et la victime des riches, de ces âmes de boue, de ces êtres vils et insensibles, pour qui la patrie n'est rien, la République une chimère, la sainte égalité un outrage et qui, pour assouvir leur soif insatiable de l'or, vendraient aux despotes ce qu'ils ont de plus cher, leurs enfants, leur liberté.

« Législateurs, vous avez juré notre bonheur, vous venez de l'effectuer en nous donnant une constitution populaire, une constitution qui, en écrasant la tyrannie nous assure pour toujours le règne des lois, le triomphe de la liberté, la prospérité de la République, le bonheur de nos descendants. Cette constitution, l'essence de toutes les vertus, sera bientôt, n'en doutez pas, celle du monde entier, le genre humain y reconnaîtra ses droits et l'adoptera. Ah! qu'il est beau, qu'il est glorieux pour vous, citoyens législateurs, d'avoir posé d'une main ferme et courageuse, au milieu des foudres que le royalisme au désespoir lançait de toutes parts contre vous, les fondements de la félicité nationale et universelle; vos noms seront inscrits dans le livre sacré de l'immortalité et recevront d'âge en âge jusqu'aux siècles les plus reculés les bénédictions d'un peuple vertueux et libre.

« Mais ne croyez pas avoir encore rempli votre mission, législateurs. Que les fédéralistes demandent votre remplacement, cela ne nous étonne pas, c'est leur dernier effort pour étouffer la République dans son berceau, mais soyez sourds à leur voix perfide; n'écoutez que celle du peuple qui vous conjure, au nom de la patrie et de l'humanité, de la sauver. Ne quittez pas,

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 707.



vous dit-il, le gouvernail au moment de la plus violente tempête; ne cédez à d'autres représentants les rênes de l'Etat que lorsque tous nos ennemis intérieurs et extérieurs seront anéantis; affermissiez la République et notre bonheur; achetez le Code civil; organisez au plus tôt les secours publics et l'instruction nationale dont un trop grand retard peut faire évanouir tout le fruit que le siècle de lumière nous a donné; faites remplacer de suite dans toute la République les administrateurs gangrenés, par des sans-culottes qui feront exécuter vos lois; poursuivez jusque dans ses antres les plus ténébreux le despotisme qui a osé encore une fois souiller le sol de la liberté; continuez avec vigueur votre marche révolutionnaire; consommez la demi-révolution des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin, car, législateurs, n'en doutez pas, le fou couronné d'Angleterre et les brigands de la Vendée stipendent encore au milieu de vous des monstres partisans du fédéralisme que la massue du 10 août aurait dû écraser. Eh, quoi! vous feriez enfermer jusqu'à la paix dans toute la République les partisans du fédéralisme, et vous en garderiez les autres dans votre sein? Non, faites tomber d'un seul coup les sept têtes de cette hydre monstrueuse; purifiez entièrement le temple des lois; qu'aucun de nos collègues ne siège à la Convention, si son patriotisme n'est à la hauteur de la Montagne sainte; que l'armée révolutionnaire s'organise et vole sur toute la surface de la République pour extirper les racines du royalisme et du fédéralisme; prononcez l'arrêt de mort des assassins du peuple et de la patrie, frappez du glaive de la loi toutes les têtes coupables; frappez, n'hésitez pas; le peuple est là, il est partout le même qu'à Paris, partout pauvre, partout souffrant, mais partout juste, partout digne de la liberté, partout ardent ami des lois et de la République, partout attaché à la Convention comme à son unique espoir, comme au centre de son bonheur; partout enfin disposé à cimenter de la dernière goutte de son sang la liberté, l'égalité, la stabilité de la République, et à mourir plutôt mille fois que de vivre un seul instant sous un nouveau tyran.

« Libourne, département de la Gironde, le 22 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Signé : DESALONS fils, président; FLEURY, secrétaire; BARREAU, secrétaire; MOULINET, secrétaire.

« P.-S. — Nous vous faisons passer la profession de foi que la Société vient d'adopter, chacun de ses membres y reconnaissant ses principes l'a signée et a prêté individuellement sur l'autel de la patrie, avec ce saint enthousiasme qui caractérise les vrais républicains, le serment d'observer fidèlement tous les articles qui y sont contenus. »

*Profession de foi des membres composant la Société républicaine de Libourne.*

La Société républicaine de Libourne, toujours invariable dans ses principes et réunie dans le temple de la liberté, considérant que tous les vrais amis de la liberté doivent aujourd'hui se déclarer ouvertement et se réunir autour de l'autel de la patrie pour assurer à jamais par une sainte union la stabilité de la République, le règne des lois, le triomphe de la liberté et de l'égalité;

Considérant qu'il appartient surtout aux sociétés populaires, aux sentinelles toujours vigilantes du peuple de surveiller plus que jamais dans ce moment de crise le crime et la perfidie;

Considérant que l'inexécution des lois est aujourd'hui la cause de tous les maux qui nous accablent et qu'elle seule peut nous conduire à l'anarchie ou au despotisme, les deux plus redoutables ennemis de l'homme vivant en société;

Considérant enfin que sans lois il n'est point de sûreté, que sans sûreté il n'est point de liberté et que sans liberté il n'est point de bonheur.

Déclarons par serment, en présence de l'Etre suprême et sur l'autel de la patrie :

1<sup>o</sup> Que nous ne nous sommes jamais souillés du crime de fédéralisme, et qu'ainsi nous voulons vivre et mourir libres et persévérer jusqu'à la mort avec nos frères les Jacobins de Paris et de la République entière, dans les principes qui ont mérité tant d'éloges à la société;

2<sup>o</sup> Que la République étant le seul gouvernement qui convienne à des hommes libres, le seul qui leur assure leurs droits naturels, civils et politiques, nous n'en reconnaitrons jamais d'autre que la République une et indivisible;

3<sup>o</sup> Que nous défendrons de toutes nos forces la liberté et l'égalité, les droits de l'homme et la Constitution acceptée le 10 août par le peuple français et que nous périrons plutôt que de souffrir qu'il y soit porté la moindre atteinte;

4<sup>o</sup> Que nous vouons à l'exécration publique tous les mandataires et magistrats parjures et infidèles qui n'ont employé ou n'emploieraient la confiance et les pouvoirs dont le peuple les aurait investis, que pour le tromper ou le trahir, et généralement tous ceux qui voudraient usurper une autorité quelconque dans la République;

5<sup>o</sup> Que jusqu'au dernier nous ferons tous la guerre aux monstres couronnés de l'Europe ligés contre notre liberté, aux royalistes de l'intérieur, aux fédéralistes, aux anarchistes, aux modérés, aux accapareurs, aux agioteurs, aux provocateurs au meurtre et au pillage et à tous ceux qui auraient l'audace de prêcher la déobéissance aux lois ou d'attenter à l'unité et à l'indivisibilité de la République;

6<sup>o</sup> Que nous regardons la Convention comme la seule représentation du peuple français, le seul centre de l'autorité nationale, le seul point de ralliement de tous les vrais républicains, et que nous emploierons tous nos moyens pour faire exécuter ses lois.

Fait en séance publique dans la Société républicaine de Libourne, le 22 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

Signé : DESALONS fils, président; BARREAU, FLEURY, MOULINET, secrétaires.

V

*Adresse de la Société populaire de Castelnau-Montratrier, district de Cahors, département du Lot, à la Convention nationale (1).*

« Représentants du peuple,

« Vous n'avez pas trompé l'attente des Fran-

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 707.



gaïs; ils vous ont choisis pour fonder leur liberté; vous aviez de grands obstacles à vaincre, votre courage en a su triompher. S'il est affligeant de rappeler que la plus grande résistance à vos sublimes travaux est sortie du sein même de votre assemblée, il est bien consolant de voir que c'est au milieu de ces orages que vous avez achevé l'édifice de notre Constitution.

« Débarassés de ces vils intrigants qui, sous le masque du patriotisme, étaient parvenus à égarer une partie du peuple; les plus grands succès couronnent déjà vos travaux; mais, nous osons vous le dire, représentants du peuple, votre tâche n'est pas remplie; ce n'est pas assez d'avoir démêlé les horribles trames des conspirateurs, il faut que par un grand exemple vous portiez la terreur et l'effroi dans l'âme de ceux qui seraient assez lâches pour vouloir les imiter.

« Ce n'est pas assez d'avoir posé les bases du gouvernement républicain, il faut qu'il prenne, sous vos mains paternelles, une forme fixe et stable, et qu'il faille désormais autant d'obstacles pour y toucher, qu'il fallait d'abord de facilités pour le construire.

« Ce n'est pas assez d'avoir bravé la rage impuissante des tyrans coalisés qui menacent notre indépendance, il faut les punir d'avoir osé souiller la terre de la liberté, en y creusant leurs tombeaux.

« Ce n'est qu'alors, représentants du peuple, que vos fonctions de législateurs seront finies; restez donc à votre poste, et si nos biens et nos vies sont nécessaires pour le salut de la patrie, parlez, représentants du peuple, le sacrifice en est fait, nous saurons imiter votre généreux dévouement.

« Signé : FOUJOLS, président; LAVAL, secrétaire; MONTAGNE, secrétaire. »

## VI

*Procès-verbal de la fédération de la commune de Mont-Saint-Père, chef-lieu de canton, district de Château-Thierry et département de l'Aisne (1).*

Aujourd'hui samedi dix août, l'an deuxième de la République française une et indivisible, mil sept cent quatre-vingt-treize, issue de la messe célébrée solennellement, où ont assisté les officiers municipaux en écharpes, la garde nationale en ordre, accompagnée de musique. Lecture faite du procès-verbal du département de l'Aisne dans la séance du 4, interprétatif de la loi qui ordonne une fête civique en mémoire de la mémorable journée du 10 août 1792.

On se rendit à l'autel de la patrie dans la marche qui suit : 1° la première compagnie de la garde nationale, à la tête le drapeau tricolore;

2° Le Président de la Société populaire portant dans sa main un guidon portant pour effigie l'œil de la surveillance, à la suite étaient 4 adjoints, un grand nombre de filles et femmes vêtues en blanc, ornées de fleurs, ceintes du ruban tricolore comme symbole de l'unité et de l'indivisibilité de la République;

3° Un groupe composé de la masse respec-

table de la souveraineté, de tout sexe et de tout âge;

4° Les officiers municipaux, membres des corps constitués et judiciaires, le maire dans le centre, orné de fleurs et guirlandes, portant le titre sacré des droits de l'homme et de la Constitution; derrière était une bête asine attelée et traînant les titres et effigies qui retraçaient le souvenir de l'ancien régime; derrière était la deuxième compagnie de la garde nationale.

Arrivés à l'autel de la patrie, le cercle formé dans l'ordre du départ, le maire monte à l'autel, dépose le titre de la loi, les officiers municipaux, la torche à la main, mettent le feu à tous les attributs du despotisme, le maire parla sur la cérémonie du jour et dit :

« Citoyens, la loi qui nous rassemble ici a deux motifs, le premier est de solenniser avec pompe la journée à jamais mémorable, où nous avons, par le patriotisme de nos frères de Paris, échappé au glaive du plus grand de nos tyrans et de ses satellites;

« 2° De nous joindre avec eux pour repousser et vaincre les tyrans [qui] veulent ravir notre liberté; la force pour cet ouvrage est dans notre pouvoir. »

C'est l'union indivisible, une seule voix se fait entendre de toutes [parts], les citoyens de tout sexe et de tout âge : *Vive la liberté, vive la République*, doublement réitéré.

Les maire, officiers municipaux et les conseils généraux, de concert avec tous les citoyens, vout à l'exécration publique la mémoire des tyrans, et sommèrent de fuir tous ceux qui veulent des fers; et montant à l'autel, font la lecture des droits de l'homme, ensuite avec tous les citoyens de tout sexe et de tout âge font le serment de défendre la liberté et d'exterminer les satellites, de présent coalisés, et donne ensuite le baiser fraternel à tous ceux qui formaient l'intérieur du cercle, et plusieurs ont forcé le rang pour le recevoir et à l'instant des cris se firent entendre : *Vive la nation, vive la République, vive l'union qui est notre force*, et l'hymne des Marseillais fut chanté avec toute l'allégresse et la musique répondant.

Et ensuite on se rendit à l'arbre de la liberté, où étant arrivés, autour duquel on forma des colonnes serrées par les peuples de tout sexe et de tout âge, chantant la *Carmagnole*, et chacun forma des danses détachées. La journée se passa avec des sociétés de frères.

Et le dimanche onze août, issue de la messe paroissiale, lecture faite des mesures prises par les représentants du peuple envoyés dans les départements de l'Oise et de l'Aisne sur l'arrestation et séquestre des ci-devant nobles et parents des émigrés. Cette mesure est regardée comme sage et digne de patriotes qui veulent surveiller à sauver la patrie. Considérant différentes mesures prises par ces satellites, comme otages de ceux qui ont pris les armes en main contre leurs frères (*sic*) et ont signé :

RIDART, maire ; SATABIN, secrétaire.

Avec la plus grande énergie nous publions vos décrets. Quand vous déclarerez la patrie en danger, à cette publication, un cri se fit entendre de toute l'assemblée. Notre union fait notre force, notre obéissance aux lois sauvera la patrie. *Vive la République une et indivisible. Vive la nation.* Dignes représentants, demeurez à votre poste jusqu'à ce que les tyrans aient perdu de

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 698.

vue notre territoire et l'espoir d'y rentrer. Insertion au *Bulletin*, c'est le désir des souscripteurs.

*Signé* : RIDART, maire.

Les administrateurs du district de Muret font la même demande, et rendent compte du succès avec lequel la levée des nouveaux défenseurs de la patrie s'effectue (1).

*Suit l'adresse des administrateurs du district de Muret (2) :*

*Les administrateurs et procureur-syndic du district de Muret, département de la Haute-Garonne, à la Convention nationale.*

« Bienfaiteurs de l'humanité.

« La dernière division des défenseurs de la patrie de notre district, vient de quitter nos murs. Quinze cents de nos frères volent vers Perpignan; jamais levée de citoyens soldats ne se fit avec tant d'ardeur, d'ordre et de gaieté. Nul regret de quitter les foyers paternels, nulles larmes données aux plus douces affections. La mère éplorée, en serrant son fils dans ses bras, s'étonnait de lui trouver les yeux secs, elle lui parlait de sa douleur; il ne lui répondait que par les mots de *Patrie... Perpignan et Liberté*, et ce sont là les mêmes hommes qui étaient consternés lorsqu'ils voyaient un subdélégué exiger de tout un village un seul milicien; ce sont ces mêmes hommes qui regardaient, il y a dix ans, le tirage de la milice comme une calamité publique.

« Génie de la liberté, toi qu'adoraient nos aïeux, toi qui fis triompher la brave et loyale nation des Francs par son seul courage, de tant de peuples disciplinés et avilis, tu n'abandonneras pas tes enfants, tu planeras sur nos légions, ton autel antique sortira de ses ruines et ses débris réunis seront cimentés du sang des esclaves de l'imbécile tyran espagnol!

« Pour vous, citoyens législateurs, un cri unanime se fait entendre de tous les points de la République : *Restez à votre poste!* Que deviendrait la France si, sortie depuis peu de l'anarchie, elle était de nouveau livrée aux dissensions. L'or de Cobourg et de Pitt s'accumule dans les départements; tous les moyens de séduction sont employés pour donner de nouveau à la France pour représentants, des Mirabeau, des Maury, des Lameth, des Buzot, des Brissot, etc. Déjà l'art de nuire, raffiné par les muscadins, travaille sourdement à jeter des soupçons sur la conduite des meilleurs patriotes.

« Citoyens représentants, craignez que la majorité de ceux qui vous remplaceraient ne soit composée de pareils faquins. Croyez-nous-en; croyez en la France entière... *Restez à votre poste.*

*Signé* : DESACY; TERRENG; MARRAST; RUPÈS; LARRIND, vice-président.

« P. S. — Nous vous adressons la liste de plu-

sieurs dons patriotiques que nous avons reçus; nous vous l'avions déjà envoyée, elle s'est égarée dans vos bureaux (1). »

Le commissaire de l'assemblée primaire du canton de La Neuville, fait part du succès de ses réquisitions, pour la fourniture des matelas, draps et couvertures; il annonce que la commune de Valmy ayant été pillée par les Autrichiens, elle a fourni en argent la représentation de son contingent (2).

*Suit la lettre du commissaire de l'Assemblée primaire du canton de La Neuville-au-Pont (3)*

« Valmy, le 24 septembre 1793,  
l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Je m'empresse de faire connaître par votre organe, à la Convention nationale, le vœu que j'ose dire presque général, des citoyens composant le canton de La Neuville-au-Pont.

« Etant chargé par une autorisation du directoire du district de Sainte-Menehould, département de la Marne, de requérir les citoyens aisés dudit canton à fournir des matelas, couvertures, draps, etc., pour le service des édifices nationaux de ladite ville de Sainte-Menehould, moyennant récépissés, afin d'y pouvoir loger les différents dépôts qui pourront y être envoyés;

« Toutes les communes se sont empressées de répondre aux vues de l'administration du district et ont fourni exactement leur contingent. Celle de Valmy qui, il y a un an, est restée au pouvoir des Autrichiens l'espace de huit jours par la trahison infâme de Dumouriez, et qui a été presque entièrement pillée et dévastée par les satellites des tyrans coalisés, a fait (sitôt sa réquisition en nature fournie), un don de 212 livres pour aider à la fourniture desdits édifices; quelle fut la joie que je ressentis lorsque je vis arriver la majeure partie des habitants de cette commune, et apporter sur le bureau de la municipalité, une somme quelconque chacun suivant son pouvoir, tous témoignaient un ardent désir de pouvoir être utile à la chose publique, et tous répétaient à l'envi les cris de : *Vive la République, vive la Montagne, mère de notre Constitution*, et plutôt cent fois mourir que de rentrer sous le règne cruel de la tyrannie. Voilà, citoyen Président, les acclamations de joie que j'ai entendues avec une entière satisfaction.

« Dévoué entièrement à ma patrie, je remplirai le plus scrupuleusement qu'il me sera possible l'honorable mission que la Convention nationale a bien voulu me charger par son décret du 14 août dernier; j'ai communiqué l'adresse aux Français qui y est jointe aux différentes communes assemblées particulièrement, et elle leur a inspiré à toutes, les sentiments vraiment patriotiques, l'amour pour leur patrie, et la haine pour les rois.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 64.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 698. — *Supplément au Bulletin de la Convention* du 4 octobre 1792.

(1) Nous n'avons pu retrouver cette pièce.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 61.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 707.



« Je leur ai fait observer qu'il ne devait plus exister aucune marque distinctive, aucune armoirie, ni fleurs de lys; et aussitôt tous ces souvenirs qui nous saignent encore le cœur, toutes ces marques qui nous avilissaient ont disparu.

« Je tâcherai d'apprécier l'importance de cette mission salutaire, et je ne la croirai terminée que lorsque tous les tyrans qui nous environnent et leurs satellites seront anéantis.

« Vive la République.

« *Signé : HÉRISON, commissaire envoyé de l'assemblée primaire du canton de La Neuville-au-Pont, pour porter l'acceptation de l'acte constitutionnel à Paris, le 10 août.* »

Celui de l'assemblée primaire de Carrouges, écrit de son côté que ses efforts ont été partout secondés, pour l'arrestation des personnes suspectes, et la levée des nouveaux défenseurs de la patrie (1).

*Suit la lettre du commissaire de l'Assemblée primaire du canton de Carrouges (2) :*

*L'envoyé des assemblées primaires du canton de Carrouges, district d'Alençon, à la Convention nationale.*

« Carrouges, 30 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« J'ai rempli la tâche que vous m'avez imposée par votre décret du 14 de ce mois; en rentrant dans mes foyers, je n'ai rien négligé pour ranimer l'esprit public, propager les principes d'unité et d'indivisibilité de la République et exciter la jeunesse à prendre les armes pour la défense de la liberté. J'ai parfaitement réussi, tout s'est rendu à la voix de la patrie, partout les jeunes citoyens ont déployé un zèle et une ardeur incroyable d'écraser les tyrans et d'anéantir les hordes d'esclaves qui souillent le sol de la liberté.

« Les municipalités ont, on ne peut mieux, secondé mes efforts, en faisant arrêter et conduire à la maison d'arrêt toutes les personnes suspectes : en six jours 700 braves républicains se sont levés dans le canton de Carrouges et ont juré avec enthousiasme de vaincre ou mourir.

« La commune de Beauvin mérite les plus grands éloges; à mon arrivée, le tocsin sonne, la générale bat, la garde nationale s'assemble, le conseil général de la commune est à son poste, les modérés arrêtés (je ne dirai pas les aristocrates, car cette paroisse n'en compte aucun), tout cela n'est l'affaire que d'un instant. A peine ai-je prononcé quelques mots, un cri général se fait entendre : *Partons, partons tous, la liberté, l'égalité, la Constitution ou la mort, guerre aux modérés. Vive la République, vive la Montagne, périssent à jamais les crapauds du Marais.* Et dès le lendemain, ces braves républicains se rendirent à Alençon en conduisant à leur

tête les personnes arrêtées la veille. Cette petite commune, après avoir déjà fourni 40 défenseurs à la patrie, lui en offre encore 22 qui lui restent.

« Le lundi 23 du présent, le tocsin général de la liberté se fit entendre dans toutes les communes du canton de Carrouges; bientôt 600 jeunes républicains furent réunis au point de ralliement qui leur avait été indiqué, je me mis en marche à leur tête en leur promettant, au nom de ce que j'ai de plus cher, la liberté et l'égalité, que je partagerais leurs travaux tant que les despotes souilleraient le territoire de la République. Nous nous rendîmes à Alençon en chantant l'hymne des Marseillais. Notre arrivée fut un triomphe, les cris répétés de : *Vive la République, guerre aux tyrans!* se firent entendre de toutes parts, tous jurèrent de ne rentrer dans leurs foyers que lorsque le dernier de leurs satellites aurait mordu la poussière. Mais, hélas, dès le lendemain nous avons été obligés de nous en retourner faute de subsistances. Des armes et du pain et la France est libre.

« *Signé : CHAUVIERRE, envoyé des assemblées primaires de Carrouges.* »

Celui de l'assemblée primaire de Brohan-le-Grand (1) fait hommage des discours civiques qu'il a prononcés à son retour, au milieu de ses concitoyens (2).

*Suit la lettre de Pierre Blondel, envoyé de l'Assemblée primaire du canton de Frohan-le-Grand (3) :*

« Citoyen Président,

« J'ai l'honneur de vous envoyer ci-inclus le discours que j'ai lu, fait lire, publier et afficher, en exécution de ma mission civique, dans 15 communes qui composent le canton de Frohan-le-Grand. Écrit par une main inhabile (je vous demande pour lui, Citoyen Président, la plus grande indulgence), mais exprimé d'un cœur brûlant de patriotisme, il a produit l'effet le plus surprenant, car plusieurs se sont levés, jusqu'aux vieillards, pour marcher à l'ennemi, quoi qu'il ne fût question alors que de la levée depuis 18 jusqu'à 25 ans; mais les citoyens administrateurs du district de Doullens, pour se conformer au décret, ont renvoyé tout ce qui dépassait cet âge.

« Remarquez, Citoyen Président, que les communes qui ont montré tant de zèle pour marcher, sont précisément celles qui étaient auparavant les plus récalcitrantes; lorsqu'il s'agissait de fournir quelques hommes, c'était la plus grande misère. Ce n'est pas que les habitants de ces campagnes manquent de civisme, mais avec l'âme peu belliqueuse, ils sont d'une indifférence et d'une apathie singulières. Aussi il n'y a pas d'insurrection à craindre de leur part.

« Toutes les communes dans l'étendue du département de la Somme fourniront bien du monde pour les armées, car il n'en est presque

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 65.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 707.

(1) Il s'agit de Frohan-le-Grand (Somme).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 65.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 707.

pas parti ni volontairement, ni pour les différents contingents, ils aimaient mieux donner des sommes énormes aux habitants des bourgs et des villes pour les remplacer.

— Permettez, Citoyen Président, que j'ajoute à cette lettre quelques observations que je crois importantes :

« 1<sup>o</sup> Je regarde comme très essentiel de faire précéder l'instruction publique par les principes de la religion naturelle, sans intolérance pour tous les autres cultes. Eh ! tous nos droits les plus sacrés, la souveraineté, la liberté, l'égalité, etc., ne sont-ils pas fondés sur cette sainte religion ? »

« 2<sup>o</sup> De conférer l'instruction à tous les enfants des deux sexes depuis l'âge de 3 à 4 ans jusqu'à la puberté, sous la direction d'instituteurs et d'institutrices patriotes et éclairés, dans les maisons nationales où ils recevraient tous les besoins de la nature.

« 3<sup>o</sup> De former à Paris une armée révolutionnaire composée des envoyés des assemblées primaires.

« 4<sup>o</sup> De laisser aux habitants des villes et des campagnes le choix des armes dont ils croiraient pouvoir se servir le plus avantageusement contre l'ennemi.

« 5<sup>o</sup> Haranguer la troupe avant le combat.

« Citoyen Président, je ne fais pas le développement de toutes ces observations, parce que je passerais les bornes d'une lettre ; d'ailleurs il suffit que les objets vous soient présents, ainsi qu'à la Convention nationale, pour que vous les aperceviez dans toute leur étendue ; néanmoins, si vous le désirez, j'exposerai par la suite les principes de la religion naturelle.

Autre observation : Issu d'une mère de la caste nobiliaire, mes parents m'ont toujours regardé avec un dédain insultant et avec un injuste mépris, parce que j'étais né d'un père de la classe la moins fortunée, la plus malheureuse, mais la plus précieuse de l'État. Eh ! n'était-il pas de la plus inconcevable et de la plus révoltante absurdité de voir que ceux qui pompaient la substance du peuple, le dédaignassent pour son peu d'aisance et insultassent à ses malheurs dont ils étaient eux-mêmes les agents odieux ?

« J'ai aussi gémi pendant 20 ans sous le despotisme monacal le plus cruel ; c'est pourquoi aussitôt que les portes de ces lieux infectés de tous les vices eurent été ouvertes par les mains bienfaisantes de nos premiers législateurs, entraîné par ma reconnaissance, par l'amour de la patrie et par mon implacable ressentiment contre les ci-devant clergé et noblesse, je n'eus rien de plus pressé, quoique âgé de 45 ans, que d'entrer dans le premier bataillon des volontaires nationaux de Mayenne-et-Loire que l'on organisa alors, où j'ai servi pendant un an et fait la dernière campagne en qualité de caporal de grenadiers et de membre du conseil d'administration.

« Aujourd'hui je suis retiré à la campagne chez le plus pauvre de mes parents paternels, honnête tisserand et bon patriote, chargé de 6 enfants en bas âge avec lequel je partage mon traitement de 900 livres en qualité de ci-devant bénédictin, qui devient bien modique, vu la cherté excessive de toutes les choses nécessaires à la vie. Ainsi, Citoyen Président, je vous supplie de proposer à la Convention nationale, de décréter que mon traitement me soit payé par quartier d'avance, et qu'il soit porté au

maximum de 1000 livres. Par reconnaissance, mon civisme et la haine que j'ai vouée à ces deux ci-devant ordres, ou plutôt désordres de l'État, augmenteront encore s'ils sont, ce que je ne crois pas, susceptibles d'accroissement.

« Citoyen Président, si, contre mon attente, mon discours et ma lettre méritent quelque publicité, je vous prie de vouloir bien la leur accorder.

« J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect, Citoyen Président, votre concitoyen.

« Signé : Pierre BLONDEL, envoyé de l'Assemblée primaire du canton de Frohan-le-Grand, district de Doullens, département de la Somme.

« Commune du Meillard, près Doullens, ce 18 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

*Discours du citoyen Pierre Blondel (1).*

Citoyens frères et amis,

Je suis chargé par un décret de nos sages législateurs de répandre parmi vous les principes et les sentiments de l'unité et de l'indivisibilité de la République, et de vous inviter à vous prêter courageusement pour les levées générales et particulières que l'on demande ou que l'on pourra demander. Outre l'amour pur de la patrie et celui de l'humanité, qui doivent vous pénétrer et vous animer des sentiments républicains, et vous faire voler à leur secours, de puissants motifs d'intérêt vous y engagent, comme vous le verrez ci-après. Je parlerai de ces deux objets en deux articles séparés.

#### ARTICLE I.

*De l'unité et de l'indivisibilité de la République.*

Précédées du flambeau de la raison, de l'humanité et de l'expérience, l'Assemblée constituante et la première législature réformèrent une infinité d'abus consacrés par leur antiquité et par la continuelle et opiniâtre résistance de ceux qui étaient intéressés à leur conservation. Mais, soit par condescendance pour l'ancienne idole des Français ou par quelque autre motif, ils laissèrent subsister le plus énorme, celui de la royauté ; et, qui plus est, l'investirent de l'inviolabilité. Mais la Convention nationale, convoquée avec les pouvoirs les plus étendus, a renversé le trône de l'idole, convaincue de parjures et de crimes multipliés, attentatoires à la souveraineté et à la vie du peuple et sa tête est tombée sous le glaive de la loi. La France, la plus belle, la plus riche et la plus fertile contrée de l'Europe, mais toujours malheureuse sous le gouvernement monarchique, est érigée en République. Ah ! Citoyens, à ce mot chéri, *République*, qui vous fait rentrer dans tous vos droits imprescriptibles et trop longtemps aliénés, je vois vos cœurs s'enflammer de reconnaissance, d'amour et de dévouement pour elle. Sans doute vous ne voulez plus être gouvernés

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 707.



par un despote intronisé; vous ne voulez plus accumuler vos trésors et votre propre substance sur la détestable tête d'un tyran assassin? Ouvrez l'histoire de France et celle de tous les rois du monde, vous n'y verrez qu'une longue et affligeante suite de crimes et de forfaits commis sans remords par ces monstres couronnés. Ah! si le désir est un crime, c'est celui d'un roi. Un bon roi est un être qui n'exista jamais. Ne fut-il, par impossible, personnellement coupable d'aucun crime, sa seule existence est, aux yeux de la raison, une insulte et un outrage faits à l'humanité, et un attentat contre les droits les plus sacrés du peuple, contre sa souveraineté, sa liberté et son égalité, fondées sur la nature. Grâce te soient rendues, ô siècle de lumière, nous serons pour toujours citoyens, frères et amis, à l'aide de votre courage délivrés de ce fléau du genre humain.

Chérissons donc une République dans le sein de laquelle nous goûterons le bonheur et la paix, et jouirons de l'abondance sitôt que nos ennemis seront écrasés ou rentrés impuissants dans leurs repaires obscurs. N'ayons donc pas pour elle des sentiments indifférents, si nous ne voulons plus perdre les brillants avantages qu'elle nous promet. Prêtons-lui, au contraire, nos bras et notre courage pour la conserver une et indivisible; qualité sans laquelle elle ne peut exister, et sans laquelle nous ne pouvons nous-mêmes exister heureux. Ne soyons donc pas assez téméraires pour entreprendre de la diviser, de la morceler ou de nous en séparer, car nous attirerions sur nos têtes coupables sa juste colère et les plus grands malheurs.

Eh! ne voyons-nous pas que des génies tutélaires la protègent et la rendent invincible, surtout contre ses enfants dénaturés qui cherchent à lui déchirer le sein. Oui, nous sommes tous également placés sous son glaive tranchant comme sous sa main bienfaisante, selon que nous sommes bons ou mauvais citoyens. Ah! que l'exemple de ces armées départementales dirigées contre Paris, et celui des rebelles de la Vendée qui, chaque jour, en expirant par milliers, arrosent de leur sang criminel le malheureux sol qui les a vu naître, doivent effrayer ceux qu'un esprit de fédéralisme et de rébellion tenterait d'agiter. Ces premières n'ont-elles pas disparu ou rentré dans la poussière, en présence de nos guerriers républicains, comme un épais et sombre nuage se dissipe et rentre dans l'immensité des cieux à l'aspect d'un brillant et brûlant soleil! Ah! que ceux que le sombre et noir esprit du fédéralisme agite sont aveuglés d'une épaisse cécité; placés matériellement dans le sein de la République, et à portée de ses vengeances les plus éclatantes, pourront-ils soutenir longtemps les efforts toujours renaissants d'une grande et puissante république, justement irritée. Ces enfants dénaturés reconnus ou plutôt sévèrement punis de leur téméraire audace, rentrés forcément dans le giron de leur mère-patrie, comment seront-ils regardés par leurs frères soumis et dociles qui auront constamment conservé les sentiments de l'unité et de l'indivisibilité de la République, ou combattu ou travaillé pour son affermissement et pour sa gloire? Supposons, ce qui est impossible, qu'ils réussissent dans leurs infâmes et perfides projets, trouveront-ils dans leurs villes ou dans leurs contrées coupables, des lumières plus vives, des intentions plus pures et des lois plus sages que celles qui émanent de nos bien-

faisants législateurs, le foyer des connaissances politiques et de la plus tendre humanité, rassemblés de tous les points de la République avec le choix le plus scrupuleux et le plus réfléchi?

Que dirai-je de ces trop fameux émigrés dispersés dans l'Europe entière, portant partout les signes mérités de leur réprobation et de leur désespoir, comme autrefois les enfants d'Israël, dans les siècles d'ignorance, mais plus coupables que ces derniers? L'arrêt de leur mort civile et capitale est prononcé irrévocablement, et leurs biens meubles et immeubles confisqués, à juste titre, au profit de la République. Injustement irrités, la fureur la plus effrénée et la rage la plus forcée accompagnent partout leurs pas criminels, ils dévastent, brûlent, massacrent tout ce qu'ils rencontrent sur le territoire français. Mais la République juste et aujourd'hui sévère, n'ayant ci-devant à se reprocher à leur égard que de trop longs ménagements, dont ils n'ont que trop abusé, demande des bras patriotes pour les punir de tous leurs forfaits.

Tous ces différents exemples de sévérité et d'humiliation sont terribles pour les fédéralistes, les fanatiques, les royalistes, les aristocrates et les émigrants; mais pour vous, ô républicains, dont les âmes et les cœurs sont électrisés par le feu sacré de l'amour de la République et de vos semblables, vous n'avez pour jouir de la plus haute considération et de l'estime la plus particulière de vos concitoyens, et pour être comblés d'honneurs et de gloire, qu'à vouloir vous livrer au doux et rapide penchant de vos cœurs enflammés, et la République est sauvée et conservée une et indivisible.

Citoyens, que la détresse passagère où le peuple se trouve, et les mouvements convulsifs qui se font sentir sur quelques points de la République, ne soient pas pour vous une occasion de regretter l'ancien et affreux régime, et n'enchaînent pas vos bras et votre courage; au contraire, qu'ils décuplent leur force et leur énergie, et les fassent se déployer plus vigoureusement, car cette disette et ces insurrections criminelles sont, comme vous ne devez pas l'ignorer, l'œuvre inique et ténébreuse des malveillants et des accapareurs. Cette première est encore la compagne inséparable d'une guerre soutenue avec honneur et dignité, mais fort dispendieuse. Que nos ennemis intérieurs et extérieurs soient donc promptement exterminés, et, ensuite, nous jouirons de la paix, de l'abondance et de la tranquillité.

Nous devons aussi regarder notre état de souffrance et ces différentes commotions, comme les suites inévitables d'une grande et indispensable révolution, car il en est d'un corps politique comme du corps humain; que ce dernier soit attaqué de quelque infirmité, ne lui faut-il pas supporter des remèdes plus ou moins violents selon le genre de sa maladie, et essuyer des crises et des malaises pour obtenir guérison? Eh! notre corps politique n'était-il pas très infirme avant la Révolution? une reine déprédatrice, un roi insouciant et corrompu, des ministres pervers, un trésor royal épuisé, des dettes immenses, etc., avaient mis le royaume sur le bord du précipice. De là l'Assemblée des notables, pour tâcher de trouver quelques palliatifs à tant de maux, qui avoua son insuffisance à ne pouvoir en trouver. Le ci-devant roi lui-même convoqua les états généraux qui

priront ensuite le nom d'Assemblée nationale. Le mal était à son comble, il fallait couper et trancher jusqu'au vif; aussi nos premiers législateurs, surtout la Convention nationale, n'ont rien épargné pour sauver la patrie de l'abîme. Ah! citoyens, avec de la patience et du courage, nous goûterons les doux et précieux fruits de leurs travaux.

## ARTICLE II.

### *Des levées générales ou particulières.*

J'entends plusieurs voix qui crient : Aux armes, Citoyens, aux armes. Ah! Citoyens, c'est l'amour de la patrie et de l'humanité joints à vos intérêts les plus chers qui vous appellent; car : 1<sup>o</sup> une cohorte nombreuse de vils esclaves salariés par le despotisme et la tyrannie s'avance à grands pas, menace vos paisibles foyers et est à la veille de porter le fer, le feu et la désolation dans vos campagnes, et d'égorger sous vos yeux vos parents, vos amis et tout ce que vous avez de plus cher au monde, si vous n'êtes pas ses premières victimes. Ah! les barbares; ils n'ont déjà que trop donné d'exemples d'une semblable férocité; l'année dernière, sous mes yeux, dans le département de la Moselle, depuis à Liège et autres lieux, et récemment encore avant et depuis la reddition de Condé et de Valenciennes, le pillage, le meurtre, le carnage, le viol, les incendies des propriétés suivent partout leurs pas audacieux; ils brûlent tout ce qu'ils ne peuvent emporter.

2<sup>o</sup> Le renchérissement progressif et journalier de toutes les choses nécessaires à la vie occasionné par les accaparements et par le défaut de confiance dans les assignats, en voyant les trop rapides progrès de nos ennemis, doit aussi vous faire voler aux armes. Que nos barbares ennemis soient repoussés ou détruits, la confiance dans les assignats renaîtra, tout redeviendra à un juste prix. Si, malheureusement, les choses de première nécessité augmentaient encore dans quelque proportion, ne serait-il pas à craindre que les habitants des villes qui sont encore plus dans la souffrance que ceux des campagnes et qui s'attroupent tous les jours, ne se répandissent enfin dans les communes pour piller vos grains qui vous ont coûté tant de peines et de sueurs, et pour dévaster vos propriétés, d'où naîtrait une guerre civile d'autant plus funeste et terrible que, jointe à la famine qui est le but et la criminelle spéculation de nos ennemis intérieurs et extérieurs, elle aurait pour conséquence l'exécution de leurs abominables projets.

3<sup>o</sup> Si quelques-uns d'entre vous faisaient des difficultés pour se lever à la voix de leur patrie en danger qui les appelle à son secours, j'ai tout lieu de croire qu'on ne les laisserait pas chez eux attendre tranquillement les événements, mais que des garnisons nombreuses viendraient dans les communes pour y vivre et y être payées aux dépens des récalcitrants, et que finalement il faudrait partir.

Supposons un instant que la force armée ne les contraignît pas à marcher. Quelle honte! Quelle confusion! et peut-être quels regrets alors pour eux de voir revenir dans les foyers l'armée de tant de braves patriotes victorieux, couverte de lauriers, et de n'être pas allé avec elle les partager. Méprisés souverainement de

ces héros rayonnants de gloire, auraient-ils le front de supporter leur aspect radieux?

4<sup>o</sup> Enfin si, au contraire, ce qu'à Dieu ne plaise, faute de bras armés, nous essayons des échecs ou des revers malheureux, les lâches indifférents pour la gloire, le repos et la tranquillité de leur patrie, n'auraient-ils pas tout à craindre de la juste fureur de ces zélés, mais infortunés républicains de retour dans leurs tristes foyers?

Aux armes, donc, Citoyens, et partons tous s'il est nécessaire, au premier signal, pour éviter tous les malheurs qui nous menacent, et pour jouir de la douce et inappréciable satisfaction intérieure d'avoir bien mérité de la patrie et du genre humain; car, n'en doutez pas, Citoyens, nous n'avons qu'à vouloir, et tous nos ennemis sont terrassés, et mordent la poussière. Que cette volonté salutaire entre dans nos âmes, si elle n'y a pas encore pénétré, et levons-nous et marchons. Nos ennemis étant exterminés, si nous aimons les récompenses nous aurons les droits les plus sacrés à la reconnaissance et aux trésors d'une nation grande, généreuse et magnifique; elle récompensera notre zèle et notre dévouement, nos traits de bravoure et d'intépidité, toutes nos actions vertueuses; nous obtiendrons des gratifications pécuniaires, des pensions viagères; nous serons couronnés de lauriers. Si nous trouvons une mort glorieuse au milieu des combats, dans le champ de l'honneur, on célébrera notre mémoire, nous vivrons dans les cœurs et dans les regrets de nos concitoyens et nos familles seront généreusement et honorablement indemnisées de notre perte. Si notre mort est distinguée par quelque action éclatante, l'honneur du Panthéon français nous attend, monument destiné à transmettre à la postérité la mémoire des grands hommes.

Ah! que plutôt le civisme le plus pur sans aucun mélange d'intérêt quelconque que celui de l'humanité entière, et un élan généreux et sublime dirigent nos pas pour sauver la République à son berceau et pour délivrer nos frères du Nord de la cruauté et de la tyrannie de nos féroces ennemis coalisés contre l'humanité, la liberté et l'égalité. Levons-nous donc tous en masse, et serrés étroitement, portons-leur un coup décisif, mais nécessaire. Abattons toutes les têtes couronnées au titre de rois, et toutes celles de leurs lâches et féroces satellites, et qu'il n'en paraisse plus sur la terre. Nous reviendrons sitôt après leur honteuse défaite, glorieux et triomphants dans nos habitations pour y jouir tranquillement, à l'ombre de nos lauriers et sous l'égide de notre courage, de la paix, de l'abondance, des récompenses nationales et des précieux avantages de notre admirable constitution. Ah! Citoyens, ô vous dont les âmes sont grandes et vertueuses, sensibles et bienfaisantes! pouvez-vous penser que notre patrie sera à jamais pour lors couverte de gloire, et que cette paix, cette abondance et ces bienfaits de notre Constitution s'étendront jusqu'à la postérité la plus reculée, ainsi qu'à tous les habitants de la terre, pour qui nous serons un objet de la plus profonde vénération, de la plus sublime admiration et de la plus vive reconnaissance sans répandre un torrent de larmes d'attendrissement et de joie, et sans sentir votre courage s'enflammer. Oui, cette paix sera éternelle, car qui oserait attaquer par la suite une nation qui aura su, seule, de par sa propre



énergie, soutenir et briser les efforts de toutes les puissances de l'Europe dirigés en même temps contre elle, et arrêter les progrès alarmants d'une guerre civile, et déjouer simultanément toutes les impies et perfides machinations de ses ennemis intérieurs et extérieurs. Oui, tous les peuples de la terre en profiteront également que nous, car ne voyez-vous pas cette inquiétude, cette impatience du joug qui agite tous les gouvernements monarchiques. Si nos efforts sont couronnés d'un heureux succès, ils se lèveront à notre exemple, triompheront ainsi que nous de leurs ennemis, et adopteront nos lois marquées au sceau de la raison et de l'humanité.

Au contraire, si nous sommes assez malheureux pour succomber aux efforts criminels de tous les tyrans coalisés contre nous. Ah ! citoyens, s'ils nous laissent la vie, il vaudrait beaucoup mieux pour nous ne pas exister, que d'exister si misérables. Je vous ai déjà exposé combien il est de votre intérêt de vous opposer courageusement aux progrès de cette armée sacrilège qui souille le sol de la liberté et de l'égalité ; de plus, jetez un coup d'œil sur les derniers événements de la Pologne ci-devant révolutionnaire comme nous le sommes aujourd'hui, et vous aurez un type imparfait de tous les malheurs qui fonderaient sur nos têtes : le désespoir paraît peint sur tous les visages de ces infortunés habitants ; pillés, vexés, maltraités de la manière la plus inhumaine par leurs barbares vainqueurs, ils n'osent pas se plaindre ; le moindre mot, le plus léger soupçon y est puni de mort ; l'on n'ose plus y parler, l'on se regarde et l'on pleure.

S'il est possible d'être plus malheureux, nous le serions encore davantage ; ayant des ennemis plus acharnés contre nous, les uns par intérêt et par ressentiment, les autres transportés de rage de ce que nous avons enfin ouvert les yeux à la lumière, fait mourir un roi-tyran et rentré en possession de nos biens les plus précieux. Ils craindraient que nous ne voulussions laver notre désespoir dans le sang de leur nouveau roi, et pour empêcher nos saintes insurrections, ils nous tiendraient continuellement dans l'esclavage et dans les fers. Alors nous dirions dans l'amertume de nos âmes, et nos cœurs navrés de douleur : adieu notre légitime souveraineté, notre liberté chérie, notre inestimable égalité. Adieu une république naissante qui nous promettait tant et de si grands avantages ainsi qu'à nos descendants. Adieu aussi le bonheur et la gloire de la patrie, de l'humanité entière. Adieu notre félicité et notre propre gloire inséparables de ces premiers. Adieu les honneurs et les récompenses civiles et militaires. Ah ! il ne vous resterait que le désespoir d'une vie malheureuse et celui d'avoir échoué dans nos pieuses entreprises. Que ces tristes et terribles réflexions, en frappant et pénétrant salutairement nos âmes, élèvent de plus en plus nos cœurs et les embrasent de l'amour de la patrie et notre république sortie, comme un astre lumineux, du milieu des foudres et des éclairs qui l'environnent, et échappée aux tempêtes qui l'agitent, brillera à jamais du plus vif éclat et portera la lumière à toutes les nations.

Je suis fraternellement, votre concitoyen, etc.

Pierre BLONDEL, de retour de sa mission à Paris, en qualité d'envoyé de l'Assemblée primaire de Frohan-le-Grand.

Au Meillard, près Doullens, département de la Somme, ce 15 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Le citoyen Rochette, commandant temporaire d'Avesnes, rend compte et transmet la copie de sa correspondance avec un général ennemi, sur l'échange du capitaine Baudricourt, réclamé par cet avant-dernier (1).

*Suit la lettre du citoyen Rochette (2) :*

« Avesnes, ce 25 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyen Président,

« Je vous transmets ci-jointes deux copies, l'une de la lettre que j'ai reçue du général Cöburg, l'autre de la réponse que je lui ai faite. J'ai cherché dans celle-ci à parler le langage le plus rapproché de la vérité et de cette décence énergique qui caractérise le vrai républicain ; car l'homme libre doit fouler aux pieds le ton impérieux dont se pare avec tant d'ostentation le satellite des despotes, il ne doit s'arrêter sur les menaces, les perfidies et les trahisons de celui-ci que le temps nécessaire pour y répondre à coups de canon.

« Le commandant temporaire,

« Signé : ROCHETTE. »

A.

*Le maréchal commandant en chef les armées de S. M. l'Empereur et de l'Empire, au général commandant dans Avesnes (3).*

« Au quartier général de Curgies, le 23 septembre 1793.

« J'ai écrit le 6 septembre au général commandant de Landrecies pour réclamer le capitaine Baudricourt du corps du génie, injustement détenu à Avesnes, puisqu'il est échangé depuis longtemps par un cartel stipulé entre les deux armées.

« Le commandant de Landrecies m'a répondu le lendemain qu'il allait en écrire au commandant en chef de l'armée française.

« On s'en reposerait avec confiance sur les ordres que ce dernier ne pourrait refuser à cet égard, puisqu'ils sont naturellement indiqués par les lois sacrées de la guerre et des échanges, mais ayant appris avec autant de peine que de surprise, que le capitaine Baudricourt, retenu à Avesnes contre la foi des traités, y est enfermé dans une prison d'une espèce où des officiers ennemis ne devraient jamais entrer, et qu'on l'y fait essayer de mauvais traitements ; je viens, Monsieur, vous déclarer d'une manière très positive qu'ayant à mon armée une si grande quan-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 63.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 691.

(3) *Ibid.*

tité d'officiers et de soldats français prisonniers, et par conséquent tous les moyens d'user à leur égard de fortes représailles, je ferai, si le capitaine Baudricourt n'est pas rendu sur-le-champ avec égards à la liberté et à sa destination, retomber sur le lieutenant-colonel du génie de votre nation qui est resté au Quesnoy pour la remise, tout le poids du juste ressentiment qu'un semblable procédé doit nécessairement inspirer.

« J'attends incessamment votre réponse, pour savoir le parti que j'ai à prendre avec les prisonniers de guerre français.

« Signé : B. COBURG, F.-M. »

B.

*Le chef de bataillon commandant pour la République française la place d'Avesnes, ses cantonnements et avant-postes, au maréchal commandant en chef l'armée autrichienne (1).*

« Avesnes, ce 25 septembre, II<sup>e</sup> de la République française.

« J'ai fait arrêter ici monsieur Beaudricourt, non pas comme vous l'exprimez par un acte d'injustice, les Français, ceux-là qui, comme moi, sont vraiment républicains, n'en sont pas capables. Ce fait de précaution a été déterminé sur le motif qu'il s'est trouvé totalement dépourvu des papiers nécessaires pour justifier son état réel; dans cette affaire, j'ai suivi la hiérarchie militaire qui nous régit, je l'ai soumise au citoyen ministre de la guerre et à celui qui commande en chef, c'est à eux à la décider. Ils le feront, il n'en faut pas douter, d'une manière digne de la nation qu'ils servent; c'est à eux que vous devez réclamer cet officier. Si le retard qu'occasionnera cette démarche vous paraît un motif suffisant pour vous porter à faire éprouver un mauvais traitement à quelqu'un des officiers français qui sont entre vos mains, je suis convaincu d'avance du courage et de l'énergie avec lesquels ils le supporteront. La nation française, toujours grande, toujours équitable, ne verra point dans ce procédé un motif de représailles envers ceux des vôtres qui sont en son pouvoir.

« Signé : ROCHETTE. »

Le conseil général de la commune de Versailles, remercie les représentants du peuple du décret par eux rendu le 18 juin, sur les secours à accorder aux enfants, aux vieillards et aux indigents (2).

*Suit la lettre du conseil général de la commune de Versailles (3) :*

*Le conseil général de la commune de Versailles, à la Convention nationale.*

« Versailles, ce 25 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Nous venons d'entendre la lecture de votre

décret du 28 juin dernier, relatif à l'organisation des secours à accorder aux enfants, aux vieillards et aux indigents. Toutes les dispositions de ce décret portent les caractères de la justice, de la bienfaisance, de la sagesse et de la saine politique; elles ont excité notre admiration et notre reconnaissance; et c'est au nom de nos concitoyens comme au nôtre que nous vous offrons l'hommage de ces sentiments.

« Le peuple, ou du moins la classe qu'autrefois l'aristocratie insolente affectait de désigner sous ce nom, devenue depuis si imposante et si formidable, pressé par ses maux ou par ses besoins, épuisait toutes les ressources, en employait quelquefois, dont sa droiture naturelle l'éloignait, avant d'oser réclamer des secours et des consolations auprès de ceux dont il avait le droit d'en attendre. Hélas ! Il fallait les mendier d'une manière si avilissante ! Ils étaient accordés avec tant de dédain, avec tant de morgue et de hauteur ! Ils étaient distribués avec tant de partialité et d'injustice, que c'était en quelque sorte se vouer à l'opprobre que de les recevoir. Mais le système du despotisme était établi sur ce système d'avilissement. Il fallait bien faire oublier à l'homme sa dignité pour lui faire oublier ses droits, et pour le plier au joug que des tyrans de toutes les classes avaient tant d'intérêt de lui imposer. On n'ignorait pas que c'était parmi eux, que les hasards de la fortune exposent le plus fréquemment aux angoisses de l'indigence, que pouvaient se développer d'une manière plus énergique, plus hardie et plus terrible, les sentiments de l'indépendance et de l'égalité. Les comprimer, en étouffer le germe fut toujours l'un des principaux objets de la politique des cours; un des principaux objets de la politique des cours fut toujours d'empêcher le réveil des sans-culottes.

« Vous qui, loin de le redouter, l'avez provoqué avec tant de courage, et soutenu avec tant de persévérance, législateurs, c'était de vous, c'était de vous seuls que pouvait émaner un code de bienfaisance, basé sur cette maxime si connue et si peu pratiquée : le malheureux est un objet sacré. Vous avez su allier à toutes les mesures, à toutes les précautions qui peuvent assurer aux secours que vous avez fixés, leur véritable destination, tous les ménagements qui éloignent les idées qui pourraient blesser l'amour-propre. Ces secours sont un bien de famille que des pères distribueront à leurs enfants. Il n'y aura d'autres distinctions, d'autres préférences que celles que légitimera la différence des besoins; et la honte qui ne doit être que le partage du crime ne sera plus le partage de l'indigence.

« Tranquilles désormais sur le sort de leurs enfants, et sur celui qui les attend eux-mêmes lorsque l'âge les aura privés des forces nécessaires pour subvenir à leurs besoins, les époux se livreront avec sécurité aux impulsions de la nature; et une prévoyance trop inquiète ne les réduira plus à redouter la fécondité de leur union. La patrie, par votre organe, adopte les enfants et les vieillards. Elle les adopte aussi ces êtres qui, trop facilement séduits par un penchant, qu'on peut toujours avoir la volonté de combattre, mais qu'on n'a pas toujours la force de vaincre, cherchent à se soustraire aux regards du public; elle les adopte; elle cache leur faiblesse, et les met à portée de la réparer et de la rendre même respectable en leur fournissant

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 691.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 68.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 698.



les moyens de remplir le premier des devoirs de la maternité.

Par des dispositions si sages, si humaines, si paternelles, vous avez, citoyens représentants, tari les sources principales des désordres dont l'humanité et la philosophie ont longtemps gémi. Vous avez amélioré les mœurs publiques et privées; et cette révolution était la seule qui restât à faire pour assurer à jamais le triomphe de la liberté et de l'égalité.

« Nous sommes très fraternellement, citoyens représentants, les officiers municipaux,

« Signé : PACOU, lieutenant de maire; TRUFEL; GRAVOIS; MESSIÉ; GRINCOUR; LOIR; BLUTEAU; J.-P. ADAM; BROU, secrétaire-greffier. »

Le citoyen Goube, curé de Gournay, félicite la Convention nationale sur le décret qui réduit le traitement des évêques, et supprime les vicaires épiscopaux (1).

Suit la lettre du citoyen Goube (2) :

« Gournai, le 22 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« La justice distributive qui a diété vos décrets depuis que vous vous êtes mis en devoir de sauver, contre la rage despotique et tyrannique des ennemis du dehors et de l'intérieur, la plus majestueuse des républiques de l'univers, celui que vous avez rendu le 20 de ce mois à de nouveau attiré mon admiration. Les évêques sont bien payés à 6,000 livres, les vicaires épiscopaux n'étaient que la représentation des parasites de l'ancien régime; je rougis moi-même d'avoir occupé une de ces places pendant dix-huit mois, depuis un an je me suis rendu plus utile à mes concitoyens. Je perds par votre décret 900 livres et je bénis vos travaux. *Vive la République, vivent ses pères* qui, sans doute, resteront à leur poste tant qu'elle ne sera pas affermie sur des bases inébranlables. Ma vie ne sera consacrée que pour soutenir de tout mon pouvoir vos immenses travaux, à faire aimer la loi et les législateurs, et à louer les jours miraculeux des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin. La République est sauvée et nos ennemis terrassés; j'ai tout perdu à la Révolution en fortune, mais j'ai tout gagné pour mes principes, je suis plus riche, plus opulent que jamais, et suis au comble de la joie la plus patriotique.

« Quo pede depisti fac semper Eas.

« Signé : GOUBE, président du district de Gournai, et curé de la même ville. »

Les officiers de l'état-major de la frégate *La Vestale*, à la rade de Villefranche, indignés de la trahison des Toulonnais, jurent de rester toujours fidèles à ce qu'ils doivent à la patrie; la

Société populaire de Quimperlé manifeste les mêmes sentiments. Celle de Mourvilles-Hautes, au district de Revel, rend compte des actions mémorables qui ont été faites dans la nuit du 14 au 15 septembre, près du lieu dit de l'Echarpe, par Planon et Hilaire Rouget, qui y commandaient 40 hommes. Ces deux défenseurs de patrie, avec leur petit détachement, y soutinrent le feu de l'ennemi, le firent taire, fournirent à leurs frères d'armes le temps de se rallier, repoussèrent les satellites des tyrans et firent deux prisonniers (1).

Suit le texte de l'adresse des officiers de l'état-major de la frégate *La Vestale* (2) :

## I.

Adresse aux représentants du peuple français par les capitaine et officiers de l'état-major de la frégate *La Vestale*.

« De la rade de Villefranche, le 18 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens représentants,

« La patrie est trop en danger pour que le capitaine et les officiers de la frégate *La Vestale* gardent le silence, surtout la plupart étant de Toulon. Il leur importe trop essentiellement, citoyens représentants, qu'ils vous rappellent qu'ils ont juré l'unité et l'indivisibilité de la République, de vivre libres ou mourir à leur poste. Soyez bien persuadés de ce sentiment de leur part, et qu'ils verseront jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour être fidèles à leurs serments et à la sage Constitution qu'ils ont reçue de la redoutable Montagne.

« Nous venons donc, citoyens représentants, d'en donner une petite preuve aux deux officiers anglais qui sont venus en parlementaires dans le canot de leur frégate, qui n'ont eu d'autre satisfaction de nous que le cri général de cinq fois : *Vive la République française*. Nous ne parlons pas de leur conférence avec nos représentants de Nice, dont vous serez contents sans doute. Mais soyez très assurés que si les Anglais tentent quelque chose de ce côté-ci, ils n'auront pas affaire à des traîtres, comme les scélérats qui ont livré aux ennemis notre ville de Toulon. Distinguez-nous de ces lâches et comptez sur tous les marins qui sont dans la frégate, qui ne manqueront pas, comme nous, de vous renouveler l'assurance de leur civisme à la République une et indivisible.

Recevez, citoyens représentants, ce faible gage de nos cœurs, et nous nous flattons d'être pour la vie les défenseurs de notre chère patrie.

(Suivent 14 signatures.)

« P. S. — Je ne laisserai pas ignorer à la Convention nationale, que ma femme, mes enfants, mon père et ma mère sont en état d'arrestation

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 65.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 707.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 65.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 707.

dans l'infâme ville qui me vit donner le jour. J'invite la Convention de vouloir bien me les mettre sous la sauvegarde de la loi, bien que cela ne m'empêchera jamais de marcher contre cette ville infâme et rebelle. Tels sont les sentiments d'un républicain.

« Signé : INFERNET, lieutenant de vaisseau commandant ladite frégate. »

### [II.]

*Adresse de la Société populaire de Quimperlé à la Convention nationale (1).*

Quimperlé, le 23 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« La Société populaire de Quimperlé, animée du même zèle que celui de tous ses concitoyens à accepter à l'unanimité la Constitution, a, dans son acceptation, prêté comme eux le serment, serment inviolable, d'être à jamais fidèle à ce chef-d'œuvre de la sagesse humaine, à ce régime bienfaisant et propre à répandre le bonheur sur les vrais républicains.

« Aujourd'hui, cette même Société, justement indignée contre les lâches et infâmes Toulonnais, s'ils n'ont pas été trompés, vient de joindre à son serment celui de les vouer non seulement à l'exécration, mais encore de leur déclarer une guerre ouverte et un combat à mort à quiconque aurait l'audace de vouloir les imiter.

« Voilà, citoyens représentants, l'expression sincère des sentiments des républicains de Quimperlé, vrais amis de la Constitution, expression qu'ils vous prient de considérer comme un sûr garant de leur attachement à l'unité et à l'indivisibilité de la République, de leur obéissance aux lois, et de leur soumission à tous vos décrets.

« Signé : BIENVENU, président; MANCEL, secrétaire; DAVEAU, secrétaire. »

### III.

*Adresse de la Société républicaine de Mourville-Hautes (2).*

*Extrait du registre de la Société républicaine séante à Mourville-Hautes, district de Revel, département de Haute-Garonne.*

Séance du 1<sup>er</sup> septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

*Présidence de Cappelle.*

« On allait passer à la lecture des nouvelles,

lorsqu'un des membres a réclamé celle d'une lettre venue de l'armée des Alpes, écrite de Ristolas, le 17 août, par le citoyen Pierre Lanes, sergent volontaire à ladite armée.

« Voici ce qu'on y lit :

« Nous nous empressons de vous apprendre ce qui vient de se passer à notre poste le 15 du courant : les ennemis, au nombre de 200, vinrent bivouaquer dans la nuit du 14 au 15, près de l'Echarpe où Planon et Hilaire (ce sont deux frères, le nom de leur famille est Rouger, connue sous le nom de *Laplane*) commandaient un détachement de 40 hommes. A la pointe du jour les brigands commencèrent à faire feu sur le corps de garde, ce qui donna bientôt l'alerte. Planon et son frère se transportèrent de suite sur le lieu, n'ayant dans ce moment que 10 ou 12 volontaires avec eux, et avec si peu de monde ils soutinrent le feu plus d'un quart d'heure, si bien qu'ils débousquèrent l'ennemi de son retranchement. En attendant, le poste se renforça, Planon voyant arriver du secours prit avec lui le petit nombre d'hommes qu'il avait et gagna une hauteur, toujours en chargeant les fuyards qui s'en allaient au diable. Dans peu de temps il y eut à l'Echarpe près de 400 hommes, nous nous mîmes à la suite de l'ennemi et le poursuivîmes jusque sur son territoire, et au bout de quelque temps nous nous retirâmes.

« Planon, comme nous avons dit, avait gravi la montagne et en avait gagné le sommet; il resta là quelques heures, puis, s'étant aperçu de 2 hommes qui venaient du côté de l'ennemi, il se laissa dépasser et descendit ensuite. Quand il les eut approchés, il leur cria : Qui vive ! les autres lui répondirent : *Piémont !* — Halte-là ! — Il s'approche d'eux et leur demande s'ils voulaient se rendre, ils lui répondirent que non. Pour lors, il courut à l'un d'eux, qui était un officier, et lui ôta son épée, et à l'autre deux pistolets qu'il portait et les conduisit à l'Echarpe. »

« La lecture de cette lettre a été suivie d'applaudissements excités par le plaisir que produisent les bonnes nouvelles et l'admiration des belles actions. Un membre ayant obtenu la parole a dit : « que rien n'était plus capable d'encourager le soldat républicain que l'exemple de ceux qui, par des actes de valeur, ont droit à l'estime de leurs concitoyens; qu'on ne saurait trop divulguer les hauts faits de ceux qui combattent pour le maintien de la liberté française, qu'en conséquence il demandait que l'on fit dans le verbal mention honorable de la conduite magnanime du citoyen Rouger Laplane (Planon), fils de Rouger Laplane qui, en 1791, à l'âge de 55 ans, sans s'arrêter aux difficultés que peut suggérer le grand âge, s'étant dévoué avec trois de ses fils à la défense de la patrie, entraîna, par son exemple, la plus brillante jeunesse de la commune de Mourville-Hautes, dont il est originaire, et d'autres lieux circonvoisins, et qui, depuis ce temps-là, n'a cessé de s'opposer constamment aux efforts des esclaves qui tentent de souiller notre territoire, et que, comme le patriotisme qui semble inné dans cette famille mérite d'être connu, il prie l'Assemblée de délibérer qu'un extrait du verbal soit envoyé à la Convention nationale.

« L'Assemblée, pénétrée des mêmes senti-

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 707.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 706.



ments que le motionnaire, a unanimement adopté sa proposition.

« Collationné sur l'original, par nous, président et secrétaire soussignés, les an et jour susdits.

« Signé : CAPELLE, président; GUIMBERT, secrétaire. »

Le directoire du district de Colmar transmet le témoignage honorable que le citoyen Diétrich a rendu au courage et au dévouement du bataillon de Turckheim et des habitants de la contrée, appelés pour protéger la construction d'un pont de bateaux, et soutenir les intérêts de la patrie (1).

Suit un extrait du registre des délibérations du directoire du district de Colmar (2) :

Extrait du registre des délibérations du directoire du district de Colmar.

Du mercredi, 25 du mois de septembre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

Vu le rapport du citoyen commandant le bataillon de la garde nationale sédentaire du canton de Turckheim, dont la teneur suit :

« Je soussigné, commandant en chef le bataillon de la garde nationale sédentaire du canton de Turckheim, certifie que la masse des citoyens du susdit bataillon s'est levée au premier signal; il s'est transporté au Groskemps, où s'est assemblée la masse du peuple du district de Colmar, et que là, le 17 de ce mois, des hommes ayant été demandés pour protéger la construction du pont de bateaux, 46 hommes de Wintzenheim s'y sont rendus aussitôt qu'appelés, que ces hommes sont restés au pont aux ordres du général, jusqu'à ce que par lui ils ont été renvoyés; que lorsque le général avait fait demander des citoyens avec pelles et pioches pour travailler sur le bord du Rhin, 130 hommes de Wintzenheim se sont encore précipités à ce poste important.

« Je certifie en outre que tout le reste du bataillon composé des citoyens de Turckheim, Zimmerbach, Walbach, Wihr, Guinsbach, Griesbach, Soultzbach et Wasserbourg s'est comporté en vrai républicain français; que tous ces citoyens brûlaient après l'instant de la destruction des vils satellites des tyrans; qu'enfin je n'ai que des louanges à faire de chaque individu : la satisfaction que j'ai eue de tous les citoyens en général et en particulier du bataillon que j'ai l'honneur de commander, le civisme et l'ardeur de tous ces braves gens exigent de ma part le témoignage le plus authentique.

« Je certifie, en conséquence, les corps administratifs supérieurs de tout ce que dessus, pour servir et valoir aux citoyens composant le bataillon du canton de Turckheim, ce que de raison.

« Fait à Wintzenheim, le 25 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, et le premier de la Constitution populaire.

« Signé : DIETRICH, commandant du bataillon de Turckheim. »

Où le procureur syndic,

Le directoire arrête que ledit rapport sera transcrit dans les registres du district, et qu'il sera fait mention honorable de la conduite dudit bataillon; que copie dudit rapport sera adressée à la Convention nationale, au ministre de la guerre et au département.

Arrête en outre que copie du présent arrêté sera également adressée au citoyen Diétrich, commandant dudit bataillon, avec invitation d'en faire part, ainsi que dudit rapport, à son bataillon.

Vu : GROBERT, vice-président; BLANCHARD.

Le district de Cognac annonce qu'un domaine dépendant du ci-devant ordre de Saint-Lazare, et estimé 110,000 livres, a été adjugé 236,000 livres, et qu'un bien d'émigré estimé 124,000 livres, a été vendu 201,000 livres (1).

Suit la lettre du procureur syndic du district de Cognac (2) :

« Citoyens représentants du peuple,

« La maison de Saint-Lazare étendait ses propriétés jusque dans notre district, son détachement gouvernant le séminaire de Saintes possédait le domaine de Gode, moulin qui avait été estimé 110,000 livres; je viens de le faire vendre par parcelles, le 16 de ce mois, et son prix s'est élevé à 236,000 livres, dont la majeure partie est déjà payée comptant.

« Le 23 de ce mois j'ai commencé à faire vendre les immeubles des émigrés. Le ci-devant marquisat du Grollet, situé dans la commune de Saint-Même, confisqué sur un nommé d'Auray dit de Brie, émigré, avait été estimé 124,000 livres. Les muscadins répandaient que je ne trouverais pas un acquéreur, et il a été adjugé par parcelles à une vingtaine de bons citoyens pour la somme de 201,000 livres, sans compter le prélèvement de l'arpent en faveur d'une vingtaine de bons citoyens sans terres, comme sans culottes. Le concours, dans ces deux ventes, n'était pas seulement entre les habitants du lieu, ceux des autres communes environnantes y étaient accourus également en foule. La gentille marquise avait un émissaire qui donnait aussi à l'enchère dans l'espoir de conserver cette orgueilleuse propriété à son cher émigré sans bourse délier, mais ses pouvoirs étaient trop courts, elle s'était flattée que personne n'oserait porter la chose à sa valeur, elle n'en a pas eu un seul morceau, et ce qu'elle croyait garder pour ses emplois nous a fourni de quoi les payer plusieurs fois.

« J'ai commencé précisément par ce domaine pour savoir quelle impression avait fait une belle et grande lettre écrite l'an dernier à sa municipalité à qui il annonçait qu'il serait rentré dans tous ses droits avant vendange, en la menaçant de la rendre responsable si elle ne prenait soin de ses biens qu'il mettait sous sa sauvegarde; mais il doit voir que dans ce pays-ci on ne craint pas les revenants. En effet, l'esprit public s'y est toujours entretenu à la hauteur

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 66.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 698.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 66.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 698.



de la Révolution, à quelques gens suspects près, qui sont réduits aux abois.

« Le procureur syndic du district de Cognac, département de la Charente.

« Signé : FEBVRE. »

Les administrateurs du département des Alpes-Maritimes déclarent, par un arrêté, qu'ils reconnaîtront pour frères et amis les habitants de Marseille et du département des Bouches-du-Rhône qui abjurèrent leur erreur, et qu'ils les invitent à marcher, eux et les habitants du Var, pour punir les traîtres de Toulon (1).

Suit la lettre des administrateurs du département des Alpes-Maritimes (2) :

### I.

Les administrateurs du département des Alpes-Maritimes, au citoyen Président de la Convention nationale.

« Nice, le 19 septembre 1793, an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen,

« Nous vous transmettons un arrêté de la présente administration, relativement à ceux du département des Bouches-du-Rhône qui sont redevenus nos frères, et à l'abominable ville de Toulon. Nous allons nous occuper, sous l'autorisation des citoyens Robespierre et Ricord, représentants du peuple près l'armée d'Italie, à l'exécution de la loi du 23 août. »

(Suivent 12 signatures.)

Suit le texte de l'arrêté (3) :

### II.

Arrêté du conseil général du département des Alpes-Maritimes, du 13 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

Le procureur général syndic a dit :

« L'horreur dont vous étiez pénétrés depuis plusieurs mois à chaque dépêche qui vous venait des Bouches-du-Rhône, vient enfin de se dissiper. Il ne s'agit plus d'écrire, de démontrer toute votre indignation contre les principes liberticides que des infâmes contre-révolutionnaires de ce département avaient osé mettre au jour. Ils tentaient à vous pervertir; mais votre réponse du 9 août à la lettre du 6, venue de Marseille, en même temps qu'elle a prouvé à toute la République l'énergie et la sincérité de vos sentiments envers la Convention nationale, le seul centre qui doit être commun à tous,

a parfaitement développé les intentions noires et atroces que les tigres de Marseille et de Toulon, abreuvés de sang et affamés de carnage, cachaient artificieusement sous la peau de l'agneau :

« Il n'est donc plus question de ces phrases astucieuses qui, sous prétexte d'annoncer l'unité et l'indivisibilité de la République, propageaient le système contre-révolutionnaire du royalisme.

« Il n'y a plus aucun mystère à cet égard-là; les hommes perfides dans Marseille et les monstres de Toulon ont mis à exécution leurs criminelles manœuvres, le complot abominable et infernal qu'ils avaient su méditer de loin avec nos ennemis extérieurs.

« Ces hommes pervers de Marseille ont couru à Toulon, et, de concert avec les habitants de cette ville, ils y ont introduit les escadres anglaise et espagnole et manifesté, par ce moyen, la trahison la plus noire envers la République.

« Toulon n'existera plus sur la surface de la France; cette ville abominable sera la seconde Troie de l'univers, avec cette différence essentielle pourtant, que celle-ci soutenait ses propres droits, et que l'autre les a tous trahis de la manière la plus honteuse et la plus perfide.

« Habitants du département des Bouches-du-Rhône, habitants du département du Var, qui reconnaissez la légalité de l'établissement de vos administrateurs séants à la ville de Grasse, prenez lecture du décret de la Convention nationale du 23 août, enflammez-vous des vrais sentiments républicains, et, de concert avec les vrais patriotes du département des Alpes-Maritimes, levons-nous tous ensemble pour notre défense commune, pour le maintien absolu de notre céleste Constitution.

« Que depuis les Bouches-du-Var jusqu'aux montagnes de la Verne, depuis le point où l'Esteron se jette au Var jusqu'à la source d'Argent, tout le monde se lève en masse pour être prêt à voler sur nos côtes partout où l'ennemi oserait souiller le territoire de la République.

« Que les autres habitants du département du Var, au nord, du Brocq, de Grasse et de Draguignan soient prêts aussi à se lever en masse pour chasser l'ennemi jusqu'au delà des Alpes. Que tout le reste enfin du département du Var, que tous les habitants des Bouches-du-Rhône viennent fondre sur Toulon jusqu'à ce que cette maudite ville soit réduite en cendres, si elle ne revient pas de son erreur.

« Ce sera ainsi, républicains français, que vous seconderez les vœux de la ville de Marseille, cette ville si chérie, dont les habitants persécutés et trahis par une poignée de scélérats, ont si bien concouru, en tout temps, au recouvrement de notre liberté, et viennent de renouveler le serment sacré de défendre la Convention nationale et la nouvelle Constitution jusqu'à la mort.

« Et vous, administrateurs du département des Alpes-Maritimes, en même temps que vous continuerez d'inspirer à vos administrés le plus grand amour, le plus grand respect pour la Convention nationale et pour nos représentants qu'elle a délégués, en même temps que vous les porterez à prêter tous les aides et secours possibles à nos frères d'armes, qui combattent sur nos frontières, prenez un arrêté qui démontre à l'univers entier combien vos âmes ont été

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 66.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 698.

(3) Ibid.

pénétrées d'un saint enthousiasme envers les Marseillais, à l'instant que vous avez appris qu'ils étaient véritablement redevenus nos bons frères. »

Le conseil d'administration de ce département des Alpes-Maritimes, ouï lecture du dire du procureur général syndic.

Arrêté :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Que les habitants de la ville de Marseille, ainsi que tous ceux du département des Bouches-du-Rhône qui, égarés quelque temps par des scélérats royalistes, sont revenus dans le giron de la Convention nationale et ont juré de défendre la Constitution du 24 juin jusqu'à la mort, seront reconnus désormais pour nos bons frères et amis et que nous serons sans cesse unis avec eux de la manière la plus indissoluble.

Art. 2.

« Que tous les habitants des départements des Bouches-du-Rhône et du Var, séants à Grasse, seront invités de se joindre à nos vues pour exterminer et réduire en cendres la ville de Toulon, si elle persiste dans sa perfidie, afin que dans la République française il n'existe plus aucun fondement d'une ville qui a appelé l'ennemi dans son sein, et que la mémoire de son existence soit à jamais ensevelie sous ses ruines.

Art. 3.

« Que l'arrêté de l'administration du département des Bouches-du-Rhône, du 29 août dernier, et la lettre du département du Var, séant à Grasse, en date du 2 courant, seront imprimés, publiés et affichés dans toute l'étendue de ce département.

Art. 4.

« Que le présent arrêté sera immédiatement envoyé à la Convention nationale, ainsi qu'à son comité de Salut public. »

Fait et arrêté dans la salle des séances du conseil général du département des Alpes-Maritimes. Nice, le 13 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

(Suivent 12 signatures.)

Les administrateurs du département du Nord écrivent que le citoyen François Merlin (de Douai), a offert en don patriotique deux chevaux de carrosse, pour être employés à l'avenir au service de l'artillerie (1).

Suit la lettre des administrateurs du département du Nord (2) :

I.

A la Convention nationale.

« Douai, le 30 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Législateurs,

« Un citoyen de cette ville qui, depuis un an, avait employé à l'agriculture deux chevaux de carrosse, les offre en don patriotique pour le service de l'artillerie. Nous croyons ne devoir pas vous laisser ignorer ce fait qui, rendu public, pourrait être un exemple très avantageux à la République dans le besoin de chevaux qu'elle éprouve.

« Les administrateurs du conseil général du département du Nord,

« Signé : J.-C. DELEHAYE; P.-A.-J. DURNIEN; COURTECUISSÉ; MARLIER; J.-C. SLUYS; LAGARDE, secrétaire général. »

Suit un extrait du registre aux procès-verbaux des séances du directoire du département du Nord (1).

II.

Extrait du registre aux procès-verbaux des séances du directoire du département du Nord.

« Du 25 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Le citoyen Louis-François Merlin, domicilié en cette ville, offre en don patriotique deux chevaux de carrosse, que depuis un an il a laissés au service d'un laboureur de Marquette près de Bouchain. Il désire, dit-il, qu'après avoir travaillé pour procurer des subsistances à ses concitoyens, ces chevaux servent à leur en assurer la jouissance en menant du canon pour chasser les ennemis de la République. Arrêté d'accepter l'offre de ce citoyen et d'en faire mention honorable au procès-verbal, dont extrait sera adressé à la Convention nationale.

« Pour copie conforme :

« Signé : P.-A.-J. DURNIEN; LAGARDE, secrétaire général.

Un employé dans les bureaux du ministre de la guerre remet, sans se nommer, une tabatière d'argent, qui lui a été envoyée de l'armée du Nord, en forme de cadeau (2).

Suit la lettre d'envoi (3) :

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 66.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 66.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

« Paris, le 4 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Je reçois à l'instant une tabatière d'argent qui m'a été envoyée de l'armée du Nord, en forme de cadeau. Je m'empresse de la faire passer à la Convention nationale. Je désirerais qu'elle servît à subvenir aux frais de la guerre.

« Signé : Un employé chez le ministre de la guerre. »

La Convention nationale décrète que ces différentes lettres et adresses seront honorablement mentionnées dans son procès-verbal, et insérées au « Bulletin » (1).

La Commission militaire de l'armée des Côtes de la Rochelle, envoie les exemplaires des jugements rendus contre deux conspirateurs de la Vendée (2).

Suit la lettre d'envoi des jugements (3) :

« Saumur, le 26 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, et le 1<sup>er</sup> de la mort du tyran.

« Au nom de la République française une et indivisible.

« Les président et membres composant la commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle, par les représentants du peuple formant la commission centrale, envoient aux représentants du peuple français les exemplaires des derniers jugements rendus contre des conspirateurs de la Vendée.

« La Convention nationale verra par ces jugements que la commission militaire seconde les mesures de salut public, prises pour le maintien de l'égalité et de la liberté, qui ne peuvent se consolider que par la mort de tous les traîtres et conspirateurs.

« Salut, fraternité et surveillance active.

« Signé : PARCIN, président; LAPORTE. »

Suit le texte des jugements :

# I

Jugement de la Commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle, par les représentants du peuple français, qui condamne à mort Louis-Laurent THINAULT, se disant homme de loi, et officier des eaux et forêts nationales, atteint et convaincu d'agence avec les brigands et de conspiration envers le peuple français, et confisque ses biens au profit de la République (4).

Séance publique tenue en la ville de Saumur,

le 25 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, et le 1<sup>er</sup> de la mort du tyran.

Sur les questions de savoir si Louis-Laurent Thinault, se disant homme de loi et officier des eaux et forêts nationales, est coupable d'avoir porté la cocarde blanche tant à Saumur qu'à Chinon; d'avoir été l'agent des chefs des brigands de la Vendée, et l'instigateur des troubles contre-révolutionnaires;

Considérant que les Français qui ont juré de préférer la mort à l'esclavage sont arrivés à un terme où rien ne peut excuser ceux qui arborent des signes contre-révolutionnaires;

Considérant que lors de l'attaque de Saumur, Louis-Laurent Thinault est resté tranquillement chez lui sans prendre les armes, et qu'il n'a point cherché à évacuer la ville avec les bons citoyens, aussitôt qu'elle fut au pouvoir des brigands;

Considérant qu'il a sollicité un passeport des brigands qui se délivrait au nom d'un prétendu Louis XVII;

Considérant qu'il a VOLONTAIREMENT arboré la cocarde blanche tant à Saumur où étaient les brigands, qu'à CHINON où ILS N'ÉTAIENT POINT;

Considérant qu'en portant ainsi la cocarde blanche dans cette dernière ville où personne ne la portait, il provoquait les autres citoyens à s'en décorer;

Considérant qu'il s'est offert aux brigands pour leur faire rendre un cheval, ou sa valeur, lequel avait été pris à l'un d'eux, par un patriote, à l'affaire de Coron;

Considérant que par suite de cette agence il a délivré une quittance de 230 livres sous le nom d'un prétendu Bardin, et dans laquelle se trouvent ces mots : MESSIEURS LES COMMANDANTS, GÉNÉRAUX DE L'ARMÉE CATHOLIQUE ET ROYALE laquelle quittance il a reconnue être entièrement écrite et signée de sa main;

Considérant enfin, qu'en se servant de ces expressions, il a reconnu l'autorité des brigands, en vertu de laquelle il a agi.

La commission militaire déclare que Louis-Laurent Thinault est atteint et convaincu d'agence avec les brigands, et de conspiration envers la République.

Et en exécution de la loi du 19 mars 1793, art. 1<sup>er</sup> et 6 portant :

Art. 1<sup>er</sup>. « Ceux qui sont ou seront prévenus d'avoir pris part aux révoltes ou émeutes contre-révolutionnaires, qui ont éclaté ou éclateraient à l'époque du recrutement dans les différents départements de la République, et ceux qui auraient pris ou prendraient la cocarde blanche ou tout autre signe de rébellion, sont hors de la loi. En conséquence, ils ne peuvent profiter des dispositions des lois concernant la procédure criminelle et l'institution des jurés. »

Art. 6. « Les prêtres, les ci-devant nobles, les ci-devant seigneurs, les émigrés, les agents et domestiques de toutes ces personnes, les étrangers, ceux qui ont eu des emplois ou exercé des fonctions publiques dans l'ancien gouvernement ou depuis la révolution, ceux qui auront provoqué ou maintenu quelques-uns des attroupements des révoltés, les chefs, les instigateurs, ceux qui auront des grades dans ces attroupements et ceux qui seraient convaincus de meurtre, d'incendie ou de pillage, subiront la peine de mort. »

Et encore en exécution de la loi du 10 mai 1793, portant :

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 66.

(2) Ibid.

(3) Archives nationales, carton C 273, dossier 691.

(4) Archives nationales, carton C 273, dossier 691.



« La Convention nationale décrète que les chefs et instigateurs des révoltés seront seuls sujets à la peine de mort portée par la loi du 19 mars dernier contre les rebelles. »

La commission militaire condamne *Louis-Laurent Thinault* à la peine de mort.

Et sera le présent jugement exécuté dans les vingt-quatre heures, conformément à la loi.

Et enfin, en exécution de l'article 7 de la susdite loi dudit jour 19 mars dernier, portant :

« La peine de mort prononcée dans les cas déterminés par la présente loi, emportera la confiscation des biens, et il sera pourvu sur les biens confisqués, à la subsistance des pères, mères, femmes et enfants, qui n'auraient pas d'ailleurs des biens suffisants pour leur nourriture et entretien; on prélèvera, en outre, sur le produit desdits biens, le montant des indemnités dues à ceux qui auront souffert de l'effet des révoltés. »

La commission militaire déclare que les biens dudit *Louis-Laurent Thinault* sont confisqués au profit de la République, sauf les modifications énoncées en la loi.

Et sera, le présent jugement, imprimé et affiché.

Ainsi prononcé d'après les opinions par *Pierre-Mathieu Parcin, président*; *François Millier, François Laporte, Antoine Félix et Jean-François-Julien Marcelin, tous membres de la Commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle, par les représentants du peuple français*, en séance publique tenue à Saumur, le 25 septembre 1793, l'an II de la République française une, indivisible, et le 1<sup>er</sup> de la mort du tyran.

Signé au registre : *PARCIN, président*;  
*MILLIER, LAPORTE, FÉLIX, MARCELIN*; *HUDOUX, secrétaire*.

## II

*Jugement de la Commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle par les représentants du peuple français, qui condamne à mort Augustin DUPUIS, dit de MALINOT, ci-devant noble et sous-lieutenant dans le régiment ci-devant Béarn, atteint et convaincu de crimes de haute trahison envers la République (1).*

Séance publique en la ville de Saumur, le 20 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, et le 1<sup>er</sup> de la mort du tyran.

Sur les questions de savoir si *Augustin Dupuis, dit de Malinot*, ci-devant noble et sous-lieutenant dans le régiment ci-devant Béarn, est coupable :

1<sup>o</sup> D'avoir porté la cocarde blanche;

2<sup>o</sup> D'avoir fait partie de l'armée des brigands;

3<sup>o</sup> D'avoir été à Loudun avec un détachement commandé par *Lagronière* et *La Roche-Jaquelein*, pour y enlever la caisse du district.

Considérant qu'il a quitté son poste d'officier dans la troupe de ligne, au moment où la France avait besoin de ses services pour repousser les complots des puissances coalisées;

Considérant qu'*Augustin Dupuis, dit de Ma-*

*linot*, a porté la cocarde blanche sans y avoir été forcé;

Considérant qu'il a fait partie des chefs de l'armée des brigands, puisqu'il a été à Loudun avec un détachement commandé par *La Roche-Jaquelein* et *Lagronière* et qu'ils y ont enlevé la somme de 45,000 livres dans la caisse du district;

Considérant qu'il a été arrêté à Argenton avec plusieurs brigands, lors de la reprise de cette ville par les soldats de la République.

La commission militaire déclare qu'*Augustin Dupuis, dit de Malinot*, est atteint et convaincu d'avoir pris part aux révoltes et rassemblements contre-révolutionnaires des brigands de la Vendée, comme chef et instigateur; d'avoir provoqué le rétablissement de la royauté et la destruction de la République.

Et en exécution de la loi du 19 mars 1793, art. 1<sup>er</sup> et 6 portant :

Art. 1<sup>er</sup>. « Ceux qui sont ou seront prévenus d'avoir pris part aux révoltes ou émeutes contre-révolutionnaires, qui ont éclaté ou éclateraient à l'époque du recrutement dans les différents départements de la République, et ceux qui auraient pris ou prendraient la cocarde blanche ou tout autre signe de rébellion, sont hors de la loi. En conséquence ils ne peuvent profiter des dispositions des lois concernant la procédure criminelle de l'institution des jurés. »

Art. 6. « Les prêtres, les ci-devant nobles, les ci-devant seigneurs, les émigrés, les agents et domestiques de toutes ces personnes, les étrangers, ceux qui ont eu des emplois ou exercé des fonctions publiques dans l'ancien gouvernement ou depuis la révolution, ceux qui auront provoqué ou maintenu quelques-uns des attroupements des révoltés, les chefs, les instigateurs, ceux qui auront des grades dans ces attroupements, et ceux qui seraient convaincus de meurtre, d'incendie ou de pillage, subiront la peine de mort. »

Et encore en exécution de la loi du 9 avril 1793, art. 1<sup>er</sup>, portant :

« La Convention nationale met au nombre des tentatives contre-révolutionnaires la provocation au rétablissement de la royauté. »

La commission militaire condamne *Augustin Dupuis, dit de Malinot*, à la peine de mort.

Et sera, le présent jugement, exécuté dans les vingt-quatre heures, conformément à la loi.

Et enfin, en exécution de la loi dudit jour, 19 mars dernier, art. 7, portant :

« La peine de mort prononcée dans les cas déterminés par la présente loi emportera la confiscation des biens et il sera pourvu, sur les biens confisqués, à la subsistance des pères, mères, femmes et enfants, qui n'auraient pas d'ailleurs des biens suffisants pour leur nourriture et entretien; on prélèvera, en outre, sur le produit desdits biens, le montant des indemnités dues à ceux qui auront souffert de l'effet des révoltés. »

La commission militaire déclare que les biens dudit *Dupuis* sont confisqués au profit de la République, sauf les modifications énoncées en la loi.

Et sera, le présent jugement, imprimé et affiché.

Ainsi prononcé d'après les opinions par *Pierre-Mathieu Parcin, président*; *François Millier, François Laporte, Antoine Félix et Jean-François-Julien Marcelin, tous membres de la Commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle, par les représentants du*

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 691.

peuple français, en séance publique tenue à Saumur, le 20 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, et le 1<sup>er</sup> de la mort du tyran.

Signé au registre : PARCIN, président;  
MILLIER, LAPORTE, FÉLIX, MARCE-  
LIN; HUDOUX, secrétaire.

L'adjoint de la quatrième division du ministre de la guerre envoie aussi les copies de deux jugements du même jour, rendus par les commissions militaires établies à l'Isle [LILLE] et à Wissembourg (1).

Suit la lettre d'envoi du jugement rendu par la Commission militaire établie à Lille (2) :

L'adjoint à la 4<sup>e</sup> division au département de la guerre, au Président de la Convention nationale.

« Paris, le 3 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Je m'empresse de faire passer à la Convention nationale le jugement rendu par la commission militaire établie à Lille, qui condamne à la peine de mort Louis Renault, convaincu d'avoir porté les armes contre la République française.

« Signé : PROSPER SIJAS. »

Suit le texte du jugement :

Extrait du jugement rendu par le tribunal de la commission militaire portant la peine de mort contre le nommé LOUIS RENAULT, âgé de 18 ans, natif de Smy, district de Vouzy (3), département des Ardennes, chasseur de la Légion d'Oranges, au service de la Hollande, atteint et convaincu du crime d'émigration, et d'avoir porté les armes contre sa patrie (4).

Cejourd'hui, deux septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République une et indivisible, nous soussignés membres composant le tribunal de la commission militaire établi à Lille, réunis en la salle ordinaire de nos séances, pour juger définitivement Louis Renault, âgé de 18 ans, natif de Smy district de Vouzy, département des Ardennes, atteint et convaincu du crime d'émigration et d'infidélité envers sa patrie, ayant porté les armes contre elle pour le soutien de la cause tyrannique, ayant été arrêté le vingt-sept du mois dernier, les armes à la main, et couvert de la Légion d'Orange (*sic*) où il servait.

Vu l'interrogatoire dudit Renault, reconnu français, la conviction de son émigration, son arrestation les armes à la main, et la déposition de Remy Melsper, suisse de nation, au service de la Hollande, et fait prisonnier avec ledit Renault; vu et reconnu enfin qu'il s'est rendu cou-

pable et a encouru la peine de la loi du 28 mars dernier, de la section 12, article 74, qui prononce la peine de mort contre tous Français émigrés, pris les armes à la main, en conséquence avons unanimement, et suivant les dispositions de la loi du 9 octobre dernier, article 1<sup>er</sup>, condamné ledit Louis Renault, accusé, à expier sa faute demain à l'heure de midi, par l'exécuteur des jugements, sur la place publique de cette ville.

Ordonnons qu'extrait du présent sera envoyé aux représentants du peuple, à la municipalité et autres autorités constituées; et, pour que cet exemple serve de plus en plus d'effroi à nos infidèles, et qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance; que le présent jugement soit imprimé au nombre de 300 exemplaires, pour être publié et affiché partout où besoin sera.

Fait et arrêté au lieu ordinaire de nos séances, à Lille, ce 2 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, et ont signé,

LARGE, VAILLANT, ROUVILLE, BLEMONT  
et NARTEZ, président.

Pour copie conforme à l'original :

Signé : VAILLANT, faisant les fonctions  
de secrétaire.

Suit la lettre d'envoi du jugement rendu par la Commission militaire de Wissembourg (1) :

L'adjoint à la 4<sup>e</sup> division, au citoyen Président de la Convention nationale.

« Paris, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Je m'empresse de faire passer à la Convention nationale un extrait du jugement rendu par la Commission militaire de Wissembourg, qui condamne à la peine de mort Auguste Docohan, convaincu d'avoir pris les armes contre la République française.

« Signé : Prosper SIJAS. »

Suit le texte du jugement :

Copie du procès-verbal du 4 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible, et la première de la Constitution populaire (2).

Nous membres de la Commission militaire convoquée et assemblée dans une des salles de l'hôpital de Wissembourg et ordonnée par l'état-major de l'armée conformément à la loi du 9 octobre 1792, à l'effet de déclarer si le nommé Auguste d'Aucohan, prévenu d'émigration, et pris les armes à la main dans l'affaire du 27 du mois d'août dernier, est coupable ou non.

Nous, membres de ladite Commission com-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 66.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 691.

(3) Sans doute Semuy, district de Vouziers.

(4) Archives nationales, carton C 273, dossier 691.

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 691.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 691.



posée des citoyens Martin, chef du 1<sup>er</sup> bataillon de la Corrèze, Gruau, capitaine-adjoint de l'état-major de l'armée, Picard, quartier-maître de gendarmerie nationale, Moncel, maréchal des logis du 2<sup>e</sup> régiment de cavalerie et d'Auphin, caporal au 93<sup>e</sup> régiment d'infanterie, déclarons et jugeons le nommé ci-dessus, après l'avoir interrogé, à subir la peine de mort dans les 24 heures, conformément à la loi du 9 octobre 1792.

Les membres composant la Commission militaire.

*Signé : D'AUPHIN, MONCEL, PICARD, GRUAU et MARTIN, chef de jugement.*

*Certifié conforme à l'original ;*

L'adjudant général faisant momentanément les fonctions de chef d'état-major.

*Signé : BOURNIER.*

Le citoyen Beffroy demande un congé et l'obtient dans les termes suivants (1) :

« La Convention nationale accorde au citoyen Louis-Etienne Beffroy, député du département de l'Aisne, un congé de douze jours, conformément à sa demande, motivée sur la nécessité de sa présence à une expérience à faire sur une nouvelle mine de charbon de terre (2). »

*Suit la demande de congé de Beffroy (3) :*

*L.-E. Beffroy, représentant du peuple, au citoyen*

*Président de la Convention nationale.*

« Paris, le 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Je n'ai pas encore pris ni demandé un seul jour de congé depuis que je suis à la Convention nationale. J'ai six personnes à nourrir, je n'ai qu'un petit bien qui ne vaut qu'en proportion de mes soins. Je suis à la veille d'éprouver une perte trop disproportionnée à mes forces pour pouvoir jamais la réparer. Dix jours me suffiront pour m'en mettre à l'abri, je vous prie de vouloir bien les demander à la Convention nationale.

« J'observe que ce congé très court que je demande, ne sera probablement point perdu pour la chose publique car je suis attendu pour des expériences sur une espèce de charbon de terre avec lequel on a déjà forgé des fers à cheval, et qui nous donne l'espoir d'en trouver très promptement, hors des entreprises de l'ennemi, qui conviendrait à l'approvisionnement des fabriques d'armes de la République.

« *Signé : L.-E. BEFFROY.* »

Un membre [JOSEPH LEBON (1)] observe que le comité de législation se prépare à faire incessamment son rapport sur le jugement par lequel le tribunal de cassation, en annulant celui du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais a renvoyé au département de la Somme le nommé Flahaut, accusé (2) ; qu'il importe que les choses restent, en attendant, en état.

Cette proposition étant appuyée, le décret suivant est rendu :

« La Convention nationale décrète que jusqu'après le rapport de son comité de législation, il ne sera donné aucune suite au jugement rendu par le tribunal de cassation, le 3 août dernier, annulant celui du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais, du 20 mai aussi dernier, contre le nommé Flahaut (3). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

N... La Convention a été instruite des manœuvres employées par le contre-révolutionnaire Flahaut, du département du Pas-de-Calais, pour échapper à la guillotine. Le citoyen Dumont, malgré son zèle, n'a pas encore pu composer le tribunal révolutionnaire de ce département de membres véritablement patriotes et inaccessibles à la corruption. Je demande que l'instruction de cette procédure soit suspendue jusqu'après le rapport que le comité de législation doit nous faire, à ce sujet.

Cette proposition est décrétée.

Le citoyen Tisson, d'Alençon, département de l'Orne, envoie une somme de 150 livres en numéraire ; il demande à l'échanger contre des assignats.

La mention honorable de cette conduite est décrétée, et la Trésorerie nationale est autorisée à faire l'échange (5).

*Suit un extrait de la lettre du citoyen Tisson, d'après le Bulletin de la Convention (6) :*

Le citoyen Tisson adresse à la Convention nationale la somme de 150 livres en écus de

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales* (carton C 273, dossier 683).

(2) Voy. ci-après, annexe n° 1, p. 59, un certain nombre de pièces relatives à l'affaire de Flahaut.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 67.

(4) *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1180, col. 3). — D'autre part le *Journal de Perlet* (n° 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 34) rend compte de la motion de Joseph Lebon dans les termes suivants :

« Le nommé Flahaut, détenu dans les prisons du département du Pas-de-Calais, et dont le jugement a été cassé par le tribunal de cassation, presse sa translation dans le département de la Somme, pour y être jugé en définitif. Mais le comité de législation devant faire un rapport sur les motifs qui ont déterminé la cassation, il est décrété, sur la proposition de Lebon, qu'il sera sursis jusque-là à la translation du prévenu à Amiens. »

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 67.

(6) *Supplément au Bulletin de la Convention* du 4 octobre 1793.

(1) Le décret est signé Ramel, d'après la minute qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 683 ; mais Ramel a signé comme secrétaire.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 67.

(3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 697.



6 livres, pour l'équipement des volontaires de la première réquisition de la ville d'Alençon.

Sur la proposition d'un membre, la Convention nationale décrète la mention honorable, et renvoie à la trésorerie nationale, pour faire passer cette somme à la commune d'Alençon et l'employer à la destination proposée par le pétitionnaire.

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (1).

Le citoyen Tisson, du département de l'Orne, envoie 125 livres en numéraire pour concourir à l'équipement des citoyens de la première réquisition. Il a également envoyé à Alençon 6 pièces de toile pour le même objet.

Mention honorable et insertion au *Bulletin*.

Un membre [RAMEL (2)] observe que le procès-verbal des séances de l'assemblée est grossi inutilement tous les jours par l'analyse des pétitions lues à la tribune, et renvoyées simplement aux comités dans lesquels elles doivent être examinées; il demande que ces pièces étant déjà inventoriées au bureau de correspondance, le procès-verbal n'en soit pas chargé à l'avenir.

Cette proposition est appuyée et décrétée comme il suit :

« La Convention nationale décrète qu'il ne sera pas fait mention à l'avenir dans le procès-verbal de ses séances, des pièces, lettres et pétitions lues à la tribune, qui seront renvoyées purement et simplement aux comités pour y être examinées (3). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de commerce [VILLERS, rapporteur (4)], passe à l'ordre du jour sur la pétition des bouchers de la ville de Vitry, relativement au marché qu'ils ont passé avec les tanneurs de la même ville (5). »

#### COMPTE RENDU du Moniteur universel (6).

Villers, au nom du comité de commerce, propose à la Convention de passer à l'ordre du jour sur une pétition des bouchers de la ville de Vitry, département de l'Ille-et-Vilaine, relativement à un marché qu'ils ont passé avec les tanneurs de la même ville, pour la totalité des peaux sortant de leur boucherie, et qu'ils voulaient faire annuler, à cause de l'augmentation du prix.

La Convention passe à l'ordre du jour.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de sa commission des subsis-

tances [COUPÉ (de l'Oise), rapporteur (1)] sur la réclamation des entrepreneurs de tabac, tendant à obtenir le haussement du prix de cette denrée au delà de celui fixé par la loi du *maximum*, passe à l'ordre du jour (2). »

#### COMPTE RENDU du Journal de la Montagne (3).

Une compagnie d'entrepreneurs de tabac expose qu'elle ne peut, sans se ruiner, donner pour 20 sous ce qui lui a coûté beaucoup plus cher.

L'assemblée passe à l'ordre du jour sur la réclamation.

Un membre [GUFFROY (4)] demande que la statue de Descartes soit extraite de la salle des antiques, pour être placée dans le Panthéon, par une suite du décret rendu sur la translation des cendres de cet illustre philosophe.

Cette motion est décrétée dans les termes suivants :

« La Convention nationale décrète que la statue de Descartes, faite par le célèbre Pajou, et qui se trouve déposée dans la salle des Antiques, en sera extraite pour être placée au Panthéon le jour où les cendres de ce grand homme y seront transférées; autorise le ministre de l'intérieur à faire faire tous les arrangements et ouvrages nécessaires pour remplir cet objet (5). »

#### COMPTE RENDU du Moniteur universel (6).

Guffroy. Citoyens, vous avez rendu un décret qui ordonne la translation au Panthéon

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 68.

(3) Journal de la Montagne (n° 125 du samedi 5 octobre 1793, p. 898, col. 2). D'autre part le Journal de Perlet (n° 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 36) rend compte de la pétition des entrepreneurs de tabac dans les termes suivants :

« Une pétition est présentée pour obtenir le haussement du prix du tabac au delà de celui fixé par la loi du *maximum*. »

« La Convention nationale passe à l'ordre du jour. »

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(5) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 68.

(6) Moniteur universel (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1180, col. 3). — D'autre part le Mercure universel (samedi 5 octobre 1793, p. 72, col. 2), le Journal de la Montagne (n° 123 du samedi 5 octobre 1793, p. 898, col. 2) et les Annales patriotiques et littéraires (n° 277 du samedi 5 octobre 1793, p. 1262, col. 2) rendent compte de la motion de Guffroy dans les termes suivants :

#### COMPTE RENDU du Mercure universel.

GUFFROY. Vous avez décrété que les cendres de Descartes seraient transférées au Panthéon Français. Je sais qu'il existe dans le cabinet des Antiques une statue de ce grand homme. Je demande qu'elle soit portée au Panthéon le jour où les cendres de René Descartes y seront déposées. (Décrété.)

GUFFROY. Je propose que la statue de Fénelon, l'ami des mœurs, soit aussi transférée au Panthéon.

(1) Auditeur national (n° 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 2).

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 67.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(5) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 68.

(6) Moniteur universel (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1181, col. 1).

Français des cendres de Descartes. Il existe dans le cabinet des Antiques un buste de ce grand homme, fait par le célèbre Pajou. Je propose à la Convention de placer ce buste au Panthéon.

Cette proposition est décrétée.

**Guffroy.** Je propose à la Convention de rendre un hommage éclatant à la vertu, en ordonnant aussi la translation au Panthéon Français, des cendres du sage et vertueux Fénelon.

**Bazire.** Fénelon a fait un traité pour prouver que le gouvernement monarchique était le meilleur de tous, et je crois que l'auteur d'un pareil système ne peut pas être honoré par des républicains. Je demande l'ordre du jour.

**Guffroy.** Je demande simplement le renvoi de ma proposition au comité de législation.

On réclame l'ordre du jour.

L'ordre du jour est décrété.

Le comité des domaines fait un rapport sur l'échange fait en 1583, entre le gouvernement et Jean Dugué; il en propose le résiliement, et le décret suivant est rendu :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des domaines [LOFFICIAL, rapporteur (1)], décrète ce qui suit :

**BASIRE.** Je m'y oppose, Fénelon, comme ami des mœurs, comme littérateur et comme philosophe, mérite sans doute les hommages des hommes ; mais comme politique, les républicains ne doivent pas oublier que Fénelon n'a fait son *Télémaque* que pour tâcher de prouver que le gouvernement monarchique était le meilleur des gouvernements. Je demande l'ordre du jour sur cette proposition. (*Décidé.*)

## II

### COMPTE RENDU du Journal de la Montagne :

Un membre observe que le ciseau de Pajou a transmis fidèlement les traits de Descartes, et que cette statue, qui, indépendamment de la ressemblance, est un chef-d'œuvre de l'art, serait plus convenablement placée au Panthéon qu'au Musée.

Décrit qu'elle y serait transférée le jour de l'apothéose du restaurateur de la philosophie en France.

## III

### COMPTE RENDU des Annales patriotiques et littéraires.

Sur la proposition de GUFFROY, amendée par THURIOT, la Convention décrète que le buste de Descartes, que l'on voit au *Musæum* sera déposé au Panthéon, lors de la translation de ce philosophe dans le temple des grands hommes.

Le même membre voulait que pareils honneurs fussent décernés à la mémoire de l'auteur de *Télémaque*.

« J'en y oppose, s'écrie un membre. J'avoue que Fénelon est un philosophe estimable ; mais une république ne doit point compter au nombre de ses grands hommes celui qui a voulu prouver aux peuples que le gouvernement monarchique est le meilleur possible. »

L'assemblée passe à l'ordre du jour sur la motion de Guffroy.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

## Art. 1<sup>er</sup>.

« L'échange fait entre l'ancien gouvernement et Jean Dugué, au mois de février 1581, ainsi qu'il résulte des lettres-patentes d'Henri III, du 5 mars 1583, et des procès-verbaux et avis des bureaux des finances de Paris, des 11 et 14 février 1583, est annulé ; en conséquence, Henriette-Françoise Michel, veuve Ange-Jacques Marbeuf, rentrera dans la propriété et jouissance des 10 arpents de pré, appelés le pré des Groguets, situé dans le territoire de Gournay, district de Gonesse, département de Seine-et-Oise, donné par Jean Dugué, son auteur, en échange de la haute justice, greffe et tabellionage de la terre de Champ, à compter de la publication du décret du 4 août 1789.

## Art. 2.

« La veuve Marbeuf se pourvoira devant le commissaire-liquidateur, pour la liquidation de la jouissance des dix arpents de pré dont il s'agit, et pour le remboursement de l'indemnité qu'elle prétend avoir été payée au greffier de Gournay, pour la distraction du greffe et tabellionage de Champ (1). »

Un membre du même comité [LOFFICIAL, rapporteur (2)] rend compte de l'offre faite par la section des Champs-Élysées, pour prendre à loyer un bâtiment national, propre à la tenue de ses assemblées.

La proposition qu'il fait à l'assemblée est adoptée ainsi qu'il suit :

« La Convention nationale, ouï le rapport de son comité des domaines, qui lui a rendu compte de la pétition de la section des Champs-Élysées, autorise l'administration des domaines nationaux à continuer à la section des Champs-Élysées la location de la maison située à Chaillot où cette section tient ses séances, pour un an, moyennant 1,500 livres de loyer, prix déterminé par l'architecte de la régie nationale, suivant le compte qu'en ont rendu au comité des domaines les régisseurs des droits d'enregistrement et des domaines nationaux, par leurs lettres du 23 septembre dernier, à la charge de se conformer aux dispositions du décret du 27 novembre 1792 (3). »

Ce dernier décret fournit l'occasion à un membre de proposer la cession aux communes des édifices nationaux, absolument nécessaires à des établissements publics.

Cet objet est renvoyé à l'examen des comités d'aliénation et des domaines (4).

Le comité des domaines obtient la parole pour rendre compte de l'erreur de rédaction intervenue dans le décret du 31 juillet, par lequel il semble que la commune de Valréas, autorisée à transférer son hôpital dans la maison des ci-devant Augustines, a acquis le nouveau local et

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 69.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 69.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 70.



conservé tout à la fois l'ancien, tandis qu'il ne s'agissait que d'un échange; il propose de la rectifier, et le décret suivant est en conséquence adopté :

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité d'aliénation [CORENFUSTIER, rapporteur (1)], décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« L'hôpital de la ville de Valréas, district de Louvèze, dit hôpital des malades, sera transféré dans la maison des ci-devant Augustines de la même ville.

#### Art. 2.

« La translation effectuée, les bâtiments occupés par ledit hôpital, la maison des ci-devant Antonins et autres dépendances, seront administrés et vendus au profit de la République, suivant les formes précédemment décrétées pour la vente des domaines nationaux (2). »

*Suit le texte du rapport de Corenfustier (3) :*

« La Convention nationale a décrété, le 31 juillet dernier, que les deux hôpitaux de la ville de Valréas, district de Louvèze, seraient transférés dans la maison des ci-devant Augustines de la même ville. La disposition est erronée et l'Administration a seulement entendu effectuer l'échange de l'hôpital de la même ville et la maison des ci-devant Antonins contre celle des ci-devant Augustines. Elle a demandé que l'erreur fût rectifiée. Votre comité m'a, en conséquence, chargé de vous proposer le changement du décret en la forme suivante : »

*(Suit le texte du projet de décret que nous reproduisons ci-dessus.)*

Le comité de législation (PONS *(de Verdun)*, rapporteur (4)), chargé d'examiner une lettre du ministre de l'intérieur sur la mise en séquestre des biens de la citoyenne Bourbon-Penthièvre, propose, et l'assemblée accepte ce qui suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, sur une lettre du ministre de l'intérieur, tendant à ce qu'il fût statué sur la mise en séquestre, ordonnée par le département du Loiret, des biens de la citoyenne Bourbon-Penthièvre, épouse, séparée quant aux biens, du citoyen Bourbon-Orléans, passe à l'ordre du jour, motivé sur la loi du 17 septembre, relative aux déportés (5). »

Un membre [VADIER (6)] dénonce deux feuilles intitulées : *l'Auditeur national* et le *Journal du soir*, par Feuillant, dans lesquelles les citoyens Vadier et Bô sont inscrits au nombre des membres

mis en état d'arrestation par le décret d'hier. Il réclame contre cette malveillance qui n'a pour objet que de jeter des nuages sur le civisme de ces citoyens.

« La Convention nationale renvoie les feuilles dénoncées au comité de sûreté générale, qui demeure autorisé à prendre toutes les mesures qu'il trouvera convenables contre les auteurs et rédacteurs de ces feuilles (1). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2) :

Vadier. Le système de calomnie qui vous a été dénoncé hier, se continue encore aujourd'hui contre la personne de Bô et moi. C'est sans doute

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 71.

(2) *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1180, col. 3). D'autre part le *Mercurie universel* (samedi 5 octobre 1793, p. 73, col. 1) et *l'Auditeur national* (n° 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 2) rendent compte de la plainte de Vadier dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE RENDU du *Mercurie universel*.

VADIER. Hier vous avez mis en arrestation un grand nombre de députés conspirateurs. Des journalistes insolents s'efforcent de calomnier et de noircir la conduite des meilleurs patriotes. Dans un journal intitulé *l'Auditeur*, l'on a mis mon nom et celui de Bô parmi celui des députés arrêtés. On l'a mis aussi dans le journal de Feuillant, dont vous connaissez l'incivisme.

La Convention décrète qu'elle renvoie ces deux feuilles au comité de Sûreté générale et le charge de prendre des mesures contre leurs auteurs.

GOUPILLEAU *(de Montaigny)*. Cela est d'autant plus important que l'on avait déjà été chez le citoyen Bô pour y apposer les sceaux.

#### II

##### COMPTE RENDU de *l'Auditeur national*.

Un membre dénonce deux feuilles intitulées *l'Auditeur national* et le *Journal du Soir*, par Feuillant, dans lesquelles les citoyens Vadier et Bô sont inscrits au nombre des membres mis en état d'arrestation par le décret d'hier. Il réclame contre cette malveillance, qui n'a pour objet, dit l'opinant, que de jeter des nuages sur le civisme de ces citoyens.

La Convention décrète, sur la proposition de Goupilleau, le renvoi des feuilles dénoncées au comité de Sûreté générale, qui demeure autorisé à prendre toutes les mesures qu'il croira convenables contre les rédacteurs de ces feuilles.

Si les noms des citoyens Vadier et Bô se trouvent, dans le journal d'hier, inscrits au nombre des membres mis en état d'arrestation, il n'y a pas de malveillance de notre part, et encore moins le dessein de jeter des nuages sur le civisme de ces représentants, mais une simple erreur de copiste. Au lieu des noms Vadier et Bô, il faut lire Cladier et Blo.

Nous saisissons avec empressement cette circonstance pour rendre le témoignage le plus éclatant aux vertus républicaines des citoyens Vadier et Bô; et ce qui adoucit l'amertume que nous cause l'erreur involontaire qui a été commise, c'est la persuasion où nous sommes que le public, en lisant la feuille d'hier, a été le premier à reconnaître qu'il y avait confusion de noms.

*(La rectification de l'Auditeur national est elle-même erronée. Au lieu de Blo, il faut lire Blaux. Quant à Cladier, il n'y avait aucun député de ce nom à la Convention. Peut-être s'agit-il ou de Vallée, ou de Variot ou encore de Blavier, tous les trois étant compris dans le décret d'arrestation du 3 octobre. — Note des éditeurs.)*

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 70.

(3) Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 71.

(6) D'après les divers journaux de l'époque.

une vengeance de la part de ceux contre lesquels j'ai lancé des mandats d'arrêt, en qualité de président du comité de sûreté générale. Je vous dénonce un journal intitulé : *L'Auditeur national*, et celui d'*Etienne Feuillant*, dont on connaît l'incivisme, qui ont mis mon nom et celui de Bô, au nombre de ceux que vous avez mis hier en état d'arrestation. Je demande que ma réclamation soit insérée au Bulletin.

**Goupilleau.** Cela ne suffit pas, je demande que les feuilles dénoncées soient renvoyées au comité de sûreté générale, pour en être décidé ce qu'il appartiendra.

Cette proposition est décrétée.

**Au nom des comités d'agriculture et d'instruction publique réunis, un membre [GRÉGOIRE (1)] fait un rapport et présente un projet de décret sur l'établissement des maisons d'économie rurale; l'assemblée applaudit à l'utilité des vues qui lui sont présentées, et décrète, afin d'être à même de mieux les apprécier, l'impression du rapport et du projet de décret, pour en reprendre la discussion, comme faisant partie de l'instruction publique (2).**

*Suit le texte du rapport et du projet de décret de Grégoire.*

**RAPPORT ET PROJET DE DÉCRET, sur les moyens d'améliorer l'agriculture en France, par l'établissement d'une maison d'économie rurale dans chaque département, présentés à la séance du 13 du premier mois de l'an II de la République française, au nom des comités d'aliénation et d'instruction publique, par le citoyen GRÉGOIRE (Imprimés par ordre de la Convention nationale) (3).**

Citoyens,

Vous avez chargé votre comité d'instruction publique de vous faire un rapport sur la pétition des administrateurs du département de l'Isère, qui, appuyant celle de la commune et du district de Grenoble, demandent que, dans chaque district, vous établissiez une ferme expérimentale ou maison d'économie rurale. Une foule d'hommes éclairés avait déjà exprimé un vœu analogue. Votre comité s'est concerté à cet égard avec celui d'aliénation (il n'a pu consulter celui d'agriculture, qui n'est plus en activité); et les deux réunis saisissent avec empressement l'occasion de vous proposer des mesures capables de décupler peut-être nos richesses nationales, et d'assurer la prospérité de la République par celle de l'agriculture, la science nourricière de tous les États.

Depuis longtemps nos importations annuelles sont au moins de 300 millions. Un numéraire immense, ou ce qui le représente, s'écoule par delà nos frontières, pour acheter des bois de construction, des chanvres bruts ou fabriqués, des soies, des laines, des chevaux, de la viande

salée, de la cire, du suif, et nombre d'autres objets que la nature s'empresse de nous offrir, si nous savions et si nous voulions secondar ses efforts. Ainsi, après avoir brisé les fers que nous avaient imposés nos tyrans, nous restons, à l'égard des peuples étrangers, dans une dépendance dont il serait facile de nous affranchir.

Tous les arts de luxe ont atteint, chez nous, leur plus haute période; et notre économie rurale est encore dans l'enfance. Nous avons 1,500,000 arpents de marais, dont la majeure partie pourrait être facilement saignée (1). De belles moissons croîtraient là où se promènent les reptiles et d'où s'exhalent des épidémies. On prétend que les landes, les terrains marécageux, les parcs, les allées et 1,100 lieues de grands chemins, trop larges pour la plupart, et dont les bords ne sont pas plantés (2), dérobent à l'agriculture près du quart de notre territoire.

La routine absurde des jachères, érigée en principe, présente la rotation triennale d'une année en froment ou en seigle, d'une seconde en grains de printemps, et d'une troisième en repos. Il n'y a guère que quelques parties des départements du Bas-Rhin, de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et du Pas-de-Calais, où l'on ait renoncé à ce système destructeur qui condamne à la stérilité un tiers des terres cultivées.

L'art de l'irrigation et celui des engrais sont à peine ébauchés, ainsi que celui des abris, auquel Rozier attache avec raison une si haute importance. Dans plusieurs départements, il est encore honteux de manger des pommes de terre; on y craindrait, pour ainsi dire, de se rapprocher des animaux, en usant d'une nourriture qui leur est commune. Dans d'autres, la greffe et la taille des arbres sont à peine connues; et remarquez encore ici combien le despotisme flétrit la dignité de l'homme: il y avait, pour ainsi dire, les fruits à l'usage des riches, différents de ceux qui étaient le partage des pauvres; et cette distinction ne résultait pas seulement de la disparité de fortune; le pauvre paysan n'osait aspirer à manger des fruits aussi exquis que ceux qui ornaient la table de *M. le comte* ou *M. le bailli*; comme si la graisse de la terre et la rosée du ciel n'étaient pas pour tous!

L'éducation et la manière de gouverner les animaux, sont en général extrêmement vicieuses; et les deux causes principales qui abâtardissent les races sont la malpropreté à laquelle on les condamne (3) et la brutalité avec laquelle on les traite. Souvent l'homme, oubliant ses intérêts et l'humanité, devient leur tyran. Quand on voit un charretier frapper à grands

(1) Tels sont entre autres les marais de Bourgoing, qui contiennent environ 20,000 arpents. Les plans de dessèchement sont faits; il ne s'agit plus que d'assigner des fonds pécuniaires et de mettre la main à l'œuvre.

(2) En plaçant, ainsi qu'il est d'usage, les arbres plantés sur les bords des routes, à trois toises de distance, ou un peu moins de six mètres (nouvelle mesure), le relevé présente plus de 14,652,000 pieds d'arbres. Ne comptons que 14 millions, à cause des villes, rochers et autres lieux où il est impossible de planter.

(3) *Propreté ne ruine pas*, dit un proverbe: pourquoi donc, dans un grand nombre de départements, les hommes et les animaux sont-ils encore voués à une malpropreté qui doit nécessairement dégrader les espèces? Arthur Young prétend qu'en France on cherchait en vain une servante propre et mise décemment, dans une auberge. (Voyez ses *Voyages*.)

(1) D'après le document imprimé.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 72.

(3) Bibliothèque nationale: 30 pages in-8° Le<sup>34</sup>, n° 493. — Bibliothèque de la Chambre des Députés: *Collection Portiez (de l'Oise)*, t. 106, n° 4.



coups des chevaux ruinés, parce qu'ils ont fait un faux pas ou une chute, un cœur sensible ne se console, à l'aspect des tourments qu'ils endurent, qu'en tâchant de croire, avec Descartes, *que les animaux ne sont que des bêtes.*

Les forêts sont la partie la plus souffrante de notre économie rurale. Comme les principes d'aménagement adoptés jusqu'ici sont meurtriers, et qu'il n'y a plus de surveillance, la consommation et la déperdition surpassent de beaucoup la reproduction. Ce mal est sensible, surtout dans les forêts nationales, sur lesquelles la République perd peut-être plus de 200 millions depuis quatre ans. A la vérité, plusieurs départements, tels que ceux de la Meurthe et de la Moselle, abondent en tourbes qu'on n'a pas encore exploitées, et sur lesquelles le conseil exécutif devait, il y a quatre mois, vous faire un rapport dans le mois. Outre cette ressource, l'art en présente une autre dans les cheminées économiques de Désarnod, qui réduisent énormément la dépense du combustible. C'est Franklin perfectionné; mais ces ressources, qui atténuent le désastre, sont loin d'y remédier pleinement.

Déjà, dans quelques contrées, on est réduit à chauffer les fours avec de la paille (1), à extraire les racines de bruyère pour alimenter le service des forges; ailleurs, faute de combustible, le travail des usines est suspendu.

L'usage des liens de bois pour les gerbes, absorbe par millions les brins les plus beaux, et aggrave le mal qui nous menace d'une disette totale pour la charpente civile et navale.

D'autres maux (2) auxquels on réfléchit trop peu, en seront la suite. Les forêts arrêtaient les nuages, qui se résolvent en pluies fécondantes et grossissent le réservoir des fontaines. Les forêts enchaînent la foudre du vent, leur destruction lui donne un libre cours; alors les nuages parcourant sans obstacle un sol nu; et les campagnes, trop découvertes, sont livrées tour à tour à l'action des froids et des sécheresses. Outre cela, les essartements sur les crêtes des montagnes et sur leurs revers escarpés, laissent l'*humus* sans consistance; et les pluies l'entraînent dans les vallons (3). Toutes les chaînes de nos montagnes en présentent un grand nombre qui, dépouillées de terre végétale, n'ont plus que le roc, squelette hideux qui contriste l'homme, parce qu'il ne lui présente aucun moyen de subsistance.

(1) On brûle même de la paille.

(2) Nous pourrions tirer des bois de construction du département du Mont-Blanc, et surtout de celui des Alpes maritimes, où la nation possède plusieurs belles forêts. Celle de Moëlis abonde en sapins; celle de Clans, qui est immense est remplie de mélèzes, et l'on y trouve des arbres propres aux plus grandes matières; mais, pour en faciliter le transport dans les chantiers, il faut ouvrir des canaux, dont les avantages auront bientôt compensé les frais. C'est l'objet d'un mémoire intéressant présenté à la Convention nationale par le citoyen Lefebvre.

(3) J'ai remarqué le même abus, en parcourant les montagnes de Souabe avec mon ami Saucerotte, surtout entre Saint-Blaise et Fribourg en Brisgau. J'ai vu les paysans mettre le feu dans des bois situés sur des pentes très escarpées; ils essartaient ensuite pour y semer: mais bientôt les terres délayées laisseront à nu les rochers taillés à pic, et la génération suivante gemira de l'impéritie ou de l'insouciance de la génération actuelle.

Les Américains ont senti ces vérités: déjà ils ont défendu, dit-on, d'abattre les forêts sur la cime des monts, et ordonné qu'on laissât des bouquets de bois dans les plaines, pour fixer les nuages et s'assurer des eaux pluviales (1). Empruntons ce trait de sagesse, et qu'il soit consacré dans nos lois; mais je déclare que si l'on tarde plus longtemps à nous présenter le plan du code forestier, je croirai que c'est l'effet d'une conjuration contre le bien public.

Arthur Young, qui voyageait chez nous il y a trois ans, prétend que la France, dans toute son étendue, est inférieure en produit à l'Angleterre, de 36 livres par acre anglaise, et qu'en évaluant les capitaux employés à l'agriculture, en bâtiments, instruments aratoires, bestiaux, engrais, enclos et améliorations permanentes, la balance entre la France et l'Angleterre est contre nous de 10 milliards 4 millions; c'est-à-dire qu'il faudrait dépenser cette somme pour que notre agriculture fût au niveau de celle des Anglais. Quand même la vanité nationale de l'écrivain aurait exagéré ce calcul de moitié, n'aurions-nous pas encore à gémir en pensant que notre sol, qui est à peu près en étendue à celui de l'Angleterre comme 3 est à 1, lui est inférieur en produit comme 1 est à 3, quoique, de l'aveu du même auteur, presque partout il soit meilleur que celui de la Grande-Bretagne (2)? Au lieu de demander, avec le ton de la surprise, si cela est possible, tandis qu'il est vrai, agissons; et des terrains qu'on croit condamnés à une éternelle stérilité donneront abondamment, quand leur topographie et leurs qualités mieux connues y auront amené l'espèce de plantation qui leur convient.

En 1790, un essai de culture dans les landes au sud de la Gironde, a produit des carottes de 26 pouces de contour et des choux de 39 (3). Qu'on ne regarde pas comme minutieuses ces observations: tout est précieux quand on parle des éléments dont l'agriculture se compose; et j'ajoute que ces contrées seraient depuis longtemps vivifiées, si une politique plus sage, et moins fanatique les eût concédées aux Maures qui, chassés d'Espagne il y a trois siècles, désiraient s'y établir.

Un fait vrai, quoiqu'in vraisemblable, c'est que, dans le comté de Leicester, on a loué jusqu'à mille guinées, pour une seule saison, le service d'un bétail à longue laine (4). Un autre fait, c'est que l'Angleterre possède à peu près 30 millions de bêtes à laine, et l'Espagne 17, tandis que nous n'en avons que 4 millions; et cependant les hommes éclairés conviennent qu'il n'est pas en Europe un pays plus propre que la France à l'éducation des bêtes à laine: il est plus sec que l'Angleterre; et les succès qu'on obtient Daubenton, Delporte, Chabert, etc., sont garants de ce que nous avons droit d'espérer à cet égard. Au lieu d'acheter annuellement pour 30 millions de laines, autant de chanvres et 10 millions de tabac, l'inverse pourrait avoir lieu. La nature a tout fait pour nous,

(1) En Prusse, on a dépensé plus de 80 millions en avances pour tous les objets d'économie rurale, dont environ 10 millions pour les forêts.

(2) V. *Les Voyages*, d'Arthur Young.

(3) V. *De la nécessité et des moyens d'occuper avantageusement les gros ouvriers*, par Boncerf, p. 7.

(4) V. Young.

et nous négligeons de coopérer à ses soins. Nous tirons chaque année de l'étranger pour 7 ou 8 millions d'alun; et vers Compiègne et ailleurs, nous avons des terres alumineuses. Il avait raison, celui qui prétendait que la France diffère autant de ce qu'elle peut devenir, que de ce qu'elle était avant qu'on l'eût cultivée. Par sa position géographique, elle peut être l'entrepôt des Etats contigus. Située entre les 42 et 50 degrés de latitude, elle a des chaînes montagneuses, de larges bassins, diverses sortes de température, tous les grains de terre et leurs variétés, depuis le sable jusqu'aux terres les plus substantielles.

J'ignore ce que c'est qu'une nation qui n'est point agricole. L'économie rurale est, suivant l'expression d'un écrivain, le pivot sur lequel doit rouler tout le commerce, qui eût bien autrement prospéré, si Colbert l'eût fondé sur l'agriculture; l'abondance des matières premières eût, sans effort, amené l'industrie, imprimé le mouvement à tous les arts, et la force nationale eût résulté de l'aisance des citoyens.

On répète sans cesse que la population est la richesse de l'Etat. Cette assertion n'est vraie qu'autant que l'Etat peut nourrir tous les individus; car si, comme chez les Helvétiques et d'autres anciens peuples, une partie était réduite à s'expatrier pour trouver sa subsistance, cet excédent de population deviendrait un principe d'affaiblissement politique. La population est l'effet; on s'obstine à la citer pour la cause: elle vient naturellement à la suite d'une agriculture prospère; car, comme on l'a dit, partout où il y a du pain et deux personnes nubles de sexe différent, il se fait un mariage.

Les bienfaits de l'agriculture se reproduisent dans tous les temps, dans tous les lieux, sous toutes les formes.

Le commerce précaire des modes fondé sur la corruption et le luxe dévorant d'une cour détruite, tombera sans doute: tant mieux! les mœurs y gagneront, et les moulins économiques de Durand nous procureront un bénéfice plus réel que la poupée envoyée tous les mois dans le Nord. La révolution anéantira quelques jardins anglais: tant mieux encore! il nous importe plus de récolter de beaux blés que de bâtir des ruines, et l'aspect d'un bon légumier est bien autrement intéressant que celui d'un parterre savamment dessiné.

L'Angleterre, qui éprouvait autrefois des disettes fréquentes, est aujourd'hui la première nation cultivatrice de l'Europe; mais aussi elle a prodigué les encouragements. La seule prime d'exportation des grains est montée en quelques années à 20 millions (1). Elle décerna une médaille à Betfort, avec cette inscription: *pour avoir semé du gland*; et c'est au milieu des convulsions révolutionnaires qu'elle jeta les fondements de sa puissance; son agriculture est le résultat des efforts d'un siècle.

Un laps de temps bien moins considérable peut suffire pour donner à la nôtre une vie nouvelle. Déjà les trois assemblées nationales ont brisé les liens dans lesquels l'agriculture était garottée. La dime, la chasse, la féodalité, les substitutions, les retraits lignagers sont abolis. La suppression des professions parasites qui vi-

vaient d'abus, fera refluer beaucoup d'individus dans nos champs, et cependant l'on doit s'indigner de rencontrer encore des voitures à laquais, où la bassesse au dehors contraste avec l'insolence au dedans. Vous avez toujours honoré ces estimables agriculteurs, dont plusieurs siègent au milieu de nous (1); faites plus: encouragez efficacement ceux qui sollicitent la fécondité de la terre, et ceux qui donnent la forme à ses productions. La liberté consolidée et une agriculture florissante sont les plus beaux dons que vous puissiez léguer à la postérité.

Avant de vous développer le plan d'une maison d'économie rurale dans chaque département, nous vous présenterons des motifs déterminants par le tableau des conquêtes de la France, tant sur la nature sauvage que sur les climats, avec un aperçu des nouvelles acquisitions qu'elle peut faire. Et d'abord, pour savoir ce que peut la culture, rappelez-vous que tout le café qui fait une branche de richesses de nos îles provient d'un seul pied, qui, transporté d'Asie dans le jardin des plantes de Paris, est passé de là en Amérique.

La nature n'avait guère donné au climat de la France que des substances fades, des fruits insipides et des fleurs sans agrément; car la rose, le lilas, l'anémone, la jacinthe et la tubéreuse, qui font le charme des jardins et les délices de l'abeille, sont des présents que nous avons reçus des autres contrées du globe; cet objet ne paraîtra pas minutieux si l'on considère que la Hollande fait un commerce lucratif des oignons de fleurs, et qu'annuellement nous importons pour plusieurs millions de cire, que nous pourrions trouver chez nous.

Nous devons à l'Asie les pois, les haricots de la meilleure qualité, les melons et la luzerne.

L'Asie et l'Afrique nous ont encore fourni le marronnier, le cerisier, l'abricotier, le pêcher, le figuier, l'amandier, le grenadier, l'oranger et le murier.

L'Amérique nous a donné le maïs et la précieuse pomme de terre, qui, dans le même sol où l'on récolte 2,000 pesant de froment, donne 12,000 pesant de sa racine (2).

Les fondateurs de Marseille avaient apporté l'olivier de la Phocide; les Grecs et les Romains nous transpirent plusieurs espèces; ce qui vaut mieux que leurs exploits guerriers; et la folie des croisades produisit cependant deux grands avantages: elle ébranla la féodalité, et nous valut quelques bons légumes.

Nous avons présentement 29 genres ou souches d'arbres fruitiers, dont 17, originaires de notre sol, ont été perfectionnés par la culture; 3 de ces genres, le pommier, le poirier et le prunier ont fourni environ 300 bonnes variétés.

Les 14 autres n'ayant pas été soumis à une culture aussi soignée, n'en ont donné qu'une cinquantaine. Des 10 genres que nous devons aux Grecs et aux Romains le cerisier seul a fourni 50 variétés; l'amandier 25; et les 8 autres environ 75.

Nous y avons ajouté l'abricotier et le pêcher,

(1) Il y a à Londres une fondation, dont l'objet est un discours annuel pour relever la dignité de la profession d'agriculteur. V. *l'Encyclopédie, supplément*, t. 1, art. Agriculture.

(2) V. *Smith, Richesses des nations*, t. 1, chap. 2.

(1) Boncerf, *De la nécessité*, etc., p. 29.



qui ont fourni celui-là 16, et celui-ci, 49 variétés (1).

Ainsi, somme totale, 29 genres d'arbres fruitiers, dont 17 de notre pays, et environ 600 variétés. Peu de peuples en ont autant, et certainement les combinaisons ne sont pas épuisées.

Mais les variétés ne présentent que des fruits qui ont seulement ou plus de finesse dans la saveur, ou une forme plus volumineuse : étant congénères, leurs propriétés sont à peu près les mêmes, au lieu que les fruits d'espèces diverses ont des propriétés diverses.

Confondant ensuite les arbres fruitiers et non fruitiers originaires de la France, non compris les variétés, il résulte qu'elle n'a guère que 79 espèces d'arbres, dont :

42 s'élèvent de 15 à 30 pieds,

14 de 30 à 60,

Et 23 de première grandeur, de 60 à 110.

De ces 79 espèces, 19 ne croissaient naturellement que dans le midi de la France, les autres partout.

De ces 79 espèces, 18 sont forestières, dont 5 croissent dans les terrains humides; ce sont le peuplier noir, le tremble, le frêne, l'aulne et l'ipéau;

9 dans les terrains médiocrement montueux; ce sont le chêne, le charme, le châtaignier, le hêtre, le pin sauvage, le pin maritime, le tilleul, l'yeuse et le liège;

4 sur les montagnes; ce sont le mélèze, l'épicéa, le sapin et le bouleau.

Somme totale, ayant originairement 79 espèces d'arbres tant fruitiers qu'autres; leur nombre, joint à ceux qui étaient acclimatés d'ancienne date, s'élevait environ à 250; actuellement, en y joignant les arbrisseaux et sous-arbrisseaux, il est d'environ 1,100; car, depuis Duhamel, c'est-à-dire depuis une cinquantaine d'années, nous en avons acquis plus de 800 espèces qui croissent en pleine terre, et toute la France jouirait de ces plantes acclimatées, mais concentrées jusqu'ici dans quelques jardins, si l'on eut formé des semis et des pépinières.

Il nous reste à faire de nouvelles conquêtes, auxquelles nous ne devons mettre d'autres bornes que celles de la nature. Jusqu'ici, près de 25,000 plantes sont décrites, dont environ 3,000 sont indigènes à la France; mais de ces 3,000 un très grand nombre n'ont point encore subi les heureuses métamorphoses par lesquelles la culture les conduit à la perfection végétale, et les adapte à nos usages. Les uns remplaceront dans la pharmacie, les végétaux exotiques; d'autres augmenteront la masse des comestibles.

Les Américains n'ont-ils pas su tirer d'une plante vénéneuse, une nourriture saine? La cassave est un extrait du manioc, et doit-on être surpris de la distance qui se trouve entre la poire sauvage et le parfum exquis de la virgouleuse, puisque, même en opérant sur une plante étrangère, nous avons dépouillé la pêche des qualités malsaines qu'elle conserve dans son pays natal.

Améliorons ce que nous avons et tâchons d'obtenir ce que nous n'avons pas; car, outre les plantes qui croissent spontanément sur notre sol, une foule d'étrangères sont susceptibles de s'y

naturaliser. Si les Espagnols au Chili, et les Hollandais au cap de Bonne-Espérance, ont pu acclimater les fruits de l'Europe, n'avons-nous pas lieu d'espérer la même réussite en transportant chez nous les arbres fruitiers de nos contrées? Voyez les prodiges opérés dans ce genre à Montbard, à Petiviers, etc. (1) et au jardin de Paris. Je ne vous présenterai pas l'énumération fastidieuse de ces plantes; permettez-moi seulement quelques indications.

Nos prairies n'ont qu'environ 40 plantes utiles aux bestiaux : elles en renferment un bien plus grand nombre de nuisibles; mais déjà nous avons la presque certitude d'acquiescer des fourrages égaux, ou même supérieurs aux trèfles (2).

Parmi les plantes herbacées ou ligneuses, les unes accroîtront le domaine des arts et fourniront des matières textiles, tels que le coton qui a déjà réussi dans la France méridionale; le spart, si utile pour la corderie, se plairait vers les bords de la Méditerranée; il est fâcheux qu'on ait laissé tomber la seule sparterie qu'il y eût chez nous.

On avait commencé la culture de l'algave américain, comme propre à la confection du papier végétal; mais probablement nous serons dispensés de recourir aux plantes étrangères, lorsque Faujas aura perfectionné le papier qu'il tire de l'écorce du mûrier, et qui peut se manifester en un jour. Cette nouvelle découverte ajoutera aux motifs puissants qui devraient étendre la culture des mûriers et l'éducation des vers à soie.

D'autres végétaux donneront des sucres colorants, et j'ajoute que très probablement la cochenille prospérera sur le contour des remparts de Monaco, chargés d'une sorte de nopal, et sans doute aussi dans l'île de Corse (3).

(1) Un antique préjugé prétendait que les arbres ne convenaient point à la Beauce. Duhamel a prouvé par le fait qu'on pourrait y avoir des forêts.

Les arbres à fruits étaient très rares, il y a 30 ans, dans la ci-devant province de Bresse; un cultivateur a établi des pépinières et des vergers à Bourg : aujourd'hui les plantations des environs de cette ville fournissent de beaux fruits aux marchés voisins et en envoient jusqu'à Mâcon.

(2) Tels sont plusieurs astragales, la *vicia biennis*, la *melilotus syberica*, l'*achillea syberica* et le *chicorium intybus*.

(3) La cochenille est un insecte dont l'existence est de 60 jours. Le citoyen Bruley, colon de Saint-Domingue, à qui je dois les détails suivants, maintient la possibilité de la transporter vivante en Europe, et dans l'hypothèse où elle n'y réussirait pas, nous avons la ressource de nos îles. En 1785, le citoyen Bruley établit à Saint-Domingue une nopalerie qui prospéra. La première récolte fut envoyée en France, et des essais de teinture ayant été faits sous les yeux de commissaires de l'académie des sciences, il fut constaté que la féculé colorante de cette cochenille était aussi belle que celle du Mexique. Le gouvernement donna une récompense au citoyen Bruley, mais ne le seconda pas dans ses projets. Il assure qu'en 18 mois on peut monter une nopalerie. Ce qui rend précieuse à la colonie la plante qui nourrit la cochenille, c'est qu'elle réussit dans les terres sèches qui se refusent aux autres cultures. Il est donc essentiel d'encourager cette branche d'industrie, qui nous dispenserait de payer annuellement à l'Espagne plusieurs millions. La cochenille est de première nécessité dans l'art de la teinture, et l'on a fait jusqu'ici de vains efforts pour lui substituer une matière colorante qui eût son éclat et sa solidité.

C'est sans doute par habitude que nous continuons aussi à tirer des Espagnols le kina, dont plusieurs

(1) La Quintinie comptait de son temps 32 sortes de pêches, 3 bragnons et 7 pavies.

Quelques-uns nous fourniront des huiles, des sucs gommeux ou résineux, dont l'usage est indispensable dans l'art de guérir; la plupart nous coûtent cher et nous parviennent falsifiés ou avariés par les accidents du transport; et tout nous avertit de l'intérêt puissant que nous avons à les trouver chez nous.

D'autres enfin ajouteront à nos moyens de subsistance. Il dépend de nous de propager dans nos départements méridionaux l'yeuse à glands doux, qui vaut la châtaigne; le riz, l'érable à sucre et la canne à sucre, qui est indigène en Sicile (1) : ne désespérons pas même d'acclimater l'arbre à thé qui supporte le climat de la Corse. Déjà l'arbre à suif de la Chine et le gouyavier ont donné, le premier ses graines, et le second son fruit, aux environs de Toulon.

Enfin, la marcotte, la greffe et le mariage des plantes peuvent encore tirer du fonds inépuisable de la nature, une foule de plantes hybrides qui participeront des diverses qualités mentionnées ci-dessus (2).

Vos comités pensent que pour atteindre ce but, rien ne peut remplacer l'avantage d'une maison d'économie rurale dans chaque département, et non dans chaque district, comme le propose le département de l'Isère. Vous ne trouveriez pas un nombre suffisant d'hommes expérimentés pour les préposer à ces établissements; leur multiplication exagérerait la dépense; ils ne pourraient faire que des essais incomplets et partiels, et l'on verrait avorter une entreprise qui, bien combinée, nous promet les succès les plus brillants.

Nous avons à Paris trois jardins nationaux, y compris celui d'Alfort; un à Trianon, qui sera purifié par l'usage auquel vous le destinerez, et une vingtaine dans les autres départements (3); je ne compte plus celui d'Hyères, qu'on a, dit-on, très mal à propos aliéné, et dont les précieux individus ont été dégradés. Là, peut-être, on aura fait comme à Chantilly, où une haute futaie de quelques centaines d'orangers, susceptibles d'un

grand rapport, a été convertie en bois de chauffage. Sans doute vous n'ordonnez pas la vente de ces jardins : il faut au contraire leur donner une extension territoriale, pour donner de l'extension à leur culture, bornée communément aux plantes pharmaceutiques; et comme tous les individus de la grande famille doivent, autant qu'il est possible, partager les avantages, celui d'un terrain destiné à des essais agronomiques paraît dû à chaque département. Jamais l'occasion ne fut si favorable pour former ces établissements, qui n'ont de modèle en grand chez aucun peuple. Si vous la laissez échapper, il est très douteux que vous la retrouviez jamais. Les domaines nationaux, et surtout ceux qui proviennent des émigrés, vous offrent la facilité de trouver dans chaque département une dizaine d'arpents avec une maison adjacente; qu'on y ajoute une écurie, une aire, quelques couches à châssis et une petite serre : voilà toute la mise dehors. La continuation des ventes peut sortir des mains de la nation les locaux les plus appropriés; il est donc indispensable qu'au plus tôt vous vous déterminiez à cet égard. Rappelez-vous ici le mot de Caton : « Quand il s'agit de bâtir, il faut y penser; mais s'agit-il de planter, il faut agir. »

Sur la somme de 2 millions destinés, par la loi du 22 août 1790, aux récompenses et aux encouragements, vous avez distrait la somme de 400,000 livres en faveur de l'agriculture, et le décret du 11 septembre 1792 en ordonne la répartition à l'égal entre les départements, autorisés à l'employer de la manière qu'ils croiront la plus avantageuse; élevez cette somme à un demi-million annuel; assurez-en l'utile emploi, en l'appliquant à un système combiné d'améliorations qui doivent un jour rapporter au centuple; et pour le printemps prochain vos maisons d'économie rurale seront toutes en activité. Si le succès ne répondait pas à nos espérances, les terrains restent à la nation; mais toutes les données établissent la certitude que c'est là l'infailible moyen de faire en très peu d'années, pour notre agriculture, plus que les Anglais n'ont pu dans un siècle. J'ajoute que ces établissements pourront être organisés de manière que bientôt les produits couvrent une partie des dépenses.

Le terrain pourrait se diviser en carreaux de la manière suivante :

1<sup>o</sup> Culture des plantes céréales et légumineuses;

2<sup>o</sup> Plantes à fourrage;

3<sup>o</sup> Plantes propres à la teinture;

4<sup>o</sup> Plantes pour la filature;

5<sup>o</sup> Plantes pour la pharmacie;

6<sup>o</sup> Pépinière d'arbres à fruits, d'arbres pour les forêts et pour les routes.

On laisserait un bouquet croître en masse pour fournir des pépins, des graines ou des noyaux, suivant l'espèce.

Le jardin de Paris qui est insuffisant pour les expériences, puisqu'il ne réunit pas tous les climats et tous les grains de terre, se chargerait cependant de fournir à tous par lui-même et par ses correspondances étrangères, des plantes et des graines. Les essais faits en France seront puissamment secondés par d'autres essais dans les jardins nationaux que vous avez à la Gabrielle, à Cayenne, au Port-au-Prince, au cap Français et aux îles de France et de la Réunion. C'est de l'île de France que le célèbre Poivre

variétés sont indigènes à Saint-Domingue, à la Martinique, à Sainte-Lucie, et probablement dans toutes les îles du Vent. Ses qualités sont au moins égales à celui du Pérou. J'ai pour garant de cette assertion l'expérience des citoyens Bruley et Littée; ce dernier est député à la Convention nationale.

(1) Les Américains commencent à extraire du sucre de la pomme; pourquoi ne les imiterions-nous pas? La carotte et le chervis en donneraient abondamment.

(2) Je regrette de ne pouvoir consigner ici une foule de renseignements précieux que m'ont donné les citoyens Thouin, Parmentier et Cossigny, sur les végétaux étrangers propres à la nourriture des hommes ou utiles dans les arts, et dont la naturalisation pourrait être tentée avec succès dans nos départements méridionaux.

(3) Ces jardins sont ceux d'Amiens, Lille, Nancy, Strasbourg, Besançon, Dijon, Lyon, Grenoble, Clermont, Toulon, Montpellier, Perpignan, Toulouse, Bordeaux, la Rochelle, Angers, Brest, Nantes, Poitiers, Orléans, Caen et Rouen. Autrefois, à Blois, était le jardin de Gaston, dirigé par Morison, qui en a donné la description sous le nom de *Hortus blesensis*. La première édition ne contient guère que 1500 plantes, et la seconde 2000. En 1776 il y restait encore deux énormes platanes, un chêne vert, un *quercus cerris* et un érable de Montpellier, dont la grosseur attestait le succès de ce genre de culture.

Dans chaque généralité il y avait une pépinière; la plupart de celles qui restent sont en mauvais état, excepté celle du Roule et celle de Versailles, qui sont dirigées par le citoyen Nolin.



envoya à Cayenne le cannelier, le poivrier, le giroflier; c'est encore de l'île de France que Joseph Martin porta à Cayenne l'arbre à pain, et le succès de ces plantations nouvelles donne la perspective d'une nouvelle branche de richesses dans nos colonies (1).

Leur existence est fondée sur la culture de certaines plantes, l'art d'en extraire les sucres, d'en préparer les produits dont le transport en France, en augmentant notre prospérité et nos jouissances, resserrera les liens entre les colonies et la mère-patrie.

Pour les plantes d'Amérique, et surtout pour les espèces forestières qui sont très variées et très précieuses dans le Nord de cette partie du monde, chez nos frères des Etats-Unis, la nation possède deux jardins d'entrepôt, l'un à Charlestown et l'autre dans le nouveau Jersey, près de New-York; ce dernier contient 17 arpents; l'un et l'autre sont dirigés par un homme qu'on dit intelligent, et qui fait annuellement des envois.

Les plantes du Levant pourront préluder à notre climat dans le jardin que vous avez à Constantinople, près de l'hôtel de l'ambassadeur. Il résulte du mesurage fait en janvier dernier, que le potager et les deux terrasses contiennent 2,157 toises carrées, ou, réduites aux nouvelles mesures, font 8 déciares et presque 2 centiares. Ici j'observerai qu'il doit entrer désormais dans la mission de vos consuls et de vos agents politiques, de procurer à leur patrie tous les renseignements possibles sur les procédés agronomiques et industriels des autres peuples, et surtout les graines et les plantes des autres climats. Dans les instructions données à vos agents par le ministère des affaires étrangères, ces objets sont indiqués, mais d'une manière trop vague; et votre comité de Salut public est d'accord avec nous sur l'utilité d'un travail à faire au plus tôt à cet égard.

Il est des végétaux qui croissent dans les quatre parties du globe, à tous les degrés de chaud et de froid; d'autres ne prospèrent que dans certaines latitudes. Les plantes qui croissent du 50 au 78° degré de latitude septentrionale, viendront essayer de nouvelles habitudes dans nos départements du Nord; celles d'entre les tropiques, dans nos départements du Midi. On peut augurer de grands succès des tentatives qui seront faites à Nice, où les émigrés nous ont laissé des jardins; à presque toute la végétation de l'Italie est indigène dans cet élysée de la France.

Ainsi des mains exercées préviendront la dégénération, ou perfectionneront la nature des espèces que nous avons acquises, et tâcheront d'en grossir le nombre, surtout dans le genre des racines qui sont beaucoup trop

négligées, quoiqu'en général d'un grand produit et le plus à l'abri des intempéries et des orages. Les végétaux étrangers seront soumis à une culture réglée, soit solitairement, soit en les unissant à des espèces congénères. Quelques-uns, plus amis du sol et du climat, seront d'une éducation facile; mais il est des plantes rebelles et dont les premières épreuves ne peuvent vaincre la répugnance; telle demande un demi-siècle pour s'acclimater, et ce n'est guère que dans des établissements nationaux qu'on peut obtenir des résultats bien prononcés. Là, sans brusquer leur tempérament, par une suite d'efforts, on les habituera à une température plus rigoureuse ou plus douce que celle de leur pays natal; ainsi de proche en proche, des familles nouvelles, passant du midi au nord, du nord au midi, iront couronner nos côtes, habiter nos vallées, repeupler nos forêts, embellir nos jardins, vivifier les étables, approvisionner nos maisons, et la France sera en quelque sorte la représentation de tous les climats.

Là, comme nous l'avons annoncé, les arts protecteurs de notre faiblesse, si longtemps avilis, et rendus par vous à leur dignité première, trouveront des plantes propres à la filature, à la teinture, au charonnage, à la bâtisse, et leur multiplication donnera du mouvement à nos ateliers. Il est un végétal dont l'exportation a été prohibée, dont l'usage est indispensable dans la draperie, dont la culture est facile, le chardon à foulon, qui abonde, dit-on, vers Elbeuf et Louviers; mais il est inconcevable qu'un grand nombre de manufactures soient encore réduites à le tirer de loin et fort cher.

L'art de guérir les hommes et la vétérinaire dégagés de l'empirisme trouveront dans ces établissements des remèdes simples comme la nature, énergiques comme elle, pour combattre les germes destructeurs de l'espèce humaine et des animaux, compagnons du laboureur, qui sont les premiers instruments de son travail, et dont la perte est souvent un fléau pire que la grêle.

Le muséum d'histoire naturelle de Paris, qui possède les trois règnes de la nature morte, doit être complet pour la nature vivante; et sans doute vous y réunirez la ménagerie dépréssante de Versailles (1). Je ne dirai pas, comme d'autres, que la dignité de la nation l'exige, à moins que par ce mot on n'entende sa prospérité. L'étude des mœurs des animaux fournit des lumières à la philosophie, leur dissection à l'anatomie comparée, et le croisement des espèces tient à notre intérêt. Cependant, je n'insisterai pas pour qu'on y élève des bêtes féroces; nous ne voulons plus de rois, et leurs emblèmes sont inutiles.

Mais il nous importe d'obtenir des espèces précieuses qui sont *cicurdées* (2) dans d'autres pays, et qui pourront d'autant plus facilement s'habituer chez nous, qu'elles y retrouveront des végétaux des contrées dont elles sont originaires. Tels sont le Lama, le Zèbre, le Couage, le Bufile qui a produit plusieurs fois en France, et la Vigogne. Un individu de cette dernière

(1) A l'île de France et à Cayenne, on fait annuellement des distributions de plantes exotiques et acclimatées. Les plus précieuses sont les végétaux aromatiques, dont la culture fera tomber le monopole des épices, qu'exercent depuis si longtemps les Hollandais. La distribution à Cayenne, en 1791 et 1792, tant aux citoyens de cette colonie qu'à ceux des autres îles, est de 32,314 individus, et le 28 juillet dernier il restait encore dans les pépinières, à délivrer dans le courant de cette année et de la suivante, 60,000 girofliers, 10,000 cannelliers, 6,000 arbres à pain et 1,000 poivriers, sans compter les individus réservés pour les propriétés de la République.

(1) Voyez à ce sujet le mémoire très intéressant du citoyen Bernardin Saint-Pierre, imprimé l'an dernier chez Didot.

(2) Rendues domestiques.

espèce a vécu plusieurs années aux environs de Paris, et déjà elle y serait acclimatée, si comme l'observe Buffon, de la cime des Cordillères on l'eût transférée non dans nos plaines, mais sur les chaînes de montagnes de nos îles et du continent, dont la température et le séjour sont plus analogues à son pays natal. La Poule d'Inde et le Faisan sont des étrangers naturalisés parmi nous. Il n'est pas jusqu'au charmant Colibri qui ne fût susceptible d'adopter à la longue une nouvelle patrie, et d'embellir nos paysages.

Il ne connaît pas encore l'étendue de ses forces et de ses moyens, celui qui a su accoutumer les insectes et les quadrupèdes à le reconnaître, et qui a pour ainsi dire civilisé l'abeille et le cheval. Il dépend de nous d'avoir la chèvre d'Angora, la brebis d'Afrique à grand corsage, et si quelques-unes de nos maisons d'économie rurale ont un territoire assez vaste pour subvenir à la subsistance de beaucoup d'animaux, on y pourra, d'une part, multiplier les tentatives sur le croisement des races, et obtenir des espèces métiées de la plus haute valeur; de l'autre, résoudre enfin le problème tant débattu sur la préférence qu'il faut accorder aux chevaux ou aux bœufs pour la culture.

Les Anglais ont spécialement dirigé leurs efforts vers le perfectionnement et la multiplication des animaux domestiques; ils ont senti qu'outre l'avantage de la viande, des cuirs, des laines, etc., quand on a des engrais et de l'industrie, on a tout. Tâchons d'imiter, ou plutôt de surpasser les Anglais et les Espagnols. Leurs chevaux et leurs moutons ne sont pas originaires de leur pays; car toutes les belles races de chevaux en Europe viennent de l'Arabie (1); les moutons, pour la plupart, viennent de l'Afrique; et cependant toutes ces races se sont conservées et même perfectionnées chez eux. Nos armées victorieuses viennent de pénétrer en Espagne; et peut-être penserez-vous comme moi qu'une capture considérable de chevaux andalous et l'enlèvement de troupeaux de bêtes à laine seraient peut-être aussi utiles que le serait la prise de Madrid.

Je n'ai point épuisé l'indication des avantages que présentent les maisons d'économie rurale, et votre indulgence me permettra sans doute encore quelques détails. Là se perfectionnera la météorologie, science qui vient de naître, et la seule propre à dissiper les innombrables préjugés des agriculteurs, qui, à la honte de la raison, sont encore, pour la plupart, gouvernés par les rêveries astrologiques.

Avant la Révolution, les diverses parties de la France étaient, pour ainsi dire, étrangères les unes aux autres; de là cette diversité d'idiômes, de là cette disparité d'instruments et de procédés, très perfectionnés dans certains cantons, et absolument grossiers dans d'autres. La houe américaine, le rouleau, conviennent à quelques départements qui n'en soupçonnaient pas même l'existence; vos maisons d'économie rurale faciliteront la connaissance et l'usage des instruments aratoires et des procédés.

L'agriculture est peut-être la science sur

laquelle il est le plus difficile de donner des leçons théoriques, parce que les localités repoussent l'application de ce qu'on voudrait ériger en loi générale. Elle est presque toute pratique. L'avantage des établissements que nous proposons est sensible; une masse d'expériences suivies et faites simultanément dans des terrains et des climats divers, à des expositions différentes, donneront, par leur comparaison, des résultats rapides et certains; ils fixeront les opinions sur les cultures et les découvertes dépendantes ou indépendantes du sol et du climat.

Le célèbre Filangieri désirait pour sa patrie une communication d'idées et de méthodes agronomiques dont Naples eût été le centre. Le musée d'histoire naturelle de Paris sera le point central de correspondance, non seulement avec tous les établissements analogues de la France, mais avec ceux des autres parties du globe. Vous avez déjà consacré ces dispositions par votre décret du 10 juin dernier; vous avez déterminé l'objet de cette correspondance, en la dirigeant vers le perfectionnement de l'agriculture, du commerce et des arts; vous avez même décrété qu'annuellement deux comptes rendus seraient publiés sur cet objet. Ce plan vaste et magnifique présente l'indispensable, mais aussi l'infaillible moyen d'aviver l'agriculture, de la rendre plus florissante peut-être qu'elle ne le fut jamais chez aucun peuple, et j'y vois encore l'avantage de serrer de plus en plus le faisceau républicain, et de fonder tous les intérêts dans le sein de la République une et indivisible.

Palissy, né sous les lambeaux de l'indigence, sans secours et sans appui, par la seule force de son génie, sut s'élever à de sublimes découvertes; mais très peu sont comme lui capables de s'ouvrir la route. En général, l'homme des campagnes, abandonné à lui-même, n'invente pas, et ne perfectionne rien; il craint de compromettre sa fortune, en hasardant des essais douteux, dispendieux, ou qui demandent un laps de temps considérable pour obtenir un résultat: il faut donc que la nation fasse les expériences pour les lui transmettre.

Il voyage peu; et partant, il lui est impossible de consulter ailleurs les hommes et la nature; il manque de correspondants pour se procurer de loin des graines et des plantes. D'ailleurs les pépiniéristes, qui sont communément dans leur genre ce que sont les maquignons dans le leur, le trompent sur la qualité et l'espèce. Mettons donc près de lui ces objets, et faisons en sorte que ses demandes soient fidèlement remplies.

De bons ouvrages élémentaires sont aussi utiles pour l'agriculture que pour les autres sciences, et vous apprendrez sans doute avec intérêt que les professeurs du musée d'histoire naturelle vont établir, pour cette branche des connaissances humaines, un journal dont tout présage l'utilité et les succès. En Angleterre beaucoup de communes ont acheté le dictionnaire de Miller, et l'ont attaché par une chaîne sur une table dans le lieu de leurs séances, afin que tous les cultivateurs puissent venir le consulter (1). Mais en France l'homme des champs lit peu, et les calculs théoriques des cultivateurs

(1) Ce fait est contesté par le citoyen Thiroux, qui m'envoie à cet égard une note intéressante, extraite du quatrième volume de son traité sur l'équitation, mais elle est trop longue pour être insérée ici.

(1) Voyez l'avant-propos du traité des arbres résineux conifères, par Tschoudi.



de cabinet lui inspirent une assez juste défiance; souvent même des tentatives nouvelles, dont il ne peut apprécier le but, provoquent son mépris. Quand Galilée suspendait des boules pour les faire heurter les unes contre les autres, et saisir la théorie du mouvement, ses contemporains lui faisaient la grâce de le croire tombé en démeñce; ainsi pensaient à l'égard de Duhamel les campagnards de son voisinage, lorsqu'afin de perfectionner la physique des arbres, il en arrachait pour les replanter tête en bas, et refouler la sève dans les racines.

Le paysan russe ignorait l'usage de la scie : que de peines n'a-t-on pas eu pour lui faire adopter un instrument qui ne l'est pas encore partout (1). Personne n'est plus tenace dans ses préjugés que le campagnard; c'est une des causes qui ont repoussé l'agriculture en arrière des autres sciences. Il reste dans l'ornière de l'habitude; il fait ce qu'ont fait ses pères, à moins que l'évidence des succès ne le détermine à quitter sa routine héréditaire. Il faut donc que le gouvernement introduise les plantes inconnues, les cultures inusitées; il faut, en un mot, qu'il fasse tout, sans qu'il rien ne se fera, car le raisonnement le plus juste ne vaudra jamais, pour le cultivateur, un fait placé sous ses yeux. Parlons donc à ses sens, entourons-le de l'expérience, soutenons son émulation par tous les moyens capables de la stimuler; que pour lui tout devienne instruction; et tandis que les cultivateurs plus éclairés développeront les vérités théoriques, une pratique journalière les rendra familières et traditionnelles. Il vous sera facile, si vous le croyez avantageux, de lier les établissements que nous proposons au système général d'instruction publique.

Citoyens, vous avez fait beaucoup pour la peinture; mais l'art sans lequel il n'est point d'art ni de subsistances, mérite bien autrement votre sollicitude. Les sommes que vous consacrez à l'agriculture, seront prêtées au plus haut intérêt. Par là vous favoriserez les placements d'argent sur les terres; les portefeuilles des capitalistes s'ouvriront, et nous verrons hausser le prix des biens nationaux qui restent à vendre. En favorisant l'agriculture, vous diminuerez, vous extirperez peut-être la lèpre de la mendicité, qui fut toujours la satire des gouvernements, et dont la destruction est l'objet de votre sollicitude. Une foule d'individus qui allaient dans le séjour des villes acquérir des manières moins gauches, et souvent perdre leurs mœurs, se fixeront dans les campagnes. La dégradation physique et morale est malheureusement sensible; les travaux rustiques et l'aspect ravissant de la nature rendront l'homme plus robuste et plus moral, en le rapprochant de son auteur; ils abrègeront la distance affligeante qui se trouve entre ce que l'homme est et ce qu'il pourrait être.

Nous ne présentons pas un tableau fantastique, en disant que par là vous ferez de la France un vaste jardin; que la liberté, l'abondance et vos fêtes céréales appelleront ici les étrangers : car, étant la première nation agricole, vous serez la plus puissante comme la plus libre de l'univers, et la postérité reconnaissante répètera que vous étiez dignes du peuple que vous représentez.

#### PROJET DE DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités d'aliénation et d'instruction publique, décrète ce qui suit :

##### Art. 1<sup>er</sup>.

Dans chaque département il sera réservé, sur les biens nationaux, un terrain dont le *minimum* sera de 10 arpents et le *maximum* de 20, avec une maison attenante et les dépendances nécessaires pour former une maison d'économie rurale, qui sera consacrée aux expériences propres à accélérer les progrès de l'agriculture, la multiplication des végétaux et l'éducation des animaux domestiques.

##### Art. 2.

Dans la quinzaine qui suivra la réception du présent décret, les directoires de départements indiqueront, dans leurs arrondissements respectifs, les locaux qui paraîtront les plus propres à l'établissement des maisons d'économie rurale; ils adresseront leurs procès-verbaux à l'administrateur des domaines nationaux, qui les fera passer de suite à la Convention nationale.

##### Art. 3.

Les comités d'agriculture et d'instruction publique présenteront le mode d'organisation des maisons d'économie rurale.

##### Art. 4.

Les mêmes comités sont chargés de faire incessamment, de concert avec le comité de Salut public, une instruction pour les agents politiques et les consuls de la République, qui seront tenus de recueillir dans les pays où ils sont envoyés, et de transmettre à la Convention nationale les renseignements, les procédés et les végétaux propres à hâter les progrès de l'agriculture en France.

Cependant celle [la discussion] qui s'est engagée sur les améliorations dont l'agriculture était susceptible en France, fournit l'occasion à un membre [MARIN (1)] de parler de l'ouverture d'un canal dans le département du Mont-Blanc, par le moyen duquel, en facilitant le transport du bois de construction, on fertiliserait en même temps une contrée digne de tout l'intérêt de la nation. La Convention nationale autorise ce membre à faire imprimer le développement de son opinion et le projet du canal par lui proposé (2).

(1) D'après le document imprimé et divers journaux de l'époque.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22. p. 72.

(1) V. Coxe, voyages dans le Nord.

*Suit le texte du projet de Marin, d'après le document imprimé.*

PROJET D'ÉTABLISSEMENT D'UN CANAL DE NAVIGATION, PROPOSÉ PAR MARIN, DÉPUTÉ DU MONT-BLANC. (*Imprimé par ordre de la Convention nationale* (1).

Perfectionner l'agriculture, faciliter dans toutes les parties de la République les rapports commerciaux et l'échange mutuel de tous les objets de consommation, c'est ouvrir les sources de la richesse et de la prospérité nationale. Ces principes sont incontestables, et leur application est illimitée, car la bienfaisance d'une grande nation doit être sans bornes.

Les mesures d'exécution que la Convention nationale pourrait décréter sur cet objet, ne peuvent être généralisées pour toute la République : il ne s'agit que de l'application des principes aux localités; elle varie comme le sol auquel on les adapte.

Je viens fixer un moment l'attention de la Convention nationale sur le département du Mont-Blanc, sur cette portion de la République où la nature offre le plus de richesses, et qui fut si opprimée par ses tyrans. C'est par les bienfaits des Français qu'elle est libre; et si la reconnaissance la ramène sans cesse vers ses bienfaiteurs, la tendresse paternelle s'arrêtera sur un tableau qui, en retraçant les maux passés, peint son bonheur actuel.

La nature a tout fait pour la ci-devant Savoie; mais le despotisme s'efforça sans cesse de détruire l'ouvrage de la nature. Placée entre trois nations puissantes, elle semblait destinée à devenir l'entrepôt d'un commerce immense; elle a été jusqu'à ce jour réduite à une si grande inertie, que la plupart de ses habitants s'expatriaient pour exercer ailleurs leur industrie. Sur une étendue d'environ 500 lieues carrées, elle possède toutes les productions dont son climat est susceptible, ses montagnes offrent de tout côté de nombreux troupeaux, des pâturages excellents, des forêts immenses, dont une végétation active porte les plantes à plus de 100 pieds d'élévation : elle recèle des mines en tout genre, des eaux dont les unes offrent des sources de richesse pour l'industrie, les autres des remèdes contre les infirmités. Cette petite portion du globe ne paraît dans sa plus grande étendue qu'un vaste atelier où la nature étale inutilement ses merveilles aux yeux du philosophe, sans que l'industrie humaine fasse usage de ses dons.

Français, vous avez senti tout le poids de la tyrannie et de l'oppression; mais la Savoie eut plus à souffrir que vous. Je ne retracerai que quelques faits généraux; ils vous dévoileront les vraies causes de sa misère. Le riz eût offert aux habitants du Mont-Blanc une nourriture facile, saine et abondante. Turin en défendit la culture en Savoie, sous peine de la vie, parce qu'on le cultivait en Piémont. La culture du ver à soie rapporte au Mont-Blanc un revenu annuel d'environ 500,000 livres. On délibéra à la cour de Turin de faire abattre tous les

mûriers de Savoie, pour soutenir le prix des soies de Piémont. Des négociants genevois attirés par la bonne qualité des eaux et plusieurs autres avantages, résolurent d'établir en Savoie leur fabrique d'indiennes. Le cabinet de Turin répondit que s'il s'agissait de l'établir en Piémont, on ferait les plus grands sacrifices, mais que pour la Savoie, on ne voulait rien accorder. Des négociants firent dans le commencement de l'été de 1787, prendre de la glace dans les rochers de Savoie, pour la transporter à Lyon : le despotisme fit défendre cette exportation.

Un négociant avait demandé une somme de 24,000 livres à titre d'emprunt sur le Trésor public, sous l'offre d'en faire le remboursement dans dix ans avec intérêts et de donner toutes sûretés pour la créance; dès qu'on sut que c'était pour établir une manufacture en Savoie, on la refusa, et le même jour on l'accorda gratuitement à un prêtre, pour aller à Rome, étaler une inutile et scandaleuse opulence.

Le Piémont mettait tout en œuvre pour exporter de Savoie les objets de consommation, tels que les bestiaux, fromages, etc., et les matières premières pour la fabrication, sans permettre qu'un objet manufacturé en Savoie franchît les Alpes pour être vendu en Italie; tout, jusqu'au soulier fabriqué en Savoie, payait, pour passer en Piémont, des droits fort au-dessus de sa valeur.

Tout ce que l'histoire nous retrace sur la situation des malheureux Ilotes, n'est qu'une esquisse de ce qu'éprouva la Savoie sous la domination des Piémontais; ils savaient bien qu'en accablant la Savoie sous le poids de la misère, elle ne tenterait jamais l'avidité d'un conquérant ambitieux; mais ils n'ont pas su prévoir que c'est surtout au malheur qu'une nation généreuse et libre vient tendre une main secourable.

Des négociants anglais avaient dès longtemps proposé l'établissement du canal dont je présente le projet; ils ne furent pas écoutés. Une compagnie de juifs le proposa ensuite : elle ne demandait pour les frais de construction, que la jouissance pendant trente ans des fonds incultes que cette réparation rendait à l'agriculture, sans payer l'impôt foncier; on s'y refusa : et lorsque des juifs font des propositions de cette nature, leur intérêt est toujours leur premier mobile.

L'industrie fit encore dans ces derniers temps un effort inutile. Un patriote intelligent, que la mort vient d'enlever depuis peu de jours à la République et à ses amis, le citoyen Garellas avait proposé la même construction; il en a dressé les plans, les instructions et les projets : il ne demandait pour les frais que la concession gratuite du terrain qui était absolument de nul produit, la faculté d'acheter celui qui, exposé à de fréquentes inondations ou corrosions, était cependant de quelque produit éventuel, en laissant au propriétaire le choix de lui payer l'augmentation de la valeur.

Ce qu'un particulier peut entreprendre, il ne l'exécute que difficilement et avec lenteur. Mais une nation puissante le fait facilement et en très peu de temps. Les peuples jouissent d'abord de l'avantage des plus précieux établissements; ceux que retireront la République entière, et le Mont-Blanc en particulier, de celui que je propose, sont incalculables.

Le projet que je propose est de diguer et rendre navigable, la rivière d'Isère, depuis

(1) Bibliothèque nationale : 10 pages in-8° Le<sup>20</sup>, n° 494. — Bibliothèque de la Chambre des députés : *Collection Portiez (de l'Oise)*, t. 115, n° 2 et t. 842, n° 21.



l'hôpital sous Conflans, jusqu'au dessous du fort de Montmélian, et celle de l'Arc depuis la croix d'Aiguebelle, jusqu'à son confluent avec celle d'Isère. Depuis Montmélian le canal se divisera en deux branches, dont une suivra sa direction le long du département de l'Isère, l'autre formée par les eaux des moulins d'Arbin-de-Bon, de Loge, la rivière de l'Eiffe, et des autres ruisseaux adjacents, continuera le canal jusqu'à Chambéry, en pratiquant une seule écluse à son origine. Depuis Chambéry jusqu'au lac du Bourget, il existe un canal d'irrigation : il suffit, pour le rendre navigable, de lui donner un peu plus de largeur et de profondeur, en y réunissant de l'Eiffe, l'Albane et l'Hyère, qui naturellement y viennent aboutir. Le lac du Bourget communique avec le Rhône par le canal de Savières; de sorte que la navigation s'étendra facilement du pied des Alpes à la Méditerranée, car le canal à construire n'a que 11 lieues de long dans toute son étendue.

Le Mont-Blanc offre de tous côtés des mines en tout genre; plusieurs sont en exploitation. *Servoz* travaille le cuivre, l'argent, le plomb et l'acier; *Peley* et *Argentine*, l'argent et le plomb; *Lapras*, *Tamiez*, *Aillon*, *Saint-Hugon*, *Belleveaux*, le fer; et plusieurs particuliers gagnent leur vie à chercher dans les rivières de l'*Arve* et de *Chéran* des paillettes d'or. Des montagnes entières ne sont que des mines de fer, entre autres celle d'Heurtières, qui fournit à plusieurs fabriques; son entrepôt est à Sainte-Hélène au bord de l'Isère; c'est de là qu'on transporterait à dos de mulets et à gros frais la mine en fabrique, au point qu'il fallait voiturier pendant quatre ans de quoi fournir à une coulée de six mois; et malgré cela le produit de cette mine était le principal revenu des couvents de *Belleveaux*, *Tamiez*, *Aillon* et *Saint-Hugon*. La destruction de ces hordes monacales entraînera peut-être la destruction ou le changement de leurs fabriques; mais, par le moyen du canal proposé, l'on transportera facilement et sans frais dans l'intérieur de la République cette mine précieuse par la qualité du fer et son abondance; on y transportera le fer ouvré, les bois et charbons nécessaires au travail.

Les hautes montagnes du Mont-Blanc abondent en fromages et en cuirs d'une qualité excellente : la plupart allaient en Piémont, et le reste, surtout les cuirs, ne passait en France que par contrebande, et en payant des frais énormes. Toutes ces montagnes, jusqu'à celles des Hauts-Faucigny, par la vallée de *Mégève* apporteront à peu de frais le tribut de leur sol et de leur industrie au bord du canal projeté, qui le transportera dans l'intérieur de la République; il y portera les chanvres et les vins des fertiles vallées de *Saint-Pierre* et *Montmélian*, les beaux marbres de *Tarentaise*, les ardoises, dont la qualité est si fort au-dessus de celles de toutes les autres carrières. En un mot, ce canal procurera aux productions de ces vallées un écoulement facile et leur assurera en échange tout ce qui peut alimenter l'industrie et créer le commerce.

Les routes du Mont-Blanc sont en général, surtout dans ces vallées, très inégales et d'un entretien très dispendieux, par le grand nombre de torrents qui les traversent et les dégradent; et par les rocs que l'on est obligé d'escalper. Il n'y a que de très petites portions de terrain en plaine; mais les chaussées que l'on sera obligé de construire sur le derrière des digues,

formeront sur les deux rives de très belles routes qui donneront un accès facile à toutes les communes du département, même aux plus éloignées, qui sont celles du Haut-Faucigny; les neiges ne retarderont plus les voyageurs dans ces contrées.

Les plaines qui confinent les rivières de l'Isère, l'Arc et l'Eiffe, sont en partie des marais que l'on ne peut actuellement dessécher, telles que celles de *Sainte-Hélène*, des *Millières*, d'*Aitou*, des bords du *Gelon*, *Sainte-Hélène-du-Lor*, *Challes*, et une grande partie de la prairie du *Bourget*.

Ces marais sont formés par le versement de ces rivières, qui, lors des crues, font refluer les eaux des ruisseaux qui s'y jettent. Ces inconvénients cesseront d'eux-mêmes, et ces plaines, facilement desséchées, formeront de très belles prairies.

Ces marais occasionnent souvent dans les communes qui les avoisinent, des maladies épidémiques qui non seulement enlèvent aux campagnes une foule d'agriculteurs, mais réduisent les autres à un état d'épuisement et de maladie habituelle, qui les accable de misère et les rend inutiles à la société. La santé, la vigueur et l'aisance renaîtront dans toutes ces contrées.

Les vallées que traversent l'Arc et l'Isère ne cèdent en fertilité à aucune portion du territoire de la République. Le terrain que l'on arrachera aux corrosions des eaux pour le rendre à l'agriculture, assurera annuellement une récolte au moins de 60,000 quintaux de blé, outre des fruits en tout genre, des fourrages excellents, des soies et autres productions. Il est peu de conquêtes aussi avantageuses; il n'en est pas de plus facile, de plus sûre, de plus légitime et de plus agréable.

Si je me suis étendu sur les avantages qu'on procurera au Mont-Blanc en particulier, c'est parce que les vœux bienfaisants de la Convention nationale s'arrêtent sur tout ce qui peut procurer le bonheur et la prospérité de la partie la plus précieuse des citoyens, l'artisan et le cultivateur, que sans cesse attentive aux vrais besoins de la République, elle s'attache à perfectionner les bases de la richesse nationale, l'agriculture et le commerce.

Je reviens aux avantages que cet établissement procurera à la République en général.

La partie du Mont-Blanc que l'on appellait ci-devant la Savoie propre et la basse Tarentaise, fournit une grande quantité de chanvre excellent, surtout pour les cordages. Ce canal, en facilitant les transports, approvisionnera la marine de la République à fort bon marché. Le fer qui se fabrique dans le Mont-Blanc est très doux et très liant; on s'en sert pour cercler des tonneaux et faire des clous; il se bat même à froid : ces qualités le rendent précieux pour la marine; mais la grande difficulté des transports l'a rendu jusqu'ici d'une rareté et d'une cherté surprenantes : porté par eau jusqu'à Marseille, il obtiendra la préférence et fournira aux besoins de la marine.

Le plus grand avantage que cet établissement procurera à la République est de lui fournir pour la mûture et la construction tous les bois dont sa marine a besoin.

Les arbres verts sont préférés pour la mûture; les autres pour la construction. Dans la haute Maurienne surtout, la forêt de *Bramant*, la haute Tarentaise et surtout les forêts qui

dominent les rochers de la basse vallée, les forêts des ci-devant Chartreuses, celles du Désert et des Beauges, celles de Coux, de Candie et de Laserras, proche la prairie du Bourget, fourniront actuellement en abondance des bois pour la mâture dont la beauté ne fera pas regretter les forêts du Nord, d'où la France les tirait dans l'ancien régime. On y trouve le pin, *Pinus silvestris*; la vaste forêt de Bramant en est presque tout entière; il croît dans le Mont-Blanc à une hauteur considérable et n'est point tortueux comme dans presque tous les autres pays; le sapin, *Pinus picea*; l'arbre appelé communément la pesse, *Pinus abies*; ces deux dernières espèces deviennent plus communes à mesure qu'on se rapproche des Basses-Alpes : elles s'élèvent à une hauteur prodigieuse. En remontant les Alpes dans cette partie, on trouve, quoiqu'en moindre quantité, le Mélèze, *Pinus Larix* et le pin à pignons *Pinus Cembra*, dont les tiges ne parviennent pas à la même hauteur que les précédents. Les bois de construction dont le Mont-Blanc peut fournir actuellement une très grande quantité, sont le chêne, *Quercus robur*, dont il y a plusieurs variétés : son bois est très dur, son port très élevé : on y trouve aussi, mais en très petite quantité, l'autre espèce de chêne, *Quercus cerris*; le frêne, *Fraxinus excelsior*; le plane, *Acer platanoides*; le charme, *Carpinus betulus*; l'éradle-sycamore, *Acer pseudo-platanus*; le peuplier, *Populus alba*; le hêtre, *Fagus sylvatica*; le micocoulier, *Alnus australis*; l'alisier, *Crataegus aria*; le cormier, *Sorbus domestica*.

Il y a outre cela, une grande quantité d'arbres qui, sans être réunis dans des forêts, sont épars sur les terrains cultifs, tels que les châtaigniers, noyers, etc., qui donnent de très beaux bois de construction.

Il est à propos d'observer que jamais les loix forestières n'ont été en vigueur en Savoie, et que ce pays qui, par sa nature, devrait être la forêt de l'Europe, est réduit, par les dévastations continuelles, à manquer dans quelques cantons de bois de construction; mais les forêts des ci-devant religieux, seigneurs et émigrés, devenues nationales, sont dans le plus bel état; on y voit des pièces de plus de cent pieds d'élévation, que l'on a laissées pourrir sur la tige.

Les bois peuvent être facilement transportés par terre jusqu'à l'origine du canal projeté : les routes descendent des montagnes jusqu'à ce point.

Si la paix avait permis d'élever la richesse nationale au degré de prospérité dont elle est susceptible, je ne parlerais pas des frais de construction; mais l'économie vigilante que l'on doit apporter dans ce temps-ci sur l'Administration des finances, m'oblige de m'arrêter à cet objet; et j'ose assurer que cet établissement ne coûtera à la République que l'avance.

Je soumettrai au comité chargé d'examiner ce projet le plan topographique de tout le terrain dans toute sa longueur sur une demi-lieue de large, la toise de terrain réduite à une ligne. Il se convaincra jusqu'à l'évidence que la seule portion de canal qui tend à diguer l'Isère et l'Arc jusqu'à Montmélian, rend à l'agriculture 18,000 arpents de terrain absolument inculte et de nul produit : il paraît très juste que la nation profite du sol qu'elle aura créé; ces fonds vaudront au moins 1,000 livres l'arpent (car ils sont dans la vallée la plus fertile) ce qui ferait 18 millions. Le devis estimatif des frais d'éta-

blissement ne porte le prix qu'à 7,480,000 livres : je le porte à 10 millions à cause de l'augmentation de la main d'œuvre.

Il est vrai que la portion de canal de Montmélian à Chambéry, ne rendrait pas à beaucoup près une quantité suffisante aussi considérable de terrain à l'agriculture; mais elle en rendrait au double en valeur des frais de construction, que l'on ne fait monter qu'à 500,000 livres; quant à celui de la prairie du Bourget, il existe : c'est moins d'une construction que d'une réparation qu'il s'agit; l'on en sera bien dédommagé, parce que les fonds qui dépendent du canal actuel, sont devenus pour la plus grande partie nationaux. La République succédera aux droits des précédents propriétaires, et s'indemnifiera.

Citoyens, si la reconnaissance d'un peuple dont vous aurez triplé l'existence et la félicité, si l'aspect d'un sol que vous aurez créé, est la plus grande satisfaction d'un législateur, vous n'hésitez pas à mettre le comble à vos bienfaits en faveur du Mont-Blanc.

Un membre du comité de sûreté générale [BASIRE (1)] présente, dans un rapport circonstancié, le détail des événements qui se sont passés dans la ci-devant province de Bretagne, leur liaison avec les manœuvres contre-révolutionnaires pratiquées, soit dans l'intérieur de la République, soit à l'extérieur, et leur connexité avec les crimes du ci-devant Monsieur, frère de Louis Capet, le dernier des tyrans de la France : il cite les traits auxquels on reconnaît la malveillance et la complicité de l'ex-ministre des affaires étrangères Lebrun. Il expose d'un autre côté les traits de civisme et de dévouement qui honorent les citoyens qui se sont employés pour faire triompher la République et échouer les complots des méchants. Il propose et l'Assemblée décrète ce qui suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de sûreté générale,

« Décrète que toutes les pièces de l'affaire de Bretagne actuellement déposées, soit au greffe du tribunal révolutionnaire, soit au bureau des affaires étrangères, soit aux comités de sûreté générale et de la guerre, seront publiées par la voie de l'impression : que toutes les pièces seront jointes en original au procès de Lebrun; ex-ministre des affaires étrangères, que toutes les poursuites judiciaires exercées contre le citoyen Haligan-Morillon depuis le commencement de la révolution sont anéanties, et que le comité de sûreté générale fera choix d'un de ses membres, pour régler, de concert avec le ministre des affaires étrangères, l'indemnité à laquelle il a droit de prétendre pour les peines qu'il s'est données, les risques qu'il a courus, les pertes qu'il a essuyées dans sa fortune pendant qu'il servait la République et à raison des biens qu'il a mis sous la main de la nation. »

« Décrète en outre que les citoyens Cadern, lieutenant de la gendarmerie à Saint-Servan; Plenouel, juge de paix du même canton; Bel-

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.



lager, fils du commissaire national à Lamballe; les gardes nationales de Saint-Malo, de Rennes, de Saint-Servan, de Fougères, et toutes autres qui ont concouru par leurs efforts à la dispersion des brigands dans les départements de l'Ille-et-Vilaine et des Côtes, ont bien mérité de la Patrie.

« La Convention nationale décrète, de plus, que le rapport sera imprimé et distribué (1). »

*Suit le rapport de Basire :*

RAPPORT sur la conjuration de Bretagne, fait au nom du comité de sûreté générale, par Claude BASIRE, député de la Côte-d'Or; lu à la séance du treizième jour du premier mois, l'an second de la République [Imprimé par ordre de la Convention nationale (2)].

Citoyens,

Lorsque vous jetiez ici les fondements de la République, les royalistes préparaient, à l'Occident, des moyens de l'étouffer dans son berceau. Lorsque des hommes perfides, abusant de ce qu'il y a de plus sacré dans la nature, de la bonté du peuple, vous parlaient, dans cette enceinte, de modération et de paix, et que la masse des citoyens français semblait se complaire dans la trop flatteuse opinion que la révolution était terminée; l'aristocratie profitait de la confiance aveugle dans laquelle nous paraissions plongés, pour faire de cette même révolution l'époque la plus sanglante du genre humain.

Quelque insuffisante que fût alors notre police d'observation, que la funeste influence de Brissot et de sa faction sur le gouvernement avait presque anéantie, en la faisant reposer tout entière sur les ministres de l'intérieur et des affaires étrangères, l'on put néanmoins acquérir quelques lumières sur les projets des royalistes. Le temps les a depuis entièrement dévoilés, et le moment est venu de mettre au grand jour tout le secret de la contre-révolution.

J'en vais donner exactement le plan tel qu'il avait été conçu. Je dirai comment on est parvenu à le faire échouer dans son ensemble, et comment tous les troubles qui nous agitent en ce moment, n'en sont que de stériles émanations.

Des Sables-d'Olonne aux rochers du Calvados, l'aristocratie s'élevant tout à coup dans les départements placés à l'Orient de la ci-devant province de Bretagne, devait nous couper toute communication avec cette intéressante portion de notre territoire. Maîtresse de la Vendée, des Deux-Sèvres, de Mayenne-et-Loire, de la Mayenne, de l'Ille-et-Vilaine, de l'Eure, de l'Orne, de la Manche et du Calvados, elle se flattait de toucher à la mer par deux points importants, le Poitou et la côte depuis Saint-Malo jusqu'à Honfleur.

La Bretagne, isolée du reste de la République et travaillée dans tous les sens par les agitateurs les plus habiles, n'eût pas manqué de se joindre aux rebelles. Bientôt les ennemis de liberté se trouvant en possession d'une aussi belle contrée, établissaient la contre-révolution dans près de

15 de nos départements. Ils y formaient dès lors une puissance redoutable, levaient des armées, ouvraient nos ports à des légions d'émigrés, et s'avançaient avec elles sur Paris, par le Sud-Ouest, tandis que les Prussiens et les Autrichiens y marchaient par le Nord-Est; que les Espagnols et les Italiens nous attaquaient avec fureur, les uns au Midi, les autres à l'Orient; que Lyon, dont il est actuellement très connu que les approvisionnements se faisaient depuis plus d'un an, Marseille, Toulon et Bordeaux, où l'on avait des intelligences, arboraient la cocarde blanche, et que les malveillants de tous les cantons s'agitaient, chacun à leur manière, pour briser tous nos moyens de correspondance, et pour rompre toutes les mesures du gouvernement.

Les patriotes, ainsi pressés de toutes parts et partout entravés dans leurs moyens de défense, n'avaient plus d'autres ressources que le courage invincible du désespoir. Ils se voyaient obligés d'enfanter de nouveaux prodiges pour écraser tant d'ennemis, et cette crise effroyable, dont la liberté eût encore triomphé, anéantissait évidemment plus de la moitié de la génération présente.

Nous y avons échappé : tous ces plans désastreux ont échoué dans leur ensemble. Leurs machinateurs exécérables n'ont pu susciter que des désordres partiels, que l'on ne saurait trop déplorer. Le corps politique est, à la vérité, couvert de plaies profondes, mais son cœur est intact, et sa robuste constitution l'aura bientôt mis hors de danger.

Les rebelles qui ont pris imprudemment les armes dans la Vendée, les Deux-Sèvres, Mayenne-et-Loire, comptaient essentiellement sur une pareille levée de boucliers, qui devait s'opérer au même instant dans la Mayenne, l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord, l'Eure, l'Orne, la Manche et le Calvados. Mais ces départements, sur lesquels la police avait depuis longtemps les yeux ouverts, ont été suffisamment contenus, les contre-révolutionnaires y ont été déjoués; leurs chefs, saisis par les émissaires du gouvernement, ont été traduits à Paris, où le tribunal révolutionnaire en a fait justice : et les folles espérances des royalistes de la Vendée, qui pensaient faire partie d'une ligue extrêmement redoutable, se sont tout à coup évanouies. Réduits à leurs propres forces, ils regrettent beaucoup d'avoir indiscrètement entamé une lutte aussi inégale avec la République; mais trop avancés pour reculer, ils se battent en désespérés, qu'il serait très dangereux encore de mépriser, quoique leurs plans soient rompus, et dont il faudra bien détruire jusqu'au dernier.

La communication avec la Bretagne ne vous est point coupée, puisque vous y correspondez par l'Ille-et-Vilaine; et dès lors cette belle province qu'ils ne peuvent mettre entre deux feux, leur échappe, malgré les intelligences qu'ils y avaient établies. Les Anglais, et surtout les émigrés qui s'étaient rendus en grand nombre dans les îles de Jersey et de Guernesey, se trouvent dans l'impuissance de faire la descente qu'ils avaient projetée sur nos côtes occidentales, puisque nous demeurons maîtres de ces parages. Les Prussiens et les Autrichiens qui devaient s'avancer par le Nord-Est sur Paris, lorsque les rebelles s'y seraient portés par le Sud-Ouest, et dont les armées sont toutes équipées à la légère pour les pointes et les apparitions subites, après avoir longtemps attendu, dans une pendieuse inaction, leurs amis de

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 72.

(2) Bibliothèque nationale, 21 pages in-8°. Le n° 491.

l'Occident, s'épuisent inutilement aujourd'hui avec leur cavalerie et leur artillerie de campagne, dans notre triple rang de forteresses septentrionales. L'Espagnol frémit derrière les Pyrénées, les Piémontais font à l'Orient de vaines tentatives et l'armée des Alpes qui comprime tous leurs efforts suffit encore, avec le secours des départements voisins, à la réduction de la ville de Lyon, dont nous tenons déjà les principaux faubourgs. Marseille est à nous : Toulon ne tardera pas à se rendre. Les patriotes de Bordeaux ont chassé leurs perfides administrateurs. Les malveillants de tous les cantons sont frappés d'un effroi qui les paralyse : ils sont réduits à se cacher, pour se soustraire aux mesures de sûreté générale que vous avez décrétées : et cependant l'hiver qui s'approche annonce à tous les ennemis de la liberté que cette campagne est encore perdue pour eux.

Ainsi l'inaction dans laquelle on a su maintenir l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord et la Manche, sur lesquelles l'aristocratie avait fondé ses plus chères espérances, et qui devaient faire une diversion essentielle pour tout le système de guerre établi par les puissances étrangères : cette inaction seule a sauvé la patrie des dangers les plus pressants qu'elle ait encore eus depuis la révolution.

Armand-Tuffin la Rouerie, né gentilhomme breton, personnage véritablement extraordinaire, qui joignait à des passions fortes, un esprit souple, au machiavélisme de l'aristocratie, le talent des négociations, et à l'intrepidité du soldat, les vues d'un grand général, était le principal artisan de cette étonnante conjuration. Après en avoir conçu le plan dans son ensemble, son vaste génie en embrassait jusqu'aux moindres détails, il en préparait l'exécution avec une habileté réellement incomparable. Calonne lui en témoignait souvent sa satisfaction en termes énergiques, et dans une lettre datée de Schonbrunn, le 4 octobre 1791, il le chargeait déjà d'indiquer, lui-même, les lieux de débarquement pour les émigrés et les troupes étrangères (1). Cette conduite de la Rouerie lui valut toute la confiance des Bourbons émigrés dont il reçut dans le mois de mars 1792, la commission de chef de l'association contre-révolutionnaire de l'Occident, avec 39 brevets en blanc, pour les officiers qu'il jugerait à propos d'employer sous lui, à la grande levée que l'on préparait dans cette malheureuse contrée.

Cette commission et les brevets, dont les originaux se trouvent actuellement déposés au greffe du tribunal révolutionnaire, sont signés Louis-Stanislas-Xavier, et Charles-Philippe, con-

tesignés Courvoisier, et revêtus du sceau du plus âgé des deux frères.

La commission est ainsi conçue :

« Les princes, frères du roi, considérant que le bien de la province de Bretagne et le service de Sa Majesté, exigent que le chef de l'association bretonne ait en même temps le pouvoir nécessaire pour diriger les mouvements des troupes de ligne, des maréchaussées et autres militaires et gens armés dans cette province; Leurs Altesses Royales ont conféré et confèrent, au marquis de la Rouerie, colonel au service de France depuis le 10 mai 1779 et ancien officier général au service des États-Unis de l'Amérique, la commission et le pouvoir de donner en leurs noms les ordres que les circonstances lui paraîtront exiger, tant aux troupes de ligne qu'aux maréchaussées et autres militaires quelconques, et gens armés dans cette province. Ordonnant à tous les sujets fidèles qui y sont demeurés, de quelque état et condition qu'ils puissent être, de le reconnaître comme muni desdits pouvoirs, et d'obéir aux ordres qu'il leur donnera en cette qualité, soit avant, soit pendant le cours de la contre-révolution : le tout sous le bon plaisir du roi, et jusqu'à ce que les princes, frères de Sa Majesté, jugent à propos de révoquer et d'annuler la présente commission. Leurs Altesses Royales, persuadées de la nécessité de ramener au même but et de faire concourir, avec un accord salutaire, les efforts de tous ceux qui seront employés dans la bonne cause; voulant d'ailleurs écarter et même détruire les soupçons, jalousies et inquiétudes que l'arrivée des troupes étrangères en Bretagne paraît y inspirer, désirent et jugent à propos que, dans le cas de l'arrivée de ces troupes ou de toutes autres, leurs chefs entrent en relation avec celui de l'association bretonne, pour que ces chefs se conduisent en tous points, de concert avec lui, relativement au bien des affaires du roi, au rétablissement de son pouvoir légitime et à la conservation des propriétés. *Autorisent leurs Altesses Royales, M. le marquis de la Rouerie, en qui elles ont une juste confiance, joindre, autant que faire se pourra, à l'association bretonne, les parties limitrophes des autres provinces, lesquelles seront sujettes aux mêmes réglemens et travaux et participeront aux mêmes avantages, à l'exception de ceux qui ne seraient relatifs qu'à la constitution particulière de la Bretagne.*

« Au surplus les princes voyant avec satisfaction les principes d'après lesquels s'est formée ladite association, et convaincus des bons effets qui doivent en résulter, recommandant au marquis de la Rouerie de faire connaître de leur part, à ses compatriotes, que les services qu'ils pourront rendre au roi et à l'Etat, en demeurant dans leurs provinces et en se réunissant à cette coalition de zèle et de fidélité, leur paraissent plus importants que ceux qu'ils pourraient rendre au dehors : *Et qu'en conséquence, quel qu'honorables que soient les motifs, qui dans les premiers moments ont déterminé plusieurs d'entre eux à venir se ranger sous les ordres de Leurs Altesses Royales, elles désirent que le nombre n'en soit pas augmenté, et que les gentilshommes ou autres qui, par des raisons également honorables, n'ont pas abandonné leurs foyers, évitent de prendre le parti de l'émigration.*

« En foi de quoi, nous avons signé la présente et y avons fait apposer le cachet de nos armes. Fait à Coblenz, le 2 mars 1792. *Signé, etc. »*

(1) La Rouerie était, avant la révolution, un frondeur très original de l'ancien régime et des vieilles étiquettes de la cour. Epris des charmes de la Beauménil, comédienne, il lui proposa de l'épouser. Cette femme ne voulut pas se prêter à une fantaisie qui devait le perdre dans l'esprit de ses parents. La Rouerie qui ne regardait pas l'amour comme un jeu de société et qui s'était passionné très sérieusement pour cette actrice, désespéré des obstacles qu'elle s'obstinait à mettre à ses vœux, quitta les gardes du corps où il était fort avancé en grade et va s'enfermer à la Trappe, dont on n'a pu le tirer que six mois après.

Il dit souvent que la révolution était dans ses principes, mais qu'elle n'était pas dans son cœur, et que lorsqu'il l'aurait abattu, il irait jouir de la liberté dans les États-Unis.



Jaloux de remplir les funestes destinées que lui présageait cette criminelle commission, et comptant figurer à son tour parmi les fléaux de l'humanité, la Rouerie redouble d'activité. Bientôt des comités de rébellion sont établis à Saint-Malo, à Dol, à Rennes, dans toutes les villes désignées par l'association, sous le nom de *villes d'évêché*, à Fougères et dans plusieurs autres lieux plus ou moins importants des divers départements que l'on voulait soulever.

L'on y fait le recensement de tous ceux qui ont perdu au nouvel ordre de choses; des hommes habiles sont chargés de stimuler leur mécontentement et de les disposer à la révolte. L'on a bientôt connu les faux patriotes et l'on s'en assure. Tous les moyens de troubler l'esprit des bons citoyens, de les égarer ou de les diviser, sont adroitement mis en œuvre : l'on parvient à placer des agents de la contre-révolution dans les corps administratifs et municipaux, dans les tribunaux, dans la police de sûreté, à la tête de la force armée, dans les établissements publics de tout genre, et surtout dans les douanes, la garde des ports, les forts et les arsenaux.

Mille écrits sur les intentions des frères du ci-devant roi circulent parmi les associés : tous font l'éloge de la modération de ces prétendues Altesces, présentent avec art les vues qu'elles se proposent, et sont de nature à fomentier dans le parti ce fanatisme qui doit lui imprimer un courage factice, dont on a besoin pour les coups de main.

Les plans civils et militaires de l'association sont arrêtés dans les divers comités, envoyés au conseil des ci-devant princes, qui les approuvent, avec les changements proposés par Calonne, qui s'y constitue le rapporteur de tous les objets relatifs aux rebelles de l'Occident. Des instructions rédigées par le comité de Saint-Malo, indiquent à chacun l'allure qu'il doit prendre avec les patriotes de bonne foi, pour se maintenir en paix dans les mouvements et les orages d'une révolution que l'on traite d'éphémère.

Ces écrits distribués sous le nom des ci-devant princes, ces plans d'association, ces instructions du comité de Saint-Malo, sont tous déposés au greffe du tribunal révolutionnaire. Il est impossible de les analyser, et de se refuser à les connaître. Ils appartiennent à l'histoire, et la Convention doit en ordonner l'impression.

On y verra qu'en donnant seulement une année de son revenu, on obtenait un sauf-conduit pour sa personne et ses propriétés dans tout le cours de la guerre; que l'on était dès lors autorisé à se joindre en apparence aux meilleurs citoyens, et à faire les motions même les plus incendiaires; que l'on pouvait s'affubler hardiment du manteau de la popularité, pour pénétrer les secrets des patriotes, ou les pousser à de fausses démarches, et servir plus utilement la cause de l'association. L'on y remarquera une invitation faite aux associés en termes bien pittoresques et bien énergiques, *de se marier avec les autorités constituées*, et l'observateur judicieux y trouvera peut-être le secret de beaucoup d'énigmes.

L'on sera surtout frappé de l'analogie qui règne entre les moyens adoptés par les associés pour asseoir leur conjuration, et la doctrine de la misérable secte que vous avez pulvérisée dans la journée du 2 juin. Qui ne voit pas combien elle favorisait la correspondance des aristocrates, en étouffant le zèle des sociétés populaires, en comprimant tous les ressorts du pa-

triotisme, et en secouant des pavots sur un peuple qui devait avoir les yeux plus ouverts que jamais ! Il n'est personne qui ne sente bien qu'en révolution, nos lois ordinaires concernant la police de sûreté, sont nécessairement insuffisantes pour empêcher les ennemis de la liberté de se communiquer leurs pensées, de convenir entre eux du jour où chacun devra se rendre tout armé, tout équipé, dans tel lieu, pour y faire partie de tel corps, commandé par un tel, et de se lever, tout à coup, comme dans la Vendée, de manière à prendre les patriotes au dépourvu, et à consommer, sans résistance, leurs projets liberticides. Dans l'état de guerre où nous sommes avec l'aristocratie du dedans, il n'est que trop vrai que ce sont presque toujours des mesures hors de la loi, et quelquefois même contre la lettre de la loi qui sauvent la patrie. Ce sont souvent des actes irréguliers, provoqués par l'inquiétude publique, auxquels on n'a pas pu s'attendre et qu'on n'a pas su prévoir qui déconcertent les trames les mieux ourdies, et vous l'avez parfaitement senti ces jours passés, en donnant une extrême latitude à votre police de sûreté, pendant le peu de temps qui doit s'écouler encore jusqu'au terme de la révolution.

Aussi les départements de l'association étaient-ils ceux où l'on prêchait davantage ce dévouement hypocrite à la loi, si fort recommandé par Brissot; où l'on préconisait plus universellement les ridicules vertus de M. Roland; où Gorsas avait le plus grand nombre de sous-crypteurs; où l'on persécutait avec plus d'acharnement les commissaires du pouvoir exécutif, et où l'on parlait avec plus d'amertume de la montagne, des sociétés patriotiques, de la commune de Paris et des plus intrépides défenseurs des droits du peuple.

La foule obscure des associés lira sans doute elle-même avec étonnement, dans ce recueil intéressant, comment on la trompait par des plans ostensibles, où l'on paraissait vouloir ménager sa vie, tandis que les chefs recevaient des ci-devant princes des instructions secrètes, pour la porter adroitement à des opérations très périlleuses. Elle bénira la main qui a su combler le précipice où elle allait imprudemment s'engloutir avec ignominie : elle reconnaîtra combien nous avons été sages pour elle. Puisse cette vérité lui imprimer l'horreur de la tyrannie et le besoin de venger ses propres injures, en servant la cause de la liberté !

Voyons maintenant comment l'on est parvenu à explorer et à détruire cette vaste conjuration.

Dans le courant du mois de septembre de l'année dernière, époque à laquelle le peuple était debout, et commençait à gouverner par des magistrats de son choix, Danton, ministre de la justice, présente au conseil exécutif un jeune homme, ami de la Rouerie et membre de l'un des comités de l'association. Ce jeune homme en développe exactement tous les plans, et fait offre de ses services, pour les entraver ou les anéantir.

Le roi de Prusse était alors dans les plaines de la Champagne; la levée de boucliers était à la veille de s'opérer dans les départements de l'Occident; et la descente de nos côtes par les émigrés réunis dans les îles de Jersey et Guernesey, devait avoir lieu au plus tard pour le 10 octobre.

Il n'y avait pas de temps à perdre pour dissoudre cette ligue formidable; mais les administrations des lieux étaient suspectes, l'esprit pu-

blic y était très mauvais et l'association fort clairvoyante. Il fallait mettre dans cette opération autant de prudence que d'activité; l'on ne pouvait pas y employer indistinctement les magistrats et les gardes nationales. Le conseil exécutif se décide à y envoyer un commissaire revêtu de pouvoirs illimités, qui lui seraient conférés par le comité de sûreté générale, et maître de requérir à son gré les officiers civils et la force armée, pour s'en faire assister hors de leur arrondissement, s'il le jugeait indispensable au succès de sa mission.

Laligant-Morillon, l'un des hommes dont les travaux, comme militaire et comme observateur citoyen, ont le plus concouru à déjouer les manœuvres de l'aristocratie dans le cours de la révolution, et sur lequel on a dû se taire jusqu'à présent, par cela seul qu'il pouvait toujours nous être utile, venait de livrer à la justice tous les chefs d'une pareille association sur 80 lieues de pays dans les départements connus autrefois sous le nom du Dauphiné, de la Provence et du Languedoc, depuis Grenoble jusqu'à Nîmes. Il avait montré dans cette grande affaire, où près de 1,500 personnages, plus ou moins influents, ont payé de leurs têtes leur criminalité audace, une fermeté inébranlable, une discrétion à toute épreuve, un discernement supérieur à toutes les ruses de l'aristocratie; et l'on a peine à concevoir comment il existe encore, après les blessures qu'il y a reçues et les dangers extrêmes qu'il y a courus.

Le comité de sûreté générale et le conseil exécutif ne pouvaient mieux déferer cette nouvelle mission. Il se rend, avec un homme de son choix, dans le département de l'Ille-et-Vilaine, muni de tous les titres dont il avait besoin pour se faire reconnaître dans l'occasion; et celui qui avait donné l'éveil sur tout ce qui se préparait, est aussitôt renvoyé avec un sauf-conduit au milieu des conjurés, pour y continuer ses observations et lui faire passer tous les avertissements nécessaires; mais à leur arrivée, ils trouvent l'association consternée par la nouvelle de la retraite du roi de Prusse. Les insulaires de Jersey et de Guernesey, très mécontents des rassemblements d'émigrés qui s'étaient faits au milieu d'eux, en avaient crié si haut, que le gouvernement anglais venait de mettre un embargo sur les deux fies. Ces revers avaient jeté tout le parti dans l'abattement. La Rouerie seul n'avait rien perdu de sa fierté: cet infatigable conspirateur courait de châteaux en châteaux, de comités en comités pour réveiller toutes les espérances; il se reposait rarement. Toujours errant dans les forêts et sur les montagnes, armé de toutes pièces, il ne tenait jamais les sentiers battus; passait souvent la nuit dans des grottes inaccessibles pour tout autre, au pied d'un chêne ou dans un ravin. Tous les gîtes lui étaient bons, et il ne s'arrêtait jamais deux fois de suite au même endroit. La difficulté de se saisir de cet homme, aussi prudent qu'intrépide, que depuis longtemps le brave Cadenne, lieutenant de la gendarmerie, suivait partout sans pouvoir l'atteindre, et le défaut de ces preuves matérielles, que l'aristocratie savait si bien exiger quand elle était surprise et que des magistrats abusés ou perfides s'obstinaient à regarder comme nécessaires, surtout dans les départements influencés par l'association, rendaient la position de nos émissaires fort embarrassante.

L'explorateur de la conjuration pénétrait,

d'ailleurs, chaque jour plus avant dans la confiance des associés; il s'agissait même alors de le députer auprès des ci-devant princes avec un membre du conseil de guerre séant à la Fosse-Hinguant, pour se concerter, avec eux, sur les moyens de rétablir promptement l'harmonie dans les mouvements respectifs des rebelles et des armées étrangères. Cela pouvait conduire à des découvertes importantes. L'on sentit la nécessité de suspendre, et il partit pour Coblenz.

C'est dans le mois de janvier que notre véritable protégée revint du pays de l'émigration, apportant la nouvelle que tous les plans étaient repris pour le mois de mars de cette année; qu'à cette époque, la descente sur nos côtes occidentales, et la levée de boucliers dans les départements de la ligue, devaient se faire simultanément avec l'invasion de notre territoire par les puissances belligérantes, au Nord-Est, au Midi et à l'Orient. Il tenait de Calonne que l'aristocratie pouvait compter sur un parti considérable dans l'intérieur de nos cités, les plus importantes par leur population, leurs richesses ou leur situation, et que le gouvernement anglais avait eu la bassesse de faire fabriquer, lui-même, pour 200 millions de faux assignats dans les valeurs de *trois cents*, de *deux cents*, et de *cinq livres*, afin d'acheter des partisans, et dans l'intention de renverser notre crédit.

Entre autres anecdotes de quelque intérêt pour l'histoire, il dit avoir vu, dans la maison du vieux Broglie, le trop fameux Favras, dont le jugement et le supplice ne furent qu'une comédie. Cette assertion de la part d'un homme qui a malheureusement fourni trop de preuves de ce qu'il avait avancé d'ailleurs, soutenue par plusieurs autres témoins également sérieux, étant d'un certain poids; l'on me pardonnera sans doute d'en insérer ici les détails tels qu'il les a donnés à cause de leur liaison avec des événements qui ont influé sur notre destinée: Le ci-devant Monsieur, qui devait périr sur un échafaud dans cette affaire que l'on connaît peut-être bien un jour, tremblait que Favras ne parlât. Il lui fit promettre de le sauver, s'il voulait garder le silence. Un docteur anglais en indiqua les moyens, et on s'empressa de les lui faire connaître dans sa prison. Sous prétexte de rendre son supplice plus apparent, et réellement pour que le peuple ne pût s'apercevoir de la supercherie, l'on donna à sa potence une hauteur prodigieuse, et, par des courroies qui prenaient depuis la plante de ses pieds jusqu'à son col, où elles étaient attachées à un collier de fer coloré, on parvint à lui épargner jusqu'à la moindre douleur, en lui conservant la vie. Cette opération, que l'on trouva encore mille raisons de retarder jusqu'à l'entrée de la nuit, se fit à la lueur trompeuse des flambeaux. Sa famille se hâta de l'enlever et il disparut (1).

L'observateur apportait avec lui le manifeste des ci-devant princes et plusieurs pièces intéressantes qui font partie de celles dont nous avons parlé plus haut. Son rapport était revêtu de tout ce qui peut inspirer la confiance, et Morillon qui, pendant son absence, s'était procuré beaucoup d'éclaircissements sur la situation des départements de l'Ille-et-Vilaine, des

(1) Ce qui ajoute à la confiance que m'inspire cette assertion, c'est l'évasion de l'homme qui avait été chargé de faire l'exécution.



Côtes-du-Nord et de la Manche, venait encore à l'appui de ses découvertes.

Il était possible de porter la Rouerie à appeler le ci-devant comte d'Artois pour se mettre à la tête des émigrés dans la descente projetée, tandis que nous aurions pris des mesures pour nous assurer de sa personne, de celle de Calonne, et de plusieurs autres qui l'auraient infailliblement accompagné. On n'en était point éloigné dans le parti, et l'observateur se faisait fort de l'y déterminer. Si cette affaire eût été bien conduite, le succès n'en était pas douteux; mais le conseil exécutif y trouva des dangers, et le ministre des affaires étrangères, Lebrun, qui en eût été personnellement responsable, ne se sentit pas le courage de le tenter. Après une mûre délibération, l'on convint de se borner à l'arrestation des chefs contre lesquels on avait acquis assez de preuves, et l'observateur retourne au milieu des conjurés, pour indiquer leurs noms, le lieu de leur demeure, le moment de les saisir, et les dépôts de leurs papiers. Il fallait cependant compter sur une explosion très considérable de la fureur des associés, à l'époque de ce coup d'Etat. Morillon demande 7,000 hommes : avant de partir, il en règle le mouvement, de concert avec le ministre des affaires étrangères et le ministre de la guerre; et, plein de confiance dans les arrangements qui venaient d'être pris, il se rend dans le département de l'Ille-et-Vilaine, à portée de recevoir de son correspondant tous les renseignements nécessaires, et de remplir avec exactitude les intentions du conseil.

Tout était encore changé sur les lieux : la nouvelle du supplice du roi nous a valu peut-être là le gain d'une bataille.

L'impétueux la Rouerie, dont la raison avait jusqu'alors suffisamment guidé les passions fougueuses, n'avait plus été le maître de se contenir. Il venait d'expirer dans des accès de rage.

Les chefs de l'association, désespérés de la perte d'un homme dont le caractère et les talents étaient si nécessaires au parti, gardaient le plus profond silence sur cet événement, pour ne pas décourager les princes et les associés.

Pendant sa maladie, qui a duré très peu d'instants, et qu'on a tenue fort secrète, ils avaient eu la précaution de lui faire signer beaucoup d'ordres en blanc, dans la vue d'éloigner plus longtemps toute idée de sa mort; et son corps avait été mystérieusement enfoui dans un bois voisin du château de la Guyomarais à une lieue de Lamballe.

Au milieu de toutes les craintes qui les agitaient pendant quelque temps, et dans la fluctuation de toutes leurs pensées après cette catastrophe, ils avaient brûlé la liste des souscripteurs. Tous les papiers de La Rouerie, transportés par eux chez le père Desilles à la Fosse-Hingant, furent enterrés dans un bocal de verre, en attendant Malsaigne, sur lequel on commençait à jeter les yeux pour remplacer cet homme extraordinaire.

L'observateur fait passer tous ces détails à Morillon. Il n'y avait point à balancer, l'association voulait cacher la mort de La Rouerie, jusqu'à l'arrivée de Malsaigne; Morillon devait la publier avant cette époque, en le faisant exhumer avec éclat. C'était le moment de s'emparer de la personne des chefs, et de saisir tous leurs papiers; mais il prévoyait les dernières convulsions du parti, et il était sans forces : les 7,000 hommes destinés à cette opération ne

paraissaient point. Beurnonville, que l'on avait porté au ministère de la guerre, n'exécutait pas les engagements pris par son prédécesseur; et Lebrun, auquel Morillon écrivait toujours dans les termes les plus pressants, laissait toutes ses lettres sans réponse. Abandonné à lui-même et calculant tous les maux que l'indifférence du ministère allait nous causer, si Malsaigne se montrait avant qu'il n'eût frappé de grands coups, il se décide avec le seul secours de quelques bons citoyens qu'il avait su distinguer, tels que Cadennec, lieutenant de la gendarmerie, Bellanger fils du commissaire national et plusieurs volontaires des communes de Saint-Malo et de Saint-Servan, à braver la rage des conjurés. Certain que la publicité suffit pour anéantir une conspiration, et que s'il expose sa vie et celle de ses amis dans les premiers moments d'un combat inégal, ce ne sera pas du moins sans fruit pour la chose publique, il veut réaliser la fable de Samson qui renverse les colonnes du temple des Philistins, au risque d'y périr avec eux; et dans cette ferme résolution, il se porte à la Guyomarais et à la Fosse-Hingant. Là, s'environnant d'un grand nombre de témoins, et assisté de Renoul, juge de paix du canton de Saint-Servan, qui a toutes les vertus d'un magistrat et le courage d'un soldat, il appelle hardiment le public à ses opérations. L'association interdite par cette action d'éclat, et à qui tant d'audace donne lieu de penser que Morillon a des forces, n'ose pas encore le troubler : il profite de cet étonnement pour faire proclamer partout la mort de La Rouerie, et les circonstances qui l'ont accompagnée, en instruisant tous les citoyens des forfaits que cet homme méditait, de l'existence d'une conjuration dont les projets sont connus, dont les moyens sont détruits, et dont les chefs seront punis. Il provoque subitement l'indignation et le courage des patriotes et s'en sert pour transférer dans la ville de Rennes, malgré l'agitation des mécontents dont les mouvements étaient mal concertés, les papiers qu'il avait saisis à la Fosse-Hingant, et 26 personnes qu'il avait fait arrêter pour les livrer aux tribunaux.

Cette précipitation de Morillon était si nécessaire que le bruit de ses opérations, qui l'avait précédé à Rennes, y avait déjà jeté le trouble. Les associés l'attendaient à son passage par cette ville, où ils avaient un comité; ils s'y portaient en foule, les routes en étaient couvertes; ils avaient formé dans tous les environs de nombreux rassemblements, qui menaçaient de s'en emparer; et il ne s'y est pas plus tôt rendu, que l'Administration du département de l'Ille-et-Vilaine, qui ne voyait de ressources que dans ses talents militaires et son courage, le requiert de se mettre à la tête du peu de forces dont elle pouvait disposer pour conjurer cet orage. Il se porte partout en nombre inférieur aux rebelles, et partout il est vainqueur, jusqu'à ce qu'enfin, dégagé par l'arrivée du général Beyer qui prend le commandement, et dès lors uniquement occupé du transport de ses prisonniers, il parvient, à travers mille obstacles, à les traduire à Paris et à les livrer au tribunal révolutionnaire.

Le département de l'Ille-et-Vilaine est resté pendant longtemps encore en proie à toutes les fureurs du parti. Lors du passage de Sevestre et de Billaud-Varenne, vos commissaires, Fougères se trouvait investi par des milliers de rebelles : presque toutes les villes ou bourgs de quelque importance étaient dans une position

non moins terrible; mais l'énergie de leurs gardes nationales était aussi à la hauteur de tous les dangers. 150 patriotes ont souvent dispersé 1,500 royalistes. La cause de la liberté n'avait pas là beaucoup de défenseurs, mais c'étaient autant de héros : et les brigands, qui s'étaient vus forcés de se lever plus tôt qu'ils ne comptaient, dont presque tous les chefs avaient pris honteusement la fuite depuis que la conspiration était connue, et dont les mouvements étaient, en conséquence, très mal combinés, ont enfin succombé.

Sevestre et Billaud-Varenne, après avoir suspendu les administrateurs suspects, encouragé le zèle des bons citoyens, qui sentent aujourd'hui la nécessité de veiller à ce qui se passe autour d'eux, ranimé partout l'esprit public, et pris des mesures de force très rassurantes, sont rentrés dans votre sein, et vous ont fait un rapport tranquilisant sur l'état actuel de ces contrées.

C'est cette paix dont jouissent présentement les départements de l'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord et de la Manche, qui fait seule échouer dans son ensemble tout le système de guerre établi pour cette campagne, par les ennemis de la liberté, de concert avec les puissances étrangères, et dont nous avons donné plus haut le tableau trop véridique. Il faut craindre cependant qu'elle ne soit que précaire. Tous les efforts du gouvernement doivent tendre à la maintenir; mais l'on frémit quand on pense à la conduite qu'il a tenue jusqu'à présent dans toute cette affaire, sur laquelle il avait acquis de très bonne heure des renseignements si complets, et que les résultats que nous en avons obtenus, ne sont dus qu'au dévouement héroïque de l'un de ses émissaires qu'il a si criminellement abandonné. Il a bien des torts à réparer dans ces malheureuses contrées! Je ne parle pas des dangers que nous y avons courus : des républicains ne les comptent point; mais le sang qui a coulé, celui que nous versons encore par la coupable indifférence du ministre des Affaires étrangères, retombe évidemment tout entier sur la tête de Lebrun. Cet homme a de grands comptes à rendre à ses concitoyens : la guerre de la Vendée même dépose contre lui.

Très certainement elle n'aurait jamais existé s'il eût voulu sentir la nécessité des mesures que Morillon lui proposait dès l'origine, si même les 7,000 hommes qui avaient été promis se fussent rendus à leur destination, à temps utile (1); s'il eût porté, comme il le devait, le conseil exécutif à s'emparer de Jersey, dont la conquête était facile, et qu'il savait bien être le principal entrepôt des hommes et des choses pour ce vaste complot; s'il y eût du moins fait saisir, comme on lui en offrait les moyens, la planche des faux assignats qui servait d'aliment à nos ennemis.

Plus j'examine cette affaire dont Lebrun s'était réservé toute la correspondance, sous le prétexte qu'elle devait être secrète, et parce qu'il s'était chargé d'en faire les fonds, et plus je vois que cet homme a tout fait pour savoir, et rien pour empêcher.

Si je m'abandonne encore à mes tristes réflexions sur tout ce qui s'est passé, je me

demande souvent pourquoi le conseil exécutif n'a été informé de cette conjuration que dans le mois de septembre de l'année dernière, lorsqu'il est vrai qu'elle existe depuis 1790, et qu'on ne pouvait l'ignorer; pourquoi l'on a fourni tant de renseignements sur les choses et si peu sur les personnes? comment il se fait qu'on ait si exactement dirigé les pas de Morillon vers la sépulture de La Rouerie et vers le bocal enfoui dans les jardins de la Fosse-Hingant, et qu'on lui ait donné si peu de lumières sur les membres qui composaient les comités de Saint-Malo, de Dôl, de Rennes, de Fougères, et les autres chefs de la conspiration, qui se sont probablement sauvés dans la Vendée? par quelle fatalité l'on n'a pu livrer à la justice dans ce grand procès que 26 prévenus, dont le tribunal révolutionnaire n'a frappé que 12 personnes, parmi lesquelles l'on compte plusieurs femmes, et si peu de gens de quelque considération dans le parti?

Le temps lèvera peut-être un jour le voile qui couvre encore une partie de cette affaire, et je le charge du soin de donner lui-même le supplément à mon rapport.

Vous avez déjà voulu faire justice de Lebrun, en le décrétant d'accusation. Il a senti qu'il ne pouvait échapper à la conscience des jurés, puisqu'il s'est évadé; mais la liberté outragée ne peut rester longtemps sans vengeance. Je ne doute point que l'œil des bons citoyens ne découvre la retraite dans laquelle il est allé s'enfermer, et je me borne, quant à présent, pour ce qui le concerne, à demander la jonction des pièces de la conjuration de Bretagne à son procès.

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

**Basire.** Je viens entretenir la Convention de la conspiration de la ci-devant province de Bretagne. Je commence par prévenir que tout ce que je vais dire est appuyé de preuves matérielles, déposées au greffe du tribunal révolutionnaire, au comité de sûreté générale, et dans les bureaux du ministre des Affaires étrangères. L'aristocratie, profitant de la confiance aveugle de la nation dans les membres des autorités constituées, s'était formé un parti puissant dans les départements composant la ci-devant Bretagne. J'ai vu dans ce plan de contre-révolution que tous les troubles qui ont agité la République n'en sont que des émanations. Tout le pays depuis les Sables-d'Olonne, jusqu'au rocher du Calvados, était en proie à l'aristocratie. Les patriotes pressés de toutes parts n'avaient de ressources que dans leur courage; mais heureusement tous les plans ont échoué, et les machinateurs n'ont pu exciter que des mouvements partiels. La surveillance de la police a suffi pour découvrir les chefs et les livrer au tribunal révolutionnaire. Nous avons conservé avec la ci-devant Bretagne la communication qu'on voulait nous couper. Les Anglais et les émigrés, que les îles de Jersey et de Guernesey devaient

(1) C'était à lui comme rapporteur de l'affaire de Bretagne au Conseil, à requérir leur départ.

(1) *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1181, col. 1). Bien que le compte rendu du *Moniteur* ne soit qu'un résumé du rapport de Basire, nous avons cru devoir l'insérer en entier parce qu'il contient certains détails qui ne figurent pas dans le document de la Bibliothèque nationale.



vomir sur nos côtes, n'ont pu exécuter leur projet; les Prussiens et les Autrichiens qui devaient se porter sur Paris, après avoir longtemps attendu inutilement, ont consumé leurs forces sans rien faire. De tous côtés les armes de la République triomphent, et cette campagne est encore perdue pour eux. Les ci-devant gentilshommes Bretons étaient les principaux artisans de cette conspiration.

Il paraît que La Rouerie, leur chef, avait toute la confiance des Bourbons, comme il est prouvé par une commission dont les originaux se trouvent consignés au greffe du tribunal révolutionnaire : cette commission est signée Stanislas Xavier et Charles Philippe. Par cette commission, les princes frères du ci-devant roi, donnent au marquis de La Rouerie le pouvoir de requérir tous les officiers de maréchaussée et autres qui se trouvent dans la Bretagne, ordonnent à tous sujets d'obéir à ces réquisitions, le tout sous le bon plaisir du roi...

Les princes observent à La Rouerie que les services que les citoyens qui leur sont dévoués leur rendront au dedans, sont plus importants que ceux qu'ils leur rendraient au dehors; qu'ainsi, quel que soit le désir de ceux qui voudraient se rendre auprès d'eux, il vaut mieux qu'ils restent dans leurs foyers.

La Rouerie et ses agents emploient alors tous les moyens pour faire réussir leurs projets; ils irritent les mécontents, ceux qui ont fait des pertes dans la Révolution; ils vont même jusqu'à placer des agents dans les corps administratifs, dans les ports et arsenaux. Mille écrits sont répandus, dans lesquels on justifie les intentions des frères du roi, et où l'on fait l'éloge de la justice de ces prétendues altesses. Tous les plans sont discutés dans des comités...

D'après les renseignements qui nous ont été donnés par l'observateur que le gouvernement a chargé de suivre les traces de cette conspiration, on sera frappé de l'analogie des moyens employés par ces conspirateurs, avec la doctrine de la secte que vous avez pulvérisée dans les journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin. Il n'est personne qui ne sente que les lois ordinaires sont souvent insuffisantes. Dans l'état de guerre où nous sommes avec les aristocrates, il n'y a que les mesures extraordinaires qui puissent sauver la patrie et faire échouer tous les complots. Aussi les départements où se couvrait cette conjuration étaient-ils ceux où l'on prêchait un dévouement hypocrite à la loi, où Gorsas avait le plus de souscripteurs, où l'on parlait avec amertume de la Montagne et des sociétés populaires.

Au mois de septembre de l'année dernière, à l'époque où Danton fut nommé ministre de la justice, le conseil exécutif envoya un émissaire qui, par sa grande intelligence, venait de livrer au glaive de la justice plus de 80 conspirateurs dans la ci-devant province du Languedoc. Il se rend dans la Bretagne, accompagné d'un homme de son choix. A leur arrivée, ils trouvent l'association consternée. La Rouerie seul conservait toujours son grand caractère. Il courait çà et là pour ranimer les esprits abattus; il passait les nuits dans les bois, au pied d'un chêne ou dans des grottes, de manière qu'il était impossible de le saisir. L'explorateur de la conjuration s'insinue peu à peu dans les mystères, enfin il parvient à se faire donner une commission pour Coblenz. Là, il apprit que la conspiration devait avoir son effet au mois de mars. Il tenait de

Calonne que l'aristocratie avait beaucoup de partisans dans les grandes villes. Il dit avoir vu dans la maison du vieux Broglie le trop fameux Favras, dont le supplice ici ne fut qu'une comédie. Le ci-devant marquis de Favras, qui devait périr sur l'échafaud, respire encore. Et voici comment il a échappé au supplice. Sous prétexte de rendre le supplice plus apparent, on donna à la potence une hauteur extraordinaire, on lui mit au cou un collier de fer, attaché à ses pieds avec des bandes de cuir, de manière que la corde ne le serrât point. Aussi vit-on ses parents le saisir avec empressement et l'emporter. Il était possible de saisir Calonne en l'amenant en France, si cette affaire eût été bien conduite; mais le ministre Lebrun ne se sentit pas le courage de faire réussir ce projet.

Notre commissaire revient dans le département de l'Ille-et-Vilaine, La Rouerie venait d'expirer; sa mort jetait le découragement dans l'association; et pour la tenir longtemps cachée, son corps fut enfoui mystérieusement dans un bois... Morillon croyant qu'il était temps de s'assurer des conspirateurs, publie la mort de La Rouerie, et achève de déconcerter l'association; secondé par le citoyen Renoux, juge de paix, et par le citoyen Cadet, il se saisit des chefs, et les fit traduire à Paris, où 26 ont été jugés par le tribunal révolutionnaire. Mais pour cela, il a fallu livrer plusieurs combats, et le sang qui a coulé alors, retombe évidemment sur la tête du ministre Lebrun, contre lequel la guerre de la Vendée dépose également. Plus j'examine cette affaire, et plus cet homme me paraît avoir tout fait en faveur de la conjuration, et rien pour la déjouer. Car, comment se fait-il que sur un si grand nombre de conjurés, on n'en ait pu saisir que 26? D'après ces considérations, je demande la jonction des pièces relatives à la conjuration de Bretagne, à la procédure de Lebrun. Quant à Morillon, je propose qu'il soit indemnisé des peines qu'il s'est données; pour ceux qui l'ont aidé, je demande que vous déclariez qu'ils ont bien mérité de la patrie. *(On applaudit.)*

Dupont. Je demande qu'on ajoute au procès de Lebrun, les pièces qui sont déposées au comité de la guerre.

*(Suit le texte du décret que nous avons inséré ci-dessus.)*

Le comité de surveillance des charrois et habillements des armées expose que les régisseurs sollicitent, pour l'acquit de leurs devoirs et le bien du service, une décision qui les mette à même d'exécuter la loi du *maximum* sur le prix des marchandises, et cependant, de satisfaire à l'impatience des fournisseurs sur la réception de ce qui leur est dû. Il propose et l'Assemblée décrète ce qui suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de surveillance des vivres, habillements et charrois militaires, décrète ce qui suit (1) :

(1) La minute du décret est de la main de Piorry et signée de lui.

Art. 1<sup>er</sup>.

« Jusqu'à ce que le *maximum* fixé par la loi du 29 septembre dernier ait été déterminé, l'administration des habillements des troupes demeure autorisée à payer provisoirement aux petits fournisseurs, et notamment aux artisans peu fortunés, la moitié du prix convenu pour les marchandises qu'ils peuvent avoir fournies ou fourniront journellement dans les magasins de la République depuis la date dudit décret.

## Art. 2.

« Sur toutes les autres questions proposées par lesdits administrateurs dans leur pétition du 3 de ce mois, la Convention nationale passe à l'ordre du jour, motivé sur les dispositions des articles 12 et 13 dudit décret (1). »

On reprend la suite de la discussion sur le Code civil. Plusieurs articles relatifs aux rapports en matière de successions sont décrétés, tels qu'ils sont recueillis par le rapporteur, pour être présentés lors de la lecture définitive (2).

Le comité de Salut public rend compte des motifs qui lui font croire utile d'envoyer des représentants du peuple, soit dans l'intérieur, soit dans quelques ports. Il propose l'adjonction de quelques membres aux comités des finances et de la guerre; il présente ses vues sur le parti à tirer des vaisseaux marchands et de leurs équipages, sur les mesures à prendre pour assurer l'approvisionnement des bois de construction et régler le flottage des rivières.

Ces observations donnent lieu à 9 décrets qui sont adoptés dans les termes suivants.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public [BARÈRE, rapporteur (4)],

« Décrète que les citoyens Prieur (de la Marne) et Jean-Bon-Saint-André se rendront sur-le-champ à Brest, pour y prendre, relativement à la marine de la République, toutes les mesures qu'ils croiront nécessaires.

« Ils sont investis, tant à l'égard de la marine qu'à l'égard des autorités constituées des divers départements qu'ils parcourront, des mêmes pouvoirs qu'ont les représentants du peuple près les armées (5). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public [BARÈRE, rapporteur (6)],

« Décrète que les citoyens Prieur (de la Côte-d'Or) et Hentz se rendront sur-le-champ à l'armée de l'Ouest pour y prendre des connaissances

positives sur l'état de situation de cette armée, et pour concerter avec le général en chef toutes les mesures nécessaires pour terminer promptement la guerre contre la Vendée (1). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le comité de Salut public [BARÈRE, rapporteur (2)], décrète que le citoyen Letourneur (de la Sarthe) (3) se rendra sur-le-champ dans le département de l'Orne, pour y prendre toutes les mesures de salut public. Il est investi des mêmes pouvoirs que les représentants du peuple près les armées (4). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le comité de Salut public (5), décrète que les citoyens Talat (6) et Delmas sont adjoints au comité militaire (7). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le comité de Salut public (8), décrète que les citoyens Guimberteau, Monmayou, Monnot, Dyzez, Dubarran et Gillet sont adjoints au comité des finances (9). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, [BARÈRE, rapporteur (10)], décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Les bâtiments marchands sont mis en réquisition dans tous les ports de l'Océan.

## Art. 2.

« Ceux que le ministre de la marine aura fait choisir seront estimés, et leur état sera constaté par experts. Ils seront employés, à titre d'affrètement, au service de la République.

## Art. 3.

« Il sera payé par an, pour le prix du fret, 10 000 du montant de l'estimation qui aura été faite.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 75.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(3) Le nom de Laloi avait d'abord été porté. Celui de Lebourneur (de la Sarthe) a été ajouté au crayon.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 75.

(5) Bien que la minute en forme ait été rédigée et signée par Ramel, ce n'est qu'une simple mise au point de la proposition de Barère libellée de la façon suivante, en tête de la minute de Ramel :

« Taleau (sic) et Delmas sont adjoints au comité militaire. »

(6) Talot.

(7) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 75.

(8) La minute est de Ramel. Mais, comme pour le précédent décret, ce n'est qu'une mise au point matérielle, car à la suite de la liste des noms suivants : Guimberteau, Mailhe (ce nom était rayé), Monmayou, Monnot, Dèzes, Dubarran, Johannot (ce nom était rayé), Gillet (ce dernier nom avait été ajouté au crayon), Barère avait écrit ce qui suit :

A ajouter au Comité des finances. Plusieurs ont donné leur démission; quelques-uns sont absents. Le passage souligné a été rayé par Ramel.

(9) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 75.

(10) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 73.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 74.

(3) *Ibid.*

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 75.

(6) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.



## Art. 4.

« Les bâtiments seront armés aux frais de la République, qui les rendra dans le même état dans lequel ils auront été pris pour son service (1). »

*Suit le texte du rapport de Barère, d'après le Moniteur universel (2) :*

Barère au nom du comité de Salut public. Les bâtiments du commerce sont réduits, pendant la guerre, à une inaction ruineuse pour les propriétaires. Il est une mesure qui doit concilier l'intérêt des armateurs particuliers avec les besoins de la République. Elle consiste à mettre en réquisition, pour être employés à titre d'affrètement au service de la République, tous les navires français.

Une nouvelle forme d'affrètement écartera tous les inconvénients, toutes les difficultés et toutes les réclamations que produirait l'ancienne.

Les bâtiments seront estimés, et leur état sera constaté par experts, avant d'être employés. La République sera chargée de les armer, et de les rendre dans le même état où ils auront été pris pour son service; elle paiera le fret à raison de 10 0/0 par an, de la valeur fixée par l'estimation..

La République aura ainsi pour son service des bâtiments qu'elle pourra mettre en mer, avec beaucoup moins de frais que précédemment. Comme elle a seule à sa disposition les hommes et les objets d'armement, elle fera sans concurrence, et par conséquent avec plus d'économie, les travaux relatifs à son service.

Les ouvriers et matelots ne trouvant plus d'emploi que dans la marine nationale, chercheront à y servir, et n'appliqueront plus leur industrie à se soustraire aux recherches des officiers des classes.

D'un autre côté, les armateurs devront s'estimer trop heureux de voir entretenir aux frais de la République des bâtiments qui pourraient dans les ports, et feraient, sans aucun produit, une grande dépense de manœuvre, d'amarre et de gardiennage.

D'ailleurs, n'avez-vous pas une grande mesure révolutionnaire à exécuter avant longtemps? N'avez-vous pas ces fiers et mercantiles insulaires à aller visiter et à républicaniser aussitôt que nos moyens seront rassemblés.

Pensez toujours à Carthage; Londres l'a remplacé. Voici le projet de décret.

*Suit le texte du projet de décret que nous insérons ci-dessus.)*

« La Convention nationale, après avoir entendu le comité de Salut public [BARÈRE, rapporteur (3)], décrète ce qui suit :

« Sont compris dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 septembre dernier, le bois de chêne pour

construction; le bois d'orme, le buis, le gayac, le hêtre et le merrain (1). »

## COMPTE RENDU

du Journal des Débats et des Décrets (2) :

Barère propose de comprendre les bois de construction dans la loi du maximum.

Osselin demande que la nomenclature des objets de première nécessité soit supprimée et que la loi comprenne généralement tous les objets de commerce.

Bentable observe que ce serait y comprendre des objets frivoles tels que la gaze et les dentelles. Il demande la question préalable.

La proposition d'Osselin est rejetée, et celle de Barère adoptée.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public [BARÈRE, rapporteur (3)], décrète que le ministre de la marine est autorisé à faire faire des visites dans les bois de tous les citoyens, sans exception, à y faire marquer les bois qui seront jugés propres au service de la marine, de quelque espèce qu'ils soient, et à les faire exploiter dans les temps convenables, à mesure des besoins de la République (4). »

## COMPTE RENDU

du Journal des Débats et Décrets (5) :

Le même rapporteur Barère observe que les malheurs de Toulon ont accru les besoins de la marine. Il propose à la Convention d'autoriser le ministre à faire marquer dans les bois des particuliers les arbres propres à la construction.

Cette autorisation est décrétée.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public [BARÈRE, rapporteur (6)], décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Les corps administratifs et municipaux sont autorisés à mettre en réquisition et à taxer, s'il est

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 76.

(2) Journal des Débats et des Décrets (octobre 1793, n° 381, p. 46). D'autre part, le *Mercure universel* (samedi 3 octobre 1793, p. 75, col. 2), rend compte de la proposition de Barère dans les termes suivants :

« BARÈRE propose d'ajouter dans l'article premier de la loi du 29 septembre dernier, sur la fixation du maximum les bois de marine et chênes de construction.

« OSSELIN demande la suppression de la nomenclature des arbres, et que la loi soit portée d'une manière générale, ainsi que celle sur les denrées et marchandises.

« Le projet de Barère est adopté. »

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 76.

(5) Journal des Débats et des Décrets (octobre 1793, n° 381, p. 47).

(6) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 76.

(2) *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1181, col. 2).

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

besoin, les floteurs et autres ouvriers employés à la fabrication et conduire des trains de bois de construction et autres destinés pour le service de la marine.

### Art. 2.

« Les floteurs et ouvriers seront tenus de former les trains de bois, à mesure que les bois leur sont apportés sur les bords des rivières pour les conduire le plus promptement à leur destination.

### Art. 3.

« Les autorités constituées les plus voisines des lieux où se trouveront les bois, seront tenues d'accélérer la fourniture et la conduite de ces trains, et de veiller à ce qu'ils n'éprouvent aucun retard (1).

Le même comité [BARÈRE, rapporteur (2)], donne connaissance à l'Assemblée des nouvelles qu'il a reçues de l'armée de la Vendée, de celle des Pyrénées-Orientales et de celles de la Moselle, de Lyon et de Toulon.

Les troupes de la République se disposent d'un côté à attaquer Mortagne, et à enlever cet asile aux brigands. Dans le midi elles n'ont pas eu tout le succès qu'elles espéraient d'obtenir en attaquant le grand camp des Espagnols; mais elles leur ont tué un général, et elles n'en espèrent pas moins de les chasser bientôt du territoire de la République. Au Nord, elles sont en présence des Autrichiens et des Prussiens; elles les voient de l'autre côté de la rivière de..... avec la ferme résolution de les repousser s'ils tentent le passage, et de les chasser au loin s'ils attendent l'attaque. A Lyon, elles ont investi la ville, pris les redoutes et enlevé des pièces de canon. A Toulon, elles sont toujours sur la position la plus favorable pour tirer le meilleur parti des secours qui leur arrivent journellement (3).

*Suit la teneur des diverses lettres donnant des nouvelles des armées.*

### I

*Les représentants du peuple près l'armée des côtes de Brest et de Mayence, à leurs collègues composant le comité de Salut public (4).*

« Nantes, 29 septembre 1793, l'an II de la République.

« Citoyens nos collègues,

« Notre armée a repris Montaigu et Clisson; elle occupe maintenant une assez belle position près de Montaigu, mais il y a apparence qu'elle ne l'occupera pas longtemps. Tout ce

qui compose l'armée, généraux, soldats, sont décidés à exterminer cette horde infâme de brigands, ou à mourir; l'armée va donc marcher sur Mortagne; le moment décisif est arrivé, et pour peu que les colonnes de l'armée des côtes de la Rochelle nous secondent, nous osons compter sur la victoire.

« Des rassemblements se forment sur nos derrières, à Bluin, à Vitré, à Château-Gontier, ces deux derniers lieux sont loin de nous, nous y avons envoyé un officier intrépide et expérimenté pour rassembler les bons citoyens, nous prenons de nouvelles mesures pour lui procurer des forces. Environnés comme nous le sommes de fanatiques et d'aristocrates, notre position est bien pénible; mais le courage ne nous abandonnera pas, la patrie peut compter sur nous.

« Vous avez su que la frégate l'*Hermione* s'est perdue sur le *Four*, écueil situé devant le Croisic. Nous avons demandé des renseignements sur la conduite du pilote, qui nous paraît très suspect; cet écueil est connu de tout le monde, et il paraît inconcevable qu'il y soit tombé dans un temps calme.

« Ce qui peut diminuer un peu cette perte, c'est la certitude que l'équipage est sauvé. Le commissaire de la marine à Nantes nous assure qu'on a sauvé également tout ce qui était dans la frégate, canons, munitions, etc., encore que la perte se réduira à celle du vaisseau.

« Salut et fraternité.

« Signé : RUELLE, GILLET, PHILIPPEAUX. »

### II

*Lettre des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales (1).*

« De Perpignan, le 23 septembre 1793, l'an II de la République.

« Citoyens nos collègues,

« Les armes de la République viennent d'essuyer un petit échec dans le midi. Le 22 de ce mois, le grand camp des Espagnols a été attaqué par les troupes cantonnées auprès de Perpignan; le succès que nous avions lieu d'attendre de cette entreprise, peut-être trop retardée, n'a pas répondu à nos espérances. La confusion des manœuvres a fait manquer l'opération. Nous avons perdu environ 500 hommes; les Espagnols ont essuyé une très grande perte. Le lieutenant général commandant la cavalerie est du nombre des morts. Grâce au courage et au sang-froid de notre collègue Fabre, la retraite s'est opérée dans le meilleur ordre.

« Ce qu'il est bien douloureux pour nous de vous apprendre, c'est qu'une section du bataillon ci-devant Vermandois a poussé l'impudeur, jusqu'à faire entendre lors de sa lâche reddition, les cris de : *Vive le roi*.

« Nous espérons vous annoncer dans peu de plus heureuses nouvelles, et soyez assurés

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 77.

(2) D'après les journaux de l'époque.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 77.

(4) Archives du ministère de la Guerre, armée des côtes de Brest, carton 5/13, liasse 1. — *Moniteur universel* (n° 278 du samedi 5 octobre 1793, p. 1178, col. 1).

(1) Archives du ministère de la Guerre, armées des Pyrénées-Orientales. — *Moniteur universel* (n° 278 du samedi 5 octobre 1793, p. 1178, col. 1).



qu'avant l'hiver les satellites du tyran espagnol ne souillèrent plus le sol de la liberté.

« Signé : BONNET, CASSANYÈS, FABRE et GASTON. »

### III

*Lettre des représentants du peuple près l'armée de la Moselle, datée de Sarrebruck, le 30 septembre 1793, au comité de Salut public (1).*

« Le 27 de ce mois, nous reçûmes à Metz la nouvelle que le poste de Bliescastel était retiré sur Sarreguemines parce que celui qui était en liaison avec l'avant-garde de l'armée avait été forcé et qu'alors il était exposé à être tourné. Le général Schauenbourg nous marquait, en même temps, qu'il allait faire ses dispositions pour le reprendre le lendemain en le faisant attaquer sur plusieurs points.

« Nous partîmes aussitôt de Metz pour nous rendre à l'armée; nous reçûmes en route, au milieu de la nuit, un courrier qui nous annonçait que le camp d'Hornbach s'était replié sur Bitche lorsque le général Moreau qui le commandait avait su celui de Bliescastel retiré.

« Arrivés à l'armée, le général Schauenbourg convoqua chez nous un conseil des généraux pour combiner les dispositions afin de reprendre tous nos postes; on délibéra en notre présence et il fut arrêté d'attaquer dès le lendemain 29, à la pointe du jour, les ennemis à Bliescastel, en faisant marcher trois colonnes, et que la division des Vosges, commandée par le général Moreau, devait en même temps reprendre sa position d'Hornbach. L'ordre fut expédié à ce général à Bitche, ainsi qu'au général Lequoy, remplaçant le général Prily, qui commandait à Bliescastel, et tout devait marcher de concert. Le général en chef avait ordonné qu'aussitôt que la canonnade serait commencée, on sonnerait le tocsin dans toutes les communes des environs de Sarreguemines, pour exciter les habitants à seconder l'armée et à exterminer les Prussiens.

« Le 29 à 4 heures du matin, comme nous nous mettions en marche pour l'expédition, une lettre de Moreau à Schauenbourg nous apprit que les troupes qui avaient bivouaqué depuis plusieurs jours, étaient exténuées et que la cavalerie de sa division n'ayant pas eu d'avoine depuis trois ou quatre jours, il ne pourrait exécuter sa marche sur Hornbach, de sorte que l'expédition sur Bliescastel n'eut pas lieu, pouvant compromettre la droite du corps d'armée, non soutenue dans sa marche par la division des Vosges.

« Peu d'heures après; des fusillades et quelques coups de canon se font entendre aux postes avancés de l'avant-garde, à Saint-Imbert; c'était l'armée prussienne qui l'attaquait en

force. L'avant-garde se retira en bon ordre devant Saarbruck où elle est; l'ennemi canonna toute la journée, tout le lendemain et tire encore au moment où nous vous écrivons, d'une rive de la Sarre à l'autre, sans nous faire aucun mal. Cette rivière seule sépare les deux armées qui sont en présence. Les ennemis ont voulu approcher du canon pour tenter un passage de la rivière à une lieue de Saarbruck du côté de Sarreguemines; ils ont été aussitôt démontés d'une pièce par notre artillerie. Ils paraissent vouloir nous déloger de Sarrebruck à quelque prix que ce soit, et nous sommes également déterminés à le défendre jusqu'à la dernière extrémité, par les dispositions que les généraux ont prises hier dans un conseil militaire, tenu en notre présence, dans lequel on délibéra sur ce qui pouvait résulter de la position de l'armée de la Moselle qui, considérablement diminuée de forces par celles qu'elles a fournies à l'armée du Nord, doit défendre un front de 26 lieues. Dans cet état de choses, on a pensé, et les généraux ont arrêté à l'unanimité que l'armée, dissiminée en ce moment en plusieurs corps et divisions, devait fixer le point de réunion à Saarbruck et garder la rive gauche de la Sarre, depuis Sarreguemines jusqu'à Sierk au-dessous de Sarrelouis.

« Par ce nouveau dispositif, la position de l'armée de la Moselle n'est changée que sur sa droite; elle couvrira comme dans les positions avancées, la frontière de la ci-devant Lorraine; un corps détaché à Rohrbach, entre Bitche et Sarreguemines couvrira la trouée de Phalsbourg. Bitche n'étant qu'à 3 lieues de Rohrbach, les ennemis ne pouvaient se hasarder entre ces deux points auxquels ils prêteraient leurs flancs et s'exposeraient à être coupés par derrière.

« Il paraît, d'après les émissaires, et même d'après les marches que les ennemis ont osées, qu'ils ont porté des renforts considérables dans tous leurs camps sur le front de l'armée de la Moselle. »

### IV

*Legendre (de la Nièvre),  
aux membres du comité de Salut public.*

« De La Charité, le 30 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible (1).

« Citoyens collègues,

« La Convention accuse souvent ses commissaires dans les départements, de ne pas lui rendre compte de leurs opérations, ou d'être négligents dans l'exécution des mesures révolutionnaires qu'elle a mises à leur disposition.

« Vous me devez la justice, d'instruire la Convention que je vous ai envoyé les détails des opérations que j'ai commencées en vertu de la double commission dont je suis chargé.

« Arrivé dans les départements de l'intérieur, je n'ai pas perdu un seul instant, soit pour faire exécuter la loi du 23 août relative à la levée de la première classe, soit pour remplir le mandat

(1) Supplément au Bulletin de la Convention du 4 octobre 1793. — Archives du ministère de la guerre, armées du Rhin et de la Moselle, carton 2/22. — *Moniteur universel* (n° 278 du samedi 5 octobre 1793, p. 1178, col. 2). — Aulard : *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 50). Le texte du *Moniteur* et par suite celui de M. Aulard que reproduit le *Moniteur*, présente quelques légères variantes avec le texte du document du ministère de la Guerre.

(1) Archives nationales, carton AFII 128, plaquette 981, pièce 29.

du comité de Salut public relativement à la fabrication des armes à feu.

« J'ai fait essayer des maquettes et des lames de canons de fusils, l'essai a réussi, et le premier canon fait va vous être porté par le citoyen Le Clerc, employé à la manufacture de Paris; je continue les mêmes essais et je vais assurer la fabrication de 300,000 lames au lieu de 200,000 dont je vous avais parlé dans ma dernière.

« J'ai établi trois salpêtrières qui fourniront plus d'un million de salpêtre, si je peux parvenir à leur donner toute l'activité dont elles sont susceptibles.

« Je vais faire fabriquer 100,000 essieux pour le service de l'artillerie, sur les modèles qui m'ont été envoyés.

« J'ai pris des mesures pour mettre en activité la manufacture du Mont-Cenis et de Moulins, et j'ai fait tout ce que je devais et pouvais faire pour assurer les ressources que la marine peut trouver dans ces départements.

« Quant à la levée de la première classe, elle serait déjà faite, si les subsistances ne m'eussent pas contrarié dans l'accélération de ces mesures; mais je n'ai pas cru qu'il fût prudent d'assembler des hommes là où il n'y avait pas de quoi les nourrir; j'ai voulu éviter de mettre le feu dans l'intérieur de la République, en précipitant des mesures qui ne sont bonnes que lorsqu'elles peuvent être exécutées avec sagesse et avec prudence.

« J'ai voulu voir de près l'effet qu'avait produit la levée en masse du département du Puy-de-Dôme; je me suis assuré par moi-même de l'état et des dispositions de l'armée du peuple, et j'ai vérifié avec notre collègue Moignet tous les avant-postes de Saint-Just, de Sainte-Fayet et de Saint-Geniez, où nous avons couru quelques risques.

« J'ai établi la correspondance de ces armées dans les départements de l'intérieur et j'ai tout préparé pour qu'en cas de besoin 25 ou 30,000 hommes fussent requis en quarante-huit heures et marchassent de suite, si les circonstances l'exigeaient.

« L'esprit public. — Je cherche à savoir à quel degré il est, à quel degré on peut le porter. — Les contre-révolutionnaires, je les fais surveiller et je purgerai les corps constitués de tous les membres qui les infestent, lorsque je serai suffisamment instruit et lorsque je me serai assuré des remplaçants.

« Je reçois à l'instant du quartier général de Craponne près Saint-Just, une lettre qui m'annonce que les Muscadins ont été repoussés jusque dans leurs retranchements; que 2,000 hommes se sont portés sur les hauteurs de Saint-Just avec 8 pièces de canon, et que deux redoutes ont été emportées de vive force. On me fait espérer que la première lettre sera datée de Lyon (1).

« Je vous salue fraternellement, et je vous prie de ne pas manquer de faire part de ma lettre à la Convention.

« Signé : LEGENDRE (de la Nièvre). »

(1) Le *Supplément au Bulletin de la Convention* du 4 octobre 1793 et le *Moniteur universel* (n° 278 du samedi 5 octobre 1793, p. 1178, col. 2) se bornent à reproduire ce seul paragraphe de la lettre de Legendre.

## V

*Extrait d'une lettre de Dubois-Crancé,  
datée du 29 septembre 1793 (1).*

« Les Lyonnais attaqués sur quatre points à la fois ce matin à 5 heures ont été repoussés partout : leurs redoutes sont emportées. Nous sommes à Perrache, aux Broteaux et sur Sainte-Foix; l'horizon est en ce moment chargé de flammes et de fumée.

« Tous les Broteaux sont incendiés, Perrache commence à brûler; il fait un grand vent. *Vive la République!*

« Signé : DUBOIS-CRANCÉ.

« N. B. On apprend à l'instant que les troupes de la République ont pris 10 pièces de canon sur les rebelles. »

## VI

NOUVELLES DE L'ARMÉE CAMPÉE SOUS TOULON.

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

**Barère.** Les nouvelles que nous recevons de Toulon, nous apprennent que l'armée est au

(1) *Supplément au Bulletin de la Convention* du 4 octobre 1793. — Aulard : *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 127). — *Moniteur universel* (n° 278 du samedi 5 octobre 1793, p. 1178, col. 2).

(2) *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1181, col. 3). — D'autre part le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 381, p. 48), le *Mercur universel* (samedi 5 octobre 1793, p. 76, col. 1), le *Journal de Perlet* (n° 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 38) et les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 278 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1265, col. 1) rendent compte des nouvelles parvenues de Toulon dans les termes suivants :

## I.

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

Les nouvelles de Toulon confirment que les troupes de la République occupent, près cette ville, une excellente position. On n'attend que des renforts pour anéantir l'escadre anglaise.

BARÈRE annonce que le comité de Salut public, persuadé que Lyon est actuellement en la puissance des troupes de la République, a ordonné le transport immédiat devant Toulon des pièces d'artillerie et des munitions qui deviennent inutiles dans Lyon.

## II.

COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

BARÈRE. Nous apprenons dans ce moment que les troupes de la République ont enlevé 8 canons aux rebelles de Lyon. Comme nous pensons que Lyon est en ce moment en notre pouvoir, nous y avons envoyé un courrier extraordinaire pour ordonner aux commissaires qui y sont de porter à Toulon tous les canons et toutes les forces qui sont devant Lyon.

BARÈRE lit ensuite une lettre datée d'Ollioules. Elle annonce que nous chauffons de près la flotte anglaise et que tout va bien.



camp d'Ollioules dans une bonne position. On dispose tout pour détruire entièrement la flotte anglaise. Comme le comité présume que Lyon est dans ce moment au pouvoir de la République, il a expédié un courrier extraordinaire pour faire parvenir au camp d'Ollioules les munitions qui ne seront plus nécessaires à cette armée.

Des commissaires de la section de Montreuil, admis à la barre, annoncent à l'Assemblée que leurs concitoyens sont dans l'intention de procéder dimanche prochain à l'inauguration des bustes de Marat et Lepelletier; ils l'invitent à y envoyer des députés.

Le Président répond que les représentants du peuple applaudissent à ce qui a été résolu de faire en l'honneur des martyrs de la liberté.

Les commissaires sont admis à la séance, et la Convention nationale décrète que 12 de ses membres assisteront à la cérémonie civique à laquelle ils sont invités (1).

*Suit un extrait du registre des délibérations de l'Assemblée générale de la section de Montreuil (2) :*

#### Section de Montreuil.

Ce 29 septembre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

*Extrait du registre des délibérations de l'Assemblée générale.*

« L'assemblée nomme pour annoncer à la Convention nationale que dimanche prochain, à midi, se fera au sein de l'assemblée générale, l'inauguration (des bustes) des martyrs de la patrie Le Pelletier et Marat.

« Les citoyens Quéniard, Tissot, Toury, Pierrette, Jamby, Chauvin père et major.

« *Signé :* BERNARD, président; FOURRIER, secrétaire. »

### III.

#### COMPTE RENDU du Journal de Perlet.

Les représentants du peuple devant Toulon écrivent d'Ollioules que la position de notre armée est bonne et qu'avec les secours qu'ils attendent, nous serons bientôt maîtres de l'escadre.

BARÈRE. Votre comité de Salut public, espérant que Lyon doit être rendu à la République, a envoyé des courriers extraordinaires pour diriger contre Toulon les forces et munitions disponibles qui sont de ce côté, dès qu'elles ne seront plus nécessaires.

### IV.

#### COMPTE RENDU des Annales patriotiques et littéraires.

Les dépêches de l'armée devant Toulon sont du 29. Elles portent que l'armée est toujours dans sa position avantageuse, et que du moment que les renforts nombreux, qui s'acheminent de toutes parts sur cette ville, seront arrivés, l'escadre anglaise sera brûlée.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 78.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 707.

*Suit le texte de l'invitation (1) :*

#### Section de Montreuil.

« Citoyens Législateurs,

« Nous n'abuserons pas de vos précieux moments par des phrases, les républicains du faubourg Saint-Antoine ne savent pas en faire, ils ne connaissent que combattre et honorer les vertus civiques. Ils ne vous rappelleront pas les combats sanglants des martyrs de la liberté, et surtout de Lepelletier et Marat, qui ont péri en soutenant avec chaleur les intérêts du peuple. Leurs travaux sont gravés en caractères ineffaçables dans vos cœurs comme dans les nôtres. Pénétrée de reconnaissance envers ces deux grands hommes, l'assemblée générale de la section de la rue de Montreuil nous a députés vers vous, citoyens, pour vous faire part que dimanche prochain, 6 du courant, elle célébrera l'inauguration des bustes de ces deux législateurs, dans le lieu de ses séances, et vous inviter s'il était possible à nommer une députation pour honorer cette fête civique. Le rassemblement du cortège se fera place de la Liberté, vis-à-vis de la place de la Bastille, à midi.

« *Signé :* QUENIARD, membre de la commune; JAMBY; TISSOT; CHAUVIN, juge de paix. »

Un membre du comité de Salut public [BILLAUD-VARENNE (2)] expose, à la Convention qu'on s'y est occupé de l'examen des causes qui entravent quelquefois ou qui ralentissent la marche du gouvernement : on a cru les trouver dans la lenteur avec laquelle les lois étaient publiées, dans la négligence avec laquelle encore on en surveillait l'exécution en plus d'une circonstance. On a pensé que le remède le plus efficace était de prendre des précautions certaines pour s'assurer de la réception des décrets, et de prononcer des peines contre ceux qui y contreviendraient. Il présente ensuite le travail fait sur la fixation du nombre des représentants du peuple à laisser auprès des armées. Les projets de décrets présentés à ce sujet engagent plusieurs membres à demander la parole pour les discuter; on reconnaît que tous ces objets sont connexes entre eux, que cette circonstance doit les faire modifier dans quelques dispositions. Les membres du comité s'en aperçoivent et en conviennent eux-mêmes; et ces motifs engagent la Convention à le charger de les examiner de nouveau, pour les représenter dans leur ensemble, avec les changements que leur correspondance rendra nécessaires (3).

#### COMPTE RENDU du Moniteur universel (4).

Billaud-Varenne. Le comité de Salut public m'a chargé de vous présenter les décrets néces-

(1) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 707.

(2) D'après les divers journaux de l'époque.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 78.

(4) *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1181, col. 3 et n° 17 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, p. 70, col. 3). D'autre part l'*Auditeur*

saies pour donner enfin l'activité et la vie au gouvernement; il a pensé que les premiers moyens à employer étaient 1° de circonscrire les autorités constituées dans le cercle de leurs devoirs; 2° de rendre aux représentants du peuple envoyés dans les départements l'énergie nécessaire pour accélérer l'exécution des mesures qu'ils croiraient devoir prendre. Pour cela, la Convention se trouve dans une position plus favorable que lors de l'ouverture de la session; le peuple français a une Constitution; il veut qu'elle soit exécutée. Et ne vous le dissimulez pas, citoyens, si les ressorts du gouvernement sont entravés, les causes en sont dans l'ignorance de plusieurs autorités constituées sur ce qu'elles ont à faire, et dans la multiplicité des commissaires qui, se mettant à la place des autorités constituées, entravent leurs disposi-

tions. De leur côté, les autorités constituées se reposent quelquefois sur les commissaires du soin de leur devoir: ainsi tout est arrêté; tout va mal.

Plusieurs membres observent qu'il pourrait être dangereux dans des orages révolutionnaires de circonscrire les pouvoirs des citoyens chargés de sauver la patrie.

Albitte cite des circonstances dans lesquelles il a été obligé de violer des décrets pour arrêter la marche des Marseillais rebelles.

L'on renvoie le projet de décret à un nouvel examen du comité de Salut public.

**La séance est levée à quatre heures et demie (1).**

*Signé : CHARLIER, président; D.-V. RAMEL, LEJEUNE (de l'Indre), VOULLAND, PONS (de Verdun), JAGOT, LOUIS (du Bas-Rhin), secrétaires.*

**PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS AU PROCÈS-VERBAL, MAIS QUI SE RAPPORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAPPORTER À LA SÉANCE DU VENDREDI 4 OCTOBRE 1793.**

**I**

**LETTRE DE FOUCHÉ (DE NANTES).**

*Fouché, de Nantes, représentant du peuple près les départements du Centre et de l'Ouest, à la Convention nationale (2).*

« Moulins, 30 septembre 1793, l'an II de la République.

« Citoyens collègues,

« Il m'est bien démontré aujourd'hui que les départements de l'Allier et de la Nièvre étaient

*national (n° 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 3), le Journal de Perlet (n° 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 38), le Journal de la Montagne (n° 125 du samedi 5 octobre 1793, p. 900, col. 2) et le Journal des Débats et des Décrets (octobre 1793, n° 381, p. 47) rendent compte du rapport de Billaud-Varenne dans les termes suivants :*

**I.**

**COMPTE RENDU de l'Auditeur national.**

BILLAUD-VARENNE, organe du comité de Salut public, présente plusieurs projets de décret pour accélérer l'exécution des lois et donner une plus grande attention au gouvernement.

Le même rapporteur présente ensuite un autre projet de décret, tendant à restreindre le nombre, les pouvoirs et les fonctions des représentants du peuple auprès des armées et dans les départements de la République.

BENTABOLE a observé qu'on ignorait pas que les commissaires de la Convention avaient rendu les plus grands services et étaient dans le cas d'en rendre encore. Il a pensé que restreindre leurs pouvoirs était entraver leur marche pour le bien.

Après une légère discussion, l'Assemblée a ordonné l'ajournement de ces divers projets.

**II.**

**COMPTE RENDU du Journal de Perlet.**

BILLAUD-VARENNE. Il est temps d'organiser un gouvernement ferme, vigoureux, de faire cesser les usurpations des diverses autorités et de porter partout l'ordre et l'énergie. Le comité de Salut public vous présentera sous peu la partie organique de la Constitution. C'est là que le peuple trouvera une nouvelle garantie de ses droits et de son bonheur.

Il vous offrira aussi le Code des lois révolutionnaires commandées par les circonstances. Ce sera la foudre qui écrasera tous les intrigants et tous les ennemis de la chose publique.

BILLAUD présente ensuite une foule d'articles pour hâter l'envoi et l'exécution des lois. On remarque des peines justement sévères contre les fonctionnaires qui négligeront leurs devoirs. Nous reviendrons sur ce projet très important; il est ajourné jusqu'après l'impression.

BILLAUD présente encore un autre projet pour empêcher toute autorité constituée d'outrepasser ses pouvoirs, d'altérer en rien son organisation, de se réunir avec une autre pour délibérer, d'envoyer des députés ou des commissaires auprès de toute autre autorité que la Convention. Toutes les relations des différents corps constitués ne seraient que par écrit. Ceux qui contreviendraient à ces défenses seraient condamnés à de fortes amendes, ou même à plusieurs années de fer. Il serait aussi défendu à toute admi-

nistration de lever aucune somme, qu'en vertu d'un décret exprès.

Ce projet, un instant combattu, est aussi ajourné.

**III.**

**COMPTE RENDU du Journal de la Montagne :**

BILLAUD-VARENNE présente trois projets de décret, l'un pour accélérer la marche du gouvernement, l'envoi et l'exécution des lois; le second pour contenir les autorités diverses dans leurs sphères et le troisième sur la réduction du nombre des commissaires dans les armées et sur leurs pouvoirs.

Les décrets sont renvoyés au comité de Salut public pour être revus.

**IV.**

**COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets.**

Ce journal reproduit textuellement le Moniteur, puis ajoute :

BILLAUD-VARENNE fait lecture de ses projets.

La Convention en ordonne l'impression et l'ajournement au lendemain du jour de la distribution; puis le renvoi pur et simple au comité, pour une nouvelle rédaction.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 79.

(2) *Archives nationales*, carton A<sup>1</sup>n 169, plaquette 1387



destinés, par les ennemis de la République, à servir de repaires aux brigands de Lyon. Il était temps que la représentation nationale se montrât au peuple, sans l'intermédiaire des hommes perfides qui le gouvernaient. Ses malheurs étaient au comble, il ne pouvait obtenir des subsistances qu'avec peine, et à un prix excessif; et lorsqu'il croyait souffrir sous le régime de la liberté, il était, en effet sous l'oppression de la royauté.

« Des militaires, d'anciens avocats, des agents de la tyrannie de toutes les espèces retirés dans ces départements paisibles sous divers prétextes produisaient, à force d'or et d'assignats, la misère au milieu de l'abondance, le dénuement et l'oisiveté au sein même des ateliers. On a trouvé dans le lit d'un seul d'entre eux 25,200 livres en or. Vous ne pouvez plus vous étonner que le pays le plus riche en fer, qui devrait alimenter toutes nos armées ne peut pas même fournir des fusils à la garde nationale de Moulins.

« Il est instant de prendre des mesures efficaces; il faut que tous les fonctionnaires de la République choisissent entre l'accomplissement de tous leurs devoirs et l'échafaud. Vous approuverez, j'en suis sûr, les arrêtés énergiques que j'ai pris à leur égard; demain ils seront imprimés et vous pourrez les juger.

« Je dois vous dire que, déjà, ils ont produit d'heureux effets : le peuple a repris sa dignité, ses droits; en un moment il a renversé tous les systèmes de destruction que ses ennemis méditaient depuis longtemps dans le secret. En un seul jour, il a fait tomber à ses pieds les vestiges de son esclavage qui avaient échappé à son premier regard, toutes les enseignes de la superstition et de l'erreur, tout ce qui pouvait rappeler une ancienne domination.

« Les ennemis de la liberté ne sont plus dans la puissance de nuire; leur superflu seul est resté dans la société pour le soulagement de ceux qui souffrent de leurs crimes, les prêtres et leurs idoles sont rentrés dans leurs temples; l'œil du républicain n'est plus frappé que des signes touchants de la régénération, des attributs de la puissance et de l'immortalité du peuple. Des fêtes civiques, des spectacles où les vertus et le malheur sont honorés remplissent aujourd'hui le vide immense des jours perdus pour la République et que le fanatisme seul avait consacrés à son profit.

« Signé : FOUCHÉ. »

« P. S. Je vous envoie plusieurs procès-verbaux qui contiennent des arrêtés que j'ai pris à Nevers (1). »

pièce 19. — Aulard : *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 149). — Cette lettre n'est pas mentionnée au procès-verbal. Mais on en trouve un extrait dans le compte rendu de la séance du 4 octobre de l'*Auditeur national* (n° 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 2). On lit d'ailleurs en marge du document des *Archives* : « Renvoyé au comité de Salut public le 4 octobre 1793, l'an II de la République, lu 34, signé Joseph Lebon. »

(1) Il n'y avait joints à cette lettre que les procès-verbaux de la fête de l'inauguration du buste de Brutus et des séances publiques des autorités constituées de Nevers réunies le 22 septembre 1793 à l'occasion de cette fête qui eut lieu à Nevers, le même jour sous la présidence de Fouché. Cette lettre est mentionnée dans Sablier, *Journal du soir*, n° 876, p. 2.

## II

LETTRE DU REPRÉSENTANT DENTZEL,  
COMMISSAIRE A LANDAU (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

On lit une lettre de Dentzel, représentant du

(1) La lettre de Dentzel n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais on en trouve des extraits dans le compte rendu de la séance du 4 octobre des divers journaux de l'époque.

(2) *Moniteur universel* (n° 278 du samedi 5 octobre 1793, p. 1181, col. 1). D'autre part le *Mercur universel* (samedi 5 octobre 1793, p. 72, col. 2), le *Journal de Perlet* (n° 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 34) et l'*Auditeur national* (n° 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 2) rendent compte de la lettre de Dentzel dans les termes suivants :

### I.

COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

Dentzel, représentant dans le département de la Moselle, écrit que malgré l'intrigue et les ambitieux, on ne pourra jamais prouver qu'il ait malversé dans sa mission; que les citoyens de Landau ont juré de combattre jusqu'à la mort et de s'ensevelir sous les ruines de la place plutôt que de la rendre aux satellites des despotes.

Duroy. J'observe que Dentzel m'a toujours paru suspect, parce qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour se faire nommer commissaire à l'armée du Rhin. Il a été ensuite nommé à Landau sous prétexte d'organiser des districts nouvellement réunis, et j'ajoute que cette mission était nulle, puisque presque tout le Palatinat était au pouvoir de l'ennemi. Je demande que Dentzel soit rappelé.

Renvoyé au Comité de Salut public pour faire un prompt rapport.

### II.

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* :

Les représentants du peuple, qui sont à Landau, répondent sur leur tête de la sûreté de cette place.

### III.

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

La garnison de Landau, écrit Dentzel, représentant du peuple, brûlant du plus ardent patriotisme, a pris pour devise : *Constitution républicaine; Destruction entière des tyrans*. Elle a fait une sortie dans laquelle elle a tué six Prussiens sans perdre un seul homme. Cet avantage a élevé le courage de ces républicains. Ils se promettent des succès plus éclatants, et ils ne balanceraient pas à attaquer l'enfer même, si tel était le vœu de la Convention.

Les magasins sont bien approvisionnés. Les habitants de la campagne se sont empressés d'apporter dans la place des vins, des fourrages, etc... Dentzel termine en se plaignant d'avoir été calomnié par de faux patriotes. Il assure que la garnison a reconnu la fausseté de toutes les inculpations qui lui avaient été faites, et qu'elle lui a conservé sa confiance.

Cette lettre est renvoyée au comité de Salut public.

peuple à Landau, qui demande la destitution du général de brigade Delmas.

*Un membre.* Je crois qu'il faut faire sortir de Landau l'officier dont Dentzel se plaint, et Dentzel lui-même. On sait que Dentzel n'ayant pu se faire nommer commissaire près l'armée, est parvenu par ses intrigues à se faire nommer pour la ville de Landau.

Je demande le renvoi au comité de Salut public de la lettre de Dentzel, pour en faire son rapport séance tenante.

Cette proposition est décrétée.

*Nous avons découvert aux Archives du ministère de la guerre (armées de Rhin et Moselle), carton 2/22, liasse 2, une lettre du citoyen Coussières, officier au 22<sup>e</sup> régiment de cavalerie. Nous l'insérons parce qu'elle explique certains points restés obscurs de la lettre de Dentzel que nous reproduisons ci-dessous :*

LETTRE DU CITOYEN COUSSIÈRES, OFFICIER  
AU 22<sup>e</sup> RÉGIMENT DE CAVALERIE. •

« Landau, le 29 septembre 1793,  
l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen,

« C'est dans les revers qu'on reconnaît ses amis, et comme je suis convaincu de l'attachement que vous avez pour tout ce qui regarde la famille, je ne doute pas que vous n'employiez les moyens propres et les plus prompts à mettre la paix dans une garnison qui est soulevée par la cabale et l'intrigue.

« Vous n'ignorez pas que la place de Landau est bloquée depuis deux mois et commandée par les citoyens Laubadère, général de division et le jeune Delmas, général de brigade. Depuis le blocus, on a trouvé à propos, de concert avec le citoyen Dentzel, représentant, envoyé dans cette place, à l'effet d'organiser un district et de former un tribunal criminel et militaire, ce qui a eu lieu, et le citoyen Delmas s'est permis certains propos qui compromettaient la représentation nationale, avec le citoyen Trech, commandant de bataillon, Arduin Pons, lieutenant au 21<sup>e</sup> régiment et Fauvel, aide de camp du général Laubadère; tous les chefs des corps indignés des propos tenus contre la représentation nationale qu'on dépeignait sous les couleurs les plus atroces ont pris le parti du représentant, de la conduite duquel on n'a qu'à se louer, tant par sa bravoure que sa prudence et ont envoyé une adresse à la Convention à cet effet, qu'ils ont tous signée, excepté ce Trech, commandant de la Corrèze, et partisan de Delmas que ce comité et le représentant avaient suspendu tant à cause de son ineptie qu'à cause de sa fierté et de ses mauvaises intentions puisqu'il voulait chasser de la ville la plupart des bons citoyens et bons bourgeois et mettre la garnison à dos avec eux; mais, par une infernale cabale les partisans de Delmas, ont tant fait qu'hier le général en chef a reçu des

lettres de cachet pour suspendre tous les chefs qui avaient signé l'adresse en faveur du représentant, à qui on n'a fait que rendre justice; ce qui a eu lieu à 6 heures du matin, tous les commandants ont été suspendus de leurs fonctions et mis aux arrêts de rigueur. Le jeune Delmas est sorti en triomphe et, pour s'attacher un parti, a commencé à faire délivrer tous les prisonniers, dont grand nombre sont maraudeurs, a invité à son dîner quelques dragons du 16<sup>e</sup> régiment et gendarmes, auxquels on a fait entendre que les chefs suspendus voulaient livrer la place, et ce qui les a confirmés dans cette opinion est qu'on avait les ordres pour faire une sortie à 6 heures par la porte de France, et que l'ennemi entrerait par la porte d'Allemagne.

« La plupart des soldats ont donné dans le panneau, sans considérer que les ordres pour cette sortie émanaient du général en chef, signés par son adjudant général, et se sont portés le soir à des extrémités; en passant sous les fenêtres ils ont crié : « à la guillotine le représentant »; ils ont fait de même chez les chefs suspendus. Le général a permis ces attroupements, du moins il les a tolérés.

« Mes chers citoyens, en vous donnant ces détails je n'ai en vue que le bonheur de ma patrie que je vois déchirée par l'intrigue, et la conservation d'une place aussi importante que celle de Landau, qui ne pourra pas résister si vos sages démarches ne préviennent les suites fâcheuses qui pourraient en résulter. Enfin le jour d'hier a été terrible et j'ai cru, d'après l'esprit de parti qui régnait dans le soldat, qu'on se serait porté à des extrémités.

« Nous réclamons nos braves chefs dont la bravoure vous est connue, l'un est Maurice Dufort, colonel du 22<sup>e</sup> régiment de cavalerie et frère du citoyen Audouin adjoint du ministre, et l'autre est le nommé Dornes lieutenant-colonel, qui s'est distingué le 22 juillet, commandant une partie dudit régiment. Nous avons donné à ces chefs des certificats de civisme qu'ils méritent bien à juste titre. S'ils étaient coupables nous serions les premiers à les livrer au glaive de la loi, mais nous sommes convaincus de leur attachement à la Convention et du respect qu'ils portent à tout ce qui en émane.

« Je compte d'avance, citoyen, de l'intérêt que vous mettez à tout ce dont je vous fais part et sur les mesures que vous prendrez pour prévenir l'orage qui est prêt à éclater, et la conservation d'une place de cette importance.

« Salut et fraternité.

« Le représentant vous adresse cette lettre par un courrier envoyé exprès qui vous fera part de sa mission et vous mettra à même de voir par les pièces justificatives, la vérité.

« Je suis très sincèrement, mes chers amis,

« Signé : COUSSIÈRES, officier au 22<sup>e</sup> régiment de cavalerie. »

*Nous n'avons pu retrouver la lettre de Dentzel dont nous reproduisons plus haut des extraits; mais nous avons découvert aux Archives du ministre de la Guerre une lettre du même représen-*



*tant qui explique certains points obscurs de la première. La voici (1) :*

*Dentzel, représentant du peuple auprès de l'armée du Rhin, aux citoyens représentants du peuple ses collègues, membres du comité de Salut public.*

« Ce 24 septembre l'an II.

« Je vous adresse ci-joint, citoyens collègues, plusieurs états (2) relatifs à la position de cette ville cernée par l'ennemi depuis deux mois, mais où l'économie, l'ordre et la surveillance nous ont mis à même de nous passer des moyens de siège. La garnison est dans la meilleure disposition pour défendre la ville où elle est attaquée et j'ai pris toutes les mesures pour conserver à la République ce boulevard important ou pour le faire acheter bien cher; non seulement je m'occupe des objets d'administration, mais je suis toujours aux aguets pour suivre l'ennemi ou pour lui causer le plus de dommage possible et pour donner à nos opérations un ensemble et une audace qui puissent à la fois le tromper et lui en imposer. Je m'abouche, pour cet effet, avec les généraux les chefs du génie et de l'artillerie, et vous vous convaincrez par les plans et projets que je joins à ma lettre que rien n'est négligé.

« Sans doute il est bien des épines attachées à ma mission. Ne fût-ce que le silence opiniâtre de mon collègue Ruamps sur mes dépêches les plus importantes et le parti décidé qu'il prend en faveur de trois agitateurs, de trois scélérats, j'ose dire, l'un desquels j'ai été obligé de suspendre; mon cœur serait assez flétri; mais je ne me découragerai pas et je me sacrifierai, s'il le faut, au bien public et à la conservation de cette place de laquelle dépend peut-être le bonheur d'une partie de la République. Du reste, je vous envoie toutes les pièces justificatives, et j'attends toute ma consolation de la confiance publique, de votre justice et de la pureté de ma conscience. Au surplus, citoyens mes collègues, comptez toujours sur mon dévouement à la chose publique et sur mon attachement le plus inaltérable.

« Signé : J.-F. DENTZEL.

« En voulant fermer la présente, je suis rentré en ville d'une sortie à la tête de laquelle je me suis trouvé. Elle était trop heureuse de (sic) ne pas vous en instruire. Nous avons détruit un poste prussien, dont une partie étaient tués et l'autre faits prisonniers. Je fais rentrer en ville des villages circonvoisins 1,300 sacs de grains. Cet objet, de la plus haute importance, ne nous a pas coûté la moindre blessure ni en hommes, ni en chevaux.

« DENTZEL. »

(Le P.-S. est de la main de Dentzel.)

### III.

LETTRE DE GOHIER, MINISTRE DE LA JUSTICE,

### RELATIVE AU RACHAT DES RENTES FONCIÈRES PERPÉTUELLES (1).

*Le ministre de la justice, au citoyen président de la Convention nationale.*

« Paris, ce 3 octobre 1793, l'an II de la République.

« Citoyen président,

« Le décret du 18 décembre 1790 autorise « le rachat de toutes les rentes foncières perpétuelles, soit en nature, soit en argent, de quelque espèce qu'elles soient, quelle que soit leur origine, et à quelques personnes qu'elles soient dues. » Il défend, en même temps, « de ne plus à l'avenir créer aucune redevance foncière non remboursable. »

« On reconnaît dans la sagesse de ces dispositions l'intention du législateur, d'empêcher quelconque puisse être désormais grevé d'une charge dont le débiteur n'avait pas toujours la liberté de s'affranchir; mais le silence de cette loi sur les rentes viagères a occasionné, dans le département de l'Eure, une diversité d'opinions, et même des difficultés qu'il importe de faire cesser. Je suis informé que plusieurs débiteurs de ces sortes de rentes, les croyant implicitement comprises dans le décret du 18 décembre, prétendent forcer leurs créanciers à recevoir leur remboursement, et que ces derniers s'y refusent en s'appuyant sur des ordonnances ou statuts non encore abrogés.

« Il est certain qu'il n'existe aucune nouvelle loi positive sur cette matière, et que suivant les anciens règlements, celui au profit de qui était constituée une rente viagère, ne pouvait être contraint d'en recevoir le capital; mais si on considérait à quelques égards les rentes viagères comme une pension alimentaire non rachetable, il n'est que trop vrai que souvent la cupidité dictait des contrats qui avaient pour objet un intérêt usuraire, devenu par la suite infiniment préjudiciable au débiteur; quand ses facultés lui permettent de se libérer d'une créance aussi onéreuse, n'est-il pas de toute justice de lui en faciliter les moyens? C'est à la Convention nationale à juger si les mêmes principes d'équité et de droit naturel qui ont motivé le décret du 18 décembre 1790, ne trouvent point ici une juste application. C'est à elle qu'il appartient de régler le mode et le taux d'après lesquels le remboursement des rentes viagères pourrait être autorisé dans le cas où les parties auxquelles il est libre de traiter de gré à gré ne seraient point d'accord sur le prix du rachat.

« Cet objet, citoyen président, vous paraîtra trop intéressant pour ne pas le soumettre à la décision des législateurs.

« Le ministre de la justice,

« Signé : GOHIER. »

(1) Archives du ministère de la guerre, armée du Rhin, carton 2/22, liasse 2.

(2) Les pièces annoncées n'étaient pas jointes.

(1) Archives nationales, carton DIII 371, dossier 2. — Cette lettre du ministre de la justice n'est pas mentionnée au procès-verbal, mais en marge de la minute on lit : « Renvoyé au comité de législation, le 4 octobre 1793, l'an II de la République. »

## IV.

LETTRE DU CITOYEN AMELOT, ADMINISTRATEUR DES DOMAINES NATIONAUX, AU SUJET DU LOCAL A AFFECTER AU COMITÉ DES SUBSISTANCES MILITAIRES (1).

*L'administrateur des domaines nationaux, au citoyen président de la Convention nationale.*

« Paris, le 30 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Le ministre de l'intérieur, citoyen président, m'a prévenu le 6 de ce mois que le comité d'inspection de la Convention nationale jugeait nécessaire de placer sans délai le comité des subsistances militaires dans la maison de l'émigré Breteuil. J'ai écrit sur-le-champ au directoire du département de Paris afin qu'il fasse promptement évacuer ce local. Il vient de m'instruire que l'inventaire des meubles est terminé, que la vente a dû commencer le 23 de ce mois et qu'elle serait continuée sans aucune interruption. A ce moyen le comité des subsistances militaires pourrait y être établi aussitôt que la Convention nationale l'aurait ordonné.

« Je vous prie, citoyen président, de vouloir bien lui soumettre cette demande afin qu'elle autorise l'emploi de cette maison, conformément au désir du comité d'inspection.

« Signé : AMELOT. »

## V.

LETTRE DU PRÉSIDENT LESTERPT-BEAUVAIS, DÉCRÉTÉ D'ACCUSATION DANS LA SÉANCE DU 3 OCTOBRE (2).

*Au citoyen président de la Convention nationale.*

« Paris, le 4 octobre 1793, l'an II de la République.

« Citoyen président,

« J'apprends que je suis compris dans le décret d'accusation que la Convention nationale a prononcé hier contre plusieurs de ses membres. Ma conscience me rassure. Mais je suis peiné de ce que le comité de sûreté générale a fait un rapport sur moi sans m'avoir entendu. Un décret du 31 juillet a renvoyé la dénonciation qui a été

faite contre moi au comité de Salut public; un autre décret du 21 août a ordonné que je serai entendu du comité de sûreté générale et qu'il fera ensuite son rapport. Je demande, citoyen président, qu'il soit sursis à l'exécution du décret d'accusation jusqu'à ce que le comité m'ait entendu, conformément au décret de la Convention.

« L'état de ma santé peut aussi motiver la suspension que je réclame. Vous verrez, par la pièce ci-jointe, qu'il est très mauvais. Les gendarmes qui me gardent, et ceux qui habitent la même maison que moi, pourraient vous l'attester, et, d'ailleurs, ils répondraient de ma personne s'il en était besoin.

« Enfin j'observe que mes dénonciateurs ont été entendus du comité de sûreté générale; il est bien juste que je sois aussi entendu et c'est le vœu, la disposition précise du décret de la Convention nationale du 21 août dernier, dont je demande l'exécution.

« Signé : B. LESTERPT. »

*Certificat du citoyen Duffour, médecin (1).*

Je conseille au citoyen Lesterpt, à cause des douleurs hépatiques qu'il éprouve, des mouvements spasmodiques auxquels il est sujet depuis longtemps :

1<sup>o</sup> L'usage des bains tièdes;

2<sup>o</sup> Celui du petit-lait clarifié, coupé avec partie égale d'eau minérale de Vichy.

Le malade prendra son bain le matin, restera dans l'eau environ une heure, boira ses eaux de Vichy coupées avec le petit-lait également dans la matinée par verre de demi-heure en demi-heure;

3<sup>o</sup> Fera usage chaque jour, matin et soir, d'un lavement avec la décoction de laitue et de graine de lin;

4<sup>o</sup> Se couchera de bonne heure, se privera d'aliments trop épais et trop nourissants, trempera le vin de ses repas de trois quarts d'eau de Passy.

S'interdira l'usage du café, de liqueurs, de toute espèce de laitage et de crudités et de fruits, à moins qu'ils ne soient fondants et bien mûrs, tels que le bon raisin et quelques bonnes poires.

Avec ces moyens, secondés de l'exactitude dans le régime et de l'exercice modéré, l'embaras du foie et des viscères abdominaux se dissipera.

A Paris, ce 25 septembre.

« Signé : DUFFOUR, médecin.

COMPTE RENDU de l'Auditeur national (2) :

Deux des membres mis en état d'arrestation par le décret d'hier demandent à rester en détention dans leur maison, parce que le mauvais état de leur santé ne leur permet pas de se rendre dans une prison.

Renvoyé au comité de surveillance.

(1) Archives nationales, carton C 360, dossier 3. — La lettre du citoyen Amelot n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais en marge de la minute, on lit : « Renvoyé au comité des inspecteurs de la salle, le 4 octobre, l'an II de la République française. »

(2) La lettre de Lesterpt-Beauvais n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais on en trouve trace dans le compte rendu de la séance du 4 octobre de l'Auditeur national et des Annales patriotiques et littéraires. Nous la publions d'après un document des Archives nationales (carton F<sup>o</sup> n<sup>o</sup> 4443, dossier 92) lequel porte en marge : « Renvoyé au comité de Sûreté générale, le 4 octobre 1793, l'an II de la République, signé : D. V. Ramel. »

(1) Archives nationales, carton F<sup>o</sup>, n<sup>o</sup> 4443, dossier 92.

(2) Auditeur national (n<sup>o</sup> 378 du samedi 5 octobre 1793 p. 2). D'autre part les Annales patriotiques et lit-



## VI.

LETTRE DU GÉNÉRAL LAUBADÈRE,  
COMMANDANT A LANDAU (1).

*On a fait lecture d'une lettre du général Laubadère, commandant à Landau, en date du 25 septembre.*

« J'envoie au comité de Salut public, dit-il, le plan de la position de l'armée prussienne; je lui en fais passer un autre qui vous prouvera que je ne néglige aucune occasion pour harceler l'ennemi de notre indépendance.

« Le 16 septembre, nous avons fusillé un émigré. Dans la nuit du 24 au 25 septembre, j'ai envoyé deux compagnies de grenadiers pour égorger une grande garde. Le sang-froid et l'ardeur qu'ils ont montrés dans cette expédition nous fait présumer ce qu'on peut attendre des soldats de la liberté. Ils appellent tous leurs frères de l'armée du Rhin; ils leur tendent les bras; l'instant où ils pourront les embrasser sera pour eux le plus beau jour de leur vie.

« Je vous l'ai déjà dit, représentants, Landau ne capitulera jamais; et si les ressources nous manquaient avec l'espoir, il nous reste du fer et de la poudre; les tyrans et leurs satellites ne pourront régner ici que sur des monceaux de cendres et de cadavres. »

*Extrait de l'ordre du 25 au 26 septembre.*

« Le représentant du peuple et les généraux, s'étant concertés ensemble, ont fait exécuter, pendant la nuit dernière, une expédition sur les postes ennemis, à la hauteur d'Impflingen, où nos troupes, composées de la compagnie des grenadiers du 2<sup>e</sup> bataillon du 21<sup>e</sup> régiment et de celle du 13<sup>e</sup> bataillon des Vosges, de la compagnie des tirailleurs du bataillon de la Constitution, de celle des chasseurs du bataillon de Seine-et-Marne, des 40 tirailleurs du 22<sup>e</sup> régiment de cavalerie et de 40 dragons, avec deux compagnies du 21<sup>e</sup> régiment d'infanterie, en réserve à la hauteur au-dessus de Cornichon.

« Chacune de ces troupes, commandée par leurs chefs respectifs, sous les ordres du citoyen Fontenay d'Arsonval, se sont conduites avec autant d'ardeur que d'ordre, de règle et de discipline. Les dispositions prescrites ont été tellement bien observées, que ce coup de main a été fait promptement et avec succès. L'infanterie, parfaitement bien placée par les bonnes mesures du citoyen Fontenay, a fait marcher en avant les dragons et la cavalerie qui, arrivés fort près du retranchement, ont entendu crier : *wer da*.

*téraires* (n<sup>o</sup> 277 du samedi 5 octobre 1793, p. 1263, col. 2) rendent compte de la lettre de Lesterpt-Beauvais dans les termes suivants :

« Deux des membres mis hier en état d'arrestation demandent à être détenus chez eux, attendu qu'ils sont infirmes.

« Renvoyé au comité de Sûreté générale. »

(1) La lettre du général Laubadère et l'ordre du 25 au 26 septembre ne sont pas mentionnés au procès-verbal. Le texte que nous insérons est emprunté au *Bulletin de la Convention* du vendredi 4 octobre 1793. Nous avons cru devoir également reproduire les extraits de cette lettre publiés par divers journaux car ils contiennent des détails que ne donne pas le *Bulletin*.

De suite ils ont chargé avec cette impétuosité républicaine, qui n'a donné à l'ennemi aucun moyen d'échapper à leur courage. Deux seulement, de ce poste surpris, ont trouvé le secret de fuir à la faveur des ténèbres de la nuit. Le reste a été ou tué ou fait prisonnier. Le représentant et le général témoignent à leurs frères d'armes combien ils sont satisfaits, sans en être surpris, de cette bonne conduite de leur part.

« Signé : LAUBADÈRE. »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1) :

Un secrétaire fait lecture d'une lettre du commandant de la place de Landau, qui annonce que la garnison et les habitants sont dans les meilleures dispositions, que dans toutes les sorties qu'on a faites l'avantage a toujours été du côté des Français.

## VII.

ARRÊTÉ DES ADMINISTRATEURS DU DISTRICT DE TARASCON, DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE (2).

## A.

« Représentants,

« Nous vous envoyons un exemplaire de

(1) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 278 du samedi 5 octobre 1793, p. 1178, col. 1). D'autre part l'*Auditeur national* (n<sup>o</sup> 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 1) et le *Journal de Perlet* (n<sup>o</sup> 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 34) rendent compte de la lettre du général Laubadère dans les termes suivants :

## I.

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* :

On ordonne l'insertion au *Bulletin* d'une lettre du commandant de Landau. Après avoir donné des détails sur la position des Prussiens qui menacent cette ville, le commandant s'exprime ainsi :

« Je déclare à l'Assemblée, au nom de toute la garnison, que cette place sera plutôt livrée aux flammes qu'aux satellites de Frédéric-Guillaume. »

A la tête de quelques républicains, le général Fontenay a attaqué le poste d'Hermesheim. L'ennemi a été chargé avec une telle impétuosité, que tous les satellites qui défendaient ce poste ont été tués ou faits prisonniers. Un petit nombre a trouvé son salut dans la fuite. (*Vifs applaudissements.*)

## II.

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* :

On donne lecture d'une lettre écrite de Landau par le général Laubadère. Après quelques détails militaires sur sa position actuelle, il rend compte des opérations qui ont eu lieu depuis le 27 juillet jusqu'au 7 septembre. Il annonce ensuite qu'un émigré vient d'être fusillé; que l'ardeur des soldats est au-dessus de toute expression, qu'ils sont tous déterminés à mourir plutôt que de rendre la place et que si les tyrans réussissent à s'en rendre maîtres, ils n'y trouveront que des monceaux de cendres et de ruines.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 699. L'arrêté des administrateurs du district de Tarascon n'est pas mentionné au procès-verbal; mais on en trouve un extrait dans le *Bulletin de la Convention* du vendredi 4 octobre 1793.

l'arrêté du district, son contenu vous prouvera nos intentions et notre zèle pour faire exécuter vos décrets.

« Les administrateurs provisoires réunis à ceux restés fidèles à la loi, du district de Tarascon, département des Bouches-du-Rhône.

« *Signé* : MICHEL, président; GOURREL père; GUIRAMAND; RICARD; MAUCHE, procureur syndic.

« Tarascon, le 25 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

## B

*Arrêté du district de Tarascon,  
département des Bouches-du-Rhône (1).*

Séance du 19 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Le citoyen procureur syndic a dit :

« Citoyens,

« La contre-révolution avait éclaté dans cette ville, et dans le district, le fédéralisme allait nous donner un roi. Les représentants du peuple étaient méconnus, les administrations dispersées, les patriotes incarcérés, l'échafaud teint de leur sang, le despotisme régnant avec empire, les lois inculcées, le droit sacré des personnes et des propriétés violé, tels et plus grands encore étaient les maux du département, quand une armée républicaine, un général patriote, des représentants montagnards ont paru. Leur présence seule a déjoué tous les complots.

« Les factieux, après avoir trompé le peuple, dominaient les sections et leur donnaient l'impulsion qu'il leur plaisait. Ces factieux contre-révolutionnaires sont les comités généraux des sections, les administrations du département et des districts, celles des communes qui avaient succédé aux administrateurs et municipaux légalement élus; les factieux sont ceux qui ont été députés à Marseille pour y solliciter une affiliation avec les sections de ladite ville; ceux qui s'y sont rendus, et qui ont formé cette prétendue assemblée électorale, ou, pour mieux dire, ce monstre d'aristocratie, cette séance libéricide, qui a eu pour objet d'armer le peuple contre le peuple, de méconnaître la Convention, point central d'une République une et indivisible, et de former une armée contre-révolutionnaire pour disperser les représentants du peuple, et soumettre la ville de Paris, toujours active, toujours surveillante, toujours ferme dans ses principes républicains; les factieux sont ceux qui ont présidé les assemblées des sections, qui ont mis aux voix ces motions sanguinaires et royalistes, qui ont prêté le

serment de ne plus reconnaître la Convention ni ses décrets; ceux qui, en qualité de secrétaires, ont prêté le même serment, ont recueilli les mêmes délibérations, rédigé les procès-verbaux qui les renferment; les factieux sont ceux qui ont adhéré au manifeste des sections de Marseille, qui provoquait le schisme et la division de la République; ceux qui ont invité, sollicité, pressé, forcé le peuple de prendre les armes contre l'armée du général Carteaux, les commissaires et officiers qui ont dirigé cette force armée; enfin les factieux sont ceux qui, de quelque manière que ce soit, ont donné le mouvement à la contre-révolution, en refusant soumission et obéissance à la Convention et à ses décrets, qui, sous prétexte d'établir la République une et indivisible, de résister à l'oppression, ont solennellement proclamé la royauté, arboré la cocarde blanche, livré nos places à nos ennemis. Citoyens, voilà vos ennemis, n'accusez pas le peuple, on l'a séduit, on l'a égaré, sous le prétexte spécieux du bien public : ce n'est donc pas lui qu'il faut punir, mais les contre-révolutionnaires, les royalistes, les factieux.

« La loi du second juin dernier ordonne aux autorités constituées de faire mettre en état d'arrestation toutes les personnes suspectes d'aristocratie et d'incivisme; celle du 26 juin, relative aux chefs et instigateurs des troubles tendant à armer les sections du peuple les unes contre les autres, à détruire l'unité et l'indivisibilité de la République; la loi du 4 septembre dernier, qui ordonne la confiscation des biens des contre-révolutionnaires de Marseille, de leurs adhérents, fauteurs et complices; l'arrêté du département du 5 du courant, celui du district rendu en conséquence le 7, tout vous annonce combien il est important de sévir contre eux. Nul doute, d'après cela, que les comités des sections de Marseille ne fussent en contre-révolution; le manifeste qu'ils ont publié, les principes de fédéralisme qu'il renferme, le dessein formé de marcher sur Paris pour abattre la Convention, les commissaires envoyés dans tous les districts du département pour y prêcher leur doctrine libéricide; ceux envoyés dans les départements voisins, leurs efforts courageusement repoussés par celui de la Drôme, l'étendard de la révolte arboré, les combats livrés à Carteaux, tout vous annonce le plan de contre-révolution formé à Marseille, et exécuté dans tous les districts, l'adhésion formelle des sections de Tarascon, imprimée et distribuée dans toute la République; celle des sections de tout le district, qui ont prêté le fatal serment, et concouru à l'assemblée libéricide, tenue à Marseille, tout vous montre nos ennemis, c'est à vous à les punir. Frappez, citoyens, frappez, la loi l'ordonne, votre patriotisme l'exige, vos administrés l'attendent. Ce n'est pas tout, citoyens, il faut surveiller sans cesse les ennemis intérieurs, les braves défenseurs de la patrie sauront contenir les extérieurs. C'est vous, vous seuls qui devez prévenir, arrêter les efforts des premiers, afin qu'ils ne puissent, en se coalisant avec les derniers, augmenter nos dangers. Un comité de Salut public est peut-être le seul moyen propre à y parvenir. Toutes les autorités doivent y concourir, et vous en particulier, par une surveillance particulière, comme la première de toutes les autorités en cette ville.

« Je requiers, en conséquence, que l'administration arrête que les lois et arrêtés ci-dessus visés seront exécutés selon leur forme et teneur;

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.



qu'en conséquence les administrations municipales de chaque commune du ressort soient tenues, sous leur responsabilité, de mettre en état d'arrestation tous ceux qui ont exercé les fonctions d'administrateurs des département, district et commissaires des communes, le tout en conformité des arrêtés des 5 et 7 septembre dernier; de mettre aussi en état d'arrestation tous ceux qui ont composé les différents comités des sections du district, les commissaires nommés et députés à Marseille pour solliciter l'affiliation avec les sections de ladite ville; ceux qui se sont rendus à l'assemblée prétendue électorale, les présidents et secrétaires des sections qui ont mis aux voix et rédigé les procès-verbaux des délibérations qui ont autorisé ces actes, les commandants et autres officiers de la force armée, directeurs des postes qui auraient prêté le serment de ne plus reconnaître la Convention, les commissaires qui auraient accompagné ladite force armée, ceux qui ont aidé, sollicité, pressé, forcé les individus à la composer et à porter les armes contre la République; arrêter en outre que les juges de paix des cantons apposeront le scellé sur leurs biens, lesquels seront séquestrés, comme se trouvant dans le cas de la loi du 4 septembre dernier, et que du tout il sera dressé procès-verbal tant par les administrations des communes, que par les juges de paix; arrêter en outre, que toute la force armée est en état de réquisition à ce sujet, afin de donner main-forte aux autorités constituées pour l'exécution de l'arrêté qui interviendra, à peine de déobéissance à la loi; d'autoriser l'exposant à dénoncer aux tribunaux compétents les nommés Manson, de Mouriès, Rousty fils et Gros, de cette ville, ce dernier détenu au château, et toutes autres personnes désignées ci-dessus, qui viendront à sa connaissance, afin que leur procès leur soit fait suivant la loi.

« D'arrêter enfin, qu'il sera formé en cette ville un comité de Salut public, composé d'un membre de l'administration, qu'elle nommera incessamment, de 2 membres pris dans celle de la commune, et de 3 membres de la Société républicaine, lequel comité s'occupera sans relâche des mesures à prendre pour l'intérêt de la République. Le requérant se rendra audit comité, quand il le croira nécessaire pour prendre part à ses travaux, et y faire les observations qu'il croira justes.

« Signé : MAUCHE. »

Vu la loi du second juin, qui enjoint aux autorités constituées de faire mettre en état d'arrestation toutes les personnes suspectes d'aristocratie et d'incivisme; celle du vingt-six juin, relative aux chefs et instigateurs des troubles, tendant à armer les sections du peuple les uns contre les autres, et à détruire l'unité et l'indivisibilité de la République; la loi du quatre septembre dernier, qui ordonne la confiscation des biens des contre-révolutionnaires de la ville de Marseille, leurs adhérents, fauteurs et complices; l'unité du département du cinq du courant, qui ordonne que le scellé serait mis sur leurs biens, en désignant comme coupables de contre-révolution ceux qui ont occupé des places dans les administrations du département et des districts, depuis le trois juillet jusqu'au vingt-cinq août, les administrations des communes, les comités des sections de la ville de Marseille, les membres du tribunal populaire, ceux du tribunal militaire de la même ville; l'arrêté du district de

cette ville du sept; vu encore les arrêtés du département des quatorze et des sept du courant, relatifs au même objet, l'imprimé intitulé : *Acte d'adhésion des sections de Tarascon, département des Bouches-du-Rhône, au manifeste des sections de Marseille*, par lequel elles déclarent ne plus reconnaître dans la Convention la véritable représentation nationale, laquelle adhésion (est-il dit dans cet imprimé) leur a été présentée par les membres du comité général des sections de cette ville, ledit imprimé signé Manson, président, Gros, secrétaire, et plus bas, collationné par Rousty fils, et ledit Gros, secrétaire.

Les commissaires provisoires de l'administration du district, réunis aux membres fidèles à la loi;

Considérant que l'acte d'adhésion dont il est parlé ci-dessus, ne laisse aucun doute sur les principes contre-révolutionnaires qui dirigeaient le comité général des sections de cette ville, sur leur liaison avec celui de Marseille; que le même esprit animait les comités des sections des autres villes du district, puisqu'ils avaient reçu, publié, affiché cet acte liberticide; que les commissaires députés par les sections de Marseille ont publié dans tout le district leurs maximes pernicieuses qui ont été vivement applaudies et reçues par le parti contre-révolutionnaire; que tous ces comités ont proposé et fait adopter aux sections l'acte d'affiliation avec celles de la ville de Marseille; que des commissaires ont été à cet effet nommés pour se rendre à ladite ville; que ces comités ont proposé et fait adopter aux sections l'envoi des prétendus électeurs, pour former des administrations illégales, en dépouillant les administrateurs élus par le peuple, pour leur en substituer d'autres qui avaient juré de ne plus reconnaître la Convention nationale, ni ses décrets; que pour consommer leur crime, lesdits comités ont proposé et fait adopter au peuple le même serment;

Considérant qu'un plus long silence achèverait de perdre la chose publique, et qu'il est instant de désigner aux communes les personnes que la loi déclare suspectes d'incivisme et d'aristocratie, afin de s'en assurer et de diminuer le nombre des ennemis intérieurs, bien plus à craindre que ceux de l'extérieur;

Considérant enfin, que les occupations multipliées des administrateurs ne leur permettant pas de s'occuper sans cesse des mesures que les circonstances exigent, il convient de former un comité composé des autorités constituées qui, sous la surveillance de l'administration, s'occupera de cet important ouvrage;

« Oui le procureur syndic,

« Arrêtent, que les administrations municipales de chaque commune du ressort sont tenues, sous leur responsabilité, de mettre en état d'arrestation tous ceux qui ont exercé des fonctions d'administrateur des département, district et des communes, à la place de ceux qui avaient été légalement élus par le peuple; tous ceux qui ont composé les différents comités des sections, les prétendus électeurs qui se sont rendus à Marseille pour les élections qui ont eu lieu dans le mois de juin dernier; de mettre aussi en état d'arrestation tous ceux qui ont été députés à ladite ville pour y demander l'affiliation des sections de Marseille, tous les présidents des sections qui ont prêté le serment de méconnaître la Convention, qui ont mis aux voix dans les sections, tant ledit serment que les

députations aux sections de Marseille, les secrétaires qui ont rédigé lesdits verbaux; tous les directeurs des postes qui ont prêté ledit serment; tous les officiers, commissaires et autres personnes qui ont commandé le corps armé qui s'est porté au-devant de l'armée du général Carteaux pour la combattre, ou qui ont invité, pressé, forcé des individus quelconques à prendre des armes à cet effet, et généralement de mettre en état d'arrestation toutes les personnes désignées dans les lois et arrêtés ci-dessus cités;

« Arrêtent, en outre, que les juges de paix des cantons mettront le scellé sur leurs biens, lesquels seront séquestrés, comme se trouvant dans le cas de la confiscation portée par la loi du quatre septembre, avec injonction auxdites communes et juges de paix, de certifier de leur diligence, à peine de leur responsabilité;

« Arrêtent, en outre, que toute la force armée est en état de réquisition à ce sujet pour donner main-forte aux autorités constituées, pour l'exécution du présent arrêté, sous toutes les peines portées par la loi;

« Arrêtent encore, de charger, ainsi qu'ils chargent le procureur syndic de dénoncer tout de suite aux tribunaux les nommés Manson, de Mouries, Rousty fils et Gros de cette ville, et toutes autres personnes désignées dans le présent arrêté, afin que leur procès soit fait suivant la loi, et de certifier l'administration de ses diligences;

« Arrêtent, enfin, qu'il sera formé un comité de Salut public, composé d'un membre de cette administration, qui sera incessamment nommé, de deux membres pris dans l'administration de la commune, et de trois membres qui seront nommés par la Société républicaine de cette ville, lequel comité s'occupera sans relâche des mesures à prendre pour le salut de la République, sous l'inspection de l'administration; que le procureur syndic se rendra audit comité, quand il le jugera à propos, pour y faire toutes les réquisitions et vérifications qu'il croira nécessaires;

« Arrêtent, en outre, que le présent arrêté sera imprimé, publié, affiché, et qu'extrait sera adressé à la Convention nationale, aux représentants du peuple dans le département, et à l'administration du département.

« Fait en séance publique et permanente, le 19 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Signé : MICHEL, président; TARREL, XAVIER, GUIRAMAND, BONTOUX, BARBIER, MADIER, RICCARD.

Collationné : BRUN, secrétaire. »

### VIII

#### LETTRE DES REPRÉSENTANTS DE L'ARMÉE DES CÔTES DE BREST (1).

#### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*.

Les représentants des côtes de Brest soumet-

tent à la Convention nationale des observations sur la promulgation, trop retardée pour la ville de Nantes, du décret qui démonétise les assignats à face royale. Le terme fixé par cette loi a été réduit à un délai si court que le commerce en ressentira de funestes effets, s'il n'est prolongé par un décret particulier.

Renvoi au comité des Finances.

### IX

#### MOTION RELATIVE AUX REPRÉSENTANTS MIS EN ÉTAT D'ARRESTATION PAR DÉCRET DU 3 OCTOBRE 1793 (1).

#### COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne*.

Un membre observe que la plupart des membres mis hier en état d'arrestation, sont gardés chez eux au lieu d'être dans une maison d'arrêt, aux termes de la loi. Il demande qu'elle soit exécutée, et imprimée dans les feuilles et dans le *Bulletin*. (Adopté.)

### ANNEXE N° 1

A la séance de la Convention nationale  
du vendredi 4 octobre 1793 (2).

Pièces relatives à un jugement par lequel le Tribunal de cassation a annulé un jugement du Tribunal criminel du département du Pas-de-Calais, rendu contre Flahaut de la Billarderie ci-devant marquis d'Angevillers, accusé d'avoir introduit en France des faux-assignats (3).

### I

#### Au citoyen Président de la Convention nationale.

« Paris, le 16 septembre 1793,  
l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Le tribunal de cassation s'empresse de remettre à la Convention nationale, en exécution du décret du 12 de ce mois (4), qu'il a reçu hier et qu'il a publié aujourd'hui, le jugement rendu

L'extrait que nous en donnons est emprunté au compte rendu de la séance du 4 octobre du *Journal de Perlet* (n° 378 du samedi 5 octobre 1793, p. 35).

(1) Cette motion n'est pas mentionnée au procès-verbal. Nous l'empruntons au compte rendu de la séance du 4 octobre 1793 du *Journal de la Montagne* (n° 125 du samedi 5 octobre 1793, p. 900, col. 2).

(2) Voy. ci-dessus, même séance, p. 23, la motion de Joseph Lebon relative au jugement par lequel le Tribunal de cassation a cassé le jugement du Tribunal criminel du Pas-de-Calais rendu contre Flahaut.

(3) *Archives nationales*, carton D11 198, dossier Arras.

(4) Voy. ce décret : *Archives parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. LXXIV, séance du 12 septembre 1793, p. 16.

(1) La lettre des commissaires à l'armée des Côtes de Brest n'est pas mentionnée au procès-verbal.



le 3 août dernier, dans l'affaire de Flahaut, et le motifs qui ont déterminé ce jugement.

« *Le président du tribunal de cassation,*

« *Signé : LEGENDRE.* »

## II

*Extrait du registre des délibérations du tribunal de cassation.*

Du lundi seize septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

Le tribunal de cassation après avoir publié à son audience de ce jour le décret du douze de ce mois qui lui ordonne de rendre compte dans les vingt-quatre heures des motifs de son jugement du trois août dernier, par lequel il a cassé celui du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais, rendu le 20 mai précédent contre Flahaut, exécutant incontinent le décret ci-dessus, après s'être fait représenter son jugement du 3 août, arrête que les motifs de ce jugement sont ceux qui suivent :

Le Code pénal (article deux de la section 6, titre I<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> partie) ne punit ceux qui ont contribué à l'introduction de faux assignats dans le territoire de la République que lorsqu'ils y ont contribué *sciemment*. Ici le fait simple ne serait pas délit, c'est à la science du faux, indice légal de l'intention criminelle, que le caractère du crime est attaché.

Le tribunal a décidé qu'il y avait double contravention à la loi, tant dans l'acte du Président qui a présenté aux jurés dans une seule proposition la question complexe, si l'accusé était convaincu d'avoir contribué *sciemment* à l'introduction des assignats faux dans le territoire de la République, que dans la déclaration du juré qui a résolu par une seule réponse cette question complexe qui en renferme deux.

Les articles de la loi, violés par le Président, sont les 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> du titre 7 de la loi sur la justice criminelle qui obligent de former trois questions distinctes; la 1<sup>re</sup> si le fait est constant; la 2<sup>e</sup> si l'accusé est convaincu; la 3<sup>e</sup> sur l'intention d'après les circonstances résultantes de l'acte d'accusation ou du débat.

Article 20. « Le Président dira aux jurés qu'ils doivent d'abord déclarer si le fait de l'accusation est constant ou non; *ensuite* si un tel qui est accusé est ou non convaincu de l'avoir commis.

Article 21. « Le Président posera *ensuite* les questions relatives à l'intention, résultantes de l'acte d'accusation, ou qu'il jugera résulter de la défense de l'accusé ou des débats. »

Les articles de la même loi violés dans la déclaration du juré sont le 24<sup>e</sup> et le 26<sup>e</sup> qui obligent le juré à faire de même trois tours d'opinion et à donner trois articles de déclaration distincts : 1<sup>o</sup> sur le fait; 2<sup>o</sup> sur la conviction de l'accusé; 3<sup>o</sup> sur l'intention.

Article 24. Chaque juré en commençant par leur chef donnera d'abord sa déclaration sur le fait pour décider si le fait porté dans l'acte d'accusation est constant ou non; si cette première déclaration est affirmative, il en fera sur-le-champ une seconde sur l'accusé pour déclarer s'il est ou non convaincu. »

Article 26. Ceux des jurés dont les premières déclarations auront été affirmatives, en feront une troisième relative à l'intention, sur les questions posées par le Président. »

A ces textes qui suffisent seuls pour justifier la cassation, parce qu'ils sont positifs et correspondants, se réunit l'esprit évident de la loi. Chaque juré doit, par l'article 30 de la même loi, constater son opinion par l'acte matériel de mettre une boule blanche ou noire dans la boîte. Or, il est impossible que par le jeu d'une seule boule, il résolve catégoriquement une question complexe renfermant deux objets indépendants.

Or, en tout délit, ce qu'il y a de plus essentiellement indépendant du fait, c'est la moralité et l'utilité éminente du juré, c'est qu'il est forcé par la loi de séparer sa déclaration sur la moralité de sa déclaration sur le fait. La loi a donc eu une puissante raison pour exiger que le Président pose séparément et en troisième ordre la question intentionnelle, et que le juré en fasse l'objet d'un 3<sup>e</sup> article de déclaration distinct. Si le juré était interrogé par une question complexe et sur le fait et sur la moralité, en même temps, il lui serait impossible de constater par le jet de sa boule la différence d'opinion qu'il pourrait avoir sur l'un et sur l'autre.

Arrête également qu'une expédition tant du jugement du trois août dernier, que du présent acte qui en expose les motifs seront remis aujourd'hui à la Convention nationale, en exécution de son décret du 12 de ce mois, et ont signé.

*Signé : G. LOM, greffier.*

## III

*Extrait des registres du tribunal de cassation, section de cassation.*

Du samedi 3 août 1793, l'an deuxième de la République, présents les citoyens Touret, Emnery, Coffinhal, Schwendt, Delalonde, Dochier, Mequin, de Pronnay, Le Cointe, Courtier, Lions, Cochard, Bailly, Baillet et Viellart.

Jacques-Guillaume Thourêt, président.

Aimé-Louis-Marie Vieillard, rapporteur, nommé le vingt juillet dernier.

Charles-François Flahaut, demandeur en cassation.

Où le rapport, Pérignon, en ses observations, ensemble Bayard, substitut du commissaire national en ses conclusions;

Vu les articles 20 et 21 du titre 6 de la loi du 29 septembre 1792 qui sont ainsi conçus : « Le président dira aux jurés qu'ils doivent d'abord déclarer si le fait de l'accusation est constant ou non, ensuite si un tel qui est accusé est ou non convaincu de l'avoir commis. Le président posera les questions relatives à l'intention résultantes de l'acte d'accusation, ou qu'il jugera résulter de la défense de l'accusé, ou du débat; il disposera ces questions suivant l'ordre dans lequel elles doivent être décidées, en commençant par les plus favorables à l'accusé, il les mettra par écrit au chef des jurés qui seront tenus d'y délibérer. »

Vu aussi les articles 24 et 26 du même titre de la même loi qui portent : « Chaque juré, en commençant par leur chef donnera d'abord sa déclaration sur le fait pour décider si le fait porté dans l'acte d'accusation est constant ou non, si cette première déclaration est affirmative, il en fera sur-le-champ une seconde sur l'accusé pour déclarer s'il est ou non convaincu. Ceux des jurés dont les premières déclarations auront été affirmatives, en feront une troisième relative

à l'intention sur les questions posées par le Président. »

Vu enfin l'article 30, qui porte : « Pour constater ces diverses déclarations, des boules blanches et des boules noires seront placées sur le bureau de la Chambre du conseil, les boules blanches serviront pour exprimer que le fait n'est pas constant, que l'accusé n'est pas convaincu, et la décision favorable à l'accusé sur les questions relatives à l'intention, posées par le Président »

Le Tribunal casse le jugement du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais, du vingt mai dernier, ensemble la déclaration du juré sur laquelle il est intervenu, parce que le président du tribunal, après avoir posé la première question sur le faux des assignats existant au procès, a cumulé dans une seule et même question le fait de l'introduction desdits assignats dans l'étendue du territoire français, le point de savoir si l'accusé était ou non convaincu du fait de cette introduction, et les questions relatives à l'intention : en quoi le président du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais a violé les articles 20 et 21 de la loi ci-dessus citée, et a rendu impraticable aux jurés l'exécution des articles 24, 26 et 30 aussi rapportés.

Renvoie Charles-François Flahaut devant le tribunal criminel du département de la Somme pour y être procédé à un nouveau débat devant un nouveau juré spécial qui y sera convoqué, pour ensuite être jugé ce qu'il appartiendra par ledit tribunal criminel du département de la Somme.

Ordonne que le présent jugement sera, à la requête du commissaire national, imprimé et transcrit sur les registres du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais, conformément à la loi.

Extrait conforme au registre plunitif.

Signé : G. LOM.

#### IV

« Il paraît impossible à Martial Hermann, président du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais, qui a l'âme droite, à qui l'on reconnaît un esprit juste que les motifs du tribunal de cassation soient de bonne foi de la part de gens plus éclairés que lui.

« Je demande aux signataires de cet arrêté où est l'article de la loi, qui *prononce la nullité* pour n'avoir point posé trois questions. Sans doute la loi devait s'exprimer en trois articles pour dire qu'il fallait d'abord reconnaître le fait, ensuite l'auteur, et enfin l'intention. Mais ceci dans la loi est purement matériel et dès que la déclaration du juré comprend ces trois gradations dès qu'il est évident que le jury s'est expliqué nettement sur ces trois points, où est le motif de cassation? Il est purement arbitraire. Il est le premier et peut-être le centième usage de jurisprudence déjà introduit par ce tribunal institué pour fixer la loi au lieu de la faire divaquer.

L'article du Code pénal, dit-on, comprend le mot *sciemment*. Eh bien ! n'a-t-il pas été posé ce mot intentionnel. Quel'on voie au procès les questions posées, on y verra ce mot *souligné*. Quel'on interroge les jurés (il y en a dans la Convention). Ils diront que le président impartial s'est appesanti sur le mot. Ils diront que les jurés dans

leur délibération n'ont pas négligé ce mot et se sont bien expliqué sur l'intention et unanimement.

« On affecte de réclamer la moralité en faveur de Flahaut. A-t-on vu le procès pour oser s'exprimer ainsi? Si on le connaissait, a-t-on pu accueillir aussi légèrement un prétendu motif de cassation présenté par le rapporteur que je ne connais pas. Comment un homme autrefois puissant s'est prêté d'une manière plus claire que le jour à corrompre la fortune publique de 25 millions d'hommes et on chicane, comme l'auraient fait les procureurs du Parlement de Paris, pour trouver un motif de cassation non invoqué par l'accusé qui avait cependant des rédacteurs habiles de sa requête en cassation, mon âme se soulève. Je le donne à juger à tous les hommes probes, éclairés sur la loi, et je ne crains pas d'avancer qu'il y a *au moins* de l'intrigue. N'est-il pas pitoyable de dire que les jurés doivent, suivant la loi, faire trois tours d'opinion, lorsque dans deux ils peuvent constater *le fait, l'auteur et l'intention* et ce en suivant les termes de l'article du Code pénal qui adjoint le mot *sciemment* au fait. Peut-on mieux faire, je le demande, aux hommes de bonne foi, et qui connaissent la nouvelle législation criminelle, que de modeler les questions sur l'article pénal; n'est-ce pas le mode le plus sûr pour l'accusé, et en dernière analyse son intérêt a-t-il pu être compromis? Il faut savoir à cet égard, et je l'atteste sur mon honneur; après les questions posées, l'accusé et son conseil ont quitté leur place pour venir me remercier de la manière impartiale dont j'avais fait le résumé et *posé les questions*.

« Le juré qui sait par lui-même, qui est averti par le président, que *sans intention il n'y a pas de crime* (je me suis servi de ces expressions, j'en atteste Lebon), aurait-il donné une boule blanche s'il eût pensé que Flahaut n'eût pas contribué *sciemment* à l'introduction de ces faux assignats. Mes collègues, à qui j'ai proposé les questions, le public qui les a jugées, n'a pas eu le moindre doute. Les défenseurs eux-mêmes n'ont pas deviné ce moyen de cassation, quoique bien payés pour en forger.

« Au reste, je soumetts bien volontiers mon opinion aux lumières du comité de Législation. Je n'ai en vu que l'intérêt public, celui de la législation que je désire voir indépendante des opinions antiques et vacillantes des individus pour la rendre la plus simple possible.

« Signé : HERMAN. »

#### V

« Paris, le 14 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen,

« Je devais paraître à la barre de la Convention pour réclamer contre un jugement du tribunal de cassation rendu dernièrement en faveur d'un nommé Flahaut, lorsque Lebon m'a appris qu'il l'avait lui-même dénoncé. Je vous adresse, citoyen, ce que je devais dire à la Convention. Je vous prie d'examiner cette affaire avec l'attention qui vous est ordinaire. L'intérêt de la



législation, celui de la justice appelle votre vigilance sur cet acte du tribunal de cassation. Je n'ai pas d'autres motifs. Mais il est essentiel qu'un tribunal institué pour fixer la législation, ne soit pas le premier à la faire vaguer et à rendre incertaines les opérations des tribunaux criminels. Vous me permettez, j'espère, lorsque mes fonctions m'en laisseront le loisir, de renouveler avec vous notre ancienne connaissance.

« Votre concitoyen,

« Signé : Martia! HERMAN. »

## VI

« Législateurs,

« Vous avez institué le tribunal de cassation pour, dans son rapport avec la justice criminelle, casser les jugements qui auraient violé une forme essentielle ou qui monteraient une contravention expresse à la loi. Vous avez voulu exclure toute espèce d'arbitraire et éloigner surtout de la justice toute l'incertitude et la fluctuation des opinions humaines. Eh bien ! Le tribunal de cassation se permet, au mépris de la loi qui l'a institué et contre les principes de notre Constitution, de casser arbitrairement les jugements des tribunaux criminels. Ne croyez pas, Législateurs, que ce soit l'amour-propre blessé qui vous porte cette réclamation ; les juges du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais ont assez l'estime d'eux-mêmes pour être convaincus qu'ils peuvent se tromper, il leur suffit que ce soit sans trahir leur conscience, l'intérêt public ou celui de l'accusé.

« Un nommé Flahaut de la Billarderie, ci-devant marquis d'Angevillers, intendant des bâtiments du roi, est accusé d'avoir introduit dans le territoire de la République une grande quantité de faux assignats. Le juré spécial convoqué à cet effet déclare : « 1° que les assignats existants au procès sont faux ; 2° que Flahaut est convaincu d'avoir contribué *sciemment* à l'introduction de ces faux assignats dans le territoire de la République. »

« Le tribunal de cassation annule ce jugement, non pas parce qu'il y aurait eu quelque forme essentielle violée, mais sur le motif que le tribunal criminel aurait dû poser quatre questions, savoir une deuxième en ces termes : les faux assignats ont-ils été introduits sur le territoire de la République ? une troisième, Flahaut est-il convaincu de les avoir introduits ? une quatrième enfin, Flahaut l'a-t-il fait *sciemment* ?

« Ce motif, dans l'espèce, est absolument illusoire et controuvé. Je demande au tribunal de cassation, ou plutôt à tous les gens instruits et de bonne foi, si la loi exige que le tribunal pose tel ou tel nombre de questions ? Je demande si, lorsque le fait est constant, que l'accusé est convaincu du fait, qu'il est convaincu de l'avoir fait *sciemment*, le vœu de la loi qui exige qu'en pareil délit la question intentionnelle soit posée n'est pas rempli ? Je demande à tout le monde si, par les déclarations que le juré a données sur les questions qui ont été posées dans l'affaire dont il s'agit, il n'est pas constant que des assignats faux ont été fabriqués, que ces assignats ont été introduits dans le territoire de la République, qu'ils l'ont été à la coopération de Fla-

haut, qu'enfin Flahaut a contribué *sciemment* à cette introduction.

« Je demande si, dans cet état des choses où aucune forme essentielle n'a été violée, s'il existe une contravention formelle à la loi. Ce sont cependant les seuls cas dans lesquels le tribunal de cassation peut et doit casser les jugements des tribunaux criminels ; je demande si l'intérêt de l'accusé a été exposé en aucune manière, si l'intérêt public a pu être compromis. Comment donc le tribunal de cassation a-t-il pu se déterminer à annuler ce jugement : Quelle autre déclaration plus claire veut-on tirer des jurés du département de la Somme ? Pourquoi donc donner à un grand coupable, contre tous principes, de nouvelles chances que lui refusent la loi et la justice ?

Par quelle fatalité cette cassation vient-elle donner un nouvel espoir à un homme sur lequel l'opinion publique, aussi convaincue que les jurés appelle depuis si longtemps le glaive de la loi ? par quelle fatalité, lorsque depuis la réélection du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais deux jugements seulement ont été cassés, ce bonheur est-il tombé sur des personnes riches et pleines de ressources, lorsque tant de fois des moyens qui pouvaient très bien diviser les opinions des juges du tribunal de cassation, ont été présentés par les condamnés sans qu'ils fussent accueillis. Il est impossible de n'être point frappé des circonstances singulières qui se rencontrent dans cette affaire. Il faut tout dire lorsque l'on cherche la vérité, lorsqu'on réclame pour le maintien de la loi ! L'on remarque que pour la première fois depuis l'installation du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais, l'on renvoie Flahaut au tribunal du département de la Somme distant d'Arras de 15 lieues, lorsque toujours les accusés dont les jugements de condamnation ont été annulés, ont été conformément au vœu de la loi et à l'intérêt de la République renvoyés à Douai, département du Nord, distant d'Arras de cinq lieues seulement. Et pourquoi, Législateurs, renvoie-t-on au tribunal de la Somme, séant à Amiens ? Il y avait bien des raisons. D'abord le civisme ne dominait pas à Amiens ni dans le département, et les jurés auraient été d'une trempe favorable à Flahaut. Il n'en est pas de même du département du Nord, où le patriotisme a toute son énergie. En second lieu, Morgant, homme de loi, l'un des défenseurs de Flahaut, est domicilié à Amiens. Morgant aurait eu beau jeu et sans déplacement, de travailler les jurés, et ce n'est pas là une présomption que Morgant pourrait trouver injurieuse. Sa conduite la confirme. Il faut savoir que deux fois Flahaut a tenté de s'évader, qu'il a voulu corrompre le géolier avec une somme de 2,000 livres et 300 livres de pension viagère. Il faut savoir que lors de la première évasion de Flahaut, laquelle s'est effectuée, Morgant était à Arras ; que, dès lors, Morgant a été prévenu d'avoir favorisé cette évasion et mis par suite en état d'arrestation ; que depuis la seconde tentative de Flahaut, l'on a saisi un paquet à l'adresse de Morgant. Dans ce paquet était une lettre par laquelle on félicitait Morgant d'être parvenu à faire casser le jugement de Flahaut, qu'à l'aide du procureur général syndic du département de la Somme l'on parviendrait à faire tirer un juré convenable. Vous voyez évidemment, Législateurs, par cette réunion de circonstances que l'intrigue ou la corruption a voulu

soustraire à la loi un coupable puissant. L'intérêt public, le maintien de la législation appelle votre examen sur cet acte du tribunal de cassation, de la part duquel il y a évidemment dans cette affaire excès de pouvoir et contravention à la loi de son institution.

« Signé : HERMAN, président du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais. »

## CONVENTION NATIONALE

Séance du samedi 5 octobre 1793.

L'an II de la République Française une et indivisible

PRÉSIDENTICE DE CHARLIER.

La séance s'ouvre par la lecture du procès-verbal de la séance de la veille (1).

La rédaction est adoptée (2).

Les administrateurs de la police font passer l'état des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention du département de Paris, à l'époque du 3 octobre; il se monte à 2,417 (3).

Suit la lettre des administrateurs du département de police (4) :

« Commune de Paris, le 4 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention du département de Paris, à l'époque du 3 octobre. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats, assassinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers.

(1) D'après le *Mercure universel* (dimanche 6 octobre 1793, p. 85, col. 2) c'est Ramel qui a donné lecture du procès-verbal.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 79.

(3) *Ibid.*

(4) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 699.

« Conciergerie (y compris la veuve Capet) .....	371
« Grande-Force (y compris 66 militaires).....	561
« Petite-Force.....	196
« Sainte-Pélagie.....	168
« Madelonnettes.....	2
« Abbaye (dont 22 militaires et 5 otages).....	120
« Bicêtre.....	565
« A la Salpêtrière.....	129
« Chambres d'arrêt, à la mairie.....	61
« Luxembourg.....	2
Total.....	2,427

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« Signé : HEUSSÉE; CAILLIEUX; DANGÉ; MICHEL; MENNESSIER; N. FROIDURE; GAGNANT. »

On lit les lettres et adresses dont l'extrait suit :

Lettre du citoyen Guezno, représentant du peuple, qui fait passer à la Convention une adresse des administrateurs du district de Pont-Croix, dans laquelle ils expriment leur indignation sur la trahison des Toulonnais, et appellent contre eux toutes les vengeances nationales. Ils assurent que si le Midi a trahi, le Nord ne trahira pas; que le port de Brest et son escadre resteront à la République. Ils annoncent la première vente d'immeubles des émigrés, dont le montant a été de 127,000 livres, quoique l'estimation ne fut que de 48,000 livres.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre de Guezno (2) :

Guezno, représentant du peuple, à ses collègues composant le comité des pétitions et de correspondance.

« Paris, le 2 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Je vous envoie, citoyens mes collègues, une adresse des administrateurs du district de Pont-Croix à la Convention nationale. Ils y expriment toute l'horreur que leur a inspiré le forfait de Toulon; ils appellent la vengeance nationale sur la tête des traîtres et des conspirateurs; ils rassurent la nation sur la conservation du port de Brest et de son escadre; ils apprennent que leur première adjudication d'immeubles des émigrés s'est faite au soixante-quinzième denier; ils informent qu'au moment où ils procédaient à cette adjudication l'une des frégates de la République s'emparait, sur leurs côtes, d'un beau corsaire anglais; et ils annoncent enfin qu'ils

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 79.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 691.



s'occupent avec activité de la levée des jeunes citoyens de la première réquisition et du recouvrement des 12,000 quintaux de grains dus à la nation dans l'étendue de leur district.

« Je vous prie, citoyens mes collègues, de vous empresser de rendre compte à la Convention de cette adresse vraiment intéressante, et d'en demander la mention honorable et l'insertion au *Bulletin*.

« Je suis avec fraternité, votre collègue,

« *Signé* : GUEZNO. »

*Adresse du conseil général  
du district de Pont-Croix (1).*

« Pont-Croix, le 27 septembre 1793,  
l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Nous avons appris le forfait de Toulon et nous en avons frémi d'horreur. Que la vengeance égale, s'il se peut, ce crime, qu'elle soit incroyable comme lui. Que là, comme dans la Vendée, il ne reste aucun vestige de la conspiration ni des conspirateurs, et que les esclaves des tyrans, engloutis dans la rade soient un exemple effrayant du résultat des trahisons et de la furie d'un peuple résolu de périr pour le maintien de ses droits et de sa liberté. Sile Midi a trahi, le Nord ne trahira pas, le port de Brest et son escadre resteront à la République; et si l'ennemi insolent osait diriger vers eux un pied téméraire, le Finistère lui prouverait qu'il est encore digne de sa réputation. Les ennemis de la République sont ici en horreur. Tous les postes sont bien gardés; de fausses alertes ont déjà fait rassembler un nombre infini de citoyens, et s'il fallait combattre, chacun ferait son devoir.

« Nous fîmes hier la première adjudication d'immeubles des émigrés et nous allons les vendre sans interruption. Des biens estimés 48,000 livres ont été vendus 127,000 livres, et par un concours heureux de circonstances, un beau corsaire anglais amenait au même moment son pavillon à l'une des frégates de la République.

« Nous nous occupons de la levée des jeunes citoyens de la première réquisition et de faire verser dans les greniers de la République les 12,000 boisseaux de grains qui sont dus à la nation dans ce ressort.

« Les administrateurs composant le conseil général du district de Pont-Croix,

« *Signé* : MOMBET; M.-A. GRIVAZ; P.-F. PICQUEN, *vice-président*; J. BELEGUIC; G. BESCOUD; A.-L. TREHOT, *procureur syndic*; OLLIVIER, *secrétaire*. »

*Adresse du conseil général de la commune, de la Société populaire et de tous les vrais sans-culottes de Mirande. Ils annoncent qu'entièrement guéris de leurs erreurs, grâce aux soins*

du citoyen Dartigoeyte, représentant du peuple, ils adhèrent à la bienfaisante révolution des 31 mai et 2 juin. Nous sommes toujours debout, disent-ils, formant l'arrière-garde de l'armée des Pyrénées occidentales; nous ne quitterons jamais notre poste que lorsque les cadavres de nos fils nous appelleront pour les venger. Citoyens-législateurs, imitez notre exemple; ne quittez la divine Montagne que lorsque l'Europe sera en paix, et que nous pourrons vous donner pour successeurs ceux qui, fidèles à vos principes, auront le mieux défendu la liberté et l'égalité.

Mention honorable, insertion au « *Bulletin* » (1).

Suit le texte de l'adresse (2) :

*Extrait du registre des délibérations  
du conseil général de la commune de Mirande.*

Séance du 15 septembre 1793.

Le conseil général réuni au lieu ordinaire de ses séances, présents : Seillan, maire; Dutour aîné, Lacombe, Dubedat, Carol, officiers municipaux; Dutour aîné, premier officier municipal; Loco, procureur de la commune; absents : Dutour cadet, Guillaume Saint-Arroman, Lejeune, Fitère, Bourrust, Louis Saint-Arroman, Canteloup, notables.

Sur la proposition du citoyen Seillan, le conseil arrête qu'il sera fait à la Convention nationale l'adresse suivante :

« Citoyens représentants,

« Le conseil général de la commune a déjà adhéré à la bienfaisante révolution du 31 mai et du 2 juin. La Société populaire entièrement dégagée des humeurs morbifiques (*sic*) qui la faisaient délirer est entièrement guérie grâce aux soins du citoyen Dartigoeyte, digne représentant des vrais sans-culottes. Trop longtemps cette société était dominée par des intrigants, des riches égoïstes, ennemis jurés de l'égalité, et par des contre-révolutionnaires déguisés qui, semblables au crocodile, nous attireraient par leurs cris lamentables dans leur gueule prête à nous dévorer. Victimes de leurs talents et de notre bonne foi, nous aurions été la proie de tous ces monstres, si l'apôtre que vous nous avez envoyé ne les eut écrasés en nous faisant voir la lumière. Aujourd'hui nous sommes tous sans-culottes, nos regards sont toujours fixés vers la sainte Montagne; c'est là que s'est placé notre vrai Dieu; nous jurons tous de n'adorer que lui. Nous sommes pères de famille; nos enfants nous sont plus chers depuis qu'ils versent leur sang pour défendre l'unité et l'indivisibilité de la République; tous sont sur nos frontières; s'il en reste quelqu'un, il a mérité notre mépris. Malheur à celui qui, à la fin de la campagne, n'aura pas eu l'honneur de servir la patrie. Nous sommes toujours debout, formant l'arrière-garde de l'armée des Pyrénées-Occidentales, nous ne quitterons jamais notre poste que

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 699.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 32, p. 80.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 699.

lorsque les cadavres de nos fils nous appelleront pour les venger.

« Citoyens législateurs, imitez notre exemple, restez aussi à votre poste, ne quittez pas la divine Montagne que lorsque l'Europe sera en paix et que nous pourrions vous donner pour successeurs ceux qui, fidèles à vos principes, auront le mieux défendu la liberté et l'égalité. Continuez votre ouvrage, incorruptibles représentants, continuez de nous donner de bonnes lois, nous forcerons nos ennemis à s'y conformer ou bien nous les tuerons. Tels sont les vœux du conseil général de la commune, de la Société populaire, et enfin de tous les sans-culottes de Mirande et du canton. »

(Suivent 18 signatures.)

**Lettre du citoyen Dartigoyte** [DARTIGOEYTE], représentant du peuple dans le département du Gers et autres circonvoisins, qui fait passer à la Convention les divers arrêtés que les circonstances l'ont forcé de prendre, notamment celui de la destitution de Barthe, administrateur et évêque du Gers.

Approbation des arrêtés; et, pour le surplus, renvoi au comité de sûreté générale, pour en faire un prompt rapport (1).

*Suit un extrait de la lettre de Dartigoyte d'après le Bulletin de la Convention* (2) :

Le citoyen Dartigoyte, représentant du peuple dans le département du Gers et autres environnants, écrit d'Auch, le 25 septembre 1793; il a fait passer à la Convention nationale divers arrêtés qu'il a été obligé de prendre.

Il est étonné du retour à Auch du fanatique Barthe, évêque et administrateur du département du Gers qui, par un décret de la Convention, avait été destitué de ses fonctions et mandé à la barre. Les Sociétés populaires et les sans-culottes demandent son éloignement. C'est ce qui a déterminé, dit-il, Monestier, Pinet et moi à prendre un arrêté qui le met en état d'arrestation. Nous espérons que la Convention y donnera son assentiment.

« Nous avons destitué encore le nommé Buret, curé de la ville d'Aire, de ses fonctions de procureur de la commune. Il s'opposa fortement à la publication de l'acte constitutionnel. Ce prêtre est encore dénoncé pour d'autres faits graves.

« Ici les prêtres se marient, les bataillons se forment et les gens suspects mî en arrestation. Le tout se fait avec activité. »

**Lettre des administrateurs du département de Maine-et-Loire**; ils annoncent qu'ils viennent de vendre des biens nationaux à Angers, dont l'estimation montait à la somme de 24,400 livres et qui ont été vendus 61,125 livres, ce qui répond suffisamment à ceux qui oublient que

l'esprit public ne vaut rien dans cette ville, et félicitent la Convention sur le décret qui vient de fixer le prix des denrées de première nécessité (1).

*La lettre des administrateurs du département de Maine-et-Loire est ainsi conçue* (2) :

*Les administrateurs du département de Maine-et-Loire, à la Convention nationale.*

« A Angers, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Représentants,

« Les malheurs qui, depuis six mois, pèsent sur le département de Maine-et-Loire, avaient forcément suspendu la vente des domaines nationaux dans les districts qui avaient échappé aux incursions des brigands. A présent que nous sommes en état de leur résister, cette importante opération a été reprise, et nous avons la satisfaction de vous annoncer que les biens nationaux vendus ce matin dans la ville d'Angers, et dont l'estimation montait à la somme de 24,100 livres, ont été vendus 61,125 livres. Cette preuve non équivoque de confiance dans les travaux de la Convention nationale peut servir de réponse à ceux qui répandent que l'esprit public ne vaut rien dans cette ville.

« Représentants, nous vous remercions du décret qui vient de fixer le prix des denrées de première nécessité; ce décret désiré depuis longtemps assure l'existence de tous les sans-culottes de la République, et va déjouer les projets perfides des accapareurs et des contre-révolutionnaires.

« Les administrateurs du département de Maine-et-Loire,

« Signé : BRICHET; COULONNIER; VILLIER, vice-président; ROULHET, procureur général syndic; MAMERT; COULLION; L.-J. BAZERT. »

**Lettre du ministre de la justice**; il fait passer à la Convention une lettre du commissaire national près le district de Sainte-Menehould relative aux poursuites dirigées contre ceux qui, lors de la fuite du tyran à Varennes, fusillèrent le ci-devant comte de Dampierre. Il expose que les jeunes gens impliqués dans cette affaire sont tous dans les armées, et que leurs parents demandent les pièces de la procédure pour les brûler sur l'autel de la patrie. Le ministre, en consultant sur cette mesure, demande s'il ne serait pas de l'intérêt général de l'étendre à toutes les procédures de la même espèce, faites contre les amis de la révolution.

Le principe est décrété et renvoyé pour la rédaction au comité de législation (3).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 80.

(2) *Bulletin de la Convention* du 14<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (samedi 5 octobre 1793). — Cette lettre ne figure pas dans le *Recueil des Actes et de la Correspondance du Comité de Salut public*, de M. Aulard.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 80.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 699. *Supplément au Bulletin* du 14<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (samedi 5 octobre 1793).

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 81.



*Suit la lettre du ministre de la justice (1) :  
Au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Paris, ce 27 septembre 1793, l'an II  
de la République.

« Citoyen Président,

« Je vous transmets copie d'une lettre qui m'a été adressée par le commissaire national près le tribunal du district de Sainte-Menehould. Les détails qu'elle contient méritent de fixer l'attention de l'Assemblée.

« Lors de l'arrestation du ci-devant roi à Varennes et de son passage par la ville de Sainte-Menehould, un ci-devant comte de Dampierre de Han, accourut à cheval armé d'un fusil et de pistolets. L'audace de cet homme, d'ailleurs suspect, irrita des jeunes gens qui escortaient la voiture, et ils le fusillèrent au moment où il prenait la fuite. Sa mort donna lieu à des poursuites qui furent éteintes par l'amnistie prononcée en septembre 1791.

« Depuis, les jeunes gens impliqués dans cette affaire se sont consacrés à la défense de l'Etat, et ils sont tous dans les armées. Aujourd'hui leurs parents demandent les pièces de la procédure pour les brûler sur l'autel de la patrie : ne serait-ce point une juste récompense du dévouement de ces braves républicains ?

« Ne serait-il pas de l'intérêt général d'étendre cette mesure à toutes les procédures de cette espèce dirigées contre les amis de la Révolution ? Il est notoire que les adversaires du nouvel ordre de choses, désespérant d'étouffer le noble enthousiasme de ses zélés partisans, se sont étudiés à l'égarer. L'évidence de ces manœuvres a porté les législateurs à proscrire des poursuites qui n'avaient pour bases que des actes produits par l'effervescence du moment, presque toujours provoqués par les projets contre-révolutionnaires de ceux même qui en sont devenus les victimes, et dont l'effet n'a souvent que prévenu les coups solennels de la justice.

« Mais suffit-il d'avoir arrêté la marche de ces procès ? Et convient-il d'en laisser subsister les traces dans des dépôts publics ? Leur conservation ne sert qu'à nourrir les désirs insensés des aristocrates bercés continuellement du songe d'un retour à l'ancien régime, ils se flattent de retirer un jour de la poussière, ces infâmes papiers, et d'en faire autant d'instruments de vengeance. D'un autre côté, les patriotes, bien convaincus du triomphe de leur cause, n'en voient pas moins avec peine l'existence de ces monuments où des hommes, qui n'ont été mus que par un ardent amour de la liberté, sont peints des mêmes couleurs que des scélérats qui n'auraient suivi que les impulsions d'une âme atroce et barbare : ils désireraient que ces pièces destinées au surplus à pourrir dans les greffes fussent offertes en holocauste à la nation.

« Veuillez, citoyen Président, présenter ces réflexions et ces vœux à la Convention. L'anéantissement absolu des papiers dont il s'agit lui paraîtra sans doute le complément naturel de la

suppression de la procédure, dont ils ne peuvent que perpétuer l'odieux souvenir.

« Le ministre de la justice,

« Signé : GOHIER. »

*Lettre du commissaire national près le tribunal du district de S<sup>te</sup> Menehould (1).*

*Copie d'une lettre du commissaire national près le tribunal du district de S<sup>te</sup> Menehould, datée de S<sup>te</sup> Menehould le 3 septembre 1793, au ministre de la Justice.*

« Lors de la fuite du ci-devant roi, lorsqu'il fut à Varennes, il y eut un tocsin général dans les environs de S<sup>te</sup> Menehould, et bientôt tous les citoyens se sont réunis afin d'opposer une force invincible aux ennemis qui favorisaient cette évasion. Il n'est pas d'inquiétudes que cet événement n'ait occasionnées dans le temps. On voulait le retour de Louis dans la capitale ; mais on avait à craindre les efforts des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, un œil attentif était porté sur la conduite de gens suspects, les nobles surtout pouvaient être justement soupçonnés ; c'est dans le milieu de toutes ces sollicitudes, c'est lors du passage du ci-devant roi en cette ville, que le ci-devant comte de Dampierre de Han, est intervenu, monté sur un cheval, armé de fusils et de pistolets ; sans doute qu'il s'est comporté de manière à inspirer de la défiance sur son compte, plusieurs de ceux qui escortaient les voitures du ci-devant roi et de sa suite l'ont fusillé, et il est mort en prenant lui-même la fuite. Cette mort a donné lieu à une procédure criminelle commencée au tribunal du district de cette ville, qui a été peu de temps après, arrêtée et anéantie par une loi positive, qui prononce une amnistie générale, elle est de la même époque que l'acceptation de l'ancienne constitution.

« Aujourd'hui les pères et mères des jeunes gens qui sont impliqués dans cette procédure, désirant qu'elle soit retirée du greffe et supprimée, se sont réunis, et m'ont député un d'entre eux, qui m'a demandé les pièces de cette procédure, et m'a assuré que si on les lui refusait, qu'il viendrait en force les prendre dans le lieu où elles sont déposées. J'ai observé à ce député que ni le tribunal ni moi ne pouvai lui faire cette remise, à moins qu'elle n'ait été ordonnée par l'autorité supérieure. Je lui ai promis que je lui en référerais, et il m'a bien voulu dire qu'on attendrait votre réponse si elle ne tardait pas trop. C'est à vous, citoyen, de me dire ce que je dois faire dans cette circonstance. Je vous observe que les choses sont très urgentes, il faut éviter une levée en masse de mécontents, une descente dans un dépôt public pourrait avoir des suites fâcheuses qu'il est intéressant de prévenir.

« Je ne vous dissimulerai pas, citoyen, que tout en improuvant la forme de la demande qui m'a été faite, je crois que l'on peut ordonner que la procédure dont s'agit sera distraite du dépôt public et brûlée au pied de l'autel de la patrie, parce que cette procédure est anéantie, parce

(1) Archives nationales, carton Dm 149, dossier S<sup>te</sup>-Menehould.

(1) Archives nationales, carton Dm 149, dossier S<sup>te</sup>-Menehould.

qu'elle laisse encore quelques traces de l'aristocratie qu'il faut bannir à jamais de la République, parce que les prévenus sont maintenant dans les armées, occupés de repousser les satellites des despotes qui voudraient nous dicter des lois, parce qu'elle inquiète une foule de braves républicains qui exposent leur vie pour le salut de leur patrie.

« Je vous prie de me répondre incessamment et de solliciter, s'il le faut, un décret qui ordonnera la destruction et la brûlure de cette procédure. »

*A cette lettre était jointe l'adresse suivante :*

*Le conseil général de la commune de Sainte-Menehould, en permanence, à la Convention nationale (1).*

« Le peuple français vous a envoyés pour élever l'édifice du bonheur des nations, vous en avez préparé les matériaux; il vous reste à les assembler. »

« Législateurs, ne désespérez point avant que ce monument de la félicité universelle soit élevé. »

*(Suivent 19 signatures.)*

**Lettre d'André Dumont, représentant du peuple dans le département de la Somme; il annonce qu'il a été obligé de renouveler les administrations, et de faire arrêter un grand nombre de personnes suspectes à Montreuil. Il rend compte de ce qui s'est passé à l'occasion de la profession de foi publique qu'il a exigée de deux prêtres.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » en entier (2).**

*Suit la lettre d'André Dumont (3) :*

*André Dumont, représentant du peuple dans le département de la Somme, à la Convention nationale.*

*« Abbeville ce 1<sup>er</sup> octobre, 11 heures du soir.*

*« Citoyens collègues,*

« Je vous marquai, il y a deux jours, la cruelle situation en laquelle se trouvaient les sans-culottes de Boulogne, et la criminelle gestion des administrateurs et officiers municipaux; je vous en dis autant de Montreuil, et j'ai usé en cette dernière ville de mon excellent remède; aussi après avoir agi ainsi au gré de tous les patriotes, j'ai eu le doux avantage d'entendre, comme à Boulogne, les cris répétés de *Vive la Montagne*; 44 charrettes ont emmené devant moi les per-

sonnes que j'ai fait arrêter par le comité de surveillance, conformément à la loi. J'ai, à l'égard de mes opérations en cette ville, un compte à vous rendre et je le crois de nature à mériter d'être connu partout.

« Environné des décombres des administrations que j'avais suspendues aux acclamations du peuple, je reçus des sans-culottes en masse le nom des remplaçants. Dans le nombre se trouvaient deux prêtres, je crus l'occasion favorable pour exiger, au milieu de plus de 1.800 personnes, la profession de foi de ces deux *ci-devant prêtres*; j'étais en chaire, et peut-être pour la première fois ces deux citoyens y ont dit des vérités. Après avoir fait sentir au peuple combien il était dupe de ses prêtres, que c'étaient des arlequins ou des Pierrots vêtus de noir qui montraient des marionnettes; que tout ce qu'ils faisaient étaient des singeries pour escroquer de l'argent, que j'espérais que bientôt les confessionnaux serviraient, comme les titres de noblesse, à faire des autodafés (1), et qu'enfin ne pouvant croire au républicanisme d'hommes se disant prêtres pour tromper le peuple, je ne consentirais à nommer les deux indiqués qu'à condition qu'ils me suivraient à la tribune pour y faire leur profession de foi; ma proposition, couverte d'applaudissements, donna lieu à la scène la plus plaisante; mes deux prêtres constitutionnels montant en la chaire, que pour cette fois j'appelle de vérité, annoncent au peuple que j'ai dit les plus grandes vérités et qu'il n'existe réellement de religion que d'esprit et de cœur; les applaudissements recommencent, les cris de *Vive la Convention, Vive la Montagne* retentissent partout, le peuple me demande pour eux le baiser fraternel et je le leur donne au milieu de nouveaux applaudissements. En sortant, j'avais pour cortège toute la ville, on n'entendait que les cris de *Vive la Convention*, nous sommes sauvés.

« Je viens de requérir l'apport de tous les cuivres des églises pour la fonte des canons (2).

« Je pars pour Amiens, et de là à Péronne, ça va ici de mieux en mieux.

« Salut et fraternité.

*« Signé : DUMONT. »*

**Adresses du conseil général du département de la Haute-Saône; des administrateurs du district et de la Société populaire de Lons-le-Saulnier; de la Société des sans-culottes républicains de la commune de Montebourg, département de la Manche; des membres du conseil général du district d'Evreux (3), réunis à ceux du comité d1 Salut public et du tribunal du même district, département de la Creuse; des sections de Brutus et de l'égalité, de la ville de Dieppe; du conseil général de la commune de Laval; du conseil général de la commune; de la Société populaire et du comité de Salut public de Thiers; des citoyens de la commune de Laval, réunis dans leurs sections respectives; du conseil général de la commune de Pacy-sur-Eure; du conseil général de la**

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 81.

(3) Archives nationales, carton C 273, dossier 691. — Bulletin de la Convention du 14<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (samedi 5 octobre 1793). — *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octobre, p. 1182, col. 2). — Aulard : *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 168.

(1) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* (dimanche 6 octobre 1793, p. 86, col. 1).

(2) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* (dimanche 6 octobre 1793, p. 86, col. 2) et d'après l'*Auditeur national* (n° 379 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1).

(3) *Evæux*.



commune de Sens; des sections de Marat, des sans-culottes et de la montagne de la ville de Dieppe; du conseil général de la commune de Bazas; de celui de la commune de Langon, chef-lieu de canton; des citoyens de la commune de Rix; du conseil général de la commune de Ganges, district de Montpellier; de celui de la commune de Saint-Amand, département du Cher; des maire, officiers municipaux et procureur de la commune de Saint-Servan; du conseil général de la commune de Granville; des administrateurs du district de Colmar, des membres du tribunal du district de Limoges, de l'administration du district de Bazas, de ceux du district de Charolles; des administrateurs provisoires du district de Tarascon, réunis à ceux restés fidèles à la loi; des administrateurs et procureur-syndic du district de Civray, département de la Vienne; des administrateurs du district de Semur, département de la Côte-d'Or; du directoire du district de Bernay, département de l'Eure; du conseil de district de Saint-Amand, département du Cher; des citoyens du conseil général du département de la Corrèze, des autorités constituées et révolutionnaires de la ville d'Orléans, des administrations du département des Deux-Sèvres, du conseil général du département de la Sarthe, de l'administration régénérée du département de Lot-et-Garonne, du conseil général du département des Basses-Pyrénées, de celui des Alpes-Maritimes; des autorités constituées de la ville de Rambervillers, département des Vosges; des trois corps administratifs de la ville de Besançon, le comité de Salut public et de la Société populaire; des administrateurs du département des Côtes-du-Nord; de la Société populaire de Guéret, département de la Creuse; de celle populaire et républicaine de Noyon (1), de celle de Castres; de celle des amis de la liberté et de l'égalité, séant à Toulon-sur-Arroux, département de Saône-et-Loire; de celle républicaine de Fécamp, de celle des amis de la République de Beauvais, de la Société républicaine de Rochefort, de la Société populaire de Châteauneuf, département du Cher; de celle populaire et républicaine de Neuville, département du Loiret; de celle des sans-culottes républicains séant à Amboise, de celle de Pacy-sur-Eure; de celle de Miremont, département de Haute-Garonne; de celle de Castelnau-Montratiér, de la Société populaire des sans-culottes de la montagne de la ville de Beaucaire; de celle des sans-culottes de Fleurance, département du Gers; de la Société populaire de Saint-Dié, département des Vosges, de la Société républicaine séant à Eprenay; de celle de Charly, département de l'Aisne; de celle de Péronne, de celle révolutionnaire de Moissac, des républicains de la commune de Vaugirard, de la Société populaire de Redon; de celle de l'Ille-Jourdain, département du Gers; de celle républicaine de Crépy, département de l'Oise; de celle de la Réole, de celle de Tartas, de la Société fraternelle et républicaine des sans-culottes de Trévoux, de celle de Béziers, des membres du comité de correspondance de la Société populaire de Massillargues, département de l'Hérault; de celle des républicains de Périgueux; de celle de Charlieu, département de Saône-et-Loire; de celle d'Hazebrouck, de celle de Bar-sur-Aube,

de celle de Saint-Jean-de-Luz, de celle de Seurre, département de la Côte-d'Or; de la Société des francs-républicains, défenseurs de la Constitution de 1793, séant à Pont-Croix; de la Société républicaine de Saint-Servan, de celle de Vannes, département du Morbihan; de la Société montagnarde de Cahors; des amis de l'unité et de l'indivisibilité de la République à Sainte-Mère-Eglise, département de la Manche; des sans-culottes composant la Société des amis de la Constitution républicaine de 1793, séant à Jarnac; des sans-culottes de Gex, de la Société populaire de Lons-le-Saunier; de la Société des amis de la constitution d'Ecouis, département de l'Eure; de la Société populaire de la Tremblade, département de la Charente-Inférieure; de celle de Bayonne; de celle de Pouillon, département des Landes; de celle de Gourdon, de celle de Langon, de celle des amis de la constitution de Bazade (1); de la Société républicaine du canton de Moulins-la-Marche, département de l'Orne, séant audit Moulins; de la Société populaire de Bédarieux, département de l'Hérault; de celles des amis de la Constitution, séant à Saint-Cyprien, département de la Dordogne; de la Société populaire et républicaine de Saint-Brieux; de celle d'Arnay-sur-Arroux, département de la Côte-d'Or; de celle d'Annonay, département de l'Ardèche; de celle de Moutiers, département des Basses-Alpes; de celle de Pamiers, département de l'Ariège; de celle de Vendôme, de la Société des sans-culottes républicains de la ville de Dunkerque; de la société populaire de Sablé, département de la Sarthe; de celle de Roanne, affiliée aux Jacobins; de celle républicaine de Blaye-sur-Gironde; de celle d'Albi, département du Tarn.

Toutes ces adresses, dictées par le plus ardent républicanisme, contiennent l'expression des mêmes sentiments pour la Constitution, et invitent la Convention à rester à son poste.

On en décrète la mention honorable et l'insertion au « Bulletin » (2).

*Suivent ces diverses adresses .*

# I

*Le conseil général du département de la Haute-Saône, à la Convention nationale (3).*

« Vesoul, ce 30 septembre 1793,  
l'an II de la République française.

« Citoyens représentants,

« Vous avez trouvé le moyen de purger les administrations de quantité de malveillants et de traîtres; employez-en un semblable pour arrêter enfin le cours des trahisons dans nos armées et dans l'administration de leurs subsistances; terrassez l'hydre de l'agiotage; le salut de la patrie repose entre vos mains, nous n'avons les

(1) Il s'agit de Bazas.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 81 à 84.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 708.

(1) C'est une erreur; il s'agit de la ville de Noyons.

yeux tournés que vers la Montagne : c'est là qu'est tout notre espoir. Restez à votre poste; d'autres bras ne pourraient achever le divin ouvrage de notre Révolution. Fidèles à nos serments, nous vous seconderons de tous nos efforts. dussions-nous périr au poste où nous sommes appelés; il faut que la liberté triomphe et que tout fléchisse le genou devant les droits sacrés et immortels de l'humanité.

« Signé : DAVAL, *président*; ROCHET; FROIDOT; JOLY, *procureur général syndic*; HAVIN; HUMBLLOT.

« Par le conseil :

« VUILLEMINOT, *secrétaire général*. »

## II

*Adresse des administrateurs du district et de la société populaire de Lons-le-Saulnier (1).*

« Lons-le-Saulnier, le 29 septembre, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Le voile est enfin déchiré, le prestige est levé, le fédéralisme est anéanti et la liberté nous est rendue. Les sans-culottes composant le Conseil général de la commune de Lons-le-Saulnier, jusqu'ici opprimés, n'ont pu qu'applaudir dans le silence à vos décrets qui ont sauvé la partie. Aujourd'hui, réhabilités dans leurs droits, ils consacrent leurs premiers moments pour vous faire part de leurs sentiments patriotiques qui ne se sont jamais démentis; mais qu'il leur était impossible de manifester; ils acceptent purement et simplement l'Acte constitutionnel qui est le désespoir de l'aristocratie, ils adhèrent de cœur et d'esprit aux journées à jamais mémorables des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin, journées qui ont renversé le despotisme et assuré le règne de la loi.

« Citoyens représentants, vous nous avez sauvés, vous avez terrassé les insectes royalistes du Marais, demeurez à votre poste, n'abandonnez le sanctuaire des lois que lorsque vous aurez déclaré que la patrie n'est plus en danger.

« Législateurs, comptez sur notre énergie, comptez sur nos bras, car il n'est point de gloire dont cette commune soit plus jalouse et qu'elle ambitionne davantage, que celle de descendre dans la tombe, les armes à la main, et ce serment à la bouche; la République une, indivisible ou la mort. Tels sont les sentiments et les vœux du Conseil général de la commune, des administrateurs du directoire du district et de la Société populaire de Lons-le-Saulnier.

(Suivent 10 signatures.)

« L'administration du district de Lons-le-Saulnier partage les sentiments républicains

du conseil général de ladite commune, et adhère au même serment.

« Signé : GINDRE, *procureur syndic*; PITY; MARAT-RIGUEUR, *vice-président*; OLIVIER, *secrétaire général*.

« Les membres de la société populaire de Lons-le-Saulnier, partagent les sentiments du conseil général de la commune et adhèrent à ce même serment et forment les mêmes vœux. »

(Suivent 73 signatures.)

## III

*La société des sans-culottes républicains de la commune de Montebourg, département de la Manche, à la Convention nationale (1).*

« Citoyens représentants,

« Les malveillants et les suppôts des tyrans coalisés que vous avez juré d'anéantir, ont seuls conçu le projet de votre remplacement par de nouveaux législateurs. Nous ne dirons point que vous êtes les seuls capables de gouverner, mais nous répéterons avec tous les républicains, que votre courage et votre fermeté ont pu seuls nous donner la Constitution qui nous rend les droits imprescriptibles que l'auteur de la nature nous donna en nous créant. Continuez, citoyens représentants, à déjouer les projets criminels des traîtres et des perfides, n'abandonnez pas le vaisseau de l'État, la contagion s'y est fait sentir et vous avez chassé les pestiférés. Vous avez vu naître l'orage dirigé contre nous, et vous avez su, jusqu'à ce jour, préserver notre moisson de ses effets désastreux. Ne quittez pas un gouvernail qui nous a préservé de tant d'écueils, et faites nous arriver au port de la liberté.

« Nous devons des éloges aux citoyens représentants Le Carpentier et Garnier de Saintes, commissaires dans notre département; les mesures sages qu'ils ont prises nous ont délivrés des traîtres qui ont fait tous leurs efforts pour faire entrer notre département dans la coalition criminelle du Calvados, ces chefs de parti sont en partie arrêtés et le peuple qu'ils ont cherché à tromper, demande que l'on en fasse justice. La société des sans-culottes républicains de la commune de Montebourg se joint à lui pour vous inviter à prendre les mesures de vigueur et analogues aux circonstances.

« Signé : LE CAPPON, *président*; TARDIF, *secrétaire*.

« Montebourg, ce 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

## IV

*Les membres du conseil général du district d'Evauz, réunis à ceux du comité de Salut*

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.



*public et du tribunal du même district, département de la Creuse, à la Convention nationale (1).*

« Le 17 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Il fallait pour sauver la patrie un grand mouvement à la Révolution, et vous venez de l'imprimer; tous les despotes de l'Europe multipliaient leurs forces pour nous asservir, vous avez décrété la levée du peuple en masse et, de toutes parts, des légions nombreuses s'ébranlent pour purger la terre de la liberté des satellites de la tyrannie. Les conspirateurs n'étaient en général surveillés que par des âmes timides et faibles dont ils surprenaient aisément la bonne foi; l'armée révolutionnaire que vous avez créée ferme et incorruptible les atteindra tous, et le fer meurtrier qui la suit en délivrera la République.

« Des spéculateurs infâmes avaient calculé sur la misère du peuple, et déjà ils entassaient les fruits abondants de la terre pour les faire payer du sang du pauvre; vous avez frappé de mort les accapareurs, et une taxe raisonnable sur les denrées de première nécessité déjoue tous les complots.

« Mais, Législateurs, le tonnerre que vous avez lancé n'a pas encore parcouru le cercle sur lequel il doit gronder. Craignez que si vous remettez en d'autres mains le soin de le diriger, son mouvement ne se ralentisse et que son feu ne s'éteigne tout à fait. Restez à votre poste, le salut de la République l'exige et la voix des amis de la liberté s'élève de toute part pour vous le demander. Avant les journées immortelles des 31 mai et 2 juin derniers, l'opinion était peut-être incertaine sur le point de savoir si vous pouviez sauver la patrie, mais depuis que le masque des conspirateurs qui siégeaient parmi vous est tombé, depuis que de la Montagne triomphante est sortie la Constitution, que l'acceptation du peuple a sanctionnée, les doutes sont dissipés, et la confiance universelle accueille vos décrets, nous ne vous dirons plus qu'un mot; au moment où les assemblées Constituante et Législative ont dégénéré, le peuple les a averties qu'il était temps de laisser en d'autres mains les rênes de l'État. Croyez que, toujours juste dans ses jugements, il saura aussi vous avertir lorsqu'il sera temps que vous ayez des successeurs. Mais, jusque là, Législateurs, pensez que votre renouvellement n'est désiré ou que par des intrigants jaloux du pouvoir qui vous est confié, ou par des ennemis de la patrie. »

(Suivent 16 signatures.)

V

*Adresse des sections de Brutus et de l'Égalité de la ville de Dieppe, à la Convention nationale (2).*

« Législateurs,

« Les sections Brutus, de l'Égalité, de Marat,

des sans-culottes et de la Montagne, de la ville de Dieppe, sont assemblées pour entendre le rapport de leurs envoyés, et s'occuper des grandes mesures qu'il faut à son bonheur et à sa tranquillité.

« Elles ne veulent pas se séparer sans vous donner des preuves de leur attachement et de leur reconnaissance.

« Législateurs, vous avez servi grandement la patrie, et les Français libres ne reconnaissent que vous pour libérateurs.

« Après avoir longtemps combattu contre une faction libricide, vous avez enfin frappé de mort les plus grands conspirateurs.

« Les hydres du despotisme sont terrassés, leurs infâmes satellites sont abattus, vous vous êtes montrés tels que doivent être les représentants d'un grand peuple.

« Sa puissance comme son bonheur est dans vos mains, marchez sur les traces des vertus qu'il vous offre.

« Il ne s'agit plus de composer avec les tyrans, ce sont des monstres auxquels il faut couper la tête.

« Le salut de la patrie a été confié à votre génie tutélaire.

« Législateurs, restez à votre poste jusqu'à ce que le tonnerre ne gronde plus sur nos têtes; dissipez avec votre énergie républicaine les exhalaisons que vomissent les bouches royales qui osent attenter à notre liberté, et souiller le territoire de la République par les brigands qu'ils y ont fait entrer.

« Nous avons secoué le joug des tyrans, achevez le bel ouvrage que vous avez commencé.

« Peut-être des factieux ou des méchants vous calomnieront-ils de vous voir perpétuer, mais ne les écoutez pas, et faites qu'ils se taisent, le salut du peuple est la loi suprême.

« L'exemple de votre courage et de votre fermeté nous attache à vous; que celui de vos vertus vous fasse, par la suite, vénérer de l'Europe entière.

« Législateurs, les sections de la ville de Dieppe jureront votre sublime ouvrage; elles ont juré l'unité et l'indivisibilité de la République, elles sauront tenir ce serment sacré. Elles le réitérent dans vos mains avec ce généreux respect qui appartient aux sauveurs de la patrie.

« Les présidents et secrétaires des sections ci-dessus de la ville de Dieppe. »

(Suivent 14 signatures.)

VI

*Le conseil général de la commune de Laval, aux représentants du peuple (1).*

« Laval, ce 24 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Vous l'avez décrété, vous sauvez la patrie. Le peuple souverain attend son salut de cet engagement sacré; il fait notre espoir et notre consolation. Mais quelles mains assez sûres pour fixer l'oriflamme de la félicité publique? Vous

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

seuls, nous sommes-nous tous écriés, dans nos sections réunies, vous seuls qui, depuis si longtemps, lui cimentez un autel sur ce sommet, la terreur de la tyrannie; vous seuls pouvez l'y rendre inébranlable.

« Chacun de nous remplissait donc hier le devoir d'un vrai républicain, en vous conjurant de rester à votre poste. Vous le répéter en conseil général devient aujourd'hui le besoin du cœur. »

(Suivent 23 signatures.)

## VII

*Adresse du conseil général, de la société populaire et le comité de Salut public de la commune de Thiers (1).*

« Thiers, le 22 septembre 1793,  
l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants du peuple,

« Nous ne connaissons point les sinistres projets du fédéralisme, ni toute son étendue lorsque nous avons pensé qu'une nouvelle législature ramènerait toutes les opinions à l'unité et à l'indivisibilité de la République. Touchés de l'erreur de nos frères, désirant éviter une guerre civile, nous regardions une nouvelle convocation comme un moyen de ralliement et un point central autour duquel tout vrai républicain devait se réunir. Les trahisons multipliées, les insurrections combinées, ne nous ont que trop appris que la Royauté française est la source de tous nos maux. Depuis la Révolution, nos ennemis ont étrangement abusé de notre générosité envers eux; mais leur perfidie et leurs efforts seront vains tant que la Convention subsistera.

« Le peuple vous a investis de tout son pouvoir, vous seuls pouvez sauver le vaisseau de la République et le ramener au port. Nous vous conjurons, au nom de la patrie, au nom de trois mille des nôtres, qui se sont portés en masse contre Lyon, de ne point quitter les rênes du gouvernement avant que la paix intérieure et extérieure n'ait été proclamée. Tous nos concitoyens ont juré de ne rentrer dans leurs foyers qu'à l'époque où il n'y aura plus d'ennemis sur le territoire de la République.

« Les membres composant le conseil général de la commune de Thiers, réunis à la société populaire et au comité de Salut public établi par les représentants du peuple. »

(Suivent 37 signatures.)

## VIII

*Les citoyens de la commune de Laval, réunis dans leurs sections respectives, sur l'invitation qui leur en a été faite par les trois corps admi-*

*nistratifs, aux représentants du peuple français (1).*

« Laval, le 22 septembre 1793,  
l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

« Entourés au dehors des satellites du despotisme qui s'efforcent de renverser l'édifice de notre liberté, assaillis au-dedans par des ennemis plus dangereux, parce que les coups qu'ils portent sont plus sûrs, qui mieux que vous peut sauver la chose publique?

« Ceux-là qui nous ont donné une constitution qui assure à jamais le bonheur des Français, et qui servira bientôt d'évangile à tous les peuples de la terre, ceux-là seuls peuvent mener au port le vaisseau de la félicité nationale.

« Restez donc à votre poste, Législateurs; jusqu'à ce qu'une paix durable ait succédé aux orages qui nous menacent de toutes parts. Comptez sur l'amour des Français, comptez sur leur reconnaissance; c'est par vous que les Français seront libres désormais, et ils vous montreront toujours qu'ils méritaient de l'être.

« Les commissaires des quatre sections de la commune de Laval.

« Signé : DOUARD, commissaire de l'Egalité; GOMBERT, commissaire de la section des sans-culottes; DURONCERAY, commissaire de la section de la Fédération; TELLOT fils, commissaire de la section de la liberté. »

## IX

*Les membres du conseil général de la commune de Pacy-sur-Eure, à la Convention nationale (2).*

« Citoyens Législateurs,

« Généreux libérateurs de la tyrannie, créateurs immortels d'une Constitution salutaire et inébranlable, pères d'un peuple souverain, libre et fier de vous avoir revêtus de sa confiance, laisserez-vous le vaisseau de l'État sous la conduite de nouveaux pilotes? Au nom de la patrie et de l'honneur français, nous vous sollicitons de ne point encore terminer votre carrière, et d'attendre fermement à votre poste les précieux effets d'un triomphe éclatant, par la défaite de tous nos ennemis.

« Un dernier effort doit suffire pour anéantir l'aristocratie, le fédéralisme et tous les monstres qui attentent à notre liberté; parlez, ne balancez pas, citoyens représentants, déployez votre énergie et votre patriotisme ordinaires. Des millions de républicains, qui ont juré la liberté, l'égalité, l'obéissance aux lois, le respect aux personnes et propriétés, le soutien de la Convention, sont prêts à voler de toutes parts pour exterminer la horde sanguinaire des tyrans et de leurs infâmes satellites.

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 709.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.



« Et vous, sainte Montagne, frappez impitoyablement du glaive de la loi les vils instruments de la corruption et de la scélératesse, ces perfides protégés qui, sous le manteau du républicanisme, ne cherchent qu'à rétablir le régime de la tyrannie et de la servitude, par des menées désorganisatrices. Puisse la terre de la liberté engloutir à l'instant jusqu'au dernier des scélérats qui la désolent. Ce sont les vœux de tous les vrais républicains, ce sont ceux des habitants de la petite ville de Pacy, par conséquent ce sont les nôtres.

« Les membres du conseil général de la commune, le 25 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

(Suivent 13 signatures.)

### X

Adresse du conseil général de la commune de Sens (1).

« Sens, ce 29 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants du peuple,

« Il n'est aucun membre de la commune de Sens qui n'ait senti le prix de vos travaux et ne soit pénétré de la plus vive reconnaissance. Recevez-en aujourd'hui l'hommage, citoyens représentants du peuple, et méritez celle de la nation en consolidant les bases de la liberté française et en les garantissant à jamais de tout ce qui pourrait les affaiblir.

« A d'autres qu'à vous, citoyens, nous dirions : « L'ouvrage sera trop long et difficile », mais à vous qui avez tant fait jusqu'à présent, à vous devant qui disparaissent les plus grandes difficultés, parce qu'il n'en est pas dont votre patriotisme infatigable et éclairé ne sache triompher, on peut et l'on doit dire que vos succès passés sont garants des succès à venir, et d'ailleurs vous avez un soutien assuré, inébranlable dans le peuple que vous représentez et dans ce peuple que naguère on accusait d'être si léger.

« Certes, il s'est bien lavé de ce reproche par cinq années de persévérance à reconquérir la liberté; cette persévérance n'est pas épuisée et il nous en reste plus qu'il n'en faut pour lasser tous les despotes et anéantir de suite jusqu'à la quatrième génération de leurs satellites actuels.

« Nous voulons être libres, nous le serons à quelque prix que ce soit. Mais, citoyens, notre intérêt, celui de toute la République française est que chacun de vous reste à son poste, jusqu'à ce que le vaisseau politique soit heureusement arrivé au port. Battu au dehors et de tous côtés par une tempête dont l'histoire n'offre point l'exemple, déchiré au dedans par les mains perfides de l'aristocratie et du fédéralisme, que deviendrait-il, si les pilotes courageux et sages qui le conduisent, venaient à abandonner le gouvernail? Ah, nous n'osons fixer la profondeur du précipice où nous serions bientôt engloutis. Quoi! vous nous auriez fait entrevoir le port tant désiré de la liberté, et au moment de nous y in-

troduire, quitteriez-vous votre poste au risque évident de nous voir périr, et ce qui est pis encore rétrograder vers les chaînes de l'esclavage?

« Loin de nous cette idée désespérante, vous avez commencé le grand ouvrage de la régénération française, c'est à vous de l'achever. Citoyens représentants du peuple, la commune de Sens vous en prie, et son vœu est celui de toute la République.

« Les membres composant le conseil général de la commune de Sens. »

(Suivent 26 signatures.)

### XI

Adresse du conseil général de la commune de Bazas (1).

« Bazas, 20 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Convaincus que la liberté et l'égalité seraient exposées à périr si les fidèles représentants qui siègent sur la Montagne consentaient à se séparer avant la destruction de toutes les espèces de tyrannie, nous croyons que le moment est venu où les bons républicains doivent se réunir pour inviter, au nom de la patrie, les députés qui la servent si bien à rester à leur poste, nous vous prions, citoyen Président, de transmettre notre vœu à la Convention nationale.

« Les membres composant le conseil général de la commune de Bazas. »

(Suivent 17 signatures.)

Extrait des registres des délibérations de la commune de Bazas (2).

Du 20 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Le conseil général assemblé en permanence, considérant que les vrais républicains ne peuvent plus concevoir des doutes sur les bonnes intentions des représentants connus sous le nom de Montagnards; que depuis les premiers jours du mois de juin dernier, la Convention marche d'un pas sûr et rapide vers l'affermissement de la République; qu'elle a montré la plus grande énergie en repoussant de son sein les hypocrites qui trahissaient les droits du peuple; qu'elle ne cesse de défendre avec courage la cause de l'espèce humaine; que dans les crises actuelles une nouvelle législature ne pourrait faire d'abord usage des grandes mesures de salut public qui sont indispensables; que l'intérêt de la nation

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

commande impérieusement aux députés actuels de rester fermes à leur poste jusqu'au complément de la Révolution, et que les bons citoyens doivent se réunir pour inviter la Convention à ne se séparer que lorsque la liberté et l'égalité ne seront plus en danger.

« Le conseil général, après avoir entendu le procureur de la commune, prie la Convention de ne convoquer une législature que lorsque la République sera généralement reconnue et à l'abri de tout danger.

« La présente délibération sera affichée aux lieux accoutumés.

« Fait et arrêté en séance publique dans la maison commune de Bazas, le 20 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

(Suivent 23 signatures.)

## XII

*Le conseil général de la commune de Langon, chef-lieu de canton, aux citoyens représentants du peuple français (1).*

« Langon, 26 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens Législateurs,

« Votre décret du 11 août dernier a jeté la consternation sur toute la nation française, parce qu'elle a craint que votre intention ne soit d'abandonner le gouvernail de la République encore flottante, et dans le moment où elle a le plus de besoin de ses sauveurs. Vous avez commencé le grand ouvrage, veuillez l'achever, si vous le perdiez de vue un instant, et si vous le quittez, la nation est perdue, les tyrans et leurs esclaves entrent sur notre territoire, et la royauté renaît de ses cendres; vous seuls avez les moyens de les déjouer et de transmettre votre esprit à toutes les nations qui nous combattent. Encore un effort, vous faites non seulement le bien du peuple, mais de tous ceux que les tyrans aveuglent; soutenez votre énergie, restez aux places que la nation vous a confiées, et que vous ne pouvez quitter sans son consentement, qu'elle vous refuse; les républicains qui font aujourd'hui la majeure (*sic*) vous seconderont, ils n'ont besoin que de savoir que votre intention est de cimenter la République une et indivisible, et que ce soit vous, Citoyens Législateurs, qui signiez les traités de paix que les tyrans vont nous demander. Ce sont les vœux de toute la République, et en particulier de notre canton dont nous sommes le centre. Vos collègues Baudot et Ysabeau, qui s'occupent sans relâche du bien de cette contrée, pourraient être nos interprètes près de vous, qu'avec leur secours nous tenons l'aristocratie sous le glaive de la justice. »

(Suivent 17 signatures.)

## XIII

*Adresse des citoyens de la commune de Rix (1).*

« Rix, le 29 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Vous avez lancé le vaisseau de la République en pleine mer, dans la confiance que les Français, à votre exemple, braveraient tous les orages conjurés contre ses destinées. Mais si vous en abandonniez le gouvernail avant que de le conduire au port, on croirait que vous auriez été plutôt poussés par une audace aveugle, que par le courage éclairé que produit le saint amour de la liberté. Restez donc à votre poste, et, s'il le faut, pour sauver la patrie, agitez tous les volcans de la Révolution contre les ennemis de notre bonheur.

« Veillez aussi, citoyens représentants, sur les subsistances; notre proximité de Clamecy, chef-lieu de notre district, nous a mis à même de donner de grandes preuves de fraternité, en partageant notre nécessaire avec nos concitoyens indigents. Des commissaires patriotes nous ont encouragés à ce sacrifice, en nous assurant, par la Convention, cette providence de l'Empire français, que, sur l'arrière saison, l'on viendrait à notre secours. Faites que leur promesse et notre espérance ne soient pas cruellement trompeuses.

« Les citoyens de la commune de Rix.

« Signé : P.-M. MARIO; CORDONNIER, maire; LARIBLE, officier municipal; BIAS-PARENT l'aîné; LARIBLE Nicole; Claude MOLOT; C. LARIBLE. »

## XIV

*Adresse du conseil général de la commune de Ganges (2).*

« Ganges, le 26 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens Législateurs,

« La commune de Ganges a accepté avec enthousiasme la Constitution, et le député de notre assemblée primaire s'est rendu à Paris, le 10 août, porteur du procès-verbal de notre acceptation. Nous adhérons à tous les décrets de la Convention, et la Constitution sera pour nous une arche sacrée que nous défendrons jusqu'à la mort. Il nous reste un vœu à former pour le bonheur de la République; c'est qu'avant de vous séparer, les esclaves des despotes coalisés ne souillent plus la terre de la liberté; que le fédéralisme soit anéanti, le fanatisme extirpé; que les riches égoïstes, qui font plus de mal que les aristocrates soient mis à la raison; c'est encore une tâche que vous avez à remplir, elle est pénible, mais non pas impossible.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.



« Citoyens Législateurs, vous surtout qui composez la Montagne chérie, restez à votre poste, vos vertus vous y invitent, et nous comptons sur votre courage. De notre côté nous continuons à remplir nos devoirs en vrais républicains.

« Les membres composant le conseil général de la commune de Ganges, district de Montpellier, département de l'Hérault. »

(Suivent 20 signatures.)

### XV

*Adresse du conseil général de la commune de Saint-Amand (1).*

« Saint-Amand, département du Cher, 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Sans cesse occupés de l'exécution de la loi, nous avons plus de temps pour admirer votre énergie que pour la louer, mais aujourd'hui nous devenons les organes de la totalité des habitants de la commune de Saint-Amand; ils nous ont chargés, par une délibération particulière, de vous exprimer leur vœu.

« Citoyens représentants, vous avez sauvé la France par votre courage; mais vous n'avez encore fait que jeter les fondements de l'édifice national, le peuple veut que vous acheviez de le construire; il vous reste encore des ennemis à vaincre, des hommes à modifier.

« Des lois, citoyens représentants, une éducation républicaine, voilà ce que vous avez à placer sur les bases constitutionnelles; lorsque debout au milieu des ruines féodales, vous les aurez toutes soumises aux épreuves salutaires de l'égalité, lorsque l'Europe, secouant enfin des fers qu'elle doit rompre, viendra vous demander la communication de votre ouvrage, lorsque le monument que vous aurez élevé sera devenu le modèle de ceux que les nations construiront à votre exemple, c'est alors qu'acquittés de vos obligations envers les hommes, vous reviendrez parmi nous avec la gloire de ce que vous avez fait, et que la Convention nationale de France aura des droits imprescriptibles à la reconnaissance de la postérité.

« Les membres composant le conseil général de la commune de Saint-Amand, département du Cher. »

(Suivent 22 signatures.)

### XVI

*Adresse des maire, officiers municipaux et procureur de la commune de Saint-Servan (2), au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Saint-Servan, ce 24 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Nous vous faisons passer ci-joint, l'extrait

de notre délibération du 24 courant, et nous vous prions d'être persuadés que c'est l'expression vraie des sentiments des autorités constituées de notre commune.

« Les maire, officiers municipaux et procureur de la commune de Saint-Servan.

« Signé : LEMOINE, maire; DEVIENNE, procureur de la commune; LONGUEVILLE; P.-C. COUSIN; FEILLET le jeune. »

*Extrait du registre des délibérations de la commune de Saint-Servan. (1).*

Du 24 septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an II de la République française une et indivisible.

*Séance publique.*

Assemblée du conseil général de la commune dûment et régulièrement convoquée, à laquelle a présidé le citoyen Lemoine, maire; y ont assisté les citoyens Longueville, Ravalleux, Cousin, Havard, Pagelet, Dubois, Seillet jeune, Choconet, Guibert fils, Bourdas et Lévy, officiers municipaux; les citoyens La Commère, Guibert père, Henrion, Blahier aîné, Voirain, Seillet aîné, Marestier, Havard aîné, Veron aîné, Nouvel, Pointel, Lecouffe et Jean Laveille fils, en l'absence des citoyens Dorville, Courneuve et Jarmart, ces deux derniers absents pour affaires de la République, notables. A laquelle se sont réunis par invitation les citoyens Renoul, juge de paix, Gardien et Le Tourneur, assesseurs, ainsi que le citoyen Jean, officier public.

Le citoyen Devienne, procureur de la commune présent, a dit après l'ouverture de la séance :

« Citoyens,

« Si les journées des 31 mai et 2 juin derniers nous ont donné quelques inquiétudes sur la liberté de la représentation de la Convention nationale, nous devons nous féliciter aujourd'hui que le Parisien, ce peuple si calomnié, ait, par son énergie amené ce mouvement révolutionnaire qui, seul, pouvait sauver la France. Un moment d'erreur nous a fait plaindre de grands coupables, et notre bonne foi eût été certainement dupe de la malveillance, si un génie bienfaisant ne nous eût à tous dessillé les yeux et fait apercevoir l'abîme où l'aristocratie cherchait à nous précipiter. Mais, citoyens, sommes-nous encore à l'abri des pièges que l'ennemi de la Révolution tend, de toutes parts, au patriotisme? Non. Et le seul moyen de les éviter réside dans la permanence de la Convention jusqu'à ce qu'un paix glorieuse et durable ait mis fin à la lutte du patriotisme contre l'aristocratie. Telles sont, citoyens, les observations sur lesquelles je vous invite à délibérer. »

Le procureur de la commune entendu, l'Assemblée, considérant que les ennemis de la chose publique étudient tous les moyens ca-

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

pables d'enchaîner le patriotisme, que le but de ces êtres criminels tendrait au renouvellement des députés afin que la cabale et l'intrigue les remplaçassent par des agents de leur choix, qu'alors la chose publique courrait le plus grand danger en exposant l'unité et l'indivisibilité de la République, seul gouvernement qui puisse convenir à des hommes libres.

Déclare *publiquement* que, jusqu'à ce que la France n'ait forcé les tyrans coalisés à faire avec elle un traité glorieux et durable, elle ne peut avoir de confiance que dans les députés qui composent actuellement la Convention. Elle conjure, en conséquence, ces députés, au nom de la patrie, de rester au poste qu'ils ont mérité de la confiance publique, jusqu'à la paix, et de regarder toutes pétitions qui tendraient à leur remplacement, comme le fruit de la malveillance.

Arrête, de considérer comme ennemi de l'ordre social, tout citoyen de cette commune qui solliciterait le remplacement des membres de la Convention, qui seuls peuvent sauver la France de l'état de crise où elle se trouve.

Pour copie conforme au registre.

Signé : LEMOINE, maire ; PHILAUT, secrétaire.

## XVII

*Le conseil général de la commune de Granville, à la Convention nationale (1).*

« Citoyens représentants,

« Vous avez consacré les principes de l'égalité et de la liberté, vous avez donné une Constitution au peuple français fondée sur les bases de la morale et de la justice, sur les droits sacrés de l'homme et du citoyen, elle fera son bonheur et la gloire des constituants.

« Vos travaux sont grands, vous avez des droits à notre reconnaissance et à celle des siècles à venir ! Mais, citoyens représentants, votre tâche n'est pas encore remplie. Cette constitution sainte n'est pour ainsi dire qu'en perspective, il vous reste de nous en faire jouir ; après avoir montré la terre de félicité, c'est à vous de nous en faire goûter les douceurs.

« Voyez les tyrans de l'Europe écumanants de rage contre la France, faire tous leurs efforts pour renverser l'édifice de notre bonheur. Déjà deux fortes barrières sont rompues ; Condé et Valenciennes sont au pouvoir de l'ennemi, il ravage nos frontières et menace d'envahir le territoire de la liberté. La guerre civile ensanglante l'intérieur, Toulon est peut-être pris... !

« La crise est violente, la patrie est en danger... votre fermeté et notre courage nous préserveront des derniers malheurs. Des républicains ne seront point asservis. Mais, citoyens représentants, n'abandonnez point votre poste.

« Ce n'est pas lorsque l'armée combat qu'on peut en faire l'organisation. Le mouvement né-

cessaire pour votre remplacement ajouterait à la secousse actuelle ; des patriotes hypocrites pourraient en imposer au peuple et porter un coup mortel à la chose publique. Citoyens représentants, sauvez la patrie, le peuple français est debout, il a la plus grande confiance en vous, il triomphera, si vous restez.

« Si des clameurs s'élevaient contre vous, si des désorganisateurs demandaient la convocation des assemblées primaires, soyez inébranlables, montrez-vous toujours grands. Brutus, consul romain, brava le cri de la nature et condamna son fils plutôt que de quitter son poste, lorsque la patrie était en danger.

« A Granville, en la maison commune, ce 6 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

(Suivent 19 signatures).

## XVIII

*Adresse des administrateurs du district de Colmar (1).*

« Colmar, le 27 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Vous venez de présenter au genre humain le code sublime de la nature. Il l'invite à la bienveillance mutuelle, il établit les rapports qui réunissent l'homme à l'homme. Si tous les Français le portaient dans leurs cœurs, si nous sentions tous notre dignité, si les fanatiques qui veulent détruire, les fourbes qui veulent trahir, les ambitieux qui veulent usurper, n'étaient plus écoutés dans l'étendue de la République, nous vous dirions : Citoyens représentants, revenez dans vos familles pour y recevoir leurs bénédictions et les nôtres, votre tâche est remplie. Mais les Barbaroux, les Brissot et leurs adhérents cherchent encore par leurs intelligences criminelles avec les aristocrates, les feuillants et les égoïstes, à renverser votre ouvrage, à dissoudre la République, et tant que ces monstres pourront influencer l'opinion dans les départements, tant que les ennemis de la nature existeront, vous ne pouvez, ni ne devez quitter votre poste. Veillez pour nous, veillez pour assurer la tranquillité intérieure. Lorsque la Constitution sera affermie ; lorsque toutes les nations auront sanctionné notre indépendance ; lorsque toute la France ne présentera qu'une famille de frères ; alors seulement vous pourrez abandonner à d'autres mains le gouvernail du vaisseau que la nation vous a confié.

« Les administrateurs du district de Colmar.

« Signé : EROB, vice-président ; LARCHER, procureur syndic ; THORNINGER ; BAUR ; KLEIN ; BLANCHARD. »

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.



## XIX

*Les membres composant le tribunal du district de Limoges, chef-lieu du département de la Haute-Vienne, à la Convention nationale (1).*

« Limoges, le 23 septembre 1793,  
l'an II de la République fran-  
çaise une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Nous avons déjà reconnu dans l'adresse de la Société populaire de cette ville, dont nous sommes tous membres depuis le premier moment de son organisation, que votre fermeté et votre courage avaient seuls sauvé la chose publique, dans les journées mémorables des 31 mai 1<sup>er</sup> et 2 juin derniers, et nous nous plaisons à répéter individuellement cette vérité.

« Nous avons aussi accepté avec enthousiasme la constitution républicaine que vous nous avez donnée : cet enfant de la nature, vos vertus et votre expérience peuvent seules lui servir d'éguide; elles vous imposent donc impérieusement le devoir de rester à votre poste jusqu'au moment où le jour de la paix luira sur le sol de la République.

« Tel est notre vœu bien prononcé, et tel est certainement celui du peuple, qui ne doit son bonheur qu'aux lois bienfaisantes qui fixent continuellement votre sollicitude pour lui; nous les faisons exécuter, ces lois, dans toute leur plénitude, où nous effectuerons nous-mêmes le serment que nous avons fait de mourir plutôt que de souffrir qu'on y porte atteinte.

« Signé : DAVID, juge et président provisoire;  
PERGAUD, juge; PECOUNET, commissaire  
national; VILESTIVAND, juge; LENOIR;  
DEVARNET, greffier. »

## XX

*Le président de l'Administration, membre du Directoire et procureur syndic du district de Bazas, à la Convention nationale (2).*

« Vous avez donné à la France une constitution populaire et républicaine, mais ce n'est pas assez; il faut l'affermir, il faut la faire triompher des efforts des tyrans et des traîtres. Nous croyons qu'il n'est qu'un moyen, restez à votre poste le salut de la patrie l'exige, le vœu du peuple vous en avertit, la liberté ne peut triompher que par vous.

« Signé : CABANIEUX, président; BECQUET;  
LAFARGUE; AÛTA; LAVENUE, procureur  
syndic; MOTHIER, administrateur adjoint du  
Directoire; DESCORNE; PIRAUBE, secrétaire. »

## XXI

*Adresse des administrateurs du Directoire du district de Charolles (1).*

« Charolles, le 26 septembre 1793,  
l'an II de la République fran-  
çaise une et indivisible.

« Législateurs,

« Vous avez déclaré la France en état de révolution; le salut public vous retient impérieusement à votre poste. Inébranlables sur la Montagne sainte où la confiance vous a placés, élevez à son sommet tous vos concitoyens. Foudroyez de ce nouveau roc tarpéien les tyrans et leurs esclaves, les intrigants, les ambitieux, tous les traîtres; embrasez les Français du feu révolutionnaire, et que la prospérité de la République seule détermine la cessation de vos glorieux travaux.

« Les administrateurs du Directoire du district de Charolles,

« Signé : MATHIEU, président; DABEAUD;  
GAYET, vice-président; BAUDINOT, procureur  
syndic; BOUSSIN; BONNET; P. SAULNIER, secrétaire. »

## XXII

*Adresse des administrateurs provisoires du district de Tarascon (2).*

« Représentants,

« Vous avez sauvé la République par vos décrets des trente-un mai, premier et second juin derniers; consommez fièrement votre ouvrage, restez à votre poste jusqu'à ce que nos ennemis soient exterminés.

« Les administrateurs provisoires, réunis à ceux restés fidèles à la loi, du district de Tarascon, département des Bouches-du-Rhône.

« Signé : MICHEL, président; GAUREL père;  
GUIRAMAND; RICARD; MAUCHE, procureur  
syndic.

« Tarascon, le 25 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

## XXIII

*Les administrateurs et procureur syndic du district de Civray, département de la Vienne, aux représentants du peuple (3).*

« Représentants,

« Vous deviez frapper le tyran, vous étiez chargés de nous donner une constitution républicaine, et là devait cesser votre mission. Elle est remplie. Les événements sembleraient, il est vrai, devoir en étendre les bornes. Mais la loi

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

parle, et les besoins mêmes de la chose publique ne nous engagent pas à vous dire : continuez et sauvez la patrie.

« Représentants, l'Europe, l'univers entier, peut-être, vous contemplent. Vos engagements sont sacrés. Les fédéralistes vous inviteront à les violer pour faire dire aux malveillants que vous brûlez du désir de gouverner; mais nous, qui n'eûmes jamais à nous rétracter sur l'oubli de la loi, nous qui sûmes vous féliciter quand vous vous mîtes vraiment au niveau des circonstances, nous qui ne flatons jamais, nous vous rappelons à vos propres décrets.

« Mais si, contre le vœu premier de vos commettants, vous croyez pouvoir rester au poste qu'ils vous assignèrent, jetez un regard sérieux sur la Vendée, surveillez ceux qui vous trompent sur son véritable état, craignez qu'elle ne soit le tombeau de la République, et prenez, à son égard, l'attitude la plus sévère et la plus imposante.

« Représentants, la vérité mérite la mention civique et nous vous la demandons. Nous vous la demandons parce que la République entière ignore encore notre adhésion à la Constitution de 1793, quoique le premier vœu dût mériter la première insertion au *Bulletin*.

« Signé : DUPIT, *vice-président*; DALOUCHE; DESBARRE; FRADIN l'aîné, *procureur syndic*; CHEVALLON, *secrétaire*.

« Civray, le 29 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

## XXIV

*Les administrateurs du directoire du district de Semur, département de la Côte-d'Or, à la Convention nationale (1).*

« Semur-en-Auxois, [département de la Côte-d'Or, le 26 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants du peuple français,

« Nous vous réitérons nos félicitations sur la constitution républicaine et populaire que vous nous avez donnée.

« Ce chef-d'œuvre sorti du sein des orages, n'en est que plus sublime et plus éclatant, il fera à jamais l'admiration et le bonheur de l'univers. Les vrais républicains voient avec la plus vive satisfaction vos immenses travaux et les succès dont ils sont couronnés;

« La Convention est purifiée; les mandataires infidèles ont fui ou sont expulsés. Des voix scélérates ont osé se faire entendre et vous provoquer à abandonner votre poste. Méprisez ces clameurs sorties de la fange du marais, restez à la Montagne, fermes et inébranlables comme elle.

« Que deviendrait la République, que deviendrions-nous tous si vous quittiez le gouvernement dans ces moments périlleux? N'écoutez que le vœu du peuple, lui seul doit vous guider.

« Citoyens Législateurs, vous seuls avez su nous donner des lois, vous seuls pouvez nous

procurer la paix. Parcourez, nous vous en conjurons, l'immensité de votre carrière, et ne désespérez qu'après avoir consolidé votre ouvrage, anéanti les fanatiques et tous les vils suppôts des tyrans qui souillent le territoire et forcé les despotes à reconnaître la souveraineté du peuple français.

« Les administrateurs du directoire du district de Semur, département de la Côte-d'Or.

« Signé : P. POTIER, *vice-président*; P. LASSANT, *procureur syndic*; G. GAUTHIER, *secrétaire*. »

## XXV

*Le directoire du district de Bernay, département de l'Eure, au citoyen Président de la Convention nationale (1).*

« Bernay, le 29 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Le directoire du district de Bernay, département de l'Eure, croit qu'il intéresse la chose publique que la Convention nationale reste à son poste et continue ses utiles travaux jusqu'à ce que la Constitution soit établie sur des bases solides. Il vous prie de vouloir bien faire passer son vœu à l'assemblée que vous présidez.

« Signé : SÉMENT, *vice président*; DUVAL; DUROUVRAY, FOUQUAI, *procureur syndic*. »

*Le Directoire du district de Bernay, département de l'Eure, à la Convention nationale (2).*

« Bernay, le 29 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« De toutes parts une voix se fait entendre et vous crie de rester à votre poste; c'est celle de la patrie en danger. Votre retraite en ce moment critique entraînerait peut-être sa perte.

« Le vaisseau de l'État est battu par la plus violente tempête, ce n'est pas le moment de l'abandonner à des mains novices; il faut toute votre expérience pour le sauver et le conduire au port. Des dangers qui se multiplient tous les jours environnent de toutes parts la République naissante; vous avez l'habitude de les braver et de les vaincre. Depuis que vous avez écarté d'une main hardie les obstacles sans cesse renaissants qui entravaient vos opérations, les mesures les plus vigoureuses se sont succédées sans interruption; vous avez donné à la France une constitution digne d'elle et telle qu'elle avait droit de l'attendre de vous, d'après les principes éminemment populaires que vous avez constamment manifestés.

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 699.

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 699.  
(2) *Ibid.*



« Veillez sur votre ouvrage, affermissez sur une base impérissable ce beau monument que la philosophie a élevé par vos mains à la gloire et à la prospérité de la France; quand vous l'aurez cimenté par une paix solide et honorable, alors vous songerez au repos, vos regards se tourneront sur vos familles, et vous viendrez jouer parmi vos concitoyens des droits que vous avez acquis à leur reconnaissance.

« Signé : SEMENT, vice-président; DUVAL; FOUQUAI, procureur syndic; DUROUVRAY; SAUVROT, secrétaire.

## XXVI

*Le président du conseil du district de Saint-Amand, au citoyen Président de la Convention nationale (1).*

« Saint-Amand, le 20 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Le conseil du district de Saint-Amand, département du Cher, a voté, dans une de ses séances dernières une adresse à la Convention pour l'engager à rester à son poste. Il vous prie, par mon organe, de le lui présenter comme un témoignage de son attachement aux principes de l'unité et de l'indivisibilité de la République. Vous pouvez, citoyen Président, assurer la Convention que ce n'est point seulement le vœu du conseil, mais celui de tout le district.

« Le président du conseil du district de Saint-Amand, département du Cher.

« Signé : MORLET. »

*Adresse du conseil général du district de Saint-Amand, département du Cher, aux représentants de la nation (2).*

« Pères de la patrie,

« Lorsqu'un vaisseau est battu par la tempête, son pilote doit-il en abandonner le gouvernail? Nous ne pouvons nous persuader qu'au moment où la République naissante a besoin de toute l'énergie de ses représentants, ils se laissent aller aux insinuations perfides de ses ennemis qui ne demanderaient pas mieux que de les voir rentrer dans leurs foyers pour profiter des intrigues de leurs successeurs. C'est peut-être le piège le plus adroit que vous aient tendu l'aristocratie expirante, aussi vous l'éviterez en demeurant debout à votre poste.

« Pères de la patrie, ne regardez point en arrière, marchez au grand but où vous appelle une glorieuse destinée. Fondateurs du plus bel empire dont les annales du monde n'ont point d'exemple, ne rentrez dans la classe de vos concitoyens que lorsque les cent têtes de l'Hydre seront coupées, que lorsque les différentes par-

ties de la République seront consolidées sur des bases inébranlables.

« Pères de la patrie, en adhérant à l'adresse du département du Cher, nous n'avons plus qu'un mot à vous dire : Restez à votre poste; la République demeurera une et indivisible, vous aurez sauvé la patrie.

« Les membres du conseil du district de Saint-Amand.

« Signé : MORLET, président; RICARD, secrétaire. »

## XXVII

*Les citoyens composant le conseil général et procureur général syndic du département de la Corrèze, aux citoyens représentants du peuple composant la Convention nationale : Salut (1).*

« Des bouches liberticides ne cessent de répéter au peuple que vous devez quitter incessamment le poste que vous avez si bien défendu. Pour nous, au nom de nos administrés, nous vous disons de ne le céder que le jour où la patrie ne sera plus en danger; les aristocrates, les royalistes et les fédéralistes en mourront, les modérés et les amphibies enrageront. Laissez mourir les uns, laissez enrager les autres, mais ne prononcez votre remplacement qu'après avoir sauvé la République, et donné le mouvement à votre ouvrage.

« Le peuple connaît ses ennemis. Sa juste indignation s'est fixée sur chacun d'eux, il s'est levé pour les anéantir en gros et en détail. La première classe des jeunes gens depuis 18 jusqu'à 25 ans se prépare à partir. Le 25 du courant, 430 hommes doivent se mettre en marche pour Toulouse; les gens suspects sont journellement mis dans les maisons d'arrêt. Un provocateur au rétablissement de la royauté vient d'être frappé du glaive de la loi. Ces différentes mesures ont déjoué toutes les manœuvres des contre-révolutionnaires; l'esprit public reprend le niveau qui, pendant la Révolution, a fait remarquer les habitants de la Corrèze. Ils n'ont qu'une crainte, c'est celle de n'être point à portée de se lever en masse pour marcher contre les ennemis de la République.

« Représentants, nous vous témoignons notre surprise de voir qu'à la veille d'une division générale du territoire français vous ayez, par votre décret du 23 août dernier, ôté 10 communes de ce département, composé de 4 districts, pour les réunir à celui de la Dordogne qui en a 9, une population et une étendue presque doubles. Le district d'Excideuil s'est emparé de l'administration de ces communes, les jeunes gens ont refusé de se rendre aux réquisitions qui leur ont été faites par les districts de Brive et Uzerche; qu'arrivera-t-il de cette mesure? Que ces 10 communes seront mal ou point du tout administrées en 1793, et qu'elles ne fourniront aucun défenseur à la patrie. Nous ne demandons point à étendre le département confié à notre administration aux dépens des autres, nous savons que c'est l'intérêt des administrés qui doit servir de règle; mais nous vous dénonçons le mauvais effet que produit ce décret, et nous vous deman-

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

dons de laisser ou de donner au département de la Corrèze la même étendue et la même population que vous fixerez aux autres.

« Signé : MALERUP, vice-président ; BUSSIÈRES ; L. CHASSAIGNAC ; ROCHE ; SAUTY, procureur syndic ; G. MALET ; SAGE, secrétaire général.

## XXVIII

*Adresse des autorités constituées et révolutionnaires de la ville d'Orléans (1), aux représentants du peuple français.*

« Orléans, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Les autorités constituées et révolutionnaires de la ville d'Orléans vous invitent, de concert, à rester à votre poste ; le salut du peuple qui est pour vous la loi suprême vous en impose l'indispensable obligation.

« Fondateurs de la République française, achevez votre ouvrage : ne serait-il pas impolitique de confier à d'autres mains la perfection d'un édifice qui s'élève avec tant de majesté ? Ne serait-ce pas donner l'éveil à l'ambition et à la cupidité des fédéralistes, que de créer de nouveaux législateurs dont l'inexpérience pourrait être le germe de maux incalculables. Dignes imitateurs des Lycurges et des Solon, frappez les scélérats qui ont mis la République à deux doigts de sa perte, restez jusqu'à ce que l'aristocratie ait rendu le dernier soupir, jusqu'à ce que vous placiez vous-mêmes un rameau d'olivier sur nos citadelles, et que vous jouissiez au sein de la paix, des fruits de vos travaux glorieux. »

(Suivent 42 signatures.)

## XXIX

*Les administrateurs du département des Deux-Sèvres, à la Convention nationale (2).*

« Niort, le 30 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« L'orage gronde de toutes parts ; les despotes de l'Europe sont coalisés pour anéantir la liberté, mais vous êtes là. Vous avez fait la Constitution, nous l'avons acceptée avec enthousiasme, nous saurons la maintenir, ou mourir en défendant les droits de l'homme. Continuez, Pères de la patrie, continuez vos utiles travaux ; tous les efforts des tyrans viendront se briser contre la sainte Montagne. Nous attendons tout de ceux qui, déjouant sans cesse les trames

ourdies par le fédéralisme et l'aristocratie, deviennent l'espoir du monde entier. Restez donc fermes à votre poste, tous les républicains vous en conjurent, et l'intérêt du genre humain vous en fait un devoir sacré.

(Suivent 9 signatures.)

## XXX

*Le conseil général du département de la Sarthe, à la Convention nationale (1).*

« Citoyens Législateurs,

« Vous avez proclamé la liberté du peuple français, en lui donnant une constitution républicaine. Vous avez commencé l'édifice de son bonheur ; il faut l'achever.

« Le vaisseau de l'État, jeté dans des mers orageuses, lutte depuis longtemps contre tous les éléments conjurés contre lui. Il ne faut pas l'abandonner à la fureur des flots ; et, lorsque les dangers qui menacent de l'engloutir se multiplient, il faut redoubler de courage, affronter hardiment tous les périls, employer tous les moyens que donne l'espoir de vaincre, faire triompher la cause du peuple, sauver son pays ou s'ensevelir sous ses ruines.

« Législateurs, restez à votre poste, l'honneur le veut, le salut de la patrie vous l'ordonne.

« Au Mans, le 27 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Signé : DELAHAYE, président ; HAMARD, secrétaire général. »

## XXXI

*L'administration régénérée du département de Lot-et-Garonne, aux représentants de la nation (2).*

« A Agen, le 26 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Vous avez sauvé la liberté ; les tyrans, les fédéralistes et les intrigants sont terrassés. Le char révolutionnaire, trop longtemps entravé par la malveillance et la perfidie, va désormais rouler sans obstacle. Les rênes de l'administration ont trop longtemps flotté entre des mains faibles et pusillanimes ; les hommes qui ont juré par la Montagne et par le 31 mai, les ont saisis d'une main vigoureuse. Ils les tiendront tant que le danger de la patrie l'exigera. Chargés de l'exécution des lois, nous remplissons notre ministère avec la fermeté, la justice et l'impartialité dont les députés que vous avez envoyés dans notre département nous ont donné l'exemple.

« Et vous, à qui la République devra ses glorieuses destinées, vous vainqueurs des rois et des

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(2) Ibid.



fédéralistes, vous, législateurs sans-culottes, vous qui, d'une main hardie, avez fait tomber le masque dont se couvraient de faux patriotes, vous qui avez dévoué aux respects des hommes, la vieillesse, l'enfance et le malheur, le peuple attend de vous de nouveaux efforts. Pilotes exercés, n'abandonnez le gouvernement des affaires publiques que lorsque le dernier des satellites impies des despotes aura arrosé de son sang impur le sol sacré de la liberté. »

(Suivent 12 signatures.)

### XXXII

*Adresse du conseil général  
du département des Basses-Pyrénées (1).*

« Représentants,

« Vous nous avez donné une constitution, mais l'ordre immuable qu'elle nous promet ne peut exister que dans le calme des passions qui luttent encore avec violence contre l'établissement de la République. Nous sommes et nous serons en état de révolution, jusqu'à ce que nous ayons forcé les despotes de l'Europe à nous demander la paix. Le peuple recueille toujours avec fruit les leçons de l'expérience, il juge les hommes par les événements, il veut la République, et il a vu la cocarde blanche de Toulon, il a vu des scélérats qui, au moment même où ils ne lui parlaient qu'au nom de la liberté, de la République une et indivisible, ont livré aux Anglais notre escadre et un des plus beaux ports de l'Europe. Quel trait de lumière sur les mouvements du Midi et les coalitions départementales.

« Achevez votre ouvrage, représentants, ne revenez parmi vos concitoyens jouir de leur bonheur, que lorsque la République sera consolidée. Vous ne pouvez faire le bien que par la force de l'opinion, et vous voilà investis de la confiance de tous les Français qui veulent être libres. Certes le nombre en est grand, puisqu'ils triomphent de l'Europe au milieu même des horreurs de la guerre civile. Tous les amis de la patrie marquent le terme de vos travaux au jour heureux où l'indépendance des Français et la paix de l'Europe auront couronné vos efforts.

« Délibéré à Pau, en séance publique, le 22 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Signé : MAGENDIC, président ; SERPAUD, secrétaire général. »

### XXXIII

*Le conseil général du département  
des Alpes-Maritimes, à la Convention nationale (2)*

« Législateurs,

« Guerre à mort à tous les tyrans et leurs sa-

tellites ! guerre à mort aux fédéralistes, à tous les Brissotins et consorts.

« Tels sont les sentiments des administrateurs du département des Alpes-Maritimes.

« Salut et fraternité à nos frères de Paris ; c'est par leur hommage pur et sincère à la seule divinité républicaine, qu'ayant attiré et fixé ses regards, elle nous a dicté du haut de la sainte Montagne cette constitution si sublime, l'évangile de tous les peuples et qui doit régénérer toutes les nations.

« Honneur, gloire et gratitude éternelle à cette sainte Montagne qui, par l'irruption de ce feu sacré, dont elle est embrasée, a purifié l'atmosphère politique de la France, de toutes les exhalaisons méphitiques et contagieuses qui s'élevaient du fond de tous les marais, et désolaient la République.

« Législateurs, héros intrépides de la Montagne, ce n'est pas assez d'avoir sauvé le vaisseau de l'État du naufrage, vous devez le conduire à bon port, et vous en êtes les seuls pilotes dignes. Qu'ils soient déclarés traîtres à la patrie, tous ceux qui voudraient transmettre et confier le gouvernail dans des mains ignares ou perfides, car c'est le piège le plus infernal que les ennemis de la République puissent nous tendre, ce serait creuser de nouveau l'abîme qui vient à peine d'être comblé.

« Mandataires d'un peuple puissant et magnanime, achevez votre pénible carrière, que l'édifice de la liberté soit aussi indestructible que les bases sur lesquelles vous l'avez fondé, et vos noms éclipseront les Minos, les Solon et les Lycurgue.

« Nice, le 21 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

(Suivent 13 signatures.)

### XXXIV

*Les autorités constituées de la ville de Rambervilliers à la Convention nationale (1).*

« Rambervilliers, le 24 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants,

« Le salut du peuple c'est la suprême loi. Fondateurs de la République, faites-la triompher, arrachez le peuple aux pièges des traîtres, aux efforts criminels des despotes implacables qui voudraient noyer la liberté dans des flots de sang.

« Il restait à ses ennemis une ressource pour agiter encore le peuple et chercher à le lasser ; c'était votre retraite après l'acceptation de la Constitution. Ils l'ont avidement saisie, le prétexte était plausible, mais la perfidie qui s'en colore est encore plus manifeste. Le peuple en serait la victime ; il doit déjouer ces cruels complots.

« Depuis que vous avez découvert à toute la nation la faction anglicane et scélérate qui vous

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

déchirait le sein, la République a respiré. Mais les traîtres, qui tentaient de l'étouffer à son berceau, qui ont manœuvré la rébellion des villes opulentes contre elle, qui la mettent dans la dure nécessité de punir ceux de ses coupables enfants qui sont devenus leurs complices ou leurs instruments, qui, par la guerre civile ont mérité de nous rendre à l'esclavage dont l'ennemi du genre humain tenait l'odieuse chaîne. Ces Catilinas n'expieront-ils pas leurs forfaits ?

« Législateurs, dirigez le mouvement sublime du peuple, écrasez sans retour la tyrannie. Déclarez de nouveau, s'il le faut, à ses stupides partisans, que la nation française les pulvérisera tous avant de souscrire à la honte et aux innombrables maux de la servitude. Qu'ils l'entendent et qu'ils frémissent ; ou plutôt qu'ils admirent enfin et qu'ils chérissent, s'ils en sont dignes, un peuple généreux et fier qui a consacré dans sa Constitution la liberté, l'égalité et toutes les vertus qui seules ennobissent l'espèce humaine.

« Représentants, il le faut, restez à votre poste jusqu'à ce que les ennemis de la République une et indivisible reconnaissent leur erreur ou la vanité de leurs trames et de tous leurs efforts. Foudroyez-les avec la justice et le bras du peuple, mais hâtez cette grande victoire, hâtez-la et que les lois révolutionnaires dont l'empire indispensable dans ce moment retardent le bonheur qui nous est préparé, ne voient plus longtemps la face radieuse de la liberté et ne servent plus d'armes à ses dépréciateurs pour la calomnier.

« Organes de nos concitoyens, au nom d'une commune qui a vu partir avec des transports de joie toute sa nombreuse jeunesse pour les frontières, qui, pour elle, défend la liberté du Rhin, à la Moselle, au Nord, à la Vendée, où partout la victoire la couronne, au nom d'une commune où la République est chérie, nous vous le répétons, législateurs, achevez votre carrière, sauvez la patrie ; ne quittez pas le gouvernail d'un vaisseau battu par la tempête, conduisez-le heureusement au port. Quand vous rentrerez dans vos foyers il faut que le peuple puisse dire : ils nous ont délivré, ils ont bien mérité de nous.

« Les autorités constituées de la ville de Rambervillers, département des Vosges. »

(Suivent 36 signatures.)

### XXXV

*Adresse des trois corps administratifs de la ville de Besançon régénérés par les commissaires de la Convention nationale envoyés en commission dans les départements du Doubs, Côte-d'Or, Jura, Haute-Saône, etc., à eux joint le comité de Salut public de la Société populaire, à la Convention nationale (1).*

« Besançon, le 25 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Le serment que vous fîtes de sauver la patrie

dans son danger le plus imminent vous imposa de grands devoirs que vous avez remplis avec ce caractère, cette énergie que demandaient le salut et le vœu d'un peuple libre qui vous confia le soin de sa majesté, de son bonheur, de sa justice et de sa vengeance.

« Il était temps de montrer à l'univers étonné ce que peut la volonté d'un peuple qui a recouvré ses droits et qui veut les conserver.

« Il était temps d'opposer à tous les ennemis de la liberté cette force imposante et redoutable, seule capable de les contenir ou de les abattre.

« Il était temps enfin de répondre à l'enthousiasme éclairé et généreux d'un peuple philosophe qui jugea ce siècle digne d'opérer la plus difficile et la plus belle des révolutions, celle qui doit conquérir la liberté du monde.

« Tels furent, citoyens représentants, les grands intérêts confiés à votre sagesse, tel fut l'objet de l'auguste mission que vous reçûtes d'un peuple souverain. Pour la remplir d'une manière digne de lui, il vous investit de sa grandeur, de sa volonté et de son pouvoir. Jamais peuple n'avait, pour l'accomplissement de ses desseins, des moyens si puissants, il s'offrit lui-même et se dévoua tout entier.

« Il vous commanda d'abattre la tyrannie, et la tyrannie fut abattue, de renverser le trône et le trône fut renversé, de juger et punir le plus coupable et le plus perfide des rois, et sa tête tombant sur l'échafaud a vengé une nation trop longtemps généreuse et clémente. Il vous ordonna de déployer contre la ligue des tyrans toutes les ressources de sa force et de son courage, et les tyrans réunis ne lui ont opposé que des moyens odieux, que des efforts impuissants, ils n'ont obtenu jusqu'à présent que des succès éphémères ou des victoires honteuses.

« Enfin, son salut vous sollicitait depuis longtemps et avec instance de prendre des mesures sévères et efficaces contre les ennemis du dedans.

« Il vous pressait de sévir contre les ministres qui dirigeaient nos armées, contre les perfides qui les commandaient, contre les fripons qui les approvisionnaient, contre les lâches qui les désorganisaient.

« Il vous pressait de remédier aux maux du peuple, aux crimes qui le trahissaient, à la cupidité qui l'affamait, à la misère qui l'obsédait, à l'intrigue qui le trompait, à l'esclavage qui le menaçait.

« Il vous pressait surtout de lui donner une constitution selon son cœur, une constitution républicaine qui fixât irrévocablement son sort, sa liberté et son bonheur.

« Tous ses vœux furent remplis, lorsque prenant lui-même pour la défense de sa liberté une attitude aussi majestueuse et non moins terrible, quoique plus calme, que pour sa conquête, il se présenta avec la conscience de ses droits, plus encore que de sa force, et qu'il vint constituer en une majorité salubre et formidable, cette Montagne qui, malgré ses efforts, n'avait jusqu'alors opposé qu'une digne impuissance aux ennemis de la République.

« Il ne s'effacera jamais de la mémoire des vrais républicains, des sans-culottes, ce jour où il fut permis enfin d'espérer le salut de la chose publique, jour mémorable que l'histoire de la Révolution consacrerait et s'empressera de transmettre à la postérité comme un monument de la constance du peuple qui sut conquérir sa liberté.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.



« Jour glorieux qui procura sans effusion de sang, une victoire complète sur les ennemis du dedans, et qui fut pour les ennemis de la patrie un présage certain de ses succès et de ses triomphes.

« Jour prospère où les dignes représentants d'un grand peuple, prenant enfin la dignité qui convenait à leur auguste caractère, et jurant de sauver la patrie, de combattre tous ses ennemis et de faire tomber indistinctement sous le glaive de la loi toutes les têtes coupables, signalèrent par un grand acte de justice leur dévouement à ses intérêts et à sa gloire, en excluant de leur sein ces hommes honteusement célèbres qui, habiles dans tous les genres d'intrigues, détestaient la République, ménageaient les tyrans, caressaient les ministres et perdaient la France.

« En vain, citoyens représentants, les ennemis de la République française ont-ils tenté de présenter cette époque mémorable de notre révolution comme un attentat contre la souveraineté nationale, en vain le fédéralisme départemental a-t-il cherché dans cette crise nécessaire des 31 mai et jours suivants, des excuses ou des prétextes pour pallier ses projets contre-révolutionnaires, ou justifier ses arrêtés liberticides... Administrateurs infidèles ou aveugles, ils gouvernaient le peuple... ils le trahissaient ou ne le connaissaient pas. Ils ignoraient que le peuple en masse n'a que des vertus, et qu'il est incapable d'aucun autre attentat que celui dont il serait la seule victime, celui de se laisser endormir dans un sommeil qui le conduirait à l'esclavage.

« Citoyens représentants, continuez à parcourir avec constance et avec courage la carrière glorieuse où vous êtes entrés, il est de votre destinée de sauver la chose publique, le peuple français à votre voix s'est levé, et se tient debout contre les tyrans pour sauver avec vous la patrie, et elle le sera. Votre serment, le vœu de tous les républicains, le bonheur de tous les Français vous fixent à votre poste et vous commandent de ne rentrer dans vos foyers que lorsque la liberté triomphante de tous ses ennemis verra toutes les puissances ligüées contre elle, la reconnaître et la respecter.

« Pour nous, citoyens représentants, maintenant dans nos fonctions, ou appelés pour les remplir par des commissaires nommés par vous et envoyés dans nos climats pour les intérêts et le bonheur du peuple, nous nous rendrons dignes de leurs suffrages et de leur choix.

« Montagnards, nous sommes sans-culottes républicains, nous avons juré de faire notre devoir en bravant tous les dangers, tous les obstacles, et ce serment ne sera pas vain. »

(*Suivent 61 signatures.*)

#### XXXVI

*Les administrateurs du département des Côtes-du-Nord, à la Convention nationale (1).*

« Saint-Brieuc, le 22 septembre 1793,  
l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants de la nation,

« Le peuple français vient d'accepter avec

reconnaissance la Constitution que vous lui avez présentée; il y a reconnu les droits sacrés de l'homme, les bases éternelles de tout gouvernement juste, la liberté et l'égalité; il y a trouvé dans l'application du principe que les lois sont l'expression de la volonté nationale, leur caractère essentiel, et le gage de la soumission qu'elles doivent obtenir.

« Vous avez fondé la République, vous avez donné un grand exemple aux tyrans qui se baignent dans le sang des hommes leurs égaux; vous avez dressé la Charte constitutionnelle, ces travaux immortels suffiraient pour votre gloire, mais l'intérêt public, mais le bonheur de la nation réclame encore de votre zèle de nouveaux bienfaits.

« N'avez-vous pas observé d'un côté, ces modérés perfides qui voudraient nous endormir sur nos dangers, ces conspirateurs qui, sous le masque des vertus paisibles, s'efforcent de corrompre l'opinion; de l'autre côté cette jeunesse bouillante qui, de toutes parts, s'apprête aux combats pour repousser les despotes coalisés !

« C'est à vous, Législateurs, à nous donner, en déployant toujours la même énergie, les moyens d'écraser ces ennemis intérieurs; c'est à vous à diriger contre les hordes étrangères ce mouvement salutaire et sublime que le génie de la République vient d'imprimer par votre organe. La force armée se multiplie à votre voix; seuls vous pouvez soutenir la confiance et le courage de ces innombrables défenseurs de la patrie : ils sont intimement convaincus que jamais vous ne composerez avec aucun tyran.

« La France sait rendre hommage à ce mâle et brûlant patriotisme, à cet ardent amour du peuple qui s'est fortement prononcé dans la Montagne et l'a distinguée de ces hommes d'Etat dont l'orgueil blessé a fait naître ces erreurs dangereuses; sources de douleurs et de regrets sincères pour les patriotes égarés, qui les ont un instant partagés.

« Restez donc à votre poste, citoyens représentants, continuez de consacrer vos veilles et vos soins au bonheur d'une nation libre et régénérée; vous seuls pouvez resserrer les liens de l'ordre social par les lois sages que vous ferez découler des principes de la Constitution, comme d'une source précieuse qu'ont ouverte vos travaux.

« Au milieu des agitations et des orages que votre fermeté va dissiper, n'abandonnez pas les rênes de l'Etat pour les laisser flotter entre des mains incertaines ou guidées par différents partis. Gouvernez la République jusqu'à ce que la réunion de tous les esprits, de tous les efforts pour la maintenir permette d'appliquer sans danger les principes de la Constitution suivant le mode déterminé par les lois que vous aurez décrétées. »

(*Suivent 12 signatures.*)

#### XXXVII

*La société populaire de Guéret, chef-lieu du département de la Creuse, à la Convention nationale (1).*

« Les sans-culottes de Guéret ont applaudi, dans le temps, aux événements des 31 mai et

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 699.

(1) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 709.

jours suivants; ils ont adhéré avec empressement à tous les décrets émanés de la Convention à ce sujet; ils ont vu avec transport les heureux effets qui en sont résultés, ils ont célébré avec enthousiasme le triomphe de la Montagne.

« Les brouillards fangeux qui s'élevaient du marais, n'ont plus, depuis cette époque, mis d'obstacle à la dilatation de l'air pur et salubre que respiraient les montagnards; le soleil qui vivifiait le sommet de la Convention a répandu ses rayons bienfaisants sur la plaine; la souveraineté du peuple s'est fait entendre; les tables de la Constitution ont été tracées, elles ont servi de point de ralliement à tous les républicains, et l'acceptation unanime de cette Constitution tant attendue, est devenue l'effroi des despotes.

« La trahison de Custine a stimulé l'ardeur guerrière des défenseurs de la patrie; elle a excité le zèle et la surveillance des représentants, nos armées marchent de succès en succès; les sages mesures que prennent les commissaires de la Convention dans les départements, déjouent tous les complots, et jamais le gouvernement n'a développé autant d'énergie.

« Continuez, braves Montagnards, à remplir dignement votre mission, vous êtes saisis de la confiance du peuple, répondez à ses desirs, en guidant pour son utilité la marche de la Constitution, qui est votre ouvrage.

« Le peuple, qui est l'unique souverain, maintient ses représentants à leur poste; il exige d'eux qu'ils ne le quittent qu'après avoir érasé la tête du fédéralisme, qu'après que le sol de la liberté sera balayé des ennemis intérieurs qui le souillent, qu'après enfin que les soldats des tyrans coalisés, las de vivre dans l'esclavage, auront plongé dans le cœur de ces monstres, le fer dont ils les ont armés pour égorger des hommes libres. »

(Suivent 178 signatures.)

### XXXVIII

*Adresse de la Société populaire et républicaine de Nyons (1).*

« Nyons, le 17 septembre 1793, l'an II de la République française.

Législateurs,

« Nous vous devons les justes tributs de notre reconnaissance et de notre amour.

« Vous avez donné à la France une Constitution qui fera le bonheur universel des Français; ses principes sont puisés dans l'éternelle justice et de la raison. En vain les torches de l'anarchie s'agitent pour la détruire, malgré toute la rage du fanatisme et de l'orgueil, nous jurons à la face des cieux d'être fidèles à nos serments et de mourir, s'il le faut, sous les débris de la République, en la défendant.

« Législateurs, nous vous conjurons, au nom de la patrie, au nom de son salut, de rester à votre poste jusqu'à ce que le sol de la liberté soit purgé entièrement des vils satellites des tyrans qui la souillent encore.

« Législateurs, nous adhérons entièrement à tous vos décrets, émanés de l'auguste vérité.

« Nous vous annonçons l'envoi de trente-neuf paires de souliers provenant des dons patriotiques de la Société républicaine de cette ville.

« Nous ne savons par quelle fatalité, envoyés par nous au département depuis le dix-huit avril dernier, avec ordre de vous les faire tenir de suite, ils ne vous sont point encore parvenus.

« Les membres du Comité de rédaction de l'adresse de la Société populaire et républicaine de Nyons.

« Signé : A. JACOMIN fils; DEYDIER; PORU; BOURGAUD. »

### XXXIX

*La Société populaire de Castres, à la Convention nationale (1).*

« Le 20 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Législateurs,

« C'est aux hommes courageux qui ont osé déclarer que la patrie était en danger, à la sauver. C'est aux hommes de génie qui ont donné à la France une constitution républicaine, à la consolider et à l'asseoir sur des bases inébranlables. C'est aux hommes sages qui ont su saisir et qui tiennent le fil de tous les complots à les déjouer et à punir tous les traîtres et tous les conspirateurs.

« Législateurs, telle est encore la glorieuse destinée qui vous reste à remplir; écoutez la voix de la liberté et de la patrie, entendez aussi celle de tous les vrais républicains qui vous adressent le même vœu. La Société populaire de Castres y joint aujourd'hui le sien, elle vous déclare que vous avez toute sa confiance, elle vous invite, elle vous presse de rester à votre poste jusqu'à la consommation entière de votre ouvrage. Est-ce au fort de la tempête que le pilote doit quitter le gouvernail? N'est-ce pas alors, au contraire, qu'il doit le tenir d'une main plus robuste?

« Législateurs, vous êtes les pilotes du vaisseau de la République, permettez-vous qu'il périsse? Ah! plutôt conjurer les orages, maîtrisez-le dans le port et lorsqu'il y sera sûrement ancré, alors vous descendrez sur le rivage aux acclamations de toute la République; la patrie et la liberté déposeront sur vos têtes la couronne civique, récompense de vos pénibles et sublimes travaux, vous jouirez en paix de votre triomphe et des bénédictions de vos concitoyens.

(Suivent 13 signatures.)

« P. S. Il y a peu de signatures parce qu'il y a peu de patriotes à Castres. Ils gémissent sous le poids de l'oppression; ici toutes les aristocraties triomphent, sans que la Convention daigne jeter un coup d'œil sur ce département. Depuis longtemps nous attendons des commissaires de la Convention. Quand arriveront-ils? »

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 709.

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 709.



## XL

*Adresse de la société des amis de la liberté et de l'égalité séante à Toulon-sur-Arroux (1).*

*Aux citoyens républicains, les représentants du peuple à la Convention nationale, la Société des Amis de la liberté et de l'égalité établie à Toulon-sur-Arroux, district de Charolles, sous le département de Saône-et-Loire,*

Expose qu'ayant toujours professé les principes de la Constitution française, elle persévéra aussi toujours à les maintenir; elle s'y est engagée par le serment le plus solennel, elle ne le violera jamais. Les sans-culottes qui la composent gémissent à la vue des trahisons qui environnent le berceau de la République naissante; mais rassurés par l'attitude ferme et imposante de leurs législateurs, ils espèrent voir triompher, dans peu, la cause que ces mêmes législateurs soutiennent avec une intrépidité que les puissances coalisées ont osé attaquer, à la vérité, mais qui ne pourront jamais l'abattre.

« Demeurez fermes à votre poste, vertueux républicains, vous venez de nous donner une Constitution que nous avons acceptée, elle deviendra celle de toute l'Europe; vous avez renversé le trône, brisé le sceptre de nos tyrans, la tête coupable de Louis dernier est tombée sous le glaive de la loi; la République s'établit, il faut l'affirmer. Eh ! qui peut mieux le faire que vous ? L'ennemi souille notre territoire, la guerre civile nous menace, et s'opère déjà dans quelques départements séduits par l'infâme Pitt; le sol de la République est infecté de malveillants fanatisés; il faut qu'ils l'abandonnent, c'est votre devoir de les y forcer, vous ne pouvez, sans trahir la patrie, remettre les rênes de l'État entre des mains où elles ne feraient que flotter; votre expérience vous impose le devoir de les conduire jusqu'à ce que vous ayez purgé le territoire de la République des tyrans qui le profanent. Lorsque vous aurez dissipé les satellites des monstres couronnés, vous pourrez alors vous délasser de vos travaux pénibles, et jouir de votre gloire. Alors nous vous en prions nous-mêmes, mais jusqu'à cette époque vous vous devez à la patrie; c'est en son nom que notre Société vous conjure de ne pas l'abandonner tant qu'elle sera en danger.

« L'armée révolutionnaire, dont vous avez sagement ordonné la levée, vaudra plus de cent mille hommes à la République; mais pour cela il faut qu'elle ne soit composée que de républicains d'un patriotisme bien prononcé. Nous croyons donc, citoyens législateurs, qu'il serait à propos de choisir les soldats qui doivent la former, dans les Sociétés populaires; c'est dans ces groupes révolutionnaires que se trouvent les vrais sans culottes; chaque Société connaît assez les membres qui la composent, et pourra désigner ceux du patriotisme desquels elle aura une véritable connaissance; nous aimons à croire que tous les frères ambitionneront l'honneur d'être choisis. Cette armée courageuse et incorruptible marchera avec l'appareil de la terreur; la terreur mise à l'ordre du jour contiendra l'ennemi du dedans, et celui du dehors sera bientôt dissipé.

« Il nous reste, citoyens représentants, à solliciter deux décrets. Tout ce qui peut rappeler l'idée de la trahison doit être en horreur aux républicains; nous avons le malheur d'habiter une petite ville qui porte le nom de Toulon, devenu infâme par la lâcheté et la perfidie de la ville maritime du même nom. Notre Société se croirait couverte d'opprobre si le sol qu'elle habite continuait à être connu sous cette dénomination; nous prions en conséquence la Convention nationale, de vouloir bien rendre un décret par lequel elle notifiera à la République entière que la ville de Toulon-sur-Arroux, district de Charolles, sous le département de Saône-et-Loire, a demandé de substituer à ce nom, celui de *Bel-Air-sur-Arroux*, ou tout autre qu'il plairait à la Convention nationale de désigner.

« Le citoyen Louis Bourbon, l'un de nos membres, a demandé à la Société de changer ce nom infâme, et qu'il lui fût permis de prendre celui de Louis Lainé, qui est celui de sa mère. La Société a accueilli la pétition, mais elle a cru ne pouvoir, de son propre mouvement, opérer ce changement. Elle prie donc la Convention nationale d'autoriser, par un décret, ledit Louis Bourbon, à porter, ainsi que sa postérité, née et à naître, le nom de Louis Lainé, et à pouvoir contracter sous cette dénomination qu'il adopte.

« A Toulon-sur-Arroux, le dix-huit septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an II de la République une et indivisible.

« La Société, dans sa séance dudit jour, a arrêté que les présentes seraient portées sur ses registres, et qu'envoi en serait fait à la Convention nationale dans le plus court délai.

*Pour extrait :*

« Signé : PAULIN, *vice-président*; DAUNOU, *secrétaire.* »

## XLI

*Adresse de la Société républicaine de Fécamp (1).*

« Fécamp, 25 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Législateurs,

« Avant que les préjugés et les institutions humaines aient altéré un penchant naturel, le bonheur des hommes consistait dans leur liberté; mais des rois, ou plutôt des monstres, de qui il vaut mieux être l'ennemi que le sujet, s'emparant tour à tour d'une autorité despotique, avaient forgé ces fers honteux dont nous avons été délivrés. Hommage vous soit rendu, ô législateurs, en faisant ce grand œuvre de la régénération française, vous avez brisé les chaînes de tous les peuples de la terre. Restez à votre poste, nous vous en conjurons; qui mieux que vous peut terminer ce sublime ouvrage ? Montrez-vous inflexibles envers tous ceux qui conspirent journellement contre leur patrie et notre liberté. Décrétez... Nos bras vengeurs sauront toujours joindre à la liberté qui maintient l'homme

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

exempt de vices, la moralité qui l'élève à la vertu.

« Les membres composant la Société républicaine de Fécamp. »

(Suivent 19 signatures.)

## XLII

*Adresse de la Société populaire de Beauvais (1).*

« Beauvais, 26 septembre 1793,  
l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs montagnards,

« Votre courage et votre fermeté vous ont acquis des droits à notre reconnaissance.

« Les pas à faire dans la carrière que vous aviez à parcourir étaient ceux du géant à l'aspect duquel tout tremble et fuit. Vous avez, par vos travaux, dissipé les nuages funestes de l'erreur, et détourné la foudre qui, grondante dans le lointain, eût bientôt, en éclatant, terrassé les vaillantes cohortes de nos généreux défenseurs. Des tyrans conjurés par une ligue effroyable méditaient dans le secret, avec leurs insignes satellites, les coups mortels qu'ils voulaient porter à notre liberté naissante, en voulant étayer un trône qui croulait de toutes parts, et s'affaissait sous ses bases ruineuses.

« Un décret solennel ordonne que la tête du tyran tombe et sa mort prépara la félicité publique.

« C'eût été en vain que vous auriez exercé ce grande acte d'énergie et de justice nationale, si vous n'aviez bientôt rempli une tâche non moins importante. La France voulait être libre, mais libre sans licence; il lui fallait une constitution et des lois. Avec zèle vous remplîtes son attente! Elle l'a reçu ce palladium si désiré; elle l'a consenti, cet évangile sacré. C'est après avoir écarté de vous tous les insectes croassants du marais qui se cachaient dans les faibles roseaux, et après vous être affermis sur la Montagne, que vous en puisâtes les principes dans les sources pures de la nature, de la justice, de la saine morale, et de l'incorrupible vérité. Aussi, survivant aux ravages des temps, ce code sublime subsistera-t-il à jamais, et il passera sur tous les points du globe habitable.

« Qu'ils périssent ces traîtres hypocrites qui souillaient le sanctuaire de nos lois, et qui, du fond de leur marais fangeux qu'ils habitaient, voulaient nous faire asservir par un autre tyran, ou briser l'unité de la République en la fédéralisant pour être eux-mêmes des despotes. Les scélérats! Ont-ils pu croire qu'une nation qui a juré d'être libre ou de s'ensevelir sous ses ruines ferait un pas rétrograde vers l'esclavage? Non, la servitude humiliante de 14 siècles l'a guérie pour jamais de la puissance des tyrans et des despotes.

« Périissent encore avec eux ces désorganiseurs, ces royalistes, ces modérés, ces insoucients et tous les accapareurs! Que le sanctuaire des

lois ne soit habité désormais que par les enfants de la nature. Enfin, législateurs, la justice nationale attend de vous la plus éclatante vengeance pour punir tous ces monstres qui ont conspiré et conspirent encore contre notre patrie.

« Ne cessez donc pas de vous occuper avec assiduité du bonheur de vos concitoyens; le vôtre sera bien plus grand, vous jouirez de l'idée satisfaisante d'avoir préparé celui de toutes les nations.

« Que des grandes mesures de sûreté générale soient partout exécutées afin que tous nos ennemis intérieurs et extérieurs soient enfin dans l'impuissance de nous nuire.

« N'espérez point encore, citoyens, abandonner votre poste à une législation nouvelle; votre tâche n'est point encore terminée. non, vous ne le quitterez pas, votre poste; non, la crise est trop violente pour que vous remettiez en d'autres mains les rênes de l'empire républicain. Restez-y donc jusqu'au moment heureux où les tyrans coalisés seront vaincus, et que leurs satellites seront terrassés dans la poussière.

« C'est le vœu de tous les vrais républicains, et voilà en particulier celui des amis de la République de la Société populaire de Beauvais. »

(Suivent 39 signatures.)

## XLIII

*La Société républicaine de Rochefort, à la Convention nationale (1).*

« Rochefort, ce 17 septembre 1793,  
l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Si les vrais républicains ont eu longtemps à gémir sur les troubles et les dissensions qui ont agité la Convention; si lorsque le volcan sacré sorti du sein de la Montagne, parcourant le vallon, en exterminera l'hydre infernale, ces monstres qui, en se parant de la qualité de père du peuple en avaient juré la perte, il pût se trouver quelques citoyens qui, de bonne foi doutassent de la pureté des intentions des membres de la Montagne, aujourd'hui il n'y a plus de doute, le voile est déchiré, la vérité est connue, nos ennemis sont démasqués; il ne reste plus de Français pour être certains de conserver leur liberté, que de s'unir, se presser autour de cette sainte Montagne, comme des enfants autour de leur père.

« Mais, fidèles représentants, si vous avez rempli le vœu en détruisant jusqu'aux vestiges de la royauté et de la tyrannie, en fondant sur ses ruines un gouvernement libre et républicain, en frappant ses ennemis et faisant échouer leurs projets liberticides, vous n'aviez peut-être rien fait, si vous abandonniez votre poste et convoquiez une assemblée législative, les amis sincères du peuple, les sans-culottes, ceux qu'il lui faut n'y sont plus, ils sont dans nos armées, ils combattent nos ennemis, ils font couler leur

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.



sang pour nous. Restez, restez donc, dignes représentants à votre poste, où la confiance de vos concitoyens vous a placés où elle vous maintient, n'abandonnez le gouvernail du vaisseau de l'État que lorsque la tempête qui gronde sur lui sera dissipée et que la chose publique n'aura plus à craindre de ses ennemis.

« Les membres du comité de correspondance,

« Signé : MOLLIÈRE; JOUBERT; Robert MOREAU; ROSSIGNOL. »

#### XLIV

*Adresse des citoyens composant la Société populaire de Châteauneuf, ville du département du Cher, à la Convention nationale (1).*

« Représentants de la nation française,

« Ce n'est point au milieu des périls des batailles et des victoires que les Cincinnatus de l'ancienne Rome retournaient dans leurs foyers. Ce n'est qu'après avoir triomphé et sauvé la République.

« Le fer des assassins et des traîtres pèse toujours sur la tête de nos frères. Les esclaves des despotes, s'ils reculent d'un côté, d'un autre ils s'emparent de nos villes. Les nobles répandus dans nos légions sont toujours à l'affût pour les trahir. Ces conspirateurs, ces monstres enfin qui veulent se baigner dans le sang des Français, n'ont point encore disparu de dessus le sol de la liberté. N'abandonnez donc pas, nous vous en conjurons, vos immenses et pénibles travaux. Nous vous félicitons de nouveau d'avoir émis une Constitution sublime, d'avoir établi des greniers d'abondance, d'avoir, etc., etc. On ne peut mieux mériter de la patrie. Mais ne quittez votre poste que lorsque vous pourrez nous dire : Français, elle est absolument hors de danger, elle est sauvée, tenez vos assemblées primaires, nommez des représentants, notre tâche est remplie, nous sommes prêts à retourner à nos charries.

« Ah ! puissiez-vous être assez heureux pour...

*Donner le dernier coup à la dernière tête de la rébellion.*

« A Châteauneuf-sur-Cher, ce 9 septembre 1793, l'an II de la République française. »

(Suivent 22 signatures.)

#### XLV

*La République une et indivisible, ou la mort.*

*La Société républicaine de Neuville, à la Convention nationale (2).*

Neuville, département du Loiret,  
20 septembre 1793.

« Citoyens représentants,

« La Société populaire de Neuville a adhéré à l'adresse de celle de Soissons.

« Aujourd'hui la Société populaire de Neuville se réunit à tous les citoyens qui pressent chaque jour la Convention de rester à son poste et de ne convoquer la première législature que lorsque la République sera, non seulement hors de danger, mais reconnue honorée, comme elle doit l'être, par toutes les puissances coalisées, c'est alors qu'il sera permis à la Convention de se séparer, c'est alors que la République entière prononcera de nouveau que la Convention a bien mérité de la patrie, qu'elle a consolidé la République, assuré les droits de l'homme, l'empire de la loi, l'égalité, la liberté, la sûreté, la garantie sociale; qu'elle peut rentrer dans ses foyers pour y jouir paisiblement de ses bienfaits qui, tôt ou tard, se répandront sur la surface du globe.

« La Société a applaudi au décret qui fixe le prix des grains, elle attend de la sagesse de la Convention une loi qui taxe toutes les autres denrées.

« Signé : C. TOLLEREAU, président; NOLLE-REAU, secrétaire; BADINIER, secrétaire. »

#### XLVI

*Adresse de la société des sans-culottes républicains, séante à Amboise, à la Convention nationale (1).*

Le 12 août de l'an II.

« Citoyens représentants,

« Envoyés par le souverain pour sauver la patrie, vous lui avez prouvé par de victorieux efforts, que vous méritiez la confiance. Vous avez affronté les plus violents orages avec une sérénité imperturbable. L'Europe liguée contre la France a entendu dans l'épouvante, l'anathème terrible que vous avez prononcé contre les tyrans et la royauté; vous avez établi sur les ruines du despotisme la République une et indivisible; vous avez assuré au peuple français la souveraineté, la liberté et l'égalité et sur ces principes sacrés vous avez élevé l'édifice impérissable de la Constitution. Nous rendons hommage à votre sublime fermeté, à vos glorieux travaux.

« Nous vous dirons, cependant, qu'un devoir sacré vous reste encore à remplir et que vous ne pouvez le confier à vos successeurs sans encourir le juste reproche de n'avoir pas fini votre mission. Le vaisseau de la France, assailli par la tempête, flotte encore au milieu des écueils, et si d'une main hardie et assurée vous en avez saisi le gouvernail, vous ne devez l'abandonner que lorsque vous l'aurez conduit dans le port. Représentants, sauvez la patrie, et vous aurez fourni votre carrière.

« Vous qui êtes entourés de la confiance universelle, abandonneriez-vous à d'autres mains les destinées de la France, dans un moment où les vils esclaves des despotes de l'Europe réunissent leurs derniers efforts pour incendier nos villes et dévaster nos campagnes; dans un moment où le fédéralisme impur s'agite encore dans son repaire pour déchirer la République, dans un

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

moment enfin où Pitt et Cobourg sèment l'or dans nos armées pour les corrompre, et le répandent avec profusion dans les départements et jusque dans l'ombre du temple auguste qui vous rassemble, pour acheter les hommes auxquels vous remettiez, peut-être ! les rênes du gouvernement.

« Ah ! plutôt, restez fermes à votre poste tant que dureront les dangers de la patrie, et n'appellez la législature qui doit vous remplacer que lorsque nous n'aurons rien à craindre des nouveaux membres qui doivent la former.

« Nous vous dirons aussi que, sans cesse électrisés au feu du plus pur patriotisme, nous avons porté nos regards sur les corps administratifs, et notre surveillance active nous a démontré la nécessité d'en renouveler les membres infidèles ou vendus au lâche modérantisme. Nous avons porté nos regards sur ces hommes de cette caste privilégiée qui commandent encore nos armées, et nous n'avons vu que des trahisons multipliées qui ont mis la République sur le penchant de sa ruine. Représentants, si les intérêts de la France vous sont toujours chers, décrétez au plus tôt, que les ci-devant nobles seront destitués de toutes fonctions publiques, et que les autorités administratives seront renouvelées ; déclarez, et nous vous le demandons au nom de la patrie en péril, déclarez à tous les Français que vous resterez à votre poste jusqu'à la paix. Par ces mesures sages, vous désorganiserez les trahisons, vous déconcerterez le fédéralisme, vous assurerez le triomphe de la liberté sur le despotisme écrasé, et vous acquerrez de nouveaux droits à la reconnaissance universelle. »

(Suivent 30 signatures.)

#### XLVII

*Adresse de la société populaire de Pacy-sur-Eure (1).*

« Pacy-sur-Eure, 26 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« L'Acte constitutionnel que vous avez donné à la France doit, très nécessairement faire son bonheur, et infailliblement celui de l'univers entier lorsque les nations auront eu le courage de secouer le joug du despotisme et de leurs serviles préjugés. C'est à vous, respectables membres de la sainte Montagne, c'est à vos infatigables travaux que nous devons ce sublime chef-d'œuvre de la raison et de la philosophie. Qui peut donc mieux que vous consolider votre précieux ouvrage, en affermir les bases, en assurer tout le succès en déjouant les trames perfides et les efforts liberticides mis en avant par nos ennemis intérieurs et extérieurs.

« Restez donc à votre poste jusqu'à ce que ces infâmes hordes de brigands qui agitent et désolent nos départements soient exterminés, jusqu'à ce que les atroces satellites des vils despotes soient irrévocablement chassés du territoire de la République et que nous jouissions de la

paix, ce bien si précieux et si nécessaire à notre bonheur. Vous ne pouvez désespérer sans contrarier absolument le vœu bien sincère de tous les citoyens vraiment patriotes de ce vaste empire, et surtout celui non moins sincère de la société populaire républicaine de la très petite ville de Pacy-sur-Eure. »

Fournier, président; Eschard, secrétaire.

#### XLVIII

*Adresse de la société populaire de Miremont (1).  
Adresse à la Convention nationale.*

« Représentants du peuple,

« La fin de la Constitution devait amener la fin de vos pénibles travaux, mais les ennemis de la liberté et de l'égalité ne cessent d'y mettre des obstacles. C'est cependant cette sublime Constitution, l'unique dans les annales du monde qui doit faire la félicité des hommes, puisqu'elle est bâtie sur les bases de la Constitution du Créateur, perfectionnée par le Rédempteur. Mais ce serait en vain que vous auriez gravé les tables de sa loi, si vous les abandonniez à des mains infidèles, à ces perfides couverts du voile du patriotisme. Vous seuls pouvez en être le rempart impérissable.

« Veuillez donc, citoyens représentants, vous perpétuer jusqu'à ce que la Patrie ne soit plus en danger, et décréter sans délai le changement des autorités constituées, juges de paix, administrations et municipalités dont le civisme est suspecté. Ce sont là les vœux de la société populaire de Miremont, dont le triomphe de la chose publique ou l'affermissement de la République une et indivisible enflamme le désir de son cœur, et dont le seul bon sens fait tout l'esprit.

« La société populaire de Miremont, district de Muret, département de Haute-Garonne, ce 15 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« CASTELA, président; PEYRET, curé, secrétaire. »

#### XLIX

*Lettre d'envoi de l'adresse de la société populaire de Castelnau-Montrâtier (1).*

« Castelnau-Montrâtier, département du Lot, ce 24 septembre 1793, le deuxième de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« La société populaire de Castelnau-Montrâtier qui est convaincue que la Convention nationale a bien à cœur le salut de la patrie, a pris un délibéré qui me charge de vous faire parvenir

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(2) Ibid.



l'adresse ci-jointe, elle vous invite à rester au poste que vous occupez jusqu'à ce que tous les tyrans coalisés soient rentrés dans le néant.

« Je remplis avec une grande satisfaction cette commission.

« Union, liberté, égalité, fraternité.

« Le Président de la société populaire de Castelnau-Montratrier.

« Signé : FOUJOLS. »

*Adresse de la société populaire de Castelnau-Montratrier, district de Cahors, département du Lot, à la Convention nationale (1).*

« Représentants du peuple,

« Vous n'avez pas trompé l'attente des Français, ils vous ont choisis pour fonder leur liberté. Vous aviez de grands obstacles à vaincre; votre courage en a su triompher. S'il est affligeant de rappeler que la plus grande résistance à vos sublimes travaux est sortie du sein même de votre assemblée, il est bien consolant de voir que c'est au milieu de ces orages que vous avez achevé l'édifice de notre Constitution.

« Débarrassés de ces vils intrigants qui, sous le masque du patriotisme étaient parvenus à égarer une partie du peuple, les plus grands succès couronnent déjà vos travaux, mais nous osons vous le dire, représentants du peuple, votre tâche n'est pas remplie. Ce n'est pas assez d'avoir démêlé les horribles trames des conspirateurs, il faut que par un grand exemple vous portiez la terreur et l'effroi dans l'âme de ceux qui seraient assez lâches pour vouloir les imiter.

« Ce n'est pas assez d'avoir posé les bases du gouvernement républicain, il faut qu'il prenne sous vos mains paternelles une forme fixe et stable, et qu'il faille désormais autant d'obstacles pour y toucher, qu'il fallait d'abord de facilités pour le construire.

« Ce n'est pas assez d'avoir bravé la rage impuissante des tyrans coalisés qui menacent notre indépendance, il faut les punir d'avoir osé souiller la terre de la liberté, en y creusant leurs tombeaux.

« Ce n'est qu'alors, représentants du peuple, que vos fonctions de législateurs seront finies. Restez donc à votre poste, et si nos biens et nos vies sont nécessaires pour le salut de la patrie, parlez, représentants du peuple, le sacrifice en est fait, nous saurons imiter votre généreux dévouement.

« Signé : FOUJOLS, président; LAVAL, secrétaire; MONTAGNET, secrétaire. »

## L

*La société populaire des sans-culottes de la Montagne de la ville de Beaucaire, à la Convention nationale (2).*

« Délégués du peuple,

« Vous avez bien jugé les patriotes du midi, en leur confiant l'honorable mission d'aller exter-

miner les lâches Toulonnais, et de faire repentir les Anglais de leur bassesse. Les républicains du Nord ont exterminé les hordes de brigands et d'assassins qui ravageaient nos frontières. Cette victoire décisive pour la liberté, est un engagement pour nous de terrasser les rebelles de nos contrées. Les sociétés populaires, ces foyers du républicanisme, se sont levées; elles ont pris, à Valence, des arrêtés dont l'adoption par vous doit assurer le triomphe de la République. Nous les avons tous adoptés.

« Restez à votre poste, les rênes du gouvernement ne peuvent être mieux confiées qu'à ceux qui ont fait tomber la tête du tyran, qu'à ceux qui ont détruit la conspiration des *appelants*; qu'à ceux qui ont assuré la subsistance du peuple, déclaré nuls tous les certificats de civisme et que dorénavant ils ne pourront être délivrés que sur l'attestation des sociétés populaires : voilà la pierre philosophale qui doit assurer le bonheur du peuple, car il n'aura pour magistrats, désormais, que des républicains dignes de lui.

« Vous avez décrété l'arrestation des contre-révolutionnaires et des royalistes; nous n'avons pas attendu qu'ils nous chargent des fers après lesquels ils soupirent, nous les en avons chargés. Ordonnez que leurs biens soient mis en régie nationale; ils ont rompu les conditions du pacte social, ils ne doivent plus jouir de ses bienfaits; point d'indulgence, elle serait une cruauté dont on ne pourrait prévoir les suites. Ce ne sont pas des hommes ceux qui déchirent le sein de la patrie, ce sont des bêtes féroces qu'il faut détruire si nous ne voulons pas être égorgés par eux. Rétablissez le comité d'instruction publique qu'il répande partout des principes énergiques. Le peuple n'a été qu'égaré dans le midi, son retour sera terrible.

« Faites juger les chefs du fédéralisme, qui ont ensanglanté le nord et le midi, l'impunité enhardit dans le crime, le déploiement d'une grande sévérité nationale fera trembler tous les traîtres. Ordonnez l'arrestation des membres de l'Assemblée constituante, qui ont été les complices du tyran en votant son inviolabilité; les membres de l'Assemblée législative, qui ont été les complices de Lafayette, en votant son impunité; ce sont ces mandataires infidèles, dont l'orgueil est irrité par la destruction de leur ouvrage, qui soufflent partout le feu de la discorde. Mettez le complément à toutes ces mesures, en ordonnant que sous l'inspection de ces représentants du peuple, délégués dans les départements, sera nommé un tribunal révolutionnaire pour juger tous les traîtres et les conspirateurs qui vont être mis en état d'arrestation. Cette mesure frappera les royalistes de terreur, seul sentiment que connaissent les esclaves.

« Le peuple bien dirigé, commandé par des patriotes qui n'ont point le péché originel à se reprocher, déploiera toute l'énergie dont il est susceptible. Veillez jour et nuit au salut de la République, la tyrannie ne dort pas, les républicains du midi sont debout; plusieurs d'entre eux sortent des cachots, ils se battent comme des lions. Nous travaillons sans relâche à la paix intérieure, et nous partons où le salut et la gloire de la patrie nous appellent.

« Nous sommes fraternellement, les membres composant le bureau de correspondance.

« Signé : MEGE, président; BRUNEL fils; DUMAS, MOUNIER, secrétaires. »

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(2) Ibid.

## LI

*Adresse de la société populaire de Fleurance (1).*

« Fleurance, chef-lieu de canton, district de Lectoure, département du Gers, le 14 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Vous avez pris de grandes mesures pour déjouer les complots liberticides des ennemis de la patrie. Serait-ce au moment de leur exécution que vous abandonneriez le timon de l'État? Non, vous ne perdrez point la France après l'avoir sauvée, et ce courage qui vous a fait braver les poignards assassins d'une Corday, d'un Duperret, d'un vil valet de roi, qui vous a fait affronter le dard pestilentiel des crapauds du marais, ce courage ne vous abandonnera pas à l'instant où dans ses derniers efforts un peuple majestueux qui combat pour sa liberté n'a besoin pour vaincre que du généreux concours des héros de la Montagne.

« Restez à votre poste, Législateurs, le salut public vous l'ordonne. Frappons, exterminons tous les scélérats armés contre nous. Le jour de gloire est arrivé; celui d'une juste vengeance le précède, l'Europe va succomber... Mais alors que le dernier de nos ennemis périra écrasé sous la massue nationale, rappelez-vous que votre tâche est remplie et que le souverain est là. Il contemple vos vertus qu'il admire, mais depuis qu'il est débarrassé de ses rois, il a juré d'exterminer tout usurpateur de son autorité. Son serment est terrible. Il est un arrêt de mort contre la tyrannie.

« Salut et fraternité. Vive à jamais la République une et indivisible! Honneur aux Montagnards, ils sont les seuls vrais défenseurs de nos droits.

« Signé : les sans-culottes de Fleurance composant la société populaire.

« Joseph SEBE, président; J. HORNOGA, secrétaire; PERLIN, secrétaire. »

## LII

*Adresse de la société populaire de Saint-Dié (2).*

« Citoyens Législateurs,

« Que la République soit faite, telle fut votre réclamation en abordant l'an dernier le sanctuaire des lois. A votre voix elle sortit du chaos. C'est vous qui prîtes soin de l'élever; c'est par vos institutions qu'elle se fortifie, c'est par vos travaux qu'elle se soutient au milieu de ses nombreux ennemis. Lui donner d'autres guides et compter sur des mains inexercées pour la dérober aux dangers qui l'environnent, serait imprudence ou faiblesse.

« Législateurs, restez à votre poste, et de là

commandez à tous les Français le salut de la patrie, mettez qu'un de vos moyens soit le renouvellement des autorités constituées, il faut que le peuple les épure pour les rendre dignes de lui et de vous.

« Les républicains composant la société populaire de Saint-Dié, département des Vosges.

« Signé : RICHARD jeune, président; GIRARD, secrétaire.

« Saint-Dié, ce 25 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, »

## LIII

*Adresse de la société républicaine séant à Epernay (1).*

« Epernay, le 28 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Législateurs,

« Vos mains habiles ont plusieurs fois sauvé le vaisseau de l'État prêt à faire naufrage. Ce vaisseau est cependant encore agité par la tempête, tenez-en donc le gouvernail jusqu'à ce que vous l'ayez conduit au port. La société républicaine séante à Epernay vous y invite.

« Continuez par vos décrets révolutionnaires à vous assurer de ces monstres qui, croyant encore à la contre-révolution, emploient tous leurs efforts pour l'opérer et convaincus comme nous le sommes que ça va bien, nous croyons que ça ira mieux encore.

« Salut en la République.

« Signé : CHAPRON le jeune, président; LEBLANC, secrétaire; JOLY, secrétaire; PAROMEY, archiviste. »

## LIV

*Adresse et vœu de la société populaire et républicaine de Charly, district de Château-Thierry, département de l'Aisne (2).*

« Charly, ce 18 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

« Vous nous avez donné une Constitution, agréons notre vive reconnaissance. Votre carrière n'est pas encore remplie, nous attendons avec impatience le Code civil, et le mode de l'instruction publique. La nation entière, dont les regards sont fixés sur vous, et dont vous avez l'estime et l'admiration, vous bénira un jour de sa régénération.

« Restez fermes à votre poste, et soyez tou-

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(2) Ibid.



jours inexorables; dans une révolution l'indulgence est une faiblesse; les rênes du gouvernement ont besoin d'être guidées par des mains habiles.

« Sublime et sainte Montagne, le flambeau de l'univers, reçois nos hommages, toi seule as sauvé la chose publique en péril; nos succès quotidiens, notre gloire présente et à venir sont ton ouvrage, et pour mettre le comble à notre bonheur, décrètez le renouvellement de tous les corps administratifs; ils recèdent encore sous le manteau du patriotisme, des fédéralistes, des modérés, des aristocrates, enfin. Le peuple n'est plus naïf, il distingue les républicains des royalistes; que par ce bienfaisant décret les fonctionnaires patriotes puissent être élus, et que ceux qui seront répudiés rendent, avant de désemparer, une séance publique et affichée, un compte exact de leur gestion, et votre mission sera dignement remplie.

« *Signé : BARON, président; Viguière, secrétaire.* »

#### LVI

*La société républicaine de Péronne, à la Convention nationale (1).*

« Représentants du peuple,

« Il manquait à Péronne une société républicaine pour épurer l'esprit public, anéantir l'égoïsme, déjouer les manœuvres des ennemis de la République, propager les sentiments révolutionnaires que doivent avoir tous les patriotes et célébrer vos travaux. Elle vient d'être formée par les sans-culottes, les premières expressions qu'elle doit manifester, elles sont du plus pur et du plus brûlant républicanisme, seul sentiment qui doit, aujourd'hui, animer tout Français. La seule chose que la société regrette, c'est de ne s'être pas formée plus tôt, si elle l'eût été avant les mémorables journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin, elle se serait réunie à vous pour les célébrer antérieurement, elle vous aurait félicité d'avoir fait tomber la tête de l'infâme Capet. Depuis, elle vous aurait exprimé sa surprise et sa reconnaissance d'avoir, au milieu même des orages, fait sortir une Constitution qui a étonné tout l'univers, que tous les Français attendris ont reçue et célébrée avec enthousiasme. Mais quoique vous ayez beaucoup fait, citoyens représentants, votre mission n'est pourtant pas encore remplie, il faut que vous restiez à votre poste, que vous continuiez vos travaux, l'intérêt de la République l'exige impérieusement. La société républicaine de Péronne et généralement tous les Français, vous le demandent, et redoublez donc, s'il est possible, de vigilance et de soins; affermissiez les bases de la Constitution, organisez les autorités qu'elle a établies, purgez la France de tous les venins qui l'infectent, terrassez nos ennemis, délivrez de leur présence la terre de la liberté, de l'égalité, et ne songez à quitter le poste qui vous est confié que lorsque sera arrivé cet heureux jour; qu'après que vous aurez proclamé que la patrie n'est

plus en danger, alors vous viendrez jouir au milieu de nous de vos bienfaits et des témoignages de la reconnaissance de vos concitoyens.

« Et ont les membres de la société, signé sur le registre.

« *DUBOIS, président; CÉRET, secrétaire; BONNET, secrétaire.* »

#### LVI

*La société révolutionnaire de Moissac, à la Convention nationale (1).*

« Citoyens législateurs,

« Trompés et égarés par les émissaires nombreux de ces villes perfides qui, avec tant d'audace, ont arboré l'étendard de la révolte, nous avions d'abord cédé à leurs impressions tant ils se présentaient à nous sous les dehors masqués de l'hypocrisie la plus raffinée, le piège adroitement tendu nous avait déjà atteints. Leurs serments réitérés pour l'unité et l'indivisibilité de la République, nous annonçaient qu'il existait un système de fédéralisme que nous avions en horreur; les calomnies dont on nous alimentait avaient répandu sur nous le nuage le plus obscur et les fédéralistes déguisés cherchaient à armer les républicains contre les républicains. Optempérant (*sic*) donc à leurs insinuations perfides, nous envoyâmes vers la Convention un député pour lui manifester notre douleur sur les événements des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin suivants, tandis que nous aurions dû célébrer avec reconnaissance ces grands jours de révolution qui opèrent encore une fois le salut de la patrie. Dès lors, notre faiblesse fut sans bornes, nous demandâmes l'élargissement des personnes mises en réclusion, nous l'obtinâmes, fraternisâmes avec elles, et, dans un enthousiasme enfanté par le délire, nous consommâmes une fête qui nous coûte aujourd'hui de grands remords, par la plantation d'un arbre qui porta depuis le nom d'arbre de la Réunion.

« Pour lors se glissèrent au sein de notre société des hommes pervers et corrompus qui n'ont de plus douce jouissance que dans les revers de la République. Mais bientôt partit comme un éclair du haut de cette Montagne sainte une Constitution sublime que nous acceptâmes dans les transports de la plus vive allégresse. Alors la calomnie fit place à la vérité, le voile ténébreux qui nous enveloppait disparut tout à coup, et nous reconnûmes qu'il n'y avait de salut que dans notre ralliement autour de la Convention, aussi l'arbre perfide vient d'être arraché avec la même pompe qui avait été employée pour sa plantation. La société vient d'être épurée, tous les membres véreux en ont été expulsés, et il n'existe parmi nous que des républicains à toute épreuve.

« Citoyens législateurs, le sage et le philosophe sont sujets à l'erreur, nous y avons été induits nous-mêmes, mais la République entière apprendra que nous n'avons jamais varié dans nos principes. Le temps est enfin venu où une erreur pareille serait un crime; les satellites des des-

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

potés ont envahi notre territoire, des villes criminelles, vendues à Pitt, ont ouvert leurs portes à des esclaves, d'autres ont arboré l'étendard de la révolte, en un mot les fédéralistes s'agitent en tous sens. Nous demandons que la Convention nationale nous sauve, qu'elle reste à son poste jusqu'à la paix, et que du sommet de cette Montagne inébranlable parte la foudre qui doit écraser tous les ennemis de la République.

« Pour nous, citoyens, fidèles à nos serments, nous sommes tous debout, attendant avec impatience le moment qui pourra nous appeler au poste de l'honneur. »

« Signé : LAVERNIÈRE, président; CAMYAGE, secrétaire; MARTEL, membre du comité de correspondance; DESSORGUE, président du comité révolutionnaire. »

## LVII

*Adresse des républicains de la commune de Vaugirard (1).*

« Citoyens,

« Les francs et loyaux républicains de la commune de Vaugirard, désirant coopérer au bonheur de leurs concitoyens en propageant l'esprit des Droits de l'homme et de la Constitution, viennent de se constituer en société populaire.

« Journallement témoins des efforts que des malveillants font, même sous leurs yeux, pour pervertir et corrompre l'esprit public sur les glorieux et à jamais mémorables travaux qu'a enfantés la foudroyante Montagne, ils ont fait le serment, comme d'autres Argus, de veiller constamment à cette nouvelle arche d'alliance qu'elle a enfantée.

« Citoyens, au nom sacré de la patrie, ils vous conjurent pendant, comme un autre Jupiter, que vous avez la foudre en main, de ne point la quitter que vous n'ayez écrasé et pulvérisé tous ces vautours qui dévorent journallement ses enfants; alors votre tâche sera remplie, et le bonheur des Français assuré; alors la France entière bénira le 31 mai et la Convention nationale.

« Signé : FRÉMONT, président; BOURDEAUX, secrétaire.

« Vaugirard, ce 26 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

## LVIII

*Adresse de la société populaire de Redon, à la Convention nationale à Paris (2).*

« Législateurs,

« Appelés à la représentation du souverain, vous avez trouvé le vaisseau de l'État prêt à être submergé au milieu de la tempête. Les dangers de la patrie n'ont fait qu'enflammer votre courage et, sur les débris d'un gouvernement ar-

bitraire, vous avez fondé la République. Vous avez rendu au néant un roi perfide chargé de crimes envers une nation qui l'avait accablé de bienfaits.

Entravés dans votre marche par quelques êtres impurs qui siégeaient parmi vous, vous avez étouffé le mal en les chassant de votre sein.

« Dégagée des obstacles qui paralysaient ses mesures et ses moyens, la Convention a aussitôt repris sa majesté voilée sous les dissensions qui la déchiraient, elle s'est montrée digne du peuple qu'elle représentait. Le livre sacré d'une Constitution populaire, fermé depuis le commencement de l'âge du monde, s'est ouvert, et des vœux pour sa sanction ont éclaté de toutes parts.

« Achevez, représentants, votre ouvrage, l'intérêt, le bonheur de la nation puissante que vous avez si généreusement servie, vous en font un devoir.

« Qu'avant de revenir dans vos foyers un Code civil uniforme pour toute la grande famille, remplace des lois bizarres qui, depuis des siècles, consacrent des abus; que les lois criminelles soient parfaitement épurées, les contributions publiques assises sur des bases également claires et solides; donnez à la génération qui s'élève un mode d'éducation républicaine; frappez ces voraces fournisseurs des armées qui s'engraissent de la sueur et de la misère des hommes courageux qui versent leur sang pour la défense commune; que les têtes altières des riches scandaleux par leur modérantisme et leur insouciance, soient courbées sous la loi de l'égalité; que celles des malveillants tombent sous le glaive de la sévérité nationale; que ces individus nourris sous le régime de la douleur publique dans des privilèges avilissants pour l'humanité soient repoussés loin de tout commandement militaire; que l'orgueil des tyrans, qui détestent la liberté et en ravagent le territoire, reçoive une leçon terrible; enfin faites succéder au joug dur et barbare de ceux qui écrasaient le peuple, le règne paisible et bienfaisant de lois calquées sur les bases de la Constitution.

« Alors votre carrière sera remplie, alors vous viendrez recevoir dans la reconnaissance publique le prix de votre courage et de vos vertus.

« La société populaire de Redon.

(Suivent 59 signatures.)

« Redon, 19 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

## LIX

*La société populaire de l'Isle-Jourdain, chef-lieu de district, département du Gers, à la Convention nationale (1).*

« Pères de la Patrie,

« Vous avez rempli le premier de vos devoirs en donnant à la République la Constitution que tous les Français viennent d'accepter avec enthousiasme. Nous vous avons déjà exprimé notre reconnaissance pour un si rare bienfait. Nous

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.  
(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.



avons voué à l'exécration ces hommes pervers, ces vils calomniateurs qui, sous le masque de l'amour des lois prolongeaient l'anarchie, minaient sourdement l'édifice de la liberté, déniaient ses plus zélés défenseurs et auraient entraîné la ruine de la République si les journées mémorables des 31 mai et 2 juin ne les eussent frappés de la foudre vengeresse qui écrasera tous les traîtres vendus à la tyrannie. Votre fermeté a fait échouer le plus abominable complot dont la liberté ait été menacée. Les grandes mesures que vous avez adoptées ont fait pâlir tous les rebelles. Vous avez décrété des lois que la philosophie n'avait pu obtenir de vos faibles prédécesseurs; enfin il ne vous reste plus rien à faire pour votre gloire; mais la patrie n'est pas encore sauvée; des hordes barbares la cernent de toutes parts, les scélérats de l'intérieur sont déconcertés, mais ils existent encore. Le renouvellement de la représentation nationale offre un nouvel aliment à leurs criminelles espérances, ils savent que la Convention ne composera jamais avec les tyrans; ils se flattent de trouver dans une nouvelle législature des lâches disposés à vendre leur conscience et recevoir à genoux la loi qu'il plaira à nos féroces ennemis de nous imposer. Les insensés! Ils oublient sans doute que vingt-quatre millions d'hommes libres s'enseveliraient sous les ruines de leur patrie plutôt que de courber la tête sous le joug de la servitude. Mais la République ne sera pas asservie, elle ne périra pas. Le peuple si souvent trompé a enfin appris à connaître ses véritables amis, et, lorsqu'il en sera temps, il saura choisir des hommes dignes de sa confiance. Néanmoins, auparavant il faut que le sol de la liberté soit purgé des vils satellites qui le souillent, il faut que les brigands couronnés qui sont à leur tête rentrent dans leurs repaires, il faut que les rebelles soient soumis ou exterminés. Jusqu'à cette époque, la guerre doit absorber tous nos moments. Le peuple français debout contre les tyrans doit agir et non délibérer, former des bataillons et non des assemblées, marcher au combat au lieu de procéder à des élections. Et tandis que les Français de tout âge, de tout sexe, vont réunir leurs efforts, et se lever en masse pour terrasser tous les ennemis de la liberté; continuez, fidèles représentants de veiller au salut de la patrie, dirigez nos bras en tous nos moyens de la manière la plus propre à assurer nos succès et à faire triompher la cause sacrée du genre humain contre ses oppresseurs. Déjouez les complots des malveillants sous quelque forme qu'ils se présentent, et, fermes à votre poste, n'y appelez vos successeurs que lorsque la République une et indivisible, après avoir écrasé les tyrans et les conspirateurs sera établie d'une manière inébranlable sur les bases de la liberté et de l'égalité. »

(Suivent 55 signatures.)

LX

Adresse de la Société républicaine de Crépy  
aux citoyens représentants (1).

« Citoyens,

« La France vous avait confié sa destinée;

vous avez répondu à son attente. Votre premier acte de justice a été la mort du tyran; des divisions se sont élevées au milieu de vous, des conspirateurs les avaient fait naître, d'une main hardie vous les avez exclus, la France a béni ce décret; ils ont cherché à allumer la guerre civile, à fédéraliser une partie de la République, le voile a été déchiré et les monstres se sont attiré la haine de ceux qu'ils avaient égarés. L'orage dissipé, une constitution sublime a été l'ouvrage de la sainte Montagne, elle a été reçue avec les transports de la plus grande joie, acceptée à la presque unanimité; vous avez annoncé les besoins de la patrie, sur-le-champ le peuple s'est levé et est prêt à fondre sur les despotes et leurs satellites, il va purger la terre de la Liberté, il va les punir des crimes qu'ils ont commis en pillant les propriétés de nos frères, en attentant à leurs jours. De salutaires mesures ont été décrétées contre les ennemis intérieurs, elles ont été exécutées.

« La Société républicaine de Crépy, département de l'Oise, établie sous les auspices de deux de vos membres, a juré dans son sein le maintien de la Constitution républicaine, haine éternelle aux fédéralistes, aux modérés, aux tyrans de toute espèce, à tous les ennemis du gouvernement républicain, le seul vertueux, le seul légitime. Elle vous prie, elle vous conjure de ne point abandonner le vaisseau de l'Etat que tous nos ennemis coalisés ne soient entièrement exterminés; ce sera alors, citoyens représentants, qu'au lieu de nous borner à vous exprimer de purs sentiments de reconnaissance, vous recevrez nos bénédictions et celles des générations futures.

« Signé; TARDU, président; PICAT, secrétaire;  
THIRRIA, secrétaire; TARDU fils, secrétaire. »

LXI

La Société républicaine de La Réole, à la  
Convention nationale (1).

« Citoyens représentants,

« La patrie en danger vient d'être sauvée par vous. Les intrigants, les royalistes, les agitateurs, tous les ennemis du peuple viennent d'être déjoués par vos sages décrets, par la marche ferme et courageuse que vous avez tenue depuis les illustres journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin. Grâce vous en soient rendues, et que les bénédictions éternelles d'un peuple immense dont vous faites le bonheur vous accompagnent à chaque pas.

« Mais à peine ces immortels travaux sont-ils commencés, que l'on fait craindre à la France entière que d'autres mains que les vôtres n'en soient chargées. Se pourrait-il, citoyens législateurs, que pénétrés comme vous l'êtes de l'importance de votre mission, que tenant tous les fils des intrigues que vous avez déjouées, qu'à la suite des mesures de sagesse que vous avez prises et que vous prenez chaque jour, d'autres hommes s'emparassent d'un poste que vous seuls pouvez occuper avec succès? Non, citoyens représentants, le changement de la Convention nationale serait le comble de l'impolitique et le

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

triomphe de nos ennemis. Vous disposez des destinées de la France et de l'Europe entière; vos illustres travaux vous ont acquis notre confiance; qui nous répondra que vos successeurs, par leurs talents et leurs vertus, la mériteront comme vous? Qui nous répondra que le projet de vous remplacer n'a pas été enfanté par nos ennemis communs, et que, déjoués dans leurs complots, ils n'ont pas fondé sur lui leurs espérances criminelles?

« Citoyens législateurs, les sans-culottes de La Réole, moins abondants en phrases que riches en patriotisme, regardent comme un fléau destructeur de la liberté et de la République le projet de renouveler la Convention; ils vous sollicitent, au nom du bien public, d'achever vous-mêmes le grand œuvre que vous avez si glorieusement commencé; ils vous déclarent que vous seuls méritez leur confiance. Puisse la France entière, persuadée de cette immuable vérité, émettre le même vœu, et tous les sans-culottes de la République s'unir ainsi pour vous aider dans vos illustres travaux.

« Les sans-culottes de la Société républicaine de La Réole,

« Signé : CHARRIER, vice-président; J.-S. FONTANÈS, secrétaire.

« La Réole, le 5 septembre 1793, l'an II de la République française. »

## LXII

*La Société républicaine de Tartas,  
à la Convention nationale (1).*

« Citoyens représentants,

« Vous avez donné l'exemple du courage et des vertus; vous avez méprisé les menaces des tyrans; la lâcheté et la trahison de quelques chefs perfides n'a servi qu'à donner plus de développement à votre républicanisme et plus d'énergie à vos moyens; vous avez déjoué les complots des séditeux; vous avez frappé du glaive de la loi les scélérats et les traîtres; vous avez tout bravé enfin pour l'intérêt du peuple et vous lui avez donné une constitution simple, majestueuse et sublime: le gage certain de son bonheur et de la gloire de la République.

« Mais, citoyens, ce n'est point encore assez; votre tâche n'est point remplie; de toutes parts les satellites des despotes sont en armes, ils menacent, ils déchirent le sein de la patrie; ces conspirateurs infâmes ont séduit et égaré quelques-uns de nos frères, et déjà ces aveugles insensés ont tourné leurs armes contre nous. Que tant d'horreurs et de perfidies ne demeurent point impunies, vengez l'honneur de la nation et le sang de ses fidèles défenseurs. Demeurez à votre poste; alliez la persuasion à la force, parlez, le peuple est debout, il veut la liberté ou la mort; parlez, vous serez obéis et ces orgueilleuses cohortes et ces fanatiques rebelles seront pour jamais proscrits du sol sacré de la République. Mais demeurez à votre poste, la confiance du peuple et les dangers de la patrie vous en font la loi; tant qu'ils subsisteront, vos devoirs ne seront point remplis; il faut que la République

soit heureuse et qu'elle le soit par vous. Et par quels hommes la Convention serait-elle remplacée, quand de tous côtés la corruption se fait aujourd'hui des esclaves? Serait-ce par les vils agents de Pitt ou de Cobourg? Par ces intrigants astucieux qui, sous le masque du patriotisme traîneraient encore les Français sous la domination des rois? Ah! citoyens, que cette crainte vous touche, demeurez à votre poste, le danger de la patrie et le vœu du peuple, voilà vos pouvoirs et vos devoirs. Redoublez d'énergie, que les amis du peuple veillent et la cause de la liberté triomphera toujours.

« Signé : LAFITTE, président; DARTHUS, secrétaire; DUPRAT, secrétaire. »

## LXIII

*Adresse de la Société républicaine de Trévoux (1).*

« Trévoux, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Votre mission n'est pas achevée, le génie de la liberté plane sur toute la France, il est vrai, mais la France est encore entourée d'ennemis, les tyrans souillent encore son territoire, les contre-révolutionnaires de l'intérieur lui font sans cesse de nouvelles plaies, le peuple en fureur est debout pour les sacrifier à sa vengeance. C'est vous, législateurs, qui devez diriger son bras, et lui désigner les victimes qu'il doit immoler au bonheur du genre humain. Restez donc au poste honorable où sa confiance vous a placés jusqu'à ce que vous puissiez lui déclarer qu'il peut jouir sans obstacle des bienfaits de la liberté et de l'égalité, La Société des sans-culottes de Trévoux vous y invite pour la seconde fois, et votre gloire vous le commande. Livrez-vous hardiment à tous les travaux que nécessite le plus grand développement de la Révolution, notre active surveillance empêchera la calomnie des aristocrates de vous atteindre, et le fer des conspirateurs de vous frapper.

« Nous attendons avec impatience, pressés par le besoin, votre décret relatif à la taxe des denrées de première nécessité; que la patrie donne du pain aux sans-culottes, ils verseront en échange tout leur sang pour la défense.

« Les membres composant la Société fraternelle et républicaine des sans-culottes de Trévoux. »

(Suivent 33 signatures.)

## LXIV

*Adresse de la Société populaire de Béziers (2).*

« Béziers, le 20 septembre 1793,  
l'an II de la République française.

« Citoyens représentants,

« Vive la République. Le Midi ne le cède en rien

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 709.  
(2) Ibid.



au Nord. Le peuple est debout, il marche et partout la victoire le suit. Ça va et ça ira. Mais, dans ces moments décisifs, gardez-vous de quitter votre poste, demeurez-y, nous vous en conjurons, jusqu'à ce que les tyrans coalisés aient été contraints à vous demander la paix.

« Les membres composant la Société populaire de Béziers. »

(Suivent 47 signatures.)

#### XLV

*Adresse des membres du comité de correspondance de la Société populaire de Marsillargues à la Convention nationale (1).*

« Citoyens représentants,

« Nos vœux sont enfin remplis, le règne de la liberté et de l'égalité est arrivé, le despotisme est abattu, les privilèges anéantis, la royauté écrasée et la République assise sur des fondements solides.

« La belle, la sainte Constitution que vous nous avez donnée et que les Français ont acceptée avec transport et reconnaissance nous assure ces précieux avantages.

« Qu'elle est sublime cette Constitution ! Combien elle élève l'homme. Quelle foule de prospérité ne lui prépare-t-elle pas ?

« En vain les vils despotes coalisés, Pitt, Cobourg et tous les ennemis intérieurs de la République se réunissent-ils pour l'étouffer dans son berceau, les insensés ! Leurs efforts seront impuissants, elle triomphera de leur rage et de leurs armes et deviendra un jour l'évangile de toutes les nations.

« Grâce immortelles vous soient donc rendues, législateurs. Mais il ne suffit pas, représentants, d'avoir préparé le bonheur de la France et peut-être celui du monde entier par une Constitution qui fait l'effroi des tyrans, le désespoir des abominables partisans de la royauté et du fédéralisme, la consolation et la joie des vrais sans-culottes, la gloire et l'honneur de l'esprit humain ; il faut encore le consolider. La patrie en danger vous tend les bras ; c'est de vous, oui de vous qu'elle attend sa délivrance et son triomphe. Les despotes ont juré sa perte et celle de sa Constitution, les chaînes pesantes dont on veut l'accabler sont prêtes, des nouveaux Catilinas les secondent dans leurs infâmes projets, la Vendée, Lyon, Toulon leur donnent la main. Pour déjouer leurs complots et faire avorter leurs coupables desseins, représentants, restez invariablement au poste honorable où la confiance publique vous a élevés et que vous remplissez si dignement, ne remettez pas en d'autres mains les rênes encore flottantes de la République ; n'appeliez vos successeurs que lorsque les tyrans auront mis bas les armes, que les indignes amis du fédéralisme et de la royauté auront disparu et que la République aura été solennellement reconnue par ceux-là mêmes qui sont armés pour la détruire.

« Ce temps n'est pas éloigné, sans doute, nos ennemis connaissent nos ressources et nos forces,

aussi ne fondent-ils leurs succès que sur nos divisions. Mais qu'ils tremblent. Les sans-culottes sont debout, la Convention nationale est à son poste. Son union, sa fermeté, sa sagesse et sa vigilance en imposeront aux tyrans et les forceront bientôt à nous demander la paix qui, en affermissant la Constitution précieuse dont nous vous sommes redevables, assurera à jamais la gloire et la félicité de la République française.

« Les membres composant le comité de correspondance de la Société populaire.

« Signé : ENCONTRE, président ; le sans-culotte RIEY ; P. BOUCHARDAIN ; PONSET ; BOURRET, secrétaire ; Ch. JEAN ; le sans-culotte BOUIS-SON, secrétaire.

« Marsillargues, le 22 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, district de Montpellier, département de l'Hérault. »

#### XLVI

*Adresse des républicains de Périquex, à la Convention nationale (1).*

« Citoyens représentants,

« Nous avons applaudi à votre décret qui ordonne la réclusion de tous les gens suspects ; nous n'avons pas moins applaudi aux mesures vigoureuses qu'ont pris, dans le même objet, vos collègues Pinet et Roux-Fazillac. Mais constamment dirigés vers les moyens d'affermir de plus en plus la liberté et de terrasser le despotisme, nous avons pensé que la Convention avait encore une grande mesure à prendre à cet égard, pour rendre complètement nuls tous les efforts de l'aristocratie opulente. C'est de décréter que les biens de tous les individus qui seront jugés et reconnus pour suspects, seront mis sous la main de la nation pendant tout le temps de la guerre actuelle ; qu'ils seront donnés à bail, ou régis par des préposés, qui en verseront le montant du revenu dans les caisses publiques pour indemniser la nation de toutes les dépenses extraordinaires que les malveillants lui occasionnent chaque jour, et que, sur lesdits revenus, il sera accordé à chaque individu suspect une pension alimentaire, suivant les dispositions de la loi concernant les enfants des émigrés.

« Nous vous demandons de plus de ne pas laisser traîner en longueur le jugement des traîtres, surtout de ceux qui, par le plus infâme de tous les sacrilèges, ont osé abuser de la confiance du peuple et conspirer contre la liberté, au sein même de la Convention ; nous vous demandons enfin, braves héros de la Montagne, auteurs de la plus belle des constitutions de couronner l'œuvre que vous avez commencée et de ne vous séparer que lorsque l'arbre de la liberté aura poussé de profondes racines sur le tombeau de tous les tyrans ; c'est alors que vous reviendrez parmi nous et que vous recevrez les couronnes civiques que vous préparez déjà nos mains reconnaissantes.

« Nous sommes avec fraternité vos bons et

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 708.

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 708.

sincères amis, les républicains composant la Société populaire de Périgueux. »

(Suivent 45 signatures.)

### LXVII

*Adresse de la Société populaire et républicaine de Charlieu (1).*

« Citoyens législateurs,

« L'élan national est donné, les trônes du monde sont chancelants, les tyrans effrayés ne tarderont pas à être écrasés, et les malveillants tremblants vont être balayés. Auteurs de tant de bienfaits, que vos mains heureuses continuent à garder les rênes de la République jusqu'à ce que ses bases soient inébranlables. Tel est le désir telle est la prière que vous adresse la Société populaire et républicaine de Charlieu, district de Marcigny, département de Saône-et-Loire.

« Délibéré et arrêté à la séance de ce jour-d'hui trente septembre 1793, l'an II de la République française une, indivisible et démocratique.

« Salut, respect à la Convention nationale, et soumission à ses lois.

« Signé : RODE, président ; GUILLERMET, secrétaire. »

### LXVIII

*Adresse de la Société populaire d'Hazebrouck (2).*

« Citoyens représentants du peuple,

« Depuis longtemps la Société populaire d'Hazebrouck vous a adressé ses adhésions à tous vos décrets et joint ses serments de maintenir jusqu'à la dernière goutte de son sang la Constitution républicaine émanée de votre sein. La Société n'a depuis, cessé d'employer tous les moyens possibles pour pénétrer le peuple d'un sentiment aussi salutaire que nécessaire pour le bonheur de notre République; combattre les traîtres, animer les timides et anéantir l'aristocratie et le fanatisme, fut notre principale tâche.

« Enfin, les jeunes gens du district d'Hazebrouck sont levés pour la deuxième fois, trois mille marchent pour combattre les sceptres et les tyrans et soutenir les fondements de notre liberté.

« Mais à quoi serviront tous nos efforts si notre sainte Constitution n'est affermie par les mêmes colonnes qui ne l'ont pas seulement projetée, mais qui l'ont formée?

« Notre vœu, citoyens représentants, est unanimement prononcé, restez à votre poste, tant que la patrie soit sauvée, afin que vous puissiez, en vous retirant dans vos foyers, déclarer au peuple français que la patrie est hors de danger, que les ennemis sont terrassés et que les despotes sont vaincus.

« La Convention nationale ainsi maintenue et continuant à protéger les patriotes et les sociétés populaires, est assurée de sauver la patrie, mais, citoyens représentants, il reste un objet essentiel à décréter : faites-vous représenter notre adresse du onze août dernier, vous vous déciderez aisément sur le courage que nous avons mis à dénoncer les abus qui existent dans notre district.

« Pénétrez-vous, citoyens, qu'après avoir été consultés conjointement avec le comité de Salut public établi en cette ville, après avoir fourni une liste des républicains sans-culottes pour le remplacement des membres destitués des corps constitués et suspects, la Société a eu la disgrâce de voir que l'on a eu l'indiscrétion de remplacer un suspect par un autre suspect. Pareil remplacement compromet la sûreté de l'administration et le bonheur de la République.

« Notre vœu unanime, citoyens, est qu'un décret ordonne le prompt renouvellement des corps constitués et qu'il soit défendu qu'aucun citoyen y soit admis sinon qu'étant muni d'un certificat de civisme révisé par la société populaire de son arrondissement. C'est le seul moyen, citoyens, de consolider notre Constitution, d'opérer le bonheur de notre République et de maintenir notre sainte liberté conquise.

« Fait en notre séance extraordinaire du vingt-sept de septembre 1793, l'an deuxième de la République française une et indivisible.

« Signé : P. VERDISCH, président ; DRESQUIS, secrétaire. »

### LXIX

*Adresse de la société républicaine de Bar-sur-Aube (1).*

« Citoyens représentants,

« Vous nous avez donné un gouvernement républicain, le seul qui convient à des hommes libres, à vous seuls est réservé l'honneur de le consolider; vous seuls pouvez le faire, vous avez toute l'énergie qui convient pour y parvenir; nous vous invitons à rester à votre poste jusqu'à ce que la République soit affermie d'une manière invariable,

« Nous sommes bien fraternellement, citoyens représentants, les membres du comité de correspondance de la société républicaine de Bar-sur-Aube.

« A Bar-sur-Aube, ce 26 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Signé : A. JOFFROY; CAILLET, membre du Comité; MACHON, secrétaire. »

### LXX

*La société républicaine de Saint-Jean-de-Luz, à la Convention nationale (2).*

« Législateurs,

« Lorsque le peuple français vous nomma ses

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(2) Ibid.



représentants, vous étiez spécialement chargés de juger le tyran et de donner à la France une Constitution républicaine. Vous vous êtes acquittés de ces devoirs, et le souverain a sanctionné vos travaux par une adhésion unanime. Il crut alors que ces moyens seuls pouvaient sauver la patrie en raffermissant la liberté et cimentant l'union entre les citoyens; mais puisque nos maux sont encore grands, que de tous les côtés des hommes dont la perversité est au comble, cherchent par tous les moyens à nous amener la guerre civile; que les hordes étrangères entament nos frontières; qu'enfin la liberté est en péril, votre poste est encore là; vous devez ou sauver la patrie, ou attendre avec fermeté le couteau des assassins qui veulent trancher vos jours; vous nous devez l'exemple de fidélité à nos serments, *de vivre libres ou de mourir*. Tel est notre vœu. Dès longtemps sans doute la cause de la liberté eût triomphé de la rage des tyrans, si des hommes dont l'intérêt était autre que celui de la République n'eussent paralysé vos moyens; si des traîtres vomis par l'enfer pour le malheur des humains n'eussent arraché votre confiance; si encore la faiblesse ou la lâcheté des autres n'eussent mitigé les mesures énergiques qui vous ont été proposées.

« Que les ennemis de l'intérieur apprennent enfin que l'indignation du peuple est à bout; qu'il va sortir du sommeil léthargique dans lequel il était plongé; que son réveil sera furieux;

« Qu'ils sachent, ces modérés, que dans des circonstances aussi périlleuses, il faut que leur zèle se ranime; qu'il faut qu'ils secondent de tous leurs moyens les mesures de vigueur qu'il est urgent de prendre, et qu'ils se rappellent surtout que dans un fonctionnaire public la faiblesse est lâcheté, et la lâcheté un crime.

« Que les riches, que ces égoïstes qu'une vile passion rend inaccessibles à tout sentiment d'humanité soient désormais convaincus que si le sang du citoyen appartient à la patrie, leur fortune est à elle aussi; que tous lui doivent des sacrifices, les uns leurs bras et les autres leur industrie, d'autres enfin leur trésor.

« Prouvons aux tyrans et à leurs vils esclaves que nos revers ne font que redoubler notre énergie et ranimer notre ardeur.

« Législateurs, montrez-vous dignes du peuple que vous représentez. Plus d'une fois il a mis sous vos yeux les maux qui le rongent; sa confiance en ses représentants est la seule cause de son silence. Encore une fois, soyez terribles, vengez la nation, purgez la terre de la liberté de tous ses ennemis.

« Législateurs, nous demandons : 1° que vous ne quittiez vos fonctions qu'après que la patrie sera hors de danger;

« 2° La prohibition absolue du numéraire;

« 3° La formation d'un comité par canton pour surveiller l'exécution des lois.

« La prohibition du numéraire que nous demandons est nécessaire, car tant qu'il paraîtra de l'argent, les agioteurs ne cesseront leur infâme trafic.

« La formation d'un comité par canton est aussi nécessaire, puisque l'inexécution des lois est une des causes du désordre qui règne dans les administrations, qu'il serait essentiel d'épurer.

« Vive la République une et indivisible, Vive la Montagne.

« Signé : BOURQUET, président; PAGEZ, fils aîné J.-L. MONCADE, secrétaire. »

## LXXI

*La société républicaine de Seurre, département de la Côte-d'Or, à la Convention nationale* (1).

« Seurre, département de la Côte-d'Or, le 26 septembre, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Représentants du peuple,

« Vous avez fondé la République, à vous il appartient d'en consolider l'édifice. Entourez son berceau, protégez son enfance; restez donc au sommet de la Montagne d'où vous avez anéanti la royauté et foudroyé le hideux fédéralisme.

« Mais ces monstres, ranimés par l'égoïsme, l'agiotage, l'infâme cupidité, semblent vouloir relever leurs têtes abattues. Eh bien ! que les pompes révolutionnaires, l'airain tonnant, conduites et secondées par nos braves défenseurs de la liberté aillent, à votre voix, éteindre promptement les foyers du fanatisme et les torches dévorantes de la guerre civile.

« Qu'elles forcent enfin nos cruels ennemis à ne plus tourmenter le genre humain pour nous enlever notre liberté chérie; ce bienfait qu'ils ne nous ôteront qu'en nous arrachant la vie.

« Qu'elles achèvent notre glorieuse révolution que vous avez si bien soutenue par votre héroïque énergie et que votre fermeté inébranlable conduit si rapidement vers sa fin. Jusqu'à cette époque si désirée, législateurs, la patrie souffre, ne quittez donc point votre poste que ses dangers ne soient passés.

« C'est le vœu de tous les sans culottes formant la société républicaine de Seurre. »

(Suivent 31 signatures.)

## LXXII

*La société des francs républicains, défenseurs de la Constitution de 1793, séante à Pont-Croix, à la Convention nationale* (2).

« Représentants,

« Vous avez déclaré par un décret solennel, que les fonctionnaires qui quitteraient leur poste pendant le danger de la patrie seraient des traîtres. Nous n'aurons pas la douleur de vous voir le devenir. Vous ne quitterez pas le vôtre que vous ne l'ayez déclaré hors de danger.

« Vous avez déclaré la France en Révolution; vous ne pouvez donc l'abandonner en pareille situation; vous lui aurez, auparavant, donné le bonheur et un gouvernement vraiment républicain.

« Vos décrets nous présagent le bonheur, mais quelque prochain que vous nous l'annonciez, vous ne nous aurez rendu que plus malheu-

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 708.

(2) Ibid.

reux, si vous ne nous l'assurez avant de vous séparer. Restez donc à votre poste, que vous n'avez rempli cette promesse flatteuse.

« Qui peut mieux guider le vaisseau de l'État, que le pilote qui a relevé la carte sur laquelle il est destiné à voyager ? Vous l'avez lancé, ce vaisseau, il vogue en pleine mer. Quand vous l'aurez ramené dans le port, vous reviendrez parmi nous jouir du repos, fruit mérité de votre voyage orageux et pénible, et savourer enfin le bonheur qui n'est grand qu'autant qu'il est partagé.

« Les membres composant la société des francs républicains défenseurs de la Constitution de 1793, séante à Pont-Croix.

« Signé : V.-M.-W. GUILLIER, président; LADAN, secrétaire; TESTEVIDUE, secrétaire.

« Pont-Croix, 16 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

## LXXIII

*Adresse de la société républicaine de Saint-Servan. La société républicaine, aux représentants montagnards du peuple français (1).*

« Saint-Servan, ce 25 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Malgré la faction du Marais, la Montagne Constituante et la Montagne Législative sauveront la patrie. Vous, Montagnards constitutionnels l'avez sauvée d'une manière bien plus éclatante.

« Vous avez aboli la royauté, vous nous avez délivrés du tyran, vous avez décrété une Constitution républicaine, nous l'avons acceptée avec enthousiasme, nous la défendrons en vrais sans culottes. Mais vos obligations ne sont pas remplies; Condé, Valenciennes et Toulon ont été lâchement livrés aux despotes, les coupables ne sont pas punis, et des hordes de brigands souillent encore le sol de la liberté.

« Que le volcan des vengeances éclate du sein de la Montagne, que les traîtres soient frappés, que la loi et la liberté triomphent !

« Législateurs, pour parvenir à ce but, nous vous demandons de rester à votre poste jusqu'à ce que les tyrans coalisés soient forcés de reconnaître notre indépendance; votre amour pour la patrie vous en fait l'impérieuse loi; que tous pétitionnaires qui oseraient vous engager à appeler vos successeurs avant le rétablissement de la paix soient voués à l'exécration publique et des générations futures.

« Nous vous prions, citoyens législateurs, d'ordonner que le *Bulletin de la Convention* nous soit adressé, afin que les décrets, plus régulièrement copiés en ce *Bulletin* qu'en tout autre, ne

nous laisse (*sic*) aucun doute sur sa vraie rédaction.

« A Saint-Servan, le vingt-cinq septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

(*Suivent 54 signatures.*)

## LXXIV

*La société républicaine de Vannes, département du Morbihan, à la Convention nationale (1).*

« Vannes, le 26 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants,

« Vos grandes mesures obtiennent notre adhésion, les succès de nos armes justifient notre confiance. Notre reconnaissance vous est due, la Convention nationale est digne des bénédictions populaires; continuez à perfectionner l'esprit public, restez à votre poste, les sociétés républicaines vous y invitent; celle de Vannes vous en conjure, le salut de la patrie vous le commande; votre amour pour elle vous en fait un devoir.

« La société républicaine de Vannes.

« Signé : LEGOAESBE, président; PÉCHAUD, secrétaire; HAUMONT, ex-secrétaire; GOUBY, secrétaire. »

## LXXV

*La société montagnarde de Cahors, à la Convention (2).*

« Législateurs,

« C'est dans les journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin, que vous avez planté l'arbre de la liberté et de l'égalité sur le sommet de la Montagne. Du Rhin aux Pyrénées, de l'Océan aux Alpes, tout le territoire français a senti l'heureux effet de sa bénigne influence; son aspect a glacé d'effroi les tyrans coalisés, et l'orage qui nous menaçait a été conjuré.

« Cependant, citoyens représentants, la foudre gronde encore, et sans votre appui il pourrait être déraciné. Voudriez-vous abandonner votre ouvrage ! Non, sages législateurs, non, montagnards intrépides, vous le maintiendrez, vous l'affermirez, vous le terminerez; car votre belle Constitution semblable aux jalons placés par un ingénieur habile sur un terrain inégal, ne donne au voyageur que l'espoir flatteur d'être exempt à l'avenir des fatigues qu'il éprouve.

« Continuez donc, ardents défenseurs de la liberté, amis brûlants de l'égalité, continuez votre

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(2) Ibid.



brillante carrière, comprimez les méchants par la terreur, que les têtes des traîtres et des conspirateurs tombent sous la hache de la justice nationale, que les lois sages et bienfaisantes dont vous avez déjà posé les principes soient le soutien du faible et de l'indigent, que tout fléchisse au nom de la loi, que la liberté et les propriétés soient respectées et n'oubliez jamais que le superflu du riche est la propriété du pauvre, que dans un pays libre tout citoyen doit à la société ses forces physiques et morales et que la société lui doit nourriture, couverture et protection. Détruisez à jamais la mendicité qui avilit la nature humaine, organisez l'éducation publique, voilà vos devoirs, vous ne pouvez vous séparer sans les remplir.

« Tel est le vœu de la Société populaire et montagnarde de Cahors qui, un moment égarée par l'instigation des malintentionnés, abusée par les propos séduisants de quelques muscadins que la Gironde avait salariés, induite en erreur par les propos incendiaires qu'avait tenus à sa tribune un député couvert de sales exhalaisons du Marais, rougit de son erreur et s'honore de la réparer.

« Citoyens représentants, nos bras, nos vies et nos fortunes sont à la République, nous la voulons et n'avons jamais cessé de la vouloir une et indivisible, nous jurons une haine éternelle aux modérés, aux feuillants, aux fédéralistes, aux royalistes et à tous ces insectes fangeux qui ont cherché à paralyser votre courage.

« Signé : ROUZÈS, président; OLIVIER fils, secrétaire. »

## LXXVI

*Les amis de l'Unité et de l'Indivisibilité de la République, à Sainte-Mère-Eglise, district de Carentan, département de la Manche, à la Convention nationale (1).*

« La patrie n'est pas encore sauvée, ses braves et courageux enfants, élevés sur les ailes du patriotisme, volent, de tous les points de la République, laver dans le sang des infâmes suppôts des rois, les sacrilèges commis contre la liberté. Retenus par leurs fonctions, leur âge ou leurs infirmités, nos vieux concitoyens ne peuvent qu'applaudir et admirer de loin l'ardeur martiale de leurs enfants. Attendant tout du courage de ses jeunes héros et n'espérant de salut que de ton énergie, Montagne formidable, s'écrient-ils de toutes parts, reste où tu es, jusqu'à ce que, couverts des lauriers de la victoire, nos guerriers nous disent : la patrie est sauvée.

« Législateurs intrépides, si des nouveaux insensés osent encore sacrifier au veau d'or, d'un bras infatigable lancez du haut du Mont sacré les tables de la loi et vous pulvériserez l'idole et les adorateurs. C'est là le cri de tous les bons habitants de notre hameau. Tels sont les vrais sentiments des amis de l'Unité et de l'indivisibilité de la République.

« Signé : R. LE MARQUAND, président; A. PIGNOT, secrétaire; POTIER, secrétaire. »

## LXXVII

*Adresse de la société républicaine séante à Jarnac à la Convention nationale (1).*

« Jarnac, ce 23 septembre, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants,

« La société républicaine montagnarde de cette ville qui fut une des premières à accepter l'Acte constitutionnel, cette charte sublime, unique dans l'univers, qui reconnaît et établit les droits du peuple souverain sur des bases inébranlables, vient aujourd'hui vous sommer d'achever votre ouvrage en restant au poste que la nation vous a confié jusqu'à ce qu'il soit entièrement achevé.

« Eh ! pourriez-vous abandonner cet enfant encore au berceau, aux bêtes féroces qui l'environnent et qui ne cherchent qu'à le déchirer ou à l'étouffer ? Un autre corps législatif aurait-il pour lui le même attachement et les mêmes soins ? N'imitiez pas ces mères dénaturées qui laissent à d'autres à remplir leurs premiers devoirs envers ceux à qui elles ont donné le jour.

« Lorsque le temps sera venu de transmettre sans risques à vos successeurs cette arche sainte qui renferme notre espoir et le trésor de la nation, nous vous le dirons avec autant de franchise que nous mettons aujourd'hui d'empressement à vous solliciter de ne pas abandonner le gouvernail du vaisseau sacré de la République.

« Et toi, sainte Montagne qui fais le désespoir de nos ennemis intérieurs et extérieurs, demeure inébranlable au milieu des orages et des tempêtes qui nous environnent, écrase de ton poids ces reptiles venimeux qui s'agitent dans la fange; autour de toi se réunira toujours la masse imposante et innombrable des vrais Français.

« Nous avons lu, représentants, les arrêtés des soixante-neuf sociétés populaires du département de la Drôme, nous y avons applaudi et nous leur donnons une pleine et entière adhésion, notamment à l'article second, en ce qui concerne les fonctionnaires publics non élus par le peuple, tels que les préposés à l'enregistrement : c'est une mesure indispensable et pressante pour expulser de ces emplois importants les royalistes et les fédéralistes qui les occupent au grand scandale des patriotes, car ce sont presque les seules créatures de l'ancien régime qui n'ont pas été régénérées par la Révolution.

« Les sans-culottes composant la société des amis de la Constitution républicaine de 1793, séante à Jarnac.

« Signé : J. RENARD, président; BESSON, secrétaire. »

## LXXVIII

*Adresse des sans-culottes de Gez (2).*

« Représentants,

« En nous donnant une Constitution républi-

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(2) Ibid.

caine, vous nous avez prouvé, il est vrai, que notre bonheur vous était cher; mais pensez-vous avoir fait tout ce que nous sommes en droit, nous ne disons pas d'exiger, mais d'attendre de vous? Non, certes, vous ne devez ni ne pouvez le croire, et c'est ce qui nous persuade que vous n'oublierez jamais que vous vous devez tout entiers à la patrie tandis qu'elle a besoin de vous. Ne redonnez donc pas la joie et l'espérance aux malveillants et aux aristocrates en quittant le poste où la confiance de vos concitoyens vous a placés, avant que vous n'ayez vu la liberté assurée par l'anéantissement de ces deux castes pestiférées : la noblesse et le clergé; que vous n'ayez vu les autorités constituées marcher dans le sens de la Révolution; que vous ne nous ayez donné un mode d'éducation républicaine; que vous ne nous ayez, par un code de lois simples et claires, délivrés de ces formes monstrueuses de la chicane. En un mot, que la liberté et l'égalité ces deux déesses des Français ne soient respectées par tous.

« Voilà, Pères du peuple, le vœu des sans-culottes de Gex, il doit être général parce qu'il est dicté par le patriotisme; il ne tient qu'à vous qu'il ne soit accompli, et il le sera à moins que vous ne préfériez aux bénédictions des générations futures, la honte de mériter le juste reproche que vous feraient vos concitoyens de n'avoir pas eu le courage de cimenter le bonheur du genre humain.

« Les sans-culottes de Gex.

« Signé : J.-F. GÉRARD, président; LANÇON, secrétaire; MONNERET, secrétaire. »

## LXXIX

*Adresse de la Société populaire de Lons-le-Saulnier (1).*

« Citoyens représentants,

« La Société populaire de Lons-le-Saulnier, qui a su braver tous les dangers auxquels ont été exposés des patriotes victimes de la liberté, par le courage qu'elle a montré en dénonçant des administrateurs pervers, en exposant cent fois sa vie pour sauver la liberté, vient vous voter des remerciements de les avoir sauvés des mains homicides des fédéralistes; la vie que vous leur avez conservée par vos décrets vigoureux sera toujours consacrée au service de la République.

« La Société populaire vient d'être réintégrée selon votre décret; son premier travail a été de voter des remerciements à la célèbre Montagne qui a sauvé la chose publique; elle vous envoie sa soumission à tous vos décrets et son attachement inviolable à vos principes.

« Citoyens représentants, la société populaire, au nom du salut de la patrie, demande que vous restiez à votre poste jusqu'à ce que nos ennemis extérieurs et intérieurs soient terrassés, et que vous déclariez que la patrie n'est plus en danger.

« Pour nous, animés de l'amour et du zèle vraiment républicain pour la liberté et l'égalité et pour la République une et indivisible, nous

jurons de faire une guerre implacable aux fédéralistes, aux malveillants et à tous les ennemis de la chose publique, de surveiller et vous dénoncer hardiment et sans aucun ménagement tout ce qui pourrait porter atteinte à la marche de la Révolution.

« Les membres du comité de correspondance,

« Signé : BERTHET, vice-président; DOUILLON; GUYOT; GANEVAL; DAUVERGNE, HUGUET, secrétaire (1). »

*Procès-verbal de la réintégration de la Société populaire des amis de la République une et indivisible, séance à Lons-le-Saulnier, département du Jura (2).*

L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, le second de la République française, le six septembre, à quatre heures de relevée, les citoyens assemblés à la maison commune, d'après une publication faite par la municipalité, à l'effet de procéder à la réintégration des membres, dans le lieu ordinaire de leurs séances. En vertu de l'article VI du décret du 27 juillet, se sont transportés dans le lieu de leurs séances, ayant à leur tête les citoyens Topino-Lebrun et Durand, commissaires du pouvoir exécutif, délégués par les citoyens Bassal et Bernard, représentants du peuple, envoyés dans ce département, ainsi que la municipalité, où étant arrivés, le citoyen Topino-Lebrun a fait un discours tendant à ramener tous les esprits à l'union et à la fraternité, qui a été accueilli par des applaudissements réitérés, au milieu d'une grande foule de citoyens et citoyennes qui s'y sont rendus.

Ensuite le citoyen maire a annoncé que la Société était réintégrée; le président ayant pris le fauteuil, a dit :

« Citoyens,

« Quel beau jour pour nous, pour tous les bons citoyens que celui de notre réunion! Pussions-nous, désormais, nous serrer et former un faisceau infrangible à opposer à tous les malveillants: Oublions, frères et amis, un moment d'égarement dans lequel on avait plongé quelques-uns de nos frères, leurs crimes furent d'être trop confiants; jetons un rideau sur ces jours calamiteux qui ont mis en deuil notre département. Arborons dans ce temple sacré de la liberté, l'olivier de la paix, où les bons citoyens viendront se presser et déposer leurs haines particulières, après l'orage qui a agité notre commune, qu'ils est doux de goûter l'aurore d'un calme, de voir des frères se jurer union et fraternité éternelles; si la liberté a reçu quelques atteintes, elle triomphe en ce jour, et une Constitution républicaine nous en assure l'éternelle jouissance.

« Citoyens commissaires, vous venez de nous mettre en possession de nos droits, vous venez jouir avec nous du plaisir dû aux âmes républicaines; dites aux représentants Bassal et Bernard, dites à nos frères les Jacobins de Paris, que la réunion s'est opérée dans le sein de cette

(1) Tous les signataires, à l'exception de Berthet, font précéder leur nom de celui de Marat.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.



société, que des républicains savent tout sacrifier quand il s'agit des intérêts de la patrie, que nous nous jurons fraternité et amitié éternelles, et que nous défendrons jusqu'à la mort la liberté, l'égalité et l'indivisibilité de la République, que nous jurons soumission aux lois et votons des remerciements à la célèbre Montagne qui a sauvé la chose publique, ainsi qu'à tous nos frères de Paris; nous vous prions, citoyens commissaires, et vous officiers municipaux, d'accepter pour gage de nos sentiments le baiser fraternel et je vous invite à la séance. »

A l'instant tous les cœurs s'émeuvent, les citoyens commissaires reçoivent du Président l'accolade fraternelle ainsi que les officiers municipaux, au nom de toute la commune. Cette scène attendrissante fut suivie dans toute l'assemblée au milieu des cris de *Vive la République et guerre aux fédéralistes*.

Plusieurs orateurs ont ensuite prononcé des discours tendant à l'union et à ramener la paix parmi les citoyens, qui ont été vivement applaudis.

Le citoyen Guelin, faisant les fonctions de juge de paix pendant la détention du juge de paix élu légalement, a fait lecture de sa déclaration concernant les griefs que la calomnie avait répandus à l'égard des détenus, et l'a déposée sur le bureau. Sur quoi il a été délibéré qu'elle serait transcrite sur le présent procès-verbal.

#### *Extrait de la déclaration du citoyen Guelin.*

« Nous, Jean-Baptiste-Désiré Guelin, ci-devant juge de paix de la ville de Lons-le-Saulnier; ayant été requis de paraître au conseil général de la commune de ladite ville, le présent jour, six septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la République française une et indivisible, j'ai obéi à ladite réquisition, et m'étant rendu en conséquence dans la maison commune, lieu ordinaire des séances du conseil que j'ai trouvé assemblé avec des commissaires du pouvoir exécutif, plusieurs membres de la Société populaire, de la réinstallation de laquelle il était question.

« L'un des membres du conseil et de l'assemblée populaire a pris la parole et m'a demandé de reproduire les registres de ladite assemblée dont il croyait que j'étais dépositaire, mais ayant répondu que j'avais fait la remise de ces registres au secrétaire général du département, le neuf du mois d'août dernier, en témoignage de laquelle remise j'ai exhibé sur le bureau du conseil général la charge du citoyen Montarlot, qui était mon greffier par remplacement, que j'ai retirée lors de la remise au secrétariat des-dits registres.

« Un autre membre de la Société populaire ayant demandé et obtenu la parole, m'a requis, au nom de tous les assistants, membres de ladite Société, de déclarer si, dans la lecture que j'ai prise des délibérations et autres actes transcrits sur les registres, j'y ai rien reconnu qui porte le caractère du crime. Je déclare donc que je n'ai rien trouvé dans les registres qui porte le caractère de crime ni de délits; loin de là, j'y ai remarqué que les travaux de l'assemblée populaire tendaient tous à l'avantage de la République, et à entretenir l'union et la fraternité parmi les citoyens. J'y ai encore remarqué que l'on s'y occupait du soulagement des infortunés

et que les autorités constituées y étaient respectées.

« J'observe néanmoins que, dans l'un des registres, il existe une délibération sous la date du six, sept ou huit juin de l'an présent, revêtue de la signature de seize à dix-sept membres de la Société populaire, lesquels ont chargé les citoyens Dumas cadet, et Ragny fils, d'aller dénoncer à la Convention les administrateurs du département au nom de la Société, laquelle délibération m'a été spécialement dénoncée. Toutes lesquelles déclarations j'atteste sur mon honneur et mon républicanisme être sincères, en foi de quoi je me suis sous signé.

« Signé : GUELIN, ci-devant juge de paix. »

Un citoyen ayant demandé la parole, a dit :

Qu'étant détenu avec plusieurs de ses concitoyens, dans la maison d'arrêt de ce district, par les ordres arbitraires du ci-devant comité de Salut public de ce département, lors de l'acceptation de l'Acte constitutionnel, où ils ont eu, pendant le cours de *quarante et quelques jours*, le temps de le méditer. Demande que tous les détenus, ceux qui avaient été obligés de fuir, ainsi que ceux qui n'osaient sortir de leur domicile, aient à prononcer sur leur acceptation de la Constitution.

Alors un cri unanime et distinct s'est fait entendre : « Nous l'acceptons purement et simplement. Vive la République une et indivisible ! »

La Société a de plus arrêté que le présent procès-verbal serait imprimé en nombre suffisant, pour être envoyé à la Convention nationale, aux représentants du peuple Bassal et Bernard, à la Société des Jacobins de Paris, à toutes les Sociétés de la République, aux administrateurs de ce département et à toutes les municipalités du Jura.

La séance a été levée.

Signé : BERLIER, MONNIER PUINÉ, GALLIOT, OUDET, officiers municipaux; A. RIGUEUR, président; BERTHET, vice-président; BEAUVAIS, secrétaire; HUGUES, secrétaire; OLIVIER, procureur de la commune; GANEVAL, MANGIN, RUTY, PUGIN.

#### LXXX

*La Société des amis de la Constitution d'Ecouis, chef-lieu de canton, district des Andelys, département de l'Eure, aux citoyens Président et membres de la Convention nationale (1).*

« Ecouis, ce 29 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants du peuple,

« Encore un effort, et les despotes coalisés seront terrassés; encore un effort, et la République est sauvée. Déjà vous avez fait tomber sous le glaive de la loi la tête du tyran; vous avez assuré le bonheur de la France en lui don-

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

nant une Constitution républicaine établie sur les bases de l'égalité et de la liberté; son acception générale assurée par les commissaires de la République réunis autour de vous le dix août dernier, vous est un sûr garant de la fidélité de la masse des bons citoyens; votre œil de surveillance vous a fait pénétrer les desseins perfides, les manœuvres secrètes du traître Custine, la vengeance de la loi a frappé sa tête coupable; veuillez, dignes représentants, mettre le sceau à l'édifice sacré de la liberté; méfiez-vous de ces êtres rampants qui, sous le masque hypocrite de sentiments républicains, et les signes extérieurs d'une popularité usurpée, prêchent en public l'anarchie la plus complète et cachent intérieurement les plus perfides complots; mais aussi, citoyens représentants, veuillez, pour cet objet, rester au poste honorable qui vous a été confié; le timon du vaisseau de la République peut-il être conduit par des mains plus adroites que les vôtres? Non, sans doute. Restez donc, encore une fois, à votre poste; découragés par votre présence, les despotes coalisés renonceraient à leurs projets meurtriers. Fiers de votre appui, les bons patriotes, les vrais sans-culottes feront la guerre à mort aux tyrans. Tel est le vœu de la Société populaire des amis de la Constitution séante à Ecouis. »

(Suivent 54 signatures.)

LXXXI

*Adresse de la société populaire de la Tremblade (1).*

« Citoyens législateurs,

« Vous avez jugé le tyran, et il a payé de sa tête ses forfaits inouïs. Vous avez donné à la France une Constitution républicaine; elle a été acceptée avec transport par le peuple; qui a juré de mourir avant que ce dépôt sacré reçût la plus légère atteinte. Vos mains ont posé les bases de la félicité publique, cet édifice s'élève majestueusement au milieu des orages qui l'environnent et bientôt vous aurez consommé le grand œuvre de la régénération.

« Représentants du peuple, la carrière qui vous a été ouverte est immense, les traîtres, en reculent chaque jour les bornes, et vous ne pouvez les atteindre qu'après avoir franchi tous les écueils; craignez de n'avoir rien fait pour le bonheur d'une grande nation, si, remettant les rênes du gouvernement à des mains faibles ou criminelles, vous exposez la liberté à périr avec votre propre ouvrage, et la patrie à devenir la proie des tyrans qui la menacent. Restez donc à votre poste jusqu'à ce que la République soit assise sur des fondements inébranlables et que vous ayez imprimé à la machine politique le mouvement de rotation qui en assure l'éternelle existence.

« Vengez la souveraineté nationale indignement outragée; que tous ses ennemis soient enfin confondus; que le dernier des traîtres tombe sous le glaive exterminateur. Courage, législateurs, courage! encore quelques moments et la patrie est sauvée.

« Les citoyens réunis en société populaire, à

la Tremblade, département de la Charente-Inférieure, le 26 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

(Suivent 42 signatures.)

LXXXII

*Adresse de la Société des amis de la liberté et de l'égalité, séante à Bayonne (1).**Société des amis de la liberté et de l'égalité.*

« Bayonne, le 25 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Oui, Législateurs, vous êtes montés sur le vaisseau de l'égalité, il faut ou périr avec lui, ou le conduire à bon port; lorsque mille orages l'agitent et le battent avec tant de violence, lorsque dans sa course les écueils naissent de toutes parts, pilotes déconcertés seriez-vous assez lâches pour abandonner le gouvernail à des mains plus hardies et laisser à d'autres la gloire de le sauver? Non, il faut, nous vous le répétons, il faut que tout s'engloutisse, ou que nos espérances ne soient point trompées. Semblables à ces navigateurs intrépides, jetez sans pitié dans la mer tous ces matelots perfides qui osent contrarier votre manœuvre, et tous ceux-là même qui, refusant de vous seconder, ne chargent plus le vaisseau que d'un poids inutile et dangereux.

« Vous parlez de vous retirer: le pasteur abandonne-t-il ses brebis quand les loups menacent la bergerie? Vous parlez de vous retirer, et le sang de nos ennemis a-t-il cimenté le roc sur lequel est assise la Constitution?

« Vous aviez juré notre bonheur, vous deviez établir la liberté et l'égalité sur les bases éternelles de la justice. Eh bien! à ce mot d'égalité, ne voyez-vous pas ce qu'il vous reste encore à faire; rappelez-vous une de vos lois qui, bien-faisante par elle-même, pourrait devenir un fléau public si vous ne vous hâtiez de la généraliser: nous parlons de la loi sur la taxe des grains, vous avez, nous le disons, grevé l'homme des champs aux dépens du citadin; le premier est forcé de donner à un prix fixe ses denrées à ce négociant, à ce marchand qui, de son côté, a le droit de lui vendre encore ses marchandises au gré de sa cupidité; si vous avez frappé les accapareurs, frappez donc aussi ces égoïstes qui renferment leur patrie dans leurs riches magasins; taxez donc toutes marchandises de première nécessité: la loi doit peser également sur tout le monde; la loi est une barre de fer qui doit être toujours droite, que le législateur peut élever ou abaisser, mais qu'il ne peut faire plier sur l'un plutôt que sur l'autre.

« Législateurs, tels sont les principes qui animent la société populaire de Bayonne, tels sont ceux qui vous guident, et qui nous sont un garant que vous vous empresserez de combler son espérance.

« Salut et fraternité.

« Signé : Louis DARRICARRÈRE, président; PÉCHET, secrétaire; LAVIELLE, secrétaire. »

(1) Archives nationales, carton C 275 dossier 703.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.



## LXXXIII

*La Société républicaine de Pouillon, district de Dax, département des Landes, à la Convention nationale (1).*

« Des dangers nouveaux menacent la République si vous veniez à quitter vos places. Avant que la législature suivante ne puisse saisir d'une main savante et hardie les rênes du gouvernement et donner l'impulsion à toutes les parties il s'écoulera un temps précieux que nos ennemis ne manqueront pas de mettre à profit pour perdre la Patrie; il importe à son salut que vous restiez encore fermes à votre poste.

« Au nom de la Patrie et de votre gloire, nous vous demandons d'asseoir la République sur des bases inébranlables, de faire reconnaître son indépendance par toutes les puissances de l'Europe en les forçant à une paix honorable, avant de songer à vous retirer. Alors seulement, vous aurez parcouru votre glorieuse carrière, terminé vos nobles travaux, rempli votre mandat, jeté les fondements du bonheur du genre humain, enchaîné la malveillante aristocratie et mérité pour toujours notre reconnaissance et les bénédictions de la postérité. »

(Suivent 27 signatures.)

## LXXXIV

*Adresse de la Société républicaine de Gourdon (2).*

« Représentants du peuple,

« Notre erreur est enfin dissipée; les suggestions perfides des malveillants nous avaient conduits sur les bords de l'abîme; mais nos yeux se sont ouverts, et nous reconnaissons maintenant que ceux qui se disaient nos amis ne voulaient être que nos assassins.

« Pardon, citoyens, de notre égarement, il n'est point notre ouvrage, et notre prévarication momentanée, en vous rendant plus chers à nos cœurs, nous a rendu vos ennemis plus odieux; nous avons, pendant quelques instants, méconnu vos bienfaits, mais notre aveuglement fait place à la reconnaissance, et nous sentons que vous êtes nécessaires à notre bonheur et au salut de la République. C'est dans de nouveaux travaux que nous voulons que vous trouviez la récompense de tous les efforts que vous avez faits pour nous.

« Citoyens représentants, vous conduisez le vaisseau de la République sur une mer orageuse; vous connaissez les écueils dont elle est semée; à quelles mains, si vous nous abandonniez, pourrions-nous confier le gouvernail? Vous êtes nos génies tutélaires. Restez au poste où vous a placés notre confiance, nous ne voulons de lois que de vous, continuez à élever l'édifice de notre bonheur, et bâti par vous, il ne saurait s'écrouler.

« Tel est notre espoir, et la mort elle-même ne saurait nous forcer à y renoncer. Vous êtes

placés sur la Montagne; c'est sur sa cime que la liberté réside et nous nous élevons jusqu'à vous pour vous prouver que nous sommes dignes de la persévérance que nous attendons de vous. Avoir commencé l'ouvrage, c'est avoir contracté l'obligation de l'achever.

« La Société républicaine de Gourdon.

« Signé : CAUDRILLIER, président;  
CAUSSE, secrétaire. »

## LXXXV

*La Société populaire de Langon, aux citoyens représentants du peuple français (1).*

« Langon, 27 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Il vient un instant où les yeux de tous les hommes qui veulent le bien doivent enfin être dessillés; c'est ce qu'éprouve la Société populaire de Langon; elle a toujours voulu la République une et indivisible, et elle reconnaît que sans la sainte insurrection des 31 mai et 2 juin, et sans l'énergie qu'ont montrée les représentants du peuple français, cette république, objet de tous nos vœux, ne pouvait s'établir sur des bases stables; aussi la société donne-t-elle sa pleine et entière adhésion aux décrets que la Convention nationale prononça en ce moment et au courageux dévouement qui la porta à rejeter de son sein les traîtres qui rendaient tous ses travaux infructueux, époques à jamais mémorables à tous bons français.

« Mais, citoyens législateurs, votre mission n'est pas entièrement terminée, vous devez consolider votre ouvrage, des mains moins pures, moins habiles pourraient faire écrouler cet édifice, que vous seuls pouvez achever; songez aux pouvoirs dont le peuple vous a investis, songez que sa souveraineté est entre vos mains, qu'il compte sur vous pour assurer son bonheur; songez enfin que vous avez juré de mourir à votre poste ou de sauver la République. Eh bien, citoyens représentants, le peuple de Langon vous conjure de remplir vos serments, de ne consentir au renouvellement de la Convention que quand vous pourrez déclarer à l'univers entier que la République une et indivisible est parfaitement établie; nous espérons que le moment est proche; mais si, par impossible, vos courageux travaux étaient encore entravés, si de nouvelles forces étaient nécessaires pour seconder vos efforts, parlez, nos bras sont tout prêts à frapper, et les sans-culottes de Langon se porteront partout où le danger de la patrie les appellera.

« Salut et fraternité.

« Les membres composant la Société populaire de Langon,

Signé: BOYBEAU, président; CASAUBON, secrétaire; DASTOUEL fils, secrétaire. »

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.  
(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

## LXXXVI

*La Société des Amis de la Constitution de Bazas, à la Convention nationale (1).*

« Bazas, le 27 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Longtemps battu par les tempêtes politiques, le vaisseau de l'Etat est, par vos soins, à même de surgir au port.

« Restez à votre poste, ne laissez pas à des mains malhabiles le soin de consommer le bonheur de la République, vous en êtes les garants.

« Signé : LAVENUE, président; G. PETGES, secrétaire; DESBLANCS, secrétaire. »

## LXXXVII

*Adresse de la Société républicaine du canton de Moulins-la-Marche, district de Laigle, département de l'Orne, séance audit Moulins, à la Convention nationale (2).*

« Ce dix-neuf septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

« Les hommes libres, les républicains du canton de Moulins-la-Marche viennent de se réunir en société républicaine. Ils habitent les champs, mais ils ont le patriotisme et l'énergie de leurs frères habitants des villes. Plus près de la nature, par la simplicité de leurs mœurs, ils aiment avec enthousiasme la Constitution républicaine que vous avez présentée à leur acceptation : ils verseront, pour la soutenir, tout le sang qui coule dans leurs veines.

« Ils ont eu à lutter contre l'esprit de modérantisme, d'aristocratie, de fanatisme qui corrompt le canton. Les administrations municipales, plongées, la plupart dans une léthargie trop favorable à la corruption, ont tremblé à la nouvelle d'une réunion d'hommes libres, qui, aussitôt après leur organisation légale, ont mis à l'ordre du jour l'exécution des lois répressives contre les accapareurs, gens suspects, et tous les ennemis du peuple. Enfin les *sans-culottes* se sont levés, et déjà l'aristocratie de notre canton est vaincue.

« Sanctionnez, législateurs, la première réunion, peut-être, en société républicaine des habitants des campagnes. Hommage et gloire aux décrets salutaires que vous avez rendus depuis la journée à jamais mémorable du 31 mai dernier.

« Consommez le grand ouvrage que vous avez commencé et ne vous séparez qu'au moment où la patrie commencera à respirer de ses dangers. Plus de nobles employés, soit aux armées, soit dans les administrations; plus de ces prêtres surtout qui, trop semblables à ceux que la France a trop tard expulsés de son sein, ne conserveront jamais le gouvernement républicain dont ils seront toujours les ennemis les plus dangereux.

« Guerre aux rois, guerre aux tyrans quelconques et aux fédéralistes, paix aux chaumières, amour du peuple et des lois, indivisibilité de la République, tels sont les sentiments qui nous ont réunis et que nous conserverons jusqu'à la mort. »

(Suivent 21 signatures.)

## LXXXVIII

*Adresse de la Société populaire de Bédarieux (1).*

« Bédarieux, département de l'Hérault, district de Béziers, le 24 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« A peine la voix du peuple se fit entendre que nous vîmes paraître l'Acte constitutionnel qui assura la liberté, la vie aux citoyens, et 'qui est le sceau de la félicité publique. Votre mission est-elle achevée? Non, citoyens représentants, le cri du peuple se fait entendre de nouveau, et la Société populaire de Bédarieux, qui n'ignore pas que vous savez sacrifier l'intérêt personnel à celui de la Patrie, qui sait que vous ne trouvez votre bonheur que dans celui de vos concitoyens, ne doute pas un instant que vous ne soyez dociles à sa voix.

« Restez donc encore fermes à votre poste, citoyens représentants, puisque le Souverain le demande et que le Salut public l'exige; usez des talents que la nature vous a distribués pour écraser l'impudent égoïsme, attendez que les querelles cessent, que les partis disparaissent, que les despotes soient entièrement écrasés et réduits aux abois, que les villes révoltées soient sévèrement punies, en un mot que les passions agitées cèdent la place à la saine philosophie.

« Il est encore un objet essentiel, citoyens représentants, digne d'occuper des hommes choisis, c'est une bonne éducation, sans laquelle vous ne pourriez régénérer la Nation, moyen avec lequel vous parviendrez aisément à dissiper les restes impurs du fanatisme. Décrétez de plus que les sociétés populaires, conjointement avec les pouvoirs constitués, délivrent les certificats de civisme à tous les fonctionnaires publics, alors vous quitterez le Sénat et vous viendrez jour, avec vos concitoyens, de la gloire que vos travaux immortels vous auront acquise.

« Pour les membres de la Société populaire :

« Signé : J.-G<sup>me</sup> MARTEL, président; LAURAT, secrétaire; DOCOUX, secrétaire. »

## LXXXIX

*Adresse de la Société des amis de la Constitution séance à Saint-Cyprien (2).*

« Législateurs,

« Les scélérats que vous enchaînez par votre infatigable surveillance vous ont accusé d'usurper la souveraineté nationale; et dans une juste

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(2) Ibid.



indignation contre cette infâme calomnie, vous nous avez demandé des successeurs, vous nous avez manifesté, conformément aux pétitions imprudentes de quelques assemblées primaires, la résolution de déposer bientôt l'autorité dont nous vous avons investis. Quoi ! législateurs, c'est sous vos auspices que nous avons déjà vaincu les satellites des tyrans, et vous nous abandonneriez dans l'instant où ils menacent de toutes parts nos frontières; c'est par vos vertus et votre énergie que nous avons conduit à l'échafaud tous ceux qui ont aiguisé des poignards et médité des crimes contre nous, et vous nous refuseriez vos secours pour exterminer les traîtres et les conspirateurs dont l'audace et le nombre s'accroissent chaque jour ! Quelle opinion auriez-vous d'un général expérimenté qui, dans une action décisive, lorsque ses talents seraient plus que jamais nécessaires pour obtenir la victoire, remettrait ses fonctions à un simple soldat de son armée, sous le vain prétexte de ne point se perpétuer dans le commandement ?

« Législateurs, l'honneur ne vous permet point de quitter un poste qui vous offre encore des dangers, nos cris et nos vives sollicitudes vous défendent de compromettre ainsi notre sort; vous nous avez répondu sur vos têtes de la République, vous avez juré de la sauver, nous vous sommons de remplir vos serments, autrement nous vous imputons tous les revers, toutes les calamités qui seront la suite et la conséquence infaillible de votre remplacement; d'ailleurs ce n'est plus le temps des élections, mais des combats; disposez de nos biens, de nos forces, de nos vies, et conservez aux Français leur indépendance; écrasez de la foudre nationale tous ces êtres pervers qui attendent impatiemment leur prospérité de la ruine de leur pays; n'oubliez dans aucune circonstance que tout devient légitime et vertueux pour le salut commun. Sans doute il ne dépend pas de mortels de se garantir, de s'assurer des succès, faites plus, méritez-les; aucun de nous ne balancera jamais à sacrifier son existence plutôt que de la voir flétrir et souillée par les fers du despotisme; un jour, un seul instant d'une véritable liberté nous est mille fois plus précieux que toute une éternité dans la servitude. Comptez sur l'enthousiasme brûlant de nos jeunes citoyens. « Nous savons », se sont-ils écriés, lorsqu'ils ont connu le décret qui les met en réquisition », nous savons que notre sang n'est pas à nous quand la patrie nous le demande, et nos seuls regrets sont de ne pouvoir mourir qu'une fois pour sa défense. »

« Nous sommes les citoyens composant la Société des amis de la Constitution séante à Saint-Cyprien, district de Sarlat, département de la Dordogne.

« Signé : J. PONTESSOUZE, président; GRAFILLE, secrétaire; J. DEMAISON fils, secrétaire. »

## XC

*La Société populaire et républicaine de Saint-Brieuc, à la Convention nationale (1).*

« Représentants du peuple,

« Vous avez imprimé un grand mouvement à

la machine politique; par vous la France électrisée dans tous ses points, lance ces premiers feux qui annoncent l'éruption prochaine du volcan : pourriez-vous songer à abandonner le foyer de la Révolution à l'instant où la commotion va se faire sentir le plus violemment ? Non ! Vous resterez au poste où notre confiance vous a placés, où la patrie vous commande impérieusement de demeurer inébranlables jusqu'à ce que la foudre en éclats ait pulvérisé nos ennemis. Vous dirigerez nos coups, et la destruction des tyrans attestera à l'univers que nous sommes dignes de la liberté. »

(Suivent 27 signatures.)

## XCI

*Les membres de la Société populaire d'Arnay-sur-Arroux, district d'Arnay, département de la Côte-d'Or, aux représentants du peuple français (1).*

« Arnay-sur-Arroux, 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« La Société populaire d'Arnay ayant eu connaissance de l'adresse que vous a faite celle de Besançon pour solliciter un décret qui proroge votre durée, vient d'arrêter à l'unanimité qu'elle adhère à cette sage mesure; il y a plus, citoyens représentants, vous n'avez pas besoin de décréter que vous retiendrez plus longtemps les rênes du gouvernement, quels sont les malveillants qui oseraient vous en dépouiller ? Vous avez juré de sauver la patrie, et tant qu'elle sera en danger vous ne pouvez ni ne devez abandonner le gouvernail du vaisseau. Restez donc à votre poste, c'est le vœu de tous les bons citoyens; c'est le nôtre en particulier.

« Signé : DEBOURAU, président; DUVERGER, secrétaire. »

## XCII

*Adresse de la Société populaire d'Annonay (2).*

« Annonay, 26 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants du peuple,

« La Société populaire d'Annonay vous a exprimé, dans sa dernière adresse, son adhésion entière aux décrets que vous avez rendus pour fonder et maintenir la République une et indivisible. Aujourd'hui, elle vient vous inviter à ne point quitter votre poste. Retenez les rênes du gouvernement jusqu'à ce que les despotes coalisés contre nous soient chassés de notre territoire et repoussés loin de nos frontières et que les

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(2) Ibid.

troubles de l'intérieur soient entièrement apaisés. Ce n'est qu'alors que vous pourrez, en rentrant dans la foule des citoyens, vous reposer de tant de travaux et de fatigues entrepris et supportés pour le bonheur du peuple français, et jouir dans le sein de vos familles des bénédictions et de la reconnaissance de vos concitoyens.

« La Société populaire d'Annonay,

« Signé : FRACHON, président ; L. RAVEL, secrétaire. »

#### XCIII

*Adresse de la Société populaire de Moustiers, département des Basses-Alpes, district de Digne, à la Convention nationale (1).*

« Citoyens représentants,

« Votre conduite, depuis le 31 mai, a démasqué ces âmes de boue qui trafiquaient honteusement des droits de l'homme. Vous vous êtes élevés avec dignité au-dessus de la calomnie et vous avez marché d'un pas assuré, au milieu des tempêtes, dans la carrière pénible où le vœu du peuple souverain vous avait appelés.

« Le sanctuaire de la liberté et de l'égalité était fermé dans plusieurs contrées de la République, un orage terrible en menaçait le sol, et vous l'avez habilement dissipé. Un complot abominable, sous les dehors du patriotisme, allait nous redonner des fers que vous aviez brisés. La Constitution a paru, et le voile est tombé. Par sa majestueuse simplicité, elle a réuni tous les suffrages, éclairé le peuple sur ses droits et sur ses devoirs, et terrassé les ennemis de la chose publique.

« Quant à nous, citoyens représentants, nous voyons votre triomphe avec d'autant plus de satisfaction, qu'il répond parfaitement à l'idée avantageuse que nous avons toujours eue de vos travaux. Malgré les intrigues des malveillants, nous avons constamment soutenu dans toute leur pureté les principes que vous avez établis. Continuez des fonctions qui assurent notre bonheur. La honte et le désespoir sont déjà le partage de vos calomniateurs. Vous n'avez pas besoin de justification, votre apologie est écrite dans le cœur de tous les vrais républicains.

« Les membres du comité de correspondance,

« Signé : S. HION, président ; ESCUDIER, secrétaire ; RICHIEND, secrétaire. »

#### XCIV

*La Société populaire de Pamiers, à la Convention nationale (2).*

« Citoyen Président,

« La Société populaire de Pamiers, qui, de l'œil le plus attentif, a constamment suivi la

marche de la Révolution, et surveillé ses ennemis, déclare à la face de l'univers que la Montagne de la Convention a sauvé la chose publique, que cette vérité étant irrésistible, l'intérêt général exige impérieusement qu'elle consume le grand œuvre, qu'elle nous conduise au port, et ne laisse à ses successeurs que des fleurs à cueillir.

« Les sans-culottes composant la Société républicaine séante à Pamiers, département de l'Ariège.

« Signé : SOULIÉ, président ; HÉRISSEON, secrétaire ; COMPANS, secrétaire.

« Pamiers, le 26 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

#### XCv

*La Société populaire de Vendôme, aux représentants du peuple français (1).*

« Vendôme, ce 24 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Le cri général de tous les Français qui réfléchissent est : que la Convention reste à son poste jusqu'à ce que nos ennemis soient vaincus ; avec elle nous comptons promptement les exterminer ; sans elle, leur existence pourrait se prolonger.

« Eh ! qui mieux que vous, représentants, dirigerait les rênes de l'État ? Vous avez démasqué les traîtres, leurs trames infernales sont connues, vous en tenez le fil ; il serait peut-être mal suivi si vous l'abandonniez.

« Votre courage et votre énergie nous ont procuré des succès, nous avons échappé aux principes désastreux qui ont soulevé la Vendée, révolté Lyon, livré Toulon, jeté Marseille dans l'erreur ; restez à votre poste, et tous les scélérats qui ont attenté à notre liberté, bientôt ne seront plus ; tous les républicains offrent leurs bras pour ce sacrifice ; les nôtres, qui ont déjà frappé la Vendée, sont levés, et ils porteront le grand coup.

« Les républicains de la Société populaire de Vendôme. »

(Suivent 66 signatures.)

#### XCvi

*Adresse de la Société des sans-culottes républicains de la ville de Dunkerque, département du Nord, à la Convention nationale (2).*

« Dunkerque, le 30 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

« La nation française, jadis opprimée par l'esclavage, devenue libre par le seul effet de sa

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(2) Ibid.



volonté, sollicitait et pressait depuis longtemps l'achèvement de nouvelles lois sur lesquelles elle fondait son bonheur, mais toujours les vils suppôts du despotisme, ces monstres ennemis du genre humain, machinaient et s'agitaient en tous sens pour s'y opposer, lorsque par vos décrets des 31 mai et 2 juin vous avez déjoué leurs complots perfides, et déçu leurs espérances. Ces décrets salutaires vous ont donné, législateurs, le loisir d'achever et perfectionner ces lois si longtemps attendues, si longtemps désirées. O Constitution sainte, rare présent des cieux, tes bases reposent sur la justice et l'égalité; oui, elles seront éternelles, tu es l'appui des faibles, la terreur des méchants, tu seras pour la France, même pour toutes les nations la divinité chérie, puisqu'en toi reposent la liberté, la justice, l'égalité, c'est-à-dire le souverain bonheur. Enfin, tu seras pour tous l'*Arche sainte*, et malheur à qui tenterait d'y porter une main sacrilège.

« Mais, dignes législateurs, est-ce assez de nous avoir donné une constitution sage? Non, toute Constitution nouvelle exige un temps suffisant pour en consolider les bases, reculez donc l'époque d'une nouvelle législature; que chacun de nous reste à son poste, nous ne l'abandonnerons qu'après avoir poursuivi et anéanti nos ennemis. Déjà ceux de l'intérieur n'osent plus se montrer en face, ces êtres vils et méprisables se cachent tantôt sous le masque du patriotisme, tantôt sous les noms de modérés et souvent à l'abri des fonctions publiques. Poursuivons-les sans cesse, point de quartier, il faut punir les traîtres, éloigner les suspects et séquestrer leurs biens pour servir d'otages et de garantie de leurs actions. Par ces moyens, législateurs, la Constitution sera sauvée; la France régénérée vous devra son salut et vous bénira jusque dans les siècles à venir. Ce sont là les sentiments qui animent les sans-culottes républicains de cette ville et dont ils ne se départiront jamais.

« Le président de la Société populaire des sans-culottes républicains.

« Signé : PIGEON; MACLAGAN, secrétaire;  
Pierre FOURMANTEL, secrétaire; RUIGEN-  
DYK, secrétaire. »

## XCVII

*La Société populaire de Sablé, chef-lieu de district, département de la Sarthe, à la Convention nationale (1).*

« Sablé, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens représentants,

« Le vaisseau de la République est lancé, son salut est dans vos mains, conduisez-le vous-mêmes au port et demeurez fermes au poste où notre confiance vous a placés jusqu'au jour heureux de l'anéantissement de nos ennemis du dehors et du dedans.

« Nous venons de faire rentrer dans le devoir

ceux qui nous environnent; vingt de nos rebelles ont mordu la poussière, plus de douze cents prisonniers parmi lesquels sont presque tous les chefs; un de ces scélérats, prêtre réfractaire, vient d'étrangler notre guillotine; elle attend les autres qui le suivront de près. Ces monstres devaient former une horde de vingt-cinq mille brigands, marcher sur Angers qui se trouvait exposé à leur attaque, concertée avec leurs amis de la Vendée (car c'est là qu'ils devaient se réunir pour se porter ensuite sur nos départements voisins qui auraient été le théâtre de leurs horreurs), ils ont manqué leur coup, ils sont terrassés, tout annonce qu'avec les grandes mesures de sûreté déployées contre eux, ils ne tenteront désormais aucun mouvement.

« Les membres de la Société populaire de Sablé.

« Signé : DURAND, curé, président; HANUCHE,  
DESPORTES, secrétaires. »

## XCVIII

*Adresse de la Société populaire de la ville de Roanne (1).*

Au nom de la République une et indivisible, l'an II de la liberté et de l'égalité.

« Citoyen Président,

« La Société populaire de la ville de Roanne, toujours ferme dans ses principes républicains, a chargé son comité de correspondance de féliciter la Convention nationale sur les importants travaux auxquels elle s'est livrée avec tant d'ardeur depuis l'heureuse extinction de l'inférel marais qui, si longtemps, avait entravé la marche révolutionnaire. Cette même Société vient, par votre organe, inviter la Convention nationale de ne point quitter son poste avant que le vaisseau de l'État ne soit à l'abri de tous les orages, car si les rênes de la République passaient en de nouvelles mains, l'intrigue et la cabale des ennemis de la République renouvelleraient avec audace leurs scandaleux efforts pour renverser ce superbe édifice que vous venez d'élever avec tant de difficultés.

« Veuillez, citoyen Président, assurer la Convention nationale que la ville de Roanne, animée d'un très ardent patriotisme, montrera dans tous les temps la plus parfaite docilité à ses décrets; pour la convaincre de cette vérité, daignez prendre lecture des arrêtés, discours et adresses ci-inclus. La Société populaire croit fermement que vous ne mépriserez point son vœu, et elle attend de vous toute justice.

« Salut et fraternité.

« Les membres du comité de correspondance de la Société populaire de Roanne affiliée aux Jacobins.

« Signé : VIGNON, président; H. BAUNY,  
secrétaire; MILLET, secrétaire; GOU-  
TORBE. »

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 703.

*La Société populaire de Roanne à la Convention nationale, aux représentants du peuple près l'armée des Alpes, à la Société des Jacobins de Paris et à ses frères des départements.*

*Discours prononcé dans la séance du 18 septembre 1793, l'an second de la République française une et indivisible, par le citoyen Vignon, président de la Société populaire (1)*

« Citoyens,

« La Convention nationale, toujours occupée du bonheur du peuple français, travaillait depuis longtemps, mais inutilement, à lui procurer les choses nécessaires à la vie animale : l'agiotage d'un côté, l'accaparement de l'autre, avaient jusqu'ici triomphé de toutes les lois ; et le riche propriétaire et le commerçant accapareur, s'enrichissant aux dépens de la classe indigente, semblaient encore insulter à sa misère. Les denrées de première nécessité étaient montées à un point qui semblait annoncer une rareté de subsistances, présage de la famine, le plus grand des fléaux ; mais par les commissaires qu'elle a pris dans son sein pour parcourir les départements, elle a reconnu que cette rareté n'était que factice, que c'était le moyen le plus sûr que voulaient employer les ennemis de l'intérieur pour nous ramener à la servitude. Aussi quelles lois vigoureuses ne vient-elle pas de porter dans sa sagesse pour déjouer leurs complots liberticides ! Je ne m'arrête pas à vous les faire connaître ; le comité d'instruction s'est chargé de vous en faire un rapport et vous pouvez compter sur son zèle et sur ses lumières.

« Rassurez-vous donc, citoyens, sur cette di-sette apparente. Si les autorités constituées concourent unanimement à faire observer ces lois, et favorisent toutes la libre circulation, la France peut se suffire à elle-même, elle a de quoi nourrir ses habitants. Je sais que plusieurs districts, et le nôtre particulièrement, recueillent à peine du blé pour le tiers de l'année ; mais les contrées voisines ne sont-elles pas, et n'ont-elles pas été jusqu'ici pour nous des greniers d'abondance ! Et puisqu'elles profitent des sueurs de nos vigneron, nous refuseraient-elles les fruits des travaux de leurs laboureurs ! Quoique d'un département différent, nos voisins ne sont-ils pas nos frères ! Enfants de la même famille, nous verraient-ils exposés aux rigueurs de la faim tandis qu'ils regorgeraient de subsistances ! Non, le véritable républicain partage avec plaisir son pain avec un républicain comme lui, et nos voisins du Puy-de-Dôme, de l'Allier, de Saône-et-Loire sont à coup sûr de bien bons républicains. C'est à nous à leur prouver que nous ne leur cédon pas en patriotisme ; et s'ils en sont convaincus, n'en doutons pas, leurs greniers nous seront ouverts. Ils nous ont traités en rebelles, et nous ont regardés comme des fédéralistes ; ils nous ont cru les ennemis de la République une et indivisible, et aucun de nous ne prétendait la diviser. Un instant, il est vrai, le Lyonnais en s'annonçant comme le plus ardent défenseur de la République, nous avait trompés ; mais dans l'instant nous avons ouvert les yeux, et dans un instant six cents de nos concitoyens, sans ré-

quisition qui exigeât ce nombre, se sont levés pour aller s'unir aux troupes de la République, combattre cette ville rebelle, et la punir d'avoir cherché à abuser notre bonne foi. L'aristocratie s'était si bien parée des couleurs du patriotisme, que les patriotes les plus ardents, en se rangeant sous ses étendards, croyaient servir la République. Nos frères voisins, moins confiants que nous, reconnurent le piège, et, dès cet instant, refusèrent de fraterniser avec des citoyens qui n'avaient été égarés qu'un instant : dès lors les subsistances cessèrent et cessent d'arriver dans notre cité. Les marchés n'y sont approvisionnés que sur des réquisitions ; et ce qui devait nous alimenter pendant quatre mois de l'année, se trouve consommé un mois après la moisson. Le voisinage des armées de la République a nécessité des réquisitions qui nous ont enlevé le gain que nous venions de cueillir.

« Cette perspective serait alarmante pour le citoyen ; mais nous avons des lois ; mais les administrateurs dociles à ces lois nous procureront l'abondance ; mais le peuple convaincu que la libre circulation peut seule l'amener, sera le premier à la favoriser. Que nous reste-t-il donc à faire, citoyens, qui m'écoutez ? Le voici :

« Les départements voisins, trompés sur vos intentions, ont pu regarder notre patriotisme comme suspect, et nous ont traités en conséquence ; montrons-leur, parce qu'il s'est passé dans notre cité, que nous sommes aussi bons républicains qu'eux, que nous méritons d'être traités en frères.

« Que deux de nos membres aillent dans leurs Sociétés populaires pour y fraterniser, qu'ils leur fassent part des différents procès-verbaux qui constatent le zèle et le dévouement des citoyens à la chose publique ; qu'ils leur lisent cet écrit si glorieux à notre cité, qui renferme le témoignage qu'en ont rendu les représentants du peuple près l'armée des Alpes ; celui du citoyen Dorfeuille qui, en assistant à nos séances, n'a pas peu contribué à cette énergie que les citoyens manifestent : à ces titres les citoyens des autres départements ne feront plus qu'un avec nous, et nous ouvriront leurs greniers.

« Qu'un citoyen de notre Société soit député à la Convention, qu'il s'y présente avec les mêmes titres, qu'il peigne l'état de détresse où se trouve notre ville pour les subsistances ; elle est juste, attendons tout d'elle. Qu'il fraternise avec la Société des Jacobins, qui a bien voulu nous affilier, et lui en témoigne notre reconnaissance ; exposons aux représentants du peuple près l'armée des Alpes le désir de nos concitoyens de voir organiser notre département, qu'il soit séparé de celui de Rhône-et-Loire, ainsi que les administrés n'ont cessé de le demander, et par des mémoires et des députés, avant même la division de la France en départements.

« Si j'osais exprimer mon vœu, si les affaires de la République et de l'armée n'y mettaient obstacle, je vous dirais, citoyens, vous avez le bonheur d'avoir au milieu de vous celui qui, en présentant vos vœux et la justice de votre cause, peut faire le bonheur de cette contrée.

*Adresse de la Société populaire de la ville de Roanne.*

« Frères et amis,

« Des rapports, que la plus noire des calomnies

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.



a propagés sur nos principes et nos actions, auraient-ils pu capter votre confiance au point d'établir entre vous et nous une ligne dangereuse de démarcation? Voisins, accoutumés à nous secourir mutuellement, devons-nous aujourd'hui nous traiter en ennemis? Serait-il vrai que des partisans d'une république française une et indivisible qu'ils ont juré de maintenir, aient à se justifier dans l'esprit d'autres républicains? Les mêmes sentiments les animent; ont-ils pu, un seul instant, se méconnaître? Les actions des uns et des autres ne sont-elles pas assez publiques pour les mettre à portée de se juger réciproquement; n'est-il pas notoire que si, un instant très court, nous avons cru aux Lyonnais de bons principes, lorsqu'ils sont venus nous faire répéter avec eux le serment qu'exigeait la patrie, nous nous sommes empressés à les proclamer rebelles et à nous lever en masse contre eux au moment où nous les avons vus tendre au fédéralisme? Le bataillon de Roanne n'a-t-il pas le premier porté son étendard et formé le noyau dans les plaines de l'ancien Forez? N'a-t-il pas, par son intrépide courage, entraîné celui de ses frères du Puy-de-Dôme et fait évacuer les rebelles, dont partie a succombé sous leur fer, et l'autre a été incarcérée? N'avons-nous pas été reconnus authentiquement les amis de la patrie par les représentants du peuple français, et leur déclaration, que nous méritions bien d'elle, n'est-elle pas le langage de la République entière? Pourquoi donc cette fatalité qui vous porte à en croire préférentiellement celui de quelques vils calomniateurs? Ne devez-vous pas vous en défier, dans cette circonstance critique où les ennemis de la République, et conséquemment de l'ordre et de tout système social, n'ont plus d'autre ressource que celle d'armer des frères, des amis, des voisins, des républicains enfin, les uns contre les autres? Non, citoyens, nous ne croirons jamais aisément que l'intelligence, l'union et la fraternité de plusieurs siècles, aient pu en un jour faire place à la dissension : vous apercevrez nos vrais principes dans l'extrait que nous vous adressons de nos procès-verbaux; vous reviendrez de votre erreur; vous connaîtrez le précipice dans lequel on voulait, vous et nous, nous précipiter; vous nous rendrez une estime que des malveillants nous avaient arrachée, et bien loin de retenir des subsistances si nécessaires à vos frères, vous vous hâterez d'en faciliter la circulation et de rétablir par là cette harmonie qui cimentait notre bonheur commun.

« Salut et fraternité.

« Signé : VIGNON, président; BROS, MULSANT, AUGIER fils, VERDELET, VERNE, GOUTORBE, LEGOFF, CARTIER-BOISCURTI, BERTHIER, DÉPLACE, membres du comité de correspondance; RAMEL et SYVETON, secrétaires.

*Extrait des procès-verbaux des séances de la Société populaire de la ville de Roanne.*

Séance du 21 août 1793, l'an second de la République française une et indivisible.

La Société populaire de Roanne a arrêté que ses séances auraient lieu tous les jours, tant que la patrie serait en danger, et a fait graver sur le frontispice de sa salle ces mots : *Unité, indivisibilité de la République, Liberté, Égalité, Fraternité, ou la mort.*

Du 26. — A arrêté qu'il serait fait une adresse aux citoyens habitant les villes rebelles, à l'effet de les conjurer, au nom de la patrie, de se réunir à la Convention nationale, seul centre de ralliement pour tous les bons Français.

Du 28. — La Société a envoyé deux commissaires près la municipalité, pour l'engager à mettre à exécution la loi contre les citoyens restés à Lyon et autres villes insurgées.

Du 29. — A arrêté que le comité des dénonciations recevrait celles des bons citoyens contre les gens suspects.

Du 30. — La Société s'empresse de répondre à l'invitation du citoyen Dorfeuille, commissaire des représentants du peuple près l'armée des Alpes, a arrêté que chaque semaine certain nombre de ses membres iraient propager, dans les cantons voisins, les principes soutenus dans une adresse que ledit commissaire a laissée sur le bureau, comme absolument conformes à ceux professés par la Société.

Du 31. — Il a été arrêté que le directoire du district serait invité à faire incessamment disparaître de cette ville et sa banlieue, tous les signes retraçant la féodalité, ce qui a été exécuté.

Du 5 septembre suivant. — La Société a arrêté l'envoi d'une adresse à la Convention nationale, pour lui annoncer le départ en masse des jeunes citoyens de Roanne contre les rebelles de Montbrison, ainsi que le dévouement de tous les citoyens mariés qui abandonnent leur propre famille pour les suivre.

Du 8. — Lecture a été faite d'une lettre adressée à la Société par le citoyen Pernéty, commandant du bataillon de Roanne, qui témoigne les regrets de ses camarades de ne pouvoir se mesurer avec les rebelles de Montbrison, qui se trouve évacué, mais ils espèrent en être dédommagés près Lyon, où ils volent au combat.

Du 10. — Le citoyen Dorfeuille, commissaire des représentants du peuple, annonce son départ et fait ses adieux à la Société, en lui recommandant la confiance et la soumission aux autorités constituées de Roanne, qu'il a reconnues, dans ses rapports intimes et fréquents avec elles, être à la hauteur de la Révolution, et pleines de zèle et d'activité dans les mesures que le salut de la patrie commande contre les rebelles.

Du 11. — Sur l'observation d'un membre, que les rebelles qui ont évacué Montbrison pourraient très bien se répandre dans les bois et communes qui avoisinent Roanne, et même tenter une invasion de cette ville, dont les principes sont contraires aux leurs, il a été arrêté que la municipalité et les commandants seraient invités à une exacte surveillance, et à faire placer des postes aux avenues pour éviter toute surprise, ce qui a été exécuté.

Du 14 — Le citoyen Dorfeuille, revenant du camp de La Pape, a remis, comme titre précieux, entre les mains du Président, l'arrêté suivant, qui a été enregistré :

« Les représentants du peuple près l'armée sous Lyon, sur le témoignage qui nous a été rendu par le citoyen Dorfeuille, de la bonne conduite de la commune de Roanne dans sa dernière expédition contre les rebelles, nous ne pouvons qu'applaudir à son zèle, et l'invitons à continuer ses soins et son activité à maintenir les principes de notre sublime constitution, ils mériteront bien de la patrie.

« Au quartier général de Limonest, le 13 sep-

tembre 1793, l'an second de la République française, une et indivisible.

Les représentants du peuple,

Signé : REVERCHON.

Du 15. — Le citoyen Dorfeuille est monté à la tribune pour y lire les différentes dépêches intéressantes, et notamment une lettre des Jacobins de Paris, qui accorde à la Société populaire de Roanne l'affiliation, sans exiger qu'elle soit demandée pour elle par deux Sociétés déjà affiliées, ainsi que cela est prescrit par le règlement de la Société des Jacobins.

Du 18. — Il a été fait lecture, par le citoyen Vignon, président, d'un discours, dont l'impression a été arrêtée.

Signé : VIGNON, président; RAMEL et SIVETON, secrétaires.

## XCIX

*La Société populaire républicaine de Blaye-sur-Gironde, à la Convention nationale (1).*

« Blaye, le 18 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« L'équité, la raison, l'humanité, la liberté, le salut de 25.000.000 d'âmes demandaient une Constitution; la sainte Montagne l'a enfantée avec les caractères ineffaçables de toutes les vertus humaines. Nous l'avons acceptée avec transport, nous avons juré de la défendre jusqu'au dernier soupir.

« Législateurs, cet acte constitutionnel vous proclame les Pères de la patrie, les régénérateurs des droits de l'homme. Fidèles à votre poste, vous avez encore besoin d'y rester pour affermir vous-mêmes votre sublime ouvrage, surtout lorsque des monstres tout écumeants de rage, et jaloux de notre bonheur, font tous leurs efforts pour nous le ravir. Nous le ravir ! les scélérats ! Nous leur apprendrons avec le glaive national que nous avons retrouvé notre âme libre et énergique; que nous sommes les enfants intrépides de la Montagne, et que, comme tels, nous avons juré guerre aux tyrans, aux agitateurs ennemis du bien public, aux égoïstes et à tous ceux qui ne porteraient pas dans le cœur cette devise : *Vive la République une et indivisible.*

« Nous sommes les gardiens d'une des premières clefs de la République (la citadelle de Blaye). Eh ! vous savez, législateurs, que le courage des sans-culottes triomphe toujours de l'audace de la tyrannie et du fédéralisme, ou qu'ils savent mourir.

« Les sans-culottes composant la Société populaire républicaine de Blaye-sur-Gironde.

Signé : LIOZARD, président; VOIDET, secrétaire; BOURGETTA, secrétaire; J. DUVERNAY, commissaire délégué. »

## C

*La Société républicaine d'Albi, département du Tarn, à la Convention nationale (1).*

« Citoyens représentants,

« En donnant à la France une constitution, vous n'avez acquitté qu'en partie la dette que vous aviez contractée envers elle.

« C'est dans la nature, c'est dans les principes éternels de la raison, que vous avez puisé la forme du gouvernement par lequel nous voulons être régis. La liberté, l'égalité, l'unité, l'indivisibilité de la République sont les grandes bases sur lesquelles vous avez établi votre ouvrage, fait pour braver les siècles, si le peuple, fier de sa dignité première qu'il a reconquise et que votre charte lui rappelle avec tant d'intérêt et tant d'énergie, sait ne jamais s'oublier et se maintenir dans l'entière possession de ses droits.

« Mais, dégagé depuis si peu de temps de ses anciens préjugés; mais travaillé par tant d'ennemis, d'autant plus à craindre qu'ils le trahissent en feignant de vouloir le servir; mais placé dans des circonstances pénibles que la malveillance a fait naître, et dont elle augmente chaque jour le danger pour lui faire haïr la Révolution; mais sans cesse en butte à des guerres intestines et étrangères qu'ont attirées et que fomentent la perfidie, la trahison, la scélératesse des ex-nobles et de leurs vils suppôts; mais effrayé par le pressentiment de la famine que des hommes à cœur de tigre, à peau d'agneau, des aristocrates riches, couverts du masque du plus franc patriotisme cherchent par toutes sortes de moyens, à lui faire éprouver jusque dans le sein de l'abondance, pour lui faire regretter le pain de larmes dont il soutenait sa mourante vie sous le despotisme et le forcer par là de se recharger de ses antiques chaînes; le peuple a besoin encore de l'aide la plus puissante pour ne pas se voir frustré de la jouissance des précieux avantages que lui promet sa constitution.

« C'est le germe de son bonheur qui vient d'éclore; mais pour le conduire à sa perfection, il faut une action vivifiante, qui donne à ce germe tous les développements, tous les accroissements dont il est susceptible.

« Il faut des hommes exercés, des esprits justes, clairvoyants et profonds, qui sachent tirer des principes établis les meilleures conséquences, et nous donner un ensemble de lois républicaines qui cadre avec le régime que votre sagesse a si heureusement combiné, et que la nation s'est empressée d'adopter.

« Il faut des hommes aguerris et courageux qui, connaissant nos dangers présents et ceux qu'on nous prépare, et qui, tenant les fils des trames sans nombre ourdies contre nous, loin d'être intimidés des mouvements audacieux, des projets destructeurs de nos adversaires, leur opposent un sang froid qui les glace, et trouvent dans leur génie fécond des moyens toujours renaissants d'abattre leur orgueil, et de leur faire de plus en plus sentir leur faiblesse.

« Il faut des hommes généreux, des amis ardents du peuple auxquels nul sacrifice ne coûte quand il s'agit de le rendre heureux.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 708.



« Il faut de vrais sans-culottes, des ennemis déclarés de toute domination, de toute injuste prétention, qui fassent une guerre implacable aux ambitieux, aux égoïstes, aux muscadins, aux aristocrates de toutes les classes, de toutes les couleurs et même de tous les sexes, et qui purgent de cette engeance monstrueuse le sol de l'égalité, qui ne doit plus porter que des hommes simples et bons comme la nature qui nous a formés de même limon.

« Or, ces utiles ressources, qui mieux que vous, représentants, peut nous les fournir? Vous qui, fidèles mandataires du peuple, ne l'avez pas un seul instant perdu de vue dans vos importants travaux, qui l'avez constamment éclairé sur ses intérêts, qui, depuis une année, luttiez avec une ardeur infatigable contre les obstacles de toute espèce que ne cessent d'opposer à son bonheur les royalistes, les feuillants, les modérés, les messieurs, les agents de Pitt, et de Cobourg, et de Georges, et de François et de Charles, et de Frédéric etc; qui, malgré lui, pour ainsi dire, l'avez sauvé de l'abîme que creusait, sourdement sous ses pas, la ligue des fédéralistes; qui lui avez donné une constitution de laquelle il s'enorgueillit; qui poursuivez à toute outrance, et savez si bien déjouer les tyrans qui voudraient de nouveau l'asservir; qui vous tourmentez, dans tous les sens, pour lui procurer du pain, que vous viendrez à bout de lui assurer abondamment, malgré les efforts contraires de toutes ces sangues, de tous ces anthropophages, qui s'épuisent en moyens de s'alimenter de sa substance.

« N'abandonnez donc pas votre posté, Citoyens représentants, nos besoins autant que notre confiance vous y confirment; acquittez en entier votre dette; achevez la tâche que vous avez si glorieusement commencée. Il n'est que vous qui puissiez perfectionner votre ouvrage et tirer de la Constitution française tous les résultats bienfaisants qui doivent en émaner comme de leur source. En un mot, affermissiez la félicité publique en affermissant le triomphe de la démocratie et l'entière défaite de l'aristocratie.

« Continuez surtout à vous tenir sur la Montagne, d'où, comme d'un observatoire, vos yeux attentifs et surveillants ne manqueront pas de découvrir toutes les démarches, tous les mouvements de nos ennemis. Dénoncez-les à la vengeance populaire; et dans Albi, dans sa société républicaine, d'où sont déjà partis tant de soldats patriotes, qui combattent sur presque tous les points de la République, vous êtes sûrs d'en trouver un aussi grand nombre et d'aussi déterminés, qui brûlent du désir de signaler leur courage et n'attendent que le signal, pour voler achever la ruine des tyrans et de leurs serviles phalanges.

« Signé : LAUTIER, président; GUIZES fils, secrétaire; CHIRA, secrétaire; DUMAS, secrétaire. »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des décrets, décrète que le citoyen Jean Vidal, député suppléant du département des Basses-Pyrénées, est admis à remplacer, en qualité de député, le citoyen Sannadon, qui a donné sa démission (1). »

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 84.

Un membre [VADIER (1)], au nom du comité de sûreté générale, propose et fait adopter le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de sûreté générale, considérant que le citoyen Pitoy n'a cessé de donner des preuves de civisme et de moralité, ainsi qu'il résulte des attestations honorables qu'il a reçues de la commune, des 8 sections, de la société populaire et de tous les bons citoyens de Nancy,

« Décrète que le citoyen Pitoy sera réintégré dans les fonctions d'officier municipal de Nancy, dérogeant à son égard au décret du 24 août dernier, qui a destitué le conseil général de la commune de cette ville;

« Annule l'arrêté du département de la Meurthe, du 29 juillet dernier, qui a destitué le citoyen Pitoy de la place d'instituteur du collège de Nancy;

« Ordonne qu'il en reprendra les fonctions immédiatement après la notification du présent décret, et que le traitement lui en sera payé à compter du jour de son injuste destitution (2). »

Suit le texte du rapport de Vadier d'après le Bulletin de la Convention (3).

RAPPORT du citoyen VADIER, au nom du Comité de sûreté générale, dont l'insertion au Bulletin a été décrétée.

Citoyens,

Si c'est un devoir de votre comité de Sûreté générale de déjouer et de terrasser l'aristocratie, il en est un qui n'est pas moins sacré et qu'il est bien doux de remplir, c'est de faire triompher la cause du patriotisme opprimé.

Il est aisé de la reconnaître : c'est surtout lorsque la haine des aristocrates, des monarchiens, des modérés, des feuillants réunis aujourd'hui sous le nom de fédéralistes, s'attache à persécuter un citoyen; c'est alors que la masse révolutionnaire doit être là pour le défendre.

Le citoyen Pitoy, officier municipal de Nancy, a eu la gloire de combattre les principes liberticides du traître Salle, de son ami Mollevaut, des Régnier, des Duquesnoy et autres déserteurs de la cause populaire.

Il n'en fallait pas davantage pour exciter contre Pitoy la rage aristocratique des membres du département de la Meurthe.

Ces hommes gangrenés traitèrent d'immoralité, de démagogie, de maratisme, des principes dont ils détestaient l'énergie, et dont leur lâcheté ne peut atteindre la hauteur.

Dès lors, ils jurèrent la perte du citoyen Pitoy. L'imputation d'immoralité fut colorée sous prétexte d'une visite domiciliaire et de la citation qu'il fit de deux femmes appelées Wivisse

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 84.

(3) Supplément au Bulletin de la Convention du 15<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (Dimanche 6 octobre 1793).

au Comité de surveillance, en qualité d'officier municipal. On lui prêta des vues immorales de séduction, à la faveur d'une enquête où l'on voit figurer, pour témoin principal, un homme rapace et peu délicat, qui a eu l'impudeur d'accepter la place d'instituteur, dont on a injustement dépouillé le citoyen Pitoy, et qui a scandaleusement recueilli le salaire de sa délation, et le fruit d'un faux et malin témoignage.

Tel est le premier genre de persécution dont le citoyen Pitoy se trouve la victime.

Il gémit encore sous le poids d'une seconde injustice.

Un décret du 24 août dernier a destitué, pour cause d'incivisme, le conseil général de la commune de Nancy. Ce décret contient une exception en faveur de certains membres; et Pitoy, le brave Pitoy, qui était le plus digne sans doute de cette glorieuse exception, n'y a point été compris. Il réclame contre cette injurieuse omission. En conséquence il expose :

« 1<sup>o</sup> Que loin d'avoir trempé dans les projets liberticides de la commune, il a été au contraire le seul dénonciateur des coupables, en leur présence et en celle des représentants du peuple, comme cela résulte d'une attestation de la société de Nancy.

« 2<sup>o</sup> Que c'est à faux que la municipalité destituée avait inséré dans le procès-verbal dressé le 17 août, lors de l'arrestation du citoyen Manger, commissaire du conseil exécutif, que Pitoy avait assisté à cette délibération infâme. La société de Nancy atteste à faux. Le citoyen Manger a donné aussi à cet égard la déclaration la plus avantageuse.

« 3<sup>o</sup> Que la société et tout le peuple même de Nancy attestent que l'exposant a bien mérité de cette commune, par son zèle dans l'exercice des fonctions municipales.

« 4<sup>o</sup> Que la destitution de municipal, injustement prononcée contre lui, a entraîné celle d'instituteur public, la seule ressource qu'il eût pour le faire subsister avec sa famille.

« 5<sup>o</sup> Qu'en cette qualité d'instituteur il avait fait un plan d'études républicaines, que le département de la Meurthe avait provisoirement adopté pour Nancy. La preuve en est consignée dans le calendrier de 1793.

« 6<sup>o</sup> Qu'ayant été suspendu dans ses fonctions d'instituteur, « les huit sections de Nancy ont « unanimement réclamé contre cette suspension; » elles l'ont justifié des prétendus griefs d'immoralité que le département lui imputait. Des certificats très avantageux, que lui ont délivrés plusieurs pères de famille, déposent encore pour lui. Le district a aussi donné un avis favorable; mais le département, aux yeux duquel un patriotisme ardent n'est autre chose qu'immoralité, a maintenu son arrêté et il s'est spécialement fondé sur ce que le décret du 24 août n'a pas excepté Pitoy de la destitution prononcée contre le conseil de la commune. »

Ce patriote demande aujourd'hui d'être réintégré dans ses fonctions municipales et d'instituteur.

Il invoque les titre suivants :

1<sup>o</sup> L'attestation la plus favorable de la société et autres patriotes de Nancy.

2<sup>o</sup> Une réclamation faite au département le 3 septembre par cette même société et autres citoyens, pour qu'il le rétablît dans ses fonctions.

3<sup>o</sup> Une autre demande précédemment faite pour le même objet le 24 août.

4<sup>o</sup> Son certificat de civisme.

5<sup>o</sup> Le suffrage unanime des huit sections.

6<sup>o</sup> La liste des candidats qui fut faite le 25 août dans les sections de Nancy, pour le choix des citoyens qui devraient composer la municipalité, dont les représentants avaient ordonné le renouvellement; la quatrième section, sur 103 voix, en donna 102 au citoyen Pitoy, et les autres sections lui en donnèrent aussi beaucoup.

7<sup>o</sup> Un scrutin épuratoire fait par la société. Le nom de Pitoy ne figure pas dans la colonne des exclus.

8<sup>o</sup> La mission qu'il a reçue, le 5 septembre, du peuple de Nancy, et de la société populaire, pour venir porter à la Convention une adresse très patriotique qu'il a lue à la barre le 18, et dont l'insertion en entier dans le *Bulletin* a été ordonnée.

9<sup>o</sup> Une déclaration de la municipalité, et par laquelle il constate que, malgré la modicité de ses ressources, Pitoy s'est engagé, depuis cinq mois, à donner, sans rétribution quelconque, un logement à une femme de volontaire et à ses quatre enfants.

Tels sont les titres sur lesquels Pitoy se fonde pour obtenir la réintégration qu'il sollicite d'après le vœu de tous les patriotes. Sa cause a été vivement recommandée à la société des Jacobins par celle de Nancy.

La députation de la Meurthe a donné à son égard des renseignements très favorables.

D'après cet exposé, votre Comité de Sûreté générale a l'honneur de vous proposer le projet de décret suivant.

(Suit le texte du décret que nous reproduisons ci-dessus.)

Sur la proposition d'un membre [CLAUZEL (1)],

« La Convention nationale décrète que les membres de l'Assemblée constituante, qui ont signé des protestations ou déclarations contre les décrets de ladite assemblée, sont déclarés suspects et seront mis en état d'arrestation jusqu'à la paix.

« La Convention nationale décrète en outre que le comité des procès-verbaux est tenu d'extraire des archives la nomenclature desdits membres pour la joindre au décret, lequel sera de suite envoyé au ministre de la justice pour le mettre à exécution (2). »

COMPTE-RENDU du *Moniteur universel* (3).

Clauzel. Les patriotes, les amis de la République n'ont pas vu sans étonnement que dans le décret concernant les gens suspects, on n'ait pas compris les membres de l'Assemblée constituante, qui protestèrent contre la constitution de 1791 et contre tous les décrets. S'ils protestèrent contre cette constitution, qui n'était qu'à

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 83.

(3) *Moniteur universel* n<sup>o</sup> 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1181, col. 3. D'après le *Journal de Perlet* (n<sup>o</sup> 379 du dimanche 6 octobre 1793, p. 42) la motion de Clauzel fut adoptée au milieu des plus vifs applaudissements.



demi favorable au peuple, on peut juger à quel point ils seront fidèles à celle de 1793. Je demande donc que ces membres soient arrêtés comme suspects.

On demande le renvoi de cette proposition au Comité de Salut public ou de Sûreté générale, pour faire un rapport à ce sujet.

**J-F, Goupilleau.** Je ne conçois pas pour quoi dans cette assemblée on demande grâce pour des aristocrates. Il est de fait que tous ceux qui ont protesté dans l'Assemblée constituante, presque tous d'ailleurs nobles et prêtres, sont pour le moins aussi coupables que ceux qui ont protesté dans la Convention. Si vous avez sévi contre ces individus qui voulaient une Révolution à leur fantaisie, à plus forte raison, devez-vous sévir contre des hommes qui ne voulaient point de révolution, qui ne voulaient que l'ancien régime. J'appuie donc la proposition de Clauzel.

La Convention décrète que les membres de l'Assemblée constituante qui protestèrent contre la constitution de 1791, sont déclarés suspects, et resteront en état d'arrestation jusqu'à la paix.

Un membre [**CHABOT** (1)] réclame une exception à la loi du 5 septembre, en faveur des citoyens Rigal et Cabrol, membres de la ci-devant garde constitutionnelle du tyran. Leurs dénonciations civiques ont beaucoup contribué à faire échouer les manœuvres du château.

Une discussion s'engage sur cet objet.

Le rapporteur du comité de la guerre [**GOSUIN** (2)], à la suite de son rapport sur une lettre du ministre, concernant 26 gendarmes employés à l'armée du Nord, et qui ont été renvoyés à Paris sous prétexte qu'ils étaient assujettis au décret du 5 septembre dernier, a proposé à la Convention de passer à l'ordre du jour, motivé sur ce que l'article 8 de ce décret ne comprend pas les militaires en activité de service, sur la conduite desquels il ne peut être formé aucune plainte.

On demande l'ajournement fondé sur ce qu'il faut examiner la liste des officiers et soldats composant la garde du tyran au mois de mai 1792, et notamment de ceux auxquels on a confirmé depuis le paiement de leurs appointements.

Un membre [**LALOY** (3)] de la commission pour la recherche et l'inventaire des papiers restés au ci-devant château des Tuileries, a appuyé l'ajournement, et l'a motivé sur la nécessité de connaître enfin les individus qui composaient cette garde; il a déclaré qu'il avait retrouvé et recueilli les notes et les pièces qui peuvent procurer exactement ces connaissances, et a demandé qu'il fût nommé une commission chargée d'extraire de ces papiers les noms des individus et les notes fournies sur chacun d'eux.

« La Convention nationale décrète qu'une com-

mission formée de 2 de ses membres, dont l'un pris dans le comité de la guerre, et l'autre dans le comité de sûreté générale, nommés par ces deux comités, et réunis au citoyen Laloy, commissaire nommé pour surveiller la recherche et l'inventaire de ces papiers, fera l'extrait des noms des individus formant la garde de Louis Capet, et des notes sur chacun d'eux, et qu'elle en présentera le tableau à l'Assemblée, à la suite du rapport qu'elle sera tenue de lui faire.

« La Convention ajourne le projet de décret du comité de la guerre jusqu'après ce rapport.

« La Convention nationale décrète, sur la motion d'un membre [**THURIOT** (1)], que ceux qui servaient en qualité de sous-officiers et de soldats dans le ci-devant régiment des gardes-françaises, ne sont point compris dans les dispositions de la loi du 5 septembre, à moins qu'ils n'aient donné des preuves d'incivisme (2). »

COMPTE-RENDU du *Moniteur universel* (3).

**Chabot.** Si la Convention nationale se montre sévère envers les ennemis de la chose publique, elle se doit montrer juste envers ceux qui l'ont servie. Les citoyens Rigal et Cabrol, du département de l'Aveyron, étaient dans la ci-devant garde constitutionnelle de Louis le dernier; ils vinrent au Comité de surveillance dénoncer les manœuvres et les intrigues du Château. Ce fut d'après leurs dénonciations, que Bazire fit ce fameux rapport pour licencier la garde du roi, rapport qui fut applaudi dans toute la France, et qui rendit un si grand service à la République, en préparant la chute du trône. Cependant ces deux bons patriotes se trouvent exposés à des désagréments. Un décret ordonne à tous les ci-devant gardes du roi, de se retirer dans leurs municipalités respectives. Rigal est membre du seul district de l'Aveyron qui se soit constamment et courageusement opposé aux menées des fédéralistes. Ceux-ci ne demandent pas mieux que de le voir écarté de l'administration.

Je demande une interprétation à la loi, en faveur de ces deux républicains.

**Gossuin** présente, au nom du Comité de la guerre, une exception en faveur de tous les patriotes qui se trouvaient dans cette garde.

(1) D'après le *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1182, col. 1).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 85.

(3) *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1182, col. 1). D'autre part l'*Auditeur national* (n° 379 du dimanche 6 octobre 1793, p. 2) rend compte de la motion de Chabot dans les termes suivants :

« **CHABOT.** Si la Convention se montre sévère contre les ennemis de la chose publique, elle doit être juste à l'égard de ceux qui l'ont servie. Vous savez que les gardes du ci-devant roi sont obligés de se retirer dans leur municipalité. Le citoyen Rigal servait dans cette garde, et ce fut lui qui vint nous dénoncer les sentiments inciviques qui la dirigeaient. Cette dénonciation donna lieu au fameux rapport de Basire qui amena la dissolution de cette garde. Comme ce citoyen est secrétaire d'un district très patriote, je demande que la loi soit suspendue à son égard et qu'il puisse rester à son poste.

« L'Assemblée s'est empressée d'accueillir l'exception proposée par Chabot. »

(1) D'après le *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1182, col. 1).

(2) D'après le *Moniteur* (*ibid.*).

(3) D'après les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 278 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1266, col. 2).

Sur les observations de Duhem et de Laloi, la Convention charge ce dernier de s'adjoindre un membre du Comité de Sûreté générale, et un du Comité de la guerre, pour prendre des renseignements sur cet objet.

**Léonard Bourdon.** On abuse de cette loi pour éloigner des armées les ci-devant Gardes-Françaises, sous prétexte qu'ils étaient de la maison du roi. C'est encore une intrigue aristocratique, une suite du système tendant à désorganiser les armées. On sait d'ailleurs combien ces braves soldats ont rendu de services à la Révolution.

**Thuriot.** Les soldats ne sont point compris dans cette loi; mais il est intéressant de retirer du service, ceux qui étaient officiers au ci-devant régiment des Gardes-Françaises, car ils étaient tous nobles et attachés à la Cour. On ne peut se fier au patriotisme de pareils hommes. Je demande donc que la Convention décrète que les officiers au ci-devant régiment des Gardes-Françaises sont compris dans la loi, et que les sous-officiers et soldats n'y sont point compris. Cette proposition est décrétée.

**Un membre** [Gossuin, rapporteur (1)], au nom du comité de la guerre, fait rendre les deux décrets suivants :

« La Convention nationale décrète, après avoir entendu son comité de la guerre, que les 120 gendarmes autorisés par la loi du 17 mars dernier à rester à Paris pour y faire le service, seront organisés en compagnie, et que son complément, ainsi que les remplacements qui y auront lieu, sont spécialement réservés aux gendarmes de la 35<sup>e</sup> division, vainqueurs de la Bastille, revenus blessés de l'armée (2). »

« La Convention nationale décrète, après avoir entendu son comité de la guerre [Gossuin, rapporteur (3)], que les portiers et concierges des places de troisième ligne et postes de guerre seront payés sur les fonds extraordinaires de la guerre, et que leur traitement annuel sera de 400 livres. Il n'est rien dérogé aux dispositions de la loi du 24 avril dernier, concernant les portiers des places frontières des première et seconde lignes (4). »

« Sur la motion d'un membre [Génissieu (5)], la Convention nationale renvoie au comité de Salut public la question de savoir si le décret qui a mis les imprimeurs en réquisition pour les travaux de leur état, dispense ceux desdits imprimeurs, depuis 18 jusqu'à 25 ans, de satisfaire à la loi de la réquisition, et le charge de lui en faire le rapport dans le jour (6). »

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (7) :

**Génissieu.** Je suis informé qu'il s'élève des

différends dans un grand nombre de sections de Paris, relativement au décret qui déclare en état de réquisition les imprimeurs depuis 18 jusqu'à 25 ans. La difficulté consiste dans ce que les uns entendent par là que les imprimeurs sont en état de réquisition pour les armées, à l'instar de tous les citoyens non mariés depuis 18 jusqu'à 25 ans, et que d'autres au contraire entendent qu'ils sont en réquisition pour le service national de l'imprimerie. Il est instant de dissiper tous les doutes. Mon avis est que la Convention nationale passe à l'ordre du jour motivé sur ce qu'il n'y a pas d'exception.

**Duroy.** Je m'y oppose. Le décret de la Convention nationale est formel. Je demande qu'elle passe à l'ordre du jour motivé sur ce qu'elle n'a entendu excepter que les imprimeurs employés à la fabrication des assignats.

**Un membre.** Renvoyez le tout aux comités des finances et de sûreté générale.

**Un autre membre.** J'observe que c'est le comité de Salut public qui a fait rendre ce décret. S'il a entendu le rendre commun à tous les imprimeurs

bro 1793, p. 42). D'autre part le *Journal de la Montagne* (n° 126 du dimanche 6 octobre 1793, p. 908, col. 1), l'*Auditeur national* (n° 379 du dimanche 6 octobre 1793, p. 3) et les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 279 du lundi 7 octobre 1793, p. 1269, col. 1) rendent compte de la motion de Génissieu dans les termes suivants :

#### I.

COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* :

GÉNISSEU expose qu'il s'élève des plaintes sur le décret qui met en réquisition les imprimeurs de Paris. Bien des gens prétendent que le décret ne regarde que les imprimeurs employés aux assignats. L'orateur, partageant cette opinion, demande que les imprimeurs particuliers soient tenus de partir avec les autres jeunes gens.

La proposition est renvoyée au comité de Salut public.

#### II.

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*

Il s'élève dans ce moment des difficultés dans les sections de Paris à l'occasion des imprimeurs. Des jeunes gens imprimeurs, et qui ont moins de 25 ans, prétendent être exempts de la réquisition, se fondant sur un décret. Je crois, dit GÉNISSEU, que votre intention n'a été de n'exempter que les imprimeurs employés au service de la nation. Je demande, en conséquence, que vous interprétiez ainsi vos décrets.

Renvoyé au comité des assignats et monnaies pour en faire un rapport demain.

#### III.

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* :

GÉNISSEU annonce à l'Assemblée qu'il y a un très grand nombre de réclamations contre le décret qui déclare les imprimeurs en état de réquisition. Il demande si la Convention a effectivement entendu mettre en réquisition tous les imprimeurs, ou seulement ceux qu'elle emploie. Génissieu opine pour faire partir tous les imprimeurs qui ne sont point salariés par la nation.

L'Assemblée ne décide rien sur cette proposition. Elle en décrète simplement le renvoi au comité de Salut public.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 681.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 87.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 87.

(5) D'après les divers journaux de l'époque.

(6) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 87.

(7) *Journal de Perlet* (n° 379 du dimanche 6 octo-



meurs sans distinction, sans doute il a eu ses raisons. Il convient donc de lui renvoyer les différentes propositions qui viennent d'avoir lieu.

Le renvoi du tout au comité de Salut public est décrété : le rapport sera fait dans le cours de cette séance.

**Le citoyen Balland, député du département des Vosges, obtient, sur sa demande, un congé de quinze jours (1).**

*Suit la demande de congé de Balland (2).*

*Le citoyen Balland, député, à la Convention nationale.*

« Paris, le 5 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens mes collègues,

« Des affaires de famille rendent ma présence nécessaire pour quelques jours chez moi, à Bruyères, département des Vosges.

« En conséquence, je vous prie de vouloir bien m'accorder un congé de quinze jours attendu qu'il faut déjà six jours au moins pour y aller, et autant pour revenir, de sorte que je n'y séjournerai que deux ou trois jours.

« Salut,

« Signé : A. BALLAND. »

« La Convention nationale, sur la proposition d'un membre (LOUIS (3)), décrète que les chiffons, drilles et matières premières servant à la composition des papiers, sont compris dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 septembre dernier (4). »

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (5) :

Louis demande que l'on comprenne dans la nomenclature des marchandises et denrées de première nécessité les chiffons à faire du papier. (Décrété.)

Un rapporteur du comité de législation [FLORENT GUIOT, rapporteur (6)], présente deux projets de décret, qui sont adoptés ainsi qu'il suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité de législation,

« Décrète que le conseil général de la commune de Sézanne, département de la Marne, fera traduire sur-le-champ au tribunal révolutionnaire les deux frères François et Nicolas Cajols, soldats du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs, et qu'il fera re-

mettre au greffe de ce tribunal les pièces et preuves de conviction qui sont entre ses mains.

« Il sera fait mention honorable de l'activité et du civisme que le conseil de la commune a déployés dans la recherche et l'arrestation des coupables (1). »

*Suivent les pièces qui ont motivé le décret ci-dessus.*

A.

*Au comité de législation.*

« Paris, le 11 mai 1793, l'an II de la République française (2).

« Citoyens nos collègues,

« Nous vous adressons ci-joints une lettre du conseil général de la commune de Sézanne, du 5 mai dernier et copie d'un procès-verbal relatifs à l'arrestation de deux soldats du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs, auteurs de discours contre-révolutionnaires; afin que vous veuillez bien répondre aux questions proposées par ce conseil général, et qui sont plus spécialement de votre compétence.

« Les membres du comité de Salut public chargés de la correspondance.

« Signé : L. GUYTON; F. BERLIER; CAMBON fils aîné. »

B.

*Aux membres du comité de Salut public de la Convention nationale (3).*

« Sézanne, ce 5 mai 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens représentants du peuple,

« Si nous eussions été instruits à temps des discours criminels et contre-révolutionnaires tenus par quelques membres du détachement du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à cheval, lors de son premier passage en cette ville, le 14 avril dernier, nous n'aurions pas manqué de faire arrêter les coupables, mais nous n'en avons été instruits que trois jours après leur départ.

« Nous ignorons si vous avez donné des ordres et à qui ils ont été adressés, nous craignons que ce détachement n'eût pris une autre route pour retourner à Metz, mais étant arrivés ici le 2 de ce mois, nous avons pris les mesures convenables pour découvrir et faire arrêter ceux qui s'étaient rendus coupables; ils se réduisent à deux, que nous avons mis en état d'arrestation. Nous vous adressons notre procès-verbal. Le délit vous est connu par celui du 17 que nous

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 87.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

(3) D'après le *Mercur universel* (dimanche 6 octobre 1793, p. 87, col. 2).

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 87.

(5) *Mercur universel* (dimanche 6 octobre 1793, p. 87, col. 2).

(6) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 88.

(2) Archives nationales, carton DIII 151, dossier Sézanne.

(3) Archives nationales, carton DIII 151, dossier Sézanne.

vous avons pareillement adressé, nous pensons que c'est le cas de renvoyer la procédure et les prévenus par-devant le directeur du juré d'accusation pour, après la première instruction judiciaire, faire décider si les accusés seront traduits au tribunal criminel ordinaire, ou au tribunal révolutionnaire. Cependant nous désirons que vous dirigiez notre marche, étant sûrs, par là, de ne nous point égarer.

« Les membres du conseil général de la commune. »

(Suivent 10 signatures.)

C.

*Procès-verbal du conseil général de la commune de Sézanne (1).*

Ce jourd'hui deux mai mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française, avant midi, le conseil général permanent de la commune de Sézanne, réuni au lieu ordinaire de ses séances, étant instruit que le détachement du premier régiment de chasseurs à cheval qui est passé en cette ville le quatorze avril dernier pour aller en remonte à Fontainebleau, devait arriver ce jourd'hui en cette ville de Sézanne, venant de Villenauxe, où il a logé hier, a cru devoir fixer son attention sur les mesures de sûreté à prendre pour, en conformité de la lettre des membres du comité de Salut public du 25 avril dernier, faire arrêter ceux dudit détachement qui se sont rendus coupables de propos et discours contre-révolutionnaires ou qui, du moins, en ont été accusés par les déposants dénommés au procès-verbal dressé par les membres du comité de surveillance provisoire de cette commune le 17 avril dernier, et dont copie a été adressée au comité de Salut public de la Convention nationale.

En conséquence, et ouï sur ce le procureur de la commune, il a été arrêté :

1<sup>o</sup> Que des ordres seraient donnés sur-le-champ tant à la brigade de gendarmerie nationale résidente en cette ville de prendre les armes et de se rendre à la maison commune, qu'au commandant de la garde nationale pour qu'il eût à faire prendre les armes et mettre sur pied cent hommes de la garde à l'effet d'obéir aux premières réquisitions qui leur seraient faites, ce qui a été exécuté ;

2<sup>o</sup> Que le porteur de la route dudit détachement qui viendrait en annoncer l'arrivée et demander les billets d'étape et de logement serait gardé à vue à la municipalité jusqu'à l'arrivée dudit détachement, et que les billets ne lui seraient point délivrés ;

3<sup>o</sup> Qu'à l'arrivée dudit détachement et aussitôt qu'il serait entré dans l'enceinte de la ville les portes en seraient gardées par des sentinelles que le commandant de la garde nationale y ferait placer ;

4<sup>o</sup> Que le conseil général se transporterait à la tête dudit détachement, requerrait les officiers qui le commandent de le faire rester en station, et de se transporter à la maison commune pour leur faire part de ce dont il s'agissait, et les engager à concourir, avec les membres du con-

seil, pour la reconnaissance et l'arrestation à faire de ceux désignés comme coupables ;

5<sup>o</sup> Qu'à l'effet de cette reconnaissance les citoyens Hourdet, Champy et sa femme, Mosnier, Courtin, Bournonville et Vinot, qui ont fait leurs déclarations lors du procès-verbal dudit jour dix-sept avril dernier, seraient requis de se rendre à la maison commune et d'accompagner les membres du conseil lors de la revue qui serait faite dudit détachement sur la place et au moment de son arrivée pour reconnaître, et indiquer autant qu'ils le pourront, ceux dont ils ont entendu parler dans leurs déclarations.

Ces différents ordres donnés et exécutés, le conseil ayant eu avis, vers l'heure de midi, que le détachement de chasseurs, composé de trente-neuf hommes et cent chevaux de remonte était arrivé et resté en station tant sur la place qui est en face de la maison commune que dans la grande rue de l'Egalité, s'est aussitôt transporté (les officiers municipaux décorés de leurs écharpes) à la tête dudit détachement, et ont requis le capitaine commandant de se transporter à la maison commune où il lui a été donné connaissance de ce dont il s'agissait. Ce brave officier a consenti volontiers à toutes les recherches qu'exigerait le conseil en cette circonstance et témoigné le regret qu'il avait d'apprendre qu'il y avait des traîtres dans son détachement, il a même offert de remettre à sa disposition les deux chasseurs qui sont frères et suffisamment désignés par leur proximité, n'ayant que deux frères dans son détachement.

En conséquence les membres du conseil, accompagnés desdits citoyens Hourdet, Champy et sa femme, Mosnier, Courtin, Bournonville et Vinot, et du capitaine dudit détachement, ont passé ce détachement en revue, et de l'examen fait par les susnommés, il est résulté qu'ils n'ont reconnu que trois desdits chasseurs pour être ceux dont ils ont parlé dans leurs déclarations. Le capitaine leur ayant ordonné de descendre de leurs chevaux et remettre leurs armes, ils ont été amenés à la maison commune.

Le citoyen maire leur ayant demandé leurs nom et prénoms, ils ont dit s'appeler, le premier Grégoire Jolly, brigadier de la compagnie de Gonin, le second Nicolas Cajot, chasseur de la compagnie de Chazel et le troisième François Cajot, chasseur de la même compagnie.

Lesquelles déclarations ont été certifiées par les officiers dudit détachement, présents.

Le conseil ayant désiré entendre de nouveau les témoins sur différentes observations relatives à leurs déclarations, ils ont été entendus et ont observé, savoir : ledit Hourdet, qu'il reconnaît bien les trois chasseurs ci-présents pour être ceux qu'il a eu en rencontre le quatorze avril dernier, en revenant de Fère-Champenoise, mais que François Cajot, ou du moins celui qui déclare se nommer ainsi, est celui qui seul tenait les propos dont il a déposé quoi qu'il les leur ait attribués collectivement à tous trois ; que celui qui se nomme Grégoire Jolly n'a parlé que d'une affaire où il disait que les gardes nationales ne s'étaient pas bien montrées, et que celui qui se nomme Nicolas Cajot marquait son improbation de ce que disait son frère, et cherchait à le faire taire.

Lesdits Champy et sa femme, Vinot et sa femme, qu'ils reconnaissent lesdits Nicolas Cajot et François Cajot, pour être ceux dont ils ont parlé dans leurs déclarations, et non ledit Grégoire Jolly, au surplus ils ont observé que

(1) Archives nationales, carton DIII 151, dossier Sézanne.



celui qui tenait des propos et chantait la chanson dont ils ont parlé en leurs déclarations, était ledit François Cajot.

Et lesdits Mosnier, Courtin et Bournonville qu'ils reconnaissent pareillement lesdits Nicolas et François Cajot pour être ceux dont ils ont parlé et que c'est celui qui se dit François Cajot qui a tenu les discours par eux rappelés en leurs déclarations.

Ce fait, le conseil ayant fait apporter dans la salle de la maison commune les porte-manteaux desdits Jolly, Nicolas et François Cajot, il en a été fait l'ouverture et la recherche des papiers qui s'y sont trouvés, pour en faire l'inventaire par suite du procès-verbal, et après avoir délibéré, il a été arrêté que lesdits Cajot frères seraient mis en état d'arrestation, même ledit Grégoire Jolly, provisoirement à son égard, après que le conseil aurait une connaissance exacte des papiers par l'inventaire et le rapport qui lui seraient faits par les citoyens 'Oudet et Bijot et par le citoyen maire, ce jourd'hui quatre heures de relevée.

En conséquence le citoyen maire, après avoir déclaré auxdits Jolly, Nicolas et François Cajot que le conseil les mettait en état d'arrestation au nom de la loi, a ordonné au commandant de la garde nationale et au brigadier de la gendarmerie de les faire conduire en la maison d'arrêt de cette ville, ce qui a été fait, et ont lesdits déclarants ou témoins, signé avec le commandant de la garde nationale, et nous membres du conseil général permanent de la commune sous-signés. *Signé* : Mosnier, Bournonville, Champy, Hourdé, Héron Champy, Champenois, commandant du bataillon, Franvattel, Bijot, Tourne-cuillère, Maître, F. Royer, Pinard, Cortier, Brouard Lenain, Cortier, notable, Charton, Debarive, Tournecuilère Pautot, Maquelin, Giffey, Pierre Lebeau, Savery, *officiers municipaux et notables*, Oudet, *procureur de la commune*, Cochois, maire et Dorge, *secrétaire*.

Et ledit jour deux mai, mil sept cent quatre-vingt-treize, quatre heures de relevée, le conseil général de la commune réuni au lieu ordinaire de ses séances, les citoyens Cochois, maire, Bijot, officier municipal et Oudet, procureur de la commune, chargés par le conseil de faire l'inventaire des papiers trouvés sur lesdits Nicolas et François Cajot et dans leurs portefeuilles, ne s'en étant trouvé aucun sur ledit Grégoire, Jolly, ont déclaré avoir procédé à cet inventaire et en ont fait le rapport, duquel il résulte que les papiers trouvés dans le portefeuille dudit François Cajot consistent :

1° En une pièce de vers en style libre et qui n'a aucun rapport à la Révolution, de l'autre côté est copie du quatrain trouvé sur Paris l'ainé, garde du roi, assassin de Lepelletier Saint-Fargeau;

2° Une lettre à une maîtresse signée Edmond; de l'autre côté de ladite lettre : plaintes sur sa destinée et sur l'abandon général qu'il paraît éprouver; elles paraissent être adressées à une maîtresse.

3° Une lettre signée Edmond Bauduy, au bas de laquelle est l'adresse à la citoyenne Gouvenot, chez le citoyen Jeanson, marchand, pour remettre au citoyen Bauduy, grande rue Ville Vieille à Nancy. Dans cette lettre le particulier qui écrit s'annonce comme déserteur, il y expose que voulant réparer le crime d'avoir abandonné sa patrie il s'est dévoué à sa défense et s'est engagé, qu'ayant fait part à un citoyen, qu'il traite de

misérable, de son émigration, il fut exclu du corps;

4° Une lettre de reproches signée Edmond Cajot;

5° Une lettre de Cajot à sa sœur, dans laquelle il lui marque, en parenthèse, qu'il suppose qu'elle n'ignore pas l'émigration de ses trois frères, il lui reproche en outre de ne lui avoir point fait de réponse ni envoyé de secours, ce qui l'a forcé à s'engager;

6° Une lettre du même à sa maîtresse par laquelle il la remercie des dons qu'elle lui a faits; paraît craindre que quelqu'un à qui il s'intéresse ne soit obligé de partir avec les volontaires qu'il regarde comme trop avilis et méprisés et se félicite de la distinction flatteuse qu'on accorde à la troupe de ligne;

7° Une lettre à sa sœur qui paraît insignifiante, ou au moins obscure, au dos de laquelle est copie de la lettre écrite à une maîtresse;

8° Une lettre à Henriette, sa maîtresse;

9° Une autre lettre à sa maîtresse;

10° Une lettre à une nommée Julie, aussi sa maîtresse;

11° Une lettre à Henriette;

12° Une lettre datée de Fontainebleau, du 24 avril 1793, dans laquelle il marque entre autres choses que depuis Châlons jusqu'à Fontainebleau le peuple est fort tranquille, mais à Paris..... Je me tais, ajoute-t-il, ce nom me fait frémir, un mot, une plaisanterie, vous conduisent à l'échafaud, la guillotine n'a point de relâche....

13° Une lettre d'amour à Henriette;

14° Une lettre insignifiante à une nommée Glaudette;

15° Une lettre signée Edmond, qui ne paraît être qu'une plaisanterie sur un envoi de poisson;

16° Une chanson en neuf couplets qui renferme la parodie de l'hymne des Marseillais, et une invitation aux ci-devants chevaliers français de soutenir leurs noms, de rétablir les Bourbons et de remettre le ci-devant Dauphin sur le trône.

Et que les papiers trouvés dans le portefeuille de Nicolas Cajot consistent :

1° Dans un congé limité donné à Metz le deux février 1793, au nommé François Edmond, dit Cajot, signé Chazette, et certifié par les officiers composant le conseil d'administration du régiment des chasseurs à cheval.

2° Un passeport donné par les officiers municipaux de la commune de Strasbourg le quinze janvier mil sept cent quatre vingt douze, au nommé Edmond Bauduy, natif de Paris, déserteur des troupes de Mirabeau.

Sur quoi le Conseil, ouï le rapport;

Considérant qu'il ne se trouve aucune charge contre le citoyen Grégoire Jolly, et qu'au contraire le capitaine du détachement dont il fait partie rend le témoignage le plus avantageux sur son compte, ce qu'il ne peut faire à l'égard desdits Cajot qui sont des recrues entrées depuis peu de temps dans le premier régiment de chasseurs, et qu'il n'a pas encore eu le temps de les connaître;

Arrête que ledit Grégoire Jolly sera à l'instant remis en liberté sous la responsabilité de son capitaine qui a promis de faire passer à la commune, pour sa satisfaction, le certificat de tous les officiers de son corps, sur le civisme et la bonne conduite dudit Jolly.

Arrête que les pièces ci-dessus détaillées demeureront annexées au présent procès-verbal, après avoir été cotées et paraphées par pre-

mière et dernière, de la main des commissaires, et qu'expédition du présent procès-verbal sera remise tant aux officiers de sûreté publique qu'au comité de Salut public de la Convention nationale, pour être sur le tout statué à qui il appartiendra, et ont, tous les membres signé avec le citoyen Claude Estiard, capitaine du détachement.

Pour expédition, collationné à la minute restée aux archives de la municipalité, par moi soussigné, le quatre mai 1793, l'an deuxième de la République française.

DORGE, *secrétaire greffier.*

#### *Arrêté du Comité de Législation.*

Il sera présenté à la Convention un projet de décret tendant à faire traduire au Tribunal révolutionnaire les frères François et Nicolas Cajot, et que le conseil de la commune adressera à ce tribunal les pièces et preuves de conviction qu'il a entre les mains.

Arrêté au Comité de Législation le 28 septembre 1793, l'an II de la République.

Signé : CAMBACÉRÈS ; Florent GUIOT.

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité de législation [FLORENT GUIOT, rapporteur (1)], décrète que jusqu'à la révision des lois pénales, le défaut de paiement des amendes prononcées par la police correctionnelle ne pourra entraîner qu'une détention d'un mois à l'égard de ceux qui sont insolvable.

« En conséquence, les détenus depuis ce terme par le défaut de paiement de ces amendes, seront mis sur-le-champ en liberté (2).

Le rapporteur du comité de la guerre [PETIT-JEAN (3)], propose le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de la guerre, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Il sera mis à la disposition du ministre de la guerre, par la Trésorerie nationale, la somme de 82,178 liv. 17 s. 10 d., montant de l'indemnité qu'elle accorde au citoyen Levasseur-Dumont, ci-devant lieutenant-colonel commandant la légion des hussards de la Liberté, d'après la vérification du compte par lui présenté, des sommes excédant celles par lui reçues pour la formation de ladite légion, ledit compte visé et arrêté, en vertu des ordres du ministre, par le commissaire des guerres de la 17<sup>e</sup> division, employé à Paris le 28 juin dernier.

#### Art. 2.

« Cette somme sera distribuée par le ministre

de la guerre aux fournisseurs-créanciers de Dumont, suivant l'état de leurs créances, déposé au comité de la guerre, et qui lui sera remis, en observant le rejet fait par le citoyen qui a arrêté ledit compte, de la somme de 21,803 livres, réclamée par les citoyens Gervais et Lenormant, pour subsistance des chevaux par eux fournie, lequel objet ne peut être alloué en indemnité, et sauf à eux à en obtenir le paiement par tous autres moyens, s'il y a lieu.

#### Art. 3.

« Sur le surplus des pétitions dudit Levasseur-Dumont, relatives à son remplacement et autres objets, la Convention nationale passe à l'ordre du jour.

#### Art. 4 (1).

« La somme mise à la disposition du ministre pour être versée dans les mains des créanciers de Levasseur-Dumont, ne sera payée qu'après qu'il aura été justifié des états de revue authentiques, conformément à la loi (2).

#### COMPTE-RENDU du *Mercurie universel* (3) :

Au nom du comité des Finances et de la Guerre, il a été porté un décret qui met à la disposition du ministre de la Guerre la somme de 82.178 livres, pour être remise au citoyen Levasseur-Dumont, qui a organisé le huitième régiment de hussards et pour compléter l'excédent des sommes qui lui ont été accordées pour son entretien.

Goupilleau demande que le ministre de la Guerre ne délivre la dite somme au citoyen Dumont que sur des états de revue.

Cette proposition est décrétée.

Un membre [GOUPILLEAU (4)] demande par motion d'ordre, que la Convention nationale, pour se procurer d'ici au 1<sup>er</sup> décembre un corps de cavalerie de 40,000 hommes, décrète que chaque municipalité fournisse incessamment un cavalier monté et équipé. Un membre [EHRMANN (5)] observe que le comité de la guerre doit faire, lundi prochain, un rapport sur cet objet.

(1) L'article 4 du projet de ce décret était ainsi conçu :

« Quant aux 43 hommes, y compris les 5 officiers et aux recrues qui sont avec eux à l'Isle-Adam, la Convention, en rapportant ses décrets des 3 mai et 29 juin derniers, relatifs auxdits officiers, sous-officiers, hussards et recrues, charge le ministre de la guerre d'incorporer sans délai lesdits officiers, sous-officiers, hussards et recrues dans les légions de nouvelle levée ou autres corps de mêmes armes, chacun suivant leurs grades, et passe également à l'ordre du jour sur le surplus des pétitions et réclamations y contenues. » (Archives nationales, carton C 273, dossier 684).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 88.

(3) *Mercurie universel* (dimanche 6 octobre 1793, p. 86, col. 1).

(4) D'après le *Mercurie universel* (dimanche 6 octobre 1793, p. 87, col. 1).

(5) *Ibid.*

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 88.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.



« Sur la proposition d'un membre, on renvoie au comité de la guerre la demande faite de rapporter la loi qui restreint à une indemnité de 500 livres les officiers de cavalerie qui perdent leurs chevaux dans une bataille, et décrète que le rapport sur cet objet lui sera fait dans trois jours (1). »

COMPTE-RENDU du *Mercur universel* (2).

Goupilleau. Il y a un objet de la plus grande nécessité dont on ne s'occupe point, je veux dire de la cavalerie. Il y a cinq mois, je proposai à la Convention un moyen de faire avoir à la République 30.000 hommes de cavalerie en peu de temps. Il s'agissait de charger chaque municipalité de fournir un cavalier armé et équipé. Je demande que l'on décrète en principe cette proposition.

Ehrmann fait observer que le Comité présentera lundi un projet de décret sur cet objet.

On renvoie au comité de Salut public une lettre dans laquelle le général divisionnaire Rey rend compte d'une affaire qui a eu lieu entre l'armée de la République et celle des rebelles, le 24 septembre, près de Thouars.

A cette lettre en est jointe une autre du même général, annonçant l'envoi de 18 marcs d'argent, provenant de croix d'argent enlevées dans différentes paroisses des pays insurgés, qu'il a fait convertir en 7 lingots, dont un marqué D, provenant d'argent doré.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (3).

Suivent les lettres du général Rey.

A.

Le général divisionnaire Rey, aux membres du Comité de Salut public (4).

« Au quartier général à Thouars, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyens,

« Je vous fais passer copie de la lettre que

j'écris à la Convention nationale, pour vous faire connaître par quelle fatalité le salut de la République se trouve compromis et les opérations les mieux concertées, toujours enchaînées par les malveillants. Je vous prie instamment d'appuyer la demande que je fais au Président, de l'arrestation de cet inconnu qui a l'audace de donner aux paysans levés en masse, qui n'ont fait que fuir, toute la gloire d'une victoire qui n'est due qu'à la valeur des troupes de ligne que je commandais.

« Le général divisionnaire;

« Signé : REY. »

B.

Le général divisionnaire Rey, au citoyen Président de la Convention nationale (1).

« Au quartier général à Thouars, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Tous les systèmes de désorganisation viennent d'être mis en œuvre à l'époque de la levée en masse que vous avez décrétée. L'armée que je commande s'est ressentie plus vivement que toutes les autres de l'influence des malveillants. J'ai vu partir, en 24 heures, de ce camp, près de 30.000 hommes, sans congés, ni passeports, ni permissions. Je fais tous mes efforts pour découvrir les auteurs de ces crimes.

« La feuille intitulée : *Annales patriotiques et littéraires de la France et affaires politiques de l'Europe*, journal libre, dirigé par L. S. Mercier, député à la Convention nationale, n° 268, du jeudi 26 septembre, qui me tombe sous les yeux, m'offre la ressource d'en découvrir un bien coupable, dont le nom n'est pas cité dans cette feuille. Je vous envoie directement un courrier pour vous prier d'engager le citoyen Mercier à vous déclarer le nom de cet anonyme, qui a fait dire par un membre de la Convention nationale dans une de ses séances, que « les ennemis s'étaient avancés à cent pas de Thouars, et que les généraux ont fait tout au monde pour enchaîner le courage de nos soldats : la générale n'a pas été battue, les paysans indignés se sont levés en masse, ont tombé sur les rebelles et les ont défaits. »

« Je vous prie d'ordonner que, lorsque cet homme sera connu, il soit mis en état d'arrestation, et conduit au tribunal militaire à Saumur.

« Vous trouverez ci-joint copie du rapport fidèle que j'ai fait au Comité de Salut public sur la victoire que nous avons remportée sur les brigands, et dont je vous prie de faire part à la Convention.

« Je vous envoie par le même courrier, dix-huit marcs d'argent provenant des croix que j'ai fait enlever dans différentes paroisses des pays insurgés et que j'ai fait convertir en sept lingots, dont un marqué D, provenant d'argent doré.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 90.

(2) *Mercur universel* (dimanche 6 octobre 1793, p. 87, col. 1). D'autre part l'*Auditeur national* (n° 379 du dimanche 6 octobre 1793, p. 3) rend compte de la motion de Goupilleau dans les termes suivants :

« Goupilleau demande la parole pour une motion d'ordre. Nous avons besoin, dit-il, de cavalerie. Vous avez un moyen facile de vous procurer, d'ici au 1<sup>er</sup> décembre, un corps de 40.000 hommes. Décrêtez que chaque municipalité fournira de suite un cavalier monté et équipé.

« Un membre observe que lundi le comité de la guerre doit faire un rapport sur cet objet et qu'il sera sans doute adopté.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 90.

(4) Archives nationales, carton DXXII 3, dossier 4.

(1) Archives nationales, carton DXXII 3, dossier 4.

« J'ai l'honneur de vous prévenir que les subsistances dans cette contrée devenant de jour en jour plus rares, je suis obligé de faire consommer à l'armée que je commande, les bœufs et autres bestiaux que je fais enlever chez les brigands, ayant soin de faire constater, par le commissaire des guerres, le produit des livres de viande qui en résulte, pour que cette dépense soit d'autant moins supportée par la nation.

« *Le général divisionnaire,*

« *Signé : REY.* »

C.

*Copie de la lettre écrite par le général divisionnaire Rey, aux membres du Comité de Salut public (1).*

« Au quartier général à Thouars, le premier octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Ce n'est pas sans peine que je me vois en retard de vous apprendre les détails de l'affaire que j'ai eue avec les rebelles à Thouars.

« La multiplicité de mes occupations en est cause, surtout la levée en masse qu'il m'a fallu organiser, et sur laquelle j'aurais voulu pouvoir vous détailler mon espoir s'il y avait eu lieu.

« J'ai reçu ordre, le 13, du général Rossignol, de me porter à Thouars, d'où il avait fait évacuer les troupes pour les porter à Doué; j'arrivai ici le même soir, mais l'ennemi mieux instruit de nos mouvements que nous ne le fûmes jamais des siens, ayant appris que Thouars était évacué, vint s'en emparer le 14 à six heures du matin; heureusement qu'en arrivant la veille j'eus la précaution de garnir tous les postes avancés le long de la rivière, et que j'avais fait bivouaquer le reste de mon armée, ainsi que je le fais toujours depuis un mois et demi qu'elle est sous mes ordres. Je me portai le matin, par pur sentiment, sur les hauteurs, et dans le moment je m'aperçus moi-même qu'on attaquait les postes avancés. Les mouvements que je vis faire à l'ennemi me firent juger qu'ils voulaient m'attaquer sur trois colonnes, et jugeant précisément les points sur lesquels je devais être attaqué, je distribuai mes forces de manière à leur faire résistance, et je restai ferme au poste que j'avais donné. Pendant trois heures de combat, tout le monde fit si bien son devoir qu'ils plièrent au même instant de toutes parts; au moment où ils commencèrent à prendre la fuite, je les fis charger avec tant de vigueur, qu'il me serait difficile de juger quel est celui des nôtres qui voulait courir le plus vite dessus, de manière que de 5 pièces de canon qu'ils avaient, nous leur en primes deux, l'avant-train d'une autre et deux caissons pleins de munitions, et s'ils n'avaient pas eu la précaution de couper le pont de Vrines, à la fin de leur retraite, je finisais par tous les exterminer.

« Je croyais toujours qu'ils reviendraient prendre leur revanche, mais c'est en vain que je les attends.

« J'ai perdu dans cette affaire quatre hommes. Parmi les morts se trouve le commandant du 14<sup>e</sup> bataillon de Paris, et quinze blessés, dont deux braves officiers de Mayenne et Sarthe; mais celui qui les a blessés a péri de la main du fourrier de ce corps.

« Ce brave Oswal laisse deux enfants, dont une fille à Paris, que je recommande à la munificence de la Convention nationale, j'ai ici, avec moi, un de ses fils qui a treize ans, dont je me charge de l'éducation jusqu'à ce qu'il soit en état de mettre au jour les vertus de son père. Ce malheureux père se vit enlever par l'ennemi, à l'affaire de Vic, deux autres de ses fils, qui sont à Cholet entre les mains d'âmes charitables qui en prennent soin; toute cette famille est celle de la République. Je me plains infiniment à la lui recommander.

« L'ennemi a laissé sur le champ de bataille cent morts, parmi lesquels se sont trouvés deux femmes et un prêtre.

« *Signé : le général divisionnaire, REY.*

« Pour copie conforme à l'original :

« *Le général divisionnaire,*

« *REY* » (1).

Le vérificateur en chef des assignats prévient la Convention qu'il sera brûlé aujourd'hui la somme de 8 millions de livres en assignats, lesquels, joints aux 884 déjà brûlés, feront celle de 892 millions, le tout provenant de la vente des domaines nationaux; et qu'il en reste en caisse 41 millions, dont 18 provenant aussi de la vente des domaines nationaux et 23 des échanges (2).

Une députation de la section de la Montagne demande à être admise à la barre.

L'orateur se plaint de ce que les jeunes gens en réquisition de cette section ont, pour lieu de casernement, les quatre murs tout nus du château de Choisy, sans avoir pu obtenir depuis un mois les objets de première nécessité.

Sur la proposition d'un membre,

« La Convention nationale renvoie au ministre de la guerre la pétition des jeunes gens de la section de la Montagne, pour qu'il prenne les mesures nécessaires à l'effet de les caserner et de leur faire fournir tous les objets de casernement et autres.

« Charge également le ministre de la guerre de prendre les mêmes mesures pour les citoyens en réquisition des autres sections de la ville de Paris et d'en rendre compte sous trois jours à l'Assemblée (3). »

COMPTE-RENDU du *Moniteur universel* (4) :

Une députation de la Section de la Montagne

(1) Applaudissements, d'après l'*Auditeur national* (n° 379 du dimanche 6 octobre 1793, p. 3).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 90.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 91.

(4) *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octo-



présente à la barre une pétition tendant à faire obtenir aux citoyens de la première réquisition les objets nécessaires à leur casernement.

Cette pétition est renvoyée au ministre de la guerre.

**Le rapporteur du comité d'instruction publique [ROMME (1)] présente un projet de décret sur la fixation de l'ère française et sur la nouvelle divi-**

bre 1793, p. 1182, col. 1). D'autre part le *Journal de la Montagne* (n° 126 du dimanche 6 octobre 1793, p. 908, col. 1), le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 382, p. 52), l'*Auditeur national* (n° 379 du dimanche 6 octobre 1793, p. 4) et les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 278 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1266, col. 2) rendent compte de la pétition de la section de la Montagne dans les termes suivants :

### I.

#### COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* :

La section de la Montagne vient réclamer des secours pour les jeunes gens de la première réquisition qui, pour obéir à la loi, ont sur-le-champ abandonné leur état et se trouvent absolument sans ressources. Ils ne demandent que le plus strict nécessaire pour s'organiser et voler où la voix de la patrie les appelle.

Leur pétition fortement appuyée est renvoyée au ministre de la guerre, qui fera incessamment fournir, non seulement à la section réclamante, mais aussi à toutes celles de la République, les choses nécessaires à la prompte organisation de la jeunesse requise.

### II.

#### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* :

Une députation de citoyens en réquisition de la section de la Montagne est admise à la barre.

Après plusieurs démarches et sollicitations, ils avaient obtenu pour caserne le château de Choisy ; mais ils n'y ont trouvé aucun effet de casernement.

Cette pétition est renvoyée au ministre de la guerre, chargé de faire droit aux réclamations des pétitionnaires et à toutes celles de ce genre.

### III.

#### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* :

Une députation de la section de la Montagne est admise. Elle se plaint de n'avoir pu obtenir jusqu'à présent les choses nécessaires pour le casernement des citoyens de la première réquisition.

Cette pétition est renvoyée au ministre de la guerre avec injonction de prendre les mesures nécessaires pour que le casernement de ces généreux défenseurs n'éprouve plus aucun retard.

### IV.

#### COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* :

Une députation des citoyens de la section de la Montagne représente à l'Assemblée l'état de dénuement dans lequel on laisse croupir les jeunes gens de la première réquisition, dont la plupart ne peuvent se caserner, parce qu'on ne leur a pas encore délivré aucun effet de casernement.

L'Assemblée renvoie cette pétition au ministre de la Guerre, avec injonction de procurer à tous les citoyens en réquisition les effets nécessaires à leur prompt casernement.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 684. — Voyez le rapport de Romme (*Archives parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. LXXIV, séance du 20 septembre 1793, p. 553).

sion de l'année : après plusieurs amendements, il est adopté ainsi qu'il suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité d'instruction publique, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« L'ère des Français compte de la fondation de la République, qui a eu lieu le 22 septembre 1792 de l'ère vulgaire, jour où le soleil est arrivé à l'équinoxe vrai d'automne, en entrant dans le signe de la balance à 9 h. 18 m. 30 s. du matin, pour l'observatoire de Paris.

#### Art. 2.

« L'ère vulgaire est abolie pour les usages civils.

#### Art. 3.

« Le commencement de chaque année est fixé à minuit commençant le jour où tombe l'équinoxe vrai d'automne pour l'observatoire de Paris.

#### Art. 4.

« La première année de la République française a commencé à minuit 22 septembre 1792, et a fini à minuit séparant le 21 du 22 septembre 1793.

#### Art. 5.

« La deuxième année a commencé le 22 septembre 1793 à minuit, l'équinoxe vrai d'automne étant arrivé pour l'observatoire de Paris à 3 h. 7 m. 19 s. du soir.

#### Art. 6.

« Le décret qui fixait le commencement de la seconde année au 1<sup>er</sup> janvier 1793, est rapporté ; tous les actes datés l'an II de la République, passés dans le courant du 1<sup>er</sup> janvier au 22 septembre exclusivement, sont regardés comme appartenant à la première année de la République.

#### Art. 7.

« L'année est divisée en douze mois égaux de trente jours chacun, après lesquels suivent cinq jours pour compléter l'année ordinaire et qui n'appartiennent à aucun mois. Ils sont appelés les *jours complémentaires*.

#### Art. 8.

« Chaque mois est divisé en trois parties égales, de dix jours chacune, et qui sont appelées *décades*, distinguées entre elles par première, seconde et troisième.

#### Art. 9.

« Les mois, les jours de la décade, les jours complémentaires, sont désignés par les dénominations

tions ordinales, premier, second, troisième, etc., mois de l'année; premier, second, troisième, etc., jour de la décade; premier, second, troisième, etc., jour complémentaire.

#### Art. 10.

« En mémoire de la Révolution qui, après quatre ans, a conduit la France au gouvernement républicain, la période bissextile de quatre ans est appelée la *Franciade*.

« Le jour intercalaire qui doit terminer cette période est appelé le *jour de la Révolution*. Ce jour est placé après les cinq complémentaires.

#### Art. 11.

« Le jour, de minuit à minuit, est divisé en dix parties, chaque partie en dix autres, ainsi de suite, jusqu'à la plus petite portion commensurable de la durée. Cet article ne sera de rigueur pour les actes publics, qu'à compter du premier jour du premier mois de la treizième année de la République.

#### Art. 12.

« Le comité d'instruction publique est chargé de faire imprimer en différents formats le nouveau calendrier, avec une instruction simple pour en expliquer les principes et les usages les plus familiers.

#### Art. 13.

« Le nouveau calendrier, ainsi que l'instruction, seront envoyés aux corps administratifs, aux municipalités, aux tribunaux, aux juges de paix et à tous les officiers publics, aux instituteurs et professeurs, aux armées et aux sociétés populaires. Le conseil exécutif provisoire le fera passer aux ministres, consuls et autres agents de France dans les pays étrangers.

#### Art. 14.

« Tous les actes publics seront datés suivant la nouvelle organisation de l'année.

#### Art. 15.

« Les professeurs, les instituteurs et institutrices, les pères et mères de familles, et tous ceux qui dirigent l'éducation des enfants de la République, s'empreseront de leur expliquer le nouveau calendrier, conformément à l'instruction qui y est annexée.

#### Art. 16.

« Tous les quatre ans, ou toutes les *Franciades*, au jour de la Révolution, il sera célébré des jeux républicains, en mémoire de la Révolution française (1). »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 91 à 94.

### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1) :

#### *Discussion sur le nouveau calendrier.*

Romme soumet à la discussion le projet de calendrier nouveau.

Les cinq premiers articles sont adoptés sans discussion.

Art. 1<sup>er</sup>. L'ère des Français compte de la fondation de la République, qui a eu lieu le 22 septembre 1792 de l'ère vulgaire; jour où le soleil est arrivé à l'équinoxe vrai d'automne, en entrant dans le signe de la Balance, à 9 heures 18 minutes 30 secondes du matin, pour l'observatoire de Paris.

Art. 2. L'ère vulgaire est abolie pour les usages civils.

Art. 3. Le commencement de chaque année est fixé à minuit, commençant le jour où tombe l'équinoxe vrai d'automne, pour l'observatoire de Paris.

Art. 4. La première année de la République Française a commencé à minuit le 22 septembre 1792, et fin à minuit, séparant le 21 du 22 septembre 1793.

Art. 5. Le décret qui fixait le commencement de la seconde année au 1<sup>er</sup> janvier 1793, est rapporté. Tous les actes datés l'an second de la République, dans le courant du 1<sup>er</sup> janvier au 22 septembre 1793, exclusivement, doivent être regardés comme appartenant à la première année de la République.

(1) *Moniteur universel* (n° 280 du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II [lundi 7 octobre 1793], p. 1186, col. 1). Tous les journaux de l'époque, dans leur compte rendu de la séance du 5 octobre, font allusion à cette discussion et donnent une version plus ou moins exacte du rapport de Romme, lu dans la séance du 20 septembre. Le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, p. 50 et 80) reproduit le rapport de Romme et emprunte le compte rendu de la discussion au *Moniteur*. Seul l'*Auditeur national* (n° 379 du dimanche 6 octobre 1793, p. 4) nous a paru intéressant à citer :

#### I.

#### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

Nous avons déjà fait connaître le rapport fait par Romme, organe du comité d'instruction publique, sur la fixation de l'ère française et la nouvelle division de l'année. Aujourd'hui le projet de décret a été soumis à la discussion. Nous allons présenter les dispositions principales qu'il nous a été possible de recueillir.

(Suit un résumé des divers articles du projet de décret de Romme.)

Il s'est ensuite élevé une longue discussion sur la nouvelle nomenclature à donner aux mois, aux signes, aux jours, aux décades. Le comité en proposait une fondée sur des convenances morales et sur des allégories.

L'Assemblée a rejeté ces dénominations pour adopter celles fondées sur le nombre ordinal, ainsi on dira le premier mois, le second mois, etc...; le premier jour, le second jour, etc.

Le rapporteur proposait ensuite d'appeler *olympique* l'année ci-devant bissextile.

SERGEANT, persuadé que les Français sont assez grands par eux-mêmes, sans être obligés de rien emprunter des Grecs, a demandé que l'année, qui recevrait tous les quatre ans le jour intercalaire, s'appelât année révolutionnaire.

Après quelques débats, l'Assemblée décrète que cette année s'appellera *Franciade*.



**Bentabole.** La Convention nationale, en fixant l'ère française, a fait tout ce qu'elle devait faire; je pense qu'elle doit s'arrêter à cet article. Il est inutile et même dangereux de changer les subdivisions du temps et leur dénomination. Lorsque Mahomet, conquérant et législateur, donna une autre ère aux peuples soumis à sa puissance, son but fut de les séparer du reste des hommes, et de leur inspirer un respect superstitieux pour le culte qu'il leur prescrivait. Notre but est contraire à celui de cet imposteur; nous voulons unir tous les peuples par la fraternité: ainsi, loin de rompre nos communications avec eux, nous devons, s'il se peut, les multiplier encore. Je demande qu'on ajourne le reste du projet.

**Lebon.** Je m'oppose à l'ajournement. Si le fanatisme sut par ce moyen affermir son empire, pourquoi négligerions-nous de l'employer pour fonder la liberté?

On demande l'ordre du jour sur la proposition de Bentabole. — Il est décrété.

Le rapporteur présente l'article 6 ainsi conçu :

« L'année est divisée en douze mois égaux de trente jours chacun, après lesquels suivent cinq jours épagomènes pour compléter les 365 jours de l'année ordinaire. Ces cinq jours n'appartiennent à aucun mois. »

**N...** Il serait plus simple, je crois, et plus naturel de suivre en tout la marche du soleil, et de diviser comme lui l'année en quatre parties égales. Je demande que mon idée soit soumise à l'examen du Comité d'instruction.

**Romme.** Le Comité a bien cherché à prendre pour base les mœurs célestes; mais ils ne peuvent désigner que la division et la successibilité des saisons et la longueur de l'année. Les subdivisions sont absolument abandonnées au calcul, et nous croyons avoir trouvé ce qu'il y a de plus exact.

L'article 6 est adopté.

Le rapporteur présente les dénominations morales à donner aux mois, aux décades et aux jours.

**Duhem.** Citoyens, la révolution française n'a point encore touché au terme marqué par la philosophie, et déjà cependant elle a présenté des époques mémorables, qu'il serait doux aux législateurs de consacrer; mais qui peut leur répondre que ce qu'ils inscriront, sera ce qu'elle aura produit de plus grand. Ne faisons pas comme le pape de Rome; il remplit son calendrier de saints; et quand il en survint de nouveaux, il ne sut plus où les placer. Sous ce point de vue seul, je vous invite à renoncer à la dénomination morale, et je vous propose de vous en tenir à la dénomination ordinaire qui est la plus simple.

Il en résultera l'avantage que vous cherchez. Votre calendrier qui n'eût été que celui de la nation française, deviendra celui de tous les peuples. Ils ne s'écarteront jamais de l'ordre numérique qui est celui de la nature. Vous éviterez l'écueil où sont venus échouer tous les législateurs qui vous ont précédés.

Le peuple, et j'entends par ce mot ceux que l'instruction n'a pas encore éclairés; le peuple est toujours porté vers une superstition quelconque; il cherche toujours à réaliser les idées métaphysiques qu'on lui présente. Voyez quel

exemple les Égyptiens ont donné au monde; les hiéroglyphes ne retraçaient d'abord à leurs yeux que les époques mémorables. Bientôt des imposteurs, s'élevant en ministres du ciel, firent de ces signes une science particulière et des objets sacrés qu'ils offrirent à l'adoration des peuples; ainsi la nation la plus sage de l'antiquité devint par ses ridicules superstitions la fable du monde.

Craignez, à son exemple, de fournir un aliment à la sottise des fanatiques à venir; craignez qu'ils ne se servent un jour des emblèmes dont vous surchargerez votre calendrier, pour en faire l'objet d'un culte superstitieux. Je vote pour nommer les divisions du temps par leur ordre numérique. Alors votre calendrier philosophique pourra devenir la base de la République universelle. *(Applaudissements.)*

**Romme.** Mais aussi vous n'imprimerez pas à votre calendrier le cachet moral et révolutionnaire qui le fera passer aux siècles à venir.

**Duhem.** Il est vrai qu'il ne présentera pas un tableau moral; mais êtes-vous sûrs que ce tableau serait jugé tel par notre postérité, dont les idées seront plus saines et les mœurs plus pures que celles de la génération présente? Êtes-vous sûrs qu'il ne servirait pas un jour de canevas aux sottises que les prêtres civiques et inciviques pourraient y attacher! Citoyens, n'avez-vous pas vu déjà les prêtres constitutionnels vouloir religner notre révolution? J'insiste sur ma proposition.

**N...** Je consens à la suppression des noms révolutionnaires; mais je demande que l'on adopte les désignations morales, parce que la morale est de tous les temps et de tous les pays.

**Duhem.** Quel est l'homme qui peut me répondre que le mot de justice, appliqué à tel mois de l'année, ne lui deviendra pas un jour incompatible par quelque événement extraordinaire?

**Fourcroy.** Si vous laissez la nomenclature en blanc, les aristocrates et les fanatiques la rempliront à leur manière, et vous doublerez le mal que Duhem veut éviter.

**Albitté.** J'appuie cette proposition. Si jamais la liberté périt, toutes nos institutions périront avec elle; mais elle doit régner éternellement. Il faut donc que les enfants apprennent à prononcer les noms de toutes les vertus qui doivent la conserver. Je demande que le tableau moral soit conservé.

**Romme.** J'appuie cette proposition. Il faut que chaque jour rappelle aux citoyens la révolution qui les a rendus libres, et que leurs sentiments civiques se raniment en lisant cette nomenclature éloquente.

L'Assemblée ferme la discussion et adopte les dénominations morales.

**Romme.** Le premier jour est celui des époux.

**Albitté.** Tous les jours sont les jours des époux. *(On rit, on applaudit.)*

**Lebon.** Cette réflexion doit vous faire sentir le ridicule de quelques-unes de ces dénominations et vous déterminer à les abandonner toutes.

D'ailleurs la difficulté de surcharger sa mémoire de tant de noms, fera conserver les anciens, et vous aurez manqué votre but. Je demande que l'Assemblée, rapportant son décret, s'en tienne à la dénomination ordinale.

**Sergent.** Je m'oppose à cette demande, notre imagination ne trouve du ridicule à ces noms que par un jeu frivole; nos enfants s'y accoutumeront mieux que nous, et n'y trouveront rien de ridicule. Cette nomenclature a seule le rare avantage de classer clairement les idées morales et révolutionnaires que doivent chérir tous les hommes.

L'Assemblée rapporte son premier décret, et se détermine pour la dénomination ordinale de mois, des décades et des jours.

**Fabre D'Eglantine.** Je propose de donner à chaque jour le nom des plantes que produit alors la nature, et des animaux utiles, ce serait un moyen d'instruction publique. Je demande que le Comité soit chargé d'examiner cette idée.

**Duhem.** J'observe à Fabre que les objections que j'ai faites contre le tableau moral, pourraient être reproduites contre sa proposition.

L'Assemblée passe à l'ordre du jour sur la proposition de Fabre.

Les autres articles du projet sont adoptés avec de légers amendements. (Nous les donnerons après que leur rédaction définitive en aura été adoptée).

Sur la proposition d'un membre, la Convention nationale charge le comité des inspecteurs de la salle de faire exécuter incessamment une pendule et un calendrier suivant le nouveau mode (1). »

Le bureau présente, ainsi qu'il en avait été chargé, la liste des membres qui doivent composer la commission chargée d'examiner les réclamations faites par les citoyens qui ont éprouvé des pertes lors de la retraite de la Belgique. Elle est adoptée ainsi qu'il suit :

Francastel,  
Eschasseriaux, l'ainé,  
Boucher-Saint-Sauveur,  
Basire,  
Jullien (de Toulouse),  
Garnier (de la Meuse) (2).

Le chef du bureau de l'administration des biens nationaux fait passer la somme de 200 livres pour le mois de septembre dernier, montant de la contribution volontaire des employés à l'administration des biens nationaux pour les frais de la guerre.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (3).

La lettre du chef du bureau de l'administration des biens nationaux est ainsi conçue (4) :

*Commission de l'administration des biens nationaux, au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Paris, le 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« J'ai l'honneur de vous adresser la somme de 200 livres pour le mois de septembre dernier, montant de la contribution volontaire des employés à l'administration des biens nationaux, pour les frais de la guerre.

« Le chef des bureaux de l'administration des biens nationaux.

« Signé : J.-J. HARDY. »

Le ministre de la guerre fait passer un assignat de 5 livres que le citoyen Feron, soldat au 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie, dépose sur l'autel de la patrie.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du Ministre de la Guerre (2).

Le Ministre de la Guerre au citoyen Président de la Convention nationale.

« Paris, le 5 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Je vous fais passer un assignat de 5 livres que le citoyen Feron, soldat au 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie, ci-devant Flandre, dépose sur l'autel de la patrie.

Le Ministre de la Guerre :

« Signé : J. BOUCHOTTE. »

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité des décrets, reconnaît pour représentants du peuple les citoyens Gouly fils et Serres, députés par la colonie de l'Île-de-France. »

Ils sont admis en cette qualité et prennent séance à la Montagne.

L'un d'eux [GOULY (3)] demande la parole, et expose qu'il est chargé de présenter à l'Assemblée nationale l'hommage des 11 assemblées primaires de l'Île-de-France, où l'arbre de la liberté a été planté partout; qu'il est porteur de différents dons patriotiques, et qu'il les offre à la patrie au nom du bataillon de la garde nationale de Flacq. Ces dons, ajoute-t-il, eussent été plus considérables sans les pertes essuyées par les colons; il dépose sur le bureau deux paires de boucles d'argent, un bélière d'épée, 11 boutons,

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 94.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 95.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 96.

(4) Archives nationales, carton C 274, dossier 699.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 95.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

(3) D'après le *Moniteur*.



une chaîne d'argent et un petit paquet de parflure dans lequel se trouve l'emboîtement en or d'un petit cachet. Il y dépose aussi une reconnaissance constatant un dépôt de 6,156 livres en argent, destinées au soulagement des habitants de Lille.

Parmi ces dons se trouvaient aussi 150 livres d'indigo; mais, dit-il encore, elles nous ont été prises par les Anglais avec tous nos effets, j'offre néanmoins, au nom de mon canton de Flacq, d'entretenir un gendarme pendant la durée de la guerre.

On ordonne la mention honorable et l'insertion au « Bulletin », et qu'expédition du procès-verbal sera délivrée pour être envoyée audit bataillon.

Un membre [GOUPILEAU (1)] observe que ses collègues ayant perdu tous leurs effets, leur traitement doit leur être avancé.

Un autre [DUROY (2)] demande qu'ils soient indemnisés des pertes qu'ils ont faites en se rendant à leur poste.

Le député reprend la parole, et dit que son collègue et lui recevront bien le montant des engagements qu'ils ont contractés, mais qu'ils ne donneront pas l'état de leurs effets perdus, trop heureux de faire ce léger sacrifice à la patrie.

Sur ces différentes observations et propositions, la Convention nationale passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que les deux députés doivent être indemnisés (3).

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

Un membre, au nom du Comité des décrets. Les colons de l'île de France, jouissant de leurs droits,

(1) D'après le *Moniteur*.

(2) D'après le *Moniteur*.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 95.

(4) *Moniteur universel* (n° 230 du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II [lundi 7 octobre 1793], p. 1185, col. 3). D'autre part le *Mercure universel* (dimanche 6 octobre 1793, p. 87, col. 2 et 96, col. 1) et le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 382, p. 52) rendent compte de l'admission des représentants Gouly et Serres dans les termes suivants :

#### I.

##### COMPTE RENDU du *Mercure universel*.

Un membre, au nom du Comité des décrets, expose que deux députés, envoyés de l'Assemblée coloniale de l'île-de-France, ont été pris sur un vaisseau et amenés prisonniers trois mois en Angleterre. Ils ont perdu la plupart de leurs papiers; mais il leur reste le procès-verbal de leur nomination, daté du 1<sup>er</sup> février dernier. Le dépouillement en a été fait le 15 du même mois. Les votants furent au nombre de 477, et Gouly et Serres furent élus représentants du peuple par l'Assemblée coloniale de l'île-de-France à la Convention.

L'Assemblée les reconnait pour représentants du peuple.

Les représentants de l'île-de-France ayant pris place dans le sein de la Convention, ils ont offert une somme de 6,156 livres, provenant des dons civiques de leurs concitoyens pour les frais de la guerre. Cent cinquante livres d'indigo, offertes en présent, leur ont été enlevées

ont nommé deux députés pour les représenter à la Convention. Ces deux citoyens, en se rendant à leur poste, ont été pris par les Anglais qui les ont gardés prisonniers pendant trois mois. Rendus à Paris, ils ont déposé au Comité des décrets les procès-verbaux qui constatent les résultats du scrutin de leur nomination : le comité vous propose de reconnaître Gouly et Serres pour représentants du peuple.

Cette proposition est décrétée.

Les députés de l'île de France entrent dans la salle et vont se placer dans l'extrémité gauche. (On applaudit.)

Gouly. Je présente à la Convention l'hommage de l'attachement et de la reconnaissance des 11 cantons qui composent l'île de France.

par les Anglais. Ils apportent en outre 14 livres, tant en or qu'en argent. (Vifs applaudissements et mention honorable.)

Duroy fait observer qu'on se rendant à leur mission, ces députés ont fait des emprunts et des pertes considérables, qu'une nation généreuse doit rembourser.

« Non, s'écrie l'un de ses représentants de la colonie; ce sacrifice est pour la patrie; nous avons pu acquitter nos devoirs; nous sommes assez récompensés. »

Duroy. Ils ont des besoins. Je demande qu'il leur soit délivré un mandat à titre d'avance.

L'Assemblée passe à l'ordre du jour motivé sur ce que les frais et les pertes de voyage doivent être indemnisés. (Applaudissements.)

#### II.

##### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

Deux députés de l'île-de-France à la Convention nationale sont admis au nombre de ses membres et vont se placer sur la Montagne au milieu des applaudissements.

L'un d'eux obtient la parole. « Nous sommes chargés, dit-il, de présenter à la Convention nationale l'hommage des onze assemblées primaires de l'île-de-France. Partout, dans cette colonie, l'arbre de la liberté a été planté aux acclamations civiques de tous les citoyens.

« La garde nationale nous a chargés de déposer sur l'autel de la patrie une offrande qu'elle lui fait. Elle consiste en 6,000 livres en numéraire, 14 livres de matière d'or et d'argent et 150 livres d'indigo. L'indigo nous a été pris par les Anglais avec tous nos effets particuliers; les 6,000 livres sont parvenues en France, ainsi que les matières d'or et d'argent; je les dépose sur le bureau. Ce don eut été plus considérable, si la colonie n'eut été frappée d'un fléau destructeur qui lui a enlevé 15,000 habitants.

« Pour moi, j'offre, au nom de mon canton, d'entretenir un gendarme pendant la durée de la guerre. Mais comme les Anglais m'ont tout enlevé, je demande qu'on me retienne sur mon traitement la somme nécessaire. »

Ce député est vivement applaudi.

Un membre. Nos nouveaux collègues ayant perdu tous leurs effets, en venant remplir leur devoir, je demande que leur traitement leur soit avancé.

Duroy demande que la nation les indemnise des pertes qu'ils ont faites en venant la servir.

Cette proposition est applaudie.

Le nouveau député reprend la parole. « Citoyens, dit-il, nous fournirons volontiers l'état des emprunts que nous avons faits en arrivant ici, et des engagements que nous avons contractés, et qui sont payables en France; mais nous ne donnerons pas celui de nos effets perdus. Nous venons remplir notre devoir; c'est un faible sacrifice que nous faisons à notre patrie. (On applaudit.)

Duroy. Plus ces citoyens sont généreux, plus la nation doit l'être à leur égard.

L'Assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur ce qu'ils doivent être indemnisés.

L'arbre de la liberté a été planté avec pompe dans cette colonie, et nous avons tous juré de maintenir la République et de lui rester fidèles. Ce jour a été véritablement un jour de fête, où nos cœurs se sont livrés à la joie la plus douce. (*On applaudit.*)

Je suis chargé par la garde nationale de l'île, de vous offrir, en don patriotique, 6.000 livres, 150 d'indigo et 13 livres pesant de matières d'or et d'argent. Ce don patriotique aurait été plus considérable, si un fléau désastreux n'avait enlevé à la colonie 14.000 habitants. L'argent a été déposé chez le trésorier. En voici le récépissé (1). L'indigo nous a été enlevé par les Anglais qui nous ont totalement dépouillés. Nous déposons sur le bureau les matières d'or et d'argent. Au nom du canton de Flode, je m'engage à armer et équiper un gendarme, et à l'entretenir pendant tout le temps de la guerre. (*On applaudit.*) Comme je suis sans ressource, je prie la Convention de retenir sur l'indemnité qui m'est accordée, ce qui est nécessaire pour remplir l'engagement que je viens de prendre.

**Goupilleau.** D'après ce que vient de dire notre collègue, il paraît qu'il se trouve à peu près sans ressource. Je demande qu'il lui soit fait une avance sur son indemnité.

**Duroy.** Moi, je demande que nos collègues présentent l'état de ce que les Anglais leur ont enlevé, et qu'on leur en rembourse la valeur.

**Gouly.** Nous présenterons à la Convention l'état des engagements que nous avons pris; mais quant aux effets qui nous ont été enlevés par les Anglais, nous regardons cette perte comme nulle; nous nous rendions à notre poste; c'est un sacrifice que nous faisons à la patrie. (*On applaudit.*)

**Merlin (de Douai).** Je demande l'ordre du jour, motivé sur ce que les frais de voyage sont remboursés de droit.

Cette proposition est décrétée.

*Suit le texte d'un récépissé d'une somme de 6.156 livres destinée à secourir les habitants de Lille (2).*

Je soussigné, trésorier des îles de France et de Bourbon, déclare avoir reçu au Trésor de l'Etat, en vertu de l'autorisation du citoyen intendante, la somme de six mille cent cinquante-six livres argent de la colonie, des mains du citoyen Gouly juge de paix du canton de Flacq, et député de la colonie de l'île de France en la Convention nationale, à l'effet par ledit citoyen Gouly de faire usage de ladite déclaration auprès du ministre des colonies en France, et de concerter avec lui la manière de faire parvenir à sa destination ladite somme donnée en don patriotique pour le soulagement des habitants de la ville de Lille en Flandre qui ont le plus souffert des suites de la guerre.

Fait double au Port-Louis, île de France, le 11 mars 1793.

*Signé : Ed. PÉRUNON.*

Vu par nous, intendante des îles de France et de Bourbon.

*Signé : DUPUY.*

*Note.* — Le citoyen Gouly, député de l'île de France à la Convention nationale, a déposé sur le Bureau deux paires de boucles d'argent, une bélière d'épée, onze boutons et une chaîne d'argent, et un petit paquet de parfûme dans lequel se trouve l'emboîtement en or d'un petit cachet.

**On lit une lettre des représentants du peuple, commissaires dans le département de Seine-et-Oise.**

Ils annoncent que les immeubles de la ci-devant liste civile se vendent, ainsi que le mobilier, avec la plus grande chaleur; que le prix des ventes surpasse de beaucoup celui des estimations; que déjà ils ont fait conduire à la monnaie pour 650.000 livres de matière d'or et d'argent, et que, vers la fin de la semaine, ils feront partir un second convoi évalué, par aperçu, à une somme de 1.500.000 livres.

**On ordonne l'insertion de cette lettre au « Bulletin » (1).**

*Suit la lettre des représentants du peuple, commissaires dans le département de Seine-et-Oise (2).*

*Les représentants du peuple, commissaires dans le département de Seine-et-Oise, à la Convention nationale.*

« Versailles, le 4 octobre 1793, l'an II  
de la République une et indivisible.

« Citoyens collègues,

« Le talisman est brisé pour les immeubles de la ci-devant liste civile, comme il l'était déjà pour ceux des émigrés. La maison dite l'Ermitage qui en dépendait, avait été estimée 115.060 livres et nous avons reçu les plus vives réclamations contre cette estimation que l'on prétendait être horriblement exagérée. Elle s'est vendue 262.000 livres.

« Le mobilier se vend avec la plus grande chaleur. La vente qui se fait sous nos yeux montera, à la fin de cette semaine, à près de 900.000 livres. Un meuble complet et précieux du Petit Trianon, que des malveillants publiaient avoir été donné pour 3.000 livres a été vendu 29.203 liv. Nous avons déjà fait conduire à la Monnaie pour 650.000 livres de matières d'or et d'argent, et lorsque nous aurons réuni quelques petites parties qui sont encore entre les mains de particu-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 96.

(1) Voy. ci-après ce récépissé d'après un document des *Archives nationales*.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 693.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 691. — *Bulletin de la Convention* du 14<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (samedi 5 octobre 1793). — *Journal de la Montagne* (n° 126 du dimanche 6 octobre 1793, p. 907, col. 2).



liers, nous ferons partir un second convoi de ces matières précieuses, qui est évalué, par aperçu, à une somme de 1.500.000 livres (1).

« Signé : Ch. DELACROIX ; J.-M. MUSSET ;  
VERNEREY. »

On lit la rédaction du décret rendu au commencement de la séance sur les membres de l'Assemblée constituante qui avaient protesté contre la Constitution de 1791 (2). L'Assemblée ordonne le rapport de ce décret, motivé sur celui qui met en arrestation tous les gens suspects (3).

#### COMPTE-RENDU du *Moniteur universel* (4).

**Cambon.** Vous avez décrété ce matin que les membres de l'Assemblée constituante, qui

(1) Applaudissements d'après le *Mercur universel* (dimanche 6 octobre 1793, p. 87, col. 2).

(2) Voy. ci-dessus même séance, p. 111, le décret rendu sur la motion de Clauzel.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 97.

(4) *Moniteur universel* (n° 280 du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793, p. 1186, col. 1). D'autre part le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 382, p. 50), le *Journal de Perlet* (n° 379 du dimanche 6 octobre 1793, p. 43) et l'*Auditeur national* (n° 379 du dimanche 6 octobre 1793, p. 2) rendent compte de la motion de Cambon dans les termes suivants :

#### I.

##### COMPTE-RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* :

CAMBON observe qu'on ne peut pas comprendre dans ce décret tous ceux qui, dans l'Assemblée constituante, ont signé des protestations, parce qu'il en est qui, déjà républicains, protestèrent contre les décrets qui, malgré le vœu du peuple, rendirent un trône à Louis le dernier après son retour de Varennes.

ALBITE partage toutes ces opinions; mais il trouve le décret inutile, parce que tous les membres de l'Assemblée constituante, qui protestèrent contre l'abolition de la noblesse et du clergé, et contre la constitution, sont émigrés, et que s'il en est resté dans les départements, ils y ont tenu une conduite tellement incivique qu'ils sont déjà mis en état d'arrestation.

Déterminée par ces observations, l'Assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur la loi contre les gens suspects.

#### II.

##### COMPTE-RENDU du *Journal de Perlet* :

On donne lecture de la rédaction du décret relatif aux membres de l'Assemblée constituante qui ont protesté contre la Constitution de 1791.

ALBITE, observant que tous ceux qui ont protesté contre la constitution de 1791 sont émigrés, ont donné ou donnent dans leurs départements des preuves d'incivisme, en demande le rapport, attendu qu'ils se trouvent compris tant dans la loi sur les émigrés que dans celle sur les gens suspects.

Le décret est rapporté.

#### III.

##### COMPTE-RENDU de l'*Auditeur national* :

Quelques instants après on a présenté la rédaction de ce décret.

TRIBAUT a demandé qu'il fût étendu à tous ceux qui firent des déclarations; mais après plusieurs autres débats, l'Assemblée a rapporté son décret, motivé sur ce que tous les gens suspects doivent être arrêtés.

avaient protesté contre les opérations de cette assemblée, seraient mis en état d'arrestation. Ce décret est inutile, car il suppose que ces protestants sont suspects; mais vous savez que les gens suspects d'après un décret de la Convention, doivent être arrêtés. Je demande le rapport du décret, motivé sur l'existence de celui qui ordonne l'arrestation de gens suspects.

Cette proposition est décrétée.

On donne lecture d'une lettre du citoyen Laporte, représentant du peuple près la division de l'armée de la Guillotière; il rend compte des succès obtenus sur les muscadins dans la journée du 29 septembre, et fait passer une monnaie lyonnaise en papier où se trouve une fleur de lys transparente, et ajoute qu'on a trouvé sur le chapeau d'un révolté une cocarde où se trouve l'effigie du dernier tyran, les trois fleurs de lys; et pour légende, les mots *la nation, le roi, la loi*.

On ordonne l'insertion de cette lettre au « Bulletin » (1).

Suit le texte de la lettre de Laporte d'après le Bulletin de la Convention (2).

*Lettre du citoyen Laporte, représentant du peuple près la division de l'armée de la Guillotière, écrite en date du 30 septembre.*

Si les muscadins sont encore fiers de ce qu'ils appellent leur glorieuse journée du 29 mai, ils ne se vanteront pas autant de celle du 29 septembre. Je ne vous dirai pas les avantages qu'ont remportés, chacune de leur côté, la colonne de Châteauneuf-Randon, et celle de notre collègue Javogues, parce que je présume qu'ils se seront empressés d'en informer la Convention nationale; mais je dois vous dire que la colonne de la Guillotière, commandée par le général Vaubois, et près laquelle je me trouve, a vigoureusement soutenu les deux autres attaques. Pendant que les rebelles étaient repoussés aux extrémités, nous faisons renforcer le bombardement dans le centre de la ville, et au même instant les deux redoutes que les muscadins avaient construites aux Brotteaux furent attaquées par nos gens, et emportées en moins d'une heure, au milieu d'une grêle de boulets, et malgré un feu très vif de mousqueterie que les lâches nous tiraient en sûreté de derrière des murs retranchés, garnis de larges fossés et crénelés tout autour.

Nous avons détruit leurs travaux, qui étaient des chefs-d'œuvre de construction, incendié toutes les maisons, enlevé cinq pièces de canon, une forge de campagne, plusieurs chevaux, grand nombre de gargousses et munitions de guerre, des matelas que j'ai fait conduire à l'ambulance, des bidons, gamelles et marmites; plus, le dîner de ces messieurs qui était préparé, mais que nous ne leur avons pas donné le temps de manger.

J'ignore si les muscadins sont accoutumés à ne faire la guerre qu'en carrosses; le fait est que

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 97.

(2) *Bulletin de la Convention* du 14<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an second (samedi 5 octobre 1793). *Moniteur universel* (n° 279 du dimanche 6 octobre 1793, p. 1182, col. 1). — Aulard : *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 154.

nous leur avons pris bon nombre de voitures et de cabriolets de toutes couleurs, et qu'ils ont été obligés de s'en retourner à pied dans leurs murs

Je vous adresse un échantillon de la monnaie avec laquelle on paye en ce moment les troupes muscadines. En regardant au clair de ce nouveau papier, on y voit très distinctement une grande et large fleur de lys, qui annonce assez jusqu'à quel point les Lyonnais sont les ennemis de la royauté, et amis de la République une et indivisible, qu'ils ont l'audace de mettre en tête de tous leurs actes, dans le temps même où ils lui font une guerre à outrance; mais patience, encore quelques instants. Nous les pressons toujours davantage, et dans peu la loi sera vengée, ou tous les traîtres seront passés au fil de l'épée. Nos soldats ont montré le plus grand courage dans cette affaire: les Lyonnais y ont perdu beaucoup de monde; nous avons eu 11 hommes tués, et 34 blessés; mais parmi les républicains dont la perte excite nos regrets, nous devons distinguer le valeureux Devigne, commandant du bataillon de Paris, qui est mort comme un héros, et le brave Valette, adjudant-major du premier bataillon du Gard, qui a eu la cuisse emportée par un boulet de canon, et qui, au moment où quelques volontaires se sont présentés pour l'emporter, leur a dit : *Si votre présence est nécessaire ailleurs, laissez-moi, et volez où la gloire vous appelle*. Ce citoyen, sentant ses forces s'affaiblir, demanda un morceau de papier, et écrivant à son père, il ne traça que ces mots : *Je meurs pour ma patrie et pour la liberté*, signé Valette. Ce brave homme vit encore, et j'espère que nous parviendrons à le conserver, car des hommes de cette trempe devraient être immortels; au demeurant, je puis vous dire que nos braves vont à l'attaque aussi gaiement que s'ils allaient à la noce; notre artillerie a fait comme à son ordinaire, c'est-à-dire des merveilles.

Signé : LAPORTE.

P. S. Il a été pris également sur le chapeau d'un muscadin une cocarde où se trouve l'effigie du tyran, jadis appelé Louis XVI, les trois fleurs de lys, et pour légende ces mots : *La Nation, le roi, la loi*, et puis ils se disent républicains !

Un secrétaire lit le procès-verbal de la présentation faite par la députation de la Meurthe, aux termes de la loi, d'un juge et d'un suppléant pour le tribunal de cassation.

Elle est adoptée (1).

Sur la proposition d'un membre [CAMBON (2)],

« La Convention nationale décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Le tirage général qui avait été ordonné par l'article 33 de la loi du 24 août dernier, sur la consolidation de la dette, pour déterminer la valeur des 24,000 bulletins de l'édit de décembre

1785, qui n'ont pas encore été admis à aucun tirage, est supprimé.

#### Art. 2.

« Il sera déduit 1 et 1/4 0 0 pour avance de paiement, sur les 800,000 livres montant des primes du tirage de 1794, 6 et 1/4 0 0 sur ceux de 1795, 11 et 1/4 pour 0 0 sur ceux de 1796.

#### Art. 3.

« Les 2,250,000 livres, montant des primes, déduction faite de l'escompte mentionné en l'article précédent, seront partagés, au sou la livre, entre les propriétaires des 24,000 bulletins qui n'ont été admis à aucun tirage.

#### Art. 4.

« Lesdits bulletins seront présentés au liquidateur de la Trésorerie nationale d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1794, sous peine de déchéance, et les propriétaires seront remboursés de 93 liv. 15 s. de leur capital, ou inscrits sur le grand livre des intérêts à 5 0 0 de ce capital, ainsi qu'il est prescrit pour les créances dues par la nation (1). »

COMPTE-RENDU du *Moniteur universel* (2).

Cambon. Citoyens; j'ai reçu plusieurs réclamations contre le décret qui défend la vente des bulletins; j'ai reconnu qu'il est, en effet, désavantageux aux sans-culottes qui n'ont pour toute fortune que les coupons de 800 livres ou de 1,000 livres. Avant votre décret, lorsque le tirage des lots approchait, ils vendaient leurs bulletins pour ne pas exposer leur fortune; ils allaient au plus sûr; ils préféraient avoir 1000 livres de sûr que courir la chance d'obtenir un lot de 50,000 écus, ou bien de perdre leur fortune. La Convention fera un acte d'humanité pour la classe peu fortunée des citoyens, en rapportant le décret qui défend de vendre ces sortes de bulletins.

Le décret est rapporté.

L'accusateur public du tribunal révolutionnaire adresse à la Convention deux lettres. Dans la première, il l'informe qu'il a fait écrouer à la Conciergerie ceux des députés décrétés d'accusation; il demande le rapport et les pièces à l'appui de l'acte d'accusation; il demande aussi qu'attendu que le ci-devant duc d'Orléans est compris dans le même acte, la Convention rapporte le décret en vertu duquel il a été traduit à Marseille, et charge le ministre de la justice de prendre des mesures pour sa prompt translation à Paris.

Dans la seconde, il annonce à la Convention qu'il a reçu le décret rendu le 3 de ce mois contre la veuve Capet, mais qu'il lui est impossible de

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 97.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.



l'exécuter tant qu'on ne lui remettra pas de pièces relatives à cette veuve.

La première lettre donne lieu au décret suivant :

« Sur la demande de l'accusateur public du tribunal révolutionnaire, convertie en motion, la Convention nationale décrète que le rapport et les pièces à l'appui de l'acte d'accusation porté contre les députés envoyés à ce tribunal seront remis incessamment à l'accusateur public; rapporte le décret en vertu duquel le ci-devant duc d'Orléans a été traduit à Marseille, et charge le ministre de la justice de prendre les mesures nécessaires pour opérer la prompt translation de cet accusé dans la maison d'arrêt de la Conciergerie à Paris.

On renvoie au comité de sûreté générale la lettre concernant la veuve Capet (1).

*Suivent les lettres de l'accusateur public (2).*

# I

*Au citoyen président de la Convention nationale.*

« Paris, ce 5 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen président,

« J'ai l'honneur d'informer la Convention qu'ayant reçu l'acte d'accusation, par elle porté contre les députés Brissot, Vergniaud et autres, je l'ai fait transcrire sur les registres du tribunal et j'ai requis, et le tribunal a rendu ordonnance de prise de corps et leur translation et écrou à la maison de justice de la Conciergerie. Le tout leur sera notifié dans le jour et la translation de ceux déjà détenus dans différentes maisons d'arrêt sera effectuée aussi dans le jour, autant que je le pourrai. Mais pour faire procéder aux interrogatoires et à l'instruction de manière à pouvoir présenter en jugement cette importante affaire sans aucun retard, il devient indispensable que les pièces soient transmises, ensemble le rapport : il ne m'a été remis jusqu'à ce jour qu'une partie des pièces concernant Lauze de Perret.

« Philippe l'Egalité, ci-devant duc d'Orléans, étant compris dans le même acte, il me paraît indispensable que la Convention rapporte le décret en vertu duquel il a été traduit à Marseille et qu'elle charge le ministre de prendre les mesures nécessaires pour opérer sa prompt translation dans la maison d'arrêt de la Conciergerie. J'ai l'honneur d'observer que le temps que demandera cette translation n'arrêtera en façon quelconque le jugement des détenus.

« L'accusateur public du tribunal révolutionnaire.

« Signé : A.-Q. FOUQUIER. »

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 98.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 691.

# II

*Au citoyen président de la Convention nationale.*

« Paris, le 5 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible (1).

« Citoyen président,

« J'ai l'honneur d'informer la Convention que le décret, par elle rendu le 3 de ce mois portant que le tribunal révolutionnaire s'occupera sans délai et sans interruption du jugement de la veuve Capet, m'a été transmis hier. Mais, jusqu'à ce jour ne m'ayant été transmis aucunes pièces relatives à la veuve Capet, je suis dans l'impossibilité de faire exécuter le décret tant qu'il ne me sera point transmis de pièces.

« L'accusateur public du tribunal révolutionnaire.

« Signé : A.-Q. FOUQUIER. »

Le rapporteur du comité de Salut public [BARÈRE (2)] donne lecture d'une lettre dans laquelle Javogues (3), représentant du peuple, rend compte de la prise du château de Monton par l'armée de la République, et des pertes énormes causées aux habitants des campagnes par les révoltés de Lyon. Le même rapporteur présente ensuite un projet de décret adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, décrète qu'il sera mis par la trésorerie nationale, à la disposition du ministre de l'intérieur, la somme de 500,000 livres pour être distribuée, à titre de secours, aux républicains du district de Saint-Étienne, et pareille somme de 500,000 livres, pour être distribuée aux républicains du district de Montbrison, qui ont éprouvé des pertes par l'invasion des brigands.

« Il sera fait mention honorable dans le procès-verbal, de la conduite civique des républicains des districts de Saint-Étienne et de Montbrison (4). »

*Suit un extrait d'une lettre de Javogues, d'après un document des Archives nationales (5).*

« La colonne conduite par Javogues, représentant du peuple, s'est emparée du château inexpugnable de Montron, avait repoussé les rebelles à Chazelles, leur avait tué beaucoup de monde et fait des prisonniers, et aussi enlevé 20 chariots et une pièce de canon. Elle avait ensuite fait

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 691.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684. Le décret est de la main de Barère.

(3) D'après le *Moniteur universel*, dont nous reproduisons ci-après le compte rendu et d'après les autres journaux de l'époque, c'est seulement à la séance du lendemain, 6 octobre, que Barère donne lecture de la lettre de Javogues.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 99.

(5) Archives nationales, carton C 273, dossier 684.

évacuer Feurs, et revenue à Saint-Étienne et Montbrison, avait balayé et fait refluer à Lyon tous les brigands. Cela s'est opéré en huit jours.

« Les habitants des campagnes bénissaient l'armée républicaine. Les brigands ont tout brûlé tout dévasté, bestiaux, récoltes, denrées et jusqu'aux semailles. Les districts de Saint-Étienne et de Montbrison ont bien secondé toutes ces opérations. Javogues demande pour eux des secours en proportion de ceux accordés au faubourg de la Guillotière. La République aura de quoi se compenser sur les biens et atténuances de plus de 200 châteaux qu'il a mis en séquestre. Il demande deux millions et mention honorable pour la conduite des deux districts cités pour leur bonne conduite. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1) :

**Barère**, au nom du comité de Salut public, lit une lettre de Javogues, représentant du peuple à l'armée devant Lyon. Il expose qu'ayant chassé les rebelles de deux districts de Saint-Étienne et de Montbrison, il les trouva dévastés par ces brigands. Il prie la Convention d'indemniser les malheureux habitants de ces deux districts, qui par leur constant civisme et leur indignation contre les rebelles, ont prouvé leur attachement à la République.

Sur la proposition de Barère, l'Assemblée accorde un secours provisoire de 500,000 livres à chacun de ces districts.

*Etat des dons patriotiques faits à la Convention nationale, depuis et compris le dimanche 29 septembre 1793, l'an II de la République, jusques et compris le samedi 5 octobre.*

#### Du 29.

La commune de Gonesse a fait parvenir 5 morceaux d'argent qui couvraient un manche de croix, pesant 5 marcs 6 gros; une croix d'argent doré, pesant 4 marcs 1 once 1/2; beaucoup de fleurs de lys brodées, pesant, avec leur fil, toile, etc., 43 marcs 4 gros.

#### Du 30.

La commune de Tremblay, district de Gonesse, a fait déposer sur l'autel de la patrie une croix, un encensoir, garni de sa chaîne, et une navette, argent pesant.

#### Du 1<sup>er</sup> octobre.

Le citoyen Armand, doyen des huissiers de la Convention, a donné pour le mois d'octobre, en vertu de sa soumission volontaire, un assignat de 25 livres.

Le citoyen Demons, officier municipal de Châtillon-sur-Châlaronne, chef-lieu de district, département de l'Ain, a fait parvenir une paire de boucles d'argent pour souliers, et un écu de 3 livres.

Le citoyen Lemaire, employé à la suite des hôpitaux ambulants de l'armée du Rhin, a envoyé un assignat de 5 livres.

La Société populaire de Maubeuge a apporté un calice et une patène dorés, une petite cuillère d'argent, une mitre brodée en argent et une autre brochée en or; une chasuble, un manipule, une étole et un voile; le tout galonné en or et broché.

Le citoyen Dubois, capitaine d'artillerie, attaché au parc de Maubeuge, a donné une épaulette et une contre-épaulette en or.

Le citoyen Paillet, de la même ville, a donné 36 livres en numéraire.

#### Du 2.

Le citoyen Leloup, garçon de bureau du comité des assignats et monnaies, a donné, pour trois mois de sa soumission, 9 livres en assignats.

Le citoyen Chantereyne a fait déposer une médaille d'argent, représentant le dernier roi des Français.

Le citoyen Joseph Gueydau, capitaine au 81<sup>e</sup> régiment d'infanterie, 2<sup>e</sup> bataillon, a fait parvenir 100 livres.

#### Du 3.

Les citoyens garçons de bureaux, dont les noms suivent, ont donné chacun 3 livres en assignats pour les frais de la guerre, pendant le mois de février.

Les citoyens Labarthe, Dejean, Denis, Christophe Lefort, Charbonnier, Julien, Leloup, Michel Bertaud, Bourbonnois, Noël, François Feron, Marchand, Baheux, Pierre Fort, Schaffaudel, Dupertey, Barrès, François Lot, Lasalle, André Pinon, Bangillion, Noiret, Hardouin, dit Cavalier, Hautefeuille, Faygnard, Leblanc.

26 en tout, à 3 livres.

#### Pour le mois de mars.

Les citoyens Labarthe, Schaffaudel, François Delot, Lasalle, Bangillion, Hautefeuille, Bourbonnois, Gabrielle, Pierre Lefort, Christophe Lefort, Julien, Leloup, François Feron, Faygnard, Leblanc.

*Nota.* — Gabrielle a donné de plus 9 livres pour les mois de décembre, janvier et février.

#### Pour le mois d'avril.

Les citoyens Labarthe, Schaffaudel, François Delot, Leloup, Hautefeuille, Bourbonnois, Baptiste Feron, Pierre Lefort, Christophe Lefort, Lasalle, Bangillion, Faygnard, Leblanc, Julien.

A raison de 3 livres chacun.

#### Pour le mois de mai.

Les citoyens Schaffaudel, Leloup, Hautefeuille, Lasalle, Bangillion.

A raison de 3 livres chacun.

#### Pour juin.

Les citoyens Schaffaudel, Hautefeuille.

A raison de 3 livres chacun.

Schaffaudel pour juillet, août et septembre.

Le citoyen Trioufle, grenadier au 1<sup>er</sup> bataillon de la Mayenne, a envoyé la médaille de fédéré qu'il avait reçue en 1790.

(1) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 17 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793), p. 69, col. 2).



Le citoyen Julien-Michel-Monnier, marchand bonnetier, a fait don à la patrie de sa lettre de maîtrise.

Le citoyen Pecaud, chef de bataillon à Sedan, a fait parvenir un assignat de 25 livres.

*Dudit jour, séance du soir.*

Les employés des bureaux des subsistances militaires à Paris, y compris 42 de leurs camarades qui, dans ce moment, se présentent à voler à la défense de la République, ont déposé sur l'autel de la patrie 1,400 livres en assignats, pour les frais de la guerre.

*Du 4.*

Le citoyen Dupré, de Provins, a fait parvenir sa lettre de maîtrise d'épicier dans la même ville, dont la finance est de 150 livres.

Les citoyens Pierre Lefort, Basgillon et Lasalle, garçons de bureaux de la Convention, ont donné 39 livres en assignats; savoir : Pierre Lefort 15 livres pour cinq mois, Basgillon 12 livres pour quatre mois, et Lasalle 12 livres pour quatre mois.

Le citoyen Tison, d'Alençon, département de l'Orne, a fait déposer 150 livres en écus, pour échanger contre des assignats, et envoyer à la commune d'Alençon pour fournir à l'équipement des volontaires de la première réquisition.

Un employé dans les bureaux du ministre de la guerre envoie une tabatière d'argent, qui lui est parvenue de l'armée du Nord en forme de cadeau.

*Du 5.*

Le citoyen Hautefeuille, garçon de bureau de la Convention, a donné 9 livres en assignats, pour trois mois de sa soumission volontaire, pour les frais de la guerre.

Le général divisionnaire Rey a fait parvenir de Thouars 7 lingots d'argent, dont 1 de doré, marqué D, pesant ensemble 13 marcs, et 2 petits paquets de parfilure.

Le citoyen J.-J. Hardy, chef des bureaux de l'administration des domaines nationaux de la commune de Paris, a fait parvenir 200 livres en assignats, pour sa contribution volontaire et celle des commis de son bureau pendant le mois de septembre dernier.

Le citoyen Marchand, garçon de bureau de la Convention, a donné 21 livres pour sa soumission pendant mars, avril, mai, juin, juillet, août et septembre.

Le citoyen Dejean, garçon de bureau de la Convention, a donné la même somme pour le même temps.

Le citoyen Feron, soldat au 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie, ci-devant Flandres, a fait parvenir par le ministre de la guerre un assignat de 5 livres.

Le citoyen André Pinon, garçon de bureau de la Convention, a donné 12 livres en assignats, pour quatre mois de sa soumission volontaire pour les frais de la guerre.

Le citoyen Gouly, député de l'Île-de-France à la Convention, a déposé sur le bureau 2 paires de boucles d'argent, 1 belière d'épée, 11 boutons, une chaîne d'argent et un petit paquet de parfilure dans lequel se trouve l'emboîtement en or d'un petit cachet; le tout pesant ensemble 14 onces (1).

La séance se lève à 5 heures (2).

*Signé : CHARLIER, président; PONS (de Verdun); LEJEUNE (de l'Indre), RAMEL, LOUIS, VOULLAND, JAGOT, secrétaires.*

# PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS AU PROCÈS-VERBAL MAIS QUI SE RAPPORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAPPORTER A LA SÉANCE DU SAMEDI 5 OCTOBRE 1793.

## I

EXTRAIT DU REGISTRE D'INSCRIPTIONS DES OFFRANDES PATRIOTIQUES, FAITES AU DISTRICT DE MURET, DÉPARTEMENT DE HAUTE-GARONNE (3).

Le 23 mars 1793, la municipalité de Grépiat, canton d'Auterive, a remis une somme de 40 liv. en assignats, en représentation de la façon de dix paires de souliers.

Le 24 avril 1793, le citoyen Bernard Dufaur fils aîné, habitant de Clermont, canton d'Auterive, a déposé au présent directoire une giberne et un fourreau de baïonnette.

Le 28 avril 1793, la municipalité de Ville-neuve-Lexugnaux, canton de Muret, a fait don de dix paires de souliers et de deux fusils de munition, pour les défenseurs de la patrie.

Le 28 avril, même année, le citoyen Stanislas Desacy, administrateur du district de Muret, a remis un habit, veste, culotte, ceinturon et sabre de la part du citoyen Desacy, membre de la Convention, pour équiper le premier volontaire qui se ferait inscrire à la municipalité de la Gar-delle.

Le 29 avril, la municipalité de Vernergue, canton d'Auterive, a fait don de dix paires de souliers pour les défenseurs de la patrie.

Le 29, même mois, les citoyens Dominique Paumès, Jean Labelle, Serres cadet, ont fait hommage à la patrie de six habits d'uniforme, savoir : Jean Labelle et Paumès de Macozac, cinq et Serres cadet, un, de la valeur de 70 livres chacun, pour habiller six défenseurs de la République.

Ledit jour, les citoyens Despaignol et Peynier, habitants de la Bastide-de-Clermont, ont offert à la patrie deux fusils, calibre de guerre.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 100 à 108.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 105.

(3) L'extrait des offrandes patriotiques du district de Muret n'est pas mentionné au procès-verbal. Nous l'empruntons au *Supplément du Bulletin de la Convention* du 14<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (samedi 5 octobre 1793).

Le 30 avril 1793, le citoyen Gatier, maire de la Verneze, canton de l'Herne, a fait don à la patrie d'un habit neuf d'uniforme, pour habiller un défenseur.

Le 1<sup>er</sup> juin, même année, le citoyen Ducasse fils, négociant de Muret, a fait don à la patrie d'un habit uniforme pour habiller un volontaire.

Le 10 juin 1793, la municipalité de Copeins a fait don à la patrie de dix paires de souliers destinés aux défenseurs de l'armée des Pyrénées.

Le 6 août, la municipalité et société républicaine de Bérat, canton de Noé, ont fait don à la patrie de huit paires de souliers, dix-huit paires de bas et un pantalon pour les défenseurs du contingent de la commune dudit Bérat, en cantonnement à Saint-Girons et au camp de Saint-Pé, près Bayonne.

Le 11 septembre 1793, le citoyen Labarthe père, habitant de la commune de Miremont, a fait don à la patrie d'un habit d'uniforme pour habiller un défenseur.

## II

### DON PATRIOTIQUE DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE DE JOUGNE (1).

La société populaire de Jougue, district de Pontarlier, département du Doubs, fait don à la patrie de 125 paires de souliers, pour être distribués aux troupes qui en auront le plus pressant besoin.

Mention honorabile.

## III

### DÉCRET QUI SURSEOIT A L'EXÉCUTION DE CELUI RENDU HIER, RELATIVEMENT A L'ÉCHANGE ENTRE L'ANCIEN GOUVERNEMENT ET JEAN DUGUÉ, EN 1583, D'UN PRÉ APPELÉ LE PRÉ DES GROGUETS (2).

Du 5 octobre

La Convention nationale, sur la proposition d'un de ses membres, décrète qu'il est sursis à l'exécution du décret rendu hier, relativement à l'échange fait entre l'ancien gouvernement et Jean Dugué, au mois de février 1583, d'un pré appelé le pré des *Groguets*; et renvoie ce décret à ses comités des domaines et de législation réunis, pour faire un nouveau rapport sur cet objet, ainsi que sur les lois antérieures qui peuvent avoir servi de base audit décret.

(1) Le don patriotique de la Société populaire de Jougue n'est pas mentionné au procès-verbal; mais il figure dans le *Supplément du Bulletin de la Convention* du 14<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (samedi 3 octobre 1793).

(2) Ce décret qui ne figure pas dans les procès-verbaux de la Convention se trouve dans la *Collection générale des décrets rendus par la Convention*, de Baudouin, t. 34, p. 118.

## CONVENTION NATIONALE

Séance du quinzième jour du premier mois de l'an II de la République française, une et indivisible.

(Dimanche 6 octobre 1793.)

PRÉSIDENCE DE CHARLIER.

La séance s'ouvre à 10 heures par la lecture du procès-verbal de celle du 3 octobre, qui est adopté sans réclamations (1).

Un membre, au nom du comité de législation, présente deux projets de décret qui sont adoptés ainsi qu'il suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur la pétition du citoyen Joachim-Joseph Serangeli, romain, élève en peinture.

Passé à l'ordre du jour, motivé sur la loi du 6 septembre, en vertu de laquelle, considéré comme artiste étranger, muni des attestations de civisme nécessaires pour pouvoir continuer ses études en France, il ne peut être compris dans la loi de la réquisition du 23 août. » (2)

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur la pétition du citoyen Boyer, tendant à obtenir la radiation des noms de la citoyenne Boyer sa femme, et du citoyen Boyer son fils, du tableau des émigrés du district d'Autun,

« Renvoie ladite pétition au citoyen Reverchon, représentant du peuple près l'armée de Lyon, pour y être par lui statué définitivement (3). »

Sur la motion d'un membre [DAVID (4)],

« La Convention nationale décrète que le comité de législation lui fera incessamment un rapport sur les étrangers auxquels on a accordé l'hospitalité, et qui peuvent avoir été compris dans la réquisition (5). »

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (6).

David demande si l'un de ses élèves, né dans une terre étrangère, mais dont le civisme est attesté par deux citoyens de sa section, connus pour d'excellents républicains, doit être compris dans la loi du 23 août sur la réquisition.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 103.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) D'après le *Journal de Perlet* (n° 280 du lundi 7 octobre 1793, p. 50).

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 106.

(6) *Journal de Perlet* (n° 280 du lundi 7 octobre 1793, p. 50).



La Convention passe à l'ordre du jour, motivé sur la loi du 6 juillet. Elle charge néanmoins son comité de Législation de lui présenter un projet de loi qui lève toutes les incertitudes.

On donne lecture des adresses, lettres et pétitions dont l'extrait suit :

La citoyenne Lonlay, ci-devant Villepail, de Paris, fait don à la patrie d'un étui en or, pour subvenir aux frais de la guerre.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (2) :

Une républicaine fait hommage à la patrie d'un étui d'or, regardant ce meuble comme indigne d'elle.

Mention honorable.

Il a été fait lecture de deux pétitions : la première, au nom des citoyens du district de Cany et de ceux de la commune de Thionville (3), la seconde, de Jacques Legros, cultivateur à Thionville, et commandant de la garde nationale, même district de Cany, département de la Seine-Inférieure, par lesquelles ils se plaignent de ce que, depuis six mois et plus, les patriotes de ce district sont opprimés par l'aristocratie.

L'oppression a donné lieu à une insurrection, dans les mouvements de laquelle deux chefs des aristocrates ont succombé.

Les juges et les tribunaux ont commencé des procédures, qui ont attiré sur les patriotes des mandats d'arrêt et d'amener.

Les patriotes ont fui; ils ont abandonné leur culture et leur domicile, pour se soustraire aux poursuites.

Ils observent que les procédures sont injustes; qu'il est impossible, dans un mouvement révolutionnaire, de démêler les vrais coupables et les témoins, sur la déposition desquels pourrait reposer l'opinion des jurés et des tribunaux; et ils demandent que les lois qui ont décrété l'anéantissement des procédures commencées sur des faits d'insurrection, et dans des moments de révolution, telles que celles des 10 août et autres, soient applicables à l'instruction commencée contre eux.

Un membre demande l'ordre du jour, motivé sur les lois citées qui annulent de telles procédures.

Un autre demande que les procédures soient anéanties, et qu'il soit défendu aux tribunaux et aux autorités constituées de leur donner suite.

Un troisième demande le renvoi du tout au co-

mité de législation, pour proposer une loi générale sur cette espèce.

La discussion est fermée, et

« La Convention nationale décrète que les procédures instruites contre les citoyens du district de Cany, ceux de la commune de Thionville et le nommé Jacques Legros sont anéanties et n'auront plus de suite, et que les citoyens qui auraient été arrêtés, seront sur-le-champ remis en liberté.

« Ce décret ne sera point imprimé, mais simplement envoyé en manuscrit au département de la Seine-Inférieure, tenu de le faire exécuter (1). »

Suivent les pétitions des citoyens du district de Cany (2).

## I

« Citoyens représentants,

« Les citoyens du district de Cany, et en particulier ceux de la commune de Thiouville, département de la Seine-Inférieure, réclament votre autorité et votre bienfaisance au milieu des circonstances malheureuses où ils se trouvent. Ils attendent de vous la paix bannie du sein de la multitude des familles et la fin des persécutions que le fanatisme exerce sur eux.

« Depuis longtemps, dans ce district, et surtout dans Thiouville, l'aristocratie et le fanatisme étaient aux prises avec le patriotisme. Des prêtres réfractaires rassemblaient les malveillants et les hommes faibles dans les granges et dans les écuries sous prétexte d'y célébrer les mystères de la religion, échauffaient les haines, prêchaient la désobéissance aux lois, et travaillaient à exciter, dans ce département, la rébellion qui a éclaté d'une manière si funeste dans celui de la Vendée. Déjà les ennemis de la liberté se montraient à front découvert. Les patriotes étaient opprimés, tout présageait une explosion prochaine, capable d'anéantir la liberté.

« Une fermentation si alarmante a réveillé le zèle de tous les patriotes du district. Les 22 et 23 avril 1793, ils se sont portés à Thiouville au nombre de plus de 15.000. Ils ne voulaient que ramener les citoyens égarés et fraterniser avec eux, mais les nommés *Bréard* et *Bucaille*, l'un homme reconnu suspect, et que la municipalité avait voulu faire désarmer quelques jours auparavant, l'autre chez qui on a trouvé des vases et des ornements d'église, ont eu l'imprudence de braver, d'outrager et d'irriter cette multitude en armes. Plusieurs patriotes n'ont pu se contenir et leur ont ôté la vie.

« Après ce malheur, sur lequel l'humanité doit gémir, après avoir rétabli la paix et s'être juré union et fraternité, la multitude s'est dissoute. Chacun s'est retiré chez soi.

« Mais le fanatisme et l'aristocratie, loin d'être abattus par ce coup, en ont profité pour se rendre plus redoutables et pour opprimer de nouveau les plus ardents patriotes, sous prétexte

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 106.

(2) *Annales patriotiques et littéraires* (n° 279 du lundi 7 octobre 1793, p. 1270, col. 2).

(3) Ce nom est mal orthographié; il s'agit de la commune de Thionville.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 106 à 108.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.

de venger la mort de *Bréard* et *Bucaille*. Il s'est lève en ce moment devant le juge de paix du canton d'Ourville et devant le directeur du juré près le tribunal du district de Cany, une procédure redoutable et qui jette l'alarme dans une foule de familles du district, parce que toutes ont participé, par quelques-uns de leurs membres, aux événements des 22 et 23 avril. Cette procédure est principalement dirigée contre les meilleurs patriotes. Les *mandats d'amener* et les *mandats d'arrêt* frappent sur eux de toutes parts; la plupart seraient incarcérés s'ils n'avaient pris la fuite.

« Rien n'est plus aveugle et plus dangereux qu'une telle procédure; elle peut frapper les citoyens qui n'ont eu aucune part à la mort de *Bréard* et *Bucaille*, et épargner ceux qui leur ont porté le coup mortel. Elle peut d'autant moins être exempte d'erreurs que dans le choc de deux partis ennemis, au milieu d'une insurrection générale du district de Cany, il est impossible de trouver aucun témoin impartial et irréusable. C'est d'ailleurs une arme dont le fanatisme se sert pour terrasser les patriotes de cette partie de la République et y amener une contre-révolution.

« C'est à vous, citoyens représentants qu'il appartient de calculer les dangers d'une pareille procédure, de rassurer mille familles, de protéger les patriotes malgré les emportements de quelques-uns d'entre eux, de confondre le fanatisme et d'ensevelir dans un éternel oubli des événements qu'il a causés. Vous avez pris ce parti sur les journées des 2 et 3 septembre, et la nation a béni votre sagesse. Le meurtre de *Bucaille* et de *Bréard* est un délit, sans doute, mais ils l'ont eux-mêmes provoqué par leur esprit d'incivisme et de révolte, par leurs bravades envers une armée patriote qui n'avait d'autre intention que de rétablir le calme. »

(Cette pétition n'est pas signée.)

## II

*Les citoyens du district de Cany, département de la Seine-Inférieure, à la Convention nationale.*

« Le patriotisme d'une part, et de l'autre le fanatisme aristocratique et religieux étaient depuis longtemps en conflit dans le district de Cany, au département de la Seine-Inférieure.

« Dans la paroisse de Thiouville, notamment, des pratiques superstitieuses, que des malveillants faisaient toujours tourner au détriment de la chose publique, irritaient les vrais patriotes dont tous les vœux et toutes les affections étaient pour la patrie et la liberté. Ils voyaient avec inquiétude et avec indignation la conduite de ces hommes qui, pour alimenter le trouble et la discorde, secondaient l'esprit de vertige; des prêtres réfractaires, en transformant leurs maisons, leurs granges et même leurs écuries, en autant de foyers de fanatisme, où sous le prétexte de célébrer de saints mystères, on entretenait, on échauffait ce ferment de haine que l'aristocratie amasse depuis longtemps pour en accabler les amis de la liberté, et anéantir enfin l'autorité légitime.

« Le 21 avril dernier, un mouvement se mani-

festa; on vit, à la fermentation générale, que la paroisse de Thiouville enfin voulait voir éteindre dans son sein la cause des divisions qu'on y entretenait, et on annonça qu'il fallait se réunir à cet effet le lendemain 22, sur la place.

« Le 22, sur les sept heures, l'assemblée eut lieu, elle ne tarda pas à se grossir au nombre de plus de deux cents.

« D'abord, on se porta vers le domicile du nommé *Bréard*, on désirait ardemment que cet homme, contre lequel l'opinion publique était malheureusement prononcée, s'unît et fraternisât avec ce peuple. Mais sa résistance qu'on aurait dû vaincre, il faut en convenir, par la persuasion, irrita des hommes trop ardents, et la foule entraînée se porta à découvrir sa maison.

« Dans la chaleur de l'action, la maison de *Bucaille* a éprouvé le même sort (il était notoire que *Bucaille* faisait scandaleusement dire la messe chez lui par les prêtres réfractaires), le public se saisit même des ornements qui y étaient cachés, et le nommé *Bucaille* eut l'imprudence de traiter durement les citoyens qui visitaient son domicile et qui l'invitaient à l'union et s'exposa à des dangers qui, ce jour-là cependant, n'eurent pas de funestes conséquences.

« Mais le lendemain 23 avril on vit arriver à Thiouville tous les habitants des communes, bourg et villes du district de Cany, au nombre de plus de 15.000. Alors ce peuple immense entraîné par le poids énorme de sa masse, ne put pas être contenu dans les bornes d'un mouvement régulier, devenu dangereux en raison de son excessive énergie; il entraîna dans son cours violent et rapide *Bucaille* et *Bréard* qui y succombèrent.

« Ce malheur que l'irritation général fit naître et sur lequel maintenant l'humanité doit gémir, porta dans l'âme de tous les citoyens le douloureux tableau des tristes effets de la discorde; chacun sentit qu'en ôtant les causes dangereuses qui alimentaient l'esprit de vertige et de fanatisme, on verrait naître entre tous les citoyens l'union et la fraternité si nécessaires pour écarter tous les maux dont la malveillance nous accable.

« Toutes les communes donc, environnant la paroisse de Thiouville, abjurant tous les égarements dans lesquels le fanatisme les entretenait, donnèrent aussitôt l'exemple touchant d'une réunion sincère et vraiment fraternelle. Elles jurèrent, dans l'épanchement d'un patriotisme pur et d'une cordialité républicaine, de ne former des vœux que pour la cause de la liberté. Trop longtemps abusées par des hommes qui marchent à la destruction de leur patrie par le chemin de la crédulité, elles ont senti que s'ils ne se complaisaient point dans le trouble et le désordre, ils n'inculqueraient point dans l'esprit de tous les citoyens la haine de leurs semblables, source de trouble et de tous nos maux. Réunis dans les temples publics, rassemblés autour des mêmes ministres, les habitants de Thiouville et tous ceux de leur canton ont pris le ciel à témoin des sentiments paisibles et civiques que les uniraient désormais comme les enfants d'une même patrie.

« C'est cet état vraiment consolant qui a succédé à l'orage; que de méchants prêtres avaient amassé sur leurs têtes.

« Mais tous les maux ne sont pas détruits, toutes les craintes ne sont pas dissipées. Une procédure redoutable s'élève et menace de frapper une multitude de familles. Tout le monde sait



que dans un désordre général, l'activité que met chaque individu est souvent imputée à crime, et tel qui, par ses soins, par ses mouvements a eu le bonheur d'arrêter plus de maux encore qu'il n'en a été commis, se trouve exposé, en raison des dangers qu'il a courus, à des malheurs qu'il a prévenus.

« Législateurs, vous seuls pouvez rétablir une paix durable parmi nous; vous seuls pouvez empêcher de réveiller des haines assoupies; vous pouvez rendre le calme à de nombreuses familles qui craignent pour ce qu'elles ont de plus cher. La cause des malheurs arrivés les 22 et 23 avril derniers, prend sa source tout entière dans l'esprit de vertige et de malveillance qui, depuis trop longtemps, conspire contre la patrie; cette conspiration perpétuelle du fanatisme contre la liberté a dû indigner et soulever de véritables patriotes. Seraient-ils la victime des sentiments qui les ont entraînés? Ils osent croire que non et tous les soussignés qui élèvent la voix pour ce qu'ils ont de plus cher, et pour tous leurs concitoyens exposés aux dangers et aux erreurs d'une procédure criminelle, vous conjurent d'ensevelir sous le voile éternel d'une abolition nécessaire et indispensable toutes ces procédures exercées sur les journées des 22 et 23 avril dernier, tant devant le juge de paix du canton d'Ourville, que devant le directeur du juré du tribunal du district de Cany.

« Les patriotes opprimés de toutes parts demandent, dans cette circonstance, de n'être point, s'il est possible, victimes de leur zèle et de leurs ennemis. »

(Suivent 177 signatures.)

### III

*Pétition du citoyen Jacques Legros (1) :*

*Pétition à la Convention nationale.*

« Citoyens représentants,

« Jacques Le<sup>g</sup> Gros, cultivateur à Thiouville, district de Cany, commandant de la garde nationale de ce lieu, vous expose qu'encore qu'il soit du nombre des signataires de la pétition adressée par les citoyens du district de Cany, il croit utile de vous présenter quelques observations particulières.

« C'est lui principalement que l'aristocratie, le fanatisme et le royalisme poursuivent avec le plus de rage. C'est lui que cette hydre à trois têtes voudrait voir périr sur un échafaud. C'est lui que des tribunaux gangrenés ont surtout marqué pour victime, et qu'ils ont frappé d'un décret de prise de corps sous prétexte qu'il était à la tête de la garde nationale de Thiouville dans les journées des 22 et 23 avril où *Bréard* et *Bucaille* ont été tués.

« C'est là son crime, suivant cette procédure qu'il met sous les yeux de la Convention, et dans laquelle 15.000 patriotes réunis sont appelés une horde de scélérats. Mais son véritable crime est

d'être un patriote éprouvé, et d'avoir tout sacrifié à la Révolution.

« Quoiqu'il soit peu fortuné, il a donné à la Patrie un soldat armé, habillé et équipé à ses frais. Il a, de plus, contribué de toutes ses forces à l'équipement des autres soldats que sa commune a fournis.

« Dans le cours de l'année dernière, en ami zélé de l'humanité, en vrai républicain, il a vendu son blé au prix de 36 et 48 livres tandis que le prix courant était de 80 livres. Ce n'est pas ce qui lui a suscité le moins d'ennemis dans la classe avide des cultivateurs et parmi les juges de paix et de district, tous propriétaires de terres.

« Il a surveillé jour et nuit les criminels intrigués des prêtres insermentés et de leurs adhérents, en qualité de commandant de la Garde nationale.

« Voilà ses vrais délits, et non le meurtre de *Bréard* et *Bucaille* qu'il n'a point commandé, et qu'il lui a été impossible d'empêcher.

« Aussi n'a-t-on fait paraître dans la procédure dirigée contre lui que des contre-révolutionnaires. Trois d'entre eux ont été arrêtés comme gens suspects et sont incarcérés; les autres mériteraient le même sort à juste titre.

« Les patriotes de son canton le connaissent, l'estiment et le plaignent. Ils n'auraient pu, sans une profonde indignation, le voir traîner dans les cachots. Il a craint de faire répandre le sang. C'est pour prévenir ce malheur et échapper à la plus cruelle persécution, qu'il est venu se réfugier auprès de l'auguste assemblée. Il attend tout de sa sagesse et de la protection qu'elle accorde aux patriotes. »

### IV

*Mandat d'arrêt décerné contre les citoyens Jacques Legros et Degrège (1).*

Nous Pierre Jacques François Dufay, juge du tribunal du district de Cany, département de la Seine-Inférieure, et directeur du juré. Vu la déclaration des jurés étant au bas de l'acte d'accusation dont la teneur suit :

Le Directeur du juré du tribunal du district de Cany expose :

1<sup>o</sup> Que le trois juin dernier il a été déposé au greffe du tribunal que le citoyen Louis François Basille Duchemin, juge de paix et officier de police du canton d'Ourville, demeurant à Thiouville, une liasse d'écriture contenant dix pièces, de lui cotées et paraphées par première et dernière, au nombre desquelles pièces est un mandat d'amener coté dix et dernier, et signé Delahays, greffier, décerné le vingt-six mai dernier par le juge de paix officier de police du canton d'Ourville, contre Jean Jacques Legros, cultivateur et commandant de bataillon, demeurant en la paroisse de Thiouville, fugitif, prévenu d'avoir rassemblé la garde nationale de Thiouville et plusieurs autres particuliers, d'avoir envoyé chercher jusqu'à trois fois le sergent des grenadiers avec injonctions de se rendre sur la place où l'ordre lui fut donné d'assembler la com-

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 710.

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 710.

pagnie de grenadiers, à l'exception néanmoins des nommés Riard, Pierre Nacquet, Lemarchand et Petit qu'il leur dit être des aristocrates; d'avoir, d'après cet ordre conduit d'abord cette troupe au nombre de cent environ chez différents particuliers de ladite paroisse de Thiouville, et notamment chez les citoyens Riard, Bucaille et Breard où la troupe se rendit d'abord tambour battant, ayant à sa tête Jacques Legros, l'épée à la main. La couverture en paille de la maison a été jetée en bas par devant, par derrière et par du bout, les croisées, contrevent, portes et abat vent ont été brisées, la terrasse de la maison détruite; que dans la maison tous les meubles ont été brisés et dévastés, aussi dans la laverie et laiterie; que chez Bucaille, la couverture en ardoise et feuilles et toutes les croisées ont été brisées, que majeure partie des meubles des entrées du dedans de la maison ont été brisés et jetés dans la cour; que chez Breard la porte a été enfoncée et tous les meubles jetés dehors.

2<sup>o</sup> Que le quatorze juin dernier, le sergent des grenadiers de la garde nationale de Thiouville, accompagné de plusieurs autres gardes nationaux, porteur d'un mandat d'arrêt décerné par le juge de paix officier de police du canton d'Ourville, en date du même jour contre le nommé Dehays fils, demeurant à Saint-Mellon, prévenu d'avoir le vingt-trois avril dernier, tiré un des premiers à coup de fusil sur Bucaille, dans sa cour, et de s'être ainsi rendu coupable de sa mort.

3<sup>o</sup> Que le dix-neuf juin dernier, ledit juge de paix du canton d'Ourville a fait déposer par le citoyen Delahays, frère de son greffier, au greffe de ce tribunal, deux mandats d'amener décernés le douze juin par ledit juge de paix susdit, contre le nommé Degrege, fugitif, compagnon cordonnier, demeurant chez Corrubles, cordonnier à Saint-Mellon, prévenu d'avoir le dit jour vingt-trois avril, tiré à coup de fusil le premier sur ledit Bucaille; et l'autre contre le nommé Bouteville, dit Bonhomme, aussi fugitif, prévenu d'avoir ledit jour, vingt-trois avril dernier, revenant de Thiouville, qu'il avait tiré son coup chargé à balle sur ledit Bucaille qu'on massacrait pour lui faire grâce et qu'il l'avait tué.

4<sup>o</sup> Et enfin que le samedi dix-sept août a été déposé au greffe de ce tribunal par le greffier du juge de paix, officier de police du canton d'Ourville, une autre liasse de papiers contenant dix-neuf pièces d'écriture aussi cotées par première et dernière, par le greffier, du nombre desquelles se trouve un mandat d'amener coté dix-huitième, décerné par ledit juge de paix, le trois de ce mois contre le nommé Julien Delamarre, chasse moutte (*sic*) au petit moulin de Saint-Mellon prévenu d'avoir été vu le vingt-trois avril dernier, porter au bout d'un instrument tranchant la tête de Bucaille, que d'après encore examen sur pièces relatives aux causes de l'arrestation et détention dudit François Dehays fils, ses interrogatoires et autres pièces concernant la dévastation, dégât et assassinat commis en la dite paroisse de Thiouville les vingt-deux et vingt-trois avril dernier, ainsi que les procès-verbaux dressés par messieurs les officiers municipaux et juge de paix les vingt-deux, vingt-quatre, vingt-sept et vingt-neuf avril dernier et les causes des mandats d'amener décernés contre les nommés Jacques Legros, susdit, et commandant de bataillon, demeurant à Thiouville, Degrege, Bouteiller dit Bonhomme, et Julien Delamarre. Le Directeur du

juré a trouvé que ces délits étaient de nature à mériter peines afflictives ou infamantes.

Pourquoi il a dressé le présent acte d'accusation pour, après les formalités requises, être présenté au juré d'accusation.

Le directeur du juré déclare, en conséquence, qu'il résulte de l'examen des pièces et notamment des procès-verbaux dressés par le juge de paix et officiers municipaux de Thiouville les vingt-deux, vingt-quatre, vingt-sept, vingt-neuf avril dernier, tous les quatre procès-verbaux sont joints au présent; que le vingt-deux avril dernier, le nommé Jacques Legros sur les viron (*sic*) cinq heures du matin avait fait assembler la garde nationale de Thiouville et plusieurs autres habitants de la paroisse de Thiouville sur la place publique, qu'alors, en habit uniforme, l'épée à la main il se mit à la tête de cette troupe, donna ordre au tambour de battre et la conduisit chez le nommé Riard, de ladite paroisse de Thiouville; qu'arrivé chez ce particulier il fit entrer sa troupe dans sa maison et fit le commandement de mettre les armes bas, qu'il entra dans la maison avec deux de ses domestiques et plusieurs autres particuliers et qu'alors on commença à briser la porte et les croisées, à jeter bas la terrasse de la maison, qu'il fut apporté des échelles à l'aide desquelles on monta sur la maison, que l'on découvrit par devant, par derrière et par un bout, qu'on jeta la couverture par terre, que dans la cuisine on brisa la majeure partie des meubles qui y étaient, dans la laverie et la laiterie tout généralement fut brisé et dévasté; dans la chambre ont brisé armoire, couches, commodes et table et enfin un refend en bois de sapin qui séparait cette chambre, qu'ils ont déchiré les papiers, et contrats que l'on trouva, que les meubles respectés dans les autres aîtres ne furent pas plus épargnés, ce qui résulte du procès-verbal dressé par le juge de paix du canton d'Ourville le vingt-neuf en suivant, qu'enfin toutes ces dévastations finies, on but, après quoi Jacques Legros donna l'ordre de se rassembler, fit battre le tambour et se mit à la tête de cette troupe qu'il conduisit chez Bucaille où étant arrivé sur les viron huit heures du matin, le dit Legros lui fit faire halte, parla à Bucaille et à sa fille et malgré les prières et les instances de cette malheureuse fille, entra avec ses satellites dans la maison, monta au grenier, et à l'instant on vit voler ardoises et feuillets, et lorsque la couverture de la maison fut entièrement détruite on se répandit dans tous les appartements de la maison et l'on brisa toutes les croisées, les portes, les armoires, les glaces, commodes, couches, vaisselle et pour ainsi dire tous les meubles qui étaient dans cette maison et l'on jeta tous ces débris dehors, on n'épargna pas même les cheminées dont plusieurs furent crevées et toutes furent détruites par le haut, les barriques de ses celliers furent entièrement brisées et détruites du haut en bas, on jeta une partie des habits et linges dans le puits; on se porta ensuite dans plusieurs autres bâtiments dont on brisa encore les portes, détacha les serrures, et dans lesquels on brisa encore plusieurs meubles.

Tous ces faits sont constatés par le procès-verbal dressé conjointement aussi le vingt-quatre avril dernier par les officiers municipaux de ladite paroisse de Thiouville et par le juge de paix du canton d'Ourville. Et qu'enfin lorsque cette troupe fut lasse de dégât et de dévastation, elle mangea pain, viandes, œufs,



beurre, confitures et tous les comestibles qu'elle trouva et l'on but du cidre, et tout le vin et toute l'eau-de-vie.

Jacques Legros partagea ce festin, après quoi l'on cassa les bouteilles, et après quoi Legros rassembla sa troupe, fit battre le tambour et se remit à la tête, toujours l'épée à la main, et la conduisit chez Bréard, où étant arrivé ayant trouvé sa porte fermée, Legros s'en approcha, la poussa et voyant qu'elle résistait, donna ordre d'en faire l'ouverture. Que lorsque son ordre fut exécuté il entra dans la maison et ordonna de jeter les meubles dehors sans les briser, en quoi pour la première fois de cette journée il ne fut pas obéi, car tous les meubles furent brisés ainsi que les vitres, ce qui est constaté par le procès-verbal en date dudit jour vingt-quatre avril dernier, dressé par le juge de paix du canton d'Ourville en présence des officiers municipaux de Thiouville.

Que de là Legros conduisit encore sa troupe chez plusieurs autres particuliers à qui il ne fut fait aucun mal, qu'il la conduisit enfin chez le nommé Petit de la dite paroisse de Thiouville où, n'ayant trouvé que sa femme, il lui demanda si elle voulait se rendre, à quoi elle répondit qu'elle était prête à obéir à tout ce qu'on exigerait d'elle, mais qu'elle ne pouvait répondre de son mari, vu qu'il était absent. Alors Legros congédia sa troupe avec ordre de se rassembler vers quatre heures et demie du soir en lui disant que cette femme étant sous puissance de mari, ne pouvait disposer d'elle et laissa des sentinelles dans le domicile dudit Petit, qu'à l'heure dite la troupe se rassembla, ledit Petit n'étant pas de retour, Legros posa chez lui douze gardes armés pour y passer la nuit et donna l'ordre à la dite femme Petit de leur fournir tout ce dont ils auraient besoin pour leur subsistance.

Que le mardi vingt-trois avril, vers cinq heures du matin les douze gens armés gardiens, conjointement avec les dits Petit, mari et femme furent à la messe d'où ils revinrent de la même manière avec ledit Legros qui leur donna l'ordre de payer à chacun de ses hommes vingt sols.

Que le même jour mardi [vingt-trois avril, sur les viron six heures du matin, ledit Legros à la tête de la force armée de Thiouville qu'il commandait, accompagné du citoyen Lenormand, administrateur du district de Cany fut encore chez Bucaille où on demanda s'il n'y avait pas des gendarmes nationaux de cachés, à quoi la dite fille Bucaille répondit que non et que l'on pouvait faire perquisition dans tous les bâtiments. Pendant ce colloque toute la force armée avait les armes haut et dirigées vers les ouvertures de la maison de Bucaille et prêt à faire feu sur lesdits gendarmes s'ils se fussent présentés; que d'après la réponse de ladite fille Bucaille, lesdits Legros, Lenormand et force armée se retirèrent. Que sur viron sept heures et demie, huit heures du matin de ce même jour vingt-trois avril dernier, la force armée de Cany se rendit à Thiouville par ordre de l'administration du district de Cany, qui avait été informée des désordres qui y avaient eu lieu la veille sous le commandement de Jacques Legros, pour empêcher que ses dévastations ne recommencent. Le commandant, à son arrivée fit faire halte à sa troupe en se rangeant en bataille dans un champ voisin du village, peu de temps après il entendit avec surprise sonner le tocsin à Thiouville et ayant aperçu le citoyen Vincent, curé dudit Thiouville il lui demanda ce que cela signifiait, à

quoi celui-ci répondit qu'il l'ignorait, mais pour empêcher que l'on ne continuât, il avait fait remonter les cordes des cloches et pris la clef de l'église. Que viron une demi heure après ce colloque, un commissaire de la municipalité, accompagné du citoyen Lenormand, commissaire envoyé par l'administration du district de Cany, vint trouver le commandant de la garde nationale de Cany et lui dit que la paix était rétablie, que l'on avait dit la messe le matin, que tout était tranquille, que la garde nationale de Cany inquiétait et qu'on le priait de la reconduire à Cany. Et cependant, à cet instant le tocsin sonnait dans toutes les paroisses voisines par suite sans doute des précautions qu'avaient prises les auteurs des désordres du vingt-deux et leurs adhérents et émissaires pour se mettre en état d'opposer la force à la force, dans le cas où l'on voudrait s'opposer à leur réussite et à leurs projets, que cette troupe pouvait faire évanouir en s'y opposant, car avant même son départ l'affluence était si grande dans Thiouville, et notamment dans la cour du malheureux Bucaille que la force armée de Cany n'eût pu vouloir s'y opposer sans le plus grand danger; que le malheureux Bucaille, que plusieurs habitants de Cany voulurent emmener avec eux pour le soustraire à la rage de ses ennemis, leur fut enlevé par cette multitude; enfin qu'après avoir lutté viron pendant deux heures à la merci de cette troupe effrénée ne sachant quel parti prendre pour le sauver, sa fille fit un dernier effort pour le conduire à la municipalité, mais qu'elle en fut empêchée par cette horde de scélérats qui ne voulurent pas laisser échapper leur victime, et qui, après l'avoir laissé viron une heure assis sur sa chaise dans le milieu de la cour, le sacrifièrent à leur rage en arrachant sa fille qui se tenait au devant de lui. Alors plusieurs individus ajustèrent l'infortuné Bucaille, le fusillèrent en lui portant le coup mortel; que le premier prévenu de l'avoir fusillé est le nommé Degreges, garçon cordonnier, chez Corruble, cordonnier à Saint-Mellon; que le deuxième est Dehaye fils, aussi de Saint-Mellon; que celui qui est prévenu de lui avoir donné le coup mortel se nomme Bouteillier, dit Louis Bonhomme, journalier, demeurant à Saint-Mellon; qu'enfin lorsque Bucaille eut succombé sous les coups de ses meurtriers l'on porta la barbarie jusqu'à lui couper la tête, les deux poignets et les deux pieds, ce qui résulte du procès-verbal dressé par le juge de paix du canton d'Ourville les vingt-quatre et vingt-sept avril dernier, et qu'enfin on alluma du feu sur son cadavre, dont il fut à moitié brûlé; que la tête a été portée à Saint-Mellon en triomphe, au bout d'un instrument tranchant, par Julien Delamarre, chasse-moutte au petit moulin de Saint-Mellon.

Que Bréard qui savait qu'on lui en voulait beaucoup s'étant enfui pour se soustraire au sort qu'on lui préparait, ayant été rencontré à Benetot par le procureur de la commune de cette paroisse, ainsi que beaucoup de gens de la garde nationale aussi de cette paroisse lui demanda d'où il était, il leur répondit qu'il était de Normannie; ceux-ci s'étant aperçus qu'il en imposait, et qu'on contraire il était de Thiouville le ramenèrent à sa municipalité, où étant arrivés, ils demandèrent s'il était patriote, s'il allait à la messe, s'il n'était pas ennemi de la chose publique. A quoi on leur dit que Bréard était de Thiouville on allait examiner sa conduite, et que s'il était coupable on le livrerait à la jus-

tice. Que cette réponse, loin d'apaiser cette multitude ne servit qu'à hâter le supplice dudit Bréard, que malgré les représentations du juge de paix qui leur promit de le ramener en leur présence et de le livrer à ses juges compétents, malgré les harangues qu'il adressa au peuple, ainsi que le citoyen Saint-Regnier, commissaire de l'administration du district de Cany, et la municipalité de Thiouville, fut violemment arraché de la chambre municipale, enlevé du milieu de la foule et fusillé dans la cour même où la municipalité tenait ses séances, que malgré l'affluence qui était là, personne n'a nommé été reconnu pour être l'auteur de ce meurtre; qu'après la mort de Bréard on lui coupa la tête, les poignets et un pied en partie et que ses mains furent enlevées, ce qui résulte du même procès-verbal dressé par le juge de paix du canton d'Ourville les vingt-quatre et vingt-sept avril dernier, qu'il résulte de tous ces faits ainsi que des procès-verbaux, enquête et autres pièces du procès :

1<sup>o</sup> Que Jacques Legros, cultivateur et commandant de bataillon, demeurant à Thiouville, fugitif, est prévenu d'avoir méchamment et à dessein assemblé, le vingt-deux avril dernier, en sa qualité de commandant de bataillon et en se servant de l'autorité que lui donnait cette place, la force armée de Thiouville, de l'avoir aussi méchamment et à dessein conduite chez les citoyens Riard, Bucaille et Bréard, tous trois de la paroisse de Thiouville, où elle a commis en sa présence les plus grandes voies de fait, dégâts et dévastations; d'avoir encore méchamment et à dessein, le lendemain vingt-trois avril dernier, conduit chez le citoyen Bucaille cette même force armée, et de l'avoir en sa présence et en celle du citoyen Le Normand, commissaire de l'administration du district de Cany, soufferte prête à faire feu sur les gendarmes nationaux s'ils se fussent présentés aux ouvertures de la maison Bucaille, de s'être aussi aux termes de l'article cinq de la cinquième section du titre premier du Code pénal, rendu responsable des malheureux événements qui ont souillé cette journée et qui n'ont été qu'une suite des désordres commandée la veille par ledit Jacques Legros et exécutés en sa présence et par ses ordres.

2<sup>o</sup> Que le nommé Degrege, garçon cordonnier, chez Corruble, cordonnier à Saint-Mellon, aussi fugitif, est prévenu d'avoir méchamment et à dessein, tiré le premier coup de fusil sur Bucaille et d'avoir ainsi participé à sa mort ce qui présente les délits énoncés aux articles onze et treize de la première section du titre deux du Code pénal.

3<sup>o</sup> Que Dehays fils, de la paroisse de Saint-Mellon, est aussi prévenu d'avoir méchamment et à dessein, ledit jour vingt-trois avril dernier, tiré le deuxième coup de fusil sur ledit Bucaille et d'avoir, ainsi que Degrege, participé à sa mort, ce qui présente le délit énoncé aux deux articles précités du Code pénal.

4<sup>o</sup> Que le nommé Bouteillier, dit Louis Bonhomme, journalier, fugitif, aussi de la même paroisse de Saint-Mellon, est de même prévenu d'avoir méchamment et à dessein tiré, le vingt trois [avril] dernier, son coup de fusil chargé à balle sur ledit Bucaille, et d'avoir dit, revenant de Thiouville, qu'il l'avait tiré par grâce parce qu'on le faisait trop souffrir, ce qui présente le délit énoncé en l'article onze de la section première du Code pénal.

5<sup>o</sup> Enfin que le nommé Julien Delamare,

chasse-moutte au petit moulin de Saint-Mellon, fugitif, est prévenu d'avoir été vu ledit jour vingt-trois avril dernier, porter méchamment et à dessein en triomphe la tête dudit Bucaille au bout d'un instrument tranchant, et de s'être ainsi rendu complice de ceux qui l'avaient tué aux termes de l'article premier du titre trois du Code pénal.

Sur quoi les jurés auront à prononcer s'il y a lieu contre les nommés Jacques Legros, Degrege, Dehays fils, Bouteillier dit Bonhomme et Julien Delamare à raison des délits mentionnés au présent acte d'accusation.

Fait à Cany, le vingt-six août mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la République française.

*Signé : DUFAY.*

Plus bas est écrit :

« La loi autorise, à Cany, le vingt-sept août mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la République française. »

*Signé : BARROIS.*

Et plus bas est écrit : « Oui, il y a lieu à accusation contre les nommés Legros et Degrege. Non, il n'y a pas lieu à accusation contre les nommés Julien Delamarre, Louis Bouteillier et François Dehays. »

*Signé : DEMANNEVILLE, président du juré.*

Et encore plus bas est écrit : « Nous, directeur du juré d'accusation du tribunal du district de Cany, vu les déclarations du juré et autres pièces portant : Non, il n'y a pas lieu à accusation contre les nommés Julien Delamarre, Louis Bouteillier et François Dehays fils, ordonnons que ledit François Dehays fils sera incontinent relaxé de la maison d'arrêt et que mention sera faite de la présente en marge de son érou par notre greffier, qui en donnera lecture.

A Cany, ce vingt-huit août mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la République française.

*Signé : DUFAY.*

Laquelle déclaration à nous remise ce jour d'hui par le chef des jurés en leur présence porte qu'il y a lieu à l'accusation mentionnée audit acte contre lesdits Jacques Legros et Degrege, et non il n'y a pas lieu à accusation contre les nommés Julien Delamarre, Louis Bouteillier et François Dehays fils; ordonnons que lesdits Jacques Legros et Degrege seront pris au corps et conduits directement en la maison de justice du tribunal criminel du département de la Seine-Inférieure séant à Rouen; mandons et ordonnons de mettre à exécution la présente ordonnance, dont sera laissée copie aux derniers domiciles desdits Jacques Legros et Degrege, fugitifs, et qui sera par nous notifiée conformément à la loi, tant à la municipalité de cette ville, qu'à celles de Thiouville et Saint-Mellon où lesdits Jacques Legros et Degrege étaient domiciliés.

A Cany, ce vingt-huit août mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République française.

*Signé : DUFAY.*



Le cinquième jour de septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République française, requête du citoyen directeur du juré du tribunal du district de Cany, pour lequel domicile est élu au greffe dudit tribunal je, Nicolas Anquetil, huissier national, fonctionnaire public au tribunal de Cany, notifie et délivre la présente copie et exploite au nommé Jacques Legros, fugitif, en son dernier domicile à Thiouville, parlant à son frère après l'avoir chargé de lui faire savoir, à ce que du contenu ci-dessus et des autres parts il n'en prétende cause d'ignorance, dont acte fait comme dessus.

Signé : ANQUETIL.

Le citoyen Broust, curé d'Auray, félicite la Convention nationale sur ses glorieux travaux, et l'invite à rester à son poste jusqu'à l'entier anéantissement des ennemis de la République.

Insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du citoyen Broust (2) :

« Auray, le 23 septembre 1793,  
l'an II de la République une et indivisible.

« Représentants du souverain,

« Républicain d'esprit et de cœur, je m'empresse de faire parvenir jusqu'à vous les sentiments de reconnaissance dont mon cœur est pénétré, tant pour la sainte Constitution que vous nous avez donnée, que pour les travaux journaliers et pénibles qui éterniseront à jamais les membres de la Convention. C'est avec la plus vive joie que j'ai vu ce chef-d'œuvre sortir de la Montagne, comme autrefois sortit la loi du mont Sinaï, au milieu des éclairs et de la foudre. Mon état m'imposant la douce obligation d'instruire le peuple, soyez persuadés que je ne négligerai rien pour l'élever à la hauteur des glorieuses destinées dont l'aurore commence à briller aux yeux de tout Français digne de porter ce nom.

« Seul dans une paroisse, et cela depuis un'an, où jadis il y avait dix prêtres, environné de réfractaires qui, se déguisant sous toutes les formes, abusent de l'état de faiblesse où se trouve notre canton, réduit à ses forces, qui ne lui permettent pas les voies de rigueur; je saurai autant qu'il sera en moi, déjouer leurs trames perfides, et, bravant les préjugés antiques, faire respecter la représentation nationale et les lois.

« Restez à votre poste, dignes représentants, n'en sortez que lorsque la République une et indivisible, dont vous avez jeté les fondements, sera parfaitement consolidée, et lorsque les ennemis, tant intérieurs qu'extérieurs, seront anéantis. C'est le vœu du républicain,

« Signé : C. BROUST, curé d'Auray, ci-devant  
vicaire épiscopal du Morbihan. »

La Société républicaine du district de Dinan fait passer à la Convention nationale sa profes-

sion de foi : elle jure guerre à mort aux tyrans et aux traîtres, amitié et fraternité à tous les hommes libres, à tous les sans-culottes; elle veut la liberté, l'égalité ou la mort; elle veut la République une et indivisible.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

Suit la profession de foi de la Société républicaine du district de Dinan (2) :

Profession de foi politique de la Société populaire républicaine du district de Dinan, affiliée aux Jacobins de Paris.

La liberté, l'égalité ou la mort est le cri de guerre des Français; la République, une et indivisible est leur ralliement; l'affermissement de la Constitution solennellement proclamée le 10 août, est le but de leurs travaux, sera le prix de leurs triomphes. Pour atteindre ce but, tous les efforts des républicains se réuniront, leurs affections, leurs volontés, leurs principes formeront un faisceau indivisible contre lequel viendront se briser les folles tentatives des tyrans coalisés et les machinations sacrilèges des ennemis de l'intérieur. La France unie sera invincible, mais si jamais des hommes ambitieux et pervers parvenaient à armer les citoyens contre les citoyens, le centre de l'unité républicaine serait rompu, et les moyens de résistance affaiblis présenteraient à nos ennemis la possibilité de l'envahissement. Il est donc instant d'éviter tous les prétextes qui pourraient occasionner la plus légère dissension civile. L'intérêt particulier doit disparaître, chacun doit déposer ses préjugés et ses passions au pied de la statue de la Liberté, le niveau de l'égalité à jamais fixé sur toutes les têtes, devient pour tous les citoyens un garant des droits qu'ils ont reçus de la nature.

La Société populaire républicaine du district de Dinan, pénétrée de ces grandes vérités, professe unanimement les principes qui en émanent; elle a juré guerre à mort aux tyrans et aux traîtres, amitié et fraternité à tous les hommes libres, à tous les sans-culottes, elle veut la liberté, l'égalité ou la mort, elle veut la République une et indivisible.

Pour expédition conforme au registre :

Signé : BAMELLE, jeune, président; BAI-  
GNON, secrétaire; J.-M. RO-  
QUELIN.

La Société républicaine qui vient de s'établir dans la commune de Signy, district de Charleville, sous la dénomination de la Sentinelle aux frontières, fait hommage à la Convention nationale du procès-verbal de sa première séance. Le but de cette assemblée est de faire connaître au peuple les nouvelles lois sous lesquelles il doit vivre, de l'éclairer sur ses véritables intérêts et surtout de le mettre en garde contre la malveillance qui cherche à l'égarer.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 108.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 106.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.

**Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit la lettre d'envoi du procès-verbal (2).*

*Au citoyen Président de la Convention nationale.*

*Assemblée républicaine de Signy, ou : « la Sentinelle aux frontières. »*

« Citoyen Président,

« La commune de Signy, chef-lieu de canton, vient d'ériger dans son sein une société républicaine sous la dénomination de *La Sentinelle aux frontières* : l'objet de cette assemblée consiste à faire connaître au peuple les lois nouvelles sous lesquelles il doit vivre, à l'éclairer sur ses véritables intérêts, et surtout pour le mettre en garde contre la malveillance qui cherche à l'égarer. Pleine de zèle pour le salut de la République, elle ne négligera rien pour donner l'exemple de la plus entière soumission aux décrets de la Convention, elle sera toujours leur guide, c'est sous ses drapeaux qu'elle combattrait les modérés, les royalistes, les fédéralistes et les mauvais citoyens : Puissent tous ces monstres retomber, par l'effort de nos armes, dans le gouffre impur qui les a vomis.

« La commune de Signy, composée de près de 3.000 habitants, a, dans les armées de la République, près de 300 citoyens. Le bruit vient de se répandre qu'environ 80 d'entre eux avaient succombé à la malheureuse affaire de Cambray; il lui en reste encore quelques-uns qu'elle fait partir pour remplacer ces malheureuses victimes de l'ignorance et de la perfidie. Cent années ne lui rendront peut-être pas les bras qu'elle a perdus; mais ils étaient à la République, et la commune lui en fait généreusement le sacrifice : peut-on regretter son sang quand il doit procurer le salut de la patrie, la sainte liberté?

« Recevez, citoyen Président, le procès-verbal de la première séance de la Société républicaine de Signy, elle en fait hommage par vous à la Convention nationale, dont elle admire le courage et la fermeté; elle vous invite à ne point désespérer qu'après avoir opéré entièrement le triomphe de la liberté.

« La Société désirerait que la Convention lui fit parvenir le *Bulletin* et les décrets importants.

« Salut et fraternité.

« Signé : DAVESNE, président de l'assemblée républicaine de Signy, par Launoy, département des Ardennes.

« 30 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« HARLIN, secrétaire. »

*Suit le texte du procès-verbal (3).*

*Procès-verbal de la première séance de l'assemblée républicaine de Signy l'abbaye, sous la*

*dénomination de Sentinelle aux frontières, tenue le jeudi 26 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.*

*Présidence du citoyen Ponce Davesne.*

L'an deuxième de la République française, une et indivisible, le 26 septembre, les citoyens de la commune de Signy-l'Abbaye, au département des Ardennes, légalement assemblés, après en avoir donné avis à la municipalité, et les affiches ayant été apposées dans les principaux endroits du lieu, il a été procédé à la formation d'une société républicaine sous le titre de *Sentinelle aux frontières*. Les citoyens, pour parvenir au but qu'ils s'étaient proposé, et voulant suivre les formes prescrites pour les autres assemblées populaires, ont nommé les deux plus anciens d'âge, à l'effet de recevoir et transcrire sur un registre les noms des citoyens qui désiraient être membres de ladite société pour ensuite être procédé à la nomination d'un président et d'un secrétaire. Les deux plus anciens d'âge, les citoyens Pierre Lalondrelle, curé du lieu, et Ponce Lefèvre, maire, ayant été requis de prendre séance dans l'endroit qui leur était destiné, et l'inscription étant finie, ils ont annoncé à l'assemblée que le nombre des membres était actuellement de 83, et que chacun d'eux pouvait approcher du bureau pour écrire ou faire écrire son bulletin pour la nomination d'un président et d'un secrétaire. Ce qui, ayant été fait, et le scrutin achevé, il a été procédé à son dépouillement. Le citoyen Ponce Davesne, directeur général de la manufacture de Signy, ayant réuni la presque totalité des suffrages, et le citoyen Claude-Jean-Baptiste Harlin, la pluralité relative, ils ont été à l'instant proclamés, le premier président, et le second secrétaire de la Société républicaine de Signy, et ont pris place au bureau. Le citoyen président voulant témoigner à ladite Société, sa reconnaissance pour la place de confiance qu'elle venait de lui conférer, a fait le discours suivant :

« Citoyens, frères et camarades,

« Tandis que les rois, ces tyrans, ces fléaux de la terre se coalisent avec leurs vils suppôts, pour rompre et désunir notre sainte fraternité, et anéantir les droits de l'homme, ce trésor précieux que nous tenons des mains de la nature, et qu'ils nous avaient ravi; tandis qu'ils s'arment contre la seule constitution enfantée par la raison, restons-nous calmes et paisibles à la vue et au bruit de tant d'attentats? Non, mes amis, non! Réunissons-nous, la loi nous y autorise, que nos cœurs soient indivisibles. Professions hautement la même foi, ayons la même opinion. Rallions-nous sous l'étendard de la fraternité. Instruisons nous dans la connaissance des lois et dans la pratique du bien public; cherchons la vérité. Que l'égalité et la liberté règnent parmi nous, que la saine raison préside toujours dans cette assemblée qui vient de me choisir pour son chef et qui se constitue aujourd'hui pour confondre les insensés, les aristocrates, les mauvais citoyens; pour rappeler à son devoir l'homme égaré, dénoncer le perfide et le traître conspirateur, et, par ces mesures nécessaires, parvenir à la tranquillité et au souverain bonheur.

« Pendant 1400 ans l'esclavage régna sur le

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 108.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.



sol de la France; des tyrans, sous le nom de rois, profitant de l'ignorance et de la faiblesse de vos ancêtres, assouvissaient audacieusement leur orgueil et leur cupidité en ravissant la plus saine partie des productions que la nature et vos bras vous donnaient. Vous deveniez vous-mêmes la puissance dont ils se servaient pour vous tenir sous le joug; vous étiez les instruments de leurs monstrueux projets, et leurs desseins quelquefois atroces et toujours injustes, s'exécutaient par vous. Aveuglément soumise aux lois tyranniques qu'ils dictaient, la véritable souveraineté rampait indignement sous la verge des despotes. Ils avaient envahi les trônes des nations, ils en avaient fait leur patrimoine, et ils disaient insolemment aux peuples abrutis: « Tremblez esclaves, nous sommes vos maîtres; Dieu nous a institués pour vous gouverner, c'est lui qui a mis dans nos mains le sceptre et a posé sur nos têtes la couronne; tremblez, vils esclaves, tremblez! » C'est ainsi que par l'imposture la mieux caractérisée, les rois avaient fait du trône une citadelle d'où ils lançaient, comme d'un volcan, leurs orgueilleuses volontés qu'ils osaient appeler lois. C'est du sommet de ces trônes corrompus que les despotes et leurs suppôts soufflaient la crainte et l'épouvante sur les peuples malheureux, véritables souverains; c'est de ces repaires infects que l'on voyait la misère du malheureux sans en être touché; la vertu, sans l'admirer; les talents, sans les récompenser. « L'homme, s'écriaient-ils dans leur coupable ivresse, l'homme est fait pour servir à nos plaisirs; que ses sueurs, que son sang coulent, ainsi le veut la nature. Les rois et les grands de la terre doivent seuls être heureux... » Quel épouvantable blasphème! Sous le poids de cette puissance qui vous opprimait, Français, vous n'avez pu vivre plus longtemps. Déjà le feu sacré de la liberté enflammait vos cœurs, vous en goûtiez les charmes à l'avance; vous auriez voulu la posséder tout entière. Mais le moment n'en était point encore arrivé. Quelle divinité bienfaisante viendra donc l'abrégier? O Destin, j'admire ton empire! Français, vos tyrans eux-mêmes, les monstres, ils s'agitaient depuis longtemps pour avoir de l'or, leurs ressources étaient épuisées; ils avaient englouti leurs trésors, ils voulaient en acquérir de nouveaux. Hélas! ils allaient impitoyablement vous dévorer pour assouvir leur insatiable soif. Tout à coup, vos têtes, courbées depuis tant de siècles, se sont relevées avec majesté, un saint enthousiasme agita vos entrailles; vous redemandâtes, vous reprîtes vos droits, et d'un seul mot vous prononçâtes le règne de la liberté et la chute des rois. Liberté, seule divinité des Français, recevez nos adorations. Nous jurons, devant ton autel, de ne suivre que tes lois et d'exterminer les tyrans.

« Vous êtes libres, citoyens, les chaînes d'un honteux esclavage ne souillent plus vos mains, elles sont pures comme la nature qui les créa, que désormais elles ne s'arment plus que pour défendre la liberté, l'égalité et la République une et indivisible, sous les lois de laquelle nous allons jurer de nouveau de vivre et de mourir. »

Aussitôt le citoyen président prête le serment devant l'assemblée: « Je jure d'être soumis aux lois de mon pays, de maintenir la liberté, l'égalité, la République une et indivisible, d'être fidèle à la Constitution décrétée par la Convention nationale; de n'être d'aucuns clubs anticiques, de haïr les rois et les tyrans, et de

mourir au poste qui me sera légalement confié. » Cette formule, adoptée, fut également répétée par tous les membres de l'assemblée, lesquels demandèrent à l'unanimité que le discours du président fût inscrit au procès-verbal.

La municipalité de Signy, revêtue de ses marques distinctives étant présente à la séance, le citoyen président lui adressa le discours suivant:

« La société républicaine de Signy voit avec la plus vive joie sa municipalité présente à l'ouverture de sa première séance. Des administrateurs tels que vous, dont les âmes et les intentions sont pures ne peuvent qu'opérer le bien des administrés, et consolider pour l'éternité les bases solides de la liberté, de l'égalité et de la République une et indivisible. Pénétrée comme vous d'un saint enthousiasme, la Société vous fait le serment solennel de ne s'occuper que du bien public, de maintenir l'exécution des lois et d'y être soumise, de vivre et mourir en les défendant. Elle vous invite à venir souvent dans son sein l'aider de vos lumières et prendre part à ses délibérations. »

Le citoyen maire répondit: « La municipalité se fera un vrai plaisir d'unir ses intentions aux vôtres pour opérer le bien public, et nous espérons que ça ira. »

L'assemblée, d'un seul mouvement s'est levée pour demander l'insertion au procès-verbal du discours de son président et de la réponse du maire.

Ensuite lecture des statuts et règlements a été faite par le secrétaire et ils ont été unanimement adoptés par l'assemblée.

Le citoyen président, croyant nécessaire de développer en peu de mots les devoirs des républicains et les vertus qui doivent les distinguer des esclaves, a invité les membres de la société à parler sur ce sujet. Alors le citoyen Harlin, secrétaire, ayant demandé et obtenu la parole, a fait le discours suivant:

« Que j'aime à voir le zèle qui vous anime, Français; que je me plais à contempler en vous cette ardeur à travailler au grand œuvre de notre régénération, à étayer cette admirable constitution, bienfait que le ciel a refusé à nos pères, et dont il nous gratifie. Oui, citoyens, la société que vous venez de former est une colonne de plus à l'édifice si merveilleusement commencé, et je goûte à l'avance le plaisir de voir régner parmi vous cet esprit d'ordre et de sagesse qui donne aux grandes entreprises la plus heureuse issue. Le salut de la République, c'est là le cri général de tous les Français. Partout je les vois s'empres- ser à porter une main protectrice à l'arche sainte, à la défendre contre les secousses de la tempête. J'entends toutes les bouches demander avec intérêt, la Révolution se consummera-t-elle? N'en doutez plus, citoyens, les bases en sont trop solidement établies. Ne voyez-vous pas qu'un même esprit anime tous les Français; que le même enthousiasme règne dans leurs cœurs et que d'une extrémité à l'autre il n'est qu'un seul désir, celui de la liberté? Liberté sainte, je te salue! Viens régner sur le plus brillant trône de l'univers, le peuple le plus fait pour t'adorer t'y appelle, et sous ton empire nous goûterons les douces joies, les plaisirs purs que font naître l'égalité et la vertu... la vertu, citoyens, n'oubliez jamais qu'il n'en est de grandes que dans les Républiques, c'est dans leur sein que naissent les vrais talents, où l'on voit éclater ces traits sublimes de dévouement et de patriotisme qui honorent l'humanité et qui mettent

une si grande distance entre l'homme libre et l'esclave des rois. Vit-on jamais de peuple plus grand, plus redoutable que les Romains tant qu'ils se gouvernèrent en République? Vit-on de peuple plus vil et plus méprisable que ces mêmes Romains lorsqu'ils eurent été soumis par les empereurs ou par les pontifes? Les Grecs républicains virent fleurir parmi eux les arts et les sciences; leur pays fut longtemps le séjour du génie et des grâces; aujourd'hui ce même peuple si célèbre jadis, dont les ouvrages font encore nos délices, ce peuple, dis-je, croupit dans l'ignorance et dans la bassesse, sous la verge d'un despote que l'on nomme grand seigneur. Ah ! je le répète, il n'existe de vertus solides que parmi les républicains, et les deux exemples que je viens de citer serviront d'appui à mon assertion.

« Citoyens, nous avons renversé le trône de la tyrannie et brisé son sceptre de fer, l'affreux despotisme ne règne plus parmi nous, nos chaînes sont tombées, nous n'avons plus de maître que la loi, c'est sous son empire que désormais nous allons vivre. Qu'il me soit donc permis, citoyens, de vous retracer ici en peu de mots le caractère et les devoirs du républicain et les vertus qu'il doit avoir. J'aime à me persuader que tous les individus qui composent cette assemblée s'enorgueillissent de porter ce beau titre. S'il en était quelques-uns assez téméraires pour le mépriser ou pour nourrir dans leurs cœurs des principes contraires à ceux que nous professons... Ombre de Brutus, paraît ! extermine le nouveau César qui oserait, par sa présence, souiller le temple sacré de la liberté ! Mais non, ô Brutus, tu ne vois parmi nous que des enfants dignes de ton amour, enflammés comme toi du feu divin de la liberté, dont les cœurs sont, comme le tien, ennemis de la tyrannie des rois, et prêts à périr plutôt que de retomber sous leur empire. Ce n'est point assez de porter dans son cœur la haine des tyrans et de la tyrannie, il faut avoir l'amour de la patrie. Ce n'est point assez de publier que l'on est républicain, il faut en avoir toutes les vertus, il faut en remplir les devoirs.

« Le républicain est sobre, les mets les plus simples sont ceux qu'il recherche parce qu'ils sont analogues à son caractère; malheurs aux peuples sensuels et adonnés aux voluptés, ils sont aussi faciles à réduire sous le joug de l'esclavage, que les peuples sobres sont difficiles à subjuguier. Le républicain ne connaît point l'égoïsme, ou l'amour de soi; la fierté l'anime; ce n'est pas cette fierté qui nous porte à mépriser nos semblables, à les tenir dans l'asservissement; mais celle qui inspire à l'homme du respect pour son être et qui l'empêche de tendre ses mains pour recevoir les chaînes que d'orgueilleux despotes lui présentent. Le républicain est soumis aux lois, elles sont sa divinité, il sait que leur porter atteinte c'est ébranler les colonnes sur lesquelles repose le salut de la patrie. Il est discret, franc et loyal; doux avec ses frères, terrible avec les tyrans; il a l'âme élevée, son cœur sait éprouver les mouvements de la sensibilité; il est fidèle époux, bon père, tendre ami; il sait compatir aux faiblesses de ses semblables, il est ennemi du mensonge et de la calomnie; il abhorre le crime; il tend une main secourable à son frère indigent lorsque ses facultés le lui permettent. Enfin, son temps, ses talents, ses biens sont à la République, et lorsque la liberté commune est menacée, on le voit prodiguer son sang et sacrifier sa vie pour la sauver des coups que des hommes pervers veulent lui porter.

« Voilà, citoyens, les vertus qui constituent le républicain et les devoirs que vous vous êtes imposés en adoptant ce titre. Il en est encore d'autres auxquels vous assujettit le nom que vous prenez en ce moment, en vous érigeant en société républicaine, sous la dénomination de *Sentinelle aux frontières*. Vous devez veiller avec soin sur tous les individus qui cherchent à répandre le trouble dans la société, soit en lui inspirant des terreurs, soit en semant des nouvelles fausses et alarmantes. Vous devez dénoncer ceux qui porteraient dans l'âme du soldat l'insouciance et le découragement, vous devez révéler à l'univers entier les menées sourdes qu'emploient les accapareurs pour répandre dans le sein de leur patrie l'horrible fléau de la famine et opérer plus sûrement la contre-révolution; vous devez surtout surveiller ces hommes à l'âme scélérate, qu, pour de l'or, s'exposent à tout, et font passer de nuit au delà des frontières le grain qui ne devrait servir qu'à nourrir nos frères. Enfin, vous ne devez point de grâces aux traitres et aux conspirateurs, et de telle espèce qu'ils soient, vous devez les livrer à la justice pour les punir et nous venger.

« Veillez, citoyens, veillez, car le crime ne dort pas. Soyons donc unis, mes frères et mes amis, car c'est de notre union que dépend notre force et notre triomphe. Que la chaîne qui va nous lier, lie en même temps toutes les parties de la République; que le génie de la liberté enflamme toujours nos cœurs, que la sainte égalité règne toujours parmi nous. Veillons fortement le salut de la patrie, et la patrie est sauvée et la liberté (*sic*) vaincue. »

L'assemblée satisfaite de son discours et des principes républicains qu'il contient, en demande l'insertion au procès-verbal.

Sur la proposition de son président, elle arrête qu'il sera envoyé à ses frais un messenger à Cambrai pour avoir des nouvelles certaines de la malheureuse affaire qui a eu lieu près de cette ville le 12 de ce mois et dans laquelle on croit que 80 jeunes gens de la commune de Signy ont péri. Puisse le citoyen chargé de cette mission, revenir bientôt essuyer les larmes de 80 pères de famille, que ce malheur plonge dans la désolation.

L'assemblée passe ensuite à la lecture des décrets; elle en remarque un, relatif aux subsistances, et qui intéresse tous les citoyens. Elle arrête que demain la municipalité sera invitée à le faire publier et afficher afin que chaque citoyen soit témoin des soins que la Convention nationale prend pour assurer le bonheur public.

Sur la motion du secrétaire, la société arrête qu'elle enverra des circulaires dans toutes les municipalités du canton pour les engager à s'associer à elle afin d'opérer conjointement le bien.

Le citoyen Hérard, de Rethel, présent à notre séance, demande à être affilié. L'assemblée, connaissant le patriotisme d'Hérard, déclare qu'elle le reçoit dans son sein. Le président l'introduit dans la salle, lui demande le serment, qu'il prête à l'instant, et lui donne l'accolade fraternelle.

La société demande ensuite l'envoi du procès-verbal à la Convention nationale et à la société républicaine de Paris, sçante aux Jacobins; elle ajourne ses séances à dimanche prochain, et déclare que le présente séance est fermée.

Signé : DAVESNE, président; HARLIN, secrétaire.



La Société populaire de Coutances, en applaudissant aux grands moyens que la Convention a déployés contre les royalistes, les fédéralistes et tous les gens suspects, demande que les personnes suspectes qui ont quitté leurs foyers soient tenues d'y rentrer dans un très court délai, sous peine d'être réputées émigrés, et que celles qui parviendraient à tromper la vigilance de leurs gardes soient aussi réputées émigrées, en conséquence, leurs biens séquestrés.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

*Suit l'adresse de la société populaire de Coutances (2).*

*Les Amis de la liberté et de l'égalité de la ville de Coutances, à la Convention nationale.*

« 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Le temps des demi-précautions est passé; nos ennemis, à force de trahisons et de forfaits, ne nous ont que trop appris sans doute, qu'on ne capitule jamais impunément avec le crime. Plus donc de ménagements, plus de ces coupables faiblesses qui ont manqué de nous perdre. Que tous les conspirateurs soient atteints, que les uns tombent sous le glaive de la loi, que les autres soient punis du moins par l'impuissance de porter plus loin leur rage et leurs criminels efforts.

« Citoyens, la société des amis de la liberté et de l'égalité de la ville de Coutances applaudit avec transports aux grands moyens que vous venez de déployer contre les royalistes, contre les fédéralistes et tous les gens suspects de toutes les sectes; ils sont dignes de vous, ils sont dignes de la haute confiance que vous avez si bien méritée dans tous les temps (et surtout depuis la mémorable époque du 31 mai. Vivement persuadée que la République ne peut se sauver que par des mesures vigoureuses et générales, elle vous invite à étendre votre décret du 18 septembre contre les gens déportés, aux personnes arrêtées comme suspectes. Qu'ils soient traités comme émigrés et soumis aux mêmes peines ceux qui, par adresse ou par de nouveaux crimes, parviendraient à tromper ou à corrompre la vigilance de leurs gardes.

« Citoyens représentants, fixez encore, dans votre sagesse, une époque très limitée aux gens suspects qui ont abandonné leurs foyers pour se soustraire à de justes poursuites; dites-leur avec cette énergie qui vous caractérise que s'ils ne rentrent sous dix ou douze jours dans leurs communes respectives, ils partageront tous le même sort.

« Citoyens représentants, telles sont les vœux que vous soumettent les membres d'une société qui ne cessera jamais de veiller avec vous au bonheur de la République, leurs vœux sont que

vous les sanctionniez par un décret. Comptez dans toutes les circonstances sur le zèle des vrais sans-culottes qui la composent. Les mêmes hommes qui eurent le courage de crier *Vive la République une et indivisible, Vive la liberté, Vive la Montagne*, dès le 31 mai, au milieu des royalistes et des fédéraliseurs, sauront bien, certes, la défendre dans des temps plus faciles et plus heureux.

« Salut et fraternité.

« Les amis de la liberté et de l'égalité de la ville de Coutances.

« Signé : L. JEUNEUR, vice-président; DOCHE, secrétaire. »

Le procureur général syndic du département de la Drôme annonce à la Convention nationale que toute la jeunesse de ce département vole dans les lieux qui lui sont désignés, avec dévouement et allégresse; qu'on n'a pas entendu une seule plainte, un seul murmure : il semble, dit-il, que nos braves Romains (Drômois) vont à la fête, en se portant contre les infâmes Toulonnais. On a été attendri en voyant les plus jeunes et faibles rejets de la patrie faire tous leurs efforts pour atteindre le niveau qui devait déterminer leur admission sous les drapeaux de la victoire.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre du procureur général syndic du département de la Drôme (2).*

« Valence, le 24 septembre 1793, l'an II de la République.

« Citoyen Président,

« Je vous adresse l'extrait de plusieurs extraits du département des 6, 8, 13, 17 et 18 de ce mois, relatifs à l'exécution des lois des 9, 16 et 23 août dernier, sur la nouvelle levée du peuple français; la juste sollicitude du département s'est portée d'une manière spéciale vers les divers objets propres à assurer le prompt et entier succès de ce grand mouvement national; l'administration a, en conséquence, embrassé tous les articles qui y correspondent et concernent la levée d'hommes, l'habillement, l'équipement, les armes, munitions, la cavalerie et principalement les subsistances, matières que rendent infiniment délicates la malveillance, l'avarice sordide et les manœuvres contre-révolutionnaires; les administrateurs ne cesseront de réunir tous leurs moyens et leurs soins infatigables, pour maintenir à cet égard, l'harmonie, le calme et l'abondance, en continuant de concerter leurs mesures sur les bases de la loi, avec les besoins, les localités, les instructions et réquisitions des représentants du peuple envoyés près l'armée des Alpes, ou délégués dans les départements méridionaux.

« Il m'est bien doux de pouvoir vous annoncer que toute la jeunesse du département, rassemblée au premier cri de la patrie en danger, vole dans les lieux qui lui sont désignés, sur les

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 108.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 710.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 109.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

ailes du dévouement et de l'allégresse; ce département soutiendra encore sa gloire dans cette circonstance; le district de Valence, réuni sous nos yeux, fournit une masse de beaux hommes, frais, vigoureux, pleins d'ardeur et de courage, et pénétrés de la sainteté de la cause qu'ils vont défendre; vive le régime libre et républicain! Nous n'avons pas entendu une seule plainte, pas un seul murmure; nos braves Drômois vont à la fête en se portant contre les infâmes Toulonnais; il s'est manifesté quelques craintes dans la revue de nos généreux défenseurs, mais c'est de la part de ceux auxquels le défaut de taille faisait redouter la réforme; nous avons été témoins, et les commissaires, tous les spectateurs ont été également attendris en voyant les plus jeunes et faibles rejets de la patrie faire tous leurs efforts pour s'allonger et atteindre le niveau qui pouvait déterminer leur admission sous les drapeaux de la victoire; quelques-uns ont été forcés de sortir du rang, où ils n'auraient pu supporter les fatigues d'une campagne. Leurs regrets se sont manifestés par des pleurs et par des mouvements naïfs d'un dépit vraiment civique. Avec un tel esprit, avec une pareille contenance, qui peut douter de la destruction prochaine et totale des tyrans qui voulaient nous asservir? Que les ennemis de l'intérieur soient réprimés simultanément dans toutes les parties de la République, avec la même courage, avec le même succès; que nos victoires au dehors soient le signal de nos victoires au dedans, et, par ce double mouvement, aussi bien concerté qu'ordonné, nous parviendrons enfin à sauver la République, malgré les efforts de tous ses ennemis.

« Le procureur général syndic du département de la Drôme.

« Signé : PAYAN.

P.-S. — La légion des volontaires montagnards, votée dans l'assemblée des 71 sociétés populaires tenues à Valence, se forme avec zèle et rapidité; elle répandra la terreur parmi les Toulonnais et renversera tous les traîtres. L'administration a vu, ce matin, défilér dans son sein, les 12 soldats de la liberté que fournissent les communes de Romans et du Bourg-l'Unité, qui vont se réunir au rassemblement indiqué à Avignon.

« Le Procureur général syndic,  
« PAYAN. »

## I

*Extrait du procès-verbal des séances du Conseil du département de la Drôme, en permanence (1).*

Séance publique du 6 septembre 1793, l'an II de la République française, en présence du citoyen Boisset, représentant du peuple, délégué par la Convention nationale, dans le département de la Drôme et autres.

Présents : Melleret, président; Viot, Algoud, Bossan, Ayme, Lery, Caudeyron, Duclos, Germigny, Armand, Bellier, Chancel, Lambert, Ber-

nard, administrateurs; et Payan, procureur général syndic.

La discussion a été ouverte sur l'exécution des décrets des 9, 16 et 23 août dernier.

Le Conseil, considérant que des traitres dissimulés dans toutes les parties de la République, séduits par l'or corrompeur des ennemis de notre commerce autant que de notre liberté, livrent les places les plus importantes et les plus utiles à la défense de la République;

Considérant que de la sévère exécution des lois des 9 et 23 août dernier, dépend le salut de la patrie, et plus particulièrement celui des départements méridionaux;

Où le procureur général syndic;

Arrête :

1<sup>o</sup> Qu'en exécution de l'arrêté du 3 de ce mois qui répartit entre les six districts, d'après les bases de leur population, les 1.500 quintaux de blé destinés au département, et en réserve, dans la ville de Certe, la portion afferente qui leur reviendra, sera envoyée et emmagasinée dans chaque chef-lieu de district, dont les conseils sont spécialement responsables de choisir, soit dans les maisons nationales, soit dans celles des émigrés la plus commode pour former le grenier d'abondance.

2<sup>o</sup> Qu'il est ordonné, au nom de la loi, à tous propriétaires, fermiers et possesseurs de grains, de payer dans le plus bref délai, entre les mains des percepteurs des communes, en nature de grains blé, seigle et avoine seulement, le tout marchand, les contributions arriérées, et les deux tiers de celles de 1793 sur les rôles qui auront servi à faire les derniers recouvrements; sauf aux fermiers chargés d'acquitter, en déduction du prix des fermes, les cotes de contribution foncière, d'en retenir le montant comme ils l'auraient fait s'ils eussent payé en espèces de cours, le tout au prix du *maximum*; sont exceptés du présent, ceux qui n'ont que le grain nécessaire à leur consommation.

3<sup>o</sup> Que les fermiers et régisseurs des biens nationaux verseront aussi dans les chefs-lieux de districts respectifs en nature de grains, le produit des susdits grains.

4<sup>o</sup> Que les administrations de district sont autorisées à nommer un ou plusieurs commissaires pour se transporter chez les différents percepteurs des communes, à l'effet de constater l'état des rôles, d'en arrêter toutes les pages, afin qu'à compter du jour où ce préalable aura été établi, ils ne puissent recevoir qu'en nature les cotes d'impositions foncières de ceux qui auront en leur possession des grains au delà de leur consommation : sont exceptés de cet avantage accordé par la loi du 4 mai, ceux qui auront laissé arranger leurs contributions foncières de 1791 et de 1792.

5<sup>o</sup> Les percepteurs des communes se procureront les greniers nécessaires pour placer les grains, et sur l'avis des conseils généraux des communes et des districts, il sera pourvu au remboursement du prix des loyers qu'ils seront dans le cas de payer; ils expliqueront la quantité de grains et leur poids de marc sur les quittances qu'ils délivreront, ainsi qu'en marge des rôles, s'ils n'aiment mieux tenir des états de recette particuliers.

6<sup>o</sup> Tous les boulangers du département sont

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.



invités au nom de la loi de redoubler d'efforts et de zèle pour assurer les subsistances du peuple, et ceux qui le feront seront proclamés solennellement au sein de la Convention nationale avoir bien mérité de leurs concitoyens.

7<sup>o</sup> Le présent sera imprimé au nombre d'exemplaires suffisants pour être affiché, et envoyé à la Convention nationale, au Conseil exécutif, aux quatre-vingt-six départements, et à tous les corps administratifs et municipaux du ressort, avec ordre d'en surveiller l'exécution dans leurs arrondissements respectifs, conjointement avec les envoyés des assemblées primaires.

*Signé : MELLERET, président;  
REGNARD, secrétaire.*

Collationné :

REGNARD, *secrétaire.*

## II

*Extrait du procès-verbal des séances du Conseil général du département de la Drôme en permanence.*

Séance publique du 8 septembre 1793, l'an second de la République, en présence, du citoyen Boisset, représentant du peuple délégué dans le département de la Drôme et autres.

Le Conseil voulant obtenir la prompte et entière exécution des dispositions de l'article IV, de la loi du 23 août dernier, concernant le mode de réquisition des citoyens français, contre les ennemis de la République;

Le procureur général syndic entendu;

Arrête :

### Art. 1<sup>er</sup>.

Les municipalités du ressort sont chargées, sous la responsabilité personnelle des membres qui les composent, de dresser des états exacts de tous les chevaux existants dans leurs communes respectives, autres que ceux indispensablement nécessaires aux travaux de l'agriculture, et ceux employés au service des Postes.

### Art. 2.

Les municipalités sont tenues de remettre dans huitaine aux directoires de leurs districts respectifs les dits états certifiés.

### Art. 3.

Les directoires de district feront parvenir les dits états à l'administration du département, aussitôt qu'ils leur auront été remis par les communes de leur ressort.

### Art. 4.

Les envoyés des assemblées primaires sont invités de veiller attentivement à ce que, par une condescendance coupable, les municipalités de leur arrondissement ne dispensent de l'exécution de l'article IV de la loi du 23 août dernier,

aucun des citoyens qui auraient des chevaux de selle ou de trait, qui ne seraient pas indispensablement utiles aux travaux de l'agriculture.

### Art. 5.

A défaut, par les citoyens, de déclarer ou de livrer les chevaux qu'ils auraient en leur pouvoir, autres que ceux désignés au premier article du présent arrêté, ils seront soumis aux peines portées par l'article premier de la loi du 2 septembre 1792, et lesdits chevaux confisqués, en outre, au profit de la République, sans indemnité.

### Art. 6.

Lesdits chevaux resteront provisoirement au pouvoir des propriétaires, en état de réquisition permanente, pour en être disposé au moment où les représentants du peuple, ou les généraux jugeront à propos d'en ordonner le départ pour les armées.

### Art. 7.

Les municipalités et les districts sont chargés de dresser des états qu'ils enverront au département, des harnais qui pourraient manquer à l'équipement des chevaux, tant de selle que de trait, pour qu'il puisse en ordonner sur-le-champ la fabrication, ou les réparations de ceux qui pourraient en avoir besoin aux frais du trésor public.

### Art. 8.

Les municipalités sont expressément chargées de remettre aux directoires de leurs districts respectifs, des états contenant une description exacte des harnais, des chevaux, tant de selle que de trait, qui se trouveraient au pouvoir des particuliers de leurs communes, soit que lesdits chevaux soient ou ne soient plus à leur disposition.

### Art. 9.

Les districts tiendront la main à l'exécution du présent arrêté.

Ils sont autorisés à nommer des commissaires, chargés d'estimer les chevaux et harnais, qui seront remis par les particuliers; lesdits chevaux et harnais seront acquittés aux frais du trésor public, sur les ordonnances des directoires desdits districts.

### Armes.

En conformité de l'article 3, du décret de la Convention nationale du 23 août dernier.

Le Conseil, considérant qu'il est instant de procurer aux citoyens qui vont se lever pour voler à la défense de la République, les moyens de la purger des ennemis conjurés qui la menacent;

Considérant que pour rendre plus utile à la patrie, la réunion des citoyens français qui vont se lever en masse, il est de la sollicitude de l'Administration d'employer tous les moyens possibles de procurer à ces généreux défenseurs de la patrie des armes de calibre.

Le procureur général syndic entendu ;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>.

Toutes les municipalités du département sont chargées, sous leur responsabilité personnelle, de réunir sur-le-champ dans la maison commune de leurs arrondissements respectifs toutes les armes de calibre qui peuvent exister actuellement au pouvoir des citoyens de ces mêmes communes sans avoir égard au service des gardes nationales dans l'intérieur.

Art. 2.

Toutes les armes de calibre devront être déposées à la maison commune de chaque municipalité trois jours au plus tard après la réception du présent arrêté.

Art. 3.

Dans la huitaine de la réception du présent arrêté, les municipalités sont expressément chargées de porter et de remettre au directoire de leurs districts respectifs les armes de calibre provenant de la remise qu'en auront faite les citoyens des différentes communes, avec un état desdites armes.

Art. 4.

Les municipalités sont encore chargées sous leur responsabilité de faire porter aux directoires de leurs districts respectifs, toutes les gibernes qui se trouveront au pouvoir des particuliers de leur arrondissement.

Art. 5.

Les directoires de districts surveilleront avec la plus scrupuleuse exactitude la prompté exécution des dispositions des articles ci-dessus, et transmettront à l'administration du département un état exact des armes de calibre qui leur auront été remises par les communes de leur ressort, aussitôt que ces remises auront été opérées par lesdites communes.

Art. 6.

Dans le cas où des citoyens, sur la réquisition des municipalités auraient refusé de remettre leurs armes, ou déclaré n'en pas avoir à leur disposition, les envoyés des assemblées primaires et tous les bons citoyens sont fortement invités de les dénoncer, et, dans ce cas, en conformité de l'article premier de la loi du 2 septembre 1792, les citoyens qui auraient refusé de remettre leurs armes ou de les déclarer, et chez lesquels il s'en serait trouvé de calibre, seront déclarés infâmes, traîtres à la patrie, dignes de la peine de mort, et leurs armes confisquées sans indemnité au profit de la République.

Art. 7.

Tous les citoyens sont tenus de déclarer, en

1<sup>re</sup> SÉRIE. T. LXXVI.

conformité de l'article IV de la loi du 8 juillet 1792, par devant leurs municipalités respectives, la nature et la quantité des munitions de guerre qu'ils auront en leur pouvoir. Le refus de déclaration ou la fausse déclaration seront punis de la peine portée par ledit article.

Art. 8.

Les municipalités sont expressément chargées de faire déposer dans la maison commune toutes les poudres et plombs de quelque nature qu'ils soient, qui auront été déclarés. Ces objets seront remis sans délai par les municipalités aux districts respectifs, pour être employés au service de la République sur la réquisition des représentants du peuple ou des généraux.

Art. 9.

Les districts sont autorisés à nommer des commissaires qui procéderont à l'estimation des armes et munitions qui leur auront été remises par les communes ; la valeur en sera payée par le trésor public sur les ordonnances que les directoires de districts sont autorisés à tirer en faveur desdites communes, sur les receveurs de districts.

Art. 10.

Les membres composant les municipalités sont déclarés personnellement responsables de la négligence qu'ils pourraient apporter dans l'exécution du présent.

Vu l'article 11 du décret du 23 août 1793, qui détermine le mode de réquisition des citoyens français contre les ennemis de la République ;

Le Procureur général syndic oui ;

Le Conseil charge les citoyens Armand, Bernard, administrateurs du département ; Cotte et Béranger, notables de la commune de Valence, de faire fabriquer sans délai, conformément à l'article 11 du décret du 23 août dernier, les bannières nécessaires aux bataillons qui doivent être organisés dans chaque district. Les frais de cette fabrication seront supportés par le trésor public.

Signé : MELLERET, président ;  
REGNARD, secrétaire.

Collationné :

REGNARD, secrétaire général.

III

Arrêté des citoyens Dubois-Orancé et Gauthier, représentants du peuple envoyés près l'armée des Alpes (1).

Les représentants du peuple envoyés près l'armée des Alpes. Au quartier général de La Pape, le 6 septembre 1793, l'an second de la République française,

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.



Vu le décret du 23 août qui détermine le mode de réquisition des citoyens français, contre les ennemis de la République, ont arrêté :

Art. 1<sup>er</sup>.

Que les corps administratifs sont requis de faire mettre à exécution le décret sous le plus bref délai.

Art. 2.

Que les citoyens désignés en l'article 8 du décret pour marcher les premiers, sont destinés, savoir, ceux des départements de l'Ain et de l'Isère, pour se porter sur les frontières et repousser les Piémontais du département du Mont-Blanc; en conséquence ils se réuniront, savoir : ceux du département de l'Isère, à Grenoble; ceux des districts de Belley, Montluel, Saint-Lambert, à Belley; des districts de Gex et Nantua, à Nantua; et enfin ceux des districts de Trévoux, Chatillon, Bourg et Pont-Deran, à Bourg.

Art. 3.

Que les citoyens des départements de Rhône et-Loire, du Puy-de-Dôme, de l'Allier, de la Haute-Loire et de l'Ardèche, se porteront également sur les frontières, après s'être réunis aux troupes et gardes nationales campées sous Lyon, pour achever de détruire la révolte éclatée dans cette ville; les lieux de rassemblements seront, provisoirement, dans les chefs-lieux de districts; les administrations de ces départements se concerteront, soit avec les représentants du peuple, soit avec les officiers généraux de l'armée des Alpes, pour régler leur marche, et le lieu de leur destination.

Ceux de la Drôme se porteront du côté de Toulon, et iront rejoindre l'armée qui est dans cette partie; ceux des départements des Hautes et Basses-Alpes auront la même destination, à moins qu'ils ne soient jugés plus nécessaires pour la défense de leurs frontières par les officiers généraux de l'armée des Alpes.

Art. 4.

Les directoires de district enverront directement au commissaire général de l'armée des Alpes, à Grenoble, le nombre des hommes qui doivent marcher, en conformité de l'article 8 du décret du 23 août, pour qu'il soit incessamment pourvu à leur subsistance.

Art. 5.

Les citoyens requis pour marcher, se formeront, autant que faire se pourra, en compagnies et bataillons, dans le chef-lieu de leur district; s'il ne se trouve pas un nombre de compagnies suffisant pour former un bataillon, on réunira les compagnies des districts les plus voisins, et cette réunion s'effectuera, soit dans les chefs-lieux de districts, soit dans le chef-lieu de département, de la manière qui sera la plus prompte.

Art. 6.

Ils pourront faire choix de leurs officiers et sous-officiers parmi les autres classes de citoyens qui voudront offrir à la patrie leurs talents et leur expérience dans l'art militaire.

Art. 7.

Les réquisitions qui seront faites en vertu de la loi du 23 août, pour faire marcher les citoyens depuis l'âge de 18 jusqu'à 25 ans, ne préjudicieront point à celles qui ont été précédemment mises à exécution, mais il sera pris des mesures pour renvoyer les citoyens pères de famille, dès que les circonstances le permettront; ils seront tenus de continuer leur service jusque là.

Art. 8.

Les corps administratifs feront exécuter spécialement les articles 13 et 14 du même décret, pour assurer les subsistances, tant de troupes que de gardes nationales, et ils feront aussi passer tous les huit jours, un état des subsistances de l'armée des Alpes à Grenoble; cet envoi se fera aussi directement par les directoires de district pour accélérer.

Art. 9.

Les hommes requis seront nourris dans les lieux de rassemblement, par les soins des autorités constituées et des grains provenant des achats des administrations ou des versements faits en exécution du décret du 23 août.

Art. 10.

Ils recevront leurs subsistances des magasins de la République, lorsqu'ils seront arrivés aux lieux qui leur seront indiqués par les représentants du peuple et les généraux.

Art. 11.

Les districts fourniront, sans délai, trente quintaux de farine par compagnie de cent hommes, et les farines seront versées dans les principaux magasins de la République de leur arrondissement, sans qu'elles puissent se consommer dans les lieux de rassemblement. Il sera sans délai donné avis aux régisseurs, de la quantité de farines versées, et des magasins où elles auront été déposées.

Art. 12.

Les farines mentionnées en l'article ci-dessus, seront payées par les receveurs de districts, aux municipalités qui auront fait les fournitures, sur les récépissés qui leur auront été délivrés par les préposés des subsistances, à raison du poids qui sera fixé par le directoire ou conseil de département pour chaque quintal de farine, sur lequel on aura extrait quinze livres de son, conformément au dernier décret sur le pain à distribuer aux troupes.

Art. 13.

Le présent arrêté sera incessamment envoyé aux administrations de département qui le feront imprimer, lire, publier et afficher dans chaque commune, et veilleront à son exécution. Fait au quartier général de La Pape, les jours et an que dessus.

*Signé : DUBOIS-CRANCÉ et GAUTHIER.*

Pour extrait en forme,

*Signé : GAUTHIER.*

Vu l'arrêté ci-dessus,

Le directoire du département de la Drôme, ouï et ce requérant le procureur général syndic, ordonne que le présent arrêté sera lu, publié et affiché dans le département, qu'il en sera adressé aux directoires de district des exemplaires, pour être envoyés aux municipalités de leur arrondissement, pour y être lus, publiés et affichés; charge les administrations de district et les municipalités d'en assurer la prompte et entière exécution.

A Valence, en Directoire, le 13 septembre 1793, l'an II de la République française.

*Signé : MELLERET, président; REGNARD, secrétaire général.*

Collationné :

*REGNARD, secrétaire général.*

IV

*Mesures contre les déserteurs des armes de la République (1).*

« Paris, le 22 août 1793, l'an II de la République une et indivisible.

L'adjoit de la quatrième division du département de la guerre, aux corps administratifs, aux généraux d'armées et autres chefs militaires, et particulièrement à tous les commandants de la gendarmerie nationale de la République.

« Citoyens,

« Il n'est pas de perfidies que nos ennemis n'inventent contre notre liberté. Ils redoublent d'efforts dans ce moment de danger; redoublons de vigilance, d'énergie et de courage.

« Je suis instruit qu'ils travaillent, depuis quelque temps, à séduire nos braves frères d'armes; qu'ils les engagent à quitter les armées de la République et à revenir dans leurs départements où les contre-révolutionnaires osent leur promettre l'impunité lorsqu'ils n'y trouveraient que le mépris de leurs concitoyens, la honte d'avoir abandonné leurs drapeaux, et la punition sévère et inévitable de la loi.

« Pour déjouer cet infâme complot, citoyens, il faut réunir tous nos efforts; il faut redoubler

de vigilance et de sévérité afin que les soldats qui auraient pu oublier leurs devoirs au point de céder à ces perfides séductions, soient poursuivis, arrêtés et punis.

« J'invite les administrateurs de département à faire passer, sans délai, la présente circulaire à toutes les administrations de district de leur arrondissement, et à prendre et faire prendre, dans toutes les municipalités, les mesures les plus efficaces pour découvrir et arrêter les déserteurs. On doit regarder comme tel, tout militaire, de quelque grade qu'il soit, qui n'est pas porteur d'un congé de réforme ou de convalescence, ou d'un billet d'hôpital ou d'une permission en bonne forme. Ces déserteurs doivent être conduits par la gendarmerie dans un dépôt sûr, d'où on les fera rejoindre leurs corps, pour continuer leur service, et subir les peines qu'ils auront encourues, suivant les circonstances de leur délit.

« J'invite tous les commandants de la gendarmerie nationale, de mettre dans ces recherches et ces arrestations, une vigilance suivie, une activité infatigable, une sévérité inflexible; et je déclare à ceux qui ne rempliraient pas, à cet égard, leur devoir avec la plus grande exactitude, qu'ils ne pourraient éviter leur destitution dès que leur négligence ou leur faiblesse seraient connues.

« J'invite tous les généraux d'armées, et généralement tous les chefs et commandants des corps dans lesquels se seraient manifestés ces lâches complots, à tâcher d'en découvrir les auteurs, fauteurs et complices, et à les livrer aux tribunaux militaires, pour les faire punir selon la rigueur des lois; je les invite à faire sentir aux soldats qu'ils commandent, combien une défection de cette nature est honteuse; à quels dangers elle les expose, et quelle tache elle imprime à jamais sur leur front.

« J'invite enfin les bons citoyens à dénoncer tous les soldats déserteurs qu'ils pourront découvrir; tous les chefs et agents civils et militaires qui inspireraient, exciteraient, favoriseraient ou toléreraient, par leur négligence ou autrement, ces sortes de désertions, afin de les faire punir, selon la rigueur des lois, comme des conspirateurs contre la liberté de leur pays.

« *Signé : Prosper SIJAS.* »

« Valence, 17 septembre 1793, l'an II de la République française.

Les administrateurs composant le conseil général du département de la Drôme, à leurs administrés.

« La République, citoyens, est en danger, la vigilance, l'énergie et la réunion de nos forces, sont les seuls moyens de la sauver; nous voyons avec satisfaction que la nouvelle levée qui a lieu dans notre département, en exécution de la loi du 23 août dernier, s'effectue avec tout le zèle et l'activité qui caractérisent de vrais républicains; mais tandis que ces nouveaux défenseurs se disposent pour aller combattre nos ennemis, il n'est que trop connu qu'une infinité de volontaires qui ont quitté leurs drapeaux, les uns par désertion, et les autres sous prétexte de maladie, végètent au sein de leurs familles; un plus long retard à forcer ces lâches à reprendre leur poste, serait condamnable; en conséquence, nous vous invitons à prendre les mesures

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.



les plus prompts pour forcer ceux qui se trouvent dans notre commune, à rejoindre leurs bataillons : celles indiquées dans la lettre du ministre de la guerre, du 22 août dernier, dont copie est ci-dessus transcrite, nous paraissent être les seules qui doivent être employées, et nous sommes convaincus qu'étant par vous adoptées, elles auront tout le succès que nous devons en attendre : vous voudrez instruire incessamment l'Administration de l'exécution de ces mesures et de leur résultat.

Les administrateurs composant le conseil général du département de la Drôme.

*Signé : MELLERET, président; PAYAN, procureur général syndic; RÉGNARD, secrétaire général.*

## V

*Extrait du procès-verbal des séances du conseil du département de la Drôme, en permanence (1).*

Séance publique du 18 septembre 1793, l'an II de la République. Présents : Melleret, président; Blanchard, Beaujean, Armand, Bès, Viot, Bernard, Bossan, Duclos, Vernet, Lermy, Chancel, Perriolat, Lambert, Algaud, Ayme, administrateurs; et Payan, procureur général syndic.

La discussion s'est ouverte sur les subsistances à fournir aux jeunes gens rassemblés dans chaque district, pour former la nouvelle levée en exécution de la loi du 23 août dernier; lecture faite de l'arrêté des représentants du peuple près l'armée des Alpes du 6 septembre suivant;

Le conseil, considérant que l'article IX porte que « les requis seront nourris dans les lieux de rassemblement par les autorités constituées, et des grains provenant des achats des administrations ou des versements faits en exécution du décret du 23 août »;

Considérant que le département ne présente pas des ressources pour pouvoir faire des achats en gros, qu'il paraît même certain que ces ressources ne sont pas analogues à sa population, et qu'il ne tardera pas d'avoir des besoins;

Que les grains existant dans les magasins du département sont bien insuffisants, vu le nombre d'hommes rassemblés dans chaque district, en exécution de la loi;

Qu'il est du devoir de l'Administration d'employer tous les moyens qui sont en son pouvoir à l'effet de pourvoir à la subsistance des généraux défenseurs de la patrie.

Le procureur général syndic entendu, arrête :

Art. 1<sup>er</sup>.

Chaque district du ressort est de nouveau invité, sous sa responsabilité, de transmettre le plus tôt possible au département, le recensement des grains qu'il a dû faire faire dans chaque commune de son arrondissement, en suite des précédents arrêtés de l'Administration.

## Art. 2.

Les conseils des districts sont de même char-

gés de faire exécuter incontinent, après la réception du présent, les articles 9, 10, 11 et 12, de l'arrêté des représentants du peuple du 6 septembre 1793.

## Art. 3.

Chaque propriétaire, fermier ou métayer, dont les biens nécessiteront une charrette de quatre bêtes pour leur exploitation, sera tenu de déposer à sa municipalité, dans le délai de quatre jours après l'interpellation qui lui en sera faite, deux quintaux de blé, poids de marc, pour chaque charrette, et ce à peine de confiscation; et à l'égard de ceux dont les biens ne nécessitent pour l'exploitation que deux bêtes, s'il est reconnu qu'ils aient récolté du grain au delà de leur consommation, en ce cas seulement, ils déposeront à leur municipalité, dans le même délai, et sous les mêmes peines, un quintal de froment.

## Art. 4.

A fur et mesure que les citoyens apporteront leur blé, il leur en sera donné reçu par la commune, ou par le commissaire nommé par elle, pour leur être payé comme il sera ci-après expliqué.

## Art. 5.

A l'expiration du délai de quatre jours mentionné en l'article 3 ci-dessus, chaque municipalité confisquera le blé des particuliers qui n'auront pas déferé à la réquisition, et dans les quatre jours qui suivront le même délai, chaque commune sera tenue, sous sa responsabilité, de transporter les grains déposés dans les magasins de subsistances militaires respectifs, lesquels leur seront payés comptant par la garde-magasin, sur le pied du *maximum* du département, il sera payé, en sus du grain, 6 sols par quintal, par chaque lieue de poste, et ce pour indemniser des frais de transport les municipalités qui en seront seules chargées.

## Art. 6.

Aussitôt le versement fait dans les magasins, tous les citoyens qui auront remis du grain en exécution du présent, auront le droit de se présenter à leur municipalité, pour en exiger le paiement sur le prix du *maximum*.

## Art. 7.

Les 425 quintaux de blé appartenant au département et qui se trouvent actuellement dans ses magasins, seront incontinent remis au garde-magasin des subsistances militaires de Valence, à l'effet de les faire moudre le plus tôt possible, sauf à remplacer ce blé par celui qui rentrera en exécution des articles 3 et 5 ci-dessus.

## Art. 8.

A compter du 1<sup>er</sup> octobre prochain, les préposés aux subsistances militaires, seront tenus, jusqu'à nouvel ordre, vu la rareté du froment,

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 700

de faire entrer dans le pain, pour le militaire, un quart de seigle, sous le blutage de quinze livres de son par quintal.

Art. 9.

Le présent sera adressé au citoyen Boisset, représentant du peuple, délégué par la Convention nationale dans le département de la Drôme, et invitation lui sera faite d'autoriser l'article précédent qui ne pourra être mis à exécution qu'après son approbation.

Art. 10.

Le présent sera imprimé, publié et affiché dans toutes les communes du ressort, les administrations des districts demeurant chargées d'en assurer l'entière exécution.

Signé : MELLERET, président; REGNARD, secrétaire général.

Collationné :

REGNARD, secrétaire général.

Les administrateurs du département de police font passer le nombre des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention du département de Paris, à l'époque du 4 octobre, dont le total est de 2,419.

Insertion au « Bulletin » (1).<sup>1</sup>

Suit la lettre des administrateurs du département de la police (2).

« Commune de Paris, le 5 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible,

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, du département de Paris, à l'époque du 4 octobre. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux-assignats; assassinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie, (y compris la veuve Capet) .....	393
« Grande-Force, (dont 36 militaires)...	540
« Petite-Force.....	196
« Sainte-Pélagie.....	166
« Madelonnettes.....	255
« Abbaye (dont 23 militaires et 5 otages).....	120
« Bicêtre.....	566
« A la Salpêtrière.....	129
« Chambres d'arrêt, à la mairie.....	50
« Luxembourg.....	2
Total.....	<u>2419</u>

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« Signé : MARINO; MICHEL; HEUSSÉE; FIGUET,

Le citoyen Prévost, commissaire de l'assemblée primaire de la section de la ville de Conches, district d'Evreux, annonce à la Convention qu'il vient d'établir dans cette ville une Société populaire, qui a tenu sa première séance le 29 septembre dernier. Il en fait passer le procès-verbal.

La mention au procès-verbal est décrétée (1).

Suit la lettre du citoyen Prévost (2).

Au citoyen Président de la Convention nationale,

« Conches, le 30 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Envoyé de l'assemblée primaire de la section de la ville de Conches, sans avoir reçu aucune mission officielle, mais ayant le désir que tout bon citoyen doit avoir, celui de propager l'esprit public et les vrais principes du plus pur républicanisme.

« J'ai formé une société populaire composée de 28 citoyens, qui a tenu hier, chez moi, sa première séance. Par son procès-verbal dont je joins ici copie, après s'être déclarée formée, elle a décidé qu'elle allait nommer et elle a effectivement nommé quatre commissaires qui ont été chargés d'annoncer à la municipalité de notre ville que notre intention était de former une société populaire, et qu'en conséquence nous nous étions hier constitués en société populaire. Nous avions aussi, dans l'incertitude que notre municipalité accueillit ou non, notre déclaration, arrêté que nos commissaires nous rendraient compte de leur mission aujourd'hui, 5 heures après midi, en la maison du citoyen Turreau, général de l'armée des Pyrénées-Orientales, lieu désigné pour tenir nos séances. Nous nous y sommes donc réunis à l'heure ci-dessus, mais quelle a été notre surprise de voir partie de nos officiers municipaux (que nous nous réservons de vous faire connaître et que le citoyen Lindet, évêque de notre département, est à portée de vous peindre, car ils n'ont pas changé depuis la plantation de l'arbre de la liberté chez nous) dans le lieu de nos séances, demander à être agrégés parmi nous. Nous leur avons observé qu'étant formés, on allait les inscrire, afficher leurs noms pendant huit jours dans l'intérieur de notre salle et qu'après ce temps la société déciderait si elle les agrégerait ou non. Il paraît que ces citoyens ont craint le résultat du scrutin épuratoire; ils ont prétendu avoir le droit de se présenter et d'exiger leur admission. Nous avons, nous, décidé qu'étant formés et organisés, nous avions le droit de ne recevoir que ceux dont les principes républicains nous seraient bien connus. Je ne vous rappelle-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 109.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 109.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.



rai ici, citoyens, les scènes scandaleuses que la différence des opinions de nos officiers municipaux avec les nôtres, fait naître, les procès-verbaux joints à la présente vous en instruiront. Nous vous demandons seulement si nous sommes ou non dans les vrais principes.

« L'envoyé de l'Assemblée primaire de la section de la ville de Conches.

« Signé : PRÉVOST.

« Nous, président et secrétaire de la société populaire de Conches, certifions que la présente a été lue et approuvée par ladite société.

« A Conches, ce 30 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Signé : LESAGE, président; BRETIGNÈRES, S. g. adjoint. »

*Procès-verbal de la première séance de la société populaire de Conches (1).*

L'an deuxième de la République française une et indivisible, le dimanche vingt-neuf septembre mil sept-cent-quatre-vingt-treize, en la maison du citoyen Prévost, envoyé de l'assemblée primaire de cette ville, nous, Charles Lesage, père, homme de loi, Pierre Lechartier, Pierre Dugas l'ainé, Nicolas-Jean-Baptiste Lemarchand, aubergiste, Jacques Leroi, Louis Rosse, serrurier, Antoine-Louis Brétignères, Nicolas Chéron l'ainé, juge suppléant du district; Jacques Guilmin, Thomas Lermite, François-René, Richard Bourlet, Louis Legros, Guillaume-Bernard Paris, pâtissier; Jacques Goupil, Jacques Cernai, Pierre-Alexandre Colet, aubergiste; Michel Blot, tanneur; Jacques Bigot, Anne-Gabriel-Henri Lesage fils, homme de loi; Alexandre François Durochel, receveur de l'enregistrement; Nicolas Villar, tonnelier, Étienne-François Barbe, épiciier; François Paris, horloger; Thomas Guilmin, envoyé de l'assemblée primaire de ce canton; Henri Raymond, Charles Prévost fils, envoyé de l'assemblée primaire de cette ville; François Valognes, horloger; assemblés aux fins de nous constituer en société populaire, et pour y parvenir, le citoyen Lesage, père, homme de loi, a été élu président provisoire; scrutateurs, les citoyens Pierre Dugas l'ainé, et Nicolas Jean-Baptiste Lemarchand, aubergiste et le citoyen Charles Prévost, secrétaire, aussi provisoirement.

Procédant ensuite à la formation définitive de ladite société populaire, il a été arrêté que ladite société aurait un président, un vice-président, un secrétaire et un secrétaire-adjoint, lesquels seront nommés à haute voix et à la pluralité absolue, pour un mois. En conséquence, nous avons nommé les citoyens Lesage père, président; Le Chartier, vice-président et les citoyens Prévost, secrétaire et Brétignères, secrétaire adjoint.

L'assemblée s'est ensuite déclarée formée et il a été unanimement décidé qu'il serait nommé quatre commissaires députés pour annoncer à la municipalité que l'intention des citoyens ci-dessus nommés est de former une société populaire, et qu'en conséquence ils se sont constitués en

société populaire et fixé les jeudis de chaque semaine, à quatre heures du soir et les dimanches et fêtes à neuf heures du matin pour tenir des séances publiques à commencer de jeudi prochain 3<sup>e</sup> octobre, quatre heures après-midi; lesquels quatre commissaires sont les citoyens Lechartier, Brétignères, Chéron et Rosse, ayant réuni la majorité des suffrages ont été chargés de se transporter à la maison commune de cette ville demain au matin, sur les neuf heures, pour annoncer aux citoyens officiers municipaux la formation de ladite société populaire, le lieu de ses séances, qui sera dans la grand'salle de la ci-devant abbaye de cette dite ville, aux jours et heures ci-dessus indiqués pour ses séances publiques, et rendre compte de leur mission à ladite société, le même jour à cinq heures du soir, au lieu ci-dessus désigné pour tenir ses séances, sauf après à faire tel règlement qu'il appartiendra et un double du présent sera délivré auxdits commissaires.

Fait et arrêté lesdits jour et an que dessus.

Collationné au registre et délivré aux commissaires ci-dessus dénommés, par nous président et secrétaire de la société populaire de la ville de Conches, les jours et an que dessus.

Signé: LESAGE, président; PRÉVOST, secrétaire.

La Société populaire de Carhaix, après avoir passé en revue toutes les trahisons des généraux qui ont commandé les armées de la République, engage la Convention nationale à décréter, comme seule mesure pour éviter à l'avenir ces désastres, l'éloignement de tous les emplois civils et militaires, non seulement des ex-nobles et des prêtres, mais encore tous les agents de ces castes perfides et exécrables.

*Insertion au « Bulletin » (1).*

*Suit l'adresse de la Société populaire de Carhaix (2).*

*Adresse à la Convention nationale.*

« Représentants,

« Jetez un œil attentif sur les malheurs qui désolent la République française; recherchez scrupuleusement la source des maux qui lui déchirent le sein depuis le commencement de la Révolution. Les ex-nobles qui occupent les emplois civils et militaires vont vous la découvrir; de quelque côté que vous portiez vos regards, vous verrez qu'eux seuls avec les prêtres fanatiques sont les auteurs des calamités qui l'affligent. Si le sang des patriotes a coulé à grands flots dans Nancy et autres villes, un Bouillé et ses adhérents dirigeaient ces mains parricides; si les ennemis se sont avancés sur le territoire de la République, s'ils sont entrés dans nos villes-frontières, les généraux de nos armées, les commandants de nos places, hommes de la ci-devant caste nobiliaire, ont protégé leur marche, leur ont ouvert les portes et ont fait avec eux des capitulations indignes des Français. Les succès

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 710.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 109.  
(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.

mêmes que nous avons obtenus, n'ont souvent servi qu'à nous conduire à une perfidie plus éclatante. Rappelons-nous les trahisons de Lafayette, des Lambese, des Dumouriez, des Custine... Non seulement nos places fortes dégarnies et sans approvisionnements, mais nos troupes exposées à périr de faim et à être égorgées par les ennemis; non seulement nos conquêtes abandonnées, nos armées mises en déroute par ce ori lâche et infâme *Sauve qui peut*, mais nos représentants mêmes livrés aux Autrichiens par la scélératesse d'un traître et d'un état-major composé d'ex-nobles, mais nos munitions de guerre enlevées, nos trésors pillés, volés... Que d'horreurs monstrueuses, que de perfidies exécrables!

« Si de cet affligeant tableau on passe à celui de l'intérieur de la République, qu'y verra-t-on? Ici des émeutes populaires provoquées par des accaparements de denrées de toute espèce qui ne peuvent être imputés qu'aux impulsions dangereuses des ex-nobles; là des villes entières en rébellion et livrées à des guerres intestines fomentées par les infâmes manœuvres de cette caste maudite; ailleurs des départements fédéralisés qui méconnaissent la Convention et cherchent à usurper la souveraineté nationale par les conseils perfides de membres ci-devant nobles qui composent les administrations; partout le feu de la guerre civile prêt à s'allumer par leur souffle empoisonné. Voilà la cause des déchirements cruels qu'éprouve la République, ses maux sont à leur comble, et il faut un remède proportionné à leur grandeur.

« Représentants, plus de ménagement, plus de considérations politiques, le jour de la vengeance est arrivé; déployez toute votre sévérité, frappez votre dernier coup, écrasez du poids de votre colère ces enfants ingrats et rebelles qui ne servent leur patrie que pour la déchirer plus cruellement. Retranchez pour toujours les ex-nobles de ces emplois civils qu'ils ne doivent qu'à l'intrigue et où ils ne sont parvenus que pour égarer le peuple et le soulever contre lui-même. Eloignez-les à jamais de ces places qu'ils n'occupent dans les armées que pour trahir plus sûrement, et faire couler le sang des Français avec plus de profusion; éloignez également de toutes fonctions civiles et militaires tous les individus qui seront reconnus pour avoir été receveurs ou agents des ci-devant nobles, accordez ces fonctions à de vrais sans-culottes qui joignent la vertu au mérite, l'expérience aux talents. Bientôt le soldat reprendra sa confiance et son courage; ses combats seront suivis de la victoire, les dangers qui menacent la patrie disparaîtront enfin; les bases de la Constitution se consolideront et la République une et indivisible sera sauvée.

« Fait par la Société populaire de Carhaix, ce jour 24 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Signé : F.-M. ALLAIN, président; COLLIZ, commissaire; ONÉMAR fils, premier secrétaire; VALETTE; BLANCHARD cadet, suppléant secrétaire.

La Société républicaine de Langres invite la Convention à rester à son poste, jusqu'à ce que la lutte des despotes et des esclaves contre la liberté soit terminée; elle demande en même temps que la Convention expulse de son sein ces perfides mandataires qui croupissent dans le marais, et le renouvellement de toutes les autorités constituées.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

Suit l'adresse de la Société républicaine de Langres (2).

La Société républicaine de Langres, à la Convention nationale.

« Langres, le 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

« Les malheurs et les désastres de la patrie sont à leur comble. Landau et Cambrai, cernés de toutes parts, sans qu'on s'occupe de les délivrer; la réduction de l'infâme Lyon, trop longtemps retardée, l'ennemi maître de plusieurs de nos villes et sur le point d'hiverner sur le territoire de la République; nos armées trompées par de perfides généraux et impitoyablement massacrées malgré leur intrépidité; tout cela sans doute vous consterne ainsi que tous les vrais républicains, mais tout cela vous accuse.

« Oui, Législateurs, c'est du sein même de la Convention que partent les fils des intrigues qu'on emploie pour renverser le nouvel ordre de choses. Au milieu de vous siègent encore des contre-révolutionnaires que les journées du 31 mai et jours suivants n'ont pu rappeler à leur devoir. N'ont-ils pas osé, dernièrement, ces hommes pervers, rompre le silence auquel les avait condamnés la majesté du peuple, pour manifester une joie coupable à la nouvelle de nos défaites? Ne les avez-vous pas entendus essayer de justifier le scélérat Houchard? N'ont-ils pas tenté de renverser votre comité de salut public dont le zèle et l'activité peuvent seuls débrouiller le chaos de trahisons dans lequel la France est plongée?

« Intrépides montagnards, nous vous le répétons encore, nous ne reconnaissons que vous pour nos représentants; vous seuls avez notre confiance, mais si nous vous invitons à rester au poste qui vous est confié jusqu'à ce que cette lutte des despotes et des esclaves contre la liberté soit enfin terminée, nous vous demandons en même temps d'expulser de votre sein ces perfides mandataires qui croupissent dans le marais et d'appeler pour les remplacer ceux des suppléants qui seront munis de certificats de civisme accordés par les comités de surveillance et approuvés par les sociétés populaires. Nous vous demandons en outre le renouvellement de toutes les autorités constituées. C'est à de pareilles mesures que nous devons le bonheur et la gloire de la République.

« Par la Société républicaine de Langres,

« Signé : LAMBRY, président; BRIGANDET, BARBIER, secrétaires. »

Le citoyen Legendre, de la Nièvre, représentant du peuple dans les départements de la Nièvre, de l'Allier et autres environnants, écrit à la Con-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 110.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.



vention, en date du 1<sup>er</sup> octobre, de la Charité-sur-Loire : il rend compte du bon effet qu'a produit, dans ces départements, la taxe des subsistances; des précautions qu'il a été obligé de prendre pour effectuer la réquisition, de concert avec les mesures nécessaires pour les approvisionnements; et enfin des dispositions également prises pour purger les corps constitués, rectifier l'esprit public et le porter à la hauteur des circonstances.

Insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du citoyen Legendre (2).

*Legendre de la Nièvre, commissaire dans les départements de la Nièvre, de l'Allier et autres départements environnants, au président de la Convention nationale.*

La Charité-sur-Loire, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen président,

« Le décret sur la taxe des subsistances a été reçu par le peuple de ces départements comme un des plus grands bienfaits de la Convention nationale; il a rehaussé l'esprit public, il a fixé d'une manière certaine l'opinion des sans-culottes sur les travaux constants et sur les efforts redoublés des mandataires du peuple pour créer son bonheur et assurer sa liberté. Hâte-vous d'achever ce grand œuvre : que le peuple soit tranquille sur ses subsistances, qu'il soit assuré que le prix de son travail suffira à sa nourriture et à son entretien, il ne demande rien de plus, et il sera toujours debout, dès que les dangers de la patrie réclameront ses bras et son sang. Le peuple qui est toujours vertueux et qui est toujours fort, surtout lorsqu'il est libre, n'ambitionne point les richesses, il les laisse ramasser par ces âmes viles qui boivent sa sueur et se gorgent des trésors créés par son industrie et ses travaux. Mais le peuple veut du pain, des vêtements, et les instruments nécessaires aux arts qu'il cultive, à l'industrie qu'il exerce, et il abhorre souverainement ceux qui attentent à son bonheur, qui violent les principes de la liberté et de l'égalité en retranchant à ses jouissances et à ses besoins l'indispensable nécessaire dont nul individu ne doit manquer sur la terre de la liberté.

« Citoyens collègues, voulez-vous une preuve bien éclatante de la vertu du peuple, de sa générosité et de sa patience héroïque au milieu des alarmes qu'on cherche à lui donner sur les subsistances, et au milieu des vexations que lui faisaient éprouver ces hommes cruels qui étaient parvenus à porter le prix de la livre de pain à 10 et 12 sols dans presque tous les districts de ces départements ?

« Le jour de mon arrivée à Moulins, deux pères de famille s'adressent au citoyen Delan, maire, et lui révèlent en pleurant qu'ils ont man-

qué de pain pendant quarante-huit heures. Il partage le sien avec eux, et ils retournent contents dans le sein de leurs familles sans qu'il leur échappe aucune plainte devant leur magistrat, et sans que la faim leur ait arraché un seul murmure devant leurs concitoyens.

« Quoique je n'aie rien fait pendant tout le cours de ma commission sans en prévenir le comité de Salut public, je dois vous instruire, citoyens collègues, des raisons qui m'ont empêché d'effectuer la levée de la première classe aussi promptement que je l'aurais pu absolument, si je n'eusse été contrarié par le défaut de subsistances. Craignant de rassembler des citoyens dans les chefs-lieux de district presque tous au dépourvu, j'ai préféré de prendre des mesures pour me procurer le recensement des récoltes et la liste de tous les citoyens de la première classe, afin de n'ordonner les rassemblements que lorsque je serais assuré que les subsistances ne manqueraient pas, et que lorsque j'aurais le nombre effectif des citoyens inscrits sur ces listes. Si j'eusse pressé la levée, j'aurais indubitablement occasionné des querelles ou des mouvements dont les suites auraient pu produire les plus dangereux effets. La Convention jugera dans sa sagesse si je devais agir autrement sans exposer la tranquillité publique.

« Pendant ce temps-là, je me suis occupé à prendre, de concert avec mon collègue Fouché, les instructions dont nous avions besoin pour purger les corps constitués, rectifier l'esprit public et le porter à la hauteur des circonstances. Car tandis que je m'assurais des districts limitrophes du département du Puy-de-Dôme, que je suivais l'armée du peuple, et que les commissaires des assemblées primaires veillaient à l'approvisionnement des marchés, au recensement des récoltes et formaient la liste des citoyens de la première levée, mon collègue assistait, à Nevers et à Moulins, à l'inauguration du buste de Brutus.

« J'ai pris avant hier un arrêté contre les administrateurs du département du Cher, qui avaient mis en réquisition toutes les subsistances de leur département, et j'attends la réponse du commissaire que j'ai envoyé à Bourges, pour instruire la Convention des dernières dispositions de ces administrateurs.

« L'esprit public est en général bon dans ces départements, mais il serait excellent si les correspondants de Lyon et de la Vendée n'eussent pas aussi longtemps ralenti ses progrès en pervertissant l'opinion et en faisant colporter des constitutions royalistes et fédéralistes. Mais enfin le peuple est désabusé, il connaît ses ennemis et il saura les punir.

Salut et fraternité.

« Signé : LEGENDRE (de la Nièvre). »

Les sans-culottes de Ruffec, réunis en Société populaire, après avoir rendu le témoignage le plus flatteur de la conduite qu'a tenue le 1<sup>er</sup> bataillon de la Charente, tant à la bataille de Jemmapes, que de son opposition à la reddition de Valenciennes, prient la Convention nationale d'ordonner l'insertion de leur lettre au « Bulletin »; ils regardent cette mesure comme nécessaire pour éviter des rixes qui pourraient s'élever, si on laissait exister quelque louche que des

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 110.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.  
M. Aulard, dans son *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 178), ne reproduit que l'analyse du procès-verbal.

journaux ont malicieusement répandu sur ce bataillon.

Insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre des sans-culottes de Ruffec (2).

« Ruffec, le 13 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible,

« Représentants du souverain,

« Nous nous glorifions de compter au nombre des vainqueurs de Jemmapes, le premier bataillon de la Charente, nous étions satisfaits de l'avoir vu à Valenciennes pour la défense de cette place, nous apprîmes avec transport qu'il avait, par l'organe de ses chefs, voté pour la résistance à la horde des brigands coalisés et qu'il s'était opposé à sa reddition.

« Si nous n'étions pas aussi sûrs du civisme des républicains qui le composent, nous les compterions au nombre de ceux contre lesquels il y a des reproches d'incivisme et de royalisme, mais ses preuves sont faites et nous sommes tranquilles.

« Citoyens, il n'en est pas de même de toute la République, tous les sans-culottes ne savent pas ce qu'il a fait pour eux, les inculpations que certains journaux n'adressent qu'à partie de la garnison, et d'autres à la totalité pourraient jeter du louche sur leur conduite et les exposer à des rixes que la malveillance tente de susciter entre les patriotes.

« C'est à vous, citoyens, qu'il appartient de fixer l'opinion publique sur le compte des fidèles à la loi, ou de ses oppresseurs, c'est à vous enfin qu'il appartient d'éclaircir les doutes; parlez, citoyens, ne craignez pas de dire la vérité, nous comptons dans ce premier bataillon plusieurs enfants, frères et amis, ce titre n'en est pas un auprès de nous pour passer légèrement sur les traits ou de bravoure ou de lâcheté; éclairez notre bonne foi si elle a été trompée, ou dissipez par un acte authentique, les soupçons que l'incertitude pourrait faire naître. Nous recevrons avec transport la déclaration de leur fidélité à la cause de la liberté, et mépriserons souverainement les coupables de forfaits aussi odieux que ceux de crier au royalisme.

« Rendez notre lettre publique, décrêtez son insertion au *Bulletin*, ainsi que la réponse que vous avez à y faire.

« Les sans-culottes de Ruffec, réunis en Société populaire vous en auront une éternelle reconnaissance.

« Signé : JACQUEIT, président.

« Par la Société :

« Signé : BEAUVAL, secrétaire;  
DEMOUDION. »

Le citoyen Carrier, représentant du peuple dans le département d'Ille-et-Vilaine et autres, dans une lettre qu'il adresse à la Convention nation-

nale, en date de Rennes le 2 octobre, s'exprime ainsi :

L'esprit public a toujours conservé son feu sacré; il n'a été que paralysé pendant quelque temps par la robinocratie qui fourmille dans ces contrées.

Un évêque fanatique a été mis en état d'arrestation, et aussitôt Jean-Marie-Anne Collet, ministre du culte catholique, a uni son sort à celui d'une citoyenne de Rennes : la cérémonie a eu cette solennité touchante qui assure la conquête de la philosophie sur les préjugés.

Un autre exemple non moins intéressant : le citoyen Cordier, chirurgien-major du 7<sup>e</sup> bataillon de la Somme, père de 12 enfants, dont 7 garçons, tous au service de la patrie dans les armées, désirerait qu'il plût à la Convention lui permettre d'appeler auprès de lui le plus jeune de ses fils, qui est aujourd'hui dragon au 15<sup>e</sup> régiment, ci-devant Noailles, pour le seconder.

Tous les conspirateurs, les gens suspects de Rennes et des environs, tombent sous la main des patriotes.

Nous espérons découvrir de grands coupables qui jusqu'ici ont échappé à nos recherches.

Insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de la guerre (1).

COMPTE RENDU du *journal de Perlet* (2).

Carrier, représentant du peuple dans le département d'Ille-et-Vilaine, écrit, en date du 2 octobre, que l'esprit public, un moment étouffé dans les contrées par l'aristocratie et le fédéralisme, a repris toute son énergie. Les principes de la philosophie et de la liberté y triomphent aujourd'hui; les prêtres se marient et les conspirateurs sont mis en état d'arrestation.

Devérité, l'un des députés mis en état d'arrestation, écrit à la Convention que son affaire n'a aucun rapport avec celle de Brissot et des autres prévenus.

Un membre demande que cette lettre soit renvoyée au comité de sûreté générale.

Un autre [LALOY (3)] observe que c'est au tribunal seul qu'il appartient de juger les moyens justificatifs des accusés qui lui sont renvoyés.

La Convention nationale passe à l'ordre du jour sur la lettre, et décrète, en outre, qu'il ne sera, à l'avenir, donné lecture des lettres qui lui seront adressées par les députés mis en état d'accusation (4).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 111. *Bulletin de la Convention* du 15<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 6 octobre 1793).

(2) *Journal de Perlet* (n<sup>o</sup> 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 50). Ce journal attribue par erreur cette lettre à Garnier.

(3) D'après les divers journaux de l'époque.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 111.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 110.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.



COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Un grand nombre de communes et de société républicaines envoient des adresses à la Convention, pour l'inviter à rester à son poste jusqu'à l'affermissement de la République.

Un secrétaire fait lecture d'une lettre de Devérité, l'un des députés mis en état d'arrestation, ainsi conçue :

« Mon affaire n'a aucun rapport avec celle de Brissot et des autres prévenus. Je fus arrêté sur la dénonciation d'André Dumont, qui m'accusait d'avoir fait passer au département de la Somme un libelle de Condorcet. Dumont a reconnu mon innocence, et il réclame lui-même la liberté qu'il m'a fait ravir. »

On demande le renvoi de cette lettre au Comité de Sûreté générale.

Laloy. Je m'y oppose, et j'observe que c'est au tribunal seul qu'il appartient de juger les moyens justificatifs des accusés qui lui sont renvoyés.

La Convention nationale passe à l'ordre du jour sur la lettre, et décrète qu'à l'avenir elle n'en entendra aucune de cette espèce.

(1) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 17 du 17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II [mardi 8 octobre 1793, p. 69, col. 1]. D'autre part l'*Auditeur national* (n<sup>o</sup> 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 1), le *Journal de Perlet* (n<sup>o</sup> 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 50), les *Annales patriotiques et littéraires* n<sup>o</sup> 279 du lundi 7 octobre 1793, p. 1270, col. 1) et le *Mercur universel* (lundi 7 octobre 1793, p. 107, col. 1) rendent compte de la lettre de Devérité dans les termes suivants :

## I.

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* :

Un secrétaire fait lecture d'une lettre de Devérité, député de la Somme, dans laquelle il témoigne à l'Assemblée son étonnement d'avoir été renvoyé au tribunal révolutionnaire, quoique Dumont, qui avait provoqué son arrestation, reconnaisse que son patriotisme l'avait emporté trop loin. En conséquence, il demande le rapport du décret d'accusation lancé contre lui et que le comité de sûreté générale soit entendu.

On passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que ce citoyen pourra faire valoir au tribunal révolutionnaire ses moyens de justification.

L'Assemblée décrète en outre que désormais elle n'entendra plus la lecture de pareilles lettres.

## II.

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* :

DEVÉRITÉ, l'un des membres de la Convention nationale, traduit au tribunal révolutionnaire, écrit pour observer qu'il se trouve dans un cas particulier qui nécessite une exception à la loi, et que son affaire n'a aucun rapport avec celle de Brissot et autres prévenus. « Je fus arrêté, dit-il, sur la dénonciation d'André Dumont qui m'accusa d'avoir fait passer au département de la Somme un libelle de Condorcet. Dumont a reconnu mon innocence. Je réclame la liberté qu'il m'a fait ravir. »

On demande que cette lettre soit renvoyée au comité de sûreté générale.

LALOY. Je m'y oppose. Ce n'est point à nous à écouter les moyens justificatifs de ceux que nous avons

## Sur le rapport du comité d'aliénation [MONMAYOU, rapporteur (1)] :

« La Convention nationale décrète que les acquéreurs des meubles et immeubles de la ci-devant liste civile, sont autorisés à payer moitié en inscription sur le grand livre de la République, et moitié en assignats, le prix de leurs acquisitions (2). »

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (3) :

Monmayou au nom du Comité d'aliénation, propose le projet de décret suivant :

(Suit le texte du décret que nous reproduisons ci-dessus, avec cette différence que les assignats pourront être à face royale.)

Après quelques discussions il a été adopté.

Le citoyen Houdelette, huissier de la Convention nationale, mis en réquisition d'après la loi, présente, pour le remplacer dans ses fonctions d'huissier, le citoyen Dufriche, son parent.

La proposition convertie en motion par un membre,

décrétés d'accusation ; qu'ils les produisent, si bon leur semble, au tribunal qui doit les juger.

La Convention passe à l'ordre du jour sur la lettre de Devérité et décrète qu'à l'avenir elle n'en entendra aucune de cette espèce.

## III.

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* :

DEVÉRITÉ, député de la Somme, a été légèrement inculpé par Dumont pour avoir envoyé un libelle de Condorcet dans ce département, Dumont a reconnu son innocence ; mais l'Assemblée a rendu sur cette dénonciation un décret d'accusation contre Devérité.

Aujourd'hui, celui-ci réclame vivement contre ce décret par une lettre dont il a été fait lecture, attendu que son dénonciateur a avoué franchement qu'il s'était trompé.

La Convention passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que Devérité sera toujours à même de faire valoir ses moyens de défense devant le tribunal révolutionnaire.

## IV.

COMPTE RENDU du *Mercur universel* :

DEVÉRITÉ, frappé d'un décret d'accusation par la Convention, écrit qu'il est étonné de se voir parmi les complices de Brissot. Il expose qu'il avait été mis en arrestation sur la motion d'André Dumont. Les scellés ont été apposés sur ses papiers, et l'on n'y a rien trouvé qui dépose contre lui. André Dumont, ajoute-t-il, voyant son innocence, avait demandé qu'il fût remis en liberté. Il réclame, en vertu des Droits de l'Homme, que justice lui soit déferée.

On observe que le tribunal révolutionnaire prononcera sur son innocence, ou le condamnera, s'il est coupable.

Le citoyen LALOY obtient qu'il ne sera point fait lecture désormais des lettres des députés mis en arrestation ou en accusation.

(1) D'après l'*Auditeur national* (n<sup>o</sup> 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 1) et d'après le *Mercur universel* (lundi 7 octobre 1793, p. 107, col. 1).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 112.

(3) *Mercur universel* (lundi 7 octobre 1793, p. 107, col. 1).

« La Convention nationale décrète que le citoyen Dufrique est admis à remplacer le citoyen Houdelette dans les fonctions d'huissier de la Convention, jusqu'à son retour de l'armée » (1).

*Suit le texte de la pétition du citoyen Houdelette (2).*

« Citoyens représentants,

« Obéissant à la loi qui met en réquisition tous les jeunes citoyens, je pars avec mes frères d'armes pour aller défendre la liberté. Déjà par une pétition que j'ai eu l'honneur de présenter à la Convention, le 25 septembre dernier, j'ai demandé (comme n'ayant ni père, ni frère) à jouir du bénéfice de la loi qui permet aux jeunes défenseurs de la patrie à se faire remplacer par leurs parents. L'assemblée a accueilli ma demande; je viens aujourd'hui prier la Convention nationale de vouloir bien agréer le citoyen Dufrique, mon parent, que j'ai l'honneur de lui présenter comme un excellent patriote et ayant une multitude de titres qui attestent son civisme.

« Signé : HOUDELETTE, huissier de la Convention nationale et soldat de la liberté.

« Paris, le 6 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (3).

Un huissier de la salle paraît à la barre. Il observe qu'étant compris dans la réquisition générale des citoyens français, depuis 18 jusqu'à 25 ans, la loi l'oblige à cesser ses fonctions pour voler à la défense de la patrie. Il présente à sa place un de ses parents, muni de certificats de civisme. Il est accepté.

« La Convention nationale, où le rapport de ses comités de commerce et de marine, réunis, sur la demande faite par le département de la Seine-Inférieure et présentée par le ministre de l'Intérieur, tendante à obtenir une loi réglementaire pour l'ouverture de la pêche du maquereau et du hareng, décrète ce qui suit :

« Il est permis à tout Français de commencer et finir à volonté, et sans détermination d'aucune époque, la pêche du maquereau et du hareng sur les côtes de la République, en se conformant d'ailleurs aux lois du code maritime relatives à la pêche et non encore abrogées (4). »

Un membre du comité de l'examen des comptes annonce à l'Assemblée qu'en exécution du décret du 27 septembre dernier, ce comité a nommé les citoyens Réal et Monmayou pour commissaires qui doivent assister à la levée des scellés ordonnée par décret du 24 du même mois, et que

cette nomination a été concertée avec le comité de sûreté générale.

La nomination est adoptée (1).

On donne lecture d'une lettre du citoyen Bonnemain, inventeur d'une machine militaire, et, sur cette pétition, un membre demande que le citoyen Moreau, qui s'est spécialement occupé de l'invention, fasse incessamment un rapport.

Cette proposition est décrétée (2).

*Suit la lettre du citoyen Bonnemain (3).*

A la Convention nationale.

« Citoyens représentants,

« La patrie est en danger, les voûtes de ce temple de la liberté retentissent tous les jours de cette triste vérité, elle électrise tous les cœurs embrasés de l'amour de la liberté, le génie s'enflamme, il enfante des miracles,

« Je ne me présente pas comme capable d'opérer des prodiges; c'est la nature seule qui peut en faire; mais l'étude méditée de se procédés m'ont conduit à la découverte d'une invention qui m'a paru propre à faire triompher la liberté, et à briser les armes des tyrans coalisés en menaçant le sang de ses défenseurs.

« La veille de la fédération, j'ai communiqué mes idées aux citoyens Moreau et Fourcroy, vos collègues; ils en ont senti l'importance, le citoyen Moreau en a parlé le même jour au comité de Salut public, le surlendemain j'y ai été admis, mon mémoire a été écouté avec intérêt, des commissaires ont été nommés pour l'examiner; deux jours après les commissaires se sont rassemblés, ils ont paru sentir l'importance de la découverte, ils ont demandé un plan figuratif de la machine, le citoyen Moreau s'est chargé de le faire, il en a fait et épuisé tous les calculs et a senti la possibilité de l'exécution.

« Depuis ce temps il a cherché à rassembler les autres commissaires pour leur faire part de son travail, il n'a jamais pu réussir à les tous rassembler, l'instruction publique n'a pu leur permettre de mettre à l'examen de ce plan toute l'activité qu'exigeait le salut de la patrie; sauver la République ne serait-il donc pas plus pressé que de l'instruire?

« Un membre du Comité de Salut public à qui je me suis adressé pour le prier de presser le rapport de mes commissaires, m'a répondu que le comité ne pouvait rien sur les commissaires, qu'il n'y avait qu'un décret de l'assemblée qui le pût. Le citoyen Moreau sollicita lui-même par écrit le comité de Salut public. Voici la réponse du Comité, qui oublia sans doute qu'il avait déjà nommé des commissaires le 11 août dernier : « 25 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible. Nous ne pouvons pas juger nous-mêmes de la bonté de l'invention du citoyen Bonnemain, et nous pensons que l'examen de sa machine doit être renvoyé au bureau de consultation des arts et métiers,

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 112.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 710.

(3) *Journal de Perlet* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 50).

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 112.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 113.

(2) *Ibid.*

(3) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 710.



« composé d'artistes choisis pour juger les inventions et découvertes; avec d'autant plus de raison que ce bureau a à sa disposition une somme de 300.000 livres, accordées par la loi pour récompenser les citoyens qui présentent des inventions d'une utilité reconnue.

« Les membres du comité de Salut public de la Convention nationale,

« *Signé* : CARNOT, JEAN-BON, SAINT-ANDRÉ et HÉRAULT. »

« En conséquence de l'avis du comité de Salut public, je demande à l'assemblée qu'il lui plaise renvoyer mon invention au Bureau de consultation des arts et métiers, et de l'autoriser à faire toutes les dépenses que nécessiteront les expériences, si mieux n'aime l'assemblée, vu l'importance et l'urgence de l'objet pour le salut de la République, qui a été examiné à fond par le citoyen Moreau, mon commissaire, qui est très convaincu de la possibilité d'après son certificat (1<sup>er</sup> octobre dernier), et attendu la confiance que l'on doit avoir à mon invention, d'après les autres découvertes par moi faites, dont j'ai les attestations de plusieurs sociétés savantes, ordonner que les fonds nécessaires pour faire les expériences qui doivent mener à la conviction intime de mon invention, me seront remis pour travailler et faire travailler sur-le-champ sous l'inspection des commissaires qu'il plaira à l'assemblée de nommer. Sur l'objet de ma pétition, je supplie l'assemblée d'entendre le citoyen Moreau.

« *Signé* : BONNEMAIN, physicien-mécanicien à Nanterre près Paris, ou au domicile du citoyen Quinquet, maître en pharmacie, marché aux Poirées, à Paris

« Sur cette pétition, un membre demande que le citoyen Moreau qui s'est spécialement occupé de l'invention fasse incessamment un rapport. Cette proposition est décrétée.

« 15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois.

« *Signé* : LE COINTE. »

#### *Rapport du représentant Moreau (1).*

Le soussigné, député à la Convention nationale, et l'un des commissaires qui ont examiné la machine proposées par le citoyen Bonnemain, certifie qu'après en avoir dessiné le projet, avoir épuisé les calculs des effets qu'elle devait produire et des forces nécessaires pour lui donner le mouvement, il m'a paru que le succès n'en pouvait être douteux, j'ai pensé cependant qu'il avait besoin d'être assuré par l'expérience qui fournira des moyens d'aplanir quelques difficultés qu'il est impossible de prévoir ou de calculer dans une opération absolument neuve.

Je regarde cette machine comme une des inventions les plus ingénieuses et les plus utiles à la République puisqu'elle lui fournirait un moyen sûr de terrasser ses ennemis. Je pense donc que tous les vrais patriotes doivent s'efforcer de concourir à son exécution et qu'il est du devoir de la Convention d'accorder les fonds nécessaires pour la faire. J'ai tellement la cons-

science de sa possibilité et de son utilité contre les tyrans, que je n'hésiterais pas à faire l'expérience à mes frais si ma fortune me le permettait. J'ajoute que les citoyens Fourcroy et Guyton de Morveau, qui l'ont vue, quoi qu'ils doutassent de la possibilité, n'ont cependant fait aucune objection contre ce projet.

Fait à Paris, l'an II de la République, le 1<sup>er</sup> octobre 1793.

*Signé* : MOREAU.

Un membre [CAMBON (1)] propose qu'en exécution du décret du jour d'hier, les jours de repos ou de vacances pour les fonctionnaires publics soient fixés au dixième jour de chacune des trois décades adoptées pour la division du mois.

La Convention nationale passe à l'ordre du jour sur cette proposition, et renvoie au comité d'instruction publique la question relative à la dénomination des jours de la décade.

« La Convention nationale, sur la proposition d'un membre, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les pétitionnaires, à compter de ce jour, seront entendus deux fois par *décade*, c'est-à-dire les 5, 10, 15, 20, 25 et 30 de chaque mois.

#### Art. 2.

« Le président et les secrétaires de la Convention seront désormais nommés les 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

#### Art. 3.

« Les mandats seront délivrés désormais par les inspecteurs de la salle, le 1<sup>er</sup> de chaque mois, suivant le nouveau calendrier de la France (2). »

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (3) :

**Cambon.** Vous avez décrété un nouveau calendrier, votre premier soin doit être de faire exécuter votre loi, car si la République n'est pas encore bien affermie, c'est parce que les lois n'ont pas été bien exécutées.

(1) D'après les divers journaux de l'époque.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 113.

(3) *Auditeur national* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 1). D'autre part les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 280 du 1<sup>er</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793, p. 1273, col. 1) et le *Mercur universel* (lundi 7 octobre 1793, p. 107, col. 2) rendent compte de la motion de Cambon dans les termes suivants :

#### I.

#### COMPTE RENDU des Annales patriotiques et littéraires :

CAMBON propose d'ajouter au décret rendu hier sur le nouveau calendrier républicain, les dispositions suivantes :

« Tous les fonctionnaires publics, et en général tous les citoyens salariés par la nation, se reposeront dorénavant les 10, 20 et 30 de chaque mois : les autres

(1) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.

Je demande : 1<sup>o</sup> que vous décrétiez que tous les fonctionnaires publics et tous les salariés par la nation se reposent le 10, le 20 et le 30 de chaque mois; 2<sup>o</sup> que les autres jours de repos et de vacances soient supprimés; 3<sup>o</sup> que les pétitionnaires soient admis le 1<sup>er</sup>, le 5, le 10, le 15, le 20 et le 25 de chaque mois.

Cette motion fournit à ROMME l'occasion de renouveler la proposition qu'il avait faite hier de donner des noms caractéristiques à chacun des dix jours de la décade et de rejeter toute dénomination ordinaire comme ne présentant pas d'idée assez distincte à l'esprit.

jours de vacance sont supprimés. Les 1<sup>er</sup>, 5, 10, 15, 20 et 25 de chaque mois seront consacrés à entendre les pétitionnaires. »

JULIEN (*de Toulouse*) demande que l'Assemblée fasse justice des deux premières dispositions de ce projet de décret en passant à l'ordre du jour. « Que Cambon sache, dit-il, qu'il existe encore des prêtres. Trop longtemps on a parlé ici de choses propres à exciter le fanatisme. Tout le monde sait que la rébellion de la Vendée n'a éclaté qu'au moment où il a été question de supprimer le traitement du clergé. »

MAILHE vote pour que la motion de Cambon soit adoptée. Il se fonde sur le principe qui permet à tout citoyen d'adorer la divinité tel jour de la semaine qu'il jugera à propos.

CAMBON déclare qu'il n'a point entendu parler des affaires religieuses.

JULIEN (*de Toulouse*) reprend la parole et prétend démontrer que les prêtres sont des fonctionnaires publics.

CAMBON. Vous vous trompez; ils ne sont que pensionnaires de l'Etat.

JULIEN insiste de nouveau pour que l'on passe à l'ordre du jour.

L'Assemblée y passe effectivement et rend ensuite le décret qui voici.

(Suit un résumé du décret que nous reproduisons au cours de la séance.)

## II.

### COMPTE RENDU du *Mercurie universel*.

CAMBON. Vous avez supprimé hier l'ère vulgaire et vous avez établi un nouveau calendrier. Eh bien, je demande que vous décrétiez que les tribunaux et fonctionnaires salariés de la République, se reposent le dixième jour de chaque décade et que les jours de vacance soient supprimés. Je demande en outre que les 5, 10, 15, 20 et 25<sup>e</sup> jour de chaque mois, des séances de la Convention, soient consacrées à entendre les pétitionnaires.

JULIEN (*de Toulouse*) s'oppose vivement à cette motion. Il se fonde sur les mouvements que pourrait exciter le fanatisme, si l'on supprimait les dimanches. « Que nous importe, dit-il, que les fonctionnaires se reposent le lundi, le mardi ! S'ils ne font pas leur devoir, nous les destituerons. »

L'opinion rappelle ensuite les malheurs qu'ont occasionnés de semblables propositions et notamment, dit-il, la guerre de la Vendée. Il conclut en demandant l'ordre du jour.

LEBON et plusieurs autres membres réclament l'adoption de la proposition de Cambon.

JULIEN insiste pour que l'ordre du jour soit décrété.

Après plusieurs réclamations, la Convention adopte l'ordre du jour.

L'on a repris la seconde proposition de Cambon relative aux pétitionnaires.

L'Assemblée décrète que les 5, 10, 15, 20, 25 et trentième jour de chaque mois les pétitionnaires seront admis.

ROMME fait aussi décréter que les présidents et secrétaires de la Convention seront nommés les 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois, et que les mandats ne seront délivrés que le premier jour.

L'examen de cette question a été renvoyé au comité d'instruction publique.

JULIEN (*de Toulouse*), demande l'ordre du jour sur la proposition de Cambon. Il se fonde sur ce que la Convention, en décrétant un nouveau calendrier, a satisfait à la philosophie, en associant, pour ainsi dire, notre révolution civile avec la révolution des astres.

Maintenant, a-t-il ajouté, laissez familiariser les idées du peuple avec ce nouvel ordre de choses. Les fonctionnaires publics sont assez surveillés en ce moment, pour qu'ils puissent se convaincre de la nécessité où ils sont de remplir rigoureusement tous leurs devoirs et de concourir au progrès de l'esprit public.

Vous voulez maintenant qu'il n'y ait que trois jours de repos pour tous les fonctionnaires publics. Il serait dangereux de s'expliquer sur cet objet. Cambon n'a pas fait attention qu'il existe encore des prêtres. Trop longtemps on a parlé ici de choses propres à exciter le fanatisme. Rappelez-vous que la guerre de Vendée a éclaté au moment où l'on a parlé de supprimer le traitement du clergé. De plus grands soins nous appellent; nous avons à chasser les ennemis du dehors et à exterminer ceux que le fanatisme a suscités au milieu de nous. Je demande l'ordre du jour sur la proposition de Cambon.]

MAILHE. Le préopinant a paru craindre que la proposition de Cambon ne fournisse un nouvel aliment au fanatisme; mais une pareille crainte n'est nullement fondée, car Cambon n'a parlé que des fonctionnaires publics, sans s'occuper des rites religieux. De même que les juifs célébraient le samedi, de même on pourra célébrer le dimanche. Chacun pourra suivre le culte qui lui convient. La motion de Cambon ne se réfère qu'à des objets civils; ainsi, je demande qu'elle soit adoptée.

Après quelques autres débats, l'Assemblée décrète que les pétitionnaires seront admis le 1<sup>er</sup>, 5, 10, 15, 20 et 25 de chaque mois. Les procès-verbaux seront datés désormais suivant la nouvelle division du mois; les députés seront payés au commencement de chaque nouveau mois; les présidents seront nommés le 1<sup>er</sup> et le 16 de chaque mois, etc... Et on a passé à l'ordre du jour sur le surplus de la proposition de Cambon.

Un membre, inspecteur du bureau des procès-verbaux, soumet la question de savoir s'il datera les décrets à compter de ce jour, suivant le nouveau calendrier, et s'il fera mention de la décade à la tête des extraits ou des minutes, ou s'il datera seulement du quantième du mois.

« La Convention nationale décrète que les décrets seront datés du quantième du mois seulement, sans faire mention de la décade. »

Sur l'observation du même membre,

« La Convention nationale décrète que les extraits des décrets rendus antérieurement au nouveau calendrier porteront, à la tête des extraits, la date du jour de l'ancienne ère à laquelle ils ont été rendus, et qu'ils seront datés seulement de l'ère nouvelle, le jour de la délivrance desdits extraits. »



Le même membre demande à être autorisé à faire imprimer de nouveaux papiers, tant pour les minutes des décrets, que pour les extraits qui ne contiendront point l'ère ancienne de 1793.

« La Convention nationale autorise l'inspecteur des procès-verbaux à se fournir les papiers nécessaires, conformes au nouveau calendrier (1). »

Une députation de la commune de Paris est admise à la barre; elle présente une pétition tendant à obtenir la plus prompte organisation du tribunal militaire qui doit suivre l'armée révolutionnaire décrétée le 5 septembre dernier.

La députation obtient les honneurs de la séance, et la pétition est renvoyée au comité de législation pour en faire son rapport demain (2).

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (3).

Une députation de la commune de Paris est admise.

L'orateur s'exprime ainsi :

La commune de Paris fut toujours animée de l'enthousiasme de la liberté, toujours ennemie des malveillants et surtout des accapareurs. Elle vient éveiller votre sollicitude sur un objet de la plus haute importance. Sur la pétition

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 114.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 115.

(3) Auditeur national (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 2). D'autre part les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 280 du 17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II mardi 8 octobre 1793), p. 1273, col. 2; et le *Journal de Perlet* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 51) rendent compte de la pétition de la commune de Paris dans les termes suivants :

#### I.

##### COMPTE RENDU des Annales patriotiques et littéraires :

Une députation de la commune de Paris est admise à la barre.

Elle s'étonne qu'une disposition relative à l'organisation de l'armée révolutionnaire, celle qui ordonne qu'un tribunal révolutionnaire suivra cette armée, ait été omise dans le procès-verbal, tandis qu'elle faisait partie du décret. L'orateur fait sentir la nécessité de ce tribunal, destiné à effrayer les traitres, les conspirateurs, et à les forcer à courber leur tête devant la majesté d'un peuple libre. Il ne veut pas rechercher les causes de cette omission; mais il demande que, séance tenante, l'organisation de ce tribunal soit décrétée, afin qu'il fasse une justice prompte, terrible et effrayante des ennemis de la République. Il demande de plus qu'une guillotine roulante suive toujours l'armée révolutionnaire.

#### II.

##### COMPTE RENDU du Journal de Perlet :

Une députation du conseil général de la commune de Paris réclame contre l'omission faite, dans la loi sur l'organisation de l'armée révolutionnaire, de l'article portant qu'elle sera suivie d'un tribunal militaire. Elle demande que ce tribunal, dont elle fait sentir la nécessité, soit organisé séance tenante et qu'il soit toujours suivi d'une guillotine ambulante.

Renvoi au comité de législation pour en faire demain son rapport.

de la commune, vous avez décrété une armée révolutionnaire. Par la même pétition, elle demandait la formation d'un tribunal qui devait marcher à la suite. Comme deux détachements de cette armée vont partir incessamment pour parcourir les départements qui avoisinent Paris, déterminez, législateurs, séance tenante, l'établissement d'un tribunal qui les accompagnera, afin de faire une justice prompte des feuilants et des fourbes ennemis de la République. (*Applaudissements.*)

Les pétitionnaires sont invités aux honneurs de la séance et leur pétition est renvoyée au comité de législation chargé d'en faire demain le rapport.

Le citoyen Piquet, comédien ci-devant à Valenciennes, présente une pétition, par laquelle il réclame une indemnité qui le dédommage d'une perte d'environ 1,200 livres qu'il a éprouvée par l'effet du bombardement de Valenciennes, où il a coopéré aux représentations de plusieurs pièces patriotiques.

Il joint à cette pétition, l'hommage d'une pièce de sa composition, intitulée : *la Réquisition, ou le départ d'un jeune volontaire pour l'armée.*

Renvoyé aux comités d'instruction publique et de secours réunis (1).

Le citoyen Lapierre réclame contre un jugement du tribunal de Bar-sur-Aube, qui a condamné à la peine de mort son fils, pour un crime qui présente le caractère d'une erreur très excusable.

Renvoi au comité de législation (2).

Suit la réclamation du citoyen Lapierre (3).

Aux représentants du peuple à la Convention nationale.

« Législateurs,

« Vous voyez au pied du tribunal des représentants d'un peuple souverain, un père infortuné à qui un jugement inique, barbare, a ravi depuis trois ans un fils, son unique soutien dans ses pénibles travaux, sa plus douce espérance. Victime d'une loi arbitraire enfantée dans des siècles d'ignorance et rigoureusement suivie par les suppôts de la tyrannie quand elle atteignait l'homme faible et indigent, ce fils, en 1791, a été condamné à la peine de mort par le tribunal de Bar-sur-Aube, département de l'Aube, et il n'a échappé au supplice qu'en errant depuis ce temps de contrée en contrée. Un simple exposé des faits vous mettra à portée de juger s'il méritait une peine tout à la fois extrême et infamante. Daignez, législateurs, m'accorder un moment d'attention, il s'agit de rendre un fils à son père, un citoyen à sa patrie, un défenseur à la République.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 115.

2. *Ibid.*

(3) Archives nationales, carton DIII 23, dossier 92 (Vendeuvre).

« La nuit du 6 au 7 janvier 1791, vers une heure du matin, Claude Lapiere, charron à Vandœuvre, district de Bar-sur-Aube, âgé alors de dix-neuf ans, éveillé en sursaut par les coups redoublés portés contre la porte de la maison de son père, alors absent, entend sa mère crier au voleur, se précipite de son lit, se saisit d'un fusil chargé depuis deux mois, s'avance du côté du bruit, aperçoit une fenêtre déjà enfoncée et, par un mouvement bien naturel à son âge, tire en dedans de la maison, par un trou pratiqué au-dessous de la porte, sans autre intention que d'écarter les malveillants, et, par un hasard singulier, casse la cuisse au meilleur ami de son père, à son voisin qui sortait pour aller chercher un chirurgien pour son épouse : il mourut de ce coup huit jours après, malgré les secours que lui prodiguèrent le père à son retour et le fils à qui en ce moment il pardonna son imprudence, bien convaincu qu'il n'avait point eu l'intention de lui donner la mort.

« L'auteur de cet horrible fracas, cause de tant de pleurs, était, à ce qu'on présume, son oncle qui, regorgeant de vin dont il s'enivre très souvent, cherchait son épouse qui, pour se soustraire aux coups dont il l'assommait dans ces instants de délire ou plutôt de fureur, était venue se réfugier dans la maison de son frère.

« Un de vos collègues, législateurs, a reçu des éclaircissements sur ce fait en passant à Troyes, éloigné de Vandœuvre où le fait s'est passé, de six lieues seulement. C'est le citoyen Feuché, que je prendrais à témoin de la vérité de ce que j'avance, s'il était de retour de la commission dont vous l'avez chargé, et le certificat ci-joint de la commune de ce bourg en achevant de vous convaincre que Claude Lapiere n'a jamais eu l'intention de tuer personne, portera sur le jugement que vous prononcerez toute la lumière dont vous avez besoin.

« Je ne vous peindrai point, pour vous attendre, la tristesse d'un père malheureux, un fils formant des vœux pour être bientôt compté au nombre des défenseurs de la liberté; je ne ferai point retentir à vos oreilles les soupirs, les cris d'une mère désespérée. C'est la justice seule que je réclame, et la loi salutaire que vous avez portée sur l'intention, article 2 de la 1<sup>re</sup> section du titre 2 du Code pénal, vous servant de règle. Ce père pénétré de reconnaissance, rapportera dans ses foyers la joie, la consolation, et, réuni à son fils, il bénira à jamais vos jours que vous consacrez tout entiers à épouvanter le crime et à rassurer l'innocence.

« Signé : LAPIERRE. »

*Certificat du conseil général de la commune de Vandœuvre (1).*

Nous, membres du conseil permanent de la commune de Vandœuvre, district de Bar-sur-Aube, département de l'Aube, d'après la réquisition qui nous est faite par le citoyen François-Nicolas Lapiere, charron, demeurant en ce bourg, certifions qu'il est à notre connaissance, d'après la notoriété publique, que Claude-Nicolas Lapiere, son fils, n'a jamais eu l'inten-

tion de donner la mort à Pierre Maréchal, vigneron en ce lieu; que ledit Maréchal était l'ami de sa maison et n'était sorti lorsqu'il a été atteint d'un coup de fusil, que par hasard et pour aller chercher un chirurgien à sa femme; que la porte dudit Lapiere père avait été enfoncée, et les vitres de sa fenêtre brisées, lorsque le fils éveillé en sursaut, effrayé, a lâché un coup de fusil par l'effet d'une imprudence assez ordinaire à son âge; et que s'il a été condamné à être supplicié pour ce fait, c'est par l'application des lois de l'ancien régime trop sévères, souvent injustes; que son cas est grâçiable d'après le nouveau Code criminel qui veut que l'intention soit distinguée du fait.

Fait en la maison commune de Vandœuvre, le vingt-deux septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République française une et indivisible.

(Suivent 19 signatures.)

Vu le certificat donné par le conseil général permanent de la commune de Vandœuvre, le comité reconnaît que le fait énoncé par ladite commune est à sa connaissance.

A Vandœuvre, ce vingt-deux septembre 1793.

DROUET, président du comité de surveillance;  
MICHARD, ROYER, LIGER-BELAIR, SEGUIN.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des finances [CAMBON (1)], décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les mandats expédiés par Saurine, inspecteur de la salle, en faveur de Brissot, pour les indemnités des mois de juillet, août et septembre, ne seront pas portés dans les états de dépense de la trésorerie nationale.

#### Art. 2.

« Lesdits mandats qui ont été acquittés à Saurine seront par lui remboursés au commis-caissier de la trésorerie. Les inspecteurs de la salle veilleront à ce remboursement.

#### Art. 3.

« A l'avenir, tous les mandats expédiés par les inspecteurs de la salle, seront signés par trois d'entre eux (2). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3) :

**Cambon.** Quoiqu'il y ait un décret qui porte que les députés mis en état d'arrestation ne

(1) D'après les divers journaux de l'époque.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 115.

(3) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 17 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II [mardi 8 octobre 1793], p. 69, col. 1). — D'autre part le *Journal de la Montagne* (n<sup>o</sup> 127 du lundi 7 octobre 1793, p. 918, col. 1) et le *Journal*

(1) *Archives nationales*, carton DHI 23, dossier 92 (Vandœuvre).



recevront plus de traitement, Brissot touche encore le sien, et Saurine, l'un des inspecteurs de la salle, s'est chargé d'en signer le mandat et de le toucher à la trésorerie nationale. Il en est résulté que le caissier a payé 1.200 livres dont le directeur de la trésorerie refuse de lui tenir compte. Je propose à l'Assemblée de décréter que le comité des inspecteurs fera rembourser au caissier la somme qu'il a payée, et que désormais les mandats qu'il délivrera, seront signés de trois de ses membres au moins.

Cette proposition est adoptée.

Une députation des communes de Villejuif et Choisy se présente pour réclamer des secours en subsistances.

Leur demande est renvoyée au comité de Salut public (1).

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (2) :

Les communes de Villejuif et de Choisy-sur-Seine présentent une pétition relative aux subsistances. Elles annoncent que les jeunes gens de leurs cantons n'ont point attendu la nomination de la loi sur la réquisition pour s'organiser en compagnie. Ils n'attendent que des armes pour partir.

L'Assemblée applaudit à leur empressement et renvoie la pétition à la commission des subsistances.

de Perlet (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 50) rendent compte de la motion de Cambon dans les termes suivants :

#### I.

##### COMPTE RENDU du Journal de la Montagne :

CAMBON observe que les membres décrétés d'accusation ne doivent point toucher leur traitement. Cependant Brissot a touché le sien pour les mois de juillet, août et septembre et cela par les soins de Saurine, l'un des inspecteurs de la salle, qui s'est porté lui-même à la trésorerie nationale et a induit en erreur le garçon de caisse. Celui-ci est menacé de tenir compte de cette irrégularité sur ses appointements de 1800 livres.

CAMBON demande qu'il soit pourvu à l'indemnité du garçon de bureau, dans le cas où il serait tenu de payer la somme escamotée, et que désormais les mandats de cette espèce soient signés par trois membres du comité des inspecteurs.

La proposition est adoptée.

#### II.

##### COMPTE RENDU du Journal de Perlet :

CAMBON. Un décret rendu dernièrement porte qu'aucun des députés mis en état d'accusation ne pourra recevoir un traitement comme représentant du peuple. Cependant Brissot continue de toucher le sien. Saurine, membre du comité des Inspecteurs s'est chargé de signer le mandat. Il en est résulté que le caissier de la Trésorerie nationale a payé 1200 livres, dont les commissaires, à cette même trésorerie refusent de lui tenir compte. En conséquence je vous propose de décréter ce qui suit :

(Suit un résumé du décret que nous avons inséré au cours de la séance.)

Ces propositions sont adoptées.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 116.

(2) *Auditeur national* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 3).

Les jeunes gens en réquisition, casernés à l'Ecole militaire, dénoncent une lettre qui leur a été adressée. Ils témoignent toute l'indignation dont les a pénétrés la lecture de cette lettre, qui contient les exhortations les plus contre-révolutionnaires.

Cette lettre et l'enveloppe qui la renfermait sont renvoyées au comité de sûreté générale (1).

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (2) :

A cette députation succède une autre. Des jeunes gens de la première réquisition, casernés à l'Ecole militaire, qui déposent sur le bureau une lettre adressée à leurs officiers et qui est à peu près conçue en ces termes :

« Citoyens, la France compte sur vous pour la retirer de l'abîme où elle est plongée. Tombez, dès que vous serez armés, sur les Jacobins; exterminiez cette horde scélérate; sauvez votre patrie à l'exemple des jeunes gens de Lyon et de Toulon, et vos noms vivront dans la postérité. Si vous avez le malheur de sortir de Paris, non seulement vous serez sacrifiés, mais vos familles le seront également. »

Pour prouver aux ennemis de la République, dit l'orateur de la députation, combien nous méprisons leurs menaces, nous demandons à partir sur-le-champ.

Toute l'Assemblée applaudit avec enthousiasme à l'héroïsme de ces jeunes républicains, et renvoie la lettre au comité de sûreté générale et la pétition au ministre de la guerre.

Margueritte Guichard, veuve de Jacques Besse, se présente à la barre, avec un certificat des commissaires civils et de police de la section du Panthéon-Français, duquel il résulte que cette citoyenne a perdu son mari à l'affaire du Champ-de-Mars en 1790, et qu'elle est restée sans fortune.

Un membre expose à la Convention la triste situation, attestée par la section du Panthéon; de Marie-Margueritte Guichard, qui a perdu son mari dans l'affaire du Champ-de-Mars en 1790, et avec lui tout moyen de subsistance pour elle et pour ses enfants.

Sur la proposition de ce membre,

« La Convention nationale décrète qu'il est accordé à Marie-Margueritte Guichard, veuve de Jacques Besse, un secours provisoire de 200 livres, qui lui seront payées sur le vu du présent

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 116.

(2) *Auditeur national* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 3). D'autre part le *Journal de la Montagne* (n° 127 du lundi 7 octobre 1793, p. 945, col. 4) rend compte de la pétition des jeunes gens casernés à l'Ecole militaire dans les termes suivants :

« Des jeunes gens de la première réquisition de Paris, admis à la barre, donnent lecture d'une lettre où des malveillants les invitent à tourner contre la patrie et contre les plus ardents défenseurs de la liberté et de la République, les armes qu'ils vont recevoir pour repousser les satellites du despotisme.

« Les pétitionnaires, pour toute réponse à la lettre, demandent à être envoyés sur-le-champ vers la frontière.

« La lettre est renvoyée au comité de Salut public, ainsi que l'objet de la demande. »

décrot, et que, pour les secours à lui accorder pour l'avenir, il sera fait un rapport par le comité des secours publics, sur la demande qu'elle en fait (1). »

*Suit le texte du certificat des commissaires civils et de police de la section du Panthéon français (2).*

#### Section du Panthéon-Français

Nous commissaires civils et de police de la section du Panthéon français, soussignés, certifications que Marie-Marguerite Guichard, veuve de Jacques Besse, a perdu son mari à l'affaire du Champ-de-Mars, en 1790, qu'elle est restée sans fortune et sans pouvoir procurer aucun secours à ses quatre enfants, dont trois sont décédés depuis ce temps, que des charités qu'elle a pu obtenir; que ses papiers ont été perdus dans les justifications qu'elle en a faites dans les différents bureaux, ce qui la prive de pouvoir rien obtenir, lui étant impossible, par son état de langueur où elle se trouve et de sa pauvreté, de faire aucune démarche pour pouvoir se les procurer.

En foi de quoi nous avons signé le présent.

Fait au bureau de police, à Paris, ce 4 octobre 1793, l'an II de la République.

FILE, *président*; LARDY, *commissaire de police*; COLLIER, *commissaire*.

Une députation des huit sections et de la Société populaire de la ville de Troyes se présente à la Convention, à l'effet d'en obtenir que, vu la disette des subsistances dont la commune de Troyes est affligée, et la médiocrité de la récolte dernière, les différentes réquisitions en grains adressées au département de l'Aube soient retirées, et que la commune de Troyes soit autorisée à s'approvisionner dans le département de Seine-et-Marne, son grenier ordinaire.

Cette pétition est renvoyée au comité de Salut public (3).

#### COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* (4) :

Les huit sections et la Société populaire de Troyes exposent l'affreuse disette à laquelle cette grande ville est en proie depuis quatre mois, et qui va toujours en croissant. Le département de l'Aube produit peu de blé. Sa principale récolte est en avoine, seigle et orge, et les gelées lui ont enlevé la meilleure partie cette année. Cependant, le ministre de l'intérieur d'un côté, les représentants du peuple près l'armée de la Moselle ou dans le département de l'Yonne, de l'autre, nous arrachent tour à tour par leurs réquisitions jusqu'à nos dernières ressources, dit l'orateur, et il ne nous en reste plus que dans votre bienfaisance.

Renvoyé au comité de Salut public.

La municipalité de Colombes présente, dans une pétition, les plaintes qu'elle adresse contre les administrations, de la non exécution du décret du 7 août dernier, qui fixe les secours provisoires à accorder aux communes ravagées par les gelées, grêle et incendie.

La pétition est renvoyée au ministre de l'intérieur, pour rendre compte à la Convention des causes du retard apporté aux secours à accorder à la municipalité de Colombes, d'après la loi du 7 août dernier en faveur des communes ravagées par les gelées, grêle et incendie (1).

#### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (2) :

La commune de Colombes se présente en masse pour se plaindre de ce qu'elle n'a point encore été indemnisée des pertes que lui ont causées la grêle du 31 mai et 17 juillet derniers.

Renvoi au ministre de l'intérieur pour rendre compte de la cause de ces retards.

Le directoire du département de la Côte-d'Or adresse à la Convention la somme de 2,399 l. 5 s., que la commune d'Aizerey et Potangey donne pour les frais de la guerre.

Mention honorable, et insertion au « Bulletin » (3).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 117.

(2) *Journal de Perlet* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 51). D'autre part l'*Auditeur national* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 3), le *Journal de la Montagne* (n° 127 du lundi 7 octobre 1793, p. 915, col. 2) et le *Mercur universel* (lundi 7 octobre 1793, p. 108, col. 1) rendent compte de la pétition de la commune de Colombes dans les termes suivants :

#### I.

##### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* :

On renvoie au comité des Secours la pétition de la commune de Colombes qui expose que ses besoins pressants ne peuvent plus souffrir les retards qu'on apporte sans cesse pour lui livrer les sommes que la Convention lui a accordées à titre de secours pour la dédommager des pertes qu'elle a souffertes par l'intempérie des saisons.

#### II.

##### COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* :

Les habitants de la commune de Colombes se présentent en masse. Privés depuis cinq ans de toute récolte par une série non interrompue de fléaux, et réduits à la plus désespérante misère, ils sollicitent l'exécution du décret rendu au mois d'août en leur faveur.

Renvoyé au ministre de l'Intérieur.

#### III.

##### COMPTE RENDU du *Mercur universel* :

Les citoyens et citoyennes de la commune de Colombes, département de Seine-et-Oise, exposent que depuis plusieurs années les mauvaises saisons, la grêle, les gelées ont détruit leurs récoltes; ils réclament des secours.

Renvoyé au comité.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 117.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 116.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 117.

(4) *Journal de la Montagne* (n° 127 du lundi 7 octobre 1793, p. 915, col. 2).



*Suit la lettre d'envoi (1).*

*Le directoire du département de la Côte-d'Or,  
au Président de la Convention nationale.*

Dijon, le 29 septembre 1793, l'an II  
de la République.

Nous t'adressons, citoyen Président, la somme de deux mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf livres cinq sols, que la commune d'Aizerey-et-Potangey donne pour les frais de la guerre. La délibération du conseil général de cette commune, que nous joignons à la présente, fera connaître à la Convention le dévouement entier des citoyens d'Aizerey-et-Potangey, à la cause de la liberté. Nous désirerions que cet acte de patriotisme eût toute la publicité qu'il mérite; cette publicité et la certitude d'avoir contribué au bonheur de sa patrie sont la seule récompense des véritables républicains.

MOREAU, *faisant les fonctions de  
président*; H.-M. VAILLANT,  
*secrétaire.*

Reçu les 2.399 liv. 5 sols, ce 15<sup>e</sup> jour du  
1<sup>er</sup> mois de l'an II.

DUCKROISY.

*Arrêté du directoire du département de la Côte-  
d'Or (2).*

*Département de la Côte-d'Or, district de Saint-  
Jean-de-Losne.*

Vu la pétition du conseil général de la commune d'Aizerey-et-Potangey, tendante à être autorisée à retirer de la caisse du citoyen Bazire, receveur du district de Dijon, la somme de mille soixante-deux livres cinq sols trois deniers, montant des intérêts échus du 1<sup>er</sup> janvier dernier du capital de la valeur des fonds pris à ces communes pour la confection du canal de Dijon à Saint-Jean-de-Losne, à l'effet de parfaire la somme de deux mille quatre cents livres que ledit conseil général se propose de remettre au Président du département pour être employée aux frais de la guerre.

Vu aussi la délibération dudit conseil général qui charge le procureur de la commune de faire toutes diligences nécessaires pour que ladite somme de deux mille quatre cents livres soit incessamment remise ainsi qu'il est dit, et que son vœu soit rempli.

L'arrêté du directoire du district de Saint-Jean-de-Losne du 7 juin dernier;

Où le rapport et le procureur général syndic;

Le directoire du département de la Côte-d'Or a arrêté en adoptant les considérations et l'avis du district : 1<sup>o</sup> Que le citoyen Bazire, receveur du district de Dijon, payera entre les mains du citoyen Bossut, procureur de la commune d'Aizerey-et-Potangey, la somme de mille soixante-deux livres cinq sols trois deniers, pour intérêts échus du prix du terrain pris sur cette commune pour la confection du canal de Dijon à Saint-Jean-de-Losne; quoi faisant et en rapportant

par ledit receveur le présent arrêté dûment quittancé, ladite somme de mille soixante-deux livres cinq sols trois deniers lui sera allouée en dépense dans ses comptes partout où il appartiendra;

2<sup>o</sup> Que le trésorier de ladite commune d'Aizerey-et-Potangey payera entre les mains dudit Bossut la somme de treize cent trente-sept livres quatorze sols neuf deniers pour parfaire celle de deux mille quatre cents livres, et en rapportant par ledit trésorier extrait du présent arrêté dûment quittancé, ladite somme de treize cent trente-sept livres quatorze sols neuf deniers lui sera allouée en dépense dans son compte de la présente année;

3<sup>o</sup> Que ledit Bossut remettra ladite somme formant celle de deux mille quatre cents livres entre les mains du président du département pour être employée aux frais de la guerre, conformément à la délibération du conseil général de ladite commune du 17 mai dernier;

4<sup>o</sup> Que cette offrande patriotique sera mentionnée honorablement dans le procès-verbal des séances du district et du département, et qu'extrait du présent arrêté sera envoyé au conseil général de la commune d'Aizerey-et-Potangey pour lui tenir lieu de la reconnaissance qu'il mérite de la patrie.

Fait au directoire du département, à Dijon, à la séance publique du 25 août 1793, l'an II de la République française.

*Signé* : VAUDREY, *président*; et VAILLANT,  
*secrétaire.*

*Pour copie :*

BARON, *secrétaire.*

*Arrêté du directoire du district de  
Saint-Jean-de-Losne.*

Au nom du peuple français,  
Le 8 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Vu de nouveau la présente pétition et pièces jointes;

Où le procureur syndic.

Considérant que le directoire ne peut concourir d'une manière plus convenable aux vues de celui du département, et donner au conseil général de la commune d'Aizerey un témoignage plus sensible de sa reconnaissance particulière, que par l'inscription à la suite de sa séance de la délibération dudit conseil général du 17 mai dernier et de l'arrêté du directoire du département du 25 août suivant,

Arrête que lesdites délibérations et l'arrêté du département seront transcrits à la suite des extraits qui seront adressés du présent arrêté, tant au conseil général de la commune d'Aizerey qu'au procureur général syndic du département, à la diligence du procureur syndic de ce district.

Fait en séance publique du directoire du district de Saint-Jean-de-Losne, les jour et an ci-dessus.

MICHAUD, *vice-président*; BARON, *secrétaire.*

Les arrêté et délibération rappelés en l'arrêté ci-dessus ont été enregistrés au secrétariat du district de Saint-Jean-de-Losne, le 8 septembre 1793, l'an II de la République française.

BARON, *secrétaire.*

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

(2) *Ibid.*

Un membre dénonce à la Convention que le citoyen Jacob, député du département de Saône-et-Loire, qui a donné sa démission, vient de quitter son poste sans être remplacé par son suppléant, et que les motifs qui ont déterminé la démission du citoyen Jacob et sa retraite précipitée paraissent fondés sur l'obligation où il était de remplir les devoirs d'une place de receveur de district, à laquelle il a été nommé.

La Convention renvoie à son comité des décrets la dénonciation dont il s'agit, pour lui en faire un rapport incessamment (1).

Le conseil général de la commune de Troyes demande si l'intention de la Convention a été de comprendre le coton dans l'article 1<sup>er</sup> du décret qui fixe le *maximum* du prix des matières premières, et présente, sur cet objet, plusieurs observations.

Renvoyées à la commission chargée de la loi sur les accaparements (2).

Jean Melchior Hoppé présente une pétition, dont les objets sont : 1<sup>o</sup> la restitution de 5 navires hambourgeois dénommés dans ladite pétition; 2<sup>o</sup> la restitution, le remplacement ou les indemnités à régler, d'après les états des ventes qui pourraient en avoir été effectuées, et des connaissances trouvés à bord, et dont les doubles seront produits, de toutes les marchandises formant les cargaisons respectives desdits navires, avec dommages et intérêts, à dire d'arbitres.

Renvoyé aux comités de Salut public et de commerce réunis (3).

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (4) :

On a renvoyé à l'examen des comités de Salut public et de commerce une pétition tendant à obtenir que cinq vaisseaux hambourgeois, pris par les navires de la République, ne fussent point déclarés de bonne prise. Le pétitionnaire se fonde sur ce que la ville de Hambourg n'est point en guerre avec la France.

Le citoyen Malhes, député du Cantal, écrit à la Convention pour l'informer de sa démission et de l'arrivée de son suppléant.

Renvoyé au comité des décrets (5).

*Suit la lettre de Malhes* (6).

*Au Président de la Convention nationale.*

Paris, le 6 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Citoyen Président,

Ma femme est atteinte, depuis plusieurs

mois, d'une maladie qui devient chaque jour plus dangereuse; elle est chargée d'une famille composée de onze enfants, la plupart en bas âge; je ne puis la priver plus longtemps des secours et des dernières consolations que je lui dois, et à ma famille. Mon suppléant est arrivé, la Convention peut être persuadée de son républicanisme, il est, et a été un des zélés partisans de la Montagne.

Je vous prie de faire agréer à la Convention nationale ma démission et le renouvellement du serment que je fais de vivre et de mourir républicain, ne connaissant et n'ayant jamais connu que l'intérêt général, et de propager dans mon pays, autant qu'il sera en moi, les principes de la liberté et du républicanisme.

Votre collègue,

MALHES, du Cantal.

Une députation de la section des Lombards présente plusieurs observations sur la loi relative aux accaparements, dans une pétition dont la mention honorable, l'insertion au « Bulletin » et le renvoi à la commission chargée de la loi sur les accaparements sont décrétés (1).

*Suit la pétition de la section des Lombards* (2).

SECTION DES LOMBARDS.

*Pétition à la Convention nationale.*

Citoyens représentants,

Vous avez beaucoup fait pour le peuple depuis la célèbre révolution du 31 mai, mais vous pouvez faire encore davantage pour lui depuis que vous avez chassé de votre sein les représentants infidèles qui l'ont souillé trop longtemps. La loi bienfaisante sur les accaparements, celle de la taxe des denrées et des marchandises, ont préparé pour nous le bonheur et l'égalité que nous attendons et que nous avons payés d'avance par quatre années de sacrifices; mais ces lois, qui ne sont point encore en vigueur, n'ont fait que nous offrir en perspective ce dont nous devrions jouir réellement.

Ne vous y trompez pas, représentants du peuple, déjà la voix mal étouffée de l'aristocratie et de l'ambition mercantile qui se nourrit de la misère du peuple, nous crient que ce peuple va manquer de tout, si la taxe a lieu. Nous ne croyons pas ces vils trompeurs, trop intéressés à notre malheur, mais nous vous demandons, au nom de ce même peuple, qui vous a confiés ses intérêts les plus chers de lui ôter jusqu'au moindre soupçon qui pourrait altérer sa tranquillité, et nous vous proposons de joindre aux mesures déjà décrétées, celles qui suivent. Elles prouveront à ces vampires affamés de nos misères qu'ils sont intéressés comme nous à l'existence heureuse des républicains français.

Nous demandons enfin :

1<sup>o</sup> Que tous les propriétaires, marchands, fabricants et autres de denrées ou marchandises

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 117.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 118.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 118.

(4) *Auditeur national* (n<sup>o</sup> 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 4).

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 118.

(6) *Archives nationales*, carton D1, § 1, 36, dossier 271 (Cantal).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 118.

(2) *Archives nationales*, carton F<sup>13</sup> 1517<sup>e</sup>.



comprises dans vos précédents décrets, soient tenus, sous les peines les plus sévères, de faire dans le lieu de leur domicile la déclaration de ce qu'ils possèdent en marchandises et même en immeubles, dans toute l'étendue de la République;

2<sup>o</sup> Que les commissaires qui seront nommés pour la surveillance ou vérification de ces objets puissent de même, dans toute l'étendue de la République, alterner, en vertu de leurs pouvoirs;

3<sup>o</sup> Que les marchands en gros soient forcés de vendre en détail toutes les fois qu'ils en seront requis;

4<sup>o</sup> Que ceux qui, aux termes de la loi, peuvent quitter le commerce en prévenant 6 mois d'avance, soient contraints de s'approvisionner jusqu'au dernier moment de la clôture de leurs magasins;

5<sup>o</sup> Qu'en décrétant des peines terribles contre les prévaricateurs, ces mêmes peines, et les mêmes obligations à remplir, atteignent et frappent également les marchands de matières premières, fabricants et cultivateurs pour les denrées de première nécessité.

Tels sont les sentiments des républicains des Lombards, et, nous osons le dire, de tous les républicains français.

LELIEVRE, président.

Le citoyen Delamme, officier au 3<sup>e</sup> bataillon franc, demande d'être autorisé à reprendre son poste dans ledit bataillon, dont son absence a été occasionnée par une blessure qui l'a mis dans l'impossibilité de continuer son service.

Renvoyé au comité de la guerre (1).

Le citoyen Garrigues, député de la Société populaire de Tarbes, présente dans une adresse le tableau de la conduite des administrateurs qui ont mérité la vengeance des lois, par les troubles qu'ils avaient fomentés dans cette ville, en s'opposant à l'exécution des arrêtés des représentants du peuple, et demande que le procès de ces administrateurs soit de nouveau instruit.

Renvoyé au comité de sûreté générale (2).

La commune de Santeny, canton de Sucy, district de Corbeil, département de Seine-et-Oise, réclame différentes parties de biens communaux qu'elle se plaint de lui avoir été usurpés.

Renvoyée au comité d'aliénation (3).

La Convention nationale renvoie à ses comités de Salut public et de la guerre la pétition des citoyens Gacabecq et de Tilli, administrateurs provisoires du franc et district de Bruges, retenus en France comme otages (4).

Le citoyen Cahaye, au nom de ses frères d'armes du département de la guerre, demande pour chef d'escadron le citoyen Blon, fils du général Blon, tué au siège de Mayence.

Renvoyé au ministre de la guerre (5).

Les gendarmes de la 33<sup>e</sup> division, envoyés dans le département de l'Eure, se présentent pour repousser les inculpations dirigées contre eux, et déposent les pièces à l'appui de leur justification.

Renvoyés au comité de la guerre (1).

COMPTE RENDU de l'Auditeur national (2).

Des gendarmes de la 3<sup>e</sup> division, après avoir balayé les départements de l'Eure et du Calvados de tous les satellites de Buzot, Petion, Wimpfen, etc., se présentent à la barre pour répondre à plusieurs calomnies, dont la malveillance les avait honorés.

L'assemblée applaudit à ces braves militaires et renvoie leurs réclamations au comité de la guerre.

Des députés de la commune de Ris, district de Corbeil, présentent une réclamation contre un jugement rendu en faveur du régisseur du citoyen Anisson, à Ris, lequel avait fait une fausse déclaration, ainsi qu'il a été constaté par des procès-verbaux de la municipalité, et contre la cédule du juge de paix du canton, qui cite devant lui, pour être condamné demain comme calomniateur, un citoyen qui avait dénoncé cette infraction à la loi.

L'Assemblée renvoie cette réclamation relative au régisseur du citoyen Anisson, et la saisie des bois non déclarés, ainsi que la conduite du juge de paix, au comité de sûreté générale, pour lui en faire un rapport le plus tôt possible (3).

Sur la demande faite par la Société populaire, et convertie en motion par un membre, la Convention nationale décrète que la ville de Guise, département de l'Aisne, district de Vervins, portera à l'avenir le nom de *La Réunion-sur-Oise* (4).

Suit la demande de la Société populaire de la Réunion-sur-Oise (5).

Adresse des députés de la Société populaire de la Réunion-sur-Oise, à la Convention nationale.

Il existait encore, au sein de la République, une cité dont le nom insultait à la liberté. Guise rappelait sans cesse le souvenir des forfaits de cette famille de tyrans héréditaires. Aussi Guise était-elle un foyer de contre-révolution, un chef-lieu d'aristocratie.

Représentants du peuple, vous apprendrez avec satisfaction que les défenseurs de la liberté et de l'égalité ont régénéré cette ville :

Oui, nous y avons fait la révolution, nous y avons ressuscité la Société populaire dissoute trois fois par les manœuvres de l'aristocratie; la municipalité tout entière a été mise en état d'arrestation et les droits du peuple confiés à d'intrépides et vertueux sans-culottes.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 119.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 119.  
(2) *Auditeur national* (n<sup>o</sup> 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 3).

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 120.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 120.

(5) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.

C'est sur la place publique, comme à Rome, c'est au pied de l'arbre de la liberté, c'est au bruit du canon autrichien que nous avons voté l'abolition de l'infâme nom de *Guise*, et que nous l'avons proclamé du nom fraternel de *La Réunion-sur-Oise*.

Nous venons, au nom du peuple, vous demander de satisfaire son vœu par un décret. Apprenez à l'insolent Condé qui croit déjà rentrer dans ses possessions, apprenez-lui ainsi qu'aux vils esclaves qu'il traîne à sa suite, que vous vous riez de ses bravades et que vous allez bientôt le forcer à ensevelir ses crimes dans les marais de la Croatie ou dans les forêts de la Bohême.

C. CAIGNART; KIRGENER, officier du génie.

#### COMPTE RENDU du Bulletin de la Convention.

Un pétitionnaire, admis à la barre, a demandé que le nom de la ville de Guise fut changé en celui de *La Réunion-sur-Oise*. (Décrété.)

La Convention renvoie au comité des finances une pétition d'une assemblée des ci-devant employés (1).

On donne lecture d'une lettre de Simond, représentant du peuple au Mont-Blanc, datée de Sallange le 30 septembre, qui annonce les avantages éclatants remportés sur les Piémontais par les armées de la République, et en particulier les actes de bravoure de l'intrépide Sarret dans l'action qui a eu lieu.

L'insertion au « Bulletin » de cette lettre est décrétée, ainsi que le renvoi au comité de Salut public, pour provoquer l'attention du ministre de la guerre en faveur du brave Sarret (2).

Suit la lettre du représentant Simond (3).

Le représentant du peuple français Simond, à la Convention nationale.

Salanches, le 30 septembre 1793,  
l'an II de la République française une et indivisible.

Citoyens collègues,

Hier, 29 septembre, la déroute a été complète dans l'armée piémontaise. Au district de Cluses, l'ennemi avait fait construire une redoute au-dessus de la ville de Salanches, entre la montagne et la rivière, sur une élévation qui dominait la route de Chamonix et du Valais. Un général imbécile, Santerre, qui en avait fait l'attaque le 18, fit tuer quelques républicains, en mécontenta beaucoup d'autres par le peu d'or-

dre qu'il mit dans ses dispositions, et l'armée fut obligée de se replier.

Avant hier, après avoir renvoyé ce général, j'ai proposé l'attaque de la redoute qui était le point central de communication dans les trois districts qu'occupait l'ennemi; il avait reçu renfort la veille de 500 hommes et 3 pièces de canon, il devait se porter le lendemain sur Ancecy, s'il n'était attaqué. Notre armée forte de 1.600 hommes s'est avancée sur trois colonnes vers l'ennemi; celle du centre marchait avec l'artillerie précédée d'éclaireurs pour fouiller les bois et découvrir les embuscades; celles de gauche ont gravi les montagnes pour tourner l'ennemi, et après dix heures de route, l'ennemi a été surpris dans tous ses postes, excepté ceux de droite qui n'ont été inquiétés que très tard, à cause des embarras qui ont empêché notre colonne d'avancer.

L'artillerie s'est conduite comme partout; elle a été d'une adresse et d'un courage au-dessus de ce que je pourrais dire; deux compagnies franches de Rochellois, une partie du 4<sup>e</sup> bataillon des Basses-Alpes et du 5<sup>e</sup> de Rhône-et-Loire, se sont conduits en sans-culottes, sans frayeurs. Le combat a duré trente-six heures avec un feu un peu ralenti pendant la nuit du 28 au 29. Nous avons eu d'abord un hussard emporté d'un boulet de canon, un volontaire et un lieutenant de tués et douze blessés. Le 29 au matin, le citoyen Sarret (1), capitaine aide-de-camp à l'armée des Alpes, a prévenu l'adjudant général Verdelin, que d'après ce qu'il avait vu des dispositions de l'ennemi retranché sur plusieurs lignes, la place ne pouvait être emportée que d'assaut, et il a été arrêté de suite qu'il serait tenté par tous les volontaires qui voudraient se présenter. Mais la Convention n'entendra pas sans intérêt que, sous le commandement de ce jeune militaire, tous les volontaires ont voulu marcher et ont couru sur la redoute en criant: *Vive la République, Vive la Convention, Vive Sarret, sans-culotte* (2). Le 6<sup>e</sup> bataillon de la Gironde a fait des prodiges de valeur; à chaque instant on voyait rouler sur les rochers les corps des satellites du Piémont quis'étaient embusqués pour nous surprendre; tous les avant-postes ont été repoussés sur la redoute. Sarret a fait dire à l'adjudant général Verdelin de presser les feux sur la redoute qu'il allait attaquer. A l'instant l'artillerie s'est avancée 150 pas plus près, et les volontaires se sont mis en avant. Dans une demi-heure la redoute et les bois qui la couvraient ont été jonchés de cadavres, et les volontaires de la Gironde et Rhône-et-Loire y ont arboré l'étendard de la République une et indivisible (3).

Je suis également pressé d'assurer la Convention que si la veille nous avons eu quelques blessés, trois morts, et des chevaux tués, sans aucun succès, hier nous n'avons eu qu'un seul homme blessé et aucun de mort, en obtenant une victoire bien complète. J'ai vu le citoyen Sarret dans la redoute, couvert de poussière et

(1) Henry-Amable-Alexandre de Sarret fut nommé général de brigade le 26 octobre 1793 et périt le 6 avril 1794 dans l'attaque du Mont-Cenis lancée par le général Alexandre Dumas. (Note de M. Aulard: *Recueil des actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 156.)

(2) Applaudissements, d'après le *Mercure universel* du lundi 7 octobre 1793, p. 108, col. 2.

(3) *Ibid.*

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 120.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 120.

(3) *Archives du Ministère de la Guerre, armées des Alpes et d'Italie*, carton 3/6. — *Bulletin de la Convention* du 15<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (6 octobre 1793). — *Moniteur universel* du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, p. 70, col. 1.



de sueur, tout noir de la fumée de la poudre, couvert des baisers de ses frères d'armes, mêlant à son courage la modestie si rare en pareille circonstance, et la tenue d'un sans-culotte s'apercevant à peine parmi ses camarades, et ne cherchant qu'à s'échapper.

Nous avons fait plusieurs prisonniers, parmi lesquels sont des officiers, sous-officiers et un capitaine du génie qui avait fait construire la redoute, les retranchements et les chemins couverts qui les défendaient. Il a été pris à son poste en se battant comme un désespéré.

Nous tenons quelques émigrés, quelques révoltés et tandis que la Commission militaire les juge, les prisonniers (1) font leurs tombes, et jusqu'à présent ils ont bien préjugé leur sentence, le nombre des morts est extraordinaire pour les ennemis que nous avions à combattre, et si la colonne de droite ne fût arrivée trop tard, il n'en échappait aucun. L'ennemi vivait du jour au jour, et nous a laissé très peu de provisions de bouche et militaires; il attendait un renfort de cavalerie, et nous avons les magasins de foin et d'avoine qu'il avait fait pour le recevoir, nous avons quelques mulets et autres bagages. Il nous arrive à chaque instant des prisonniers et des déserteurs; 20 hussards du 1<sup>er</sup> régiment, et 12 cavaliers du 5<sup>e</sup> les ont chargés d'une manière étonnante dans leur déroute. Ils ont laissé sur la redoute 2 pièces d'artillerie avec lesquelles ils se défendaient dans la retraite des quatre autres, mais nous savons déjà que nous les aurons, et qu'ils les ont enterrées à quatre lieues plus loin dans leur fuite, vu qu'ils sentaient l'armée à leur poursuite, et il nous vient à l'instant un canonier déserteur qui promet de les découvrir.

Il y avait à la défense de la redoute 15 ou 1,800 miliciens, un bataillon de Gênois, une compagnie de Maurienne, une compagnie d'Ernest suisse, un bataillon de Novarre, et un de Turin; les deux derniers ont été houspillés d'importance et l'auraient été davantage s'ils n'avaient fui, mais on cherchera l'endroit où ont existé les autres troupes. Tout est tué ou prisonnier.

Les habitants des trois ou quatre cantons des environs ont tous pris les armes pour arrêter les fuyards, pensant faire, par là, leur paix avec la République dont ils ont sacrifié les intérêts à ceux d'une prêtraille sanguinaire et menteuse, mais les coupables d'entre eux payeront les sueurs de nos volontaires et toutes les contributions extraordinaires que j'impose sur les communes qui n'ont pas voulu prendre les armes contre les Piémontais, sont en espèces sonnantes, le peu de cas qu'ils ont fait jusqu'à présent des assignats me porte à croire qu'ils n'en ont pas.

Je dois dire aussi qu'une compagnie révolutionnaire de la garde nationale d'Annecy s'est fort bien conduite, et nous a fait raison d'un poste avancé, tandis que celle de Chambéry fouillait près du Valais, dans l'extrémité septentrionale du Mont-Blanc, des maisons où s'étaient enfui des émigrés échappés et prêtres réfractaires.

Je fais faire tous les jours des souliers pour nos volontaires qui gravissent les montagnes, j'en enverrai un échantillon au comité des Marchés et l'on verra que quand l'ouvrage est surveillé,

la fourniture en dure trois fois plus et ne coûte pas davantage.

Je fais partout descendre les cloches, et au moyen d'une mine de cuivre dont j'aiderai l'exploitation déjà en activité, nous aurons de quoi faire à peu près sept à huit cents pièces de canon de tout calibre, nous aurons aussi du très bon fer et en grande quantité. J'ai découvert une mine de charbon de terre sans aucun alliage de soufre, à portée d'une mine de fer dont le minerai est de première qualité.

La révolte de quelques habitants du Mont-Blanc combinée avec les Piémontais, les fonctionnaires publics français traités à leur patrie, les royalistes de Lyon, ceux de Marseille et de Toulon, et les fédéralistes de Bordeaux, ne sera pas sans fruit pour la République; il s'est fait un petit supplément à la première émigration, et le total des biens nationaux dans ce département sera à peu près de 50 à 60 millions. Les Piémontais sont actuellement cernés de toutes parts; ils ont abandonné dans 24 heures 11 lieues de terrain, ils sont à peu près tous confinés dans la majeure partie du district de Montier, et dans celui de Saint-Jean-de-Maurienne, mais les 12 à 15,000 hommes qu'ils y ont, y périront de faim ou de froid, ou ils seront massacrés si nous pouvons les atteindre dans leur fuite.

Je répète à la Convention nationale le nom du citoyen Sarret, capitaine. Elle n'aura jamais un homme plus intrépide à récompenser, il va toujours à la guerre avec une carabine, sans sac et sans cheval, et hors la place de général en chef je ne vois aucun poste que ce digne républicain ne remplisse avec succès et honneur (1).

Je prévins aussi la Convention nationale que sous peu de jours le département du Mont-Blanc payera toutes ses impositions en nature. Les Gênois et les Suisses pompent toutes nos subsistances par le moyen de la contrebande. Je vais faire surveiller particulièrement aux frontières de leur côté, et je mettrai en réquisition pour les Pyrénées ou pour l'Amérique tous les individus soupçonnés de ces détestables agiotages (2).

Ph. SIMOND.

*Suit le texte d'une seconde lettre de Philibert Simond, lue à la Convention à la suite de la précédente, par Hérald de Séchelles, au nom du comité de Salut public (3).*

*Les représentants du peuple à l'armée des Alpes, aux membres de la Convention composant le comité de Salut public.*

Cluses, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II  
de la République une et indivisible.

Citoyens collègues,

Je vous adresse copie de ma lettre à la Con-

(1) Ce paragraphe manque au *Bulletin* et au *Moniteur*.  
(2) Vifs applaudissements d'après l'*Auditeur national* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 4), d'après le *Mercur universel* (lundi 7 octobre 1793, p. 109, col. 4) et d'après le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 863, p. 59).  
(3) *Archives nationales*, carton AFin 250, plaquette

(1) Dans le *Moniteur universel* et dans le *Bulletin*, au lieu de prisonniers on lit pionniers.

vention, elle contient les détails d'une victoire décisive pour le Mont-Blanc. Le combat a duré 36 heures, mais il a été des plus opiniâtres pendant 14 à 15 heures, je ne pouvais pas croire au nombre exagéré des morts dont on nous faisait le rapport, mais en montant le bois où l'ennemi était embusqué au-dessus de la redoute, et qui se prolongeait à peu près d'une demi-lieue, j'en ai vu dans des broussailles, de 12 à 14 toises de surface, 87 d'étendus, on m'a crié de plus haut qu'on en rencontrait un plus grand nombre; et j'ai discontinué cette dégoûtante vérification. J'ai été étonné d'une résistance aussi opiniâtre; mais des prisonniers nous ont rapporté qu'un piquet d'un bataillon de Turin avait ordre de fusiller tous les fuyards : ma lettre à la Convention contient les principaux détails de ces deux journées; nous avons pris quelques fusils, mais il nous en viendra beaucoup de ceux tués dans l'affaire. Presque tous nos volontaires qui ont fondu sur la redoute, y sont entrés chargés d'armes.

Un courrier, passé le 13 à Lauzanne, allant de Turin à Lyon, portait à ces révoltés la nouvelle d'un prochain renfort à l'armée piémontaise dans le Mont-Blanc. J'en ai été instruit, et j'ai vérifié qu'il s'avancait de l'artillerie et de la cavalerie par la vallée d'Aoste; le jour même que nous avons attaqué les retranchements et la redoute des Piémontais, ils avaient mis 3 nouvelles pièces d'artillerie en batterie; ils avaient posé sur différents points des espingardes de 9 à 10 pieds de long, du port de 12 à 1,500 pas et une pièce de canon qui nous battait en flanc d'une manière très inquiétante; mais je présume que notre 15<sup>e</sup> coup de canon l'a démontée, car nous ne l'avons plus entendue dès lors. Nous avons quelques-unes de ces espingardes, ils ont jeté les autres dans la rivière. Nous avons manqué le ci-devant marquis de Sales qui a fait huit lieues dans 3 heures pour s'enfuir. Il y a quantité de capitaines et officiers de tués; je soupçonne qu'il ne s'en est échappé qu'un d'un bataillon et quelques-uns des autres.

Je vous recommande particulièrement le capitaine Sarret, qui est tout courage et tout patriotisme, faites-le récompenser par la Convention nationale, en séance publique, en le nommant général de brigade ou de division, car j'ai trois ou quatre mâchoires à l'armée que je vais vous renvoyer. Je l'aurais nommé moi-même, mais je pense qu'il verra avec plus de satisfaction la Convention nationale honorer son courage par une récompense immédiate.

Continuez à faire surveiller et le choix et la conduite des généraux, les Français ne seraient jamais battus s'ils étaient bien conduits, et je dois dire à leur gloire, dans l'affaire dont j'ai été témoin, qu'au moment de fondre sur la redoute, ils ont entonné les cris de *Vive la République*, et on a eu peine à contenir le soldat jusqu'à ce que le mouvement ait été bien ordonné.

Comme eux, j'ai entendu siffler les balles et les boulets, et je regarde ce jour comme le plus beau que j'aie passé. J'observe que tous les offi-

ciers présentés ou nommés par les généraux, ou presque tous, le sont parce qu'ils ont été dans l'armée les valets et les tyrans de ces habits dorés, au lieu que ceux qui ont percé à travers les intrigants avec leur mérite ou par une nomination mieux réfléchie, ont tous un caractère qui les rend connaissables; les premiers se tiennent sur les derrières dans une affaire et découragent le soldat en lui soufflant le gaspillage, l'indiscipline et la mauvaise tenue; les derniers le mènent bon train, le tiennent dans l'ordre, lui font rendre compte, et sont toujours en tête de leur compagnie dans l'action.

Les quinze jours j'aurai fait payer en nature toutes les impositions du Mont-Blanc et fait amonceler 2 ou 3,000 cloches. J'ai fait chercher des mines de charbon de terre et j'en ai trouvé une excellente près du lac d'Annecy, dont le dégorgeant peut servir aux plus fortes usines et dont les eaux sont précieuses pour la trempe du fer et les teintures.

Trouveriez-vous qu'il y eut un inconvénient d'établir à Annecy une fonderie de canons et une fabrique d'armes? on pourrait y commencer et y mettre en activité le plus bel établissement qui existe en France pour fabrique d'armes et ateliers, et si vous ne m'écrivez pas au sens contraire de la proposition que je vous fais, je vais mettre les mines de charbon et de fer dans la plus grande activité, et on pourra y recevoir cette fourmière d'ouvriers qui sortira de Lyon quand on aura écrasé cette bande de scélérats qui dominent cette ville pourrie.

J'ai reçu des renseignements positifs sur le passage des Piémontais dans le Valais, ils ont campé en venant, au-dessus du village de Martigny, et, ce qui nous a singulièrement inquiété, c'est la facilité qu'avaient les Piémontais quand ils étaient débûsqués du district de Thonon, d'entrer en Valais pour venir nous surprendre dans celui de Cluses, et ainsi de Cluses à Thonon.

Le tribunal révolutionnaire va aller son train, je vais faire vendre les biens nationaux, dans ce moment où l'enthousiasme qu'a causé la déroute des Piémontais a relevé extraordinairement la confiance publique; j'ai autour de moi une nuée de patriotes d'avant hier qui paraissent être du 36<sup>e</sup> karrat (*sic*), si ce n'était que leur date les déshonore. Toutes les communes se sont levées sur cette frontière sans avoir reçu ni ordres, ni vivres et courent partout dans les montagnes du ci-devant Faucigny après les rebelles et les Piémontais, on m'en amène encore 15 au moment où je vous écris; tous viennent me dire que si jamais les prêtres et les Piémontais reparaissent, ils jurent de les exterminer. Vous ne pouvez vous faire une idée de la joie publique et de la régénération des esprits, chacun craignait il y a trois jours, aujourd'hui les patriotes effrayés se réveillent et me découvrent franchement ce que je dois savoir des rebelles et de leurs complots.

Vous voudrez bien déclarer à la Convention nationale que j'ai le plan d'invasion des Piémontais par Nice et le Mont-Blanc pour rejoindre, dans le département de la Drôme et de l'Isère, avec les Marseillais et les Lyonnais; j'ai les lettres du ministre de la guerre à Turin, il y en a du roi, d'autres du ci-devant marquis de Sales, Cordón de la Roche et Granery, quelques-unes anonymes de gens en Suisse; j'en ai de nos émigrés, etc. Tous annonçaient la grande Confédération des royalistes, et se fondaient sur les scélérats que la Convention nationale recelait dans son sein, et dans quelques généraux sans pudeur

2128, pièce 38. — Cette lettre de Philibert Simond n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais Hérault de Séchelles en donna lecture à la suite de la précédente, ainsi qu'on pourra le constater par les comptes rendus du *Journal des Débats* et des *Décrets* et du *Journal de Perlet*, que nous insérons ci-après.



et sans civisme : je vous donnerai la clef de toutes ces manœuvres, au moins dans le pays où je suis.

Salut et fraternité.

Ph. SIMOND.

J'oubliais de vous dire que tout à l'heure je vais changer le district de Cluses, je ferai mettre en prison quelques membres, dont 3 seront guilotinés ou fusillés devant la maison commune, s'ils sont attrapés. Tous seront punis selon le degré de rébellion ou d'incivisme qui sera reconnu dans leur conduite. L'heure des vengeance doit être sonnée, car le temps des miséricordes nous a perdu. J'aurai une liste très nombreuse de punis, emprisonnés, fusillés, destitués ; je suis encore dans un chaos politique où il est très difficile de se retrouver, et ce n'est qu'en nettoyant un peu le terrain que j'obtiendrai l'ordre d'une manière imperturbable ; je respecte partout le pauvre et je ménage l'ignorant, mais je suis à la chasse de ceux qui nous ont laissés des biens nationaux. La République mesurait mauvais gré d'avoir ménagé ses plus cruels ennemis.

Je reçois en ce moment un adjudant général de l'armée devant Lyon, qui m'annonce que 10.000 émigrés vont se joindre à l'armée des Piémontais, en faisant une sortie désespérée de Lyon. Je vous prévins que je ne crains ni émigrés de Suisse, ni émigrés de Lyon, ni aucun ennemi.

Je peux, si vous le voulez, armer le roi de Sardaigne contre l'Empereur dans le Milanais, demandez-moi si cela vous ferait plaisir. Mais, dans cette supposition, il y aurait encore à gagner pour nous en convention préliminaire.

Je vous adresse des copies des plénipotentiaires du roi Sarde en Savoie qui vous décèleront ses principes (1).

Ph. SIMOND.

#### COMPTE RENDU du *Journal des Débats* et des *Décrets* (2) :

Hérault fait lecture d'une lettre postérieure adressée au Comité de Salut public ; elle porte les noms de tous les officiers et soldats républicains qui se sont distingués dans ces combats ; elle annonce que toutes les communes se sont levées en armes, qu'elles se sont mises à la poursuite des Piémontais, et que tous les citoyens ont juré de les exterminer, s'ils osaient remettre le pied sur leur territoire.

(1) Ces pièces n'étaient pas jointes.

(2) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 383, p. 59). Le *Moniteur universel* (n° 17 du 17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II [mardi 8 octobre 1793], p. 69, col. 2), reproduit le texte du *Journal des Débats*, mais sans indiquer qu'il s'agit d'une seconde lettre de Philibert Simond qui fait suite à la première lettre du même représentant, datée de Sallanches, le 30 septembre. Le *Journal de Perlet* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 52) est beaucoup plus explicite que le *Moniteur* et le *Journal des Débats*. Voici en quels termes il rend compte de la seconde lettre de Philibert Simond.

« Par une seconde lettre, en date de Cluses, le 1<sup>er</sup> octobre, Simond annonce que dans quinze jours toutes les contributions du Mont-Blanc seront payées en nature ; qu'il a entre les mains plusieurs correspondances interceptées, desquelles il résulte que les Piémontais devaient envoyer des renforts aux contre-révolutionnaires de Lyon et Marseille. »

Hérault. On a découvert le plan d'invasion des Piémontais, pour rejoindre par le département de la Drôme les Marseillais et les Lyonnais rebelles ; il est consigné dans des lettres du roi de Turin, du ci-devant marquis de la Salle, et d'un nommé de la Roche. Nous avons ces pièces entre les mains. (On applaudit.)

La pétition du citoyen Faveaux, capitaine, commandant les chasseurs dits Duttigny, qui réclame sa réintégration dans le poste qu'il occupait avant la dénonciation faite contre lui, est renvoyée au ministre de la guerre, qui en rendra compte par écrit, sous trois jours (1).

Sur la pétition de la citoyenne Françoise Maclovi, veuve Sintot, convertie en motion, la Convention nationale décrète qu'en attendant le rapport de cette pétition qu'elle renvoie à son comité de liquidation, il sera payé par la trésorerie nationale à ladite veuve Sintot, sur la présentation du présent décret, la somme de 300 livres, à titre de secours provisoire (2).

Suit la pétition de la citoyenne Françoise Maclovi (3).

Aux citoyens membres de la Convention nationale.

Citoyens,

La citoyenne Françoise Maclovi, veuve Sintot, demeurant rue des Ecrivains, maison du citoyen Gotreau, n° 22, vous expose que son mari, sergent de la 5<sup>e</sup> compagnie des Lombards a été tué dans l'affaire du Pont-de-Cé, du 26 juillet dernier, lequel a passé les trois quarts de sa vie au service dans différents régiments, et à Paris n'a cessé depuis le commencement des troubles, à commencer du siège de la Bastille où il s'y est trouvé, et a ainsi continué, et lorsqu'on a fait des levées, animé par le zèle d'être encore utile, il s'est présenté à sa section où il jouissait de la plus grande considération, qui l'ont accepté comme connaissant son zèle pour la Patrie. Il laisse à son décès une veuve éplorée de la perte de son mari, réduite à la dernière indigence, chargée de trois enfants en bas âge, hors d'état par ses infirmités, et estropiée pour la vie de sa dernière couche, ce qui l'empêche de se procurer, ainsi qu'à ses enfants, les premiers besoins de nécessité.

Daignez donc, très dignes représentants et restaurateurs de la patrie, venir au secours de cette citoyenne ainsi que ses enfants qui vous tendent les bras, qui n'ont d'autre espoir qu'en vos bontés ordinaires, comme tuteurs nés et protecteurs des infortunés, en voulant bien lui accorder ce que vos cœurs généreux voudront bien vous suggérer. Sa reconnaissance et celle de ses enfants sera sans bornes, et attendu son affreuse misère actuelle, lui accorder provisoirement une somme de trois cents livres à titre de secours.

V<sup>e</sup> SAINTOT.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 120.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 121.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.

**Henri-Claude Sintot, âgé de 8 ans, son fils, ayant perdu son père au Pont-de-Cé, a prononcé à la barre un discours dont l'insertion au « Bulletin » a été décrétée (1).**

*Suit le discours de Henri-Claude Saintot (2).*

Henri-Claude Saintot, âgé de huit ans, ayant perdu son père aux Ponts-de-Cé, a prononcé à la barre le discours suivant :

« Citoyens législateurs,

« Représentants du peuple, si Dieu me fait la grâce de pouvoir porter les armes, je vous jure que je répandrai jusqu'à la dernière goutte de mon sang, comme a fait mon père pour la République une et indivisible. »

La Convention après avoir accordé à la mère de cet enfant un secours provisoire de 300 livres, a décrété que le discours de cet enfant serait inséré au *Bulletin*.

*Signé : DUPONT.*

**Le citoyen Macaire réclame pour lui l'exécution de la loi rendue en faveur des pères des jeunes gens en réquisition.**

**Renvoyé au comité de la guerre (3).**

**La citoyenne Pelletier, femme Bro, réclame contre la détention de plusieurs citoyens, prononcée par le comité de la section du Luxembourg.**

**Renvoyée au comité de sûreté générale (4).**

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (5) :

La citoyenne Bro, accompagnée de ses enfants et petits-enfants, est admise à la barre, et prononce la pétition suivante :

Législateurs, les comités des sections de Paris ont exécuté la loi du 7 septembre, sur l'emprisonnement des gens suspects, avec la célérité que la patrie devait attendre d'administrateurs fidèles et animés de leurs devoirs.

Mais, citoyens, il y a eu dans ces exécutions rapides beaucoup d'erreurs, des haines particulières ont trompé la religion des comités. Beau-

coup d'innocents attendent un juge; il faut un interrogatoire à tous, à tous un jugement; daignez fixer sur cela votre attention, la loi est incomplète. En ordonnant l'incarcération des gens suspects jusqu'après la paix, la loi n'a attribué à aucune autorité le jugement des détenus, et l'application individuelle de cette peine.

C'est vers vous, dépositaires de la volonté du peuple, vers vous, pères de la patrie, que la voix des détenus s'élève.

Les exemples des erreurs sont frappants, ils sont nombreux.

Ma famille, pères de la patrie, en est un grand exemple: une erreur du Comité de la section du Luxembourg frappe sur mon mari, sur un père épuisé par cinquante ans de travaux, et tout couvert de l'estime générale; déjà deux fois il a été appelé à la prison, et il est détenu à la campagne par une fièvre que cette rigueur a rendue plus fâcheuse.

Mon frère, depuis un mois, est enlevé, après avoir, depuis 1789, donné tout son travail à la Section, qu'il a même présidée. Un commis principal, surveillant nécessaire d'une maison où sont réunis tant d'intérêts privés, est aussi enlevé à défaut de mon mari; mon fils aîné enfin, premier appui de son père, mon fils est incarcéré comme un criminel, pour n'avoir pas pu livrer son père, dont on le rend l'otage; il porte avec orgueil cette chaîne.

Sans doute ce Comité vertueux dans ses vues, a été égaré par des insinuations perfides; mais, hélas! ses motifs ne peuvent être connus; ils sont en vain réclamés par la famille, par le département même, après une si longue détention. Pères du peuple, le droit ineffaçable d'être entendu et jugé, serait blessé par un long silence de la loi; le droit d'être jugé appartient même au coupable, la voix publique la réclame cette loi; elle vous crie protection au bon citoyen, justice à tous.

Je vous demande, pour les miens, l'examen le plus sévère de leur conduite; je supplie la Convention nationale de vouloir bien renvoyer ma pétition à son comité de sûreté générale, pour lui en faire un prompt rapport, et d'ordonner provisoirement la liberté de ces trois détenus, et sûreté pour mon mari.

Oh! s'il se peut, recevez pour otage la mère qui vous en conjure. Ils sont utiles, eux, ils sont nécessaires; moi, j'ai rempli ma tâche envers la nature et la patrie, en donnant à l'Etat tous ces enfants qui m'entourent, et en les lui donnant vertueux comme leur père; ils n'ont plus besoin de mes soins, et moi j'aurai assez vécu.

Cette pétition est renvoyée au Comité de sûreté générale.

**Le citoyen George Dupré, né à Hédin, dans la ci-devant province d'Artois, le 28 août 1717, présente le tableau de ses longs et nombreux services dans les armées, et demande que sa blessure le mettant hors d'état de les continuer, il lui soit accordé une pension de retraite.**

« La Convention nationale décrète que, sur le vu du présent décret, la trésorerie nationale payera au citoyen George Dupré, lieutenant dans le 56<sup>e</sup> régiment, la somme de 600 livres, à lui accordée à titre de secours provisoire (1). »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 121.  
(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.  
(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 121.  
(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 121.  
(5) *Moniteur universel* [n° 17 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793)], p. 69, col. 1. D'autre part le *Mercure universel* (lundi 7 octobre 1793, p. 109, col. 1) rend compte de la pétition de la citoyenne Bro dans les termes suivants :

« Une citoyenne, mère de famille, expose que parmi les arrestations faites de gens suspects par les sections de Paris, son mari a été arrêté comme tel. Elle proteste de son civisme et demande sa liberté ou un prompt jugement.

« GODEFLEAU demande le renvoi au comité de sûreté générale pour qu'il examine la pétition et même le motif des arrestations en général; car, dit-il, dans le nombre des gens suspects arrêtés, l'on a compris un grand nombre de bons citoyens.

« Le renvoi est décrété. »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 121.



*Suit le mémoire du citoyen Georges Dupré (1).*

*Mémoire.*

Le citoyen Georges Dupré est né à Hesdin, dans la ci-devant province d'Artois, le 28 août 1717.

Soldat au régiment alors Mailly infanterie, en 1733, grenadier en 1741; caporal de grenadiers en 1747; passé grenadier à cheval en 1748; supprimé en 1775.

Ce brave militaire, lors de sa suppression s'était retiré à Vitry-sur-Marne où il vivait paisiblement du produit de ses services, lorsque le cri de la patrie en danger vint frapper ses oreilles et rallumer son courage affaibli par son grand âge. Aussitôt malgré sa caducité, il court le premier se faire inscrire au nombre des défenseurs de la patrie.

Parti pour la frontière en qualité de grenadier dans le 3<sup>e</sup> bataillon des volontaires du département de la Marne, le général d'armée, touché du récit qui lui fut fait de ses services, et de son ardeur le nomma sous-lieutenant dans le 56<sup>e</sup> régiment d'infanterie, le 18 du mois d'août 1792.

Il a continué son service en cette qualité jusqu'à l'évacuation d'Aix-la-Chapelle, où il a reçu un coup de feu qui lui a traversé le poignet.

Il a fait les campagnes de 1734, 1735, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1748, 1760, 1761, 1792 et une partie de celle de 1793.

Il a assisté au choc de Clausein, à la bataille du Maine, à celle de Fontenoy, à celle de Laufeld, à celle de Raucoux, au siège de Furnes, à celui de Tournai, à celui d'Endermonde, à celui d'Oudenarde, à celui des Astres (*sic*) de Gand, au siège de Namur, à celui de Berg-op-Zoom, au deuxième de Namur.

Cet ancien militaire est estropié de sa blessure et est hors d'état de continuer son service, il prie le citoyen ministre de la guerre de lui accorder une pension de retraite due à ses nombreux services et attribuée à son grade.

*Signé : DUPRÉ.*

Le citoyen Beuvin présente une pétition tendant à ce que toutes successions directes, non ouvertes avant la publication de la loi du 7 mars, se partageront par égalité, nonobstant toute disposition contraire des ascendants.

Renvoyé au comité de législation (2).

Le citoyen Parrocel, prêtre ex-célestin, demande d'être employé dans la partie minéralogique et métallurgique, et le paiement de ses services rendus à la patrie avant et après la révolution.

Renvoyé au ministre de l'intérieur (3).

La Société des hommes révolutionnaires du 10 août dénonce les intentions inciviques de la Société des femmes républicaines révolutionnaires et demande la dissolution de cette société.

Renvoyée au comité de sûreté générale (4).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1):

La Société révolutionnaire des hommes du 10 août, dénonce à la Convention nationale les intentions inciviques de plusieurs femmes, se disant révolutionnaires; et demande la dissolution de la société qu'elles ont formée entr'elles.

Les jeunes gens en réquisition de la 7<sup>e</sup> compagnie de la section du Panthéon-Français réclament contre la destitution du capitaine de leur compagnie, qui est de leur choix, prononcée par le comité révolutionnaire de ladite section.

Renvoyés au comité de la guerre pour en faire son rapport demain (2).

COMPTE-RENDU de l'*Auditeur national* (3).

Le même comité (celui de législation) est chargé d'examiner la pétition de jeunes gens en réquisition, qui sollicitent un décret qui exempte des scrutins épuratoires des comités révolutionnaires, les officiers à qui ils ont donné leurs suffrages.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de Salut public [HÉRAULT DE SÉCHELLES (4)], décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

« La Convention nationale annule tous les passeports donnés par l'ancienne et par la nouvelle municipalité de Bordeaux, ainsi que par la municipalité de Libourne; décrète, en outre, que les passeports de la nouvelle municipalité ne pourront être expédiés qu'après avoir été visés par les représentants du peuple envoyés dans le département de la Gironde.

Art. 2.

« Tous les individus suspects, tous ceux qui tenaient aux anciennes associations, seront désarmés, et leurs armes seront distribuées aux vrais républicains, par les représentants du peuple (5). »

(1) *Moniteur universel* [n° 17 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793)], p. 69, col. 2]. D'autre part l'*Auditeur national* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 5) rend compte de la pétition des Hommes révolutionnaires du 10 août dans les termes suivants :

« Les Hommes du 10 août présentent plusieurs observations sur l'existence des sociétés populaires des femmes, et notamment des femmes révolutionnaires. Ils demandent que les femmes ne puissent former dorénavant aucune société distincte.

« Renvoyé au comité de législation. »

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 122.

(3) *Auditeur national* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 5).

(4) Le rapporteur est Hérault de Séchelles, d'après les divers journaux de l'époque.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 122.

(1) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 710.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 121.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 122.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 122.

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1) :

**Hérault.** Le patriotisme vient de se ranimer à Bordeaux ; mais pour assurer dans cette ville la durée de son règne, il est nécessaire de prendre deux mesures vigoureuses. La première est de désarmer les hommes suspects et ceux qui tenaient aux anciennes associations, pour distribuer leurs armes entre tous les vrais républicains sans-culottes ; la seconde, est d'annuler les passeports donnés à ces hommes suspects par les municipalités de Bordeaux et de Libourne. Ces passeports ne sont autre chose que de véritables brevets d'incivisme.

Ces propositions sont adoptées.

Un membre du comité de Salut public [BARÈRE (2)] présente, et la Convention nationale adopte la liste des membres qui sont adjoints au comité de l'examen des marchés, de ceux qui formeront le comité des inspecteurs de la salle, et enfin de ceux qui formeront le comité de l'instruction publique.

« La Convention nationale, après avoir entendu le comité de Salut public, décrète que les citoyens Creveiller (3), Rivière, Ludot, Chédaneau, Clauzel, sont adjoints au comité de l'examen des marchés.

*Liste des citoyens proposés par le comité de Salut public pour former le comité des inspecteurs de la salle.*

Les citoyens Louis, Fiquet, Darnouville (4), Sergent, Huguet, Projean, Duval (5), Robin, Michaud, Jagot.

*Liste des citoyens proposés par le comité de Salut public pour former le comité d'instruction publique.*

Les citoyens David, Jullien (de la Drôme), Jay de Sainte-Foix, Bouquier, Laignelot, Guyton-Morveau, Fourcroy, Arbogast, Mathieu, Bontroué, Valdruche, Coupé (de l'Oise), Bô, Romme Duval (d'Ille-et-Vilaine), Audouin, Gay-Vernon, Thomas Lindet, Prunelle, Moyse Bayle, Grégoire.

« La commission d'éducation demeurera réunie au comité de Salut public.

« Le comité se divisera en sections.

« Chacune aura les objets de travail qui lui seront particulièrement destinés (6). »

*Suivent les pièces que nous avons découvertes aux Archives nationales, relatives à la constitution de ces divers comités (1).*

## I

La Convention nationale, par son décret du 29 septembre dernier, a adjoint six membres à son comité de l'examen des marchés, parmi lesquels le citoyen Dupant doit être compris.

Nous proposons en conséquence de décréter que les citoyens Créveiller, Rivière, Ludot, Chédaneau, Clauzel seront adjoints au comité de l'examen des marchés.

La présente liste arrêtée par les membres du comité de l'examen des marchés soussignés, pour être soumise à l'examen du comité de Salut public.

DORNIER l'ainé ; P. F. PIORRY ;  
ALEX. VILLETARD.

## II

Citoyens proposés pour former le comité des inspecteurs de la Salle :

Les citoyens Louis, Fiquet, Darnouville, Sergent, Huguet, Projean, Duval, Robin, Michaut, Jagot. (2).

Signé : COLLOT d'HERBOIS, HÉRAULT, BARÈRE, BILLAUD-VARENNE.

Citoyens proposés pour former le comité d'instruction publique. Les citoyens : David, Jullien (de la Drôme), Jay de Sainte-Foix, Bouquier, Laignelot, Guyton-Morveau, Fourcroy, Arbogast, Mathieu, Bontroué, Valdruche, Coupé (de l'Oise), Bô, Romme, Duval (d'Ille-et-Vilaine), Audouin, Gay-Vernon, Thomas Lindet, Prunelle, Moyse Bayle, Grégoire.

La commission d'éducation demeurera réunie au comité de Salut public.

Le comité se divisera en sections, chacune aura des objets de travail qui lui seront particulièrement destinés.

COLLOT d'HERBOIS, B. BARÈRE,  
BILLAUD-VARENNE.

Un membre réclame l'exécution du décret qui ordonne au ministre de la guerre de faire passer tous les quinze jours le tableau des prisonniers français échangés contre les esclaves des despotes qui sont en notre pouvoir.

« L'assemblée décrète que, dans trois jours, le ministre de la guerre lui présentera ce tableau, ou lui rendra compte des obstacles qui ont pu retarder l'exécution de ce décret (3). »

La Convention, après avoir entendu la lecture de diverses dépêches de Lyon (4), en dé-

(1) *Moniteur universel* [n° 17 du 1<sup>er</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793), p. 69, col. 2].

(2) D'après le *Journal des Débats et des Décrets*, n° 383 (octobre 1793, p. 61).

(3) Il s'agit de Crevelier.

(4) Il s'agit d'Armonville.

(5) Probablement Duval (Aube).

(6) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 123.

(1) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 684.

(2) Au lieu de Prunelle, d'abord proposé et qui le remplace au comité d'instruction publique.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 124.

(4) D'après les divers journaux de l'époque, c'est Barère qui a donné lecture, au nom du comité de Salut public, de ces pièces ou extraits de pièces.



crète l'insertion au « Bulletin », et la mention honorable, digne des plus grands éloges, des 12 bataillons des Alpes, qui se sont distingués dans l'armée qui est auprès de cette ville (1).

*Suit le texte de diverses pièces auxquelles il est fait allusion dans le paragraphe ci-dessus du procès-verbal.*

## I

*Lettre des représentants Dubois-Crancé et Gauthier (2).*

*Les représentants du peuple près l'armée des Alpes, au comité de Salut public.*

La Pape, le 2 octobre, l'an II de la République.

Citoyens nos collègues,

Nous avons reçu le 20 septembre une lettre du ministre de la guerre, accompagnant un arrêté du conseil exécutif qui destitue Kellermann de son commandement de l'armée des Alpes et d'Italie. Les motifs que donne le conseil exécutif de cette destitution, c'est que Kellermann n'a pas la confiance nécessaire pour remplir utilement ses fonctions ; mais en même temps le ministre lui demande l'état de ses services pour lui en obtenir la récompense, ce qui nous paraît impliquer contradiction, car, d'après le décret de la Convention sur les hommes suspects, Kellermann destitué doit être mis en prison ; dans ce cas, faut-il le faire arrêter ?

Le ministre, dans sa lettre, s'exprime ainsi : « Je vous adresse sous cachet volant la lettre de destitution du général Kellermann, que je vous prie de vouloir bien ne lui remettre que lorsque le général Doppet se sera rendu près les troupes de l'armée des Alpes, afin qu'elles ne restent pas sans commandement en chef, et que le général Kellermann puisse donner à son successeur toutes les instructions nécessaires. »

Notre position, dans cette circonstance, devient très embarrassante.

Doppet est bien arrivé le 17 du mois dernier, mais il est, et reste à l'armée devant Lyon ; Kellermann est au fond de la Tarentaise avec l'autre portion de l'armée des Alpes, sous l'immédiate surveillance de nos collègues Dumaz et Simon qui, suivant tous les rapports, ont déclaré vouloir le garder sur leur responsabilité : il pousse dehors les Piémontais qu'il vient de battre à Cluses et à Aiguebelle, et nous ne pouvons pas dissimuler que le département du Mont-Blanc, naguère envahi jusqu'à quatre lieues de Chambéry, croit lui devoir son salut.

Faut-il, dans ces circonstances, faire exécuter l'ordre du conseil exécutif ? Est-il sûr que nos collègues n'y mettront pas d'opposition. Les malveillants nous ont déjà accusés d'avoir exécuté d'égarni le Mont-Blanc, parce qu'ils redoutaient la correction des Lyonnais ; ils diront que

nous avons voulu punir Kellermann d'avoir sauvé ce département ; ce n'est pas au surplus une calomnie de plus ou de moins qui fixe notre attention : le bien public est notre seul guide ; mais nous vous prions de peser sous ce rapport les circonstances où nous nous trouvons, et de nous indiquer la marche à suivre.

Nous pensons qu'il faut un décret positif de la Convention qui investisse de la confiance publique le général à qui elle entend accorder la sienne, et qui ne mette pas en opposition des collègues dont les uns ordonneraient et les autres s'opposeraient, qui fasse que les troupes sachent à qui elles doivent obéir, et qu'il n'y ait pas deux généraux pour une armée.

Kellermann n'étant destitué que par le conseil exécutif, il n'y a pas de raison pour que nous ne nous trouvions pas en contradiction avec nos collègues dans l'exécution ; il y a même certitude que cela sera, au lieu qu'un décret de la Convention serait respecté par tous.

Châteauneuf et Maignet nous ont annoncé avec un peu de fanfaronnade, le 29, qu'ils entreraient le soir dans Lyon. Nous n'aimons pas la jactance, surtout en matière publique, et nous n'avons jamais eu ce défaut. Depuis que la Convention nous a honorés de notre mission, nous avons gémi souvent des don-quistotteries de quelques uns de nos collègues qui, depuis six mois, annoncent la destruction des ennemis à chaque petit avantage, et sont battus le lendemain.

La vérité est que les troupes de la République ont emporté avec beaucoup de valeur les avant-postes de Sainte-Foy, de Perrache et des Brotteaux sur trois points différents ; que de 150 hommes de cavalerie qu'avaient les Lyonnais, douze au plus se sont sauvés ; qu'ils ont perdu 1.500 hommes au moins, 17 pièces de canon, et que de tous les côtés la ville est cernée et dominée ; mais nous ne sommes pas dans Lyon, pas même dans les faubourgs ; nous y entrerons, soyez-en certains, car nous saurons garantir la République même des égarements de l'amour-propre ; mais ne croyez pas la chose aussi facile qu'on vous l'a dit : croyez seulement que tous animés du même zèle, nous ferons tous notre devoir.

La tentative des émigrés pour secourir Lyon n'a pas réussi, on les arrête dans le district de Cluses ; et s'ils eussent pu pénétrer, nous osons croire qu'il n'en serait pas retourné un seul.

Maintenant on nous assure (et cette menace est faite depuis plusieurs jours) que Précy doit sortir de Lyon ce soir, pour s'ouvrir un passage en Suisse ; nous tâcherons de nous y opposer, et ce ne sera pas sans efforts que les coquins nous échapperont ; mais, contraints de diviser nos moyens pour embrasser toute la circonférence de Lyon, nous sommes faibles partout contre une attaque qui serait le résultat d'une combinaison relative à une position désespérée. On perd tous les jours de vue que nous avons attaqué Lyon, que nous l'avons presque détruit, que nous l'avons constamment battu, resserré, réduit aux abois, avec 12 bataillons et cinq demi-escadrons, c'est-à-dire environ 8.000 hommes, compris la portion de la garnison de Valenciennes, qui nous est arrivée après six semaines de siège. Vous sentez que les réquisitions, mal armées et sans instructions, n'ont servi qu'à garder des postes peu importants ; aussi, lorsque la besogne sera faite, recommanderons-nous à la justice de la Convention les bataillons de l'armée des Alpes qui, de-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 124.

(2) Archives nationales, carton ADXVIII<sup>26</sup> (Seconde partie de la réponse de Dubois-Crancé aux inculpations de ses collègues Couthon et Maignet).

puis deux mois, ont fait le service d'une armée de 60.000 hommes.

DUBOIS-CRANCÉ; GAUTHIER.

## II

*Lettre du représentant Servièrè (1).*

*Servièrè, représentant du peuple dans le département de l'Hérault et départements voisins, à ses collègues du comité de Salut public.*

Montpellier, le 28 septembre 1793,  
l'an II de la République française.

Je viens d'être prévenu, citoyens collègues, que l'attroupement qu'on avait annoncé se former dans le district de Béziers avait été dissipé par les citoyens des communes qui s'étaient levés en masse et leur avaient donné la chasse, le nombre n'était pas considérable.

Je n'ai aucune nouvelle des commissaires qui sont à Saint-Bauzille pour dissiper un autre attroupement qu'on disait s'y former. J'espère qu'il aura le même sort que celui de Béziers.

Salut et fraternité

SERVIÈRE.

## III

*Extrait d'une lettre de Narbonne, datée du 28 septembre, adressée à la députation de l'Aude, et confirmée par une autre lettre du département de l'Ariège (2).*

« ... Vous savez que pour la seconde fois, nous venons de battre les Espagnols et les chasser de leur grand camp... »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

**Barère.** Les derniers événements de Perpignan ont été funestes à la République, puis-

(1) Archives nationales, carton C 184, plaquette 1525, pièce 22. Le *Bulletin de la Convention* du 15<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 6 octobre 1793), contient un extrait de cette lettre.

(2) Cette lettre n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au *Bulletin de la Convention* du 15<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 6 octobre 1793).

(3) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 17 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793), p. 69, col. 3]. D'autre part les *Annales patriotiques et littéraires* [n<sup>o</sup> 280 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793)], rendent compte du rapport de Barère dans les termes suivants :

« BARÈRE. Vous saurez qu'après la victoire éclatante que nous avons remportée sur les Espagnols, nous avons éprouvé un échec qui nous a coûté 500 hommes. Cependant on annonce une nouvelle flatteuse, c'est que nous avons battu les Espagnols pour la seconde fois. Comme la lettre qui rapporte ce dernier fait n'est point officielle, elle mérite confirmation.

« Une dépêche de Dubois-Crancé et Gauthier, datée

qu'ils lui ont coûté 500 Français; mais le grand sacrifice que ces braves soldats ont fait à la patrie ne lui est pas inutile. Une lettre datée de Narbonne, le 28 septembre, et qui nous a été remise par la députation de l'Aude, porte ces mots : « Vous savez que pour la seconde fois, nous venons de battre les Espagnols et de les chasser de notre territoire. »

Cette bonne nouvelle nous a été confirmée par une autre lettre particulière.

Il s'était élevé des troubles du côté de Béziers; notre collègue Servièrè nous a écrit que le rassemblement qui les avait excités a été dissipé par les citoyens des communes environnantes qui se sont levés en masse pour étouffer, dès sa naissance, le germe de la sédition.

Les troubles du district de Sablé sont également apaisés.

Nous avons reçu des nouvelles de Lyon. Le dernier Bulletin de l'armée devant cette ville porte qu'à l'attaque du pont de Perrache, les troupes républicaines l'ont emporté de vive force. Les rebelles ont perdu 400 hommes, et on leur a fait 14 prisonniers, parmi lesquels se trouve un commandant, un officier et deux comédiens qui, dit-on, jouent un fort vilain rôle. (*On rit.*)

Barère lit ensuite une lettre des représentants du peuple Dubois-Crancé et Gauthier, datée du quartier général de la Pape, le 2 octobre. En voici l'extrait :

« On vous a annoncé, citoyens nos collègues, que nous serions, le 29, dans Lyon. La vérité est que nous sommes maîtres des postes importants de Sainte-Foy, de Perrache et des Brotteaux. Les soldats de la République les ont emportés avec un prodigieux courage. Ils ont tué aux rebelles 1.500 hommes; ils leur ont fait des prisonniers, et pris 17 pièces de canon.

« De tous côtés, Lyon est cerné et dominé; mais nous ne sommes pas encore dans cette ville, ni même dans ses faubourgs, cependant nous y entrerons; car nous garantirons la République des égarements de l'amour-propre. Il ne faut pas non plus faire croire que cette entrée soit si facile. Les rebelles résistent en désespérés; et l'é-

du quartier général de la Pape, devant Lyon, le 2 octobre, porte ce qui suit :

« Les Lyonnais ont perdu aux Brotteaux 150 hommes « de cavalerie, 1500 hommes d'infanterie et 17 pièces « de canon. Nous avons tué devant Perrache 400 mus- « cadins et fait 14 prisonniers, parmi lesquels est un « commandant et deux comédiens; ils jouent là un « singulier rôle. Nous avons placé quatre pièces de « canon sur le pont de Perrache, et si ces messieurs « voulaient s'évader de ce côté, ils seraient bien reçus. « Nous sommes à Perrache et aux Brotteaux, mais non « pas à Lyon. La chose n'est pas si facile. Sans doute « nous y entrerons, et nous ferons tous nos efforts pour « que Précy et ses émigrés ne puissent exécuter la « trouée qu'ils méditent pour s'échapper en Suisse.

« On nous assure que les émigrés du Piémont « s'étaient déjà acheminés vers Lyon, mais que la « déroute des Piémontais les a fait rétrograder. Cela « est fâcheux; il ne nous en serait pas échappé un « seul. La Convention doit des éloges et des recom- « penses à la brave armée qui est devant Lyon, et « n'oublie pas que nous avons fait avec douze batail- « lons et des troupes de réquisition, pour la plupart « mal armées, le service de 60,000 hommes. »

« Des troubles s'étaient élevés dans le département de la Sarthe, voisin de ceux de la Vendée et des Deux-Sèvres. Ils sont heureusement apaisés. Les autorités constitutrices ont été renouvelées et les malveillants emprisonnés. »



tendue de cette ville, cernée de toutes parts, a diminué nos forces sur des points importants; il en est même où nous ne sommes point assez forts pour résister constamment aux attaques multipliées des rebelles.

« On ne se rappelle pas assez de quelle manière ce siège a été commencé; on ne se souvient pas, quand on nous accuse de lenteur, que nous n'avions alors que des réquisitions mal armées, qui n'ont pu servir que dans des postes de peu d'importance.

« La tentative des émigrés pour secourir Lyon a complètement échoué. Ils ont été battus et repoussés très loin. Mais on assure que Précý, à la tête de sa troupe de royalistes, d'émigrés et de fanatiques, doit sortir de Lyon pour s'ouvrir un passage en Suisse. Nous nous y opposerons avec force, et ce ne sera pas sans effort que ces coquins nous échapperont.

« A la fin de cette guerre nous vous recommanderons les douze bataillons de l'armée des Alpes qui, depuis deux mois, ont fait le service de 60,000 hommes. »

La Convention nationale décrète la mention honorable de la conduite de ces bataillons.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public [BARÈRE, rapporteur (1)], décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Ceux qui servaient en qualité de sous-officiers et soldats dans les gardes françaises, dans les grenadiers à cheval et les gendarmes de Lunéville, et qui sont employés dans les armées de la République, ne sont pas compris dans les dispositions de la loi du 5 septembre dernier, à moins qu'ils n'aient donné des preuves d'incivisme.

#### Art. 2.

« Les généraux en chef sont chargés, sur leur responsabilité personnelle, de faire rappeler à leur poste les soldats et sous-officiers qui servaient dans les gardes françaises, les grenadiers à cheval et les gendarmes de Lunéville, et qui en ont été éloignés, par une fausse application de la loi du 5 septembre.

#### Art. 3.

« L'état-major de l'armée du Rhin enverra à la Convention nationale les motifs pour lesquels il a appliqué à ces soldats et sous-officiers le décret du 5 septembre.

#### Art. 4.

« Le décret du 5 septembre dernier ne peut être appliqué aux soldats et aux officiers des armées de la République (2). »

*Ce décret avait été motivé par la lettre suivante que nous empruntons au Bulletin (1).*

*Lettre du citoyen Barbey, datée de Wissembourg, le 29 septembre 1793 :*

Je viens, citoyens représentants, déposer dans votre sein toute l'amertume et tout le noir que j'ai dans l'âme depuis le 25 du courant.

Le décret du 5 septembre a été interprété à cette armée de manière que tous ceux qui ont servi depuis 1775 dans les maisons de Capet et de ses frères, en y comprenant les gardes-françaises, les grenadiers à cheval, les gendarmes de Lunéville qui servent dans notre armée, partout, se retirent à 20 lieues des frontières. Commissaire des guerres, chef du bureau central, c'est moi qui signe toutes les routes; et depuis le 26 j'ai expédié au moins 300 routes. Dans le nombre, il y a des vainqueurs de la Bastille, qui également ont reçu l'ordre de partir. Pour comble, les représentants vos collègues sont absents depuis le 24 et on ne sait où ils se sont retirés.

Tous ceux qui partent sont de bons soldats, l'élite de l'armée, et qui, depuis le commencement des hostilités, sont en présence de l'ennemi. On ne peut se faire une idée du désespoir de ces braves. Que la Convention se hâte de donner une interprétation de son décret du 5 septembre.

L'esprit public du soldat est toujours le même, c'est-à-dire au plus haut degré de la Révolution; mais nous manquons de généraux.

*Signé : BARBEY.*

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Barère. L'état-major de l'armée du Rhin égaré par ignorance, ou dirigé par une intention incivique, a appliqué aux ci-devant Gardes-Françaises, aux vainqueurs de la Bastille, le décret du 5 septembre, qui ordonne l'expulsion des hommes de la maison du ci-devant roi, qui servent dans les armées de la République.

Une lettre d'un agent militaire à Wissembourg annonce que déjà plus de 300 de ces braves soldats ont reçu des brevets de route pour se retirer à vingt lieues dans l'intérieur; ils sont désespérés de ne pouvoir plus signaler contre les ennemis de la République leur ardent amour pour elle.

Si jamais loi fut mal appliquée, c'est celle-là. On ne peut en avoir abusé contre ces braves soldats, que par intention contre-révolutionnaire, ou par la plus basse ignorance. Il est nécessaire, pour éviter de semblables abus, que

(1) *Supplément au Bulletin de la Convention du 13<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 6 octobre 1793).*

(2) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 17 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793, p. 69, col. 3]. D'autre part le *Mercur universel* (lundi 7 octobre 1793, p. 109, col. 2) rend compte du rapport de Barère dans les termes suivants :

Banérus donne lecture d'une lettre de Wissembourg. Elle porte que la loi du 5 septembre, relative aux militaires qui avaient été dans la garde du roi, a été mal interprétée, et que dans l'armée du Rhin, l'état-major n'en excepte aucun.

Voici ce qu'a fait décréter Barère à ce sujet. »

(Suit le texte du décret que nous insérons ci-dessus.)

(1) D'après les divers journaux de l'époque.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 134.

vous en donniez une interprétation claire et précise.

Voici le décret que je vous propose.

(Suit le texte du décret que nous insérons ci-dessus.)

Ce projet de décret est adopté.

« La Convention, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public [BARÈRE, rapporteur (1)], décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les marchandises chargées sur les vaisseaux pour sortir de la République, seront déchargées sur-le-champ, conformément à l'article 2 du décret du 11 septembre, sauf les exceptions suivantes.

#### Art. 2.

« Le déchargement cessera d'avoir lieu pour les bâtiments français ou neutres qui auraient importé en France des subsistances, approvisionnements et munitions de guerre et de marine, des matières premières ou autres objets compris dans la classe des denrées de première nécessité pour le compte de particuliers, pourvu que les chargements destinés à être exportés n'excèdent pas la valeur des chargements importés, et ne comprennent que des denrées et marchandises dont l'exportation n'est pas prohibée.

#### Art. 3.

« Les bâtiments neutres qui auront importé en France pour compte particulier des subsistances, approvisionnements, munitions de guerre et de marine, des matières premières ou autres objets compris dans la classe des denrées de première nécessité, pourront recevoir et exporter un chargement de même valeur que celui qu'ils auront importé.

#### Art. 4.

« La valeur des chargements qui auront été importés, et de ceux qui seront destinés à être exportés, sera constatée par les municipalités, d'après les déclarations fournies par les capitaines, conformément à l'article 5 du décret du 3 septembre.

#### Art. 5.

« Nul bâtiment ne pourra exporter de France aucun chargement, s'il n'a importé des subsistances, approvisionnements et munitions de guerre et de marine, des matières premières et autres objets compris dans la classe des denrées de première nécessité, sous peine de confiscation des marchandises, et d'une amende du tiers de la valeur, dont la moitié appartiendra au dénonciateur.

(1) D'après le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 383, p. 61).

#### Art. 6.

« Les décrets précédents concernant l'exportation des denrées de première nécessité, continueront d'être exécutés pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret.

#### Art. 7.

« Les directeurs des douanes et l'ordonnateur civil sont tenus de faire décharger les bâtiments en présence d'un administrateur du département, ou de commissaires nommés à cet effet par le directoire du département. Ils sont responsables de l'exécution du présent décret et de celui du 11 septembre, sous peine de destitution et de poursuite sur leurs biens, de la valeur des marchandises non déchargées, dont un tiers appartiendra au dénonciateur (1). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2) :

**Barère.** Ce qui mérite surtout votre surveillance, c'est le commerce : car il est cosmopolite quand il n'est pas contre-révolutionnaire. Des armateurs français abusent de la loi qui leur permet d'exporter sur des vaisseaux de construction nationale, des denrées de première nécessité, pourvu qu'ils importent à leur retour des subsistances. Votre comité a pensé qu'il fallait restreindre cette faculté ; voici le projet de décret qu'il vous propose.

Il est adopté en ces termes :

(Suit le texte du décret que nous reproduisons ci-dessus.)

La Convention nationale décrète que les citoyens Gauthier et Dubois-Grancé, représentants du peuple envoyés près l'armée des Alpes, et maintenant près Lyon, se rendront sur-le-champ dans le sein de la Convention.

Le comité de Salut public est chargé d'envoyer le présent décret par un courrier extraordinaire.

La Convention nationale, sur la proposition d'un membre, décrète que le ministre de la guerre rendra compte de l'exécution du décret qui a destitué Kellermann (3).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4) :

**Barère.** Je viens de m'apercevoir que la lettre dont je viens de faire lecture a produit sur

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 123 à 127.

(2) *Moniteur universel* (n° 18 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II [mercredi 9 octobre 1793], p. 73, col. 2).

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 127.

(4) *Moniteur universel* (n° 17 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II [mardi 8 octobre 1793], p. 70, col. 1). D'autre part le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 383, p. 62) rend compte de la motion de Billaud-Varenne dans les termes suivants :

« Un moment après la lecture de cette lettre [celle de



plusieurs membres une forte impression. On trouve avec raison de la contradiction entre les lettres des différents commissaires qui sont à Lyon, et l'on pense que c'est de là sans doute que résultent les longueurs du siège de cette ville. Le comité n'a pas été moins étonné que vous des contradictions de ces lettres, et des promesses toujours vaines, toujours trompées que nous font les commissaires sur le terme de cette guerre malheureuse; il a été indigné de ne voir depuis deux mois, dans les bulletins de cette armée que les preuves de la torpeur de ceux qui la dirigent.

Châteauneuf-Randon nous écrivait le 29 : « Nous serons ce soir dans Lyon. » Et le général Sandoz, en nous rendant compte de l'avantage qu'il avait remporté au pont de Perrache, disait : « Si les rebelles veulent sortir de leur ville, il faudra qu'ils en sortent en ballon. » Aujourd'hui Dubois-Crancé et Gautier reculent ces espérances; ils nous parlent des difficultés de la prise de Lyon, et nous font entrevoir la possibilité qui reste aux rebelles de faire une trouée, et de pénétrer jusqu'en Suisse.

Le comité n'a pu accorder ensemble ces contradictions; mais il a senti la nécessité de renouveler plusieurs de ces représentants; et demain je vous proposerai, en son nom, les changements qu'il croit les plus pressants. (*Applaudissements.*)

Dubois-Crancé et Gautier, datée du 2 octobre], BARÈRE est remonté à la tribune.

« Je viens de m'apercevoir, dit-il, que la lettre, dont j'ai donné lecture, a fait, sur plusieurs membres, une fausse impression. On trouve, avec raison, de la contradiction entre les lettres des différents commissaires qui sont à Lyon, et l'on pense que c'est de là, sans doute, que résultent les longueurs du siège de cette ville.

« Pour éclaircir ces doutes, je vais relire la lettre.

« BARÈRE fait cette seconde lecture.

« Le Comité, dit-il ensuite, n'a pas été moins étonné que vous des contradictions de ces lettres et des promesses toujours vaines, toujours trompées que nous font les commissaires sur le terme de cette guerre malheureuse. Il a été indigné de ne trouver, depuis deux mois, dans les *Bulletins* de cette armée, que les preuves de la torpeur de ceux qui la dirigent.

« Châteauneuf-Randon nous écrivait le 29 : « Nous serons ce soir dans Lyon » et le général Sandoz, en rendant compte de l'avantage qu'il avait remporté au pont de Perrache, disait : « Si les rebelles veulent sortir de leur ville, il faudra qu'ils se munissent de ballons. » Aujourd'hui, Dubois et Gautier reculent ces espérances; ils nous parlent des difficultés de la prise de Lyon et nous font entrevoir la possibilité qui reste aux rebelles de faire une trouée et de pénétrer jusqu'en Suisse.

« Le Comité n'a pu accorder ensemble ces contradictions; mais il a senti la nécessité de renouveler plusieurs de ces représentants; et demain, je vous proposerai en son nom, les changements qu'il croit les plus pressants. (*On applaudit.*)

« BILLAUD-VARENNE a dit qu'il était nécessaire de rappeler Dubois-Crancé et Gautier dans le sein de la Convention nationale. Il a attribué à ces deux représentants les longueurs et les difficultés du siège de Lyon. Il leur a reproché d'avoir accumulé sur leurs têtes les fonctions de représentants du peuple et celles de généraux d'armée. Il leur a reproché d'avoir maintenu dans le généralat Kellermann, dont la destitution est depuis longtemps prononcée. (*Il a été applaudi.*)

« Il a fini par rappeler ce principe que l'opinion publique doit juger les représentants du peuple comme les autres agents de la République et que la loi doit être pour tous également juste et sévère.

« Sur sa proposition, l'Assemblée a prononcé le rappel des deux représentants Dubois-Crancé et Gautier. »

**Billand-Varenne.** Je crois que la Convention nationale, d'après les lettres qui viennent de lui être lues, ne doit pas balancer à rappeler dans son sein Dubois-Crancé et Gautier; je fonde ma demande sur plusieurs faits.

La députation qui se trouve près l'armée devant Lyon, est composée de huit membres; six ont constamment été d'avis d'attaquer Lyon de vive force. Dubois-Crancé et Gautier sont les seuls qui aient été d'un avis contraire. La Convention nationale n'en sera pas étonnée, lorsqu'elle apprendra que Dubois-Crancé a réuni sur sa tête la qualité de représentant du peuple et de général, et qu'à ce dernier titre, plus la guerre sera longue, plus elle lui sera avantageuse. Voilà les faits que la Convention doit connaître, afin de faire rentrer dans le devoir des hommes qui paraissent dirigés par des intérêts personnels. Je demande le rappel des deux commissaires Dubois-Crancé et Gautier. (*On applaudit.*)

J'ajoute un autre fait : le conseil exécutif vous a annoncé, il y a quelque temps, la destitution du général Kellermann, de cet homme qui a tant de fois trahi la patrie, et qui remporte maintenant des victoires, afin de détourner l'attention de la Convention sur sa conduite passée; eh bien, ces deux mêmes commissaires se sont permis de le maintenir dans le généralat. Je demande que la Convention approuve la destitution de Kellermann.

Un membre. Il existe déjà un décret qui destitue Kellermann; on doit se borner à en demander l'exécution.

**Billand-Varenne.** Vos commissaires sont alors bien plus coupables d'avoir osé suspendre l'effet d'un de vos décrets; il est temps que la justice soit égale pour le représentant du peuple comme pour le simple citoyen. C'est une intrigue infernale. (*On applaudit.*)

L'assemblée prononce le rappel des représentants du peuple Dubois-Crancé et Gautier.

Les membres composant l'administration de la maison nationale des militaires invalides présentent leur justification, et demandent justice de leurs accusateurs.

Renvoyés à la commission chargée de cet objet (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2) :

Les vétérans, administrateurs de l'hôtel des Invalides présentent leurs justifications et demandent justice de leurs accusateurs.

Plusieurs citoyens et citoyennes se présentent pour réclamer contre les opérations du comité de la section des Tuileries.

Renvoyé au comité de sûreté générale (3).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 128.

(2) *Moniteur universel* n° 17 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793), p. 69, col. 1.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 128.

Le renvoi aux comités de liquidation et des finances est décrété de la pétition de la citoyenne Cyvrix, et à celui de l'examen des marchés, pour en faire son rapport demain, la demande de plusieurs citoyens qui réclament le paiement des fournitures qui leur sont dues par l'administration (1).

La séance est levée à 5 heures (2).

Signé : CHARLIER, président; JAGOT, LEJEUNE (de l'Indre), D. V. RAMEL, VOULLAND, PONS (de Verdun), LOUIS secrétaires.

**PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS  
AU PROCÈS-VERBAL, MAIS QUI SE RAP-  
PORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAP-  
PORTER A LA SÉANCE DU QUINZIÈME  
JOUR DU PREMIER MOIS DE L'AN II  
[DIMANCHE 6 OCTOBRE 1793].**

**A**

**ADRESSE DU CITOYEN MANDEL.**

Le citoyen Sébastien-François Mandel, au nom de la commune de Vic, département de la Meurthe et de la Société populaire de cette ville, invite la Convention nationale à rester à son poste jusqu'à la paix en la félicitant sur ses travaux (3).

Mention honorable.

**B**

**LETTRE DU GÉNÉRAL DE BRIGADE MONTAIGU  
POUR PROTESTER  
CONTRE SA DESTITUTION (4).**

**I**

**COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (5) :**

Le citoyen Montaigu, promu depuis sept mois au grade de général de brigade à l'armée du Rhin, réclame auprès des représentants du peuple français contre sa destitution prononcée par le ministre de la guerre. Il observe qu'il est âgé de 62 ans, qu'il est né d'un citoyen de Paris, non noble, qu'il avait passé par tous les grades lorsqu'il fut élevé à celui de général de brigade, qu'il a toujours sincèrement aimé la Révolution et détesté la tyrannie. « Ce qui me cause le plus de peine, ajoute-t-il, c'est que j'ignore les motifs de ma destitution. Justice, ou la mort. Que mes

cheveux blancs soient rougis de mon sang si je suis coupable; mais si je suis innocent, que je sois rendu à mes fonctions. »

Renvoi au comité de Salut public.

**II**

**COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (1) :**

Montaigu, général de brigade, écrit à l'Assemblée qu'il a passé plus de quarante ans au service; que cependant il vient d'être destitué du grade qu'il occupait à l'armée du Rhin, quoiqu'il ne croie pas avoir donné lieu à cette destitution. Sa lettre est renvoyée au comité de Salut public.

**III**

**COMPTE RENDU du *Mercur universel* (2) :**

Le général de division Montaigu écrit de Strasbourg qu'il a été suspendu par le ministre de la guerre. Il proteste de son patriotisme et demande prompt justice. Il a obéi à la destitution et donnera l'exemple de la soumission à la loi.

Renvoyé au comité de Sûreté générale.

**C**

**ADRESSE DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE  
DE PÉRONNE (3).**

**I**

**COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (4) :**

La Société républicaine de Péronne demande que le décret portant formation d'une armée révolutionnaire à Paris, soit étendu à toute la République.

**II**

**COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (5) :**

La Société populaire de Péronne demande à la Convention d'étendre à toute la France le décret qui ordonne la formation d'une armée révolutionnaire.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 128.

(2) *Ibid.*

(3) L'adresse de la commune de Vic n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au *Bulletin de la Convention* du 15<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 6 octobre 1793).

(4) La lettre du général Montaigu n'est pas mentionnée au procès-verbal. Les extraits que nous en donnons sont empruntés aux comptes rendus, par divers journaux de l'époque, de la séance du quinzième jour du premier mois de l'an II (6 octobre 1793).

(5) *Journal de Perlet* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 49).

(1) *Auditeur national* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 1).

(2) *Mercur universel* (lundi 7 octobre 1793, p. 406, col. 2).

(3) L'adresse de la Société populaire de Péronne n'est pas mentionnée au procès-verbal. Les extraits que nous en donnons sont empruntés aux comptes rendus par divers journaux de l'époque de la séance du quinzième jour du premier mois de l'an II (6 octobre 1793).

(4) *Journal de Perlet* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 49).

(5) *Annales patriotiques et littéraires* (n° 279 du lundi 7 octobre 1793, p. 1270, col. 2).



## III

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (1) :

La Société populaire de Péronne demande que le décret, qui établit une armée révolutionnaire, soit généralisé pour toute la République.

## D

LETTRE DU COMMISSAIRE DES GUERRES  
ALEXANDRE (2).

## I

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3) :

Un membre. J'ai reçu une lettre particulière du commissaire des guerres, Alexandre, en date du 28 septembre; elle annonce que les troupes républicaines occupent toutes les hauteurs qui dominent Lyon, et qu'elles sont constamment victorieuses des rebelles.

## II

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (4) :

Piorry donne lecture d'une lettre d'Alexandre, commissaire des guerres dans le département du Puy-de-Dôme. Elle contient quelques détails qui confirment ceux déjà connus relativement aux avantages remportés par les républicains sur les rebelles de Lyon dans la journée du 29 septembre.

## E

ROMME DONNE LECTURE DE LA RÉDACTION  
DU DÉCRET  
RELATIF AU NOUVEAU CALENDRIER (5).COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et  
littéraires* (6) :

Au nom du comité d'instruction publique, Romme présente la rédaction de la loi sur le

nouveau calendrier; elle est adoptée ainsi qu'il suit :

(Suit le texte du décret inséré dans la séance du 5 octobre (1).

## F

LE CANTON D'ENTRECASTEAUX ADHÈRE  
À LA CONSTITUTION (2).

Le canton d'Entrecasteaux, district de Barjols, département du Var, a accepté à l'unanimité et par acclamation l'Acte constitutionnel.

## G

LA MUNICIPALITÉ DE POMPIGNAC ADHÈRE  
À LA CONSTITUTION (3).

La municipalité de Pompignac, chef-lieu de canton, district de Bordeaux, département de la Gironde, a accepté à l'unanimité la Constitution et juré de la maintenir au prix de son sang, ainsi que guerre éternelle aux vils intrigants, despotés, anarchistes, fédéralistes.

## CONVENTION NATIONALE

Séance du seizième jour du premier mois de l'an II de la République française une et indivisible.

Lundi 7 octobre 1793

## PRÉSIDENTENCE DE CHARLIER.

La séance ouvre à 10 heures du matin.

Les administrateurs du département de police de la commune de Paris font passer à la Convention le tableau du nombre des détenus, montant à 2,467, dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention.

## Insertion au « Bulletin » (4).

(1) *Mercur universel* (lundi 7 octobre 1793, p. 107, col. 1).

(2) La lettre du commissaire des guerres Alexandre n'est pas mentionnée au procès-verbal. Les extraits que nous en donnons sont empruntés aux comptes rendus par divers journaux, de l'époque de la séance du quinzième jour du premier mois de l'an II (6 octobre 1793).

(3) *Moniteur universel* (n° 17 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II [mardi 8 octobre 1793], p. 69, col. 2).

(4) *Journal de Perlet* (n° 380 du lundi 7 octobre 1793, p. 32).

(5) Ni le procès-verbal, ni les divers journaux de l'époque, sauf les *Annales patriotiques et littéraires*, ne mentionnent la lecture, dans la séance du 6 octobre, de la rédaction définitive du décret adopté la veille, et relatif au nouveau calendrier.

(6) *Annales patriotiques et littéraires* (n° 280 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II [mardi 8 octobre 1793], p. 1274, col. 1).

(1) Voyez ci-dessus ce décret, séance du 5 octobre 1793, p. 12.

(2) L'adhésion à la Constitution du canton d'Entrecasteaux n'est pas mentionnée au procès-verbal; l'extrait que nous en donnons est emprunté au *Supplément au Bulletin de la Convention* du 15<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 6 octobre 1793).

(3) L'adresse de la municipalité de Pompignac n'est pas mentionnée au procès-verbal; l'extrait que nous en donnons est emprunté au *Supplément au Bulletin de la Convention* du 15<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 6 octobre 1793).

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 129.

*Suit la lettre des administrateurs du département de police (1).*

« Commune de Paris, le 6 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, du département de Paris, à l'époque du 5 octobre. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats, assassins, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie, (y compris la veuve Capet).....	382
« Grande-Force, (dont 66 militaires)..	607
« Petite-Force.....	192
« Sainte-Pélagie.....	168
« Madelonnettes.....	252
« Abbaye (dont 24 militaires et 5 otages).....	120
« Bicêtre.....	562
« A la Salpêtrière.....	129
« Chambres d'arrêt, à la Mairie.....	53
« Luxembourg.....	2
« Total.....	<u>2,477</u>

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« BAUDRAIS; N. FROIDURE; MENNESSIER. »

**La Société populaire de Melun félicite la Convention sur ses travaux, l'invite à rester à son poste, et demande le jugement de la veuve Capet et de tous les fédéralistes.**

**Mention honorable et insertion au « Bulletin » (2).**

*Suit l'adresse de la Société populaire de Melun (3).*

*La Société populaire de Melun, département de Seine-et-Marne, à la Convention nationale.*

« Législateurs,

« La mesure des crimes n'est jamais comblée pour les scélérats. Celle du courage ne l'est jamais pour les hommes de bien.

« La Convention nationale doit rester à son poste pour consolider le bonheur du peuple, hâter le jugement des fédéralistes et celui de

cette femme dont un Français ne peut prononcer le nom sans horreur.

« Les décrets que vous avez rendus pour la taxation des denrées de première nécessité et de la journée du travail, ont porté le désespoir dans l'âme des accapareurs, des affameurs et de tous les ennemis du peuple; mais ils vont faire le bonheur des sans-culottes.

« Dans des circonstances difficiles et périlleuses, le comité de Salut public a pris des mesures énergiques et sûres pour faire punir les conspirateurs, épouvanter les traîtres cachés, et assurer le salut de la patrie; ordonnez-lui de rester à son poste, il est en mesure pour déjouer tous les complots.

« Vous avec toute notre confiance, nos cœurs et nos bras.

« MONNET, *président*; Simon MARTIN;  
Ant. DUBOIS, *secrétaire*. »

**Les administrateurs du département du Nord font part à la Convention d'une fête civique qui a eu lieu le 29 du mois dernier à Douai. « On ne l'a pas, disent-ils, répété en vain dans l'hymne sacré : la patrie ne peut manquer de défenseurs, chaque jour la terre en produit de nouveaux. »**

**Insertion au « Bulletin » (1).**

I

*Suit la lettre des administrateurs du département du Nord (2).*

*Les administrateurs du département du Nord, à la Convention nationale.*

« Douai, ce 3 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Nous vous adressons une expédition d'un procès-verbal que nous avons tenu d'une fête civique qui a eu lieu dans cette ville le 29 du mois dernier. Vous verrez sûrement avec la même satisfaction que nous les progrès de l'esprit public dans un département si intéressant par sa situation et par les circonstances particulières du moment. L'hymne sacré ne l'a pas dit en vain; la patrie ne peut manquer de défenseurs, tous les jours la terre en produit de nouveaux.

« Les administrateurs du Conseil général du département du Nord,

« D. A. J. DUPUICH, *président*; A. DEMONTÉE;  
MARLIER; COURTECUISE; J. C. STUYS;  
DAMELIER, *procureur général syndic*;  
CAYAUT cadet. »

*Suit le compte rendu de la fête civique (3).*

*Extrait du registre aux procès-verbaux des séances du conseil général du département du Nord.*

L'an mil sept cent quatre-vingt-treize,

(1) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 129.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 129.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

(3) *Ibid.*



deuxième de la République française une et indivisible, le vingt-neuf septembre, vers onze heures du matin, les membres composant le conseil général du département du Nord se sont rendus à la caserne d'Escrechins pour y partager le dîner des jeunes gens de la masse. Ces derniers les ont reçus dans le quartier au milieu des cris répétés *Vive la République! Vive la Montagne!*

Les invités se sont partagés dans les chambres et ont été accueillis en frères. La joie brilla sur tous les visages pendant le dîner qui fut interrompu souvent par des chansons patriotiques que de toutes parts l'on chantait à l'envi. L'impatience de se rendre au pied de l'arbre de la liberté qui s'élève au milieu du quartier, abrégé le temps que l'on s'était proposé de donner au repas, et les convives s'y transportèrent en dansant. L'esprit qui animait tous les assistants ne pouvait manquer d'inspirer à tous l'idée de chanter l'hymne sacré. Il fut entonné de toutes parts à quelques intervalles près et les discordances que l'oreille pouvait trouver dans ces chants non combinés étaient délicieusement sauvées par l'accord parfait des cœurs dont elle était la preuve.

L'hymne chanté, un cri s'éleva de toutes parts pour aller le répéter autour de l'arbre sur la place; les bras s'enlacèrent d'eux-mêmes, et l'on partit ainsi confondus. La gaieté de tous ceux qui composaient le cortège s'est communiquée à ceux qui le rencontraient et qui s'y sont joints. On chanta de nouveau l'hymne autour de l'arbre sur la place, et après des danses en rond, après une promenade dans les principales rues, on s'est divisé en différentes compagnies qui, chacune de son côté, s'est livrée à la danse et à la joie. Toute la journée s'est ainsi passée et cette fête, par l'accord et l'union qui a constamment régné entre ceux qui y ont participé, peut, à juste titre, être appelée la fête de la fraternité.

L'effet qu'elle a produit a été naturellement d'ajouter au zèle dont tous les citoyens étaient enflammés; sept jeunes gens, les nommés Petit, Carlier, Farine, Delacroix, Bellanger, Moronval et Guillemot, quoique âgés seulement de quatorze à dix-sept ans, suivant l'exemple honorable de trois autres citoyens du même âge, dont le conseil général a déjà envoyé les noms à la Convention nationale, ont sollicité, comme une faveur précieuse, l'honneur d'être admis dans la masse, et y ont été reçus. L'administration a arrêté qu'il leur serait délivré un sabre pour prix de leur dévouement. *Donnez m'en un petit, dit alors l'un d'eux, je le porterai plus aisément; je n'en tuerai pas moins des hulus, j'approcherai plus près.*

On a demandé qu'il fût fait mention honorable de ces sept jeunes gens au présent procès-verbal, et que copie en fût adressée à la Convention. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

*Pour copie conforme :*

D. A. J. DUPUICH, *président*; CAYAUT  
cadet, *secrétaire général pour absence.* »

**Sur la motion d'un membre [VILLERS (1)], qui demande que les municipalités soient tenues de**

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.

**faire faire les vendanges des terres abandonnées dans les pays qui ont été occupés par les rebelles de la Vendée, la Convention passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que les municipalités sont obligées de faire la récolte des citoyens absents (1).**

Le procureur syndic du district de Saint-Fargeau annonce que solennellement et aux cris répétés de *Vive la République*, tous les titres féodaux ont été brûlés le 27 juillet dernier.

Insertion au « Bulletin » (2).

I

*Suit la lettre du procureur syndic et du district de Saint-Fargeau (3).*

*Le procureur syndic du district de Saint-Fargeau, à la Convention nationale.*

Le 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Je m'empresse de vous adresser copie du procès-verbal du 29 septembre dernier, par la lecture duquel vous verrez que les titres féodaux déposés en ce district, en exécution de votre décret du 27 juillet dernier, ont été brûlés solennellement un milieu de cris répétés de *Vive la République!* et en présence des autorités constituées et citoyens de cette ville réunis à l'administration à cet effet.

« Puissent les odieux restes et les dernières racines de l'aristocratie qui subsistent encore, être entièrement extirpées, et devenir la juste proie des flammes vengeresses. Puissent, enfin, les vœux d'un peuple libre couronnés par vos travaux, s'accomplir à jamais et ne plus laisser voir dans les deux mondes, qu'une république puissante et inexpugnable contre la tyrannie et la trahison.

« CALMET, *vice-président.* »

II

*Administration du district de Saint-Fargeau.*

*Extrait du procès-verbal de la séance du vingt-neuf septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la République française, tenue par les administrateurs du district de Saint-Fargeau (4).*

Les corps constitués de cette ville, réunis en la salle des séances de l'administration, heure de

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 129.

Nous avons conservé au décret rendu sur la motion de Villers la place qu'il occupe dans le procès-verbal; mais en réalité il eût dû être inséré après le décret rendu sur une motion du même représentant et relatif à l'arrestation de plusieurs habitants suspects de la commune de Saint-Philibert de Grandlieu. Le compte rendu des divers journaux ne permet aucun doute à cet égard. (Voy. ci-après, même séance, page 209).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 129.

(3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

(4) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

11 du matin, sur l'invitation faite conformément à notre arrêté du 24 de ce mois, pour assister au brûlement des titres féodaux déposés dans les archives de l'administration et provenant, tant du ci-devant clergé, religieux, que des émigrés de ce district.

Les titres, déposés dans une voiture, accompagnés des corps réunis et d'un grand nombre de citoyens, ont été transportés à l'endroit où se font les feux de joie, et là, après lecture de la loi, le feu a été mis au repaire d'iniquités, signes de notre ancien esclavage; la flamme, en un instant, les a réduits, en cendres, et nos chants d'allégresse ont porté jusqu'à l'Eternel les témoignages de la satisfaction publique et leurs serments de vivre libre ou mourir.

De retour en la salle des séances, le présent procès-verbal a été rédigé, et il a été arrêté que copie en serait adressée à la Convention, au département et aux communes du ressort.

Le registre est signé :

BORSAT, président; BAZIN, secrétaire.

Collationné sur l'original et certifié conforme par moi, secrétaire du district.

Fait au bureau du secrétariat, à Saint-Fargeau, le 30 septembre 1793, l'an II de la République française.

BAZIN.

Le ministre de l'intérieur informe la Convention nationale des bons offices que la maison de commerce d'Aimé Regny père et fils, de Gênes, ont rendus, tant à l'escadre du contre-amiral Truguet, qu'au chargé d'affaires de la République française à Gênes.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du ministre de l'intérieur (2).

Le ministre de l'intérieur, au citoyen Président de la Convention nationale.

« Paris, le 6 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« La Convention nationale a déjà été informée, dans le mois de janvier dernier, que la maison de commerce d'Aimé Regny père et fils, de Gênes, avait donné des preuves de zèle et de désintéressement en faisant gratuitement des avances de fonds à l'escadre du contre-amiral Truguet. Je crois devoir, citoyen Président, vous transmettre un nouveau trait du patriotisme de ces négociants : ils viennent, tout récemment, de faire une autre avance, sur l'invitation du chargé d'affaires de la République française à Gênes, qui s'élève à une somme de plus de quatre-vingt-neuf mille livres, pour subvenir aux besoins de l'équipage d'une frégate qui se trouve dans ce port.

« J'ai pensé que ce trait de civisme devait

être connu de la Convention nationale, et je m'empresse de lui en faire part.

« PARÉ. »

Le citoyen Boutry, boulanger, demande d'être autorisé à se pourvoir de grains chez les cultivateurs de son canton.

La Convention passe à l'ordre du jour (1).

Suit la lettre du citoyen Boutry (2).

A la Convention nationale française.

« Citoyens représentants du peuple,

« Vient vous représenter le citoyen Boutry, boulanger, domicilié en la commune de La Chapelle-en-Serval, district de Senlis, département de l'Oise, qu'il s'est conformé à la loi du 4 mai dernier, sur les subsistances et en a rempli les formalités; que depuis il est allé à plusieurs marchés consécutifs tenus à Senlis, où il lui a été impossible de se procurer aucuns grains ni farine quelconques, qu'il a fait plusieurs voyages dans l'arrondissement de son canton et district dudit Senlis pour s'en procurer, avec un livre pour inscrire les acquisitions qu'il pourrait faire, l'extrait de sa déclaration conformément à la loi et plusieurs certificats de sa municipalité constatant le besoin qu'il avait de grains et l'emploi qu'il en voulait faire, mesure qu'il avait été demandé d'employer par ses concitoyens, officiers municipaux.

« Ledit Boutry, vous présente encore, citoyens représentants, qu'il ne fournit absolument, dans son état de boulanger, qu'à des citoyens domiciliés dans l'étendue de son canton, aux voyageurs multipliés (se trouvant posé sur la route qui conduit aux armées du Nord entre Louvres et Senlis, où souvent les militaires font halte). Ladite route très fréquentée, et les militaires qui reviennent des armées, blessés et estropiés, après avoir versé leur sang pour la défense de la patrie arrivent en ladite commune qui s'est engagée volontairement de les loger (se trouve privée de pouvoir leur donner un morceau de pain pour leur subsistance, ce pays n'ayant pas récolté pour vivre huit mois de l'année, les seigles ayant été gelés le 31 mai dernier, ce qui fait que les citoyens de ladite commune sont obligés d'aller au marché de Senlis où on a donné, le premier du présent mois, quatorze livres de blé pour chaque individu. Se trouvant cedit Boutry sans grains, sans farine et sans moyens de pouvoir s'en procurer, étant l'homme des pauvres, puisque le citoyen aisé vit du domaine qu'il cultive.

« Le requérant, persuadé de la bienveillance de la justice des représentants du peuple, les prie de vouloir bien l'autoriser à se pourvoir chez les différents cultivateurs de son canton pour y faire, au prix du *maximum*, les acquisitions nécessaires pour faire son dit commerce, consommant par semaine la quantité de dix septiers de blé.

« Il espère qu'ils voudront bien prendre en

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 130.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 692. — Bulletin de la Convention du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 130.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.



considération ses justes représentations et y faire droit.

« BOUTRY, boulanger. »

« Nous, officiers municipaux de la commune de la Chapelle-en-Serval, certifions les représentations du citoyen Boutry, seul et unique boulanger en notre commune, et sa signature apposée au bas, véritables et pour que foi y soit ajoutée nous y avons apposé notre sceau.

« A La Chapelle-en-Serval, ce quatre octobre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la République française une et indivisible. »

(Suivent huit signatures.)

**Le conseil général de la commune de Pont-l'Évêque invite la Convention à rester à son poste, et lui dénonce les abus qui résultent du brûlement de grains pour en faire des eaux-de-vie.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » et renvoi à la Commission des dépêches (1).**

*Suit la lettre du conseil général de la commune de Pont-l'Évêque (2).*

*Le Conseil général et les citoyens de la commune de Pont-l'Évêque, à la Convention nationale.*

« Pont-l'Évêque, ce 24 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Enfin les grandes mesures que vous avez adoptées vont produire leur effet, l'agonie des despotes a sonné, l'aristocratie expire partout, tous nos ennemis vont disparaître et purger le sol de la liberté qu'ils ont souillé trop longtemps par leurs crimes.

« La Constitution que vous nous avez donnée, ce chef d'œuvre puisé dans la nature et qui deviendra le code social de tous les peuples, a fait pâlir les rois et leurs esclaves, ils s'agitent en tous sens, ils redoublent d'efforts pour anéantir cet immortel ouvrage, mais le peuple est debout pour le défendre; il a juré la République, et son serment ne sera pas vain. Un grand mouvement national a été imprimé, c'est à vous seuls qui l'avez préparé à le diriger, à en déterminer la marche et la mesure.

« Restez donc, citoyens représentants, sauveurs de la patrie, restez au poste où la confiance nationale vous a placés, ne le quittez que lorsque les brigands couronnés et leurs vils satellites terrassés par nos phalanges intrépides, seront forcés de nous demander la paix et que la machine constitutionnelle n'éprouve plus aucun obstacle qui en gêne le jeu.

« Achevez par de bonnes lois de détruire le monstre de l'agiotage qui s'engraisse de la substance du peuple qu'il voudrait pouvoir dévorer tout entier; les accapareurs, les malveillants de tout genre imaginent mille moyens pour dérober

leurs denrées à la circulation; c'est ainsi que dans notre pays on convertit en eau-de-vie la plus grande partie du cidre; cette opération absorbe une immense quantité de bois, ces deux espèces de denrées sont à un prix qui excède les facultés du pauvre qui se trouve réduit à la plus affreuse indigence, tandis que quelques particuliers regorgent de richesses. Que les coupables soient frappés, que leur tête tombe, il faut un exemple terrible, et tout rentrera dans l'ordre.

« Ne vous séparez pas sans avoir organisé l'instruction publique, c'est par là que vous détruirez les superstitions de tout genre et que la génération naissante acquerra les lumières et les vertus qui sont les plus inébranlables appuis d'un gouvernement républicain. Alors, citoyens représentants, vous retournerez dans vos foyers vous délasser des fatigues de vos immenses travaux, jouir de la reconnaissance de vos concitoyens, être témoins de leur bonheur que vous aurez assuré par vos veilles, et qui sera pour vous la récompense la plus flatteuse et la plus digne que puissent recevoir des amis de l'humanité. »

(Suivent 72 signatures.)

**La Société républicaine de Staramont (1) engage la Convention à rester à son poste, et s'y occuper du soin de déjouer constamment les trames odieuses des royalistes, modérés et fédéralistes.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).**

*Suit l'adresse de la Société républicaine de Staramont (3).*

« Citoyens représentants,

« En donnant à la France une constitution républicaine, vous avez posé les bases de la félicité. Déjà les principes qu'elle consacre, dessillant les yeux des citoyens égarés, ne feraient de tous les Français qu'une même famille, si les royalistes, les modérés et les fédéralistes ne cherchaient encore à en détruire les heureuses impressions par leurs manœuvres criminelles. Un des moyens sur lequel ils comptent le plus, c'est sur le renouvellement de la Convention, sous le prétexte spécieux de faire exécuter la Constitution; ils voudraient comme autrefois la Constitution de quatre-vingt-neuf, la faire servir à leurs perfides projets et détruire la Constitution par la Constitution elle-même. Mais que font ces insensés! croient-ils nous en imposer par leurs vaines clameurs! Quelque spécieux que puissent être leurs raisonnements frivoles, ils ne servent qu'à nous convaincre de plus en plus de leurs intentions liberticides.

« Non, citoyens représentants, non, ce n'est que par la sainte Montagne, ce n'est que par le courage et la fermeté de la Convention que peut s'asseoir irrévocablement la Constitution, ce gage assuré du bonheur des Français, par le sage décret qui déclare la France en état de Révolution, vous

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 130.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

(1) Staramont.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 130.

(3) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.

avez fait pâlir les tyrans. En demeurant à votre poste pour en diriger la marche et les progrès, vous leur ferez mordre la poussière. Rejetez donc, citoyens législateurs, toute proposition tendante à convoquer le corps législatif. Vouez à l'indignation publique de telles demandes; continuez, par votre fermeté et par la sagesse de vos lois, à déjouer leurs folles entreprises; et la France reconnaissante érigea à vos vertus un monument éternel.

« Tels sont, citoyens représentants, les vœux les plus ardents et les plus sincères des citoyens sans-culottes composant la société républicaine de la ville de Saramon, district d'Auch, département du Gers.

« LAGRANGE, *président*; FAGET, *secrétaire*;  
LANTRAC, *secrétaire*. »

Un membre [TOPSENT (1)], au nom du comité de la marine, après un rapport fait à la Convention sur le mode d'épurement à adopter pour la marine civile et militaire, présente un projet de décret qui, mis aux voix article par article, est décrété avec quelques amendements, et ainsi qu'il suit.

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité de marine, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Le ministre de la marine présentera sous quinze jours à la Convention nationale l'état des officiers de tout grade et aspirants composant actuellement la marine civile et militaire de la République.

#### Art. 2.

« Ces listes seront divisées par colonnes, en nombre suffisant pour contenir les désignations exigées par la loi du 8 avril dernier : elles seront imprimées et distribuées aux membres de la Convention nationale.

#### Art. 3.

« Le ministre de la marine se fera rendre compte, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, de la conduite, du talent et du civisme de chacun des officiers, tant militaires que d'administration.

#### Art. 4.

« Sur le compte qui sera rendu au ministre, il présentera au comité de marine l'état des officiers et aspirants dont la conduite, le talent ou le civisme lui paraîtront suspects, et le comité en référera à la Convention nationale.

#### Art. 5.

« Indépendamment des informations qui pourront être faites par le ministre de la marine, l'état

des noms, prénoms et grades de tous les officiers et aspirants composant la marine militaire de la République, sera affiché dans les endroits les plus apparents du lieu de leur domicile.

#### Art. 6.

« Indépendamment de l'état particulier des officiers, affiché dans leur domicile, la liste générale distribuée aux membres de la Convention nationale, suivant l'article 2 de la présente loi, sera envoyée à la municipalité de chaque chef-lieu de quartier.

#### Art. 7.

« Tous les habitants de la ville ou bourg où les noms de ces officiers et aspirants seront attachés, et ceux de leur dernier domicile, qui auront connaissance, soit de leur incivisme, de leur incapacité ou de leur inconduite habituelle, sont invités, au nom du salut public, d'en faire leur dénonciation par écrit, signée d'eux, à la municipalité du lieu.

#### Art. 8.

« La municipalité recevra les dénonciations qui lui seront faites pendant la huitaine qui suivra le jour où l'état des officiers aura été affiché; elle la fera passer dans les trois jours suivants à la municipalité du chef-lieu du syndicat, qui convoquera le conseil général de la commune et tous les marins de son arrondissement, pour statuer de concert sur les dénonciations.

#### Art. 9.

« L'assemblée aura lieu le premier jour de repos qui suivra la convocation : les membres du conseil et les marins réunis, donneront leur avis par appel nominal, soit à haute voix, soit au scrutin; et la décision sera prise à la majorité des suffrages.

#### Art. 10.

« Immédiatement après la clôture du procès-verbal, la municipalité en enverra une expédition au ministre de la marine, qui destituera ceux contre lesquels les dénonciations se trouveront fondées.

#### Mode de remplacement.

#### Art. 11.

« Après cette réforme, le ministre de la marine procédera, sans délai, comme il suit, au remplacement des officiers destitués, émigrés, ou retirés de la marine.

#### Art. 12.

« Le ministre donnera des ordres aux chefs ou sous-chefs d'administration de la marine, de convoquer, au chef-lieu du quartier, les officiers de la marine militaire qui auront conservé la confiance publique, les capitaines et officiers du

(1) D'après le document des Archives nationales.



commerce de leurs arrondissements, susceptibles du grade d'enseigne, et dont le civisme sera bien connu.

#### Art. 13.

« L'assemblée procèdera en présence de deux officiers municipaux, à la nomination des candidats, parmi lesquels le ministre de la marine devra choisir les officiers de remplacement de tout grade, pour compléter l'armée navale.

#### Art. 14.

« Ce choix ne pourra tomber que sur ceux qui réuniront les conditions exigées par les lois des 6 février et juin dernier, sur l'organisation provisoire de la marine.

#### Art. 15.

« Le nombre des candidats à présenter par les assemblées d'arrondissement, devra être triple pour chacun des grades indiqués par le ministre.

#### Art. 16.

« Le ministre pourra fixer son choix, pour les places vacantes, tant sur les candidats présentés par les assemblées d'arrondissement, que sur les officiers de la marine et aspirants actuellement en activité, et qui n'ont cessé de mériter la confiance publique.

#### Art. 17.

« Le procès-verbal de la nomination des candidats sera envoyé au ministre de la marine dans les trois jours qui suivront la séparation de l'assemblée.

#### Art. 18.

« A l'assemblée seule appartient sa police intérieure; elle pourra rejeter de son sein ceux de ses membres notoirement connus par leur incivisme.

#### Art. 19.

« Le ministre de la marine présentera à la Convention nationale, dans trois mois, la liste générale de tous les officiers qui ont conservé la confiance publique, et de ceux de remplacement.

#### Art. 20.

« Il sera au surplus incessamment présenté à la Convention nationale un mode d'épurement de l'Administration civile de la marine, ainsi qu'une loi définitive sur l'admission des citoyens aux différents grades civils et militaires de la marine » (1).

*Suit le texte du rapport et du projet de décret présentés par Topsisent.*

RAPPORT ET PROJET DE DÉCRET SUR LE MODE D'ÉPUREMENT DE LA MARINE CIVILE ET MILITAIRE, PRÉSENTÉS, AU NOM DU COMITÉ DE MARINE, A LA CONVENTION NATIONALE, PAR TOPSENT, DÉPUTÉ DU DÉPARTEMENT DE L'EURE.  
(Imprimés par ordre de la Convention nationale) (1).

#### Citoyens,

Vous avez ordonné à votre comité de marine, par un décret du 31 août dernier, de vous faire un rapport sur les moyens à employer pour épurer la marine militaire et civile de la République, et fixer le mode d'après lequel les citoyens qui seront admis à l'avenir, aient les talents, le courage et le patriotisme propres à assurer à la nation française, une marine imposante et redoutable à ses ennemis.

Votre comité a pensé que la voix publique est le seul moyen qui puisse être employé en ce moment pour parvenir à démasquer les ennemis secrets de la liberté.

C'est par la voix du peuple que vous connaîtrez ces perfides hypocrites qui, sous le masque du patriotisme, couvrent les trames et les complots les plus atroces contre leur patrie.

Il existe une classe d'hommes non moins dangereux pour la chose publique; ce sont ces hommes dont l'insouciance, l'ineptie et l'inconduite habituelle, donnent les exemples les plus funestes aux marins de l'armée; la trahison du perfide Trogoft et des officiers qui l'ont imité, vous en donne un exemple: On a vu nos braves matelots secouer le joug de ces infâmes suppôts du royalisme, abandonner leurs vaisseaux indignement livrés aux satellites des despotes de Londres et de Madrid, et fuir le piège abominable que leurs chefs leur avaient tendu. Ces bons républicains se sont joints à leurs frères de l'armée aux ordres de Carteaux, pour tirer vengeance de l'outrage que cette ville rebelle a fait à l'honneur du nom français; là on connaît ceux des officiers de cette portion de l'armée navale qui sont restés fidèles à la République. Il ne sera pas difficile à la France de connaître la portion de ce corps qui a si bien secondé les projets liberticides des perfides Toulonnais. Point de composition avec les assassins de la liberté du monde; que cette nouvelle Carthage soit incendiée plutôt que de voir flotter plus longtemps le pavillon des armées des despotes de Londres et de Madrid sur ce boulevard du midi de la République.

Que les noms de ceux qui ont livré si indigne-ment ce superbe arsenal avec la portion de l'armée navale qu'il renfermait, soient voués à l'exécration dans les fastes du monde; que le souvenir des forfaits de ces rebelles soit imprimé dans le cœur de tous les bons Français; enfin qu'il apprenne à leurs descendants qu'il existait en France, aux époques de sa régénération, une classe d'hommes coupables d'un crime jusqu'alors inconnu à l'univers.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 130 à 134.

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 684. — Bibliothèque nationale, 8 pages in-8°, Le<sup>38</sup>, n° 628; Bibliothèque de la Chambre des députés : Collection Portiez de l'Oise, t. 53, n° 29.

Citoyens, la nation ne veut plus être trompée ; elle veut connaître les officiers employés dans ses armées, elle veut mettre ses agents dans le cas de ne pas être trompés dans leurs choix ; elle veut aussi passer au scrutin épuratoire tous les officiers civils et militaires. Le peuple sait connaître aussi ses vrais amis et il est temps qu'il vous désigne ceux que vous devez vouer au mépris public.

Voilà, citoyens, les considérations qui ont engagé votre comité de marine à me charger de vous présenter le projet de décret suivant :

La Convention nationale, après avoir entendu son comité de marine, décrète ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le ministre de la marine présentera, sous quinze jours, à la Convention nationale, l'état des officiers de tous grades et aspirants composant actuellement la marine civile et militaire de la République.

Art. 2. Ces listes seront divisées par colonnes, en nombre suffisant pour contenir les désignations exigées par la loi du 8 avril dernier ; elles seront imprimées et distribuées aux membres de la Convention nationale.

Art. 3. Le ministre de la marine se fera rendre compte, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, de la conduite, du talent et du civisme de chacun des officiers tant militaires que d'administration.

Art. 4. Sur le compte qui sera rendu au ministre, il présentera au comité de marine l'état des officiers et aspirants dont la conduite, le talent ou le civisme lui paraîtront suspects et le comité en référerà à la Convention nationale.

Art. 5. Indépendamment des informations qui pourront être faites par le ministre de la marine, l'état des noms, prénoms et grades de tous les officiers et aspirants composant la marine militaire de la République sera affiché dans les endroits les plus apparents du lieu de leur domicile, s'ils habitent un port de mer.

Art. 6. S'ils habitent l'intérieur de la République, ou que leur domicile soit établi, de plus d'une lieue du bord de la mer ou des principales rivières, le même état sera affiché dans le lieu où ils embarquent ou ont embarqué le plus communément.

Art. 7. Tous les habitants de la ville ou bourg où le nom de ces officiers et aspirants sera affiché et ceux de leur dernier domicile qui auront connaissance, soit de leur incivisme, de leur incapacité ou de leur inconduite habituelle, seront invités, au nom du salut public, d'en faire la dénonciation par écrit, signée d'eux à la municipalité du lieu.

Art. 8. La municipalité recevra les dénonciations qui lui seront faites pendant la huitaine qui suivra le jour où l'état des officiers aura été affiché ; elle les fera passer dans les trois jours suivants à la municipalité du chef-lieu du syndicat, qui convoquera le conseil général de la commune et tous les marins de son arrondissement, pour statuer de concert sur les dénonciations.

Art. 9. L'assemblée aura lieu le dimanche qui suivra la convocation ; les membres du conseil général et les marins réunis donneront leur avis par appel nominal, soit à haute voix, soit au scrutin ; et la décision sera prise à la majorité des suffrages.

Art. 10. Immédiatement après la clôture du procès-verbal, la municipalité en enverra une expédition au ministre de la marine qui destituera ceux contre lesquels les dénonciations se trouveraient fondées.

#### *Mode de remplacement.*

Art. 11. Après cette réforme, le ministre de la marine procédera sans délai, comme il suit, au remplacement des officiers destitués, émigrés ou retirés de la marine.

Art. 12. Le ministre donnera des ordres aux chefs et sous-chefs d'administration de la marine, de convoquer au chef-lieu du quartier les officiers de la marine militaire qui auront conservé la confiance publique, les capitaines et officiers du commerce de leurs arrondissements, susceptibles du grade d'enseigne, dont le civisme sera bien connu.

Art. 13. L'Assemblée procédera en présence de deux officiers municipaux à la nomination des candidats, parmi lesquels le ministre de la marine devra choisir les officiers de remplacement de tout grade, pour compléter l'armée navale.

Art. 14. Ce choix ne pourra tomber que sur ceux qui réuniront les conditions exigées par les lois des 6 février et juin derniers, sur l'organisation provisoire de la marine.

Art. 15. Le nombre des candidats à présenter par les assemblées d'arrondissement devra être triple pour chacun des grades indiqués par le ministre.

Art. 16. Le ministre pourra fixer son choix pour les places vacantes, tant sur les candidats présentés par les assemblées d'arrondissement, que sur les officiers de la marine et aspirants, actuellement en activité, qui n'ont cessé de mériter la confiance publique.

Art. 17. Le procès-verbal de la nomination des candidats sera envoyé au ministre de la marine dans les trois jours qui suivront la séparation de l'assemblée.

Art. 18. A l'assemblée seule appartient sa police intérieure ; elle pourra rejeter de son sein ceux de ses membres notoirement connus par leur incivisme.

Art. 19. Le ministre de la marine présentera à la Convention nationale, dans trois mois, la liste générale de tous les officiers qui ont conservé la confiance publique et de ceux de remplacement.

Art. 20. Il sera, au surplus, incessamment présenté à la Convention nationale, un mode d'épurement de l'administration civile de la marine, ainsi qu'une loi définitive sur l'admission des citoyens aux différents grades civils et militaires de la marine.

Le maire de la commune d'Arras fait passer à la Convention nationale des exemplaires du discours qu'il a prononcé sur la tombe du jeune citoyen Pinet, mort de la suite des blessures qu'il avait reçues en combattant les esclaves et les despotes.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 134.



## I

*Suit la lettre du maire de la commune d'Arras (1).*

*Au citoyen président de la Convention nationale.*

« Arras, le 30 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen président,

« J'ai l'honneur de vous adresser douze exemplaires du discours que j'ai prononcé le 20 de ce mois, sur la tombe d'un jeune guerrier décédé à l'hôpital de cette ville, des suites de différentes blessures qu'il a reçues en combattant pour la défense de la patrie..

« Permettez, citoyen président, que j'en fasse hommage à la Convention nationale que vous présidez : il n'est sans doute pas digne d'attirer son attention par la manière dont il est écrit, mais quant au fait qu'il rapporte, il est de nature à intéresser sa sensibilité.

« Le maire de la ville d'Arras,

HACOT.

## II

*Suit le texte du discours (2).*

*Discours prononcé par le citoyen Joseph-François-Nicolas Hacot, maire de la ville d'Arras, le 20 septembre 1793, l'an deuxième de la République française une et indivisible, au moment de l'inhumation et sur la tombe de François Pinet, natif de Roye, âgé de 15 ans, soldat au 104<sup>e</sup> régiment d'infanterie, décédé à l'hôpital militaire de Saint-Vaast d'Arras des suites de trois coups de sabre qu'il avait reçus à la tête, sur le champ de bataille, près Cambrai, le 9 du même mois.*

Concitoyens,

Les administrateurs de cette ville n'ont qu'un cœur et un même esprit pour tout ce qui touche la gloire et l'affermissement de la République française.

Aussi après avoir pensé de la même manière sur la mort prématurée de François Pinet, natif de Roye, département de la Sarthe (*sic*), âgé de 15 ans, soldat au 104<sup>e</sup> régiment d'infanterie, décédé hier à l'hôpital militaire de cette ville, des suites de plusieurs blessures honorables, se sont-ils réunis pour assister par députation à ses funérailles.

Concitoyens, ne répandons point de larmes inutiles sur cette tombe, elles ne réchaufferaient pas la trop froide dépouille de celui qu'elle renferme.

Plaçons-y plutôt ces branches glorieuses de laurier avec lesquelles le jeune Pinet est descendu au tombeau, plantons-les avec le plus grand soin, qu'elles y prennent racine, qu'elles y soient entretenues comme l'était autrefois dans les temples le feu sacré; que toujours verdoyantes, elles soient un témoignage de la reconnaissance publique, et une invitation permanente aux défenseurs de la patrie, aux défenseurs de la plus grande cause qui fut jamais, de marcher sur les traces du jeune Pinet.

C'est ainsi, citoyens, que de vrais républicains savent honorer dignement la mémoire de ceux qui se dévouent au salut de la commune patrie.

C'est ainsi que du sein du malheur même, nous ferons sortir une pépinière de héros. Car pour Pinet, tout est maintenant fini : pour lui, le jour de la consommation des siècles est arrivé.

Il n'a vécu qu'un moment, comme ces fleurs tendres et délicates que la même jour voit naître et périr; il ne s'est montré qu'un instant, il est disparu lorsqu'il comptait à peine trois lustres.

Laissons à sa mère dont il était le seul espoir, dont il devait consoler, soutenir la vieillesse, le soin de le pleurer; qu'elle paye librement à la nature, dont elle voit le cours ordinaire dérangé par la mort d'un fils unique qui devait fermer ses paupières, le tribut légitime qu'elle lui doit.

Pour nous, publions hautement que Pinet a assez vécu, puisqu'il n'a vécu que pour l'honneur de son pays; puisque terrassé sur le champ de bataille, sous les murs de Cambrai par un ennemi cruel, puisque, baigné dans son sang, la tête partagée de trois violents coups de sabre, et laissé pour mort sur la place, Pinet, le jeune Pinet a eu la bravoure héroïque, le courage étonnant, le courage vraiment supérieur à son âge, de se saisir d'une arme qu'il aperçut près de lui, pour porter un coup mortel et renverser sans vie le barbare qui s'était acharné à sa perte, et satisfait allait chercher d'autres victimes.

Oui, concitoyens, publions hautement que Pinet a assez vécu; que la déesse aux cent bouches le répète partout, et jusque dans les bataillons de nos farouches ennemis.

Qu'elle leur dise que Pinet, en mourant hier de ses blessures dans l'hôpital militaire d'Arras, au milieu de ses compagnons, répondait, aux citoyens qui lui demandaient pourquoi il ne s'était pas rendu plutôt que de se laisser hacher : « Qu'il avait appris de ses anciens frères d'armes qu'un Français républicain, qu'un Français qui combattait pour la liberté et l'égalité ne devait jamais s'avouer vaincu. »

Qu'elle n'oublie pas de leur apprendre qu'à son dernier soupir, il s'écriait encore : « Allons, allons, amis de la patrie... au pas de charge !... au pas de charge !... Ecrasons les scélérats qui veulent nous rendre esclaves comme eux. »

Concitoyens, des faits aussi rares, aussi extraordinaires à l'âge du jeune Pinet, doivent être connus de nos propres défenseurs et de nos ennemis.

De nos propres défenseurs pour stimuler, pour enflammer et nourrir le noble courage qui les distingue;

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.

(2) Ibid.

De nos ennemis, pour leur apprendre à quels hommes ils ont affaire; pour les convaincre que partout, que dans tous les points de la République française, ils rencontreront des Pinet.

Ah ! citoyens, braves soldats qui m'entendez et qui vous vous attendrissez avec moi sur le sort du jeune Pinet, si jamais nos ennemis osaient, dans leur folie, se présenter devant cette cité célèbre par son civisme, hâtez-vous de revenir sur cette tombe; vous la reconnaîtrez sans peine à ces branches surmontées d'une couronne de laurier que je viens d'y placer : vous y évoquerez les mânes du jeune Pinet, vous y aiguillerez vos armes, vous y prendrez une ardeur nouvelle; mémoratifs de ce que ce jeune héros a fait, jaloux de l'imiter, comme à lui, aucun sacrifice ne vous coûtera, comme lui vous porterez des coups certains à ces hordes insensées qui combattent ce que plus tard elles chériront comme nous.

HACOT, maire d'Arras.

Aussitôt après la prononciation de ce discours, le peuple en a demandé itérativement l'impression; les membres des différentes administrations ont fortement appuyé la proposition, et sur-le-champ les citoyens Lavallée Audron, Klimpt l'ainé, Willemetz et Grignon ont été nommés commissaires pour en porter la minute aux représentants du peuple Elie Lacoste et Peyssard, les inviter à en faire l'hommage à la Convention nationale, à la faire imprimer et distribuer avec profusion dans les armées et dans toute la République.

*Arrêté des représentants du peuple, remis sur-le-champ aux commissaires susnommés.*

Les représentants du peuple près l'armée du Nord, après avoir entendu l'éloge funèbre prononcé sur la tombe du jeune héros qui en est l'objet;

Arrêtent l'impression de ce discours, fait pour transmettre à la postérité l'histoire du courage et de la vertu, mobiles puissants et uniques des grandes actions, dans les gouvernements républicains, et seuls capables d'enflammer les cœurs des défenseurs de la patrie et de tous les citoyens de cet amour ardent pour les lois qui sont la base solide d'un gouvernement fondé sur la liberté et l'égalité.

*Signé :* LACOSTE et PEYSSARD

*Collationné :*

THELLIER, secrétaire greffier.

A Arras, de l'imprimerie de la citoyenne Varlé, imprimeur de la municipalité.

La municipalité de Mariembourg envoie à la Convention le procès-verbal de la solennité qui a caractérisé l'acte civique par lequel un citoyen a quitté le nom de *le Roi* pour adopter celui de *la République*.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

## I

*Suit la lettre de la municipalité de Mariembourg (1).*

*La municipalité de Mariembourg, département des Ardennes, à la Convention nationale.*

« Citoyen président,

« Aujourd'hui, à la barbe de l'ennemi, qui n'est qu'à deux lieues de Mariembourg, nous avons solennellement débaptisé un citoyen royaliste, de nom seulement.

« Nous nous empressons de vous envoyer le procès-verbal de cette cérémonie civique, pour vous prier d'en faire donner lecture à la Convention nationale, afin qu'elle veuille bien en ordonner l'insertion au *Bulletin*, pour propager notre exemple, que les habitants des campagnes de nos environs, qui y étaient présents, vont suivre.

« LEFEBVRE, officier municipal; L. JALHAÏ, officier municipal. »

## II

*Pétition du citoyen Le Roi, à la municipalité de Mariembourg, présentée par le citoyen Michel Arnaud, de Nancy, républicain, et la citoyenne Anne-Joseph Cochard, de Givet, épouse du citoyen Pierquin, commandant de ladite place (2).*

Citoyens maire et officiers municipaux,

Nous vous présentons le citoyen Le Roi, originellement entaché du nom que la nation abhorre. C'est un supplice pour lui de le porter. Il vous demande d'être régénéré à la patrie, de lui donner pour nom *La République*, et acte de sa demande.

*Acte de régénération civique.*

*Extrait du registre de la municipalité de Mariembourg.*

L'an deux de la République, une et indivisible, le vingt-neuf septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, en la municipalité de Mariembourg; Nous maire et officiers municipaux, certifions que le citoyen Le Roi, de ladite ville, s'est présenté aujourd'hui devant nous, entaché de son nom, péché originel que la nation abhorre, et qu'il a en horreur, assisté du citoyen Arnaud, républicain, et de la citoyenne Pierquin, épouse du commandant de cette place, son parrain et sa marraine *ad hoc*, pour nous prier de le régénérer à la patrie, en le débaptisant, et de lui donner pour nom *La République*; que, pénétrés de la même indignation contre les tyrans couronnés, nous l'avons solennellement couvert du bonnet de la liberté, orné de la cocarde nationale et armé

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 135.

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

(2) *Ibid.*



d'une pique décorée du ruban tricolore, et qu'après lui avoir donné l'accolade fraternelle au pied de l'arbre de la liberté, environnés de la pompe militaire et d'une multitude de citoyens, nous lui avons dit :

« Souviens-toi, *La République*, que ton nom est inséparable de la Liberté, qu'il est immortel et la terreur des rois, qu'ils sont tes cruels ennemis et les bourreaux de l'humanité, que tu dois les combattre à mort si tu veux vivre libre. »

Que cette cérémonie a été suivie d'un repas civique, où l'on a chanté le couplet suivant :

Air : Avec les jeux dans le village.

Vive à jamais la République	} avec transport.
L'Égalité et Liberté	
Que les tyrans percés de piques	} avec indignation.
Meurent enragés de royauté,	
Abhorrons-en la tyrannie.	
Exterminons tous les brigands.	} avec gaieté.
Chantons l'amour de la Patrie	
Buvons à nos représentants (bis)	

Fait à Mariembourg le jour et an dits ci-dessus.

B. MARTIN, maire; L. JALHAY, officier municipal; ARNAUD; DESSEL, procureur de la commune; LEFEBVRE, officier municipal (1).

Le conseil permanent du district de Vouziers annonce à la Convention la formation, qui a été exécutée avec le zèle le plus patriotique, d'un bataillon de braves sans-culottes, déterminés à vaincre ou à mourir pour la patrie.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Suit la lettre du conseil permanent du district de Vouziers (3).

« Vouziers, le 4 octobre 1793, l'an II de la République.

« Législateurs,

« Nous n'avons pas été des derniers à mettre à exécution la loi du 23 août dernier; un bataillon de neuf cents braves sans-culottes combat en ce moment nos féroces ennemis, trois jours nous ont suffi pour former, armer et équiper ces généreux défenseurs de la patrie. Fermes à votre poste, nous saurons au nôtre y faire exécuter les lois de la Convention ou y mourir.

« Le conseil permanent du district de Vouziers.

« LAMBERT; BARA; GOUEL; DUCHESNE, procureur syndic. »

Les administrateurs du directoire du district de Châlons informent la Convention que dix compagnies de volontaires républicains levées en

masse viennent de partir pour leur destination. Ils invitent la Convention à rester à son poste jusqu'à la défaite entière des hordes d'esclaves.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre des administrateurs du directoire du district de Châlons (2).

« Citoyens Législateurs,

« Nous vous annonçons avec joie que nous venons de faire partir ce matin, pour leur destination, 10 compagnies de volontaires levés en masse dans l'étendue de notre district, sur la réquisition des représentants du peuple près l'armée des Ardennes. Que ne pouvons-nous vous exprimer la gaieté de ces nouveaux défenseurs de la République et de la bonne disposition qu'ils nous ont montrée au moment de leur départ par des cris mille fois répétés *Vive la Nation! Vive la République! Vive la Montagne! Mort aux tyrans et aux fédéralistes!*

« Nous profitons, citoyens représentants, de cette heureuse circonstance pour vous témoigner la crainte que nous avons de voir le renouvellement en tout ou partie de la Convention, avant le triomphe de la cause de la liberté, la nation n'exposerait-elle pas ses grands intérêts aux dangers les plus imminents en les confiant à des successeurs qui ne seront pas comme vous instruits par l'expérience des malheurs et des revers? Les premiers moments qu'ils emploieraient à acquiescer cette immensité de lumières et de connaissances, ne seraient-ils pas autant perdus pour la patrie que favorables aux traitres et aux agitateurs? Oui, la nation commettrait à votre égard la plus révoltante injustice, parce qu'elle vous priverait de la douce consolation de voir bientôt vos travaux couronnés de succès.

Ce n'est pas après votre héroïque courage d'avoir fait tomber la tête du tyran et de tant de traitres qui entretenaient ses barbares espérances; ce n'est pas au moment où vous pouvez être les témoins des dernières convulsions du despotisme et de l'anarchie; ce n'est pas quand tous les degrés de scélératesse de nos ennemis sont épuisés; ce n'est pas quand la défaite absolue de leurs hordes d'esclaves n'est plus incertaine; ce n'est pas au moment où le vaisseau de l'Etat est prêt de rentrer au port où déjà l'appelle le bonheur de tous les hommes, qu'on doit vous trouver confondus avec les passagers.

« Non, citoyens, vous devez rester à vos places comme fidèles et courageux pilotes, vous qui, insensibles à la voix enchanteresse des sirènes, avez préservé de tant d'écueils cette arche sainte, vous qui l'avez purifiée de tous les genres de corruption, vous qui l'avez soustraite à la perfidie et à l'avidité de tant de pirates et de corsaires. Continuez, fidèles mandataires de nos volontés, d'imposer silence aux flots mugissants de la mer, tenez toujours les aquilons enchaînés, conjurez la tempête, faites que les éclats de la foudre ne viennent jamais jusqu'à vous, jetez l'ancre salutaire et bientôt le calme fixera la haute destinée de notre chère patrie.

« Ils ne sont réservés qu'à vous, ces moments

(1) D'après le *Journal de Perlet* (n° 381 du mardi 8 octobre 1793), cette lecture fut accueillie par de nombreux applaudissements.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 135.

(3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 135.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

fortunés, où nos lâches ennemis réduits à leur propre impuissance, rassasiés de crimes et d'atrocités, gorgés de sang humain, viendront timidement vous proposer la paix; c'est alors qu'il sera beau de vous voir accepter l'olivier, non pas en vainqueurs de la Grèce et de Rome enorgueillis de leurs victoires, mais en conquérants d'une liberté que vous aurez si bien défendue, mais avec la dignité imposante qu'inspire une si belle cause.

« C'est là qu'en offrant l'aspect des monceaux immenses de victimes aux regards effrayés, non de ces automates qui se font appeler puissances, mais à leurs vils et lâches subalternes qui les trompent sans cesse pour régner à leur place et sacrifier les peuples à leur insolent orgueil, c'est là que la Constitution à la main, cette œuvre immortelle qu'ils n'ont pu souiller de l'impureté de leur censure et de leur calomnie, vous leur montrerez, ferez lire et méditer les droits sacrés de l'homme, voilà le seul moyen de rappeler impérieusement dans leurs âmes sanguinaires les repentirs et les remords qui, semblables au vautour de Prométhée ne prolongeront leur existence que pour la tourmenter et la consumer plus longtemps.

« Mais, citoyens, nous nous égarons, leurs crimes provoquent inutilement notre vengeance; elle est indigne de la nation française; il suffira d'établir pour leur supplice et votre triomphe le contraste de vos vertus républicaines et de leurs atrocités, et les générations présente et future porteront leur jugement.

« Voilà, citoyens, notre profession de foi et les étincelles de l'amour sacré de la liberté qui nous anime dans toutes les fonctions qui nous sont confiées.

« *Les administrateurs du directoire du district de Châlons, département de la Marne.*

« JACQUART; BONNART; DE BEAUMONT;  
REMY; BAILLET; PHELIZON; MANGET;  
RENAULT, *secrétaire.* »

« Ce 21 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

La Société républicaine de Boulogne-sur-Mer fait passer à la Convention l'extrait du procès-verbal de la séance tenue en présence de Dumont, représentant du peuple, et dans laquelle il a été arrêté de conférer le nom de Le Pelletier au bataillon des jeunes élèves de la patrie.

#### Mention au procès-verbal (1).

#### I

*Suit la lettre d'envoi du procès-verbal (2).*

« Ce 20 septembre 1793, l'an II de la République française une, indivisible et impérissable.

« Citoyens représentants,

« C'est dans le sein de la Convention nationale que nous désirons déposer la preuve certaine des

principes et des sentiments révolutionnaires qui embrasent nos cœurs et dirigent notre conduite. Veuillez bien en agréer l'hommage.

« Salut et fraternité.

« Vive à jamais la République française une et indivisible !

« *Les membres composant la Société républicaine de Boulogne-sur-Mer.*

« VINCENT, *président*; DE GARS,  
*secrétaire.* »

#### II

*Suit le texte du procès-verbal (1).*

*Extrait du procès-verbal de la séance du 28 septembre 1793, l'an II de la République française, une, indivisible et impérissable.*

#### Présidence du citoyen Vincent.

Le citoyen Dumont, accompagné des membres de la Société populaire, entre dans la salle au milieu des applaudissements vifs et réitérés des tribunes. Après la lecture du procès-verbal de la séance précédente, le citoyen Dumont obtient la parole et fait entendre les accents énergiques du patriotisme. Les braves sans-culottes, dont les émotions sont toujours impétueuses, témoignent combien ce langage sublime les intéresse; ils applaudissent à la nouvelle que donne le citoyen Dumont que les autorités constituées seront en partie renouvelées, sur ce qu'elles n'ont pas la confiance publique.

Le citoyen Gontran, colonel du 20<sup>e</sup> régiment de dragons monte à la tribune et développe ces principes sacrés destinés à compléter la révolution.

Le citoyen président exprime, au nom de la société, les sentiments que la conduite ferme et républicaine du citoyen Dumont lui a inspirés. La liste des membres des corps administratifs suspendus et des remplaçants est proclamée au milieu des acclamations populaires.

Un marin représente qu'un bâtiment qu'il a enlevé aux Anglais déperit; il demande qu'il soit au plus tôt prononcé sur cette affaire. Le citoyen Dumont, à qui il s'adresse, lui répond que cet objet ne le regarde pas.

Les jeunes élèves de la patrie renouvellent la motion qu'ils ont faite de se former en bataillon; ils expriment au président le désir qu'ils auraient que leur bataillon s'appelle Dumont. En vrai républicain, le citoyen Dumont s'oppose à ce que cette proposition soit admise, les honneurs, dit-il, ne sont dus qu'aux républicains qui sont morts au service de la patrie, il propose le nom de LePelletier, victime de la fureur des ennemis de la Révolution; après une légère discussion où la Société semble balancer entre Marat et LePelletier, la Société se décide pour le dernier, motivé sur ce que dans le département de la Somme il existe un bataillon appelé Marat.

Un membre réclame contre la nomination du citoyen Butor à la place de capitaine de quai; le vœu de la société étant manifesté, le citoyen Du-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 135.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.

(1) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.



mont l'a destitué, et nommé à sa place le citoyen Sauvage Clarté, marin de profession.

Un membre demande que la société invite le citoyen à appuyer une pétition à la Convention nationale, que la société prépare sur les charbons de terre. Le citoyen Dumont (appuie) la demande de la Société.

La séance se termine comme elle avait commencé, par les applaudissements des tribunes.

VINCENT, *président*; DE GARS, *secrétaire*.

La section du muséum de la commune de Paris invite la Convention nationale à décréter que les sections s'assembleront à l'avenir les cinquième et dixième jours de chaque décade.

La pétition, convertie en motion [LOUIS, auteur de la motion (1)], est décrétée (2).

Suit le texte de la pétition de la section du Muséum, d'après un document des Archives (3).

Extrait des registres des délibérations de l'assemblée générale de la section du Muséum, du 16 du premier mois de l'an II de la République française.

L'assemblée a arrêté qu'il serait fait une pétition à la Convention nationale pour l'inviter à ordonner que les sections de Paris s'assembleront à l'avenir les 5<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> jours de chaque décade au lieu des jeudi et du dimanche ainsi que le portait le décret et a nommé à cet effet seize commissaires pour la pétition. Les citoyens sont : Couvreur, Couret, Berthelot, Gomet, Chepy, Millet, Perard, Perrin, Barthe, Blampignon, Vallin, Fredery, Richard, Boutot, Southerre et Leclerc.

Délivré pour extrait conforme à l'original :

VIVIER, *président*; BARTHET, *secrétaire*.

#### COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets (4).

LOUIS a fait rendre le décret suivant :

« La Convention nationale, sur la proposition d'un de ses membres, décrète que les sections de Paris s'assembleront les 5 et 10 de chaque décade. »

On annonce à la Convention l'envoi qui lui a été fait de plusieurs exemplaires du discours dans lequel le citoyen Bouret, canonier au régiment d'infanterie, présente les moyens de ruiner l'agiotage et rétablir le crédit national.

Mention honorable et renvoi au comité des finances (5).

(1) D'après le Journal des Débats et des Décrets, dont nous insérons le compte rendu ci-dessous.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 135.

(3) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.

(4) Journal des Débats et des Décrets (octobre 1793, n° 384, p. 743).

(5) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 136.

Le citoyen Henry Chastel, admis à la barre, sollicite une pension pour le mettre en état d'exister, ne le pouvant autrement depuis que l'éclat d'un canon lui a fracassé la cuisse.

Renvoi au comité des secours publics (1).

#### COMPTE RENDU du Moniteur universel (2).

Un citoyen blessé dans une fête civique, et dont les parents, très pauvres, ont dépensé ce qui leur restait pour le faire guérir, réclame une indemnité. La Convention renvoie cette pétition au comité des secours publics.

Les citoyennes républicaines révolutionnaires viennent porter à la Convention nationale les plaintes qu'excite de leur part une pétition (3) tendant à leur ôter la faculté de se réunir en société.

Le président annonce dans sa réponse l'attention que l'assemblée donnera à cet objet.

Renvoi au comité de sûreté générale (4).

Suit le texte de la lettre par laquelle ces citoyennes demandent leur admission à la barre (5).

Au citoyen président de la Convention nationale.

« Paris, l'an deuxième de la République une et indivisible.

« Citoyen président,

« Les citoyennes républicaines révolutionnaires s'étant présentées hier, n'ayant pas été admises, vous invitent à vouloir bien les faire admettre à la barre de la Convention pour présenter une pétition très urgente.

« DUBOIS, *vice-président*. »

« Nous attendons votre réponse. »

#### COMPTE RENDU du Moniteur universel (6).

Une députation de la société établie à Paris sous le nom de Société des femmes républicaines, est admise à la barre.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 136.

(2) Moniteur universel n° 18 du dix-huitième jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 71, col. 1.

(3) Voy. ci-dessus, séance du 6 octobre 1793, p. 170, la pétition des hommes révolutionnaires du 10 août.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 136.

(5) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.

(6) Moniteur universel (n° 18 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 73, col. 1). — D'autre part, les Annales patriotiques et littéraires [n° 280 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793), p. 1275, col. 2] rendent compte de la pétition des citoyennes révolutionnaires dans les termes suivants :

« Les femmes révolutionnaires se présentent. La citoyenne Lacombe porte la parole. Elle justifie la

*La citoyenne Lacombe, orateur de la députation.* Législateurs, hier on est venu surprendre votre religion; des intrigants, des calomnieux, ne pouvant nous trouver des crimes, ont osé nous assimiler à des Médecis, à une Elisabeth d'Angleterre, à une Antoinette, à une Charlotte Corday. Ah! sans doute la nature a produit un monstre qui nous a privés de l'amour du peuple. Mais nous, sommes-nous responsables de ce crime? Corday était-elle de notre société? Ah! nous sommes plus généreuses que les hommes! Notre sexe n'a produit qu'un monstre; tandis que depuis 4 ans nous sommes trahis, assassinés par les monstres sans nombre qu'a produit le sexe masculin. Nos droits sont ceux du peuple, et si on nous opprime, nous saurons opposer la résistance à l'oppression.

Cette pétition est renvoyée au comité de sûreté générale.

Un membre [LE BON (1)] fait la motion et la Convention nationale décrète que le 21 de ce mois la discussion s'ouvrira sur le rapport et projet de décret, relatifs à l'extinction de la mendicité (2).

#### COMPTE RENDU des Annales patriotiques et littéraires (3).

Sur la demande de LEBON, l'Assemblée décrète que le rapport général sur l'abolition de la mendicité lui sera présenté dans la séance du premier jour de la 3<sup>e</sup> décade de ce mois.

La Société des amis de la liberté et de l'égalité, étant aux ci-devant Jacobins, présente à la Convention nationale François Latour, de Lyon, trop jeune encore pour aller venger la mort de son père, victime des barbares esclaves des despotes, et sollicite en sa faveur l'adoption au nom de la patrie.

La pétition, convertie en motion, est décrétée (4).

Suit le texte de la pétition d'après un document des Archives nationales (5).

« Citoyens législateurs,

« La Société des Amis de la liberté et de l'éga-

société, dont elle est présidente, des calomnies qui, depuis quelque temps, ont été dirigées contre elles. « L'amour de la révolution, la haine des tyrans, le « désir de démasquer les traîtres, voilà, dit la citoyenne « Lacombe, les sentiments dont nous sommes pénétrées. « Nous réclamons la liberté de nous assembler. »

(1) Ce membre est Joseph Le Bon, d'après les Annales patriotiques et littéraires et d'après le Mercure universel.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 126.

(3) Annales patriotiques et littéraires (n° 280 du 17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, mardi 8 octobre 1793, p. 1275, col. 2). D'autre part, le Mercure universel (mardi 8 octobre 1793, p. 120, col. 2) rend compte de la motion de Joseph Lebon dans les termes suivants :

« LEBON demande que le 21 d'octobre, c'est-à-dire le premier du mois prochain, l'on fasse le rapport sur la répression de la mendicité. »

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 136.

(5) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.

lité, séante aux ci-devant Jacobins, nous a députés vers vous pour vous présenter un jeune orphelin, François Latour, de Lyon, âgé de 14 ans, il est venu nous demander des armes pour venger son père qui vient de perdre la vie en combattant les ennemis de la patrie.

« Mais nous avons pensé qu'il est encore trop jeune, c'est pourquoi nous venons vous prier de l'admettre à la Société des jeunes Français comme orphelin de la patrie.

« Paris, le 6 octobre 1793, l'an II de la République française.

« LEMARANS, pour Etienne JOURDAN. »

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (1).

Une députation de la Société des Jacobins est venue réclamer la générosité de l'Assemblée en faveur d'un enfant dont le père est mort en combattant pour la défense de la République. Elle demande que ce jeune orphelin soit admis au rang des élèves de la patrie.

La demande, convertie en motion, est décrétée.

La Société républicaine de Signy-Librecy demande, du consentement de la municipalité, que la Convention nationale sanctionne l'adjonction de ce dernier nom, qui signifie libre ici, au premier qui était suivi de l'Abbaye, qui rappelait les vestiges de la superstition et de la tyrannie.

La demande, convertie en motion, est décrétée (2).

#### I

Suit la demande de la société républicaine de Signy-Librecy (3).

Aux citoyens représentants du peuple à la Convention nationale.

« Citoyens représentants,

« L'assemblée républicaine de Signy-Librecy, voulant donner de nouvelles preuves de son aversion et de son mépris pour les monuments que l'orgueil, le fanatisme et la superstition avaient élevés, a pris, dans sa séance d'hier, un arrêté qu'elle vous envoie ci-joint; elle vous supplie de vouloir bien le sanctionner et lui donner publicité par la voie de votre Bulletin.

« Elle vous fait le serment de ne laisser subsis-

(1) Auditeur national (n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 2). D'autre part, le Journal de la Montagne (n° 128 du mardi 8 octobre 1793, p. 923, col. 1) rend compte de la pétition de la société des Jacobins dans les termes suivants :

« Un membre de la société des Jacobins recommande à la générosité de la Convention un enfant dont le père a perdu la vie, en combattant pour la défense de la liberté, et demande qu'il soit reçu au nombre des élèves de la patrie, en attendant qu'il puisse à son tour verser son sang pour elle.

« La pétition, convertie en motion, est adoptée à l'unanimité. »

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 137.

(3) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.



ter aucun vestige de la tyrannie et de l'orgueil des despotes, sur tous les objets où sa surveillance pourra s'étendre.

« Salut, union et fraternité.

« DAVESNE, président

« Signy, ce 2 octobre, l'an II de la République une et indivisible. »

## II

*Suit un extrait du registre des délibérations de l'Assemblée républicaine de Signy-Librecy (1).*

*Canton et municipalité de Signy-Librecy, district de Charleville, département des Ardennes.*

*Extrait du registre des délibérations de l'Assemblée républicaine de Signy-Librecy, sous la dénomination de « La Sentinelle aux frontières ».*

Du mardi 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Présidence du citoyen Ponce Davesne.

Depuis des siècles le bourg de Signy a pour surnom *l'Abbaye*, ce mot ne peut que choquer l'oreille d'un peuple qui a reconquis sa liberté, et anéanti le fanatisme et la superstition dont ces sortes de maisons étaient le foyer. L'assemblée, sur la proposition de son président, arrête que le mot *l'Abbaye* sera supprimé, et qu'on lui substituera celui de *Librecy*, petit village qui tient à ce bourg et dont la commune réunie à celle de Signy, ne font déjà plus qu'une même famille. Ce mot, *Librecy*, offre une idée heureuse puisqu'il signifie : *libre ici*. L'assemblée arrête en outre qu'il sera écrit à la Convention nationale pour la prier de ratifier la présente délibération, laquelle sera préalablement communiquée à la municipalité du lieu.

Signé : DAVESNE, président;  
HARLIN, secrétaire.

La municipalité de Signy, considérant que le mot *l'Abbaye* ajouté à celui de Signy, pour distinguer ce bourg des autres de même nom, blesse l'oreille des citoyens, approuve l'arrêté ci-dessus qui lui substitue le mot *Librecy*, plus analogue aux circonstances et plus propre à consolider la liberté si chère aux Français républicains.

Fait en Conseil municipal, le deux octobre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la République française une et indivisible.

Signé : LEFEBVRE, maire; DEFFAUX, CHOLET, HENRY, SIMON et LEROUX, officiers municipaux.

Pour copie conforme :

Par ordonnance :

MACQUART, secrétaire greffier.

Un membre [MICHEL-EDME PETIT (1)], propose de charger le ministre de l'Intérieur de rendre compte par écrit, séance tenante, de l'exécution de la loi du *maximum* sur les denrées et marchandises.

Décreté (2).

COMPTE RENDU de l'Auditeur national (3).

PETIT se plaint de ce que les marchands de Paris vendent plus cher leurs denrées malgré leur fixation. Comme ils se fondent sur la non-promulgation de la loi, Petit demande que cette loi soit publiée dans le jour.

L'Assemblée charge le ministre de l'Intérieur de rendre compte, séance tenante, par écrit, de l'exécution de la loi sur la fixation des denrées.

On soumet à la Convention nationale la question de savoir si les notaires sont exempts de la réquisition prononcée par la loi du 23 août.

La Convention passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que la loi ne prononce aucune exception (4).

Un membre, au nom du comité de liquidation, présente sur diverses propositions faites par le ministre de l'intérieur, un projet de décret qui est approuvé suivant la rédaction ci-après :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport [JARD-PANVILLIER, rapporteur (5)] de son comité de liquidation sur la proposition du ministre de l'intérieur, décrète ce qui suit :

« Sur les 400.000 livres mises à la disposition du ministre de l'intérieur par le décret du 15 décembre dernier, il sera payé à la citoyenne Marie-Madeleine Grigy, veuve Fermé, dit Trouvé, gendarme qui a péri à la journée du 10 août 1793, la somme de 800 livres, à titre d'indemnité de la perte du cheval et équipement de son mari (6).

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport [JARD-PANVILLIER, rapporteur (7)] de son comité de liquidation sur la pétition du citoyen Texier-Norbeck, tendant à ce que la somme qui lui a été accordée en remplacement de sa pension par décret du 9 juin 1792, lui soit payée sans aucune déduction, passe à

(1) D'après l'Auditeur national.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 137.

(3) Auditeur national (n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 3). D'autre part, le Journal de Perlet (n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 59) rend compte de la motion de Petit dans les termes suivants :

« PETIT se plaint de l'inexécution de la loi relative à la taxe des denrées de première nécessité et invite ses collègues à s'occuper sérieusement de cet objet.

« RAFFRON. Depuis la loi du *maximum*, j'ai observé que les marchands étaient devenus plus insolents et que certaines denrées, bien loin de diminuer, sont augmentées.

« La Convention nationale enjoint au ministre de l'Intérieur de rendre compte, dans le jour et par écrit, de l'exécution de la loi relative à la taxe des denrées. »

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 137.

(5) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.

(6) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 137.

(7) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 710.

l'ordre du jour, motivé sur ce que ledit décret du 9 juin 1792 ne faisant mention d'aucune réduction sur ladite somme, le payeur de la trésorerie nationale n'est point autorisé à en faire (1). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport [JARD PANVILLIER, rapporteur (2)] de son comité de liquidation sur les réclamations de quelques pensionnaires, contre les payeurs qui refusent de payer les arrérages échus des pensions au-dessus de 3,000 livres, se fondant sur le décret du 28 septembre dernier, passe à l'ordre du jour, motivé sur ce qu'aucune loi ne peut avoir d'effet rétroactif (3). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport [JARD-PANVILLIER, rapporteur (4)] de son comité de liquidation, sur la pétition de la citoyenne Brigitte-Sophie Lagardie, tendant à obtenir une indemnité pour les biens provenant de la succession de sa mère, dont le gouvernement s'est emparé en 1748 en vertu de l'exercice du droit d'aubaine, décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur ladite pétition en indemnité (5). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport [ROGER-DUCOS, rapporteur (6)] de son comité des secours publics, relatif à la demande du conseil général de la commune d'Amboise, en suspension et rapport du décret du 18 septembre dernier, qui accorde une indemnité de 15,000 livres au citoyen Malvost, passe à l'ordre du jour.

« Décrète en outre que ces mots « les 28 et 29 décembre », insérés au considérant dudit décret, seront remplacés par ceux-ci « les 28 et 29 novembre (7). »

Un membre du comité de surveillance et de sûreté générale [VOULLAND] (8) demande et obtient la parole; il informe la Convention nationale que Gorsas, un des traîtres qu'elle a mis hors de la loi, a été saisi et ramené au comité de sûreté générale. « Gorsas est déjà jugé par la loi, dit le rapporteur, il ne s'agit plus que de l'exécution du jugement, et le comité vous propose d'en charger le tribunal extraordinaire de Paris pour l'application de la loi. »

La Convention nationale passe à l'ordre du jour, motivé sur le décret qui a mis Gorsas hors de la loi, et sur ce que c'est aux tribunaux criminels et au tribunal extraordinaire de Paris à faire en pareil cas exécuter la loi.

La Convention nationale décrète, en outre, que le présent rapport et le décret seront insérés dans le « Bulletin » (9).

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

VOULLAND, au nom du comité de surveillance et de sûreté générale. Citoyens, Gorsas, un des traîtres que vous avez mis hors de la loi, saisi hier dans le jardin de l'Egalité, a été amené à votre comité de sûreté générale, qui, à l'instant même, l'a envoyé à la Conciergerie.

Par votre loi, le traître Gorsas est jugé; il ne s'agit plus que de l'exécution du jugement. Votre comité vous propose d'en charger le tribunal extraordinaire de Paris, pour l'application de la loi.

Voici le projet de décret :

(Suit le texte de décret que nous reproduisons ci-dessus.)

Ce projet de décret est adopté.

Un membre [ALBITTE (2)] présente à la Convention les moyens à mettre en usage pour purger la marine des chefs, officiers, administrateurs et agents qui, pour cause d'incivisme, sont dans le cas d'exclusion.

La Convention nationale adopte les mesures proposées, et décrète ce qui suit.

« La Convention nationale, sur la motion d'un membre, décrète ce qui suit :

(1) *Moniteur universel* [n° 18 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 78, col. 2] et *Bulletin de la Convention* du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793). D'autre part, l'*Auditeur national* (n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 2) et le *Journal de Perlet* (n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 58) rendent compte du rapport de Voulland dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* :

VOULLAND fait part à l'Assemblée que Gorsas a été saisi hier dans Paris sur les 2 heures; qu'il fut conduit aussitôt au comité de Sûreté générale et de la transféré à la Conciergerie. Le traître est déjà jugé par la loi. « Il ne s'agit, a-t-il dit, que de déterminer le mode d'exécution. »

Sur la proposition de Thuriot, l'Assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur le décret qui met Gorsas hors la loi, et que c'est aux tribunaux criminels et révolutionnaires à faire exécuter la loi. Il sera fait mention au *Bulletin* de l'arrestation de Gorsas.

#### II.

##### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* :

VOULLAND, organe du comité de Sûreté générale, annonce à la Convention nationale que Gorsas, l'un des députés mis hors la loi, reconnu hier, sur les deux heures, au Palais-Egalité, ci-devant Royal, a été conduit au comité, et de là transféré dans les prisons de la Conciergerie. « Comme ce scélérat, ajoute-t-il, est déjà jugé par le décret qui l'a mis hors la loi, nous vous proposons de le renvoyer par-devant le tribunal révolutionnaire, pour l'application de la peine. »

Cette proposition donne lieu à quelques débats. Ils se terminent par l'ordre du jour, motivé sur le décret qui a mis Gorsas hors de la loi et sur ce que les tribunaux criminels sont chargés de le faire exécuter.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 684.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 137.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 684.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 138.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 684.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 138.

(6) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 684.

(7) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 138.

(8) D'après les divers journaux de l'époque.

(9) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 138.



Art. 1<sup>er</sup>.

« Le ministre de la marine est tenu, sous sa responsabilité, de présenter sous trois jours à la Convention nationale les tableaux nominatifs de tous les chefs et officiers, administrateurs et agents de la marine qui sont restés à Toulon lors de la trahison de cette ville, et qui ne se sont pas présentés dans la quinzaine qui a suivi ce crime inoui, soit aux représentants du peuple dans les départements du Midi, soit au ministre de la marine.

## Art. 2.

« Les tableaux nominatifs ci-dessus exigés contiendront les noms, surnoms, grades, noms des vaisseaux, des districts et cantons desdits individus.

## Art. 3.

« Les tableaux seront imprimés, envoyés à toutes les Administrations, pour être lus et affichés dans toutes les municipalités.

## Art. 4.

« Lesdits officiers et agents de la marine sont déclarés traîtres à la patrie, censés émigrés, et tous leurs biens confisqués au profit de la République, suivant la loi.

## Art. 5.

« Le ministre de la marine, ainsi que les représentants du peuple dans les départements du Midi, feront incessamment connaître les noms des braves officiers et agents qui sont restés fidèles (1). »

Le comité d'instruction publique propose des dispositions subséquentes au calendrier national, relativement à la passation et enregistrement des actes publics et particuliers, aux vacances des fonctionnaires publics, au millésime des monnaies et médailles, et la concordance à établir entre les époques constitutionnelles et le nouveau calendrier.

La Convention nationale décrète ce qui suit.

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité d'instruction publique [ROMME, rapporteur (2)], décrète ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Tous les actes publics et particuliers pourront être passés et enregistrés tous les jours de l'année.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 139.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.

## Art. 2.

« Les Administrations, les tribunaux, les agents ou fonctionnaires publics ne pourront prendre de vacances que les 10, 20 et 30 de chaque mois, ou les derniers jours de chaque décade.

## Art. 3.

« Le millésime des monnaies de la République, ainsi que celui de la médaille consacrée à perpétuer le souvenir de l'acceptation de l'Acte constitutionnel, sera conforme au nouveau calendrier décrété le 14 du premier mois.

## Art. 4.

« Le comité de législation est chargé de faire concorder les époques constitutionnelles avec le nouveau calendrier (1). »

Le comité des assignats et monnaies [LOYSEL, rapporteur (2)] présente un second rapport (3) et projet de décret sur le nouveau système monétaire. Après quelques discussions et amendements, ce projet est décrété ainsi qu'il suit.

« La Convention nationale décrète ce qui suit :

TITRE 1<sup>er</sup>.

*Du titre et du poids des pièces de monnaie.*

Art. 1<sup>er</sup>.

« Le titre et le poids des monnaies seront indiqués, comme les autres valeurs, par les dénominations numériques du calcul décimal.

## Art. 2.

« La monnaie d'argent et la monnaie d'or de la République seront au titre de neuf parties de métal pur, et d'une partie d'alliage.

## Art. 3.

« L'unité principale des nouvelles monnaies, soit d'argent, soit d'or, sera la centième partie du grave.

## Art. 4.

« Les frais de fabrication qui seront retenus sur la monnaie, seront réduits à un centième du poids de l'argent, et à un trois centième (4) du poids de l'or.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 140.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 684.

(3) Voir le premier rapport de Loysel, *Archives Parlementaires* 1<sup>re</sup> série, t. LXX, séance du 6 août 1793, p. 360.

(4) Le projet de décret que nous insérons ci-après porte un deux-centième.

## Art. 5.

« Ces frais seront perçus sur les monnaies étrangères, et sur les lingots qui seront convertis en monnaie de France.

## Art. 6.

« Les anciennes monnaies de France apportées au change, seront exemptes de ce droit; mais elles pourront être changées contre une quantité de fin égale à celle qu'elles contiennent. Le titre des pièces d'argent, à l'exception de celles de 15 et de 30 sous, décrétées par l'Assemblée constituante (1), sera évalué à raison de 10 deniers 21 grains; celui des pièces de 15 et de 30 sous, fabriquées depuis 1791 (2), à raison de 7 deniers 22 grains. Le titre des pièces d'or fabriquées avant 1786, sera évalué à raison de 21 karats 17 trente-deuxièmes, et celui des fabrications postérieures, à raison de 21 karats 21 trente-deuxièmes. Les unes et les autres ne seront reçues que pour leur poids effectif.

## TITRE II.

*De la fabrication et des empreintes.*

Art. 1<sup>er</sup>.

« Les laminoirs, les coupoirs, les machines à marquer sur tranche, et les balanciers qui servent à la fabrication de la monnaie, seront entretenus aux frais de la Nation.

## Art. 2.

« La commission générale des monnaies est chargée de prendre, sous la surveillance du conseil exécutif, les mesures nécessaires pour que la fabrication de la monnaie soit perfectionnée, et qu'elle soit uniforme dans les différents ateliers monétaires de la République.

## Art. 3.

« Les pièces d'argent seront fabriquées avec un poids de tolérance d'un deux-centième en dedans et d'un deux-centième en dehors du poids fixé par la loi. Pour les pièces d'or, le poids de tolérance sera d'un quatre-centième en dedans et d'un quatre-centième en dehors.

## Art. 4.

« L'approximation du titre qui est tolérée pour l'or, est de six-millièmes, dont la moitié en dehors du titre fixé par la loi (3).

## Art. 5 (1).

« L'approximation du titre qui est tolérée pour l'argent est de douze millièmes, dont la moitié en dedans, et la moitié en dehors du titre fixé par la loi.

## Art. 6.

« Seront substituées aux pièces d'argent et d'or qui servent actuellement de monnaie :

« 1<sup>o</sup> Une pièce d'argent au nouveau titre et du centième du grave : cette pièce sera appelée *Républicaine* (2).

« 2<sup>o</sup> Une pièce d'un poids quintuple de la précédente, et qui aura le nom de *vingt Républicaine* (3).

« 3<sup>o</sup> Une pièce d'or au nouveau titre et du centième du grave. Cette pièce sera appelée *Franc-d'or*.

## Art. 7 (4).

« Les nouvelles monnaies auront pour type le sceau de l'État, avec la légende : *Le peuple seul est souverain*.

## Art. 8.

« Sur la tranche des pièces d'argent seront gravés en creux ces mots : *Garantie nationale* (5); et sur la tranche de celles d'or sera gravé en relief un simple cordonnet.

## Art. 9.

« L'année de l'ère de la République (6) sera exprimée en chiffres arabes, au-dessous des légendes, en forme d'exergue.

## Art. 10.

« Sur le revers de ces trois pièces seront gravées deux branches (7), une de chêne, et l'autre d'oli-

(1) Cet article ne figure pas dans le projet de décret.

(2) Au lieu du mot « Républicaine », on lit dans le projet « franc d'argent ».

(3) Au lieu du mot « Républicaine », on lit dans le projet le mot « francs ».

(4) Cet article remplace l'article 5 du projet qui a été complètement modifié. Cet article était ainsi rédigé : « Le franc d'argent aura pour type « La Liberté tenant le bonnet avec une corne d'abondance » et la légende : « Elle produit tous les biens ».

La pièce de cinq francs d'argent aura pour type : « La Liberté et l'Égalité se donnant la main » avec la légende : « Bases du vrai bonheur ».

Le franc et le demi-franc d'or auront pour type « La France appuyée sur la Liberté » avec la légende : « La France régénérée ».

(5) Dans le projet, au lieu du mot « nationale » on lit : « du poids ».

(6) Le projet porte, au lieu de « l'ère de la République » les mots « l'ère vulgaire ».

(7) Cet article remplace l'article 8 du projet qui a été modifié et qui était ainsi conçu : « Sur le revers de

(1) Les mots « décrétées par l'Assemblée constituante » ne figurent pas dans le projet de décret.

(2) Les mots « fabriquées depuis 1791 » ne figurent pas dans le projet de décret.

(3) Cet article ne figure pas dans le projet de décret.



vier, enlacées. Au centre on lira le nom et le poids de la pièce, avec la lettre indicative de l'atelier monétaire. En dehors et autour seront gravés ces mots : *République française*, avec les différents noms du directeur et du graveur (1). »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Loysel, au nom du comité des assignats et monnaies, propose d'ordonner la fabrication d'une monnaie républicaine, divisée par le nombre décimal.

Le projet de décret, qu'il présente, est adopté avec quelques amendements, mais sauf rédaction.

#### *Suit le texte du second rapport (3) de Loysel.*

SECOND RAPPORT ET PROJET DE DÉCRET SUR LE NOUVEAU SYSTÈME MONÉTAIRE, SUIVIS DU RAPPORT DES COMMISSAIRES DE LA CI-DEVANT ACADEMIE DES SCIENCES, CHARGÉE PAR UN DÉCRET DE LA CONVENTION NATIONALE, DE DONNER SON AVIS SUR LA QUESTION DE SAVOIR S'IL CONVIENT DE FABRIQUER LES PIÈCES D'OR ET D'ARGENT, QUI DOIVENT FORMER LE NUMÉRAIRE MÉTALLIQUE DE LA RÉPUBLIQUE, AVEC LE MÉTAL PUR OU AVEC LE MÉTAL ALLIÉ ET DU SYSTÈME MONÉTAIRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PRÉSENTÉS, AU NOM DU COMITÉ DES ASSIGNATS ET MONNAIES, PAR P. LOYSEL, DÉPUTÉ DU DÉPARTEMENT DE L'AISNE, 15 SEPTEMBRE 1793, L'AN 2 DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, UNE ET INDIVISIBLE (*Imprimé par ordre de la Convention nationale*) (4).

La constitution monétaire d'une nation est tellement liée avec la fortune publique, que les administrations éclairées ont craint d'ébranler cette base de la confiance même en réformant les vices ou les abus qui s'y sont introduits; mais nous nous trouvons dans des circonstances particulières qui nous font un devoir d'adopter un nouveau système. Il faut saisir cette occasion d'en établir un qui soit entièrement conforme aux principes et pour mettre nos monnaies, en harmonie avec les autres institutions de la République.

La cause qui a le plus influé sur les vices qui se sont introduits dans le régime des monnaies, c'est la mauvaise foi des gouvernements qui ont cherché à déguiser un impôt aux yeux du peuple,

et qui ont attesté du sceau public un mensonge dangereux. Vaines tentatives ! ils n'ont pu tromper que quelques instants. Bientôt la fraude est dévoilée au commerce, qui ne prend jamais pour mesure de ses transactions que la quantité de métal pur qui se trouve dans les monnaies d'or ou d'argent de chaque nation.

Une cause secondaire qui a favorisé l'action de celle que nous venons d'indiquer, et qu'il faut se hâter de détruire, c'est le langage obscur dont on a enveloppé les idées les plus simples de l'art monétaire.

Aujourd'hui que l'intérêt du gouvernement ne peut plus se séparer de l'intérêt général, nous chercherons les moyens les plus assurés pour que la monnaie de la République ait, relativement au titre et relativement au poids, toute la valeur qui est proclamée. Nous nous proposerons seulement de faire entrer dans son évaluation les frais de fabrication qui ajoutent une valeur réelle aux pièces monnayées, car il n'est personne qui ne consent à payer une rétribution modérée pour faire constater, et le titre, et le poids des fractions d'un lingot qu'il donne ou qu'il reçoit en échange d'autres valeurs.

Ce n'est pas une juste économie qui nous détermine à cette mesure; c'est une considération plus importante. Si l'on ne retient pas les frais de fabrication sur la valeur numéraire, lorsque les pièces sortent du balancier et entrent dans la circulation, celles qui, par une inégalité qu'on ne peut entièrement éviter, se trouvent avoir le plus de poids, sont retirées, et elles produisent en les fondant, un lingot qui a une valeur supérieure à la somme représentée par les pièces qui ont été fondues; de là, il ne reste dans la circulation que les pièces les plus faibles et la monnaie se trouve avoir en réalité une valeur inférieure à celle qu'elle aurait si l'on avait empêché cette manœuvre par un droit qui ne représenterait que les frais de fabrication; il faut d'ailleurs qu'il ne soit pas indifférent à l'orfèvre de jeter dans son creuset des pièces monnayées ou un lingot au même titre. Rien ne doit être caché aux yeux du peuple; c'est un devoir de ceux à qui il a donné sa confiance, de l'éclairer, et de le mettre en état de juger lui-même tout ce qui compose la chose publique. Nous ramènerons donc et à un langage populaire et aux formules les plus simples, tout ce qui isolait les connaissances monétaires.

Parmi les innovations qui honorent la conquête de la liberté, on doit regarder comme l'une des plus importantes celle qui a pour objet l'introduction des mesures invariables et données à tous les peuples par la nature et celles du calcul décimal qui met la portion la moins instruite du peuple à l'abri des astuces de commerce. Une détermination fixe de mesures et de poids, une manière simple et uniforme de les combiner établissent une espèce de langage commun et introduisent dans les conventions une échelle constante qui diminue les ressources de la mauvaise foi et qui doit concourir à propager les sentiments de fraternité entre les différentes sections des hommes.

C'est à l'Académie des sciences qu'avaient été confiées toutes les opérations qui ont servi à déterminer les mesures et les poids qui ont été adoptés; elle les a suivies et exécutées avec le zèle et l'intérêt qu'on avait droit d'attendre de ses lumières et de l'esprit philosophique qui l'anime; elle est déjà parvenue à une détermination qui satisfait complètement à tous les be-

ces trois pièces sera gravée une couronne formée d'une branche de chêne et d'une branche d'olivier; au centre de la couronne on lira le nom et le poids de la pièce, avec la lettre indicative de l'atelier monétaire. En dehors et autour de la couronne seront gravés ces mots : « République Française » avec son ére exprimée en chiffres romains et les différents noms du directeur et du graveur.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 141 à 144.

(2) *Moniteur universel*, n° 18 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 73, col. 2.

(3) *Voy. Archives Parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. LXX, p. 360, séance du 6 août 1793, le premier rapport de Loysel.

(4) Bibliothèque nationale, 27 pages in-8, *Le<sup>3e</sup>* n° 453; Bibliothèque de la Chambre des députés, *Collection Portiez (de l'Oise)*, t. 143, n° 11 bis.

soins du commerce et même à l'exactitude que peuvent exiger les monnaies.

La valeur intrinsèque de la monnaie et la manière de la diviser ne doivent pas seules fixer l'attention. Sa beauté mérite d'être prise en grande considération non seulement par l'intérêt que doit inspirer la perfection des arts dans une République qui doit fomentier tous les genres de gloire mais principalement comme le moyen le plus sûr de prévenir les contrefaçons.

Nous allons suivre le système monétaire que nous proposons sous les rapports : 1<sup>o</sup> du titre, du poids et de la division des espèces; 2<sup>o</sup> de leur fabrication et de leurs empreintes.

## CHAPITRE 1<sup>er</sup>.

### *Du titre et du poids des pièces de monnaies.*

Le titre et le poids doivent être constants et invariables, il faut en faire disparaître les incertitudes autant qu'il est possible. C'est là le principe auquel doivent se rapporter toutes les lois qui ont les monnaies pour objet.

L'on a proposé de ne fabriquer les monnaies qu'avec des métaux dépouillés de tout alliage. Alors il n'y aurait plus de calcul à faire pour déterminer la valeur réelle des monnaies et l'on n'aurait qu'à connaître leur poids puisqu'il n'y a que l'or et l'argent pur qui forment cette valeur intrinsèque; mais cet avantage est compensé par des inconvénients graves :

1<sup>o</sup> Le frottement est plus destructif pour les pièces de métal pur que celles dont la dureté est augmentée par un alliage (1).

2<sup>o</sup> Leur souplesse les rend sujettes à se déformer. Or la beauté de la forme est un des caractères que nous devons donner à nos monnaies.

3<sup>o</sup> Il faudrait ajouter aux frais de fabrication ceux de l'affinage; et pour parvenir à avoir un métal parfaitement pur, les frais seraient beaucoup plus considérables que pour l'affinage ordinaire; cette augmentation serait perdue dans l'évaluation du commerce parce que pour les étrangers un poids de métal pur n'aurait pas une valeur supérieure à celle de la même quantité de métal pur allié à une petite portion de cuivre (2).

(1) La Convention nationale, voulant dissiper les doutes qui s'étaient élevés sur la vérité de cette proposition, décréta le 6 août dernier que l'Académie des sciences serait chargée de faire les expériences propres à fixer son opinion.

Cette Société s'en occupa sur-le-champ. Des commissaires pris dans son sein furent nommés pour faire les expériences. Leur rapport devait être soumis à la discussion de l'Académie avant d'être présenté à la Convention; mais le décret de suppression des Académies ne leur a pas permis de remplir ce dernier objet. Nous devons à leur zèle le rapport que nous annexons au nôtre. On y verra que la perte qu'éprouveraient dans la circulation, par le frottement les pièces d'argent fin comparée à celle de l'argent allié au titre actuel, serait à peu près dans le rapport de 3 à 2; et pour l'or dans celui de 7 à 3; qu'ainsi la perte occasionnée par le frottement sur les pièces d'argent et d'or pur serait à peu près double de celle qui a lieu sur des pièces semblables en métaux alliés au titre actuel (*Note de Loyzel*).

(2) L'augmentation de frais qu'occasionnerait l'affinage en portant nos monnaies d'argent et d'or au degré le plus approchant de celui du métal absolument pur, évaluée sur le plus bas pied, ne serait pas moindre de 15 sous par marc d'argent et de 6 livres par marc d'or,

Il convient donc de conserver un alliage dans nos monnaies d'or et d'argent, mais quelle est la proportion que nous adopterons?

Le calcul décimal présente de si grands avantages par sa facilité et par sa netteté des idées qu'il donne que l'on doit l'introduire autant qu'il est possible dans toutes les quantités commerciales. On va voir qu'il peut s'appliquer avec succès au titre des monnaies.

L'argent de notre monnaie est à présent au titre de dix deniers vingt-un grains, c'est-à-dire que sur 288 parties il se trouve 27 parties de cuivre et 261 parties d'argent, ou la pièce d'argent étant 1, le cuivre est 0,09375. Mais notre argent provient presque entièrement des piastres dont le titre est à peu près de dix deniers dix-huit grains où le cuivre par conséquent est 0,104167.

Si l'on adopte pour le titre l'alliage de neuf parties d'argent et d'une partie de cuivre l'on ne baisse que très peu le titre actuel; on le rapproche du titre des piastres, de sorte qu'il n'y a qu'une très petite addition d'argent affiné à y faire pour les convertir en notre monnaie, et l'on aperçoit avec la plus grande facilité le rapport du titre de nos monnaies avec les monnaies étrangères.

La même proportion nous paraît convertir à l'or; actuellement, le marc d'or se divise en 24 karats qui se subdivisent en 32/32, de sorte que le marc contient 768 trente-deuxièmes.

Le titre commun de l'or de notre monnaie est de 21 karats 31/32 c'est-à-dire que la pièce étant 1, le cuivre s'y trouve 0,097656.

Si le titre était de 21 karats 19/32 le cuivre serait égal 0,10026; de sorte que, pour obtenir les avantages du calcul décimal pour le titre de l'or, il suffirait d'en abaisser le titre actuel de moins de 2/32 de karat.

Nous proposons pour l'unité principale des nouvelles monnaies, la centième partie du grave soit pour l'argent, soit pour l'or.

C'est la quantité d'argent fin qui représente la livre numéraire actuelle qui servirait à établir des comparaisons entre les valeurs anciennement stipulées (celles qui sont représentées par les assignats), et celles qui seraient représentées par les pièces nouvelles.

Nous présentons dans un tableau les rapports de poids et de valeur de la monnaie projetée avec la monnaie actuelle en donnant provisoirement le nom de franc à la pièce d'argent et à celle d'or.

L'on doit dans un système monétaire se borner à faire connaître le rapport des pièces nouvelles d'or avec les pièces actuelles de 24 livres, quelle que soit leur proportion momentanée avec l'argent les assignats et les autres valeurs.

Nous avons considéré jusqu'à présent les pièces monnayées, indépendamment des frais de fabrication qu'il est juste et qu'il convient de prélever. Il serait impossible de déterminer les frais du monnayage avec une précision parfaite; car ces frais varient par plusieurs circonstances

ce qui revient à peu près à 1/70 de la valeur de l'argent et à 1/134 de la valeur de l'or. Or, l'on s'écartera peu de la vérité en supposant que la quantité d'espèces d'argent monnayé en France est de 36 millions de marcs; que la quantité d'espèces d'or monnayé est environ 1,100,000 marcs. Ainsi les frais de fabrication s'élèveraient à 514.286 marcs d'argent et à 8.209 marcs d'or, dépense qui serait en pure perte pour la nation (*Note de Loyzel*).



et particulièrement par la quantité plus ou moins grande de monnaie qui se fabrique; mais comme nous considérons dans les droits du monnayage beaucoup plus l'avantage de prévenir la fonte des espèces que le dédommagement de ces frais, nous avons tâché de déterminer le terme qui pourrait produire le premier effet, plutôt que d'évaluer les dépenses du monnayage, et nous avons préféré de laisser une partie de cette dépense à la charge de la nation.

Les droits retenus sur la fabrication des monnaies peuvent se diviser en frais de fabrication et en droit de seigneurage. Les frais de fabrication qui étaient perçus sur le marc d'argent monnayé avant les nouvelles lois monétaires étaient de 17 sous 5 deniers et demi par marc, mais comme le marc d'argent en lingot au titre de l'argent monnayé est selon le tarif de 1773, de 48 livres 9 sous, et la valeur du marc d'argent monnayé de 49 livres 18 sous, le droit de seigneurage proprement dit était de 11 sous un demi-denier par marc (1).

Selon ces évaluations le droit de seigneurage réuni aux droits de fabrication est un peu plus du trente-quatrième de la valeur de l'argent en lingot.

Nous proposons de fixer les frais de fabrication au centième en poids de l'argent monnayé de sorte qu'un lingot au titre d'un dixième de cuivre n'aurait de différence avec les pièces qui représenteraient sa valeur qu'un centième en poids.

Le droit de seigneurage qui est perçu sur l'or est relativement aux frais de fabrication, beaucoup plus fort que celui de l'argent; mais réuni avec les droits de fabrication, il fait plus du quatrième de l'or en lingot au même titre.

Nous proposons de réduire le droit de fabrication au deux-centième du poids de l'or monnayé.

Les frais de fabrication dont nous venons de parler seraient perçus sur les métaux bruts ou en monnaie étrangère, qui seraient apportés aux changes; mais nos espèces monnayées pourraient être changées contre une quantité égale de fin contenu dans les nouvelles pièces, on n'exigerait pour cet échange que le poids rigoureux des métaux; cette mesure est juste parce que les droits de fabrication et de seigneurage ayant déjà été perçus sur les métaux, ils ne doivent pas l'être une seconde fois. Elle est en même temps nécessaire pour parvenir à faire disparaître peu à peu toutes les anciennes pièces. La certitude du titre et du poids que nous proposons de donner à la nouvelle monnaie ne tarderait pas à lui procurer une préférence sur l'ancienne et amènerait une refonte graduelle. Cette refonte serait une dépense pour la nation; mais cette dépense serait bien compensée par l'avantage qu'en retirerait le commerce.

Nous n'avons indiqué qu'une pièce d'argent et une pièce d'or et peut-être conviendrait-il de s'en tenir à ces deux pièces pendant que les assignats seront la véritable monnaie

nationale. On pourrait cependant, sans inconvénient, fabriquer des pièces d'argent d'un poids quintuple du franc-argent, c'est-à-dire d'un vingtième de l'unité principale du poids ou du grave; et pour l'or des pièces d'un demi-franc d'or ou d'un deux-centième du grave.

## CHAPITRE II

### DE LA FABRICATION ET DES EMPREINTES.

La fabrication des monnaies sollicite une attention particulière de la part des législateurs; car c'est de sa précision et de sa beauté que dépendent la confiance du commerce et la difficulté des contrefaçons.

La Commission des monnaies nous a déjà indiqué plusieurs réformes utiles dans les lois qui ont la fabrication pour objet. Il conviendrait, par exemple, de remettre à la charge de la nation l'entretien des laminoirs, des coupleurs ainsi que celui des balanciers, et de la machine à marquer sur tranche, pour qu'on ne mette pas dans cet entretien une épargne nuisible à la beauté des espèces.

L'on est obligé d'accorder une certaine latitude aux limites du poids que la loi attribue aux monnaies.

C'est ce que l'on appelle le *remède de poids*. Cette marge doit être d'autant plus petite que la fabrication de la monnaie est plus perfectionnée et comme le but est d'atteindre à la plus grande précision possible dans le poids, ainsi que dans le titre des pièces de monnaie, la moitié du poids de tolérance doit être mise en dehors du poids fixé et l'autre moitié en dedans.

La loi accordait trente-six grains de remède par marc d'argent et quinze grains par marc d'or; mais l'on sait que les directeurs ne prennent qu'une partie du remède, et qu'ils peuvent facilement approcher de fort près du terme qu'ils veulent atteindre. Il suffira donc de laisser la latitude d'un deux-centième en dehors et d'un deux-centième en dedans pour les pièces d'argent, et celle d'un quatre-centième en dehors et d'un quatre-centième en dedans pour les pièces d'or.

Quelque désir qu'on ait de composer des types riches ou brillants pour les monnaies, il faut les subordonner aux considérations tirées du mécanisme du monnayage.

Les monnaies ne peuvent être frappées que d'un seul coup de balancier et non de plusieurs comme les médailles. Sans cela elles demanderaient trop de temps et trop de frais pour leur fabrication. Un fort relief ou même des reliefs médiocres placés des deux côtés et diamétralement opposés les uns aux autres ne conviennent point aux monnaies parce que le métal ne serait pas assez puissamment refoulé par un seul coup pour remplir les cavités des deux carrés. On ne donnera donc de relief un peu prononcé que d'un seul côté; ce sera le type composé avec élégance. Quant à l'autre, plus simple, il ne doit contenir que de légers ornements avec l'énonciation du poids de la pièce du millésime de la République française de la monnaie où elle a été frappée.

On propose les types suivants pour les deux pièces d'argent :

(1) On ajoute 2 sous à la valeur de 8 écus 3/16 qui font le marc pour le remède de poids dont une partie est prise dans les frais de fabrication énoncés. On ne fait pas mention de l'entretien des hôtels des monnaies, de l'intérêt de leur valeur, du paiement des officiers généraux, des frais de comptabilité, etc. Dépenses qui sont toutes un résultat de fabrication. (Note de Loyset).

1<sup>o</sup> La Liberté et Egalité se donnant la main avec la légende : *Bases du vrai bonheur*;  
2<sup>o</sup> La Liberté tenant le bonnet avec une corne d'abondance et la légende : *Elle produit tous les biens*; et sur la pièce d'or la France appuyée sur la Liberté avec la légende : *La France régénérée*.

Sur la tranche on gravera ces mots : *Garantie nationale*. Ces mots seront gravés en creux afin de pouvoir employer la virole.

TABLEAU DES RAPPORTS DE POIDS ET DE VALEUR DE LA MONNAIE PROJETÉ AVEC LA MONNAIE ACTUELLE.

	Livres poids de marc au nouv. titre.
Poids d'une livre numéraire actuelle d'argent ou à l'ancien titre . . . . .	0,01002005
De l'argent fin contenu dans une livre numéraire . . . . .	0,00908066
D'une livre numéraire ou décimale ou franc. . . . .	0,0204438
De l'argent fin contenu dans le franc . . . . .	0,0183995
	Franc.
Il faudrait conséquemment donner en fractions de franc pour une livre numéraire de la monnaie actuelle (franc). . . . .	0,493530
	Grave nouv. titre.
Pour un grave pesant d'argent au titre actuel (grave nouveau titre) . . . . .	1,00695
Pour un grave pesant d'argent pur (grave nouveau titre). . . . .	1,11111
Pour un grave pesant d'or, au titre actuel (grave nouveau titre) . . . . .	1,002604

*Projet de décret.*

TITRE I<sup>er</sup>

DU TITRE ET DU POIDS DES PIÈCES DE MONNAIE.

Art. 1<sup>er</sup>.

« Le titre et le poids des monnaies seront indiqués, comme les autres valeurs, par des dénominations numériques du calcul décimal.

Art. 2.

« La monnaie d'argent et la monnaie d'or de la République seront au titre de neuf parties de métal pur et d'une partie d'alliage.

Art. 3.

« L'unité principale des nouvelles monnaies, soit d'argent, soit d'or, sera la centième partie du grave.

Art. 4.

« Les frais de fabrication qui seront retenus

sur la monnaie seront réduits à un centième du poids de l'argent et à un deux centième du poids de l'or.

Art. 5.

« Ces frais seront perçus sur les monnaies étrangères et sur les lingots qui seront convertis en monnaies de France.

Art. 6.

« Les anciennes monnaies de France apportées au change seront exemptes de ce droit, mais elles pourront être changées contre une quantité de fin égale à celles qu'elles contiennent. Le titre des pièces d'argent, à l'exception de celles de 15 et de 30 sous, sera évalué à raison de 10 deniers 21 grains; celui des pièces de 15 et de 30 sous à raison de 7 deniers 22 grains. Le titre des pièces d'or fabriquées avant 1786 sera évalué à raison de 21 karats 17/32 et celui des fractions postérieures à raison de 21 karats 21/32. Les unes et les autres ne seront reçues que pour leur poids effectif.

TITRE II

DE LA FABRICATION ET DES EMPREINTES.

Art. 1<sup>er</sup>.

« Les laminoirs, les coupleurs, les machines à marquer sur tranche et les balanciers qui servent à la fabrication de la monnaie seront entretenus aux frais de la nation.

Art. 2.

« La commission générale des monnaies est chargée de prendre sous la surveillance du conseil exécutif les mesures nécessaires pour que la fabrication de la monnaie soit perfectionnée et qu'elle soit uniforme dans les différents ateliers monétaires de la République.

Art. 3.

« Les pièces d'argent seront fabriquées avec un poids de tolérance d'un deux centième en dedans et d'un deux centième en dehors du poids fixé par la loi. Pour les pièces d'or, le poids de tolérance sera d'un quatre centième en dedans et d'un quatre centième en dehors.

Art. 4.

« Seront substituées aux pièces d'argent et d'or qui servent actuellement de monnaie :

« 1<sup>o</sup> Une pièce d'argent au nouveau titre et du centième du grave : cette pièce sera appelée franc-argent;

« 2<sup>o</sup> Une pièce d'un poids quintuple de la précédente et qui aura le nom de cinq francs;

« 3<sup>o</sup> Une pièce d'or au nouveau titre et du



centième du grave. Cette pièce sera appelée franc-d'or;

« 4<sup>o</sup> Une pièce d'or au nouveau titre et du deux centième du grave. Cette pièce sera appelée demi-franc d'or.

#### Art. 5.

« Le franc-argent aura pour type la Liberté tenant le bonnet avec une corne d'abondance et la légende : *Elle produit tous les biens*.

« La pièce de cinq francs argent aura pour type la Liberté et l'Égalité se donnant la main avec la légende : *Bases du vrai bonheur*.

« Le franc et le demi-franc d'or auront pour type la France appuyée sur la Liberté avec la légende : *La France régénérée*.

#### Art. 6.

« Sur la tranche des pièces d'argent seront gravés en creux ces mots : *Garantie du poids*; et sur la tranche de celles d'or sera gravé en relief un simple cordonnet.

#### Art. 7.

« L'année de l'ère vulgaire sera exprimée en chiffres arabes, au-dessous des légendes en forme d'exergue.

#### Art. 8.

« Sur le revers de ces trois pièces sera gravée une couronne formée d'une branche de chêne et d'une branche d'olivier; au centre de la couronne on lira le nom et le poids de la pièce avec la lettre indicative de l'atelier monétaire. En dehors et autour de la couronne seront gravés ces mots : *République française* avec son ère exprimée en chiffres romains et différents du directeur et du graveur. »

#### RAPPORT DES COMMISSAIRES DE LA CI-DEVANT ACADÉMIE DES SCIENCES (1).

L'Académie des Sciences ayant été chargée par un décret de la Convention nationale de donner son avis sur la question de savoir s'il convient de fabriquer les pièces d'or et d'argent qui doivent former le numéraire métallique de la République avec le métal pur ou avec le métal allié, et ayant été informée de ce décret par une lettre du comité des assignats et monnaies, elle s'empresse de nommer quatre de ses membres, Borda, Lavoisier, d'Arcet et Berthollet, pour les expériences nécessaires et lui présenter un rapport sur cet objet; mais sa suppression ayant été prononcée, les quatre commissaires qu'elle avait nommés se trouvent privés de la discussion qui devait s'établir devant elle. Toutefois ils ont cru devoir à l'intérêt public de continuer les expériences qu'ils

avaient commencées et de présenter leurs observations au comité des assignats et monnaies.

Il convenait de déterminer d'abord par une imitation fidèle quel devait être l'effet du frottement sur les pièces de métal fin et sur celles de métal allié pour connaître l'espèce de monnaie qui devait être la plus avantageuse au public relativement aux frais qu'occasionne la circulation.

L'on a fait fabriquer cent pièces d'argent fin semblables aux pièces de six livres et l'on s'est procuré cent pièces de six livres au titre ordinaire. On a séparé une pièce d'argent fin et une pièce de six livres pour servir d'objet de comparaison aux différentes époques de l'épreuve.

Les quatre-vingt-dix-neuf pièces d'argent fin qui devaient être employées à l'expérience ont pesé 11 marcs 7 onces 30 grains et les quatre-vingt-dix-neuf pièces au titre de nos monnaies ont pesé 11 marcs 7 onces 63 grains. On a mis ces pièces dans un vase de bois cylindrique ou tambour que l'on fait tourner sur l'axe longitudinal par le moyen d'une manivelle et qui leur fait éprouver un frottement par la circulation qui leur est imprimée. La machine est divisée en deux cases dans lesquelles on a séparé quelquefois les pièces de chaque espèce et dans lesquelles on les a confondues dans d'autres épreuves.

Dans la première expérience, les pièces ont été séparées et tenues en mouvement pendant six heures; après cela, elles étaient recouvertes d'une poussière brune qui a paru un peu plus abondante sur les pièces d'argent fin, on a brossé les unes et les autres, et on a constaté le poids. Les pièces d'argent fin ont pesé 11 marcs, 6 onces, 7 gros, 27 grains; elles ont perdu 75 grains. Les pièces d'argent allié ont pesé 11 marcs, 6 onces, 7 gros, 44 grains; elles ont perdu 91 grains.

Les pièces d'argent fin ont été marquées d'un poinçon, ensuite mêlées avec celles d'argent allié, pour être soumises à l'épreuve en les partageant dans les deux cases de la machine qu'on a mise en mouvement. Après une agitation de huit heures, les pièces d'argent fin ont été séparées et pesées: elles ont perdu 122 grains. Les pièces d'argent allié ont perdu 49 grains.

L'on fait tourner séparément les pièces d'argent fin et celles d'argent allié pendant près de dix heures: les pièces d'argent fin ont perdu 102 grains, celles d'argent allié ont perdu 78 grains.

Pour placer les pièces d'argent dans les circonstances où elles se trouvent fréquemment dans la circulation, on les a fait tourner en mêlant les quatre-vingt-dix-neuf pièces d'argent fin avec cent pièces de bronze de deux sous, et les quatre-vingt-dix-neuf pièces d'argent allié également avec cent pièces de bronze. Après un mouvement d'onze heures l'a perte de l'argent fin a été de 153 grains; celle de l'argent allié de 137 grains.

On a roulé pendant douze heures les pièces d'argent fin et celles d'argent allié séparément; les pièces d'argent fin ont perdu 118 grains et celles d'argent allié 72 grains.

L'on voit qu'à part la première expérience, l'argent fin a perdu dans toutes les autres, plus que l'argent allié. Les expériences sur l'or ont été suivies de la même manière. On a pesé quatre-vingt-dix-neuf pièces d'or au titre ordinaire des monnaies, et quatre-vingt-dix-neuf

(1) Ce rapport de l'Académie des sciences avait été demandé par Ramel-Nogaret dans la séance du 6 août 1793. (Voy. *Archives parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. LXX, p. 371.)

pièces d'or sans alliage. Les premières ont pesé 3 marcs 5 gros 53 grains 24/32; les pièces d'or pur ont pesé 3 marcs 5 gros 12 grains 9/32.

« Après avoir tourné séparément dans le tambour pendant onze heures et demie, l'or allié a pesé 3 marcs 7 gros 9 grains 7/32; l'or pur a pesé 3 marcs 3 gros 16 grains 16/32. L'or allié a perdu 49 grains 17/32, et l'or pur 67 grains 25/32.

« Après avoir fait tourner ensemble les pièces mêlées pendant dix-neuf heures, l'or allié a perdu 35 grains 3/32 et l'or pur 192 grains.

« Après avoir tourné séparément pendant vingt-quatre heures, l'or allié a pesé 3 marcs 4 gros 17 grains 31/32; l'or fin 3 marcs 1 grain 47/64. L'or allié a perdu 28 grains 5/32 et l'or pur 38 grains 49/64.

« A cette époque, les pièces d'or pur avaient mieux conservé leur couleur et leur éclat métallique; mais elles étaient beaucoup plus difformées que les autres; il s'était formé un bourrelet à leur circonférence.

« On va présenter le tableau des résultats de toutes les expériences :

*Pièces argent :*

	Argent fin				Argent allié			
	m.	on.	g.	gr.	m.	on.	g.	gr.
Poids des pièces avant d'être mises en expérience . . . . .	11	7	0	30	11	7	0	63
Poids des pièces après 6 h. de mouvement celles d'argent fin étant séparées des autres . . . . .	11	6	7	27	11	7	6	44
Après huit h. de mouvement les pièces d'argent fin étant mêlées avec les autres . . . . .	11	6	5	49	11	6	6	67
Après dix h. de mouvement les pièces étant séparées . . . . .	11	6	4	19	11	6	5	61
Après onze h. de mouvement les pièces d'argent fin étant mêlées avec 100 pièces de 2 s. de bronze et celles d'argent allié également avec 100 pièces de bronze . . . . .	11	6	2	10	11	6	3	68
Après douze h. de mouvement les pièces étant séparées comme dans les première et troisième expériences . . . . .	11	6	0	36	11	6	2	63

	Argent fin				Argent allié			
	m.	on.	g.	gr.	m.	on.	g.	gr.
Après 18 h. de mouvement les pièces encore séparées . . . . .	11	5	6	29	11	6	1	36

*1<sup>re</sup> expérience :*

L'argent fin a perdu 75 grains ou 6,31 grains par marc.

L'argent allié a perdu 91 grains ou 7,66 grains par marc.

*2<sup>e</sup> expérience :*

L'argent fin a perdu 122 grains ou 10,27 grains par marc.

L'argent allié a perdu 49 grains ou 4,12 grains par marc.

*3<sup>e</sup> expérience :*

L'argent fin a perdu 102 grains ou 8,58 grains par marc.

L'argent allié a perdu 78 grains ou 6,56 grains par marc.

*4<sup>e</sup> expérience :*

L'argent fin a perdu 153 grains ou 12,95 grains par marc.

L'argent allié a perdu 137 grains ou 11,57 grains par marc.

*5<sup>e</sup> expérience :*

L'argent fin a perdu 118 grains ou 9,93 grains par marc.

L'argent allié a perdu 72 grains ou 6,06 grains par marc.

*6<sup>e</sup> expérience :*

L'argent fin a perdu 151 grains ou 12,84 grains par marc.

L'argent allié a perdu 104 grains ou 8,82 grains par marc.

*En 65 heures :*

Perte totale de l'argent fin 60,9 grains par marc.

Perte totale de l'argent allié 44,8 grains par marc.

*Pièces d'or :*

	Or pur				Or allié			
	m.	on.	g.	gr.	m.	on.	g.	gr.
Poids avant l'expérience . . . . .	3	0	4	12	3	0	5	58
Après 11 h. 1/2 de mouvement les pièces séparées . . . . .	3	0	3	16	3	0	5	9



	Or pur			Or allié		
	m.on.	g.	gr.	m.on.	g.	gr.
Après 19 h. de mouvement les pièces mêlées . . . . .	3	0	0 40	16	3	0 4 46 4
				32		32
Après 24 h. de mouvement les pièces séparées . . . . .	3	0	0 1	23	3	0 4 17 31
				32		32

1<sup>re</sup> expérience :

L'or pur a perdu 67 gr. 25/32 ou 22,11 gr. par marc.

L'or allié a perdu 49 gr. 17/32 ou 16,02 gr. par marc.

2<sup>e</sup> expérience :

L'or pur a perdu 192 gr. 62/63 ou 62,53 gr. par marc.

L'or allié a perdu 35 gr. 3/32 ou 11,35 par gr. marc.

3<sup>e</sup> expérience :

L'or pur a perdu 38 gr. 49/64 ou 12 gr. 65, par marc.

L'or allié a perdu 28 gr. 46/32 ou 9, 11 gr. par marc.

## En 55 heures 1/2 :

Perte de l'or pur 97 gr. 4 par marc.

Perte de l'or allié 36 gr. 5 par marc.

« L'on va balancer les autres considérations qui peuvent influer sur le choix que l'on doit faire en commençant par celles qu'ont présentées ceux qui préfèrent le métal pur au métal allié.

« 1<sup>o</sup> Un poids déterminé d'un métal pur est une quantité qui donne une idée simple de la valeur commerciale du métal et à laquelle il est facile de rapporter les monnaies d'or et d'argent;

2<sup>o</sup> L'on n'a pas besoin de faire usage de cette tolérance dans la fixation du titre, qui est connu sous le nom de remède d'aloi et qui a l'inconvénient de mettre du vague dans la valeur réelle et d'en rendre l'appréciation obscure. Avec le métal pur, la balance suffit pour apprendre dans l'instant à chacun quelle est la valeur réelle des pièces d'or ou d'argent dont ils veulent faire usage;

« 3<sup>o</sup> Les sequins de Venise qui sont des pièces de l'or le plus pur qui soient employées en monnaie, obtiennent la préférence sur toutes les autres monnaies dans le commerce du Levant;

« 4<sup>o</sup> L'alliage des pièces d'argent est du cuivre qui n'est compté pour rien dans leur valeur intrinsèque; celui des pièces d'or est en partie de l'argent et en partie du cuivre; il est également étranger à la valeur des pièces d'or, de sorte que les métaux qui servent d'alliage sont entièrement perdus.

« A ces considérations nous ferons succéder celles qu'on peut leur opposer :

« 1<sup>o</sup> L'alliage étant fixé au dixième et la tolérance du titre étant distribuée moitié en dehors moitié en dedans du titre légal, cette quantité très facile à évaluer ne nuit pas à la clarté et à la simplicité qu'il est si important d'introduire dans tous les calculs du commerce;

« 2<sup>o</sup> L'on ne peut se passer d'établir un terme de tolérance pour le titre du fin : car on ne pourrait donner le dernier degré de pureté, principalement à l'argent, dans les opérations de la monnaie. Le titre pour l'argent ne pourrait pas être fixé au delà de 11 deniers 23 grains avec un remède d'un grain en dedans; celui de l'or serait de 23 karats 31/32 avec un trente-deuxième de remède en dedans;

« 3<sup>o</sup> Il est vrai que les pièces d'or au titre le plus élevé obtiennent la préférence dans le commerce du Levant; mais les piastres, qui servent en grande partie au commerce de l'Europe, sont à un titre plus bas que celui de notre monnaie d'argent et c'est en argent que nos fabrications se font principalement;

4<sup>o</sup> « Le métal qui sert d'alliage aux pièces d'or et à celles d'argent n'entre pour rien dans leur valeur, mais il s'y trouve naturellement, et le titre auquel il nous est livré par les nations qui possèdent cette manufacture est probablement le terme moyen des résultats de leurs opérations métallurgiques. Presque tout l'argent que nous convertissons en monnaie provient des piastres dont le titre est un peu inférieur à celui que le comité a proposé, de sorte qu'il faudrait y mêler une très petite quantité d'argent fin au lieu d'y ajouter de l'alliage. C'est l'or du Portugal qui sert principalement à la fabrication de notre monnaie d'or dont le titre doit être un peu inférieur, mais la très petite addition de cuivre qu'il faudrait faire pour avoir le titre désigné dans le rapport du comité ne mérite aucune considération;

« 5<sup>o</sup> L'affinage qui serait nécessaire pour fabriquer des pièces d'argent pur ou plutôt au titre de 11 deniers 23 grains avec le remède d'un grain coûterait au moins 15 sols par marc, c'est-à-dire à peu près 1/70 de la valeur de l'argent.

L'affinage de l'or pour l'amener au titre de 23 karats 31/32 avec le remède d'un trente-deuxième, coûterait au moins six livres par marc : c'est à peu près 1/134 de la valeur du métal.

On ferait donc une dépense qui équivaldrait au soixante-dixième de toute la valeur du numéraire en argent que l'on fabriquerait et à un cent trente-quatrième de toute la valeur de l'or; et cette dépense n'entrerait pour rien dans l'évaluation que les autres nations feraient de notre monnaie métallique.

On peut y ajouter qu'il serait difficile d'établir l'affinage dans toutes nos monnaies parce qu'il y a en France très peu de personnes à qui les détails de cette opération soient connus; et pour l'établir à Paris d'une manière convenable, il faudrait y construire des ateliers nouveaux.

Il résulte des expériences dont on a donné le détail que la perte qu'éprouveraient dans la circulation les pièces d'argent fin, comparées à celles de l'argent allié, serait à peu près dans le rapport de 3 à 2, et que celle de l'or pur comparée avec l'or allié serait dans le rapport de 7 à 3.

Les autres considérations concourent à nous faire penser qu'un métal allié est préférable.

au métal pur pour la fabrication des pièces d'or et d'argent.

Le 3 septembre 1793, l'an deuxième de la République française.

Signé : LAVOISIER, BORDA, D'ARÇAY,  
BERTHOLLET.

EXTRAIT d'un acte de la première session du 2<sup>e</sup> congrès des Etats-Unis, intitulé : Acte pour établir un hôtel et régler la fabrication des monnaies des Etats-Unis, passé le 2 avril 1792.

§ 1 à 7.

Il sera établi un hôtel pour la fabrication des monnaies nationales au lieu de la résidence du gouvernement des Etats-Unis. 1 directeur, 1 chef monnayeur, 1 graveur et 1 trésorier seront nommés à cet effet. Le directeur pourra employer, sous l'autorisation du Président des Etats-Unis, autant de personnes qu'il jugera nécessaires. Fonctions des cinq principaux officiers. Serment qu'ils doivent prêter, salaires qu'ils doivent recevoir, comptes qu'ils doivent tenir.

§ 8.

Le Président des Etats-Unis est autorisé à faire préparer un hôtel convenable, à y faire réunir tout ce qui est indispensable pour une fabrication de monnaie, et à faire tirer du Trésor les fonds nécessaires à cet établissement.

§ 9.

Il sera frappé de temps à autre, audit hôtel, des espèces d'or, d'argent et de cuivre.

Des aigles, chacun de la valeur de 10 dollars, ou unités, contenant 247 grains et  $4/8^{\text{es}}$  de grain d'or pur, ou 270 grains d'or au titre (poids de troy).

Des demi-aigles, chacun de la valeur de 5 dollars, contenant 123 grains  $6/8^{\text{es}}$  de grain d'or pur, ou 135 grains d'or au titre.

Des quarts d'aigles, chacun de la valeur de 2 dollars  $1/2$  contenant 61 grains  $7/8^{\text{es}}$  de grain d'or pur, ou 67 grains  $4/8^{\text{es}}$  d'or au titre.

Des dollars ou unités, chacun de la valeur d'une piastre forte d'Espagne, suivant son cours actuel dans les Etats-Unis, et contenant 371 grains et  $4/16^{\text{es}}$  de grain d'argent pur, ou 416 grains d'argent au titre.

Des demi-dollars, chacun valant moitié du dollar et contenant 185 grains de  $10/16^{\text{es}}$  de grain d'argent pur, ou 208 grains d'argent au titre.

Des quarts de dollars, chacun valant le quart du dollar et contenant 92 grains et  $13/16^{\text{es}}$  de grain d'argent pur, ou 104 grains d'argent au titre.

Des diames, chacun valant la dixième partie du dollar et contenant 37 grains et  $7/16^{\text{es}}$  de grain d'argent pur, ou 41 grains et  $3/5^{\text{es}}$  de grain d'argent au titre.

Des demi-diames, chacun valant la vingtième partie du dollar et contenant 18 grains et  $9/16^{\text{es}}$  de grain d'argent pur, ou 20 grains et  $4/5^{\text{es}}$  de grain d'argent au titre.

Des cents, chacun valant la centième partie du dollar et contenant 11 deniers de cuivre.

Les demi-cents, chacun valant la moitié du cent et contenant 5 deniers  $1/2$  de cuivre.

§ 10.

Sur un des côtés de chaque pièce de monnaie sera un emblème de la liberté, avec le mot *liberté* et l'année de la fabrication; sur le revers de chaque pièce d'or et d'argent, sera l'image d'un aigle, avec ces mots : *Etats-Unis de l'Amérique*; sur le revers de chaque pièce de cuivre sera le nom de la pièce, savoir : cent et demi-cent.

§ 11.

La proportion de l'or à l'argent dans toutes les monnaies qui auront un cours légal dans les Etats-Unis, sera de 15 à 1, c'est-à-dire que 15 livres d'argent pur équivaldront à 1 livre d'or pur.

§§ 12 et 13.

Le titre de toutes les monnaies d'or sera de 11 parties de fin contre 1 d'alloy, et l'alloy sera composé d'argent et de cuivre de manière à ne pas excéder moitié d'argent.

Le titre de toutes les monnaies d'argent sera de 1,485 parties de fin contre 179 d'alloy qui sera de cuivre.

§§ 14 et 15.

Toute personne pourra apporter de l'or et de l'argent en lingot pour faire frapper en espèce. Il sera essayé sans frais, et remis poids pour poids de fin aussitôt après la fabrication : mais on pourra obtenir immédiatement en échange de l'or et l'argent en lingot des espèces déjà fabriquées, en payant à l'hôtel des monnaies  $1/2$  0/0 et ce  $1/2$  0/0 formera un fonds pour défrayer les dépenses de fabrication.

§ 16.

Toutes les espèces d'or et d'argent frappées à l'hôtel des monnaies seront une offre légale dans tous les paiements quelconques.

§§ 17, 18 et 19.

Les officiers de l'hôtel de la monnaie feront leurs efforts pour que les espèces d'or et d'argent aient le titre et le poids prescrits; lors de la fabrication nouvelle, le trésorier mettra à part un certain nombre de pièces qui seront essayées toutes les années, par une commission composée du chef de la justice des Etats-Unis, du secrétaire et du contrôleur de l'artillerie, du secrétaire du département de l'Etat et de l'avocat général des Etats-Unis. Si, à l'essai, l'or et l'argent ne sont pas trouvés inférieurs au titre légal de plus de 1 sur 44, les officiers de la monnaie seront excusés. Si quelques-unes des monnaies d'or et d'argent étaient intentionnellement falsifiées par la faute ou la connaissance d'aucun des officiers de la monnaie, quant au poids ou au titre, le coupable encourra la peine de mort.



## § 20.

La monnaie de compte des Etats-Unis sera exprimée en *dollars* ou *unités*, *dixmes* ou *dixièmes*, *cent* ou *centième*, *mille* ou *millième*, et il est ordonné à tous les départements publics et tribunaux judiciaires de s'y conformer.

*Signé : Jonathan TRUMBELL, orateur de la Chambre des représentants; John ADAMS, Vice-Président des Etats-Unis et Président du Sénat.*

*Approuvé le 2 avril 1792.*

*Signé : WASINGTON, Président des Etats-Unis.*

EXTRAIT d'un autre acte intitulé : *Acte pour pourvoir à une fabrication de monnaie de cuivre, passé le 8 mai 1792.*

Le directeur des monnaies est autorisé à acheter, avec l'approbation du Président des Etats-Unis, une quantité de cuivre qui n'excèdera pas 150 tonnes; il la fera frapper en *cents* et *demi-cents*, et remettra ces espèces au fur et à mesure de leur fabrication au trésor des Etats-Unis, d'où on les mettra en circulation.

Six mois après qu'il aura été remis au Trésor pour 50,000 livres dollars au moins de *cents* et *demi-cents* et dont le public sera informé, toutes les autres monnaies de cuivre demeureront prohibées, et celui qui en présenterait en paiement encourra une amende de 10 dollars.

*Signé : Jonathan TRUMBELL, orateur de la Chambre des représentants; Richard-Henry LIE, Président du Sénat pro-tempore.*

*Approuvé le 8 mai 1792.*

*Signé : George WASINGTON, Président des Etats-Unis.*

La députation du département de la Meurthe propose les citoyens François Levasseur et Pierre Martin pour remplacer le citoyen Mollevaut, ci-devant juge au tribunal de cassation, et Mallarmé, ci-devant suppléant.

La proposition est décrétée (1).

*Suit la proposition des représentants du peuple composant la députation de la Meurthe (2).*

Les représentants du peuple composant la députation de la Meurthe à la Convention nationale se sont réunis conformément à l'article 4 du décret du 29 septembre dernier, ainsi conçu :

« Les députés du département de la Meurthe, de la Meuse et de la Vienne se réuniront pour leurs départements respectifs et proposeront à la Convention nationale deux citoyens pour chacun desdits départements à l'effet de rem-

placer au tribunal de cassation, comme juges et suppléants, savoir : les citoyens Mollevaut, ci-devant juge, et Mallarmé, son suppléant, pour le département de la Meurthe, lesquels ont été nommés depuis à la Convention nationale. »

Ils proposent pour juge, François Levasseur, président du tribunal du district de Strasbourg, et pour suppléant, Pierre Martin, officier de police militaire à l'armée de la Moselle.

A Paris, le cinq octobre, an II de la République.

LALANDE; COLLOMBEL; G. BONNEVAL;  
ZANGIACOMI fils; MICHEL; JACOB;  
LEVASSEUR.

*Nota.* — Mallarmé n'a pu signer, se trouvant, en qualité de commissaire, auprès des armées.

La députation du département de la Meuse propose les citoyens Robert, juge au tribunal du district de Montmorency, et Vichon, juge au tribunal du district de Bar-sur-Ornain, pour remplacer au tribunal de cassation le citoyen Marquis, député et ci-devant juge, et le citoyen Pons de Verdun, ci-devant suppléant audit tribunal.

Decrété (1).

*Suit la proposition faite par la députation du département de la Meuse (2).*

Ce jourd'hui deux octobre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République une et indivisible, les citoyens députés du département de la Meuse à la Convention nationale, s'étant réunis en exécution du décret du vingt-neuf septembre dernier, relatif au tribunal de cassation, ont arrêté, à l'unanimité des suffrages, de proposer à la Convention nationale le citoyen Robert, juge au tribunal du district de Montmorency, département de Seine-et-Oise, pour remplacer le citoyen Marquis, comme juge audit tribunal de cassation; et le citoyen Vichon, juge au tribunal du district de Bar-sur-Ornain, département de la Meuse, pour remplacer le citoyen Pons, en qualité de suppléant près le même tribunal; et ont tous les membres de la députation, signé, à l'exception du citoyen Bazoche, absent pour cause de maladie.

GARNIER Anthoine; MARQUIS; MOREAU;  
PONS (de Verdun); HARMAND;  
ROUSSEL; HUMBERT.

« La Convention nationale, après avoir entendu la lecture du procès-verbal des présentations faites par les députés du département de la Vienne, conformément à l'article 4 du décret du septième jour du premier mois, des citoyens Fradin, procureur syndic du district de Civray, et Morlon, juge au tribunal de district de Poitiers, le premier comme juge du tribunal de cassation, et le second comme suppléant, décrète qu'elle confirme lesdites présentations, et qu'en consé-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 145.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 684.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 145.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 684.

quence elle nomme le citoyen Fradin et le citoyen Morlon, le premier juge, et le second suppléant au tribunal de cassation (1).

*Suit le procès-verbal des présentations faites par les députés du département de la Vienne (2).*

Ce jourd'hui, quinziesme jour du premier mois, l'an second de la République une et indivisible, les citoyens députés du département de la Vienne à la Convention nationale, s'étant réunis en exécution de la loi du septième jour précédent, relative au tribunal de cassation, ont arrêté à l'unanimité des suffrages de proposer à la Convention nationale le citoyen Fradin, procureur syndic du district de Civray, département de la Vienne, pour remplacer le citoyen Creuzé, comme juge audit tribunal de cassation; et le citoyen Morlon, juge au tribunal du district de Poitiers, en qualité de suppléant près le même tribunal, pour remplacer Dutrou Bornier, et ont, les membres de la députation, signé.

P.-F. PIORRY; J.-A. CREUZÉ-LATOUCHE;  
BION; MARTINEAU; A.-L. THIBAU-  
DEAU.

« Un membre propose et la Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de division, décrète l'admission du citoyen Millard à la place du citoyen Jacob, député par le département de Saône-et-Loire, et le citoyen Nicolas Mirande, suppléant du Cantal, à la place du citoyen Mailhe. »

L'admission est décrétée (3).

Une lettre des représentants du peuple près de l'armée des Pyrénées-Orientales, et du ministre de la guerre, annonce à la Convention nationale l'envoi de six drapeaux pris sur les Espagnols dans la journée du 17 septembre. Ils rendent compte de l'héroïsme patriotique qui a signalé cette brillante journée : parmi les dignes et vertueux défenseurs de la patrie, ils désignent le citoyen Venès, sous-officier du 1<sup>er</sup> bataillon du département du Tarn, qui a enlevé un drapeau aux ennemis en faisant mordre la poussière à celui qui le portait. Un jeune citoyen âgé de 8 ans accompagne les drapeaux présentés à la Convention : il est fils du brave citoyen Jouy, adjudant général, qui, s'élançant dans les retranchements de l'ennemi, a reçu la mort.

On demande et la Convention nationale décrète que le ministre de la guerre procurera incessamment de l'avancement au brave Venès.

« La Convention nationale adopte, au nom du peuple français, et pour être élevé avec les orphelins de la patrie, le citoyen Jouy, fils de Jouy, adjudant, tué à l'affaire de Peyres-Tortes. »

« La Convention nationale adopte François La-

tour (1), de Lyon, âgé de 14 ans, et qui a perdu son père en défendant la patrie, pour être élevé et entretenu avec les orphelins français, dans la maison nationale ci-devant dite prieuré Saint-Martin-des-Champs (2). »

*Suit la lettre des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales (3).*

*Les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales, au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Perpignan, le 28 septembre 1793,  
l'an II de la République française.

« Citoyen Président,

« Nous envoyons à la Convention nationale six étendards et un drapeau pris sur les Espagnols dans la journée du dix-sept de ce mois, dont nous vous fîmes passer les détails par un courrier extraordinaire; nous avons cru devoir confier les étendards au citoyen Bernard Daoust, aide de camp et frère du général de division Daoust, qui montra pendant toute l'action un courage intrépide; nous avons cru devoir remettre le drapeau au citoyen Antoine Venès (4), sous-officier du 1<sup>er</sup> bataillon du département du Tarn, qui l'arracha lui-même à l'ennemi, en faisant prisonnier celui qui le portait. La Convention verra sans doute avec plaisir devant elle des militaires qui défendent la patrie avec tant de succès et qui lui donnent d'aussi heureuses espérances; et les enseignes du despotisme prêtes par des hommes qui viennent de combattre si vaillamment pour la liberté seront pour elle une preuve de plus de l'affermissement de la République.

« La victoire du 17, quelque glorieuse qu'elle soit pour la nation française, nous coûte des défenseurs que nous devons regretter et nous laisse des enfants malheureux à qui la Convention doit servir de père; en attendant de connaître tous ceux pour qui nous aurons à vous demander des secours, nous remplissons un devoir bien cher à nos cœurs en vous faisant offrir avec les drapeaux pris sur l'ennemi, le fils de l'adjudant général Jouy, âgé de huit ans, et dont le père a reçu la mort parce qu'il s'est jeté avec bravoure dans les retranchements, dans le camp des Espagnols; nous espérons que la République se chargera de l'éducation et de l'entretien de ce jeune orphelin, à qui le père ne laisse pour héritage que du civisme, des vertus et la gloire d'avoir vécu et d'être mort pour la liberté. Il est riche, sans

(1) Voy. ci-dessus, même séance, p. 191, la pétition de la Société des Jacobins concernant le jeune François Latour.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 146.

(3) *Archives du Ministère de la guerre*, armées des Pyrénées-Orientales. *Bulletin de la Convention* du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793).

*Moniteur universel* [n° 18 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793)], p. 74, col. 2.

(4) Le procès-verbal et le *Bulletin de la Convention* portent Venès et non pas Vences.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 145.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 684.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 145.



doute, avec ces trésors, si la patrie l'adopte, et nous vous en faisons la demande.

« Loin d'exagérer les avantages remportés sur l'armée ennemie, le 17, loin de grossir les pertes qu'elle fit, nous les avions considérablement diminuées, en ne fixant, d'après de faux rapports, qu'à 26 le nombre des bouches à feu qui restèrent au vainqueur, tandis que c'est à 43 qu'il se porte; dans cet état sont compris sept obusiers et plusieurs canons de 8 et de 16.

« Les troupes de la République reprirent hier sur les Espagnols la ville de Thuir et Sainte-Colombe; la fuite de l'ennemi fut si précipitée qu'il ne laissa en leur pouvoir que huit prisonniers, un drapeau et quelques munitions de bouche. Nous attendrons d'avoir reçu le drapeau et d'en avoir pris d'autres, ce qui peut n'être pas fort éloigné, pour vous les faire parvenir; assurez la Convention, citoyen Président, que toutes nos démarches, toutes nos actions, tous nos desirs, seront constamment dirigés vers le bonheur du peuple et le salut de la patrie.

« Salut et fraternité.

« FABRE; BONNET; GASTON. »

*Lettre du ministre de la guerre, datée du 16 du premier mois, l'an II de la République française (1).*

« J'adresse à la Convention nationale l'aide de camp du général Daoust, qui est chargé de présenter à la Convention nationale six étendards enlevés par nos frères d'armes des Pyrénées aux troupes espagnoles, ainsi que le brave Venès, sous-officier du 1<sup>er</sup> bataillon du Tarn, qui vient également offrir le drapeau qu'il a enlevé lui-même à nos ennemis. »

Les militaires ont été admis à la barre et ont présenté les six étendards et un drapeau; ils ont été admis à la séance.

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (2).

Les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales ont envoyé à la Convention les étendards enlevés aux Espagnols, dans la journée du 17 septembre, par un aide de camp du général Daoust, qui s'est distingué dans le combat.

Le ministre de la guerre annonce à la Convention l'arrivée de cet officier et la prie de l'admettre à sa barre.

Alors BERNARD DAOUST, parent du général et son aide de camp, paraît devant elle et lui présente six étendards espagnols.

A ses côtés est Antoine Van, dit Jeunesse, volontaire dans un bataillon du Tarn. Il tient un drapeau qu'il a enlevé lui-même aux ennemis. Entre ces deux guerriers est un enfant.

L'Assemblée les couvre d'applaudissements.

« Citoyens représentants, dit l'aide de camp, voilà les étendards arrachés aux Espagnols par

l'armée des Pyrénées-Orientales, au moment où notre infanterie les a chargés à la baïonnette. (On applaudit.) Vous voyez le brave Jeunesse, qui a lui-même enlevé le drapeau, qu'il vous présente, aux vils esclaves d'un tyran. (Les applaudissements recommencent.)

« Vous voyez aussi l'enfant du brave Jouy qui, dans ce glorieux combat, est mort pour la patrie. Nous le recommandons, au nom de tous nos frères d'armes, à la reconnaissance nationale. »

Un membre demande que la République adopte cet enfant.

Cette proposition est applaudie et décrétée.

Sur la proposition d'un autre membre, l'Assemblée charge le ministre de la guerre de donner de l'avancement au brave militaire du Tarn.

Le citoyen Fouquier fait part à la Convention nationale des mesures qu'il a prises pour l'arrestation et l'écrou des députés compris dans l'acte d'accusation, et de celles que le tribunal a suivies à l'égard de Gorsas pour assurer l'exécution de la loi (1).

Suit la lettre du citoyen Fouquier (2).

Au citoyen Président de la Convention nationale.

Paris, ce 7 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« J'ai l'honneur d'informer la Convention que les députés Brissot, Gensonné, Vergniaud, Ducos, Boyer-Fonfrède, Dufliche-Valazé, Duprat, Mainvielle, Lacaze, Lehardy, Viger, Duperré, Carra et Gardien, au nombre de dix-sept, sont écroués à la Conciergerie; que les députés Lasource et Brûlart sont restés au ci-devant Luxembourg pour maladies graves et constatées; quant au surplus compris en l'acte d'accusation, j'ai fait faire les recherches les plus exactes dans toutes les maisons d'arrêt de Paris, il ne s'en est trouvé aucun. Je fais, en conséquence, signifier l'acte d'accusation et l'ordonnance de prise de corps à tous les absents dans leur dernier domicile et ferai dresser les procès-verbaux de perquisition.

« J'ai aussi l'honneur d'observer que le tribunal, après avoir fait constater publiquement à l'audience par trois personnes de la maison où demeurerait Gorsas, l'identité de sa personne, a ordonné qu'il serait livré incontinent et sans délai à l'exécuteur des jugements criminels, pour lui faire subir, sur la place de la Révolution, la peine de mort infligée à tous les traîtres, ce qui aura lieu dans l'heure.

« L'accusateur public du Tribunal révolutionnaire,

« A.-Q. FOUQUIER. »

(1) *Bulletin de la Convention* du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793).

(2) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n<sup>o</sup> 384, p. 78).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 146.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692.

Le comité de sûreté générale présente un projet de décret qui a pour objet l'élargissement du citoyen Villeneuve, et l'indemnité qu'il a réclamée pour frais de voyage.

Le projet est décrété.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de sûreté générale [AMAR, rapporteur (1)], décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Le citoyen Villeneuve, auparavant inspecteur de la manufacture d'armes de Moulins, mis en état d'arrestation, en suite du décret du 10 septembre dernier, sera remis en liberté.

#### Art. 2.

« Il sera payé au citoyen Villeneuve, par la trésorerie nationale, une somme de 1,200 livres pour indemnité de ses frais de voyage et de séjour depuis son arrestation. Les dépenses de Saint-Aubin, maréchal des logis de gendarmerie nationale, son grade [garde (2)], seront liquidées par le ministre de l'intérieur et acquittées par la trésorerie nationale : à cet effet le ministre est autorisé à tirer les mandats nécessaires sur la trésorerie nationale pour l'acquittement de ces deux dépenses, et ce dans 24 heures.

#### Art. 3.

« Le citoyen Villeneuve est autorisé à se rendre dans le département de l'Allier, pour y former plusieurs établissements relatifs à la défense de la République et aux progrès de l'industrie, à la charge par lui de se concerter avec les autorités constituées, qui communiqueront ses plans et projets au conseil exécutif provisoire, pour être approuvés par lui, s'il y a lieu (3). »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

Amar, au nom du comité de sûreté générale, propose la levée du décret d'arrestation porté contre le citoyen Villeneuve, ordonnateur de la manufacture d'armes de Moulins. Le comité a examiné la conduite de ce citoyen, il a reconnu que les dénégations faites contre lui étaient de véritables calomnies.

Le rapporteur entre dans le détail des faits justificatifs.

La Convention décrète la mise en liberté du citoyen Villeneuve et le renvoie à ses fonctions.

On fait lecture d'une lettre par laquelle André Dumont, représentant du peuple dans le département de la Somme, annonce à la Convention les découvertes qui ont été faites de différents dépôts précieux, l'arrestation d'une parente de l'infâme Pitt et du beau-frère du roi ou tyran d'Angleterre, qu'il fait conduire Paris (1).

Suit la lettre d'André Dumont (2).

André Dumont, représentant du peuple dans le département de la Somme, à la Convention nationale.

« Abbeville, ce 4 octobre 1793, l'an II de la République une, indivisible et impérissable.

« Citoyens collègues,

« Je viens de découvrir encore un dépôt d'or, d'argent et de vaisselle, dans le souterrain d'une maison ci-devant seigneuriale; des officiers municipaux sont chargés de continuer les fouilles, j'ignore encore ce qui y a été trouvé, mais cela paraît important.

« Il était encore réservé aux Abbeillois de faire par eux-mêmes l'arrestation d'une parente de l'infâme Pitt. Cette mégère, nommée Elisabeth-Joanne Pitt, avait prudemment conçu le projet de déguerpir; mais elle se trouvait dans une ville dont les citoyens ne sont plus dominés par le modérantisme et l'aristocratie, elle trouva sur sa route des républicains qui l'engagèrent patriotiquement à rester chez elle; tous ses effets sont arrêtés; comme je n'ai pas le temps de me livrer à l'examen de toute cette affaire, étant obligé de partir aujourd'hui pour Péronne, et d'ailleurs comme c'est un nouvel otage, je vais l'envoyer à Paris avec le beau-frère du roi d'Angleterre, que j'ai fait arrêter à Boulogne (3).

« Tout cela va on ne peut mieux en ce pays, j'espère que bientôt les aristocrates, les modérés et les feuillants y seront aussi rares que les rois : J'assomme le fanatisme, et on applaudit ainsi : *Vive la République!*

« DUMONT (4). »

(octobre 1793, n° 384, p. 79) rend compte du rapport d'Amar dans les termes suivants :

« AMAR fait, au nom du comité de Sûreté générale, un rapport sur la conduite de l'inspecteur militaire de la manufacture d'armes de Moulins, mis en état d'arrestation en vertu d'un décret du 10 septembre dernier. Il justifie pleinement ce citoyen des accusations portées contre lui, et propose à la Convention de lui rendre la liberté et ses fonctions.

« Elle adopte cette proposition. »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 147.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692. *Bulletin de la Convention* du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793). *Moniteur universel*, n° 18 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 74, col. 1. Aulard, *Recueil des Actes et correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 213. *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 384, p. 79).

(3) Vifs applaudissements, d'après le *Mercur universel* du mardi 8 octobre 1793, p. 125, col. 1.

(4) Applaudissements, d'après le *Journal de Perlet*

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales* (carton C 273, dossier 684).

(2) Dans l'article 2, les mots : « les dépenses du gendarme mis à sa garde » ont été remplacés par Guiffroy, sur la minute, par ceux-ci : « les dépenses de Saint-Aubin, maréchal des logis de gendarmerie nationale, son garde... »

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 146.

(4) *Moniteur universel*, n° 18 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793, p. 74, col. 3). D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets*



Brival et Lanot, représentants du peuple dans les départements de la Haute-Vienne et de la Somme, informent la Convention nationale de l'activité qui préside à la levée des citoyens en réquisition, de l'arrestation d'un grand nombre de fonctionnaires publics, et de la vigueur de la cour martiale établie à Tulle.

Insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre des représentants Brival et Lanot (2).

## I

*Les délégués du peuple dans les départements de la Haute-Vienne et de la Corrèze, à la Convention nationale.*

« Tulle, ce 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens nos collègues,

« Le bon esprit règne dans les départements de la Haute-Vienne et de la Corrèze, un cinquième bataillon est déjà parti de Limoges pour se rendre à Perpignan avec une compagnie de canonniers, cinq cents hommes vont partir de Tulle, armés et équipés, pour se rendre à la même destination. La levée en masse des citoyens depuis dix-huit jusqu'à vingt-cinq ans s'exécute avec la plus grande activité et la meilleure volonté; partout les comités de surveillance sont en activité, les arrestations se multiplient. Nous suspendons tous les fonctionnaires publics contre lesquels il existe des suspicions, et nous enverrons l'état après que nos opérations seront finies (3).

« Une cour martiale vient de faire exécuter à Tulle deux ci-devant curés rebelles à la loi, et ce qu'il y a de singulier c'est que pour l'ouverture des portes du ciel ils ont eu recours à ceux qu'ils feignaient de regarder comme les portiers des enfers; c'est de la part de deux vicaires épiscopaux qu'ils ont reçu le sacrement de la pénitence au grand regret et à la honte de nos fanatiques.

« Nous joignons à cette lettre, citoyens nos collègues, celle qui nous a été adressée par le citoyen Lavaveille, commissaire des assemblées primaires de Treignac pour l'acceptation de la Constitution, nous y joignons ses brevets et sa croix de chevalier de saint Louis; il est à observer que ce citoyen était un ci-devant garde du corps et vous verrez par sa lettre qu'il avait projeté de vous apporter le tout à Paris pour en faire lui-même la remise.

« Salut et fraternité à nos collègues.

« BRIVAL; LANOT. »

(n° 384 du mardi 8 octobre 1793, p. 60) et d'après les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 281, du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 1278, col. 1].

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 148.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692.

(3) Applaudissements, d'après le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 384, p. 80).

## II

*Lettre du citoyen Lavaveille (1).*

*Aux citoyens représentants du peuple Brival et Lanot, à Tulle.*

« Treignac, le 28 août 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« En partant de chez moi pour aller à Paris, comme commissaire de l'assemblée primaire du canton de Treignac, pour porter à la Convention nationale l'acceptation de la Constitution, je croyais avoir pris la croix dite de saint Louis que j'ai jadis reçue du tyran, parce que mon intention était de la déposer moi-même à la Convention nationale, mais ma surprise fut grande lorsque je ne la trouvai pas dans mon porte-manteau. Je m'empresse, citoyens, de vous adresser ci-joint cette croix avec les brevets et lettres la concernant, laquelle je vous prie de déposer à la Convention nationale et de faire brûler les brevet et lettres.

« Ne doutez pas de mon vrai patriotisme et croyez-moi avec fraternité votre dévoué concitoyen.

« F. LAVAVEILLE. »

*Les administrateurs du district de Saint-Quentin s'unissent à la Société républicaine pour adresser à la Convention nationale les témoignages du civisme du citoyen Marcel (2).*

*Suit la lettre des administrateurs du district de Saint-Quentin (3).*

*Les administrateurs du district de Saint-Quentin, au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Saint-Quentin, le 4 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Nous adressons à la Convention nationale la décoration militaire du citoyen Charlemagne-Louis-Florentin Demarel, sous-lieutenant au 11<sup>e</sup> régiment de cavalerie. Cette décoration nous a été remise par la Société républicaine de Saint-Quentin. Ce brave sans-culotte ne l'a jamais portée. Cinq blessures reçues au service de la République l'ont empêché de l'envoyer plus tôt.

« Nous joignons à la présente le brevet du

(1) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 148.

(3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

citoyen Demarel et l'extrait du procès-verbal de la Société républicaine de Saint-Quentin (1).

« Nous demandons notre décharge de cet envoi.

*Les administrateurs du district de Saint-Quentin,*

« DUPLAQUET, président; B. ROBERT; CHATELAIN-DUPLESSIS; BOULANGER; LEROY, procureur syndic; PARIGAUD, VIARD. »

« La Convention nationale, sur la motion d'un membre [VILLERS (2)], décrète que le comité de sûreté générale sera chargé de faire arrêter les hommes suspects de la commune de Saint-Philibert-de-Grand-Lieu, du district de Machecoul, qui ont contribué à la guerre de la Vendée, et de les faire traduire au tribunal révolutionnaire.

« L'Administration du département de la Loire-Inférieure fera passer incessamment à l'accusateur public de ce tribunal toutes les pièces qui sont à leur charge (3). »

COMPTE RENDU du *Mercure universel* (4).

Le représentant Gillet et ses collègues font passer copie d'une lettre qui leur a été adressée

(1) Nous n'avons pu découvrir ces pièces.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 684.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 148.

(4) *Mercure universel* (mardi 8 octobre 1793, p. 120, col. 1). D'autre part, l'*Auditeur national* (n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 1), le *Journal de Perlet* (n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 57) et les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 280 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793, p. 1275, col. 2)] rendent compte de la motion de Villers dans les termes suivants :

## I

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

Le commandant temporaire de l'île de Noirmoutier écrit, en date du 30 septembre, que les rebelles ont tenté sur cette île deux attaques qui ont heureusement échoué. Par leurs intrigues, ils étaient venus à bout de lier des intelligences avec les malveillants qui se trouvaient en grand nombre dans la commune de Barbatre. Les ennemis de l'intérieur s'emparèrent de plusieurs pièces de canon qu'ils enclouèrent. Pendant ce temps, 4.000 brigands essayaient d'abord par un endroit qu'éable (*sic*).

Les patriotes s'aperçurent à temps de cette infâme trahison. Au bruit de la générale et du tocsin qui sonna partout, ils se réunirent du côté de Barbatre et tombèrent sur les rebelles avec une telle impétuosité, que ceux-ci furent obligés de prendre la fuite avec précipitation, après avoir essuyé une perte considérable. Quarante habitants de l'île, qui avaient favorisé leur attaque, se sont soustraits à la juste vengeance des lois en se retirant parmi eux. Les autres ont été mis en arrestation et envoyés à Nantes. Le commandant donne les plus justes éloges aux citoyens Lebreton, Legouff et quelques autres qui, à la tête de leurs détachements, avaient triomphé des rebelles.

Cette lettre sera insérée au *Bulletin*.

VILLERS s'étonne que les auteurs de la révolte de la Vendée n'aient point porté la peine due à leur trahison. Cette malheureuse guerre, dit-il, a commencé dans le département de la Loire-Inférieure, à Saint-Philibert. Cette commune renferme encore dans ce moment une grande partie des individus qui ont les premiers secoué les torches de la discorde dans ces contrées. Je demande

par le commandant de l'île de Noirmoutier, datée du 30 septembre.

« Les rebelles, y est-il dit, sont parvenus à se faire un parti parmi les canonnières de cette île et les habitants de la commune de Barbatre. Ils se retirèrent dans Saint-Philibert et donnèrent le signal aux brigands. Les officiers qui étaient à Barbatre firent battre la générale. Le 5<sup>e</sup> bataillon de la Manche et plusieurs compagnies de canonnières se portèrent contre les rebelles. Ils s'occupèrent d'abord de déclouer les canons. Ils firent ensuite un feu si terrible que les brigands ne trouvèrent leur salut que dans la fuite. Un grand nombre est resté sur la place. Le 5<sup>e</sup> bataillon de la Manche n'a eu que sept blessés, encore très légèrement. Environ quarante à cinquante habitants ont passé chez l'ennemi, quoiqu'il reste encore des coupables dans l'île. »

VILLERS. — Il existe dans Saint-Philibert dix à onze scélérats provocateurs des malheurs de la Vendée. Ces coquins vivent tranquillement et persécutent même les patriotes. Je suis prêt à prouver, pièces en mains, les faits que j'avance. Je demande que le commandant de l'armée des côtes de La Rochelle envoie dans la commune de Saint-Philibert un détachement pour s'emparer de ces scélérats et qu'il les fasse conduire à Paris.

Je demande en outre que les municipalités des pays qui étaient occupées par les rebelles

que vous décrétiez qu'ils seront mis en arrestation et traduits devant le tribunal révolutionnaire, qui en fera une prompte justice, afin d'intimider ceux qui seraient tentés de les imiter.

Cette proposition est décrétée et, sur la demande de VOULLAND, le préopinant est autorisé à se retirer devant le comité de Sûreté générale, pour y faire connaître les rebelles de Saint-Philibert.

GOUPILLEAU (de Montaigu) fait observer à la Convention de quelle importance sont pour la République, et l'île de Noirmoutier et les Sables. Si les rebelles se rendaient maîtres d'un de ces deux postes, il n'est point douteux qu'ils recevraient avec la plus grande facilité les secours des Anglais.

Sur sa demande, le comité de Salut public est chargé de prendre toutes les mesures convenables pour mettre ces deux postes sur un pied de défense respectable.

## II

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*

GILLET, représentant du peuple près l'armée des côtes de Brest, écrit que les brigands ont tenté de nouveau de s'emparer de l'île de Noirmoutier, le 29 septembre. De concert avec une partie des habitants de l'île et des canonnières de la garde nationale, ils ont emporté plusieurs postes avancés et encloué les canons. Mais les républicains se sont rassemblés et l'ennemi, forcé bientôt de se replier, a été poursuivi l'épée dans les reins, jusque dans la commune de Barbatre.

VILLERS. On n'a pas assez déployé d'énergie dans la guerre de la Vendée. Il eût été facile de la terminer en très peu de temps si l'on s'y fût pris d'une autre manière.

L'opinant demande ensuite que le commandant temporaire de Nantes soit chargé de faire arrêter et transférer, de Saint-Philibert à Paris, sept ou huit contre-révolutionnaires qu'il regarde comme les premiers auteurs de la malheureuse révolte de la Vendée.

GOUPILLEAU. Je demande que tous les gens suspects de l'île de Noirmoutier soient mis en état d'arrestation et qu'on autorise les municipalités à vendanger les vignes de ceux qui ont eu la scélératesse d'abandonner leurs foyers pour aller grossir l'armée des rebelles.

Renvoi au comité de Sûreté générale de toutes ces propositions, à l'exception néanmoins de la dernière à



soient tenues de faire les vendanges; car je vous déclare qu'il y a des communes où cette récolte se montera à 200.000 livres.

La proposition de Villers est adoptée, et l'Assemblée passe à l'ordre du jour motivé, sur la seconde, d'après la loi qui autorise les communes à faire leurs vendanges.

L'on a renvoyé au Comité de Salut public une proposition tendant à faire fortifier l'île de Noirmoutier, et l'Assemblée a décrété que tous les gens suspects de cette île seront transférés à Nantes.

Les régisseurs des domaines nationaux font passer à la Convention nationale une lettre du citoyen Essmenard, capitaine général des douanes, qui annonce être parvenu à arrêter deux fameux conspirateurs, les nommés Martin et Jouvé, Consuls hollandais, au moment où ils s'embarquaient pour Toulon, et prévient que la correspondance dont il s'est emparé jette un grand jour sur la conspiration du Midi (1).

*Suit la lettre du citoyen Esménard (2).*

*Copie de la lettre écrite aux régisseurs des douanes de la République par le citoyen Esménard, capitaine général desdites douanes, sous la date du 29 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.*

« Citoyens régisseurs,

« Je m'empresse de vous prévenir que je viens d'arrêter avec un détachement des proposés de ma capitainerie, deux fameux conspi-

rateurs, les nommés Martin et Jouve, consul hollandais (1), qui allaient s'embarquer pour Toulon. Je me suis emparé de leur correspondance qui laisse un grand jour sur la conspiration du Midi.

« Le nommé de Ricard, ordonnateur en chef de la Marine, à Toulon, m'a échappé. Je vais dans ce moment à sa poursuite avec le citoyen Favier, et je vous promets qu'il ne m'échappera pas. Cette arrestation est assez importante pour que vous en fassiez part au Comité de sûreté générale ou de Salut public. Je vous prie de vouloir bien leur communiquer ma lettre.

« Comptez toujours sur mon zèle et mon ardent amour pour la République une et indivisible (2).

« Signé : ESMÉNARD. (3)

« Pour copie conforme à l'original resté entre nos mains :

« COLLIN; MAGNIEN. »

Le comité de liquidation, sur la proposition des ministres, présente à la Convention nationale, avec le tableau des noms des employés du ministère qui, d'après les décrets précédents, sont dans le cas d'obtenir des pensions, un projet de décret qui est adopté ainsi qu'il suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de liquidation, sur la proposition des ministres, chacun dans leur département, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« En conformité des articles 19 et 20 de la loi du 22 août 1790, de l'article 4 de la loi du 31 juillet 1791, et de l'article 2 du décret du 24 juillet dernier, il sera payé par la trésorerie nationale, à titre de pension, aux anciens employés dans les différents départements du ministère, dont l'état est annexé à la minute du présent décret la somme de 47,628 liv. 13 s. 5 d., laquelle sera répartie entre eux suivant les proportions énoncées audit état, et à partir de l'époque à laquelle chacun des employés a cessé d'être en activité.

#### Art. 2.

« Il leur sera fait déduction des sommes que chacun d'eux peut avoir reçues, à titre de secours provisoire, ou acompte de leurs pensions. Ils se conformeront d'ailleurs aux lois précédemment rendues pour tous les créanciers et pensionnaires de l'État, et notamment aux décrets des 19 et 30 juin, et l'article 3 de celui du 17 juillet, et celui du 28 septembre dernier (4). »

### III.

#### COMPTE RENDU des Annales patriotiques et littéraires

Les représentants du peuple à l'armée de Brest rendent compte d'une tentative faite par les brigands de la Vendée, le 29 du mois dernier, pour s'emparer de l'île de Noirmoutier, dont 40 à 50 habitants ont passé chez l'ennemi. Les rebelles étaient parvenus à égarer plusieurs de nos canonnières. Secondés par les habitants de l'île, déjà ils s'étaient emparés de quelques postes où ils enclouèrent les canons. A l'instant, l'on battit la générale, et bientôt les révoltés furent repoussés avec perte. Le septième bataillon de la Manche s'est distingué dans cette affaire, où il a déployé le plus grand courage.

VILLERS s'étonne avec raison de ce que la loi n'a pas encore frappé les auteurs de la funeste rébellion de la Vendée. Il assure que dans la commune de Saint-Philibert, qui a été le foyer d'où sont parties les étincelles qui ont embrasé les rives de la Loire, quatorze ou quinze chefs y vivent paisiblement. Il demande que le commandant de l'armée des côtes de Brest soit tenu de les faire traduire, à Paris, devant le tribunal révolutionnaire.

A la suite de quelques débats, cette proposition est adoptée avec un amendement de GOUVILLE, portant que le comité de Salut public avisera aux moyens de mettre les Sables-d'Olonne et l'île de Noirmoutier sur un pied respectable de défense.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 148.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 710. Bulletin de la Convention du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793). Journal des Débats et des Décrets (octobre 1793, n<sup>o</sup> 384, p. 80).

(3) Jouve n'était pas consul hollandais, comme il est dit dans la pièce ci-dessus, mais membre du comité général de Toulon; Martin était d'Arles, sans autre désignation. (Voy. au sujet de cette affaire l'ouvrage intitulé : *Autour des Bonaparte*, par Xavier de Ricard, p. 74, Bibliothèque de la Chambre des Députés, S. 3717.)

(4) Applaudissements, d'après le Journal des Débats et des Décrets (octobre 1793, n<sup>o</sup> 384, p. 80).

(5) D'après les Annales patriotiques et littéraires [n<sup>o</sup> 284 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 1278, col. 1], le citoyen Esménard était capitaine général des Douanes à Arles.

(6) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 148.

Un rapporteur, au nom du comité de liquidation, présente l'état des militaires blessés ou retirés après de longues années de service, et qui ont droit à des pensions, et un projet de décret qui est adopté ainsi qu'il suit.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de liquidation, sur la proposition du ministre de la guerre, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Il sera payé par la trésorerie nationale, à titre de pension, aux militaires blessés ou retirés du service pour cause d'infirmités graves, et aux veuves de militaires qui ont péri dans les combats, ou après de longs services, dénommés dans l'état annexé à la minute du présent décret, la somme de 22,760 liv. 15 s. 2 d., à partir des différentes époques fixées par chaque article, le tout en conformité des articles 19 et 20, loi du 22 août 1790, et des décrets des 4 et 6 juin, 8 et 29 juillet, et 5 septembre 1792.

#### Art. 2.

« Ceux des militaires qui, par les articles 6 et 7 du décret du 6 juin dernier, sont admissibles à l'hôtel national des Invalides, ou à la pension représentative, suivant leurs grades, recevront les pensions comprises au présent décret, jusqu'à ce qu'ils puissent jouir de l'effet de la loi du 6 juin, en se conformant à celle du 16 mai 1792.

#### Art. 3.

« Il sera fait déduction aux pensionnaires dénommés en l'état annexé à la minute du présent décret, des sommes qu'ils peuvent avoir reçues à titre de secours provisoire, ou acompte de leurs pensions; ils se conformeront d'ailleurs aux lois précédemment rendues sur les pensions, et notamment aux décrets des 19 et 30 juin, et à l'article 3 du décret du 17 juillet 1792.

#### Art. 4.

« Sur la réclamation des citoyens Maurice Dubois et Joseph Boudier, à qui, par décret du 10 septembre dernier, il a été accordé à chacun une pension de 365 livres conformément à l'article 8 du décret du 6 juin dernier,

« La Convention nationale, considérant que ces deux citoyens sont dans le cas de profiter du bénéfice du décret du 8 juillet dernier, qui assimile ceux qui ont perdu l'usage d'un ou de plusieurs membres à ceux qui en sont privés, décide que leur pension sera portée à 600 livres, et que les articles qui concernent les susdits citoyens dans le décret du 10 septembre dernier, seront rayés sur la minute et les expéditions dudit décret, ainsi que partout où besoin sera.

#### Art. 5.

« Aucun des militaires compris dans l'état annexé à la minute du présent décret, et de ceux auxquels il a été accordé des pensions en vertu

des dispositions de la loi du 6 juin dernier, ne pourra toucher la pension qu'en rapportant à chaque semestre un certificat de deux officiers de santé de l'hôpital du lieu le plus voisin de sa résidence, visé par le conseil général de sa commune, qui constate qu'il est encore privé de l'usage de l'un ou de deux de ses membres, ou qu'il n'est pas guéri de la blessure qu'il a reçue au service de la République, sauf à réclamer auprès du ministre de la guerre la pension moins considérable à laquelle son état et ses services pourront lui donner droit (1). »

La séance est levée à 4 heures 1/2 (2).

Signé : CHARLIER, président; LOUIS (du Bas-Rhin); LEJEUNE (de l'Indre); RAMEL; VOULLAND; PONS (de Verdun); JAGOT, secrétaires.

**PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS  
AU PROCÈS-VERBAL, MAIS QUI SE RAP-  
PORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAP-  
PORTER A LA SÉANCE DU SEIZIÈME  
JOUR DU PREMIER MOIS DE L'AN II  
(LUNDI 7 OCTOBRE 1793).**

#### I

DON PATRIOTIQUE DU CITOYEN CRETTE, ANCIEN  
DÉPUTÉ A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (3).

« Dugny, ce 6 octobre 1793, l'an II  
de la République.

« Citoyen Président (4),

« Je renouvelle avec empressement l'engagement que j'ai souscrit de contribuer, tant que la guerre durera, à l'entretien du volontaire que j'ai habillé et armé pour la défense de la patrie. J'adresse à cet effet 275 francs en numéraire provenant des couverts que j'ai envoyés à la Monnaie; trop heureux si l'emploi de ce métal peut servir à l'expulsion des tyrans sur la terre libre; le fer nous suffira, il est le seul qui convienne, pour tout usage à de vrais républicains.

« Je désire, citoyen Président, garder l'incognito, je vous demande seulement extrait de l'acquit de ma contribution.

« Salut et fraternité.

« CRETTE, ex-député à l'Assemblée législative.

« A. Dugny, près Paris. »

Reçu les deux cent soixante-quinze livres.

DUCROISY.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 149.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 151.

(3) Le don patriotique du citoyen Crette n'est pas mentionné au procès-verbal de la séance du 7 octobre 1793; mais il figure, comme ayant été déposé ce jour-là, dans le relevé des dons patriotiques qui se trouve à la fin du procès-verbal de la séance du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793). (Voy. *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 235.)

(4) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 695.



## II

LETTRE, NON SIGNÉE, ADRESSÉE À LA CONVENTION PAR DES OFFICIERS DE L'ARMÉE DU RHIN (1).

« Ce 27 septembre 1793, l'an I<sup>er</sup> de la Constitution populaire à l'armée du Rhin, près Wissembourg.

« Citoyen Président (2),

« Depuis longtemps je me suis aperçu que la plupart de vos correspondants dans les armées, en vous trompant, trompaient en même temps le peuple (qui n'a pas besoin de cela pour se soutenir) ou par ignorance des faits, ou par envie de tromper. Dans la première hypothèse ils doivent se taire, et dans la seconde, être punis. Prenez donc des informations plus claires qui vous mettent à même de savoir la vérité et qui la fassent connaître aux soldats qui, lorsqu'elle est tronquée au point où elle l'est tous les jours dans les journaux, leur ôte la croyance dans les nouvelles des autres armées, ce qui, sûrement, n'est pas votre intention.

« Pour vous donner un exemple bien frappant des mensonges qu'on vous écrit, je n'ai qu'à vous citer le rapport qui vous a été fait par Duvignot, adjudant général à l'armée du Rhin, que je viens de lire dans le *Moniteur*, n° 266. Il vous dit que nous avons attaqué l'ennemi sur plusieurs points : cela est vrai; qu'il ait perdu du monde, cela peut encore être, mais qu'il se soit sauvé (comme il vous le dit), cela est faux, et très faux, puisqu'il est toujours dans la même position, retranché jusqu'aux dents (comme on lui a bien donné le temps de le faire) et que nous n'avons pas gagné un pouce de terrain. Voilà la pure vérité.

« Nous nous battons tous les jours, nous perdons peu de monde à la fois, mais nos efforts sont vains. L'ennemi est plus nombreux que nous, bien retranché, a de grosses pièces de canon et nous des petites. On dira peut-être, à la lecture de ma lettre, que je suis un faussaire; j'atteste l'armée entière pour preuve du contraire, et pour preuve de la pureté de nos intentions qui sont patriotiques autant qu'elles peuvent l'être, mais qui abhorrent la fourberie.

« Vous venez de prendre une grande mesure en renvoyant des armées tous les anciens gardes de notre dernier roi, mais il y en aurait une (à laquelle vous penserez sûrement) qui est au moins aussi nécessaire, ce serait de renvoyer tous les officiers brevetés par ce même Capet, non seulement dans l'ancien régime, mais encore ceux même depuis la Révolution, car tous ces messieurs n'ont obtenu des places qu'étant bien coquins du Ministère qui, vous le savez, n'avait pas une façon de penser à gagner des gens qui l'aient eue différente de la sienne, c'est-à-dire républicaine.

« Nous sommes, citoyen, avec respect et fraternité, une partie des officiers patriotes composant l'armée du Rhin.

« Si notre barbouillage, fait à la hâte, a la moindre influence, il est facile de nous le faire savoir sur le *Bulletin*, qui nous parvient journellement et sur lequel nous voyons tant de mensonges. Alors nous ferons connaître d'autres faits qui ne vous étonneront pas moins qu'ils ne sont odieux. »

(Cette lettre n'est pas signée.)

## III

LE CONSEIL DU DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES DEMANDE QUE LE CITOYEN FÉRAUD SOIT CONTINUÉ DANS SA COMMISSION DE REPRÉSENTANT DU PEUPLE PRÈS L'ARMÉE DES PYRÉNÉES-OCIDENTALES (1).

Le procureur général syndic du département des Hautes-Pyrénées adresse à la Convention nationale une délibération du Conseil de ce département, par laquelle il demande que le citoyen Féraud soit continué dans sa commission de représentant du peuple près l'armée des Pyrénées occidentales (2).

*Suit le texte de cette délibération d'après un document des Archives nationales (3).*

*Extrait du registre des délibérations du Conseil du département des Hautes-Pyrénées.*

Séance publique du 12 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Présents, les citoyens : Molinier, président; Destieux, Carles, Verdout, Coudat, Millas, Gey, Barère père, Danton, Anthénac, Bordanave, Lailre, procureur général syndic.

Le Conseil du département, dirigeant sans cesse ses regards et ses sollicitudes vers les dangers de la Patrie, et les efforts que font nos braves guerriers pour les dissiper, considérant que la division de l'armée des Pyrénées occidentales, qui est à Saint-Jean-Pied-de-Port, est restée longtemps dans un tel état de faiblesse qu'elle ne pourrait arrêter les progrès alarmants que faisaient les Espagnols sur le territoire de la République, et qu'après le combat de ..... ces derniers, s'ils eussent été entreprenants, se seraient emparés de la ville et citadelle de Saint-Jean-Pied-de-Port, l'unique boulevard de cette partie de nos frontières;

Considérant que, depuis l'arrivée du citoyen Féraud, représentant du peuple à l'armée des Pyrénées occidentales, la division de Saint-Jean-Pied-de-Port, dont il a fait l'objet plus particulier de ses soins, s'est accrue, s'est

(1) Cette lettre n'est pas mentionnée au procès-verbal de la séance du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793); mais en marge on y lit cette mention, qui ensuite a été raturée : « Insertion au *Bulletin* le 6<sup>e</sup> jour de la 2<sup>e</sup> décade du premier mois. » Un extrait de cette lettre figure en effet au *Bulletin* dudit jour.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 710.

(1) La demande du conseil général du département des Hautes-Pyrénées n'est pas mentionnée au procès-verbal; cependant elle appartient sans aucun doute à la séance du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, si l'on juge par l'extrait de la lettre du procureur général syndic que nous reproduisons d'après le *Bulletin* de la Convention du même jour.

(2) *Bulletin de la Convention* du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793).

(3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

aguerrie, s'est disciplinée de la manière la plus rapide et la plus rassurante et n'a cessé depuis d'être abondamment pourvue de provisions en tout genre;

Considérant que, par un prompt effet de ce grand changement dû à la présence et au zèle du représentant Féraud, cette division de Saint-Jean-Pied-de-Port a repris la supériorité que doivent avoir les armes françaises, a repoussé successivement l'Espagnol jusqu'à son territoire, et a vengé par une continuité non interrompue de l'affront fait à la terre de la liberté d'avoir été foulée par les satellites du despotisme;

Considérant qu'il est de notoriété publique que le représentant du peuple Féraud a toujours marché le premier au combat, que dans l'un d'eux il a reçu une honorable blessure, et dans d'autres couru de grands dangers, il a déployé tant de courage qu'il a été surnommé le premier soldat de l'armée;

Considérant que, malgré un si généreux dévouement, et malgré tout le bien que l'intelligence et l'activité de ce représentant a fait à l'armée des Pyrénées occidentales et à tout le pays qu'elle couvre, un calomniateur, né dans ce même pays, a osé, dans une séance des Jacobins de Paris, non attaquer son civisme et sa conduite, il n'en n'eût pas eu l'audace, mais paraître désirer qu'il fût remplacé par un représentant d'un patriotisme plus prononcé;

Désirant venger la gloire de ce généreux représentant du peuple autant qu'elle aurait pu être altérée par la prévention ou la malignité d'un seul homme, et contribuer ainsi à acquitter tous les départements voisins des Pyrénées occidentales envers ce représentant;

Déclare qu'il ne connaît pas de manière plus franche et plus énergique de prononcer son patriotisme, que d'exposer journellement sa vie, comme a fait le représentant du peuple Féraud, pour la défense de la patrie, que de former et de créer, pour ainsi dire, en si peu de temps, une armée pour venger cette même patrie des entreprises de ses ennemis;

Déclare que le citoyen Féraud, représentant du peuple près l'armée des Pyrénées occidentales, a contribué éminemment à mettre cette armée dans un état de supériorité qui la rend redoutable à l'Espagnol; qu'il a rendu des services marquants et multipliés à tous les départements voisins, et notamment à ceux des Hautes et Basses-Pyrénées; qu'enfin il n'a cessé de bien mériter de tout ce pays et de la République entière;

Arrête, en conséquence et par un désir naturel de conserver tous ces avantages et de les voir accroître, qu'il sera écrit tant à la Convention nationale qu'au comité de Salut public pour demander que le citoyen Féraud soit continué dans sa commission d'un des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées occidentales;

Arrête encore qu'extrait du présent sera remis au représentant Féraud, en le priant de vouloir le conserver comme un hommage de la reconnaissance et de l'attachement des administrateurs des Hautes-Pyrénées envers leur ancien collègue, leur compatriote et leur ami.

Collationné sur le registre par nous, président et chef de bureau du département des Hautes-Pyrénées.

G. MOLINIER, président; AD. MANAUT, chef de bureau.

## IV

LETTRE DE MERLIN (*de Thionville*) POUR  
RENDRE COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE  
DE MAYENCE, EN VENDÉE (1).

*Au citoyen Président de la Convention nationale* (2).

« A Saint-Fulgent, le 4 octobre 1793,  
l'an II de la République française  
une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Mes collègues ont écrit plusieurs lettres à la Convention nationale, dans lesquelles je n'ai pas figuré, parce qu'en arrivant dans la Vendée je me suis promis à moi-même de ne signer que celle qui vous apprendrait la destruction des rebelles; mais un événement funeste, commun, cependant, lorsqu'on se bat en républicain, me force d'interrompre un moment l'Assemblée.

« Le citoyen Rifel, qui m'a servi d'aide de camp pendant tout le siège de Mayence, est arrivé le 18 du mois dernier à Clisson, pour reprendre son poste, il a été tué le 19, à mes côtés, après avoir chargé cinq fois l'ennemi à la tête des chasseurs à cheval de la légion des Francs. Il laisse à Paris une veuve et deux enfants.

« Je représente à l'Assemblée que ce citoyen a abandonné à Mayence une fortune considérable, pour venir servir en France la cause de la liberté. C'est assez dire à la Convention nationale que ces enfants appartiennent à la République. Elle honorera sans doute la mémoire du père et prendra soin de sa famille.

« Je saisis cette occasion pour rendre compte à la Convention des événements d'aujourd'hui.

« Après les déroutes multipliées qui ont forcé l'armée mayençaise à faire un mouvement rétrograde pour recueillir les restes de l'armée de Bèysser et en imposer aux rebelles glorieux de leurs succès sur l'armée de Saumur, cette armée s'est portée avec rapidité à Clisson et jusqu'en avant de Montaigu, où elle campe.

« Nous apprimes hier que l'armée de La Rochelle était à Chantonay, à cinq lieues de nous; il est reconnu aujourd'hui qu'il ne faut point attaquer les rebelles par petites masses, nous avons donc cru qu'il était essentiel et conforme au plan arrêté par le comité de Salut public et celui du conseil de guerre tenu à Saumur, de tenter notre jonction avec Chalbos et Mieskowsky. En conséquence, le chef de légion Marigny reçut l'ordre du général en chef de quitter son poste de Saint-Georges à deux heures après minuit et de se porter avec 700 hommes et ses chasseurs à cheval, jusqu'à Saint-Fulgent; je le suivis bientôt après. J'é-

(1) La lettre de Merlin (*de Thionville*) et la discussion qui en a été la conséquence ne sont pas mentionnées au procès-verbal; mais on en trouve le compte rendu dans la plupart des journaux de l'époque.

(2) Archives du ministère de la guerre, *armée des côtes de Brest*, carton 5/13, liasse 2. Le *Moniteur*, dont nous insérons le compte rendu (Voy. ci-après, p. 214), donne une version incomplète de la lettre de Merlin (*de Thionville*). C'est le texte de ce journal que M. Aulard reproduit dans son *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 217).



clairai les villages à droite et à gauche, j'en chassai les brigands et j'incendiai leurs repaires. Je rejoignis Marigny et j'entrai à Saint-Fulgent.

« Les brigands ne soutinrent qu'une très légère fusillade, laissèrent quelques morts, au nombre desquels deux cavaliers déserteurs de la légion germanique. Nous n'avons eu ni mort ni blessé.

« Nous avions encore deux lieues et demie à faire pour prévenir Chalbos de notre arrivée. Je proposai à trois chasseurs à cheval de lui porter un billet. Ils acceptèrent et partirent, mais nous les vîmes revenir, une demi-heure après, ils avaient été barrés par la cavalerie ennemie, qu'ils ont dit très nombreuse; alors Marigny, habitué à braver tous les dangers, prend trente chasseurs à cheval, saisit mon billet et part avec la rapidité de l'éclair; il était deux heures après midi; il n'est point revenu au moment où j'écris (10 heures du soir). Chalbos est donc prévenu et notre jonction va s'opérer. Renforcés par la colonne de La Rochelle, nos derrières bien gardés, il n'y a rien que nous ne puissions entreprendre.

« Arrive dans cet instant une lettre du général en chef Rossignol, dans laquelle il nous communique un arrêté pris dans un conseil de guerre, auquel les généraux de cette armée n'ont point assisté, et qui donne à Chalbos et à Mieskowsky d'autres ordres et une autre route, contrairement au plan du comité de Salut public et du conseil de guerre précédemment tenu à Saumur, que tous les généraux avaient promis d'exécuter sous leur responsabilité. Ainsi nous nous trouvons pour la seconde fois à portée de tomber sur les principaux repaires des brigands et en force pour les écraser, quand on nous arrache la moitié des forces nécessaires.

« Que notre jonction se fasse avec Chalbos, cela n'est pas douteux, puisqu'une partie de notre armée est passée chez lui. Que l'on fasse dans ce moment même rétrograder ces colonnes, l'arrêté dont je joins ici copie en est la preuve.

« *Envoyé pour conduire l'armée de Mayence contre les rebelles de la Vendée*, je ne dois que me battre et pourvoir à ses besoins. Je déclare donc à la Convention nationale, au nom de cette armée républicaine et au mien, que, quelle que soit la situation dans laquelle on nous constitue, nous nous ensevelirons dans ces malheureuses contrées, ou nous purgerons la terre des brigands qui les infestent.

« *Le représentant du peuple chargé par la Convention nationale de conduire l'armée de Mayence contre les rebelles de la Vendée,*

MERLIN (de Thionville). »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Un secrétaire fait lecture d'une lettre de Merlin (de Thionville), datée de Saint-Fulgent, le 4 octobre. En voici l'extrait :

« Citoyen Président, mes collègues vous ont écrit plusieurs lettres dans lesquelles je n'ai

point figuré, parce que je m'étais promis de ne signer que celle qui contiendrait la nouvelle de la défaite des brigands. Un fait cependant m'oblige à rompre le silence : le citoyen Riffet, de Mayence, qui avait abandonné son pays et sa fortune pour venir servir la République, a été tué à mes côtés, le 19 septembre, après avoir chargé cinq fois à la tête de la légion des chasseurs Français; il laisse à Paris une femme et trois enfants : l'intention de la Convention n'est pas sans doute de les laisser dans la détresse.

« Je profite de cette lettre pour vous rendre compte des événements. Après les déroutes multipliées qui avaient forcé l'armée mayennaise à rétrograder, elle s'était portée rapidement sur Clisson et en avant de Mortagne, où elle est campée. Ayant appris hier que la division du général Chalbos était à Chantonay, à cinq lieues de nous; ayant reconnu qu'il ne fallait point attaquer les rebelles par petites portions, nous résolûmes de tenter la jonction avec Chalbos; en conséquence, Marigny eut ordre de quitter le poste de Saint-Georges et de se porter à Saint-Fulgent; je le rejoignis bientôt : ce poste fut emporté, et nous n'eûmes ni mort ni blessé. Il n'y avait que deux lieues à faire pour prévenir Chalbos de notre arrivée, j'envoyai trois chasseurs à cheval pour lui porter un billet, mais ils revinrent bientôt ayant été arrêtés par la cavalerie ennemie;

de la lettre de Merlin (de Thionville) et de la discussion qui en a été la suite dans les termes suivants :

#### I.

##### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

On fait lecture d'une lettre de Merlin (de Thionville), datée de Saint-Fulgent le 4 octobre.

(Suit un extrait de la lettre de Merlin (de Thionville) jusques et y compris le passage où ce représentant demande à la Convention de prendre soin de la femme et des enfants de l'aide de camp Riffet.)

ALBITE demande que la République adopte les enfants et assure une pension à la veuve de ce vertueux étranger, que le patriotisme et la mort ont naturalisé en France.

Cette proposition est renvoyée au comité de la guerre.

(Dans la suite de son compte rendu, le *Journal des Débats et des Décrets* reproduit à peu près dans les mêmes termes le texte du Moniteur.

#### II

##### COMPTE RENDU du *Mercury universel*.

Lecture est faite d'une lettre de Merlin (de Thionville), représentant du peuple à l'armée de l'Ouest, datée de Saint-Fulgent le 4 octobre.

(Suit un extrait de la lettre de Merlin (de Thionville).)

RAWBEL fait observer qu'il a reçu de Merlin une missive en date du 5. Le comité de Salut public, dit-il, en a reçu une qui annonce la prise de Mortagne; mais des lettres postérieures apprennent que malheureusement cette ville n'est pas prise. On devait l'attaquer, il est vrai, et je vois que cet espoir est détruit. La jonction de l'armée de Mayence, comme on vous l'a dit, devait avoir lieu; mais un arrêté ordonnait à Chalbos d'aller rejoindre à Bressuire l'armée de Saumur (*Mouvement d'indignation*). L'armée de Mayence a fait son devoir; elle a même avancé de deux lieues de plus qu'elle n'avait ordre de le faire, afin de hâter sa fonction; mais, comme je vous l'ai dit, Rossignol écrivit à Chalbos de suivre l'arrêté.

BOURDON (de l'Oise) confirme ces faits.

(1) *Moniteur universel*, n° 18 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793, p. 73, col. 3). J'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 384, p. 76) et le *Mercury universel* (mardi 8 octobre 1793, p. 124, col. 1) rendent compte

alors Marigny, qui ne connut jamais le danger, prend trente chasseurs, se charge de mon billet, part rapidement à 2 heures 1/2; il n'est point revenu et il est 10 heures; point de doute que Chablos ne soit instruit.

Arrive à l'instant une lettre du général en chef de l'armée, contenant un arrêté pris dans un conseil de guerre à Saumur, où les généraux de cette armée n'ont point assisté. Il donne aux généraux Chablos et Mieskowski d'autres ordres et d'autres routes. Il est bien étonnant que, quand nous sommes à portée de battre les rebelles, on nous en ôte les moyens en divisant nos forces. Nommé pour conduire l'armée de Mayence et pourvoir à ses besoins, je dois me soumettre aux ordres des généraux; mais je puis assurer que dans quelque position qu'on nous mette, nous servirons la République, et que nous nous ensevelirons dans ce malheureux pays, ou nous en chasserons les rebelles.

Signé : MERLIN.

Rewbell. J'ai reçu de mon collègue Merlin une lettre du 5, qui m'annonçait la prise de Mortagne; malheureusement cette nouvelle n'est pas exacte; mais Mortagne devait être attaqué, le projet en était arrêté; cet espoir est évanoui. Richard et Choudieu avaient écrit qu'il importait de secourir fortement la colonne de Chablos qui se trouvait à Chantonay, et ce fut d'après leur lettre qu'on ordonna la jonction de l'armée de Mayence à cette colonne. Elle se mit en marche, 30 hommes pénétrèrent jusqu'à Chablos pour l'en avertir; mais, à l'instant même où les 30 hommes arrivèrent, Chablos recevait l'ordre de ne pas rejoindre l'armée de Mayence. (*Murmures.*) Ceux qui connaissent le pays savent que l'armée de Mayence, abandonnée de toutes parts, se trouve au milieu des rebelles, et ne peut espérer aucun secours de Saumur.

Un membre. Ce fait est faux.

Bourdon (*de l'Oise*). Je soutiens que ces faits sont exacts, et j'offre de le prouver la carte à la main. L'armée de Mayence a fait ce qu'elle devait; elle s'est exposée pour exécuter la délibération prise à Saumur qui ordonnait de porter l'armée à Bressuire. Il faut aussi que vous sachiez que Bressuire est à dix lieues de l'endroit où la jonction devait s'opérer.

Rewbell. Les faits sont de la plus exacte vérité. Je ne sais quel sera le résultat du nouveau plan arrêté à Saumur; mais ce que je puis dire, c'est que si l'on change de plan à mesure que l'on avance, on ne terminera jamais cette malheureuse guerre. Le seul moyen de salut qui nous reste, selon moi, est d'exécuter le décret qui met l'armée de l'Ouest sous le commandement d'un seul général.

Un membre : Je demande le renvoi de la lettre de Merlin au comité de Salut public. Il faut enfin que la Convention juge le procès qui s'est élevé entre les représentants du peuple et les généraux.

Bourdon (*de l'Oise*). Citoyens, si le plan arrêté à Saumur est exécuté, on livrera aux rebelles un pays très important par les bestiaux dont il est couvert, et on leur donnera la facilité de se réunir aux Anglais. C'est ce que nous avions empêché en leur tuant 6.000 hommes, le 6 août.

La lettre de Merlin est renvoyée au comité de Salut public, et ce comité est chargé de faire demain un rapport sur les opérations militaires. Le comité des secours est chargé de faire un rapport sur les pensions réclamées.

## V

DÉNONCIATION DE LA SECTION DU THÉÂTRE FRANÇAIS, DITE DE MARSEILLE ET DE MARAT, CONTRE FRANÇOIS ROBERT, DÉPUTÉ DE PARIS (1).

« Législateurs,

« Ce n'est qu'avec la plus profonde douleur que la section du Théâtre-Français, dite de Marseille et de Marat, se voit aujourd'hui obligée de s'adresser à vous pour se plaindre d'un de vos membres et recourir à votre justice pour faire exécuter la loi à la formation de laquelle il a lui-même contribué.

« L'acte vigoureux qui vous honorerait à jamais dans l'esprit de la postérité et que vous venez de faire pour la conservation de la République nous fait espérer de vous une exacte justice sur l'objet de notre demande.

« Il est trop vrai, citoyens législateurs, que François Robert, au mépris de la loi, s'est mis dans le cas de l'accaparement, qu'il avait 8 pièces de rhum, et non pas 3, comme il vous l'a dit faussement; il est trop vrai aussi que rien ne peut le rendre excusable, car ce n'est pas l'homme élevé au plus haut rang de la confiance publique; ce n'est pas celui qui fait des écrits, à qui il est permis d'ignorer que le rhum est une eau-de-vie, et que la fermentation des substances sucrées fournit une eau-de-vie d'autant plus chère qu'elle a plus de qualité, et qu'on peut la suppléer à toutes les autres eaux-de-vie dont elle est une véritable espèce. Ce n'est pas lui non plus qui peut ignorer qu'elle est un aliment précieux pour nos vaisseaux et nos armées.

« Cependant, le citoyen Robert, qui a donné sa voix dans l'auguste Assemblée qui vous compose pour faire une loi répressive de l'accaparement de cette denrée, en est lui-même l'infracteur.

« Il a fait plus, législateurs, et votre étonnement sera à son comble, lorsque vous serez instruits des perfides manœuvres dont il s'est servi pour se soustraire à l'exécution de cette précieuse loi sur laquelle repose le salut de la patrie.

« Au lieu de reconnaître sa faute et d'abandonner au peuple cette usurpation faite à la fortune publique et surtout à la classe la plus intéressante de toutes, celle du pauvre, il a souillé les murs de Paris d'une affiche infâme, contenant une diatribe contre les citoyens zélés

(1) Archives nationales, carton F<sup>7</sup> 4774<sup>94</sup>, dossier Robert. Cette pièce n'est pas indiquée au procès-verbal. Elle porte en note la mention suivante :

« Renvoyé au comité de Sûreté générale et des accaparements pour en faire un rapport séance tenante.

« A Paris, ce 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République française.

« Louis (*du Bas-Rhin*), secrétaire ».

Cette affaire a été discutée le lendemain 8 octobre à la Convention (Voir ci-dessous, p. 237, la séance du 8 octobre 1793.)



qui ont porté la parole dans cette affaire, il a attaqué la section du Théâtre-Français tant particulièrement que généralement dans la personne de son président, qui n'est que l'organe de ses volontés, et dans son commissaire aux accaparements qu'il déclare mériter toute sa confiance.

« Il a osé dire dans cette affiche que la malveillance, l'aristocratie et la vengeance d'un ramas impur d'hommes vendus à l'infâme parti que la Convention a vomie de son sein était le motif des poursuites intentées contre lui, il a donné à entendre que ce n'était autre chose que la suite d'un système d'avilissement fait contre la représentation nationale.

« C'est ainsi que, se couvrant du manteau du patriotisme, il a chargé la section du Théâtre-Français de la plus fausseté et de la plus odieuse de toutes les accusations; poursuivant sa calomnie, Robert n'a pas rougi de dire que la section l'avait pillé, tandis que la vente de son eau-de-vie de sucre se faisait en vertu d'un arrêté légal de la section, pris à l'unanimité, et exécuté au terme de la loi.

« En un mot, il a voulu rendre le mal pour le bien à cette section si connue, et qui s'est montrée une des premières les jours que la liberté a paru sur le sol de la France, il a voulu ternir les lauriers de cette section, qui a fourni aux armées et à la Convention des Spartiates et des sages; cette section qui, ferme et inébranlable soutien de la Montagne, n'a jamais faibli, pas même en voyant succomber sous les coups de la tyrannie le Scœvola de la liberté française dont le nom est trop connu pour avoir besoin de le prononcer, et dont la cendre encore fumante est du fond de son tombeau la terreur des rois.

« Que Robert apprenne donc aujourd'hui de cette section qu'il a trop méconnue, lui qui, faible individu, croit voir en lui toute la Montagne; qu'il apprenne que c'est le prêteur que l'on poursuit en lui, et non pas l'autel.

« Citoyens représentants, la section du Théâtre-Français, dite de Marseille et de Marat, a dû vous dire ces choses, elle est inculpée par un de vos membres pour avoir voulu faire exécuter vos lois, le peuple instruit qu'il existe un délit attentatoire à la liberté du peuple, à sa souveraineté et à la dignité de la Convention, demande une prompt justice et se dit de toutes parts : « Si Robert échappe à la loi, il n'en est « plus pour les sans-culottes; si Robert n'est « pas puni, c'en est fait de la liberté, puisqu'il « est vrai qu'elle n'est que l'expression de la « justice. »

« Citoyens représentants, nous avons obéi à votre décret qui a renvoyé la lettre de Robert à votre comité, nous avons suspendu la vente de son eau-de-vie, nous en attendons le rapport pour la continuer.

« La section du Théâtre-Français, bien convaincue qu'il faut, dans cette circonstance, un exemple frappant se retire dans la pleine confiance que le peuple sera vengé et que le sanctuaire des lois, sous peu de jours, ne comptera dans son sein que des sages et point de prévaricateurs.

« LABOUREAU, vice-président; LÉCRIVAIN, secrétaire. »

A cette dénonciation étaient annexées les pièces suivantes :

## I

Commune de Paris, le 16 septembre 1793,  
l'an II de la République française,  
une et indivisible (1).

Nous, administrateurs du département de Police, délibérant sur les scellés apposés dans la cave du citoyen Robert, député à la Convention nationale, dans laquelle cave se trouvent, selon la déclaration à nous faite par ledit citoyen, huit pièces de rhum. Disons qu'attendu que cette liqueur ne peut être considérée comme marchandise de première nécessité, et qu'elle n'est, au contraire, reconnue que pour être un objet de goût et de caprice, les scellés apposés sur la cave dudit citoyen Robert, seront levés par le citoyen commissaire aux accaparements de la section de Marseille, qui fera procéder à la dégustation desdites pièces par quelqu'un de l'art nommé à cet effet, afin de constater si la liqueur est réellement du rhum, ainsi que le porte la déclaration, et ce en présence dudit citoyen Robert, ou tout autre commis par lui.

Fait au département de Police, à la mairie, lesdits jour et an que dessus.

Signé : GODARD, CAILLIEUX.

Pour copie certifiée conforme par nous, administrateurs de police.

GODARD.

## II

Extrait du procès-verbal (2).

L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, second de la République une et indivisible.

Nous, Frédéric-Pierre Ducroquet, commissaire nommé en vertu de la loi du vingt-six juillet dernier, conformément et en vertu de l'ordre et jugement du tribunal de police, je me suis transporté en la demeure du citoyen Robert, député à la Convention, demeurant rue de l'Égalité, n° 10, accompagné des citoyens Genet, et Lohier, tous deux membres du comité de Salut public de ladite section.

Rendus à la demeure du citoyen Robert, nous l'avons trouvé. Lui ayant fait part de notre intention, à quoi obtempérant, nous sommes descendus à la cave; ayant reconnu les scellés sains et entiers, nous les avons rompus et de suite l'ouverture de ladite cave nous a été faite. Y étant entrés, nous avons reconnu les huit pièces pour être les mêmes que celles que nous avons trouvées le jour que nous avons apposé les scellés. De suite nous avons procédé à la dégustation desdites huit pièces. Il en résulte que c'est du rhum au poids de dix-neuf degrés.

Fait et constaté en ladite maison ce jourd'hui dimanche vingt-trois septembre (3), à midi et demi, le tout en présence du citoyen Robert,

(1) Archives nationales, carton F<sup>7</sup> 4774<sup>aa</sup>, dossier Robert.

(2) Archives nationales, carton F<sup>7</sup> 4774<sup>aa</sup>, dossier Robert.

(3) C'est une erreur de rédaction, c'est évidemment dimanche vingt-deux septembre qu'il faut lire.

Lohier, Genet et Ducroquet, les jour et an que dessus et avons signé.

*Pour copie conforme :*

DUCROQUET, commissaire.

### III

*Section du Théâtre-Français, dite de Marseille et de Marat.*

*Extrait du procès-verbal de la séance du 22 septembre 1793, l'an deuxième de la République une et indivisible (1).*

L'assemblée générale, après avoir entendu le citoyen Ducroquet, son commissaire aux accaparements et la lecture de la lettre du comité de police qui lui a ordonné de lever les scellés apposés par lui sur les huit pièces de rhum appartenant au citoyen Robert, député à la Convention nationale, arrête qu'elle voit avec surprise que ses scellés aient été levés sous le prétexte que les liqueurs étaient (*sic*) un objet de luxe, ne pouvaient être comprises dans la loi des accaparements. Arrête que les citoyens Henricquez et Tiphaine sont nommés commissaires à l'effet de se transporter de suite au comité de police, déclarer que la section regarde toute espèce de liqueurs comme accaparement lorsqu'elle est en quantité chez un citoyen non marchand. Qu'en conséquence elle arrête encore que les scellés y seront réapposés sur-le-champ, après avoir vérifié si les huit pièces sont pleines et contiennent la même liqueur.

L'assemblée a entendu la lecture de ses pouvoirs qu'elle a adoptés à l'unanimité comme étant l'extrait véritable de son procès-verbal.

Les commissaires sont de plus autorisés à prendre quatre hommes de garde pour les accompagner et l'assemblée nomme pour gardien le citoyen Nicolas Perrin.

*Signé : ROUSSILLON, président; LÉCRIVAIN, secrétaire.*

Vu à l'Administration de Police de Paris, ce 23 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

*Signé : CAILLIEUX.*

*Pour copie certifiée conforme par nous, administrateurs de Police,*

GODARD.

### IV

L'an deuxième de la République française, le dimanche vingt-deux septembre, neuf heures du soir (2).

Nous, commissaire aux accaparements de la section du Théâtre-Français, dite de Marseille, en exécution de l'arrêté pris en l'assemblée générale de ladite section, ce jourd'hui, portant que les scellés seront réapposés sur la porte de la cave du citoyen Robert, député à la Convention nationale, après toutefois avoir vérifié

si les huit pièces sont pleines et contiennent la même liqueur.

Sommes transporté avec les citoyens Henricquez et Tiphaine, commissaires, qui nous ont été adjoints par ledit arrêté, et encore assisté du secrétaire greffier de ladite section, par nous requis, rue de l'Égalité, n<sup>o</sup> 10, où étant montés au troisième étage au-dessus de l'entresol, dans l'appartement du citoyen Robert, qui ne s'est pas trouvé chez lui, et ayant annoncé à la citoyenne son épouse les causes de notre transport et donné communication dudit arrêté, la citoyenne Robert nous a dit qu'elle consentait que la visite et dégustation du rhum fût faite, et en effet sommes descendus dans la cave du citoyen Robert. Ouverture faite d'icelle nous y sommes entrés en présence de la citoyenne Robert. La dégustation de la liqueur contenue dans les huit pièces étant dans ladite cave ayant été faite tant par nous que par ledit citoyen Coffinier, dont nous avons requis le ministère, il a été reconnu que lesdites huit pièces étaient pleines de la liqueur dite rhum, en observant que six desdites pièces nous ont paru être en vidange de chacune trois pintes ou environ.

Après quoi, et comme nous nous disposions, en conséquence du même arrêté, à réapposer les scellés sur la porte de la cave, la citoyenne Robert a déclaré qu'elle se croyait d'autant plus fondée à s'opposer à une nouvelle apposition de scellés, qu'elle avait en sa possession une copie de la déclaration faite le sept de ce mois par le comité des Six de la Convention nationale, portant qu'il n'avait entendu comprendre sous la dénomination d'*eau-de-vie* que le vin brûlé, parce que cette liqueur est d'une nécessité première et surtout pour nos armées. En comité, le sept septembre, avec les signatures GARNIER, E. VENARD et Joseph LEBON.

Ensuite de laquelle déclaration est une autre ainsi conçue :

« Je pense que le rhum ne peut être considéré comme compris dans la loi du vingt-six juillet. Avec la signature OSSELIN. »

Ladite copie délivrée conforme à l'original, *signé : CAILLIEUX et GODARD*, à nous représentée a été remise.

Sur quoi, nous, commissaire, avons supercédé (*sic*) à ladite réapposition des scellés et le citoyen Tiphaine s'est à l'instant transporté avec le secrétaire greffier, à l'assemblée générale de la section, à laquelle il a référé tant de ladite opposition que dudit arrêté du Comité des Six.

Et de suite, le citoyen Tiphaine, de retour, nous a déclaré qu'ayant rempli sa mission auprès de l'assemblée générale, et le citoyen qui la préside ayant consulté son vœu, l'assemblée générale avait arrêté de nouveau qu'il serait passé outre et procédé à la réapposition des scellés.

En conséquence, et pour l'exécution desdits deux arrêts, nous avons apposé les scellés en cire molle rouge, tant sur l'ouverture de la serrure que sur celle du cadenas de ladite cave, après avoir fermé le tout avec les clefs restées en les mains du citoyen Nicolas Perrin, nommé à cet effet par l'assemblée générale et lequel à ce présent s'est chargé de la garde desdits scellés pour les représenter sains et entiers à toutes réquisitions.

Observons, qu'ainsi qu'il est apparu à chacun des assistants, chacune desdites pièces avait été percée et garnie d'un fausset, ce qui prouve

(1) Archives nationales, carton F<sup>7</sup> 4774<sup>94</sup>, dossier Robert.

(2) Archives nationales, carton F<sup>7</sup> 4774<sup>94</sup>, dossier Robert.



que lors de la levée desdits scellés qui a été par nous faite ce jourd'hui matin, la dégustation desdites pièces avait été par nous faite.

Dont ce de quoi nous avons fait et dressé le présent procès-verbal que la citoyenne Robert a signé avec nos collègues, le secrétaire greffier, ledit citoyen Coffinier, le gardien de nos scellés et nous commissaire.

*Délivré pour copie conforme à la minute :*

DE VILLERS, secrétaire greffier.

## V

*Commune de Paris, le 20 septembre 1793,  
l'an deuxième de la République française une et indivisible (1).*

Nous déclarons que le comité des Six, à la Convention nationale, n'ont entendu comprendre sous la dénomination d'*eau-de-vie* que le vin brûlé, parce que cette liqueur est d'une nécessité première, et surtout pour nos armées.

En comité, le 7 septembre 1793, l'an II de la République.

*Ont signé :* GARNIER, E. VENARD,  
Joseph LEBON.

Je pense que le rhum ne peut être considéré comme compris dans la loi du 26 juillet.

*Signé :* OSSELIN.

*Pour copie conforme à l'original resté en nos mains :*

CAILLIEUX, GODARD.

## VI

*Section du Théâtre-Français dite de Marseille et de Marat.*

Séance du 26 septembre 1793, 3<sup>e</sup> de la République une et indivisible.

*Extrait du procès-verbal des délibérations (2).*

On demande que les huit pièces de rhum appartenant au citoyen Robert, député à la Convention nationale, soient mises à l'ordre du jour. Lesdits citoyens Tiphaine et Henri-quez, commissaires nommés, adjoints au citoyen Duacroquet, commissaire pour la loi contre les accaparements, demandent et obtiennent la parole. Ils déclarent à l'assemblée que, d'après les pouvoirs qu'elle leur avait donnés, ils s'étaient transportés au Comité de Police, à la mairie; que là il leur avait été répondu que

la section ne devait pas prendre sur elle de faire remettre les scellés sur le rhum; qu'elle devait seulement s'adresser à la Convention nationale et l'inviter à prononcer sur la mainlevée des scellés donnée par les citoyens administrateurs du Comité de police, à la mairie. Un autre membre demande la parole pour répondre, il l'obtient et dit que l'assemblée ne doit pas s'arrêter à toutes ces mesures, qui lui paraissent déplacées, qu'elle doit sur-le-champ s'occuper de la fixation du prix du rhum en question, et que cette démarche ne peut être regardée que comme favorable au citoyen Robert, député à la Convention nationale.

Le citoyen Nicolas Perrin, gardien des scellés, lequel a été nommé par l'assemblée générale, obtient la parole et dit à l'assemblée qu'il peut lui représenter les scellés intacts; qu'il a les clefs dans sa poche, mais qu'il lui observe qu'il n'a pour tout logement que la porte cochère et la cour, que la portière de la maison lui a même refusé sa loge. Il invite la section à s'occuper de la vente du rhum dont il est gardien, que de plus il déclarait à l'assemblée que si on était venu plus tôt chez ledit citoyen Robert, on y eût trouvé beaucoup de chandelles, qu'il tenait le fait d'une citoyenne voisine qui lui avait fait cette déclaration de vive voix. On demande que la discussion soit fermée. Cette motion, mise aux voix, est adoptée. Plusieurs membres demandent le maximum du prix du rhum, on réclame la lecture de la loi des accapareurs. La lecture est faite. Plusieurs citoyens proposent que le rhum soit vendu à trois livres, d'autres à quarante sols; la discussion s'anime et se prolonge. Enfin, le calme rétabli, l'assemblée générale, sans avoir égard aux différentes propositions faites pour fixer le prix dudit rhum suivant la loi, arrête que les huit pièces de rhum du citoyen Robert, député à la Convention nationale, sur lesquels les scellés ont été mis par son commissaire aux accaparements, sera vendu demain vendredi, à neuf heures du matin, à quarante sols la pinte. On réclame contre la modicité du prix en faveur des pauvres de la section; la discussion se ranime encore une fois, plusieurs propositions sont faites. Enfin l'assemblée générale, sans avoir égard à aucune de ces propositions, arrête que le prix du rhum sera définitivement fixé à quarante sols la pinte, au profit des pauvres de la section. Et afin qu'aucun citoyen ne puisse en avoir qu'une fois, il sera fait sur la carte de chacun une piqûre d'épingle, signe qui ne peut entraîner aucun inconvénient pour le citoyen porteur de la carte; qu'il n'en sera délivré à chaque citoyen ou citoyenne munis d'une carte de la section, que la quantité d'une pinte qu'il payerait quarante sols, prix fixe par elle, eu égard au temps où ledit citoyen Robert avait dû acheter ledit rhum, arrête en outre qu'elle autorise le commandant général de la force armée de son arrondissement, à prendre tous les moyens qui sont en son pouvoir pour assurer la tranquillité des citoyens et maintenir l'ordre à la porte du lieu où elle fera la vente. Arrête encore qu'elle nomme encore pour commissaires chargés de faire la vente, dont le citoyen Duacroquet, commissaire pour la loi contre les accapareurs, ne sera que surveillant, les quatre citoyens Dominique Dadou, Magloire-Romain Cotard, Vincent Tiphaine et Nicolas-Bernard Royer et que compte du tout lui sera fait dans la plus prochaine séance.

(1) Archives nationales, carton F<sup>7</sup> 4774<sup>93</sup>, dossier Robert.

(2) Archives nationales, carton F<sup>7</sup> 4774<sup>93</sup>, dossier Robert.

Et ont signé les secrétaires et commissaires susdits nommés, et le président de la section.

*Pour copie conforme :*

*Signé :* DADOU LÉCRIVAIN, secrétaire; DUCROQUET, ROYER, COTTARD HENRIQUEZ et TIPHAINÉ.

*Pour copie conforme :*

*Les administrateurs du département de Police,*  
GODARD.

## VII

*Section du Théâtre-Français, dite de Marseille et de Marat (1).*

Du vingt-sept septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, à neuf heures du matin, conformément à l'arrêté de la section du Théâtre-Français, dite de Marseille et de Marat, pris hier en l'assemblée générale, d'où il résulte que la section ayant déclaré prendre sur elle de faire vendre, sans aucune considération ni égard pour les représentations qui pourraient être faites les huit pièces de rhum saisies en vertu de la loi contre les accapareurs, a nommé quatre citoyens pour faire exécuter ladite vente, savoir : Dominique Dodou, Magloire-Romain Cottard, Nicolas-Bernard Royer et Vincent Tiphaine, lesquels elle charge de ne distribuer à chaque citoyen qu'une pinte de ladite liqueur, qu'elle a fixée dans la séance d'hier, à quarante sols. En outre il est enjoint au citoyen Ducroquet, de se trouver pour la reconnaissance des scellés apposés par lui, par l'ordre de l'assemblée générale, et d'assister à ladite vente.

Les citoyens commissaires susdits, ainsi que le citoyen Ducroquet, étant montés chez le citoyen Robert pour lui faire part de l'arrêté de la section et des pouvoirs dont ils étaient porteurs, ils ne l'ont point trouvé; les citoyennes Anne Pion, gouvernante de ses enfants, et Julienne Baron, la cuisinière, leur ont répondu que le citoyen Robert et son épouse n'avaient point couché, à ce qu'elles croyaient, que ne les ayant pas vus aujourd'hui, elles ignoraient parfaitement s'ils étaient sortis d'hier ou de ce matin. *Et elles ont signé :* PION.

La citoyenne Françoise Denis, femme Huelle, portière de la maison, a déclaré que le citoyen Robert et son épouse n'ont point couché chez eux. *Et a signé :* femme HUELLE.

Ensuite il a été procédé à la reconnaissance des scellés apposés sur lesdites huit pièces de rhum par le citoyen Ducroquet, commissaire pour la loi contre les accapareurs, Tiphaine et Henriquez, nommés adjoints audit commissaire Ducroquet, en présence du citoyen Jean-Baptiste-Antoine de Villers, secrétaire-greffier de la section, Nicolas Perrin, nommé gardien dudit scellé, et des citoyens Dadou, Cottard, Royer et Tiphaine. Ils ont été reconnus sains et entiers, et les pièces dans la même position.

*Et ont signé :* DUCROQUET, PERRIN, ROYER, DADOU, HENRIQUEZ, TIPHAINÉ, COTTARD et DE VILLERS, secrétaire-greffier.

Ensuite suivent les noms des citoyens qui ont reçu du rhum, en payant.

A l'instant sont intervenus les citoyens Massard et Deffaut, officiers de paix, porteurs d'un ordre des administrateurs de police, en date de ce jour, portant qu'au nom de la loi ils arrêteront la vente qui a lieu chez le citoyen Robert de la quantité de trois (*sic*) barils de rhum et d'amener par-devant nous les auteurs de la contravention à la loi. *Ledit ordre signé :* DANGÉ, HEUSSÉE, MENNESSIER, CAILLIEUX et GAGNANT.

Ledit ordre délivré sur la demande du citoyen Geoffroy (*sic*), membre du comité de sûreté générale et de surveillance de la Convention nationale.

Et ont signé, à une heure et demie après midi, le 29 septembre (*sic*) 1793.

*Ainsi signé :* DEFFAUT et MASSARD.

En conséquence des ordres de l'autre part, et pour obéir à la loi sur la réquisition faite par les citoyens Massard et Deffaut, officiers de paix, munis desdits ordres, nous avons sur-le-champ cessé notre vente, et de suite avons apposé les scellés sur la porte d'entrée de la cave et sur un carton contenant le produit de la vente en assignats, et avons signé avec les susdits qui ont pris connaissance des pouvoirs délivrés par la section du Théâtre-Français, dite de Marseille et de Marat, en assemblée générale.

*Ainsi signé :* MASSARD, DUCROQUET, DEFFAUT, TIPHAINÉ, HENRIQUEZ, DADOU et ROYER.

Les citoyens Massard et Deffaut, officiers ci-dessus nommés, ont de plus déclaré et signé que le plus grand calme régnait à cette vente, qu'elle se faisait avec ordre et tranquillité et que le peuple attendait paisiblement son tour, payait le prix fixé par la section et se retirait.

*Signé ledit jour et an à la même heure :*

DEFFAUT et MASSARD.

## VIII

*Convention nationale,*

*Le comité de sûreté générale et de surveillance de la Convention nationale, au maire de Paris.*

« Du 27 septembre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Je m'empresse de vous prévenir que le citoyen Robert vient de se plaindre à la Convention que l'on pille sa maison sous prétexte, dit-il, de vendre trois barriques de rhum qu'il avait dans sa cave et qu'il n'avait pas déclarées.

« Donnez des ordres pour empêcher le pillage, et surtout pour constater rapidement et exactement les faits, et s'il y a accaparement.

« *Signé :* GEOFFROY (*sic*), membre du Comité chargé de la correspondance.

« *Pour copie conforme :*

« *Signé :* CAILLIEUX. »

*Pour copie certifiée conforme par nous administrateurs de police soussignés.*

GODARD.

(1) Archives nationales, carton F<sup>7</sup> 4774<sup>94</sup>, dossier Robert.



*Nous publions à la suite de ces documents la plainte portée devant la Convention par Robert, député de Paris (1).*

*Robert, député de Paris, au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Paris, le 27 septembre de l'an II.

« Citoyen Président,

« Des malveillants font piller ma maison en cet instant, et je pense que la tranquillité publique est menacée dans Paris.

« Voici les faits : J'ai depuis longtemps huit barriques de rhum dans ma cave. L'avidité a prétendu que cette denrée était de première nécessité; le commissaire aux accaparements de la section du Théâtre-Français est venu le deux du courant apposer les scellés sur le lieu qui renfermait ces huit pièces de liqueur. Moi qui avais coopéré à la loi du 17 juillet; moi qui avais la conviction que cette loi n'avait soumis à la déclaration que les denrées de nécessité première, ou d'un usage habituel; moi enfin qui avais la conviction la plus intime de toutes, celle du législateur, qui doit connaître la loi pour laquelle il donne son suffrage, me suis mis d'abord peu en peine de cette démarche du comité des accaparements. Mais voyant que l'aristocratie et la malveillance s'étaient ici substituées à la simple avidité, je demandai à mes collègues de la Commission des Six sur l'accaparement une explication sur le sens de la loi et ils me la donnèrent. Je me rendis ensuite à la commune, où l'Administration de la police, délibérant sur le mérite de la saisie, la déclara nulle et ordonna au commissaire aux accaparements de lever les scellés apposés chez moi. Je croyais cette tracasserie à sa fin, lorsque j'appris que ce commissaire, au lieu d'exécuter les ordres de la municipalité, avait été faire une dénonciation publique, contre moi, à l'assemblée générale de la section du Théâtre-Français, dite de Marseille. Je me transportai de nouveau à la police; les administrateurs firent itérativement signifier leur ordonnance et enfin, dimanche à midi et demi, le commissaire aux accaparements vint, accompagné de deux membres du comité révolutionnaire, lever les scellés.

Citoyens mes collègues, vous croyez que cette misérable chicane va finir là? Non. A neuf heures et demie du soir, il se présenta chez moi des gens armés, de nouveaux commissaires de la section, le commissaire aux accaparements lui-même; et, en dépit de la loi du 27 juillet, en dépit de la décision du comité des Six, en dépit du jugement de la municipalité de Paris, les scellés furent réapposés, et gardien constitué dans ma maison.

« Citoyens, savez-vous l'effet que m'a produit cette violation de la loi, cette rébellion aux autorités et à vos décrets? Ma cuisinière

est tombée dans un état affreux d'épilepsie; la gouvernante de mon enfant a perdu l'usage de ses sens, et ma femme a pris une maladie, dont elle guérira peut-être alors que vous m'aurez rendu justice.

« Citoyens, je n'accuse pas le peuple, je sais qu'il n'est qu'égaré; mais j'accuse le commissaire aux accaparements, j'accuse le président de la section, qui a mis dans cette affaire un acharnement incroyable et ce, *a-t-il dit*, par esprit de vengeance.

« Collègues, s'il ne s'agissait ici que de ma propriété, je la sacrifierais avec résignation, j'ai prouvé souvent que les sacrifices ne me coûtaient rien pour le peuple; mais je vois le dessein bien formé d'avilir la représentation nationale; je vois surtout le dessein d'opprimer ceux qui ont voté la mort du tyran, qui ont siégé constamment à la Montagne, et c'est à vous de vous venger vous-mêmes en déjouant ces derniers efforts soit de l'aristocratie, soit de la faction que nous avons si heureusement terrassée.

« F. ROBERT.

« P.-S. — Sous le prétexte d'une vente, on pille actuellement ma maison; trois ou quatre mille personnes sont répandues sur l'escalier et partout. Je demande force à la loi; vous me la devez.

« F. ROBERT. »

## A

### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Une députation nombreuse de la section du Théâtre-Français est admise à la barre.

*L'orateur de la députation.* Législateurs, c'est avec douleur, mais au nom de la loi, que toute une section dont vous connaissez les sentiments et les principes vient vous demander justice contre un de vos membres. Il est trop vrai que François Robert est dans le cas de l'accaparement, qu'il est infracteur d'une loi à laquelle il a lui-même coopéré, loi qui, comme nous l'avons senti, repose sur les intérêts sacrés du peuple. Robert a fait plus; après avoir épuisé les moyens de se soustraire à la loi, il a calomnié toute la section, particulièrement et généralement dans la personne de son président, qui n'est que son organe, et dans celle de son commissaire aux accaparements, qu'elle déclare digne de sa confiance. Il a présenté comme ennemis de la Sainte-Montagne des hommes qui n'ont jamais varié dans leurs actions et dans leur dévouement à la liberté, des hommes qui, rejetant toute acception de personné, ont poursuivi, contre lui, comme contre tout autre, l'exécution d'une loi sacrée. Nous attaquons le prêtre et non l'autel. Persuadée de votre inflexibilité et de votre respect pour les principes, la section demande le rapport du comité de sûreté générale auquel vous avez renvoyé cette affaire; elle va se retirer en attendant avec confiance votre décision.

On demande le renvoi au comité de sûreté générale.

(1) *Archives nationales*, carton F<sup>7</sup> 4774<sup>94</sup>, dossier Robert. Cette pièce aurait dû être insérée à la séance du 27 septembre 1793 (voir t. LXXV, p. 258). Nous n'avons pu la découvrir que postérieurement à la publication du volume. Elle porte en marge la mention suivante :

« N<sup>o</sup> 24. Renvoyé au comité de Sûreté générale le 27 septembre 1793, l'an II de la République.

« JAGOT, secrétaire ».

(1) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 48 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 73, col. 2.

**Romme.** Nous n'avons pas besoin d'un comité pour nous apprendre notre devoir. Je crois qu'il serait très inconvenant que la Convention ne prononçât pas de suite conformément aux principes. (*On applaudit.*)

*Un membre.* Le comité des accaparements a été consulté sur cet objet. Comme la loi ne comprenait pas le rhum, le comité a prononcé qu'il n'était pas dans l'accaparement; d'un autre côté, la section a pu raisonnablement croire le contraire, parce que le rhum est une eau-de-vie perfectionnée. Je demande à présent qu'il y ait un nouveau décret, qu'il soit fait un rapport.

La Convention renvoie la pétition aux comités de sûreté générale et d'accaparements, pour en faire le rapport séance tenante.

## B

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (1).

La section du Théâtre-Français, dite de Marseille et de Marat, se présente en masse devant la Convention nationale.

« Législateurs, dit un citoyen, c'est avec douleur, etc... »

(*Suit le texte de la pétition qui est insérée au Moniteur.*)

On applaudit.

On demande que cette pétition soit renvoyée au comité de sûreté générale pour en faire un rapport.

**Romme** s'y oppose. La loi, dit-il, est égale pour tous, et les représentants du peuple ne doivent pas y être soumis d'une autre manière que le peuple lui-même. Nous n'avons pas besoin d'un rapport pour faire notre devoir. Je demande que vous déclariez à l'instant que la loi sur l'accaparement est applicable à François Robert. (*On applaudit.*)

*Un autre membre* observe qu'à l'époque où l'on trouva chez Robert huit tonnes de rhum, cette liqueur n'était pas comprise dans la loi, et que la Commission d'accaparement, qui fut consultée, déclara qu'elle ne pouvait frapper sur Robert. Il pense néanmoins que la section a pu raisonnablement dénoncer ce dépôt et prendre pour de l'eau-de-vie une liqueur qui est en effet de l'eau-de-vie perfectionnée. Il propose de renvoyer l'examen de cette question au comité de sûreté générale.

Ce renvoi est décidé.

## C

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (2).

On renvoie à la Commission d'accaparement une dénonciation de la section de Marseille et Marat contre Robert, représentant du peuple.

Votre collègue, a dit l'orateur de la *députation*, au mépris de vos lois, vient d'accaparer huit barriques de rhum, quoiqu'il n'ignorât pas que cette denrée est une eau-de-vie très pré-

cieuse pour les armées de terre et de mer. Le peuple vous demande une prompte justice contre un pareil attentat. S'il ne l'obtient point, c'en serait fait de la liberté, puisqu'elle est l'expression de la justice.

*Plusieurs membres* ont observé que Robert pouvait être excusable et ignorer que le rhum fût compris dans les denrées de première nécessité.

## D

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (1).

La section de Marseille et de Marat est en masse dans le sein des représentants du peuple.

*Le citoyen LABOUREAU*, son orateur, va se placer à la barre, et présente, au nom de ses concitoyens, une pétition dont voici la substance :

« Législateurs, c'est avec une profonde douleur que la section de Marseille et de Marat se voit obligée de s'adresser à vous pour se plaindre d'un de vos membres. Il n'est que trop vrai que François Robert, au mépris de la loi contre l'accaparement, avait huit barriques de rhum, et non trois comme il l'avait dit. Rien ne peut le rendre excusable; il ne peut ignorer que le rhum est une eau-de-vie très précieuse pour les armées de terre et de mer.

« Votre étonnement sera à son comble lorsque vous saurez qu'au lieu de reconnaître sa faute, il a sali les murs de Paris d'une diatribe contre la section. Il a osé dire qu'on ne le poursuivait que pour avilir la Convention. Il a voulu rendre le mal pour le bien à cette section dont il a voulu flétrir les lauriers. Le peuple vous demande une prompte justice. Nous espérons qu'il ne restera parmi vous que des sages, et non des prévaricateurs. »

On demande le renvoi de cette pétition au Comité de sûreté générale.

**Romme** s'y oppose; il veut que la loi s'exécute. Nous n'avons pas besoin, ajoute-t-il, qu'un comité nous apprenne notre devoir.

Plusieurs propositions sont faites; la discussion se prolonge; enfin il est décidé que le Comité de sûreté générale fera le rapport de cette pétition séance tenante.

## E

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (2).

La section du Théâtre-Français se présente en masse. Elle demande l'exécution littérale de la loi sur les accaparements contre François Robert, député à Paris.

Cette pétition est renvoyée au comité de sûreté générale pour en faire rapport séance tenante.

*Un membre* expose que lors de la saisie faite chez le citoyen Robert, le rhum n'était pas déclaré marchandise ni denrée de première nécessité. D'après cela, dit-il, le comité de

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 384, p. 74).

(2) *Auditeur national* (n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 4).

(1) *Annales patriotiques et littéraires*, n° 281 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 1277, col. 1.

(2) *Mercur universel* du mardi 8 octobre 1793, p. 123, col. 2. Consulter également le *Journal du Soir*, n° 882, p. 3-4.



police a ordonné la levée des scellés chez le citoyen Robert, ne voyant pas qu'il pût être dans le cas de la loi. Depuis vous avez décrété que l'accumulation de toutes marchandises serait taxée d'accaparement; mais cette loi ne peut avoir d'effet rétroactif.

## VI

GOSSUIN AU NOM DES COMITÉS DE SALUT PUBLIC ET DE LA GUERRE, PRÉSENTE UN PROJET DE DÉCRET POUR LEVER UN CORPS DE CAVALERIE DE 40.000 HOMMES (1).

## A

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Gossuin. Les comités de Salut public et de la guerre m'ont chargé de vous présenter le moyen d'améliorer notre système militaire : 900.000 combattants forment une barrière que nos ennemis ne franchiront pas sans danger, si nous savons employer tous nos moyens.

Pitt et Cobourg savent que leur infanterie et leur artillerie ne pourront jamais résister aux nôtres : aussi ont-ils une cavalerie nombreuse qui intercepte nos communications, arrête nos convois, pille nos campagnes, harcelle nos armées, enlève nos bestiaux, et, il faut le dire, enlève aussi les femmes dont l'âge et la figure excite leurs passions brutales.

Cobourg commande 40.000 hommes de troupe à cheval; la Hollande et le Brabant lui prêtent encore des renforts.

Il faut à cette multitude effrénée opposer des moyens puissants; il faut que toutes les municipalités de la République montrent leur zèle pour la défense. Autorisez-les à prélever, sur leurs contributions, des sommes nécessaires à l'armement et à l'équipement de 6 hommes et de 6 chevaux par canton; que les hommes soient pris parmi les célibataires ou les veufs sans enfants, ou bien parmi les jeunes gens de la première réquisition; que les chevaux soient propres à toutes les armes, et avant trois décades vous aurez un corps de 40.000 hommes de cavalerie.

Avec ce corps vous alimenterez facilement vos cantonnements et vos garnisons pendant l'hiver; vous protégerez vos convois, et, supérieurs en nombre, vous intercepterez à votre tour ceux de vos ennemis.

Gossuin lit un projet de décret conforme à ces bases.

Sur les observations de DUHEM, il est renvoyé à un nouvel examen du Comité militaire.

## B

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (3).

Gossuin, au nom des comités de la guerre

(1) Le projet de décret présenté par Gossuin n'est pas mentionné au *procès-verbal*, mais il y est fait allusion dans la plupart des journaux de l'époque.

(2) *Moniteur universel*, n° 18 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 73, col. 3.

(3) *Annales patriotiques et littéraires*, n° 281 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 1277, col. 2.

et de Salut public, fait sentir la nécessité de renforcer promptement la cavalerie française.

Nous avons, dit le rapporteur, 900.000 hommes sur les frontières. Cette barrière inexpugnable n'a besoin, pour résister à tous nos ennemis réunis, que d'être appuyée par de la cavalerie. Pitt et Cobourg connaissent l'impuissance de leur artillerie et de leur infanterie; aussi évitent-ils les batailles. Mais leur cavalerie est immense, et Cobourg et York commandent seuls 40.000 chevaux sur la Sambre et l'Escaut. Cette cavalerie dévaste nos campagnes, enlève nos moissons et intercepte nos convois. Nous avons des ressources incalculables, et nous pouvons, en moins de trois décades, avoir 40.000 hommes, que nous ferons entrer aussitôt dans les cadres existants.

Gossuin a lu un projet de décret dont la discussion a été renvoyée à demain.

## C

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (1).

Les comités de Salut public et de la guerre avaient été chargés de présenter les moyens d'organiser, dans le plus court délai, une cavalerie nombreuse.

Gossuin, organe de ces comités, a fait le rapport demandé. Il s'est étendu d'abord sur la nécessité d'opposer aux ennemis une cavalerie égale à la leur.

« Si nous avions eu, dit-il, 30.000 à 40.000 hommes de cavalerie, le Hainaut et le Cambrésis ne seraient point envahis. Les ennemis n'exerceraient point leurs ravages dans les districts de Guise et de Saint-Quentin, et jusque dans le département de l'Aisne. »

Il propose d'obliger chaque municipalité à fournir sur-le-champ un cavalier monté et équipé. Ces cavaliers seront tous réunis d'ici au 1<sup>er</sup> décembre, et prêts à marcher. Pour hâter cette nouvelle réquisition, il serait envoyé des nouveaux représentants du peuple dans les départements.

Après une légère discussion, l'Assemblée ajourne ce projet à demain.

## D

COMPTE RENDU du *Mercure universel* (2).

Gossuin. Vous avez chargé votre comité de Salut public de vous présenter des moyens pour repousser vos ennemis. Le peuple français ne quittera les armes que lorsque les esclaves des despotes auront reconnu la République. 900.000 citoyens ont pris poste aux frontières; mais il nous faut une cavalerie nombreuse. Ce n'est pas que les chefs des despotes soient en sûreté dans leurs retranchements, car, là, souvent les soldats, las de leur despotisme, en font justice avec le sabre. L'ennemi sait que nous manquons de cavalerie, que nous avons une bonne infanterie. Il évite les batailles; mais, avec sa cavalerie, il force de marche et vient jusque dans le département de

(1) *Auditeur national*, n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 5.

(2) *Mercure universel*, (mardi 8 octobre 1793), p. 124, 1<sup>re</sup> col.

l'Aisne enlever les fonctionnaires publics patriotes, et même les femmes assez jolies pour assouvir la brutale passion des chefs. Il faut prévenir ces violations de territoire. Votre comité vous propose de décréter qu'il sera levé 6 chevaux par chaque canton pour former une cavalerie nationale.

Suivent quantités d'articles qui ont été dé-  
cristés. Nous les donnerons.

## VII

LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE LA SECTION  
DU MONT-BLANC ANNONCE QUE LE REPRÉ-  
SENTANT LAPLAIGNE, MIS EN ÉTAT D'ARRES-  
TATION, EST EN FUITE (1).

## A

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

**Amar.** Le comité révolutionnaire de la section du Mont-Blanc vient d'écrire à votre comité de sûreté générale que Laplaigne, mis en état d'arrestation chez lui, s'est soustrait à la garde de ses gendarmes. C'est le même crime dont Gorsas s'est rendu coupable. Le comité de sûreté générale vous propose de le mettre hors la loi.

**Maribon-Montaut.** Je demande qu'avant de prononcer le décret réclamé par le comité de sûreté générale, on s'assure si Laplaigne n'est pas à la Conciergerie, où l'on m'a assuré qu'il avait été transféré.

**Basire.** Briser ses fers n'est point un crime; le Code pénal n'a point prononcé de peine contre cet élan bien naturel d'un homme vers sa liberté; et quand un prisonnier brise ses fers, quelque coupable qu'il soit, c'est au gardien qu'il faut s'en prendre.

**Maribon-Montaut.** Je ne suis point de cette opinion. La Convention a mis hors la loi Buzot, Louvet, etc., pour s'être échappés de leur prison. Je ne vois pas pourquoi Laplaigne serait traité plus favorablement. Je demande que ma proposition soit mise aux voix.

La proposition de Maribon-Montaut est adoptée.

## B

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (3).

**Amar.** Le comité de surveillance de la section du Mont-Blanc vient d'écrire à votre comité de sûreté générale que Laplaigne, mis en état d'arrestation par vous, s'est soustrait à la vigilance de ses gardes. Le comité vous propose de mettre cet homme hors la loi.

**Maribon-Montaut.** Laplaigne s'est en effet

(1) La dénonciation de la section du Mont-Blanc n'est pas mentionnée au procès-verbal, mais il y est fait allusion dans les trois journaux dont nous reproduisons ci-dessus le compte rendu.

(2) *Moniteur universel*, n° 18 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 74. col. 2).

(3) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 384, p. 79).

absenté pendant un mois; mais quand il sut qu'on allait faire un rapport sur les députés détenus et que ses biens seraient confisqués, il revint se mettre en état d'arrestation. Il est disparu ces jours derniers; mais le maître de l'hôtel où logeait ce député m'a dit qu'il avait été enlevé et conduit à l'Abbaye. Je vous propose de faire vérifier ce fait avant de prononcer.

**Basire.** Aucun article du Code pénal ne prononce de peine particulière contre ceux qui se sauvent de leur prison. Dans ce cas, l'amour de la liberté l'emporte; et quand un prisonnier brise ses fers, quelque coupable qu'il soit, c'est à ses gardiens seulement qu'on doit s'en prendre. (*On applaudit.*)

L'assemblée adopte la proposition de Maribon-Montaut.

COMPTE RENDU du *Mercure universel* (1).

Le comité de sûreté générale expose que Laplaigne, décrété d'arrestation, s'est évadé. Il demande qu'il soit mis hors la loi.

La Convention décrète que le comité prendra des renseignements sur cette faute.

## VIII

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR CONSULTE LA  
CONVENTION SUR LES MOYENS DE REMPLACER  
LA SOMME EMPORTÉE PAR LE COMMANDANT  
DE GENDARMERIE DE L'EURE, LORSQU'IL  
S'ENFUIT AVEC WIMPFEN (2).

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (3).

Lors de la révolte du Calvados et de l'Eure, le commandant de la gendarmerie de ce dernier département accompagna Wimpffen dans sa fuite et emporta avec lui la caisse de la compagnie. Le ministre de l'intérieur consulte l'Assemblée sur les moyens de remplacer ce déficit.

Renvoyé au comité des finances.

## IX

DON PATRIOTIQUE D'UN CITOYEN (4).

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (5).

Un citoyen fait don d'une médaille représentant le sacre de Louis le dernier.

(1) *Mercure universel* du mardi 8 octobre 1793, p. 123, col. 1.

(2) La lettre du ministre de l'Intérieur n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au compte rendu de la séance du lundi 7 octobre 1793 dans l'*Auditeur national*.

(3) *Auditeur national* (n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 2).

(4) Ce don patriotique n'est pas mentionné au procès-verbal; mais on en trouve trace dans le compte rendu de la séance du 7 octobre 1793 de l'*Auditeur national*, que nous reproduisons ci-dessus, dans le compte rendu de la même séance des *Annales patriotiques et littéraires* [n° 280 du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793), p. 1275, col. 2]; enfin dans le relevé des dons patriotiques qui se trouve à la fin du procès-verbal de la séance du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (*Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 255).

(5) *Auditeur national* (n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 2).



## X

ADMISSION A LA BARRE DE DEUX DÉPUTÉS DE  
L'ARMÉE DU NORD (1).

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (2).

Deux députés de l'armée du Nord, envoyés par les représentants du peuple à Arras, se présentent à la barre. Mais leur pétition contenant des détails qu'il eût été dangereux de rendre publics, ils sont renvoyés par-devant le comité de Salut public pour y être entendus.

## XI

ADRESSE DE LA COMMUNE DE RIEZ, DÉPARTEMENT DES BASSES-ALPES (3).

La commune de Riez, district de Digne, département des Basses-Alpes, a accepté à l'unanimité la Constitution et la maintiendra jusqu'à la dernière goutte de son sang.

## XII

PÉTITION DE LA SOCIÉTÉ RÉPUBLICAINE DU  
PUY, DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE (4).

La Société républicaine du Puy (Haute-Loire) demande que la Convention établisse des comités de surveillance pour l'exécution des lois, dans le sein des Sociétés populaires et dans toute l'étendue de la République.

Renvoyé au comité de législation.

## XIII

ADRESSE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE  
D'EVRRAN, DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-  
NORD (5).

Les membres composant le conseil général

de la commune d'Evran, département des Côtes-du-Nord, ont accepté presque à l'unanimité l'Acte constitutionnel, adhérant à tous les décrets de la Convention, et notamment à ceux du 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin derniers, et se rallieront toujours autour d'elle, comme le seul point de réunion de tous les vrais républicains.

## CONVENTION NATIONALE

Séance du dix-septième jour du premier mois de l'an II de la République française, une et indivisible.

Mardi 8 octobre 1793.

PRÉSIDENTICE DU CITOYEN CHARLIER

La séance commence à 10 heures.

Un membre de la Commission des dépêches donne lecture des pièces suivantes :

Lettre des administrateurs du département de police de la commune de Paris, contenant le total journalier des détenus dans les maisons de détention, à l'époque du 6 octobre, montant à 2,485.

Insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre des administrateurs du département de police (2).

« Commune de Paris, le 7 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, du département de Paris, à l'époque du 6 octobre. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus

(1) L'admission à la barre de ces deux officiers de l'armée du Nord n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais il y est fait allusion dans le compte rendu de la séance du 7 octobre 1793 du *Journal de Perlet*, que nous reproduisons ci-dessus.

(2) *Journal de Perlet* (n° 381 du mardi 8 octobre 1793, p. 39).

(3) L'adresse de la commune de Riez n'est pas mentionnée au procès-verbal; l'extrait que nous en donnons est emprunté au *Bulletin de la Convention* du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793).

(4) La pétition de la Société républicaine du Puy n'est pas mentionnée au procès-verbal; l'extrait que nous en donnons est emprunté au *Bulletin de la Convention* du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793).

(5) L'adresse du Conseil général de la commune d'Evran n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au *Bulletin de la Convention* du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 152.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

de fabrication ou distribution de faux assignats, assassinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie (y compris la veuve Capet).....	391
« Grande Force (dont 65 militaires)..	619
« Petite Force.....	200
« Sainte-Pélagie.....	172
« Madelonnettes.....	251
« Abbaye (dont 21 militaires et 5 otages).	111
« Bicêtre.....	549
« A la Salpêtrière.....	129
« Chambres d'arrêt, à la mairie.....	61
« Luxembourg.....	2
Total.....	2.485

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« MENNESSIER; N. FROIDURE; FIGUET; DANGÉ; GAGNANT; CAILLIEUX. »

Adresse des citoyens composant la Société populaire de Mollèges, département des Bouches-du-Rhône, par laquelle ils votent des remerciements à la Convention nationale de l'Acte constitutionnel; ils déclarent qu'ils ont juré sur l'autel de la patrie de le maintenir au péril de leurs vies et de leurs biens.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit l'adresse des citoyens composant la Société populaire de Mollèges (2).

« Mollèges, le 20 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Représentants du peuple,

« La Société populaire de ce lieu, dans sa séance du 19 de ce mois, a voté des remerciements à la Convention nationale de l'Acte constitutionnel qu'elle a donné à la République. Cette Société a juré sur l'autel de la patrie de le maintenir au péril de leurs biens et de leur vie.

« La Société populaire de Mollèges, canton d'Eygalières, district de Tarascon, département des Bouches-du-Rhône.

« BONNET, président; MARC, secrétaire; RAYMOND, secrétaire; BARRIOS, secrétaire. »

Adresse des citoyens composant la Société républicaine de Verdun; elle invite la Convention de rester à son poste jusqu'à la paix.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (3).

Suit l'adresse de la Société populaire de Verdun (1).

Les membres composant la Société fraternelle des Amis de la liberté et de l'égalité, à Verdun, à la Convention nationale.

« Législateurs,

« Guerre aux royalistes! Guerre aux fédéralistes! Confiance entière en la Montagne sacrée de la Convention nationale, et nous sommes sauvés!

« Restez donc à votre poste, législateurs de la Montagne, jusqu'à ce que vous ayez proclamé que la patrie n'est plus en danger.

« Tels sont les vœux des membres de cette société et de tous les vrais républicains.

« Verdun, le 3 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« CARRÉ fils, président; VIARD, secrétaire. »

Adresse des citoyens composant la Société populaire et républicaine de la Guillotière.

Ils donnent connaissance à la Convention qu'ils viennent de reprendre leurs séances, à travers les boulets et les bombes lancés par les rebelles de Lyon.

« Le premier usage, disent-ils, que le peuple de la Guillotière a fait de son orageuse liberté, a été de rétablir cette société, ce conseil public, ce centre de fraternité, cette sauvegarde de l'égalité, établissement saint que la Convention a consacré dans son immortelle constitution, et dont le salut public nous fait un devoir. »

Ils demandent à être réunis au département de l'Isère, et que la Convention reste à son poste jusqu'au moment que les tyrans soient exterminés.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de division (2).

Suit l'adresse de la Société populaire de la Guillotière (3).

La Société populaire républicaine de la Guillotière, à la Convention, salut.

« Le 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« C'est sous les bombes, c'est au travers des boulets lancés par les rebelles de Lyon, que la Société populaire républicaine de la Guillotière a réouvert ses séances.

« Le premier usage que le peuple de la Guillotière a fait de son orageuse liberté, a été de rétablir cette Société, ce conseil public, ce centre de fraternité, cette sauvegarde de l'égalité; établissement saint que la Convention a consacré dans son immortelle Constitution, et dont le salut public nous fait un devoir.

« Nos frères d'armes des départements, les représentants du peuple, les corps administra-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 132.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 711.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 132.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 711.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 132.

(3) Archives nationales, carton Div bis 88 (Rhône).



tifs ont partagé et encouragé ce rétablissement, et, par là, ces citoyens régénérateurs ont contribué à rappeler la vie dans un membre du corps de la République qu'on voulait paralyser.

« Nous croyons que vous serez satisfaits d'apprendre ce rétablissement; c'est au moins une grande satisfaction pour nous de vous l'annoncer.

« Nous ajoutons que lorsque les rebelles de Lyon pervertissaient l'esprit public, nous avons su tenir seuls, au milieu d'eux, pour la Convention, pour la Constitution, pour l'union indissoluble avec le centre commun. Mais notre exemple, loin d'entraîner Lyon, comme cela était si souvent arrivé, n'a fait que nous en attirer la haine et la vengeance.

« Nous attendions constamment que cette ville égarée s'amenderait, dans l'espoir que, n'ayant point partagé ses fautes, nous pouvions être une pierre d'attente à sa reddition, un terme moyen de conciliation entre elle et l'armée qui venait de la châtier. Pour prix de cette bonne disposition, elle réunit contre nous tous les efforts de sa rage. Nos maisons démolies et incendiées, nos citoyens écrasés, nos propriétés dévastées sont les témoignages de sa fureur criminelle, témoignages affreux qui nous honorent et qui feront la honte éternelle de ceux qui ont perverti nos concitoyens.

« C'est du milieu de ces incendies et de ces dévastations que nous élevons nos voix tranquilles vers vous, pour vous adresser les vœux que nous formons.

« Le vœu qui nous est particulier tend à obtenir le décret qui nous réunit au département de l'Isère, décret que nous avons sollicité avant l'arrivée de l'armée, et dont nous avons obtenu l'effet provisoire des représentants du peuple.

« L'autre vœu qui nous réunit à tous les bons citoyens de la République est de ne point abandonner le soin de la chose publique, que vous n'ayez mis la patrie hors de danger, c'est à cette Montagne sainte, qui a fulminé au milieu des plus mortelles contradictions, la Constitution qui va nous régénérer, c'est à elle de foudroyer les ennemis impurs qui voudraient l'éteuffer.

« Nous sommes, citoyens représentants, la Société populaire de la Guillotière, avec confiance et respect.

(BIGOT, président; VASSEROL, secrétaire;  
DOLLE, secrétaire; SOBRY, secrétaire.)

Adresse des corps administratifs et judiciaires du district de la commune de Laigle, département de l'Orne, pour inviter la Convention nationale à rester à son poste.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

I

Suit la lettre d'envoi des corps administratifs et judiciaires du district de la commune de Laigle (2).

Le cinq octobre 1793, l'an II de la Répu-

blique française une et indivisible, les sous-signés, librement réunis sous la présidence du citoyen Anquetin, administrateur au directoire du district, ont unanimement arrêté que l'adresse ci-jointe serait de suite présentée à la Convention nationale par les citoyens Taillefer et Boislandry, commissaires à cette fin.

« Les corps constitués du district et de la ville de Laigle, réunis en séance publique. »

(Suivent 30 signatures.)

## II

Suit le texte de l'adresse (1).

« Citoyens législateurs,

« Constamment fixés sur le sommet de la Montagne, vous avez mérité la confiance du peuple français, en déconcertant tous les projets de trahison que la malveillance ne cesse de combiner contre notre sainte liberté.

« Fermes au milieu des orages et des plus horribles tempêtes, vous avez, par votre savante manœuvre, préservé du naufrage le vaisseau de la République; n'en confiez pas, nous vous en conjurons, le gouvernail à d'autres mains, avant que le calme ne soit rétabli et nos ennemis terrassés.

« C'est le vœu unanime de tous les vrais républicains, et spécialement celui des sous-signés membres des corps constitués du district de la ville de Laigle réunis.

« Laigle, le 5 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

(Suivent 47 signatures.)

« Présenté à la Convention nationale par nous commissaires soussignés, à ce dûment autorisés.

« A Paris, le septième jour de la deuxième décade du premier mois de l'an II de la République française une et indivisible.

« BOISLANDRY; TAILLEFER. »

La Société populaire des sans-culottes de Lieurey, département de l'Eure, invite la Convention nationale à garder jusqu'à la paix les rênes du gouvernement; elle demande que la municipalité de cette commune soit autorisée à faire convertir en piques les grilles et les portes de fer du château, qui servait de repaire à un émigré.

Cette demande, convertie en motion, a été décrétée (2).

Suit l'adresse de la Société populaire de Lieurey (3).

La Société populaire des Sans-Culottes de Lieurey, chef-lieu de canton, district de Pont-Audemer, département de l'Eure, à la Convention nationale.

« Citoyens représentants,

« Lorsque de tous les points de cette Répu-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 153.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 153.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.

blique, les Français, à l'envi les uns des autres, s'empresent de vous témoigner leur reconnaissance du zèle ardent dont vous êtes animés pour le bonheur universel, pourrions-nous retarder plus longtemps à vous exprimer aussi nos sentiments. Non, certes, et si, hommes rustiques accoutumés aux durs travaux de la campagne, nous ne pouvons vous les peindre avec cette éloquence qui, fort souvent n'est que trompeuse, au moins pouvons-nous vous dire naïvement ce que nous pensons. Tels sont nos sentiments :

« Législateurs, vous avez bien mérité de la patrie, vous avez notre confiance, oui, vous l'avez, et vous en êtes dignes.

« Cette expression, sans doute, est bien la plus douce et la plus noble récompense digne de vos cœurs.

« Continuez, tel est notre vœu, à garder jusqu'à la paix les rênes du gouvernement. Renversez les trônes, exterminiez les tyrans, portez des lois sévères contre les malveillants qui veulent porter atteinte à notre Constitution, ce monument sacré de votre triomphe et de notre gloire, celui que tous les bons Français ont juré de respecter, de chérir, de sceller de leur sang et de lui être à jamais fidèles.

« Quel plaisir pour nous, citoyens législateurs, d'être les gardiens d'un dépôt aussi sacré, nos cœurs s'enflammeraient encore davantage s'il était possible.

« Faites disparaître, nous vous en conjurons, jusqu'aux moindres traces du despotisme; que le fer qui existe dans les châteaux, dans ces repaires odieux qu'ont habité des tigres qui veulent déchirer le sein de leur mère, soit converti en piques pour armer les vrais défenseurs de la patrie.

« Pour nous, qui possédons un de ces repaires, où il s'en trouve, accordez-nous, citoyens représentants, la faculté d'en disposer, et, dans peu, armés, nous volerons aux frontières défendre notre sainte liberté.

« Continuez, enfin, législateurs, continuez de parcourir votre noble carrière, ayez toujours devant les yeux le bonheur de vos concitoyens, et jouissez d'avance de la félicité qui vous attend, lorsque, de retour dans vos foyers, vous entendrez dire au peuple, à ce bon peuple chéri, dans les transports de sa douce allégresse, en voyant passer chacun de vous : *voilà un homme juste, voilà notre ami.*

« LEFRANÇOIS, vice-président; ALLAIN, secrétaire; ORIOT, secrétaire. »

Adresse des membres composant le conseil général d'Administration du district d'Uzerche, qui invite la Convention de rester à son poste.

« Si jamais le salut du peuple fut présenté comme un problème par des villes altières, guidées par l'intrigue et l'égoïsme, alors il a dû cesser de l'être. Il renaîtrait si vous veniez à quitter votre poste; la Montagne, dont la foudre menace tous les tyrans, serait renversée, et le fédéralisme à masque perfide de la royauté, relèverait à l'instant une tête hideuse. »

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit l'adresse des membres composant le conseil général de l'Administration du district d'Uzerche (1).

« Législateurs,

Nous venons remplir le plus saint, le plus cher de nos devoirs. Réunis en session de conseil, nous ne pouvons la commencer sous de plus heureux auspices, qu'en émettant le vœu particulier de nos administrés, qui n'est qu'un avec le nôtre.

« La République une et indivisible, ou la mort, tel est le sentiment de nos cœurs, depuis l'instant heureux où, faisant tomber sous le glaive de la justice nationale, la tête d'un tyran parjure, vous avez élevé un temple à la liberté sur les ruines du despotisme; depuis l'instant où le peuple a clairement connu ceux de ses représentants qui, fidèles au plus sacré de leurs devoirs, ont constamment défendu sa cause, et sérieusement voulu son bonheur.

« Si jamais le salut du peuple fut présenté comme un problème, par des villes altières, guidées par l'intrigue et l'égoïsme, alors il a dû cesser de l'être. Il renaîtrait, si vous veniez à quitter votre poste; la Montagne, dont la foudre menace tous les tyrans, serait renversée et le fédéralisme, ce masque perfide de la royauté, relèverait à l'instant une tête hideuse.

« Envoyés pour régénérer la France, législateurs, vous aviez tout à faire pour son bonheur et pour sa gloire. Avez-vous totalement rempli votre obligation? Devez-vous, sans cela, appeler une autre législature? Vous venez de rendre des lois salutaires pour l'existence physique de vos frères; mais, avec elles, pouvez-vous assurer que le peuple jouira du *maximum* de la prospérité? Quel est celui d'entre vous qui peut désirer de rentrer dans ses foyers avant que les satellites des despotes soient chassés de nos frontières, avant que les conspirateurs, les traîtres et les ennemis de l'intérieur soient exterminés; avant d'avoir affermi les bases de la Constitution; avant d'avoir décrété le code civil; avant d'avoir organisé l'instruction publique; avant que la République soit bien assise? Restez donc, législateurs, restez là où la confiance du peuple vous a placés et où vous avez conquis son estime et mérité sa reconnaissance; mais restez dans cette ville qui, la première, a vu lever l'astre de la liberté, et qui est la sentinelle de la République.

« Pour nous, dont toutes les actions ne tendent qu'au salut public, et qui sommes résolus à partager, et votre danger et votre gloire, puisqu'ils ne sont que ceux de la patrie, nous nous reposons avec sécurité sur vos courageuses résolutions, et sur votre entier dévouement à la cause de la liberté et de l'égalité : nous nous montrerons toujours dignes d'être du département de la Corrèze; nous marcherons sur les traces du chef-lieu; nous saurons mettre à profit les exemples, les lumières et l'instruction de vos collègues délégués dans ce département, partout ils purifient l'atmosphère des aigilons qui nuisaient à l'accroissement de l'arbre de la liberté; les aristocrates éperdus sont aux abois, et mis hors d'état de nuire; le peuple est de plus en plus éclairé sur son véri-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 153.

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 711.



table intérêt, et, sous le char de la raison, le serpent colossal du fanatisme écrasé, achève ses dernières convulsions... Voilà le bienfait de vos commissaires.

« Aidez-les; aidez-nous, législateurs, vous ne le pouvez qu'en restant à votre poste; sauvez le peuple, il vous secondera; il veut la liberté, quel qu'en soit le prix. La commotion électrique du patriotisme et de l'ardeur guerrière s'est fait sentir dans nos contrées; les nouvelles phalanges qui se forment seront dignes du courage et du patriotisme des bataillons de la Corrèze. Achevez le grand ouvrage de la Révolution qui doit produire le bonheur du peuple; tenez-vous fermes ensemble, marchez d'un pas hardi dans la carrière que vous vous êtes tracée, et la patrie ne sera plus en danger.

« *Les membres composant le conseil général d'administration du district d'Uzerche.*

« LEYNIA-CHASSAGNE, président; FAGOIS; MONYS; GAUTIER; LASSAIGNE; ROUME; FAURIE; ROGIER; BESSE-CHEVALIER, procureur syndic. »

Lettre du citoyen Paganel, représentant du peuple, député par la Convention nationale près les départements de la Dordogne, de Lot-et-Garonne, datée d'Agen, le 1<sup>er</sup> octobre, par laquelle il donne connaissance à la Convention que les habitants des villes et des campagnes où il a passé, manifestent leur reconnaissance sur les travaux de la Convention nationale; que la levée en masse s'effectue dans ce département et dans les départements voisins, sans aucun obstacle.

Insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du citoyen Paganel (2).

*Le représentant du peuple, député par la Convention nationale près les départements de la Dordogne, de Lot-et-Garonne, de la Gironde et autres circonvoisins, à la Convention nationale.*

« A Agen, département de Lot-et-Garonne, 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens mes collègues,

« Pendant que Tallien relevait le courage des sans-culottes d'Agen, longtemps comprimés par une poignée d'intrigants fédéralistes, pen-

dant qu'il purgeait les autorités constituées de cette ville de tous les fonctionnaires que les patriotes nous avaient désigné comme ayant perdu la confiance publique, je parcourais les districts du département de Lot-et-Garonne, et j'y faisais exécuter les mesures rigoureuses et salutaires que les représentants du peuple, réunis à Agen, avaient arrêtées.

« Le compte que j'ai à vous rendre sera bien satisfaisant pour la Convention nationale. A aucune époque de la Révolution, les habitants des villes et des campagnes n'ont développé autant d'énergie, ni manifesté autant de confiance pour leurs représentants, que depuis les 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin. La présence d'un montagnard produit ici des effets inconcevables. Le fédéralisme, qui s'était répandu sur les départements du Midi, comme font quelquefois les torrents qui se précipitent du haut des Pyrénées, ne laisse aucune trace de sa rapide existence. Ceux qui en ont propagé les principes ne sont plus en état de nuire. Les ennemis de l'indivisibilité de la République ont été traités comme ceux de l'égalité et de la liberté; les faibles sont destitués, les meneurs sont dans les fers; il en est qui subiront toute la rigueur de la loi.

« La levée en masse s'effectue, dans ce département et dans les départements voisins, sans aucun obstacle. Notre jeunesse vole gaïement partout où l'appellent les dangers de la patrie, les bataillons s'organisent et partent successivement.

« Il me serait aussi agréable que difficile de vous retracer l'intéressant tableau que m'ont offert les citoyens des campagnes dans toute l'étendue de ce département. Quelques intriguants se mêlaient parmi les paisibles cultivateurs, ces hommes purs et simples, qu'il est si aisé de séduire, et semaient au milieu d'eux la défiance, la terreur et le désespoir. La présence d'un représentant du peuple descendu de la Montagne a rouvert tous les cœurs à l'espérance. Partout ont éclaté et la plus vive allégresse et l'énergie la plus sincère. Les villes et les hameaux retentissaient, à notre passage, des cris mille fois répétés : « *Vive la Montagne! Vive la Convention nationale! Vivent nos frères de Paris!* »

« La Constitution républicaine que les Français ont unanimement acceptée, est adorée jusqu'à l'enthousiasme par les citoyens du Lot-et-Garonne, comme la liberté qu'elle leur assure. Tous s'offrent à l'envi pour la défendre contre les tyrans et les traîtres; la classe appelée par son âge à cet honneur serait suivie de toutes les autres si la Convention nationale les y invitait. L'esprit public se modèle partout sur l'esprit de la Montagne; et déjà tout est montagne dans la République.

« Il est pourtant un objet digne de votre attention, citoyens mes collègues, la levée en masse et des réquisitions particulières des représentants du peuple ont enveloppé un grand nombre de muscadins. Ces hommes-là seront infailliblement des traîtres, si l'on ne prend des mesures pour les empêcher de nuire. Les

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 154.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692. Aulard : *Actes et Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 171. L'*Auditeur national* [n° 382 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 1] donne un extrait de la lettre de Paganel. Cet extrait contient un passage, qui ne figure pas dans le document des *Archives* et qui est peut-être emprunté à une autre lettre de Paganel que nous n'avons pu découvrir. Le voici :

« Tels sont les détails que Paganel, représentant du peuple dans le département de Lot-et-Garonne, envoie à l'Assemblée. Il lui annonce ensuite qu'il a fait mettre en état d'arrestation le député Larroche qui, s'étant retiré à Estafort, par un congé qui n'était que pour quelques jours, propageait depuis six mois des principes bien

opposés à ceux de la Montagne. Il demande s'il doit le faire traduire à Paris.

« LAURENT (probablement Lot-et-Garonne) ayant observé que le suppléant de Larroche est près d'arriver, l'Assemblée passe à l'ordre du jour. »

sans-culottes ne sont pas sans sollicitude à cet égard.

« Toutes les sociétés populaires que le fédéralisme avait plus ou moins corrompues ont été dissoutes et régénérées. Les messieurs qui y faisaient la loi postulent maintenant le précieux avantage d'être admis parmi les sans-culottes, mais trop longtemps dupes, les sans-culottes soumettent leurs ci-devant orateurs à de bien rudes épreuves.

« Les comités de surveillance sont organisés dans ce département, et certes les aristocrates en savent déjà quelque chose. Leur détention a imprimé au patriotisme un mouvement qui avancera de beaucoup le terme de la Révolution. Depuis que les ennemis de la liberté gémissent, le courage de ses défenseurs a doublé; ils volent aux frontières sans regarder en arrière; ils ne craignent plus pour les personnes chéries dont ils se séparent.

« Je rassemble en ce moment tous les marins revenus de Toulon, pour les faire passer à Rochefort; l'équipage des vaisseaux de ce port n'étant pas complet. Ces hommes, qui ont en horreur la trahison des Toulonnais, et qui ont, en républicains, dédaigné l'argent de Pitt, voleront à leur nouveau poste, comme notre jeunesse vole aux armées.

« Après avoir terminé quelques autres opérations importantes, je me rendrai à Toulouse, auprès de Baudot, comme j'en suis convenu avec nos collègues réunis à Agen.

« PAGANEL. »

**Lettre des citoyens Le Carpentier et Garnier, de Saintes, datée de Cherbourg le 3 octobre; ils donnent connaissance à la Convention d'une fête donnée par la Société populaire de Cherbourg.**

« Jamais spectacle, disent-ils, n'a été plus attendrissant ni plus digne d'un peuple libre. »

Ils font passer le procès-verbal de cette mémorable journée.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

## I

Suit la lettre des citoyens Le Carpentier et Garnier (2).

*Carpentier et Garnier (de Saintes), à la Convention nationale.*

« Cherbourg, ce 3 octobre 1793, l'an II de la République.

« Citoyens nos collègues,

« La fête intéressante qui avait été arrêtée par la Société populaire de Cherbourg, a eu lieu dimanche dernier, jamais spectacle n'a été plus attendrissant, ni plus digne d'un peuple libre; les habitants des campagnes qui ont été appelés par leurs frères des villes, se sont empressés de se réunir à cette cordiale invitation. Plus de trente mille âmes se sont groupées autour de l'autel de la patrie; là se sont formés

les nœuds d'une alliance vertueuse, et le ciel a retenti des protestations réciproques d'une confiance et d'une amitié sans bornes; lorsque le maire de cette ville, prenant dans ses bras un vieillard respectable de la campagne, lui eut juré, au nom de ses concitoyens, union, soutien et fraternité, et que ce bon vieillard lui eut répondu par des embrassements, les cris unanimes de joie retentirent de toutes parts, cette scène répétée par tous les citoyens, et les militaires indistinctement, offrit le spectacle le plus nouveau et le plus attendrissant dont la nature ait jamais été témoin. L'envie, sans doute, en frémit de rage, car cette réunion est le dernier coup porté aux espérances des malveillans.

« Nous vous faisons passer le procès-verbal de cette mémorable journée, elle a produit l'effet que les amis de la liberté avaient lieu d'en attendre; partout l'énergie se multiplie, et la surveillance redouble avec elle.

« GARNIER (de Saintes);  
LE CARPENTIER.

« P.-S. — Nous devons vous dire que la recette faite par les braves sans-culottes de cette ville sur eux-mêmes les met dans le cas d'équiper, monter et habiller complètement quatre cavaliers qui sont déjà acceptés et hors du contingent de la dernière réquisition. Le ministre de la guerre en peut disposer quand il voudra. Que toutes les villes patriotes de la République imitent cet exemple si digne d'honorer la médiocrité vertueuse, et dans huit jours vous aurez dans toute la France un renfort de cavalerie capable de balancer celle de vos ennemis.

« Nous devons vous dire, citoyens nos collègues, que le jour de la fête nous crimes devoir donner à tous les dignes habitants réunis une preuve de la bienfaisance de la nation, en couronnant ce beau jour par l'adoption de l'enfant d'un vertueux sans-culotte; et le peuple, qui sait apprécier les véritables intentions des défenseurs de ses droits, a vu dans cet acte généreux les prémices des bienfaits qu'il attend de votre dévouement pour lui, et a manifesté l'expression de sa joie par les cris mille fois répétés de : *Vive la Montagne! Vivent les Jacobins!*

« GARNIER.

« P.-S. — Encore le résultat de cette sainte union que la France va imiter sans doute partout remplit complètement notre attente. En témoignage de la sincérité de leurs promesses, les campagnes voisines apportent en abondance des grains à leurs frères de cette ville, et Cherbourg qui, samedi, était menacée des horreurs de la famine, voit actuellement les subsistances affluer dans son sein; et les habitants des campagnes se glorifient de trouver l'occasion de leur exprimer ainsi la sincérité de leur union.

« GARNIER. »

## II

*Procès-verbal de la fête de l'union des villes avec les campagnes, qui a eu lieu à Cherbourg, en présence des représentants du peuple (1).*

L'an II de la République française une et

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 154.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 692.

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 692.



indivisible, le 29 septembre 1793; les dispositions du rapport lu dans la séance d'hier, approuvé et imprimé, ayant été exécutées dans le Champ de l'union, chacun des citoyens, rempli du plus beau zèle pour concourir à l'exécution de la fête auguste et fraternelle du mariage des villes avec les campagnes, s'est rendu à son poste à l'heure convenue : les citoyens de la ville et ceux de la campagne qui, sur l'invitation des premiers, avaient partagé leur dîner amical et hospitalier, avaient oublié qu'ils pouvaient passer de doux moments ensemble dans l'union et l'épanchement de l'amitié, pour jouir tous ensemble des charmes de l'union générale dans le rassemblement de tous les républicains du district. Qu'ils avaient l'air satisfaits dans leur marche guerrière, les gardes nationaux et leurs amis les volontaires nationaux et les soldats de toutes armes ! Tous marchaient avec joie pour combattre et détruire une nouvelle trame de l'aristocratie, le projet de désunion entre les villes et les campagnes, et tous sentaient le prix de cette victoire, c'en était une réelle, car le patriotisme triomphait, et le dernier repaire de l'aristocratie était foudroyé.

Ils embellissaient, d'un éclat bien pur, cette fête républicaine, nos fidèles représentants au milieu du cortège populaire qui marchait avec eux à l'autel de la patrie. Précédés des vieillards, leur patriotisme brûlant réchauffait ce cortège vénérable et promettait le triomphe sur nos ennemis au groupe nombreux des épouses et des mères des défenseurs de la patrie qui les suivait immédiatement. La marche était terminée par un autre groupe de jeunes filles placées au milieu du bataillon des enfants qui bordait la haie. Ce bel ordre ne fut point interrompu jusqu'au Champ de l'union, chaque groupe ne se mêlant point, marchant serré et couvrant la musique par les cris qui retentissaient jusqu'au ciel, de : *Vive la République ! Honneur à la Montagne et aux Jacobins ! Guerre aux tyrans ! Gloire aux sans-culottes !*

Arrivée au Champ de l'union, cette marche triomphale entra dans le vaste bataillon carré que formait autour de (l'autel) de la patrie la garnison citoyenne de la ville et des campagnes : toute l'enceinte intérieure fut parcourue pas à pas ; il fallait bien que quarante mille patriotes placés chacun à leur poste eussent le temps de se communiquer les sentiments d'union, les élans de patriotisme dont ils étaient animés ; il fallait bien que les représentants du peuple pussent voir et être vus. Sans doute ils rendront compte à la Convention nationale du plaisir vertueux qu'ils ont éprouvé et qu'ils ont fait naître ; ils diront comment les citoyens des campagnes criaient : *Vivent les défenseurs de la patrie !* Ceux des villes : *Vivent nos frères des campagnes !* Et tous : *Vive la Convention nationale ! Vive la République !* Les groupes se sont ensuite approchés et serrés autour de l'autel de la patrie ; les représentants du peuple y sont montés accompagnés du maire de Cherbourg, d'un vieillard vénérable de la campagne revêtu de l'écharpe, de l'enfant qui devait être adopté par la patrie et des quatre républicains qui, dans toute la cérémonie, les ont précédés en portant devant eux deux couronnes civiques et deux sabres, signes caractéristiques de la souveraineté du peuple et de sa force. A ce spectacle, la scène a changé de face, ce rassemblement nombreux s'est élevé de lui-même à la

hauteur de la circonstance, et a annoncé par un silence religieux l'importance que chacun mettait à l'union qui allait être solennellement contractée ; le représentant du peuple Le Carpentier a prononcé le discours suivant :

#### « Républicains,

« Il n'est pas de spectacle plus chéri du ciel et plus terrible pour les tyrans que celui de la concorde et de la fraternité des hommes libres. Naguère encore, dans cette section de la République, vous célébraîtes, avec les sentiments d'un enthousiasme partagé par tous les Français, l'époque mémorable du triomphe de la liberté sur la tyrannie, et l'acceptation unanime de cette immortelle Constitution, qui assure à jamais les droits sacrés du peuple et le bonheur de l'empire. Aujourd'hui, vous voilà de nouveau rassemblés, et cette nouvelle réunion est la fête fraternelle du mariage des villes et des campagnes. Elle ne peut rien ajouter au grand acte de la fédération du 10 août. Vous le savez, citoyens, l'union générale des Français fut consommée à cette grande époque, mais elle renouvelle pour nous les plaisirs de la fraternité, et comme ils sont inépuisables, on n'en peut jouir trop souvent.

« Quel plaisir, en effet, plus digne de l'humanité régénérée, que celui qui nous est offert en ce moment ? Et quels avantages ne résultent-ils pas pour la patrie, de ces fréquentes communications entre ses enfants ? Plus ils se voient ensemble, plus ils s'aiment ; plus ils s'aiment mieux ils travaillent au salut commun. Vertueux habitants des campagnes, voyez vos frères rangés sous l'étendard belliqueux de la liberté : ce sont eux qui protègent vos toits et vos champs ; c'est avec eux et avec vos frères des villes, dont les remparts sont des dîgnes insurmontables contre les cohortes étrangères, que vous devez partager les bienfaits qui vous ont été prodigués par la nature. C'est votre intérêt, que dis-je, c'est votre devoir, et vous ne l'ignorez pas.

« Et vous, braves soldats de la patrie, surveillants citoyens des villes, vous les voyez vos frères des campagnes ; vos armes et vos lumières sont aussi pour eux. La violation d'une de leurs chaumières serait pour vous un aussi grand affront que la violation de votre poste ou de vos murs. Ainsi, c'est pour la défense de tous que la liberté a allumé son tonnerre, et c'est pour la nourriture commune que la terre a enfanté l'abondance. Voilà le contrat de mariage entre les villes et les campagnes. Voilà le pacte de notre union, et le sceau de notre garantie mutuelle.

« Citoyens soldats, soldats citoyens, vous tous républicains et frères, pourquoi, des bords opposés de cette mer qui nous environne, l'imbécile roi d'Angleterre, son vil agent Pitt, son peuple, plus vil encore, ne voient-ils pas le spectacle touchant et terrible de notre fraternité ? Oseraient-ils encore méditer des attaques ou des complots contre nous ? Mais, citoyens, leurs crimes et leur honte sont ineffaçables, leurs attentats sont irrémédiables. Ah ! plutôt, que n'osent-ils approcher de ces rivages, Cherbourg seul vengerait la France de l'infamie de Toulon, si cette ville exécrable n'avait pas encore reçu le prix de ses forfaits, et l'Anglais celui de sa lâche perfidie.

« Non, ce vil Anglais n'osera pas approcher.

Du moins que par l'organe majestueux de notre artillerie, il apprenne notre union, notre allégresse et notre fermeté. Que le son de nos canons républicains retentisse jusque sur ses bords et qu'il entende, s'il est possible, avec nos salves imposantes, ces cris répétés par vous tous : *Vive la République française ! A bas l'Anglais qui a trahi la liberté ! Périront tous les tyrans et leurs vils esclaves !* »

Ce discours, couvert des applaudissements des citoyens et citoyennes formant les cortèges autour de l'autel de la patrie, a mis pour un moment dans le Champ de l'union ce beau désordre qui naît du plaisir et de l'enthousiasme : vous nous le répéterez, disaient à la foule qui se pressait autour de l'autel de la patrie, les bataillons qui n'avaient pu l'entendre.

Le représentant du peuple Garnier, ayant annoncé par un geste imposant qu'il voulait aussi parler au peuple, le calme s'est rétabli ; puis prenant les mains du maire de Cherbourg et du vieillard de la campagne, et les plaçant l'une dans l'autre, il a été lui-même attendri de la sensation que ce mouvement a produit dans l'assemblée, et prenant le ton d'un législateur, il a peint en traits de feu la noirceur des ennemis de la patrie et de l'humanité ; le courage dont nous avions besoin pour conquérir la liberté, dussions-nous y périr victimes honorablement dévoués au bonheur de la postérité. Oh ! qui pourrait retracer ici tout le sublime de son discours : vous qui n'y étiez pas, il est perdu pour vous, il n'est érité que dans son cœur, mais vous en avez joui, vous qui l'avez entendu, vous qu'il a électrisés et que j'ai vus pleurer d'attendrissement. « C'est ici, disait-il, le temple de la nature : Dieu, contemples-y ton image, des hommes libres comme toi, et vertueux comme tu les aimes. » « Qu'ils disparaissent, disait-il encore, ces lâches qui adorent la divinité à leur manière, c'est-à-dire en la déshonorant. Hommes libres peuple souverain, la terre est à toi ; Dieu seul est au-dessus de toi ; qu'il périsse le tyran qui veut prendre la place de Dieu sur la terre. Être suprême, nous t'adorons, mais nous ne fléchissons que devant toi ; l'univers est ton temple, le soleil ton flambeau ; c'est au milieu de la nature que des hommes dignes de toi te rendent des vœux, et ces vœux sont leurs vertus. »

Puis, présentant au peuple un enfant que la patrie adoptait (Bon-Jean-François Lançon), la joie la plus brillante est résultée du double spectacle du mariage des villes et des campagnes qui se prononçait, et de l'adoption du jeune Lançon, dans laquelle le peuple a vu l'heureux présage de l'effet moral et humain que va produire ce code immortel de nos saintes lois que la Convention nationale présente au bonheur des Français et à l'exemple du monde. « Heureux enfant, lui dit le représentant Garnier, la patrie t'adopte et se charge de ton existence ; n'oublie jamais que toi aussi tu prends l'engagement de te dévouer pour la patrie et que la haine des tyrans doit être le premier de tous tes sentiments. »

C'est alors que rien ne put retenir l'explosion du patriotisme : embrassements mutuels et souvent répétés par un mouvement subit et spontané ; cris redoublés de : *Vive la République ! Vive la Montagne ! Périront les Anglais, ces lâches déserteurs de la liberté !* Oh ! pourquoi se cachent-ils derrière cet espace de

mer ! Nous irons les y chercher et les punir, nous le jurons. Sons brillants d'une musique guerrière, salves d'artillerie, feu de la mousqueterie de tout ce qui était sous les armes : jamais fête populaire, jamais scène patriotique ne fut caractérisée d'une manière plus vive et plus unanime.

Les représentants du peuple descendirent de l'estrade avec leur cortège et placés au milieu de l'enceinte que formaient les gardes citoyennes de toutes les armes, chaque bataillon qui n'avait quitté ni son rang ni son poste, défila devant eux en donnant les témoignages les plus vifs de sa joie et de son respect pour la représentation nationale. Un bataillon surtout, dont rien n'égalait l'enthousiasme, pénétra d'admiration les représentants du peuple et les citoyens : c'était celui des jeunes hommes depuis dix-huit jusqu'à vingt-cinq ans ; ils demandaient encore des armes et les ennemis aux représentants du peuple qui n'avaient pas oublié qu'ils étaient tous venus le matin leur faire la même pétition en termes les plus pressants ; en demandant d'être équipés et de partir dans quatre jours. Quand le bataillon des enfants, qui était le dernier, eut défilé, on entonna l'hymne à la liberté, que l'on ne cessa de chanter pendant le retour dans lequel le peuple n'observa d'autre ordre que celui d'exprimer sa joie et de la faire partager à ses représentants enivrés eux-mêmes du spectacle dont ils venaient de jouir et qui durait encore. C'est ainsi qu'on se rendit à l'église, lieu des séances de la Société populaire, pour parler des intérêts de la patrie et entendre encore les représentants du peuple.

Pour copie conforme :

Aug. ASSELIN, maire.

(De l'imprimerie du montagnard Clamorgan, imprimeur-libraire.)

Adresse des membres composant le tribunal du district de Toul ; ils félicitent la Convention sur ses travaux, et l'invitent à rester à son poste (1).

Suit l'adresse des membres composant le tribunal du district de Toul (2).

« Toul, le 26 septembre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Dites à la Convention nationale que le tribunal de Toul exécutera fidèlement et avec plaisir son décret relatif aux vacances des tribunaux, puisqu'avant que le décret ne lui fût connu, nous avions déjà renoncé aux deux mois de vacances qui nous étaient accordés par la loi du 22 septembre 1791, comme étant un privilège odieux sous le règne de l'égalité, et faisant un contraste déshonorant pour nous avec la permanence de tous les corps administratifs ; ajoutez-lui que nous adhérons de tout notre cœur et de toutes nos forces aux nombreuses

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 154.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.



et heureuses adresses qui lui ont été faites pour rester à son poste jusqu'après l'achèvement du plan d'éducation nationale, du code civil et le retour de l'ordre qui a été troublé par les Brissot et consorts; nous sommes convaincus que le salut public en dépend, parce que nous savons que deux hommes se rencontrent, mais que deux montagnes ne se rencontrent pas.

« Les membres du tribunal du district de Toul,

« BALLAND, vice-président; C. SAUNIER :  
JACQUET, commissaire national

Un secrétaire fait lecture d'un procès-verbal. La rédaction mise aux voix est adoptée (1)

Sur la proposition d'un membre [LAKA-NAL (2)].

« La Convention nationale déclare qu'en réunissant la commission d'éducation au comité d'instruction publique, elle a adjoint à ce comité les membres qui formaient ladite Commission (3).

Un membre du comité de commerce [VIL-LEERS, rapporteur (4)] fait rendre le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de commerce, considérant les avantages que peut procurer à la République la manufacture de savon que les citoyens Herbin et C<sup>ie</sup> viennent d'établir à Bercy, et voulant l'encourager par une faveur particulière, décrète que les marchandises saisies le 14 septembre dernier par le commissaire aux accaparements de cette commune, et dont la déclaration a été faite dans le lieu de l'achat, seront remises à la disposition de ces fabricants, pour être employées suivant leur destination (5). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (6).

Villers. Citoyens, il a été saisi par un commissaire aux accaparements des matières premières destinées à une nouvelle fabrique de savon, établie à Bercy. Les fabricants en avaient fait la déclaration dans les sections de Paris

où ils les avaient achetées; et, croyant cette formalité suffisante, ils ne l'avaient pas répétée devant la municipalité de Bercy. Votre comité, après s'être assuré de la bonne foi de ces fabricants, vous propose le projet de décret suivant :

« *Suit le texte du décret que nous reproduisons ci-dessus.*

Un autre membre [PONS (de Verdun), rapporteur (1)] des comités d'aliénation, de la Commission des finances et de législation, font (sic) rendre les décrets qui suivent :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité d'aliénation, décrète que le conseil général de la commune de Verdun, département de la Meuse, est autorisé à établir hors la porte de Paris et hors la porte de Metz, dans les terrains nationaux désignés par le ministre de la guerre et par l'ingénieur de la place, deux nouveaux cimetières en remplacement des anciens, entièrement comblés, et que ladite autorisation aura son effet suivant les dispositions de l'art. 4 de la loi du 6 mai 1792 (2). »

« La Convention nationale, sur le rapport de la Commission des finances [RAMEL, rapporteur (3)].

« Décrète par disposition additionnelle et interprétative du décret du 1<sup>er</sup> octobre, que les citoyens Genissieu et Deville, deux de ses membres, se transporteront sur-le-champ à la maison de Marc-René Sahuguet-d'Espagnac, à l'effet de faire procéder de suite en leur présence, et au moment de la levée des scellés, au transport et réunion de tous les papiers de la Compagnie Masson-d'Espagnac, déjà déposés en différents appartements mis sous le scellé, dans les locaux qui leur paraîtront les mieux disposés, pour qu'ils y soient renfermés, et ensuite inventoriés en la forme prescrite par le susdit décret (4). »

« Sur la pétition de Jean-Louis-Emmanuel-Augustin Cambon, qui demande, attendu sa maladie, qui ne lui permet pas de voyager, d'être autorisé à se faire représenter par un fondé de pouvoir à Toulouse, pour y obtenir son certificat de résidence

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation [BEAUCHAMP, rapporteur (5)], passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que les corps administratifs

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 134.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 153.

(4) D'après les divers journaux de l'époque et d'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales (carton C 273, dossier 685).

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 153.

(6) *Moniteur universel*, n° 19 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 76, col. 1. D'autre part, le *Journal de Perlet* [n° 382 du 8<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 66] rend compte du rapport de Villers dans les termes suivants :

« Le nommé Herbin, de Bercy, près Paris, possédait 8 balles de soude et une tonne d'huile qui, faute de déclaration, conformément à la loi, ont été confisquées par sa municipalité. Le comité de commerce, saisi de sa pétition, présente son rapport à ce sujet, par l'organe d'un de ses membres. Il est observé que le citoyen Herbin est propriétaire et entrepreneur d'une manufacture considérable de savon, et que les objets confisqués sont évidemment des matières premières, nécessaires pour alimenter cette manufacture, si précieuse dans les circonstances actuelles; en outre, que c'est uniquement

par ignorance des formalités légales, et sans aucune mauvaise intention, qu'Herbin a commis cette contravention.

« Sur la proposition du rapporteur, la Convention décrète que l'huile et la soude, confisquées à ce citoyen par sa municipalité, lui seront rendues. »

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 153.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 156.

(5) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

sont juges des difficultés sur les certificats de résidence (1). »

« Sur la pétition d'Anne Collet, veuve Jacquemard, tendant à ce que les demandes en relief de laps de temps, pour se pourvoir en requête civile contre les arrêts et jugements, formées après l'installation du tribunal de cassation, soient attribuées à ce tribunal et jugées par lui :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation [BEAUCHAMP, rapporteur (2)], passe à l'ordre du jour (3). »

Sur la pétition de Louis-Nicolas Lepy, né en Allemagne, de père et mère français, et rentré 6 semaines après sa naissance, avec sa mère, en France, où il a toujours résidé depuis, et où il est employé en qualité de sergent-major dans une compagnie de la garde parisienne, lequel demande s'il est sujet à la loi contre les étrangers :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation [BEAUCHAMP, rapporteur (4)], passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que la loi n'atteint les citoyens nés de père et mère français en pays étranger, lorsqu'ils ont habité la France et y ont joui des droits de citoyen (5). »

*Suit le texte de la pétition du citoyen Louis-Nicolas Lepy (6).*

*Au citoyen président du comité de législation.*

« Le citoyen Louis-Nicolas Lepy, âgé de vingt-sept ans et demi, né de père et mère français et baptisés à Paris, s'adresse à vous pour obtenir une décision de votre part qui le tranquillise sur les dispositions du décret concernant les étrangers.

« En 1766, époque de ma naissance, mes père et mère firent un voyage en Allemagne pour raison de leur état; ma mère partie de Paris enceinte de moi, accoucha deux mois après en Allemagne. Six semaines après ma naissance, ma mère et mon père revinrent à Paris avec moi, et je n'ai jamais, depuis cette époque, revu les contrées où j'ai vu le jour pour la première fois. Je ne connais ni mon pays, ni la langue, j'ai été élevé à Paris où j'ai toujours demeuré, ainsi que je puis en justifier par un certificat qui atteste que je suis résident depuis 27 ans et plus. Dans ce moment je suis établi à Paris depuis six mois; j'ai rempli tous les devoirs de citoyen français, j'ai obtenu sans réclamation un certificat de civisme, et je viens d'obtenir de la confiance de mes concitoyens le grade de sergent-major de ma compagnie qui m'a été déferé à l'unanimité. Je me flatte, d'après cet exposé, que votre décision me con-

firmera dans l'idée que j'ai toujours eu à me regarder comme citoyen français. Le citoyen Barère m'a assuré que cela ne faisait aucune difficulté. Je me réfère en tout à vos lumières.

« LEPY. »

Deux volontaires du département de l'Aisne se présentent à la barre; ils font hommage d'un drapeau qu'ils ont enlevé aux Anglais, à l'affaire d'Honscoote, au poste de Woizemont, après avoir tué l'officier qui le portait et les soldats ennemis dont il était environné.

La Convention nationale décrète la mention honorable de la conduite du bataillon de Vervins, comme aussi que les noms des deux volontaires députés, qui ont pris le drapeau sur l'ennemi, seront inscrits dans le procès-verbal et dans le « Bulletin », et que leur adresse y sera insérée.

La Convention nationale charge en outre le ministre de la guerre de pourvoir à l'avancement de ces deux citoyens, dont les noms sont Fouquet (1), lieutenant des grenadiers et Biguerrier (2), grenadier au bataillon de Vervins (3).

*Suit la demande d'admission à la barre des citoyens Fouquet et Biguerrier, députés près la Convention par le 4<sup>e</sup> bataillon de l'Aisne (4).*

« Paris, le seizième jour du premier mois de l'an II de la République une et indivisible. »

Citoyen Président,

Le 4<sup>e</sup> bataillon de l'Aisne, nommé le bataillon de Vervins, nous a députés près la Convention nationale pour lui offrir un drapeau que nous avons pris sur les Anglais. Impatients de retourner à notre poste, nous vous prions de nous faire admettre.

« BIGUERRIER, grenadier; FOUQUET, lieutenant des grenadiers au bataillon de Vervins. »

## II

*Suit l'adresse du 4<sup>e</sup> bataillon de l'Aisne (5).*

*Adresse des députés du bataillon de Vervins à la Convention nationale.*

« Représentants,

« Le 4<sup>e</sup> bataillon de l'Aisne, nommé le bataillon de Vervins, vous fait hommage, par

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 156.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 156.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(5) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 156.

(6) Archives nationales, carton D11 246 (L).

(1) Le nom est mal orthographié; cet officier s'appelle Fouquet.

(2) Il faut lire Biguerrier.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 157.

(4) Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(5) Archives nationales, carton C 273, dossier 685. Bulletin de la Convention du 7<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II de la République (mardi 8 octobre 1793).



nos mains, d'un drapeau pris sur les Anglais à l'affaire de Voirmont.

« Mon camarade que voici a tué l'officier qui le portait, et moi j'ai saisi le drapeau au milieu des coups de fusil.

« Agréer-le et que nous puissions dire, quand nous retournerons dans nos chaumières, car nous sommes des paysans, et nous aussi nous avons orné le temple de la liberté.

« Des traîtres, dont l'arrestation a commencé la justice, avaient calomnié le bataillon à l'affaire du 1<sup>er</sup> mai, nous leur avons répondu en restant constamment au bivouac et aux avant-postes, c'est là où on nous trouvera ainsi que *Marc Pécheux*, notre chef, qui n'a jamais mis le pied dans les quartiers généraux, mais qui marche à notre tête quand il faut charger.

« Nous vous devons cette justification, car le bien qui nous est le plus cher, c'est notre honneur et votre estime.

« BIGUIERIE; FOUQUET. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Deux volontaires du département de l'Aisne sont admis à la barre.

*L'orateur.* Nous ne sommes que de simples habitants des campagnes; mais la liberté a tout notre amour. Nous combattons pour sa défense, et nous voulons orner son temple. Nous vous faisons hommage, législateurs, d'un drapeau que nous avons enlevé aux Anglais; l'officier qui le portait a été tué de notre main, ainsi que les soldats ennemis qui l'entouraient.

L'Assemblée donne des applaudissements à l'action courageuse de ces citoyens, et charge le ministre de la guerre de leur avancement.

Au nom du comité de marine, les quatre décrets suivants sont rendus.

« La Convention nationale, ouï le rapport de son comité de marine [GUEZNO, rapporteur (2)] sur une lettre du ministre, relative à l'entretien de plusieurs sergents de ports, nommés par le conseil municipal de Marseille, passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que la loi portant création des officiers de ports, n'a point créé de places de sergent, et casse en conséquence la délibération du conseil municipal de Marseille, du 5 mai 1792, relative à la nomination d'un sergent de port (3). »

« La Convention nationale, ouï le rapport de son comité de marine [GUEZNO, rapporteur (4)], approuve l'arrêté que les représentants du peuple envoyés près l'armée des côtes de Brest ont pris le 1<sup>er</sup> juin dernier, sur l'augmentation et le choix des gendarmes nationaux maritimes nécessaires à la sûreté de ce port, et décrète en conséquence que le nombre des gendarmes employés au service du port de Brest demeurera définitivement augmenté d'un brigadier et de 13 gendarmes, et que chacun des citoyens composant cette

augmentation jouira du traitement affecté à son grade, à compter du jour qu'il est entré en fonctions (1). »

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité de marine [GUEZNO, rapporteur (2)] rapporte les dispositions de l'article 25 de la loi sur l'organisation de la marine, en ce qui concerne la nomination des maîtres sculpteurs, et décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les places de maîtres sculpteurs attachés à la marine de la République seront désormais données au concours, au fur et à mesure qu'elles deviendront vacantes ou qu'un décret en créera de nouvelles.

#### Art. 2.

« Tous les sculpteurs de la République seront admis aux concours qui auront lieu en exécution du précédent article.

#### Art. 3.

« Lorsqu'il devra s'ouvrir un concours pour la nomination à une place de sculpteur, le ministre de la marine l'annoncera dans toute l'étendue de la République, et notamment dans les ports; il proposera le sujet que les artistes devront traiter, et il invitera les concurrents à lui adresser leurs travaux directement, et sous un délai déterminé.

#### Art. 4.

« Le ministre soumettra les travaux qu'il aura reçus à l'examen du bureau d'instruction des arts établi à Paris; et l'artiste dont le travail sera jugé par le bureau réunir le plus de perfection, obtiendra la place vacante.

#### Art. 5.

« Aussitôt le jugement du bureau, le ministre fera proclamer dans tous les ateliers de sculpture de la marine le nom du citoyen qui aura réussi, et il donnera les ordres nécessaires pour le faire installer dans ses fonctions (3).

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de marine [GUEZNO, rapporteur (4)] sur une lettre du ministre, par laquelle il demande si les officiers des compagnies de canonnières-matelots supprimés en 1786, doivent jouir du bénéfice de la loi du 12 septembre 1791, relative aux officiers privés de leur état sans cause légitime, passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que la loi du 12 septembre ne concerne que les officiers arbitrairement privés de leur état ou suspendus de leur fonctions, et ne peut s'appliquer à ceux pourvus de retraite et dont les corps ont subi une réforme (5). »

(1) *Moniteur universel* n° 19 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 76, col. 1.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 21, p. 157.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 158.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 158.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 159.

Une députation des 48 sections de Paris pour les accaparements est admise à la barre. Elle demande que la Commission des Six fasse son rapport sur les accaparements.

Renvoi à la Commission des Six (1).

Suit le texte de la pétition des 48 sections de Paris (2).

« 8 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Législateurs,

« Les commissaires des quarante-huit sections de Paris, pour les accaparements, réduits à l'impuissance d'opérer le bien que vous avez le droit d'attendre de leur exacte surveillance, par les difficultés insurmontables que présente, dans son exécution, la loi du 26 juillet dernier, ont vu avec plaisir le nouveau projet de décret que vous avez chargé votre Commission des Six de rapporter sans délai. Ce rapport devait être fait dans les trois jours de l'impression du projet de la nouvelle loi, et déjà depuis trois semaines nous en attendons en vain les effets salutaires. Notre activité et notre zèle se trouvent enchaînés et la République se trouve exposée à des pertes énormes faute de précision dans les différents articles d'une loi qui ne saurait être trop générale pour qu'aucun fripon n'échappe à la vengeance nationale.

« Législateurs, ordonnez que le rapporteur monte à l'instant à la tribune. Nous vous assurons qu'aucune de vos occupations ne peut être plus importante.

« TRESTONDEAU, président des commissaires; JONQUOY, secrétaire. »

COMPTE RENDU de l'Auditeur national (3).

Une députation des commissaires des 48 sections de Paris, préposés à l'exécution de la loi contre les accapareurs, expose que la première loi qui a été rendue contre les accapareurs est si vague qu'il est impossible de la mettre en exécution. Elle demande que la Convention discute, séance tenante, les articles additionnels à cette loi.

On observe aux pétitionnaires qu'Osselin est chargé de les présenter séance tenante.

Ils sont invités aux honneurs de la séance.

Au nom du comité des finances [MONNOT, rapporteur (4)] les deux décrets suivants sont rendus.

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité des finances, décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

« L'Administration des postes réglera les

indemnités dues aux maîtres des postes, pour pertes de chevaux, et autres accidents arrivés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1793, en se conformant aux règles prescrites par les précédents décrets. Ces indemnités seront payées sur les fonds mis à la disposition du ministre pour le service des postes.

Art. 2.

« Les membres des municipalités qui seraient convaincus d'avoir donné aux maîtres de postes de fausses attestations, en seront personnellement responsables; et l'amende qu'ils auront encourue, sera applicable en entier au dénonciateur.

« Dans les postes où le nombre de chevaux existants n'est pas suffisant pour faire le service, l'administration est autorisée à accorder aux maîtres de postes les avances ou indemnités qu'elle estimera nécessaires au service, sur l'avis des corps administratifs, sans cependant pouvoir excéder 300 livres par tête de cheval à remplacer.

« Les avances ne seront faites que moyennant un cautionnement suffisant, et seront remboursées par compensation sur les premiers services que les maîtres de postes auront faits pour le compte de la République.

Art. 3.

« A Paris et sur les routes qui aboutissent aux armées, les commissaires de la Convention, et, en leur absence, les corps administratifs, sont autorisés à faire fournir par voie de réquisition les fourrages et avoines nécessaires au service de chaque relais, après avoir préalablement constaté par un procès-verbal la quantité qui sera nécessaire.

Art. 4.

« Les maîtres de postes et entrepreneurs de la conduite des malles et diligences nationales, qui ont donné leur démission, sont tenus de continuer le service pendant trois mois, à compter de ce jour, quand même ce terme excéderait les six mois prescrits par la loi.

Art. 5.

« Il sera payé jusqu'à nouvel ordre pour chaque cheval, 2 livres 5 sols par poste (1). »

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité des finances [MONNOT, rapporteur (2)], décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Le tarif pour les voitures par terre des postes et messageries nationales, sera fait par l'Administration des postes, de telle sorte que l'on paiera précisément le tiers en sus de ce qu'on payait en 1790 pour chaque voyageur ou effets transportés.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 160.

(2) Archives nationales carton C 273, dossier 711.

(3) Auditeur national n° 382 du 48<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 2.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 160.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.



## Art. 2.

« Les articles de chargement des voitures de l'Administration, et ceux des voitures des sous-fermiers, qui devront être versés dans d'autres voitures pour arriver à leur destination ultérieure, ne seront taxés pour les cinq lieues (si elles sont à partager) qu'en raison de la distance parcourue, et ce, d'après les prix relatifs qui seront mentionnés au nouveau tarif.

## Art. 3.

« La Convention nationale charge son comité des finances de lui présenter un projet de tarif en particulier pour faciliter le transport des livres et autres ouvrages de l'imprimerie.

## Art. 4.

« Il n'est rien innové, quant à présent, sur la taxe des ports de lettres; la Convention nationale charge son comité des finances de lui faire un rapport sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas de la diminuer.

## Art. 5.

« Il sera mis à la disposition du ministre des contributions publiques, une somme de 1,200 livres pour le service des messageries nationales (1). »

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des décrets* (2).

L'Assemblée rend un décret qui assure aux maîtres des postes des indemnités pour continuer le service dont ils sont chargés.

Le comité des finances a fait proposer un nouveau tarif des places dans les messageries

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 161.

(2) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 383, p. 89). D'autre part, le *Moniteur universel* (n° 19 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 76, col. 1, le *Mercure universel* (mercredi 9 octobre 1793, p. 133, col. 1), le *Journal de Perlet* (n° 382 du 8<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 66 et les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 281 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 1278, col. 2 rendent compte de la discussion à laquelle donnèrent lieu les projets présentés par Monnot dans les termes suivants :

## I

COMPTE RENDU du *Moniteur universel*.

Un membre. Le service des armées de la République exige des maîtres de poste un service extraordinaire. Le comité des Finances vous propose de leur accorder une indemnité dont il vous proposera le tarif.

Cette proposition est adoptée.

## II

COMPTE RENDU du *Mercure universel* :

Le rapporteur du comité des Ponts et Chaussées et des Finances fait lecture d'un projet de décret par lequel il propose de charger l'administration des Postes

et diligences. Les places des riches y sont augmentées; celles des pauvres ne le sont pas.

Le rapporteur observe que cette augmentation légère est encore loin de compenser les dépenses que fait la République pour l'achat des chevaux et leur nourriture.

Le tarif est adopté.

On en présente un autre pour diminuer le prix du transport des livres par la poste.

Il s'élève quelques difficultés.

Un membre réclamait contre cette diminution et voulait que le tarif actuel fût conservé.

Osselin. Non, non. J'aimerais mieux qu'on le supprimât entièrement. Et puissiez-vous être obligés un jour de décréter une poste expresse pour le transport des livres! Leur circulation est une preuve que les lumières se répandent, que le peuple veut s'instruire et que las d'être dupé par le charlatanisme, il ne veut pas non plus que l'ignorance domine.

Les citoyens applaudissent.

Le tarif est renvoyé à un nouvel examen du comité.

Osselin demande que, pendant la guerre, le prix du port des lettres soit diminué. Il n'est pas un de nos frères d'armes, dit-il, qui ne communique avec sa famille pour lui faire part de ses travaux particuliers et des succès de nos armes.

de taxer les indemnités des maîtres de postes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1793.

Il propose aussi d'augmenter la taxe des ports de lettres.

La question préalable écarte cette dernière partie du projet; et l'Assemblée renvoie à son comité la question de savoir s'il ne conviendrait point de diminuer au contraire le prix des ports de lettres.

## III

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*.

Le rapporteur de plusieurs comités réunis expose que le service des postes et des messageries se fait avec beaucoup d'irrégularité et qu'il est même à craindre qu'il ne soit suspendu dans plusieurs localités. La cause de ce mal, dit-il, consiste en ce qu'on a cessé de payer aux maîtres de poste les indemnités qu'une précédente loi leur accorde, en ce qu'il leur est très difficile de se procurer des chevaux et que les fourrages sont d'une cherté excessive.

La Convention nationale décrète les dispositions suivantes :

(Suit un résumé des deux projets de décret que nous reproduisons ci-dessus.)

## IV.

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires*.

Après avoir fait autoriser l'administration des Postes à accorder des indemnités aux maîtres des postes, le rapporteur du comité des Finances présente un nouveau tarif, tant pour les diligences que pour le transport des effets par la poste et par les voitures publiques.

Un membre demande que le tarif soit compris dans la loi de la fixation des denrées, en sorte que l'augmentation du prix soit d'un tiers en sus que celui de 1790.

Cette proposition est adoptée.

Le même rapporteur engage ensuite la Convention à augmenter d'un sou le port des lettres.

Plusieurs membres se récrient contre cette proposition. Ils trouvent que le port des lettres est déjà assez cher, et qu'au lieu de l'augmenter on ferait beaucoup mieux de le diminuer.

Cette proposition est applaudie et renvoyée au comité pour en faire le rapport.

La Convention entend l'acte d'accusation [CHARLIER, rapporteur (1)] contre Perrin, député du département de l'Aube.

La Convention nationale a décrété le 23 septembre dernier, qu'il y avait lieu à accusation contre le citoyen Perrin, ancien maire de Troyes, député par le département de l'Aube.

Ses motifs ont été que le citoyen Perrin, quoique représentant du peuple, et en cette qualité chargé de veiller aux intérêts de la République, était prévenu des faits suivant :

1<sup>o</sup> D'avoir fait, pour son profit particulier, des spéculations commerciales, préjudiciables à la République;

2<sup>o</sup> D'avoir accaparé pour son compte une quantité considérable de toiles, fil et coton à Lyon, Villefranche, Niort, Rouen et Troyes.

3<sup>o</sup> D'avoir, en suite de ces achats, quoique membre du comité de surveillance des marchés, sollicité de l'Administration chargée de l'habillement des troupes de la République, une commission pour faire l'acquisition de ses propres marchandises, avec un bénéfice de 2 1/2 0 0; commission qui lui a été accordée le 4 février dernier, et dont il a reçu le prix.

4<sup>o</sup> D'avoir, en vertu de cette commission, sollicité du ministre de la guerre des fonds d'avance qu'il a obtenus, avec lesquels il a formé les achats, fait augmenter les toiles de fil et coton, et doublé ses bénéfices comme vendeur et comme commissionnaire.

5<sup>o</sup> Enfin d'avoir été le surveillant de ses propres fournitures, comme membre du comité des marchés.

En conséquence la Convention accuse devant le tribunal extraordinaire le citoyen Perrin, député par le département de l'Aube, comme prévenu des faits ci-dessus rappelés. Charge l'accusateur public près ce tribunal, et l'agent du Trésor public, de poursuivre les réparations affactives et pécuniaires qui sont encourues en pareil cas, légalement constaté (2).

COMPTE RENDU de l'Auditeur national (3).

L'acte d'accusation contre Perrin, député de l'Aube, est présenté. Voici en quels termes il est rédigé.

(Suit un extrait de l'acte d'accusation que nous reproduisons ci-dessus).

La Convention adopte l'acte d'accusation et les tribunes applaudissent (4).

Un membre du comité des domaines [POULLAIN-GRANDPREY, rapporteur (1)] fait rendre le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des domaines, permet au citoyen Rambourg, maître de la forge du Tronçay, d'asseoir à côté de la forge qu'il a construite sur un terrain dont il est propriétaire, dit Saint-Jean-de-Bouli, le second fourneau qu'il avait été autorisé à établir à côté de la forge du Tronçay, au département de l'Allier, à charge de se conformer aux dispositions de la loi du 28 juillet 1791, sur les décrets des 27 mars, 15 juin et 12 juillet de la même année (2). »

Rapport de Poullain-Grandprey (3).

Sur la demande faite par le citoyen Rambourg, maître de la forge du Tronçays, tendant à établir un fourneau près de la forge qu'il a construite sur le terrain dit Saint-Jean-de-Bouys, pour alimenter la manufacture d'armes de Moulins. Les avis du département de l'Allier, du district de Cérilly et du conseil d'administration de la manufacture d'armes de Moulins sont favorables à la demande du citoyen Rambourg. Ils sont fondés sur ce que les eaux qui servent à mettre en activité la forge du Tronçays feront marcher le fourneau projeté et que son établissement suppléera au chômage du fourneau du Tronçays.

(Suit le projet de décret que nous reproduisons ci-dessus.)

Le citoyen Crassous, député de la Martinique, prend séance à la Convention nationale ce jour, 17<sup>e</sup> du premier mois de la seconde année de la République une et indivisible (4).

Un membre de la Commission des Six pour les accaparements [OSSELIN (5)], rend compte, au nom de cette commission et du comité de sûreté générale, de la pétition de la section du Théâtre-Français, dite de Marseille et de Marat (6), sur la saisie faite chez le député Robert, de 8 pièces de rhum; ce membre observe qu'après une longue discussion ces deux comités n'ont pu décider la question de savoir si le rhum devait être considéré comme eau-de-vie : ils se sont déterminés à consulter la Convention sur l'interprétation de la loi.

Après quelques débats, la Convention rend le décret suivant :

« La Convention, après avoir entendu la solution demandée au nom de ses comités de sûreté

18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 178, col. 2, mentionnent que l'adoption de cet acte d'accusation fut accueillie par les plus vifs applaudissements.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 163.

(3) Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 164.

(5) D'après les divers journaux de l'époque.

(6) Voy. ci-dessus, séance du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793), la pétition de la section du Théâtre-Français, dite de Marseille et de Marat.

(1) D'après le *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 19 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 76, col. 2] et d'après le *Mercur universel* (mercredi 9 octobre 1793, p. 133, col. 2).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 162.

(3) *Auditeur national*, n<sup>o</sup> 382 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 27.

(4) Les *Annales patriotiques et littéraires*, n<sup>o</sup> 281 du



générale et de sa Commission des accaparements, passe à l'ordre du jour, sauf à statuer après avoir entendu le rapport (1). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Osselin. Avant de présenter la rédaction nouvelle de la loi sur les accaparements, je vais vous rendre compte de l'opinion du comité sur l'accusation portée contre François Robert, par la section du Théâtre-Français, dite de Marseille et de Marat. Après sept heures de délibération, la commission n'a pu décider la question de savoir si le rhum devait être considéré comme eau-de-vie, elle a résolu de consulter les législateurs eux-mêmes sur l'interprétation de la loi. C'est à vous à prononcer; mais n'oubliez pas qu'il s'agit de la mort, qu'il serait cruel d'appliquer cette peine pour la première fois sur un fait incertain; et si j'ose ici, cessant d'être rapporteur, énoncer mon opinion particulière, je vous proposerais de n'appliquer cette peine de mort qu'à la récidive, et de décréter que pour la première fois l'accaparement ne sera puni que de la confiscation des objets accaparés.

Thibault. Je déclare qu'en votant cette loi, je n'entendais pas comprendre le rhum comme eau-de-vie. Je demande la question préalable sur ces misérables chicanes.

Raffron. L'accaparement est un crime capital contre la société. Je conclus de là qu'il n'est pas d'accaparement quelconque qui puisse être toléré par les lois. (*On applaudit.*)

Voulland. J'avoue que mon ignorance était complète sur le rhum. Je croyais que c'était une de ces liqueurs de luxe qu'on prépare à grands frais en Amérique pour les apporter aux riches Européens. Je n'ai donc point entendu le comprendre dans la loi.

Romme. Tout le monde sait que les mots étrangers de rhum et de rack ne signifient autre chose qu'eau-de-vie; on ne peut donc, à l'aide de ces mots, éluder une loi salutaire pour le peuple, autrement il suffirait, pour y soustraire d'immenses accaparements d'eau-de-vie simple, d'y mettre des fruits, ou de lui donner quelque perfection. La loi ne parle point d'eau-de-vie de grains, eh bien! si quelqu'un en avait un dépôt secret, serait-il un accapareur? Oui. Quoique cette eau-de-vie soit inférieure aux autres, pourquoi donc ne le serait-il pas, s'il en avait dans ce dépôt d'une qualité supérieure? Robert était dans ce cas, et connaissait la loi. Je demande que votre décision fasse honneur à votre sévérité législative. Il faut que la loi soit appliquée dans toute sa rigueur à ceux d'entre nous qui l'ont enfreinte; vous pourrez, après cette application, la renvoyer au comité pour vous en présenter une rédaction plus précise.

Un membre. Je pense comme Osselin, qu'il

serait trop rigoureux d'appliquer la peine de mort à un crime que la loi ne définit pas clairement; cet effet rétroactif serait de toute injustice.

Lebon. La loi qui n'est pas claire est comme si elle n'existait pas : or, comme nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi antérieure à son délit, je demande qu'on passe à l'ordre du jour sur le cas particulier qui nous occupe, et qu'on renvoie à l'examen du comité la question de savoir si le rhum doit être compris parmi les objets de première nécessité. (*On applaudit.*) Cette proposition est décrétée.

Un membre [OSSELIN (1)] présente les changements faits par la Commission des Six à la loi sur les accaparements (2).

La nomenclature des objets de première nécessité est supprimée.

La Commission présente un projet de décret pour remplacer cette nomenclature. Plusieurs membres le trouvent vague et dangereux.

Après un mûr examen, l'Assemblée renvoie la question à l'examen du comité et le charge d'en faire sous deux jours le rapport (3).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

Osselin présente les changements faits par le comité à la loi sur les accaparements.

La nomenclature des objets de première nécessité est supprimée et remplacée par un article ainsi conçu :

« Sont réputés accapareurs ceux qui entassent dans leurs magasins les denrées, les marchandises ou tout autre objet de commerce sans les déclarer et les mettre en vente. »

Plusieurs membres trouvent cet article vague et dangereux.

Thuriot. J'observe que si l'on comprend dans la loi tous les objets de commerce, on frappe également sur les choses importantes et frivoles, car il n'y a rien qui ne soit dans le commerce. Par exemple, il est des hommes qui aiment les tableaux; ils en font des collections nombreuses sans vouloir les vendre; rien de plus innocent! seront-ils réputés accapareurs, et frappés de mort? Il est des hommes qui, pour cultiver la physique, sont obligés de réunir un grand nombre de machines; seront-ils réputés accapareurs; et frappés de mort? Il est des hommes qui, passionnés pour l'étude et nés pour éclairer le genre humain, ont de vastes bibliothèques; seront-ils réputés accapareurs de livres et frappés de mort? Certes, ce n'est point là votre intention, vous en sentez l'injustice et la barbarie. Eh bien, voilà les suppositions natu-

(1) D'après les divers journaux de l'époque.

(2) Voy. *Archives parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. LXXIV, séance du 19 septembre 1793, p. 409, le projet de décret présenté par Osselin et t. LXXV, séance du 2 octobre 1793, p. 471, la discussion de ce projet de décret.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 164.

(4) *Moniteur universel*, n° 19 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 76, col. 1. D'autre part, voy. ci-après, annexe n° 1, p. 259, le compte rendu de la même discussion dans divers journaux.

(4) *Moniteur universel*, n° 19 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 76, col. 1. D'autre part, voy. ci-après, annexe n° 2, p. 260, le compte rendu de la même discussion dans divers journaux.

relles qu'on peut tirer de l'article présenté et qui, s'il était décrété, se réaliseraient sans doute. Il ne faut pas exposer les citoyens à cet arbitraire terrible. La loi ne doit porter aucune exception pour les objets d'absolue nécessité, mais il faut qu'elle les distingue avec précision de ceux qui ne sont pas compris sous cette dénomination, afin qu'un homme innocent ne puisse être conduit à l'échafaud sur les fausses dénonciations et par les manœuvres de ses ennemis. *(On applaudit.)*

**Bentabole.** J'observe qu'une loi qui laisse à l'arbitraire la faculté de commettre des injustices est toujours abhorrée et demeure sans exécution. Je demande que le comité présente la liste exacte des objets qui doivent être compris dans la loi.

*Un membre.* J'observe que c'est en voulant généraliser toutes les lois qu'on les rend injustes.

**Raffron.** Il ne faut point de nomenclature, vous oublierez toujours quelque chose, on ne s'avise jamais de tout. L'accaparement est un crime contre la nation entière : il doit être puni sans aucune exception.

La Convention renvoie la question à l'examen du comité et le charge de lui en faire sous deux jours le rapport.

*Un membre* [GÉNIESSIEU (1)] consulte l'Assemblée sur la question de savoir si les receveurs du droit d'enregistrement d'un âge au-dessus de 18 et au-dessous de 25 ans, quoique fonctionnaires publics, doivent être exclus de la réquisition.

Sur cette question, plusieurs membres observent que cette partie d'administration a besoin d'être épurée.

Sur différentes propositions, les deux décrets qui se suivent sont intervenus :

« La Convention nationale décrète que sa Commission des finances lui fera, dans un mois au plus tard, son rapport sur le nouveau mode de contributions directes et indirectes à établir, pour mettre tous les citoyens sachant lire et écrire à même d'occuper toutes les places financières de la République, conformément aux principes de la nouvelle Constitution. »

« La Convention nationale décrète [sur la motion d'ICHON (2)] que son comité des finances lui fera incessamment un rapport, dans lequel il lui présentera un nouveau mode d'organisation des bureaux d'enregistrement. »

« Décrète, en outre, que les Administrations de districts feront passer, dans le plus court délai, à son comité des finances, des renseignements exacts sur le civisme des inspecteurs et directeurs des bureaux d'enregistrement de leur arrondissement, ainsi que sur la conduite qu'ils ont tenue dans les circonstances présentes (3). »

(1) D'après les divers journaux de l'époque.

(2) L'auteur de la motion est ICHON, d'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 213, dossier 685.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 165.

## COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

**Génissieu.** La Convention doit prononcer sur la difficulté qui s'élève dans toutes les parties de la République. Il s'agit de savoir si les receveurs du droit d'enregistrement sont compris dans la réquisition.

*Plusieurs voix.* Oui, oui.

**Ichon.** La Convention n'a pas encore épuré cette espèce de fonctionnaires publics; cette administration mérite votre attention, car elle est infectée d'aristocratie. Je demande que le Comité des finances nous présente une nouvelle organisation de cette administration. Quant à ce qui concerne la question élevée par Génissieu, vous ne devez pas balancer à déclarer qu'ils sont compris dans la réquisition.

**Boussion.** Il ne faut pas confondre les receveurs en pied du droit d'enregistrement avec les surnuméraires; les premiers sont des hommes instruits et qui ont été obligés de fournir un fort cautionnement, ce sont des fonctionnaires publics qu'il serait difficile de remplacer; ils doivent être exempts de la réquisition, mais non pas les surnuméraires.

(1) *Moniteur universel*, n° 19 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 76, col. 3. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 383, p. 92), l'*Auditeur national* [n° 382 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 3] et le *Journal de Perlet* [n° 382 du 8<sup>e</sup> jour de la deuxième décade du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 67] rendent compte de la motion de Génissieu dans les termes suivants :

### I

#### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

GÉNIESSIEU consulte la Convention sur cette question : « Les receveurs du droit d'enregistrement, d'un âge au-dessus de 18 et au-dessous de 25 ans, quoique fonctionnaires publics, doivent-ils être exclus de la réquisition ? »

ICHON. Cette partie de l'administration a besoin d'être épurée; elle est infectée d'aristocratie. Je demande que le comité des Finances vous présente ses vues sur une nouvelle organisation de cette importante administration. A l'égard de la question faite par Génissieu, je ne pense pas qu'elle en doive faire une. La loi n'admet point d'exception : je demande l'ordre du jour.

Boussion. J'observe qu'il faut faire une différence entre les surnuméraires, les commis aux enregistrements dont a voulu parler l'opinant, et les receveurs obligés de fournir un cautionnement, un certificat de civisme, et fonctionnaires publics utiles. Je demande le renvoi de la question de Génissieu, avec nos observations, au comité des Finances.

CHABOT. C'est peu d'épurer les bureaux de l'enregistrement des aristocrates dont ils fourmillent. Il faut encore tellement simplifier le travail de l'enregistrement, qu'il soit à portée de tous les citoyens. Il faut enfin s'occuper de l'établissement des contributions de 1794. Je demande que le comité des Finances vous présente un travail à ce sujet.

La proposition de Chabot est décrétée.

### II

#### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

GÉNIESSIEU consulte l'Assemblée sur la question de savoir si les receveurs des droits d'enregistrement qui n'ont pas 25 ans sont compris dans la loi de réquisi-



**Mailhe.** Je ne sais pas quelles connaissances peut avoir un jeune homme de 20 ans que n'ait pas un père de famille, ne vous laissez pas persuader qu'il serait difficile de les remplacer.

**Chabot.** Savez-vous ce que doit faire la Convention? Elle doit ordonner à son comité des finances de présenter un mode de perception des contributions directes tellement simple qu'un greffier de village soit aussi en état de remplir les fonctions de receveur que les muscadins du choix de M. Clavière. (*On applaudit.*) Voilà la proposition que je fais.

La Convention passe à l'ordre du jour sur la proposition de Génissieu, motivé sur ce que les receveurs du droit d'enregistrement sont compris dans la réquisition, et charge son comité des finances de lui présenter une nouvelle organisation de cette administration, et un nouveau mode de perception des contributions.

Au nom des comités de la guerre et de Salut public [Gossuin, rapporteur (1)] la Convention a rendu le décret suivant (2) :

« La Convention nationale, après avoir entendu ses comités de Salut public et de la guerre, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Il sera fait une levée extraordinaire de chevaux, pour le service de la cavalerie, sur tous les cantons et arrondissements de la République ayant une juridiction de paix particulière.

tion. Quant à lui, il pense, qu'étant fonctionnaires publics, ils doivent en être exempts, vu surtout, qu'il serait difficile de les remplacer, à cause des connaissances nécessaires pour remplir ces fonctions.

Ichon demande que non seulement ces receveurs soient soumis à la réquisition, mais encore que tous les bureaux des droits d'enregistrement soient purgés de tous les aristocrates qu'il dit s'y trouver. Il propose de charger le comité des Finances de présenter un mode à ce sujet. (*Adopté.*)

### III

#### COMPTE RENDU du Journal de Perlet.

GÉNISSIEU. Il s'élève des difficultés sur la question de savoir si les receveurs du droit d'enregistrement qui ont plus de 18 et moins de 25 ans sont compris dans la loi sur la réquisition. Je demande que la Convention nationale s'explique à cet égard.

Un membre. Les receveurs du droit d'enregistrement sont fonctionnaires publics; ils ne doivent pas être compris dans la loi du 23 août.

Ichon. Ce sont presque tous des aristocrates et des muscadins. Je demande, moi, que le comité des Finances présente un rapport sur leur réorganisation et qu'on passe à l'ordre du jour sur l'explication que sollicite Génissieu, motivé sur la loi du 23 août, qui n'a point excepté les inspecteurs et receveurs du droit d'enregistrement.

Je demande en outre que les administrations de district fassent passer à votre comité des finances tous les renseignements possibles à leur égard.

Les propositions d'Ichon sont adoptées.

CHABOT. Je demande que ce comité soit également chargé de vous présenter, dans trois décades, un mode de contribution directe et indirecte pour 1794. (*Décrété.*)

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(2) Ce projet avait été présenté déjà, à la séance de la veille, et renvoyé à un nouvel examen du comité. (Voy. ci-dessus, séance du 7 octobre 1793, p. 222).

#### Art. 2.

« Le minimum à fournir par chaque canton et par chaque arrondissement, sera de 6 chevaux. Les représentants du peuple pourront en requérir un plus grand nombre, lorsque les localités le permettront.

#### Art. 3.

« Ces chevaux ne seront pas reçus au-dessous de l'âge de 5 ans; ils n'auront pas moins de 6 pouces de taille, mesurés sous potence.

#### Art. 4.

« Ils auront l'équipage complet de l'arme à laquelle ils seront propres par leur taille, qui sera de 6 pouces pour les hussards, 7 pouces pour les dragons, 8 pouces et au-dessus pour la cavalerie.

#### Art. 5.

« Les municipalités des chefs-lieux de canton et celles des villes sont spécialement chargées du soin de cette levée, ainsi que de la fourniture de l'armement et de l'équipement; elles pourront appeler auprès d'elles des membres des municipalités de leurs arrondissements respectifs, pour se concerter sur les moyens d'assurer la plus prompte exécution du présent décret.

#### Art. 6.

« Ces municipalités fourniront, en outre, par chaque cheval, un sabre ayant une lame de 30 pouces au moins, deux pistolets et une paire de bottes.

#### Art. 7.

« Les chevaux et effets d'équipement et armement sont mis en réquisition dans toutes les communes, jusqu'à l'instant où la levée ordonnée sera entièrement effectuée. Les municipalités sont autorisées à se procurer les objets ci-dessus, chez tous les citoyens, sauf l'indemnité de gré à gré, ou à dire d'experts.

#### Art. 8.

« Les municipalités des chefs-lieux de cantons et arrondissements ayant juges de paix, enverront, sans délai, tant au ministre de la guerre, qu'au représentant du peuple qui sera dans la division, un procès-verbal contenant l'âge, la taille et le signalement des chevaux qu'elles auront fournis.

#### Art. 9.

« Afin d'assurer et d'accélérer l'exécution du présent décret, le territoire de la République sera partagé, comme il suit, en 20 divisions, qui auront chacune un chef-lieu pour le rassemblement des chevaux, savoir :

1. Pas-de-Calais, la Somme, à Abbeville.
2. Le Nord, l'Aisne, à Soissons.
3. Les Ardennes, la Meuse, la Marne, à Châlons-sur-Marne.

4. La Moselle, la Meurthe, les Vosges, la Haute-Marne, à *Nancy*.

5. Le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, la Haute-Saône, le Mont-Terrible, à *Saverne*.

6. Le Doubs, le Jura, Saône-et-Loire, à *Châlons*.

7. L'Ain, le Mont-Blanc, l'Isère, Rhône-et-Loire, à *Vienne*.

8. Hautes-Alpes, Basses-Alpes, la Drôme, à *Gap*.

9. Les Alpes-Maritimes, le Var, les Bouches-du-Rhône, à *Arles*.

10. Le Gard, l'Ardèche, la Corrèze, l'Aveyron, l'Hérault, à *Montpellier*.

11. L'Aude, les Pyrénées-Orientales, l'Ariège, la Haute-Garonne, le Tarn, à *Carcassonne*.

12. Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, les Landes, le Gers, à *Auch*.

13. La Gironde, Lot-et-Garonne, le Lot, la Dordogne, à *Bergerac*.

14. Charente-Inférieure, la Vendée, les Deux-Sèvres, la Charente, la Haute-Vienne, à *Angoulême*.

15. La Vienne, Mayenne-et-Loire, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, la Sarthe, à *Tours*.

16. Loire-Inférieure, le Morbihan, le Finistère, les Côtes-du-Nord, l'Ille-et-Vilaine, la Mayenne, à *Rennes*.

17. La Manche, le Calvados, l'Orne, l'Eure-et-Loir, l'Eure, la Seine-Inférieure, à *Rouen*.

18. Paris, Seine-et-Oise, Oise, Seine-et-Marne, à *Versailles*.

19. L'Aube, l'Yonne, la Côte-d'Or, la Nièvre, le Loiret, le Cher, l'Indre, à *Auxerre*.

20. L'Allier, le Puy-de-Dôme, Haute-Loire, le Cantal, la Corrèze et la Creuse, à *Clermont-Ferrand*.

#### Art. 10.

« Un représentant du peuple sera nommé pour chacune de ces 20 divisions; il sera chargé de la prompte exécution de cette levée extraordinaire de chevaux : il sera muni, à cet effet, de pouvoirs illimités; il pourra choisir les agents qui lui seront nécessaires; il veillera à ce que les chevaux aient la taille et la conformation propres au service des différentes armes.

Les représentants du peuple sont :

Vidalin, pour.....	Abbeville.
Bollé (1).....	Soissons.
Duroy.....	Châlons-sur-Marne.
Faure.....	Nancy.
Projean.....	Saverne.
Phiéger (2).....	Châlons-s-Saône.
Petit-Jean.....	Vienne.
Beauchamp.....	Gap.
Goupilleau (de Montaigu).....	Arles.
Delbrel.....	Montpellier.
Bentabole.....	Carcassonne.
Cavaignac.....	Auch.
Lakanal.....	Bergerac.

(1) Bollet.  
(2) Pfiéger.

Harmand.....	Angoulême.
Guimberteau.....	Tours.
Bourseau (1).....	Rennes.
Dupuis.....	Rouen.
Guillemardet.....	Versailles.
Ychon (2).....	Auxerre.
Goupilleau le jeune.....	Clermont-Ferrand

#### Art. 11.

« Les chevaux seront équipés et rendus au chef-lieu de la division, le 1<sup>er</sup> novembre prochain, au plus tard, qui sera le 11 du second mois de la deuxième année de la République; les administrations de district délivreront, sur-le-champ, les ordres de marche par étape. Les municipalités des chefs-lieux de cantons et arrondissements feront choix d'un conducteur par six chevaux, pour les conduire au lieu du rassemblement : ces conducteurs auront 40 sous par jour, tant pour l'aller que pour le retour, outre l'étape.

#### Art. 12.

« Au fur et à mesure de l'arrivée des chevaux aux chefs-lieux de division, les représentants du peuple en feront faire la revue ; ils les feront marquer des lettres R.F; ils en enverront, de suite, l'état au comité de Salut public et au ministre de la guerre.

#### Art. 13.

« Les municipalités de chaque canton et chaque arrondissement ayant juge de paix, seront tenues de faire transporter et livrer, d'ici au 1<sup>er</sup> novembre prochain, au chef-lieu de leur district, la quantité d'avoine nécessaire pour nourrir, pendant un an, le nombre des chevaux qu'elles auront fourni; l'Administration du district recevra cette denrée, la fera mettre en dépôt dans un domaine national, veillera à sa conservation et ne pourra en disposer qu'en vertu d'un ordre des représentants du peuple ou du ministre de la guerre.

#### Art. 14.

« Le prix des chevaux, effets d'armement, équipement et avoines fournis par les cantons et arrondissements de la République sera payé sur-le-champ par les receveurs des contributions des communes, et en cas d'insuffisance des caisses, par les receveurs de district, sur les mandats délivrés par les municipalités des chefs-lieux de cantons, ou celles des villes, visés par l'Administration du district.

#### Art. 15.

« Le présent décret sera expédié par des coursiers extraordinaires; néanmoins son insertion au « Bulletin de la Convention nationale » servira de promulgation.

#### Art. 16.

« Les corps administratifs sont personnellement responsables de toute négligence et retard dans son exécution.

(1) Boursault.  
(2) Ichon.



## Art. 17.

« Les Sociétés populaires et les commissaires des assemblées primaires sont invités d'y donner leurs soins.

## Art. 18.

Les comités de Salut public et de la guerre présenteront incessamment à la Convention nationale un projet d'instruction pour l'encadrement et la division dans les armées, des chevaux dont la levée est ordonnée par le présent décret (1). »

Une députation de la section de Popincourt se présente à la barre; elle observe que le citoyen Liénard, résidant sur cette section, reconnu bon citoyen, se trouve compris dans la loi qui déclare suspects tous les individus qui ont servi dans la garde de feu Capet; elle demande une exception en sa faveur.

« La Convention nationale passe à l'ordre du jour (2) motivé sur le décret qui interprète la loi du 5 septembre, en exceptant les soldats et sous-officiers de la susdite garde (3). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

La section de Popincourt demande une exception à la loi qui déclare suspects et susceptibles d'être arrêtés tous les individus qui ont servi dans la garde du ci-devant roi, en faveur du citoyen Liénard. La section motive sa pétition sur ce que le citoyen Liénard a donné des preuves d'un civisme pur depuis le commence-

ment de la Révolution, et notamment lorsqu'il servait dans la garde royale, dont il a plusieurs fois dénoncé l'aristocratie.

La Convention passe à l'ordre du jour motivé sur ce que la loi ne comprend pas ceux qui justifient de leur civisme.

La même députation désigne à la Convention le citoyen Gauthier, comme artiste monétaire digne de son attention par ses talents.

## Renvoi au comité des finances (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

La même section indique à la Convention le citoyen Gauthier, comme artiste monétaire, digne de mériter son attention par ses talents, ses connaissances et ses travaux curieux sur la fabrication des monnaies.

Cette pétition est renvoyée au comité des finances.

Deux jeunes citoyens de la même section réclament la liberté de leur père, détenu à Chantilly comme suspect, sur une simple dénonciation.

Renvoi au comité de sûreté générale, pour en faire son rapport sous trois jours (3).

Suit la pétition de deux jeunes citoyens de la section Popincourt (4).

## « Citoyens représentants,

« Deux jeunes républicains qui ont juré d'exterminer les despotes avant que de rentrer dans leurs foyers, vous réclament un père qui est en arrestation à Chantilly, département de l'Oise. Ce cher père est âgé de 64 ans, toujours bon patriote quoiqu'à cet âge il soutient tranquillement un petit commerce à Senlis; il est pauvre, il n'avait qu'un fils à Paris qui lui envoyait le peu de marchandises dont il avait besoin. Ce fils va partir.

« Mais, citoyens, ils vous prient en grâce de voir si leur père est coupable ou de le remettre dans son foyer pour que la petite propriété des deux républicains soit réservée pendant qu'ils terrasseront les tyrans. J'ai juré dans

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 166 à 172.

(2) La motion d'ordre du jour motivé est de Lémance, d'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 685.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 172.

(4) *Moniteur universel*, n° 49 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 77, col. 2. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 385, p. 97) et le *Mercur universel* (mercredi 9 octobre 1793, p. 133, col. 2) rendent compte de la pétition de la section Popincourt dans les termes suivants :

## I

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

Le citoyen Liénard, résidant sur la section Popincourt, se trouve compris dans la loi qui déclare suspects et susceptibles d'arrestation tous les individus qui ont servi dans la garde de feu Capet. Il s'est soumis à la loi. Mais Liénard est un vrai patriote. Le premier il a dénoncé l'incivisme de cette garde constitutionnelle; il a écrit des preuves multipliées de son patriotisme. Persecutions, dangers réels, il a passé par toutes les épreuves de la vertu révolutionnaire. D'ailleurs, il a des talents précieux pour l'enseignement des jeunes citoyens. La section demande en sa faveur une exception à la loi.

Sur l'observation de plusieurs membres que la loi ne regarde que les officiers de la ci-devant garde royale, la Convention passe à l'ordre du jour.

## II

COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

Les jeunes citoyens requis des sections de Popincourt et de l'Homme-Armé sont admis. Le plus grand nombre

ont l'habit uniforme. Ils exposent que le citoyen Liénard, l'un de ceux qui s'est trouvé dans la garde du ci-devant roi, et qui même a dénoncé les actes d'incivisme de cette garde, se trouve dans le cas de la loi qui proscriit les individus de cette garde. Le citoyen Liénard instruit les jeunes citoyens; il dépose des pièces qui constatent son patriotisme. Les citoyens en réquisition demandent si la loi lui est applicable.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que la loi qui proscriit les individus de la garde de Louis Capet n'est applicable qu'aux officiers de cette même garde.

L'Assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que la loi ne proscriit point ceux des individus des ci-devant maisons du roi, qui ont prouvé leur civisme.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 172.

(2) *Moniteur universel*, n° 49 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 77, col. 2.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 172.

(4) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 741.

voire sein avec la section des gardes françaises, et vous renouvelle le serment que je les rassurai.

« Citoyens représentants d'un peuple libre, vous pouvez être sûrs des deux signataires.

« Louis-Christophe MAVRÉ, fils aîné; Théodore MAVRÉ, fils mineur. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Les jeunes gens de la première réquisition des sections de l'Homme armé et de Popincourt défilent dans l'Assemblée. Deux jeunes gens de la section de Popincourt demandent la liberté de leur père, arrêté comme suspect à Chantilly; ils assurent la Convention que leur père est un bon patriote et un vrai républicain.

Sur la proposition de BOURDON (*de l'Oise*), cette pétition est renvoyée au comité de sûreté générale qui prononcera sur l'arrestation après en avoir examiné les motifs.

Un membre du comité des finances [DELAUNAY D'ANGERS, *rapporteur* (2)] présente les vues du comité sur la Compagnie des Indes.

Après une courte discussion, le projet de décret est adopté.

« La Convention nationale, après avoir entendu la Commission des finances, décrète (3) ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les compagnies financières sont et demeurent supprimées. Il est défendu à tous banquiers, négociants et autres personnes quelconques, de former aucun établissement de ce genre, sous aucun prétexte, et sous quelque dénomination que ce soit.

#### Art. 2.

« Les lois des 27 août et 28 novembre 1792 seront exécutées contre toutes les Compagnies dont les portions d'intérêt circulaient à l'époque desdites lois sous la forme d'actions au porteur, et qui, ayant converti lesdites portions d'intérêts en inscription sur leurs propres registres, ont établi pour leurs négociations des transferts particuliers; et les percepteurs du droit d'enregistrement feront verser au Trésor public les sommes déjà dues à la nation, pour le triple droit encouru à raison de leurs transferts faits en fraude.

#### Art. 3.

« A compter du jour de la publication du présent décret, la Compagnie des Indes ne pourra expédier aucun vaisseau pour le commerce de l'Inde; et aucune Société de négociants français ne pourra, dans aucun cas, et sous aucun prétexte, prendre le titre de Compagnie des Indes.

(1) *Moniteur universel*, n° 19 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 77, col. 2.

(2) D'après le *Moniteur universel*.

(3) La minute de ce décret n'a pas été retrouvée parmi celles des autres décrets du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II.

#### Art. 4.

« Il sera nommé par le ministre des contributions publiques, des commissaires auxquels la Commission des finances remettra l'état des sommes dues par la Compagnie des Indes, en exécution de l'article 2 du présent décret.

« Lesdits commissaires seront chargés :

1<sup>o</sup> De faire lever les scellés apposés sur les effets et marchandises de la Compagnie des Indes;

2<sup>o</sup> De faire verser au Trésor public les sommes dues à la nation par la Compagnie, suivant les articles précédents;

3<sup>o</sup> De dresser l'état de tous les objets concédés ci-devant par le gouvernement à ladite Compagnie, et, à cet effet, ils se feront représenter tous titres, registres et actes nécessaires;

4<sup>o</sup> De veiller à ce que la vente et la liquidation de la Compagnie se fassent de la manière et dans les délais ci-après déterminés.

#### Art. 5.

« Toutes les marchandises prohibées ou non prohibées, seront vendues dans l'intérieur de la République, et par petits lots. Dans le cas où, parmi lesdits effets et marchandises, il se trouverait des objets utiles à la République, lesdits objets seront retenus pour le compte de la nation, et leur valeur imputée sur les sommes dues par ladite compagnie.

Il en sera de même des vaisseaux appartenant à ladite Compagnie, s'il s'en trouve qui puissent être utiles à la République.

#### Art. 6.

« Tous les établissements, chantiers, magasins, ateliers, bâtiments, et généralement toutes les concessions gratuites faites ci-devant à la Compagnie des Indes par le gouvernement, seront remis à la disposition du ministre de la marine.

#### [Art. 7.

« La vente et la liquidation de la Compagnie se feront suivant les statuts et règlements. Elle se continueront sans interruption, et seront achevées dans l'espace de quatre mois, à partir du jour de la publication du présent décret.

A l'égard des vaisseaux actuellement en mer, il sera procédé à la vente et liquidation de leur cargaison dans les quatre mois qui suivront le jour de leur arrivée.

#### Art. 8.

« Dans le cas où, par le résultat de leur liquidation, les actionnaires ou intéressés se trouveraient perdre portion ou totalité de leurs capitaux, ils ne pourront exercer contre la nation aucun recours, ni lui demander aucune indemnité (1). »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 172 à 175. On lit en note, au procès-verbal : « Ce décret a été annulé comme faux et supposé. Voyez la séance du 26 germinal. »



COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

**Delaunay (d'Angers), au nom du comité des finances.** Depuis que vous nous avez ordonné de vous présenter les moyens de réprimer la plus meurtrière et la plus criminelle industrie, votre commission s'est convaincue que rien, en matière de finances, n'a dû fixer votre attention aussi vivement que l'existence, les opérations et la conduite de la Compagnie des Indes.

Je commencerai par vous soumettre les titres créatifs de cette Compagnie; et après vous avoir prouvé que son existence ne fut qu'un vrai simulacre, imaginé par Calonne pour couvrir et servir à la fois un vaste système de brigandage, nous vous présenterons des moyens de recours pour réparer les pertes énormes du trésor public.

Pour trouver l'origine des premières alliances du despotisme avec les monopoles de tout genre, il faut remonter à ces époques honteuses où Louis XIV, après avoir épuisé pour la vanité de sa maison toutes les sources de la gloire, du bonheur et des richesses de la nation, descendit avec son conseil et ses ministres à toutes les bassesses de l'agiotage pour se procurer de l'argent.

On imagina des privilèges; et le monopole connu sous le nom de *privilege exclusif pour le commerce des Indes*, fut un de ceux que les ministres d'un roi nécessairement et marchand étalèrent et vendirent au plus offrant dans la boutique royale.

Cette première Compagnie ayant excité contre elle des réclamations générales, son privilège fut suspendu par arrêt du 13 août 1769. Les motifs de cette suspension étaient raisonnables. C'était une monstruosité que l'existence d'une Compagnie revêtue du droit exclusif d'approvisionner la France de toutes les marchandises de l'Inde, et de les lui vendre à tous les prix que fixaient à leur gré le caprice et l'avidité. Mais le gouvernement crut devoir une sorte d'indemnité à cette Compagnie : il acheta à des prix exorbitants ses magasins, ses ateliers et tous ses établissements. Cette survenue est comprise dans cette partie de la dette publique, sur le fonds de laquelle le perfide Lessart, dans les derniers jours de la royauté, trouva pour elle contre la nation les secours pécuniaires dont il vous a été rendu compte.

Et, à cet égard, nous devons à la justice et à la vérité de déclarer qu'un membre de la commission était dans l'erreur lorsqu'il a attribué aux administrateurs de la Compagnie actuelle des Indes ce trait nouveau de l'iniquité ministérielle : l'argent prêté au tyran appartenait à l'ancienne Compagnie, et ce fut par un reste de la funeste influence des ministres sur les corps financiers, que Lessart détourna ces fonds pour en faire un si perfide usage.

Enfin Calonne parut aux finances. Né de la corruption de l'ancien régime, il la fit pénétrer avec lui dans toutes les parties de son ministère : ce fut lui qui conçut le projet d'enchaîner encore le commerce des Indes, et de rendre une

seconde fois la France tributaire d'une Compagnie impunément déprédatrice sous l'égide de la royauté.

Calonne expose au conseil que la suspension du premier privilège a causé des *malheurs publics*; que la France a été *mal approvisionnée*; que le commerce des Indes a été onéreux aux négociants eux-mêmes, à cause du défaut d'ensemble et de concert pour le commerce; qu'ainsi l'expérience a démontré que l'on ne pouvait espérer des avantages nationaux dans ce négoce, que d'une Compagnie puissante en crédit et en richesses, surtout d'une Compagnie soumise à une administration qui serait soumise elle-même au ministre des Finances.

Voilà bien de la part du ministre le projet visible de s'emparer de la Compagnie et du commerce des Indes. Calonne voulait payer les dettes de sa dissolution et de celle de ses amis, en créant une nouvelle Compagnie, dont les administrateurs et les actionnaires fussent, pour ainsi dire, les pompes foulantes et aspirantes des brigandages et de la fortune qu'il méditait.

Et cette observation est si vraie, que la liste des personnes qui ont eu en première confiance l'administration de cette Compagnie, est précisément la liste des personnes dont la fortune a été la plus rapide et la plus scandaleuse.

La Compagnie est créée, et le ministre crée 20.000 actions à 1.000 livres pour fournir les fonds d'avance de cette Compagnie. Calonne savait qu'alors tout effet au porteur était l'objet de la fureur nouvelle, et qu'à la négociation toute action était passée rapidement au delà de sa valeur. Distributeur unique de ces actions, et pour cacher sous leur voile un pillage, Calonne imagina d'y attacher des commissions gratuites immenses : ainsi les marchandises de la Compagnie furent affranchies de tous droits nationaux, et tous les établissements que le roi avait achetés de l'ancienne Compagnie, au prix de plusieurs millions, furent gratuitement donnés à la Compagnie nouvelle : encore chargea-t-on le roi de les entretenir des réparations. Ainsi, ces actions, originaires de 1.000 livres chacune, s'élevèrent bientôt à 2.500 livres et au delà, et laissèrent aux heureux protégés du ministre, ou à leurs actionnaires, un bénéfice de plus de 25 millions.

Le 6 septembre 1786, Calonne créa 20,000 nouvelles actions à 1,000 livres et prorogea à la durée de 15 années de paix le privilège qui d'abord n'avait été concédé que pour 7 ans.

Le ministre fit plus. 6,900,000 livres furent distribuées à ses créatures, sous prétexte d'employer cette somme au soutien des actions.

Quelques jours après, sous prétexte de recouvrer cette première somme, Calonne livra 6 autres millions sous la responsabilité apparente des deux banquiers Haller et Lecoulteux de la Noraye : ensuite, pour aider ces deux banquiers à payer les 6 millions dont ils étaient redevables, Calonne leur livra 6 millions de plus; et ces banquiers, au lieu d'acquitter leurs premiers engagements, eurent l'impudence de retenir 3,600,000 livres. Ce ne fut pas tout. En dernière analyse, on présenta un compte duquel on a conclu, dans un arrêté du conseil de décembre 1789, que l'État, loin d'être créancier, était au contraire débiteur de 5 millions, et, par un jugement plus récent, de 4,045,000 livres; et, lorsqu'à ce pillage de 28 millions pour le compte des actions des Indes, nous joindrons la dilapidation de plus de 20 millions pillés

(1) *Moniteur universel*, n° 19 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 77, col. 2. D'autre part, voyez ci-après, annexe n° 3, p. 261, le compte rendu du rapport de Delaunay (d'Angers) et de la discussion relative à la Compagnie des Indes, d'après divers journaux.

pour le compte des actions des Eaux de Paris, vous aurez le complément d'un pillage de plus de 50 millions. Enfin, la Compagnie des Indes fut supprimée par décret de l'Assemblée constituante du 3 avril 1790.

Je passe aux reproches directs que cette Compagnie peut mériter.

Deux lois, en date des 27 août et 28 novembre 1792, assujettissent les effets au porteur à la formalité du *visa*, ainsi qu'à celle de l'enregistrement à chaque mutation de propriétaire. Qu'ont fait les agioteurs? Ils ont substitué à l'action une reconnaissance pareille à celles que vous venez de créer pour toute la dette de l'État. Sous cette nouvelle forme, l'action n'était pas au porteur; le nom du propriétaire était inscrit sur le registre de la Compagnie; la vente s'opérait par une simple mention sur ce même registre : c'est ce qu'on appelle *transfert*.

La loi était donc éludée. Vous aviez voulu connaître les capitalistes, ils restaient inconnus; vous avez voulu réprimer l'agiotage, et la circulation des actions ne recevait qu'une entrave faible et dérisoire, et vous jugerez de la rapidité de cette circulation quand vous saurez que plus de 128,000 mutations d'actions ont eu lieu depuis le mois de novembre dernier : de manière que les fonds de la Compagnie étant divisés en 40,000 actions, une quantité égale à la totalité de ses fonds a changé trois fois de mains en moins d'une année.

On vous dira peut-être que ce jeu est le tort de quelques particuliers, et non le crime de la Compagnie; mais c'est la Compagnie qui a institué ce mode de *transfert*, contraire à l'intention et à la lettre de vos décrets. D'ailleurs, personne n'a dénoncé cette infraction à la loi. Tous les actionnaires sont donc coupables.

Voici comment s'excuse l'Administration.

Un article de la loi du 28 novembre porte l'obligation par les administrateurs des Compagnies de fournir un état des effets qu'elles n'auraient pas retirés de la circulation.

Aux yeux de tout homme sensé, cet article ne s'appliquait qu'aux actions remboursées. L'Administration prétendit qu'elle avait supprimé ses actions en les changeant en une simple inscription sur son grand-livre, et qu'en les dénaturant ainsi, elles avaient cessé d'être des effets au porteur; mais les livres de la Caisse d'escompte, non plus que ceux d'aucune Compagnie privée, ne peuvent équivaloir à un acte public. La loi ne les connaît point.

Ainsi, bien loin que les actions fussent échappées à l'enregistrement, parce qu'elles étaient dénaturées, c'est précisément parce qu'elles n'étaient pas dénaturées qu'on était venu à bout de les y soustraire.

Le droit national sur toutes les Compagnies qui ont éludé les lois du 27 août et du 28 novembre étant aussi invinciblement démontré, il ne reste plus qu'à présenter le montant de l'indemnité due par chacune d'elles, en commençant par celle qui nous occupe la première : la Compagnie des Indes.

Après avoir rapproché le tarif de la loi et calculé les amendes encourues, le rapporteur trouve un total de 2,249,786 livres.

En vain, dit-il, la Compagnie des Indes cherche-t-elle à persuader que cette amende devrait être réduite de 1,359,954 livres; de sorte que l'indemnité nationale ne s'élèverait plus qu'à 864,832 livres. Mais cette somme ne serait que celle qu'aurait payée la Compagnie,

si elle s'était soumise avec exactitude à la loi : ne s'y étant pas soumise sous la forme et aux temps prescrits, rien ne doit l'affranchir du triple droit sur les 128,319 mutations qui ont eu lieu du mois de novembre 1792 au mois d'août dernier.

Il ne sera pas dit que sous le règne des lois, on les aura impunément violées; vous condamnez la Compagnie des Indes à payer le triple droit d'enregistrement, pour servir d'exemple aux infracteurs des lois.

Vous exigerez surtout de cette Compagnie qu'elle restitue les vaisseaux, et généralement toutes les concessions gratuites qu'elle a reçues du gouvernement. Vous ne souffrirez pas qu'une inde due propriété de près de 4 millions entre dans la liquidation de cette Compagnie.

Nous vous présenterons successivement, citoyens, le tableau des diverses Compagnies de finances; nous vous conduirons dans tous les détours de ce labyrinthe, où se cache encore le monstre de l'agiotage; mais, en attendant que vous puissiez y pénétrer, il est temps de lui couper toute issue. Détruisez dès à présent ces agrégations de richesses qui se consomment dans une activité stérile; ordonnez à ces capitaux amoncelés de se diviser, et ils iront se verser sur vos champs pour les fertiliser, et dans vos ateliers pour les vivifier; ils iront créer des armes et du pain, les deux seuls besoins d'un peuple libre.

Que si cependant la finance, forte et audacieuse de ses trésors, les emploie encore à agioter et à corrompre, alors qu'elle trouve son tombeau dans l'immensité de ses richesses; faisons un appel absolu à toutes ces fortunes si scandaleusement énormes; mettons en réquisition tous ces portefeuilles qui, fermés aux besoins du peuple, ne se sont jamais ouverts que pour engloutir la fortune publique. Cette mesure est sévère; mais elle est juste, et nous ne pourrions hésiter qu'en nous demandant si nous voulons le salut du peuple ou celui de ses ennemis.

Delaunay termine par la lecture de son projet de décret. Il propose la suppression de toutes les Compagnies financières, sous quelque dénomination qu'elles soient. Le reste du décret contient des détails relatifs à la liquidation des créances de la Compagnie des Indes.

**Fabre d'Eglantine.** Après les vigoureuses sorties que le rapporteur vient de faire contre la Compagnie des Indes, je suis étonné qu'il n'en ait pas présenté l'anéantissement total. C'est laisser l'existence à cette Compagnie que de lui donner la faculté de vendre elle-même ses marchandises et de se liquider; vous ne sauriez prendre des mesures assez fortes contre des gens qui ont volé 50 millions à la République; je demande que le gouvernement mette la main sur toutes les marchandises qui appartiennent à la Compagnie des Indes, et qu'il les fasse vendre par ses agents; s'il y a quelque chose de reste après la liquidation, on le lui remettra. Je demande en outre qu'à l'instant les scellés soient apposés sur les papiers de tous les administrateurs, afin de trouver de nouvelles preuves de leurs friponneries.

**Cambon.** Je soutiens une opinion contraire à celle du préopinant. Trois questions nous occupaient :

1<sup>o</sup> Sévir contre la Compagnie des Indes, qui avait trouvé le moyen d'éluider le droit d'enre-



gissement de ses actions; cette mesure a été prise;

2<sup>o</sup> Vous deviez, pour l'amélioration des finances et l'aneantissement de l'agiotage, supprimer toutes les Compagnies financières; vous avez porté le grand coup en supprimant la Caisse d'escompte, qui devait entraîner dans sa ruine toutes les autres.

Enfin, il vous reste à examiner cette question : après avoir puni les prévaricateurs de la Compagnie des Indes, devez-vous vous emparer de ses propriétés, et les faire vendre par le gouvernement?

Je ne le crois pas. Remarquez que cette affaire nouvelle, l'Assemblée constituante s'en occupa; elle a été portée devant les tribunaux, et je ne sais par quelle fatalité il arrive que la nation soit toujours condamnée lorsqu'elle plaide avec des particuliers. Dernièrement elle a été condamnée à payer 4 millions à Despagne. Comme je sentis que ces procès étaient suscités par l'agiotage, je proposai à la Convention, qui adopta mes vues, de décréter que tous les procès pendants aux tribunaux, et dans lesquels la nation était intéressée, ne pussent être décidés que d'une manière administrative. En adoptant cette mesure, vous avez épargné bien des millions à la République. Si le gouvernement s'empare des fonds de la Compagnie des Indes pour les faire vendre par ses agents, nous nous trouverons forcés de remplir le déficit de cette Compagnie, s'il y en a un; ou bien les citoyens peu fortunés, qui ont acheté des actions de 1,000 livres, ne pourront en recevoir le remboursement, et ils perdront leur fortune. Que la Compagnie des Indes vende elle-même ses marchandises; bornons-nous à surveiller sa liquidation, faisons-lui rendre des comptes rigoureux, mais ne nous ingérons pas dans ses affaires : voilà la proposition que je fais.

**Fabre.** Il est faux que les actions de la Compagnie des Indes se trouvent dans les mains des sans-culottes; elles sont dans celles des administrateurs, et ce serait à ces mêmes administrateurs que vous confieriez le soin de la liquidation? Vous voulez donc leur fournir de nouveaux moyens de voler la nation? J'insiste pour que ma proposition soit adoptée.

**Robespierre.** La Convention ne doit pas balancer à adopter la proposition de Fabre d'Églantine; car il répugne qu'un gouvernement sage laisse aux brigands la gestion des deniers dont ils doivent rendre compte. Nous trouverons dans la République des hommes de probité qui administreront, au nom du gouvernement, les fonds de la Compagnie des Indes. Je demande donc que la proposition de Fabre soit adoptée.

**Cambon.** Si vous voulez que le gouvernement fasse la vente des marchandises de la Compagnie des Indes, afin de ne rien laisser à la charge de la République, déclarez que la nation n'entend pas se charger du déficit, s'il y en a.

Le projet présenté par Delaunay est adopté, avec les divers amendements.

Un membre du comité de Salut public annonce qu'il s'est manifesté des mouvements contre-révolutionnaires dans la ville de Beauvais; il fait rendre le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de Salut public [BARÈRE, rapporteur (1)] sur les mouvements contre-révolutionnaires de la ville de Beauvais, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Le citoyen Lebon se rendra sur-le-champ dans le département de l'Oise pour rétablir l'ordre dans la ville de Beauvais, et prendra toutes les informations nécessaires pour connaître les auteurs et instigateurs de cette conspiration contre la liberté.

#### Art. 2.

« Les auteurs et instigateurs du mouvement sectionnaire de Beauvais seront traduits sur-le-champ au tribunal révolutionnaire.

#### Art. 3.

« Le citoyen Lebon épurera l'Administration du département de l'Oise et des autorités constituées de Beauvais et de Noyon, en destituera les membres, conformément au décret du 21 août dernier, et fera arrêter toutes les personnes suspectes (2). »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

**Barère, au nom du comité de Salut public.** Citoyens, vous avez décrété une armée révolutionnaire, et l'aristocratie s'est aussitôt occupée d'en rendre l'effet nul. Elle s'est servie de ses moyens ordinaires : diviser et calomnier. Elle en a fait dernièrement l'épreuve dans la ville de Beauvais, siège de l'Administration du département de l'Oise, et dont les sections sont composées de citoyens au moins Feuillants.

500 hommes, formant 4 escadrons, arrivèrent dans cette ville, les 27, 28 et 29 septembre dernier; ils y allaient pour protéger la réquisition des grains faite pour l'approvisionnement de Paris, que le parti de l'étranger voulait affamer, et que nous sommes forcés, pour déjouer ces complots, d'approvisionner comme une ville de guerre. Les aristocrates ont fait courir le bruit dans tout le département, que ces escadrons pendaient les fermiers pour les forcer à donner leurs grains. Cependant la réquisition s'est exécutée tranquillement, et tous les officiers de l'armée révolutionnaire ont obtenu des municipalités des certificats de bonne conduite.

Le 3 octobre, plusieurs membres de cette armée furent reçus au club de Beauvais, et nommés secrétaires. Ils s'aperçurent qu'un vicaire épiscopal, qui présidait depuis cinq mois cette société, y perpétuait le feuillantisme; ils s'en plaignirent, et demandèrent le renouvellement. Les patriotes étaient en force, et le président fut changé.

Le lendemain 4, Ramon, membre de l'armée, se plaignit au maire de voir encore sur des édifices des emblèmes de la royauté; ils furent effacés. Il l'avertit également qu'il avait vu

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 175.

(3) *Moniteur universel*, n<sup>o</sup> 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 80, col. 2.

sur des pièces de drap ces mots : *Vive le roi !* Le maire trouva cet objet minutieux, et ne voulut point s'en occuper.

Ce fait se répandit dans l'armée; elle fit observer aux citoyens qu'il était nécessaire de changer un maire qui avait ces affections royalistes, et de renouveler une municipalité qui n'avait pas la confiance de la Société populaire.

Le maire fit rassembler les sections, et l'on vit comment, à tel signal convenu, l'aristocratie les remplit. Elles refusèrent de renouveler la municipalité. Le soir, la Société s'assembla. Pour troubler sa séance, on posta des petits enfants qui jetèrent des pierres sur les portes et dans les fenêtres. Elle demanda une garde, et 6 piquiers seulement lui furent envoyés. A une heure, on vint l'avertir que deux pièces de canon étaient placées à la porte de la ville, vers le chemin de Paris; c'était pour empêcher quelques soldats de venir nous informer de l'état où se trouvait Beauvais.

Le lendemain, on vit entrer dans cette ville une foule d'habitants des campagnes par groupes de 20 et de 50 hommes; c'était le résultat du mouvement donné aux campagnes, pour seconder le mouvement sectionnaire. En effet, ils parcouraient la ville en criant : « *Nous vous soutiendrons.* »

Girard et Gramond, commissaires de la Commune de Paris, furent envoyés vers vous par la Société pour vous présenter une pétition relative à ces événements, et une adresse où l'on vous invitait à rester à votre poste.

Ces citoyens furent arrêtés; mais un soldat de l'armée révolutionnaire échappa par un chemin de traverse et vint instruire le comité.

On ne voulait pas exécuter, à Beauvais, votre décret qui ordonne aux femmes de porter des cocardes. La Société fut obligée d'en distribuer 800.

Ainsi, vous voyez dans ces événements la réunion sectionnaire, son contact avec les campagnes, l'empêchement de renouveler un maire suspect, la violation du droit de pétition, et l'arrestation illégale des citoyens qui vous étaient envoyés.

Le procureur général syndic du département est venu nous annoncer qu'aujourd'hui tout était tranquille à Beauvais; mais il est convenu que le mouvement des sections était contre-révolutionnaire. Nous avons également entendu Séran, du comité d'administration; et sur les renseignements que l'un et l'autre nous ont donnés, nous avons fait cette observation générale : Toulon, Lyon, Marseille, Bordeaux, qui ont eu la fureur de contre-révolution, ont commencé par imprimer un mouvement aux sections.

De là résulte pour nous le devoir de dénoncer le mauvais esprit qui règne à Beauvais, et d'arrêter ce mouvement sectionnaire. Ainsi, vous vous trouvez dans la nécessité de punir fortement; car tout dépend de la première mesure.

La Convention ne doit pas perdre un moment de vue toutes les sections de la République, c'est là qu'est le germe contre-révolutionnaire.

Barère présente un projet de décret que l'Assemblée adopte ainsi qu'il suit :

(Suit le texte du décret que nous reproduisons ci-dessous.)

Coupé. Ce n'est pas seulement à Beauvais qu'on répand de fausses alarmes; je sais que

dans le district de Noyon on vent aussi révolter les campagnes contre le mode de réquisition des grains, et que l'esprit sectionnaire se propage dans ce pays. Je demande que le représentant Lebon soit autorisé à le parcourir.

**Bourdon (de l'Oise).** On a voulu aussi soulever le peuple de plusieurs autres endroits contre l'armée révolutionnaire, en montrant sous des couleurs odieuses l'objet de sa mission. Le paysan de ce pays est bon, mais facile à tromper; il a besoin de la présence d'un représentant du peuple.

L'Assemblée adopte l'amendement de Coupé.

**Le même membre [BARÈRE, rapporteur (1)]** expose que les canonniers volontaires de l'armée du Nord se plaignent de n'être pas payés comme les canonniers de ligne; il observe cependant que le service est le même, et que tous les braves soldats de la patrie ont pour la défense de la République le même zèle et le même dévouement.

Sur sa proposition, le décret suivant est rendu :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, décrète que la solde de tous les corps de canonniers qui sont en activité de service, soit dans les garnisons, soit auprès des armées, sera la même, et conformément à la loi du 21 février dernier (2).

**Le même membre [BARÈRE, rapporteur (3)]** propose, au nom du même comité, la suppression du bureau des consulats.

Sur cette proposition, le décret suivant est rendu :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Celui des bureaux du département des affaires étrangères chargé de la correspondance des consulats, est supprimé; cette partie du service sera distribuée aux différentes divisions du même ministère.

#### Art. 2

« La régie des douanes est distraite du département des contributions publiques, et réunie à celui des affaires étrangères. Les papiers et correspondances concernant cette régie seront transférés, sans délai, du bureau des contributions publiques y relatif, au bureau central des douanes.

#### Art. 3.

« Il est créé une Commission de cinq membres de la Convention, chargés de présenter incessamment les changements à faire dans l'organisation, les lois, le tarif et l'Administration des douanes

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 176.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.



« Les membres de cette Commission sont les citoyens Forestier, Cambon, Bourdon (de l'Oise), Chabot et Topsent.

#### Art. 4.

« Toutes primes et gratifications qui ont encore lieu sont supprimées, sauf à en accorder pour les objets auxquels un nouveau tarif ne donnerait pas un encouragement suffisant (1). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

**Barère.** Les préposés de la régie des douanes peuvent concourir à former la barrière que vous voulez élever entre nous et l'industrie anglaise. Cet objet est plutôt du ressort du ministre des affaires étrangères que de celui des contributions publiques. Le comité vous propose donc de l'y réunir.

La partie des consulats a été attribuée au département des affaires étrangères; mais je vous observe que c'était uniquement faire passer d'un bureau à un autre des abus, des cartons et des commis. Le comité vous propose de supprimer le bureau des consulats.

Les diverses propositions de Barère sont ainsi décrétées :

(Suit le texte du décret que nous reproduisons ci-dessus.)

**Cambon.** En nous présentant des organisations partielles, on nous fera tomber dans un dédale d'où nous ne pourrions plus nous tirer.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 176.

(2) *Moniteur universel*, n° 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 81, col. 1. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 385, p. 105) et le *Mercure universel* (mercredi 9 octobre 1793, p. 137, col. 1) rendent compte de la motion de Barère dans les termes suivants :

#### I

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

**BARÈRE.** Les préposés de la régie des douanes peuvent concourir à former la barrière que vous voulez élever entre nous et l'industrie anglaise. Cet objet principal de leurs fonctions dépendra moins du ministère des contributions publiques, que de celui des affaires étrangères. Votre comité vous propose de réunir à ce dernier département le bureau des douanes.

La partie des consulats a été transportée au département des Affaires étrangères; mais j'observe que c'était uniquement transporter d'un département dans un autre des abus, des cartons et des commis.

Le Comité vous propose la suppression du bureau des consulats.

Ces diverses propositions sont ainsi décrétées.

(Suit le texte du décret que nous reproduisons ci-dessus, d'après le procès-verbal.)

**CAMBON** voit avec peine qu'aucune administration n'est organisée selon le système constitutionnel. Il demande qu'un comité soit spécialement chargé de présenter les bases de ces organisations diverses, selon les principes de la Constitution.

**ROBESPIERRE.** Cette exécution partielle de la Constitution paralyserait les mesures révolutionnaires, livrerait la France à ses ennemis, en accomplissant leur vœu qui est de dissoudre la Convention nationale.

C'est avec peine que je vois qu'aucune Administration n'est organisée selon la Constitution. Je demande que vous chargiez spécialement un comité de vous présenter les bases de ces organisations, conformément aux principes consacrés dans la Constitution.

**Robespierre.** Cette exécution partielle de la Constitution paralyserait les mesures révolutionnaires, et livrerait la France à nos ennemis, en comblant leurs vœux. Entendez leurs cris : « *Divisons les patriotes! Provoquons la dissolution de la Convention!* » Citoyens, attendons le calme pour exécuter dans son ensemble une Constitution qui fera l'admiration de la postérité

**Cambon.** Mon intention n'était pas telle. (On applaudit.)

Le projet de décret sur l'acte de navigation, annoncé par le comité de Salut public, a été renvoyé à l'impression pour être mis à la discussion immédiatement après la distribution (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

**Barère.** Vous n'auriez rien fait en décrétant l'acte de navigation, si vous ne preniez les moyens d'exécution. Ducher s'est concerté avec le comité et en a rédigé un projet de décret en 40 articles. Je demande que l'Assemblée en ordonne l'impression. (Décrété.)

Suit le texte du projet d'acte de navigation.

#### II

COMPTE RENDU du *Mercure universel*.

**BARÈRE** a présenté ensuite quelques projets, dont l'un relatif au tarif des douanes. Il sera créé une commission pour remplir cet objet.

Ces diverses mesures ont été adoptées.

**CAMBON** demande qu'il soit présenté un projet pour l'exécution de la nouvelle constitution.

**ROBESPIERRE.** Il semblerait que Cambon entendrait que, par la non-exécution de quelques parties de la Constitution, nous renverserions les bases de la liberté. Il faut que les mesures révolutionnaires, qui déplaisent tant aux ennemis de la liberté, s'effectuent pour affermir cette même liberté.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 177.

(2) *Moniteur universel*, n° 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793, p. 80, col. 3. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 385, p. 104) rend compte de la motion de Barère dans les termes suivants :

« Les anglais tiraient de votre acte de navigation, dit-il ensuite, si vous n'en décrétiez promptement les moyens d'exécution. Ces articles sont rédigés. Je demande que l'Assemblée en ajourne la discussion immédiatement après l'impression et la distribution à tous ses membres.

« L'impression et l'ajournement sont décrétés. »

PROJET DE DÉCRET RELATIF A CELUI DU 21 SEPTEMBRE CONTENANT L'ACTE DE NAVIGATION.  
(Imprimé par ordre de la Convention nationale) (1).

Art. 1<sup>er</sup>

« La porcelaine non ouvrée d'Espagne ou d'Angleterre, la soie brute, les diamants, les espèces d'or ou d'argent, la cochenille, l'indigo, les bijoux d'or ou d'argent, dont la matière vaut au moins trois fois le prix de la main-d'œuvre et accessoires ne sont pas compris dans la prohibition d'importation indirecte décrétee par l'acte de navigation.

Art. 2

« En temps de guerre, les bâtiments français ou neutres peuvent importer indirectement d'un port neutre ou ennemi les denrées et marchandises du pays ennemi, s'il n'y a pas une prohibition générale ou partielle des denrées ou marchandises du pays ennemi.

Art. 3

« En temps de paix ou de guerre, les bâtiments français ou étrangers frétés pour le compte de la République sont exceptés de l'acte de navigation.

Art. 4

« Les bâtiments au-dessous de trente tonneaux et tous les bateaux, barques, allèges, canots et chaloupes employés au petit cabotage, à la pêche sur la côte ou à la navigation intérieure des rivières, seront marqués d'un numéro et des noms des propriétaires et des ports auquel ils appartiennent. Les numéros et noms des propriétaires et des ports seront insérés dans un congé que chacun de ces bâtiments sera tenu de prendre chaque année, sous peine de confiscation et de 100 livres d'amende. Ceux des bâtiments qui seront pontés, paieront 3 livres pour chaque congé; il ne sera payé que 20 sous pour celui des bâtiments non pontés.

Art. 5

« Un bâtiment étranger étant jeté sur les côtes de France ou possession française, et tellement endommagé que le propriétaire ou assureur ait préféré de le vendre sera, en devenant entièrement propriété française, et après radoub ou réparation dont le montant sera quadruple du prix de vente du bâtiment et étant monté par des Français, réputé bâtiment français.

Art. 6

« Les bâtiments français ne pourront, sous

peine d'être réputés bâtiments étrangers, être radoubés ou réparés en pays étranger, si les frais de radoub ou réparation excèdent 6 livres par tonneau, à moins que la nécessité de frais plus considérables ne soit constatée par le rapport, signé et affirmé par le capitaine et autres officiers du bâtiment, vérifié et approuvé par le consul, ou autre officier de France, ou deux négociants français résidant en pays étranger, et déposé au bureau du port français où le bâtiment reviendra.

Art. 7.

« Les bâtiments de 30 tonneaux et au-dessus auront un congé où seront la date et le numéro de l'acte de francisation, qui exprimera les noms, état, domicile du propriétaire et son affirmation qu'il est seul propriétaire (ou conjointement avec des Français dont il indiquera les noms, état et domicile), le nom du bâtiment, du port auquel il appartient, le temps et le lieu où le bâtiment a été construit ou condamné, ou adjugé, le nom du vérificateur, qui certifiera que le bâtiment est de construction...; qu'il a ... mats; ... ponts; que la longueur de l'éperon à l'étambord est de ... pieds ... pouces; sa plus grande largeur est de ... pieds ... pouces; que sa hauteur entre les ponts est de ... pieds ... pouces (s'il n'y a qu'un pont); que la profondeur de la cale est de ... pieds ... pouces; qu'il mesure ... tonneaux; qu'il est un brigou navire ou bateau; qu'il n'a pas de galerie ou de tête.

Art. 8

« Ces congés et actes de francisation seront délivrés au bureau du port ou district auquel appartient le bâtiment. Le propriétaire donnera une soumission et caution de 20 livres par tonneau si le bâtiment est au-dessous de 200 tonneaux, et de 30 livres par tonneau s'il est au-dessus de 200 tonneaux, de 40 livres par tonneau s'il est au-dessus de 400 tonneaux. Les congés ne seront bons que pour un voyage.

Art. 9

« Aucun Français résidant en pays étranger ne pourra être propriétaire en totalité ou en partie d'un bâtiment français s'il n'est pas associé d'une maison de commerce française faisant le commerce en France ou possession de France et s'il n'est pas prouvé par le certificat du consul de France dans le pays étranger où il réside qu'il n'a pas prêté serment d'allégeance à cet État et qu'il s'y est soumis à la juridiction consulaire de France.

Art. 10

« Le serment à prêter par le propriétaire avant la délivrance des congés et actes de francisation sera en cette forme :

« Le (nom, état, domicile), jure et affirme que le (nom du bâtiment) du (port auquel appartient le bâtiment) est un (espèce, tonnage du bâtiment et description suivant le certificat du mesureur-vérificateur), a été construit à (lieu de construction) en (année de construction, s'il a été pris ou confisqué ou perdu sur la côte, ex-

(1) Bibliothèque nationale, 10 pages in-8°. Le<sup>re</sup>, n° 495. Bibliothèque de la Chambre des députés, Collection Portiez (de l'Oise), t. 54, n° 5.

Bien que ce projet de décret ne porte aucun nom d'auteur, il est probable que c'est celui auquel Barère fait allusion comme ayant été rédigé par Ducher. Ce qui rend cette hypothèse vraisemblable, c'est qu'on en retrouvera les principales dispositions dans le décret du 27 vendémiaire an II, qui règle les moyens d'application de l'acte de navigation.



*primer le lieu, le temps des jugements et ventes*), et que je suis seul propriétaire dudit bâtiment ou conjointement avec (*nom, état, domicile des intéressés*) et qu'aucune autre personne quelconque n'y a droit, titre, intérêt, portion ou propriété, que je suis citoyen de France, soumis et fidèle à la Constitution des Français (*ainsi que les associés ci-dessus, s'il y en a*); qu'aucun étranger n'est directement ou indirectement intéressé dans le susdit bâtiment.

## Art. 11

« Le préposé du bureau se transportera à bord du bâtiment pour en vérifier la description et le tonnage, et en sera responsable. Tous ceux qui prêteront leur nom à la francisation des bâtiments étrangers qui concourront comme notaire ou témoins, aux ventes simulées, tous préposés dans les bureaux, consignataire, agent des bâtiments et cargaison, capitaine et lieutenant du bâtiment qui, connaissant la francisation frauduleuse, n'empêcheront pas la sortie du bâtiment, disposeront de la cargaison d'entrée ou en fourniront une de sortie, auront commandé ou commanderont le bâtiment, seront condamnés solidairement et par corps en 6 000 livres d'amende, déclarés incapables d'aucun emploi, de commander aucun bâtiment français; le jugement de condamnation sera publié dans la gazette du port ou district.

## Art. 12

« Le propriétaire ou les propriétaires se soumettront par le cautionnement qu'ils seront tenus de donner, sous peine de confiscation, du montant des sommes énoncées audit cautionnement, outre les autres condamnations prononcées par le présent décret, de ne point vendre, donner, prêter, ni autrement disposer des congé et acte de francisation, de n'en faire usage que pour le service du bâtiment pour lequel ils sont accordés, de rapporter l'acte de francisation au même bureau, si le bâtiment est pris par l'ennemi, brûlé ou perdu de quelque autre manière, vendu en totalité ou en partie à un étranger, et ce dans un mois, si la perte ou la vente de la totalité ou partie du bâtiment a eu lieu en France ou sur les côtes de France, et dans 3, 6 ou 9 mois suivant la distance des autres lieux de perte ou de vente.

« Dans le même cas et les mêmes détails, les passes pour la Méditerranée seront remises au bureau.

## Art. 13

« Les ventes de parties de bâtiment seront inscrites au dos de l'acte de francisation par le préposé de bureau qui en tiendra registre, et auquel il sera payé 6 livres pour chaque tel endossement.

## Art. 14

« Toute vente de bâtiment ou partie de bâtiment contiendra la copie de l'acte de francisation, et sera faite par-devant notaire sans qu'il soit perçu plus de quinze sols pour droit d'enregistrement, quel que soit le prix de vente.

## Art. 15

« Les noms du bâtiment et du port auquel il appartient seront marqués à sa poupe en lettres blanches de 4 pouces de hauteur, sur un fond noir. Défenses sont faites d'effacer, couvrir ou changer les noms du bâtiment ou du port, sous peine de 3,000 livres d'amende, solidairement et par corps, contre les propriétaires, consignataire, agent ou capitaine.

## Art. 16

« Si l'acte de francisation est perdu, le propriétaire, en affirmant la sincérité de cette perte, en obtiendra un nouveau, en observant les mêmes formalités et à la charge des mêmes cautionnements, soumission, déclaration et droits, que pour l'obtention du premier.

## Art. 17

« Si après la délivrance de l'acte de francisation, le bâtiment est changé dans sa forme, tonnage ou de toute autre manière, on en obtiendra un nouveau, autrement le bâtiment sera réputé bâtiment étranger.

## Art. 18

« Après la publication du présent décret, aucun bâtiment français ne pourra partir du port ou district auquel il appartiendra, sans acte de francisation et congé, conformément au présent décret. Le préposé du bureau est autorisé à laisser partir, avec un ancien congé, les bâtiments qui ne seront pas dans le port ou district auxquels ils appartiennent, en exigeant une soumission et caution du quart de la valeur du bâtiment; que ces actes seront pris au bureau où ils doivent l'être, dans un délai qui sera fixé suivant la distance du lieu ou la longueur du voyage proposé. Le préposé du bureau du port où sera le bâtiment pourra, s'il est plus convenable, transmettre à celui du port ou district auquel appartient le bâtiment, l'état de description, mesurage et tonnage du bâtiment par lui certifiés. Sur cet état ainsi certifié, qui sera déposé au bureau du port ou district auquel appartient le bâtiment, le préposé de ce bureau recevra, du propriétaire du bâtiment, les cautionnements, déclaration, soumission affirmation ordonnés par le présent décret, et délivrera un acte de francisation sur l'exhibition duquel le préposé du bureau du port où sera le bâtiment lui donnera un congé.

## Art. 19

« Il sera payé, pour l'acte de francisation des bâtiments de 100 tonneaux et au-dessous, 9 livres; de 100 tonneaux et non au-dessus de 200, 18 livres; de 200 tonneaux, et au-dessous de 300, 24 livres; et, en sus, 6 livres pour chaque 100 de tonneaux; au-dessus de 300, on paiera 6 livres pour chaque congé.

## Art. 20

« Une moitié du produit des confiscations et amendes prononcées par le présent décret,

frais déduits, sera donnée au dénonciateur ou aux préposés dans les bureaux saisissant et poursuivant; l'autre moitié sera au profit de la République.

## Art. 21

« Les actes de francisation et congés seront, dans vingt-quatre heures de l'arrivée du bâtiment, déposés au bureau et y resteront jusqu'au départ.

## Art. 22

« Les droits de fret, ancrage, feux, phares, totes, balises, signaux, lestage, délestage, pontage, traversage et tous autres de cette nature, sous quelque dénomination que ce soit, sont supprimés.

## Art. 23

« Les bâtiments français au-dessus de 30 tonneaux venant d'un port français sur l'Océan dans un autre sur l'Océan, ou d'un port français sur la Méditerranée dans un autre sur la Méditerranée, paieront 3 sous par tonneau; s'ils viennent d'un port français sur l'Océan dans un sur la Méditerranée, et vice versa, ils paieront 4 sous par tonneau.

## Art. 24

« Les bâtiments français venant des colonies et comptois des Français en Asie, en Afrique, en Amérique dans un port de France paieront 6 sous par tonneau.

## Art. 25

« Les bâtiments français venant de la pêche ou d'un port étranger ne paieront aucun droit.

## Art. 26

« Les bâtiments étrangers venant dans un port de France paieront 50 sous par tonneau.

## Art. 27

« Le tonnage des bâtiments sera calculé ainsi : « Déduire de la longueur du maître-pont les trois cinquièmes du bau, multiplier le reste par la largeur du bau, multiplier encore par la moitié de la largeur du bau, pour la profondeur de la cale, puis diviser par 95. Si le bâtiment n'a qu'un pont, multiplier sa longueur et largeur par la profondeur de la cale, et diviser par 95. »

## Art. 28

« Les bâtiments étrangers paieront, pour frais d'expédition, d'entrée et sortie, 18 livres s'ils sont de 200 tonneaux ou au-dessous; 36 livres s'ils sont au-dessus. Les bâtiments français, s'ils sont de 30 à 150 tonneaux, paieront 2 livres; de 150 à 300, 6 livres; au-dessus de 300, 15 livres.

## Art. 29

« Tous, acquis, permis et certificats relatifs aux cargaisons étrangères seront payés 20 sous; ceux pour cargaisons françaises, 10 sous.

## Art. 30

« Le registre pour entrée et sortie des bâtiments contiendra la date d'arrivée ou départ, l'espèce, le nom du bâtiment, le nom du capitaine, le nom des officiers et matelots, la nation dont ils sont, le lieu, l'année de construction et le pavillon, le lieu d'arrivée ou destination, la date et le numéro du manifeste général des cargaisons, qui sera signé et déposé par les capitaines, dans vingt-quatre heures de l'arrivée et avant le départ, distinctement et outre les déclarations à faire par les consignataires et parties intéressées à la cargaison, pour acquiescer les droits.

## Art. 31

« Les actes de francisation seront extraits du registre où seront inscrites les déclarations de construction, mesurage, description et propriété ordonnées par le présent décret.

**La séance est levée à cinq heures.**

« Signé : CHARLIER, président; VOULLAND, LEJEUNE (de l'Indre); D.-V. RAMEL; LOUIS (du Bas-Rhin); PONS (de Verdun); JAGOT, secrétaires (1) ».

**PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS AU PROCÈS-VERBAL, MAIS QUI SE RAPPORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAPPORTER A LA SÉANCE DU 17<sup>e</sup> JOUR DU PREMIER MOIS DE L'AN II (MARDI 8 OCTOBRE 1793).**

## I

LETTRE DE LEQUINIO, COMMISSAIRE DE LA CONVENTION PRÈS L'ARMÉE DES CÔTES DE LA ROCHELLE (2).

*Lequinio, représentant du peuple, à la Convention nationale* (3).

« La Rochelle, le 29 septembre, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens mes collègues,

« Ici, comme partout ailleurs, l'aristocratie des riches voulait se substituer à celle des nobles; ici, comme dans beaucoup d'autres

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 177.

(2) La lettre de Lequinio et la proclamation qui y est jointe ne sont pas mentionnées au procès-verbal; mais en marge du document des *Archives* on lit : « N° 24, Renvoyé au comité de Salut public le 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République ». D'autre part, on trouve un extrait de cette lettre dans le compte rendu de la séance du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II du *Journal de Perlet* [n° 382 du 8<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 66] et les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 282 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1281, col. 2].

(3) *Archives nationales*, carton DIII 353, dossier Lequinio.



places, le service se faisait avec une négligence coupable et les moyens de défense étaient négligés. J'ai pris, autant que je l'ai pu dans quatre jours, les moyens de tout réparer. Vous verrez par la proclamation ci-jointe et les arrêtés qui la suivent quels étaient les vices politiques de cette ville et quels sont les remèdes que j'ai cru devoir y apporter. Ces remèdes pourront sembler violents à quelques-uns, ils seront ici le poison des aristocrates et le baume des républicains.

« LEQUINIO. »

#### PROCLAMATION (1).

*Lequinio, représentant du peuple, aux citoyens de La Rochelle.*

La Convention nationale, citoyens, justement inquiète sur l'état où doivent se trouver les points importants de la République, y envoie des représentants pour prendre toutes les mesures de sûreté que nécessitent les circonstances et qu'exige le salut de la patrie. Elle a revêtu ces représentants de pouvoirs illimités, et c'est avec cette autorité suprême que l'existe en ce moment au milieu de vous. La volonté ferme de réussir est dans mon cœur, mais il faut que les bons citoyens me secondent; il faut que leur vigilance ne souffre pas plus d'interruption que leur zèle; il faut qu'ils m'entourent de leurs lumières autant que de leurs bras.

Vous connaissez les manœuvres perfides employées par les agents de Pitt et de Cobourg; vous savez les intelligences criminelles qu'ils entretiennent dans les différentes cités de la France, où ils trouvent des hommes assez scélérats et assez vils pour vendre à des étrangers leur patrie et leur propre liberté; *Lyon, Marseille et Toulon* surtout, vous sont des exemples et des preuves terribles de ces manœuvres scélérates; vous voyez comment des hommes infâmes, qui avaient su joindre aux autres crimes la plus affreuse hypocrisie, s'étaient, sous le masque du patriotisme, emparés de la confiance publique; comment ils ont trompé cette même confiance, immolé le peuple à leur ambition, et plongé dans les fers, asservi même au joug honteux de la tyrannie anglaise, ceux-là dont ils affectaient de vouloir défendre la liberté. C'est ainsi que la multitude ignorante et toujours trop confiante, se laisse éblouir et tromper par ceux à qui la fortune a donné des moyens de singler le patriotisme par quelques actes apparents de bienfaisance et de générosité; c'est ainsi que le peuple est dupe de ceux qu'il a revêtus lui-même de l'autorité de la loi, lorsqu'ils n'ont pas vraiment dans le cœur le dévouement patriotique qu'ils affectent dans leurs paroles.

Citoyens, ce n'est point par les paroles que le vrai patriotisme se démontre, c'est par les actions; c'est par l'assiduité à ses devoirs, c'est en redoublant de zèle, surtout dans les dangers de la patrie; c'est en professant dans le cœur la sainte égalité et l'amour de la liberté. Peut-on les regarder comme patriotes ces hommes qui semblent n'être parvenus aux emplois que pour jouir des honneurs, se targuer d'un monstrueux

orgueil, et consommer les émoluments que la République y attache? Ces hommes qui semblent oublier les premiers principes d'égalité, dès qu'ils sont revêtus de l'autorité publique, qui perdent si aisément de vue qu'ils ne sont que les serviteurs de la nation, et qu'ils sont obligés de mettre dans leurs manières et leurs discours d'autant plus d'affabilité, d'autant plus de fraternité que la loi dont ils sont les exécuteurs leur confère plus de puissance? Sont-ils patriotes, enfin, ceux-là qui remplissent leur devoir avec autant de négligence qu'ils mettent de hauteur dans leur ton envers le peuple? Non, quels qu'ils soient, ils ne sont que les ennemis de la liberté et de l'égalité; ce sont eux qui, le cœur gonflé d'orgueil, ont semblé patriotes au commencement de la Révolution, parce qu'ils voulaient abattre ceux qui leur étaient supérieurs; mais ils ne voulaient pas faire descendre au-dessous d'eux le niveau de l'égalité. Ils étaient les patriotes du premier moment, ce sont les aristocrates d'aujourd'hui; ils se sont substitués à la ci-devant noblesse, et ils en ont tous les vices. Les voilà ceux qui ont livré Lyon aux horreurs de la guerre civile, et Toulon aux Anglais; ce sont eux dont il faut se défier partout, car pour flatter leur orgueil et pour grossir leurs trésors, ils vendraient la République à tous les despotes.

Eh bien, citoyens, qu'ils se fassent enfin patriotes ou qu'ils deviennent l'opprobre de la société. Le temps des ménagements n'est plus; un combat à mort se livre, il faut que l'aristocratie s'étouffe en quelque coin qu'elle réside; il faut que le peuple soit libre et qu'il puisse user légalement de tous ses droits. L'homme qui jouit d'une grande aisance, de qui la tient-il, si ce n'est du peuple qui a travaillé pour lui? Qu'aurait-il fait seul? Qu'il sache donc être juste et reconnaissant envers le peuple aux sueurs duquel il doit sa fortune. Que l'homme auquel plus d'aisance a procuré plus d'éducation, concoure, lui, à instruire ses frères; qu'il vienne au sein des sociétés populaires porter son tribut de lumières et de patriotisme. C'est là qu'il puisera les vrais principes de liberté et d'égalité; c'est là qu'il éprouvera, s'il est républicain, s'il est homme, cet enthousiasme de la fraternité qui fait le bonheur et les délices de l'homme sensible. C'est là qu'il doublera ses jouissances en apprenant à fondre son bonheur dans la félicité publique. Toute autre société, toute association particulière ne peut, en ce moment, qu'être suspecte aux amis de la liberté. Les devoirs auxquels je suis astreint me font, en ce pays, une loi de les interdire jusqu'à la paix. Jusqu'à cette époque aussi, les citoyens qui vont verser leur sang pour la République, ne peuvent, en ces lieux surtout, voir à leur tête des hommes qui ont eu le malheur de naître dans une caste dont les jouissances n'étaient fondées que sur la misère et l'asservissement du peuple. Lorsque nos frères vont combattre leurs ci-devant nobles, insurgés et rebelles de la Vendée, quelle pourrait être leur confiance, en se voyant conduits encore par des ci-devant nobles? Il est donc de l'intérêt public, et par conséquent de mon devoir, de destituer tous ceux qui, maculés de cette tache originelle, ne l'auraient pas effacée par des preuves éclatantes et soutenues d'un civisme ardent et d'une affection toute particulière pour le système républicain. Plusieurs d'entre eux peuvent avoir des vertus privées, mais les vertus privées

(1) Archives nationales, carton DIII 353, dossier Lequinio.

s'anéantissent au moment d'une révolution, devant le grand intérêt public.

C'est ce grand intérêt national qui dicte toutes mes démarches, citoyens, c'est la nécessité de terrasser enfin l'hydre à trois têtes, le monstre du fanatisme, de l'aristocratie et du despotisme coalisés, qui, dans leurs convulsions de mort, troublent en cet instant la surface de la République; c'est pour la sûreté particulière de votre ville, et pour vous éviter les malheurs que viennent d'éprouver Lyon, Marseille et Toulon; c'est, en un mot, pour remplir, selon le vœu de la Convention, les devoirs qui me sont prescrits, que j'ai pris les mesures de sûreté suivantes; si elles deviennent auprès des aristocrates un sujet de désespoir et de calomnie contre la Convention nationale, il en résultera clairement la preuve de leur utilité, de leur sagesse et elles me seront, auprès des vrais amis de la République, des assurances de mon patriotisme et de mon amour sincère pour le bonheur du peuple.

Citoyens, aimons la patrie et ne voyons qu'elle; embrasons-nous de ce feu sacré qui consume et anéantit tous les intérêts particuliers; que la soif du bonheur commun nous dévore; encore quelques efforts, et dans peu nous jouirons, au sein de la paix, des délices inexprimables de la liberté, des douceurs de l'égalité sociale, et de toute la félicité que le gouvernement républicain garantit aux âmes pures et aux cœurs patriotes.

#### *Mesures de sûreté générale.*

##### Article premier

« Tout rassemblement connu sous le titre de Société politique ou littéraire, et spécialement ceux du Cercle et du Salon, sont interdits à La Rochelle jusqu'à la paix; la Société populaire et républicaine, tenant ses séances ouvertes au public, est seule exceptée.

##### Art. 2

« Il est défendu aux ci-devant religieuses de se réunir au delà de 6, pour demeurer ensemble; et dans tous les cas les officiers municipaux sont chargés de veiller soigneusement à ce qu'il ne se passe chez elles aucun rassemblement ou cérémonie qui puissent tendre à entretenir les maximes du fanatisme, ou la haine contre la Révolution.

##### Art. 3

« Il sera incessamment, et à la diligence du général de la 12<sup>e</sup> division Léchelle, formé une Commission militaire, pour, conformément à la loi du 19 mars dernier, et autres y relatives, juger les brigands de la Vendée, détenus en ce moment à La Rochelle.

##### Art. 4

« Les citoyens qui composeront cette Commission, sont :

« Labruière, lieutenant de vaisseau; Lacaze, officier d'artillerie; Barbet, officier de la garde nationale de La Rochelle; Julliard, sergent au

60<sup>e</sup> régiment, et Dubois, grenadier au bataillon de la Dordogne, en garnison à La Rochelle.

« En cas d'empêchement pour quelques-uns de ces citoyens, il y sera pourvu par le général Léchelle. Cette Commission se réunira sous quatre jours et jugera sans désemparer.

##### Art. 5

« Tous ceux des brigands qui, par l'effet du jugement, ne seraient point condamnés à mort, seront provisoirement, et en attendant que la Convention nationale en ait autrement ordonné, employés sous les ordres du général de la 12<sup>e</sup> division, aux travaux publics; ils seront, pour cet effet, enchaînés deux à deux comme les forçats du bagne, et tous les ouvriers en fer compris dans l'arrondissement de la 12<sup>e</sup> division, sont mis par le présent à la réquisition du général pour la fabrication des chaînes.

##### Art. 6

« Le fer sera pris dans les arsenaux, et s'il se trouve dans l'arrondissement de la 12<sup>e</sup> division des grilles aux maisons d'émigrés et aux églises supprimées, et non encore vendues, elles seront employées de préférence et livrées par les corps administratifs, sur la première réquisition du général.

##### Art. 7

« Au nombre des chefs et instigateurs condamnés par la loi à la peine de mort, sont compris par le présent, tous ci-devant employés dans les fermes de l'État, tous déserteurs, tout homme même qui, ayant été militaire, et ayant obtenu un congé, se trouve parmi les brigands; en un mot, tout homme ayant rempli une fonction publique.

##### Art. 8

« A compter de la publication du présent, et jusqu'à la paix, le remplacement cessera d'avoir lieu pour le service de la garde nationale, à La Rochelle, à moins de maladie, absence ou autre cause légitime et jugée telle par la municipalité.

##### Art. 9

« Celui qui enfreindra l'article précédent subira 24 heures de prison, et fera une garde double pour la première fois. La seconde, il sera déclaré comme suspect et traité comme tel par le comité de surveillance.

##### Art. 10

« S'il se commet, à quelque poste que ce soit, un délit compromettant la sûreté publique, toutes les gardes employées aux postes seront punies comme si elles l'avaient commis elles-mêmes, à moins qu'elles ne justifient avoir été contraintes par une force majeure, et mises hors des moyens d'empêcher ce délit.

##### Art. 11

« A la requête du procureur syndic du district,



la garde nationale de La Rochelle sera réorganisée dans la huitaine, et elle ne formera que 3 bataillons au lieu de 5. Les compagnies de grenadiers seront fondues et réparties, conformément à la loi.

#### Art. 12

« Les cloches superflues, aux termes de la loi, qui ne permet d'en conserver qu'une par paroisse, seront descendues dans trois jours, et transférées dans la quinzaine à la fonderie de Rochefort, pour y être employées au coulage de canons. Les officiers municipaux sont spécialement responsables de l'exécution de cet article.

#### Art. 13

« Le comité de surveillance, formé en exécution de la loi du 21 mars, est dissous; il sera formé, jusqu'à nouvel ordre, des citoyens Planchet, marchand de vin; Parant, horloger; Susbielle, relieur; Giraudeau de Peux, ancien marin; Ganet père, courtier de marine; Blachon, ministre; Sorat, maître de pension; Philippe, greffier de la police correctionnelle; Guillot, menuisier; Fayol, serrurier; Cappon, imprimeur, et Regnault, greffier du tribunal.

#### Art. 14

« Le nouveau comité de surveillance recevra les papiers de l'ancien, et en dressera procès-verbal; il s'occupera sans délai des fonctions que la loi lui confie.

#### Art. 15

« Tous les officiers ci-devant nobles qui peuvent exister actuellement dans le 60<sup>e</sup> régiment, en garnison à La Rochelle, cesseront leurs fonctions dans le jour, et seront remplacés suivant la loi.

#### Art. 16

« Tous les officiers ci-devant nobles qui peuvent exister dans le 110<sup>e</sup> régiment, en garnison à l'île de Ré, cesseront aussi leurs fonctions aussitôt la notification qui leur aura été faite du présent, par le général de la 12<sup>e</sup> division Léchelle, et seront incessamment remplacés, suivant la loi.

#### Art. 17

« Les citoyens Boutiron, ci-devant noble, président de l'Administration du district; Massias, autre ci-devant noble, vice-président; Hérard, avoué, et Perry, négociant, administrateurs du directoire du district de La Rochelle, cesseront leurs fonctions dans les vingt-quatre heures de la publication du présent. Le nouveau directoire sera formé des citoyens Chrétien, Barbet, Beraud et Armand Desbois. Le Conseil qui choisira un nouveau président, selon les formes prescrites par la loi, sera composé des citoyens Garnault, Policarpe Fournier, Seignette, Brizart, Betrine, Griffon, Bonnin d'Ars (île de Ré), et Gellé, de Saint-Xandre.

« Le citoyen Raoult, procureur syndic, sera remplacé par le citoyen Camuzat. Le citoyen

Metau, secrétaire du district, cessera aussi ses fonctions dans les vingt-quatre heures, et sera remplacé par le citoyen Rabotteau, premier commis des bureaux.

#### Art. 18

« La nouvelle Administration du district se fera sur-le-champ rendre compte par la municipalité de l'affaire des détenus mis en état d'arrestation par ordre des représentants du peuple, comme prevenus d'avoir, par leurs propos inciviques et leurs manœuvres insurgentes, été les principaux agents de l'émeute contre-révolutionnaire qui a eu lieu en cette ville le 13 de ce mois, pour empêcher la levée des hommes nécessaires à la cavalerie de réquisition, et dissoudre la Société populaire. Cette administration livrera sans délai les coupables à la vengeance des lois.

#### Art. 19

« Le citoyen Gaultier, juge du tribunal de district, cessera ses fonctions dans les vingt-quatre heures de la publication du présent, et sera remplacé par le premier suppléant de ce tribunal.

#### Art. 20

« Afin de procurer aux bons citoyens de La Rochelle une occasion de contribuer selon le vœu de leur cœur au soulagement de nos malheureux frères blessés pour défendre cette ville contre les invasions des brigands de la Vendée, et vu le défaut de lits en quantité nécessaire aux hôpitaux militaires, nous invitons les citoyens aisés de cette ville à faire porter sur-le-champ à la maison commune, où il en sera tenu note, des matelas et autres fournitures de lit. A défaut de le faire, ils y seront contraints à la diligence des officiers municipaux et procureur de la commune, qui désigneront les citoyens connus pour jouir d'une aisance suffisante. En cas de refus de quelques-uns d'entre eux, ils seront condamnés en 20 livres d'amende, applicables aux hôpitaux, et s'ils y persistent au delà de vingt-quatre heures après l'ordre qu'ils en auront reçu, ils payeront une somme égale à celle nécessaire pour l'emplette des objets requis.

#### Art. 21

« Toutes les autorités constituées sont chargées de l'exécution du présent, chacune en ce qui les concerne, et les autorités civiles et militaires se concerteront dans les cas qui auraient besoin du concours des deux. »

Fait à La Rochelle, le 28 septembre, l'an II de la République française une et indivisible.

*Signé : LEQUINIO, député du Morbihan.*

*Par le représentant du peuple :*

*PHILIPPE, faisant les fonctions de secrétaire.*

(A La Rochelle, de l'imprimerie de Vincent Cappon, rue du Temple, n<sup>o</sup> 26; 1793.)

## II

DÉNONCIATION DU CITOYEN PHÉLIPPE, HOMME DE LOI, CONTRE LES CITOYENS D'ORI-

GNY, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE DES MONNAIES, JEAN, DIT SAINTE-CROIX, GARDE DES DÉPÔTS DE LADITE COMMISSION, SOLIGNAC ET MONGEZ, MEMBRES DE LA COMMISSION GÉNÉRALE DES MONNAIES (1).

*Au citoyen Président de la Convention nationale (2).*

« Paris, le 20 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Je dénonce à la Convention nationale deux délits graves : le premier est la violation d'un dépôt public, l'enlèvement d'une procédure criminelle, fait dans le greffe de la ci-devant Cour des Monnaies.

« Le second est un abus d'autorité inconcevable, une infraction aux lois au moyen de laquelle on empêche l'exécution d'un jugement rendu par le tribunal de cassation.

« Les auteurs du premier délit sont le citoyen Abraham d'Origny, ci-devant conseiller à la Cour des Monnaies et maintenant vice-président de la Commission générale des monnaies, et le citoyen Jean, dit de Sainte-Croix, ci-devant greffier en chef de la même cour, et maintenant secrétaire et garde de dépôts de ladite commission.

« Les auteurs du second délit sont les mêmes Dorigny et Jean; à eux joints les citoyens Solignac et Mongez, membres de la Commission générale des monnaies.

« S'il n'est pas d'abus d'autorité, de la part d'un officier public, qu'on ne doive s'empresse de réprimer, il n'en est aucun qui doive vous être plus promptement dénoncé que celui que se permet un corps de fonctionnaires réunis par leurs titres. En vain auriez-vous supprimé les corps; sous des noms différents, mais avec le même esprit, les Cours soi-disant souveraines, les Académies qui pensaient l'être, se renattraient de leurs cendres; les membres de ces associations entraveraient, pour leur intérêt personnel, les opérations de la justice, et à sa marche qui, dans une république, doit être aussi simple que majestueuse, ils substitueraient des actes arbitraires qui écarteraient successivement le glaive suspendu sur la tête de quelques-uns d'entre eux; seul moyen qui leur reste de s'assurer l'impunité.

« Tout républicain doit s'empresse de dénoncer à la Convention de pareils crimes, et je ne pourrais négliger de le faire en ma qualité d'homme de loi, qu'en trahissant l'intérêt de mes clients. C'est sous ce double motif que j'ai dénoncé le vice-président, deux autres membres et le garde des dépôts de la Commission générale des monnaies.

« Je les accuse d'avoir méconnu les bornes de leur institution, de s'être permis des actes

illégaux, d'avoir commis des infractions aux lois, et deux d'entre eux, d'avoir soustrait des pièces de procédure.

« Une telle accusation a droit d'étonner, mais lorsque la Convention examinera les faits sur lesquels elle est fondée, qu'elle verra le grand intérêt que le citoyen Dorigny, l'un des dénoncés, avait à soustraire à tous les regards, la procédure monstrueuse qu'il a faite; lorsque la Convention verra avec quel zèle Dorigny a été secondé par ses confrères; lorsque la Convention considérera la basse complaisance du citoyen Jean, soi-disant de Sainte-Croix, elle trouvera dans toute cette conduite l'esprit dominant de ces anciennes corporations, si difficiles à abattre et dont les membres n'attendent encore qu'un désastre public pour tenter de se relever.

« Voici l'objet.

« Les citoyens Reiset et Saintignon, victimes d'un arrêt (1) de la Cour des monnaies, se sont pourvus en cassation. Il était impossible que le Tribunal, qui connaît des requêtes de ce genre, pût juger en connaissance de cause sans voir l'instruction du procès; aussi les juges qui le composent ont rendu un jugement, le 28 juin 1793, qui ordonne de contraindre, par toutes voies usitées, le dépositaire de ces pièces à en faire la remise au greffe du tribunal pour, sur le vu d'icelles, être ordonné ce qu'il appartiendra.

« Ce jugement a été signifié au citoyen Jean, possesseur de cette procédure. Jadis le greffier d'une Cour croyait ne devoir rien faire de semblable sans avoir prévenu le président et même le corps entier. Le citoyen Jean se rappelant, en général, cet antique usage, et, en particulier, l'intérêt qu'avait son ami, le citoyen Dorigny, à ce qu'on ne prit aucune connaissance de cette procédure monstrueuse, a cru devoir suivre la même marche.

« Le citoyen Dorigny n'a pu voir qu'avec inquiétude qu'on réveillât une affaire qui le mettrait dans le cas d'être pris à partie. Car les vices de procédure et les faux qui s'y rencontrent sont réputés son ouvrage, puisque c'est lui qui a fait l'instruction en qualité de commissaire de la Cour des monnaies.

« Les citoyens Solignac et Mongez ont partagé la vive inquiétude de leur collègue, on ne sait pourquoi, et ils se sont laissés persuader que les pièces d'une procédure criminelle étaient des pièces de comptabilité, dont le garde des dépôts de la Commission ne pouvait se dessaisir. Les pièces d'une procédure criminelle, entre particuliers, être regardées comme pièces de comptabilité! Comment se laisser persuader une telle ineptie? Il a fallu ne pas connaître la différence qui existe entre elles; il a fallu se permettre de prendre une telle décision sans jeter les yeux sur ces mêmes pièces : car alors on eût vu, ou qu'il n'existait aucune pièce de comptabilité, dans ces immenses dossiers, ou que, s'il en était quelques-unes qui eussent trait

(1) La dénonciation du citoyen Philippes n'est pas mentionnée au procès-verbal et il n'y est fait allusion dans aucun des journaux de l'époque. Mais en marge du document des Archives on lit : « Renvoyé au comité de Législation par ordre de la Convention le 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République. »

(2) Archives nationales, carton DIII 385.

(1) Du 22 juillet 1789. Cette époque est mémorable, c'était le jour même que la vengeance du peuple célébrait l'octave de la Liberté. Pendant que tous les corps de justice effrayés étaient dans une stupide inaction; la haine l'emportait sur la crainte, la Cour des Monnaies se rassemblait secrètement dans son repaire et consacrait, par un acte authentique, cette terrible vérité, qu'il était dangereux de déplaire à ces cours que jadis on appelait souveraines.



à la comptabilité, elles n'y étaient pas pour cet objet, et appartenait aux comptables qui en auront besoin pour dresser le compte que doit rendre la succession du feu directeur de la Monnaie de Strasbourg.

« Au fait, ces pièces ne devaient pas être entre les mains du garde des dépôts de la Commission générale des monnaies, et elles ne s'y trouvent que par une connivence frauduleuse entre les citoyens Dorigny, commissaire général, et Jean, ci-devant greffier de la Cour des monnaies.

« Elles auraient dû, d'après l'article 40 de la loi du 27 mars 1791, être remises entre les mains du gardien choisi par la municipalité. Le citoyen Jean n'est pas ce gardien; et, en les conservant contre le texte de la loi, il ne peut être considéré que comme le spoliateur des archives dont il avait la garde, en sa qualité de greffier.

« La spoliation est visible, et ce terme est le seul convenable à la conduite du citoyen Jean : un greffier d'une Cour supprimée ne spolie-t-il pas, lorsqu'il retient une partie du dépôt qui lui était confié, malgré la loi qui l'obligeait à la remise? Le nouveau titre dont il se trouve décoré, sous le prétexte duquel il tâche de conserver celles-ci, ne peut masquer cet abus de confiance, car on demandera à Jean, greffier, qui lui a permis de les garder, à Jean, garde des dépôts, qui les lui a confiés? Et si Jean se trouve être le seul intermédiaire qui ait été le dépositaire de ces pièces, depuis l'instant où il n'était plus greffier jusqu'au moment où il est devenu garde des dépôts, il s'ensuivra que ce n'était ni à l'un ni à l'autre de ces titres qu'il était redevable de ce dépôt, et qu'il ne les avait entre les mains qu'à titre de spoliation. Si, au contraire, Jean prouve que le greffier de la Cour des monnaies a été déchargé de ces pièces d'une manière légale, et a, par conséquent, cessé de les avoir entre les mains; qu'il les a reçues depuis d'une autorité quelconque, en qualité de garde des dépôts; alors nous examinerons quel a été le but et l'intérêt de ceux qui ont trompé la vigilance de la municipalité, et mis dans un dépôt ce qui devait être dans un autre; et une pareille recherche ne sera peut-être pas infructueuse pour le salut de la République; on verra que c'est le citoyen Dorigny qui, en qualité de conseiller à la Cour des monnaies supprimée, a été choisi pour procéder à cette opération et il ne sera pas difficile de découvrir les motifs qui lui ont procuré une distraction volontaire de ce genre.

« Maintenant examinons un instant la conduite de la Commission générale des monnaies, c'est-à-dire des membres que nous avons dénoncés.

« Sur la communication de la signification faite au citoyen Jean, ces fonctionnaires prennent un arrêté par lequel ils considèrent que les titres et pièces de procédure, sur lesquels est intervenu l'arrêt du 22 juillet 1789 et dont l'apport est ordonné au greffe du tribunal de cassation, par jugement du 22 mai 1793, ont été remis au garde des dépôts, en vertu de la loi du 10 avril 1791, comme pièces de comptabilité, etc.

« Ils finissent par offrir des expéditions qui ne profiteront qu'au garde des dépôts (car il faudrait les lui payer) et qui ne seront d'aucune utilité aux juges, puisque ces expéditions ne porteront pas les défauts et faux dont sont maculées les minutes.

« En supposant même cette procédure nécessaire à la comptabilité, la Commission générale des monnaies avait-elle droit, qualité et intérêt de s'opposer à l'exécution du jugement d'un tribunal qui en ordonnait l'apport? La négative se présente à l'une et à l'autre de ces deux questions.

« La Commission n'avait aucun droit de prendre cet arrêté. Faite seulement pour surveiller la partie intéressante de l'administration des monnaies, elle n'a ni juridiction, ni pouvoir de s'opposer à l'exécution des jugements des tribunaux auxquels on a attribué toute la portion d'autorité judiciaire concédée précédemment à la Cour des monnaies.

« Elle n'avait également aucun intérêt, puisque les pièces demandées par le tribunal de cassation ne sortaient d'un dépôt public que pour rentrer dans le sanctuaire de la justice où il existe des dépositaires aussi fidèles que peut l'être l'ancien greffier de la Cour des monnaies, ou le garde des dépôts de la Commission générale. Quel est d'ailleurs le dépôt public qui puisse refuser les pièces nécessaires pour l'instruction d'un procès? On se demande ensuite comment il est possible que le garde des dépôts ait, en vertu de la loi du 10 avril 1791, ce qui devait être remis entre les mains d'un gardien nommé en exécution de la loi du 27 mars précédent?

« Qu'on compare ces lois entre elles, on sentira la vérité de ce que nous avons dit précédemment. Les procédures devaient être séparées des papiers d'administration et de comptabilité : les premières, d'après l'une de ces lois, devaient être réunies au dépôt des procédures existantes dans les greffes des autres Cours; et si le contraire existe, ce n'est que parce que le commissaire et le greffier de la Cour des monnaies, n'ayant pu se persuader la cessation d'existence de la compagnie à laquelle ils étaient attachés, et comptant l'un et l'autre sur sa résurrection prochaine, ils n'ont pas voulu disséminer ce qu'ils regardaient comme son patrimoine. Or une telle réserve, contraire à la loi, est, comme nous l'avons déjà qualifié, une spoliation d'un tel genre, que celui ou ceux qui s'en sont rendus coupables, sont indignes de grâce; ils doivent être poursuivis criminellement, et provisoirement destitués; car, comment la République pourrait-elle compter sur de pareils fonctionnaires?

« Combien le citoyen Dorigny, qui paraît avoir d'abord agi par ce motif, a dû se féliciter lorsque, tremblant de voir sa conduite dans cette procédure, mise au grand jour, il a, sous un prétexte spécieux d'intérêt public (masque ordinaire des magistrats de l'ancien régime), trouvé un moyen de retarder au moins sa honte et les dangers auxquels l'exposent ses prévarications et les faux notoires dont il a entaché son instruction.

« Nous ne nous appesantirons point sur les torts des citoyens Solignac et Mongez. Ils ont cru l'un et l'autre trop légèrement l'assertion de leur collègue. Le grand âge du premier, ses infirmités, et, plus que cela, trop de confiance ne lui ont pas laissé soupçonner qu'on pût vouloir le tromper; les connaissances académiques du second n'ont pu le mettre à couvert d'une semblable erreur; il était permis d'ignorer, dans le cloître qu'il a longtemps habité, les artifices des membres des tribunaux judiciaires. Ni l'un ni l'autre de ces deux commissaires ne suppo-

sait, sans doute, l'intérêt particulier du citoyen Dorigny, et ce dernier se sera bien gardé de leur faire part de ses craintes et de ce qui les occasionnait. C'est donc de leur peu d'attention à examiner les pouvoirs qui leur étaient confiés, dont nous croyons avoir à nous plaindre, car on aime à croire que ni l'un ni l'autre n'ont eu pour but de couvrir une spoliation et des faux qui n'étaient pas leur fait.

« Tels sont les délits qui sont dénoncés par mon organe, à la Convention, et pour raison desquels les citoyens Reiset et Saintignon osent solliciter une prompte justice.

« Nous ajouterons que cette ridicule intervention de la Commission générale des monnaies prive cette famille, déjà trop malheureuse par la haine de la ci-devant Cour des monnaies, du bénéfice de la loi sage qui ordonne au tribunal de cassation de juger, sous deux mois, l'admission des requêtes auxquelles les pièces justificatives auraient été jointes; or les pièces justificatives de la demande formée étant, en partie, les minutes mêmes de la procédure qui doivent prouver la vérité des allégations contenues dans la requête, la conduite des citoyens Dorigny et Jean, ainsi que l'étonnant arrêté de la Commission générale, mettent les citoyens Reiset et Saintignon dans l'impossibilité de satisfaire à cette obligation.

« Ils espèrent que la Convention nationale daignera prendre en considération la présente dénonciation, et mettre les parties dans la possibilité de se faire rendre justice. Si leur intérêt particulier se borne à cette demande, ils ne doutent pas que le Comité de législation, consulté, n'y joigne, pour l'intérêt public, la demande de la destitution des coupables qui précédera, sans doute, la prise à partie que les citoyens Reiset et Saintignon se réservent, d'après la loi.

« PHELIPPES, homme de loi.

« Rue de la Michodière-d'Antin, n° 816. »

### III

LETTRE DE 21 OFFICIERS DE LA GARNISON DE MAUBEUGE (1).

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (2).

21 officiers de la garnison de Maubeuge, qui avaient été suspendus par le représentant du peuple Levasseur, et qui sont actuellement à la Force, écrivent à la Convention pour la prier de les faire interroger le plus tôt possible par son comité de sûreté générale.

Ce comité est chargé de s'occuper au plus tôt de cette affaire.

(1) La lettre des officiers de la garnison de Maubeuge n'est pas mentionnée au procès-verbal, mais on en trouve trace dans le compte rendu de la séance du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II des *Annales patriotiques et littéraires*.

(2) *Annales patriotiques et littéraires* (n° 281) du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 1278, col. 1).

### IV

HOMMAGE A LA CONVENTION D'UN OUVRAGE DU CITOYEN THÉNARD (1).

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (2).

Le citoyen Thénard fait hommage d'un ouvrage intitulé : *De la Nature et de ses lois*.  
Mention honorable.

### V

LETTRE DU CITOYEN PARÉ, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, POUR RENDRE COMPTE A LA CONVENTION DE L'EXÉCUTION DE LA LOI DU MAXIMUM SUR LES DENRÉES ET MARCHANDISES (3).

Le ministre de l'intérieur, au citoyen Président de la Convention nationale (4).

« Paris, le seizième jour du premier mois de l'an II de la République.

« Citoyen Président,

« Il vient de m'être remis un décret de ce jour (5) qui porte que je rendrai compte séance tenante, et par écrit, de l'exécution de la loi du maximum sur les denrées et marchandises.

« Je m'empresse de satisfaire au désir de la Convention. Le décret dont il s'agit a été rendu le 29 septembre, le 30 il a été envoyé en manuscrit au département de Paris. Le 1<sup>er</sup> octobre, j'ai reçu du ministre de la Justice les imprimés; le 2, ils ont été envoyés à tous les départements par des courriers extraordinaires; déjà quelques-uns m'en ont accusé la réception.

« Quant à l'exécution, j'ai l'honneur d'observer à la Convention nationale que l'article 4

(1) L'hommage du citoyen Thénard n'est pas mentionné au procès-verbal; mais on en trouve trace dans le compte rendu de la séance du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II des journaux suivants : *Auditeur national* (n° 382 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, mercredi 9 octobre 1793, p. 2) et *Mercure universel* (mercredi 9 octobre 1793, p. 133, col. 1).

(2) *Auditeur national* (n° 382 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, mercredi 9 octobre 1793, p. 2). D'autre part, le *Mercure universel* (mercredi 9 octobre 1793, p. 133, col. 1) rend compte de l'hommage du citoyen Thénard dans les termes suivants :

« Un membre du département de Paris fait hommage d'un ouvrage intitulé *De la Nature et de ses Lois*.

« Mention honorable. »

(3) Cette lettre n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais en marge du document des *Archives*, on lit : « Renvoyé au comité des subsistances le 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République. » D'autre part, il y est fait allusion dans le compte rendu de la séance du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II des journaux suivants : *Auditeur national* (n° 382 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 1), *Journal de la Montagne* (n° 129 du mercredi 9 octobre 1793, p. 931, col. 1) et *Annales patriotiques et littéraires* (n° 281 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 1278, col. 1).

(4) *Archives nationales*, carton F<sup>1</sup> 1547<sup>a</sup> et *Journal de la Montagne* (n° 129 du mercredi 9 octobre 1793), p. 931, col. 1.

(5) Voy. ci-dessus ce décret, séance du 16<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 7 octobre 1793), p. 192.



de la loi accordant 8 jours aux Administrations de district pour rédiger les tableaux du *maximum*, et l'article 5 accordant quinzaine aux procureurs généraux syndics pour en envoyer copie, tant au Conseil exécutif qu'à la Convention, ce délai n'étant point expiré, je ne puis rien dire de positif.

« J'observe cependant qu'une lettre circulaire qui a accompagné l'envoi de la loi sur le maximum des grains, fera sentir aux Administrations la nécessité de ne rien négliger pour l'exécution de ces lois salutaires.

« PARÉ. »

## VI

LA CONVENTION NOMME UNE DÉPUTATION POUR ASSISTER A L'INAUGURATION DES BUSTES DE MARAT ET DE LE PELETIER (1).

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (2).

Une députation de la section de Piques instruit l'Assemblée que, voulant honorer la mémoire des martyrs de la liberté, elle célébrera demain une fête pour l'inauguration des bustes de Marat et Lepeletier.

La Convention invite les pétitionnaires aux honneurs de la séance et décrète qu'une députation de ses membres assistera à la pompe.

## VII

ADHÉSION DES CITOYENS DAVID ET JOURDAN A LA CONSTITUTION (3).

Les citoyens Pierre-Laurent-Étienne David, Aimé-Joseph-Gabriel Jourdan, citoyens de Paris, écrivent en date du 28 août que, privés, l'un par absence, l'autre par maladie, à l'époque de l'acceptation de la Constitution, de satisfaire à leur devoir de républicain, ils s'empressent de donner leur assentiment le plus formel à ce chef-d'œuvre de la raison humaine.

Mention honorable.

(1) La nomination de cette députation n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais on en trouve trace dans le compte rendu de la séance du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II des journaux suivants : *Moniteur universel* (n° 19 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, jeudi 10 octobre 1793, p. 76, col. 2); *Mercur universel* (mercredi 9 octobre 1793, p. 134, col. 1); *Auditeur national* (n° 382 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, mercredi 9 octobre 1793, p. 4); *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 383, p. 91) et *Annales patriotiques et littéraires* (n° 281 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, mercredi 9 octobre 1793, p. 1278, col. 2).

(2) *Auditeur national* (n° 382 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, mercredi 9 octobre 1793, p. 4). D'autre part, les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 281 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, mercredi 9 octobre 1793, p. 1278, col. 2) rendent compte de la nomination de cette députation dans les termes suivants :

« On nomme une députation de douze membres pour assister à la cérémonie de l'inauguration des bustes de Lepeletier et de Marat, que la section des Piques se propose de célébrer dans la journée de demain. »

(3) La lettre des citoyens David et Jourdan n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au *Supplément au Bulletin de la Convention* du 7<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793).

## VIII

DON PATRIOTIQUE DES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (1).

Le ministre des Affaires étrangères a envoyé, pour les retenues faites sur les employés de ses bureaux, pendant les quartiers d'avril et de juillet, 4,313 livres en assignats.

Mention honorable.

## IX

ADRESSE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE DE MIRANDE (2).

Le conseil général de la commune de Mirande, chef-lieu de district, département du Gers, qui a déjà adhéré à la bienfaisante Révolution des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin, annonce que la Société populaire de la même ville est entièrement dégaugée, grâce aux soins du citoyen Dartigoyte, des intrigants, des riches égoïstes, ennemis jurés de l'égalité, et des contre-révolutionnaires qui y arrêtaient les progrès des lumières. Tous les vrais sans-culottes, réunis au conseil général de cette commune, et à la Société populaire, prient la Convention de rester à son poste.

« Nous formons, disent-ils, l'arrière-garde de l'armée des Pyrénées-Occidentales, et nous ne quitterons ce poste que lorsque les cadavres de nos enfants nous appelleront pour les venger.

« Ne quittez la divine montagne que lorsque l'Europe sera en paix, et que nous pourrions vous donner pour successeurs des hommes qui, fidèles à vos principes, auront le mieux défendu la liberté et l'égalité. »

Mention honorable.

## X

LETTERE DU CITOYEN VOUTIER, CHEF DU BATAILLON DE L'ARDÈCHE FAISANT PARTIE DE L'ARMÉE DE MAYENCE (3).

« Montaign, le 3 octobre 1793, l'an II de la République.

« Dans ma dernière lettre, j'omis de compter au nombre des blessés, Sonier, Sental

(1) Le don patriotique des employés du ministère des affaires étrangères n'est pas mentionné au procès-verbal. L'extrait de la lettre du ministre des affaires étrangères, que nous insérons ci-dessus, est emprunté au *Supplément au Bulletin de la Convention* du 7<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793).

(2) L'adresse du Conseil général de la commune de Mirande n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au *Bulletin de la Convention* du 9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793). D'autre part, les *Annales patriotiques et littéraires*, dans leur compte rendu de la séance du 9 octobre [n° 282 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1282, col. 1], reproduisent le texte du *Bulletin*.

(3) La lettre du citoyen Voutier n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au *Bulletin de la Convention* du 7<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (mardi

et Fayole. Mon fils ne l'échappa pas de beau-  
coup, puisqu'une balle lui coupa partie des  
cheveux près l'oreille gauche, et lui perça son  
chapeau. Cet enfant porta sur-le-champ la main  
à la place qui avait été rasée, regarda ses doigts  
et dit : « Bon, il n'y a pas de sang ! » Et de suite  
se mit à continuer sa charge comme aupara-  
vant. Cette manière encouragea ses camarades  
et me fit beaucoup de plaisir. »

## ANNEXE N° 1

A la séance de la Convention nationale du  
17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi  
8 octobre 1793).

**Compte rendu, par divers journaux, de la  
discussion à laquelle donna lieu l'accu-  
sation d'accaparement de rhum portée  
par la section du Théâtre-Français,  
dite de Marseille et de Marat, contre  
François Robert, Député de Paris (1).**

### I

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (2).

Osselin, au nom du Comité de sûreté, se pré-  
sente pour faire un rapport sur le fait dont est  
prévenu le citoyen Robert, député de Paris.

Le rapporteur pose ainsi la question :

« Le rhum est-il compris, d'après l'intention  
de la Convention, dans la qualification spécifiée  
d'eau-de-vie ? »

Duhem. Je m'étonne que le Comité de sûreté  
générale nous soumette cette question.

Thibault. Je déclare que, lorsque j'ai voté  
pour la loi sur le maximum, je n'ai pas entendu  
que le rhum était de l'eau-de-vie.

Voulland. Je suis du Comité de sûreté géné-  
rale, et je puis vous dire que j'ignorais si le  
rhum était de l'eau-de-vie.

Osselin. Le Comité s'est longtemps occupé  
de cette question, et il a cru dans cette circon-  
stance qu'il devait consulter les représentants  
de la nation.

Raffron. L'accaparement est un crime contre  
la société. Je conclus par là que l'accaparement  
n'est pas autorisé par les lois. (*Applaudisse-  
ments.*)

Romme. Tout le monde sait que le rhum est  
de l'eau-de-vie. Le mot *rhum* est équivoque, et  
je déclare que nous devons interpréter la loi  
le plus rigoureusement possible. (*Applaudis-  
sements.*)

Voulland. Je demande, moi, que l'on fasse  
cette question aux propriétaires et fabricateurs

8 octobre 1793). D'autre part, le *Mercur universel*  
dans son compte rendu de la séance du 9 octobre  
(jeudi 10 octobre 1793, p. 151, col. 1) reproduit le texte  
du *Bulletin*.

(1) Voy. ci-dessus, même séance, p. 238, le compte  
rendu de la même discussion d'après le *Moniteur*.

(2) *Mercur universel* (mercredi 9 octobre 1793, p. 133,  
col. 2).

de rhum : « Vendez-vous le rhum au même prix  
que l'eau-de-vie ? » Si le prix est plus fort que  
celui de l'eau-de-vie, je déclare que le rhum est  
un objet de luxe, et que Robert ne doit pas  
être recherché pour ce prétendu délit.

Réal. Je déclare aussi que le rhum ne doit  
pas être regardé comme étant de première  
nécessité.

Osselin. Je vous l'ai déjà observé ; votre  
Comité n'a pas osé prendre sur lui une telle  
décision, vu que le cas est la peine de mort.  
Mais entendez votre Comité, et il vous présen-  
tera la loi en entier.

Lebon. La loi n'est pas claire, et dans cette  
circonstance la Constitution dit : « Nul ne peut  
être puni qu'en vertu d'une loi antérieure au  
délit. » Ainsi je conclus en demandant l'ordre  
du jour sur ce qui regarde Robert, sauf à la  
Convention de délibérer si l'on doit comprendre  
à l'avenir, dans la loi sur l'accaparement, le  
rhum comme denrée de première nécessité.  
(*Applaudissements.*)

La Convention adopte les propositions de  
Lebon.

### II

COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* (1).

Un membre demande qu'il soit déclaré si le  
rhum doit ou ne doit pas être réputé eau-de-vie.

On lui observe que la Convention s'est ex-  
pliquée là-dessus ; mais que sa décision n'a point  
de rapport à F. Robert, puisque le délit qu'on  
lui impute est antérieur.

Un autre insiste sur ce que, par un décret,  
toute denrée de première nécessité ou non, ne  
peut plus être accaparée sans encourir la peine  
capitale.

Lebon fait remarquer qu'elle ne pourrait  
être infligée à leur collègue, sans donner à la  
loi un effet rétroactif.

Après une courte discussion, l'Assemblée  
passe à l'ordre du jour sur la pétition de la  
section de Marseille et de Marat, relative à  
cet objet, se réservant de prononcer sur le fond,  
après le rapport général.

### III

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (2).

Osselin, organe du Comité de sûreté géné-  
rale réuni à la Commission des Six, demande  
à la Convention nationale si elle a eu l'intention  
de comprendre le rhum sous la qualification  
d'eau-de-vie, dans la nomenclature des denrées  
de première nécessité.

Un membre. Le rhum n'a jamais été une eau-  
de-vie. Cette liqueur, qui se compose à grands  
frais dans les îles d'Amérique et qui n'est pas

(1) *Journal de la Montagne*, n° 129 du mercredi  
9 octobre 1793, p. 931, col. 2.

(2) *Journal de Perlet*, n° 382 du 8<sup>e</sup> jour de la  
seconde décade du premier mois de l'an II (mercredi  
9 octobre 1793), p. 67.



consommée par les sans-culottes, ne peut être rangée parmi les objets de nécessité première.

**Romme et Raffron** représentent que le rhum, comme toutes les eaux-de-vie, se tire de la matière sucrée; que d'ailleurs l'accaparement de toutes denrées, marchandises et objets de commerce, est défendu par la loi, et que, dans le doute, le législateur doit s'arrêter à l'interprétation la plus sévère.

*D'autres membres* objectent que l'article portant que tout accaparement est un crime capital, n'a été décidé en principe que postérieurement au fait imputé au citoyen Robert, député de Paris, dont on a dû s'apercevoir qu'il est ici question.

Après de longs débats, la Convention nationale passe à l'ordre du jour. L'affaire de Robert est ajournée jusqu'au rapport sur la loi générale.

## IV

## COMPTE RENDU de l'Auditeur national (1).

Dans la séance d'hier, l'Assemblée avait envoyé à l'examen de la Commission des accaparements une dénonciation faite par la section de Marseille et de Marat contre Robert, représentant du peuple.

**Osselin**, organe de cette Commission, fait le rapport de cette affaire. Il présente à la discussion de l'Assemblée la seule question suivante : « Le rhum est-il compris dans la dénomination de l'eau-de-vie? »

**Bentabole**. Il y a une question de fait non moins importante à discuter; c'est de savoir si Robert avait chez lui son rhum avant l'existence de la loi, qui met l'eau-de-vie au rang des denrées dont elle défend l'accaparement.

*Plusieurs membres* ont successivement obtenu la parole. Les uns observent que beaucoup de députés, qui ont concouru à la loi contre les accapareurs, n'ont pas eu l'intention d'y comprendre le rhum, qu'ils ne connaissaient même pas. D'autres soutiennent que la Convention doit user de la plus grande rigueur à l'égard de ses membres pour éloigner d'elle tous les soupçons, et que le rhum étant une véritable eau-de-vie, il est compris dans la loi.

Enfin **LEBON** fait remarquer que la loi doit être réputée non-existante, dès qu'elle ne s'explique pas textuellement sur cet article, et, sur sa proposition, l'Assemblée passe à l'ordre du jour, sauf à statuer d'après le rapport qui sera fait.

## V

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (2).

Peu de temps après **OSSELIN** paraît à la tribune, avec le rapport présenté dans la séance

d'hier par les citoyens de la section de Marseille et de Marat. Le rapporteur, sans offrir aucune solution, se contente seulement de faire cette question : « Le rhum est-il compris, d'après l'intention de la Convention nationale, dans la qualification générale de l'eau-de-vie? »

**Duhem** s'étonne de la manière dont le Comité présente son rapport. Il demande que l'Assemblée, au lieu de répondre à cette question, somme le comité de lui dire son avis à ce sujet.

**Raffron** propose d'établir la décision sur le principe qu'aucun accaparement quelconque ne peut être permis.

La discussion continue.

*Quelques membres* observent que le rhum est une eau-de-vie.

L'Assemblée paraît indécise.

**Romme**. Nous doutons de la manière dont nous devons décider la question qui nous est proposée. J'opine pour que nous donnions à la loi l'interprétation la plus rigoureuse. Dans un temps de révolution, l'opinion la plus douce ne doit jamais prévaloir.

**Osselin** soutient avec vigueur que Robert ne peut être condamné, parce que le rhum n'est point compris dans la nomenclature.

**Lebon** appuie l'opinant par des raisons qui entraînent tous les suffrages.

En conséquence, l'Assemblée passe à l'ordre du jour sur la pétition de la section de Marat.

## ANNEXE N° 2

A la séance de la Convention nationale du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793).

**Compte rendu par divers journaux, du projet de décret présenté par Osselin, au nom de la Commission des Six, et tendant à dénommer les objets qui doivent être compris dans la loi sur les accaparements (1).**

## I

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (2).

**Osselin** présente à la discussion la suite de la loi sur les accaparements. Il fait observer que la nomenclature étant supprimée, toutes les marchandises sont comprises dans la loi.

**Thuriot**. On vous demande de porter une loi sévère contre ceux qui accaparent les matières de première nécessité, contre ceux qui veulent affamer le peuple; on vous demande de renvoyer au tribunal révolutionnaire ceux qui conspirent contre la liberté et le salut du peuple, ceux qui sont coupables.

Mais on ne vous demande pas de jeter la

(1) *Auditeur national*, n° 382 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 3.

(2) *Annales patriotiques et littéraires*, n° 281 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 1279, col. 1.

(1) Voy. ci-dessus, même séance, p. 238, le compte rendu de la même discussion d'après le *Moniteur*.

(2) *Mercur universel*, mercredi 9 octobre 1793, p. 134, col. 2.

désolation dans toutes les familles; on ne vous demande pas de faire condamner à mort des personnes innocentes, on ne vous demande pas de répandre le sang. La France n'a pas besoin de sang, elle a besoin de bonnes lois.

Il y a des hommes qui sacrifient tout pour avoir des bibliothèques, qui en ont de considérables. Ces hommes ne font que lire afin d'acquérir des lumières pour les communiquer ensuite à leurs semblables. Eh bien, porterez-vous la peine de mort contre ces hommes? Les condamnerez-vous à l'échafaud pour s'être occupés de rendre heureux leurs semblables? (*Applaudissements.*) Il y a tel homme qui peut, dans sa bibliothèque, avoir dix ou douze mille volumes pour ses travaux, parce que son génie est plus actif; tel autre peut avoir chez lui pour cent mille écus de tableaux de goût; ces hommes seront-ils coupables?

Comment voulez-vous ensuite que les tribunaux prononcent, si votre loi ne statue pas les quantités que chacun peut avoir? Dans tel tribunal, un homme sera condamné; dans l'autre, et pour le même fait, il sera déclaré innocent.

Sans doute, il faut prendre des mesures pour que le peuple ne meure pas de faim; mais si vous ne déclarez pas quelles sont les marchandises que vous voulez déterminer de première nécessité, j'en conclus que vous voulez ouvrir la loi à l'arbitraire, et alors le plus honnête homme verra ses ennemis calculer froidement sa perte. Sans qu'il ait eu aucune mauvaise intention, il sera enlevé à sa famille. Et si un homme qui n'a point eu d'intention criminelle peut être condamné à mort, d'un bout de la France à l'autre, il n'y a point d'honnête homme qui, avec les intentions les plus droites et les plus patriotes, ne soit pas bien sûr de ne pas monter sur l'échafaud.

Expliquez-vous donc nettement, ou vous aurez fait les lois les plus cruelles qui aient jamais existé chez aucun peuple. Ainsi je demande que votre loi soit claire et que vous fixiez la dénomination de ce que vous entendez par denrée de première nécessité.

L'Assemblée adopte l'ajournement de la discussion de la loi sur les accaparements à deux jours.

## II

COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* (1).

Osselin, organe de la Commission des Six, appelle la discussion sur la loi répressive de l'accaparement; mais bientôt les opinions se croisent au point d'écarter toute décision. Les uns voient du danger à déterminer les objets qu'il n'est pas permis d'accaparer; les autres demandent si l'on punira de mort l'homme de lettres qui aura sur ses tablettes plus de livres qu'il n'en peut lire, le naturaliste qui aura rassemblé une grande quantité de coquillages, l'amateur qui aura plusieurs portefeuilles remplis de musique, de gravures. Tous sentent qu'il faut, ou une liste des marchandises qu'il est défendu d'accaparer, ou une liste des denrées exceptées de la loi générale.

La Commission des Six, le Comité de commerce, réunis, présenteront, sous le plus court

délai, une nouvelle liste des objets sur lesquels la loi doit porter.

## III

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (1).

Le même rapporteur de la Commission des accaparements soumet à la discussion de l'Assemblée la loi sur les accapareurs. Il donne lecture d'un article déjà décrété, portant que tous les objets de commerce sont compris dans l'accaparement.

Cet article paraît à THURIOT trop général. Il pense qu'il en résulterait qu'un particulier ne pourrait avoir chez lui ni bibliothèque, ni collection d'estampes, de gravures, de tableaux. Tout ce qui existe pouvant être un objet d'accaparement, il s'ensuivrait qu'un homme qui, ayant beaucoup d'assignats, voudrait acheter beaucoup de domaines nationaux, serait réputé accapareur et puni de mort.

Thuriot a ensuite développé les principes qui doivent guider les législateurs dans la confection des lois criminelles. Il a observé que, d'après l'article déjà décrété, un homme pourrait perdre la tête sans avoir eu des intentions criminelles, ce qui est contraire à tous les principes. Il a demandé l'impression de la nomenclature de tous les objets d'accaparement et l'ajournement. (*Adopté.*)

## IV

COMPTE RENDU des *Annales politiques et littéraires* (2).

Osselin fait une seconde lecture de son projet de décret sur les accaparements. La discussion continue pendant quelque temps. Enfin, sur la motion de Thuriot, la Convention décrète l'impression de la nomenclature des objets soumis à la loi antérieure portée contre les accapareurs. La suite de la discussion du projet d'Osselin est ajournée à deux jours.

## ANNEXE N° 3

A la séance de la Convention nationale du 17<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 8 octobre 1793).

Compte rendu par divers journaux du rapport de Delaunay (d'Angers) sur la Compagnie des Indes (3).

## I

COMPTE RENDU du *Mercure universel* (4).

Delaunay présente un rapport sur la Compagnie des Indes.

(1) *Auditeur national*, n° 382 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 3.

(2) *Annales patriotiques et littéraires*, n° 281 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 1279, col. 1.

(3) Voy. ci-dessus, même séance, p. 244, le compte rendu du rapport de Delaunay d'Angers, d'après le *Moniteur*.

(4) *Mercure universel*, mercredi 9 octobre 1793, p. 135, col. 2.

(1) *Journal de la Montagne*, n° 129 du mercredi 9 octobre 1793, p. 932, col. 1.



Elle n'est, dit-il, qu'un vaste brigandage de monopoleurs. Les rois ouvrirent une vaste boutique de monopoleage. Vous vous souvenez de cette foule de privilèges exclusifs que l'on vendait à tout prix. Alors 40.000 actions furent établies à cent pistoles chaque. Survint Calonne et tous les vices qui s'emparèrent de la fortune publique, et c'est au milieu de prêtres accapareurs que naquit le projet d'enchaîner le commerce de l'Inde et de s'en emparer par le moyen d'une Compagnie.

Calonne voulut être le digne successeur de Necker, et nous touchons au moment de dévoiler ses plans à l'Europe entière. On ne concevra pas comment d'un côté la France payait d'énormes tributs à cette Compagnie et comment, de l'autre, ses administrateurs s'approprièrent des gains illégitimes. Calonne, quelques mois avant sa retraite, osa ouvrir le Trésor public à ces prétendus actionnaires, car il n'y eut jamais que des joueurs sur la place. 6,900,000 livres furent distribuées par le ministre à ses créatures, sous prétexte de soutenir ces actionnaires; mais quelque temps après, pour faire rentrer ces premiers 6 millions, Calonne fit avancer encore 6 autres millions sous la responsabilité de deux banquiers, Haller et Le Conteux de la Noraye, qu'ils seront tenus de rembourser.

Vous croyez que dans la suite la nation a vu rentrer ces millions? Point. Peu après, dans un compte produit par les administrateurs, le Trésor fut obligé de payer 5 millions, puis 4,045,000 livres. Enfin la totalité des sommes avancées à la Compagnie des Indes se monte à 28 millions. Joignez-y 20 millions déboursés par le Trésor public pour les Eaux de Paris, et vous aurez le total des sommes envahies par ces Compagnies.

Lorsqu'on demande à cette Compagnie pourquoi elle a éludé la loi dans ses actions, elle répond qu'elle les a supprimées et qu'elle les a remplacées par une inscription sur son grand-livre, pour se dispenser du droit d'enregistrement auquel sont assujettis tous les effets au porteur. Mais elle n'avait pas le droit de supprimer des actes publics et de les remplacer par une formalité. Non, il ne sera pas dit que sous le règne des lois, on les aura impunément violées. Vous vengerez la majesté nationale outragée et vous condamnerez la Compagnie des Indes à payer le triple droit d'enregistrement de ses actions supprimées. Vous condamnerez toutes les Compagnies financières à la même peine; vous obligerez celle des Indes à rembourser les 4,045,000 livres qui ont été si injustement obtenues.

Citoyens, détruisons ces amas de richesses; qu'elles aillent se répandre dans l'atelier du pauvre. Et si enfin la finance continue d'accumuler les marchandises, si elle ne veut pas supporter les charges publiques, si ces immenses portefeuilles, qui ne sont jamais ouverts pour les besoins du peuple, ne viennent pas à son secours, eh bien, que les Compagnies financières trouvent leur tombeau dans leur richesse même. (*Applaudissements.*)

Après une discussion et des débats très longs, l'Assemblée a décrété que l'Administration de la Compagnie des Indes est supprimée; que le conseil exécutif est chargé de la liquidation de cette Administration, jusqu'à concurrence des fonds qui lui seront remis.

## II

## COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets (1).

Delannay (*d'Angers*), rapporteur du Comité des finances, présente les vues du Comité sur la Compagnie des Indes.

(*Suit le texte du Moniteur que nous avons reproduit au cours de la séance. Voy. ci-dessus même séance, page ....*)

Tel est l'extrait de ce rapport, que l'Assemblée a applaudi et dont elle a ordonné l'impression (2).

(*Suit, pour la discussion, le texte du Moniteur que nous avons reproduit au cours de la séance.*)

## III

## COMPTE RENDU de l'Auditeur national (3).

Après avoir entendu un rapport fait par DELAUNAY (*d'Angers*) sur les manœuvres de la Compagnie des Indes et les dangers de semblables établissements, la Convention a rendu le décret suivant :

Art. 1<sup>er</sup>

« Les Compagnies financières sont et demeureront supprimées. Il est défendu à tout négociant ou banquier de faire aucunes associations semblables, sous quelque dénomination que ce soit.

## Art. 2

« Les lois des 2 août et 28 septembre 1792 seront exécutées dans tout leur contenu; leurs dispositions seront applicables aux Compagnies dont les portions d'intérêt circuleraient sous le nom d'effets au porteur et qui ont été convertis en inscription sur les registres de la Compagnie. En conséquence, il est enjoint à l'agent des recouvrements du Trésor public de faire verser dans le trésor les sommes dues par ces mêmes Compagnies, et les amendes qu'elles ont encourues en frustrant la loi.

## Art. 3

« A compter de la publication du présent décret, la Compagnie des Indes ne pourra expédier aucun vaisseau pour le commerce des Indes; aucunes marchandises ni aucuns vaisseaux ne pourront pareillement être expédiés sous le nom de Compagnies semblables.

(1) Journal des Débats et des Décrets, octobre 1793, n° 385, p. 97.

(2) Nous ignorons si ce rapport a été réellement imprimé. Nous n'avons pu le découvrir et c'est pourquoi nous nous sommes bornés à en donner les extraits insérés dans les journaux de l'époque.

(3) Auditeur national, n° 382 du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 4.

Art. 4

« Les scellés apposés sur les effets de la Compagnie des Indes seront levés. Il sera procédé de suite à la liquidation des actions de ladite Compagnie et à la rentrée des sommes dues par elle à la nation, et ce dans le délai d'un mois.

Art. 5

« Toutes marchandises prohibées et non prohibées, emmagasinées au nom de la Compagnie des Indes, seront vendues par petits lots. Les objets propres à la République seront acquis par elle et payés sur ce qui lui est dû par la Compagnie.

Art. 6

« Tous les établissements et concessions faits par l'ancien gouvernement à la Compagnie des Indes seront remis à la disposition du ministre de la Marine. »

**Fabre-d'Églantine.** Je demande que les administrateurs de la Compagnie des Indes ne soient pas chargés de la liquidation; mais qu'elle soit faite par des commissaires que le Conseil exécutif nommera.

**Cambon** craint, si la nation se charge de la liquidation, qu'on ne lui impute le déficit qui peut se trouver dans le bilan de la Compagnie. Il demande que la Convention déclare qu'elle ne se charge pas du déficit, qui peut exister dans les caisses de cette Compagnie.

Ces deux amendements sont adoptés, sauf rédaction.

## CONVENTION NATIONALE

Séance du dix-huitième jour du premier mois de l'an II de la République française, une et indivisible.

Mercredi 9 octobre 1793.

La séance s'ouvre à dix heures par la lecture des procès-verbaux des quinzième et seizième jours précédents.

Le premier de ces procès-verbaux est adopté sans réclamation.

Un membre demande la parole sur le second. Il propose d'établir une différence sur le renvoi des lettres écrites par les députés détenus et décrétés d'accusation.

Sur cette proposition.

« La Convention nationale décrète que les lettres de ceux de ses membres décrétés d'accusation, et adressées à la Convention nationale, seront envoyées au tribunal criminel extraordinaire, et que celles des membres qui ne sont

qu'en état d'arrestation seront renvoyées au comité de sûreté générale (1). »

### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (2).

La Convention, dans la séance d'hier (3), avait passé à l'ordre du jour sur une lettre de Deverité et avait décrété qu'aucune lettre des députés mis en état d'arrestation ne serait lue. Cette mesure a paru trop rigoureuse à plusieurs membres et, en interprétant son décret d'hier, la Convention a arrêté de renvoyer au tribunal révolutionnaire les lettres qui lui seraient adressées par les députés décrétés d'accusation et de charger le Comité de sûreté générale d'examiner celles des députés qui ne sont qu'en état d'arrestation.

Différents membres demandent des congés pour raison de santé. Parmi ces membres se trouve le citoyen Bissy, qui ne s'est pas absenté une seule fois depuis deux ans qu'il est député. On demande une exception en faveur de Bissy. Cette exception est d'abord prononcée; mais, sur la proposition d'un membre [VOULLAND (4)], qui a rappelé que tous les représentants du peuple ont juré de mourir à leur poste, et à plus forte raison de sacrifier leurs intérêts particuliers à l'intérêt public.

« La Convention nationale décrète qu'elle suspend toute concession de congés, et qu'elle rapporte ceux qui avaient été accordés à quelques uns de ces membres; elle décrète en outre que le présent décret sera inséré au « Bulletin » (5).

### COMPTE RENDU du Mercure universel (6).

Bissy demande un congé de quinze jours pour cause de maladie.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 178.

(2) Auditeur national, n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1.

(3) Voy. ci-dessus, séance du 6 octobre 1793, p. 153, la lettre de Deverité.

(4) D'après les divers journaux de l'époque.

(5) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 178.

(6) Mercure universel, jeudi 10 octobre 1793, p. 150, col. 1. D'autre part, l'Auditeur national [n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 2] et le Journal de Perlet [n° 383 du 9<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 73] rendent compte de cet incident dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE RENDU de l'Auditeur national :

Trois membres de la Convention sollicitent des congés.

VOULLAND demande l'ordre du jour, vu que, dans ce moment, les besoins de la République exigent l'envoi d'un grand nombre de représentants du peuple dans les départements.

Sur la proposition de CORPÉ, non seulement les congés sont refusés, mais même tous ceux accordés jusqu'à ce moment sont rapportés.

#### II

##### COMPTE RENDU du Journal de Perlet.

Quatre membres sollicitent des congés.

VOULLAND. Nous avons tous juré de mourir à notre poste; tenons nos serments.

Les congés ne sont point accordés.



**Voulland.** Dans une circonstance où la Convention est presque déserte, il est impossible que l'on continue d'accorder des congés. Encore hier, les besoins de la patrie exigeaient qu'une trentaine de membres se rendissent dans les départements, ce qui en diminue encore le nombre dans cette enceinte. Ainsi je demande que d'ici à un mois l'on n'accorde plus de congés.

**Pons (de Verdun)** désire que l'on excepte ceux des membres malades qui ne pourraient assister aux séances et qui réclameraient des congés.

La Convention accorde un congé au citoyen Bissy.

**Bourgeois** demande aussi un congé pour se rendre dans sa famille, dont une partie a été enlevée par une épidémie meurtrière qui ravage son pays.

**Coupée (de l'Oise)** voudrait que l'on rapportât tous les décrets qui accordaient des congés et notamment celui qu'on vient d'accorder.

Sa proposition est décrétée.

Plusieurs députés suppléants nouvellement admis dans le sein de la Convention nationale demandent à adhérer au jugement de mort prononcé contre le tyran.

Sur la proposition d'un membre [BOURDON, (de l'Oise (1))].

« La Convention nationale décrète qu'il sera fait mention honorable au procès-verbal, de l'adhésion au jugement du tyran, offerte par plusieurs députés suppléants nouvellement admis dans son sein et passe ensuite à l'ordre du jour, motivé sur l'acceptation solennelle de la Constitution républicaine (2). »

#### COMPTE RENDU du *Mercur universel* (3).

Un membre s'écrie qu'il est depuis peu dans la Convention, mais déclare qu'il mourra, s'il le faut, à son poste. Il demande à signer le jugement de mort contre le tyran.

**Bourdon (de l'Oise)** fait observer qu'une Constitution républicaine est survenue après ce jugement, et que c'est cette Constitution que l'on doit maintenant, que d'ailleurs les Français, en l'acceptant, ont tous signé l'arrêt de

mort du tyran. Il réclame l'ordre du jour. (Adopté.)

On donne lecture de différentes lettres et adresses qui sont envoyées aux différents comités auxquels elles appartiennent (1).

Les administrateurs du département de police de Paris font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, à l'époque du quinzième jour du premier mois. Le total des détenus s'élève à 2,503.

« La Convention décrète que le nombre des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention de Paris, sera inséré au « Bulletin » (2).

Suit la lettre des Administrateurs du département de police (3).

« Commune de Paris, le 8 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, du département de Paris, à l'époque du 7 octobre. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats, assassinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie (y compris la veuve Capet).....	388
« Grande-Force (dont 65 militaires)...	632
« Petite-Force.....	211
« Sainte-Pélagie.....	170
« Madelonnettes.....	252
« Abbaye (dont 23 militaires et 5 otages)	112
« Bicêtre.....	550
« A la Salpêtrière.....	131
« Chambres d'arrêt à la mairie.....	55
« Luxembourg.....	2
« Total.....	<u>2.503</u>

« Certifié conforme aux feuilles journalières

tête du tyran. Je demande qu'il soit fait mention au procès-verbal du désir de notre collègue, et que, du reste, vous passiez à l'ordre du jour. (Adopté.)

#### II

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires*.

Deux députés des colonies, nouvellement arrivés en France pour remplir la mission qu'ils tiennent de la confiance de leurs concitoyens, annoncent l'adhésion pleine et entière des colonies de la Martinique et de Saint-Domingue, à toutes les opérations de la Convention. Ils la remercient de la Constitution républicaine qu'elle a donnée aux Français. Ils sanctionnent la mort du tyran et demandent que cet acte soit porté dans le procès-verbal.

Cette demande occasionne une longue discussion. L'Assemblée la termine en décrétant que l'adhésion pure et simple à la Constitution suffit pour constater celle des Colonies à la mort du tyran.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 179.

(2) *Ibid.*

(3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

(1) D'après divers journaux de l'époque.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 179.

(3) *Mercur universel*, jeudi 10 octobre 1793, p. 130, col. 2. D'autre part, *l'Auditeur national* [n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1] et les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 282 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1282, col. 1] rendent compte de cet incident dans les termes suivants :

#### I.

COMPTE RENDU de *l'Auditeur national*.

Un suppléant, admis au rang des représentants du peuple, demande à signer le jugement de mort prononcé contre le tyran.

Plusieurs autres font la même proposition.

**Bourdon (de l'Oise).** L'adhésion à la Constitution républicaine est la marque la plus sûre qu'on puisse donner de la satisfaction qu'on a eue de voir tomber la

à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« MARINS; FIGUET; MICHEL. »

Des négociants étrangers informent la Convention qu'ils avaient commis à Claude Goulet et compagnie, négociants à Cette, 8 pièces de vin et un baril d'huile d'olive. Cette marchandise avait été chargée sur un vaisseau Danois; mais, malgré cela, un vaisseau de guerre français l'a pris et conduit à La Rochelle, où, soit par ordre de la municipalité, soit par ordre du commandant du vaisseau français, la charge du vaisseau danois a été déclarée de bonne prise et confisquée malgré la neutralité.

Ces négociants étrangers demandent aujourd'hui que leurs marchandises soient restituées et expédiées pour leur destination.

Renvoyé aux comités de commerce et de marine réunis (1).

Le conseil exécutif provisoire offre quelques observations sur l'impossibilité de satisfaire à l'exécution simultanée de la loi sur la taxe des subsistances, par la seule raison qu'elle doit arriver à des dates différentes dans les départements, suivant leur plus ou leur moins d'éloignement du centre de la République.

Le conseil exécutif pense qu'il serait nécessaire que la Convention, après avoir combiné les distances et les localités, prescrivit, par un article additionnel, une époque certaine à laquelle toutes les administrations de département, celui de la Corse excepté, devraient avoir fait exécuter cette loi bienfaisante.

Renvoyé à la Commission des Six (2).

La Société des sans-culottes révolutionnaires de Chaumont, département de l'Oise, demande :

1<sup>o</sup> Que la Convention mette le sceau à son décret sur les subsistances, en y ajoutant un article qui confisque au profit de la République toutes les coupes de bois arriérées depuis 1790 ;

2<sup>o</sup> Que les municipalités, sous la surveillance des commissaires nommés par les districts, soient tenus de faire toutes reconnaissances, vérifications et états y relatifs ;

3<sup>o</sup> Que tout propriétaire qui, au 15 novembre, n'aura pas fait la vente de ses bois pour l'ordinaire de 1793 soit soumis à la même peine ;

4<sup>o</sup> Qu'un sixième du produit de chaque coupe soit accordé au dénonciateur, et un sixième aux pauvres de la commune où les bois sont situés ;

5<sup>o</sup> Que tout propriétaire qui sera convaincu d'avoir ainsi cessé la vente ordinaire de ses bois, tant en taillis qu'en futaye, soit mis au nombre des gens suspects.

On demande l'ordre du jour, motivé sur ce que la loi a pourvu à toutes les mesures présentées par la Société populaire de Chaumont (3).

*Suit la pétition de la Société des Sans-Culottes révolutionnaires de Chaumont (1).*

*La Société des Sans-Culottes révolutionnaires de Chaumont, département de l'Oise, à la Convention nationale.*

« Représentants,

« S'attendrir sur vos bienfaits décrets relatifs à la taxe des subsistances et denrées de première nécessité, tel doit être, et tel est sans doute le sentiment unanime de tous les républicains français; nous ne vous en félicitons pas, car l'importance, la sainteté du dépôt qui vous est confié, vous fait un devoir de répondre à la confiance d'un peuple immense qui s'applaudit chaque jour de voir reposer ses destinées dans vos mains; mais vous remplissez si bien ce devoir dans toute son étendue; vous avez purifié avec tant d'énergie cette représentation nationale qui va dicter au monde entier les lois du souverain dont elle est l'organe, qu'il est aussi pour tous les bons Français un devoir bien doux et bien impérieux, celui de proclamer par toute la terre que vous avez bien mérité de l'humanité.

« La joie renaît enfin dans tous les cœurs, ils s'ouvrent à l'espérance d'un bonheur prochain, et cette heureuse révolution est votre ouvrage, le peuple oubliant les maux cruels qu'il a soufferts avec tant de dignité et de patience ne s'occupe, en vous bénissant, que du retour d'une existence plus commode et plus propre enfin à le pénétrer de tous les avantages de sa régénération, ses foudres sont dans vos mains, mais quand votre courage et votre sagesse les lancent sans pitié sur tous ses ennemis, c'est sans doute bien mériter de vous, que de vous indiquer ceux qui peuvent échapper à votre attention.

« Les articles 2 et 3 de votre décret sur les bois et charbons, prescrivant des mesures dont la sagesse garantit, pour l'avenir, l'exacte exploitation de toutes les coupes de bois.

« Mais, représentants, quand la loi prononce des peines sur tous les genres de délits qu'elle a déterminés, n'en ferez-vous pas une pour punir un des plus cruels que la malveillance des riches propriétaires et ci-devant seigneurs ait inventé. N'oubliez donc pas que la plupart de ces conspirateurs, soit par aversion pour nos assignats et pour les discréditer avec plus de succès, soit pour créer un moyen de plus d'ajouter aux souffrances du peuple et de hâter son désespoir, se sont abstenus depuis l'établissement du papier monnaie, de vendre ou faire vendre les coupes réglées de leurs bois. Que de maux, par cette perfidie, n'ont-ils pas accumulés sur le pauvre peuple des campagnes! Combien de délits n'ont-ils pas ainsi provoqués contre des malheureux pour qui le chauffage en hiver est la moitié de la vie et qu'ils n'ont pas manqué de traduire inhumainement devant les tribunaux!

« Combien de délits et de dévastations n'ont-ils pas ainsi occasionnés dans les biens nationaux!

« De telles manœuvres appellent nécessai-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 179.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 180.

(3) *Ibid.*

(1) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.



rement une punition proportionnée à leur gravité, et l'exacte justice la commande.

« Mettez donc, législateurs, le sceau de la perfection à votre décret sur une des plus importantes denrées :

« 1<sup>o</sup> En y ajoutant un article qui confisque, au profit de la nation, toutes les coupes de bois appartenant aux particuliers, arriérées depuis 1790;

« 2<sup>o</sup> Que les municipalités, sous la surveillance de commissaires nommés par les districts soient tenues de faire toutes reconnaissances, vérifications et états y relatifs.

« 3<sup>o</sup> Que tout propriétaire qui, au 15 novembre, n'aura pas fait la vente de ses bois pour l'ordinaire de 1793, soit soumis à la même peine;

« 4<sup>o</sup> Qu'un sixième du produit de chaque coupe soit accordé au dénonciateur, et un sixième au profit des pauvres de la commune où les bois sont situés;

« 5<sup>o</sup> Que tout propriétaire qui sera convaincu d'avoir ainsi cessé la vente ordinaire de ses bois tant en taillis qu'en futaie, soit mis au nombre des gens suspects, et comme tel arrêté et envoyé dans une des maisons destinées à la détention de ces messieurs. »

(Suivent 32 signatures.)

**Les électeurs du département des Bouches-du-Rhône déclarent que, quoique environnés de traîtres et de lâches, ils sont restés fidèles à la loi, et que les malheurs qui étonnent encore le Midi n'ont fait qu'accroître leur zèle,**

« Il reste, disent-ils, un espoir à nos ennemis; ils se flattent que la prochaine législature leur sera plus favorable. Rendez leurs espérances inutiles; décrêtez que vous ne vous séparerez que lorsque la patrie n'aura plus rien à craindre : autrement il faudrait désespérer de la liberté. »

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit l'adresse des électeurs du département des Bouches-du-Rhône (2).*

*Les électeurs du département des Bouches-du-Rhône, à la Convention nationale.*

« Représentants,

« Les électeurs du département des Bouches-du-Rhône ont parcouru la carrière pénible des persécutions et des entraves dont ils s'honorent; quoique environnés de traîtres ou de lâches, ils sont restés fidèles à la loi, et les malheurs qui étonnent encore le Midi n'ont fait qu'accroître leur zèle.

« Vous l'avez éprouvé, législateurs, le champ de l'intrigue était ouvert dans votre sein, une horde criminelle engraisée de l'or des despotes, s'agitait en tous sens, les noms sacrés de liberté, de république et de patrie prodigués et profanés à chaque instant voilaient au peuple les projets monstrueux des dictateurs et des rois, et ce même peuple, séduit par des vains prestiges, mettait à prix la tête de ses défenseurs. C'en était fait de la liberté, si le peuple de Paris

n'eût, par un saint mouvement, arrêté les progrès rapides de la tyrannie.

« Législateurs, cette journée à jamais mémorable vous a rendu toute votre dignité, en faisant distinguer le crime d'avec la vertu, en faisant reconnaître les ennemis de l'égalité, cachés sous des apparences trompeuses, en purifiant les eaux bourbeuses du Marais dont les exhalaisons empoisonnées s'élevaient jusque vers la Montagne, et en fixant l'opinion révolutionnaire dès lors vous avez chassé du sanctuaire des lois les vingt-trois associés de Pitt et de Cobourg, et leurs vils suppôts qui pouraient encore souiller votre enceinte se sont vus réduits, lâches et tremblants, à une honteuse impuissance. Dès lors vous avez donné à la France une constitution républicaine et populaire, qui a réuni tous les sentiments; dès lors vous avez décrété qu'une force armée faisait respecter la puissance nationale, aux rebelles de Marseille et de par là vous avez sauvé Marseille, et bientôt vous apprendrez que Toulon est réduit, et que Toulon n'existe plus.

« Législateurs, il reste encore un espoir à nos ennemis, ils se flattent que la prochaine législature leur sera plus favorable, ils calculent déjà leurs nouveaux moyens. Rendez leurs espérances inutiles, décrêtez que vous ne vous séparerez que lorsque la patrie n'aura plus rien à craindre; achevez votre ouvrage, déclarez que vous resterez à votre poste jusqu'à l'affermissement de la République; s'il en était autrement, il faudrait désespérer de la liberté. Rendez-vous à nos vœux, ce sont ceux des plus ardents républicains, et la patrie sera sauvée.

« RICARD fils, président et rédacteur. »

**Les administrateurs et procureur syndic du district de Donjon, département de l'Allier, invitent également la Convention à rester ferme au poste où la confiance publique l'a placée.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit l'adresse des administrateurs et procureur syndic du district de Donjon (2).*

*Les administrateurs et procureur syndic du district de Donjon, département de l'Allier, à la Convention nationale.*

« Représentants du peuple,

« Constamment attachés aux principes que nous avons développés dans notre délibération du 4 juillet dernier, à laquelle vous avez applaudi par votre décret du 10 du même mois, nous les avons publiés avec courage; et c'a été pour nous une bien douce consolation de les voir produire d'heureux effets dans les cœurs des bons citoyens qui composent ce district. Leur mot unanime a été : Haine pour les tyrans couronnés; horreur du fédéralisme; confiance, amour, reconnaissance pour la Convention.

« Pénétrés de cette vérité, que des administrateurs doivent l'exemple des sacrifices, nous en avons fait, et nos concitoyens nous ont imités. Une partie de ces sacrifices vous est connue,

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 181.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 711.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 181.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

et vous les avez récompensés par votre décret du 31 août dernier.

« Nous venons aujourd'hui vous porter notre vœu le plus ardent, vœu que nous diète l'amour brûlant de la patrie.

« Pères du peuple, fondateurs de la République, vous seuls pouvez la défendre, la sauver et l'affermir.

« Vous vous avez tracé un pacte social vraiment démocratique, et chaque jour voit éclore de la Montagne sacrée des lois salutaires. La taxe des denrées de première nécessité atterre l'égoïste, et donne une nouvelle vie au franc républicain.

« Ralliés autour du sanctuaire des lois, nous vous conjurons d'y rester fermes au poste où la confiance publique vous a placés.

« Législateurs, au nom de la patrie, ne quittez le gouvernail de l'immense vaisseau de la République qu'après avoir expulsé du territoire français les hordes esclaves des tyrans coalisés, anéanti le fédéralisme et le royalisme, consolidé votre ouvrage et assuré notre bonheur fondé sur les bases de la liberté et de l'égalité.

« Donjon, le 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« REIGNAUD; LACROIX, *vice-président*; CHEVAL; F. PAPON; MEILHENVAL; BONNET; BOMACHOT, *secrétaire*. »

Le conseil général et le directoire du département du Tarn informent la Convention que les brigands du district de la Canne (1) sont dispersés, et les personnes suspectes mises en état d'arrestation; qu'enfin tout le pays est désarmé, et que Feuillargue, chef des brigands, a perdu sa tête sur l'échafaud.

La levée en masse s'effectue avec calme dans ce département; mais on croit prudent d'incorporer cette levée dans les bataillons des autres districts, au lieu de l'organiser en bataillon de district.

Renvoi au comité de la guerre (2).

## I

Suit la lettre du Conseil général et du Directoire du département du Tarn (3).

Le Conseil du département du Tarn, à la Convention nationale.

« Représentants du peuple,

« Le noyau de contre-révolution qui, depuis trop longtemps se formait dans le district de La Caune, va être enfin entièrement dissipé; déjà dans plusieurs circonstances nous avions fait des courses militaires dans le pays, sans pouvoir extirper la cause du mal; des prêtres fanatiques, cachés dans le fond des bois, alimentaient avec succès le germe de rébellion qui ne manquait jamais d'éclore dans les circonstances périlleuses pour la République. A l'époque du recrutement ordonné par la loi du 24 février, le feu de la révolte soufflé par ces

bouches impures éclata avec violence; des officiers municipaux furent insultés et menacés, des gendarmes battus et mis en fuite, et des patriotes indignement égorgés. Le glaive de la loi vengea en partie ces attentats, mais les chefs, les meneurs de la troupe, échappèrent à notre vigilance et à nos recherches.

« Le mouvement contre-révolutionnaire que la Lozère donna encore quelque espoir à ces fanatiques, ils pensaient déjà voir l'oriflamme de la liberté foulé aux pieds par les brigands de l'armée catholique. Nous envoyâmes des forces pour les contenir, et c'est peut-être à cette mesure de prudence que nous devons en partie la subite extinction des troupes de Charrier.

« Enfin, l'entrée des Espagnols sur le territoire de la République et les levées jordonnées pour s'opposer à leurs progrès ranimèrent l'espérance que la mort du perfide Charrier avait, pendant quelques instants, éteinte dans l'âme des rebelles; le petit nombre des patriotes répandus sur la surface de ce district, entendant les forfanteries de ces scélérats, tremblaient déjà d'être les victimes de leur attachement à la cause de la liberté, nous les rassurâmes, et aussitôt deux de nos membres, escortés d'une force imposante, partirent pour aller donner la chasse à ces brigands; leur bande était déjà considérable, et aux rebelles du pays s'étaient joints une foule des déserteurs et des jeunes gens qui ont quitté leurs communes pour éviter de marcher à la frontière.

« Nos braves républicains pénétrèrent avec courage dans ces horribles forêts, et bientôt trois des principaux chefs sont arrêtés et conduits au chef-lieu du district. Un quatrième tombe sur le champ de bataille, et le reste de la troupe, composée comme nous l'avons dit plus haut, se jette aux pieds de nos commissaires en leur demandant grâce de leur erreur.

« Nous avons aussitôt requis le tribunal criminel de se transporter à La Caune pour y faire justice des traîtres qui ont si longtemps infesté ce pays, et nous avons arrêté que les exécutions seraient faites sur les lieux afin que la punition fût exemplaire, et qu'elle demeurât gravée dans la mémoire de leurs concitoyens.

« Nos commissaires nous annoncent que nos troupes font tous les jours de nouvelles captures, le désarmement général a été fait avec la plus grande exactitude, et nos républicains ne rentreront sur leurs foyers qu'après avoir entièrement purgé ce district qui, depuis trop longtemps, se jouait des autorités établies par la loi.

« Les frais de cette course seront imposés sur les riches aristocrates du pays, car c'est à eux seuls qu'en est la faute, si la raison et la vérité, qui trouvent accès chez les hommes les plus grossiers, n'ont si longtemps été enveloppées de nuages dans ces cantons.

« Si, contre notre attente, l'aristocratie osait encore lever sa tête insolente, nous nous sommes déterminés à traiter ce pays révolutionnairement, et à mettre le feu à ces immenses forêts, repaire éternel des malfaiteurs et des brigands. Pour prix de notre activité, nous ne vous demandons, citoyens représentants, que l'approbation de nos mesures et de notre conduite, car la plus douce récompense des républicains, c'est l'éloge des libérateurs de la patrie.

« MADIER; CORBIÈRE; SALBERT, *procureur général syndic*; COUCHET; ARTAUT. »

(1) Lacanne.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 181.

(3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.



## II

*Suit la lettre du directoire du département du Tarn (1).*

*Le directoire du département du Tarn, à la Convention nationale.*

« Castres, le 2 octobre 1793, l'an II de la République française.

« Représentants du peuple,

« Les brigands qui infestaient les bois du district de La Caune sont dispersés; les personnes suspectes sont en état d'arrestation, tout le pays est désarmé et Feuillaraque, chef des brigands, a perdu sa tête sur l'échafaud. Tout est rentré dans l'ordre, et la protection donnée au petit nombre de patriotes que renferme ce district, doublant leur énergie, tandis que la punition éclatante des coupables porte la terreur dans le cœur de tous les malveillants, nous devons espérer de ne pas voir renaître des mouvements qui, s'ils n'eussent pas été arrêtés à leur origine, auraient pu faire de ce district une nouvelle Vendée.

« La levée en masse s'y effectue avec calme, mais nous croyons prudent d'incorporer cette levée dans les bataillons des autres districts, au lieu de l'organiser en bataillon de district de La Caune. Nous espérons que vous approuverez une mesure que l'incivisme de ce district paraît commander, soit comme mesure de sûreté générale, soit comme peine.

« Nous devons des éloges aux gardes nationales du département qui ont prêté force à la loi, et nous payons un juste tribut de reconnaissance aux districts de Bédarieux, Saint-Pons et Saint-Affrique, qui nous ont prêté ou offert des secours.

« FOURNÉS, président; CORBIÈRE; GACHER; MADICRE; COUCHET; ARTAULT; SALBERT, procureur général syndic. »

Le procureur syndic du district de Montauban adresse à la Convention nationale l'expédition en forme de deux arrêtés de l'Administration de ce district. Ces deux arrêtés sont relatifs à deux offrandes faites en faveur de la patrie.

La première consiste en 100 quarts de blé froment consacrées par le citoyen Boudet la Bombardièrre, administrateur de ce district, à la nourriture des jeunes Spartiates de son territoire.

La deuxième en 600 livres pour les frais de la guerre.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

*Suit la lettre du procureur syndic du district de Montauban (3).*

*Le procureur syndic du district de Montauban, au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Montauban, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française.

« Je vous adresse, citoyen Président, l'expé-

dition en forme de deux arrêtés de l'administration du district de Montauban, relatifs à deux offrandes patriotiques faites en faveur de la patrie. La première consiste en 100 quarts de blé froment, consacrées par le citoyen Boudet La Bombardièrre, administrateur de ce district, à la nourriture des jeunes Spartiates de notre district. La seconde, en 600 livres, pour les frais de la guerre, faite par un citoyen qui ne veut pas être connu.

« Ci-inclus, vous trouverez la somme de 600 livres.

« Je vous prie, citoyen Président, de faire connaître ces actes de bienfaisance à la Convention nationale, et d'en faire décréter l'insertion au *Bulletin*, qui me servira de récépissé.

« Le procureur syndic,  
« LAGENTIE. »

Reçu les 600 livres.

DUEROISY.

*Suivent les deux arrêtés.*

## I

*Extrait des registres du directoire du district de Montauban, département du Lot (1).*

Du vingt-neuf septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, et l'an II de la République française une et indivisible, en la séance publique et permanente du directoire du district, où étaient présents les citoyens Marty fils, Salur, Delpon, administrateurs; Lagentie, procureur syndic, et Latreille, secrétaire;

Vu la lettre du citoyen Pierre Boudet oncle, administrateur du district de Montauban, du 18 septembre courant, par laquelle il renvoie à l'administration du district la reconnaissance de 3,002 liv. 15 s. 2 d. qui lui avait été adressée pour le montant de 100 quarts de blé, mesure de Caussade, par lui remis au magasin du district pour l'approvisionnement des subsistances destinées aux jeunes citoyens de l'âge de 18 à 25 ans, son intention étant d'en faire un don à la patrie;

Le procureur syndic entendu :

Le directoire du district, applaudissant à cet acte de bienfaisance et de patriotisme, arrête qu'il sera fait mention honorable de cette offrande civique sur les registres, et qu'extrait du présent arrêté sera adressé à la Convention nationale, au directoire du département, au comité de Salut public de Montauban et à la Société populaire des Amis de la République.

Délibéré le jour et au susdits.

Collationné par nous, président et secrétaire principal.

MARTY fils, pour le vice-président; LATREILLE, secrétaire.

## II

*Extrait des registres du directoire du district de Montauban, département du Lot (2).*

Séance de relevée du premier octobre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an II de la Répu-

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 481.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

blique française une et indivisible, où étaient présents les citoyens Marty fils, Delpon, administrateurs; Lagentie, procureur syndic, et Latreille, secrétaire.

Le procureur syndic a dit :

« Un citoyen du district m'a remis ce matin une somme de 600 livres pour servir aux frais de la guerre. Cette offrande est d'autant plus belle que celui qui la fait ne veut pas être connu. Je demande qu'il en soit fait mention honorable dans vos registres, et qu'extrait de votre arrêté soit, ainsi que la somme, envoyé à la Convention nationale et que cet acte généreux soit connu du département, du comité de Salut public et de la Société populaire de Montauban. Fasse qu'ainsi stimulés, les riches apprennent à faire des sacrifices pour la liberté. »

Le directoire du district, applaudissant à l'acte généreux et civique de ce citoyen,

Arrête : qu'il en sera fait mention honorable dans ses registres; qu'une expédition en forme ainsi que la somme de 600 livres seront adressées à la Convention nationale; qu'il sera donné connaissance de cet acte de bienfaisance et de patriotisme au département du Lot, au comité de Salut public et à la Société populaire de Montauban.

Délibéré les jour et an susdits.

*Collationné par nous, président et secrétaire principal,*

MARTY fils, pour le président; LATREILLE, secrétaire.

Le procureur syndic du district de Sedan annonce que l'on vient de faire partir pour Verdun les jeunes Français que la patrie met en réquisition.

Mention honorable (1).

*Suit la lettre du procureur syndic du district de Sedan (2).*

« Sedan, le 7 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Nous vous envoyons dans la présente une croix avec le titre puéril de celui à qui elle appartenait, qui vient de la déposer à notre district pour la faire parvenir à la Convention nationale, qui en disposera à son gré pour le bien de la République. Chargé par l'Administration de vous l'adresser, nous nous empressons de remplir son vœu; nous y joignons un ruban tricolore chargé d'une armoirie, trouvé dans des livres, paperasses qui ont été oubliés forcément par l'hypocrite Lafayette.

« Nous venons de faire partir pour Verdun nos jeunes Français que la patrie met en réquisition. Nous leur avons dit qu'il n'y a plus de milieu, que le salut de tout ce que nous avons de plus cher les appelle au combat et que pour remporter la victoire, il faut vaincre pour éviter la captivité dans laquelle les tyrans voudraient

mettre la République, que pour parvenir à les tromper, il faut de la valeur, de l'union, être toujours de bon accord; que ces qualités inséparables conviennent à des peuples libres et que sans elles il n'est pas possible de renverser les monstres hideux à double tête couronnée.

« Salut et fraternité.

« MARET, président du district. »

Un membre [PIORRY (1)] expose, au nom du comité des marchés, qu'il avait été désigné pour la surveillance et la vérification des marchandises versées dans les magasins de la République, des hommes probes et d'une capacité reconnue. Ces citoyens, désignés et mis en fonctions, réclament aujourd'hui leurs appointements.

« La Convention nationale décrète que les administrateurs de l'habillement et de l'équipement sont autorisés à faire payer aux surveillants et vérificateurs provisoires, établis dans les différents magasins de la République, les mêmes appointements dont jouissent les gardes-magasins; et ces appointements continueront de leur être acquittés pendant tout le temps qu'ils resteront en fonctions (2). »

*Suit le texte du rapport de Piorry, d'après le Bulletin de la Convention (3).*

Un membre fait, au nom du comité de l'examen des marchés, le rapport suivant :

La Convention nationale, par son décret du 29 septembre, a chargé les administrations de département, de district et les municipalités de surveiller les dépôts des chevaux appartenant à la République, de dénoncer tous les abus qui pourraient se commettre par les fournisseurs, marchands, inspecteurs et agents des dépôts. Elle a recommandé spécialement ces établissements importants au zèle, au patriotisme, et à la surveillance des sociétés populaires des chefs-lieux de département, de district et de canton qu'elle charge également de dénoncer les mêmes abus. Votre comité est d'avis d'étendre davantage les dispositions de cette loi, et, en conséquence, il vous propose le décret suivant.

*(Suit le texte du décret que nous insérons ci-dessus.)*

Au nom du même comité, un membre [PIORRY (4)] demande que les dispositions de la loi du 29 septembre dernier, qui a chargé les administrations de département et de district, les municipalités et les sociétés populaires, de surveiller les dépôts de chevaux, leurs fournisseurs et agents, s'étendent à toutes les administrations des subsistances, habillement, équipe-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 182.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 695.

(1) D'après l'*Auditeur national* [n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 2].

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 182.

(3) *Bulletin de la Convention* du 8<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793).

(4) D'après l'*Auditeur national* [n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 2] et d'après le *Bulletin de la Convention* du 8<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II.



ment, armement, charrois, convois et relais militaires.

La Convention nationale approuve les dispositions de cette loi, et en décrète l'insertion au « Bulletin » (1).

Au nom du comité de législation, un membre [MERLIN (de Douai), rapporteur (2)] propose de décréter que Louis Alline, condamné aux fers, ne puisse être admis à se pourvoir en cassation contre ce jugement. Cette proposition est décrétée en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur la pétition de Louis Alline, condamné aux fers par un jugement du tribunal criminel du département d'Indre-et-Loire, du 17 avril 1792, tendant à ce qu'il soit admis à se pourvoir en cassation contre ce jugement, nonobstant le laps du temps fixé par la loi, déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer (3). »

### I

*Suit la teneur de la pétition du citoyen Louis Alline (4).*

*Aux citoyens représentants la République française à la Convention nationale.*

« Citoyens représentants,

« Les lois émanées de votre auguste Assemblée, comme de celles qui vous ont devancé, respirent l'humanité et la justice qui furent toujours les bases de vos glorieux travaux. Ces lois sont sages, humaines et bénignes; il ne reste de malheur à la classe qui gémit sous le glaive terrible de l'injustice, que celui qui naît tous les jours de l'inobservation des dispositions textuelles des lois; on élude leurs vœux dans les points les plus sacrés, et l'innocence est la victime de ces inobservations fatales que les tribunaux prétendent irréparables, c'est un malheur disent-ils, qu'un innocent soit puni; mais, ajoutent-ils, le terme prescrit par la loi, le délai du condamné pour se pourvoir est fatal, il est expiré, et par conséquent l'innocent condamné sera puni sans ressource. Quel arrêt! il fait frémir l'humanité; les droits sacrés de l'innocence sont imprescriptibles, ils durent autant qu'elle, et tous les moyens possibles doivent être pratiqués pour la dérober à l'oppression.

« Les tribunaux ne pouvant, selon eux, protéger mon innocence, il ne me reste de ressource que celle de m'adresser à votre auguste Assemblée. Vous ne me direz jamais qu'un innocent condamné est un malheur sans remède, de pareilles intentions n'entrèrent jamais dans vos âmes justes et sensibles; vous m'écoutez avec cette attention admirable dont vous décorez tous vos actes, mon innocence vous touchera, vos cœurs généreux seront ses illustres protecteurs. C'est dans cette flatteuse confiance que

j'ose vous présenter le tableau désolant de mon malheur. Je prends à témoin le Ciel que je ne vous annoncerai que la vérité.

« Je suis dans les fers en vertu d'un jugement rendu par le tribunal criminel du département de l'Indre-et-Loire, séant à Tours, le 17 avril 1792. Je suis innocent du crime dont on m'accuse. Aussi certain de mon innocence comme je l'étais de mon existence, j'offrais à chaque pas les moyens sûrs de la prouver; mais hélas! j'étais un simple ouvrier sans fortune et n'ayant pas en mains les fonds qui sont le grand moyen de toute défense. La mienne ne put paraître. Ce n'est pas que la loi n'eût bien pourvu, très bien ordonné pour que l'innocent fût reconnu tel, mais les gens de loi, les avoués, les huissiers, pas un ne bouge au nom de la charité; l'argent est le seul mobile qui puisse les mettre en mouvement, c'est là le poids de leur horloge, quand il ne tire plus, la machine reste au repos. L'établissement des bureaux de jurisprudence charitable, ne produit que l'effet d'un sermon bien dit, dont on admire les principes, mais qui ne convertit pas ses admirateurs parce qu'il heurte leurs intérêts. Cependant ma défense éclatait par elle-même et s'offrait à tous pas de la procédure et ne pouvait qu'honorer un défenseur. Les faits que je vais avoir l'honneur d'exposer au grand jour de votre Assemblée, ne vous laisseront rien à désirer sur ce que j'ai avancé.

« Je m'appelle Louis Alline, je demeurai, avant ma détention, en la paroisse de Moulierne, sous l'étendue du département de l'Indre-et-Loire. Je suis ouvrier terrassier. Le 26 du mois de décembre 1791, je sortis de chez moi pour me rendre au lieu nommé la Jamillière, situé en la paroisse de Rillé, à l'effet d'y voir de l'ouvrage, en faire et passer le marché. Dans ce voyage j'étais accompagné des nommés Etienne Alline et Urban Prou, aussi ouvriers, et qui y venaient pour le même ouvrage, Route faisant, nous passions par un bourg nommé le bourg de Cotinvo; en y passant, Etienne Alline, qui connaissait le curé de ce bourg, fut le saluer et lui présenter ses respects; Urban et moi nous entrâmes dans une auberge où nous nous propositions de souper et de coucher; mais le curé, ayant engagé Etienne Alline à souper au presbytère, voulut nous faire le même honneur et nous fit appeler; nous y fîmes et y soupâmes tous trois. Nous vîmes coucher à l'auberge et le lendemain 27 nous allâmes du matin remercier cet honnête curé, qui nous fit encore déjeuner; après quoi, nous nous rendîmes à la Jamillière, y fîmes le marché qui faisait l'objet de notre voyage et nous allâmes dîner au bourg de Rillé, dans l'auberge de la veuve Boireau.

« Pendant que nous dinions dans cette auberge, Etienne Alline y trouva plusieurs personnes de sa connaissance avec lesquelles il s'associa. Urban Prou et moi le priâmes de s'en retourner avec nous, mais il nous répondit que ce n'était pas encore son heure. En conséquence nous le laissâmes à sa nouvelle compagnie, et Prou et moi nous partîmes ensemble et nous rendîmes le même soir chacun chez soi. Voilà le résultat de mon voyage des 26 et 27 décembre 1792. J'atteste le Ciel qu'il contient la vérité et rien de plus ni de moins. Le récit qui suit m'a été appris par la procédure.

« Le 7 février 1792, un mois et onze jours après le voyage que je viens de détailler, le juge de paix du bourg de Moulierne me fit constituer en arrestation dans un corps de garde, d'où je fus,

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 182.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 183.

(4) Archives nationales, carton DIII 114, dossier 15 (Moulierne).

le lendemain, conduit à la prison de Baugé; j'y restai huit jours sans subir aucun interrogatoire, et de là transféré dans les prisons de Bourgueil, et enfin de ces dernières prisons en celles de Tours. On m'apprit alors, pour la première fois, que la nuit du 27 au 28 décembre 1791, il s'était commis un vol d'effets considérable chez le curé de Cotinvoi et que l'on m'avait accusé d'être complice de ce vol. Je me rappelai à l'instant de l'honneur que j'avais eu de souper chez ce curé le 26 décembre par l'effet de la connaissance qu'avait avec lui Etienne Alline. J'avouai ce fait, qui était vrai, mais j'observais que le 27 je m'en étais retourné de Rillé chez moi accompagné d'Urban Prou, et que la nuit du 27 au 28 j'étais chez moi, ce que j'offrais de prouver en indiquant des témoins oculaires et dignes de foi. Je soutins que je ne pouvais donc être cette même nuit complice d'un vol commis à cinq lieues de chez moi.

« Voici les dépositions des témoins qui ne prouvent rien contre moi, quoiqu'elles indiquent le coupable, s'il y en a un, parce que je n'ai jamais vu de procès-verbal qui ait constaté ce vol.

« Le curé de Cotinvoi, plaignant, dépose que le 28 décembre incontinent après le vol, il envoya deux hommes chez Etienne Alline, au bourg de Moulierne, pour lui annoncer ce délit et lui demander s'il n'avait pas connaissance des malfaiteurs; que ces deux hommes lui ramenèrent son cheval chargé d'une partie des effets volés, qu'ayant appris par ces hommes qu'ils tenaient le cheval et ces effets des mains d'Etienne Alline, il fit mander ce dernier pour tâcher d'avoir le reste de ses effets et connaître les voleurs, qu'Etienne Alline lui déclara avoir trouvé le cheval et les effets qu'il avait rendus aux deux envoyés, dans des bois; quant aux voleurs il ne pouvait les connaître, n'ayant rien vu, mais qu'il doutait sur Louis Alline et Urban Prou. Les deux envoyés du curé déposent unanimement qu'en arrivant chez Etienne Alline et lui ayant annoncé leur mission, il les conduisit dans un bois où il leur remit le cheval du curé qu'il avait, leur dit-il, trouvé errant, sans charge et sans maître, que de ce bois il les mena dans un autre où ils trouvèrent une partie des effets volés, qu'ils en chargèrent le cheval et rendirent le tout au curé; qu'ayant demandé à Etienne Alline s'il connaissait les voleurs, il leur répondit qu'il ne pouvait les connaître, n'ayant rien vu, mais qu'il soupçonnait Louis Alline et Urban Prou. La seconde partie de la déposition du curé consiste à dire que quelques semaines après le vol et cette reddition d'effets, ce même Etienne Alline se rendit chez lui, curé, pour l'avertir d'envoyer encore prendre des effets faisant partie du vol; que, l'ayant interrogé d'où il avait eu les effets, Etienne Alline lui dit que ces effets étaient apportés dans sa cour sans qu'il pût savoir par qui ni comment; que lui curé fit prendre ces derniers effets par un nommé Truchon. Ce Truchon dépose avoir été prendre ces effets chez Etienne Alline, et que ce dernier lui avait également dit qu'il ne connaissait pas les voleurs, et qu'il doutait seulement sur Louis Alline et Urban Prou.

Il y a eu 17 témoins entendus, et tous ils ne parlent que du soupçon criminel et calomnieux qu'il a plu à Etienne Alline de jeter sur moi, Louis Alline et sur Urban Prou. Je croyais et je croirai toujours que si la justice voyait un coupable dans cette affaire, elle devait s'atta-

cher à celui qui avait trouvé et rendu les effets volés, qui savait où ils étaient cachés; celui-là seul me paraissait suspect. La circonstance que cet Etienne Alline ne voulut pas s'en revenir avec moi et Urban Prou, du bourg de Rillé le 27 décembre, la réponse qu'il nous fit que ce n'était pas son heure de s'en revenir, tout me semblait garantir mon innocence. Mais des jurés ignorants, incapables de la moindre distinction, toujours prévenus contre un accusé, décidèrent que j'étais convaincu, et je fus condamné à 6 ans de fers. Ce jugement inique, le refus de procéder à ma justification, dont j'indiquai les témoins, les trois jours expirés sans que je pusse me faire approcher d'un mortel assez généreux pour me mettre à lieu de me pourvoir en cassation, toutes ces calamités affreuses me plongèrent dans un désespoir tel que j'eus chéri en ce moment la mort si j'avais eu les moyens de me la procurer.

« C'est dans cet état que l'on réduit l'indigent innocent, c'est de cette manière, qui révolte la nature humaine, qu'on m'a chargé de fers, perdu ma réputation, flétri celle de ma femme et de mes enfants qu'on a perdu à jamais un homme jusqu'alors intact et sans reproche.

« Comment faire briser mes fers et rendre à mon innocence l'état qu'elle mérite? Quels moyens y peut-on employer? C'est à vous seuls, citoyens représentants, à résoudre cette question, nul autre que vous n'en a le pouvoir, vous êtes mon unique ressource, votre amour pour l'humanité est mon seul garant; vous rendrez la vie à un innocent opprimé, un époux malheureux et une femme éplorée, un père à des enfants infortunés, qui, tous, ne finiront jamais de prier le Ciel par les vœux les plus ardents, de conserver, bénir et prolonger vos précieux jours si chers à une République dont les fondements et le bonheur sont le fruit de vos augustes, pénibles et glorieux travaux.

Fait à Brest, le 10 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Louis ALLINE.

« Détenu au bagne de Brest, sous le n° 29.957, salle Saint-Antoine n° 29.957.

Au nom du même comité [MERLIN (de Douai), rapporteur (1)], le décret suivant est rendu sur la pétition du citoyen Bufileul :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, sur la pétition du citoyen Antoine Bufileul, relative aux contestations qu'il éprouve, tant au nom de la veuve Leprière-Vauban, que de la part du procureur général syndic du département de Saône-et-Loire, agissant au nom de la République;

« Déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer (2). »

Au nom du même comité [MERLIN (de Douai), rapporteur (3)], le décret suivant est rendu sur la pétition du citoyen Blauvalet, Prussien, résidant depuis deux ans à Paris :

« La Convention nationale, après avoir en-

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(2) Procès-verbal de la Convention, t. 22, p. 181.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.



tendu le rapport de son comité de législation sur la pétition de Louis Blauvalet, Prussien, résidant depuis deux ans à Paris, tendant à faire décider s'il est soumis à la réquisition décrétée le 23 août dernier.

« Renvoie ladite pétition au comité de la guerre (1). »

Au nom du même comité, un membre [MERLIN (de Douai), rapporteur (2)] fait un rapport sur une lettre du ministre de la justice, relative à une procédure commencée contre Jacques Peray et Frédéric Louis, horlogers, demeurants à Audincourt, district de Sainte-Hippolyte, département du Doubs, prévenus d'avoir fabriqué de la fausse monnaie helvétique.

Le décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur une lettre du ministre de la justice, relative à une procédure commencée contre Jacques Peray et Frédéric Louis, horlogers, demeurants à Audincourt, district de Sainte-Hippolyte, département du Doubs, prévenus d'avoir fabriqué de la fausse monnaie helvétique, notamment des bâches;

« Considérant qu'il importe de prendre pour la répression d'un délit qui blesse une nation amie de la République française, toutes les mesures que commandent la sagesse et la justice.

« Décrète que ses comités de salut public et de législation lui feront, sous huit jours, un rapport sur les questions présentées par le ministre de la justice, et surseoit jusqu'à ce à l'instruction de la procédure dont il s'agit.

« Le présent décret ne sera point imprimé. Le ministre des affaires étrangères en adressera une expédition au ministre de la République française près les cantons helvétiques (3). »

# I

Suit la lettre d'envoi par le ministre de la Justice d'une copie d'une lettre du commissaire national près le tribunal du district de Saint-Hippolyte (4).

« Paris, ce 17 septembre 1793, l'an II de la République.

« Je vous transmets, citoyens législateurs, copie d'une lettre qui m'a été adressée par le

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 183. Ce décret avait d'abord été rédigé de la façon suivante :

« La Convention nationale, etc... »

« Passe à l'ordre du jour motivé sur le décret du 23 août qui ne met en réquisition que les Français.

« Le Ministre de l'Intérieur est chargé de s'assurer si Louis Blauvalet est dans le cas de quelqu'une des exceptions à l'article premier du décret du 6 septembre concernant les étrangers ; à défaut de quoi il fera exécuter cet article à son égard. »

Ce texte a été remplacé par celui-ci :

« Renvoie ladite pétition au comité de la guerre. »

MERLIN (de Douai), rapporteur.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 688.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 184.

(4) *Archives nationales*, carton DIII 65, dossier 7 (Audincourt).

commissaire national près le tribunal du district de Saint-Hippolyte, département du Doubs, au sujet de deux fabricateurs de fausse monnaie étrangère. Le Code pénal ne contient aucune disposition répressive d'une pareille manœuvre. On ne peut cependant se dissimuler qu'elle ne cause une perte réelle aux habitants des frontières obligés de recevoir les espèces ayant cours dans les pays étrangers qui les avoisinent. A cet égard, c'est au moins un vol, et, par conséquent un véritable délit. Mais doit-il être regardé comme un simple larcin, comme une escroquerie susceptible seulement de la police correctionnelle ? ou ne serait-il pas juste d'y appliquer des peines plus fortes, sous le point de vue que la fabrication des monnaies est un objet d'intérêt général et qui tient au droit public des nations. Ce principe et la conséquence qui en découle ne souffrent certainement point de difficulté, vis-à-vis des peuples qui, comme les Suisses, n'ont point manifesté d'intentions hostiles envers la France. D'un autre côté, ne serait-il pas à craindre que les ennemis de la République n'eussent imaginé ce nouveau moyen d'affaiblir ses ressources et de les tourner contre elle-même en substituant des pièces de nulle valeur à des assignats qu'ils feraient disparaître ou qu'ils emploieraient à des machinations secrètes et subversives de la liberté. Telles sont les considérations qu'il m'a paru essentiel de vous soumettre. Vous les peserez dans votre sagesse et vous jugerez, citoyens législateurs, s'il ne conviendrait pas de prononcer contre ce genre de délit des peines capables de prévenir les abus que pourrait entraîner l'impunité ou même l'indulgence dans une matière aussi importante.

« Le ministre de la Justice.

« GOHIER. »

# II

Copie de la lettre du commissaire national du tribunal de Saint-Hippolyte, au ministre de la Justice, en date du 12 juillet 1793, l'an II de la République (1).

« Les nommés Jacques Peray et Frédéric Louis, horlogers, demeurant au village d'Audincourt, sont prévenus d'avoir fabriqué de la fausse monnaie, notamment des bâches valant 4 kreutzers. Ils avouent le délit, mais s'excusent sur ce qu'il s'agit d'une monnaie étrangère et que le code pénal ne condamne que la fabrication de la fausse monnaie nationale.

« Je vous observe, citoyen ministre, que les bâches dont il s'agit passent sans difficulté pour 3 sols parmi les habitants de nos frontières, en sorte qu'à leur égard c'est au moins un vol.

« Vous savez que dans l'ancien régime la fabrication de la fausse monnaie étrangère emportait la peine de mort. Le commentateur Yoresse, dans son *Traité de la Justice criminelle*, cite, relativement à cette peine, une déclaration du 12 décembre 1693, une autre du 9 juillet 1693 et une autre du 3 octobre 1715.

« Quelques défauts de formalités ont retardé cette procédure qui sera mise incessamment sous les yeux des jurés d'accusation. Si vous pensez,

(1) *Archives nationales*, carton DIII 65, dossier 7 (Audincourt).

citoyen ministre, que l'intérêt public exige une loi sur ce délit, je vous prie de la solliciter. »

Au nom du même comité [MERLIN (de Douai), rapporteur (1)], le décret suivant est rendu sur la pétition de la citoyenne Cormier, tendant à faire annuler le jugement de la Commission militaire rendu à Tours contre son mari.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, sur la pétition de la citoyenne Cormier, veuve de Jacques-Philippe Renaud, dit Desverniers, et tutrice naturelle de ses enfants, tendant à faire annuler le jugement de la Commission militaire de Tours, du 11 juillet dernier, qui a condamné son mari à mort, et a prononcé la confiscation de ses biens au profit de la République, déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer (2). »

Au nom du même comité [MERLIN (de Douai), rapporteur (3)], le décret suivant est rendu contre l'annulation de la Déclaration des droits de l'homme, du 29 mai dernier.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur la lettre du ministre de la justice du 16 juillet dernier, par laquelle il propose d'annuler la première Déclaration des droits de l'homme, décrétée le 29 mai, et de retirer les exemplaires qui en ont été envoyés officiellement avant le 24 juin, date de celle qui depuis a été acceptée par le peuple :

« Considérant que l'acte du 29 mai, intitulé « Déclaration des droits de l'homme » est nul de plein droit, n'ayant été ni accepté par le peuple, ni même présenté à son acceptation, déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

« Le présent décret sera envoyé à toutes les autorités constituées et à tous les fonctionnaires publics auxquels a été adressé l'acte du 29 mai (4). »

Au nom du même comité [MERLIN (de Douai), rapporteur (5)], le décret suivant est rendu sur la pétition du commissaire national du tribunal de district de Wissembourg.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, sur une pétition du commissaire national près le tribunal du district de Wissembourg, tendant à faire décider si, dans les coutumes de dévolution et notamment dans les lieux régis par le statut de Mundat, les enfants issus d'un second mariage doivent, en exécution de la troisième partie de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 avril 1791, relative aux successions *ab intestat*, partager également, avec les enfants issus du premier mariage, les biens meubles et immeubles de leur père ou mère, ou autre ascendant commun.

« Considérant que la troisième partie de l'ar-

ticle 1<sup>er</sup> de la loi du 8 avril 1791 a été spécialement faite pour abolir les coutumes de dévolution et sur ce que les effets de cette loi doivent avoir lieu sur les biens meubles et immeubles qui, à l'époque de sa publication, étaient frappés de dévolution dans la main de l'époux survivant avec enfants.

« Passe à l'ordre du jour (1). »

Suit le texte de la lettre et du mémoire du commissaire national près le tribunal du district de Wissembourg (2).

## I

« Wissembourg, le 28 août 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un mémoire que j'avais envoyé déjà au ministère de la Justice le 10 novembre 1792. Je n'en ai pas reçu de réponse, quoique dans la suite j'en aie encore écrit deux fois aux prédécesseurs du ministre actuel de la Justice. J'en attribue la faute à l'inertie de leurs bureaux, qui me force aujourd'hui de m'adresser à vous.

« Une grande partie des communes de ce district fut régie, jusqu'à présent, relativement aux affaires de successions, par des lois particulières appelées *statuts de Mundat*, qui ont établi le droit de dévolution de manière qu'à la mort de l'un des époux, les biens de tous les deux furent dévolus aux enfants issus de ce mariage. L'époux survivant s'étant remarié et ayant procréé des enfants de ce second lit, ces enfants ne participèrent point aux biens des parents communs, conjointement avec les enfants du premier lit; ceux-ci en héritèrent seuls à titre de dévolution après la mort de ce parent commun.

« Lors de la publication du décret du 8 avril 1791, un grand nombre de ces époux survivants étaient remariés, et ont décédé depuis, laissant des enfants du premier et du second lit. Il s'agit donc de savoir si l'article 4 dudit décret est applicable à cette espèce de cas, c'est-à-dire si la succession du parent commun ne s'ouvre qu'après sa mort, ou si elle doit être réputée avoir été ouverte à la mort du conjoint prédécédé depuis laquelle les biens non seulement de celui-ci, mais aussi dudit parent survivant et commun étaient dévolus indistinctement aux enfants du premier lit seuls.

« Au premier cas, les enfants des deux lits hériteraient par égales portions des biens de leur parent commun, ceux du premier lit auraient seuls les biens de leur mère, comme ceux du second les biens de la leur. Au dernier cas les enfants du premier lit auraient seuls avec les biens de leur mère tous les biens tant apportés qu'acquêts du parent commun qui existaient dans le premier mariage, et les enfants du dernier lit n'auraient que les biens de leur mère, avec les acquêts du dernier mariage.

« Comme il s'agit d'interpréter le décret du

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 184.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 185.

(5) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 183-186.

(2) Archives nationales, carton Dm 213, dossier Wissembourg.



8 avril 1791, le tribunal de ce district, sur ma réquisition, s'est abstenu de juger définitivement les causes de cette espèce qui lui ont été jusqu'ici présentées. Il en a ordonné la mise des pièces sur le bureau en me chargeant de solliciter, auprès de la Convention nationale, un décret interprétatif de celui du 8 avril 1791 qui déterminât le mode d'application aux cas ci-dessus rappelés. Le droit de dévolution n'a pas lieu seulement dans notre district, mais dans plusieurs autres départements de la République, de sorte que le décret interprétatif que la Convention rendra, deviendra une loi générale. Mais veuillez bien, citoyens, accélérer la chose afin que la décision du sort de tant de familles de notre district ne soit pas plus longtemps suspendue.

« Le commissaire national près le tribunal du district de Wissembourg, département du Bas-Rhin.

« Signé : BAILLE. »

## II

*Mémoire adressé le 10 novembre 1792 au ministre de la Justice, par le commissaire national près le tribunal du district de Wissembourg, département du Bas-Rhin (1).*

Il est dit, par le décret de l'Assemblée constituante du 8 avril 1791, sanctionné le 15, relatif au partage des successions *ab intestat* que les coutumes et statuts qui, dans le partage des biens d'un même père ou d'une même mère, établissent des différences entre les enfants nés de divers mariages, sont abrogés, et l'article 4 de ladite loi porte que cette disposition aura son effet dans toutes les successions qui s'ouvriront après la publication du décret.

Quelle que claire paraisse cette loi, il s'élève dans notre district des difficultés sur son exécution, et un décret interprétatif devient nécessaire.

Avant ladite loi, une grande partie de notre district était régie par un statut appelé *statut de Mundat*. Il établissait une différence énorme entre les enfants nés de divers mariages. L'un des conjoints venait-il à mourir, tous les biens immeubles tant du conjoint décédé que du survivant avec les acquets ainsi que les capitaux et une partie du mobilier étaient dévolus aux enfants nés de ce mariage. Le survivant, quelque riche qu'il fût, quelque considérable qu'aient été ses biens apportés dans le mariage, était appauvri par la mort de l'époux prédécédé, sans pouvoir disposer de rien à son gré, il n'avait que la jouissance viagère tant de ses propres biens que de ceux du conjoint prédécédé. En revanche, il était obligé d'éduquer les enfants issus de ce mariage. Voulait-il se remarier, il était regardé comme un homme dépouillé de ses biens : il devait s'estimer heureux de trouver une personne quelconque qui voulût épouser un homme ou une femme chargés d'enfants et pauvre. De là ce contraste révoltant entre l'opulence des enfants du premier lit et la pauvreté de ceux du second lit, quoique tous aient eu le même père ou la même mère.

Le décret du 8 avril 1791 abolit les diffé-

rences entre les enfants de divers mariages ; c'est un bienfait pour notre district. L'article 4 dit que l'abolition de cette différence doit avoir son effet dans toutes les successions qui s'ouvriront après la publication de la loi. On s' imagine qu'à l'époque de cette promulgation une quantité de veufs et de veuves étaient remariés et avaient des enfants de leurs secondes noccs comme des premières. Supposé qu'une telle personne vienne à décéder, il se présente la question de savoir : si les enfants, tant du second que du premier lit hériteront de lui malgré que tous ses biens tant apports qu'acquêts fussent dévolus aux enfants du premier lit dès la mort de son premier mari ou de sa première femme, et si, conséquemment, le susdit décret est applicable à cette espèce de cas.

J'ai remarqué dans divers tribunaux que les opinions des juges sont partagées là-dessus. Je ne doute nullement que l'affirmative ne l'emporte sur la négative chez le législateur. Je pense même qu'un juge éclairé et impartial ne pourra point prononcer la négative. Mais tous les juges ne sont pas éclairés et impartiaux.

La loi dit : « Dans toutes les successions qui s'ouvriront après la publication du décret. » La succession d'un veuf ou d'une veuve remariés et ayant des enfants des deux lits ne s'ouvre-t-elle qu'après son décès, ou était-elle ouverte dès la mort du conjoint prédécédé ? Quoique à la mort du conjoint prédécédé tous les biens de celui-ci et du survivant fussent dévolus aux enfants de ce mariage, il serait absurde de dire que ces enfants, dès lors, ont hérité non seulement de leur père décédé, mais aussi de leur mère encore vivante. *Viventis non est hereditas*. Mais, dit-on, dès la mort du conjoint prédécédé tous les biens, même du survivant, étaient dévolus aux enfants, et celui-ci ne pouvait plus en disposer librement, donc tous les biens ont dès lors été transmis aux enfants. C'est une erreur. La propriété des biens n'est pas transmise aux enfants par cela seul qu'ils leur sont dévolus dès la mort du parent prédécédé. La dévolution ne donne point la propriété elle-même, mais seulement l'espérance fondée de l'avoir après la mort du survivant. La propriété des biens dévolus demeure, au contraire, auprès du survivant jusqu'après sa mort. Cela est démontré par le statut de Mundat même.

1<sup>o</sup> La propriété d'un bien ne signifie autre chose si ce n'est la faculté d'en disposer. Or les enfants n'ont en aucune manière cette faculté tant que leur parent survivant est en vie, ils ne peuvent en aucun cas aliéner ni hypothéquer les biens qui leur sont dévolus, ni en jouir. Donc ils n'en ont point la propriété. Ils n'ont que l'espérance de l'avoir un jour, fondée sur ce que le droit de propriété du parent survivant est restreint aux cas de besoins.

2<sup>o</sup> Tant que les deux conjoints étaient en vie il existait entre eux une communauté de biens. L'un d'eux venait-il à mourir, il est naturel de penser que l'autre devenait par là seul propriétaire de la masse commune. Cependant le statut a limité le droit de propriété du survivant. En effet, d'après le statut, celui-ci peut vendre et hypothéquer les biens dévolus à ses enfants, non d'une manière illimitée, mais dans les cas de besoin. Donc le survivant en a la propriété, quoique limitée, laquelle pour être limitée n'en est pas moins une propriété. Mais les enfants ne l'ont en aucun cas, quand même ils seraient dans le plus grand besoin, sans le consentement

(1) Archives nationales, carton Dm 213, dossier Wissembourg.

du parent survivant; donc ils n'ont aucune propriété.

3<sup>o</sup> Si la propriété des biens dévolus était transmise aux enfants dès la mort du parent prédécédé, ils la transmettraient aussi après leur mort à leurs héritiers, quand même le survivant en aurait encore la jouissance et la possession.

A et B sont les deux conjoints. C est l'enfant issu de ce mariage. A décède, B a l'usufruit de toute la masse, laquelle est dévolue à C. C marié et laissant des enfants décède avant B, tandis que B jouit encore des biens dévolus. Si C avait eu la propriété des biens dévolus, il l'aurait transmise à ses enfants, puisque les enfants héritent de leurs parents. Mais d'après le statut de Mundat, le père survivant, si son enfant meurt avant lui, n'est obligé de laisser à ses petits-enfants que le tiers de ce qu'il aurait été obligé de laisser à son enfant. Les deux autres tiers sont à lui en toute propriété et il les transmet à ses enfants du second lit. Cette disposition du statut est une preuve convaincante que ce n'était pas la propriété des biens qui lui était dévolue puisque s'il l'avait eue effectivement il l'aurait transmise à ses enfants telle qu'il l'avait lui-même. Il n'avait que l'espérance d'avoir un jour cette propriété.

On ne peut qu'inférer de ces raisonnements, que la propriété des biens dévolus aux enfants, demeure auprès du conjoint survivant tant qu'il est en vie, et que ce n'est qu'après sa mort que les enfants héritent de ladite propriété. D'après cela la question ci-dessus posée : si la succession d'un veuf ou d'une veuve, mariés et ayant des enfants des deux lits, était ouverte lors de la mort du conjoint prédécédé, ne paraît plus douteuse. La succession ne s'ouvre qu'après la mort du parent, et on n'hérite pas d'un père ou d'une mère qui est encore en vie. Supposé donc qu'un père décédé après la publication du décret du 8 avril 1791, ait laissé des enfants de son premier lit et de son second mariage; ceux du premier hériteront seuls de leur mère, ainsi que ceux du second de la leur, mais tous indistinctement hériteront de leur père commun par égales portions, quoique ses biens eussent été dévolus aux enfants du premier lit dès la mort de leur mère.

L'on objecte qu'on accorderait par là un effet rétroactif à la loi. Cela serait vrai, si la succession du père eût été ouverte avant sa mort, c'est-à-dire lors du décès de sa première femme, ce qu'il serait absurde de dire. Cependant si le décret du 8 avril 1791 est appliqué aux cas où les veufs et veuves remariés et ayant des enfants de deux lits, sont morts depuis la publication du décret, il en résulte quelque dérangement dans plusieurs familles, lorsque tous les biens ont été répartis également entre les enfants du premier et ceux du second lit. Mais un tel inconvénient ne doit point l'emporter sur la justice et la raison.

Voilà des raisons judiciaires. Il y en a de politiques qui doivent déterminer plus particulièrement l'opinion du législateur. Elles n'échappent point à sa sagacité. Un regard sur les enfants nés de divers mariages, mais d'un même parent, dont les uns dans une opulence insultante, et les autres dans un état de mendicité forment un contraste hideux, doit seul porter le législateur à prononcer l'égalité du partage.

Une vingtaine de familles dont les auteurs sont morts depuis la publication du décret, et

qui m'avaient consulté lorsque j'étais encore avoué, s'attendent à une loi interprétative dudit décret qui décidera de leur sort. Par cette loi la Convention nationale épargnera à de nombreuses familles des procès dispendieux, et à des orphelins les angoisses de la misère. On s'est habitué de voir les derniers vivre dans la misère, ou de la clémence des enfants du premier lit.

Les citoyens Rewbell et Dentzel, députés, l'un du département du Haut-Rhin, l'autre de celui du Bas-Rhin, à la Convention nationale, pourront donner des renseignements plus étendus sur la matière, au cas qu'ils fussent jugés nécessaires. C'est, je crois, sur la motion du premier, que l'Assemblée constituante avait rendu le décret du 8 avril 1791.

*Le Commissaire national près le tribunal du district de Wissembourg, département du Bas-Rhin.*

*Signé : BAILLE.*

Un membre demande que le partage des biens communaux, fait antérieurement à la loi du 10 juin, soit confirmé par une loi.

La Convention renvoie cette proposition au comité de législation (1).

Sur la proposition d'un membre.

« La Convention nationale ajourne le projet de décret contenant des dispositions interprétatives de la loi du 10 juin dernier, charge son comité de législation de revoir cette loi, et de lui présenter, sous quinzaine, des articles tendant à la compléter.

« La Convention décrète en outre que Bezard est adjoint au comité de législation (2). »

Au nom de ce même comité [MERLIN (de Douai), rapporteur (3)], le décret suivant est rendu sur la pétition du citoyen Vandeuil :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur la pétition du citoyen Vandeuil, relative à une délibération de la municipalité de Saint-Germain, du 17 septembre dernier, confirmée par le département du Loiret le 19 du même mois, qui déclare sa maison confisquée au profit de la République, pour y avoir laissé subsister, après le délai fixé par le décret du 1<sup>er</sup> août, deux girouettes en forme de lions sur le toit, et une fleur de lys sur une grille de fer servant de clôture à une avenue;

« Considérant que c'est devant le conseil exécutif provisoire que doivent se porter immédiatement les réclamations des individus qui se prétendent lésés par les délibérations des corps administratifs;

« Considérant qu'il importe d'étendre aux emblèmes de la royauté la peine prononcée par le décret du 1<sup>er</sup> août, relativement aux armoiries, décrète ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>,

« Il n'y a lieu à délibérer sur la pétition du

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 186.

(2) *Ibid.*

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.



citoyen Vandeuil, sauf à lui à se pourvoir par-devant le conseil exécutif provisoire, qui examinera si les girouettes en forme de lions, ci-dessus mentionnées, doivent être considérées comme armoiries.

### Art. 2.

« Les propriétaires ou usufruitiers des parcs, jardins, enclos et édifices qui porteraient encore, soit dans leurs clôtures, soit dans leurs bâtisses, des signes de royauté, tels que les fleurs de lys et autres, seront tenus de les faire enlever dans les huit jours après la publication du présent décret, faite en présence de chaque commune convoquée à cet effet. Les officiers municipaux veilleront à l'exécution de cette mesure; et si elle n'est pas remplie dans les huit jours qui suivront l'avertissement fraternel qu'ils seront tenus de donner aux citoyens en retard, les parcs, jardins, enclos et bâtiments sur lesquels ces signes auront été ainsi à dessein et sciemment conservés, seront confisqués au profit de la République (1).

### Art. 3.

« La confiscation sera proclamée par les Administrations de département sur les procès-verbaux des municipalités, visés par les Administrations de district, et constatant, par énonciation expresse, que le présent décret a été publié dans la commune de la situation de l'objet confisqué.

### Art. 4.

« Les formes prescrites par l'article précédent seront également observées pour l'exécution du décret du 1<sup>er</sup> août, relatif aux armoiries (2). »

#### COMPTE-RENDU de l'Auditeur national (3).

Un nommé Vandeuil avait laissé subsister une fleur de lys sur la grille de son jardin et des

(1) L'article 2 de ce décret, rédigé par Merlin (*de Douai*), était ainsi conçu :

#### Art. 2.

« Les parcs, jardins, enclos et bâtiments ainsi que leurs appendances et dépendances qui, huit jours après la publication du présent décret, faite en présence de chaque commune convoquée à cet effet, porteront encore des signes de royauté tels que fleurs de lys et autres, demeureront confisqués au profit de la République. »

La rédaction définitive a été faite par Ramel, telle qu'elle a été insérée au procès-verbal.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 186 à 188.

(3) *Auditeur national*, n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793, p. 2). D'autre part, le *Mercur universel* (jeudi 10 octobre 1793, p. 151, col. 2) et les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 282 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1282, col. 2] rendent compte du rapport de Merlin (*de Douai*) dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

La loi du 1<sup>er</sup> août confisquant les maisons qui, après le 15 du même mois, porteraient encore des armoiries, la municipalité de Saint-Germain, département du Loiret, a pris un arrêté tendant à la confiscation, au

lions en forme de girouette sur sa maison. La municipalité de Saint-Germain, département du Loiret, a fait confisquer cette maison. Vandeuil s'est pourvu auprès de la Convention; sa pétition a été renvoyée au comité de législation.

Aujourd'hui MERLIN, organe de ce comité, a fait un rapport sur cet objet. Il a d'abord observé que le décret qui ordonne la confiscation des maisons sur lesquelles on a laissé subsister des armoiries, ne parle nullement des fleurs de lys. Il a ensuite ajouté que personne ne sait si les lions que Vandeuil a laissés sur sa maison sont véritablement des armoiries. En conséquence il a présenté le projet de décret suivant, qui a été adopté.

(Suit un résumé des principales dispositions du décret que nous reproduisons ci-dessus).

**Ramel.** Plusieurs citoyens, bons patriotes, ont des maisons sur lesquelles se trouvent partout des fleurs de lys, et, avec les meilleures intentions, leurs propriétés se trouveraient confisquées parce qu'ils n'auraient pas aperçu des fleurs de lys dans des endroits cachés. Je demande que la confiscation ne puisse avoir lieu que huit jours après que les citoyens auront été avertis par leurs municipalités de les faire enlever.

Un membre veut que tous ces signes de royauté et de féodalité disparaissent dans l'intérieur comme dans l'extérieur des maisons, et que les particuliers soient tenus de faire enlever les fleurs de lys des plaques de cheminée.

Ces deux amendements sont adoptés.

**La municipalité d'Aunay, district de Gonesse, offre à la patrie, en exécution de la loi du 10 septembre dernier, une croix processionnelle, un**

profit de la nation, d'une maison portant des fleurs de lys et des gueules de lion aux girouettes. Le département a ratifié cet arrêté. Le propriétaire a cru devoir présenter ses réclamations au comité de législation.

Ce comité pense que la loi du 1<sup>er</sup> août n'est applicable qu'aux maisons qui portent des armoiries. Des fleurs de lys, ajoute le rapporteur, ne sont pas des armoiries. Il juge qu'il n'y a pas lieu à l'application de la loi du 1<sup>er</sup> août.

Après quelques discussions l'Assemblée décrète, sur la proposition de **RAMEL**, que les parcs, jardins, enclos et bâtiments qui, huit jours après l'avertissement donné par la municipalité au propriétaire, d'en faire enlever les signes de la royauté et de la féodalité, tels que fleurs de lys, armoiries, etc., les porteraient encore, seront, ainsi que leurs appendances et dépendances, confisquées au profit de la République.

#### II.

##### COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires*.

Le décret qui proclame la confiscation des maisons, jardins et enclos qui porteraient intérieurement et extérieurement des signes de la royauté ou de féodalité, éprouve des difficultés dans son exécution. Un grand nombre de patriotes sont dans le cas de la loi, parce qu'ils ignoraient que dans leurs champs, sur les murs de leurs enclos, sur les toits de leurs maisons, sur les tables de leurs cheminées, il se trouve des fleurs de lys ou autres marques de la royauté. La Convention, en maintenant son décret, ordonne qu'huit jours après la notification qui en aura été faite par les municipalités, on ait à faire disparaître tous les signes de la royauté, tant intérieurs qu'extérieurs.

encensoir avec sa navette, et deux burettes avec leur plat, le tout faisant ensemble 17 marcs 1 once 1 gros d'argent. La même municipalité offre également 3 cloches, en exécution des lois des mois de juillet et août derniers.

Cette dernière offrande est renvoyée au ministre de la guerre (1).

*Suivent les pièces relatives à ce don patriotique (2).*

## I

*District de Gonesse.  
Dépôt d'argenterie.  
Municipalité d'Aulnay.*

Les citoyens Pierre Coqueret, maire; Charles Dépensier, Charles-Louis Bureau, Jean-Baptiste Dufлот, Jacques Cavé, Guérinet, Charles-Etienne Dépensier, notables, ont, en exécution de l'article 2 de la loi du 10 septembre 1792, déposé au directoire les objets d'argenterie dont la désignation va suivre :

Une croix processionnelle;  
Un encensoir avec sa navette;  
Deux burettes avec leur plat.  
Le tout pesant ensemble dix-sept marcs, une once, un gros.

Au directoire, ce vingt-six septembre mil sept cent quatre vingt treize, l'an deux de la République française une et indivisible.

LAURENT; BRAIER, secrétaire.

## II

L'an second de la République française, le vingt-sept septembre mil sept cent quatre-vingt treize

Le Conseil général de la commune assemblé au lieu de ses séances ordinaires, où étaient les citoyens Coqueret, maire, Dépensier, officier municipal, et Dufлот, procureur de la commune, le citoyen maire a représenté à ladite assemblée que pour satisfaire aux termes de la loi en date des... juillet et trois août derniers relative à la suppression des cloches des paroisses, qui ordonne de laisser une seule cloche dans chaque paroisse; à cet effet, le dit citoyen Dufлот, procureur de la commune, a représenté que, pour y parvenir, il serait nécessaire de choisir deux commissaires pour faire la descente de trois cloches, à l'exception de la grosse, qui sera conservée pour l'horloge. A cet effet, avons requis les citoyens Barthelemy Moreau et Audelle, qui ont accepté d'en faire la descente, laquelle sera payée par la commune.

Et ont signé avec nous lesdits jour, mois et an.

*Signé : MOREAU, AUDELLE, COQUERET, maire; DÉPENSIER et BUREAU, officiers; DUFLOT, procureur; MARTIN, notable; JOREL, notable, et LABBÉ, secrétaire-greffier.*

Collationné conforme à l'original, par nous greffier soussigné, en notre maison commune,

ce 7 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

LABBÉ, secrétaire-greffier.

Les citoyens volontaires en réquisition de la section de la Cité sont admis à la barre. Leur courage s'indigne de l'inaction dans laquelle on les retient. « Déjà, disent-ils, leur bannière devrait flotter dans le champ de l'honneur; mais il est une mesure préalable, c'est l'équipement, c'est l'armement; pour y parvenir, ils doivent être casernés, et c'est ce qu'ils n'ont pu encore obtenir. Ils demandent que les matelas pris dans les maisons d'émigrés de la commune et du canton d'Issy près de Paris leur soient délivrés pour leur casernement, et que l'on se pénètre surtout de l'impossibilité où ils sont d'exister avec 25 sous dans Paris, en vivant d'une manière isolée.

La Convention renvoie cette pétition au ministre de la guerre, avec injonction de fournir à ces jeunes citoyens des matelas dans 24 heures, d'en rendre compte par écrit dans le même délai à la Convention nationale (1).

*Suit la lettre des jeunes citoyens de la première réquisition de la section de la Cité (2).*

« Citoyens législateurs,

« Les jeunes citoyens de la première réquisition de la section de la Cité depuis près de trois semaines sont organisés par compagnies; leur courage s'indigne de l'inaction dans laquelle on les retient, déjà leur bannière devrait flotter sur le chemin de l'honneur; mais il est une mesure préalable, c'est l'équipement, c'est l'armement; pour y parvenir, ils doivent être casernés et c'est ce qu'ils n'ont encore pu obtenir.

« Vanves, village à une lieue de Paris, vient enfin de leur être assigné; nous tenons du patriotisme de ses habitants une cinquantaine de matelas, mais ce nombre est insuffisant pour quatre compagnies. La commune d'Issy, voisine de celle de Vanves, renferme plusieurs maisons d'émigrés dans lesquelles se trouvent grand nombre de couchers de toute espèce; la municipalité consent à nous les livrer sur l'ordre d'une autorité supérieure. Nous nous sommes, en conséquence, adressés au Ministre et au département, mais sans cesse renvoyés de l'un à l'autre, nous n'avons plus d'espoir qu'en vous, législateurs. Faites exécuter vos décrets, ordonnez que ces matelas nous soient livrés. Mes camarades qui sont devant vous sont presque tous ouvriers; songez que depuis que la loi les a requis, ils ont cessé leurs travaux, le besoin commence à se faire sentir et si le bon esprit qui les anime ne me rassurait, je pourrais craindre le découragement. C'est dans votre sein qu'ils déposent leurs sollicitudes; déjà ils vous ont exposé l'impossibilité où ils sont d'exister avec 25 sols dans Paris, vivant isolément; vous avez été frappés de cette vérité. Ils en appellent à votre justice.

« DOBSEN, capitaine; VILLER, capitaine; HONORÉ, lieutenant. »

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 188.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 188.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 711.



Au nom du comité de marine, un membre [MICHEL, rapporteur (1)] fait un rapport sur une pétition de trois marins du département du Pas-de-Calais, prisonniers en Angleterre, qui ont enlevé un bateau pour s'évader. Le décret présenté par le rapporteur est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, oui le rapport de son comité de marine sur une pétition de trois marins du département du Pas-de-Calais, ci-devant prisonniers en Angleterre, tendant à obtenir mainlevée de l'opposition mise par le sous-chef de l'Administration civile de la marine à Boulogne, à la vente d'un bateau qu'ils ont enlevé aux ennemis, pour regagner leur patrie ;

« Considérant que les marins anglais, prisonniers en France sous caution ou sur leur parole, ont les premiers violé leurs engagements, en se travestissant pour échapper plus sûrement à la surveillance publique et particulière, et enlever des bâtiments pour s'évader ; que les Français prisonniers en Angleterre qui ont suivi leur exemple, n'ont fait qu'user du droit de représailles, décrète :

« Les bateaux, barques ou autres bâtiments ennemis, enlevés par les Français prisonniers chez les puissances avec lesquelles la nation française est en guerre, sont déclarés de bonne prise au profit des capteurs.

« En conséquence, le ministre de la marine donnera incessamment les ordres nécessaires pour faire cesser toute opposition de la part du sous-chef de l'Administration civile de la marine à Boulogne, ou de tous autres, à la libre possession et disposition d'un bateau anglais, actuellement dans ledit port de Boulogne, lequel appartiendra sans restriction aux marins qui s'en sont emparés.

« La Convention charge le conseil exécutif de réclamer les bateaux pêcheurs saisis par les Anglais, et, en cas de refus, de faire user de représailles (2). »

Un membre [MENUAU (3)], par motion d'ordre, a demandé que la Convention nationale, interprétant la loi du mois d'août dernier, relativement au repaire des brigands de la Vendée, déclarât nettement et clairement ce qu'elle entendait par ce mot « repaire des brigands », attendu que, par une fausse interprétation de cette loi, la République souffrait dans les départements de la Vendée, Loire-Inférieure et Mayenne-et-Loire, des pertes incalculables.

Il a aussi demandé que la Convention nationale décrêtât des secours provisoires pour les infortunés patriotes de ces divers départements.

Ces deux propositions ont été renvoyées aux comités des secours et de Salut public, pour en rendre compte dans le délai de trois jours (4).

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (5).

Menuau. La Convention nationale a décrété au mois d'août dernier que les repaires des bri-

gands seraient brûlés ; mais il est nécessaire, indispensable que vous déclariez très promptement ce que vous avez entendu par ces mots : *les repaires des brigands*. Sans cette interprétation l'un des plus beaux pays et des plus féconds de la République ne sera bientôt plus qu'un vaste désert. Quelques faits que je vais présenter très rapidement à la Convention vont lui faire sentir la nécessité et l'urgence de cette interprétation.

Les plus affreuses calamités ont désolé et ruiné la majeure partie du pays d'outre-Loire. Les villes et bourgs les plus patriotes ont été consumés par les flammes, avec les grains, gerbes et fourrages qu'ils contenaient, et cela, j'ai le courage de le dire hautement, sans aucune nécessité pour le salut de la République et le succès de nos armes. Cependant les grains et fourrages sont bien rares dans ce département, et ce qui est devenu la proie des flammes eût suffi pour alimenter l'armée tout l'hiver.

On ne se contente pas de brûler les villes, bourgs et villages ; on brûle encore impitoyablement les métairies isolées, éparses çà et là, et très éloignées les unes des autres. Comment peut-on considérer de telles chaumières comme des repaires des révoltés, où certainement l'ennemi ne pourrait se retrancher lors même qu'il en aurait la volonté ?

Le vœu de la loi du mois d'août dernier serait-il donc que toutes les maisons soient brûlées sans distinction ? Non, sans doute, citoyens, et la Convention nationale est trop juste, trop sage et trop politique pour avoir généralement dévoué à la proscription tout le pays d'outre-Loire, dont la très grande partie est habitée par d'excellents patriotes. Il faut donc qu'elle se hâte de l'interpréter, et de lui enlever une extension aussi effrayante que celle qui lui est donnée par les chefs de l'armée.

Déterminez d'une manière claire et précise quels sont les endroits que l'on doit regarder comme repaires des rebelles fanatiques de la Vendée. Par cette salutaire interprétation, vous sauverez le plus beau, le plus fertile pays de Mayenne-et-Loire, qui ne fut jamais révolté et dont tout le crime, ou plutôt le malheur, est d'avoir vu son terrain souillé par les incursions des brigands.

Je demande le renvoi de mes observations au comité de Salut public, pour en faire son rapport demain. Je demande, en même temps, pour nos infortunés concitoyens, des secours provisoires. Jamais vous n'en eûtes de plus pressants à accorder. Dix mille familles patriotes sont, dans ce moment, sans habitation et sans pain. Que ma motion, à cet égard, soit renvoyée au comité des secours publics pour en faire un rapport sous trois jours.

Ces différentes propositions sont décrétées.

Un membre [DELAUNAY (d'Angers), rapporteur (1)] fait, au nom du comité des finances, un rapport sur les services de Jullien Lille (2), mort payeur principal de la dette publique.

Sur ce rapport, la Convention nationale adopte le décret suivant :

« La Convention nationale, considérant les

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 275, dossier 685.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 189.

(3) D'après le *Journal de Perlet*.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 190.

(5) *Journal de Perlet*, n° 383 du 9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 74.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton 273, dossier 685.

(2) Il semble résulter des journaux que ce citoyen s'appelait Jullien, de la ville de Lille.

services de Jullien Lille, mort payeur principal de la dette publique, et les travaux qui ont abrégé sa vie, décrète ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>.

Jullien Lille a bien mérité de la patrie.

Art. 2.

« La trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 10,000 livres pour être remise à la veuve de Jullien Lille (1). »

Un membre demande, par motion d'ordre, que la Convention nationale répète le décret qu'elle a rendu en faveur de la citoyenne Dupont, veuve Négrier, attendu qu'il n'a point été encore expédié, quoiqu'il ait été rendu le 22 septembre dernier.

Sur cette proposition, la Convention nationale adopte le projet de décret suivant :

« La Convention, répétant son décret rendu dans la séance du 22 septembre dernier, en faveur de la citoyenne Marie-Madeleine Dupont, veuve du citoyen Négrier, décédé lieutenant-colonel du 2<sup>e</sup> bataillon du département des Côtes-du-Nord et de son enfant, leur accorde un secours provisoire de 400 livres qui leur sera payé, sur la quittance de ladite veuve, à la trésorerie nationale; renvoie, au surplus, sa pétition au comité de liquidation, pour la pension qu'elle réclame (2). »

*Suit la pétition de la veuve Négrier (3).*

« Paris, le 6 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« La personne qui prend la liberté de vous adresser le présent est la veuve d'un ancien militaire, décédé lieutenant-colonel, commandant le 2<sup>e</sup> bataillon des Côtes-du-Nord, après 46 années de services, avoir fait 7 campagnes tant en Allemagne qu'en Corse, il forma les 2 bataillons des Côtes-du-Nord. Il quitta, pour ce sujet, le régiment d'Anjou, où de simple soldat il mérita le grade de capitaine. N'ayant eu d'autre fortune que son état, son décès a enlevé à la réclamante les secours, qu'elle et son enfant, âgé de 3 ans, recevaient de son mari; elle est enceinte et prête de faire ses couches, mais pour prévenir ses besoins, elle présente à la Convention une pétition tendant à obtenir un secours provisoire en attendant que le ministre ait fixé la pension qu'elle réclame; ce provisoire lui fut accordé le 23 septembre dernier, il était, je crois, de 400 livres. Le citoyen Lejeune, lors secrétaire, fut chargé du procès-verbal; il est allé en Commission pour la nation, et a omis de remettre les procès-verbaux de cette séance au secrétariat, de manière que je suis privée de recevoir ce secours accordé. Voudriez-vous bien vous intéresser à

moi en faisant rendre aujourd'hui un nouveau décret qui ordonne que le provisoire qui m'a déjà été accordé à la séance du 23, soir, me sera payé, vu ma situation, et que pour avoir le premier décret il faudrait du temps. Le citoyen Lejeune aurait dû songer qu'un provisoire est une affaire sacrée.

« Je vous prie, citoyen, de vouloir bien prendre en considération ma demande, et la proposer à la Convention. Le citoyen Palasne-Champeaux, votre collègue, est instruit de cette affaire, il peut vous certifier de la sincérité.

« J'ai l'honneur d'être, citoyen Président, votre très humble servante.

« Vve NÉGRIER,

« demeurant rue Saint-Lazare, vis-à-vis celle de Sainte-Croix, chez le citoyen Le Riche, tonnelier, chaussée d'Antin, à Paris. »

Un membre expose que, le 14 septembre dernier, la Convention renvoya au comité de la guerre la pétition de la veuve Lugan, citoyenne d'Alençon, dont le mari a été tué à l'affaire de Machedoul le 25 juin dernier. Cette pétition avait pour objet de savoir si les charretiers d'artillerie sont compris dans la loi relative aux secours et pensions militaires.

Ce décret n'ayant point encore été expédié,

« La Convention nationale décrète, en conséquence, que son décret relatif à la pétition de la veuve du citoyen Lugan sera rétabli au procès-verbal à la date du 14 septembre dernier (1). »

« Sur la représentation de ses commissaires auprès de l'armée des côtes de Cherbourg [Coupé (de l'Oise) (2)], la Convention nationale décrète :

« Que le département de l'Eure est soumis aux réquisitions de grains et de vivres qu'ils croiront nécessaires à la subsistance des places et de cette armée, à compte sur celles qui pourraient lui être adressées par le département de la Seine-Inférieure (3). »

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (4).

L'Assemblée décrète ensuite que les représentants du peuple dans le département de la Manche pourront, concurremment avec ceux de la Seine-Inférieure, faire des réquisitions en grains dans le département de l'Eure. Ils seront obligés de déterminer la quantité de grains dont ils ont besoin.

« Sur la représentation de sa Commission des subsistances, la Convention nationale décrète que le comité de législation se réunira à la Com-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 191.

(2) L'auteur de la motion est Coupé (de l'Oise) d'après l'*Auditeur national* [n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 3] et d'après les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 282 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1283, col. 1].

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 192.

(4) *Annales patriotiques et littéraires*, n° 282 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1283, col. 1.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 190.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 191.

(3) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 711.



mission des subsistances, pour lui présenter dans trois jours un projet de loi sur la division des trop grandes exploitations rurales et la résiliation de certaines espèces de baux contraires au bien de l'agriculture (1). »

Au nom de la Commission des subsistances, un membre [COUPÉ (de l'Oise), rapporteur (2)] fait un rapport sur les anciens marchés existant avant 1789; le décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de sa Commission des subsistances, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les anciens marchés existant avant 1789 sont maintenus dans leurs arrondissements. Les communes de différents districts, qui avaient coutume de les fréquenter, continueront, sans distinction de district, d'y porter leurs grains et denrées.

#### Art. 2.

« La municipalité du chef-lieu du marché formera un tableau de toutes les communes qui sont dans l'usage de le fréquenter, et le fera parvenir aux administrations des différents districts dont elles peuvent dépendre.

#### Art. 3.

« La municipalité du chef-lieu de chaque marché est chargée de veiller à l'approvisionnement constant de son marché. Elle fera parvenir ses indications et ses demandes à cet égard à l'Administration de son district

#### Art. 4.

« L'Administration de district est tenue, sous sa responsabilité, de faire droit sur-le-champ aux indications de la municipalité du chef-lieu de marché, et de faire les réquisitions nécessaires à toutes les communes inscrites sur le tableau du marché, lors même qu'elles seraient situées dans d'autres districts ou départements.

#### Art. 5.

« Il est défendu de former aucuns nouveaux marchés pour les grains et denrées autres que ceux maintenus par l'article 1<sup>er</sup>, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par la Convention nationale. Toutes lois contraires à ces dispositions demeureront sans effet (3). »

COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* (4).

Coupé, organe du comité des subsistances, présente un projet de décret sur la formation des marchés (*Ajourné*).

Mais décrété, sur la proposition de THURIOT, qu'il ne pourra être établi aucuns marchés, autres que ceux existant déjà, sans une autorisation du corps législatif.

On passe au grand ordre du jour.

L'ordre du jour amenait la discussion sur le Code civil; on demande qu'on ne puisse jamais interrompre les jours qui étaient consacrés à cette discussion.

Le rapporteur [CAMBACÉRÈS] monte en conséquence à la tribune, et plusieurs articles sont décrétés pour être insérés dans le procès-verbal de la séance définitive.

On fait une proposition incidente. Elle tendait à faire décréter que les ci-devant religieux et religieuses sont habiles à recueillir la succession de leurs parents, à compter du jour où la liberté leur a été rendue.

Cette proposition est rejetée.

Une seconde proposition est faite par amendement; et sur cette proposition,

« La Convention nationale décrète que les ci-devant religieux et religieuses seront admis à partager dans les successions à échoir, à compter de ce jour, concurremment avec leurs autres cohéritiers, à la charge que leur traitement diminuera en proportion du revenu qu'ils prendront dans lesdites successions (1). »

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (2).

La discussion s'est ensuite engagée sur un projet de décret tendant à autoriser les ci-devant religieux et religieuses, qui ont fait leurs vœux avant l'âge prescrit par les lois, à recueillir les successions ouvertes et non ouvertes auxquelles ils peuvent avoir droit.

Mailhe veut que cette loi soit généralisée et que tous les religieux et religieuses soient réintégrés dans leurs droits civils et naturels. Il expose qu'il en résultera un grand avantage pour le Trésor public, parce qu'un grand nombre de religieux sont émigrés ou déportés, et que les biens qui leur écherront appartiendront à la nation. Il propose en outre de supprimer leur pension lorsqu'il leur écherra une pension égale à la pension dont ils jouissent.

La première partie de la proposition est combattue par THURIOT. Il pense que l'adopter ce serait porter le trouble dans les familles.

Boissieu s'est élevé contre la seconde. Il a motivé son sentiment sur ce que la pension accordée aux religieux ne le fut qu'à titre d'indemnité du fonds qu'ils avaient apporté en entrant dans le cloître.

Après d'autres débats, les articles suivants ont été décrétés.

Art. 1<sup>er</sup>. « Les ci-devant religieux et religieuses sont habiles à succéder à compter de ce jour.

Art. 2. « La pension accordée par la nation à

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 192.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 685.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 192.

(4) *Journal de la Montagne*, n° 130 du jeudi 10 octobre 1793, p. 939, col. 1.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 193.

(2) *Auditeur national* (n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, jeudi 10 janvier 1793, p. 4).

un religieux ou à une religieuse diminuera à proportion des revenus qui lui écherront à raison du denier vingt. »

Les députés des comités révolutionnaires de Paris sont admis à la barre. Ils exposent à la Convention nationale que l'indemnité qui leur est accordée est insuffisante, qu'ils sont tous pères de familles et pauvres sans-culottes; ils demandent en conséquence une augmentation d'indemnité qui puisse leur mettre à même d'exister.

Renvoyé aux comités des finances et de Salut public réunis (1).

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Une députation des comités révolutionnaires de la ville de Paris, admise à la barre, représente à la Convention que l'indemnité qui leur est accordée, est insuffisante pour des sans-culottes pères de famille, qui sont obligés d'abandonner entièrement leurs occupations pour se livrer aux importants travaux qui leur sont confiés.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 194.  
(2) *Moniteur universel*, n° 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 81, col. 2. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 386, p. 110), le *Mercur universel* (jeudi 10 octobre 1793, p. 152, col. 2), le *Journal de Perlet* [n° 383 du 9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 76] et les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 282 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1282, col. 2] rendent compte de l'admission à la barre des comités révolutionnaires de Paris dans les termes suivants :

#### I.

##### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

Les comités révolutionnaires de Paris, réunis à l'évêché, au nombre de trente-sept, exposent que l'indemnité qui leur est accordée est insuffisante pour des pères de famille, dont tous les moments sont consacrés sans réserve au salut public. Ils demandent une augmentation qui puisse retener à leur poste de généreux sans-culottes, que déjà les aristocrates sectionnaires voudraient déplacer pour livrer ces comités aux riches égoïstes et modérés.

Cette pétition est renvoyée au comité de législation.

#### II.

##### COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

Les commissaires des comités révolutionnaires se présentent à la barre.

*L'orateur*. Les membres des comités révolutionnaires réunis à l'évêché vous déclarent que l'indemnité qui leur est accordée par vos décrets est insuffisante pour des braves sans-culottes. La plupart des sections veulent renouveler leurs comités révolutionnaires, d'autant qu'il est impossible à de bons sans-culottes d'exercer leurs emplois ou leurs métiers, et de s'occuper des manœuvres des malveillants et des modérés. La députation des comités révolutionnaires vous demande un supplément d'honoraires.

Renvoyé aux comités de Salut public et des finances.

#### III

##### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*.

Une députation de la majorité des comités révolution-

Cette pétition est renvoyée aux comités de Salut public et des finances.

Les loueurs de chevaux sont également admis à la barre. Ils demandent qu'on leur délivre de l'avoine à la Halle pour la subsistance de leurs chevaux.

Cette pétition est renvoyée à la municipalité de Paris (1).

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Des conducteurs de fiacres et leurs femmes, portant des sacs vides, annoncent qu'ils ne trouvent point d'avoine pour leurs chevaux; ils demandent que la Convention fasse ouvrir les magasins de ceux qui l'ont accaparée.

La Convention renvoie les pétitionnaires à la municipalité de Paris.

#### Le comité de Salut public [BARÈRE, rappor-

naires de Paris expose que l'indemnité de trois livres par jour, qui leur est accordée, est insuffisante et qu'ils ne peuvent subsister.

Renvoi aux comités des finances et de Salut public.

#### IV.

##### COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires*.

Les membres composant les comités de surveillance des sections de Paris exposent qu'ils n'ont point assez de 1.200 livres par an, vu qu'ils sont obligés d'abandonner leurs travaux pour servir la chose publique.

Renvoyé au comité des finances.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 194.  
(2) *Moniteur universel*, n° 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 81, col. 2. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 386, p. 110), le *Mercur universel* (jeudi 10 octobre 1793, p. 153, col. 1), le *Journal de Perlet* [n° 393 du 9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 76] et les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 282 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1283, col. 1] rendent compte de la pétition des loueurs de chevaux dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

Des citoyens et des femmes, portant des sacs vides, sont venus demander une loi qui assure les approvisionnements d'avoine et de fourrages nécessaires à la subsistance de leurs chevaux.

L'Assemblée renvoie la pétition au comité d'agriculture.

#### II

##### COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

Les citoyennes, femmes de loueurs de carrosses et cochers de fiacre, se présentent en masse.

« Nous ne pouvons pas, disent-elles, avoir de l'avoine pour nos chevaux; les hommes peuvent attendre, mais non les animaux. Nous venons du marché et nous revenons avec tous nos sacs vides. »

Toutes ces citoyennes sont admises aux honneurs de la séance.

#### III

##### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*.

Quatre à cinq cents femmes de cochers de fiacre, quelques-unes avec leurs maris, se présentent à la barre



teur (1)] donne lecture des nouvelles des différentes armées de la République. Ces nouvelles annoncent surtout qu'un représentant du peuple a été conduit à l'échafaud par les Anglais dans les murs de Toulon.

La Convention nationale décrète, sur la proposition d'un membre, que d'après les faits atroces exercés par les armées ennemies contre nos compatriotes, le comité de Salut public lui indiquera sous 24 heures, le mode d'une juste représaille contre tant de barbaries (2).

*Suit la teneur des lettres lues par Barère.*

## I

*Lettre de Gasparin et Salicetti, commissaires à l'armée d'Italie (3).*

« Ollioules, 1<sup>er</sup> octobre 1793.

« Nous nous empressons de vous adresser copie des quatre mots que le général Lapoyte vient de faire parvenir au général Cartaux, avec un crayon, derrière un assignat de 10 livres.

« Les troupes de la République viennent d'enlever la montagne de Pharon, ses retranchements et ses redoutes.

« LAPOYPE. »

« Nous nous proposons d'aller demain à la division du général Lapoyte. Nous connaissons les détails de l'affaire, et nous vous les transmettrons fidèlement. L'avantage qu'il nous annonce est très conséquent par la position des lieux, et l'espoir que nous avons de la réduction prochaine du fort Pornets, qui se lie au fort Pharon pour la défense de la ville de Toulon.

« Signé : GASPARIN et SALICETTI. »

et défilent ensuite dans le sein de l'Assemblée, à laquelle elles demandent de l'avoine.

Un mouvement général d'indignation se manifeste. On les renvoie à la municipalité.

## IV

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires*.

Plusieurs cochers de fiacre, accompagnés d'un très grand nombre de femmes portant des sacs vides, demandent que le prix de leurs courses soit augmenté, parce qu'il est même insuffisant pour acheter de l'avoine à leurs chevaux.

Renvoyé à la municipalité.

(1) D'après les divers journaux de l'époque.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 194.

(3) *Bulletin de la Convention* du 8<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), *Moniteur universel*, n° 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 81, col. 2.

M. Aulard dans son *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 180) reproduit une analyse de cette lettre qu'il a retrouvée aux *Archives nationales* (carton AFII, n° 44). Cette analyse contient la phrase suivante, qui a été supprimée dans le texte du *Moniteur* et du *Bulletin* :

« Ils engagent le comité à presser auprès du ministre de la Guerre les grands moyens de siège qui leur sont demandés par le commandant d'artillerie. »

## II

*Lettre de l'ordonnateur civil de la marine provisoire dans les ports du Midi, datée de Marseille le 2 octobre, au ministre de la marine (1).*

« Citoyen ministre,

« *Vive la République!* Malgré les traîtres, elle prospérera. Les troupes aux ordres du général Cartaux viennent de s'emparer des forts Pharon, Artigues et Sainte-Catherine. La possession de ces forts assure la prompte reddition des lâches Toulonnais et la punition des traîtres que cette ville renferme. Nous ne connaissons encore aucun détail sur la prise de ces trois citadelles; mais je pense que les représentants du peuple, mieux informés, en instruiront la Convention nationale.

« Signé : POMME. »

## III

*Lettre de Dubois-Crancé et Gauthier, commissaires à l'armée des Alpes (2).*

*Les représentants du peuple au comité de Salut public.*

« Le 8 octobre 1793 (3), l'an II de la République française.

« Citoyens nos collègues,

« Vous savez bien que les pouvoirs dont la Convention nous a investis ne sont pas ceux de

(1) *Bulletin de la Convention* du 8<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793).

Le *Journal des Débats et des Décrets*, qui donne une courte analyse de cette lettre (octobre 1793, n° 388, p. 111), la fait suivre du paragraphe suivant, dont nous n'avons trouvé trace dans aucun journal :

« Les représentants auprès de l'armée qui combat ces rebelles ajoutent à leur rapport qu'ils ont entre les mains un papier-monnaie des rebelles de Lyon, frappé d'un timbre qui porte des fleurs de lys. »

(2) *Archives nationales*, carton AD XVIII<sup>e</sup> n° 26 (Seconde partie des pièces justificatives de la réponse de Dubois-Crancé aux inculpations de ses collègues Couthon et Maignet, n° 338, p. 237). Bibliothèque de la Chambre des députés : *Collection Portiez (de l'Oise)*, t. 5, n° 6 (même document).

(3) La date du 8 octobre, que porte le document imprimé, est évidemment erronée. En effet, d'après le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 386, p. 111), le *Mercur universel* (jeudi 10 octobre 1793, p. 153, col. 1), l'*Auditeur National*, [n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre), p. 4], le *Journal de Perlet* [9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793); p. 76] et les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 282 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1283, col. 1], la lettre de Dubois-Crancé et Gauthier a été lue dans la séance du 6 octobre. Or, si elle eût été réellement datée du 8 octobre, elle n'aurait pu, à cause de la distance qui sépare Lyon de Paris, être lue le 9. Sa véritable date est celle du 6 octobre, du camp de la Pape, comme l'indiquent le *Journal des Débats et des Décrets*, le *Mercur universel*, l'*Auditeur national* et le *Journal de Perlet*.

M. Aulard, trompé par cette erreur, donne, dans le tome 7 de son *Recueil des Actes et de la correspondance*

généraux d'armée, que les opérations militaires ne sont pas de notre ressort, qu'il nous est même défendu de nous en mêler; nous pouvions nous prévaloir de nos instructions pour repousser la responsabilité d'opinion dont on nous menace si nous avions besoin de le faire; mais il nous sera facile de justifier notre conduite après l'événement et de prouver que nous avons fait tout ce qu'il fallait faire, tout ce qu'il était possible de faire pour venger l'honneur national outragé, ne point compromettre sa dignité et son existence politique et punir les rebelles de Lyon.

« Nous pouvons même démontrer que d'autres que nous, ou plus ardents, ou moins prévoyants auraient eu pour résultat tous les malheurs dont vous nous parlez et que nous ne redoutons pas. Heureusement nous savons un peu le métier de la guerre, nous connaissons la valeur des obstacles et nous savons avec quels instruments il faut les vaincre.

« On ne se doute pas, à Paris, que Lyon est une des plus fortes places de la République, et que pour une armée comme la nôtre elle est encore plus dangereuse dans son intérieur qu'à l'extérieur: au surplus, nous sommes maintenant huit représentants du peuple devant Lyon et nous ne pouvons pas être seuls chargés des événements. Nos collègues ont fait en bons citoyens ce qu'ils ont cru devoir faire, et la levée en masse du peuple des départements, dont les administrations avaient jusque-là haï la cause nationale, est une preuve de leur zèle et de la confiance qu'ils méritent: mais cette levée en masse, toujours ambulante et dispendieuse, a été plus nuisible qu'utile; nous savions bien que cela serait ainsi, mais il fallait satisfaire l'opinion; ces hommes ont consommé le double de vivres des autres, ils ont absorbé les armes, les munitions de l'armée. De loin, on parle avec enthousiasme de la masse du peuple, on attribue à cet effort de grands événements; oui, quant à l'opinion, mais pour l'action il faut décompter. Vous ne doutez pas du patriotisme et de la fidélité du général Rivas, nous vous envoyons copie d'une de ses lettres pour justifier notre assertion.

« Maintenant que cette levée en masse a pris nos souliers, nos fusils, consommé pain, viande, etc., elle décampe par partie et Couthon, persécuté par ces gens, leur a promis de les renvoyer lundi dans leurs foyers, quoiqu'il n'y ait pas huit jours qu'ils sont arrivés.

« Nous avons prévu le cas et nous faisons avancer, à force, des bataillons de la réquisition de 18 à 25 ans, qui appartiennent légalement à la République, et que nous tenons de l'Ain et de Saône-et-Loire.

« Soyez donc tranquilles sur le sort de Lyon; il est prononcé, assuré: la nation sera vengée.

« Vous nous parlez des ressources que le ministre nous a envoyées en munitions, mais il n'y a pas huit jours qu'une partie de ces ressources est arrivée, l'autre est à venir. Où en serions-nous si nous y avions compté depuis deux mois? Et s'il fallait enfin nous disculper, nous vous demanderions qui de nous ou du comité de Salut public devait préparer de vigoureux moyens d'attaque

contre Lyon depuis le 29 mai, époque à laquelle nous avons dénoncé cette ville contre-révolutionnaire, comme nous l'avons toujours fait depuis.

« Nous recevons en ce moment votre seconde lettre, également pressante; nous l'avons communiquée de suite au général Doppet pour qu'il prenne sans relâche les mesures rigoureuses que vous indiquez; nous partons pour Sainte-Foy, pour que notre réunion avec nos collègues lève toute contradiction et hâte l'exécution. Enfin nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour venger la République dans le plus court délai.

« Ce n'est pas le sort de Lyon qui nous occupe, soyez-en bien convaincus, c'est celui de l'armée qui, dans le désordre inévitable qu'occasionnera une attaque de vive force, peut s'annéantir; car, ne vous y trompez pas, les aristocrates qui gouvernent cette ville depuis longtemps et qui la sacrifient, trouveront dans sa destruction leur jouissance et leur salut si elle peut entraîner la perte de l'armée: or nous ne voyons pas ce qui les empêchera de se porter en force sur des soldats débandés, gorgés de pillage et qu'aucune puissance sur terre ne pourra ni contenir, ni rallier.

« Nous avons des exemples trop réels de ce que nous redoutons: chaque fois qu'on a attaqué un poste important, après la victoire et avant qu'elle ne fût consolidée, les colonnes se sont rompues, les troupes se sont emparées des maisons pour piller; et les officiers, les représentants du peuple et les canons sont restés seuls exposés au feu de l'ennemi. Que sera-ce dans une ville comme Lyon? Cependant cette ville n'a plus que pour 8 jours de subsistance, on l'aurait par famine sans compromettre ni les troupes, ni les approvisionnements militaires, ni les immenses propriétés qui doivent indemniser la nation de tous les frais de cette campagne.

« N'importe, vous le voulez, nous irons de cul et de tête! Mais encore faut-il prendre Fourvière avant d'entrer, si l'on ne veut pas être écrasé par le canon des aristocrates.

« Salut et fraternité.

« DUBOIS-CRANCÉ ET GAUTHIER. »

#### IV

*Lettre de Couthon, commissaire à l'armée des Alpes (1).*

*Georges Couthon, représentant du peuple, au comité de Salut public. Salut, amitié et fraternité.*

« Au quartier général de Sainte-Foy-lez-Lyon, le 6 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible

« Chers collègues et amis,

« Etonné comme vous, comme la France entière, des cruelles lenteurs qu'éprouvait le siège de Lyon, je me suis rendu précipitamment, il y a

du comité de Salut public, deux analyses de cette lettre, l'une, à la page 269, d'après le *Journal des Débats et des Décrets*, l'autre, à la page 312, d'après le document imprimé intitulé: *Réponse de Dubois-Crancé aux inculpations de ses collègues Couthon et Maignat.*

(1) *Archives nationales*, carton AF II 185, plaquette 1526, pièce 30; Aulard. *Actes et Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 269. — *Moniteur universel*, n° 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 81, 2<sup>e</sup> col.



trois jours, à l'armée. Dès l'instant de mon arrivée à Sainte-Foy, j'ai vu tous mes collègues et les généraux. Je leur ai fait part de ma surprise, de mes inquiétudes, de mes craintes. Je leur ai dit que dans un grand mouvement populaire je ne connaissais point de tactique, et que la vive force était le seul moyen qui convenait au peuple tout-puissant.

« Peut-être mon langage fut-il trouvé un peu extraordinaire; cependant on se rendit à la nécessité de remplacer les fusillades et les canonnades éternelles par une attaque et un assaut en règle. Mais auparavant, on crut devoir s'assurer du poste important de Fourvière qui domine la ville, et d'où l'on peut l'écraser sans exposer, pour ainsi dire, un seul homme, puisque ce poste est hors de la portée du canon de l'ennemi. Ce parti préalable me parut bon, surtout après que j'eus pris connaissance du local. Mais je pensais que l'exécution allait s'ensuivre à la minute et que le lendemain, au plus tard, ce poste serait à nous.

« Le lendemain on ne parlait que des préparatifs, et plusieurs jours semblaient être nécessaires à l'expédition. Je m'impatientai alors tout de bon. Châteauneuf et Maignet jurèrent avec moi, et l'on se décida enfin à mettre sérieusement de tous côtés le fer au feu.

« Nous en étions là, lorsque vos lettres des 1<sup>er</sup> et 2 de ce mois me parvinrent. Ce fut pour nous un renfort bien salutaire. A peine furent-elles lues, que la résolution fut prise de forcer dès aujourd'hui même, sur plusieurs points à la fois et la ville et Fourvière. J'ai tout lieu de croire, d'après l'ardeur indicible que montrent nos troupes, que le succès le plus complet couronnera nos entreprises. Je vous en informerai, sans perte de temps, par un courrier extraordinaire.

« Maintenant, je vous dois dire que si j'ai remarqué, en arrivant ici, une inactivité réelle dans les mouvements, cette inactivité ne m'a point paru être la suite d'un système contraire à nos principes, mais seulement l'effet d'une erreur qui a fait croire que les mêmes moyens employés dans la troupe de ligne convenaient également à l'armée du peuple. On veut toujours de la tactique, et la tactique est l'*opium* des insurrections populaires. Châteauneuf, Maignet, et le brave général sans-culotte Doppet m'ont paru les seuls qui connussent la vraie méthode et qui sussent l'employer utilement.

« Vous me mandez que Châteauneuf est rapplé, j'en suis fâché; je l'ai suivi et observé de plus près qu'un autre, parce qu'il avait la tache originelle, contre laquelle je suis fortement prévenu; mais jamais je ne l'ai trouvé en faute. Au contraire, je l'ai vu constamment bien servir son pays. Nous l'avons engagé, quand nous étions à Clermont, à se charger de la direction des colonnes du Puy-de-Dôme. Il s'en est acquitté avec zèle et talent. Il a conduit les troupes à la victoire dans les journées des 22, 23 et 29 septembre. Vous connaissez tous les détails de cette dernière, et vous savez qu'elle nous a valu plus que deux mois de siège. Il a voulu tout voir par lui-même. Il a tout dit, et sans ménagement pour les personnes; et en faut-il davantage pour qu'il se soit fait autant d'ennemis qu'il y a ici d'intrigants et de gens méprisables? Je ne pénétre pas dans le cœur de cet homme, mais s'il faut le juger par ses paroles, par ses écrits et par ses actions, c'est un brave et utile républicain. S'il

est possible de le laisser ici, je vous y invite, il nous aidera de bien des manières.

« Je n'ai pas encore eu le temps de juger tous mes alentours. Il est certaines figures muscadines qui ne me reviennent pas du tout. Je prends des renseignements, et vous pouvez être sûrs que je ferai justice ici, comme je l'ai faite dans mon département.

« Hommage et respect à la Convention nationale.

« Salut, amitié et fraternité à tous nos braves montagnards.

« G. COUTHON. »

## V

*Lettre de Châteauneuf-Randon, commissaire à l'armée des Alpes (1).*

« Sainte-Foy, 6 octobre 1793.

« Citoyens représentants, j'apprends dans ce moment la nouvelle de mon rappel, et je m'empresse d'obéir à vos ordres. Cependant, je dois dire qu'après plusieurs jours de fatigue, et après avoir battu les rebelles, nous nous sommes emparés de Fourvière et de Perrache, et que nous prenons des mesures pour profiter de l'avantage que nous donnent ces postes importants; mais ne pouvant rester longtemps sous le poids d'une accusation, je me rends à Paris pour me justifier. »

## VI

*Lettre de Prieur (de la Côte-d'Or), et Hentz, commissaires à l'armée de l'Ouest (2).*

« A Saumur, le 6 octobre.

« Hentz et moi avons été jusqu'à Tours pour prendre des renseignements locaux, et pour nous assurer nous-mêmes de l'état exact des choses : de là nous nous sommes rendus à Saumur, où nous sommes arrivés le 5; nous y avons trouvé le général Rossignol et nos collègues Bourbotte, Richard et Choudieu. Instruits que la communication entre Nantes et la Rochelle était interrompue, nous avons écrit au général Léchelle de venir nous joindre au plus tôt pour la rétablir; il doit arriver aujourd'hui. Nous avons employé le temps que nous avons passé ici, à visiter la ville de Saumur; elle est dans un état respectable de défense. L'état-major de cette armée est entièrement composé de patriotes, et le jeune Robert qui, depuis peu de temps, en est chef, a donné les plus grandes preuves de civisme et de bravoure.

« Lorsque le général Léchelle sera arrivé, nous partirons avec lui pour Nantes, afin de tomber de ce côté, sur les brigands; tandis que l'armée de Rossignol, réunie à la division de Canclaux, se portera sur Mortagne. Nous avons tout préparé pour profiter de la victoire, si elle nous est favorable, ou pour nous ménager une retraite honorable et sûre, dans le cas d'un échec.

(1) *Moniteur universel*, n° 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 81, col. 3).

(2) *Ibid.*

« Que la Convention soit sans inquiétude, la Vendée ne dévorera pas la République. Chaque jour l'espoir des rebelles s'éteint, à mesure que notre position militaire devient avantageuse, mais surtout qu'elle se mette en garde contre les fausses nouvelles; on lui a sans doute dit que Mortagne était pris, rien de plus faux, c'est une manœuvre des malveillants, afin de retarder les mesures salutaires que se propose de prendre la Convention.

« Envoyez-nous le plus promptement possible le dernier décret sur la Vendée.

« Signé : PRIEUR. »

## VII

*Copie de la lettre du citoyen P. A. Odet, écrite au ministre de la marine, datée de Marseille, du 27 septembre (1).*

« Citoyen ministre, malgré mes efforts, rien n'est encore avancé à Toulon; on n'y parvient qu'avec difficulté; les Anglais deviennent très soupçonneux, et il faut beaucoup d'adresse pour déjouer leur surveillance. Il y a huit jours qu'ils ont fait pendre une femme qui portait une lettre dans la ville, et j'ai peur que ce ne soit une malheureuse qui s'était chargée d'une dépêche relative à mon objet.

« Cependant, malgré toutes les précautions des Hood et des Goodal, hier j'ai revu un pauvre diable que je croyais pendu, et qui n'a échappé qu'avec beaucoup de peine. Son rapport a déchiré mon âme, et m'a inspiré une telle horreur pour la nation britannique, que, si je le pouvais, je déchirerais de mes mains le cœur du dernier Anglais. Vous la partagerez, et vous frémirez, quand vous apprendrez qu'ils ont fait périr, par le supplice de la corde, Beauvais-Préau, représentant du peuple (2); il a eu pour compagnon de son malheureux sort, l'ancien maire de Toulon.

« Ils voient aujourd'hui ce qu'ils peuvent attendre de cette horde impie et barbare, ces hommes lâches et imbeciles qui croyaient que l'armée anglaise devait répandre dans sa marche triomphante la paix et le bonheur. Ils ne respectent donc rien, ces féroces Anglais !... Un représentant du peuple conduit au gibet comme un vil scélérat ! Grand Dieu !... mon cœur est gonflé de fureur. Il était mon ami, mon camarade, cet infortuné Beauvais, et ses vertus le rendaient digne d'une meilleure destinée; mais, que dis-je ! il est heureux d'avoir perdu la vie

pour son pays, et son souvenir ne sortira jamais du cœur de tout Français républicain.

« Je brûle de voir arriver le moment où la nation française tirera une vengeance éclatante de tant d'atrocités; et il n'est peut-être pas éloigné ! L'agent qui m'est arrivé hier de Toulon m'a annoncé que le mécontentement régnait parmi les ouvriers, les habitants de Toulon, et les aristocrates mêmes. Les Anglais ne leur accordent aucune confiance, et leur donnent de grands motifs de repentir. Le désespoir va peut-être à la suite entrer dans les cœurs, et tout se réunira alors en notre faveur. Les ouvriers de l'arsenal désirent secouer le joug de nos féroces ennemis. Les soldats de marine et deux bataillons de gardes nationaux, qui étaient en garnison dans la ville lors de la trahison du comité central, frémissent du joug qui leur est imposé; mais leur courage est impuissant; ils sont prisonniers à bord du *Sans-culotte*. Quatre autres vaisseaux armés en flûte sont remplis des officiers de marine, des officiers et des matelots ponantais qui n'ont pas voulu se réunir aux rebelles, et doivent les conduire dans les différents ports du Ponant; ces vaisseaux sont l'*Orion*, destiné pour l'Orient, l'*Apollon* pour Rochefort, le *Patriote* et l'*Entreprenant* pour Brest.

« Les malheureux patriotes de la ville n'ont pas un sort plus heureux, et gémissent dans les prisons, où presque tous les jours il se fait des exécutions secrètes; enfin, la tyrannie règne avec l'appareil le plus sanglant dans les murs de Toulon. La famine va peut-être bientôt se joindre à ces horreurs, car le blé et la farine diminuent tous les jours. Les Anglais, pour calmer l'inquiétude qui tourmente la ville, ont annoncé qu'il arriverait bientôt des farines en abondance d'Angleterre et d'Espagne. Le pain a été taxé à 10 sous la livre; mais, malgré leurs soins, une agitation sourde règne parmi les habitants; elle pourra faire éclater un violent orage.

« Signé : P. A. ODET. »

Certifié conforme :

DALBARADE.

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Barère fait lecture de la correspondance.

(Suivent 1<sup>o</sup> la lettre de Gasparin et de Salicetti, datée d'Ollioules, 1<sup>er</sup> octobre 1793; 2<sup>o</sup> la lettre de

(1) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 81, col. 2]. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n<sup>o</sup> 386, p. 110) rend compte des lettres lues par Barère dans les termes suivants :

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

BARÈRE communique les dernières nouvelles :

Celles de Toulon sont datées du 1<sup>er</sup> octobre. C'est la copie de quatre mots écrits au crayon, sur le dos d'un assignat de 10 livres, par le général Lapoye au général Carteaux. Les voici :

« Les troupes de la République viennent de s'emparer de la montagne de Pharon, de ses retranchements et de ses redoutes. »

Cet avantage, fort important, assure, dit-on, la reddition prochaine du port Porquet.

Une lettre de l'ordonnateur civil de la marine à Marseille, écrite en date du 2 octobre. Il confirme la nouvelle précédente. Cette victoire assure, selon lui, la

(1) *Bulletin de la Convention* du 8<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793) et *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 83, col. 1].

(2) Mouvement d'indignation, d'après le *Mercur universel*, (jeudi 10 octobre 1793, p. 153, col. 2); mouvement d'horreur, d'après l'*Auditeur national* [n<sup>o</sup> 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 4].

La nouvelle de la mort de Beauvais était d'ailleurs inexacte. Dans la séance du 7 nivôse an II (27 décembre 1793), un membre du comité de Salut public annonça que ce représentant n'était pas mort (*Procès-verbaux de la Convention*, t. 28, p. 433) et, dans la séance du 25 nivôse an II (14 janvier 1794), Beauvais, qui était alors à Marseille, écrivit lui-même à la Convention (*Procès-verbaux de la Convention*, t. 9, p. 238).



*Couthon, datée de Sainte-Foy, le 6 octobre, 1793; 3<sup>o</sup> la lettre de Châteauneuf-Randon, datée de Sainte-Foy, le 6 octobre que nous avons insérée ci-dessus sous les numéros I, IV et V).*

**Barère.** Le comité a écrit hier à Châteauneuf-Randon, pour lui apprendre qu'il n'a point été rappelé.

Votre inquiétude doit naturellement se porter sur la Vendée; car si cette guerre était terminée, vos ennemis extérieurs seraient bientôt anéantis. Le comité de Salut public a reçu une foule de lettres; la plupart dénoncent des traîtres; les autres font connaître des projets de conspiration. Avant de vous les faire connaître, votre comité doit avoir le temps de les apprécier. Je me bornerai dans ce moment à vous faire lecture d'une lettre de notre collègue Prieur. La voici :

*(Suit la lettre de Prieur (de la Côte-d'Or) et Hentz que nous avons insérée ci-dessus sous le numéro VI).*

**Barère.** Vous avez décrété un acte de navigation, mais il vous reste encore une mesure à prendre, c'est la prohibition de toutes les marchandises anglaises. Si vous avez besoin pour vous déterminer d'un autre motif que celui de raviver vos manufactures et votre industrie, la lettre dont je vais vous faire lecture, lèvera tous les obstacles.

*(Suit la lettre du citoyen Odet que nous avons insérée ci-dessus sous le numéro VII).*

prompte reddition des lâches Toulonnais et la punition des traîtres.

Les représentants auprès de l'armée qui combat ces rebelles ajoutent à leur rapport qu'ils ont entre les mains un papier-monnaie des rebelles de Lyon, frappé d'un timbre qui porte des fleurs de lys.

**Barère** lit une lettre écrite au comité de Salut public par Dubois-Grancé et Gauthier, elle est datée du quartier général de la Pape, le 6 octobre.

Ces deux représentants semblent se plaindre indirectement du décret qui les rappelle.

*(Suit un résumé de la lettre de Dubois-Grancé et Gauthier que nous avons insérée ci-dessus sous le n<sup>o</sup> 3).*

Telle est en substance la lettre de ces représentants.

Voici maintenant ce qu'écrivait Couthon en date du 6 octobre :

*(Suit un résumé de la lettre de Couthon que nous avons insérée ci-dessus sous le n<sup>o</sup> 4).*

**Barère** fait lecture d'une lettre de Châteauneuf-Randon au comité de Salut public. Il demandait les causes de son rappel.

**Barère** observe que le comité de Salut public, après s'être convaincu que ce rappel était l'effet d'une erreur, a répondu à Châteauneuf qu'il était confirmé dans son poste.

La Convention en paraît satisfaite.

**Barère** fait lecture d'une lettre de Prieur, représentant du peuple, envoyé dans la Vendée.

*(Suit un résumé de la lettre de Prieur (de la Côte-d'Or) et Hentz que nous avons insérée ci-dessus).*

A la suite de cette lettre, **Barère** fait un court rapport sur la nécessité de prohiber toutes les marchandises provenant des manufactures anglaises en France.

Si vous aviez besoin, dit-il, d'autres considérations que la nécessité de rendre l'activité à vos manufactures, je vous lirais une lettre de Marseille. Vous y verriez que les Anglais ont osé pendre le représentant du peuple Beauvais de Préau, que la division règne à Toulon, que le pain y coûte 10 sols, que les patriotes y sont incarcérés et exécutés en secret.

**Barère** fait lecture de son projet.

Diverses propositions (1) sont faites relativement aux mesures à prendre contre les Anglais résidant actuellement en France, et contre tout ce qui peut leur appartenir.

Ces propositions discutées et mises aux voix, la Convention nationale rend le décret suivant, qui est adopté, sauf rédaction :

« La Convention nationale décrète (2) :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Tous les Anglais, Écossais, Irlandais, Hanoviens, de l'un et de l'autre sexe, généralement tous les sujets du roi de la Grande-Bretagne qui sont actuellement dans l'étendue de la République, seront, à l'instant de la réception de la présente loi, mis en état d'arrestation dans des maisons de sûreté, et les scellés apposés sur leurs papiers; leurs biens et ceux de ces mêmes sujets absents, de quelque nature qu'ils puissent être, seront saisis et confisqués au profit de la République.

#### Art. 2.

« Tous détenteurs, dépositaires ou débiteurs de ces biens seront tenus d'en faire la déclaration dans 24 heures après la publication du présent décret, à l'Administration de leur district, sous peine de 10 années de fers, et d'amende égale à la valeur de l'objet non déclaré, dont moitié applicable au dénonciateur.

#### Art. 3.

« Le pouvoir exécutif est tenu d'expédier, dans le jour, le présent décret par des courriers extraordinaires.

#### Art. 4.

« Tout fonctionnaire public qui serait convaincu d'avoir négligé l'exécution du présent décret, sera puni de 10 années de fers.

#### Art. 5.

« Celui qui logerait ou recélèrait quelqu'un des individus ci-dessus désignés, et n'en ferait pas sa déclaration dans les 24 heures, sera puni de 10 années de fers.

#### Art. 6.

« Sont exceptés du présent décret les ouvriers nés sur le territoire du roi de la Grande-Bretagne, actuellement occupés et employés en France depuis 6 mois, et les enfants placés dans les écoles françaises au-dessous de l'âge de 12 ans. Les scellés seront néanmoins apposés sur leurs papiers (3). »

(1) Ces propositions ont été faites par Robespierre et Fabre d'Églantine, d'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 685.

(2) Les articles 1 à 3 sont signés de Robespierre et de Fabre d'Églantine; les articles 4 et 5, quoique écrits de la même main que les trois premiers ne sont signés que de Robespierre. L'article 6 est signé par Fabre d'Églantine seul.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 195-196.

Au nom du comité de Salut public, un membre [BARÈRE (1)] propose de proscrire du territoire français toutes marchandises fabriquées ou manufacturées en Écosse, en Irlande et dans tous les pays soumis au gouvernement britannique.

Le décret est adopté en ces termes (2) :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Toutes marchandises fabriquées ou manufacturées en Angleterre, en Écosse, en Irlande et dans tous les pays soumis au gouvernement britannique sont prosrites du sol et territoire de la République française.

Art. 2.

« L'Administration des douanes est tenue, sous la responsabilité personnelle des administrateurs et des préposés, de veiller à ce qu'il ne soit introduit ni importé en France aucune desdites marchandises.

« Les administrateurs et préposés qui auraient permis ou souffert l'introduction ou importation desdites marchandises en France, seront punis de 20 ans de fers.

Art. 3.

« Toute personne qui, à compter du jour de la publication du présent décret, fera importer, importera, introduira, vendra ou achètera directement ou indirectement des marchandises manufacturées ou fabriquées en Angleterre, sera punie de la même peine portée en l'article précédent.

Art. 4.

« Toute personne qui portera ou se servira desdites marchandises importées depuis la publication du présent décret, sera réputée suspecte et punie comme telle, conformément au décret rendu le 19 septembre dernier.

Art. 5.

« Toutes affiches, placards et enseignes conçus en langue anglaise, ou indiquant des maga-

sins de marchandises anglaises, ou portant des signes ou des dénominations anglaises, ainsi que tous journaux qui annonceraient ou publieraient la vente de pareilles marchandises, sont prosrites, sous peine de 20 ans de fers contre les auteurs et propriétaires desdites affiches, placards, enseignes et journaux.

Art. 6.

« Les Français, propriétaires de marchandises anglaises, seront tenus de faire leur déclaration dans quinzaine devant les municipalités des lieux où ils résident, d'y faire constater la facture. Les municipalités en feront passer les états au conseil exécutif.

Art. 7.

« Toutes les marchandises de fabrique ou de manufacture anglaise existant dans les divers magasins ou boutiques, seront remises dans des dépôts indiqués par le conseil exécutif, sans indemnité pour lesdits propriétaires et marchands, qui sera réglée d'après les états et les factures qui seront remis en vertu de l'article précédent (1). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

**Barère.** Vous le voyez, citoyens, l'Angleterre fait une guerre à mort à notre liberté (3). Eh bien ! usons de représailles envers son commerce. L'Angleterre est avare, elle sera plus sensible à la perte de ses manufactures qu'à la prise d'un empire.

Vous avez mis un embargo sur les vaisseaux anglais ; vous avez usé du droit de la guerre ; mettez-le sur les manufactures, et vous frappez directement vos ennemis ; car, n'en doutez pas, citoyens, le véritable peuple, les ouvriers et les fabricants, qui verront les auteurs de leurs maux dans Pitt et Georges, délivreront la terre de ces deux fléaux.

L'Amérique, après avoir publié un acte libre de navigation, proscrivit toutes les marchandises anglaises : elle fit plus, car elle obligea les propriétaires à jeter dans la mer celles qu'ils avaient en magasin, tant elle avait en horreur tout ce qui pouvait lui rappeler le nom d'Anglais. Aujourd'hui, le comité de Salut public vous propose une mesure qui, sans faire aucun tort aux propriétaires, atteint parfaitement votre but. Citoyens, Pitt est parvenu à faire nationaliser la guerre qu'il vous fait ; eh bien ! vous avez un moyen de nationaliser la guerre que vous faites à la Grande-Bretagne, c'est de frapper les manufactures ; ensuite séparant le peuple du gouvernement, vous lui apprendrez que Pitt est l'auteur de la perte de son commerce.

Citoyens, faites de la République française une République agricole et commerçante ; ce

(1) D'après le *Moniteur universel*, n° 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 82, col. 1.

(2) Ce décret a été rédigé et modifié par Barère.

L'article 6, qui est devenu ensuite l'article 7, avait d'abord été rédigé ainsi :

« Toutes les marchandises anglaises actuellement existantes dans les divers magasins de la République (les mots soulignés ont été barrés) ou marchands sont confisquées au profit de la République, sauf indemnité qui sera réglée d'après les états qui seront fournis. Les objets de luxe seront rassemblés sur la place publique et brûlés. »

L'article 7 du premier projet est devenu l'article 6 du projet définitif.

Art. 7 du projet définitif.

La phrase suivante qui existait à la fin de cet article a été supprimée :

« Les marchandises de luxe seront brûlées sur les places publiques à des jours indiqués. »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 196 à 198.

(2) *Moniteur universel*, n° 20 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 82, col. 1. Voy. d'autre part, aux annexes de la séance, p. 293, le compte rendu de la même discussion d'après divers journaux.

(3) Allusion à la mort de Beauvais annoncée dans la lettre du citoyen Odel que nous avons insérée ci-dessus (voy. p. 283).



n'est point par des primes que vous encouragez le commerce; la meilleure que vous puissiez lui accorder, c'est de décréter que les Français ne pourront plus se servir que des objets fabriqués dans leur pays.

**Barère** lit un projet de décret qui est adopté en ces termes :

*(Suit le texte du décret prohibant les marchandises anglaises, que nous avons inséré ci-dessus d'après le procès-verbal.)*

**Coupé (de l'Oise).** Nos ennemis nous traitent d'une manière indigne d'hommes policés. Je demande que le comité de Salut public nous fasse un rapport sur les moyens d'user de représailles.

**Fabre d'Églantine.** Le décret que vous venez d'adopter n'atteint pas votre but. Le plus sûr moyen de frapper les Anglais, c'est de maintenir votre décret du 7 du mois dernier (1). Et qu'on ne vienne plus ici vous parler de spéculations commerciales; ce qui doit maintenant arrêter vos idées, c'est l'arrestation de tous les Anglais et la saisie de leur propriété (*Vifs applaudissements*). On a faussement allégué que par cette mesure vous vous privez de fonds considérables que vous avez chez l'étranger : c'est une erreur; car, n'en doutez pas, citoyens, ces fonds ne rentreront jamais, et d'ailleurs ils appartiennent aux aristocrates; car le peuple ne place pas son argent chez l'étranger.

Ce qui doit attirer toute votre attention dans ce moment, ce sont les maisons de commerce situées dans nos villes maritimes qui, pour la plupart, appartiennent aux Anglais. Je vous présenterai demain un projet de décret sur cette classe d'étrangers.

Je me borne maintenant à demander que le décret qui ordonne l'arrestation des Anglais soit sur-le-champ envoyé au ministre, pour être exécuté dans la journée, et vous verrez alors si, comme on vous le dit, Pitt sera satisfait de cette mesure.

**Ramel.** Je suis chargé par vos comités réunis des finances et de commerce de vous demander le rapport du décret du 7; si la Convention veut m'entendre aujourd'hui, je me propose de lui démontrer que ce décret est contraire aux intérêts de la République; si au contraire elle veut renvoyer la discussion à demain, je demande l'ajournement jusqu'à ce jour de la proposition de Fabre.

**Fabre d'Églantine.** Je m'oppose à l'ajournement. Tous ces délais ne tendent qu'à faire écouler tous les papiers qui sont ici.

**Maximilien Robespierre.** Si vous portez vos regards sur le passé, vous verrez que ce sont toujours les retards, que l'on a apportés à l'exécution des mesures les plus salutaires, qui ont mis la patrie en danger. Lorsqu'il ne sera plus temps d'adopter la proposition de Fabre, c'est alors qu'on la réclamera avec force. J'applique ceci à la demande de Ramel.

Il n'est pas besoin d'être financier pour sentir l'utilité de la mesure proposée; elle déjoue

évidemment l'agiotage, elle anéantit une des branches principales du commerce anglais.

Citoyens, lorsque cette mesure vous a été proposée, il y a six semaines, on vous a dit : « Mais nous ne sommes pas en guerre avec le peuple anglais, mais bien avec son gouvernement ». Ce discours m'a fait frémir, car on eût dit qu'on voulait favoriser les marchands anglais au moment où il faut asseoir sur leur ruine la prospérité de la République française.

C'est au moment où vous apprenez qu'un fondateur de la République a été assassiné par les barbares qui vous font la guerre, que vous devez écarter toutes ces misérables chicanes, et adopter la proposition de Fabre. Je demande que vous ordonniez l'arrestation de tous les Anglais, et la saisie provisoire de leurs propriétés.

*Ouï! ouï!* s'écrie-t-on dans toutes les parties, de la salle.

(On demande à aller sur-le-champ aux voix).

La proposition de Robespierre est adoptée au milieu des applaudissements.

**Billaud-Varenne.** Je demande par amendement qu'on ôte du décret le mot provisoirement. C'est ici un acte de vengeance nationale, et que vous prononciez la peine de 10 ans de fers contre les autorités constituées qui mettraient quelque retard dans l'exécution de ce décret.

*Un membre.* Je demande la même peine contre ceux qui recéleraient des Anglais ou quelques effets à eux appartenant.

Ces amendements sont adoptés, et le décret rendu en ces termes :

*(Suit, avec quelques variantes, le décret relatif à l'arrestation des citoyens anglais que nous avons inséré ci-dessus, d'après le procès-verbal.)*

Au nom du même comité, un membre [BARÈRE (1)] propose de faire retenir dans les campagnes les jeunes citoyens qui seront jugés indispensablement nécessaires à la culture des terres pendant un certain espace de temps; il propose également de retenir les imprimeurs et tous ouvriers employés à la fabrication des armes.

Le décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Chaque rassemblement de jeunes citoyens de la première réquisition, formé dans chaque district, en vertu du décret du 23 août dernier, sera tenu de fournir pour l'ensemencement des terres et la mouture des grains, les jeunes citoyens des campagnes seulement qui seront jugés indispensablement nécessaires pour ce travail par les représentants du peuple, ou les envoyés des assemblées primaires, qui ont reçu d'eux des commissions, pourvu que ce genre de service ne soit pas de plus longue durée que de trois semaines, après lequel délai, ou plutôt si les circonstances le permettent, les municipalités seront tenues de renvoyer à leur poste les jeunes citoyens extraits de la réquisition.

(1) Voy. ce décret : *Archives Parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. LXXIII, séance du 7 septembre 1793, p. 491.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 685.

Art. 2.

« Les membres des départements, des districts et des municipalités, demeurent personnellement responsables des dommages qui résulteraient pour la République du non-ensemencement des terres, qui auraient dû l'être selon l'usage du pays. Ceux des membres des diverses autorités constituées, qui seraient convaincus d'avoir négligé ou arrêté l'exécution de cette mesure, seront poursuivis dans les tribunaux, et punis solidairement d'une amende de 10,000 livres. »

Art. 3.

« Les imprimeurs, de quelque âge qu'ils soient, et qui auront prouvé leur civisme dans les formes établies par les décrets, sont mis en réquisition pour les travaux de l'imprimerie. »

Art. 4.

« Les ouvriers, de quelque âge qu'ils soient, et qui seront jugés nécessaires par les représentants du peuple envoyés dans les départements ou près les armées, et pour Paris par le comité de Salut public, pour la fabrication ou raccommodage des armes dans les manufactures nationales et dans les ateliers établis par le ministre de la guerre, sont également mis en réquisition pour ce genre de service (1). »

Au nom du même comité, un membre propose d'ajouter au décret qui envoie Letourneur en qualité de représentant du peuple dans le département de l'Orne, ces mots : « Et dans les départements voisins » (2).

« La Convention nationale, après avoir entendu le comité de Salut public, décrète ensuite que Levasseur se rendra dans le département de l'Oise à la place de Lebon (3). »

Au nom du même comité, un membre [BARÈRE (4)] propose le décret suivant, sur la désertion des 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> bataillons de Seine-et-Oise. Ce décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le comité de Salut public, décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Il est enjoint aux 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> bataillons de Seine-et-Oise de rejoindre sur-le-champ l'armée de l'Ouest, sous les peines portées par les décrets. »

Art. 2.

« Les autorités constituées du département de Seine-et-Oise ne laisseront rentrer dans le département aucun des citoyens faisant partie desdits bataillons, et feront retenir à leurs drapeaux ceux qui les auraient abandonnés. »

Art. 3.

« Les représentants du peuple près l'armée de l'Ouest sont chargés de rechercher les causes de désertion de ces deux bataillons de l'armée de l'Ouest. »

Art. 4.

L'emprunt destiné par l'Administration de Seine-et-Oise à l'armement et l'équipement de ces deux bataillons, et qui a été déjà réparti, demeure fixé à 2 millions (1). »

Au nom du même comité, un membre (2) propose le décret suivant, relatif aux secours à accorder aux hôpitaux.

Ce décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Les sommes qui doivent être versées pour l'entretien des hôpitaux dans les divers départements, ne sont pas comprises dans l'arrestation des fonds qui a été ordonnée pour les départements dont le tableau est remis entre les mains du ministre de l'intérieur. »

Art. 2.

« La Convention nationale décrète que les municipalités et districts qui justifieront de leur inviolable attachement à l'unité de la République, recevront les fonds pour le salaire de leurs fonctionnaires, et les secours en blé et en argent qu'ils ont droit de demander (3). »

Un des inspecteurs auprès des procès-verbaux annonce que le décret relatif à la réquisition des mulets, décrétée dans la séance du 14 septembre dernier, avait été égaré; il en présente à cet effet une rédaction nouvelle qui est adoptée sans réclamation, et sera rétablie au procès-verbal du 14 septembre, dans les termes suivants :

« La Convention nationale décrète que tous les mulets, à l'exception de ceux servant à l'agriculture, sont mis en réquisition pour le service de la République (4). »

La séance est levée à 5 heures (5).

Signé : CHARLIER, président; P. F. PIORRY, LEJEUNE (de l'Indre), D. V. RAMEL, LOUIS (du Bas-Rhin), VOULLAND, PONS (de Verdun), JAGOT, secrétaires.

PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS  
AU PROCÈS-VERBAL, MAIS QUI SE RAP-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 198 à 200.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 200.

(3) Ibid.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 683.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 200.

(2) Le projet de décret ne comportait qu'un seul article qui est de la main de Barère. L'article 2 a été rédigé et signé par Chabot.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 201.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 202.

(5) Ibid.



**PORTER OU QUI PARAISSENT SE RAP-  
PORTER A LA SÉANCE DU 18<sup>e</sup> JOUR DU  
PREMIER MOIS DE L'AN II (MERCREDI  
9 OCTOBRE 1793).**

I

RAPPORT DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR SUR LA  
PÉTITION DES OFFICIERS MUNICIPAUX D'ISSY-  
L'ÉVÊQUE, DISTRICT DE BELLEVUE-LES-BAINS,  
DÉPARTEMENT DE SAÔNE-ET-LOIRE, POUR  
RÉCLAMER CONTRE LEUR DÉTENTION ORDON-  
NÉE PAR LES CORPS ADMINISTRATIFS DE CE  
DÉPARTEMENT (1).

*Le ministre de l'Intérieur, au citoyen Président  
de la Convention nationale.*

« Paris, ce 9 octobre 1793, l'an II de  
la République française, une et  
indivisible.

« Citoyen Président,

« La Convention nationale a, par un décret du  
1<sup>er</sup> juillet dernier, renvoyé au conseil exécutif  
provisoire la pétition qui lui avait été présentée  
par les officiers municipaux d'Issy, district de  
Bellevue-les-Bains, département de Saône-et-  
Loire, pour réclamer contre leur détention ordon-  
née par ces corps administratifs, à l'effet,  
par le conseil, de faire exécuter la loi et d'en  
rendre compte.

« L'administration du département de Saône-  
et-Loire m'a adressé les pièces qui ont servi à  
motiver les mesures de rigueur prises par elle  
contre les officiers municipaux d'Issy, mais  
comme l'arrêté de cette administration porte  
dénonciation des faits au juré d'accusation du  
district de Bellevue-les-Bains, et que le conseil  
ne peut avoir le droit d'interrompre le cours ordi-  
naire de la justice, il doit attendre le jugement  
qui interviendra pour pouvoir donner suite à la  
réclamation de ces officiers municipaux. Au sur-  
plus, citoyen Président, la connaissance que  
j'ai prise de cette affaire, dont je joins ici le rap-  
port, m'a donné une opinion peu favorable au  
succès de la réclamation des officiers municipaux  
d'Issy.

« PARÉ. »

*Rapport (2).*

D'après les plaintes portées au district de  
Bellevue-les-Bains, contre la municipalité d'Issy-  
l'Évêque, le conseil général du département de  
Saône-et-Loire a, par arrêté du 8 juillet (*sic*), et  
sur l'avis du conseil de ce district, suspendu pro-  
visoirement de leurs fonctions les membres de  
cette municipalité, ordonné l'arrestation du ci-  
toyen Carrion, maire, Radet, procureur de la  
commune, le Deyel, Baudin, officiers muni-  
cipaux, comme les plus coupables, et dénoncés

au juré d'accusation du district de Bellevue-  
les-Bains.

Ces citoyens, et la société populaire d'Issy ont  
réclamé près de la Convention contre leur déten-  
tion et même leur suspension.

La Convention a ordonné au pouvoir exécutif,  
par son décret du 1<sup>er</sup> juillet (*sic*) de faire exécuter  
la loi et d'en rendre compte; le ministre de l'in-  
térieur a demandé et reçu les pièces qui consta-  
tent les faits imputés à cette municipalité.

On lui reproche d'avoir outrepassé ses pouvoirs  
en usurpant ceux du corps législatif, des admi-  
nistrations supérieures et des corps judiciaires, et  
en particulier au citoyen Carrion d'avoir constam-  
ment réuni les triples fonctions de curé, de  
maire et de juge au tribunal de police municipale,  
ce qui était une double infraction aux lois du  
24 août et 11 septembre 1790, qui déclarent qu'il  
y a incompatibilité entre les fonctions ecclésias-  
tiques et celles d'officier municipal et de juge.

Il était aussi président du comité de surveil-  
lance et de la société populaire.

*Détails des faits.*

(*Prouvés, soit par les registres des délibérations  
de la municipalité et du tribunal de police mu-  
nicipale, soit par les aveux des maire et officiers  
municipaux.*)

Un arrêté du département du 14 février der-  
nier, ayant ordonné que les curés qui se trou-  
vaient remplir des places d'officiers municipaux,  
seraient tenus d'opter; le citoyen Carrion opta  
pour les fonctions de maire, et se réserva de  
faire prononcer sur la question d'incompatibi-  
lité par la Convention nationale, mais cette  
option ne fut que pour la forme, car il continua à  
remplir les fonctions et de toucher son traitement  
de curé, et quelque temps après il trancha la  
question, en couchant sur le registre de la mu-  
nicipalité la rétractation en marge de son option.

Le 26 septembre dernier, le procureur de la  
commune dénonça le citoyen Barthélemy Si-  
mon, pour avoir tenu des propos contre la mu-  
nicipalité, et tendant à la calomnier dans l'es-  
prit public. Il demanda que ce citoyen, qui était  
membre du conseil général, fût suspendu de ses  
fonctions ainsi que de celles de suppléant de  
l'officier public.

La municipalité et le conseil général de la  
commune ordonnèrent cette suspension. Cepen-  
dant la loi du 17 avril 1791 les autorisait seule-  
ment à le renvoyer par-devant le tribunal de  
police correctionnelle pour y être condamné  
à une détention momentanée, s'il y avait lieu.

Le 2 avril dernier, cette municipalité fit une  
liste des gens suspects de son ressort, et elle  
ordonna que conformément à l'arrêté du direc-  
toire du département, du 14 mars, il leur serait  
enjoint de se rendre à Mâcon. Cette mesure  
n'était pas fondée sur la loi et, à cette époque,  
elle n'autorisait encore la consigne que contre les  
pères, mères et enfants d'émigrés.

Ce n'a été que le 2 juin que la loi commande  
l'arrestation des gens notoirement suspects.  
Mais s'agissant d'une mesure, à la vérité pré-  
maturée, de salut public, la municipalité devait  
s'y conformer entièrement, puisqu'elle la jugeait  
elle-même nécessaire.

Cependant, réflexion faite, elle se contenta de  
faire consigner dans leurs domiciles le citoyen

(1) Archives nationales, carton F<sup>7</sup> 4394<sup>1</sup>, dossier Paré.  
Le rapport du ministre de l'Intérieur n'est pas men-  
tionné au procès-verbal; mais en marge de la lettre du  
ministre on lit : « Renvoyé au comité de sûreté gé-  
nérale, le 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi  
9 octobre 1793) ».

(2) Archives nationales, carton F<sup>7</sup> 4394<sup>1</sup>, dossier Paré.

Montchanin, les veuves Laplace et Étoile et le citoyen Frapet, juge de paix, avec défenses d'en sortir.

Le citoyen Frapet adressa ses plaintes contre cette consigne au directoire du district, il observa qu'elle le mettait hors d'état de remplir ses fonctions.

D'après ces représentations, le district l'autorisa à y vaquer, et leva, à cet effet, sa consigne à domicile pour l'étendre dans tout le canton.

Le citoyen Frapet fit part de cet arrêté à la municipalité, mais celle-ci, au lieu de s'y conformer, y répondit par une délibération dans laquelle, après avoir articulé une multitude de faits contre lui, elle l'a consigné de nouveau dans sa maison.

La loi du 27 mars 1791 défend aux autorités inférieures de mettre à exécution les arrêtés annulés par les autorités supérieures, à peine de suspension. Mais aussitôt la municipalité mit 4 sentinelles à sa porte.

On observe sur cette affaire que le citoyen Frapet a été, en 1790, le dénonciateur des démarches turbulentes et inquiètes du curé Carrion et que 4 communes sur 5, dont est composé le canton, réclament le juge de paix Frapet.

Cette municipalité a imposé, sur ses administrés, en marge des rôles des contributions foncière et mobilière, une somme de 1873 livres 18 sous, soi-disant pour acquitter les frais d'administration municipale, sans y être autorisée au moins par les administrations supérieures et contre le vœu formel des lois qui veulent qu'il ne puisse être établi aucun impôt que par le corps législatif. Cet acte est concussionnaire, les cotes d'impositions de ces sols additionnels sont écrites de la main du curé et maire Carrion.

La perception des contributions avait été adjugée à un denier la livre, l'adjudicataire, croyant partir pour la Vendée, donna sa démission.

Par une délibération du conseil général, signée seulement du curé-maire, cette perception a été donnée à 6 deniers pour livre à un administrateur du district, qui l'a acceptée, au lieu d'avoir été remise en adjudication, aux termes de la loi.

On voit par les faits suivants que le tribunal de police municipale composé de Carrion, qui en était le chef, et des citoyens Ledez et Baudin, officiers municipaux, jugeait tout indistinctement et ne reconnaissait aucune incompétence.

Le 28 avril, le procureur de la commune cita au tribunal de police municipale 8 particuliers accusés d'avoir labouré des bruyères et de les avoir ensencées. Ces particuliers répondirent qu'ils ignoraient si les bruyères étaient communales ou non.

Le tribunal, se croyant fondé à connaître de ce différend, fit une enquête dont il fit résulter que les bruyères étaient communes et qu'elles appartenaient aux habitants d'Issy-l'Évêque, condamna les particuliers dont il est question à 20 livres d'amende chacun, confisqua le blé en racine au profit de ces habitants, et ordonna l'exécution provisoire de son jugement, même par corps.

Ces particuliers n'ayant pas payé dans les 24 heures de la signification, furent arrêtés et conduits devant Carrion, et pour se soustraire à l'emprisonnement, ils lui payèrent non seulement les 20 livres d'amende, mais encore la portion des frais qu'il leur dit être à leur charge, et 5 livres chacun pour sortir des mains de la

garde qui les entourait et Carrion refusa de leur en donner quittance.

Dans cette affaire, qui regardait le tribunal du district, la municipalité s'est rendue juge et partie et s'est emparée de la totalité d'un ensemenement dont il revenait la moitié aux colons, en supposant qu'ils aient semé dans une terre qui ne leur appartenait pas.

Par jugements du tribunal municipal des 1<sup>er</sup> et 12 mai dernier, trois citoyens furent condamnés à payer des amendes, dont une de 3 livres et l'autre de 30 livres. Ils les payèrent et on ne voulut pas leur donner quittance. Cependant, aux termes de la loi du 22 juillet 1791, le produit de ces amendes doit être versé dans la caisse du receveur du droit d'enregistrement, pour être employé : un quart aux menus frais du tribunal, un quart aux frais des tribunaux de paix et de jurisprudence charitable, un quart aux dépenses de la municipalité et un quart au soulagement des pauvres de la commune. Ces amendes et d'autres dont il a été question n'ont tourné qu'au profit de la municipalité et même, dit-on, du curé-maire, et les condamnés se trouvent, exposés à payer une seconde fois, ne pouvant pas justifier l'avoir fait.

Outre ces différents jugements rendus par ce tribunal, il en est encore un qui n'est pas moins irrégulier.

Il existe dans le ressort de la municipalité d'Issy-l'Évêque un terrain appelé Destampières. Cette municipalité a imaginé qu'il était bien communal et l'a, en conséquence, amodié pour 9 ans à un particulier qui s'est mis en devoir d'en jouir.

Plusieurs particuliers se prétendant seuls propriétaires de ce terrain, se sont élevés contre cette entreprise et ont actionné le fermier qui a mis la municipalité en cause.

Cette municipalité assignée devant le tribunal du district de Bellevue-les-Bains a prétendu que ce terrain, dit *Destampières*, était un bien communal; mais ayant négligé de se faire autoriser à plaider, ce tribunal a refusé de connaître l'affaire, jusqu'à ce que cette autorisation fût rapportée, ou le refus du département de l'accorder.

Cette affaire était restée sans poursuites et les propriétaires du terrain dont il s'agit croyaient que la municipalité avait abandonné sa prétention; mais celle-ci, après avoir anéanti le jugement provisoire du tribunal portant qu'elle justifierait d'une autorisation du département pour plaider, a évoqué l'affaire au tribunal de police municipale et a fait citer devant lui les propriétaires du terrain *Destampières*.

Ce tribunal les a, par un jugement du 26 mai dernier, condamnés solidairement à 40 livres d'amende chacun et à deux jours de corps de garde pour avoir méconnu l'autorité de la municipalité dans l'amodiation du terrain dit *Destampières* et dans ses opérations administratives.

Ce jugement a été déclaré exécutoire par provision en cas d'appel et signifié le 28 mai.

Trois de ces propriétaires en ont interjeté appel au tribunal de Bellevue-les-Bains, ont demandé qu'il fût indiqué audience pour en prononcer la nullité et qu'il fût fait provisoirement défenses de l'exécuter.

Ces demandes ont été accordées et signifiées à la municipalité.

Aussitôt que le procureur de la commune eut reçu ces significations, il en fit part au conseil



général qui prit une délibération portant défenses à ce magistrat d'y déférer, attendu que le tribunal de Bellevue était incompétent pour rendre un semblable jugement.

On observe que cette délibération, en date du 4 juin, n'est signée que de Carrion, maire, de Ledez et Baudin, officiers municipaux et de Radet, procureur de la commune.

On observe encore que les trois particuliers qui s'étaient élevés contre le jugement du 26 mai sont ceux qui, avec Frapet, juge de paix, ont un billet, signé Carrion, Baudin et Radet, qui les consignait dans leurs domiciles avec défenses d'en sortir.

Quant aux autres particuliers qui se sont conformés à ce jugement, ils ont été acquittés après avoir payé les 40 livres d'amende auxquelles ils avaient été condamnés, et renoncé, par un acte arraché, au bénéfice du jugement du tribunal de district.

Plusieurs dépositions établissent encore que cette même municipalité, sous prétexte que des particuliers avaient manqué à ses membres, exigeait d'eux différentes sommes qu'ils étaient forcés de payer pour éviter d'être emprisonnés.

Plusieurs autres faits ont été présentés contre ces officiers municipaux; mais s'ils ont exécuté à cet égard, les lois avec une sorte de rigueur vexatoire, ils ne les ont pas du moins violées.

Il résulte de ces faits que la municipalité d'Issy-l'Évêque a, de son autorité privée :

1<sup>o</sup> Établi sur ses administrés un impôt réproché par la loi et qui la met dans le cas d'être poursuivie comme concussionnaire;

2<sup>o</sup> Méprisé la loi en donnant le recouvrement des contributions autrement que par adjudication et compromis l'intérêt de ses administrés en accordant une remise beaucoup plus forte que celle demandée par le percepteur même;

3<sup>o</sup> Qu'elle a exercé plusieurs actes arbitraires et vexatoires;

4<sup>o</sup> Qu'elle s'est rendue coupable de rétention d'amendes légalement ou illégalement prononcées;

5<sup>o</sup> Qu'elle s'est rendue coupable en pleine connaissance de cause d'abus de pouvoir, en s'arrogeant les fonctions judiciaires;

6<sup>o</sup> Qu'elle a encore encouru la suspension en mettant de nouveau à exécution une délibération annulée par l'autorité supérieure.

Il paraît donc que l'administration du département n'a pas été injuste en suspendant ces officiers municipaux de leurs fonctions et en les dénonçant aux tribunaux.

Mais dans cette position, le pouvoir exécutif ne peut rien pour eux jusqu'à ce qu'il y ait un jugement qui déclare qu'il n'y a pas lieu à accusation.

## II

VOULLAND ANNONCE L'ARRESTATION DU REPRÉSENTANT BAILLEUL (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

**Voulland.** Citoyens, Bailleul, notre collègue,

(1) L'arrestation de Bailleul n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais il y est fait allusion dans divers journaux de l'époque.

(2) *Moniteur universel*, n<sup>o</sup> 20 du 20<sup>e</sup> jour du pre-

mier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), p. 82, col. 3. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n<sup>o</sup> 386, p. 114) et le *Mercure universel* (jeudi 10 octobre 1793, p. 153, col. 4) rendent compte de l'arrestation de Bailleul dans les termes suivants :

## III

ADRESSE DES CORPS ADMINISTRATIFS ET JUDICIAIRES DE LA COMMUNE DE LAIGLE (2).

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (3).

Les corps administratifs et judiciaires du district et de la commune de Laigle, département de l'Orne, invitent la Convention nationale à rester à son poste.

## I

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

VOULLAND annonce à la Convention, au nom du comité de Sûreté générale, que Bailleul, mis en état d'accusation par décret, ayant tenté de fuir, a été arrêté et est conduit au comité.

## II

COMPTE RENDU du *Mercure universel*.

VOULLAND, au nom du comité de Sûreté générale, observe que Bailleul, un des députés arrêtés, avait fui, mais qu'il a été arrêté, qu'il est conduit au comité et que de là il va être conduit à la Conciergerie.

(1) Bailleul n'était pas décrété d'accusation, mais simplement d'arrestation, ainsi qu'en témoigne cette lettre rectificative de Voulland insérée au *Moniteur* [n<sup>o</sup> 22 du 22 du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 87, col. 3].

Le représentant du peuple Voulland, membre du comité de surveillance de la Convention nationale, au citoyen rédacteur du *Moniteur universel*.

« Paris, le 20 du premier mois de l'an II de la République française une et indivisible.

« Je viens de lire, citoyen, dans votre numéro du jour, qu'en parlant de l'arrestation du citoyen Bailleul, dont je fus chargé d'informer la Convention, au nom de son comité de surveillance, vous parlez de ce député, comme se trouvant en état d'accusation. C'est une erreur, je ne vous l'impute point, elle peut m'avoir échappé; mais je vous prie de vouloir bien concourir avec moi pour la réparer sans délai, en insérant demain, dans votre numéro, que le député Bailleul est en état d'arrestation, comme signataire de la protestation du 6 et 19 juin dernier. Si mon collègue était instruit de cette erreur, il en réclamerait sans doute; dans la situation où il se trouve, je dois le faire pour lui; c'est un service à rendre à sa famille et à ses amis, qui apprendront avec plaisir que le citoyen Bailleul n'est pas en état d'accusation.

« Signé : VOULLAND. »

(2) L'adresse de la commune de Laigle n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au compte rendu de la séance du 9 octobre 1793 des *Annales patriotiques et littéraires*.

(3) *Annales patriotiques et littéraires* (n<sup>o</sup> 282 du

IV

DON PATRIOTIQUE DU CITOYEN BOLLOT  
LE JEUNE ET C<sup>ie</sup> (1).

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (2).

Le citoyen Bollot le jeune et compagnie offre un don patriotique, une lettre de change sur la Suisse.

V

LETTRÉ DU REPRÉSENTANT PERRIN, DÉTENU A  
L'ABBAYE EN VERTU D'UN DÉCRET D'ACCU-  
SATION (3).

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques  
et littéraires* (4).

Le député Perrin, renfermé à l'Abbaye, demande qu'on lui envoie de chez lui du linge, un pantalon, des habits et quelque argent. Il n'a pu emporter tous ces objets, parce que les scellés y étaient apposés.

Renvoyé au comité de Sûreté générale.

VI

UN MEMBRE DEMANDE QU'AUCUN NAVIRE ÉTRAN-  
GER NE PUISSE SORTIR DES PORTS FRANÇAIS  
SANS UNE VISITE PRÉALABLE (5).

COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* (6).

*Un membre* : Citoyens, on vous assure que les vaisseaux neutres vous amènent des grains, on vous trompe. Ces vaisseaux ne viennent chez vous que pour exporter vos subsistances. Je demande qu'aucun vaisseau étranger ne puisse sortir de nos ports sans une visite préalable. (Adopté).

19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 1282, col. 1.

(1) Le don patriotique du citoyen Bollot le jeune n'est pas mentionné au procès-verbal. On en trouve trace dans le compte rendu de la séance du 9 octobre 1793 de l'*Auditeur national*.

(2) *Auditeur national*, n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 3.

(3) La lettre de Perrin n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais il y est fait allusion dans les comptes rendus de la séance du 9 octobre 1793 de divers journaux de l'époque.

(4) *Annales patriotiques et littéraires* (n° 282 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, jeudi 10 octobre 1793, p. 1282, col. 1). D'autre part, l'*Auditeur national* (n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, jeudi 10 octobre 1793, p. 2) rend compte de la lettre de Perrin dans les termes suivants :

« Perrin, décrété d'accusation, écrit de sa prison qu'il est dénué des objets les plus nécessaires. Il envoie sa clef pour qu'on lui fasse passer du linge, une grande culotte, une redingote et quelques assignats.

« Renvoyé au comité de Sûreté générale. »

(5) Cette motion ne figure pas au procès-verbal de la séance du 9 octobre; nous l'empruntons au *Journal de la Montagne*.

(6) *Journal de la Montagne*, n° 130 du jeudi 10 octobre 1793, p. 939, col. 1.

ANNEXE N° 1

A la séance de la Convention nationale du  
18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mer-  
credi 9 octobre 1793).

Compte rendu, par divers journaux, de  
la discussion à laquelle donna lieu le  
projet de décret présenté par Barère,  
au nom du Comité de Salut public, et  
ayant pour objet de proscrire les mar-  
chandises anglaises hors du territoire  
de la République (1).

A

COMPTE RENDU du *Journal des Débats  
et des Décrets* (2).

A la suite de cette lecture, BARÈRE fait un court rapport sur la nécessité de prohiber toutes les marchandises provenant des manufactures anglaises en France.

Si vous aviez besoin, dit-il, d'autres considérations que la nécessité de rendre l'activité à vos manufactures, je vous lirais une lettre de Marseille. Vous y verriez que les Anglais ont osé pendre le représentant du peuple Beauvais de Préaux, que la division règne à Toulon, que le pain y coûte dix sols, que les patriotes y sont incarcérés et exécutés en secret.

Barère fait lecture de son projet.

Fabre-d'Églantine pense que ce n'est point assez. Il demande que tous les Anglais résidant en France soient arrêtés et leurs biens saisis.

Ramel propose d'ajourner cette discussion très importante. Il annonce une opinion écrite et demande à la lire.

Fabre-d'Églantine s'oppose à l'ajournement. Il craint que l'on ne veuille ainsi favoriser l'écoulement du papier. Il sollicite une prompté décision.

Robespierre. Si vous portez vos regards sur le passé, vous vous convaincrez que toujours de pareils retards ont été cause que les mesures les plus utiles ont été prises trop tard. Il n'y a pas besoin d'être financier pour sentir l'utilité de la mesure proposée par Barère; elle déjoue évidemment l'agiotage; elle anéantit une riche branche du commerce anglais, et c'est déjà un grand bien de fait.

Citoyens, c'est le jour où vous apprenez la nouvelle d'un attentat unique autant qu'il est barbare de la part de vos méprisables ennemis, que vous devez prendre une mesure aussi sage qu'utile. J'appuie la proposition du comité avec l'amendement de Fabre.

Cette proposition est décrétée.

Fabre-d'Églantine présente une rédaction de sa proposition. Elle est adoptée en ces termes :

(1) Voy. ci-dessus, même séance, p. 287, le compte rendu de la même discussion, d'après le *Monteur*.

(2) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 386, p. 112).



(Suit le texte du décret ordonnant l'arrestation des citoyens anglais que nous avons inséré au cours de la séance, d'après le procès-verbal).

## B

COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* (1).

**Barère.** Ce n'est pas en imitant la barbarie de ces cannibales qu'il convient de nous venger; c'est en les frappant ici dans ce qu'ils ont de plus sensible, et voici les moyens que votre comité vous propose pour cela :

(Suit le texte du décret proscrivant les marchandises anglaises, que nous avons inséré au cours de la séance, d'après le procès-verbal).

Adopté à l'unanimité.

**Fabre-d'Églantine** et **Robespierre** croient que cette mesure ne doit pas suffire à l'indignation nationale et font décréter les articles suivants :

(Suit le texte du décret ordonnant l'arrestation des citoyens anglais, que nous avons inséré au cours de la séance, d'après le procès-verbal).

## C

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (2).

**Barère.** Le gouvernement anglais, vous le voyez, fait la guerre à notre liberté d'une manière basse et lâche. Il faut mettre un embargo sur la consommation de ses marchandises. En Amérique, lorsqu'on se souleva contre le gouvernement anglais, l'on proscrivit toutes les marchandises anglaises, l'on jeta dans la mer jusqu'aux enseignes en langue anglaise. C'est nous qui sommes les plus grands consommateurs de l'Angleterre; eh bien, ruinons leur commerce. Il est un moyen de naturaliser aussi la guerre, c'est d'y intéresser le peuple. Ne consommons que des marchandises de nos manufactures.

En conséquence, votre comité de Salut public vous propose de décréter que toute marchandise de fabrique ou manufacture de l'Angleterre, de l'Irlande ou de l'Ecosse, et autres pays de la domination anglaise, sont prosrites du sol et du territoire de la République.

Les administrateurs ou préposés des douanes surveilleront l'arrivée des marchandises anglaises; et ceux qui en laisseraient entrer, qui en feraient importer ou en importeraient, ainsi que ceux qui en faciliteraient la vente par des avances ou autrement, seront punis de 20 ans de fers.

Toute personne qui portera ou fera porter des marchandises anglaises sera regardée comme suspecte et traitée comme telle aux termes de la loi.

Nous donnerons la rédaction de ce décret qui a été porté au bruit des applaudissements.

(1) *Journal de la Montagne*, n° 130 du jeudi 10 octobre 1793, p. 939, col. 2.

(2) *Mercur universel*, jeudi 10 octobre 1793, p. 153, col. 2.

**Fabre-d'Églantine** demande que la loi sur les étrangers s'étende aux Anglais, que tous soient mis en état d'arrestation.

*Oui! oui!* dit-on.

**Ramel** craint que cette mesure ne fasse gagner plusieurs millions à Pitt. Il réclame l'ajournement de cette discussion.

**Robespierre.** C'est au moment où un crime atroce, inouï, vient d'être commis, au moment où un représentant du peuple, l'un des fondateurs de la liberté, vient d'être ignominieusement traité, que l'on vous propose des mesures d'intérêt, de calcul financier!

L'Assemblée décrète que tous les Anglais, Irlandais, Ecossois, Hanovriens, de l'un ou l'autre sexe, seront sur-le-champ mis en arrestation dans des maisons de sûreté; les scellés apposés sur leurs papiers; leurs biens seront mis sous la main de la nation.

**Billaud-Varenne** s'écrie que la vengeance du peuple doit éclater dans ce jour même. Je demande, dit-il, que la peine de 10 ans de fers soit appliquée aux autorités constituées qui ne feraient pas mettre sur-le-champ le décret que vous venez de porter, à exécution; que la même peine soit applicable à ceux qui cacheraient des sujets de la Grande-Bretagne ou recéleraient quelques biens ou propriétés appartenant à des Anglais.

Ces deux propositions sont décrétées. (*Vifs applaudissements*).

L'Assemblée décrète aussi qu'elle exempté de cette loi les Anglais employés depuis 6 mois dans nos manufactures et les enfants placés dans les écoles françaises et âgés de 12 ans.

## D

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (1).

**Barère, organe du comité de Salut public,** après avoir rappelé à l'Assemblée les généreux sacrifices faits par les Américains, lorsqu'ils voulurent devenir indépendants de la Grande-Bretagne, a fait adopter le projet de décret suivant :

(Suit le texte du décret proscrivant les marchandises anglaises du territoire de la République que nous avons inséré au cours de la séance, d'après le procès-verbal.)

**Fabre-d'Églantine.** A cette mesure, on doit ajouter celle de saisir tout ce qui appartient en France aux Anglais.

**Ramel** s'oppose à cette proposition et demande à prouver que cette mesure serait beaucoup plus désastreuse pour la France que pour l'Angleterre.

**Robespierre** s'élève avec force contre la manière atroce et perfide avec laquelle les Anglais nous font la guerre et propose l'arrestation de tous les Anglais, ainsi que la saisie de tous leurs biens situés en France.

Cette proposition est adoptée. En sont excep-

(1) *Auditeur national*, n° 383 du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793), p. 5.

tés les ouvriers anglais reconnus comme tels depuis 6 mois, ainsi que les enfants âgés de moins de 21 ans. Le présent décret sera mis sur-le-champ à exécution.

Sur la proposition de BILLAUD, la Convention décrète, par article additionnel, la peine de 10 ans de fers contre les administrateurs qui ne mettraient pas à l'instant à exécution le présent décret, ainsi que contre les personnes qui réclameraient des Anglais ou achèteraient leurs biens, en tout ou en partie.

## CONVENTION NATIONALE

Séance du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République française une et indivisible.

Jendredi 10 octobre 1793.

La séance est ouverte à 10 heures par la lecture des procès-verbaux de celles des 29 septembre, 5 octobre et 16 du premier mois; la rédaction en est adoptée (1).

Il est donné communication des adresses et lettres ci-après mentionnées (2).

La commune de Mello, département de l'Oise, offre sur l'autel de la patrie un cœur d'argent, trouvé dans l'église paroissiale. Elle invite la Convention nationale à demeurer à son poste jusqu'à ce que la République ait renversé les despotes qui conspirent contre sa liberté (3).

*Suit un extrait de l'adresse des citoyens de Mello d'après le Bulletin (4).*

Les citoyens composant la commune de Mello, département de l'Oise, adressent à la Convention nationale un gros cœur d'argent qu'ils ont trouvé dans leur église en la purgeant de toutes les statues de l'ancien régime. Ce cœur renfermait les cendres d'une femme de la ci-devant caste privilégiée.

Cette commune félicite la Convention sur ses glorieux travaux et l'invite à rester à son poste jusqu'à ce que la République ait écrasé le despotisme.

Le citoyen Robert Robin, horloger à Paris, connu par plusieurs chefs-d'œuvre exposés au Muséum, et acquis par la République, invite la Convention à agréer l'offrande d'une pendule (5) marquant la nouvelle division du temps, et dis-

posée de manière à pouvoir être placée dans la salle d'Assemblée.

La Convention nationale décrète qu'elle accepte ces deux offrandes, et qu'il en sera fait mention honorable dans le procès-verbal et insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la description, d'après le Bulletin, de la pendule offerte par le citoyen Robin (2).*

Le citoyen Robert Robin, horloger, connu par les différents ouvrages qu'il a faits concernant la mesure du temps, dont plusieurs sont placés au muséum national, ayant perfectionné la construction des pendules à secondes, de manière à reculer les limites de leur justesse, en traitant particulièrement la construction des rouages, l'échappement et le compensateur. Il ose croire que ces pendules d'observation sont faites pour constater l'état et les progrès de l'horlogerie française dans ce siècle.

Vu ces considérations et l'unité de la Convention nationale, cet artiste la supplie de vouloir bien agréer l'hommage qu'il fait d'une pendule à secondes et à remontoir, avec son compensateur, sonnant les heures et les quarts, et indiquant les heures suivant la nouvelle division décimale, c'est-à-dire la journée divisée en dix heures, l'heure en cent minutes et la minute en cent secondes, pour être placée dans la salle de la Convention, derrière le président. Le besoin de garantir le mouvement de la poussière et de voir opérer le mécanisme, a fait adopter à l'artiste, pour la forme de ses pendules, un pilastre dont les panneaux sont des glaces. Ce pilastre servirait de piédestal au buste de Rousseau.

La Convention nationale accepte l'offrande et décrète la mention honorable.

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

Raffron fait à la Convention, au nom du citoyen Robin, horloger, demeurant cour du Louvre, l'offrande d'une pendule à secondes, marquant les heures suivant la nouvelle division décimale.

Les administrateurs du district de Montélimar annoncent la mort du citoyen Saurayras [SAUTAYRA], représentant du peuple, député du département de la Drôme, décédé à Montélimar le 27 septembre dernier; ils annoncent aussi

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 203.

(2) *Supplément au Bulletin de la Convention* du 9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793).

(3) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 85, col 1). D'autre part le *Mercur universel* du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793) rend compte de l'offrande du citoyen Robin dans les termes suivants :

« RAFFRON annonce que le citoyen Robin, horloger, fait don d'une pendule convenable au calendrier nouvellement décrété. Cette pendule sonne les heures et les quarts; les heures sont de 100 minutes et les minutes de 100 secondes.

« Mention honorable et le renvoi au comité d'instruction publique ».

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 202.

(2) *Ibid.*

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 202.

(4) *Supplément au Bulletin de la Convention* du 9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793).

(5) D'après les divers journaux de l'époque, c'est Raffron qui présente à la Convention la pendule du citoyen Robin.



qu'ils lui ont rendu les honneurs funèbres que méritaient son civisme et sa qualité, et qu'on a répandu des pleurs sur sa tombe. Il est décrété qu'il sera fait mention honorable de la conduite des administrateurs, et que leur lettre sera renvoyée au comité des décrets, pour que le suppléant soit appelé (1).

*Suit la lettre des administrateurs du district de Montélimar (2) :*

*Au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Citoyen Président,

« Nous venons de perdre le citoyen Sauteyras, représentant du peuple, il emporte les justes regrets de tous les patriotes. On lui a rendu les honneurs funèbres que méritaient son civisme et sa qualité; on a versé des larmes et des fleurs sur sa tombe.

« Les administrateurs du district de Montélimar.

« GOURJON; BISCARRAT; MOVALS président.

« Le 3 octobre 1793, l'an II de la République. »

*Extrait des registres des décès de Montélimar (3).*

L'an second de la République française, mil sept cent quatre-vingt-treize, et le vingt-huitième septembre, avant midi, sont comparus Jean Maurice Barlatier, médecin et André Sauteyras, architecte, habitants à Montélimar, lesquels ont déclaré à nous, officier public de Montélimar, dans la maison commune, que Pierre-Barthélemy Sauteyras, entrepreneur des ponts et chaussées, député à la Convention nationale du département de la Drôme, natif et habitant de Montélimar, mari d'Agathe Garreau, habitant à Paris, est décédé le jour d'hier en cette ville à onze heures du matin, âgé de quarante-cinq ans; ce que nous avons vérifié en conformité de la loi. Dont acte et nous avons signé avec les déclarants frère et beau-frère du défunt.

Maurice BARLATIER, SAUTEYRAS, GARNIER,  
GÉNISSIEU, officier public.

Collationné par nous officier public de la commune de Montélimar, département de la Drôme, le vingt-neuvième jour dudit mois de septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française.

GÉNISSIEU, officier public.

Nous maire et officiers municipaux de Montélimar, département de la Drôme, certifions que la signature ci-dessus est sincère, que foi doit y être ajoutée.

Fait à Montélimar, dans la maison commune, le quatre octobre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française.

SALOMON, maire; MATTOY, officier municipal;  
LOUIS, procureur de la commune.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 203.

(2) Archives nationales, carton D1 § 1, 37, dossier 272 (Drôme), pièce 7.

(3) Archives nationales, carton D1 § 1 37, dossier 272 (Drôme) pièce 7.

Vu en directoire de district de Montélimar, le 3 octobre 1793, l'an II de la République.

MOVALS, président.

Les représentants du peuple Gillet et Phéliepeaux [PHILIPPEAUX], envoyés près de l'armée des Côtes de Brest, font part à l'Assemblée des avantages remportés dernièrement par les troupes de la République (1).

*Suit la lettre des représentants Gillet et Phéliepeaux (2) :*

*Les représentants du peuple près l'armée des côtes de Brest et de Mayence, à la Convention nationale.*

« Nantes, le 7 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens nos collègues,

« L'avant-garde de la brave armée qui combat sous nos yeux a vaincu, hier, 25.000 rebelles dans la Vendée, et cependant cette exécutable guerre n'est pas encore terminée. Nous devons à la France entière, nous devons au courage de nos braves soldats, de vous dénoncer les traîtres qui ont rendu, jusqu'à ce moment, tant de succès inutiles. La République en deuil nous accuserait un jour si nous gardions le silence sur les trames perfides qui préparent sa ruine (3).

« Deux armées devaient concourir à soumettre la Vendée, l'armée des côtes de Brest et celle des côtes de La Rochelle. Le comité de Salut public avait tracé un plan de campagne infaillible dans son exécution; il fut sanctionné le trois dans un conseil de guerre tenu à Saumur par les généraux des deux armées.

« Le 10 septembre, nous nous sommes mis en marche sur la foi de cet arrêté solennel, de la stricte exécution duquel chaque général était responsable sur sa tête.

« Le 14, nous étions possesseurs d'une moitié de la Vendée, après 10 victoires et avions percé le diamètre qui nous séparait des colonnes de La Rochelle; nous leur donnions la main pour tomber en masse sur Mortagne et finir en 15 jours cette guerre désastreuse; mais un ordre émané de Saumur le 11, faisait battre en retraite ces colonnes auxiliaires, victorieuses elles-mêmes, et facilitant contre nous la réunion de toutes les forces ennemies, dévouait la garnison de Mayence à une ruine totale.

« Il a fallu rester stationnaire à la vue de cette manœuvre inconcevable, et l'échec de Montaigu, qui en a été la suite, a rompu nos lignes, pour livrer de nouveau les frontières maritimes que nous avions purgées.

« Pendant que de Saumur on faisait battre 80.000 hommes par 3.000 brigands, on écrivait

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 203.

(2) Archives du ministère de la guerre, armée des Côtes de Brest, carton 5/13, liasse 2. — *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 84, col. 2). — *Bulletin de la Convention* du 9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793); *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 387, p. 128).

(3) Cette phrase ne figure pas dans le texte du *Moniteur*.

qu'Angers et Saumur étaient en danger, et on obligeait par là notre armée victorieuse à Clisson de se retirer sous les murs de Nantes en condamnant à l'inaction les colonnes qui devaient appuyer ses mouvements. On nous écrit ensuite de Saumur qu'il y a eu un malentendu, que nous pouvons retourner à notre ancienne position, que des ordres vont être donnés à Chalbos et à Mieskowsky de nous joindre, et que tout le mal sera réparé.

« Nous retournons, en effet, croyant n'être plus trahis; nous parvenons à reprendre tout ce qu'on nous avait forcé d'évacuer; pendant trois jours nous attendons les colonnes auxiliaires; le brave Marigny a l'intrépidité de percer avec 30 chasseurs, l'armée rebelle pour donner la main aux divisions de Chalbos et l'instruire de notre position. Qu'arrive-t-il encore? Un nouvel ordre expédié de Saumur le 3 octobre avait changé pour la seconde fois toutes les dispositions dont on était convenu, et Marigny trouve ces mêmes colonnes qui devaient, et qui pouvaient le même jour se joindre à nous, fuyant les nôtres et faisant leur retraite de Chantonay sur Bressuire.

« Notre douleur et notre indignation ne peuvent se peindre, en apprenant cette nouvelle perfidie. Notre armée se trouve en flèche, abandonnée à elle-même au milieu de la Vendée, ayant trois armées formidables en tête, à droite et à gauche. Cependant dominés par la seule passion du bien public, et comptant sur le courage de nos braves soldats, nous prenons la résolution d'affronter la mort pour aller rejoindre, à travers les plus grands périls, les colonnes fuyardes qu'une évolution perverse dirigeait vers Bressuire.

« C'est dans cette marche que notre avant-garde a eu à combattre 25.000 rebelles. Elle les a vaincus. Les suites de cette victoire pouvaient être décisives; l'armée profitant de la terreur des ennemis allait incontinent fondre sur les deux autres colonnes, leur faire éprouver le même sort, brûler Tiffanges la nuit suivante, et braver tous les dangers avec nos faibles moyens pour envahir *Mortagne*. Toutes les dispositions étaient faites, lorsqu'un courrier apporte aux généraux Canclaux et Dubayet l'ordre du ministre de la Guerre de cesser leurs fonctions et de quitter l'armée. Leur devoir était d'obéir, et ils l'exécutent à l'instant; mais, en prenant cette mesure, le ministre n'avait point eu la prévoyance d'envoyer leurs successeurs. Rossignol qui, selon les ordres du ministre, doit remplacer Canclaux, n'est point arrivé; Léchelle, qui devait commander l'armée de l'Ouest, ne peut-être rendu, dit-on, d'ici à plusieurs jours. Il en résulte que toutes les opérations sont paralysées, que l'armée reste seule et sans chef au cœur du pays ennemi, cernée par les brigands, et abandonnée de la nature entière. Quel triomphe pour Pitt et ses agents!

« Telle est la position cruelle où nous ont conduits des hommes qui, pour prix de leur perfidie, obtiennent chaque jour des récompenses qui ne sont dues qu'à celui qui a la volonté et le talent de bien servir son pays (1). Nous ne parlons point du dénuement affreux dans lequel on s'obstine à nous laisser depuis le commencement de la campagne; ce sera l'objet d'un rap-

port particulier. Il est bien démontré d'une part que nous avons exécuté ponctuellement le plan de campagne arrêté le 3 septembre, et, de l'autre, que les généraux de l'armée des Côtes de La Rochelle ont agi absolument en sens contraire. Quel a été le but de cette coupable manœuvre? sacrifier notre armée, faire changer la campagne et assurer le triomphe des rebelles.

« Citoyens nos collègues, nous vous devons la vérité, il importe que vous sachiez que si la guerre de la Vendée n'est pas finie dans cette campagne, la faute n'en peut être attribuée ni à nous, ni aux braves soldats de l'armée de Mayence; les faits parlent, les preuves existent au comité de Salut public. Jugez et punissez les coupables.

« GILLET; PHILIPPEAUX (1). »

**Le général Westermann rend compte, de son côté, de ses succès du 30 septembre près de Réaumur, et du bel exemple que le représentant du peuple Fayau a donné aux soldats, en chargeant à la tête de la cavalerie les révoltés, et en les poursuivant dans leur déroute, nonobstant le**

(1) Nous croyons devoir insérer en note une autre lettre de Gillet et Philippeaux, datée du même jour et adressée au comité de Salut public, qui complète par certains détails, celle que nous publions ci-dessus. Nous l'empruntons à M. Aulard (*Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 285) qui lui-même le reproduit d'après le *Compte rendu par Philippeaux* (Archives nationales : AD XVIII, n° 55).

« Nantes, 7 octobre 1793.

« Citoyens nos collègues,

« Nous rendons compte par ce courrier à la Convention nationale du succès de notre avant-garde dans la journée d'hier contre vingt-cinq mille brigands. Les généraux Canclaux et Aubert-Dubayet reçurent leur destitution sur le champ de bataille, au moment même de la victoire, et le général Grouchy a reçu la sienne ce matin sur la route de Montaigu, où il conduisait une colonne. Ils se sont empressés de s'y soumettre, et nous pensions que, quoique ces généraux eussent toute la confiance des soldats, leur retraite ne produirait aucun mouvement fâcheux, parce que l'armée est dévouée tout entière à la République et qu'elle ne mettra jamais dans la balance un homme et la patrie.

« Mais ce qui est véritablement fâcheux dans la circonstance, c'est que l'armée se trouve sans général. Rossignol, qui devait, suivant les ordres du ministre, remplacer Canclaux, n'est point arrivé. L'Echelle, qui doit commander l'armée de l'Ouest, ne peut, dit-on, être rendu d'ici à plusieurs jours. Il en résulte que l'armée, qui d'ailleurs vient d'être abandonnée de nouveau par les armées des Côtes de la Rochelle, reste seule et sans chef au milieu de la Vendée, ayant en tête et sur les deux flancs trois armées considérables de brigands.

« La défaite de celle qui couvrait Mortagne, dans la journée d'hier, devait à la vérité, non seulement diminuer les dangers, mais nous ouvrir le chemin de ce repaire fameux et le dépôt des munitions des scélérats que nous avons à combattre, et dès aujourd'hui l'armée devait se mettre en marche pour profiter de la déroute des ennemis. La retraite des deux généraux en chef a suspendu cette mesure décisive. Aujourd'hui Turreau est allé rejoindre Morlin; ils vont nommer un général provisoire. Méaulle et Ruelle se rendent à Saumur pour conjurer ceux qui dirigent l'armée de La Rochelle de se joindre enfin à nous. Nos forces effectives se réduisent en ce moment à 9.600 hommes. Ils ne comptent pas le nombre de leurs ennemis; mais ces braves soldats doivent-ils être sacrifiés aux calculs ambitieux de quelques intrigants qui vous trompent? Tel est pourtant le sort qu'on n'a cessé de leur pré-

(1) Cette phrase ne figure pas dans le texte du *Moniteur*.



**coup de balle dont il avait été atteint au-dessus de l'œil (1).**

*Suit la lettre du général Westermann (2) :*

*Le général de brigade Westermann, au Président de la Convention nationale.*

« De la Châtaigneraie, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Je dois vous rendre compte, citoyen Président, d'un fait d'un de vos collègues, sans doute trop modeste pour en parler à la Convention.

« Hier, je fus chargé d'aller à la découverte du côté de Réaumur, à 3 lieues de la Châtaigneraie, j'avais avec moi 400 hommes d'infanterie et 50 hommes de cavalerie. Le citoyen Fayau, commissaire près de cette armée, m'a accompagné. Nous trouvâmes l'ennemi au nombre de quelques cents près de Réaumur; d'après mes dispositions, la victoire nous était assurée, mais l'infanterie que j'avais postée derrière les haies, au lieu d'attendre l'ennemi de pied ferme, lâcha prise, au premier coup de fusil, dans le plus grand désordre. Fayau s'épuisa en prières et en menaces, et n'a pu rien obtenir. Enfin voulant les piquer d'honneur et leur donner l'exemple de bravoure, il se mit avec moi à la tête de la cavalerie qui a repoussé l'ennemi jusque dans Réaumur; ceci a donné le temps aux fuyards de se retirer jusqu'à la Châtaigneraie. Fayau, toujours en avant, fut atteint d'une balle au-dessus de l'œil; une ligne de plus, c'en était fait de lui. J'ai eu deux chasseurs de blessés légèrement, et deux volontaires de tués. L'ennemi a perdu une quinzaine d'hommes, et entre autres un chef monté sur un cheval blanc.

« Le brave Fayau, animé de l'ardeur de combattre, courut lui-même à la Châtaigneraie et ramena de nouvelles troupes, mais je me suis opposé à une nouvelle attaque, la nuit tombant, au milieu des bois. Alors nous nous sommes retirés à la Châtaigneraie, en faisant dans le pays ennemi un circuit d'environ 3 lieues, où nous avons brûlé tous les villages, hameaux, fermes et moulins à notre passage, et ramené avec nous tous les hommes, femmes, enfants et bestiaux que nous avons trouvés.

« L'opiniâtreté des brigands nous force d'être absolument sans pitié, car pour peu que l'on

voudrait user de ménagements, ils profiteraient de notre faiblesse et la feraient tourner contre nous.

« WESTERMANN. »

Le général Kellermann écrit que les Piémontais ont été chassés du département du Mont-Blanc, que la frontière est purgée de leur présence, et qu'on y respire partout l'air pur de la liberté : il transmet à l'Assemblée la relation des opérations militaires que les troupes ont exécutées pour reconquérir cette contrée, naguère envahie par les satellites de son ancien tyran.

La mention honorable de ces lettres et leur insertion au « Bulletin » sont décrétées (1).

*Suit la lettre du général Kellermann (2).*

*Le général d'armée des Alpes et d'Italie, au Président de la Convention nationale.*

« Du quartier général du Bourg Saint-Maurice, au pied du Petit-Saint-Bernard, le 4 octobre, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Lorsque je parus devant la Convention nationale, je lui promis de ne l'occuper de moi que lorsque j'aurais des nouvelles intéressantes à lui envoyer. Veuillez lui dire que le Mont-Blanc a été envahi par des forces infiniment supérieures, qu'il était menacé du plus dur esclavage par un tyran irrité, et que le *Mont-Blanc* est libre aujourd'hui. La frontière de Nice à Genève est entière, on y respire l'air pur de la liberté, le sol de la République, dans cette partie-ci, n'est plus souillé par les satellites des despotes armés contre notre indépendance. Et cependant on me soupçonne, on m'accuse, citoyens législateurs, daignez me juger d'après mes actions.

« Je joins ici la relation des événements et des attaques qui ont opéré la délivrance du Mont-Blanc; vous ne lirez pas sans plaisir avec quelle constance et quelle bravoure se sont conduites les troupes de la République.

« KELLEERMANN.

« P. S. Un déserteur qui arrive m'annonce que le général Mercy d'Argentan, officier autrichien qui commandait les Piémontais, a été tué d'un éclat d'obus dans la canonnade de ce matin.

« KELLEERMANN (3). »

parer jusqu'ici; et si la guerre désastreuse de la Vendée n'est pas terminée, on ne doit l'attribuer qu'à cette seule cause. La République accuserait un jour notre silence sur ces manœuvres perfides, si nous n'en dénoncions pas les auteurs à la France entière; il faut qu'elle sache que, si la guerre de la Vendée n'est pas terminée dans cette campagne, la faute n'en peut être imputée, ni à nous, ni aux braves soldats qui combattent sous nos yeux.

GILLET, PHILIPPEAUX.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 203.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692. — *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 84, col. 3). — *Bulletin de la Convention* du 9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793). D'après les *Annales patriotiques et littéraires* (p. 1289, col. 1) et d'après le *Bulletin de la Convention*, c'est Voulland qui avait donné lecture de cette lettre.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 203.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692. — *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 84, col. 3).

(3) D'après le *Mercur universel* (20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 170, col. 2), l'*Auditeur national* (n° 384 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 2) et le *Journal de Perlet* (n° 384 du 10<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 84), la lecture de la lettre de Kellermann et du rapport qui y était joint fut accueillie par de vifs applaudissements.

*Rapport des opérations militaires dans le département du Mont-Blanc depuis le 17 septembre jusqu'au 3 octobre, l'an II de la République française une et indivisible (1).*

L'armée piémontaise avait fait, vers le milieu du mois d'août, une invasion générale dans le département du Mont-Blanc; le général d'armées Kellermann, occupé alors du siège de Lyon, se rendit sur la frontière, ordonna des mesures qui rassurèrent le département du Mont-Blanc, et retourna devant Lyon.

L'ennemi avait reçu du renfort, les habitants du haut pays s'étaient déclarés pour lui, on le servait par crainte. Il fit bientôt de plus grands progrès. Le général Kellermann, sur la réquisition des représentants du peuple Simond et Dumas, se rendit, le 1<sup>er</sup> septembre, dans le Mont-Blanc, fit passer un bataillon venu du camp de Lyon dans le district de Carrouge, où l'ennemi s'était avancé, favorisé par un soulèvement presque général du Chablais et du Faucigny. Il ordonna aux divisions de Maurienne et de Tarentaise de tenir ferme dans les positions qu'il leur avait fait prendre à Aiguebelle et à l'Hôpital sous Conflans, qu'on se disposait à quitter pour aller occuper le camp de Barreaux.

Le petit nombre de troupes dont était composée l'armée française dans le Mont-Blanc, affaiblie encore par les maladies, et répartie depuis le lac de Genève jusqu'aux Alpes briançonnaises, c'est-à-dire sur une étendue de plus de trente lieues, qui en fait plus de cinquante par les communications, ne lui fit pas perdre l'espoir d'attaquer l'ennemi sur les quatre points principaux de l'invasion qu'il avait faite, et dans lesquels il était supérieur en forces à chacune des divisions des troupes de la République qu'on avait à lui opposer. L'ennemi était encore puissamment aidé par les paysans des montagnes qu'il avait armés, et que les prêtres avaient rendus braves par le fanatisme, jusque-là que ceux qui, pris les armes à la main, ont été fusillés suivant la loi, montraient une impassibilité héroïque, assurés, disaient-ils, de leur salut, puisqu'ils mouraient pour la bonne cause.

Ce secours avait doublé les forces des Piémontais, il nous avait ôté les moyens d'avoir des nouvelles sûres et fréquentes de l'ennemi par l'espionnage et de faire subsister nos frères d'armes dans des pays presque impraticables, qu'il fallait traverser, et dont les habitants, de concert avec lui, avaient enlevé les vivres de tous genres.

Il faut encore se bien pénétrer de ce qui a été dit dans le rapport du 18 septembre, que dans la guerre des montagnes, ce n'est que par des actions de détail, isolées entre elles par de grandes distances, et liées cependant par les résultats, que l'on parvient à des succès décisifs; que si de tels succès n'ont pas l'éclat de grandes batailles, ils n'en sont peut-être que plus remarquables, tant par l'esprit de combinaison qu'ils exigent, par les difficultés de toute espèce à vaincre pour les marches et subsistances, que par l'excessive fatigue que ces opérations occasionnent. C'est d'après ces exactes données qu'il faut juger les travaux des généraux et des troupes.

Le général Kellermann a fait connaître au comité de Salut public et au conseil exécutif provisoire par plusieurs et principalement par

un rapport daté du 18 septembre, les divers mouvements qu'il avait ordonnés, et le résultat de leur exécution.

Quatre pieds de neige tombée pendant trois jours sur les hautes montagnes, où les troupes bivouaquaient et où elles ne purent rester, ont forcé à retarder l'exécution du plan général d'attaque jusqu'à ce que les passages aient été un peu libres.

Pour expulser les Piémontais du territoire de la République, il a fallu les attaquer sur les quatre points de leur invasion; les ordres ont été donnés de manière à mettre dans les opérations un ensemble aussi juste qu'il est possible de l'espérer sur un tel théâtre de la guerre.

Le général Kellermann avait ordonné au citoyen Verdelin, commandant les troupes de la République dans le Faucigny après la prise de Cluses, d'assurer sa gauche et ses derrières avant de s'avancer dans les gorges. Un détachement commandé par le citoyen Sarret, aide de camp du général Kellermann, attaqua le 25, l'ennemi posté sur les hauteurs de Châtillon, défendu par des retranchements qu'il emporta de vive force, le poursuivit dans la plaine de Taninge, le força à repasser avec beaucoup de perte la rivière du Giffre et coupa ainsi la communication de l'ennemi avec les rebelles du haut Chablais. Le citoyen Verdelin fit partir de Cluse, le 28, sur trois colonnes, les troupes pour attaquer l'ennemi dans la gorge de Sallanche et sur les hauteurs environnantes. Après avoir culbuté les postes avancés, les colonnes arrivèrent à la redoute de Saint-Martin, garnie de six canons. Cet ouvrage fut emporté, l'ennemi mis en déroute et poursuivi avec vigueur abandonna Sallanche, une partie de son artillerie et de ses bagages, et se retira péniblement par la montagne du Bonhomme pour retourner en Piémont. Le combat a duré un jour et demi; les troupes de la République ont tué ou blessé un très grand nombre d'hommes, pris quarante soldats, un ingénieur, quatre-vingts paysans armés, se sont emparées de quatre canons de trois, de plusieurs autres d'un calibre inférieur, de fusils, carabines et munitions de diverses espèces. Cette victoire ne nous a coûté qu'un officier du 6<sup>e</sup> de la Gironde, un hussard et un canonnier auxiliaire; il y a eu peu de blessés.

Dans le même temps de ces opérations du Faucigny, le général Kellermann préparait d'autres succès en Maurienne et Tarentaise, où les Piémontais avaient leurs principales forces; il avait été décidé, dans un conseil de guerre, que la principale attaque se ferait en Tarentaise et qu'elle serait secondée par les mouvements des troupes de la Maurienne. Il fallait donc combiner des opérations simultanées et correspondantes sur les flancs de ces deux vallées et au travers de la masse des montagnes qui les séparent et leur servent de communication.

Il fut ordonné que la division de Tarentaise, commandée par le général de brigade Badelaine quitterait le camp de l'Hôpital et se porterait jusqu'à l'Abatie pour resserrer le corps ennemi campé à la Roche Cevin. Le 28 septembre, deux colonnes de cette division, l'une commandée par le chef de bataillon Saint-André, l'autre par le chef de bataillon Chambardac, eurent ordre de se porter sur la vallée de Beaufort, où l'ennemi avait un corps de douze cents hommes pour couvrir sa droite. Le général de l'armée avait fait, le 27, avancer la division de Maurienne, commandée par le général de bri-

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 692.



gade Ledoyen, jusqu'à La Chapelle et La Chambre. L'ennemi avait fait sauter deux ponts de la rivière d'Arc, en avant de lui, un troisième, plus près de nous, fut surpris avant que l'ennemi eût eu le temps de le faire sauter. Cette opération fut exécutée dans la nuit du 28, et ce pont servit aux communications du centre de la division de Maurienne, commandée par le citoyen Hocquart. Cet officier avait ordre de s'avancer des montagnes escarpées d'Albaretta et Belleville, que les troupes de la République avaient emportées par un effort de courage extraordinaire, vers celles de Saint-Etienne de Cuisnes, et de s'emparer ensuite des hauteurs qui dominent Saint-Jean de Maurienne et le vallon d'Arve, afin d'établir une communication prompte avec les troupes de Valoire, poste dont l'importance est connue pour couvrir les avenues de la Maurienne dans le Briançonnais.

L'adjudant général Prisey, qui commande à Valoire avait l'ordre d'y manœuvrer pour s'emparer de Valmeynier où l'ennemi s'était retranché et pour inquiéter les Piémontais sur leur gauche et même sur leurs derrières dans la Maurienne; le 2 octobre, Valmeynier fut emporté la baïonnette au bout du fusil, deux pièces de canon et beaucoup de tentes, équipages et munitions tombèrent dans nos mains. Soixante hommes ont été tués, quatre-vingts faits prisonniers, dont trois officiers.

Le général de brigade Ledoyen eut ordre d'attaquer avec un corps de quinze cents hommes en deux colonnes les ennemis retranchés au col de la Magdeleine, au-dessus de La Chambre, poste de la plus grande importance pour eux, puisqu'ils assuraient la communication de leurs troupes de Maurienne et Tarentaise, et pour nous, puisqu'il devait nous placer sur les derrières de leurs corps avancés dans la Tarentaise.

Les dispositions faites pour coïncider à la même époque depuis le haut Faucigny jusqu'à Valoire, le général Kellermann remit au général Dornac la conduite des opérations de la droite et se rendit au camp de la Tarentaise.

Les premières marches que l'exécution de ses ordres nécessitaient, et dont les habitants du pays avertirent les Piémontais donnèrent à ceux-ci des inquiétudes, ils replièrent leur avant-garde campée à la *Roche Cevin* jusqu'à la position de Grand-Cœur et d'Aigueblanche. Les troupes de la République les suivirent et prirent postes devant elles (*sic*) au pont de Briançon.

Les mouvements qui avaient été ordonnés ont été exécutés avec autant d'ensemble qu'on peut en demander et en attendre dans un tel pays, et l'on peut dire que tous ont contribué au succès général.

Les troupes commandées par le général Ledoyen ont forcé le col de la Magdeleine, tué ou blessé beaucoup d'hommes, fait douze prisonniers, dont un sous-lieutenant, et si elles n'ont pas causé une plus grande perte à l'ennemi qui, averti par les paysans, a fui à la faveur d'un brouillard, elles ont du moins rempli le grand objet de couper la ligne, de s'emparer d'un poste important; elles ont même arrêté, par un mouvement que le général Ledoyen ordonna à propos, la marche des secours que les Piémontais de Maurienne voulaient y porter.

L'une des deux colonnes de nos troupes de Tarentaise arrivée la première sur Beaufort, où elle s'était dirigée par un chemin plus facile, se voyant découverte par l'ennemi, fut obligée de l'attaquer seule, elle le fit avec vigueur et lui

causa une perte assez forte; l'autre colonne, commandée par le chef de bataillon Chambarlac, ayant trouvé un détachement de l'ennemi sur la montagne d'Arrège, l'attaqua, le mit en fuite, et ne put arriver qu'après l'expédition de Beaufort, où elle acheva ce que les troupes commandées par Saint-André avaient si bien commencé. Elle se jeta sur les ennemis, malgré leur feu, les chargea avec la baïonnette, en tua et blessa un grand nombre, fit quatorze prisonniers et s'empara de plusieurs fusils.

Après ces premiers avantages, nos troupes des deux divisions de Maurienne et de Tarentaise exécutèrent les ordres suivants : Le corps de bataille de la Tarentaise, avancé jusqu'au pont de Briançon, gagna les hauteurs de Nave, par la gauche; celle de Bonneval, par sa droite, et présenta, deux jours de suite, quelques têtes de colonnes devant la position de l'ennemi à Grand-Cœur et Aigueblanche. Celui-ci plaça quelques pièces en batterie, canonna sans nous faire du mal et sans qu'on daignât lui répondre; mais le second jour, le général Kellermann fit tirer quelques coups d'une pièce de 12 qui tua plusieurs hommes à l'ennemi, il n'avait voulu que reconnaître la position et la force des Piémontais en les engageant ainsi à quelque développement de leurs moyens, et qu'attirer par là leur attention sur la vallée pour favoriser les opérations suivantes de notre droite et de notre gauche.

Les troupes qui s'étaient emparées du col de la Magdeleine eurent ordre d'en descendre sur les hauteurs escarpées de la gauche de l'Isère au-dessus d'Aigueblanche et en face du plateau de La Chapelle qui se trouve sur la ligne droite où l'ennemi avait une partie de son corps de troupes appuyé par une réserve placée à Moustier, elles devaient y arriver le 2 au matin; elles se trouvèrent ainsi sur la gauche de l'ennemi. Le général de brigade Ledoyen, qui marchait à leur tête, avait en même temps fait passer un détachement commandé par le chef de bataillon Lameille, du 10<sup>e</sup> régiment, à Saint-Jean de Belleville, pour couper à l'ennemi la communication entre la Tarentaise et la Maurienne par le col des Encombres, et aussi pour se porter au besoin sur les derrières de Moustiers.

Les grenadiers et les chasseurs, commandés par le chef de bataillon Chambarlac, eurent ordre de partir de Beaufort le 30 septembre, où ils furent relevés par d'autres troupes, et de marcher contre le corps ennemi campé sur la montagne des Cornet, où se réunissent les routes qui descendent sur divers points de la vallée de Tarentaise, ils avaient ordre de se porter ensuite sur les hauteurs qui dominent Moustiers.

L'avant-garde commandée par le capitaine Comte du 1<sup>er</sup> bataillon des Basses-Alpes, déjà connu par son intelligence et sa rare intrépidité, et composée de quatre compagnies de chasseurs tirées du 1<sup>er</sup> bataillon des Basses-Alpes, du 8<sup>e</sup> d'infanterie légère, de l'Ariège, et de la Haute-Loire, escalada vivement les rochers crus inaccessibles sur lesquels les ennemis croyaient pouvoir les braver impunément. Ils furent bientôt convaincus que rien ne pouvait les garantir de l'impétuosité française, les grenadiers et les chasseurs, animés d'une noble émulation, au nombre de cinq cents, chargèrent à la baïonnette et forcèrent dans ce poste important, mille hommes retranchés avec du canon, tuèrent et blessèrent beaucoup d'officiers et de soldats, particulièrement du régiment de la Marine; deux canons, treize caissons, toutes les tentes, équipages et

munitions des ennemis tombèrent entre les mains des vainqueurs.

Le général Kellermann avait résolu d'attaquer, le 2 octobre, les Piémontais dans leurs positions de Grand-Cœur et Aigueblanche, en les faisant tourner par leur droite et leur gauche, on pouvait espérer du succès, mais l'ennemi s'apercevant de ces manœuvres se décida à décamper pendant la nuit.

Les troupes de la République entrèrent le deux au matin dans Moustiers, le général de l'armée, fit pousser aussitôt un gros détachement sur les hauteurs d'Ayme, où il fit quelques prisonniers et s'empara d'un magasin de vivres, poursuivit les ennemis et se mit lui-même à la tête de la colonne qui arriva au bourg Saint-Maurice une heure après l'ennemi et qui releva, au son d'une musique guerrière et de chants patriotiques, l'arbre de la liberté que les ennemis avaient abattu. Le jour finissait, on ne put attaquer l'ennemi qui montait le Petit-Saint-Bernard, dont il défendait le pied avec une forte arrière-garde; notre artillerie ne put arriver que le lendemain à la pointe du jour à cause du mauvais état des chemins, rompus en plusieurs endroits par l'ennemi. Le général alla le reconnaître, il le vit dans une position avantageuse d'où il favorisait sa retraite par un feu très vif de canons et d'obusiers. Notre artillerie eut ordre d'avancer, quoique placée moins avantageusement que celle de l'ennemi, elle fit bientôt taire son feu et leur enleva beaucoup d'hommes; on les vit alors gagner précipitamment la crête de la montagne en emportant leurs blessés. Notre feu cessa lorsqu'ils furent hors de notre portée.

Ce qui flatte le plus le général dans cette journée, c'est que la République n'a pas eu un seul homme même blessé.

On peut présumer, en principes militaires, que la retraite des Piémontais de la Tarentaise nécessitera celle de la Maurienne. S'ils avaient fait la faute d'y rester, on tâcherait d'en profiter et de nouveaux renforts passeraient dans cette vallée pour la purger promptement de ses ennemis.

L'expulsion des Piémontais du territoire du Mont-Blanc n'a coûté qu'environ cinquante hommes tués ou blessés, et autant de prisonniers, à la République; mais la perte des ennemis, y compris les déserteurs, est infiniment plus grande, et on peut l'évaluer à deux mille hommes et des sommes d'argent immenses.

Les diverses attaques ont été exécutées avec cette valeur brillante qui caractérise le soldat français et qui était encore aiguillonnée par la présence du représentant du peuple Dumas qui se trouvait partout avec le général. Les fatigues, les marches pénibles sur des rochers affreux, le manque de souliers, quelquefois de subsistances, les soldats ont supporté tout avec une constance vraiment républicaine. Le général Kellermann fait le plus grand éloge de ses frères d'armes de tout grade; il a été parfaitement secondé par le général Saint-Remy, chef de l'état-major, les généraux Ledoyen et Badelaune; il donne les louanges les mieux méritées au chef de bataillon Chambarlac, au brave capitaine Comte, peut-être le plus intrépide chasseur de l'armée.

Après avoir une seconde fois délivré d'une invasion des ennemis le territoire de la République avec des forces inférieures, le général Kellermann présente sa vie entière au jugement de la Convention nationale et de tous ses concitoyens.

Fait au quartier général du bourg Saint-Mau-

rice, au pied du Petit-Saint-Bernard, le 4 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

*Le général d'armées des Alpes et d'Italie,*

KELLERMANN.

*Le représentant du peuple près l'armée des Alpes,*

DUMAS.

Le citoyen Baudran, député du département de l'Isère, écrit que la maladie de son épouse l'avait déterminé, le 12 août, à donner sa démission, mais que son suppléant ne s'étant pas rendu, il fait connaître sa détermination de rester à son poste.

La Convention nationale renvoie la lettre du citoyen Baudran au comité des Décrets, et le charge de donner avis au suppléant de la détermination en vertu de laquelle son appel demeurera rapporté et comme non venu (1).

*Suit la lettre du citoyen Baudran (2) :*

« Paris, le 18 du 1<sup>er</sup> mois de la République.

« Citoyen Président,

La maladie de mon épouse me détermina, le 12 août dernier, à donner, ou proposer ma démission.

Le comité des décrets fut chargé d'appeler mon suppléant. Comme il ne s'est point rendu dans le sein de la Convention, et que mon épouse se trouve dans un état de convalescence, je vous prie, citoyen Président, de faire connaître à la Convention, ma détermination de rester à mon poste, et d'agréer mes saluts fraternels.

« BAUDRAN, député de l'Isère. »

Le représentant du peuple Bernard (de Saintes), envoyé dans le département de la Côte-d'Or et autres circonvoisins, rend compte des motifs qui l'avaient engagé à ordonner la suspension et l'incarcération des membres composant la municipalité de Beaune : il relève les inconvénients qui peuvent résulter du décret par lequel la Convention nationale a ordonné, le 23 septembre, le sursis de cette mesure (3); il se plaint de la conduite du membre qui l'avait provoqué. Celui-ci a donné lui-même lecture de cette lettre; il en demande le renvoi au comité de sûreté générale, pour qu'il prenne tous les renseignements nécessaires. On propose, par addition à cette mesure, que l'exécution du décret du 28 septembre soit provisoirement suspendue, et le décret suivant est rendu.

« La Convention nationale décrète que l'exécution du décret du 28 septembre, relatif au sursis prononcé contre l'incarcération des membres composant la municipalité de Beaune, sera provisoirement suspendue, et renvoie au comité

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 204.

(2) Archives nationales, carton Di § 1, 37, dossier 272 (Isère) pièce 6.

(3) Voy. Archives Parlementaires, 1<sup>re</sup> série, t. LXXV, séance du 28 septembre 1793, p. 297, le décret rendu sur la motion de Lebon.



de sûreté générale la lettre écrite à ce sujet, le 5 octobre, par le représentant du peuple, Bernard (de Saintes), pour qu'il prenne tous les renseignements qu'il croira nécessaires sur les faits y contenus (1). »

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (2).

Bernard (de Saintes) écrit de Besançon, en date du 5 octobre, pour demander le rapport du décret par lequel l'Assemblée a suris à un arrêté pris par lui, relativement à l'arrestation des gens suspects de la ville de Beaune. Bernard ajoute qu'il faut que Lebon, qui a fait rendre ce décret, soit puni, ou que lui, Bernard, soit rap- pelé.

Le Bon avoue qu'il a pu être induit en erreur. Le comité de sûreté générale fera un rapport à ce sujet.

Un membre [CAMBACÉRÈS (3)] observe que les décrets par lesquels des fonctionnaires publics ont été mis hors de la loi, donnent lieu à la question de savoir si les jugements ou autres actes auxquels ils auraient pu concourir sont valables ou de nul effet; que l'intérêt des citoyens exige que toute incertitude cesse à cet égard. La discussion s'engage sur cet objet, tous les avis se réunissent pour prononcer la nullité, sous l'exception des aliénations en domaines nationaux qui auraient pu être consenties. On demande de plus que la même décision s'étende sur les actes de tous les citoyens qui auraient encouru le même sort, et le décret suivant est en conséquence rendu.

« La Convention nationale décrète [sur la proposition THURIOT] (4) :

Art. 1<sup>er</sup>.

« A compter du jour des décrets qui ont mis ou mettront des fonctionnaires publics ou d'autres citoyens hors de la loi, tous les actes publics ou privés qu'ils auront faits, ou auxquels ils auront concouru, demeureront nuls et sans effet.

Art. 2.

« Les adjudications des domaines nationaux faites par les administrateurs mis hors de la loi sont néanmoins maintenues, sauf, en cas de fraude, à statuer par la Convention ce qu'il appartiendra » (5).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (6.)

Cambacérés, au nom du comité de législation.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 204.

(2) *Annales Patriotiques et littéraires* (n° 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1289, col. 2).

(3) Ce membre est Cambacérés, d'après les divers journaux de l'époque.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 686.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 203.

(6) *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier

Vous avez mis hors de la loi ceux qui composaient le rassemblement formé à Bordeaux, sous la dénomination de *commission populaire*. Parmi ces hommes se trouvaient quelques juges. On demande à votre comité de législation si les jugements qu'ils ont rendus depuis la promulgation du décret qui les frappe, ont le caractère qui leur donne l'autorité de la loi. Cette question est délicate; elle mérite d'être examinée, et pour l'intérêt particulier des citoyens, et pour la répression des fonctionnaires qui ont continué à exercer au mépris de vos décrets. Je demande que le comité de législation soit chargé d'examiner la proposition, et de vous en faire un prompt rapport. En généralisant la proposition, je vous soumets le projet de décret suivant :

« La Convention nationale renvoie à son comité de législation l'examen d'une proposition relative à la validité des jugements rendus par des juges depuis le moment où ils auraient été mis hors de la loi. Le comité est chargé de faire à cet égard un prompt rapport. »

Thuriot. En principe cette question n'en peut faire une. Ce serait vouloir attribuer la

mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 83, col. 1). D'autre part, le *Journal de la Montagne* (n° 131 du vendredi 11 octobre 1793, p. 948, col. 1) et l'*Auditeur national* (n° 384 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 1) rendent compte de la motion de Cambacérés dans les termes suivants :

I

COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne*.

CAMBACÉRÈS expose que la plupart des membres, qui composaient la ci-devant commission populaire de Bordeaux, étaient juges des tribunaux de district, et demande que le comité de législation soit chargé d'examiner la question de savoir si les jugements prononcés par de tels hommes ne doivent pas être annulés.

THURIOT. Il n'est pas besoin de rapport pour cela : tout homme mis hors la loi, n'est-il pas mort civilement ? Décréter sur le champ que tous les actes, auxquels aurait concouru les autorités constituées mises hors la loi, sont déclarés nuls (Adopté).

Cependant plusieurs bien nationaux ont été vendus au-dessus de leur estimation par des administrateurs mis hors la loi. Il est juste, remarque THURIOT que ces ventes soient maintenues, sauf à la Convention à examiner s'il n'y a point eu de fraude. (Décrété.)

II

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

On se rappelle le décret de la Convention qui met les membres de la commission populaire de Bordeaux hors de la loi. Parmi les membres de cette commission, il se trouvait des juges et des administrateurs du district. Postérieurement à l'époque où ils ont été mis hors de la loi, ces individus ont fait des actes publics et prononcé des jugements.

CAMBACÉRÈS consulte l'Assemblée sur la question de savoir si ces actes et ces jugements doivent être annulés. Il propose de renvoyer cette question à l'examen du comité de législation.

THURIOT s'oppose à tout renvoi. Un individu, dit-il, qui est mis hors de la loi, est mort civilement; dès lors il ne peut plus faire aucun acte public valable. Cependant, comme cette mesure pourrait être préjudiciable aux intérêts de la République, parce qu'il est de ces membres, mis hors de la loi, qui ont fait des adjudications de domaines nationaux qui ont été avantageuses à la République, je vous propose de décréter : (Sunt les principales dispositions du décret que nous insérons ci-dessous d'après le procès-verbal.)

L'assemblée adopte le projet présenté par Thuriot.

fécondité au néant. Des opérations auxquelles ont concouru des individus frappés de mort civile, sont essentiellement nulles. Il faut observer néanmoins que parmi les opérations auxquelles ont eu part ces individus, il se trouve des ventes de biens d'émigrés avantageuses à la République; il serait préjudiciable d'annuler ces ventes. Je demande qu'il soit décrété que les actes auxquels prendront part des membres déclarés hors la loi, seront déclarés nuls, à dater de l'époque du présent décret; qu'en conséquence les adjudications des biens nationaux faites par des administrateurs mis hors la loi, soient maintenues.

Le décret est adopté en ces termes :

(Suit le texte du décret que nous insérons ci-dessus d'après le procès-verbal.)

Un autre membre [GOSUIN (1)] observe que la situation dans laquelle se trouvent les communes des districts dont les chefs-lieux sont ou pris ou cernés par les ennemis, sollicite une loi qui les arrondisse provisoirement dans le ressort du corps administratif le plus voisin. On répond qu'un décret antérieur a donné à cet égard tous les pouvoirs nécessaires aux représentants du peuple envoyés près des armées : on insiste pour soutenir que cette mesure a été jusqu'ici ou mal exécutée ou insuffisante, et que le comité de Salut public pourrait être chargé d'examiner ce qu'il conviendrait de faire à ce sujet.

Cette proposition est adoptée (2).

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

Un membre observe que plusieurs districts du territoire de la République étant occupés par l'ennemi, des municipalités de leur ressort manquent d'une autorité centrale; il expose en outre que la prudence exigerait d'éloigner des chefs-

lieux qui pourraient être envahis les caisses publiques, les papiers des administrations. Il propose de décréter que les municipalités, qui ne peuvent correspondre avec leur district, s'adresseront au district le plus voisin, et que les caisses publiques seront tenues à une distance convenable.

Cette proposition est adoptée.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des secours publics [ROGER DUCOS, rapporteur (1)] sur la pétition du citoyen P.-El.-J. Czalle, au nom de Rolans et de Lavaux, négociants liégeois, tendant à obtenir le paiement d'une partie de marchandises prétendues pillées à Saint-Tron le 4 mars dernier par des soldats de la République,

« Décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer (2). »

Le comité d'instruction publique [ROMME, rapporteur (3)] présente quelques observations sur la dénomination donnée aux monnaies d'or et d'argent, sur l'empreinte du nouveau type national et de la monnaie des 5 décimes en bronze. On répond aux premières qu'on s'est déterminé à donner aux pièces d'argent un nom différent de celui des pièces d'or, afin d'éviter la confusion dans laquelle on pourrait tomber, et les difficultés qui en seraient la suite. Le projet de décret présenté est rendu dans les termes suivants :

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité d'instruction publique, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« L'arche de la Constitution et le faisceau, symbole de la réunion de tous les Français, forment le type national du sceau et des monnaies de la République.

#### Art. 2.

« La pièce de monnaie de bronze de 5 décimes, et qui doit porter d'un côté la figure de la nature,

que les trésors des villes menacées de siège soient transportés dans des lieux de sûreté.

Cette proposition est renvoyée au comité de Salut public.

#### II

#### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*.

Sur la proposition de Gosuïn, il est décrété :

1<sup>o</sup> Que les municipalités faisant partie d'un district dont le chef-lieu est entièrement cerné ou au pouvoir de l'ennemi, correspondront provisoirement, pour toutes les fonctions administratives, avec le directoire du district le plus voisin.

2<sup>o</sup> Qu'il n'est point dérogé à la loi qu'impose aux représentants du peuple et aux différentes administrations, l'obligation de mettre en sûreté les effets précieux, pièces et registres des villes menacées de siège.

C'est, ajoute Gosuïn, ce que j'ai fait lors de mon passage à Vervins. Il y avait dans la caisse du district une somme de 600.000 livres, et les Autrichiens en étaient instruits : elle a été enlevée et transportée dans un lieu sûr.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton G 273, dossier 686.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 21, p. 206.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton G 273, dossier 686.

#### I

#### COMPTE-RENDU du *Mercur universel*.

GOSUIN observe que plusieurs chefs-lieux de districts sont au pouvoir de l'ennemi, que quelques-uns sont cernés. En conséquence les municipalités voisines ne peuvent correspondre, et c'est ce qui entrave le service de la République. Il propose, pour empêcher cet inconvénient, que les municipalités, dont les chefs-lieux de district sont au pouvoir de l'ennemi ou cernés par eux, soient provisoirement autorisées à correspondre pour les fonctions administratives avec les chefs-lieux de district voisins et que l'on prenne des mesures pour



symbole de notre régénération, portera de l'autre côté la figure de l'arche et du faisceau, comme il a été décrété pour la médaille du 10 août dernier.

### Art. 3.

« Le comité d'instruction publique présentera les développements à donner au premier article du présent décret, pour l'exécution du sceau de la République (1). »

Le rapporteur des comités des finances, de législation et de liquidation réunis [MONNOT (2)], rend compte du résultat de l'examen de la proposition qui leur avait été renvoyée, sur la revision des lois rendues pour la liquidation des offices et la cessation de celle des offices de judicature; il déclare que les comités réunis l'avaient trouvée, au moins dans la dernière partie, inopportune, puisque la majeure partie des grandes charges était liquidée; injuste, en ce que le prix en ayant été versé originairement au trésor public, sa restitution faisait partie de la dette, publique; impolitique, attendu qu'elle a fait porter le trouble dans tous les arrangements de famille.

Un membre [MAILHE (3)] observe que l'opinion des comités peut être applicable aux maîtrises d'arts et métiers, mais non pas aux offices de judicature, parce que les réclamations faites dans tous les temps contre leur vénalité, déposaient constamment contre ceux qui les avaient achetées : il conclut en conséquence à ce que la liquidation de ces sortes d'offices ne soit plus suivie, mais qu'au contraire les pourvus d'offices qui ont été déjà remboursés, soient tenus de rapporter les sommes reçues.

Un autre membre [THURIOT (4)] demande la question préalable sur cette proposition, en observant néanmoins que, si quelques fraudes ou erreurs ont été commises dans la liquidation des offices des cours souveraines, l'intérêt national exige qu'elles soient réparées.

La question préalable demandée est mise aux voix et décrétée, et le projet de décret est ensuite adopté dans les termes suivants :

« La Convention nationale, après avoir entendu ses trois comités de finances, de liquidation et de législation réunis, sur la question de savoir s'il convenait de reviser les opérations relatives à la liquidation des offices, question qui avait été renvoyée à ses comités par décret du 1<sup>er</sup> octobre courant, qui suspendait les liquidations jusqu'au rapport, décrète que la liquidation des offices sera continuée dans les formes prescrites par les précédents décrets, en commençant par les offices de plus petite valeur.

« Décrète en outre que le comité de liquidation demeure chargé de reviser les erreurs ou injustices qui pourraient avoir été faites au préjudice de la nation dans la liquidation des offices des cours supérieures. »

Le comité de Salut public est chargé de présenter, dans la séance de demain, la liste des membres qui doivent composer le comité de liquidation (1).

### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Bézoard, au nom des comités réunis des finances, liquidation et législation, fait un rapport sur la question de savoir s'il faut arrêter les travaux de la liquidation.

Les comités pensent que cette mesure serait inconstitutionnelle, injuste, impolitique.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 207.

(2) *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 83, col. 2). D'autre part, *Auditeur national* (n° 384 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 3); le *Journal de la Montagne* (n° 131 du vendredi 11 octobre 1793, p. 948, col. 1) et le *Mercur universel* (20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 172, col. 1) rendent compte de la discussion du projet de décret présenté par le comité de liquidation dans les termes suivants :

### I

#### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

Plusieurs membres s'étaient élevés contre les liquidations d'offices faites pendant la tenue de l'Assemblée Constituante, et depuis ils avaient demandé la revision de ces liquidations. La Convention avait chargé ses comités d'aliénation et des Finances de lui présenter un rapport sur cet objet. Aujourd'hui, ces comités ont présenté leur travail. Le rapporteur a proposé que l'on continuât à procéder aux liquidations, en observant les formalités prescrites par les précédents décrets, et que le comité fut autorisé à reviser les liquidations faites antérieurement.

MAILHE. Il faut mettre une grande différence entre les offices. Il en est qui méritent toute la faveur possible. Il est des liquidations qu'on ne saurait trop accélérer, comme celles des jurandes et maîtrises. Mais à l'égard des offices des cours supérieures et de la couronne, de ceux qui tenaient à la tyrannie de l'ancien régime, ils ne doivent pas être liquidés.

Après quelques autres débats, et sur la proposition de THURIOT, la Convention a rendu le décret suivant : « Article premier. — Le comité de liquidation est autorisé à reviser la liquidation des offices des cours supérieures et de la couronne.

« Art. 2. — Le comité continuera à s'occuper de la liquidation, en commençant toujours par les offices de moindre valeur.

### II

#### COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne*.

Les comités de finances, de liquidation et des six, chargés de reviser le mode de toutes les liquidations d'offices, proposent, après un mûr examen, de passer à l'ordre du jour.

MAILHE reproduit les raisons qu'il avait fait valoir pour le renvoi de la question.

Plusieurs membres appuient son opinion.

Le rapporteur leur oppose les principes constitutionnels, protecteurs de la propriété de tous.

THURIOT, conciliant les opinions diverses, propose de continuer toutes les liquidations, en commençant par les plus petites, et de charger le comité de liquidation

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 206.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 686. D'après le *Journal de Perlet* (n° 384 du 10<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 84), ce rapporteur serait Bréard; enfin, d'après le *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 83, col. 2), le rapporteur serait Bézoard, mais il n'y avait aucun député de ce nom à la Convention.

(3) D'après les divers journaux de l'époque.

(4) D'après les divers journaux de l'époque.

Inconstitutionnelle, parce que le prix des offices représente une valeur véritablement fournie à l'État par le titulaire, et que par conséquent il fait partie de la dette nationale que la Constitution garantit.

Injuste, car on ne peut alléguer que la jouissance des offices ait indemnisé leurs titulaires : on sait que ces offices ne produisaient rien, ou produisaient un revenu bien inférieur à l'intérêt du capital.

Impolitique, car la très majeure partie des offices à liquider est remboursée; ce qui reste tombe presque entièrement sur la classe indigente; s'il se trouve quelques offices supérieurs à liquider, ils sont possédés par des émigrés; il n'est donc pas à craindre que le prix en sorte du Trésor national.

**Mailhe.** Je distingue les offices de judicature des autres charges à liquider; et parmi les offices de judicature, il est encore une distinction entre ceux appartenant aux corps qui participaient à la tyrannie, et ceux qui étaient possédés par des individus sans influence. C'est en vain qu'on objecte que le prix de ces offices a été livré; ils n'ont pu être vendus; s'ils n'ont pu être vendus, ils n'ont pas été légitimement acquis : les acquéreurs ne peuvent pas être considérés comme ayant été de bonne foi. En effet, l'époque de la vénalité des offices remonte au règne de François 1<sup>er</sup>; les États de Blois, qui eurent lieu peu de temps après, la proscrivirent; de là vint que les pourvus d'office, au moment où ils entraient en fonctions, prêtaient serment de n'avoir point acheté; usage qui n'a cessé qu'en 1533. J'en conclus que non seulement les offices de judicature non liquidés ne doivent pas l'être, mais que les ci-devant titulaires des parties remboursées doivent être appelés à restitution.

J'ajoute qu'il ne faut point cependant arrêter les travaux de la liquidation, mais seulement la borner aux maîtrises, jurandes et charges quelconques appartenant plus particulièrement à la classe populaire.

**Dupont.** J'appuie les conclusions de Mailhe; je les motive sur des faits. On sait que les grands officiers de la couronne vendaient une foule de petites charges qui n'étaient d'aucun produit pour l'État : comment serait-il obligé de les rembourser ! Regrettons que, dans l'Assemblée constituante, la liquidation des offices supérieurs ait été préférée à celle des autres.

de reviser toutes les liquidations des offices des cours supérieures.

Les deux propositions sont décrétées.

### III

#### COMPTE RENDU du *Mercurie universel*.

Le comité de liquidation a présenté un projet de décret pour liquider les offices.

Ce projet a excité quelques discussions.

**MAILHE** demande que l'on excepte de la liquidation tous les offices de judicature.

**THURIOT** demande que le comité de liquidation s'occupe de la revision des grands offices de judicature et supérieurs, et qu'on liquide par préférence les petites créances.

La Convention a écarté la proposition de Mailhe par la question préalable, et a adopté les propositions de Thuriot, ainsi que le projet de décret du comité.

1<sup>re</sup> SÉRIE. — T. LXXVII.

On propose successivement :

Que les travaux de la liquidation ne soient point arrêtés;

Que les remboursements se fassent graduellement, en commençant par les moindres créances;

Que la liquidation précédemment faite des offices supérieurs de judicature et de la couronne soit revisée.

Ces diverses propositions sont décrétées.

Le comité des secours publics obtient la parole [SAINT-MARTIN, rapporteur (1)] pour faire un rapport sur la nature, la quotité et le mode des secours à donner aux citoyens qui auraient éprouvé des pertes par quelque accident imprévu : il présente à la suite un projet de décret.

L'impression du rapport et du projet de décret, et l'ajournement jusqu'après la distribution, sont demandés et décrétés (2).

(Suit le texte du rapport et du projet de décret présentés par Saint-Martin.)

RAPPORT ET PROJET DE DÉCRET SUR DES DISPOSITIONS ADDITIONNELLES AUX LOIS DES 20 FÉVRIER ET 7 AOÛT 1793, RELATIVES AUX INDEMNITÉS OU SECOURS DUS POUR DES PERTES OCCASIONNÉES PAR L'INTÉMPÉRIE DES SAISONS, INCENDIES ET AUTRES ACCIDENTS IMPRÉVUS; PAR LE CITOYEN SAINT-MARTIN, DÉPUTÉ DE L'ARDÈCHE; LUS A LA SÉANCE DU DIX-NEUVIÈME JOUR DU PREMIER MOIS DE LA DEUXIÈME ANNÉE RÉPUBLICAINE (Imprimés par ordre de la Convention nationale (3)).

Citoyens, le 20 février dernier, vous portâtes, sur la proposition de votre comité des secours publics, un décret qui détermine les formes à observer pour l'évaluation des pertes occasionnées par l'intempérie des saisons, ou par des incendies et autres accidents imprévus.

Cette loi bienfaisante a fait disparaître les principaux abus que le régime intendantial avait introduits dans la répartition de ce genre de secours. Le plus intolérable de tous était celui qui proportionnait l'indemnité non aux besoins, mais à la fortune du réclamant : plus on était imposé dans le rôle des contributions, plus abondants étaient les secours; en sorte que le riche avait tout, et le pauvre rien ou presque rien. C'est à quoi la loi a efficacement remédié en adoptant l'inverse de la méthode jusqu'alors usitée.

Votre sollicitude pour les malheureux ne s'est pas bornée là; par un autre décret du 7 août, vous avez mis à la disposition du ministre de l'intérieur la somme de 6 millions, pour être distribuée aux citoyens de tous les départements, en exécution de la loi du 20 février.

Et pour hâter la jouissance du bienfait, vous avez autorisé le ministre à verser dans les caisses de chaque département, à titre de secours pro-

(1) D'après le document imprimé et d'après le *Moniteur universel* (n° 21 du 21 du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 85, col. 2).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 208.

(3) Bibliothèque nationale *Le<sup>23</sup>*, n° 498. — Archives de la Chambre des députés : *Assemblée nationale*, t. 16, n° 21.



visoire, le tiers de l'évaluation des pertes qui seraient constatées par des procès-verbaux régulièrement faits sur les lieux, en attendant que les autres dispositions de la loi pussent être exactement remplies.

Ces lois suggérées par une humanité éclairée, ont déjà séché les larmes d'une foule d'infortunés : mais la cupidité de l'homme aisé, et ce funeste esprit d'intérêt départemental qui tend sans cesse à s'isoler de l'intérêt de tous, ont abusé de quelques lacunes dans les lois, pour leur donner une latitude d'autant plus contraire à leur esprit, qu'elle en empêcherait l'exécution, par l'énormité des dépenses qui en résulteraient.

Par le seul aperçu des demandes qui sont déjà parvenues à ses bureaux, le ministre de l'intérieur a vu que si on adoptait les extensions que les corps administratifs ont accueillies, les 6 millions mis à sa disposition ne suffiraient pas à beaucoup près pour les secours provisoires qu'il est autorisé à distribuer, puisqu'un seul département (celui de l'Aube) fait monter ses pertes à 5.575.805 liv. 10 sols, en annonçant qu'il lui reste encore beaucoup de procès-verbaux à recueillir.

Votre comité, à qui le ministre a adressé des mémoires relatifs à cet important objet, a été frappé comme lui, de l'énormité des demandes, et comme lui, il s'est convaincu qu'elle a sa source dans les causes que je vais rapidement mettre sous vos yeux.

1<sup>o</sup> La loi du 20 février ne caractérise pas avec assez de précision le genre de pertes qui donnent droit à des indemnités nationales;

2<sup>o</sup> Elle se tait sur l'époque à laquelle les réclamants peuvent remonter; ce qui les autorise à demander des indemnités pour des pertes déjà anciennes;

3<sup>o</sup> Elle ne rappelle point aux corps administratifs l'obligation que leur a imposée une loi de l'Assemblée constituante, d'employer en indemnités pour grêles, inondations et autres calamités de ce genre, la partie de l'accessoire des contributions foncière et mobilière laissée à leur disposition;

4<sup>o</sup> Elle est également muette sur les indemnités réclamées par les fermiers;

5<sup>o</sup> Elle n'a déterminé aucune règle propre à prévenir efficacement les exagérations trop ordinaires des réclamants sur la valeur du mobilier que l'accident a détruit;

6<sup>o</sup> Enfin, la loi du 7 août n'a point soumis ceux qui veulent participer au bienfait de l'article 3 pour des secours provisoires, à présenter l'état de leurs revenus.

Tous ces points ont été examinés avec soin par votre comité : voici le résultat de ses délibérations.

**PREMIÈRE QUESTION : Doit-il être accordé des indemnités pour des pertes anciennes, comme de 2, 3 ou 4 années?**

Votre comité a pensé qu'il serait trop onéreux au Trésor public d'accueillir de pareilles réclamations; que la Convention ferait tout ce qu'exige une justice rigoureuse, en restreignant les indemnités aux pertes survenues postérieurement à la fin de l'année 1791, et qu'elle devait renvoyer toutes les autres demandes aux départements pour y faire droit, s'il y avait lieu, sur les fonds laissés à cet effet à leur disposition.

**DEUXIÈME QUESTION : Quels sont les accidents qui peuvent donner droit à des indemnités nationales?**

L'esprit de la loi ne peut être douteux sur ce point, que pour ceux qui ont intérêt de la méconnaître. Il est bien évident qu'elle n'a entendu accorder des indemnités que pour des pertes majeures, produites par les accidents extraordinaires, indépendants de toute prévoyance humaine, tels que grêles, inondations, incendies. Il est bien évident que la loi ne doit pas s'appliquer aux accidents qui font partie des chances ordinaires de la culture et de la vie, et que tout bon père de famille calcule d'avance pour s'en ménager le dédommagement dans les années d'abondance.

Ainsi, par exemple, on sait par l'expérience que les vignes sont sujettes à être fréquemment endommagées par des gèles ou des bruines du printemps; mais on sait aussi qu'il suffit au propriétaire d'obtenir une bonne récolte sur trois, pour être, quant au revenu moyen de son domaine, de niveau avec le propriétaire des terres à blé.

Cependant, de là que la loi ne s'est pas formellement expliquée à cet égard, les corps administratifs en ont conclu qu'elle les autorisait à comprendre dans leurs états, des pertes de cette dernière espèce, et même des pertes qui, plus évidemment encore, ne devraient pas s'y trouver, telles que celles résultantes de quelques légers dégâts faits par les mulots, de la mort d'un cheval, d'une vache, etc.

Non seulement, on doit rejeter de pareilles demandes, mais lors même que la perte est l'effet d'un accident extraordinaire et imprévu, celui qui l'a soufferte n'a droit à des secours nationaux qu'autant qu'elle est considérable : et dans quel cas la réputera-t-on *considérable*? Voici là-dessus l'avis de votre comité.

Une métairie est composée le plus souvent de diverses parties qui produisent différentes espèces de fruits; et le plus souvent aussi, la vinaire qui attaque une partie, ne tombe point sur les autres. Une gelée extraordinaire peut endommager les vignes sans faire aucun tort au blé; une grêle peut survenir après les moissons, etc.

Pour juger si la perte qui en est résultée, est de nature à donner lieu à des secours publics, il ne faut pas avoir égard à une seule partie de l'héritage, sur laquelle l'accident est tombé, mais considérer cet héritage dans sa totalité; et la perte ne sera regardée comme considérable, que lorsqu'elle excédera la moitié des entiers fruits, de quelque espèce qu'ils soient.

C'est d'après ces vues que nous vous proposerons de décréter que pour fonder les demandes en indemnités sur le Trésor public, il est nécessaire que deux choses concourent : 1<sup>o</sup> que la perte ait été occasionnée par un accident extraordinaire et imprévu; 2<sup>o</sup> qu'elle excède la moitié de l'entier produit de l'héritage, année commune; et à l'égard des maisons, bâtiments et autres ouvrages d'art, la moitié de la valeur de l'objet sur lequel l'accident a frappé.

**TROISIÈME QUESTION : Mais quelle règle adopterez-vous pour les pertes de meubles et effets? Ne serait-il pas possible de déterminer un mode propre à prévenir efficacement les exagérations**

*des réclamants, dans l'évaluation des pertes de ce genre?*

L'examen d'une demande qui lui a été adressée par le département du Gers, a fait sentir au ministre la nécessité d'une pareille mesure.

Le réclamant dont le revenu net ne se porte qu'à 576 liv. 10 sols 10 deniers, a eu sa maison incendiée avec le mobilier qu'elle renfermait.

La perte du bâtiment est estimée 6.000 livres et l'on évalue à 24.327 livres la perte des meubles et effets.

Un mobilier aussi disproportionné à la fortune de ce particulier (1), a frappé le ministre.

Il s'est dit : « Assurément, il n'a pas été dans l'intention des législateurs, qui n'ont voulu qu'arracher à la misère les victimes d'une calamité inopinée, de rendre à un citoyen dominé par le goût du luxe ou des superfluités, la jouissance d'un mobilier qu'il devait d'autant moins posséder, que sa fortune ne le comportait pas. La lettre de la loi parle pourtant en sa faveur, et je ne dois point me permettre de l'interpréter. Les législateurs peuvent seuls lever mes scrupules : consultons-les ».

Votre comité n'a pu qu'applaudir à ces réflexions, et en adoptant une partie des idées du ministre, il a cru que le moyen le plus propre de parer à l'inconvénient qu'il relève, était de fixer à la valeur du mobilier, un *maximum* que les réclamants ne pussent outrepasser.

Ce *maximum*, votre comité l'a déterminé à cinq fois le revenu de celui qui a éprouvé la perte.

**QUATRIÈME QUESTION :** *Faut-il obliger les corps administratifs à épuiser les fonds laissés à leur disposition pour décharges, modérations ou secours, avant de pouvoir recourir sur le trésor public?*

Cette question est décidée par l'article 39 de la loi du 2 octobre 1791, qui s'exprime ainsi : « Les directions de département feront chaque année dresser l'état des pertes résultant des causes ci-dessus mentionnées, (grêle, gelées, inondations et autres vimaïres); et le conseil du département distribuera, entre les districts, les sommes ou partie des sommes faisant le fonds destiné aux décharges ou réductions, remises ou modérations et secours, et qui est à la disposition du département. »

Les lois du 20 février et du 7 août derniers n'ayant point dérogé à cette disposition, les départements auraient dû s'y conformer; cependant ils se sont prévalus du silence de ces dernières lois, pour se croire dispensés d'exécuter la précédente.

Il est vrai que les retards qu'a éprouvés la rentrée des contributions ont, jusqu'à présent, donné lieu de présumer la pénurie des caisses départementales : mais cette présomption ne peut plus subsister aujourd'hui qu'en exécution de votre décret du 17 juillet dernier. L'arriéré des contributions de 1791 et 1792 doit avoir été payé en grande partie. Les contribuables auront été d'autant plus pressés de remplir ce devoir sacré, que vous leur avez donné, par un autre

décret, la facilité de se libérer en assignats démonétisés.

**CINQUIÈME QUESTION :** *Ne conviendrait-il pas de soumettre ceux qui réclament des secours provisoires en vertu de votre décret du 7 août, à fournir l'état de leurs revenus, avec les pièces à l'appui, ainsi qu'il est prescrit par la loi du 20 février?*

Le décret du 7 août autorise le ministre de l'intérieur à accorder, à titre de secours provisoire, le tiers de l'évaluation des pertes qui seront constatées par des procès-verbaux régulièrement faits sur les lieux en attendant que les autres dispositions de la loi du 20 février puissent être exactement remplies.

Il résulte de là que le secours provisoire du tiers de l'évaluation de la perte constatée par un procès-verbal fait en bonne forme, doit être accordé par le ministre, sans aucun examen préalable de la fortune du réclamant.

Ce mode d'avance peut être infiniment préjudiciable au trésor public.

En effet, la loi du 20 février a sagement voulu, premièrement, que les secours fussent toujours en raison inverse des fortunes; en second lieu, que le citoyen auquel l'accident a laissé un revenu au-dessus de 2.000 livres, ne puisse réclamer aucun secours.

D'après ces bases, elle a formé vingt classes qui doivent monter de 100 en 100 livres, de celui qui jouit de la plus mince fortune, jusqu'à celui qui jouit des 2.000 livres, au-dessus desquelles il ne sera rien accordé.

Il est bien sensible, citoyens, que cet ordre qui économise les fonds du trésor public, sans rien ôter aux malheureux des secours que la patrie leur doit, se trouve entièrement bouleversé, si pour obtenir à titre de secours provisoire le tiers de l'estimation de ses pertes, le réclamant est dispensé de fournir l'état de ses revenus.

N'en doutez pas, les riches ne seront pas moins pressés que les pauvres à former des demandes en indemnités; et, d'après votre décret du 7 août, il suffira qu'ils rapportent des procès-verbaux revêtus des formes usitées, pour obtenir le tiers d'une évaluation presque toujours enflée de moitié. Ainsi, la loi du 20 février sera éludée; ainsi, tel citoyen à qui la nation ne doit aucun secours, puisera dans le trésor public une ample indemnité; tel autre recevra en secours provisoires plus qu'il ne lui serait dû en indemnité définitive; et peut-être, lorsque, dans la suite, les faits seront bien connus, par l'observation exacte des formalités que prescrit la loi du 20 février verra-t-on avec surprise que la moitié, les trois quarts, ou même la totalité des citoyens qui ont profité du bienfait du décret du 7 août, ne se trouvaient point dans la classe de ceux à qui il est dû des secours. Cela arriverait, par exemple, dans le cas où un incendie aurait détruit des maisons, ou un quartier appartenant entièrement à des gens riches.

Ces réflexions, dont la justesse est sensible, ont fait penser à votre comité que nul ne devait participer aux secours provisoires accordés par la loi du 7 août, s'il n'avait préalablement fourni l'état de ses revenus, avec les pièces à l'appui, ainsi qu'il est prescrit par la loi du 20 février.

Votre comité ne s'est pas dissimulé que, dans quelques cas, l'urgence des besoins rendra cette disposition rigoureuse; mais cet inconvénient, qui ne peut avoir lieu que dans un petit nombre de circonstances, lui a paru léger auprès de celui

(1) Notez que ce citoyen n'est ni commerçant, ni marchand; on lui donne dans les extraits baptistaires de ses enfants, la qualité de *bourgeois*.



d'exposer les fonds destinés au soulagement de l'infortune, à devenir la proie de l'homme riche et cupide.

Il s'est fortifié dans cette idée par la considération que les départements étant tenus d'employer en secours, pour calamités de ce genre, la partie de l'accessoire des contributions foncière et mobilière laissée à leur disposition, ils auront toujours des moyens de secourir promptement et efficacement les victimes les plus infortunées des fléaux dont il est question.

**SIXIÈME QUESTION : Doit-il être accordé sur le trésor public des indemnités aux fermiers ?**

Votre comité a été en doute sur cette question.

Un fermier peut, par un accident inopiné, tel qu'une inondation, une grêle, un incendie, perdre la totalité de sa récolte.

Suivant la jurisprudence encore en vigueur, il est bien dispensé de payer, dans ce cas, le prix de sa ferme, et il y a tout lieu de croire que ce principe sera consacré par le code civil dont vous vous occupez. Mais vous n'irez pas sans doute jusqu'à accorder au fermier, une action pour contraindre son bailleur à lui faire raison de la perte de son travail, de ses semences, etc : cette faveur serait, ce me semble une injustice envers le propriétaire.

Dans cette circonstance, ôtez-vous à ce malheureux fermier tout espoir d'être secouru par la nation ? L'humanité paraît repousser cette idée.

Mais, d'un autre côté, si le propriétaire eût cultivé de ses propres mains son domaine, ou s'il eût employé un cultivateur à gages, la nation n'aurait à secourir que ce propriétaire : sa charge doit-elle être aggravée par une convention que les contractants n'ont passée que pour leur avantage particulier ?

Les contrats de ferme participent de la nature des affaires de commerce et d'industrie. Les premiers ont mis en balance les probabilités des profits et des pertes ; ils ont dû faire entrer dans leurs calcul les fléaux qui pourraient ravager leurs récoltes. Si vous vous décidiez à les en indemniser, tous les citoyens qui, ayant fait des spéculations commerciales, sont trompés dans leurs espérances, pourraient réclamer la même faveur.

D'ailleurs, qu'arrivera-t-il si vous indemnisez les fermiers ? Il arrivera qu'ils ne retireront aucun avantage de cette loi ; qu'elle ne favorisera que les propriétaires, au détriment du trésor public, par le moyen qu'elle leur fournira d'affermir leurs héritages à plus haut prix.

En effet, ils diront aux cultivateurs qui se présenteront pour prendre le bail : « Vous n'avez à redouter aucun accident fortuit ; ils sont tous ou à ma charge, ou à la charge de la nation. La loi m'oblige à vous faire remise du fermage de l'année, si un accident inopiné vous enlève la majeure partie de votre récolte ; et d'autre part, elle vous assure sur le trésor public un dédommagement des pertes que le même accident vous fera éprouver à l'égard de vos cultures, semences, bestiaux, etc. : toutes les chances sont donc en votre faveur ; et un pareil avantage ne doit pas être sans prix. »

Ces considérations ont déterminé votre comité à vous proposer de décréter que, dans aucun cas, les fermiers ne pourront prétendre à des indemnités sur le trésor national, pour des pertes

survenues aux fruits des biens qu'ils obtiennent en ferme.

Mais un fermier peut perdre inopinément le mobilier, les bestiaux qu'il possède en propre, et qui servent à l'exploitation de son bail. Il a paru à votre comité que, dans ce cas, il était juste de lui accorder les secours que le propriétaire de l'héritage aurait pu obtenir, si ce mobilier, ces bestiaux lui eussent appartenu.

Citoyens, si, dans tous les temps, les législateurs doivent se prémunir contre les mouvements si naturels et si doux d'une sensibilité trop facile ; si dans tous les temps, la sévérité dans les dons fait partie de leurs devoirs ; s'ils ne doivent jamais oublier que tout ce qu'ils se permettraient de donner au delà d'une justice rigoureuse, est à la fois une vraie injustice envers le peuple dont les sueurs alimentent le trésor public, et un encouragement à la paresse et à l'imprévoyance ; combien plus inviolables et sacrées sont ces maximes dans les circonstances où nous nous trouvons ? Nous avons à défendre notre liberté contre une ligue de barbares, tyrans qui se sont flattés de nous la ravir ; et les dépenses de cette guerre si impie d'un côté, et si juste de l'autre, sont incalculables.

Qu'ils sont méprisables, les hommes qui, dans un tel état de choses, cherchent à puiser dans les caisses publiques, des secours dont ils n'ont pas un absolu besoin ! Qu'ils sont coupables surtout, les administrateurs qui, sacrifiant l'intérêt général à de petites vues particulières, se permettent de comprendre dans le rôle de la classe indigente ou peu fortunée, des familles qui jouissent d'une honnête aisance !

Citoyens, je viens d'exposer à vos yeux les imperfections que votre comité, d'après les observations du ministre de l'intérieur, a aperçues dans les lois du 20 février et 7 août derniers : je vous ai indiqué les dispositions supplémentaires que nous avons jugé les plus propres à remplir vos vues, c'est-à-dire à mesurer la générosité nationale sur l'étendue de ses moyens, et à concilier l'économie qu'on doit apporter dans la distribution des fonds publics, avec le devoir que l'humanité et la justice vous imposent, de mettre le pauvre à l'abri de la misère où le plongeraient ces calamités inopinées qui ont leur principe dans le désordre des éléments.

Voici le projet de décret que je suis chargé de vous proposer.

#### PROJET DE DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des secours publics sur les difficultés qui se sont élevées relativement à l'exécution des lois des 20 février et 7 août derniers, concernant les indemnités ou secours dus pour les pertes occasionnées par l'intempérie des saisons, incendies et autres accidents imprévus, décrète comme articles additionnels aux dites lois :

**Article premier.** — Aucune indemnité ne sera accordée sur le Trésor, pour des pertes antérieures à l'année 1792 ; les réclamations de ce genre seront renvoyées aux départements, qui y feront droit, s'il y a lieu, sur les fonds laissés à cet effet à leur disposition, conformément à la loi du 2 octobre 1791.

**Art. 2.** — Les indemnités réclamées pour 1792 et années suivantes, seront prises sur les mêmes

fonds faisant partie de l'accessoire des contributions foncière et mobilière; et les corps administratifs ne pourront recourir sur la trésorerie nationale, qu'en justifiant de l'emploi et de l'insuffisance desdits fonds.

**Art. 3.** — Pour avoir droit à ces indemnités, il faudra que la perte soit l'effet d'un accident extraordinaire et imprévu; et en outre, qu'elle excède la moitié du produit de l'héritage, année commune.

**Art. 4.** — Lorsque l'accident portera sur des maisons, bâtiments et autres ouvrages d'art, l'indemnité n'aura pareillement lieu, qu'autant que la perte excédera la moitié de la valeur desdits objets, et qu'ils ne seront pas destinés à des usages de luxe ou de pur agrément.

**Art. 5.** — Toute réclamation d'indemnité pour meubles et effets détruits ou détériorés sera de même rejetée, si la perte n'excède pas la moitié de la valeur de l'entier mobilier du réclamant.

**Art. 6.** — Le maximum du mobilier dont on pourra être indemnisé suivant les règles et par portions déterminées dans la loi du 20 février, demeure fixé à cinq fois le revenu de celui qui a éprouvé la perte.

**Art. 7.** — A l'égard des pertes de bestiaux, il n'y aura lieu à indemnité que lorsque la perte sera au moins équivalente à la moitié du revenu de celui qui l'a éprouvée.

**Art. 8.** — Nul ne pourra participer aux indemnités qui seront distribuées par forme de secours provisoires, en exécution de la loi du 7 août dernier, s'il n'a préalablement fourni l'état de ses revenus, avec les pièces à l'appui, ainsi qu'il est prescrit par la loi du 20 février.

**Art. 9.** — Les fermiers ne pourront, dans aucun cas, prétendre à des indemnités nationales pour pertes de fruits; mais il leur en sera seulement accordé d'après les règles et les proportions sus-énoncées, s'ils ont perdu des meubles, effets ou bestiaux leur appartenant en propre.

Un membre [MOREAU (1)] rend compte à l'Assemblée de l'invention que le citoyen Bonnemain, physicien, a faite d'une machine (2) par le moyen de laquelle on peut porter du haut des airs la mort et la destruction au milieu des bataillons et des escadrons ennemis : il fait part des motifs qui promettent le succès de la découverte, et qui doivent engager la République à procéder à une expérience : il propose et l'Assemblée décrète ce qui suit :

« La Convention nationale décrète que la trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de l'intérieur la somme de 6,000 livres, pour être remise au citoyen Bonnemain, physicien, demeurant à Nanterre, qui l'emploiera sans délai aux expériences nécessaires pour assurer le succès de la machine inventée par lui, sous l'inspection des citoyens Guyton, Fourcroy et Moreau, commissaires nommés par la Convention nationale (3). »

(1) Ce membre est Moreau, d'après le *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 85, col. 2).

(2) Voy. ci-dessus, séance du 6 octobre 1793, p. 155, l'hommage que fait le citoyen Bonnemain de cette machine de guerre.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 208.

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Moreau fait un rapport sur une machine de guerre présentée par le citoyen Bonnemain, dont l'effet doit être de détruire les ennemis intérieurs et extérieurs de la République; il ne croit pas devoir rendre compte de la manière dont est organisé cet instrument de mort; mais il avoue que, quelque grandes que soient les promesses de l'inventeur, il le croit en état de les remplir, et que l'examen qu'il a fait de la machine proposée a vaincu son incrédulité. Il propose qu'il soit accordé au citoyen Bonnemain une somme de 6,000 livres, pour faire sans retard l'essai de la machine devant des commissaires (*Décrité*.)

Un autre membre [THIBAUT (2)] présente à l'Assemblée une opinion, pour le développement de laquelle l'ajournement avait été prononcé pour cette séance, sur la fabrication d'une monnaie de billon; il y joint l'annonce d'une nouvelle composition découverte pour cet objet par le citoyen Muller; il en explique les propriétés et les avantages, et il conclut à ce que l'essai en soit recommandé au comité des monnaies.

Cette proposition est généralement appuyée; l'impression de l'opinion prononcée est ordonnée, et le décret suivant est ensuite rendu :

« La Convention nationale décrète que le billon du citoyen Muller sera essayé par le comité des assignats et monnaies, en présence de l'inventeur; et aussitôt après l'opération il lui sera fait un rapport sur cet objet.

« Le citoyen Thibault est adjoint au comité des assignats et monnaies (3).

(Suit le texte du rapport présenté par Thibault.)

RAPPORT SUR LA FABRICATION D'UNE NOUVELLE MONNAIE DE BILLON, PAR LE CITOYEN THIBAUT, DÉPUTÉ À LA CONVENTION NATIONALE PAR LE DÉPARTEMENT DU CANTAL, SÉANCE DU 19 DU PREMIER MOIS, L'AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE. (*Imprimé par ordre de la Convention nationale* (4).)

Il y avait plus de quatre ans que nous nous occupions d'un nouveau système monétaire; l'expérience avait prouvé que le résultat de nos travaux n'avait pas eu le succès que nous avions droit d'en attendre. Votre dernier décret a fixé nos idées, et enfin nous avons vu s'écrouler cette gothique et monstrueuse institution, que la fraude combinée avec une scientifique ignorance avait fondée pour le malheur du peuple. Nous aurons des monnaies d'or et d'argent aussi pures que l'essence de ces métaux peut le comporter, pour n'être pas sujets à la détério-

(1) *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 85, col. 2).

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales* (Carton C 273, dossier n° 686).

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 209.

(4) Bibliothèque nationale : *Le<sup>2<sup>e</sup></sup>*, n° 497. — Bibliothèque de la Chambre des députés. *Collection Portiez (de l'Oise)*, t. 143 bis, n° 33 et 444, n° 6.



ration dont l'expérience a démontré les inconvénients.

Si la France n'avait point de relations commerciales avec l'étranger, une monnaie conventionnelle lui suffirait pour les échanges intérieurs et journaliers; mais tant que nos mœurs ne seront pas régénérées, et que les productions de notre sol ne suffiront pas à nos besoins, nous serons forcés de recourir à nos voisins pour satisfaire ceux que le luxe a inventés; nous achèterons des épiceries de Surate, des mousselines de l'Inde, et même des diamants de Golconde. Nos armateurs porteront encore d'un pôle à l'autre, les fruits de l'industrie, et l'excédent des productions du sol qu'ils habitent. Il nous faudra donc des moyens d'échange, des signes représentatifs dont la valeur déterminée soit appuyée sur la foi des nations; vous avez senti qu'il était de la loyauté française de ne plus permettre que la fabrication de pièces d'or et d'argent, au degré de fin dont elles sont susceptibles: vous y avez laissé une faible partie d'alliage que vous avez jugée nécessaire. Une conséquence immédiate de votre décret est la refonte, au moins graduellement, de toutes nos monnaies, opération indispensable pour soustraire aux regards des Français la figure d'un tyran qui n'aura jamais de successeur: opération que la justice commande pour réparer les pertes que les espèces ont éprouvées dans la circulation.

Mais, devez-vous suivre cette règle, dans la fabrication de la petite monnaie, c'est-à-dire dans la fabrication des petites pièces qui servent aux transactions journalières? Je ne le pense pas. Il suffit de leur donner une valeur conventionnelle, pourvu que la matière avec laquelle elles seront fabriquées, ne puisse être ni contrefaite, ni altérée, et que d'ailleurs, elle ait les qualités, la perfection et la beauté que vous avez droit d'exiger.

On a déjà senti, et on sentira plus encore par la suite la nécessité de substituer aux petites coupures d'assignats, une monnaie de billon qui n'ait pas les inconvénients attachés au papier qui s'use promptement par la circulation, et devient en pure perte pour le Trésor public, qui est obligé de le renouveler souvent, pour ne pas faire tort à la classe indigente pour laquelle il a été plus particulièrement fait.

Je viens vous présenter cette monnaie de billon, vous jugerez si elle est digne de fixer votre attention. Je n'ai pas trouvé la pierre philosophale, je vais vous dire tout mon secret.

Un homme que je ne connais pas, s'est présenté chez moi; il m'a parlé monnaie et m'a paru avoir des connaissances en chimie et en métallurgie; il m'a montré des flans bien laminés, qui m'ont paru aussi beaux que l'argent le plus fin; ils étaient agréables au toucher, et le son en était assez clair.

Comme un homme public doit se méfier de tout ce qui l'approche et que je ne crois pas facilement au merveilleux, j'ai fait à ce citoyen toutes les objections que le bon sens et le peu de lumières que j'ai acquies ici, ont pu me suggérer; il a répondu à tout avec assez de facilité; il m'a montré un certificat de Beyré, commissaire général des monnaies, qui constate que le métal du citoyen Muller, frotté pendant six mois avec des pièces de cuivre et de bronze, a conservé sa beauté et son empreinte infiniment plus que les pièces à 8 et 10 deniers 21 grains de fin.

Pressé par Muller, je me suis transporté, avec

un citoyen éclairé, à la monnaie des médailles, et là, en notre présence, il a été frappé des pièces de ce métal, à 4, à 5 et à 6 deniers de fin. Je vais déposer ici des pièces de ces trois différents titres, et je ne vous demande en ce moment autre chose, sinon de les faire examiner, essayer par des gens de l'art, en présence de votre comité des monnaies et de tels autres membres de l'Assemblée que vous voudrez y adjoindre.

Le métal que je vous présente a la beauté de l'argent et sa blancheur; il est dur, malléable, ductile et par conséquent susceptible de recevoir les empreintes les plus belles; il ne s'altère presque pas par le frottement, et en cela il est préférable à nos anciennes pièces de 12 et 24 francs qui étaient entièrement effacées après six mois de circulation.

Maintenant, je vais répondre aux objections qui se présentent naturellement.

D'abord on dira: le billon que vous proposez est une composition de plusieurs métaux amalgamés; il sera facile d'en connaître les éléments par la décomposition, et par conséquent de le contrefaire: les faux monnayeurs et les puissances étrangères en inonderont la France.

Je réponds d'abord que tout ce qui sort de la main des hommes peut être imité: nos assignats en sont la preuve. Malgré les précautions qu'on a prises, malgré leur perfection, malgré les peines sévères portées contre les contrefacteurs, on en a fabriqué, on en fabriquera de faux; tandis que vous savez que dans tous les gouvernements, les faux monnayeurs sont très rares et qu'ils sont bientôt reconnus.

Le billon que je vous propose est le résultat de plus de deux mille expériences; il contient de l'argent, et pour être imité, il suppose la découverte du secret, de grandes avances, des ateliers considérables, de grandes machines, de nombreux ouvriers et des coins ou carrés parfaitement gravés et semblables en tout à ceux de nos hôtels des monnaies.

Mais, si on ne peut découvrir le secret du billon-Muller, il sera au moins facile, en s'en procurant une certaine quantité, de le fondre et de le convertir en républicaines.

Je réponds que ce métal à cela de particulier, que lorsqu'il est mis en fusion, il perd sa principale qualité, qui est de ressembler à l'argent, et reprend sa couleur primitive de cuivre, qui en est la base, et le décompositéur a le chagrin de voir s'évaporer l'objet de ses recherches.

On dira: une fabrication de monnaie, en ce moment, occasionnerait une dépense considérable, et cette monnaie serait accaparée comme les pièces de 15 et 30 francs, dont il n'est pas resté une seule dans la circulation.

Je réponds, 1<sup>o</sup> qu'il faut à l'accapareur un motif qui satisfasse sa cupidité, et que la monnaie que je vous propose, pouvant recevoir une valeur conventionnelle, il sera facile de la fixer au-dessous de toutes les spéculations.

2<sup>o</sup> Les pièces de 15 et 20 francs étaient au titre des monnaies de Coblenz; et dans le rapport qui fut fait avant leur fabrication, on y disait qu'il y avait dans chaque pièce de 15 francs le quart de la valeur d'un écu: elles ont donc dû avoir le même sort que le reste du numéraire.

3<sup>o</sup> On sait que la fabrication des assignats coûte 3.600.000 livres par an, et que le feu est le terme de leur carrière, que leur extrême mobilité et la rapidité de leur circulation abrège

considérablement, tandis qu'on mettrait en dedans du billon tous les frais de fabrication.

On dira : une monnaie dont la valeur ne serait que conventionnelle, ne peut circuler en concurrence avec une monnaie au titre le plus fin.

Je réponds que dès que les puissances coalisées contre notre liberté auront éprouvé l'impuissance de leurs efforts inutiles, et que nos armes victorieuses auront ramené, avec la paix, l'abondance qui marche à sa suite, il sera facile de restituer à la monnaie dont je parle, sa valeur réelle, en la retirant pour quelque temps de la circulation et en l'y remettant pour ce qu'elle vaut; et qu'on ne dise pas qu'alors le gouvernement éprouverait une perte considérable, puisqu'il aurait profité, lors de l'émission, de tout l'excédent de la valeur réelle.

Enfin on dira : si cette monnaie, qui remplacerait les petites coupures d'assignats, est employée au paiement des domaines nationaux, il arrivera une époque à laquelle cette monnaie, qui n'a qu'une valeur conventionnelle, n'aura plus d'hypothèque, c'est-à-dire, quand tous les domaines nationaux seront vendus et payés.

Je réponds : 1<sup>o</sup> que nos assignats aussi n'ont qu'une valeur conventionnelle; 2<sup>o</sup> qu'un de vos décrets ordonne aux receveurs de districts d'inscrire sur un registre et la somme et la nature des signes représentatifs qui servait au paiement des domaines nationaux et des contributions. Hé bien ! ordonnez que chaque débiteur sera tenu, lorsqu'il voudra payer en monnaie de billon, de présenter un certificat de l'Administration, qui constatera, sur la déclaration de ce débiteur, que son intention est de payer en telles ou telles espèces. L'Administration tiendra aussi registre de ces déclarations, et chaque mois elle enverra à la trésorerie nationale, le bordereau des sommes déclarées contradictoirement avec le receveur du district, et on brûlera en assignats autant qu'on aura reçu en monnaie; par là, vous diminuerez réellement la masse des assignats en circulation, puisque vous ne serez pas obligés d'en créer de nouveaux. Prenons donc en ce moment une grande détermination pour remplacer, par de la monnaie, nos petites coupures d'assignats, qui entraînent des dépenses considérables en pure perte pour le Trésor public.

Je sais bien que, quand on propose un grand moyen de salut public, la timidité peut s'effrayer, l'ignorance clabauder, et le refus est plus facile et plus court que l'examen. Avec les mots de charlatan et d'aventurier, on peut répondre aux inventions les plus utiles. Mais nous, qui avons juré de sauver la patrie, nous fermerons l'oreille aux misérables querelles des artistes et aux sublimes dissertations de l'académie; nous ne jugerons pas sans examen, et nous examinerons avec la scrupuleuse attention qu'exige l'importance de l'objet.

Tout le monde convient que la grande quantité d'assignats en circulation est la principale cause du renchérissement des denrées. L'expérience a prouvé dans tous les temps que le papier faisait disparaître l'argent : ce sont deux éléments qui ne se rencontrent que pour se fuir. Vous mettriez aujourd'hui un milliard de numéraire au titre en circulation, et dans huit jours vous ne verriez pas une seule pièce républicaine, pas un seul franc d'or.

Revenons donc une fois sérieusement à fabri-

quer du numéraire et des assignats en concurrence.

J'entends tous les jours dire que les assignats perdent; cela n'est pas vrai, c'est l'argent qui gagne. Otez jusqu'à la paix le numéraire de la circulation, et les assignats recouvreront la confiance qu'ils méritent, et les denrées diminueront sans moyens coercitifs.

L'aristocratie et la malveillance sont à la porte de nos hôtels des monnaies, pour saisir avec avidité nos pièces d'or et d'argent à mesure qu'elles sortent de dessous le balancier. Voulez-vous leur porter le dernier coup, n'en fabriquez plus que vous n'ayez la paix avec toutes les puissances de l'Europe.

Je pense bien que nous ne pouvons pas retirer de la circulation, d'un seul coup, tous les assignats que nous avons émis; mais si, aux moyens que vous avez déjà pris, vous y ajoutez une fabrication de 300 millions de la monnaie que je vous propose, vous aurez commencé l'opération, et le peuple en ressentirait bientôt les salutaires effets. Si le succès couronne l'entreprise, vous ferez une nouvelle émission. Quelques opérations de finances et la paix, qui n'est pas si éloignée que nos ennemis et les malveillants se plaisent à le dire, nous fourniront les moyens de faire disparaître, avec la révolution, le signe qui l'a soutenu.

Voici des pièces de 4 et de 6 deniers de fin : essayons la matière, si elle a les qualités que l'inventeur garantit; si vous l'adoptez, vous fixeriez et son titre et la valeur conventionnelle que vous voudrez lui donner. Voici le projet que je vous propose.

« La Convention nationale décrète que son comité des assignats et monnaies fera essayer en présence de l'inventeur, le billon du citoyen Muller, et qu'aussitôt après l'essai, il sera fait un rapport sur cet objet.

« La Convention nationale adopte le projet de décret et adjoint le citoyen Thibault au comité des assignats et monnaies. »

Le comité de Salut public étant à l'époque du renouvellement de ses membres, l'un d'eux [SAINT-JUST, rapporteur (1)] fait un rapport général sur l'état du gouvernement, les causes qui ralentissent la marche, et par conséquent les progrès de la révolution, et sur les moyens propres à lui donner toute l'énergie qui lui est nécessaire, pour que le peuple jouisse enfin des avantages qu'il a conquis par quatre années de sacrifices, de dévouement et de persévérance. La situation des finances, le mode des taxes et des contributions, l'énormité des dépenses faites, les bénéfices immenses des employés, la composition du ministère, la nomination des généraux, l'organisation des armées, la forme adoptée pour la publication des lois, la hiérarchie des autorités constituées, leur administration économique, sont cités comme ayant influé sur l'état actuel des choses. Les moyens propres à faire cesser les inconvénients reconnus sont développés; l'impression du rapport est ordonnée, et le décret suivant est adopté.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de Salut public, décrète ce qui suit :

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales (Carton C 273, dossier n<sup>o</sup> 686.)



*Du gouvernement.***Art. 1<sup>er</sup>**

« Le gouvernement provisoire de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix.

**Art. 2.**

« Le conseil exécutif provisoire, les ministres, les généraux, les corps constitués sont placés sous la surveillance du comité de Salut public, qui en rendra compte tous les huit jours à la Convention.

**Art. 3.**

« Toute mesure de sûreté doit être prise par le conseil exécutif provisoire, sous l'autorisation du comité, qui en rendra compte à la Convention.

**Art. 4.**

« Les lois révolutionnaires doivent être exécutées rapidement. Le gouvernement correspondra immédiatement avec les districts dans les mesures de salut public.

**Art. 5.**

« Les généraux en chef seront nommés par la Convention nationale, sur la présentation du comité de Salut public.

**Art. 6.**

« L'inertie du gouvernement étant la cause des revers, les délais pour l'exécution des lois et des mesures de salut public seront fixés. La violation des délais sera punie comme un attentat à la liberté

*Subsistances.***Art. 7.**

« Le tableau des productions en grains de chaque district, fait par le comité de Salut public, sera imprimé et distribué à tous les membres de la Convention, pour être mis en action sans délai.

**Art. 8.**

« Le nécessaire de chaque département sera évalué par approximation et garanti. Le superflu sera soumis aux réquisitions.

**Art. 9.**

« Le tableau des productions de la République sera adressé aux représentants du peuple, aux ministres de la marine et de l'intérieur, aux administrateurs des subsistances. Ils devront requérir dans les arrondissements qui leur auront été assignés. Paris aura un arrondissement particulier.

**Art. 10.**

« Les réquisitions pour le compte des départements stériles, seront autorisées et réglées par le conseil exécutif provisoire.

**Art. 11.**

« Paris sera approvisionné au 1<sup>er</sup> mars pour une année.

*Sûreté générale.***Art. 12.**

« La direction et l'emploi de l'armée révolutionnaire seront incessamment réglés, de manière à comprimer les contre-révolutionnaires. Le comité de Salut public en présentera le plan.

**Art. 13.**

« Le conseil enverra garnison dans les villes où il se sera élevé des mouvements contre-révolutionnaires. Les garnisons seront payées et entretenues par les riches de ces villes, jusqu'à la paix.

*Finances.***Art. 14.**

« Il sera créé un tribunal et un juré de comptabilité. Ce tribunal et ce juré seront nommés par la Convention nationale. Il sera chargé de poursuivre tous ceux qui ont manié les deniers publics depuis la révolution, et de leur demander compte de leur fortune. L'organisation de ce tribunal est renvoyée au comité de législation. »

Quelques membres [Michel-Edme PETIT et CHABOT] (1) présentent successivement des dispositions additionnelles au décret rendu. On en demande le renvoi à l'examen du comité de Salut public.

Cette proposition est adoptée dans les termes suivants :

« La Convention nationale charge son comité de Salut public de lui faire, sous trois jours, un rapport sur ces trois questions (2) :

« 1<sup>o</sup> N'est-il pas utile de demander compte à tous ceux qui ont administré les deniers publics, depuis l'avènement de Louis le guillotiné au ci-devant trône de France?

« 2<sup>o</sup> Ne serait-il pas utile de mettre tous les officiers de l'armée à la même solde de tous leurs frères d'armes, sous la condition de leur donner à la fin de la guerre un capital proportionné à leur traitement?

« 3<sup>o</sup> Ne serait-il pas nécessaire que le comité de Salut public ordonnât aux généraux de faire lever un tel siège, de prendre une telle place

(1) D'après les journaux de l'époque.

(2) C'est Chabot qui, d'après le document des Archives (Carton C 273, dossier 686) a proposé les questions à l'examen du comité de Salut public.

dans un tel délai, sous peine de mort, et de les faire exécuter militairement s'ils n'ont pas rempli les vœux du comité dans le délai fixé?

Sur la motion d'un membre,

« La Convention nationale décrète que les membres composant le comité de Salut public sont continués pour un mois dans leurs fonctions (1). »

RAPPORT FAIT AU NOM DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC; PAR LE CITOYEN SAINT-JUST. SÉANCE DU 19 DU PREMIER MOIS, L'AN II DE LA RÉPUBLIQUE. (Imprimé par ordre de la Convention nationale (2).)

Pourquoi faut-il, après tant de lois et tant de soins, appeler encore votre attention sur les abus du gouvernement en général, sur l'économie et les subsistances? Votre sagesse et le juste courroux des patriotes n'ont pas encore vaincu la malignité qui, partout, combat le peuple et la révolution : les lois sont révolutionnaires, ceux qui les exécutent ne le sont pas.

Il est temps d'annoncer une vérité qui, désormais, ne doit plus sortir de la tête de ceux qui gouverneront : la République ne sera fondée, que quand la volonté du souverain comprimera la minorité monarchique, et régnera sur elle par droit de conquête. Vous n'avez plus rien à ménager contre les ennemis du nouvel ordre de choses, et la liberté doit vaincre à tel prix que ce soit.

Votre comité de Salut public, placé au centre de tous les résultats, a calculé les causes des malheurs publics; il les a trouvées dans la faiblesse avec laquelle on exécute vos décrets, dans le peu d'économie de l'Administration, dans l'instabilité des vœux de l'État, dans la vicissitude des passions qui influent sur le gouvernement.

Il a donc résolu de vous exposer l'état des choses, et de vous présenter les moyens qu'il croit propres à consolider la révolution, à abattre le fédéralisme, à soulager le peuple et lui procurer l'abondance, à fortifier les armées, à nettoyer l'État des conjurations qui l'infestent.

Il n'y a point de prospérité à espérer, tant que le dernier ennemi de la liberté respirera. Vous avez à punir non seulement les traîtres, mais les indifférents même; vous avez à punir quiconque est passif dans la République, et ne fait rien pour elle. Car depuis que le peuple français a manifesté sa volonté, tout ce qui lui est opposé est hors le souverain : tout ce qui est hors le souverain est ennemi.

Si les conjurations n'avaient point troublé cet empire, si la patrie n'avait pas été mille fois victime des lois indulgentes, il serait doux de régir par des maximes de paix et de justice naturelle : ces maximes sont bonnes entre les amis de la liberté; mais entre le peuple et ses ennemis, il n'y a plus rien de commun que le glaive. Il faut gouverner par le fer ceux qui ne

peuvent l'être par la justice : il faut opprimer les tyrans.

Vous avez eu de l'énergie; l'Administration publique en a manqué. Vous avez désiré l'économie; la comptabilité n'a point secondé vos efforts. Tout le monde a pillé l'État. Les généraux ont fait la guerre à leur armée; les possesseurs des productions et des denrées, tous les vices de la monarchie enfin, se sont ligüés contre le peuple et vous.

Un peuple n'a qu'un ennemi dangereux, c'est son gouvernement; le vôtre vous a fait constamment la guerre avec impunité.

Nos ennemis n'ont point trouvé d'obstacles à ourdir les conjurations. Les agents choisis sous l'ancien ministère, les partisans des royalistes, sont les complices nés de tous les attentats contre la patrie. Vous avez eu peu de ministres patriotes; c'est pourquoi tous les principaux chefs de l'armée et de l'Administration, étrangers au peuple, pour ainsi dire, ont constamment été livrés aux desseins de nos ennemis.

Le peuple se trompe, il se trompe moins que les hommes. Le général est sans sympathie avec la nation, parce qu'il n'émane ni de son choix ni de celui de ses représentants; il est moins respecté du soldat, il est moins recommandable, par l'importance du choix; la discipline en souffre, et le généralat appartient encore à la nature de la monarchie.

Il n'est peut-être point de commandant militaire qui ne fonde, en secret, sa fortune sur une trahison en faveur des rois. On ne saurait trop identifier les gens de guerre au peuple et à la patrie.

Il en est de même des premiers agents du gouvernement; c'est une cause de nos malheurs, que le mauvais choix des comptables : on achète les places, et ce n'est pas l'homme de bien qui les achète. Les intrigants s'y perpétuent : on chasse un fripon d'une Administration, il entre dans une autre.

Le gouvernement est donc une conjuration perpétuelle contre l'ordre présent des choses. Six ministres nomment aux emplois; ils peuvent être purs, mais on les sollicite; ils choisissent aveuglément; les premiers, après eux, sont sollicités, et choisissent de même; ainsi le gouvernement est une hiérarchie d'erreurs et d'attentats.

Les ministres avouent qu'ils ne trouvent plus qu'inertie et insouciance au-delà de leurs premiers et seconds subordonnés.

Il est possible que les ennemis de la France fassent occuper en trois mois tout votre gouvernement par des conjurés. En entre-t-il trois en place, ceux-ci en placent six; et si dans ce moment on examinait avec sévérité les hommes qui administrent l'État, sur 30.000 qui sont employés, il en est peut-être fort peu à qui le peuple donnerait sa voix.

Citoyens, tous les ennemis de la République sont dans son gouvernement. En vain vous vous consumez dans cette enceinte à faire des lois; en vain votre comité, en vain quelques ministres vous secondent, tout conspire contre eux et vous.

Nous avons reconnu que des agents de l'Administration des hôpitaux ont fourni, depuis six mois, des farines aux rebelles de la Vendée (1)

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 209 à 214.

(2) Bibliothèque Nationale : Le<sup>re</sup>, n° 496. — Bibliothèque de la Chambre des députés : Collection Portiez (de l'Oise), t. 31, n° 25.

Voy. ci-dessus, séance du 4 octobre 1793, p. 50, un rapport analogue de Billaud-Varenne. Le décret proposé ayant été renvoyé au comité de Salut public pour une nouvelle rédaction.

(1) Mouvement d'indignation, d'après le *Mercure universel* (20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 172, col. 2).



Les riches le sont devenus davantage depuis les taxes, faites surtout en faveur du peuple; elles ont doublé la valeur de leurs trésors; elles ont doublé leurs moyens de séduction.

Les hommes opulents contribuent, n'en doutez pas, à soutenir la guerre. Ce sont eux qui partout sont en concurrence avec l'Etat dans ses achats. Ils déposent leurs fonds entre les mains des administrations infidèles, des commissionnaires, des courtiers : le gouvernement est ligué avec eux. Vous poursuivez les accapareurs : vous ne pouvez poursuivre ceux qui achètent en apparence pour les armées.

Il faut du génie pour faire une loi prohibitive à laquelle aucun abus n'échappe : les voleurs, que l'on destitue placent les fonds qu'ils ont volés entre les mains de ceux qui leur succèdent. La plupart des hommes, déclarés suspects, ont des mises dans les fournitures. Le gouvernement est la caisse d'assurance de tous les brigandages et de tous les crimes.

Tout se tient dans le gouvernement; le mal dans chaque partie infuse sur le tout. La dissipation du trésor public a contribué au renchérissement des denrées et au succès des conjurations, voici comment :

Trois milliards, volés par les fournisseurs et par les agents de toute espèce, sont aujourd'hui en concurrence avec l'Etat dans ses acquisitions; avec le peuple, sur les marchés et sur les comptoirs des marchands; avec les soldats, dans les garnisons; avec le commerce chez l'étranger. Ces trois milliards fermentent dans la République. Ils recrutent pour l'ennemi; ils corrompent les généraux; ils achètent les emplois publics; ils séduisent les juges et les magistrats et rendent le crime plus fort que la loi. Ceux qui se sont enrichis veulent s'enrichir davantage; celui qui désire le nécessaire est patient; celui qui désire le superflu est cruel. De là, les malheurs du peuple dont la vertu reste impuissante contre l'activité de ses ennemis.

Vous avez porté des lois contre les accapareurs; ceux qui devraient faire respecter les lois accaparent : ainsi les consuls *Papius* et *Pompeus*, tous deux célibataires, firent des lois contre le célibat.

Personne n'est sincère dans l'Administration publique. Le patriotisme est un commerce des lèvres; chacun sacrifie tous les autres et ne sacrifie rien de son intérêt.

Vous avez beaucoup fait pour le peuple, en ôtant 1.800 millions de la circulation, vous avez diminué les moyens de tourmenter la patrie; mais depuis les taxes, ceux qui avaient des capitaux ont vu doubler au même instant ces capitaux, comme je l'ai dit; il est donc nécessaire que vous chargiez l'opulence des tributs, il est nécessaire que vous établissiez un tribunal, pour que tous ceux qui ont manié depuis 4 ans les deniers de la République, y rendent compte de leur fortune (1). Cette utile censure écartera les fripons des emplois. Le Trésor public doit se remplir des restitutions des voleurs, et la justice doit régner à son tour après l'impunité.

Alors, quand vous aurez coupé la racine du mal et que vous aurez appauvri les ennemis du peuple, ils n'entreront plus en concurrence avec

lui; alors vous dépenserez beaucoup moins pour l'équipement et l'entretien des armées; alors le peuple indigent ne sera plus humilié par la dépendance où il est du riche. Le pain que donne le riche est amer, il compromet la liberté; le pain appartient, de droit, au peuple, dans un Etat sagement réglé.

Mais, si au lieu de rétablir l'économie et de pressurer les traitres, si au lieu de leur faire payer la guerre, vous faites des émissions d'assignats pour les enrichir encore davantage, vous ajouterez de plus en plus aux moyens qu'ont vos ennemis de vous nuire.

Il faut dire la vérité tout entière. Les taxes sont nécessaires à cause des circonstances; mais si les émissions d'assignats continuent, et si les assignats émis restent en circulation, le riche qui a des épargnes se mettra encore en concurrence avec le peuple, avec l'agriculture, avec les arts utiles pour leur ravir les bras qui leur sont nécessaires.

Le cultivateur abandonnera sa charrue, parce qu'il gagnera davantage à servir l'homme opulent. Vous aurez taxé les produits, on vous enlèvera les bras qui produisent, et si les produits sont plus rares, le riche saura bien se les procurer et la disette peut aller à son comble.

Lorsqu'on a taxé les denrées au tiers, au quart à moitié du prix où elles étaient auparavant, il faut ôter de la circulation le tiers, le quart, la moitié du signe ou de la monnaie.

C'est au riche dont les taxes doublent le revenu, à rendre à la patrie une portion de ce revenu proportionné au bénéfice des taxes.

L'un des meilleurs moyens de faire baisser les denrées et de diminuer l'excès des fortunes est de forcer celui qui a trop à l'économie.

Ces vérités simples doivent être saisies de tout le monde; elles appartiennent davantage au cœur qu'à l'esprit.

Il y a quelques rapports particuliers sous lesquels vous devez envisager les monnaies dans les circonstances présentes, tout ayant prodigieusement renchéri depuis les ventes de 1790 et 1791, qui ont été les plus rapides; les annuités et les intérêts qu'on vous paie aujourd'hui ne répondent plus à la valeur actuelle du signe, et l'Etat a perdu moitié sur la vente des terres.

Je ne fais point ces réflexions pour alarmer les acquéreurs quelles que soient les pertes qu'a faites l'Etat; la perte du crédit national serait plus grande encore et la probité du peuple français garantit l'aliénation des domaines publics.

Ainsi tout concourt à vous prouver que vous devez imposer les riches, établir une sévère économie et poursuivre rigoureusement tous les comptables, afin de ne pas perdre sur la valeur des intérêts et des annuités.

Ces moyens sont simples, ils sont dans la nature même des choses, et sont préférables aux systèmes dont la République est inondée depuis quelque temps.

Votre comité de Salut public a pensé que l'économie et la sévérité étaient dans ce moment le meilleur moyen de faire baisser les denrées : on lui a présenté des projets d'emprunts, de banques et d'agiotages de toute espèce, et sur les monnaies et sur les subsistances; il les a rejetés comme des inspirations de l'avarice ou de l'étranger. Notre principe doit être de diminuer la masse des assignats, par le brûlement seul.

Jetons un coup d'œil sur le commerce et sur le change.

(1) Applaudissements, d'après le *Mercur universel*, (20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 172, col. 2).

Je parlerais ici de la politique et du commerce de l'Europe, si je n'avais un rapport particulier à vous faire sur les Colonies.

Je ne parlerai donc point ici des vues commerciales qui conviennent à la République. Je ne veux parler du commerce que dans son rapport avec la crise où nous sommes.

Beaucoup de denrées sont devenues rares; ce sont celles que ne produit point notre pays, ces denrées pourront devenir plus rares encore par la difficulté de s'en procurer. Il n'y a plus de changes, mais il vaut mieux se passer de denrées de luxe, que de courage et de vertu.

Il sera nécessaire que votre comité de commerce examine si toutes les denrées de première nécessité que produit le sol de la République, sont en proportion avec les besoins du peuple, car rien ne supplée à la disette absolue.

Tout le commerce de l'Europe languit; nos ennemis sont punis eux-mêmes, semblables à l'abeille qui perd la vie en nous piquant de son aiguillon. Il s'est fait mille banqueroutes à Londres depuis la guerre. Aussitôt que le gouvernement anglais connaît un riche, il le fait Lord. Son dessein en cela est de fortifier le patriciat et la monarchie; mais ce moyen ruine le commerce, et s'il se trouve quelques hommes de courage dans la Chambre des communes, elle abolira peut-être bientôt celle des pairs et le trône, aidée par la misère publique et le ressentiment du commerce.

Nos mœurs présentes nous font souffrir avec joie des privations. Il n'en est pas de même dans les monarchies qui nous font la guerre : elles sont toutes ébranlées par les cris des peuples.

Les denrées ont encore renchéri par la difficulté des charrois, et la cherté des fourrages et des chevaux; les chemins sont ruinés pour la plupart.

Votre comité avait eu l'idée d'employer les hommes justement suspects à les rétablir, à percer les canaux de Saint-Quentin et d'Orléans, à transporter les bois de la Marine, à nettoyer les fleuves. Ce serait le seul bien qu'ils auraient fait à la patrie : c'est à vous de peser cette idée dans votre sagesse. Dans une République il n'y a point de considération qui doive prévaloir sur l'utilité commune; il serait juste que le peuple régnât à son tour sur ses oppresseurs, et que la sueur baignât l'orgueil de leur front.

Les différentes lois que vous portâtes autrefois sur les subsistances auraient été bonnes si les hommes n'avaient pas été mauvais.

Lorsque vous portâtes la loi du *maximum*, les ennemis du peuple, plus riches que lui, achetèrent au-dessus du *maximum*.

Les marchés cessèrent d'être fournis par l'avarice de ceux qui vendaient : le prix de la denrée avait baissé, mais la denrée fut rare.

Les commissionnaires d'un grand nombre de communes achetèrent en concurrence, et comme l'inquiétude se nourrit et se propage d'elle-même, chacun voulut avoir des magasins, et prépara la famine pour s'en préserver.

Les départements fertiles furent inondés de commissions; tout fut arrêté : on acheta même pour le duc d'York; on a vu des commissionnaires porteurs de guinées.

L'Administration des subsistances militaires et le peuple obligés d'acheter au *maximum*, ne trouvèrent que ce que la pueur du crime et de l'intérêt n'avait point osé vendre à plus haut prix.

Ainsi, nos ennemis ont tiré avantage de nos lois même, et les ont tournées en leur faveur.

Votre comité de Salut public a pensé que vous deviez réprimer fortement cette concurrence établie entre le peuple et ses ennemis, et soumettre les commissions ou réquisitions à un *visa*, par le moyen duquel les agents mal intentionnés seraient reconnus, et les réquisitions organisées.

Dans les circonstances où se trouve la République, la Constitution ne peut être établie; on l'immolerait par elle-même. Elle deviendrait la garantie des attentats contre la liberté, parce qu'elle manquerait de la violence nécessaire pour les réprimer. Le gouvernement présent est aussi trop embarrassé. Vous êtes trop loin de tous les attentats; il faut que le glaive des lois se promène partout avec rapidité, et que votre bras soit partout présent pour arrêter le crime.

Vous devez vous garantir de l'indépendance des administrations, diviser l'autorité, l'identifier au mouvement révolutionnaire et à vous, et la multiplier.

Vous devez resserrer tous les nœuds de la responsabilité, diriger le pouvoir souvent terrible pour les patriotes, et souvent indulgent pour les traîtres; tous les devoirs envers le peuple sont méconnus, l'insolence des gens en place est insupportable, les fortunes se font avec rapidité.

Il est impossible que les lois révolutionnaires soient exécutées, si le gouvernement lui-même n'est constitué révolutionnairement.

Vous ne pouvez point espérer de prospérité si vous n'établissez un gouvernement qui, doux et modéré envers le peuple, sera terrible envers lui-même par l'énergie de ses rapports; ce gouvernement doit peser sur lui-même et non sur le peuple. Toute injustice envers les citoyens, toute trahison, tout acte d'indifférence envers la patrie, toute mollesse, y doit être souverainement réprimé.

Il faut y préciser les devoirs, y placer partout le glaive à côté de l'abus, en sorte que tout soit libre dans la République, excepté ceux qui conjurent contre elle et qui gouvernent mal.

Les conjurations qui ont déchiré depuis un an la République, nous ont averti que le gouvernement avait conspiré sans cesse contre la patrie; l'éruption de la Vendée s'est accrue sans qu'on en arrêtât les progrès : Lyon, Bordeaux, Toulon, Marseille, se sont révoltés, se sont vendus sans que le gouvernement ait rien fait pour prévenir ou pour arrêter le mal.

Aujourd'hui que la République a douze cent mille hommes à nourrir, des rebelles à soumettre et le peuple à sauver, aujourd'hui qu'il s'agit de prouver à l'Europe qu'il n'est point en son pouvoir de rétablir chez nous l'autorité d'un seul, vous devez rendre le gouvernement propre à l'économie et au bonheur public.

Vous devez mettre en sûreté les rades; construire promptement de nombreux vaisseaux, remplir le Trésor public, ramener l'abondance, approvisionner Paris comme en état de siège jusqu'à la paix; vous devez tout remplir d'activité, rallier les armées au peuple et à la Convention nationale.

Il n'est pas inutile non plus que les devoirs des représentants du peuple auprès des armées leur soient sévèrement recommandés. Ils y doivent être les pères et les amis du soldat. Ils doivent coucher sous la tente, ils doivent être présents aux exercices militaires, ils doivent être peu familiers avec les généraux, afin que le



soldat ait plus de confiance dans leur justice et leur impartialité, quand il les aborde. Le soldat doit les trouver jour et nuit prêts à l'entendre. Les représentants doivent manger seuls. Ils doivent être frugals et se souvenir qu'ils répondent du salut public, et que la chute éternelle des rois est préférable à la mollesse passagère.

Ceux qui font des révolutions dans le monde, ceux qui veulent faire le bien ne doivent dormir que dans le tombeau.

Les représentants du peuple dans les camps, doivent y vivre comme Annibal avant d'arriver à Capoue, et comme Mithridate, ils doivent savoir, si je puis ainsi parler, le nom de tous les soldats; ils doivent poursuivre toute injustice, tout abus, car il s'est introduit de grands vices dans la discipline de nos armées : on a vu des bataillons de l'armée du Rhin demander l'aumône dans les marchés : un peuple libre est humilié de ces indignités, ils meurent de faim ceux qui ont respecté les dépouilles de la Belgique !

Un soldat malheureux est plus malheureux que les autres hommes; car pourquoi combat-il, s'il n'a rien à défendre qu'un gouvernement qui l'abandonne; et le caractère des chefs est peu propre à lui faire supporter ses maux. Il est peu de grandes âmes à la tête des armées pour les enivrer, leur inspirer l'amour de la gloire, l'orgueil national et le respect de la discipline qui fait vaincre; il n'y avait eu jusqu'à présent à la tête de vos armées que des imbéciles et des fripons. Votre comité de Salut public a épuré les états-majors, mais on peut reprocher encore à tous les officiers l'inapplication au service; ils étudient peu l'art de vaincre, ils se livrent à la débauche, ils s'absentent des corps aux heures d'exercice et de combat, ils commandent avec hauteur et conséquemment avec faiblesse. Le vétéran rit sous les armes de la sottise de celui qui le commande, et voilà comment nous éprouvons des revers.

Il nous a manqué jusqu'aujourd'hui des institutions et des lois militaires conformes au système de la République qu'il s'agit de fonder. Tout ce qui n'est point nouveau dans un temps d'innovation est pernicieux. L'art militaire de la monarchie ne nous convient plus, ce sont d'autres hommes et d'autres ennemis, la puissance des peuples, leurs conquêtes, leur splendeur politique et militaire dépendent d'un point unique, d'une seule institution forte. Ainsi, les Grecs doivent leur gloire militaire à la *Phalange*; les Romains à la *Légion*, qui vainquit la phalange. Il ne faut pas croire que la phalange et la légion soient les simples dénominations des corps composés d'un certain nombre d'hommes; elles désignent un certain ordre de combattre, une constitution militaire.

Notre nation a déjà un caractère; son système militaire doit être autre que celui de ses ennemis; or, si la nation française est terrible par sa fougue, son adresse, et si ses ennemis sont lourds, froids et tardifs, son système militaire doit être impétueux.

Si la nation française est pressée dans cette guerre par toutes les passions fortes et généreuses, l'amour de la liberté, la haine des tyrans et de l'oppression; si au contraire, ses ennemis sont des esclaves mercenaires, automates sans passions; le système de guerre des armes françaises doit être l'ordre du choc.

Le même esprit d'activité doit se répandre

dans toutes les parties militaires; l'Administration doit seconder la discipline.

L'Administration des armées est pleine de brigands; on vole les rations des chevaux, les bataillons manquent de canons ou de chevaux, pour les traîner, on n'y reconnaît point de subordination parce que tout le monde vole et se méprise.

Il est temps que vous remédiiez à tant d'abus, si vous voulez que la République s'affermisse; le gouvernement ne doit pas être seulement révolutionnaire contre l'aristocratie, il doit l'être contre ceux qui volent le soldat, qui dépravent l'armée par leur insolence, et qui, par la dissipation des deniers publics, ramèneraient le peuple à l'esclavage, et l'empire à sa dissolution par le malheur. Tant de maux ont leur source dans la corruption des uns et dans la légèreté des autres.

Il est certain que dans les révolutions, comme il faut combattre la résistance des uns, la paresse des autres pour le changement, la superstition de ceux-ci pour l'autorité détruite, l'ambition et l'hypocrisie de ceux-là, le gouvernement nouveau s'établit avec difficulté, et ce n'est qu'avec peine qu'il forme son plan et ses maximes; il demeure longtemps sans résolutions bien décidées; la liberté a son enfance, on n'ose gouverner ni avec vigueur ni avec faiblesse, parce que la liberté vient par une salutaire anarchie, et que l'esclavage rentre souvent avec l'ordre absolu.

Cependant l'ennemi redouble d'efforts et d'activité; il ne nous fait point la guerre dans l'espérance de nous vaincre par les armes, mais il nous la fait pour énerver le gouvernement et empêcher qu'il ne s'établisse; il nous la fait pour verser le sang des défenseurs de la liberté, et en diminuer le nombre, afin qu'après la mort de tous les hommes ardents, ils capitulent avec les lâches qui les attendent. Il a péri 100.000 patriotes depuis un an : plaie épouvantable pour la liberté! notre ennemi n'a perdu que des esclaves; les épidémies et les guerres fortifient l'autorité des rois.

Il faut donc que notre gouvernement regagne d'un côté ce qu'il a perdu de l'autre. Il doit mettre tous les ennemis de la liberté dans l'impossibilité de lui nuire à mesure que les gens de bien périssent. Il faut faire la guerre avec prudence et ménager notre sang, car on n'en veut qu'à lui; l'Europe en a soif. Vous avez 100.000 hommes dans le tombeau qui ne défendent plus la liberté.

Le gouvernement est leur assassin; c'est le crime des uns, c'est l'impuissance des autres et leur incapacité.

Tous ceux qu'emploie le gouvernement sont paresseux, tout homme en place ne fait rien lui-même et prend des agents secondaires, le premier agent secondaire a les siens, et la République est en proie à 20.000 sots qui la corrompent, qui la combattent, qui la saignent.

Vous devez diminuer partout le nombre des agents, afin que les chefs travaillent et pensent.

Le ministère est un monde de papier; je ne sais point comment Rome et l'Égypte se gouvernaient sans cette ressource, on pensait beaucoup, on écrivait peu. La prolixité de la correspondance et des ordres du gouvernement est une marque de son inertie, il est impossible que l'on gouverne sans laconisme. Les représentants du peuple, les généraux, les administrateurs, sont environnés de bureaux comme les anciens

hommes de Palais, il ne se fait rien et la dépense est pourtant énorme. Les bureaux ont remplacé le monarchisme, le démon d'écrire nous fait la guerre et l'on ne gouverne point.

Il est peu d'hommes à la tête de nos établissements, dont les vues soient grandes et de bonne foi; le service public, tel qu'on le fait, n'est pas vertu, il est métier.

Tout enfin a concouru au malheur du peuple et à la disette. L'aristocratie, l'avarice, l'inertie, les voleurs, la mauvaise méthode. Il faut donc rectifier le gouvernement tout entier pour arrêter l'impulsion que nos ennemis s'efforcent de lui donner vers la tyrannie; quand tous les abus seront corrigés, la compression de tout mal amènera le bien, on verra renaître l'abondance d'elle-même.

J'ai parcouru rapidement la situation de l'État, ses besoins et ses maux, c'est à votre sagesse de faire le reste; c'est au concours de tous les talents à étendre les vues du comité de Salut public, il m'a chargé de vous présenter les mesures suivantes de gouvernement.

## DÉCRET

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de Salut public, décrète ce qui suit :

### *Du Gouvernement.*

Article premier. — Le gouvernement provisoire de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix.

Art. 2. — Le conseil exécutif provisoire, les ministres, les généraux, les corps constitués, sont placés sous la surveillance du comité de Salut public, qui en rendra compte tous les huit jours à la Convention.

Art. 3. — Toute mesure de sûreté doit être prise par le conseil exécutif provisoire, sous l'autorisation du comité qui en rendra compte à la Convention.

Art. 4. — Les lois révolutionnaires doivent être exécutées rapidement. Le gouvernement correspondra immédiatement avec les districts dans les mesures de salut public.

Art. 5. — Les généraux en chef seront nommés par la Convention nationale, sur la présentation du comité de Salut public.

Art. 6. — L'inertie du gouvernement étant la cause des revers, les délais pour l'exécution des lois et des mesures de salut public, seront fixes. La violation des délais sera punie comme un attentat à la liberté.

### *Substances.*

Art. 7. — Le tableau des productions en grains de chaque district, fait par le comité de Salut public, sera imprimé et distribué à tous les membres de la Convention, pour être mis en action, sans délai.

Art. 8. — Le nécessaire de chaque département sera évalué par approximation et garanti. Le superflu sera soumis aux réquisitions.

Art. 9. — Le tableau des productions de la République sera adressé aux représentants du peuple, aux ministres de la marine et de l'intérieur, aux administrateurs des subsistances. Ils devront requérir dans les arrondissements qui

leur auront été assignés. Paris aura un arrondissement particulier.

Art. 10. — Les réquisitions pour le compte des départements stériles, seront autorisées et réglées par le conseil exécutif provisoire.

Art. 11. — Paris sera approvisionné au premier de mars pour une année.

### *Sûreté générale.*

Art. 12. — La direction et l'emploi de l'armée révolutionnaire seront incessamment réglés, de manière à comprimer les contre-révolutionnaires. Le comité de Salut public en présentera le plan.

Art. 13. — Le conseil enverra garnison dans les villes où il se sera élevé des mouvements contre-révolutionnaires. Les garnisons seront payées et entretenues par les riches de ces villes, jusqu'à la paix.

### *Finances.*

Art. 14. — Il sera créé un tribunal et un juré de comptabilité. Ce tribunal et ce juré seront nommés par la Convention nationale. Il sera chargé de poursuivre tous ceux qui ont manié les deniers publics depuis la révolution, et de leur demander compte de leur fortune. L'organisation de ce tribunal est renvoyée au comité de législation.

### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (1).

Saint-Just, organe du comité de Salut public, présente le tableau de la situation actuelle de la France et les mesures qu'il a cru les plus efficaces pour sauver la République. Il a terminé son rapport par faire adopter un projet de décret dont voici les principales dispositions :

(1) Auditeur national (n° 384 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 4).

On trouve en outre des extraits du rapport de Saint-Just et de la discussion qui a suivi dans le *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 86, col. 2), dans le *Journal de la Montagne* (n° 132 du samedi 12 octobre 1793, p. 954, col. 1), dans le *Mercur universel* (20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793 p. 172, col. 1), dans le *Journal des Débats et des Décrets*, (octobre 1793, n° 387, p. 182), dans le *Journal de Perlet* (n° 384 du 10<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 85), enfin dans les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 283 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 1286, col. 2).

Les comptes rendus du *Mercur universel*, du *Journal des Débats et des Décrets* et du *Journal de Perlet*, que nous insérons ci-dessous, nous ont seuls paru intéressants à signaler à cause de certains détails qu'ils renferment.

## I

### COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

SAINT-JUST. Votre comité de Salut public, dont les pouvoirs expirent aujourd'hui, m'a chargé de vous faire auparavant un rapport sur la situation générale de la République.

(Suit un résumé du rapport de Saint-Just que nous avons publié ci-dessus d'après le document imprimé par ordre de la Convention).

CHABOT observe que le généralat est de l'essence de la monarchie. Il faut, dit-il, réduire les généraux à moins d'opulence; ils en seront meilleurs républicains.



1<sup>o</sup> Les ministres, les administrateurs, etc., sont sous la surveillance spéciale du comité de Salut public;

2<sup>o</sup> Le Gouvernement sera révolutionnaire jusqu'à la paix;

3<sup>o</sup> Les généraux en chef seront nommés directement par la Convention nationale;

4<sup>o</sup> Le nécessaire des départements sera évalué et garanti, et le surplus sera mis en réquisition;

5<sup>o</sup> Le tableau des productions de chaque district sera imprimé;

6<sup>o</sup> Paris sera approvisionné, au premier mars, pour une année;

7<sup>o</sup> Il sera envoyé une garnison dans les villes où il se sera élevé du mouvement contre-révolutionnaire; cette garnison sera payée par les riches jusqu'à la paix;

8<sup>o</sup> Il sera établi un tribunal chargé de poursuivre tous ceux qui ont manié les deniers publics depuis quatre ans.

Ce projet de décret a été adopté au milieu des plus vifs applaudissements, et sur la proposition d'un membre, la Convention a décrété: 1<sup>o</sup> que le tribunal de comptabilité fera rendre compte à tous ceux qui occupent aujourd'hui des places; 2<sup>o</sup> que le comité de Salut public continuera ses fonctions.

**Chabot.** Je demande que la surveillance du tribunal de comptabilité s'étende sur tous ceux qui, depuis dix ans, ont manié les deniers pu-

Il faut dire à un général: « Te voilà devant une ville; si dans trois jours elle n'est pas prise, ta tête tombera ».

L'opinant présente quelques propositions qui sont renvoyées au Comité.

## II

### COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets.

SAINT-JUST se présente à la tribune.

Le comité de Salut public dont les fonctions expirent aujourd'hui, me charge, dit-il, de vous faire un rapport sur la situation du gouvernement.

Il expose de suite les causes des malheurs publics et les moyens d'y remédier.

Nous donnerons en entier ce discours, également précieux par l'importance du sujet et la manière dont il est traité. Il a été couvert des plus vifs applaudissements.

Il a lu un projet de décret qui a été adopté.

## III

### COMPTE RENDU du Journal de Perlet.

SAINT-JUST, organe du comité de Salut public, dont les pouvoirs expirent aujourd'hui, présente un rapport général sur la situation du gouvernement.

(Suit un résumé du rapport de Saint-Just que nous avons publié ci-dessus d'après le document imprimé par ordre de la Convention).

Voici le projet de décret que je vous propose :

1<sup>o</sup> Le gouvernement provisoire de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix;

2<sup>o</sup> Le conseil exécutif, les ministres, les généraux sont sous la surveillance du comité de Salut public qui en rendra compte;

3<sup>o</sup> Le gouvernement correspondra avec les districts;

4<sup>o</sup> Les généraux en chef seront nommés par la Convention;

5<sup>o</sup> La violation des délais pour l'exécution des lois sera punie comme un attentat à la liberté;

6<sup>o</sup> Le nécessaire des représentants sera évalué; le superflu sera soumis à la réquisition;

7<sup>o</sup> Paris aura un arrondissement particulier; il sera approvisionné au premier mars pour l'année;

8<sup>o</sup> Il sera entretenu dans les villes contre-révolution-

naires. Si nous avons été obligés de mettre en circulation un si grand nombre d'assignats, ce sont les dilapidations commises sous le règne du dernier tyran qui en sont les causes.

Il a ensuite demandé que la Convention chargeât son comité de Salut public d'examiner les deux questions suivantes :

La première, si tous les généraux et officiers ne devraient pas être réduits à la même ration que le soldat, sauf à récompenser après la paix ceux qui auront bien mérité de la patrie.

La seconde, si le comité, au lieu de s'occuper de plans de campagne, ne devrait pas prendre un ton beaucoup plus laconique : par exemple, lorsqu'une place serait assiégée, s'il ne devrait pas dire au général : « Si dans trois jours le siège n'est pas levé, ta tête tombera. »

Ces diverses propositions, vivement applaudies, ont été renvoyées au comité.

**Le comité de législation, qui avait été chargé, au commencement de la séance, de revoir le décret rendu hier contre les Anglais, présente une nouvelle rédaction; elle est décrétée comme il suit :**

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation [MERLIN (de Douai), rapporteur (1)], décrète ce qui suit :

## Art. 1<sup>er</sup>.

« Tous les meubles, immeubles, créances, rentes, et généralement tous les biens, toutes les sommes et effets quelconques appartenant ou dus en France et dans les colonies françaises à des Anglais, Écossais, Irlandais, Hanovriens de l'un et de l'autre sexe, et généralement à des sujets du roi de la Grande-Bretagne, sont confisqués au profit de la République, et seront, à la réception du présent décret, saisis et mis sous la main des régisseurs des domaines nationaux.

## Art. 2.

« Tout détenteur, fermier, débiteur ou dépositaire des biens, effets, sommes, créances et autres objets ci-dessus désignés, est tenu d'en faire la déclaration, dans les 24 heures qui suivront la publication du présent décret, à l'administration de son district, sous peine de dix

naires, jusqu'à la paix, des garnisons aux dépens des riches;

9<sup>o</sup> Il sera créé par la Convention nationale un tribunal et un juré de comptabilité, chargés de poursuivre ceux qui ont manié les deniers publics depuis la Révolution, et de leur demander compte de leur fortune. L'organisation de ce tribunal est renvoyée au comité de Législation.

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.

MICHEL ERNE PETIT demande que la dernière mesure soit étendue à tous ceux qui occupent des places aujourd'hui.

CHABOT veut qu'elle s'applique à tous ceux qui ont manié les deniers publics dix ans avant la Révolution.

ROMME observe qu'en grossissant une mesure on la rend nulle. Il demande que ces additions proposées au décret soient scrupuleusement examinées par le Comité qui l'a fait rendre (Décret).

Le comité de Salut public est prorogé pour un mois.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

années de fers, et d'une amende égale à la valeur de l'objet non déclaré : la moitié de cette amende sera adjugée au dénonciateur.

### Art. 3.

« Toute quittance ou décharge de sommes ou effets ci-dessus désignés, qui n'aurait pas été enregistrée avant ce jour, est nulle. Chaque receveur des droits d'enregistrement est tenu, à peine de destitution, de faire arrêter ses registres par le juge de paix de sa résidence.

### Art. 4.

« Tous les Anglais, Écossais, Irlandais, Hanovriens, de l'un et de l'autre sexe, et généralement tous les sujets du roi de la Grande-Bretagne qui sont actuellement dans l'étendue de la République, seront, à l'instant de la réception du présent décret, mis en état d'arrestation dans des maisons de sûreté, et les scellés seront apposés sur leurs papiers.

### [Art. 5.

« Celui qui logerait ou recèlerait quelqu'un des individus ci-dessus désignés, et n'en ferait pas sa déclaration dans les 24 heures, sera puni de dix années de fers.

### Art. 6.

« La même peine aura lieu contre tout fonctionnaire public qui serait convaincu de négligence dans l'exécution du présent décret.

### Art. 7.

« Sont exceptés du présent décret les ouvriers nés sujets du roi de la Grande-Bretagne, qui sont depuis six mois en activité de service dans les manufactures de France, et les enfants placés dans les écoles françaises au-dessous de l'âge de 12 ans. Les scellés seront néanmoins apposés sur leurs papiers.

### Art. 8.

« Le présent décret sera envoyé à tous les départements par des courriers extraordinaires.

### Art. 9.

« La rédaction du présent décret arrêtée dans la séance d'hier, est rapportée (1). »

Un membre du comité de sûreté générale demande que ce comité soit autorisé à faire un rapport sur la dénonciation qui lui a été faite contre plusieurs agents de l'ancien régime, et à faire imprimer la liste des personnes qui étaient au château des Tuileries à l'époque du 10 août 1792, afin qu'étant ainsi connues, on puisse par-tout s'assurer d'elles.

L'Assemblée déclare qu'il n'y a pas lieu à déli-

bérer, attendu que le comité est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour remplir cet objet (1).

### COMPTE RENDU du *Mercur universel* (2).

Un membre du comité de sûreté générale demande à être autorisé, sur la dénonciation citoyen Héron, à faire un rapport à l'Assemblée de ce qui concerne cette dénonciation.

L'Assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que le comité de sûreté est suffisamment autorisé.

« Quarante patriotes, ajoute le rapporteur, ont dénoncé les particuliers désignés dans les six et septième recueils trouvés chez Laporte, intendant de la ci-devant liste civile. Presque tous étaient au château le 10 août. Votre comité vous propose de les faire mettre en état d'arrestation et, qu'en conséquence, ces recueils seront envoyés à toutes les autorités constituées. »

L'Assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que le comité de sûreté est suffisamment autorisé pour ces mesures.

Un autre membre [VADIER (3)] du même comité rend compte à l'Assemblée des intrigues mises en œuvre auprès des membres qui le composent, par Béthune-Charost, à l'effet d'obtenir un passeport. Il explique comment il a fait agir la femme Marquet, et comment celle-ci a induit la jeune citoyenne Millet à s'interposer dans ces démarches, pour solliciter, par offre et par promesse, l'expédition du passeport désiré : il rapporte de quelle manière celle-ci a avoué tous les faits, et comment, la vérité étant connue, le comité a fait sur-le-champ traduire Béthune-Charost dans une maison d'arrêt. Il propose de décréter que la femme Marquet sera renvoyée au tribunal de police correctionnelle.

On observe que le cas a été prévu par le Code pénal, et que le délit commis, en cherchant à corrompre les représentants du peuple, mérite une instruction plus solennelle.

Le décret suivant est rendu :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de sûreté générale, décrète que Béthune-Charost et la femme Marquet seront traduits au tribunal révolutionnaire, pour y être jugés sur les crimes de subordination et de lèse-nation dont ils se trouvent prévenus (4). »

Suit le texte du rapport de Vadier d'après le Bulletin de la Convention (5).

Un membre du comité de sûreté générale a dit : Citoyens, il serait impossible à votre comité

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 216.

(2) *Mercur universel* du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 173, col. 2.

(3) Ce membre est Vadier, d'après l'*Auditeur national* (n<sup>o</sup> 384 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 5), et d'après les *Annales patriotiques et littéraires* (n<sup>o</sup> 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1290, col. 1).

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 216.

(5) *Bulletin de la Convention* du 9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 214 à 216.



de Sûreté générale, il serait impossible à vous-mêmes de sauver la chose publique et d'achever notre glorieuse révolution, il serait impossible de marcher d'un pas intrépide dans la carrière qui est ouverte à votre courage, si la confiance publique cessait un instant de vous investir, et si vous cessiez de jouir de la renommée qui doit accompagner la vertu. Le délice des âmes pures est le témoignage d'une conscience irréprochable. Une réputation sans tache est l'aliment de cette jouissance inappréciable. Eh bien ! Citoyens, c'est ce rare trésor que les ennemis de la liberté et de votre gloire s'efforcent de vous enlever. Voici une preuve éclatante de cette criminelle intention.

Un homme pervers, élevé à l'école du crime, de l'immoralité et de la bassesse, connu par ses trahisons autant que par sa haine pour la révolution... ; un scélérat qui, comme l'assassin Pâris, a voulu se soustraire à la vengeance nationale par un suicide... Béthune-Charost enfin, a mis le comble à ses turpitudes, en voulant corrompre les membres de votre comité, pour en extorquer un passeport à prix d'argent.

Lorsqu'il fut amené de Calais, l'état de sa blessure déterminait le comité à le laisser en arrestation dans sa maison, sous la garde de deux gendarmes. Ce scélérat a mis à profit cet acte d'humanité pour méditer son évasion. Le premier moyen fut de contrefaire le fou, afin d'apitoyer les gens qui l'environnent, ou les distraire sur ses desseins. Mais on a trouvé un premier indice dans son portefeuille : on y voit la liste des membres du comité de sûreté générale, dont quelques noms sont marqués d'une croix ; et on y a trouvé un grand nombre de bons payables au porteur par son intendant.

Tels sont les premiers éléments de la corruption projetée par ce lâche conspirateur. On va voir comme il a voulu la mettre en pratique.

La femme de son chirurgien fut choisie pour cette négociation criminelle, et elle s'en est acquittée avec l'astuce et la fourberie qui convenaient à ce vil et honteux ministère.

Cette femme, appelée Marquet, était assez rusée pour sentir le danger de cette commission : elle voulut sonder le terrain ; elle interposa une jeune personne dont elle compromit l'ingénuité et la bonne foi.

Cette jeune personne est la citoyenne Millet, qui avait la connaissance d'un membre du comité, le citoyen Voulland. Elle fut priée par la femme Marquet d'engager, vis-à-vis ce député, la demande d'un passeport ; elle était chargée d'ajouter que cette faveur serait payée d'une reconnaissance sans borne ; que, par exemple, une somme de deux mille écus ne serait qu'une bagatelle, attendu l'opulence de l'homme au passeport.

Le citoyen Voulland, à qui la jeune Millet s'était adressée, ne put contenir son indignation : il l'exprima surtout avec véhémence, quand il entendit le nom de Charost ; il fit part au comité de cette tentative insolente, et l'ordre fut donné sur le champ de traduire ce conspirateur à la Force.

La citoyenne Millet ne tarda point à connaître le piège que la femme Marquet avait tendu à son inexpérience ; elle fit ses excuses par lettre au citoyen Voulland ; et pour réparer son erreur, elle lui donna le nom et l'adresse de l'intrigante qui avait abusé de sa bonne foi.

Cette femme fut amenée hier au comité : elle y subit un interrogatoire, où elle nia d'abord avec effronterie d'avoir jamais connu Béthune-

Charost, ni d'avoir parlé de lui à qui que ce soit.

Mais après avoir été confrontée avec la citoyenne Millet, elle n'a pu résister à l'empire de la vérité, ni contredire la candeur et l'ingénuité de son récit ; elle en a avoué tout le contenu, et il en résulte que la femme Marquet est coupable de la négociation criminelle tentée contre la probité du citoyen Voulland ; il en résulte que cette femme astucieuse a abusé de la jeunesse et de la crédulité confiante de la citoyenne Millet, dont votre comité a dû apprécier la sensibilité et le repentir. Il a donc cru devoir renvoyer dans son domicile la jeune Millet, après lui avoir remontré l'imprudence de sa démarche.

A l'égard de la femme Marquet, il a cru devoir décerner contre elle un mandat d'arrêt, et dénoncer à la Convention le crime de subornation dont elle est prévenue.

Mais le but principal de ce rapport est d'appeler l'indignation publique sur les vampires, sur les âmes de boue, qui, à la faveur d'un or corrupteur, osent trafiquer de l'honneur et de la réputation des hommes en place, en foulant aux pieds les bonnes mœurs, la morale, l'honnêteté publique par des moyens vils et sordides.

Sur ce rapport le décret suivant est rendu : « La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de sûreté générale, décrète que Béthune-Charost et la femme Marquet seront traduits au tribunal révolutionnaire pour y être jugés sur les crimes de subornation et de lèse-nation dont ils se trouvent prévenus.

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (1).

**Vadier**, organe du comité de sûreté générale, obtient la parole.

*(Suit un résumé du rapport que nous insérons ci-dessus d'après le Bulletin de la Convention.)*

Le comité propose, vu que la loi ne prononce pas contre ceux qui cherchent à corrompre les fonctionnaires publics, de renvoyer la femme Marquet devant la police correctionnelle.

**Robespierre** pense que le délit exposé par le comité est un véritable crime de contre-révolution. Il demande que ceux qui s'en sont rendus coupables, soient traduits au tribunal révolutionnaire.

Sa proposition est décrétée.

**Voulland** veut parler pour prouver qu'il n'a jamais eu aucune correspondance avec la jeune Millet.

(1) Auditeur national (n° 384 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 5). D'autre par, les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1290, col. 1), rendent compte du rapport de Vadier dans les termes suivants :

VADIER prend la parole au nom du comité de Sûreté générale.

*(Suit un résumé du rapport que nous insérons ci-dessus d'après le Bulletin de la Convention.)*

Sur la motion de ROBESPIERRE la jeune Millet et la femme Marquet sont aussi renvoyées devant le tribunal révolutionnaire.

L'assemblée, convaincue du patriotisme inaltérable de ce député, refuse de l'entendre.

La discussion ouverte sur ce décret a fourni l'occasion à un membre [ALBITE] (1) de demander que toute personne mise en état d'arrestation, comme suspecte de contre-révolution, fût toujours, et sans exception, renfermée dans une maison d'arrêt.

On observe que le décret rendu contre les personnes suspectes renferme cette disposition; et l'Assemblée déclare, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

Le même membre [ALBITE] demande ensuite que le ci-devant général Brunet, arrêté et détenu à cause de la trahison dont il est accusé, soit renvoyé au tribunal révolutionnaire.

Cette proposition est décrétée comme il suit :

« La Convention nationale décrète que le ci-devant général Brunet est renvoyé au tribunal révolutionnaire, pour son procès lui être fait conformément aux lois (2). »

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (3).

Albite se plaint à cette occasion de ce qu'on laisse les prévenus du crime de contre-révolu-

(1) D'après les divers journaux de l'époque.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 217. La rédaction de ce décret est due à Ramel, ainsi qu'il résulte du document des Archives, carton C 273, dossier 686.

(3) *Auditeur national* (n° 384 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 6). D'autre part, le *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1790, p. 86, col. 1) et les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1290, col. 1) rendent compte des deux motions d'Albite dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE-RENDU du *Moniteur universel*.

Albite. Il est un autre homme dont la tête doit enfin tomber sous le glaive de la loi, c'est Brunet, ce général perfide dont les trahisons nous avaient fait évacuer le département du Mont-Blanc, qui a livré les patriotes de ce pays; qui a fait égorguer nos soldats sur des rochers inexpugnables. S'il était permis à un bon patriote d'être avide du sang humain, ce serait de celui de Brunet dont je voudrais me rassasier. Tout le Midi, témoin de ses crimes, demande à grands cris vengeance. Je demande que ce monstre soit traduit, sans délai, au tribunal révolutionnaire.

Cette proposition est décrétée.

#### II

##### COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires*.

ALBITE profite de cette occasion pour se plaindre de ce qu'au mépris de la loi on laisse les prévenus du crime de contre-révolution dans leur maison, sous la garde de simples gendarmes. Il cite le général Brunet, qui a fait périr 6.000 patriotes dans les montagnes de Nice; et cet homme, ajoute-t-il, n'est pas encore jugé!

La Convention nationale renvoie Brunet au tribunal révolutionnaire et décrète que le ministre rendra compte de l'inexécution de la loi qui ordonne que tous les gens suspects ou prévenus de contre-révolution seront transférés dans les prisons.

tion dans leurs maisons, sous la garde de simples gendarmes.

Il s'étonne ensuite que le général Brunet, qu'il accuse d'avoir fait périr 6,000 patriotes dans les montagnes de Nice, ne soit pas encore jugé. Il demande que tous les prévenus de contre-révolution soient détenus, sans distinction, dans les maisons d'arrêt et que Brunet soit livré au tribunal révolutionnaire.

La dernière proposition est décrétée, et quant à la première l'Assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur l'existence de la loi.

Un membre du comité de sûreté générale [VOULLAND (1)] expose que les décrets rendus sur les mesures à prendre contre les personnes suspectes laissent quelques dispositions à désirer pour que leur exécution soit prompte, facile et efficace. Il propose et l'Assemblée adopte le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité de surveillance et de sûreté générale, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« La Convention nationale déclare qu'elle a entendu, par l'article 9 du décret du 17 du mois de septembre dernier, donner à son comité de surveillance le pouvoir de mettre en liberté ou de retenir en état d'arrestation les personnes arrêtées par les divers comités de surveillance de la République, et même de renvoyer par-devant les tribunaux criminels, ou par-devant le tribunal révolutionnaire de Paris, ceux des détenus qui pourraient être suspects ou prévenus d'un délit national.

#### Art. 2.

« La Convention nationale, en conséquence de l'article précédent, approuve toutes les arrestations faites tant par son comité de surveillance actuel que par celui qui l'a précédé; elle approuve également les élargissements qu'ils peuvent avoir ordonnés, et les renvois qu'ils ont fait faire devant les tribunaux, de certains prévenus pour y être jugés.

#### Art. 3.

« Le comité de surveillance et de sûreté générale de la Convention, les comités de surveillance établis dans les différentes communes de la République, et toutes autorités constituées, ne pourront délivrer aucune permission de voir les personnes détenues, lesquelles, pendant tout le temps que durera leur détention, auront seulement la faculté de correspondre au dehors par écrit pour la direction de leurs affaires domestiques, et pourvoir à leurs besoins dans le lieu de leur détention.

#### Art. 4.

« Toutes les permissions accordées jusqu'à ce jour sont révoquées, et les concierges des diverses maisons d'arrêt ne pourront y avoir aucun

(1) Ce membre est Voulland, d'après le *Moniteur universel* (n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 87, col. 3).



égard; ils ne laisseront communiquer les détenus qu'avec les membres du comité de surveillance et de sûreté générale de la Convention, lorsqu'ils se présenteront munis d'un arrêté du comité, et au nombre de 2, pour prendre des interrogatoires ou autres éclaircissements.

### Art. 5.

« La disposition de l'article précédent ne regarde point les prisonniers qui sont sous la main des accusateurs publics près les tribunaux criminels, et près le tribunal révolutionnaire de Paris (1). »

### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

N..., au nom du comité de surveillance. Citoyens, vous avez été dans la nécessité de prendre enfin des mesures révolutionnaires, pour arrêter les coupables efforts des ennemis de notre liberté. Les uns se cachent sous le masque d'un civisme emprunté, les autres en imposent sous le langage séducteur d'un modérantisme perfide; il en est beaucoup encore qui, affectant dans les crises et les orages de la Révolution, une indifférence et une impartialité, qui n'est que dans leurs propos imposteurs, sont toujours disposés, comme vous l'avez déjà éprouvé, à renforcer le parti du royalisme, dont ils dirigent en secret les manœuvres et les complots.

Pour en couper radicalement toutes les trames, vous avez décrété, le 12 du mois d'août dernier, que tous les gens suspects seraient mis en état d'arrestation; vous avez signalé de la manière la plus précise, les personnes dont il était expédient de s'assurer. Les comités de surveillance de la République sont investis du pouvoir de faire arrêter les gens suspects; vous les avez soumis à l'obligation de fournir à votre comité de surveillance la liste des personnes qu'ils auront fait arrêter, les motifs de leur arrestation, et les papiers saisis sur elles.

Tous les jours votre comité reçoit des listes couvertes de gens suspects dont on s'est assuré : l'examen le plus scrupuleux porté, tant sur leur vie politique et morale que sur les papiers qu'ils n'ont pas eu l'adresse ou le temps de soustraire, met à même votre comité de trouver et de reconnaître des individus dont les délits sont de nature à être renvoyés, pour la poursuite, aux tribunaux criminels, ou au tribunal extraordinaire de Paris.

La loi salubre du 17 du mois dernier garde à cet égard un silence que votre comité a cru pouvoir et devoir même interpréter, dans quelques circonstances urgentes; il l'a fait, parce qu'il a senti, et que vous sentez vous-mêmes, qu'il faut le moins qu'il se peut venir vous interrompre au milieu de vos importantes occupations. Votre comité, jaloux de ne rien faire qu'avec votre sanction, me charge de vous consulter sur le sens que vous avez entendu donner à l'article 9 de votre décret du 17 du mois dernier, qui oblige les comités de surveillance de fournir à votre comité de sûreté générale la liste des personnes arrêtées, avec les motifs de leur arrestation, et les papiers saisis sur elles.

Un autre objet a fixé l'attention de votre comité de surveillance : les prisons, vous le savez, se remplissent chaque jour de personnes suspectes, elles ne sont pas plutôt en lieu de détention, qu'elles demandent à communiquer avec leurs amis et leurs parents.

Vous n'avez retranché provisoirement de la société et du commerce les gens suspects, que pour les empêcher de se coaliser entre eux, et de nuire à la chose publique.

Votre but n'est pas rempli; nous osons dire qu'il est manqué, si ces communications ne sont point interrompues entre les personnes suspectes détenues, et celles à qui on les a momentanément arrachées.

Votre comité, quelle que soit l'idée qu'on veuille s'en faire, ne s'est pas dissimulé que la mesure qu'il avait à vous proposer était dure; mais la mesure d'arrestation, prescrite par votre loi du 30 du dernier mois de l'an 1<sup>er</sup> de la République, est une mesure révolutionnaire, commandée par la suprême loi du salut public et de la sûreté générale, et pour être conséquents avec vous-mêmes, il vous propose le décret suivant :

(Suit le texte du projet de décret que nous insérons ci-dessus, d'après le procès-verbal.)

Ce projet de décret est adopté.

Les deux membres envoyés chez Marc-René Sahuguet d'Espagnac, pour y surveiller la réunion des papiers de la compagnie Masson, rendent compte de ce qu'ils ont fait pour l'acquit de leur mandat, et de ce qu'il leur reste à faire encore. Ils déclarent qu'ils ne négligeront rien pour remplir les vues de la Convention nationale (1).

Un membre de la Commission des subsistances [COUPÉ (de l'Oise), rapporteur (2)] rend compte des difficultés qui se sont élevées dans le district d'Avranches, à raison de l'inexécution des lois rendues sur la taxe des subsistances dans le département d'Ille-et-Vilaine. Il propose et l'Assemblée décrète ce qui suit :

« La Convention nationale ayant entendu le rapport de sa commission des subsistances, sur une pétition du district d'Avranches et la non-exécution de la loi du 11 septembre sur le « maximum » du prix des grains et subsistances dans le département d'Ille-et-Vilaine, décrète :

### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les représentants du peuple apporteront la plus grande attention à l'exécution de la loi du 11 septembre.

### Art. 2.

« Le ministre de l'intérieur rendra compte successivement de son exécution entière dans chacun des départements (3). »

Le même membre [COUPÉ (de l'Oise), rappor-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 217.

(2) *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 85, col. 3).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 219.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton G 273, dossier 686.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 219.

teur (1)] déclare, au nom de la commission, que l'étendue du travail que présente l'objet des subsistances, leur a démontré la nécessité de donner pour cet objet un adjoint au ministre de l'intérieur. Il demande que cet objet soit renvoyé à l'examen du comité de Salut public.

Cette proposition est adoptée dans les termes suivants :

« La Convention nationale renvoie à son comité de Salut public une proposition présentée par son comité des subsistances, de donner au moins un adjoint au ministre de l'intérieur, qui fût uniquement chargé de cette partie (2). »

La séance est levée à 4 heures (3).

Signé : CHARLIER, président; D. V. RAMEL, LEJEUNE (de l'Indre); VOULLAND, PONS (de Verdun), JAGOT, LOUIS (du Bas-Rhin), secrétaires.

# PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS AU PROCÈS-VERBAL MAIS QUI SE RAPPORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAPPORTER À LA SÉANCE DU 19<sup>e</sup> JOUR DU 1<sup>er</sup> MOIS DE L'AN II (JEUDI 10 OCTOBRE 1793).

## I

LETTRE DE GILLET ET PHILIPPEAUX, COMMISSAIRES À L'ARMÉE DES CÔTES DE BREST, POUR TRANSMETTRE UNE LETTRE DE MERLIN (DE THIONVILLE) ET UNE LETTRE DU GÉNÉRAL CANCLAUX (4).

Les représentants du peuple près les armées des côtes de Brest et de Mayence, à la Convention nationale (5).

« De Nantes, 7 octobre, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens collègues,

« Nous ne pouvons mieux vous faire connaître les détails de la journée d'hier, qu'en

vous envoyant copie de la lettre de notre collègue Merlin et de celle du général Canclaux; elles ne devaient pas avoir de caractère ostensible, mais comme elles ne renferment rien que tout le monde ne puisse connaître, nous prenons sur nous de vous les transmettre littéralement. Puissent-elles ouvrir les yeux des pères de la patrie sur les perfidies qui la déchirent!

« Salut et fraternité.

« GILLET; PHILIPPEAUX. »

Copie de la lettre du citoyen Merlin, à ses collègues qui sont à Nantes (1).

« Au retour de Saint-Symphorien à Montaignu, le 6 octobre 1793, l'an II de la République.

« Vive la République! Braves amis, qu'elle vive. Je viens de répondre aux calomnieux dont vous me parliez dans votre lettre d'hier. Nous avons battu les brigands, à Saint-Symphorien, à plate couture, après un combat de deux heures, pendant lesquelles notre avant-garde seulement s'est battue contre 25.000 brigands au moins. Nous les avons repoussés et menés, la baïonnette aux reins, une grande lieue, la fatigue des troupes fut cause que nous n'avons pu les pousser plus loin. Leur déroute est complète. Nous leur avons pris deux pièces de canon, une de 4 et l'autre de 8, de bronze, et deux caissons bien garnis. Un des chefs est resté sur le champ de bataille au milieu de plus de 600 des siens étendus à ses côtés. Nous n'avons eu que quelques morts; les blessés ne vont pas à 30. Tout le monde a fait son devoir, tout le monde a donné, le général Canclaux s'est trouvé partout à la fois. Saint-James, son aide de camp, a été blessé assez grièvement à ses côtés, l'adjudant général Blausse a reçu trois balles dans ses habits; Kléber, avec ce sang-froid que vous lui connaissez, a encore été chercher une balle, mais heureusement il n'en a pas trouvé. Dubayet était resté dans le camp avec ses forces pour recevoir Charette le cas échéant (2).

Beaupuis est venu au combat, le général et moi l'avons chassé à sa division; c'est avec regret qu'il s'est vu forcé de ne pas faire le hussard.

Je suis content aujourd'hui après avoir été bien triste hier, après avoir bien maudit les sots et les intrigants. Que les ministres, que le comité de Salut public, que Garat disent de quelle manière je répondis à leur interrogation sur Houchard. Il se garde bien, leur disais-je, mais pour le reste c'est un triste général, et c'est compromettre la République que de lui donner un grand commandement. *Quia Cassandra non creditur, ruit Ilium*. Et aujourd'hui, je m'entendais avec lui, dit-on. Je n'aurais pas dû reparler de pareilles sottises, mais c'est à des

(1) D'après le document qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 220.

(3) *Ibid.*

(4) Les lettres de Gillet et Philippeaux, de Merlin (de Thionville) et du général Canclaux ne sont pas mentionnées au procès-verbal de la séance du 10 octobre 1793; cependant elles appartiennent à cette séance car tous les journaux de l'époque en insèrent de longs extraits, quand ils ne les donnent pas complètement.

Voy. *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 64, col. 3); *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 387, p. 126, 127 et 128); *Mercur universel* (20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 170, col. 2). *Auditeur national* (n° 384 du 20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 1); *Journal de Perlet* (n° 384 du 10<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 83); *Annales patriotiques et littéraires* (n° 283 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 1286, col. 1). Ce dernier journal ajoute que la lecture de ces lettres fut applaudie à diverses reprises.

(5) Archives du ministère de la Guerre, armée des

Côtes de Brest, carton 5/13. *Bulletin de la Convention* du 9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793). *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 387, p. 128).

(1) Archives du ministère de la guerre, armée des Côtes de Brest, carton 5/13.

(2) Toute cette partie de la lettre de Merlin (de Thionville) est insérée au *Bulletin de la Convention* du 9<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793); les derniers paragraphes n'y figurent pas.



amis que j'ouvre mon âme... et ma lettre est pour eux.

Adieu, j'espère que ceci ne sera que le prélude; si Rossignol n'avait pas dérangé nos projets, c'en était fait de la Vendée. Mais j'ai promis de m'ensevelir ici ou de vaincre, je tiendrai parole.

*Signé : MERLIN de THIONVILLE.*

*Pour copie conforme :*

GOULLIN.

*Copie de la lettre du général Canclaux (1).*

« De Montaigne, le 6 octobre 1793,  
l'an II de la République.

« Citoyens représentants du peuple,

« Votre brave et digne collègue veut que je vous rende un premier compte de notre affaire de ce matin. Elle a été brillante par les bonnes dispositions du général Kléber, qui avait marché avec l'avant-garde de l'armée, et par l'intrépidité de l'adjudant général Blossé, et des chefs de bataillon Targe et Dubreton qui en menaient la tête.

« Le but de cette expédition était d'occuper Tiffauge, et, par là, de nous ouvrir un chemin sur Cholet et Mortagne. J'ai voulu en voir les progrès et la suite. Je suis donc parti à 2 heures du matin avec le citoyen Merlin, représentant du peuple, et je me suis fait suivre par une colonne de 1.200 hommes d'infanterie et 50 chasseurs à cheval réunis à la compagnie de dragons d'Ille-et-Vilaine qui m'accompagne ordinairement avec le détachement de gendarmerie du quartier général. Je destinais ces troupes à former un échelon entre l'armée qui est restée dans son camp, mais sous les armes, et l'avant-garde qui devait attaquer. Il faut de tels points d'appui, de tels soutiens avec un ennemi qui, fuyant devant la force repoussante, triomphe de l'inexpérience, de la trop grande sécurité et de la négligence.

« Les précautions que j'avais prises ont arrêté le succès de cette méthode qu'ils ont voulu employer pour se soustraire à la baïonnette de nos troupes (*sic*) l'ont pressé dès les premiers moments, après s'être annoncés par un feu de mousqueterie superbe sur leur premiers postes (2). Ceux-ci, bientôt reployés, ont mis à découvert la totalité de l'armée dont la force doit faire présumer qu'elle avait tout autre dessin que celui de se garder, et que si je ne l'avais prévenue, sans doute elle nous eût attaqués dans notre camp.

« Le général Kléber m'ayant fait avertir, je me suis transporté près de lui avec le citoyen Merlin, et bientôt l'affaire a été engagée. Elle a commencé par les flancs, mais les rebelles se trouvant en forces et garnis se sont rassemblés dans le centre, au point où étaient leurs batteries, et dans une position invincible pour tout autre que pour une armée vraiment républi-

caine. Chaque bataillon, chaque peloton, chaque soldat ne consultant que son courage, s'est conduit comme si chacun l'eût été par le plus habile tacticien. Attaque partielle, attaque générale, de front, par les flancs, mouvement audacieux de cavalerie, tout a été employé à propos et sans relâche. Les combattants étaient tellement mêlés que l'on ne pouvait faire usage, de part ni d'autre, d'artillerie. Le représentant du peuple a fait tirer quelques coups à toute volée, bien sûr qu'ils dépasseraient nos gens, et qu'ils étonneraient l'ennemi.

« Enfin il devait céder, il l'a fait et nous a laissé, avec le champ de bataille, 2 pièces de canon, l'une de 8, l'autre de 4 et 2 caissons tout remplis. Peut-être trouvera-t-on leurs autres pièces qu'ils doivent avoir eu bien de la peine, à emmener. On dit qu'ils en avaient huit; nous n'en avions que deux, et notre force, à vue d'œil, ne devait pas faire le quart de la leur.

« J'ai laissé à leur poursuite, et pour remplir mon but de m'emparer de Tiffauge, une colonne sous les ordres des citoyens Blossé et Targe. Je n'en ai point encore de nouvelles, mais je ne puis douter de la continuité de leurs succès, l'ennemi étant en pleine déroute.

« Je le suivais sans relâche lorsque, arrivé à Saint-Symphorien, j'ai été arrêté par l'avis que Charette, dont le mouvement était sans doute combiné avec d'Elbée et Bonchamp, que j'ai combattu ce matin, devait se porter sur le camp. Je l'avais un peu dégarni. Aussi malgré la confiance que j'avais dans les troupes qui y restaient, comme dans le général Aubert Dubayet, et les généraux ses coopérateurs, j'ai cru, pour ne point compromettre une victoire acquise, la gloire et l'avantage de la République, devoir renoncer à une suite de succès, pour venir en assurer d'autres. J'ai donc ramené au camp le surplus de ce que j'avais destiné à prendre Tiffauge et les deux pièces de canon, gages de notre triomphe.

« Je ne crois pas que nous ayons à regretter plus de 12 braves républicains. Le nombre des blessés est plus considérable; mon aide de camp Saint-James a reçu une balle dans la jambe, à mes côtés, et mon cheval, une dans le sabot. La perte des rebelles doit être très forte vu leur acharnement, le feu de mousqueterie et les coups de baïonnette qu'ils ont essayés. Le génie de la liberté m'avait sans doute inspiré le projet de cette marche en avant qui a déjoué ceux de l'ennemi, et dont le succès a sans doute arrêté l'effort des autres colonnes.

Je lui rends grâce, à ce génie conservateur, qui m'a conduit jusqu'au bout de ma carrière. Puisse-t-il en guider d'autres; je n'ai plus de droit qu'à former ce vœu qui est bien dans mon cœur, et venant de recevoir ma lettre de rappel, je me retire avec la soumission d'un républicain qui ne sert sa patrie que quand et comme elle veut l'être.

Permettez-moi, citoyens représentants, de me flatter d'emporter votre estime; je l'ai méritée, j'ose le dire, et dans quelque position que je me trouve, je la mériterai toujours, ainsi que je conserverai pour vous le dévouement et l'attachement le plus vrai.

*« Signé : CANCLAUX. »*

*Pour copie conforme :*

GOULLIN, secrétaire de la commission.

(1) Archives du ministère de la Guerre, armée des Côtes de Brest, carton 5/13.

(2) Cette phrase incorrecte, mais dont on comprend facilement le sens, est textuelle.

## II

**PÉTITION D'ANGLAIS PATRIOTES (1) POUR PROTESTER CONTRE LE DÉCRET DU 18<sup>e</sup> JOUR DU PREMIER MOIS DE L'AN II (MERCREDI 9 OCTOBRE 1793), QUI ORDONNE L'ARRESTATION DES ANGLAIS, IRLANDAIS ET ÉCOTSAIS RÉSIDANT EN FRANCE ET LE SÉQUESTRE DE LEURS BIENS (2).**

« Législateurs (3),

« Affligés de la sévérité du décret qui vient d'être rendu contre les Anglais sans exception, nous venons réclamer la justice de la Convention nationale en faveur des patriotes de cette nation qui, le 23 du mois dernier, vous ont adressé leurs justes réclamations, dont copie est ci-jointe, ainsi que la réponse de votre président (4).

Nous venons vous inviter à punir sévèrement ceux de nous qui, par leurs principes inciviques, auraient attenté, de quelque manière que ce soit, à la destruction (*sic*) de la Constitution française. S'il en est qui se soient souillés de ce crime, qu'ils périssent. Pour nous qui, forts de nos principes, avons juré de vivre libres ou de mourir, nous tiendrons notre serment et nous serons républicains français.

« Daignez nous protéger comme tels, en suspendant l'exécution de votre décret jusqu'à ce que le comité de Salut public vous ait fait le rapport de notre pétition que vous lui avez renvoyée.

« Paris, le 10 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Robert SMITH; James HARTLEY; Edmond HATER; Thomas MARSHALL. »

## III

**PÉTITION DU TRIBUNAL DU 2<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE PARIS TENDANT À LA RÉFORME DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE (5).**

*Le tribunal du 2<sup>e</sup> arrondissement, à la Convention nationale (6).*

(1) Cette pétition n'est pas mentionnée au procès-verbal de la séance du 10 octobre 1793, mais on lit en marge de la minute qui se trouve aux *Archives nationales* : « La Convention passe à l'ordre du jour, le 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République ». On en trouve d'ailleurs des extraits, avec la mention du passage à l'ordre du jour, dans le *Mercur universel* (20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 171, col. 2) et dans le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 387, p. 131).

(2) Voyez ci-dessus ce décret, séance du 18<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 9 octobre 1793), p. 286. (3) *Archives nationales*, carton G 275, dossier 111.

(4) Voy. *Archives parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. LXXV, séance du 23 septembre 1793, p. 49, col. 2.

(5) La pétition du tribunal du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris n'est mentionnée, ni au procès-verbal, ni dans aucun des journaux de l'époque; mais en marge de la minute des *Archives* on lit : « Renvoyé au comité de Législation le 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République.

(6) *Archives nationales*, carton D III 258 (2<sup>e</sup> arrondissement).

« Paris, le 6 de la 2<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de la 2<sup>e</sup> année de la République française.

« Législateurs,

« Le tribunal du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris m'a chargé de faire connaître à la Convention l'embarras où il se trouve relativement à la loi sur les certificats de civisme.

« Cette loi, dont l'exécution a été différée par la nécessité d'accorder aux avoués et hommes de loi le temps nécessaire pour se pourvoir de certificats de civisme, vient d'être sévèrement observée. Mais depuis, la justice est totalement interrompue, à compter du 1<sup>er</sup> de ce mois, le tribunal n'a pu rendre un jugement, les onze douzièmes des avoués et hommes de loi n'ayant pas obtenu de certificats de civisme ni justifié de leurs diligences à la municipalité.

« Le tribunal attend avec impatience un ordre judiciaire nouveau digne de la Constitution républicaine qui vient d'être acceptée.

« Il fait les vœux les plus ardents pour que l'instruction des affaires soit réduite à un mémoire de part et d'autre, et signé des parties.

« Que toutes les affaires soient rapportées par un des juges du tribunal avec la faculté aux parties de faire leurs observations soit par elles-mêmes, soit par leurs fondés de *procuration spéciale*.

« Que les avoués soient supprimés; depuis des siècles, on en connaît le danger et l'inutilité.

« Qu'il n'y ait d'huissiers que ceux attachés au tribunal et nommés par lui, que tous les autres soient supprimés, comme étant la plaie la plus incurable du corps judiciaire.

« Que le costume des juges et le mode des audiences soient supprimés; l'un et l'autre intimident les parties, les empêchent de parler librement à l'audience, et facilitent la verbeuse éloquence des défenseurs officieux plus occupés de leur réputation que de l'expédition des affaires.

« Qu'en conséquence les juges n'aient, à l'instar des départements, qu'un cordon, pour marque distinctive.

« Que les bureaux de conciliation soient supprimés, ils sont, dans l'ordre judiciaire, un rouage nuisible à l'expédition des affaires, et parfaitement inutile dans le nouvel établissement qui se rapprocherait infiniment des bureaux de conciliation.

« Enfin, qu'à Paris les tribunaux soient réunis dans la même enceinte. L'intérêt des citoyens, l'accélération de la justice exigent impérieusement cette réunion.

« Le président et les juges du tribunal du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

« PERRY; CRAMPON, juge; FAURE, juge; J.-L. RICHARDON, directeur du juré ».

## IV

ADRESSE DE LA SOCIÉTÉ DES SANS-CULOTTES DU CANTON DE BOURTH (1).

« La nouvelle société des sans-culottes du canton de Bouth, district de Verneuil, dépar-

(1) L'adresse de la société des sans-culottes du canton de Bouth n'est pas mentionnée au procès



tement de l'Eure, invite la Convention nationale à rester à son poste, jusqu'à ce qu'elle ait mis la dernière main à la Révolution, qu'elle ait organisé les secours publics, les écoles primaires, déjoué toutes les manœuvres de l'agiotage et de l'accaparement, et détruit toute espèce de tyrannie. Elle jure une guerre à mort à tous les vils suppôts de l'ancien régime. Elle jure de dénoncer tous les gens suspects d'aristocratie et d'incivisme. Elle se plaint de ce que la loi, qui condamne au feu tous les monuments de l'orgueil féodal, n'a pas été exécutée. Elle dénonce la municipalité de Bourth et en demande le remplacement ainsi que la création d'un comité de surveillance et l'arrestation des gens suspects. »

## V

## DÉNONCIATION DE LA MUNICIPALITÉ DE PROVINS (1).

COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

Un membre observe que la municipalité de Provins a saisi chez les citoyennes Opoix des planches qu'elles n'avaient pas déclarées. Ce membre demande que l'on renvoie son observation à la commission chargée de taxer les denrées de première nécessité, pour y comprendre les planches. (Décrété.)

## CONVENTION NATIONALE

Séance du vingtième jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française, une et indivisible.

(Vendredi, 11 octobre 1793)

## PRÉSIDENCE DE CHARLIER

La séance s'ouvre à 10 heures par la lecture de la correspondance (2).

verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au *Supplément au Bulletin de la Convention* du 5<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793).

(1) La dénonciation de la municipalité de Provins n'est pas mentionnée au procès-verbal de la séance du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793); mais il y est fait allusion dans le compte rendu de la même séance des journaux suivants : *Mercur universel* (20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 172, col. 1); *Annales patriotiques et littéraires* (n<sup>o</sup> 283 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 1286, col. 1); *Auditeur national* (n<sup>o</sup> 384 du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793, p. 3). D'après les *Annales patriotiques et littéraires* et l'*Auditeur national*, il s'agirait d'un accaparement de pièces de vin et non de planches. Nous reproduisons ci-dessous le compte rendu des *Annales patriotiques et littéraires*.

« La municipalité de Provins instruit la Convention d'une saisie qu'elle a faite de plusieurs pièces de vin chez un citoyen qui ne les avait pas déclarées, conformément à la loi rendue contre les accapareurs.

« Renvoyé à la commission des subsistances. »

Il est probable que les citoyennes Opoix, dont parle le *Mercur universel*, étaient des parentes du conventionnel Opoix, lequel était apothicaire à Provins.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 221.

Les administrateurs du département de police de Paris, font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, à l'époque du 17<sup>e</sup> et du 18<sup>e</sup> jour. Le nombre de ces détenus s'élève pour le 17<sup>e</sup> jour à 2,572; celui du 18<sup>e</sup> s'élève à 2,635.

La Convention nationale décrète que ces deux états seront insérés au « Bulletin » (1).

Suivent ces deux documents (2).

## A

« Commune de Paris, le 18 du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, du département de Paris, à l'époque du 17. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats; assassinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire et d'autres pour délits légers :

« Conciergerie (y compris la veuve Capet).....	380
« Grande-Force (dont 65 militaires).....	632
« Petite-Force.....	251
« Sainte-Pélagie.....	175
« Madelonnettes.....	255
« Abbaye (dont 25 militaires et 5 otages).....	120
« Bicêtre.....	546
« A la Salpêtrière.....	134
« Chambres d'arrêt, à la mairie.....	77
« Luxembourg.....	2

« Total..... 2,572

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« N. FROIDURE; GODARD; GAGNANT. »

## B

« Commune de Paris, le 19 du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, du département de Paris, à l'époque du 18. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats; assassinats, contre-révolution, délits de police mu-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 221.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

nicipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers :

« Conciergerie (y compris la veuve Capet).....	384
« Grande-Force (dont 65 militaires)...	633
« Petite-Force.....	282
« Sainte-Pélagie.....	173
« Madelonnettes.....	255
« Abbaye (dont 25 militaires et 5 otages).....	117
« Bicêtre.....	584
« A la Salpêtrière.....	143
« Chambres d'arrêt, à la mairie.....	62
« Luxembourg.....	2
« Total.....	2,635.

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« HEUSSÉE; N. FROIDURE; CAILLEUX; MENNESSIER; MARINS; SAULÈS; FIGUET; GODARD ».

La Société populaire d'Épinal, chef-lieu du département des Vosges, adresse à la Convention nationale le règlement que les citoyens sans-culottes qui la composent ont adopté en la séance du 1<sup>er</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de la deuxième année républicaine.

Ils en écartent les expressions que contenait le règlement précédent, et qui doivent répugner à tout homme pénétré de la révolution du 31 mai dernier; ils s'y proposent pour but d'instruire et d'éveiller le peuple sur ses intérêts; ils y vouent haine aux tyrans, aux aristocrates, aux feuilants et aux modérés, ils y veulent l'exécution des lois, la pureté des mœurs et l'exactitude au paiement des contributions publiques; ils y expriment leurs vœux pour la liberté, l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la République; ils n'y reconnaissent d'autre chef que la loi, et d'autre constitution que celle proclamée et acceptée le 10 août 1793.

Cette société, dans sa lettre d'envoi au Président, annonce que depuis que la justice d'un représentant du peuple a frappé les feuilants de la ville d'Épinal, le calme y règne et l'esprit public y prospère.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre de la Société populaire d'Épinal (2).

« Épinal, le 4 octobre, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« La Société populaire d'Épinal vous invite de donner à la Convention nationale lecture des pétitions ci-jointes. Elles sont d'un intérêt assez

pressant pour exciter votre amour du bien public à en solliciter l'effet prompt et efficace. La confiance des sans-culottes d'Épinal est telle qu'ils sont assurés d'obtenir les décrets qu'ils désirent. Depuis que la justice d'un représentant du peuple a frappé les feuilants de cette ville, le calme y règne et l'esprit public y prospère.

« Par la Société populaire,

« DUBOIS, président; THIÉBAUT, secrétaire; BIARD, secrétaire. »

Suit le texte du règlement (1).

Règlement de la Société populaire d'Épinal, adopté en la séance du 22 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

Les citoyens sans-culottes d'Épinal, réunis en Société populaire;

Considérant que le règlement de la Société, adopté le 7 avril 1791, contient des expressions qui doivent répugner à tout homme pénétré de la Révolution heureuse du 31 mai dernier;

Considérant que l'expérience et la propagation des lumières doivent faire opérer dans ce règlement des changements, et même une réforme qui présentent à chaque citoyen les moyens de maintenir l'harmonie et le bon ordre dans une Société composée de sans-culottes vraiment républicains;

Considérant enfin que les principes de la Société doivent être exposés au grand jour, afin que chaque sociétaire puisse connaître ce qui serait dit et fait contrairement, et puisse en requérir le redressement;

Ont adopté le règlement suivant :

#### Principes et but de la Société.

Le but de la Société populaire d'Épinal est d'instruire et d'éveiller le peuple sur ses intérêts politiques. Elle voue haine aux tyrans, aux aristocrates, aux feuilants et modérés. Elle prêche sans cesse les droits et les devoirs des citoyens. Elle veut l'exécution des lois, la pureté des mœurs, et l'exactitude au paiement des contributions publiques.

Elle exerce une surveillance constante sur toutes les autorités constituées et autres citoyens; elle recherche la vérité et la fait connaître aux bons sans-culottes; elle veut la liberté et l'égalité des citoyens, l'unité et l'indivisibilité de la République française; elle ne connaît d'autre chef de la République que la loi; elle ne reconnaît d'autre Constitution que celle proclamée et acceptée le 10 août 1793; elle n'a point d'autre désignation que celle de Société populaire.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### De l'admission des candidats.

##### Section I. Mode d'admission.

1. Tout citoyen qui désire être sociétaire doit se présenter en personne au président, avant de se faire inscrire au tableau des candidats.

2. L'inscription au tableau des candidats doit

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 221.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 711.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 711.



durer huit jours, à compter de sa date, avant qu'il soit procédé au scrutin de réception.

3. Avant de procéder au scrutin, il faut que deux sociétaires au moins répondent des mœurs et du patriotisme du candidat.

4. On est admis par la voie d'un seul scrutin à la majorité des deux tiers des suffrages.

5. Le scrutin se fait par boules blanches pour l'admission, et boules noires pour la non-admission.

6. On ne peut représenter le même candidat non admis qu'après trois mois et dans les mêmes formalités.

### *Section II. Des qualités requises pour être admis.*

1. Être âgé au moins de 21 ans, et avoir dans le département un domicile de trois mois au moins.

2. Avoir des mœurs pures, avoir donné des preuves de patriotisme, être exact à payer ses contributions publiques, et fidèle à la religion du serment.

3. Prêter le serment requis, et dont la formule est ci-après.

4. Les sociétaires externes qui présenteront des diplômes en règle seront admis après la huitaine de leur inscription, s'ils entendent résider dans le canton, ou aussitôt que la Société sera consultée, s'ils ne font que passer.

5. L'affiliation des sociétaires externes s'accorde sur le témoignage d'un diplôme, ou de deux membres de la Société, qui la demandent pour l'externe.

### *Section III. Serment des sociétaires.*

1. Aussitôt que le scrutin aura prouvé l'admission, le candidat prêtera, entre les mains du président de la Société, en séance publique, le serment qui suit :

Je jure haine aux tyrans, aux aristocrates, aux feuilants et modérés; de dénoncer tout ce qui pourra être contraire au salut de la République et à la tranquillité des citoyens; de ne blesser les mœurs par aucun acte public; de maintenir la Constitution acceptée par le peuple français le 10 août 1793; de ne reconnaître d'autre chef de la République que la loi; de défendre et conserver la liberté et l'égalité des citoyens; de maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République française et d'observer les règlements de la Société populaire d'Epinal.

2. Avant de procéder à l'admission des candidats, le président les nommera à haute voix, et invitera les sociétaires à ne point donner leurs suffrages à ceux ou celui des candidats dont les mœurs ne seraient pas pures, et dont le patriotisme ne serait pas bien connu.

## *CHAPITRE II. Des officiers du Bureau.*

### *Section I. Du président.*

1. Le premier dimanche de chaque mois, il est procédé à l'élection d'un président par la voie du scrutin, à la pluralité absolue des suffrages.

2. Si le premier scrutin n'opère pas l'élection, il en est fait un second à la pluralité relative des suffrages; et en cas d'égalité entre deux concurrents, le plus ancien d'âge a la préférence.

3. Si, par le refus de l'élu, il fallait procéder à un second ou troisième scrutin, la pluralité relative suffirait.

4. Les fonctions du président durent un mois: il rappelle à l'ordre celui qui s'écarte du règlement; il met les propositions aux voix, sans pouvoir donner son opinion; il signe les mandats de dépense; il nomme les sociétaires pour les députations; il convoque les séances extraordinaires; il est tenu de signer les procès-verbaux et les extraits de ces procès-verbaux pour envoi officiel, avec deux secrétaires au moins.

5. Il ne peut refuser la parole à aucun sociétaire; il ne peut la maintenir à personne contre la réclamation de la Société; il fait les appels nominaux, en cas de doute sur le vœu de l'assemblée.

6. Il est remplacé, en cas d'absence, par l'ex-président, ou par celui que la Société désigne: les secrétaires, dans ce cas, tiennent note des voix.

7. Il ne peut être d'aucune députation, et ne peut refuser de signer les actes délibérés par la Société, à moins qu'il n'en ait été dispensé par délibération. En cas de refus pour cet objet, il est déchu de la présidence et il est remplacé par l'ex-président.

### *Section II. Des secrétaires.*

1. Le bureau est composé du président et de quatre secrétaires, dont deux sont remplacés chaque mois.

2. L'élection des secrétaires se fait à la même époque que celle du président, à la pluralité relative des suffrages, et par un seul scrutin.

3. Les secrétaires tiennent note des motions, discours et délibérations de la Société; ils en rédigent les procès-verbaux, dont ils donnent lecture à la séance suivante; ils signent les procès-verbaux et extraits d'iceux, ou autres actes et adresses de la Société, pour envoi officiel; ils sont tenus de donner copie de ces actes à tout requérant, excepté des dénonciations faites à la Société.

4. Les secrétaires absents sont remplacés par ceux que la Société indique, ou que le président nomme, et le remplacement ne peut avoir lieu que pour une séance: si l'absence des secrétaires continuait, les anciens secrétaires feraient les fonctions.

### *Section III. Des commissaires.*

1. Lorsque pour le rapport d'une affaire, ou la rédaction d'une adresse, il sera besoin de nommer des commissaires, le président pourra les nommer, si la Société y consent; ou il sera procédé à leur élection à voix haute, dont les secrétaires tiendront note, et présenteront le résultat.

2. La correspondance ne nécessite point de commissaires; elle est faite par les secrétaires.

3. La pluralité des voix suffirait; et le président, en proclamant les commissaires, leur remettrait les pièces nécessaires pour leur commission.

4. Aucun commissaire ne peut retenir les pièces qui auront servi à la commission, ni en donner communication à personne, que de l'ordre de la Société, à peine d'exclusion.

5. Toutes les pièces qui auront servi aux commissions seront registrées par extraits au procès-verbal, et remises aux archives après la décision.

#### Section IV. Du trésorier.

1. La Société étant obligée de faire des dépenses pour le service, elle est forcée de demander à chaque sociétaire une contribution annuelle.

2. Il y a un trésorier élu chaque année, à la pluralité absolue des suffrages.

3. Il reçoit de chaque sociétaire la contribution annuelle, et les offres volontaires qui peuvent être faites outre la contribution.

4. Il acquitte tous les mandats signés du président, ou par l'archiviste, en cas d'absence du président.

5. Il rend compte tous les ans de sa gestion, ou plus souvent, si la Société l'exige.

6. Il peut nommer un suppléant en son absence, et il en est responsable.

7. Le trésorier ne peut être ni président ni secrétaire; mais il peut être membre des députations et commissions.

#### Section V. De l'archiviste.

1. Il y a un archiviste nommé par la Société, et qui ne peut être déplacé que par délibération, à la majorité des deux tiers des voix, en séance extraordinaire.

2. Il est chargé de la garde des registres et papiers de la Société, de la lecture des papiers-nouvelles; de celle des lois et instructions, et de la représentation des pièces déposées aux archives.

3. Il est en même temps chargé des décorations de la salle, de l'ordre des dépenses pour le bureau, le bois, la chandelle et les impressions ordonnées par la Société.

4. Il est secrétaire-suppléant, délivre les diplômes et extraits des procès-verbaux; il rend compte au président et au trésorier: ses comptes, comme ceux du trésorier, sont arrêtés par les président et secrétaires.

5. Il est, comme tous les secrétaires, chargé d'avertir le président des présentations des députés des Sociétés externes.

6. Il ne peut être élu président, mais il peut être de toute députation et commission.

#### Section VI. Du concierge.

1. Le concierge, nommé par la Société, ne peut être déplacé que par délibération, à la majorité des deux tiers des voix, séance publique.

2. Ses appointements sont réglés chaque année; il peut lui être accordé des gratifications.

3. Ses devoirs sont d'aller chercher les papiers-nouvelles, de les apporter à la Société, d'être présent à chaque séance, de porter les lettres de convocation, de faire faire silence dans l'Assemblée, de tenir l'ordre pour les places des sociétaires, de maintenir la propreté dans la salle et d'avertir le président des actions ou propos qui seraient tenus dans la salle, contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre de la Société, enfin d'obéir aux ordres du président et de la Société.

#### CHAPITRE III. Des réélections.

1. Les président et secrétaires ne peuvent être continués au delà des termes ci-dessus fixés; ils ne peuvent être réélus qu'après un mois de vacances.

2. Le trésorier peut être réélu chaque année.

3. L'élection ou nomination des commissaires pour objets rappelés en la section 3<sup>e</sup> du 2<sup>e</sup> chapitre du présent règlement ne s'étend pas au delà de l'objet de la commission.

#### CHAPITRE IV. Des séances.

1. Les heures de la tenue des séances ordinaires seront réglées à la majorité absolue des suffrages des sans-culottes ouvriers seulement.

2. Les séances extraordinaires seront annoncées à son de caisse.

3. Chaque sociétaire est invité de se trouver aux séances; à défaut de quoi il ne pourra réclamer contre les délibérations prises en son absence, et il sera obligé de s'y conformer.

4. Les séances seront ouvertes par l'hymne de la liberté; elles sont toutes publiques.

5. Les noms des motionnaires seront inscrits par ordre aux procès-verbaux.

6. La Société ne sera formée et ne pourra délibérer si le nombre des sociétaires présents est inférieur à celui de vingt.

#### CHAPITRE V. Des motions.

1. Il est libre à chaque sociétaire de faire des motions et d'émettre son opinion lorsqu'il aura obtenu la parole.

2. Toute motion appuyée, sera discutée et mise aux voix.

3. Tout sociétaire qui émettrait une opinion contraire aux principes de la Société, sera rappelé à l'ordre, et il ne pourra poursuivre l'émission de son opinion, à peine d'exclusion.

4. Tout sociétaire ne pourra parler que deux fois sur une même affaire; celui qui persisterait à vouloir parler une troisième, ne sera entendu que du vœu de la société, recueilli par assis et levé; et dans le cas du refus de la parole, celui qui s'obstinerait à vouloir parler, sera exclu de la séance pour cette fois seulement.

5. Il est libre à chaque sociétaire de faire registrer ses motions ou discours au procès-verbal, lorsque la société les aura approuvés.

6. On ne peut interrompre l'ordre de la parole ni des motions dans les discussions.

#### CHAPITRE VI. Des cas d'exclusion.

1. La Société dénonce aux autorités constituées les délits qui parviennent à sa connaissance.

2. Tout sociétaire qui fera une dénonciation quelconque sera tenu de la signer, ou de fournir deux témoins à ses dires.

3. Tout sociétaire qui aura fait une dénonciation sans preuve, sera rappelé à l'ordre pour la première fois, privé de voix délibérative pendant un mois, pour la seconde fois, et exclu définitivement de la société la troisième fois.

4. Tout sociétaire qui poursuivra en justice celui qui l'aurait dénoncé, sera exclu à jamais de la société, qui se réserve d'employer ses efforts pour maintenir la fraternité et l'union entre les citoyens.

5. Celui qui refusera de prêter le serment requis de la société, ou qui, après l'avoir prêté, serait convaincu d'y avoir été infidèle, sera exclu de la société.

6. Tout sociétaire qui scandalisera par son défaut de mœurs, sera exclu.



7. Tout sociétaire qui sera convaincu d'avoir parlé contre la société, ou qui, après avoir été rappelé à l'ordre, se permettrait des menaces, des personnalités indécentes, ou propos contre la démocratie, sera exclu.

8. Tout secrétaire qui, sans cause de maladie ou de voyage continué, ne se présenterait pas aux séances de la société dans l'espace d'un mois sera privé de la voix délibérative pendant le mois suivant; et celui qui s'absentera deux mois consécutifs, sera rayé du tableau, et exclu pour toujours.

9. Tout sociétaire exclu, sera inscrit au tableau et privé de diplôme de la société.

10. Tout sociétaire exclu ne pourra obtenir sa rentrée à la société qu'après six mois, et dans les formalités prescrites.

#### CHAPITRE VII. Articles généraux.

1. La société déclare prendre la défense de chacun de ses membres qui serait opprimé : elle prend également la défense de tout citoyen opprimé.

2. Les lettres closes ou paquets adressés au président ou à la société populaire, seront remis en pleine assemblée au président, ou, en son absence, à l'archiviste, qui ne pourra les ouvrir qu'après que la société aura délibéré la dépense du port.

3. La société ne délivre aucune copie de dénonciation, ni ne révèle le nom des dénonciateurs à qui que ce soit.

4. Aucune impression de discours, aucun abonnement de journaux, aucune adresse à l'Assemblée nationale ne peut avoir lieu, que du vœu bien exprimé de la Société.

5. Tout sociétaire peut faire imprimer ses discours à ses frais, et peut obtenir l'agrément de la société pour les faire publier au nom d'elle.

6. La société pourra changer son règlement; mais il sera nécessaire de convoquer une assemblée extraordinaire uniquement pour cet objet, à laquelle il ne pourra être délibéré que lorsqu'elle sera composée des trois quarts des membres qui la composent; et le changement n'aura lieu qu'à la majorité absolue des membres présents.

7. La Société populaire d'Epinal est affiliée à la société séante aux ci-devant Jacobins, à Paris.

8. Tout citoyen admis à la société, est tenu de signer le présent règlement, et de s'y conformer.

La société a délibéré l'impression et la distribution du présent règlement à chacun de ses membres.

*Signé : DUBOIS, procureur général syndic du département, président; BIGOTTE, administrateur du département, rapporteur; POIRSON, administrateur du département; DROUOT père; BLARD, commandant de la garde nationale; THIÉBAUT, secrétaires.*

Cette même Société, par une seconde adresse, demande :

1<sup>o</sup> Que le décret du 4 mai, relatif aux pensions des pères et mères des soldats de la patrie, s'étende aux femmes non mariées, dont les enfants naturels sont aux frontières;

2<sup>o</sup> Qu'une femme qui a épousé un homme veuf, chargé de quatre enfants, et dont le père

est décédé, jouisse également du bénéfice de la loi, pour avoir donné tous les soins maternels à ces quatre enfants, dont l'un s'est enrôlé sous les drapeaux de la République.

Renvoyé au comité de législation (1).

*Suit le texte de la seconde lettre de la Société populaire d'Epinal (2).*

*La Société populaire d'Epinal, à la Convention nationale.*

« Représentants du peuple,

« Les décrets que vous avez rendus en faveur des pères, mères et enfants de volontaires qui combattent pour la République, présentent des difficultés qu'il suffira de vous soumettre pour les résoudre.

« La bienfaisance nationale a dicté ces décrets, mais elle n'a pas compris nommément au nombre des ayant droit, les plus malheureuses des mères.

« Une fille a eu un fils que l'ancien régime qualifiait de bâtard. Cette fille n'a point épousé le père de son enfant, parce que l'ancien régime s'opposait à l'union de deux personnes que la fortune ou l'état rendaient inégaux. Cette fille devenue mère ne peut être considérée comme femme en état de viduité. Elle se trouve donc hors de la loi qui accorde des bienfaits aux mères veuves.

« Cependant cette fille a élevé avec tous les soins maternels ce fils bâtard; déjà par la force de son âge et son industrie, cet enfant subvenait à la subsistance de sa mère. Quoique privé des avantages et de la protection de la loi envers les enfants légitimes, ce fils naturel s'est enrôlé pour la défense de la patrie, il a abandonné sa mère à la sollicitude de la loi.

« Mais, parce que la loi n'a pas exprimé que les mères d'enfants bâtards jouiraient comme les veuves de la pension accordée par le décret du 4 mai dernier, cette mère est rejetée, délaissée, déprimée de besoins. La République peut-elle souffrir la situation malheureuse de cette mère? Non, elle n'ajoutera pas à l'infamie, dont l'a frappée l'ancien régime, la douleur du désespoir et la privation d'un secours égal à celui des mères légitimes.

« 2<sup>o</sup> Une fille a épousé un homme veuf qui avait quatre enfants. Cette femme se charge de l'éducation de ces enfants, elle leur prodigue des soins assez tendres pour leur faire oublier le malheur de la perte de leur mère.

« Le dernier de ces enfants n'avait que cinq mois, elle en devient plus sensible, elle élevait cet enfant avec une sollicitude continuelle. La mort lui enlève son époux, elle a à pleurer et cette perte et le défaut de moyens de pourvoir à tout ce qu'exige l'éducation des quatre enfants; mais elle s'y est tellement attachée, elle a fixé leur amour et leur reconnaissance, ils sont inséparables.

« Cependant l'âge et le désir de soulager leur belle-mère décident les trois enfants aînés à se pourvoir par des établissements, mais le quatrième est trop jeune, il est trop faible, il reste

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 222.

(2) *Archives nationales*, carton DIII 302, dossier Epinal.

aux soins de sa belle-mère. Elle l'élève, il s'attache à elle, il apprend un métier et reste avec sa belle-mère qui, devenue infirme et âgée, reçoit de la reconnaissance de cet enfant, sa subsistance et sa consolation.

« Le danger de la patrie anime ce jeune homme, il s' enrôle sous les drapeaux de la République, il espère que celle qui a pris soin de son enfance ne sera pas abandonnée par la nation qu'il défend.

« Cependant la loi n'a pas prévu ce cas, et cette femme, vraiment mère par les soins qu'elle a donnés à cet enfant, est rebutée lorsqu'elle se présente pour avoir part au bienfait du décret du 4 mai.

« Représentants du peuple, l'humanité réclame de votre justice de réparer les omissions que la loi présente, il est digne de vous de lui faire étendre ses bienfaits sur ceux et celles qui sont privés des enfants qui les faisaient sustenter.

« La Société populaire vous prie donc de décréter que les mères d'enfants naturels seront considérées comme les femmes veuves et jouiront de l'avantage du décret du 4 mai; que la même faveur s'étendra aux parents qui ont servi de pères et mères aux enfants qui se sont dévoués à la défense de la patrie. »

(Suivent 55 signatures.)

Cette même Société sollicite un décret qui destitue les fonctionnaires publics qui, par le scandale de leurs mœurs, ont excité le murmure des citoyens; que la liste de ces hommes soit envoyée au comité de sûreté générale par les comités de surveillance et les Sociétés populaires; enfin, que la constitution reposant sur les vertus sociales, il ne puisse être donné de certificat de civisme à aucun citoyen dont les mœurs ne seraient pas pures.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

Suit la pétition de la Société populaire d'Épinal (2).

La Société populaire d'Épinal, à la Convention nationale.

« Représentants du peuple,

« Les bonnes mœurs sont les seuls appuis des républiques, et nous avons reconnu que le plus grand obstacle qui s'oppose à l'affermissement de la République française, c'est le défaut de mœurs dans les fonctionnaires publics.

« Et en effet, peut-on croire qu'un fonctionnaire public s'applique et travaille sincèrement au bien de ses concitoyens, lorsqu'il est adonné à ces vices dominant qui le distraient? Peut-on croire qu'un homme livré à la luxure, au jeu, à la boisson, à la cupidité de la fortune s'occupe essentiellement des fonctions qui lui sont confiées? Non. Le luxurieux ne pense qu'aux moyens

de multiplier ses plaisirs; le joueur n'étudie que les moyens de réparer ses pertes et d'augmenter son gain; le buveur ne parle que de la saveur des vins et le cupide ne s'applique qu'à surprendre l'ignorance et à employer le dol pour s'enrichir. Il est donc nécessaire qu'une loi s'élève et réprime ce que l'erreur des citoyens dans les élections leur a produit de funeste. Vous avez créé la destitution des fonctionnaires publics: qui ont perdu la confiance du peuple; certainement les mauvaises mœurs détruisent la confiance et on pourrait faire l'application de votre décret à ceux que le vice déshonore. Mais ceux-ci croient que l'on est tout parce que l'on ne fait pas d'actes d'incivisme, s'élèvent contre la proposition de cette destitution et les bases sacrées de la Constitution du 10 août, les vertus auxquelles le dépôt en est confié sont en lutte avec les fonctionnaires sans mœurs, elles sont exposées. Personne n'ignore les efforts de l'intrigue et de la cabale dans les élections et chacun reconnaît le malheur des mauvais choix qui ont eu lieu, mais comment réparer ce malheur?

« La Société populaire d'Épinal est persuadée que le moyen le plus prompt et le plus efficace serait le décret qu'elle sollicite et qu'elle vous invite à rendre.

« Que tous ceux des fonctionnaires publics, élus ou non par le peuple qui, par le scandale de leurs mœurs, ont excité les murmures des citoyens, seront destitués de leurs fonctions.

« Que la liste de ces hommes que la confiance générale des citoyens n'environne pas, sera envoyée incessamment au comité de Sûreté générale, par les comités de surveillance et les Sociétés populaires.

« Enfin, que la Constitution reposant sur les vertus sociales, il ne pourra être donné de certificats de civisme à aucun citoyen dont les mœurs ne seraient pas pures.

« N'en doutez pas, représentants du peuple, ce décret salutaire produira le salut de la République, les Sociétés populaires en surveilleront la stricte exécution et les malveillants n'auront plus de ressources, car la vertu effraye et atterrit les méchants. Ce moyen de salut ne sera pas seulement celui du moment, il sera la sauvegarde des élections prochaines. »

(Suivent 57 signatures.)

Cette même Société adresse enfin à la Convention nationale le procès-verbal d'une fête civique et funèbre qu'elle a fait célébrer, pour payer aux mânes de Marat, assassiné par le fédéralisme, et de Pierre Bayle [BAILLE], victime du royalisme, le tribut de regret et d'hommage que leur doit tout vrai républicain.

Une prière touchante, qui appelle les foudres du ciel et le glaive de la justice éternelle sur les rois, les princes et les brigands leurs satellites, les éloges funèbres des deux martyrs de la liberté, et celui des défenseurs de la patrie morts dans les combats, ont marqué les instants de cette fête lugubre qu'a terminée l'hymne chéri de la liberté.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 222.

(2) Archives nationales, carton DIII 302, dossier Épinal.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 222.



*Suit la lettre de la Société populaire d'Épinal (1).*

« Épinal, le 1<sup>er</sup> octobre l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« La Société populaire d'Épinal vous prie de donner à la Convention nationale lecture du procès-verbal ci-joint. C'est l'expression de ses sentiments de regret et d'amour envers les martyrs de la liberté. C'est un hommage qu'elle se plaît à répéter pour entretenir l'esprit public et alimenter la reconnaissance des républicains et encourager le zèle de la jeunesse à venger le sang de ses aînés morts pour le maintien de la République une et indivisible.

« Par la Société populaire,

« THIÉBAUT, archiviste et secrétaire. »

*Suit le procès-verbal (2).*

*Société populaire d'Épinal.*

*Extrait du procès-verbal des séances de la Société populaire d'Épinal.*

*Séance du 30 septembre, l'an II de la République.*

Ce jourd'hui, à six heures du matin, la fête funèbre votée par la Société populaire en l'honneur de Marat, représentant du peuple assassiné par le fédéralisme et en celui des enfants de la République, morts à la défense de la patrie, et aussi en celui de Pierre Baille, représentant du peuple, assassiné par le royalisme à Toulon, a été annoncée au son de toutes les cloches.

A huit heures, toutes les autorités constituées, les corps militaires, la Société populaire et une foule immense de citoyens se sont rendus en l'église paroissiale d'Épinal.

Un chœur de jeunes citoyens et citoyennes portant l'urne funéraire couverte de lauriers est introduit. L'urne funéraire est déposée sur une estrade à ce destinée, le drapeau de la Société populaire flottant au-dessus. Le service solennel est célébré; à l'élévation, le plus morne silence régnait, alors le citoyen Thiébaud, placé entre l'autel et l'urne cinéraire adresse, à voix haute, à l'Être suprême la prière suivante :

« Dieu tout puissant, tu vois tes enfants prosternés aux pieds de tes autels implorant ta clémence et ta miséricorde pour le salut de leurs frères morts pour le maintien de la liberté, de l'égalité et de tous les droits que tu confèras à chaque homme en le créant.

« S'il est vrai que nos frères aient, dans quelques instants d'oubli de tes lois, outragé ta justice, ta souveraine bonté sait oublier leurs fautes et le sacrifice de leurs vies offert pour le bonheur de leurs frères est à tes yeux d'un prix suffisant pour effacer leurs erreurs.

« Déjà ton amour paternel les a reçus dans ta gloire, déjà ils méditent dans ton sein l'objet de la création, la grandeur de tes attributs, la su-

blimité de ton être et l'immensité de tes bienfaits. Aussi cette confiance que tu nous inspires tient nos larmes et dissipe nos regrets.

« Un motif aussi pressant nous amène encore dans ton temple, c'est le salut de notre patrie, de la République française, si cruellement déchirée au dedans et si vivement persécutée au dehors.

« Dieu tout puissant, les Français ne veulent d'autre domination que ton amour et la raison dont tu as doué l'homme. Cette volonté leur attire le fléau de la guerre la plus oppressive et la plus injuste.

« Parais, Dieu tout puissant, arme-toi du glaive de ta justice, foudroie, extermine tous les rois, ces princes, ces brigands qui veulent souiller la France, cette terre libre que tu favorises de tes regards bienfaisants, conduis-toi-même nos phalanges, rend-les partout victorieuses, que l'univers reconnaisse la République française et que la paix la plus durable arrête l'effusion du sang des humains; cette victoire sera celle de ton amour, elle fera le bonheur des mortels, et l'univers bénira ton saint nom. Tels sont, grand Dieu, les vœux de tes enfants, l'espoir les anime, ils les déposent avec confiance à tes pieds. »

Après le service, le cortège dirigea sa marche vers l'autel de la patrie. Cette marche était ouverte par un groupe de tambours et musiciens, une compagnie de canonniers traînait une pièce de canon.

La Société populaire, précédée d'un détachement de la garde nationale environnait un chœur de jeunes citoyens et de jeunes citoyennes vêtues de blanc, ayant un crêpe pour ceinture; deux d'entre elles portaient l'urne cinéraire, le drapeau de la Société flottait au dessus. Ce chœur chantait l'hymne aux mânes des défenseurs de la patrie.

La compagnie des vétérans de la garde nationale environnant le Conseil général de l'administration du département, était suivie d'un détachement de la garde nationale qui précédait les conseils généraux du district et de la commune d'Épinal, du tribunal du district, de celui de paix et du bureau de conciliation.

Un détachement du dépôt du 14<sup>e</sup> régiment de dragons, un autre de la troisième division de la gendarmerie nationale étaient précédés de la neuvième compagnie des Vétérans nationaux.

Un détachement de la garde nationale fermait la marche. La marche fut dirigée par les rues d'Ambrail, les forts, le faubourg d'Arches et le champ de Mars.

Arrivés à l'autel de la patrie, les autorités constituées placées en face de l'autel, et les corps militaires formant le cercle, le président du département reçut des mains des jeunes citoyens et citoyennes, l'urne cinéraire, et la déposa avec respect sur l'autel de la patrie au-dessous du drapeau tricolore.

Thiébaud, archiviste de la Société populaire prononça l'oraison funèbre de Marat, de Baille et des représentants du peuple lâchement assassinés et immolés à la fureur de l'aristocratie et du feuillantisme. Le procureur général-syndic du département prononça l'éloge des défenseurs de la patrie morts dans les combats.

Ensuite le chœur des jeunes citoyens et citoyennes entonna l'hymne aux mânes des soldats morts pour la patrie et tous les citoyens le répéterent avec sensibilité.

Les cris de *Vive la République!* succédèrent à ces chants de reconnaissance, les crêpes ont disparu et la ceinture tricolore les remplaça.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 711.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 711.

Aussitôt le cortège reprit sa marche, et l'hymne de la liberté fut chanté dans le retour à la ville.

Rendus sur la place de la République, le cortège environnant l'arbre de la liberté, le chœur des citoyens et citoyennes répéta trois fois la strophe : *Amour sacré de la patrie*, et la cérémonie se termina par les cris de *Vive la République, périssons les tyrans*.

*Pour copie conforme à l'original :*

DUBOIS, président; THIÉBAUT, secrétaire;  
BIARD, secrétaire.

Le district de Villefranche, département de Rhône-et-Loire, annonce qu'il vient d'organiser 4 bataillons de jeunes gens de 18 à 25 ans, dont 3 combattent sous les murs de Lyon; un cinquième va se former, ce qui fera dans ce district seulement 4,500 hommes levés en huit jours; ce district invite la Convention nationale à effacer pour jamais le nom de Rhône-et-Loire, et en conséquence il déclare qu'il s'intitule déjà *Villefranche-sur-Saône*.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

*Suit cette communication (2).*

« Villefranche-sur-Saône, le 7 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Le district de Villefranche, département de Rhône-et-Loire, vient d'organiser quatre bataillons de jeunes gens de 18 à 25 ans, dont trois combattent déjà sous les murs de Lyon, un cinquième va se former, ce qui fera, dans ce district seulement, 4,500 hommes levés en huit jours.

« Nous vous prions, citoyens, de prendre en grande considération la demande que nous allons vous faire et que nous communiquons à nos frères des autres districts, n'y comprenant pas celui de Lyon.

« Cette ville rebelle à la loi se couvre d'ignominie pour toujours. Le nom de Rhône-et-Loire n'est plus supportable pour de bons républicains; veuillez nous en donner un autre; déjà nous nous intitule *Villefranche-sur-Saône*, tant nous abhorrons l'ancienne dénomination et persuadés qu'elle porte avec elle un caractère infamant.

« Tous les jours, pères de la patrie, l'esprit public se ravive, les autorités constituées marchent dans le vrai sens de la Révolution, et le comité de surveillance a déjà mis à exécution la loi sur les personnes suspectes. Ainsi, ça ira et nous ferons tout pour seconder vos glorieux travaux.

« Les sans-culottes composant le comité de la Société des amis de la Constitution séante à Villefranche-sur-Saône.

« GRIVERAUD, président; TRICHARD; METRA fils, secrétaire; PRESSOUDARIEUX, commissaire; CARRET aîné; PONDEVAUX; THÉVENIN.

Jean-Baptiste Lecarpentier écrit du port de Cherbourg, que les villes comme les campagnes qu'il a parcourues sont purgées des fonctionnaires publics fédéralistes ou modérantistes; toutes les autorités civiles et militaires ont passé par le creuset républicain; ainsi, dit-il, avec nos braves soldats purifiés, tant en infanterie que cavalerie, avec nos forts, nos batteries, nos vaisseaux et nos chaloupes canonnières, nous ne craignons pas plus une flotte anglaise qu'une cargaison d'esclaves impuissants.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de Salut public (1).

*Suit la lettre de Lecarpentier (2) :*

Jean-Baptiste Lecarpentier, représentant du peuple dans le département de la Manche, Président de la Convention nationale.

« Valognes, le 6 octobre 1793, l'an II de la République.

« Citoyen Président,

« Après avoir fini à Cherbourg mes opérations dont j'ai rendu compte au comité de Salut public, j'ai quitté ce port où est resté pour quelques jours mon collègue Garnier, qui a partagé mes travaux, et dont la présence achèvera le succès de notre tâche commune dans ce point intéressant de la République. Là, comme dans les autres districts déjà épurés, il n'existe plus parmi les fonctionnaires ou agents publics, ni fédéralistes, ni modérantistes; toutes les classes des autorités civiles et militaires ont passé par la coupelle républicaine. Les campagnes n'ont pas été moins purifiées que la ville; en un mot les organes et les exécuteurs de la loi sont tous au même niveau, c'est-à-dire à la hauteur des principes et des circonstances.

« De plus, l'escadron du 8<sup>e</sup> régiment de hussards contre lequel il avait été porté des dénonciations d'une nature à exciter toute notre surveillance, se purge de ce qu'il renfermait d'impur, et par suite des mesures que nous avons prises, après avoir suspendu et fait mettre en état d'arrestation deux officiers qui donnaient aux hussards l'exemple de l'insubordination, le 19<sup>e</sup> bataillon des chasseurs qui passait pour entretenir des liaisons particulières avec cet escadron, se purifie également sous la surveillance de notre collègue Garnier et du général Peyre, qui a succédé, dans cette division, au général Tilly.

« D'après cela la sûreté intérieure et extérieure de Cherbourg est parfaitement garantie avec la garde nationale, le bataillon de la Côte-d'Or, ceux de la Somme et du 31<sup>e</sup> régiment, tous également républicains, réunis aux hussards et aux chasseurs purifiés, avec nos forts, nos batteries, nos vaisseaux et nos chaloupes canonnières nous ne craignons pas plus une flotte anglaise qu'une cargaison d'esclaves impuissants, et moyennant la purification opérée dans les corps civils et militaires, l'or de Pitt ne servirait qu'à acheter les foudres qui plon-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 223.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 223.  
(2) *Archives nationales*, carton AFII n° 169, plaquette 1389, pièce 25.



geraient les voiles anglaises dans les flots et enseveliraient les viles cohortes du roi de Londres sous le sable de nos rivages.

« LE CARPENTIER. »

Le même représentant du peuple écrit de Valognes, qu'en arrivant dans cette ville, il a invité toutes les autorités constituées à célébrer, par une fête fraternelle et touchante, l'union des villes et des campagnes; cette fête a eu lieu. Que le peuple français est grand, dit-il, dans sa masse, et qu'il est intéressant dans tous ses détails! il n'est pas de spectacle plus agréable que celui qui résultait du mélange et de la bigarrure des habits et des armes de tous les citoyens réunis à cette fête.

Un malheur cependant est arrivé par la précipitation, le zèle et la confusion des mouvements : un canonnier placé à l'embouchure d'une pièce, a été frappé au visage, et a perdu l'usage de ses yeux.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » de la fête civique qui a eu lieu à Valognes, et renvoi au comité des secours publics pour l'infortuné canonnier (1).

*Suit un extrait de cette lettre inséré dans le Bulletin de la Convention (2) :*

Le citoyen Lecarpentier, représentant du peuple dans le département de la Manche, écrit de Valognes le 7 octobre.

Il annonce à la Convention nationale, qu'à l'exemple des citoyens de Cherbourg, ceux de Valognes ont célébré la fête de l'union. Tous les citoyens des campagnes ont assisté à la cérémonie. La Société républicaine de cette ville a formé une souscription pour l'armement et l'équipement de 3 cavaliers; elle va inviter les autres sections de la République à en faire autant.

Mention honorable.

COMPTE RENDU de l'Auditeur national (3).

A Valognes, département de la Manche, on a célébré une fête civique dans laquelle les citoyens ont décerné une couronne à la *Montagne*. Chacun se livrait avec la plus vive allégresse, lorsqu'un malheureux événement fit succéder la douleur à la joie. Un canonnier, plus occupé de contempler la fête que de songer à sa pièce, se trouva à l'embouchure du canon lorsqu'on y mit le feu. L'explosion le renversa; il n'en est pas mort, mais il a perdu la vue.

Le Carpentier, qui rend compte de ce fait, demande qu'il lui soit accordé une pension.

Renvoyé au comité des secours.

*Le même jour, Le Carpentier écrivait au comité de Salut public une lettre que nous croyons devoir insérer, bien qu'elle ne soit pas mentionnée au*

*procès-verbal, parce que nous en avons le texte complet et parce qu'elle doit reproduire dans ses grandes lignes la lettre que nous insérons ci-dessus et dont nous ne possédons que des extraits.*

*Un des Représentants chargés de la levée en masse dans la Manche au comité de Salut public (1).*

Valognes, 7 octobre 1793.

« Citoyens collègues,

« Les deux lettres en date d'hier et d'aujourd'hui, que j'adresse à la Convention nationale, et qui vous seront sans doute renvoyées, vous instruiront de l'état dans lequel j'ai laissé Cherbourg et de la fête intéressante qui vient d'avoir lieu à Valognes. Mon collègue, Garnier (de Saintes), doit rester encore quelques jours dans cette première ville, pour y surveiller l'exécution de nos arrêtés, l'épurement de l'escadron de hussards du 8<sup>e</sup> régiment et du 19<sup>e</sup> bataillon de chasseurs, ainsi que l'arrestation des gens suspects. Il se rendra ensuite dans le département de l'Ille-et-Vilaine, où votre vœu l'a appelé. Quant à moi, je vais faire ici ce que j'ai fait ailleurs : la réunion de toutes les autorités constituées, civiles et militaires et de tous les agents employés par la République, le rassemblement de la première réquisition et la préparation de tous les objets nécessaires à ce mouvement composant ma tâche principale.

« Elle serait déjà remplie dans toute la vaste étendue du département de la Manche, si, dans chaque district, je n'étais obligé, pour donner à mes opérations une direction plus sûre, d'appeler près de moi les envoyés des Assemblées primaires, avec des députés des sociétés populaires et des comités de surveillance. Cette mesure est d'une grande utilité; mais elle entraîne souvent des retards par des discussions qui s'élèvent sur chaque individu susceptible de la suspension ou de l'arrestation; et, comme dans toute assemblée d'hommes il se manifeste un choc de passions ou d'intérêts contraires, il en résulte qu'ordinairement mon conseil, tout composé qu'il soit de sans-culottes, n'est pas exempt de débats. Mais la vérité a des signes infailibles pour se faire connaître; je la distingue, et alors j'abrége toute discussion inutile.

« J'ai cru devoir vous donner ces détails, citoyens mes collègues, pour vous mettre à portée de calculer le temps qu'il a fallu nécessairement à mes opérations, et celui qu'il faudra encore pour les couronner d'un parfait succès. Vous pouvez croire en toute sûreté que, si je ne connaissais pas les localités, ce serait bien autre chose encore, et que d'ailleurs la quantité actuelle de mes travaux est au moins en proportion égale avec le temps qu'elles ont exigé pour leur plus grande réussite. J'ose vous assurer qu'après mon départ, le département de la Manche sera partout un sanctuaire digne de la liberté.

« Me voici à Valognes, mon pays natal. Je m'enorgueillerais de l'accueil que j'y ai reçu, si j'étais capable d'oublier que ce n'était pas à moi, mais au caractère dont je suis revêtu, qu'il a été adressé. Néanmoins il est doux de recevoir à quelque titre que ce soit, les témoignages de

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 224.

(2) *Supplément au Bulletin de la Convention* du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II, vendredi 11 octobre 1793.

(3) *Auditeur national*, n° 285 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 2).

(1) *Archives nationales*, carton AFIII n° 169. — Aulard : *Recueil des Actes et Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 280.

la confiance de nos concitoyens, surtout quand cette confiance est un gage assuré du succès de notre mission.

« Je vais hâter la mienne dans ce district. De là, je me rendrai à Saint-Lo, où des objets de la première importance m'appellent. J'ai donné à la fonderie de canons et à la manufacture de lames de sabre, établie dans cette ville, tous les encouragements nécessaires : j'irai en recueillir les fruits pour la République, et, en faisant tomber devant la loi nos ennemis intérieurs, je ferai le rassemblement des armes qui doivent porter le coup mortel aux tyrans et à leurs satellites.

« Je voudrais être déjà dans le département de l'Orne; mais l'ordre exige qu'une besogne commencée soit finie avant d'en entreprendre une autre. Comptez au surplus sur ma célérité comme sur mon dévouement.

« LE CARPENTIER.

« P. S. — Le bon décret que celui dont les feuilles d'aujourd'hui nous ont apporté la nouvelle (1)! Voilà donc Brissot et sa clique traduits devant le tribunal où depuis si longtemps ils devaient comparaître, et ce qui restait encore d'éléments impurs écartés du sein de la Convention nationale! Il était bien juste que, tandis qu'on purifiait les diverses autorités constituées, la première de toutes passât par le scrutin épuratoire. Je ne sais encore quel effet aura produit ici ce décret salataire, mais il n'y a pas de doute qu'il doit combler de joie tous les patriotes de la République. »

Le représentant du peuple Élie Lacoste adresse un arrêté commandé par les circonstances les plus impérieuses; il a pour objet de faire exécuter, sous peine de punition corporelle, la loi du 23 février, qui accorde le tiers des places vacantes à l'ancienneté de service.

Renvoyé au comité de la guerre (2).

Le commandant du fort national, île Pelée, devant Cherbourg, annonce que la frégate la *Réunion*, a pris un bâtiment anglais à trois mâts, venant de la Virginie; il est d'environ 400 tonneaux, tout neuf, et chargé de goudron, de térébenthine et autres objets : cette prise est évaluée plus de 350,000 livres, et c'est la cinquième que la *Réunion* amène depuis quinze jours.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (3).

Suit la lettre du commandant du Fort national, île Pelée (4) :

Le commandant du Fort national, île Pelée, devant Cherbourg, au Président de la Convention nationale.

« Fort national, le 6 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« La Convention nationale apprendra sans

doute avec autant de plaisir que j'en ai à lui annoncer, que la frégate la *Réunion*, capitaine le sans-culotte Deniau, en station sur cette rade, a trainé à la remorque et mouillé ce matin, sous le canon du fort, un bâtiment anglais, à trois mâts. Ce bâtiment est entré ce soir en rade, il revient de la Virginie, il est d'environ 400 tonneaux, tout neuf, et chargé de barils de goudron, de bray, de térébenthine et autres objets. Cette prise est évaluée plus de 350,000 livres. Il s'y trouve cinq prétendus matelots français. C'est la cinquième prise que la *Réunion* nous amène depuis 15 jours. Le brave Deniau est allé l'attaquer pour ainsi dire à la barbe de l'infâme Pitt et de l'imbécile roi Georges, je ne sais combien, mais vraisemblablement le dernier.

« L'intépide équipage de la frégate qui était à bord de la prise, a fait passer aux sans-culottes de la garnison du Fort national, l'allégresse que lui inspirait l'aspect du pavillon anglais renversé. Vive la République, ont cent fois crié ses défenseurs marins. Vive la République, ont répété cent fois les robustes volontaires du 6<sup>e</sup> bataillon de la Somme. Nous aurions voulu voir le fort entouré bien moins d'ennemis vaincus que d'ennemis à vaincre. Dépêchez-vous, citoyens représentants, de nous envoyer porter quelque lettre à Londres.

Est-ce que nous n'en ferons pas bien autant que certain conqérant nommé Guillaume qui, s'il ne s'était pas amusé à la bagatelle, aurait muselé le despote insulaire de ce temps là! Si nous n'allons pas chercher les esclaves de Pitt, nous les attendrons longtemps, car Cherbourg n'a jamais été Toulon, et puis Le Carpentier et Garnier viennent de donner à cette ville une purgation qui la guérira radicalement du modérantisme, du fédéralisme, du judaïsme, du fanatisme et autres épidémies de ce genre. »

« Cette lettre n'est pas officielle, mais elle n'en dit pas moins la vérité la plus exacte.

« Salut, dévouement, fraternité.

« Henri-Charles-Antoine POTIER. »

Garnier, de Saintes, confirme, par une lettre écrite de Cherbourg, la prise de la frégate la *Réunion*; il annonce, au nom de cette ville peu peuplée, qu'elle vient d'armer et d'équiper 4 cavaliers, et qu'une infinité d'ouvriers peu fortunés, mais généreux, se sont privés de leurs plus pressants besoins, pour faire des offrandes patriotiques : l'état de ces offrandes s'élève à 9,000 livres.

Garnier annonce également le trait sublime d'un jeune enfant âgé de 8 ans, qui est allé jusqu'à quatre fois chez le secrétaire de la Société pour offrir ses boucles d'argent. Le secrétaire lui ayant représenté qu'il pourrait être blâmé de ses parents, s'il disposait ainsi de ses objets sans leur consentement, l'enfant a répondu qu'ils étaient patriotes comme lui, et qu'il marcherait aussi bien avec des cordons à ses souliers.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » des offrandes patriotiques, et renvoi au comité d'instruction publique pour le trait sublime du jeune enfant (1).

(1) Il s'agit du décret du 3 octobre 1793, qui traduisait les Girondins au tribunal révolutionnaire.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 224.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 224.

(4) Archives nationales, carton C 273, dossier 692.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 225.



*Suit un extrait de la lettre de Garnier (de Saintes), d'après le Bulletin de la Convention (1).*

« Ce n'est pas par de simples protestations que les habitants de Cherbourg justifient leur haine contre la tyrannie, écrit le représentant du peuple Garnier (de Saintes), de Cherbourg, le 7 octobre. Ils offrent à la patrie 4 hommes habillés, montés et équipés. Les contributions généreuses des habitants d'une ville qui n'est ni riche ni populeuse, s'élèvent à 9.000 livres. Leurs 4 cavaliers n'attendent plus que l'ordre du ministre de la guerre pour aller combattre les ennemis de la patrie. Parmi les contribuables, j'ai cru devoir distinguer les noms de tous ces vertueux ouvriers qui, aussi généreux que peu fortunés, ont cherché leurs offrandes dans leurs premiers besoins. Voici ces noms.

*Ouvriers du chantier de la marine :*

« Julien Boisenan, contremaître charpentier, 5 livres; Pierre Vergne, 5 livres; Louis Fleury, 5 livres; Nicolas Gouvain, 5 livres; Hugues Poulet, 2 liv. 10 s.; Louis-Thomas Lamelle, 2 liv. 10 s.; Jean-Lepetit, 2 liv. 10 s.; Jacques-François Vielle, 2 liv. 10 s.; Nicolas Fortain, 2 liv. 10 s.; Jean-Pierre Hamel, 2 liv. 10 s.; Joseph Lecarpentier, 2 liv. 10 s.; Jean Lamelle, 1 livre; Charles Heuvé, 1 livre.

*Hôpital de la marine :*

« Tabouret, 5 livres; Sanspeur, 5 livres; Jacques Frimot, 5 livres; Mauger père, 3 livres; Robert Luce, 2 liv. 10 s.; Beaudinot, infirmier major, 5 livres; Alexandre Adam, 2 liv. 10 s.; Joseph Pilon, 2 liv. 10 s.; Jacques Simon, 2 liv. 10 s.; Jacques Corbet, 2 liv. 10 s.; Jacques Fleury, 2 liv. 10 s.; Jacques Piquet, 2 liv. 10 s.; Augustin Henry, 2 liv. 10 s.; tous infirmiers; Marie-Anne Clément, cuisinière, 2 liv. 10 s.; femme Mauger, maîtresse-lingère, 3 livres; femme Laronche, 10 sols; femme Varin, 10 sols; femme Clément, 10 sols; Louise Desprès, 10 sols; femme Avoine, 10 sols; Constance Sangevin, 10 sols; Monique Langoulan, 10 sols; Bonne Quétier, 10 sols; femme Chapelle, 10 sols, toutes blanchisseuses et couturières; Lavaquerie, contrôleur, 20 livres.

« Robert Luce a trois fils sur les frontières dont un y a perdu la vie. Presque tous les autres citoyens sont pères de famille et plusieurs de ces citoyennes ont leurs maris dans les prisons d'Angleterre.

« Un enfant de 8 ans (il se nomme Jean Gallien), instruit des actes de dévouement des vrais sans-culottes de cette ville, est allé jusqu'à quatre fois chez le secrétaire de la Société. Il le trouve enfin. Il lui dit : « Citoyen, je n'ai d'autre propriété que mes boucles d'argent; je viens les

offrir à la patrie. » Le secrétaire lui ayant observé qu'il pourrait être blâmé de ses parents, s'il disposait ainsi de cet objet sans leur consentement, il répond qu'ils sont patriotes comme lui, qu'il marchera aussi bien avec des cordons à ses souliers, et qu'il le prie d'accepter cet offre, en attendant qu'il puisse un jour offrir à sa patrie ses bras et son sang (1). »

Mention honorable.

**Le ministre de l'intérieur annonce l'envoi qu'il a fait, par des courriers extraordinaires, des décrets des 18 et 19 de ce mois, pour la réquisition des chevaux et l'arrestation des sujets du roi de la Grande-Bretagne (2).**

*Suit la lettre du ministre de l'Intérieur (3).*

« Paris, le 20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen président,

« Je m'empresse de vous prévenir que j'ai envoyé hier au soir, par des courriers extraordinaires, aux départements, les décrets de la Convention nationale des 18 et 19 de ce mois, relatifs à la réquisition des chevaux, et à l'arrestation des sujets de la Grande-Bretagne dans toute l'étendue de la République. J'écris en même temps aux administrateurs de faire sur-le-champ promulguer ces décrets, de les faire réimprimer dans le plus grand nombre d'exemplaires possible, et de prendre tous les moyens qui sont en leur pouvoir pour que la connaissance en arrive dans les districts, les municipalités et les sociétés populaires et qu'ils soient lus dans leurs séances.

« Le ministre de l'Intérieur,

« PARÉ. »

**La Société populaire de Metz félicite la Convention sur le décret relatif à la taxe des denrées de première nécessité. « Vous avez prouvé, dit-elle, par ce décret, que les soins les plus précieux étaient consacrés aux pauvres sans-culottes, au peuple laborieux et utile. »**

**Mention honorable et insertion au « Bulletin » (4).**

*Suit la lettre de la Société populaire de Metz (5).*

*La Société des amis de la liberté et de l'égalité de Metz, à la Convention nationale.*

« Représentants du peuple,

« Lorsque la philosophie a fait à la France le présent de la liberté, il s'est opéré une grande

(1) *Bulletin de la Convention* du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793). D'autre part, M. Aulard, dans son *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 279), reproduit l'analyse de la lettre de Garnier (de Saintes), qui se trouve aux *Archives nationales* (carton AFII n° 268). La voici :

« Garnier (de Saintes) fait part de la prise d'un navire anglais chargé de goudron, résine, térébenthine, et demande qu'on ait dans ces parages plusieurs avisos en plus d'une frégate.

(1) Applaudissements d'après les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1290, col. 2).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 225.

(3) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 225.

(5) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.

révolution. Le clergé et la noblesse ont prétendu la détruire : les riches et les commerçants cupides ont voulu la faire tourner à leur profit. Ils ont lancé parmi nous les monstres de l'agiotage et du monopole, aussi dangereux que l'Hydre du fanatisme et de l'aristocratie. On les a vus immolant sans pudeur la fortune du pauvre à leur insatiable cupidité, détournant les richesses de la nature et faisant disparaître des regards du peuple indigent et laborieux, l'abondance que la main de nos législateurs avait ramenée devant lui. De là le discrédit du signe représentatif des richesses ; de là le surhaussement du prix des denrées, l'affaiblissement de l'agriculture, l'augmentation des malheurs publics, de là un nouvel esclavage, celui des besoins et un nouveau despotisme, celui de la cupidité.

« Vous avez vu le mal, législateurs, vous vous êtes empressés d'y porter un remède ; vous nous avez donné ce décret bienfaisant qui rétablit l'équilibre des prix et met des bornes à la cupidité des fournisseurs et des marchands. Vous avez fait cesser les plaintes de l'agriculteur qui n'était devenu lui-même cupide que parce que le prix des comestibles était monté à un point trop excessif.

« Législateurs, vous avez prouvé, par ce décret, que vos soins les plus précieux étaient consacrés au pauvre, au sans-culotte, au peuple laborieux et utile. Vous êtes devenus pour nous une seconde providence ; nous vous félicitons, et environnés de ce peuple dont les bras et les vœux s'élèvent vers vous en signe de reconnaissance, nous vous présentons l'hommage de la nôtre et le témoignage bien vrai que nous associons à tous les tributs qui vous seront offerts, que vous avez bien mérité des sans-culottes. »

(Suivent 36 signatures.)

La Société républicaine d'Épernay félicite la Convention sur le décret vigoureux lancé contre 60 députés qui avaient osé conspirer contre l'unité et l'indivisibilité de la République.

Elle félicite la Convention sur le décret relatif aux subsistances ; enfin, elle implore sa clémence en faveur des administrateurs qui, après avoir voté pour le fédéralisme, se sont ensuite rétractés.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » du bon esprit de la Société d'Épernay, et renvoi de ce qui est relatif aux administrateurs fédéralistes au comité de sûreté générale (1).

Le ministre de la justice transmet la lettre du citoyen Brulé qui, combattant depuis six mois dans l'armée de la Vendée, ne peut accepter la place de juré du tribunal révolutionnaire.

Mention honorable et renvoi au comité de Salut public (2).

Suit un extrait de la lettre du citoyen Brulé, d'après le Bulletin de la Convention (3).

Le ministre de la justice fait passer à la Con-

vention nationale une lettre du citoyen Brulé, qui remercie le ministre et le prie de faire agréer sa démission de juré du tribunal criminel extraordinaire. « Je me crois, dit-il, plus utile à l'armée de la Vendée, dans laquelle je sers depuis six mois. »

Renvoyé au comité de Salut public.

**Legendre (de la Nièvre) et Foucher (de Nantes), représentants du peuple, écrivent de Nevers, que pour accélérer leurs travaux, ils se sont partagé les endroits qu'il était nécessaire de parcourir : l'un s'occupera de l'esprit public, et l'autre dirigera l'envoi des subsistances pour alimenter nos jeunes guerriers.**

Ils annoncent que leur département paraissait destiné à servir de repaire aux scélérats députés frappés d'accusation, qu'ils tiennent dans leurs mains le fil d'une conjuration qui va jeter de nouvelles lumières dans tous leurs souterrains.

Insertion de cette lettre au « Bulletin » (1).

Suit la lettre des représentants Legendre et Foucher (2).

Legendre, de la Nièvre, et Fouché, de Nantes, représentants du peuple, à la Convention nationale.

« Nevers, 7 octobre 1793, l'an II de la République.

« Citoyens collègues,

« Nous nous trouvons réunis un moment, mon collègue Legendre et moi, au chef-lieu du département de la Nièvre ; nous nous empressons de vous instruire de nos communs renseignements et de nos mutuelles opérations. Pour accélérer notre travail, nous nous sommes partagé les endroits qu'il est nécessaire de parcourir, tandis que l'un s'occupe à élever l'esprit public, à le moraliser par des institutions philosophiques, par des fêtes civiques, par des mesures révolutionnaires aussi consolantes pour le peuple qu'elles sont terribles pour ses ennemis, l'autre surveille et met en activité tous les ateliers, toutes les forges, tous les arsenaux, parcourt toutes les campagnes, rassure les habitants effrayés d'une disette produite par la malveillance, visite les greniers, les granges des riches fermiers ou propriétaires, s'assure par ses propres yeux de la vérité des recensements, dirige l'envoi des subsistances aux chefs-lieux des districts pour alimenter nos jeunes guerriers qui brûlent du désir de combattre les brigands soudoyés par la tyrannie et qui n'attendent que leurs équipements pour se mettre en marche.

« Nous sommes bien convaincus, aujourd'hui, que ce département était destiné, ainsi que ceux du Puy-de-Dôme et de l'Allier, à servir de retraite aux complices des scélérats que vous venez de frapper d'un décret d'accusation ; nous tenons le fil d'une conjuration qui va jeter de nouvelles lumières dans tous leurs souterrains, dans tous leurs repaires. Nous poursuivrons le

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 223.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 226.

(3) Bulletin de la Convention du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 226.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 692.



crime, dès que nous en aurons acquis la preuve, avec toute l'énergie, avec toute la fermeté de notre caractère. L'échafaud a déjà fait justice de trois assassins, il est dressé pour recevoir tous les accapareurs, tous les traîtres, tous les fripons; ces scélérats se tiennent par la main, le brigandage le plus atroce est leur seule politique et leur unique morale. La République ne peut s'élever que sur leurs cendres.

« FOUCHÉ; LEGENDRE (de la Nièvre). »

Les représentants du peuple auprès de l'armée du Nord, annoncent que les contre-révolutionnaires entravent la marche et l'administration des subsistances; les malheurs que ces manœuvres pouvaient entraîner, les ont déterminés à former une commission révolutionnaire, composée de cinq membres, pour juger tous les délits dont se rendraient coupables les chefs et employés de ces administrations.

Ils réclament en même temps contre la note qui fait une mention plus particulière du 2<sup>e</sup> bataillon de la Vienne, que de celui de la Haute-Marne : en rendant hommage au 2<sup>e</sup> bataillon de la Vienne, qui s'est bien acquitté de son devoir, on observe que celui de la Haute-Marne a le plus souffert.

Insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de Salut public (1).

*Suit la lettre des représentants du peuple près l'armée du Nord (2).*

*Les représentants du peuple près l'armée du Nord, à la Convention nationale.*

« Arras, le 7 octobre 1793, l'an II de la République.

« Les tyrans, les traîtres et les conspirateurs, convaincus que le courage de nos soldats républicains sera toujours victorieux contre ce vil ramas de satellites que les monstres couronnés leur opposent, tournent tous leurs efforts vers les subsistances militaires. On ne peut se faire une idée des obstacles, sans cesse renaissants, que nous font éprouver dans toutes les parties du service, les différentes administrations de l'armée. La surveillance la plus active, secondée par le civisme des membres des autorités constituées d'Arras a eu toutes les peines de nous préserver des plus grands malheurs. Ces manœuvres des différentes administrations, où il n'existe que des contre-révolutionnaires, et les dangers inévitables qu'elles occasionneraient, nous ont déterminés à former une commission révolutionnaire, composée de cinq membres, pour juger tous les délits dont se rendraient coupables les chefs et employés de ces administrations.

Nous vous adressons, ainsi qu'au comité de Salut public, un exemplaire de notre arrêté dont la simple publication a déjà produit un effet salutaire.

« Nous laissons à votre sagesse d'examiner cet arrêté dont l'exécution nous a paru être rendue impérieuse dans les circonstances.

« Nous recevons à l'instant, citoyens collègues, une lettre des officiers, sous-officiers et volontaires du 1<sup>er</sup> bataillon de la Haute-Marne, qui réclament contre une erreur insérée dans le *Bulletin*, de la séance du 28 septembre, où l'on rend compte à la République entière des actions d'éclat qui ont eu lieu tant à Hondschootte qu'à Warvick et à Ménin. Il est dit dans ce *Bulletin* : « à l'affaire de Warvick, le régiment ci-devant Suède et le 2<sup>e</sup> bataillon de la Vienne se sont particulièrement distingués ». C'est le 1<sup>er</sup> bataillon de la Haute-Marne, et non le 2<sup>e</sup> de la Vienne; et les braves officiers, sous-officiers et volontaires du 1<sup>er</sup> bataillon de la Haute-Marne, en rendant justice à la bravoure du 2<sup>e</sup> de la Vienne qui a bien fait son devoir aux autres affaires qui ont eu lieu, demandent avec d'autant plus de justice la rectification de l'erreur, que leur corps a extrêmement souffert et qu'ils ont dans les hôpitaux beaucoup de victimes honorables qui gémissent de ne pouvoir plus servir la République. Nous vous prions donc, citoyens nos collègues, de décréter que le 1<sup>er</sup> bataillon de la Haute-Marne a mérité par sa bravoure à l'attaque de Warvick, les mêmes honneurs que le régiment ci-devant Suède.

« Salut et fraternité.

« ELIE LACOSTE; PEYSSARD. »

Arrêté (1).

Arras, 4 octobre 1793, deuxième de la République une et indivisible.

Nous, représentants du peuple, envoyés près l'armée du Nord,

Considérant que les efforts des malveillants se dirigent depuis longtemps sur les subsistances, et que près des armées on ne voit que des administrations cherchant perpétuellement à entraver toutes les opérations relatives aux approvisionnements; que depuis les chefs jusqu'au dernier des employés, il n'existe que des hommes qui voudraient faire manquer les différents objets de subsistances militaires; qu'il se rejettent les uns sur les autres, les fautes qui se commettent en ce genre; et, considérant que le salut de l'armée et le salut public exigent de concert que l'on prenne des mesures sévères pour arrêter tous les désordres qui se commettent dans les différentes administrations, et que ce n'est que par des exemples frappants que l'on peut porter la terreur dans l'âme de ces vrais conspirateurs;

Arrêtons qu'il sera nommé une commission militaire *ad hoc*, pour juger tous les chefs et employés dans les administrations de l'armée.

Cette commission sera composée de cinq membres.

Ses jugements seront portés à la majorité de trois voix.

Tout chef d'administration ou employé qui sera convaincu, par preuves orales de trois témoins irrécusables, ou par un procès-verbal revêtu d'une signature et appuyé d'une preuve orale, de malversations, de négligence dans les versements, les transports et approvisionnements de l'armée, sera regardé comme coupable de ma-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 226.

(2) Archives du ministère de la guerre, armées du Nord et des Ardennes, carton 1/18.

(1) Archives du ministère de la guerre, armées du Nord et des Ardennes, carton 1/18.

nœuvres contre-révolutionnaires, et mis à mort dans les vingt-quatre heures, à la tête de l'armée ou de la division près de laquelle sera le convaincu.

Aucun chef d'administration ni employé dans l'armée du Nord ne pourra se retirer et éviter par son évasion, le châtement qu'il aurait pu mériter.

Il est ordonné à tous commandants de la force armée de les arrêter s'ils viennent à abandonner l'armée, tels passeports qu'ils puissent avoir.

Faisons défenses à toute autorité constituée d'en délivrer aux individus qui auraient été employés dans ces différentes administrations.

Les représentants du peuple auront seuls le droit d'en délivrer à ceux qui seraient dans le cas, pour raison de maladie notoirement connue, d'en demander.

Le présent arrêté sera imprimé, publié, affiché, mis à l'ordre pour en être fait lecture à la tête des différentes divisions de l'armée, et envoyé au comité de Salut public de la Convention nationale.

« Signé : Elie LACOSTE, PEYSSARD,  
DUQUESNOY.

Pour ampliation :

*L'ordonnateur :*  
OLLIVIER.

Le citoyen Jacques Peyronnet, officier invalide, âgé de 87 ans, éprouve des difficultés pour le paiement de deux articles de pension, l'un de 200 livres et l'autre de 300; il en réclame le paiement, et prétend qu'il peut les cumuler, dès qu'ils sont de moitié inférieurs au maximum de 1,000 livres.

Renvoyé au comité de liquidation (1).

Le citoyen Ramel demande son remplacement dans la Commission des finances; il fonde l'objet de sa demande sur la faiblesse de sa santé, et sur les travaux particuliers dont il vient de se charger pour partager les peines de ses collègues.

Sur la démission présentée, la Convention passe à l'ordre du jour (2).

*Suit la lettre de Ramel (3).*

« Paris, le 20 du 1<sup>er</sup> mois de l'an II  
de la République.

« Citoyen Président,

« Depuis un an, je me suis rendu régulièrement tous les soirs dans les comités dont j'ai été membre; l'épreuve à laquelle j'ai mis ma santé l'hiver dernier, me faisant connaître l'impossibilité de continuer à en faire autant, je supplie la Convention nationale d'ordonner mon remplacement dans la commission des Finances et cependant d'agréer l'offre que j'ai faite à mes collègues de me charger de tout ce qu'il y aura de plus pénible dans les dépouillements de comptes

et états qu'ils pourront avoir à faire. J'ai constamment travaillé au moins 14 heures par jour; en restant chez moi tous les soirs, j'en emploierai une de plus à l'expédition de tout ce dont on me croira capable.

« D. V. RAMEL. »

Le directoire du département de la Charente-Inférieure annonce la levée de 15,000 jeunes gens de 18 à 25 ans; il attribue la guerre éternelle de la Vendée aux haines, aux jalousies et aux rivalités qui ont divisé jusqu'à présent les généraux; il demande qu'un tribunal révolutionnaire marche à la suite de cette armée, pour punir à propos les généraux traîtres ou perfides.

Renvoyé au comité de Salut public (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Les administrateurs de la Charente-Inférieure, informent l'Assemblée que 15,000 jeunes gens de ce département, convaincus que le danger de la patrie les appelle sans délai au champ d'honneur, et non dans des casernes, sont déjà en présence de l'ennemi. Ces administrateurs se plaignent de ce que l'ambition et les rivalités des généraux éternisent la guerre de la Vendée; ils demandent qu'il soit établi un tribunal révolutionnaire auprès de l'armée de l'Ouest, pour punir tous les généraux ambitieux ou intéressés.

Renvoyé au comité de Salut public.

Les citoyens Getto et Honkleur exposent que depuis 10 mois ils n'ont cessé de présenter un projet d'établissement d'une école de trompettes, sans pouvoir espérer que ce projet sera bientôt exécuté. « On ne peut, disent-ils, se dissimuler la disette des trompettes, et le besoin qu'en ont dans ce moment les corps de cavalerie des armées de la République »; ils sollicitent en conséquence le prompt rapport de leur projet.

Renvoyé au comité de la guerre (3).

Philippe Rhul [RUHL], représentant du peuple à Reims, adresse le procès-verbal qui constate l'aneantissement éternel de la sainte ampoule, et de tout ce qui avait trait à ce hochet sacré des sots : un peuple immense et généreux ne verra

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 227.

(2) *Moniteur universel* (n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 88, col. 3). D'autre part, les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1290, col. 2) rendent compte de la lettre du directoire de la Charente-Inférieure dans les termes suivants :

« Les administrateurs de la Charente-Inférieure instruisent l'Assemblée du dévouement et du zèle, tout à la fois patriotique et républicain, des jeunes citoyens en réquisition de ce département, qui ne se sont point amusés, disent les administrateurs, à demander à être casernés, puisqu'ils sont déjà en présence de l'ennemi. Ces magistrats se plaignent de ce que l'ambition, l'amour-propre et les intérêts privés des généraux éternisent l'affreuse guerre de la Vendée. Ils demandent l'établissement d'un tribunal révolutionnaire auprès de l'armée de l'Ouest, pour juger tous les militaires indignes de servir la cause de la République. »

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 227.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 227.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 227.

(3) *Archives nationales*, carton C 214, dossier 697.



plus, dit-il, l'insidieuse farce du sacre d'un brigand heureux.

Insertion au « Bulletin » en entier (1).

Suit la lettre de Rühl (2) :

« Châlons, le 8 octobre 1793, l'an II  
de la République française une  
et indivisible.

« Citoyens mes collègues,

« Vous m'avez chargé, par votre décret du 16 septembre dernier, de surveiller dans les départements de la Marne et de la Haute-Marne, l'exécution de la loi du 23 août. L'article premier de cette loi veut que les vieillards se fassent porter sur les places publiques pour prêcher la haine des rois et l'unité de la République.

« A mon arrivée dans la ville de Reims, je n'ai pas trouvé de vieillards sur les places publiques de cette ville prêchant la haine des rois, mais moi, qui suis un vieillard qui ai en exécution les rois, les despotes et tous les ennemis de la liberté et de l'égalité, je me suis transporté sur la place ci-devant royale, aujourd'hui nationale, j'y ai prêché la haine des tyrans, et pour joindre l'exemple au précepte, la pratique à la théorie, j'ai brisé, en présence des autorités constituées et d'un peuple nombreux, sous les acclamations répétées de *Vive la République, une et indivisible*, le monument honteux créé par la ruse perfide du sacerdoce, pour mieux servir les desseins ambitieux du trône ; en un mot j'ai brisé la sainte ampoule (3), sur le piédestal de Louis le fainéant, quinzième de ce nom. La tête du tyran est tombée, toutes celles qui voudront s'élever au-dessus du Français redevenu libre doivent tomber de même, ce peuple immense et généreux ne verra plus désormais l'insidieuse farce du sacre d'un brigand heureux, tout ce qui a trait à ce sacre, tout ce qui entretenait le fanatisme du peuple pour ses oppresseurs, en lui faisant croire que le ciel avait choisi des mortels plus favorisés que lui, pour le mettre aux fers, doit disparaître. La sainte ampoule n'existe plus, ce hochet sacré des sots et cet instrument dangereux dans la main des satellites du despotisme a disparu.

« Recevez-en, mes collègues, les débris, avec le reliquaire qui la contenait, de même que le procès-verbal qui en constate l'anéantissement éternel.

« Salut et fraternité.

« Philippe RUHL, représentant du peuple dans les départements de la Marne et de la Haute-Marne.

« P.-S. Le reliquaire qui servait de réceptacle à la fiole sacrée vous parviendra par la diligence qui part d'ici demain 9 octobre.

« Il est enveloppé dans une chemise neuve telle qu'on en délivre aux défenseurs de la patrie dans le magasin de Reims. Cette chemise, qui est une preuve parlante du gaspillage affreux des entrepreneurs, m'a paru mériter toute votre attention (1).

« Philippe RUHL. »

Procès-verbal (2).

Extrait des liasses du greffe de la municipalité de Reims.

Aujourd'hui lundi sept octobre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la République, au conseil général de la commune de Reims, où se trouvaient les membres dudit conseil sous-signés, s'y est rendu vers les deux heures de relevée, le citoyen Rühl, représentant du peuple au département de la Marne, de présent à Reims qui, pour l'exécution des lois relatives à la suppression de la royauté et de tous les signes et marques qui y avaient trait et à la demande de plusieurs citoyens, des habitants du département de la Marne et de cette ville, avaient hier demandé la représentation d'un reliquaire contenant ce qu'on appelait la *sainte ampoule*, dont on se servait ci-devant pour le sacre des ci-devant rois, à l'effet de pouvoir être supprimé comme suite nécessaire de l'exécution des lois ci-devant relatées, et y étant assisté du citoyen Jeunesse, son secrétaire.

Le citoyen maire, qui avait fait revenir ce matin, en la maison commune, le reliquaire dont il s'agit, jusqu'à présent déposé en l'église de Saint-Rémy, l'a remis au représentant Rühl qui a exposé que, conformément à ce qui avait été annoncé hier aux citoyens, c'était sur la place nationale de cette ville que la suppression de l'ampoule contenue dans la châsse représentée, devait s'effectuer, pourquoi les membres de la commune l'y accompagnant, et les administrateurs du district s'y étant trouvés ;

La châsse dont s'agit a été ouverte en présence de nombre de citoyens, et l'ampoule qu'elle contenait et qui était une petite fiole de verre en a été extraite et brisée par le représentant Rühl, ce que faisant il a été reconnu qu'elle avait autrefois contenu une liqueur rouge qui, depuis, s'était desséchée, et qu'il ne restait aucun liquide, ce qui a été reconnu par les citoyens présents.

En ce qui touche la châsse qui est d'argent doré et sur laquelle il reste très peu de pierres, les autres en ayant été détachées précédemment, elle a été laissée au citoyen Rühl, représentant du peuple qui, pour l'exécution des lois qui ordonnent l'envoi des argenteries des églises à la Convention, s'est chargé de l'y faire

(1) La lecture de cette lettre fut accueillie par les plus vifs applaudissements, d'après le *Monteur universel* (n° 88 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 88, col. 3), le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 138), le *Mercur universel* (21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 188, col. 1), l'*Auditeur national* (n° 385 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 2) et les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1291, col. 1).

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 228.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692. — *Bulletin de la Convention* du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793). — Aulard : *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 310.

(3) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* (21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 188, col. 1).

parvenir. Et revenus en la maison commune, le présent procès-verbal y a été rédigé et signé.

*Signé :* Philippe RUHL, JEUNESSE, GALLOTEAU-CHAPRON, *maire*; DELIGNY-DECLÈVES, TROUSSON-LECOMTE, GERUSET-MUON, RIVIÈRE, HOURELLE, LE CLAUDE, LEURETTE, VITU, PERARD-ALLART, CHARDONNET, MANGET, HURTAULT, CORRIEUX l'aîné, LEGRAND-PAQUOT, DEMOULIN, BOURLOIS-ROUSSEAU, LEGRAND-DAVID, LEROY, MARTIN, CHAMPAGNE, CLICQUOT-VUATELET, HÉRENT, LE MERCIER, *procureur de la commune*, PAQUOT, *substitut* et TAUXIER, *secrétaire*.

*Pour copie conforme à l'original resté au greffe de la municipalité.*

GALLOTEAU-CHAPRON, *maire*; LE MERCIER, *procureur de la commune*; TAUXIER, *secrétaire-greffier*.

Les représentants du peuple près les armées des côtes de la Rochelle et de Mayence annoncent que la ville de Nantes vient de fournir, sur leur réquisition, 3 bataillons de 800 hommes de la 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classe; une contribution patriotique a pourvu à leur habillement et équipement, et déjà une partie est en présence de l'ennemi.

Insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre des représentants du peuple (2) :*

*Les représentants du peuple près les armées des côtes de Brest et de Mayence, à la Convention nationale.*

« Citoyens collègues,

« Nous avons la satisfaction d'annoncer à la Convention que la ville de Nantes vient de fournir, sur notre réquisition, trois bataillons de 800 hommes de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classe. Une contribution patriotique a pourvu à leur habillement et équipement, et déjà une partie est en présence de l'ennemi (3).

« Salut et fraternité.

« GILLET; RUELLE; L. TURREAU. »

Les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales adressent une pétition qui leur a été présentée par la Société populaire de Saint-Chinian; elle a pour objet de demander la translation du district de Saint-Pons dans leur ville.

Renvoyé au comité de division (4).

*Suit la lettre des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales (1) :*

*Les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales, à la Convention nationale.*

« Perpignan, le 28 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens nos collègues,

« Nous vous renvoyons une pétition qui nous a été présentée par les citoyens composant la Société populaire de Saint-Chinian. Elle a pour objet de demander la translation du district de Saint-Pons dans leur ville. Leur demande est appuyée par les commissaires qui ont été chargés de presser la levée des citoyens dans ce même district, en vertu de la loi du 23 août dernier. Cette pétition dépassait les bornes de nos pouvoirs, nous vous l'adressons pour statuer, en vous observant que le civisme des citoyens de Saint-Chinian mérite des éloges.

« Salut et fraternité.

FABRE.

*Suit la pétition de la Société populaire de Saint-Chinian (2).*

*La Société populaire et républicaine des vrais amis de la liberté et de l'égalité, séante à Saint-Chinian, aux représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales.*

« Citoyens représentants,

« Si les bases de la Révolution éprouvent encore des secousses, si l'aurore de notre bonheur voit parfois des nuages obscurcir son éclat, si des entraves arrêtent la marche pompeuse de nos bataillons et émoussent entre leurs mains des armes faites pour repousser les esclaves de la tyrannie, n'en cherchons point d'autre cause que les traîtres qui déchirent le sein de notre République naissante. Il existe dans chaque arrondissement de district un foyer de démocratie pour électriser les cœurs et les embraser de l'amour de la patrie. Mais il est aussi un foyer d'aristocratie, qui tâche de paralyser les efforts des bons citoyens, et d'étouffer les élans de leur patriotisme, seule ressource qu'il leur reste pour favoriser les projets de nos ennemis extérieurs. Un exemple frappant, qui vient de se passer sous nos yeux, prouve la vérité de cette existence.

« Les citoyens des campagnes, assurés que de leur départ dépend le salut de la République, obéissent aux ordres émanés du sanctuaire de la loi. Mais, rendus à Béziers, ils prêtent l'oreille à des insinuations perfides, et soit terreur panique, soit faiblesse, ils abandonnent la cause de la liberté. Quels sont donc les monstres qui s'opposent effrontément aux progrès de nos armes? Saint-Pons, qui fut assez adroit pour se faire ériger en chef-lieu de district, quoique indigne de

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 228.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692.

(3) Applaudissements, d'après le *Moniteur universel* (n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 83, col. 3), le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 138) et l'*Auditeur national* (n° 385 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 4).

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 228.

(1) *Archives nationales*, carton Div<sup>b</sup> 83 (Hérault). Cette lettre n'est pas mentionnée dans le *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, de M. Aulard.

(2) *Archives nationales*, carton Div<sup>b</sup> 83 (Hérault).



cette prérogative, Saint-Pons les enserme dans son sein. Cette traître cité a sourdement préparé la mine qui devait faire échouer la levée en masse des braves citoyens. Les dénonciations faites par des déserteurs égarés, attestent que la plupart des requis de Saint-Pons n'étaient au milieu de leurs frères d'armes que pour les corrompre, et rendre par là nos efforts impuissants. Ce n'est pas le seul crime qu'ait à se reprocher cette ville coupable. Depuis le berceau de la Révolution, elle n'a cessé de l'agiter, espérant, par des secousses parricides, creuser le tombeau de la patrie et ériger dessus le trône de nos anciens tyrans. Cette assertion n'est pas vague. Le bruit public en garantit la vérité. Il n'est pas qu'il ne soit parvenu jusqu'à vous et que vous n'ayez plus d'une fois gémi de voir une administration dans une ville criminelle, capable de pervertir la droite même, et de convertir en une frêle argile l'or le plus épuré. Voilà le foyer d'aristocratie que renferme notre arrondissement, et qu'un démon entretient pour le malheur de la patrie.

« S'il est douloureux pour vous, citoyens représentants, de jeter les yeux sur ce tableau faiblement esquissé, il sera consolant de les arrêter sur un autre, qui vous dépeindra Saint-Chinian osant le disputer en bravoure et en patriotisme à toutes les cités de la République. Ferme dans ses principes, elle ne s'en est jamais départie. Sa conduite uniforme, depuis qu'elle respire sous l'heureux règne de la liberté, lui a mérité des éloges; le nombre de ses soldats qui versent leur sang pour étayer les bases de la Révolution, lui assurent la reconnaissance de tous les siècles; les volontaires qu'elle vient d'envoyer (jeunesse que rien n'a pu corrompre et qui, par son vol rapide vers la frontière, donne une leçon à tout le département) attestent son civisme; et le zèle qu'elle vient de manifester aujourd'hui éternise sa gloire. Trois cents volontaires, gagnés par les suppôts des tyrans abandonnent lâchement la carrière de l'honneur. Saint-Chinian voit leur marche fugitive; le tocsin se fait aussitôt entendre, hommes, femmes, enfants, tous courent à l'envi, et par leurs soins, les déserteurs sont arrêtés, mis à même de rougir de leur honteuse démarche, et forcés d'aller rejoindre leurs frères qui volent au combat,

Les citoyens Brunet, Pons et Lenadier, commissaires témoins de ce spectacle, ne peuvent qu'applaudir au patriotisme de Saint-Chinian, et se joindre à nous pour demander vengeance d'une ville perfide. Saint-Pons indigne de posséder plus longtemps l'administration, doit perdre une faveur qu'elle avait extorquée. Les commissaires obtiendront de vous, citoyens représentants, que le district soit provisoirement fixé à Saint-Chinian, qui défendra au péril de sa vie ses fidèles administrateurs, qui coopérera toujours au maintien de la loi, et qui sera un œil assez vigilant pour surveiller les opérations de ses autorités constituées. Nous nous flattons que vous voudrez effectuer ce changement. Le bien public l'exige; tous les bons citoyens le demandent; la patrie vous y invite.

« Il est encore un motif aussi puissant qui nécessite au plus tôt cette translation. Lors de la levée d'un bataillon, ordonnée par un de vos arrêtés, Saint-Pons osa méconnaître vos pouvoirs. Le procureur syndic demanda la suspension de la municipalité qui, par des trames ourdies dans les ténèbres, agitait le sombre flambeau de la discorde, et pervertissait l'esprit public. La jeunesse gagnée par de vils municipaux, se trans-

porta audacieusement dans la salle de l'administration, et, sans respect pour le sanctuaire de la loi, elle outragea ses organes, et notamment le procureur syndic, qui fut forcé de dresser, de cette scène orageuse, un procès-verbal conforme à la volonté capricieuse de cette jeunesse forcée. Le département, instruit de ce fait, envoya, pour réduire cette cité rebelle, une force armée, que des circonstances ont dissipée.

« Souffriez-vous, dignes représentants, que des citoyens utiles à la patrie vissent leurs jours exposés et ne pussent écarter le glaive parricide suspendu sur leurs têtes qu'en renonçant à leur poste périlleux? Saint-Chinian leur ouvre son sein. Cette cité patriote n'attend que vos ordres pour courir les arracher aux écueils et leur faire respirer dans ses murs l'air sain du patriotisme que les ennemis du bien public ne corrompent jamais.

« Les membres composant la Société populaire et républicaine de Saint-Chinian :

« Le 12 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« JUN, président; DUPOUX, secrétaire; Et. GONDARD, secrétaire; PAGES, secrétaire.

« Nous Jean-Jacques Brunet, Jean-Claude Leynadier, et Antoine Pons, administrateurs du département de l'Hérault, commissaires nommés par les représentants du peuple dans le district de Saint-Pons pour accélérer la levée des citoyens requis, certifions que les citoyens de la commune de Saint-Chinian ont toujours donné l'exemple du plus pur patriotisme, que les citoyens requis et tous les autres habitants ont fait connaître leur dévouement pour la chose publique et leur ardent amour pour la liberté, les premiers en résistant en vrais républicains aux perfides séductions des contre-révolutionnaires qui ont engagé plusieurs citoyens de ce district, lors de leur passage à Béziers, à retourner dans leurs foyers; les seconds en arrêtant trois cent trente de ces citoyens égarés qui ont pu oublier un moment leurs devoirs et les dangers de leur patrie.

« Nous certifions en outre que si le patriotisme d'une commune doit déterminer la fixation du siège de l'administration dans son sein, aucune ne peut l'emporter sur celle de Saint-Chinian, et qu'elle secondera puissamment l'exécution des lois et des arrêtés républicains.

« Fait à Saint-Chinian ce dix-huit septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française une et indivisible.

« J. BRUNET; LEYNADIER; PONS. »

Le citoyen Foucher [FOUCHÉ], représentant du peuple près les départements du Centre et de l'Ouest, adresse un arrêté révolutionnaire par lui pris :

1<sup>o</sup> Contre ceux qui refuseraient de satisfaire aux réquisitions tendant à approvisionner les marchés;

2<sup>o</sup> Contre tous les manufacturiers du département, maîtres de forges et fourneaux, qui négligeraient de travailler;

3<sup>o</sup> Contre tout propriétaire qui n'aurait pas emblavé la quantité de terres qu'il emblave ordinairement.

Renvoyé au comité de Salut public (1).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 228.

*Suit la lettre de Fouché (1).*

*Fouché, de Nantes, représentant du peuple près les départements du centre et de l'Ouest, à la Convention nationale.*

Nevers, 6 octobre 1793.

« Citoyens collègues,

« Les richesses sont l'arme la plus terrible contre la République lorsqu'elles se trouvent entre les mains des ses ennemis : elles produisent depuis longtemps la disette au milieu de l'abondance, et entretiennent dans un dénuement effrayant tous les ateliers d'armes, en salariant des ouvriers pour ne rien faire. Je sais d'ailleurs, et j'en ai les preuves écrites, que l'argent se répand avec profusion pour corrompre le peuple dans ce département, et qu'on a distribué des milliers d'assignats pour me décrier; heureusement, les efforts criminels de nos ennemis ont été inutiles, et je jouis de la confiance générale. Mais il serait peu sage de laisser plus longtemps entre leurs mains des moyens si puissants, j'ai cru que le salut du peuple me prescrivait de prendre les mesures et les arrêtés ci-joints.

« FOUCHÉ. »

*Proclamation et ARRÊTÉ (2).*

*Au nom du peuple français,*

*Fouché, de Nantes, représentant du peuple près les départements du centre de l'Ouest, aux citoyens du département de la Nièvre.*

Républicains,

Vous n'êtes plus sous le joug honteux des rois, et vous conservez encore tous les vices de la royauté; le désir sordide et insatiable du pouvoir et de la fortune brûle toujours au fond de vos cœurs; il vous rend aveugles sur vos propres intérêts, ingrats et dénaturés envers tous vos concitoyens. Vous êtes tellement occupés de votre bien-être, que vous craignez de le troubler, en réfléchissant sur leur misère.

Riches égoïstes, c'est vous qui causez tous nos maux ! c'est dans vos maisons, c'est dans vos conciliabules ténébreux que les trahisons et le crime se préparent, c'est avec votre or que la corruption produit le désordre et les sanglants revers dans nos armées. Vous demandez quels sont les reproches que l'on peut vous faire ? La misère de vos concitoyens, les souffrances longues et continuelles des familles honorables de ceux qui versent leur sang pour la défense de vos propriétés, ne déposent-elles pas contre vous ? Leurs larmes, leur désespoir qui en a tari la source, ne doivent-ils pas être attribués à votre odieuse cupidité ? Quoi ! Lorsque vous pouvez apaiser avec votre superflu la rigueur de leurs besoins, allumer dans l'âme de nos guerriers le courage de l'espérance, en répandant d'abondantes consolations dans leurs familles, en sé-

chant les larmes amères de leurs femmes et de leurs enfants ? Lorsque vous avez en main tous les moyens de sauver le peuple et que vous l'abandonnez à ses angoisses; lorsque vous pouvez terminer le trop long règne de l'iniquité, cette guerre des tyrans coalisés contre les peuples, qui ne se perpétue que par vous et pour vous. Vous vous plaignez que la voix publique vous accuse et vous suspecte; vous vous étonnez que le sang qui coule s'élance contre vous, et que les mânes de vos frères nous conjurent de les venger.

Vous avez juré de maintenir la Constitution, et à chaque instant vous vous rendez de vils parjures. La Constitution vous prescrit d'honorer le malheur, et vous l'opprimez, vous l'avorisez, vous mutiliez l'existence de vos semblables.

Vous avez promis de mourir plutôt que de souffrir qu'une seule de ses maximes fût altérée, et vous vivez en donnant l'exemple continu de la violation la plus scandaleuse des principes sacrés sur lesquels elle se fonde.

Vous avez fait le serment de tout sacrifier à la République, de vous ensevelir sous ses religieux débris; pour qui conservez-vous donc vos richesses, puisque vous devez mourir avec la République, ou triompher avec elle ? L'esclave du tyran a besoin d'or, puisque tout se vend sous l'empire de la tyrannie; mais sous le régime de la liberté, les richesses ne sont que dangereuses : le républicain n'en a pas besoin, il ne les désire point; il sait qu'il sera honoré dans son malheur et dans sa vieillesse.

C'est donc avec raison que la défiance s'étend aujourd'hui sur tous ceux qui veulent de la fortune et du pouvoir. Ce sont de faux patriotes, de vrais contre-révolutionnaires, qui n'attendent que le moment de se vendre au premier tyran qui voudra les payer. La République ne peut s'établir qu'en les rejetant de son sein; il ne doit entrer dans sa composition que des éléments purs. Dans ses premiers moments de fermentation, elle a déjà vomi une partie du limon, le clergé et la noblesse; il lui reste encore à se purger des égoïstes, des lâches, des traîtres et des fripons.

Républicains, vous avez vu se développer devant vos yeux toute l'impartialité de mon caractère. Vous savez combien les réquisitions rigoureuses lui sont opposées; vous avez pu apprécier les moyens touchants dont je me suis servi pour intéresser en faveur de la classe souffrante le cœur du riche propriétaire et du fermier. Vous êtes témoins de la lenteur de mes succès à leur égard. Je ne me repens pas de ma conduite, elle était calculée sur la politique et sur l'humanité de la justice; elle a été utile, elle a ôté toute espèce de prétexte à la malveillance, elle a mûri la raison publique, elle l'a moralisée, et aujourd'hui je peux prendre avec fruit les mesures que me commandent votre salut et l'anéantissement de vos ennemis.

C'est avec l'or qu'ils ouvrent nos cités à des brigands aussi lâches que féroces, et conduisent nos braves armées sous les couteaux des assassins. Eh bien ! il faut leur enlever ce puissant métal, ce levier terrible avec lequel ils soulèvent toutes les passions viles et méprisables. Mais c'est aussi leur intérêt; une secousse épouvantable se prépare, les suites en peuvent être affreuses pour eux; la patience populaire est à son comble.

J'avais ordonné le recensement des grains. Ce recensement est presque achevé. Il résulte que nous sommes dans l'abondance au moins pour

(1) Archives nationales, carton AFu 169, plaquette 1389, pièce 43. — Aulard : *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 266.

(2) Archives nationales, carton AFu 169, plaquette 1389, pièce 42.



le présent, et la perfidie des propriétaires, fermiers et généralement de tous ceux qui spéculent sur la misère du peuple, nous tient dans la détresse la plus inquiétante.

J'ai visité les manufactures les plus importantes; j'ai vu les ouvriers manquant de travail. J'ai parcouru les principaux ateliers et arsenaux; ils pourraient fournir des armes à toute la République, et ils sont dans un dénuement propre à glacer d'effroi celui qui ne serait pas persuadé que le peuple français est invincible.

J'ai arrêté, en conséquence, les mesures suivantes :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Tous les riches propriétaires ou fermiers ayant des blés, demeurent personnellement responsables du défaut d'approvisionnement des marchés.

#### Art. 2.

« Celui qui refusera d'obéir aux réquisitions, et qui ne fera pas conduire au marché la quantité de blé demandée, sera exposé, le marché suivant, sur un échafaud, pendant quatre heures sur la place publique, ayant cet écriteau : *Affameur du peuple, traître à la patrie.*

#### Art. 3.

« Dans le cas de récidive, il sera exposé les deux jours de marchés suivants, pendant quatre heures, portant le même écriteau; il sera de plus déclaré suspect, et incarcéré jusqu'à la paix.

#### Art. 4.

« Tous les biens de ceux qui sont déclarés suspects, seront séquestrés, et il ne leur sera laissé que leur strict nécessaire pour eux et pour leur famille. Les scellés seront mis sur leurs papiers : inventaire sera fait dans tous leurs domaines.

#### Art. 5.

« Pour l'exécution de ces mesures, il sera établi une garde révolutionnaire composée de bons républicains, depuis l'âge de *trente ans jusqu'à quarante.*

#### Art. 6.

« Cette garde sera composée de deux cents hommes d'infanterie, d'une compagnie de cavalerie et d'une de canoniers.

#### Art. 7.

« Chaque soldat révolutionnaire, sans distinction de grade, recevra, par jour, à titre d'indemnité, trois livres; il sera habillé, et aura pour armes un fusil, deux pistolets et un sabre.

#### Art. 8.

« Tous les citoyens qui composeront la garde révolutionnaire seront tenus, lorsqu'ils ne seront pas requis, de s'exercer, deux fois par jour, aux manœuvres de la guerre, sous peine de vingt-quatre heures d'arrêt.

#### Art. 9.

« Les patriotes, qui voudront être admis dans la garde révolutionnaire, seront obligés de présenter un certificat de civisme, visé par le comité de surveillance.

#### Art. 10.

« Tous les manufacturiers du département, maîtres de forges, de fourneaux et de toutes espèces d'usines, qui négligeront de faire travailler, seront déclarés suspects.

#### Art. 11.

« Les administrations sont requises, sous leur responsabilité, de faire construire, aux dépens des entrepreneurs, les usines qui seront jugées nécessaires, pour mettre les ateliers dans la plus grande activité.

#### Art. 11.

« Le comité de surveillance fera, sur-le-champ, la visite de toutes les manufactures et de tous les ateliers, pour s'assurer de leur situation.

#### Art. 13.

« Tout propriétaire qui n'aura pas emblavé la quantité de terres qu'il emblave ordinairement sera déclaré suspect, et sa terre seraensemencée, à ses dépens, par les citoyens indigents, qui feront la moisson à leur profit.

#### Art. 14.

« Tous les frais de ces mesures de sûreté, seront supportés par les riches qui les ont provoquées.

#### Art. 15.

« Ceux qui n'obéiront pas, dans le délai fixé, aux réquisitions pécuniaires qui leur seront faites seront déclarés suspects.

#### Art. 16.

« Les comités de surveillance établis dans tous les districts, sont tenus, de concert avec les autorités constituées, d'opérer les mêmes mesures révolutionnaires dans leur arrondissement, et sont autorisés, pour cet effet, à lever sur les riches, en proportion de leur fortune et de leur incivisme, toutes les sommes nécessaires, tant pour les dépenses de la garde révolutionnaire et les indemnités des comités de subsistances et de surveillance, que pour subvenir honorablement aux secours des citoyens malheureux, et principalement des familles indigentes des volontaires qui combattent dans les armées de la République.

#### Art. 17.

« Tous les fonds requis seront versés dans une caisse de bienfaisance chez les receveurs de chaque district.

#### Art. 18.

« Le présent arrêté sera imprimé, lu, publié et

affiché dans toute l'étendue du département, adressé à tous les districts, qui le feront parvenir par des exprès à tous les conseils généraux des communes, qui demeurent responsables du défaut d'exécution.

« A Nevers, le 2 octobre 1793, l'an deuxième de la République française une et indivisible.

« Signé : FOUCHÉ ».

(A Nevers, de l'imprimerie de J.-B. Lefebvre, imprimeur du département, descente des Récollets, 1793, l'an 2<sup>e</sup> de la République.)

Roux-Fazillac, député du département de la Charente, fait part de la réunion prompte et touchante qui s'est faite des jeunes gens de 18 à 25 ans. « Quatre jours ont suffi, dit-il, pour cette réunion; ils ont quitté gaiement leurs plus chères affections, dans le temps le plus intéressant pour eux, celui des vendanges : et au moment où je vous écris, leur départ ressemble à des jours de fête. »

Roux-Fazillac termine sa lettre en disant qu'il craint que Bordeaux n'offre qu'un simulacre de révolution, et qu'il se réjouira, s'il s'est trompé dans ses conjectures.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre de Roux-Fazillac (2).*

*Roux-Fazillac à la Convention nationale.*

« Angoulême, le 5 octobre, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens mes collègues,

« Ce que j'ai dit dans ma précédente lettre du zèle patriotique des habitants du département de la Charente n'est rien en comparaison de ce que j'ai vu depuis. Les jeunes républicains de ce département, entre l'âge de 18 à 25 ans, s'étaient fait inscrire dans le chef-lieu de leur district, et ils avaient été renvoyés dans leurs foyers pour le temps qui avait été nécessaire aux préparatifs de leur logement et de leur subsistance; dans cet intervalle, Fayau et Bellegarde les ont requis de se rendre à Niort, jamais réunion ne s'est faite avec plus de promptitude : quatre jours ont suffi pour cela, ils ont quitté gaiement leurs plus chères affections dans le temps le plus intéressant pour eux, celui des vendanges, et au moment où je vous écris, ces braves volontaires, au nombre de plus de 12,000 hommes sont rendus à leur destination. Si dans ces jours de départ, qui ressemblaient à des jours de fêtes, quelques larmes ont été répandues, c'est par ceux d'entre eux qui, se trouvant trop petits, ou d'une complexion trop faible, n'ont pu obtenir la permission d'accompagner les autres.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 229.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 692. — Supplément au Bulletin de la Convention du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793). — Aulard : *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 235.

« J'ai vu ici, à leur passage, les membres de la commune de Paris qui allaient fraterniser avec le peuple de Bordeaux et reconduire ceux de cette municipalité qui ont paru à la barre de la Convention; je ne leur ai point dissimulé que le mouvement qui venait de se faire à Bordeaux ne me paraissait qu'un simulacre de révolution. Ceux de Bordeaux m'ont affirmé le contraire, et je viens de recevoir une lettre des membres de la commune de Paris, Dunouy et Viallard, qui m'apprennent qu'ils ont été reçus avec des marques de la plus grande joie. Je me réjouirais si je me suis trompé dans mes conjectures.

« ROUX-FAZILLAC. »

Le ministre de la guerre écrit que, conformément au décret du 5 octobre, qui lui enjoignait de rendre compte des mesures par lui prises pour le casernement des jeunes citoyens formant la réquisition des sections de Paris, il s'est concerté pour remettre les matelas nécessaires à la disposition de l'ordonnateur; qu'enfin il a écrit au ministre de l'intérieur, pour faire remettre au même agent militaire tous les effets propres au casernement, qui existaient dans les maisons ci-devant religieuses de la liste civile et des émigrés.

Renvoyé au comité de la guerre (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2) :

Le ministre de la guerre rend compte des mesures qu'il a prises pour le casernement de 26,000 jeunes gens qui forment le contingent de la ville de Paris.

Les membres de la Commission révolutionnaire du département de la Somme écrivent ainsi à la Convention nationale :

« Au nom de la patrie, laissez au milieu de nous le représentant du peuple Dumont; conservez-le dans son poste : notre vœu est celui du département tout entier. »

Renvoyé au comité de Salut public (3).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4) :

La Commission révolutionnaire de la Somme demande que Dumont reste encore dans ce département, où il est l'Attila de tous les aristocrates et des modérés.

Renvoyé au comité de Salut public.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 229.

(2) *Moniteur universel* (n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 88, col. 3).

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 229.

(4) *Moniteur universel* (n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 89, col. 1). D'autre part, les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1190, col. 2) rendent compte de la lettre de la commission révolutionnaire de la Somme dans les termes suivants :

« La Société populaire d'Amiens demande à la Convention de conserver à leurs concitoyens le patriote Dumont, dont l'énergie républicaine a délivré cette



Les officiers, sous-officiers et soldats du département de Lot-et-Garonne, annoncent leur résolution fixe de rester à leur poste : « Eh quoi ! disent-ils, si nous nous désorganisons, que deviendraient nos familles et nos propriétés ? Nous vous demandons cependant d'être employés après cette campagne dans l'armée des Pyrénées. »

Mention honorable, insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de la guerre (1).

*Suit un extrait de l'adresse des officiers, sous-officiers et soldats du département de Lot-et-Garonne, d'après le Bulletin de la Convention (2).*

« Les officiers, sous-officiers et volontaires du 1<sup>er</sup> bataillon de Lot-et-Garonne s'expriment ainsi :

« Que tous nos frères d'armes se fixent donc un instant sur une vérité bien frappante : dans quel état nous trouverions-nous si nous nous désorganisons ? Dans quelle existence nous trouverions-nous si, par de nouveaux efforts, nous ne prenons pas la ferme résolution de repousser les tyrans et leurs satellites ? Rentrons dans l'ordre en nous dégageant d'un vil sentiment d'égoïsme ; regardons les réclamations que l'on pourra faire pour se retirer comme une infamie. Ces sentiments sont uniformes dans notre corps ; nous les mettrons à exécution sans nous exalter. »

Renvoyé au comité de la guerre.

La Société populaire de Toul invite la Convention à rester à son poste.

Insertion au « Bulletin » (3).

*Suit l'adresse de la Société populaire de Toul (4) :*

*La Société populaire de Toul, à la Convention nationale.*

« Toul, le 22 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Longtemps inquiets sur les agitations qui déchiraient la Convention avant la Révolution du 31 mai, assurés depuis cette époque que la liberté ne trouvera plus d'ennemis dans son sein, instruits que des malveillants appellent le changement de la représentation nationale, nous vous adressons notre demande instante et particulière pour la continuation de vos travaux. Pères de la patrie, il vous reste de grandes obligations à remplir, les besoins du peuple ne sont point encore satisfaits, ceux de la postérité encore moins. Non, vous ne quitterez pas le

village des aristocrates et des malveillants qui l'infestaient depuis longtemps.

« Le vœu de la Société est aussi celui du département ».

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 230.

(2) *Bulletin de la Convention* du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793).

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 230.

(4) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.

poste que le souverain vous a confié jusqu'à ce que vous ayez établi les écoles d'instruction publique attendues depuis trois ans ; que vous ayez ramené la paix dans l'intérieur et écrasé les tyrans qui comptaient se partager la terre promise.

« HENRIOT, président ; BATAILLE, secrétaire ; LAPOULE, secrétaire ; MARTIN, président du comité de correspondance.

Le directoire du district de la même ville exprime le même vœu ; il demande en outre que l'on confirme l'arrêté par lui pris antérieurement au décret qui assimile les déportés aux émigrés.

Les fraudes journalières qui se pratiquaient ont nécessité les opérations les plus promptes sur les biens et meubles de ces apôtres de la tyrannie ; il leur paraît même nécessaire de donner une exécution rétroactive à la loi, afin que l'indemnité nationale demeure intacte.

La Convention approuve la mesure prise par ce district (1).

*Suit la lettre du directoire du district de Toul (2) :*

*Les administrateurs du directoire et procureur-syndic du district de Toul, département de la Meurthe, à la Convention nationale.*

« Toul, le 4 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Le peuple souverain vous a délégué des pouvoirs indéfinis, et vous devez user de la plénitude des droits dont il vous a investis, pour empêcher ses ennemis de nuire à la chose publique. Vous vous êtes acquittés d'un de vos devoirs envers lui en décrétant que les lois relatives aux émigrés seraient applicables, en tout point, aux déportés.

« Nous avons cru devoir mettre ce décret à exécution avant même qu'il nous fût adressé officiellement, afin d'arrêter les dilapidations que les agents d'un grand nombre de prêtres déportés auraient pu commettre dans les biens qu'ils possédaient ; les scellés ont été apposés subitement sur les mobiliers et effets quelconques, en prenant toutes les mesures convenables pour leur conservation ; les fruits de vignes perçus sur celles de ces apôtres de la tyrannie, vont être vendus au profit de la République ; nous demandons à la Convention qu'elle veuille bien approuver nos opérations.

« Nous vous dénonçons que ces mesures vigoureuses n'ont pas empêché que des contrats translatifs de propriétés d'immeubles fussent passés en fraude de votre décret ; c'est pourquoi il paraît nécessaire de lui donner une exécution rétroactive, afin que l'indemnité nationale demeure intacte.

« Montagne conventionnelle, il est sorti de ton sein une constitution républicaine, dont la philosophie fait le désespoir des tyrans, en

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 230.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.

même temps qu'elle doit faire le bonheur de tous les peuples. Membres de cette sainte Montagne, demeurez à votre poste, nous vous en conjurons au nom de la patrie; vous êtes les fondateurs de la République, et vous devez défendre votre ouvrage contre les efforts des despotes jusqu'à ce qu'ils se fussent brisés devant la majesté de cet édifice, que vous avez élevé sur les bases immuables de la raison, d'où découlent nécessairement les principes qui consacrent l'égalité des individus.

« Pour nous, animés d'un patriotisme brûlant, nous périrons plutôt que de suspendre un instant l'exécution de nos devoirs; nous aurons constamment une parfaite soumission pour vos décrets, montagnards et révolutionnaires, qui doivent anéantir l'aristocratie et faire le triomphe de la liberté.

« POINCLoux, *vice-président*; ROUSSEL; A. LIÉNARD; CHAUVENEL; PRUGNEAUX, *procureur syndic*; BAILLARD, *secrétaire greffier*.

Les communes composant le canton d'Aillas, département de la Gironde, trompées par les autorités supérieures de Bordeaux, reviennent aujourd'hui de leur erreur; elles rétractent en conséquence tout ce qu'elles auraient pu faire contre l'unité et l'indivisibilité de la République.

Insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de sûreté générale (1).

*Suit un extrait de l'adresse des communes du canton d'Aillas, d'après le Bulletin de la Convention (2) :*

Les citoyens des communes du canton d'Aillas, chef-lieu de canton, district de Bazas, département de la Gironde, observent à la Convention qu'ils ont été entraînés par le mouvement des autorités supérieures, concernant les journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin. « Aujourd'hui, disent-ils, nos communes, plus libres et revenues de leur erreur, ont délibéré à l'unanimité leur rétractation. »

Renvoyé au comité de Sûreté générale.

Des prêtres qui se disent vraiment républicains demandent, conformément au système de Chabot, qu'on leur abandonne des fonds pris sur les biens des émigrés, et proportionnés à leur traitement annuel. « Nos compagnes futures n'attendent, disent-ils, que ce décret pour nous donner leurs mains et contracter les plus doux liens. »

Insertion au « Bulletin » (3).

*Suit la lettre des prêtres républicains (4) :*

« 19 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Les prêtres vraiment républicains soussi-

gnés (1), et autres leurs voisins qui n'ont pas eu le temps de signer la présente, affligés d'apprendre tous les jours des motions qui tendent au moins à faire suspecter leurs sentiments révolutionnaires, ont résolu de vous adresser la pétition suivante, et pour faire taire leurs ennemis et pour démontrer que leur républicanisme n'est point équivoque. Elle se réduit à appuyer le système du citoyen Chabot, concernant les finances et à demander qu'on leur abandonne des fonds pris sur les biens des émigrés et proportionnés au traitement annuel de chacun.

« Nous ajoutons que nos compagnes futures n'attendent que ce décret, digne des législateurs qui nous ont donné une constitution républicaine pour se décider à nous accorder leurs mains et à contracter les plus doux liens.

(*Suivent 10 signatures.*)

La Société populaire de Chambon, district de Pithiviers, félicite la Convention nationale sur la loi du maximum.

Insertion au « Bulletin » (2)

*Suit la lettre de la Société populaire de Chambon (3).*

« Chambon-en-Gâtinais, ce 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, ou la mort.

« Citoyens Législateurs,

« Les grandes mesures que vous prenez dans ce moment-ci sont sages, sans doute, mais la plus importante est la punition que vous venez de prononcer contre les ennemis de notre liberté, contre ses accapareurs et cette foule d'égoïstes : le maximum que vous venez de fixer porte la joie dans le cœur du peuple.

« Oui, citoyens législateurs, ce bon peuple donne ce qu'il a de plus cher à sa patrie : ses enfants, son sang. Quant à vous, citoyens législateurs, recevez sa plus vive reconnaissance. Voilà l'encens que doivent de vrais républicains à leurs compatriotes qui se vouent entièrement au bien de leurs semblables.

« Continuez votre grande entreprise jusqu'à ce que tous les despotes couronnés soient vaincus : ils le seront, citoyens législateurs, parce que nous préférons de mourir avec vous plutôt que de retomber dans l'esclavage. C'est notre serment.

« Le président de la Société des Amis de la République de la commune de Chambon, district de Pithiviers.

« DESBORDES, *président*; HAUQUETIN, *secrétaire*. »

Les membres du tribunal de commerce de Castres, trompés sur les événements du 31 mai,

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 230.  
(2) *Supplément au Bulletin de la Convention* du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793).

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 231.

(4) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.

(1) Le *Supplément au Bulletin de la Convention* du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793), nous apprend que ces prêtres étaient originaires du département de la Creuse.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 231.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.



rétractent aujourd'hui leurs démarches et leurs erreurs.

Insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de sûreté générale (1).

*Suit un extrait de l'adresse des membres du tribunal de commerce de Castres, d'après le Bulletin de la Convention (2).*

Les membres du tribunal de commerce de Castres s'expriment ainsi :

« Avouer franchement ses torts et les réparer, voilà les vrais principes des républicains.

« Les 9 et 10 juin, nous avons été convoqués par le département pour prendre connaissance des événements du 31 mai et jours suivants. Nous avons cru, comme les autres, la liberté en danger. Les nuages qui nous cachaient la vérité se sont graduellement dissipés. Une constitution, fondée sur les bases de la liberté et de l'égalité, et les décrets que vous rendez pour le bonheur du peuple, ne nous laissent aucun doute sur vos intentions. Nous nous empressons d'avouer notre erreur et de rétracter nos démarches. Continuez, législateurs, vos travaux, en assurant notre liberté et notre bonheur. Nous seconderons de tous nos efforts vos décrets qui doivent terminer la régénération et l'affermissement de la République une et indivisible. »

La Société populaire séeante au Lamentin, île de la Martinique, adresse à la Convention les hommages de sa reconnaissance. « Les fastes les plus antiques n'ont jamais, dit-elle, offert d'exemple tel que celui dont vous illustrez la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle; aussi, la postérité la plus reculée, en honorant votre justice, vous devra le bonheur d'avoir brisé ses fers, et de se perpétuer dans la plénitude de ses droits. »

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (3).

*Suit l'adresse de la Société populaire séeante au Lamentin (4).*

La Société patriotique des Amis de la régénération française, séeante au Lamentin, île Martinique, à la Convention nationale séeante à Paris.

« Lamentin (Martinique), 28 mars 1793, l'an IV de la liberté et le II de la République française.

« Citoyens Législateurs,

« En renversant le trône français, vous avez substitué au despotisme un gouvernement républicain qui doit rendre la postérité heureuse par la sagesse de vos lois.

« En abattant la tête de Capet, vous avez détruit la tyrannie française et déconcerté tous les tyrans de l'univers; les fastes les plus antiques n'ont jamais offert d'exemple tel que celui

dont vous illustrez la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, aussi la postérité la plus reculée, en honorant votre justice, vous devra le bonheur d'avoir brisé ses fers et de se perpétuer dans la plénitude de ses droits.

« Recevez les hommages de notre reconnaissance, salut, citoyens législateurs. »

(Suivent 24 signatures.)

La Société populaire de Thionville dénonce les préposés aux douanes des frontières, comme suspects d'incivisme; elle les soupçonne d'intelligence avec les anciens fermiers généraux, vampires de l'humanité; elle propose à cet effet de les faire remplacer par des anciens militaires, qui rempliront avec intégrité et probité ces fonctions si intéressantes pour le salut de la République.

Renvoi au comité des finances (1).

La commune de Lorient témoigne sa satisfaction sur la loi du maximum. « Nous sommes, dit-elle, presque tous marchands et négociants, mais nous mettrons autant d'empressement à exécuter individuellement cette loi, qu'à la faire exécuter par nos concitoyens. »

Mention honorable (2).

*Suit la lettre du conseil général de la commune de Lorient (3).*

« Lorient, le 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens Représentants,

« Nous nous empressons de vous témoigner la satisfaction que nous avons éprouvée à la connaissance du décret du 29 septembre pour la taxe des marchandises de première nécessité. C'était une suite nécessaire de la taxe des grains et c'est ce que nos cultivateurs invoquaient justement. Nous sommes pour la plupart marchands et négociants, et nous mettrons autant d'empressement à exécuter individuellement cette loi, qu'à la faire exécuter par nos concitoyens.

« Le conseil général de la commune de Lorient. »

(Suivent 21 signatures.)

La municipalité de Chennevières, département de Seine-et-Oise, informe la Convention que, sur la proposition du citoyen Curé, on a arrêté de faire, le jour de Saint-Denis, l'office à 6 heures du matin, et que, le reste de la journée, les ouvriers battraient du grain pour leurs braves frères de Paris.

Mention honorable (4).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 231.

(2) Supplément au Bulletin de la Convention du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793).

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 231.

(4) Archives nationales, carton C 275, dossier 711.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 231.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 232.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 232.

*Suit la lettre de la municipalité de Chennevières (1).*

*Département de Seine-et-Oise, district de Gonesse, municipalité de Chennevières.*

« Le 6 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« La municipalité de Chennevières n'a pu tenir au plaisir de vous informer que le conseil général, sitôt la lettre du district de Gonesse reçue, a arrêté à l'unanimité, sur la proposition du citoyen curé, que mercredi prochain, fête Saint-Denis, on ferait l'office divin à 6 heures précises du matin et que le reste de la journée les ouvriers seraient en réquisition pour battre du grain pour venir au secours de nos frères de Paris. L'annonce en a été faite au prône de la messe paroissiale, et tous les citoyens de la commune se font une fête de donner cette marque de fraternité à leurs frères et amis de Paris.

« Puisse cet exemple faire rougir de honte les communes qui refusent des subsistances à une ville à qui nous devons le bonheur de la liberté.

« Les membres de la municipalité de Chennevières.

« G. BRUIST, officier municipal; J.-P. POIRET, maire; MIET, procureur de la commune. »

Les membres du conseil général du département du Doubs, font passer un arrêté que viennent de prendre les trois corps administratifs de Besançon contre les personnes suspectes.

Ils font part que les jeunes citoyens de leur ressort manifestent le désir ardent de terrasser les ennemis de la République, que leurs bataillons sont organisés, et partent pour l'armée.

Ils annoncent encore que leurs concitoyens viennent de donner des preuves de la plus grande énergie dans deux alertes qui ont eu lieu dernièrement; 1,500 hommes se sont levés pour combattre les brigands qui s'étaient retirés dans le ci-devant comté de Neuchâtel, et que l'on disait vouloir se jeter ensuite dans leur département.

Renvoi au comité de Salut public (2).

*Suit un extrait de l'adresse du conseil général du département du Doubs, d'après le Bulletin de la Convention (3).*

« Les administrateurs composant le conseil général du département du Doubs font passer à la Convention nationale un arrêté que viennent de prendre les trois corps administratifs de Besançon, relatif à la reclusion des personnes suspectes. Ils annoncent que les jeunes citoyens de leur ressort sont organisés en bataillon et partent pour l'armée. Ils observent que leurs concitoyens viennent de donner des preuves de la plus grande énergie dans deux alertes qui ont eu lieu. 1.500 hommes (4) ont été réunis en

un jour pour combattre les tyrans qui s'étaient retirés dans le ci-devant comté de Neuchâtel, et que l'on disait vouloir pénétrer dans le département du Doubs. »

Renvoyé au comité de Salut public.

Les membres composant le tribunal criminel militaire du point central de l'armée du Nord, annoncent que ce tribunal vient d'être organisé, et qu'il a tenu sa première séance le 30 septembre dernier.

Mention honorable (1).

*Suit la lettre des membres composant le tribunal criminel militaire d'Arras (2) :*

*Adresse à la Convention nationale, de la part des membres composant le tribunal criminel militaire du point central de l'armée du Nord désigné à Arras.*

« Citoyens Représentants,

« Malgré les obstacles multipliés enfantés par la malveillance de ceux auxquels la loi en avait, en principe, confié le soin particulier, l'établissement précieux du tribunal criminel militaire du point central, désigné à Arras, a reçu sa perfection en exécution de la loi de la Convention nationale du 12 mai dernier, portant création de tribunaux criminels militaires près chacune des armées de la République.

« Hier, enfin, le tribunal a tenu sa première séance; l'accusateur militaire nous ayant convoqués d'après la loi, pour le former.

« L'objet sur lequel le juré de jugement devait fixer sa délibération était de la plus haute importance. Il s'agissait d'infidélité matérielle commise dans le magasin des fourrages d'Arras où l'on avait délivré des bottes de foin fort au-dessous du poids fixé, le garde-magasin avait été dénoncé comme prévenu tout naturellement de ce délit, si désastreux dans ses fruits.

« L'instruction faite, le juré de jugement a déclaré à l'unanimité, que l'accusé n'était pas convaincu, et nous avons été forcés de l'acquitter de l'accusation et de la mettre sur-le-champ en liberté.

« Après avoir rempli les devoirs de nos fonctions, nous nous empressons de satisfaire celui que nous imposent nos sentiments républicains, c'est d'assurer la Convention nationale et sa sainte Montagne de notre inviolable attachement; de notre profond respect pour toutes les lois qui en émaneront. Unité, fraternité, liberté, égalité; la République une et indivisible. Voilà, citoyens représentants, ce qui est gravé dans chacun de nos cœurs en caractères ineffaçables.

« Il ne nous reste plus qu'un vœu à former : celui de vous voir rester à votre poste jusqu'à ce que notre sainte constitution républicaine soit en pleine vigueur par les sages lois d'exécution qui doivent être nécessairement rendues, et qui ne peuvent être promulguées que par la Convention nationale qui a créé cette constitution.

« Le vaisseau de l'État avait été battu par une tempête horrible qui l'avait jeté dans la fange

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 232.

(3) Supplément au Bulletin de la Convention du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793).

(4) On remarquera que le Bulletin de la Convention parle de 1.500 hommes et non de 13.000, ainsi que l'insère le procès-verbal.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 233.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 700



d'un marais infect. Vous l'avez remis à flot; c'est à vous de le conduire au port. Cette tâche honorable vous est imposée, et par vos devoirs et par votre amour brûlant de la patrie.

« A Arras, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« En séance du tribunal.

« LAVENANT, *président*; DEMARY, *officier de police militaire*; BELIN, *officier de police de sûreté militaire*; MOREAU, *accusateur militaire*; TAVERNIER, *greffier*. »

Le conseil général de la commune de Clermont-l'Hérault annonce que les fabricants de draps et les négociants de cette commune ont fait don de la quantité de draps nécessaires pour l'habillement de 75 de leurs concitoyens les moins fortunés, qui marchent à l'ennemi.

#### Mention honorable (1).

*Suit la lettre du conseil général de la commune de Clermont-l'Hérault (2) :*

*Extrait des registres de la municipalité de Clermont-l'Hérault.*

Le conseil général publiquement assemblé en présence du citoyen Avellan, procureur syndic du district et commis des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales pour la levée dans le district de Lodève, se sont présentés les fabricants de draps et négociants de la commune.

L'un d'eux portant la parole a dit :

« Citoyens,

« C'est au moment des plus grands dangers que les plus grands sacrifices sont les plus nécessaires. La jeunesse des départements méridionaux se lève en masse pour aller exterminer les satellites du despote de Madrid. De nombreuses armées se forment, elles exigent des dépenses incroyables, la nation doit à ses enfants indigents, qui vont verser leur sang pour elle, le secours indispensable des vêtements.

« Mais la nation, obligée de se défendre contre la ligue des tyrans de l'Europe conjurée contre elle, s'épuise par les dépenses que les siècles à venir auront peine à concevoir.

« Nous avons pensé que, dans cette circonstance, nous ne devons point calculer sur nos sacrifices. L'idée de la liberté menacée, le danger de la patrie, nous ont fait fermer les yeux sur notre pénible position, et nous ont fait oublier nos propres besoins pour nous fixer exclusivement sur ceux de la patrie.

« Aussi, nous ne vous retracerons point l'effrayant tableau de la situation actuelle de notre fabrique; nous ne vous affligeons pas, citoyens, par le triste spectacle de plus de 4.000 familles qui, par la cessation de nos travaux, vont être réduites à manquer de pain.

« Vous le savez, citoyens, depuis l'invitation qui nous fut faite par le ci-devant ministre Beurnonneville, nous cessâmes de fabriquer pour le Levant, et, par des dépenses considérables nous appropriâmes nos ateliers à la fabrication des

draps pour l'habillement des troupes de la République, par le seul motif d'être utiles à notre patrie. Vous savez que par une fatalité qu'il nous est impossible de concevoir, les agents préposés à l'habillement des troupes se refusent de recevoir nos draps quoiqu'ils puissent supporter la concurrence avec les meilleurs draps fabriqués pour cet usage. Vous savez que nous aurions déjà repris notre ancienne fabrication pour le Levant, si toute exportation n'avait été prohibée par la Convention nationale. Vous savez que ces circonstances malheureuses ont procuré à notre fabrique une stagnation meurtrière, et que nous sommes à la veille de suspendre nos paiements faute de trouver l'emploi de nos marchandises ouvrées. Vous savez enfin que la fabrique des draps est la seule ressource de notre commune, posée sur un sol ingrat qui peut à peine produire la subsistance d'un quart de ses habitants.

« Mais quelque désespérante que soit notre situation, elle n'a pu ébranler notre républicanisme imperturbable, et lorsque nous jetons les yeux sur les besoins de la mère commune, nous ne nous rappelons pas d'avoir contribué par les taxes énormes de la levée des bataillons qui se sont formés dans le département; nous oublions que nos fortunes sont compromises et que nous sommes au moment de nous voir réduits à la plus affreuse misère.

« Nous nous empressons donc d'offrir à la patrie de nouveaux sacrifices pécuniaires que notre pénible position nous permet de lui faire, nous lui offrons le drap nécessaire pour l'habillement de soixante et quinze de nos concitoyens les plus indigents, qui marchent à sa défense.

« Nous désirerions que nos facultés pussent nous donner les moyens d'assumer sur nous toute la dépense qu'entraînera l'habillement de nos concitoyens peu fortunés, mais nous faisons tout ce qu'il est en nous de faire; notre offrande est pure, et nous l'accompagnons des vœux les plus ardents pour la prospérité de la République une et indivisible, le maintien de la Constitution sublime dont nos augustes représentants ont fait présent au genre humain, l'anéantissement des tyrans coalisés contre elle et la propagation des principes éternels de liberté et d'égalité qui vont faire le bonheur des Français. »

Sur quoi le conseil,

Où le procureur de la commune, n'a pu s'empêcher de donner les plus justes éloges au civisme des fabricants de draps et négociants de cette commune, accepte leur offrande civique, et arrête qu'expédition et extrait de la présente sera remise à la Convention nationale et aux représentants du peuple près les armées des Pyrénées-Orientales.

Fait en conseil général de la commune de Clermont-de-l'Hérault, le 24 septembre 1793, l'an II de la République française.

Pour expédition :

JOURDAN, *secrétaire greffier*.

Le ministre de l'intérieur informe la Convention que les maîtres de postes, les postillons en rang, et ceux faisant la conduite des malles et diligences, ne peuvent, d'après l'article 71 de la loi des 23 et 24 juillet dernier, être tirés de leur service, même sous prétexte de prendre les armes pour la patrie; néanmoins plusieurs municipalités refusent d'obtempérer à cette loi, ce qui

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 233.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

peut entraver tout à coup le service pénible et essentiel des postes.

Renvoyé au comité de Salut public (1).

Le ministre de l'intérieur informe la Convention que le directoire du district d'Arras lui fait passer une lettre relative au citoyen Célestin le Fetz, membre de ce directoire, qui a été nommé à la place de juge du tribunal révolutionnaire de Paris.

On passe à l'ordre du jour sur cette lettre (2).

Suit la lettre du ministre de l'intérieur (3).

*Le ministre de l'intérieur, au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Paris, ce 7 octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Je reçois à l'instant des administrateurs du directoire du district d'Arras, une lettre relative au citoyen Célestin Lefetz, membre de ce directoire, qui a été nommé à la place de juge du tribunal criminel extraordinaire de Paris. Je crois ne pouvoir rien faire de mieux que de vous prier, citoyen Président, de vouloir bien mettre sous les yeux de la Convention, la copie certifiée ci-jointe de cette lettre du directoire.

« PARÉ. »

*Copie de la lettre des administrateurs du directoire du district d'Arras, au ministre de l'intérieur, en date du 3 octobre 1793, an II de la République une et indivisible (4).*

« Nous venons d'apprendre que la Convention nationale avait nommé Célestin Lefetz, notre collègue, à la place de juge du tribunal criminel extraordinaire à Paris. Lefetz est pur, ferme, ennemi juré des traîtres, des conspirations, et par conséquent capable de répondre à la confiance que la Convention nationale vient de lui témoigner, mais nous ne vous dissimulons pas que ce brave républicain est tellement utile au poste qu'il occupe, que la chose publique pourrait souffrir s'il s'en absentait en ce moment. Il est chargé de la partie des lois concernant les émigrés, qu'il remplit avec un zèle et une intelligence au-dessus de tout éloge, et vous sentez combien il serait dangereux de laisser respirer ces ennemis implacables de notre régénération. En un mot, nous réclamons ce digne collaborateur, et nous vous prions d'engager la Convention nationale à faire un autre choix; elle pourra, sans doute, trouver un autre juge, mais elle ne pourrait réparer le tort qu'elle ferait à notre administration. »

**La Société populaire de Salins conjure, au nom de la patrie, la Convention de rester à son poste pour la défendre contre ses ennemis.**

Insertion au « Bulletin » (5).

*Suit un extrait du procès-verbal des séances de la Société populaire de la ville de Salins (1).*

*Extrait du procès-verbal de la séance de la Société populaire de la ville de Salins, le 25 septembre 1793, l'an II de la République française, v. et indivisible.*

Le citoyen Gaudy ayant demandé la parole, a fait sentir à la société, dans un discours fort énergique, combien il était essentiel, après tous les événements qui venaient d'affliger le Jura, de faire connaître à la Convention que la ville de Salins avait toujours conservé dans son sein de vrais républicains, au moment même où le département était au plus haut point d'insurrection; il a rappelé à la société l'adresse que l'ancienne société populaire avait votée à la presque unanimité à la Convention nationale contre le département du Jura, le jour même que ce département appelait le peuple de Salins pour soutenir ses arrêtés liberticides. Il a ensuite exposé la douleur qu'avaient ressentie les vrais amis de la République, de voir ce même peuple qui avait d'abord refusé de se rendre aux ordres du département, séduit par les sollicitations des fédéralistes, donner aveuglément dans le piège qu'on lui tendait depuis si longtemps et imiter, en se rendant à Lons-le-Saulnier, l'exemple funeste des villes voisines, dans le temps même qu'il était le plus soumis à la Convention et qu'il croyait la servir.

Il a donc demandé qu'il fût fait une adresse à la Convention nationale, dans laquelle il serait fait mention de celle qui avait été votée dans l'ancienne société populaire; il a demandé, de plus, qu'on déclarât dans cette adresse, qu'on adhérait à tous les décrets de la Convention, qu'on reconnaissait qu'elle avait sauvé la patrie par les journées des 31 mai et 1<sup>er</sup> juin, en la priant de rester à son poste jusqu'à ce que les esclaves des despotes coalisés ne souillent plus le sol de la République.

Le président ayant mis aux voix sa proposition, il a été arrêté, à l'unanimité, qu'on ferait l'adresse que le citoyen Gaudy avait demandée.

Le citoyen Brunet, ayant demandé la parole, a proposé une adresse qui a été adoptée ainsi qu'il suit :

*Adresse à la Convention nationale.*

« Tes ennemis les plus dangereux sont dans ton sein, disait un prince de l'Asie, en parlant de Rome; ce que Mithridate disait de la République romaine, on l'a dit de la Convention nationale avant les journées à jamais mémorables des 31 mai et 1<sup>er</sup> juin; si de grands talents, si une réputation usurpée par les apparences d'un faux patriotisme, pouvaient encore laisser quelque doute dans des esprits trop crédules, la conduite infâme des Toulonnais serait plus que suffisante pour démontrer la perfidie des auteurs du fédéralisme. Je vous le demande, sectateurs de la Gironde, vit-on jamais Sertorius, Marius, Sylla, Pompée, transiger avec l'ennemi de Rome? lui livrer ses places fortes? l'introduire dans le sein de la République pour venger leurs querelles particulières? Les Anglais

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 233.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 233.

(3) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692.

(4) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 233.

(1) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 711.



sont dans Toulon; le masque est tombé; les traîtres sont connus. Gloire et honneur au soutien inébranlable de la République! aux habitants intrépides de la Montagne! aux protecteurs du peuple, aux ennemis des rois, aux amis de la liberté.

« Tels ont été, citoyens législateurs, les premiers accents des républicains de la Société populaire de la ville de Salins rétablie en exécution d'un de vos décrets.

« Permettez-leur de vous rappeler les dernières paroles qui se prononcèrent dans la séance qui précéda le jour de leur dispersion.

« *Nous n'adhérons point, vous disaient-ils, aux mesures prises par le département du Jura; nous reconnaissons que vous avez sauvé la République en expulsant de votre sein les traîtres.*

« Ces mêmes républicains vous conjurent aujourd'hui, au nom de la patrie, que vous avez délivrée des ennemis du dedans de rester à votre poste pour la défendre contre les ennemis du dehors.

« Vous ne l'ignorez pas, citoyens législateurs, les despotes de l'Europe, en conjurant notre ruine, ont conjuré celle de notre liberté; elle périra si nous périssons; elle disparaîtra du globe.

« Continuez donc, nous vous en conjurons au nom de la postérité, de la soutenir, cette liberté, par votre courage et votre fermeté contre la ligue des tyrans coalisés; continuez à affermir, par une sage législation, le règne de la Constitution, et, par conséquent, celui de notre bonheur.

LEBRAY, *président*; PAPE, *secrétaire*; TRAVERSIER, *secrétaire*; GASCON, *secrétaire*; CAULETS, *secrétaire*; GAUDY aîné.

On donne lecture du procès-verbal de la séance du 19<sup>e</sup> jour; ce procès-verbal est approuvé (1).

Sur la proposition d'un membre [CAMBACÈRES (2)],

« La Convention nationale décrète que le rapporteur du comité de législation aura la parole, le 22 du mois, à midi, pour la continuation de la discussion sur le code civil (3). »

Sur les observations d'un membre [RAMEL (4)], relativement au décret rendu hier sur la nouvelle empreinte du sceau et des monnaies de la République, la Convention nationale ordonne que l'exécution et l'expédition de ce décret demeurent suspendues, jusqu'à ce que le comité ait fait le rapport ultérieur, dont il est chargé par l'article 3 (5).

Au nom du comité de l'examen des marchés, un membre [PIORRY (6)] propose une loi tendant à faire vérifier toutes les fournitures de bottes et de souliers qui se confectionnent à Paris, soit qu'elles entrent dans les magasins de cette ville,

soit qu'on les transporte à d'autres magasins éloignés.

Sur cette proposition, le décret suivant est adopté :

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de surveillance des vivres, habillements et charrois militaires, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Tous les fournisseurs de la République qui font confectionner des bottes et des souliers dans l'étendue du département de Paris, sont tenus, à peine de confiscation, de les faire vérifier par deux commissaires, l'un nommé par l'administration de l'habillement, et sous sa responsabilité, l'autre nommé par celle des sections où lesdits ouvrages auront été confectionnés.

#### Art. 2.

« Les bottes et souliers qui doivent être versés dans les magasins de Paris, subiront la vérification lors de leur entrée dans lesdits magasins. Les bottes et souliers qui doivent être envoyés dans les départements, seront vérifiés à Paris avant leur transport.

#### Art. 3.

« La vérification des bottes et souliers ne pourra être faite que par un procès-verbal détaillé et revêtu de la signature des deux commissaires ci-dessus nommés. Expédition en forme du procès-verbal sera ensuite envoyée au comité de surveillance des vivres, habillements et charrois de la Convention nationale.

#### Art. 4.

« Le présent décret sera adressé à l'administration de l'habillement, et recommandé spécialement au zèle et au patriotisme des bons citoyens des sections de Paris pour son entière exécution (1). »

*Suit le texte du rapport de Piorry d'après la minute qui se trouve aux Archives nationales (2) :*

Citoyens,

Il se commet tous les jours des dilapidations incalculables sur les fournitures de souliers et de bottes destinées au service de nos armées. Ces dilapidations proviennent en partie de ce que les fournitures ne sont pas scrupuleusement vérifiées avant que d'être introduites dans les magasins de la République.

Votre comité de surveillance des vivres, habillement et charrois militaires est informé que différents fournisseurs de Paris, pour échapper au zèle et à l'activité des commissaires-vérificateurs des sections, font partir en fraude leurs souliers ou leurs bottes, et les font conduire ensuite à Soissons ou Amiens où il se trouve des vérificateurs affidés qui les reçoivent.

Votre comité de surveillance a senti la néces-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 234.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 234.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 234.

(6) Ce membre est Piorry, d'après les *Annales patriotiques et littéraires* (n<sup>o</sup> 285 du 22 du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 1793, col. 2).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 234.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

sité de faire une loi qui pût prévenir les abus et les fraudes, il me charge, en conséquence, de vous présenter le décret suivant :

(Suit le texte du décret que nous insérons ci-dessus d'après le procès-verbal.)

Au nom du comité de législation, un membre [MERLIN (de Douai), rapporteur (1)] propose, et la Convention adopte le projet de décret suivant, sur la pétition du citoyen Chenon :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur la pétition du citoyen Chenon, tendant à faire décréter que les deniers provenant du rachat des rentes appartenant à des femmes mariées sous la coutume de la ci-devant Normandie, et remboursées d'après les décrets des 4 août 1789, 3 mai et 18 décembre 1790, peuvent être employés en acquisition d'immeubles nationaux et autres, soit qu'ils soient situés dans l'étendue de ladite commune ou partout ailleurs;

Considérant que l'article 4 du titre 2 du décret du 18 décembre 1790, en ordonnant le rempli des rentes dotales remboursées pendant le mariage, n'a circonscrit ce rempli dans aucun territoire particulier, et que par conséquent il a laissé une entière liberté de le faire en tel lieu et en telle nature de biens immeubles qu'il conviendrait le mieux pour les intérêts des personnes assujetties au rempli;

« Considérant que cette liberté n'est gênée par aucune loi actuellement existante, et que s'il en avait existé précédemment quelque-une, elle aurait disparu devant les principes régénérateurs par lesquels ont été détruites toutes les barrières qui séparaient entre eux les divers pays et lieux habités par les citoyens français;

« Décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

« Le présent décret ne sera point imprimé et ne sera envoyé qu'aux départements de la Seine-Inférieure, de la Manche, de l'Eure, du Calvados et de l'Orne (2). »

Au nom du même comité, un membre [MERLIN (de Douai), rapporteur (3)] propose, et la Convention adopte le projet de décret suivant, sur la pétition du citoyen Bernard Plaisance :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, sur la pétition du citoyen Bernard Plaisance, tendant à ce qu'en levant le sursis prononcé par jugement du tribunal du district de Bourgoin, du 26 février 1793, il lui soit donné mainlevée de la saisie faite sur lui le 18 avril 1792, d'une somme de 1,056 livres en numéraire, qu'il cherchait à exporter clandestinement du territoire français;

« Considérant que le décret du 5 septembre 1792, en ajoutant expressément la peine de confiscation aux décrets de juin, juillet et septembre 1791, qui prohibaient l'exportation des matières d'or et d'argent monnayées, n'a pas

affranchi de cette peine ceux qui l'avaient encourue précédemment d'après les dispositions générales de la loi sur les douanes, relatives aux marchandises prohibées à la sortie, disposition dans lesquelles les monnaies métalliques de France étaient comprises, puisque d'une part on ne pouvait en tenter l'exportation que pour les faire valoir en pays étranger comme marchandises, et que d'autre part, en France même, elles étaient considérées comme telles à l'époque dont il s'agit, par la faculté qu'on avait de les vendre et acheter;

« Décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

« Le présent décret ne sera envoyé qu'aux départements où il existe des bureaux de douane (1). »

Au nom du même comité [MERLIN (de Douai), rapporteur (2)], la Convention adopte le projet de décret suivant, sur la pétition de Jacques-Antoine Gallay :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, sur la pétition de Jacques-Antoine Gallay, domicilié à Strasbourg, tendant au rétablissement de sa pension, supprimée en vertu du décret du 15 août 1792, par le défaut d'avoir prêté, dans le délai fixé par ce décret, le serment d'être fidèle à la nation, et de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir en les défendant, décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

« Le présent décret ne sera point imprimé; il en sera adressé une expédition à la trésorerie nationale (3). »

Suit la pétition de Jacques-Antoine Gallay (4) :

Pétition du citoyen Jacques-Antoine Gallay, aux citoyens législateurs, représentants de la République française.

« Citoyens,

« Les vicissitudes auxquelles sont assujettis la plupart des hommes les plongent le plus souvent dans la plus affreuse misère et insensiblement les réduisent au plus cruel désespoir. Tel est le sort du citoyen Jacques-Antoine Gallay, pensionnaire de l'État.

« La loi du 15 août 1792, s'énonce en ces termes : Tout citoyen français recevant un traitement ou pension de l'État sera censé y avoir renoncé, s'il ne justifie que, dans la huitaine de sa publication, il a prêté le serment d'être fidèle à la nation et de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir en la défendant. (Cette loi était publiée à la municipalité de Strasbourg, le 27 septembre 1792.)

« Le pétitionnaire ignorait entièrement cette loi et en avait d'autant moins de connaissance, qu'il était malade, et même alité; il est devenu la triste victime de cette loi, car en se présentant à la municipalité pour y prêter ce serment

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 235.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 236.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 237.

(4) Archives nationales, carton Dm 213, dossier Strasbourg.



qu'il avait déjà fait dans les assemblées primaires de sa section, il a eu la douleur de voir que la municipalité ne pouvait point admettre le susdit serment, vu que le temps prescrit par la loi était plus qu'écoulé. Dans cette cruelle perplexité, il s'est adressé pétitionnellement aux commissaires Couturier et Dentzel, aux fins de déférer à sa demande; mais ils lui firent entrevoir que leurs pouvoirs ne s'étendaient point à autoriser la municipalité à l'admettre; que le seul conseil qu'ils pouvaient lui donner dans la circonstance présente, était de se munir d'un certificat de civisme, persuadés que les représentants du peuple, pénétrés de l'exacte vérité des titres qui militent en faveur du pétitionnaire, l'obtiendrait de leur justice et de leur humanité un décret qui le réintégrerait dans ses droits primitifs.

« N'ayant jamais démerité envers la patrie, ayant toujours rempli les devoirs d'un vrai citoyen et d'un zélé patriote, ayant toujours prêté fidèlement dans sa section les serments prescrits par la loi, payé ses impositions, il vous prie, citoyens législateurs républicains, de vouloir bien avoir égard à sa fatale et douloureuse position en le réintégrant dans ses droits dont il se trouve privé par la loi du 14 août 1792 qui a été publiée à Strasbourg le 27 août 1792, et dont il n'avait point eu connaissance ainsi qu'il le justifie par les certificats ci-joints (1).

« Il y a lieu de croire, citoyens législateurs républicains, que, vous pénétrant de la vérité de son exposé, vous voudrez bien lui accorder la jouissance de sa pension, sans laquelle il se trouverait précipité dans le plus affreux abîme, n'ayant pour toute ressource et fortune que la pension dont il avait joui jusqu'à ce jour.

« J.-A. GALLAY. »

Au nom du même comité [MERLIN (de Douai), rapporteur (2)], la Convention adopte le projet de décret suivant sur la pétition de Charles de Bousies :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur la pétition de Charles de Bousies, tendant à ce qu'en exécution de l'arrêté du département du Nord du 20 février 1793, qui, attendu sa qualité d'étranger, l'a rayé de la liste des émigrés, il lui soit donné mainlevée des scellés apposés par le district d'Avesnes, le 11 juillet dernier, sur sa maison située à Ferrière-le-Petit;

« Considérant que d'après l'article 67 de la loi du 23 mars 1793, l'exécution de l'arrêté du département du Nord du 20 février précédent doit être suspendue jusqu'à ce que les formalités prescrites par les articles 68, 69 et 70 aient été remplies;

« Considérant que ces articles embrassent dans la généralité de leurs dispositions les arrêtés favorables aux étrangers comme les arrêtés favorables aux Français, et que dans le fait les étrangers peuvent, dans le cas prévu par le n° 7 de l'article 6 de la même loi, être placés sur la liste des émigrés,

« Décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

(1) Nous n'avons pu retrouver ces certificats.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

« Le présent décret ne sera point imprimé. Le ministre de l'intérieur en adressera une expédition au département du Nord, et une au district d'Avesnes (1). »

Au nom du même comité [MERLIN (de Douai), rapporteur (2)], la Convention adopte le projet de décret suivant sur la procédure intentée contre le ci-devant comte Coustin Bourzolle :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, sur le compte que le ministre de la justice a rendu le 2 du présent mois, en vertu d'un décret du 21 août dernier, de la procédure instruite contre le ci-devant comte Coustin-Bourzolle,

« Décrète :

« 1° Que le ci-devant comte Coustin-Bourzolle sera, sans délai, traduit au tribunal criminel extraordinaire à Paris;

« 2° Que le ministre de la justice fera connaître à la Convention nationale, dans un nouveau compte qu'il lui rendra dans l'espace de deux décades, quelles sont les causes ou les individus qui ont jusqu'à présent empêché, à l'égard de Coustin-Bourzolle, l'exécution des lois qui renvoient au tribunal criminel extraordinaire tous les prévenus de crimes attentatoires à la liberté, à l'égalité, à l'unité et à l'indivisibilité de la République (3). »

Au nom du comité des décrets, un membre [Joseph BECKER, rapporteur (4)] fait un rapport sur les erreurs du décret du 15 août 1792, relatif au placement des notaires dans le département des Côtes-du-Nord.

Le projet de décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des décrets, sur les erreurs renfermées dans le décret du 15 août 1792, relatif au placement des notaires dans le département des Côtes-du-Nord, rapporte ce décret et le renvoie avec les observations au comité de division, pour en présenter une autre rédaction avec une nouvelle désignation de l'emplacement desdits notaires (5). »

Au nom de ses comités de marine et des finances, réunis, un membre [MICHEL, rapporteur (6)] fait un rapport sur la pétition des femmes des marins embarqués avec le citoyen Lapeyrouse.

Le projet de décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de marine et des finances réunis, sur une pétition des femmes des marins composant les équipages des vaisseaux la *Boussole* et l'*Astrolabe*, commandés par Lapeyrouse, tendant à obtenir que les dispositions de la loi du 4 mai 1791 leur soient déclarées communes avec l'épouse du citoyen Lapeyrouse, décrète :

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 32, p. 238.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 239.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 239.

(6) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

« Les secours accordés jusqu'au 31 décembre 1791, aux familles des marins embarqués sur les vaisseaux la *Boussole* et l'*Astrolabe*, continueront de leur être payés des fonds appartenant à la caisse des invalides de la marine, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1789 jusqu'au retour des vaisseaux envoyés à la recherche de Lapeyrouse et de ses équipages, sans néanmoins déroger à la loi du 4 mai dernier (1). »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Un membre fait le rapport d'une pétition des femmes des marins embarqués sur les vaisseaux la *Boussole* et l'*Astrolabe* avec Lapeyrouse. Elles demandent qu'il leur soit accordé des secours, ainsi qu'il a été décrété pour la citoyenne Lapeyrouse.

Le décret suivant est rendu.

(Suit le texte du décret que nous reproduisons ci-dessus.)

Au nom de ses comités des secours publics et des finances, réunis, un membre [PÈRES, rapporteur (3)] fait un rapport sur l'indemnité et les pensions à accorder à la veuve et aux enfants du citoyen Duquero, secrétaire du district de Rochefort.

Le projet de décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de secours publics et des finances sur la mort glorieuse du citoyen Duquero, secrétaire du district de Rochefort, qui aimait mieux périr sous le couteau des révoltés de la Vendée, que d'arborer la cocarde blanche, et de crier : *Vive le roi!* ainsi que sur le pillage qu'ils firent ensuite des effets de sa maison, ce qui a réduit sa veuve et ses quatre enfants à la plus extrême misère, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Sur le fonds de 2 millions mis à la disposition du ministre de l'intérieur par la loi du 22 août 1790, il sera payé à la veuve Duquero la somme de 3,000 livres pour indemnité des effets pillés ou brisés, après le massacre de son mari, par les brigands de la Vendée.

#### Art. 2.

« A compter du 1<sup>er</sup> du présent mois, il sera payé par la trésorerie nationale une pension annuelle et viagère de 300 livres à ladite veuve Duquero, et une pension de 150 livres à chacun de ses 4 enfants, jusqu'à ce qu'ils auront, savoir, les garçons 14 ans accomplis, et les filles 12 ans aussi accomplis.

#### Art. 3.

« La Convention nationale autorise l'arrêté du

30 avril dernier, par lequel les représentants du peuple dans les départements du Morbihan et du Finistère accordèrent à ladite veuve et à ses enfants la somme de 600 livres, à titre de secours provisoire, laquelle dite somme ne sera imputée ni sur l'indemnité ni sur les pensions ci-dessus.

#### Art. 4.

« La Convention nationale renvoie au comité d'instruction publique, pour lui proposer, sous trois jours, les honneurs à rendre à la mémoire de l'intrépide républicain Duquero (1). »

#### COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (2).

Au mois de juin dernier, les rebelles de la Vendée ont fait prisonnier le secrétaire du district de Rochefort, qui les avait combattus. Il ne tenait qu'à lui d'obtenir la vie en criant : « *Vive le roi!* » mais il a péri percé de 1000 coups pour avoir préféré de crier : *Vive la République!* et ses biens ont été incendiés. La Convention vient de faire droit à l'adresse que lui a présentée la veuve de ce martyr de la liberté. Il lui a été accordé une pension de 3,000 livres, une de 150 pour chacun de ses enfants, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 12 ans, et 1000 écus pour l'indemniser de la perte de ses propriétés.

Au nom du comité des finances, un membre [MONNOT, rapporteur (3)] présente un projet de décret tendant à autoriser la trésorerie nationale à retirer de la caisse à trois clefs 402 millions 977,778 livres pour remplacer les avances du mois de septembre dernier.

Ce décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des finances sur l'état des recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires faites par la trésorerie nationale dans le courant du mois de septembre dernier, qui a été fourni par les commissaires de ladite trésorerie, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Le contrôleur général des caisses de la trésorerie nationale est autorisé à retirer, en présence des commissaires de la Convention, des commissaires et du caissier général de la trésorerie nationale, de la caisse à trois clefs, où sont déposés les assignats nouvellement fabriqués, jusqu'à concurrence de la somme de 402,977,778 livres pour remplacer les avances que la trésorerie a faites dans le courant du mois de septembre dernier, pour les objets ci-après détaillés, savoir :

1<sup>o</sup> 140,691 livres pour les dépenses de 1790 et années antérieures;

2<sup>o</sup> 586,931 livres pour les remboursements de la dette exigible;

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 240.

(2) *Moniteur universel*, n<sup>o</sup> 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 89, col. 1.

(3) Ce membre est Pères de Lagosse, d'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 686.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 240.

(2) *Annales patriotiques et littéraires* (n<sup>o</sup> 283 du 22 du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 1293, col. 1).

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 686.



3<sup>o</sup> 14,494 livres pour les intérêts desdits remboursements.

4<sup>o</sup> 107,635 livres pour les dépenses particulières de 1791;

5<sup>o</sup> 1,438,250 livres pour les dépenses particulières de 1792;

6<sup>o</sup> 380,190,767 livres pour les dépenses particulières de 1793;

7<sup>o</sup> 1,980,473 livres pour les dépenses à la charge des départements;

8<sup>o</sup> Enfin 18,518,582 livres pour le remplacement du déficit sur la recette.

#### Art. 2.

« Les assignats sortis de la caisse à trois clefs seront remis de suite, en présence des mêmes commissaires, au caissier général de la trésorerie nationale, qui en demeurera comptable.

« Le contrôleur général des caisses de la trésorerie nationale dressera, sur le livre à ce destiné, procès-verbal des sorties et remises qu'il fera en exécution du présent décret.

« Ledit procès-verbal sera par lui signé, ainsi que par les commissaires présents et par le caissier général de la trésorerie nationale (1). »

Un membre [HAUSSMANN (2)], annonce que le citoyen Coquillard, du 1<sup>er</sup> bataillon de Seine-et-Oise, est mort à l'armée du Nord, au mois de juillet dernier, et qu'il laisse une femme et une fille sans ressources : en conséquence il propose que le comité de liquidation soit chargé de déterminer la pension qui peut être accordée à la veuve, la citoyenne Claudine Pariset, de Versailles, et que la trésorerie nationale soit chargée de payer à cette citoyenne un secours provisoire de 150 livres, à compter sur la pension qui lui sera accordée.

La Convention nationale décrète ces deux propositions (3).

L'ordre du jour amenait l'admission des pétitionnaires à la barre; ils sont introduits dans l'ordre suivant :

Pierre Gayt, médecin, réclame de la justice de la Convention : 1<sup>o</sup> ses biens que les liens du sang lui assurent incommutablement ; 2<sup>o</sup> les dommages et intérêts qui lui sont dus.

Renvoyé au comité de législation (4).

Les citoyens cultivateurs de Vincennes se plaignent d'une arrestation arbitraire de leurs personnes, et de la confiscation subite de leurs raisins, au moment où ils vendageaient paisiblement sur le territoire de Montreuil.

Renvoyé au comité de législation (5).

*Suit la pétition des citoyens cultivateurs de Vincennes (1).*

*Aux citoyens députés à la Convention nationale.*

« Législateurs,

« Les citoyens cultivateurs de la commune de Vincennes, au défaut de terroir attaché à leur commune, faisant valoir des terres et vignes sur ceux des communes de Fontenay, Montreuil et autres, viennent avec respect et confiance, vous demander l'exécution de l'article seize des Droits de l'homme et du citoyen, et celle de l'article cent vingt-deux de la Constitution.

L'article seize des Droits de l'homme dit : « le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie. »

« L'article cent vingt-deux de la Constitution porte la garantie, à tout Français, de l'égalité, liberté et sûreté de ses propriétés.

« Eh bien, citoyens, c'est d'après le vœu et l'expression nette de cet article que nous nous sommes cru fondés à pouvoir recueillir le peu de récolte que les ravages de la grêle du trente et un mai dernier avaient laissée dans nos vignes, ce que nous fîmes paisiblement sur les territoires de Fontenay, Saint-Mandé, et autres. Mais, quelle fut notre surprise lorsque nous fîmes sur celui de la commune de Montreuil, de nous voir presque tous chacun dans nos propriétés, entourés d'une cohorte d'hommes armés, se disant tous autorisés par un arrêté du conseil général de leur commune, à l'effet de nous saisir, arrêter et conduire par-devant le juge de paix du canton, pour nos raisins y être confisqués, rapport et procès-verbal dressé pour, sur iceux, ordonner ce qui leur plaira.

« C'est en vertu de cet arrêté, législateurs, que plusieurs de nous ont été pris et enlevés de leurs propriétés pour, et par ces cohortes, être ignominieusement traînés comme de vils et coupables criminels à ce tribunal que l'on pourrait appeler inique, car nous ne croyons pas qu'un magistrat de paix ait dû prêter son ministère à un arrêté aussi vexatoire.

« Sortis de ce tribunal aussi paisiblement de notre part que nous y avons été traduits libérativement, nous y fîmes de nouveau cités pour répondre aux conclusions que le procureur de la commune du dit Montreuil jugerait à propos de prendre contre nous. Toujours dévoués au respect et à la soumission dus à la loi, nous y sommes comparus le vendredi quatre octobre présent mois, où étant, ledit sieur procureur de la commune nous a opposé au vœu et à l'expression des articles seize ci-devant exprimés, une loi du mois d'octobre 1791, rendue par l'Assemblée législative, dont la majeure partie des membres qui y dominent étaient corrompus ou corrupteurs, dont leurs forfaits leur ont mérité les décrets que vous avez lancés contre eux. Et à cette même loi, tant invoquée par nos adversaires est aussi honorée de la sanction du plus scélérat des tyrans, à cette époque encore sur le trône, duquel il n'est descendu que pour monter sur l'échafaud; comme cette loi atroce par elle-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 242.

(2) L'auteur de la proposition est Haussmann, d'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 686.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 243.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 244.

(5) *Ibid.*

(1) *Archives nationales*, carton DIII 234, dossier Vincennes.

même, abrogée par les droits de l'homme et par la constitution et qui n'aurait jamais dû être mise en parallèle avec eux par de bons et vrais républicains.

« Et ce qui nous fait espérer de vous, législateurs, que vous voudrez bien, par le décret, à prononcer sur la pétition présente, nous décharger de l'amende et des frais au paiement desquels nous avons été condamnés par le juge de paix, sur les conclusions du procureur de la commune de Montreuil, et pour avoir prêté leur ministère pour l'exécution de l'arrêté pris par le conseil général de la commune, tendant à violer les droits de l'homme et ses propriétés, ce qui est arrivé, condamner solidairement tous les membres composant le conseil général, le procureur de la commune et le juge de paix, à telle peine qu'il vous plaira leur infliger, et envers nous en cinq cents livres d'amende applicables, de notre consentement, pour subvenir aux besoins des armées de la République, et ce par forme de réparation, des réparations (*sic*), des vexations et provocations que nous avons éprouvées; que tous arrêtés ayant rapport à la cause seront rayés et biffés sur les registres, que défense leur sera faite d'en prendre de semblables à l'avenir sous de plus grandes peines, et que votre décret sera imprimé, publié et affiché dans toute l'étendue du département.

« C'est le vœu et conclusion des pétitionnaires qui ont signé.

« Vous trouverez ci-joint une pièce à l'appui de nos réquisitions. »

(*Suivent 66 signatures.*)

#### Arrêté de la commune de Montreuil (1).

Il est expressément défendu à tout propriétaire de se transporter sur le terroir de Montreuil à l'effet de cueillir des raisins dans des paniers ou des hottes; les délinquants seront conduits par la garde du jour chez le citoyen juge de paix du canton.

Ce 28 septembre 1793, l'an 2<sup>e</sup> de la République française.

Signé : BROUE, *maire*; SUZANNE,  
*procureur de la commune.*

Pour copie conforme à la minute, délivré par moi secrétaire greffier de la municipalité de Vincennes, ce 6 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

TISSERAND, *secrétaire-greffier.*

La citoyenne Plaisant, veuve Dehorne, expose qu'on proposa à feu son mari la somme de 8,000 livres pour le remboursement de deux rentes réunies en une de 1,600 livres qu'on lui délivra à cet effet une ordonnance le 21 octobre, acquittable sur les 2 millions destinés aux gratifications de tout genre; mais que son mari étant venu à décéder, le paiement des 8,000 livres est resté en souffrance.

#### Renvoyé au comité des finances (2).

Le citoyen Ezemar fait hommage à la patrie d'une pension de 10 pistoles, qu'il obtint il y a

près de 20 ans, ainsi que de deux années d'arrérages de cette pension : il en remet le brevet, et s'engage aussi de payer 100 livres par mois, à compter du 29 août dernier, jour où il est entré dans le sein de la Convention, jusqu'à l'époque où finira sa qualité de représentant.

#### Mention honorable (1).

Un membre demande que l'on fasse à la Convention nationale un rapport sur la situation de la Vendée; il demande en même temps pourquoi les ennemis qui cernent Landau montrent la plus grande familiarité avec les soldats français.

#### Renvoyé au comité de Salut public (2).

#### COMPTE RENDU du Journal de Perlet (3).

On vous trompe, écrit un citoyen, lorsqu'on vous dit que la guerre de la Vendée sera bientôt terminée. Comment cela se peut-il, puisque tous les agents, que vous avez chargés d'exterminer les

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 244.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 245.

(3) *Journal de Perlet* n° 385 du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 90. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 139 et 140) et les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1291, col. 1, et n° 285 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 1294, col. 1) rendent compte de cet incident dans les termes suivants :

#### I

#### COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets.

Un membre déclare qu'il a reçu une lettre de l'armée du Rhin qui lui apprend que les Prussiens et les Français vivent amicalement et font la moisson ensemble. Il y a plus, c'est que les Prussiens apportent des vivres dans Landau. Une telle conduite paraît à ce membre un problème, dont Dentzel, commissaire à Landau, peut seul donner la solution.

L'Assemblée partage l'étonnement de l'opinant et renvoie sa dénonciation au comité de Salut public.

Un membre demande, par motion d'ordre, que dans le jour le comité de Salut public soit tenu de faire un rapport sur les inculpations contenues dans les lettres de la Vendée contre les représentants.

Un autre membre ajoute que les persécutions dont se plaint Philippeaux sont celles qu'il a éprouvées lui-même, et il observe que toutes les divisions et les généraux, qui ont eu des succès dans cette partie, ont été victimes des persécutions.

#### II

#### COMPTE RENDU des Annales patriotiques et littéraires.

Le premier paragraphe est la reproduction textuelle du compte rendu du Journal des Débats et des Décrets, en ce qui concerne la situation de Landau.

Une légère discussion s'élève sur la nécessité d'éclairer la Convention et de lui mettre sous les yeux la conduite des représentants du peuple à l'armée contre les rebelles de la Vendée.

BOURDON atteste qu'il y a une cour à Saumur, qui semble prendre à tâche de perpétuer cette malheureuse guerre. Cette cour, dit-il, ne fait jamais seconder les colonnes qui battent les rebelles. (Que dis-je ! on leur fait même passer les farines qui partent de Paris pour l'armée de l'Ouest.)

Cette dénonciation est renvoyée au comité de Salut public.

(1) *Archives nationales*, carton DIII 234, dossier Vincennes.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 244.



rebelles, spéculent sur sa durée? Je vous propose d'établir auprès de l'armée de l'Ouest un tribunal révolutionnaire composé de juges incorruptibles, de véritables républicains, et accompagné d'une guillotine qui fasse tomber les têtes des conspirateurs et des traîtres sans distinction et quelque puisse être leur grade. C'est un moyen infailible de ne pas la prolonger.

Villers convertit cette pétition en motion; mais on observe que le comité de Salut public doit présenter incessamment un projet de décret à cet égard.

*Un membre.* Je demande que ce comité nous fasse aussi un rapport sur les différends survenus entre les généraux et les principaux agents de la République dans la Vendée et particulièrement sur une lettre de Philippeaux qui m'a été adressée.

*Bourdon (de l'Oise).* Les faits relatés dans la lettre dont on vous parle ne sont que trop vrais, et je suis prêt à la signer. La mésintelligence la plus funeste existe entre les généraux et les représentants du peuple. Les divisions de l'armée, qui ont le mieux servi la patrie en battant les brigands, ont toujours été abandonnées par la cour de Saumur, qui leur refusait des troupes fraîches pour les seconder.

La Convention charge son comité de Salut public de lui faire le rapport demandé.

*Un membre.* Chargez-le en même temps de vous expliquer comment il arrive que les Prussiens communiquent fraternellement avec nos volontaires, dans les environs de Landau. Ce fait m'est certifié par un excellent républicain de l'armée de la Moselle, qui n'a pu les voir, sans étonnement, se promener bras-dessus, bras-dessous et faire les vendanges ensemble.

Ce membre est invité à se transporter de suite au comité.

La citoyenne Elisabeth du Charlet, veuve Poutré, demeurant à Versailles, expose que son mari s'est noyé au service du ci-devant comte d'Artois, en faisant boire ses chevaux; elle avait une pension de 200 livres sur la cassette et sur l'écurie; aujourd'hui cette malheureuse femme, chargée de cinq enfants, dont deux sont au service de la République, demande quelques secours.

Renvoyé au comité de secours publics (1).

Les membres composant le conseil général de la commune, et tous les habitants de la ville et canton de Séez, demandent un établissement quelconque dans cette ville, qui a perdu toutes les ressources qui faisaient subsister autrefois ses habitants.

Renvoyé au comité de division (2).

*Suit l'adresse du conseil général et des habitants de la ville et canton de Séez (3).*

ADRESSE A LA CONVENTION NATIONALE PRÉSENTÉE PAR LES CITOYENS OFFICIERS MU-

NICIPAUX, MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE ET COMITÉ DE SURVEILLANCE ET TOUS LES HABITANTS DE LA VILLE ET CANTON DE SÉEZ PAR LES CITOYENS DELAUNAY ET POUL-LARD, COMMISSAIRES DÉPUTÉS.

# I

*Les membres composant le conseil général de la commune et tous les habitants de la ville et canton de Séez, à la Convention nationale.*

« Séez, le 29 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens représentants,

« La ville de Séez a bien mérité de la patrie, ce n'est point par ostentation qu'elle s'en vante, mais c'est parce qu'elle a fait son devoir qu'elle s'en félicite.

« Dépouillée des quatre tribunaux judiciaires qui, dans l'ancien régime, faisaient toutes ses ressources, ne pouvant, dans le nouveau, s'en procurer d'autres par la voie du commerce ou de l'industrie, que sa situation et la pauvreté de ses habitants ont dans tous les temps rendus presque impossibles, sans secours, en un mot, et sans autre recommandation que celle de son amour pour les lois et de son empressement à les exécuter, elle se présente à vous, et vous prie d'accueillir favorablement sa pétition.

« Déjà, et à plusieurs reprises, l'Assemblée constituante avait entendu ses justes réclamations pour obtenir au moins une administration de district dans son enceinte. Jamais peut-être demande ne fut mieux fondée, la justice en fut sentie, mais malheureusement et par un reste de cette gothique et absurde vénération, les intérêts de nos concitoyens furent confiés à une députation composée de nobles et de prêtres qui ne sollicitèrent qu'autant qu'il fallait pour ne rien obtenir, et qui ne rougirent pas d'administrer eux-mêmes à nos concurrents des armes contre nous. Aussi la pétition fut éconduite et la ville de Séez fut oubliée.

« En vain alors on s'étonna que la sagesse des comités chargés de ce travail avait été trompée et séduite; la discussion fut fermée, le décret fut porté et la députation, intérieurement satisfaite d'avoir manqué une négociation dont le moindre inconvénient devait être les murmures et le mécontentement du peuple, revint dans nos foyers affecter une douleur dont la malveillance constante ne tarda pas à nous expliquer la noirceur et la perfidie.

« Citoyens représentants, à l'époque que nous vous citons, et où les observations que nous vous avons jointes à notre adresse pour vous en faire rendre compte ne furent mal accueillies, que parce qu'un tronçon du sceptre despotique mal brisé par l'Assemblée constituante tenait encore les sans-culottes sous l'oppression. Tel fut le fruit de nos peines, et telle est depuis le temps notre situation malheureuse; vous y aurez égard, nous en sommes sûrs; vous ne permettrez pas qu'une ville possède tous les établissements, toutes les ressources, tandis que la ville qui l'avaisine ne possède rien et languit dans la misère et dans l'inertie.

« La ville de Séez, d'ailleurs, a pour s'offrir à vous un titre qui vous est bien cher et bien précieux; celui du patriotisme le plus pur et digne

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 245.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 245.

(3) *Archives nationales*, carton Div<sup>3</sup> 87, dossier Orne.

de vous, surtout par l'horreur qu'elle a marqué dans ces derniers jours pour l'esprit liberticide du fédéralisme qu'elle a vigoureusement et glorieusement repoussé. Quoique pauvre, quoique dénuée de tout, elle a encore trouvé les moyens de faire à sa patrie tous les sacrifices, qu'on a obtenus dès qu'on lui en a fait voir l'utilité. Quelle que soit votre décision sur la demande d'un établissement qu'elle nous a chargés de vous faire pour la dédommager de toutes les pertes qu'elle a éprouvées; elle sera toujours la même, toujours ferme, toujours soumise et toujours prête à s'ensevelir sous ses ruines plutôt que de souffrir qu'on porte la moindre atteinte à l'acte constitutionnel qu'elle a unanimement et victorieusement accepté.

« Citoyens représentants, encore un mot, et nous finissons. *Chabot* a dit (ce sont nos députés commissaires pour l'acceptation de la Constitution qui nous l'ont rapporté), *Chabot* a dit : que si l'on remet une troisième fois dans des mains infidèles et parjures le dépôt sacré de la destinée du peuple, il en sera du dernier essai comme des deux autres; et une troisième fois encore, malgré la sagesse de vos lois régénératrices, le peuple se verra prêt de sa perte et peut-être sera perdu sans retour.

« Mais à ce principe, ce nous semble, il aurait pu en ajouter un autre, celui de ne confier cette haute et sublime destinée qu'aux habitants des villes dont le patriotisme depuis la Révolution est sans taches et sans reproches,

« Citoyens représentants, c'est avec l'or et la perversité des grandes cités, nous en exceptons Paris qui s'est lui-même si héroïquement excepté que des administrateurs avides ou ambitieux ont, jusqu'à présent, trouvé des aliments à leur avarice et à leur corruption.

« Nous n'inculpons personne, nous ne nommerons personne, l'amour seul du bien public nous domine et nous entraîne; mais s'il fallait un témoignage de plus pour vous décider à transporter dans la ville de Séez, ou le tribunal, ou l'administration de district que nous vous demandons, ou du moins pour nous l'accorder lorsque vous aurez ordonné dans toute la République une nouvelle organisation, ce serait au directoire de notre district lui-même, séant à Alençon, que nous vous prions de vous en rapporter. Lui-même, nous vous l'assurons, avoue l'importance de cette translation, et il est convenu de sa pressante nécessité; plus à portée que qui que ce soit d'entendre les plaintes des administrés, il est aussi plus à portée qu'aucun autre de connaître le local qui convient mieux à son administration. De ce local, citoyens représentants, il vous est bien facile de vous en faire faire le rapport par le commissaire que vous avez envoyé dans notre département, et qui, si vous renvoyez notre pétition par devers lui, appuiera, nous l'espérons, notre juste réclamation.

« Citoyens représentants, après nos vœux recevez nos hommages, ils sont dignes de vous puisque c'est à la patrie dont vous êtes les génies tutélaires que nous les rapportons. Honneur donc à la Convention nationale, honneur à la République une et indivisible, honneur à la fraternité, à l'égalité, à la liberté, ou si, par un malheur inconcevable il en pouvait être autrement, eh bien ! citoyens représentants, honte à la vie, opprobre à l'existence et gloire à la mort. »

(Suivent 236 signatures).

## II

*Extrait de l'un des registres des arrêtés et délibérations de la commune de Séez (1).*

Aujourd'hui, deuxième jour d'octobre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française une et indivisible, en l'assemblée du conseil général extraordinairement assemblé.

Le conseil général extraordinairement assemblé pour délibérer sur les moyens de procurer à la ville quelque établissement qui puisse la dédommager de tous ceux que la Révolution lui a enlevés, établissement qu'elle a d'autant lieu d'attendre de la justice nationale, qu'elle a toujours bien mérité de la patrie par son attachement inviolable à la loi et son empressement à la faire exécuter, qu'elle vient de perdre par la suppression des conseils épiscopaux, le seul qui lui restait, et qu'elle serait, de toutes les villes du département, la seule qui n'en aurait aucun, quoiqu'elle soit la plus centrale de toutes, et aussi peuplée que la plupart d'entre elles.

Arrête que les citoyens *Poullard* et *Delaunay*, commissaires pris hors de son sein, seront députés vers l'Assemblée nationale pour lui exposer l'état de dénuement et d'inertie dans lequel languit la ville de Séez depuis la Révolution, et obtenir de sa justice et de son amour pour les principes d'égalité, une administration ou un tribunal de district qui puisse rendre la vie à ses malheureux habitants.

Et attendu que la ville de Séez est très propre à l'établissement d'une manufacture d'armes par l'avantage qu'elle a de renfermer dans son sein plusieurs maisons nationales assez vastes pour le recevoir, qu'elle est traversée par la rivière de l'Orne dont le courant est plus que suffisant pour mettre en mouvement des forges, et qu'elle est entourée de plusieurs forêts qui serviraient à les alimenter; il a été arrêté que les citoyens députés seraient invités à voir le ministre de l'Intérieur pour l'engager à former cet établissement dans la ville de Séez et à prendre en considération le mémoire qu'elle lui a adressé à cet égard.

Pour extrait conforme au registre collationné par nous maire, officiers municipaux et secrétaire-greffier soussignés le dit jour et an que dessus.

*ROGER, maire; BOUGLIER, suppléant du procureur de la commune; MALASSIS, officier municipal; FROMOND fils, secrétaire.*

## III

*Le Conseil général de la commune de Séez, réuni avec toutes les municipalités de son canton, à la Convention nationale (2).*

« Séez, le 29 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens représentants,

« La crainte de faire perdre par la lecture d'une trop longue adresse le temps précieux

(1) *Archives nationales*, carton Div<sup>b</sup> 87, dossier Orne.

(2) *Archives nationales*, carton Div<sup>b</sup> 87, dossier Orne.



de la Convention nationale, nous a déterminé à vous présenter à part les motifs détaillés sur lesquels sont fondés la nécessité d'un établissement dans l'enceinte, dans la ville de Séez, que nous réclamons.

« Nous vous observons d'abord que dans l'ancien régime cette ville, quoique privée de toutes espèces de ressources par la situation et par la fortune moins que médiocre de ses habitants, était avivée cependant par quatre tribunaux judiciaires, par un évêché assez considérable, un chapitre composé de trente à quarante individus, tant chanoines que hauts vicaires et autres officiers, par une abbaye de bénédictins et trois maisons de religieux ou religieuses.

« Lors de la suppression de tous ces établissements par l'assemblée constituante, cette ville fut dépouillée de tout, par l'effet même de la loi du 25 septembre; elle vient de perdre, par l'extinction des vicaires épiscopaux et la réduction de la pension épiscopale, le seul dédommagement que lui avait laissé dans le commencement de la Révolution, en sorte que cette ville, malheureuse aujourd'hui, n'a rien, absolument rien, et ne présente plus aux yeux que l'image d'une vaste et triste solitude.

« Ces événements, néanmoins, étonnent ses habitants sans les décourager, ils sont sûrs que la confiance qu'ils ont mise à ce sujet dans la Convention nationale ne sera point trompée, parce qu'ils sont sûrs que la Convention nationale prendra dans une paternelle considération leur situation alarmante et n'oubliera aucuns des moyens qui sont en son pouvoir pour venir à son secours et pour les dédommager.

« Ces moyens, citoyens représentants, nous ne prétendons pas les déterminer, si nous nous permettons même de vous les indiquer, c'est qu'éloignés de tous les abus qui, à votre insu, se glissent dans les départements et s'y entretiennent, nous avons cru qu'il était de notre devoir de vous les faire connaître et parce que nous avons pensé que jamais il n'entrerait ni n'était entré dans vos intentions de faire fleurir une ville par le concours et la dépense qu'y occasionnent plusieurs administrations, tandis qu'une autre ville languit, faute d'aucune sorte d'établissement, dans une décourageante apathie et une immuable inaction.

« Sans doute la ville d'Alençon pouvait, par sa population plus nombreuse, obtenir dans son enceinte la première administration, quoique aux extrêmes confins du territoire, elle est pourtant la seule qui renferme dans ses murs douze à treize mille âmes, qu'une administration de district n'aurait pas suffisamment dédommée de la perte et du dépouillement de ses établissements nombreux et anciens; mais il faut convenir pourtant que l'administration départementale et un tribunal judiciaire devaient lui suffire; en lui donnant encore l'administration de district et le tribunal de ce district on a fait plus qu'elle n'aurait osé l'espérer, et par ce moyen, les administrés épars sur un espace d'autant plus grand que les administrations de tous les genres se trouvent à l'extrémité se sont vus contraints d'ajouter à la peine de la privation que cette distribution leur faisait éprouver, celle de faire de longs voyages et d'énormes dépenses pour obtenir la justice des autorités lointaines dont ils ressortissent.

« A cette première considération, citoyens représentants, nous en ajouterons une seconde, c'est qu'en retirant de la ville d'Alençon tous

les corps administratifs qu'elle possède pour l'accorder à la ville de Séez qui ne possède rien, vous ne faites aucun tort à l'une et vous faites tout le bien de l'autre: loin de faire tort à la ville d'Alençon, au contraire, vous mettez par la translation du directoire du district, par exemple, dans la ville de Séez, l'administration précisément au point central des administrés, par là vous leur épargnez les frais de voyage, vous leur évitez de trop fréquents dérangements de leurs affaires et vous faites disparaître cette monstrueuse organisation qui, malgré les réclamations les plus justes et les plus pressantes, a placé l'autorité intermédiaire de district tout à côté de l'autorité supérieure du département.

« Pour mieux le prouver, nous vous prions de jeter les yeux sur la carte géographique que nous joignons à ce mémoire; à la seule inspection vous vous convaincrez bientôt de la justice de nos réclamations, et quand après cela vous saurez que des deux maisons nationales qui nous restent dans la ville de Séez, savoir la maison épiscopale et la ci-devant abbaye de Saint-Martin, l'une des deux peut convenablement recevoir celui des corps administratifs qu'il vous plaira nous accorder, nous pensons que toutes les raisons et de nécessité, et de convenance, et d'humanité, et d'égalité, militeront en notre faveur et que nous rapporterons, de votre part, à nos concitoyens, l'assurance d'un traitement aussi favorable que l'a été l'accueil que vous avez daigné nous faire. »

(Suivent 227 signatures.)

**La citoyenne veuve Borné réclame un décret rendu en sa faveur, mais dont elle ignore le dispositif, parce que le citoyen Lejeune n'a pas encore remis les procès-verbaux, à raison de son absence.**

**Renvoyé au comité des décrets (1).**

*Suit la pétition de la citoyenne veuve Borné (2).*

*Pétition à la Convention nationale.*

« Législateurs,

« Il vous fut présenté une pétition, le 23 septembre dernier, par une veuve, mère de six enfants, dont trois garçons, à l'effet d'en obtenir un, mis en état de réquisition par la municipalité des Vaux-de-Cernay, département de Seine-et-Oise. Cette demande était appuyée d'une raison bien palpable, celle la plus frappante était l'utilité de cet enfant pour l'état qu'elle professe, utile pour la nation même, puisque de cet état dépend l'existence de nos concitoyens. Cette femme, veuve depuis 14 ans, a toujours tenu l'état de meunière et le labour d'une charrie. La réquisition lui a enlevé ses domestiques, à la réserve d'un vieux qui, seul, ne peut remplir les travaux d'un faire valoir conséquent, puisqu'il s'agit de deux tournants journellement occupés à l'approvisionnement de Paris, Versailles, Saint-Cloud et environs.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 245.

(2) *Archives nationales*, carton D<sup>r</sup> § 1, 33, dossier 254, pièce 37.

Aussi, la Convention, lors de cette pétition, a-t-elle daigné l'agréer, et a rendu un décret dont on ignore le dispositif, vu que le citoyen Lejeune, secrétaire à cette séance, n'a pas encore remis les procès-verbaux au secrétariat et ne peut les remettre, étant de présent en commission. Un pareil oubli devient funeste pour des citoyens.

« C'est à ce sujet que la veuve Borné, sur le point de voir partir ses enfants qui font seuls son soutien, réclame un nouveau décret tendant à en obtenir un pour être à la tête d'un faire valoir qu'elle ne peut confier qu'à lui seul. Ce citoyen sert aussi bien sa patrie en lui procurant l'existence par son état, qu'en la défendant de son bras.

V<sup>e</sup> BORNÉ.

Présentée à la Convention nationale le dix de la première (*sic*) décade du premier mois de l'an deux de la République française.

Le citoyen Carrery, député de la section de Villandrie, canton de Villemur, district de Toulouse, invite la Convention nationale à rester à son poste; et il propose ensuite d'examiner s'il ne serait pas juste d'étendre le bienfait de la loi concernant l'abolition de la dîme à tous les métayers, cultivateurs, enfin à tous les citoyens qui, sous une dénomination quelconque, travaillent et cultivent les terres des propriétaires, à demi-fruits ou colonage partiaire.

Renvoyé au comité de législation (1).

*Suit la pétition du citoyen Carrery (2).*

*Pétition en forme d'adresse du citoyen Carrery, député de la section de la Villandrie, canton de Villemur, district de Toulouse, département de Haute-Garonne, à la Convention nationale.*

« Législateurs,

« La section dont je suis l'organe se glorifie d'avoir constamment manifesté depuis la Révolution, autant d'amour pour la liberté et l'égalité, que de haine et de mépris pour les tyrans et les fédéralistes. Aussi elle a reçu avec enthousiasme l'Acte constitutionnel et vraiment populaire que vous avez donné à la France puisqu'il sera l'époque de sa félicité et de sa gloire. Tous les francs républicains qui composent ma section, m'ont chargé de vous témoigner leur gratitude pour ce bienfait à jamais mémorable.

« Qu'ils restent fermes à leur poste, m'ont-ils dit, qu'ils achèvent de consolider la liberté qu'ils ont créée, alors seulement ils auront bien mérité de la patrie : elle leur devra tout, non seulement ils l'auront délivrée de tous ses ennemis intérieurs, mais ils auront encore assuré son bonheur par une bonne et sage législation, et la postérité bénira le nom de la Montagne. »

« Législateurs, mes concitoyens m'ont aussi chargé de vous prier d'examiner, dans votre sagesse, s'il ne serait pas juste d'étendre le bienfait de la loi concernant l'abolition de la dîme, à tous les métayers, cultivateurs, menateurs, attachants, et enfin à tous les citoyens qui, sous

une dénomination quelconque, travaillent et cultivent les terres des propriétaires à demi-fruits ou colonage partiaire. Cette demande est consignée dans le verbal dont j'ai été porteur, et presque toutes les sections des campagnes ont émis le même vœu.

« CARRERY, député de la section de Villandrie. »

Le même citoyen expose que le décret du mois de juin a ordonné aux tribunaux judiciaires de surseoir au jugement des causes intentées par les enfants naturels à leurs parents en ligne collatérale; non seulement il demande le rapport de ce décret, mais encore il prie la Convention de déterminer ce qu'auront à prétendre les enfants naturels actuellement existants, sur les biens de leurs père et mère qui sont morts sans enfants légitimes, et dont les causes sont encore pendantes devant les tribunaux.

Renvoyé au comité de législation (1).

*Suit l'exposé du citoyen Carrery (2).*

« Législateurs,

« Un envoyé des assemblées primaires, victime de la ci-devant caste nobiliaire, vient, avant de partir pour les frontières, intéresser votre justice.

« J'ai un procès dont le jugement est ma seule ressource pour satisfaire mes créanciers et m'acquitter envers mes bienfaiteurs qui, jusqu'à ce jour, m'ont fourni les moyens de poursuivre juridiquement un oncle, aussi riche qu'avare et qui m'a usurpé d'une manière coupable la fortune de mon père.

« A la veille d'aller augmenter le nombre des défenseurs de la patrie, la probité et la reconnaissance me font une loi impérieuse de poursuivre un jugement définitif. Mais votre décret du mois de juin s'y oppose. Vous avez ordonné aux tribunaux judiciaires de surseoir au jugement des causes intentées par les enfants naturels à leurs parents en ligne collatérale.

« Législateurs, veuillez rapporter ce décret, fixer le sort de ces infortunés et déterminer aussi ce qu'auront à prétendre les enfants naturels actuellement existants sur les biens de leur père et mère qui sont morts sans enfants légitimes et sans être mariés, et dont les causes sont encore pendantes devant les tribunaux. C'était là, sans doute, votre intention lorsque vous rendîtes le décret du mois de juin.

« Législateurs, si vous êtes sensibles à ma demande, vous rendrez le calme à mon cœur, puisqu'en partant je n'aurai plus à craindre de faire perdre à ceux qui m'ont obligé. D'ailleurs il ne paraîtrait pas juste (et nos principes actuels en seraient choqués), que mon oncle, un ci-devant, un homme qui a quitté son poste militaire depuis que nous faisons la guerre de la liberté contre la tyrannie, il ne paraîtrait pas juste, dis-je, qu'il profitât par ma mort dans le combat, si cela arrivait, des droits que la nature m'a donnés en naissant sur les biens de celui de qui je tiens le jour et au préjudice même de ceux qui

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 245.

(2) *Archives nationales*, carton DIII 89, dossier 21.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 246.

(2) *Archives nationales*, carton DIII 89, dossier 21.



m'ont fourni les moyens de subsister depuis la mort de mon père. Ces droits que je réclame ont été méconnus dans un jugement rendu en première instance par le ci-devant sénéchal de cette ville.

« CARRERY, commissaire de la section de Villandrie. »

Le citoyen Boissard, procureur syndic du district de Pontarlier, demande sa mise en liberté, et le rapport de son affaire à jour fixe par le comité de législation.

Renvoyé au comité de législation (1).

Après ce décret de renvoi, un membre [FABRE D'ÉGLANTINE (2)] annonce que le citoyen Rutledge (3), présent à la barre pour servir de défenseur à Boissard, est un homme plus que suspect; il demande qu'il soit conduit au comité de sûreté générale.

Cette proposition est décrétée (4).

#### COMPTE-RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (5).

Le procureur-syndic de Pontarlier, destitué par les représentants du peuple envoyés dans ce district, présente sa justification par l'organe du citoyen Rutledge, si connu en 1789 par ses relations avec Necker.

On allait admettre les pétitionnaires aux honneurs de la séance, lorsque FABRE D'ÉGLANTINE a demandé que Rutledge fût conduit au comité de Sûreté générale.

Cette proposition, ayant été mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 21, p. 246.

(2) Ce membre est Fabre d'Églantine, d'après les *Annales patriotiques et littéraires*, le *Journal des Débats* et des *Décrets* et le *Journal de Perlet*.

(3) Nom mal orthographié. Il s'agit du citoyen James Rutledge, connu par sa brochure : *Sommaire d'une discussion importante relative au plan de banque territoriale proposé par M. de Ferrières*.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 246.

(5) *Annales patriotiques et littéraires* (n° 285 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 1294, col. 1). D'autre part, le *Journal des Débats* et des *Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 140) et le *Journal de Perlet* (n° 383 du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 90) rendent compte de l'admission à la barre des citoyens Boissard et Rutledge dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE-RENDU du *Journal des Débats* et des *Décrets*.

Boissard, ci-devant procureur-syndic à Pontarlier, se présente comme pétitionnaire. Il réclame contre l'arrestation faite de sa personne par un comité de surveillance.

Rutledge porte la parole pour lui.

FABRE D'ÉGLANTINE le reconnaît et demande qu'il soit traduit sur-le-champ lui-même au comité de Sûreté générale. (Adopté.)

#### II.

##### COMPTE-RENDU du *Journal de Perlet*.

Le citoyen Rutledge vient solliciter la liberté d'un fonctionnaire public de Pontarlier destitué par les représentants du peuple, dans le département du Doubs,

Une députation de l'assemblée de la section Poissonnière dénonce un commissaire de police, et le citoyen Lebas, capitaine du bataillon de la section, pour avoir fait élargir le nommé Carriesse, qui délivrait, en prohibition de la loi et sans témoins, des cartes de sûreté à des intrigants de toute espèce et à des scélérats, notamment au frère de l'assassin de Michel Lepelletier.

Renvoyé au comité de sûreté générale (1).

#### COMPTE-RENDU du *Journal des Débats* et des *Décrets* (2).

On renvoie au comité de sûreté générale la pétition d'une députation de la section Poissonnière, qui demande la prompt punition d'un membre de son comité révolutionnaire, nommé Carriès, qui, au mois d'août dernier, eut la bassesse de trafiquer des cartes de sûreté.

Les volontaires en réquisition de Clichy-la-Garenne et Neuilly réunis, viennent exprimer les sentiments de patriotisme et d'énergie qui les animent : « Sachez, disent-ils, que nous ne rassemblons pas à ces muscadins qui, sous prétexte de venir prêter serment dans le sanctuaire des lois, ne viennent que pour vous demander une augmentation de paye : nous ne vous demandons que du pain sec et des armes pour exterminer tout ce reste de vermine d'aristocrates, qui ose encore se montrer parmi des républicains. »

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (3).

Suit l'adresse des volontaires en réquisition de Clichy-la-Garenne et Neuilly réunis (4) :

« Citoyen président et représentants,

« Nous ne connaissons pas les figures de rhétorique, mais notre exorde est de marcher à pas précipités contre les ennemis de la République.

« Le corps de notre discours est, avec la violence des torrents, renverser la digue, abolir le nom odieux de roi, et mourir à notre poste.

« Notre péroration est donc, après avoir bûni de notre sang la terre de la liberté, revenir couverts de blessures, mais triomphants au sein de notre commune.

« Il est sans doute bien flatteur pour moi, représentants, d'être l'organe des sentiments de patriotisme qui animent nos braves campagnards en réquisition de Clichy-la-Garenne et Neuilly réunis, leurs désirs, représentants, est qu'avant de marcher contre les ennemis de la patrie, avant de repousser les satellites des ty-

parce qu'il avait un fils apathique et mis depuis en arrestation.

FABRE D'ÉGLANTINE demande si ce Rutledge est celui qui, en 1789, a tant fait parler de lui.

Sur l'affirmative, et d'après la motion de ce membre, le défenseur officieux est renvoyé par-devant le comité de Sûreté générale, pour répondre aux interpellations qui lui seront faites.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 246.

(2) *Journal des Débats* et des *Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 140).

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 247.

(4) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.

rans coalisés, de prêter en votre présence le serment sacré de mourir à leur poste pour la liberté, l'égalité et la République française une et indivisible. Ils vont vous jurer de pulvériser tous nos ennemis du dehors, tandis que de votre côté vous travaillerez à consolider les bases de cette même République, de faire maintenir le bon ordre, à rallier les esprits, à faire conserver l'union, la paix et la concorde qui sont les fondements du vrai bonheur et le salut de la patrie.

« Et nous aussi, représentants, nous jurons de veiller pendant l'absence de nos braves défenseurs, d'exterminer ceux de l'intérieur.

« Représentants, je finis en vous assurant que les expressions sont trop faibles relativement au courage et au patriotisme qui animent le cœur de nos jeunes guerriers; sachez, en un mot, qu'ils ne ressemblent pas à ces muscadins qui, sous prétexte de venir prêter serment dans le sanctuaire des lois, ne viennent que pour vous demander une augmentation de paye; sachez, dis-je, que nos braves frères ne vous demandent que du pain sec et des armes (1) pour exterminer tout ce reste de vermine d'aristocrate, qui ose encore se montrer parmi des républicains, et que, à la fin, il faut mettre à la raison.

« Ils attendent avec impatience le moment d'être casernés.

« CUSAUBON, procureur de la commune. »

#### COMPTE RENDU du Bulletin de la Convention (2).

Les jeunes citoyens de la première réquisition de Clichy-la-Garenne et de Neuilly, réunis, ont prêté le serment de fidélité à la République. Le procureur de leur commune a prononcé le discours suivant :

(Suit le texte de l'adresse que nous insérons ci-dessus.)

Le citoyen Jean le Rebours, caporal au 23<sup>e</sup> régiment d'infanterie, où il a servi onze ans, se présente pour obtenir la récompense nationale promise aux défenseurs de la patrie : il a soutenu le siège de Mayence, et a reçu un coup de feu qui lui a emporté deux doigts.

Renvoyé au ministre de la guerre (3).

La citoyenne veuve Picault, dont le mari, capitaine de hussards, a été tué à côté de Dampierre, entre Valenciennes et le Quesnoy, se présente pour obtenir une pension et des secours provisoires.

Sur cette pétition :

« La Convention nationale décrète qu'il sera

(1) Vifs applaudissements, d'après le *Monteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 86, col. 2), d'après le *Journal de Perlet* (n° 385 du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 91) et d'après l'*Auditeur national* (n° 385 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 4).

(2) *Supplément au Bulletin de la Convention* du dernier jour de la seconde décade du premier de l'an II (vendredi 11 octobre 1793).

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 247.

accordé à la veuve Picault un secours provisoire de 300 livres, qui lui sera payé sur la présentation du présent décret; renvoie le surplus de la pétition au ministre de la guerre (1). »

La section du Pont-Neuf informe l'Assemblée que, le 22 de ce mois, elle procédera à l'inauguration des bustes de Lepelletier et Marat; elle invite la Convention nationale à y envoyer des députés.

La Convention décrète que 12 de ses membres assisteront à cette cérémonie (2).

La commune du Pont-de-l'Arche, district de Louviers, département de l'Eure, invite d'abord la Convention à rester à son poste; elle lui demande ensuite le paiement des 25,000 livres créées le 30 juin dernier.

« La Convention nationale, après avoir entendu la lecture de la pétition de la commune du Pont-de-l'Arche, décrète que le ministre de l'intérieur fera payer à ladite commune les sommes qui lui ont été accordées par le décret du 30 juin dernier, en justifiant que toutes les formalités prescrites ont été remplies (3). »

Suit l'adresse de la commune de Pont-de-l'Arche (4) :

Le conseil général, la Société populaire et tous les bons citoyens réunis de la commune de Pont-de-l'Arche, à la Convention nationale.

« Citoyens représentants,

« Le conseil général, la Société populaire et tous les bons citoyens réunis de la commune de Pont-de-l'Arche vous disent unanimement : vous qui avez sauvé la République, restez fermes à votre poste, et ne songez à vous donner des successeurs que quand le sol de la liberté sera purgé du souffle impur des tyrans coalisés contre elle.

« Restez unis, surtout, habitants de la Montagne, point de division entre les patriotes : nos ennemis sont là et n'attendent que cet instant pour se relever et tenter de porter de nouveaux coups à ceux qui les ont terrassés.

« Qui mieux que vous peut conduire au port le vaisseau de l'État au milieu des écueils dont il est entouré ?

« Point de transaction entre les tyrans et la liberté ! Quand réduits aux abois et las de nous attaquer sans pouvoir nous vaincre, les ennemis de la République auront obtenu le pain (*sic*) dont ils ont tant besoin, alors, seulement alors, vous pourrez demander à jouir du repos des sages en rentrant au milieu de vos concitoyens qui vous devront le bonheur, la tranquillité et la constitution vraiment républicaine que vous nous avez donnée.

« Présenté le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

(Suivent 39 signatures.)

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 247.

(2) *Ibid.*

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 248.

(4) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.



Suit la pétition (1) :

*La commune de Pont-de-l'Arche,  
à la Convention nationale.*

« Mandataires du peuple,

« La commune de Pont-de-l'Arche, district de Louviers, département de l'Eure, vous expose que par des motifs qui vous sont encore présents à la mémoire, vous avez décrété le trente juin dernier, qu'il serait remis à la disposition du ministre une somme de vingt-cinq mille livres en l'acquit et jusqu'à concurrence des dettes de la commune de Pont-de-l'Arche. Les troubles du département de l'Eure ont empêché les maire et officiers municipaux de cette commune de profiter de ce décret dont ils ont le plus grand besoin, parce que les pièces nécessaires pour toucher les vingt-cinq mille livres à elle accordées étaient au département depuis plus d'un mois; ils sont à Paris pour obtenir le paiement du ministre qui les a renvoyés au comité des finances, lequel leur a opposé le décret d'août dernier, qui réunit toutes les dettes des communes à la liquidation des dettes de la nation.

« La commune de Pont-de-l'Arche vous prie, législateurs, vu la nécessité de sa surveillance active dans un canton qui fait l'embranchement de cinq grandes routes, passage absolu des subsistances tant par terre que par eau, d'ordonner l'exécution de votre dernier décret du trente juin dernier, sauf à faire passer à la liquidation leurs dettes avant de toucher le seizième de leurs biens nationaux qui tous sont vendus, et s'élèvent à plus de deux millions.

« Présenté au comité des pétitions le 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République française une et indivisible, par moi procureur de la commune de Pont-de-l'Arche à ce député extraordinairement.

« VOYER. »

Le citoyen Château-Gay prie la Convention de venir à son secours, comme enfant naturel, frère du ci-devant marquis de Laqueuille, émigré; il a formé opposition à la levée des scellés, et il apprend aujourd'hui que le département a procédé à leur levée, sans l'y appeler.

Renvoyé au comité de législation (2).

Un membre [VOULLAND (3)] fait un rapport sur le citoyen Peyre, député détenu, sujet à des attaques d'épilepsie.

Sur ce rapport :

« La Convention nationale décrète que le citoyen Peyre, député du département des Basses-Alpes, sujet à des attaques d'épilepsie, et mis en état d'arrestation, en vertu du décret de la Convention, du 3 de ce mois, sera détenu à raison de cette infirmité dans la maison nationale du Luxembourg, ou dans un appartement séparé (4).

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 700.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 21, p. 248.

(3) Ce membre est Voulland, d'après les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1291, col. 2).

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 248.

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1) :

Un membre, au nom du comité de sûreté générale. Le citoyen Peyre atteste que la protestation contre les journées du 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin, lui a été présentée, ainsi qu'à son collègue Maisse à la Convention, qu'il l'a signée sans la lire, et que 24 heures après ayant su que c'était une protestation, il demanda à effacer sa signature; que plusieurs des signataires à qui il s'adressa lui dirent qu'ils étaient dans la même intention; qu'on était convenu le soir qu'elle serait brûlée et qu'on n'en parlerait plus. Tranquille depuis lors il n'a pas été peu surpris d'apprendre qu'elle existait encore. D'après le rapport du comité de sûreté générale, il déclare authentiquement qu'il désavoue aujourd'hui formellement sa signature, et que pour se soumettre aux décrets de la Convention, quoique sujet à des accidents d'épilepsie, il se présente pour qu'on lui désigne la maison d'arrêt, afin qu'il s'y rende tout de

(1) *Moniteur universel* (n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 89, col. 3). D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 141), l'*Auditeur national* (n° 385 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 4) et les *Annales patriotiques et littéraires* (n° 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1291, col. 2) rendent compte du rapport de Voulland dans les termes suivants :

## I

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

Un membre du comité de Sûreté générale annonce que le citoyen Peyre, du nombre des députés mis en état d'arrestation pour avoir signé les protestations contre les journées des 31 mai et 2 juin dernier, qui n'était point chez lui, mais à sa campagne, lors du décret, s'est rendu au comité de Sûreté générale et a demandé qu'on lui désignât une maison d'arrêt, en observant qu'il était sujet à des attaques d'épilepsie, maladie qui se communique, ce qui l'oblige de demander une maison particulière. Au surplus, le citoyen Peyre, proteste que sa signature lui a été surprise, ainsi qu'à son collègue Maisse; qu'il a demandé plusieurs fois à la retirer, et qu'il la désavoue formellement.

La Convention assigne dans le Luxembourg une maison d'arrêt au citoyen Peyre.

## II

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

Un membre du comité de Sûreté générale fait part à la Convention que Peyre, député des Basses-Alpes, mis en arrestation par le décret du ... est attaqué d'une maladie qui l'obligeait de demeurer à la campagne; qu'il y était lorsque le décret d'arrestation a été lancé contre lui; mais qu'aussitôt qu'il en eut connaissance, il s'est rendu de son propre mouvement au comité de Sûreté générale, où il s'est rétracté de l'adhésion qu'il avait donnée à la protestation des 6 et 19 juin et a avoué qu'il l'avait signée sans savoir ce qu'elle contenait.

La Convention décrète que ce député, attendu son incommodité, sera détenu au Luxembourg.

## III

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires*.

VOULLAND fait ensuite décréter que le citoyen Peyre, député des Basses-Alpes, et à qui les Brissotins et les Girondins ont extorqué sa signature, sera conduit au Luxembourg pour y demeurer en arrestation.

suite, en attendant le rapport général qui sera fait à ce sujet.

La Convention assigne au citoyen Peyre le Luxembourg pour maison d'arrêt.

La citoyenne Texier dénonce un abus de confiance des citoyens Lafarge et Mitouflet, directeurs de la caisse d'épargne.

Renvoi au comité des finances (1).

La citoyenne Bourguignon, épouse d'un défenseur de la patrie, réclame des secours en faveur d'un jeune enfant qu'elle a peine à soutenir.

Renvoyé aux comités des secours et de la guerre (2).

Le citoyen Hequembourg demande à prendre une place d'huissier de la Convention, comme ayant été inscrit sur la liste des candidats dès le mois de juin 1790.

Renvoyé aux inspecteurs de la salle (3).

Le citoyen Lacornée, auteur et administrateur général de la caisse de commerce, demande :

1<sup>o</sup> Mainlevée des scellés apposés sur cette caisse; 2<sup>o</sup> recours contre ses endosseurs; 3<sup>o</sup> qu'il soit autorisé à faire ses opérations, et former sa compagnie sous la surveillance du gouvernement, mais sans sa responsabilité; 4<sup>o</sup> que ses billets soient assujettis à un timbre particulier, dans la proportion de 1 0/0.

Renvoyé au comité et à la commission des finances (4).

Le citoyen Bonjean, appelé pour voler à la défense de la patrie, recommande un malheureux frère difforme et infirme, qu'il nourrissait de ses épargnes; comme son écriture est bonne, il demande une place dans quelques bureaux.

Renvoyé aux inspecteurs de la salle (5).

Suit la lettre du citoyen Bonjean (6) :

*Aux citoyens composant la Convention nationale.*

« Citoyens représentants,

« Permettez, s'il vous plaît, que le nommé Joseph Bonjean ait l'honneur de vous faire ses très humbles représentations.

« Les dangers de ma patrie m'appellent à sa défense; j'y vole avec l'ardeur d'un vrai républicain, mais je laisse un frère que sa difformité empêche de partager ma gloire. Je le nourrissais de mes petites épargnes, je me faisais un devoir de lui servir de père, et je le vois à la veille de manquer de tout.

« Pères de la patrie, vous voyez son écriture; au nom de l'humanité, je vous supplie de lui

accorder une place dans quelque bureau, ou un autre moyen d'exister afin qu'en mon absence il puisse gagner sa vie. Ma reconnaissance ne finira qu'avec moi.

« J. BONJEAN.

« Au café de la Marine, rue Croix-des-Petits-Champs, près la place des Victoires, ce 8<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II de la République française. »

Les cordonniers fournisseurs des armées adressent leur pétition tendant à ne pas être payés des marchandises qu'ils ont fournies d'après la loi du *maximum*, attendu qu'ils ne sont point accapareurs.

Renvoyé au comité des marchés (1).

Jacques-Nicolas Pallette réclame des secours en faveur de sa mère, chargée de 4 enfants, dont les plus forts servent sous les drapeaux de la République; il lui serait bien doux, dit-il, d'emporter la certitude que la somme de 200 livres lui sera conservée, non seulement comme mère d'un patriote mort au service de la patrie, mais comme mère de 4 enfants, qui feront tous leurs efforts pour la sauver ou mourir en la défendant.

Renvoyé au comité des secours (2).

Les citoyennes Régeau réclament également des secours, comme étant privées de leurs maris qui combattent aux frontières.

Renvoyé au ministre de l'intérieur (3).

Les citoyens de la ville des Sables exposent que la dénomination de la guerre de la Vendée est une dénomination qui fait rougir des républicains qui défendent leur pays avec courage; cette dénomination, disent-ils, ne peut être d'accord avec la géographie et l'histoire : étudions en effet la guerre de la Vendée, à Machecoul, à Saumur et à Thouars; si l'historien est fidèle, il dira que les premiers ateliers d'armes des rebelles s'établirent à Clisson, département de la Loire-Inférieure, et que les premiers attroupements eurent lieu dans les marchés du même département. Nous demandons : 1<sup>o</sup> le changement du mot de Vendée, parce qu'une fausse dénomination ne nous appartient pas; 2<sup>o</sup> que vous nous donniez les ordres et les moyens de faire les fortifications absolument nécessaires à la conservation de la ville des Sables; 3<sup>o</sup> que les citoyens Lainé et de Lange, naguère marins de la République, et maintenant ses soldats dans l'armée de Cartaux, reçoivent dans la marine l'avance que mérite leur courage.

Tous les citoyens composant la Société populaire de la même ville, expriment le même vœu et ils offrent en même temps la copie imprimée d'une lettre datée de Marseille le 1<sup>er</sup> septembre dernier, et écrite par Théodore Lainé à son père.

Renvoyé aux comités de Salut public et de marine réunis (4).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 248.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 249.

(3) Ibid.

(4) Ibid.

(5) Ibid.

(6) Archives nationales, carton C 360, dossier 5.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 249.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 250.

(3) Ibid.

(4) Ibid.



*Suit le compte rendu de l'admission à la barre des citoyens de la ville des Sables d'après le Bulletin de la Convention (1).*

Une députation de la Société populaire des Sables a été admise à la barre.

L'orateur a prononcé le discours suivant :

Citoyens représentants,

Les Sablais sans-culottes nous ont députés vers vous pour vous porter leurs vœux et leurs réclamations. Ils nous ont investis de leurs pouvoirs; ils nous ont honorés de leur confiance; mais ils ont attaché une si haute importance au premier de leurs vœux, qu'ils ont eux-mêmes voulu être les rédacteurs et les signataires des expressions qui le constatent. Nous allons vous les transmettre.

Les Sablais, réduits à leurs propres forces, aidés seulement de 600 de leurs frères de l'île de Ré, ont fait mordre la poussière à plusieurs centaines de brigands sous les murs de la ville des Sables. Déjà nous avons démontré l'importance de cette place, environnée de quatre départements rebelles, propres à favoriser l'introduction des ennemis étrangers sur le territoire de la République, et par là même l'objet de la convoitise des brigands, qui l'ont deux fois inutilement assailli. Mais les brigands, vainqueurs des Sables, n'y trouveraient que des décombres et des cadavres. Nous venons, avec des plans et des projets, vous proposer des moyens de défense.

Nos commettants ont attaché une grande importance au succès des réflexions que nous avons à vous transmettre, sur la dénomination de la guerre de la Vendée, dénomination qui fait rougir de leur pays, des républicains qui le défendent avec courage, dénomination qui ne peut être d'accord avec la géographie et l'histoire.

Les premiers ateliers d'armes rebelles s'établirent à Clisson, département de la Loire-Inférieure. Les premiers attroupements eurent lieu dans les marchés du même département. Là se trouvent les antiques barrières qui séparaient jadis nos provinces comme des états ennemis. Là, le régime prohibitif entassait les commis des douanes, l'armée des traitants, les contrebandiers à côté des gardes-chasses, troupes également mécontentes sur le sol de la liberté, également habiles tyroliens, également disposées et habituées à tyranniser le paysan, qui, dans sa frayeur, a dit, comme au lit de la mort, tout ce que le prêtre a voulu qu'il dise.

De là sont parties des hordes de brigands qui ont commis à Machecoul, toujours département de la Loire-Inférieure, des horreurs seules faites pour figurer dans les pages sanglantes de l'histoire des prêtres. Ce sont ces prêtres et leurs dignes satellites qui ont entraîné, par la force dans leur rébellion, les paysans de la Vendée.

Nous nous résumons en demandant : 1<sup>o</sup> que vous restiez à votre poste jusqu'à la paix; 2<sup>o</sup> que vous nous accordiez des ordres et des moyens de faire les fortifications absolument nécessaires

à la conservation de la ville des Sables à la République; 3<sup>o</sup> que la guerre, dite de la Vendée, s'appelle la guerre de l'Ouest, ou mieux, la guerre de Saint-Philbert; 4<sup>o</sup> que notre département reçoive un autre nom; 5<sup>o</sup> que Lainé et Delange, naguère marins de la République, maintenant soldats dans l'armée de Carteaux, reçoivent, dans la marine, l'avancement que mérite leur courage.

Et nous ne croyons mieux terminer qu'en vous répétant, avec nos concitoyens et en leur nom, le serment de maintenir la République, une et indivisible, de ne jamais plier sous le joug des tyrans, de plutôt mourir que de reconnaître d'autre maître que la loi, et d'autres lois que celles émanées des représentants du peuple souverain.

Le Président a répondu, et les pétitionnaires ont été admis aux honneurs de la séance.

La Convention a renvoyé au comité de Salut public la partie de la pétition qui concerne la défense de la ville des Sables, et au ministre de la marine, pour l'avancement des deux marins ci-dessus dénommés.

Les citoyens composant la commune de Mandeville, district de Louviers, département de l'Eure, invitent la Convention nationale à avoir les yeux ouverts sur la cupidité des cultivateurs. « Nous pourrions à peine subsister, disent-ils, dix mois de l'année, si des commissaires réguliers d'Elbeuf et de Louviers ne contraignaient ces mêmes cultivateurs à approvisionner les halles et marchés de leur ville. »

Renvoyé à la commission des subsistances et d'agriculture réunis (1).

Plusieurs citoyens volontaires de Paris demandent une augmentation de paye; on passe à l'ordre du jour (2).

*Suit le texte de la pétition (3) :*

« Représentants du peuple français,

« Votre décret du 23 août a appelé les jeunes citoyens de la première réquisition à la défense de la patrie. Vous les avez vus se lever aussitôt pour sauver la chose publique; vous les avez entendus vous demander avec ardeur de fixer l'instant de leur départ, et jurer d'exterminer les tyrans et leurs satellites. Des armes, se sont-ils écriés, et nous partons. Eh bien ! législateurs, nous venons aujourd'hui, au nom de la majorité des sections de Paris que nous représentons, vous observer que ces citoyens ont quitté au même instant leurs occupations et conservé leurs logements respectifs en attendant leur casernement, ce qui a forcé nombre d'eux à contracter des dettes.

« Nous vous observons qu'obligés de vivre individuellement et de se procurer leur nécessaire, la modique somme de 25 s., vu la cherté excessive des denrées ne peut suffire à leurs besoins. Pour vous en convaincre, législateurs, il suffit de vous dire que ces courageux ré-

(1) *Supplément au Bulletin de la Convention* du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793). D'autre part, voyez ci-après, annexe, p. 377, le compte rendu de l'admission à la barre de la députation des Sables, d'après divers journaux.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 251.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 251.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.

publicains casernés dans Paris, manquent des objets essentiels pour y vivre en commun, et que ceux casernés aux environs sont obligés de revenir à Paris pour s'y nourrir à meilleur marché, attendu qu'on leur demande trois livres dans les auberges des lieux de leur casernement.

« Nous vous observons encore que les citoyens de la force armée de Paris reçoivent une solde de 40 s. par jour; nous vous demandons le même traitement pour nos jeunes citoyens, à compter du 10 septembre dernier, jusqu'au jour où, remplissant leur vœu, vous leur indiquerez le poste où la patrie les appelle.

« D'AIRES, président des commissaires réunis; TOURNÉ, secrétaire. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Les commissaires des 48 sections de Paris demandent que la paie des jeunes citoyens en réquisition soit portée à 40 sous jusqu'au moment de leur départ.

(1) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 86, col. 2). D'autre part, le *Mercury universel* (21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 189, col. 2), l'*Auditeur national* (n<sup>o</sup> 385 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 5) et le *Journal de la Montagne* (samedi 12 octobre 1793, p. 956, col. 1) rendent compte de l'admission à la barre des commissaires des 48 sections de Paris dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE RENDU du *Mercury universel*.

Des pétitionnaires qui se disent de la majorité des sections de Paris exposent que les jeunes gens en réquisition, n'étant pas casernés, ont été obligés de contracter des dettes. Ces pères de famille réclament que, jusqu'au casernement, il soit accordé une augmentation de paie à leurs jeunes fils en réquisition.

Des murmures accueillent cette demande, et l'Assemblée décrète qu'il sera donné lecture aux pétitionnaires de la pétition des citoyens requis de Neuilly et Clichy-la-Garenne.

Le décret est exécuté.

#### II

##### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

Les commissaires des 48 sections de Paris exposent que la paie de 25 sous, accordée aux jeunes gens en réquisition, est insuffisante pendant qu'ils seront à Paris. Ils demandent que leur solde soit augmentée.

Duchem. Pour l'instruction des commissaires, je demande qu'il leur soit fait lecture des discours des jeunes gens de Neuilly et de Clichy-la-Garenne.

Un secrétaire fait lecture de ce discours qui a été vivement applaudi.

Les commissaires ont été invités aux honneurs de la séance.

#### III

##### COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne*.

Les commissaires de la majorité des sections de Paris viennent solliciter une indemnité de 40 sols par jour, en faveur des jeunes gens de la première réquisition, jusqu'à leur départ pour la frontière.

Un membre demande qu'on donne aux pétitionnaires lecture de l'adresse des jeunes gens de Clichy-la-Garenne.

Elle est lue en effet, et les tribunes applaudissent vivement à la leçon.

Duchem. Je demande pour l'instruction des pétitionnaires qu'on leur lise la pétition des jeunes gens de Clichy-la-Garenne et de Neuilly. (On applaudit.)

Un secrétaire lit cette pétition.

(Suit un extrait de l'Adresse des volontaires de Clichy-la-Garenne et de Neuilly, que nous avons insérée ci-dessus, page 362).

Les citoyens sans-culottes, fournisseurs des armées, demandent le paiement des marchandises qu'ils versent journellement dans les magasins de l'Administration; ils demandent en outre que la loi sur le maximum ne frappe point sur les marchandises qu'ils ont en magasin.

Renvoyé au comité des marchés (1).

#### COMPTE RENDU du *Mercury universel* (2).

Des sans-culottes, fournisseurs des armées, sont admis.

L'orateur. Citoyens représentants, les mesures proposées par votre comité des Marchés, et que la Convention a adoptées, paraissent contrares au bien de la République et au service des armées.

1<sup>o</sup> Vous avez décrété que toutes marchandises de première nécessité seraient taxées d'après le cours de 1790, et auraient pour maximum un tiers en sus.

2<sup>o</sup> Que les versements faits dans les magasins de la République seront aussi sujets à la réduction.

La Convention a déclaré en principe que la loi ne peut avoir d'effet rétroactif. Eh bien, le comité des marchés détruit ce principe et annule les engagements les plus sacrés.

Nous sommes soumissionnaires envers la République pour les fournitures des armées. Pour remplir nos engagements nous nous sommes soumis aux peines que les administrateurs et le ministres nous ont imposées. Ils y ont aussi soumis la nation. Nous devons donc exécuter réciproquement nos conventions doubles et sacrées.

Qu'est-il arrivé? Qu'un fournisseur, qui a besoin de marchandises, s'est servi de ses connaissances et de son industrie pour acheter ce qui lui était nécessaire. Ces marchandises n'ont été vendues et prêtées en confiance aux fournisseurs, que sous celle que ce dernier remplira ses engagements à fur et mesure qu'il livrera et qu'il recevra. Si vous rétrogradez sur ces engagements, vous faites rétrograder la loi et perdre le crédit.

Vous avez décrété, sauf rédaction, des propositions, qui attaquent directement les fournisseurs; le rapport de la rédaction n'a pas été fait, et la loi n'a pas été promulguée; elle n'a donc pu jusqu'à présent être mise à exécution dans un sens désavantageux pour le fournisseur. Or pourquoi aujourd'hui, en versant dans les magasins les marchandises confectionnées, ne peut-on en recevoir le paiement? L'administration de

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 251.

(2) *Mercury universel* (21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 190, col. 1).



l'habillement, équipement et campement refuse de régler ces versements, quoique l'inspection en soit légalement faite, sous prétexte que c'est par ordre du comité des Marchés.

Les lois doivent être justes; elles sont sacrées pour nous; nous en jurons le maintien et la plus entière exécution; mais nous sommes des fournisseurs sans-culottes, et en républicains libres, nous réclamons l'exécution de nos conventions. Nous sommes engagés sous des conditions et si, en les remplissant, nous sommes opprimés, et si la nation ne remplit pas aussi envers nous ses engagements, nous avons droit de récriminer.

Prenez, législateurs, les mesures les plus sévères pour réprimer les abus; ôtez les moyens de les propager; mais ne confondez pas le fournisseur de bonne foi avec l'accapareur avide qui s'enrichit des malheurs de la patrie, et qui s'abreuve du sang et des sueurs des sans-culottes. Fixez un temps pour l'écoulement des matières premières qu'ont en magasin les fournisseurs de la République; qu'elles soient constatées par les commissaires des accaparements sur la demeure de chacun des fournisseurs, et que le prix de soumission soit fixé à la consommation des marchandises achetées avant la loi.

Les ateliers ne pourraient se soutenir si vous retardiez longtemps à prononcer sur nos réclamations. Le refus de nous payer en serait la cause, et faute de pouvoir remplir nos engagements, vous nous forcerez de provoquer des faillites involontaires qui jetteraient sur nous l'infamie la mieux méritée.

Renvoyé au comité des marchés.

La citoyenne Joigny, dont le mari a été fait prisonnier à la prise de Condé, demande des secours pour la faire subsister, ainsi que 2 enfants, dont 1 est au berceau.

Renvoyé au comité des secours (1).

Jean Goebel, citoyen français, dont l'épouse est Anglaise, et qui en cette qualité vient d'être mise en arrestation, conformément à la loi sur les Anglais, sollicite une exception en sa faveur.

On passe à l'ordre du jour (2).

Suit la pétition de Jean Goebel (3).

« Citoyens représentants,

« Accablé sous le poids de la douleur, le citoyen Goebel ne peut que vous présenter ses trois enfants pour toucher votre âme sensible. Ils viennent réclamer près de vous la liberté de leur mère qui, frappée du décret rendu hier contre les Anglais, vient d'être conduite au comité de la section des Piques et est sur le point d'être transférée ailleurs, pour jeter son infortuné mari et ses enfants dans le comble du malheur, si vous ne daignez faire valoir en sa faveur l'exception que vous-même avez ajoutée à votre décret et qui parle pour cette tendre mère.

« Oui, citoyens représentants, c'est cette mère infortunée, portant sous son sein le quatrième enfant, et qui, depuis plus d'un an que son mari

est jeté dans l'inaction, travaille jour et nuit pour venir au secours de ses enfants, et j'ose ajouter que, si ces tendres soins sont un titre à votre bienfaisance, ceux du patriotisme le plus pur et d'un séjour de près de six ans en France, ne sont pas moins faits pour vous engager à rendre une tendre mère à ses enfants et une femme respectable à son époux.

« Si, cependant, contre toute attente, vous ne pouviez accueillir pleinement ma demande, veuillez du moins ordonner, citoyens représentants, que mon épouse soit gardée à vue chez elle, et je vous offre pour garants de sa sûreté toutes ces braves citoyennes que les cris de l'humanité et de l'innocence souffrante ont amenées à votre barre.

« Jean GOEBEL. »

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (3).

Une Anglaise, qui depuis six ans a épousé un Français, qui a plusieurs enfants, dont le mari a donné des preuves de civisme, réclame que la loi portée contre les Anglais ne lui soit point applicable.

**Maribon-Montaut.** La constitution déclare citoyen français un étranger qui épouse une Française, à plus forte raison une Anglaise doit-elle être naturalisée française lorsqu'elle a épousé un Français. D'après cela, je demande que l'Assemblée déclare que la citoyenne dont il s'agit n'est pas dans le cas de la loi.

**Duhem.** Je m'y oppose. La constitution ne peut arrêter l'exécution des lois révolutionnaires. La loi doit être sans exception. Je demande l'ordre du jour (*Adopté*).

Les marayeurs de Paris prient la Convention nationale de les dispenser de la réquisition des chevaux; il leur est impossible de se passer de voitures pour le poisson salé, et surtout pour les harengs, dont le débit qui se fait à Paris, influe singulièrement sur la diminution du prix des autres comestibles.

Renvoyé aux comités de commerce et des subsistances réunis (1).

Louis Calas, se disant le dernier rejeton de l'infortuné Jean Calas, de Toulouse, demande une interprétation de la loi relative aux Anglais, en faveur de son épouse, qui n'a aucun parent en Angleterre, ni aucune espèce de correspondance avec ce pays.

On passe à l'ordre du jour (2).

Suit la pétition de Louis Calas (3).

A la Convention nationale.

« Législateurs,

« Un décret, rendu dans votre sagesse, a ordonné que tous les Anglais, leurs femmes et

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 251.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 251.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.

(1) *Mercur universel* (21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 191, col. 1).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 252.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.

leurs enfants seraient mis en arrestation, mais votre intention n'a pu être de comprendre dans cette proscription momentanée, nécessaire par les circonstances, les Anglaises mariées à des Français.

« Louis Calas, dernier rejeton du sang de l'infortuné Calas, de Toulouse, avait cherché un asile dans cette terre dont les stupides et féroces habitants, à force de vanter leur prétendue liberté, en avaient imposé aux hommes les plus éclairés de l'Europe. J'y ai langui vingt-cinq ans, en faisant des vœux pour la régénération de ma patrie. Sitôt que l'œuvre de la liberté a lui pour elle, j'ai brûlé du désir de revenir parmi mes frères. Une femme vertueuse et sensible, qui n'a d'autre tort que d'être née chez un peuple ennemi des droits de l'humanité, a uni son sort au mien. Elle a partagé mes chagrins et m'en a consolé. Pouvais-je, législateurs, sans être un barbare, ne lui pas faire partager les bienfaits de la liberté? Je l'ai donc amenée en France. Elle n'a point de parents en Angleterre, ou du moins elle n'y en connaît pas. Elle n'a aucune sorte de correspondance avec son pays natal, et je jure que je ne souffrirais pas qu'elle en eût, quoique je puisse vous assurer qu'elle est unie de cœur à notre glorieuse révolution dont elle faisait l'éloge même avant d'avoir posé le pied sur le sol libre de la France républicaine.

« J'ose croire, législateurs d'un peuple libre, qu'il est de votre justice d'interpréter la loi que vous avez rendue, et de laisser jouir mon épouse du bonheur qu'elle a désiré en adoptant pour patrie celle de son mari. Ses vertus douces et aimables la rendent digne de vous intéresser, et je viens avec confiance la mettre sous votre protection.

« LOUIS CALAS, employé dans les bureaux de la guerre, rue des Bourdonnais, 12, vis-à-vis celle des Mauvaises-Paroles.

« Ce 20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an deuxième de la République une et indivisible. »

#### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (1).

Des anciens sujets du roi de la Grande-Bretagne, naturalisés en France, protestent de leur patriotisme et demandent à être exceptés de la loi qui les met en état d'arrestation et ordonne la confiscation de leurs biens.

**Bourdon (de l'Oise).** Il faut que tout Français entre en fureur quand il entend parler d'un Anglais. L'ordre du jour.

La Convention nationale passe à l'ordre du jour.

L'épouse du citoyen Laveaux réclame contre l'arrestation de son mari; elle rappelle à cet effet tous les services qu'il a rendus, en prêchant la sainte insurrection du 10 août, en faisant arrêter et interroger les favoris de Louis Capet, en les condamnant à la mort au tribunal du 17 août.

Renvoyé au comité de sûreté générale (2).

(1) *Journal de Perlet* (n° 385 du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 91).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 252.

#### COMPTE RENDU du *Mercur universel* (1).

L'épouse du citoyen Laveaux, président du tribunal du 17 août, réclame contre l'incarcération de son mari. « Il a toujours, dit-elle, servi la cause de la liberté; son patriotisme ne fut jamais suspect. »

L'on réclame l'ordre du jour sur ce que l'Assemblée a décrété que les motifs des arrestations seront examinés.

La pétition est renvoyée au comité de sûreté.

Le comité de surveillance de la section de la Cité, demande que l'affreux tyran, par les ordres duquel le représentant du peuple Beauvais a été supplicié, que George, roi d'Angleterre, soit mis hors des lois de l'humanité; qu'enfin il soit donné 1 million à celui qui, frappant ce monstre couronné, purgera la terre du plus grand des scélérats; et si le vengeur de l'humanité périt, le million sera donné à sa famille.

On passe à l'ordre du jour (2).

Suit le texte de la pétition (3).

Comité de surveillance du département de Paris, séant au collège des Quatre-Nations.

« Du 20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

☞ Citoyens représentants,

« Nous venons, au nom de l'humanité, vous demander vengeance d'un crime qui doit révolter tous les peuples de la terre. Le représentant d'une nation a toujours été inviolable, même au milieu de ses ennemis, cependant, au mépris des droits les plus sacrés et les plus respectés, les Anglais viennent de faire périr, à Toulon, par un supplice infâme, le représentant de la nation française.

« Nous demandons que l'affreux tyran, par les ordres de qui ce crime a été commis, que Georges, roi d'Angleterre, soit mis hors des lois de l'humanité, et que vous décrétiez qu'il sera donné un million à celui qui, frappant ce monstre couronné, purgera la terre du plus grand scélérat, et si le vengeur de l'humanité périt, le million sera donné à sa famille.

« MOISSARD, président;  
CHERGET, secrétaire. »

(1) *Mercur universel* (21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 191, col. 1), d'autre part, l'*Auditeur national* (n° 385 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 4), rend compte de la pétition de la citoyenne Laveaux dans les termes suivants :

« La femme du citoyen Laveaux, substitut du procureur de la commune du 10 août et membre du tribunal extraordinaire du 17 du même mois, expose que son mari vient d'être mis en arrestation comme suspect, quoiqu'il ait donné, dit-elle, des preuves constantes de son patriotisme. Elle sollicite son élargissement.

« L'Assemblée passe à l'ordre du jour. »

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 252.

(3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 700.



COMPTE RENDU du *Mercur universel* (1).

Des pétitionnaires viennent demander qu'il soit donné un million à celui qui apportera la tête de Georges, roi d'Angleterre. (*Murmures.*)

Duhem. Donnez un poignard aux pétitionnaires.

Les jeunes citoyens composant la 3<sup>e</sup> compagnie de la section de la Cité, annoncent qu'ils ont reçu une lettre par laquelle on les invite à tomber sur les clubs jacobins et cordeliers, pour rendre à la France son repos, sa félicité et sa première splendeur.

Renvoyé au comité de sûreté générale, et insertion de la lettre au « Bulletin » (2).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

Les jeunes gens de la troisième compagnie de la section des Droits de l'homme, viennent dénoncer une lettre qui leur a été écrite pour les porter à tourner leurs armes contre les jacobins et la Convention nationale. Nos principes sont invariables, dit l'orateur, et nous aurions enseveli cette lettre dans l'oubli du mépris, si nous n'avions pensé qu'il était intéressant pour le salut public d'en rechercher les auteurs. Légis-

(1) *Mercur universel* (21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 191, col. 1). D'autre part, le *Journal de Perlet* (n<sup>o</sup> 385 du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 91), rend compte de la pétition de la section de la Cité dans les termes suivants :

« Un citoyen demande que Georges, roi d'Angleterre, première cause de la trahison infâme de Toulon et de la mort cruelle des représentants du peuple Bouille et Beauvais, soit mis hors des lois de l'humanité et qu'un million soit donné en récompense à celui qui délivrera la terre de ce tyran. »

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 252.

(3) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 88, col. 2). D'autre part, l'*Auditeur national* (n<sup>o</sup> 385 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 3) et les *Annales patriotiques et littéraires* (n<sup>o</sup> 285 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 1294, col. 1), rendent compte de l'admission à la barre de la troisième compagnie de la section de la Cité dans les termes suivants :

## I.

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

Une compagnie des jeunes gens de la section des Droits de l'homme dépose sur le bureau une lettre dans laquelle on l'engage à tourner ses armes contre les Jacobins, les Cordeliers et la Convention. Ces braves républicains expriment en termes énergiques l'horreur que cet écrit a excitée parmi eux, et demandent à partir. Applaudi, mention honorable et insertion au *Bulletin*.

## II

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires*.

Les jeunes gens casernés à l'Estrapade déposent une lettre anonyme dans laquelle un scélérat les invite à tourner leurs armes contre la patrie, en massacrant les membres de la Convention et tous les Jacobins.

Cette missive est renvoyée au comité de Sûreté générale.

lateurs, restez à votre poste pour sauver la patrie. Comptez sur notre courage, nous reviendrons chargés de lauriers, et si vos travaux sont dignes de notre reconnaissance, vous les partagerez avec nous. (*On applaudit.*)

La lettre dénoncée est renvoyée au comité de Sûreté générale.

Un de ces pétitionnaires déclare que son camarade vient d'être remboursé d'une somme de 300 livres, à face royale; il demande des assignats républicains en échange.

## On passe à l'ordre du jour (1).

Le citoyen Amelot, administrateur des domaines nationaux, demande un local dans un domaine non susceptible d'être vendu ou loué, en faveur du citoyen Clareton, qui se propose de donner des leçons publiques de musique.

## On passe à l'ordre du jour (2).

## Suit la lettre du citoyen Amelot (3) :

L'administrateur des domaines nationaux, au citoyen président de la Convention nationale.

« Paris, le 19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

## « Citoyen président,

« Un décret du 6 juillet dernier, a autorisé le pouvoir exécutif, à donner au citoyen Clareton un local dans un domaine non susceptible d'être vendu ou loué, pour y donner des leçons publiques de musique. Il a été reconnu que ce local ne pourrait se trouver que dans une propriété nationale susceptible de vente ou de location. Le citoyen Clareton propose de lui accorder l'église de la ci-devant maison conventuelle de la Conception, avec différentes pièces qui en dépendent. Le tout est loué à la citoyenne Jousserando qui consentirait à la distraction de ces objets moyennant une diminution sur le prix de son bail, du montant de l'estimation de leur valeur locative, estimation qui a été portée à 3,000 livres par l'architecte de la régie nationale de l'enregistrement et des domaines.

« Soit qu'il paraisse convenable d'admettre la demande du citoyen Clareton, soit qu'il y ait lieu de lui accorder un local qui serait moins précieux que celui-ci, dans toute autre propriété nationale susceptible d'être vendue ou louée, il semble également nécessaire qu'un nouveau décret étende à cet effet l'autorisation que celui du six juillet dernier a limitée aux objets non susceptibles de vente ou de location.

« Je vous prie, citoyen président, de vouloir bien mettre cet objet sous les yeux de la Convention dont je ne puis qu'attendre la détermination pour ou contre la proposition actuelle du citoyen Clareton.

« AMELOT. »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 253.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 253.

(3) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 692.

Le ministre de la marine et des colonies adresse la liste (1) des officiers civils et militaires qui devaient se trouver à Toulon lors de la trahison de cette ville; l'impression des listes et le renvoi au comité de Salut public sont décrétés (2).

Le citoyen Lebrun demande que son épouse, reconnue par une collection de 500 tableaux sortis de son pinceau, et qui se trouve maintenant à Naples, où elle a fini le portrait du célèbre Paisiello, envoyé de Naples à Paris il y a deux ans, soit exceptée de la liste des émigrés.

On passe à l'ordre du jour (3).

*Suit la pétition du citoyen Le Brun (4).*

« Citoyens législateurs,

« En déclarant la guerre aux despotes, en vouant à l'infamie et à la mort les Français assez lâches pour abandonner leur patrie, et assez coupables pour s'armer contre elle, vous avez prononcé dans les lois relatives à ces derniers des exceptions en faveur des artistes (Lois des 8 avril 1792, art. 6; 30 octobre 1792, article 1<sup>er</sup>; 28 mars 1793, article 8, section 4; 27 juillet 1793, relative à Brongniard, architecte). Je viens en homme libre réclamer l'exécution de ces lois, méconnues à l'égard de ma femme, de la citoyenne Lebrun, membre de la ci-devant académie de peinture. Toujours occupée de son art, et toujours attaquée par la médiocrité ou par l'envie, elle ne répondait à leurs atteintes que par des chefs-d'œuvre : plus de cinq cents tableaux sont sortis de son pinceau, et si par son état, elle était appelée à voir ce qu'on appelait si improprement des grands, née dans la classe utile et honorable du peuple, elle en conserva toujours les principes. C'est par suite de son amour pour son art qu'elle est partie pour l'Italie, au mois d'octobre 1789; elle allait s'instruire et se perfectionner : l'univers, en effet, n'est-il pas l'école de l'artiste, le peintre, surtout, n'a-t-il pas besoin d'observer les différents peuples dans leurs usages, dans leurs mœurs, dans leurs costumes? Elle n'a donc voyagé que pour son art, et elle l'a prouvé par les tableaux qu'elle a faits en Italie, par le portrait du célèbre Paisiello, qu'elle envoya de Naples à Paris, il y a deux ans et qui, à cette époque, fut exposé au salon du Louvre.

« Citoyens législateurs, c'est quelque temps après cette exposition qu'elle a été comprise dans la liste des émigrés; je me suis pourvu contre cette erreur du directoire du département, et lorsque j'attendais justice, un arrêté émané du conseil général a déclaré que la citoyenne Lebrun serait considérée comme émigrée, attendu qu'il n'était pas notoirement connu que ce fût pour des motifs relatifs à son art qu'elle se fût absentée de la République.

« Mais quel acte de notoriété pouvait-on exiger qui fût plus authentique que le choix du pays habité par la citoyenne Lebrun, que le tableau qu'elle a envoyé de Naples à Paris,

que le portrait de Paisiello exposé, il y a deux ans au salon du Louvre?

« La citoyenne Lebrun n'a pu jouir longtemps des bienfaits d'une révolution à jamais mémorable, mais dès les premières lueurs du beau jour qui éclaire la France, elle a donné des preuves de dévouement à son pays. Elle était du nombre des femmes artistes qui firent hommage de leurs bijoux à l'Assemblée nationale constituante, et qui, lorsqu'elles imitaient la générosité des dames de Rome en abandonnant ces superfluités, annonçaient à l'Europe que bientôt les Françaises s'élèveraient jusqu'à l'énergie des citoyennes de Sparte, en vouant leurs enfants à la défense de la République.

« Citoyens législateurs, la moindre atteinte portée aux lois prend le caractère de l'injustice et dans leurs faveurs comme dans leurs rigueurs la justice est l'essence suprême des lois; j'avais invoqué celles qui étaient favorables à la citoyenne Lebrun, on ne m'a point écouté; je m'adresse à vous, je serai plus heureux, sans doute, j'en ai pour garant votre équité, la reconnaissance attachée à vos glorieux travaux et les droits de la citoyenne Lebrun.

« Ce..... octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« LE BRUN. »

COMPTE RENDU du *Journal des Débats*  
et des *Décrets* (1).

On lit une lettre de la citoyenne Lebrun qui se plaint d'avoir été placée sur la liste des émigrés et demande à en être rayée.

Cette pétition est écartée sur l'observation d'un membre que l'aristocratie de cet artiste et ses liaisons avec Calonne sont notoires.

Le lycée des Arts invite la Convention à envoyer des commissaires à l'ouverture de l'assemblée publique de son directoire.

La Convention décrète qu'il y aura une députation de 12 de ses membres (2).

*Suit l'invitation du lycée des Arts (3).*

LYCÉE DES ARTS

*A la Convention nationale.*

« Citoyens législateurs,

« L'administration générale du lycée des Arts a la faveur de vous faire part que l'assemblée publique de son directoire aura lieu le 22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française, et de vous inviter à y envoyer des commissaires, ainsi que la Convention a bien voulu le faire jusqu'à présent.

« Pour et au nom du directoire :

« Charles Désandrai; JOUAN;  
GERVAIS, administrateurs.

« Ce 10 octobre (vieux style), 19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II.

(1) Nous n'avons pas pu découvrir cette liste, bien que l'impression en ait été ordonnée par la Convention.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 253.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 253.

(4) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 142).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 253.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 711.



COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Les professeurs du Lycée et des Arts prient la Convention d'envoyer une députation pour assister à la distribution des prix qui doit avoir lieu le 22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois, au Lycée, Palais d'Égalité.

L'Assemblée nomme une députation de douze membres.

Sur la proposition d'un membre du comité de la guerre [GOSSUIN (2)],

« La Convention décrète que Alquier et Fous-sedoire se rendront, en qualité de représentants du peuple, au lieu et place de Projean et Dupuy, le premier à Rouen, et le second à Saverne, pour surveiller l'exécution du décret relatif à une levée extraordinaire de chevaux dans l'étendue de la République, et qu'ils sont revêtus à cet effet de pouvoirs illimités (3). »

Sur la proposition d'un membre du comité de Salut public [BARÈRE (4)],

« La Convention décrète que les représentants du peuple près les troupes de la République, dirigées contre Toulon, sont réduits à 4, les citoyens Gasparin, Salicetti, Robespierre jeune et Ricord.

« Les citoyens Charbonnier et Escudier se rendront sur-le-champ dans le sein de la Convention (5). »

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (6).

Sur la proposition du rapporteur du comité de Salut public, l'Assemblée décrète qu'il y aura près de l'armée sous Toulon quatre représentants seulement, savoir : Gasparin, Salicetti, Robespierre jeune et Ricord. Elle rappelle Charbonnier qu'on dit s'être entouré d'hommes suspects et Escudier qui, étant du pays, ne peut remplir cette mission, conformément à la loi.

On donne lecture [BARÈRE (7)] des nouvelles des armées campées sous les murs de Toulon et de Lyon (8).

Suit la teneur d'une lettre du citoyen Hubert, commissaire du pouvoir exécutif à Lyon, et d'une lettre de Gasparin et Salicetti, commissaires à l'armée d'Italie.

Lettre du citoyen Hubert, commissaire du pouvoir

exécutif, datée du quartier général de Sainte-  
Foix sous Lyon, le 9 octobre 1793 (1).

« Citoyens,

« Vous m'avez enjoint, à l'instant de mon départ de Paris, de vous donner des nouvelles sur le siège de Lyon, par un courrier extraordinaire, si j'apprenais des faits d'un grand intérêt sur cette ville rebelle. Le moment ne peut pas se présenter plus favorable qu'à l'instant où je vous écris la présente.

« Hier, 8, à six heures du soir, l'armée de la République s'empara des redoutes et de la partie de la ville nommée Saint-Just : de cette position, l'on peut foudroyer ce qui reste de cette malheureuse cité. A l'instant, les 32 sections ont envoyé 32 députés pour venir implorer la clémence des représentants du peuple réunis au quartier général de Sainte-Foix, lesquels délibèrent dans ce moment, une heure du matin, sur la réponse à faire aux commissaires de Lyon. Mais d'après la position de cette ville, de toutes les circonstances réunies, je puis vous assurer que nous ferons notre entrée aujourd'hui 9, de bonne volonté ou de force; vous pouvez l'assurer au ministre et à la Convention.

« Vive la République! (2).

« Signé : HUBERT, commissaire. »

Gasparin et Salicetti à leurs collègues composant le comité de Salut public (3).

« Ollioules, le 4 octobre.

« Le 1<sup>er</sup> de ce mois, nous vous avons adressé avec empressement une copie de la lettre du général Lapoype, par laquelle il annonçait qu'il s'était emparé des hauteurs de Pharon. Arrivés à Ollioules, nous avons appris que les troupes de la République, qui s'étaient emparées avec tant d'audace de cette montagne et des retranchements, avaient été obligées de les abandonner le soir même, avec quelque désordre, cédant à la grande supériorité des forces ennemies. Les Toulonnais avaient à l'instant été rassemblés au son du tocsin, pour, avec les Anglais et les Espagnols, reprendre ce poste important. Un de nos collègues est parti pour Nice, afin d'en ramener des secours. Nous nous sommes rendus au quartier général pour rassurer les soldats sur cet événement, dont on avait d'abord exagéré la perte. Il résulte des rapports des différents corps, que nous n'avons eu que 30 hommes tués et 80 blessés. Les ennemis, quoique victorieux, ont perdu 250 hommes. Nos troupes se sont bien défendues. S'il y a eu de la lâcheté et de la trahison, ce n'a été que de la part de quelques officiers. Le chef de bataillon Victor, à qui on avait confié ce poste, s'est conduit à merveille, et

(1) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 88, col. 2).

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 253.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 254.

(6) *Annales patriotiques et littéraires* (n<sup>o</sup> 285 du 22 du premier de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 1293, col. 1).

(7) C'est Barère qui donne lecture de ces nouvelles, d'après les divers journaux de l'époque.

(8) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 254.

(1) *Bulletin de la Convention* du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793).

(2) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* (21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 191, col. 1). L'*Auditeur national* (n<sup>o</sup> 385 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 5) et le *Journal de Perlet* (n<sup>o</sup> 385 du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 91).

(3) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 86, col. 3).

dans l'occupation et dans la résistance qu'il a faite; il a été nommé chef de brigade; une voix unanime s'est élevée pour lui.

« Notre position devant Toulon est toujours très avantageuse, à cela près que les Anglais repoussent la position très forte de Pharon; mais nous avons élevé sur la hauteur de... une batterie qui les en chassera, lorsqu'on pourra soutenir cette opération par un bon corps de troupes. Si cela se fait, Toulon sera bientôt à nous.

« Signé : GASPARI, SALICETTI. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

**Barère, au nom du comité de Salut public.** Le ministre de la guerre, ou plutôt un de ses adjoints, a reçu un courrier extraordinaire envoyé par Hubert, commissaire du conseil exécutif dans la partie des armes. Voici la lettre :

(Suit un extrait de la lettre du citoyen Hubert que nous reproduisons ci-dessus d'après le Bulletin de la Convention.)

Voici les dernières nouvelles de Toulon.

(Suit la lettre de Gasparin et Salicetti que nous reproduisons ci-dessus d'après le *Moniteur*.)

Les Piémontais étant entièrement chassés du Mont-Blanc, le comité de Salut public a pris des mesures pour que les forces qu'on pourra distraire de l'armée des Alpes, ainsi que celles de l'intérieur, que la prise de Lyon, actuellement presque assurée, rendra disponibles, se portent sur Toulon, qui, je pense, sera aussi rendu à la République.

Vous avez témoigné une juste sollicitude relativement au rapport que nous devons vous faire sur la Vendée. Le comité cherche la lumière, et il vous doit la vérité. Nous attendons le retour des commissaires que nous avons envoyés pour combiner leurs récits avec les lettres et les correspondances que nous avons.

(1) *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 86, col. 2). D'autre part, l'*Auditeur national* (n° 385 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 5) rend compte du rapport de Barère dans les termes suivants :

« LE PRÉSIDENT allait lever la séance.

« OSSELIN s'y est opposé. On répand, dit-il, dans l'enceinte de la salle, le bruit que Lyon est pris. Je demande que le comité de Salut public soit tenu de nous faire connaître, avant la levée de la séance, la situation de Lyon et de Toulon.

« Le comité de Salut public est mandé.

« BARÈRE paraît à la tribune. Je vais vous faire lecture, dit-il, d'une lettre d'Hubert, envoyé du conseil exécutif à l'armée devant Lyon. Cette lettre est adressée à un adjoint du ministre de la Guerre; elle offre les détails suivants :

(Suivent : 1° un résumé de la lettre d'Hubert que nous reproduisons ci-dessus d'après le Bulletin de la Convention; 2° un résumé de la lettre de Gasparin et Salicetti que nous reproduisons ci-dessus d'après le *Moniteur*.)

Si Lyon a été pris le 9, répond Barère, ainsi que nous le présumons, l'armée qui est devant cette ville renforcera celle de Toulon, qui ne tardera pas succomber sous les efforts des patriotes.

#### Sur la proposition d'un membre [LOUIS (1)],

La Convention décrète que les cartons, de quelque forme ou épaisseur qu'ils puissent être fabriqués, ne seront point exportés à l'étranger (2).

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

N... Vous avez prohibé l'exportation du papier; mais le même décret permet celle du carton. Les matières de cet objet de fabrication allant être taxées, on en exporterait beaucoup sous la forme de gros carton qu'on réduirait ensuite en fusion. Je demande que les cartons soient compris dans la prohibition.

Cette proposition est décrétée.

*Etat des dons patriotiques faits à la Convention nationale, depuis et compris le 15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française, jusques et compris le 20 du même mois, ci-devant 6 octobre 1793.*

Du 15.

La citoyenne Lonlay, ci-devant Villepail, de Paris, a fait don à la patrie d'un étui en or.

Le citoyen Damas-Carlier, de Givet, a fait déposer ses lettres de maître-tailleur en la ville de Reims, dont la finance est de 150 livres.

Le citoyen Avisse, curé d'Auffray [AUFFRAY], district de Dieppe, département de la Seine-Inférieure, a donné pour les frais de la guerre un écu de 6 livres.

Le directoire du département de la Côte-d'Or a envoyé 2,399 liv. 5 s. que la commune d'Aiserey et Potanger lui a remise pour les frais de la guerre. (Cette somme est en assignats.)

Du 16.

Le citoyen Christophe Lefort, garçon de bureau de la Convention, a donné 15 livres en assignats, pour 5 mois de sa soumission volontaire pour les frais de la guerre.

Un citoyen anonyme a donné pour les frais de la guerre une médaille représentant le sacre de feu Louis Capet.

Le citoyen Cretté, ex-député à l'Assemblée législative, a fait parvenir 275 livres en numéraire.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 254.

(3) *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 86, col. 2). D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 142) rend compte de la motion de Louis dans les termes suivants :

« Un membre observe que l'exportation des cartons à l'étranger est très dangereuse, en ce qu'elle rend illusoire l'article de la loi qui met le papier dans la classe des objets de première nécessité, le carton se faisant avec les mêmes matières que le papier. Il propose que l'exportation en soit également prohibée.

« Cette proposition est adoptée. »



raire, pour l'entretien d'un volontaire, qu'il a ci-devant armé et habillé.

*Du 17.*

Le citoyen Deforgues, ministre des affaires étrangères, a fait parvenir pour les retenues des deux quartiers d'avril et de juillet, faites sur les employés des bureaux de son ministère, la somme de 4,313 livres.

*Du 18.*

Le citoyen Gabrielle, garçon de bureau de la Convention, a donné 15 livres en assignats pour les frais de la guerre, pendant les mois d'avril, mai, juin, juillet et août.

Le procureur syndic du district de Montauban a fait parvenir pour les frais de la guerre la somme de 600 livres en assignats, qui lui a été remise par un anonyme.

Le citoyen Foyard, marchand de bois, rue de Sèvres, n° 1046, qui, le 8 mai 1792, s'était engagé à payer 300 livres par an, pour la solde d'un volontaire national, a déposé 375 livres en assignats, pour 5 quartiers.

*Du 19.*

Les citoyens de la commune de Mello ont fait déposer la boîte en argent, qui avait renfermé le cœur de Louise de Budos, seconde femme de Henri I<sup>er</sup>, duc de Montmorency, morte le 25 septembre 1598.

Le citoyen Clamaron, l'ainé, rue du Temple, et son frère, tous deux employés aux postes, le premier à Paris, le second à Bordeaux, ont abandonné deux mois d'une pension annuelle de 400 livres que le Trésor national payait à leur père.

Ils ont déposé 150 livres en écus de 6 livres pour être échangés contre des assignats.

Le citoyen Palissot a déposé une médaille de cuivre, représentant d'un côté l'effigie du tyran, et de l'autre, la nouvelle jonction des deux mers, par le moyen du canal de la Saône à l'Yonne.

Le citoyen Lemarié, commissaire national à Sedan, a fait parvenir par le ministre de la justice un assignat de 50 livres pour les frais de la guerre.

*Du 20.*

Le citoyen Pecaud, chef du 2<sup>e</sup> bataillon du 38<sup>e</sup> régiment d'infanterie, a fait parvenir, par l'intermission du comité de Salut public, un assignat de 50 livres, pour les frais de la guerre (1).

La séance est levée à 4 heures 1/2 (2).

Signé : CHARLIER, président; D. V. LEJEUNE, RAMEL (de l'Indre), VOULLAND, PONS (de Verdun), JAGOT, LOUIS (du Bas-Rhin), secrétaires.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 254 à 256.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 22, p. 256.

**PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS  
AU PROCÈS-VERBAL MAIS QUI SE RAP-  
PROCHENT OU QUI PARAISSENT SE RAP-  
PROCHER A LA SÉANCE DU VINGTIÈME  
JOUR DU PREMIER MOIS DE L'AN II  
(VENDREDI 11 OCTOBRE 1793).**

I

BONGUYOD REND COMPTE DU DÉVOUEMENT PATRIOTIQUE DES JEUNES GENS DU DISTRICT DE SAINT-CLAUDE (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

BONGUYOD. Je vous annonce que 1.100 jeunes citoyens du district de Saint-Claude, département du Jura, se sont rendus à Besançon, brûlant du désir de donner les premiers des preuves de leur amour pour la patrie.

Plusieurs membres annoncent la même disposition dans les jeunes gens de leur département.

II

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR CONSULTE LA CONVENTION SUR LE POINT DE SAVOIR S'IL NE CONVIENT PAS DE FAIRE UNE EXCEPTION A LA LOI QUI ORDONNE L'ARRESTATION DES SUJETS DU ROI D'ANGLETERRE EN FAVEUR D'UN ANGLAIS AVEC LEQUEL LE CONSEIL EXÉCUTIF A PASSÉ UN TRAITÉ POUR LA CONSTRUCTION DE VOITURES DESTINÉES A L'ARMÉE (3).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

Le conseil exécutif avait été autorisé de traiter avec un Anglais pour la confection de voitures de transport pour l'armée, moins dispendieuses que celles dont on se sert actuellement. Au moment où cet Anglais allait réaliser son entreprise, est survenu le décret qui ordonne l'arrestation de tous les sujets du roi Georges. Le ministre de l'intérieur consulte l'assemblée pour savoir s'il ne devrait pas y avoir une exception en sa faveur.

Renvoyé au comité de Salut public.

III

LEGENDRE (DE PARIS) FAIT LECTURE DE DEUX ARRÊTÉS DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

(1) L'hommage rendu par Bonguyod au dévouement patriotique des jeunes gens du district de Saint-Claude n'est pas mentionné au procès-verbal.

(2) *Moniteur universel* (n° 21 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 86, col. 2).

(3) La demande du ministre de l'intérieur n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais on en trouve trace dans le *Moniteur universel* (n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 89, col. 1), dans le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 139), enfin dans l'*Auditeur national* (n° 385 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 4). Ces deux derniers journaux reproduisent à peu près textuellement le compte rendu du *Moniteur*.

(4) *Moniteur universel* (n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 89, col. 1).

DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE ((1).

A.

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (2).

Legendre fait lecture de deux arrêtés des représentants du peuple dans le département de la Seine-Inférieure.

Le premier a pour but d'empêcher le départ des jeunes gens du Havre qui s'embarquent pour les colonies dans le dessein de se dérober à la réquisition. En voici les dispositions :

Les jeunes gens en réquisitions ne pourront s'embarquer pour les colonies, sous peine d'être réputés émigrés.

Les passeports accordés par le conseil exécutif et les administrations sont révoqués.

Les pères, mères, frères, sœurs des jeunes gens qui partiraient, seront regardés comme parents d'émigrés.

Le second concerne les accapareurs. Il requiert la commune du Havre de faire des réquisitions :

Que les perquisitions soient faites de jour ;

Qu'elles aient lieu en même temps dans toutes les sections ;

Que les citoyens qui refuseraient l'ouverture de leurs portes soient réputés suspects et mis en état d'arrestation.

La Convention approuve ces deux arrêtés.

B.

*Extrait du Bulletin de la Convention* (3).

Les représentants du peuple annoncent que l'esprit du Havre est excellent, que plusieurs navires venant de l'étranger apportent journellement du blé dans ce port et que toutes les pré-

(1) La lecture de ces deux arrêtés et leur approbation ne sont pas mentionnées au procès-verbal ; mais on en trouve trace dans le compte rendu de la séance du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793) des journaux suivants : *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 141) ; *Auditeur national* (n° 385 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 3) ; *Journal de Perlet* (n° 385 du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 91) ; *Annales patriotiques et littéraires* (n° 284 du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 1291, col. 1). En outre, le *Bulletin de la Convention* du 10<sup>e</sup> jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793) y fait allusion dans un court extrait que nous insérons ci-après.

Des deux arrêtés, nous n'avons pu découvrir que celui relatif aux accapareurs. Nous l'insérons ci-après.

(2) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 141). D'autre part, le *Journal de Perlet* (n° 385 du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 91), rend compte de l'approbation des deux arrêtés dans les termes suivants :

« LEGENDRE (de Paris), arrivé hier du département de la Seine-Inférieure, pour conférer sur quelques objets intéressants avec le comité de Salut public, communique à la Convention nationale deux arrêtés pris au Havre par ses collègues et lui, tendant à faire sévèrement exécuter les lois sur la réquisition des jeunes citoyens et sur le maximum du prix des grains.

« L'Assemblée leur donne son approbation. »

(3) *Supplément au Bulletin de la Convention* du dernier jour de la seconde décade du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793).

cautions prises mettent les accapareurs dans l'impossibilité de nous nuire sur cette denrée de première nécessité.

La Convention approuve les mesures prises par les représentants du peuple à Evreux et au Havre et renvoie les lettres et leurs arrêtés au comité de sûreté générale.

C.

*Les représentants du peuple français, envoyés par la Convention nationale dans les départements de la Seine-Inférieure et circonvoisins, au comité de Salut public de la Convention nationale* (1).

« Citoyens collègues,

« Nous avons porté le dernier coup à l'avidité des accapareurs par l'arrêté dont nous vous faisons passer la copie, et nous rendrons leurs ressources impuissantes, autant qu'ils auraient la témérité de vouloir les multiplier.

« Salut et fraternité.

« DELACROIX ; L. LOUCHET.

« Havre, le 18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République, une et indivisible. »

D.

*Arrêté.*

*Les représentants du peuple français envoyés par la Convention nationale dans les départements de la Seine-Inférieure et circonvoisins* (2).

Au Havre, le 17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française, une et indivisible.

Les représentants du peuple français envoyés par la Convention nationale dans les départements de la Seine-Inférieure et circonvoisins.

Considérant que la loi salutare du 26 juillet dernier, contre les accapareurs, ne produirait aucun effet si les autorités constituées qui sont chargées de veiller à son exécution se bornaient à la simple vérification des déclarations.

Qu'il est indispensable d'ajouter aux précautions que la loi indique pour prévenir les accaparements, toutes les mesures à l'aide desquelles on en peut découvrir, que le moyen le plus sûr de déjouer les manœuvres dont les accapareurs font usage pour enlever à la consommation journalière est de faire des visites domiciliaires et des perquisitions sévères dans les maisons qui pourraient être suspectées de receler des marchandises de première nécessité, non déclarées,

Arrêtent ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Le conseil général de la commune du Havre est requis de faire faire dans le plus bref délai des visites domiciliaires et des perquisitions exactes dans toutes les maisons qui seront suspectes de receler des marchandises non déclarées.

(1) *Archives nationales*, carton AFin 150, planquette 1213, pièce 24.

(2) *Archives nationales*, carton AFin 141, planquette 1108, pièce 31.



## Art. 2.

« Ces visites domiciliaires et ces perquisitions ne pourront être faites que de jour, et en présence d'un ou plusieurs commissaires civils nommés par le conseil général.

## Art. 3.

« Le conseil général prendra les mesures nécessaires pour que ces visites et perquisitions aient lieu au même instant dans les différentes sections de la ville.

## Art. 4.

« Dans le cas où les citoyens chez lesquels on jugerait à propos de faire des visites et des perquisitions refuseraient d'ouvrir leurs magasins et les autres endroits dont l'ouverture leur serait demandée, les commissaires qui seront nommés à cet effet par le conseil général de la commune, sont dès à présent autorisés à les faire ouvrir par un serrurier, sans qu'ils aient besoin d'obtenir aucun mandement d'ouverture.

## Art. 5.

« Les citoyens qui refuseraient l'ouverture de leurs appartements, seront réputés suspects et seront provisoirement mis en état d'arrestation.

## Art. 6.

« Le conseil général de la commune fera remettre une expédition du présent aux commissaires qu'il choisira, et rendra compte aux représentants du peuple, du résultat des visites domiciliaires et des mesures qu'il aura prises pour assurer l'exécution du présent. »

*Signé : DELACROIX et LOUCHET.*

*Par les représentants du peuple :*

*Signé : F.-C. VERGNES.*

Collationné conforme à l'original déposé aux archives de la municipalité du Havre-Marat, par moi secrétaire-greffier soussigné :

TAVEAU.

## IV

PÉTITION DE LA DAME M.-J. LEFEBVRE, DIVORCÉE D'AVEC ANDRÉ-GUILLAUME BELLEPAUME, POUR DEMANDER QUE SES BIENS, QUE DÉTIENT SON ANCIEN MARI, LUI SOIENT RESTITUÉS (1).

*Aux représentants du peuple (2).*

« Le 20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Après avoir été victime du despotisme d'un

mari l'espace de vingt années, après y avoir subi toutes les peines que les préjugés, d'accord avec la loi, me contraignaient d'endurer de la part d'un époux qui, oubliant tous les devoirs attachés au mariage, n'en exerçait que les cruautés. Je fus donc le jouet des caprices toujours renaissants de celui qui enchaîna mon bonheur domestique jusqu'au moment où la Révolution se montra pour renverser le despotisme sous quelque forme qu'il parut. J'eus donc lieu d'espérer ce bonheur qui me fut ravi par celui qui devint l'arbitre de mon sort et de ma fortune. L'or, ce vil métal, appas des despotes, a plus encore appesanti mes chaînes en ce que ma fortune se trouve entièrement à sa disposition; sans cesse avide à se l'approprier, il a cru et croit encore chimérique la loi du divorce, il ne peut s'imaginer, lui et ceux qu'il emploie contre moi, par une affreuse chicane, qu'elle me laisse libre et jouissante de tous mes biens, cette loi sage et bienfaisante resterait-elle sans effets; la chicane, fléau destructeur de la société, trouverait-elle des moyens de s'abreuver des larmes de l'infortune.

« Quoi, législateurs, je poursuis, en effet, depuis quatre ans, contre le tyran de mes jours et de mon repos, des moyens d'existence que je n'ai pu obtenir tant par les tribunaux de famille que par les tribunaux de district, pour alimenter une fille issue de notre mariage, et pour moi. Je suis donc en proie aux fureurs du despotisme expirant; j'ai obtenu, le 15 juillet dernier, le divorce pour incompatibilité d'humeur, ne voulant point porter devant des tribunaux de famille des faits plus que prouvés pour l'obtenir dans un plus court délai, sa mauvaise conduite et ses mauvais traitements continuels auraient pu lui donner des remords s'il eut cherché dans les replis de son cœur, tels ceux qu'à mon égard il a justement mérités; que dis-je, il a suivi, dans sa fureur, toutes les routes qui semblaient lui réserver le nom de tyran, et celui d'époux, il n'a rien ménagé pour le conserver. Cependant, au travers de tant d'obstacles, j'ai obtenu cette loi qui me rendit à moi-même, indépendante d'aucune autorité que celle de la loi, c'est elle que je viens réclamer, après avoir révoqué un tribunal de famille qui n'a pu, depuis le terme ci-dessus énoncé, m'autoriser à rentrer dans mes biens, la liquidation de mes droits est restée sans effet, mes réclamations ont été méconnues, les arbitres de mon adverse ont semblé être en relation avec lui pour n'avoir rien à prononcer sur mon sort. En quinze assemblées consécutives, après des mois écoulés, on me propose des pertes à éprouver lorsque étant en communauté il m'a fait signer la vente d'une partie de mon bien pour faire l'acquisition d'une maison, laquelle existe en nature. Ces arbitres m'ont proposé de me faire supporter toutes les pertes qui ont eu lieu sur la vente de mes biens et lui accorder un délai de trois ans pour ne me rendre que le produit de ladite vente qui en a été faite; encontre il a exigé de moi que je lui serve de caution pour diverses sommes dont il a fait l'emprunt, les unes par obligation pure et simple, une autre au principal d'une somme de 30.000 livres pour laquelle il a constitué une rente viagère sur trois têtes, dont une beaucoup plus jeune que moi, ce qui est d'autant plus injuste, c'est que cette rente en viager est de 2.600 livres par année.

« Je viens donc, législateurs, solliciter de

(1) La pétition de la dame Lefebvre n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais en marge de la minute qui se trouve aux Archives, on lit : « Renvoyé au comité de Législation le 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II : Pons (de Verdun), secrétaire ».

(2) Archives nationales, carton DIII 336, dossier 4.

vosre justice une loi qui accorde la faculté de rembourser toutes rentes viagères, surtout lorsqu'elles sont constituées pendant la durée d'un mariage que la loi a dissous, de même que celle qui autorise la femme à reprendre tous ses biens sur ceux que peut avoir son mari d'avec lequel elle se trouve divorcée surtout lorsqu'il se trouve des biens d'acquet dans la communauté à laquelle elle a renoncé, mais que ces dits biens ont néanmoins été acquis avec le bien de la femme, il me semble que lesdits objets devraient servir de préférence à la remplir de ses biens plutôt que d'accorder des délais au mari, et de quelle manière une femme pourrait être acquittée ou déchargée des engagements qu'elle aurait pu contracter par la sollicitation du mari pendant la durée de ladite communauté; et si un mari divorcé a le droit d'employer toutes les ressources de la chicane pour retenir le bien de sa ci-devant femme entre ses mains, pendant qu'elle et sa famille manquent du nécessaire. Je puis dire que par tous les procès qu'il m'a forcés de soutenir, tous les frais que cela a coûté, ont emporté une grande partie de ma fortune. Détruisez, législateurs, tous les moyens de discorde, et que l'ancienne loi ne l'emporte pas sur la nouvelle qui est bien plus sage, plus simple et, en général, un bienfait pour l'humanité. Ce sera, législateurs, un grand service de plus que vous rendrez à la société.

Je les prie, et l'attend de vosre justice et je suis bien fraternellement, vosre concitoyenne.

« M.-J. LEFEBVRE, femme divorcée d'avec André-Guillaume Bellepaume. »

## ANNEXE

A la séance de la Convention nationale du 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 11 octobre 1793).

### Compte rendu, par divers journaux, de l'admission à la barre de la députation des citoyens de ville des Sables (1).

#### A

COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* (2).

Une députation des Sablois sans-culottes est admise à la barre.

L'orateur. Les Sablois, réduits à leurs propres forces, aidés seulement de 600 de leurs frères de l'île de Ré, ont fait mordre la poussière à plusieurs centaines de brigands, sous les murs de la ville des Sables. Déjà nous avons démontré l'importance de cette place, environnée de quatre départements rebelles, propre à favoriser l'introduction des ennemis étrangers sur le territoire de la République et, par là-même, l'objet

de la convoitise des brigands, qui l'ont deux fois inutilement assaillie.

Nos commettants ont attaché une grande importance au succès des réflexions que nous avons à vous transmettre sur la dénomination de la guerre de la Vendée, dénomination qui fait rougir de leur pays des républicains qui l'ont défendu avec courage; dénomination qui ne peut être d'accord avec la géographie et l'histoire. La guerre de la Vendée à Machecoul, à Saumur, à Thouars, à Saint-Philbert!!!

Les premiers ateliers d'armes des rebelles s'établirent à Clisson (Loire-Inférieure); les premiers attroupements eurent lieu dans les marchés, même département. De là sont parties des hordes de brigands, qui ont commis à Machecoul, toujours même département, des horreurs faites pour figurer dans les pages sanglantes de l'histoire des prêtres. Ce sont ces prêtres qui ont entraîné par la force, dans leur rébellion, les paysans de la Vendée, paysans qui n'ont pas même l'énergie des grands crimes, et qui ont besoin d'y être conduits par des mensonges sacrés. Trois autres départements ont trouvé des rebelles dans leur territoire. Il serait injuste de jeter sur un d'eux la honte du crime de tous.

Nous venons vers vous, avec l'inflexible vérité, parler à l'opinion publique et la concilier avec le besoin de l'histoire. Nous venons d'accord avec vous-mêmes, demander que la guerre des rebelles s'appelle du nom de Saint-Philbert, où la révolte a commencé, et que notre département porte un nouveau nom. Il borne l'Océan; ce nom pourrait lui convenir; mais quel que soit celui que vous lui donnerez, nous saurons l'honorer par notre courage.

Renvoyé au comité de Salut public.

#### B

COMPTE RENDU du *Mercury universel* (1).

Une députation des Sables-d'Olonne rappelle que les citoyens de cette ville ont déjà promis que si les brigands y entraînaient, ils n'y trouveraient que des cadavres; mais ce dévouement si naturel à des républicains, dit l'orateur, serait un courage inutile, si nous ne prenions des mesures salutaires. Nous vous ajoutons des plans, et pour ne les pas divulguer, nous demandons à être renvoyés à vosre comité de Salut public. Il importe, quand les républicains se dévouent, il importe que les noms de leurs représentants ne puissent les faire rougir. C'est à Saint-Philbert que parurent les premiers rebelles; cette commune doit conserver ces noms comme une tache ineffaçable.

Nous vous demandons qu'au lieu de la guerre de la Vendée, on dise la guerre de Saint-Philbert, que notre département soit appelé des Côtes-de-l'Océan, et que tous les braves républicains qui combattent pour la République, et principalement ceux de l'armée de Carteaux, reçoivent ce qui leur est nécessaire pour la mieux défendre.

(1) Voy. ci-dessus, même séance, p. 366, le compte rendu de l'admission à la barre de la députation des citoyens des Sables, d'après le *Bulletin de la Convention*.

(2) *Journal de la Montagne* (n° 132 du samedi 13 octobre 1793, p. 956, col. 1).

(1) *Mercury universel* (21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 189, col. 1).



Morisson reproduit les propositions de nommer la guerre de la Vendée, guerre de l'Ouest ou de Saint-Philbert.

Mailhe demande l'ajournement de la proposition jusqu'après la guerre.

L'Assemblée renvoie la pétition à son comité.

## C

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (1).

Un *pétitionnaire* réclame contre la dénomination de la guerre de la Vendée. Il observe que cette guerre n'est point née dans le sein du département de la Vendée, que plusieurs autres départements en sont également le théâtre. Il demande en même temps que le département reçoive un autre nom.

Il donne lecture d'une lettre d'un matelot des Sables relative aux manœuvres qui ont amené la reddition de Toulon.

Il demande qu'on prenne les mesures convenables pour la fortification des Sables.

Il invite la Convention à rester à son poste.

Le premier article de cette pétition est ajourné, sur la proposition de MAILHE, après la fin de l'exécrable guerre de la Vendée.

Les autres sont renvoyés au comité de Salut public.

## D

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (2).

Deux députés des Sables-d'Olonne demandant à présenter au comité de Salut public un plan de fortifications pour défendre cette intéressante partie de la République des incursions des rebelles. Ils demandent en outre que la guerre de la Vendée s'appelle la guerre de Saint-Philbert ou de l'Ouest, et leur département de l'Océan.

Renvoi au comité de Salut public.

## CONVENTION NATIONALE

Séance du vingt-unième jour du premier mois de l'an II.

Samedi 12 octobre 1793.

Les administrateurs de police annoncent à la Convention nationale, que le nombre des per-

sonnes détenues dans les différentes maisons de justice, d'arrêt et prisons, s'élève à 2,674.

Insertion au « Bulletin » (1)

Suit la lettre des administrateurs du département de police (2).

« Commune de Paris, le 20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, du département de Paris, à l'époque du 19 dudit. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats; assassinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie (y compris la veuve Capet) .....	386
« Grande-Force (dont 65 militaires) ..	603
« Petite-Force .....	289
« Sainte-Pélagie .....	172
« Madelonnettes .....	261
« Abbaye (dont 28 militaires et 5 otages) .....	120
« Bicêtre .....	613
« A la Salpêtrière .....	147
« Chambres d'arrêt, à la Mairie .....	68
« Luxembourg .....	15

« Total..... 2,674

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« MARINO; HEUSSÉE. »

La Société populaire d'Orléans, dans une adresse qu'elle fait passer à la Convention, appelle la vengeance nationale contre les Roland, les Brissot, Buzot, Guadet, Vergniaud et adhérents.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (3).

Suit l'adresse de la Société populaire d'Orléans (4).

La Société populaire d'Orléans, à la Convention nationale.

« Citoyens représentants,

« Il est évident que jamais la vertu n'habite les palais des rois. Votre énergie a renversé l'idole fantastique des Français, mais ce qui a démontré les dangers de la tyrannie, le crédit et la funeste influence de la royauté, c'est le criminel

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 388, p. 141).

(2) *Journal de Perlet* (n° 383 du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II, samedi 12 octobre 1793, p. 91).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 1.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 701.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 1.

(4) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 713.

espoir que d'indignes représentants du peuple ont pu conserver pour le despotisme.

« En effet, citoyens représentants, à quels dangers n'ont-ils pas exposé la République, en opposant les moyens les plus perfides au cours de la justice nationale? Assassinats des plus fermes colonnes de la liberté, coalition avec les ennemis du dehors, intelligences avec d'infâmes généraux, intelligences dont l'affreux résultat a causé des pertes inestimables et livré à la rage des tyrans des peuples dignes du nom français par leur constance à servir la Révolution.

« Ce sont eux qui, par leurs calomnies, ont soulevé les départements contre Paris; ce sont eux qui ont imaginé le fédéralisme destructeur de l'unité de la République; ce sont eux qui ont provoqué la guerre civile et qui l'ont servie de tous leurs moyens; ce sont eux qui ont armé le fils contre la mère, le père contre le fils. Ce sont leurs mains parricides qui ont versé le plus pur sang de la patrie, et c'est sur la tête criminelle des Roland, des Brissot, des Buzot, des Guadet, des Vergniaud et adhérents que la Société populaire d'Orléans appelle à grands cris la vengeance nationale. Ces monstres n'ont que trop vécu pour le malheur du monde.

« Les membres composant le comité de correspondance de la Société populaire d'Orléans.

« AMANT le jeune; LE SOURD, secrétaire;  
NICOLE; CHAMOUILLET; GUILLON, secrétaire;  
LOTTIN, trésorier. »

Les administrateurs de district de Tarbes invitent la Convention à rester à son poste jusqu'à ce que la patrie ne soit plus en danger, et sollicite un prompt jugement de Marie-Antoinette, des Brissot et agents des puissances coalisées.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre d'envoi de l'adresse (2).

Le conseil d'administration du district de Tarbes, au citoyen président de la Convention nationale.

« Tarbes, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen,

« Nous avons l'honneur de vous envoyer notre adresse à la Convention nationale. Nous vous l'avions déjà transmise depuis le 5 septembre dernier; mais nous venons d'apprendre qu'elle ne vous était point parvenue. Nous espérons que celle-ci n'aura pas le même sort. Veuillez bien en faire part à la Convention nationale.

« Salut et fraternité.

« PRADOUX; A. BOUSIGUES fils, vice-président; DARRON aîné; P. BORDENAVE fils; FONTANE. »

Suit le texte de l'adresse (3).

Adresse de l'administration du district de Tarbes, à la Convention nationale.

« Citoyens représentants,

« Il existait, ce système liberticide de fédé-

raliser toutes les parties de la République, de soulever les départements contre Paris, et de ramener, par une scission criminelle, le monstre du royalisme en horreur aux Français. Des administrateurs à qui le peuple avait donné toute sa confiance, sonnèrent dans le midi de la France le tocsin de la rébellion; et si la justice nationale n'eût frappé ces magistrats infidèles, c'en était fait de la plus belle république du monde, et le peuple opprimé aurait repris ses fers.

« Les administrateurs du district de Tarbes affligés de ce schisme politique, devaient marquer la carrière de leurs premiers travaux par la manifestation publique de leurs sentiments républicains. Déjà ils avaient applaudi, comme simples citoyens, à l'insurrection des 31 mai, 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juin; ils viennent aujourd'hui, comme magistrats, y donner une adhésion plus forte et plus solennelle. Nous ne vous entretenons pas, législateurs, des résultats salutaires de ces journées à jamais mémorables; ce serait vous répéter ce que tant d'autres vous ont si énergiquement exprimé. Destinés par nos fonctions à administrer nos concitoyens, nous croirions trahir nos devoirs si nous ne frappions vos oreilles de la situation du département des Hautes-Pyrénées. Des ferments de discorde ont été jetés dans ces belles contrées, ils pourraient se rallumer encore si le surveillance la plus sévère ne s'exerçait sur les scélérats qui nous environnent. Le représentant Monestier a utilement servi la patrie, en frappant ceux qui avaient provoqué des mouvements populaires pour faire assassiner les patriotes, et porter le dernier coup à la liberté. C'est dans ce département qu'il a dû exercer cette justice sévère qu'avaient provoquée de lâches conspirateurs, et que commandaient impérieusement le retour de l'ordre et l'affermissement de l'esprit républicain; c'est à son zèle, à son courage inébranlable que les habitants des Hautes-Pyrénées doivent ces jours tranquilles et sereins que le souffle empoisonné du royalisme avait trop longtemps obscurci.

« En sollicitant de votre justice qu'il réside dans nos murs, nous croyons, législateurs, pouvoir vous exprimer le vœu bien prononcé de tous les sans culottes des Hautes-Pyrénées. Deux terribles ennemis (les contre-révolutionnaires du dedans et l'Espagnol) menacent nos propriétés, nos vies, celles de nos femmes et de nos enfants; ce dernier, que le fanatisme rend brutal et sanguinaire, a déjà voulu pénétrer par les gorges de nos montagnes. Monestier et l'adjudant général Larroche ont prévu nos dangers; ils viennent de parcourir toutes les Hautes-Pyrénées, et ont mis cette partie de nos frontières sur un pied de défense respectable. Ce département, législateurs, est sans chef militaire; sa position, ses ennemis intérieurs, la crainte d'une invasion prochaine, tout impose aux administrateurs l'obligation sacrée de demander à la Convention, le digne représentant Monestier et le brave militaire Larroche.

« Le dernier vœu que nous allons vous exprimer est trop précieux, dans les circonstances où se trouve la patrie, pour que nous puissions le renfermer un instant dans nos cœurs. Déjà quelques communes de la République, entachées de fédéralisme, osent invoquer les assemblées primaires, la cessation de vos travaux pénibles et glorieux. Pitt et Cobourg tiendraient-ils un langage plus astucieux? Pitt et Cobourg emploieraient-ils des moyens plus perfides pour anéantir la liberté?

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 1.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.



« Non, législateurs, votre mission n'est pas encore remplie; vous avez juré de sauver la patrie, et la patrie est encore en danger. Tous les traîtres, tous les conspirateurs n'ont pas quitté le sol de la République, il en est encore qui infectent nos villes et nos campagnes.

Rendez les juges, les administrateurs, responsables de l'exécution des lois que vous avez faites contre les agitateurs, les accapareurs.

Pressez auprès du tribunal révolutionnaire le jugement d'Antoinette, Brissot et de tous les agents des puissances coalisées, la justice éternelle vous en fait un devoir impérieux; forcez la Prusse et l'Autriche, à faire rentrer dans la terre de l'esclavage leurs satrapes infernaux; organisez au plus tôt l'instruction publique; alors votre mission sera remplie, et, rentrant dans vos foyers, vous viendrez y recevoir les bénédictions d'un peuple sensible et généreux qui jouira, avec ses représentants, des douceurs d'une constitution bienfaisante et populaire.

« LACAY, président; BOUZIGUES fils, DARROY aîné, PRADAUX, BORDENAVE fils, DOLEAC, CANDELÉ-BAILE, procureur syndic.

« Collationné par nous, vice-président et secrétaire-général du district de Tarbes :

BOUSIGUES fils, vice-président; DECAMP, secrétaire général.

*Extrait du registre des délibérations du conseil de l'administration du district de Tarbes.*

Séance publique du 5 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

Présents, les citoyens Lacay, président; Bouzigues fils, Daroy aîné, Bordenave fils, Pradaux, Doleac, Candelé-Baille, procureur-syndic.

Où le procureur syndic,

L'Administration du district de Tarbes, après avoir entendu la lecture de l'adresse délibérée dans la séance du 4 du courant, en adopte la rédaction;

Arrête qu'elle sera transcrite sur ses registres, qu'extrait en sera envoyé à la Convention nationale, au comité de Salut public, aux Jacobins et au représentant Monestier;

Arrête en outre, qu'elle sera imprimée au nombre de trois cents, et des exemplaires en seront adressés aux districts, tribunaux et sociétés populaires du département.

Collationné par nous, président et secrétaire général du directoire du district de Tarbes.

LACAY, président; DECAMP, secrétaire général.

Le conseil général du district d'Arras annonce à la Convention l'offrande patriotique, faite par un inconnu, de 8 chemises neuves destinées pour les défenseurs de la patrie.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit un extrait du registre aux arrêtés de l'administration du district d'Arras (2).*

*Extrait du registre aux arrêtés de l'administration du district d'Arras.*

Séance publique du six octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

Le citoyen Victor Dubois, secrétaire de la Société populaire de la ville d'Arras se présente et remet à l'administration un paquet renfermant huit chemises neuves, dont un inconnu a fait hommage à la patrie, et qu'il avait adressées à ladite société.

Le conseil général du district d'Arras, où le procureur syndic, reçoit avec empressement ce paquet, et arrête qu'il sera envoyé au citoyen Bertin, commissaire du département pour les approvisionnements militaires, lequel en donnera reconnaissance, et considérant combien il importe de faire connaître à tous les citoyens les actes de patriotisme et de bienfaisance qu'exercent les vrais amis de la patrie, le conseil général dudit district d'Arras, en regrettant de ne pas connaître le citoyen qui a fait cet hommage, afin de lui rendre le tribut de reconnaissance que la République lui doit; considérant en outre que cet exemple généreux peut être suivi par les citoyens aisés;

Arrête que le présent arrêté sera envoyé à la Société populaire, au département et à la municipalité d'Arras, avec invitation d'en faire lecture dans leur prochaine séance;

Arrête en outre que le présent arrêté sera envoyé au citoyen Lebon, représentant du peuple, pour le faire insérer dans les journaux.

*Le conseil général du district d'Arras,*

GARIN, président; C. NORMANS, secrétaire.

La Société républicaine, séant au bourg d'Henchin, félicite la Convention nationale des décrets qu'elle a rendus pour déjouer et anéantir les malveillants, demande que toutes les pièces d'or et d'argent à face royale soient incessamment rapportées, pour être échangées contre des assignats, et invite les législateurs à n'abandonner leur poste jusqu'à ce que l'arbre de la liberté ait jeté les plus profondes racines.

Insertion au « Bulletin » et renvoi au comité des assignats et monnaies (1).

Les administrateurs du district de Charolles informent la Convention nationale de l'activité qu'on a apportée pour opérer avec les plus grands succès la levée des chevaux destinés pour les armées, et du mode qui a été adopté pour en payer le prix.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

*Suit la lettre des administrateurs du district de Charolles (3).*

*Les administrateurs du directoire du district de Charolles, à la Convention nationale.*

« Charolles, le 30 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

« Requis par les représentants du peuple près les armées campées devant Lyon, le district de

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 1.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 704.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 2.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 2.

(3) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

Charolles s'est empressé de fournir 110 chevaux pour le service de la République. Réunis au chef-lieu, enregistrés, signalés et estimés, ils ont été rendus au département dans l'espace de huit jours.

Pénétrée du principe que toute propriété est à la disposition de la République et qu'elle a le droit d'en user lorsque l'intérêt général l'exige, moyennant une juste indemnité envers les propriétaires, l'administration a requis et fait partir non seulement les chevaux de luxe, mais même ceux des citoyens qui ont été jugés propres au service. Il n'est resté, dans son arrondissement, que ceux d'une nécessité indispensable et absolue.

« Plein du désir de servir la chose publique et d'atteindre le riche égoïste qui n'a rien fait pour la Révolution, le district de Charolles a cru parvenir à ce but et remplir les vues de la Convention en faisant adopter aux experts qu'il a délégués la base suivante d'estimation.

« Les facultés et le patriotisme des propriétaires ont déterminé cette évaluation; le cheval du citoyen patriote et mal aisé a été strictement porté à sa valeur, celui du riche a été évalué conséquemment aux sacrifices qu'il a été reconnu avoir faits pour la Révolution.

« L'administration a pensé, relativement aux citoyens de cette classe que le discrédit que les malveillants étaient parvenus à donner aux assignats ne devait point entrer en considération pour l'estimatif de leurs chevaux, et que l'évaluation devait les porter à leur prix effectif en numéraire représenté par le papier monnaie.

« Les administrés du district de Charolles sont républicains, ils ne demandent point d'éloges, mais l'administration doit rendre justice à leur générosité. Douze d'entre eux se sont empressés d'offrir à la République leurs chevaux évalués à la somme de huit mille cinq cents livres; un autre ne pouvant en donner un propre au service, et voulant néanmoins contribuer aux frais de la guerre, a déposé cinq cents livres qui ont été remises au receveur du district.

« Nous ne vous citons ces faits, législateurs, que pour vous faire connaître les sentiments de nos braves concitoyens; le district de Charolles fut et sera toujours disposé à faire tous les sacrifices que commande l'amour de la liberté. Trop heureux de pouvoir, en exterminant les tyrans et les traîtres, coopérer à l'affermissement d'une Constitution républicaine et démocratique.

« BONNET; DARGAUD; BOUSSIN; E.-V. BAUDINON, *procureur syndic*; P. SAULNIER, *secrétaire*; GAGET, *vice-président*. »

« Noms des citoyens du district de Charolles qui ont donné leurs chevaux :

« Les citoyens : Cortey, Despierres, Mathieu, Noiret, Ducroux, Lagarde dit Chambonnat, Quarré, Beufnoire, Rey, Fricaud, Verneaud, Esselin. »

La Société populaire et républicaine de la commune de Clermont-l'Hérault annonce que tous les jeunes citoyens se sont empressés de voler aux frontières, et que s'ils y périssent, les républicains de cette Société s'y précipiteront eux-mêmes pour les y remplacer.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 2.

Suit l'adresse de la Société populaire de Clermont-l'Hérault (1).

La Société populaire et républicaine de la ville de Clermont-l'Hérault, à la Convention nationale.

« Législateurs,

« Tous les jeunes gens et veufs sans enfants de cette commune, depuis l'âge de dix-huit jusqu'à quarante ans, ont volé à la défense de la patrie. S'ils succombent, nous sommes là pour les remplacer. C'est ainsi, et non par de vains discours que nous prétendons vous prouver notre attachement inviolable à vos principes, notre obéissance sans bornes et notre dévouement à la cause de la liberté et de l'égalité.

« QUERELLES, *président*; SABATIER, *secrétaire*; JOURDAN, *secrétaire*. »

Celle de Gien fait passer un don de 25 paires de souliers, destinées pour les braves républicains qui combattent les tyrans et les despotes, invite la Convention à rester à son poste, et demande le prompt jugement de la veuve Capet, des Brissot et autres traîtres.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Suit l'adresse de la Société populaire de Gien (3).

La Société des amis de la Constitution républicaine de Gien, à la Convention nationale.

« Citoyens représentants,

« Vous venez de donner une constitution au peuple français; la liberté et l'égalité sur lesquelles elle repose ne seront plus pour les vrais républicains et les vrais sans-culottes de vains mots, mais des droits certains et sacrés qui feront le bonheur des générations présentes et futures; c'est dans l'exercice de ces droits que nous verrons les mœurs s'améliorer, c'est dans l'exercice de ces mêmes droits que nous verrons les vertus s'accroître et les préjugés disparaître. Enfin, c'est dans l'exercice de ces mêmes droits que tous les véritables Français mériteront le titre glorieux d'hommes libres.

« C'est en vain, représentants, que les malveillants, ces ennemis de la République entière, veulent nous faire entendre que votre mission est remplie, que vos pouvoirs ont cessé en donnant une constitution à la France; ce sont eux qui sont les facteurs et les mouchards des ennemis extérieurs; ce sont eux qui s'efforcent de détacher de la cause de la liberté les patriotes encore chancelants; ce sont eux qui troublent l'ordre public. Aussi, représentants, est-ce sur eux que les vrais républicains doivent exercer la surveillance la plus active.

« Pour nous, représentants, nous applaudissons de tout notre cœur à ces décrets salutaires qui ont sauvé la patrie.

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 712.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 2.

(3) Archives nationales, carton C 273, dossier 712.

En marge de la minute on lit : « Remis à l'Assemblée le 7 octobre par moi, P. Guérin, député du Loiret. »



« Ne quittez pas votre poste, n'abandonnez pas l'arbre sacré de la liberté, que lorsqu'il sera assez vigoureux pour résister aux efforts de la tempête; ne décrétez pas la convocation des assemblées primaires avant que le bon ordre soit rétabli et que les ennemis intérieurs et extérieurs n'aient été terrassés et pulvérisés. Chassez de votre sein les modérés et les appelants; accélérez le jugement des membres mis en état d'arrestation (des Brissot, des Pétion, des Guadet, des Gensonné, des Barbaroux), de ces monstres qui ont abusé du pouvoir qui leur était confié pour déchirer les entrailles de la patrie, notre mère commune; que la tête de la veuve du traître et scélérat Capet, dont le sang a souillé le sol de la République, tombe sous le coup de la guillotine; que tous les malveillants, les gens suspects et les aristocrates, soient déportés à la Guyane française, ou dans le lieu que vous jugerez le plus convenable pour la sûreté de la République.

« Tels sont, représentants, les vœux de la Société populaire républicaine et des sans-culottes de Gién qui, pour preuve de son entier dévouement à la cause de la liberté, vous envoie vingt-cinq paires de souliers pour les généreux défenseurs de la patrie, qui doivent être attachés de cœur et de sentiments à cette montagne sainte que nous regardons tous comme le rempart et le centre des véritables républicains. Si vous avez besoin de secours, nous sommes tous prêts à nous lever; parlez et nous marcherons.

« Fait en séance publique du vingt-neuf septembre mil sept cent quatre vingt-treize, l'an second de la République une et indivisible.

« P.-S. Citoyens représentants, vous avez décrété que toutes les lois seraient envoyées aux Sociétés populaires; ayez soin de nous dans l'exécution, et veuillez nous les faire passer.

« ROUSSEAU, président; FAUBERT, secrétaire provisoire; LATTE, secrétaire.

« J'ai déposé les 25 paires de souliers au comité de surveillance des marchés, le 27.

« P. GUÉRIN. »

Les administrateurs du département de l'Yonne invitent la Convention à adopter la mesure qui lui est proposée par le ministre de l'intérieur, pour parvenir au rétablissement des routes dans ce département.

Insertion au « Bulletin » et renvoi au comité des ponts et chaussées (1).

La Société populaire de la commune de Mauriac, département du Cantal, témoigne sa reconnaissance de la loi du *maximum*, mais elle demande que deux objets qui sont de premier besoin dans ces contrées, soient compris dans le tarif.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Suit la lettre de la Société populaire de Mauriac (3).

La Société populaire de la ville de Mauriac, dé-

partement du Cantal, à la Convention nationale.

« Représentants,

« Nous avons reçu avec transport votre décret qui fixe le prix des grains. Nous attendons celui qui doit fixer les autres denrées de première nécessité.

« Entre ces denrées, il en est deux qui sont l'unique ressource et presque la seule nourriture des sans-culottes du Cantal, ce sont le beurre et le fromage. Ces deux objets sont la propriété d'hommes riches qui, au lieu de s'émouvoir de la calamité publique, bâtissent sur elle avec complaisance, l'édifice de leur fortune.

« Le beurre de nos montagnes qui jamais n'allait au delà de dix sols la livre, se vend à présent, par l'effet de ces perfides spéculations, jusqu'à trente cinq sols; le fromage qui coûtait communément six ou sept sols, se vend vingt-quatre ou trente sols la livre.

« Représentants, le pain ne nous est pas plus nécessaire que ces deux denrées. En vain l'un serait taxé si l'autre qui est pour nous d'un usage journalier et indispensable ne l'était point. Arrêtez ces maux, punissez les spéculateurs égoïstes, les marchands avides, sangues du peuple. Enfin restez à votre poste jusqu'à ce que la patrie que vous avez sauvée par votre courage soit parfaitement en paix, et que les sans-culottes de toute la République l'aient entièrement purgée des hommes suspects et contre-révolutionnaires.

« Les citoyens composant la Société populaire de la ville de Mauriac. »

(Suivent 68 signatures).

Les officiers, sous-officiers et volontaires du 1<sup>er</sup> bataillon de la Charente adressent à la Convention leur adhésion à l'Acte constitutionnel, et donnent pour garant du serment qu'ils font de maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République, le sang qu'ils ont versé en combattant les ennemis de la patrie.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre d'adhésion à l'acte constitutionnel des officiers, sous-officiers et volontaires du 1<sup>er</sup> bataillon de la Charente (2).

Les officiers, sous-officiers et volontaires du 1<sup>er</sup> bataillon de la Charente, aux représentants du peuple français.

« Du camp de Champagne, près Lyon, le 28 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Législateurs,

« Nous sommes devant l'ennemi, le temps presse, nous ne le perdrons point en phrases inutiles. Nous dirons seulement que nous acceptons avec enthousiasme la Constitution que vous nous avez donnée, elle est digne du peuple que vous

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 3.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 3.

(3) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 3.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

représentent. Nous jurons de verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République.

« Oni, législateurs, le sang que nous avons déjà versé dans le nord, contre les satellites des despotes coalisés, et celui que nous versons contre les monstres de Lyon, encore plus coupables, sera le garant de nos serments. La liberté et l'égalité, voilà la divinité du premier bataillon de la Charente, faisant partie de la garnison de Valenciennes. »

(Suivent 23 signatures.)

Les membres composant le conseil général de la commune de Bourg-Régénéré (1), annoncent que les braves sans-culottes y ont enfin acquis la supériorité due aux sincères amis de la patrie, invitent la Convention nationale à rester à son poste et lui font part de l'arrestation d'un prêtre fanatique, parcourant les campagnes, et sur lequel ont été trouvés des papiers contre-révolutionnaires, des effets d'église et autres objets dont on sollicite la Convention nationale de décréter la disposition.

Mention honorable de la conduite tenue dans cette occasion par le citoyen Maison, auteur de l'arrestation; insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de la guerre (2).

Suit un extrait de l'adresse du conseil général de Bourg-Régénéré et du procès-verbal qui y était joint, d'après le Bulletin de la Convention (3).

« Le conseil général de la commune de Bourg-Régénéré, chef-lieu du département de l'Ain, prie la Convention de rester à son poste. Elle adresse l'extrait d'un procès-verbal d'arrestation d'un prêtre fanatique qui courait les campagnes, chargé de son ciboire, des saintes huiles, de nappes de communion, d'une ceinture contenant seize louis en or, des assignats et plusieurs lettres perfides et scélérates. »

« Cette prise a été faite par le citoyen Maison, maréchal des logis de la 5<sup>e</sup> compagnie des hussards du premier régiment.

« Mention honorable de la conduite du citoyen Maison. »

#### COMPTE-RENDU du *Mercur* universel (4).

Une lettre des sans-culottes du Bourg-Régénéré, département de l'Ain, annonce qu'un maréchal des logis de hussards vient d'arrêter un

prêtre fanatique, portant des papiers contre-révolutionnaires, un ciboire rempli de petites hosties, la petite fiole des saintes huiles, une nappe de communion, un couvert d'argent et un cachet d'argent armorié.

Le maréchal des logis qui a arrêté ce prêtre, écrit que lui ayant demandé son passe-port, l'ecclésiastique lui répondit : « Il n'est pas en règle ». Je lui demandai ses papiers, dit le militaire; je vis qu'ils étaient en mauvais état. Aussitôt il se mit à genoux et m'a dit : « Mon ami, laissez-moi aller, voilà vingt-cinq livres ». Voyant que je le refusai, il m'en offrit cinquante, puis cent livres. Croyant que j'en voulais davantage, il m'offrit quatre cents livres, et puis son portefeuille contenant 700 livres. Sourd à toutes ces offres, je le conduisis à la municipalité voisine, composée de sans-culottes. Je vous envoie par la poste les hosties, le ciboire, les huiles, le cachet et le couvert d'argent; mais je vous demande le reste comme prise de hussard.

Renvoyé au comité de sûreté générale.

Maulde, député du département de la Charente, se plaint de ce que la lettre par laquelle il exprimait ses regrets de ne pouvoir, attendu son adjonction aux représentants du peuple dans ce département, concourir au bienfait de la Constitution, n'avait point été insérée dans le « Bulletin », sous la date du 28 ou 29 juin; en renouvelant la profession de foi qu'il a émise alors, il en demande l'insertion au procès-verbal.

La demande est décrétée (1).

La lettre de Maulde est ainsi conçue (2) :

« Paris, du 1<sup>er</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen président,

Ayant parcouru les procès-verbaux de juin et juillet, qui nous ont été distribués il y a peu de jours, je n'y ai point vu l'insertion d'une lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à la Convention nationale, sous la date du 28 ou 29 juin, par laquelle j'exprimais, qu'étant, par les ordres de l'assemblée, adjoint aux représentants du peuple dans le département de la Charente, je n'avais pu concourir avec vous à l'inappréciable bienfait que vous veniez de faire aux Français en leur donnant une constitution vraiment républicaine et digne d'un peuple libre. J'y déclarais, comme je le déclare, que la constitution que vous avez décrétée, est celle que je désirais; que je lui obéirai, la défendrai jusqu'à la mort, l'ayant ainsi juré avec vous, au milieu des envoyés du peuple français le 10 août, journée à jamais mémorable.

reconnaître un prêtre réfractaire. Aussitôt il a livré le prêtre à la justice, a gardé pour lui le portefeuille, qui contenait 700 livres en assignats, et a fait passer le reste à la Convention nationale.

« Cette conduite assez singulière étonne plusieurs membres.

« La Convention charge son comité de Sûreté générale de se faire rendre un compte plus détaillé. »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 3.

(2) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 712.

(1) Nom révolutionnaire de Bourg-en-Bresse.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 3.

(3) *Supplément au Bulletin de la Convention* du 1<sup>er</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793).

(4) *Mercur universel* [22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 194, col. 1]. D'autre part, le *Journal de Perlet* [n<sup>o</sup> 386 du 2<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793) p. 97] rend compte de l'arrestation de ce prêtre réfractaire dans les termes suivants :

« Un hussard retiré dans la commune de Bourg-Régénéré, département de l'Ain, écrit qu'ayant rencontré dans la campagne un individu qui lui a paru suspect, il l'a fouillé, et, trouvant sur lui des assignats à face royale, des écrits contre-révolutionnaires, un ciboire d'argent rempli d'hosties, une boîte du même métal contenant de l'huile, il n'a pas eu de peine à



« C'est là ma profession de foi, que je réitère par la présente, en demandant à l'assemblée qu'elle veuille bien en décréter l'insertion en son procès-verbal.

« J'ai l'honneur d'être, avec tout le respect que tout vrai Français doit à la première des autorités, citoyen président, votre collègue républicain.

« P.-J. MAULDE, député du département de la Charente. »

On fait lecture d'une lettre du vérificateur en chef des assignats; il annonce qu'il sera brûlé aujourd'hui une somme de 11 millions de livres en assignats, qui, joints aux 892 déjà brûlés, forment celle de 903 millions, provenant de la vente des domaines nationaux : il ajoute qu'il lui reste en caisse 36 millions, dont 13 résultent de la vente des domaines nationaux, et 23 des échanges.

Insertion au « Bulletin », et renvoi au comité des assignats et monnaies (1).

Les soldats républicains du 36<sup>e</sup> régiment d'infanterie appellent l'attention de la Convention sur la conduite vigoureuse qu'ils ont tenue dans les combats des 5, 6 et 8 septembre dernier, et particulièrement sur l'héroïsme qu'ont signalé plusieurs de leurs braves et dignes frères d'armes, tels entr'autres que le citoyen George, appointé, qui, après avoir eu un bras emporté d'un boulet, crie : « Vive la République! Il m'en reste encore un pour servir ma patrie! » Marathon, caporal, s'élance dans une redoute, enlève trois chevaux et un caisson. Un jeune volontaire, âgé de 15 ans au plus, et venant d'être atteint d'un coup de biscayen, refuse le secours qui lui est offert par un de ses camarades, en lui disant : « Mon ami, je puis marcher, reste avec nos frères et combats nos ennemis. »

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Suit la lettre des soldats républicains du 36<sup>e</sup> régiment d'infanterie (3).

Les soldats républicains du 36<sup>e</sup> régiment d'infanterie, au citoyen Président de la Convention nationale.

« Citoyen Président,

« Nos cœurs toujours bien pénétrés du serment que nous avons fait de verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour la liberté, l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la République, ils le sont aussi de l'infâme trahison qui vient de s'opérer à notre arrivée à l'armée du nord.

« Ayant reçu, le 13 août, l'ordre de la bouche d'un des représentants du peuple envoyé près l'armée du Rhin, de passer à celle du nord, pour aider nos frères à repousser les satellites des tyrans coalisés qui souillent la terre de la liberté dans ce département. Nos âmes remplies du saint amour de la liberté devançaient les coursiers qui nous conduisaient au champ de la victoire, tant nous étions animés du désir de vain-

cre ces esclaves du despotisme. Aussi avons-nous eu l'honneur à notre arrivée à cette armée, de nous trouver dans les journées des 5, 6 et 8 septembre. Dans cette dernière, qui fut des plus chaudes, à Hoscotte (*sic*), nous avons rempli nos devoirs et fait ce que des hommes qui ont juré la République sont capables de faire, en contribuant à la victoire que nous avons remportée ce jour-là sur les Anglais et Hanovriens, dont plusieurs de nos frères ont fait, dans cette affaire des traits d'héroïsme, entre parmi lesquels sont les braves George, appointé, qui, après avoir eu un bras emporté d'un boulet, crie : *Vive la République, il m'en reste encore un pour venger ma patrie*; Maraton, caporal, saute dans une redoute, enlève trois chevaux et un caisson; un jeune volontaire, âgé de 15 ans tout au plus, étant défiguré d'un coup de biscayen, un de ses camarades veut le conduire sur le derrière, il le refuse en lui disant : *Non, mon ami, je peux marcher, reste avec nos frères et combats nos ennemis*; enfin une infinité de faits non moins courageux dont le détail serait trop long.

« Persuadés que vous n'avez pas été instruit des noms des dénommés ci-dessus, ni du régiment, puisque vous n'en avez pas fait mention au *Bulletin*, ni même de la brigade qui a le plus souffert à Hoscotte (*sic*), nous croyons avoir mérité de la République la satisfaction que vous avez accordée à nos frères qui étaient avec nous.

« Nous sommes, en attendant satisfaction, avec toute l'obéissance à la discipline, soumission et respect à la loi et jurons de sacrifier mille vies si nous les avions, avant qu'il soit fait atteinte à la représentation nationale.

« COLARDEAU, sergent; FREMINATI, caporal; NORMAND, fourrier; LAVALLIÈRE, sergent; BEAUDRAN, fusillier.

« Au camp de Gavrelle, le 3 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

La Société populaire de Coulommiers, la municipalité et les membres du comité révolutionnaire, conjurent la Convention nationale, au nom de la patrie, de rester à son poste, et se félicitent des mesures fermes que le représentant du peuple a mises en usage pour dissiper les restes de l'aristocratie.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit l'adresse de la Société populaire de Coulommiers (2).

La Société populaire de Coulommiers, à la Convention nationale.

« Citoyens législateurs,

« Vous avez fait tomber la tête du tyran, proclamé la République et fait une constitution populaire, mais ce n'est pas assez, votre tâche n'est pas remplie. Restez à votre poste pour consolider votre ouvrage, les amis de la patrie vous en conjurent, et leurs vœux, nous le pensons, ne seront pas vains. Votre énergie seule peut sauver la liberté mise en péril par la trahi-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 4.

(2) *Ibid.*

(3) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 4.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

son et l'aristocratie; quelle autre main pourrait soutenir les rênes du gouvernement!

« Oui, citoyens législateurs, continuez vos travaux, marchez d'un pas ferme dans le sentier que vous vous êtes tracé par vos lois révolutionnaires; déjà nous en ressentons tous les bienfaits par l'arrivée dans notre ville d'un représentant du peuple, le citoyen *Dubouchet*; il vient d'agir avec sagesse et un courage républicain. Notre société était dissoute et avilie, il l'a rétablie; nous étions opprimés, exposés aux vexations et aux injures les plus inouïes, et le nom jacobin en horreur; il a fait respecter le patriotisme, comprimer l'aristocratie, le royalisme, et réformer les autorités gangrenées. Gloire vous en soit rendue, généreux législateurs, et au citoyen *Dubouchet*, votre collègue. Le souvenir de ce bienfait et notre reconnaissance ne s'effaceront jamais de nos cœurs.

*Vive la République! Vive la Montagne! Vivent les sans-culottes!*

« *MATHEU, président; OFFORT, secrétaire; THOME, membre.*

« Coulommiers, ce 6 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Nous, membres du comité révolutionnaire, adhérons à la pétition de la Société populaire.

« *DEJOUY; DE BOULONGNE; RABY; BOU-LANGER; RICHARD jeune; JAMAIS.*

« Les membres de la municipalité de Coulommiers adhèrent à la pétition de la Société ci-dessus, ce 6 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« *DELPOUY; MOITIÉ; PUCELLE; BERNARD; THOME, juge de paix et officier municipal provisoire.* »

La Société populaire et républicaine des sans-culottes de la ville de Guéret, fait passer à la Convention le procès-verbal de sa séance du 9 de ce mois, dans lequel il est fait mention de la fête civique qui, le 8, a signalé les sentiments de liberté et d'égalité dont les citoyens de cette commune sont animés; on y retrouve les expressions de l'hommage le plus touchant rendu aux travaux utiles, à la vieillesse et à la pauvreté unies aux vertus, et les représentants du peuple y reçoivent, dans les témoignages de la reconnaissance publique, le prix le plus doux de leurs sollicitudes et de leurs veilles.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit un extrait du registre des délibérations de la Société populaire et républicaine des sans-culottes de la ville de Guéret (2).*

*Extrait du registre des délibérations de la Société populaire et républicaine des sans-culottes de la ville de Guéret.*

Séance du 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

Après la lecture du procès-verbal de la séance

précédente, on lit celui qui contient la description de la fête qui a été donnée au représentant du peuple *Ingrand*.

On demande que des copies en soient adressées à la Convention nationale, aux Jacobins, au représentant du peuple et aux sociétés du département.

Cette motion est adoptée à l'unanimité.

*Certifié conforme :*

*P.-J. PLANIER, secrétaire; J.-P. BARET; BEAUVAIS, secrétaire.*

*Suit le procès-verbal relatant la fête civique (1).*

*Extrait du registre des délibérations de la Société populaire des sans-culottes de Guéret.*

Séance extraordinaire du 29 septembre, l'an II de la République française une et indivisible.

La Société étant réunie dans la salle électorale, le représentant du peuple entre aux acclamations de tous les membres, et aux cris mille fois répétés de *Vive la République! Vive la Montagne! Vive le représentant du peuple*

Le président lui cède le fauteuil, il fait un discours dans lequel il retrace les devoirs des citoyens, et témoigne le regret qu'il a d'abandonner aussi promptement la cité de Guéret. Dans ce moment il lève la séance et se rend sur la place de la Révolution où commence la fête arrêtée hier à cinq heures du soir. Les tambours et un chœur de musiciens précèdent les citoyens de tous les états, portant ou revêtus des signes caractéristiques de leur profession.

Ici, le magistrat du peuple donne la main à l'honnête agriculteur. Là, l'utile artisan, si longtemps et si injustement opprimé, conduit la femme du juge; plus loin l'administrateur guide les pas chancelants du vertueux vieillard. Le représentant du peuple *Ingrand*, qui termine le cortège, conduit d'une main la femme la plus pauvre de cette ville, et de l'autre la plus âgée. Les enfants de ces deux mères de famille l'entourent. Jamais spectacle plus beau et plus majestueux n'avait été donné. « Oui, s'écriait le peuple, c'est aujourd'hui la fête de l'égalité. Bon représentant, jouissez des bénédictions du pauvre, et portez ses vœux à la Convention. »

Cependant on arrive au lieu de la fête.

En face de l'arbre de la liberté, on avait élevé une montagne. Dans ses flancs caverneux on voyait les tombeaux du despotisme, du fédéralisme et de tous ces animaux impurs qui ont fait, pendant tant de siècles, le malheur des Français; des couronnes à moitié enfouies dans la boue, et servant de repaire aux crapauds et aux couleuvres, étaient l'allégorie dont on s'était servi pour perpétuer la mémoire des glorieuses époques de la Révolution depuis la journée du 10 août 1792

Sur un des côtés de la montagne, une charrette annonçait les travaux des agriculteurs, et à côté on lisait: « Voilà le service que le peuple infatigable rend à la Société ».

Sur le côté opposé, on avait placé des sacs de blé sur lesquels on avait écrit: « Loi du 11 septembre, concernant les subsistances, félicité publique assurée ».

Le sommet de la montagne était terminé par

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 5.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 712.



une pyramide; sur l'une de ses faces on avait gravé : « Sans la Montagne nous ne pouvons nous sauver ». Et plus bas : « Vive le représentant du peuple ».

Le contour de la montagne était défendu par une haie de piques, image des sentiments des habitants de la ville de Guéret, qui sont prêts à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la défendre contre ses ennemis. Enfin un faisceau de piques égales en nombre à celui des départements avait été placé sur le devant de la montagne, et sur le ruban tricolore qui les unissait, on avait écrit : « Notre force est dans l'union de tous ».

Dans les différents groupes, des citoyens et des citoyennes portaient des piques ornées des inscriptions suivantes : « Peuple, la Constitution est sous la sauvegarde de tes vertus »; « Vieillesse, nous t'honorons »; « Compagnes de nos travaux, que vos enfants sucent, avec le lait, le saint amour de la République »; « Organes de la loi, nous vous sommes soumis »; « Citoyens qui vous êtes dévoués pour combattre les tyrans, votre mémoire sera éternelle, et leurs noms seront en horreur à tous les siècles »; « Peuple qui fut opprimé, connais le prix de ta liberté »; « Arts utiles à la société, vous n'aurez plus à gémir sous les fers de l'esclavage »; « Génie, émanation de la divinité, apprends aux hommes de tous les pays leurs droits et leurs devoirs ».

Le représentant du peuple se place en face de la montagne. Alors le président de la Société prononce un discours dans lequel il exprime avec énergie les vœux de la Société pour la République une et indivisible, pour la Montagne, pour le représentant du peuple, et sa haine pour les tyrans; il voue en même temps la reconnaissance la plus inaltérable, et l'amitié la plus sincère à nos frères de Paris et leur témoigne notre reconnaissance à l'occasion de l'accueil fraternel qu'ils ont fait à nos frères les envoyés des assemblées primaires.

Ce discours terminé, quelques nuages s'élèvent du sommet de la montagne, le peuple garde le plus grand silence. Mais bientôt on voit poindre quelques rayons de lumière. A leur aspect les nuages disparaissent, l'astre du jour s'élève majestueusement, et dans son orbite on lit : « Constitution républicaine librement acceptée par le peuple français le 10 août 1793 ».

Dans cet instant on n'entend plus que les cris bruyants et sans cesse répétés de *Vive la Constitution! Vive la République! Vive la Montagne! Vive le représentant du peuple!* On chante l'hymne des Marseillais, et le même cortège parcourt la ville. A tous les carrefours, des commissaires de la Société distribuent à leurs frères infortunés le pain que la Société leur avait fait préparer.

Citoyens et amis, la Société eût désiré que ses facultés eussent égalé son civisme, alors elle vous eût fait préparer un festin, et le plaisir d'être avec vous eût été une de ses plus douces jouissances.

Le même ordre a été suivi en conduisant le représentant du peuple qui a fait asseoir à sa table les deux mères de famille qui l'entouraient et les a comblées de ses bienfaits.

Un des secrétaires a recueilli ses dernières paroles, il les transmet à la Société.

« Bons citoyens, s'est-il écrié, je n'oublierai jamais la fête que vous m'avez donnée, puisque vos cœurs en avaient fait les apprêts. Soyez tou-

jours ce que vous avez été jusqu'à présent, et soyez sûrs que l'union et la paix régneront constamment dans votre cité. Voilà le vœu d'un citoyen qui vous demande votre amitié. »

LEMOYNE, président.

Certifié conforme :

P.-J. PLANIER, secrétaire; J.-P. BARET-  
BEAUVAIS, secrétaire ».

La Société populaire et républicaine de Cambrai demande le prompt jugement de Marie-Antoinette; ces braves républicains jurent que l'ennemi ne pénétrera dans leurs foyers que lorsqu'il n'y trouvera plus qu'un monceau de cendres.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre de la Société populaire et républicaine de Cambrai (2).

La Société populaire et républicaine de Cambrai, à la Convention nationale.

« Représentants,

« Vous vous êtes acquis une gloire immortelle en fondant la République et en la cimentant du sang du dernier de nos tyrans. Il ne restait plus, pour achever votre ouvrage, qu'à faire tomber la tête de la complice infernale de ses horribles forfaits. Les crimes de cette furie, qui a causé tous nos maux, s'ils restent impunis, nous feraient mépriser de tous les peuples qui penseraient que la crainte arrête notre vengeance. Par quelle fatalité donc le tribunal révolutionnaire, auquel vous avez livré cette exécrable Antoinette, retarde-t-il le jugement de la plus scélérate des femmes, la cause et le mobile de toutes les trahisons qui ont arrêté l'affermissement de notre gouvernement populaire, et le recouvrement de la liberté du monde? Tant qu'elle existera, cette vipère autrichienne, elle conspirera du fond de sa prison; elle et son parti espéreront de rétablir la royauté. Il ne suffit donc pas de l'avoir livrée à ses juges; puisqu'ils tardent de prononcer sur son sort, il faut les y contraindre ou les remplacer par des hommes plus actifs. Qu'on ne dise point que l'immensité de leur travail les en empêche... le jugement de Marie-Antoinette devait passer avant tout. Quand le tronc du crime sera abattu, ses rameaux seront faciles à élaguer. Ah! si la tête de Marie-Antoinette avait tombé le même jour que celle de Louis, que de talents perdus nous auraient servis; que de généraux corrompus par des sommes immenses nous seraient restés fidèles, sans les séductions de cette misérable. Croyez que tant qu'elle existera elle corrompra nos généraux et nous fera perdre des batailles; elle fera égorger nos frères. Qu'elle tombe donc bientôt cette tête, la honte de la nature, et qui serait bientôt celle des Français. Que le glaive de la loi frappe enfin le crime en personne. Tel est le vœu de tous les bons citoyens de Cambrai et de toute la garnison, prononcé sur la place publique.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 8.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 712.

« L'ennemi est à nos portes, s'il nous attaque, nous saurons disputer de courage avec les Lillois. Si par des forces supérieures, il brûle, il renverse nos maisons, il ne franchira notre enceinte que quand nous ne serons plus; il n'aura conquis que des cendres, il ne nous aura point vaincus.

« Nous jurons que nos derniers mots seront : « Périrent les tyrans, les traitres, tous les ennemis de la liberté. Vive la République une et indivisible. Vive la Montagne. » Mais avant de périr, que nous voyions au moins la vengeance nationale sur le plus infâme et le plus criminel de nos ennemis.

« A Cambrai, le 30 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

(Suivent 97 signatures.)

Le citoyen Ganniet [GUINET], envoyé des assemblées primaires, informe la Convention que les citoyens de la première réquisition formant 12 compagnies, attendent avec la plus vive ardeur le signal de leur départ et le moment de combattre les ennemis de la République.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du citoyen Guinet (2).

« Nantua, le 29 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les citoyens de ce district, de 18 à 25 ans, sont debout contre les tyrans. Leur nombre est de 1,182 hommes, divisés en douze compagnies. L'état major de ce bataillon est formé, et déjà tous, depuis l'officier jusqu'au soldat, attendent l'heure du départ pour aller combattre les satellites du despotisme.

« Pénétrés des vrais principes révolutionnaires, ils n'ont pas eu besoin d'aiguillon. Nous devons ces dispositions à la conduite et au zèle de nos administrateurs qui, fidèles à leurs serments, ont été les premiers à déjouer la coalition départementale.

« Pour moi, citoyen Président, croyez que j'emploierai tous les moyens qui sont en mon pouvoir pour entretenir l'esprit public dans ce canton, et je vous prie de faire part à la Convention des sentiments républicains qui animent et les administrateurs et les administrés de ce district.

« Gloire et honneur à la Représentation nationale.

§ « Salut et fraternité,

« GUINET, envoyé des assemblées primaires. »

Le citoyen Michel, juge de paix du canton de Nancray, annonce les mesures prises pour dissiper les brigands qui s'étaient répandus dans les montagnes, et toute la célérité avec laquelle la réquisition prescrite par la loi du 23 août s'est effectuée.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (3).

Suit la lettre du citoyen Michel (1).

« Nancray, district de Besançon, le 30 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« La levée de la première classe des citoyens en réquisition s'est faite, dans le canton de Nancray, dont j'ai l'honneur d'être juge, et où j'étais commissaire à la levée, avec une promptitude qui mérite d'être connue.

« Tous les citoyens du canton étaient accourus dans nos montagnes pour y dissiper des brigands, et ils ne furent de retour que la nuit du 7 au 8 de ce mois.

« Le 8 et partie du 9, j'en ai fait le dénombrement dans les 17 municipalités, et le 10 à sept heures du matin le rassemblement de 207 hommes compris dans la réquisition, a eu lieu à Nancray, d'où l'on est parti sur-le-champ pour Besançon, et de là pour l'armée du Rhin.

« J'ai cru devoir, citoyen Président, dans le petit discours joint, rendre hommage à leur énergie et leur inspirer, en même temps, les vertus qui doivent animer tous les Français pour le salut de la chose publique. Si ma façon d'agir avait le bonheur de mériter votre approbation, je serais bien récompensé.

« MICHEL,

« Juge de paix du canton de Nancray. »

Suit le discours du citoyen Michel (2).

District de Besançon, canton de Nancray. Le juge de paix, commissaire à la levée, à ses concitoyens compris dans la première classe.

10 septembre 1793, l'an II de la République.

Jeunes guerriers,

La patrie appelle tous ses enfants à son secours, et elle vous destine les premiers à l'honneur de la défendre.

Vous porterez dans les camps cet amour de l'ordre et cette discipline qui conviennent à de vrais républicains, et sans lesquels une armée est nulle en présence de l'ennemi.

Vous cultiverez l'union précieuse qui doit régner entre tous les soldats de la République, et qui rendra les Français vainqueurs de toutes les nations.

Vous montrerez dans les combats cette ardeur, ce courage et cette énergie, dont les seuls Français sont capables. Vous réfléchirez enfin que vous combattez pour la liberté de votre pays. Si vous êtes bien pénétrés de ces grandes vérités, les hordes d'esclaves qui nous font la guerre disparaîtront devant vous, comme la poussière devant un vent impétueux.

Si quelques fausses considérations, si quelques suggestions perfides ralentissaient votre énergie, rappelez-vous que vous êtes Français, et que la Patrie est en danger; que vos pères, vos mères, vos parents, vos amis et vous-mêmes seriez les victimes de votre insouciance à la sauver.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 5.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 712.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 5.

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 712.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 712.



Souvenez-vous que vous appartenez au canton de Naneray; à ce canton couvert de 17 municipalités répandues sur 14 lieues de surface, qui, ces jours derniers, et en moins d'une heure s'est levé tout entier, et a volé à 8 lieues de distance pour étouffer, dès le principe, des semences de guerre civile; à ce canton, où les femmes, oubliant la faiblesse de leur sexe, ont fait, pendant votre absence, le service militaire pour la conservation de vos propriétés et des leurs; à ce canton qui compte déjà près de 500 hommes dans les armées de la République (Les soldats à qui l'on parle, sont au nombre de 207; le dénombrement dans les municipalités, le rassemblement au chef-lieu du canton et le départ pour le chef-lieu de district, tout a été fait en moins de 50 heures; ils n'arrivèrent de l'expédition des montagnes que la nuit du 7 au 8 septembre) à ce canton enfin qui, depuis 4 ans, se distingue par l'amour de l'ordre, l'obéissance aux lois, et par le patriotisme le plus pur; qui, le premier du département, a élevé un autel à la liberté de sa patrie.

Vous faut-il, guerriers, des exemples d'encouragement? Voyez ces tendres filles dont vous êtes l'espérance; à la vue du spectacle de la patrie en danger, tout amour autre que celui de la patrie, est étouffé dans leur cœur; elles vous voient partir sans peine pour une aussi belle cause: et si quelques regrets occupent en ce moment leur esprit, c'est celui d'être privées de la gloire de partager avec vous vos travaux et vos victoires, et d'être destinées par la providence à l'administration calme, mais pénible, de vos ménages. Elles espèrent vous revoir vainqueurs; mais elle préfèrent d'apprendre votre mort plutôt que de revoir la patrie dans l'asservissement.

Voyez cette jeunesse brûlante d'ardeur! Elle s'occupe à nombrer ses années; elle se désespère d'être née trop tard, et de ne pouvoir entrer dans vos rangs pour la défense de l'intérêt commun.

Quant à nous, guerriers, nous attendrons le signal qui doit nous réunir à vous, et faire de tous les Français la masse la plus effrayante et la plus formidable, et dont les annales n'offrent pas d'exemple. En attendant ce signal, nous veillerons au maintien de vos propriétés, nous ferons respecter vos proches, nous poursuivrons le crime avec une sainte fureur, nous entretiendrons la paix dans l'intérieur, et nous entrelaçons avec vos parentes et vos amies, des couronnes de chêne pour en orner vos fronts à votre retour.

Jeunes guerriers, nous sommes en présence de cet autel que vous avez élevé à la patrie, en présence de ce chêne voué à la liberté de votre pays.

Jurons de ne point survivre à leur destruction.

Jurons de revenir vainqueurs de nos ennemis.  
Jurons la République une et indivisible.

Le conseil général de la commune de Niort adresse à la Convention nationale les plaintes des citoyens sur les calomnies qui ont été dirigées contre eux; ils protestent de leur attachement indissoluble à la République une et indivisible, et de la défendre jusqu'à la mort.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du conseil général de Niort (1).

Le conseil général de la commune de Niort, aux représentants du peuple.

« Niort, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens,

« La ville de Niort est calomniée : elle devait s'y attendre; son ardent patriotisme a dû nécessairement lui susciter de nombreux ennemis. Les malveillants, sous le masque trop séduisant de l'amour du bien public, ont essayé de la flétrir dans votre opinion. Jusqu'ici, les Niortais, forts de leur civisme, se sont contentés de mépriser leurs calomniateurs, se faisant gloire de mériter leur indignation. Mais, dès qu'ils se sont aperçus qu'on tentait de les mal noter à dessein, de leur faire perdre la confiance de la Convention, le silence aurait été pour eux un crime; ils ont dû élever la voix pour confondre leurs ennemis.

« Citoyens, la ville de Niort ne doit et ne peut se justifier; elle ignore le crime dont on l'accuse; car, telle est la tactique artificieuse de la calomnie; elle attaque sourdement, et se tient toujours cachée dans les ténèbres: c'est dans les ombres de la nuit qu'elle distille son poison et son fiel; les habitants de Niort ne peuvent confondre la calomnie qu'en faisant déposer en leur faveur les actes non équivoques de leur patriotisme.

« Qu'on jette un œil sévère sur la conduite des Niortais depuis le commencement de la Révolution. Pénétrés d'un respect religieux pour les législateurs, ils ont constamment observé et fait exécuter les lois. Niort, au milieu des orages politiques qui ont éclaté dans plusieurs parties de la République, peut se flatter d'avoir toujours été parfaitement tranquille, et de n'avoir éprouvé aucun de ces mouvements convulsifs, causés par la licence et par l'anarchie. Les habitants de cette paisible cité ont fait de grands et nombreux sacrifices; ils ont souvent déposé sur l'autel de la patrie, des dons patriotiques destinés à soulager nos braves défenseurs ainsi que leur père et mères indigents.

« À peine ont-ils eu connaissance du rassemblement des rebelles de la Vendée qu'ils les ont dénoncés aux corps administratifs. Ce n'est pas assez, dès qu'ils ont vu l'orage se former dans le département insurgé, ils ont fait les plus grands efforts pour le dissiper; ils sont les premiers soldats de la République qui ont pris les armes pour les combattre : ni les difficultés, ni les dangers d'aborder les repaires des brigands, n'ont pu arrêter leur bouillante ardeur. Au premier danger de la patrie plusieurs bataillons se sont levés et organisés, dans peu de jours armés et habillés par les soins de tous les habitants, ils ont aussitôt volé aux frontières, et ont partagé avec leurs frères d'armes, les victoires de la Champagne, de Lille, de Jemmapes et du Brabant. Et, tout récemment, sous les murs de Bouchain, où le 2<sup>e</sup> bataillon des Deux-Sèvres s'est couvert de gloire par son grand courage; trente-deux de nos jeunes citoyens ont scellé de leur sang le serment qu'ils avaient fait avec nous de défendre l'unité et l'indivisibilité de la République.

« Une grande partie de nos concitoyens a péri dans les armées du Nord et dans les fréquentes

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 6.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

sorties que Niort a faites contre les rebelles de la Vendée. Enfin il n'est aucune famille de notre ville qui ne soit en deuil d'un ou plusieurs défenseurs de la République.

« Chaque jour Niort est menacé par les rebelles de la Vendée; mais notre courage les a toujours déconcertés; ils n'ont encore osé attaquer les retranchements que nos bras ont élevés; ils savent (car nous le leur avons fait dire plus d'une fois) que nous sommes résolus de périr sous les ruines de nos remparts, plutôt que de supporter la honte d'avoir été vaincus par les brigands. C'est notre patriotisme, c'est notre courage qui vous ont engagé à décréter, au mois de mars dernier, que les habitants de Niort avaient bien mérité de la patrie.

Voilà, citoyens représentants, les seuls crimes que nos calomniateurs, que ces patriotes éphémères puissent nous imputer; eh, sans doute, les élans du patriotisme sont toujours des crimes aux yeux des malveillants! Mais, qu'ils sachent, ces lâches et vils calomniateurs, que les Niortais veulent la République une et indivisible, et qu'ils ont juré de mourir pour la défendre.

« Citoyens représentants, le conseil général de la commune de Niort vous invite à continuer de déployer cette mâle énergie si nécessaire pour déconcerter les traîtres et les conspirateurs, et vous engage à rester à votre poste tant que vous y serez nécessaires pour le bonheur de la République.

« Soyez assurés que les Niortais se feront toujours un devoir de seconder vos travaux, et qu'il ne cesseront de donner à la République le bel exemple d'une entière soumission à vos décrets.

(Suivent 19 signatures.)

**Le commissaire national annonce que le tribunal du district de Muret vient de prendre un arrêté par lequel il déclare être en permanence, et ne prendra aucune vacation jusqu'à ce que la liberté soit établie sur les bases les plus solides et les plus fermes.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit la lettre du commissaire national près le tribunal du district de Muret (2).*

Muret, le 20 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Le tribunal de ce district disant droit sur mes réquisitions, vient de prendre un arrêté qui s'exécute provisoirement, il ne nous manque que l'approbation que vous prendrez pour faire lever des doutes qui pourraient altérer le plaisir que nous trouvons à être utiles à nos concitoyens.

« *Le commissaire national près le tribunal du district de Muret.*

« CAPPÉ. »

*Suit le texte du jugement rendu par le tribunal du district de Guéret (3).*

**Jugement rendu par le tribunal du district de Muret, département de Haute-Garonne, le 13 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.**

Le citoyen Jean-Pierre-Marie-Théodoze Cappé, commissaire national, ayant pris la parole a dit : La patrie est en danger, toutes les sections de la République se lèvent pour voler à sa défense, déjà tous nos frères accourent des différents cantons pour repousser les satellites des tyrans, la France est hérissée de piques et de fusils, les femmes, les enfants et les vieillards demeurent sous la protection des lois; c'est donc à vous, qui en êtes les ministres, de veiller à leur sûreté, c'est vous qui devez porter un œil toujours attentif sur leurs personnes et leurs propriétés pour les faire respecter.

Le pourriez-vous si vous usiez du bénéfice de la loi qui vous met en vacation à compter du 15 septembre jusqu'au 15 novembre. Non, sans doute, dépouillés momentanément de toute l'autorité que la loi vous confie, demeurant, pour ainsi dire sans caractère, pendant cet espace de temps, vous ne seriez d'aucune utilité pour la société.

C'est en continuant vos fonctions que vous servirez la République; l'article sept de la loi du vingt-trois août veut que les fonctionnaires publics ne soient pas soumis à la levée qui se fait, elle déclare qu'ils doivent rester à leur poste. Eh bien, citoyens juges, suivez les dispositions de cette loi qui répond si parfaitement à vos sentiments; cédez au cri de votre amour pour la liberté, déclarez à tous les citoyens que vous ne quitterez pas votre poste, que vous continuerez à administrer la justice, et que d'une main ferme vous arrêterez les malveillants, s'il s'en trouve qui violent le respect dû aux personnes et aux propriétés; déclarez leur que rien n'ébranlera votre courage et que l'approche même de la mort, si elle vous est présentée, ne changera pas vos sentiments et ne pourra vous contraindre à abandonner la cause de la liberté, quant à nous, nous en faisons le serment entre vos mains et en présence du peuple.

Qu'importe, citoyens juges, qu'aucune loi ne soit venue vous déclarer en permanence, le salut de la patrie est de toutes les lois, la plus sacrée, et dans quel temps ce salut a-t-il mieux dû exciter toute notre sollicitude? Croyez que les représentants d'un peuple immense ne blâmeront pas une conduite qui n'a pour but que le maintien de l'ordre et de la paix intérieure.

Nous requérons le tribunal de déclarer :

1<sup>o</sup> Qu'il demeure en permanence, et qu'à cet effet, sauf le bon plaisir des représentants du peuple, il ne prendra point de vacations.

2<sup>o</sup> Que tous ses membres sont prêts à périr plutôt que de quitter le poste où le peuple les a placés.

3<sup>o</sup> Que pour que tous les citoyens soient instruits de la permanence du tribunal, le présent réquisitoire et le jugement à intervenir seront imprimés et affichés dans toutes les communes du district, et qu'à cet effet, à notre diligence, un exemplaire en sera envoyé à tous les juges de paix et procureurs de commune du district.

Le tribunal, disant droit sur les réquisitions du commissaire national, déclare

1<sup>o</sup> Qu'il demeure en permanence, et qu'à cet effet, sauf le bon plaisir des représentants du peuple, il ne prendra point de vacations;

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 6.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.



2<sup>o</sup> Que tous ses membres sont prêts à périr plutôt que de quitter le poste où le peuple les a placés;

3<sup>o</sup> Ordonne que pour que tous les citoyens soient instruits de la permanence du tribunal, que le réquisitoire du commissaire national et le présent jugement seront imprimés et affichés dans toutes les communes du district, et qu'à cet effet, à la diligence dudit commissaire national, un exemplaire en sera envoyé à tous les juges de paix et procureurs de commune du district.

*Expédié sur la réquisition du commissaire national.*

GASCO, greffier.

**La Société républicaine de Gailhac-Toulza informe la Convention nationale des progrès de l'esprit public dans cette commune, et invite la Convention nationale à rester à son poste.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit la lettre de la Société républicaine de Gailhac-Toulza (2).*

« Gailhac-Toulza, le 26 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Instruits que des malveillants, ensecouvrant du manteau du patriotisme, ont dénoncé notre commune à la Convention, comme voulant former un noyau de contre-révolution nous croyons qu'il est de notre devoir de démentir formellement ce qui est avancé par ces hommes perfides, et de vous assurer, au contraire, que c'est nous qui avons mis tout en usage pour étouffer ces mouvements contre-révolutionnaires qui n'existaient que trop, non pas dans notre commune, mais bien dans le département de l'Ariège, que nous avoisinons.

« Grâce à nos soins, le département de Haute-Garonne, conjointement avec vos collègues, ont envoyé sur les lieux le général Frégeville, et sa présence a heureusement anéanti tous les scélérats qui ne pensaient à rien moins qu'à faire de ce pays une seconde Vendée. Nous osons nous flatter, citoyens représentants, que vous voudrez bien rendre publique notre conduite ainsi que la sincérité de nos sentiments pour l'unité et l'indivisibilité de la République. Mourir, oui; mourir mille fois plutôt que de permettre qu'on y porte la moindre atteinte.

« Veuillez encore recevoir, citoyens représentants, nos vœux, nous désirons et nous vous demandons pour le salut de la patrie de n'abandonner les rênes du gouvernement qu'après avoir entièrement exterminé tous ceux qui voudraient nous enlever nos droits et nous replonger dans cet affreux esclavage dont vous nous avez délivré.

« Quant à nous, nous ne cesserons de crier de toutes nos forces : *Vive, Vive la sainte montagne!*

« Les membres composant la société républicaine de Gailhac-Toulza, »

*(Suivent 15 signatures.)*

**Les administrateurs, les juges du tribunal du district et officiers municipaux de Châteaulin expriment l'indignation dont ils sont pénétrés contre les lâches et les traîtres habitants de Toulon; ils invitent la Convention à frapper à mort ces monstres du royalisme et du fanatisme.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit la lettre des administrateurs, des juges du tribunal du district et des officiers municipaux de Châteaulin (2).*

*Au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Châteaulin, le 2 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Nous avons frémi d'horreur et d'indignation en apprenant que le second port de la France venait de se courber sous les drapeaux de la farouche Angleterre. Puisse-t-il disparaître de la surface du globe, le dernier des Toulonnais qui ont eu l'infamie d'échanger contre l'or des Pitt et des Cobourg ce précieux dépôt confié à leur garde, et l'impudeur de proclamer un tyran à la face d'un peuple qui connaît tout le prix de la liberté et qui prodiguerait son sang pour la défendre.

« Hâtez-vous, citoyens législateurs, hâtez-vous de frapper à mort le trio de monstres qui méditent notre perte : le royalisme, le fanatisme et la perfidie, et croyez que votre énergie à les combattre ne finira d'être secondée qu'avec la vie des administrateurs, juges du tribunal du district et officiers municipaux de Châteaulin qui, tous, n'ont et n'auront jamais d'autre cri de ralliement que celui de : *Vivre libres ou mourir.*

« Les membres composant le district, le tribunal et la municipalité de Châteaulin. »

*(Suivent 21 signatures.)*

**Les administrateurs du district de Saint-Jean-d'Angély informent la Convention des succès de la réquisition prononcée par le décret du 23 août; les jeunes citoyens qui en sont l'objet, brûlent de combattre les vils ennemis de la République. Ces administrateurs terminent leur adresse en demandant à la Convention nationale de rester à son poste jusqu'à la paix.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (3).**

*Suit la lettre des administrateurs du district de Saint-Jean-d'Angély (4).*

*Les administrateurs du directoire et procureur syndic du district de Saint-Jean-d'Angély, département de la Charente-Inférieure, à la Convention nationale.*

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 6.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 701.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 6.

(4) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 701.

« Saint-Jean-d'Angély, le 3 octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Votre décret du 23 août dernier, vient d'être exécuté dans ce district. Deux mille six cents jeunes gens de 18 à 25 ans, rassemblés au chef-lieu le vingt du mois dernier, se sont organisés en deux bataillons de treize compagnies chacun, dont le premier, en vertu de la réquisition de vos collègues près les armées des côtes de La Rochelle, est parti le premier de ce mois, et le second hier pour se rendre à Luçon, lieu fixé pour leur rassemblement.

« Tous ces soldats, citoyens représentants, sont animés du plus pur patriotisme, et ne soupirent qu'après l'instant où ils pourront prouver énergiquement qu'ils sont dignes de combattre pour la République une et indivisible, qu'ils ont juré de maintenir.

« Que n'avons-nous pu fournir à ces généreux citoyens, des armes capables de seconder efficacement leur courage : presque tous n'ont que des fusils de chasse.

« Nous finissons en vous conjurant, citoyens législateurs, de rester constamment à votre poste jusqu'à la paix. Donnez à vos commentants, au peuple français, cette nouvelle preuve de votre attachement pour lui, il en est digne par son dévouement sans bornes pour ses augustes représentants.

« GUILLONNET-MERVILLE, vice-président; SÉBILLEAU; LARADE; BOUISSEUIL, procureur-syndic; LARTARÉ, secrétaire général. »

La Société populaire de Vannes exprime le sentiment de la plus profonde indignation que lui fait éprouver la trahison de l'infâme ville de Toulon, et provoque contre cette cité rebelle toute la sévérité de la vengeance nationale.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre de la Société populaire de Vannes (2).

La Société populaire de Vannes, à la Convention nationale.

« Législateurs,

« La ville infâme de Toulon a donc mis le comble à son opprobre ! Elle a abandonné la mère commune de tous, la patrie, le mot de ralliement de tous les Français : la République ! Une trahison si noire fait bouillonner dans nos âmes le sentiment de la plus profonde indignation.

« Législateurs, ensevelissez au plus tôt sous ses débris la honte de ces forfaits. Que le burin de l'histoire, en gravant ineffaçablement les caractères de notre régénération républicaine, donne tout à la fois à l'univers attentif le spectacle simultané d'une ville superbe révoltée contre la patrie, prostituée sous un joug étranger, et bientôt anéantie par le feu vengeur de cette patrie courroucée.

« Pour nous, législateurs, tirant jusque du sein des crimes des leçons frappantes de vertu, nous prononçons avec tout l'enthousiasme du républicanisme, haine éternelle aux despotes, haine éternelle aux brigands, haine éternelle aux perfides, et, par suite d'expression de sentiments, attachement inviolable à la Convention nationale, respect et obéissance à ses décrets et amour sans bornes pour la République.

« Vannes, le 2 octobre 1793, l'an II de la République.

« LE MENEZ, président; GOULEY, secrétaire; HAUMONT, secrétaire. »

Le procureur syndic du district de Janville fait passer à la Convention nationale le procès-verbal contenant les détails de la fête civique qui a été célébrée dans cette commune le 10 août; cette époque, à jamais mémorable, y a été marquée par tout ce que les sentiments de fraternité et d'attachement à la République peuvent exciter d'émotion dans les âmes des vrais et sincères républicains.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du procureur-syndic du district de Janville (2).

« Janville, le 28 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen président,

« Je vous adresse l'expédition du procès-verbal de la fête de l'unité, célébrée le 10 août dernier à Janville, chef-lieu de district du département d'Eure-et-Loir, par les sans-culottes. Cette cérémonie célèbre par son époque à jamais mémorable, a électrisé les âmes et doublé notre existence. L'aristocrate, le modéré, le fédéraliste et toutes les classes de ces reptiles fangeux ont vu sur le front des patriotes, armés pour la défense de la patrie, leur arrêt de mort et les proportions de leur tombeau.

« L'épi de blé que portaient les fonctionnaires publics et les députés des communes de l'arrondissement rappelait à tous un devoir bien doux, celui d'approvisionner la ville de Paris, notre appui et le soutien de la liberté française. Le civisme des corps administratifs vous répond, citoyen Président, que les transports considérables qui continuent à se faire journellement pour la capitale ne cesseront que quand nos dernières ressources épuisées nous forceront au repos.

« Le procureur-syndic du district de Janville.  
« CLERC. »

Suit le procès-verbal relatant la fête civique (3).

Procès-verbal de la fête de l'Union du 10 août, dans la ville de Janville, chef-lieu de district.

Aujourd'hui samedi, dix août mil sept cent quatre-vingt treize, l'an deuxième de la Répu-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 7.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 7.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.



blique française une et indivisible, onze heures avant midi, les membres de l'administration du district de Janville, département d'Eure-et-Loir, réunis au conseil général de la commune de Janville, aux membres du tribunal du bureau de conciliation, au juge de paix, à la Société populaire de cette ville, à la municipalité du Puiset, qui était venue fraterniser, aux députés de chaque commune du district, aux ouvriers de chaque art et métier, portant chacun un bouquet d'épis de blé orné du ruban tricolore, à la gendarmerie nationale, composée des brigades d'Auneau, Voves, Patay et de cette résidence, à la garde nationale de Janville et du Puiset, rassemblés en la salle ordinaire des séances du directoire et dans la place qui l'avoisine, pour s'unir d'esprit à tous les frères de la République, célébrer ensemble la mémorable journée du 10 août, jurer le maintien de la Constitution, l'unité et l'indivisibilité de la République, ont observé cet ordre dans la marche et les différentes stations.

Un piquet de gendarmerie nationale ouvrait la marche; il était suivi d'un peloton de garde nationale précédé de tambours, tambourin, violons, hautbois; un tombereau chargé de titres féodaux et attelé d'un âne portant panache blanc, était à la suite.

Venait immédiatement après un groupe d'ouvriers dont le doyen portait les instruments analogues aux différents arts et métiers; ce groupe était suivi de la Société populaire ayant, à sa tête son vice-président portant les attributs de la liberté et égalité; l'Administration de district, dont le plus ancien d'âge présentait sur un coussin l'Acte constitutionnel surmonté d'une couronne civique en feuilles de chêne, continuait la marche sur deux haies, avec les membres du conseil général de la commune, les tribunaux civils, puis un autre groupe d'ouvriers dans le même ordre que le premier; un second peloton de garde nationale, enfin un piquet de gendarmerie nationale fermait la marche.

Le centre occupé par les députés des communes marchant aussi sur deux haies parallèles à celles des corps constitués formait un noyau de la déesse de la Liberté représentée par la citoyenne Rose-Julie Renard, femme Champignon La Perotterie, connue par son civisme; elle était traînée dans un char attelé d'un coursier blanc dont l'ornement national ajoutait à la fierté; ce char était escorté par les quatre plus anciens d'âge des différents corps. Dans cet ordre le cortège s'est rendu de l'administration de district à la première station, la place de la Liberté. Là, le vice-président de l'Administration a fait lecture d'articles de la Déclaration des droits de l'homme, de l'Acte constitutionnel; des cris mille fois répétés de *Vive la République! Vive la Constitution! Vive la Montagne!* ont retenti dans les airs; des hymnes et chansons patriotiques mêlés avec toute la musique, ont été chantés par les administrateurs Belouis et Genti, répétés en chœur par le cortège et un peuple innombrable qui était accouru de tous côtés. Une salve de mousqueterie a annoncé la fin de cette station et le départ pour se rendre à la seconde.

Les corps se sont rendus dans le même ordre par la rue du Chariot et du Presbytère, à la place de l'Etape. La lecture de la Déclaration des droits de l'homme et de la Constitution s'est continuée, de suite les mêmes chants d'allégresse, mêmes cris de joie, même sensation et

même enthousiasme suivis d'une seconde salve de mousqueterie.

Arrivé à la troisième station, à la place du Marché aux légumes, les objets se sont répétés sous des nuances plus vives et en proportion que les cœurs s'électrisaient aux approches de l'autel de la Patrie.

Pour y arriver le cortège prit sa marche vers le mail par la porte d'Orléans, à distance peu éloignée de l'autel était un triangle à la hauteur de quatre pieds, ayant pour inscription : *Egalité*. Chaque citoyen, pour arriver à l'autel devait courber la tête et passer deux à deux sous ce triangle. Parvenue à l'extrémité du Mail, où était construit l'autel, la déesse de la Liberté, ornée de ses attributs, et d'une pique aux rubans tricolores, s'est placée debout sur l'autel, et à ses pieds a été déposé l'Acte constitutionnel.

Aux quatre coins de l'autel, quatre piédestaux soutenaient quatre vases dans lesquels les quatre doyens d'âge des corps politiques et de la Société populaire brûlèrent des parfums; on remarquait autour de l'autel des inscriptions analogues à la liberté et à la vertu, on distinguait celle-ci : *Honneur à la vieillesse*.

Arrivé à l'autel, le vice-président ayant repris la lecture des Droits de l'homme et de l'Acte constitutionnel, quelques hymnes ayant été chantés à l'honneur de la liberté, le procureur, syndic monte sur le premier degré de l'autel et dans l'angle, a prononcé le discours suivant :

*Discours prononcé à l'autel de la patrie par le procureur-syndic du district de Janville, à la fête de l'Union du 10 août 1793, l'an III<sup>e</sup> de la République une et indivisible.*

« Citoyens frères et amis,

« Une grande fête nous rassemble aujourd'hui, la fête des hommes libres; elle nous met sous les yeux de grandes vérités à méditer, car c'est la consommation de cette Révolution incroyable, de cette révolution qui ramène tout à l'unité et à la simplicité du règne d'Astrée; je veux dire du siècle d'or.

« Ne convenez-vous pas avec moi, citoyens, que cette Révolution que je viens de nommer incroyable, est en même temps merveilleuse et remplie de ces faits auxquels la postérité aurait peine d'ajouter foi si l'empire de la liberté qui s'affirmera ne lui en ménageait l'assurance par des comparaisons calculées sur le passé et le présent; déjà les sangues de la France ne savaient comment remédier aux maux auxquels le peuple était en proie; déjà ces déprédateurs ne savaient comment réparer leurs dilapidations et il a fallu interroger la nation elle-même sur sa misère et sur ses réformes. Une première assemblée de notables avait approfondi l'horreur des maux dont la nation était menacée, une banqueroute générale était le remède qu'ils y voyaient, et ce remède n'était-il pas pire que le mal lui-même? Indigne d'une nation aussi franche et aussi loyale. Lorsque cette assemblée a imaginé que ce qu'elle n'avait pas vu, ce qu'elle n'avait pu concevoir pouvait bien être réservé à une assemblée plus considérable de Français, elle n'a pas été trompée dans son calcul; et tel est le commencement de notre Révolution, plus mémorable, sans contredit, que celle de Guillaume Tell et son compagnon, que celle même de l'Amérique. Des quatre coins de la France, toute la France est appelée dans un même endroit, elle se réunit

dans un même point, si j'ose le dire, et l'inauguration de son rassemblement est déjà le signal de notre bonheur.

« Les deux premiers ordres du royaume, jadis si jaloux et si fidèles à peser l'un sur l'autre, veulent conserver encore un reste d'autorité qui leur échappe, quand il n'en faut plus, et quand il ne s'agit que d'aviser aux moyens de remédier aux maux infinis que les gens de leur sorte avaient attirés sur la France. Il se fait un schisme heureux, et le mépris des deux ordres dont nous parlons, ce mépris si justement mérité a fait éclore cette fermeté invincible de la part du Tiers Etat qui a voulu tout ramener aux principes de la condition commune des hommes.

« Mais vous conviendrez, citoyens, qu'en abaissant l'orgueil des nobles, en humiliant la superbe et la morgue du clergé, cette classe d'hommes subsistait, se réunissait à ce chef faible, imbecile et méprisable dont la race va dans peu disparaître de la surface de la France; il fallait des moyens conciliateurs pour traiter l'intérêt du peuple avec l'intérêt plus puissant et plus dangereux du dernier des Capets; il fallait donner des fers plus pesants au premier et dont il s'aperçût moins, pour donner plus d'empire au second; il fallait, en un mot, que la Révolution ne fût utile qu'à ce dernier et à ses entours, et voilà, citoyens, ce qui a donné lieu à la première constitution qui faisait de la France un état semblable, pour ne pas dire pis, que l'Angleterre monarchique, aristocratique et démocratique. La noblesse et le clergé n'étaient point encore satisfaits et heureusement que leurs mouvements convulsifs ont fait commettre des horreurs et des abominations au tyran qui n'existe déjà plus, et il y a aujourd'hui, un an qu'il a mérité de sa propre nation une proscription flétrissante suivie quelques mois après de cette mort ignominieuse réservée aux lâches, aux traîtres et aux assassins. Voilà ce qui nous a fourni de nouveaux moyens de prouver à l'Europe entière que tous les Français sont puissants sans insolence, tranquilles sans faiblesse, terribles sans menaces.

« Avez-vous vu comme moi, citoyens, le sentiment d'envie qui a tout à coup éclaté presque au delà de notre continent? Une pluie infectée de têtes couronnées est venue tout à coup tomber sur la France; les tyrans se sont coalisés contre elle et ce qu'il n'a jamais été permis à personne d'entreprendre, ils essayent de l'opérer, ils veulent que nous réformions ce que nous admirons, et que nous admettions ce qui a toujours fait nos malheurs; ils veulent enfin nous dominer et nous faire la loi. Y eut-il jamais rien de plus opposé au droit de l'homme? Car vous conviendrez, citoyens, que s'il se rencontrait parmi nous un individu doué de plus de force, revêtu de plus d'autorité que les autres, la condition de ceux sur qui il dominerait ne pourrait jamais manquer d'être affligeante puisque le lien de l'égalité se trouverait rompu et celui de la liberté bien endommagé, pour ne pas dire anéanti.

« On ne veut point, citoyens, parmi vous de république, et cependant notre bonheur consiste à en avoir une et à en conserver une qui ne soit pas seulement République de nom, mais qui le soit aussi par l'effet. c'est-à-dire une, indivisible et paisible.

« Je tire de cette définition plusieurs motifs puissants de vous engager à ne jamais séparer la valeur de ces trois termes : si la République est une, nous devons être tous contre ceux qui la

rejettent ou qui voudraient l'anéantir, nous devons tous nous lever en masse au premier signal de la Convention pour faire mordre la pousière à ses ennemis du dehors et du dedans. Si elle est indivisible il ne faut plus parmi nous qu'un seul sentiment, une même unité d'action et une seule manière de penser dans l'ordre général; et si elle est paisible, c'est le plus petit effort que nous puissions faire pour jouir et partager son bonheur : celui de vivre en union. Si elle est une, nous faisons masse pour la défendre, si elle est indivisible, tous les intérêts particuliers doivent s'abaisser et s'anéantir devant l'intérêt général et si les deux premiers points sont une fois pour nous, le troisième ne peut nous être ravi et nous pouvons hardiment braver tous ces tyrans qui se disent des puissances.

« Avouez, citoyens, que nous serions bien ennemis de nous-mêmes si nous voulions oublier que ces deux premiers caractères sont à nous et viennent de nous, et que si nous le voulons fermement, il n'y a aucune puissance humaine qui puisse détruire cette unité, cette indivisibilité, il n'y a point d'autorité connue qui puisse nous priver du troisième point qui est le résultat des deux premiers.

« Croyez, citoyens, que la France, qui a déjà tant de fois fait face à toutes les puissances de l'Europe quoiqu'elle fût esclave, est plus que capable, aujourd'hui qu'elle est libre, de leur résister; et cette vérité est sensible quand on veut se souvenir que c'est la liberté qui combat contre l'esclavage et que l'énergie de l'une ne connaît point de rivalité dans les effets, et cette énergie graduée en proportion des dangers. J'en trouve la preuve dans la Révolution de la Suisse. Ses braves habitants perdirent quarante-deux batailles de suite pour la conquête de leur liberté contre l'infâme maison d'Autriche, et cette liberté ne sortit que plus triomphante du milieu des dangers qui la menaçaient de toutes parts. Il en sera de même de la France, et j'ose assurer que les trahisons mêmes lui seront utiles. Ne nous effrayons donc pas, craignons encore moins le nombre de nos ennemis; c'est bien le cas d'appliquer cette parole d'un Grec que « ce n'est point le nombre des ennemis qu'il faut apprécier, mais leur valeur. » D'un côté c'est la rage qui égare, de l'autre c'est le calme qui repousse la violence; d'un côté c'est la scélératesse qui agit, de l'autre côté c'est la prudence qui ménage ses forces.

« Voulez-vous encore savoir, citoyens, ce qui doit animer l'espoir de tous les Français libres dans cet assaut général qui nous est livré de tant de côtés? C'est que ceux contre qui nous nous battons sont de vils mercenaires qui font payer leur peine et leurs travaux, tandis que nous, nous combattons sans être gagés, nous combattons pour nous-mêmes et nous combattons pour une chose inappréciable : pour être libres et pour n'avoir point de maître que la loi à laquelle nous concourons tous.

« Rendons, citoyens, d'immortelles grâces à nos représentants, vous venez de les voir nous donner une Constitution républicaine, premier motif de notre reconnaissance la plus pure. Vous les voyez attentifs à tout ce qui pourrait porter le caractère de la trahison dans les armées, autre motif bien raisonnable encore de notre reconnaissance; vous les voyez conjurer, punir avec sévérité tout ce qui pourrait nuire à notre unité et à notre indivisibilité, pour nous procurer le



bienfait de la tranquillité, pourrait-on encore oublier le prix de cette attention ?

« Encore une fois, citoyens, ne vous laissez point aller au découragement sur les revers, il est de la vicissitude des choses humaines de n'être point constantes dans les succès, songez seulement que semblable à un faisceau, tant que nous ne serons pas divisés entre nous, nous serons invincibles et si nous sommes déjà si redoutables pour forcer nos ennemis à se coaliser lâchement contre nous, si nous savions conserver notre union, qu'est-ce que nous pouvons redouter de leurs vaines attaques ; un général accompli conduirait une armée de Français sur les bords du Bosphore et l'union de sa troupe la rendrait invincible.

« Mais remarquez comme moi, citoyens, que nous avons toujours été trahis par les chefs de nos armées et que l'ardeur des troupes ne s'est pas ralentie, tant est puissant le motif qui nous attache à la patrie ; il semble que ces braves défenseurs de nos foyers ont oublié le sentiment de leur propre conservation, pour ne s'occuper que de celle de la République, quoique agitée en tant de sens différents, et leur dévouement à cet égard est si généreux, il est si digne de nos éloges, qu'on ne sait à qui accorder plus d'admiration de la République ou de ses défenseurs, l'une brave les orages qui devraient la faire succomber, les autres ne connaissent point de danger quand il s'agit de la soutenir. Qu'êtes-vous auprès de ces forts d'Israël, lâches conspirateurs contre les lieux de votre naissance ; enfants dénaturés que le ciel fit naître dans sa colère pour déchirer les entrailles de celle à qui vous êtes redevables de la vie, est-ce en poignardant votre mère que vous lui témoignez votre respect ; monstre, est-ce en donnant le mauvais exemple de la haine du nom français que vous espérez vous rendre célèbres ; rivaux de vos traces, le mépris, l'horreur accompagneront votre mémoire au delà du tombeau. Sur quoi fondez-vous, calculateurs obscurs et haïssables, l'espoir de vos succès forcenés ? Sur la destruction universelle de vos semblables, sur la réformation et la subversion de la Constitution qui fait le gage de leur bonheur, sur le désordre que vous espérez répandre parmi eux. Ne vous promettez rien d'heureux de vos projets liberticides, vous serez exécrés dans toutes les générations futures ; j'en forme le serment et toute cette assemblée, qui partage mes sentiments, le répète, vous serez exécrés, trompés, déjoués.

« Plus cette tribulation intérieure a lieu de nous frapper, citoyens, moins nous concevons comment il peut être praticable que la France ait pu donner le jour à des antropophages ; croyez-moi, citoyens frères et amis, croyez-moi, redoublons d'amour pour cette république naissante à jamais triomphante, portons le tribut de nos desirs les plus ardents aux pieds du trône de l'Être suprême ; je ne puis trop le répéter, soyons unis et nous sommes invincibles. »

Après ce discours, le président de l'Administration a juré le maintien de la Constitution, de l'unité et indivisibilité de la République, serment qu'a répété toute l'assemblée, au milieu des cris de *Vive la République ! Vive la Montagne !* Des hymnes se sont répétés, l'allégresse publique et complète a été suivie d'une autre salve de mousqueterie.

Le cortège reprenant ensuite pour une évolution circulaire le même chemin, et repassant sous le triangle de l'égalité, s'est rendu de nou-

veau à la place de la liberté où au milieu de la musique, des tambours, chansons patriotiques et autres signes de la joie publique, s'est effectué le brûlement des titres féodaux, dans un feu de joie préparé à cet effet, et allumé par la représentante de la déesse de la liberté et les doyens d'âge. Une salve de mousqueterie a annoncé la fin de cet autodafé.

Les députés des communes ont de suite été conduits à un banquet simple et fraternel préparé sous le quinconce de la porte de Toury, sur un tapis vert de gazon. A ce repas présidait la déesse de la liberté, la citoyenne Champignon qui en avait rempli le rôle, et personne avec les députés des communes n'y était admis que les quatre doyens d'âge des corps politiques et de la société populaire, les deux plus anciens de la garde nationale, de la gendarmerie, et tous étaient servis par les membres des corps ci-dessus désignés.

De distance en distance l'on remarquait des groupes de frères de tout état, confondus et assis sur le gazon, prenant ensemble leur repas, deux piquets de garde nationale et un piquet de gendarmerie veillaient à la police extérieure de ces banquets dont les restes furent distribués aux pauvres au bruit du tambour. La musique annonça l'ouverture des danses publiques, qui ont continué bien avant dans la nuit, éclairées par une illumination générale. Pendant la danse la municipalité faisait distribuer des rafraîchissements. Ainsi s'est terminée cette mémorable journée, appelée à juste titre la fête de l'union de tous les Français, jour de terreur pour les tyrans de toute espèce.

Fait et arrêté par nous, membres du conseil général de l'administration du district de Janville.

A Janville, le 11 août 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Signé : BELOUIS, GENTI, LEMOULT, CLERC, procureur syndic ; DE ROCHEFONTAINE, secrétaire.

Pour copie conforme à l'original et collationnée :

DE ROCHEFONTAINE, secrétaire.

La Société populaire de Reims invite la Convention à rester à son poste, d'organiser le conseil exécutif et d'accélérer le renouvellement des corps administratifs, en en écartant les ci-devant nobles, les prêtres et les praticiens.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de législation (1).

Suit la lettre de la Société populaire de Reims (2).  
La Société populaire de Reims, à la Convention nationale.

« Mandataires du Souverain.

« Les lois qui sont la base du bonheur des nations ne font qu'empêcher leur sort lorsqu'elles restent sans exécution. En vain porterez-vous des décrets révolutionnaires pour sauver la République, tous vos efforts seront inutiles, tant que vous ne serez point secondés par des magis-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 7.

(2) Archives nationales, carton DIII 150, dossier Reims.

trats énergiques, républicains et inaccessibles à la corruption.

« L'expérience ne vous a-t-elle point appris qu'un grand nombre d'administrations, de municipalités, de tribunaux, sont gangrenés de fédéralisme, d'aristocratie : que plusieurs sont faibles et sans lumières, enfin que ceux qui sont capables de vous seconder sont en trop petit nombre pour concourir avec vous au salut de la patrie.

« Nous demandons, en conséquence ;

« 1<sup>o</sup> Que, pour sauver la patrie, vous restiez à votre poste, et qu'à l'exemple des sénateurs romains, vous attendiez, s'il le faut, la mort au haut de la Montagne, comme ils l'ont fait dans leurs chaises curules ;

« 2<sup>o</sup> Que vous décrétiez la formation du conseil exécutif, conformément à l'Acte constitutionnel ;

« 3<sup>o</sup> Que vous décrétiez le renouvellement des administrations et des tribunaux ;

« 4<sup>o</sup> Que vous décrétiiez qu'aucun ci-devant noble ou seigneur, qu'aucun ci-devant praticien seigneurial ou royal, qu'aucun prêtre, enfin qu'aucun agent de la fiscalité ou de la royauté direct ou indirect ne pourront être élus.

« Telles sont, législateurs, les mesures que nous croyons propres à sauver la République.

« Les membres de la Société des Amis de la Liberté et de l'égalité, séant au ci-devant couvent des Augustins à Reims.

NOËL, président, FRESSENCOURT-VILLERS,  
DESMARETZ fils, secrétaires.

« Reims, ce 5 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

La municipalité de Bayeux, renouvelée, annonce à la Convention nationale qu'elle a cru devoir signaler son installation par le brûlement de tous les titres et papiers de féodalité.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre de la municipalité de Bayeux (2).

« Bayeux, le 4 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« La municipalité de Bayeux renouvelée provisoirement et choisie par les représentants du peuple Lindet et Oudot dans la classe des citoyens sans-culottes, a cru qu'elle devait signaler son installation par l'anéantissement des titres aussi vains qu'orgueilleux sur lesquels l'aristocratie avait cru fonder ses prétendus droits inaliénables et imprescriptibles. Le feu en a dévoré devant nous, et en présence d'un peuple nombreux, six charretées énormes. La joie fut pure et sincère ; des cris de *Vive la République ! Vive la Montagne !* se firent entendre de toutes parts lorsque le citoyen maire eut prononcé le discours que nous vous envoyons.

« Puissent toutes les villes imiter notre exemple et seconder les travaux de nos imperturbables représentants montagnards.

« Salut et fraternité.

« HUE, secrétaire. »

Discours prononcé par Jean Letual, maire de la commune de Bayeux, le 25 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible, jour où furent brûlés les titres et papiers de la féodalité ; et imprimé par ordre de la municipalité, sur la demande de la Société populaire (1).

« Républicains,

Les droits du peuple trop longtemps méconnus sont aujourd'hui rétablis dans toute leur intégrité. L'homme a recouvré sa dignité primitive, et nous avons enfin une Constitution populaire qui repose sur les bases sacrées de la liberté et de l'égalité. Grâce immortelles vous soient rendues, généreux représentants, qui êtes restés fidèlement attachés à vos devoirs et à la cause du peuple ! Vous avez su déjouer les manœuvres perfides des lâches partisans de la royauté : votre courage et votre énergie ont sauvé la République des trahisons qui la menaçaient.

Citoyens, une loi bienfaisante a supprimé les titres de la féodalité que la tyrannie et la superstition avaient créés. Tandis qu'une flamme salutaire les dévore, affranchis d'un régime oppresseur, renouvelez, citoyens, avec vos magistrats, le serment d'être libres ou de mourir ; jurons une haine implacable à tous les tyrans, un attachement inviolable à la Montagne et aux véritables amis du peuple. En vain les ennemis de notre liberté multiplient leurs efforts sacrilèges pour la renverser ; républicains, la cause du peuple et de l'humanité entière triomphera de la coalition des despotes, et des trames perfides des fédéralistes. Soyons unis et courageux, nous renverserons les trônes des tyrans avec autant de facilité que ce feu consume les titres vains sur lesquels nos ennemis ont cru fonder à perpétuité notre esclavage.

Jean LETUAL fils, maire ; HUE, secrétaire.

Les membres composant le comité de surveillance de la commune de Vaucouleurs font passer à la Convention la proclamation dans laquelle ils expriment leur dévouement à la Constitution et leur attachement aux devoirs que leur impose la confiance de leurs concitoyens.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Suit la lettre des membres composant le comité de surveillance de la commune de Vaucouleurs (3).

Les membres du comité de surveillance de la commune de Vaucouleurs, à la Convention nationale.

« Vaucouleurs, ce 3 octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Appelés par nos concitoyens pour surveiller les méchants et les livrer au glaive de la loi, nous avons cru de notre devoir de leur faire connaître

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 7.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 7.

(3) Archives nationales, carton C 276, dossier 712.



nos sentiments dans une proclamation dont nous vous adressons un exemplaire.

« Insensibles aux traits envenimés de la calomnie qui nous attend, rien ne sera capable de ralentir la sévérité de nos regards sur les malveillants; partout nous les suivrons, partout nous les arrêterons. Installés depuis trois jours, déjà nous nous sommes occupés à retrancher de la Société quelques individus qui lui étaient dangereux; déjà ceux qui coopéraient sourdement avec eux tremblent et redoutent notre tribunal, tandis que les bons citoyens s'en réjouissent : Votre exemple dans la crise où nous sommes doit électriser tous les cœurs.

« Continuez, braves Montagnards, vous seriez des lâches à nos yeux, si vous délaissiez à d'autres la confection de l'édifice national dont vous avez solidement posé les fondements.

« HENRIOT, *président*; GUILLEAU, *secrétaire*;  
ROUSSELLE; ERBERARD; VAUGIEN; Marc  
L'ENCLOS; GOURBIE; SIMON; SALLINE. »

*Proclamation des membres composant le comité de surveillance de la commune de Vaucouleurs, à leurs concitoyens (1).*

Investis par votre confiance du pouvoir formidable de surveiller les méchants, de les dénoncer à l'opinion publique et de les retrancher de la société des bons, nous ne tromperons pas votre attente. Le salut de la patrie, essentiellement compromis par les manœuvres perfides de ces vils égoïstes, de ces fanatiques sanguinaires, de ces modérés dangereux qui, sans caractère, se plient et se replient au gré des malveillants, a provoqué des mesures sévères qu'il faut enfin déployer et faire valoir.

Depuis longtemps le Français de toute classe, de tout état, aurait dû se rappeler que celui-là est criminel qui prétend par paroles, par écrit ou par actions, s'élever contre la volonté générale, qu'il ne lui suffit pas de remplir forcément les devoirs de citoyen, mais que la nature ne lui a départi des lumières et des connaissances que pour en aider ses frères. Cependant, vous en êtes les témoins journaliers, ô vous qui ne voulez que le bien; la plupart de ces prétendus s'avants ne se rangent de votre côté que pour captiver votre confiance et en abuser lâchement; d'autres pour satisfaire à leur ambition sordide, et toujours tous pour vous perdre.

En effet, une expérience bien triste, sans doute, a dû nous convaincre que ces intrigants parvenus à des postes honorables sont, pour la plupart (et nous ne craignons pas de le dire) des hypocrites d'autant plus à craindre, que sous le masque du patriotisme ils perçoivent les deniers de la République sans s'occuper à en affermir les bases comme ils l'avaient juré. Ce sont ceux qui doivent d'abord provoquer l'attention et la surveillance des bons citoyens; après eux viennent ces fanatiques tout aussi dangereux qui, par une application simulée de la liberté du culte religieux, s'éloignent constamment de nos temples par la raison seule, n'en doutez pas, qu'ils sont desservis par des prêtres constitutionnels. Nous sommes loin, et nous n'en avons pas le droit, d'exiger qu'ils y paraissent, mais notre franchise nous porte à leur

déclarer que cette conduite ne peut que les rendre défavorables dans l'opinion, et si par cela seul ils ne sont pas suffisamment suspects aux yeux de la loi, elle ne défend pas au moins de les surveiller particulièrement.

Fermer plus longtemps les yeux sur ces modérés qui ne s'abstiennent de faire le mal que par crainte, et qui, dans leur âme, désirent le retour du régime tyrannique, ce serait trahir votre confiance et nos devoirs; non, concitoyens, leur conduite doit mériter toute la sévérité de nos regards, et nous avons juré, en promettant aux bons et paisibles citoyens d'assurer leur tranquillité de tout notre pouvoir, de les délivrer de ces êtres qui n'affectent de rester neutres que parce qu'ils n'ont pas la force ou les moyens de suivre nos ennemis dans leurs désastres.

Tels sont ceux contre lesquels nous nous proposons plus particulièrement d'avoir sans cesse les yeux ouverts, nous espérons que vous nous seconderez dans nos recherches; songez que du concert des bons contre les méchants dépend la vie, l'honneur et la fortune de chacun de nous.

Nous vous prévenons, concitoyens, que le comité tiendra des séances tous les jours, pour les étrangers, en la salle du bureau de conciliation de cette ville; et que pour celles extraordinaires il s'assemblera les dimanches et jeudis de chaque semaine à deux heures de relevée.

Nous vous invitons à en prévenir les étrangers que vous recevriez pour quelques jours, afin que, conformément à la loi, ils aient à y faire viser les papiers et certificats dont ils doivent être porteurs.

Fait en comité, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an second de la République une et indivisible, et arrêté que la présente proclamation sera lue au prône de paroisse un jour de dimanche, et ensuite publié et affiché ès-lieux accoutumés de cette ville.

HENRIOT, *président*; GUILLEAU, *secrétaire*;  
ROUSSELLE; VAUGIEN; Marc L'ENCLOS;  
GOURBIE; ESBERARD; SIMON; SALLINE.

Le citoyen Cocagne, curé de Pregney, offre en don patriotique le produit d'une année de son traitement, annonce qu'il le renouvellera tous les cinq ans, et demande que cette offrande soit rendue publique pour l'édification de ses confrères.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre du citoyen Cocagne (2).*

« Citoyen Président,

« Les besoins de l'État se multipliant chaque jour, je serais un fils dénaturé si je ne venais, de tout mon pouvoir, au secours de ma patrie. J'ai déjà fait don de mes fondations, c'est-à-dire du quatre pour cent qui m'en revenait. Je vous avertis que je donne encore une année de mon traitement de douze cents livres, comme curé, à compter du premier octobre prochain, pour les frais de la guerre. Je vous prie de faire insérer mon don au *Bulletin* pour engager mes confrères à faire quelque don pour la République et les frais de la guerre. Tous les cinq ans j'en ferai autant.

(1) Archives nationales, carton C 273, dossier 712.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 8.  
(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

« Je suis le plus républicain des curés de campagne.

« Salut et fraternité.

« COAGNE, curé de Preigney, district de Jussey, canton de Morey.

« Preigney, le 24 septembre, l'an II de la République une et indivisible. »

La municipalité de Die informe la Convention nationale des mesures qui ont été prises pour assurer avec le plus de succès l'exécution de la loi du 2 juin, concernant les gens suspects.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre de la municipalité de Die (2).

Au citoyen Président de la Convention nationale.

« Die, le 22 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« La municipalité de Die, toujours empressée de veiller à l'exécution des lois, à l'honneur de faire passer à la Convention nationale les arrêtés par elle pris pour assurer l'exécution de la loi du 2 juin dernier. Nous vous prions, citoyen Président, d'en faire part à la Convention.

« Nous sommes, avec les sentiments de fidèles républicains, les maire et officiers municipaux de la commune de Die.

« André BLANC, maire; PLANET, officier municipal; LAGIER, officier municipal. »

Extrait des registres du conseil général de la commune de Die (3).

Du onze septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française, à trois heures de relevée, à Die, par devant nous Pierre-Victor-André Blanc, homme de loi, et maire de ladite ville, dans la maison commune, et Rivaut, secrétaire-greffier, le conseil général de la commune en permanence et séance publique.

Étant assemblés, les citoyens Rousset, Logier, Tallon, Planel, Long, Plantes, Deloucy, Coursange, officiers municipaux; Duserre, Vaugelas, Bouvet, Arnoux, Chanquera, Grangier, Caveau, Samuel-Colombier, Armand Rousset, Daniel Arnoux, Julien Colomb, Louis Reboulet, Fauchérand, Jean-André Gilbert, Étienne Armand, notables, et Valentin, procureur de la commune, aucun autre n'étant présent.

Le procureur de la commune a dit qu'il a été remis ce jourd'hui à onze heures du matin à la municipalité, par le citoyen Morand, administrateur du district, un ordre de la part du citoyen Boisset, représentant du peuple, daté de Valence du neuf de ce mois, par lequel il est enjoint à la municipalité de faire mettre à exécution sur-le-champ la loi du deux juin dernier,

concernant les gens suspects. Requiert en conséquence qu'il soit enregistré et que le conseil prenne les mesures convenables pour le mettre à exécution.

Le conseil, après avoir pris lecture de la loi du deux juin dernier, et celle du 26 mars 1793, relatives au désarmement (des personnes) reconnues suspectes, l'arrêté du département de la Drôme du onze avril suivant, relatif aux mesures de sûreté générale, et l'injonction du représentant du peuple, arrête unanimement que ladite injonction sera enregistrée à la suite du présent.

Teneur de ladite injonction.

« Nous, Joseph Boisset, représentant du peuple délégué dans le département de la Drôme et autres environnants, enjoignons à la municipalité de la ville de Die, de faire mettre en exécution sur-le-champ la loi du deux juin concernant les gens suspects; ordonnons à la force armée de prêter main-forte pour l'exécution du présent ordre; invitons tous les bons citoyens de veiller à son exécution.

« A Valence, ce neuf septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française une et indivisible.

« Signé : BOISSET (et sceau avec la légende), représentant du peuple français. »

Le conseil général de la commune, lecture ouïe de la loi du vingt-six mars dernier, qui ordonne le désarmement des personnes reconnues suspectes, de l'arrêté du département de la Drôme du onze avril suivant, concernant les mesures de sûreté générale; du décret du deux juin dernier et de l'injonction du représentant du peuple, du 9 du courant, considérant que la loi du 26 mars dernier, a reconnu comme personnes suspectes les ci-devant nobles, les ci-devant seigneurs autres que ceux qui sont employés dans les armées de la République ou fonctionnaires publics, civils et militaires; les prêtres autres que les évêques, curés et vicaires et autres qui sont employés dans les troupes de la République, ainsi que les agents, domestiques des ci-devant nobles, ci-devant seigneurs et prêtres; que la même loi laisse à la disposition des conseils généraux des communes la faculté de faire désarmer les autres personnes reconnues suspectes; que l'article premier de l'arrêté du onze avril dernier, relatif aux parents des émigrés, des ci-devant seigneurs et prêtres, étend les dispositions de la loi du 15 août 1792, comme mesure de sûreté générale, aux mêmes personnes désignées par la loi du vingt-six mars dernier, aux beaux-pères et belles-mères des émigrés, aux agents ou domestiques des ci-devant nobles seigneurs et prêtres, sauf les exceptions concernant les domestiques, détaillées tant dans l'article deux, que par l'article quatre dudit arrêté, toutes les personnes reconnues suspectes sont soumises de paraître journallement à l'appel, à l'heure déterminée, par devant un commissaire nommé par le conseil général de la commune, sans qu'elles puissent s'y soustraire, sous quelque prétexte que ce soit, sauf pour cause de maladie ou infirmités dûment constatées, à peine d'être mises en état d'arrestation. Que la loi du deux juin dispose que les autorités constituées sont tenues de faire saisir et mettre en état d'arrestation toutes les personnes notoirement

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 8.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.



suspectes d'aristocratie et d'incivisme, et demeurant personnellement responsables des désordres que pourrait occasionner leur négligence; que le citoyen Raimond, homme de loi de cette commune, a été mis au rang des personnes suspectes, par un arrêté du département de la Drôme; que par arrêté du conseil du 26 mai dernier, le citoyen Louis Gilbert a été compris dans la liste des personnes suspectes et sujettes au désarmement et soumis à l'appel; que l'injonction faite par le représentant du peuple est impérative et ne souffre aucun retard.

Le conseil unanimement arrête que les lois, arrêtés et injonction ci-devant énoncés seront exécutés sans délai, qu'en conséquence, toutes les personnes désignées suspectes par lesdites lois et arrêtés seront mises demain matin en état d'arrestation dans la maison des ci-devant Ursulines de cette ville, sauf les femmes, enfants et domestiques du sexe, à l'arrestation desquels il sera sursis jusqu'à l'arrivée du représentant du peuple. Arrête que néanmoins les personnes du sexe seront sujettes à l'appel journalier, à l'heure ordinaire. Que pour prévenir les inconvénients que pourrait entraîner l'arrestation dont s'agit, toutes les personnes reconnues suspectes par la loi seront requises demain de se rendre à dix heures du matin dans la maison des ci-devant religieuses Ursulines pour y exécuter la loi, qu'à ce défaut elles y seront contraintes et la loi exécutée contre elles; qu'au surplus le commandant de la garde nationale sera requis de fournir demain matin un détachement de quatorze hommes qui sera assemblé dans la cour de la maison commune à six heures du matin pour y recevoir les ordres ultérieurs du conseil. Arrête au surplus que le citoyen Plante, ci-devant chartreux, sera mis en état d'arrestation chez lui provisoirement, attendu les infirmités notoires, jusqu'à ce que le représentant du peuple ou l'administration du département ait prononcé définitivement à son égard, comme aussi qu'il sera établi une garde de six hommes, un caporal et un sergent pour veiller à l'exécution desdites lois et à la sûreté des personnes qui seront mises en arrestation.

*Et ont, les membres présents, signé à l'original.*

Du douze septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française, à six heures du matin, à Die, par devant nous Pierre-Victor-André Blanc, homme de loi et maire de ladite (ville), dans la maison commune, écrivant le secrétaire greffier, le conseil général de la commune en permanence, et séance publique.

Étant assemblés les citoyens Charles Rousset, Logier, Talon, Planel, Long, Plante, Deloney, Coursange, officiers municipaux; Dusserre, Vaugelas, Bouvet, Grangier, Caneau, Samuel, Colombier, Armand, Rousset, Arnoux, Julien Colomb, Reboulet, Faucherand, Armand, notables, et Valentin, procureur de la commune, aucun autre n'étant présent.

Auxquels le citoyen maire a exposé qu'il vient d'être mis sur le bureau par le citoyen Étienne-André Logier, une pétition par lui présentée au département, pour jouir de l'exception y mentionnée, laquelle pétition a été renvoyée par le district au conseil pour s'expliquer sur la vérité des faits y contenus et donner son avis, laquelle pétition il présente au conseil pour être statué ce qu'il appartiendra.

Lecture ouïe de la pétition, le procureur de la commune entendu, le conseil unanimement

d'avis que les faits consignés dans la pétition relativement à l'administration de l'hôpital sont sincères et dans la plus exacte vérité, que la dénonciation faite à l'assemblée primaire contre le citoyen Logier n'ayant eu aucune suite et n'ayant rien statué, le citoyen Logier a continué ses fonctions. Au surplus le conseil persiste à son arrêté du trente et un août dernier, dont extrait a été fourni au pétitionnaire au bas de la pétition par lui présentée au conseil général.

Le citoyen maire observe qu'ensuite de son arrêté du jour d'hier, il est urgent de faire notifier l'ordre du représentant du peuple aux personnes comprises dans la liste arrêtée par le conseil afin que ledit ordre soit incessamment mis à exécution.

Le conseil, lecture ouïe de l'observation ci-dessus, le procureur de la commune entendu, unanimement arrête que l'ordre du représentant du peuple sera remis au citoyen Leroux, commandant de la garde nationale, pour le faire mettre à exécution et, en conséquence, le citoyen Leroux, étant présent à la séance, l'ordre dont s'agit lui a été remis.

Le citoyen Leroux, de retour, a notifié au conseil qu'il s'est porté lui-même au domicile de chacune des personnes comprises dans la liste dont s'agit, que les citoyens Raymond, Logier, Louis Gilbert, Joseph Gilbert, Joseph Bernard, Bernard aîné, Gaynard, Montauband, Arnaud Simon-Silvestre et Friès lui ont déclaré qu'ils se rendront à dix heures de ce matin dans la maison désignée par le conseil, que le citoyen Gallien lui a répondu qu'une maladie grave lui est survenue, le met dans l'impossibilité de pouvoir se rendre dans la maison désignée. Que n'ayant point trouvé le citoyen Laurent Lacour dans son domicile, il lui a été déclaré que ledit Lacour s'était rendu volontairement dans la maison désignée; et qu'à l'égard du citoyen Charles Plante, lui ayant également notifié ledit ordre et l'arrêté du conseil, il a promis de l'exécuter et s'y conformer de point en point. Observe, le citoyen Leroux que le citoyen Louis Gilbert lui a déclaré n'avoir aucun domestique à lui et que celui qu'on a cru être le sien est au service de la citoyenne Defonds, sa belle-sœur, et a signé, Leroux, commandant.

De suite est paru le citoyen Raymond, homme de loi, lequel a exposé que n'étant ni noble, ni ci-devant seigneur, mais uniquement soumis à l'appel par l'arrêté du département du trente et un mars dernier, il ne doit pas être compris dans la liste des citoyens qui sont mis en état d'arrestation, et par cette considération, il demande d'en être tiré.

Le conseil, le procureur de la commune entendu, considérant que le citoyen Raymond a été déclaré suspect par l'arrêté du département du trente avril dernier, arrête, à la pluralité, qu'il persiste à son arrêté du onze du courant.

Lecture ouïe du rapport du citoyen Leroux, le conseil, le procureur de la commune entendu, a unanimement arrêté que le citoyen Gallien se rendra sur-le-champ dans la maison d'arrestation et qu'à ce défaut il y sera contraint.

Au surplus, le conseil a unanimement arrêté que son arrêté du jour d'hier et de ce jour, relatifs à l'arrestation des personnes suspectes seront communiqués au directoire de district par le citoyen procureur de la commune, commissaire nommé à cet effet, et soumis à son approbation; et arrête au surplus que la con-

signe donnée à la garde nationale sera transcrite à la suite du présent, et ont les membres présents signé à l'original.

Du susdit jour à sept heures de relevée, le citoyen maire a exposé qu'il a été remis au bureau une pétition de la part du citoyen François Gallien, homme de loi, habitant en cette ville, par laquelle il demande qu'il soit dispensé de se rendre dans la maison d'arrêt à cause d'une indisposition grave dont il est attaqué, et de son grand âge, le tout attesté par le certificat du citoyen Leroux, médecin, de ce jour, joint à ladite pétition et du certificat énoncé en la proposition. Le procureur de la commune entendu, le conseil, considérant qu'il résulte du certificat ci-dessus énoncé, le citoyen Gallien est atteint d'une maladie grave, qu'il est octogénaire, et que l'humanité exige de le dispenser de se rendre dans la maison d'arrestation, arrête, à la pluralité, que le citoyen Gallien est mis en état d'arrestation dans sa maison, d'où il ne pourra sortir sous quel prétexte que ce soit, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, et qu'à cet effet il sera mis une sentinelle à ses frais au devant de sa porte. Arrête au surplus que le corps de garde sera composé de six fusilliers, un caporal ou un sergent, qui seront payés à raison de cinquante sols par jour et chacun, et que le citoyen Gallien payera pour lui ou son domestique cinq livres par jour pour la sentinelle qui sera posée devant sa porte; arrête, en outre, que le conseil nomme pour commissaires les citoyens Tallon et Joseph Armand pour se rendre chaque jour alternativement dans la maison d'arrêt à l'effet de s'informer de la situation des détenus, et que la garde établie sera tenue de se conformer exactement à la consigne arrêtée par le conseil, qui sera affichée dans le parloir de ladite maison, lieu désigné par le conseil pour le corps de garde.

Arrête au surplus que les mesures prises par le conseil, relativement aux personnes suspectes détenues, seront soumises à l'approbation du représentant du peuple lors de son passage à Die, et qu'extrait des arrêtés du conseil à ce sujet seront envoyés au département et au ministre de l'intérieur.

Et ont les membres présents signé à la minute.

*Collationné :*

GIRY, secrétaire.

Celle de Fontaine-la-Gaillarde annonce à la Convention que, lorsque les citoyens se sont rassemblés au chef-lieu de leur canton pour procéder à la levée du nombre de cavaliers et canonniers qu'ils étaient dans le cas de fournir, le sort ayant désigné, pour les deux premiers, des citoyens de Fontaine, tous ceux de cette commune se sont écriés : « Plus de tirage, il semble que nous soyons appelés à sauver la patrie; Fontaine fournira seul le contingent. » La municipalité demande des armes pour ces jeunes citoyens, et elle invite la Convention à rester à son poste.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre de la municipalité de Fontaine-la-Gaillarde (2) :*

« Citoyen Président, et vous Montagne sacrée, protectrice des hommes libres.

« Permettez à des hommes, amateurs sincères

de la liberté, de vous faire part du feu patriotique que vous avez allumé, et qui brûle d'une manière désespérante pour les esclaves du despotisme. Voici le fait.

« La commune de Fontaine-la-Gaillarde, département de l'Yonne, district de Sens, canton de Saint-Clément, est appelée, le 22 septembre conjointement avec les communes de Saligney, Villiers-Louis, Maillet, Paron, Saint-Martin, Saint-Denis, Saint-Clément et Soucy, à l'effet de fournir cinq cavaliers et un canonnier pour le recrutement des 30,000 hommes de cavalerie, demandés par vos décrets. Arrivés au chef-lieu de canton, on adopte le mode du sort; les numéros étant faits, chacun tire à son tour, le sixième numéro, jeune homme de Fontaine-la-Gaillarde, tire un billet noir. En le voyant, il s'écrie : *Vive la République*. Le deuxième numéro est également tiré par un jeune homme de la même commune; il le voit noir : « Bon, dit-il, voilà celui que je cherchais depuis longtemps; *vive la République*. Mes parents qui ont besoin de moi ne pouvaient consentir à mon départ, mais le « sort le veut, je pars volontiers. » Aussitôt tous les garçons de la même commune s'écrient : « Le sort, disent-ils, semble faire choix de Fontaine pour la défense de la Patrie, eh bien ! « plus de tirage, Fontaine fournira le contingent. » Aussitôt, des cris mille fois répétés se font entendre de toutes parts : *Vive la République, vive la Convention, vivent les patriotes de Fontaine-la-Gaillarde*.

« Il est bon de vous remarquer, citoyen Président, que cette commune est une des plus petites du canton, qu'elle a déjà cinq de ses jeunes gens dans les armées de la République, qu'il n'en reste plus que cinq à six qui ont le plus grand besoin de rester chez eux parce que ce ne sont presque tous que des fils de femmes veuves. Malgré cela, ils attendent avec impatience le moment du départ pour la première réquisition; ils voudraient déjà être aux prises avec nos ennemis; ils voient, comme nous, avec le plus grand plaisir, les dispositions que l'on fait de toutes parts pour renfermer les chenilles de la République qui nous ont causé jusqu'à ce moment de grandes pertes, mais pertes que vous saurez réparer en écrasant ces vils insectes.

« Législateurs, préparez des armes, et des bras vigoureux sauront en faire l'emploi. Restez à votre poste, Montagne formidable, lancez la foudre et l'éclair de manière qu'aucun de nos ennemis, tant extérieurs qu'intérieurs, ne puisse échapper; tous les vrais républicains ont les yeux sur vous, ils attendent de vous leur salut et nous avons tous la ferme confiance que nous ne serons point trompés.

« *Vive la République! vive la Montagne! Ça ira!*

« A Fontaine, ce 27 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« GATEAU, maire; RICHÉ, officier municipal; RIGOREAU, procureur de la commune; PINET, notable; DAUVÉ, notable; JAVELLIER, président du comité de Salut public; LEREAU, secrétaire greffier. »

Le citoyen d'Avrainville, membre du comité de surveillance de la commune de Gerbeville, demande qu'il soit envoyé des commissaires dans tous les départements pour écarter des adminis-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 8.  
(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.



trations tous les membres entachés de la rouille aristocratique.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre du citoyen Davrainville (2) :*

« Représentants du peuple qui habitez la Montagne,

« Si vous quittez votre poste, la République est perdue. Vous éloignez des places les ci-devant nobles et prêtres, vous allez être remplacés par les procureurs fiscaux et autres officiers des ci-devant seigneurs, et ils sont plus à craindre que ces derniers. Les départements, les districts, municipalités, et généralement toutes les places, vont être occupés par ces sangsues qui, altérées depuis quatre ans, vont nous sucer jusqu'à la dernière goutte. L'on voit déjà leurs influences, leurs familles, l'argent, tout va être employé pour tromper le peuple trop facile; ils affectent le patriotisme le plus chaud, le plus grand acharnement contre les ci-devant seigneurs, et tout cela n'est qu'un masque. Faites une adresse au peuple pour l'empêcher de tomber dans les pièges qu'on lui tend; envoyez des commissaires dans toute la République pour faire seulement des réformes dans les corps constitués, des membres véreux, laissez les autres à leur poste, et forcez-les même d'y rester ou d'aller à la frontière, sans quoi plus de municipalités; ces places sont désagréables, tout le monde s'en retirera et vous n'y aurez que les intrigants qui aspirent à d'autres places. Mais je vous en conjure, restez à la vôtre. Salut, reconnaissance et fraternité.

« F. DAVRAINVILLE, membre du conseil général de la commune et du comité de surveillance de la ville de Gerbeville.

« Le 24 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

La municipalité de Remy-sur-Beuvron annonce à la Convention nationale qu'elle a fait brûler tous les titres et papiers féodaux, au milieu d'un nombreux concours de citoyens et aux cris de : « Vive la République une et indivisible! »

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (3).

*Suit un extrait du registre des délibérations de la municipalité de Remy-sur-Beuvron (4) :*

*Extrait du registre des délibérations de la municipalité de Meung-sur-Beuvron (sic).*

Aujourd'hui dimanche, vingt-deuxième jour de septembre, l'an mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française, l'assemblée générale de toute la commune, tenant extraordinairement sur la place publique de ce bourg, assisté de la municipalité et accompagné de la garde nationale de cette commune, en vertu de la loi du 17 juillet 1793, qui sup-

prime sans indemnités toutes les redevances ci-devant seigneuriales et droits féodaux, même ceux conservés par le décret du 25 août dernier, et pour nous renfermer dans ladite loi, nous nous sommes fait apporter les titres expliqués suivant la loi :

1<sup>o</sup> Ceux de chez le citoyen Lerasle, notaire, et ceux du citoyen Bagnault de Vilbourgeon. En conséquence, nous avons convoqué, il y a huit jours, une assemblée générale de tous les individus de cette commune qui se sont rendus, suivant notre mandat, sur la place publique ordinaire. Nous dits maire et officiers municipaux nous avons porté pleins trois grands paniers de titres en question, et nous les avons fait brûler en présence de tout le peuple de la commune de Meung, et d'après lesdits papiers brûlés, et les cendres jetées au vent, le maire a proposé de renouveler le serment, ce qu'il a fait, ensemble toute la municipalité;

2<sup>o</sup> Le citoyen Chenille, curé et officier public, a prêté le serment;

3<sup>o</sup> Le commandant de la garde nationale, ensemble la garde l'a pareillement prêté, et finalement tout le peuple, hommes, femmes et enfants et même tous les vieillards, le tout ensemble, d'une unanime voix avons crié : *Vive la République française*, en disant de ne jamais quitter notre poste sous peine de la vie.

Ledit procès-verbal sera envoyé au président de la Convention nationale par notre secrétaire-greffier, sous quinzaine.

Fait et arrêté les jours et an que dessus.

*Ainsi signé sur le registre :* MITAINE, maire; DESBORDES, CLÉMENT, DELAHAYE, DUFFIÉ, membres; SAVART, THUAULT, LERASLE, Janvier ROUSSEAU, BELGIL, notables; MAZURY, procureur de la commune; CHENILLE, officier public et NAUDIN, secrétaire greffier.

Certifié conforme :

NAUDIN, secrétaire greffier.

Le citoyen Michel, vicaire épiscopal du département de la Manche, informe la Convention nationale du mariage qu'il vient de contracter, et lui adresse un exemplaire du discours qu'il a prononcé dans cette occasion, et qui a été vivement applaudi par la Société populaire de Coutances.

Insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre du citoyen Michel (2) :*

« Coutances, ce 27 septembre 1793,

« Citoyen Président,

« *Vive la Montagne et la République!* Je viens enfin de secouer l'absurde et cruel préjugé qui me dépouillait de la moitié de mon existence. Curé autrefois, et aujourd'hui vicaire épiscopal, j'épouse une jeune personne jolie, sans fortune, mais riche en vertus, une excellente républicaine. C'est la fille d'un volontaire qui, âgé de 60 ans, après en avoir servi douze sous le règne des despotes, sert maintenant la patrie avec la vigueur d'un jeune homme.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 8.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 8.

(4) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 9.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

« Je fais hommage à la Convention nationale du discours que j'ai fait imprimer au sujet de mon mariage. Ce que le citoyen Lindet, évêque de l'Eure, a écrit sur cette matière, m'a été d'un grand secours. Comme je n'avais d'autre but que de déromper mes concitoyens, je n'ai pas balancé à préférer ses raisons aux miennes quand elles m'ont paru meilleures. J'ai eu, et j'ai encore beaucoup à souffrir. L'aristocratie des préjugés et de la superstition n'est pas la moins terrible. Jusqu'à quel point de dégradation le despotisme nous avait réduits, qu'il faille tant de courage pour remplir un devoir si naturel et si saint ! Puisse l'exemple que je donne le premier dans le chef-lieu du département de la Manche, être suivi par mes confrères.

« Respect et dévouement absolu aux dignes représentants du premier peuple du monde, du peuple français républicain.

« MICHEL, vicaire épiscopal, membre de la Société populaire de Coutances. »

*Suit le discours du citoyen Michel (1) :*

*Jean-André Michel, vicaire épiscopal du département de la Manche, aux citoyens du même département.*

Il n'est pas bon que l'homme soit seul, faisons-lui, dit le père commun des hommes, une aide semblable à lui. Et ailleurs, « Croissez et multipliez ». (*Genèse*, C. 1 et 2.)

Que l'homme et la femme soient faits l'un pour l'autre, que leur conformation, leurs goûts et leurs besoins mutuels établissent de la manière la plus évidente l'union intime des deux sexes; que le droit naturel proscrive le célibat, excepté pour ces êtres imparfaits que des raisons physiques y condamnent, c'est une vérité sentie par tous les penseurs. Il semble qu'on ne reçoit la vie qu'à la condition de la donner un jour; c'est l'ordre suprême que le Créateur prescrit à chacun de nous dans la personne de nos premiers parents : « Croissez, leur dit-il, et multipliez », remplissez la terre, c'est le vœu formel de la nature, et la politique seule peut expliquer pourquoi l'Eglise romaine a condamné ses prêtres au célibat. « Il n'a point été commandé par l'Auteur de la religion ni par les apôtres », dit le vertueux évêque de l'Eure, aussi recommandable par ses lumières que par son civisme; il ne fut point établi dans les premiers siècles, il ne l'est pas dans l'Eglise grecque. Dans l'Eglise romaine, il est devenu l'objet d'une multitude de réglemens et une foule de scandales; introduit dans des siècles où la philosophie conduisait à l'égoïsme, il l'accrédita dans les temps où chacun désira que les riches bénéfices de l'Eglise ne devinssent pas le patrimoine héréditaire de quelques familles. Faut-il maintenant une telle institution, au risque de compromettre la religion à laquelle cette institution n'appartient pas essentiellement ? On verrait avec inquiétude, dans la République, le sacerdoce composer encore une classe distinguée des autres citoyens. Si les prêtres professaient un genre de vie particulier, ils ne tarderaient pas à réclamer des privilèges.

Lorsque l'Auteur de la nature a ordonné à

l'homme et à la femme de s'unir, de croître et de multiplier, qui peut le leur défendre ? Lorsque celui qui a formé l'homme a réprouvé sa solitude, qui peut la lui commander ? Lorsque le divin Auteur de la religion a choisi pour ses apôtres des hommes engagés dans les liens du mariage, et qu'il n'a accordé cet honneur qu'à un seul célibataire, qui peut condamner des choix dirigés par un si grand exemple ? Lorsque saint Paul déclare que le mariage est honorable en tout; qu'il a été élevé à la dignité de sacrement par Jésus-Christ lui-même, qui peut lui imprimer une note d'infamie en supposant qu'il rend incapable d'approcher des autels ? Saint Paul, dans sa première épître à Timothée, dit que dans les temps à venir, il y aura des gens qui abandonneront la foi, donnant leur attention à des esprits d'erreur et à des doctrines diaboliques, enseignées par des *imposteurs pleins d'hypocrisie*, et dont la conscience est toute corrompue, qui *interdiront le mariage (prohibentium nubere)*. Je ne veux faire aucune application, mais ne peut-on pas dire que ces temps dont parle l'apôtre, sont arrivés ?

Lorsque le même apôtre prescrivant les règles du choix des évêques, des prêtres et des diacres, recommande de choisir des hommes d'une seule femme, qui gouvernent bien leurs familles, qui aient des enfants fidèles, qui osera prétendre qu'un évêque, un prêtre, un diacre, sont plus dignes de leurs fonctions parce qu'ils n'ont ni femme, ni enfants, ni famille. Les institutions de Jésus-Christ et de ses apôtres sont conformes aux lois de la nature, les institutions modernes n'appartiennent point au christianisme. Ce sont les effets du délire, de l'enthousiasme ou du fanatisme, ou les résultats des combinaisons politiques. Il est temps que les préjugés cessent, que la vérité soit connue; il est temps que les prêtres rentrent sous la loi qui régit le genre humain et la nature entière.

Déjà il me semble entendre les esclaves des préjugés, de l'ignorance et de la superstition réclamer les vœux et les serments qui lient les prêtres au célibat. Je leur réponds que jamais aucun vœu, aucun serment n'a été prescrit aux ecclésiastiques sur cette matière. Le sous-diaque, avant son ordination, promet tacitement d'observer la loi par laquelle l'Eglise l'oblige à la continence, autant que la fragilité humaine peut le permettre. L'obéissance à cette loi ne peut être exigée qu'autant que cette loi existe. Si la loi est suspendue, si on en obtient dispense, si elle est révoquée ou annulée, l'obligation de l'observer cesse aussi pour celui qui l'avait promis. Or, telle est aujourd'hui la position de l'Eglise de France, qu'elle doit révoquer la loi du célibat de ses ministres; si elle ne la révoque pas, cette loi s'anéantit d'elle-même. Eh ! pourquoi ? Parce que toutes les règles des associations particulières sont nulles, dès qu'elles sont contraires à la loi de la grande société. Toute loi, et surtout toute loi ecclésiastique est abrogée par le seul fait qu'elle devient impraticable, dangereuse, et propre à exciter des troubles dans la société : elle ne peut plus être l'expression de la volonté générale, surtout dans une société guidée par la sagesse et l'esprit de Dieu.

Si on veut que l'Eglise continue de proscrire le mariage des prêtres, qu'on nous dise par quels moyens on les empêchera de contracter des mariages que la loi civile autorise; quelle peine on imposera à ceux qui se glorifieront

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.



d'avoir rempli un devoir naturel auquel la société les invitait. L'Eglise ne doit pas s'imposer des règlements qu'elle ne peut faire observer. C'est un vrai scandale qu'une loi qu'on peut se glorifier de violer impunément. C'est une opiniâtreté dangereuse de vouloir maintenir des règlements qui contrarient les mœurs et les lois de la République.

Toutes bonnes lois sont conformes à la nature, les mauvaises la combattent; d'après ce principe d'éternelle vérité, que doit-on penser de la loi qui prescrit le célibat aux prêtres catholiques? Loin de nous ces idées d'une perfection idéale et imaginaire qui mutilé, qui dégrade l'homme, et que réprouvera toujours la nature et son auteur. « Croissez et multipliez », dit l'Etre suprême; ne s'adresse-t-il pas aux prêtres comme au reste du genre humain, et l'invincible penchant qui entraîne un sexe vers l'autre, ne déclare-t-il pas bien positivement le vœu de la nature et la volonté du Créateur? S'il veut le bonheur de sa créature, comme on n'en peut douter, et que l'homme ne puisse être heureux seul, comme il le dit lui-même (*vox soli; non est bonum esse hominem solum*), peut-il approuver les préjugés qui condamnent les prêtres à passer leurs jours dans le célibat? Il est dans la vie des peines que nous devons supporter avec résignation et avec courage, parce qu'elles sont inséparables de notre être, mais le Dieu qui nous créa y attacha des jouissances afin de ne pas accabler notre faiblesse, et de compenser les maux par les biens; si au lieu d'entrer dans les vues de l'arbitre de nos destinées, nous nous interdisons les plaisirs attachés à la condition d'homme et qui doivent servir de contrepoids à nos misères, il est évident que, contre les intentions du Créateur, nous violentons notre nature et tourmentons nous-mêmes notre existence. Le célibat des prêtres est donc un préjugé cruel qui a de dangereuses conséquences pour eux et pour les peuples. Car il ne faut pas se dissimuler que la privation des jouissances permises, des vrais et innocents plaisirs de la nature, en fait rechercher souvent d'illicites et de criminels. Quand les hommes n'auront-ils que des lois sages et des institutions raisonnables? Quand auront-ils donc des idées saines sur les mœurs et la vertu? Ce sera lorsque l'enfance sera mieux élevée, qu'on ne la remplira plus de préjugés ridicules; ce sera quand nous aurons des instituteurs éclairés, des prêtres véritablement hommes et citoyens. Quelques-uns se plaignent du peu d'estime, que dis-je? du mépris qu'on leur témoigne; eh bien, qu'ils reviennent à la nature et au bon sens, qu'ils ne cherchent point à former une caste à part; membres de la société, qu'ils la servent utilement, qu'on trouve en eux des modèles des vertus chrétiennes et civiles, et alors la société leur rendra son estime. Ils auront des droits réels à la considération publique, le saint ministère sera honoré, respecté. La simplicité évangélique prendra la place du faste scandaleux des prélats réfractaires; à l'éclat de l'or succédera l'éclat des vertus, et les prêtres riches des vraies richesses, deviendront aussi chers à la société, qu'ils en sont aujourd'hui peu estimés. Il n'est plus temps de se faire illusion, la considération publique ne sera désormais que pour les hommes vertueux et véritablement utiles qui serviront la République de leurs bras ou de leurs lumières, qui défendront la patrie, lui donneront des enfants, féconderont la terre, ou éclaireront leurs concitoyens.

Ministres des autels, nous avons une grande tâche à remplir : c'est de réparer, autant qu'il nous est possible, le mal qu'ont fait à la République ceux que nous remplaçons. Leur avarice et leur hypocrisie ont mis en péril l'Etat et la religion; que notre franchise, notre désintéressement, notre dévouement absolu aident à sauver l'un et à rendre l'autre plus respectable à nos frères. Nous sommes chargés de les instruire, de leur montrer les devoirs de l'homme, du citoyen, du père de famille, et de leur apprendre à être heureux; devenons donc pères de famille, soyons heureux nous-mêmes du bonheur de la nature. Tristes célibataires, comment enseignerons-nous ce que nous ne saurions pas nous-mêmes. Si nous voulons parler utilement de la religion, ne choquons pas la raison, ne résistons pas aux lois de la nature. Ce qu'elle nous inspire est la première vérité, ce qu'elle nous commande est le premier devoir, les sentiments honnêtes qu'elle imprime à nos âmes, sont la première révélation, le premier signal des volontés du Créateur. Celui qui les contrarie est dans l'erreur, il est loin de la voie du bonheur. Dès qu'il s'en aperçoit il doit abjurer ses préjugés et réparer ses égarements; il doit détester l'absurde despotisme qui l'avait dépouillé de la moitié de son existence.

Avant de finir, frères et concitoyens, jetons un coup d'œil sur les célibataires, lorsque le poids des ans vient à se faire sentir. Voyez comme la nature se plaint à s'en venger! comme leurs vieux jours sont remplis d'ennuis que personne ne cherche à adoucir! Quelle affreuse solitude règne autour d'eux! On peut les comparer à ces arbres isolés, secs et stériles qu'aucun ombrage ne défend contre les coups de la tempête et qu'on ne remarque que par leur inutilité.

Frères et concitoyens mes collègues, évitons ce malheur en remplissant les devoirs sacrés d'homme et de citoyen.

*Extrait du procès-verbal des délibérations du conseil de la commission administrative du département de la Manche.*

Du 19 septembre 1793, l'an II de la République.

Une députation de la Société des Amis de la liberté et de l'égalité de Coutances demande à faire lecture d'un ouvrage du citoyen Michel, vicaire épiscopal. Cet ouvrage, relatif au mariage que ce prêtre philosophe va contracter, inspire le plus vif intérêt. Les députés sont invités à la séance.

Un membre dit :

« La nature avait fait des pères avant que la théologie eût enfanté des prêtres. Le citoyen Michel a prouvé dans son ouvrage philanthropique que jamais aucune loi n'avait détruit celle de la nature. On a beau la chasser, la nature revient toujours; ses droits sont inaliénables et imprescriptibles. L'homme est fait pour le bonheur, et le bonheur veut deux êtres. Le citoyen Michel a fait des prosélytes à la Révolution, il doit des enfants à la patrie. Observateur républicain de la religion des lois, il professera fidèlement la religion de l'hymen. Son exemple éclairera son siècle; et l'on ne verra plus de faux célibataires usurper hypocritement un titre qui ne doit demeurer qu'aux malheureux que la nature a condamnés à une triste et perpétuelle stérilité. »

Plusieurs membres parlent dans le même sens.

L'assemblée adopte leurs principes, et sur les conclusions du procureur général syndic, ordonne la mention civique et l'impression du discours du citoyen Michel, arrête qu'il sera répandu dans le département pour éclairer l'esprit public et prémunir les bons citoyens contre les préjugés et les manœuvres insidieuses de la malveillance.

Un membre de l'Administration observe que le citoyen Michel est en ce moment dans le lieu extérieur des séances; invité d'entrer, il paraît au milieu des acclamations et des applaudissements universels des tribunes et de l'administration. Le président lui donne, au nom de l'assemblée, l'accolade civique et fraternelle.

*Certifié conforme :*

MARION, doyen d'âge, président; NICOLE, secrétaire général.

Le citoyen Le Carpentier, représentant du peuple, approuve l'arrêté du département et voit avec satisfaction que les prêtres citoyens se disposent à devenir pères de famille.

La Société républicaine du Châteaudun félicite la Convention nationale du triomphe qu'elle a remporté dans la lutte que lui opposait une coalition de traîtres et de factieux, et demande la prompt punition des coupables.

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit la pétition de la Société républicaine de Châteaudun (2).*

*Pétition de la Société républicaine séante à Châteaudun, département d'Eure-et-Loir.*

« Citoyens représentants,

« Vous demander justice, presser le jugement des coupables, tel est le but de notre pétition.

« Depuis longtemps un parti oppresseur ralentissait votre marche, entravait le bonheur du peuple; vous vous êtes levés, et il a été anéanti. C'en était fait de la liberté, c'en était fait de nos droits si vous eussiez succombé dans la lutte dangereuse qui s'était élevée entre les partisans des rois et les amis du peuple. Mais non, il existait un génie protecteur des Français et conservateur des peuples libres. D'une main puissante il déchirait le voile épais qui couvrait les factieux, et de son souffle divin il vous inspirait cette ardente énergie qui fait les révolutions et sait les maintenir.

« Vous avez donc sauvé la patrie : du sein de la Montagne sainte sont sortis ces décrets fulminants qui ont fait rentrer les traîtres dans la poussière. Un grand crime s'est commis, et il n'en est pas de plus atroce que de livrer sa patrie et ses frères à la fureur des tyrans. Il existe donc des coupables, il faut les punir. Assez et trop longtemps le glaive de la loi a été suspendu sur la tête des coupables; il est temps enfin qu'il s'appesantisse; ils ont bravé le peuple, nous ne les braverons pas, mais qu'ils reçoivent la peine due à leurs crimes.

« La faction des trente-deux était le tombeau de la liberté, les trente-deux sont donc des traî-

tres; rendez un décret, et ces monstres ne souilleront plus le sol de la liberté; ils ont osé en violer le sanctuaire; vous les en avez chassés, et les Français reconnaissants ont déclaré que vous avez bien mérité de la patrie. »

*(Suivent 37 signatures.)*

La Société populaire de Thionville fait part à la Convention nationale de la bravoure républicaine qui anime le second bataillon du département du Lot, et des traits de l'héroïsme patriotique de trois volontaires de ce bataillon nommés Judicis et Saint-Vincent, de ce département, et Sernon, du département de Seine-et-Oise, qui ont scellé de leur sang, de leur mort même, leur aversion contre la tyrannie, et de leur attachement pour la République.

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit la lettre de la Société populaire de Thionville (2).*

« Thionville, le 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

« La Société populaire de Thionville a cru devoir vous rendre compte de trois traits héroïques de deux jeunes volontaires du 2<sup>e</sup> bataillon du Lot, cantonnés à Rodemack, premier poste de l'extrême frontière.

« Le 12 du mois de septembre, une colonne de 12,000 hommes, tant Prussiens qu'Autrichiens, a campé près Luxembourg. Sachant qu'il n'y avait que 300 hommes d'infanterie et 30 hommes de cavalerie aux postes de Rodemack et de Roussi, ils se sont portés, au nombre de 2,000 hommes, moitié cavalerie, et ont attaqué le poste de Roussi, composé de 100 hommes. Ces braves républicains, au lieu de se replier, ont fait face à ces nombreux satellites, et ont fait un feu continu sur eux. Après avoir usé toutes leurs cartouches ils ont été entourés et forcés de se rendre. Mais ce qui vous surprendra, ce sont trois volontaires âgés de 17 ans, qui avaient tué plusieurs de ces esclaves. Ils furent assaillis par plusieurs pelotons qui leur dirent : « Petit patriote crie : *vive le Roi*, sans quoi tu seras sabré ». Ces jeunes et intrépides républicains ont mille fois mieux aimé mourir que d'obéir à leurs ordres; ils ont, au contraire, crié *Vive la République*. A l'instant ces scélérats ont massacré le premier et le second, et le troisième a reçu neuf coups de sabre sur la tête. Il est resté sur le champ de bataille et les cruels ennemis ont cru qu'il était mort. A leur retraite, un citoyen des campagnes voit ce jeune héros qui remuait, court à lui, le relève et le conduit à cheval à Rodemack où il fut pansé.

« Le 13, le citoyen Muller, administrateur du département, et le citoyen Dinot, chef de la légion du district, qui avaient fait sonner le tocsin et lever la masse pour chasser les ennemis et secourir nos frères, se transportèrent au lieu de son domicile, crurent à chaque instant le voir expirer, et lui porter des secours, le firent transporter

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 9.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 9.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.



à Thionville pour être mieux soigné (1). Ce brave jeune homme, la mort sur les lèvres, eut le courage de dire qu'il était beau de mourir pour sa patrie. Des traits d'héroïsme semblables doivent être connus de toute la République. Le bonheur veut, à ce que vient de nous dire le citoyen Roger, chirurgien-major de l'hôpital militaire, qu'il guérirait des blessures. Ceux qui ont été hachés se nomment Judicis, fils du président du tribunal criminel du département du Lot; Bessiot, de Saint-Vincent, du même département. Celui qui a reçu les neuf coups de sabre se nomme Sernon, volontaire de nouvelle levée, du département de Seine-et-Oise, qui, d'après le rapport du chirurgien-major, en guérira.

« Voilà plusieurs fois que les ennemis viennent avec de grandes forces attaquer nos propriétés sur cette frontière, sachant qu'il y a peu de troupes dans les cantonnements, ils pillent comme des voleurs ce qu'ils peuvent trouver, et se sauvent comme des brigands tels qu'ils sont à l'approche de nos braves défenseurs.

« Nous sommes, législateurs, avec fraternité, les membres composant la Société populaire séante à Thionville.

« ROGER, président; PELICOT, secrétaire;  
GUÉRIN, secrétaire (2). »

Les fabricants de toile de la commune de Mamers présentent à la Convention des observations contraires aux dispositions relatives à la fixation du *maximum* des denrées et marchandises.

La Convention passe à l'ordre du jour (3).

*Suit la pétition des fabricants de toile de la commune de Mamers (4).*

*Pétition des fabricants de toile de Mamers, à la Convention nationale.*

« Citoyens législateurs,

« Les fabricants de toile de la manufacture de la ville de Mamers, et les ouvriers attachés à cette manufacture, district du même nom, département de la Sarthe, ne doutent nullement que la bienfaisance stimulée par votre amour pour le bien public a sollicité le décret du... qui taxe le *maximum* du prix des denrées de première nécessité; des vues sages et profondes en ont dirigé les dispositions.

« La Convention nationale saisissant d'un coup d'œil la situation commerciale de la République, a été frappée du surenchérissement rapide des denrées de première nécessité; elle a vu que la partie indigente des républicains ne pouvait plus, par son industrie, atteindre au prix des subsistances; elle a été attendrie, et par une loi générale elle a voulu mettre en équilibre les dépenses nécessaires avec le produit journalier des travaux.

« Le décret qui fixe le *maximum* du prix des

denrées comprend les toiles et leurs matières premières.

« Citoyens législateurs, permettez à de vrais républicains quelques représentations sur ce classement; elles ne sont point dictées par un vil intérêt particulier; il n'est point de sacrifices que les fabricants de toiles de la manufacture de la ville de Mamers ne soient disposés à ajouter à ceux qu'ils ont déjà faits pour l'établissement et le maintien de la République. Mais ils portent leurs regards inquiets sur l'avenir, et ils n'aperçoivent qu'une perspective effrayante. Ils déposent dans votre sein paternel leurs sollicitudes.

« La manufacture des toiles de Mamers tient sans cesse en activité 20,000 ouvriers, soit pour la filature du chanvre, soit pour la contexture des toiles. Ces ouvriers, instruits et habitués à ce genre de travail, n'ont plus d'aptitude pour toute autre occupation; leur existence dépend de la conservation de la manufacture à laquelle ils sont attachés. La taxe des toiles anéantit sans espoir cette ressource. A quoi seront employés tant de bras devenus inutiles? L'inconvénient prévu n'est point une chimère enfantée par la crainte. Les fabricants de toile de la ville de Mamers qui, avant et depuis la Révolution, ont fourni pour les armées une quantité considérable de pièces de toile, ont cru dans ces derniers temps qu'en servant leurs intérêts personnels, ils pouvaient en même temps être utiles à leur patrie en multipliant leurs fournitures. Pour atteindre ce double but, il fallait qu'ils s'approvisionnassent des matières de leur commerce; ils les ont achetées à un prix exorbitant créé par l'inclémence des saisons et la concurrence des acheteurs. Il fallait encore que, pour encourager les ouvriers qu'ils employaient qu'ils augmentassent leurs salaires, et ils les ont doublés. Ces avances considérables ont converti en toiles toutes les propriétés des fabricants; si la taxe subsiste, les deux tiers au moins de perte qu'ils souffriront sur leurs avances rendront nulle et absolument nulle leur fortune. Comment pourraient-ils, dans cet état de détresse, alimenter une manufacture qui depuis longtemps était la nourrice de tant de citoyens. La ville de Mamers, autrefois si renommée pour ce commerce de toiles, ne se souviendra plus de sa manufacture que pour en déplorer son anéantissement et sa propre ruine.

« Les créanciers d'un grand nombre de fabricants qui commerçaient en partie leur crédit ne trouvant plus dans la propriété disparue de leurs débiteurs le gage de leurs créances, feront partager à d'autres la perte forcée qu'ils auront éprouvée.

« Telles sont, citoyens législateurs, les observations que les fabricants de toile de la ville de Mamers ont cru devoir pour l'intérêt public, soumettre à la sagesse de la Convention nationale dans l'espoir que les toiles seront déclarées non comprises dans la taxe des denrées de première nécessité, ou que leur fixation sera portée à un prix égal au moins aux avances qu'elles auront exigées.

« Non, citoyens représentants, ces demandes n'ont point été préparées par des considérations particulières ni formées par l'égoïsme; des vues d'un intérêt général en sont la source. Mais ne serait-il donc pas permis aux fabricants de Mamers de consulter un instant leurs propres intérêts garantis par les Droits de l'homme? Les articles 8, 16 et 19 de cette table éternelle des lois invariables de la nature trop longtemps mécon-

(1) Cette phrase incorrecte est textuelle.

(2) D'après l'*Auditeur national* [n° 386 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 12 octobre 1793), p. 2] « l'Assemblée applaudit avec enthousiasme à tant de grandeur d'âme. »

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 9.

(4) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 712.

nues n'établissent-ils pas pour première base du contrat social la conservation des personnes, des propriétés, du fruit des travaux et de l'industrie? Eh! certes, la taxe des toiles entame non seulement les propriétés des membres de la manufacture de Mamers, mais elle les détruit sans retour, mais elle fait disparaître le fruit des travaux et de l'industrie; elle affecte les pères et les enfants, et voue à la nuit leurs descendants.

« Ces sentiments, ces craintes sont profondément sentis par les signataires et par plus de 2,000 autres braves sans-culottes attachés à la manufacture, qui ne savent signer.

« *Les fabricants de toile de la manufacture de la ville de Mamers, et ouvriers attachés à cette manufacture.* »

(Suivent 171 signatures.)

#### Procès-verbal (1).

Aujourd'hui trois octobre mil sept cent quatre vingt-treize, l'an deuxième de la République une et indivisible.

Nous, fabricants de toiles et ouvriers attachés à la manufacture des toiles de Mamers, munis de la permission de la municipalité de la même ville, nous sommes assemblés dans l'auditoire du tribunal du district de Mamers, lieu qui nous a été indiqué par la municipalité pour nous assembler paisiblement et sans armes, afin de délibérer sur les intérêts de la manufacture des toiles, et particulièrement sur le bien-être des ouvriers qui y sont attachés.

Un membre de l'assemblée a dit que, pénétré d'un profond respect pour tous les décrets rendus par la Convention nationale rien n'empêchait cependant que la manufacture ne fit des représentations respectueuses à la Convention nationale sur les suites désastreuses que le décret, qui fixe le maximum du prix des denrées de première nécessité, et qui classe dans cette espèce les toiles, peut avoir.

D'après cette observation, il a été unanimement arrêté par l'assemblée, qui avait nommé pour son président le citoyen Grouasé, fabricant de toiles à Mamers, et pour secrétaire-greffier le citoyen Renard, aussi fabricant, qu'il serait fait à la Convention nationale une pétition pour lui exposer la détresse affreuse dans laquelle le décret qui fixe le maximum du prix des toiles précipite la manufacture de Mamers et tous les membres qui lui sont attachés. Il a été arrêté encore que la pétition serait faite dans les termes de la minute jointe au présent procès-verbal, laquelle pétition, après avoir été lue deux fois à l'assemblée, a été unanimement approuvée, et pour porter aux pieds de la Convention nationale la pétition qui intéresse si essentiellement le commerce, l'assemblée a nommé par acclamation les citoyens François-Simon Fortin, fabricant de toiles à Saint-Cosmes, Joseph Morand et Paul-Michel-André Odillard, marchands de toiles et tisserands à Mamers, auxquels l'assemblée donne pouvoirs de présenter à la Convention nationale la pétition dont la minute est ci-jointe et de faire tout ce qu'ils croiront prudent et convenable pour obtenir l'effet de cette pétition. L'assemblée leur donne également le pouvoir de choisir celui d'entre eux qu'ils jugeront à propos pour porter la parole

à la barre de la Convention nationale. Il a été enfin arrêté que sur les deniers qui appartiennent à la manufacture des toiles de Mamers, les citoyens Odillard, Fortin et Morand, commissaires nommés, seront remplis sur les simples mémoires qu'ils représenteront des déboursés qu'ils auront fait pour l'intérêt commun, et qu'une expédition du présent avec la pétition leur seront remises. Les trois commissaires susnommés ont, au surplus, déclaré accepter la commission qui leur est donnée.

Fait à Mamers, les jour et an susdits.

Un grand nombre de pétitionnaires ont déclaré ne savoir signer.

(Suivent 115 signatures.)

La Société républicaine de Bourbonne-les-Bains invite la Convention nationale à accélérer le maximum du prix des denrées et marchandises, et à rester à son poste jusqu'au rétablissement de la Paix.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » et renvoi à la Commission des subsistances (1).

La nouvelle municipalité de la commune de Saint-Yrieix invite la Convention nationale à rester à son poste jusqu'à ce qu'elle ait écrasé la tête de tous les conspirateurs (2).

Suiv l'adresse de la nouvelle municipalité de la commune de Saint-Yrieix (3).

La nouvelle municipalité de la ville de Saint-Yrieix, chef-lieu de district, département de la Haute-Vienne, à la Convention nationale.

« Législateurs,

« Il faut enchaîner les insensés pour se préserver de leurs fureurs; il faut tuer les chiens enragés pour éviter leurs morsures. Ces vérités, vous les avez heureusement consacrées dans les grandes journées des 31 mai et jours suivants. Soyez toujours à la hauteur de vos pouvoirs; écrasez tous ces conspirateurs, la gloire vous en est réservée; vous en êtes la terreur, soyez donc fermes à votre poste, vous ne pouvez le quitter qu'après avoir prouvé à l'Europe étonnée de vos succès, que les flammes des volcans ne servent qu'à fertiliser ce sol qu'elles semblaient dévorer.

« Les maire et officiers municipaux de Saint-Yrieix.

« TREYTUT, maire; PETIT, officier municipal; CATOLLE, officier municipal; SUPLEY, officier municipal; SILVAIN, procureur de la commune; GARDAIN, officier municipal; RUDEUIL, COUSTILLAS, DESCHAMP, officier municipal; CROUZILLARD, secrétaire. »

On présente à la Convention nationale la nomenclature des sociétés populaires, corps administratifs, municipalités et tribunaux qui ont fait passer des adresses à la Convention nationale, pour la féliciter sur ses travaux, et l'inviter à

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 9.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 10.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.



rester à son poste jusqu'à ce qu'elle ait assuré la paix de la République au dedans et au dehors.

Suit ledit état.

Les Sociétés populaires de :

Dieppe, département de la Seine-Inférieure;  
Thoissei, département de l'Ain;  
Orsan, département du Gard;  
Conches, département de l'Eure;  
Yssingaux, département de la Haute-Loire;  
Maussane, département des Bouches-du-Rhône;  
Evran, département des Côtes-du-Nord;  
Meymac, département de la Corrèze;  
Joigny;  
Meaux;  
Montdidier;  
Torigni, département de la Manche;  
Saint-Bris, département de l'Yonne;  
Lunéville;  
Saint-Flour, département du Cantal;  
Argentat, département de la Corrèze;  
La Teste-de-Buch;  
Lamballe;  
Châteauroux;  
Saint-Jean-Lespinasse, département du Lot;  
Falaise;  
Bordeaux, département de la Gironde;  
Lille;  
Saint-Sever;  
Héricourt, département de la Haute-Saône;  
Saint-Yrieix;  
Velleron, département de Vaucluse;  
Coulommiers, département de Seine-et-Marne;  
Vans, département de l'Ardèche;  
Forcalquier;  
Perthuis;  
Melun;  
Nîmes;  
Perpignan;  
Gignac;  
Villefranche, département de l'Aveyron;  
Chesne, département des Ardennes;  
Salat, département de la Haute-Garonne;  
Carcassonne;  
Josselin, département du Morbihan;  
Niort;  
Douzy;  
Fronton, département de la Haute-Garonne;  
Rozoy, département de Seine-et-Marne;  
Cuers;  
Agen;  
Saint-Chamas;  
Sauveterre, département des Basses-Pyrénées;  
Bar-sur-Ornain;  
Villedieu, département de la Manche;  
Ingouville, département de la Seine-Inférieure;  
Eu, département de la Seine-Inférieure;  
Nantes, séant au quartier général;  
Lesparre;  
Baron, département de l'Oise;  
Faouët, département du Morbihan;  
Gien, département du Loiret;  
Corbigny, département de la Nièvre;  
Saint-Amour, département du Jura;  
Le conseil général du département des Basses-Pyrénées;  
L'Administration du département de Vaucluse;  
L'Administration du département de la Haute-Saône;  
Le conseil général du département de l'Orne;

La commune de Mello, département de l'Oise (1);

La municipalité de Tilly-sur-Seulles, département du Calvados;

La commune d'Alençon;

Le conseil général de la commune de Saint-Jean-de-Luz;

Bayonne;

Langon;

Abbeville, département de la Somme;

Sept communes composant le canton de Marmagne, département du Cher;

Annot, département des Basses-Alpes;

Embrun;

Donjon, département de l'Allier;

L'Administration du district de Quingey, département du Doubs;

Le conseil général du district d'Avranches;

Castres;

Machecoul, département de la Loire-Inférieure;

Ancenis;

Les membres composant le comité de surveillance de la ville de Gacé, département de l'Orne;

Bourg d'Essai;

Saint-Fargeau;

Les autorités constituées et la Société populaire de la ville de Pont-Audemer, département de l'Eure.

La Convention nationale en décrète la mention honorable et l'insertion au « Bulletin » (2).

*Suit la teneur des adresses mentionnées dans l'état ci-dessus.*

# I

Adresse de la Société populaire de Dieppe (3).

« Dieppe, le 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Vous avez sauvé plusieurs fois la patrie; vous avez fait échouer les nombreux complots tramés contre la République, punir les traîtres, porté la terreur dans l'âme des accapareurs. Grâce vous en soient rendues, au nom de la patrie reconnaissante. Mais, êtes-vous quittes envers la liberté? La République n'a-t-elle plus besoin de vous? n'a-t-elle plus d'ennemis? Le sol de la liberté est-il purgé des satellites du despotisme?

« Législateurs, que ceux qui nous ont donné la République la consolident; qu'ils restent à leur poste jusqu'à ce que les despotes aient rendu hommage à la souveraineté du peuple. C'est le vœu de tous les Français amis de la liberté.

« Salut et fraternité.

« Les amis de la liberté et de l'égalité et de la République une et indivisible. »

(Suivent 19 signatures.)

(1) Nous n'avons pu retrouver l'adresse de la commune de Mello. Nous en avons donné un extrait, d'après le *Bulletin*, dans la séance du 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 10 octobre 1793). (Voy. ci-dessus, p. 295).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 10 à 13.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 712.

## II

*Adresse de la Société populaire de Thoisset (1),  
district de Trévoux, département de l'Ain, à la  
Convention nationale (2).*

« Nous avons accepté la Constitution que vous avez décrétée, avec cet enthousiasme digne des vrais républicains.

« Nous avons juré de la défendre au péril de nos vies. En applaudissant, citoyens législateurs, vos travaux pénibles, nous vous conjurons de les continuer, de rester à vos postes et de ne descendre de cette montagne que nous chérissons, que lorsque la République sera affermie, la paix assurée et les tyrans anéantis.

« BILLIoud, président; BERGER, secrétaire.

« 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française. »

## III

*Adresse de la Société populaire d'Orsan (3).*

*Département du Gard, district de Pont-Saint-Espirit, Société populaire d'Orsan, village près de Bagnols.*

« 22 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants,

« D'honnêtes citoyens, de braves sans-culottes qui passent leur vie à cultiver leurs champs et à s'instruire de vos décrets, vous adressent le pur hommage de leur reconnaissance pour la Constitution que vous leur avez donnée, et pour les autres bienfaits qu'ils attendent de vos vertus civiques.

« Ils n'ont point l'art d'arranger des phrases; mais ils ont le bonheur de sentir le prix de vos travaux; aussi, à la voix de la patrie en danger, presque tous ont quitté leurs charrues, leurs femmes, leurs enfants pour voler sur les frontières. Prêts à de nouveaux sacrifices, combien ils s'estimeraient heureux de pouvoir concourir à la destruction de tous les tyrans et au triomphe de la République une et indivisible.

« Mais afin d'accélérer cette grande révolution, ils vous conjurent, au nom de la patrie et de l'humanité, de rester à votre poste jusqu'à ce que vous soyez parvenus à l'achèvement de tous les accessoires de l'édifice constitutionnel. Bientôt après, la nation française offrira à l'Europe étonnée le spectacle intéressant d'un peuple de frères, de vrais républicains, joignant à la simplicité des mœurs le courage qui fait tout entreprendre, qui sait tout souffrir pour assurer la liberté, l'égalité et la félicité publique.

« Telle est l'expression fidèle des sentiments qui animent tous les membres composant la Société populaire d'Orsan.

(Suivent 21 signatures.)

## IV

*Adresse de la Société populaire de Conches (1).*

« Conches, ce 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Une société naissante doit ses premiers hommages aux fondateurs d'une République jalouse de par tous les tyrans de l'Europe, leur haine comblera leur perte; les Français libres seront l'exemple de toutes les nations, les tyrans périront et la liberté triomphera.

« La ville de Conches, chef-lieu de canton, district d'Evreux, département de l'Eure, dégagée des fédéralistes qui ont infesté son département veut détruire tout le germe qui peut encore exister. Pour réussir dans ses projets, elle s'est assemblée le 29 du mois dernier, et a nommé un comité de surveillance. Pour frapper des coups encore plus sûrs, elle voulait une société populaire.

« Les malveillants craignent toujours, le mystère est leur ressource; mais le véritable républicain franchit tous les dangers pour les terrasser.

« Vingt-cinq ou trente citoyens ont abandonné leurs frères au milieu de l'assemblée générale de la commune; ils se sont réunis secrètement dans une de leurs maisons. Le lendemain quatre d'entre eux ont annoncé aux officiers municipaux leur intention de former une société populaire; ils ont été reçus fraternellement, l'acte ci-joint prouve le fait.

« Plusieurs citoyens se sont présentés au domicile indiqué dans la déclaration, ils croyaient trouver des frères et des amis, leur espoir a été déchu (*sic*). Le despotisme le plus absolu régnait parmi une douzaine de membres qui ont dit que la Société était composée de la veille, quoique la déclaration faite à la municipalité justifiait du contraire.

« Honteux de s'associer à des fédéralistes non constitués, ils se sont retirés, et ont institué une société populaire composée de vrais sans-culottes, amis ardents du républicanisme; ils ont pris le glorieux titre de sans-culottes de la ville de Conches.

« Dans le premier acte qu'ils ont fait, ils ont arrêté que la Convention nationale serait instruite de la formation de leur société, déjà composée de 140 véritables républicains qui ont voué une haine éternelle aux tyrans et à leurs satellites, ainsi qu'aux Brissotins, Buzotins et Pétionistes, enfin à tous les fédéralistes. Ils ont juré de maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République au péril de leur vie. Ils demandent que la Convention reste à son poste pour achever la destruction des ennemis de la chose publique jusqu'à l'affermissement de la Constitution et de la République française; ils déclarent comprendre au nombre des proscrits tous ceux qui abandonneraient le vaisseau de l'Etat au gré des vents agités par les ennemis intérieurs et extérieurs.

« Ils se flattent que leur société s'affermira et fera des prosélytes pour l'anéantissement de tous

(1) Le nom de cette commune s'orthographie Thoissey.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(3) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.



les détracteurs de l'unité et de l'indivisibilité de la République.

« *Vive la République! Vive la Convention nationale! vive la Montagne!* »

« *La Société des sans-culottes de la ville de Conches.* »

(*Suivent 87 signatures.*)

#### VILLE DE CONCHES.

*Copie de la déclaration faite à la municipalité pour former une Société populaire (1).*

L'an deuxième de la république française, le lundi trente septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, neuf heures du matin, à Conches, en la maison commune, séance publique et permanente, où étaient les citoyens maire, Echard et Lefebvre, officier municipal.

A l'assistance du secrétaire ordinaire.

Se sont présentés les citoyens Pierre Chartier, Nicolas Chéron, Antoine-Louis Bretignères, et Louis Rosse, lesquels ont déclaré qu'ils s'étaient réunis hier sur les six heures du soir en la maison du citoyen Prévost fils, sise en la ci-devant paroisse Saint-Etienne avec plusieurs autres citoyens de cette ville, aux fins de délibérer sur la formation d'une société populaire, qui a été projetée devoir tenir les dimanches et fêtes neuf heures du matin et tous les jeudis, quatre heures après midi, en la maison du citoyen Turreau, à la ci-devant abbaye. De laquelle déclaration par eux passée, ils nous ont demandé acte.

La municipalité, leur accordant acte de leur déclaration, a manifesté sa satisfaction sur l'établissement d'une société faite pour éclairer les citoyens sur leurs devoirs et sur leurs droits, afin de maintenir la Constitution, l'unité et l'indivisibilité de la République, et que pour convaincre de ses sentiments vrais patriotiques, elle déclare se réunir à ladite société afin de justifier à ses concitoyens que son intention est que toute la commune ne fasse qu'une seule et même famille, et par ce moyen anéantir le peu de divisions qui a pu exister parmi les citoyens de cette ville.

Signé : P. CHARTIER, BRETIGNÈRES, ROSSE, CHÉRON, NOUVEL, ECHARD, LEFEBVRE et LEROY, greffier.

Collationné conforme à l'original par nous secrétaire de la municipalité de la ville de Conches, ce 3 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

LEROY.

*Ville de Conches, municipalité dudit lieu.*

*Déclaration faite pour former une Société populaire dite les Sans-Culottes de la ville de Conches (2).*

Du premier jour d'octobre mil sept cent quatre-vingt-treize, deuxième de la République française, dix heures du matin, en la maison commune de la ville de Conches, où étaient les citoyens Nouvel, maire.

Se sont présentés les citoyens Joseph Guillo-tet, Jean-Baptiste Nauquette, Pierre Henry Villain et Adrien-François Abroutil, lesquels nous ont déclaré qu'ils s'étaient réunis ce jourd'hui neuf heures du matin en l'ancien auditoire de cette ville, avec la très grande majorité des citoyens de cette dite ville aux fins de délibérer sur l'établissement et formation d'une société populaire dite des Sans-Culottes de Conches, laquelle Société composée, se réunira à l'ancien auditoire pour la tenue de ses séances et doit commencer ce jourd'hui pour l'organisation de ladite société, lequel projet n'a lieu que sur le refus de quelques citoyens qui prétendent en former une dans l'ombre du mystère et qui refusent l'aggrégation dans leur Société des bons citoyens de cette commune.

La municipalité, pénétrée de l'amour de la Révolution dont sont animés les citoyens de la ville de Conches, déclare qu'elle adopte cette société pour puiser dans son sein les sentiments du plus pur patriotisme dont elle est animée et qu'elle fera en toutes circonstances ses efforts pour mériter la confiance de ses concitoyens en maintenant de tout son pouvoir l'unité et l'indivisibilité de la République; déclarant au surplus ne vouloir s'aggréger dans la prétendue société qui devait s'établir en la maison du citoyen Turreau, à la ci-devant abbaye.

Signé : ABROUTIL, VILLAIN, NAUQUETTE, GUILLIOTET, NOUVEL, ECHARD, LAUGÉ et LE ROY, secrétaire.

Collationné conforme à l'original par nous secrétaire de la municipalité de la ville de Conches, ce 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

LE ROY, secrétaire-greffier.

#### V.

*Adresse du conseil général de la commune d'Yssingeaux, district de Monistrol, département de la Haute-Loire à la Convention nationale - 1).*

« Législateurs,

« Vous avez aboli la royauté et fait tomber la tête du tyran, vous avez purgé la Convention des membres qui la déshonoraient; vous nous avez donné une Constitution qui doit assurer pour toujours le bonheur de tous les républicains, mais tout cela ne remplit pas votre tâche.

« Les troubles de l'intérieur que nos ennemis fomentent pour détruire vos immortels travaux et l'affermissement de la Constitution dont dépend le bonheur de la République, que vous avez juré de faire triompher, vous imposent le devoir de rester à votre poste jusqu'à ce que les citoyens français puissent goûter sans obstacle les avantages de la Constitution.

« Tel est le vœu des citoyens de la commune d'Issingeaux, et comme ses organes, nous vous le transmettons.

« Ce 22 septembre 1793, l'an II de la République française. »

(*Suivent 22 signatures.*)

1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

## VI

*La Société populaire de Maussanne, commune des Baux, district de Tarascon, département des Bouches-du-Rhône à la Convention nationale* (1).

« Représentants,

« De toute part la voix du souverain se fait entendre et vous dit : Vous qui avez eu le courage de ne pas désespérer du salut de la République lorsque tout conspirait contre elle, vous êtes seuls capables de la sauver définitivement : en confier le soin à des successeurs serait trop dangereux, car des mains inhabiles et peut-être traîtresses pourraient bien la replonger dans le danger auquel elle vient d'échapper, et lui faire faire naufrage au port. Que les sarcasmes de ces riches conspirateurs ne vous fassent aucune impression. Leurs clameurs et leurs vociférations doivent être un motif de plus pour vous déterminer à satisfaire le vœu universellement manifesté de tous les bons sans-culottes et des vrais montagnards, qui vous appellent à ne pas bouger du poste que vous avez si bien occupé jusqu'à ce que notre chère patrie ait cessé d'être en danger.

« Notre voix est faible, néanmoins, encore effrayés du péril qui vient de nous menacer dans ce département, nous nous empressons de la faire entendre parce que nous craindriions qu'un suffrage de moins fût capable de vous faire rejeter la mesure qui vous est proposée, qui est la seule efficace, et que le salut public vous fait un devoir d'adopter.

« Délibéré dans la séance du 22 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« FONTAINE, président; BLANC, secrétaire; DERVÉS, rédacteur. »

## VII

*La Société populaire campagnarde d'Evran, district de Dinan, département des Côtes-du-Nord, à la Convention nationale* (2).

« Citoyens,

« Ce n'est pas assez d'avoir abattu notre tyran, ce n'est pas encore assez d'avoir posé les bases inébranlables d'une Constitution républicaine; ce n'est pas enfin assez d'avoir présenté au souverain l'Acte constitutionnel. Votre tâche n'est pas finie, votre carrière n'est pas parcourue. Le bonheur, l'opulence et la prospérité ne montrent encore que dans le lointain l'aurore des beaux jours de la République; des nuages considérables ofusquent son midi, écarterez-les d'une main républicainement hardie et n'abandonnez les rênes du gouvernement que lorsqu'aussi ferme que la Montagne qui l'a érigé il n'aura plus rien à craindre des despotes coalisés et des bas intrigants de l'intérieur. Donnez-nous des lois émanées et mûries de votre sagesse, elles seront à notre Constitution ce que Minerve fut à Jupiter : elles seront notre mentor et nous ga-

rantiront, en nous éclairant, des pièges, la Calypso de nos jours (la double aristocratie).

« La République vous bénit et vous bénira, chaque père s'empressera d'apprendre vos noms chéris à ses enfants, et les deux hémisphères étonnés s'empresseront de suivre l'exemple d'un peuple que vous avez rendu à la liberté. Vous vous déchargerez alors du présent fardeau du gouvernement, et, rendus à vos dieux pénates, vous recevrez au sein de vos concitoyens, les récompenses dues à vos glorieux travaux et les marques de l'estime et de l'attachement universels que vous voyent tous les vrais républicains et qu'ils auront toujours pour la Convention.

« Les membres composant la Société populaire et campagnarde d'Evran,

« TRANCHEVENT, président; LEFORESTIER, secrétaire.

## VIII

*Adresse de la Société populaire de Meymac* (1).

« Citoyens représentants,

« En vain les conspirateurs et les traîtres, les tyrans et leurs satellites formèrent-ils des obstacles à l'acceptation des droits sacrés de l'homme; le souverain chercha d'abord à les connaître, et bientôt il couronna et vos vertus et vos travaux. A cette charte immortelle, monument éternel de votre gloire, le peuple voit l'emblème touchant de son bonheur, le tableau destructeur de tous les abus.

Législateurs, c'est à cette loi divine, l'idole des Français républicains, à cette loi qui punit le crime et encourage la vertu qu'était dû le succès de produire le cri qui s'est répété dans la République entière avec un si joyeux enthousiasme ! Obéissance aux lois, respect à la Convention nationale, gloire à la sainte Montagne, unité, indivisibilité de la République ou la mort; telle est depuis cette glorieuse et mémorable époque la devise des hommes dignes d'une nation libre, et tel sera toujours le cri de ralliement des habitants de la ville et canton de Meymac, qui ne cessent de combattre jusqu'à leur entière défaite les aristocrates, les fédéralistes, et tout ce qui mérite le nom de machiavélistes.

« Législateurs, nous vous conjurons au nom de la patrie de demeurer fermes à votre poste, nous vous invitons à continuer la conduite du vaisseau de la République sur cette mer si féconde en naufrages, vous en connaissez les périls et les écueils, et pouvez pourvoir plus facilement au moyen de les éviter; vous avez été fermes lorsque la tempête paraissait à son comble et l'orage le plus terrible nous a d'abord fait entrevoir le calme. Maintenant, législateurs, pourriez-vous abandonner le gouvernail à des hommes inhabiles, à des hommes peut-être les plus fidèles agents de Pitt et de Cobourg. Non, législateurs, Non ! après avoir proclamé la République, fait tomber la tête de l'hydre tyrannique, et, par là, posé les premières bases du bonheur du peuple, vous ne laisserez pas la dernière tâche que vous avez à remplir, celle qui doit vous couronner des lauriers non périssables de l'immortalité.

« Législateurs, faites fleurir le berceau de la

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.



liberté sur les ruines de la tyrannie, secouez les vœux des bons républicains, formez dans tous les départements des armées révolutionnaires qui, armées du glaive étincelant de la loi, frapperont toutes les têtes coupables de l'intérieur, tandis que des légions innombrables de Français républicains porteront parmi les despotismes coalisés de l'Europe, l'épouvante et la mort.

« Tel est le vœu des habitants de la commune de Meymac, ils vous déclarent qu'ils sont prêts à voler partout où le danger de la patrie les appellera par votre organe. Sainte Montagne, ordonnez, ils frapperont et la République sera sauvée.

« LAFON, président de la Société populaire et républicaine de Meymac, district d'Ussel, département de la Corrèze. »

## IX

Adresse de la Société populaire de Joigny (1).

« Joigny, 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Dès votre premier pas dans la carrière, vous nous avez donné la République; depuis cette époque toutes vos lois, toutes vos démarches ont tendu à nous maintenir dans la jouissance de ce grand bienfait; pour y parvenir, vous avez tout souffert, tout bravé, tout surmonté; peines, dangers, obstacles de tous les genres, rien n'a pu vous arrêter, et la Constitution républicaine que vous venez de présenter aux Français, ce chef-d'œuvre de l'esprit et du cœur humain, nous assure à jamais la liberté dans toute sa plénitude. L'unanimité de l'assentiment national, l'enthousiasme avec lequel tout ce qu'il y a de bons Français a accepté cette Constitution vous convainc assez de l'excellence de votre ouvrage et de la reconnaissance universelle. Mais ce n'est pas tout encore, représentants du peuple, vous venez de finir une carrière, il vous en faut encore absolument une autre sans désespérer. Vous sortez à peine d'une lutte longue et pénible, il vous en faut recommencer une nouvelle. Oubliez un moment l'extrême fatigue, l'épuisement même où vous a dû jeter la continuité de vos immenses travaux, jetez vos regards sur ce bon peuple, et sa vue sera pour vous ce qu'était la terre pour ce brigand vaincu par Hercule, toujours vous y puiserez de nouvelles forces. Vous avez tout fait pour lui et c'est à bien juste titre qu'il vous a surnommés ses pères, mais gardez-vous encore de l'abandonner à lui-même. Vous avez fondé la liberté et mille ennemis attaquent déjà son berceau; la horde des brigands couronnés et les vils scélérats qui leur servent de satellites l'enveloppent de toutes parts; il n'est point de crimes qu'ils n'inventent pour l'étouffer au milieu de nous; ce n'est pas que, semblable à ce demi-dieu dont nous venons de vous parler, elle n'ait dans ses bras déjà vigoureux écrasés les reptiles impurs qu'on avait déchainés contre elle. Mais tant d'assauts, à la fin, pourraient lasser son inexpé-

rience. Vous seuls pouvez annoncer sa défense et sa victoire. Tous ces orages malfaisants sont nés sous vos pas, vous seuls les pouvez dissiper. Restez donc à votre poste, méprisez les vaines clameurs de ces vils insectes, qu'on entend partout et qu'on ne voit nulle part, méfiez-vous de votre propre délicatesse et conservez les rênes du gouvernement jusqu'à ce qu'il soit assuré et que la foule entière de tous nos ennemis, abattue, confondue dans la poussière, reconnaisse en frémissant la toute-puissance de la liberté et la souveraineté du peuple.

Les membres composant la Société populaire de la ville de Joigny,

COLLET, président; BAROT, secrétaires

## X

Les républicains de la ville de Meaux réunis en Société populaire, aux citoyens représentants (1).

« L'éloquence des vrais républicains est la vérité. Nous désirons que vous restiez à votre poste jusqu'à la paix. Bientôt les tyrans et les despotes vont être réduits à la demander à genoux au peuple français debout contre eux. Mais que les nobles soient exclus de tous emplois civils ou militaires. Eux seuls sont coupables de l'effusion du plus pur sang des patriotes; qu'il retombe sur eux et sur leurs infâmes protégés ou protecteurs; qu'un terrible exemple apprenne à l'univers entier qu'un grand peuple, levé pour rester libre, périra plutôt que de s'asseoir esclave.

« Meaux, le 24 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

(Suivent 76 signatures.)

« Nous sommes jaloux d'augmenter le nombre des votants, et, par conséquent, de voir notre Société sur la liste dont le Bulletin fait mention. »

## XI

Extrait du registre des délibérations de la Société populaire de Montdidier, en sa séance du 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible (2).

Citoyens représentants,

La Société populaire et les autorités constituées de la commune de Montdidier, jalouses qu'aucun des moyens capables d'affermir la Constitution républicaine que vous avez donnée à la France ne soit négligé, et convaincues que le plus efficace est votre permanence au poste où vous avez rempli l'attente et comblé les vœux des vrais patriotes, que personne ne veut plus sincèrement la durée d'un ouvrage que son auteur, que le vôtre est digne de l'immortalité, que le bonheur de la postérité en doit résulter, que ses bénédictions perpétueront à jamais le tribut de reconnaissance que vos contemporains se plaisent à vous offrir, vous invitent avec instance à demeurer à ce poste où une juste confiance vous a placés, où votre zèle, vos talents

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.  
(2) Ibid.

et votre courage sont encore nécessaires pour anéantir les nombreux ennemis de la liberté et de l'égalité qu'ils (*sic*) combattent en aveugles, mais dont un jour, sans doute, ils sentiront le prix.

*Signé : HANOCQ, président de la Société; LE-FRANÇOIS, vice-président du directoire du district; PUCELLE, maire; HANOCQ, président du tribunal du district; BOULANGER, commissaire national; LEROUX, juge de paix; MAUGRAS, président du tribunal de commerce; LEFRANÇOIS fils, président du comité de surveillance; COCQUEREL, commandant de la garde nationale; BLÉRIOT, commandant de la gendarmerie nationale.*

*Pour copie conforme :*

HANOCQ, président; MOUTON, secrétaire greffier de la Société populaire.

## XII

*La Société des amis de la Constitution républicaine une et indivisible de Thorigny, département de la Manche, aux représentants du peuple à la Convention nationale (1).*

« Sages législateurs,

Courage, intrépides Montagnards, retenez dans vos mains pures les rênes du gouvernement de la République une et indivisible.

« Les tyrans sont glacés d'effroi, encore un peu de temps, ils disparaîtront à jamais.

« Vous créez une patrie aux Français, vous avez juré de la sauver, c'est à cette époque seulement que notre société vous invite à rentrer dans vos foyers.

« C'est là que le génie de la liberté et de l'égalité vous offrira, au nom de la France reconnaissante, le chêne et l'olivier que vous ont mérités vos pénibles et importants travaux.

« C'est alors que la renommée criera à l'univers libre : *La Montagne a vengé la nature outragée en rendant l'homme à l'homme.*

« Thorigny, ce 2 octobre, l'an II de la République française une et indivisible.

« REGNAULT; PECHEVRIÈRES, secrétaire;  
CAUCHARD D'ERMILLY. »

## XIII

*Adresse de la Société populaire de Saint-Bris (2).*

« Saint-Bris, 2 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« La Société populaire de Saint-Bris, district d'Auxerre, département de l'Yonne, en adhérant aux mesures de vigueur que vous avez prises dans les mémorables journées des 31 mai et 2 juin derniers, journées qui ont rendu le calme à l'Assemblée, et qui ont valu depuis à la République des décrets si salutaires, voit avec

douleur celui qui demande votre remplacement.

« La Société vous invite, au nom du salut public, de rapporter ce décret et de rester jusqu'à la paix au poste qui vous est confié. La patrie est encore en danger, elle serait perdue si vous quittiez.

« Que les conspirateurs de tout genre soient promptement jugés, que le pain soit fixé à trois sous la livre dans toute l'étendue de la République.

« Que des instructeurs soient envoyés dans les départements pour diriger l'opinion publique; que le licenciement des nobles ait lieu dans nos armées, ainsi que des employés dans les vivres et fourrages; que ces dernières places soient données à ces pères, d'un civisme reconnu, dont les enfants sont à la défense de la patrie; et elle sera sauvée.

« Vous avez, ainsi que nous, juré de vivre libres ou de mourir. Nous vous réitérons ceserment, et sommes résolus de verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang, de nous ensevelir sous les ruines de la République, plutôt que de tomber entre les mains des esclaves n'ignorant pas que notre état serait pire que le premier.

« Oui, citoyens législateurs, vous seriez coupables à nos yeux, si vous abandonniez les rênes du gouvernement; ce serait le triomphe des égoïstes, des tyrans et en même temps le tombeau des vrais républicains.

« Les membres composant la Société populaire de la commune de Saint-Bris.

« DELISLE, président; BRINION, secrétaire. »

## XIV

*La Société populaire des sans-culottes de Lunéville à la Convention nationale (1).*

« Lunéville, le 3 septembre 1793.  
l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

« L'abolition de la royauté, la République fondée, l'avortement du complot de l'appel au peuple, la guerre civile détournée, la punition exemplaire du traître Capet, dernier roi des Français, le fédéralisme écrasé, le nouveau Code constitutionnel, chef-d'œuvre unique de la conception humaine, présenté à la sanction du peuple français, son acceptation solennelle proclamée avec enthousiasme à la journée du 10 août 1793, tous les joiaux et hochets du despotisme et de la féodalité offerts en holocauste expiatoire à la déesse de la Liberté par les envoyés du peuple, guerre à mort à tous les aristocrates. Voilà votre ouvrage d'un an.

« Après d'aussi glorieux et pénibles travaux, votre mission est-elle remplie? Non, nouveaux Moïses, restez au mont Sinaï, et, de son sommet redoutable, lancez les foudres vengeresses de la souveraineté nationale; exterminiez sans pitié tous les ennemis dans l'intérieur : royalistes, modérés, fédéralistes, accapareurs, et surtout cette horde scélérate de prêtres réfractaires et incorrigibles.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(2) *Ibid.*

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.



« Nous vous demandons l'achèvement du Code civil, une instruction publique, l'entière exécution des lois républicaines, le renouvellement des autorités constituées; enfin votre déclaration formelle de ne pas désespérer du poste où la confiance vous a placés et vous maintiendra, sans avoir fait pâlir d'effroi les tyrans coalisés contre nous, en les réduisant à se trouver trop heureux de nous demander la paix.

Alors, seulement alors, vous rentrerez dans vos foyers pour y recueillir les témoignages de l'estime et de la reconnaissance du peuple seule et digne récompense qu'il n'accorde qu'à ses fidèles et intrépides mandataires.

« Tels sont les sentiments et les vœux des patriotes républicains.

« Les membres composant la Société populaire des sans-culottes de Lunéville.

« MÉHU, président; CAFAXE, secrétaire; DE-LORME; MONTIGNY; GOUDARD, secrétaire. »

### XV.

*La Société républicaine de Saint-Flour, à la Convention nationale (1).*

« Saint-Flour, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Le fil des conspirations est en vos mains, vous connaissez les signaux des royalistes, des fédéralistes et de tous les traîtres; vous êtes investis de la confiance de tous les amis de la République. Restez à votre poste; le salut du peuple vous en fait la loi.

« Ce n'est pas au moment où le vaisseau, battu par la tempête est menacé d'être englouti par les vagues de la mer qu'il faut penser à donner du repos aux pilotes en les remplaçant. Citoyens, la République que vous avez fondée réclame encore toute votre énergie; elle a besoin surtout de l'unité d'opinion et d'action que vous avez si heureusement établie dans la Convention. Vos rangs sont fixés, vos postes sont déterminés, tenez-y ferme, le peuple qui sera toujours debout saura bien faire taire vos détracteurs et vous avertir lorsque vous pourrez, sans compromettre la cause publique, appeler des successeurs.

« Tel est le vœu des républicains de Saint-Flour.

« Citoyens représentants, la Société vous invite à décréter sans retard le mode d'organisation des greniers d'abondance et à procéder le plus tôt possible à la taxe de toutes les denrées de première nécessité; c'est le moyen de déjouer les trames liberticides de nos ennemis communs.

« Citoyens, les municipalités de notre pays ont exécuté la loi sur l'arrestation des gens suspects. Cette mesure, grande et vigoureuse, en exige une seconde; il nous semble que les personnes pauvres mises en arrestation ne doivent pas être à la charge du Trésor public, la justice exige qu'elles soient nourries, pendant leur arrestation, aux dépens des co-détenus qui se trouvent dans l'aisance, et principalement aux dé-

pens des riches qui ont échappé à l'arrestation par la fuite, et dans tous les cas solidairement par tous ceux qui auront été désignés comme suspects par les conseils généraux des communes et autorités constituées.

« JAUDE, président; Aug. RICHARD; Guillaume FILHON, secrétaire; Jean BALDRAIN. »

### XVI

*La Société républicaine de la ville d'Argentat (1).*

« Citoyens législateurs,

« Jaloux et fiers de la Constitution que vous nous avez donnée, à laquelle nous avons adhéré sans nulle crainte, nous venons vous conjurer de garder les rênes du gouvernement jusqu'à ce que vous ayez placé l'édifice de la liberté sur des bases inébranlables. Jetez vos regards sur la France, sur cette république la plus belle de l'univers, et vous verrez que personne ne peut mieux asseoir une Constitution républicaine que ceux qui en ont posé les premiers fondements.

Veillez donc, pères de la patrie, rester à votre poste comme pleinement instruits du poids de notre misère, à ce poste où vous goûtez, sans doute, beaucoup plus de dangers et de travaux, que de ces plaisirs qui ont abattu les rois, et qui font maintenant les charmes de la souveraineté du peuple.

« Voilà, citoyens législateurs, les desirs et les sentiments d'une société qui soutiendra jusqu'à la mort la République une et indivisible, dusent les cadavres entassés lui servir de base, et notre sang en tracer les fondements.

« La Société des Amis de la Constitution de la ville d'Argentat,

« MORÉLY, président; MONTEIL, secrétaire; MORÉLY fils, secrétaire. »

### XVII

*La Société des hommes libres de la Teste-de-Buch, à la Convention nationale (2).*

« A la Teste-de-Buch, ce 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Législateurs,

« Les ennemis du peuple, désolés des succès de la Montagne, s'agitent en tout sens pour paralyser son heureuse action. Ils ne parlent plus de modérantisme, de fédéralisme; ils ont pris une autre marche : ils crient maintenant que, puisque la Constitution est acceptée, il faut que la Constitution soit exécutée, qu'en conséquence la Convention nationale et toutes les autorités civiles doivent être renouvelées; c'est là leur dernier refuge, mais ils seront encore déjoués, nous ne donnerons pas dans le piège, et nous vous conjurons de ne pas y donner vous-mêmes.

« La Convention a tiré la France d'une grande crise; mais, semblable à un ouragan furieux qui courrouce les flots de l'océan, le calme qui lui

1) Archives nationales carton C 275, dossier 712.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(2) Ibid.

succède laisse encore après lui de grandes agitations. Il vous appartient, législateurs, de finir votre ouvrage, de sauver entièrement la République. Nous vous invitons donc à ne point vous lasser entraîner par les sollicitations des ennemis de la patrie, à ne point abandonner votre poste que vous ne puissiez proclamer solennellement que la République est sauvée.

« Les membres composant la Société des hommes libres de la Teste-de-Buch,

SUDRAUT, président; MEYNIER fils, secrétaire; DESGOUTS jeune, secrétaire. »

### XVIII.

*La Société républicaine de Lamballe, aux représentants du peuple. à la Convention (1).*

« Lamballe, le 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Le bienfait de votre décret du 17 du mois dernier, qui ordonne l'arrestation de toutes les personnes suspectes, a été vivement senti, par les bons républicains sans-culottes; mais cette mesure urgente en nécessite une autre qui ne l'est pas moins. Décrêtez, citoyens représentants, décrêtez que les biens des détenus seront régis par la nation et à son profit, pendant la guerre, et que l'excédent des dépenses nécessaires pour la vie, leur entretien et leur garde, sera appliqué aux généreux défenseurs de la République et aux pauvres nécessiteux des communes respectives des détenus.

« Cette mesure, citoyens représentants, en déjouant toutes les aristocraties, ôtera aux malveillants les moyens d'alimenter nos ennemis du dedans et du dehors, empêchera l'émigration du numéraire et des assignats, comme celle des personnes, donnera un nouveau courage, s'il est possible, à nos braves soldats, et ranimera l'espoir, presque éteint dans la classe indigente, que le défaut d'ouvrage, et l'excessive cherté des denrées a réduite à une détresse alarmante.

« Mais le plus sûr moyen de sauver la République est en vous, citoyens représentants; restez fermes et inébranlables à vos postes, que notre constitution républicaine soit affermie et reconnue par les tyrans mêmes, coalisés dans le moment pour la détruire, avant que vous pensiez à jouir du repos et de la reconnaissance qui sont si légitimement dus à vos immenses et utiles travaux. Ne souffrez pas que des fédéralistes, des modérés, des muscadins, des crapauds viennent siéger à vos postes et nous ramènent sous l'horrible joug des rois et de toutes les tyrannies.

« HENRY, président; MARESCHAL, secrétaire; Amb. DAMAD, secrétaire. »

### XIX

*Adresse de la Société populaire de Châteauroux (2)*

« Pères de la patrie,

« Les sans culottes n'ont pas appris sans at-

tendrissement le sage et bienfaisant décret qui taxe toutes les deures de première nécessité. Enfin, le père de famille indigent respire, en voyant l'abondance renaître autour de lui et devenir le juste salaire de ses utiles et pénibles travaux.

« Mille grâces, Législateurs, mille grâces vous soient rendues pour tant de bienfaits.

« Malgré les cris du marchand égoïste, du spéculateur avide, songez que, de toutes les mesures de salut public, celle qui coupe l'accaparement dans sa racine, n'est pas la moins salutaire pour la patrie, ni la moins utile à la révolution.

« Continuez donc à porter la joie et la consolation au sein de l'infortune, et ne quittez votre poste qu'après avoir assuré notre indépendance et notre bonheur.

« Les citoyens composant la Société populaire de Châteauroux. »

(Suivent 112 signatures.)

« Et plus de 300 citoyens qui ont déclaré ne savoir signer et ont donné une adhésion entière à cette adresse.

« Pierre TOULIN, secrétaire. »

### XX

« Saint-Jean-L'Espinasse, canton et district de Saint-Céré, département du Lot, 28 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible (1).

« Citoyen Président,

« La Société des Amis de la République une et indivisible des communes que j'ai l'honneur de présider, vous envoie son adresse à la Convention nationale. Elle désire, citoyen Président et digne représentant, que cette adresse soit insérée au *Bulletin de la Convention*.

« J'ai l'honneur de vous inviter, au nom de la République, à vouloir bien faire obtenir cette insertion à une société qui ne peut être plus dévouée à la Convention, à ses principes, à ses décrets.

« Je suis très fraternellement à vous, citoyen Président de la Convention nationale.

« GIRION, juge de paix du canton de Saint-Céré.

« Voudriez-vous bien excuser, citoyen Président, la liberté que je prends de vous prier de faire remettre à leurs adresses les deux lettres ci-jointes? »

*Adresse de la Société des Amis de la République de Saint-Jean L'Espinasse (2).*

« Citoyens représentants,

« La Société des Amis de la République une et indivisible des communes de Saint-Jean L'Espinasse et Saint-Médard, canton et district de Saint-Céré, département du Lot, vous fait ses remerciements sincères sur l'énergie et le courage héroïques que vous avez manifestés dans

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(2) Ibid.

• (1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(2) Ibid.



les sages mesures que vous avez prises aux journées à jamais mémorables des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin derniers; sur la nouvelle Constitution dont vous avez consommé le divin ouvrage au milieu des tempêtes et des orages, des crises les plus violentes qu'excitait autour de vous et jusque dans le sein de votre auguste assemblée, les fauteurs infâmes de la royauté, du despotisme, du fédéralisme, du fanatisme et de leur tyrannie.

« Nous vous jurons notre adhésion à toutes vos mesures pour le maintien de la République une et indivisible, à la Constitution que vous nous avez donnée, et à tous vos sages décrets qui l'ont précédée ou qui la suivront. Nous la soutiendrons, cette adhésion au péril de notre vie, soyez-en assurés.

« Nous vous invitons, au nom sacré de notre liberté, de cette république une et indivisible, de rester à vos postes jusqu'à ce que vous en ayez bien affirmé les bases, bien consolidé cette sainte Constitution, et ramené la paix et l'abondance dans toutes les parties de la République. Qui le peut mieux que vous, dignes représentants, vous avez conçu l'idée de cette sublime Constitution, vous qui en avez tracé le plan admirable, vous qui l'avez mis à exécution malgré tous les obstacles que les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur ont pu vous opposer.

« Nouveaux Hercules, exterminez les monstres qui désolent la terre sacrée de la liberté, faites respecter vos saintes lois comme elles méritent de l'être, forcez nos ennemis à la paix, assurez les subsistances, garantissez-les des fureurs des malveillants accapareurs, en un mot, rendez-nous la tranquillité après laquelle nous soupirons et pour laquelle nous faisons tant de sacrifices, et revenez ensuite dans vos foyers jouir de cette tranquillité fruit de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'union que vous nous avez procurée et recueillir nos embrassements fraternels.

« Tels sont les vœux de la Société de Saint-Jean L'Espinasse et Saint-Médard.

« GIRION, juge de paix du canton de Saint-Céré, président; THOMAS, greffier du juge de paix secrétaire; P.-L. FONTANILHES, secrétaire.

## XXI

*Adresse de la Société populaire de Falaise (1).*

« Falaise, 27 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Jaloux de faire le bonheur de vos commettants, vous avez su, par votre fermeté, terrasser le tyran; vous lui avez fait subir la peine que ses forfaits sans nombre lui avaient si justement méritée.

« Vous nous avez donné une Constitution qui nous assure à jamais nos droits les plus sacrés, la souveraineté, l'égalité, la liberté, la sûreté de nos personnes et de nos propriétés.

« Ce n'est qu'après des travaux immenses et des luttes perpétuelles que vous êtes venus à bout de nous procurer ces avantages.

« Il semblerait qu'aujourd'hui vous auriez droit au repos; mais, citoyens, si vous considérez le besoin que le peuple français a dans cet instant de vos veilles et de vos soins pour consolider son bonheur, vous ne lui refuserez pas de lui sacrifier encore quelques instants de votre vie.

« Pourriez-vous, en effet, abandonner les rênes du gouvernement (peut-être à des traîtres qui vous succéderaient), dans un temps où nous avons encore une masse considérable d'ennemis tant intérieurs qu'extérieurs?

« Le peuple français honteux d'avoir accordé quelque confiance à des hommes lâches, perfides qui, se couvrant du manteau sacré du patriotisme, cherchaient à le replonger dans les fers et que vous avez su démasquer, reconnaît aujourd'hui en vous ses vrais défenseurs, les sauveurs de la patrie, et en masse vous sollicite de continuer à faire son bonheur et à ne quitter votre poste que quand tous ses ennemis seront atterrés.

« Vous vous rendrez à ses vœux, votre ardent amour pour la patrie nous en est un sûr garant, notre triomphe est assuré, et des grâces immortelles vous seront rendues.

« Nous sommes avec reconnaissance et fraternité, les membres composant la Société populaire de Falaise. »

(Suivent 115 signatures.)

## XXII

*Les républicaines amies de la liberté et de l'égalité, séantes à la ci-devant Intendance, à la Convention nationale (1).*

« Bordeaux, le 28 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Représentants du peuple français,

« Nous habitons une ville dont le civisme fut plusieurs fois cité pour exemple à la République, et qui pouvait prétendre à la reconnaissance de ses concitoyens. Ces beaux jours sont éclipsés par des machinations dont nous ne connaissons pas encore toute l'étendue; les ennemis de la République s'y sont permis de faire prévaloir, pendant un temps trop long, malheureusement, le mépris des lois, l'oubli de la patrie, et portant l'atrocité à son comble, ils ont outragé la majesté du peuple dans la personne de ses représentants. L'idée de tous ces crimes a fait frémir, et nous en désirons la juste punition, bien convaincues que vous ne confondrez pas l'innocent avec le coupable, et que Bordeaux, purgé des scélérats qu'il renferme, reprendra son rang dans les cités qui ont bien mérité de la patrie.

« O Montagne courageuse, daignez agréer la prière que nous vous faisons de ne pas abandonner le timon de la République que vous ne l'ayez entièrement sauvée du péril où elle est, en terrassant tous ses ennemis.

« Vous connaissez, législateurs, par notre profession de foi politique qui est jointe ici, si nous sommes encore dignes d'être comptées au nombre des vraies républicaines.

« Nous jurons de vivre et mourir libres, de défendre la Constitution que nous avons acceptée

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

le 10 août dernier, de rester inviolablement attachées à la Convention nationale, d'exécuter les lois et décrets qui émaneront d'elle, d'employer tous nos moyens pour les faire respecter et exécuter. Nous adhérons de tout notre cœur aux journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin. Nous vouons à l'exécution universelle les royalistes, fédéralistes, conspirateurs, cabaleurs, accapareurs, et nous jurons encore de dénoncer ceux que nous connaissons être dans ces abominables principes. »

(Suivent 19 signatures.)

*La Société des Amis de la Constitution du 10 août 1793, ci-devant de la liberté et de l'égalité (1), à la Convention nationale.*

« Bordeaux, le 2 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Les vrais républicains n'ont pas besoin de déployer de grands talents dans la construction des phrases, dans l'harmonie, dans la justesse des sons que les grands mots produisent en frappant l'oreille; il faut parler à l'esprit par des vérités frappantes, c'est le fondement de la vertu la plus sublime.

« Législateurs, dire la vérité à des hommes chargés de régler les destinées d'un grand peuple qui veut sa liberté, c'est leur apprendre ce qui existe réellement des heureux effets que viennent de produire sur des âmes fortes et républicaines, les pères de la patrie.

« Nous gémissons, frémissons d'horreur et d'indignation d'avoir été égarés un moment par des écrits perfides, par les passions d'hommes intrigants, dont le talent fut toujours celui de tromper la société : nous avons éprouvé le sentiment pénible et douloureux de notre faiblesse qui nous faisait supporter la multitude de ceux qui voulaient nous asservir à une faction liberticide. L'observation et la triste expérience nous ont appris qu'il fallait, pour se mettre à la hauteur de la Révolution, graver cette sainte montagne, et du haut de son sommet lancer la foudre vengeresse, afin de réduire au néant tous ces félons qui suçaient la substance du peuple, qui ne cessaient de l'avilir, de réprimer ses vertus républicaines par l'appareil imposant et monstrueux du fédéralisme.

« Citoyens législateurs, c'est au milieu de nous que, fidèles observateurs de notre situation politique, vous eussiez vu avec quel art perfide on nous préparait des chaînes et combien la raison républicaine était impuissante dans ses efforts. Si nous avons été sur le point d'être rendus coupables à l'insu de notre patriotisme et de notre amour pour la liberté, n'en doutez pas, citoyens législateurs, nous n'en avons pas moins resté fortement attachés aux principes d'unité et d'indivisibilité de la République, ainsi qu'à la représentation nationale, et telle fut toujours notre confiance dans l'utilité de vos travaux, que nous sommes bien convaincus que la République ne peut être solidement affermie sur ses bases que par ceux-là même qui les ont posées. Aussi les républicains montagnards qui composent

la Société, vous invitent de rester à votre poste jusqu'à ce que la patrie ne soit plus en danger.

« Législateurs, la société vient de remplir un grand acte de justice et de sévérité : elle a délibéré de purger le temple de la liberté et de l'égalité, et déjà nous sommes débarrassés de tous ces intrigants, meneurs, fédéralistes, agitateurs, patriotes et accapareurs, etc., etc. Elle s'est occupée encore du rapport de toutes les délibérations surprises à la Société depuis le temps où les erreurs se multipliaient, ainsi que toutes celles qui pourraient être contraires à l'unité, à l'indivisibilité de la République.

« Les vrais montagnards qui composent la société, adhèrent aux journées mémorables des trente-un mai, premier et deux juin : ces journées qui ont sauvé la patrie feront époque dans les annales de la Révolution.

« Gloire immortelle soit rendue aux braves sans-culottes de la Montagne ! Gloire soit rendue aux intrépides défenseurs des droits du peuple.

« Tels sont, citoyens législateurs, les sentiments, les principes et les vœux de la Société des Amis de la Constitution du dix août mil sept cent quatre-vingt-treize, consignés de plus dans sa profession de foi ci-jointe.

« ANDRÉ, président; TEISSIERE, secrétaire; Y. CAZEJUS; MANDRON, secrétaire; Bertrand LATREILLE, secrétaire.

« P. S. Il résulte, citoyens législateurs, des vrais républicains de Bordeaux, quatre bataillons pour la première réquisition. Tous brûlent du désir de combattre les ennemis de la patrie. »

XXIII

*La Société républicaine de la ville de Lille, à la Convention nationale (1).*

« Le vœu de la nation se prononce : Montagne sainte qui as sauvé le vaisseau de la patrie, reçois les hommages des hommes libres. Demeurez à votre poste, vous qui êtes habitants de la Montagne. Vous seuls nous avez donné une Constitution républicaine, vous seuls nous avez donné ces lois révolutionnaires qui sont l'égide de la liberté et l'effroi des tyrans et des traîtres; c'est à vous qu'il appartient de tenir le gouvernail pendant la tempête. Demeurez à votre poste tant que vous serez dignes de la confiance du peuple.

« Vous, hommes faibles, hommes coupables, par qui la République s'est vue à deux doigts de sa ruine, abjurez vos erreurs, revenez à la vérité, montrez-vous enfin les amis du peuple; méitez son indulgence ou craignez sa vengeance.

« Qu'il tombe enfin le glaive de la loi, trop longtemps suspendu sur les têtes scélérates d'Antoinette Capet, de Brissot, Barbaroux, Salles, Buzot, Gorsas et tous leurs complices, que ces monstres disparaissent et que leurs noms soient en exécution aux races futures, sont les vœux des sans-culottes de Lille.

« CROBNE, président; PARENT, secrétaire.

« Lille, le 3 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.



## XXIV.

*La Société républicaine séant à Saint-Sever, aux citoyens représentants du peuple à la Convention nationale (1).*

« La Société n'a jamais dévié de ses principes républicains, et toujours attachée à la Convention qu'elle ne trouve que dans la sainte Montagne, sa sollicitude s'est constamment portée vers vous et sur l'effet de vos travaux qui nous assurent l'unité et l'indivisibilité de la République.

« Depuis le moment où les traîtres ont été chassés, depuis le moment où il n'est plus parmi vous qu'un seul objet : celui de sauver la patrie, depuis le moment enfin où vous êtes de vrais sans-culottes, chaque jour compte des lois destructives des tyrans du dehors, et des conspirateurs du dedans.

« Mais ce n'est pas assez, représentants, il faut que le bonheur de la France soit consolidé, et comme ce ne peut être que par un système suivi, dont vous seuls avez le nœud, et pour lequel vous avez montré un courage et une volonté qu'il n'est pas prudent de confier à d'autres mains, nous venons vous demander de déclarer que vous voulez sauver le peuple et que vous ne quitterez pas le poste périlleux où il vous a placés, qu'à l'époque où les tyrans auront obtenu la paix et que les traîtres du dedans seront totalement détruits.

« Continuez donc, représentants, vous aurez des défenseurs, car ce district levé en masse pour la première classe choisit sur plus de 6,000 hommes, et nos greniers fourniront aux armées, car les fermiers et les contribuables déposent abondamment. »

(Suivent 39 signatures.)

## XXV.

*Adresse de la Société populaire d'Héricourt (2).*

« Héricourt, département de la Haute-Saône, district de Lure, le 29 septembre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Vous devez rester au poste honorable que le peuple français vous a confié : c'est son vœu ; c'est celui de la Société champêtre des Amis du Peuple, séant à Héricourt. Les malveillants seuls peuvent s'y opposer ; ils ne peuvent réussir dans leurs projets destructeurs et anarchistes, que par le renouvellement d'une Convention qui a tout fait pour la patrie, qui a détruit ses ennemis intérieurs, qui veut écraser la cohorte infernale des satellites des despotes coalisés contre nous, qui veut enfin consolider une liberté, l'idole des Français.

« Que les tyrans tremblent devant cette sublime Montagne, elle est inaccessible aux despotes, ces tyrans des peuples qui, comme les vagues d'une mer agitée, viendront se briser contre ce rocher inébranlable.

« Que deviendrait la Constitution française si

nos représentants abandonnaient un poste si dignement occupé ! Jouissez, jouissez, législateurs, du fruit de vos travaux, voyez l'aurore de notre bonheur, il est le commencement de votre ouvrage, vous devez le parachever.

« L'artiste habile soupire après la fin de son chef-d'œuvre, pour en contempler les beautés ; un père voit croître avec satisfaction un fils chéri ; il attend avec impatience l'âge de puberté, ce temps précieux qui, d'un adolescent, doit en faire un homme.

« Représentants du peuple, vous êtes cet habile artiste, la Constitution est votre chef-d'œuvre ; les Français sont vos enfants, ils étaient jadis esclaves, vous les avez métamorphosés en hommes.

« Voyez nos jeunes guerriers, avec quelle ardeur ils volent au combat, ce n'est pas la récompense des titres ni des colifichets de l'ancien régime qui font l'objet de leurs désirs, mais l'amour sacré de la patrie ; soutenir la liberté est leur mobile.

« Lisez, despotes, ces mots tracés en caractères de feu sur les drapeaux et tremblez :

« *La liberté ou la mort !*

« Amour sacré de la patrie, enflamme le cœur de tous les Français : Liberté, liberté chérie, sois à jamais notre idole.

« Et vous, représentants respectables, restez sur cette montagne à jamais célèbre dans les fastes de l'histoire.

« En vain les fédéralistes ont cherché à ébranler ce rocher inexpugnable, le ralliement de tous les patriotes, ils ont échoué dans leurs projets liberticides.

« Restez au poste de l'honneur jusqu'au moment où les despotes coalisés seront vaincus et qu'une paix universelle nous fasse goûter à jamais les douceurs inappréciables de la liberté.

« Les membres composant la Société champêtre des Amis du peuple séant à Héricourt.

« B.-Fréd. FALLOT, vice-président ; J.-F. ROCHET, président ; GAUNY, secrétaire. »

## XXVI

*Adresse de la Société populaire de Saint-Yrieix (1)*

« Citoyens Représentants du peuple,

« Les efforts réunis de tous les amis de la patrie doivent avoir pour but le raffermissement de la République une et indivisible. Les plus sublimes conceptions seront celles qui les conduiront à ce but, qu'ils sont sans doute impatients d'atteindre. Il en est une bien capable de rendre les vrais républicains dignes de ce nom ; celle de vous témoigner, citoyens Représentants, le louable désir de ne vous voir abandonner votre poste qu'au moment où vos lumières et votre civique héroïsme ne seront plus nécessaires au salut de la République.

« En effet, législateurs, qui mieux que vous qui, par l'habitude des méditations profondes et soutenues que rien ne peut suppléer, avez déjà acquis une parfaite connaissance du caractère national ; qui mieux que vous, dont l'expérience des difficultés et des revers a perfec-

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

tionné la politique; qui avez vu si souvent le vaisseau de l'État frappé de la tempête, et qui toujours avez su le préserver de ses effets destructeurs; qui mieux que vous, à qui des travaux immenses et des succès étonnants ont mérité la confiance de la nation; qui mieux que vous peut en assurer le bonheur?

« Citoyens législateurs, si tous les Français sont comme nous pénétrés de ces grandes vérités, tous les Français s'empresseront, comme nous, de vous inviter à rester à votre poste jusqu'à ce que le trône de la liberté et de l'égalité sera solidement raffermi.

« *Vive la République une et indivisible! vive la Montagne!*

« *Les républicains composant la Société des Amis de la liberté et de l'égalité de Saint-Yrieix.* »

(Suivent 88 signatures.)

## XXVII.

« Velleron, 28 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible (1).

« Citoyen Président,

« Comme députés de la Société populaire de notre commune, nous avons rédigé une adresse à la Convention nationale, que nous avons l'honneur de lui faire parvenir sous ce pli. Nous vous prions instamment de vouloir bien en faire part à la Convention nationale et de l'assurer de toute la reconnaissance et de la profonde vénération dont nous sommes pénétrés pour elle.

« Nous osons espérer qu'elle voudra bien accueillir favorablement le contenu de cette adresse, et qu'elle n'y verra que l'expression du plus pur civisme et du plus grand attachement pour la République et pour les dignes membres de la Convention nationale.

« Nous sommes respectueusement, citoyen Président,

« *Les députés de la Société populaire de la commune de Velleron.*

« PHILIP, député; GRILLET; TESTENIÈRE; MUTEL. »

*Adresse de la Société populaire de la commune de Velleron, canton de Lisle, district d'Avignon et département de Vaucluse, à la Convention nationale (2).*

« La Société populaire de la commune de Velleron, dans sa séance du 25 septembre 1793, au second de la République française, après avoir entendu la lecture du décret de la Convention nationale du 17 juillet dernier, qui supprime sans indemnité toutes les redevances ci-devant seigneuriales et droits féodaux, même ceux conservés par le décret du 25 août 1792, et après des cris vivement répétés de : *Vive la Montagne!* et le serment de défendre jusqu'à la mort la République française une et indivisible,

« A unanimement délibéré, par acclamation, de faire passer en son nom une adresse à la Convention nationale pour la remercier des

bienfaits inexprimables que ce décret procurera aux habitants de cette commune surchargés de cens et autres droits féodaux; lui exprimer les vœux qu'elle a formés et formera toujours pour la prospérité de la République française une et indivisible et pour la conservation des dignes membres qui composent la Convention nationale, les supplier de rester fermes et inébranlables dans leur poste jusqu'à ce que la République soit entièrement délivrée de ses ennemis, contre lesquels la Société sera toujours prête de faire les plus grands efforts, et a député les citoyens Philip, maire; Jean-Baptiste Testenière, officier municipal; Pierre Grillet, procureur de la commune et Barthélemy-Étienne Mestre, secrétaire-greffier de ladite commune, tous membres de la Société populaire, pour rédiger la présente adresse et la faire parvenir sans retard par la voie de la poste au citoyen Président de la Convention nationale.

« PHILIP, maire, député; GRILLET; TESTENIÈRE; MESTRE.

« P. S. La Société populaire assemblée le 30 septembre 1793, an II de la République française une et indivisible, a juré, en levant la main, haine à tous les rois et tyrans, aux ci-devant seigneurs et aux ci-devant membres du ci-devant haut clergé et de faire tous leurs efforts pour les anéantir; et nous a chargés de joindre le présent article à la présente adresse.

« PHILIP, député; GRILLET; TESTENIÈRE; BEAUCHAMP, officier municipal; MESTRE, député. »

## XXVIII.

*Ici se placerait l'adresse de la Société populaire de la municipalité et des membres du comité révolutionnaire de Coulommiers que nous avons insérée ci-dessus, page 384.*

## XXIX.

*Adresse de la Société populaire des Vans (1) :*

« Citoyen Président,

« La Société m'a chargé de vous faire parvenir l'adresse ci-jointe.

« *Le Président de la Société populaire de la ville des Vans.*

« OLLIER, président.

« Vans, le 30 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible ».

*La Société populaire des Vans, district de Tarnargues, département de l'Ardèche, à la Convention nationale (2).*

« Législateurs,

« La liberté, l'égalité ou la mort, voilà le cri de tous les Français. A la voix de la patrie en danger, des millions de bras se sont armés, ils sauront la sauver ou périr avec elle. Mais c'est à vous, législateurs, à diriger nos coups; c'est

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.  
(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.  
(2) Ibid.



du haut de cette montagne si longtemps en butte aux orages que vous devez surveiller, prévenir, écraser tous nos ennemis. Ne quittez ce poste que quand la liberté n'en aura plus à combattre; le sort de l'État est entre vos mains; plus son vaisseau est battu par la tempête, moins vous devez songer à quitter le gouvernail. L'inexécution de vos décrets, voilà vos titres de créance; le bonheur des Français, voilà votre tâche, et voilà notre espoir. D'une main dirigez la foudre qui doit frapper les traîtres et les tyrans, de l'autre préparez ces lois bienfaisantes qui feront la félicité des générations futures. Votre sort est lié à celui de tous les Français, leurs foyers sont les camps, leurs ennemis sont ceux de la patrie, ils sont également les vôtres; et ce n'est que quand ils auront disparu du sol de la liberté que vous pourrez cesser vos fonctions augustes; jusque-là surveillez votre ouvrage. Songez que la Constitution est faite, mais que vous ne devez en confier l'exécution que quand la Révolution sera terminée. Alors seulement vous pourrez rentrer dans vos foyers; alors venez; les bénédictions du peuple vous y attendent, elles vous dédommageront de vos peines et seront la récompense de vos glorieux travaux.

« *Le Président de la Société,*

« *OLLIER, président; BILLON, secrétaire;*  
*FROMENT, secrétaire.*

« Vans, le 30 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

### XXX.

*Adresse de la Société populaire de Forcalquier (1).*

« Mandataires du souverain,

« Vous avez fondé la République, mais rien n'égalé l'acharnement de ses ennemis pour la détruire dans sa naissance. Il n'a pas moins fallu que votre constance opiniâtre pour déjouer leurs complots atroces. Éloignés de nos frères de Paris, de ce centre de patriotisme, de lumières et de force, qui nous a tant de fois sauvés, nous avons trop longtemps gémi sous l'oppression des contre-révolutionnaires du midi. Nous prévoyions quelles seraient les suites des manœuvres infâmes des chefs des factions de ces contrées, mais sans aucune espèce de moyens de pouvoir arrêter le torrent, nous avions sans cesse les yeux fixés vers notre chère montagne. Notre attente n'a point été trompée. Mais en livrant le port de Toulon, ils se sont enfin démasqués, les traîtres, aux yeux du peuple trop confiant; il est sorti de sa léthargie, ils seront exterminés.

« Législateurs, les Anglais et les Espagnols sont à Toulon. Les émigrés n'ont peut-être pas perdu tout espoir à Lyon, et les rebelles semblent renaître de leurs cendres dans l'éternelle Vendée. Les ennemis de l'extérieur seront dérottés si vous purgez la Vendée, Lyon et Toulon. Ne perdez pas de vue un seul instant ces trois foyers de contre-révolution. Le peuple est partout décidé à vous seconder, il est témoin des efforts inépuisables dont vous êtes capables pour le sauver de ses cruels tyrans; mais il ne peut, sans

se perdre, confier à d'autres qu'à vous les ressorts de l'empire. Vous avez purgé votre sein des chefs de cette abominable conjuration. Restez à votre poste jusqu'à ce que l'indépendance du peuple français soit reconnue de toute l'Europe et à l'abri de toute atteinte. C'est le vœu bien prononcé de la Société populaire de Forcalquier.

« *BONARD, président; DEBLIEUX, secrétaire;*  
*B. GUION, secrétaire; PETIT, secrétaire.* »

### XXXI.

*La Société populaire de Pertuis, à la Convention nationale (1).*

« Pertuis, le 30 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Représentants,

« Vous nous avez donné une constitution populaire fondée sur les droits naturels et imprescriptibles de l'homme et sur les véritables bases de la liberté et de l'égalité. De toute part, elle a été reçue et sanctionnée avec transport, et le peuple français révère ce monument de son bonheur. Ce grand œuvre est fini, mais votre mission ne l'est point. Tous les tyrans de l'Europe sont à nos portes, ils ont conjuré la destruction de la République; des traîtres français ont levé l'étendard de la rébellion.

« Vous devez rester à votre poste jusqu'à ce que la patrie ne soit plus en danger, et notre sublime constitution pleinement reconnue au dedans, et respectée et enviée au dehors. Voilà, représentants, ce qui vous reste à faire. Montagne chérie, continuez à être notre appui et faire l'effroi de nos ennemis, nous avons juré de les tous exterminer et le courage du peuple français ne tardera pas à recevoir son prix. Jusqu'alors, il ne vous est pas permis de quitter vos postes et nous sommes sûrs que vous y resterez puisque votre devoir l'exige et le salut de la patrie le commande. »

(*Suivent 27 signatures.*)

### XXXII.

*La Société populaire de Melun, à la Convention nationale (2).*

« Melun, le 6 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, et le 1<sup>er</sup> de la mort du tyran.

« Législateurs,

« La Société populaire de Melun, dont le sans-culottisme est pur, vient aujourd'hui vous féliciter.

« En renvoyant par-devant le tribunal révolutionnaire les complices du scélérat Brissot, et l'infâme veuve de Capet, en mettant en arrestation ces membres fangeux qui ont osé protester contre la salutaire révolution du 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin, vous avez acquiescé à la demande de tous

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(2) Ibid.

les sans-culottes de la République, et vous avez brisé les derniers obstacles que les ennemis du peuple opposaient à son bonheur.

« Marchez donc actuellement d'un pas ferme et hardi, purgez la France de tous les reptiles venimeux qui souillent son territoire; nul pardon, nulle grâce pour tous les brigands, pour tous les fédéralistes qui ont voulu nous enchaîner en nous morcelant; frappez, la grande masse des sans-culottes vous soutient de sa toute-puissance.

« Courage, Montagne sainte, la Constitution républicaine est ton ouvrage, ne quitte ton poste que quand les tyrans coalisés seront exterminés, et, s'il le faut, deviens un volcan terrible dont les laves révolutionnaires pulvériseront tous les monstres qui ont osé attenter à la souveraineté du peuple.

MONNET, *président*; DUBOIS, *secrétaire*; Simon MARTIN. »

### XXXIII.

*Les membres de la Société populaire de Nîmes, à la Convention nationale (1).*

« Nîmes, le 20 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants,

« Après avoir vomi de votre sein les plus grands ennemis du peuple français, après avoir rendu des décrets qui sapent l'aristocratie expirante, il vous reste à remplir la grande et honorable tâche de consolider la liberté et sauver la patrie.

« En vain des voix ennemies appelleraient-elles les législateurs qui doivent vous succéder, celles de tous les sans-culottes de la France vous diront : restez à la Convention nationale jusqu'à ce que nos ennemis intérieurs et extérieurs soient absolument écrasés et que la République soit assise sur des bases inébranlables.

« La Montagne de la Convention nationale menace tous les trônes de la terre; qu'ils s'ébranlent et soient réduits en poussière par la foudre que vous lancerez. Nous seconderons vos coups par le fer dont nous sommes armés. Les tyrans et leurs esclaves seront anéantis, la liberté sera assurée. Nous penserons alors à vous donner des successeurs.

« Jusqu'alors, représentants, restez au poste où la confiance nationale vous a placés; nous ne pouvons être sauvés que par vous. »

(*Suivent 95 signatures.*)

### XXXIV.

*La Société populaire de Perpignan, à la Convention nationale (2).*

« Citoyens législateurs,

« Après avoir jeté les fondements de la première république du globe; après avoir donné

au peuple français une constitution qui lui promet des jours plus beaux que ceux de Sparte et de Rome, vous ne devez pas quitter votre poste tant que les plus grands dangers environnent cette République naissante, tant que les ennemis intérieurs et extérieurs conspirent contre elle.

« Restez donc sur cette Montagne sainte; du haut de son sommet faites rouler les rochers de la liberté sur les têtes coupables des royalistes, des Brissotins, des fédéralistes, des égoïstes et des agitateurs; ne la quittez, cette Montagne, la terre des ennemis de l'égalité et de la liberté, qu'après que la France sera purgée de tous les aristocrates, quelle que soit leur marque, qu'après que les ennemis extérieurs ne souilleront plus de leur présence odieuse le territoire français; qu'après, enfin, que les despotes coalisés seront forcés de reconnaître cette République dont vous êtes les fondateurs et que la liberté et l'indépendance du peuple français seront solennellement proclamées dans toute l'Europe! Alors, citoyens législateurs, votre mission sublime sera finie.

« Tels sont les sentiments des sans-culottes de Perpignan qui ont juré la République une et indivisible ou la mort.

« Vous aurez encore satisfait pleinement à notre vœu, lorsque vous aurez chassé des fonctions publiques, tant civiles que militaires, les nobles et les prêtres qui ont été si longtemps le fléau de la société.

« Valérius PARIZOT, *président*; GAZARD, *secrétaire*; B. PONSY, *secrétaire*; BIGAU; L. XAVIER, *secrétaire perpétuel et archiviste*.

« Perpignan, le 27 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible ».

### XXXV.

*Les membres de la Société populaire de Gignac, à la Convention nationale (1).*

« Citoyens législateurs,

« Fondateurs de la République, destructeurs des tyrans, pères de la nouvelle Constitution, vainqueurs de l'hydre du fédéralisme, acceptez le tribut mérité d'hommages et d'admiration que se plaît à vous rendre la Société républicaine de Gignac. Plus vous avez fait pour la liberté, plus nous attendons de vous, et certes notre attente ne sera pas vaine. Persuadés que tous les bons citoyens doivent, dans ces moments de crise, vous environner de leur confiance et de leurs lumières, nous venons vous déclarer d'une manière aussi franche que solennelle que nous adhérons à toutes les mesures de salut public que vous avez prises dans votre sagesse. Nous approuvons les journées du 31 mai et jours suivants. Nous ne regardons plus comme des frères les Français qui sont encore *Brissotins*; et quant à l'hypocrite, au jésuite, au contre-révolutionnaire Brissot, leur père, nous vouons sa mémoire à l'exécration publique, car à l'heure où nous vous écrivons, il a sans doute subi la peine due à sa perfidie.

(1) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 713.

(2) *Ibid.*

(1) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 713.



« Législateurs, vous avez l'habitude des affaires politiques, vous êtes à la piste de tous les complots, vous tenez le fil de bien des intrigues, vous avez fait preuve de talents et de dévouement à la cause populaire. Eh bien ! nous vous invitons à rester fermes à votre poste jusqu'à ce que la patrie ne soit plus en danger. D'ailleurs, presque tous les républicains de la France non fonctionnaires volent aux combats ; nous-mêmes allons partir pour repousser les satellites du despote de Madrid. Quels choix pourrait-on faire ? Les rôles de l'Etat passeraient dans des mains faibles ou perfides ? Ah ! cette seule pensée nous fait frémir. Restez, restez encore à votre poste, mandataires fidèles du peuple. Le renouvellement de la législature dans ces circonstances orageuses serait une calamité publique.

« Puisque vous avez sagement décrété que la France est en révolution, nous vous demandons l'établissement de cinq tribunaux révolutionnaires dans la République ; le tribunal de Paris, malgré son zèle et son activité, ne peut, ce nous semble, suffire pour punir les traitres, les conspirateurs sans nombre qui nous travaillent en tout sens. Cette mesure révolutionnaire portera le trouble et l'effroi au sein de la malveillance et de l'aristocratie ; mais la terreur est enfin à l'ordre du jour.

« Nos ennemis sentant leur faiblesse, cherchent moins à nous vaincre qu'à nous lasser et à nous affamer. Une infinité de bras utiles à l'agriculture, mais employés dans nos armées, nous fait craindre que les champs ne restent sans culture, et que, par conséquent, la famine ne joigne ses horreurs, l'année prochaine, aux horreurs de la guerre. Nous vous demanderons donc d'ordonner aux administrations de département et de district, aux municipalités et aux conseils généraux de communes, de faire ensementer les terres par tous les moyens possibles, et de les rendre, chacun dans son ressort, solidairement responsables de la non exécution de votre décret, que la plupart de ceux qui ne marchent pas à l'ennemi mettent la main à la charrue, et s'ils ont l'âme républicaine, s'ils ont l'âme un peu romaine, qu'ils s'honorent de faire ce qu'a fait un Fabricius Cincinnatus.

« Il est une grande vérité, citoyens, législateurs, dont on ne saurait trop se pénétrer : c'est que la liberté et le bonheur de la France dépendent uniquement de la victoire. Oui, la victoire plus puissante que vos décrets, fera monter les assignats au pair et baisser le prix des subsistances ; elle ranimera la confiance, dissipera les craintes, les alarmes des citoyens, atténera les aristocrates et les malveillants, forcera nos ennemis à la paix et assurera le règne paisible des lois qu'on fait si mal exécuter. Portez donc vos regards attentifs sur l'armée, qu'elle soit sans cesse l'objet de vos méditations profondes ; que le décret sur la fabrication d'armes rendu sur la motion de Danton soit promptement exécuté. Prenez le génie de Rome guerrière, et que l'esprit de son sénat anime en ce moment le sénat français. Alors, et alors seulement, nous pourrons embrasser la liberté. Mais nous ne jouirons des faveurs de cette divinité chérie que quand nos mains auront couronné son front des palmes de la victoire.

« BOULLON, vice-président ; TRIBAL, officier de santé, secrétaire ; SAGINÉ, secrétaire, député des assemblées primaires ; Pradet ; LARCHER, membre du comité de correspondance. »

## XXXVI.

*Adresse de la Société populaire de Villefranche-d'Aveyron.*

« Citoyens représentants,

« C'est à vous qui siégez sur la Montagne Sainte, d'où est sortie cette sublime constitution qui fait le désespoir des aristocrates de toutes les espèces, que nous offrons le tribut de notre estime et de notre reconnaissance. Vous seuls vous êtes dévoués à notre bonheur ; vous seuls méritez notre admiration ; vous seuls avez fondé la République ; vous seuls pouvez la sauver. Plus les orages ont été violents, plus vous avez déployé d'énergie. Plus la foudre a grondé sur vos têtes, plus vous avez montré de la fermeté. Tels les flots de la mer irritée ne font que blanchir le rocher immobile.

« Restez donc, Montagnards intrépides, restez au poste où le souverain vous a placés, ne le quittez qu'après avoir conduit au port le vaisseau de l'Etat. Consommez le grand œuvre de notre régénération ; étouffez jusqu'aux germes de royalisme, de girondisme, de fédéralisme ; forcez les autorités constituées à faire exécuter vos décrets salutaires et bienfaisants ; faites rentrer dans la poussière nos ennemis intérieurs, poursuivez nos ennemis extérieurs jusqu'à ce qu'ils vous demandent grâce. En un mot, continuez vos travaux ; les partisans du despotisme les redoutent, mais le peuple les admire et les bénit.

« Les membres composant la Société des amis de la Constitution de Villefranche-d'Aveyron.

« A Villefranche d'Aveyron, ce 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

« BONHOMME, président ; A. BESSOUT, secrétaire ; DANTON, secrétaire ; PANISSAL, secrétaire ; J. P. MOULX, secrétaire ; DRULHE.

## XXXVII.

*Adresse de la Société des amis de la Constitution séante au Chesne, chef-lieu de canton, district de Vouziers, département des Ardennes (2), à la Convention nationale.*

« Citoyens représentants,

« Le peuple français avait brisé ses fers, il croyait avoir renversé le despotisme, mais le tyran existait. Vous avez paru, et la tête du tyran est tombée.

« Un code informe de lois tyranniques allait étouffer le génie de la liberté, et une constitution républicaine puisée dans les principes sacrés de la nature va faire à jamais le bonheur d'un peuple libre.

« La patrie reconnaissante attend encore de nouvelles preuves de votre dévouement ; le vaisseau de l'Etat est en danger, vous seuls pouvez l'arracher aux horreurs de la tempête qui le menace. Redoublez d'efforts, ne quittez le gouvernail qu'après l'avoir conduit heureusement dans le port, au milieu des flots conjurés ; ils viendront, n'en doutez pas, se briser contre la Mon-

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(2) Ibid.

tagne; elle sera l'écueil de leur rage impuissante.

« Tels sont les vœux de vingt-cinq millions d'hommes; tels sont les vœux de la Société naissante du Chesne qui s'empresse de vous témoigner sa reconnaissance pour la constitution bienfaisante que vous venez de donner à la France; elle adhère à tous les décrets qui sont émanés de votre sagesse, même avec enthousiasme à ceux des trente-un mai et jours suivants, et à celui qui met en arrestation les personnes suspectes.

« BAIVIER, président; RICHARD, secrétaire;  
HONNON, secrétaire. »

## XXXVIII

*Société républicaine des Amis de la liberté et de l'égalité, séante à Salies, département de la Haute-Garonne (1).*

A Salies, le 31 septembre 1793,  
l'an II de la République française une et indivisible.

Citoyens législateurs,

« Les avantages infinis que nous ressentons de la liberté et de l'égalité sont l'effet de votre propre ouvrage. Sans vous, les chaînes de l'esclavage et du despotisme pèseraient de nouveau sur nos têtes; c'est vous qui avez dissipé les horreurs de cette nouvelle tyrannie, que vos collègues pervers et infidèles nous préparaient. Anges tutélaires de la République, ne désespérez pas de votre poste que l'édifice national ne soit entièrement achevé. Le salut de la patrie en dépend. Nous vous en conjurons, restez à votre poste; voilà le vœu le plus ardent des membres de la Société populaire de Salies, district de Saint-Gaudens, département de la Haute-Garonne.

L'équipement pour les jeunes gens de la levée en masse est trop considérable pour y pourvoir tout à coup d'une manière bien précise. Les sans-culottes composant le club de Salies ayant reconnu cet embarras, ont fait l'offrande de 30 paires de souliers pour chausser les défenseurs de la République; 20 paires ont été envoyées à l'administration du district de Saint-Gaudens, et les 10 paires restantes y parviendront incessamment; les sans-culottes de cette société le sont de cœur et d'effet, voilà pourquoi ils font peu pour ne pouvoir faire beaucoup. Agréez ce don patriotique, citoyens législateurs, comme un gage non équivoque de leur amour passionné pour la nouvelle Constitution, et de leur attachement inviolable à tout ce qui émanera de votre part.

« Les président et commissaires de la Société républicaine des Amis de la liberté et de l'égalité séant à Salies.

« PELLEPORT, président; LACOMBE, secrétaire; BERGOUIGNAN, officier municipal. »

## XXXIX.

*Adresse de la Société populaire de la ville de Carcassonne, à la Convention nationale (2).*

Citoyens législateurs,

« La Société populaire de la commune de Car-

cassonne a accepté la Constitution, elle a juré de la maintenir par tous les moyens qui sont en son pouvoir, envers et contre tous. La salle de ses séances est le quartier de réserve de la Révolution, c'est là que vous trouverez des âmes profondément pénétrées d'une entière abnégation de soi-même en faveur de la chose publique de purs et véritables républicains qui savent apprécier cet acte saint et sacré qui est religieusement fondé sur une parfaite égalité des droits, mais dont il faut hâter et assurer l'exécution, parce qu'il peut seul être la garantie de chaque individu. Les bons sans-culottes qui veulent avec vous exterminer les traîtres, étouffer jusqu'à l'ombre de la guerre civile, et recueillir les bienfaits que nous offre votre génie révolutionnaire.

« Restez à votre poste, citoyens législateurs, le salut public vous le commande, vous seriez traîtres à la patrie si vous remettiez à d'autres mains le complément de vos travaux et de nos efforts, prenez des grandes mesures, que votre courage aille jusqu'à l'audace, par notre confiance tout vous est permis, rien ne vous est impossible. Encore une fois, législateurs, restez à votre poste, c'est le seul et unique moyen de sauver la patrie.

« MARTOULLI, président; COURTIEL, secrétaire; MEYER, secrétaire; MARIN, secrétaire. »

## XL.

*Les administrateurs du district de Josselin, département du Morbihan, à la Convention nationale (1).*

Citoyens législateurs,

« La patrie a besoin de vous, restez à votre poste, nous vous en conjurons. La liberté pourrait s'écrouler si vous ne la souteniez pas. Votre amour de l'égalité en a jeté les fondements; achevez le sublime édifice que vous avez commencé, rendez-le inexpugnable; la République vous devra son bonheur parfait.

« Josselin, ce 5 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

« MOREL; BONNEFOIS; J.-M.-A. ELIE, procureur syndic; HÉMON; AMOT, vice-président. »

## XLI.

*La Société populaire de Niort, à la Convention nationale (2).*

« Représentants du peuple,

« Au moment où la patrie est plus menacée que jamais, au moment où la rage des puissances coalisées et des ennemis de l'intérieur ne fait que s'accroître, et où ils redoublent leurs efforts sacrilèges, au moment enfin où le peuple français vient d'investir ses représentants d'un pouvoir comme d'une confiance sans bornes, serait-il possible qu'une seule voix pût s'élever pour demander qu'ils soient renouvelés! Non, ce vœu liberticide ne sera pas rempli; non, et nous le déclarons hautement, la Convention nationale peut seule achever la Révolution, affermir le

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.



gouvernement républicain et sauver la patrie. Et quel serait le conseiller perfide qui, dans le fort de la tempête, porterait l'équipage d'un vaisseau à changer de pilote; quelles seraient les mains novices assez osées pour essayer d'en diriger un seul instant le gouvernail! Le naufrage serait inévitablement le fruit d'une pareille témérité, et le vaisseau porté çà et là par les vagues, serait bientôt brisé et réduit en mille éclats.

« Citoyens représentants, vous êtes les pilotes du vaisseau de la République; c'est vous que le peuple français a constitué le gardien tutélaire de la liberté qu'il a conquise, c'est dans ses mains qu'il a déposé l'immense levier de l'opinion publique, c'est de vous qu'il attend sa prospérité prochaine. Vous vous élèverez donc à la hauteur de cette mission sublime, vous ne songerez pas à désemparer le poste où le salut de la patrie vous a attaché; vous dirigerez d'une main ferme le noble élan de cette jeunesse magnanime qui se réunit de toutes parts et qui va cimenter, au prix de son sang, l'établissement de la liberté publique. Oui, nous le répétons, la tenue de la Convention ne doit avoir de terme qu'à l'époque où régnera la paix, où la République sera reconnue, où l'obéissance aveugle aux lois sera devenue pour ainsi dire la religion du peuple français, qu'au moment enfin d'où, pour prix de vos travaux et de son courage il pourra dater vraiment son bonheur.

« Nous vous en conjurons donc, au nom de la patrie et de l'humanité, continuez vos travaux, que votre courage s'accroisse par les difficultés, que le salut public soit sans cesse à l'ordre du jour, à l'ordre de tous les moments; que votre œil vigilant s'étende à tout; vous le savez et nous l'éprouvons tous les jours, les emplois publics ne sont pas confiés toujours à des mains pures. Eh bien! qu'à votre voix puissante les malveillants soient anéantis, les faux patriotes démasqués; qu'ils tremblent ces hommes pervers dont le patriotisme n'est qu'un vil calcul, qui n'aiment, en effet, que le pillage et le sang, et qui n'ont véritablement d'énergie que pour le crime. Que désormais le sans-culottisme ne présente plus que l'idée de la vertu! que les mœurs se régénèrent, car sans doute ce n'est pas au milieu de la fange du vice que croîtra l'arbre de notre sainte liberté. Et quoi qu'on en peut dire, sans la vertu, sans la morale, la vraie République ne pourra jamais avoir une existence durable.

« Telle est l'opinion, tels sont les vœux de la Société populaire de Niort, et dans ce moment elle croit remplir un devoir sacré en vous les exprimant.

« Les membres du comité de correspondance,

« DEMETZ, président; B. AVERTI;  
L. MOULIN. »

## XLII.

*La Société populaire de la ville de Donzy, aux représentants du peuple français (1).*

« Donzy, département de la Nièvre,  
4 septembre 1793, l'an II de la

République, et le 1<sup>er</sup> de la Constitution.

« Représentants d'un peuple libre,

« Nous avions député deux de nos frères à l'effet de porter sur l'autel de la patrie l'expression de nos cœurs, le vœu unanime de notre acceptation de cette inestimable Constitution, et nous n'avons pu, sans le plus vif intérêt, entendre le récit de tout ce qui s'est passé à la fête de la réunion.

« Législateurs, nous ne nous arrêterons pas à vous prodiguer des éloges; ennemis de l'adulation, nous vous invitons à continuer vos glorieux travaux, persuadés que la récompense qui vous flattera le plus sensiblement, seront les fruits qui en résulteront; nous nous bornerons seulement à vous faire part de nos craintes.

« Représentants du peuple, vous venez de lui donner une Constitution républicaine; c'est à vous à consolider votre ouvrage; votre remplacement serait l'écueil contre lequel viendrait se briser l'arche sainte qui renferme le précieux dépôt des Droits de l'homme et de l'Acte constitutionnel que nous avons confié à la garde de vos vertus. De nouveaux représentants salariés par les Pitt et les Cobourg ne manqueraient pas de rompre le faisceau départemental que vous avez lié vous-mêmes; bientôt l'enfant serait étouffé dès le berceau, et nous aurions la douleur de voir se dessécher jusque dans ses faibles racines, cet arbre précieux avant qu'il ait produit les fruits utiles et bienfaisants que nous avons droit d'en attendre, avant même que nous ayons pu l'arroser du sang de nos ennemis ou du nôtre.

« Législateurs, soyez inébranlables comme cette Montagne sur laquelle vous nous avez dicté des lois sages, sur laquelle vous venez de nous donner un gouvernement populaire jusqu'à ce que nous ayons balayé de dessus le sol sacré de la liberté ces hordes d'esclaves, ces brigands couronnés. Demeurez fermes au poste où la confiance justement méritée vous a placés, jusqu'à ce que la raison ou la force de nos armes ait fait rentrer dans le devoir ou dans la poussière, des Français ingrats armés contre leur patrie, et jusqu'à ce que l'ordre et la tranquillité aient succédé aux horreurs de la guerre intestine qui ravage différents points de la République.

« Représentants d'un grand peuple, encore quelques instants, et une paix solide fera régner la loi; alors nous vous donnerons des successeurs dignes de vous, et, rentrés dans vos foyers pour vous y délasser de vos veilles et de vos pénibles occupations, nos mains victorieuses, teintes encore du sang de nos ennemis, placeront sur vos têtes des couronnes d'immortalité.

« Législateurs, au nom de la France entière, au nom de la patrie en danger, au nom de la liberté que nous portons dans nos cœurs, nous vous conjurons d'être inséparables jusqu'à ce que le vaisseau de la République, battu de tous côtés par la tempête, soit enfin arrivé au port du salut où le génie de la France et la valeur des Français ne tarderont pas à le conduire.

« Votre carrière, citoyens, n'est point terminée, il ne vous suffit pas de nous avoir donné une Constitution républicaine; il vous reste encore bien des travaux; celui sur l'éducation nationale, par exemple, après lequel nous soupirons depuis si longtemps; depuis surtout que vous avez eu le courage d'expulser de votre sein

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

les scélérats qui voulaient perdre la France en entravant vos opérations; vos séances ne se comptent plus que par autant de lois sages, et vos décrets par autant d'actes de bienfaisance. Il vous reste, il est vrai, bien des dangers à courir; eh bien, nous les partagerons. Montagne chérie, les orages seront toujours à vos pieds; la France entière est debout, elle vous jure et nous vous jurons de ne nous rasseoir que lorsque nous n'aurons plus d'ennemis à vaincre; la France entière est armée, et elle vous jure à la face du Ciel et par la liberté, son idole chérie, qu'elle ne déposera ses armes qu'après la mort de tous les tyrans.

« Les membres de la Société républicaine,

« RAMEAU, président; LARIPPE, secrétaire;  
JOVEY, secrétaire; DAYOT, secrétaire. »

### XLIII.

*Société des Amis de la Constitution républicaine  
séante à Fronton, district de Toulouse (1).*

« Extrait de la séance du dimanche  
1<sup>er</sup> septembre 1793, l'an II de la  
République française une et indivisible.

« Le citoyen Timbal le jeune, membre de la Société, et envoyé de l'assemblée primaire de cette ville auprès de la Convention nationale, de retour de Paris, a rendu compte de sa mission : il a fait sentir combien sont coupables ceux qui cherchaient et qui cherchent encore à avilir la Convention nationale et nos frères de Paris, en insinuant que les représentants du peuple ne sont pas libres dans une ville qui fut le berceau de la liberté; il a retracé les services que les Parisiens ont rendus et rendent encore à la patrie, et les accueils fraternels qu'ils ont prodigués aux envoyés des sections; enfin il a assuré que la Convention nationale s'occupait sans relâche du bonheur du peuple et de l'affermissement de la nouvelle Constitution.

« La Société a accueilli ce rapport par les plus vifs applaudissements, et a délibéré : 1<sup>o</sup> de demander à la Convention nationale qu'elle prenne des mesures rigoureuses contre les fédéralistes, les aristocrates et les modérés, et de l'inviter à rester à son poste jusqu'à ce que les dangers de la patrie aient cessé. ;

« 2<sup>o</sup> De déclarer à la commune de Paris que la Société n'a jamais douté de la pureté de ses principes, et de lui témoigner combien elle est satisfaite des mesures qu'elle a toujours prises pour sauver la patrie, et notamment dans les journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin.

« Auquel effet, extraits de cette séance seront envoyés incessamment à la Convention nationale et au conseil général de la commune de Paris.

« Collationné à l'original, par nous, vice-président et secrétaires de la Société populaire de Fronton.

« FERRAN, vice-président; E. BOUDY, secrétaire;  
GAIZAL, secrétaire; VALLES, secrétaire; DUCROS, secrétaire. »

### XLIV.

*La Société populaire de Rozoy, à la Convention nationale (1).*

« Représentants,

« Vous avez aboli la royauté et proclamé la République; vous avez abattu la tête du tyran; vous avez banni les traîtres qui souillaient le Sénat, et vous avez provoqué contre eux la vengeance nationale. Par votre courage, Dumouriez et Custine ont disparu du sol de la liberté; vous avez, par une loi salutaire, frappé d'un mortel effroi les ennemis de l'intérieur; vous venez de placer la féroce Autrichienne et le perfide d'Orléans sous le couteau fatal.

« Tels sont les principaux traits qui caractérisent votre marche rapide depuis que le génie de la France vous appela à son aide.

« On a dit cent fois, et vous l'avez dit vous-mêmes, les destinées de la patrie vont être confiées à de nouveaux législateurs.

« Non, représentants, vous n'abandonnerez pas le poste que vous occupez si glorieusement, vous ne laisserez pas errer incertain au gré d'un vent impétueux le vaisseau de la République que vous devez conduire au port.

« Non, la Sainte Montagne, dont l'éruption subite a couvert de ses laves brûlantes et desséchée la fange d'un marais impur, ne disparaîtra pas, elle brillera encore aux yeux des patriotes, et son fanal étincelant sera toujours le guide assuré des vrais amis de la liberté.

« Ne craindriez-vous pas, représentants, en vous éloignant du sanctuaire des lois, de voir s'élever entre vos successeurs une lutte dangereuse pour la liberté? Sans doute, l'amour de la patrie saurait triompher de la perfidie; mais que d'instantanés précieux pour le salut public ne seraient pas dévorés par ce combat entre le crime et la vertu!

« Vous le savez, représentants, l'or de Saint-James a fait la Vendée, l'infâme Pitt vient d'acheter Toulon, les tyrans veillent, en faut-il plus pour vous retenir!

« Voici le vœu des sans-culottes de Rozoy : Restez à votre poste jusqu'à la paix, et que le dernier jour de votre session la France et l'univers entier admirent avec ravissement, sur le sanctuaire que vous habitez, l'olivier à côté du pavillon tricolore.

« Nous vous le disons avec Thuriot, sans vertus et sans mœurs, point de République, et nous vous demandons l'envoi aux sociétés populaires de la feuille de morale que vous avez décrétée.

« Rozoy, le 6 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« LÉCUYER, président; BOULINE, secrétaire;  
RACINET, secrétaire. »

### XLV.

*La Société républicaine de la ville de Cuers, sous le nom d'Amis de la Constitution du 24 juin 1793, à la Convention nationale (2).*

« Mandataires du Souverain,

« Vous étiez chargés d'assurer la liberté et

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.  
(2) Ibid.



le bonheur du premier peuple de l'univers. Malgré les efforts des tyrans coalisés, malgré les chaos tumultueux des passions humaines dont vous étiez environnés, vous avez élevé l'édifice majestueux qui sera à jamais le palladium de notre liberté.

« Une faction scélérate a mis en usage tout ce que le crime et la perfidie ont de plus odieux pour retarder et anéantir le grand œuvre de la régénération de l'espèce humaine; elle a réduit le plus affreux machiavélisme en pratique pour opposer les Français aux Français, et détruire la République par la République.

« Toulon, un des plus ardents foyers du patriotisme méridional, Toulon, cette ville qui faisait jadis l'admiration des vrais républicains, est devenu un objet d'exécration universelle; Toulon a arboré l'étendard de la révolte, il s'est livré aux excès les plus inouïs et a mis le comble à ses forfaits par la plus noire et la plus insigne trahison.

« Situés aux confins de cette ville infâme, son influence pestiférée a fait éclater un instant dans nos foyers les symptômes de la contre-révolution dont elle est la proie; les bons citoyens en ont gémi, mais éclairés du flambeau de la raison et de la vérité, et fermes dans leurs principes, quoique le glaive des assassins fût suspendu sur leurs têtes, ils ont toujours été à l'abri de la séduction et de l'imposture.

« A peine avons-nous été secourus par nos frères de l'armée d'Italie, que nous nous sommes unis à eux pour secouer le joug des traîtres, et faire rentrer leurs complices dans le néant; et, nos vœux étant libres, nous avons accueilli avec transport l'Acte constitutionnel comme le gage assuré de notre bonheur.

« Nous adhérons aux salutaires décrets du 31 mai dernier, et suivants, qui ont sauvé la patrie.

« La Constitution républicaine que vous nous avez donnée, peut seule nous rendre heureux. Elle nous est d'autant plus chère, qu'elle est cimentée de tout le sang que nos frères ont généreusement versé pour la défense de la République, et de celui que les trahisons de nos généraux ont fait répandre.

« Ce n'est pas tout, Législateurs, votre tâche n'est pas remplie, et vous n'auriez rien fait si vous ne restiez à votre poste pour consolider votre ouvrage. Terrassez les tyrans et les despotes, que la loi appesantisse son glaive vengeur sur le tête des conspirateurs et des traîtres, et la République sera sauvée.

« A Cuers, le 24<sup>e</sup> septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

(Suivent 25 signatures.)

« Et plusieurs membres illettrés qui adhèrent à l'adresse ci-dessus. »

#### XLVI.

*Adresse de la Société républicaine d'Agén (1)  
à la Convention nationale.*

« La Société républicaine de la ville d'Agén, régénérée par les représentants du peuple délégués par vous dans le département de Lot-et-Garonne et autres environnants, vient vous ma-

nifester son vœu sur un objet très important pour le salut de la chose publique.

« La patrie est encore dans le plus grand péril, la République est menacée au dedans par des malveillants de tous les genres et au dehors par les satellites des despotes; jamais la surveillance n'a été si nécessaire, jamais elle n'a dû être aussi active que dans le moment de crise où nous nous trouvons, il n'y a que vous, citoyens représentants, qui puissiez rompre le fil de toutes les trames qui sont ourdies contre la liberté des Français; il n'y a que vous qui puissiez déjouer les complots ténébreux qui se forment journellement contre notre chère patrie; nous venons, en conséquence, vous inviter de rester à votre poste jusqu'à ce que les dangers qui nous menacent aient entièrement cessé, la confiance du peuple, dont vous êtes investis vous fait un devoir de continuer vos pénibles travaux. Prenez d'une main plus vigoureuse que jamais le timon de l'Etat, et ne l'abandonnez que lorsque le vaisseau sera heureusement arrivé dans le port. La foudre nationale est en vos mains, frappez-en sans pitié les traîtres et les conspirateurs, exterminatez les ennemis du dedans, chassez, éloignez de nos frontières les ennemis du dehors; affermissez les bases de la Constitution républicaine que vous venez de nous donner, épurez les administrations et les armées; et, lorsque la patrie sera sauvée, lorsque la République sera assise sur des points solides et inébranlables, alors vous quitterez votre poste, alors vous viendrez au milieu de nous, jouir de la reconnaissance de vos commettants, et recevoir les bénédictions du peuple dont vous aurez fait le bonheur en l'arrachant à la tyrannie, à la misère et à l'oppression.

« Les républicains de la ville d'Agén, régénérés sous le titre d'amis de la Constitution de 1793.

« T. FIZELLIER, président; LAFAGE, secrétaire.

« A Agén, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

#### XLVII.

*Les Amis de la Révolution de la Société populaire de Saint-Chamas, à la Convention nationale (1).*

« Représentants,

« Que la foudre montagnarde qui a éclaté si heureusement dans l'immortelle révolution du 31 mars (*sic*) tonne encore une fois, qu'elle annonce aux républicains français que la Convention nationale continuera ses séances jusqu'à ce que la République soit assise sur des bases inébranlables, jusqu'à ce que les amis du sceptre aient disparu de la surface de la terre de la liberté, et jusqu'à ce que les despotes coalisés aient rentré dans leurs tanières honteuses.

« Tels sont les vœux des sans-culottes de Saint-Chamas,

« MAUZAN, président; BONHOMME, Montagnard du Midi, secrétaire; Paul BERNARD, secrétaire; C. TOURNEL, secrétaire.

« Saint-Chamas, le 18 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

## XLVIII.

*Adresse à la Convention par la Société des Amis de la Constitution séant en la ville de Sauveterre, département des Basses-Pyrénées, district d'Orthez (1).*

« Représentants du peuple français,

« Les ennemis de la liberté, de l'égalité de la patrie et de la nature ont assez et trop longtemps conspiré la ruine de la République française; leurs forfaits sont connus, il faut qu'ils périssent, que la foudre populaire les écrase. Débarrassés de ces monstres altérés de sang, de ces affamés de chair humaine, la République triomphera, nous serons libres et heureux; c'est la destinée que nous promettons chaque jour vos infatigables travaux, votre courage et vos vertus civiques.

« Pour nous, admirateurs enthousiastes de vos efforts pour le triomphe de la liberté, nous vous invitons, au nom sacré de la patrie, de rester fermes à votre poste tant que le vaisseau de l'État sera agité par la tempête, car vous seuls pouvez le sauver du naufrage dont il est menacé, et le conduire au port.

« Et toi, Montagne chérie, l'effroi des tyrans ! frappe de ton bras terrible l'hydre qui t'a voulu dévorer, que la terre de la liberté soit respectée, et que ta foudre soit toujours prête pour punir les scélérats qui voudraient nous asservir.

« Voilà, représentants du peuple, les sentiments des vrais sans-culottes de la Société républicaine de Sauveterre.

« *Les Amis de la Constitution de Sauveterre.*  
(Suivent 28 signatures.)

## XLIX.

*La Société populaire de Bar-sur-Ornain, à la Convention nationale (2).*

« Citoyens représentants,

« Vous avez fait rouler sur l'échafaud la tête du dernier de nos tyrans, vous venez de donner à la France une constitution vraiment populaire, une constitution dont l'égalité fait la base, dont les vertus font le mobile. Le peuple, ce juge souverain et infailible, l'a acceptée avec enthousiasme et a juré de la sceller de son sang. Grâce immortelles vous en soient rendues.

« Mais croyez-vous votre mission remplie ? Croyez-vous le bonheur des Français, le bonheur de vingt-cinq millions de républicains, établi sur des bases inébranlables ?

« Notre patrie, déchirée au dedans par le fanatisme, menacée au dehors par les nombreuses cohortes des tyrans de l'Europe, un chaos immense de lois absurdes à anéantir, un code simple, court, et à la portée de tous les Français, à former; l'éducation nationale, ce travail si précieux pour la liberté, travail dont le résultat est de faire sucer avec le lait, l'amour de la patrie et de la Constitution, aux enfants de la République, sa plus chère espérance, l'éducation nationale, dis-je, à régler, à établir sur les débris du despotisme des collèges. Quels objets plus importants peuvent mériter

l'attention des législateurs ? Et vous en confieriez l'exécution à des mains étrangères ! Et les hommes qui ont donné à la France la plus belle des Constitutions, ne s'occuperaient pas des moyens les plus propres à l'affermir.

« Vous avez juré, citoyens représentants, de ne vous séparer qu'après avoir fait jouir votre patrie d'une Constitution vraiment républicaine, je vous le demande, est-elle assurée, cette Constitution, au moment où la foudre des despotes gronde sur tous les points de la République, où leurs agents perfides, secondés par des hordes de prêtres fanatiques, secouent, au milieu de nous, les brandons de la guerre civile ? Est-elle assurée, cette Constitution, dans ces instants de crise et de révolution où les lois doivent céder aux circonstances, dans ce moment où les enfants de la patrie vous demandent à grands cris une éducation convenable à des hommes libres, et que cette Constitution doit leur procurer ? Est-elle donc assurée, cette Constitution ? Avez-vous rempli vos engagements ?

« Non, sans doute. Restez donc au poste que le Souverain vous a confié, jusqu'après l'exécution de ces glorieux travaux. Nous vous en conjurons par les motifs les plus pressants pour des hommes libres. Au nom de la République en danger, occupez-vous sans relâche de ces objets importants.

Représentants du peuple, aidez-le à se sauver lui-même en dirigeant ses mouvements; déjà vous avez soulevé la masse qui doit faire trembler les rois sur leurs trônes chancelants, continuez avec la même énergie à déployer l'appareil imposant que le salut de la patrie exige, et, tandis qu'une masse terrible d'hommes libres vole à grands pas sur les frontières pour terrasser les vils esclaves des despotes, qu'un code de lois sages dictées par cet esprit sublime qui enfanta la Constitution leur assure, lorsqu'ils reviendront dans leurs foyers goûter les douceurs d'une paix due à leur courage, l'exercice de leurs droits, le maintien de leurs propriétés, et les mette à l'abri des vexations et des violences; que leurs tendres rejetons puissent trouver dans des établissements d'instruction publique, de quoi enrichir leur esprit de connaissances utiles, et pénétrer leurs jeunes cœurs du plus pur patriotisme. Alors les Français pourront goûter en paix les douceurs d'une Constitution populaire; alors seulement votre mission sera remplie, et, comblés des bénédictions de vos commettants, vous pourrez retourner dans vos départements jouir de la satisfaction, si douce pour des cœurs sensibles, d'avoir fait votre devoir et contribué au bonheur de votre patrie.

« MOREAU, président; HUOT-LONCHAMPS, secrétaire; TILLOT, trésorier; B. BERTRAND, secrétaire; LEMIRE, secrétaire. »

## L.

*La Société des Amis de la liberté et de l'égalité, séant à Villedieu, district d'Avranches, département de la Manche, à la Convention nationale (1).*

« 4 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Législateurs,

« Depuis qu'une canaille de roi traînant à sa

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.



suite des hordes d'esclaves, s'acharne plus que jamais à tuer la liberté; depuis que des milliers de Français se sont coalisés pour l'étouffer dans son berceau; depuis que le royalisme, comme un serpent à moitié écrasé, se replie en tous sens pour répandre son venin liberticide; depuis que le monstre de la tyrannie a tenté de se ressusciter sous le nom odieux du fédéralisme qui a failli allumer la guerre civile et faire de la France entière une nouvelle Iliou; quelle ville assez coupable, assez indifférente sur les dangers de la patrie, ne redoublerait pas aujourd'hui de vigilance pour déjouer enfin tant de complots liberticides?

« Aussi les citoyens de la commune de Ville-dieu, qui ont toujours marché d'un pas ferme dans le sentier de la Révolution, viennent-ils de former dans leur sein une société populaire, une société de vrais *sans-culottes*. Cette société naissante et qui est déjà composée d'une foule de citoyens du républicanisme le plus pur et le plus fortement prononcé, se fait un devoir de vous annoncer son établissement, de concert avec la société mère, elle travaillera sous vos auspices à consolider l'édifice de cette sublime Constitution que vous avez donnée à la France et qui doit un jour faire le bonheur du genre humain.

« Malheur aux traîtres, aux conspirateurs, aux ennemis de toute espèce qui tenteraient de nous représenter le squelette hideux du despotisme! La République ou la mort. Tel est le cri unanime de la Société.

« Et vous, braves Montagnards, qui avez si bien mérité de la Patrie, continuez, la Société vous en conjure, continuez vos glorieux travaux et n'abandonnez les rênes du gouvernement que lorsque vous aurez placé l'olivier de la paix sur la statue de la liberté. Haine aux muscadins, mort aux anarchistes, aux fédéralistes; mort aux tyrans.

« *Vive la Montagne! vive la République une et indivisible.*

« BLANCHET, président; OBELIN, secrétaire.

« P. S. La Société des Amis de la liberté et de l'égalité séant à Ville-dieu, invite les comités de la Convention nationale, de correspondre avec elle comme avec les sociétés républicaines et de lui faire passer le *Bulletin* et autres papiers propres à hâter le progrès et les lumières du républicanisme. »

## LI.

*La Société républicaine d'Ingouville, canton du Havre, district de Montivilliers, département de la Seine-Inférieure, à la Convention nationale (1).*

« Mandataires du peuple,

« La Société populaire et républicaine d'Ingouville, pénétrée du vrai principe qui vous anime dans tous vos travaux, pour le bonheur du peuple, verrait avec peine la convocation d'une autre Assemblée.

« Vous, citoyens, qui avez fondé la République avec fermeté et courage, c'est à vous à ne point abandonner votre poste, que tous nos ennemis ne soient forcés à reconnaître notre in-

dépendance. Nous voulons la République une et indivisible, la liberté, l'égalité ou la mort.

« *Vive la République!*

« Fait et arrêté séance tenante, le 5 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible et le 1<sup>er</sup> de la mort du tyran.

« P.-A. BUSSARD, président; François PUPIN, secrétaire; Jean PETIT; GUÉRON, président du comité de surveillance; Pierre TIRIEL; CHAUVIN, secrétaire; GOSSELIN, secrétaire du comité de surveillance; DUBOIS. »

## LII.

*Les membres composant la Société populaire de la ville d'Eu, district de Dieppe, département de la Seine-Inférieure, à la Convention nationale (1).*

« Citoyens représentants,

« Vous avez posé les colonnes du superbe édifice qui doit immortaliser le peuple français.

« Mais il n'appartient qu'au génie qui en a tracé l'idée sublime de le conduire à sa perfection.

« Ce monument est le premier temple qui ait été consacré aux droits et au bonheur de l'homme. Peut-être des mains impies et sacrilèges vont s'efforcer d'en ébranler les fondements.

« Représentants du peuple, restez autour de ce monument sacré, comme une montagne propice pour le défendre contre les vents et les orages que les diverses passions peuvent susciter. Nous vous adressons le vœu unanime d'une société républicaine et celui de nos concitoyens pour vous inviter à marcher jusqu'au terme dans la carrière pénible, mais glorieuse, qu'il vous reste à parcourir.

« Consommez votre grand ouvrage; la destinée de 24 millions d'hommes et celle des générations futures en dépend.

« Lycurgue ne quitta Lacédémone qu'après avoir affermi et organisé toutes les parties de sa République.

« Plus heureux que lui, vous acquérez des droits éternels à la reconnaissance de tous les peuples.

« Les membres de la Société populaire et républicaine d'Eu.

« LEBERT, président; GUIGNOT, secrétaire.

« A Eu, le 4 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

## LIII.

*La Société populaire séant au quartier général à Nantes, à la Convention nationale (2).*

« Législateurs,

« Vous avez déclaré que la France serait une République de 25 millions d'hommes libres et égaux devant la loi, elle le sera.

« Vous avez juré de sauver la patrie, votre serment ne sera pas vain, vous la sauvez. Votre sagesse et votre fermeté seront l'écueil où se

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.  
(2) Ibid.

briseront toutes les trames des rois coalisés pour nous redonner les fers honteux de l'esclavage que nous avons brisés.

« Tout vrai républicain applaudit aux mesures sages et vigoureuses que chaque jour de nouvelles trahisons vous font prendre. Que le glaive de la loi frappe toutes les têtes coupables, et que la liberté et l'égalité triomphent.

« Représentants, nous ne retracerons point ici ce que les républicains de cette cité ont fait et font tous les jours pour la patrie. Levés les premiers sous l'étendard sacré de la liberté, ils ne se reposeront que quand elle sera affermie. Ils sont tous debout et sous les armes depuis le mois de mars, pour repousser les hordes de brigands royalistes et fanatiques qui souillent la terre de la liberté.

« Le 29 juin dernier fut le jour mémorable où ils ont sauvé la ci-devant Bretagne, et peut-être la France entière, en exterminant sous leurs murs, les cannibales qui les assiégeaient.

« Législateurs, leurs bras sont armés pour défendre la liberté, l'égalité et la Convention nationale, seul centre qu'ils veulent reconnaître, ils ne remettront leur épée dans le fourreau que quand les tyrans du Nord et du Midi auront reconnu la République française une et indivisible. Ils ne poseront leurs armes qu'après que les brigands de la Vendée seront anéantis, que les traîtres de Toulon et de Lyon auront expié leurs infâmes trahisons, et que tous les repaires de l'aristocratie, du fanatisme et du fédéralisme auront disparu de sur la terre de la liberté.

« Représentants, les fils des haines et des trahisons vous sont connus, beaucoup sont déjà rompus, mais il peut en rester beaucoup à rompre, le salut de la patrie demande que vous restiez fermes à votre poste; nous formons le vœu que vous ne l'abandonniez pas, et nous vous invitons d'y rester jusqu'à ce que nos ennemis intérieurs et extérieurs soient anéantis, et la patrie en paix.

« Les membres composant la Société des Amis de la liberté, de l'égalité et de la République une et indivisible du quartier général.

« DINOT, président; ANDRIEUX, secrétaire; GOUARON, secrétaire perpétuel.

« A Nantes, le 1<sup>er</sup> octobre l'an 1793, le 2<sup>e</sup> de la République française une et indivisible. »

#### LIV.

*La Société des Amis de la Constitution séant à Lesparre, à la Convention nationale (1).*

« Lesparre, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

« Du sommet du poste auquel la nation vous a élevés, vous vous occupez sans cesse à fondroyer les ennemis de sa liberté et de son bonheur. Chaque jour est témoin des efforts que vous faites pour lui enlever toutes ses entraves. Le fédéralisme, monstre que nos cités

maritimes ont vomi parmi nous, vient de succomber sous vos coups; il éprouve partout, dans ce moment, les convulsions de la mort; mais cette hydre dangereuse pourrait bien renaître de ses propres cendres et infecter de son souffle venimeux notre atmosphère politique si, par des exemples d'une sévérité épouvantable, mais nécessaire, vous ne rendiez impuissants pour jamais les efforts de ceux qui voudraient tenter de lui redonner la vie. Appesantissez sur toutes les têtes criminelles le glaive national; le peuple français lassé de trahisons vous aura une reconnaissance éternelle.

« Législateurs, le calme et l'union ne renaîtront dans l'intérieur de la République, que lorsque les scélérats qui cherchaient à nous désunir pour nous donner des fers, ne seront plus. Les tyrans de l'Europe escortés de leurs phalanges mercenaires reculeront épouvantés, le jour où ils apprendront que tous les ferments de discorde qu'ils avaient jetés dans notre sein ont été étouffés et que 25 millions d'hommes unis par des liens indissolubles s'apprentent à tomber en masse sur eux et leurs vils satellites, pour les faire disparaître de la surface de la terre.

« C'est à vous, législateurs, qu'il appartient de nous faire parvenir à cette brillante époque. La patrie en danger vous crie d'une voix tendre et lamentable de ne point encore l'abandonner. Vous compromettriez évidemment son salut, si au moment où elle est attaquée avec tant d'acharnement par les ennemis du dehors et ceux du dedans, vous remettiez en des mains neuves ses destinées.

« La Société des Amis de la Constitution séant à Lesparre vous conjure donc, citoyens législateurs, de ne point abandonner votre poste que la nation ne vous ait fait connaître que la patrie n'est plus en danger.

« Les membres composant la Société républicaine séant à Lesparre. »

(Suivent 38 signatures.)

#### L.V.

*La Société populaire de Baron, chef-lieu de canton, district de Senlis, département de l'Oise, aux représentants du peuple français (1).*

« La lecture de l'Acte constitutionnel qui doit assurer notre liberté a rallumé dans nos cœurs l'allégresse.

« Notre Société n'eut pas plutôt été formée qu'un grand nombre de patriotes se sont empressés de venir fraterniser avec elle; tous ont juré haine aux despotes et aux fédéralistes. Quarante-un jeunes guerriers de notre commune sont partis pour les exterminer et courir au-devant des lauriers qui les attendent. Nous les seconderons par nos travaux utiles et notre assiduité à la surveillance de l'exécution de vos décrets, considérant la Convention comme notre seul point de ralliement; si quelqu'un osait enfreindre les lois, la dénonciation en serait faite aux autorités constituées, c'est un devoir que tout républicain doit à la société au péril de sa vie.

« Et vous, dignes représentants, soutenez la fermeté que vous avez manifestée dans les jour-

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.



nées des mois de juin et dix août, et surtout n'abandonnez les rênes du gouvernement que vous n'ayez forcé les orgueilleuses puissances coalisées à reconnaître l'indépendance de la République française.

« *Par la Société :*

« LE BŒUF, président; PEILLOT, vice-président; REBOUR, secrétaire; L. GILBERT, secrétaire adjoint. »

## LVI.

*La Société populaire des Sans-Culottes du Faouet, au Président de la Convention nationale (1).*

« Faouet, 28 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyen Président,

« Veuillez bien offrir à la Convention l'assurance de notre dévouement sans bornes, et notre juste admiration sur les opérations sublimes que nous devons jusqu'ici à son courage et à son énergie; les dangers de la patrie veulent que nos représentants restent à leur poste; c'est le vœu du souverain. Nous consignons le nôtre dans l'adresse ci-jointe, dont vous voudrez bien faire donner lecture.

« Nous sommes prêts à mourir pour le maintien de la République une et indivisible.

« *Les commissaires à la correspondance,*

« LE BOTMEL; ROBERT; REVEL; Z. MAZEL. »

*La Société populaire des Sans-Culottes du Faouet, réunie aux autorités constituées du même lieu, aux représentants du peuple français (2).*

« Faouet, 27 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens Représentants,

« Si vous ne consultiez que le vœu des aristocrates, celui des tyrans et de leurs suppôts, vous quitteriez votre poste pour l'abandonner peut-être à des hommes faibles et lâches qui seconderaient les traîtres, et assureraient le succès des complots qui menacent la République. Mais nous devons vous dire avec tous les bons patriotes français, que dévoués comme vous l'êtes au salut public, vous ne pouvez quitter sans crime les rênes d'un gouvernement dont les destinées sont dans vos mains; c'est le vœu du souverain qui s'est déjà suffisamment fait entendre par la voix des députés des assemblées primaires; le médecin ne doit point quitter son malade dans la crise salutaire qu'il éprouve et qui, par ses soins, peut lui rendre la santé. Et le pilote fidèle ne peut abandonner son gouvernail au milieu de la tempête, quand par ses talents et ses efforts il peut le conduire au port.

« Restez donc, nous vous en conjurons, au nom de la patrie, restez au poste périlleux,

mais couvert de gloire, où vous retiennent vos devoirs et les dangers qui vous environnent; restez-y jusqu'à ce que le sol français soit purgé de tous les ennemis qui l'infestent, que le calme ait succédé aux orages, que les lois civiles et criminelles soient promulguées, l'éducation publique perfectionnée et que nous puissions jouir en paix de tous les avantages de cette constitution républicaine que nous devons autant à vos lumières qu'à votre courage. »

(Suivent 48 signatures.)

## LVII.

*Ici se placerait l'adresse de la Société populaire et républicaine de Gien que nous avons insérée ci-dessus, page 381.*

## LVIII.

*Adresse de la Société populaire de Corbigny (1).*

« Restez à votre poste, dignes représentants du peuple, restez-y jusqu'au jour heureux où vous aurez forcé tous les tyrans qui nous menacent à reconnaître la souveraineté de la nation française, et à respecter le sol qu'elle habite. En nous annonçant que vous vouliez nous quitter, vous avez jeté l'alarme dans le cœur des patriotes, vous avez ranimé les criminelles espérances de nos ennemis. Auriez-vous oublié qu'un grand nombre de traîtres a siégé parmi vous? Qu'il vous a fallu plusieurs mois pour les connaître, qu'il vous a fallu livrer les plus rudes combats pour les terrasser, et que durant cette lutte dangereuse la liberté expirait sous les coups du fédéralisme. En appelant vos successeurs, ne craignez-vous pas de nous exposer aux mêmes orages? Craignez au moins de reculer le terme de notre bonheur. Il faut du temps aux jeunes aiglons pour s'habituer comme leurs pères, à planer au-dessus de la foudre et à fixer l'astre brûlant du jour.

« Vous vous êtes chargés des destinées de l'empire, déjà elles élèvent un front radieux au milieu des ombres qui flottent autour d'elles; vous avez la confiance de la nation, il faut qu'elle triomphe ou qu'elle périsse avec vous.

« Au nom de la Société populaire de Corbigny, chef-lieu de district dans le département de la Nièvre, le 30 septembre, l'an II de la République française une et indivisible.

« PAUPERT, président; GUILLEMAIN, fils, secrétaire; PANNETRAT, secrétaire. »

## LIX.

*La Société populaire de la ville de Saint-Amour, district d'Orgelet, département du Jura, à la Convention nationale (2).*

« Saint-Amour, le 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« La société naissante des Amis de la Constitution de la ville de Saint-Amour, vous pré-

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(2) Ibid.

sente l'hommage de son respect, de son admiration pour vos sublimes travaux, elle vous prie d'agréer les sentiments de reconnaissance que lui imposent les efforts généreux et assidus à assurer le bonheur du peuple et la sublime Constitution sur lesquels reposent ses droits sacrés. Depuis longtemps, les bons citoyens de cette commune soupiraient après cette réunion, elle fut constamment contrariée par les ennemis de la Révolution qui ne cessaient de représenter au peuple les troubles, les divisions dont elle serait la source. Mieux éclairés sur les vrais motifs de ces prétendus amis de la paix, persuadés que les sociétés populaires sont le plus ferme appui des droits du peuple, les sentinelles vigilantes de la Révolution; intimement convaincus de la nécessité de former un faisceau de forces et de lumières pour éclairer et combattre les ennemis de la patrie, les vrais républicains se sont enfin mis au-dessus de ces vaines craintes et ont surmonté tous les obstacles, et déjà cette société est composée d'un grand nombre de patriotes prononcés; ils croient qu'un de leurs premiers devoirs est d'assurer la Convention de leur attachement à la République une et indivisible, de leur haine pour toute espèce de tyrannie, de leur détermination à mourir plutôt que de baisser leurs têtes sous un autre joug que sous celui des lois qui émanent de la représentation nationale.

« Indignés d'avoir été trompés par une administration coalisée avec les rebelles du midi, ils vous font hardiment l'aveu d'une erreur innocente et momentanée qui n'a fait que ranimer leur horreur pour les traîtres, et leur inviolable résolution de ne jamais se séparer de la Convention, comme du seul point de ralliement de tous les Français.

« L'esprit public de notre département, corrompu par la révolte de ses administrateurs, se ravive, l'opinion publique altérée se purifie, et les montagnes du Jura retentissent des accents de reconnaissance pour la Sainte-Montagne de la Convention.

Nous finissons en vous exprimant nos regrets sur le martyr de l'Ami du peuple, de l'incorruptible Marat, et en vous jurant, au nom de la patrie en danger, au nom des droits sacrés de l'humanité, de rester à votre poste jusqu'à ce que les tyrans coalisés pour nous les ravir, aient reconnu l'indépendance de la nation et la République; alors vous reviendrez dans vos foyers vous reposer de vos honorables fatigues et jouir du ravissant spectacle du bonheur des Français que vous aurez assuré par de sages lois. C'est la plus délicieuse récompense que puissent espérer les hommes vertueux et sensibles.

« COATTE, président; RÉMOND, secrétaire;  
JOUETTON, secrétaire. »

## LX.

*Adresse du conseil général du département des Basses-Pyrénées, à la Convention nationale (1).*

« Représentants,

« Vous nous avez donné une Constitution, mais l'ordre immuable qu'elle nous promet ne

peut exister que dans le calme des passions qui luttent encore avec violence contre l'établissement de la République. Nous sommes, et nous serons en état de révolution jusqu'à ce que nous ayons forcé les despotes de l'Europe à nous demander la paix. Le peuple recueille toujours avec fruit les leçons de l'expérience, il juge les hommes par les événements, il veut la République et il a vu la cocarde blanche de Toulon; il a vu des scélérats qui, au moment même où ils ne lui parlaient qu'au nom de la liberté, de la République une et indivisible, ont livré aux Anglais notre escadre et un des plus beaux ports de l'Europe. Quel trait de lumière sur les mouvements du Midi et les coalitions départementales. Achevez votre ouvrage, représentants, ne revenez parmi vos concitoyens jouir de leur bonheur, que lorsque la République sera consolidée. Vous ne pouvez faire le bien que par la force de l'opinion, et vous voilà investis de la confiance de tous les Français qui veulent être libres. Certes, le nombre en est grand, puisqu'ils triomphent de l'Europe au milieu même des horreurs de la guerre civile. Tous les amis de la patrie marquent le terme de vos travaux au jour heureux où l'indépendance des Français et la paix de l'Europe auront couronné vos efforts.

« Délibéré à Pau, en séance publique, le 22 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« MAGENDIE, président; SERPAUD, secrétaire général. »

## LXI.

*Adresse de l'administration du département de Vaucluse, à la Convention nationale pour les engager à continuer leurs fonctions (1).*

« Législateurs,

« Préparer le bonheur de la génération actuelle, réaliser celui de la race future, paralyser les manœuvres de nos ennemis conjurés qui, comme la lave destructive des volcans, sont prêts à inonder les terres de la République, telle est la tâche pénible que le choix du peuple vous impose. Ce n'est qu'en restant fermes, inébranlables, à votre poste, que vous pourrez la remplir et la justifier.

« L'administration du département de Vaucluse, de concert avec toute la France, vous y invite. Animée comme vous du désir ardent de faire triompher la cause de la liberté, elle ne trahira jamais les intérêts qui viennent de lui être confiés. Elle fait tous ses efforts pour rappeler, fixer même le bonheur dans les communes de son arrondissement trop longtemps séparées par des forfaits qui souilleront à jamais les fastes de l'histoire de la grande famille des Français. Ses heureux habitants, dégagés désormais des liens, des entraves, qui les asservissaient au joug d'un despote ultramontain, portent leurs regards fiers et assurés vers l'autel de la liberté; elle sera leur idole et leur dernier cri de ralliement. La Constitution française, ou la mort. »

(Suivent 13 signatures.)

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.



## LXII.

*Le procureur général syndic du département de la Haute-Saône, à la Convention nationale* (1).

« Vesoul, le 30 septembre 1793,  
l'an II de la République, une  
et indivisible.

« Citoyen Président,

« Le département de la Haute-Saône, régénéré par les représentants Bassal et Bernard, vous assure, par l'adresse ci-jointe, de son respect pour la représentation nationale, de sa soumission aux lois qui en émanent, et demande que les braves montagnards restent à leur poste pour sauver la République.

« Le département de la Haute-Saône, qui a fourni 12 bataillons, qui, au mois de mars dernier, a excédé le contingent d'hommes à lui assigné par le décret du 24 février, vient encore d'envoyer aux frontières huit superbes bataillons, composés de jeunes citoyens de l'âge de 18 jusqu'à 25 ans, tout habillés, armés et équipés; malgré la rareté des bras, les citoyens des campagnes fournissent les denrées destinées aux armées avec une rapidité incroyable; il n'y a pas d'efforts, pas de sacrifices qu'ils ne fassent pour concourir au salut de la patrie.

« Je vous prie, citoyen Président, de faire donner lecture de ma lettre à la Convention, et de l'adresse ci-jointe.

« JULY. »

*Adresse des administrateurs du directoire  
du département de la Haute-Saône.*

« Vesoul, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II  
de la République française une et  
indivisible (2).

« Citoyen Président,

« Vous avez trouvé le moyen de purger les administrations de quantité de malveillants et de traîtres; employez-en un semblable pour arrêter enfin le cours des trahisons dans nos armées et dans l'administration de leurs subsistances; terrassez l'hydre de l'agiotage, le salut de la patrie repose entre vos mains, nous n'avons les yeux tournés que vers la Montagne, c'est là qu'est tout notre espoir, restez à votre poste, d'autres bras ne pourraient achever le divin ouvrage de notre révolution.

« Fidèles à nos serments, nous vous secondons de tous nos efforts, dussions-nous périr au poste où nous sommes appelés; il faut que la liberté triomphe et que tout fléchisse le genou devant les décrets sacrés et immortels de l'humanité.

« Les administrateurs du directoire et procureur général syndic du département de la Haute-Saône.

« SÉGUIN; DROUHIN; DAVAL, président;  
HUMBLLOT; ROCHER.

« Par le directoire :

« VUILLEMOT. »

## LXVIII.

*Adresse des administrateurs et procureur général  
syndic du département de l'Orne* (1).

*Adresse à la Convention nationale.*

« Citoyens représentants,

« Vous avez tracé d'une main habile et hardie le cercle des destinées politiques de la France. Votre ouvrage a reçu la sanction du peuple, pour le bonheur duquel vous l'avez fait. Mais votre tâche n'est pas remplie. Il vous reste à faire jour ce peuple de la gloire et de la prospérité que vous lui avez préparées.

« Le royalisme, la noblesse, le fanatisme auxquels vous avez porté le coup mortel, menacent d'entraîner dans leur ruine la République que vous avez fondée. Achevez d'écraser ces monstres odieux; vous le pouvez, la massue nationale est dans vos mains, frappez, et ne déposez cette arme redoutable qu'après les avoir anéantis.

« Citoyens représentants, le salut de la patrie exige que vous restiez à votre poste jusqu'au retour de la paix; votre retraite, dans les circonstances critiques où se trouve la France serait une lâcheté, si elle n'était une trahison. Ayez le courage de remplir votre devoir et l'attente des Français républicains. Ajoutez à la juste reconnaissance de vos concitoyens en méritant le titre glorieux de libérateurs de la République.

« Par les administrateurs et procureur général  
syndic du département de l'Orne. »

(Suivent 15 signatures.)

## LXIV.

*Les maire et officiers municipaux de la commune  
de Tilly-sur-Seuille, à la Convention nationale* (2).

« Tilly-sur-Seuille, district de Caen, département du Calvados, le 26 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens législateurs et représentants du peuple français, en restant à votre poste, vous sauvez la République.

« Vous voulez véritablement sauver la République, restez donc sur la Montagne jusqu'à ce que vous ayez dit : « La patrie n'est plus en danger. »

« C'est le vœu de tous les francs républicains dont les maire et officiers municipaux de la commune de Tilly font partie.

« Vive la Montagne !

« CHALOPIN, maire; PÉRIER, officier municipal, composant le bureau municipal. »

## LXV.

*Adresse de la commune d'Alençon* (3).

« Alençon, le 2 octobre 1793, l'an II  
de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants du peuple,

« Vous qui nous avez fait justice des rois, et

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(2) Ibid.

(3) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

par qui le monde sera délivré des tyrans, restez à votre poste pour remplir cette glorieuse destinée, et restez-y encore jusqu'au moment où vous aurez descendu de la Montagne sainte que vous habitez la table des lois qui doivent faire le bonheur de la France; c'est sur cette Montagne que repose la cendre d'Hercule, vous y trouverez ses armes : elles vous serviront à purger la terre des monstres qui la désolent.

« Tel est le vœu de la commune d'Alençon. Dans tous les temps, elle vous a fait connaître son respect pour la représentation nationale; elle vous proteste de nouveau par l'organe de ses magistrats, qu'elle n'eût et n'aura jamais d'autre principe que l'unité et l'indivisibilité de la République.

« Nous jurons tous d'exterminer quiconque demanderait un roi; nous vouons à l'exécration des siècles à venir les fédéralistes, les traîtres, les conspirateurs et les lâches qui ne sauront pas mourir pour la défense de la liberté. »

(Suivent 24 signatures.)

#### LXVI.

*Le conseil général de la commune de Saint-Jean-de-Luz, à la Convention nationale (1).*

« Citoyens législateurs,

« La confiance de tous vos concitoyens et votre amour pour le salut de la patrie vous appellent à la représentation nationale. Au milieu des orages et des tempêtes qui, par trop longtemps, entravèrent la marche de vos opérations, vous créâtes une Constitution qui doit un jour faire le bonheur du genre humain. Les droits inaliénables et imprescriptibles du citoyen, et les devoirs sacrés et irrévocables que vous nous avez tracés, feront les bases de la félicité publique. Mais, ce n'est pas assez, citoyens législateurs, la malveillance exécrable des ennemis de notre commun bonheur, s'agite encore pour entraver la marche rapide de vos généreux efforts. Votre courage n'en est pas déconcerté, mais vous seuls pouvez en prévenir les suites et couronner le vaste édifice dont vous avez posé les fondements.

« C'est d'après ces vérités, citoyens législateurs, que le conseil général de cette commune a cru devoir vous exprimer son vœu et réunir cette adresse à celles de tous les vrais républicains pour obtenir de vous la persévérance à vos fonctions qu'exigent encore les dangers d'une Constitution naissante. Flottant dans la mer des opinions et des préjugés, le vaisseau de l'Etat doit atteindre son but sans être exposé à l'inexpérience des nouveaux pilotes, et c'est de votre dévouement à le servir que nous attendons le salut de la chose publique. »

(Suivent 13 signatures.)

#### LXVII.

*Le Conseil général de la commune de Bayonne, à la Convention nationale (2).*

« Lorsque le peuple français vous élit ses représentants, il vous chargea de juger le tyran,

de donner à la France une Constitution, et enfin de sauver la patrie menacée de toutes parts.

« Capet a payé de sa tête ses forfaits et ses trahisons; vous avez soumis à la sanction du peuple une Constitution républicaine, et il a accepté avec allégresse cette charte, qui assure à jamais ses droits et sa liberté.

« Mais avez-vous encore rempli entièrement votre mission? Nos ennemis sont-ils dispersés? Les conspirateurs du dedans sont-ils tous anéantis? Lyon, Toulon, la Vendée, sont-ils rentrés dans le devoir, et ont-ils reconnu la République une et indivisible?

« Législateurs, nos succès dans le Nord, la dérouté des Anglais devant Dunkerque, Marseille rendue à la République, les rebelles battus dans toutes les rencontres, toutes ces victoires nous présagent la prochaine dispersion de tous nos ennemis; mais jusqu'à ce qu'ils aient posé les armes, jusqu'à ce que nous les ayons forcés à nous demander la paix, vous n'aurez pas pleinement satisfait à votre mandat.

« Nous vous conjurons, au nom sacré de la patrie, de continuer vos pénibles travaux; vous tenez en mains les fils de toutes les conspirations, ceux de toutes les opérations militaires; ce serait compromettre le salut de la France si vous confiez à des successeurs inexpérimentés le soin d'achever votre ouvrage. Restez donc à votre poste jusqu'à ce que la liberté soit consolidée, et vous aurez acquis de justes titres à la reconnaissance de tous les bons républicains. »

(Suivent 27 signatures.)

#### LXVIII.

*Les citoyens composant la commune de Langon, réunis en assemblée, aux citoyens représentants du peuple français (1).*

« Représentants du peuple,

« Les citoyens de la ville de Langon, réunis en assemblée de la commune pour l'exécution de la loi du 21 mars dernier, ont délibéré, à l'unanimité, qu'attendu que les dangers dont la patrie est environnée, attendu les dangers plus grands encore de confier le salut de la République à des hommes moins dignes que vous de l'amour et de la confiance du peuple français, vous seriez invités à ne quitter votre poste qu'alors que les tyrans coalisés auront reconnu l'unité et l'indivisibilité de la République, que la liberté sera immuablement établie, que l'ordre règnera et que le peuple sera parfaitement heureux.

« Citoyens représentants, tel est le vœu des sans-culottes de Langon, tel doit être celui des bons républicains. Haine implacable à ceux qui ne peuvent et ne veulent pas ainsi, car ils sont les plus grands ennemis de la Révolution. Grâce honneur et gloire à votre courage, à votre sagesse, à votre fermeté, car nous leur devons le plus grand bienfait de la nature : la liberté. »

(Suivent 71 signatures.)

#### LXIX.

*Adresse de la commune de Rue, district d'Abbe-*

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.



*ville, département de la Somme, à la Convention nationale (1).*

« Législateurs,

« La commune de Rue, pénétrée du bien que vous avez fait à la France, en lui donnant la Constitution sage qu'elle a acceptée, verrait avec peine que vous abandonneriez la chose publique au moment où vous lui rendez les plus grands services.

« Législateurs, les vrais républicains reconnaissent en vous les hommes qui ont régénéré la France, qui ont fait triompher la liberté et l'égalité, et qui consolideront le bonheur de la République; et la commune de Rue qui n'a jamais cessé de vous reconnaître espère que votre amour pour la patrie vous engagera à rester au poste qui vous est confié. C'est son vœu, qui est aussi celui de tous les vrais républicains, et qui ne sera point vain.

« Rue, le vingt-cinq septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la République française une et indivisible. »

(Suivent 45 signatures.)

LXX.

*Adresse des sept communes composant le canton de Marmagne, district de Bourges, département du Cher, à la Convention nationale (2).*

« Citoyens législateurs,

« Nous avons été surpris et indignés en apprenant que les malveillants s'agissent en tous sens pour vous donner des successeurs. Céderez-vous à leurs vœux meurtriers? Non, citoyens législateurs, prêtez-vous auparavant à notre désir qui est conforme à celui que vous ont déjà exprimé tous les vrais républicains zélés pour le bien général. Le peuple voit l'abîme où voudrait l'engloutir les suppôts de la tyrannie et du fanatisme, et ce bon peuple qui met en vous sa confiance, vous invite et croit que c'est pour vous un devoir des plus sacrés, de continuer vos pénibles travaux.

« Aux droits sacrés de l'homme que vous nous avez tracés, à cette Constitution sublime et vraiment républicaine que nous avons juré d'observer, après l'avoir reçue avec enthousiasme, ajoutez encore, pères conscrits, de nouveaux efforts pour renverser les traîtres et tous les conspirateurs, et pour écarter de nous des dangers qui deviendraient incalculables et inévitables, si vous laissiez à d'autres le soin de consolider notre bonheur qui ne peut dériver que de vous qui connaissez seuls la scélératesse des desseins criminels de nos ennemis, qui avez le remède préservatif des malheurs qu'il serait doux pour eux de nous faire essuyer.

« Sauvez-nous, législateurs, servez-vous pour cela de la plénitude des pouvoirs qui vous ont été confiés; quelle gloire pour vous, quand le péril sera écarté, de voir tous les bons et vrais républicains s'empressez de ceindre vos fronts victorieux de cette couronne civique qui vous sera doublement due. Puissent nos souhaits être écoutés et remplis par vous, c'est le langage de la sincérité dont se servent tous les républicains

des sept communes formant le canton de Marmagne, au district de Bourges, département du Cher. »

(Suivent 16 signatures.)

LXXI.

*Département des Basses-Alpes, district de Castellane, municipalité d'Aunot.*

*Extrait des registres des délibérations de la commune d'Aunot (1).*

Du vingt-deux septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française, le conseil général de cette commune d'Aunot, assemblé au lieu ordinaire de ses séances publiques, présents les citoyens Jean-Baptiste Feraudy, docteur en médecine, maire; Jean-Julien Genty, officier municipal du bureau; Michel Ventré, Antoine Roccas, Antoine Verdollin, officiers municipaux; Honoré Roccas, procureur de la commune; Jean-Antoine Robion, J.-Joseph Brun, Jean-Baptiste Rabon, Jean-Jacques Raymond, Etienne Ruelle, Jean-Louis Honnoratty, et Jean-Baptiste Brun, notables.

Le citoyen maire a dit : Citoyens, lorsque vous avez voté sur l'Acte constitutionnel, il me paraît que vous n'avez pas été libres d'en mesurer et d'en exprimer tout le mérite ainsi que votre cœur le désirait en secret; votre opinion était influencée par la malveillance, et la crainte d'un ressentiment funeste aux intérêts de cette commune. Mais maintenant que les craintes n'existent plus par l'éloignement de ceux qui vous influençaient, je pense seconder vos vœux en vous proposant dans le conseil de cette commune, chef de canton, d'exprimer librement et de nouveau votre opinion sur la Constitution.

« Sur laquelle proposition, le conseil général, interprétant le vœu de tout le canton, et en exprimant les sentiments purs et sincères qui l'ont toujours animé, déclare à l'unanimité, et avec enthousiasme accepter l'Acte constitutionnel purement et simplement et sans aucune restriction et jure, en présence de l'Eternel, de le défendre au péril de la vie, et d'en observer religieusement le contenu. Vote enfin les remerciements les plus sincères à nos dignes représentants pour cet ouvrage immortel, et les supplie avec instance de ne quitter leur poste qu'à l'entier anéantissement de nos ennemis, et délibère qu'extrait de la présente sera envoyé au Président de la Convention nationale.

« Collationné à l'original :

« VERDOLLIN, secrétaire »,

LXXII.

*Adresse de la commune d'Embrun (2).*

« Liberté et égalité, la République ou la mort!

« D'Embrun, le 27 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Chargés par nos concitoyens de vous faire

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(2) Ibid.

parvenir leur vœu par une adresse à la Convention. Nous nous acquittons de ce devoir cher à notre cœur, persuadés qu'un changement de législation ne pourrait qu'être funeste à la République dans ce moment.

« Salut, fraternité et respect à la Convention nationale.

« Les Républicains,

« VIAL, officier municipal; Emmanuel FAVIER, député pour l'acceptation de la Constitution du canton d'Embrun. »

*Adresse à la Convention nationale.*

« Législateurs,

« Vous avez aboli la royauté, proclamé la République, vous en avez décrété la Constitution, nous l'avons acceptée avec enthousiasme. Continuez et ne quittez votre poste que quand nos ennemis extérieurs seront terrassés, les traîtres et les malveillants de l'intérieur pulvérisés.

« C'est le vœu de la commune d'Embrun.

« J.J.-EYNARD, maire; SAVINE, secrétaire. »

### LXXIII.

*Adresse de la commune du Donjon (1).*

*Extrait des délibérations et arrêtés de la commune du Donjon, chef-lieu de district, département de l'Allier.*

Séance du vingt-sept septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République française une et indivisible, le premier de la Constitution populaire et républicaine.

Le Conseil général de la commune du Donjon assemblé, un membre a dit :

« Les traîtres et les conspirateurs agissent ouvertement pour anéantir la République, et élever sur les débris du trône du dernier tyran des Français, celui d'un nouveau tyran.

« Des généraux, nés des satellites des despotes (les ci-devant nobles), se sont couverts du manteau de l'hypocrisie; ils ont parlé le langage de la liberté et de l'égalité; au nom de l'amour de la patrie ils ont obtenu la confiance de la nation et ils n'en ont fait usage que pour la trahir.

« Plusieurs villes de la République ont levé l'étendard de la révolte : Lyon, chef-lieu du département de Rhône-et-Loire, limitrophe de ce district, Lyon, cette ville qui s'est rendue le refuge d'un nombre considérable d'émigrés rangés en bataille, en opposant ses forces à celles de la République, souille le drapeau tricolore dont elle se sert pour étendard de sa révolte et de sa conspiration.

« La rage conduit les soldats des tyrans coalisés; ils veulent envahir le territoire de la liberté pour ne le peupler que d'esclaves. Pouvons-nous être tranquilles ?

« Citoyens, unissons-nous, que notre vœu soit le même, celui d'écraser les tyrans et leurs satellites; les traîtres, les conspirateurs, les fédéralistes et tous les ennemis de la liberté. Que tout intérêt particulier cesse pour celui de la patrie; dévouons nos vies et nos fortunes pour secourir

cette mère commune, et que toujours notre confiance soit au milieu de la Convention, car c'est du sommet de cette sainte montagne que découlera le salut de la patrie; que tous les dangers qui la menacent ne servent qu'à nous animer plus vivement. Obéissons toujours aux lois dictées au nom de la nation, et mettons en usage les mesures sages et vigoureuses qu'elles nous prescrivent. Tels doivent être, citoyens, le vœu et la profession de foi politiques des vrais républicains. »

Tous les membres du conseil et les citoyens assistants ont vivement, et avec acclamation, applaudi à ce discours. Les citoyens présents, sur leur demande, ont été admis par le conseil à s'unir avec lui pour délibérer :

Plusieurs membres de l'assemblée ayant parlé, il a été unanimement arrêté :

1<sup>o</sup> Que le discours ci-dessus sera incessamment envoyé à la Convention nationale, comme contenant le vœu et profession de foi politique de tous les membres de l'assemblée;

2<sup>o</sup> Que la Convention est invitée par l'assemblée de recevoir les témoignages de la reconnaissance de la commune, des grandes mesures de sûreté qu'elle a prises pour le salut de la patrie;

3<sup>o</sup> Qu'elle est invitée au nom de la commune, de rester à son poste jusqu'au moment où la paix et la liberté régneront dans toutes les parties de la République.

*Signé au registre :*

(Suivent 53 noms.)

*Pour extrait conforme à la minute :*

« PETIT, maire; BLETTERIE, secrétaire-greffier. »

### LXXIV.

*Adresse de l'Administration du district de Quingey (1).*

Quingey, le 29 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Si la République entière a adopté la Constitution que vous nous avez donnée avec cet enthousiasme qu'on ne peut lui refuser, les citoyens qui ont le bonheur d'être Français admirent avec la même sensation les lois qui émanent de votre sagesse, et les grandes mesures que vous prenez chaque jour pour délivrer la patrie et des ennemis qu'elle nourrit dans son sein et des tyrans coalisés.

« Qui mieux que vous suivrait le fil qui vous conduit à ces buts tant désirés : l'anéantissement des couronnes et le salut de la République. Continuez donc, citoyens représentants, continuez vos travaux jusqu'à la paix, et soyez heureux en consommant le bonheur des Français.

« Les administrateurs composant le directoire du district de Quingey, département du Doubs :

« BOSC, peintre, président; GAUTHIER, PATUROT, vice-président; DUGOURDY, procureur syndic; BERTIN, secrétaire. »

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.



## LXXV.

*Le conseil général du district d'Avranches, au  
Président de la Convention nationale (1).*

A Avranches, le 2 octobre 1793,  
l'an II de la République fran-  
çaise une et indivisible.

## « Citoyen Président,

« Il ne suffit pas d'être enflammé de l'amour du bien public, d'avoir des vues droites, des intentions pures, d'exécuter enfin les lois, il faut oser dire la vérité et la vérité tout entière. Vous êtes dignes de l'entendre, et les hommes du 10 juin, les administrateurs du district d'Avranches qui ont rétracté et abjuré une erreur que leur position rendait inévitable, ne se croyaient pas indignes de vous la dire. Demeurez à votre poste, vrais amis du peuple, qui avez mérité sa confiance, achevez l'édifice de son bonheur que vous avez si heureusement commencé; que tous les conspirateurs du dedans et du dehors éprouvent la vengeance d'un peuple libre; décrétez que vous ne le quitterez que quand la liberté sera consolidée sur sa base, et montrez par là à l'Europe étonnée, qu'une révolution vigoureuse, de la part d'un peuple libre, suffit pour enfanter des héros, et malgré toutes les Vendées, conquérir à la liberté le domaine de l'univers.

« LEMAIRE, président; FRAIN, procureur  
syndic; MAINARD, secrétaire. »

## LXXVI.

*Adresse des administrateurs et procureur syndic  
du district de Castres (2).*

## « Législateurs,

« Des administrateurs qui se sont appliqués à marcher d'un pas ferme dans la ligne révolutionnaire et qui n'ont à se reprocher qu'un écart involontaire causé par les fausses nouvelles que des traîtres et des conspirateurs affectèrent de répandre relativement aux événements à jamais mémorables du 31 mai, s'empressent de se joindre aux vrais sans-culottes de la République pour vous féliciter de vos travaux et rendre à votre salutaire énergie l'hommage de leur cœur; quoiqu'en disent les royalistes, les aristocrates, les modérés, les égoïstes et les accapareurs, ils ne peuvent être ni plus justes ni plus nécessaires, ces décrets vigoureux qui chaque jour émanent de votre sein; gloire vous en soit à jamais rendue; honneur principalement à la montagne tutélaire à qui nous devons cette Constitution républicaine qui, en assurant pour jamais l'indépendance de la nation française et en établissant sur des bases immuables la liberté et l'égalité, fait le désespoir des tyrans et de tous les ennemis du peuple. Honneur à cette montagne majestueuse, du sommet de laquelle s'est enfin détaché ce rocher terrible qui a écrasé dans sa chute l'aristocratie, le fédéralisme et tous les monstres antirépublicains.

« Poursuivez, dignes représentants, votre glorieuse carrière; pilotes habiles et expérimentés, gardez-vous de remettre en d'autres mains le vaisseau de l'Etat, vous êtes seuls capables de le conduire heureusement au port. Vous avez la confiance des vrais républicains; leur cœur et leur estime vous accompagnent sans cesse. Restez à votre poste jusqu'à ce que la lutte odieuse des despotes et des esclaves contre la liberté soit enfin terminée; consolidez la Constitution par une législation simple et une éducation épurée; organisez les maisons de secours; chassez les nobles de tous les emplois civils et militaires, et alors la patrie reconnaissante imprimera vos noms sur les monuments publics et alors vous recueillerez pour prix de vos efforts l'affection, l'estime de vos concitoyens et les bénédictions de la postérité.

« Les administrateurs et procureur syndic du  
district de Castres,

« BOUTEL, président; CARAVET, vice-président;  
PEBERNAD; NAZON, procureur syndic;  
RIBES; PICAREL, secrétaire. »

## LXXVII.

*Adresse des administrateurs du district de  
Machecoul (1).*

Nantes, 3 octobre 1793, l'an II de  
la République une et indivi-  
sible.

## « Républicains représentants,

« Votre énergie a triomphé des orages qui grondaient de toutes parts; vous avez créé la République, elle ne peut être affirmée que par vous. Restez à la montagne sainte pour anéantir les brigands de la Vendée, pour écraser les suppôts des tyrans qui souillent encore notre territoire. Votre mission n'est pas remplie, sauveurs de la patrie, restez donc à votre poste pour achever le grand ouvrage de notre bonheur.

« Nous vous faisons passer copie du procès-verbal de la fête républicaine qui eut lieu dimanche dernier, dans la commune de la Chevrolière, district de Machecoul, département de la Loire-Inférieure, et le discours que prononça le brave montagnard Musset. Nous espérons que le civisme pur, l'ardent républicanisme dont brûlent les citoyens de cette commune, embraseront les municipalités voisines, et que bientôt la paix renaitra dans nos campagnes, que nous serons tous un peuple de frères et de vrais amis de la liberté. Tel est le vœu des républicains et montagnards administrateurs du district de Machecoul, qui ne cesseront de faire tous leurs efforts pour les entretenir dans de si bons principes, leur inspirer le plus souverain mépris, la haine la plus implacable pour les despotes et les fédéralistes.

## « Républicains représentants,

« Les administrateurs du district de Machecoul,

« J.-J.-C. MUSSET, président; NAU, administra-  
teur; PAUMIER, procureur syndic provisoire;  
GIGAULT, administrateur; PÉRIGNON, secré-  
taire. »

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

*Procès-verbal de la fête républicaine de la Chevrollière (1) département de la Loire-Inférieure.*

*District de Machecoul.*

Nous, Guillaume Gigault et Henri-Honoré Nau, administrateurs du district de Machecoul, commissaires nommés par délibération du jour d'hier pour assister à la fête républicaine et patriotique que les habitants de la municipalité de la Chevrollière se proposent de célébrer ce jour, sommes partis de Nantes environ les sept heures du matin en compagnie du citoyen Jean-Joseph-Esprit Musset, curé de ladite municipalité, des citoyens Joseph Padiolleau, Louis Pérignon, Chupin et René Vaulcier qui ont bien voulu se réunir avec nous pour célébrer cette fête civique. Arrivés à environ trois quarts de lieue de la Chevrollière, un nombre de cinq à six cents républicains, tant hommes que femmes, sont venus au-devant de nous sur deux lignes; les hommes d'un côté et les femmes de l'autre, avec un drapeau tricolore en tête de chaque ligne, l'un porté par le citoyen Julien Corbineaue, maire de ladite commune, et l'autre par la citoyenne Marie Lège, tous les hommes et les femmes décorés de la cocarde nationale, et la municipalité en écharpe, ils ont fait voltiger leurs drapeaux, levé leurs chapeaux, et nous nous sommes tous réunis aux cris de : Vive la République une et indivisible, vive la sainte Montagne; on s'est donné l'accolade fraternelle, et tous ensemble avons continué notre route jusqu'à la Chevrollière, où étant arrivés nous nous sommes rendus de suite dans l'église, où le républicain Musset s'étant revêtu de ses habits sacerdotaux, a célébré la messe, qui a été dite et entendue avec la plus grande pompe. A la fin de la messe le curé Musset a entonné le *Domine salvam fac legem, Domine salvam fac gentem*, et il a été répété trois fois par tous les auditeurs.

La messe célébrée, tout le monde est sorti de l'église, sur deux lignes, les hommes d'un côté et les femmes de l'autre, les deux drapeaux tricolores en tête. Arrivés sur la place de la commune, des cris multipliés de : Vive la République une et indivisible, vive la sainte Montagne se sont fait entendre; plusieurs jeunes citoyens des deux sexes ont apporté l'arbre de la liberté. Chacun s'est empressé d'y toucher, et il a été planté avec tous les chants et les signes possibles de joie, d'allégresse et de satisfaction, au pied duquel il a été dressé un autel à la patrie. Aussitôt le républicain Musset s'est approché de l'autel, s'est appuyé à l'arbre de la liberté et a prononcé un discours rempli de cet esprit de républicanisme qui le caractérise. Pendant son discours il a embrassé nombre de fois l'arbre de la liberté, et après avoir reçu les témoignages de satisfaction qu'il méritait, des spectateurs, par un mouvement spontané, ont couru à l'arbre de la liberté, l'ont serré entre leurs bras et embrassé.

Tout le monde a demandé l'insertion du discours du citoyen Musset, au présent verbal.

A cette scène de joie et d'allégresse en a succédé une d'une espèce différente. L'infâme drapeau blanc a été apporté, aussitôt on s'est jeté dessus avec fureur, on l'a mis en pièces, un bu-

cher allumé, on l'a jeté dedans, on l'a contemplé brûler avec plaisir en maudissant ce signe fatal de la tyrannie, du fédéralisme, en vouant à l'exécration les tyrans, les rois et les fédéralistes. Ces emblèmes de l'aristocratie tyrannique, royaliste et fédéraliste détruits, la joie s'est manifestée. Les cris de : vive la République une et indivisible, vivent nos représentants, vive la sainte Montagne, se sont fait entendre, chacun s'est pris par la main, on a formé le cercle, et au chant des chansons patriotiques on a fait plusieurs fois le tour de l'arbre en dansant. De là on s'est rendu aux deux extrémités du bourg où il a été planté à chacune un arbre de la liberté avec les mêmes démonstrations de joie, d'allégresse et les mêmes chants. Ensuite étant parvenus à la maison commune il s'est trouvé plusieurs tables servies; on a bu plusieurs santés à la République, aux représentants et à la montagne; plusieurs hymnes à la liberté républicaine ont été chantés. Le repas fini, le curé Musset a fait un nouveau discours où il a cherché à pénétrer ses paroissiens de cet esprit de républicanisme que rien ne doit jamais altérer.

Fait et arrêté le présent procès-verbal à la maison commune de La Chevrollière, le 29 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

*Signé : NAU, GIGAULT, PADIOLLEAU, VAUCLAIRE, CHUPIN et plusieurs autres.*

*Discours du citoyen Musset (1).*

Républicains et frères,

Vous montrer le chemin de la gloire, les moyens de remplir notre commun serment de défendre jusqu'au dernier souffle de vie la liberté, l'égalité et l'indivisibilité de la République, sera toujours pour moi le devoir le plus sacré.

Des factieux, des anarchistes, des despotes cherchaient depuis longtemps à troubler la paix, l'union et la fraternité qui réunissaient et resserraient les citoyens. Des scélérats de toutes espèces, des traitres conduits par le fanatisme ont consommé ce forfait; des hordes d'esclaves ont ravagé nos campagnes, volé et assassiné de braves républicains, chassé les autres de leurs propriétés; ont osé couper le premier arbre de la liberté, en abattre le bonnet. Ces monstres croyaient sans doute en détruire le principe, fiers de leurs succès ils avaient conçu l'audace des conquêtes, ils se disposaient déjà à se partager les terres; à leurs yeux la contre-révolution était faite. De lâches représentants, soudoyés par les royalistes, abandonnèrent leur poste pour aller dans leur département y semer la discorde et y allumer la guerre civile. Depuis longtemps ils avaient ourdi cette trame pour empêcher l'établissement républicain et mettre sur le trône le fils de Capet. Cette malheureuse guerre de fanatisme ne faisait pas, selon eux, des progrès assez rapides, ils donnèrent un nouveau caractère au soulèvement qu'ils avaient provoqué, en voulant égarer par l'idolâtrie des personnes et des réputations, ceux que le fanatisme n'avait pu séduire et entraîner; ils feignaient d'abjurer la royauté, le fédéralisme, et ils publiaient qu'il

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.



n'existait plus de Convention nationale, qu'on ne devait plus la reconnaître.

Républicains, si malheureusement ces traîtres eussent réussi dans leur entreprise, si les départements avaient méconnu la Convention, la République fut restée; son gouvernement, les armées se seraient dispersés, les Français auraient tourné leurs armes contre eux-mêmes (Lyon en est un triste exemple), les puissances étrangères auraient notre territoire et la République eût été anéantie. Voilà, Républicains, les malheurs que vous préparaient ces représentants que vous aviez choisis pour vous donner une Constitution, pour établir une République une et indivisible, et qui ont fui lâchement de leur poste en secouant sur leur passage les brandons de la guerre civile.

Au milieu de ces désordres, la montagne, cette saine partie de la Convention, s'occupait sérieusement des maux qui désolaient notre chère République, elle en cherchait la cause, et voyant qu'ils tiraient leur source de son sein même, elle a, par une conduite sage et vigoureuse, exclu les ennemis de la patrie. Oui, c'est vous, braves montagnards, fidèles mandataires, vous avez sauvé la République en lançant des foudres terribles sur des collègues infidèles et factieux; vous avez fait plus, vous avez profité du premier mouvement de paix et de tranquillité pour nous donner une Constitution qui, semblable aux tables de Moïse, n'a pu sortir de la Montagne qu'au milieu de la foudre et des éclairs. Constitution qui est le rocher de la liberté et de l'égalité, que cette sainte montagne vient de rouler sur les ennemis de la France libre, et qui porte la terreur et l'effroi dans l'âme des despotes et des fédéralistes, assure le bonheur des Français.

Pour vous, bons cultivateurs, qui vous êtes toujours montrés dignes de la liberté, qui ne connaissez la bonté des lois que par l'expérience, ayez toujours la plus grande confiance dans les législateurs qui, sourds à la voix des Pitt et Cobourg, ont établi le bonheur des Français sur des bases inébranlables, gravez leurs noms au temple de mémoire. Rappelez-vous qu'ils ont abattu le tyran et le despotisme, fait disparaître tous les signes de féodalité, que ce sont eux qui nous ont délivrés des brigands en envoyant des troupes à notre secours; empressons-nous donc, braves républicains, de substituer à ces signes d'infamie, au drapeau blanc qui a flotté pendant quelque temps sur ce clocher, les nouveaux emblèmes de notre liberté. Plaçons-y le bonnet et que cet arbre triomphant de la liberté s'élève avec majesté pour ombrager bientôt l'Europe entière, et périssent mille fois les malheureux qui oseraient y porter la hache.

Arbre sacré, emblème de la liberté, que l'Être suprême nous a donné, reçois nos hommages, ils sont purs et sincères, puisse ton règne être éternel. Haine aux tyrans, vive la liberté, vive la Montagne, vive la République une et indivisible, vive la Convention nationale, vivre libre ou mourir.

*Signé : J.-J.-E. MUSSET.*

*Pour copie conforme :*

PÉRIGNON, *secrétaire.*

LXXVIII.

*Adresse de l'administration du district d'Ancenis, à la Convention nationale (1).*

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

Du 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens Législateurs,

« Vous avez bravé tous les dangers, vous ne devez plus craindre l'avenir. Restez où le peuple vous a placé pour achever son bonheur, vous l'avez entendu, il demande une éducation publique, un code civil, le renouvellement des autorités constituées, l'exclusion des ci-devant nobles et privilégiés de toutes fonctions publiques; le maintien de la discipline militaire, en un mot l'affermissement d'une république fondée sur l'ouvrage simple mais sublime de l'Acte constitutionnel que tous les bons Français ont accepté avec enthousiasme et qu'ils soutiendront au mépris de la mort.

« Nous sommes à notre poste en face des rebelles de la Vendée, continuez de dicter des lois sages et vigoureuses, et rien ne nous arrêtera pour les faire exécuter.

« *Signé au registre : REZÉ, PIOT, HEARD, GICQUEAU, BREGÉON, TERRIER; BOURGET, président; BÉRAUD, secrétaire.*

« *Pour expédition :*

« BOURGET, BÉRAUD, *secrétaire.* »

LXXIX.

*Adresse à la Convention, par le comité de surveillance, séant à Gacé (1).*

« Citoyen Président,

« Le comité de surveillance de Gacé, applaudissant au vœu des autres sociétés de la République, pénétré du même esprit, conjure la Convention de rester immuablement à son poste jusqu'à ce qu'elle ait perfectionné le majestueux édifice qu'elle a fondé, au milieu même des orages et des tempêtes. Qui peut mieux connaître que vous, dignes législateurs d'un grand peuple, toutes les distributions et les combinaisons dont il est susceptible. De nouveaux architectes défigureraient peut-être votre plan et priveraient ainsi la nation française du précieux fruit de vos travaux. Armez-vous donc du bouclier avec lequel vous avez si courageusement combattu l'odieux fédéralisme; vous triomphez, profitez de votre victoire pour en extirper les plus petites racines afin que, soutenues d'ailleurs par la saine portion de la nation, vous puissiez parvenir à lui procurer la paix au dedans et au dehors, et qu'à la faveur du calme, nous recevions avec reconnaissance la somme des lois sages qui assurent à jamais le bonheur de la nation, rendent vos noms immortels et fassent l'admiration des siècles futurs.

« Arrêté en comité permanent, à Gacé, ce trois octobre 1793, l'an deuxième de la République française, une et indivisible.

« TRINITÉ, *président; DUMOUTIER; MOREL jeune; J.-Jacques AZIRÉ; DESJARDIN; M. BODIN; DAUPLEY; BERNIER, secrétaire; MOREL; BLOT.* »

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.

LXXX.

*Adresse du comité de surveillance  
du Bourg-d'Essay (1).*

« Essay, ce 23 septembre 1793,  
l'an II de la République une et  
indivisible.

« Citoyen Président,

« Les sans-culottes composant le comité de surveillance du bourg d'Essay s'empres- sent de vous rendre compte de leur conduite depuis l'époque célèbre du 2 juin où la Convention nationale, après avoir terrassé une faction scélé- rate, s'est consacrée tout entière au bonheur du peuple.

« Profondément indignés des complots qui s'ourdissaient contre la République et son indi- visibilité, ils crurent, comme autorité constituée, devoir mettre à exécution la loi du 2 juin dès le courant du même mois. Cette mesure de sûreté générale les fit traduire devant le tribunal du district judiciaire, où leur fermeté épouvanta ceux qui les y avaient fait traduire.

« De retour dans leurs foyers, ils se réunirent avec la Société populaire du bourg pour inviter la municipalité à mettre à exécution cette loi, mais n'ayant pas mis toute la célérité qu'ils avaient droit d'attendre, ils se ressaisirent des pouvoirs que l'aristocratie leur disputait et sans craindre et les dénonciateurs à gages ni les tri- bunaux leurs amis, ils mirent en état d'arres- tation les nommés Bellier, veuve Nollant, femme et fille Touvois, tous quatre issus d'une caste justement suspectée, et les nommés Lal- lement père, Ballet et Olivier, chirurgien, leur agent.

« Depuis ce temps, ils ont pris toutes les me- sures qu'ils ont cru propres à porter la terreur parmi les aristocrates et à ranimer le courage des patriotes. Ils ont inondé les campagnes de leurs écrits, ils y ont envoyé des commissaires pour y réchauffer l'esprit public et y provoquer les grandes mesures que la Convention a mises à l'ordre du jour; enfin ils ont eu la douce satis- faction de voir leur zèle couronné du plus heu- reux succès. Partout le peuple s'électrise et s'ébranle, la jeunesse se lève en masse, notre canton se purge et la République s'affermir.

« Tel est, citoyen Président, l'abrégé de leur conduite.

« Que la Convention nationale reste à son poste jusqu'à ce qu'elle ait consolidé la Répu- blique; tel est leur vœu.

« Puissent notre zèle et notre activité mériter l'approbation de l'assemblée autour de laquelle, quelle qu'elle ait été l'impulsion que les départe- ments voisins ont cherché de donner au nôtre, nous nous réunirons jusqu'à la mort.

« Les membres composant le comité de surveil- lance du bourg d'Essay.

« GRÉGOIRE, président; MESLO, secrétaire. »

LXXXI.

*Les membres du comité de surveillance révolution-*

*naire de Saint-Fargeau, réunie, à la Conven-  
tion nationale (1).*

« Mandataires du souverain,

« Le comité révolutionnaire de Saint-Fargeau, pleinement convaincu de l'énergie républicaine qui vous anime, et des principes anti-fédéra- listes que vous manifestez, vous invite à res- ter au poste honorable où vos vertus vous ont placés, jusqu'à ce que l'hydre affreux de l'aris- tocratie soit terrassée, et que le sol de la Répu- blique soit purgé de tous les traîtres qui l'oc- cupent. Il vous invite aussi à saisir la foudre na- tionale et à la diriger sur les têtes de tous les coupables; que les satellites des tyrans soient enfin punis, que les traîtres Brissot, fauteurs et adhérents payent de leur tête le sang de tant de bons sans-culottes qu'ils ont fait verser par leurs principes fédéralistes;

« Que l'infâme Houchard expie sur l'écha- faud l'abominable trahison dont il s'est rendu coupable. Nous regrettons pour lui la trop grande douceur du code pénal. La philanthropie ne devrait pas être de saison dans un temps de révolution, et l'on devrait punir par des sup- plices frappants et effrayants les crimes des scé- lérats qui cherchent la destruction de 25 mil- lions d'hommes libres.

« Citoyens représentants, satisfaites ce vœu bien prononcé du peuple, et vous l'entendrez vous dire que vous avez bien mérité de la pa- trie.

« En adhérant à tous vos sages décrets et en approuvant vos pénibles mais honorables tra- vaux, le comité vous proteste de son exacte vi- gilance à surveiller les ennemis de la Répu- blique et à déjouer leurs complots liberticides; l'exécution qu'il va mettre à l'important et utile décret que vous avez rendu le 17 sep- tembre dernier, vous est un sûr garant que, si le génie de la liberté vous inspire de prendre de grandes mesures, il fait aussi naître en nous le courage et l'énergie propres pour les exé- cuter.

« Nous ne finirons pas sans vous engager à décréter promptement l'éducation nationale, ni sans vous témoigner notre surprise de ne pas voir encore l'armée révolutionnaire en marche; nous croyons que de cette grande mesure dé- pend le salut de la République une et indivi- sible, que nous jurons de défendre jusqu'à la mort.

(Suivent 12 signatures.)

« A Saint-Fargeau, ce 8 octobre 1793,  
l'an II de la République française une et indivi- sible. »

LXXXII.

*Les autorités constituées et la Société populaire de  
la ville de Pont-Audemer, département de  
l'Eure, à la Convention nationale (2).*

« Citoyens représentants,

« Pressé du besoin de devenir libre, le peuple français sentit la nécessité de changer son gou- vernement; vous abolîtes la royauté, décrê-

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 701.



tâtes la République, la tête du dernier de ses tyrans roula sur l'échafaud. La liberté sourit, les tyrans coalisés pâlirent sur leurs trônes ébranlés, leurs lâches cohortes disparurent devant nos braves phalanges, et les armées de la République dix fois victorieuses, après avoir purgé notre territoire, forcèrent nos ennemis jusque dans leurs repaires.

« Tant de succès présageaient l'avenir le plus flatteur, et l'indépendance et la souveraineté du peuple français devaient être bientôt avouées par les despotes qui avaient osé les méconnaître et tenter de s'y opposer.

« Mais, désespérant de nous vaincre par la force des armes, nos lâches ennemis voulurent nous conquérir par les trahisons et par nos dissensions. Un général perfide seconda au dehors leurs détestables projets, et leur or répandu avec profusion les fit réussir au dedans. Nos généreux défenseurs furent livrés aux satellites assassins des despotes, nous fûmes forcés d'évacuer les pays conquis, le territoire de la République fut entamé, nos places fortes furent menacées, et la guerre civile éclata au nord et au midi.

« Honneur à vous, généreux représentants, qui, pressés par tant de dangers, n'avez point désespéré de la chose publique; la cause de nos revers ne vous échappa point, vous crûtes la trouver dans les divisions qui existaient parmi vous, et vous chassâtes de votre sein les traîtres qui les avaient fait naître: ils ont justifié cet acte d'une juste sévérité.

« Ainsi que l'éclat de la foudre purge l'air des vapeurs pestilentielles que la terre vomit, de même armée de la foudre du peuple, la Convention nationale a purgé la République des miasmes de royalisme et de fédéralisme qui menaçaient de l'empoisonner.

« Libre alors, la Convention nationale a pu se rendre aux vœux du peuple : il demandait, il attendait dans les étroites de la plus vive impatience une constitution fondée sur les bases éternelles de la justice, de la liberté et de l'égalité et vous avez présenté à son acceptation la charte constitutionnelle la plus démocratique qui eût jamais existé; le peuple français a accepté et juré cette constitution, ses mandataires vous ont porté ses serments et les témoignages de sa reconnaissance. La liberté, la souveraineté de la nation française sont assurées. C'est en vain que l'Europe liguée s'agite; la nation française entière est debout, elle forme une armée de 25 millions d'hommes, l'avant-garde la plus imposante branle ses armes, l'exécrable population de la Vendée sera exterminée, les despotes et leurs satellites mordront la poussière, la Convention nationale de France sera la pierre angulaire où viendront se briser les trônes et les sceptres de ces anthropophages couronnés... Le peuple français le veut, il l'a juré.

« Mais votre décret du 11 août nous saisis d'effroi. Vous voulez quitter le poste d'honneur où le vœu du peuple vous a portés. Y avez-vous bien réfléchi? Avec vous nous n'avons aucun danger à craindre, nous les braverons tous; sans vous, nous pouvons périr ! il faut que le vaisseau de la République franchisse tous les écueils, et vous en abandonneriez le gouvernail à des mains novices? Non. Par la liberté que vous avez fondée, nous vous conjurons de rester à votre poste, le salut du peuple vous en fait un devoir. »

(Suivent 50 signatures.)

*Nous croyons devoir publier à la suite des adresses insérées ci-dessus, deux autres adresses émanant l'une de la commune de Quillebeuf; l'autre de la Société des Amis de la République, une et indivisible, séant à Marennes. Bien que ces deux dernières ne figurent pas au procès-verbal, elles ont été lues certainement au cours de la séance puisqu'elles sont mentionnées dans le Supplément au Bulletin du premier jour de la troisième décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II.*

*Adresse à la Convention nationale, par la commune de Quillebeuf, chef-lieu de canton, département de l'Eure, et par le comité de surveillance dudit lieu (1).*

« Citoyens législateurs,

« Les séances particulièrement mémorables des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin derniers, ainsi que tous les pas de géants que vous avez faits vers le bonheur de la République, laissent à vos successeurs une grande tâche à remplir.

« La Convention nationale s'attachera sûrement à consolider son propre ouvrage en restant à son poste; toutes les voix l'y invitent, et nous y joignons les nôtres, avec cette instance que la plus juste confiance inspire aux vrais républicains.

« Le conseil général de la commune, réuni dans le lieu de ses séances ordinaires, d'accord avec le comité de surveillance, invité à se rendre dans son sein par le procureur de ladite commune, s'empresse en leur nom, et celui des habitants, à donner une nouvelle preuve de leurs sentiments connus, en proclamant encore plus solennellement ici son entière et parfaite adhésion à la ferme et nécessaire conduite que vous avez tenue, notamment dans vos séances desdits 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin, et depuis ces époques.

« Recevez, Représentants du peuple, le serment que nous renouvelons au nom de tous nos concitoyens comme aux nôtres de demeurer inébranlablement attachés aux principes consacrés dans les droits de l'homme, et dans l'Acte constitutionnel, jurant haine aux tyrans, aux ennemis de la paix, aux perturbateurs de l'ordre, enfin à tous les désorganisateur (les ennemis les plus déclarés et les plus dangereux) de la Convention nationale restée indistinctement libre dans l'exercice de l'autorité dont la nation n'a jamais cessé de se féliciter de l'avoir revêtue.

« Les maire, officiers municipaux, procureur de la commune et conseil général, ensemble les membres du comité de surveillance assemblés, le 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

(Suivent 31 signatures.)

*Adresse de la Société des Amis de la République une et indivisible, séant à Marennes (2).*

*La Société des Amis de la République une et indi-*

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 701. On lit en marge du document : « Insertion au Bulletin, le 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II. »

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 712. En marge du document, on lit : « N° 34, mention honorable. Insertion au Bulletin, le 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République. »

*visible, séance à Marennes, à la Convention nationale.*

« Marennes, le 22 septembre 1793,  
l'an II de la République.

« Citoyens Représentants,

« Le peuple français ayant accepté dans toutes ses assemblées primaires la Constitution républicaine que vous lui avez présentée, c'est à lui à s'y conformer et à défendre cette forme de gouvernement qu'il a jugé lui convenir, et sans doute il la défendra, conduit et dirigé par vous, par vous qui, placés dans les circonstances les plus difficiles où se soient peut-être encore jamais trouvés aucuns magistrats ou mandataires des peuples, avez déployé une force et une énergie qui ont maîtrisé les événements et maintenu à une hauteur digne d'elle la majorité de la grande nation dont vous êtes les représentants. Nous applaudissons à vos glorieux travaux et nous vous invitons, jusqu'à ce que le vaisseau de l'État soit à l'abri des tempêtes qui l'assaillent de toutes parts, de rester au poste où vous a placés le souverain.

« Nous pensons que la majeure partie des maux qu'éprouve la République provient de l'infidélité, de la trahison, de la cupidité de toutes les espèces d'approvisionneurs de nos armées; nous vous demandons expressément d'éclairer cette partie essentielle de l'administration et d'en imposer aux coupables par la plus rigoureuse sévérité.

« Nous recommandons aussi à votre sollicitude ces généreux défenseurs de la patrie que le sort de la guerre a rendu prisonniers de nos féroces ennemis; à quelque prix que ce soit, effectuez leur échange, donnez, s'il le faut, 10 esclaves pour un de nos frères, pour un généreux Français, ce troc sera tout à notre avantage. Outre qu'il comblera le vœu de nos cœurs, nous nous trouverons par là débarrassés de 100 bouches aussi voraces qu'inutiles et nous gagnerons mille bras toujours prêts à combattre pour l'égalité et pour la liberté.

« Les membres composant la Société des Amis de la République une et indivisible.

(Suivent 31 signatures.)

Le procureur syndic du district de Saint-Paul-du-Var annonce à la Convention que les jeunes républicains de la première réquisition se sont levés avec l'élan du plus ardent patriotisme, et que, l'ayant nommé leur commandant, on le verra soutenir la cause du peuple avec l'épée comme il l'a fait avec la plume.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre du procureur syndic du district de Saint-Paul-du-Var (2).*

« Saint-Paul-du-Var, 1<sup>er</sup> 27 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« C'est avec une bien vraie satisfaction que

j'ai l'honneur de vous informer que l'appel des citoyens de l'âge de 18 ans jusqu'à 25 s'est fait dans le district de Saint-Paul-du-Var avec tout l'élan du patriotisme. Il n'a produit que 304 hommes, parmi lesquels 6 seulement sont du chef-lieu du district. Leurs camarades les avaient précédés depuis longtemps dans les divers bataillons que ce département a formés. C'est pour reconnaître le dévouement de mes concitoyens que cette brave jeunesse a voulu me nommer pour son commandant. J'attends l'agrément des représentants du peuple à Nice, pour quitter mon poste, auquel je fus nommé l'année dernière à l'unanimité des suffrages. Si j'ai le bonheur de l'obtenir, on me verra soutenir la cause du peuple avec l'épée, comme je l'ai fait jusqu'à présent avec la plume.

« MOUGIN, procureur syndic du district de Saint-Paul-du-Var. »

Un membre [DU BIGNON (1)] fait lecture d'une lettre du citoyen Molié, par laquelle il annonce que jusqu'à ce que la paix soit solidement établie, il renonce à la pension que la loi lui accorde, heureux de pouvoir donner à tout républicain l'exemple de prendre même sur son nécessaire pour venir au secours de la patrie en danger.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

*Suit la lettre du citoyen Molié (3) :*

« Pontivy, ce 7 octobre 1793, l'an II de la République.

« Mon cher Dubignon,

« Que d'obligations ne vous ai-je pas pour toutes les peines et soins que vous vous donnez pour me rendre service. Par votre lettre du 25 de l'expiré, vous me marquez avoir passé au bureau de la liquidation générale, que vous m'avez vu porté sur l'état des pensionnés pour une somme, par chaque année, de 120 l. 6 s. 3 d.

« Vous n'ignorez pas, mon cher Dubignon, que la Révolution m'a, à l'âge de 54 ans, et après vingt-cinq années de travail, enlevé un état honnête et qui faisait pour ainsi dire toute ma ressource. Quoi qu'il en soit, je vous déclare, et vous pouvez l'annoncer de ma part à la Convention nationale, que je renonce au paiement de cette pension tant que la France, ma patrie, sera en guerre et en danger. Lorsqu'elle sera délivrée de ses ennemis, tant intérieurs qu'extérieurs et qu'elle jouira d'une tranquillité parfaite, les représentants du peuple pourront décider dans leur sagesse s'ils doivent me continuer cette pension. Que n'ai-je assez de crédit pour persuader à tous mes concitoyens que tout bon républicain doit prendre même sur son nécessaire pour venir au secours de sa patrie en danger.

« Je vous remets ci-joint, mon cher Dubignon, la procuration que vous me demandez par votre lettre du 23 du mois dernier, et dont vous avez besoin pour parvenir à la liquidation de ce qui peut nous être dû par le trésor national en qua-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 13.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.

(1) D'après le document des Archives.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 13.

(3) Archives nationales, carton C 275, dossier 712.



lité d'héritiers de Jeanne Molié, notre tante. Je la crois revêtue de toutes les formalités exigées.  
« Si je puis vous être de quelque utilité dans notre pays, disposez de moi en toute occasion, je les saisirai toutes avec empressement pour vous prouver que j'ai sincèrement juré d'être toute ma vie votre frère et ami.

« G<sup>vo</sup> MOLIE. »

Sur la proposition faite par la commission des monuments [MATHIEU, rapporteur (1)], la Convention nationale décrète une somme de 100,000 livres à la disposition du ministre de l'intérieur, pour dépenses relatives à cette partie, et ainsi qu'il suit :

« La Convention nationale décrète ce qui suit :

« Pour seconder les travaux de la commission des monuments, la trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de l'intérieur un fonds annuel de 100,000 livres, sur lequel il sera autorisé à imputer, tant les dépenses relatives à l'exécution des articles 2 et 3 du décret du 27 juillet dernier, que toutes celles concernant la recherche, la conservation et le rassemblement des tableaux, statues, livres, collections d'histoire naturelle, machines ou tous autres objets utiles aux sciences et aux arts, renfermés dans les églises et maisons nationales, et dans celles des émigrés; lesquels objets seront recueillis, pour la répartition en être faite entre les musées de Paris et ceux qui pourront être établis dans les autres départements (2). »

*Suit la lettre des membres de la Commission des monuments qui, bien que non mentionnée au procès-verbal, a évidemment motivé le décret ci-dessus (3).*

*Les membres composant la Commission des monuments au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Paris, le 20<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Il vient d'être remis à la Commission des monuments un extrait du procès-verbal de la Convention nationale du 7 septembre 1793, relatif à la destruction des tombeaux des rois.

« D'après cet extrait, il paraît que l'on s'est plaint, dans le sein de la Convention, de ce que ces monuments élevés par l'idolâtrie subsistaient encore et alimentaient la superstition d'une partie du peuple.

(1) D'après le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 389, p. 147) et d'après le *Journal de la Montagne* [n° 133 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 962, col. 2].

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 13.

(3) *Archives nationales*, carton F<sup>7</sup>, dossier 1326 (ancien). On lit en marge de la pièce : « Insertion au *Bulletin* et renvoi au comité d'Instruction publique le 21 du premier mois de l'an II. » On trouve en effet un extrait de cette lettre dans le *Supplément au Bulletin de la Convention* du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793).

« La Commission des monuments s'empresse de vous annoncer que si les tombeaux des rois n'ont point encore disparu, c'est qu'il a été nécessaire, pour épargner les finances de l'État, de faire dresser un aperçu des dépenses indispensables pour la conservation des objets d'art que ces tombeaux renferment. Déjà, tous les instruments que demandent ces opérations sont portés à Saint-Denis, et demain le marteau frappera ces restes de la royauté.

« Paris, séance tenant au Louvre.

« L.-A. MERCIER, président; F.-V. MULOT, secrétaire de la commission des monuments. »

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (1).

Les rapporteurs des comités d'instruction publique et des finances proposent à la Convention de mettre à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 100,000 livres, pour subvenir aux frais que la Commission des monuments est obligée de faire pour le transport et la conservation des tableaux, statues et autres objets qui se trouvent dans les maisons déclarées nationales. (*Décrité.*)

Sur l'observation faite par un membre, que, dans le compte rendu par la trésorerie nationale, de toute sa gestion, il y a plusieurs articles pour déficit de caisses allégués par les différents payeurs employés au service de la République, et que nulle loi n'a déterminé par qui serait jugée la question de savoir si ces déficits seraient au compte de la nation ou des payeurs, la Convention nationale renvoie la proposition aux comités des finances et de l'examen des comptes réunis, pour lui présenter le mode à adopter pour juger ces sortes de questions (2). »

Les commissaires de la majorité des sections de Paris exposent à la Convention le tableau des calamités qui résultent du choix des officiers généraux, administrateurs et agents des armées : à la suite de plusieurs observations qui s'élèvent à ce sujet, la Convention nationale renvoie à son comité de l'examen des marchés, pour faire un prompt rapport, et adresse copie de la pétition au ministre de la guerre (3).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

On admet à la barre une députation des 48 sections de Paris.

(1) *Auditeur national* [n° 386 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 2]. D'autre part, les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 285 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 1294, col. 2] rendent compte du rapport de Mathieu dans les termes suivants :

« Après la lecture de la correspondance, l'Assemblée entend un rapport des comités réunis d'instruction publique et des Finances, sur la conservation des monuments et la translation au *Museum* de tous les chefs-d'œuvre qui sont dans les maisons déclarées nationales. Cent mille livres sont mises pour cet objet à la disposition du ministre de l'intérieur. »

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 14.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 14.

(4) *Moniteur universel* [n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 89, col. 1]. D'autre part, l'*Auditeur national* [n° 386 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 2] et le *Mercure universel* [22<sup>e</sup> jour du

*L'orateur.* Les 48 sections de Paris, toujours animées du civisme le plus pur, exerçant toujours la surveillance la plus active pour le salut public, viennent vous dénoncer de grands abus qui pèsent encore sur la patrie. On continue d'employer, principalement dans l'administration des charrois, des agents, des valets de chambre des ci-devant nobles, des ex-nobles eux-mêmes. Un d'Espagnac est encore au service de la République.

Nous demandons :

1<sup>o</sup> Que tous ceux qui occupent des places dans les administrations, entre autres dans celle des charrois, soient tenus de justifier de leur état avant la Révolution;

2<sup>o</sup> Que l'achat des chevaux ne soit plus fait et présenté en masse, mais en détail, et que l'étape ne soit plus payée en numéraire. (*On applaudit.*)

Cette pétition est renvoyée au comité des marchés, qui, en se concertant avec le ministre de la guerre, fera un rapport sur cet objet.

Sur la demande d'un congé sollicité par le citoyen Vigny (1), député du département de Seine-et-Oise, la Convention passe à l'ordre du jour (2).

Un membre [GÉNÉSIEU (3)] fait la motion et la Convention nationale décrète que son comité de

premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 193, col. 1) rendent compte de la pétition des sections de Paris dans les termes suivants :

## I.

### COMPTE RENDU de l'Auditeur national.

Après avoir dénoncé plusieurs abus qui se commettent dans différentes administrations, et notamment dans celle des charrois, des commissaires des 48 sections de Paris demandent que nul ne puisse être admis dans l'administration des charrois sans avoir fait connaître l'état qu'il faisait auparavant. Ils demandent, en outre, que pour y rentrer, on ne soit plus tenu de donner caution.

L'Assemblée renvoie cette pétition à la commission des marchés et charge le ministre de la Guerre de lui faire connaître les employés dans l'administration des charrois.

## II

### COMPTE RENDU du *Mercur* universel.

Des commissaires de la majorité des sections de Paris présentent à la Convention une pétition dans laquelle ils demandent qu'on expulse des administrations des subsistances et charrois des armées, les prêtres et les intrigants. Ils citent d'Espagnac, ancien chanoine, et quelques autres. Ils désirent l'anéantissement des abus et des friponneries qui s'exercent.

Les pétitionnaires observent que ces administrateurs donnent à 100 chevaux ce que pourraient manger 60 chevaux : « Que l'on fasse rendre compte à ces administrateurs de leurs fortunes rapides, disent-ils ; que la Convention rapporte son décret, qui ordonne qu'un administrateur des charrois donne un cautionnement pour être admis. »

L'Assemblée renvoie cette pétition à son comité de l'Examen des Marchés, le charge d'en faire passer copie au ministre de la Guerre, et ordonne à ce ministre de faire connaître les noms des employés aux charrois des armées.

(1) Il n'y avait pas de député du nom de Vigny dans le département de Seine-et-Oise ; il s'agit probablement de Viguy, député du département de Seine-et-Marne.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 14.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux

Salut public lui fera un rapport sur l'état de réquisition dans lequel se trouvent les imprimeurs (1).

### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (2).

GÉNÉSIEU. Un décret de la Convention exempte les imprimeurs de la réquisition. J'observe que plusieurs citoyens, qui avaient quitté cet état, l'ont repris ; d'autres l'ont embrassé depuis peu pour se soustraire à la loi. Je demande qu'il n'y ait que ceux qui faisaient cet état au moins trois mois avant la loi, qui soient exempts de la réquisition.

L'Assemblée charge le comité de Salut public de proposer les amendements qu'il croira convenables à la loi qui exempte les imprimeurs de la réquisition du 23 août.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur une lettre du ministre de l'intérieur, renvoie au conseil exécutif l'arrêté du département d'Eure-et-Loir, contre lequel réclame le citoyen Héron, ci-devant administrateur du district de Dreux (3). »

La Société populaire des amis de la liberté et de l'égalité séante à Alais, félicite la Convention nationale sur ses travaux, et l'invite à rester à son poste jusqu'à ce que nos valeureux guerriers aient dissipé les efforts des despotes et des ennemis de la liberté.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (4).

Suit l'adresse de la Société populaire séante à Alais (5) :

*Les citoyens composant la Société populaire des Amis de la liberté et de l'égalité de la ville d'Alais, aux représentants du peuple français, salut et gloire.*

« Société populaire des Amis de la liberté et de l'égalité de la ville d'Alais, district d'Alais, 30 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants,

« La guerre civile ravageait l'intérieur ; les ennemis de la République manifestaient leurs criminelles espérances ; l'ambition, les haines

*Archives nationales* (carton C 273, dossier 686) et qui est ainsi conçue :

« Sur la motion d'un membre, la Convention nationale charge le comité de Salut public de lui faire un rapport sur la question de savoir si, pour prévenir les fraudes, la réquisition faite aux imprimeurs de quelque âge qu'ils soient pour les travaux de l'imprimerie, ne doit pas être bornée à ceux qui étaient employés aux travaux d'imprimerie trois mois avant la réquisition générale faite à la première classe.

« Signé : GÉNÉSIEU. »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 14.

(2) *Auditeur national*, n° 386 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 1.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 14.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 15.

(5) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 712.



éclataient de toute part; toutes les passions s'agitaient. Les vrais défenseurs des intérêts du peuple étaient méconnus; la liberté allait périr, lorsque mettant un terme à tant de calamités, vous fîtes retirer du sanctuaire des lois des hommes qui ne faisaient qu'entraver votre marche.

« Quinze jours après cette époque à jamais mémorable dans les annales de la Révolution, vous avez présenté à vos commettants l'Acte constitutionnel; vous avez établi sur des bases durables le règne de la liberté et de l'égalité. Grâce vous soient rendues.

« Fondateurs de la République, vous avez connu la nation française, lorsque vous avez cru qu'après dix-sept siècles d'outrages faits à sa dignité, après avoir fait les plus grands sacrifices depuis quatre ans, après s'être prononcée avec la plus grande énergie, après avoir voué une haine éternelle à la tyrannie, elle ne consentirait jamais à se prosterner devant elle.

« La République ou la mort, et la République une et indivisible, voilà quel est le vœu des citoyens de la ville d'Alais, réunis en Société populaire. Ils ont accepté avec transport l'Acte constitutionnel; ils ne doutent pas qu'il sera l'écueil contre lequel se briseront les efforts des despotes et des ennemis de la liberté.

« Nous le voyons, les ennemis de la patrie ont presque déjà fait tous leurs efforts; le courage des Français est encore tout entier; ils recevront tous les bienfaits de la loi.

« Ils ont la force dans leurs bras, l'amour de la République dans leurs cœurs et l'affermissement de la liberté et de l'égalité sera le fruit de leur persévérance.

« Nous nous élançons dans l'avenir; nous allons ouvrir le livre des événements : la Providence a décrété la chute de tous les trônes; que les tyrans tremblent. Bientôt la nation française jouira de la plus grande prépondérance dans l'opinion des peuples; bientôt le monde entier sera libre par son exemple; bientôt une éducation préparera une race et des vertus nouvelles.

« Ces heureux changements doivent être votre ouvrage; poursuivez donc votre glorieuse entreprise, le salut de la République vous le commande. Restez à votre poste jusqu'à ce que nos valeureux guerriers aient fait reconnaître l'indépendance du peuple français, et que, couronnés des lauriers de la victoire, ils aient remis le glaive dans le fourreau. Alors vous pourrez appeler des successeurs; vous leur laisserez de grands exemples à suivre, et vous retournerez dans vos foyers avec la certitude d'avoir bien mérité de la patrie. »

(*Suivent 78 signatures.*)

L'attention de la Convention nationale appelée sur le projet d'un canal de navigation, elle en décrète le renvoi au comité des ponts et chaussées (1).

On fait lecture d'une lettre des représentants du peuple, à Perpignan, qui annonce la prise de Tuirs, Sainte-Colombe et Daines, par l'armée de la République, et l'épouvante qui s'est emparée des Espagnols, dont les camps ont été désertés avec précipitation.

Insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de Salut public (1).

*Suit la lettre des représentants du peuple à Perpignan (2).*

*Aux citoyens membres de la Convention nationale composant le comité de Salut public.*

« Perpignan, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République.

« Liberté, égalité.

« Citoyens nos collègues,

« L'ennemi effrayé de nos grandes dispositions bat en retraite. La prise de Thuirs, de Sainte-Colombe et d'Elne l'ont entièrement déconcerté; il ne songe qu'à se sauver avec ses bagages; nous courons vigoureusement sus. Déjà il a abandonné ses trois camps; fût-il plus léger qu'un cerf ou qu'un oiseau, il faudra bien qu'il laisse pied ou aile sur notre territoire.

« La prise d'Elne nous a fourni un riche butin en blé, orge, avoine, fourrages et autres munitions de guerre, etc.

« Depuis la nomination provisoire de Dagobert au grade de général en chef, nous nous sommes convaincus que les détails d'une grande armée étaient au-dessus de ses forces, et, qu'utile à la tête de 5 ou 6,000 hommes, il était hors d'état de conduire un plan vaste et d'organiser une grande machine. L'armée, après avoir éprouvé le petit échec dont nous vous avons parlé, restait dans une espèce de découragement et d'inaction, très nuisible au succès de nos armes. Ce général a enfin sollicité de nous son retour au Mont Libre.

« Nous avons arrêté que le plus ancien général divisionnaire prendrait le commandement de l'armée et se concerterait dans ses opérations avec les autres généraux divisionnaires; le plus ancien général est Daoust (3), dont vous connaissez les talents et la bravoure; depuis cette époque, nos affaires prennent une meilleure tournure; l'harmonie règne parmi les généraux, on marche à grands pas vers l'Espagne.

« L'arrivée de Turrot dans cette armée pourra peut-être encore paralyser ses mouvements, le temps qu'il mettra à connaître les localités et à combiner une nouvelle marche pourrait bien faire manquer les opérations et ralentir les succès. Ainsi, citoyens nos collègues, ne vaudrait-il peut-être pas mieux, pour l'avantage de la République, que Turrot fût conservé à l'armée de La

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 13.

(2) *Archives du ministère de la guerre, armées des Pyrénées. Bulletin de la Convention du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793). Le dernier paragraphe relatif à Turrot ne figure pas au Bulletin.*

(3) Nous empruntons à M. Aulard (*Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 6, p. 180) la réponse, non datée, que le comité fit à cette lettre.

« Le comité a reçu votre lettre du 1<sup>er</sup> octobre. Nous l'avons lue avec beaucoup d'intérêt et nous y avons vu avec satisfaction les heureux effets dont vos dispositions et la vigueur que vous avez mise ont été couronnées. Ces succès, qui nous en promettent d'autres, justifient le choix que vous avez fait du général d'August. »

*Rochelle, et autoriser l'arrêté provisoire que nous avons pris.*

« Salut et fraternité (1). »

« BONNET; GASTON; FABRE. »

« Un membre a observé que le procès-verbal de la séance du 16 juillet ne contenant pas la mention de l'admission du citoyen Vénard au nombre des membres de l'Assemblée, il était nécessaire d'ordonner que cette omission sera réparée (2). »

« Cette proposition a été adoptée, et il a été décrété que ces mots seront additionnés au procès-verbal dudit jour, à la suite de la lettre de l'archiviste : « En conséquence, la Convention a reconnu le citoyen Vénard pour être un de ses membres (3). »

On propose (FABRE D'ÉGLANTINE (4)) un décret additionnel à celui qui ordonne que la liquidation de la compagnie des Indes sera faite par le gouvernement; la Convention nationale rend le décret suivant.

« La Convention nationale décrète ce qui suit :

« Les scellés apposés, tant sur les magasins que sur tous autres effets de la compagnie des Indes, ne seront levés qu'après l'organisation et l'établissement du mode de liquidation de cette compagnie (5). »

On demande que le rapporteur du comité d'instruction publique ait la parole le 26 de ce mois, à midi.

Cette proposition est décrétée (6).

On propose [MERLIN (de Douai) (7)] à la Convention, et elle décrète que les pétitionnaires ne seront admis que les 10, 20 et 30 de chaque mois (8).

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (9).

Il s'élève quelques réclamations sur les six jours accordés par mois pour les pétitions.

Après quelques débats, la Convention rapporte ce décret, et fixe les jours de pétition aux 10, 20 et 30 de chaque mois.

(1) D'après l'*Auditeur national* [n° 386 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 2], la lecture de cette lettre fut vivement applaudie.

(2) Vénard avait été admis le 16 juillet. Voyez *Archives parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. LXIX, p. 44.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 15.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 686.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 15.

(6) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 16.

(7) D'après les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 283 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 1294, col. 2].

(8) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 16.

(9) *Moniteur universel* [n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 89, col. 2]. D'autre part, le *Journal de Perlet* [n° 386 du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 98] rend compte de la proposition de Merlin (de Douai), dans les termes suivants :

« Le décret qui fixe à six par mois le nombre des séances destiné à entendre des pétitionnaires, est rapporté. La Convention nationale déterminera les séances extraordinaires dont la nécessité sera reconnue. »

Un membre [Bo (1)], au nom du comité des secours publics, fait un rapport sur les moyens de supprimer la mendicité.

Après quelques légères discussions, la Convention nationale ajourne l'examen du projet de décret au 23 de ce mois (2).

*Suit le texte du rapport et du projet de décret présenté par Bo.*

RAPPORT ET PROJET DE DÉCRET SUR L'EXTINCTION DE LA MENDICITÉ, PRÉSENTÉ A LA CONVENTION NATIONALE, AU NOM DU COMITÉ DES SECOURS PUBLICS, PAR JEAN-BAPTISTE BO, DÉPUTÉ DU DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON (3).

Citoyens, d'après le principe solennellement consacré, que *tout homme a droit à sa subsistance par le travail, s'il est valide*, il faut que le pauvre qui a des bras puisse, à chaque moment, échanger son labeur contre le pain qui doit le nourrir; il faut que les secours aillent au-devant de lui, pour avoir le droit d'empêcher qu'il ne les sollicite. Cet acte de justice, aussi politique que moral, satisfait aux devoirs de la société, aux droits du pauvre, à ses obligations, à ses besoins. L'homme, né pour le travail, ne saurait être malheureux que lorsqu'il lui manque, ou lorsque étant excessif, il ne peut lui fournir les moyens de subsister. L'industrie a pris naissance dans le sein de la pauvreté laborieuse : c'est elle qui la première a dirigé les bras vers l'activité. Nos mauvaises institutions, en concentrant toutes les ressources de l'Empire dans des mains criminelles, avaient rendu le travail ingrat, avaient forcé le citoyen à opter entre les horreurs de la faim et la honte de la mendicité. Aussi, dirons-nous que cette lèpre ambulante qui infecte notre société n'est pas tant le crime du mendiant que du législateur; qu'elle ne s'est soutenue et propagée que par les erreurs et les vices du gouvernement; que par conséquent, dans une République où tous les droits de l'homme sont reconnus, la destruction de la mendicité doit s'opérer rapidement par la seule sagesse des lois.

Nous avons en ce moment dans la société trois espèces de pauvres, également soumis à la bienfaisance et à la justice de la République. Les premiers sont ceux qui, sans propriétés et sans ressources, ne mendient que dans certaines saisons, lorsqu'ils ne peuvent acquérir leur subsistance par le travail, qui, en mendiant, ne s'écartent point de leur canton, et ne troublent point l'ordre public.

Les seconds sont connus sous le nom de pauvres honteux, qui, par des malheurs, ou par inconduite, sont réduits à un véritable état de pauvreté, mais qui ne pouvant renoncer à leur vanité primitive, à l'idée de cette existence qui leur a échappé, refusent le travail, quoiqu'en état de le faire, et cherchent à émouvoir en secret la sensibilité et l'humanité des hommes aisés et vertueux.

Les troisièmes sont les mendiants d'habitude,

(1) D'après le *Moniteur universel* [n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 89, col. 2].

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 16.

(3) Bibliothèque nationale : 40 pages in-8°, Le<sup>35</sup>, n° 499.



les vagabonds de race, qui parcourent les campagnes, menacent et attaquent les personnes et les propriétés, et sont un vrai fléau pour la société, un outrage pour l'espèce humaine.

Il faut, citoyens, conquérir à la société ces trois classes d'hommes inoccupés et voués jusqu'ici, par état, à une coupable et dangereuse oisiveté. L'agriculture, le commerce et les arts réclament leurs bras : en leur imposant la nécessité du travail, vous les ramenez à la nécessité d'être des citoyens utiles et vertueux. Vous établissez, entre eux et la société, une réciprocité de devoirs, dont il résulte que celle-ci, qui offre, ne fait que remplir l'obligation de la justice envers les pauvres qui reçoivent, et que ceux-ci alors même qu'ils sont secourus par le travail, n'ont point à rougir du bienfait, et conservent ainsi toute la dignité de l'homme. Vous unissez enfin le soulagement particulier à l'intérêt général, et vous faites cesser une des maladies les plus graves et les plus invétérées qui minent le corps social.

Vous ne voudriez pas sans doute, par une bienfaisance mal entendue, exempter de cette condition salulaire du travail les pauvres honteux, qui ne doivent pas l'être de leur misère. Ils cessent d'intéresser dès qu'ils sont orgueilleux. L'homme tombé dans l'indigence doit renoncer à sa vanité primitive, pour se conformer à son humble état ; et au lieu de se livrer aux chimères d'un orgueil paresseux, il doit chercher dans le travail des ressources contre ses infortunes. Il faut donc que celui que son sort malheureux fait naître sans propriétés, ou qui les a perdues dans le cours de sa vie, et qui est en état de travailler, ne reçoive des secours qu'autant qu'ils tourneront à l'utilité publique. Il n'est point en politique de vue plus fautive que de favoriser la fainéantise. La vraie source de la corruption des Romains partait évidemment de la paresse qu'entretenaient dans le peuple les distributions fréquentes de pain, et les spectacles continuels que lui donnaient des ambitieux qui cherchaient à captiver sa faveur, ou à l'endormir dans les fers. La meilleure politique, sans doute, serait de faire en sorte que le plus grand nombre des citoyens possédât quelque chose en propre. La propriété attachant l'homme à la terre, fait qu'il aime son pays, qu'il s'estime lui-même, qu'il craint de perdre les avantages dont il jouit. Il n'est point de patrie pour le malheureux qui n'a rien. Le pauvre penche toujours vers la servitude. Le vrai enthousiasme de la liberté peut-il être pour celui qui n'a rien à défendre ? On ne saurait mettre en question aujourd'hui, si la loi peut imposer à un individu l'obligation de préférer le travail au repos, lorsque son inaction intéresse l'ordre public, lorsque, par une conséquence immédiate, elle porte le trouble dans la société, lorsqu'elle la surcharge d'un homme tout au moins inutile, qui, après avoir épuisé ou fatigué la bienfaisance publique, est livré à ses propres ressources, qu'il fait ordinairement consister à tourner contre la société la force et la vigueur qu'il avait reçues pour la servir par le travail. La loi doit plus faire : aussi défend-elle à celui qui a du superflu de donner à celui qui, sain et robuste, est dans le dénuement et le besoin le plus pressant. Elle commande à ses bras de le nourrir, et de ne pas ravir à des infirmes leurs droits, qui s'établissent sur l'impossibilité d'exister par les mêmes moyens.

Le travail est donc le seul secours qu'un Etat doive employer pour soulager l'indigence ; car l'homme n'est pas précisément pauvre, parce

qu'il ne possède rien, mais parce qu'il ne travaille pas. On est forcé de convenir que dans une république aussi vaste que la France, il y aura toujours un grand nombre de citoyens sans propriétés, malgré les défrichements, le partage de tant de millions d'arpents de terre inculte, qui ne sollicitent que des bras, pour figurer à côté de la plus riche végétation. Mais en donnant à l'agriculture une nouvelle activité, en n'avilissant plus les tribus rustiques, en rappelant les arts et le commerce, en ouvrant tous les canaux de prospérité que la France présente dans tous ses points, vous effacerez, ou par la propriété, ou par l'industrie, jusqu'à l'idée de la misère. Vous ferez surtout fructifier la campagne, en y rappelant de paisibles citoyens, que les vexations féodales avaient dégoûtés de la vie champêtre. Vous verrez alors de nouveaux cultivateurs rechercher la vie simple et laborieuse des villageois, trouver souvent dans leur vertueuse industrie un patrimoine pour le malheureux, et effacer ainsi peu à peu, de son esprit, cette idée affligeante qu'il avait de sa propre existence, et qui le portait à regarder les hommes opulents comme des êtres différents de la sienne, faits pour être exclusivement heureux. Alors le travail étant reconnu un besoin, un devoir et un honneur, le pauvre valide ira au-devant de lui, et trouvera dans lui les ressources pour une subsistance complète. Mais nous devons observer que les travaux de secours qui sont une charge nationale, ne doivent s'ouvrir, d'après les principes que vous avez décrétés, qu'à l'époque où la période languissante de la végétation rompt l'équilibre entre les besoins de l'homme et ceux de la terre ; à cette époque, où le pauvre laborieux n'ayant pu étendre ses calculs sur l'avenir, rentre chez lui avec l'idée affligeante d'une subsistance incertaine ; à cette époque enfin, où des météores désastreux détruisant quelquefois en un instant les fruits des sueurs d'une année, placent le laboureur entre la misère et la bienfaisance publique. Le pauvre, à ces époques, doit trouver des secours dans des ateliers ouverts dans quelque canton du district, et toujours dans le lieu où l'utilité sera reconnue plus générale, pour ne pas consumer sans discernement les deniers communs, et pour économiser au pauvre les frais d'un déplacement qui pourrait quelquefois absorber le produit de ses salaires. L'emploi de ses travaux sera d'autant plus assuré, qu'il sera toujours déterminé et suivi dans son application, par l'agence de secours et par ceux qui auront un véritable intérêt qu'il soit fait avec justesse.

Mais, lorsque la nature permet ou sollicite le retour du cultivateur, lorsque tout est en activité au dehors comme au-dedans, vous ne devez plus débarrasser le pauvre de l'inquiétude et du soin nécessaire d'assurer sa subsistance. Une telle précaution, sans lui être utile, nuirait à l'industrie, à la véritable prospérité nationale, en exposant les propriétaires, les manufacturiers à manquer de bras ; car on aurait de la peine à éloigner de leurs foyers des hommes qui, certains d'y trouver du travail en tout temps, n'en seraient pas éloignés par l'inquiétude et la nécessité de s'en procurer. C'est pour ménager ces ressources locales, pour en prévenir les abus, que votre comité vous propose de présenter aux travailleurs une condition moins favorable, un salaire moindre d'un quart de la journée ordinaire du canton, pour les diriger, par leur propre intérêt, vers les travaux dont l'utilité agrandit la prospérité nationale. Cette retenue peut être

regardée encore comme un fonds de réserve que vous faites au pauvre valide, pour l'aider dans ses infirmités ou dans sa vieillesse. Quoique son assistance soit une dette nationale, la nation doit la calculer sur toutes les périodes de la vie et la répartir avec économie, depuis l'enfance jusqu'à la décrépitude.

Enfin les ateliers de secours étant en partie aux frais des cantons, étant plutôt une prévoyance de la nation qu'une spéculation politique, ils ne doivent être ouverts que pour des besoins impérieux, que pour la seule subsistance des pauvres, que pour les pauvres seuls. Ici l'intérêt général est subordonné à l'intérêt particulier; ici l'humanité parle avant la justice : il faut donc que la sévérité commande à la bienfaisance, qui ne serait plus une vertu, si elle n'avait ses bornes. Cependant, il faut observer qu'il peut s'ouvrir quelquefois des ateliers, où les pauvres seuls seraient insuffisants pour les terminer utilement, soit par l'étendue, soit par la nature des travaux. Il peut se faire qu'il importe essentiellement de terminer, dans un court délai, un travail dont l'achèvement est tellement lié avec l'ébauche, que le succès tient à l'activité de l'entreprise. Il se peut encore que la nature de l'ouvrage exige des ouvriers instruits, des hommes de l'art, pour le diriger avec avantage; mais dans ces cas, pour n'être pas trompée sur la disposition des travaux, l'agence de secours doit demander au directoire du district des commissaires pour vérifier et statuer sur cette nécessité.

C'est encore pour donner aux travaux de secours un degré de plus d'économie et d'utilité, que le comité pense qu'ils doivent être entrepris par adjudication au rabais; que cette adjudication doit s'ouvrir sur tous les travaux susceptibles de division, comme un moyen de favoriser l'activité et la solidité des ouvrages, de donner aux ouvriers et manœuvres du pays la facilité d'être admis aux entreprises, et de les délivrer à plus bas prix en étendant la concurrence. Les adjudicataires, en y trouvant un plus faible intérêt, seront forcés à une surveillance rigoureuse; soit pour presser le travail, soit pour le rendre conforme au devis estimatif, et n'être pas exposés à le refaire : au lieu qu'en laissant l'entreprise au soin des agences ou des municipalités, vous compromettriez, sans responsabilité, l'emploi des fonds et l'utilité du travail, par l'impossibilité où elles seraient de trouver toujours des hommes en état de le diriger. C'est assez qu'elles attachent une surveillance rigoureuse à l'exécution du règlement nécessaire pour l'ordre et la discipline qui doivent régner dans les ateliers, règlement dont vous devez charger les administrations supérieures, si vous voulez qu'il s'adapte aux circonstances et aux localités de chaque département, si vous désirez assurer une destination utile aux fonds de secours, et en régler sagement la distribution et l'emploi. S'il est des cas où vous pouvez donner une certaine latitude de pouvoir aux corps administratifs, c'est lorsque l'humanité leur prêche le devoir. Les élus du peuple sont humains autant que les suppôts des despotes sont arabes, et les hommes humains sont toujours justes; ainsi vous ne devez pas craindre que ces administrations donnent à l'assistance du pauvre, le caractère de l'insouciance ou de la faiblesse, et elles n'ont point à se mettre en garde contre les demandes infidèles des municipalités, qui, étant soumises à une contribution du quart en sus des sommes

qu'elles pourront demander, sont par conséquent intéressées à une réserve salutaire.

Si les pauvres valides avaient tous les forces physiques suffisantes pour des travaux externes, votre comité n'ajouterait plus rien à l'assistance qui leur est due; mais parmi ces pauvres, il en est de l'un et l'autre sexe, dont l'organisation délicate ou vicieuse ne permet point de se livrer à des travaux sédentaires. Il est donc indispensable de leur en offrir. Les agences de secours doivent désigner aux corps administratifs les manufactures existantes dans leur canton et celles qu'on peut y établir, d'après la nature et l'abondance des matières premières, pour y employer les pauvres valides qui, par faiblesse d'âge, de sexe ou de tempérament, ne peuvent soutenir les travaux externes.

Après avoir ainsi assuré la subsistance au pauvre par toutes sortes de travaux, vous devez éloigner de lui les occasions qui peuvent le reporter vers la paresse et l'insouciance. Vous avez reconnu ce danger dans toutes les distributions publiques de pain ou d'argent; vous les avez regardées comme un aliment pour le vice plus que pour la vertu. Vous en avez décrété la suppression; vous avez en même temps indiqué à la bienfaisance publique une destination plus sage, qui, en lui donnant toute la latitude qu'elle mérite, la rend plus précieuse à la société, et plus méritoire pour celui qui l'exerce. Mais pour arrêter efficacement cette pitié mal entendue, qui pourrait animer encore des hommes faibles ou orgueilleux, et nourrir dans le pauvre le penchant irrésistible de la mendicité, votre comité vous propose d'infliger une amende à celui qui serait surpris à faire quelque distribution de pain ou d'argent. Vous ne devez pas craindre, par cette loi pénale, d'outrager l'humanité, ou de l'étouffer dans le cœur de l'homme vertueux. En réglant l'exercice d'un acte bienfaisant, vous ne faites que le diriger d'un objet inconnu vers un objet connu, et vous changez une intention toujours louable, mais douteuse, en une action toujours honorable et utile.

Telles sont, citoyens, les conséquences que votre comité a déduites du principe sacré, *que le pauvre valide doit être assisté par le travail*. Mais comme l'âme du mendiant, flétrie par l'habitude du vice, ne s'élèvera que peu à peu à la hauteur de ses devoirs, qu'elle penchera longtemps vers l'attrait immoral de la mendicité, il importe à la société, après avoir indiqué le remède, de désigner une peine à celui qui dédaignera sa bienfaisance. Un homme n'a pas droit de mettre sa subsistance au hasard. Dès qu'il ne veut pas trouver des secours dans ses bras, dès qu'il les fait dépendre d'une volonté générale, il doit être soumis à des peines sévères. Un orateur a rappelé à votre tribune les idées sublimes des anciens législateurs, qui exigeaient que toute personne exerçât une profession proportionnée à ses facultés; tant ils avaient la conviction intime et profonde qu'il importe dans un bon gouvernement, pour l'exacte observation des lois, pour le maintien des mœurs, d'encourager le travail et de réprimer l'oisiveté. Il a invoqué la censure des Romains, cette belle institution qui renforçait les lois par les mœurs, et qui investissait les magistrats d'une surveillance sévère sur les mendiants et sur les vagabonds, et sur l'emploi que faisaient de leur temps les citoyens. Vous n'avez pas besoin de cette grande leçon pour sentir l'impérieuse nécessité de faire cesser le délit social de la mendicité; mais avant de punir



le mendiant, il faut que le travail soit partout si bien établi, que l'offre de le donner d'un côté, et le refus de s'y livrer de l'autre, aient précédé l'application de la peine. Nous ne vous en proposerons pas qui puissent achever d'étouffer dans le mendiant, ce sentiment moral qui caractérise l'homme. Un gouvernement despotique avait seul intérêt de le dégrader, pour mieux affermir sa tyrannie. Nos principes de morale et de politique, fondés sur la connaissance des droits et des devoirs de l'homme, veulent que la punition des crimes n'en reçoive pas l'empreinte, qu'elle tourne au contraire à l'avantage de l'homme puni, et que la société ne voie en lui qu'un enfant égaré, toujours digne, par le repentir, de rentrer dans ses droits. C'est dans cet esprit d'humanité et de justice, que votre comité vous propose l'établissement ou plutôt une nouvelle organisation des maisons de répression; maisons qui n'auront ni le nom humiliant, ni le régime inhumain des maisons actuelles de dépôt, qui seront en même temps des asiles de justice et de morale, où les détenus seront invités à contracter le goût et l'amour du travail, à sentir la honte et l'infamie du vagabondage; mais où des avertissements salutaires, des réprimandes fraternelles les rappelleront d'abord à leurs devoirs, où la sévérité néanmoins contiendra les vagabonds rebelles et dangereux, sans les rebuter par la dureté, ni les irriter par le mépris. L'avilissement ferme la porte aux remords, et confirme l'homme dans le vice. Il faut consoler les malheureux, exhorter celui dont on peut espérer quelque amendement, encourager ceux qui, souvent, par une triste défiance, n'ont pas la force d'abandonner leurs coupables habitudes. Les remèdes moraux, appliqués avec sagacité, ramènent plus souvent les hommes pervers que les menaces ou les coups. Ces sortes de peines doivent être bornées au cas de révolte ou de complot.

Votre comité pense donc que les maisons de répression doivent présenter à tous les détenus, un travail conforme à leur âge, à leurs forces et à leur sexe; qu'elles exigent par conséquent un local spacieux, isolé, s'il est possible, de l'enceinte des villes, et jouissant surtout de toute la pureté de l'air. C'est bien assez que le pauvre ait à se plaindre des injustices du sort, qu'il n'ait qu'à force de bras une subsistance rigoureuse, sans qu'on lui réserve encore les poisons de l'atmosphère. C'est sous ce point de vue qu'il ne faut conserver des maisons actuelles de dépôt, que celles dont les localités favoriseront le nouveau plan d'organisation, et qu'il faut choisir dans les maisons des ci-devant religieux et religieuses, le complément d'un établissement qui honore l'humanité, sans dégrader l'espèce humaine.

C'est dans ces nouveaux asiles de politique et de morale que seront traduits, avec utilité et économie, tous les mendiants qui, après avoir été ramenés une première fois à leur domicile, seront surpris à demander de l'argent ou du pain dans les rues ou voies publiques; c'est dans ces maisons de répression que tous les vagabonds, sans domicile, attroupés, porteurs d'armes offensives, doivent être enfermés aussitôt qu'ils seront surpris en vagabondage. Il se trouve quelquefois avec ceux-ci des enfants qui souvent ne leur appartiennent pas, qu'ils affectent de couvrir de lambeaux, de consumer par la faim, et même de mutiler, pour déchirer, par ce spectacle affreux, le cœur des citoyens, pour colorer

la honte de leur infâme profession, et s'assurer impunément une subsistance criminelle. Ces jeunes malheureux, soit qu'ils leur appartiennent ou non, doivent en être provisoirement séparés, jusqu'à ce que la conduite de leurs corrupteurs soit reconnue, par le temps, honnête et laborieuse. Il est essentiel de ne pas laisser au soin de parents pervers l'éducation d'une enfance qui se monte facilement aux premières impressions qui frappent ses sens. La nation doit remplir le devoir d'un père, lorsque celui-ci le méconnaît. Elle a trop d'intérêt et trop de gloire à trouver dans tous ses frères, des citoyens honnêtes et vertueux, pour exposer leur jeunesse au spectacle honteux, mais séduisant, de l'oisiveté et du vagabondage.

Les maisons de répression ne recevront point les mendiants étrangers, ni les vagabonds repris de justice. Les premiers seront conduits aux frontières et forcés de rejoindre leur patrie; les seconds seront livrés aux tribunaux.

Parmi ceux qui seront condamnés à la répression, il doit y avoir une différence dans la punition qu'on leur infligera, selon les circonstances et les récidives qui l'accompagnent.

Sous ce rapport même, il pourra s'en trouver, parmi les détenus, dont on pourra réclamer l'élargissement, sur l'avis de l'administration, en fournissant une caution pécuniaire.

C'est ici le moment, citoyens, de vous parler de l'organisation importante de cette administration, qui exige une surveillance rigoureuse, une manutention aussi économique qu'active. Son premier but étant de corriger avec succès l'immoralité des détenus et de tirer un avantage réel de leurs travaux, il a paru à votre comité qu'il fallait laisser aux administrations de département le soin d'en déterminer la partie réglementaire, qui doit nécessairement varier suivant les localités et les relations commerciales. Il doit suffire au corps législatif de fixer dans chaque maison de répression, un comité de surveillance, qui sera chargé d'inspecter la police intérieure, de prévenir tout traitement dur et arbitraire, de diriger les ateliers, d'empêcher l'épuisement des forces des détenus, sans favoriser leur oisiveté, de pourvoir à une nourriture suffisante, d'arrêter les dépenses immodérées, et le renouvellement des abus et vices que présentent les dépôts de mendicité encore existants.

Vous avez reconnu, sur la proposition de votre comité, que les circonstances du moment commandaient impérieusement l'établissement d'une maison de répression dans chaque département. Notre révolution politique a changé les esprits et les cœurs des Français dans des sens contraires. Les uns sentent le prix de la liberté, lorsque les autres frémissent à son nom. Ceux-là ont tout sacrifié pour elle, lorsque ceux-ci ne plaignent rien pour l'étouffer dans son berceau. Le patriote s'épuise pour le salut de tous, lorsque l'aristocrate n'ouvre ses trésors que pour vomir dans la société des brigands qui déposent contre sa lâcheté, sans affaiblir son crime. Il résulte de cette situation politique de la République française, une altération grave dans ses immenses ressources, une opposition criminelle aux droits imprescriptibles de la souveraineté du peuple, et le prétexte malheureux d'une détresse populaire, pour autoriser un vagabondage criminel. La société a donc un accroissement de pauvres à secourir, de vagabonds à réprimer, accroissement qui exige un grand nombre de maisons de répression; mais que vous aurez la consolation

de supprimer bientôt, parce que la nation, éclairée sur ses véritables intérêts, reconnait aujourd'hui la source de ses maux, se pressera avec confiance autour de la loi pour repousser les lâches conspirateurs et affermir le règne de la justice et de l'égalité.

La répression n'étant plus active depuis quelques années, la mendicité n'étant répréhensible que lorsqu'elle est accompagnée d'un délit, les dépôts ne renferment aujourd'hui que 3,300 individus, et, parmi ce nombre, plusieurs ont demandé d'y être admis, par un dénuement absolu de ressources, et d'autres y sont détenus par la police correctionnelle; mais on ne peut se dissimuler que le nombre des vagabonds errants dans la République, surpasse de beaucoup celui des détenus; et il importe à l'honneur et à la sûreté de la nation, de réprimer complètement un vagabondage aussi humiliant que désastreux. Vous devez vous attendre que les moyens consolants que vous lui opposerez d'abord avec les travaux de secours, seront souvent dédaignés par des hommes avilis depuis longtemps par l'oubli de tous les devoirs, et que vous serez forcés de substituer à une assistance domiciliaire et laborieuse, une détention également politique et active.

Les nouvelles maisons de répression devant être des maisons de travail, il ne faut pas les surcharger de mendiants, si vous voulez que les administrateurs puissent surveiller et contenir les hommes d'une immoralité profonde. La dépense doit être couverte à peu près par les fonds de 1,358,894 livres qu'ont absorbés annuellement les 34 maisons de dépôt, puisque vous étaliez dans chacun des ateliers de charité et que vous créez par là une industrie productive, capable, avec l'économie et le nouveau régime d'administration, de suffire aux dépenses des 52 maisons excédantes. Ce n'est pas que votre comité pense que tout le produit du travail, exécuté dans les maisons de répression, doive appartenir à l'administration, pour l'indemniser des frais qu'elle est tenue de faire; il lui paraît juste et politique de faire contracter aux détenus le goût et l'habitude du travail, non seulement par des instructions fraternelles, mais encore par des motifs d'intérêt, en leur donnant une portion du salaire de leurs journées qui servira à agrandir leur bien-être pendant leur détention, et à se ménager quelque économie au moment de leur liberté; car les maisons de répression ne doivent fournir aux détenus que ce qui est commandé par la plus stricte nécessité, c'est-à-dire une nourriture suffisante. Leur position ne doit pas être aussi douce, aussi heureuse que celle d'un homme laborieux dans son village. La détention étant une peine, il faut par des privations, par des gênes, leur inspirer le désir de regagner leur liberté, et faire dépendre de leur bonne conduite l'espoir d'abrégier cette détention. Il faut aiguillonner ces hommes avilis, et les porter par toutes sortes de moyens à rompre leur habitude d'oisiveté et de fainéantise; il faut enfin les préserver pour l'avenir d'un vice qui déshonore une nation.

Mais il est des hommes que l'on réprime et que l'on ne corrige pas. Cependant il faut un terme aux rechutes. Cette peine doit encore être telle que le vagabond ne soit pas privé de toutes ressources, et qu'il en rencontre toujours une assurée dans le travail qui s'offrira constamment à lui. Souvent un mauvais citoyen, transporté dans un pays inconnu, avec des hommes qui ont

les mêmes inclinations vicieuses, sont contraints, comme lui, à un travail non interrompu pour pouvoir exister : souvent, dis-je, ce vagabond, frappé du nouvel état des choses, éprouve un retour sur lui-même; et d'ennemi de tout ordre et de tout travail, il devient membre vertueux de la nouvelle société, et apporte à la commune le produit de ses facultés physiques.

Votre comité me charge de vous présenter quelques vues sur la transportation. Cette mesure bien combinée pourrait encore tirer parti des vices des hommes, pour leur propre bonheur et celui de la société, à laquelle ils seraient inutilement sacrifiés par une détention perpétuelle.

Lorsque cette détention plusieurs fois éprouvée, lorsque des moyens successivement plus rigoureux n'ont pu ramener le mendiant à l'ordre public et à son propre intérêt, il paraît indispensable, pour la sûreté de l'Etat, et pour présenter au mendiant un dernier attrait d'une meilleure existence, de le reléguer dans quelque île, afin que son retour, s'il n'est pas impossible, soit du moins assez difficile, pour qu'il ne puisse rentrer dans l'ordre de la société, qu'après avoir fait la longue épreuve d'un amendement assuré. Il faut, sous ce rapport, que le lieu de la transportation soit, ou présente la possibilité d'être facilement cultivable et productif, qu'il n'y manque que des bras forcés d'agir, pour se procurer la subsistance, et développer le germe paralysé du commerce, qui doit payer à l'Etat les frais de la colonie. Il faut que l'atmosphère soit ou puisse être rendue saine, pour ne pas altérer le principe de vie de ceux que vous voulez rendre meilleurs. L'humanité repousse toute crainte probable de livrer les malheureux à la mort, et la politique demande de leur conserver leurs moyens physiques. Il faut enfin que cet établissement ne puisse troubler la tranquillité des peuples qui l'avoisinent, ni élever des discussions avec les puissances étrangères : car vous n'avez pas le droit d'inquiéter vos voisins, en les exposant à recevoir des hommes, qui, dénués de ressources dans un pays inconnu, ne pourraient que se rendre plus criminels dans leur coupable mendicité. Ces voisins auraient d'ailleurs le droit de faire avec vous des échanges également dangereux. Votre comité croit pouvoir vous indiquer pour lieu de transportation la Guyane française, où vous avez envoyé les prêtres réfractaires. Il y a déjà une analogie de fainéantise entre eux et les mendiants; un même et pressant besoin les forcera tous au travail, et le travail ramène les vertus. C'est à votre conseil exécutif à vous donner tous les renseignements nécessaires sur cette île, et à votre comité de commerce d'en étudier les convenances, ou bien à vous indiquer tout autre pays qui puisse devenir utile par le travail et sociable par le commerce. Le comité des secours vous indiquera dans son projet de décret les bases qui doivent déterminer la transportation, et préparer l'organisation d'une colonie quelconque.

Citoyens, pour achever la tâche que s'est imposée votre comité dans son rapport sur la mendicité, il doit placer ici une loi importante qui fixe le domicile de secours, c'est-à-dire le lieu où tous les pauvres, répandus dans la République, auront droit, dans certains cas, à la bienfaisance nationale. Cette loi, entièrement étrangère à celle du domicile, considérée civilement, mérite la plus grande attention, puisqu'elle tend à prévenir la confusion, la prodigalité et l'injustice dans la distribution des secours. Lorsque



l'État fait presque seul tous les frais, il lui importe d'en faire la plus sage application; il lui importe surtout d'établir sous un rapport plus politique la division la moins injuste des pauvres, sur toute la surface de la République, pour fournir des bras aux travaux qui se distribuent naturellement dans tous les départements, pour en rendre les entreprises faciles, pour exciter l'encouragement de l'industrie, pour conserver enfin le niveau important du prix dans la main-d'œuvre.

La fixation du domicile de secours intéresse encore les municipalités, puisqu'elles contribuent, pour un quart, aux fonds destinés pour les travaux de secours; que, plus elles admettraient de pauvres dans leur sein, plus il faudrait établir d'ateliers, dans les saisons mortes, et plus leur contribution s'accroîtrait. Elles ont encore un intérêt moral à connaître les pauvres qui leur appartiennent, et à rejeter ceux qui ne seraient pas les leurs. Les pauvres qui se sont livrés à la fainéantise, à la mendicité, au vagabondage, méconnaissent ordinairement tous les devoirs de la société, se refusent longtemps à les mettre en pratique : ce sont des êtres immoraux, qui exigent une surveillance rigoureuse, et qui inspirent une longue défiance, qui sont d'un exemple dangereux pour la jeunesse, et peuvent corrompre le germe délicat de ses vertus sociales. Enfin, l'existence du pauvre dépend de la détermination assurée de son domicile, puisque, comme vagabond, il doit être retiré de la société, et que, comme citoyen, il ne doit être secouru que lorsqu'il se rend utile par le travail ou la consommation, ou lorsqu'il est retenu par les infirmités. Il est un principe de toute justice, qui défend de mettre à la charge d'une commune, un individu à qui elle ne doit rien, parce qu'il n'a rien fait pour elle.

Cette condition d'un domicile ne blesse point les droits sacrés de l'homme, les droits de liberté. Elle ne présente aucun obstacle à l'ouvrier, que la nécessité ou ses propres combinaisons détermineraient à changer de domicile pour chercher ailleurs un travail plus profitable. La liberté de l'individu, la faculté de l'industrie, et avec elle la liberté du commerce, ne sauraient être gênés par une loi qui ne tend qu'à lier la bonne conduite du pauvre à l'assistance qu'il a droit de réclamer; et cette bonne conduite ne peut se constater que par un certain séjour dans une commune.

Votre comité pense donc qu'il est indispensable d'assujettir le pauvre à un domicile de secours; que ce domicile doit être celui où l'homme, par sa résidence et sa bonne conduite, a droit aux secours publics; que le lieu de la naissance est le lieu naturel du domicile de secours; qu'il donne lieu de droit à la protection de la société; que le domicile de l'enfant est censé être le domicile habituel de la mère, au moment où il est né. Vous penserez, sans doute, citoyens, par un principe bien naturel, que ce premier droit de domicile doit être difficile à perdre et facile à recouvrer. Le sentiment qui attache au lieu de la naissance, qui en rappelle toujours le souvenir avec une douce émotion, doit toujours être écouté et respecté. La société peut cependant restreindre ce droit pour son avantage, et pour opposer un frein puissant à l'imprévoyance et à la fainéantise. Mais tant que la fougue des passions tourmente la jeunesse, tant qu'une autorité fraternelle peut rebuter ou éloigner le citoyen, vous devez lui conserver

l'exercice du droit de domicile, pour ne pas étouffer le double sentiment de la nature et de la patrie qui se réveille dans le calme des passions, et qui, par une excitation salutaire, rappelle quelquefois à la vertu les âmes les plus égarées.

Cette faculté pour la jeunesse de conserver un droit de domicile, n'empêche pas qu'elle ne puisse y renoncer librement pour en acquérir un nouveau, par choix ou par goût. On n'attache point de force l'homme au champ qui l'a vu naître, quand il pourrait le nourrir avantageusement.

Ce serait gêner le droit le plus sacré de la liberté, et ôter à l'industrie et au commerce, tout moyen d'activité et de succès. Il faut cependant que ce droit s'arrête là où l'abus commencerait. C'est ici le point délicat de la législation. Si vous donnez au pauvre trop de facilité à choisir le domicile de secours, vous détruisez en lui la nécessité de la prévoyance et du travail; vous alimentez le véritable germe de la mendicité; vous compromettez les intérêts d'une commune, la responsabilité des municipalités qui doivent contribuer à une part des secours. L'homme, à la vérité, naît, vit et meurt libre; il peut en tout temps s'asseoir ou se lever sur les différents points du globe : mais comme, par volonté trop facile de choisir un domicile, il nuirait à la société, en vivant dans un vrai vagabondage, en consommant sans utilité les fonds de la nation, l'homme s'est engagé par le pacte social de mettre à son droit naturel les bornes que déterminerait la loi. Sous ce rapport législatif, il paraît nécessaire à votre comité qu'avant d'accorder le nouveau domicile de secours à celui qui, par caprice ou par calcul, voudra passer dans une autre commune, il y ait fait un certain séjour, sans y être à la charge publique, c'est-à-dire en travaillant, ou du moins sans vivre de secours publics. Il faut qu'en arrivant dans une municipalité, il se soit fait inscrire au greffe, et qu'il prouve par ses passeports qu'il n'est point homme sans aveu, ni repris de justice. Ces dispositions servent à fixer les ouvriers et à dégoûter ceux qui, par le genre de leur profession, sont le plus disposés à la vie errante. Elles empêchent l'introduction des vagabonds et gens sans aveu dans les municipalités et placent le nouveau domicile sous une surveillance positive. Il faut astreindre aux mêmes formalités celui qui quitte son domicile acquis, pour le changer dans une autre municipalité, ou qui, après l'avoir quitté, veut y rentrer. Il faut qu'il perde son droit, lorsqu'il abandonne le lieu de sa résidence et qu'il est resté absent. Il est censé avoir renoncé à l'engagement qu'il avait formé de compenser les secours qu'il recevait, par son travail et sa consommation : mais il ne doit être déchu du droit du premier domicile, que lorsqu'il a rempli les formalités et les délais nécessaires pour en acquérir un second, afin de ne pas compromettre pendant un certain temps son bien-être, afin de ne pas l'exposer à un manque d'assistance, et de ne pas gêner les spéculations d'industrie en lui suspendant tous les moyens de les mettre en activité. Mais si le citoyen qui se déplace, ne se fixe pas aussitôt, de manière à se procurer un second domicile, c'est alors une faute volontaire, c'est un risque qu'il court librement; et son droit au premier domicile doit cesser, dès qu'il y a présomption qu'il en a acquis un second.

Cette loi de domicile souffre quelques modifi-

cations pour certaines classes de citoyens, dont les uns, par leurs services importants, méritent de la faveur, lorsque les autres, par une coupable imprévoyance, n'en exigent pas moins la pitié.

Les citoyens que vous devez favoriser dans le droit d'acquérir le domicile de secours, sont ceux qui, obéissant au vœu de la nature, s'unissent par des liens civils, perpétuent l'état stationnaire de la société, et apportent avec leurs ménages, une consommation double et de plus grands moyens de travail. Vous confondrez avec ceux-ci, les citoyens qui, dans leur jeunesse, ont sacrifié les penchants les plus doux à l'amour et au salut de la patrie, qui se sont armés pour sa défense et qui auront assuré sa liberté et son égalité; vous ferez, par une distinction honorable et utile, disparaître, devant eux, toutes les formes exigées pour acquérir le domicile de secours, puisque, par un décret qui honorerait éternellement la nation française, vous avez donné à ses défenseurs de grandes marques de votre justice et de votre reconnaissance.

Enfin, ceux à qui l'humanité seule donne des droits à la protection de la société, sont les vieillards frappés des infirmités de l'âge, qui, sans lui avoir été jamais utiles, sans avoir pu acquiescer, par leur jouissance, le droit de domicile, sont réduits, par une inconduite criminelle, à des secours publics : leur besoin est un droit, et l'humanité veut qu'on les assiste, mais non pas avec les mêmes douceurs que celui qui a employé toute sa vie au travail, et par conséquent à l'utilité publique. Il ne faut pas que les espérances des hommes oisifs et vagabonds soient celles des citoyens laborieux. Votre justice vous fera distinguer aussi le citoyen non domicilié, qui, dans tous les âges de la vie, peut avoir quelque accident, qui le mette hors d'état de travailler; si ses infirmités sont la suite de son travail, il mérite une différence dans les secours, avec celui qui se serait rendu impotent par sa seule imprudence, sans avoir jamais rien fait pour la chose publique : mais l'homme, quel qu'il soit, dans ses rapports avec la société, s'il est malade et sans ressources, doit être secouru avec une parfaite égalité; la nation ne voit plus en lui qu'un être souffrant, à qui elle doit prodiguer tous les secours propres à la soulager. Le citoyen affligé dans son lit ne pouvant plus être considéré politiquement, fait taire toutes les lois pour ne laisser parler que l'humanité.

#### PROJET DE DÉCRET.

#### TITRE I<sup>er</sup>. — Des travaux de secours.

Art. 1<sup>er</sup>. « Les municipalités remettront tous les ans, à l'agence de secours du canton, sur sa demande, un état de leurs pauvres valides, en désignant leur nom, leur sexe, leur âge, l'espèce de travail dont ils sont susceptibles, les époques auxquelles ils en manquent, et les moyens utiles de le remplacer.

Art. 2. « L'agence de secours fera parvenir ces états au directoire du district : elle y joindra ses observations, et formera les demandes de secours qu'elle croira nécessaires pour faire subsister, par le travail, les mendiants valides dans les seules saisons mortes.

Art. 3. « Le directoire du district enverra ces

états, avec son avis, au directoire du département, qui les présentera au conseil d'administration.

Art. 4. « Le conseil d'administration enverra un double de ces états au conseil exécutif, en demandant les fonds qu'il croira nécessaire d'appliquer aux travaux de secours, sans que néanmoins sa demande puisse excéder les sommes qui lui seront destinées d'après les bases de répartition.

Art. 5. « Le conseil exécutif présentera ces états et demande au corps législatif pour y être statué définitivement.

Art. 6. « Les travaux de secours, destinés aux pauvres valides, seront entrepris par adjudication au rabais : elle se fera par devant le directoire du district. Chaque portion de travail, susceptible de division, portera son adjudication particulière.

Art. 7. « Les seuls pauvres valides y seront admis. Si l'urgence ou la nature du travail exigent d'autres bras, cette nécessité sera constatée par un commissaire pris dans le conseil du district, et assisté d'un membre de l'agence de secours.

Art. 8. « Les travaux de secours, avant d'être ouverts, seront annoncés par affiches, quinze jours à l'avance dans toutes les municipalités du district. Les pauvres qui s'y rendront, seront tenus de prendre un passeport lorsqu'ils sortiront de leur canton.

Art. 9. « Les travaux de secours, dont l'utilité sera reconnue par les corps administratifs, être commune à tout un canton, seront ouverts de préférence à ceux dont l'avantage se bornerait à une municipalité.

Art. 10. « Il sera ouvert, dans les lieux dont la population ou les localités le comporteront, des travaux sédentaires pour ceux des pauvres qui ne peuvent se livrer à des travaux pénibles, ou qui pourraient en manquer dans quelques circonstances.

Art. 11. « Les comités d'agriculture et de commerce proposeront les espèces de travaux publics qui pourront être entrepris, et occuper utilement les bras des pauvres valides, en même temps qu'ils se dirigeront vers l'intérêt de l'agriculture et la prospérité du commerce.

Art. 12. « En aucun cas, la dépense des travaux désignés dans l'article ci-dessus, ne pourra être prise sur les fonds de secours.

Art. 13. « Le prix du salaire des pauvres, employés aux travaux de secours, sera fixé aux trois quarts du prix moyen de la journée de travail déterminée par le canton.

Art. 14. « Les conseils d'administration de département feront, suivant les circonstances et les localités, les règlements nécessaires pour déterminer les époques où les travaux de secours seront ouverts; et pour y maintenir l'activité et la subordination, l'exécution en sera confiée aux agences, sous la surveillance des municipalités.

Art. 15. « A chaque répartition des fonds, les agences, avant de percevoir leur part, seront tenues de rendre compte de ceux qu'elles auront reçus antérieurement.

Art. 16. « En conformité de l'article 15 du décret sur l'organisation générale des secours publics, toutes distributions de pain ou d'argent cesse-



ront dans les cantons, à l'époque du premier établissement des travaux de secours. Tout citoyen qui sera convaincu d'avoir donné à un mendiant aucune espèce d'aumône, sera condamné par le juge de paix à une amende de la valeur de deux journées de travail; l'amende sera double en cas de récidive : les sommes en seront versées dans la caisse destinée à fournir les secours à domicile.

## TITRE II. — Des moyens de répression.

*Art. 1<sup>er</sup>.* « Toute personne qui, huit jours après la publication de la loi, sera convaincue d'avoir demandé de l'argent ou du pain dans les rues, ou voies publiques, sera réputée mendiant, arrêtée par la gendarmerie ou les gardes nationales, et conduite au juge de paix du canton.

*Art. 2.* « Le juge de paix sera tenu, dans le plus bref délai, d'interroger le mendiant, de constater le délit par un procès-verbal qui contiendra son signalement, d'en envoyer copie au directoire du district, qui en fera parvenir une expédition au directoire du département et au commandant de la gendarmerie nationale de son arrondissement.

*Art. 3.* « Si, par l'interrogatoire, le mendiant est reconnu domicilié du canton ou du district, il sera renvoyé avec un passe-port au lieu de son domicile, après avoir entendu lecture de la loi sur la mendicité.

*Art. 4.* « Si le mendiant n'est point domicilié dans le ressort du district dans lequel il a été arrêté, et que néanmoins il accuse un domicile, il sera conduit provisoirement dans la maison d'arrêt. Le juge de paix écrira à la municipalité dont il se fera réclamer; et si celle-ci reconnaît que le détenu est son domicilié, et non-repris de justice, il sera renvoyé chez lui avec un passeport et aux frais de la nation, s'il n'a de vers lui des moyens pour s'y rendre.

*Art. 5.* « A défaut de réponse de la municipalité dans un délai convenable, le mendiant sera conduit dans la maison de répression, d'où il pourra sortir toutes les fois qu'il sera réclamer par la municipalité, et que sa détention ne sera pas liée à des causes aggravantes.

*Art. 6.* « Tout mendiant, reconnu étranger, sera conduit sur la frontière de la République aux frais de la nation; il lui sera passé trois sols par lieue, jusqu'au premier village du territoire étranger.

*Art. 7.* « Les mendiants arrêtés, et qui se trouveront accusés ou violemment soupçonnés de crime seront conduits devant le tribunal criminel.

*Art. 8.* « Les enfants arrêtés avec les mendiants en seront séparés; il sera pris tous les renseignements nécessaires pour constater leur état civil; si leur âge ne les soumet pas au travail, ils seront traités comme les enfants abandonnés. Ils ne pourront être remis à leurs pères avoués, s'ils sont vagabonds, que lorsque ceux-ci auront obtenus leur élargissement par une bonne conduite, et justifié, à la suite de leur liberté, d'un an de domicile fixe, dans la même municipalité.

## TITRE III. — Des maisons de répression.

*Art. 1<sup>er</sup>.* « Les maisons de répression seront placées, autant qu'il sera possible, dans le chef-lieu du département, et hors l'enceinte de la ville : on choisira, de préférence, l'emplacement qui réunira le plus de facilités pour y établir des travaux.

*Art. 2.* « Tout mendiant arrêté, en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du titre II du présent décret, et renvoyé à son domicile, s'il est repris en mendicité, sera condamné par le juge de paix à un an de détention, conformément aux lois sur la police correctionnelle; la peine sera de deux années, dans le cas de seconde récidive : les jugements seront rendus publics dans le ressort du canton.

*Art. 3.* « Tout citoyen qui consignera, entre les mains du receveur du district, une somme de cent livres, pour répondre de la conduite ultérieure d'un mendiant détenu sans causes aggravantes, pourra obtenir un élargissement, en s'adressant au tribunal compétent, sur le rapport favorable des administrateurs de la maison de répression : cette somme sera versée dans la caisse de l'administration, sur la preuve que l'homme cautionné est arrêté pour récidive.

*Art. 4.* « Les mendiants qui ne pourront justifier d'aucun domicile, ceux qui seront en troupes porteurs d'armes offensives, munis de faux certificats, ou de faux congés, à l'aide desquels ils désigneraient leur nom, le lieu de leur naissance ou domicile, qui contrefont des infirmités, qui seront flétris, qui demanderont avec menace ou insolence, seront arrêtés et condamnés à une détention d'un an : la peine sera double en cas de récidive.

*Art. 5.* « Au moyen des établissements une fois formés, des maisons de répression, les dépôts de mendicité demeurent supprimés : les administrations de département feront connaître au conseil exécutif ceux qui, par leurs localités, pourront être conservés pour la nouvelle organisation; les autres seront vendus, dans la forme prescrite pour l'aliénation des domaines nationaux.

*Art. 6.* « Les mendiants actuellement détenus dans les maisons de dépôt sans causes aggravantes, et qui justifieront d'un domicile, seront renvoyés dans leur municipalités, avec trois sols par lieue; les autres seront répartis dans les maisons de répression, d'après les ordres du conseil exécutif.

*Art. 7.* « Ceux actuellement enfermés pour cause de démence, et qui sont aux frais de la nation, seront transférés dans les nouvelles maisons de répression, et continueront d'être à la charge publique. Il sera libre aux parents de réclamer ceux qui sont à leurs frais, ou de les laisser dans les maisons de répression, en continuant de payer leur pension, suivant le nouveau prix qui sera fixé par le directoire du département, d'après la valeur actuelle des denrées.

*Art. 8.* « Les personnes détenues pour maladies vénériennes seront renvoyées, aux frais de la nation, dans les maisons de santé établies d'après les bases de l'organisation générale des secours publics.

*Art. 9.* « Les administrations de département auront la surveillance générale des maisons de

répression; ils feront connaître au conseil exécutif les nouveaux emplacements qu'ils croiront les plus propres et les plus économiques, pour les différentes espèces de travaux, que les localités permettront d'établir, pour employer utilement et au dehors, les bras des mendiants détenus.

Art. 10. « Les directoires de département nommeront un directeur responsable, tenu de résider dans la maison de répression. Son salaire et sa nourriture lui seront payés en argent. Le maximum ne pourra excéder 2.488 livres. Il demeurera chargé de la conduite de la maison, de l'exécution du règlement, et rendra compte de ses opérations, au comité qui sera établi à cet effet.

Art. 11. « Il sera formé, auprès de chaque maison de répression, un comité de surveillance composé de trois membres, dont un sera pris dans l'administration supérieure du lieu de l'établissement, le second dans la municipalité, et le troisième dans l'agence de secours du canton. Ce comité sera renouvelé tous les trois mois; il tiendra deux séances par semaine, dans la maison de répression : le membre du directoire en sera président de droit.

Art. 12. « Sur l'avis du directoire du département, le comité déterminera le nombre des employés libres pour le service de la maison, fixera le prix de leur salaire et nourriture, réglera le régime intérieur, pour la nourriture et entretien des détenus, leur discipline et leurs travaux; il s'assurera tous les jours de l'exécution du règlement.

Art. 13. « Chaque détenu sera obligé au travail qui lui sera indiqué, et qui devra être relatif à ses forces, son âge et son sexe. Le directeur évitera tous les moyens de rigueur pour l'y contraindre, hors le cas de rébellion. Il rendra compte dans vingt-quatre heures, au comité de surveillance de la peine infligée. Celui-ci pourra en ordonner de plus graves, suivant la nature du délit, en observant de se conformer aux lois portées par la police correctionnelle, et d'en instruire le directoire du département.

Art. 14. « Les détenus pourront adresser leurs réclamations au directoire du département, qui se fera rendre compte, dans les vingt-quatre heures, par le comité de surveillance, ou enverra un commissaire sur les lieux pour y faire droit.

Art. 15. « Les deux tiers du prix de la journée de travail du détenu serviront pour payer à la maison, une portion de la nourriture et entretien qu'il lui coûte. Il lui sera fait compte, toutes les semaines de la moitié de son tiers, et le restant lui sera remis au moment de sa liberté.

Art. 16. « Les malades seront tenus dans les salles particulières, et soignés par l'officier de santé, salarié pour secourir les pauvres du canton.

Art. 17. « Les employés libres pour le service de la maison, en formeront la garde. Ils seront armés d'un fusil et d'un sabre. Il y aura, jour et nuit, une sentinelle à la porte d'entrée de la maison; et lorsque des détenus se rendront à des travaux externes, les employés chargés de les surveiller seront armés.

Art. 18. « Les maisons de répression pourront servir aux tribunaux de police correctionnelle, pour y placer les condamnés au renfermement.

Ils seront soumis, pendant leur détention, au même règlement que les mendiants réprimés.

#### TITRE IV. — De la transportation.

Art. 1<sup>er</sup>. « Le conseil exécutif fera connaître incessamment à la Convention nationale quel lieu il juge le plus propre à la transportation, et quels moyens il faudra employer pour mettre cet établissement en activité.

Art. 2. « Tout mendiant domicilié, repris en troisième récidive, sera condamné à la transportation.

Art. 3. « Tout mendiant ou vagabond, arrêté une première fois, et mis dans la maison de répression, pour causes aggravantes, s'il est repris une seconde fois, subira la peine de transportation.

Art. 4. « Le mendiant ou vagabond qui sera dans le cas de la transportation, sera conduit dans la prison du district, où son jugement sera prononcé par le tribunal sur le vu des pièces qui constateront ou sa troisième récidive, ou les causes aggravantes de sa détention.

Art. 5. « Les mendiants mis dans les maisons de répression, et qui ne pourront justifier d'aucun domicile, après un an de détention, seront condamnés à la transportation.

Art. 6. « Tout citoyen, qui, avant un jugement de transportation, consignera entre les mains du receveur du district une somme de 500 livres, pour répondre de la conduite ultérieure du condamné, empêchera sa transportation, et obtiendra sa liberté; mais si le mendiant est repris en récidive, la somme consignée demeurera à la disposition de l'agence de secours, et la caution sera en outre condamnée aux nouveaux frais d'arrestation, d'emprisonnement et de transportation.

Art. 7. « La peine de transportation ne pourra être moindre de huit années. Elle n'aura lieu que pour les mendiants au-dessus de 18 ans et au-dessous de 60. Elle pourra être prolongée, si la mauvaise conduite du banni le mérite; comme elle pourra être abrogée, dans le cas seulement d'un service distingué rendu à la colonie.

Art. 8. « Le mendiant au-dessous de 16 ans, qui aura encouru la peine de transportation, demeurera détenu jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge fixé pour subir son jugement. Celui qui aura passé l'âge de 60 ans sera condamné à rester toute sa vie dans la maison de répression, à moins que ses infirmités, s'opposant au travail, n'exigent sa translation à l'asile.

Art. 9. « Il y aura dans la colonie une administration civile, sous la dénomination de conseil de surveillance, chargée de faire exécuter les ordonnances et règlements, pour la discipline, l'ordre du travail, la culture, la recette, la vente des productions, et de rendre compte de ses opérations au conseil exécutif.

Art. 10. « L'organisation du conseil de surveillance sera déterminée, d'après les connaissances locales que fournira le conseil exécutif, sur la colonie et sur les ressources commerciales qu'elle pourra présenter.



Art. 11. « Il sera établi dans la colonie une force militaire, qui n'aura aucune autorité civile, et ne pourra être employée contre les transportés, ou contre les naturels du pays, que sur la réquisition des administrateurs. Le commandant pourra être membre du conseil.

Art. 12. « Tant que le transporté sera dans le terme de son jugement, il ne pourra travailler que pour le compte de la nation. Il recevra seulement le sixième du prix de la journée de travail fixée pour la colonie. La moitié de cette rétribution lui sera délivrée chaque semaine, et le restant lui sera conservé pour l'époque de sa liberté.

Art. 13. « Le terme de la liberté étant arrivé, le transporté recevra une portion de terrain, telle qu'en travaillant, sa subsistance puisse être assurée. La portion du produit de son travail qui lui aura été conservée, aidera à lui fournir en outils ou denrées les moyens de mettre son fonds en activité.

Art. 14. « L'administration se chargera du produit de ses travaux, vendra ses denrées, lui en remettra aussitôt la moitié du prix. L'autre moitié servira au remboursement des dépenses et entretien de l'établissement.

Art. 15. « Il sera libre au transporté, lorsque la colonie ou sa population sera assez étendue, de vendre lui-même ses denrées aux marchands, en continuant de payer à la nation la moitié du produit de ses ventes, à titre d'indemnité.

Art. 16. « Nul transporté ne pourra revenir en France, qu'il ne se soit écoulé un an entre le moment de sa liberté et celui de son retour, et qu'il n'en ait obtenu l'agrément du conseil de surveillance; et dans ce cas, les fonds qui lui auront été concédés rentreront à l'établissement, sans qu'il puisse en disposer autrement.

Art. 17. « Si le transporté se marie dans la colonie, il sera affranchi du quart de son indemnité, à la naissance d'un enfant, et de la moitié s'il en a plus de 3. Il leur transmettra, en toute propriété, le fonds qui lui aura été accordé.

Art. 18. « Le transporté aura, en tout temps, la faculté de présenter des pétitions au conseil de surveillance, qui sera tenu d'y faire droit provisoirement, sauf la détermination ultérieure du conseil exécutif. »

#### TITRE V. — Du domicile de secours.

Art. 1<sup>er</sup>. « Le domicile de secours est le lieu où l'homme nécessiteux a droit aux secours publics.

Art. 2. « Le lieu de la naissance est le lieu naturel du domicile de secours.

Art. 3. « Le lieu de naissance, pour les enfants, est le domicile habituel de la mère, au moment où ils sont nés.

Art. 4. « Pour acquérir le domicile de secours, il faut un séjour d'un an dans une commune.

Art. 5. « Le séjour ne comptera, pour l'avenir, que du jour de l'inscription au greffe de la municipalité.

Art. 6. — La municipalité ne pourra refuser le domicile de secours, si le domicilié n'est pas

pourvu d'un passeport et certificats qui constatent qu'il n'est point homme sans aveu.

Art. 7. « Jusqu'à l'âge de 21 ans, tout citoyen pourra réclamer, sans formalité, le droit de domicile de secours, dans le lieu de sa naissance.

Art. 8. Après l'âge de 21 ans, il sera astreint à un séjour de dix mois, avant d'obtenir le droit de domicile, et à se conformer aux formes prescrites aux articles 4, 5 et 6.

Art. 9. « Celui qui quittera son domicile pour en acquérir un second sera tenu aux mêmes formalités que pour le premier.

Art. 10. « Il en sera de même pour celui qui, après avoir quitté un domicile, voudra y revenir.

Art. 11. « Nul ne pourra exercer, en même temps, dans deux communes, le droit de domicile de secours.

Art. 12. « On sera censé conserver son dernier domicile, tant que le délai exigé pour le nouveau ne sera pas échu, pourvu qu'on ait été exact à se faire inscrire au greffe de la nouvelle municipalité.

Art. 13.  $\frac{1}{2}$  « Ceux qui se marieront dans une commune, et qui l'habiteront pendant six mois, acquerront le droit de domicile de secours.

Art. 14. « Ceux qui auront resté (*sic*) deux ans dans la même commune, en louant leurs services à un ou plusieurs particuliers, obtiendront le même droit.

Art. 15. « Tout soldat qui aura combattu, un temps quelconque, pour la liberté, avec des certificats honorables, jouira de suite du droit de domicile de secours, dans le lieu où il voudra se fixer.

Art. 16. « Tout vieillard, âgé de 70 ans, sans avoir acquis de domicile, ou reconnu infirme avant cette époque, recevra les secours de stricte nécessité, dans l'hospice le plus voisin.

Art. 17. « Celui qui, dans l'intervalle du délai prescrit pour acquérir le domicile de secours, se trouvera, par quelque infirmité, suite de son travail, hors d'état de gagner sa vie, sera reçu à tout âge dans l'hospice le plus voisin.

Art. 18. « Tout malade domicilié de droit ou non, qui sera sans ressources, sera secouru, ou à son domicile de fait, ou dans l'hospice le plus voisin. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1) :

Bo, au nom du comité des secours publics, commence un rapport sur les moyens de détruire la mendicité...

(1) *Moniteur universel* (n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 89, col. 2 et p. 90, col. 1.

D'autre part, le *Mercur universel* [22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 197, col. 1] rend compte du rapport de Bodans les termes suivants : (*Suit un résumé du rapport de Bo*).

« Le citoyen Bo a présenté un projet de décret dont l'Assemblée a décrété le premier article et sur la motion d'USSELIN, la discussion du tout a été ajournée. »

**Le Président.** J'interromps le rapporteur pour donner connaissance à l'Assemblée d'une lettre du ministre de la guerre qui m'en adresse une du général Doppet, datée de la maison commune à Lyon. (*On applaudit à plusieurs reprises.*)

(*Suit, dans le compte rendu du Moniteur, la lecture des lettres du ministre de la guerre et du général Doppet, ainsi que la discussion à laquelle cette dernière a donné lieu.*)

**Bo** reprend la lecture du rapport sur les moyens de détruire la mendicité et présente un projet de décret dont la Convention ordonne l'ajournement au 23<sup>e</sup> jour du mois.

Le ministre de la guerre fait passer à la Convention copie d'une lettre du général en chef de l'armée des Alpes; il annonce qu'au moment où tout était disposé pour réduire les rebelles de Lyon, des commissaires des sections sont venus porter aux représentants les vœux du peuple; que cependant les postes avancés continuant à s'emparer des redoutes, l'armée de la République est entrée dans cette odieuse cité, dont un grand nombre des traitres qui s'y étaient coalisés se sont enfuis, malgré le feu du canon et de la mousqueterie qui était dirigé contre eux.

Insertion au « Bulletin ».

Un membre [BOURDON (*de l'Oise*) (1)] observe combien il est important de prendre les connaissances les plus promptes de tout ce qui peut être relatif à l'évasion des traitres qui s'étaient renfermés dans la ville de Lyon.

La Convention nationale charge son comité de Salut public d'y pourvoir sans délai, et rend le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir ouï la lecture de la lettre du général Doppet, envoyée par le ministre de la guerre, charge son comité de Salut public de prendre les mesures les plus promptes et les plus propres pour s'assurer des circonstances relatives à l'évasion des traitres et rebelles qui étaient enfermés dans Lyon, et accélérer leur entière défaite (2). »

*Suit la lettre du ministre de la guerre (3).*

*Le ministre de la guerre,  
au citoyen Président de la Convention nationale*

« Paris, ce 1<sup>er</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Je m'empresse de vous faire passer copie de la dépêche du général Doppet, datée de la

maison commune à Lyon, le 9 octobre, qui annonce la prise de cette ville. Je vous prie de vouloir bien la communiquer à la Convention nationale.

*Le ministre de la guerre,  
« J. BOUCHOTTE.*

*Suit la lettre du général Doppet (1).*

« De Lyon, le 9 octobre de l'an II de la République une et indivisible,

« Citoyen ministre,

« En arrivant à l'armée de Lyon, je vous écrivis que ce poste me paraissait le plus important, je me proposais d'y rester jusqu'à la reddition de cette ville rebelle. Je n'ai pas vu le reste de l'armée des Alpes; l'état-major qui est dans le département du Mont-Blanc n'a pas même correspondu avec moi, ainsi me voilà à l'abri de toute responsabilité du côté de l'armée qui est du côté des Alpes.

« Aussitôt arrivé à la partie de l'armée qui était autour de Lyon, je me mis à visiter les postes. Au 3<sup>e</sup> jour je m'aperçus qu'il était nécessaire de s'emparer des hauteurs de Sainte-Foy; je disposai une colonne pour ce fait, et le 29 du mois dernier, nous primes aux rebelles 4 redoutes, 9 pièces de canon et beaucoup de prisonniers, parmi lesquels se trouva *Monsieur l'évêque Lamourette*. Je m'emparai de Sainte-Foy et y disposai de suite des batteries pour battre Fourvière, Saint-Just, Saint-Georges et Saint-Irénée. Je ne crus pas devoir alors vous envoyer une dépêche, je voulais que Lyon fût à nous pour vous écrire.

« Hier 8, j'avais donné des ordres et tout disposé pour porter un dernier coup aux rebelles. A 5 heures du soir, une de nos avant-gardes s'empara d'une forte redoute à Saint-Irénée, et le feu de nos batteries mettait le feu aux maisons de Saint-Just. J'avais donné ordre à une autre colonne d'entrer dans la ville par Perrache, entre 11 heures et minuit; mais à 9 heures je fus averti que les rebelles allaient faire une sortie par Vaise; ainsi je contremandai l'attaque de Perrache pour disposer des forces capables de prendre et arrêter tous les rebelles.

« Des commissaires des sections de Lyon vinrent dans la nuit porter les vœux du peuple aux représentants; je fis suspendre le feu. Cependant, pendant la nuit, nos avant-gardes prenaient des redoutes. Nous sommes entrés à Lyon ce matin. Les rebelles se sont en effet enfuis de la ville (2), non pas sans recevoir des canonnades et fusillades; il est pourtant probable qu'ils n'iront pas à deux lieues, plusieurs colonnes les cernent, et pendant ce temps je dispose des forces militaires dans la ville pour nous mettre à l'abri de trahisons, de même que pour y maintenir l'ordre.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 693. — *Bulletin de la Convention* du 1<sup>er</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793), *Moniteur universel*, n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 89, col. 2.

(2) Murmures, d'après le *Journal de Perlet* [n° 386 du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 99].

(1) D'après les journaux de l'époque.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 16.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 693. — *Bulletin de la Convention*, du 1<sup>er</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793).



« Je vous écris de la maison commune. Vous recevrez, ainsi que la Convention nationale, de plus amples détails lorsque j'aurai pris tous les arrangements nécessaires.

« *Le général en chef de l'armée des Alpes.*

« *Signé : DOPPET.*

« Au moment où je ferme ma lettre, la plupart des généraux rebelles sont tués; nous avons pris le trésor qu'ils emportaient (1).

*Pour copie conforme :*

« *Le ministre de la guerre,*

« *J. BOUCHOTTE.* »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2) :

**Le Président.** J'interromps le rapporteur (3) pour donner connaissance à l'Assemblée d'une lettre du ministre de la guerre qui m'en adresse une du général Doppet, datée de la maison commune à Lyon. (*On applaudit à plusieurs reprises.*)

Un des secrétaires fait lecture de ces deux lettres; elles sont ainsi conçues :

(*Suivent les lettres du ministre de la guerre et du général Doppet que nous avons insérées ci-dessus.*)

**Bourdon (de l'Oise).** Je demande à faire des observations sur la très singulière lettre que vous venez de recevoir de Lyon. Depuis longtemps vos commissaires vous ont écrit que Lyon était cerné. On vous apprend aujourd'hui que Lyon est pris, mais que tous les hommes armés en sont sortis. Il est inouï qu'une pareille chose arrive quand une ville est bloquée. Que signifie cette prise de la caisse militaire? Qu'est-ce qu'une caisse pour 30,000 hommes armés? Ce sont les villes, les villages qu'ils pillent, qu'ils dévastent. On vous prépare de nouveaux malheurs. Ils vont aller faire une Vendée de la Lozère. Il vaudrait mieux que Lyon ne fût pas pris. Je demande que le comité de Salut public prenne des renseignements et des mesures sur cette affaire.

**Fabre d'Églantine.** La lecture de la lettre m'a fait naître à peu près les mêmes réflexions. Le général ne vous dit pas si la prise de la ville de Lyon s'est opérée par Perrache ou par Vaize. Il vous dit seulement qu'à l'instant où il venait de donner l'ordre d'attaquer Perrache, on l'avait averti que les rebelles devaient faire une sortie par Vaize. Alors il a contremandé l'attaque, pour se porter apparemment sur

Vaize. Or Vaize est à Perrache pour Lyon, comme la Bastille à la barrière de la Conférence pour Paris. Ce serait donc par Perrache qu'ils seraient sortis, tandis qu'on marchait à Vaize, pendant le circuit immense que le général a fait faire à ses troupes. Au surplus, que ce soit par Vaize ou par Perrache que la sortie se soit effectuée, il est toujours certain que la sortie de 30,000 hommes armés, emportant ce qu'ils avaient de plus précieux, emmenant même leurs femmes, a dû se faire avec une grande tranquillité. S'ils étaient sortis par Vaize, il n'y a qu'un chemin qui se trouve placé entre le Rhône et une colline parfaitement disposée pour battre tous ceux qui tenteraient le passage. Si c'était par Perrache, le poste de la Guillotière aurait dû les prendre en flanc. Observez ensuite que pour amuser et l'armée et les représentants du peuple on leur porta un vœu des sections. C'est pendant ce temps, pendant le circuit que les troupes ont fait, que la sortie s'est effectuée. Si les ennemis sont sortis par Perrache, ils vont à Marseille, et l'armée de Toulon va se trouver pressée entre deux armées rebelles. S'ils sont sortis par Vaize, ils vont dévaster le Mont-Blanc. Je demande que le comité de Salut public vous fasse un rapport mathématique sur ces opérations, et prenne toutes les mesures que sa prudence lui suggère.

**Bourdon (de l'Oise).** Il est impossible de ne pas être convaincu de l'imbécillité du ministre de la guerre qui vous envoie une pareille lettre sans aucune réflexion, et qui ne vous instruit pas du mouvement des troupes.

**Albitté.** Il est bien singulier que Bourdon (*de l'Oise*), qui a été dans la Vendée, qui a été témoin du peu d'ordre que les généraux, que les représentants du peuple eux-mêmes ont pu mettre dans les armées, dans les mouvements des troupes, vous demande aujourd'hui que le ministre vous fasse connaître ces mouvements : cela est impossible; j'ai été à Lyon, je défie le ministre de vous instruire de ce qu'on demande. Doppet, général sans-culotte, a trouvé des obstacles sans nombre en succédant à Kellermann. Le nom de ce dernier était le nom d'honneur, et l'on ne voulait pas reconnaître Doppet. On s'est amusé trop longtemps à parlementer, et je déclare qu'il y a ici une faute; je dis plus, un crime. Le comité de Salut public a été instruit de mon opinion sur Lyon. J'y arrivai le 28, pour demander des renforts pour Toulon : on me dit qu'il n'y avait que 8 bataillons de troupes réglées, que Kellermann en demandait 6, que l'armée des Pyrénées en avait aussi besoin; alors je dis que je viendrais jusqu'à Paris demander du renfort. Dubois-Crancé et Gauthier me dirent que la ville de Lyon était cernée; qu'il n'y avait que deux endroits par où les rebelles pussent faire des sorties. Doppet a eu bien des obstacles à surmonter; et s'il ne veut point se charger de la responsabilité de l'armée des Alpes, c'est parce que Kellermann n'a sans doute pas fait son devoir. On a encore fait une grande sottise en parlant des muscadins; par là on a porté la haine sur les marchands; il fallait parler des prêtres et des nobles : ce sont eux qui ont fait cette sortie. Je demande que le comité de Salut public prenne des mesures pour couper ces scélérats, et que ceux qui ont dirigé le siège viennent rendre compte de leurs opérations, car il y a ineptie ou trahison.

**Osselin.** Il y a huit jours que Dubois-Crancé

(1) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* [22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 196, col. 1]; d'après les *Annales patriotiques et littéraires* [n<sup>o</sup> 285 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 1295, col. 1]; et d'après l'*Auditeur national* [n<sup>o</sup> 386 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 3].

(2) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 89, col. 2]. Voy. également ci-après : annexe n<sup>o</sup> 1, p. 463, les comptes rendus, par divers journaux, de cette discussion.

(3) Il s'agit du rapport de Bo sur l'extinction de la mendicité.

et Gauthier sont rappelés. Ils ont reçu le décret, et ne s'y sont point soumis.

**Clauzel.** Je réponds à cela que le décret a été rendu le 6 et qu'ils ne pouvaient le connaître le 8.

La Convention renvoie au comité de Salut public, qui prendra toutes les mesures que sa sagesse lui dictera.

**Sur la proposition d'un membre [PONS (de Verdun) (1)]:**

« La Convention nationale décrète que le ministre de la guerre fera imprimer et distribuer incessamment aux membres de la Convention un état de toutes les personnes employées dans les charrois (2). »

Un membre [THIBAUT (3)] expose que la plupart des plaques de cheminées ou contre-feux portent encore des signes les plus choquants de la féodalité; il présente un projet de décret qui, après quelques amendements, est adopté ainsi qu'il suit :

« La Convention nationale décrète que les propriétaires de maisons, et à leur défaut les locataires ou fermiers, aux frais desdits propriétaires, seront tenus, sous un mois pour tout délai, sous les peines portées par la loi, de faire retourner toutes les plaques de cheminées ou contre-feux qui porteraient des signes de féodalité ou l'ancien écu de France, soient qu'ils aient trois fleurs de lys ou un plus grand nombre; le tout provisoirement, et jusqu'à ce qu'il ait été établi des fonderies en nombre suffisant dans toute l'étendue de la République (4). »

#### COMPTE RENDU

du *Journal des Débats et des Décrets* (b) :

Un membre observe, relativement aux dispositions d'un article du décret du 18 du présent, relatif à la suppression, sous huitaine, des armoiries et signes de féodalité qui pourraient se trouver, tant dans l'intérieur des maisons qu'à l'extérieur, qu'il n'est presque pas de maison dont les cheminées ne soient garnies de plaques

où sont gravées des fleurs de lys. Il expose que huit jours ne peuvent suffire pour faire disparaître de toutes les cheminées les signes pros crits. Le nombre est prodigieux; il demande de plus longs délais.

**Thibaut** pense qu'il faut se borner à ordonner que ces plaques soient retournées et les fleurs de lys cachées par derrière, ce qui évitera les frais.

**Osselin** demande qu'on ne les retourne que provisoirement et que cependant on fixe un délai dans lequel on soit tenu de les faire changer.

**Cambacérés** demande que ce changement soit à la charge des propriétaires et non des locataires.

**Raffron** demande que les locataires soient autorisés à faire les changements aux frais des propriétaires.

La Convention décrète que les propriétaires sont tenus, dans le délai d'un mois, de faire retourner les plaques de cheminées sur lesquelles seraient gravées les fleurs de lys et que les locataires sont autorisés à faire lesdits changements aux frais des propriétaires.

Les représentants du peuple près de l'armée de Montaignu rendent compte à la Convention nationale des dispositions qu'ils ont faites pour remplacer provisoirement ceux des généraux de cette armée, qui ont été suspendus de leurs fonctions (1).

*Suit la lettre des représentants du peuple près l'armée de Montaignu (2).*

**Merlin et Turreau**, représentants du peuple près l'armée, à la Convention nationale.

« Montaignu, le 8 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« L'armée venait de remporter un nouvel avantage sur les rebelles; six cents des leurs avaient mordu la poussière auprès de Saint-Symphorien, à la vue de Mortagne, lorsque les généraux Candaux et Aubert-Dubayet ont reçu l'ordre, le premier de cesser ses fonctions de général en chef, le second de se rendre auprès du ministre pour y rendre compte des opérations de la guerre de la Vendée.

« L'armée tout entière à la République; a donné quelques regrets aux généraux qui venaient de la conduire à la victoire, et sans la mettre un instant en balance avec des hommes, elle assure de nouveau de vaincre ou de mourir. Elle tiendra ses serments.

« Les généraux ont exécuté avec autant de soumission que de ponctualité les ordres qu'ils ont reçus. Quant à nous, nous avons cru devoir confier provisoirement à de bons et braves républi-

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 17.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 686.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 17.

(5) *Journal des Débats et des Décrets*, octobre 1793, n° 389, p. 150. D'autre part, le *Journal de Perlet* (n° 386 du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793, p. 100) rend compte de cette discussion dans les termes suivants :

« Un membre observe que presque toutes les plaques de cheminées portent l'écusson de France et des fleurs de lys; qu'il est impossible de les faire refondre dans le délai prescrit, parce qu'il n'y aurait pas, à beaucoup près, assez d'ouvriers, et qu'on ne peut en acheter de nouvelles, parce que celles fabriquées portent presque toutes des signes féodaux.

Sur sa demande, la Convention nationale décrète que, dans le délai d'un mois, les propriétaires de maisons sont tenus de faire retourner les plaques de cheminées portant l'écusson de France, des fleurs de lys ou tous autres signes de féodalité, sous peine de confiscation. Les locataires sont autorisés à les faire retourner aux frais du propriétaire, en son absence. »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 17.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 693. Aulard : *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 306.



cains, les fonctions dont ceux-ci étaient revêtus; ils s'en acquitteront avec zèle et républicanisme jusqu'au moment où ceux qui y sont appelés seront arrivés.

« Si les changements que votre sagesse a déterminés ont nécessairement retardé de quelques instants les nouveaux succès que nous nous promettons, nous pouvons assurer à la Convention nationale qu'ils n'ont en rien ralenti le courage et l'intrépidité de l'armée, et que nous périrons avec elle, s'il le faut, pour faire triompher, dans la Vendée, les armes de la République.

« L. TURREAU; MERLIN, (de Thionville). »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

(Suit une analyse de la lettre de Merlin (de Thionville), et Turreau, que nous avons insérée ci-dessus.)

Rewbel. Aubert Dubayet a reçu l'ordre au moment où il allait livrer le combat. Il s'est battu, a remporté la victoire, et est parti sur-le-champ; il est ici.

Albitte. Il faudrait dans la destitution des généraux employer une autre manière que celle qu'on a suivie jusqu'à ce jour. L'ordre de destitution arrive 15 jours après qu'il a été décidé; celui du remplacement un mois après, et les armées restent sans chefs, et les opérations sont continuellement dérangées. Aubert Dubayet a fait son devoir, j'aime à le croire; il s'est battu, quoique rappelé, voilà un acte de patriotisme. Je voudrais que la destitution d'un général ne lui fût portée que par celui qui doit le remplacer.

Rewbel. Dubayet n'est point destitué. Il est appelé par le ministre pour rendre compte. Il eût prévenu si, au moment d'une bataille, il eût quitté son poste pour obéir à l'ordre qui l'a mandé. Il a fait son devoir en partant tout de suite après la victoire.

Un membre propose et la Convention nationale décrète que, sous huit jours, les médailles de ses huissiers seront changées (2).

Le conseil général de la commune de Vesoul adresse à la Convention 15 décorations militaires (3).

*Suit l'état des citoyens qui ont remis leurs décorations à la municipalité de Vesoul (4).*

*Etat des citoyens qui ont remis leurs croix et leurs brevets à la municipalité de Vesoul, chef-lieu du département de la Haute-Saône.*

Le citoyen Grandpré, a remis sa croix.

Le citoyen Percier a remis sa croix et a déclaré ne pouvoir remettre son brevet et qu'il devait l'envoyer à Paris pour se faire payer sa pension.

Le citoyen Deckard a remis sa croix et son brevet, qui a été brûlé au département.

Le citoyen Chaudot a remis sa croix.

Le citoyen Lavard a remis sa croix et son brevet, qui a été brûlé au département.

Le citoyen Rovière a remis sa croix.

Le citoyen Levasseur a remis sa croix.

Le citoyen Poux a remis sa croix.

Le citoyen Montagnac a remis sa croix.

Le citoyen Ligier a remis sa croix et son brevet qui a été brûlé au département.

Le citoyen Petitot, demeurant à Varogne, a remis sa croix et son brevet, qui a été remis au département et brûlé.

La citoyenne Després a remis la croix de son mari.

Fait et arrêté au conseil municipal de Vesoul, le 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

Basile DAVAL, maire.

Par la municipalité :

BOUDOT, secrétaire-greffier.

Celui de la commune de Bapaume en fait passer 6, indépendamment d'une somme de 200 livres en remplacement de 2 de ces décorations, qui avaient été vendues avant que la suppression en ait été prononcée (1).

*Suit la lettre du conseil général de la commune de Bapaume (2).*

*Les maire, officiers municipaux et membres du conseil général de la commune de Bapaume, au Président de la Convention nationale.*

« Bapaume, ce 9 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Nous vous adressons inclus six décorations militaires qui ont été remises à la municipalité, conformément à la loi. Deux citoyens, qui avaient vendu les leurs nous ont remis chacun cent francs que nous vous adressons également. Ils désirent qu'ils soient employés à l'équipement d'un de nos frères d'armes. Tous les brevets nous ont été remis et ils ont été brûlés avec tous les titres d'un régime à jamais proscrit et abhorré.

« Nous sommes très fraternellement, citoyen Président,

« Les maire, officiers municipaux et membres du conseil général de la commune de Bapaume permanent.

« CARION, maire; PAJOT, secrétaire-greffier. »

Le rapporteur [CAMBACÈRES], au nom du comité de législation, continue la lecture du projet du Code civil, dont plusieurs articles ont été décrétés, et seront réunis aux dispositions qui doivent composer ce Code, conformément aux

(1) *Moniteur universel* [n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 89, col. 2].

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 17.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 17.

(4) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 701.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 17.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 701.

notes que le rapporteur a conservées des divers amendements qui ont été adoptés (1).

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (2).

L'Assemblée passe à la discussion sur le Code civil; la suite des articles sur le droit de succession ont été décrétés.

Le Président informe la Convention nationale que le citoyen Danton, député, demande un congé pour se rendre à Arcis, et accélérer le rétablissement de sa santé.

La Convention accorde le congé (3).

*Suit le texte de la lettre de Danton* (4).

« Citoyen Président,

« Délivré d'une maladie grave, d'après l'avis des gens de l'art, j'ai besoin, pour abréger le temps de ma convalescence, d'aller respirer mon air natal. Je prie, en conséquence, la Convention de m'autoriser à me rendre à Arcis-sur-Aube. Il est inutile que je lui proteste que je reviendrai avec empressement à mon poste aussitôt que mes forces me permettront de prendre part à ses travaux.

« DANTON.

« 21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République. »

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (5).

Danton, relevé d'une maladie grave, demande un congé pour aller à Arcis-sur-Aube, lieu de sa naissance, pour y passer huit jours; je n'ai pas besoin, écrit-il, de protester que je reviendrai à mon poste aussitôt que ma santé me le permettra.

Bourdon (*du Loiret*), et BASIRE approuvent cette demande, instruits de la gravité de la maladie de Danton, ils demandent que ce congé lui soit accordé.

Clauzel s'y oppose; il se fonde sur le refus éprouvé par Bissy et quelques autres sur une pareille demande.

Bourdon (*du Loiret*) dit : Il est d'autant plus singulier que Clauzel s'oppose à l'accord du congé que, comme tous ses collègues, il a pu se convaincre de la gravité de la maladie de Danton. Il demande un congé de huit jours : on ne peut le lui refuser; si l'assemblée, plus difficile, en a refusé à tel député qui se promenant dans Paris, qui, ne se présentant jamais à la Convention, demandait des congés, l'assemblée a bien fait. Je demande que le congé soit accordé.

Le congé est accordé.

On fait lecture d'une lettre du commandant temporaire d'Avesne, qui annonce que les républicains de Maubeuge ont été attaqués 3 jours de suite, et que, trois fois de suite, ils ont fait mordre la poussière aux satellites des tyrans, et rend compte de plusieurs faits héroïques qui distinguent les vrais amis de la liberté.

Renvoi au comité de Salut public (1).

*Suit la lettre du commandant temporaire de la place d'Avesnes* (2).

*Le commandant temporaire de la place d'Avesnes au Président de la Convention nationale.*

« Avesnes, ce 7 octobre, l'an II de la République française.

« Dis à la Convention nationale, dis à la nation entière que les héros français, ces valeureux républicains qui défendent et les murs et le camp de Maubeuge, ayant été attaqués de vive force trois fois en trois jours consécutifs dans leurs retranchements par les satellites des despotes, à la redoute du Loup, ont par trois fois fait mordre la poussière à un nombre incalculable de ces vils esclaves (3). Dis encore à l'une et à l'autre, ce qu'elles apprendront avec satisfaction et étonnement, que le régiment des dragons de Cobourg est totalement défait; car tels sont les rapports que m'ont fait ce matin six déserteurs autrichiens qui sont venus habiter le sol de la liberté, d'après les questions que je leur ai faites sur la canonnade et fusillade terribles que j'ai entendues dimanche et lundi derniers. Tout est tranquille, depuis hier je n'entends plus un seul coup de canon.

« Lundi dernier, une patrouille des avant-postes que j'ai établis sur la gauche de la Haie d'Avesnes ayant aperçu une douzaine de cavaliers autrichiens qui venaient à la découverte, s'est embusquée pour les attendre; lorsqu'ils ont été à brûle-pourpoint elle a fait une décharge dessus eux; elle en a tué quatre et a mis le reste en fuite.

« Salut et fraternité.

« ROCHETTE (4). »

Sur la proposition d'un membre;

« La Convention nationale décrète que les articles d'appendice du Code relatif aux successions seront publiés incessamment avec celui qui concerne les ci-devant religieux (5). »

On fait lecture d'une lettre du citoyen Esme-nard; il annonce qu'il vient de faire arrêter le

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 22, p. 18.

(2) *Archives du ministère de la guerre, armées du Nord et des Ardennes*, carton 1/48. *Bulletin de la Convention* du premier jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793). *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793), n° 389, p. 151.

(3) Vifs applaudissements, d'après le *Mercur universel* du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793, p. 197, col. 1).

(4) Vifs applaudissements, d'après le *Mercur universel* (*ibid.*) et d'après l'*Auditeur national* [n° 386 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 4].

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 18.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 18.  
(2) *Mercur universel* [22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 203, col. 1].

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 18.

(4) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 697.

(5) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793), n° 389, p. 151.



troisième conspirateur nommé de Ricard, dont il avait donné quelques indications dans une lettre précédente.

Un membre demande, et la Convention nationale décrète que le brave Esmenard est recommandé au conseil exécutif provisoire pour son avancement (1).

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (2).

Un régisseur des douanes du Midi annonce qu'il a fait arrêter un nommé Ricard, commissaire de la marine à Toulon, qu'il s'est saisi d'une correspondance intéressante, qui renferme de grands détails sur la trahison de Toulon. Il annonce également qu'un bâtiment, chargé de blé pour Toulon, vient d'être pris.

Renvoyé au comité de Salut public.

Un rapporteur [BARÈRE (3)], au nom du comité de Salut public, rend compte des mesures qu'il avait prises pour accélérer la réduction de Lyon, et de l'effet qui s'en est suivi. Les rebelles sont vaincus; ceux qui s'étaient enfuis sont poursuivis, et déjà on en a taillé en pièces le plus grand nombre; le reste sera bientôt atteint. On leur a enlevé le trésor qu'ils emportaient et toute leur artillerie. Il annonce que le comité s'occupe des moyens de s'assurer des circonstances relatives à l'évasion des traitres. A l'égard des dispositions ultérieures auxquelles il croit utile de pourvoir sur le sort de cette ville rebelle, il présente le projet de décret, qui est adopté ainsi qu'il suit; et sur la proposition faite par un membre, la Convention décrète l'impression du rapport.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Il sera nommé par la Convention nationale, sur la présentation du comité de Salut public, une commission extraordinaire, composée de 5 membres, pour faire punir militairement et sans délai les contre-révolutionnaires de Lyon.

#### Art. 2.

« Tous les habitants de Lyon seront désarmés.

« Leurs armes seront distribuées sur-le-champ aux défenseurs de la République.

« Une partie sera remise aux patriotes de Lyon qui ont été opprimés par les riches et les contre-révolutionnaires.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 18.

(2) Auditeur national [n° 386 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 4]. D'autre part, le *Mercur universel* [22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 203, col. 2] rend compte de l'arrestation de Ricard dans les termes suivants :

« Lettre d'un régisseur des douanes qui annonce d'Arles que deux fameux conspirateurs de Toulon, Martin et Ricard ont été arrêtés; on a surpris aussi un petit bateau de blé que l'on exportait par mer. »

(3) D'après les divers journaux de l'époque.

#### Art. 3.

« La ville de Lyon sera détruite. Tout ce qui fut habité par le riche sera démoli. Il ne restera que la maison du pauvre, les habitations des patriotes égorgés ou proscrits, les édifices spécialement employés à l'industrie, et les monuments consacrés à l'humanité et à l'instruction publique.

#### Art. 4.

« Le nom de Lyon sera effacé du tableau des villes de la République.

« La réunion des maisons conservées portera désormais le nom de « Ville affranchie ».

#### Art. 5.

« Il sera élevé sur les ruines de Lyon une colonne qui attestera à la postérité les crimes et la punition des royalistes de cette ville, avec cette inscription :

*Lyon fit la guerre à la Liberté;*

*Lyon n'est plus.*

*Le dix-huitième jour du premier mois,*

*L'an deuxième de la République française,*

*Une et indivisible.*

#### Art. 6.

« Les représentants du peuple nommeront sur-le-champ des commissaires pour faire le tableau de toutes les propriétés qui ont appartenu aux riches et aux contre-révolutionnaires de Lyon, pour être statué incessamment par la Convention sur les moyens d'exécution du décret du 12 juillet dernier, qui a affecté ces biens à l'indemnité des patriotes (1). »

« Le comité fait ensuite part à la Convention des impulsions nouvelles qu'il a données pour hâter les mouvements et accélérer les succès des armes de la République contre les rebelles de la Vendée et les satellites des tyrans (2). »

« Suivent un certain nombre de pièces, provenant de la correspondance du comité de Salut public avec les commissaires de la Convention devant Lyon, et auxquelles Barère fait allusion dans son rapport sur la prise de cette ville. (Voy. ci-après, p. 461, le compte rendu du rapport de Barère d'après le *Moniteur* et annexe n° 2, p. 468, le compte rendu du même rapport d'après divers journaux.)

#### I.

*Le comité de Salut public aux représentants à l'armée des Alpes devant Lyon (3).*

« Paris, 30 septembre 1793.

« Citoyens collègues,

« Votre initiative devant Lyon et votre activité nous ont fait espérer que bientôt cette ville

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 18 à 21.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 21.

(3) Archives nationales, carton AFII, n° 44. Aulard : *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 135.

rebelle sera soumise aux lois de la République. Vous sentirez comme nous combien il est urgent de réduire les perfides Toulonnais. Vous ne perdrez donc pas un moment pour fortifier l'armée devant Toulon des troupes qui ne seront pas nécessaires pour exécuter les mesures qui devront suivre la reddition de Lyon. »

## II.

*Le comité de Salut public aux mêmes (1).*

« Paris, 30 septembre 1793.

« Citoyens collègues,

« Vous avez éprouvé bien des fois que les rebelles de Lyon repoussaient avec une insolente hypocrisie les sommations que vous dictaient l'humanité et une indulgence dont ils étaient indignes. Ces contre-révolutionnaires, placés entre l'échafaud et l'anéantissement de la République, n'ont d'espoir que dans l'oppression et les déchirements de la patrie.

« Qu'ils périssent donc enfin, et que la force nationale, se déployant d'une manière terrible, promène bientôt dans cette ville criminelle le glaive qui menace trop longtemps des têtes coupables. La saison, les circonstances peuvent multiplier les obstacles. Profitez de votre position pour donner bientôt aux villes rebelles un exemple propre à leur ôter tout espoir de résistance et de succès. L'intérêt national, le salut des malheureux que ces tyrans oppriment, appellent une vengeance nécessaire et prompt.

« Déjà nos efforts ont obtenu des succès; ils en ont préparé de plus grands. Votre activité les accélérera sans doute; et, dans peu, Lyon renaîtra de ses cendres pour la République.

« Signé : COLLOT-D'HERBOIS; CARNOT; BILLAUD-VARENNE; B. BARÈRE; HÉRAULT. »

## III.

*Le comité de Salut public aux mêmes (2).*

« Paris, 30 septembre 1793.

« Citoyens collègues,

« L'intérêt de la République exige que l'on apporte la plus grande activité à la réduction des villes de Lyon et de Toulon. Trois moyens peuvent y concourir efficacement : exciter l'ardeur républicaine pour augmenter les forces; disposer pour l'armée devant Toulon les défenseurs qui ne sont pas nécessaires aux opérations devant Lyon; presser avec vigueur l'occupation de cette ville afin de porter devant Toulon ce qui deviendra disponible. Vous concerterez ces mesures avec la prudence et le zèle que nous vous connaissons. »

(1) Archives nationales : Réponse de Dubois-Crancé aux inculpations de ses collègues (carton ADXVIII<sup>e</sup>), Aulard : Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public, t. 7, p. 133.

(2) Archives nationales, carton AFII, n<sup>o</sup> 44. Aulard : Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public, t. 7, p. 135.

## IV.

*Les représentants du peuple, membres du comité de Salut public, aux représentants du peuple près l'armée des Alpes devant Lyon (1).*

« Paris, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française.

« Le siège de Lyon serait-il donc interminable? La Convention s'en étonne, et le comité de Salut public n'ose plus lui lire vos bulletins, cependant vous êtes liés : oui, sans doute et votre courage saura avant quinze jours punir complètement cette ville rebelle; enlevez-la donc à la pointe de la baïonnette et la torche à la main, si le bombardement entraîne trop de longueur.

« Songez que la chute de Toulon dépend en partie de votre victoire; craignez qu'avant trois semaines les neiges, les mauvais temps et les inondations du Rhône ne paralysent vos tentatives et ne vous forcent à lever honteusement un siège fait avec tant d'éclat. Encore une fois, pressez vos opérations, emparez-vous du poste de Sainte-Foix; entrez par la porte de Saint-Just : ce sont les parties faibles de la place; c'est en attaquant par là qu'un triomphe assuré vous attend, et cette gloire est trop brillante pour que vous y soyez insensibles, quand surtout une responsabilité terrible serait la suite de votre expédition manquée.

« Signé : CARNOT; HÉRAULT; BARÈRE; COLLOT-D'HERBOIS et BILLAUD-VARENNE.

« 1<sup>er</sup> P.-S. — Si les émigrés, les muscadins et les autres rebelles échappaient de Lyon par quelque moyen, que nous espérons cependant n'être pas possible, faites-les poursuivre, faites sonner partout le tocsin sur les cruels ennemis de la patrie.

« Signé : BARÈRE; BILLAUD-VARENNE et HÉRAULT.

« 2<sup>e</sup> P.-S. — Au moment où nous faisons partir cette lettre, nous avons reçu la vôtre du 29; il nous paraît comme à vous qu'il était nécessaire, d'après les circonstances où se trouve l'armée, de conserver aux conducteurs de l'artillerie la portion de viande que vous avez prescrite; la même mesure nous est demandée pour l'armée du Rhin et nous nous proposons d'en instruire incessamment la Convention : ainsi maintenez cette mesure jusqu'à nouvel ordre. Nous apprenons avec satisfaction que l'attaque de Lyon et la réduction des rebelles prennent quelque caractère. Il tarde à la Convention, à cause de Toulon, que cette affaire majeure se termine.

« Signé : HÉRAULT, BARÈRE et CARNOT.

« 3<sup>e</sup> P.-S. — Le ministre nous a remis sous les yeux le tableau des munitions que l'on vous a fait passer, nous ne présumons pas qu'il vous en faille davantage : ci-joint la note de ces munitions envoyée par l'adjoint Dupin. »

(1) Archives nationales, carton ADXVIII<sup>e</sup> 26 : Seconde partie de la réponse de Dubois-Crancé aux inculpations de ses collègues Couthon et Maignet, p. 233-234.



## V.

## TROISIÈME DIVISION

*Etat des ordres donnés pour l'approvisionnement en munitions de guerre de l'armée sous Lyon (1).*

20 août.

Faire partir pour Mâcon : de Paris, 1,500 fusils; de Mézières, 2,500 fusils; arrivés le 30 à Mâcon.

25 dudit.

Faire passer à Mâcon 500 briquets.

2 septembre.

Faire passer de Besançon à Mâcon, pour l'armée sous Lyon, dans le plus court délai : 6 mortiers de huit, avec sept affûts du même calibre, 2,500 fusées chargées, les armements nécessaires et 2,000 bombes de nuit.

Plus 30 milliers de poudre.

6 dudit.

Faire passer de Besançon au parc de la Guillotière à Lyon : 2,150 boulets de 24; 3,100 boulets de 16; 2,500 bombes de 12; 2,600 obus de 6; 3,000 fusées à bombes de 12; 2,600 fusées d'obus de 6; 2,150 gargousses de papier de 24; 3,100 *idem* de 16.

6 plates-formes pour 16; 10,000 étoupilles; 1,800 lances à feu. Pelles et pioches, 400; 60,000 livres de poudre de guerre.

On prendra à Auxonne tout ce qu'il y aura de ces objets.

7 septembre.

Faire passer de Besançon au parc de La Pape, armée sous Lyon : 600 boulets de 24, 560 boulets de 16, 1,552 boulets de 12, 840 de 8, 800 bombes de 8, 900 fusées à bombes de 8, 550 gargousses de 24, 800 *idem* de 16, 1,552 *idem* de 12, 840 *idem* de 8, 804 *idem* d'obusiers de 6.

Plateformes de 24, 2; de 16, 2; mortiers, 6. 7,500 étoupilles, 2,200 lances à feu, 100 picshoyeaux, 50 pelles carrées, 100 pelles rondes, 50 haches, 100 ferjacs.

Ecrire aux commandants d'Auxonne et de Besançon de prévenir leurs municipalités que cet envoi doit être exécuté le plus promptement possible; que les circonstances l'exigent, que leur patriotisme les dirigera pour le presser; qu'on prend en même temps des mesures pour leur faire remplacer ceux de ces objets dont ils ne peuvent absolument se passer.

« Pour extrait conforme :

« L'adjoint au ministre de la guerre, 3<sup>e</sup> division,

« Signé : DUPIN. »

(1) Archives nationales, carton ADXVIII<sup>n</sup> 26 : Seconde partie de la réponse de Dubois-Crancé, etc., p. 235-236.

## VI.

*Les représentants du peuple, membres du comité de Salut public, aux représentants du peuple près l'armée contre Lyon, au quartier général de La Pape (1).*

« Paris ce 3 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens nos collègues,

« Nous comptons sur la reddition de Lyon; vous devez en être en possession au moment où nous écrivons, ou du moins au moment où vous recevez cette lettre. La Convention nationale y compte encore plus fortement que le comité.

« Notre position sur Toulon n'est pas aussi avantageuse; nos forces y sont trop insuffisantes pour reprendre, avant la mauvaise saison, la clef de la Méditerranée. Cette mesure est instant. Ainsi, aussitôt que Lyon sera rendu à la République, rassemblez tout ce que vous pourrez de forces, d'artillerie, de munitions et de subsistances, pour voler au secours des républicains armés contre Toulon, le salut public l'exige : et vous aimez trop la République pour négliger un instant tout ce qui peut rappeler Marseille à l'esprit de la Révolution et pour rendre Toulon à la France, en punissant la lâcheté des Toulonnais et la perfidie des Anglais et des Espagnols.

« Salut et fraternité.

« Les membres du comité de Salut public chargés de la correspondance,

« Signé : HÉRAULT; CARNOT; B. BARÈRE; BILLAUD-VARENNE; COLLOT-D'HERBOIS. »

## VII.

*Le comité de Salut public aux représentants à l'armée des Alpes devant Lyon (2).*

« Paris, 6 octobre 1793.

« La situation de la République, citoyens collègues, exige plus que jamais le développement de toute l'énergie des patriotes. Toulon livré aux Anglais attend des forces pour être réduit à rentrer dans le devoir; Carteaux marche vers cette ville rebelle, mais son armée est peu nombreuse. La Convention nationale comptait sur la prompte humiliation de Lyon et la destruction de ce repaire d'aristocratie. C'est avec surprise qu'elle voit se prolonger ce siège, qui ne lui paraissait devoir être qu'une expédition prompt et facile. Hâtez-vous, citoyens collègues, de répondre au vœu de la Convention. Nulle considération ne doit ralentir vos efforts. Le moment est passé où il pouvait être permis d'user de ménagements; mais quand il faut sauver la

(1) Archives nationales, carton ADXVIII<sup>n</sup> 26 : Seconde partie de la réponse de Dubois-Crancé, etc., p. 252-253. Aulard : Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public, t. 7, p. 231.

(2) Archives nationales : Réponse de Dubois-Crancé aux inculpations de ses collègues (carton ADXVIII<sup>n</sup>, n° 26). Aulard : Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public, t. 7, p. 253.

patrie au prix de quelques sacrifices, il n'y a pas à balancer.

« On nous assure que vous avez déjà reçu une grande quantité de munitions, et néanmoins nous venons de nous concerter avec le ministre de la guerre pour en faire passer encore. Ainsi, vous pouvez agir avec vigueur et compter que la Convention nationale ne fléchira pas.

« *Signé : L. CARNOT; C.-A. PRIEUR, PRIEUR (de la Marne).*

« *P.-S.* — Depuis que notre lettre est écrite, un de nos collègues, membre de la Convention, a fait une sortie sur les affaires du Midi, qu'il a prétendues négligées; nous vous engageons de nous donner des nouvelles par chaque courrier. »

### VIII.

*Le comité de Salut public aux représentants du peuple Maignet et Chateauneuf-Randon, envoyés près l'armée de la République contre Lyon (1).*

« Paris, le 6 octobre, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens nos collègues,

« Le comité de Salut public et la Convention nationale n'ont pas vu sans étonnement et sans indignation le contraste qu'il y a entre les premières lettres énergiques et pleines d'espérances, écrites par les représentants du peuple Gauthier et Dubois-Crancé, et la dernière lettre, pleine de faiblesse, nous présentant la presque impossibilité d'empêcher le scélérat Précý et sa coupable garnison de rebelles, de sortir de Lyon.

« Ce contraste est d'autant plus frappant que le rapport des événements du 29 au 30 septembre, signé par l'adjudant général, chef de brigade Sandos, se termine par ces paroles : « Quatre pièces de canon enfilent l'allée de Per-  
« rache et ôtent tout moyen aux muscadins de  
« s'échapper : s'ils veulent faire une sortie, ils  
« peuvent faire des ballons. »

« Et cependant nous avons lu, à la Convention, dans la lettre écrite, le 2 octobre, par les représentants Gauthier et Dubois-Crancé, ces paroles bien différentes : « Maintenant on nous  
« assure (et cette menace est faite depuis plusieurs jours) que Précý doit sortir de Lyon  
« en force pour s'ouvrir un passage en Suisse;  
« nous tâcherons de nous y opposer, et ce ne sera  
« pas sans efforts que les coquins nous échapperont : mais, contraints de diviser nos moyens  
« pour embrasser toute la circonférence de Lyon,  
« nous sommes trop faibles partout contre une  
« attaque qui serait le résultat d'une combinaison relative à une position désespérée. »

« Citoyens nos collègues, cette contradiction évidente entre l'assurance du militaire Sandos et le peu de confiance de deux représentants relativement aux émigrés et aux rebelles enfermés à Lyon, a inquiété vivement la Convention.

« N'est-ce donc que pour laisser échapper les véritables coupables, les scélérats et les rebelles qui ont fait mettre en révolte une de nos plus importantes cités, que nous aurions fait lever

tous les départements voisins et que nous aurions décidé de bombarder une ville industrielle et opulente? N'est-ce donc que pour laisser vivre les lâches émigrés et les nobles rassemblés à Lyon, que nous aurions pris la nécessaire résolution de punir les citoyens de cette ville qu'on a si étrangement égarés?

« Aussi la Convention nationale vient-elle de décréter, d'après la lecture du rapport des événements du 29 au 30 et de la lettre des deux représentants, en date du 20 octobre, le rappel sur-le-champ de Dubois-Crancé et de Gauthier.

« Nous sommes chargés de vous l'envoyer par un courrier extraordinaire. Nous nous empressons de vous l'adresser; faites-le leur connaître dès que vous l'aurez reçu, et prenez en même temps toutes les mesures supplémentaires que vous croirez convenables pour vous assurer de tous les moyens, et connaître tous les motifs de cette lenteur avec laquelle ces deux représentants ont traité la reddition de Lyon; et si vous voulez, comme nous en sommes convaincus, sauver la patrie, hâtez la prise de Lyon, la punition des rebelles, et la mort des aristocrates et des contre-révolutionnaires qui se sont rangés sous les ordres du scélérat Précý.

« Si vous voulez, comme nous, donner un grand exemple de terreur et de justice nationale aux contre-révolutionnaires, frappez fort et vite sur Lyon et sur le noyau d'aristocrates et d'émigrés armés contre la patrie.

« Si vous voulez, comme nous, empêcher que les lâches Anglais et les perfides Espagnols hivernent sur le territoire français, frappez encore plus fort et plus vite sur Lyon et sur les esclaves de Précý.

« Que Lyon soit rendu à la République d'ici au premier courrier. Une attaque de vive force suffit. Marchez ensuite sur Toulon, et nous dirons avec vous : *Vive la République!*

« La Convention a vu, avec le même étonnement, que vous avez balancé à faire exécuter la destitution de Kellermann prononcée par un de ses décrets : qu'importe un succès momentané et tardif sur les Piémontais?

« L'exemple de Montesquieu doit vous prouver que les succès ne servent qu'à cacher plus adroitement une trahison. L'Assemblée nous a chargés de vous rappeler sur-le-champ l'exécution de ce décret, et nous espérons que vous nous en donnerez l'assurance dans le premier courrier.

« La Convention a ordonné, dans la séance de ce jour 6 octobre, qu'il sera fait mention honorable dans le procès-verbal de la conduite et du courage des 12 bataillons de l'armée des Alpes qui sont devant Lyon. Faites connaître cette marque de la reconnaissance nationale à cette partie des armées de la République.

« Salut et fraternité.

« *Signé : B. BARÈRE; BILLAUD-VARENNE; COLLOT-D'HERBOIS; HÉRAULT. »*

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

**Barère, au nom du comité de Salut public.** Citoyens, la liberté est entrée dans Lyon le 7 de ce

(1) Archives nationales, carton ADXVIII<sup>26</sup> : *Seconde partie de la réponse de Dubois-Crancé, etc.*, p. 252-253. Aulard : *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 254.

(1) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 90, col. 2]. D'autre part, voyez ci-après annexe n<sup>o</sup> 2, p. 468, le compte rendu du rapport de Barère, d'après divers journaux.



mois, vous en avez reçu la nouvelle par une lettre que vous a communiquée le ministre de la guerre, et vous avez chargé le comité de prendre des mesures ultérieures. Déjà cette nuit il a rempli vos desirs. Pour vous mettre à même de juger le comité, je vais vous donner lecture de la correspondance depuis le 24 septembre jusqu'à ce jour, avec les représentants du peuple près l'armée devant Lyon.

Barère fait lecture de cette correspondance; il en résulte que le comité de Salut public pressait vivement les représentants du peuple à l'armée devant Lyon, de réduire cette ville par la force, et d'y entrer la torche à la main plutôt que de traîner le siège jusqu'à l'hiver, temps où il n'aurait pu être continué, à cause du débordement du Rhône et de la mauvaise saison (1).

Barère. Voilà ce qu'écrivait le comité relativement à Lyon. Vous voyez qu'il n'était pas au-dessous de ce que vous deviez attendre de lui. *(On applaudit.)*

Je vais vous lire une lettre qu'il a reçue cette nuit de Châteauneuf-Randon.

*Châteauneuf-Randon, représentant du peuple à la Convention nationale (2).*

« Au quartier général de Lyon, le 9 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens mes collègues, de nouveaux prodiges de valeur ont bientôt suivi les journées des 25 et 29, et dans cette nuit les troupes de la République sont entrées dans Lyon. Les chefs des rebelles, au nombre de deux mille, ont tenté de s'évader, mais ils sont poursuivis de tous côtés; ils ne pourront échapper à l'ardeur de nos troupes, même à celle du peuple de Lyon, furieux d'avoir été trompé.

Je prévins mes collègues de cette entrée. Le général Doppet rend compte, par un courrier extraordinaire, des détails particuliers de ses opérations militaires : Couthon, Maignet, Laporte, Dubois-Crancé et Bassal, avec lesquels nous étions réunis à Sainte-Foy, vont se rendre aussi, et s'empresseront de vous instruire de toutes nos opérations. J'ai partagé leurs peines, j'ai marché de Clermont avec mon collègue Maignet sur cette ville rebelle. Nous n'avons pas perdu une minute; nous avons parcouru 30 lieues de gorges et de montagnes avec la masse du peuple qui n'était point accoutumée aux fatigues militaires. Avec eux nous nous sommes emparés des redoutes et des plaines de Champagne, le 25; de celles de Sainte-Foy et de Perrache, le 29; et aujourd'hui nous entrons dans Lyon.

« Mes collègues m'avaient confié le soin de suivre tous les mouvements militaires, et de marcher au feu : ils ont souvent partagé cette douleur avec moi, et nous croyons avoir rempli nos devoirs en vrais montagnards. J'apprends par des journaux et une lettre du comité de Salut public à Couthon, que je suis rappelé dans votre sein, et accusé d'avoir suivi avec lenteur le siège

de Lyon. Je n'en étais pas chargé, mais j'ai marché avec Couthon, Maignet et le peuple des départements, et le peuple a vaincu et n'a point été exposé, et il a porté des coups assurés. Mes collègues me retiennent ici; j'attends des ordres de la Convention nationale et le nom de mes dénonciateurs, avec courage et sans crainte. Je suis bien assuré d'avance qu'ils ne sont pas montagnards.

« Signé : CHATEAUNEUF-RANDON.

« P.-S. Je fais rétrograder le courrier, pour vous apprendre que les rebelles poursuivis sont taillés en pièces de tous côtés, leur train d'artillerie pris et le trésor qu'ils emportaient.

Barère. Le comité a bien senti qu'il ne fallait pas qu'un seul coupable échappât; il a ordonné de poursuivre les fuyards et de faire sonner le tocsin dans toutes les campagnes, afin que le peuple éveillé pût les exterminer tous.

Étonné que 2.000 hommes aient pu s'échapper d'une ville qui était tout à fait cernée, le comité a écrit aux représentants du peuple qui dirigeaient le siège : « Enfin les rebelles sont vaincus, sont-ils tous exterminés? Comment se fait-il que 2.000 se soient évadés? Est-ce qu'ils ont passé sur les rangs de nos soldats? Point de faiblesse, point de grâce, que tous sortent frappés. N'épargnez que les patriotes et les indigents persécutés par les riches. »

La prise de Lyon doit influer sur le succès de nos armes, et cette nuit deux courriers extraordinaires sont partis pour l'annoncer aux armées du Nord et de l'Ouest (1).

Barère. Le comité n'a pas pensé qu'il devait se borner à vous lire sa correspondance; il a dit : Les traîtres doivent être pris; leur punition doit être prompt; il faut que les habitants de Lyon soient désarmés et leurs armes confiées à la jeunesse du Midi, qui s'en servira contre les esclaves de l'Espagne.

Mais laissez-vous subsister une ville qui, par sa rébellion, a fait couler le sang des patriotes? Qui osera réclamer votre indulgence pour cette ville rebelle? Ce n'est pas une ville, celle qui est habitée par des conspirateurs; elle doit être ensevelie sous ses ruines.

Que devez-vous respecter dans votre vengeance? la maison de l'indigent persécuté par le riche, ces manufactures dont le barbare Anglais désire la destruction avec tant d'avidité. Que devez-vous respecter? l'asile de l'humanité, l'édifice consacré à l'instruction publique. La charue doit passer sur tout le reste. Le nom de Lyon ne doit plus exister; vous l'appellerez *ville affranchie*, et sur les ruines de cette infâme cité, il sera élevé un monument qui fera l'honneur de la Convention, et qui attestera le crime et la punition des ennemis de la liberté. Ce seul mot dira tout : *Lyon fit la guerre à la liberté, Lyon n'est plus.*

Telle est la leçon que vous pouvez donner aujourd'hui, et qui est nécessaire pour prévenir d'autres rébellions de ce genre. Les villes fédéralistes sont là qui attendent les suites de la reddition de Lyon, le genre de peine que vous porterez; ainsi, cette superbe ville de la Gironde attendait toujours les événements, et aujourd'hui

(1) Voy. ci-dessus, p. 458 et suivantes, une partie de cette correspondance.

(2) M. Aulard dans son *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 332) reproduit cette lettre d'après le texte du *Moniteur*.

(1) Voy. ci-après, p. 468, dans l'annexe n° 2 (*compte rendu du Journal des Débats et des Décrets*), les proclamations à l'armée du Nord et à l'armée de l'Ouest.

d'hui peut-être encore ses magasins et ses richesses nous répondent d'elle plus que son patriotisme. Quand les Prussiens envahissaient l'année dernière le territoire de la République, le Midi affectait du courage et du républicanisme. Tout a changé, c'est le Nord aujourd'hui qui défend la liberté, et c'est le Midi qui la tourmente; eh bien ! il faut un grand exemple.

Voici le projet de décret

(Suit le texte du décret que nous insérons ci-dessus, d'après le procès-verbal.)

Ce décret est adopté.

La séance est levée à cinq heures (1).

Signé : CHAILLIER, président; Louis (du Bas-Rhin), PLOREY, D. V. RAMEL, VOULLAND, PONS (de Verdun), JAGOT, secrétaires.

**PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS  
AU PROCÈS-VERBAL, MAIS QUI SE RAP-  
PORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAP-  
PORTER A LA SÉANCE DU 21<sup>e</sup> JOUR DU  
PREMIER MOIS DE L'AN II (SAMEDI  
12 OCTOBRE 1793).**

**I**

**PÉTITION DES CITOYENNES FRANÇOISE LAPLANCHE ET MARIE LAPLANCHE POUR DEMANDER À ENTRER EN POSSESSION DU LEGS FAIT À ELLES PAR LEUR GRAND-PÈRE MATERNEL, LE CITOYEN RENÉ MARION (2).**

« Bellenave, le 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Nous sommes les deux filles infortunées d'une mère malheureuse dont un préjugé barbare avait flétri la naissance avant même qu'elle existât. Notre mère était fille naturelle de René Marion, son état civil est établi, tant par son extrait baptistère que par son contrat de mariage avec Aimé Laplanche, de qui nous sommes nées.

« Outre cela notre mère a été élevée dans la maison dudit René Marion, nourrie, soignée par lui jusqu'à l'époque de son mariage avec ledit Laplanche, pour lequel il la dota, la reconnaissant pour sa fille naturelle. Elle est morte depuis environ vingt à vingt-un ans, et nous a laissées dans la plus tendre enfance. Notre père a convolé en secondes noces, et ledit René Marion, notre aïeul, nous a retirées dans sa maison depuis l'âge de cinq à sept ans, et nous y a gardées jusqu'au moment de son décès arrivé depuis le trente et un juillet mil sept cent quatre vingt-

douze. Il a plus fait pour nous; par un acte passé devant Barthélemy, notaire, il nous a donné la somme de deux mille livres chacune, comme ses petites-filles, payables par ses héritiers collatéraux six ans après son décès.

« Il n'a donc pu vaincre ce préjugé barbare comme si les enfants de la nature n'étaient que les véritables enfants. Hé bien ! au moment de son décès nous avons eu le chagrin et l'humiliation de voir ses héritiers collatéraux nous expulser de sa maison et s'emparer de la succession entière.

« Nous avons vu dans le code civil que vous donnez, législateurs, à la République, la réintégration des enfants de la nature dans leurs droits. Pour lors nos espérances se sont accrues, et nous vous avons bénis, législateurs, mais nous craignons que cette loi n'ait aucun effet rétroactif, quoique cependant le citoyen Cambacérès ait annoncé, dans son discours préliminaire, que cet effet rétroactif aurait lieu depuis mil sept cent quatre-vingt-neuf.

« Nous nous adressons donc à vous, législateurs, nous vous avons exposé notre position et nous vous prions de vouloir y jeter un coup d'œil de commisération. Nous formerons pour vous les vœux les plus ardents.

« Françoise LAPLANCHE, Marie LAPLANCHE, « toutes les deux filles de Thérèse Marion, fille naturelle de René Marion. »

**II**

**LE MINISTRE DE LA GUERRE BOUCHOTTE REND COMPTE DE L'EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ DU CONSEIL EXÉCUTIF PROVISOIRE QUI A DESTITUÉ LE GÉNÉRAL KELLERMANN (1).**

**A.**

*Le ministre de la guerre, au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Paris, le 21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Je m'empresse, citoyen Président, de satisfaire au décret de la Convention nationale du 15<sup>e</sup> jour de ce mois, qui me prescrit de rendre compte de l'exécution de l'arrêté du conseil exécutif provisoire qui a destitué le général Kellermann.

« Je joins, en conséquence, copie de la lettre que j'ai écrite à ce général en lui adressant l'ordre de sa destitution, copie de celle que j'ai fait écrire aux représentants du peuple près l'armée des Alpes en leur envoyant ledit ordre avec un double de l'arrêté du conseil exécutif, et copie de la lettre que j'ai écrite au général Doppet, nommé pour remplacer Kellermann dans le commandement de ladite armée.

« Je vous prie, citoyen Président, de vouloir bien faire connaître à la Convention que telles

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 21.

(2) Archives nationales, carton Dm 10 dossier 60. La pétition des citoyennes Laplanche n'est pas mentionnée au procès-verbal de la séance du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793); mais en marge du document des Archives, on lit : « Renvoyé au comité de Législation pour faire un prompt rapport, le 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, signé : Louis (du Bas-Rhin), secrétaire. »

(1) Archives du ministère de la guerre, armées des Alpes et d'Italie. La lettre de Bouchotte et les pièces qui l'accompagnent ne sont pas mentionnées au procès-verbal; mais on lit en marge de la lettre du Ministre : « Renvoyé au comité de Salut public le 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II ». D'autre part, le *Monteur universel* et le *Journal de Perlet* y font allusion dans leur compte rendu de la séance (voir ci-après, p. 465).



ont été les mesures que j'ai prises pour faire parvenir au général Kellermann l'ordre de sa destitution; elle y verra que, cet ordre n'a dû lui être remis par les représentants du peuple qu'après l'arrivée du général Doppet au quartier général de l'armée des Alpes, que ce dernier a eu ordre de se rendre à cette destination dans le plus court délai possible, et il est depuis constaté par différentes lettres qu'il m'a écrites, du quartier général de cette armée, qu'il en a pris le commandement.

« Signé : J. BOUCHOTTE. »

### B.

*Copie d'une lettre adressée par le ministre de la guerre, au général Kellermann (1).*

De Paris, le 13 septembre 1793, l'an II de la République, une et indivisible.

« Le conseil exécutif provisoire ayant jugé à propos, citoyen, de vous destituer provisoirement des fonctions de général en chef des armées des Alpes et d'Italie qu'il vous avait conférées et que vous exercez près les troupes de ces armées, je vous prévins que son intention est qu'au reçu de ma lettre vous cessiez lesdites fonctions, et que vous vous éloigniez immédiatement à la distance de 20 lieues des armées de la République et des frontières, en vous conformant à cet égard aux dispositions de la loi du 21 août 1792 et à ce qui est prescrit par celle du 5 de ce mois. Vous voudrez bien m'accuser la réception de cette lettre et me marquer quel est le lieu où vous vous proposez de vous retirer afin que je puisse en informer le conseil exécutif.

« Je dois vous ajouter que si vous avez l'ancienneté de service prescrite par les lois pour obtenir une pension de retraite, il est nécessaire que vous vouliez bien m'adresser votre mémoire de demande à cet égard avec les pièces probantes qui pourront en constater la légitimité, et dès que le tout me sera parvenu, je vous ferai inscrire sur l'état des officiers généraux susceptibles d'obtenir des pensions, afin de pouvoir mettre vos services sous les yeux de la Convention nationale, lorsqu'elle s'occupera du travail des retraites.

« Je joins ici, au surplus, copie de l'arrêté du conseil exécutif provisoire qui prononce votre destitution.

« Pour copie :

« Signé : J. BOUCHOTTE. »

### C.

*Extrait des registres des délibérations du conseil exécutif provisoire, du 10 septembre 1793, l'an II de la République (2).*

Sur le rapport du ministre de la guerre, le conseil, considérant que le général Kellermann ne paraît pas avoir la confiance nécessaire pour remplir les importantes fonctions dont il a été

chargé, et que, sous ce rapport, il ne peut opérer le bien que la République a droit d'attendre de ses services, le destitue desdites fonctions de général; autorise en conséquence le ministre de la guerre à lui notifier le présent arrêté.

*Pour ampliation conforme à l'original.*

(Étaient présents à la séance du conseil exécutif : Deforgue, Dalbarade, Gohier et Bouchotte.)

### D.

*Copie d'une lettre adressée aux représentants du peuple près l'armée des Alpes, par l'adjoint du ministre de la guerre pour la 5<sup>e</sup> division (1).*

« Du 13 septembre 1793, l'an II de la République.

« Le conseil exécutif ayant jugé à propos, citoyens, de destituer le général Kellermann des fonctions de commandant en chef de l'armée des Alpes et de le faire remplacer dans ce commandement par le citoyen Doppet, général de division, le ministre m'ordonne de vous informer de cette disposition et de vous adresser l'ordre de destitution du général Kellermann, qu'il vous prie de ne lui remettre qu'après que le citoyen Doppet sera arrivé au quartier général de cette armée. Le ministre mande à ce dernier de faire la plus grande diligence pour se rendre à son nouveau poste.

« Pour copie :

« Signé : J. BOUCHOTTE. »

### E.

*Le ministre de la guerre, au général Doppet (2).*

« Paris, 13 septembre 1793.

« Le conseil exécutif provisoire ayant jugé à propos, citoyen, de suspendre le général Kellermann des fonctions qu'il exerçait en qualité de commandant en chef de l'armée des Alpes, je vous prévins qu'il vous a proposé à la Convention nationale pour le remplacer, et que cette proposition a été confirmée par elle. Je joins ici, en conséquence, les lettres de service qui vous ont été expédiées. Vous voudrez bien vous rendre sans délai au quartier général de l'armée des Alpes, et vous y concerter avec les représentants du peuple que vous y trouverez. Je leur adresse la lettre de suspension du général Kellermann, et je les prie de ne la lui remettre que lorsque vous serez rendu vous-même à cette armée.

« Je vous prie de m'accuser réception de cette lettre et surtout de ne pas perdre un moment pour vous rendre au nouveau poste qui vous est assigné.

« Pour copie :

« J. BOUCHOTTE. »

(1) Archives du ministère de la guerre, armées des Alpes et d'Italie.

(2) Archives nationales, carton AFII 5, plaquette 24, pièce 25.

(1) Archives du ministère de la guerre, carton armées des Alpes et d'Italie.

(2) Archives du ministère de la guerre, armées des Alpes et d'Italie.

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

La Convention renvoie au comité de Salut public une lettre du ministre de la guerre, qui rend compte de l'exécution de l'arrêté du conseil exécutif qui destituait le général Kellermann, et nommait à sa place le général Doppet.

## III.

LETTRE DES COMMISSAIRES PRÈS L'ARMÉE DES CÔTES DE LA ROCHELLE POUR DEMANDER LE MAINTIEN DU GÉNÉRAL TUROT À LA TÊTE DE CETTE ARMÉE (2).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

Une lettre des représentants du peuple auprès de l'armée des côtes de La Rochelle, demande que le général Turot reste à cette armée, au lieu de passer à celle des Pyrénées, comme il en a reçu l'ordre.

Cette lettre est renvoyée au comité de Salut public pour en faire le rapport séance tenante.

## IV.

LETTRE DU MINISTRE DES CONTRIBUTIONS PUBLIQUES RELATIVE À LA SUPPRESSION DE L'INSPECTEUR DES SALINS DE PECQUET (4).

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (5).

On lit une lettre du ministre des contributions publiques relative à la suppression de l'inspecteur des salins de Pecquet.

Elle est renvoyée au comité des finances.

## V.

GARRAN DE COULON ANNONCE QUE LE DISTRICT D'ORLÉANS A FAIT IMPRIMER LE TABLEAU DE LA TAXE DES DENRÉES (6).

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (1).

Garran de Coulon annonce que le district d'Orléans a déjà fait imprimer le tableau de la taxe des denrées.

On demande la mention honorable, l'insertion au *Bulletin* et l'envoi à la municipalité de Paris.

Sur l'envoi à la municipalité de Paris, l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

## VI.

LETTRE DU REPRÉSENTANT GARNIER (DE SAINTES), RELATIVE AU SÉQUESTRE DES BIENS DES FÉDÉRALISTES DE CHERBOURG (2).

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (3).

Plusieurs individus du Calvados, après avoir succombé avec les fédéralistes de ce département, se sont retirés à Cherbourg et aux environs, où ils jouissent de leurs revenus. Garnier (de Saintes), représentant du peuple dans le département de la Manche, a fait saisir les meubles et revenus de ces mêmes individus; il en instruit la Convention qui charge son comité de législation de lui faire un rapport sur cet objet.

## ANNEXE N° 1

A la séance de la Convention nationale du 21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793).

**Comptes rendus par divers journaux de la discussion à laquelle donna lieu la lecture de la lettre du général Doppet annonçant la prise de Lyon.**

## I.

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (4).

(Suit un résumé de la lettre du général Doppet que nous avons insérée au cours de la séance, p. 453.)

Bourdon (de l'Oise). J'aurais mieux aimé que les gens armés fussent restés dans Lyon. Si vous n'envoyez pas à leur poursuite, ils iront dans la Lozère dont ils feront une nouvelle Vendée. On vous prépare de nouveaux malheurs : éclair-

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793), n° 389, p. 151.

(2) La lettre du représentant Garnier de Saintes n'est pas mentionnée au procès-verbal, mais il y est fait allusion dans l'*Auditeur national* et dans le *Journal de Perlet*.

(3) *Auditeur national* [n° 386 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 1]. D'autre part, le *Journal de Perlet* [n° 386 du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 97] rend compte de la lettre de Garnier dans les termes suivants :

« Garnier, représentant du peuple dans le département de la Manche, s'étant aperçu que les fédéralistes qui ont abandonné les villes pour se retirer dans les campagnes, se hâtaient de vendre leurs biens, écrit qu'il les a traités en émigrés et qu'il a fait séquestrer leurs meubles et immeubles ».

(4) *Journal de Perlet* (n° 386 du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 99.

(1) *Moniteur universel* (n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 90, col. 2). D'autre part, le *Journal de Perlet* (n° 386 du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II, dimanche 13 octobre 1793, p. 100), fait mention de la lettre du ministre de la guerre dans les termes suivants :

« Le ministre de la guerre rend compte de l'exécution de l'arrêté du Conseil exécutif, confirmé par la Convention, qui destitue Kellermann : ce général a reçu sa lettre de rappel : Doppet a pris le commandement de l'armée. »

(2) La lettre des commissaires près l'armée des Côtes de La Rochelle n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au *Moniteur*.

(3) *Moniteur universel* [n° 22 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 89, col. 2].

(4) La lettre du ministre des Contributions publiques n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais il y est fait allusion dans le *Journal des Débats et des Décrets*.

(5) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793), n° 389, p. 148.

(6) La communication de Garran de Coulon n'est pas mentionnée au procès-verbal. Nous l'empruntons au *Journal des Débats et des Décrets*.



rez la conduite du général qui est entré dans Lyon; il faut savoir comment les rebelles qu'on vous avait dit cernés de toutes parts et réduits à une demi-livre de pain noir par jour ont pu s'échapper : mieux vaudrait que Lyon ne fût pas pris.

**Fabre d'Églantine.** Par le compte seul du général, on voit que le seul endroit par où les rebelles se sont échappés est Perrache.

Non, non, c'est par Vaize, s'écrient plusieurs membres.

**Fabre.** Le général vous dit qu'il a contremandé l'attaque de Perrache pour porter ses forces sur Vaize et s'opposer à la sortie des rebelles; il est donc évident que Perrache étant libre, c'est par là qu'ils sont sortis. Du reste, il est possible que pendant le circuit énorme qu'il nous a fallu faire et qu'on doit évaluer à 4 lieues de marche, ils se soient échappés par Vaize. Il est évident qu'une sortie de 30,000 hommes emportant son artillerie n'a pu s'effectuer qu'avec une tranquillité qui a dû être préparée; il est évident que les députés des sections amusaient les représentants du peuple pour la faciliter.

Chargez le comité de Salut public de vous faire un rapport, de prendre des renseignements pour éclaircir cette affaire et remédier aux inconvénients. Si les rebelles sont sortis par Perrache, ils iront de là à Marseille et votre armée de Toulon sera pressée par les ennemis et ces brigands. S'ils sont sortis par Vaize, ils iront au Mont-Blanc et votre armée se trouvera pressée par eux et les Piémontais.

**Bourdon (de l'Oise).** J'ajoute qu'il faut que le ministre de la guerre soit inapte pour n'avoir pas fait, en vous communiquant la lettre de Doppet les mêmes réflexions que nous venons d'entendre. Il doit avoir eu sous les yeux, en la lisant, la carte de Lyon et les mouvements des troupes.

**Albitte.** Comment voulez-vous que le ministre de la guerre soit instruit des mouvements? Il n'y en a point de réglé. Doppet, général sans-culotte, que je crois bon républicain n'est à l'armée que depuis dix à douze jours; il a eu le malheur de trouver des empêchements.

Depuis six semaines, on n'eût pas dû s'occuper à parlementer. Il faut des renseignements plus précis; il y a inertie ou trahison; dans l'un ou l'autre cas, nous aurons des criminels à punir.

Je demande que le comité de Salut public prenne les mesures que sa prudence lui suggérera pour couper la route à ces scélérats.

**Fabre d'Églantine.** Je demande que le corps d'armée en entier poursuive les rebelles l'épée dans les reins et que les Mâconnais et Châlonnais soient mis en réquisition pour garder la ville de Lyon.

Cela regarde le comité de Salut public, s'écrie-t-on.

La proposition d'Albitte est décrétée.

## II

### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (1)

Vers le milieu du rapport (2) BOURDON se lève

1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793), n° 389, p. 148.

(2) Il s'agit du rapport de Bo sur les moyens de détruire la mendicité dont la lecture a été interrompue.

et l'interrompant : Je demande, dit-il, la parole pour une motion d'ordre. Je ne puis dissimuler plus longtemps les réflexions que fait naître en moi la lettre de Lyon dont vous venez d'entendre la lecture. Quels sont donc les prétendus succès qu'on vous annonce? Les rebelles sont sortis de la ville. Mais n'est-il pas inouï qu'ils aient pu sortir d'une ville cernée de toutes parts, ainsi qu'on vous l'a dit tant de fois? Que vont-ils faire maintenant? Parcourir la Lozère, y porter le trouble et le ravage. On a pris leur caisse; mais qu'est-ce que cette prise? que signifie-t-elle? La caisse des rebelles est dans les villes où ils passeront et qu'ils pilleront. Je demande que le comité de Salut public soit chargé de prendre des mesures sur-le-champ pour savoir comment il est possible que des hommes cernés de toutes parts s'échappent.

**Fabre d'Églantine.** Par la seule lecture de la première lettre qui rend compte des succès du 8, il est aisé à tous ceux qui connaissent la ville de Lyon, de juger que le quartier de Perrache est le lieu par lequel sont sortis les rebelles. Cela se confirme par la lettre du général Doppet; ce général vous dit qu'ayant donné ordre d'investir Perrache, il apprit que l'ennemi voulait faire une sortie par Vaize; alors il porta ses forces de ce côté. Les rebelles n'ont pu sortir que par Perrache ou par Vaize; dans le premier cas, le mouvement du général était déplacé; dans le second, il aurait été inutile. Il est possible encore que les ennemis aient profité du temps pendant lequel se faisait le transport de notre colonne de Perrache à Vaize. Ce transport ne pouvait s'opérer que par le circuit de Fourvières, circuit énorme que j'évalue à quatre lieues et qu'on ne peut faire sans perdre la ville de vue. Mais de quelque côté que soient sortis les rebelles, on ne conçoit pas que 30,000 hommes aient pu réussir avec tant de facilité et qu'ils n'aient pas été arrêtés. S'ils sont sortis par Vaize, il n'y a qu'un chemin qui se trouve placé entre le Rhône et une colline parfaitement disposée pour repousser ceux qui tenteraient ce passage. S'ils sont sortis par Perrache, le poste de la Guillotière devait les prendre en flanc. La députation des 32 sections vers les représentants du peuple m'est également suspecte : elle amusait le civil, pendant que le trajet de Perrache à Vaize occupait les troupes; c'est ainsi que la fuite a été favorisée : cependant qu'arrivera-t-il? S'ils sont partis par Perrache, ils se dirigeront vers Marseille, et l'armée de Toulon se trouvera pressée entre deux armées rebelles; s'ils sont partis par Vaize, ils porteront leurs ravages dans le Mont-Blanc.

Je demande que le comité de Salut public soit tenu de présenter un rapport d'après les plans et qu'il soit tenu postérieurement de prendre des renseignements, et enfin les mesures nécessaires pour prévenir les mouvements que nous avons à craindre.

**Bourdon (de l'Oise).** Un ministre doit toujours avoir ses plans sous ses yeux; et on ne peut supporter l'ignorance d'un ministre qui vous fait parvenir une pareille lettre, sans aucune réflexion lorsque notre zèle nous en fournit tant.

**Albitte.** Comment le ministre pourrait-il connaître le mouvement des troupes; rien n'est réglé. Bourdon, qui a été dans la Vendée, a pu s'en convaincre par ses propres yeux. J'ai été à Lyon, et je sens l'impossibilité où serait le ministre de vous instruire de ce qu'on lui demande.

Doppet, sans doute, ne mérite pas non plus de reproches; c'est un vrai sans-culotte, un général plein de patriotisme, mais il a rencontré des obstacles. Kellermann est le nom d'honneur. On a trop parlé; c'est ce qui a retardé et diminué nos succès. Certes, il y a ici une faute ou plutôt un crime; mais d'où procède-t-il? Pour moi, voici ce qui m'est arrivé. J'arrivai le 28 pour demander des renforts pour Toulon; on me dit qu'il n'y avait que huit bataillons de troupes réglées; que Kellermann en demandait six. Je dis alors que j'irais à Paris demander du secours. Je regarde aussi comme une faute la dénomination de muscadins donnée aux Lyonnais. On nous a fait prendre ainsi le change sur nos véritables ennemis. On a dirigé l'odieuse de cette rébellion sur la classe des marchands. La vérité est qu'elle appartient toute aux émigrés. Ils y étaient rassemblés au nombre de 15 à 20,000.

Albitte conclut en demandant que le comité de Salut public prenne des mesures pour arrêter les mouvements des rebelles et que ceux qui ont été chargés des opérations militaires soient tenus de rendre compte de leur conduite.

Osselin observe que Gauthier et Dubois-Crancé rappelés depuis huit jours n'ont point obéi au décret.

Clauzel répond qu'ils n'ont pu connaître le 8, un décret rendu le 10.

La discussion est fermée et le tout est renvoyé au comité de Salut public.

### III.

#### COMPTE RENDU du *Mercur universel* (1).

(Suit un résumé de la lettre du général Doppet, que nous avons insérée au cours de la séance, p. 453.)

**Bourdon** (de l'Oise) s'écrie qu'il aimerait mieux que les Lyonnais fussent encore dans Lyon; car, dit-il, ils vont créer une nouvelle Vendée dans la Lozère. Il faut savoir par où les rebelles ont passé et comment ils ont pu s'échapper. Dubois-Crancé vous avait écrit que Lyon était cerné de toutes parts.

Plusieurs membres partagent l'opinion de Bourdon.

**Albitte.** Comment voulez-vous (en s'adressant à Bourdon), qu'il y ait eu beaucoup d'ordre dans le blocus et dans l'armée devant Lyon, vous qui savez que dans la Vendée vous ne pouviez, ni vous, ni les généraux, établir de l'ordre dans les différents mouvements.

Albitte entre dans plusieurs détails, et finit en disant que le nombre des rebelles, presque tous émigrés, prêtres réfractaires qui étaient dans Lyon, peut se monter environ à 15 ou 20,000.

Après plusieurs réclamations, la Convention renvoie le tout au comité de Salut public, pour prendre les mesures que lui suggérera la sagesse et la prudence, à l'effet de poursuivre les rebelles de Lyon.

## ANNEXE N° 2

A la séance de la Convention nationale du 21<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793).

### Comptes rendus, par divers journaux, du rapport de Barère sur la prise de Lyon (1).

#### I.

#### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (2).

**Barère, organe du comité de Salut public, dit :**  
Citoyens, les troupes de la République sont entrées victorieuses à Lyon, cette ville rebelle, le 19<sup>e</sup> jour du premier mois. Vous avez invité le comité de Salut public à prendre des mesures ultérieures. Il les a prises; il vient vous en rendre compte. Le comité savait de quelle importance était la réduction de Lyon, et vous en jugerez par sa correspondance depuis le 24 septembre dernier.

#### **Barère fait lecture de plusieurs lettres.**

La première, sous la date du 24 septembre, est adressée aux représentants du peuple auprès de l'armée de la République devant Lyon. Le comité les invite à faire un exemple de cette ville et de ses coupables habitants; il leur témoigne ses regrets sur les retards ou l'insuffisance des moyens employés pour la réduire. « Pressez le bombardement, écrit le comité, les ménagements sont inutiles avec des royalistes. Que les traîtres du dedans et les ennemis du dehors tremblent, en voyant le sort de Lyon. C'est la torche à la main; c'est la baïonnette au bout du fusil qu'il faut y entrer. »

Dans la seconde lettre, adressée aux mêmes sous la date du premier octobre, le comité dit : (Suit un résumé de la lettre insérée au cours de la séance, page 459 sous le n° IV.)

Dans une autre lettre écrite sous la même date à Couthon, en réponse à l'une des siennes, le comité lui dit entre autres choses : « Nous laissons à votre sagacité les mesures nécessaires pour assurer l'entière réduction de Lyon, nous ne négligerons rien pour vous seconder. »

Dans une autre lettre adressée aux représentants sous la date du 3 octobre, le comité disait : (Suit un résumé de la lettre insérée au cours de la séance, page 460 sous le n° VI.)

Le 6 octobre, continue Barère, le comité étonné de la faiblesse des citoyens Gauthier et Dubois-Crancé, indigné des ménagements qu'ils provoquaient, surpris de la contradiction qu'il rencontrait dans leurs raisonnements, leurs mesures et jusqu'à leurs espérances, écrivit aux citoyens Chateaufort-Randon et collègues qu'il rappelait Gauthier et Dubois-Crancé, les chargeant de leur signifier, comme aussi de recueillir les preuves de leur conduite; les chargeant enfin de communiquer aux douze bataillons du département des Alpes, lors devant Lyon, le décret qui déclarait qu'ils avaient bien mérité de la patrie.

(1) Voy. ci-dessus, même séance, p. 461 le compte rendu du même rapport d'après le *Moniteur*.

(2) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793), n° 389, p. 452 et suivantes.

(1) *Mercur universel* [22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 495, col. 1].



Le 8 octobre, en réponse à Couthon, le comité lui marquait sa satisfaction de l'énergie qu'il développait dans les mesures qu'il prenait. « Doppet, le républicain Doppet et vous, lui disait le comité, la consolerez des maux que les brigands lui causent en retardant la marche des troupes aux frontières; vous sauverez la République. »

**Barère.** Ils n'ont point trompé notre attente. Citoyens, tel était l'état de la correspondance de votre comité, à l'époque du 8. Vous pouvez juger qu'il n'était pas au-dessous de ce que vous attendiez de lui.

Non ! Non ! dit l'Assemblée. La Convention est satisfaite. On applaudit généralement.

Ici **Barère** donne lecture de la lettre écrite par le général Doppet au ministre de la guerre et insérée ci-dessus (V. page 453.)

Ensuite, il lit celle de Châteauneuf-Randon, conçue ainsi (*Suit un extrait de la lettre de Châteauneuf-Randon que nous avons insérée ci-dessus, page 462 dans le compte rendu du Moniteur.*)

Ainsi tout paraissait terminé à Lyon; la Convention pouvait être enfin tranquille sur ce point; mais ce n'en était pas assez pour d'ardents républicains comme ceux que vous avez honorés de votre confiance.

Votre comité s'est dit : la victoire est complète. Mais comment 2,000 hommes ont-ils pu s'échapper ? Ont-ils passé à travers les 60,000 hommes qui les cernent ? Après avoir ainsi raisonné, il a pris les mesures nécessaires pour se faire rendre compte de la conduite des généraux et commissaires. Il a cru aussi devoir instruire de ces faits les compagnons d'armes des braves républicains qui se sont emparés de Lyon.

Il a commencé par écrire aux représentants du peuple à Lyon, sous la date du 9 octobre :

« Point de faiblesse. Faites un grand exemple des traîtres; désarmez tous les habitants de Lyon. Que tous les monuments de l'orgueil soient rasés : n'épargnez que les manufactures et la classe industrielle; tout le reste est coupable d'attentats qui ne peuvent se laver que dans le sang. »

Voici les projets d'adresses aux deux armées.

#### *Adresse à l'armée de l'Ouest (1).*

« Républicains,

« Lyon rebelle est subjuguée. L'armée de la République vient d'y entrer en triomphe. A cet instant elle taille en pièces tous les traîtres. Il n'échappera pas un seul de ces vils et cruels satellites du despotisme.

« Et vous aussi, braves soldats, vous remporterez une victoire. Il y a assez longtemps que la Vendée fatigue la République. Marchez, frappez, finissez. Tous nos ennemis doivent tomber à la fois. Chaque armée va vaincre. Seriez-vous les derniers à moissonner des palmes, à mériter la gloire d'avoir exterminé les rebelles et sauvé la patrie ? La trahison n'a pas le temps d'agir devant l'impétuosité du courage. Précipitez-vous sur ces hordes insensées et féroces que la victoire vous présente. Ecrasez-les. Que chacun de vous dise aujourd'hui : J'anéantis la Vendée et la Vendée sera vaincue. »

(1) *Bulletin de la Convention* du 1<sup>er</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (samedi 21 octobre 1793).

#### *Adresse à l'armée du Nord à Péronne (1).*

« L'armée de la République vient d'entrer triomphante à Lyon; les traîtres et les rebelles sont taillés en pièces; l'étendard de la liberté flotte dans ses murs et les purifie; voilà le présage de la victoire.

« La victoire appartient au courage; elle est à vous. Frappez, exterminiez les satellites des tyrans. Les traîtres ! ils n'ont jamais su vaincre par la force et par la valeur; ils n'ont acheté que des trahisons; ils sont couverts de votre sang, et surtout de celui de vos femmes et de vos enfants. Frappez ! Qu'aucun n'échappe à votre vengeance. La patrie vous regarde; la Convention seconde votre généreux dévouement. Encore quelques jours, les tyrans ne seront plus, et la République vous devra son bonheur et sa gloire. Vive la République. »

**Barère** continue :

Aussitôt que le traître est pris, il doit être puni; plus la punition est prompte, plus elle est efficace. Des armes sont depuis longtemps promises à vos défenseurs; que la ville de Lyon soit désarmée.

Une autre question s'élève : Laissera-t-on subsister la ville de Lyon ? C'est une belle ville, dit-on ! Il n'y a point de belle ville habitée par des contre-révolutionnaires; il n'y a de beau qu'un peuple libre... Que devez-vous seulement respecter ? La chaumière du pauvre, la maison du patriote, les édifices spécialement destinés à l'industrie. L'intention des Anglais était de les détruire; ils resteront debout; nous triompherons d'eux dans la guerre comme dans les combats. Vous conserverez aussi les monuments consacrés à l'humanité; mais laisserez-vous le nom de *Lyon* dans le tableau des villes de la République ? Le comité a pensé qu'il devait en être effacé, et vous propose d'y substituer celui de *Ville-Affranchie*. Il vous propose d'élever sur ses ruines un monument avec cette inscription.

LYON FIT LA GUERRE A LA LIBERTÉ.

LYON N'EST PLUS.

Tel jour, telle décade.

Le décret proposé par Barrère est adopté au milieu des plus vifs applaudissements, dans les termes suivants :

(*Suit le texte du décret que nous avons inséré au cours de la séance, p. 458 d'après le procès-verbal.*)

## II.

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (2).

**Barère**, organe du comité de Salut public, donne lecture de plusieurs lettres qui toutes prouvent que le comité n'a rien négligé pour soumettre la ville de Lyon. Il en communique ensuite une écrite par Châteauneuf-Randon, du quartier général de Lyon, sous la date du 9. Cette lettre confirme les détails envoyés par le

(1) *Bulletin de la Convention* du 1<sup>er</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (samedi 21 octobre 1793).

(2) *Auditeur national* [n<sup>o</sup> 386 du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 4].

général Doppet. « Les chefs des contre-révolutionnaires, y est-il dit, au nombre de deux mille, ont tenté de s'évader. Ils ne pourront échapper même à la vengeance du peuple furieux d'avoir été trompé.

A la fin de cette lettre est le *post-scriptum* suivant, écrit de la main de Châteauneuf-Randon :

« J'ai fait rétrograder le courrier pour vous apprendre que les 2,000 rebelles, poursuivis par les patriotes, ont été taillés en pièces de tous côtés. (*Vifs applaudissements.*) Leur train d'artillerie est pris, ainsi que le trésor qu'ils emportaient. »

Le rapporteur annonce ensuite que, dès la nuit dernière, le comité avait donné des ordres pour faire sonner partout le tocsin et faire exterminer les contre-révolutionnaires qui cherchaient à s'échapper. Il faut un grand exemple, a-t-il ajouté, pour contenir les fédéralistes et les malveillants. Caen, Marseille, Bordeaux et toutes les autres villes qui ont été tentées d'imiter leur exemple, vous contemplent en ce moment. Lyon a fait la guerre à la liberté. Qui osera réclamer en faveur de cette ville rebelle ? Tous les intérêts particuliers doivent se taire devant le grand intérêt national. Il n'y a pas de belle ville, lorsque ce sont des contre-révolutionnaires qui l'habitent.

A la suite de ce rapport, il a présenté le projet de décret suivant, qui a été adopté.

(*Suit le texte du décret que nous avons inséré au cours de la séance, p. 458 d'après le procès-verbal.*)

Votre comité de Salut public, reprend le rapporteur, a expédié des courriers extraordinaires pour porter aux armées de la Vendée et du Nord, la nouvelle de la prise de Lyon. Les forces qui sont en ce moment dans cette ville ont reçu l'ordre de se porter sur Toulon.

L'assemblée applaudit aux mesures prises par le comité.

### III.

#### COMPTE RENDU du Journal de Perlet (1).

Barère, organe du comité de Salut public, fait part de sa correspondance avec les représentants du peuple devant Lyon, depuis le 24 septembre jusqu'à ce jour. On y remarque que Doppet n'a jamais été au-dessous de la confiance de la Convention et de ses devoirs, et qu'il a pressé autant qu'il a pu, les opérations.

Barère donne ensuite lecture d'une lettre de Châteauneuf-Randon, du quartier général de Lyon, en date du 9 octobre. Elle porte que, dans la nuit, les républicains sont entrés dans cette ville; que les chefs des rebelles, au nombre de 2,000, ont tenté de s'évader, mais qu'ils ne pourront échapper; qu'ils sont poursuivis par le peuple même qu'ils ont trompé.

Le courrier, porteur de cette lettre, était parti. Châteauneuf l'a fait rétrograder pour annoncer à ses collègues que les rebelles poursuivis étaient taillés en pièces de tous côtés; qu'on leur avait pris leur train d'artillerie et leur trésor.

Barère. Nous avons pris des mesures cette nuit que sans doute vous approuverez. Nous avons écrit de faire sonner le tocsin dans les campagnes que parcourent les fuyards, et nous avons mandé aux représentants du peuple de nous rendre compte de toutes les mesures prises par eux et de rechercher si la victoire est aussi complète qu'on nous l'annonce.

Quant à la ville de Lyon et aux contre-révolutionnaires qui l'habitaient, voici le projet de décret que je vous présente :

(*Suivent les principales dispositions du décret que nous avons inséré au cours de la séance, p. 458, d'après le procès-verbal.*)

Ces propositions sont décrétées à l'unanimité.

### IV.

#### COMPTE RENDU des Annales patriotiques et littéraires (1).

Barère fait, au nom du comité de Salut public, le rapport demandé sur la prise de la ville de Lyon.

Le rapporteur lit une dépêche de Châteauneuf-Randon, datée du quartier général devant Lyon, le 9 octobre. Le *post-scriptum* annonce que les rebelles, qui s'étaient enfuis au nombre de deux mille, n'ont pu échapper à la vengeance qui les attendait. Ils ont tous été écharpés, et leur artillerie et leur trésor ont été pris.

Barère fait aussi lecture de la correspondance du comité de Salut public avec les représentants du peuple et les généraux chargés de l'expédition de Lyon, depuis le 24 septembre jusqu'à ce jour. On y remarque que la conduite de Doppet a toujours été pure, et qu'il a fait, ainsi que les représentants, tout ce qui était en son pouvoir pour accélérer la reddition de cette cité rebelle.

Enfin elle est réduite, s'écrie Barère ! Mais laissera-t-on subsister une ville qui a combattu pour la royauté et qui voulait entraîner tout le midi dans sa rébellion ? Y laissera-t-on debout les hôtels fastueux des amis de Pitt et du tyran son maître ? La charrie ne doit-elle pas passer sur le sol où s'élèvent ces repaires d'où sont sortis les assassins qui voulaient tuer la liberté à son berceau ? Lyon, la royaliste, doit périr ; mais Pitt voulait la destruction des manufactures et du commerce de Lyon ; Pitt sera doublement vaincu. Les riches Lyonnais, les protégés, seront punis et les manufactures resteront.

Le rapporteur propose ensuite le projet de décret suivant qui est adopté à l'unanimité.

(*Suit le texte du décret que nous avons inséré au cours de la séance, p. 458, d'après le procès-verbal.*)

Ce décret sera porté, avec une adresse, par un courrier extraordinaire, aux armées de l'Ouest et du Nord.

(1) Journal de Perlet [n° 386 du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 401].

(1) Annales patriotiques et littéraires [n° 286 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 1299, col. 2].



## V.

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (1).

Barère, au nom du comité de Salut public, donne lecture premièrement d'une lettre écrite par le comité aux représentants du peuple, au camp de la Pape. « C'est la baïonnette en avant et la torche à la main, y est-il dit, qu'il faut entrer dans Lyon de vive force; et cette ville rebelle punie, le midi de la France est sauvé. Emparez-vous de Saint-Just, de Sainte-Foy, c'est le quartier faible de la place. Vous ne serez pas insensible à une telle gloire. D'ailleurs une immense responsabilité vous attend. »

Suit une lettre au citoyen Couthon, qui lui enjoint d'emporter Lyon de vive force, de se concerter avec Maignet et Châteauneuf, ainsi que celle qui rappelle Dubois-Crancé et Gauthier. « Que Lyon soit rendue d'ici au premier courrier, est-il dit dans une autre lettre; frappez sur ce rassemblement d'aristocrates de Lyon; donnez-leur la mort, et nous dirons avec vous : *Vive la République !* »

Le rapporteur a donné lecture d'une lettre de Châteauneuf-Randon, en date du 9 octobre.

« De nouveaux prodiges de valeur viennent de se manifester. Cette nuit, nous sommes entrés dans Lyon; 2,000 chefs ont tenté de s'évader; ils ne pourront échapper. J'ai appris, dit-il, que j'étais appelé comme ayant mis de la lenteur dans les opérations devant Lyon. Je suis parti du département du Puy-de-Dôme avec Couthon; nous avons parcouru trente lieues de gorges et de montagnes, avec une masse du peuple inaccoutumé à la fatigue.

« P.-S. Je fais rétrograder le courrier pour vous apprendre que les rebelles poursuivis sont taillés en pièces de tous côtés; leur train d'artillerie est pris, ainsi que leur trésor. » (*Vifs applaudissements.*)

Le rapporteur fait lecture de la lettre écrite aux représentants devant Lyon, dans laquelle il est dit que les édifices de l'orgueil seront rasés, que le désarmement des habitants sera complet. « N'épargnez, dit le comité, que les manufactures, les hôpitaux et les maisons des arts. Tout ce qui est au delà est coupable et doit payer de son sang. Après avoir exterminé tout ce qui doit l'être, marchez sur Toulon : *Vive la République !* »

Suivent les missives du comité de Salut public envoyées aux armées de la Vendée, de Toulon et de Péronne pour leur annoncer la reddition de Lyon.

Barère a présenté ensuite le projet de décret relatif à la ville de Lyon.

(*Suit le texte du décret que nous avons inséré au cours de la séance, p. 458, d'après le procès-verbal.*)

Ces articles sont décrétés.

(1) *Mercur universel* [22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), p. 203, col. 2].

## CONVENTION NATIONALE

SÉANCE DU VINGT-DEUXIÈME JOUR DU  
PREMIER MOIS DE L'AN II (DIMANCHE  
13 OCTOBRE 1793).

## PRÉSIDENTCE DE CHARLIER

La séance s'ouvre à 10 heures par la lecture des lettres, adresses et pétitions, dont l'extrait est ainsi qu'il suit :

Les représentants du peuple Gauthier et Dubois-Crancé écrivent de Lyon, sous la date du 9 octobre.

Ils annoncent que leur entrée dans cette ville s'est faite sans aucun désordre, et que les troupes de la République ont couronné leur immortelle conduite par des actes d'humanité; que la cohorte rebelle est sortie par Vaise, au nombre de 4,000 environ, avec du canon et des caissons chargés d'or, mais qu'on avait pris des mesures, et que, d'après les rapports qui viennent de leur parvenir, on leur a tué 1,500 hommes, pris 60 à 80, du nombre desquels se trouve Virieux, plusieurs pièces de canons et des caissons, dont un chargé d'or.

Renvoyé au comité de Salut public (1).

Suit le texte de la lettre de Dubois-Crancé et Gauthier d'après un document des Archives nationales (2) :

Lettre de Dubois-Crancé et Gauthier, à la Convention.

Lyon le 10 octobre (3).

« Citoyens nos collègues,

« Nous sommes entrés dans Lyon sans aucun désordre, et les troupes de la République ont couronné leur immortelle conduite par des actes d'humanité. Personne n'a eu à se plaindre d'aucune violation, et les soldats ont, malgré leur fatigue, partagé leur pain avec les malheureuses victimes de l'aristocratie (4). La cohorte des rebelles est sortie, ainsi que nous l'avons prévu, par l'endroit le plus favorable

(1) *Procès verbaux de la Convention*, t. 23, p. 21.

(2) *Archives nationales*, carton ADXVIII<sup>n</sup> 26. *Seconde partie de la réponse de Dubois Crancé aux inculpations de ses collègues Couthon et Maignet*, p. 159-160. Aulard : *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 350.

(3) Le procès-verbal, ainsi que la plupart des journaux, datent cette lettre du 9 octobre. La copie imprimée, dans la *Réponse de Dubois-Crancé*, est datée du 10. M. Aulard, dans son *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, l'a classée au 10 octobre.

(4) *Vifs applaudissements*, d'après le *Mercur universel* [23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 218, col. 1].

pour eux, par Vaise, au nombre de 4.000 environ, avec du canon, des caissons chargés d'or, et la résolution de forcer le passage ou de périr. On avait pris des mesures partout où l'on présumait que pourrait déborder cette infâme cohorte; et d'après les rapports de ce soir, on leur a tué 1.500 hommes, fait 80 à 90 prisonniers, au nombre desquels se trouve Virieux, enlevé plusieurs pièces de canon, des caissons, dont un chargé d'or. Les rebelles se sont divisés en plusieurs colonnes, et ce qui en reste a péri. On est à leur poursuite, et il faut espérer qu'il n'en parviendra pas un aux frontières.

« Citoyens, c'est au milieu des embrassements du peuple que nous avons reçu le décret de notre rappel : nous obéissons sans murmure; nous savons que nos collègues ont ordre d'examiner notre conduite : c'est précisément ce que nous demandons, et c'est ainsi qu'on devrait toujours faire, même au sein de la victoire.

« La République est donc assurée sur des bases inébranlables, puisque aucune considération, même de circonstances, ne peut atténuer sa justice.

« Signé : DUBOIS-CRANCÉ et GAUTHIER. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Dubois-Crancé et Gauthier, représentants du peuple, mandent de Lyon, le 9 octobre, que l'armée de la République y est entrée sans aucun désordre, qu'elle a couronné sa gloire par des actes d'humanité. Tous les soldats ont respecté les propriétés; nulle vexation n'a été commise. Le soldat, malgré sa fatigue, a partagé son pain avec les malheureuses victimes de l'aristocratie lyonnaise. Les rebelles se sont en effet échappés par le côté que l'on savait être le plus favorable, par le faubourg de Vaize; ils étaient environ 4.000 et emportaient beaucoup d'or dans des caissons, et de l'artillerie. Les colonnes françaises les cernaient, on en a écharpé 1.500; on leur a enlevé leur artillerie et un caisson rempli d'or. Le reste, ajoute Dubois-Crancé, est poursuivi et ne parviendra pas aux frontières. Nous sommes rappelés; nous nous empressons d'obéir au décret, et désirons que notre conduite soit mise dans le plus grand jour.

Dupuy (2). D'après l'aveu du représentant qui écrit, la retraite des brigands était connue, et cependant on n'a pas pris les précautions convenables pour empêcher leur sortie par le quartier de Vaize. Je demande le renvoi de la lettre au comité de Salut public.

Cette proposition est adoptée.

**Le représentant du peuple Levasseur écrit de Beauvais, que les troubles qui ont eu lieu dans cette ville sont l'ouvrage de quelques aristocrates, que de faux rapports avaient agité les esprits; mais qu'il y a eu des explications dont le résultat a été**

**de resserrer les liens de la fraternité, et que la paix ne sera point troublée dans le département de l'Oise.**

**Renvoyé au comité de Salut public (1).**

*Suit la lettre de Levasseur (2) :*

« Beauvais, le 21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens mes collègues,

« Arrivé à Beauvais, mon premier soin a été de voir toutes les autorités constituées. Le même jour j'ai fait assembler la garde nationale de Beauvais, l'armée révolutionnaire et un bataillon de nouvelle levée. J'ai harangué tous ces corps, je leur ai peint les douceurs de la fraternité et les horreurs de la guerre civile, avec toute la chaleur qui est dans mon caractère, et avec cette expression du sentiment qu'un amour brûlant de la liberté peut seul inspirer. J'ai joui du plus beau spectacle qui se soit encore offert à moi, les cris de *Vive la République, Vive la Montagne, Vive la représentation nationale* se sont fait entendre de toutes parts, la joie était peinte sur tous les visages, le besoin de s'aimer et de fraterniser remplissait tous les cœurs. Je puis assurer à la Convention que dans aucune ville elle n'est plus respectée et chérie qu'à Beauvais.

« Les troubles qui ont eu lieu ici sont l'ouvrage de quelques aristocrates qui ont eu l'attention de se cacher derrière le rideau, où j'espère aller les trouver. De faux rapports avaient agité les esprits; hier à la Société populaire il y a eu des explications dont le résultat a été de resserrer les liens de la fraternité : la paix ne sera point troublée dans le département de l'Oise.

Le troisième jour de la troisième décade de ce mois, j'irai à Chaumont où doivent se réunir des députations de tous les districts de ce département, à l'occasion d'une fête civique. Nous y chanterons l'hymne de la liberté, et, dans les doux épanchements de l'amitié, nous jurons de nous aimer toujours, dussent les aristocrates et les modérés en crever de rage.

« Je prends tous les renseignements pour connaître les auteurs et instigateurs des troubles et mouvements sectionnaires; le rapport qui a été fait à la Convention n'est pas exact, je mettrai sous ses yeux la vérité tout entière. Si les ennemis de notre sainte liberté se sont flattés de voir le département de l'Oise en insurrection, ils se sont bien trompés.

« L'armée révolutionnaire, la garde nationale et la troupe de ligne feront le service militaire concurremment, les liens de la fraternité les unissent trop pour qu'ils se séparent.

LEVASSEUR (de la Sarthe).

(1) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 24 du 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 96, col. 3).

(2) D'après le *Journal de Perlet* (n<sup>o</sup> 387 du 3<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 106]. C'est Jagot, et non Dupuy, qui a fait la motion de renvoi au comité de Salut public.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 21.

(2) *Archives nationales*, carton AFII 150, plaquette 1214, pièce 26. *Bulletin de la Convention* du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793). Aulard : *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 380.



## COMPTE RENDU de l'Auditeur national (1).

(Suit un résumé de la lettre de Levasseur (Sarthe) que nous reproduisons ci-dessus.)

Cette lettre a été vivement applaudie (2) et, sur la proposition de Coupé, elle a été renvoyée au comité.

Les administrateurs du département de police de la commune de Paris, font passer le total des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention à l'époque du 20, montant à 2,739.

## Insertion au « Bulletin » (3).

Suit la lettre des administrateurs du département de police (4) :

Commune de Paris, le 21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention du département de Paris, à l'époque du vingt. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats; assassinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie (y compris la veuve Capet).....	387
« Grande-Force (dont 65 militaires)...	618
« Petite-Force.....	300
« Sainte-Pélagie.....	176
« Madelonnettes.....	271
« Abbaye (dont 27 militaires et 5 otages).....	119
« Bicêtre.....	610
« A la Salpêtrière.....	149
« Chambres d'arrêt, à la mairie.....	80
« Luxembourg.....	29
« Total.....	2.739

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« BOUDRAIS; GODARD; FIGUET; MENNESSIER. »

Le citoyen Verdelin, commandant des troupes du Faucigny, écrit du quartier général de Sal-

anches, en date du 1<sup>er</sup> octobre; il rend compte des succès des armées de la République contre les Piémontais, que l'ennemi en déroute cherche un asile dans les rochers, et que l'arbre de la liberté, replanté de nouveau, se balance déjà sur toutes les contrées insurgées.

## Insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du citoyen Verdelin (2) :

Le commandant des troupes du Faucigny, au Président de la Convention nationale.

« Au quartier général de Salanches, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Vive la liberté! Vive la République! Victoire! L'ennemi en déroute cherche un asile dans les rochers, et l'arbre de la liberté, replanté de nouveau, se balance déjà sur toutes les contrées insurgées.

« Instruit que l'ennemi se fortifiait au pont de Saint-Martin, et que déjà il avait environné de retranchements le poste de Méri belle, je me suis mis en marche sur trois colonnes. Celles de droite et de gauche fortes chacune de 300 hommes, parties de Cluses le 28 aux approches de la nuit, devaient s'emparer des hauteurs, tandis que je m'avancerais à la tête de la colonne du centre pour faciliter leur attaque. En effet, le lendemain, à la pointe du jour, je me suis avancé. A mon approche, les premiers postes de l'ennemi se sont repliés jusqu'à une redoute qu'il avait établie en avant de Méri belle de l'autre côté de la rivière, et dont le feu était dans le cas de m'inquiéter beaucoup. Je me suis empressé de le repousser de ce poste avantageux et de le faire occuper par nos troupes. La colonne n'étant plus arrêtée dans sa marche, je me suis avancé à la demi-portée de canon de la redoute de Méri belle. J'ai commencé l'attaque par un feu très vif : les colonnes de droite et de gauche ayant eu à graver, par des sentiers affreux, à travers des précipices, n'avaient pu parvenir encore à leur destination; la colonne de gauche, commandée par le citoyen Sarret, après avoir marché toute la nuit était parvenue, en se frayant un chemin au moyen de la baïonnette, à travers des rochers que nul être n'avait franchis, sur les hauteurs qui dominent la redoute de Méri belle. L'ennemi, prévenu de sa marche par un poste avancé, l'attendait en bataille, en nombre supérieur, sur un plateau couvert de tous côtés par des rochers et des précipices, et dont il fallait s'emparer pour se porter sur Méri belle.

« Les soldats de la République, après un combat très opiniâtre, mirent l'ennemi en désordre, et, franchissant les précipices, le contraignirent à se retirer dans les forêts et les rochers qui le couvraient.

Deux fois, à différentes reprises, fort de l'asile qu'il s'était favorisé, il s'est rallié; deux fois

(1) Auditeur national [n° 371 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 3].

(2) Les Annales patriotiques et littéraires [n° 287 du 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 1303, col. 2], mentionnent également que la lecture de cette lettre fut accueillie par des applaudissements.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 22.

(4) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 22.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 693. Supplément au Bulletin de la Convention du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793).

il a été repoussé jusqu'à sa dernière retraite (1). Le feu a été vif jusqu'à la nuit, et les succès de cette journée ont beaucoup favorisé ceux du lendemain.

« Le 29, à six heures du matin, le feu a commencé avec vivacité. L'ennemi sentant l'importance des hauteurs, avait renforcé par un nombreux détachement la troupe qui avait été repoussée trois fois la veille, mais rien n'a arrêté l'intrépidité du citoyen Sarret, il a dissipé cette phalange, et se disposant, par un feu très vif, la baïonnette au bout du fusil, il s'est précipité sur la redoute. Au même moment j'ai fait doubler mon feu; l'ennemi, déconcerté, chassé de ses retranchements, a été complètement mis en déroute, et ne pouvant se rallier, il s'est retiré par le passage du Bonhomme dans le plus grand désordre, laissant derrière lui un grand nombre des siens égarés dans les montagnes.

« Nous avons perdu très peu de monde. Parmi les morts se trouve un officier. La perte de l'ennemi a été très considérable. Toutes les hauteurs de Méribelle sont teintes de son sang et jonchées de cadavres. Nous avons fait deux officiers prisonniers, et environ 50 hommes de troupes de ligne piémontaise, qui ont été accueillis par les soldats de la République avec fraternité, sans comprendre un grand nombre de rebelles qui, pris les armes à la main, ont été fusillés, conformément à la loi.

« Nous avons pris une pièce de campagne de trois livres de balle, trois pièces de moindre calibre, des caissons, 20.000 cartouches, 5 caisses de gargousses.

« L'ennemi s'est évadé par Saint-Gervais et par Megèves; si la colonne de droite s'était rendue à sa destination et avait pu donner, il ne se serait point échappé un seul homme. Mais des difficultés considérables, un chemin très risqué, la firent retrograder. Nonobstant j'aurais pu parcourir à couper la retraite à l'ennemi, si, parfaitement secondé par ses ingénieurs, il n'avait eu la précaution de rompre le chemin en plusieurs endroits, et d'inutiliser par là notre cavalerie.

« La présence du citoyen Simond, représentant du peuple, sa fermeté et le courage qu'il a montré dans les rangs qu'il n'a point quittés, ont beaucoup contribué à la retraite des Piémontais. Sous ses yeux, tous nos soldats républicains ont été des héros, et toutes nos troupes se sont très bien conduites.

« Nous devons le succès de cette journée à la bravoure et à l'intelligence du citoyen Sarret, chef de l'état-major. L'armée entière réclame son avancement, en récompense des services qu'il a rendus; et, aux cris de *Vive la République*, elle y mêle ceux de *vive Sarret, récompense à Sarret*.

« Je suis très fraternellement,

« *Le commandant des troupes du Faucigny,*  
« Charles VERDELIN. »

« P.-S. On trouve journellement des munitions que l'ennemi a été obligé d'abandonner. Dans ce moment-ci, on vient d'en découvrir douze grandes caisses, qui étaient cachées dans la redoute de Méribelle; et après de vives

recherches nous sommes parvenus à découvrir les 4 pièces de canon qu'il avait emportées et enterrées près de Notre-Dame-de-la-Gorge et que la vivacité de notre poursuite ne lui a pas permis d'emporter au delà du Bonhomme (1).

« Je suis très fraternellement.

« *Le commandant des troupes du Faucigny,*  
« Charles VERDELIN. »

Les administrateurs provisoires du district de la campagne de Lyon annoncent que les jeunes agriculteurs des campagnes de ce district demandent instamment à s'élancer sur nos ennemis pour en purger le sol de la liberté.

Ils envoient en même temps un don patriotique qui consiste en une croix de Saint-Louis, une soupière en argent avec son couvercle et sa soucoupe, et qui leur a été transmis par le citoyen Thomé, de la commune de Brignais, au patriotisme duquel ils s'empressent de rendre hommage.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (2).

*Suit la lettre des administrateurs provisoires du district de la campagne de Lyon (3) :*

Les administrateurs provisoires du district de la campagne de Lyon, à la Convention nationale.

Neuville-sur-Saône, ce 5 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Vos décrets salutaires ne parvenaient plus au district de la campagne de Lyon, si vos collègues envoyés près l'armée des Alpes n'y eussent remédié en établissant un district provisoire chargé de remplacer celui séant à Lyon, dont une partie des membres s'est laissée entraîner dans la parti contre-révolutionnaire.

« C'est nous, représentants, que vos collègues ont chargés de ces fonctions importantes; nous n'avons pas hésité d'accepter, persuadés que de vrais républicains se doivent tout entiers à leur patrie.

« Déjà nous avons la satisfaction de vous annoncer que les jeunes agriculteurs des campagnes de ce district demandent instamment à s'élancer sur nos ennemis pour en purger le sol de la liberté, nous entretiendrons de tout notre pouvoir ce feu sacré qui fait la force des peuples libres.

« Nous vous envoyons par ce même courrier un don patriotique qui consiste en une croix de Saint-Louis, une soupière en argent avec son couvercle et sa soucoupe. Ce don nous a été remis par le patriote Thomé, de la commune de Brignais, lequel s'est souvent distingué par de pareils actes.

« Continuez, représentants, à faire le bonheur

(1) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* (23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 218, col. 2].

(1) Applaudissements, d'après les *Annales patriotiques et littéraires* [n<sup>o</sup> 286 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 1300, col. 2].

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 22.

(3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 693.



du peuple, et ne vous séparez pas que la ligue infâme des tyrans qui menacent notre liberté ne soit anéantie par le peuple français que vous représentez.

« Nous sommes fraternellement les administrateurs provisoires du district de la campagne de Lyon, séant à Neuville-sur-Saône.

— DORET, *vice-président*; THONION, *substitut du procureur syndic*; CHAMPCIAUX; J.-F. CHALONS, *procureur syndic*; SERLIN; BOURBON, *secrétaire*.

« P.-S. La soupière, son couvert et sa soucoupe pèsent 12 marcs et 12 deniers. »

(*Suivent les pièces annexes.*)

A.

*Déclaration de l'Administration provisoire du district de la campagne de Lyon (1).*

Dans la séance publique de l'Administration provisoire du district de la campagne de Lyon, séant à Neuville-sur-Saône; du 28 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

Des députés de la municipalité de Brignais se sont présentés à l'Administration et ont déposé sur le bureau deux procès-verbaux de ladite municipalité, en date des 24 février et 27 septembre derniers; le premier constatant d'une manière honorable les traits de patriotisme et les vertus civiques qui ont constamment distingué, depuis le commencement de la Révolution, le citoyen Thomé, comme l'ami et le défenseur du nouvel ordre des choses, dont il a cherché par tous ses moyens à propager les principes.

Que ledit Thomé n'a pas seulement concouru au bonheur de sa patrie par ses facultés morales, mais encore par ses facultés physiques, ayant procuré à ses frais des hommes à ladite commune qui n'en put point obtenir du département malgré ses sollicitudes réitérées et plusieurs sacrifices de cette nature dont est fait mention dans ledit procès-verbal.

Le second constatant le don patriotique que venait de faire à la République, entre les mains de la municipalité dudit Brignais, le même citoyen Thomé, d'une seconde croix de Saint-Louis et d'une soupière en argent avec son assiette, déclarant généreusement par la lettre dont il fit accompagner cette offrande patriotique, que ne pouvant payer de sa personne à cause de sa mauvaise santé, il voulait au moins autant qu'il lui était possible, contribuer au salut de la République.

Les députés de ladite commune ont déposé en même temps sur le bureau le dernier don que venait de faire à la patrie ce brave républicain.

Le conseil, sensible à un pareil dévouement à la chose publique, a chargé lesdits députés d'assurer ledit citoyen Thomé de sa reconnaissance et des délicieuses sensations qu'a éprouvées chaque membre en voyant qu'il existait encore dans sa caste des citoyens assez

désintéressés pour sacrifier au bonheur général non seulement de vains titres, mais encore une partie de leur fortune; et après avoir ouï le procureur syndic, le conseil a arrêté que ledit don serait de suite envoyé à la Convention nationale pour le rendre profitable à la République, avec extrait des deux procès-verbaux de la commune de Brignais, et de la présente déclaration.

Que pareils extraits seraient envoyés au citoyen Thomé pour lui témoigner la satisfaction de toute l'Administration et pour laisser à ses neveux un exemple bien digne d'être imité.

*Extrait conforme :*

BOURBON, *secrétaire*.

B.

*Extrait des registres de la municipalité de Brignais, canton de Saint-Genis-Laval (1).*

Ce jourd'hui, vingt-quatre février mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la République, nous maire, officiers municipaux et notables de la commune de Brignais, assemblés dans le lieu ordinaire de nos séances;

Considérant que depuis le commencement de la Révolution le citoyen Thomé s'est montré d'une manière distinguée l'ami et le défenseur du nouvel ordre de choses;

Qu'il a cherché avec fruit à propager les lumières et le patriotisme dans cette paroisse;

Qu'il a procuré à ses frais des armes à la commune, n'ayant pu, malgré toutes les sollicitations, en obtenir du département;

Qu'il a coopéré plus que personne à l'organisation de la garde nationale et qu'il a occupé avec un zèle éclatant les premières places dans cette force armée;

Qu'il a fait généreusement l'abandon à la commune, pendant tout le temps de la guerre, d'une pension de mille dix livres bien acquise par ses services militaire, et gagnée au péril de sa vie;

Et enfin qu'il vient encore de remettre en nos mains une croix de Saint-Louis, deux cachets, un tire-bouchon, son étui et une garde d'épée, le tout en argent, pour servir à l'équipement de nos frères qui combattent les ennemis de la République.

Avons déclaré unanimement et avec solennité, que ledit citoyen Thomé a bien mérité de la commune de Brignais.

Lui avons décerné, en faveur de ses vertus civiques, une couronne de chêne, seul hommage digne d'un vrai républicain comme lui.

Et avons arrêté qu'elle lui sera présentée par nous et que copie de la présente délibération lui sera remise, et sera affichée à la porte de la maison commune et sur l'arbre de la liberté.

*Et ont signé :* BROCHET, *maire*; Théophile LE BUGLE, Jacques TREYRON, Claude PELISSARD, Benoît GROS, DURAND, PITIOT, J.-Baptiste LAPLACE, Hugues DUREUX et Joseph DELORME, TRONCHON, *greffier*.

*Collationné conforme :*

BOURBON, *secrétaire*.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

## C.

*Extrait des registres du greffe de la municipalité de Brignais (1).*

Ce jourd'hui, vingt-deux septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République une et indivisible.

Nous maire et officiers municipaux étant assemblés dans le lieu ordinaire de nos séances, il nous a été apporté de la part du citoyen Thomé, une croix de Saint-Louis et une soupière en argent avec son assiette; une lettre dudit Thomé par laquelle il nous déclare que ne pouvant payer de sa personne à cause de sa mauvaise santé, il veut autant qu'il est possible contribuer au salut de la République, et il a été délibéré et arrêté qu'il serait fait mention de ce don sur nos registres, qu'un de nous serait député auprès dudit citoyen Thomé pour le remercier, au nom de la nation de ce don qui, joint à tous ceux qu'il a déjà faits, annonce cet amour inaltérable qu'il a toujours eu pour la patrie; que copie de la présente délibération lui sera délivrée et qu'on fera part au district de la campagne séant à Neuville, de cet acte de générosité.

Fait à Brignais, les jour et an que dessus.

*Ainsi signé :* BROCHAY, maire, Jacques TRAYRON, Théophile LE BUGLE, Claude PELISSARD, Pierre GRANJON et GROS, officiers municipaux.

*Extrait collationné :*

TRONCHON, greffier.

*Collationné conforme :*

BOURBON, secrétaire.

Le comité de surveillance et la Société populaire de Courthonne-la-Ville, département du Calvados, vouent une haine implacable aux tyrans, invitent la Convention à rester à son poste jusqu'à la paix, et à maintenir avec fermeté ses sages décrets contre les accaparements et pour la fixation du prix des denrées.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

*Suit l'adresse du comité de surveillance et de la Société populaire de Courthonne-la-Ville (3) :*

« A Courthonne-la-Ville, le 6 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Le comité de surveillance et la Société populaire du chef-lieu de canton de Courthonne-la-Ville à l'honneur de vous adresser la présente afin de vous prévenir contre les démarches des ennemis cachés de la République, c'est-à-dire

des gens esclaves de l'avarice et de la tyrannie des despotes. Ce sont certains individus de la classe des gros marchands qui méritent plutôt porter le nom d'accapareur que de marchands, lesquels ayant en magasin des quantités immenses des différentes marchandises, notamment laine, fil, froc (*sic*) dans une infinité de petits magasins, qu'ils avaient encore achetées dans différentes contrées de la République pour tenir la cherté de toutes choses les plus nécessaires à la vie et à l'entretien du peuple français, en disant qu'ils n'avaient pas de confiance dans les assignats de la République. Même les boissons de toute espèce n'étaient pas à l'abri des superchiques (*sic*) connivences accaparatrices, lesquels prétendant éluder la loi de la taxation, empêchent clandestinement les fabricants et autres petits artisans de vendre leurs marchandises en disant qu'ils iront à la Convention et qu'ils feront des représentations pour faire rapporter cette loi à cause des grandes pertes qu'ils se trouvent sur ce point éprouver, quoique ces pertes soient bien au-dessous des gains illicites qu'ils ont faits depuis deux ans. Les accapareurs n'avaient d'autre dessein que de faire périr les sans-culottes et d'affamer nos armées.

« Les tyrans sont morts, mais non pas tous, nous en avons encore parmi nous dans les villes et dans les campagnes qui, sous prétexte de patriotisme, mettent la discorde parmi le peuple en décriant les représentants du peuple et en méprisant les sages décrets qui détruisent leurs accaparements. Ce sont des loups qui prennent la douceur des agneaux pour mieux tromper les pasteurs.

« Nous vous prions, citoyens, de vouloir bien fixer votre attention sur cette adresse que nous vous envoyons pour vous mettre à portée de la méfiance que vous devez avoir de ces scélérats qui ne cherchent qu'à faire périr entièrement les sans-culottes par la cherté de toutes les denrées de première nécessité, jusqu'à nous vendre une paire de sabots 50 sols qui valaient en 1790, 10 sols la paire, et les souliers d'homme 30 livres la paire, ainsi que tout à proportion.

« Nous vous prions donc enfin de soutenir les décrets qui taxent les denrées et de ne pas écouter ces trompeurs au cas qu'ils se présentent, ainsi qu'ils le méditent.

Soutenez le peuple, et le peuple n'abandonnera pas vos intérêts ni ceux de tous les vrais républicains. Nos enfants sont sous les armes dès 1791 et 1792 pour la défense de la patrie et ils ne peuvent vivre sans secours; et comment les pourrions-nous secourir si nous ne pouvons avoir nos subsistances nous-mêmes. Nos bras sont prêts aussi pour résister à ces scélérats; qui ne font rien pour la patrie, sinon le mal; ils cherchent et tâchent d'augmenter le désordre que les cultivateurs avarés ont mis parmi nous; depuis la taxation des grains, nous n'en avons qu'à peine, et volontiers à force dans certaines communes.

« Le comité de surveillance, ainsi que tous les citoyens de notre canton invitent la Convention nationale de rester à son poste jusqu'à la paix et nous vouons une haine implacable aux tyrans de tout genre.

« Nous sommes, citoyens représentants, avec un très respectueux attachement et une vraie fraternité républicaine, citoyens, vos sincères concitoyens. »

(Suivent 14 signatures.)

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 22.

(3) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.



Le conseil général de la commune d'Evreux applaudit au décret du 3 octobre qui vient de purger le Sénat de la France des germes de discorde et de scélératesse. Il invite la Convention à rester à son poste, et exprime le vœu que l'administration de district soit rendue à cette ville qui, instruite à l'école du malheur, n'en sera que plus inviolablement attachée à la Convention nationale.

Il envoie l'état des dons patriotiques des citoyens d'Evreux, en faveur des défenseurs de la patrie.

Mention honorable, insertion au Bulletin (1).

*Suit la lettre du conseil général de la commune d'Evreux (2) :*

*Aux représentants du peuple français.*

« Citoyens législateurs,

« Ils avaient bien raison ceux qui soutenaient que la Convention nationale n'était pas libre. Pouvait-elle l'être, lorsqu'elle renfermait dans son sein des germes de discorde et de scélératesse? Votre décret du 31 mai en avait détruit une partie; celui du 3 de ce mois vient d'en purger le Sénat de la France et lui rendre toute sa pureté.

« Quelle joie pour les patriotes, de voir à quelle hauteur vous vous êtes élevés ! avec quel empressement vous extirpiez jusque dans ses racines, le mal dont la République est attaquée ! D'une extrémité de la France à l'autre, de zélés coopérateurs vous secondent; leur vigilance atteint partout les ennemis de notre bonheur commun; ils exécutent avec une rigueur salutaire le décret qui rend impuissantes toutes les conspirations et les trames secrètes. Bientôt, par leurs soins, sera tout à fait éteint ce funeste brandon que ces perfides étaient chargés d'alimenter.

« Déjà les villes commencent à respirer, depuis qu'elles sont délivrées de ces êtres mal-faisants qu'elles recélaient. Épouvantés, éperdus, ils éprouvent aujourd'hui le sort qu'ils réservaient aux patriotes, d'une manière plus inhumaine. L'examen sévère que l'on fera des grands coupables en délivrera la terre de la liberté, en leur faisant subir le châtement que méritent leurs forfaits; et ceux que la faiblesse ou la séduction ont fait marcher sur leurs pas apprendront combien il est dangereux de résister à la volonté d'un peuple grand et libre.

« Non, citoyens législateurs, il n'y avait pas de moyen plus prompt et plus capable de rétablir l'ordre et le respect des lois que celui que vous avez adopté dans votre sagesse. Cette sévérité juste et nécessaire intimidera jusqu'aux nations liguées contre nous; elles se convainqueront enfin qu'un peuple qui emploie des moyens si rigoureux veut absolument jouir de la liberté qu'il a acquise au prix de tant d'or et de sang; qu'il en jouira, dùt-il faire des sacrifices encore plus considérables, ou qu'il s'ensevelira sous les ruines de la patrie, après lui avoir immolé les ennemis qui déchirent son sein.

« Un même vœu se prononce de toutes parts

d'une manière terrible, celui de sauver la République. Votre énergie électrise les âmes; tout prend une nouvelle activité. La jeunesse française vole aux armes et forme des légions que son ardeur rendra invincibles. Nos armées marchent à des victoires certaines, depuis qu'elles ne sont plus commandées par des traîtres pris dans une caste perfide. Nos administrations, purgées de ces hommes vendus aux conspirateurs, ou inutiles par leur ineptie, ne s'occuperont plus que de l'exécution des lois. La nation ayant subi ce grand scrutin épuratoire, vous pouvez, citoyens législateurs, croire à ses serments. Le conseil général de la commune d'Evreux s'empresse de vous exprimer les siens.

« Nous jurons haine aux tyrans, aux despotes, aux fédéralistes, aux accapareurs et à tous les malveillants. Nous reconnaissons la Convention nationale comme le centre de l'unité politique, nous jurons d'obéir à ses lois et de les exécuter. Nous regardons la Constitution de 1793, comme le palladium de la liberté et de l'égalité.

« Il nous reste encore un dernier vœu à vous exprimer. Vous avez, citoyens législateurs, rendu de grands services à la patrie, ils sont pour nous le gage de ceux que nous attendons de votre zèle infatigable. La voix publique, vous invite à rester à votre poste. Nous croyons que l'intérêt sacré de la chose publique demande que vous perfectionniez l'œuvre que vous avez si heureusement commencée; et après avoir donné à la machine politique que vous venez de créer, l'impulsion et le mouvement, vous retournerez parmi vos concitoyens recevoir les applaudissements et les bénédictions dus à vos glorieux et pénibles travaux.

« Tels sont, citoyens législateurs, les serments et les vœux du conseil général de la commune d'Evreux. Nous regrettons bien vivement que le séjour d'un scélérat, né dans nos murs, y ait rompu l'esprit public et soit la cause qu'on y exerce la sévérité des lois à l'égard d'un grand nombre des habitants de cette ville. Avant cette époque funeste, Evreux n'avait pas démerité. Des sacrifices considérables faits sur l'autel de la patrie attestent son attachement à la Révolution. La municipalité, dépositaire de ces dons, n'a pu, à cause de nos fatales divisions, les transmettre à nos braves défenseurs auxquels ils sont offerts. L'hiver qui approche nous fait un devoir de ne pas retarder plus longtemps l'envoi des différents effets d'habillement, par l'entremise du ministre, que nous prions de prendre ce soin.

*Suit le détail de ces effets :*

« 160 chemises, 168 paires de bas, 46 mouchoirs, 21 cravates, 37 cols, 11 bonnets, 10 bonnets de police, 243 paires de souliers, 43 paires de guêtres, 8 sarreaux de toile, 25 habits uniforme, 22 gilets uniforme, 21 culottes uniforme, 1 pantalon uniforme, 8 pantalons de toile, 7 sacs de distribution, 8 sacs de peau, 3 gibernes avec banderolles, 2 sabres, 4 ceinturons, 12 décrotoirs, 12 polissoirs, 8 vergettes, 12 paires de boules, grandes et petites, un fusil de munition, 26 chapeaux.

*Les citoyens composant le conseil général de la commune d'Evreux.*

*(Suivent 18 signatures.)*

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 23.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 702.

Nous nous empressons de réparer une omission très essentielle faite à cette adresse.

Citoyens législateurs, le retour d'Evreux à l'ordre, l'heureux changement opéré dans l'opinion, nous permettent d'oser espérer que vous vous relâcherez de la rigueur de votre décret du 22 juillet dernier, et que vous rendrez à cette ville l'Administration de district qu'une juste sévérité lui avait enlevée. L'intérêt de tous les administrés vous fera pencher vers la clémence et vous acquerra des droits à la reconnaissance d'un peuple qui, instruit à l'école du malheur, n'en sera que plus invariablement attaché à la Convention nationale.

(Suivent 7 signatures.)

Le nouveau comité de surveillance d'Evreux rend compte à la Convention de ses travaux pour purifier l'atmosphère de cette ville du fédéralisme dont les vils agents de l'infâme Buzot l'avaient infecté, et exprime son vœu pour le rétablissement dans cette ville du district qui doit être transféré à Vernon.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du nouveau comité de surveillance d'Evreux (2).

« Citoyens représentants,

« Depuis quelques mois des administrateurs perfides, de vils agents de l'infâme Buzot, avaient comprimé les sentiments d'admiration et de reconnaissance que la majeure partie de la commune d'Evreux partageait avec toute la France sur vos travaux.

« Le comité de surveillance de cette commune établi depuis huit jours, vient de purifier l'atmosphère du fédéralisme dont la funeste influence infectait un trop grand nombre de citoyens. Plus de soixante de ces malheureux sont actuellement en arrestation. Plus de soixante autres encore doivent y être mis dans quelques jours, d'après la décision actuelle du comité. Il ne s'est pas borné à cette première opération, il a étendu ses soins au dehors; il s'est saisi d'un chef de cette horde impie qui, en ne prêchant que le modérantisme, ne respire que le carnage et le sang.

« Une commune entière, celle de la ville de Conches, était à la veille d'éprouver une explosion immense, dont la trainée aurait pu parvenir jusqu'à nous. Le comité s'est décidé, sur la dénonciation de la Société populaire à faire marcher une armée révolutionnaire pour arrêter les coupables et saisir les gens suspects.

« L'opération est à peu près terminée, et elle a en tout le succès qu'il en attendait.

« En ne consultant que la rigueur des principes, il devait renfermer ses fonctions dans son enceinte, en s'occupant au contraire plus essentiellement de la chose publique, il l'a franchie pour la sauver; il a percé de leurs propres armes des furieux qui voulaient peut-être l'en frapper. Il a abattu un reste de fédéralisme que les malveillants essayaient de ressusciter. Sous ce rap-

port particulier, le comité se flatte d'avoir bien mérité de la patrie.

« Il a obtenu au moins l'assentiment de ses concitoyens. Quel heureux changement il vient de se faire dans leurs dispositions! de quelles douces étreintes tous ces événements n'ont-ils pas été suivis!

« Quels charmes que ceux d'une réunion dont le terme paraissait encore devoir être si éloigné!

« Citoyens représentants, comptez sur l'attachement de la très grande majorité de cette ville. Ses véritables ennemis ont disparu. Accordez-lui donc la confiance qu'elle mérite, et qu'elle n'a cessé de mériter, jusqu'à l'époque à jamais exécration où des hypocrites de vertus sont venus l'égarer ou la comprimer. Rendez-lui l'établissement du district qui doit être transféré à Vernon : un père peut sévir contre ses enfants, mais il n'est pas toujours inexorable.

« Pour assurer encore mieux le succès de vos soins, restez, nous vous en conjurons, à votre poste jusqu'à ce que la patrie soit entièrement sauvée et que vous ayez établi et mis en activité l'organisation du nouveau gouvernement.

L'an II de la République une et indivisible, ce neuf octobre mil sept cent quatre-vingt-treize.

« Les membres composant le comité de surveillance de la ville d'Evreux. »

(Suivent 9 signatures.)

Le ministre de l'intérieur transmet l'arrêté du conseil général de la commune de Ferrières, portant que le clocher de plomb de l'église paroissiale sera jeté bas, et que le plomb en provenant sera donné à la République pour en faire des balles qui serviront à purger la terre de la liberté, en portant la mort aux esclaves des tyrans à couronnes et à ces tyrans eux-mêmes.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du ministre de l'intérieur (2).

Le ministre de l'intérieur, au Président de la Convention nationale.

« Paris, ce 20<sup>e</sup> jour de l'an II de la République française une et indivisible.

« Je vous transmets, citoyen Président, copie certifiée de l'arrêté du Conseil général de la commune de Ferrières, en date du 24 septembre dernier, portant que le clocher de plomb de l'église paroissiale sera jeté bas, et que le plomb en provenant sera donné à la République pour en faire des balles qui serviront à purger la terre de la liberté en portant la mort aux esclaves des tyrans à couronnes, et à ces tyrans eux-mêmes.

« Je vous prie, citoyen Président, de vouloir bien mettre cet arrêté sous les yeux de la Convention nationale, afin qu'elle puisse apprécier l'offrande civique de la commune de Ferrières.

« PARÉ. »

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 23.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 23.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 693.



*Copie de l'extrait du registre des délibérations du Conseil général de la commune de Ferrières (1).*

Séance publique du vingt-quatre septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française une et indivisible.

Ce jourd'hui vingt-quatre septembre 1793, l'an second de la République française une et indivisible, huit heures du matin, assemblée publique du Conseil général de la commune a été réunie en présence du citoyen commissaire du canton, à laquelle ont assisté tous les membres du Conseil.

La séance a été ouverte par le citoyen maire.

Le Conseil général, considérant que lorsque la patrie est en danger, toutes les communes doivent venir à son secours et contribuer de tous leurs moyens pour la servir efficacement.

Arrête que le clocher de plomb sera jeté bas et que le plomb en provenant sera donné à la République pour en faire des balles qui serviront à purger la terre de la liberté, et à porter la mort aux esclaves des tyrans à couronnes et à ces tyrans eux-mêmes.

Arrête encore unanimement que la Convention sera invitée à rendre un décret sur l'exécution générale de cette mesure.

Fait et arrêté les dits jour et an que dessus. Ceux des membres qui n'ont signé, ont déclaré ne le savoir, de ce interpellés.

*Pour extrait :*

Signé : GUESNES, maire, DECOY, secrétaire.

*Pour copie conforme à l'original :*

Le ministre de l'intérieur,  
PARÉ.

Les ennemis de l'intérieur, les royalistes, les fédéralistes, les Brissotins et les modérés, écrivent les sans-culottes de la Société populaire de Sarlat, marchent encore le front levé, et travaillent le peuple en tout sens.

Empressez-vous donc de faire organiser les armées révolutionnaires pour balayer tous ces insectes dont le souffle infect corrompt l'air que l'aurore du bonheur s'efforce en vain de purifier.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

*Suit la lettre de la Société populaire de Sarlat (3).*

« Sarlat, le 4 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« *Unité et indivisibilité de la République! Fraternité! Liberté! Egalité ou la mort!*

Citoyens représentants,

« Par la découverte des trahisons de nos généraux, nos ennemis sont à demi vaincus; notre courage fera le reste et bientôt ils seront forcés

de se livrer à la discrétion des chefs sans culottes que vous mettez à la tête des armées; mais les ennemis de l'intérieur, royalistes, fédéralistes Brissotins et modérés marchent encore le front levé et travaillent le peuple en tout sens.

« Empressez-vous donc de faire organiser les armées révolutionnaires pour balayer tous ces insectes dont le souffle infect corrompt l'air que l'aurore du bonheur s'efforce en vain de purifier et pour enlever tout espoir aux faux patriotes, décrêtez que vous demeurerez à votre poste jusqu'à ce que notre indépendance républicaine sera reconnue par toutes les puissances de l'univers.

Tel est le vœu des sans-culottes composant la Société populaire de Sarlat.

« Joseph GUESSIAUD, président; VINCENOT, secrétaire; LARIVIÈRE, secrétaire; SURQUIEZ, secrétaire. »

Le citoyen Guichard, membre du bureau de conciliation du district de Sens, ci-devant chanoine, pour venir au secours des défenseurs de la patrie et diminuer le poids des charges énormes et indispensables de la République, fait don de sa pension tout entière de 2,022 livres, non seulement jusqu'à la paix, mais jusqu'à ce que tous les braves sans-culottes puissent mettre la poule au pot.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre du citoyen Guichard (2).*

*Aux représentants du peuple français.*

L'an deuxième de la République  
une et indivisible, le 7 octobre,  
salut et fraternité.

« Citoyens représentants,

« Tous ceux qui ont quelques moyens d'être utiles à la chose publique sont aujourd'hui en réquisition. Chacun doit donc se demander à soi-même ce qu'il peut offrir à la Patrie. Je l'ai fait et je me suis dit : les bras d'un homme de 50 ans, faible de complexion et amolli par 25 années de canonicat, ne sauraient être d'un grand secours. Mais un traitement, sans fonctions, de 2,022 livres, quand on peut s'en passer en vivant en républicain, n'appartient plus à l'individu patriote qui ne sait point abuser de la générosité de la nation, il doit le reporter à la masse pour être employé tout autrement qu'à lui procurer du superflu.

« En conséquence, je vous déclare que, vu les charges énormes et indispensables de la République, vu que les besoins de nos frères d'armes vont toujours en croissant, je ne me contente plus, comme l'année dernière, de partager ma pension avec ceux qui nous défendent, mon cœur, d'accord avec la justice, me commande de la leur abandonner tout entière. Je ne dis pas seulement jusqu'à la paix, que je vois arriver à grands pas aux pieds de notre Montagne à ja-

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 693.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 23.

(3) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 24.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

mais célèbre, mais jusqu'à ce que tous nos braves sans-culottes puissent mettre la poule au pot.

« Guillaume GUICHARD, membre du bureau de conciliation du district de Sens. »

La Société populaire de Creully, district de Caen, annonce à la Convention nationale que tous les tableaux et autres objets portant des signes et effigies de féodalité, de royalisme et de tyrannie, qui se trouvaient encore dans le château du ci-devant Montmorency, ont été brûlés au milieu des applaudissements de tous les citoyens, et que les jeunes citoyens du canton de Creully attendent avec impatience le moment de se mesurer avec les satellites des despotes.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre de la Société populaire de Creully (2).

A la Convention nationale.

« Creully, département du Calvados, district de Caen, le 30 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Depuis longtemps la Société patriotique du bourg de Creully attendait les effets de la lutte qui régnait entre les braves de la Montagne et les lâches de la plaine; elle craignait que le résultat ne fût le bouleversement de tout l'ordre des choses; elle craignait que le feu de la guerre civile ne se répandît, comme un torrent désastreux, sur toutes les parties de la République; elle craignait de voir couler le sang des patriotes; elle craignait enfin de voir finir avec leur vie, le règne de la liberté. Que disons-nous !... Ils ne devaient pas périr : de fiers montagnards, comme des dieux tutélaires, veillaient sur leur destinée, et en les arrachant du précipice creusé sous leurs pas, nous osons le prédire, les chaînes dont les despotes serrent encore les bras des peuples, seront brisées et serviront à écraser leurs têtes coupables, et à faire disparaître pour jamais tout pouvoir tyrannique.

« Généreux défenseurs, vous qui avez tiré la France des mains de la tyrannie et de l'esclavage pour la mettre sous le règne de la liberté et de l'égalité, quelle reconnaissance ne vous devons-nous pas ? Quelle reconnaissance ne vous doivent pas tous les hommes ? Oui, citoyens, vous avez bien mérité de l'univers entier.

« Puisque vous seuls êtes vraiment les amis du peuple, que vous seuls avez la force de le rendre heureux; frappez, frappez les restes de la tyrannie, de l'aristocratie; servez-vous de tous les moyens qui sont en votre pouvoir pour écraser, anéantir ceux qui s'y opposeraient, tous les royalistes, les fédéralistes, tous ceux enfin qui travaillent à l'établissement du trône et à l'asservissement des peuples.

« Citoyens, d'après une demande de notre société et l'arrêté de la municipalité de Creully, une chasse qui était à l'entrée du château fort

du bourg, actuellement demantelé, une chasse, emblème du despotisme, a été renversée, brisée et foulée aux pieds. Des portraits de comtes, de marquis, de ducs, de rois, tous les signes et effigies de la féodalité, du royalisme et de la tyrannie qui étaient encore dans le château du ci-devant Montmorency, tout a été brûlé au pied de l'arbre de la liberté, au son du tambour, de l'air *Ça ira, Allons enfants de la Patrie*, et de la danse de la carmagnole. Tous les membres de notre société, le conseil général de la commune, le tribunal de paix et la garde nationale de Creully étaient présents à cette cérémonie.

« Les citoyens de la première réquisition de notre canton brûlent du feu sacré de la liberté et attendent avec impatience le moment de se mesurer avec les despotes coalisés; ceux du bourg se sont présentés en cette société et y ont juré de combattre et de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang, de ne mettre bas les armes que lorsque la République soit vengée des attentats commis envers elle et que son sol soit purgé des royalistes, fédéralistes, muscadins et généralement de tous les ennemis de l'ordre public. Ils sont prêts à partir au premier signal.

« Citoyens, contents de votre travail et de votre énergie, notre société vous invite de rester à votre poste jusqu'à ce que la paix soit rétablie. Depuis le règne de la Montagne, chez nous l'aristocratie est aux abois. Encore un dernier effort et elle disparaîtra du globe.

« Bons républicains, vrais sans-culottes.

« Les président, secrétaires et membres de la société :

« GARDIN, maire; LEGERAIS, curé de Saint-Gabriel; DUTRUISSARD, curé de Creully, président; MONNIN, commissaire du canton, juge de paix, ex-président de la société; QUESNEL, secrétaire; DUVAL, vicaire, procureur de la commune; LE RÉVÉREND, officier. »

Le citoyen Laurent Demiamé expose que les infirmités inséparables de son âge, jointes aux circonstances actuelles, rendent insuffisante, pour subvenir aux premiers aliments de la vie, sa pension de 227 liv. 10 sous.

Renvoyé au ministre de la guerre (1).

La Société des Montagnards de la ville d'Hesdin félicite la Convention nationale des mesures sages et vigoureuses qu'elle a prises pour déjouer les ennemis de la République, et l'invite à rester à son poste jusqu'à l'extinction des tyrans.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Suit la lettre de la Société des montagnards de la ville d'Hesdin (3) :

« Le 4 octobre, l'an II de la République française une, indivisible et impérissable.

« Mandataires du peuple,

« La Société des montagnards de la ville

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 24.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 24.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 27.

(3) Archives nationales, carton C 276, dossier 711.



d'Hesdin vous félicite des mesures sages et vigoureuses que vous avez prises pour déjouer les projets pernicieux des ennemis de la République.

« Elle sera sauvée, législateurs, oui elle le sera. Ce que vous avez fait pour elle nous en donne le plus puissant espoir : poursuivez votre ouvrage, et surtout restez à votre poste jusqu'à l'extinction des tyrans, et l'affermissement de notre bonheur.

« Nous craignons que ce vœu, que nous avons déjà exprimé dans une première adresse, ne vous soit point parvenu. Nous vous le répétons aujourd'hui, et ajoutons à cette prière nos sincères remerciements pour ce décret bienfaisant qui va donner le coup de mort à tous les accapareurs.

« Nous croyons aussi devoir vous informer, législateurs, que de toutes les adresses, que nous n'avons jamais manqué de vous envoyer dans les différentes circonstances où elles ont pu paraître nécessaires ou même utiles, pas une n'a obtenu l'insertion dans votre *Bulletin*. Ainsi nous avons la douleur de douter si vous les avez reçues.

« Reconnaissance, amour, salut à la montagne.

« Les membres composant le comité de correspondance de la Société des montagnards de la ville d'Hesdin.

« DELARUE, président; BARBIER; BONNARD; BOULANGER; P. TEROUANNE. »

Les maire, officiers municipaux, procureur et notables de la commune de Mirabel, district de Montauban, invitent la Convention nationale à rester à son poste. Ils annoncent que tout est debout dans leur commune, et que les jeunes citoyens en réquisition brûlent du désir d'aller se mesurer avec les Espagnols, mais qu'ils craignent que leurs camarades ne leur laissent pas le temps de les voir.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre des maire, officiers municipaux, procureur et notables de la commune de Mirabel (2) :

Les maire, officiers municipaux, procureur de la commune et notables de la commune de Mirabel, district de Montauban, département du Lot, aux citoyens représentants du Peuple à Paris.

« La commune de Mirabel, chef-lieu de canton, district de Montauban, département du Lot, a accepté à l'unanimité la Constitution que vous avez bien voulu lui donner le 14 juillet (*sic*) dernier, dont l'envoi nous en a été fait. C'est un timon qui fait de ce moment-ci le bonheur de tous les Français et met aux derniers abois les tyrans coalisés. Ce même jour l'assemblée primaire a renouvelé son premier serment, a juré une haine implacable aux tyrans, aux despotes, aux royalistes, aux anarchistes, aux fédéralistes et à tous les ennemis de la République; elle veut rester attachée à la Convention nationale,

et la défendra jusqu'à son dernier soupir; nous voulons la liberté, la République une et indivisible, et nous l'aurons, ou plutôt mourir sous le poids de ces tyrans. Elle nous charge de vous inviter de rester à votre poste jusqu'à ce que votre mission sera remplie. Continuez de faire des heureux en nous donnant des lois, et nous vous répondons de leur exécution.

« Nous sommes presque sur la frontière d'Espagne; mais ces pouilleux d'Espagnols n'attendent pas que notre levée en masse se rende, la peur commence de les étouffer. Nos jeunes gens levés en exécution de votre loi du 23 août dernier, brûlent du désir d'aller se mesurer avec les Espagnols; ils craignent, disent-ils, n'avoir pas le temps de les voir, que leurs camarades déjà partis les aient détruits avant leur arrivée.

« Notre commune est debout, hommes, femmes et enfants n'attendent que le moindre signal pour se jeter en masse afin d'anéantir ces tyrans; ils n'ont d'autre but que d'écraser tous les serpents qui déchirent notre sein, et nous attaquons avec courage et de vive force les hordes coalisées des despotes. Nous répondons du succès.

« Voilà, citoyens représentants, notre opinion : Vivre libre ou mourir, c'est la devise de la commune de Mirabel, ni canon ni guillotine ne sera jamais dans le cas de nous le faire enfreindre.

Ça va ! ça ira ! et ça tiendra !

« Salut, fraternité. Destruction des royalistes, et la France sera sauvée.

« PECHURTY, maire; E. ALLIAND, secrétaire.

« Mirabel, ce 29 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

La Société républicaine des sans-culottes de Manosque félicite la Convention sur ses glorieux travaux; elle l'invite à s'occuper sans relâche de la confection du Code civil, de l'institution nationale, et à rester à son poste jusqu'à l'extinction des tyrans.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre de la Société républicaine des Sans-Culottes de Manosque (2) :

« Manosque, département des Basses-Alpes, le 24 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« La liberté ou la mort.

« Législateurs,

« Depuis longtemps nous soupirions après le moment auquel nous pourrions vous offrir le tribut de notre juste reconnaissance et vous manifester nos vœux les plus ardents. Mais placés au midi de la France et exposés à tous les maux qu'entraîne avec lui le système désorganisateur de la permanence des sections, notre voix ne pouvait se faire entendre, et le silence était devenu notre unique partage. Aujourd'hui que le génie puissant de la liberté triomphe dans

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 25.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 25.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

nos contrées, aujourd'hui que les patriotes ardents qui nous avaient été enlevés par l'aristocratie viennent de nous être rendus, aujourd'hui qu'il nous est permis de nous assembler et de nous faire entendre, nous parlerons, nous agirons, le traître pâlira, et ça ira autour de nous.

« Citoyens, les êtres pervers qui, du fond de leur marais fangeux croassaient la contre-révolution et répandaient au loin les influences désastreuses de leur corruption liberticide ne souillent plus de leur horrible présence le temple auguste des lois; Brissot, Buzot, Vergniaux, Barbaroux et leurs semblables ne siègent plus parmi vous. Grâces vous en soient rendues. Le peuple souverain las et fatigué de vivre sans constitution et sans lois, vous demandait depuis neuf mois des lois et une constitution; sensibles à sa voix majestueuse et plaintive, vous vous êtes débarrassés des compagnons de Roland, et nous avons vu descendre du sommet de la sainte Montagne une constitution sublime, qui assurera le bonheur de la France et de l'univers entier; et des lois capables de jeter l'effroi dans l'âme des traîtres et des conspirateurs. Grâces vous en soient rendues.

« Mais, citoyens représentants, la France attend de vous de nouveaux bienfaits et de nouveaux sacrifices. Donnez au peuple un code de lois civiles basé sur les principes de la nature; donnez-lui une institution nationale qui le préserve de la fatale contagion des préjugés et de l'ignorance; retirez la patrie du bord du précipice affreux qui a été creusé sous ses pieds par les despotes et leurs vils agents; sauvez la République, et ne quittez le poste que le souverain vous a assigné que quand nous aurons fait mordre la poussière aux tyrans coalisés contre la liberté des peuples.

« Tels sont les vœux des sans-culottes de Manosque assemblés en société républicaine.

« TASSY, président; H. OLLIVIER, patriote opprimé, vice-président; HENRI, secrétaire; J.-L. LAUTIER, secrétaire subrogé; P.-A. ROUX, patriote opprimé, membre du comité de surveillance. »

Le citoyen Robineau, commissaire de l'assemblée primaire du canton de Dourdan, intra muros, informe la Convention, que la loi du 23 août dernier qui met en réquisition les citoyens depuis 18 jusqu'à 25 ans, s'est exécutée dans le district avec un zèle peu commun.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du citoyen Robineau (2) :

Le citoyen Robineau, commissaire de l'Assemblée primaire du canton de Dourdan, intra-muros, chef-lieu de district, au département de Seine-et-Oise, aux représentants du peuple à la Convention nationale.

« Dourdan, ce 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Je crois qu'il est de mon devoir d'informer

la Convention nationale que la loi du 23 août dernier, qui met en réquisition les citoyens depuis 18 ans jusqu'à 25, s'est exécutée dans notre district avec un zèle peu commun. Tous ces jeunes républicains sont assemblés depuis 15 jours au chef-lieu du district, et les citoyens de Dourdan se sont empressés à l'envi de les recevoir chez eux plutôt que de les laisser caserner.

« Ces braves défenseurs brûlent d'être aux prises avec les despotes et leurs satellites. Qu'ils tremblent ! car cette brillante jeunesse une fois conduite au combat ne peut manquer d'être victorieuse, et d'écraser tous les ennemis coalisés contre la France.

« Le directoire du district, avec qui je me suis concerté pour faire cette levée, s'occupe journellement, toute affaire cessante, de la formation des compagnies, de leur équipement et armement, et il met dans ces différentes opérations, autant d'activité que d'intelligence.

« Le district de Dourdan, composé de 53 communes, fournira pour sa part, dans cette seule levée environ 1,000 défenseurs, et tous disposés à se bien battre pour maintenir la liberté, l'égalité, la République une et indivisible, et notre Constitution républicaine. Nous attendons l'arrivée des citoyens Delacroix et Musset, vos commissaires dans notre département, et je me flatte qu'ils verront avec la même satisfaction que nous les dispositions favorables de nos jeunes soldats républicains.

« Continuez, citoyens législateurs, vos pénibles travaux; restez fermes à votre poste, et bientôt vous aurez mérité la gloire d'avoir sauvé la patrie; et, à notre imitation, tous les peuples de l'univers, voulant être libres comme nous, se coaliseront à leur tour et terrasseront tous les tyrans.

« Salut et fraternité.

« Votre concitoyen,

« ROBINEAU, officier de santé. »

André Dumont, représentant du peuple dans le département de la Somme, écrit de Péronne, et rend compte des mesures qu'il a prises pour comprimer dans cette ville les manœuvres des contre-révolutionnaires, et y raviver l'esprit public.

Insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre d'André Dumont (2) :

André Dumont, représentant du peuple dans le département de la Somme, à la Convention nationale.

« Péronne, le 9 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens collègues,

« J'avais gardé la ville de Péronne pour la

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 27.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 693. Bulletin de la Convention du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793). Aulard : Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public, t. 7, p. 325. — Montieur universel (n° 24 du 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, mardi 15 octobre 1793), p. 96, col. 3).



bonne bouche, croyant que mon collègue Delbrel l'avait électrisée et que tous les citoyens étaient à la hauteur de la Révolution. Mais hélas ! quelle fut ma surprise de trouver un second Coblenz.

« *Monsieur Haussy de Robecourt*, de l'Assemblée législative, était maire ; deux à trois personnages de cette trempe secondaient les efforts de ce patriote par excellence ; deux de ses partisans étaient dans le district, la ville enfin était menée par ce ci-devant marquis. Mon premier soin fut d'assembler le peuple en la présence de mon collègue Laurent, que j'y trouvai. Après avoir en vain cherché à dégeler la glace que je voyais partout, j'annonçai alors que s'il le fallait, j'aurais recours à des moyens violents. Les sans-culottes n'osaient desserrer les dents, les muscadins seuls voulaient faire contenance. Je leur dis alors que la torche à la main, le poignard dans l'autre je forcerais bientôt les ennemis de la Révolution à abandonner leurs projets. Je suspendis de ses fonctions *Monsieur le marquis*, je le fis arrêter ainsi que ses adhérents et je les remplaçai par de braves sans-culottes (1).

« Le lendemain matin, après avoir fait arrêter une centaine de mauvais sujets, je fis de nouveau rassembler le peuple, et lui annonçai les arrestations et suspensions qui avaient eu lieu. Pour cette fois je n'avais autour de moi que des sans-culottes, mais en petit nombre. Votre ville, leur dis-je, va être déclarée en état de rébellion, si à l'instant même on ne me dénonce tous les traîtres et si on ne les arrête. Alors on s'avance, on me suit à la municipalité et à peine j'avais installé les nouveaux officiers municipaux que le peuple dans l'esprit duquel avait fermenté mon levain patriotique, vint m'annoncer qu'il abjurait son erreur, qu'il jurait union aux montagnards et qu'il allait parcourir les rues et faire assembler tous les citoyens pour procéder à un scrutin épuratoire. Cette opération qui n'était que commencée quand je partis m'a donné un grand espoir. J'avais parlé et alors les plus vifs applaudissements et les cris de *Vive la Montagne, périssent les modérés et les feuillants*, m'avaient prouvé que les esprits étaient changés.

« Des employés des charrois furent arrêtés ; un aide de camp de Belloir fut incarcéré ; ce jeune homme, âgé de 18 ans et sans service, écrivait à sa mère en faveur d'émigrés retirés chez elle, il avait signé quatre lettres de trois noms différents. C'est, dit-il, *ma chère maman* qui me l'a conseillé. Comme ces lettres étaient très mauvaises, la *chère maman* et le *cher fils* furent encagés. J'en ai informé le général.

« Salut et fraternité.

« DUMONT (2). »

Les citoyens députés des Iles-du-Vent demandent que la Convention nationale renvoie au comité des finances la question relative au remboursement de leurs frais de voyage et à la fixa-

tion de l'époque à laquelle ils doivent toucher leur indemnité, attendu les retards apportés à la vérification de leurs pouvoirs.

Renvoyé au comité des finances (1).

« Sur la pétition de la Société populaire de Sceaux, convertie en motion par un membre, la Convention nationale décrète que la commune de Sceaux portera désormais le nom de *Sceaux-l'Unité* » (2).

Suit la pétition de la Société populaire de Sceaux (3) :

« Législateurs,

« Les républicains de la société populaire de Sceaux viennent solliciter un décret afin de couper encore une racine de la féodalité.

« Le nom de notre commune fut sujet aux variations par les changements qu'elle éprouvait dans les noms de ses propriétaires ; tantôt elle fut appelée Sceaux du Maine, tantôt Sceaux Penthievre, et si les Français n'eussent secoué le joug de la tyrannie féodale elle s'appellerait Sceaux d'Orléans.

« Législateurs, les républicains de Sceaux ont pris à cœur d'éteindre et faire anéantir à jamais les restes de la féodalité, c'est dans ces sentiments qu'ils sollicitent un décret de la Convention nationale pour que dorénavant leur commune soit appelée *Sceaux-l'Unité* ; ils sont persuadés que vous leur accorderez ce décret qu'ils sont d'autant fondés à demander, qu'à deux lieues de leur commune il s'en trouve une autre appelée Saulx-les-Chartreux.

« Le nom de Sceaux-l'Unité convient d'autant mieux à notre commune que les vrais républicains qu'elle renferme sont unis par des liens indissolubles, ceux que leurs sentiments naturels leur inspirent : la liberté et l'égalité.

« Ce nom d'Unité, déjà gravé dans leur cœur, sera inné à leur race future.

« Législateurs, au nom de la Société populaire de Sceaux, *bientôt l'Unité*, nous vous invitons expressément, et notre amour pour la patrie vous requiert même de ne point quitter votre poste que quand la République sera universellement reconnue ; que quand par vos précieux travaux notre sainte liberté sera consolidée et nos ennemis terrassés : bientôt ils le seront, la France entière est debout.

« Législateurs, notre société en félicitant votre zèle à sauver la chose publique et lui assurer son bonheur, vous prie d'être persuadés de son dévouement pour protéger l'exécution de vos sublimes décrets.

« La présente adresse a été adoptée par la Société populaire de Sceaux en sa séance du 10 octobre 1793, l'an II de la République.

« Certifié véritable par nous président et secrétaires de ladite société, les jour et an susdits.

« LECLAIR, président ; OSSELET.

Plusieurs citoyens défenseurs de la patrie, admis à la barre, réclament contre les retards qu'ils éprouvent à l'hôtel des Invalides, où

(1) Applaudissements, d'après le *Mercure universel* (23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II, lundi 14 octobre 1793, p. 219, col. 1).

(2) D'après l'*Auditeur national* [n<sup>o</sup> 387 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 2] et les *Annales patriotiques et littéraires* (n<sup>o</sup> 286 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 1300, col. 1], la lecture de cette lettre fut accueillie par des applaudissements.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 25.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 26.

(3) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 714.

leurs blessures les forcent de recourir pour y trouver les secours qui leur sont dus.

« La Convention nationale décrète le renvoi de cette pétition au ministre de la guerre, qui sera tenu de rendre compte, séance tenante, de l'exécution de la loi en faveur de ces défenseurs de la patrie (1).

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité des secours publics [BOUSSION, rapporteur (2)], sur la pétition des citoyens Delrue, Mackerel, Broigne, Santrin, Lower et Tafim, journaliers, habitant la commune d'Hazebrouck, district de Bergues, département du Nord, acquittés par jugement du tribunal extraordinaire et révolutionnaire, en date du 4 octobre, treizième jour du premier mois de l'an II de la République française une et indivisible; autorise le ministre de l'intérieur à payer à titre de secours, pour une fois seulement, et pour se retirer dans le lieu de leur domicile, la somme de 200 livres à chacun desdits citoyens; lesquelles sommes réunies formeront celle de 1,200 livres qui seront prises, par le ministre, sur celle de 2 millions mise à sa disposition, pour secours, par décret du 22 août 1790 (3). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des secours publics [BOUSSION, rapporteur (4)], sur la pétition de Pierre-Jean-Baptiste Tellier, cordonnier de Rouen, acquitté par jugement du tribunal extraordinaire et révolutionnaire, en date du 7 octobre, seizième jour du premier mois de l'an II de la République française une et indivisible, autorise le ministre de l'intérieur à payer à Pierre-Jean-Baptiste Tellier, à titre de secours, pour une fois seulement, et pour se retirer dans son domicile, la somme de 100 livres; laquelle somme sera prise par le ministre sur celle de 2 millions, mise à sa disposition par décret du 22 août 1790 (5). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités des secours publics et finances [ENJUBAULT, rapporteur (6)], décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« La trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de l'intérieur la somme de 100,000 livres, pour être distribuée, à titre de secours provisoire, aux citoyens de l'Arche (7), district de Barcelonnette (département des Basses-Alpes), qui ont abandonné leur commune, lorsque les Piémontais s'en sont emparés.

#### Art. 2.

« Dans la répartition qui sera faite de cette somme, le ministre de l'intérieur aura égard,

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 26.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 26.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

(5) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 27.

(6) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

(7) Il s'agit de la commune de Larche.

autant que possible, aux besoins des citoyens qui sont en fuite.

#### Art. 3.

« Le ministre rendra compte de l'emploi de ladite somme à la Convention, et lui présentera, dans le mois, la liste des citoyens qui auront participé à ce secours (1). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de la guerre [LE TOURNEUR, rapporteur (2)], sur les constructions exécutées dans l'arsenal de Meulan, en vertu du décret du 4 juin dernier, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les ateliers de l'arsenal établi dans le ci-devant convent des Bénédictins de Meulan (département de Seine-et-Oise) seront étendus pour suffire à une plus ample construction, conformément aux plans, devis et estimations présentés par le directeur dudit arsenal et déposés dans les archives du comité de la guerre de la Convention nationale.

#### Art. 2.

« Le ministre de la guerre fera passer dans le plus court délai, d'après les formes prescrites par la loi, l'adjudication de tous les objets de construction relatifs à l'agrandissement proposé; et fera délivrer au fur et à mesure du progrès des travaux, les sommes nécessaires tant pour la construction des ateliers susdits, que pour l'achat des outils et agrès dont ils devront être pourvus ainsi que pour les constructions dont la direction est confiée au citoyen Grobert.

#### Art. 3.

« Les vérifications des achats et constructions et la réception des affûts et voitures fardières seront faites par un commissaire nommé par le ministre de la guerre conjointement avec ceux nommés par la municipalité de Meulan. Le ministre de la guerre demeure, pour le surplus, chargé d'établir toutes les formes de comptabilité qu'il jugera nécessaires pour la sûreté des deniers de la République.

#### Art. 4.

« La compagnie des canonniers formée pour la manœuvre des affûts-fardières, sera composée de :

1 capitaine, 1 lieutenant, 1 porte-drapeau, 1 sergent-major, 4 sergents, 4 caporaux, 80 canonniers et 2 tambours.

La solde et la manutention de cette compagnie, sera conforme à celle décrétée pour les soldats de cette arme.

#### Art. 5.

« Ceux desdits canonniers employés jusqu'à ce

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 27.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.



jour seront payés de leur solde à compter de l'époque où ils seront entrés en activité de service, d'après les états de revue dûment constatés.

#### Art. 6.

Le citoyen Berlan, instructeur, jouira également des appointements qui lui étaient alloués par la municipalité de Paris à compter de l'époque où il est entré en fonctions.

#### Art. 7.

« Le ministre de la guerre fixera le rang et traitement qui devra être alloué au citoyen Grobert, directeur de cet arsenal, à raison des avantages que la République doit retirer de son invention.

#### Art. 8.

« Le ministre de la guerre prendra les mesures nécessaires pour mettre à la réquisition du sieur Grobert les ouvriers dont il pourra avoir besoin, ainsi que toutes les matières relatives aux constructions dont il est chargé.

#### Art. 9.

« Chaque division d'affûts-fardiens sera composée de 4 affûts, 2 caissons et une double forge, et accompagnée dans les armées, par 8 canonniers, 1 officier et 1 sous-officier.

#### Art. 10.

« La trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de la guerre jusqu'à concurrence de la somme de 1,600,000 livres pour 88 affûts fardiens montés sur leur triqueballe, 44 caissons, 22 doubles forges, 50 voitures d'ambulance et le harnachement de 748 chevaux; le tout d'après les modèles déposés dans l'arsenal de Meulan, et qui seront timbrés en présence des commissaires nommés à cet effet par le comité de la guerre. Le surplus de la somme indiquée ci-dessus sera employé à la préparation des ateliers et à la fourniture des outils et agrès que cette construction exige.

#### Art. 11.

« Le ci-devant couvent des pénitents, à Meulan, demeure réservé pour le casernement des canonniers, et pour la construction des voitures d'ambulance, indiquée dans l'article ci-dessus (1). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Saint-Martin. Votre comité de la guerre à qui vous avez renvoyé l'examen d'une machine,

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 28 à 31.

(2) *Moniteur universel* [n° 23 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793, p. 93, col. 3)]. D'après le compte rendu de ce journal, le rapporteur serait Saint-Martin et non Le Tournier. C'est probablement une erreur car la minute du décret, qui se trouve aux *Archives nationales*, porte la signature de Le Tournier.

D'autre part, le *Journal de Perlet* [n° 387 du 3<sup>e</sup> jour

inventée par le citoyen Grobert, destinée à rendre plus faciles les transports d'artillerie, a été témoin de plusieurs expériences qui ne lui ont laissé aucun doute sur son utilité; c'est d'après la persuasion où il est que cette découverte peut rendre de grands services à la République, qu'il vous propose le projet de décret suivant :

Saint-Martin lit un projet de décret qui est adopté. En voici les principales dispositions :

(Suit un résumé du projet de décret que nous avons inséré ci-dessus, d'après le procès-verbal.)

Un membre, au nom du comité des marchés, fait un rapport sur la demande de plusieurs fournisseurs de souliers, tendant à obtenir le paiement entier de leurs fournitures, jusqu'à ce que la loi du *maximum* fut en pleine activité.

Le projet de décret est écarté par la question préalable (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Un membre, au nom du comité des marchés. Les fournisseurs en détail de souliers pour les armées se sont présentés à votre comité, ils lui

de la troisième décade du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 106], rend compte du rapport de Le Tournier dans les termes suivants :

« Le comité de la Guerre présente, par l'organe d'un de ses membres, un rapport sur l'invention d'un affût et d'une voiture *fardière*, c'est-à-dire d'une voiture dont le centre de gravité est au-dessous du point de suspension. Par le moyen de cette invention, et d'après l'expérience qui en a été faite, une pièce de 16, montée sur l'affût *fardier*, peut être traînée et manœuvrée en bataille avec facilité et activité, et avec une grande économie de chevaux, de conducteurs et de haruais.

« Sur sa proposition la Convention décrète qu'il sera mis à la disposition du ministre de la Guerre une somme de 1,600,000 livres, pour 88 affûts fardiens, montés sur triqueballe, 44 caissons, 22 doubles forges et 50 voitures d'ambulance. »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 31.

(2) *Moniteur universel* [n° 23 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 94, col. 1]. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 390, p. 161), rend compte de la discussion de ce projet de décret dans les termes suivants :

« Le rapporteur du comité de surveillance des marchés rend compte des réclamations faites par les fournisseurs en détail de souliers pour les armées; ils avaient représenté qu'ayant acheté le cuir sur l'ancien pied et la taxe de cette marchandise n'étant pas encore faite, il ne serait pas juste de réduire le prix de leurs fournitures et ils demandaient que leurs engagements précédents fussent maintenus. Le comité appuie leurs réclamations. Il n'a pu entendre sans intérêt les plaintes de citoyens dont la situation approche de l'indigence; et il craint, d'ailleurs, si on n'y avait point égard que les soldats ne fussent exposés à manquer de souliers. Il propose que les engagements de fournisseurs, qui ne doivent point fournir plus de cent paires de souliers par semaine soient maintenus.

DUHEM. Ce qu'on vous demande est une infraction ou du moins une dérogation à la loi des taxations; une telle infraction ne peut être décrétée qu'après une vive discussion.

On fait valoir l'indigence des fournisseurs et le dénuement des armées; mais sous ces spécieux motifs, il n'est point d'exception qu'on ne puisse venir solliciter à cette loi des taxes si longtemps désirée et on parviendrait bientôt à la rendre nulle. La malveillance et

ont observé qu'ayant acheté le cuir avant la taxe, et par conséquent, bien plus cher qu'il ne coûte maintenant, il serait injuste de réduire le prix de leur fourniture. Le comité n'a pu entendre, sans intérêt, les réclamations des citoyens dont la situation approche de l'indigence; d'ailleurs, il serait à craindre que les soldats de la République ne manquaient de chaussure. D'après ces considérations, votre comité vous propose de décréter que les engagements des fournisseurs qui ne doivent point fournir plus de 100 paires de souliers par semaine seront maintenus.

**Duhem.** Ce qu'on vous demande est une infraction, ou du moins une dérogation à la loi des taxations, on fait valoir l'indigence des

la cupidité vous ont toujours épouvantés par la perspective habilement ménagée du dénuement des armées. On faisait manquer le service : point de souliers, point d'habits, point de culottes; et au moment du besoin, après l'avoir provoqué, on vous présentait des marchés et on vous faisait la loi. Ce qui est arrivé, arrivera encore, ne vous laissez point effrayer avant quinze jours; on viendra vous offrir des marchés parce qu'il y a des marchandises; mais surtout maintenez la taxe. Au surplus, j'insiste en général pour que nous nous occupions d'un système ou grand d'organiser sur les approvisionnements; quant à la réclamation particulière dont il est maintenant question, je demande l'impression du rapport et la discussion à demain.

Le rapporteur représente que le comité n'a rien négligé pour s'assurer de la justice de la pétition des réclamants; il a nommé un de ses membres pour prendre à cet égard les informations convenables: il en résulte qu'il existe une foule de petits soumissionnaires auxquels il est impossible de remplir leurs engagements, parce qu'ils ne peuvent se procurer de matière première à un prix proportionné à celui auquel on veut réduire leurs fournitures.

CHARLIER pense que l'humanité et la police doivent déterminer la Convention à faire droit à la demande des réclamants. Ce que vous leur accorderez, dit-il, sera moins considéré comme une exception à la loi de la taxe que comme une indemnité pour l'achat du cuir qu'ils ont payé jusqu'ici sur l'ancien pied.

L'article premier du décret proposé est relu.

DUHESME s'oppose à ce que le mot *dérogé* qui s'y trouve soit conservé. Il ne faut pas laisser croire que vous puissiez déroger en aucun cas à une loi aussi salutaire. Si vous accordez quelque chose, que ce ne soit qu'à titre de secours. C'est ainsi qu'après avoir sollicité des lois, on ne les fait point exécuter; on les demande, vous les décrêtez; on les élude; le peuple crie et on vous renvoie le peuple. Ces réflexions sont applicables à toutes les lois de circonstance. Je demande au moins que si vous accordez la faveur qu'on vous demande, elle soit limitée jusqu'au moment où la loi sur le *maximum* sera en pleine activité. On fait passer en avant ces petits fournisseurs pour ouvrir les portes; les portes ouvertes, il en passera de plus gros: voilà le mot de l'énigme. Ainsi, point de dérogation, et si vous accordez un secours, qu'il n'ait lieu que jusqu'à l'époque où la loi sur le *maximum* sera en activité.

CAMBON. Toutes ces exceptions demandées en faveur du pauvre tournent toujours au profit des riches. On dit que l'exception n'aura lieu que pour les petits fournisseurs qui ne fournissent pas plus de cent paires de souliers par semaine. Mais, qu'arrivera-t-il? Ceux qui ont des magasins de souliers les feront écouler par cent paires. Je viens de lire une affiche qui annonce la taxation des denrées. Laissez son cours à la loi; je demande la question préalable ou du moins le renvoi à la commission qui a fait la loi pour qu'elle examine si ce qu'on vous demande peut être accordé sans porter préjudice à la loi générale.

Le rapporteur. Il ne s'agit ni d'exception ni de dérogation. La question est d'empêcher des malheureux de perdre les factures qu'ils auront faites.

La question préalable est invoquée et adoptée.

fournisseurs et le dénuement des armées; mais sous ces spécieux motifs, il n'est point d'exception qu'on ne puisse venir solliciter et anéantir ainsi cette loi salutaire. La malveillance et la cupidité vous ont toujours épouvantés par les perspectives habilement ménagées du dénuement des armées. Avant 15 jours on viendra nous offrir des marchés avantageux à la République, parce qu'il y a des marchandises en magasin. Je demande l'impression du rapport, et l'ajournement de la discussion à demain.

Un membre. Citoyens, le comité n'a rien employé pour s'assurer de la justice de la réclamation; il a nommé un de ses membres pour prendre à cet égard les informations convenables; il en résulte qu'une grande quantité de fournisseurs ne peuvent faire honneur à leurs engagements, parce qu'ils ne peuvent se procurer des matières premières à un prix proportionné à celui auquel on veut réduire leurs fournitures.

CHARLIER. L'humanité vous commande de faire droit à la demande des réclamants : ce que vous leur accorderez sera moins regardé comme une exception à la loi, que comme une indemnité pour l'achat du cuir.

DUHESME. Je m'oppose et je m'opposerai toujours à ce qu'aucune dérogation soit faite à une loi. Si vous voulez accorder des secours à de petits fournisseurs, décrêtez que ces secours n'aient lieu que jusqu'à l'époque où la loi sur le *maximum* sera en pleine activité.

CAMBON. Toutes ces exceptions demandées en faveur du pauvre, tournent presque toujours au profit des riches. Si vous adoptiez le décret proposé, qu'arriverait-il? C'est que les gros fournisseurs feraient écouler leurs magasins par petite portion, et jouiraient ainsi d'un bénéfice que la loi ne prétend pas leur accorder. Je demande la question préalable sur ce projet de décret, ou si cette proposition n'est pas accueillie, j'en réclame le renvoi à la Commission qui a fait la loi sur le *maximum*, afin qu'elle examine si ce qu'on demande peut être accordé sans porter préjudice à la loi générale.

L'Assemblée décide qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le projet de décret présenté par le comité des marchés.

« Le citoyen Jean-Claude Cherrier, second suppléant du département des Vosges, est admis, sur le rapport du comité des décrets, en qualité de représentant du peuple (1). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des finances [CAMBON, rapporteur (2)], décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« La retenue des quatre deniers pour livre sur les dépenses de la marine et des colonies, est supprimée à compter de l'exercice commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1793.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 31.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton G 273, dossier 687.



## Art. 2.

« Les 4 deniers pour livre, perçus postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1793, sur les dépenses de l'exercice de l'année 1793, soit dans les ports, soit dans les colonies, avant la promulgation du présent décret, seront versés à la trésorerie nationale qui les portera en recette.

## Art. 3.

« Les fournisseurs et entrepreneurs qui se sont soumis à la retenue des 4 deniers pour livre, par des marchés qui ne sont point expirés, continueront d'être assujettis à cette retenue, tant que lesdits marchés seront en vigueur. Elle sera opérée par une déduction sur leurs fournitures et ouvrages, et il ne leur sera délivré des ordonnances que pour le net.

## Art. 4.

« Chaque année, le Corps législatif déterminera le supplément de fonds à accorder par la République, pour les besoins des gens de mer, des ouvriers non valides des ports et autres personnes désignées par les lois des 13 mai 1791 et 8 juin 1792.

## Art. 5.

« Pour l'année 1793, la Convention nationale met à la disposition du ministre de la marine, jusqu'à la concurrence de 600,000 livres, pour être employées avec les fonds de la masse commune, au paiement des pensions et des secours accordés aux invalides de la marine, des ouvriers des ports et autres personnes désignées par les lois des 13 mai 1791 et 8 juin 1792.

## Art. 6.

« Il sera tenu compte à la masse commune des invalides de la marine, du montant de la retenue des 4 deniers pour livre exercée, et qui continuera de l'être sur toutes les dépenses non acquittées de 1792 et des années antérieures.

## Art. 7.

« Les fonds qui proviendront, tant de la liquidation des lettres de change timbrées *marine*, et des récépissés des colonies qui ont été déposés entre les mains du liquidateur général, que des autres créances et économies de la caisse des invalides font également partie de la masse commune.

## Art. 8.

« Les fonds qui composent la tontine des navigateurs français et employés dans le département de la marine, continueront à être régis et administrés par leurs agents particuliers, et serviront également à acquitter les pensions, demi-soldes et secours accordés suivant les règles et les formes prescrites par les lois des 13 mai 1791 et 8 juin 1792.

## Art. 9.

« Les rentes provenant des économies des gens de mer, ou des dons à eux faits, continueront aussi à leur être payées et feront partie de la masse commune pour servir aux mêmes objets, sous la surveillance et la responsabilité du ministre de la marine.

## Art. 10.

« Les dispositions du titre V de la loi du 13 mai 1791 concernant la comptabilité de cette partie, lesquelles ont été confirmées par l'article 13 de la loi du 8 juin 1792, seront exécutées. Mais il ne sera remis ou payé aucune partie des 600,000 livres accordées par la nation, suivant l'article 4 ci-dessus, qu'en rapportant un rôle nominatif émargé des parties prenantes, certifié par l'agent des gens de mer, qui en aura fait l'avance des fonds de la masse commune, lequel rôle devra être vérifié par le sous-chef des classes, et visé par l'ordonnateur du port.

## Art. 11.

« La masse commune des gens de mer et des invalides de la marine sera créditée sur le grand-livre du produit des rentes ou intérêts qui lui sont dus par la nation. Elle est tenue de verser à la trésorerie nationale tous les fonds qui se trouvent libres dans sa caisse, tant en assignats ayant cours de monnaie, qu'en assignats démonétisés, pour se faire créditer sur le grand-livre à raison de 5 0/0 de leur montant.

## Art. 12.

« L'administration de la masse commune des invalides de la marine et des gens de mer sera suivie sous les ordres du ministre de la marine, par l'adjoint de la quatrième division. Elle supportera les frais de son administration, et les dispositions des lois des 13 mai 1791 et 8 juin 1792, seront suivies dans tout ce qui n'est pas contraire au présent décret (1). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

**Cambon.** La caisse des invalides de la marine a résisté jusqu'à présent aux coups réitérés que vous avez portés aux caisses particulières; il s'y est trouvé 1,670,000 livres en assignats démonétisés. Les administrateurs de cette maison se croyant dans le cas de la loi qui donne la faculté aux caisses publiques d'échanger les assignats à face royale contre des républicains, se sont présentés à la trésorerie nationale. Une pareille somme n'a point paru devoir jouir de la faveur de la loi; car votre intention n'est pas de laisser dans l'inactivité des fonds aussi considérables.

Vous avez renvoyé à votre comité des finances la question de savoir s'il peut y avoir des caisses particulières; la négative n'est plus contestée

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 31 à 34.

(2) *Moniteur universel* [n° 23, du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 94, col. 1].

aujourd'hui; mais relativement à celle dont je vous entretiens, le ministre a observé qu'on pourrait abuser de la suppression de cette caisse pour soulever les marins par une interprétation calomnieuse de vos intentions. Votre comité a pesé cette considération, et s'est appliqué à ne léser aucun intérêt; au reste, il est à propos de vous faire connaître par quelle opération abusive cette caisse était alimentée : on accordait sur les dépenses de la guerre 4 deniers pour livre pour les Invalides; on prenait de même les 4 deniers pour livre sur les dépenses de la marine, pour fournir les fonds de la caisse des Invalides de la marine; mais que résulte-t-il de là? que les fonds sont trop considérables ou trop modiques, suivant la dépense de la marine qui peut être de 100 millions, ou seulement de 6, et sans que pour cela, les besoins des Invalides éprouvent les mêmes variations, il est donc plus conforme à votre sagesse d'assigner des fonds directs à cette caisse, que de la soumettre à de pareilles chances, il reste maintenant 2 millions 500,000 livres. Nous avons cru devoir retirer cette somme d'une caisse particulière; mais sans attaquer la propriété des marins, c'est pourquoi nous vous proposons de faire verser ces fonds dans le trésor national, en accordant aux marins un intérêt de 5 0/0.

La proposition de Cambon est adoptée.

« La Convention nationale, sur la proposition d'un membre [PÉPIN (1)], décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« En formant une demande en divorce, s'il existe une communauté, le conjoint demandeur pourra faire apposer les scellés sur tous les meubles et effets mobiliers dépendants de ladite communauté.

#### Art. 2.

« Ces scellés ne pourront, soit dans le cours de l'instance, soit après le jugement définitif, être levés qu'en procédant de suite à l'inventaire des choses y comprises, à moins que les deux parties ne consentent à leur levée pure et simple (2). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

N... Citoyens, il s'élève journellement des contestations sur la question de savoir si, et à quelle époque les époux qui poursuivent le divorce, peuvent faire apposer les scellés sur les effets de la communauté pour en prévenir la distraction. Je demande que la Convention décrète que les scellés pourront être mis en même temps que la demande en divorce aura lieu.

Cette proposition est adoptée.

Un membre demande que le comité militaire fasse dans deux jours son rapport sur les moyens

d'exécution pour que chaque bataillon soit chargé de son habillement et équipement.

Cette proposition est décrétée (1).

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité d'aliénation [CORENFUSTIER, rapporteur (2)], décrète que les bâtiments qui avaient été possédés par les ci-devant religieuses Sainte-Marie, dans la ville de Crest, département de la Drôme, demeurent échangés contre ceux destinés à l'hôpital établi dans la même ville, pour ces derniers être à la disposition de la nation, conformément à la disposition des lois sur les biens nationaux (3).

*Suit le rapport de Corenfustier (4) :*

La ville de Crest, département de la Drôme contient deux bâtiments publics; l'hôpital est établi dans l'un, l'autre a été occupé par les ci-devant religieuses Sainte-Marie. La situation du premier n'est pas propre pour l'hôpital, son accès est pénible, surtout pour des malades. L'air qui circule dans le second est beaucoup plus salubre, il est d'ailleurs beaucoup plus favorable pour l'établissement, et la municipalité a sollicité l'échange de l'un contre l'autre. Sa délicatesse ne lui a pas permis de surveiller l'estimation par experts que sa démarche exigeait, et c'est d'après sa réquisition que le district a rempli sa tâche. Il résulte de l'estimation que la maison des ci-devant religieuses est de valeur de 10,000 livres, et que celle occupée par l'hôpital est appréciée 11,500 livres. Ce dernier bâtiment renferme un jardin, il peut être divisé en trois lots parfaitement distincts. Les experts observent d'ailleurs qu'il existe plusieurs gouttières dans la maison des ci-devant religieuses, et que ces vices entraîneront infailliblement sa ruine si la nation n'avise à leur réparation ou ne se dépouille pas de cet immeuble incessamment.

Les directoires de district et de département attestent, d'autre part, que l'intérêt de la nation, la bienfaisance et l'humanité concourent à déterminer l'accueil de la demande en échange, et c'est d'après ces motifs que votre comité d'aliénation m'a chargé de vous proposer le projet de décret qui suit.

*(Suit le projet de décret que nous insérons ci-dessus d'après le procès-verbal.)*

Une députation de la section du *Muséum* est admise à la barre.

Elle dépose sur l'autel de la patrie trois croix de Saint-Louis et un brevet de ce ci-devant ordre, du citoyen Sabinet, ancien capitaine dans le régiment ci-devant Royal-Marine.

Elle prévient la Convention que la section se prépare à célébrer le 25 de ce mois, une fête civique en l'honneur des martyrs de la liberté, Le Peletier et Marat.

Elle demande qu'une députation de la Conven-

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 34.

(3) *Moniteur universel* [n° 23 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 94, col. 2].

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 35.  
(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 35.

(4) Archives nationales, carton C 273, dossier 687.



tion nationale honore la cérémonie de sa présence.

La Convention nationale décrète qu'une députation de douze de ses membres assistera à cette cérémonie civique (1).

*Suit le discours prononcé par la députation de la Section du Muséum (2) :*

« Législateurs,

« La section du Muséum nous députe vers vous. Nous venons en son nom déposer sur l'autel de la patrie ce que jadis ne devait obtenir que la bravoure et l'honneur, et qui ne se donnait qu'à l'intrigue. Nous déposons trois croix que ci-devant l'on appelait de Saint-Louis, et un ci-devant brevet du même ordre, dont le citoyen Sabinet, ancien capitaine dans le régiment ci-devant royal marine, était propriétaire. La décoration des républicains sera dorénavant leurs exploits et leurs vertus; la nation, par ses représentants, saura récompenser le mérite, les défenseurs de la République seront aussi fiers d'un ruban tricolore attaché à leurs habits que l'était un ci-devant en portant à sa boutonnière un morceau d'émail entrelacé d'or, qu'il devait souvent à la protection d'une femme prostituée ou d'un évêque libertin.

« Nous faisons et remplissons en même temps auprès de la Convention nationale, un devoir bien cher à nos cœurs. La section du Muséum se prépare à célébrer une fête civique en l'honneur des martyrs de la liberté Le Pelletier et Marat. Nous osons espérer qu'une députation de la Convention nationale honorera la cérémonie de sa présence et jurera, avec la section du Muséum, de venger la mort de ces illustres martyrs. La cérémonie aura lieu le 25<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République, ci-devant 16 octobre présente année, 3 heures après-midi. Le cortège s'assemblera dans le lieu ordinaire des séances.

« Respect et hommage à la Convention nationale, salut et fraternité, amitié à la Montagne fidèle à son poste.

« Ce 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République française une et indivisible.

(*Suivent 10 signatures.*)

*Extrait des registres des délibérations de l'assemblée générale de la section du Muséum, le 10 de la 2<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible (3).*

Appert l'assemblée avoir nommé les citoyens Guidamour, Verrier, Le Jeune, Moudon, Lamarre, Wolf, Hilleret, Petitdelorme, Roussin, Allart, Louvrier, Couvreur, à l'effet de se transporter à la Convention, et l'inviter à envoyer une députation pour assister à l'inauguration des bustes de Le Pelletier et Marat, qui se fera le cinq de la troisième décade du présent mois; et que les dits commissaires se transporteront à la Société des Jacobins pour y faire la même invitation, ainsi qu'au conseil général de la commune.

*Pour extrait conforme :*

VIVIER, président; RICHARD, secrétaire.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 38.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

(3) Ibid.

(Les citoyens Wolf et Hilleret n'ont pas signé la pétition).

## SECTION DU MUSÉUM.

### Ordre de la marche (1).

Pompe funèbre qui aura lieu le 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an deuxième de la République française une et indivisible (vieux style, mercredi 16 octobre), pour l'inauguration des bustes de Marat et de Le Pelletier.

Le cortège s'assemblera à 3 heures précises, dans le lieu ordinaire de l'assemblée générale de la section. Il partira dans l'ordre suivant : par le quai de l'Ecole, les rues de la Monnaie, Saint-Honoré, Saint-Nicaise, la place de la Réunion, où le cortège s'arrêtera pour brûler l'acte d'accusation contre Marat. Cet acte arraché par l'astuce et la plus lâche perfidie, sera porté par une députation de la Convention nationale, épurée, pour réjouir les mânes de cette courageuse victime de la vérité. De là, le cortège continuera sa marche, toujours dans le même ordre, par le quai du Louvre jusqu'à la rue des Poulies, pour entrer dans la cour du Louvre par la colonnade.

### Marche.

1<sup>o</sup> Un peloton de canonniers qui ouvrira la marche, ayant en tête des tambours. Ils iront sur 8 ou 10 de front.

2<sup>o</sup> Un détachement de la force armée.

3<sup>o</sup> Les sociétés populaires, avec leur enseigne en tête.

4<sup>o</sup> Les sections de Paris, précédées de leur bannière.

5<sup>o</sup> Les corps constitués avec leur enseigne.

6<sup>o</sup> Un détachement de la section armée, son drapeau et des tambours en tête.

7<sup>o</sup> La section du Muséum en masse, et sans armes.

8<sup>o</sup> Un corps de musique.

9<sup>o</sup> Une députation de la Convention nationale.

10<sup>o</sup> Les défenseurs de la liberté de la première réquisition de la section du Muséum, porteront et environneront les bustes de Marat et de Le Pelletier, avec le respect qu'inspire la vertu à ceux qui ont juré de vaincre ou de mourir pour la patrie. Ils auront chacun une branche de chêne à la main.

11<sup>o</sup> Toutes les citoyennes de la section, dont le civisme est reconnu, sont invitées à se rendre à cette fête patriotique, vêtues de blanc, tenant leurs enfants par la main et portant des fleurs pour en couvrir la tombe de Marat.

12<sup>o</sup> La marche sera fermée par un détachement de la force armée de la section.

13<sup>o</sup> Un guidon tricolore précédera chaque corps ; levé, il indiquera qu'il faut marcher ; baissé, qu'il faut s'arrêter.

Lorsqu'on sera arrivé dans la cour du Louvre, on déposera les bustes de Marat et de Le Pelletier. Sur les sarcophages, on y verra les tableaux de ces deux martyrs de la liberté, peints par David ; on chantera des hymnes funèbres en leur honneur.

VIVIER, président; RICHARD, secrétaire.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

COMPTE RENDU du *Journal des Débats*  
et des *Décrets* (1).

Des députations demandent à être admises.

**Mailhe.** Les nouvelles dispositions prises par la Convention sur les jours accordés à l'audition des pétitionnaires, n'ont pu être connues de tous les citoyens de la République. Je pense qu'il est convenable d'admettre ceux qui n'ont pu les connaître.

La section du Muséum se présente.

On réclame, sur le fondement qu'elle doit avoir connaissance du décret sur les pétitionnaires.

Enfin elle est entendue. Elle dépose sur l'autel de la patrie trois croix de Saint-Louis et invite la Convention à nommer des députés pour assister à une fête qu'elle se propose de célébrer en l'honneur de Marat et de Lepelletier, le 25.

Une députation de la Société populaire de Saint-Vincent de Nantes, exprime dans une pétition son étonnement et ses regrets sur la destitution des généraux Aubert-Dubayet et Canclaux, au moment même où ils remportaient des avantages sur les rebelles. Ils demandent que le général Dubayet soit entendu ainsi que Ronsin au comité de Salut public, et d'être présents à l'interrogatoire.

Ils présentent aussi un arrêté de la Commission des subsistances de Nantes, d'après lequel ils réclament qu'il soit accordé 2 millions à cette ville pour cet objet.

Un membre [VILLERS (2)] fait sur cette pétition la proposition qui est décrétée ainsi qu'il suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu la pétition de deux députés de la société de Saint-Vincent, de Nantes, et sur la motion d'un membre, décrète :

« 1<sup>o</sup> Que le général Dubayet se rendra au comité de Salut public, où il sera entendu contradictoirement avec le général Ronsin, en présence des députés de Nantes;

« 2<sup>o</sup> Que la conduite du général Canclaux sera examinée par le même comité, pour en rendre compte incessamment à la Convention;

« 3<sup>o</sup> Que cette pétition sera envoyée au comité des finances pour ce qui regarde la demande de 2 millions;

« 4<sup>o</sup> Renvoie les pétitionnaires, pour la demande des subsistances, vers les représentants du peuple dans le département de la Loire-Inférieure, qui sont autorisés, par la loi du 11 septembre, à faire toutes les réquisitions sur cet objet (3). »

*Suit le discours prononcé par la députation de la Société populaire de Saint-Vincent de Nantes (4).*

« Citoyens représentants,

« Vous voyez au milieu de vous deux com-

missaires envoyés par la Société populaire séante à Saint-Vincent, à Nantes.

« Ils viennent pour déchirer le voile infernal de la prolongation d'une guerre que la jalousie et l'ambition ont seules empêché de terminer par la prompte défaite des rebelles.

« Nous n'avons rien à ajouter aux vérités que les citoyens Merlin et Philippeaux, vos collègues, vous ont dites; mais nous qui ne voyons que la patrie et la destruction générale des brigands qui souillent, par leurs crimes, la terre de la liberté, nous ne pouvons concevoir comment des généraux qui ont suivi le plan arrêté à Saumur le trois septembre dernier; qui, dans l'espace de vingt-quatre jours ont enlevé aux rebelles les postes du Port Saint-Père, Machecoul, Légé, Montaigu, Clisson et Saint-Symphorien comment de tels généraux soient destitués et rappelés par le pouvoir exécutif au moment même de leurs victoires, tandis que les armées de Saumur, de La Rochelle et des Sables, composées d'états majors si nombreux, n'ont point secondé la marche de l'armée des Côtes de Brest.

« Vos moments sont trop précieux, citoyens représentants, pour vous donner en somme e tous les détails des opérations de la garnison de Mayence. Nous demandons, au nom du salut de la patrie, que la Convention nationale décrète que le général Dubayet soit entendu, dans le jour, au comité de Salut public, contradictoirement avec le citoyen Ronsin, pour, le rapport, être fait séance tenante, des causes qui ont pu prolonger une guerre qui devait être finie dans le mois dernier.

« Nous vous demandons aussi que vous nous permettiez d'être présents au comité de Salut public, lors de la discussion, ayant été témoins oculaires des opérations de l'armée des Côtes de Brest, près de laquelle quatre membres de la Société populaire de Nantes, séante à Saint-Vincent, ont été députés.

« De vrais sans-culottes qui ont combattu avec courage les fédéralistes de Nantes, qui ont en tout temps professé les principes de nos braves montagnards, sont incapables de vous en imposer.

« Nous demandons aussi qu'après avoir pris en considération la pétition du comité des subsistances du conseil général de la commune de Nantes, que nous déposons sur le bureau, la Convention accorde une somme de deux millions pour être employée à procurer des subsistances à notre cité, laquelle somme sera avancée par la Convention, sauf le remboursement par les plus riches habitants de Nantes.

« Paris, le 22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois, l'an II de la République française une et indivisible.

« HOUGET; C. FORGET. »

*Suit la pétition du comité des subsistances du conseil général de la commune de Nantes (1).*

*Aux citoyens composant le comité des subsistances près la Convention nationale.*

« Nantes, le 8 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens,

« A qui mieux qu'à vous, pères de la patrie,

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n<sup>o</sup> 390, p. 163).

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 687.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 36.

(4) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 687.

(1) *Archives nationales*, carton C 273, dossier 687.



pouvons-nous adresser la plus légitime des demandes.

« Notre population de quatre vingt-mille âmes vous est connue. Augmentée de vingt mille réfugiés que nous nourrissons depuis six mois notre ville se trouve le passage, elle renferme le dépôt continuel d'une grande quantité de troupes de la République.

« Considérez sa position locale. Les ennemis d'un côté; vignobles, pacages, landes et bruyères de l'autre; ajoutez-y la communication de la Loire interceptée depuis le mois de mai, et jugez de la situation de nos subsistances.

« Une activité soutenue a été mise en pratique, et continuait à procurer des aliments au jour la journée. Il est funeste, il est déchirant de le dire, et c'est au moment où les législateurs travaillaient pour une uniformité tendant au bonheur général, que tout nous manque. Notre position est affreuse, nous vous dévoilons le mystère, nous sommes placés pour cela, et nous le devons.

« Dès le 31 juillet nous l'avons prévue, nous en avons fait part au ministre de l'intérieur; récidivée, appui, demandes, secours, ont été faits sans succès.

« Esclaves de la loi, en la prenant pour notre déité, nous mettons aussi en elle notre espoir. Vous qui en êtes les organes, citoyens représentants, prenez en considération la situation de notre ville. *Elle est en état de siège.* Par là même, elle a des droits à réclamer les secours de la République, et ces secours doivent être prompts pour être efficaces.

« Nous nous proposons, comme mesure secondaire, de faire donner aux citoyens représentants, vos collègues, que nous possédons, la latitude de requérir dans les départements circonvoisins, dont les villes peuvent et offrent nous partager leur superflu, de le verser pour nous, à la condition que le transport s'en fera sans éprouver d'entraves.

« Nous vous le redisons, citoyens représentants, il faut du pain aux habitants de cette cité. Si par là nous avons pu prévenir de grands maux, nous nous estimerons trop heureux.

« *Les membres du comité de subsistances du conseil général de la commune de Nantes.*

« VAN NEUNEN junior, officier municipal; D. COLAS, officier municipal; M. TOURGOULHET; J. BARCOFF, vice-président; GODEBERT, officier municipal; FOUVÉ, notable; CHIRON, notable. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Une autre députation de la commission populaire de Saint-Vincent de Nantes exprime le regret que lui a causé la destitution des généraux Aubert-Dubayet et Canclaux.

(*Suit un résumé de la pétition que nous insérons ci-dessus d'après le document des Archives.*)

(1) *Moniteur universel* [n° 23 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 94, col. 2]. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 390, p. 166) et les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 286 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 1301, col. 1] rendent compte de l'admission à la barre de la Société

Villiers. Loin de moi la manie et la criminelle idée de censurer les opérations du comité de Salut public. Les circonstances critiques où nous nous trouvons exigent un point central d'où doivent partir tous les coups qui confondront les ennemis de la patrie; ceux qui les dirigent doivent avoir votre confiance, et je crois qu'ils la méritent.

Mais qu'il me soit permis d'épancher un instant mon âme, en respectant les motifs qui ont déterminé le comité de Salut public à destituer des généraux dont la conduite avait paru, jusqu'à ce moment, irréprochable.

Je ne parlerai que de Canclaux, dont j'ai suivi pendant quelque temps la marche. Il a sans doute un grand vice, c'est cette tache originelle qui m'a toujours inspiré pour lui de la défiance; mais vous avez dans votre sein même des membres comme lui, qui l'effacent par leur patriotisme et leurs talents.

C'est celui de tous les généraux qui, depuis le commencement de cette guerre inconcevable de la Vendée, a obtenu le plus de succès; c'est lui

populaire de Saint-Vincent de Nantes, dans les termes suivants :

#### I

#### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* :

Autre députation de la Commission populaire de Saint-Vincent de Nantes.

(*Suit un résumé de la pétition que nous insérons ci-dessus d'après le document des Archives.*)

VILLIERS. Je ne censurerai point le comité de Salut public. Il nous faut un point central; mais qu'il me soit permis d'épancher mon âme.

En respectant les motifs qui ont fait destituer Aubert Dubayet et Canclaux, on peut, quand on sait ce qu'ils ont fait de bien, désirer savoir ce qu'ils ont fait de mal. Je laisserai à ceux qui connaissent particulièrement Aubert-Dubayet, prendre sa défense; je ne veux vous parler que de Canclaux. Est-ce d'avoir été noble? Est-ce cette tache originelle qu'on lui reproche? Mais alors pourquoi avoir attendu le moment de ses succès? A lui seul appartient l'honneur de repousser les rebelles de Nantes, honneur qu'on attribue à Beysser. C'est lui qui a répondu dans tous les temps qu'il ne reconnaît jamais que la Convention nationale.

Je demande : 1<sup>o</sup> le renvoi au comité de Salut public, pour faire un prompt rapport; 2<sup>o</sup> sur l'objet des subsistances, que les représentants du peuple soient autorisés à faire toutes les réquisitions pour l'approvisionnement de Nantes; 3<sup>o</sup> que les pétitionnaires soient présents à l'audition de Dubayet ainsi que de Ronsin (*Décreté.*)

#### II

#### COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires*.

Une députation de la société populaire de Nantes, dite de Saint-Vincent, se plaint du rappel et de la destitution des généraux Aubert-Dubayet et Canclaux. (*Suit un résumé de la pétition que nous insérons ci-dessus d'après le document des Archives.*)

VILLIERS. Vous connaissez tous le civisme d'Aubert-Dubayet; vous savez aussi que Canclaux a chassé les brigands qui menaçaient la ville de Nantes, et non pas l'intrigant Beysser qui s'est seul attribué cet avantage. C'est encore le général Canclaux, dont tout le crime est malheureusement d'être né dans une caste si justement prosaïque, qui a répondu aux fédéralistes qu'il ne connaissait d'autre autorité que celle de la Convention et qu'il se rallierait toujours autour d'elle. Je ne sais pas ce que ces généraux ont pu faire contre la République, mais je connais ce qu'ils ont fait pour elle.

L'Assemblée décrète que son comité de Salut public lui fera un rapport sur la destitution d'Aubert-Dubayet et du général Canclaux.

qui, le 29 juin, repoussa les brigands de Nantes avec tant de courage; pourquoi la gloire de cette journée n'a-t-elle été attribuée qu'à l'intrigant Beysser? C'est lui qui répondit aux propositions insidieuses et perfides de ce nouveau général, qu'il ne reconnaîtrait jamais d'autre autorité que la Convention nationale.

Je demande, 1<sup>o</sup> le renvoi de cette pétition au comité de Salut public pour en faire un prompt rapport;

2<sup>o</sup> Que les représentants du peuple soient autorisés à faire les réquisitions nécessaires pour l'approvisionnement de la ville de Nantes;

3<sup>o</sup> Que la demande des pétitionnaires, d'être présents au comité de Salut public lorsqu'on traitera l'affaire de Dubayet et de Ronsin, leur soit accordée.

Ces propositions sont adoptées.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de la guerre [GOSSUIN, rapporteur (1)], décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Tout citoyen mis en réquisition pour le service des armées qui prétendra être dispensé d'obéir à la réquisition pour cause de maladie ou d'infirmités, sera tenu de faire constater son état par un médecin ou chirurgien qui sera nommé à cet effet par l'administration du district du lieu où il se trouvera : le certificat délivré par le médecin ou chirurgien sera visé par ladite administration, qui sera autorisée à faire vérifier de nouveau l'état du citoyen à qui le certificat aura été délivré.

#### Art. 2.

« Tout citoyen mis en réquisition, tout militaire en activité de service qui fera attester faussement qu'il est malade ou infirme, sera réputé suspect, et comme tel, mis en état d'arrestation jusqu'à la paix, sans préjudice de plus forte peine, s'il y avait un faux matériel dans la fabrication du certificat de maladie.

#### Art. 3.

« Tout médecin ou chirurgien qui sera convaincu d'avoir donné de faux certificats de maladie ou d'infirmités, soit à des citoyens mis en réquisition, soit à des militaires en activité de service, sera puni de deux ans de fers (2). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

Un membre. Citoyens, les médecins des armées, que des intérêts particuliers attachent aux

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier n° 687.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 36.

(3) *Moniteur universel* [n° 23 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793)], p. 94, col. 2]. D'autre part, l'*Auditeur national* [n° 387 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793)], p. 2] rend compte de la présentation de ce projet de décret dans les termes suivants :

« Le rapporteur du comité de la Guerre rend compte

familles, favorisent l'inutilité dans laquelle veulent demeurer les muscadins, en leur accordant trop légèrement des certificats d'infirmité ou de maladie. Je demande qu'il soit pris des mesures pour remédier à cet abus.

Thuriot. Le but du décret que vous avez rendu à cet égard n'est point rempli. Il ne faut pas que les municipalités nomment les chirurgiens; car dès lors ils sont à la disposition des gens riches. Il faut suivre la marche ordinaire. Je demande que l'Administration de district soit chargée de ces nominations; vous anéantirez ainsi l'effet des affections particulières.

La proposition de Thuriot est adoptée.

Sur le rapport de Gossuin, le décret suivant est rendu.

(Suit le texte du décret que nous insérons ci-dessus d'après le procès-verbal.)

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité de la guerre [GOSSUIN, rapporteur (1)], passe à l'ordre du jour sur la pétition des deux compagnies soldées des canonnières de la place de Douai, motivée sur ce qu'elles sont comprises dans la disposition du décret qui accorde la même solde aux corps de canonnières en activité de service, soit dans les garnisons, soit auprès des armées.

« Le surplus de la pétition est ajourné (2). »

La Convention nationale renvoie à l'examen du comité de Salut public la proposition, faite par un membre [PONS (de Verdun) (3)], d'étendre aux sujets de tous les despotes coalisés contre la République la loi rendue contre les Anglais (4).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (5).

Pons (de Verdun.) Les Anglais se sont livrés contre nous à tous les excès de la rage; mais

de la conduite des muscadins dans certaines parties de la République, qui, pour se soustraire à la réquisition, feignent d'avoir des incommodités. Pour déjouer leurs projets, il faut adopter le décret suivant :

(Suivent les principales dispositions du décret que nous insérons ci-dessus, d'après le procès-verbal.)

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 37.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier n° 687 et d'après les divers journaux de l'époque.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 37.

(5) *Moniteur universel* [n° 24 du 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793)], p. 96, col. 3]. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 390, p. 167), l'*Auditeur national* [n° 387 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793)], p. 3], le *Journal de Perlet* [n° 387 du 3<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793)], p. 107] et les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 282 du 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793)], p. 1303, col. 1] rendent compte de la motion de Pons (de Verdun), dans les termes suivants :

#### I.

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

Pons (de Verdun). Les Anglais se sont livrés contre nous à tous les excès de la rage; mais sont-ils nos



sont-ils nos seuls ennemis? Les satellites autrichiens, prussiens, hollandais se sont-ils montrés moins barbares? Pourquoi donc avoir établi une différence dans la manière dont nous traitons les individus de ces différents pays avec celle dont nous traitons les Anglais? Le peuple de ces pays n'aura-t-il pas le droit de nous reprocher sa ruine?

Je demande que les autres étrangers soient assimilés aux Anglais, ou le renvoi au comité pour motiver la différence qu'il a établie.

**Duhem.** Je demande qu'on ne donne pas sans examen plus d'étendue à une proposition, que vous a proposée le comité après l'avoir méditée. Je demande donc le renvoi au comité des propositions que vient de faire Pons.

Le renvoi est décrété.

seuls ennemis? Les satellites autrichiens, prussiens, hollandais se sont-ils montrés moins barbares? D'où vient donc avoir établi une différence dans la manière dont nous traitons les individus de ces différents pays habitant la République? Et dans quel moment? Lorsqu'il est question d'une descente en Angleterre, quand vous ne connaissez point les sentiments politiques du peuple anglais. Voulez-vous ainsi l'exciter au désespoir et nationaliser sa résistance? Ces observations n'ont pas besoin de développement.

Je demande que les autres étrangers soient assimilés aux Anglais, ou le renvoi au comité pour motiver la différence qu'il a établie.

**Duhem.** Toutes les fois que le comité de Salut public présente une mesure, on veut la forcer en lui attribuant une latitude nouvelle. Le comité a seul les données qui ont déterminé sa conduite. Au surplus, je ne m'oppose pas à ce que les observations de Pons soient envoyées au comité.

Le renvoi au comité est décrété.

## II.

### COMPTE RENDU de l'Auditeur national :

**Pons (de Verdun).** En relisant la loi contre les Anglais, je me suis demandé si les Anglais étaient nos seuls ennemis pour les traiter avec tant de rigueur. Avons-nous oublié les barbaries exercées contre nous par les Autrichiens, les Prussiens et les Hollandais? D'où vient cette différence de traitement? Au moment où l'on parle de faire une descente en Angleterre, voudrait-on nationaliser la résistance que cette puissance peut nous opposer. Je demande que la loi contre les Anglais soit étendue à toutes les puissances avec lesquelles nous sommes en guerre, ou qu'elle soit rapportée, ou que du moins le comité de Salut public nous fasse connaître la différence de ce traitement.

La dernière partie de la proposition de Pons (de Verdun) est décrétée.

## III.

### COMPTE RENDU du Journal de Perlet :

**Pons (de Verdun).** Votre décret contre les Anglais m'a suggéré quelques réflexions. Je me suis demandé pourquoi vous ne l'avez pas étendu à tous les sujets des puissances coalisées contre la République. Avez-vous donc oublié les cruautés inouïes des satellites du despote prussien, du tyran des Bataves et de l'exécrable maison d'Autriche? Aucun de vous n'ignore sans doute qu'il existe en Angleterre des semences de discord qui peuvent mener ce peuple parmi lequel, quoiqu'en en veuille dire, nous comptons des amis, à une révolution semblable à la nôtre? Eh bien, avez-vous pu vouloir désespérer de ces braves insulaires et nationaliser encore plus particulièrement à leur égard la guerre actuelle?

Je demande que le comité de Salut public nous fasse connaître les raisons de la différence qu'il a mise entre le

La Convention nationale ordonne l'impression du rapport (1) que Barère, au nom du comité de Salut public, a fait sur la ville de Lyon, dans la séance d'hier (2).

La discussion sur le Code civil est reprise [CAMBACÉRÈS, rapporteur (3)] : plusieurs articles sont décrétés, et qui en feront partie d'après la rédaction qui en sera présentée de nouveau par le rapporteur, conformément aux notes qu'il en a conservées.

La proposition est faite que toutes les successions ouvertes depuis le 14 juillet 1789, comme celles qui s'ouvriront pour l'avenir en ligne directe, soient sujettes à l'égalité de partage entre tous les cohéritiers, nonobstant toutes donations entre vifs et toutes dispositions testamentaires, qui demeurent annulées.

Cette proposition, après avoir été soutenue par quelques membres et combattue par d'autres, est décrétée par la Convention nationale.

Un membre demande que toutes les successions dévolues aux mineurs actuels et non mariés soient, à dater de ce jour, sujettes à rapport, pour être partagées entre tous les héritiers et leurs représentants, nonobstant toutes substitutions et transactions quelconques.

Cette proposition est renvoyée au comité de législation (4).

### COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets (5).

Un article du Code civil, décrété, ordonne que pour toutes les successions ouvertes depuis le 14 juillet 1789, ainsi que pour celles qui s'ouvriront, les héritiers en ligne directe sont tenus

sort des Anglais et celui des sujets des autres despotes coalisés. (Décrété.)

## IV.

### COMPTE RENDU des Annales patriotiques et littéraires.

**Pons (de Verdun)** fixe l'attention de l'Assemblée sur la loi portée contre les Anglais. On parle, ajoute-t-il, d'une descente en Angleterre; mais ignore-t-on que le jugement de Louis Capet a été pour Pitt un excellent moyen de nationaliser la haine des Anglais pour la France? Veut-on, par le dernier décret rendu contre les Anglais, détruire les semences d'insurrection que l'on voit exister maintenant en Angleterre? Pourquoi saisir l'époque d'une descente dans cette île pour porter une loi contre ses habitants?

Je demande que les Prussiens, les Autrichiens, et généralement tous les sujets des puissances avec lesquelles la République est en guerre, soient compris dans la loi, ou qu'elle soit rapportée, ou bien que le comité de Salut public explique pourquoi il a seulement fait proscrire les Anglais, tandis que d'autres étrangers, non moins dangereux, habitent encore notre territoire.

L'Assemblée renvoie cette motion à l'examen de son comité de Salut public.

(1) Nous n'avons pu découvrir ce rapport.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 37.

(3) D'après les journaux de l'époque.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 38.

(5) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 390, p. 167). D'autre part, l'*Auditeur national* [n° 387 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 3] et le *Journal de Perlet* [n° 387 du 3<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de

de faire rapport de ce qu'ils auront reçu par donation entre vifs, à l'effet d'établir égalité de partage entre les cohéritiers.

Pour connaître le sens de cet article et en sentir toute la puissance, il faut savoir que, dans la jurisprudence ancienne, les héritiers favorisés par des donations avaient la faculté de renoncer à la succession, en s'en tenant aux avantages qui leur avaient été faits ou d'y prendre part, en rapportant à la masse ce qu'ils avaient reçu. Or, c'est cette faculté de choisir entre les avantages à eux faits ou leur part dans l'hérédité que la loi nouvelle anéantit.

Elle ne laisse plus le choix; elle commande impérieusement le rapport. En effet, celui qui pouvait opter ainsi avait un avantage sur ses cohéritiers, avantage qui choque évidemment l'égalité.

Les principes qui avaient dicté cet article n'ont point été révoqués en doute; on pense, au contraire qu'il n'avait pas été donné assez de latitude à leur explication.

**Thuriot (1)** a demandé pourquoi l'effet de la loi était fixé à l'époque du 14 juillet 1789 et

ne remontait pas plus haut. Il a soutenu qu'il était dérisoire de dire : nous voulons une part égale pour tous les enfants; et cependant, si la donation est antérieure à 1789, elle sera valable; comme si la Convention n'était pas en mesure, dans tous les temps, pour rappeler les vraies maximes et que l'application pût en être trop entière ! Les vraies maximes sont l'égalité de partage entre les enfants. Ces maximes sont gravées dans le cœur des pères par la nature, quand bien même elles ne le seraient pas sur les tables de la loi. Il demande que dans toutes les successions qui s'ouvriront, les enfants soient obligés de faire le rapport des avantages qu'ils auront reçus à quelque époque que remontent les donations faites en leur faveur.

**Cambon** ne fait encore qu'à demi l'application du principe. Il ne parle que des successions qui s'ouvriront. C'est pour ces successions seulement qu'il réclame que soit ordonné le rapport des donations, quelle que soit leur époque. Je demande que l'obligation de ce rapport soit appliqué à toutes les successions ouvertes depuis le mois de juillet 1789. Le règne de l'égalité date de cette époque.

**Mailhe.** Je joindrai de nouveaux motifs puisés dans l'intérêt national. Nos bataillons étaient formés de cadets réduits à leur portion légitimaire. Ce sont eux principalement qui sont émigrés. La nation qui est appelée à leur succéder a intérêt à ce que leur portion légitimaire ne soit pas diminuée. Je vous observe d'ailleurs, que, d'autre part, nos jeunes citoyens aux frontières ont présenté une foule de pétitions, pour jouir des droits de l'égalité après le moment de la Révolution. Si les principes n'ont pas été décrétés dès cet instant, ils ont dû l'être et leur effet doit dater de ce moment.

**Cambon.** Ce principe n'est point contesté. Dès qu'il le sera, j'en présenterai un autre favorable aux deniers de la République.

**Cambacérès, rapporteur,** insiste sur l'inconvénient qu'il y aurait à appliquer la nécessité des rapports aux successions ouvertes depuis l'époque du mois de juillet 1789. Un individu, dit-il, aura hérité ou s'en sera tenu aux avantages par lui reçus. Dans ce dernier cas, j'aurai regardé les objets en sa possession à ce dernier titre, comme sa propriété. Je lui aurai prêté sur ce gage; je lui aurai donné ma fille : ce que je n'eusse point fait, si la loi à laquelle vous voulez le soumettre eût existé.

*Un membre.* Si vous vous décidez pour faire remonter l'obligation des rapports aux successions ouvertes depuis 1789, je demande que vous vous expliquiez sur ce qui concerne les acquéreurs ou les créanciers hypothécaires. Les acquéreurs seront-ils dépouillés de l'objet rapporté à la succession ? Resterait-il grevé de l'hypothèque des créanciers ? Je suppose un homme qui a recueilli une donation. Il a vendu ou emprunté avec hypothèque : l'acquéreur, le prêteur ne pouvaient deviner la loi qu'on vous demande aujourd'hui. Ils ont acquis ou prêté avec confiance. Vous n'avez pas intention de porter atteinte à leurs droits; votre but est seulement qu'un enfant n'ait pas plus que l'autre.

Je demande que dans le cas seulement où les biens restant à l'héritier qui rapportera, ne seraient pas suffisants pour répondre soit à des

l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 108] rendent compte de la discussion du Code civil dans les termes suivants :

## I.

### COMPTE RENDU de l'Auditeur national.

**CAMBACÉRÈS, organe du comité de Legislation,** présente la rédaction de plusieurs articles additionnels à l'appendice sur le partage des successions, lesquels seront expédiés et exécutés sur-le-champ. En voici les principales dispositions :

1<sup>o</sup> Les ci-devant religieux et religieuses, qui ont fait leur vœu avant le terme fixé par la loi, sont réintégrés dans tous leurs droits, de même que s'ils n'eussent jamais fait de vœu ;

2<sup>o</sup> Les ci-devant religieux et religieuses sont habiles à recueillir les successions ouvertes depuis le 24 juillet 1789 ;

3<sup>o</sup> Les enfants ne pourront prendre part au partage de succession de leur père et mère et autres ascendants, sans rapporter les donations qu'ils auront reçues antérieurement au 14 juillet 1789 ;

4<sup>o</sup> A compter de cette époque, les successions qui seront ouvertes seront partagées également entre les enfants, et ils seront tenus de rapporter tout ce qu'ils auront reçu à quelque titre que ce soit.

Plusieurs membres s'étaient opposés à l'admission de ces articles, parce que, disaient-ils, c'était donner un effet rétroactif à la loi.

Mais **Thuriot** a fait observer que la liberté et l'égalité ayant été solennellement proclamées le 14 juillet 1789, dès ce moment tous les droits de chaque citoyen ont été assurés; de sorte qu'admettre les articles ci-dessus, ce n'est pas donner à la loi un effet rétroactif, mais consacrer l'exécution des droits de chaque citoyen, du moment qu'ils leur ont été acquis.

## II.

### COMPTE RENDU du Journal de Perlet.

On passe à la discussion sur quelques articles supplémentaires du Code civil. Il est décrété que les religieux sont habiles à recueillir les successions échues, à compter du 14 juillet 1789; les actes de dernière volonté faits lors de leur profession sont anéantis. Le décret rendu ces jours derniers est rapporté sur celui-ci. Quelques dispositions relatives aux successions en général sont décrétées, sauf rédaction ultérieure.

(1) Nous avons conservé le texte du *Journal des Débats*; mais il nous paraît que les paroles prêtées à Thuriot dans ce paragraphe doivent être attribuées à Cambon.



acquéreurs ou à des créanciers, ces derniers aient la faculté de faire valoir leurs droits sur les biens assujettis au rapport.

La Convention décrète que les enfants et descendants ne peuvent prendre part aux successions sans rapporter ce qu'ils auront reçu, même avant 1789;

Qu'à compter de 1789, les successions seront partagées également et les rapports forcés.

Cambon avait annoncé un projet favorable aux deniers de la République; il demande que les moines et religieuses soient admis dans les successions depuis le 14 juillet 1789, et que ce qu'ils recueilleront à titre d'héritage soit à la décharge des pensions qui leur sont faites.

Cambacérés observe que la proposition de Cambon n'est point nouvelle; que discutée pendant deux séances, elle a été rejetée sur l'observation d'Osselin; qu'il ne fallait pas forcer les mesures. Il suffit, ajoute-t-il, que vous leur ayez donné la faculté d'hériter pour l'avenir; et que vous ayez décrété la réduction de leur pension monacale au prorata de ce dont ils hériteront.

Fabre d'Églantine demande que lorsque la pension éventuelle de l'héritage d'un religieux sera proportionnée au capital de sa pension, la famille soit chargée du paiement.

La proposition de Cambon est adoptée.

Les jeunes gens en réquisition de la commune de Gentilly sont admis à la barre. Ils jurent de revenir vainqueurs ou de mourir à leur poste. Ils demandent que les jeunes gens mariés dans l'intervalle du décret de la réquisition et de sa promulgation n'en soient pas exceptés (1).

*Suit le texte de la présentation à la barre des jeunes gens en réquisition de la commune de Gentilly (2) :*

« Citoyens législateurs,

« Je viens vous présenter les jeunes citoyens de la réquisition de la commune de Gentilly, et avant de voler au poste d'honneur que vous leur avez marqué, nos jeunes citoyens ont désiré de venir dans ce sanctuaire des lois prêter leur serment de mourir pour le soutien de leur mère patrie et pour la défense des lois salutaires qui doivent opérer, malgré les efforts des modérés et des fédéralistes, le bonheur du genre humain.

Recevez-le donc, ce serment, citoyens législateurs, jamais il n'en fut de plus sincère, et jamais des citoyens libres n'ont juré vainement. Quand il ne restera plus d'ennemis à combattre, quand la paix régnera sur le sol de la République, alors, citoyens, contents d'avoir coopéré au rétablissement de l'ordre, ils viendront vous remercier de leur avoir fourni l'occasion de venger la liberté et l'égalité, et de réduire au silence et d'anéantir les tyrans et leurs suppôts.

« CHANDENIER, *procureur de la commune.* »

*Adresse des jeunes citoyens de la réquisition de Gentilly (1).*

« Représentants d'un grand peuple,

« Liberté, égalité, fraternité, haine implacable aux tyrans, guerre aux châteaux, paix aux chaumières. Unité, indivisibilité de la République. Tels sont les sentiments des jeunes défenseurs de la commune de Gentilly.

« Depuis longtemps nous soupirons après le moment heureux qui va nous associer à la cause de la justice et de l'humanité; vous avez parlé, et votre voix toute-puissante a ramené en nous les cendres de Brutus et Scævola. Nous partons la joie dans le cœur, présage certain de la victoire.

« Pères du peuple, soutenez d'un bras vigoureux les rênes du gouvernement; nous nous chargeons du succès des batailles et nous ferons mordre la poussière à ces nouveaux Catilina qui veulent asservir leur patrie et avilir l'espèce humaine.

Nous voyons avec peine que les muscadins se sont soustraits à la réquisition, en profitant pour se marier du temps qui s'est écoulé entre votre décret et sa promulgation : si cette loi, nécessitée par les circonstances, était arrivée plus tôt dans notre commune, les jeunes gens ne se seraient pas mariés, la patrie aurait eu des défenseurs de plus; mais ne nous étant parvenue et n'ayant été promulguée ici que 23 jours après, plusieurs jeunes gens ont eu le temps de se marier pendant cet intervalle, et se sont, par ce moyen, soustraits à la réquisition.

Décrétez donc, législateurs, qu'à compter du jour du décret, tous les jeunes gens depuis 18 jusqu'à 25 ans partiront indistinctement. Il faut des mesures de sévérité et de justice, et déjà vous en avez prises qui ont porté la joie dans le cœur des bons républicains, et votre décret sur les fortunes a presque détruit l'espoir des intrigants et des vils despotes.

« Continuez vos travaux, ils sont pénibles, mais à deux pas de vous s'élève un nouveau Capitole, sur les colonnes duquel seront gravés, en lettres ineffaçables, les noms et le souvenir de ces hommes précieux qui régénérèrent l'État, et rendirent à l'homme, asservi par des tyrans féroces, ses droits et sa liberté.

« BURNOT, *volontaire, au nom de tous.* »

Les citoyens Lecamus et Baudin fils, membres du comité de surveillance de la ville d'Aire, admis à la barre, ont présenté à la Convention diverses pièces d'argenterie, et une somme en numéraire, saisies dans des maisons religieuses et chez des émigrés.

La Convention a ordonné que l'argenterie serait sur-le-champ transportée à la commission des monnaies, et la somme versée à la trésorerie nationale; elle a admis les citoyens Lecamus et Baudin aux honneurs de la séance, et a renvoyé au comité des finances pour arrêter et faire payer les frais occasionnés par l'apport du dépôt (2).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 38.

(2) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 714.

(1) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 714.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 38.

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (1).

Deux députés du comité de surveillance de la ville d'Aire sont admis.

Ils apportent une malle remplie d'effets d'or et d'argent saisis dans des maisons religieuses, chez des émigrés ou parents d'émigrés. Des sacs d'argent saisis dans un couvent de capucins portaient cette étiquette : « Pour faire dire des messes à quinze sols. »

Baudouin, imprimeur de la Convention, envoie plusieurs médailles d'argent parmi lesquelles se trouve celle frappée par les électeurs de 1789. Il demande un décret qui oblige les électeurs de 1789, qui en ont une semblable, de la remettre.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Suit la lettre de Baudouin (3).

« Citoyen Président,

« Je remets sur le bureau de la Convention nationale plusieurs médailles sur lesquelles se trouve l'effigie du tyran. Je les avais parfaitement oubliées. Ce n'est qu'en voulant exécuter le décret sur l'abolition des signes de la royauté que je les ai retrouvées. De pareils objets sont indignes d'exister dans un pays républicain.

« Mon objet, en vous les remettant, citoyen président, n'est pas de faire parade d'un devoir que je regarde comme indispensable pour un patriote, mais bien de provoquer de la part de

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 390, p. 470). D'autre part, les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 287 du 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 13 octobre 1793), p. 1303, col. 1] et le *Mercury universel* [23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 220, col. 1] rendent compte de l'admission à la barre des citoyens Lecamus et Baudouin dans les termes suivants :

## I.

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires*.

Le comité de surveillance de la ville d'Aire a découvert dans des maisons qu'habitaient des ci-devant ducs, marquis, comtes, barons, évêques, prêtres et religieux, des calices, des croix d'or et d'argent, de la vaisselle et du numéraire enfermés dans des sacs dont l'étiquette portait : « Pour faire dire des messes à quinze sous ». Ce comité fait passer toute cette argenterie aux représentants du peuple. Elle est envoyée à la Monnaie.

## II

COMPTE RENDU du *Mercury universel* :

Des membres du comité de surveillance de la ville d'Aire apportent à la Convention des chasubles, des encensoirs, des burettes, des crucifix, des mitres, des crosses, des lous, des écus, des petites vierges et des petits saints pris, disent les pétitionnaires, chez des capucins, chez des gens très suspects, chez des bégüines, des ci-devant, des notaires enfin. Une malle contient ces effets; le tout a été déposé au pied du bureau du président.

Mention honorable et renvoi au comité des finances.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 39.

(3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 695.

la Convention nationale, un décret qui oblige tous les propriétaires de semblables médailles de les déposer, à peine d'être regardés comme suspects.

« Presque tous les électeurs de 1789, pour Paris, sont possesseurs de pareilles médailles dont le nombre s'élève à quatre cents; ce procureur, comme elles sont d'argent, un numéraire utile à la République.

« Respect et fraternité.

« 2<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

« BAUDOUIN. »

Les républicains sans-culottes de Bordeaux, admis à la barre, expriment les sentiments de leur reconnaissance à la Convention, de leur retour à l'existence sociale par le républicanisme.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit le texte de l'Adresse des républicains sans culottes de Bordeaux (2).

Les républicains sans culottes des 28 sections de la commune de Bordeaux, à la Convention nationale.

« Du 2 octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyens représentants, dignes Montagnards,

« Éternelles actions de grâces vous soient rendues, le bandeau de l'erreur qui avait, quelques jours, égaré les Bordelais, est entièrement déchiré. La juste sévérité des lois, autant que l'opinion publique ont fait rentrer les traîtres dans le néant d'où ils n'auraient jamais dû sortir. Nous n'avons pu apercevoir sans effroi le précipice affreux où ils voulaient nous entraîner, les scélérats, tandis que la France entière vous proclamait, à juste titre, les sauveurs de la patrie, les fondateurs de la République, ils vous appelaient les stipendiés des Pitt et des Cobourg; eux qui calculaient déjà avec leurs amis de Lyon, Marseille et Toulon, ce que leur donnerait la vente de notre escadre, de nos plus beaux ports, de nos places fortes enfin. Mais puisque le précipice est ouvert, il ne se fermera qu'après avoir englouti les coupables (car telle est la destinée du crime, que toujours il est l'artisan de sa punition).

Déjà, citoyens représentants, vous connaissez sans doute l'heureuse révolution qui vient de s'opérer à Bordeaux, les vrais républicains, les sans culottes ont juré d'exterminer tous les traîtres, et ils tiendront leurs serments; la jeunesse de la première réquisition, nos marins, notre cavalerie, debout, n'attendant que le signal pour voler à l'ennemi, prouveront à la France entière que les Bordelais ne sont pas des parjures.

« Pour vous, citoyens représentants, poursuivez votre carrière honorable, demeurez inébranlables au grand poste où la patrie vous a placés,

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 39.

(2) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 714. Bibliothèque nationale : 7 pages in-4°. Lb<sup>41</sup> n° 3360.



assurez le bonheur des Français, donnez la liberté au monde.

« Certes, citoyens législateurs, avoir créé une constitution, éternel boulevard de la liberté du peuple, que l'aristocratie, l'horrible fédéralisme, les monstres couronnés ne peuvent fixer sans pâlir d'effroi; avoir dans les journées à jamais mémorables des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin, anéanti une faction scélérate qui chercha à se couvrir du manteau du patriotisme pour cacher plus sûrement le poignard liberticide avec lequel elle avait juré d'assassiner la patrie; avoir fait tomber les têtes coupables des traîtres qui livraient nos armées et nos places fortes; avoir enfin, par des lois sages, préparé la subsistance du peuple et terrassé le monstre de l'agiotage, sont des actions qui, en vous assurant les bénédictions de la postérité la plus reculée, doivent présager aux tyrans couronnés, quel sort terrible les attend.

« Continuez donc, citoyens représentants, à exterminer les traîtres et l'aristocratie sous quelque forme qu'elle se présente, ne donnez aucune relâche à nos ennemis, n'abandonnez les rênes du gouvernement que lorsque vous aurez forcé les despotes à vous demander la paix. Vengez surtout, vengez la République de l'horrible trahison qui a livré notre escadre et le plus beau de nos ports à l'infâme ministre de la tyrannie; que Lyon soumis revienne dans le giron de la République, ou que Lyon en cendres apprenne à la rébellion ce que peut la vengeance du peuple. Que la flamme purifie le sol de la Vendée! Ne vous séparez enfin, législateurs, qu'après avoir assuré les droits et le bonheur des Français, ainsi que de l'humanité entière, et vos noms gravés d'âge en âge dans les cœurs de tous les peuples, vous assureront l'immortalité, la plus douce récompense des hommes libres.

« Tels sont, citoyens représentants, les vœux et les sentiments républicains de Bordeaux; bientôt, nous n'en doutons plus, les représentants attendus dans nos murs, en attesteront la sincérité à toute la République, et répéteront avec nous les cris si chers à nos cœurs, dont nos sections retentissent chaque jour : « Vive la République une et indivisible! Vive la Montagne! Vivent les sans culottes! »

« Noms des Présidents et secrétaires des 28 sections de la ville de Bordeaux signataires de l'Adresse à la Convention nationale, avec les numéros de sections.

Section 1 : BONNEVAL, *prés.*, DUFORG, père, *sec.*; section 2 : Jh. LAVAL, *prés.*, Armand DUQUERE, *sec.*; section 3 : Jh. LAVAL, *prés.*, GARNIEZ, *sec.*; section 4 : PERRET, *prés.*, ROZAT, *sec.*; section 5 : LUCADOU, *prés.*, DELMESTRE, *sec.*; section 6 : CROZILHAC, *prés.*, NOLIBOIS, *sec.*; section 7 : SUDREAU, *prés.*, THIBOUF, *sec.*; section 8 : Pierre LABRUNIE, *prés.*, J. COSTES, *sec.*; section 9 : LALBIE, *prés.*, RIVIERE, *sec.*; section 10 : A. VILLENEUVE, *prés.*, J. EFFRAY, *sec.*; section 11 : F. René DORVILLE, *prés.*, BAPTS, *sec.*; section 12 : Antoine BAUDONAT, *prés.*, CAHUZAC, *sec.*; section 13 : BARITOT, *prés.*, STOLLA, *sec.*; section 14 : CROSNIER, *prés.*, BONGRAND, *sec.*; section 15 : LAFON, *prés.*, AVRIL, *sec.*; section 16 : GAUBRIC, *prés.*, CAUFFATIÈRE, *sec.*; section 17 : DALLON, *prés.*, MARTIN, *sec.*; section 18 : AZEVÉDO jeune, *prés.*, AUGAY, *sec.*; section 19 : D. AZEVÉDO, *prés.*, ROULLE, *sec.*; section 20 : PIGNÉ, *prés.*,

J. GARRY, *sec.*; section 21 : BROCA, *prés.*, GRANGÉ, *sec.*; section 22 : CASTÉLAN, *prés.*, FABRE, *sec.*; section 23 : DUFORG, *prés.*, CHAGNES, *sec.*; section 24 : DUBAILLEN, *prés.*, PAGÈS, *sec.*; section 25 : E. DESONG, *prés.*, IZARD fils, *sec.*; section 26 : DALLIÉ, *prés.*, FELLIX, *sec.*; section 27 : LOUIS, *prés.*, VALLET, *sec.*; section 28 : BOYÉ, *prés.*, MAINARD, *sec.*

« Le conseil général provisoire de la commune de Bordeaux, après avoir entendu la lecture de l'adresse des vingt-huit sections de Bordeaux, à la Convention nationale.

« Considérant que cette adresse est parfaitement conforme aux principes révolutionnaires qui animent le Conseil, et qu'il est instant de donner à la République entière une preuve éclatante que cette Révolution est sincère, qu'elle a écrasé l'aristocratie et le fédéralisme et que les faits qui l'ont suivie, ne laissent aucun doute sur les véritables intentions des Bordelais.

« Arrête, oui et ce requérant, le procureur de la commune, qu'il adopte en son entier l'adresse des vingt-huit sections de Bordeaux, à la Convention.

« Arrête, au surplus, que cette adresse sera imprimée aux frais de la commune; qu'elle sera envoyée à la Convention, au Pouvoir exécutif, au conseil général et aux sections de Paris, aux sociétés populaires, aux départements, et aux armées.

« Délibéré en séance publique du conseil général provisoire de la commune de Bordeaux, le deux octobre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française, une et indivisible (1).

Joseph-François BERTRAND, *maire*; Claude CLOCHARD, *officier municipal*; Jean TUSTET, *officier municipal*; Jean-René BARDE, *officier municipal*; Guillaume BARSAC, *officier municipal*; Jean DAVID, *officier municipal*; Pierre-Louis DUTASTA, *officier municipal*; Charles RAVAILLE, *officier municipal*; Frédéric GACHON, *officier municipal*; François ROSSEUW, *officier municipal*; Jean PETREMAN, *officier municipal*; Henri BORY, *officier municipal*; Jean-Paul CASSAS, *officier municipal*; Michel JUDE, *officier municipal*; MATHIAS CORBIÈRE, *officier municipal*; François GILBAIN, *officier municipal*; Raimond DAUBON, *officier municipal*; Jean VERDELET, *officier municipal*; Louis-Antoine BOITEAU aîné, *officier municipal*; Jean-Baptiste MORIN, *officier municipal*; François MAYEN, *officier municipal*; Claude-Pascal VITRAC, *officier municipal*; Modeste HUBLEMENT, *officier municipal*; Joseph FAGUÉ, *officier municipal*; Jacques MARION, *officier municipal*; Jean MATHALM, *officier municipal*; Jean CHARLES, *officier municipal*; Pierre COGORUS, *officier municipal*; François LEFEVRE,

(1) Les signatures que nous reproduisons à la suite de ce document sont celles qui figurent sur le document de la Bibliothèque nationale: le document des *Archives nationales* n'en contient que 28. On y lit, *in fine*, la mention suivante : « Si tous les membres qui composent le conseil général de la commune n'ont pas mis leur signature à la présente adresse, c'est que grand nombre d'eux sont absents par commission dans l'intérêt du bien public.

Signé : BERTRAND, *maire*; P. RAVAILLE, *officier municipal, secrétaire d'office* ».

officier municipal; Jean-Pierre MEDOUS, officier municipal; Jacques MOREL, officier municipal; Bernard DUMAS, officier municipal; Raimond-Barthélemy PINON, officier municipal; François LATASTE, officier municipal; Paul NICOLAS, officier municipal; Jean-David RAUZET aîné, officier municipal; Etienne-Michel PASQUIÉ, officier municipal; Léon GRENIER, officier municipal; François MONCASSIN, officier municipal; Dominique MARTIAL aîné, officier municipal; Jean DESBATS, officier municipal; Antoine VEYSSIERE aîné, officier municipal; Charles SIMON, officier municipal; Jean-Robert FREVILLE, officier municipal; Jean-Gaspard PARÉ, officier municipal; François DUTILH, officier municipal; Jean LAGOUAS, officier municipal; Charles GIGNOUX, officier municipal; Léonard BOIFFEL, procureur de la commune; J.-B.-Augustin CAZAUBON substitut du procureur de la commune. »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de la guerre et des finances [MONNOT, rapporteur (1)], décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« La trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de la guerre jusqu'à concurrence de 50 millions, pour les frais d'une levée extraordinaire de chevaux, ordonnée par le décret du 17 de ce mois; lesdits frais seront acquittés suivant le mode réglé par le présent décret.

#### Art. 2.

« Le produit des sommes restant à recouvrer sur les contributions de 1791, 1792, 1793, étant spécialement affecté au paiement des dépenses relatives à ladite levée, les receveurs de district sont autorisés à acquitter, sur les produits de leurs recettes, les mandats que les directoires délivreront sur eux pour les dépenses dont il s'agit.

#### Art. 3.

« Les payeurs généraux établis dans les départements sont tenus de procurer auxdits receveurs l'échange, en assignats républicains, des assignats démonétisés rentrés dans leurs caisses, pour la somme qui sera certifiée nécessaire par les directoires de district.

#### Art. 4.

« Sur les sommes mises à la disposition du ministre de la guerre par l'article 1<sup>er</sup>, lesdits payeurs fourniront auxdits receveurs les suppléments de fonds dont ils pourraient avoir besoin : sur leur déclaration de l'insuffisance du produit des recettes, lesdites déclarations seront visées par les directoires de district.

#### Art. 5.

« Le surplus desdits 50 millions sera employé

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

à rembourser aux receveurs des districts les avances qu'ils auront faites du produit de leurs recouvrements, et à les mettre ainsi à portée de reverser le montant desdites avances au Trésor public.

#### Art. 6.

« Le ministre de la guerre concertera avec la trésorerie nationale l'instruction nécessaire pour régler la comptabilité de cette dépense, en conformité des décrets (1). »

« La Convention nationale, après avoir entendu ses comités des finances et des subsistances militaires [MONNOT, rapporteur (2)], décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Il sera mis à la disposition du ministre de la guerre jusqu'à la concurrence de 6,642,900 livres, pour être employée à assurer en viande la subsistance des troupes de nouvelle levée.

#### Art. 2.

« La Convention nationale passe à l'ordre du jour sur la demande du ministre de la guerre, de 4,719,725 livres, pour couvrir l'arriéré de la section de la viande de l'administration des subsistances militaires, motivé sur le décret du 30 août dernier (3). »

« Le citoyen Lacrosse, capitaine commandant la frégate *La Félicité*, de la République, admis à la barre, donne à la Convention des détails sur l'état des Iles-du-Vent.

« Après avoir entendu ce récit, la Convention décrète que le citoyen Lacrosse se retirera au comité de Salut public, pour lui communiquer ces mêmes détails. Elle décrète en outre la mention honorable de la conduite du citoyen Lacrosse et des patriotes des Iles-du-Vent, qui ont déjoué les contre-révolutionnaires dans ces contrées (4). »

Suit le texte de la lettre par laquelle le citoyen Lacrosse demande son admission à la barre (5).

Au citoyen Président de la Convention nationale.

« Citoyen Président,

« J'arrive des Iles-du-Vent; je viens présenter à la Convention nationale le tableau de leur situation, l'état dans lequel je les ai laissées, et la manière dont nous avons chassé les Anglais unis aux contre-révolutionnaires, qui s'étaient ligués pour les leur livrer.

« Je désirerais avoir l'honneur d'en rendre compte à la Convention nationale.

« J'attends ses ordres.

« LACROSSE, capitaine commandant la frégate *la Félicité* de la République. »

« Le 21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible. »

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 39.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 40.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 41.

(5) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.



COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

**Le Président.** Voici une lettre dont je dois donner connaissance à l'Assemblée.

(Suit un résumé de la lettre du citoyen Lacrosse que nous insérons ci-dessus.)

L'Assemblée décrète que Lacrosse sera entendu.

**Lacrosse.** Citoyens représentants, je viens annoncer à la Convention, à la France entière, que des possessions lointaines que l'on a regardées longtemps comme perdues pour la République, ont été conservées parce qu'il existait un foyer de républicanisme que j'ai entretenu. Je fus envoyé, en 1792, en Amérique par le ministre Monge, avec une seule frégate. Un vaisseau anglais et trois frégates m'empêchèrent d'aborder à la Guadeloupe; ayant appris que le drapeau tricolore flottait à Sainte-Lucie, je résolus de m'y rendre, malgré les tentatives que firent les ennemis pour m'en empêcher. Les ordres dont j'étais porteur furent envoyés dans toutes les colonies. Les citoyens qu'on appelait hommes de couleur revinrent bientôt de leur erreur, et les traîtres Behague et Mollevaux prirent la fuite. La soumission de la Guadeloupe donna l'impulsion, et la Martinique rentra bientôt dans l'ordre. Le gouvernement m'en fut confié. Les ennemis furent attaqués, mis en fuite; et Rochambeau entra dans la Martinique. Les Anglais nous attaquèrent avec des forces supérieures; mais nous, forts de notre courage, animés par le désespoir, nous battîmes les Anglais par terre et par mer. La Martinique seule a été le théâtre de la guerre, les contre-révolutionnaires de cette île qui n'ont pas mordu la poussière, ont pris la fuite. Leurs biens ont été confisqués. Il y en a pour 200 millions.

Je suis parti pour instruire la France de la situation de nos possessions en Amérique et de l'énergie républicaine de nos colons; elle sera

(1) *Moniteur universel* [n° 21 du 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 97, col. 1]. Ce journal, ainsi d'ailleurs que la plupart des journaux de l'époque, écrit partout Lacoste au lieu de Lacrosse. *L'Auditeur national* [n° 387 du 23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1797), p. 4] commet la même erreur et rend compte de l'admission à la barre du citoyen Lacrosse dans les termes suivants :

« Le citoyen Lacoste, de retour des Isles-du-Vent où il a été envoyé par le ministre Monge, est admis à la barre et présente à l'Assemblée le tableau de ces colonies.

« A son arrivée dans ces parages, le drapeau blanc flottait sur les forts de la Martinique et de la Guadeloupe. Cette dernière île donna la première l'impulsion en arborant le drapeau tricolore.

« Les Anglais ont fait différentes tentatives pour s'emparer de nos possessions. Ils ont fait une descente à l'île Saint-Pierre; mais partout ils ont été battus et le génie de la liberté a triomphé. La Guadeloupe n'a pas été attaquée; la Martinique a été le théâtre de la guerre la plus cruelle. Les contre-révolutionnaires ont été arrêtés partout. Leurs biens, qui ont été saisis, s'élevaient à plus de 200 millions.

« Le citoyen Lacoste a terminé son récit en assurant la Convention qu'à son départ des îles, tous les habitants étaient animés du dévouement, du respect le plus entier pour la République.

« Le pétitionnaire a été invité aux honneurs de la séance, et son récit a été renvoyé au comité de Salut public. »

toujours un puissant rempart contre nos ennemis. Quoiqu'un espace immense sépare notre pays de la France, le même esprit y règne. Nous sommes tous animés du même patriotisme; nous serons toujours Français. Après avoir été assez heureux pour conserver à la France une partie intégrante de son territoire, je m'abandonnerais au repos, mais un bon républicain ne met jamais de bornes à ses devoirs (1). (Applaudissements.)

**Un membre.** Je demande que la Convention décrète la mention honorable de la conduite du citoyen Lacrosse. Ce n'est qu'à ses efforts et à son ardent patriotisme que nous devons la conservation de nos colonies.

Cette proposition est décrétée.

**Sur la demande du comité de sûreté générale, les citoyens Dubarran, Laloy, Jagot et Louis (du Bas-Rhin) sont proclamés membres de ce comité (2).**

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (3).

**Barère.** Le comité de sûreté générale, chargé de travail, demande qu'il lui soit adjoint cinq membres.

Cette proposition est décrétée.

**Barère** en présente la liste; elle est adoptée.

**Le ministre de la marine fait passer à la Convention nationale une réclamation des officiers et soldats marins qui demandent que les assignats à face royale qu'ils ont reçus en paiement, leur soient échangés à la trésorerie nationale.**

**Renvoyé au comité des finances (4).**

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (5).

**Le ministre de la marine fait passer à la Convention une réclamation des officiers et soldats marins, qui demandent que les assignats à face royale, qu'ils ont reçus en paiement, leur soient échangés à la trésorerie nationale, contre des assignats au timbre de la République.**

Cette lettre est renvoyée au comité des finances.

**Un membre, au nom du comité de Salut public [BARÈRE (6)], après avoir donné lecture de plusieurs dépêches dont l'insertion au « Bulletin » est décrétée, propose les décrets qui sont adoptés ainsi qu'il suit :**

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, décrète qu'il sera mis à la disposition du ministre de la marine, par la trésorerie nationale, la somme

(1) Voy. ci-après, annexe n° 1, p. 508, le compte rendu à ses concitoyens par le capitaine Lacrosse.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 41.

(3) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 390, p. 172).

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 41.

(5) *Moniteur universel* [n° 24 du 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 17, col. 1].

(6) D'après les divers journaux de l'époque.

de 30 millions de livres, de l'emploi desquels il rendra compte (1). »

*Suit le texte de diverses lettres, lues par Barère, d'après les documents des Archives nationales (2).*

## A.

*Les représentants du peuple, près l'armée des côtes de La Rochelle, réunis au quartier général des armées réunies de Niort et Saumur, au bois du Moulin-aux-Chèvres, à leurs collègues composant la Convention nationale.*

« Le 9 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible, 11 heures du soir.

« Citoyens collègues,

« Les armées de la République parties de Saumur et de la Châtaigneraie, se sont réunies à Bressuire, le 7 de ce mois, où elles ont séjourné le huit.

« Dans la nuit les troupes ont été sous les armes, l'ennemi a menacé nos avant-postes; mais la bonne contenance de nos républicains l'a empêché d'avancer.

« Le neuf, l'armée est partie à 9 heures du matin, dirigeant sa marche sur Châtillon (3) en trois colonnes; à deux lieues, elle a rencontré l'ennemi qui occupait une position avantageuse; sa droite était appuyée au bois du Moulin-aux-Chèvres, sa gauche se déployant vers les Aubiers.

« L'affaire s'est engagée à midi et n'a fini qu'à la nuit; la tête de la colonne du centre, commandée par le général Chalbos, a attaqué l'ennemi avec impétuosité. Les colonnes de droite et de gauche ont soutenu avec beaucoup de courage le feu des tirailleurs ennemis, qui, suivant leur usage, cherchaient à tourner nos canons. Les grenadiers de la Convention, déjà connus dans l'armée par leur bonne conduite, se sont fait connaître de l'ennemi par leur courage. Plus de quarante d'entre eux sont blessés, quelques-uns sont restés sur le champ de bataille, tous se sont estimés heureux de verser leur sang pour la République.

« Tous les corps de l'armée ont fait leur devoir, et nous nous félicitons de pouvoir apprendre à la Convention que les soldats de la liberté marchaient au combat en chantant les hymnes patriotiques. Nous en avons vu qui, baignés dans leur sang, retrouvaient des forces pour nous annoncer que les armes de la République étaient triomphantes (4).

« Le général Chalbos s'est trouvé partout, et a donné des preuves de son intelligence et de son courage.

« Nous avons perdu quelques braves, entre autres le général Chambon qui, en mourant, a crié : *Vive la République, je meurs pour ma*

*patrie, je suis content*; il est regretté de toute l'armée, à laquelle il donnait depuis longtemps l'exemple du courage et des vertus civiques.

« L'ennemi est en pleine déroute, il a été poursuivi sur tous les points, et son armée, forte de plus de 20,000 hommes, s'est dispersée sur plus de 10 lieues. La colonne de droite l'a poursuivi jusqu'au village de Neuille (Nueil) où elle a mis le feu; elle serait entrée dans les Aubiers, sans la nuit qui ne l'a pas permis de suivre plus loin. Les colonnes de gauche et du centre l'ont également poursuivi près de trois lieues de chemin, et une partie de la troupe commandée par le général Westermann est entrée dans Châtillon, où elle a trouvé deux petites pièces de canon, quelques munitions de guerre et de bouche. Le conseil supérieur était déjà en fuite, mais son imprimerie est tombée en notre pouvoir, ainsi que quelques papiers qui pourront donner des renseignements utiles. Plus de 100 prisonniers ont été rendus à la liberté.

« Demain matin, l'armée tout entière marchera sur Châtillon où nous jugerons ce qu'il conviendra de faire. La bonne volonté et le courage des troupes de la République nous présagent de nouveaux succès.

« Nous marchons à grands pas vers la fin de la guerre, l'armée de la République est partout précédée de la terreur; le fer et le feu sont maintenant les seules armes dont nous fassions usage. La Convention a prononcé que la Vendée serait détruite; si l'armée de Mayence marche en ce moment comme nous l'espérons, l'arbre de la liberté sera bientôt planté à Cholet et à Mortagne.

« Vive la République une et indivisible!

« Salut et fraternité.

« Pierre CHODIEU; BELLEGARDE, »

## B.

*Les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales, au comité de Salut public de la Convention nationale, à Paris (1).*

« Perpignan, le 7 octobre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens nos collègues.

« Le général Dagobert est entré le 4 du courant dans la ville de Campredon, qu'il a soumise aux lois de la République. Nous vous envoyons copie de sa lettre qui renferme les détails de cette victoire.

« Nous espérons pouvoir dans peu, vous annoncer encore des succès plus importants. Accordez-nous ce que nous vous demandons et les Espagnols se repentiront plus tôt d'avoir envahi le territoire de la République.

« Salut et amitié.

« BONNET. »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 42.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 693. *Bulletin de la Convention* du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793).

(3) Il s'agit de Châtillon-sur-Sèvre.

(4) Applaudissements, d'après le *Mercure universel* [23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 222, col. 1].

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 693. Cette lettre, qui n'est pas mentionnée dans le *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, de M. Aulard, est insérée en entier dans le *Bulletin de la Convention* du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793).



C.

*Copie de la lettre du général Dagobert, aux citoyens représentants du peuple à Perpignan (1).*

« Campredon, le 5 octobre 1793,  
l'an II de la République.

« Citoyens représentants,

« Je suis entré hier, avec partie de ma petite armée sur le territoire espagnol et je me suis présenté devant Campredon; à mon approche les postes avancés ont fait feu sur mon avant-garde qui, dédaignant de leur répondre a couru sur eux et les a repliés à l'instant. J'ai aussitôt fait sommer la ville de se soumettre aux armées de la République, on a fait feu sur le trompette; j'y ai ensuite fait passer un homme du pays que j'ai envoyé prendre dans le village voisin. L'alcade major m'a fait demander 24 heures pour consulter son conseil, qu'en attendant ses troupes ne feraient pas feu sur l'armée de la République; néanmoins elles ont continué de tirer pendant toute la nuit; j'y ai envoyé de rechef lui signifier qu'il ne lui était accordé que 2 heures, et qu'au lieu de la protection qui lui était offerte, la ville se trouverait exposée aux plus grands malheurs.

« Voyant sur ce matin qu'elle continuait de se défendre, je l'ai fait attaquer par quatre colonnes qui, en bien peu de temps, l'ont emportée. Je suis passé à travers avec les cavaliers de Montauban, pour poursuivre l'ennemi et je me suis avancé assez en avant sur le chemin de Ripouill (*sic*).

« Cependant, les soldats se croyant autorisés à en user comme dans une ville prise d'assaut, se sont permis d'ouvrir les portes et de visiter les maisons, car il n'y était point resté un seul habitant. Pendant que l'un cherchait du pain et du vin, l'autre prenait de quoi faire des culottes, et je les retrouve, à mon retour, équipés de tout point (2). J'ai la douleur de ne pouvoir établir une contribution profitable à la République pour ne trouver absolument personne qui puisse l'imposer et la payer, ni être amené pour otage.

« J'apprends à l'instant que la partie de mon armée qui devait partir du Mont-Libre et venir me donner la main à Ripouill n'a fait aucun mouvement parce que le général Poinçot, qui devait la commander, ou à son défaut le général Marbot ne se sont pas trouvés pour la faire partir; l'un étant resté malade à Quillan, et l'autre ayant été appelé à Toulouse. Ce contre-temps me met dans la nécessité de revenir sur mes pas et de passer moi-même au Mont-Libre pour y rassembler et prendre avec moi le monde dont j'ai besoin pour l'expédition dont je n'abandonne pas pour cela l'exécution.

« Ce dont je m'applaudis, c'est que je n'ai pas eu un seul homme de tué ni blessé, pas même

par l'accident arrivé à mon artillerie : deux des quatre pièces de canon que j'avais emportées avec moi sont crevées à la première décharge.

« Salut et fraternité.

« Signé : DAGOBERT. »

D.

*Les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales, au comité de Salut public de la Convention nationale (1).*

« Bagnols-les-Aspres, le 6 octobre 1793, l'an II de la République.  
*Liberté, égalité.*

« Citoyens nos collègues,

« Les événements se succèdent et se pressent avec tant de rapidité que nous vous devons un compte journalier de nos opérations.

« La prise d'Argelès a été infiniment précieuse pour la République, puisqu'en mettant à l'abri Collioure, nous y avons trouvé une quantité considérable de munitions de guerre et de bouche et d'effets de campement; un commissaire des guerres et un officier d'artillerie sont partis pour en dresser l'état; une partie de la garnison de Collioure s'est portée de suite sur les hauteurs placées au delà de la rivière du Tech, dont nous occupons la rive droite, par ce mouvement combiné, toutes nos forces se trouvent réunies et l'ennemi vivement pressé n'ose pas même essayer une retraite nécessaire, il a essayé avant-hier d'attaquer le poste occupé par la garnison de Collioure; il choisit pour cet objet l'élite de sa cavalerie, qu'il fit soutenir par deux mille hommes d'infanterie, mais nos dispositions furent si bien prises, nos troupes se conduisirent avec tant de courage, notre artillerie fut si bien servie, que l'Espagnol fut complètement battu. Quatre fois il revint à la charge, quatre fois il fut repoussé. Enfin il fut mis en fuite; et si nous avions eu quelques hommes de plus de cavalerie, il n'en échappait pas un seul, mais nous n'avions que trois cents hommes à cheval, et l'ennemi en avait mille à douze cents. Nous lui fîmes cent trente prisonniers, parmi lesquels deux lieutenants-colonels de cavalerie. Sa perte peut être de deux à trois cents hommes, car d'après tous les rapports, les chemins et son camp sont jonchés de morts. Notre perte a été de soixante hommes tant tués que blessés. Un capitaine du quatorzième régiment, en mourant, se tourna vers un de ses camarades et lui dit : *Ma mort est douce, je meurs pour la République.*

« Nos troupes, constamment en présence de l'ennemi, s'aguerrissent et chantent et rient au bruit du canon; nous tâchons d'adoucir leurs peines et de veiller à leurs besoins. Toujours auprès d'elles, nous tâchons de maintenir à la fois la discipline sévère et l'égalité républicaine, que les Français soient bien conduits, que l'épaullette ne soit plus donnée à la fortune, mais au courage, que les officiers donnent l'exemple, et nos soldats seront des héros. Nous sommes

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 693. Cette lettre est insérée en entier dans le *Bulletin de la Convention* du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793).

(2) Applaudissements, d'après le *Mercure universel* [23<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 221, col. 2].

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 693. *Bulletin de la Convention*, du 3<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793).

impitoyables envers les officiers lâches, et nous cherchons à purger cette armée de tous ceux qui déshonorent le nom républicain (1).

« Hier, la journée n'a pas présenté de grands événements; la cavalerie ennemie a paru vouloir faire une nouvelle tentative; mais quelques boulets l'ont dispersée; nos tirailleurs se conduisent avec le plus grand courage, hier, quatre volontaires du troisième bataillon du Tarn sont allés tuer deux canonniers espagnols dans leur batterie.

« Nous avons fait défilier un détachement du côté d'Arles et de Céret, aujourd'hui nous essayerons d'incendier leur camp. Nous avons pris les mesures les plus vigoureuses pour les fourrages; des visites domiciliaires très exactes nous en ont fait trouver une certaine quantité cachée; nous allons continuer ces sévères opérations, nous avons réduit les rations à dix livres de foin et à quinze livres de paille. Nous mettons la plus grande activité pour le service des subsistances. Nous aurions bien besoin de fous de campagne; il nous paraît indispensable que vous nous en fassiez parvenir. Il nous manque aussi absolument des boulets de huit; il n'y a pas un instant à perdre pour nous en faire arriver en poste; vous sentez vous-mêmes qu'on ne peut tenir campagne sans boulets de huit.

« Le ci-devant régiment des dragons Noailles, inutile à l'armée d'Italie, puisqu'il ne peut servir ni au siège de Toulon, ni à la guerre montagnaise de ce pays, nous serait ici de la plus grande utilité. N'oubliez pas surtout les boulets de huit, tout retard peut compromettre l'intérêt de la chose publique.

« Salut et fraternité.

« FABRE; GASTON; BONNET.

« P.-S. Nous ne nous ménageons pas, chers collègues, bivouaquer, courir aux premiers rangs sur l'ennemi, dresser des batteries sous le déluge de feu que vomissent celles des Espagnols, sont nos amusements journaliers. L'harmonie règne entre les généraux, tout brûle de vaincre. Nous vous annoncerons dans peu les plus heureux succès. Fabre se conduit en héros et sa tête nous est infiniment précieuse dans cette armée.

« Cassanyès est au Mont-Libre et travaillera aussi, de son côté, avec son énergie ordinaire.

« GASTON. »

« Nous vous avions parlé de prises, mais au moment où nous finissions nos dépêches nous avons reçu les détails d'un bien plus riche butin; à Saint-Geniès, on a trouvé un hôpital tout garni en lits, matelas, paillasses, couvertures, draps de lit, et autres ustensiles pour sept ou huit cents malades.

« FABRE; BONNET; GASTON. »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Barère fait lecture de la correspondance.

(Suivent : 1<sup>o</sup> la lettre de Choudieu et Belle-

garde, datée du Bois-du-Moulin-aux-Chèvres, le 9 octobre; 2<sup>o</sup> la lettre de Bonnet, datée de Perpignan, le 7 octobre; 3<sup>o</sup> la copie de lettre du général Dagobert, que nous avons insérée plus haut, p. 500; 4<sup>o</sup> la lettre de Levasseur (de la Sarthe), que nous avons insérée plus haut (p. 471).

Les représentants du peuple Georges Couthon, Maignet, Châteauneuf-Randon et Laporte, à la Convention nationale.

« Lyon, le 9 octobre (1).

« Les mesures sont si bien prises et l'armée est si bien disposée que nous pouvons nous promettre que nous les tuerons tous, ou qu'ils seront tous enchaînés. Notre entrée dans Lyon a été célébrée par des acclamations et les bénédictions du peuple et aux cris mille fois répétés de vive la République, vive la Montagne, périsent à jamais la royauté et le fédéralisme! (2). »

« On avait débité que l'armée de la République était un composé de brigands qui ne cherchaient à pénétrer dans la ville que pour la piller. Eh bien! cette armée est à peine arrivée aux portes de Lyon, que d'elle-même et par un mouvement spontané, elle fait le serment de respecter inviolablement les personnes et les propriétés, et à mesure qu'elle pénétrait, chaque soldat citoyen, confondant ses sentiments avec ceux de ses frères de Lyon, les serrait en pleurant dans ses bras, et se privait de sa ration pour en soulager les femmes et les enfants que la misère et la faim assassaient (3). Par le prochain courrier, nous vous parlerons des mesures que nous aurons prises pour assurer ici les subsistances, les droits si longtemps violés du peuple, et la punition prompte et éclatante des traîtres.

« Au moment où nous allions fermer cette lettre, on nous apporte la nouvelle que 60 des traîtres nous sont amenés; dans le nombre est M. de Virieu, ex-constituant. Aucun d'eux n'échappera. Le tocsin sonne dans toutes les communes de campagne, et l'ordre est donné partout de leur courir sus comme sur des animaux féroces qui cherchent à dévorer le genre humain.

« Signé : COUTHON, MAIGNET, CHATEAUNEUF-RANDON et LAPORTE. »

(1) Le *Bulletin de la Convention* du 3<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), reproduit le texte du *Moniteur*.

(2) Nous n'avons pu découvrir cette lettre, que nous reproduisons d'après le *Moniteur*. Le texte de son premier paragraphe est plus complet dans le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n<sup>o</sup> 390, p. 171). Le voici d'après ce dernier journal :

« La Convention voulait que Lyon fût sauvé à la République; son vœu est rempli. Les troupes de la République sont entrées triomphantes dans cette ville. Ayant appris que les principaux scélérats s'étaient évadés avec des armes et des munitions de guerre, nous avons donné les ordres les plus précis pour qu'ils fussent arrêtés. On les a cernés dans le faubourg de Vaize : 400 ont mordu la poussière; plusieurs ont été pris. Comptez qu'aucun de ces contre-révolutionnaires n'échappera; nous les tuerons tous ou nous les enchaînerons. Notre entrée a ramené la joie dans cette ville : nous y avons été reçus aux cris de : *Vive la République ! vive la Convention !* »

(3) Vifs applaudissements, d'après le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n<sup>o</sup> 390, p. 172).

(1) A partir de ce paragraphe, le *Bulletin* ne donne plus que des extraits de la lettre de Fabre, Bonnet et Gaston.

(2) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 24 du 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 97, col. 1].



(Suit le texte de la lettre de Fabre, Bonnet et Gaston que nous avons insérée ci-dessus, p. 500).

**Barère.** Une mesure secrète et importante a exigé que le comité mît 30 millions à la disposition du ministre de la marine. Comme il s'agit de finances, le comité soumet à votre approbation les arrêtés qu'il a pris à ce sujet; il croit nécessaire de vous taire ces mesures, dont vous connaîtrez bientôt les effets.

La Convention approuve les arrêtés pris par le comité de Salut public.

**Barère.** Les représentants du peuple, Hentz et Prieur, sont revenus de l'armée de l'Ouest; ils nous ont confirmés dans l'opinion où nous sommes tous, que la Convention a trouvé le moyen de finir la guerre de la Vendée, en réunissant les armées, en les faisant commander par un seul chef, et en destituant les officiers qui paraissaient suspects. Le général Léchelle, qui doit commander en chef, a été installé; il a paru aux représentants justifier l'attente des patriotes. Ils ont vu aussi qu'il existait un système de dénigrer les meilleurs patriotes dans l'armée de la Vendée. Le comité rassemble tous les renseignements; lorsqu'il les aura acquis, il vous fera un rapport à ce sujet. Aujourd'hui, il se borne à vous proposer un décret qui doit être le complément des mesures que vous avez prises contre la Vendée. Cinq commissaires suffisent dans cette partie de la République: deux accompagneront les colonnes républicaines; un se tiendra à Saumur, un autre à Nantes; enfin, le cinquième restera dans un endroit central pour correspondre avec les autres commissaires, afin de mettre par là de l'unité, de l'ensemble dans les opérations.

Ces propositions sont adoptées en ces termes :

(Suit le texte du décret que nous insérons ci-dessus, p. 498 d'après le procès-verbal.)

La séance est levée à cinq heures.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de Salut public [BARÈRE, rapporteur (1)], décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les représentants du peuple près de l'armée de l'Ouest seront les citoyens Carrier, Bourbotte, Francastel, Pinet aîné et Tureau.

#### Art. 2.

« Ils se réuniront, sans délai, au quartier général de l'armée, pour y concerter les opérations qui leur sont confiées.

#### Art. 3.

« Les autres représentants du peuple qui étaient précédemment attachés à la même armée, se rendront dans le sein de la Convention nationale

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

après l'arrivée des représentants ci-dessus nommés pour les remplacer (1). »

La séance est levée à 5 heures (2).

Signé : CHARLIER, président; G. JAGOT, LEJEUNE (de l'Indre), D. V. RAMEL, LOUIS (du Bas-Rhin), VOULLAND, PONS (de Verdun), secrétaires.

### PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS AU PROCÈS-VERBAL MAIS QUI SE RAPPORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAPPORTER A LA SÉANCE DU VINGT-DEUXIÈME JOUR DU PREMIER MOIS DE L'AN II (DIMANCHE 13 OCTOBRE 1793).

#### I.

ADRESSE DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE D'AIGUEPERSE, DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME (3).

#### A la Convention nationale.

« Citoyens représentants,

« Une faction scélérate formée dans votre sein, avait conçu l'horrible complot d'attenter à l'unité et à l'indivisibilité de la République; ces monstres avides de sang n'avaient pas craint, pour parvenir à l'accomplissement de leurs exécrables projets, d'allumer les torches de la guerre civile dans le sein de leur patrie. Déjà le fléau terrible menaçait une partie de nos départements, quelques-uns, même aujourd'hui, offrent le spectacle déchirant des Français combattant contre leurs frères. Le département du Puy-de-Dôme était à la veille de subir le même sort, mais l'arrivée du citoyen Couthon et de ses collègues, a éloigné l'orage qui grondait sur nos têtes. A la voix de ces fidèles représentants, un saint enthousiasme s'est emparé de tous les cœurs, et, au premier signal de l'alarme, une masse imposante du département s'est levée pour exterminer les rebelles de Rhône-et-Loire.

« Un décret d'accusation vient de frapper ces mandataires infidèles, mais plusieurs d'entre eux, tels que les Buzot, Pétion, etc., se sont soustraits par la fuite à la vengeance nationale, ils sont déclarés hors la loi, mais cette mesure nous paraît insuffisante, il faut employer des moyens qui répondent à l'énormité de leurs crimes et que les têtes de ces infâmes scélérats soient mises à prix.

« Une grande partie des autorités constituées égarées ou corrompues se sont rendues complices du système destructeur du fédéralisme propagé par ces députés perfides; presque toutes

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 42.

(2) Ibid.

(3) Archives nationales, carton C 276, dossier 714. L'adresse de la société populaire d'Aigueperse n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais, en marge du document des Archives, on lit : « n° 19, mention honorable, insertion au Bulletin, le 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République ». On trouve en effet un extrait de cette adresse dans le Supplément du Bulletin du 2<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793).

ont déjà reçu le châtement qu'elles méritent. Mais hâtez-vous, citoyens représentants, de prendre une même mesure générale nécessaire pour déjouer les complots toujours actifs des malveillants; décrétez le renouvellement de tous les corps administratifs, qu'entièrement régénérés ils ne renferment plus dans leur sein d'ennemis cachés.

« Pour vous, braves et courageux montagnards, fidèles conservateurs du droit du peuple que vous représentez, continuez par vos travaux infatigables d'assurer le salut de la patrie qui repose en vos mains. Restez inébranlables à votre poste, tant que l'indépendance de la République française sera méconnue par ces vils despotes conjurés contre la liberté.

« Alors vous aurez rempli votre tâche et vous retourneriez dans vos foyers en portant avec vous la reconnaissance de la nation qui vous proclame ses libérateurs.

« Tel est le vœu des citoyens républicains composant la société populaire séante à Aigüepersé.

« *Les membres du comité de correspondance de la Société populaire.*

« C. MOLLET, président; GILHARD, secrétaire; DEGEORGE, secrétaire; GUILHIEN, secrétaire. »

## II

LETTRE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR PARÉ POUR ANNONCER A LA CONVENTION QU'IL A ORDONNÉ AU DÉPARTEMENT DE PARIS DE FAIRE SURSEOIR A LA VENTE DE TOUTES LES MARCHANDISES CONFISQUÉES PAR LES COMMISSAIRES AUX ACCAPAREMENTS JUSQU'À CE QUE L'ASSEMBLÉE AIT DÉTERMINÉ LA MARCHÉ A SUIVRE POUR STATUER SUR LES RÉCLAMATIONS (1).

*Le Ministre de l'intérieur, au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Paris, ce 7 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Le comité de Salut public de la Convention m'ayant transmis des plaintes des commissaires aux accaparements, qui annoncent que leurs opérations sont entravées par les autorités constituées, il résulte des renseignements pris à cet égard qu'on a pensé dans plusieurs sections que la décision des commissaires et de l'assemblée générale pouvait être sans appel et que la confiscation et la vente des marchandises des prévenus d'accaparement devait s'effectuer nonobstant toute réclamation des parties intéressées; il paraît même que quelques sections ont fait procéder aux ventes malgré des arrêtés contraires de la municipalité de Paris. Le directeur du département, que j'ai consulté à cet

égard, observe que la loi ne détermine pas d'une manière assez claire les fonctions des différentes autorités constituées, que plusieurs articles annoncent que les accapareurs doivent être jugés par les tribunaux, mais qu'ils ne disent pas si ce sont les tribunaux qui doivent en ce cas prononcer les confiscations et qu'on n'y trouve pas non plus l'indication à suivre de la part des corps administratifs pour statuer sur les réclamations qui peuvent se présenter relativement aux erreurs qui seraient commises par les citoyens chargés de l'application de la loi.

« Ces observations, citoyen président, m'ont paru tellement justes qu'il m'a paru convenable d'ordonner au département de Paris de faire surseoir à la vente de toutes les marchandises déclarées confisquées par les commissaires de ces sections pour cause d'accaparement lorsqu'il a été présenté des réclamations contre cette vente aux autorités constituées supérieures, et ce jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par la Convention nationale sur la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de distinguer par une loi additionnelle les fonctions attribuées aux corps administratifs, de celles attribuées aux corps judiciaires, et de déterminer la marche à tenir pour statuer sur ces réclamations.

« Je crois devoir vous prier de prévenir la Convention nationale de cette mesure qui m'a semblé indispensable, et de vouloir bien l'inviter à statuer dans le moindre délai possible sur la question présentée.

« PARÉ, »

## III

ADRESSES DU CONSEIL GÉNÉRAL ET DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE DE SAINT-TROPEZ, DÉPARTEMENT DU VAR, POUR PROTESTER CONTRE LA MISE EN ACCUSATION DU REPRÉSENTANT ANTIBOUL (1).

## A.

*Les membres composant le conseil général de la commune de Saint-Tropez, à la Convention nationale.*

« Représentants,

« Le décret que vous avez rendu contre Antiboul, l'un de vos collègues, a frappé d'étonnement tous les citoyens révolutionnaires de cette ville, et leur affliction est profonde. Qui n'aurait pas été surpris de voir ordonner l'arrestation d'un homme qui, à peine échappé des mains sanguinaires des royalistes, et forcé de rester ici quelques jours par la nécessité trop évidente de réparer ses forces épuisées, s'appliquait avec nous à fortifier l'esprit public, à mettre hors d'insulte le port, la ville, les fortifications et la côte, à nous seconder enfin dans la préparation de diverses mesures de sûreté

(1) *Archives nationales*, carton DIII 370, dossier 1. La lettre du ministre de l'Intérieur n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais en marge du document des *Archives*, on lit : « Renvoyé au comité de Salut public le 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République française. »

(1) *Archives nationales*, carton DIII 343 (dossier Antiboul). Ces deux adresses ne sont pas mentionnées au procès-verbal; mais, en marge de chacun des documents des *Archives*, on lit : « Renvoyé au comité de sûreté générale, le 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République. »



générale, employant pour cet objet ses lumières et toute l'autorité dont il pouvait alors faire usage.

« Législateurs, nous savons que vos moments sont précieux, ainsi, nous n'avons que deux mots à vous dire, vous les peserez dans votre sagesse, nous nous garderons bien de murmurer contre vos décrets, mais notre devoir et notre conscience nous obligent de vous certifier qu'Antiboul a les vertus d'un républicain, tout le monde connaît sa fermeté et son désintéressement, il les a montrés au public par des faits multipliés, et dans plusieurs occasions, importantes.

« Saint-Tropez, le 2 octobre 1793, l'an II de la République française. »

(Suivent 12 signatures.)

## B.

### *Aux représentants du peuple.*

« C'est avec les sentiments de la plus vive douleur que nous avons vu le citoyen Antiboul chargé d'un décret d'arrestation, lui dont la vie entière offre l'image et l'exécution des principes que vous avez consacrés et qui, dès l'aurore de la liberté naissante, s'est montré un des plus intrépides défenseurs des droits de l'homme et de l'égalité.

« Il a rempli avec un zèle infatigable les fonctions de procureur de la commune pendant deux années; élevé ensuite à celle d'administrateur, il fut fait procureur général syndic : il fallait assurément beaucoup de courage et de patriotisme pour accepter une pareille place après les événements du 9 juillet 1792, arrivés à Toulon. C'est sa conduite ferme et conciliante qui lui attira la confiance des patriotes de cette ville qui le nommèrent à la Convention.

« Il nous serait sans doute facile de vous fournir une infinité de preuves qui, toutes, attesteraient son civisme, mais nous nous bornons à vous dire qu'il est un des principaux fondateurs de notre société qui s'était vu obligée de rompre ses séances par l'audace des sectionnaires; ce n'est qu'au retour du citoyen Antiboul et par l'autorité que lui donnait sa place qu'elle a été rétablie. Elle s'empresse de vous témoigner le deuil et la douleur profonde qu'a excités dans l'âme de ses membres la fatale nouvelle qu'un de ses enfants chéris, gémissait sous le poids d'une arrestation dont nous aimons à croire qu'il se justifiera; mais notre confiance est dans votre justice, et nous osons l'invoquer.

« Saint-Tropez, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

(Suivent 43 signatures.)

## IV.

LETTRE DES REPRÉSENTANTS POULTIER ET ROVÈRE, COMMISSAIRES DANS LES DÉPARTEMENTS DU GARD, DE VAUCLUSE ET DES BOUCHES-DU-RHÔNE, POUR TRANSMETTRE DIVERS ARRÊTÉS À LA CONVENTION (1).

(1) Archives nationales, carton AFII 185, plaquette 1527, pièce 5. La lettre de Poultier et Rovère et leurs

## A.

*Poultier et Rovère, à la Convention nationale.*  
« Avignon, 9 octobre, l'an II.

« Citoyens nos collègues,

« Des circonstances particulières nous ont contraints de prendre l'arrêté que nous vous faisons passer; nous le soumettons à votre examen pour que vous l'approuviez si vous le jugez convenable.

« F. POULTIER; J.-S. ROVÈRE.

« P.-S. Nous joignons à notre envoi quelques arrêtés que nous vous avons adressés, mais qui, probablement, ne vous sont point parvenus. Nous vous demandons une attention particulière pour celui du 4 octobre, relatif à la désertion des citoyens requis pour les armées.

« F. POULTIER. »

## B.

*Arrêté des représentants Poultier et Rovère pour destituer les membres du directoire et les administrateurs du département du Gard, ainsi que la municipalité et le conseil général de la ville de Nîmes (1).*

Les représentants du peuple français, délégués dans les départements méridionaux de la République, et spécialement dans ceux du Gard, des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, par décrets de la Convention nationale des 24, 25 juin, 22 juillet et 1<sup>er</sup> août derniers;

Considérant que les ennemis de la liberté et de l'égalité ne seront réellement vaincus, et leurs complots parfaitement déjoués, que lorsque les magistrats du peuple, les fonctionnaires publics animés de sentiments véritablement républicains, sauront résister aux mouvements désordonnés de l'ambition, aux menaces, aux insultes des ennemis du bien public, et aux tourments de la persécution, et se pénétrer de la maxime salutaire que tout fonctionnaire public doit mourir à son poste plutôt que de violer son serment;

Considérant que nulle section du peuple ne peut changer le gouvernement adopté; qu'à la majorité seule appartient ce droit imprescriptible des nations; que de méconnaître les autorités constituées, refuser d'obéir au vœu national étant un délit dans le temps où un gouvernement jouit de la tranquillité extérieure, devient un crime de lèse-nation, lorsque la liberté naissante est attaquée par les despotes de l'Europe, coalisés contre elle;

Considérant que l'ordre de Pitt a été répandu avec profusion dans les principales villes de la République, pour établir un plan de contre-révolution, dont l'aspect séduisant, en détrui-

arrêtés ne sont pas mentionnés au procès-verbal; mais, en marge du document des Archives, on lit : « Renvoyé au comité de Salut public le 22 du premier mois. »

(1) Archives nationales, carton AFII 185, plaquette 1527, pièce 7.

sant l'autorité nationale, opérait nécessairement la dissolution du corps social, en établissant 44.000 républiques; chaque section, chaque ville prétendant jouir des droits illimités de la souveraineté;

Considérant que ce système désastreux, fortement propagé par les rebelles de Marseille, a eu des sectateurs ardents dans le département du Gard; qu'une force départementale y avait été organisée, que les lois de la Convention nationale et les ordres du pouvoir exécutif y avaient été méprisés et méconnus, que les représentants du peuple délégués dans le département avaient couru les plus grands dangers, malgré l'inviolabilité dont leur personne est revêtue; que plusieurs patriotes ont été arbitrairement incarcérés, et d'autres mis en fuite;

Considérant que les membres des sociétés populaires, connus par leur attachement aux vrais principes de la liberté et de l'égalité, ont été, par une infraction à la déclaration des droits de l'homme et aux lois positives de la République, repoussés et chassés des lieux de leurs séances; que les autorités constituées du département du Gard, loin de s'opposer à ces excès, les ont au contraire autorisés;

Considérant que le fédéralisme adopté par les villes de Nîmes, de Bordeaux, de Lyon et de Marseille, l'a été aussi par l'Administration du département du Gard et par la municipalité de Nîmes; qu'il tendait par une marche rapide à la contre-révolution, à la destruction des patriotes, et à faciliter l'entrée des satellites des despotes sur le sol de la liberté; que ce n'est qu'au dévouement sublime des vrais républicains que l'on doit l'anéantissement de ce projet dévastateur;

Considérant que la ville de Toulon, son arsenal, et une partie des vaisseaux de la République ont été livrés aux Anglais par ces mêmes sectionnaires qui profanaient sans cesse dans leurs discours et leurs écrits, les noms sacrés de liberté et d'égalité, d'unité et d'indivisibilité de la République;

Considérant que si les hommes susceptibles d'erreur et d'égarement ne sont pas également criminels, ils sont essentiellement incapables d'administrer la chose publique, lorsqu'elle est en péril, et doivent être rejetés des fonctions dont les devoirs impérieux sont la défense et l'affermissement de la liberté et de l'égalité; l'observance rigoureuse de la déclaration des droits de l'homme et de l'Acte constitutionnel adopté par la nation française;

Considérant qu'une loi de la Convention nationale charge expressément les représentants du peuple délégués dans les départements de la République, de destituer les fonctionnaires publics qui ont adhéré au fédéralisme et de les remplacer par des patriotes éprouvés;

Considérant que la majeure partie des membres du directoire et de l'Administration du département du Gard a méconnu l'autorité nationale et s'est coalisée avec les rebelles fédéralistes de Marseille, Lyon et Bordeaux;

Considérant enfin, que tous les membres composant la municipalité et le conseil général de la ville de Nîmes ont adopté les mesures proposées par les ennemis de l'unité et de l'indivisibilité de la République;

Les représentants du peuple Rovère et Poul-tier, conformément au décret de la Convention nationale, concernant les fédéralistes, et à l'article deuxième du décret du 24 juin, qui les

charge de se rendre, sans délai, dans le département des Bouches-du-Rhône et les départements voisins, pour y rallier autour d'eux tous les bons citoyens, pour s'opposer à toutes les entreprises qui tendraient à altérer l'unité et l'indivisibilité de la République, et à cet effet les autorise à prendre toutes les mesures de sûreté générale et de salut public qu'exigeront les circonstances,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Les membres du directoire du département du Gard demeurent destitués des fonctions auxquelles la confiance du peuple les avait appelés, et dont ils se sont rendus indignes par les divers arrêtés, par eux pris contre la Convention nationale, et leur adhésion formelle au système fédératif des Marseillais.

Art. 2.

« Sont exceptés de la destitution ci-dessus les citoyens Teste, procureur général syndic; Meyere, Bonicel, Bresson, dont la conduite civique a été reconnue par la Convention nationale, par les décrets des 22 juillet et 1<sup>er</sup> août derniers.

Art. 3.

« Les membres du directoire du département du Gard, destitués par le présent arrêté, seront remplacés provisoirement par les citoyens Élie Dumas, de Saint-Jean-du-Gard; Chauvard fils aîné, de Calvisson; Maigron, de Saint-Geniès; Guisquet, homme de loi, de Saint-Ambroix; Balthazar, juge du tribunal du district d'Uzès.

Art. 4.

« Les membres composant l'Administration du département du Gard, demeurent destitués de leurs fonctions, à l'exception des citoyens Sénilhac, Blanc, Fournier, Billerey, Chaumette, Chabert, dont le civisme ne s'est pas démenti.

Art. 5.

« Les citoyens destitués de leurs fonctions d'administrateurs du département du Gard, seront remplacés provisoirement par les citoyens : Laurent, de Codognan; Rame, de Vauvert; Cazalis-Labarese, de Vezénobre; Étienne Manuel, de Saint-André-du-Gard; Mercurin fils, de Villeneuve-d'Avignon; Poete, de Tavel; Poulon aîné, de Remoulins; Pasquier, d'Aigues-Vivès, dit le Grand; Alexandre Fabre, négociant, de Nîmes; Laporte, curé de Saint-Gilles; Volpelière père, de Pradinas; Brunel, juge du tribunal du district de Beaucaire; Beniquet, secrétaire de juge de paix, à Nîmes; Salles, homme de loi, à Alais; Soustelle père, de Marguerites; Dumesnil fils aîné, chirurgien à Clarensac; Coumoul, de Saint-Gilles; Saint-Pierre Peyret, d'Aigues-Mortes; Roux, chineur, de Nîmes; Guiraud, de Vauvert; Combemolle, père, de Nîmes; Perrin neveu, de Nîmes.



## Art. 6.

« Les citoyens composant la municipalité et le conseil général de la commune de Nîmes, demeurent destitués de leurs fonctions; ils seront remplacés provisoirement :

« Savoir, le maire, par le citoyen J.-A. Courbis, propriétaire foncier.

« Les officiers municipaux, par les citoyens : Mathieu-Tansard, négociant; Louis Teissier, droguiste; Bernard Colomb; Montaud père, négociant; Cognac père, gantier; Louis-Arnaud Bruguière, négociant; Moysse Chapel-Paulhan, négociant; Pons, directeur de la poste aux lettres; Castanet, ancien gendarme; David Crémieu, négociant; Étienne Fauo, fabricant de bas; Barre-Veyrun, négociant; Archinard aîné; Jean Teulon, fils, négociant; Prouzet jeune, ourdisseur.

« Le procureur de la commune, par le citoyen Jean Colomb neveu, propriétaire foncier.

« Le substitut du procureur de la commune, par le citoyen François, homme de loi.

« Les notables, par les citoyens : Marc Daugezon, négociant; Briant-Bonnet, négociant; François Ribes, taffetassier; Champel fils, fabricant de burats (*sic*); Layre; Gaude, imprimeur du département; Gourdeaux père, fabricant de burats; Louis Paul, enformeur; Claude Verdier, négociant; Roubel aîné; Perrin, juge de paix; Pierre Gilly jeune, fabricant de bas; Louis Chez, fabricant de bas; Cezar Carles; Roche fils, fabricant de bas; Poussigne, greffier du tribunal de la police correctionnelle; Daniel Bonyjoli, travailleur de terre; Pierre Cabanel, fabricant de bas; Antoine Serres; Brunel, juge du tribunal du district de Nîmes; Pierre Paulhan, négociant; Benoît Fournet, fabricant de bas; Pierre l'aîné, homme de loi; Imbert, juge de paix; Triquet fils; Desmons, négociant; Thurion, greffier; Sagnier aîné, négociant; Charles Dupré, assesseur; Jean Ricard, assesseur; Gautier, plâtrier; Lecun; Louis Nicolas, négociant; Claude Puechegut, fabricant de bas; Charles Mas, ourdisseur; Thomas, marchand d'indienne. »

« Fait à Nîmes, le 7 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Signé : J.-S. ROVÈRE; F. POULTIER; MAGNON, secrétaire de la Commission. »

## C.

*Arrêté des représentants Poultier et Rovère pour destituer les citoyens Peyzac, chef des convois des armées des Pyrénées et d'Italie, et Perrier, contrôleur de ces convois (1).*

Rovère et Poultier, représentants du peuple français, délégués dans les départements méridionaux de la République, et spécialement dans ceux du Gard, des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, par décrets de la Convention nationale des 24, 25 juin, 22 juillet et 1<sup>er</sup> août derniers;

Considérant que les ennemis de la Révolution ont constamment employé depuis quatre ans, tous les moyens que la malveillance et la scélératesse ont pu leur suggérer, pour renverser l'édifice naissant de la liberté et de l'égalité; que les moyens de force ayant été vains jusqu'à présent, ils ont voulu substituer celui de la ruse, en dilapidant les finances de la République, par les manœuvres secrètes de leurs affidés;

Considérant que parmi les moyens odieux et atroces, employés par Pitt et ses complices, pour rétablir le despotisme en France, celui de ruiner nos armées par des malversations dans les convois et les fournitures a paru d'autant plus certain à nos ennemis qu'il était moins apparent; qu'en conséquence les fournisseurs, les étapiers, les directeurs et contrôleurs des convois ont été choisis parmi les hommes les plus inciviques, les plus opposés au but de notre Révolution, et dont l'étude continuelle, à l'exemple des Dumouriez et des Beurnonville, a été de décourager les défenseurs de la patrie en les faisant manquer d'habillement et de subsistance, et en grevant le trésor public d'une dépense excessive;

Considérant que la Convention nationale, les représentants du peuple délégués dans les départements méridionaux de la République, n'ont cessé de recevoir des plaintes contre les malversations, les abus et les prévarications des agents préposés aux subsistances et aux convois de nos armées;

Considérant que dans les derniers malheurs qui ont affligé la République dans les départements méridionaux, les payeurs, les fournisseurs, les étapiers, les directeurs des convois se sont montrés les plus ardents zéloteurs des cannibales de Marseille, en les assistant de tous leurs moyens, en argent et en comestibles;

Considérant que le directeur, le contrôleur, et la plupart des capitaines en chef et des adjudants, et autres préposés des convois établis à Nîmes pour les armées des Pyrénées et d'Italie, loin de s'occuper des emplois importants confiés à leurs soins, divertissaient à leur profit les trésors de la nation, vendaient les chevaux de prix et leur en substituaient d'autres incapables de faire le service des armées, et les laissaient manquer de nourriture, tandis que les harnais et les voitures étaient vendus par les employés subalternes;

Considérant que les préposés aux nominations des employés dans ces convois, ont dirigé leurs choix sur des personnes connues par leur incivisme, et par les persécutions scandaleuses qu'ils ont exercées sur les patriotes de Nîmes, depuis l'époque où les Aubri, les Isnard, les Espinassi (*sic*), commissaires infidèles, chargés par la Convention nationale de rétablir l'ordre dans le département du Gard, d'affermir le patriotisme, de faire triompher la cause de la liberté, déjà menacée dans l'asile des Sociétés populaires, n'ont usé de leurs pouvoirs que pour protéger des hommes de sang, menaçant sans cesse de l'exil ou de la mort les vrais amis de la liberté et de l'égalité;

Considérant que les malversations multipliées des directeurs des convois des armées des Pyrénées et d'Italie ont forcé les représentants du peuple Barras et Fréron, délégués près l'armée d'Italie, d'envoyer un adjoint des convois pour remédier aux abus, pour inspecter et accélérer les envois indispensables à cette armée, menacée de la plus grande disette,

(1) Archives nationales, carton AFII 185, plaquette 1527, pièce 6.

## Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Les nommés Peyzac, chef des convois des armées des Pyrénées et d'Italie, Perrilier, contrôleur de ces convois, demeurent destitués de leurs emplois et sont renvoyés à l'accusateur public près le tribunal criminel du département du Gard, pour être poursuivis comme prévenus de malversations, de vols et de négligence dans leur gestion.

## Art. 2.

« Le citoyen Étienne Barbusse exercera provisoirement les fonctions de directeur des convois des armées des Pyrénées et d'Italie, dont le dépôt est à Nîmes; le citoyen Leiris Decombes, recommandable par les services qu'il a rendus à la chose publique depuis le commencement de la Révolution, exercera provisoirement celles de contrôleur de ces convois.

## Art. 3.

« Le juge de paix de l'arrondissement où se trouve le dépôt des convois des armées des Pyrénées et d'Italie, assisté des membres des corps administratifs, commissaires nommés, demeure chargé de dresser inventaire des registres, livres, papiers et documents, ainsi que des fonds concernant la gestion de ces convois; il sera procédé à cet acte en présence des nommés Peyzac et Perrilier ou de leurs préposés, légalement avertis; les registres, caisses et autres effets inventoriés seront remis aux citoyens Barbusse et Leiris.

## Art. 4.

« Les citoyens Barbusse et Leiris demeurent autorisés à procéder à une nouvelle nomination des agents préposés aux convois des armées des Pyrénées et d'Italie, établis à Nîmes, ils conserveront ceux qui auront bien mérité de la patrie par une conduite civique; ils auront soin de diriger leur choix sur des citoyens mariés, autant que faire se pourra, pour ne pas diminuer le nombre des défenseurs de la patrie. Ceux qui seront conservés dans leurs emplois seront obligés de présenter un certificat de civisme, visé par la nouvelle municipalité de Nîmes.

« Fait à Nîmes, le 12 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Signé : J.-S. ROVÈRE; F. POULTIER; MAGNON, secrétaire. »

## D.

*Arrêté des représentants Poultier et Rovère relatif aux jeunes gens mis en réquisition qui refuseraient de partir (1).*

Rovère et Poultier, représentants du peuple

français, délégués dans les départements méridionaux de la République, et spécialement dans ceux de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône et du Gard, par décret de la Convention nationale, des 25, 27 juin, 22 juillet et 1<sup>er</sup> août derniers;

Considérant que des lâches, après avoir juré de vaincre ou de mourir, se parjurent au point de revenir dans leurs foyers pour y semer le découragement, et hâter par leur coupable défection la ruine de la patrie;

Considérant que dans ce moment de crise, où tout Français est soldat, où tout se lève pour purger la terre sacrée de l'égalité des brigands qui voudraient l'asservir, tous ceux qui ne sont point pour cette cause solennelle sont contre elle;

Considérant qu'un citoyen appelé à la défense de la République dans le moment où elle est déchirée par les contre-révolutionnaires et les tyrans ne peut, sans participer aux projets de nos ennemis, abandonner les drapeaux de la liberté;

Considérant enfin que l'instant de la mollesse et de l'indulgence est passé, que la nation doit se montrer terrible contre ses bourreaux,

## Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Tout citoyen mis en réquisition pour les armées de la République sera tenu de partir au jour indiqué par les autorités constituées.

## Art. 2.

« Celui qui refusera sera mis sur-le-champ en prison jusqu'à ce qu'il demande à partir volontairement.

## Art. 3.

« Quatre jours après son arrestation et après lecture à lui faite du présent arrêt, s'il ne forme point sa demande de départ, il sera inscrit sur la liste des émigrés, et traité comme tel.

## Art. 4.

« La même formalité sera suivie, et la même peine prononcée à l'égard de ceux qui abandonneront leur bataillon en route, lorsque ledit bataillon n'aura pas encore rejoint l'armée pour laquelle il aura été destiné.

## Art. 5.

« Lorsque le bataillon aura été reçu à une armée, le citoyen qui l'abandonnera sera reconduit au tribunal de l'armée, dont son bataillon fera partie, pour y être puni conformément aux lois.

## Art. 6.

« Le présent arrêté sera spécialement exécuté dans les départements de Vaucluse, du Gard et des Bouches-du-Rhône; il sera envoyé aux représentants du peuple dans les départements de l'Hérault et de la Drôme, avec invitation

(1) Archives nationales, carton AFII 183, plaquette 1527, p. 11.



d'y adhérer; il sera commun aux gardes nationales à cheval mises en réquisition.

« Avignon, ce 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« J.-S. ROVÈRE; F. POULTIER; BARATIER,  
secrétaire. »

### V.

#### ADRESSE DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE DE LA RÉOLE (1).

La Société populaire de La Réole demande, dans une adresse à la Convention nationale, l'établissement d'un tribunal révolutionnaire dans chaque département pour juger les traîtres et les conspirateurs, la déportation de tous les gens suspects et la confiscation de leurs biens au profit de la République.

### ANNEXE

A la séance de la Convention nationale du  
12 jour du premier mois de l'an II (dimanche  
13 octobre 1793) (2).

**Compte rendu à ses concitoyens par le  
capitaine Lacrosse, commandant la fré-  
gate de la République, *La Félicité*, de sa  
mission aux Isles-du-Vent de l'Amé-  
rique, pendant les années 1792 à  
1793 (3).**

Tout homme public doit compte de sa conduite à ses concitoyens. Je le fus, je vais remplir cette obligation. Il leur doit dans tous les temps la vérité, mais elle devient d'autant plus utile que sa connaissance importe au bonheur de tous, et de chacun en particulier.

Ce qui a rapport aux colonies intéresse, d'une manière plus ou moins directe, tous les citoyens français. Je vais présenter l'état de celles du Vent de l'Amérique à l'époque du 1<sup>er</sup> décembre 1792, où j'y arrivai, ce qui s'est passé pendant mon séjour, et leur position physique et politique lors de mon départ, le 25 août 1793.

J'étais parti de France le 24 octobre 1792, commandant la frégate *La Félicité*, porteur de décrets, de paquets à l'adresse des commissaires civils, des gouverneurs et intendants, avec ordre d'annoncer la République, d'éclairer les nouveaux citoyens (ci-devant connus sous le nom de gens de couleur); de répandre les papiers trouvés chez Laporte, intendant de la liste civile; d'attacher à la métropole les colons, par la connaissance de leurs vrais intérêts. Je devais de là me rendre à Saint-Domingue, y remplir le même objet; telle était la mission importante dont j'étais chargé (n° 1).

(1) L'adresse de la Société populaire de La Réole n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au compte rendu de la séance du 22<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (dimanche 13 octobre 1793), dans le *Journal de Pertet* (n° 387 du 3<sup>e</sup> jour de la troisième décade du premier mois de l'an II lundi 14 octobre 1793), p. 106].

(2) Voy. ci-dessus, même séance, p. 497, le compte rendu à la Convention par le capitaine Lacrosse.

(3) Bibliothèque de la Chambre des Députés : *Collection Portiez de l'Oise* : 54 pages in-4<sup>e</sup>, t. 28, n° 118.

De secrets pressentiments me donnèrent les plus justes défiances, fondées sur les divisions qui déjà avaient agité la Martinique, sur la connaissance du caractère du colon planteur, sur celle d'une marine nombreuse, dont les principes s'étaient manifestés en plusieurs occasions (1); sur un rassemblement considérable d'officiers de différents régiments.

Dans ma traversée, mes soins furent de combiner tous les moyens de réussite. Je fis, pour cet effet, un extrait des nouvelles d'Europe, que je destinai à l'impression. Je rédigeai une instruction pour l'officier qui me succéderait dans le commandement, dans le cas où quelque événement m'arriverait (n° 2).

Sachant que la ville de Saint-Pierre avait, depuis le commencement de la Révolution, donné des preuves du plus grand patriotisme, je résolus d'y prendre des informations avant d'arriver au Fort-Royal, aujourd'hui connu sous le nom de Fort-de-la-République.

Ayant vu la terre dans la matinée du 30 novembre, j'arrivai le 1<sup>er</sup> décembre, à 4 heures du matin, devant Saint-Pierre. J'envoyai à terre un officier, le citoyen Lepeltier fils, enseigne, non entrete nu, avec le citoyen Devers, officier d'administration, passager à mon bord. Je leur donnai une série de questions, dont les réponses devaient me faire connaître la position de la colonie (3). Mon canot parti, je distinguai au point du jour un bâtiment portant pavillon et flamme blanche; bientôt la même couleur flotta sur les forts. Peu de temps après, je vis revenir à force de rames mon canot, à qui deux autres donnaient chasse.

A son retour, le citoyen Lepeltier me confirma la prise du pavillon blanc, et par une conversation qu'il eut à terre, il apprit que le général Rochambeau avait été repoussé; que les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe étaient en rébellion; que Sainte-Lucie et Marie-Galante avaient conservé le pavillon national, mais que le parti aristocratique dominait presque partout, et que, par ses manœuvres, les patriotes succomberaient infailliblement dans ces deux colonies fidèles; qu'un nombre considérable d'entre eux, vexés et proscrits de Saint-Pierre, s'étaient réfugiés à Roseau, île Dominique.

J'assemblai mon état-major, à qui je communiquai l'intention où j'étais d'écrire à Beuhague, de lui envoyer les nouvelles que j'apportais, et d'aller conférer avec les patriotes réfugiés; ce fut l'avis unanime. J'écrivis en conséquence la lettre (n° 4). Le citoyen Lepeltier réclama le droit de la porter, comme faisant suite de la première mission.

Mon canot déborda avec flamme et pavillon national, se rend à bord de la corvette *le Balon*, commandée par Robert; l'officier lui remet les paquets pour le général, dont il prend un reçu (n° 5), et revient à bord.

Pendant ce temps, personne n'était venu à mon bord; les habitants de la ville Saint-Pierre croyaient encore voir la frégate *la Calypso*, commandée par Malevaux, masquée du pavillon

(1) Je n'avais que trop bien prévu ce qui est arrivé. Rivière ayant offert son vaisseau et la division qui l'a suivi au roi d'Espagne, son offre a été acceptée, et il est en ce moment à Porto-Cabello, où il a pris le pavillon espagnol. Tous les officiers de la marine ont leur rang et leurs appointements conservés dans celle d'Espagne.

tricolore, et qui la veille était appareillée de cette rade. A 2 heures, n'ayant aucun espoir de communiquer avec sûreté, ni pour son bâtiment, ni pour ma personne, je fis route pour la Dominique. A l'ouvert du canal j'aperçois un bâtiment portant sur moi. Je le jugeai, pendant quelque temps, devoir être la frégate *la Calypso*. Jamais équipage ne fut mieux disposé que le mien, brûlant du désir de venger l'honneur national, outragé par des rebelles; mais je reconnus bientôt après un bâtiment marchand qui m'accosta; c'était *le Prudent*, de Marseille, capitaine Martin. Je l'instruisis de ce que j'avais vu et appris; il me dit qu'il allait me suivre.

Le soir, une goélette que je vis venir à bord me donna de plus grands détails.

Le 2, à 8 heures du matin, étant devant Roseau, j'envoyai un officier, le citoyen Jourdan aîné, prévenir le gouverneur Bruce, que je venais au mouillage. Il envoya le pilote au-devant de moi. J'eus à peine laissé tomber l'ancre, que mon bord fut rempli de nos frères, fuyant la persécution des deux colonies rebelles. Je me rendis à terre avec les citoyens Coquelin, Devers et Maizières. Un peuple innombrable m'attendait au débarquement : le cri vive la République, vive la *Félicité* fut cent fois répété. Le général Bruce me reçoit au gouvernement. Je lui explique la circonstance dans laquelle je me trouve; je lui demande, au nom de la République française, sûreté et protection pour la frégate *la Félicité*. Il me répond qu'il n'a pas reçu d'ordres de sa cour de reconnaître la République, mais que je pouvais rester tant que les besoins de la frégate l'exigeraient. Je lui dis que deux jours suffisaient, et je le quittai après une conversation, où je mis la fermeté qui convient à un officier de la République.

En sortant, je rencontrai les citoyens Pautrizel, ci-devant maire de la Basse-Terre, et Sabathier Saint-André aîné, aussi ardents qu'éclairés patriotes, en compagnie de plusieurs citoyens des deux colonies. Je les engageai à se rendre à mon bord dans l'après-midi pour conférer sur ce qu'il y aurait de mieux à faire dans la circonstance présente. Ils s'y rendirent, et je lui fis les instructions qui m'avaient été données. J'enfai leur courage, leurs espérances, et ce fut la première étincelle apportée par le premier officier républicain, qui bientôt embrasa toutes les âmes du plus ardent patriotisme.

A l'extrait des nouvelles dont j'arrêtai l'expression à Roseau-Dominique, j'ajoutai mon dernier moyen de conciliation (n° 6).

Le lendemain au soir, le gouverneur Bruce m'envoya un officier pour m'engager à appareiller, prétextant que ma présence compromettrait la tranquillité de la colonie. Cette prière me détermina à rester. Je lui écrivis la lettre (n° 7); le lendemain je reçus sa réponse (n° 8).

Pendant ces pourparlers, parut la corvette *le Maréchal de Castries*, venant de la Guadeloupe, portant pavillon et flamme blanche. Sur-le-champ, je me disposai à appareiller. J'étais déjà sous voile, quand la brise de terre manquant, celle du large me jetait à la côte, et je ne mouillai que lorsqu'il n'y eut plus d'autre parti à prendre. Duclesmur, commandant cette corvette, instruit de mon dessein par Sainford, négociant de la Dominique (1) et l'agent fidèle

des contre-révolutionnaires, fit route à l'instant pour la Guadeloupe. Je profitai du premier vent pour lui donner chasse, et éviter le vaisseau *la Ferme*, et la frégate *la Calypso*, que je savais être appareillés la veille, du Fort-de-la-République, avec ordre de m'enlever partout où ils me rencontreraient. Encouragés par la prise de la gabarre *la Bienvenue*, à Saint-Christophe, ils crurent aux mêmes succès; ils se présentèrent devant Roseau, et, ne me trouvant plus, leurs espérances furent trompées (1).

Le 5, au jour, ne voyant rien à la pointe du vieux fort de la Guadeloupe, je me décidai à faire route pour Sainte-Lucie, et à rester dans ces mers, où j'avais à lutter contre le vaisseau ci-devant *la Ferme*, aujourd'hui *le Phocion*, de 74; la frégate *la Calypso*, de 36; la frégate *la Royaliste*, de 24, ci-devant la gabarre *la Bienvenue*, et *le Maréchal de Castries*, de 18. On m'avait fait entrevoir que ma présence était nécessaire dans cette île. Je m'y rendis effectivement, en passant sous le vent du vaisseau et de la frégate, que je reconnus très bien.

Je trouvai cette colonie organisée, ayant une assemblée coloniale, des municipalités, et un gouverneur patriote, le citoyen Montel, lieutenant-colonel du brave 31<sup>e</sup> régiment. Ma présence raffermirait les amis de la République, et en imposa à un parti qui s'était formé pour donner à Behague les moyens de l'entraîner dans la rébellion. Il me parut d'autant plus essentiel de la conserver, que sa position assurait à nos vaisseaux un port commode pour diriger leurs opérations contre les rebelles. Je n'hésitai donc pas à me rendre à la réquisition qui me fut faite par l'assemblée coloniale de rester, et j'expédiai un de mes officiers avec les paquets pour Saint-Domingue. L'arrivée prochaine des forces qui devaient me suivre à cette époque me décida à les attendre. J'écrivis au général Rochambeau (n° 9), à l'assemblée coloniale, aux commissaires civils et au commandant la station. J'envoyai le citoyen Lepeltier père, mon second.

Mon premier soin fut d'envoyer une goélette au vent de la Martinique pour avertir les bâtiments de commerce, venant de France, de la position des colonies. J'en expédiai une autre à Tabago, au gouverneur Marguenat, avec la lettre n° 10 et une partie des lois que j'avais apportées; je reçus sa réponse (n° 11), qui me fit augurer que la France ne pouvait pas compter sur lui; effectivement, peu de temps après, il prit la fuite avec le commandant en second, Jobal. Les intelligences qu'ils avaient déjà préparées ont fait entrevoir aux Anglais la possibilité de prendre cette colonie, ce qu'ils ont exécuté le 14 avril avec le secours des habitants. J'écrivis aussi au commodore La Forey, commandant la station aux îles anglaises, pour le prévenir que j'étais le seul commandant légitime de la station française, et que s'il y avait quelque chose à traiter pour la partie maritime, c'était à moi qu'il devait désormais s'adresser (n° 12). Il me fit une réponse qui annonçait déjà la mauvaise foi de son gouvernement (n° 13).

gration l'argent de plusieurs d'entre eux, et quand il en a été nanti, a fait une banqueroute de 4 millions, et a emporté à ces messieurs 1,200,000 livres.

(1) Il y avait à bord de *la Calypso*, lors de cet enlèvement, un grand nombre d'habitants qui s'y étaient embarqués en qualité de volontaires. La nation pourra reprendre sur leurs biens la valeur du pillage qu'ils y ont fait.

(1) Sainford, qui avait la confiance générale des habitants de la Martinique, a reçu dans leur dernière émi-



Pendant mon séjour à Sainte-Lucie, je ne perdais pas une occasion d'instruire et d'éclairer les nouveaux citoyens. L'un d'eux, nommé Genty, m'a puissamment secondé. Je rétablis le club dont les séances avaient, depuis longtemps, été suspendues. On planta l'arbre de la Liberté, appelé dans les colonies arbre de la République. J'employai tous les moyens d'électrifier les âmes.

Par les soins des patriotes, par ceux du citoyen Devers, le précis des nouvelles d'Europe et mon dernier moyen de conciliation étaient répandus avec profusion : partout on chantait l'hymne des Marseillais.

Cependant l'assemblée coloniale de la Martinique, celle de la Guadeloupe, prirent leur fameux arrêté des 10 et 13 décembre 1792 par lequel elles déclaraient la guerre à la France, se mettaient sous la protection des princes et des puissances coalisées. J'y répondis par mes observations (n<sup>o</sup> 14).

Tous ces traits de lumière avaient éclairé la foule qui ne suit que le torrent; les esprits fermentaient peu à peu; la terreur s'emparait des contre-révolutionnaires.

Les patriotes encore restés à Saint-Pierre et au Fort-de-la-République venaient en foule se réunir à leurs frères de Sainte-Lucie. Chaque jour les équipages du vaisseau *la Ferme* désertaient, et se rendaient à mon bord dans les canots qu'ils enlevaient.

La ville de la Pointe-à-Pitre donna la première l'impulsion. Elle possédait dans sa rade une grande quantité de bâtiments du commerce. Ces braves capitaines, officiers et équipages supportaient avec indignation le pavillon blanc qu'on leur forçait d'arborer. Lorsqu'ils virent la résolution bien prononcée des habitants de s'affranchir du joug des factieux, ils s'unirent à eux. On fit évacuer le Fort aux planteurs (1) qui le gardaient, et le pavillon national fut arboré.

Le gouverneur Darrot demanda des secours à la Martinique : on envoya les frégates *la Calypso* et *la Royaliste* avec un train d'artillerie. Leur présence et leur renfort ne fit qu'augmenter l'énergie : tous concoururent à la défense commune; les vrais républicains de la Guadeloupe se montrèrent. Les citoyens, les marins se formèrent en compagnies, montèrent des canons, fortifièrent des postes avantageux, servirent l'artillerie. On remarqua le courage et l'activité du capitaine Frémont. Instruit de leur conduite énergique, je leur écrivis la lettre n<sup>o</sup> 15. Vainement les rebelles tentèrent, par deux points, d'attaquer la ville; ils furent battus et repoussés : la cause de la liberté triompha. On m'envoya les citoyens Partaïen, Pinchard, Bertrand et Cossen pour m'annoncer cet événement. Ils ne me trouvèrent pas à Sainte-Lucie, j'en étais sorti le 29 décembre pour protéger l'enlèvement du *Maréchal de Castries*, qui était mouillé à Saint-Pierre, que je faisais tenter à l'abordage par une goëlette, *la Légère*, appartenant aux rebelles, commandée par Boigrolier, élève de la marine. Griselet, officier du *Maréchal de Castries*, y fut pris les armes à la main; le volontaire Boishardy y fut tué (n<sup>o</sup> 16).

(1) Je ne comprends, sous cette dénomination, que les habitants des colonies qui se sont, par leur conduite, démontrés les ennemis de la Révolution et de la République. Quelques-uns font exception; ils sont unis aux patriotes.

Après avoir conféré avec les députés de la Pointe-à-Pitre, je leur promis de m'y rendre le plus tôt possible, ce que j'exécutai le 5 janvier.

On me reçut avec les marques de la joie la plus vive. Seul délégué de la République, je reçus en son nom les témoignages de respect et de soumission à ses lois.

La municipalité en défection, le citoyen Penicault, qui en faisait partie, resté à son poste, remplissait les fonctions de maire. Son zèle et son civisme méritent les plus grands éloges.

L'élan que venait de donner la ville de la Pointe-à-Pitre fut bientôt suivi de toute la colonie; le parti des planteurs fut anéanti; Darrot et ses satellites prirent la fuite.

En moins de huit jours, je reçus des députations de toutes les paroisses. La ville de la Basse-Terre m'invita de me rendre dans son sein. Je ne crus pas alors devoir quitter la Pointe-à-Pitre, devenu le centre de tous les mouvements; mais, sur les craintes qu'ils me témoignèrent qu'il pourrait se commettre quelque désordre, dans un premier moment j'y envoyai, comme commissaires conciliateurs, les citoyens Devers et Lepeltier fils.

J'invitai d'abord les citoyens de toutes les paroisses à former de nouvelles municipalités, et à choisir des magistrats dignes de leur confiance.

J'établis des domaines garde-côtes pour protéger le commerce de la métropole, empêcher l'exportation des denrées coloniales. J'annulai l'arrêté de l'assemblée qui le permettait.

Les scellés furent mis sur les papiers de l'ancienne administration, et les séquestres placés sur les biens des (ci-devant) Jacobins, Carmes, Bouillé et Mallevaux.

Pendant ce temps, je ne cessai de démontrer aux habitants que leurs intérêts devaient les lier à la Révolution; ils me parurent de bonne foi, revenus de leurs erreurs; mais je ne connaissais pas encore à fond le caractère créole. Cependant je mis dans ma conduite la plus grande réserve. L'expérience m'a malheureusement appris que, trompé par les fausses apparences, je les avais cependant jugés tels qu'ils étaient.

Persuadés que les Sociétés populaires seraient un nouveau moyen de réunion pour les citoyens, j'en formai une à la Pointe-à-Pitre. Le citoyen Devers en fit de même à la Basse-Terre, et bientôt il s'en forma dans plusieurs paroisses de la colonie. Par là se propageaient l'esprit public et les principes républicains.

Quand je fus assuré que les municipalités étaient organisées, voulant, par des autorités constituées du choix du peuple, arracher la colonie au danger de l'anarchie, j'invitai, par une proclamation (n<sup>o</sup> 17), les paroisses à se choisir des représentants, qui se réuniraient à la Pointe-à-Pitre, pour se constituer sous telle dénomination qu'ils jugeraient convenable : ce qu'ils firent sous celle de commission générale et extraordinaire.

La difficulté fut ensuite le choix d'un pouvoir exécutif. Nul officier n'avait la confiance publique. On m'invita à prendre provisoirement les rênes du gouvernement. Je sentis qu'un refus absolu jetterait la colonie dans de nouveaux embarras. D'un autre côté, sachant ce qui se passait à la Martinique, étant l'homme de toutes les colonies en général, et non celui d'une seule en particulier, je ne pouvais me lier à celle de la Guadeloupe. Pour tout concilier, je proposai d'accepter, avec la faculté bien motivée de me faire représenter par un officier digne de la con-

fiance du peuple. Je présentai le citoyen Kermené, capitaine au 31<sup>e</sup> régiment, qui dans ce moment était commandant militaire à Marie-Galante, auquel la République a en partie l'obligation d'avoir soutenu Sainte-Lucie entre les trames de l'aristocratie. On adhéra à ma proposition (n<sup>o</sup> 18), et le citoyen Kermené fut reconnu commandant en second de la Guadeloupe. Pendant mon séjour dans cette colonie, les patriotes de la Martinique intimidaient la horde des satellites du despotisme, ces orgueilleux planteurs, cette marine en apparence si déterminée et si formidable. Les nouveaux citoyens qui faisaient la majeure partie de leurs forces les avaient abandonnés. Éclairés par mes écrits, ils sentaient que les bienfaits de la Révolution les appelaient à l'exercice réel de leurs droits; qu'ils servaient une cause étrangère à la leur; qu'ils étaient le vrai peuple des colonies. De cette époque seule, on peut compter qu'il en existe un dans ces contrées, qui, lié à la France par la connaissance de ses intérêts, devait les lui assurer contre les tentatives des planteurs, que nous verrons bientôt coalisés avec nos ennemis, pour les leur livrer.

Dès les premiers jours de janvier, Behague, Rivière et tous les grands coupables voyant les esprits montés en sens contraire de leurs espérances, la défection de leur parti à la Guadeloupe ne pouvant plus, avec leurs forces, lutter contre l'opinion, résolurent d'abandonner la colonie. La portion des planteurs qui crut pouvoir rester, et pallier leur rébellion, leur facilita tous les moyens de s'en aller. Effectivement, le 11, Behague partit, le lendemain, le vaisseau *le Phocion*, la frégate *la Calypso*, la corvette *le Maréchal-de-Castries*, et le bateau *le Coureur*, firent route pour la Trinité espagnole, emportant un grand nombre d'habitants de tout sexe et de tout âge. Le directoire de l'assemblée coloniale nomma les citoyens Molerat, le Vassor Bonneferre, Marlet, Delor et Guignot, pour remplir l'intérim du pouvoir exécutif. Il m'envoya aussi une députation à Sainte-Lucie, où on me croyait encore, pour m'instruire de la reprise du pavillon national et de leur retour à la mère-patrie. Cette députation fut mise en état d'arrestation. On me dépêcha un avis pour m'apporter les paquets; dans ma réponse, j'exigeai, avant tout, la remise des forts, dont la garde serait confiée, partie au 31<sup>e</sup>, au 37<sup>e</sup> régiment et aux citoyens de Saint-Pierre; j'ordonnai la relaxation des députés qui rapportèrent mes dépêches au directoire. Une seconde députation me fut envoyée, apportant une délibération de l'assemblée coloniale, qui me déférait provisoirement le gouvernement de la Martinique (n<sup>o</sup> 19). Ces paquets me furent remis le 28 janvier, époque où je fus instruit que le brick *le Lutin*, venait de mouiller à la Basse-Terre, apportant les généraux Rochambeau et Ricard; leur présence inattendue avait excité dans le peuple une grande fermentation; on ne voulait pas les recevoir. On ignorait alors que le général Rochambeau était porteur de nouveaux ordres de la République, expédiés par le ministre Monge; je l'ignorais moi-même, et le voyant revenir seul dans des colonies dont il ignorait la situation, lorsqu'il s'en était éloigné avec des troupes, la méfiance était naturelle. Je partis sur-le-champ pour la Basse-Terre; je trouvai les généraux descendus. Le citoyen Coquet, commandant le *Lutin*, me remit une lettre du citoyen ministre (n<sup>o</sup> 20). Le général Rochambeau me communiqua ses ordres, je l'invitai à se rendre

à la municipalité, où le peuple assemblé, instruit de ses nouveaux pouvoirs, le reconnut pour gouverneur général. Le lendemain on planta l'arbre de la liberté; le même soir nous nous rendîmes à bord de la frégate, et nous arrivâmes le lendemain à la Pointe-à-Pitre. Le général visita les forts et se rendit à la commission générale extraordinaire où il fut reçu et reconnu en sa qualité à la demande unanime, par l'organe du président; il me confirma le commandement militaire de la Guadeloupe, jusqu'à l'arrivée des commissaires civils (n<sup>o</sup> 21). Le citoyen Kermené prit le service et je le conduisis à la Martinique. Le 3 février, à quatre heures, étant devant la rade de Saint-Pierre, nous descendîmes à terre. L'expression de la joie des citoyens, rentrés dans leurs foyers, naguère errants et fugitifs, présentait un spectacle attendrissant. J'avais arraché à la persécution des rebelles, à la misère inséparable d'une pareille position plus longtemps prolongée, des patriotes, des frères qui, depuis 4 ans, soutenaient la cause de la liberté; ils étaient dans cette ville d'où ils avaient été chassés; leur retour était mon ouvrage; j'avais fait mon devoir en me rendant utile à mes concitoyens; ce moment toujours présent à mon imagination me retracera le plus beau jour de ma vie.

Nous nous embarquâmes, et le lendemain nous arrivâmes au Fort-de-la-République; tout était préparé pour nous y recevoir. Le général, conduit au gouvernement, fit dire à l'assemblée coloniale qu'il lui ordonnait de se dissoudre. Je fus témoin des marques de leur soumission aux lois de la République, mais la crainte et le dépit perça à travers leur maintien. Le soir il prit possession des forts, et j'eus le plaisir et la gloire de l'avoir installé dans son gouvernement. Deux jours après je portai le général Ricard à Sainte-Lucie, où il éprouva pour être reçu quelque difficulté, tant la prévention était générale. J'en repartis le même jour, et il fut ensuite reconnu sur la démission du citoyen Montel, gouverneur par intérim, qu'on envoya à Tabago.

De retour au Fort-de-la-République, je fus informé que le général Collot était arrivé à la Guadeloupe sur la goélette du sieur Engeron (1) où ayant appris ma nomination par la colonie entière, confirmée par le général Rochambeau, il avait demandé à y rester comme simple citoyen, jusqu'à l'arrivée des commissaires civils (n<sup>o</sup> 22). C'est à cette époque que dans la dépêche au ministre, du 14 février, portée par l'avis *le Tiercelet*, le général Rochambeau rend compte, qu'on peut être assuré des colonies étant toutes confiées à des gouverneurs patriotes, et il me désigne comme celui de la Guadeloupe, quoiqu'il sût déjà l'arrivée du général Collot, à qui il avait donné à Saint-Domingue l'ordre de le suivre (n<sup>o</sup> 23). Je partis le 15 février pour me rendre à la Guadeloupe; mais je ne quittai pas la Martinique sans y avoir établi des sociétés populaires, dans les deux principales villes.

À mon passage, je touchai à Marie-Galante. Cette petite colonie, qui a si bien mérité de la République par sa fidélité, réduite à de faibles moyens, a toujours conservé le pavillon tricolore bravé les menaces des rebelles, et la conduite

(1) Négociant de la Guadeloupe, fameux contre-révolutionnaire, alors émigré à Saint-Eustache. C'est là que le général Collot avait changé de bâtiment.



de ses braves habitants a été dirigée par les citoyens Mur et Deshayes.

Arrivé à la Pointe-à-Pitre, je fus jusqu'au 28 février sans avoir aucune nouvelle du général Collot. Je croyais, d'après sa demande, de rester comme simple citoyen jusqu'à l'arrivée des commissaires civils, suivant ses expressions et celles du général Rochambeau, énoncées dans son ordre du commandement militaire, pouvoir occuper une place à laquelle j'étais appelé par le vœu du peuple, et confirmé par le commandant-général; mais pendant cet intervalle, une classe d'hommes chez lesquels se ranimait l'espérance d'une contre-révolution, dont les agents fidèles leur faisaient entrevoir la réussite comme très prochaine, virent par ma conduite, qu'un gouverneur populaire ne convenait pas à leurs desseins. Ils crurent trouver, dans un changement, des facilités plus grandes à repeupler la Guadeloupe des émigrés qui en étaient sortis, et dont la rentrée devenait nécessaire à leurs projets. Ils virent en moi un républicain, caractère qui leur en avait d'abord imposé, et qui finit par leur devenir odieux. Un parti se forma, et demanda le général Collot pour gouverner. Il m'écrivit pour provoquer la réunion de la commission générale extraordinaire à l'effet de le reconnaître. La décision ne lui fut pas favorable, et l'exposé des motifs de la commission générale extraordinaire du 14 mars (n<sup>o</sup> 24), qui m'est parvenu, prouve que j'étais pour eux la pierre d'achoppement. La dame Saint-Pierre écrivait à son mari émigré à la Dominique en date du 15 mars : « Le citoyen la Crosse est continué; les brigands l'ont encore emporté. Je t'engage à présent à ne revenir qu'avec les Anglais (n<sup>o</sup> 26). »

Enfin cette discussion portée au général Rochambeau, lui improuva la conduite de la commission générale extraordinaire. Sa décision ne me laissant plus l'espoir de faire le bien de toute une colonie, où j'étais et serais contrarié à chaque instant, où il ne voulait plus me reconnaître, après m'avoir reconnu et conféré des pouvoirs jusqu'à l'arrivée des commissaires civils; la scission qui résulterait nécessairement entre le gouverneur de la Guadeloupe et celui de la Martinique, dans un moment de guerre, qui compromettrait le salut des colonies, toutes ces considérations me déterminèrent d'abandonner le gouvernement au général Collot. Je venais de recevoir du gouverneur général la loi du 27 septembre, qui maintient dans les colonies les agents du pouvoir exécutif qui ne seront pas révoqués. Je m'empressai de la faire connaître à la commission générale extraordinaire et sur ma démission, la réception du général Collot ne fut pas différée (n<sup>o</sup> 27).

A peine fut-il reconnu, qu'on vit accourir des îles voisines tous les émigrés. Dans sa tournée qu'il commença aussitôt après, il fut lui-même, à la tête d'une municipalité, solliciter la rentrée du sieur Chugay de Nuits, le plus grand scélérat connu de la colonie, et l'auteur de tous ses maux. Sa lettre (n<sup>o</sup> 28) atteste ces faits. Il y parle de la désolation des habitants, qui, quelques jours après, font éclater de nouveaux projets de rébellion; mais il est forcé de convenir du bon ordre que j'avais établi dans la garde nationale.

Pendant deux mois que j'ai administré la Guadeloupe, j'avais pourvu à une organisation provisoire civile et militaire : tout a marché d'un pas égal. Dès le mois de février, les ordres étaient

donnés pour mettre les fortifications en état, palissader le fort et monter des batteries. Vingt officiers des régiments de la Guadeloupe et de Forez, suspects, étaient arrêtés; aucun événement n'a compromis le salut de cette florissante colonie.

Mais à peine ai-je été éloigné, que les conspirations ont éclaté; que le massacre des patriotes a été arrêté; qu'on a armé une troupe considérable d'esclaves, pour marcher sur la Basse-Terre; que ces mouvements, sagement prévenus, ont tourné contre les auteurs; que le 20 avril, vingt-deux d'entre eux ont été égorgés par ces mêmes esclaves auxquels ils avaient donné des armes; que les signaux d'intelligence se répétaient sur la côte, avec des bâtiments anglais. Alors la commission générale extraordinaire nomma dans son sein un comité de sûreté générale, et la plupart de ces contre-révolutionnaires, qui déjà se flattaient de leur triomphe, sont arrêtés; les prisons en sont remplies. La Guadeloupe a échappé à la fatale destinée de la Martinique, et évité les horreurs de la guerre civile. J'ai, en partant, eu la gloire d'emporter les regrets des vrais patriotes (nos 29 et 30), ceux des autorités constituées (nos 31), et la haine honorable de l'aristocratie plantoriale. Ces ennemis de la Révolution me reprochaient une trop grande popularité; ils ne pouvaient me pardonner l'établissement des clubs; d'avoir planté l'arbre de la liberté, fait chanter l'hymne des Marseillais, donné le baiser fraternel aux nouveaux citoyens. Ils ont encore eu la sottise de m'accuser de les avoir trompés, en leur annonçant des forces de France, qu'ils n'ont pas reçues, preuve évidente que la crainte seule les maîtrisait lorsqu'ils arborèrent le pavillon national. Quels reproches? Quels titres ne m'ont-ils pas donnés auprès de mes concitoyens? Ainsi chargé de leur haine, j'ai acquitté envers ma patrie une partie de ma dette, en combattant ses ennemis. Tant que le gouvernement a été fortement prononcé pour les patriotes, jamais ils n'ont rien osé entreprendre. Les faits ont prouvé cette vérité, et chaque Français est aujourd'hui pénétré que le gouvernement fera triompher la cause du peuple.

Si je me suis rendu au vœu des patriotes de la Guadeloupe, qui voulaient me conserver, malgré les réclamations du général Collot, c'est que je craignais de compromettre la tranquillité de la colonie, que j'étais jaloux de remettre intacte aux commissaires civils, après l'avoir arrachée aux rebelles. Ceux qui oseraient m'accuser d'y avoir persisté par ambition, seront pleinement convaincus du contraire, lorsqu'ils sauront que dans ma dépêche au ministre, du 13 février (n<sup>o</sup> 32), je demande, pendant la guerre, le commandement d'un vaisseau, n'ayant pu avoir le *Phocion* qui m'était destiné (n<sup>o</sup> 18). Que si, étant mes vœux particulières du prétexte du bien public, j'avais voulu éloigner les trois généraux, je n'avais qu'un mot à dire. Mais loin de là, j'ai tout mis en usage pour faire revenir le peuple de ses préventions défavorables, manifestées par des motions de ne pas les recevoir, faites à la municipalité où il s'était porté en foule. Il n'a rien moins fallu que tout l'ascendant que me donnait sa confiance, pour le ramener au respect qu'il devait à la loi. Le même esprit d'éloignement régnait à la Martinique (n<sup>o</sup> 33).

Dans peu j'aurai à présenter une occasion plus favorable.

L'intérêt de la République, ses ordres, voilà

mes premiers devoirs; je les ai remplis. Je n'ai voulu que le bonheur et le triomphe des patriotes; leur reconnaissance me suffit; je l'ai obtenue : voilà ma récompense.

Je partis le 4 avril pour me rendre au Fort-de-la-République. Me voici dans un de ces moments critiques, où il est difficile de ne faire que narrer, parce qu'il est presque impossible que la narration ne porte l'empreinte de censure ou d'apologie. Je trouvai à mon arrivée les esprits plus divisés que jamais. Les planteurs étaient en correspondance suivie avec Dubuc leur député à Londres. Il leur faisait part de ses négociations avec le cabinet de Saint-James, de l'accord fait avec lui pour livrer les colonies au moment où une escadre anglaise se présenterait pour en prendre possession. Tous ces moyens combinés, donnèrent de l'espoir aux plus timides, et ne laissèrent aucun doute aux plus déterminés. L'un d'eux, le sieur Percin, osa former un camp à deux lieues du Fort-de-la-République, où il fut bientôt joint par plusieurs de ses amis. Cet esprit, ces actes de rébellion, annonçaient les résultats les plus funestes. Chaque jour ils écrivaient les lettres les plus insolentes aux sociétés populaires; les patriotes étaient arrêtés. Il n'était plus possible de se dissimuler que la coalition ne fût générale. Le directoire de l'assemblée coloniale tenait publiquement séance : tous ses travaux étaient avoués des planteurs; leurs partisans quittaient en très grand nombre, le Fort-de-la-République, et allaient grossir leur parti. Enfin le 15, le camp de Percin enleva les poudres de la Case-Navire. Sur les cris et les représentations répétées des patriotes, le général Rochambeau se décida, le 16, à attaquer ce camp. Il marcha avec 400 hommes sur deux colonnes, celle qu'il commandait, la seconde, ne le joignit pas. Une trahison aussi manifeste lui coûta la vie (1). Le général n'étant pas secondé, ne put enlever ce poste. Cette espèce d'avantage donna à nos ennemis une nouvelle audace.

Le lendemain, le général fait une proclamation (n° 34), pour dissoudre tous ces rassemblements dans 48 heures. Les rassemblements subsistent encore, et on ne marche plus. Les rebelles voyaient chaque jour augmenter leurs forces. Déjà le pavillon blanc flottait sur les divers camps. La ville de Saint-Pierre sentant s'accroître le danger, résolut de marcher et 400 hommes vinrent offrir leurs secours au général Rochambeau. J'étais alors mouillé dans la rade de cette ville, de retour d'une chasse que j'avais donnée pendant douze heures à la frégate de sa marche. Je fus chargé de porter les volontaires au Fort-de-la-République. A peine y furent-ils rendus que le 7 mai paraît le vaisseau au camp de Percin. Le général Rochambeau donna l'ordre d'évacuer Case-Navire. Ce bâtiment rebelle communiqua par là, avec la terre, et les ennemis s'emparèrent de ce poste important que nous abandonnons (2); toute communication par terre et par mer, nous est coupée avec la ville de Saint-Pierre. Gimat, rentré dans la colonie, est reconnu pour gouverneur par les planteurs.

Il dirige les camps qu'ils ont formés dans presque toutes les paroisses. Gaudin-Stotter s'empara du gros Morne qui tenait encore pour nous, Seyssel et Aquart, des Forts de la Trinité et du Marin. C'est un combat à mort que les planteurs livrent aux patriotes; telle est leur expression. Pièce remarquable (n° 35). Le général voit enfin le piège où son extrême confiance l'a entraîné.

Le 9 m'apparaissent huit vaisseaux anglais (1) et une frégate. Cette escadre, aux ordres du contre-amiral Gardiner composée de 2 vaisseaux à trois ponts, 5 de 74 et 1 de 50 canons, s'associe au pavillon blanc. Le *Phocion* prend poste dans la ligne et le blocus commencé pour le Fort-de-la-République.

Dans cet état de crise, nous paraissions anéantis, le général Rochambeau ne donnait aucun ordre, ni pour l'attaque, ni pour la défense. Tout était paralysé; les bras des patriotes étaient enchaînés; les communications avec la campagne nous étaient fermées. Pénétré de douleur d'une inactivité qui appelait le moment de notre destruction, simple capitaine, commandant une frégate, les patriotes remplissaient mon bord, me représentaient leurs craintes et leurs demandes. Je ne descendais plus; j'étais dans une nullité absolue. Le 11, enfin les patriotes ne prenant conseil que de la nécessité des circonstances, se décident à attaquer, par mer et par terre, les camps de la paroisse du Lamentin. Je fournis tout ce qui est nécessaire à cette expédition, vivres, munitions et un canon de 12 que j'avais fait monter dans un bateau plat (ou acon). L'attaque combinée réussit, le poste Levassor est enlevé par Bellegarde, nouveau citoyen qui avait réuni 400 volontaires pleins de confiance en sa bravoure et ses talents. Nous éloignons nos ennemis. L'indignation ne se contient plus; on brûle ce repaire de scélérats, et les habitations de ceux qui formaient ce rassemblement, subirent le même sort. Il fallait faire la guerre aux personnes et aux propriétés; nous ne combattons que pour nos vies. C'est dans notre courage et notre désespoir, qu'environnés d'ennemis intérieurs et extérieurs, nous devons trouver notre salut. Pouvions-nous douter encore du sort que nous préparaient ces monstres, lorsqu'ils avaient fusillé, de sang-froid, quinze des nôtres. Ils me désignaient particulièrement comme une de leurs victimes. Ils avaient poussé la barbarie jusqu'à faire creuser au citoyen Fénélon, sa fosse, avant de lui donner la mort : des témoins oculaires m'ont attesté ce fait. Son grand crime était d'avoir énoncé son opinion dans les sociétés populaires.

A cette première expédition en succéda une seconde, dans la paroisse des Trois-Islets, ordonnée par le général Rochambeau; le canon monté dans le bateau plat y fut employé, et ce quartier fut bientôt nettoyé.

Alors les murmures, contre ce général, étaient à leur comble. Depuis 15 jours je ne le voyais plus. Ma manière de penser et d'agir, et l'apparence de la sienne étaient trop différentes. Les

(1) Un volontaire, ne pouvant contenir son indignation, le tua d'un coup de fusil, dont il mourut sur-le-champ.

(2) C'est là que les Anglais firent leur débarquement lorsqu'ils s'emparèrent de la Martinique en 1761, le seul endroit praticable à la proximité des forts.

(1) Note des vaisseaux anglais qui formaient le blocus de la Martinique : *La Reine*, de 100 canons; le *Duc*, de 100; *l'Annibal*, de 74; *l'Hector*, de 74; *l'Orient*, de 74; le *Culloden*, de 74; le *Monarque*, de 74; le *Centurion*, de 54; la *Blanche*, de 32; auxquels se sont réunis : la *Vengeance*, de 74; le *Trusti*, de 54; l'*Hyphigénie*, de 32; l'*Héroïne*, de 32; le *Serpent-Sonnet*, de 18.



menaces des volontaires ne tendaient à rien moins qu'à le destituer. Je calmai les esprits, en leur représentant qu'il était seul capable de sauver la colonie; que loin de nous diviser, il fallait nous réunir. J'en atteste les citoyens Grognard et Lamaury, membres du comité de surveillance du Fort-de-la-République, qui vinrent à mon bord concerter les moyens qu'il y avait à prendre dans l'état de fermentation où les têtes étaient montées.

Mes conjectures ne furent pas trompées; après le succès de nos deux expéditions, le général Rochambeau donna des ordres satisfaisants pour les patriotes; bientôt il regagna leur confiance et je lui rendis la mienne. Il dirigea ses forces pour attaquer le gros Morne (c'était la barre de l'île, la plus grande ressource des ennemis); ils y avaient dix postes fortifiés, dans des mornes dont la position naturelle était déjà d'une très forte défense.

Le 8 juin l'attaque commença. Les trois postes du Morne-Vert-Pré furent enlevés d'assaut. Cet avantage décida le reste à prendre la fuite. Le lendemain, nous étions maîtres de tous ces postes. J'y avais envoyé tous mes canonniers et un grand nombre de matelots. Ayant eu ordre de coucher en ville, je ne pus me rendre, vu l'éloignement, qu'à la fin de l'action. En m'en revenant, j'aperçus la tête d'une colonne de Percin, qui s'était avancée, jusqu'à la portée du fusil, du bourg du Lamentin. J'y trouvai l'alarme répandue; nos blessés, qui y étaient en grand nombre, craignaient d'y être égorgés. La garde était très faible; des matelots de la frégate la renforcèrent; je fis bonne contenance et ils n'osèrent nous attaquer.

Cependant une division de l'escadre anglaise, qui avait été chercher des secours, reparut. Elle mit à terre 1.500 hommes qui, réunis aux planteurs, firent une tentative sur la ville de Saint-Pierre. Pour faire diversion, ils canonnières à outrance le bourg, et les batteries du Carbet et du Précheur. Ayant fait taire celle de ce dernier, ils mirent à terre, brûlèrent, enlevèrent des nègres; mais les citoyens de la ville, bien décidés à une vigoureuse défense, à laquelle ils s'étaient préparés pendant quarante jours, ne furent pas intimidés par cet échec. Ils marchent contre eux, et les forcent de se rembarquer avec précipitation. Les officiers et les équipages des bâtiments du commerce s'étaient portés dans les hauteurs qui dominent la ville. Tour à tour canonniers et soldats commandés par les citoyens Dujardin, Terrasson, Dupeyrat, ils ont montré un courage et une persévérance, qui prouvent qu'un vrai républicain est brave sur tous les éléments. Dès que le général Rochambeau fut instruit de la marche des ennemis, il se transporta à Saint-Pierre, et fit attaquer la colonne anglaise, qui s'était la plus avancée; elle fut forcée de se replier avec perte de deux officiers et de plusieurs soldats. Une autre colonne anglaise se rencontra avec une colonne de rebelles; une méprise donna lieu entre elles à une vive fusillade. Le gouverneur Gimat eut la cuisse cassée; le désordre s'en mêla et ils ne reconnurent leur erreur qu'après s'être fait mutuellement beaucoup de mal. Dès lors le rembarquement fut ordonné; il se fit avec une précipitation dont il y a peu d'exemple. La conquête d'une colonie qu'on devait leur remettre, ne leur parut pas si facile. La conduite de l'amiral Gardiner l'a personnellement déshonoré et a compromis, sous tous les

rapports, l'honneur de la nation qui doit lui en demander compte. Les planteurs coupables d'une double rébellion doivent faire juger de la sincérité de leur retour après la première; ils se hâtèrent de suivre l'exemple de leurs protecteurs, qui leur offrirent asile à bord de leurs vaisseaux. Ils s'embarquèrent en foule à Case-Navire : les canots trop chargés coulaient bas. C'est dans ce désordre que je proposai de les charger, au lieutenant-colonel Daucourt, du 37<sup>e</sup> régiment, qui commandait la ville en l'absence du général Rochambeau; mais il ne crut pas devoir hasarder une sortie. Pour la seconde fois, la colonie de la Martinique fut purgée, le 21 juin de tous ces scélérats. Ceux qui n'ont pas fui ou qui sont restés croyant échapper au glaive de la loi, ont été arrêtés; plus de 150 sont dans les prisons. La majeure partie des habitations de ces contre-révolutionnaires ont été brûlées. Cependant plus de la moitié de la colonie est intacte. Les nègres qui pendant cette guerre ont abandonné leurs ateliers, servi dans nos camps, sont rentrés; d'après une proclamation du général Rochambeau, la liberté doit être le prix des services de plusieurs d'entre eux.

A peine le parti patriotique a-t-il triomphé, que les rebelles, quoi qu'expulsés de leur colonie, ont formé un autre système désorganisateur. Éloignés de chez eux, en proie à la plus affreuse misère, dans les colonies étrangères, chaque jour ils sollicitent leur rentrée; pour l'obtenir, ils veulent rejeter la faute de tous sur quelques-uns, qu'ils accusent de les avoir sacrifiés à leurs intérêts (n<sup>o</sup> 36). Ils abjurent leurs erreurs et leurs principes violents, dans leurs correspondances avec les patriotes, leurs amis et leurs parents; ils demandent l'oubli du passé; ils savent, avec art, mettre en avant les intérêts qui les unissent, les invitent à la modération ou au modérantisme; stimulent l'égoïsme, si grand mobile dans les colonies. Ils cherchent à les intimider par le tableau du système d'abandon que la France semble avoir adopté. Ils leur font redouter après l'hivernage le retour des Anglais et des Espagnols. Les nouveaux citoyens sont désignés comme des hommes dangereux par leurs prétentions; qui, prêts à tout sacrifier plutôt que de se rendre, armeront tous les esclaves, ce qui entraînera la perte de leurs propriétés. Ils sont presque parvenus à former deux classes, parmi les patriotes, l'une et l'autre très marquée, par un patriotisme ardent et modéré. Je me suis convaincu par mes observations, que dans le parti des amis de la révolution, beaucoup craignent l'application des principes de notre gouvernement. Cette égalité, puisqu'il faut le dire, répugne à tout créole, quelque soit son opinion. Ils ne veulent pas vaincre ce fatal préjugé : nous ne sommes cependant armés que pour les combattre.

Les colonies sont loin de la hauteur de la Révolution. On y est moins avancé que nous étions en 1790. On ne voudrait pas que l'homme libre, sans fortune, se comptât pour quelque chose. Les chefs, les égoïstes, les modérés voudraient, par leur influence, diriger la manière de penser et d'agir de chaque citoyen. Ils cherchent à détruire, par toute espèce de moyens, les sociétés populaires, parce que l'esprit public s'y fortifie, qu'on y blâme souvent les opérations du gouvernement ou qu'on lui fait souvent encore des pétitions. Le goût du despotisme sur les esclaves passe aisément dans l'opinion et la conduite de ceux à qui la loi donne l'autorité. La Martinique

n'a jamais été organisée; il n'y a d'autre pouvoir que celui du gouverneur. A son arrivée, à la place des municipalités, le général Rochambeau forma des comités de surveillance, dans chaque quartier, dont il choisit les membres. Ils subsistent encore; mais les fautes énormes d'incivisme et d'insouciance dont plusieurs se sont rendus coupables, ont fait demander, avec instance, par les patriotes, l'organisation de la colonie, suivant les décrets de l'assemblée nationale du 28 mars 1790. La lenteur ou la résistance qu'on y a portée, a aigri les esprits. Les nouveaux citoyens ont aperçu, dans toutes ces remises, la crainte de les voir presque tous occuper les places où le peuple va nommer. Pour déterminer d'une manière positive, les prétentions respectives qui doivent être bornées par la loi, on attend, avec impatience, des commissaires, des troupes, pour faire respecter leur autorité. L'intérêt de la métropole sollicite des secours. Que peuvent 70 hommes de troupes répandus dans les Iles-du-Vent? Echappés à deux attaques qui devaient faire tomber ces possessions au pouvoir des ennemis, il est indispensable de seconder leurs efforts. Le commerce de France, y a plus de 80 bâtiments, en partie richement chargés. Leur conservation dépend donc d'un prompt secours. Les colonies, plus longtemps livrées à elles-mêmes, succomberont infailliblement. Leur possession seule, fût-elle momentanément infructueuse, est le garant du crédit et des créances des négociants français; elle leur donne l'espoir du paiement des sommes qui leur sont dues et des bénéfices fondés sur de nouvelles spéculations.

Malgré l'émigration de la majeure partie des colons, connus sous la dénomination des planteurs, la colonie n'en est pas moins la même. Car, il est à propos de détruire une opinion que les personnes intéressées se sont efforcées de produire. Sans planteurs, disent-ils, point de colonies. Ce qui revient au même que si l'on voulait persuader que les départements sont incultes, depuis le départ des seigneurs, dans toute l'acception que l'orgueil et l'inutilité donnent à ce mot. Le nègre est le cultivateur, c'est lui qui, sous la direction d'un économiste, travaille, plante les cannes, les coupe, et manufacture le sucre. Ces secours ne sont pas enlevés aux terres; elles seront donc sous d'autres, ou les mêmes agents cultivées comme auparavant. Les propriétés des habitants résidant en France, faisaient-elles moins de revenus? Entrait-il moins de leur produit dans la circulation? Non assurément : j'oserai même avancer qu'elles sont les moins grevées là comme partout, quand le propriétaire dépendra de la loi, autrefois illusoire pour lui. Aux dépenses du luxe, toujours les premières chez le créole, succéderont celles d'utilité, propres à l'amélioration de la culture. Le commerce qui donne la vie aux colonies, fera, avec confiance, les avances nécessaires, quand il sera certain d'être remboursé, et que la loi lui en assurera les moyens. Peu importe à l'État quel est le possesseur; mais il lui importe qu'il soit bon citoyen : ce qui ne serait jamais, si les émigrés rentraient dans leurs biens. Ils offrent de plus à la nation, de grandes ressources que la perfidie des planteurs a nécessitées. Les rapines, les vols manifestes, le prix excessif des fournitures, rendent encore la République débitrice de plus de 15 millions. Les incendies n'ont consommé que les principales cases. Beaucoup de moulins

n'ont pas été endommagés. La plus grande difficulté pour les exploitations, viendra du défaut de bœufs et de mulets, dont il a été tué et volé assez grande partie. Le nombre des esclaves enlevés par les brigands monte à peine à 5,000.

La Guadeloupe est intacte; mais elle est agitée par un mécontentement général contre le gouverneur Collot.

Sainte-Lucie a un foyer de modérantisme, qui est vivement combattu par de chauds patriotes. Tel est le résultat de ce que j'ai vu aux colonies du Vent, pendant mon séjour, au milieu du mouvement, que leur ont imprimé les différentes crises de la révolution. J'ai été à même de voir chacun revenir à son penchant naturel. Chaque mois, la scène changeait de face; mais ma conduite a toujours été la même. Invariable dans mes principes, comme les bases sur lesquelles ils reposent, jamais je n'ai eu d'autre désir que celui de servir utilement la République. Avant mon départ, j'ai reçu des marques, de la confiance des patriotes (n<sup>o</sup> 37). Par événement, les avoir fait rentrer chez eux, a été un service signalé. A la déclaration de guerre, forcés de quitter les colonies étrangères, où se seraient-ils réfugiés? La plupart eût succombé sous le poids de l'infortune et du désespoir. Avec quelle facilité l'escadre anglaise n'eût-elle pas pris possession de toutes les colonies qui leur étaient vendues, si je n'avais chassé les scélérats qui les leur gardaient en dépôt, sous le pavillon blanc, que j'ai abattu. C'est donc un double service que j'ai rendu. Voilà ce que j'ai fait avec une seule frégate de douze, secondé par le zèle le plus fatigable des officiers de mon état-major, la bonne conduite et le patriotisme de mon équipage. Les circonstances m'ont été favorables; mon seul mérite est d'avoir su les saisir.

Dans tout autre gouvernement, je croirais avoir fait mes preuves; mais dans une république naissante, la vie n'est jamais assez longue, ni semée d'actions assez éclatantes, pour fixer un terme à ses devoirs.

LA CROSSE,

*Commandant la Station, aux Iles-du-Vent.*

*Etat sommaire des pièces à l'appui de mon mémoire.*

1. Les instructions du ministre.
2. Instructions pour l'officier qui me succédera.
3. Renseignements à prendre à terre.
4. Ma lettre à Behague, à mon arrivée.
5. Reçu des paquets de Robert-de-Rougemont.
6. Mon dernier moyen de conciliation.
7. Ma lettre, au gouverneur de la Dominique.
8. Sa réponse.
9. Ma lettre, à Rochambeau, à Saint-Domingue.
10. Ma lettre à Maguenat, gouverneur de Tabago.
11. Sa réponse.
12. Ma lettre à l'amiral Laforey.
13. Sa réponse.
14. Mes observations sur la Proclamation de Behague.
15. Ma lettre, aux marins, à la Pointe-à-Pitre.



16. Expédition contre le *Maréchal-de-Castries*.

17. Le citoyen La Crosse aux habitants de la Guadeloupe.

18. Extrait des registres de la Commission générale et extraordinaire de la Guadeloupe, qui invite et requiert La Crosse de remplir les fonctions de gouverneur.

19. Extrait des délibérations de l'assemblée coloniale de la Martinique qui prie La Crosse, d'accepter le gouvernement.

20. Lettre du ministre de la marine, à La Crosse.

21. Ordre du général Rochambeau, au capitaine La Crosse, pour le commandement militaire de la Guadeloupe.

22. Extrait du registre des délibérations du conseil général de la commune de la ville Basse-Terre, Guadeloupe, à l'arrivée de Collot.

23. Ordre d'embarquement donné à Saint-Domingue par le général Rochambeau, au général Collot.

24. Extrait des registres de la Commission générale et extraordinaire de la Guadeloupe, qui arrête qu'il n'y a lieu à délibérer sur la réclamation de Collot.

25. Lettre de La Crosse aux représentants de la Guadeloupe, sur le refus de sa démission de gouverneur.

26. Extrait d'une lettre à un émigré.

27. Extrait des registres des délibérations de la Commission générale et extraordinaire de la Guadeloupe, qui reconnaît Collot en qualité de gouverneur.

28. Lettre de Collot à la Commission générale et extraordinaire de la Guadeloupe, à laquelle il rendit compte de sa démarche chez Clugny-de-Nuits.

29. Adresse des nouveaux citoyens de la Basse-Terre, au citoyen La Crosse, gouverneur.

30. Adresse de la Société des Amis de la République française, séante à la Basse-Terre, Guadeloupe, au citoyen La Crosse, gouverneur.

31. Adresse du conseil général de la commune de la Basse-Terre, île Guadeloupe, au citoyen La Crosse, gouverneur provisoire de ladite île.

32. Extrait de ma lettre du 13 février 1792, au ministre de la marine.

33. Extrait de la lettre d'Aquart, planteur de la Martinique, à son fils.

34. Dispositif de la proclamation du général Rochambeau, contre les camps et attroupements des rebelles planteurs de la Martinique.

35. Lettre du comité intermédiaire de l'assemblée coloniale de la Martinique, signée Galet Charlery, président, Le Camus, Simon de Précair et Norroy, au général Rochambeau.

36. Extrait de la lettre d'un émigré, à son ami, à la Martinique.

37. Adresse des Amis de la République française et de la Convention, séante au Fort-de-la-République, île Martinique, à La Crosse.

## II

*Instructions pour l'officier qui me succédera dans le commandement de la frégate la Félicité.*

Dans le cas que je ne puis prévoir, et où la frégate la *Félicité* perdrait son capitaine, l'officier qui en prendra le commandement, se conformera à la présente instruction, formée sur celle que j'ai reçue du Pouvoir exécutif, qui, ne désirant que d'instruire et d'éclairer les citoyens des différentes couleurs de la colonie, sur l'état vrai de la République française, depuis l'événement du 10 août, approuvera tout ce qui tendra à ce but. Mais comme il est possible que les chefs ennemis de notre révolution, ayant entretenu dans l'erreur, et trompé les troupes et les habitants, que la contre-révolution soit ouverte et déclarée, il est de la dernière importance de ne pas laisser entre les mains de ces traitres à la patrie, la frégate de la République; et comme par la mort ou l'arrestation du capitaine, ils donneraient une preuve de leur rébellion manifeste, dès lors on peut se considérer en état de guerre.

À la première nouvelle de la mort ou de l'arrestation du capitaine, l'officier commandant la *Félicité*, mettra sous voile, pour s'éloigner des forts. Quand il y sera, il écrira et fera parvenir, par un canot du bord, dans lequel il y aura un officier.

## « Général,

« La frégate de la République française, la *Félicité*, étant venue apporter, dans la colonie, les ordres du pouvoir exécutif provisoire, devait s'attendre à être reçue en bâtiment national, et non traitée en ennemie. La mort ou l'arrestation (suivant le cas) du capitaine La Crosse, est l'acte le plus hostile et la rébellion la plus insigne : en conséquence, je ne reconnais plus aucun ordre émané de vous, ni des chefs d'une colonie révoltée. Je vous somme de renvoyer le capitaine La Crosse à son bord (s'il est seulement arrêté), dans douze heures; sans quoi je vais rendre compte de ce qui vient de se passer. J'ai appareillé, pour éviter le même sort.

« Après le terme expiré, si l'on n'a pas eu égard à cette réquisition, l'officier commandant continuera sa route pour Saint-Domingue, et il ne mouillera que dans la rade où se trouvera le capitaine Cambis, commandant l'*Astrée*; il lui rendra compte de ce qui s'est passé, et il prendra ses ordres ou ses conseils, qui, sans doute, l'engageront à faire route pour France. Dans tous les cas, il ne doit jamais laisser prendre la frégate, la *Félicité*; et si quelque bâtiment voulait, lorsqu'il sera sous voile, le contraindre à prendre le mouillage, il fera feu dessus, et l'enlèvera, s'il est possible. Si, de la part du général, de terre ou de mer, quelque officier venait pour lui intimé des ordres, il fera arrêter sur-le-champ tout agent de ces rebelles, il le gardera soigneusement pour être envoyé ou porté par lui en France.

« Si le vaisseau ci-devant la *Ferme*, venait à le poursuivre, il prendrait chasse et il pourrait, s'il était joint, se défendre ou aller réclamer la protection de quelque colonie anglaise ou autre. Sur-le-champ il informerait le gouverneur de ce

## PIÈCES À L'APPUI DU MÉMOIRE.

## I.

*Instructions du ministre de la marine.* Voyez dans mes observations, n° 14, ces mots : « Au nom de la Nation » et suivants.

qui se passe; lui montrerait les instructions du pouvoir exécutif provisoire et demanderait sûreté et protection au nom de la République française.

« Il aura soin d'avoir un procès-verbal, bien détaillé et bien circonstancié, de tout ce qui sera passé; tout l'état-major et l'équipage le signeront.

« LA CROSSE.

« Le 12 novembre 1792, l'an I<sup>er</sup> de la République.

### III

*Renseignements à prendre par l'officier qui ira à terre. Questions à faire.*

A-t-on reçu ou non les mille hommes de garde nationale, et les mille de troupe de ligne du convoi de la Sémillante?

Où les gardes nationales sont-elles en garnison?

Quel est le gouverneur actuel?

Où est-il en ce moment?

Le général Rochambeau est-il commandant, ou non?

Quelle est la disposition des esprits au Fort-Royal et à Saint-Pierre, sur la Révolution française, depuis l'époque du 10 août?

Comment pensent et agissent les troupes et gens de couleur? Jusqu'à quelle époque savent-ils des nouvelles de France?

Comment sont traités les patriotes?

Dans quel état est le vaisseau la Ferme?

Son équipage est-il composé de blancs, ou de noirs? Les canons sont-ils à bord? Comment est armé ce vaisseau?

Y a-t-il eu depuis peu, quelques événements ou mouvements remarquables dans la colonie?

Le 29 novembre 1793, l'an II de la République.

LA CROSSE.

### IV.

*Lettre écrite à mon arrivée devant la Martinique de Behague, gouverneur général des Iles-du-Vent.*

« Général,

« J'arrive de France, chargé par le Pouvoir exécutif provisoire de la République française, de plusieurs paquets à votre adresse, à celle de l'Ordonnance civil, et des commissaires pacificateurs. Quelle a été ce matin, ma surprise, de voir le pavillon blanc arboré sur un des bâtiments de l'Etat, et sur les forts de la colonie, d'apprendre que les 2.000 hommes aux ordres du général Rochambeau, n'ont pas été reçus; que le Fort-Royal a tiré sur les bâtiments de la République.

« Craignant le même sort pour le bâtiment qui m'est confié, je me suis éloigné en attendant de nouvelles instructions. Vous avez sans doute été trompé sur les événements du 10 août, et ceux qui les ont suivis. Je vais vous tracer le tableau de la vérité, puisse-t-il vous ramener aux principes d'un défenseur de la patrie, qui ne compte plus parmi ses ennemis, que ceux qui

ignorent ses succès et que l'erreur a entraîné, dans de coupables démarches.

« Vous trouverez ci-joint le détail des événements militaires, et les réflexions qu'ils doivent naturellement amener.

« En rade de Saint-Pierre, le 1<sup>er</sup> décembre 1792, l'an I<sup>er</sup> de la République française.

« Le commandant la frégate de la République, La Félicité,

LA CROSSE.

### V.

*Reçu des paquets que l'officier de mon bord remit à Robert de Rougemont.*

J'ai reçu de M. Le Pelletier, enseigne de vaisseau, deux paquets pour M. de Behague, commandant en chef les Iles-du-Vent, à bord du *Ballon*, le 1<sup>er</sup> décembre 1792.

Signé : ROBERT DE ROUGEMONT.

### VI.

*Le dernier moyen de conciliation entre la mère patrie et les colonies révoltées, adressé par le citoyen La Crosse, capitaine de vaisseau de la République française, commandant la frégate La Félicité, à tous les habitants, ses frères et ses amis.*

Parti de France le 24 octobre 1792, pour apporter dans les colonies du Vent, les paroles de paix et les moyens de cimenter à jamais les liens de fraternité, qui unissent en ce moment tous les Français; chargé par le pouvoir exécutif provisoire de répandre toutes les pièces trouvées chez Laporte, intendant de la liste civile, dans les appartements du ci-devant roi; de dessiller les yeux de ceux qu'on a trompés et entretenus dans l'erreur, de faire aimer et chérir par nos frères des Colonies, une révolution que la perfidie du pouvoir exécutif avait nécessitée le 10 août; de présenter l'ensemble des travaux de la convention nationale; le succès des armes de la République, depuis l'époque où les trahisons ont été dévoilées, l'impuissance actuelle de nos ennemis; telle est la mission importante dont j'ai été chargé.

Arrivé le 1<sup>er</sup> décembre, devant l'Île de la Martinique, j'envoie à Saint-Pierre un canot, il communique avec un citoyen, qui lui dit sommairement tout ce qui s'est passé; je vois l'étendard de la révolte arboré sur les Forts et le brick le *Ballon*. Je renvoie encore à bord de cette corvette un officier avec une lettre pour le traître Behague, et le précis de tout ce qui s'est passé en France. On reçoit mes paquets; Robert, officier qui commande le *Ballon*; m'en accuse la réception et me renvoie mon officier. Je me décide à faire route pour la Dominique, et c'est de ce mouillage, frères et amis, que je vous porte peut-être pour la dernière fois, les paroles de paix d'une Patrie qui pardonnera votre erreur, si vous vous jetez promptement dans ses bras, mais qui, forte et puissante, punira votre rébellion par les exemples les plus sévères.

Trompés comme vous par le pouvoir exécutif, et ses agents entraînés dans une démarche cou-



pable, vous seuls en serez les victimes; et les monstres qui vous auront séduits et trompés, échapperont, peut-être, à la vengeance des lois. Revenez, il en est temps encore; qu'avant l'arrivée des forces de France qui me suivent, le vaisseau *le Républicain* de 110 canons et 6 frégates, votre retour à la mère patrie annonce que vous avez été constamment trompés par ces vils agents du pouvoir exécutif : n'attendez pas, que les forces nationales vous subjuguent. Il n'est plus possible de pardonner à des rebelles vaincus. Assez fort moi-même pour protéger nos frères qui se réuniraient à nous, contre les scélérats qui les oppriment en attendant la Station républicaine, un mot me fera voler à leur secours; levez-vous, comme la France entière s'est levée ! Osez être libres, méritez d'être traités en enfants chéris d'une patrie qui a tout fait pour resserrer les liens de fraternité qui doivent nous unir, depuis que le gouvernement républicain est cimenté. Dites-moi que vous êtes encore frères. Mettez bas l'étendard honteux du despotisme; saisissez les coupables instigateurs, les chefs de la révolte, assurez-vous-en, la loi vous le commande. Appelez-moi, je volerai vers vous. Je serai votre médiateur auprès de la patrie et nous confondrons dans nos embrassements notre joie réciproque.

Si vous êtes sourds à ma voix, si les avantages que vous sacrifiez et que je vous rappelle ne vous parlent pas assez puissamment, mon cœur gémit d'avance des malheurs que vous vous préparez. Revenez de vos préventions funestes, sur les intentions de la France entière, vos propriétés sont comme les nôtres sous la sauvegarde de la nation. Jamais il n'entra dans le plan du gouvernement de les détruire, en attaquant vos propriétés pensantes; ceux qui vous l'ont dit, vous trompent et nous calomnient. Vous êtes appelés par le vœu national à fixer pour le bien général, les rapports qui désormais nous seront communs.

L'égalité, la liberté, telles sont les bases de notre gouvernement. C'est donc à vous, citoyens de toutes les couleurs, que je m'adresse, ne faisons plus qu'une seule et même famille, notre union fera notre force, et l'esclave, votre propriété, sera attaché à ses travaux par l'exemple que vous lui donnerez. Au premier coup de canon que la France va tirer contre vous : ne craignez-vous pas que vos ateliers se dispersent ? attaqués au dehors et menacés au dedans, quels seront vos moyens de résistance ?

Cette seule réflexion doit vous présenter l'ensemble de toutes celles que je pourrais faire. Citoyens, ne vous laissez pas séduire par de fausses nouvelles, par des espérances vaines, celles que je vous apporte sont la vérité même.

A bord de la frégate *la Félicité*, sur rade de Roseau Dominique, le 4 décembre 1792, et l'an 1<sup>er</sup> de la République française.

LA CROSSE.

## VII.

*Ma lettre au général Bruce, gouverneur de la Dominique.*

« Général,

« Je me rends à mon bord à l'instant où j'apprends qu'un officier est venu de votre part, me donner verbalement l'ordre d'appareiller de la

rade où vous m'aviez permis de rester tant que les besoins de la frégate de la République l'exigeraient. Ayant respecté les lois du gouvernement anglais, je suis surpris d'un ordre contradictoire avec votre parole, et à la bonne amitié qui règne entre les deux maisons; ne voyant dans la conduite de tout mon équipage, dont je répons, rien qui puisse justifier un pareil ordre, je n'y croirai que lorsque vous voudrez bien me l'envoyer par écrit. Jusque-là, je réclame, au nom de la République française, pour la frégate *la Félicité* qui porte les couleurs que vous avez reconnues, sûreté et protection, et si je ne l'obtiens pas, je proteste contre tout ce que vous feriez de contraire aux traités d'amitié qui nous unissent.

« Je vous donne ma parole que personne de mon équipage n'a couché à terre, et que je désavoue, comme l'ignorant, tout ce qui pourrait lui être imputé. Au reste, je dois appareiller demain, mardi, dans la journée; mais je ne le puis en ce moment.

« Salut, général.

« Le 3 décembre 1792, l'an 1<sup>er</sup> de la République française.

« *Le commandant de la frégate de la République, la Félicité.*

« LA CROSSE. »

## VIII.

*Réponse du gouverneur Bruce, à ma lettre du 3 décembre 1792.*

« Dominique, 4 décembre 1792.

« Monsieur,

« J'ai reçu l'honneur de votre lettre, datée de la nuit dernière, que mon secrétaire m'a remise ce matin.

« Les bonnes dispositions que j'ai manifestées pour vos besoins et ceux de votre équipage, doivent vous convaincre que j'ai de bonnes raisons qui me font désirer que vous partiez ce matin. Sur ce sujet, je n'ai d'explications à donner à personne autre qu'à moi; en même temps, je n'hésite pas de dire qu'il ne m'est parvenu aucune plainte d'inconduite, ni des officiers, ni des hommes sous votre commandement. Je ne puis m'empêcher d'ajouter que le temps qui s'est déjà passé, est pleinement suffisant pour le repos et les rafraichissements de votre équipage, qui ont été les seuls motifs sur lesquels a été accordée la permission de mouiller.

« J'ai donc lieu d'espérer que vous ne voudrez pas interrompre la bonne intelligence qui subsiste à présent, en retardant de vous conformer à la réquisition que je vous fais de quitter ce port, aussi promptement que vous le pourrez convenablement.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble serviteur.

« Signé : James BRUCE. »

## IX.

*Ma lettre au général Rochambeau, à Saint-Domingue.*

« Mon général,

« J'ai l'honneur de vous adresser les paquets

du Pouvoir exécutif, par le citoyen Pelletier, un de mes officiers. Les circonstances ne me permettent pas de quitter Sainte-Lucie dont vous connaissez l'importance; je la conserve à la République et aux forces que vous avez annoncées pour soumettre des rebelles déclarés. Il était temps que j'arrivasse, peut-être que les ennemis auraient prévalu sur les bons patriotes : Rivière et Behague jouent de leur reste. Malgré leurs forces, si j'avais deux frégates avec moi, je les aurais bloqués dans leur port. Je ne puis donc que solliciter puissamment que vous envoyez, sur-le-champ, les forces de mer à votre disposition; tout est en combustion dans la Martinique; la présence des forces d'Europe ou les vôtres, va tout anéantir. Le parti mulâtre est prêt à se déclarer pour la mère-patrie, les habitants abandonnés à leurs propres forces, ne peuvent soutenir 24 heures. Le 9, le Fort-Bourbon a manqué d'être enlevé, un chef de couleur a éventé le secret. Sans instructions du Pouvoir exécutif pour ma conduite, dans les circonstances qu'il n'a pu prévoir, je n'ai pris conseil que de mon patriotisme et de ce que je pourrais faire pour le bien de la chose publique. J'ai appris que l'ordre était assuré à Saint-Domingue; d'après cela, je me suis décidé à combattre ici, en attendant des secours; vous verrez par ce que j'ai l'honneur de vous adresser, que les armes de la persuasion sont les seules dont je puisse faire usage; toute la Martinique et la Guadeloupe en sont inondées. J'ai expédié une goélette à Tabago, pour y porter les nouvelles, et empêcher que cette colonie ne soit entraînée.

« Je tâcherai de prévoir à tout dans la partie qui m'est confiée; je me montrerai digne de la confiance dont m'a honoré le ministre de la marine. Je devais, il est vrai, installer à Saint-Domingue la République, mais aujourd'hui que les traîtres sont expulsés, il n'y aura plus d'obstacles. Je suis assuré d'avance, que par vos soins, l'ordre et la paix seront rétablis, et consoleront nos frères infortunés des malheurs qui les agitent depuis si longtemps.

« Salut, général.

« A bord de la frégate de l'État, la *Félicité*, à Sainte-Lucie, le 16 décembre 1792, l'an I de la République française.

« Le Commandant de la *Félicité*,

« Signé : LA CROSSE. »

## X.

A Marguenat, gouverneur de Tabago.

« En rade de Sainte-Lucie, à bord de la frégate de la République, la *Félicité*, le 12 décembre, l'an I de la République française (1792).

« Citoyen gouverneur,

« Après 29 jours de traversée, je suis arrivé dans cette colonie, le 1<sup>er</sup> de ce mois, envoyé par le pouvoir exécutif, pour annoncer le succès des armes de la République, la nouvelle forme du gouvernement, encourager les patriotes, leur

annoncer la cessation des persécutions qu'ils ont souffert depuis longtemps dans les colonies; mais malheureusement je suis arrivé trop tard, pour éviter les malheurs que se sont préparés les colons de la Martinique et de la Guadeloupe, par leur rébellion ouverte. La majeure partie est trompée, sans doute, par le scélérat Behague, par Rivière et tous les dignes coopérateurs des perfidies d'une cour abominable, que nous avons anéantie trop tard, pour le bonheur des Français; mais le jour de la justice du peuple est arrivé, la France entière est debout, le gouvernement est déclaré républicain, la royauté abolie à jamais en France; le ci-devant roi et sa famille détenus dans les prisons du Temple, en attendant que la nation prononce sur leur sort. Les citoyens de Sainte-Lucie, ceux de Marie-Galante sont restés fidèles à la mère-patrie; ils ont bravé les fureurs des tyrans et les séductions perfides du pouvoir exécutif. Je suis au milieu d'eux en attendant la station républicaine qui me suit. Le brave régiment d'Aunis, dont vous avez un détachement, soutiendra dans Tabago l'étendard tricolore qui flotte encore sur les forts de votre commandement. La République attend de votre civisme une conduite aussi ferme que celle du commandant Montel; je suis assuré qu'elle ne sera pas trompée. Après avoir servi, avec distinction et bravoure, l'état, sous un gouvernement monarchique, par vos soins, sous la nouvelle constitution, la colonie de Tabago sera conservée à la mère-patrie, et la plus douce récompense sera pour vous, comme pour les vrais patriotes, d'avoir fait votre devoir.

« Vous recevrez par la goélette la *Jeannette* les nouvelles d'Europe et les papiers trouvés chez Laporte, intendant de la liste civile.

« Salut, citoyen gouverneur,

« Le commandant de la frégate de la République la *Félicité*,

« LA CROSSE. »

## XI.

Réponse de Marguenat, gouverneur de Tabago, à ma lettre 12.

« J'ai reçu la lettre que vous vous êtes donné la peine de m'écrire, ainsi que deux paquets dont l'un sous l'adresse de M. le commandant général des forces de terre et de mer des Iles du Vent et la Martinique, et contresigné Monge, n'ayant point le timbre de la Marine (ce qui prouve qu'il avait été décacheté); et le second, adressé aux administrateurs de Tabago, sans contre-seing ni timbre.

« J'ai ouvert les deux paquets en présence de l'élève de la marine, commandant la goélette, la *Jeannette*, et lui ai témoigné mon étonnement sur ce qu'aucune lettre du ministre de la marine ne m'annonçait cet envoi; mais il m'a dit que votre frégate ayant été destinée pour Saint-Domingue, vous aviez seulement eu ordre de répandre dans toutes les colonies, les mêmes papiers que vous m'avez envoyés.

« Je n'ai donc rien reçu d'officiel, et vous savez que lorsqu'il n'arrive que des nouvelles à un homme qui commande, il n'a rien de mieux à faire que d'attendre des ordres; et je suis dans ce cas.

« Les autres colonies françaises sont dirigées



par d'autres lois que celles de Tabago. Cette île, lorsque la conquête en a été faite, a obtenu pour sa capitulation qu'elle serait régie par les lois anglaises. Ce sont donc ces mêmes lois qui y sont en vigueur et qui n'ont pas cessé d'être. Elles me donnent une grande autorité, même celle de faire grâce à un criminel condamné à mort.

« Vous sentez d'après ces observations, Monsieur, qu'il ne m'est pas permis (et mon devoir me l'indique impérieusement) de rien changer au régime que j'ai trouvé établi; régime auquel je dois, sans doute, la tranquillité dont jouissent les habitants de mon gouvernement.

« Je ne recherche point à diriger, ni à dominer les opinions. Tout le monde s'explique ici librement; mais je veille avec attention sur tout individu qui provoquerait le trouble. Mes précautions sont prises pour qu'aucun étranger n'aborde sur cette côte sans avoir des cautions responsables. J'ai la confiance des habitants et ils m'ont donné des moyens suffisants de défense pour maintenir la paix. Je mérite la confiance qu'ils m'ont donnée, parce que je ne me suis jamais écarté des principes de justice qui sont la base d'une bonne administration.

« *Le gouverneur de Tabago.*

« *Signé : DE MARGUENAT.*

« Port-Louis, Tabago, le 16 décembre 1792. »

## XII.

*Au commandant des forces de Mer de la Grande-Bretagne, en station aux Iles-du-Vent.*

« A Sainte-Lucie-la-Fidèle, le 22 décembre 1792, l'an 1<sup>er</sup> de la République française.

« Monsieur l'Amiral,

« La bonne amitié qui règne entre la France et l'Angleterre nous fait espérer qu'aucun événement politique ne peut en troubler l'harmonie. Les forces de mer, jadis envoyées dans cet archipel, par un pouvoir exécutif que la nation française a anéanti, ont arboré et promèment insollement le pavillon blanc, étendard de rébellion. Ils ont aussi porté leur brigandage, jusqu'à enlever sous les forts de Saint-Christophe, la flûte de la République, la *Bien-Venue*. Ils ont entraîné dans leurs criminelles démarches les îles de la Martinique et de la Guadeloupe; ils ont rompu avec la mère-patrie; dès lors ils sont nos ennemis, et mon devoir est de les combattre.

« L'île de Sainte-Lucie restée fidèle, s'est séparée de tous les rapports qui la lient à ces rebelles. Elle est aujourd'hui le chef-lieu des colonies françaises du Vent avec qui nos voisins puissent traiter. Elle m'a reconnu pour le seul légitime commandant des forces de mer de la République française aux Iles-du-Vent. C'est en cette qualité que j'ai l'honneur de vous écrire pour vous donner connaissance.

« Je suis avec la plus haute estime, monsieur l'amiral, votre très humble et très obéissant serviteur,

« LA CROSSE,

« *Commandant la frégate de la République, la Félicité.* »

## XIII.

*Réponse du contre-amiral Laforey,*

Antigue, 28 décembre 1792.

« Monsieur,

« J'ai reçu ce jour la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 22 du courant, à laquelle étaient jointes les raisons qui vous ont obligé d'établir le chef-lieu du gouvernement français, des Iles-du-Vent, à Sainte-Lucie.

« Sa Majesté Britannique ayant déclaré ne prendre aucun parti dans les affaires actuelles du gouvernement français, je ne puis prendre sur moi sans y être autorisé par mon souverain, de reconnaître aucun changement autre que celui qui me sera ordonné.

« J'ai l'honneur d'être avec la plus grande considération, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

« *Signé : John LAFOREY.*

« *Contre-amiral de l'escadre rouge, commandant en chef pour Sa Majesté Britannique, la Station des Iles-du-Vent.* »

## XIV.

*Observations sur la proclamation de Behague, adressées par le citoyen Lacrosse à tous ses concitoyens.*

Le 25 décembre 1792, l'an 1<sup>er</sup> de la République française.

Frères et amis,

J'ai lu les proclamations des Behague et des Darot, ouvrages d'imposture et de mensonge; je les eusse, comme leurs auteurs, vouées au mépris de mes concitoyens, s'il n'était de mon devoir de combattre l'erreur qu'ils cherchent à propager.

Ma mission dans les colonies étant d'éclairer les citoyens trompés par les plus fausses nouvelles, j'ai déjà rempli une partie de ma tâche. Pour la poursuivre, je vais analyser l'extrait des délibérations de l'assemblée coloniale de la Martinique, dans sa séance du 13 de ce mois. Qu'un pareil écrit fût l'ouvrage de ces contre-révolutionnaires, depuis si longtemps funestes aux colonies, la chose me paraîtrait une conséquence naturelle de leurs principes et de leur conduite, mais qu'une assemblée coloniale composée de propriétaires, forge elle-même les instruments de leur destruction, c'est ce qui ne pouvait se concevoir, si on ne savait que les délibérations ont été prises au milieu des menaces et des violences d'une troupe armée.

Les colonies françaises étaient en paix, etc. Tel est l'exposé du premier paragraphe. Quelle paix, grand Dieu! le sommeil de la mort est aussi une paix et c'était celle des colonies. Les patriotes opprimés ignorant l'intérêt que leurs frères d'Europe prenaient à leur sort, se croyant

à jamais sans espoir de secours d'une mère-patrie, que les complots des tyrans menaçaient d'asservir, devaient dans le silence les persécutions de tous les genres. Mais à peine la France a-t-elle brisé ses fers, renversé le trône des Bourbons, qu'elle porte ses regards sur les colonies, qu'une administration civile et militaire vendue au pouvoir exécutif vient d'entraîner par les trames les plus criminelles dans une rébellion ouverte. De ce renversement de choses, calculez, citoyens, qu'eux seuls devaient en recueillir le fruit et qu'il leur importait peu que vos propriétés fussent détruites, pourvu que le parti de cour prévalût.

Les choses étaient dans cet état. A mon arrivée l'espoir des patriotes s'est ranimé; les secours de la mère-patrie que je leur annonce, les victoires et la nouvelle forme de son Gouvernement, leur font regarder comme prochain le terme de leurs maux; alors la justice et la raison réclament leurs droits; la force et la violence les font taire. Ceux que le mensonge n'a pu séduire viennent chercher, sous le pavillon national, la protection et la consolation que leur donnent des frères.

La Martinique et la Guadeloupe coalisées avec les frères (du ci-devant roi), traitant avec leurs prétendus envoyés, ayant arboré le pavillon blanc, rompu tous les rapports qui les unissaient au peuple français, viennent donc de lui déclarer la guerre. Serviteur fidèle de la République française, j'attaquerai et combattrai ses ennemis : mais avant que les forces nationales se déploient contre ces malheureuses contrées, est-il de moyen que je ne doive employer pour dévoiler les projets des scélérats qui les oppriment? Dois-je leur laisser ignorer que les instructions que j'ai reçues ne parlent que de paix, d'union et de fraternité?

Les voilà ces instructions, jugez vous-même entre le gouvernement actuel et l'odieux de l'ancien régime.

*Mémoire pour servir d'instruction particulière au citoyen Lacrosse, capitaine de vaisseau, commandant la frégate la Félicité.*

Au nom de la nation,

« Le citoyen Lacrosse, commandant la frégate la *Félicité*, appareillera de la rade de Brest au premier vent favorable; il fera route pour les Iles-du-Vent; il mouillera à la Martinique, où il remettra aux commissions civiles et au commandant des forces de terre et de mer, les paquets qui leur sont destinés. Il aura soin de répandre les écrits et décrets qui lui seront remis par l'ordonnateur civil du port de Brest. Le conseil exécutif s'est fait rendre compte de la conduite civique et des principes républicains du citoyen Lacrosse; d'après cette connaissance, il s'est déterminé à lui confier une mission aussi importante. Il s'agit d'empêcher que les citoyens de différentes couleurs ne soient égarés sur les événements qui ont consolidé la liberté française.

« Il s'agit de les attacher à la métropole par la reconnaissance, la fraternité. Cette mission est digne du capitaine Lacrosse, et le conseil s'assure qu'il fera un bon usage des écrits patriotiques qui lui sont remis. Il prendra des informations exactes sur la conduite qu'ont tenue

jusqu'ici les agents militaires et civils dans les colonies; il en rendra compte le plus tôt possible au ministre de la marine. Après avoir rempli sa mission aux Iles-du-Vent, il continuera sa route pour Saint-Domingue, et il y remettra également aux commissaires civils et au commandant des forces de terre et de mer dans cette colonie, les paquets dont il est chargé pour eux. Il usera dans cette île importante de tous les moyens que son civisme lui suggérera pour faire aimer et respecter la République française. Il rafraîchira son équipage, fera de l'eau et remontera aux Iles-du-Vent, où il fera partie de la station. Il se rangera aux ordres des commissaires civils et du commandant pour la République des troupes de terre et de mer.

« Fait à Paris, le 3 octobre 1792, l'an I<sup>er</sup> de la République française. Au nom du conseil exécutif provisoire de la République française, le ministre de la marine,

« Signé : MONGE. »

Sont-ce là des instructions perfides et funestes?

J'ai dévoué à la mort, osent-ils dire, les officiers de terre et de mer, d'administration, nos frères de couleur qui se seraient trouvés sur le *Maréchal-de-Castries*. Ignorent-ils le décret de la Convention nationale qui porte que tout Français pris les armes à la main sera livré dans les 24 heures à l'exécuteur de la haute justice, lorsque quatre officiers de l'état-major auront constaté le fait. Sans doute, tôt ou tard, il sera mis à exécution envers les chefs qui, le pistolet à la main, forcent les matelots à servir sur leurs vaisseaux mais l'innocent doit-il craindre d'être confondu avec le coupable?

Quant à une prétendue liste de proscription, jamais elle ne parvint à ma connaissance; mon cœur ne se souillera pas de pareils horreurs. Laissons Behague exécuter celles qu'il prononce journellement contre les patriotes; je ne veux que le droit de rendre sa tête responsable de tous ses forfaits.

Ne vous y trompez pas, citoyens, avant peu, lui et ses complices, vont s'y soustraire par la fuite; déjà, leurs effets les plus précieux sont transportés dans les îles voisines; ils n'attendent pas d'être cernés par les forces de mer. Ils ne prolongent leur séjour que pour augmenter par leur brigandage, par les impôts de toute espèce, les sommes qu'ils ont accumulées. Ouvrez les yeux sur la proposition d'abandonner les colonies, si vous voulez payer chèrement leur retraite. Sont-ce là des hommes animés de l'amour pur de la cause qu'ils défendent? Ne se sont-ils pas démasqués eux-mêmes? Quelle croyance devez-vous donner aux nouvelles dont ils vous entretiennent sans cesse? Chaque bâtiment qui arrive les dément.

C'est sous la protection des princes, des puissances coalisées qu'ils se mettent, et ignorez vous que ces princes sont eux-mêmes errants et fugitifs; que les progrès de nos armes viennent de soumettre le Brabant; que l'Espagne reconnaît la République française; que cette vaste monarchie dont les possessions coloniales sont immenses, loin de pouvoir vous protéger, eût été dans l'impossibilité de défendre les siennes.

Piller, pressurer les colons, aller sous peu jouir de l'argent que ces brigands auront enlevé, tel est leur projet. Dubuc leur a déjà frayé le chemin qu'ils ont à suivre. Après avoir ainsi consommé la ruine de la colonie, ils abandonneront à la vengeance de la mère-patrie, provoquée par une



rébellion trop longtemps soutenue, les planteurs que leur persévérance dans l'erreur rendra criminels.

O vous, instruments aveugles de leurs fureurs ! vous, nos frères et nos amis, jusqu'à présent connus sous le nom de gens de couleur, que les Français appellent à l'exercice et aux droits les plus étendus, en vous désignant désormais sous le nom de citoyens, pouvez-vous hésiter un instant sur le parti qu'il vous reste à prendre ? La loi que vous méconnaissiez est toute en votre faveur. Le gouvernement républicain est le vôtre ; c'est celui du peuple ; déjà son règne a commencé dans la fidèle Sainte-Lucie ; venez voir réunir vos frères devenus les nôtres, ne faisant plus qu'une famille, s'asseyant à la même table, partageant tous nos plaisirs en société, comme nos travaux et nos dangers à la guerre ; préféreriez-vous l'ancien régime où une ligne de démarcation humiliante vous séparait des blancs ? Vous mettez-vous de nouveau dans la même dépendance, en servant des hommes qui ne veulent reconnaître que la loi d'un despote pour l'imposer à leur tour ? Ils appellent à leur secours des puissances dont le système oppressif est le même que celui sous lequel vous gémissiez. Supposons un instant qu'il fût possible à nos ennemis de s'en prévaloir ; après ce succès, ne rentreriez-vous pas dans la classe où vous étiez avant la révolution ?

De vous, frères et amis, dépend encore le salut des colonies : abandonnez ce parti des rebelles ; alors réduits à leurs propres forces, la crainte et l'épouvante les saisiront, leur fuite dissipera les malheurs qui s'accumulent sur vos têtes. La patrie oubliera votre égarement et ne se souviendra plus que du bienfait. Imitiez l'exemple des nouveaux citoyens de Sainte-Lucie, restés fidèles, et de ceux de la Guadeloupe, qui, longtemps égarés comme vous, viennent d'arborer l'étendard tricolore. Leur fidélité me soutient dans l'espoir, de voir bientôt triompher notre cause devenue la vôtre. Je ne quitterai pas ces mers avant que le pavillon national ne flotte dans toutes les colonies françaises. Un républicain s'immole pour son pays, en combattant ses ennemis. Tel est, en attendant les forces d'Europe, le parti que j'ai pris.

Votre frère et ami,

*Le commandant légitime des forces de mer de la République française, aux Îles-du-Vent,*

LA CROSSE.

## XV.

*Aux marins du commerce de France à la Pointe-à-Pitre.*

A Sainte-Lucie-la-Fidèle, le 30 décembre 1792, l'an 1<sup>er</sup> de la République française.

Citoyens Marins,

J'apprends par les citoyens de la Pointe-à-Pitre et le capitaine Cannon, tout ce qu'ont fait les marins du commerce dans cette rade. Vous avez sauvé la Grande-Terre par la réunion de vos forces et de vos moyens à ceux des habitants

que leur amour pour la mère-patrie a appelés à la reconnaître. Continuez à défendre nos frères avec l'intrépidité républicaine qui vous caractérise. Dans peu, braves amis, je serai au milieu de vous ; j'irai prendre l'exemple de l'intrépidité et d'un généreux dévouement à la patrie. L'énergie de votre conduite va donner à la France la certitude des succès de ses armes par mer et par terre. Elle était déjà bien assurée que la marine de l'État se trouverait toute formée dans celle du commerce. Vous justifiez son espoir, capitaines, officiers, matelots, puisque vous n'attendez pas d'être placés sur les vaisseaux, pour combattre ses ennemis.

Salut, braves amis et compagnons d'armes.

*Le capitaine de la frégate la Félicité, commandant les forces navales de la République française, aux Îles-du-Vent,*

LA CROSSE.

## XVI.

LA FRÉGATE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, la *Félicité*, COMMANDÉE PAR LE CAPITAINE LA CROSSE, CAPITAINE DE VAISSEAU.

*Expédition contre le Maréchal-de-Castries.*

*Prise de la Goélette la Légère.*

Aujourd'hui, 30 du mois de décembre 1792, l'an II de la République française, le citoyen La Crosse, capitaine de vaisseau, commandant la frégate de la République française, la *Félicité*, en rade à Sainte-Lucie, île Fidèle, ayant été bien informé que la *Calippo* et la *Bienvenue*, dite la *Royaliste*, étaient appareillées pour la Guadeloupe ; que le vaisseau la *Ferme* n'était pas en état de sortir ; que le *Maréchal-de-Castries* était mouillé à Saint-Pierre avec tout au plus 45 à 50 hommes d'équipage, que la garde se faisait très mal à bord, forma le projet de l'enlever.

Il confia cette mission importante au citoyen Lepelletier fils, enseigne de vaisseau, non entrevenu, chargé du détail à bord de la *Félicité*, ayant fait prévenir les marins de Sainte-Lucie, ceux connus sous le nom de *flibustiers*, de se rendre à bord, il leur communiqua son projet ; 22, sur environ 36, s'inscrivirent pour faire partie de l'expédition ; le reste fut choisi parmi l'équipage de la frégate. On ne fut embarrassé que sur le choix, tous voulaient partager les dangers et la gloire de l'expédition. Le 29 décembre, à 1 heure du matin, 66 hommes s'embarquèrent à bord de la goélette la *Quety*, très fine voilière :

- 22 flibustiers ;
- 14 soldats de marine ;
- 13 matelots de la *Félicité* ;
- 8 *idem* de la goélette la *Jeannette* ;
- 8 *idem* de la goélette la *Quety* ;
- 1 aide-chirurgien de la *Félicité*.

munie de toutes les armes et munitions nécessaires. Le 29, à 2 heures du matin, elle fit voile pour la Martinique. A la pointe du jour le citoyen Lepelletier, commandant l'expédition, eut connaissance du vaisseau la *Ferme*, mouillé en rade du Fort-Royal ; ayant continué sa route jusqu'au soir, il reconnut aussi le *Maréchal-de-*

*Castries*, mouillé en rade de Saint-Pierre. Il courut plusieurs bords; à 9 heures il s'approcha de nouveau du *Maréchal-de-Castries*, accosta un bateau qui lui dit avoir quitté à l'instant la corvette; que son équipage était composé de 160 hommes, non compris 12 grenadiers du régiment de la Martinique et quantité d'officiers de terre et de mer; que la garde paraissait se faire très exactement et qu'on courrait la grande batterie. Cet avis joint au bruit d'un coup de canon, que l'on entendit partir à 10 heures du *Maréchal-de-Castries*, firent penser à une grande partie de l'équipage, qu'il n'était pas prudent de l'attaquer; le projet abandonné, le citoyen Lepelletier fit route pour s'écarter de terre; le 30, à 2 heures du matin, se trouvant par le travers de l'anse Thomaseau, à une lieue de Saint-Pierre, il eut connaissance d'une goélette portant flamme blanche, qui paraissait escorter un bâtiment carré : il laissa arriver, fit border les avirons et hêla le bâtiment et lui enjoignit de faire route [pour Sainte-Lucie; s'étant approché davantage de la goélette, il lui cria d'amener pour la République française; elle répondit qu'elle n'amènerait pas et fit feu, auquel il fut riposté aussitôt; au même instant le citoyen Lepelletier fit sauter du monde à bord et s'en empara; le nommé Boishardi, volontaire de Quimper, second de la goélette des rebelles, fut tué dans l'action, trois matelots blessés; le nommé Jean-Baptiste Grislet, sous-lieutenant de vaisseau surnuméraire, passager sur ladite goélette, et employé comme officier sur le *Maréchal-de-Castries*, après avoir tiré 4 à 5 coups de pistolet, se jeta à la mer, mais il fut ramené à bord par le citoyen Garcy.

L'équipage de la goélette des rebelles rendit compte qu'ils avaient été embarqués par force; qu'en vain ils avaient menacé de leur brûler la cervelle s'ils ne se battaient pas; ils disposèrent aussi que, le soir, on leur avait fait charger un pierrier pour faire amener le pavillon national au bâtiment marchand qu'ils escortaient; mais que, craignant une force supérieure, ils devaient attendre au jour pour s'en emparer. Le nommé Jean-Marie Garnier, élève, commandant la goélette, avait voulu amener son pavillon aussitôt, mais son second et l'officier passager s'y opposèrent, et le renvoyèrent dans sa chambre, où un matelot le trouva sur un lit, s'en empara et le porta à bord de la *Quety*. Après avoir amariné la prise, le citoyen Lepelletier fit route pour Sainte-Lucie; à 8 heures du matin il eut connaissance de la frégate la *Félicité*, qui était appareillée la veille pour protéger son expédition.

Le 30 au soir, la prise étant mouillée à Sainte-Lucie, nous sous-chefs d'administration, nous sommes transportés sur ladite prise, par ordre du citoyen La Crosse avec le citoyen Lepelletier, où étant arrivés nous avons fait poser des sentinelles aux écoutilles, pour empêcher de descendre dans la cale, que nous avons reconnue être remplie de vin; nous avons fait fermer les écoutilles au coin desquelles nous avons fait mettre une bande de toile, clouée d'un côté sur le tillac et de l'autre sur les écoutilles, et apposé sur chacune deux cachets, après quoi nous nous sommes rendus dans la grande chambre où nous avons trouvé divers effets, que nous avons également mis sous les scellés. Nous avons appris que la prise se nommait la *Légère*, armée de 4 pierriers de fonte et 2 de fer, de 25 à 26 tonneaux, de 9 hommes d'équipage, y compris le

capitaine, le second et un officier passager; chargée de 25 barriques de vin, destinées pour le *Maréchal-de-Castries*, commandée par le nommé Jean-Marie Garnier, élève du département de Rochefort, 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> division, 9<sup>e</sup> escadre, armée au Fort-Royal, par le vaisseau la *Ferme*, sous pavillon et flamme blanc parti ledit jour du Fort-Royal pour Saint-Pierre. Nous avons ensuite passé la revue de l'équipage et trouvé à bord les personnes ci-après, savoir :

Jean-Marie Garnier, élève commandant; Baptiste Grisles, sous-lieutenant, passager, employé sur le *Maréchal-de-Castries*; Jean Borel; François-Florentin Carbonni, Jean Lapaye, Etienne Kerveno, Michel Alaim, matelots.

Nous les avons fait passer sur la frégate la *Félicité* pour s'assurer de leurs personnes.

Après quoi nous avons procédé à l'inventaire sommaire de la prise, ainsi qu'il suit, savoir :

Dans la grande chambre, 48 paires de souliers, 2 malles sous les scellés, 2 fusils de chasse, divers effets également sous les scellés; dans la cale, 25 barriques de vin, le grément complet.

Fait à bord de la prise, le 30 décembre 1792, l'an 1<sup>er</sup> de la République française.

Signé : BELLEVILLE, LEPELLETIER, commandant la *Quety* et Joseph GARCY, 2<sup>e</sup> sur la *Quety*.

Vu par nous capitaine de la frégate la *Félicité*, commandant les forces navales de la République française, aux Iles-du-Vent.

Signé : LA CROSSE.

Certifié par nous commis aux revues à bord de ladite frégate, conforme à l'original, annexé au rôle d'équipage.

Signé : BELLEVILLE.

Pour copie conforme :

LA CROSSE.

## XVII.

Le citoyen La Crosse aux citoyens habitants de la Guadeloupe.

Appelé au milieu de vous par une députation de la ville de la Pointe-à-Pitre, exprimant le vœu des citoyens de plusieurs paroisses; en m'y rendant, j'ai rempli mon devoir, et satisfait, en partie, à l'obligation que j'ai contractée de dévouer mon existence au salut de la chose publique. A mon arrivée, une allégresse universelle annonçant l'heureux jour qui, rendant à la même patrie des enfants égares, allait les unir pour jamais des liens de la plus douce fraternité, je goûtais d'avance le bonheur que promettait à la colonie cette réunion; je l'enviaisageais, sous tous les rapports, comme devant mettre le sceau à la félicité publique; mon attente serait-elle trompée, ô citoyens? Ne savez-vous pas qu'une liberté mal dirigée serait le présent le plus funeste? Écoutez donc la voix des magistrats revêtus de votre confiance; que par leurs ordres seuls la force armée se déploie; respectez le droit sacré des propriétés et des personnes; la prospérité de la colonie, celle du commerce sont essentiellement liées l'une à l'autre. Ce n'est qu'à l'ombre de la paix



qui règnera dans vos murs, que vous jouirez de ce bienfait. Pour parvenir à ce but si désiré, ouvrez vos bras aux habitants des campagnes, oubliez l'erreur qui les arma de défiance, ne voyez plus en eux que des frères comme la mère-patrie ne voit en vous tous que des enfants; que ces divisions soient à jamais étouffées; donnez-nous à votre tour, citoyens cultivateurs, l'exemple de la confiance; venez vous unir à nous; je vous promets, au nom de la loi, ce que je vous annonce au nom de la nation française, sûreté et protection. De la première, amour, cordialité; de la seconde, un éloignement que de justes appréhensions ont rendu légitime jusqu'à ce jour trop longtemps prolongé, serait défavorable à vos sentiments.

Pour opérer en son entier le salut de la colonie dont les bases ne peuvent désormais qu'être fondées sur la loi, sur la confiance la plus intime des administrés dans leurs administrateurs, je vous invite, au nom de la République, citoyens de tous les quartiers, à nommer, en raison de votre population, des députés revêtus de pouvoirs suffisants pour administrer provisoirement la colonie : les circonstances impérieuses exigent que cette nomination se fasse, dimanche 20 du courant, et que mercredi 23, les députés se réunissent à la ville de la Pointe-à-Pitre où ils se constitueront pour travailler à régler, jusqu'à l'arrivée des commissaires nationaux, toutes choses dans la colonie. Par une suite des mêmes événements heureux, à la Pointe-à-Pitre est dû l'honneur de posséder dans son sein la première assemblée dont les principes et les sentiments ne seront plus équivoques et ses opérations dirigées par un gouvernement pervers; nous lui devons le bonheur dont bientôt nous allons jouir; sa position centrale ne militerait que faiblement en sa faveur, si vous pouviez redouter un seul instant son influence; mais libres au milieu de nous, par vous, nous le serons à l'ombre des lois qui émaneront de votre sagesse.

Citoyens maires des différents quartiers de la Guadeloupe, ne perdez pas un instant pour instruire tous les habitants de vos paroisses; hâtez le fortuné moment de cette réunion; la patrie attend tout de vos soins.

Et moi, trop heureux pour porter dans votre sein les paroles de paix et de consolation, recevez l'assurance d'un dévouement entier aux ordres de la République, à l'exécution de ses lois, au bonheur de ses enfants; je lui peindrai leur repentir, elle pardonnera : mon triomphe sera complet. Salut.

*Le commandant légitime des forces de la République aux Iles-du-Vent.*

LA CROSSE.

*Par le commandant légitime des forces de la République, aux Iles-du-Vent :*

L. MAISIÈRES.

### XVIII.

*Extrait des registres de la Commission générale et extraordinaire de la Guadeloupe.*

Séance du 24 janvier de l'an II de la République française.

La Commission générale extraordinaire prend l'arrêté suivant, à l'unanimité :

Attendu la défection de l'ancien pouvoir exécutif de la colonie, et attendu que le citoyen La Crosse est le seul officier du conseil exécutif avoué par la République, la commission générale extraordinaire, au nom de la colonie de la Guadeloupe, invite et requiert le citoyen La Crosse de remplir les fonctions de gouverneur, jusqu'à l'arrivée de celui qui sera délégué par la République. Le citoyen La Crosse demeure autorisé à commettre, en son absence, tel des citoyens qu'il jugera propre à exercer les mêmes fonctions.

22 commissaires, nombre égal à celui de paroisses représentées, sont envoyés vers le citoyen La Crosse pour lui faire part de l'arrêté de la commission. Il entre, aux applaudissements de l'assemblée et des galeries : le président exprime le vœu de la Commission et lui réitère l'invitation de prendre en main le pouvoir exécutif.

Le citoyen La Crosse, dans un discours plein de civisme, accepte, aux applaudissements de la commission et des galeries.

*Collationné, conforme au registre :*

SAINTRAC, président; CADOT, fils, secrétaire;  
DARBOUSSIER, fils, secrétaire; SALLENAVE,  
fils, secrétaire.

### XIX.

*Extrait des délibérations de l'assemblée coloniale de la Martinique dans sa séance du 28 janvier 1793.*

L'assemblée coloniale de la Martinique ayant entendu le rapport du citoyen Levassor, membre du conseil exécutif; et d'après celui de la députation par elle envoyée audit conseil, concernant le gouvernement de la colonie ; considérant qu'il importe à sa tranquillité de faire cesser les machinations et les complots qui paraissent se tramer à ce sujet.

Arrête :

Que le citoyen La Crosse, commandant la frégate la *Félicité*, sera prié d'accepter le gouvernement de cette île, qu'elle lui offre comme un gage de l'union qu'elle désire cimenter avec lui, et comme un hommage qu'elle rend à ses vertus;

Que le citoyen Molérat sera aussi prié d'accepter le commandement en second.

Arrête, en outre, que dans le cas où le citoyen La Crosse ne pourrait se rendre aux vœux de la colonie, le gouvernement sera maintenu au citoyen Molérat.

Signé : LUCY FOSSARIEU, président; LEMERLE, vice-président; RIGORDY et DESLANDES, secrétaires.

*Pour copie conforme à l'original :*

LA CROSSE.

### XX.

*Le ministre de la marine au citoyen La Crosse, commandant la Félicité à Saint-Domingue.*

« Paris, le 9 novembre 1782, l'an I de la République.

« Citoyen,

« D'après les nouvelles que vient me donner le

capitaine Duval, que l'armée du général Rochambeau a été chassée du Fort-Royal et Iles-du-Vent, à coups de canons, par les vaisseaux *la Ferme*, *la Calypso* et *le Corsaire*, je serais inquiet des risques que vous avez dû courir à votre arrivée aux Antilles, si je ne connaissais pas vos talents, vos principes et votre fermeté. Cependant, je suis persuadé que vous aussi, vous aurez été chassé de la Martinique. Je vous crois à Saint-Domingue, et j'y crois aussi le convoi des troupes de Rochambeau.

« Avant-hier l'Assemblée a rendu plusieurs décrets d'accusation contre les rebelles; elle a rendu un décret de mesure générale, dont je joins ici une copie que je crois exacte, quoiqu'il ne me soit pas parvenu officiellement.

« Je dois vous avertir, citoyen, que les forces qui partiront de Brest, seront aux ordres du contre-amiral Morard de Galle. Quand ces forces seront arrivées, et les commissaires de la Convention nationale, je ne doute point que les colonies du Vent ne soient ramenées à l'amour du peuple français, de la liberté, de l'égalité et de la République.

« Je vous enjoins donc, citoyen, de remonter aux Iles-du-Vent, conformément à vos instructions précédentes; et si le convoi des troupes de Rochambeau est encore à Saint-Domingue, vous vous joindrez aux bâtiments de la République destinés à l'escorter. Vous ferez votre atterrissage sur la Désirade, où vous trouverez un avis qui vous fera connaître la situation de ces contrées rebelles et la route que les troupes du général Rochambeau auront à tenir pour se rallier à l'armée du contre-amiral Morard.

« Arrivé aux Iles-du-Vent, on vous remettra le commandement du *Phocion*.

« Courage, bon citoyen, servez toujours bien la République.

« Signé : MONGE. »

*Pour copie conforme à l'original :*

LA CROSSE.

## XXI.

*Au nom de la République française.*

Nous, Donatien-Marie-Joseph Vimeur Rochambeau, lieutenant général des armées de la République, commandant général des Iles-du-Vent.

Considérant que le citoyen La Crosse, capitaine des vaisseaux de la République, a concouru d'une manière particulière, par sa sagesse et son patriotisme, à éclairer les habitants de la Guadeloupe sur leurs véritables intérêts et leurs devoirs envers la métropole, ordonnons au citoyen La Crosse, commandant la frégate *la Félicité*, de prendre provisoirement le commandement militaire de la Guadeloupe, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par les citoyens commissaires nationaux civils.

Mandons et ordonnons aux officiers, sous-officiers et soldats de la République, de reconnaître et d'obéir au citoyen La Crosse, en tout qu'il leur commandera en sa dite qualité, conformément aux lois qui ont été décrétées par la mère patrie, pour ses colonies des Iles-du-Vent.

A la Pointe-à-Pitre, le 1<sup>er</sup> février 1793, l'an II de la République.

Signé : Donatien ROCHAMBEAU.

## XXII.

*Extrait du registre des délibérations du conseil général de la commune de la ville de Basse Terre (Guadeloupe).*

Aujourd'hui 4 février 1793, l'an II de la République française, le conseil général de la commune, assemblé sur la connaissance donnée par un des aides de camp du citoyen Collot, que ce dernier, étant à bord d'une goélette, allait débarquer; en conséquence, le citoyen Artaud, officier de service, revêtu de son écharpe, s'est transporté à la cale, accompagné dudit citoyen aide de camp, pour y recevoir le citoyen Collot, et l'inviter à se rendre à la maison commune.

Le citoyen Devers, commissaire de paix, invité à assister à la séance, s'est présenté, a été introduit et placé dans un fauteuil.

Le citoyen Collot, annoncé, a été introduit et placé dans un fauteuil. Le citoyen Maire, adressant la parole au citoyen Collot, a dit que la commune de cette ville, sensible à l'affront qu'il avait reçu à la Martinique, s'empresseait de le lui faire oublier.

Le citoyen Collot a répondu qu'il était reconnaissant des sentiments de la commune à son égard, que son plus grand plaisir était soumission à la loi.

Ensuite le citoyen maire, ayant rendu au citoyen Collot un compte succinct de l'état actuel de la colonie, l'a prié de dire s'il était revêtu de nouveaux pouvoirs de la République.

Ce citoyen a répondu qu'il n'avait aucune espèce de pouvoirs; qu'il ne s'était rendu aux Iles-du-Vent que sur l'ordre du citoyen Rochambeau; mais que, d'après la connaissance qu'il venait de recevoir de l'établissement d'un corps administratif et de l'installation du gouverneur, il demandait à rester dans cette ville comme simple citoyen jusqu'à nouvel ordre.

Ensuite le citoyen Collot a dit au citoyen maire que quel que soit l'événement, il le pria, comme président du conseil, de l'instruire au moment même où il perdrait la confiance du peuple, et que, dès cet instant, il se retirerait.

Sur quoi le conseil général arrête qu'il sera de suite écrit au citoyen gouverneur, et au corps administratif de cette colonie pour l'arrivée du citoyen Collot; que ce citoyen sera invité à prendre son logement au gouvernement; ce qu'ayant accepté, il y a été conduit, accompagné de deux membres du conseil et du citoyen Devers, etc.

Signé au registre : PAUTRIZEL, maire; LOUIS, secrétaire greffier.

Collationné :

Signé : LOUIS, secrétaire greffier.

*Pour copie conforme à l'original :*

LA CROSSE.

## XXIII.

*Ordre d'embarquement donné au général Collot, par le général Rochambeau.*

A Saint-Domingue.

*Au nom de la nation.*

Nous, Donatien-Marie-Joseph Vimeur Ro-



chambeau, lieutenant-général des armées françaises, gouverneur général provisoire des îles de l'Amérique Sous-le-Vent :

Les citoyens Collot et La Folie, l'un maréchal des camps et armées de la République française, l'autre, colonel au même service, ainsi que le citoyen Warin, aide de camp du général Collot, s'embarqueront sur le vaisseau de transport *l'Ardeur*, frété au compte de l'Etat. Ils partiront de la rade du Cap, à l'instant qui sera déterminé.

Fait au Cap, le 4 janvier 1793, l'an II de la République française.

Signé : D. ROCHAMBEAU.

*Pour copie collationnée et certifiée conforme à l'original :*

*Le gouverneur de la Guadeloupe,*

Signé : COLLOT.

*Pour copie conforme :*

LA CROSSE.

#### XXIV.

*Extrait des registres de la Commission générale extraordinaire de la Guadeloupe, séant à la Pointe-à-Pitre, le 14 mars 1793, l'an II de la République française.*

La Commission générale et extraordinaire, après avoir pris connaissance pendant ses séances des 11, 12 et 13 de ce mois, de toutes les pièces relatives à la réclamation faite par le citoyen Collot, du gouvernement de la Guadeloupe, et à la démission motivée du citoyen La Crosse, prend à l'unanimité l'arrêté suivant :

La Commission générale et extraordinaire déclare que le général Collot n'a aucun pouvoir émané de la République ; que la démission du gouverneur provisoire La Crosse est prématurée, et compromettrait en l'état le salut de la colonie ;

En conséquence, arrête qu'il n'y a lieu à déléguer sur la réclamation du citoyen Collot, ni sur la démission du gouverneur provisoire, et que le citoyen La Crosse demeure requis d'exercer les fonctions de gouverneur provisoire, conformément à l'arrêté de la Commission, en date du 24 janvier dernier.

Arrête au surplus qu'expédition du présent et toutes les pièces y relatives seront adressées, avec un mémoire instructif, à la Convention nationale, aux commissaires nationaux, à leur arrivée, et au gouverneur provisoire.

Arrête enfin que le tout sera imprimé, pour être envoyé à toutes les paroisses de la colonie, ainsi qu'aux municipalités, et à tous les corps constitués.

Signé au registre : THOULAIRE-MAHÉ, président ; TROUSSEL, DARTIGNAUX et DARBOUSSIER fils, secrétaire.

*Collationné conforme au registre :*

TROUSSEL, DARBOUSSIER et DARTIGNAUX.

*Pour copie conforme à l'original :*

LA CROSSE.

#### XXV.

*Aux représentants de la colonie, à la Pointe-à-Pitre (île Guadeloupe).*

Ce 14 mars 1793, l'an II de la République française.

Citoyens représentants,

D'après l'arrêté de la Commission générale et extraordinaire, en date du 14 mars, qui m'a été communiqué par quatre membres députés, me requérant d'exercer provisoirement les fonctions de gouverneur, refusant la démission que j'en avais donnée, comme prématurée et tendant à compromettre en l'état le salut de la colonie : Par cette seule considération, et la colonie se trouvant sans chef reconnu par elle et ses représentants, je continuerai, conformément à l'arrêté de la Commission générale, en date du 24 janvier dernier, les fonctions de gouverneur provisoire qu'elle m'avait déléguées.

Salut citoyens représentants,

*Le gouverneur provisoire des îles Guadeloupe et dépendances,*

Signé : LA CROSSE.

*Collationné conforme à l'original déposé aux archives de la Commission,*

Signé : Coquille SAINT-RÉMY, secrétaire-archiviste.

*Pour copie conforme :*

LA CROSSE.

#### XXVI.

*Extrait de la lettre de M<sup>me</sup> de Saint-Pierre, à la Guadeloupe, à son mari, émigré, à la Dominique.*

« Saint-François, ce 15 mars 1793.

« Je profite avec un nouveau plaisir, etc.

« Le citoyen La Crosse est continué ; les brigands l'ont encore emporté, et je t'engage à présent à ne revenir qu'avec les Anglais. Si au cas nous n'avons pas de guerre, M. de Cellecour achètera, et, etc. Le médecin t'engage à différer ton retour ; il te dit mille choses. Adieu, toute à toi, ta bonne amie.

« Signé : DESJARDIN DE SAINT-PIERRE. »

*Pour copie conforme :*

LA CROSSE.

#### XXVII.

*Extrait des registres de la Commission générale extraordinaire de la Guadeloupe, séant à la Pointe-à-Pitre, le 20 mars 1793, l'an II de la République française.*

La Commission générale extraordinaire, consi-

dérant que depuis son arrêté du 14 de ce mois, le général Collot a justifié avoir fait ce qui était en lui pour exécuter l'article 4 de la loi du 22 juin 1792;

Considérant que, depuis cet arrêté, la loi du 21 septembre 1792 est connue officiellement;

Considérant les circonstances nouvelles de la déclaration de la guerre et la déclaration du citoyen La Crosse, qu'il n'est point officier de terre, et qu'il n'a point toutes les connaissances requises à la partie militaire hors de la mer,

Déclare que le gouvernement est reconnu entre les mains du général Collot, en conséquence, qu'expéditions du présent seront faites sur-le-champ et adressées au général Collot, au citoyen La Crosse et au général Rochambeau;

Arrête enfin que le présent sera imprimé à la suite de l'arrêté du 4 de ce mois et adressé à la Convention nationale et aux commissaires nationaux à leur arrivée.

Le conseil général de la commune de la Basse-Terre est autorisé à recevoir provisoirement le serment civique du général Collot, lequel serment sera par lui répété, entre les mains de la Commission générale, lorsqu'elle sera réunie à la Basse-Terre.

Le présent arrêté sera porté au citoyen Collot et au citoyen La Crosse par les citoyens Biguerre, Mondésir et Robinson, nommés commissaires à cet effet.

*Signé au registre : TROUSSEL, président; SALLENAVES fils, MASSEGUIN et ROYDOT, secrétaires.*

*Collationné conforme au registre :*

*Signé : MASSEGUIN, SALLENAVES fils et ROYDOT, secrétaires.*

*Pour copie conforme à l'original :*

LA CROSSE.

### XXVIII.

*Lettre écrite par le citoyen gouverneur à la Commission générale extraordinaire.*

Le 31 mars 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens représentants,

« J'ai l'honneur de prévenir la Commission générale et extraordinaire de mon retour à la Pointe-à-Pitre et de mon départ pour la Guadeloupe, mardi 2 du mois prochain, pour continuer ma tournée, et dont elle trouvera l'itinéraire de ma marche ci-joint.

« Je ne lui parlerai point, dans ce moment, des heureuses dispositions que j'ai trouvées dans presque toutes les paroisses de la Grande-Terre. Les commissaires qui m'ont si parfaitement secondé de leur zèle et de leurs lumières, s'occupent d'un rapport à ce sujet, qui lui sera mis incessamment sous les yeux. Je puis l'assurer qu'une réunion générale se prépare; le trouble et la désolation vont disparaître : déjà les campagnes sensibles à la démarche des citadins, se montrent avec confiance; elle sera d'autant plus durable, que les villes saisissent avec une

avidité bien touchante toutes les occasions de prouver que rien ne leur coûtera pour opérer l'oubli du passé. Le bourg Morne-à-l'Eau vient d'en donner un exemple éclatant.

« Après avoir passé la revue de la force armée, que j'ai trouvée dans le meilleur ordre possible, tous les citoyens réunis m'ont demandé avec instance de me rendre chez Madame Clugny-de-Nuit, pour l'assurer qu'ils oublièrent les égarements de son mari, et qu'elle pouvait avec confiance le rappeler auprès d'elle. Ils ajoutèrent qu'ils ne songeaient plus qu'à la conservation de la colonie, et que l'un des plus grands coupables se trouvant être de leur paroisse, ils voulaient donner le premier exemple de leur dévouement à la réunion et au salut de la chose publique. Voilà un acte sublime de vertu, voilà des hommes dignes du nom républicain.

« Les citoyens nouveaux ont été remarquables dans cette occasion par la chaleur qu'ils ont mis à appuyer cette demande : enfin, citoyens représentants, j'ai eu la douce consolation de partir à la tête de toute la paroisse avec son drapeau, de la municipalité en écharpe, et de vos deux commissaires, pour aller porter le bonheur dans cette famille, que des principes funestes avaient précipitée dans un malheur digne de pitié. La conduite des républicains a été constamment grande en dignité et en générosité : ils n'ont pas voulu commettre la faute, souvent trop commune parmi les hommes dans les grandes révolutions, de n'être jamais ni assez bons ni assez méchants; ayant adopté la partie de la bonté, ils n'ont voulu exclure personne.

« Cette conduite, qui ne saurait être trop connue, fera faire bien des réflexions à nos ennemis; car des hommes qui ont le courage de vaincre leurs passions et leurs haines, doivent être bien redoutables, si on les met dans le cas de combattre pour le maintien de la République et de ses lois.

« Salut.

« Signé : Victor COLLOT. »

*Pour copie conforme :*

LA CROSSE.

### XXIX.

*Adresse des nouveaux citoyens de la Basse-Terre, au citoyen La Crosse, gouverneur provisoire de la Guadeloupe.*

« Basse-Terre, ce 3 mars 1793, l'an II de la République française.

« Citoyen gouverneur,

« Une faction odieuse, ennemie de la révolution française, nous avait plongé dans une erreur (criminelle si elle eût été volontaire) qui nous faisait oublier jusqu'à l'exercice de nos droits; cette faction nous avilissait, nous dégradait, nous méprisait, nous vouait aux humiliations outragantes; cette faction nous égarait, nous trompait, en nous vexant. Votre voix s'est fait entendre; vous nous avez apporté, au nom de la République française, des paroles de paix, vous nous avez éclairé sur les bienfaits



que nous prodiguait la mère-patrie; vous nous avez donné le sentiment de nos droits et de nos obligations : nos tyrans ont fui, et nous nous sommes livrés avec sécurité aux travaux que nous avions délaissés. Quelle satisfaction pour nous de pouvoir manifester notre joie et participer à la gloire de nos aînés : leur bonheur paraît complet; mais le nôtre l'emporte. Nous avons sur eux l'avantage de pouvoir transmettre aux générations futures, un événement aussi mémorable qu'avantageux pour les colonies; nous aurons soin d'en immortaliser le souvenir à nos fils; nous deviendrons pères, et nos épouses deviendront mères; nos enfants, instruits d'une époque dont ils se glorifieront seront flattés de devoir leur existence politique aux sages législateurs qui ont régénéré la France.

« Recevez, citoyen gouverneur, l'hommage de notre gratitude pour tant de bienfaits, et ajoutez-y, nous vous en conjurons, en faisant connaître à la République française et à son conseil exécutif, notre reconnaissance, et la ferme résolution de donner, s'il le faut, jusqu'à la dernière goutte de notre sang, pour faire respecter les lois d'égalité et de liberté, qui sont la base de notre existence politique.

« Salut, citoyen gouverneur.

« *Les nouveaux citoyens de la Basse-Terre (Guadeloupe.)*

« *Signé :* F. GRIPON, DIEUDONNÉ, Jean-Pierre ROULE, Étienne MÉCHIN, ROBINSON, JANNOT, SALVATOR, Pierre SALVATOR, Isaac FAGE, Édouard BUISSON, CHARLOT, J.-B. CANON, Antoine-Jh. MÉRIOTE, GUILLOT, DESTRISSAUX, J.-B. MAILLARD, Jacques POLIDOR, Jean TABARRE, Jean MARIE, Jean BORNAVE, Jh. CLAUDE, Jh. SIMON, Jh. ICARD, Étienne BOYER, Corantin BAUTAMME, BOROMÉ, FRANC-MELS, Auguste DAVERGNE, Colas PONTEVESSE, Nicolas DESTRISSAUX, Noël LESUEUR, Bapt. VISIÈRE, SILVESTRE, maçon, Pierre MARINIERRE, SAINT-PIERRE, LAURANT, Charlemagne LORIAQUE, Louis GRIPON, BAPTISTE fils, Hypollite DEBORT, Pierre FAURE, Hilaire MICHEL, Raymond ISAAC, Pierre DOYER, Jh. CHALA, Jacques CATHERINE, Jean VINCENT, Jean-Pierre GÉRARD, Claude THÉODORE, JAFFARD, Papa LAGRENADE, Élie BETIE, ZEPHIR, J.-B. ZABHERRE, J. POLINE, Charles CREMES, Frédéric SIMÉON-DANIEL, J.-B. BARAU, Gille DUCLAUX, Charles FABRE, Jean-Charles-Pierre BIBI, LOLO, Adolphe MORANDAIS, BONIFACE, Paul LAYET, Joachim BOUDET, P. MÉNARD, ROMAIN, Louis AZE, Gasp. BERTHELOT, Pierre HAYS, Pierre ANGERON, DANIEL, ABRAHAM, David LESIEUR, GERMAIN, Claude troisième Jh. HAYS, J.-B. ICARTE, Louis TRANGOUSSE, CLAUDE aîné, Joseph VINCENT, MAURICE, Jh. ANGERON, CLERMONT-TONNERRE, Pierre DENIS, Jh.-N. MAURICE, Charlot GRANDVAL, Jh. SIMON, Théodore BAUGETE, Pierre GOTTONE, Guillaume BOISEUX, Laurent FITRE, Jh. DORIVALLE, Jacques MAILLACOURT fils, Valentin LORIOL, SIMON cadet, COCO, Étienne LANNIER, BENOIT dit CHOCO, Henry DÉTRISSEUX, Louis LEGRAS, JAMAUCOURT, F. HAMEL, Jean LEFEVRE, F. CITARDIE, ANGOT fils, Jean-Baptiste BÉ-

LOROCHE, Nic. LENOIR, BARTHÉLEMI fils, Félix LEBORGNE, SALVATOR fils, Jh. SALVATOR, Jean SALVATOR, L. DUCHESNES, Pierre-Charles-Raphaël MATAU, Frédéric BAUDUCHER, Louis DUCHATEAU, MAILLARD fils, Jean-Georges MARCEL, Charlemagne BOUIS, J.-B. LEROUX, PATRICE, Jean-Louis PEINIER, Paulin GRACIAS, Pierre GRAND, CAMPS, Manuel MATHO, JAQUET père, Isaac JAQUET, Jean LACARRIÈRE, Nicolas DUGOMIER, François GRIPON fils, Barthélemi DESTRISSAUX, Jacques MAILLACOURT père, Jean ALÈGRE, Antoine ALLAIN, Louis LANNIER, Pierre LALANDAI, Jean CIRILE, Jérôme RAUZÉ, Jean-Louis LAYET, Bapt. LESPRIET, Jh. GIRARD, Jh. BELROCHE, Jean ADELAIDE, Pierre LANGLAIS, Antoine MAURICE, Jh. LAURANGE, J.-B. BERTANT, Jh. LOUMAGNE, Baptiste JOSEPH fils, Bast. DESTRISSAUX, Patrice GRISEL, Daniel LAFONT, Silvestre RIGAUT. »

XXX.

*Société des Amis de la République française, séante à la Basse-Terre-Guadeloupe, le 25 mars, au citoyen La Crosse.*

« Citoyen La Crosse,

« Aux chants d'allégresse que tu fis entonner le 18 de ce mois, et dont les voûtes du temple destiné aux séances de cette société ont retenti, succède le chagrin que nous inspire l'annonce de ton départ. Républicain, prête une oreille favorable à des amis, des frères qui savent tout ce qu'ils te doivent. Écoute le langage de la vérité, qui sera toujours sacré pour eux, et tu reconnaîtras des vrais enfants de la patrie, faits pour intéresser leur mère. Dignes de te proposer de partager avec eux la défense d'une colonie précieuse, ils désirent avec ardeur, de montrer à la France que si des intrigants vendus à l'iniquité, ont cherché à égarer les habitants de la Guadeloupe, ils attendent avec impatience, le moment de lui prouver que les patriotes, éclipsés pour un moment, furent et sont les mêmes que leurs frères de Jemmapes. Envoyé par la République, en nous apportant les principes de la liberté républicaine, tu nous appris à penser, et tu brisas les liens qui, paralysant nos organes, empêchaient nos langues d'exprimer les mouvements de notre cœur. Le premier usage que nous fîmes de ce don sacré fut de rendre grâce à l'être suprême, du bonheur que tu avais distillé dans nos âmes. Notre second vœu se porta vers toi, et nous rendîmes à tes vertus civiques tous les hommages de la reconnaissance; tu t'unis à nous, tu reconnus que le vrai patriotisme animait nos actions, et nous mêlâmes à tes accents, les chants mélodieux et sincères de l'amour de la patrie; tu voulus bien coopérer au bien public, en te chargeant du fardeau pénible du gouvernement, te proposant de le remettre, quand il en serait temps, à celui que tu reconnaîtrais devoir en être revêtu. Tu as satisfait à tous ces devoirs; mais au moment critique où la colonie est menacée par les ennemis des gouvernements libres, tu penserais à t'éloigner de nous? Non, tu réfléchiras que le premier devoir du patriote est de défendre les possessions d'une grande répu-

blique naissante, et qui a besoin, pour affermir les fondements de sa constitution, de tous les moyens qu'elle a remis entre les mains de ceux à qui elle a délégué sa confiance. Tu te rappelleras les serments faits en ta présence, par les amis de la République, de mourir plutôt mille fois que d'être conquis; tu seconderas les efforts du général Collet que tu as toi-même indiqué comme le citoyen marqué pour nous défendre. Tu verras notre zèle, et tu t'attendras, en apprenant notre dévouement. Tu as éprouvé nos contrariétés; mais souviens-toi qu'il n'appartient qu'aux grands hommes, de résister aux grands événements, et que la conscience de l'honnête citoyen le rend tranquille et imperturbable. Souviens-toi donc, frère et ami, car c'est ainsi que nous aimons à te nommer, que nos regards se tourneront vers toi, lors même que l'immensité des mers nous séparera; que la Guadeloupe désire te compter au nombre de ses défenseurs, et qu'elle croit ton âme trop grande pour être découragée par quelques nuages passagers qui ne peuvent éclipser l'amour du bien public. C'est au milieu des orages que les héros firent les plus courageux sacrifices; tu les imiteras par un dévouement réfléchi; tu montreras à la République que tu es digne du nom de sauveur des colonies, que les Antilles françaises t'ont déferé. Une résolution aussi généreuse nous fera partager tes succès; c'est alors que, porté sur les ailes de la reconnaissance, tu paraîtras devant les représentants du peuple français. Ils te rendront la justice que tu auras méritée; tu leur parleras de ce que nous aurons fait pour le salut de la France. Heureux les uns par les autres nous jouirons du bonheur destiné aux vrais défenseurs de la liberté, et nous montrerons à la France et aux colonies ce que peut l'amour de la patrie, dirigé par la vertu et l'union des vrais amis de la République française.

« Salut, citoyen La Crosse.

« *Les membres composant la Société des Amis de la République française,*

« BABUT, président par intérim; NATOIRE, secrétaire; VAUCHEUS, secrétaire adjoint; BOUBERS, secrétaire-archiviste; BOSSANT, secrétaire. »

Pour copie conforme à l'original :

LA CROSSE.

XXXI.

Adresse du conseil général de la commune de la Basse-Terre, île de Guadeloupe, au citoyen Lacrosse, gouverneur de ladite île.

« Du 4 mars 1793, l'an II de la République française.

« Citoyen Gouverneur,

« La colonie et particulièrement cette ville étaient en proie aux horreurs du despotisme le plus révoltant, lorsque vous avez paru dans ces contrées. Une horde contre-révolutionnaire disposait arbitrairement de notre honneur, de nos vies, de notre liberté, de nos propriétés; les vrais

amis de la patrie, proscrits, vexés, erraient épars dans les colonies étrangères; votre choix s'est fait entendre; ils se sont ralliés à vous; les chefs des coupables ont fui; vous nous avez rendus à nos droits.

Le génie tutélaire de la Révolution française a dirigé vos pas; vous avez vu disparaître la douleur où nous étions plongés, et que chaque jour accroissait; votre âme sensible a été frappée du contraste rapide de cette douleur, avec l'allégresse vive et pure que votre présence en cette ville nous a inspirée; jouissez le plus longtemps possible des sentiments que nous vous avons voués, et du fruit des succès dont vous êtes couronné.

« Vous avez triomphé des opinions, des ressentiments personnels et des projets insensés qui nous entouraient. Faites plus, triompez encore des manœuvres sourdes et odieuses, des cabales secrètes et perfides qui voudraient de nouveau nous conduire; fixez les vérités; écrasez d'une main puissante les abus; de l'autre main relevez les victimes; plongez dans la fange ces âmes viles, dont la coalition a repoussé constamment les bienfaits de la révolution; anéantissez cet abominable égoïsme plus dangereux que l'esprit de révolte décidée : mais si le temps manque à tant des travaux; si des circonstances impérieuses vous forcent à retourner vers la mère patrie, rappelez-vous que si vous avez trouvé dans votre route des intentions perverses, vous y avez trouvé aussi des sentiments généreux, des êtres dévoués à l'honneur de la République, au zèle le plus pur, au patriotisme le plus distingué.

« Démontrez à la nation française, dites à son conseil exécutif, qu'à la Basse-Terre vous avez trouvé des frères, des amis, de vrais républicains; qu'à l'instant où vous avez paru parmi nous, nos cœurs ont volé vers vous; peignez notre fidélité, notre soumission, notre amour pour la mère patrie; mais aussi ne lui cédez pas l'énormité de tous les vices qui nous restent à combattre; et surtout assurez-la de notre dévouement à la gloire, au bonheur et à la prospérité de la République française.

« Signé : PAUTRIZEL, maire; BONNET, procureur de la commune; FOUGAS, officier municipal; DELORME, officier municipal; ARTAUD, officier municipal; FROGIER, officier municipal; LOUIS, secrétaire greffier; Joseph DUJAVRIE, officier municipal; BIGUERISSE, GUILLERMIN jeune; NATOIRE; DUC; BOSSANT; JAFFORZ; Baptiste LEBORNE; VERDAN; ROBINSON; BABUT recev. »

Pour copie conforme à l'original :

LA CROSSE.

XXXII.

Extrait de ma correspondance avec le ministre de la marine; extrait de ma lettre du 13 février 1793 portée par l'avisoleur le Tiercelet.

« Sur les annonces prochaines de la guerre maritime, si elle a lieu, j'espère, citoyen ministre, que vous me confierez le commandement d'un vaisseau. Je suis loin de solliciter d'être maintenu dans le gouvernement de la Guadeloupe, jusqu'à ce que la paix soit assurée et la répu-



blique reconnue par toutes les puissances de l'Europe, etc. »

*Pour copie conforme à l'original :*

LA CROSSE.

### XXXIII.

*Extrait de la lettre d' Acquart, planteur de la Martinique, habitant du Marin, à son fils.*

« Dans tout ce cahot d'affaires était arrivée une frégate française, commandée par M. La Crosse, qui ayant vu le pavillon blanc, s'était retirée à la Dominique, pour n'être pas dans le cas d'en mettre un autre; et là ayant pris langue, s'est retirée à Sainte-Lucie, qui avait toujours conservé le pavillon national; et le capitaine de cette frégate étant là, publiait des écrits à la Martinique, pour faire changer les projets, et secondé des nouvelles de France, avait fait beaucoup de prosélytes, de manière qu'après la révocation, l'assemblée a jugé à propos de lui renvoyer une députation pour l'engager à venir au Fort-Royal, en lui annonçant votre soumission; il était pour lors à la Guadeloupe où il avait été pour y remettre l'ordre et nous a écrit qu'aussitôt après, il viendrait au Fort-Royal.

« Sur ces entrefaites, est arrivé à la Guadeloupe, comme une bombe, le général Rochambeau, que nous avions renvoyé et qui, au Cap, avait reçu de nouveaux pouvoirs de la République, pour venir reprendre le commandement des Iles-du-Vent, et qu'il trouverait en arrivant les forces pour s'y établir; cette nouvelle comme vous sentez, ne fut pas accueillie favorablement; mais comme nous nous étions déjà soumis, on lui dépêcha une députation pour l'engager à venir quoique seul, reprendre son gouvernement. En effet, il est arrivé le 5 du courant au Fort-Royal. Son début jusqu'à présent n'a pas été favorable; il a suspendu l'assemblée provisoirement jusqu'à l'arrivée des commissaires; a cassé le conseil exécutif; on n'est pas jusqu'à présent content de lui; quoiqu'il n'ait pas eu lieu d'être content de nous. Ayant trouvé la colonie soumise d'elle-même, il aurait dû politiquement, pour lui comme pour la paix générale, commencer à donner l'exemple de l'oubli du passé, au lieu que les partis paraissent animés à mort, ce qui fait craindre des troubles et est cause d'une grande émigration des habitants notables, et la consternation est générale.

« Quand nous avions pris l'arrêté de méconnaître la République et de lui déclarer la guerre, cette détermination avait fait émigrer trois mille personnes de Saint-Pierre, ainsi que beaucoup dans les bourgs de la campagne, et s'étaient retirées dans les îles anglaises. Maintenant la face des affaires a changé; ils sont dans ce moment-ci presque tous revenus, et c'est maintenant les notables qui se retirent par crainte des avanies et d'être arrêtés par les commissaires civils. La Trinité espagnole est la retraite de presque tout le monde; deux mille nègres y ont passé depuis trois semaines, et quinze cents blancs au moins et avec le projet d'y faire des établissements; Malevaux y a passé avec toute sa famille, partie de ses nègres; Saint-Aurin, Lebalen, Soter, tous ses frères, Lachapelle, Courville, le procureur général, Rolin, partis; Grenou, par, etc. Dans nos alentours, De-

gannes, Lépine et Marcel, presque tous ont abandonné leurs biens. Jugez et réfléchissez de notre position. Pour nous, nous attendons à la dernière extrémité; mais s'il avait été possible de réaliser en argent, nous les aurions suivis, mais peut-être serons-nous assez heureux pour être quitte de la peur. Je n'ai fait que d'envoyer mon argenterie à la Grenade.

« Dubuc n'est pas ici, il a été porteur de notre lettre au roi, qui n'existe plus, et est parti depuis deux mois, pour se rendre à Londres, etc., etc. »

*Pour copie conforme à l'original, extrait de la correspondance des rebelles :*

LA CROSSE.

### XXXIV.

*Dispositif de la proclamation du général Rochambeau contre les camps et attroupements des rebelles planteurs de la Martinique.*

*Au nom de la République française, etc.*

Par ces considérations, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Dans tous les quartiers de la colonie où il s'est formé des attroupements ou réunions de citoyens en armes, sans autorisation de notre part, lesdits attroupements se dissiperont deux jours après la publication de la présente proclamation et ceux qui les composent seront tenus de se retirer paisiblement dans leurs domiciles respectifs.

#### Art. 2.

« Dans le cas où les personnes attroupées ne se sépareraient pas dans le délai fixé, elles seront regardées comme coupables de rébellion à la loi, et la force des armes sera déployée contre elles.

« Mandons au conseil supérieur, aux sénéchaus-sées et comités de surveillance de la Martinique que les présentes ils aient à faire enregistrer dans leurs registres, publier et afficher partout où besoin sera. »

Donné au Fort de la République, ce 17 avril 1793, l'an II de la République française.

*Signé :* Donatien ROCHAMBEAU.

*Pour copie conforme :*

LA CROSSE.

### XXXV.

*Lettre du comité intermédiaire de l'assemblée coloniale de la Martinique, au général Rochambeau.*

« Lamantin, le 17 avril 1793.

« Citoyen général,

« Lorsque le 13 janvier, la colonie entière se réunit sous le drapeau national, lorsque l'assem-

blée coloniale, légalement constituée, vous abandonna tous les pouvoirs sans même exiger les vôtres; lorsque trompée dans l'exercice de ses pouvoirs, vous fîtes nommer d'office et contre les décrets, des comités, des milices nationales, vous dûtes être infiniment étonné de la douceur, de l'obéissance de ces planteurs qui avaient si bien prouvé qu'ils savaient mourir.

« Lassés de guerroyer, ils ne voulaient en échange de tant de sacrifices, que la tranquillité et la paix; mais en s'abandonnant à cet état passif sur l'administration de la colonie, ils avaient toute l'activité de l'intérêt personnel et tous veillaient à l'intérêt de chacun.

« Bientôt parurent des proclamations menaçantes qui tenaient la hache de la loi levée sur toutes les têtes; heureux, si dans ces temps de calamité, le mot de loi avait eu un sens! les planteurs ne doutèrent pas qu'entouré de gens effervescents, sans propriété, sans intérêt à la chose publique, vous n'eussiez été trompé; ils ne doutèrent pas que, mieux instruit, plus répandu dans la colonie, vous ne revinssiez à des principes plus conservateurs, mais ce qui les tint dans une continuelle inquiétude, ce furent ces clubs composés en partie d'hommes tombés du ciel, ou plutôt sortant de l'enfer, d'hommes qui n'ont même pas la propriété de l'instrument avec lequel ils comptent nous assassiner et dont l'impudeur est si indécente que c'est peu pour eux de donner des lois à ceux qui cultivent si péniblement la colonie, mais qui veulent encore leur donner des fers; c'est dans ces assemblées nocturnes que les meilleurs citoyens de la colonie ont été dénoncés; c'est là que les projets les plus incendiaires ont été développés au bruit des clameurs d'approbation de tous les spectateurs; c'est là où l'on n'entend parler que de liberté et d'égalité dans un pays qui ne peut exister que par des esclaves; c'est là que tous les soirs il était question d'aller prendre chez lui un colon qui pousse l'héroïsme jusqu'à l'excès. Percin n'eût pas plutôt tombé sous les coups des assassins du patriote Saint-Ciran, que l'on aurait vu frapper les têtes les plus précieuses de la colonie.

« Percin s'arma chez lui, sans projet d'attaquer; il ne voulait, ainsi que ses compagnons d'armes, que se tenir sur la défensive; cette salutaire précaution fut un prétexte nouveau pour les clubistes, et nous savons que, chaque soir, vous étiez importuné pour marcher contre lui; nous savions que votre sage retenue vous ferait même nommer aristocrate. A Dieu ne plaise que nous approuvions la démarche de M. Percin sur la case navire, mais comment ne pas excuser le désespoir armé contre l'injustice!

« Le sort des armes a mis entre vos mains un de ses compagnons d'armes, le brave Desrivaux est votre prisonnier. La colonie entière vous le demande au nom de la paix et de la tranquillité publique.

« M. Percin vous offre en échange deux prisonniers; citoyen gouverneur, ordonnez cet échange. Tous les planteurs s'étaient armés, votre sage proclamation les a tous fait rentrer chez eux; achevez d'étouffer ces germes de division; rendez à sa famille, à la colonie entière le malheureux Desrivaux; faites taire ces clubs infernaux; que ceux qui se disent patriotes imitent notre docilité, qu'ils rentrent dans leurs foyers, et vous verrez renaître la paix dans la colonie; mais nous ne saurions vous dissimuler, citoyen gouverneur, que si après tant de sacri-

fices, de patience et d'obéissance, nous étions encore obligés de prendre les armes pour nous défendre, ce serait un combat à mort.

« Salut, citoyen général,

« *Les membres composant le comité intermédiaire légalement convoqué par les planteurs.*

« *Signé : GALET, CHARLERY; président; LE-CAMUS, SINSON-DE-PERCLAIR, LE NOROY. »*

*Pour copie conforme à l'original :*

LA CROSSE.

### XXXVI.

*Extrait de la lettre de Grebert, datée de Roseau-Dominique, le 22 juin 1793, à son ami, à la Martinique.*

« Mon cher ami,

« J'ignore quelle est votre situation, mais la mienne est affreuse; j'ai abandonné à la Martinique tout ce que je possédais, etc., etc.

« Qu'il est cruel, mon cher ami, d'être entraîné dans la perte entière de sa fortune, parce qu'une douzaine de personnes ont joué par des intrigues infernales, le sort de tous les colons. Je n'ai cessé de dévoiler aux yeux des personnes sensées, la trame odieuse que depuis trois ou quatre mois ils ourdissaient. Je n'ai eu pour toute récompense dans le temps, que le titre d'homme dangereux, et de patriote ferme et de brigand. Les colons commencent à s'apercevoir de la vérité; ils gémissent de leur sottise, mais il n'est plus temps. La faute est irréparable, ils voient la misère qui les environne de toutes parts. Plus de 1.000 sont dans le besoin le plus pressant; il n'y a pas de jours où je ne sois appelé auprès de malades, où la faim, la cruelle faim, ne soit exprimée sur les traits de leurs visages. Ah! si jamais le citoyen général Rochambeau pouvait être témoin d'un spectacle aussi affreux, je crois qu'il serait touché de leur repentir et qu'il ferait une proclamation qui les rappellerait. J'ai vu des lettres qu'il vous adressait; il paraît sensible, qu'il serait grand pour lui de pardonner. Ah! faire un homme heureux, c'est mériter de l'être; puisse-t-il être désireux de cette douce satisfaction. Adieu, mon cher ami, vous connaissez mon attachement et mes tendres sentiments pour vous.

« *Signé : GRÉBERT. »*

*Pour copie conforme à l'original extrait de la correspondance des émigrés :*

LA CROSSE.

### XXXVII.

*Les amis de la République française et de la Convention nationale, section du fort de la République, à La Crosse, commandant la Félicité, et aux braves marins de tous grades qui ont concouru avec lui à chasser les ennemis de la colonie et à la rendre libre.*

« Les amis de la République française doivent



au républicain La Crosse le témoignage franc et loyal de la reconnaissance la mieux sentie et la mieux méritée : le caractère qu'il a déployé dans nos mers, est au-dessus de tout éloge. Ne pouvant lutter contre des forces physiquement supérieures du quadruple des siennes, il les a attaquées et vaincues par le moral. *La Ferme, la Calypso* et le *Coureur* ont été obligés de fuir et de lui abandonner le terrain. Après avoir chassé le pavillon blanc et la ligue impie qui l'avait arboré, il en attaqua les restes d'une manière si victorieuse qu'il a presque opéré une révolution philosophique; la Guadeloupe jouit encore du bien précieux qu'y a porté l'opération forte et persuasive de La Crosse; sa tranquillité, son amour républicain et sa vigilance y ont jeté les racines qui seconderont l'arbre de la constitution, enfin il s'est décuplé pour le soutien de cette belle cause.

« Si la Martinique, plus rebelle ou moins heureuse que la Guadeloupe, n'a pas joui aussi tranquillement qu'elle, d'un bien que La Crosse a toujours cherché à rendre commun entre elles, c'est la faute d'un petit nombre de colons gangrenés, connu sous le nom d'assemblée coloniale; c'est celle de quelques hommes riches, se disant propriétaires de la colonie, aux yeux de qui le niveau de la loi était un outrage, c'est à leurs cœurs viciés qu'on en doit le reproche, mais une extradition honteuse en a purgé la colonie.

« La Crosse et les braves marins de tous grades qui l'ont aidé à chasser ces hommes féroces et sanguinaires, plus dignes des nations barbares que d'un peuple policé, ont trouvé la récompense du bienfait dans le bienfait même. Les républicains de la Martinique en conserveront toujours un précieux souvenir, et tant qu'il y aura des hommes libres, il sera marqué en caractères ineffaçables.

« Si LaCrosse, tant précieux qu'il soit à la cause du patriotisme et à ses progrès dans la colonie, est rappelé en France, les lois impriment aux républicains un caractère d'obéissance qui sera toujours leur gouverneur et qui les portera, quels qu'en soient les intérêts, aux plus grands sacrifices.

Salut.

Signé : BOUFFEY, vice-président; VILLOX, COLAU, secrétaires; LAMAURY, archiviste, et LABINOIRE, trésorier.

« Fort-de-la-République, le 12 août 1793. »

Pour copie conforme à l'original :

LA CROSSE.

Procès-verbal qui prouve la nécessité dans laquelle La Crosse s'est trouvé d'abandonner les colonies du Vent et de repasser en France.

La frégate *la Félicité*, commandée par le citoyen La Crosse.

Aujourd'hui, 27<sup>e</sup> jour du mois d'août 1793, l'an II de la République française, la frégate *la Félicité* étant appareillée la veille, du Fort-de-la-République, île Martinique, pour une croisière au vent de la Barbade, et se trouvant à 8 heures du matin à environ 3 lieues de la

pointe la plus nord de l'île Sainte-Lucie, au nord-ouest quart ouest, et sept lieues de la pointe la plus sud, au sud-ouest quart ouest, Nous soussignés, composant l'équipage de ladite frégate, désirant manifester au citoyen La Crosse, notre volonté bien prononcée, de faire route pour France, nous sommes convenus à l'unanimité de la lui exprimer en ces termes, par l'organe de l'un de nous :

« Citoyen capitaine,

« Il y a plus d'un mois que vous nous avez promis de nous ramener en France. Le général Rochambeau avait destiné la frégate à convoier les bâtiments marchands pour l'Europe; le commerce lui en avait fait la demande, elle avait été accordée; tout était disposé pour le départ, les bâtiments étaient prêts; mais les clubs, les comités de surveillance se sont alarmés de ce départ. Des représentations, des pétitions ont été faites au général; soit faiblesse de sa part, soit peut-être qu'il eût envisagé ce départ sous un autre point de vue; nous reçûmes contre-ordre. Les bâtiments de commerce restèrent, en furent pour les frais qu'ils avaient faits. Vous avez eu connaissance, citoyen capitaine, de la pétition que nous fîmes à ce sujet aux clubs et aux autorités constituées mais la cabale avait prévalu; nous ne reçûmes que des réponses insignifiantes. Présentement que nous sommes à la voile, nous vous déclarons que notre intention n'est plus de retourner à la Martinique.

« Voici nos motifs :

« La colonie, vous le savez mieux que nous, est divisée en plusieurs parties; les factions la déchirent; les blancs d'un côté, les gens de couleur de l'autre. Vient ensuite le parti des esclaves, auxquels dans les derniers dangers on a promis beaucoup plus de liberté qu'on n'en veut accorder aujourd'hui que le danger est passé. Les blancs enire eux sont bien éloignés d'être d'accord. Les grands propriétaires, les négociants, tout ce qui tient à l'Administration, tout ce qui entoure le gouvernement, forment un parti séparé de la classe des marins, des marchands, des artisans, de ceux qu'on nomme petits blancs; ceux-ci forment le petit nombre des vrais patriotes; ceux-là se prétendent également patriotes, mais sans vouloir reconnaître l'égalité, ayant pour ce mot une répugnance invincible prêts à tout sacrifier plutôt que de la reconnaître.

« Ces divers partis s'observent depuis quelque temps, n'attendent qu'une occasion favorable pour éclater; au moment où nous parlons, peut-être, l'explosion a-t-elle eu lieu. Dans cette circonstance, n'ayant que des moyens insuffisants à opposer, quel parti voulez-vous que nous prenions? Celui des blancs; mais les gens de couleur ne sont-ils pas nos frères; n'avons-nous pas juré de périr en leur assurant leurs droits. D'un autre côté, nous déclarer en faveur des nouveaux citoyens (car nous serons bien forcés de prendre une part active dans cette lutte), c'est porter les armes contre ces mêmes patriotes, qui ont lutté avec tant d'opiniâtreté contre les Behague les Rivière, les Malvaut; qui se sont arrachés des bras de leurs femmes, de leurs enfants, plutôt que de plier sous le joug de ramper dans leurs foyers, qui nous doivent la vie et la liberté. Citoyen capitaine, nous laissons à votre sagesse,

de peser ces raisons, que nous n'avons pas assez de moyens pour bien développer; tant que nous avons eu de vrais ennemis à combattre, des traîtres, des rebelles, des Anglais, nous aurions regardé comme une lâcheté de vous parler de retourner en France.

« On ne peut se dissimuler que les Anglais à la fin de l'hivernage, ne viennent reprendre leur revanche à la Martinique. Une seule frégate y serait tout à fait nulle, et ne sauverait pas une seconde fois la colonie; un pareil miracle n'arrive qu'une fois. Rochambeau n'a pas notre confiance; les blancs, les gens de couleur s'accordent tous à la lui refuser. Vous êtes plus à même que nous de dévoiler sa conduite à la Convention nationale; un républicain doit la vérité à sa patrie, il en a fait le serment, nulle considération ne doit l'arrêter.

« Nous avons la plus grande confiance en vous, citoyen capitaine; votre civisme bien prononcé, bien soutenu, les talents dont vous avez fait preuve, nous sont garants que vous ne nous induirez pas en erreur; mais les pauvres équipages ont donné tant de fois dans les pièges qu'on leur tend de tous côtés, avec tant d'art, qu'avec la meilleure volonté de faire le bien; ils sont devenus l'aveugle instrument des intrigants, des factieux, des rebelles. Nous sommes bien persuadés que les équipages de la *Ferme*, de la *Calypso*, de la *Didon*, ont été plus malheureux que coupables, et que s'ils avaient eu des La Crosse pour les commander, ils n'auraient pas été grossier le parti des contre-révolutionnaires; mais l'état de crise où se trouve la colonie est tel, le pas est si glissant, le danger de prendre tel ou tel parti nous paraissant égal de tous côtés, nous croyons que le meilleur est de faire route pour la France.

« Notre démarche sera blâmée, nous le savons, elle est illégale; mais nos intentions sont pures; si nous sommes coupables aux yeux de la loi, nos concitoyens n'auront à nous reprocher, ni l'erreur, compagne de la faiblesse et de l'ignorance, ni une présomption toujours funeste, lorsqu'on compte trop sur ses forces et ses moyens.

« Notre présence à la Martinique, étant désormais nulle pour sa conservation et ne pouvant que nous être funeste, le seul parti à prendre est de retourner en Europe: Là, qu'on nous mène à l'ennemi, on verra si c'est par lâcheté que nous prenons cette résolution. Si la France se décide à envoyer des forces aux Antilles, nous demanderons, comme grâce, l'honneur d'en faire partie; nous espérons, nous comptons que vous nous aiderez de tous vos moyens à obtenir cette faveur. Nous avons la vanité de croire que pour nous être écartés un instant de la loi, nous n'en conserverons pas moins des droits à votre estime et à celui de nos concitoyens. »

Le citoyen La Crosse nous ayant répondu qu'il ne consentirait jamais au parti que nous lui propositions, qu'il s'y opposait de toutes ses forces; qu'il nous sommait au nom de la loi de nous désister, nous persistâmes. Il nous fit part de l'ordre du général Rochambeau, qui lui enjoignait, sa croisière finie, de rentrer au Fort-de-la-République: rien ne put nous ébranler. En vain nous objecta-t-il que nous allions perdre en un jour le fruit de nos travaux, de tout ce que nous avions fait d'utile, de glorieux; que la Guadeloupe et la Martinique où nous avions si bien servi, qui sans nous seraient encore la proie et le repaire des rebelles; que tout le prix du sang que nous y avions répandu, qu'on ne nous tiendrait

compte; que lui-même au lieu d'arriver en France comme le libérateur des colonies, allait être obligé de se justifier; que nous lui enlèverions le fruit de ses peines et de ses travaux.

Toutes ces raisons et d'autres qu'il nous alléguait, n'ayant pu nous ébranler, nous lui dîmes que décidément nous voulions faire route pour la France; au même instant nous fîmes virer de bord, malgré l'officier de quart qui ne voulait prendre aucune part à notre manœuvre. Le capitaine voyant qu'il ne pouvait rien gagner sur nous, se retira dans sa chambre, protestant contre la violence que nous lui faisions.

Nous devons à la vérité de déclarer que 36 officiers-mariniers ou matelots, que nous avions pris à la Martinique, au moment de notre départ, sur divers bâtiments marchands, pour renforcer notre équipage considérablement affaibli par les maladies et la mort de beaucoup de nous, se sont opposés autant qu'ils ont pu à notre résolution. Comptant faire une croisière de trois semaines ou un mois, ils n'avaient aucun titre pour réclamer leur campagne.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, que nous avons tous signé pour servir à telle fin que de raison.

A bord de la *Félicité*, les jour, mois et an que de l'autre part.

(Suivent deux cent dix signatures, apposées sur l'original.

Pour copie conforme à l'original :

LA CROSSE.

## CONVENTION NATIONALE

Séance du vingt-troisième jour du premier mois de l'an II.

Lundi 14 octobre 1793.

PRÉSIDENCE DE CHARLIER

La séance s'ouvre à 10 heures.

On donne lecture des différentes pièces dont l'extrait suit (1) :

Etat des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention du département de Paris, à l'époque du 21.

Il se monte à 2,804 (2).

Suit la lettre des administrateurs du département de police (3).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 43.

(2) Ibid.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.



Commune de Paris, le 22<sup>e</sup> jour du  
1<sup>er</sup> mois de l'an II de la Républi-  
que française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier de détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, du département de Paris, à l'époque du vingt un. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux-assignats; assassinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie, (y compris la veuve	
Capet).....	394
« Grande-Force, (dont 65 militaires) ..	637
« Petite-Force.....	300
« Sainte-Pélagie.....	176
« Madelonnettes.....	275
« Abbaye (dont 28 militaires et	
5 otages).....	121
« Bicêtre.....	604
« A la Salpêtrière.....	195
« Chambres d'arrêt, à la Mairie.....	73
« Luxembourg.....	29
Total.....	<u>2.804</u>

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« MARINO; MICHEL; MENNESSIER. »

L'adjoint de la quatrième division du département de la guerre, fait passer deux jugements rendus par la commission militaire de Saumur, contre deux particuliers, l'un convaincu d'intelligence avec la Vendée, l'autre de désertion dans l'intérieur.

L'insertion par extrait en est ordonnée au « Bulletin » (1).

Suit la lettre de l'adjoint de la 4<sup>e</sup> division du département de la guerre (2).

L'adjoint à la 4<sup>e</sup> division du département de la guerre, au citoyen Président de la Convention nationale.

« Paris, le 20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Je vous prie de transmettre à la Convention nationale les jugements ci-joints, rendus par la commission militaire établie à Saumur.

« Prosper SIJAS. »

Suivent les deux jugements.

A.

*Jugement de la commission militaire établie près l'armée des côtes de La Rochelle par les représentants du peuple français, qui condamne à mort Philippe-Aimé Frère, dit Beauvais, ci-devant seigneur de Beauvais, convaincu d'intelligence avec les brigands de la Vendée, et de crimes de haute trahison; et renvoie d'accusation Louis l'Étoile, ci-devant gentilhomme (1).*

Séance publique tenue en la ville de Saumur le 7 septembre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible, et le premier de la mort du tyran.

Sur les questions de savoir si Philippe-Aimé Frère, dit Beauvais, ci-devant seigneur de Beauvais, et Louis l'Étoile, ci-devant gentilhomme, sont coupables :

1<sup>o</sup> D'avoir eu des intelligences avec les brigands de la Vendée;

2<sup>o</sup> D'avoir conspiré contre la sûreté de la République en employant des moyens de séduction pour acheter des cartouches aux soldats français qui étaient à Doué en présence des brigands.

En ce qui touche Louis l'Étoile :

Considérant qu'il n'existe contre lui aucune preuves des délits dont il est accusé;

La Commission militaire déclare qu'il n'y a pas lieu à inculpation contre lui; en conséquence ordonne qu'il sera à l'instant mis en liberté.

En ce qui concerne Philippe-Aimé Frère, dit Beauvais :

Considérant que, d'après le passeport qui a été trouvé sur lui, lors de son arrestation, il ne voyageait que dans les villes investies par les brigands;

Considérant qu'il est prouvé au procès, par plusieurs témoins à lui confrontés, qu'il a été vu avec les brigands de la Vendée, et lors de leur séjour dans les villes de Châtillon, Thouars, Saumur, et dans la commune de Nueil.

Considérant qu'il est également prouvé au procès et que de son propre aveu il a employé des moyens de séduction pour acheter des soldats français qui étaient en présence des brigands, les cartouches qui leur avaient été données pour la défense de la République.

Considérant enfin qu'il est constaté par un procès-verbal que, lors de son arrestation, il a cherché à soustraire les cartouches qu'il venait d'acheter.

La commission militaire déclare que Philippe-Aimé Frère, dit Beauvais, est convaincu d'intelligence avec les brigands de la Vendée, et de crimes de haute trahison envers la République.

Et en exécution de la loi du 6 octobre 1791, deuxième partie, titre I, section 1<sup>re</sup>, article 4, portant :

« Toute manœuvre, toute intelligence avec les ennemis de la France, tendant, soit à faciliter leur entrée dans les dépendances de l'Empire français, soit à leur livrer des villes, forteresses, ports, vaisseaux, magasins ou arsenaux appartenant à la France, soit à leur fournir des secours en soldats, argent, vivres ou munitions, soit à

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 43.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 693.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 693.

favoriser d'une manière quelconque le progrès de leurs armes sur le territoire français, ou contre nos forces de terre ou de mer, soit à ébranler la fidélité des officiers, soldats et des autres citoyens envers la nation française, seront punis de mort. »

Et encore en exécution de la loi du 19 mars dernier, articles 6 et 7, portant :

Art. 6. « Les prêtres, les ci-devant nobles, les ci-devant seigneurs, les émigrés, les agents et domestiques de toutes ces personnes, les étrangers, ceux qui ont eu des emplois ou exercé des fonctions publiques dans l'ancien gouvernement ou depuis la Révolution, ceux qui auront provoqué ou maintenu quelques-uns des attroupements des révoltés, les chefs, les instigateurs, ceux qui auront des grades dans ces attroupements, et ceux qui seraient convaincus de meurtre, d'incendie ou de pillage, subiront peine de la mort.

Art. 7. « La peine de mort prononcée dans les cas déterminés par la présente loi emportera confiscation des biens.

La Commission militaire condamne Philippe-Aimé Frère, dit Beauvais, à la peine de mort, et déclare que ses biens sont confisqués au profit de la République.

Ordonne que le présent jugement sera exécuté dans les 24 heures, conformément à la loi; imprimé et affiché.

Ainsi prononcé d'après les opinions par Pierre-Mathieu Parein, président; François Millier, François Laporte, Antoine Félix et Jean-François-Julien Marcellin, tous membres de la commission militaire établie près l'armée des côtes de La Rochelle, par les représentants du peuple français, en séance publique tenue à Saumur le 7 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, et le premier de la mort du tyran.

« Signé au registre : PAREIN, président; MILLIER, LAPORTE, FÉLIX et MARCELLIN; HUDOUX, secrétaire.

## B.

*Jugement de la commission militaire établie près l'armée des côtes de La Rochelle, par les représentants du peuple français; qui condamne Antoine-Louis Regnac à 10 ans de fers, préalablement dégradé et exposé aux regards du peuple pour crime de désertion avec armes et bagages; Godefroy Charon et Michel Frigo à trois mois de prison; et renvoie d'accusation Michel-François Cutemelle (1).*

Sur la question de savoir si Antoine-Louis Regnac, Godefroy Charon, Michel Frigo et Michel-François Cutemelle, tous quatre soldats français au bataillon de Saint-Antoine, qui ont reçu de leur section chacun 400 livres, pour leur enrôlement, sont coupables de désertion dans l'intérieur de la République, à l'aide d'un faux passeport dont Antoine-Louis Regnac a été trouvé porteur.

Considérant qu'il est prouvé au procès :

1<sup>o</sup> Que lesdits Regnac, Frigo, Charon et Cutemelle ont abandonné les drapeaux de la liberté;

2<sup>o</sup> Que le passeport dont Regnac a été trouvé nanti pour favoriser leur évasion, est évidemment faux.

Considérant qu'il est également prouvé au procès que ledit Regnac est la cause de la fabrication dudit passeport, et que d'après la déclaration de Godefroy Charon, insérée au procès-verbal du conseil de discipline tenu à Tours, c'est ledit Regnac qui en est l'auteur.

Considérant que ledit Regnac désertait avec armes et bagages.

En ce qui touche Michel-François Cutemelle, considérant la faiblesse de son âge, la commission dit qu'il n'y a pas lieu à inculpation contre lui, et qu'il sera à l'instant mis en liberté, à la charge par lui de se rendre chez le commissaire des guerres pour rejoindre son bataillon, sinon et à faute de ce faire, il sera regardé comme déserteur et puni de mort, conformément à la dernière loi.

En ce qui concerne Godefroy Charon et Michel Frigo :

Considérant qu'ils paraissent n'avoir déserté qu'à l'instigation d'Antoine-Louis Regnac, la commission militaire déclare qu'ils sont coupables, mais excusables; et en exécution de la loi du 12 mai 1793, titre 6, article 15, portant : « si le juré déclare que l'accusé est excusable, le tribunal prononcera la peine de discipline résultante du procès porté devant lui. »

Et encore en exécution de la loi sur la discipline militaire.

La commission militaire condamne Godefroy Charon et Michel Frigo à trois mois de prison.

Et à l'égard d'Antoine-Louis Regnac, la commission déclare qu'il est convaincu de désertion avec armes et bagages dans l'intérieur de la République, à la faveur d'un faux passeport dont il est l'auteur.

Et en exécution de ladite loi du 12 mai, titre 1<sup>er</sup>, article 2, portant : « Tout militaire qui désertera avec armes, chevaux et bagages dans l'intérieur de la République sera puni de 10 ans de fers; et dans le cas où il serait convaincu de vol fait à la troupe, de quelque nature qu'il soit, il sera puni de 15 ans de fers. »

La commission militaire condamne Antoine-Louis Regnac à 10 ans de fers.

Et sera préalablement dégradé et exposé aux regards du peuple pendant 6 heures.

Ordonne que le présent jugement sera imprimé et affiché.

Ainsi prononcé d'après les opinions par Pierre-Mathieu Parein, président; François Millier, François Laporte, Antoine Félix, et Jean-François-Julien Marcellin, tous membres de la commission militaire établie près l'armée des côtes de La Rochelle, par les représentants du peuple français, en séance publique tenue à Saumur, le 1<sup>er</sup> septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, et le premier de la mort du tyran.

Signé au registre : PAREIN, président; MILLIER, LAPORTE, FÉLIX et MARCELIN; HUDOUX, secrétaire.

Adresse des Jacobins de Neuville-sur-Saône.

Ils demandent qu'au lieu de salarier des charlatans en habit violet, on établisse des spectacles dont les acteurs payés par la nation, entretiennent

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 693.



**dront dans l'âme des sans-culottes l'amour sacré de la patrie.**

Insertion au « Bulletin » (1).

*Suit l'adresse des Jacobins de Neuville-sur-Saône (2) :*

*Adresse des Jacobins de Neuville-sur-Saône, à la Convention nationale.*

« Législateurs,

« Vous avez donné au peuple français une constitution qui fera son bonheur et l'admiration de l'univers. Ce code immortel reconnaît solennellement l'égalité. Cependant, architectes d'un si bel ouvrage, vous décrétiez que parmi ces hommes que la philosophie repousse il y en aura de crossés et mitrés. Soyez donc conséquents, faites disparaître des dignités dangereuses à la liberté; et, au lieu de salarier des charlatans en habit violet, établissez des spectacles, dont les acteurs, payés par la nation, entretiendront dans l'âme des sans-culottes, l'amour sacré de la patrie. Eh! pourquoi n'imiterions-nous pas Rome dans ses beaux jours de gloire, le citoyen y trouvait des théâtres (payés par le gouvernement) où il allait écouter l'histoire des hommes qui avaient bien mérité de la patrie, son âme s'électrisait, il devenait un héros.

« Représentants, le souverain arma vos mains d'une cognée réformatrice, pourquoi n'a-t-elle pas encore porté le dernier coup à ce chêne antique dont les racines dévorent la terre et la cime prétend gouverner les cieux. Ne différez plus, frappez cette plante vénéneuse qui corrompt tout ce qui l'approche. Craindriez-vous de donner le coup de mort à cette corporation qui, depuis tant de siècles, fait cause commune avec les despotes pour opprimer les peuples. Il est temps que ces cafards hypocrites ne jouissent plus du privilège exclusif de brûler notre encens. Un père ne peut-il donc pas être le prêtre de la famille. La déesse que nous adorons ne rejettera pas les hymnes patriotiques.

Neuville-sur-Saône, le 29 septembre 1793, l'an II de la République française, démocratique une et indivisible.

(Suivent 71 signatures.)

Deux adresses des membres de la Société populaire de l'Orient. Dans l'une, ils demandent la prompte exécution des lois qui doivent anéantir ces monstres de l'agiotage, de l'accaparement, de l'infâme royalisme, du stupide fédéralisme; sublime montagne, s'écrient-ils, rocher saint qui as fourni les matériaux du temple du bonheur français, reçois nos hommages! sois toujours inaccessible aux orages qui s'élèvent contre toi.

Dans l'autre, ils appellent contre les traîtres toulonnais toutes les vengeances nationales.

Insertion au « Bulletin » (3).

*Suit le texte de la première adresse d'après la minute des Archives nationales (1) :*

Lorient, le 13 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Législateurs,

« Tous les genres d'aristocratie réduits aux convulsions de l'agonie luttent encore audacieusement, mais en vain, contre leur destruction prochaine.

« La calomnie, la trahison, le meurtre, l'incendie, le poison, tout est employé pour anéantir, s'il était possible, notre République naissante. Les nombreux ennemis du peuple français, dans les excès de leur rage expirante, ont perdu tout sentiment de loyauté. Nous ne demandons pas que vous usiez de représailles, nous abhorrons trop leur crime, ils révoltent la nature.

« Nous vous demandons, Montagnards intrépides, la prompte exécution des lois qui doivent anéantir les monstres de l'agiotage, de l'accaparement, l'infâme royalisme, le stupide fédéralisme. Vous vous occupez des grandes mesures nécessaires à la destruction de ces monstres; nous vous en remercions sincèrement, mais rappelez-vous que les instants sont précieux et que les ennemis du peuple veillent sans cesse.

« Sublime montagne, rocher saint qui as fourni les matériaux du temple du bonheur français, reçois nos hommages. Sois toujours inaccessible aux orages qui s'élèvent contre toi.

« Législateurs, nos maux sont grands, mais sous votre égide la République ne peut périr! Abandonneriez-vous votre ouvrage à des mains inconnues auxquelles le fédéralisme, le royalisme réunis se promettent peut-être de confier les rênes du gouvernement! Non, vous resterez au poste où la confiance nationale vous a placés jusqu'aux jours heureux où il ne nous restera plus d'ennemis à vaincre.

« C'est vous qui devez conclure une paix glorieuse et honorable avec nos ennemis de l'extérieur; c'est vous qui devez nous faire justice de ceux de l'intérieur, et vous ne tromperez pas notre attente.

« Les membres du comité de correspondance.

« CAMPBAS, secrétaire; DEFOSSÉ, secrétaire;  
L. J. OLLIVIER fils, président. »

*Suit le texte de la deuxième adresse d'après la minute des Archives nationales (2) :*

« Lorient, le 13 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Législateurs,

« Un grand crime est consommé, Toulon est au pouvoir du perfide anglais. L'infame trahison qui a livré à notre plus cruel ennemi une partie de nos forces navales nous a glacés d'horreur.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 43.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 43.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

(2) Ibid.

« Périssent tous les traîtres et leurs complices; vengeance, vengeance, législateurs.

« Toulon, ville infâme, l'opprobre de l'univers, ainsi que tes vils séducteurs, tu ne jouiras pas longtemps du fruit de ta scélératesse. Des milliers de français républicains vont laver dans le sang de tes lâches habitants le forfait dont tu as souillé le sol de la liberté.

« Que tes maisons s'écroulent sur tout ce qui respire dans ton enceinte, s'engloutissent sous la terre qui te porte; que les flots qui battent tes murs, après t'avoir détruite de fond en comble, abandonnent ton rivage; que tous les éléments sensibles à notre indignation s'unissent pour ta destruction totale.

« Que ton nom, l'exécration des races futures, soit déchiré sur toutes les pages de l'histoire de la République française.

« Sur les rochers qui t'environnent seront, encore, gravés ces mots : *Toulon ouvrit son port aux satellites du tyran d'Angleterre, et trahit la cause de la liberté et de l'égalité.*

« Voilà nos vœux, législateurs, Toulon doit disparaître pour jamais du sol de la République; notre industrie réparera la perte immense que nous faisons.

« Tous les malheurs réunis n'abattront jamais le courage des républicains qui vous écrivent. Comptez sur eux, ils seront inébranlables.

« Les membres du comité de correspondance,

« CAMPBAS, secrétaire; DEFOSSÉ, secrétaire;  
L.-J. OLLIVIER fils, président. »

Lettre de Maure, représentant du peuple dans le département de l'Yonne, il fait passer à la Convention le compte de la situation administrative de ce département, d'où il résulte qu'il n'y a pas une seule affaire arriérée.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre de Maure (2) :

Maure, représentant du peuple dans le département de l'Yonne, au citoyen Président de la Convention nationale.

« Auxerre, le 11 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Arrivé dans le département de l'Yonne, citoyen Président, j'ai demandé à l'Administration le compte de sa situation administrative, je le mets sous les yeux de la Convention. Elle y verra avec satisfaction que tout est au courant, qu'il n'y a pas une seule affaire arriérée et qu'elles sont terminées d'une séance à l'autre. Les affaires générales n'ont pas été expédiées avec moins d'activité; 80 arrêtés, pris depuis le 24 novembre dernier, en ont accéléré l'exécution. Mon collègue Ichon trouvera en arrivant les dispositions déjà prises pour l'exécution de la levée des chevaux et équipement décrétés.

« MAURE aîné. »

Suit le compte rendu de la situation administrative du département de l'Yonne (1) :

Les administrateurs du département de l'Yonne, au citoyen Maure, représentant du peuple dans le département de l'Yonne.

Auxerre, le 19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen,

« A notre entrée à l'Administration, le 24 novembre dernier, nous avons trouvé les bureaux surchargés d'affaires, des requêtes et pétitions qui avaient plus de trois ans de date n'étaient pas encore répondues, et nos administrés demandaient justice. Nos premiers moments ont été consacrés à la leur rendre, et au jour où nous vous écrivons, il ne nous reste pas une seule affaire en cours. Nous avons soin de terminer d'une séance à l'autre celles qui nous sont adressées par les districts. Quant aux affaires générales, vous verrez, citoyen, par les arrêtés que nous avons pris, qu'aucune n'est en souffrance. La vente des domaines nationaux et des émigrés, le recouvrement des contributions publiques, la libre circulation des subsistances, les recensements de grains et l'approvisionnement des marchés, l'état civil des citoyens, la rentrée des billets de confiance, la conservation des propriétés nationales et particulières, la suppression des signes de la féodalité; les intérêts de l'agriculture et du commerce, la gestion des établissements publics; l'instruction publique, les secours de bienfaisance, les mesures de salut public; la levée des généreux défenseurs de la patrie, et les secours à accorder à leurs parents.

« Tels sont les objets qui ont occupé successivement nos instants. 80 arrêtés généraux consacrent les sentiments qui nous ont animés dans notre carrière administrative, et vous verrez que nous n'avons négligé aucune occasion de propager les vertus républicaines et de combattre dans leurs derniers retranchements le fédéralisme et l'aristocratie. Nous ne trouvons pas toujours dans les districts et les municipalités le zèle et l'activité que nous avons droit d'espérer d'elles, et pour vous mettre à portée d'en juger, nous vous ferons passer successivement la situation des affaires générales et l'arrêté qui a été pris pour la prochaine session. Cet arrêté, avec les résultats que nous vous mettrons sous les yeux, vous feront connaître la situation tant de l'Administration du département que des administrations de district, et vous aideront à faire vos observations à ces dernières, lorsque vous vous rendrez auprès d'elles. Nous aimons à croire que votre présence excitera leur émulation et que vous les engagerez à seconder d'une manière plus active nos intentions pour le maintien de la chose publique.

« Signé : BROTON, C. DECOURT, vice-présidents et BONNEVILLE, secrétaire général.

« Pour copie conforme :

« MAURE aîné. »

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 44.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 693.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 693.



Adresse du citoyen Jean Poubelle, qui offre en don patriotique la première année d'une pension de retraite de 240 livres, qui vient de lui être accordée pour prix de ses services militaires.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit l'adresse du citoyen Jean Poubelle (2) :

« Citoyen président,

« Je soussigné vous remontre qu'en l'année 1759, le 30 janvier, il fut pourvu d'une place de cavalier-trompette dans la ci-devant maréchaussée à la résidence de Caen. À la suppression de ce même corps, il s'est trouvé lui-même supprimé, après avoir été attaché à son corps pendant environ 30 ans, et âgé de bientôt 63 ans, il a donné son placet au ministre étayé des signatures de tous ses officiers, tant anciens que nouveaux, qui ont attesté son civisme et sa bonne conduite dans son corps. À ces considérations, le ministre vient de lui accorder une retraite de 240 livres qui est due à tout individu de ce corps. Cet ordre est adressé au département du Calvados pour me la faire toucher.

« Mais je vous demande en grâce de la recevoir en don patriotique; que cette somme soit versée sur l'autel de la patrie, ma première année de 240 livres, pour aider aux frais de la guerre. J'expédierai la quittance au payeur, comme vous me l'ordonnez à ce sujet, comme si je la recevais. C'est un petit don qu'un pauvre père de famille fait à sa patrie à l'âge de 63 ans, qui est la première année du bienfait en récompense à un vrai patriote, autorisé par nos dignes représentants, qui ne cesse de faire des vœux pour leur conservation.

« Présenté l'an II de la vraie République française une et indivisible ou plutôt la mort, votre vrai concitoyen,

« Jean POUBELLE, ci-devant cavalier-trompette de la maréchaussée de Caen, à la présidence, rue des Petites-Murailles, n° 3.

« A Caen, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, II de la liberté.

Lettre du citoyen Yvon, substitut du procureur de la commune de Saint-Etienne, il fait passer à la Convention nationale le procès-verbal de tout ce qui s'est passé dans cette ville, pendant qu'elle a été infectée des contre-révolutionnaires lyonnais, et prie la Convention de rester à son poste jusqu'à l'entier anéantissement de nos ennemis.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (3).

Suit la lettre du citoyen Yvon (4).

« Saint-Etienne, chef-lieu de district, département de Rhône-et-Loire, ce 18 septembre 1793, l'an II de

la République française, une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Je vous fais passer le procès-verbal des événements arrivés dans notre ville pendant tout le temps que la force armée lyonnaise y a séjourné, c'est-à-dire depuis le 12 juillet dernier, jusqu'au 28 août suivant, époque à laquelle l'énergie vraiment républicaine des sans-culottes de cette cité a brisé nos fers. Vous verrez sous quelle tyrannie nous avons gémé pendant ce temps. En recouvrant notre liberté, nous nous sommes empressés d'en faire un digne usage. Les citoyens Dubois-Crancé et Gauthier ont été à l'instant instruits par le Conseil général de la commune de l'heureuse révolution qui venait de s'opérer ici. Bientôt nos concitoyens, enflammés par la présence et les invitations patriotiques du citoyen représentant Claude Javogue, ont concouru à l'avantage de purger la ville de Montbrison des muscadins de Lyon qui s'y étaient réfugiés. Maintenant ils partagent la gloire de poursuivre ces fédéralistes jusque dans leurs derniers retranchements. Les grands succès que nos armées obtiennent chaque jour, dus à des prodiges de valeur, ne permettent pas de douter que bientôt ces rebelles rentreront dans le devoir ou qu'ils seront vaincus.

« Citoyens législateurs, c'est par vos travaux infatigables et par votre grande énergie que nous triomphons dans tous les points de la République. Achetez votre ouvrage, ne quittez votre poste que lorsque nos ennemis seront pulvérisés et que nous pourrions jouir des bienfaits de la constitution que vous nous avez donnée, qui assure notre liberté et notre bonheur sur des bases immuables, ce dont jouiront bientôt tout le peuple policés.

« Salut et respect pour vos décrets.

« Le substitut du procureur de la commune de Saint-Etienne.

« YVON. »

Procès-verbal (1).

Je soussigné, Jean-François Yvon, substitut du procureur de la commune de Saint-Etienne, chef-lieu de district, département de Rhône-et-Loire, chargé de rédiger le procès-verbal des événements arrivés en cette ville pendant le séjour de l'armée lyonnaise, jusqu'au vingt-huit dernier, époque à laquelle elle en a été expulsée, y ai procédé de la manière suivante :

Le sept juillet dernier, il arriva dans cette ville un détachement de cinquante dragons. Les citoyens ignorant le motif de leur arrivée s'adressèrent à la séance du Conseil général de la commune du même jour, pour en être instruits. Le maire fit réponse que la municipalité n'avait point requis ces dragons et qu'elle ignorait la cause de leur arrivée.

Le lendemain huit, le maire donna sa démission.

Le neuf, les sections s'assemblèrent et nom-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 44.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 44.

(4) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

mèrent des commissaires pour l'engager à revenir à son poste, sa démission n'ayant pas été acceptée.

Le dix dudit mois de juillet, l'on entendit dire qu'une force armée de quinze cents hommes, avec quatre pièces de canon et quatre caissons de munitions étaient sortis de la ville de Lyon et s'acheminaient sur Saint-Etienne. A l'instant la générale bat, les citoyens se mettent sous les armes, des députations arrivées de Saint-Chamond confirment ce bruit; une première députation de Saint-Etienne est envoyée pour s'assurer de la vérité des faits; elle part à deux heures de relevée. De nouvelles députations arrivent de Saint-Chamond, elles assurent que la force armée était à Rive-de-Gier, qu'elle devait se rendre à Saint-Chamond, et de là à Saint-Etienne. A l'instant la municipalité qui s'était assemblée avec deux représentants du peuple, les citoyens Noël Pointe et Lesterpt-Beauvais, et les membres du directoire du district, tous arrêtent que la moitié des citoyens qui étaient sous les armes partiraient jusqu'à Saint-Chamond. Quatre commissaires pacificateurs chargés d'engager l'armée lyonnaise à se retirer et d'éviter les effusions de sang, furent nommés. L'un d'eux était le citoyen Lesterpt-Beauvais qui offrit de se charger de la mission.

Le détachement sortit de Saint-Etienne à huit heures et demie du soir. Le citoyen Lesterpt-Beauvais, en partant, défendit au directoire du district et à la municipalité de livrer aucune arme des dépôts publics, en leur déclarant qu'il les en rendait responsables. Le détachement arriva à Saint-Chamond à minuit et demie; le citoyen Lesterpt-Beauvais et les autres commissaires continuèrent leur route jusqu'à Rive-de-Gier où était l'armée lyonnaise. A quatre heures du matin le citoyen Lesterpt-Beauvais et les autres commissaires vinrent rejoindre le détachement de Saint-Etienne étant à Saint-Chamond, qui fut très peu renforcé par la garde nationale de Saint-Chamond.

Ces commissaires exposèrent au détachement que l'armée lyonnaise étant forte de 1,500 hommes avec de l'artillerie, il ne convenait pas de lui résister, que d'ailleurs l'armée lyonnaise n'avait point de vue hostile, ainsi qu'on le leur avait assuré, et que son intention était de venir fraterniser. Obligé de céder à la force, le détachement fit sa retraite sur Saint-Etienne. Dans cet intervalle plusieurs particuliers étant venu annoncer que l'armée lyonnaise avait passé Saint-Chamond, qu'elle s'approchait de Saint-Etienne, beaucoup de citoyens manquant d'armes et de munitions, l'on renonça au projet de résister.

Le maire était rentré à la commune le dix juillet à neuf heures du soir. Le lendemain onze, il y revint et accompagné de plusieurs autres membres de la commune, ils furent au-devant de l'armée lyonnaise, ils marchèrent jusqu'à Saint-Chamond où elle était arrivée; au retour ils rapportèrent que cette armée avait annoncé qu'elle n'avait point de mauvaises intentions.

Le lendemain douze, à huit heures du matin, elle entra à Saint-Etienne. Depuis cet instant les vexations de tout genre que cette armée a fait éprouver aux citoyens de Saint-Etienne, sont au delà de toute expression. Le premier acte qu'ils se permirent à leur arrivée fut d'aller dans les lieux où se tenaient les sociétés populaires, de s'emparer de tous les registres et papiers qu'ils y trouvèrent et de casser tout ce qui tom-

bait sous leurs mains; ils se portèrent jusqu'à briser les bancs, les chaises, les marmites et écuelles dont on se servait pour donner un repas aux pauvres le jour qu'ils faisaient leur première communion.

Les particuliers qui se disaient commissaires civils de cette armée, du nombre desquels était Biroteau, membre de la Convention nationale, se transportèrent à la commune et dans toutes les sections pérorèrent contre la Convention nationale, les membres les plus reconnus par leur patriotisme et cela dans la vue de rompre l'esprit public à Saint-Etienne.

Les gardes nationaux composant l'armée lyonnaise se répandaient par bandes dans les différents quartiers de la ville de Saint-Etienne, affectant de passer plusieurs fois le jour dans toutes les rues, et notamment dans la section de l'Union, attendu que cette section n'avait pas voulu nommer des membres à la prétendue commission républicaine et de Salut public ée à Lyon. Les propos qu'ils tenaient contre tout ce qui était patriote étaient des plus scandaleux, ils affectaient surtout de crier et de forcer à crier le pistolet à la main : *A bas la Convention, à la guillotine Marat, Danton et Noël Pointe, et les sans-culottes baisseront au cul des grandes culottes.* Dans le même temps, des arrestations arbitraires étaient faites. Les citoyens Dulac, curé, Fonjot, officier municipal et Louis Philibert, notable, trois patriotes zélés furent arrêtés le treize juillet, conduits au corps de garde où ils restèrent jusqu'au lendemain quatorze, à deux heures de relevée qu'on les relâcha à force de sollicitation.

Des visites domiciliaires étaient faites chez une foule d'autres citoyens, dont tout le crime était d'être ardents patriotes et qui, ayant été assez heureux que de prendre la fuite furent désarmés.

Le citoyen Joannot, l'un des citoyens de cette commune connu pour un bon patriote, a été arrêté à Lyon, où il est détenu.

Le citoyen Antoine Desvernay l'aîné, ancien maire de Saint-Etienne, a été également arrêté d'une manière arbitraire dans sa maison de campagne près de Saint-Etienne, et conduit nuitamment à Lyon dans les prisons, où il est aussi détenu.

Le citoyen Noël Pointe, représentant du peuple français, patriote, également recommandable, qui avait été aussi arrêté à Lyon, et dont on avait gardé les pouvoirs en le relâchant, sur les vives réclamations de la commune de Saint-Etienne qui offrit de se constituer en otage pour qu'on lui rendit la liberté, a été également obligé de quitter cette ville à cause des vexations qu'il éprouvait de la part de la force armée lyonnaise.

Les armes qui se trouvaient dans cette ville, si nécessaires pour la défense de la République étaient sans doute le principal objet de cette force armée, elle s'est en effet approvisionnée d'une très grande quantité de fusils. Pour ne pas être troublée dans l'exécution de ce projet, un soir, sur les neuf heures, la caisse battit, les citoyens de cette ville furent requis de se retirer chez eux. Les soldats de la force lyonnaise furent invités de se rendre sur la grande place, les armes furent prises dans les dépôts publics, et sous l'escorte d'une force armée, envoyées à Lyon.

Rien n'était respecté par les soldats de cette armée; lorsqu'ils voulaient des chevaux, ils al-



laient chez les citoyens, et, le pistolet sur la gorge, se les faisaient donner.

Le vingt-huit août dernier, ces hommes féroces ont porté l'atrocité à son comble. Dès les dix heures du matin, ils firent des patrouilles à pied et à cheval dans toutes les parties de la ville, en disant que les bons citoyens se rendent en armes sur la place, en parlant de ceux qu'ils croyaient être de leur parti, et que les autres se retirent chez eux. Ils faisaient fermer portes et fenêtres, et sans même attendre que les citoyens eussent le temps de se retirer, ils leur tiraient dessus avec des fusils et pistolets : plusieurs citoyens de cette ville ont eu le malheur de périr ; plusieurs autres ont été blessés.

La juste indignation du peuple a été portée au dernier degré. D'un mouvement spontané, ceux qui n'avaient point d'armes, pressés par le besoin, sont allés dans un magasin public appelé la Pièce ronde, où ils se sont armés des vieux fusils qui s'y trouvaient, dont la plupart avaient besoin d'être réparés.

Dans cette attitude le peuple s'est mis en état de défense, et l'armée lyonnaise craignant l'arrivée de nos frères de Rive-de-Gier (qui vinrent le lendemain avec un détachement de dragons fraterniser avec nous) a pris la fuite à Montbrison.

Avant de partir les satellites lyonnais ont enlevé deux de nos pièces de canon, cassé les anches et le bouton et mis en pièces leurs affûts, ils ont jeté dans un puits les boulets et mitraille qu'ils ne purent pas emporter.

Ils ont emmené avec eux plusieurs citoyens de cette ville, dont quelques uns parvinrent à s'échapper au sortir de la ville.

Les citoyens Praire Royet, maire, Peurière, Legouvé, Long, officiers municipaux de cette commune ; Molle l'aîné, chef de légion ; Desjardins, sous-adjutant de légion, Praire Nezieu, commandant de bataillon, et plusieurs autres citoyens de cette ville sont aussi partis avec eux. En partant il y a eu trois coups de canon de tirés de la part de l'armée lyonnaise, à boulets, de la grande place, à la chapelle de Sainte-Barbe où l'on sonnait le tocsin. Il y a eu ensuite une fusillade dans toute la ville, depuis deux heures jusqu'à cinq heures du soir, et l'armée lyonnaise arrivée à la hauteur du lieu du Coin, il y a eu là encore sept coups de canon de tirés de sa part à mitraille et à boulets, et une fusillade sur les patriotes qui s'y étaient portés pour s'opposer à l'enlèvement de deux pièces de canon du calibre de quatre, qui ont été emmenées. Avec la fuite des Lyonnais, le trouble a cessé. Depuis cet instant, le peuple a repris ses travaux journaliers, les personnes et les propriétés sont respectées, le calme le plus parfait règne maintenant.

Comme tout ce qui a pu être fait dans cette commune pendant le séjour de l'armée lyonnaise, est le fruit de la violence, contraire à l'intérêt de la République et à celui de la ville, je fais à cet égard toutes mes protestations. Dont et du tout j'ai dressé le présent procès-verbal pour être envoyé à la Convention nationale, et partout où besoin sera pour être pris, par les représentants du peuple, le parti qu'ils jugeront convenable, et pour que les délits aussi graves commis par de pareils brigands ne demeurent pas impunis.

YVON, substitut du procureur de la commune.

Adresse du 3<sup>e</sup> bataillon du Cantal, en garnison à l'île d'Aix. Il invite la Convention nationale à ne quitter son poste que lorsqu'elle aura forcé les tyrans coalisés à s'humilier devant la majesté nationale et à reconnaître la nouvelle trinité des Français : la République, la Convention et la Montagne.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du 3<sup>e</sup> bataillon du Cantal (2).

Adresse du 3<sup>e</sup> bataillon du Cantal, en garnison à l'île d'Aix, à la Convention nationale.

« Citoyens représentants,

« En donnant à la France une constitution républicaine qui fait le désespoir des malveillants, vous avez éteint le flambeau de la guerre civile allumé par les infâmes Buzot, Vergniaud, Brissot, etc. (Le glaive de la loi s'appesantira, sans doute, sur leurs têtes criminelles). Mais, ce n'est point assez ; une foule d'ennemis intérieurs déchire le sein de la République. L'indulgence, ou plutôt l'impunité, leur a donné de l'audace. Leurs forfaits exigent une justice prompte et sévère. Vous avez décrété une armée révolutionnaire qui s'organise bien lentement. Cette mesure est salutaire, sans doute, mais elle est défectueuse ; le délai que l'on donne au coupable ne lui sert qu'à préparer de nouveaux crimes, ou à se soustraire au supplice. Qu'au même instant, dans toutes les parties du territoire français, les têtes des ennemis de la liberté soient abattues : voilà le seul moyen de sauver la République.

« Et vous, Montagne sainte, qui avez tout fait pour le bonheur des Français, soyez toujours la sentinelle vigilante de la République, et n'abandonnez votre poste qu'après avoir forcé les tyrans coalisés à s'humilier devant la majesté nationale, et à reconnaître la nouvelle trinité des Français : la République, la Convention et la Montagne. Vous trouverez là les limites de vos travaux et de vos pouvoirs ; mais vous ne trouverez jamais celles de la reconnaissance de tous les Français.

(Suivent 125 signatures.)

« Ceux qui n'ont su signer ont adhéré à l'adresse et l'ont approuvée dans son contenu.

« Certifié :

« MIQUEL, commandant en chef. »

Adresse du procureur syndic de Corbeil. Il invite la Convention nationale à rester à son poste, et demande le renouvellement des corps administratifs.

Insertion au « Bulletin » (3).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 44.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 44.

*Suit l'adresse du procureur syndic du district de Corbeil (1).*

*Cor, procureur syndic du district de Corbeil, aux citoyens président et membres, députés à la Convention nationale.*

District de Corbeil, l'an II de la République française une et indivisible, le 4 du 10<sup>e</sup> mois.

« Citoyens législateurs,

« Et moi aussi, je vous invite de tout mon cœur à rester à votre poste, jusqu'à ce que la République soit stablement consolidée, et que les projets liberticides de nos ennemis extérieurs soient déjoués.

« Je demande aussi que les corps administratifs et municipaux soient épurés très promptement; mais je vous observe, à l'égard de ces derniers, qu'une réflexion a échappé à la sainte Montagne et aux patriotes avec lesquels je me flatte de faire *bis*, la voici : En donnant à vos collègues envoyés dans les départements le pouvoir *illimité* d'opérer ces renouvellements totaux ou partiels; s'ils ne consultent que l'esprit des habitants des villes où siègent les départements et les districts, malgré votre bonne intention et la leur, ils sont assurés de commettre des injustices ou de donner dans l'arbitraire : il est une vérité d'expérience qui le prouve, c'est que les citadins, en grande partie muscadins des villes ont eu l'art jusqu'à ce jour (depuis 1789) par leur grand nombre d'électeurs coalisés, de se faire élire aux places, soit dans ces corps administratifs ou municipaux, soit dans les sociétés populaires; ils ont fait, depuis cette époque, une guerre à mort au peu de vrais patriotes extraits de chaumières de campagne, qui (comme moi) malgré leurs cabales, ont été portés en place par la confiance; d'où il est résulté une rivalité funeste à ces derniers, au point de n'oser étaler tous leurs talents et leurs vertus sans encourir le risque d'être *Maratisés*.

« D'après cela, législateurs, je vous laisse à juger des nouveaux choix, dans lesquels le souverain et les administrés auront été comptés pour rien; j'en appelle à preuve, ceux que viennent de faire les représentants Lacroix et Musset au département de Seine-et-Oise (dans cette ville, ci-devant séjour de cour, ainsi que sa voisine, dans laquelle le petit nombre de patriotes combat contre le royalisme). Ils viennent (je veux croire) sans le savoir, de remplacer des déviants à la Révolution par des hommes rejetés de l'administration en septembre 1792 qu'aucun électeur campagnard ne voulait, en sa conscience, réélire malgré la cabale de Versailles et Saint-Germain et les listes (dans lesquelles étaient leurs noms) que leurs amis savaient maladroitement nous distribuer; (à nous autres sans-culottes). N'importe si des subalternes, épiciers et autres des capets, peuvent effacer les forfaits du bâtarde de Condé et du financier du ci-devant *Monsieur*, élu en septembre 1792 (contre le vœu des électeurs extraits de chaumières) pourvu que cinq à six cents de nos

délibérations demeurées dans les cartons du département en sortent promptement, et que nos petits créanciers d'émigrés puissent obtenir leur liquidation pour avoir du pain.

« Je le répète, législateurs, prononcez, je vous prie le renouvellement légal des corps administratifs, quoique j'en sois membre, je le désire ardemment, au risque de reprendre ma chère houlette à scandale devant les yeux des muscadins. Je vous fais, d'ailleurs, ma profession de foi; si par hasard un de vos collègues ou les élus de mes commettants me réintégraient, je leur en demanderais sursis jusqu'à l'entière élection de mes collaborateurs, pour accepter ou non; trop longtemps j'ai senti qu'un fardeau, joyeux pour douze, était accablant pour le dos d'un seul ou de deux au plus.

« Salut républicain et fraternel de votre concitoyen,

*Le procureur syndic du district de Corbeil,*

« COR. »

*Lettre du procureur de la commune de Soye, district de Beaune; il fait passer à la Convention nationale une proclamation du conseil général de cette commune, relativement à la levée des jeunes gens en réquisition.*

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre du procureur de la commune de Soye (2).*

*Au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Soye, district de Beaune, département du Doubs, 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Cette commune, dont je suis procureur, a vu, avec le plus grand plaisir, l'acte de justice que la Convention a rendu à l'égard de Louis Capet. elle a en horreur la royauté et tous ses vils attributs; elle a adhéré aux fameuses journées des 31 mai et jours suivants; elle est toujours prête à la première réquisition, et quoique très petite en nombre, elle monte la garde de jour et de nuit et a déjà conduit à la gendarmerie 300 déserteurs volontaires; en un mot, elle respecte la loi, de cette manière qu'elle aimera mieux mourir en la défendant que de voir souiller la terre sainte et sacrée de la liberté.

« Agréez, citoyen Président, la proclamation de la commune de Soye, de laquelle vous ferez part à la Convention, et suis républicainement avec fraternité,

*Le procureur de la commune de Soye,*

« BURON. »

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 712.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 45.  
(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 702.



## PROCLAMATION (1).

*Le conseil de la commune de Soye, à ses concitoyens.*

Citoyens,

Les despotes, les tyrans, les rois, la noblesse, le clergé, enfin toute l'Europe sont coalisés et ont juré notre perte, et désirent nous anéantir au moment où notre liberté devient chancelante. Quoi! vous voudriez voir cette noblesse insultant à la nature, vous enlever noblessement ce que vous avez de plus précieux, c'est-à-dire vos droits les plus sacrés, en réusurpant ce que la raison leur refuse! Nous verrions de nouveau un clergé abominable et fanatique échanger le spirituel contre du temporel, semant partout la division, corrompant, séduisant l'ignorant pour lui aider à réussir plus facilement dans ses manœuvres liberticides, et engendrant plus rapidement les fléaux que le fanatisme pourrait produire! Quoi! nous verrions régner parmi nous un roi, un tyran pour nous rendre esclaves et nous jeter de nouveau dans les abîmes du plus honteux avilissement, pour être plongés, pendant que nous serons sur la terre, dans les calamités les plus affreuses! Nous nous verrions enlever ces dons de la nature, la liberté conquise par tant d'efforts, l'égalité sainte et sacrée qui nous fut donnée en sapant le fil des jours de Capet et en faisant tomber la tête du dernier de nos rois, et finalement, la fraternité, l'unité et l'indivisibilité de la République française, que nous jurons de maintenir.

Non, citoyens, non, nous nous ensevelirons plutôt sous les débris de la patrie, et fidèles à nos serments, nous mourrons libres, républicains et indépendants.

Jeunes élèves, qui voulez acquérir de l'honneur et de la gloire, ah! courez aux armes, la patrie est en danger; vous vaincrez ces nouvelles phalanges et ne laisserez pas périr cette patrie que nos généreux défenseurs s'efforcent de sauver, de concert avec eux, vous les terrasserez, ces despotes, et ils tomberont sous vos coups, et soyez sûrs qu'en attendant votre retour heureux, nous serons fermes et inébranlables à nos postes, en y bravant la mort, affrontant les périls, soutenant vos propriétés, et vous assurant les récompenses que vous mériterez alors.

Fait en conseil général en la maison commune, à Soye, à la séance publique et permanente du 10 août 1793, l'an II de la République française une et indivisible. Et après lecture, les membres présents ont signé, ainsi que les officiers de la garde nationale, en déclarant que la présente proclamation sera lue, publiée et affichée partout où besoin sera; qu'au surplus elle sera imprimée pour en distribuer les exemplaires en toute notre commune, afin de l'éclairer sur les circonstances présentes.

*(Suivent 20 signatures.)**Pour copie conforme :*

ROUSSEL, secrétaire-greffier.

Adresse des sans-culottes de la Société popu-

laire de Lisieux; ils remercient la Convention de ses décrets contre les accapareurs, et les gens suspects. Ce sont, disent-ils, de vraies victoires.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit l'adresse des sans-culottes de la Société populaire de Lisieux (2).**Aux citoyens représentants du peuple à la Convention.*

Le 18 du 1<sup>er</sup> mois de la 2<sup>e</sup> année de la République une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Qu'ils sont grands, qu'ils sont rapides vos travaux, depuis que dégagés des membres ambitieux et perfides qui les entravaient, vous vous occupez librement, braves et courageux montagnards, du bonheur de la République.

« Les décrets contre les accapareurs, contre les gens suspects, pour le maximum, sont de vraies victoires pour son affermissement. Mais, citoyens, il faut rendre son salut imperturbable, et vous seuls en êtes capables. Nous nous flattons donc que vous continuerez d'occuper un poste que vous ne pourriez abandonner sans abandonner la République.

« Les sans-culottes de la Société populaire de Lisieux. »

*(Suivent 68 signatures.)*

Adresse des membres du conseil d'administration du 2<sup>e</sup> bataillon de la légion des Ardennes; ils recommandent à la Convention la veuve du citoyen Duchesne, capitaine dans ce bataillon, tué le 5 juillet à l'affaire de Châtillon, et jurent guerre aux tyrans, obéissance aux lois et respect à la Convention nationale.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (3).

*Suit un extrait de cette adresse d'après le Bulletin de la Convention (4).*

« Les membres du conseil d'administration du 2<sup>e</sup> bataillon de la légion des Ardennes intéressent la générosité de la Convention en faveur de la veuve Jean-Martin Duchesne, capitaine audit bataillon, tué à l'affaire de Châtillon, le 5 juillet, dans la cinquante-septième année de son âge, et quarante-deuxième de service effectif. Son épouse est réduite, en ce moment, à partager chaque jour une livre et demie de pain de munition et une demi-livre de viande avec son fils, jeune homme recommandable par sa tendresse filiale; lequel est entré au corps avec son père, où il continue de servir avec zèle et probité.

« Ils terminent en jurant guerre aux tyrans,

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 45.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 45.

(4) Bulletin de la Convention du 3<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793).

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

obéissance aux lois et respect à la Convention nationale. »

Mention honorable; renvoi au comité de liquidation.

**Adresse de la municipalité de Saint-Omer :** elle informe la Convention qu'après les affaires de Wormouth, Squelbaque, d'Honscotte, de Bergue et de Dunkerque, on fut obligé de se servir des églises pour placer les blessés qui arrivèrent à Saint-Omer; que la garnison s'empessa d'y porter ses bois de lit et ses matelas, et ne se réserva, que de la paille; que l'on vit courir les habitants, aux portes des églises pour y attendre les blessés, les recevoir dans leurs bras; que le soldat français, le Hessois et l'Hanovrien étaient l'objet de la même sollicitude, et que l'on donnait à tous des consolations et des secours de tout genre; que ce bel exemple d'humanité a été suivi par les communes d'Eperlecque, Roubroque et Morelle.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit l'adresse de la municipalité de Saint-Omer (2).*

*La municipalité de Saint-Omer, à la Convention nationale.*

Saint-Omer, le 28 septembre 1793,  
l'an II de la République française  
une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Les nombreux traits de générosité et d'amour fraternel, dont nous venons d'être les témoins, méritent bien d'être connus de la Convention nationale et de la République entière.

« Après les affaires de Wormouth (3), de Squelbecque (4), d'Honscotte (5), de Bergues et de Dunkerque, un si grand nombre de soldats blessés arrivèrent dans cette ville, que les hôpitaux se trouvèrent trop petits pour les contenir. On employa donc les églises à cet usage si digne d'elles. Nous vîmes alors la garnison y porter ses matelas, ses bois de lit et ne se réserver qu'un peu de paille. Nous vîmes les habitants de cette ville courir en foule aux portes de ces nouveaux hôpitaux, y attendre les blessés, les recevoir dans leurs bras, leur donner des consolations et des secours de tout genre. Là, le soldat français, le Hessois et l'Hanovrien étaient l'objet de la même sollicitude. Il semblait que c'était une même famille dont la nature rassemblait les membres égarés. Toutes celles de ces victimes de la haine des rois pour notre indépendance qui, au moment de leur arrivée ne purent être reçues dans les hôpitaux, furent recueillies dans les maisons des citoyens et traitées avec le plus grand désintéressement. Les actes de bienfaisance furent sans nombre et s'étendirent sur tous les besoins des nombreux hôpitaux, dont l'établissement n'avait pas été

prévu; nous y envoyâmes un grand nombre de chemises, de draps, de coussins, et de vases de toute espèce, que nos généreux concitoyens nous apportaient à l'envi, et s'il nous était impossible de vous dire tout ce qu'ils donnèrent aux blessés en bouillon, vin, rafraîchissements de toutes espèces, nous pouvons vous assurer au moins qu'indépendamment des linges portés directement par eux aux hôpitaux, il fut remis en nos mains, en bandes, compresses et surtout en charpie, plus de onze cents livres pesant, ce qui fait un objet au moins de treize mille six cents livres.

« Il n'y a pas un vieillard, pas une femme, pas un enfant de cette commune qui n'ait travaillé à faire de la charpie. Ce bel exemple d'humanité ne resta pas sans imitateurs; nous eûmes la douce joie de voir les communes des villages d'Eperlecques, de Roubroque (1) et de Moule, remettre en nos mains de nombreux paquets de linge et apporter les vœux de leurs habitants pour la conservation de nos braves défenseurs. Le zèle de nos concitoyens n'a pas été l'ardeur d'un moment; leurs offrandes continuent, quoique chaque jour le nombre des malades diminue sensiblement.

« Vive la République une et indivisible.

(Suivent 15 signatures.)

Nous, officier de santé en chef et employés de l'hôpital militaire de Saint-Bertin, certifions que les habitants de la commune de Saint-Omer se sont comportés à l'égard des blessés avec une fraternité et un désintéressement qui ne se rencontrent que dans l'âme des républicains. Qu'en conséquence la lettre ci-contre contient la plus sincère vérité.

« A Saint-Omer, le 30 septembre 1793, l'an II de la République.

« LESUR, directeur; MAGLOIRE; BANCEL; DE MORY; GOEMEUTE, major; J.-B<sup>te</sup> COMERE; sous-directeur. »

La Société populaire de la commune de Moyrans, district de Saint-Claude, département du Jura, invite la Convention à ne point quitter son poste que les bases du gouvernement ne soient bien affirmées. Elle annonce que toute la jeunesse du canton s'empresse d'aller en masse purger le sol de la liberté des vils satellites qui le souillent, et demande des secours pour la mère et la veuve du brave Chevassu, lieutenant au 3<sup>e</sup> bataillon du Jura, mort glorieusement au siège de Mayence, où, après avoir lui seul terrassé 7 Prussiens et emporté une redoute, [IL] prononça en mourant ces dernières paroles : *Je meurs content, puisque c'est pour ma patrie.*

Mention honorable, insertion au « Bulletin » et renvoi au comité des secours (2).

On lit le procès-verbal de la séance du 18<sup>e</sup> jour du premier mois.

Sa rédaction est adoptée (3).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 45.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

(3) S'écrit aujourd'hui Wormhout.

(4) S'écrit aujourd'hui Esquelbecq.

(5) S'écrit aujourd'hui Hondschote.

(1) Il n'y a aucune commune de ce nom dans le département du Pas-de-Calais. Il s'agit peut-être de la commune de Rebecques.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 46.

(3) Ibid.



Un membre [DAVID (1)] demande à la Convention la permission de faire transporter et de garder chez lui pendant quinze jours le tableau de Le Pelletier pour l'offrir, avec celui de Marat qu'il vient d'achever, à la juste curiosité du public.

Accordé (2).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

DAVID annonce à l'Assemblée qu'il a achevé le tableau de Marat; il demande à être autorisé à le faire porter, ainsi que celui de Pelletier, à la pompe qui doit être célébrée en l'honneur de ces deux martyrs de la liberté, par la Section du Museum. David désire, en outre, exposer pendant quelques temps ces deux ouvrages aux regards de ses concitoyens dans sa maison. La Convention acquiesce au désir de David. A dater de samedi, on pourra voir les deux tableaux dans la maison de cet artiste.

« Sur la demande d'un membre [GOULY (4)], la Convention nationale décrète que les port et ville du nord-ouest de l'Île-de-France, se nommeront dorénavant port et ville de la *Montagne*; que les canton et port du Sud-Est se nommeront port et canton de la *Fraternité*, et que le présent décret sera adressé officiellement et de suite à cette colonie (5). »

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (6).

L'un des deux membres nouvellement arrivés des colonies s'étonne de ce que deux villes portent encore des noms qui déchirent l'oreille d'un vrai républicain. Il demande et l'Assemblée décrète que le Port-Louis s'appellera désormais *Port de la ville de la Montagne*, et le Port-Bourbon, le *port de la Fraternité*.

(1) D'après les divers journaux de l'époque.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 46.

(3) *Moniteur universel* (n° 25 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 101, col. 1). D'autre part, le *Mercur universel* (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 233, col. 2) rend compte de la motion de David dans les termes suivants :

« David. Les citoyens de la section du Museum, de laquelle je suis, se préparent à célébrer une fête en l'honneur de Marat et de Lepeletier. Je viens de faire un tableau représentant *Marat sur son lit de mort*. Avant de vous l'offrir, citoyens mes collègues, permettez que je puisse l'exposer à ma section, ainsi que celui de Lepeletier, afin que ces martyrs de la liberté soient, pour ainsi dire, présents à leur inauguration. »

« Cette demande est accordée. »

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 687.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 46.

(6) *Annales patriotiques et littéraires* [n° 287 du 21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 1305, col. 1]. D'autre part, le *Journal de Perlet* [n° 388 du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 114], rend compte de la motion de Gouly dans les termes suivants :

« Gouly, député de l'Île-de-France, demande que le Port-Louis, au Sud-Ouest de cette colonie, et le Port-Bourbon, à l'Ouest, s'appellent, le premier, *Port-de-la-Ville-de-la-Montagne* et le second *Port-de-la-Fraternité* (Décret). »

« La Convention nationale, sur la motion d'un membre [ROMME (1)], décrète que tous les portefeuilles, cartons, livres, cartes et autres papiers et objets relatifs à la marine ou à la guerre, qui se trouvent déposés chez le citoyen Dufraisse, et qui étaient dans les bureaux du ci-devant maréchal de Castries, seront transférés dans le plus court délai, et sous la surveillance du comité d'instruction publique, qui nommera, à cet effet, des commissaires, dans les salles des dépôts de la guerre, où le triage en sera fait, ainsi que l'inventaire (2). »

On lit une lettre du général Chalbos : elle contient les détails d'une affaire qui s'est passée à deux lieues de Bressuire, entre l'armée des rebelles et celle de la République, avec un grand avantage pour celle-ci.

Renvoyée au comité de Salut public (3).

Suit la lettre du général Chalbos (4).

Chalbos, général de division, à la Convention nationale.

« Du champ de bataille, au bois du Moulin-aux-Chèvres, le jeudi 9 octobre, l'an II de la République française une et indivisible, à 11 heures du soir.

« L'armée de l'Ouest, composée des divisions de Saumur, Airvault et La Chataigneraie, réunies à Bressuire, s'est mise en marche ce matin à 9 heures. Arrivés à environ deux lieues, nous avons découvert l'ennemi placé sur une hauteur, dans une position très avantageuse. La colonne du centre a eu l'honneur de combattre la première. Les rebelles, au milieu d'une fusillade extrêmement vive, ont fait filer des troupes sur notre gauche. J'ai envoyé l'ordre à la demi-brigade du général Legros et à la colonne du général Chabot de se déployer de ce côté pour les bien recevoir. Se voyant arrêtés par notre gauche, ils se sont jetés sur notre droite. J'ai donné ordre à la demi-brigade du général Leconte et à la division du général Muller de s'y porter.

« La colonne du centre, suivant les rebelles dans tous leurs mouvements, et ajoutant une force toute puissante au courage des colonnes attaquées, ils n'ont pu les faire plier, quelque acharnement qu'ils aient mis dans leurs attaques impétueuses. Leur artillerie a fait un grand feu, mais la nôtre, comme à son ordinaire, a été supérieure à ses ennemis.

« Le combat a duré depuis midi jusqu'à nuit close; et il est impossible d'ajouter à l'énergie et au courage des soldats républicains qui couraient sur ces fanatiques de noblesse et de religion, en chantant l'hymne de la liberté, et aux cris de *Vive la République*.

« Les rebelles sont dans une déroute complète, leurs repaires sont en feu, et je réunis sur le

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 687.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 46.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 47.

(4) *Archives du ministère de la guerre*, armée des Côtes-de-Brest, carton 5/13, liasse 2.

champ de bataille l'armée entière, étendue sur un espace immense à la poursuite d'un ennemi frappé de terreur et dont les hordes sont dispersées.

« Westermann, avec une partie de sa demi-brigade, s'est porté à Châtillon, il y a trouvé l'imprimerie de ces fameux proscrits, deux petits canons et des munitions de guerre et de bouche. Il a délivré une centaine de prisonniers. J'ai envoyé des renforts à Châtillon.

« Les représentants du peuple ont été présents à l'action et donneront sans doute plus de détails à la Convention nationale.

« Demain nous marchons à de nouveaux combats, à de nouvelles victoires, s'ils opposent une audacieuse résistance aux zélés de la liberté.

« Je ne puis évaluer la perte en hommes du côté des rebelles; mais elle est très considérable, et les champs sont couverts de morts à 10 lieues de circonférence. Cette journée glorieuse nous a coûté quelques défenseurs de la République, et le général Chambon y a perdu la vie. Toutes les troupes ont montré le plus grand courage; toutes ont des droits à la reconnaissance publique. Je ne sais encore quelle est leur perte, et les grenadiers de la Convention nationale, les seuls que je connaisse, ont 22 morts ou blessés.

« CHALBOS. »

Une lettre du ministre de l'intérieur annonce qu'il a fait expédier, par des courriers extraordinaires, la nouvelle rédaction du décret du 18 contre les Anglais; le décret du 18 contenant la prohibition de toutes marchandises anglaises, celui qui déclare que le gouvernement est révolutionnaire jusqu'à la paix, enfin celui sur la ville de Lyon (1).

*Suit la lettre du ministre de l'intérieur (2) :*

« Paris, le 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Je vous prévins que j'ai fait partir hier au soir des courriers extraordinaires pour porter aux départements le décret qui contient une nouvelle rédaction de celui du 18, qui ordonne l'arrestation de tous les sujets du roi de la Grande-Bretagne actuellement dans toute l'étendue de la République et qui prononce la confiscation de leurs biens. J'envoie par les mêmes courriers le décret du 18 qui proscribit du sol de la République toutes marchandises fabriquées ou manufacturées dans les pays soumis au gouvernement britannique, et le décret du même jour, 18, qui déclare que le gouvernement de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix.

« Je recommande instamment aux départements la plus grande activité pour la promulgation et la réimpression de ces décrets et pour leur distribution, tant aux autorités subordonnées qu'aux Sociétés populaires.

« J'ai envoyé également, par un de ces courriers, aux représentants du peuple, à Lyon, le décret qui ordonne que cette ville sera rasée, et qui nomme une commission pour y faire juger militairement les contre-révolutionnaires.

« Le ministre de l'intérieur

« PARÉ. »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation [BÉZARD, rapporteur (1)], sur la pétition de la commune de Volx, par laquelle elle demande que la Convention s'explique sur les arrêts de surséance, obtenus sans parties présentes au *ci-devant conseil*; ajoutant qu'un arrêté de cette espèce, obtenu par son *ci-devant seigneur*, a arrêté, jusqu'à présent, l'exécution de jugements rendus contre lui au profit de cette commune :

« Passe à l'ordre du jour, motivé sur l'existence de la loi du 20 septembre dernier, relative aux lettres patentes et arrêts du *ci-devant conseil* (2). »

*Suit le texte de la pétition de la commune de Volx (3).*

*Aux membres composant le comité de législation.*

« La commune de Volx gémit encore sous l'arbitraire de l'ancien régime, malgré la sagesse des nouvelles lois, elle craint exécuter des arrêts qu'elle a obtenus contre son *ci-devant seigneur*, qui lui adjugent des sommes importantes, attendu qu'un *toutes choses demeurant en l'état* obtenu sur requête, et sans parties ouïes, avait suspendu ses poursuites.

« La loi sur l'organisation du tribunal de cassation semble avoir fait cesser tout obstacle; l'article 16 porte : « La demande en cassation, en matière civile, n'arrêtera pas l'exécution du jugement, et dans aucun cas, et sous aucun prétexte, il ne pourra être accordé de surséance. »

« Cette loi ne prononce pas, à la vérité, que les surséances déjà accordées soient nulles, mais la conséquence paraît nécessairement résulter du principe. S'il en était autrement, les demandes en cassation continueraient d'arrêter l'exécution des jugements, ce qui contrarierait les dispositions de l'article ci-dessus cité. En second lieu, il existerait des procès dans lesquels le tribunal serait gêné sur sa prononciation puisqu'il n'y aurait point d'alternative, car le tribunal n'ayant pas le droit de prononcer de surséances, n'a pas le droit de connaître du mérite de celles qui existaient. D'ailleurs, le régime féodal et les conseils royaux ayant cessé, les effets arbitraires qui en résultaient ont dû cesser de plein droit. Si l'on considère de plus tout ce qui a été fait pour prévenir les procès et simplifier les formes, on est encore plus convaincu qu'il ne peut avoir été dans l'esprit des législateurs de laisser subsister des surséances dans l'unique objet d'alimenter le tribunal de cassation, de constituer les plaideurs en frais, en

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 47.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 693.

(1) D'après le document qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 687.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 47.

(3) *Archives nationales*, carton Dm 12, dossier 44.



considérant des actes qu'il a reconnus oppressifs et arbitraires.

« Le citoyen soussigné prie le comité de législation de vouloir bien lui donner une décision sur la question présentée, et là où il ne se croirait point autorisé à expliquer ou à décider, qu'il veuille bien en référer à la Convention nationale pour provoquer l'explication de la loi, ou un article additionnel.

« AILHAUD, député extraordinaire de la commune de Volz.

« Paris, le 12 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

La commune de la ville de Vire est admise à la barre : elle offre en don patriotique 91 marcs 2 gros d'argenterie y compris les corps étrangers, provenant de bénitiers, encensoirs, calices, burettes, ciboires et croix.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit l'offre du don (2).

Le conseil général de la commune de Vire, à la Convention nationale.

« Vire, le 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Nous offrons à la patrie des croix, des bénitiers, des encensoirs, des calices, des burettes et des ciboires d'argent, composant un poids de 91 marcs 2 gros. Assez et trop longtemps ces riches ornements des temples, dont plusieurs encore sont tachés des emblèmes de la royauté, ont annoncé le faste orgueilleux des officiers de l'église, sans honorer un Dieu qui ne peut être flatté que par le culte des vertus. Il est temps enfin que ce métal soit consacré à un utile usage. Converti en monnaie, il servira mieux à glorifier l'auteur de la nature, en vengeant les outrages que lui font aujourd'hui les despotes coalisés pour nous ravir la liberté qui est le plus précieux de ses dons. Que cet argent soit employé à l'entretien des généreux défenseurs de la patrie, dont la bravoure sera toujours victorieuse, tandis que leur ardeur sera dirigée par les sages auxquels le peuple français a confié le soin de le sauver.

« La nation reconnaissante, citoyens législateurs, vous met au rang de ses astres tutélaires, dont les rayons lumineux, lancés du haut de la Montagne, pénètrent et dissipent à l'instant les nuages épais dont s'enveloppent les vils insectes réunis pour déchirer la République, et les précipitent aussitôt dans la fange du marais dont ils sont sortis. Considérez donc avec quelle justice la patrie en danger vous impose la loi de rester à votre poste jusqu'à ce que les triomphes de la liberté aient étouffé les soupirs menaçants de la tyrannie agonisante.

« Tous les vrais républicains désirent ardemment que vous conduisiez jusqu'à la perfection

le sublime édifice dont vous avez si solidement posé les bases, et la commune de Vire vous en conjure au nom du salut public.»

(Suivent 13 signatures.)

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Une députation de la commune de Vire, admise à la barre, présente un panier rempli d'ornements d'église, en or et en argent.

La même commune demande à la Convention nationale le rapport du décret du 16 septembre dernier, qui charge cette commune du remboursement d'une somme de 11,469 liv. 17 s., pour valeur de plusieurs voitures de beurre appartenant aux citoyens Mory et Durand, pillées à Vire au mois d'octobre 1792.

Elle joint à sa pétition plusieurs procès-verbaux et autres pièces, pour prouver que la garde nationale et les autorités constituées se sont conduites avec un courage digne d'éloges, lors du pillage des beurres des citoyens Mory et Durand, qu'il ne fut pas possible d'empêcher.

La Convention renvoie (2) la pétition et pièces jointes aux comités de législation et des finances, réunis, pour en faire un rapport sous trois jours (3).

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation [PORCHER, rapporteur (4)], sur la pétition du citoyen Jacquotot, par laquelle il réclame une interprétation de l'article 10, paragraphe 3, de la loi du 20 septembre 1792, sur le divorce, passe à l'ordre du jour motivé sur ce que les dispositions de cet article sont suffisamment claires, et conservent dans toute leur intégrité aux époux divorcés pour cause de séparation de corps qui se remarient, tous leurs droits, intérêts et avantages de quelque nature qu'ils soient, ainsi qu'ils ont été réglés, soit par les jugements antérieurs, soit par les actes et transactions faites entre les parties (5).»

Suit le texte de la pétition du sieur Jacquotot d'après la minute des Archives nationales (6).

« Citoyens législateurs,

« Un citoyen âgé de 36 ans a été séparé de

(1) *Moniteur universel* [n° 24 du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 13 octobre 1793), p. 98, col. 2]. D'autre part, le *Mercur universel* [24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 13 octobre 1793), p. 234, col. 1], rend compte de l'admission à la barre de la députation de la commune de Vire dans les termes suivants :

« Deux citoyens, au nom d'une commune, déposent sur l'autel de la patrie, des croix, des calices, des patènes, des burettes, des encensoirs, des ciboires, des chandeliers, des plats, des petits saints et des bâtons de bœuf, etc... »

« Mention honorable. »

(2) Sur la proposition de Dumont (Calvados), d'après la minute du document qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 48.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 24, p. 48.

(6) Archives nationales, DII 246, dossier (J).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 47.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

corps et d'habitation d'avec sa femme âgée de 60 ans par arrêt du ci-devant parlement de Paris.

« Dans le cours de l'instance en séparation, l'épouse, riche de 13.000 livres de rente, a fait des offres de payer à son époux qui est sans fortune une pension viagère et annuelle de 3.000 livres sous la condition qu'elle serait séparée de corps par arrêt et que le même arrêt révoquerait une donation de 60.000 livres qu'elle lui avait faite par contrat de mariage.

« L'arrêt définitif a été rendu en 1787. Depuis les époux ont transigé sur leurs droits respectifs et par l'événement de cette transaction passée devant notaires et confirmative de l'arrêt, l'épouse s'est de nouveau soumise à payer cette pension de trois mois en trois mois au lieu de six mois fixés par l'arrêt; cette rente a été payée exactement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier dernier.

« Depuis, l'époux voulant profiter de la loi du 20 septembre dernier, a fait prononcer son divorce pour cause de *séparation de corps exté-  
cutée*, ainsi que le permet cette loi et a fait depuis un mariage plus assorti; il n'a consulté dans cette seconde union que le vœu de son cœur, celui que commande la nature, l'oracle du véritable républicain.

« Depuis le moment de son mariage, sa première femme s'est refusée de payer la rente à laquelle elle avait été condamnée par arrêt et à laquelle elle s'était soumise par la transaction postérieure.

« Elle fonde son refus sur l'article 9 du titre 4 de la loi du divorce qui dit :

« Art. 9. « Les pensions d'indemnité ou alimentaires énoncées dans les *articles précédents* « seront éteintes si l'époux divorcé qui en jouit, « contracte un nouveau mariage. »

« Cet article, qui paraît au premier aperçu en sa faveur, n'a cependant rapport, d'après le texte de la loi, qu'aux pensions énoncées dans les *articles précédents*, lesquels déterminent les effets du divorce par rapport aux époux et fixent les pensions d'indemnité ou alimentaires à accorder par les arbitres dans les tribunaux de famille.

« Ici finit la loi qui en règle les dispositions.

« Mais la même loi, après avoir réglé les droits des époux divorcés par le tribunal de famille fait par l'article suivant, une exception à l'article qui le précède pour le divorce causé par séparation de corps.

« Elle s'explique ainsi :

« Art. 10. « En cas de divorce pour cause de « séparation de corps, les droits et intérêts des « époux divorcés, *resteront* réglés comme ils l'ont « été par les jugements de séparation et selon « les lois existant lors de ces jugements ou par « les actes et transactions passés entre les parties. »

« Cet article qui n'a absolument rapport qu'aux époux divorcés pour cause de séparation de corps et placé après les articles généraux est une exception;

« Tel est l'avis de Léonard Robin, rapporteur de la loi du divorce, son avis dans son commentaire sur cette loi est en faveur de l'époux pensionné.

« Il paraît, en effet, que les législateurs n'ont voulu donner aucune atteinte aux intérêts réglés antérieurement entre deux époux qui étaient déjà divorcés de droit par l'ancienne loi, attendu le trouble qu'auraient causé dans les familles des dispositions nouvelles.

« Les citoyens membres du comité de légis-

lation de la Convention nationale sont instamment priés de vouloir bien donner leur avis sur cette question d'où dépend l'existence d'un citoyen membre de la municipalité de Paris.

« Votre concitoyen,

« JAQUOTOT. »

Une députation de la commune de Meulan vient réclamer la liberté du maire de cette ville, mis en état d'arrestation par les représentants du peuple envoyés dans le département de Seine-et-Oise.

Renvoi au comité de sûreté générale (1).

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (2).

Le conseil général de la commune de Meulan réclame contre l'arrestation faite par ordre des représentants du peuple dans le département de Seine-et-Oise, du citoyen Challant, ci-devant procureur général syndic du département, et actuellement maire de Meulan.

Il assure que ce citoyen n'appartient à aucune des castes prosrites, qu'il n'a jamais démerité de la chose publique, qu'il aimait la liberté, lors même qu'elle n'était qu'une chimère en France, enfin, qu'il a la confiance de tous ses concitoyens.

Renvoi au comité de Sûreté générale.

« Sur la proposition faite par un membre [MONNEL (3)], au nom du comité des décrets, la Convention nationale décrète que le ministre de l'intérieur enverra, sans délai, au comité des décrets, cinq exemplaires de tous les décrets et lois rendus par l'assemblée législative et par la Convention nationale, et de ceux à rendre (4). »

Un membre [ARMONVILLE (5)], au nom du comité des domaines, présente un projet de décret tendant à accorder au citoyen Jeannot la permission de construire un fourneau à fonte des minières, à la ci-devant abbaye de la Grâce-de-Dieu.

On en ordonne l'impression et l'ajournement à trois jours (6).

Suit le texte du rapport et du projet de décret présentés par Armonville.

RAPPORT ET PROJET DE DÉCRET PRÉSENTÉS A LA CONVENTION NATIONALE, AU NOM DU COMITÉ DES DOMAINES, PAR LE CITOYEN D'ARMONVILLE, DÉPUTÉ DU DÉPARTEMENT DE LA MARNE.

(Imprimés par ordre de la Convention.) (7).

Citoyens, vous avez renvoyé à votre comité

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 48.

(2) *Journal de Perlet* [n° 388 du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 115].

(3) D'après le document qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 687.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 49.

(5) D'après le document imprimé et d'après le *Moniteur universel* [n° 24 du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 98, col. 2].

(6) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 49.

(7) Bibliothèque nationale : 3 pages in-8° : Le<sup>28</sup>, n° 502.



des domaines la demande du citoyen Jeannet, tendant à obtenir la permission de construire dans un terrain national dont il a fait l'acquisition, une usine pour la fonte des minéraux, et dont je suis chargé de vous rendre compte.

L'établissement projeté par Jeannet a paru aux corps administratifs du district de Baume et du département du Doubs devoir être accordé. Cette opinion a été partagée par votre comité des domaines; mais avant de vous faire part du projet de décret qu'il m'a chargé de vous présenter, je vais vous rendre compte des motifs qui le lui ont fait adopter.

Ce n'est pas un nouveau moyen de détruire les forêts que l'on vous propose de protéger : Jeannet ne sollicite la permission de construire un fourneau, que parce que le tarissement imprévu d'une source rend inutile un semblable établissement qu'il avait construit dans le district d'Ornans. Le lieu où il en projette la translation abonde en minerais nécessaires pour l'aliment; des eaux abondantes en assureront l'activité et l'exploitation, qui augmenteront la valeur des forêts nationales dont cet établissement sera voisin. Ces motifs, développés dans les avis des corps administratifs, ont décidé votre comité des domaines à vous proposer d'accueillir la demande du citoyen Jeannet, qui d'ailleurs a satisfait aux obligations que lui impose la loi du 28 juillet 1791.

S'il restait quelque inquiétude sur l'établissement, elles disparaîtraient devant l'intérêt qu'il présente, dans un temps où les moyens d'approvisionner nos armées ne peuvent être trop multipliés.

Cette dernière considération surtout a motivé le projet de décret que je suis chargé de vous présenter. Le voici :

#### PROJET DE DÉCRET.

« La Convention nationale permet au citoyen Jeannet de construire un fourneau à fondre des minières, à la ci-devant abbaye de la Grâce-de-Dieu, au lieu de celui dont il avait fait l'établissement au Val-de-la-Creuse, à charge de détruire ce dernier avant de commencer aucune autre construction, et de se conformer aux dispositions de la loi du 28 juillet 1791. »

Un membre [LECOINTE-PUYRAVEAU (1)], au nom des comités de la guerre et des ponts et chaussées, fait un rapport et présente un projet de décret pour la réunion des deux corps du génie militaire et des ponts et chaussées : on en demande l'impression et l'ajournement.

Cette proposition est décrétée (2).

*Suivent le rapport et le projet de décret présentés par Lecoing-Puyraveau.*

RAPPORT ET PROJET DE DÉCRET PRÉSENTÉS À LA CONVENTION NATIONALE, AU NOM DES COMITÉS RÉUNIS DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DE LA GUERRE, PAR LE CITOYEN LECOINTE-PUY-

RAVEAU. (*Imprimés par ordre de la Convention nationale*). (1).

#### Citoyens,

Il existe encore dans la République deux corps qui n'ont point reçu l'impulsion révolutionnaire; je viens, au nom de vos comités de la guerre et des ponts et chaussées, vous proposer leur régénération.

Il faut des ingénieurs pour les camps et les places fortes qui peuvent être attaqués par l'ennemi. La France est attaquée sur tous les points; toutes ses frontières sont menacées : du nord au midi il n'y a pour ainsi dire qu'une armée. Il est donc évident que quand bien même le génie militaire serait dans toute sa splendeur et que tous ses membres seraient excellentement patriotes, ils ne pourraient pas suffire, et qu'on serait forcé, pour ne pas exposer la sûreté de nos places fortes, d'avoir recours à ceux dont les connaissances se rapprochent le plus de celles que doit avoir le bon ingénieur militaire; il est évident encore que ceux sur qui se porteraient d'abord les regards, sont les ingénieurs des ponts et chaussées.

Mais il s'en faut bien que le corps du génie militaire soit dans l'état que nous venons de supposer; un grand nombre de ses membres sont émigrés, plusieurs sont suspects, de telle manière que là où il serait nécessaire d'avoir un bon ingénieur, qui est l'âme d'une place attaquée, souvent on ne trouve qu'un homme qui n'a que de la mauvaise volonté, ou qui n'a pas su inspirer de la confiance. Cet état de choses serait trop désastreux s'il durait plus longtemps, il mettrait la République en péril : il faut mettre le ministre à même de n'être pas forcé d'employer dans une place essentielle, un homme en qui il n'a pas confiance, et de pouvoir placer des hommes à talents partout où besoin sera.

Pour cela il faut faire disparaître entièrement le corps du génie militaire et celui des ponts et chaussées, ensuite créer un corps nombreux des membres des deux corps réformés; par là le conseil exécutif aura la faculté de destituer ceux que leur incivisme et leur aristocratie ont rendus suspects, sans se trouver au dépourvu, et sans que le service manque. Mais, dira-t-on, quel étrange projet ! Vous voulez donc anéantir le corps militaire le plus instruit qui exista jamais, qui honora les armes françaises, et qui fut de tout temps la terreur de nos ennemis : la réponse est simple; ce corps est pour ainsi dire anéanti par le fait; nous le répétons, plusieurs de ceux qui le composaient sont émigrés, d'autres sont suspects, et le reste ne présente que peu de ressources par le petit nombre; enfin pour y être admis il fallait déjà depuis trop longtemps prouver qu'on était noble, et l'on ne faisait pas grâce d'un degré, il en fallait quatre. La Convention nationale, qui ne veut plus, avec raison, que les ex-nobles occupent les postes les plus importants de la République, ne voudra sans doute pas établir une exception en faveur de ceux du génie; on ne fera plus à l'avenir d'injustice, et les exceptions ne seront plus désormais que pour les talents et les vertus.

(1) D'après la minute du document qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 49.

(1) Bibliothèque nationale : 7 pages in-8° Le<sup>38</sup>, n° 629.  
— Bibliothèque de la Chambre des Députés : Collection Portiez de l'Oise, t. 33, n° 34.

Il y a une manière bien simple de raisonner pour justifier le projet. Il faut envisager deux époques, le présent et l'avenir : eh bien ! pour le présent, les circonstances sont tellement impérieuses, qu'il est indispensable d'employer les ingénieurs des ponts et chaussées pour les mêmes fonctions que les ingénieurs militaires : la justice veut que ceux qui font les mêmes travaux soient rangés dans la même classe, placés sur la même ligne, et qu'ils soient en tout égaux aux yeux de la loi. Voilà donc la réforme et la nouvelle institution justifiée; on peut ajouter une observation : dans l'ancien ordre des choses, duquel par malheur nous ne sommes pas assez nettement dégagés, qu'arrivait-il? C'est que l'homme qui avait de grands talents et toutes les connaissances d'un bon ingénieur, ne pouvant pas entrer dans le corps militaire, par cela seul qu'il n'était pas noble, entraînait dans les ponts et chaussées. Qu'y a-t-il à faire maintenant? il faut restituer à cet homme l'état pour lequel il était destiné.

Il est facile de sentir les raisons qui pourraient déterminer l'opposition des membres du corps militaire; c'est qu'ils voient bien qu'ils ne jouiront plus de cette prérogative anti-républicaine, qui leur faisait regarder comme au-dessous d'eux des hommes souvent doués des plus grands talents, et qu'aussitôt qu'on pourra avec fruit les remplacer par d'autres, ils ne pourront plus être inconvénients impunément. Ce n'est cependant pas que nous voulions ici cautionner le civisme des ingénieurs des ponts et chaussées, nous savons que plusieurs ont mérité à cet égard des reproches fondés. Voilà pour le présent.

Pour l'avenir, il serait ridicule et contraire aux principes qu'il existât deux corps de génie, ayant cependant pour base les mêmes connaissances, celles des mathématiques, du dessin, de l'art des constructions, de la coupe des pierres, de la chimie, etc., etc. Nous ne pouvons pas laisser subsister une monstruosité que l'ancien régime seul pouvait produire : il serait par trop absurde de conserver la moindre chose qui pût rappeler qu'il existât un corps, qui n'était composé que d'officiers et dans lequel on ne pouvait être admis qu'avec la qualité de noble à quatre degrés.

Tout ce qui sera fait sur les fonds de la République en ouvrages d'art de quelque nature qu'ils soient, sera désigné sous le nom de travaux publics : le soin de faire les plans, de les diriger, de veiller à l'exécution, sera confié à un corps unique connu sous le nom d'ingénieurs nationaux.

Une seule école sera établie pour les former, on y sera admis au concours et on y enseignera tout ce qu'on peut apprendre à l'école de Mézières et à celle de Paris; par ce moyen on ne verra plus l'auteur d'un plan être incapable d'en exécuter la plus petite partie, et celui qui exécutera, saura aussi comment on peut composer : en un mot, à l'avenir, l'ingénieur sera vraiment digne de ce nom; il faudra (en admettant qu'il y ait eu des nuances) et ce que fait l'ingénieur militaire, et ce que fait celui des ponts et chaussées. L'ancien régime séparait pour favoriser une classe privilégiée, nous réunirons pour établir l'égalité, et pour le bien de la République.

Si l'on objectait encore que l'ingénieur des ponts et chaussées ne peut que mal remplir les fonctions attribuées jusqu'ici à l'ingénieur militaire, nous dirions : les connaissances principales de l'un et de l'autre ont les mêmes bases, et une loi déjà rendue a terminé le différend, puisqu'elle

autorise le ministre de la guerre à employer les ingénieurs des ponts et chaussées : mais, dirait-on, puisqu'il en est ainsi, il n'est pas besoin de faire une nouvelle loi, la première suffit et l'on ne doit pas craindre de manquer de sujets. Si l'on raisonnait ainsi, je dirais à mon tour, puisqu'on a reconnu qu'on pouvait confier aux ingénieurs des ponts et chaussées les mêmes emplois qu'aux ingénieurs militaires, la ligne de démarcation que le préjugé avait tracée entre eux doit disparaître, et ils ne doivent plus, à l'avenir, former qu'un seul corps sous la même dénomination : mais veut-on quelque chose de plus positif? le voici, la loi dont on parle est essentiellement mauvaise, elle s'est trouvée inexécutable, parce que l'ingénieur des ponts et chaussées peut sous plusieurs rapports trouver de l'avantage à ne pas servir pour la partie militaire et à conserver son état ordinaire, et qu'ensuite il a pu s'élever une espèce de lutte entre le ministre de la guerre et le ministre de l'intérieur : pour faire cesser ces débats, plus d'ingénieurs militaires, plus d'ingénieurs civils, n'ayons que des ingénieurs nationaux et qu'ils soient tous indistinctement à la disposition du conseil exécutif collectivement pris : celui qui ne fut jusqu'ici qu'un fort mauvais ingénieur militaire, fournira peut-être les moyens de construire plus solidement nos grandes routes, et celui qui fit mal un pont, est peut-être propre à trouver une nouvelle forme, ou une nouvelle combinaison pour la défense des places.

Le projet de décret que nous allons vous présenter est donc exigé par les circonstances, il est conforme aux principes républicains et de la plus exacte justice.

#### PROJET DE DÉCRET.

La Convention nationale considérant que l'intérêt de la République exige impérieusement la réforme de tous les corps qui doivent leur existence aux principes vicieux de l'ancien régime, et qu'il ne doit plus y avoir de distinctions et de différence entre les hommes qui, ayant acquis des talents à peu près de même genre, peuvent être également utiles dans l'exercice des mêmes fonctions, sur le rapport de ses comités de la guerre et des ponts et chaussées réunis, décrète ce qui suit :

##### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les deux corps connus jusqu'à ce jour sous les noms de génie militaire et de génie des ponts et chaussées, sont réformés.

##### Art. 2.

« Il sera formé sans délai un corps d'ingénieurs nationaux.

##### Art. 3.

« Ce corps sera composé d'un nombre d'individus égal à celui des deux corps réformés.

##### Art. 4.

« Le conseil exécutif y admettra sans con-



cours ni examen, dans un grade correspondant à l'emploi qu'ils ont actuellement, les membres des deux corps réformés qui rapporteront des certificats de civisme, soit des administrations, soit des chefs militaires sous lesquels ils auront servi.

#### Art. 5.

« Pour compléter le corps des ingénieurs nationaux, le conseil exécutif pourra recevoir des citoyens autres que ceux des deux corps réformés, après un examen suivant les règles observées jusqu'à présent à l'école de Mézières.

#### Art. 6.

« Jusqu'à l'organisation définitive de l'administration des travaux publics, les ingénieurs nationaux recevront le traitement dont ils ont respectivement joui jusqu'à présent.

#### Art. 7.

« Ceux qui étaient du corps des ponts et chaussées, et qui seront employés dans la partie militaire, recevront un traitement analogue à la commission particulière qui leur sera donnée, ou au grade dans lequel ils serviront.

#### Art. 8.

« Les élèves des deux corps réformés, ainsi que ceux qui pourront être admis jusqu'à l'organisation définitive, recevront le traitement attribué à ceux du génie militaire; ils ne pourront entrer dans le corps des ingénieurs nationaux qu'après les examens exigés jusqu'à présent pour ces derniers.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de sûreté générale [VOULLAND, rapporteur (1)], déclare que les imputations dictées au représentant Bernard, contre son collègue Lebon, par quelques malveillants de Beaune, sont fausses.

« Le sursis à l'incarcération des membres destitués du conseil général de la commune de Beaune prononcé le 28 septembre, est confirmé, et le comité de sûreté générale demeure chargé de prendre, dans cette affaire, tous les éclaircissements et telles mesures qu'il trouvera convenables à l'intérêt public (2). »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

Voulland, au nom du comité de Sûreté générale. Vous avez renvoyé à votre comité, sur la demande de Lebon lui-même, la dénonciation faite

contre lui et contre le conseil général de la commune de Beaune par notre collègue Bernard, de Saintes. Il est résultat de notre examen, que non seulement les inculpations dirigées contre Lebon dans la lettre de Bernard, de Saintes, sont dénuées de fondement; mais encore qu'il est très présumable que notre collègue Bernard, dont le patriotisme est connu, a été trompé par des intrigants sur le compte des bons patriotes.

En effet, quels sont dans cette affaire les accusateurs? Ce sont des prêtres qui depuis longtemps tracassent le conseil général de la commune de Beaune, parce qu'il dévoilait et réprimait leurs pieuses fourberies; hommes si dangereux et si incorrigibles que la jeunesse de Beaune, avant de partir, crut devoir proposer à la Société populaire un arrêté pour les en exclure. Eh bien, ces hommes sont rentrés depuis dans le club, à la faveur d'une centaine de leurs créatures qu'ils y avaient fait admettre précédemment. Sans aucune forme, ils ont expulsé les membres qui pouvaient leur faire ombrage, et ils poursuivent impitoyablement les patriotes. Revêtus de l'autorité municipale, dans la personne des citoyens qu'ils pourront diriger, il ne leur manque plus, pour assurer leur tyrannie, que de destituer, comme ils l'ont projeté, le patriote directeur de la poste aux lettres, pour y substituer une de leurs créatures.

Quels sont les accusés? Les pièces remises au comité par Lebon, qui a demeuré 8 ans dans le pays, prouvent que plusieurs d'entre eux ont fondé la Révolution à Beaune; que dès 1789, ils appelaient la République; que depuis longtemps, sans attendre aucune réquisition, leurs enfants, même ceux au-dessous de l'âge voulu par la loi, se sont portés à la défense de la patrie.

Quels reproches fait-on à ces hommes? d'avoir été les suppôts des contre-révolutionnaires du Jura! Il est vrai que dans ces divisions qui ont déchiré la République, ils se sont obstinés à ne reconnaître que la Convention, avant comme après l'expulsion des 32; que dans l'incertitude où les jetait un éloignement de 80 lieues, ils n'ont

3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 113], rendent compte du rapport de Voulland dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

Des malveillants avaient calomnié le député Lebon auprès de son collègue Bernard. Ils lui avaient présenté ce dernier comme trop indulgent envers les fédéralistes. Bernard a fait passer cette dénonciation à la Convention, qui a chargé le comité de sûreté générale de lui faire un rapport. Ce rapport a été fait aujourd'hui. Après avoir rendu le plus grand témoignage au patriotisme de Lebon, avoir fait remarquer que les dénonciateurs étaient des prêtres, le rapporteur a fait décréter que les inculpations suggérées à Bernard par des malveillants contre Lebon sont fausses.

#### II.

##### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*

Sur le rapport du comité de sûreté générale, la Convention nationale déclare fausses les inculpations dirigées contre Lebon par son collègue Bernard (de Saintes), représentant du peuple dans le département de la Côte-d'Or. »

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 687.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 49.

(3) *Moniteur universel* [n° 29 du 29<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793), p. 118, col. 1]. D'autre part, l'*Auditeur national* [n° 388 du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 2] et le *Journal de Perlet* (n° 388 du 4<sup>e</sup> jour de la

jamais voulu prendre d'autre parti que celui d'engager la Convention à ajourner ses querelles, à donner une constitution à la France, à terrasser le royalisme, et à faire rentrer dans leur sphère les autorités subalternes qui cherchaient à rivaliser avec la Convention nationale. Heureuse la République, si toutes les autorités constituées en eussent agi de même ! Mais le conseil général de la commune a fait mieux, et nous tenons la preuve qu'il a envoyé aux administrateurs de Jura des commissaires zélés partisans des 31 mai et 8 juin, pour les engager, au nom de la patrie, de renoncer à leurs projets fédéralistes et liberticides.

Le rapporteur entre dans le détail des autres inculpations secondaires, toutes vagues et insignifiantes, faites contre une partie de l'ancien conseil général de la commune de Beaune par les prêtres intrigants qui étaient allés à Besançon circonvenir le représentant du peuple, Bernard, pour obtenir l'incarcération de ces municipaux, dont le patriotisme leur portait ombrage ; il justifie le citoyen Lebon du reproche d'avoir surpris à la Convention une décision qui surseoit à ces arrestations injustes. Il propose un décret qui est adopté en ces termes :

*(Suit le texte du décret que nous avons inséré ci-dessus d'après le procès-verbal.)*

Un membre [LUDOT (1)], au nom du comité de la guerre, fait un rapport et propose un projet de décret adopté ainsi qu'il suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport fait au nom des comités de la guerre et de surveillance des subsistances militaires, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« A dater du jour de la publication du présent décret, les rations de fourrage destinées à la nourriture des chevaux des différentes armes et différents services des armées seront réduites et composées ainsi qu'il suit, pour tout le temps de la guerre, savoir :

Pour les chevaux de la cavalerie, des canonniers à cheval et des dragons, des officiers des états-majors, civils et militaires, des armées à la guerre.

Compositions  
des rations  
d'après la loi  
du  
7 mai 1793.

Foin.	avoine.		Foin.	avoine.
18 l.	1 1/4	Ration de.....	15 l.	1 1/2 b.
		Pour les mêmes en garnison dans l'intérieur		
15	2/5	Ration de.....	12	1/2
		Pour ceux des husards, chasseurs volontaires à cheval, officiers		

(1) Voy. le rapport de Ludot : *Archives Parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. LXXV, séance du 2 octobre 1793, p. 454, col. 1.

Foin. Avoine.

Foin. Avoine.

		d'états-majors des corps d'infanterie, et sans troupe, à la guerre ou en quartier,		
15	2/3	Ration de.....	15	2/3
		Pour ceux des équipages de la grosse artillerie et de l'artillerie volante, des vivres, de l'ambulance, et pour les chevaux des charrois des armées à la guerre,		
20	1 b.	Ration de.....	18	2/3
		Pour les mêmes en garnison,		
18	2/3	Ration de.....	16	1/2

#### Art. 2.

« En conséquence de cette disposition, les rations de fourrage attribuées aux différents grades par les lois des 29 février et 27 avril 1792, seront délivrées ainsi qu'il suit, savoir :

#### TROUPES A PIED.

##### Nombre des rations attribuées.

Loi du  
7 mai 1793.

	Sous-lieutenants, lieutenants et capitaines...	1
2	Chefs de bataillons...	2
3	Chefs de brigades...	3

##### Artillerie, génie, troupes à cheval.

	Sous-lieutenants, lieutenants.....	2
2	Capitaines.....	3
3	Chefs d'escadron.....	3
4	Chefs de brigade.....	4

« Les officiers de l'état-major des armées et les aides de camp recevront le même nombre de rations que les officiers de troupes à cheval, à raison du grade auquel il correspond.

#### Officiers généraux.

Loi du  
7 mai 1793.

10	Généraux de brigade..	6
12	Généraux de division.	8
16	Généraux en chef....	12

Officiers civils des administrations, à la suite des armées. — Commissaires des guerres.

	Commissaires ordonnateurs en chef.....	3
	Commissaires ordonnateurs.....	2
	Commissaires des guerres ordinaires.....	2



*Hôpitaux ambulants.*

Compositions  
des rations  
d'après la loi  
du 7 septem-  
bre 1793.

3	Régisseurs.....	2
	Directeurs principaux, gardes-magasins géné- raux, directeurs particu- liers d'ambulance.....	1

*Officiers de santé.*

	Premiers médecins, chi- rurgiens consultants, chi- rurgiens-majors, apothi- caires en chef.....	2
1	Médecins ordinaires, chirurgiens apothicaires, aides-majors seulement.	1

*Subsistances militaires.*

	Administrateurs, ré- gisseurs.....	2
	Inspecteurs de tout grade, ou ceux qui en ont les fonctions, et chefs de bureaux.....	1

*Charrois militaires.*

	Régisseurs.....	2
	Inspecteurs.....	2
	Officiers conducteurs, de tout grade.....	1

## Art. 3.

« La délivrance des rations fixées par l'article 2 ci-dessus n'aura d'effet qu'au premier jour du troisième mois de l'an II de la République française; jusqu'à cette époque, elle continuera d'avoir lieu conformément à la loi du 7 mai dernier.

## Art. 4.

« Au moyen des réductions ci-dessus, les équipages des officiers sur qui elles frappent seront transportés aux frais de la République. Le poids du porte-manteau de chaque officier d'un grade inférieur à celui de général de brigade, ne pourra excéder 50 livres; celui de général de brigade, 60 livres; celui de général de division, 70 livres; et celui de général en chef, 100 livres

## Art. 5.

« Dans le cas de pénurie des fourrages en campagne, le ministre de la guerre et les généraux en chef pourront, soit réduire le poids des rations qui vient d'être fixé, soit substituer une denrée à une autre, en faisant compensation. La paille qu'on donnerait en remplacement du foin serait délivrée en quantité double de cette dernière denrée.

## Art. 6.

« Dans le cas particulier de la disette des avoines, le ministre de la guerre et les généraux

n chef sont autorisés à faire donner du son aux chevaux.

## Art. 7.

« Il ne pourra toutefois en être délivré qu'une fois par semaine, et dans la proportion d'un boisseau et demi pour un boisseau d'avoine.

## Art. 8.

« Les rations que la présente loi accorde ne seront cependant délivrées que pour les chevaux dont l'existence sera constatée par les revues faites dans les formes prescrites.

## Art. 9.

« Les commissaires ordonnateurs en chef des armées sont tenus sous leur responsabilité, et à peine de destitution, de faire procéder, au moins tous les quinze jours, et immédiatement à la suite de chaque action, autant que faire se pourra, à ces revues, et d'en adresser sans délai le procès-verbal au ministre de la guerre, à l'administrateur ou au régisseur général des fourrages de l'armée et aux quartiers-maitres de chaque corps.

## Art. 10.

« Les quartiers-maitres des différents corps de troupes sont tenus, à peine de destitution et d'être poursuivis comme prévaricateurs et punis de six années de fers, d'énoncer dans leurs bons de distribution la quantité des rations à délivrer d'après la loi.

## Art. 11.

« Il ne sera délivré aucune ration de fourrage aux différents corps de troupes que sur un bon du trésorier, et visé par le commandant de chaque corps.

## Art. 12.

« Le commandant d'une troupe en cantonnement ou en détachement signera seul le bon de fourrage.

## Art. 13.

« Il ne sera délivré des fourrages aux différents officiers des états-majors des armées, sur leurs bons particuliers, que d'après un état arrêté par le chef, visé par le commissaire-ordonnateur en chef, et dont expédition sera remise à l'administrateur ou au régisseur général des subsistances militaires.

## Art. 14.

« Les différents équipages des armées ne recevront plus de fourrages que sur un état général, signé par un chef principal, et visé par le commissaire des guerres chargé de leur police, ou par l'ordonnateur en chef de l'armée, ou par un commissaire-inspecteur.

Art. 15.

« Le chef d'un équipage en détachement signera seul le bon de fourrage.

Art. 16.

« Les employés des différentes administrations des armées qui ont droit à des rations de fourrages, ainsi que les officiers de santé, ne pourront en recevoir que d'après un état général et signé par chaque chef d'administration, visé par l'ordonnateur ou par le commissaire des guerres chargé de la police des dites administrations.

Art. 17.

« Tout préposé des subsistances militaires qui se permettrait de délivrer des fourrages en contravention des articles ci-dessus, serait destitué et puni de dix années de fers. Tout quartier-maître et commandant civil ou militaire qui, dans un bon de distribution, annoncerait un nombre de rations à délivrer plus considérable que celui des chevaux réellement existants, serait puni de la même peine.

Art 18.

« Nul officier ne pourra faire prendre de fourrages s'il n'a pas de chevaux; nul ne pourra exiger des rations au delà du nombre de celles qui lui sont attribuées par la loi, à peine de destitution.

Art. 19.

« Il est expressément interdit à tous préposés des fourrages de distribuer à tous officiers civils ou militaires des rations au delà de ce qui leur est accordé par la présente loi, même à charge de remboursement.

Art. 20.

« Les rations seront distribuées tous les quatre jours, et d'avance; tous ceux à qui elles seront dues seront tenues de les faire prendre dans les magasins militaires les jours indiqués pour les distributions.

« Les distributions arriérées ne pourront être exigées, soit en nature, soit en argent, à quelque titre et sous quelque prétexte que ce soit.

Art. 21.

« Les décomptes à faire aux officiers des différentes armées pour les rations de fourrages non consommées, seront arrêtés à l'époque du premier jour du troisième mois de l'an II de la République française, et remboursés à raison d'un sou par livre de foin, et de 20 sous le boisseau d'avoine, conformément à la loi du 7 mai dernier.

Art. 22.

« A partir de cette époque, les décomptes ou remboursements des fourrages non consommés, n'auront plus lieu, mais il sera payé à la fin de

chaque mois, pour indemnité, par le trésorier de chaque corps, en remplacement des rations supprimées, aux différents officiers sur qui frappent les suppressions, la somme ci-après, savoir :

*Pour l'infanterie.*

Aux sous-lieutenants, lieutenants, capitaines, chefs de bataillons et chefs de brigades, 20 livres.

*Pour les troupes à cheval, l'artillerie et le génie.*

Aux chefs d'escadrons, 20 livres;

Aux chefs de brigade, 40 livres.

*Pour les officiers des états-majors des armées.*

Aux aides de camp et commissaires des guerres, 20 livres par chaque ration supprimée, à laquelle ils avaient droit en vertu de la loi du 7 mai dernier.

*Pour les officiers généraux.*

Aux généraux de brigade, généraux de division et généraux en chef, 90 livres.

*Pour les administrations civiles.*

Aux régisseurs en chef des hôpitaux ambulants, 20 livres.

Art. 23.

« Il est défendu à tout préposé à la distribution des fourrages d'en faire le remboursement, à peine d'être poursuivi comme prévaricateur, et puni de dix ans de fers.

Art. 24.

« La loi du 7 mai dernier n'aura plus d'exécution aussitôt que la présente sera en activité (1). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Un membre, au nom des comités de la guerre et de surveillance militaire, fait un rapport, et propose un projet de décret relatif aux rations de fourrages attribuées aux chevaux des officiers d'infanterie.

Dupont. Je demande à faire des observations sur ce projet de décret. Les officiers de nos armées doivent être et sont de bons sans-culottes. Si les chevaux ne leur sont pas nécessaires, pourquoi

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 49 à 59.

(2) *Moniteur universel* [n° 24 du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 98, col. 2]. D'autre part, le *Journal de la Montagne* [n° 135 du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 976, col. 2], après avoir donné un extrait du rapport de Ludot, conclut ainsi :

« A la suite de ces réflexions, le rapporteur propose un décret conçu en 24 articles, adopté avec quelques amendements. »



leur en donner? Est-ce pour les traiter plus délicatement que les soldats? Pourquoi rompre ainsi l'égalité? Je voudrais bien savoir si, dans un jour de bataille, le lieutenant a un cheval? Il faut en donner à ceux auxquels ils sont nécessaires, et les refuser aux autres; par là, vous rendrez les officiers de vrais républicains; il n'y aura plus que la différence de grade. Mais si vous établissez de l'inégalité, si vous donnez aux uns des chevaux que vous refusez aux autres, il n'est pas étonnant que les premiers fuient en criant : *Sauve qui peut*.

Albitte. Il faut que le peuple se défie de ces hommes qui affectent une fausse popularité, pour décourager nos bons et braves officiers. Souvenez-vous, citoyens, que Dupont a toujours siégé dans le côté droit, et que jusqu'au 31 mai, il a été très mauvais. Il ne faut pas faire semblant d'aimer le peuple, quand on n'a pas cet amour dans le cœur. Je demande la question préalable sur la proposition de Dupont.

La question préalable est adoptée.

Le projet présenté par les comités, relatif aux réductions proportionnelles des rations, est décrété.

On lit une lettre des représentants du peuple à Toulouse. Ils annoncent l'arrestation de plus de 1,500 personnes suspectes dans les départements de l'Ariège et de la Haute-Garonne, celle de différents conspirateurs et leur exécution. Ils disent que dans le cours de la semaine il n'y aura plus d'Espagnols sur le territoire de la République, et que la ville de Bordeaux est enfin rendue à la patrie.

Insertion au « Bulletin (1). »

*Suit le texte de la lettre de Chaudron-Roussau et Baudot d'après un document des Archives (2) :*

*Chaudron-Roussau et Marc-Antoine Baudot, représentants du peuple à Toulouse, à la Convention nationale.*

« Toulouse, le 8 octobre, l'an II de la République française.

« Nous continuons avec succès, citoyens collègues, nos mesures révolutionnaires. Déjà plus de 1.500 personnes suspectes ont été mises en état d'arrestation sur nos réquisitions, soit dans le département de l'Ariège, soit dans celui de Haute-Garonne.

« Nous tenons presque tout le parlement de Toulouse (3). La famille Dubary est également sous nos mains; nous avons pensé qu'une simple arrestation ne suffisait pas pour des dilateurs aussi scandaleux de la fortune pu-

blique; nous avons fait prendre toutes les matières d'or et d'argent qui se trouvaient chez ces Dubary, et nous les avons fait remettre entre les mains du receveur du district.

« Un ci-devant marquis de Binos, émigré, vient de subir la peine portée par la loi à Saint-Girons. On a trouvé sur lui plusieurs écrits prouvant qu'une conspiration tramée dans l'Ariège devait livrer ce département aux Espagnols en même temps que Toulon et Marseille devaient être remis aux Anglais. Les principaux conspirateurs sont arrêtés.

« Le prêtre Allier a été exécuté à Mende; il était chef de la contre-révolution projetée au camp de Jalès. Il a déclaré en mourant qu'il y avait une contre-révolution dans l'intérieur plus dangereuse que Pitt, et qui était sur le point de faire éclater une seconde Vendée. Nous avons quelques données sur ces desseins, et nous avons transmis au comité de Salut public les moyens de les faire avorter.

« L'armée de Perpignan obtient chaque jour de nouveaux succès; dans le cours de la semaine, il ne sera plus question des Espagnols sur le territoire de la République (1).

« Bordeaux est enfin rendue à la patrie. Toutes les autorités constituées sont hors de fonctions, un grand nombre de membres de la commission populaire ont été arrêtés, et bientôt l'armée de La Réole mettra le complément à cette révolution. Les muscadins de Bordeaux sont dans l'impossibilité de faire aucune résistance, et ils seront républicains quoi qu'ils en aient dit. Le décret salulaire du 6 août y sera exécuté complètement. L'esprit public des départements méridionaux s'améliore chaque jour, il est temps d'y frapper les grands coups, ils y auront un plein succès; quant à nous, ils sont toujours marqués dans notre agenda, et nous ne cesserons de faire la guerre aux aristocrates que lorsque le dernier sera expiré.

« M.-A. BAUDOT; CHAUDRON-ROUSSAU. »

*Suit le texte de la lettre de Baudot et Chaudron-Roussau adressée au comité de Salut public (2).*

*Les représentants à Toulouse au comité de Salut public.*

« Toulouse, 8 octobre 1793.

« La ville de Toulouse, citoyens collègues, est toujours dans les meilleures dispositions révolutionnaires. Notre présence ajoutée peu au bien de la chose et commence à y devenir inutile. L'atelier de la Révolution y est parfaitement monté; il faut laisser travailler les ouvriers.

« Il n'en est pas de même des départements voisins. Nos agents dans les départements de l'Aude, du Tarn, de la Lozère et de l'Aveyron nous annoncent que si on ne fait pas une mission patriotique dans ces lieux pour relever le courage des bons citoyens et prendre des mesures

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 59.

(2) *Archives nationales*, carton AFin 183, plaquette 1526, pièce 39. — *Bulletin de la Convention* du 3<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793). — *Moniteur universel* [n° 23 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 100, col. 3].

(3) *Applaudissements*, d'après le *Mercur universel* [24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 239, col. 2].

(1) *Applaudissements*, d'après le *Mercur universel* [24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 239, col. 2].

(2) *Archives nationales*, carton AFin n° 185. — Aulard : *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 312.

pour atterrir les malveillants, bientôt on y verra éclore un germe de révolte.

Le prêtre Allier, chef de la conspiration du camp de Jalès, vient d'être guillotiné à Mende. En mourant, il a rappelé ce qu'avait dit l'infâme ChARRIER sur les intelligences des Anglais dans le port de Toulon, et, à son tour il a annoncé que des étrangers préparaient des soulèvements dans la Lozère et l'Aveyron, que des administrateurs étaient dans le complot et que, pour réparer ses fautes, il croyait devoir cet avis salutaire à la République.

Allier a déclaré de plus que le chef des complots contre-révolutionnaires était dans l'intérieur de la République et que Petit n'était qu'un collaborateur ou même un agent secondaire.

« A. Laucaune, l'un des chefs-lieux de district du département du Tarn, il y a une foule de prêtres réfractaires et d'émigrés; ils se retirent dans des souterrains qu'ils ont pratiqués dans une forêt voisine. Il est instant de mettre le feu à cette forêt et de renouveler l'Administration de ce district. Nous avons envoyé des troupes et la guillotine dans ce lieu; la tranquillité y est rétablie, mais les contre-révolutionnaires existent, et il faut prendre de grandes mesures pour s'en emparer.

« La forêt d'Aubrac, près la ci-devant abbaye de ce nom, est également un repaire de nobles et de prêtres. Comme elle est située sur une montagne escarpée et très haute, l'hiver elle est impraticable parce qu'elle est toujours couverte de neige, et alors on aurait peu à craindre de ce rassemblement, si les rebelles ne trouvaient une retraite dans la forêt de Polanges, située dans un climat moins rigoureux entre Rodéz et Severac. Le château de Severac, très redoutable par ses fortifications est encore un objet de nos sollicitudes. Nous savons qu'il renferme des émigrés et des dépôts précieux.

« Il faut donc mettre le feu aux forêts de Laucaune, d'Aubrac et des Polanges, faire démolir le château de Severac, changer les administrateurs traitres ou indolents dans le département du Tarn, organiser les comités révolutionnaires dans les villes les plus prononcées, alimenter l'esprit public, relever le courage des patriotes et appuyer toutes ces mesures d'une force armée que nous avons à notre disposition.

« Le temps presse pour opérer dans les départements de la Lozère et de l'Aveyron, parce que les rigueurs de l'hiver les rendent souvent d'une difficulté à pratiquer insurmontable. D'ailleurs, on ne peut pas trop se hâter de prévenir un incendie dont l'embrasement serait incalculable.

« Nous avons une rame de renseignements sur les départements dont nous venons de vous parler. Tous nos correspondants assurent que la présence de quelques députés, prêchant la liberté et le bonheur du peuple, et faisant faire des recherches dans les lieux qu'ils indiquent, doit produire un effet tel que les malveillants seront découverts et mis dans l'impuissance de rien entreprendre.

« Les opinions révolutionnaires acquièrent chaque jour des nouvelles forces à Bordeaux. Nous pensons que le camp qui devait avoir lieu (*sic*) d'après votre arrêté du 23 septembre devient parfaitement inutile, d'autant mieux qu'il en existe un entre Muret et Toulouse, qui remplira la destination de celui que vous avez voulu créer entre Castelsarrasin et Montauban. Bordeaux est tellement dénué de tout moyen de résistance que 25 hommes y feraient la Révolu-

tion. Dès lors, si le camp de Castelsarrasin était destiné pour cet objet, vous ne pouvez mieux faire que de donner des ordres pour faire cesser les préparatifs.

« L'état de l'armée devient chaque jour plus satisfaisant. Les Espagnols se sauvent aussi habilement qu'ils le peuvent, et, dans le cours de la semaine, il ne sera plus question d'eux sur le territoire de la République. Nous vous faisons passer l'extrait d'une lettre officielle qui annonce des succès que vous jugerez sans doute convenable de faire connaître à la Convention nationale (1). Nous prenons continuellement des mesures révolutionnaires. Nous avons mis en état d'arrestation plus de 1.500 personnes, soit dans le département de Haute-Garonne, soit dans celui de l'Ariège; nous ne savons qu'en faire. Cependant leur existence sur les lieux est un objet d'inquiétude.

« Nous allons faire passer les plus suspects dans l'intérieur. Toute la famille Dubarry est en clôture, et, qui plus est, nous avons fait mettre entre les mains du receveur du district toute l'argenterie qu'elle avait volée à la nation, dans le temps de son règne aussi insultant aux mœurs qu'à la fortune publique.

« Le père Azéra, fameux prédicateur de Toulouse, réfractaire de son métier, à qui il avait pris la fantaisie d'émigrer et de rentrer, a été arrêté et déjà il a subi le sort dû à sa trahison.

« Le ci-devant marquis de Binos vient d'être guillotiné par nos soins à Saint-Girons; il a été trouvé nanti de lettres qui nous ont dévoilé entièrement la conspiration de l'Ariège, que l'on devait livrer aux Espagnols en même temps que Toulon aux Anglais.

« Certains commissaires du conseil exécutif et agents du comité de Salut public entravent notre marche, rivalisent de pouvoirs avec nous et nous font naître mille difficultés que vous devez expliquer pour le salut de la chose publique et l'uniformité des mesures qu'il faut prendre pour l'opérer. Un agent du comité de Salut public peut-il se dire notre adjoint?

« Nous ne le pensons pas, et nous avons fait rayer cette qualité. Peut-il requérir la force armée, parler comme représentant du peuple et agir de même? Nous vous envoyons un titre qui constate que deux commissaires du conseil exécutif se sont dits représentants du peuple à Gaillac et ont agi en conséquence (2).

« Voyez à réprimer ces abus et à nous dire ce que sont ces agents vis-à-vis de nous.

« Si vous nous confiez la mission de la Lozère et de l'Aveyron, nous nous empresserons de nous

(1) Nous n'avons pu découvrir cette pièce.

(2) Ce titre est une lettre de Félix-Antoine Vialas, président de la Société populaire de Gaillac. Elle existe aux *Archives nationales* (carton AFII 185, plaquette 1326, pièce 42) et est ainsi conçue :

*Félix-Antoine Vialas, aux représentants du peuple à Toulouse.*

« Les citoyens Portallier et Minvielle sont arrivés à Gaillac le samedi 28 septembre dernier, ils se sont annoncés comme représentants du peuple; c'est en cette qualité qu'ils ont visité le procureur syndic du district; c'est en cette qualité qu'ils m'ont demandé une séance extraordinaire de la Société populaire que j'ai convoquée de suite; c'est en cette qualité qu'ils ont été reçus et qu'ils ont parlé à la Société.

« Enfin, ils ont invité plusieurs membres de la Société à venir les joindre à Toulouse pour faire droit à cer-



y rendre. Autrement, nous croyons qu'il serait convenable de nous donner une autre destina-

taînes réclamations, conjointement avec les autres membres de la commission nationale.

« En foi de quoi j'ai signé la présente dénonciation. « A Toulouse, le 8 octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« VIALAS, président de la Société populaire de Gaillac. »

En même temps Baudot écrivait à Jean-Bon Saint-André pour se plaindre des agissements des agents du comité de Salut public. Sa lettre, qui existe aux *Archives nationales* (carton AFII 183, plaquette 1521, pièce 41), est ainsi conçue :

Baudot, à son collègue Jean-Bon Saint-André.

« Toulouse, le 8 octobre, l'an II de la République française.

« Je suis prévenu de toutes parts, mon cher Saint-André, que la révolte est prête à éclater de nouveau dans la Lozère et l'Aveyron; les administrateurs de ces départements y donnent les mains, il est encore temps de prévenir le complot, mais il faut s'en occuper sur-le-champ; la dépense sera de peu de chose en ce moment, dans un autre ce sera peut-être une guerre à soutenir.

« J'ai été à Castres et mes motions révolutionnaires y ont eu quelques succès. Montauban est toujours au sommet de la Montagne, je me rendrai demain dans cette ville pour prendre quelques mesures utiles avec le comité de Salut public.

« Toulouse est également dans les meilleures dispositions révolutionnaires; je crois que pour les maintenir et les accroître, il conviendrait d'y renouveau les députés; l'habitude efface le charme de la représentation. Cependant nous devons être éloignés de nous en plaindre, car la Société populaire voulait déclarer ce soir même que nous avions bien mérité de la Patrie, je lui ai évité ce ridicule ainsi qu'à nous, mais l'intention prouvait au moins que nous méritions bien d'elle. Malgré cet accueil de jour en jour plus obligeant, je te prie instamment de changer ma destination, et si l'on croit que je puisse être utile à Toulouse (quant à moi je le pense), alors on pourrait me placer de manière que cette ville fût dans mon arrondissement. D'un autre côté, j'ai grande envie d'y retourner à Paris, mais je ferai ce qui convient à la chose publique et non à mon goût particulier.

« Dis-moi, je te prie, ce que c'est qu'un agent du comité de Salut public près d'un représentant du peuple, et quelle conduite je dois tenir à son égard? Ce qu'il y a de certain c'est que le meilleur moyen d'annihiler la représentation nationale est de lui donner des agents qui rivalisent de pouvoir et anticipent audacieusement sur toutes les démarches qu'il convient de faire.

« Cailhasson, qui te remettra cette lettre, te dira mon embarras. Placé entre le désir de ne point déshonorer le comité de Salut public, et la conduite inconvenante de ses agents, que dois-je faire? Tout ce que l'on voudra, mais je ne veux avoir que mes collègues pour collaborateurs, ou des agents dont le caractère me conviendra, ou autrement je retourne opiner à la Convention nationale.

« Nos affaires iront bien dans le Midi, pourvu que l'on continue à frapper fort et longtemps. Bordeaux est enfin à la République. La commission populaire est à l'agonie et sera bientôt à la guillotine.

« J'ai fait mettre en prison toute la famille Dubarry, et leur argenterie très nombreuse est entre les mains du receveur du district.

« L'esprit public est détestable à Perpignan, nos collègues servent continuellement dans les camps avec beaucoup de succès, pendant ce temps-là le procureur général syndic du département royalise à son gré les administrés et ne fait exécuter aucune loi révolutionnaire.

« Salut, fraternité et amitié.

« M.-A. BAUDOT. »

tion que Toulouse, par la raison que nous y sommes très goûtés, que nous y avons fait beaucoup de bien et qu'il importe de ne laisser user par la longueur et l'habitude le talisman du patriotisme.

« M.-A. BAUDOT, CHAUDRON-ROUSSAU. »

Sur la proposition d'un membre [OSSELIN (1)] :

« La Convention nationale décrète que dans la quinzaine du jour de la promulgation du présent décret, les administrations de tous les districts de la République feront passer au comité de liquidation de la Convention nationale, des états certifiés, et chacun pour ce qui concerne son arrondissement : 1<sup>o</sup> de tous les biens vendus et à vendre des émigrés; 2<sup>o</sup> de tous les biens dont jouissent les parents des émigrés, et dont la propriété a été mise sous la main de la nation par la loi du 18 mars dernier; 3<sup>o</sup> et de toutes les matières d'or, d'argent et de cuivre, qui ont été remises, dans l'étendue de chaque district, à titre de donation patriotique ou autrement. Les commissaires de la Convention dans les différents départements presseront l'envoi de ces états. La Convention charge le ministre de l'intérieur de rendre compte, dans huit jours, de l'envoi du présent décret (2). »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de division [MAILLY, rapporteur (3)], décrète que le citoyen Jean-Pierre-Félix Roux, suppléant du département de l'Aveyron, est reçu à la place du citoyen Valadi, mis hors la loi (4). »

Le rapporteur de la Commission des subsistances [COUPÉ (de l'Oise) (5)], fait le rapport d'une pétition de la ville de Troyes, tendant à obtenir le rapport de la loi du *maximum* sur le coton.

On passe à l'ordre du jour (6).

COMPTE RENDU du *Mercurie universel* (7).

Coupé (de l'Oise), au nom de la Commission des marchés, propose à la Convention de passer à l'ordre du jour sur la pétition des fabricants de toile de coton de Troyes, tendant à rapporter le décret qui met le coton dans les denrées de première nécessité.

Après plusieurs réclamations, l'ordre du jour est adopté sur cette pétition.

Un volontaire fait hommage à l'Assemblée d'un drapeau pris le 3 septembre dernier sur les Autrichiens à Poperingue.

Sur la proposition d'un membre,

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 687.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 59.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 687.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 60.

(5) D'après le *Mercurie universel*.

(6) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 60.

(7) *Mercurie universel* [24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 240, col. 2].

« La Convention nationale décrète qu'il sera fait mention honorable au procès-verbal du citoyen Dornier, canonnier au 2<sup>e</sup> bataillon du 89<sup>e</sup> régiment, qui a pris sur les Autrichiens, à Poperingue, un drapeau dont il fait hommage à la Convention : et renvoie au ministre de la guerre pour procurer de l'avancement à ce brave citoyen (1). »

*Suit la lettre du citoyen Dornier (2).*

*Au citoyen Président de l'Assemblée  
Conventionnelle.*

« Citoyens représentants et législateurs,

« Le citoyen Claude-François Dornier, né au village dit Allemands, district de Pontarlier, en montagne, département du Doubs, vous représente qu'il est âgé de quarante-deux ans, qu'il a servi dans un régiment provincial français pendant six ans, et notamment dans l'affaire contre Genève; qu'ayant obtenu son congé, il s'est engagé de nouveau depuis quinze mois environ, dans le quatre-vingt-neuvième régiment d'infanterie, ci-devant de Suède, que l'armée de la République française s'est portée dans le commencement du mois de septembre dernier du côté de Dunkerque et environs pour chasser l'armée des Anglais et de ses alliés, et forcer tous les tyrans à lever le siège de Dunkerque. Que le pétitionnaire vous représente que ledit quatre-vingt-neuvième régiment d'infanterie s'est battu en héros contre les dits ennemis à Warwick, pays impérial, sur la rivière de la Lys, à trois lieues de Lille, département du Nord, et du côté du Nord, comme il est attesté par toutes les nouvelles publiques et notamment par le *Courrier universel* dit l'*Echo*, et par le *Courrier de l'égalité* du trente septembre dernier. Que le pétitionnaire a pris sur les ennemis, le dix ou onze septembre dernier, un drapeau impérial, à Poperingue, Flandre impériale, à deux lieues d'Ypres; que pour preuve de sa pétition, il joint ici en bonne et due forme une attestation des canonniers de son régiment auxquels il est attaché, certifié par le citoyen Pierson, et par les membres composant le conseil d'administration du deuxième bataillon dudit régiment, qu'il désirerait, en zélé patriote, faire à la République française une et indivisible, hommage dudit drapeau pris sur l'ennemi, sujet pour lequel il se retire vers vous.

« Citoyens Président, représentants et législateurs, vu le certificat ci-joint en due forme, il vous plaise accepter en hommage ledit drapeau impérial pris sur l'ennemi par le pétitionnaire dans le combat qui a eu lieu audit bourg de Poperingue entre le dix et le onze septembre dernier, et arrêter ou décréter que le pétitionnaire a bien mérité de la patrie.

« Soumission.

« DORNIER. »

*Certificat (3).*

Nous canonniers ci-devant attachés au 89<sup>e</sup> ré-

giment d'infanterie, certifions que le citoyen Dornier, canonnier au 89<sup>e</sup> régiment, a trouvé au bourg de Poperingue un drapeau, du 10 au 11 septembre dernier.

En foi de quoi avons signé :

J. AVELAINE; George MARTIGNON; Pierre  
Philippe CANCHE; Jean-Claude HENRY

Je certifie que le dit drapeau a été trouvé au bourg de Poperinçq.

PIERSON.

*Vu par nous, membres composant le Conseil  
d'administration du 2<sup>e</sup> bataillon du 89<sup>e</sup> régi-  
ment.*

(Suivent 5 signatures illisibles.)

On renvoie au comité de sûreté générale une lettre de Levasseur, représentant du peuple, envoyé à Beauvais, qui annonce que les citoyens de cette ville et l'armée révolutionnaire ne forment qu'une même famille, et qui demande l'élargissement de deux députés de l'administration du département, mis en état d'arrestation à Paris (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Levasseur, représentant du peuple, écrit de Beauvais que l'union s'établit de plus en plus dans cette ville; il n'a reçu aucune plainte du citoyen Manuel, commandant l'armée révolutionnaire. On a fait à la Convention un rapport inexact : les canons n'ont point été braqués contre l'armée révolutionnaire; ils n'ont pas même été changés de place; les membres de l'Administration sont de bons républicains.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 60. Cette lettre ne figure pas dans le *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, de M. Aulard.

(2) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 23 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 100, col. 3]. D'autre part le *Mercurie universel* [24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 240, col. 1], l'*Auditeur national* [n<sup>o</sup> 388 du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 5] et le *Journal de Perlet* [n<sup>o</sup> 388 du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 115] rendent compte de la lettre de Levasseur dans les termes suivants :

I

COMPTE RENDU du *Mercurie universel*.

LEVASSEUR, représentant du peuple dans les départements de l'Oise et circonvoisins, écrit en date du 22 du premier mois, que les habitants de Beauvais et l'armée révolutionnaire ne forment plus qu'une famille de frères, que l'union et l'amitié règnent entre eux. Il ajoute qu'il a invité tous les citoyens à lui dénoncer les membres de l'armée révolutionnaire qui se comporteraient mal.

II

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

LEVASSEUR, représentant du peuple dans la ville de Beauvais, écrit que l'union et la fraternité la plus étroite règnent entre la garde nationale et l'armée révolutionnaire, que ce n'est qu'une famille de frères. Il se plaint que les détails envoyés à l'Assemblée ont été bien exagérés, puisque les canons n'ont pas même été tirés de l'endroit où ils étaient, loin qu'ils aient été

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 43, p. 60.

(2) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 714.

(3) *Ibid.*



**Sur la proposition d'un membre [BASIRE (1)] :**

« La Convention nationale décrète que tous les suppléants à la Convention qui, dans les divers départements, auraient protesté, soit comme fonctionnaires publics, soit comme citoyens, contre les événements du 31 mai, des 1<sup>er</sup> et 2 juin, ou qui seraient convaincus d'avoir participé aux mesures liberticides des administrations fédéralistes, ainsi que ceux qui auraient été suspendus de leurs fonctions, comme suspects, par les représentants du peuple envoyés dans les départements, ne seront point admis dans son sein, et charge son comité des décrets de prendre, sur le compte des députés qui sont venus siéger depuis cette époque, tous les renseignements nécessaires pour s'assurer qu'ils ne se trouvent point dans le cas du présent décret, et d'en faire incessamment son rapport (2). »

**COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).**

Barère. La Convention a cru nécessaire de mettre en état d'arrestation tous les députés qui ont signé des protestations contre les journées du 31 mai et 2 juin. Je crois qu'il faut décréter, comme suite de cette mesure, que les suppléants qui en auraient signé, ne seront point admis à remplacer des députés jugés ou démissionnaires.

Cette proposition est décrétée.

**Sur la proposition d'un membre [DUHEM (4)] :**

« La Convention décrète que le comité de surveillance des marchés fera, dans trois jours, le rapport ordonné par le décret du 23 juin dernier sur l'administration de l'habillement et équipement des armées de la République, afin que la loi s'appesantisse aussitôt sur la tête des coupables (5). »

Les officiers municipaux de la commune de Mer font passer 11 brevets, 12 décorations militaires, 48 livres en or et 24 livres en argent.

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (6).**

braqués contre l'armée révolutionnaire. Si les habitants des campagnes se sont rendus à Beauvais, c'est sans armes qu'ils y sont venus.

## III

**COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*.**

LEVASSEUR écrit de Beauvais que l'union, la fraternité s'établissent de plus en plus dans cette ville, que l'armée révolutionnaire y est très bien accueillie par les citoyens, que dans le rapport des événements, présenté à la Convention nationale, plusieurs faits ont été étrangement dénaturés, que les deux administrateurs, mis en état d'arrestation à Paris, sont réputés bons citoyens et que leurs administrés réclament leur élargissement. Néanmoins il ajoute qu'il va épurer les administrations.

Renvoi au comité de Salut public.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 687.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 61.

(3) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 25 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793)], p. 400, col. 3].

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 687.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 61.

(6) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 61.

*Suit la lettre des officiers municipaux de la commune de Mer (1).*

*Au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Mer, le 10 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Nous vous envoyons onze brevets et douze croix de Saint-Louis, quarante huit livres en or, vingt-quatre livres en argent, déposées à cette municipalité, suivant les procès-verbaux joints, ensemble un brevet de maître de poste délivré à un citoyen de cette commune, le tout en exécution des décrets des vingt-huit juillet et vingt août derniers. Vous voudrez bien nous accuser réception de cet envoi.

« Les officiers municipaux de la commune de Mer. »

« BOY; LÉONU, procureur de la commune; BEAUVENTRE; CHAMPHETON; MOULARD; CABOURG; LENORMANT l'aîné; DUBAIN, secrétaire greffier. »

*Extrait du registre du Conseil municipal de la commune de Mer (2).*

Du 6 août 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Sont comparus les citoyens Pierre Dutems Lery, ancien capitaine au bataillon de garnison du maréchal de Turenne, et Julien-Jean-Jacques-François-Prosper Regardin-Martinet, lieutenant de gendarmerie, tous deux résidents en cette commune.

Lesquels ont dit que pour satisfaire à la loi du 28 juillet dernier, ils viennent déposer à la municipalité les décorations militaires et les brevets dont ils sont l'un et l'autre pourvus. Et comme de fait, ledit citoyen Dutems a déposé une croix de Saint-Louis avec son brevet, en date du quinze janvier 1783, signé Louis, et plus bas Ségur.

Et ledit citoyen Regardin-Martinet, une croix de Saint-Louis seulement, déclarant qu'il avait remis au département son brevet ainsi que toutes ses commissions.

De tout quoi il a été, à la réquisition des citoyens susnommés, dressé le présent procès-verbal qu'ils ont signé avec nous soussignés membres du conseil général.

(Suivent 10 signatures.)

Certifié conforme :

DUBAIN, secrétaire greffier.

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 695.

(2) *Ibid.*

*Extrait du registre du conseil municipal de la commune de Mer (1).*

Du 24 septembre 1593, l'an II de la République française.

Sont comparus les citoyens François-Léon Lebrun, chef de brigade du 73<sup>e</sup> régiment du premier bataillon d'infanterie française; Pierre-Louis-André Delpuech, capitaine au premier bataillon du 73<sup>e</sup> régiment d'infanterie; François-Pierre-Joseph Latire; Robert Dubois; Louis-Charles Pigeonneau, Jacques Woirin, tous quatre capitaines audit régiment; Henry-Michel Lefèvre, Louis Durand, Louis Restouy, tous trois lieutenants audit régiment, actuellement en garnison en cette commune, lesquels ont dit que pour satisfaire à la loi du vingt-huit juillet dernier, ils viennent de déposer leurs décorations militaires et leurs brevets, dont ils étaient pourvus, sauf néanmoins le citoyen Lebrun qui a déclaré qu'il y a 18 ans qu'il a eu la croix, et que dans ce temps on ne délivrait point de brevet, qu'il n'en avait pas, et par conséquent il n'en peut déposer. Et le citoyen Woirin qui a déclaré ne pouvoir remettre que son brevet, attendu que sa croix a été écrasée dans une commode par une bombe tombée dans sa chambre, au bombardement de Valenciennes, ce qui a été attesté par les comparants.

Et a de plus, le dit citoyen Woirin, déposé la somme de soixante livres pour les frais de la guerre; savoir en un louis de quarante-huit livres et vingt-quatre livres en argent.

De laquelle remise présentement faite desdits brevets et croix, lesdits comparants nous ont requis acte, et à eux octroyé, pour servir et valoir ce que de raison, et ont signé avec nous.

*Certifié conforme :*

DUBAIN, secrétaire greffier.

*Extrait du registre du corps municipal de la commune de Mer (2).*

Séance du 2 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Est comparu le citoyen Jacques-Joseph Rochet, maître de poste aux chevaux de cette commune de Mer, lequel pour satisfaire à la loi du 28 juillet dernier, venait déposer en cette commune son brevet contenant sa commission de maître de poste de cette dite commune, à lui donné par le ci-devant roy le 11 avril 1783.

De laquelle remise il a requis acte, et à lui octroyé le présent pour servir et valoir ce que de raison, et a signé avec nous officiers.

*Certifié conforme :*

DUBAIN, commis greffier.

*Extrait du registre du corps municipal de la commune de Mer (1).*

Séance du 2 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Sont comparus les citoyens Julien Ozery, chef de bataillon du vingt-neuvième régiment d'infanterie, présentement en garnison en cette commune, Jean-Gaspard-François Bouard, capitaine audit régiment, aussi en garnison en cette commune, lesquels ont dit que pour satisfaire à la loi du vingt-huit juillet dernier, ils viennent déposer leurs décorations militaires et leurs brevets dont ils étaient pourvus.

Est aussi comparu le citoyen Claude Picot, aussi capitaine audit régiment, en garnison en cette commune, lequel a déclaré qu'il lui était impossible de faire le semblable dépôt, ayant eu le malheur de perdre son portefeuille qui contenait sa décoration militaire, avec son brevet et lettres de capitaine et quatre cents livres en assignats, étant dans une voiture, revenant de Valenciennes, où il avait été blessé. En cas qu'il recouvre ledit portefeuille, il satisfera à ladite loi.

Déclarent en outre lesdits citoyens susnommés, qu'ils n'ont pu faire plus tôt leur dépôt, ignorant la loi, étant lors en garnison à Valenciennes et que dès qu'ils en ont eu connaissance ils en ont fait le dépôt.

Dont et de tout ce que dessus lesdits comparants ont requis acte et à eux délivré le présent pour servir et valoir ce que de raison.

Fait en la maison commune de Mer, les jour et an susdits, et ont lesdits comparants, signé avec nous officiers.

*Certifié conforme :*

DUBAIN, commis greffier.

**La Société républicaine d'Aujeure offre en don patriotique 40 livres.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).**

*Suit la lettre de la Société populaire d'Aujeure (3).*

*La Société populaire d'Aujeures, district de Langres, département de la Haute-Marne, à la Convention nationale,*

« Aujeures, le 6 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Les trônes sont ébranlés, le tyran de la France est anéanti, les traîtres qui entravaient vos sages opérations ont disparu de votre sein, le peuple est libre, voilà votre ouvrage.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 61.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 695.



« Depuis ces mémorables époques, tous les jours ont été marqués par de nouveaux bienfaits, sur les débris de la royauté on a vu aussitôt s'élever une constitution sublime et vraiment républicaine; vous avez délivré l'intérieur de ses plus cruels ennemis, en ordonnant leur arrestation, vous avez prononcé des peines contre les accapareurs et les égoïstes; vous n'aviez pas encore assez fait, vous vouliez le bonheur de tous, et il a été opéré.

« Par votre décret du 29 septembre dernier, vous avez fixé le *maximum* de toutes les denrées de première nécessité, moyen si efficace de rendre aux assignats tout le crédit qu'ils méritent. Lorsque le vaisseau est dirigé par des mains aussi habiles, il ne faut pas que le pilote l'abandonne au moment du naufrage. Restez donc à votre poste jusqu'à l'anéantissement total des despotes coalisés.

« Les sans-culottes de la société naissante d'Aujeures, qui adhèrent à tous vos décrets, qui ont déjà accepté individuellement la constitution, viennent de nouveau prêter le serment de la maintenir jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Ils vous prient de ne pas dédaigner le faible témoignage de leur dévouement pour la chose publique. Il vous adressent ci-joint la somme de *quarante livres* pour être employée aux besoins les plus urgents de la République. Ils pensent qu'ils pourront se passer de cette somme au moyen de la taxe des denrées.

« *Les membres de la Société séante à Aujeures,*

« *PAILLOT, président; NICOLAS, secrétaire.*

« P. S. La Société d'Aujeures n'est composée que de 18 membres, dont la plus grande partie des bûcherons, coupeurs au bois.

**On reprend la discussion du Code civil** [CAMBACÈRES, rapporteur (1)], et on décrète plusieurs articles qui seront rapportés au procès-verbal du jour qui contiendra la lecture de la rédaction générale et définitive (2).

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (3).

La Convention a repris la discussion sur le Code civil. Il a été de nouveau donné lecture des articles précédemment décrétés sur l'égalité des partages, le rapport des donations faites antérieurement au 14 juillet 1789, et le droit accordé aux ci-devant religieux et religieuses de recueillir les successions ouvertes depuis le 14 juillet 1789 (4). La rédaction de plusieurs de ces articles a donné lieu à une longue discussion.

L'Assemblée a ordonné l'impression de ces articles et a ajourné la discussion à trois jours.

*Suit le texte des articles d'appendice présentés par Cambacères.*

#### RÉDACTION DES ARTICLES D'APPENDICE DU DEUXIÈME LIVRE DU CODE CIVIL, DÉCRÉTÉ

(1) Voy. les séances précédentes.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 61.

(3) *Auditeur national* [n° 388 du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 13 octobre 1793)], p. 6].

(4) Voy., au sujet de ces articles, la séance du 22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois, p. 492.

DANS LA SÉANCE DU VINGT-DEUXIÈME JOUR DU PREMIER MOIS DE L'AN DEUXIÈME DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (1).

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Est réputée non écrite toute clause impérative ou prohibitive, insérée dans les actes passés, même avant le décret du 5 septembre 1791, lorsqu'elle est contraire aux lois et aux mœurs, lorsqu'elle porte atteinte à la liberté religieuse du donataire, de l'héritier ou du légataire, lorsqu'elle gêne la liberté qu'il a, soit de se marier, même avec des personnes désignées, soit d'embrasser tel état, emploi ou profession, ou lorsqu'elle tend à le détourner de remplir les devoirs imposés et d'exercer les fonctions déferées par les lois aux citoyens.

#### Art. 2.

« Les avantages stipulés entre les époux encore existants, soit par leur contrat de mariage, soit par des actes postérieurs, ou qui se trouveraient établis dans certains lieux par les coutumes, statuts ou usages, auront leur plein et entier effet; néanmoins s'il y a des enfants de leur union, ces avantages, au cas qu'ils consistent en simple jouissance, ne pourront s'élever au delà de la moitié du revenu des biens délaissés par l'époux décédé; et s'ils consistent en des dispositions de propriété, soit mobilière, soit immobilière ils seront restreints à l'usufruit des choses qui en font l'objet, sans qu'ils puissent jamais excéder la moitié du revenu de la totalité des biens.

#### Art. 3.

« La même disposition aura lieu à l'égard des institutions, dons ou legs dans des actes de dernière volonté par un mari à sa femme, ou par une femme à son mari, dont les successions sont ouvertes depuis la promulgation de la loi du 7 mars dernier.

#### Art. 4.

« Les ci-devant religieux et religieuses sont appelés à recueillir les successions qui leur sont échues, à compter du 14 juillet 1789.

#### Art. 5.

« Les pensions attribuées par les décrets des représentants du peuple aux ci-devant religieux et religieuses diminueront en proportion des revenus qui leur sont échus ou qui leur écherront par succession.

« Les revenus sont évalués pour cet effet, au denier vingt des capitaux.

(1) Bibliothèque nationale : 4 pages in-8° Le<sup>re</sup>, n° 530. Bibliothèque de la Chambre des députés : *Collection Portiez (de l'Oise)*, t. 15, n° 10 bis.

Art. 6.

« Les ci-devant religieux et religieuses qui ont émis leurs vœux avant l'âge requis par les lois, sont réintégrés dans tous leurs droits, tant pour le passé que pour l'avenir; ils peuvent les exercer comme s'ils n'avaient jamais été engagés dans les liens du régime monastique. Les actes de dernière volonté qu'ils auraient pu faire avant leur profession, sont anéantis.

Art. 7.

« Lorsque les ci-devant religieux et religieuses viendront à succéder en vertu des articles 5 et 6 ci-dessus, concurremment avec d'autres cohéritiers, les dots qui leur auront été fournies, lors de leur profession, par ceux à qui ils succéderont, seront imputées sur leur portion héréditaire; les rentes ou pensions qui auront été constituées aux ci-devant religieux et religieuses par ceux à qui ils succèdent, demeureront éteintes.

Art. 8.

« Les enfants et descendants ne pourront prendre part aux successions de leurs pères, mères, ou autres descendants, sans rapporter les donations qui leur ont été faites par ceux-ci antérieurement au 14 juillet 1789; sans préjudice néanmoins, de l'exécution des coutumes qui assujétissent les donations à rapport, même dans le cas où les donataires renoncent à la succession du donateur.

Art. 9.

« Les successions des pères, mères ou autres ascendants, et des parents collatéraux, ouvertes depuis le 14 juillet 1789, et qui s'ouvriront à l'avenir, seront partagées également entre les enfants, descendants ou héritiers en ligne collatérale, nonobstant toutes lois, coutumes, usages, donations, testaments et partages déjà faits. En conséquence, les enfants, descendants et héritiers en ligne collatérale ne pourront, même en renonçant à ces successions, se dispenser de rapporter ce qu'ils auront eu à titre gratuit, par l'effet des donations que leur auront faites leurs descendants ou leurs parents collatéraux postérieurement au 14 juillet 1789.

Art. 10.

« Les donations et dispositions faites par contrat de mariage, en ligne collatérale, sont seules exceptées de l'article précédent.

Art. 11.

*Article nouveau présenté par le comité.*

« Les dispositions de l'article 9 ci-dessus, ne font point obstacle pour l'avenir, à la faculté de disposer du dixième de son bien si on a des héritiers en ligne directe, ou du sixième si l'on n'a que des héritiers collatéraux, au profit d'autres que les personnes appelées par la loi au partage des successions.

1<sup>re</sup> SÉRIE. T. LXXVI.

Art. 12.

« Toutes dispositions entre vifs ou à cause de mort faites par des pères ou mères encore vivants, au préjudice de leurs enfants et en faveur de leurs collatéraux ou d'étrangers, sont nulles et de nul effet.

Art. 13.

*Article nouveau présenté par le comité.*

« Sont pareillement nulles et de nul effet toutes dispositions entre vifs ou à cause de mort, faites par des parents collatéraux au préjudice de leurs héritiers présomptifs, en faveur d'autres collatéraux ou d'étrangers, depuis le 14 juillet 1789.

Art. 14.

« Le mariage d'un des héritiers présomptifs, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale, ni les dispositions contractuelles faites en le mariant, ne pourront lui être opposées pour l'exclusion du partage égal, à la charge par lui de rapporter ce qui lui aura été donné ou payé lors de son mariage.

Art. 15.

« Dans les partages et rapports qui seront faits en exécution des articles précédents, il ne sera fait aucune restitution ni rapport des fruits et intérêts qui, avant la promulgation de la présente loi, auront été perçus en vertu des lois, coutumes et dispositions auxquelles il a été ci-dessus dérogé.

**La séance se lève à 4 heures et demie.**

*Signé : CHARLIER, président; JAGOT, LEJEUNE (de l'Indre); D. V. RAMEL, VOULAND, PONS (de Verdun), LOUIS, secrétaires (1).*

**PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS AU PROCÈS-VERBAL, MAIS QUI SE RAPPORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAPPORTER À LA SÉANCE DU VINGT-TROISIÈME JOUR DU PREMIER MOIS DE L'AN II (Lundi 14 octobre 1793).**

I.

LETTRE DU COMITÉ DE SURVEILLANCE DU CANTON DE FEURS POUR DEMANDER QUE LE SIÈGE DE L'ADMINISTRATION DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE SOIT FIXÉ DANS CETTE VILLE (2).

*Au citoyen président de la Convention nationale.*

« Feurs, le 10 octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Nous avons appris, depuis la dernière lettre

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 62.  
(2) *Archives nationales*, carton Div<sup>2</sup> 84 (Loire)



que nous avons eu l'honneur de vous écrire, le 2 courant, que Roanne s'agit en tout sens pour obtenir le département de la *Loire*, provisoirement établi, et fixé dans notre ville par l'arrêté de vos collègues Dubois-Crancé, Seb. Delaporte, Claude Javogues et Gauthier, en date du douze août dernier. La ville de Roanne mendie, à cet effet, des signatures dans toutes les municipalités de son district et dans celles environnantes.

« Pour nous, qui nous reposons dans la bonté et dans la justice de notre cause, nous ne manderons aucune signature, nous nous contenterons de supplier la Convention nationale de prendre dans la plus grande considération les moyens que nous avons fait valoir dans notre précédente lettre. Nous ajouterons seulement que la ville de Roanne a coopéré à la contre-révolution qui s'est manifestée à Lyon, en y envoyant des députés, et entre autres un juge de son tribunal, *Morillon*, qui a fait les fonctions de vice-président de la commission dite populaire, républicaine et de Salut public de Rhône-et-Loire, de laquelle nous vous envoyons ci-joint la séance du quinze juillet dernier.

Notre ville, au contraire, n'a point envoyé de députés à cette prétendue commission populaire, aussi a-t-elle été persécutée par les muscadins de Lyon et de Montbrison, qui ont passé neuf jours à Feurs dans les premiers jours de septembre, à boire et à manger chez les citoyens de la ville, sans rien payer, et qui ont enlevé de la commune et des communes environnantes plus de trente mille mesures de grains et plus de deux cents bêtes à cornes, ce qui occasionne à notre ville une perte de plus de cent mille livres, pour raison de quoi elle se propose de demander à la Convention nationale la juste indemnité qui lui est due à cet égard. Dans ces circonstances, le patriotisme constant de la commune de Feurs, son local, les persécutions que notre ville a éprouvées; l'arrêté de vos collègues, tous ces puissants motifs nous font espérer que la Convention nationale placera le chef-lieu de ce nouveau département, dans la ville de Feurs qui doit être, à tous égards, préférée à toutes celles du département avec d'autant plus de raison qu'une ville plus considérable pourrait quelquefois occasionner à la République les mêmes désagréments que la ville de Lyon lui occasionne aujourd'hui; et il est de la dernière importance, attendu que les affaires en tout genre souffrent de ce que les administrés des trois districts de Saint-Etienne, Montbrison et Roanne sont privés depuis le commencement du siège de la ville de Lyon, de l'administration supérieure, que l'organisation de ce nouveau département s'effectue le plus promptement possible, car le moindre retard est de la plus grande conséquence.

« Salut, respect et fraternité.

« Les membres du comité de surveillance du canton de Feurs.

« *PARIAI-GÉRYAIS; J. GAULNE; CHAZELLE; BEAUJEU; CHATELARD, secrétaire.* »

La lettre du comité de surveillance du canton de Feurs n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais, en marge du document des *Archives*, on lit les deux mentions suivantes : « Renvoyé au comité de Salut public le 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République (lundi 14 octobre 1793) » et au-dessous : « Renvoyé au

## II.

ADRESSE DES FRÈRES ET SŒUR D'ANTIBOUL  
POUR DÉMONTRER QUE LE DÉCRET D'ARRÊSTATION PRONONCÉ CONTRE CE REPRÉSENTANT  
N'EST PAS JUSTIFIÉ (1).

« A Saint-Tropez, le 30 septembre  
1793, l'an II de la République  
une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Après avoir gémì longtemps de la détention affreuse du citoyen Antiboul, digne représentant du peuple français et notre frère chéri, nous nous réjouissons de sa miraculeuse délivrance et nos cœurs étaient pleins de la reconnaissance que nous devions à Carteaux.

« Nous voilà tout à coup plongés dans un nouveau deuil. Vous venez de frapper notre frère d'un décret d'arrestation et d'imprimer pour ainsi dire le sceau de la loi à l'injure que la représentation nationale avait reçue de la part des fédéralistes Marseillais. Nous respectons votre décret. Mais qui pourra nous consoler de cette double infortune qui semble nous avoir été réservée par une fatalité aveugle pour le triomphe des ennemis de la liberté ! Est-il bien possible qu'Antiboul soit rangé sur la même ligne que les aristocrates et les conspirateurs, lui dont la vie entière n'a été qu'un combat perpétuel contre l'orgueil militaire, bourgeois et féodal ! La mort de ce triple monstre qui l'avait tant de fois mis en péril, et dont il avait reçu plus d'une blessure honorable, devenait pour lui un motif de sécurité; la droiture de sa conscience et son amour ardent pour la République, ne lui permettaient pas de soupçonner qu'il allait être frappé par les défenseurs de la cause du peuple qui est la sienne, et à laquelle il a dévoué pour jamais, ses biens et sa vie.

« Mais le fédéralisme était là qui l'attendait pour le circonvenir, le fédéralisme, enfant ténébreux de l'aristocratie, préconisait Antiboul dans Marseille, afin de disposer le peuple à croire plus aveuglément les absurdes et indignes paroles que les sections voulaient attribuer à ce député, dans la vue de noircir par lui son collègue, et de les ensevelir ensuite, l'un et l'autre, dans un même tombeau avec la Convention nationale, la Constitution et la liberté.

Voilà, citoyens législateurs, quels étaient, dans notre malheureuse contrée, les projets des ennemis du peuple. Vous n'avez pas connu toute la profondeur de leur malice. Les combinaisons de leur perfidie vous en ont imposé au point d'exciter votre indignation contre celui qu'elles avaient marqué au nombre de leurs victimes, en haine de vous et des vrais principes. Vous avez cru

comité de division par celui de Salut public le 30<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française (lundi 21 octobre 1793) ».

(1) *Archives nationales*, carton DIII 343, dossier Antiboul. L'adresse des frères et sœur d'Antiboul n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais en marge du document des *Archives* on lit : « Renvoyé au comité de sûreté générale le 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793) ».

qu'Antiboul, cédant à la crainte, avait subi par lâcheté, un interrogatoire honteux. Cela n'est pas vraisemblable, pour nous, qui connaissons la fierté de son âme et l'élévation de ses sentiments. Quelque motif plus noble l'a sans doute déterminé à répondre à ses insolents interrogateurs. En attendant qu'il se justifie sur cet article important, nous croyons devoir vous en supplier, vous qui êtes les pères de la patrie, et de tous ceux qui ont droit de figurer honorablement parmi ses enfants, ne condamnez pas Antiboul sans un examen approfondi de sa conduite, et surtout de ses motifs; ne vous pas au mépris universel toute une famille de patriotes qui ont toujours combattu au premier rang contre les ennemis de l'égalité dont ils ont mérité la haine et la persécution dans tous les temps, même avant la Révolution. Considérez qu'Antiboul et ses frères sont surnommés ici les chefs des brigands, c'est-à-dire des sans-culottes, et qu'ils sont inscrits à la tête d'une liste de proscription rédigée à Saint-Tropez et décrétée par les sections de Toulon; considérez qu'aucun vrai sans-culotte ne refusera d'attester le civisme, l'énergie et le courage républicain du patriote infortuné, que votre religion trompée par les apparences a mis sous la loi; considérez que le seul défaut qu'on peut lui reprocher, c'est d'avoir l'âme trop sensible et de pousser la compassion jusqu'à la faiblesse, défaut qui peut, à la vérité, être nuisible, dans les pénibles circonstances où nous nous trouvons; considérez que si les représentants Barras et Fréron n'ont pas été livrés, si des magistrats vraiment dignes de ce nom ont su contenir les séditeux qui se disposaient à commettre le plus criminel des attentats, c'est à lui que la République en a l'obligation, parce que c'est à lui, et à lui seul que la municipalité doit la connaissance ou l'adoption des vrais principes qu'il a établis avec bien de la peine, après une lutte de deux ans entiers contre l'orgueil, l'égoïsme et la jalousie; considérez que son arrivée à Saint-Tropez où il a demeuré quelques jours pour se relever de la faiblesse extrême où il était tombé, a ranimé l'esprit public, réchauffé le courage des patriotes et excité la rage des ennemis de la Constitution, lorsqu'ils ont vu votre jeunesse, animée par ses exhortations, s'acheminer vers l'armée de Carteaux; considérez que c'est à lui que la République doit la conservation d'une chaloupe canonnière, dont le capitaine étant de Toulon, l'aurait peut-être conduite dans le port de cette ville rebelle; considérez qu'il a concouru puissamment à l'arrestation de deux chargements de blé qui allaient aussi à Toulon, puisque Toulon et l'amiral Hood nous les ont demandés depuis d'un ton menaçant, ainsi qu'à faire garder, dans un moment urgent, la citadelle par les marins échappés des vaisseaux qu'ils auraient bien voulu défendre; considérez enfin, qu'Antiboul ayant eu indubitablement la faculté de se sauver à Aix, a préféré de partager le sort de son collègue qu'on ne pouvait peut-être pas sauver avec lui.

« Et quel était le sort que les aristocrates réservaient à vos deux commissaires? La mort.

« Est-il donc croyable, législateurs, qu'un homme qui accepte aujourd'hui la mort pour conserver l'honneur et pour ne pas donner au public le scandale d'un représentant égoïste et insensible; est-il croyable que cet homme, quelques heures après, renonce tout d'un coup à ses principes et à son cœur et se rende coupable à la fois d'incivisme et de lâcheté? Non, cela n'est

pas possible. Mais le malheur de notre frère est tel dans cette circonstance, que sa justification doit venir en partie de la connaissance qu'il pourra donner des dispositions intérieures de son âme, puisque les royalistes Marseillais ont eu l'art perfide de lui soustraire la plupart des preuves physiques et matérielles.

« Nous nous résumons, pères du peuple, en vous assurant, sur la responsabilité de nos têtes, qu'Antiboul est reconnu ici et dans toute la contrée environnante, pour le défenseur antique et courageux de l'égalité; qu'on ne lui a jamais reproché qu'un excès de popularité, qu'un rigorisme trop inflexible dans l'observance des principes, qu'un désintéressement outré pour un homme de loi, excepté dans ses derniers temps où l'on a eu l'impudeur de l'accuser ainsi que tous ses collègues, d'avoir volé les trésors de la République.

« D'après toutes ces considérations, nous osons nous flatter que la Convention nationale voudra bien rapporter le décret sévère qu'elle a rendu contre Antiboul. Elle n'aura pas lieu de s'en repentir puisqu'elle aura réintégré un patriote fidèle et encouragé ses frères et amis, que tant d'ennemis et tant de dangers assaillent de toutes parts.

« Législateurs, nous sommes de vrais sans-culottes, nous prêchons depuis très longtemps le mépris des nobles et des rois; nous avons fait la guerre aux sections, quand toute la contrée était sectionnaire, et tandis que notre frère était à la discrétion de leurs comités qui nous menaçaient de leur colère; nous avons constamment rappelé nos concitoyens au centre de toute autorité, la Convention en masse. Nous avons fait accepter la Constitution au milieu des orages excités par les royalistes qui ont juré notre perte. Nous mourrons, s'il le faut pour la République, mais ne flétrissez pas notre mémoire, ne déchirez pas vos propres entrailles, en sévissant contre un homme de bien qui pense essentiellement comme vous, qui veut agir de même entre lequel et nous et tous nos vrais sans-culottes, il y a identité de pensées et de sentiments.

« Tropez-Toussaint ANTIBOUL, frère du député; Claude-Honoré ANTIBOUL, frère du député; Pierre-Bernard-Grégoire ANTIBOUL, frère du député; Marguerite-Rosalie ANTIBOUL, sœur du député. »

### III.

LETTERES DE GARNIER (de Saintes), COMMISSAIRE DE LA CONVENTION DANS LE DÉPARTEMENT DE LA MANCHE (1).

#### A.

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Garnier (de Saintes), représentant du peuple

(1) La lettre de Garnier (de Saintes), n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais il y est fait allusion dans le *Moniteur*, dans le *Mercur universel*, dans l'*Auditeur national*, dans les *Annales patriotiques et littéraires* et dans le *Journal de Perlet* (compte rendu de la séance du 23<sup>or</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II). Elle ne figure pas dans le *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public*, de M. Aulard.

(2) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 23 du 25<sup>or</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 101, col. 1).



dans le département de la Manche, écrit de Cherbourg, que la loi sur la fixation des denrées de première nécessité, a produit le meilleur effet et a été reçue du peuple avec le plus grand enthousiasme; depuis la fête de la Réunion, le grain abonde dans les marchés; il annonce qu'il va parcourir les campagnes pour éclairer les cultivateurs sur leurs véritables intérêts. Il instruit la Convention qu'il a fait l'essai d'un nouveau pain, composé de moitié froment et moitié pomme de terre, qui a été trouvé d'un excellent goût, et procure une bonne nourriture; il termine par dire qu'il a fait une proclamation pour encourager la culture des pommes de terre, ce don précieux de la terre. Renvoyé au comité d'agriculture.

56

B.

#### COMPTE RENDU du *Mercur universel* (1).

Garnier (*de Saintes*), représentant dans les départements de la Manche et circonvoisins, écrit à l'Assemblée qu'il vient de faire manipuler du pain avec de la fécule de pomme de terre mêlée de farine de grains. Il ajoute que ce nouveau pain, qui est beaucoup moins cher que le pain de froment, est d'un bien meilleur goût et plus frais. Le peuple de ces départements se nourrit de ce pain, et Garnier annonce qu'il va faire mettre en rapport toutes les terres incultes, en y faisant planter des pommes de terre.

Renvoyé au comité de Salut public.

IV.

DEMANDE DE L'ADMINISTRATEUR DES DOMAINES NATIONAUX RELATIVE AUX SECOURS A ACCORDER AUX FEMMES ET AUX ENFANTS DES ÉMIGRÉS (2).

#### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (3).

Par un premier décret, la Convention avait accordé aux femmes et enfants des émigrés une provision sur les biens de ces derniers. Depuis, elle a rapporté ce décret. L'administrateur des domaines nationaux instruit l'Assemblée des réclamations qui lui sont présentées par ces femmes et ces enfants. Il engage l'Assemblée à fixer les secours qui leur seront accordés.

Renvoyé au comité des secours.

V.

PHILIPPEAUX ANNONCE QU'AVANT SON DÉPART

DE NANTES IL A DESTITUÉ LES CORPS ADMINISTRATIFS DE CETTE VILLE (1).

A.

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Philippeaux. J'annonce à la Convention qu'avant de sortir de Nantes, nous avons destitué des administrateurs du département, ceux du district et tous les membres de la municipalité; nous avons également ordonné la fermeture du club de la Halle, d'où sortaient les motions les plus incendiaires. Maintenant cette ville jouit de la plus grande tranquillité.

B.

#### COMPTE RENDU du *Mercur universel* (3).

Philippeaux annonce que les contre-révolutionnaires de la ville de Nantes s'étaient élevés contre la suspension de Chalbos; le club même y a été fermé; mais maintenant le calme règne dans la ville; la loi y est respectée.

VI.

LETTRE DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE, COMMISSAIRES DE LA CONVENTION A RAMBOUILLET (4).

A.

#### COMPTE RENDU du *Bulletin de la Convention* (5).

Les représentants du peuple commissaires à Rambouillet écrivent que les meubles de cette maison ci-devant royale se sont parfaitement vendus : le produit de la vente s'élève à 590,000 livres. Ils ont fait mettre en magasin plus de 250 milliers de fer, dont une partie est propre à

(1) La déclaration de Philippeaux n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais il y est fait allusion dans le *Moniteur*, dans le *Journal des Débats et des Décrets*, dans le *Mercur universel* et dans le *Journal de Perlet* (compte rendu de la séance du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II).

(2) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 25 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 101, col. 1]. Le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n<sup>o</sup> 391, p. 184), qui reproduit le texte du *Moniteur*, ajoute que la déclaration de Philippeaux fut accueillie par des applaudissements.

(3) *Mercur universel* [24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 240, col. 2].

(4) La lettre des commissaires à Rambouillet n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais il y est fait allusion dans le *Bulletin de la Convention*, le *Moniteur*, le *Mercur universel*, l'*Auditeur national*, les *Annales patriotiques et littéraires* et le *Journal de Perlet* (compte rendu de la séance du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II).

(5) *Bulletin de la Convention* du 3<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793). Le *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 25 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 101, col. 2] et M. Aulard (*Actes et correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 380) reproduisent le texte du *Bulletin*,

(1) *Mercur universel* [24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 233, col. 2].

(2) La demande de l'administrateur des domaines nationaux n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais il y est fait allusion dans le *Moniteur*, l'*Auditeur national* et les *Annales patriotiques et littéraires* (compte rendu de la séance du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II).

(3) *Auditeur national* [n<sup>o</sup> 388 du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 1].

élever la grille du Palais national; ils en ont fait parvenir 80 milliers, par les charrois militaires, pour cet objet; on a aussi distrait quelques tapis de la savonnerie, des lustres, 800 matelas communs propres aux hôpitaux, avec des couvertures, des traversins et du linge, on a également distrait les objets portés au procès-verbal de la commission des monuments pour le *Muséum*, et l'on envoie à la Monnaie 169 livres pesant de galon, 39 livres pesant d'étoffe argentée, 8 livres pesant d'ornements fond d'or et d'argent, et 12 marcs d'argenterie.

## B.

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (1).

Les représentants du peuple, préposés à la vente des meubles de la liste civile, mandent qu'ils ont vendu au château de Rambouillet pour 90,000 livres d'effets. Ils ont réservé le linge, les matelas, les couvertures pour l'usage des volontaires, et ont envoyé à la Monnaie tout ce qui est propre à faire des pièces d'or et d'argent.

Ils annoncent qu'ils ont fait arrêter un prétendu agent du Conseil exécutif pour Perpignan. D'après ses interrogations, ils ont découvert que l'individu arrêté est Anglais, maréchal des logis au 26<sup>e</sup> régiment. Le cachet, qui est sur son ordre paraît avoir été enlevé. Ils demandent que le comité de Sûreté générale vérifie le fait et donne des ordres pour faire transférer ce maréchal des logis à Paris.

Cette lettre est renvoyée au comité de Sûreté générale.

## C.

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (2).

Les commissaires de la Convention à Rambouillet font passer le compte de leurs opérations pour la vente des meubles de la ci-devant liste civile. Le château de Rambouillet, disent-ils, ne contenait que des meubles communs. Ils se sont cependant bien vendus et cette vente a produit la somme de 590.000 livres. Nous avons fait mettre de côté plus de 250 milliers de fer et 800 matelas communs, utiles pour le service des hôpitaux. Les commissaires ont aussi distrait de la vente 160 livres environ de galons, plusieurs marcs d'argenterie et différents ornements travaillés en or et en argent. Ils ont envoyé ces effets à la Monnaie. Les commissaires annoncent ensuite qu'ils ont fait arrêter un Anglais, maréchal des logis au 26<sup>e</sup> régiment, qui se disait chargé d'une mission du pouvoir exécutif pour Perpignan. Ils l'envoient à Paris pour être interrogé de nouveau par le comité de Sûreté générale.

(1) *Auditeur national* [n° 388 du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 2].

(2) *Annales patriotiques et littéraires* [n° 287 du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 1305, col. 1]. Le *Journal de Perlet* [n° 388 du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 114], qui reproduit partiellement le texte des *Annales*, conclut ainsi : « Les procès-verbaux de la vente sont au comité d'aliénation. »

## VII.

PÉTITION DE LA SOCIÉTÉ RÉPUBLICAINE ET DU COMITÉ DE SURVEILLANCE DE LA COMMUNE DE JOUGNE, DÉPARTEMENT DU DOUBS, POUR DEMANDER LA PROHIBITION DE LA SORTIE DES FONTES ET FERS OUVRÉS (1).

## A.

COMPTE RENDU du *Bulletin de la Convention* (2).

La Société républicaine et le comité de surveillance de Jougne, district de Pontarlier, informent la Convention nationale que, pour éluder la prohibition dont les fers sont frappés à la sortie de la République, les malveillants fabriquent des marteaux, des chenets et des plaques de cheminées de 7, 8 et 900 pesant, qui, étant arrivés en Suisse, sont convertis en barres. D'après ces faits, la Société et le comité de surveillance pensent qu'il serait avantageux de prohiber la sortie des fontes et fers ouvrés. Ils observent aussi que le bureau des douanes, situé à Jougne, se trouvant éloigné de trois quarts de lieue de la limite des frontières, les préposés au bureau ne peuvent pas empêcher entièrement la fraude et l'émigration.

## B.

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (3).

Une commune de la frontière de France vers la Suisse écrit que l'on transporte quantité de plaques de cheminée et autres parties de fer en Suisse. Elle demande que l'exportation en soit prohibée.

Renvoyé au comité de commerce.

## VIII.

LE CITOYEN COURIER DEMANDE A ÉCHANGER DES ASSIGNATS A FACE ROYALE (4).

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (5).

Le citoyen Courier, du département de la Vienne, envoie au président de la Convention, trois assignats à face royale pour, dit-il, « lui être échangés contre des assignats républicains ».

(1) La pétition de la Société populaire de la commune de Jougne n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais il y est fait allusion dans le *Bulletin de la Convention* et le *Mercur universel* (compte rendu de la séance du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II).

(2) *Bulletin de la Convention* [3<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793)].

(3) *Mercur universel* [24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 233, col. 2].

(4) La pétition du citoyen Courier n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au compte rendu de la séance du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II dans le *Mercur universel*.

(5) *Mercur universel* [24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 240, col. 2].



Le comité sera chargé de renvoyer lesdits assignats au citoyen Courier.

## IX.

PÉTITION DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE DE  
DIJON (1).COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (2).

La société populaire de Dijon demande que la Convention rende un décret qui mettra à la disposition de la nation tous les effets précieux qui sont maintenant dans les greffes des tribunaux criminels et qui ne sont pas réclamés.

Renvoyé au comité de législation.

## CONVENTION NATIONALE

Séance du vingt-quatrième jour du premier mois de l'an II.

Mardi 15 octobre 1793.

## PRÉSIDENCE DE CHARLIER.

La séance est ouverte par la lecture de différentes lettres et adresses (3).

Les administrateurs du département de police de Paris, font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention; le nombre de ces détenus s'élève, à l'époque du vingt-troisième (4) jour du premier mois, à 2,894 (5).

Suit la lettre des administrateurs du département de police (6) :

« Commune de Paris, le 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois, de l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des

détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, du département de Paris, à l'époque du 22<sup>e</sup> jour. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats; assassinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie (y compris la veuve Capet).....	403
« Grande-Force (dont 65 militaires)...	625
« Petite-Force.....	294
« Sainte-Pélagie.....	179
« Madelonnettes.....	273
« Abbaye (dont 29 militaires et 5 otages).....	126
« Bicêtre.....	605
« A la Salpêtrière.....	201
« Chambres d'arrêt, à la Mairie.....	91
« Luxembourg.....	97
« Total.....	2,894

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« BAUDRAIS; FIGUET; MICHEL. »

Le représentant du peuple Bernard, de Saintes, annonce que la principauté de Montbéliard est conquise à la France; qu'il a fait main basse sur toutes les caisses, pour en verser le produit entre les mains du payeur général de Besançon; il annonce également qu'il va presser le battage des grains pour le faire passer à l'armée du Rhin, faire vendre les meubles du château du *petit Duc*; en un mot, faire tout ce qui dépendra de lui pour l'intérêt de la République et le maintien de notre Constitution (1).

Bernard joint à son adresse copie de la proclamation qu'il a faite aux citoyens de la ci-devant principauté de Montbéliard.

Insertion au « Bulletin », et renvoi au comité de Salut public (1).

Suit le texte de la lettre de Bernard (de Saintes), d'après le Bulletin de la Convention (2) :

Lettre du citoyen Bernard, de Saintes, représentant du peuple, datée de Montbéliard, le 10 octobre (2).

« Je me sers d'un papier de deuil, trouvé dans le château du duc de Wirtemberg, pour vous apprendre que sa principauté de Montbéliard est conquise à la France.

« Après m'être assuré que le petit duc s'était avisé de fournir son contingent aux armées coa-

(1) La pétition de la Société populaire de Dijon n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais il y est fait allusion dans l'*Auditeur national*, ainsi que dans les *Annales patriotiques et littéraires*, lesquelles reproduisent le texte de l'*Auditeur* (compte rendu de la séance du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II).

(2) *Auditeur national* [n° 388 du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793), p. 1].

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 62.

(4) C'est vingt-deuxième jour. Voyez le texte de la lettre des administrateurs du département de police.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 62.

(6) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 702.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 62.

(2) *Bulletin de la Convention* du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793). Le *Monteur universel* [n° 25 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 101, col. 3] publie cette lettre avec quelques variantes. M. Aulard, dans son *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 348, reproduit le *Monteur*.

lisées, et que les enfants étaient au service de l'empereur, j'ai formé, et de suite exécuté, le projet de m'emparer de Montbéliard; j'y suis entré ce matin à 6 heures avec le bataillon de nouvelle levée de Dôle, 50 hommes de cavalerie et autant d'artillerie légère. Nous sommes entrés sans façon, avons pris la ville sans peine et sans user de poudre. J'ai fabriqué, fait imprimer et afficher de suite une proclamation.

« J'ai fait faire main basse sur toutes les caisses pour en faire verser le produit entre les mains du payeur général de Besançon, que j'ai requis de vérifier et arrêter tous les registres, et jusqu'ici le produit n'a été que de 18,000 livres en numéraire.

« Quoique le château ait été dévasté, il y existe encore pour près de 150,000 livres de meubles que je ferai vendre, sauf quelques objets rares et précieux que je pourrai conserver pour les envoyer au Muséum.

« Je vais presser le battage des dîmes de grains pour les faire passer à l'armée du Rhin, créer un district, une municipalité, un club et faire séquestrer les biens du prince. J'ai déjà requis la municipalité de faire abattre toutes les armoiries et signes de féodalité, pour y substituer le bonnet de la liberté.

« Il ne se trouve dans le château qu'environ 200 mauvais fusils; je vais prendre des renseignements pour en découvrir davantage (1).

« Il est bon que vous sachiez que ce petit pays a dérobé notre papier dans tous les cantons voisins (2).

« BERNARD (de Saintes). »

*Copie d'une proclamation faite par le citoyen Bernard, représentant du peuple dans le département du Doubs aux citoyens de la ci-devant principauté de Montbéliard (3) au nom de la République française.*

Citoyens,

Depuis longtemps la France vous voyait avec peine courbés sous le joug du despotisme féodal; elle désirait vous faire jouir comme elle du bien précieux de la liberté.

Peut-être vos magistrats ont-ils à se reprocher d'avoir retardé le moment de votre régénération; et nés pour la liberté, vous ne deviez pas attendre qu'une guerre formée contre elle obligeât les Français à vous la rendre.

Quoi qu'il en soit, les Français trop fiers d'un côté pour souffrir que votre ancien maître ait des possessions dans leur territoire quand il ose joindre une armée à celle des tyrans coalisés, et de l'autre trop humains et trop amis des hommes pour supporter que dans leur voisinage des

frères soient honteusement enchaînés et en proie à la tyrannie du premier ambitieux, nous apportent aujourd'hui la liberté, et avec elle tous les droits de l'homme.

Dès ce jour la dime et tous les droits odieux de la féodalité et de l'inégalité sont abolis pour vous, le droit de pêche et de chasse vous est rétabli, vous êtes tous également appelés aux emplois publics, le plus vertueux sera le seul préféré, la confiance du peuple est la seule dispensatrice de toutes les places et emplois, en un mot vous êtes Français.

Bons citoyens de Montbéliard, sachez apprécier ce bienfait, armez-vous d'une haine profonde contre tous les tyrans, et d'un saint amour pour vos frères, unissez-vous par des liens indissolubles à ce grand peuple qui vous rend libres, comptez que son courage et ses vertus triompheront de tous ses ennemis: déjà 1,800,000 hommes sont armés pour combattre tous les tyrans du monde, partout se répand sur les étendards flottants de la liberté cette légende terrible, *le peuple français debout contre les tyrans*, et partout la victoire couronnera de ses succès les libérateurs du monde, les restaurateurs de la liberté publique.

Jusqu'ici vous avez versé le fruit de votre travail dans la caisse d'un seul homme, qui ne l'employait qu'à vous avilir en même temps qu'il satisfaisait davantage son ambition; à l'avenir vos subsides seront pour vous puisqu'ils ne seront employés qu'à conserver votre liberté.

Autrefois le poids des impôts ne frappait que sur les utiles cultivateurs, aujourd'hui ils vont être répartis d'une manière égale entre tous les citoyens, et le riche payera pour le pauvre.

Citoyens du Montbéliard, la France a à se plaindre de votre dégoût pour les assignats, et des accaparements que vous avez faits avec votre or corrompateur; vous lui ferez sans doute oublier le passé par le présent et l'avenir, vous saurez, comme le Français mépriser un vil métal encore empreint de l'effigie d'un traître, et apprécier la monnaie d'un peuple libre et vraiment républicain. Vous ferez plus, vous mépriserez toutes les richesses quelconques, et ne respecterez que la vertu, le courage et le malheur. Vous ferez la guerre aux châteaux et porterez paix et assistance aux chaumières.

Tels sont les principes des Français, les adopter, c'est devenir leurs frères, les enfreindre ou les méconnaître, c'est être leurs ennemis.

Fait en commission, à Montbéliard, le 11 octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

BERNARD.

*Pour copie conforme :*

BERNARD.

Les citoyens Robespierre et Ricord, représentants du peuple près l'armée d'Italie, annoncent que le général L'Etenduer, qui commandait à Entrevaux, paraissant avoir traité avec nos ennemis, par le dénuement absolu où il avait laissé cette place, ils l'ont fait remplacer par le général Serrurier : ils demandent que le fort de Monaco soit appelé à l'avenir le fort d'Hercule. Ils font passer, en même temps, la copie des papiers saisis sur un lieutenant-colonel fait prisonnier de guerre avec 76 des siens, et la copie des papiers saisis sur Giraudi, juge de paix à Nice.

(1) Cette phrase est omise dans le compte rendu du Monteur.

(2) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* [25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 250, col. 1] et d'après l'*Auditeur national* [n<sup>o</sup> 389 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 1].

(3) *Archives nationales*, carton AFII 150, plaquette 1213, pièce 42. En marge de cette proclamation, on lit la note suivante : « La lettre d'envoi de cette proclamation se trouve au bureau des armes ; elle est datée du 10 octobre. »



Ces papiers consistent :

1<sup>o</sup> Dans une lettre de Rebuffo, consul à Vintimille;

2<sup>o</sup> Dans un passeport de ce même Rebuffo;

3<sup>o</sup> Dans une lettre, ou minute de lettre non signée, qu'il est facile de croire écrite par le citoyen Giraudi;

4<sup>o</sup> Dans des détails sur les fortifications de quelques places du département des Alpes-Maritimes;

5<sup>o</sup> Dans la minute d'un mémoire au roi de Sardaigne;

6<sup>o</sup> Dans un billet de Rebuffo à Giraudi, juge de paix;

7<sup>o</sup> Dans la lettre d'une femme à son mari, que l'on présume être celle de Giraudi;

8<sup>o</sup> Dans la convention faite entre les deux despotes de Londres et de Turin;

9<sup>o</sup> Dans une lettre de Giraudi au commandant de la place de Monaco, pour se procurer un entretien avec lui;

10<sup>o</sup> Dans une lettre pressante de Giraudi au commandant de Monaco, pour l'engager à tourner ses armes contre la France;

11<sup>o</sup> Dans un édit de Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles, portant ordonnance à tous les Français d'être hors de la capitale, et de tout autre lieu de ses domaines, dans l'espace de vingt jours.

A côté des papiers les plus impies, brillent les vertus les plus républicaines. Le capitaine des Pionniers, Rusca, homme d'un rare courage et d'une active surveillance, la terreur des Barbets, dont la tête est à prix par le tyran piémontais, fait don à la patrie de 50 livres par mois pendant tout le temps de la guerre : le premier paiement est déposé chez le payeur de cette armée.

La Convention nationale décrète le renvoi des papiers saisis au comité de Salut public, mention honorable du don fait par le citoyen Rusca, et change le nom du fort de Monaco en celui du fort d'Hercule (1).

*Suit un extrait de la lettre de Robespierre le jeune et Ricord, d'après le Bulletin de la Convention (2) :*

« Les représentants du peuple près l'armée d'Italie écrivent de Nice, le treizième jour du premier mois, qu'ils viennent de faire mettre en état d'arrestation le général Lestenduaire commandant à Entrevaux qui avait laissé cette

place dans le plus grand dénuement et qui favorisait les contre-révolutionnaires.

« Il n'y a plus maintenant d'inquiétude sur cette partie que Kellermann avait aussi affaiblie pour ouvrir un passage aux ennemis : on n'a plus d'incertitude sur ce projet. Des papiers saisis le 12 sur un lieutenant-colonel fait prisonnier de guerre avec 76 des siens ont appris que l'ennemi avait des intelligences dans Entrevaux et qu'il croyait cette conquête facile. La place d'Entrevaux n'était pas la seule qu'il convoitait; il publiait que sous peu de jours il serait maître du département des Alpes-Maritimes; mais il ne comptait pour cela que sur les moyens de corruption. Aussi son espérance a-t-elle été trompée. Il a fait proposer au citoyen Bizannet commandant à Monaco, de lui livrer cette place. Celui-ci chargea le citoyen Basset, adjudant d'attirer l'auteur de cette proposition sur le sol de la liberté, et l'on arrêta le lâche Giraudi, juge de paix de Nice, destitué 8 jours auparavant, trouvé porteur d'un mémoire indicatif de nos forces en hommes et en artillerie et de leur position. Il ne tardera pas à porter la peine due à ses forfaits.

« Pour récompenser Bizannet et Basset, les représentants du peuple les ont élevés à des grades supérieurs; ils envoient copie des lettres écrites à Bizannet par Giraudi et la traduction des autres pièces trouvées sur lui. A côté de ces exemples impies brillent les vertus républicaines de nos frères d'armes : le capitaine des pionniers Rusca, homme d'un rare courage et d'une active surveillance, la terreur des Barbets, dont la tête a été mise à prix par le tyran piémontais, fait don à la patrie de 50 livres par mois, pendant le temps de la guerre. Le premier mois est déposé chez le payeur de l'armée.

« La ville d'Antibes et celle de Monaco ont été déclarées en état de siège. Les républicains de cette dernière lui ont donné le nom de fort d'Hercule.

Le citoyen Tobiezen-Duby, employé à la Bibliothèque nationale, dépose sur l'autel de la patrie une médaille ou pièce de mariage, en argent, que l'effigie royale dont elle est souillée ne lui permet pas de conserver; il offre, en outre, une somme de 99 livres, consistant en une pièce d'or de 48 livres et en plusieurs écus de 6 et de 3 livres, qu'il

l'an II (mercredi 16 octobre 1793) p. 250, col. 2] contient quelques détails qui ne figurent pas au *Bulletin*. Voici, d'après ce journal, un résumé de la lettre de Robespierre le jeune et Ricord :

« Nice, 4 octobre.

« Citoyens nos collègues,

« L'armée française déploie contre les ennemis intérieurs le courage qui l'a déjà rendue si célèbre et si formidable aux ennemis extérieurs, et partout les aristocrates et les malveillants rentrent dans le néant à son aspect. Cependant cette contrée est favorable aux agents de Pitt.

« Des papiers trouvés sur un lieutenant-colonel fait prisonnier nous ont donné des renseignements sur une conspiration qui devait livrer à nos ennemis la ville d'Entrevaux. Un des chefs, nommé Lestenduaire, a été arrêté, et son arrestation a déjoué les projets de ses complices. Nous avons mis Monaco en état de siège ainsi qu'Antibes. Nous vous faisons passer la copie de la déclaration de guerre que nous a envoyée le petit tyran napolitain; mais s'il ose joindre les actions aux paroles, notre réponse est prête (*Applaudissements*) ».

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 63.

(2) *Bulletin de la Convention* du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793). Le *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 25 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 401, col. 1] publie un résumé du *Bulletin*. M. Aulard, dans son *Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 228) reproduit le texte du *Moniteur*.

Nous n'avons pu découvrir le texte exact de cette lettre. Le *Mercur universel* [25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de

désire changer contre une pareille somme de 90 livres en assignats.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

Les citoyens Delacroix et Louchet, représentants du peuple, envoyés dans les départements de la Seine-Inférieure et circonvoisins, demandent vengeance contre la plus exécrable des cités, vengeance contre le plus barbare et le plus lâche des gouvernements : plus de philanthropie, disent-ils, à l'égard des cannibales qui nous font la guerre : usons du droit terrible de représailles envers le beau-frère de Georges, puisqu'il est entre nos mains.

Renvoyé au comité de Salut public (2).

*Suit la lettre des représentants Delacroix et Louchet (3) :*

*Les représentants du peuple envoyés dans les départements de la Seine-Inférieure et circonvoisins, à la Convention nationale.*

« Au Havre, le 21 du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens nos collègues,

« Vengeance contre la plus exécrable des cités ! Vengeance contre le plus barbare et le plus lâche des gouvernements !

« Quoi ! les satellites du tyran de l'Angleterre ont fait périr sur un infâme poteau l'un des représentants d'un grand peuple, l'un des plus vertueux amis de la liberté, le sage Beauvais ! Le beau-frère de cet assassin couronné est entre nos mains ; et il respire encore !

« Vengeance, citoyens nos collègues, plus de philanthropie à l'égard des cannibales qui nous font la guerre.

« Eh bien ! puisqu'ils nous y forcent en violant ce qu'il y a de plus sacré, usons, usons enfin du droit terrible de représailles. La Convention nationale voudrait-elle faire repentir le peuple français de lui avoir confié le soin de venger les attentats commis contre sa majesté ?

« Citoyens nos collègues, nous faisons la motion que vous dénonciez au peuple anglais ce nouveau forfait de son gouvernement, et que vous lui laissiez le temps nécessaire pour nous en faire lui-même justice. Mais qu'en attendant le beau-frère de son despote, enchaîné dans une cage de fer soit exposé à l'indignation et au mépris des hommes libres sur la place même où la hache de la loi a frappé la tête de notre tyran ; et si après le délai que vous aurez prescrit, la plus éclatante réparation n'est pas faite au peuple français, qu'il y subisse le sort que le républicain Beauvais a subi dans les murs de Toulon.

« Salut et fraternité.

« DELACROIX ; L. LOUCHET. »

Le représentant du peuple, dans le département du Loiret, annonce que ce département qui, naguère, tendait la main au fédéralisme, est aujourd'hui à la hauteur de la Montagne ; la preuve en est consacrée dans 16 adresses de différentes communes, dont la désignation suit :

Municipalités de Lorey, de Condroy, de Vitry, de Sury-aux-Bois, de Saint-Aignan-des-Guets, de Barville, de Nancray, de Bonzy, de Fresville, de Quiers, de Seichebrières, de Nibelle, d'Auvilliers, de Saint-Sauveur, de Bordeaux, de Batilly.

Toutes ces municipalités faisant partie du district de Bois-Commun, département du Loiret.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre de Laplanche, représentant du peuple dans le département du Loiret (2) :*

*Le représentant du peuple dans le département du Loiret, à la Convention nationale.*

« Orléans, le 2<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens Collègues,

« Le département du Loiret, qui, naguères, tendait la main au fédéralisme et à la Vendée, est aujourd'hui à la hauteur de la Montagne et de la Révolution. Les administrations, régénérées par mes soins, ont produit cette heureuse métamorphose. La preuve en est consacrée dans 16 adresses que je vous envoie de la part des communes de ce département. Toutes sont plus énergiques les unes que les autres ; toutes, à l'unanimité ont voté la permanence de la Montagne jusqu'à la paix. Mille autres communes m'ont chargé de vous exprimer le même vœu.

« Le représentant du peuple,

« LAPLANCHE. »

*Suivent les adresses des diverses municipalités désignées dans la lettre de Laplanche :*

*Département du Loiret, district de Boiscommun, :  
Municipalité de Lorey.*

« Représentants du peuple,

« Cultivateurs de la terre, nos sueurs la couvrent de fruits et de moissons ; et vous, législateurs de la France, vos lumières et vos courages lui donnent des lois et la liberté. En revenant de nos travaux nourriciers, nous aimons à penser à vos travaux régénérateurs qui font le bonheur de la République et feront, sans doute, un jour, celui de l'univers.

« Législateurs, achevez votre ouvrage immortel ; dignes de la confiance du peuple, restez

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 64.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 64.

(3) Archives nationales, carton AFII 150, plaquette 1214, pièce 35. — Aulard : Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public, t. 7, p. 384.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 65.

(2) Archives nationales, carton C 374, dossier 693.



au poste où vous ont placés ses suffrages et ne descendez de la Montagne que pour recevoir de nos mains reconnaissantes les lauriers de la gloire et l'olive de la paix.

« TALVARD, *maire*; BERTHIOU, *procureur de la commune*; COMBOURG. »

#### *Municipalité de Coudray.*

« Représentants,

« Nous avons goûté les premiers de la Constitution républicaine. Nous briserons les digues du despotisme et malgré les tyrans, la liberté fera le tour du monde. Vous avez notre confiance, restez à votre poste, et la patrie sera sauvée malgré quelques individus qui n'ont pas encore eu le courage de se placer sur la Montagne.

*Les officiers municipaux de la commune de Coudray.*

AUDOUARD, *maire*; VOTIQU, *officier public*; BERAULT, *procureur de la commune*; GOURAU.

#### *Municipalité de Vitry (1).*

« Représentants du peuple,

« Continuez vos travaux révolutionnaires, restez à votre poste, vous méritez notre confiance, vous n'avez jamais cessé de l'avoir; vous seuls pouvez mettre à l'abri des orages fédéralistes et de la fureur des tyrans, l'arbre chéri de la liberté républicaine.

« Salut et fraternité de la part des sans-culottes de la commune de Vitry-aux-Loges district de Boiscommun, département du Loiret.

« LE BER, *maire*; COLFOU, *municipal*; GOBY, *municipal*; JAHAN, *municipal*; COUPET; MAUDONNET; ARGY, *procureur de la commune*.

#### *Commune de Quiers.*

*Liberté, égalité, la République une et indivisible ou la mort!*

« Citoyens représentants,

« Tous vos décrets sont l'expression de nos volontés. Nous applaudissons à vos immortels travaux, qui doivent affermir la souveraineté du peuple sur des bases inébranlables.

« Nous vous invitons à rester à votre poste jusqu'à ce que vous ayez amené au port le vaisseau de la République.

« C'est le vœu le plus sincère des citoyens officiers municipaux de la commune de Quiers, district de Boiscommun, département du Loiret.

« LELOUP, *officier*; LIONET, *procureur*; MAIROIS, *greffier*; SEVIN, *officier*.

#### *Commune de Seichebrières.*

« Représentants du peuple,

« Vous seuls pouvez sauver la patrie. Sauvez la patrie, c'est votre devoir, c'est le vœu des républicains de Seichebrières, district de Boiscommun, département du Loiret.

« L.-F. MARTIN, *maire*; GEORGES DESNOYERS.

« L'an II de la République une et indivisible.

#### *Municipalité de Nibelle.*

« Représentants montagnards,

« Combles de vos bienfaits, nous vous conjurons de rester à votre poste, et de ne pas abandonner la République naissante aux fureurs du fédéralisme et de l'aristocratie.

« Purgez les armées de la République des nobles et des scélérats qui nous trahissent. Jetez un regard de surveillance sur l'organisation des vivres, charrois, habillement, etc., etc. Ne souffrez pas que les administrations importantes deviennent le réceptacle des célibataires et des lâches. En un mot, surveillez l'égoïsme insatiable, et la France sera sauvée.

« Les officiers municipaux de la commune de Nibelle.

« MOREAU, *maire*; PRETENS, *procureur de la commune*; ROUSSEAU, *municipal*; P. MARTIN, *municipal*; MARIGNY, *secrétaire-greffier*; GARRÉ, *membre*. »

*Adresse du curé révolutionnaire et des citoyens de la commune de Sury-aux-Bois, district de Boiscommun, département du Loiret, à la Convention nationale.*

« Citoyens représentants,

« Rester au milieu de la carrière brillante qui vous est ouverte, abandonner ce timon de la République au milieu des orages et ne pas conduire au port un vaisseau encore chancelant qui est l'ouvrage de vos immenses travaux, ferait tout à la fois le deuil et le désespoir et du curé révolutionnaire et des citoyens de la commune de Sury-aux-Bois, district de Boiscommun, département du Loiret. L'un et les autres prient la Convention nationale de rester à son poste jusqu'au moment où par ses sages précautions, les ennemis de l'intérieur soient dispersés, et les satellites des despotes coalisés, forcés de reconnaître l'unité et l'indivisibilité de la République française.

« MEUNIER, *maire*; J. PELLETIER, *curé officier public*; THIERCELIN, *officier municipal*; MERLIER, *procureur de la commune*; BEAUDEAU, *officier municipal*; THIERCELIN, *secrétaire-greffier*.

(1) Aujourd'hui : Vitry-aux-Loges.

*Commune de Saint-Aignan-des-Guets.*

« Représentants,

« Nous sommes pauvres, mais nous sommes libres, et ce bienfait inappréciable c'est à vous que nous le devons. Des despotes voudraient nous ravir ce que vous nous avez donné. Restez à votre poste, et les ennemis coalisés ne seront bientôt plus.

« Les officiers municipaux de la commune de Saint-Aignan-des-Guets.

« LERAULT, maire; P.-MARTIN, CLIN, Jean COULON. »

*Commune de Barville.*

« Représentants du peuple,

« La montagne peut seule écraser les tyrans, que la montagne, la sainte montagne ne se dissolve que lorsque ses volcans révolutionnaires auront dévoré le dernier ennemi de la République une et indivisible. C'est le vœu des sans-culottes de la commune de Barville, district de Boiscommun.

« RATTIER, maire; BERTIER, officier; PENOIR, officier; TONDU, procureur de la commune.

« Barville, le 2 octobre 1793, l'an II de la République, le premier de la destruction du tyran. »

*Commune de Nancray.*

*Département du Loiret, district de Boiscommun, le 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, aux citoyens députés de la Convention nationale.*

« Citoyens,

« La commune de Nancray, conjointement avec leur citoyen curé, franc républicain, et vrai sans-culotte, animée du plus pur civisme, félicite la Convention nationale de tous ses travaux qu'elle regarde comme un chef-d'œuvre; elle l'invite donc à rester à son poste, et à ne se séparer que lorsqu'elle aura amené au port le vaisseau qui achève à jamais notre liberté, cette sainte et sacrée liberté que nous avons juré de défendre en bons républicains, et que nous consoliderons, en dût-il coûter le sang du dernier des Français.

« Les citoyens de la commune de Nancray.

« SALIGOT, curé, officier public; TELLIER, maire. »

*Commune de Bouzy.*

« Représentants du peuple,

« Dignes de la confiance des citoyens de la

commune de Bouzy, district de Boiscommun, capables de sauver la patrie et de faire triompher la République de ses ennemis, restez à votre poste, continuez vos travaux régénérateurs jusqu'à ce que les brigands couronnés soient expulsés du sol de la liberté.

« Salut et fraternité.

« Les officiers municipaux de la commune de Bouzy,

« RUFFIER, procureur de la commune; BILLAY, municipal; HUFFIER, greffier. »

*Municipalité de Fresville (1)*

« Dignes représentants,

« Les ennemis de la République ont beau faire, la France sera sauvée, parce que vous le voulez et parce que le peuple le veut. Le peuple attend de vous son bonheur; vous lui en êtes comptables, et nous pensons que vous ne pouvez l'opérer qu'en restant à votre poste. La montagne devient, tous les jours, de plus en plus puissante, et le peuple qui ne sépare point ses intérêts de ceux de la Convention nationale, a pris une grande part à l'incarcération des mandataires infidèles qui siégeaient dans le Sénat.

« Vive la République ! vive la Montagne !

« Les officiers municipaux de la commune de Fresville.

« HEFFIER, maire; BÉNARD, officier; COFFON, procureur, BAIGNAUX, noiable. »

*Commune d'Auvilliers.*

« Représentants du peuple,

« Choisis par le peuple français, vous n'avez pas cessé de mériter sa confiance, continuez vos travaux régénérateurs, restez à votre poste jusqu'à ce que la patrie et la liberté soient délivrées des brigands qui veulent anéantir la Constitution républicaine.

« Les officiers municipaux de la commune d'Auvilliers :

« HUREAU, maire; LIGER; CAILLE, curé et officier public. »

*Municipalité de Saint-Sauveur (2).*

« Dignes représentants,

« Les habitants de la campagne sont plus sincères qu'éloquents, et plus révolutionnaires que modérés. Vous avez toute notre confiance; nous vous offrons nos bras et la République

(1) Il n'existe aucune commune de ce nom dans le département actuel du Loiret.

(2) *Ibid.*



trouvera toujours en nous des enfants dignes d'elle.

« Représentants montagnards, restez à votre poste et la patrie sera sauvée.

« *Les officiers municipaux de la commune de Saint-Sauveur,*

« LOYSEAU, maire. »

#### *Municipalité de Bordeaux.*

##### Représentants du peuple,

« Le salut public, le triomphe de la liberté, l'affermissement de la Constitution républicaine, ouvrage immortel des généreux montagnards, commandent à la Convention nationale de rester à son poste. Républicains, continuez de mériter notre confiance, sauvez la patrie, purgez-là de ses ennemis et ne rentrez dans le sein de vos familles que lorsque la République sera affermie et jouira de toutes les douceurs de la liberté.

« *Les officiers municipaux de la commune de Bordeaux.*

MIDARGE, maire; GAUCHER, municipal;  
COUTÉE, procureur de la commune. »

##### *Commune de Batilly (1).*

##### « Vertueux représentants,

« Dépositaires de la confiance de tous les citoyens français, vous sauvez la patrie. Vous ne souffrirez pas que le fédéralisme anéantisse la Constitution sous les ruines de laquelle nous serions tous encombrés.

« Représentants, restez à votre poste, vous y êtes nécessaires pour contenir l'ardeur impétueuse des Français de toutes les classes qui vont anéantir les tyrans de l'Europe.

« *Les officiers municipaux de la commune de Batilly.*

« P. THIERRY, officier; DOUZOUER, officier.

« A Batilly, le 2 octobre 1793, l'an II de la République et le premier de la destruction du tyran. »

Les représentants du peuple Lequinio et Laignelot annoncent qu'à leur arrivée à Rochefort et à La Rochelle ils ont trouvé l'esprit public sans consistance; que la perfidie des riches, masquée de patriotisme, tenait le peuple dans une sorte d'incertitude et d'engourdissement; qu'aujourd'hui leur présence, leurs discours et leur fraternité franche ont tout régénéré. Une des mesures qui a le plus satisfait le peuple est la destitution de tous les officiers ci-devant nobles, tant de terre que de mer.

##### Renvoyé au comité de Salut public (2).

(1) Il s'agit de Batilly-en-Gatinais.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 63.

*Suit un extrait de la lettre de Lequinio et Laignelot, d'après le Bulletin de la Convention (1).*

« Les représentants du peuple Lequinio et Laignelot, écrivent de Rochefort le dix-huitième jour du premier mois, qu'ils ont relevé l'esprit public abattu à la Rochelle et à Rochefort : le peuple leur a donné des preuves de son amour pour le gouvernement républicain. Ils ont destitué tous les officiers ci-devant nobles, tant de terre que de mer; ils ont trouvé dans tous les marins des hommes qui commencent à goûter les douceurs d'une existence libre. Dans la garnison de l'Isle-d'Aix, une jeunesse toute bouillante de républicanisme leur a rendu avec transport les témoignages de ce respect affectueux et fraternel que tout républicain paie librement à la représentation nationale : ils sont allés à sa tête fonder une société populaire dans le temple, où des prêtres hypocrites ont si longtemps affermi par leurs mensonges, le règne des tyrans et l'esclavage du peuple. La levée de la première réquisition se fait avec le plus grand succès et déjà elle marche vers la Vendée; enfin, la chose publique était en danger dans ces contrées, lorsque les représentants du peuple y sont arrivés, maintenant, le péril est passé (2) ! »

Le représentant du peuple dans le département du Loiret présente à la Convention les enfants de l'infortuné Beauvais, savoir : Caroline Beauvais, âgée de 15 ans, et Charles-Théodore Beauvais, âgé de 21 ans, qui sert depuis dix-huit mois la République française, et qui a suivi constamment le siège de Valenciennes, où il a reçu une blessure honorable : il sollicite en leur faveur les mêmes droits que la fille de l'immortel Le Peletier; il demande, en un mot, que la nation, toujours grande et toujours généreuse, les adopte pour ses enfants.

##### Renvoyé au comité de Salut public (3).

*Suit la lettre de Laplanche, représentant du peuple dans le département du Loiret (4).*

*Le représentant du peuple dans le département du Loiret, à la Convention nationale.*

« Orléans, le 1<sup>er</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

##### « Citoyens collègues,

« Vous avez donné un grand exemple de vertu républicaine, en adoptant la fille de l'immortel Le Peletier. Je remplis un bien doux ministère, en vous proposant d'adopter également et de

(1) *Bulletin de la Convention* du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793).

(2) Applaudissements, d'après l'*Auditeur national* [n<sup>o</sup> 389 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793) p. 1].

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 63.

(4) *Archives nationales*, carton AFi 169, plaquette 1391, pièce 9.

doter les malheureux enfants de notre infortuné collègue que la férocité anglaise vient de massacrer à Toulon.

Beauvais-Préau était médecin à Orléans. Il laisse deux enfants sans mère et sans fortune. *Caroline Beauvais*, sa fille, âgée de quinze ans, déplore en ce moment le malheur de son père dans un asile d'institution aux dépens de ses parents peu fortunés. Cette intéressante *Caroline* vous demande par mon entremise, de ne pas l'abandonner. Je l'ai vue, je l'ai consolée; je lui ai promis, de votre part, secours et protection. *Caroline* n'a d'autres ressources et d'autre espoir que dans une nation grande et généreuse, et que dans les pères de la patrie.

« Son frère, citoyens collègues, mérite également les regards attendris de votre tendresse paternelle. *Charles-Théodore Beauvais*, âgé de 21 ans, sert déjà depuis 18 mois la République française, incorporé dans un bataillon de Paris, il a suivi constamment le siège de Valenciennes, où il a reçu une blessure honorable. La tendre sœur m'apprend en ce moment qu'il aspire à une place d'adjudant, et qu'elle imagine qu'il est actuellement à Paris. Son domicile ordinaire est rue de Sèvres, faubourg Saint-Germain, à l'hospice de Saint-Sulpice.

« Citoyens collègues, vous n'hésitez pas, sans doute, à assurer aux enfants de notre estimable et vertueux collègue un sort digne de la cause sublime pour laquelle il a été cruellement immolé.

« J'espère, citoyens collègues, que vous applaudirez aussi au sentiment d'humanité et de justice nationale qui m'a porté à rendre sur-le-champ, la liberté à deux sœurs et à une cousine germaine de Beauvais, ci-devant religieuses, et qui n'avaient pas prêté serment. Leur faute m'a paru trop expiée par le sang de leur frère.

« *Le représentant du peuple.*

« *LAPLANCHE.* »

Le ministre de l'intérieur annonce que, conformément à la loi du 12 septembre dernier, vieux style, il a fait transférer les gens suspects dans différents corps de bâtiments nationaux; mais il observe que, pour avoir à sa disposition quelques-uns de ces domaines, il est nécessaire de résilier les baux, d'accorder des indemnités, et de faire différentes réparations et distributions qui occasionneront des dépenses.

Ces dépenses tenant à des mesures extraordinaires, et ne pouvant par là être à la charge de la ville de Paris seule, mais de la nation entière, il demande sur quelle caisse il pourra prendre les fonds nécessaires.

Renvoi aux comités des finances et d'aliénation réunis (1).

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (2).

Le ministre de l'intérieur annonce que, conjointement avec le département de Paris, il a choisi des domaines nationaux pour la détention

des gens suspects, mis en arrestation. La ci-devant Abbaye-aux-Bois, le grand et le petit Luxembourg et les Picpus ont été désignés. Il demande que la Convention prenne des mesures pour la résiliation des baux passés avec les divers locataires qui occupent des loges dans les maisons ci-dessus désignées.

Renvoyé au comité d'aliénation.

Les administrateurs du département du Cher font le plus grand éloge de la conduite de *Laplanche*. « Nous devons, disent-ils, la justice d'apprendre à la République entière, qu'il s'est dignement acquitté de la plus honorable et délicate mission qu'un citoyen puisse avoir à remplir. Le département du Cher était déjà sur la montagne de la Liberté : le citoyen *Laplanche* l'a placé au sommet, pour n'en jamais descendre. »

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

Suit l'adresse des administrateurs du département du Cher (2).

Adresse des administrateurs du département du Cher, à la Convention nationale.

« Législateurs,

« Vous avez été longtemps calomniés dans vos grandes opérations, il faut que nous soyons vrais et équitables envers celui de vos décrets que les tyrans, les riches et les fanatiques ont le plus redouté.

« Les principes dépravés, les manœuvres liberticides de plusieurs administrations supérieures vous inspirèrent l'idée de franchir les distances de voir par vos yeux, de vous faire représenter, dans les départements par des commissaires pris dans votre sein, et investis des pouvoirs illimités dont vous êtes revêtus.

« C'est sans doute une tâche effrayante pour un seul homme, de représenter vingt-cinq millions de citoyens libres, d'user de leur puissance et de parler en leur nom; nous devons au brave montagnard *La planche*, la justice d'apprendre à la République qu'il s'est dignement acquitté dans le département du Cher de la plus honorable et délicate mission qu'un citoyen puisse avoir à remplir.

« Ce n'est point ici un homme que l'administration supérieure du département du Cher vient flagorner, c'est un hommage qu'elle rend au choix de la Convention nationale, c'est une reconnaissance que le département doit aux principes et aux talents du commissaire de la Convention, c'est un encouragement que le peuple veut donner aux députés envoyés dans les divers départements pour y expliquer la Constitution et y faire aimer et respecter la représentation nationale. La seule récompense des vrais républicains est le simple récit de ce qu'ils ont fait pour la patrie.

« C'est nous qui avons appelé le représentant du peuple dans nos murs, où il ne se pressait

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 66.

(2) *Auditeur national* [n° 389 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793) p. 1].

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 66.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 702.



point de paraître, ne s'y croyant pas aussi nécessaire que dans le département du Loiret.

« Des mouvements désordonnés se manifestaient dans les sections de Bourges; des arrêtés du conseil du département, approuvés par le comité de Salut public de la Convention nationale, et commandés par les circonstances impérieuses étaient contrariés dans leur exécution; l'aristocratie s'agitait, l'autorité, sans force, était réduite à temporiser; nous étions à la veille de voir la tranquillité publique nous échapper.

« Alors nous écrivîmes au représentant du peuple. Bientôt nous lui envoyâmes un député à Orléans, qui fut chargé de lui exposer d'une manière pressante le désir des bons citoyens, et de le prier de hâter son arrivée dans le département du Cher, pour y remettre en force le patriotisme et l'autorité légitime, et inspirer la terreur aux malveillants.

« Laplanche arrive, sa renommée l'avait avancé en publiant son républicanisme et son intrépidité; aussitôt les aristocrates rentrent dans le néant, et les cœurs de tous les vrais *sans-culottes* s'épanouissent et volent vers le sien.

« S'entourer des commissaires des assemblées primaires, et consulter fraternellement la Société populaire, furent les premières démarches du représentant du peuple.

« Un examen sévère des principes et des actions, les autorités épurées, les fanatiques atténués, les coupables punis, les riches insouciantes taxés, les pauvres largement secourus, des ressources réservées pour eux, les prisons visitées et protégées, les malades humainement soulagés, les établissements publics raffermis, les grands changements utiles provisoirement accordés, les défenseurs de la patrie passés en revue et harangués, les citoyens opprimés accueillis à toute heure, enfin la justice distributive partout et publiquement remise en vigueur. Tels sont les travaux de six jours du représentant du peuple dans le département du Cher.

« Dans une semaine, il a partout électrisé et ranimé l'esprit public au foyer de son éloquence persuasive et de ses vertus républicaines. Sa présence a produit sur l'esprit public du département ce que quelques gouttes d'une boisson fortifiante et inflammable opèrent sur le corps humain, le département du Cher était déjà situé sur la montagne de la liberté, le citoyen Laplanche l'a placé au sommet, pour n'en jamais descendre.

« Législateurs, nous ne sommes plus étonnés qu'avec de tels hommes vous ayez vaincu tant de résistances et amené à sa perfection une Constitution populaire qui fera l'admiration des siècles à venir. Mais ce n'est pas encore le moment de l'abandonner à ses seules forces. Continuez vos grands travaux. Nous avons juré, comme vous, de défendre et d'affermir cette immortelle Constitution, nous tiendrons nos serments; tenez les vôtres; assurez sans retour le bonheur du peuple et la chute des tyrans.

« PARÉ; AUCLERC; GAUCHIER; LEFRANC, *président*; DUDRÉ DE SAINT-MAUR; DUMOULVERVILLE; LAMERVILLE, *procureur général syndic*; COURTIER, *secrétaire général*. »

La Société patriotique de Riez, département des Basse-Alpes, invite la Convention à rester à son poste.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit l'adresse de la Société patriotique de Riez (2).

« Citoyens représentants,

« Les principes qui vous ont dicté l'Acte constitutionnel, sont gravés dans le cœur des sans-culottes de Riez, la nature les en a toujours nourris. Pénétrés de votre résolution à les consolider, ils vous invitent à rester à votre poste jusqu'à ce que la patrie ne soit plus en danger.

« Oui, dignes représentants, restez sur la sacrée Montagne, et en brisant contre ses rochers les ressorts liberticides, vous en ferez jaillir les sources du bonheur.

Les membres composant le comité de correspondance de la société des Sans-Culottes de Riez, district de Digne, département des Basses-Alpes.

« MILLE, *président*; GARRUS, *secrétaire*; CHERAMY, *secrétaire*. »

La citoyenne Villefort, Anglaise de nation, résidant à Montreuil, district de Nemours, fait passer les lettres de naturalisation que son affection pour la France lui a fait obtenir, mais qu'elle ne veut plus conserver sous le nom du despote que l'on a puni; elle ne veut être adoptée que par la République, et elle demande, à cet effet, un décret d'adoption.

Renvoi au comité de législation (3).

La Société populaire et républicaine de Redon félicite la Convention nationale sur le décret qui fixe les denrées de première nécessité, et l'invite à rester à son poste, jusqu'à ce qu'elle ait sauvé la patrie.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (4).

Suit l'adresse de la Société populaire de Redon (5).

« Redon, 8 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Recevez, avec les sentiments de la plus vive allégresse, les témoignages de notre reconnaissance, à l'occasion du décret qui fixe le prix des denrées et marchandises de première nécessité.

« Depuis longtemps le vœu des citoyens attendait une loi aussi salutaire. Vous avez comblé leurs desirs; cette loi bienfaisante est rendue, son exécution va, pour toujours, faire disparaître les calculs des accapareurs, de ces sangsues de la

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 66.  
(2) Archives nationales, carton G 276, dossier 714.  
(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 67.  
(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 67.  
(5) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

société, de ces vampires civils qui ne se sont enrichis que des sueurs du peuple et n'estimaient la Révolution qu'en raison du lucre qu'ils compentaient en retirer.

« Et vous, criminels fournisseurs des armées, vous astucieux calculateurs, vous marchands de toute espèce, de toutes couleurs qui, à force d'agiotage, avez poussé à bout la vengeance nationale, trembles; vos crimes sont découverts, le glaive de la justice va enfin frapper vos têtes coupables.

« Votre tâche n'est point encore remplie, citoyens législateurs, continuez vos immenses travaux ! que votre courage ne se laisse point abattre par les difficultés sans nombre qui contrarient vos vues bienfaisantes. Consolidez la Constitution, achevez votre carrière et ne revenez parmi nous recevoir les bénédictions du peuple qu'après avoir sauvé la patrie. Voilà vos devoirs.

« Tels sont, citoyens législateurs, les sentiments de la société populaire de Redon : ils sont ceux de tous les vrais républicains.

*« Les membres de la correspondance de la Société populaire et républicaine de Redon.*

« DEGOUVÉE; LALLEMAND, secrétaire; CHEVALIER, secrétaire; BINET, secrétaire. »

Les administrateurs et procureur syndic du district de Saint-Affrique, département de l'Aveyron, annoncent qu'à la voix des représentants du peuple députés auprès des Pyrénées-Orientales, tous les citoyens de ce district se sont levés et divisés en deux classes : la première a marché à l'ennemi, et la seconde poursuit les brigands qui attentent tous les jours à la vie des patriotes, et ravagent leurs propriétés.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre des administrateurs et procureur syndic du district de Saint-Affrique (2).*

*Les administrateurs et procureur syndic du district de Saint-Affrique, département de l'Aveyron, à la Convention nationale.*

« Saint-Affrique, le 27 septembre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyen Président,

« La voix des représentants du peuple aux Pyrénées-Orientales annonçant les dangers de la patrie s'est fait entendre jusqu'à nous. A ce cri, les citoyens de ce district se sont levés, l'agriculteur a quitté sa charrue, le berger son troupeau, l'artisan son atelier. Allons, ont-ils dit, plonger un fer meurtrier dans le sein de ceux qui tiennent dans leurs mains les poignards de la tyrannie, ils ont donc marché, et marché tous. Les administrateurs du département ont prouvé qu'il existait des dangers et des brigands à leur entour et au nôtre, les classes se sont divisées;

la première a marché à l'ennemi, la seconde poursuit les brigands qui, dans les départements limitrophes et sur nos propres foyers, attentent tous les jours à la vie des patriotes, et ravagent leurs propriétés.

« Citoyens, ces jeunes soldats de la patrie ne sont déjà plus autour de nous, ils sont au po<sup>u</sup> où l'honneur attend tous les républicains, ils y vaincront les ennemis, et, le front ceint de lauriers, leurs armes teintes du sang des tyrans, en rentrant dans leurs foyers, ils en ont fait le serment, achèveront de terrasser les traîtres. Le calme et la paix naîtront, et la France ne connaîtra désormais que des hommes vraiment libres, qui soutiendront à jamais les colonnes de l'Egalité où sont déjà gravés leurs droits, et la constitution qui arme les tyrans contre nous.

« ROQUE, président; TOULON; MARCORIN; CŒURVEILLE; LAON; BOURGUET; ESPINASSE; BONNEVIALLE; GUIRAUD, procureur syndic. »

Les représentants du peuple près le département de la Gironde annoncent qu'ils ont fait arrêter, au milieu de Bordeaux, l'ex-député Duchâtel, un secrétaire de Brissot, un réfugié du Calvados, avec la femme de Puisaye, général du roi, Buzot, défat à Vernon; ils travaillent, disent-ils, à purger le pays des scélérats qui y abondent, et à procurer des vivres à la ville de Bordeaux, qui souffre depuis longtemps de la disette : ils font passer copie d'un arrêté dicté par les circonstances les plus impérieuses. Ayant appris que les aristocrates et les riches faisaient des chargements immenses pour l'étranger, ils ont suspendu provisoirement le départ de tout navire français ou étranger.

Insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de Salut public (1).

*Suit le texte de la lettre des commissaires dans la Gironde, d'après un document des Archives nationales (2).*

*O.-Alex. Yeabeau, l'un des représentants du peuple près le département de la Gironde, à la Convention nationale.*

« A La Réole, le 8 octobre 1793, l'an II de la République.

« Citoyens mes collègues,

« Dans l'absence de Tallien, qui est parti avec un détachement de cavalerie pour arrêter plusieurs conspirateurs, je m'empresse de vous annoncer que nous venons de faire arrêter, au milieu de Bordeaux, l'ex-député Duchâtel, un secrétaire de Brissot, espagnol de naissance, nommé Marchena, et un autre réfugié du Calvados, avec la femme de Pisay (3) général du

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 67.

(2) Archives nationales, carton AFII 169, plaque 1390, pièce 23. Bulletin de la Convention du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793). Aulard : Recueil des Actes et de la Correspondance du comité de Salut public (t. 7, p. 228).

(3) Il s'agit de Puisaye.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 67.

(2) Archives nationales, carton C-274, dossier 702.



roi Buzot; défait à Vernon. Nous vous promettons de livrer dans peu à la vengeance des lois, des coupables encore plus fameux. Nous avons la preuve authentique que presque tous les députés fugitifs du Calvados et de la Vendée, ainsi que les généraux et leur état-major, sont à Bordeaux ou dans les environs. Un jeune homme, nommé Mahon, que j'ai reconnu ici pour avoir été attaché à Félix Wimpfen, et que j'ai fait arrêter, nous a donné tout le fil de la conjuration qui allait son train, malgré la conversion subite et apparente des fédéralistes, avec lesquels les conjurés sont en relation intime.

« Nous travaillons jour et nuit soit à purger le pays des scélérats qui y abondent, soit à procurer des vivres à la ville de Bordeaux qui souffre depuis longtemps de la disette (1). La sécheresse extrême qui se fait ressentir dans toutes ces contrées, a retardé le succès de nos soins.

« Les vrais sans-culottes qui composent la majeure partie des Bordelais, nous fournissent chaque jour des preuves de leur patience et de leur ardent patriotisme; encore quelques jours et nous aurons, avec leur aide, dévoilé les intrigues, démasqué les hypocrites, saisi les traîtres et détrôné les fédéralistes. Nous sommes assez éclairés sur les localités, pour ne pas être la dupe des apparences, et assez fermes pour ne jamais composer avec les coupables, et pour nous mettre au-dessus de toutes les considérations autres que celle du triomphe de la République une et indivisible.

« Nous ferons conduire les détenus au tribunal révolutionnaire à Paris, à moins que nous ne recevions des ordres contraires (2).

« Salut et fraternité.

« TALLIEN; C.-Alex. YSABEAU.

« P.-S. Mon collègue Tallien arrive de sa tournée, où s'il n'a pas réussi à arrêter de grands coupables, il a ranimé l'esprit public, et renouvelé plusieurs administrations vicieuses. Nous avons l'assurance de conserver à jamais à la République le département de la Gironde et la ville de Bordeaux, en suivant avec fermeté un plan approuvé par tous les vrais républicains (3).

« C.-Alex. YSABEAU; TALLIEN.

« Nous joignons ici un arrêté que les circonstances ont rendu indispensable, au moment où les riches Bordelais faisaient passer leur immense fortune à l'étranger. »

*Arrêté (4).*

A La Réole, département de la Gironde, le 7 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

Les représentants du peuple, députés par la Convention nationale près les départements de

la Dordogne, de Lot-et-Garonne, de la Gironde, et autres circonvoisins;

Considérant que d'après les avis circonstanciés qui leur ont été donnés par plusieurs républicains de Bordeaux, il se fait dans le port de cette ville des chargements immenses pour l'étranger; que cette mesure peut faire écouler en même temps des denrées infiniment précieuses à la France, et la fortune des individus qui, par leurs démarches contre-révolutionnaires, ont été mis hors de la loi;

Arrêtent que tout départ de navire français ou étranger demeure provisoirement suspendu sous quelque prétexte que ce soit, jusqu'à nouveaux ordres de la Convention nationale à laquelle le présent arrêté sera communiqué sans délai.

Le présent arrêté sera signifié au commissaire ordonnateur provisoire de la Marine de Bordeaux, au directeur des Douanes, et au commandant du vaisseau stationnaire, lesquels sont requis de surveiller son exacte exécution (1).

Signé : C.-Alex. YSABEAU, TALLIEN.

*Pour copie conforme :*

PEYREND D'HERVAL, secrétaire de la Commission, commissaire des guerres.

Les sans-culottes composant la Société populaire de Bayeux félicitent la Convention d'avoir eu le courage et la force de terrasser les serpents qui jetaient de toutes parts la discorde et la guerre civile; ils l'invitent à continuer ses travaux pour sauver la République.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

*Suit la lettre des sans-culottes composant la Société populaire de Bayeux (3).*

« Braves Montagnards,

« Depuis longtemps vous nourrissiez dans votre sein des serpents sifflant de toutes parts le feu de la discorde et de la guerre civile. Vous avez eu le courage et la force de les terrasser, de les étouffer. Grâce immortelles vous soient rendues.

« A votre exemple, législateurs, la Société populaire de Bayeux a commencé à s'épurer, et n'a pas peu contribué à l'arrestation de beaucoup de gens suspects et surtout de prêtres insermentés.

« Il ne faut plus temporiser avec les traîtres, le sang des patriotes qui coule depuis longtemps sur la frontière crie vengeance. Il est temps que les faibles dans le sentier de la liberté soient rassurés; que les intrigants, les fanatiques et les aristocrates tremblent; il est temps enfin que les têtes coupables tombent.

(1) A cet endroit, le *Moniteur* a supprimé la fin de la lettre de Tallien et d'Ysabeau.

(2) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* [25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793) p. 252, col. 2].

(3) *Ibid.*

(4) *Archives nationales*, carton AFII 169, plaquette 1390, pièce 22.

(1) Cet arrêté aurait été approuvé par la Convention, d'après le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 392, p. 188), l'*Auditeur national* [n° 389 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793) p. 3] et les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 288 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 1344, col. 2].

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 68.

(3) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 714.

« Continuez, vertueux Montagnards, et vous sauverez encore une fois notre République naissante.

« *Les sans-culottes composant la Société populaire de Bayeux.*

« VERNET, président; AUDOUIN; Simier DES-PRÉAUX; G. MALLET, archiviste. »

Le conseil général du département du Tarn fait part des motifs qui lui ont fait prendre en sens contraire l'insurrection du 31 mai et du 2 juin; ces motifs sont, disent-ils, fondés sur des rapports infidèles; mais à peine la vérité a-t-elle commencé à luire à leurs yeux, qu'ils n'ont cessé d'applaudir aux efforts des vrais amis du peuple. Enfin, leur vœu est que la Convention tienne les rênes du gouvernement jusqu'à ce que la République ait triomphé de ses ennemis.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre du conseil général du département du Tarn (2).*

Le Conseil général du département du Tarn, à la Convention nationale.

« Castres, le 27 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants du peuple,

« Trompés par des rapports infidèles, notre amour pour la liberté, notre attachement pour la Convention nationale, nous firent voir la violation de la souveraineté du peuple et de la représentation nationale dans les événements des journées des 31 mai et 2 juin qui ont sauvé la République.

« Notre erreur fut courte et la vérité connue nous affermit sur la montagne pour y applaudir aux efforts des vrais amis du peuple élevant l'édifice de son bonheur. N'ayant pas à nous reprocher aucun acte, aucune intention tendant à allumer la guerre civile, à affaiblir l'action du gouvernement, à faire méconnaître la Convention nationale, nous conservâmes la sécurité de l'innocence; mais la crainte d'avoir perdu votre confiance enraya souvent notre zèle, lors même que pour la regagner nous nous dévouions tout entiers à la chose publique. Assurez-nous, représentants, que nous l'avons encore cette confiance et vous nous rendrez l'énergie qui, plusieurs fois, a reçu votre approbation. Nous ne vous parlerions pas de nos principes, si nos actions n'en attestaient la pureté; forts de ce témoignage, nous venons jurer en vos mains la haine de la royauté, l'extirpation du fédéralisme et le maintien de la liberté et de l'égalité républicaines à tout prix. Nous adhérons à toutes les lois révolutionnaires que vous a dictées et que vous dictera le salut de la patrie. Nous promettons individuellement de concourir à leur exécution de tout notre pouvoir, quel que soit notre poste, et

nous exprimons notre vœu pour que vous reteniez les rênes du gouvernement jusqu'à l'époque où la République aura triomphé de ses ennemis extérieurs et intérieurs.

« FOURNES, président; CORBIÈRE; BALART ARTAULT; COUCHET; MADIÈRE; JALBY procureur général syndic. »

Le conseil général de la commune de Castres emploie les mêmes motifs que le département du Tarn, pour rétracter ses erreurs sur l'insurrection du 31 mai; elle invite aussi la Convention à rester à son poste.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

*Suit l'adresse du conseil général de la commune de Castres (2).*

Adresse du conseil général de la commune de Castres, à la Convention nationale.

« 25 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« La malveillance et la calomnie avaient égaré notre opinion sur les événements mémorables du 31 mai et jours suivants; placés à 200 lieues du foyer des mouvements révolutionnaires qui ont encore une fois sauvé la République à cette époque, il est moins étonnant, sans doute, que nous ayons partagé des alarmes accréditées d'une manière effrayante par les ennemis intérieurs du nouvel ordre de choses. Mille projets funestes à la liberté de la Convention et attentatoires à l'unité et à l'indivisibilité de la République nous étaient annoncés par ceux-là sans doute, qui voulaient profiter d'une grande crise pour étouffer la liberté dans son berceau. Un premier élan nous réunit aux autorités constituées de cette ville, et alors vous entendîtes la voix d'une foule de républicains égarés qui croyaient la chose publique en danger, lors même que la patrie était sauvée. Notre erreur ne fut pas de longue durée, nous vîmes bientôt le salut de la République dans les mouvements terribles et nécessaires du 31 mai, et l'acte constitutionnel que nous avons accepté avec transport et à l'unanimité, fut le gage assuré des intentions pures de cette Montagne tutélaire que les ennemis de la République avaient voulu saper dans ses fondements.

« Vous ne nous ferez point un crime, sans doute, citoyens représentants, des alarmes que la malveillance avait su nous inspirer. Ce premier mouvement est naturel à des républicains idolâtres de leur patrie et de la liberté; nous faisons aujourd'hui l'aveu sincère d'une erreur que nous avons abjurée depuis longtemps; si nous sommes coupables d'avoir précipité notre jugement sur la révolution salutaire du 31 mai, nous pouvons, du moins, nous applaudir de la

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 63.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 63.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.



pureté de nos intentions et du désir constant que nous avons manifesté de rester étroitement unis à la Convention nationale; — que l'éponge de l'oubli anéantisse, s'il est possible, toutes ces adresses, tous ces arrêtés qui furent l'ouvrage d'un enthousiasme coupable qui, dans les grandes cités de la République, a enfanté les crimes du fédéralisme et les horreurs de la guerre civile. — Nous rétractons formellement l'adhésion que nous avons donné à ces vains monuments de défiance envers la représentation nationale, nous adhérons de bonne foi à tous les décrets, à toutes les mesures que le salut de la patrie a commandés depuis le 31 mai. Mais, citoyens représentants, il vous reste encore une vaste carrière à parcourir, le vaisseau de l'État vogue à pleines voiles sur une mer orageuse et pleine d'écueils. Ce n'est pas au fort de la tempête qu'un pilote habile peut abandonner le gouvernail à des mains inexpérimentées.

Restez donc à votre poste, au nom de la patrie en danger, que la Montagne, ou pour mieux dire la Convention reste inébranlable comme un roc majestueux autour duquel viendront se briser tous les projets des aristocrates et des fédéralistes. Voilà, citoyens représentants, le vœu de tous les vrais républicains, nous nous faisons gloire de vous exprimer nos sentiments et un devoir de les inspirer à tous nos concitoyens.

« Lecture ayant été faite de cette adresse en présence des citoyens assemblés, des applaudissements universels ont manifesté leurs sentiments par une délibération formelle; tous les citoyens présents y ont adhéré, et ont signé avec les membres du conseil général. »

(Suivent 107 signatures.)

Le citoyen Nabord Odenhal, gendarme national de la 17<sup>e</sup> division de la Moselle, expose que, pour se procurer un cheval et s'équiper, il a été obligé de vendre le peu d'héritages qu'il avait à Saint-Avoid; ce cheval se trouve aujourd'hui ruiné par les courses journalières qu'il est obligé de faire, et il lui est impossible de s'en procurer un autre.

Renvoyé au comité de la guerre (1).

Les administrateurs du directoire du district de Lisieux, département du Calvados, annoncent que les biens des émigrés, mis en vente dans leur district, estimés 381,060 livres, ont été vendus 614,100 livres.

Insertion au « Bulletin » (2).

*Suit la lettre des administrateurs du directoire du district de Lisieux (3).*

*Les administrateurs du directoire du district de Lisieux, département du Calvados, au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Lisieux, le 1<sup>er</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade de la 2<sup>e</sup> année de la République française une et indivisible.

« Pressés par l'heure de la poste, nous n'avons

que le temps de vous annoncer que les biens des émigrés, mis en vente aujourd'hui dans notre district, estimés à la somme de 381.060 livres, ont été vendus celle de 614.000 livres et adjugés aux cris mille fois répétés de *Vive la République*.

« Le premier adjudicataire, nommé Jean-Louis Bénard, demeurant en la commune de Pressagny-l'Orgueilleux, district des Andelys, département de l'Eure, en a acquis pour 419,600 livres. On lui a présenté un bouquet, et il a été reconduit chez lui aux cris de *Vive la République*, et au bruit des tambours.

« GOUDOUIN; MALLET; DAUFREME. »

Châteauneuf-Randon, représentant du peuple auprès de l'armée de Lyon, annonce que les poursuites dirigées contre les rebelles ont été si actives que les deux colonnes qu'ils formaient ont été dispersées : 600 ont été tués; 600 autres se sont rendus, après avoir abandonné leurs armes dans les vignes; tout le reste de leur train en artillerie, en vivres et en trésor, a été pris.

Insertion au « Bulletin », et renvoi au comité de Salut public (1).

*Suit le texte de la lettre de Châteauneuf-Randon, d'après la minute qui se trouve aux Archives nationales (2).*

*Châteauneuf-Randon, représentant du peuple, à la Convention nationale.*

« Au quartier général de Limonest, le 10 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens nos collègues,

« Ce n'était pas assez d'entrer dans Lyon, d'assurer à la République les restes de cette malheureuse ville après 60 jours de siège, et les malheureux habitants opprimés par 3,000 contre-révolutionnaires. Il fallait encore les poursuivre, les tailler en pièces, arrêter tous les trésors en lingots qu'emportaient ces scélérats pour rejoindre, en deux colonnes, l'une la Vendée, l'autre la Suisse.

« Par ma lettre d'hier (3), le post-scriptum vous annonçait notre combat avec eux à leur sortie de vive force par Vaize, la prise de leurs lingots en or et en argent et 400 d'entre eux tués.

« Mais celle-ci vous annoncera que sur-le-champ ils furent poursuivis par les détachements de la Charente, de la Côte-d'Or, de l'Ariège et des Gravilliers, du premier régiment d'husards, du 9<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> de dragons et de ci-devant Pologne cavalerie, dont la plupart étaient entrés les premiers à Lyon avec le général Doppet et moi. Reverchon, qui était particulièrement

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 69.

(2) Archives nationales, carton AFin 185, plaquette 1527, pièce 26. — Aulard : *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 351).

(3) Voy. ci-dessus cette lettre [séance du 21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793)], p. 462.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 68.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 69.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

attaché au camp de Limonest formé en face de Vaize a bientôt fait réunir toutes ses forces pour courir après ces scélérats qui, suivant tous les rapports, ne devaient cependant effectuer leur sortie que par Montessuy et la Pape pour gagner la Suisse et où nos divers collègues avaient pris, avec tous les généraux, les précautions convenables.

« Je l'ai rejoint après avoir délivré les infortunées victimes de leur amour pour les journées des 29 mai et 2 juin qui étaient dans les prisons de Roanne, et les différents prisonniers qui étaient à Pierre-Scise, tels que la mère de Javogues, son oncle et autres, et après l'arrivée de Couthon, Maignet, Laporte, Bassal et de Javogues, Reynaud et Dubois-Crancé dans Lyon.

« La poursuite a été si active que les deux colonnes de ces rebelles ont été dispersées, que 600 ont été tués, que 600 autres se sont rendus après avoir abandonné leurs armes dans les vignes, tout le reste de leur train en artillerie, en vivres et en trésor a été pris. Ce dernier était composé d'un million en assignats... On estime la destruction de ces contre-révolutionnaires, depuis leur sortie de Vaize, à 1,200 et à 600 prisonniers; cependant un plus grand nombre d'armes a été ramassé, et si l'on peut croire à la sincérité de quelques rapports dans une ville si longtemps rebelle, ils n'étaient que 1,800 à 2,000 en sortant de Lyon. Leur entière destruction qui sera poursuivie jusqu'à ce qu'il n'en existe plus de trace déterminera seule cette incertitude... Quoi qu'il en soit, le tocsin a sonné partout et les habitants des campagnes n'en laissent échapper aucun.

« Lorsque je suis parti de Lyon, le plus grand ordre régnait dans l'armée; le peuple la bénissait et nos embrassements se confondaient, en même temps que tous les complices dénoncés par les sans-culottes étaient arrêtés. Mes collègues prenaient toutes les grandes mesures à cet égard et je ne me suis éloigné d'eux que pour veiller à la poursuite et à l'entière destruction des contre-révolutionnaires.

« Ils seront enfin terrassés dans toute la République avec l'activité, le courage et l'union des patriotes énergiques qui ont opéré les grandes journées des 29 mai et 2 juin.

« Maignet et moi recevons une lettre du comité de Salut public, avec le décret qui rappelle nos collègues Dubois-Crancé et Gauthier.

« Tous mes collègues se réuniront pour instruire la Convention nationale des détails du siège de Lyon; quant à moi qui ai parcouru tous les divers camps formés pour la réduction de cette ville et qui, malgré la marche active et populaire que j'ai suivie avec Couthon et Maignet et qui ai partagé avec l'armée marchant sur Lyon en s'étendant depuis la rive droite du Rhône jusqu'à la rive droite de la Saône, la gloire qu'elle s'est acquise en forçant dix-sept redoutes pour entrer de vive force par Sainte-foix, Saint-Just, Fourvières et Perrache, à Lyon; quant à moi, dis-je, qui suis la profession militaire depuis 22 ans, j'ose affirmer à la Convention nationale qu'aucune mesure de tactique militaire n'avait été négligée par nos collègues envoyés avant nous pour la réduction de cette ville, que l'état dans lequel nous la trouvons en est une preuve convaincante, mais qu'aussi sa position topographique, dont des contre-révolutionnaires habiles et expérimentés avaient tiré le plus grand parti de défenses que la nature avait préparées, ne pouvait être réduite que

par le courage et la masse du peuple français qui veut sa liberté, comme il vaincra toujours quand il ne sera point trahi.

« Salut et fraternité. Vive la République ! (1).

« CHATEAUNEUF-RANDON. »

**Les citoyennes républicaines de la ville d'Issingeaux, district de Monistrol, adressent leurs vœux pour que la sainte Montagne n'abandonne pas les rênes du gouvernement, tant que la patrie sera en danger.**

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (2).

*Suit l'adresse des citoyennes républicaines d'Issingeaux (3).*

« Auguste Montagne,

« Organe de l'être suprême, étonnées de tes merveilles, et plus satisfaites encore de toi que Cinéas l'était des sénateurs romains, les républicaines de la ville d'Issingeaux viennent te prier instamment de tenir toujours les rênes du gouvernement; nous t'en supplions, ne les cède pas, elles flotteraient en d'autres mains et le salut de la République serait en danger.

« Premier sénat de l'univers, la terreur du méchant et le protecteur des âmes honnêtes, toi qui as été choisi sur l'élite des hommes pour nous régénérer et rendre l'espèce humaine à la raison, sache jusqu'aux racines du mal et finis toi-même, nous t'en conjurons, l'œuvre de notre rédemption, et ne crains pas le calvaire, tu n'y monteras jamais, tes amis veillent, et tu es à l'abri de tous les maux.

« Montagne sainte, plus ferme que le roc et plus célèbre que celle du Thabor, en ce que tu ne t'es jamais transfigurée, toujours uniforme, tu n'as jamais varié dans tes principes sacrés, et, du haut de ton sommet, tu as fait entendre et sentir à tous les cœurs leurs droits imprescriptibles qui est la loi de la nature, seule toujours vraie et seule toujours juste et pure. Et toi, habitant de la première cité du monde, plus heureux que Thèbes, nous avons en toi autant d'Epaminondas.

« Brave Parisien, c'est à toi que je parle, toi qui es en tout plus grand que les héros que l'histoire nous a fait connaître, finis, avec nos représentants, de te combler de gloire, redouble d'énergie, garde nuit et jour le sanctuaire des lois; les tables où elles sont écrites en caractères ineffaçables sont les droits de tous et le code des habitants d'un pôle à l'autre; extermine cette horde de philistins qui voudraient porter leurs mains sacrilèges sur l'arche sainte qui renferme les vérités célestes, mais nous sommes autant d'aminadabab (*sic*) que de républicains. Tu resteras avec nous et seras transmise à nos derniers neveux pour qu'ils apprennent où vont leurs limites.

« Convention sublime, composée des sages

(1) Applaudissements, d'après l'*Auditeur national* (n° 389 du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II mercredi 15 octobre 1793), p. 21.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 69.

(3) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 714.



de tous les pays, ceux tant vantés de la Grèce ont-ils jamais eu de rapports avec toi? Tes hauts faits et tes vertus supérieures aux leurs ont effacé leur mémoire, et la tienne vivra dans les temps les plus reculés, et la race présente et future te dresseront des monuments éternels de reconnaissance. O fameux aréopage qui joint à la sagesse de Minerve et à la justice de Minos, l'héroïsme de Codrus! Ainsi que lui tu donnerais ta vie pour sauver ton parti, mais tu n'es pas le maître de ses jours, tu nous les dois et la mort fuira devant toi; tu en as pour garantir les républicains qui sont tous debout pour foudroyer tes ennemis, et, de concert avec nous, la main d'une Parque amie écartera loin de toi le ciseau fatal. Oui, un génie conservateur préside sur tes jours, tel est le destin de l'homme de bien, et lorsque les dieux t'appelleront, tes ombres chéries s'envoleront vers l'Olympe, séjour qui t'est destiné, et qui est le prix de tes vertus; et pour ajouter à ton bonheur, tu seras l'astre des générations à venir; l'œil fixé sur toi, tu seras à jamais leur boussole et l'étoile qui les guidera.

Les républicaines d'Issingeaux. »

(Suivent 59 signatures.)

Les administrateurs composant le conseil général du département de l'Aveyron, informent les citoyens députés de ce département, qu'ils ont déjà fourni, sur la première classe, 35 compagnies à l'armée des Pyrénées-Orientales, et qu'il en partira d'autres qui n'attendent que l'équipement nécessaire.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

Suit le texte de la lettre des administrateurs de l'Aveyron, d'après la minute qui se trouve aux Archives nationales (2).

Les administrateurs composant le conseil du département de l'Aveyron, à leurs concitoyens les députés du même département à la Convention nationale.

« Rodez, le 4 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Chers concitoyens,

« Nous vous prévenons que nous écrivons par le même courrier à la Convention nationale, pour l'instruire que notre département a déjà fourni sur la première classe, 35 compagnies à l'armée des Pyrénées-Orientales, en vertu d'un arrêté des représentants du peuple près ladite armée, qui requiert les citoyens de la première classe; il en partira encore bien d'autres qui n'attendent que l'équipement nécessaire pour voler à la défense de nos frontières méridionales, aider à chasser ou écraser les vils suppôts du despote espagnol. La deuxième classe s'organise pour partir au premier besoin. Pour l'honneur de notre département nous voudrions qu'il

en fût fait mention honorable; nous espérons que vous ne négligerez rien pour cela.

« Salut et fraternité.

« PRUNAY; GIORRE; MOLINIÉ, *procureur général syndic*; CONSTANY; FUALDÈS. »

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (1).

Bo fait lecture d'une lettre qui annonce que, dans le département de l'Aveyron, la première classe est partie pour l'armée des Pyrénées et que la seconde classe s'organise pour être prête au besoin.

La Société populaire de Verdun félicite la Convention nationale du décret d'accusation contre les députés prévenus d'avoir conspiré contre l'unité de la République et la liberté du peuple français.

Nos vœux, disent-ils, sont exaucés; l'énergie que vous avez montrée dans votre séance du 3 de ce mois prouve à l'univers votre impartialité et votre dévouement à la cause de l'égalité.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Suit l'adresse de la Société populaire de Verdun-sur-Meuse (3).

La Société populaire de Verdun-sur-Meuse, à la Convention nationale.

« Législateurs,

« La Société populaire et fraternelle des amis de la liberté et de l'égalité, séante à Verdun, attendait avec la plus vive impatience, pour vous en féliciter, votre acte d'accusation contre vos collègues prévenus d'avoir conspiré contre l'unité de la République et la liberté du peuple français. Nos vœux sont exaucés; l'énergie que vous avez montrée dans votre séance du 3 de ce mois, prouve à l'univers votre impartialité et votre dévouement à la cause de l'égalité.

« Montagne sacrée de la Convention, d'où partira le salut de la patrie, nous t'avons déjà demandé de rester à ton poste jusqu'après son danger; nous te renouvelons notre prière; sois toujours la même et nos ennemis seront terrassés.

« Connaissiez, législateurs, nos principes et nos sentiments; ils ne respirent que l'amour le plus saint de la patrie; et comme tous les élans de notre âme ne tendent qu'au maintien de la liberté, de l'égalité, de l'unité et de l'indivisibilité de la République pour lesquelles nous périrons, s'il le faut, de même nos cœurs ne sont remplis que de la haine la plus implacable contre les tyrans et les fédéralistes.

« Voilà notre profession de foi, malheur à qui y serait infidèle.

« Le président de la Société,

« CARÉ fils. »

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 392, p. 489).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 69.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 702.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 69.

(3) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 714.

Les représentants du peuple dans le département de Seine-et-Oise, informent la Convention nationale que la plus brillante jeunesse se propose de défilér sous ses yeux, et de faire retentir le temple de la Liberté des cris de *vive la République! vive la Convention! vive la Montagne!* Mais nous ne cesserons, disent-ils, de vous le répéter : malgré les recherches les plus exactes, nous manquons de fusils.

Insertion au « Bulletin » et renvoi au comité de Salut public (1).

*Suit la lettre des représentants du peuple dans le département de Seine-et-Oise (2).*

*Les représentants du peuple députés dans le département de Seine-et-Oise, à la Convention nationale.*

« Versailles, 23 du 1<sup>er</sup> mois, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens collègues,

« Nous jouissons enfin de la satisfaction de pouvoir offrir à la représentation nationale les premiers de la première réquisition dans le département de Seine-et-Oise. La brillante jeunesse qui va défilér sous vos yeux va faire retentir le temple de la liberté des cris de *Vive la République, vive la Convention, vive la Montagne.* Les sentiments qu'ils vous exprimeront leur sont communs avec ceux de leurs frères qui s'apprêtent à les suivre; mais nous ne cesserons de vous le répéter, malgré les recherches les plus exactes, nous manquons de fusils. Nous vous avons demandé déjà deux fois 8.000 fusils de calibre à prendre dans les 60.000 qui sont à Paris et qui exigent des réparations; nous les avons demandés au comité de Salut public, au ministre de la guerre, et nous ne cesserons de les demander. Ordonnez qu'ils nous soient délivrés. Notre atelier d'armes est en pleine activité, et si notre demande est accordée, sous un mois, 12.000 hommes pleins de feu, d'énergie, entièrement dévoués à la cause de la liberté, auront volé à la frontière du Nord.

« Salut et fraternité.

« J.-M. MUSSET; Ch. DELACROIX. »

Emmanuel Grouchy, général de brigade employé à l'armée des Côtes de Brest, suspendu de ses fonctions le 8 octobre (vieux style), fait part de la douleur qu'il éprouve de n'être plus utile à son pays : « Quoique issu d'une caste privilégiée, je me rappellerai, dit-il, que j'ai eu le bonheur de sceller de mon sang la cause sacrée du peuple : je me flatterai même qu'un jour moins sévère le gouvernement me permettra de combattre encore pour le triomphe de la liberté et de l'égalité » (3).

*Suit la lettre d'Emmanuel Grouchy (1).*

*A la Convention nationale.*

« Pères de la patrie,

« Une grande mesure de sûreté publique a peut-être exigé impérieusement l'éloignement de tous les ci-devant nobles, des places civiles et militaires. Soumis avec respect aux déterminations du gouvernement, je vais rentrer dans la nullité la plus profonde, dans la douleur que j'éprouverai de n'être plus utile à mon pays; je me rappellerai que j'ai eu le bonheur de sceller de mon sang la cause du peuple, mes peines alors seront adoucies, et quand je voudrai soutenir mon courage, je me flatterai qu'un jour moins sévère, le gouvernement me permettra de combattre encore pour le triomphe de la Liberté et de l'Égalité.

« EMMANUEL GROUCHY, général de brigade, employé à l'armée des Côtes de Brest, suspendu de ses fonctions.

« Nantes, le 8 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

La Société populaire et les 11 sections de la commune d'Orléans invitent la Convention nationale à rester à son poste.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (2).

*Suit l'adresse de la Société populaire et des sections de la commune d'Orléans (3).*

« Citoyens représentants,

« Après avoir donné une constitution républicaine à la France, il vous reste encore un grand devoir à remplir. Le vaisseau de la République lancé par vos mains hardies sur une mer enviroonnée d'écueils, a besoin des sages pilotes qui, jusqu'ici, l'ont dirigé avec tant de succès vers le port, malgré les orages et les tempêtes qui l'assiègent de toutes parts. L'Europe entière a les yeux fixés sur les mandataires d'une grande nation qui a juré d'être libre en dépit des despotes insolents et de leurs lâches satellites. Étonnée de leur courage prodigieux, elle épie avec inquiétude leur contenance pour savoir si leur persévérance sera égale à leur fermeté.

« Citoyens législateurs, c'est de votre constance et de votre opiniâtreté que dépend la liberté de toute l'Europe. Le peuple souverain de la France vous a chargé de lui donner une constitution libre; vous la lui avez donnée. Aujourd'hui il vous donne un nouveau mandat pour que vous restiez à votre poste jusqu'à ce que ses ennemis aient évacué son territoire, et c'est en particulier le vœu formel et exprès de la

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 70.

(2) Archives nationales, carton AFII 150, plaque 1215, pièce 20.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 70.

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 70.

(3) Archives nationales, carton C 276, dossier 714.



Société populaire et des onze sections composant la commune d'Orléans.

(*Suivent 142 signatures.*)

« La section des Piques a adhéré à la présente adresse.

(*Suivent 181 signatures.*)

« La section de J.-J. Rousseau a adhéré avec enthousiasme et à l'unanimité.

(*Suivent 86 signatures.*)

« La section de Brutus a adhéré à ladite adresse à l'unanimité.

(*Suivent 138 signatures.*)

La section de l'Unité a adhéré à cette adresse.

La section de la Liberté et de l'Égalité adhère aux principes qui y sont renfermés et tous les bons sans-culottes y ont apposé leurs signatures.

(*Suivent 70 signatures.*)

« La section des sans-culottes de la Montagne a accepté à l'unanimité ladite adresse comme étant absolument dans leurs principes, et ont signé. »

(*Suivent 91 signatures.*)

La Société populaire de Cressy, département de la Somme, district d'Abbeville, invite également la Convention à rester à son poste; mais elle désire que cette maintenue subsiste jusqu'à ce que la Constitution ait, par ses rayons lumineux, éclairé non seulement l'Europe entière, mais toutes les quatre parties du monde. Quant à nos ennemis du dedans, faites, dit-elle, agir l'ange exterminateur, la guillotine: donnez-lui, par votre surveillance, la propriété de l'aimant, non pas d'attirer le fer, mais d'attirer les têtes de tous les traîtres à la nation.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

*Suit l'adresse de la Société populaire de Cressy* (2).

*Au citoyen Chartier, président à la Convention nationale à Paris, rue de la Madeleine, faubourg Saint-Honoré, n° 18.*

« De Cressy, département de la Somme, district d'Abbeville, le 11 octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« La Société populaire sée à Cressy, vous félicite de vos immenses et incomparables travaux qui, par leur vertu bienfaisante, influent dans les cœurs des véritables républicains les

sentiments les plus fermes et les plus courageux pour lutter et vaincre cette hydre exécrable d'aristocratie, qui, par mille infâmes trahisons ne cherche qu'à nous livrer à tous nos féroces ennemis qui paraissent être aussi avides du sang des Français que les anthropophages de l'Amérique. Mais, grâce à l'Être suprême qui se joue de tous leurs noirs complots qui, par votre sage surveillance, en découvrant toutes leurs trames; c'est pourquoi notre société vous fait parvenir son adresse pour vous inviter à rester à votre poste jusqu'à ce que notre sage constitution ait, par ses rayons lumineux, éclairé, non seulement, l'Europe entière, mais toutes les quatre parties du monde. Quant à nos ennemis du dedans, faites agir l'ange exterminateur: la guillotine; donnez-lui, par votre surveillance, la propriété de l'aimant, non pas d'attirer le fer, mais d'attirer les têtes des traîtres à la nation dessous son croissant tranchant qui, étant une fois purgés, les ennemis du dehors diront: nous sommes vaincus, et la patrie est sauvée.

« Voilà l'époque que nous vous invitons de choisir pour être le terme de vos utiles travaux.

« Nous sommes vos concitoyens en droits.

*« Les membres composant la Société populaire du bourg de Cressy.*

« GARBADOS, président; JACQUER; BOUQUER, secrétaire; PLÉ, trésorier. »

La Société des Amis de la liberté et de l'égalité de la ville de Sommières, département du Gard, fait la même invitation à la Convention nationale.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

*Suit l'adresse de la Société des amis de la liberté et de l'égalité de la ville de Sommières* (2).

*La Société des Amis de la liberté et de l'égalité de Sommières, département du Gard, à la Convention nationale.*

« Législateurs,

« Lorsque la patrie est en danger, aucun citoyen ne peut, sans se rendre coupable de lâcheté ou de perfidie, abandonner le poste où il a été placé. Pourriez-vous donc vous croire au-dessus d'une loi générale et demander à être remplacés dans le moment où la guerre civile déploie ses horreurs sur une partie de la France? où les despotes de l'Europe coalisés la menacent dans tous les points? Dans le moment enfin où une ligue bien plus dangereuse, celle des royalistes, des fédéralistes, des aristocrates, prépare sourdement les moyens de renverser la Constitution que vous venez de nous donner?

« Ah! si vous saviez comme l'idée de votre prochain retraita réjouit les ennemis du bonheur public et fait renaître leurs criminelles espérances!

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 70.

(2) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 714.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 71.

(2) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 714.

« Législateurs, en posant les bases de notre liberté dans l'Acte constitutionnel que nous venons d'accepter, vous n'avez rempli qu'une partie de votre importante mission; il vous reste à élever l'édifice que vous avez commencé et à le consolider; c'est à vous, qui avez créé les principes de notre nouveau système social, à les développer; d'autres mains pourraient gâter, ou même détruire votre ouvrage, car il n'est malheureusement que trop commun de voir que des hommes nouveaux dans les places, veulent faire des choses nouvelles.

« Restez, restez donc au poste où la confiance du peuple vous a placés; c'est notre vœu, c'est celui de tous les vrais républicains; ne descendez de la montagne que lorsque nos ennemis intérieurs et extérieurs seront terrassés, que lorsque la Constitution qui vient d'être acceptée sera établie et mise en activité; que lorsque vous aurez assuré la félicité publique. C'est alors seulement que votre mission sera finie et qu'il vous sera permis de vous désigner des successeurs.

(Suivent 51 signatures.)

Un membre propose de décréter que les acquéreurs des biens situés dans l'étendue du ressort de tous les districts qui se trouvent au pouvoir des ennemis de la République, et qui ont obtenu des lettres de ratification, sans avoir pu les faire signifier aux opposants, puissent déposer leurs fonds dans la caisse du percepteur des droits d'enregistrement du district libre le plus voisin.

La Convention renvoie la proposition au comité de législation (1).

Un membre [BEZARD (2)] fait un rapport, au nom du comité de législation, sur le sursis provisoire à la vente des biens meubles et immeubles appartenant à Jean Leroy, et situés en France.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation :

« Considérant que les événements de la guerre ont interrompu la libre communication de la France avec ses colonies, notamment depuis le mois de mars dernier;

« Considérant qu'il paraît établi par la correspondance du citoyen Jean Leroy en France, en 1791 et 1792, certifiée par les commissaires de la colonie et par la déclaration authentique de ces mêmes commissaires, que Leroy habite depuis plus de vingt-cinq ans le Port-Paix et ses dépendances dans la patrie française de Saint-Domingue; que même en 1792, au mois de juin, il y exerçait les fonctions d'officier municipal, et y payait ses contributions foncière et mobilière;

« Considérant qu'il résulte de là des présomptions assez fortes de la non-émigration du citoyen Leroy, jusqu'à ce que des circonstances moins contraires le mettent dans le cas de prouver plus authentiquement sa résidence sur le territoire de la République, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Il sera sursis provisoirement à la vente des biens meubles et immeubles appartenant à Jean Leroy, et situés en France.

#### Art. 2.

« Le séquestre mis sur ces mêmes biens cessera, et les préposés ou ayants droit du citoyen Leroy en seront envoyés en possession, à la charge de donner caution suffisante pour la restitution des fruits et de la propriété entière, dans le cas où, six mois après la guerre, le citoyen Leroy n'aurait pas produit en France les preuves de sa résidence dans les colonies françaises, pendant le temps et dans les formes déterminées par la loi.

#### Art. 3.

« Les corps administratifs sont chargés de tenir la main à l'exécution du présent décret (1). »

Un membre [PIORRY (2)] dénonce les calomnies répandues contre le comité des marchés dans le numéro 106 de la feuille intitulée : *Feuille de Salut public*. Ces calomnies ont eu pour objet d'avilir ce comité, en osant avancer qu'il avait présenté un projet de décret pour accorder une indemnité aux gros fournisseurs de souliers, tandis qu'au contraire cette indemnité n'avait été présentée que pour venir au secours des fournisseurs les plus nécessiteux.

« La Convention nationale renvoie au comité de sûreté générale le numéro 108 de la feuille intitulée : *Feuille de Salut public*.

« Renvoie au surplus au comité de législation, pour lui présenter un projet de loi contre les auteurs de calomnies qui tendraient à avilir la Convention nationale ou quelqu'un de ses comités (3). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

Piorry, membre de la Commission des marchés, qui, dans une des dernières séances, fit un rapport au nom de la Commission, tendant à autoriser l'administration des habillements à payer en totalité les prix convenus pour leurs fournitures aux petits fournisseurs de la République, afin de donner aux citoyens peu fortunés plus d'aisance dans leur commerce, dénonce le journal intitulé : *Feuille de Salut public*, pour avoir dit que la Commission des marchés avait voulu favoriser les fournisseurs et les accapareurs; il demande le renvoi de ce journal au comité de sûreté générale.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 71.

(2) D'après les divers journaux de l'époque.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 72.

(4) *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 103, col. 3]. Voy. d'autre part, ci-après, Annexes n° 1, p. 605, le compte rendu de la même discussion dans divers journaux.



**Coupé.** Je demande aussi le renvoi au même comité de l'*Observateur sans-culotte*.

**Chabot.** Il est dans ce moment des intrigants qui suivent la même marche que la faction impie que vous avez terrassée; ils cherchent à avilir les comités de la Convention, afin de faire rejailir ensuite les blâmes sur la Convention entière; il faut décréter que nul comité et nul ministre ne pourra solder aucune feuille publique, et que les rédacteurs des feuilles publiques répondront personnellement des calomnies qu'ils inséreront dans leurs journaux contre les comités et les membres de la Convention; c'est en payant des folliculaires que Roland était parvenu à couvrir d'ignominie les défenseurs de la liberté.

**Bourdon (de l'Oise).** En appuyant la dernière partie de la mention du préopinant, je demande la question préalable sur la première. Où est la preuve qu'il existe une feuille publique payée des deniers publics? Il serait bien malheureux qu'on pût dire : Telle feuille n'est patriote que parce qu'elle est payée : alors les dépositaires des deniers publics seraient les maîtres de diriger l'opinion, et rien ne serait plus dangereux pour la liberté. Je me borne à demander le renvoi pur et simple et la question préalable sur le surplus.

Cette proposition est décrétée.

Un membre du comité de liquidation, section des pensions, annonce, en conformité du décret du 2 septembre dernier, un projet de décret portant liquidation de pensions en faveur d'employés supprimés : il en demande l'ajournement au premier jour du second mois.

L'ajournement est décrété (1).

Au nom de la Commission et du comité des finances, un membre [CAMBON (2)] présente un décret sur la dette publique. Ce décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de sa commission et de son comité des finances, décrète :

## TITRE I<sup>er</sup>.

### Art. 1<sup>er</sup>.

« Dans un mois, à compter de ce jour, le trésorier de la ville de Paris fournira aux commissaires de la trésorerie nationale un état contenant les noms de famille et prénoms de tous les propriétaires des rentes constituées non viagères, sur le domaine de la ville de Paris, et le net produit desdites rentes, en déduisant toutes les rete-

nues ou contributions auxquelles elles sont assujetties.

### Art. 2.

« Ledit trésorier se conformera, en dressant ledit état, aux dispositions contenues aux articles 11, 12 et 13 de la loi du 24 août dernier sur la consolidation de la dette publique.

### Art. 3.

« Ledit trésorier sera garant de l'exactitude de l'état qu'il fournira, et qu'il certifiera véritable; il lui sera fourni une reconnaissance par les commissaires de la trésorerie, lors de la livraison.

### Art. 4.

« Ledit trésorier sera tenu de remettre, d'ici au douzième jour du quatrième mois de la deuxième année (1<sup>er</sup> janvier 1794, ancien style), au bureau de comptabilité, un double de l'état qu'il aura fourni à la trésorerie, et d'y joindre à l'appui les pièces justificatives de propriété.

### Art. 5.

« Les vérificateurs du bureau de comptabilité vérifieront ledit état, et après le rapport des commissaires surveillants, le Corps législatif prononcera la décharge dudit trésorier, pour ce qui concerne les rentes constituées; cet état vérifié servira d'autant à la vérification définitive des comptes qu'aura à rendre ledit trésorier.

### Art. 6.

« A l'expiration du délai fixé pour la remise de l'état, les commissaires de la trésorerie en instruiront la Convention; et si le trésorier se trouve en retard, il sera condamné à une amende de 10 livres par jour de retard.

## TITRE II.

### Art. 7.

« Les contrats et titres de propriété des rentes non viagères et intérêts payés par les payeurs des rentes dits de l'Hôtel-de-Ville, pour la dette constituée ou pour celle du ci-devant clergé de France, et par le trésorier de la ville de Paris, pour la dette constituée sur le domaine, seront remis, dans les délais fixés par l'article 76 de la loi du 24 août dernier sur la consolidation de la dette, et par l'article 3 du titre II de la loi du 25 septembre dernier, auxdits payeurs ou trésorier, dans la partie desquels lesdites rentes et intérêts étaient distribués, sous les peines qui y sont portées : étant dérogé aux articles 114, 116 et 117 de ladite loi du 24 août dernier, et à l'article 3 du titre II de celle du 25 septembre dernier, qui ordonnait que cette remise serait faite au directeur général de la liquidation ou au liquidateur de la trésorerie.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 73.

(2) Le projet de décret n'est pas signé; mais il paraît ressortir, de l'examen de la minute du projet, qu'il a été rapporté par Cambon. En effet, si la majorité des articles du projet ont été recopiés, du moins les articles 17, 22, 23, 27, 28 et 34 sont de la main de Cambon.

D'ailleurs tous les journaux de l'époque indiquent que Cambon a été rapporteur de ce décret.

Art. 8.

« Les payeurs et trésorier feront mention de cette remise sur leurs registres; ils en donneront un certificat aux propriétaires, suivant le modèle annexé au présent décret.

Art. 9.

« Les titres de propriété qui ont été déjà remis au liquidateur de la trésorerie ou au directeur général de la liquidation, seront par lui remis aux payeurs dans la partie desquels les rentes étaient payées.

Art. 10.

« Les payeurs des rentes et le trésorier de la ville de Paris remettront, tous les dix jours, au bureau de comptabilité, les titres et pièces qui leur auront été rendus, avec un bordereau qui énoncera le numéro de leurs sommiers, le nom du créancier, la somme nette annuellement due, et le nombre de pièces remises; il sera tenu registre au bureau de comptabilité de ces remises, et il en sera donné reconnaissance aux payeurs et trésorier.

Art. 11.

« Les extraits d'inscription au grand-livre pourront être retirés avec les certificats de remise des titres tant du liquidateur de la trésorerie que du directeur général de la liquidation et des payeurs et trésorier sus-désignés.

Art. 12.

« Les payeurs des rentes et trésorier de la ville adresseront aux commissaires de la trésorerie nationale des états distincts des déchéances encourues : 1<sup>o</sup> pour le paiement des semestres; 2<sup>o</sup> pour la propriété, ainsi qu'il est prescrit par l'article 9 du titre III de la loi du 25 septembre dernier sur la dette publique.

Art. 13.

« Le liquidateur de la trésorerie pourra, quand il en sera requis, délivrer des extraits d'inscription provisoire aux propriétaires des rentes et intérêts sus-désignés, en lui fournissant le certificat de remise de titres desdits payeurs et trésorier, et en outre les autres certificats prescrits par l'article 5 de la loi du 11 septembre dernier sur les inscriptions provisoires.

Art. 14.

« Il sera alloué au payeur des rentes et au trésorier de la ville de Paris, pour la confection des états, bordereaux et retrait de titre, un droit qui sera calculé à raison de 5 sous par chaque 100 livres de rentes, qui sera payé par les propriétaires. Au moyen de ce droit, les payeurs des rentes seront déchargés des 40,000 livres qui leur étaient allouées par l'article 17 de la loi du 24 août dernier sur la consolidation de la dette.

TITRE III.

Art. 15.

« Pour accorder les paiements par semestre de la dette publique avec l'ère nouvelle, toute la dette inscrite sur le grand-livre commencera à courir pour le paiement du premier jour de l'an II de la République (22 septembre 1793, vieux style); et attendu que le grand-livre ne pourra pas être terminé avant le premier semestre, qui écherra le premier jour du septième mois de la deuxième année (21 mars 1794, vieux style), le paiement n'en sera fait que le premier jour du dixième mois de la deuxième année (19 juillet 1794, ancien style), sur une feuille particulière de paiement; le deuxième semestre sera payé le premier jour du premier mois de la troisième année (22 septembre 1794, ancien style), et les paiements à venir seront continués de six en six mois, ainsi qu'il est prescrit par la loi du 24 août dernier sur la consolidation de la dette.

Art. 16.

« Les arrérages de rentes et intérêts non viagers du premier semestre 1793 et années antérieures, qui sont dus par les payeurs des rentes de l'Hôtel de Ville, ne seront plus payés par ordre alphabétique de nom : ils ne pourront être acquittés que lorsque les parties rapporteront leurs titres, et ils le seront au fur et mesure de leur remise, sans aucun retard, en observant les anciennes formalités.

Art. 17.

« Lesdits payeurs acquitteront aussi à bureau ouvert, et lors de la remise des titres, les intérêts non viagers qui sont dus jusqu'au 22 septembre dernier, pour le dernier semestre 1793, lesquels seront calculés à raison d'un trimestre moins un dixième.

Art. 18.

« Les propriétaires des titres déjà remis à la trésorerie ou au directeur général de la liquidation, seront payés sans délai.

Art. 19.

« Le trésorier de la ville de Paris acquittera aussi, au fur et mesure de la remise des titres et à bureau ouvert, tous les arrérages des rentes non viagères qui seront dus pour le premier semestre 1793 et années antérieures, ainsi que ceux qui seront dus jusqu'au 22 septembre dernier pour le dernier semestre 1793, ainsi qu'il est prescrit par l'article 17 pour les payeurs.

Art. 20.

« La trésorerie nationale fournira les fonds nécessaires au trésorier de la ville de Paris, pour acquitter les dits arrérages, d'après les borde-



reaux qu'il en fournira, ainsi qu'il est d'usage pour les payeurs des rentes, sous le même ordre de comptabilité, et en exigeant les certificats de résidence, de non-émigration et du paiement des contributions.

« Ledit trésorier comptera au bureau de comptabilité, pour le paiement desdits arrérages, dans la même forme que les payeurs des rentes.

#### Art. 22.

« Les coupons d'intérêt qui étoient d'ici au 1<sup>er</sup> mars 1792, seront payés de suite et à bureau ouvert, par la trésorerie nationale, pour le montant des intérêts échus au 22 septembre 1793, d'après la liquidation qui en sera faite, et en rapportant les titres qui les accompagnent.

#### Art. 23.

« Les bulletins de l'édit de décembre 1785, qui, d'après le décret du quatorzième jour du premier mois de l'an II, ont été fixés à un capital de 93 liv. 15 s., valeur au 1<sup>er</sup> janvier 1794, seront réduits à 92 liv. 10 s., valeur au 22 septembre 1793, et leur paiement ou leur inscription sur le grand-livre en seront faits à présentation d'après ce capital.

#### Art. 24.

« Au lieu des 3,168,987 liv. 10 s. qui devaient être payés à la caisse d'escompte le 1<sup>er</sup> janvier 1794, par l'article 41 de la loi du 24 août dernier, il lui sera payé à bureau ouvert 2 millions 297,515 liv. 19 s. pour les intérêts qui lui sont dus jusqu'au premier jour de la deuxième année (22 septembre 1793, ancien style).

#### Art. 25.

« Les notaires de Paris rembourseront à la trésorerie nationale les intérêts de neuf jours, qui leur ont été payés dans l'annuité échue le mois de septembre dernier; et l'article 45 de la loi du 24 août qui ordonnait qu'il leur serait fait le 1<sup>er</sup> janvier 1794 un paiement de 77,915 livres est rapporté.

#### Art. 26.

« Le directeur général de la liquidation et le liquidateur de la caisse de la trésorerie nationale ne liquideront à l'avenir les intérêts des liquidations faites ou à faire, que jusqu'au premier jour de la deuxième année (22 septembre 1793, ancien style).

« Les liquidations déjà faites seront rectifiées.

#### Art. 27.

« Le liquidateur de la trésorerie déduira sur le capital des liquidations qui lui seront présentées, la somme qui sera nécessaire pour faire remonter les intérêts à l'époque du premier jour de la seconde année (22 septembre 1793, ancien style).

#### Art. 28.

« La déchéance des intérêts du premier semestre 1794, qui a été décrétée contre ceux qui n'auront pas remis leurs titres d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1794, aura lieu à compter du premier jour du premier mois de la seconde année (22 septembre 1793, ancien style), pour ceux qui n'auront pas remis leurs titres à l'époque qui a été fixée au douzième jour du quatrième mois de la seconde année (1<sup>er</sup> janvier 1794, ancien style).

### TITRE IV.

#### Art. 29.

« Pour accélérer l'inscription sur le grand-livre de la dette publique, des sommes portées dans l'emprunt volontaire, le caissier des recettes journalières de la trésorerie et les receveurs de district fourniront tous les quinze jours, aux commissaires de la trésorerie, un état contenant les noms et prénoms des prêteurs dans l'emprunt volontaire, et les capitaux par eux fournis; les propriétaires seront crédités sur le grand-livre de l'intérêt à 5 0/0 du montant du capital.

#### Art. 30.

« Les états seront certifiés, à l'égard du caissier des recettes journalières, par le contrôleur des caisses de la trésorerie; et à l'égard des receveurs de districts, par deux membres du directoire.

#### Art. 31.

« Les récépissés dudit emprunt seront remis au liquidateur de la trésorerie nationale, qui les annulera et les remettra au caissier général de la trésorerie, qui lui fournira en échange les procès-verbaux de brûlement des assignats, conformément à l'article 107 de la loi du 24 août dernier sur la consolidation de la dette.

#### Art. 32.

« Le liquidateur de la trésorerie liquidera les intérêts qui seront dus auxdits récépissés : il fera payer de suite ceux qui seront dus depuis l'époque de leur *visa* jusqu'au premier jour de la seconde année (22 septembre 1793, vieux style); et les porteurs joindront à leurs récépissés le montant qui sera nécessaire pour compléter les intérêts depuis l'époque du *visa*, en remontant au premier jour de la seconde année (22 septembre 1793, vieux style).

### TITRE V.

#### Art. 33.

« Les créanciers des sommes exigibles soumises à la liquidation, au-dessous de 3,000 livres, qui seront d'ailleurs propriétaires d'autres créances

sur la nation, seront tenus d'en faire leur déclaration, sous les peines portées par l'article 70 de la loi du 24 août dernier sur la consolidation de la dette; et si, par la réunion des divers capitaux, ils excèdent la somme de 3,000 livres, la partie de la dette exigible ne sera plus remboursée, et le propriétaire en sera crédité pour les intérêts, sur le grand-livre, à 5 0/0 du capital.

#### Art. 34.

« Pour ne laisser aucun doute sur les déductions qui doivent être faites par les liquidateurs et payeurs, pour les retenues et contributions, sur les rentes, la Convention interprétant en tant que de besoin l'article 19 de la loi du 24 août dernier sur la consolidation de la dette, décrète qu'une rente de 100 livres, soumise à la retenue des 2 vingtièmes et 2 sous par livre; ne sera portée sur les états que pour 89 livres; que celle de 100 livres soumise à la retenue des impositions royales, sur laquelle on déduisait le cinquième, ne sera portée que pour 80 livres, et que celle de 100 livres, exempte de retenue, y sera portée pour 100 livres; ainsi par proportion pour toutes les autres sommes (1). »

#### MODÈLE DU CERTIFICAT.

*Certificat de remise de titres pour obtenir l'extrait d'inscription sur le grand-livre, conformément à la loi du*

*Je soussigné, payeur de la ..... partie des rentes (ou trésorier de la commune de Paris), certifie que ..... m'a remis les titres de créance sur la République, établissant ..... d'une somme annuelle de ..... pour laquelle ..... compris dans l'état par moi fourni à la trésorerie nationale.*

*A Paris, le ..... du ... mois de l'an ..... de la République une et indivisible (2).*

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

**Cambon**, au nom de la Commission des Six, fait décréter une longue série d'articles sur le grand-livre de la dette publique; plusieurs tendent à faire accorder les paiements des rentes et des créances avec le nouveau calendrier.

A compter du 1<sup>er</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois, c'est-à-dire du 22 septembre (vieux style), les paiements auront lieu du 1<sup>er</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois, et le 1<sup>er</sup> du 6<sup>e</sup> mois (22 mars, vieux style). Tout ce qui sera dû antérieurement au 1<sup>er</sup> mois de la seconde année de la République, sera payé à bureau ouvert à ceux qui se seront munis du titre républicain. Les propriétaires d'anciens titres et dont les créances doivent être inscrites sur le grand-livre, déposeront leurs titres chez les payeurs et trésoriers.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 73 à 82.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 83.

(3) *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 405, col. 3].

Un membre [RAMEL (1)] met sous les yeux de l'Assemblée les lois rendues pour assurer à la République les états exacts des biens possédés par les émigrés et la conservation des métaux précieux; il observe que la disposition de ces lois, et l'exécution qui leur est donnée, rendaient nul et superflu le décret rendu hier à ce sujet, et que le rapport devait en être décrété par ce motif.

« Sur cette proposition, la Convention nationale décrète que le décret par lequel elle avait prescrit hier des mesures sur les biens possédés par les émigrés, est et demeure rapporté.

Un membre [ROBESPIERRE (2)] se plaint du rapport de ce décret; les motifs sur lesquels ils s'appuie font rejeter toutes les propositions du préopinant.

En conséquence, la Convention nationale décrète que le décret rendu hier sera maintenu (3).

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

**Ramel**. Je demande le rapport du décret rendu hier, relatif à l'administration des biens des émigrés.

**Robespierre**. Hier la Convention avait rendu un décret sage, en obligeant les adminis-

(1) D'après le *Moniteur*.

(2) D'après le *Moniteur*.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 83.

(4) *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 405, col. 3]. Ce journal, comme d'ailleurs le procès-verbal, fait suivre immédiatement, dans son compte rendu, la motion de Ramel, tenant au rapport du décret rendu la veille sur la demande d'Osselin, de celle de Robespierre tendant au maintien du même décret. En réalité, Robespierre ne fit sa proposition qu'à la fin de la séance, au cours de la discussion du Code civil, et cette proposition motiva, ainsi qu'on le verra plus loin (p. 603) l'arrestation d'Amélot. Le compte rendu du *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 392, p. 193), que nous reproduisons ci-dessous, ne laisse aucun doute à cet égard.

#### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

On reprend la discussion sur le Code civil.

ROBESPIERRE l'interrompt et dit :

On assure qu'à l'entrée de la séance, sur la motion de Ramel, vous avez décrété le rapport d'un décret rendu hier sur la proposition d'Osselin, lequel décret soumet les administrations de tous les districts de la République à faire passer au comité de liquidation de la Convention des états certifiés :

Des biens vendus et à vendre des émigrés ;

Des biens dont jouissent les parents des émigrés ;

Des matières d'or et d'argent remises à titre de don patriotique.

Vous devez sentir la nécessité de cette mesure. Sans elle, la Convention ne connaîtrait point la fortune publique. Les biens des émigrés sont notre conquête sur la tyrannie. Mais, jusqu'ici, les Assemblées nationales ont ressemblé à un père de famille, qui s'en rapporte à un économe infidèle. Quelque chose de plus étonnant que le rapport de votre décret, c'est le motif sur lequel on l'a sollicité. On vous a dit que les lois précédentes obligeaient déjà les administrations à donner des états. Mais à qui doivent-elles les donner ? Aux administrateurs nationaux. Or, c'est justement pour que vous ne soyez pas trompés par ces administrateurs eux-mêmes, que la mesure d'Osselin vous a été proposée. Combien cette réflexion vous frappera, si vous faites réflexion à quels hommes est confié le dépôt de la fortune publique ? Songez qu'elle est encore entre les



trateurs d'adresser directement à la Convention le tableau des biens des émigrés vendus et à vendre, de ceux appartenant aux parents des émigrés, et enfin l'état des matières d'or et d'argent dont on a fait don à la patrie. Je demande qu'il soit maintenu. On a dit que l'administration des domaines nationaux recevait ces tableaux; mais ignore-t-on qu'Amelot, cet homme dont tous les patriotes dénoncent les prévarications, est à la tête de cette administration?

La Convention maintient le décret d'hier.

**Chabot.** Je demande par article additionnel que le comité de Sûreté générale soit chargé d'examiner la conduite de tous les agents de la comptabilité.

Cette proposition est adoptée.

**Les républicains membres de la Société populaire de Sedan et du comité central de surveillance de Mézières sont admis à la barre.**

Ils font part des nombreuses persécutions et des atroces calomnies qu'ils ont éprouvées de la part des administrateurs de leur département pour prix de leurs principes démocratiques; il n'est plus d'asile où ils puissent aujourd'hui reposer leurs têtes avec sécurité. Nous venons, disent-ils, nous jeter dans vos bras paternels, nous venons réclamer vos secours contre nos persécuteurs et nos assassins; nous vous demandons une justice éclatante et prompte.

Renvoi au comité de sûreté générale.

Un de ces pétitionnaires fait l'offrande d'une lettre de maîtrise.

Mention honorable (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

On admet à la barre une députation des membres du comité central de Salut public du département des Ardennes.

*L'orateur de la députation.* Représentants du peuple souverain, vous voyez devant vous des patriotes échappés aux poignards des administrateurs fédéralistes du département des Ardennes.

maines d'Amelot. Je demande que le décret rapporté soit maintenu.

Le décret est maintenu.

**MAILHE** propose un article additionnel; il est adopté.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 84.  
(2) *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 105, col. 2]. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 392, p. 187), rend compte de l'admission à la barre de cette députation dans les termes suivants :

« LE PRÉSIDENT lit une lettre de plusieurs patriotes persécutés dans les Ardennes. Ils demandent la permission de se présenter à la barre. La Convention les admet.

« *L'orateur.* Représentants du souverain, vous voyez devant vous des patriotes échappés aux poignards des administrateurs fédéralistes des Ardennes. La calomnie, les persécutions, les assassinats sont les moyens qui ont été employés contre les fonctionnaires publics montagnards de ce département. Ce ne sont point de vaines déclarations que nous venons vous présenter, mais des faits authentiques et prouvés.

« Ici l'orateur commence l'historique des événements

La persécution, la calomnie, l'assassinat, telles sont les armes qu'ils ont employées contre les républicains montagnards. Ceux-ci avaient formé un comité central de Salut public. Les administrateurs du département y furent d'abord admis. Mais bientôt les représentants du peuple qui arrivèrent les en exclurent. Nous fûmes conservés. Des mesures grandes et révolutionnaires avaient été proposées par Hentz et Laporte, commissaires de la Convention. Elles allaient purger nos frontières des contre-révolutionnaires, lorsque les administrateurs se déclarant les protecteurs du fédéralisme, levèrent l'étendard de la rébellion, convoquèrent, à l'époque du 27 mai, une assemblée, composée des administrateurs des districts, des membres des conseils généraux de communes, des juges de paix, des chefs de la force armée qui s'y rendirent en armes. Informé de ce rassemblement illégal d'autorités constituées, le comité central envoya deux de ses membres pour le dissoudre. 150 fonctionnaires publics étaient assemblés à Mézières. Dans ce congrès fédéraliste, on avait proposé hautement la destruction de la montagne. Nous paraissons à la barre de cette assemblée liberticide. Nous proclamons les principes de la liberté. Le peuple qui nous avait accompagnés applaudit à nos efforts. Les fédéralistes tremblent, et leur assemblée est dissoute. Mais leur rage s'éveille. Les murs de Mézières sont placardés de calomnies contre nous; les divisions éclatent dans plusieurs communes. Nos affiches sont déchirées, nos afficheurs sont arrêtés. Le 11 juin, le vice-président du comité central de Salut public devait être assassiné en revenant de Philippeville. Le projet échoue. Vos collègues Hentz et Laporte intimement aux administrateurs l'ordre de traduire les assassins devant les tribunaux. Les administrateurs méprisent cet ordre. Ils prennent un arrêté qui défend l'exécution de ceux des représentants du peuple. Nous rendimes dans le temps compte de ces faits. Mais les administrateurs des Ardennes faisaient lire à la tribune de la Convention des adresses mensongères et hypocritement patriotiques : nous vous les dénonçons encore aujourd'hui, et nous sollicitons de vous une justice qui fera le bonheur de tout notre département.

Cette pétition est renvoyée au comité de Salut public.

**Au nom du comité de l'examen des marchés, un membre [CLAUZEL (1)] fait un rapport sur l'achat de 500,000 aunes de drap.**

Le décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité de surveillance des marchés de l'armée, autorise les administrateurs de l'habillement

qui se sont passés dans le département des Ardennes. Il en résulte que Hentz et Laporte, commissaires de la Convention, y sont la terreur des conspirateurs; que leur patriotisme et leur fermeté ne cessent de combattre l'astuce et l'audace des fédéralistes et des contre-révolutionnaires de ce département, et qu'ils y sont secondés par de braves sans-culottes. Ils déposent sur le bureau l'exposé qu'ils viennent de faire.

« On applaudit et la Convention les admet aux honneurs de la séance. »

(1) D'après le document qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 688.

ment des troupes à acheter 500,000 aunes de drap, et pareille quantité de toiles pour redingotes et doublure, à la charge par eux, lorsqu'ils traiteront avec les vendeurs, de retirer des échantillons, pour en remettre un aux vérificateurs des magasins, un à l'administration et un au comité des marchés, pour servir de pièces de comparaison, tant pour les couleurs que pour les qualités (1). »

*Suit le rapport de Clauzel (2).*

« Vous avez renvoyé, le 21 de ce mois, à votre comité de l'Examen des marchés de l'armée, une lettre des administrateurs de l'habillement, portant que le ministre de la guerre, en conformité d'un arrêté du comité de Salut public, leur a ordonné de fournir aux armées 300,000 redingotes.

Le comité eut, hier, une conférence avec ces administrateurs, qui demandent d'être autorisés à faire l'achat de 500,000 aunes de drap et autant de toile, nécessaires pour compléter cet objet.

*(Suit le projet de décret.)*

« CLAUZEL, rapporteur. »

Les officiers municipaux de la commune de Bourg offrent à la patrie un couvert d'argent, un petit ciboire et un cachet trouvés dans les poches d'un prêtre réfractaire; ils font passer en même temps la copie de l'interrogatoire qu'ils lui ont fait subir.

Renvoi au comité de sûreté générale (3).

Un membre [PONS (de Verdun) (4)] se présente à la tribune et fait sentir de nouveau l'étroite nécessité de proroger les délais relatifs au brûlement des titres féodaux.

La Convention passe à l'ordre du jour et charge le comité de législation de lui présenter sous trois jours un mode d'exécution définitif (5).

COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets (6).

PONS (de Verdun), au nom du comité de lé-

gislation, représente à la Convention qu'un grand nombre de pétitions ont réclamé contre l'article 6 du décret du 17 juillet dernier, qui fixait le délai dans lequel les titres des droits féodaux seraient remis pour être brûlés. Il propose, après avoir énoncé l'impossibilité physique d'une aussi prompte exécution de cet article d'accorder un délai ultérieur de quinzaine.

**Cambon.** Je demande que l'on ne prononce rien à cet égard. Il faut enfin voir anéantir tous ces papiers et parchemins qui rappellent des souvenirs choquants pour de vrais républicains. Je demande que le comité de législation présente incessamment un moyen de régénérer la France dans cette partie. Tous les papiers qui sont chez les avocats, les notaires et procureurs doivent être mis sous le pilon et disparaître pour jamais. *(Applaudi.)*

**Pons.** J'ai souvent entendu dire à Cambon qu'il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée; et je propose aujourd'hui une mesure qui a l'effet de terminer aussi rigoureusement une question. J'aurais voulu que, dans les observations qu'il vient de faire, il eût combattu les motifs que j'ai déduits de l'impossibilité d'exécuter la loi aussi promptement qu'elle l'exigeait et qu'il ne se contentât pas de demander la question préalable. J'aurais voulu encore qu'il nous dit pourquoi jusqu'à ce jour, on avait renvoyé au comité les pétitions sur cet objet, si l'on ne voulait pas que le comité y fit droit. Que demandé-je, cependant? C'est d'accorder un délai forcé de quinzaine, car le comité a pris toutes les mesures possibles pour accélérer l'exécution de la loi. De plus, il vous soumettra incessamment une grande idée à cet égard et qui remplira parfaitement les vues de Cambon.

**Cambon.** Ou la loi du 17 juillet est exécutée, ou elle ne l'est pas : si elle ne l'est pas, c'est sans doute par malveillance et par inertie; et je soutiens que la prorogation du délai serait une véritable faveur accordée à l'aristocratie. Voilà ce qui détermine mon opposition au projet de loi présenté par le comité. La loi n'est-elle pas exécutée! Eh bien! que l'on s'occupe des moyens d'exécution. Je persiste à demander la question préalable, parce que je suis très pressé de voir réaliser la grande idée dont a parlé le rapporteur. Je termine, en répétant que le nouveau délai est inutile et que si vous l'accordez, les titres se perpétueront.

**Mailhe** observant que Cambon n'invoque la question préalable que parce que le comité ne présente qu'un moyen provisoire, l'appuie, et demande que dans trois jours, il offre une mesure générale.

**Cambon** y adhère.

La Convention le décrète.

Le ministre des contributions publiques invite la Convention nationale à se faire rendre compte du mémoire qu'il a présenté, le 11 août dernier, sur quelques difficultés que présente l'exécution des lois des 1<sup>er</sup> juin 1791 et 15 août 1792, rendues au sujet du fonds de 1,500,000 livres réservé aux départements pour accélérer l'apurement des impositions de 1788, 1789 et 1790 : une déci-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 84.

(2) Archives nationales, carton C 273, dossier 688.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 84.

(4) D'après les divers journaux de l'époque.

(5) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 85.

(6) Journal des Débats et des Décrets (octobre 1793, n° 392, p. 187). D'autre part le Journal de la Montagne [n° 136 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 986, col. 2], rend compte de la motion de Pons (de Verdun) dans les termes suivants : « Pons (de Verdun), au nom du comité de législation, présente un projet de décret tendant à obtenir un sursis d'un mois à l'exécution de la loi du 17 juillet concernant le brûlement des titres féodaux, censuels et nobiliaires, attendu que, dans presque tous les départements méridionaux, ces sortes de titres sont inscrits confusément sur des protocoles ou registres, avec les actes civils.

« Le projet est écarté par la question préalable et le Comité de législation est chargé de présenter sous trois jours un mode d'exécution définitif.



sion à cet égard devient, dit-il, de jour en jour plus instante.

Renvoi au comité des finances (1).

Le citoyen Legrand dépose sur le bureau de la Convention nationale une médaille représentant le tyran des deux côtés.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Suit l'acte de dépôt (3).

« Paris, 24<sup>e</sup> du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Convention nationale, une médaille représentant le tyran des deux côtés. Je n'y ai jamais attaché aucun mérite, j'en trouve en ce moment, non au sujet, mais à la matière, parce qu'elle est de nature à coopérer à la formation de l'instrument qui fait danser la carmagnole aux brigands, et à déconcerter les tentatives criminelles de ces animaux à couronnes auxquels feront toujours la chasse, les hommes libres.

« Salut et fraternité,

« N. LEGRAND. »

Isoré, représentant du peuple à l'armée du Nord, adresse une question très intéressante relativement à 5 soldats français faits prisonniers, qui se sont enrôlés dans la légion d'York, et qui viennent de rentrer, disant avoir trompé l'ennemi : pareille question a été jugée au camp de Gravelle, et deux hommes ont été jugés à mort. Isoré termine sa lettre pour inviter la Convention nationale à rendre une loi positive à ce sujet.

Renvoi au comité militaire (4).

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (5).

Lettre du représentant Isoré, du camp de la Magdelaine, le 21 octobre.

« Je vous envoie, dit-il, 5 soldats que la loi condamne, quoique cependant nous ayons la preuve qu'ils ont tout fait pour remplir leur de-

voir. Ayant été fait prisonniers dans une affaire, ils se sont engagés dans la Légion d'York, afin de pouvoir se sauver plus facilement. Aujourd'hui, ils rentrent en France et demandent à continuer leur service. 2 soldats, qui déjà se sont trouvés dans le même cas, jugés par une cour martiale, ont été condamnés à mort. Je vous demande, mes collègues, de prononcer sur cette question. »

Au nom du comité des secours, un membre [Bo (1)] fait un rapport sur l'extinction de la mendicité. Le projet de décret est adopté en ces termes :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de secours publics, décrète :

## TITRE I<sup>er</sup>.

### Des travaux de secours.

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les municipalités remettront tous les ans à l'agence de secours du canton, sur sa demande, un état de leurs indigents valides, en désignant leur nom, leur sexe, leur âge, l'espèce de travail dont ils sont susceptibles, les époques auxquelles ils en manquent, et les moyens utiles de le remplacer.

#### Art. 2.

« L'agence de secours fera parvenir ces états au directoire du district : elle y joindra ses observations, et formera les demandes de secours qu'elle croira nécessaires pour faire subsister, par le travail, les mendiants valides dans les seules saisons mortes.

#### Art. 3.

« Le directoire du district enverra ces états, avec son avis, au directoire du département, qui les présentera au conseil d'administration.

#### Art. 4.

« Le conseil d'administration enverra un double

se sont enrôlés dans la légion du duc d'York, afin de trouver plus facilement les moyens de s'échapper.

Renvoyé au comité militaire.

## II

### COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne*.

Isoré, représentant près l'armée du Nord, consulte la Convention sur le parti qu'il convient de prendre à l'égard de cinq soldats français qui, lors de la reddition de Condé et du Quesnoy, s'étaient engagés dans l'armée du duc d'York pour sauver leur vie et qui, depuis, sont rentrés sur le territoire de la République pour reprendre leur rang dans nos lignes.

La question est renvoyée au comité de la guerre.

(1) D'après les divers journaux de l'époque. Voy. ci-dessus son rapport, séance du 21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 12 octobre 1793), page. 443.

- (1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 85.
- (2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 85.
- (3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 696.
- (4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 33, p. 85.
- (5) *Mercur universel* [25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 252, col. 2]. D'autre part l'*Auditeur national* [n<sup>o</sup> 389 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793) p. 3] et le *Journal de la Montagne* [n<sup>o</sup> 136 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 987, col. 1], rendent compte de la lettre d'Isoré dans les termes suivants :

## I

### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

Isoré, représentant du peuple à l'armée du Nord, écrit du camp de la Magdelaine, en date du 22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois. Il consulte l'Assemblée sur le sort de cinq soldats français qui, lors de la prise du Quesnoy,

de ces états au conseil exécutif, en demandant les fonds qu'il croira nécessaire d'appliquer aux travaux de secours, sans que néanmoins sa demande puisse excéder les sommes qui lui seront destinées d'après les bases de répartition.

Art. 5.

« Le conseil exécutif présentera ces états et demandes au Corps législatif pour y être statué définitivement.

Art. 6.

« Les travaux de secours destinés aux indigents valides, seront entrepris par adjudication au rabais : elle se fera par-devant le directoire du district. Chaque portion de travail susceptible de division, portera son adjudication particulière.

Art. 7.

« Les seuls indigents valides y seront admis. Si l'urgence ou la nature du travail exigent d'autres bras, cette nécessité sera constatée par un commissaire pris dans le conseil du district, et assisté d'un membre de l'agence de secours.

Art. 8.

« Les travaux de secours, avant d'être ouverts, seront annoncés par affiches, quinze jours à l'avance, dans toutes les municipalités du district. Les indigents qui s'y rendront seront tenus de prendre un passeport lorsqu'ils sortiront de leur canton.

Art. 9.

« Les travaux de secours dont l'utilité sera reconnue, par les corps administratifs, être commune à tout un canton, seront ouverts de préférence à ceux dont l'avantage se bornerait à une municipalité.

Art. 10.

« Il sera ouvert, dans les lieux dont la population ou les localités se comporteront, des travaux sédentaires pour ceux des indigents qui ne peuvent se livrer à des travaux pénibles, ou qui pourraient en manquer dans quelques circonstances.

Art. 11.

« Les comités d'agriculture et de commerce proposeront les espèces de travaux publics qui pourront être entrepris, et occuper utilement les bras des indigents valides, en même temps qu'ils se dirigeront vers l'intérêt de l'agriculture et la prospérité du commerce.

Art. 12.

« En aucuns cas la dépense des travaux désignés dans l'article ci-dessus, ne pourra être prise sur les fonds de secours.

Art. 13.

« Le prix du salaire des indigents employés aux travaux de secours, sera fixé aux trois quarts du prix moyen de la journée de travail déterminée pour le canton.

Art. 14.

« Les conseils d'administration de département feront, suivant les circonstances et les localités, les règlements nécessaires pour déterminer les époques où les travaux de secours seront ouverts et pour y maintenir l'activité et la subordination; l'exécution en sera confiée aux agences, sous la surveillance des municipalités.

Art. 15.

« A chaque répartition des fonds, les agences, avant de percevoir leur part, seront tenues de rendre compte de ceux qu'elles auront reçus antérieurement.

Art. 16.

« En conformité de l'article 15 du décret sur l'organisation générale des secours publics, toutes distributions de pain ou d'argent cesseront dans les cantons, à l'époque du premier établissement des travaux de secours. Tout citoyen qui sera convaincu d'avoir donné à un mendiant aucune espèce d'aumône, sera condamné par le juge de paix à une amende de la valeur de deux journées de travail; l'amende sera double en cas de récidive : les sommes en seront versées dans la caisse destinée à fournir les secours à domicile.

TITRE II.

*Des moyens de répression.*

Art. 1<sup>er</sup>.

« Toute personne qui, huit jours après la publication de la loi, sera convaincu d'avoir demandé de l'argent ou du pain dans les rues ou voies publiques, sera réputée mendiant, arrêtée par la gendarmerie ou les gardes nationales, et conduite au juge de paix du canton.

Art. 2.

« Le juge de paix sera tenu, dans le plus bref délai, d'interroger le mendiant, de constater le délit par un procès-verbal qui contiendra son signalement, d'en envoyer copie au directoire du district, qui en fera parvenir une expédition au directoire du département et au commandant de la gendarmerie nationale de son arrondissement.

Art. 3.

« Si, par l'interrogatoire, le mendiant est reconnu domicilié du canton ou du district, il sera renvoyé avec un passeport au lieu de son domicile.



cile, après avoir entendu lecture de la loi sur la mendicité.

#### Art. 4.

« Si le mendiant n'est point domicilié dans le ressort du district dans lequel il a été arrêté, et que néanmoins il accuse un domicile, il sera conduit provisoirement dans la maison d'arrêt. Le juge de paix écrira à la municipalité dont il se fera réclamer; et si celle-ci reconnaît que le détenu est son domicilié, et non repris de justice, il sera renvoyé chez lui avec un passeport et aux frais de la nation, s'il n'a devers lui des moyens pour s'y rendre.

#### Art. 5.

« A défaut de réponse de la municipalité dans un délai convenable, le mendiant sera conduit dans la maison de répression, d'où il pourra sortir toutes les fois qu'il sera réclaté par sa municipalité, et que sa détention ne sera pas liée à des causes aggravantes.

#### Art. 6.

« Tout mendiant, reconnu étranger, sera conduit sur la frontière de la République aux frais de la nation; il lui sera passé 3 sous par lieue, jusqu'au premier village du territoire étranger.

#### Art. 7.

« Les mendiants arrêtés, et qui se trouveront accusés ou violemment soupçonnés de crime, seront conduits dans la maison d'arrêt pour être jugés.

#### Art. 8.

« Les enfants arrêtés avec les mendiants en seront séparés; il sera pris tous les renseignements nécessaires pour constater leur état civil: si leur âge ne les soumet pas au travail, ils seront traités comme les enfants abandonnés: ils ne pourront être remis à leurs pères avoués, s'ils sont vagabonds, que lorsque ceux-ci auront obtenu leur élargissement par une bonne conduite, et justifié, à la suite de leur liberté, d'un an de domicile fixe dans la même municipalité.

### TITRE III.

#### *Des maisons de répression.*

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les maisons de répression seront placées, autant qu'il sera possible, dans le chef-lieu du département, et hors l'enceinte de la ville: on choisira, de préférence, l'emplacement qui réunira le plus de facilités pour y établir des travaux.

#### Art. 2.

« Tout mendiant arrêté en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du titre II du présent décret et renvoyé à son

domicile, s'il est repris en mendicité, sera condamné par le juge de paix à un an de détention conformément aux lois sur la police correctionnelle; la peine sera de deux années, dans le cas de seconde récidive: les jugements seront rendus publics dans le ressort du canton.

#### Art. 3.

« Tout citoyen qui consignera, entre les mains du receveur du district, une somme de 100 livres, pour répondre de la conduite ultérieure d'un mendiant détenu sans causes aggravantes, pourra obtenir son élargissement, en s'adressant au tribunal compétent, sur le rapport favorable des administrateurs de la maison de répression: cette somme sera versée dans la caisse de l'administration, sur la preuve que l'homme cautionné est arrêté pour récidive.

#### Art. 4.

« Les mendiants qui ne pourront justifier d'aucun domicile, ceux qui seront en troupes, porteurs d'armes offensives, munis de faux certificats ou de faux congés, à l'aide desquels ils désigneraient leur nom, le lieu de leur naissance ou domicile, qui contreferont des infirmités, qui seront flétris, demanderont avec menace ou insolence, seront arrêtés et condamnés à une détention d'un an: la peine sera double en cas de récidive.

#### Art. 5.

« Au moyen des établissements, une fois formés, des maisons de répression, les dépôts de mendicité demeurent supprimés: les administrations de département feront connaître au conseil exécutif ceux qui, par leurs localités, pourront être conservés pour la nouvelle organisation; les autres seront vendus, dans la forme prescrite pour l'aliénation des domaines nationaux.

#### Art. 6.

« Les mendiants actuellement détenus dans les maisons de dépôt sans causes aggravantes, et qui justifieront d'un domicile, seront renvoyés dans leur municipalité, avec 3 sous par lieue; les autres seront répartis dans les maisons de répression, d'après les ordres du conseil exécutif.

#### Art. 7.

« Ceux actuellement enfermés pour cause de démence, et qui sont aux frais de la nation, seront transférés dans les nouvelles maisons de répression, et continueront d'être à la charge publique. Il sera libre aux parents de réclamer ceux qui sont à leurs frais, ou de les laisser dans les maisons de répression, en continuant de payer leur pension, suivant le nouveau prix qui sera fixé par le directoire du département, d'après la valeur actuelle des denrées.

#### Art. 8.

« Les personnes détenues pour maladies véné-

riennes seront renvoyées, aux frais de la nation, dans les maisons de santé établies d'après les bases de l'organisation générale des secours publics.

Art. 9.

« Les administrateurs de département auront la surveillance générale des maisons de répression; ils feront connaître au conseil exécutif les nouveaux emplacements qu'ils croiront les plus propres et les plus économiques, pour les différentes espèces de travaux que les localités permettront d'établir, pour employer utilement au dedans et au dehors les bras des mendiants détenus.

Art. 10.

« Les directoires de département nommeront un directeur responsable, tenu de résider dans la maison de répression; il lui sera payé pour salaire et nourriture un traitement dont le *maximum* ne pourra excéder 2,400 livres. Il demeurera chargé de la conduite de la maison, de l'exécution du règlement, et rendra compte de ses opérations au comité qui sera établi à cet effet.

Art. 11.

« Il sera formé, auprès de chaque maison de répression, un comité de surveillance composé de trois membres, dont un sera pris dans l'administration supérieure du lieu de l'établissement, le second dans la municipalité, et le troisième dans l'agence de secours du canton. Ce comité sera renouvelé tous les trois mois; il tiendra deux séances par décade, dans la maison de répression: le membre du directoire en sera président de droit.

Art. 12.

« Sur l'avis du directoire du département, le comité déterminera le nombre des employés libres pour le service de la maison, fixera le prix de leur salaire et nourriture, réglera le régime intérieur, pour la nourriture et entretien des détenus, leur discipline et leurs travaux; il s'assurera tous les jours de l'exécution du règlement.

Art. 13.

« Chaque détenu sera obligé au travail qui lui sera indiqué, et qui devra être relatif à ses forces, son âge et son sexe. Le directeur évitera tous les moyens de rigueur pour l'y contraindre, hors le cas de rébellion. Il rendra compte dans vingt-quatre heures, au comité de surveillance, de la peine infligée. Celui-ci pourra l'adoucir ou en ordonner de plus graves, suivant la nature du délit, en observant de se conformer aux lois portées par la police correctionnelle, et d'en instruire le directoire du département.

Art. 14.

« Les détenus pourront adresser leurs réclamations au directoire du département, qui se fera rendre compte, dans les vingt-quatre heures, par

le comité de surveillance, ou enverra un commissaire sur les lieux pour y faire droit.

Art. 15.

« Les deux tiers du prix de la journée de travail du détenu serviront pour payer à la maison une portion de la nourriture en entretien qu'il lui coûte. Il lui sera fait compte, toutes les décades, de la moitié de son tiers, et le restant lui sera remis au moment de sa liberté; en cas de mort, il rentrera dans la caisse de l'administration.

Art. 16.

« Les malades seront tenus dans des salles particulières et soignés par l'officier de santé salarié pour secourir les indigents du canton.

Art. 17.

« Les employés libres pour le service de la maison en formeront la garde. Ils seront armés d'un fusil et d'un sabre. Il y aura, jour et nuit, une sentinelle à la porte d'entrée de la maison; et lorsque des détenus se rendront à des travaux externes, les employés chargés de les surveiller seront armés.

Art. 18.

« Les maisons de répression pourront servir aux tribunaux de police correctionnelle, pour y placer les condamnés à la réclusion. Ils seront soumis, pendant leur détention, au même règlement que les mendiants réprimés.

TITRE IV.

*De la transportation.*

Art. 1<sup>er</sup>.

« Le conseil exécutif fera connaître incessamment à la Convention nationale quel lieu il juge le plus propre à la transportation, et quels moyens il faudra employer pour mettre cet établissement en activité.

Art. 2.

« Tout mendiant domicilié repris en troisième récidive, sera condamné à la transportation.

Art. 3.

« Tout mendiant ou vagabond arrêté une première fois, et mis dans la maison de répression, pour causes aggravantes, s'il est repris une seconde fois, subira la peine de transportation.

Art. 4.

« Le mendiant ou vagabond qui sera dans le cas de la transportation, sera conduit dans la prison du district, où son jugement sera pro-



noncé par le tribunal, sur le vu des pièces qui constateront ou sa troisième récidive, ou les causes aggravantes de sa détention.

#### Art. 5.

« Les mendiants mis dans les maisons de répression, et qui ne pourront justifier d'aucun domicile, après un an de détention, seront condamnés à la transportation.

#### Art. 6.

« Tout citoyen qui, avant un jugement de transportation, consignera entre les mains du receveur du district une somme de 500 livres, pour répondre de la conduite ultérieure du condamné, empêchera sa transportation et obtiendra sa liberté; mais, si le mendiant est repris en récidive, la somme consignée demeurera à la disposition de l'agence de secours, et la caution sera, en outre, condamnée aux nouveaux frais d'arrestation, d'emprisonnement et de transportation.

#### Art. 7.

« La peine de transportation ne pourra être moindre de huit années. Elle n'aura lieu que pour les mendiants au-dessus de 13 ans, et au-dessous de 60. Elle pourra être prolongée, si la mauvaise conduite du banni le mérite; comme elle pourra être abrogée, dans le cas seulement d'un service distingué rendu à la colonie.

#### Art. 8.

« Le mendiant au-dessous de 16 ans, qui aura encouru la peine de transportation demeurera détenu jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge fixé pour subir son jugement. Celui qui aura passé l'âge de 60 ans, sera condamné à rester toute sa vie dans la maison de répression, à moins que ses infirmités, s'opposant au travail, n'exigent sa translation à l'hospice.

#### Art. 9.

« Il y aura dans la colonie une administration civile, sous la dénomination de conseil de surveillance, chargée de faire exécuter les ordonnances et réglemens pour la discipline, l'ordre du travail, la culture, la recette, la vente des productions, et de rendre compte de ses opérations au conseil exécutif.

#### Art. 10.

L'organisation du conseil de surveillance sera déterminée, d'après les connaissances locales que fournira le conseil exécutif sur la colonie et sur les ressources commerciales qu'elle pourra présenter.

#### Art. 11.

« Il sera établi dans la colonie une force militaire, qui n'aura aucune autorité civile, et ne pourra être employée contre les transportés, ou contre les naturels du pays, que sur la réquisition des administrateurs.

#### Art. 12.

« Tant que le transporté sera dans le terme de son jugement, il ne pourra travailler que pour le compte de la nation. Il recevra seulement le sixième du prix de la journée de travail fixée pour la colonie. La moitié de cette rétribution lui sera délivrée chaque semaine, et le restant lui sera conservé pour l'époque de sa liberté.

#### Art. 13.

« Le terme de la liberté étant arrivé, le transporté recevra une portion de terrain, telle qu'en travaillant sa subsistance puisse être assurée. La portion du produit de son travail qui lui aura été conservée, aidera à lui fournir en outils ou denrées les moyens de mettre son fonds en activité.

#### Art. 14.

« L'Administration se chargera du produit de ses travaux, vendra ses denrées, lui en remettra aussitôt la moitié du prix. L'autre moitié servira au remboursement des dépenses et entretien de l'établissement.

#### Art. 15.

« Il sera libre au transporté, lorsque la colonie ou sa population sera assez étendue, de vendre lui-même ses denrées aux marchands, en continuant de payer à la nation la moitié du produit de ses ventes, à titre d'indemnité.

#### Art. 16.

« Nul transporté ne pourra revenir en France qu'il ne se soit écoulé un an entre le moment de sa liberté et celui de son retour, et qu'il n'en ait obtenu l'agrément du conseil de surveillance; et dans ce cas, les fonds qui lui auront été concédés rentreront à l'établissement, sans qu'il puisse en disposer autrement.

#### Art. 17.

« Si le transporté se marie dans la colonie, il sera affranchi du quart de son indemnité à la naissance d'un enfant, et de la moitié s'il en a plus de trois. Il leur transmettra, en toute propriété, le fonds qui lui aura été accordé.

#### Art. 18.

« Le transporté aura, en tout temps, la faculté de présenter des pétitions au conseil de surveillance, qui sera tenu d'y faire droit provisoirement, sauf la détermination ultérieure du conseil exécutif.

### TITRE V.

#### *Du domicile de secours.*

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Le domicile de secours est le lieu où l'homme nécessiteux a droit aux secours publics.

Art. 2.

« Le lieu de la naissance est le lieu naturel du domicile de secours.

Art. 3.

« Le lieu de naissance, pour les enfants, est le domicile habituel de la mère au moment où ils sont nés.

Art. 4.

« Pour acquérir le domicile de secours, il faut un séjour d'un an dans une commune.

Art. 5.

« Le séjour ne comptera, pour l'avenir, que du jour de l'inscription au greffe de la municipalité.

Art. 6.

« La municipalité pourra refuser le domicile de secours, si le domicilié n'est pas pourvu d'un passeport et certificats qui constatent qu'il n'est point homme sans aveu.

Art. 7.

« Jusqu'à l'âge de 21 ans, tout citoyen pourra réclamer, sans formalité, le droit de domicile de secours, dans le lieu de sa naissance.

Art. 8.

« Après l'âge de 21 ans, il sera astreint à un séjour de six mois avant d'obtenir le droit de domicile, et à se conformer aux formes prescrites aux articles 4, 5 et 6.

Art. 9.

« Celui qui quittera son domicile pour en acquérir un second, sera tenu aux mêmes formalités que pour le premier.

Art. 10.

« Il en sera de même pour celui qui, après avoir quitté un domicile, voudra y revenir.

Art. 11.

« Nul ne pourra exercer en même temps, dans deux communes, le droit de domicile de secours.

Art. 12.

« On sera censé conserver son dernier domicile tant que le délai exigé pour le nouveau ne sera pas échu, pourvu qu'on ait été exact à se faire inscrire au greffe de la nouvelle municipalité.

Art. 13.

« Ceux qui se marieront dans une commune, et qui l'habiteront pendant six mois, acquerront le droit de domicile de secours.

Art. 14.

« Ceux qui auront resté deux ans dans la même commune, en louant leurs services à un ou plusieurs particuliers, obtiendront le même droit.

Art. 15.

« Tout soldat qui aura combattu, un temps quelconque, pour la liberté, avec des certificats honorables, jouira de suite du droit de domicile de secours dans le lieu où il voudra se fixer.

Art. 16.

« Tout vieillard âgé de 70 ans, sans avoir acquis de domicile ou reconnu infirme avant cette époque, recevra les secours de stricte nécessité dans l'hospice le plus voisin.

Art. 17.

« Celui qui, dans l'intervalle du délai prescrit pour acquérir le domicile de secours, se trouvera, par quelque infirmité, suite de son travail, hors d'état de gagner sa vie, sera reçu à tout âge dans l'hospice le plus voisin.

Art. 18.

« Tout malade domicilié de droit ou non, qui sera sans ressources, sera secouru, ou à son domicile de fait, ou dans l'hospice le plus voisin (1). »

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (2).

Le même député (Bo) fait lecture de son projet de décret pour la répression de la mendicité.

Tous les articles en sont adoptés sans débats.

Dartigoyte, représentant du peuple, député par la Convention nationale dans le département du Gers, annonce que les autorités constituées de ce département étaient infectées de venin fédéraliste, mais qu'aujourd'hui elles sont régénérées en grande partie. Il joint à sa lettre copie d'un arrêté relatif à la destitution et remplacement de plusieurs fonctionnaires publics.

Renvoi au comité de sûreté générale (3).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 85.

(2) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 392, p. 187).

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 103.



*Suit le texte de deux lettres de Dartigayte, d'après le Bulletin de la Convention (1).*

*Lettre du citoyen Dartigayte, représentant du peuple, datée de Tarbes le 30 septembre 1793.*

« Pénétré de cette grande vérité, que la Révolution du 31 mai est pour le peuple; bien convaincu que cette heureuse révolution ne répondrait pas à l'attente générale, si les autorités constituées n'étaient régénérées, si enfin les magistrats du peuple ne méritaient, par leurs principes, par leur énergie patriotique, la confiance publique, je m'occupe avec activité, surtout avec une impartiale sévérité, de la suspension et du remplacement des fonctionnaires publics girondins, aristocrates, modérés ou pusillanimes : car, durant une révolution, il faut des hommes révolutionnaires qui sachent braver les obstacles et fixer la liberté. J'ai déjà soumis à l'approbation de la Convention nationale plusieurs arrêtés rédigés d'après ces principes; je lui adresse encore dans le même objet.

« Les autorités constituées du département du Gers étaient infectées de venin fédéraliste; mais aujourd'hui, elles sont régénérées, du moins en très grande partie; et avec le secours des sociétés populaires réunies à l'Administration supérieure, aucun Girondin n'échappera. J'ai fort à cœur de bien composer les corps constitués : que le peuple apprenne par sa propre expérience la différence qu'il y a entre les messieurs qui le vexaient et les montagnards qui veulent franchement son bonheur.

« Je suis à Tarbes momentanément, afin de seconder les efforts républicains de l'Administration du département des Hautes-Pyrénées qui a été recomposée et de la société montagnarde dont l'attitude fait trembler les malveillants : nous travaillons à débarrasser le peuple de la tourbe des gens suspects et de l'influence dangereuse des fonctionnaires publics non patriotes. Ce travail achevé, je reviendrai dans le département du Gers et autres environnants.

« Je veux avoir la certitude que tous les magistrats du peuple seront dignes de leurs augustes fonctions; qu'ainsi les ennemis de l'égalité ne parviendront jamais, quoi qu'ils intriguent, quoi qu'ils calomnient, à accaparer des places, à compromettre de nouveau le salut de la patrie.

« Signé : DARTIGAYTE. »

*Deuxième lettre du citoyen Dartigayte.*

Tarbes, le 2 octobre 1793.

« Citoyens mes collègues,

« La terreur est à l'ordre du jour dans la ville de Tarbes et dans le département des Hautes-Pyrénées. Cela produit les meilleurs effets; le

peuple éclairé sur ses vrais intérêts se presse autour des représentants, et l'aristocratie qui abusa longtemps de notre fatale modération se trouve aujourd'hui comprimée.

« Les villes, ainsi que les campagnes vont être débarrassées de tous les aristocrates, de tous les agents de Pitt, de ces Girondins mielleux, qui, en dignes élèves de Roland, parlaient toujours de la liberté et agissaient dans le sens du despotisme.

« Le peuple est ici véritablement debout. La société populaire professe les grands principes. L'Administration supérieure a été régénérée, et je travaille, de concert avec les bons patriotes, à épurer les différentes autorités constituées.

« Vous apprendrez avec plaisir, citoyens mes collègues, que les agitateurs sont poursuivis, dénoncés avec une énergie patriotique. Les communes classent au premier rang des gens suspects ces vils égoïstes, qui par leurs manœuvres mercantiles ont décrédité les assignats et procuré le surhaussement des denrées. Il y en a déjà un grand nombre dans la maison de réclusion, et cette expiation bien méritée améliore l'opinion publique. Si dans tous les autres départements on adoptait la même méthode, vous verriez bientôt disparaître cette fourmilière de sangsues qui dévorent le peuple et retardent les progrès de la révolution.

« J'avais délégué les commissaires des assemblées primaires pour former une liste des gens suspects, et pour faire exécuter la remise des croix de Saint-Louis auxquelles certains personnages paraissent tenir avec acharnement. Un de ces commissaires, le nommé Monteau, habitant de Vic, ancien feudiste, commissaire terrien, a eu l'impudence de m'adresser un mémoire apologétique en faveur des ci-devant nobles, des pères d'émigrés; et en sorte que dans la ville qui renferme elle seule plus de contre-révolutionnaires que trois districts réunis, M. Monteau n'a pas trouvé un aristocrate à faire reclure ni une croix de Saint-Louis à faire remettre : j'ai pensé que Monteau était de la trempe de ses protégés, et j'ai ordonné qu'il irait leur tenir compagnie; cet exemple d'une sévérité utile sera, j'espère, approuvé par la Convention nationale (1).

« Les bataillons se forment avec activité, soit dans ce département, soit dans ceux environnants, tels que les Landes et le Gers : le peuple a senti que la révolution du 31 mai est la révolution proprement dite : partout il démontre la plus forte énergie, et surtout la volonté déterminée de ne plus croire aux belles phrases de ces messieurs, ennemis de l'égalité, qui furent patriotes tant qu'ils imaginaient avoir succédé aux ci-devant nobles et pouvoir mépriser, vexer, comprimer les sans-culottes.

« Profitons de l'expérience du passé; une indulgence impolitique mit la liberté en péril; agissant d'après le principe aujourd'hui reconnu, que la guillotine seule peut contenir les malveillants, faire marcher la révolution; et ça ira, eussions-nous la guerre avec trois nouvelles Europes.

« Signé : DARTIGAYTE. »

(1) Bulletin de la Convention du 5<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi, 16 octobre 1793). Ces deux lettres ne sont pas mentionnées dans le Recueil des Actes et de la correspondance du comité de Salut public de M. Aulard.

(1) Applaudissements, d'après le Journal des Débats et des Décrets (octobre 1793, n° 392, p. 190).

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (1).

(Suit un résumé des deux lettres de Dartigayte que nous insérons ci-dessus.)

**Maribon-Montaut** demande l'insertion de ces lettres au *Bulletin* et certifie que Dartigayte, en faisant renfermer Montaut, n'a fait que lui rendre justice. (On applaudit.)

L'insertion est décrétée.

Les trois sections de la commune de Bayonne expriment toute l'horreur que leur a inspirée la lâche et criminelle reddition de Toulon : ils assurent confiance et adhésion entière à tous les décrets de la Convention nationale, particulièrement à ceux rendus depuis le 31 mai, et l'invitent à rester à son poste.

Mention honorable, insertion au « *Bulletin* » (2).

Suit l'adresse des trois sections de la commune de Bayonne (3) :

Les trois sections de la commune de Bayonne, aux représentants du peuple.

A Bayonne, le 8 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants,

« Nos cœurs glacés par l'infâme trahison des habitants de Toulon, ne vous avaient pas encore exprimé l'horreur que nous avait inspirée la lâche et criminelle reddition de cette cité. Trop loin de croire pendant quelque temps à leur scélératesse, nous n'en avons plus douté lorsque vous avez requis les Français des départements méridionaux d'aller punir ces contre-révolutionnaires. Trop éloignés pour participer à l'honneur de remettre au plus tôt cette cité rebelle sous nos lois, nous avons porté nos pas sur nos frontières : pères de nombreuses familles, oncles, neveux et enfants, tous y ont volé avec l'ardeur et le courage des vrais républicains. Oui, représentants, les Bayonnais, toujours modestes à publier tout ce qu'ils ont fait pour la patrie, et qu'ils ne cessent encore de faire, mais trop souvent calomniés par des méchants, vous assurent confiance et adhésion entière à tous vos décrets, particulièrement à tous ceux que vous avez rendus depuis les immortelles journées des 30 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin derniers. Continuez vos travaux, montagnards, heureux d'avoir sauvé la liberté en déjouant les manœuvres ourdies par le fédéralisme, en découvrant la noire ingratitude des traîtres, et nous montrant l'aversion impitoyable que méritaient les tyrans.

« Soyez infatigables comme vous l'avez été, n'employez point de demi-mesures contre les

conspirateurs du dedans, et comptez sur la reconnaissance des républicains français; leur courage, leur valeur et l'exécution de vos décrets en sont les présages. Ne pensez plus à quitter les rênes de l'État que la République ne soit reconnue par tous nos ennemis aux abois.

« **MONNO**, président de la section des hommes libres; **LESSEPS**, secrétaire de la section des hommes libres; **LAFFERRE**, président de la section de la fraternité; **Jean-Joseph DABADIE**, secrétaire de la section de la fraternité; **LABORDE**, président de la section de la République; **BELLEVUE**, secrétaire de la section. »

**Jourdeuil**, adjoint du ministre de la guerre, annonce à la Convention que la ville de Beauvais ne pouvant contenir les escadrons de l'armée révolutionnaire, il a désigné au ministre la ville de Versailles pour les fixer provisoirement; mais un décret portant que le ministre de la guerre ne pourra mettre des troupes en garnison qu'au delà de 30,000 toises de Paris, le ministre prie la Convention de l'autoriser à faire venir ces escadrons à Versailles.

La demande de l'adjoint du ministre est convertie en motion et décrétée (1).

Suit la demande de **Jourdeuil**, adjoint au ministre de la guerre (2) :

**Jourdeuil**, adjoint au ministre de la guerre, au Président de la Convention nationale.

« Paris, le 23 du 1<sup>er</sup> mois, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Le général en chef de l'armée révolutionnaire, sur la représentation qui lui a été faite que la ville de Beauvais ne pouvait contenir les escadrons de cavalerie de cette armée, faute d'emplacement, a désigné au ministre la ville de Versailles pour les fixer provisoirement.

« Un décret portant que le ministre de la guerre ne pourra mettre des troupes qu'au delà de 30,000 toises de Paris, le ministre prie la Convention de l'autoriser à faire venir ces escadrons à Versailles.

« **JOURDEUIL.** »

Les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales informent la Convention que le général Dagobert est entré le 4 octobre (vieux style) sur le territoire espagnol et que notre position est on ne peut plus avantageuse.

Insertion au « *Bulletin* » (3).

La lettre à laquelle le procès-verbal fait allusion a été insérée, conformément aux comptes rendus

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 392, p. 189).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 103.

(3) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 114.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 104.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 693.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 104.



des journaux, dans la séance du 22<sup>e</sup> jour du premier mois (Voy. ci-dessus, page 500). C'est donc par erreur qu'elle est mentionnée au procès-verbal dans la séance du 24<sup>e</sup> jour. Par contre, dans cette dernière séance du 24<sup>e</sup> jour, tous les journaux rendent compte d'une lettre de Bonnet qui ne figure pas au procès-verbal et que nous reproduisons ci-dessous, d'après la minute qui se trouve aux Archives nationales (1).

Les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales, aux citoyens composant le comité de Salut public de la Convention nationale à Paris.

« Perpignan, le 4 octobre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens collègues,

« Les troupes de la République ont forcé hier les Espagnols à lever le camp d'Argelès, ils y ont laissé 2,000 matelas, une pièce de 12, 2 gros mortiers et beaucoup de boulets et de bombes. Ce rapport officiel que nous nous empressons de vous communiquer en annonce un autre qui contiendra de plus grands détails et que nous vous adresserons avec le même empressement. Nos communications sont par là rétablies entre Collioure et Perpignan et pour les transports de subsistances et l'ensemble des mesures à prendre ce n'est pas un mince avantage.

« L'armée française occupe toutes les hauteurs qui dominent le Boulou, poste d'où l'ennemi, quoique considérablement retranché, sera bientôt délogé; il est d'ailleurs cerné de toutes parts et il n'a pour s'échapper que la route qui le conduit en Espagne, encore même les généraux s'occupent-ils à le prendre par ses derrières, et si cette armée avait eu de la cavalerie qui lui (est) nécessaire, ils y auraient réussi.

« Nos collègues Fabre et Gaston accompagnent et encouragent par leur exemple les défenseurs de la République; l'ennemi qui a sans doute appris à les signaler, leur donna hier le doux spectacle du feu le mieux nourri de préférence, il faisait pleuvoir sur les bataillons auxquels ils étaient momentanément attachés, des boulets, des obus et des bombes. Mais nos intrépides collègues n'en faisaient qu'un jeu, et s'occupaient à diriger des batteries qui pussent lui répondre (2).

« Salut et fraternité.

« BONNET. »

Les représentants du peuple Couthon, Maignet, Châteauneuf-Randon et Laporte annoncent que la ville de Lyon commence à s'organiser, que le

désarmement de tous les citoyens est ordonné, et que l'on est toujours à la poursuite des rebelles.

Insertion au « Bulletin » (1).

Suit le texte de la lettre de ces représentants d'après le Bulletin de la Convention (2) :

Les représentants du peuple à Lyon écrivent en date du 11 octobre :

« La ville de Lyon commence à s'organiser. Nous avons rétabli dans leurs fonctions municipales ceux que l'aristocratie avait arrachés de la maison commune pour les plonger dans des cachots. La société populaire a été solennellement réinstallée; le procès-verbal de cette séance mémorable vous sera envoyé. La Convention verra que la République compte encore ici de nombreux partisans. Une commission militaire a été créée; elle est actuellement en fonctions : quatre aides de camp occupent ses premiers moments, vraisemblablement ils subiront demain la peine attachée à leur crime.

« Le désarmement de tous les habitants est ordonné; déjà il a commencé à s'effectuer; bientôt il sera terminé.

« Le comité de surveillance est créé. Il est composé d'hommes qui, martyrs de leur amour pour la liberté, nous inspirent la plus grande confiance.

« L'on est toujours à la poursuite des rebelles; ils sont réduits à 300 qui se sont retirés dans une forêt. Le tocsin a réuni autour de ce bois plus de 6,000 hommes, ils nous rendront bon compte du reste des brigands; l'on nous assure que plusieurs des chefs, convaincus de l'impossibilité où ils étaient de pouvoir s'évader, se sont rendus justice eux-mêmes, en se brûlant la cervelle, tout se réunit pour nous faire croire que Précy est du nombre des morts. Au premier jour, nous vous donnerons de plus grands détails, il nous suffira, quant à présent, de vous assurer que ça va et que nous nous proposons de le faire aller si bien que nous vous dispenserons d'y revenir deux fois.

« Signé : COUTHON, MAIGNET.

« P.-S. Nous apprenons dans le moment, que nos collègues Dubois-Crancé et Gautier intriquent dans toute la ville, pour que les citoyens réclament contre le décret qui les rappelle : des émissaires courent toutes les rues pour faire leur apothéose et prolonger leur séjour dans cette cité. Nous ignorons les motifs d'une conduite aussi étrange; mais nous croyons qu'elle ne peut avoir que des suites funestes. Ce n'est pas dans une ville accoutumée depuis longtemps à méconnaître l'autorité nationale, à réclamer contre les décrets de la Convention, qu'il faut suspendre d'un moment l'exécution d'un décret quel qu'il soit. Que feront les citoyens quand ils verront que les députés eux-mêmes leur don-

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 693. — Bulletin de la Convention du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793). Le *Moniteur universel* [n° 25 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 102, col. 1] publie cette lettre avec quelques variantes et quelques omissions. M. Aulard, dans son *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 223), reproduit le texte du *Moniteur*.

(2) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* [25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 234, col. 1].

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 104.

(2) Bulletin de la Convention du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793). Le *Moniteur universel* [n° 25 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 102, col. 2], ne publie qu'un extrait de la lettre des commissaires à Lyon. M. Aulard, dans son *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 371), reproduit le texte du *Moniteur*.

nent un exemple aussi dangereux et qu'ils sont les premiers à les exciter à provoquer la suspension de (la) loi?

« Citoyen, la chose publique nous occupe seule ; mais si dans un moment aussi critique il était permis de vous parler de nous, nous vous dirions que ce n'est pas sans surprise que nous avons vu nos deux collègues s'éloigner de nous, en nous injuriant et en nous faisant l'injustice de nous accuser de les avoir dénoncés et d'avoir demandé leur rappel. Vous savez si jamais dans nos lettres il a été question d'eux, mais aujourd'hui nous vous prions de bien peser s'il n'est pas dangereux qu'ils demeurent plus longtemps dans cette ville. Quant à nous, nous en sommes si convaincus que nous ne balancerons pas de leur enjoindre d'obéir à la loi, si nous apprenons qu'ils continuent d'intriguer dans une cité qui n'est déjà que trop mal disposée.

« Les preuves que nous vous offrons ne permettent plus à l'Europe entière de douter que Lyon était devenu une seconde Vendée : les fleurs de lys qui décorent le drapeau des rebelles que le général Doppet vous adresse, annoncent assez les intentions de ceux qui se rallient autour de lui ; c'étaient des marquis, des comtes, des hommes décorés de la croix de Saint-Louis qui les commandaient ; partout l'on voyait les signes de la royauté. »

Les représentants du peuple envoyés dans le département de la Seine-Inférieure et circonvoisins, annoncent l'exécution de la loi relative aux Anglais dans la ville du Havre ; mais qu'à l'instant même où cette loi s'exécutait, de lâches malveillants ont jeté dans les corps de garde et sur les places publiques des lettres anonymes, dans lesquelles on prêche la révolte contre la Convention nationale, et contre eux en particulier.

Renvoi au comité de sûreté générale (1).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Les représentants du peuple Delacroix et Louchet écrivent du Havre, le 21 :

« Le décret sur l'arrestation des Anglais a été

mis à exécution aujourd'hui. Les barrières ont été fermées, tous les citoyens ont pris les armes et des visites domiciliaires faites avec soin ont produit l'arrestation de beaucoup de sujets du roi Georges. Les messieurs ont d'abord frémi, mais ils ont bientôt repris leurs sens, en voyant qu'on n'en voulait qu'aux Anglais. Dans ce moment, on nous apprend que les malveillants sèment dans les corps de garde et dans les places publiques des lettres anonymes, dont le but est de soulever le peuple contre la Convention nationale, et dans lesquelles on dit aux jeunes gens de la première réquisition, qu'on ne les fait partir que pour pouvoir plus aisément égorger les riches et s'emparer de leurs propriétés. Nous présumons que les auteurs de ces lettres sont des muscadins qui regrettent leurs boudoirs. »

Les représentants du peuple auprès de l'armée des côtes de La Rochelle informent la Convention nationale de la prise de Châtillon et de la bouillante activité de tous les soldats de la République dans cette journée mémorable.

Insertion au « Bulletin » (1).

*La lettre à laquelle le procès-verbal fait allusion a été insérée, conformément aux comptes rendus des journaux, dans la séance du 22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois. (Voy. ci-dessus, page 499.) C'est donc par erreur qu'elle est mentionnée au procès-verbal dans la séance du 24<sup>e</sup> jour. Par contre, dans cette dernière séance, tous les journaux rendent compte d'une lettre de Bellegarde, Fayau et Choudieu, qui ne figure pas au procès-verbal, et que nous reproduisons ci-dessous, d'après la minute qui se trouve aux Archives nationales.*

Les représentants du peuple réunis à Bressuire, [au comité de Salut public de la Convention] (2).

« Bressuire, le 12 octobre, l'an II de la République française une et indivisible.

« Tandis que dans Châtillon, chers collègues, nous prenions des mesures pour porter de nouveaux coups à nos ennemis, et étendre les conquêtes de la liberté, la horde catholique et royale se disposait à vomir sur nous sa rage fanatique, et à reprendre cette ville si intéressante pour nous et pour elle.

« Hier, environ sur les deux heures après-midi, les brigands vinrent attaquer Châtillon, on battit la générale et nous disposions de grands moyens de défense quand les soldats, impatients sans doute de se rendre à leurs corps respectifs, mirent un tel désordre entre eux qu'il ne fut plus possible de les ranger en bataille. Alors, la

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 25, p. 101.

(2) *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 106, col. 1]. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 392, p. 191) rend compte de la lettre de Delacroix et Louchet dans les termes suivants :

« Autre lettre des représentants du peuple, commissaires dans le département de la Seine-Inférieure et lieux circonvoisins. Elle pense qu'on y a exécuté l'arrestation des sujets du roi d'Angleterre, immédiatement après la réception du décret que Dalbarade avait envoyé par un courrier extraordinaire. Les Anglais connus ont été arrêtés chez eux. Les sans-culottes ont montré la plus ferme contenance. A l'instant où l'on s'occupait de cette mesure, disent les commissaires, des malveillants ont osé répandre des lettres anonymes dans lesquelles on provoquait la rébellion contre la Convention nationale ; on exhortait à nous assassiner et l'on disait que nous ne faisons partir les jeunes gens que pour égorger les riches et nous emparer plus facilement de leurs biens. Nous soupçonnons d'avoir pris ces lâches expédients quelques muscadins au désespoir d'abandonner leurs miroirs et leur toilette ; mais ils marcheront comme les sans-culottes. Les autorités constituées et les sociétés populaires marchent ensemble et dans le meilleur esprit. Cette lettre est signée Delacroix et Fouché (Louchet). »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 103.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 693. — *Bulletin de la Convention* du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793). Le *Moniteur universel* [n° 25 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 102, col. 1] publie cette lettre avec quelques légères variantes et supprime le dernier paragraphe. M. Antard, dans son *Récueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public* (t. 7, p. 387, reproduit le texte du *Moniteur*.



peur se jeta dans nos groupes et une retraite précipitée nous semblait annoncer les suites les plus funestes; mais des braves, de vrais républicains, indignés de notre espèce de déroute, se rallièrent, firent tête à l'ennemi, le chargèrent et le forcèrent à se replier plus vite qu'il n'était venu.

« Toute notre artillerie, tous nos équipages que nous avions perdus furent repris, et notre armée, maîtresse une seconde fois de Châtillon, poursuivit la royale à plus d'une lieue au delà de cette ville.

« Le feu a été très vif, l'ennemi a laissé le champ de bataille et les chemins couverts de ses morts; nous avons perdu quelques-uns de nos frères: il y a des blessés au nombre desquels sont plusieurs officiers de l'état-major.

« Nous vous donnerons de plus amples détails de cette journée; mais d'abord il faut rallier les fuyards; ils vont partir de suite pour rejoindre l'armée, et nous espérons que ces forces réunies, la chose ira.

« Salut et fraternité.

« H. BELLEGARDE; J.-M. FAYAU; Pierre CHAUDIEU. »

*Nous insérons à cette place une seconde lettre de Bellegarde et Choudieu, antérieure à la lettre ci-dessus. Elle ne figure ni au procès-verbal, ni dans les divers journaux de l'époque, mais elle porte en marge cette mention : « Reçu le 15 octobre. »*

*Les représentants du peuple près l'armée de l'Ouest, réunis au quartier général à Bressuire, aux représentants du peuple membres du comité de Salut public (1).*

« A Bressuire, le 8 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens collègues,

« Les armées de la République viennent d'entrer dans Bressuire où s'est effectuée la jonction des armées de Niort et de Saumur, conformément au plan de campagne arrêté dans le dernier conseil de guerre tenu à Saumur.

« L'armée de Niort, partie de La Châtaigneraie, a rencontré quelques brigands aux environs du château de La Forest; elle les a mis en fuite après en avoir tué plusieurs. Le château a été incendié.

« L'armée de Saumur, composée des divisions de Doué et de Thouars, a aussi rencontré quelques partis de brigands à Argenton et à Coulonges; ils ont été également mis en fuite, après avoir laissé plusieurs des leurs sur la place. Les châteaux qui se sont trouvés sur la route ont été incendiés comme celui de La Forest.

« Nous avons donné des ordres pour enlever et porter sur les derrières les bestiaux et les subsistances. Nous y envoyons aussi les femmes et les enfants. En enlevant ainsi aux brigands leurs dernières ressources, nous espérons qu'enfin nous terminerons cette guerre désastreuse.

« Nous partons demain pour attaquer Châtillon et enlever, s'il se peut, le fameux conseil supérieur. La bonne volonté et le courage que manifestent les troupes de la République, nous présagent d'heureux succès.

« Nous espérons que cette diversion facilitera les opérations de l'armée de Mayence et que nous parviendrons enfin à faire notre jonction sous les murs de Mortagne.

« Nous attendons avec bien de l'impatience le moment où nous pourrions vous annoncer que l'arbre de la liberté a été planté dans le dernier repaire des brigands.

« Salut et fraternité.

« BELLEGARDE; Pierre CHAUDIEU.

« Notre collègue Fayau est resté à la division de Luçon.

« Nous vous faisons passer le vœu des canonniers de la division du général Rey, sur la destitution de cet officier, qui vient d'être connue au moment de marcher à l'ennemi.

« Nous ne vous dissimulerons pas que nous avons eu quelques inquiétudes, parce que le général Rey avait la confiance de sa division et que nous n'avons rien trouvé dans sa conduite qui ait pu la lui faire perdre. Nous vous invitons à vous faire rendre compte des causes des destitutions nombreuses qui enlèvent à l'armée des militaires instruits. Qu'on destitue les nobles et les gens suspects, mais qu'on laisse à l'armée tous ceux qui servent bien la République, sans quoi on découragera une foule de braves gens.

« BELLEGARDE; Pierre CHAUDIEU. »

*Le citoyen Jacques Montribion (1) adresse ses réflexions sur l'état politique de la ville de Marseille, et sur le bien que se propose d'opérer le congrès de 250 sociétés populaires des départements méridionaux.*

*Renvoi au comité de Salut public (2).*

*Suit un extrait de la lettre du citoyen Jacques Montribion, d'après le Bulletin de la Convention (3).*

*Extrait de la lettre du citoyen Jacques Montribion, datée de Marseille le 5 octobre.*

« Citoyens représentants,

« Vous voulez connaître l'esprit public qui, en ce moment, règne dans les départements où la fureur du fédéralisme s'était portée à son comble: je remplis mon devoir et vos vœux bien-faisants.

« Je n'ai fait ici que l'analyse rapide des sentiments qui animent les députés des 250 Sociétés populaires des départements méridionaux réunis à Marseille, pour se concerter sur les grandes

(1) D'après le *Journal de la Montagne* [n° 136 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 987, col 2], le citoyen Jacques Montribion était un agent du comité de Salut public.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 105.

(3) *Bulletin de la Convention* du 5<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793).

(1) Archives du ministère de la guerre, armée de l'Ouest, carton 5/5, liasse 1.

mesures de salut public et agir ensuite en conséquence. Ils travaillent journellement avec un zèle et une assiduité qui désole et creuse la tombe de l'aristocratie (*sic*), autant qu'elle charme les patriotes et assure le triomphe de la liberté. Ils s'occupent, dis-je, à prendre dans le calme de la réflexion et au sein des lumières, toutes les mesures qui peuvent, par leur exécution, asseoir sur des bases inébranlables notre Constitution.

« Les représentants du peuple dans le Midi les aideront à cet effet de tout leur pouvoir, soit pour ce que j'ai exposé, soit pour l'entière exécution des lois et le renouvellement des autorités constituées corrompues, qui ne connaissent leur pouvoir que pour entraver la marche des patriotes qui ne cessent et ne cesseront de tendre vers le bien général.

« Ce sera un beau jour pour les Montagnards de la Convention que celui où, d'un accord unanime, tous les républicains du Midi se levant en masse devant la Convention nationale, devant la République française, lui diront avec une contenance fière : « Tiens, voilà notre procès-verbal, le résultat de nos réflexions, de nos mesures pour le salut de la patrie. »

« *Note des effets cachés dans la ville d'Aix, département des Bouches-du-Rhône, destinés pour l'armée départementale, et découverts par les commissaires du comité de Salut public de la Convention nationale :*

« 10,000 couvertures de laine, 15,000 paires de guêtres, 6 tonneaux de souliers, quantité de gros draps pour faire des capotes, une quantité considérable d'habits uniformes, beaucoup de crin pour les matelas et une infinité d'autres articles propres à faire des tentes.

« Tous ces effets étaient contenus dans 6 grands magasins. On a trouvé aussi une grande quantité de toile propre à faire des tentes. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

On lit une lettre de Marseille qui porte : « Que l'esprit public est le meilleur possible dans le département des Bouches-du-Rhône, où le fédé-

(1) *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 106, col. 1]. D'autre part, l'*Auditeur national* [n° 389 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 4] et le *Mercur universel* [25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 253, col. 2] rendent compte de la lettre du citoyen Jacques Montbrion dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

Les représentants du peuple à Marseille instruisent la Convention des mouvements qui se développent contre la ville de Toulon. Les républicains des départements de la Drôme, de Vaucluse, du Gard, du Var, sont partis pour aller combattre les rebelles. Déjà 30,000 hommes sont sous les murs de Toulon, et ce n'est que l'avant-garde de l'armée républicaine. Ce ne sont pas les hommes qui manquent, mais les armes. Cependant, ajoutent les représentants, nous espérons tout du zèle des citoyens. Les ateliers établis à Marseille sont en pleine activité. Malgré que nous ayons beaucoup de canons, on s'occupe encore à en monter d'autres, afin d'établir partout des batteries redoutables.

A cette lettre était joint un état des effets destinés

ralisme avait fait de grands progrès : des envoyés de 15 Sociétés populaires se sont réunis à Marseille pour concourir à prendre les moyens de régénérer totalement cette partie du Midi de la République. De toutes parts on voit arriver des bataillons qui marchent contre Toulon. 30,000 hommes sont sous les murs de cette ville rebelle, et à proprement parler, ce n'est que l'avant-garde de l'armée républicaine qui va soumettre les lâches Toulonnais. On a trouvé à Aix 6 magasins de diverses munitions destinées aux armées départementales. »

**La municipalité de Foix fait passer 5 croix de Saint-Louis : celle de l'île d'Oléron en fait passer 17, et le procureur syndic du district de Bergerac en fait passer 5.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suivent ces deux pièces.*

#### I.

*La municipalité de Foix au citoyen Président de la Convention nationale. (2)*

« Foix, le 7 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Je vous fais passer ci-joint cinq croix de l'ancien ordre de Saint-Louis, que mon prédécesseur Marseilhas m'a remises après sa destitution de la place de maire, par les commissaires civils, délégués par Chaudron-Roussau et Baudot, représentants du peuple dans le département de l'Ariège. Ensemble le procès-verbal de remise, lequel vous constatera l'authenticité de mon exactitude à remplir les devoirs importants attachés à la place honorable qui m'a été conférée.

« Salut et fraternité.

« AMARDEL, maire. »

pour l'armée départementale, qui ont été trouvés enfouis à Aix et qui consistent en six tonneaux de souliers, une grande quantité de toile et de drap et autres objets de munitions. (*Vifs applaudissements.*)

#### II

##### COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

Une lettre de Marseille, du 5 octobre, porte qu'un congrès de sociétés populaires, au nombre de 250, s'est assemblé pour prendre de grandes mesures. On y fonda des canons. En outre, 30,000 hommes sont sous les murs de Toulon, ce qui ne compose encore que l'avant-garde de l'armée républicaine. (*Applaudissements.*)

Nous vous envoyons l'état des magasins trouvés à Aix et réservés à l'armée départementale contre-révolutionnaire, dont les objets vont servir à l'armée de la République. Ils se montent à 10,000 matelas, 15,000 guêtres, six tonneaux de souliers et des toiles pour les tentes. (*Applaudissements.*)

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 103.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 702.



*Procès-verbal (1).*

L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, le second de la République française une et indivisible, et le cinquième jour du mois d'octobre, nous, Pierre Amardel, maire de la commune de Foix, nous étant rendu dans notre maison vers les quatre heures de l'après-midi, aurions trouvé sur le bureau de notre chambre cinq croix militaires du ci-devant ordre de Saint-Louis; ne sachant qui pouvait les y avoir portées, nous aurions pensé que le citoyen Desfaures ex-maire, destitué, les y avait déposées ou fait déposer par quelque individu. En conséquence, nous nous sommes transporté chez ledit Desfaures pour prendre avec lui des renseignements sur cet objet, et en présence des citoyens Tignot, officier municipal et Jacques Faure, notable, ledit Desfaures nous aurait dit avoir envoyé les croix dont il s'agit par sa fille de service; les ayant reçues des citoyens Calvet, ci-devant garde du corps, avec son brevet; Bernard, lieutenant de la gendarmerie nationale, avec son brevet; Lestang, sans brevet; Léger, capitaine destitué de la gendarmerie nationale, sans brevet, et Jean-Paul-Gaston, sans brevet, tous habitants de cette commune, lesquelles croix et brevets nous avons de suite déposés au greffe de la municipalité, pour le tout être incessamment envoyé à la Convention nationale.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce qu'il appartiendra.

Fait et clos les jour et an que dessus.

*Signé à l'original :* AMARDEL, maire; BENAZET, commis greffier.

*Collationné :*

AMARDEL, maire; BENAZET, secrétaire greffier.

## II.

*Les officiers municipaux de la ville du Château, île d'Oléron, au citoyen Président de la Convention nationale (2).*

« Au Château, île d'Oléron, ce 7 octobre 1793, l'an II de la République française,

« Citoyen,

« Nous vous faisons passer une petite boîte à votre adresse, par ce courrier, contenant 17 croix de Saint-Louis et 2 de mérite, qui ont été remises au bureau de notre municipalité, en vertu de la loi. Nous avons aussi reçu les brevets que nous destinons au feu, ce que nous ne ferons cependant qu'après être instruits si la Convention n'en exige point le renvoi.

« Nos respects pour ses décrets étant inviolables.

« Salut et fraternité.

LAFORGUE, officier municipal; LEGROS, membre du bureau; REYTRE; CHARLET, secrétaire. »

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

(2) Ibid.

Les membres du bureau d'agence de la Société populaire de Joigny, département de l'Yonne, adressent une somme de 24 livres en argent 4 livres en assignats, une dragonne et une épaulette en or.

Mention honorable et insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre d'envoi (2).*

*Les membres composant le bureau d'agence de la Société des Amis de la liberté et de l'égalité séante à Joigny, département de l'Yonne, au Président de la Convention nationale.*

« Joigny, le 19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Nous adressons 24 livres en argent, une épaulette et une dragonne en or, que le citoyen Rutteau, membre de la Société, dépose sur l'autel de la patrie.

« Le citoyen Rutteau avait pareillement déposé sur le bureau 24 livres aussi en argent pour les plus indigents des pères et mères de nos jeunes volontaires. La Société a pensé que cette monnaie serait plus utile au Trésor national et que des assignats rempliraient également le but du citoyen Rutteau. Elle a, en conséquence, et de son consentement, effectué en assignats les secours qu'il désirait procurer aux pères et mères des volontaires, et les pièces d'argent ont été déposées chez le receveur du district pour être transmises à la trésorerie nationale et changées, par elle, en assignats.

« MARCHANT Vainé; COLLET; THIBAUT, secrétaire; DUMAS.

Sur la proposition d'un membre [BARÈRE (3)],

« La Convention rappelle dans son sein Legendre (de la Nièvre), représentant du peuple, envoyé dans son département, et nomme pour le remplacer Noël Pointe, investi des mêmes pouvoirs, et le charge de remplir la même mission (4). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (5).

Barère fait la lecture des lettres suivantes :

(Suivent : 1<sup>o</sup> un extrait de la lettre d'Ysabeau, datée de La Réole, 8 octobre 1793, et insérée plus

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 103.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

(3) D'après les divers journaux de l'époque.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 103.

(5) *Moniteur universel* (n<sup>o</sup> 25 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 101, col. 3). Voy. ci-après, Annexe n<sup>o</sup> 2, p. 606, le compte rendu du *Journal des Débats et des Décrets*.

Nous avons placé le rapport de Barère en fin de séance, sous le paragraphe du procès-verbal qui vise le rappel de Legendre (de la Nièvre) et son remplacement par Noël Pointe, afin de lui conserver l'aspect qu'il a dans le compte rendu du *Moniteur* et des divers journaux de l'époque. Si nous avions, en la circonstance, suivi notre méthode ordinaire, qui consiste à

*haut* (page 576); 2<sup>o</sup> un extrait de la lettre de Robespierre le jeune et Ricord, datée de Nice, le 13<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II et insérée plus haut (page 567); 3<sup>o</sup> la lettre de Bernard (de Saintes), datée de Montbéliard, le 10 octobre, et insérée plus haut (page 566); 4<sup>o</sup> la lettre de Bonnet, datée de Perpignan, le 4 octobre et insérée plus haut (page 598); 5<sup>o</sup> la lettre de Bellegarde, Fayau et Choudieu, datée de Bressuire, le 10 octobre, et insérée plus haut (page 599); 6<sup>o</sup> un extrait de la lettre de Châteauneuf-Randon, datée du quartier général de Limonest, le 10 octobre, et insérée plus haut (page 578); 7<sup>o</sup> un extrait de la lettre de Couthon, Maignet, Châteauneuf-Randon et Laporte, datée de Lyon, le 11 octobre et insérée plus haut (page 598).

Plusieurs voix : Le décret d'arrestation contre Dubois-Crancé et Gauthier !

**Barère.** Le comité de Salut public ayant reçu cette lettre, a envoyé l'ordre de mettre en arrestation Dubois-Crancé et Gauthier. (*On applaudit.*)

L'assemblée confirme l'arrestation ordonnée par le comité de Salut public.

**Barère.** Saint-Just est chargé de présenter à la Convention les vues du comité sur la motion de Pons (*de Verdun*), relative aux marchandises anglaises et aux étrangers. Je dois vous dire aujourd'hui, tandis que le comité travaille avec ardeur pour le salut de la République, il existe un parti; il est des hommes diviseurs qui cherchent par tous les moyens à attaquer le noyau du gouvernement. Par les mesures que nous avons prises, par celles que nous vous avons proposées, nous avons prouvé que le comité marchait à la hauteur de la Convention; c'est parce qu'il est énergique qu'on veut lui ôter la confiance qu'il a, qu'on veut le pourchasser et le perdre; demain, Saint-Just vous fera un rapport à cet égard. Citoyens, quel moment choisit-on pour exécuter ce plan? le moment où une femme scélérate va expier ses forfaits, le moment où Toulon va être forcé de rentrer dans le devoir, où nous avons des succès à Lyon, à l'armée des Alpes, à celle des Pyrénées, à celle d'Italie, dans la Vendée, le moment où nos troupes viennent de remporter une victoire éclatante à Bergues et à Dunkerque, sur les Anglais et les Hollandais; on choisit le moment où une armée formidable balance près de Maubeuge les destinées de la République; celui où un nouveau genre de conspiration inconnu dans l'histoire vient d'être déjoué; celui où tous les gens suspects sont arrêtés; le moment enfin qui va voir écraser tous nos ennemis. Encore un mois et ils auront disparu de dessus le territoire de la République. (*On applaudit.*)

Des plaintes nous ont été portées contre les commissaires envoyés dans les départements par mission du comité de Salut public. Pour qu'il n'y ait point de froissement entre les diverses

autorités, le comité leur a retiré les pouvoirs; seulement il en conserve un dans le département de la Gironde, deux dans les villes maritimes; et un quatrième pour poursuivre les députés qui ont quitté leur poste.

Je suis chargé de vous proposer le rappel de notre collègue Legendre (*de la Nièvre*), et de le faire remplacer par Noël Pointe, en exécution du décret qui porte qu'un représentant ne sera point envoyé commissaire dans le département qui l'a député à la Convention.

Le rappel de Legendre est décrété.

On passe à la discussion du Code civil. Plusieurs articles sont décrétés pour être insérés dans la séance où le Code entier sera définitivement relu (1).

Sur la proposition d'un membre [BILLAUD-VARENNE (2)] du comité de Salut public,

« La Convention nationale décrète qu'Amelot est destitué de la place d'administrateur des domaines nationaux, et qu'il sera mis sur-le-champ en état d'arrestation à l'Abbaye : charge le comité de sûreté générale d'apposer les scellés sur ses papiers (3). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

**Billaud-Varenne.** On m'observe qu'Amelot n'est pas nécessaire à l'Administration, et que son absence ne peut entraver ses opérations; ainsi je demande qu'il soit mis en état d'arrestation à l'Abbaye.

La proposition de Billaud est décrétée.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 105.

(2) D'après les divers journaux de l'époque.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 106. Nous faisons de nouveau remarquer que la motion de Billaud-Varenne a été motivée en quelque sorte par Robespierre lorsque ce dernier demanda le maintien du décret, rendu la veille, sur la proposition d'Osselin et rapporté au commencement de la séance sur la proposition de Ramel. Le décret ordonnant l'arrestation d'Amelot devrait donc, contrairement à la version du procès-verbal, être placé immédiatement après les observations de Robespierre. (Voy. ci-dessus, même séance, p. 587, la note n° 4.)

(4) *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793)], p. 105, col. 3]. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 392, p. 193), le *Mercur universel* [25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 254, col. 1] et le *Journal de la Montagne* [n° 136 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 987, col. 2] rendent compte de la motion de Billaud-Varenne dans les termes suivants :

## I

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

**BILLAUD-VARENNE.** Je suis étonné que, lorsqu'on a prononcé le nom d'Amelot, de cet Amelot qui a la fortune publique dans ses mains, de cet Amelot dont les bureaux sont infectés d'aristocratie, de cet Amelot, véritable contre-révolutionnaire, on n'ait pas appelé sur sa tête la vengeance nationale. Je demande qu'il soit destitué et mis en état d'arrestation à l'Abbaye.

Cette proposition est décrétée.

Un membre propose que le comité de sûreté gé-

relater, sous chaque paragraphe du procès-verbal, le compte rendu des journaux qui s'y rapporte, nous aurions été obligés, étant donné que les lettres dont Barère donne lecture sont mentionnées en divers endroits du procès-verbal, de morceler son rapport, et le lecteur n'aurait pas eu alors la véritable physiologie de la séance.



Sur la proposition d'un de ses membres,

« La Convention décrète que toutes les sociétés populaires sont invitées à faire passer au comité d'aliénation les renseignements qu'elles pourront avoir recueillis, relativement aux arrêtés pris par les administrations sur les émigrés, ou sur les biens qui leur appartenaient ci-devant (1). »

La séance est levée à quatre heures (2).

Signé : CHARLIER, président; P.-Fr. PIORRY,  
D. V. RAMEL, VOULLAND, PONS (de Verdun),  
JAGOT, LOUIS (du Bas-Rhin), secrétaires.

**PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS  
AU PROCÈS-VERBAL, MAIS QUI SE RAP-  
PORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAP-  
PORTER A LA SEANCE DU VINGT-QUA-  
TRIÈME JOUR DU PREMIER MOIS DE  
L'AN II (Mardi 15 octobre 1793).**

### I.

PÉTITION DU CITOYEN COR, PROCUREUR SYNDIC  
DU DISTRICT DE CORBEIL, POUR DEMANDER  
QUE LE *Journal populaire* SOIT ENVOYÉ A  
CHACUNE DES MUNICIPALITÉS DE LA RÉPU-  
BLIQUE (3).

Cor, procureur syndic du district de Corbeil,

rale soit chargé d'examiner la conduite de tous les agents de la comptabilité.  
Cette proposition est décrétée.

### II

COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

ROBESPIERRE s'étonne qu'Amelot soit encore en place, lui placé par le tyran.

BILLAUD-VARENNE ajoute que sa maison est le rendez-vous de l'aristocratie. Il trouve surprenant que l'on ait parié d'Amelot, qui est à la tête de la comptabilité, sans demander sa destitution et son arrestation.

L'Assemblée décrète qu'Amelot sera destitué. Il sera mis en arrestation et traduit à l'Abbaye.

Le comité de sûreté est chargé d'examiner la conduite de tous les agents de la comptabilité.

### III

COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne*.

BILLAUD-VARENNE s'étonne d'entendre prononcer le nom d'Amelot, sans demander avec impatience la destitution de ce conspirateur, placé à la tête de nos finances par le tyran lui-même, et dont les bureaux sont autant de repaires de l'aristocratie la plus infecte. Il demande qu'il soit destitué et mis en arrestation à l'Abbaye. (Décrété.)

CHABOT propose par amendement que le comité de sûreté générale soit chargé d'examiner la conduite de tous les agents de la comptabilité. (Adopté.)

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 106.

(2) *Ibid.*

(3) La pétition du citoyen Cor n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais la minute qui se trouve aux *Archives nationales* porte en marge la mention suivante : « Renvoyé au comité d'instruction publique le 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française. »

aux citoyens Président et membres de la Convention nationale (1).

« L'an II de la République, 4 octobre.

« Citoyens législateurs,

« Les huit numéros du *Journal populaire* ou le catéchisme des sans-culottes sur l'éducation et l'instruction par des Jacobins qui m'ont été adressés, je ne sais de quelle part, me plaisent à un point que je désire, et forme des vœux pour qu'il vous plaise en faire un cadeau hebdomadaire à chacune des municipalités de la République pour être lu en place publique tous les fêtes et dimanches. Je n'y trouve que les J... et les f... du Père Duchesne de superflus, quoique ces deux lettres aient encore leur mérite pour fixer l'attention du grand nombre, tout le reste de l'ouvrage, les J... et les f... compris, contiennent un ramas de vérités incontestables. Mon ami Cambon, l'économiste, pourra trouver ce cadeau prodigieux, mais je me persuade sur sa bonne intention que lorsqu'il en comparera le mérite aux autres dépenses des voleurs fournisseurs de la République il se convaincra qu'il ne sacrifie qu'un petit rien, profitable contre un grand tout destructeur qui ne demande rien moins que la Chambre ardente du grand Régent de 1724. J'admire surtout dans cet ouvrage le projet de contribution analogue à celui que je vous proposais le 12 février dernier, lorsque je demandais l'abolition des patentes et de la cote mobilière préjudiciable aux sang et sueur des sans-culottes, soutiens de la République.

« Me confiant dans votre zèle pour la cause du peuple, soutien de la République trop longtemps sacrifié par les constituants, par les législateurs et par les meneurs d'avant le 31 mai 1793.

« Je suis et demeure fraternellement, le sans-culotte procureur syndic du district de Corbeil.

« COR.

« P.-S. Pour mon essai, je viens de faire vendre une portion d'immeuble de L. S. X. Capet, le sauveur de Favras, qui, estimé 84.450 livres, a été vendu par portions 336.160 livres, superficie de 17 arpents. Et ce contre le vœu d'Amelot et de mon corrompu de département. »

### II.

ADRESSE DU DIRECTOIRE DU DISTRICT DE TOUL  
POUR RENDRE COMPTE DES MESURES QU'IL  
A PRISES CONTRE LES PRÊTRES DÉPORTÉS (2).

Le Directoire du district de Toul, département de la Meurthe, annonce à la Convention nationale les mesures qu'il a prises contre les prêtres déportés et qui ont devancé la loi. Il demande l'approbation de la Convention sur cette partie. Il l'invite à rester à son poste jus-

(1) *Archives nationales*, carton F<sup>17</sup> 1003<sup>a</sup>, dossier 972.

(2) L'adresse du directoire du district de Toul n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais l'extrait que nous en donnons est inséré au *Bulletin de la Convention* du 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793).

qu'à ce que, par la confection de ses travaux, elle ait assuré la liberté.

Insertion au *Bulletin* et approbation des mesures sur la déportation des prêtres.

### III.

LETTE DES COMMISSAIRES ET AGENTS SUPÉRIEURS DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-OISE, DISTRICT ET MUNICIPALITÉ DE VERSAILLES, POUR ANNONCER QUE LE PREMIER BATAILLON DE LA RÉQUISITION EST EN ROUTE POUR LA FRONTIÈRE (1).

Les commissaires et agents supérieurs du département de Seine-et-Oise, district et municipalité de Versailles, écrivain de Paris, le 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois, en ces termes :

« Le premier bataillon produit par la réquisition dans le département de Seine-et-Oise, district de Versailles, vient d'arriver aux portes de la Convention nationale, un moment après la séance levée. Il a été privé du plaisir de défilér dans son enceinte et d'y jurer la mort des tyrans; mais les ordres étaient donnés, l'étape était préparée; les volontaires, ne connaissant que leur devoir, ont continué leur route pour Saint-Denis.

« Représentants, douze autres bataillons sont réunis dans le département de Seine-et-Oise; mais la pénurie des armes les retient aux chefs-lieux des districts. Les républicains, qui composent le bataillon que nous devons vous présenter, n'ont d'autre avantage sur leurs frères d'armes que d'avoir pu être armés les premiers. Le même esprit les anime tous : ils veulent tous exterminer les tyrans et asseoir la République sur les bases les plus solides; mais tous vous demandent des armes. Ordonnez qu'il leur en soit fourni; nos ateliers suffiront à les réparer, et, chaque décade, nous serons en état d'envoyer dans les garnisons frontières au moins un bataillon. Tous nos jeunes citoyens font le serment de vaincre et de revenir pour recevoir de vos mains les lauriers que vous préparez à la victoire. »

### IV.

MOTION D'OSSELIN RELATIVE A LA LOI DU MAXIMUM (2).

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*.

Osselin. Vous avez fait la loi du maximum et

(1) La lettre des commissaires et agents supérieurs du département de Seine-et-Oise, district et municipalité de Versailles, n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au *supplément au Bulletin de la Convention* du 5<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793). D'autre part, l'*Auditeur national* [n° 389 du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793, p. 1)], qui en donne également un extrait, rend compte que la mention honorable de cette lettre fut ordonnée.

(2) La motion d'Osselin n'est pas mentionnée au procès-verbal. Nous la donnons d'après le *Journal de Perlet* [n° 398 du 8<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 124]. D'autre part, on lit dans le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 392, p. 190) :

« OSSELIN. Il faut s'occuper des accaparements; les marchands ne veulent pas vendre. »

les marchands ne vendent pas. Je demande la parole pour demain à dix heures.

Accordé.

### ANNEXE N° 1

A la séance de la Convention nationale du 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793).

Compte rendu, par divers journaux, de la discussion à laquelle donna lieu la dénonciation de Piorry contre la *Feuille de Salut public* (1).

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (2).

Piorry dénonce le rédacteur de la *Feuille du Salut public* qu'il accuse d'avoir, méchamment, et à dessein, inséré dans le n° 106 un article tendant à avilir le comité des marchés, dont il fait partie, en avançant qu'il avait proposé d'accorder une indemnité aux gros fournisseurs, tandis qu'il ne l'avait sollicitée que pour les fournisseurs nécessaires. Il demande que le comité de sûreté générale soit autorisé à prendre, contre le rédacteur, telles mesures qu'il jugera convenables.

Chabot. J'appuie cette proposition et j'insiste avec d'autant plus de raison sur la punition du calomniateur, qu'il a annoncé, dans son prospectus, qu'il était payé par le comité de Salut public. En outre, je voudrais qu'aucun comité, qu'aucun ministre, qu'aucune autorité constituée ne pût solder un papier public.

Cette dernière proposition, très applaudie, allait être mise aux voix.

Bourdon (de l'Oise) prend la parole. On ne peut pas avancer, dit-il, sans en avoir la preuve, que le comité de Salut public paie des écrivains pour faire des journaux patriotiques; et, quand cela serait vrai, il est au moins très impolitique d'en convenir. Ce serait faire croire au peuple qu'il n'existe de journaux patriotes que ceux qui sont soldés.

Après quelques débats, il est décrété : 1° que le rédacteur de la *Feuille du Salut public* sera renvoyé par devant le comité de sûreté générale; 2° que le comité de législation présentera un projet de loi contre les journalistes qui provoqueraient l'avisement de la Convention nationale ou de ses comités.

### II.

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (3).

Piorry, au nom de la Commission des marchés, dénonce un journal intitulé : *Feuille du*

(1) Voy. ci-dessus, même séance, p. 583, le compte rendu de la même discussion dans le *Moniteur*.

(2) *Journal de Perlet* [n° 389 du 5<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 122].

(3) *Annales patriotiques et littéraires* [n° 288 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 1343, col. 1].



**Salut public.** Il reproche aux rédacteurs d'avoir calomnié la Commission en lui supposant l'idée de vouloir favoriser les gros fournisseurs, tandis que Piorry a proposé tout le contraire. Il demande le renvoi de sa dénonciation au comité de sûreté générale.

**Chabot** appuie le renvoi. Ce membre fait une sortie vigoureuse contre les folliculaires qui veulent s'emparer de l'opinion publique. Il appréhende que ces hommes, trop ineptes cependant, pour être longtemps dangereux, ne soient aux gages de nos ennemis. L'orateur termine par demander qu'aucune feuille ne soit payée par le gouvernement, la Convention, ou ses comités.

**Bourdon** (de l'Oise) invoque aussi le renvoi; mais il s'étonne de ce que Chabot ait donné à entendre qu'il y avait des journalistes payés par les autorités supérieures. Pour moi, dit-il, je crois qu'il n'en existe pas, et que l'esprit public est trop élevé pour avoir besoin de feuilles stipendiées. Déjà j'entends les aristocrates, les malveillants, se dire les uns aux autres : « La Convention a besoin de payer des feuilles pour propager l'esprit de républicanisme. »

Non, elle n'en a pas besoin : l'amour de la liberté et de la République, la haine des rois, l'horreur de ce joug infâme sous lequel la France gémissait depuis tant de siècles, voilà ce que n'oublieront jamais les patriotes, voilà ce que leur prêcheront éternellement les journalistes républicains, tant que la pensée ne sera pas mise en état d'arrestation.

**Coupé.** Je demande aussi le renvoi au même comité de l'*Observateur sans-culotte*.

Après quelques débats, le renvoi des deux feuilles dénoncées au comité de sûreté générale est décrété.

### III.

#### COMPTE RENDU du *Mercur universel* (1).

**Piorry.** Vous avez renvoyé au comité de sûreté générale une dénonciation contre Feuillant et le rédacteur de l'*Auditeur national* pour avoir désigné parmi les députés conspirateurs vos collègues Bô et Vadier. Je vous dénonce, moi, un journal intitulé : *Feuille de Salut public*. Dans cette feuille du n° 106, les auteurs, en parlant du comité des marchés, disent qu'il présentait un projet tendant à demander une augmentation en faveur des gros fournisseurs. Je vous le demande, mes collègues, le projet que nous vous avons présenté était-il conçu ainsi ?

*Plusieurs membres* : Non ! non !

**Piorry.** Eh bien, j'insiste pour le renvoi de cette feuille au comité de sûreté générale afin qu'il prenne contre ses auteurs les mesures convenables.

**Ehrmann.** La plupart des journalistes sont payés pour cela.

**Chabot.** C'est en payant des folliculaires que Roland est parvenu à couvrir d'ignominie les meilleurs défenseurs de la patrie. Je demande que l'on décrète que ni ministres, ni comités ne puissent payer des journaux.

*Plusieurs membres.* Ni municipalités.

**Bourdon.** Cette demande est impolitique. Avez-vous des preuves que l'on paie des journaux ? Personne ne paie les journaux patriotes. Il y en a eu avant l'existence du comité de Salut public, et il y en aura après, car l'esprit est nécessaire. Je demande que l'on établisse une police pour tous les journaux, et que l'on ne vous parle plus de feuilles patriotes payées.

**Chabot.** Eh bien, moi, je demande que dorénavant l'accusateur public soit autorisé à poursuivre les auteurs des feuilles ou journaux qui calomnieront ou la Convention ou ses comités.

Toutes ces propositions sont renvoyées au comité de sûreté générale.

### ANNEXE N° 2

A la séance de la Convention nationale du 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mardi 15 octobre 1793).

COMPTE RENDU DU RAPPORT DE BARÈRE, D'APRÈS LE *Journal des Débats et des Décrets* (1).

**Barère** se présente à la tribune au nom du comité de Salut public. Il donne lecture d'une lettre des représentants du peuple près l'armée de Lyon. Elle contient les détails suivants :

(Suit un résumé de la lettre de Couthon, Maignet, Châteauneuf-Randon et Laporte, datée de Lyon, le 11 octobre, et insérée plus haut, page 598.)

J'annonce à la Convention que le comité de Salut public a fait mettre en arrestation Gauthier et Dubois-Crancé. (Applaudi.)

**Barère** fait lecture d'une autre lettre, datée de Marseille, le 5 octobre.

(Suivent : 1° un résumé de la lettre du citoyen Jacques Montbrion, datée de Marseille, le 5 octobre, et insérée plus haut, page 600; 2° un résumé de la lettre de Delacroix et Louchet, datée du Havre, le 21 octobre, et insérée plus haut, page 599.)

**Barère** prend ensuite la parole et dit :

Saint-Just est chargé de vous faire un rapport relatif à la motion de Pons (de Verdun) sur les marchandises anglaises; mais je dois vous dire que, tandis que votre comité s'occupe des moyens d'affermir la République, on l'accuse de vouloir nationaliser la guerre que les Anglais nous font. Il y a au milieu de nous des divisions qui paraissent vouloir détruire l'unité de notre marche. On doit voir cependant que le comité de Salut public est au niveau de ses devoirs et

(1) *Mercur universel* [25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 251, col. 2].

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 392, p. 392). Voy. ci-dessus, même séance, p. 602, le compte rendu du rapport de Barère, d'après le *Monteur*.

qu'il va le train de la Révolution; et il semble qu'on ait juré dès lors de le pourchasser, de s'occuper de lui, de le distraire des grands intérêts qui l'occupent. Demain, Saint-Just vous développera ce système. Pour moi, je ne suis chargé que de vous présenter ce léger aperçu.

Je dois vous dire aussi que dans ces circonstances, ce qu'il nous faut essentiellement, c'est de l'ensemble, de l'union, de l'énergie. Eh ! considérez quel moment on choisit pour attaquer le noyau du gouvernement : c'est celui où une femme scélérate va expier ses forfaits, où nous avons des succès en Italie; où nous venons de remporter une victoire sur les Anglais et les Hollandais, à Bergues et à Dunkerque; où la Vendée va être détruite; celui où l'armée du Nord, pleine d'énergie et de patriotisme, balance les destinées de la République auprès de Maubeuge; celui où nous avons découvert un nouveau genre de conspiration inouï, et qui vous sera bientôt connu; celui enfin où nous pouvons vous assurer qu'avant un mois vous triompherez de tous vos ennemis. (*Vivement applaudi.*)

**Barère** lit une lettre de Bellegarde, Fayau et Choudieu, représentants du peuple, commissaires à Bressuire, datée du 10 octobre.

(*Suivent : 1<sup>o</sup> un résumé de cette lettre, insérée plus haut, page 599; 2<sup>o</sup> un résumé de la lettre de Bonnet, datée de Perpignan, le 4 octobre, et insérée plus haut, page 598.*)

Quelques membres de la Convention étaient encore commissaires dans leurs départements.

**Barère** propose leur remplacement en exécution de la loi : il est décrété.

**Barère** représente ensuite que le comité de Salut public s'est occupé des agents revêtus de pouvoirs particuliers et envoyés dans les différentes parties de la République; qu'il a reconnu que ces agents, à force d'exagérations mal entendues, ne faisaient qu'entraver la marche du gouvernement et qu'il a jugé convenable d'en proposer le rappel.

La Convention le décrète.

## CONVENTION NATIONALE

Séance du vingt-cinquième jour du premier mois de l'an II.

Mercredi 16 octobre 1793.

La séance est ouverte après dix heures, par la lecture des pièces et adresses ci-après mentionnées (1).

La commune de Paris fait passer l'état des

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 106.

détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention.

Leur nombre se porte à 2,938.

Il en sera fait mention au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre des administrateurs du département de police* (2).

« Commune de Paris, le 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention du département de Paris, à l'époque du 23<sup>e</sup> jour.

« Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats; assassinats contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie (y compris la veuve Capet).....	407
« Grande-Force (dont 65 militaires) ..	626
« Petite-Force.....	297
« Sainte-Pélagie.....	182
« Madelonnettes.....	273
« Abbaye.....	127
« Bicêtre (dont 30 militaires et 5 otages).....	605
« A la Salpêtrière.....	215
« Chambres d'arrêts (à la mairie)....	109
« Luxembourg.....	97
« Total.....	<u>2 938</u>

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« GODARD; GAGNANT; MICHEL; N. FROIDURE. »

Le citoyen Mallet, de Honfleur, âgé de 16 ans, brûlant du désir de servir sa patrie, demande qu'on mette en état de réquisition pour la marine les jeunes gens de 15 à 18 ans (3).

*Suit un extrait de la lettre du citoyen Mallet d'après le Bulletin de la Convention* (4).

Le citoyen Mallet, âgé de 16 ans, demeurant à Honfleur, observe à la Convention qu'une levée de jeunes citoyens depuis 15 ans jusqu'à 18 serait du plus grand avantage pour la marine.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 106.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 702.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 107.

(4) *Supplément au Bulletin de la Convention* du 5<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793).



« Je n'ai pas vu, dit-il, mes concitoyens sortir de notre pays sans brûler du désir d'aller partager leur gloire en servant la patrie. »

Mention honorable; renvoi au comité de marine.

**Le citoyen Dolivier, curé de Mauchamp, district d'Étampes, fait hommage à la Convention nationale d'un essai sur la Justice primitive (1).**

*Suit le texte du mémoire publié par le citoyen Dolivier.*

ESSAI SUR LA JUSTICE PRIMITIVE POUR SERVIR DE PRINCIPE GÉNÉRATEUR AU SEUL ORDRE SOCIAL QUI PEUT ASSURER A L'HOMME TOUTES SES DROITS ET TOUTS SES MOYENS DE BONAHEUR, PAR PIERRE DOLIVIER, CURÉ DE MAUCHAMP, DISTRICT D'ÉTAMPES (2).

*Nota.* Il y a plus de six mois que j'ai composé ce petit ouvrage. Je m'empressai dès lors de le proposer dans quelques sections de Paris et dans plusieurs Sociétés populaires; mais outre qu'il y avait à braver les menaçantes alarmes de l'aristocratie propriétaire, les événements funestes qui survinrent dans le même temps, et qui mirent la République dans un péril imminent, appelèrent trop ailleurs toute l'attention; il fallait bien s'assurer du sol avant de songer à la forme de l'édifice qu'il devait porter.

Aujourd'hui, c'est le moment de publier cet écrit ou ce moment n'arrivera jamais. Notre Révolution est parvenue à cette période qui laisse entrevoir le règne de la justice; j'en présente les bases. Malheur au peuple s'il laisse échapper une si belle occasion de les mettre en œuvre.

Quoique nous ayons maintenu une Constitution généralement acceptée, je préviens que je laisse subsister mon adresse telle qu'elle a été faite. Le lecteur voudra bien se transporter au temps où je l'ai écrite.

#### ADRESSE AU PEUPLE FRANÇAIS.

Peuple,

Te voilà enfin entièrement dégagé de ta vieille et mauvaise existence morale; te voilà enfin parvenu à la dissoudre, et tu attends maintenant qu'une Constitution quelconque vienne te donner un nouvel être. J'ignore si les éléments qui la composeront, cette Constitution, seront d'un bon choix, et si elle-même sera bien propre à remplir le but que l'on se propose; mais, à en juger par nos idées politiques, à coup sûr elle ne sera pas exempte du vice originaire de la société entière; ainsi, ce sera de mode que tu changeras, et non d'essence. Tu te retrouveras à peu près le même sous une autre forme, qui, à la vérité, fera disparaître une partie des abus, des vices de l'ancienne, mais qui, elle-même, donnera naissance à des abus, à des vices nou-

veaux qui ne différeront de ceux que tu auras perdus que par le plus ou le moins d'inconvénients; et cela, parce qu'on n'aura fait que pallier la cause du mal, parce qu'on n'aura fait que s'entêner en quelque sorte sur le même principe corrompé. Veux-tu te créer de grandes et belles destinées? Aie le courage de t'élancer au delà de ce cercle d'erreurs et de vices dans lequel la société humaine semble avoir été circonscrite par le génie maléfique qui présida à sa naissance, fraie-toi une route neuve et telle que te l'indiquera le sentiment intime de la justice primitive; ses principes sont simples et ne présentent qu'une seule combinaison, comme il n'existe qu'une seule voie pour parvenir à la vérité; le tout est de la bien saisir: au lieu que l'injustice, la fausseté, offrent mille faces diverses, mille torrentueuses issues qui ne présentent partout que difficultés et qu'incertitudes pour le choix.

C'est donc à cette combinaison unique du *vrai*, du *juste*, que nous devons nous élever, si nous voulons ouvrir les véritables sources de notre bonheur public; et, il s'en faut beaucoup qu'on ait pris jusqu'ici la direction qui y conduit. On paraît bien, de temps à autre, vouloir faire quelques efforts pour y parvenir; mais presque aussitôt on se détourne et on s'égare du chemin, faute d'être remonté au principe d'où il fallait partir.

Et quel est-il, ce principe? Où le trouver? Peuple dont le sort doit aussi régler le mien, j'en ai fait le sujet de mes recherches dans le silence de ma solitude, loin du tumulte des passions, loin des vagues fougueuses de l'opinion, et je te propose ce que ma raison et mon sentiment intime m'ont fait reconnaître comme tel. Si ce premier aperçu parle à ton cœur comme au mien, s'il te fait entrevoir en perspective toutes les idées heureuses qu'il renferme et s'il te fait soupirer après l'ordre de choses qui en émanerait, je m'offre à le suivre dans tout son développement, et à lever toutes les vaines difficultés que le préjugé ou l'égoïsme pourraient y opposer. Plus d'une fois, j'ai tenté les moyens de te faire parvenir mes idées; mais les tiennes étaient alors dans une agitation contraire, et repoussaient trop loin d'elles tout ce qui ne paraît pas du tourbillon qui t'entraînait. Aujourd'hui, que, par un nouveau mouvement, tu te trouves ramené à toi-même; aujourd'hui qu'instauré par une dure expérience, tu as à prononcer sur ce qui doit déterminer l'ordre social dans lequel tu veux vivre, c'est le moment de te trouver attentif et disposé à l'intérêt que doit t'inspirer l'amour réfléchi de ta propre félicité.

J'entends dire quelquefois qu'il faut se hâter d'avoir des lois bonnes ou mauvaises. L'essentiel, dit-on, est que nous en ayons. Oui, sans doute, il nous faut des lois, mais il ne nous en faut que de bonnes, et qui le soient tellement qu'elles puissent porter dans l'esprit de la postérité l'excuse de tous les malheurs qu'elles nous eussent coûté. Gardons-nous de tout gâter par une imprudente précipitation. Beaucoup de mal est fait; sachons au moins en faire ressortir tout le bien possible et à des temps de perversité et d'horreur, faisons succéder les beaux jours de l'âge d'or.

#### ESSAI SUR LA JUSTICE PRIMITIVE.

Nous en sommes à chercher les bases qui doivent fixer nos nouvelles destinées et celles

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 107.

(2) Bibliothèque de la Chambre des députés: *Collection Portiez (de l'Oise)*, t. 176, n° 23.

de notre postérité : nous sondons, en quelque sorte, le sol sur lequel nous puissions les jeter; mais nous ne trouvons partout que bases incertaines et sol perfide. Je le crois bien. Ce n'est que sur l'immuable justice que peut s'élever le véritable édifice de la félicité publique, et vainement la chercherions-nous, cette justice, dans le monde moral que nous habitons; elle ne s'y trouve point, nous n'en avons que le fantôme qui se prête à toutes les formes que l'on veut qu'il prenne; chacun le façonne à son gré et prétend ensuite nous le donner pour la justice elle-même. A entendre les différents partis qui se l'approprient exclusivement, chacun est sûr de l'avoir pour soi. Il me semble voir les vendeurs d'orviétan crier, chacun de son côté : « Venez, c'est moi qui vends le baume souverain; c'est moi qui ai trouvé l'unique remède à tous les maux. Chaque classe de citoyens ne voit que d'après le prisme de son intérêt particulier, et soutient que ce qu'il voit est essentiellement la justice. Les riches possesseurs la font consister dans ce qu'ils appellent leurs propriétés; les pauvres dans un partage agraire qu'ils convoient; les uns et les autres ont tort. La justice est tout autre chose, mais pour la trouver, quittons ce monde d'erreurs et d'illusions qui nous fascinent les yeux et transportons-nous dans celui qu'elle habite. Concitoyens, ayez le courage de m'entendre, je vous dirai des choses qui vous paraîtront peut-être neuves, mais je ne vous proposerai rien qui doive vous alarmer, rien qui doive faire le malheur de personne. Quelqu'un pourrait-il avoir à redouter l'empire de la justice!

Pour ne point abuser de son nom, commençons par former une idée exacte et précise : qu'est-ce que la justice? (Je n'entends parler ici que de celle qui doit lier les hommes entre eux). C'est la jouissance pure et simple des droits inaliénables que chaque être de notre espèce reçoit de la nature. Les lois civiles peuvent bien les modifier, ces droits, et en régler l'usage pour le plus grand bien de tous; mais elles ne peuvent pas en disposer arbitrairement, et faire que nul en soit frustré.

Muni de cette définition, j'entre dans mon sujet : il s'agit de remonter à ce qui doit constituer l'essence de la propriété; c'est pour s'y être mépris que l'on est tombé dans une horrible confusion de tous les droits.

#### DE LA PROPRIÉTÉ.

*Qu'est-ce que la propriété?*

*Combien y a-t-il de sortes de propriétés?*

*Qu'est-ce qui peut donner le droit de propriété?*

Grandes et importantes questions qui renferment seules la solution de tout problème politique, et qui, seules, n'ont pas même encore été agitées; questions néanmoins sur lesquelles nous n'avons pas de fausses notions, d'où résulte cette immense complication de difficultés et d'erreurs dans laquelle nous nous perdons. Nous prononçons ce mot de *propriété* sans en connaître la juste valeur : nous lui donnons une extension tellement abusive que la chose se trouve comme noyée dans l'abus que l'on fait de son nom. Tâchons d'en rappeler le sens à son exacte précision.

#### PREMIÈRE QUESTION.

*Qu'est-ce que la propriété?*

C'est ce qu'on peut appeler *sien* fondé sur un droit exclusif. Ce droit peut être simple ou composé, autrement dit, personnel ou réel; comme simple, il est inaliénable; comme composé, il peut s'aliéner, mais de manière que le possesseur ne fasse qu'aliéner son droit, et jamais celui d'autrui. Chaque être doit trouver le *sien* libre et doit être le seul maître d'en disposer.

#### SECONDE QUESTION.

*Combien y a-t-il de sortes de propriétés?*

De la définition précédente, il suit qu'il y a deux sortes de propriétés : la propriété naturelle et la propriété civile. La propriété naturelle ne s'étend pas au delà de la personne de chaque individu; c'est le droit qu'il a de jouir de son être et de ses facultés. La propriété civile est celle qui naît d'un droit commun et illimité, devenu droit particulier et exclusif : ceci s'éclaircira par la troisième question. C'est en ne restreignant pas dans ses justes bornes le droit de de cette dernière propriété qu'elle est devenue une source intarissable de perversités et de malheurs pour les peuples. En effet, la manière dont nous le trouvons établi n'est propre qu'à perpétuer le brigandage légal, qu'à accumuler la fortune sur quelques têtes privilégiées, au détriment de la multitude et qu'à exciter les trop justes murmures et la convoitise de celle-ci. De là, ces tiraillements, ces combats d'intérêts divers entre les citoyens; de là toutes ces passions exaltées qui les agitent et qui les tourmentent si cruellement : c'est donc à cette dernière propriété que je m'attache dans ce moment, comme étant celle qui entraîne les plus grandes et les plus essentielles conséquences.

#### TROISIÈME QUESTION.

*Qu'est-ce qui peut donner le droit de propriété?*

On sent bien qu'il ne saurait être ici question de la propriété simple; chaque individu la porte avec soi. Il ne s'agit donc que de la propriété composée : or, la terre, prise en général, doit être considérée comme le grand communal de la nature où tous les êtres animés ont primitivement un droit indéfini sur les productions qu'il renferme. Chaque espèce d'animaux a son instinct qui le dirige : l'homme a de plus la raison avec laquelle il se crée un nouvel ordre de choses qui est l'ordre social : dans cet ordre social le droit indéfini doit cesser, sans quoi la société ne pourrait subsister; mais, en échange, chaque individu doit y trouver son droit de partage au grand communal, sur lequel il a les mêmes prétentions à former que tous ceux qui l'ont précédé ou que tous ceux avec qui il marche sur le même rang dans la vie. Nulle loi, nul pacte antérieur n'ont pu l'en dépouiller; c'est sa légitime de rigueur, dont il a seul le droit de disposer. En user autrement à son égard, c'est annuler envers lui la sanction du partage; c'est lui rendre, dans toute sa latitude, son droit indéfini sur le communal. Que l'on médite sur les suites de cette dernière conséquence, elles ne souffrent aucune restriction.



Cette vérité est tellement incontestable qu'elle vient d'être hautement reconnue et consacrée dans la déclaration de la génération populaire. Une génération, a-t-on dit, n'a pas le droit de faire la loi à la génération suivante, et de disposer de la souveraineté; à combien plus forte raison n'a-t-elle donc pas le droit de disposer de son patrimoine?

De ces principes contre lesquels je ne vois rien à objecter, il suit évidemment que les nations seules, et par sous-division, les communes sont véritablement propriétaires de leur terrain parce qu'elles sont au droit des copartageants toujours subsistants, et que les générations n'en sont que les usufructiers, ou, autrement dit, qu'elles n'en ont que la propriété viagère : ainsi les hommes ont bien pu régler entre eux cet usufruit, et faire des lois de partage qui en assurassent à chacun la part qui devait lui revenir, mais ils ont dû s'arrêter là. Jamais ils n'eurent le droit d'entreprendre sur le fonds, de s'en investir et d'en transmettre le domaine sur le même pied dont ils peuvent disposer de leur usufruit. C'est transiger au delà des bornes et sur ce qui n'est point à soi; c'est s'arroger un pouvoir, une juridiction que rien ne donne; c'est, par conséquent, faire un acte nul, à moins qu'on ne prétende qu'une génération ait pu, dans certains temps, s'ériger en dominatrice absolue de tous les peuple ses successeurs, et réunir en elle seule toute leur souveraineté. Eh ! comment les hommes auraient-ils pu acquérir un pareil domaine sur ce qu'il leur plaît d'appeler *leurs propriétés foncières*, eux qui ne l'ont pas sur leur propriété simple, sur leur propre personne ! Assurément rien ne leur appartient mieux que leur propre existence, rien n'est plus à eux et plus exclusivement à eux que ce qui compose leur être; cependant, lorsqu'ils meurent, ils le rendent tout entier à la nature, leurs membres dissous rentrent dans la masse commune et vont servir à la formation d'autres êtres qui n'ont rien de commun avec eux. Par quelle vertu sacrée, par quel art magique ont-ils donc imprimé un caractère indestructible sur ce qui ne fut qu'en leur possession externe ? Comment se fait-il, que tandis qu'eux-mêmes rentrent dans le grand communal, leurs biens s'en trouvent pour toujours séparés ? C'est que ce droit n'est qu'une violation manifeste de tous les droits, un acte de félonie contre le légitime empire de la nature, pour amener celui de la fortune : divinité fatale que les hommes se sont créée contre la teneur même du pacte social et qui est aussi devenue la cause funeste de tous leurs maux sociaux.

En effet, ce ne fut que pour se prêter de mutuels secours, et pour multiplier leurs moyens réciproques de bonheur que les hommes s'unirent en société : cette première disposition éloignait d'eux toute fortune et supposait la convention expresse ou tacite, que chaque associé partant de ses droits de nature qu'il ferait valoir selon son talent, serait tenu de porter dans la ressource commune son genre d'utilité s'il ne voulait retirer l'intérêt proportionnel du produit. Mais, dès que le droit de propriété foncière, tel que nous l'avons, vint à paraître, la convention fut annulée par le fait, les droits de nature disparurent pour faire place à ceux de la fortune, et la chose commune devint une source de brigandage que se disputent, non ceux qui y mettent constamment le plus du leur, ils en sont trop éloignés, mais ceux que le sort place à portée du pillage, ou qui savent s'y frayer une

route par toutes sortes de moyens. Ainsi, par cette infraction des premières intentions du pacte social, il arrive que tel, qui ne porte dans la mise commune que le poids de sa personne, ou, ce qui est encore pis, qu'un faux tribut, qu'une mise nuisible, en retire beaucoup; tandis que tel autre qui y consacre toute une vie laborieuse et pénible, n'en retire rien, si ce n'est une surcharge de peines. Ainsi, tandis que la riche oisiveté, l'intrigue, l'imposture, l'audace dévoient tous les avantages de la société en la déchirant, c'est pour réparer leurs dommages et pour les alimenter que la probité laborieuse et condamnée à une pauvreté imméritée se consume. Je sais bien que le mal est universel, et que notre espèce policée, divisée par troupeaux diversement conduits, offre à peu près partout le même scandale d'hommes victimes d'autres hommes. Qu'en conclure ? que c'est le malheur inévitable de la société ! Non : c'en est le crime, et il est tout entier dans notre abusif droit de propriété foncière.

Pour le légitimer, ce droit, on le fait remonter à celui de premier occupant. J'y remonte aussi et je ne vois pas qu'un pareil droit ait jamais pu en transmettre aucun. Pour m'en bien convaincre, je me figure une île déserte où une famille se trouve jetée par le hasard. Elle en devient seule occupante; rien ne lui en conteste la jouissance, si ce n'est les animaux qui s'y trouvent et avec lesquels notre espèce est en guerre. D'abord, elle se renferme autour d'elle, c'est une cabane qu'elle construit pour se mettre en sûreté et pour se garantir des injures du temps; ensuite, c'est le soin de sa subsistance qui l'occupe tout entière, elle la cherche dans les différentes productions que renferme l'île; et, dans la découverte qu'elle en fait, elle remarque celles qui lui paraissent meilleures ou qui peuvent lui procurer une plus abondante et plus sûre ressource; celles-là, si elles sont lointaines ou rares, elle tâche de les rapprocher de la cabane et de les y multiplier. A mesure que la famille augmente, de nouvelles cabanes s'élèvent dans le voisinage, et chacun ajoute autour de soi ce que l'expérience et de nouvelles découvertes font faire tous les jours de progrès à l'industrie. La facilité qu'ils ont tous de se procurer les mêmes avantages, sans se nuire, doit éloigner d'eux les contestations. Lorsque les premiers chefs meurent, leur cabane n'excite la cupidité de personne, parce que chacun est pourvu, et qu'on n'envie que le besoin; elle reste au patrimoine public, et le premier qui en a besoin peut s'en emparer. Si, par circonstance, elle devient un sujet de dispute, le plus fort l'emporte et le plus faible en est quitte pour aller se loger ailleurs. Ainsi, c'est le droit de force qui succède à celui du premier occupant; car nul n'a plus de droit qu'un autre à telle portion de terre qu'occupe un être qui n'est plus; il la laisse au même titre qu'il l'avait reçue.

Or, loin de légitimer ce droit de force, peu oppressif parce que tout est encore dans l'état de simple nature, mais qui devient une tyrannie insupportable lorsqu'on en est sorti; loin de se transformer dans ses institutions, la justice sociale ne saurait le souffrir nulle part et sous quelque forme que ce puisse être. Elle impose, pour première condition qu'il sera pour toujours exclu de son empire qu'elle établit sur deux principes immuables; le premier, que la terre est à tous en général et n'est à personne en particulier, le second, que chacun a un droit

*exclusif au produit de son travail.* Hors de là, ce n'est plus la justice, c'est le droit de force qui revient, non pas individuel ou physique, comme auparavant, mais collectif ou moral, c'est-à-dire, ce n'est plus l'individu qui l'exerce, mais la loi, ce qui rend la condition du faible bien autrement pire qu'elle n'était. Sous le régime de la nature, s'il est obligé de céder devant un plus fort que lui, il trouve ailleurs de quoi se dédommager; mais sous celui de la loi, il ne lui reste de recours nulle part, il est forcé de subir toute la rigueur de la force que l'on a sur lui; et ainsi, au lieu de n'être soumis qu'à la fatalité de la nature, il se trouve encore avoir à gémir sous une fatalité bien plus dure, celle de la loi, ce qui est précisément l'énorme contresens social sur lequel se sont bâtis tous nos systèmes politiques qui ne présentent partout que des devoirs faux ou problématiques, et qui partout n'imposent au peuple que des fâcheuses destinées. Voilà pourquoi tout n'y va que difficilement et avec violence; voilà pourquoi l'on s'y trouve toujours mal à l'aise : le génie a beau créer des moyens pour en prévenir les maux, tous les jours, il en renaît de nouveaux, et la vertu elle-même n'y apporte que des remèdes palliatifs.

Pour rentrer donc dans le vrai sens social, et pour en saisir tout l'ordre, toute l'harmonie qui en feraient un tissu de bienfaits, il nous faut laisser là tout notre échafaudage politique et remonter à cette justice primitive que nous devons faire éclore au sortir de l'état de nature, pour la substituer au droit de force qui doit y rester à jamais relégué.

Or, des deux principes sur lesquels nous avons dit qu'elle portait tout entière, il suit de l'un, que *si la terre est à tous en général et n'est à personne en particulier*, nul ne doit en posséder en propre, ou tous doivent avoir le même avantage; de l'autre que, *si chacun a un droit exclusif sur le produit de son travail*, il doit être libre d'en disposer à son gré, moyennant toutefois que la chose publique n'en souffre pas. De-là, il suit encore que la portion de terre répartie à chacun, ayant été tirée du droit commun doit y revenir après lui et qu'au contraire, ayant sur le produit de son industrie un domaine absolu, il peut le transmettre à sa volonté ou dans l'ordre de succession que la loi établit.

Donc en dernière analyse, on ne peut acquérir sur les fonds de terre qu'un droit de possession viagère; donc il ne peut exister qu'une seule espèce de propriété transmissible, qui est la propriété mobilière.

C'est de la combinaison de ces deux principes et de leurs conséquences que l'on verrait naître un ordre de choses vraiment admirable, vraiment conforme aux vœux du sage et vraiment propre à faire le bonheur de tous. Rien n'y serait gêné parce que tout s'y lirait, tout s'y rangerait de soi-même à sa place. Nul ne pourrait s'y trouver lésé, car tous partiraient du même degré de moyens pour arriver au point où les talents, l'industrie, le mérite propre de chacun lui donnerait droit d'atteindre, et nul n'aurait à gémir sous un sort immérité, autre que celui qui résulterait de l'inévitable nécessité des choses, car chacun en serait soi-même le propre artisan : la loi ne ferait que lui conserver ses droits et lui en remettre le dépôt entre ses mains, lorsqu'il en serait temps. Dès qu'une fois, elle se serait acquittée envers lui, c'est-à-dire dès qu'elle l'aurait pourvu de toute sa légitime et des moyens de la faire valoir, elle s'en tiendrait

rigoureusement là; car elle ne pourrait ajouter à l'un sans retrancher à l'autre, comme il arrive dans notre monstrueux régime où la loi est toujours utile aux uns et nuisible aux autres; ce qui prouve visiblement qu'elle est mauvaise. Pour que tout le monde ait le sien, il faut que chacun reçoive strictement ce qui lui appartient, et rien de plus.

Comment n'est-on pas indigné, révolté de voir le sort politique des hommes abandonné au hasard de la naissance ou de quelques circonstances particulières, et de voir que le bonheur ou le malheur est le partage d'être qui n'ont rien fait pour mériter l'un plutôt que l'autre? Quoi! de deux enfants qui viennent au monde, dont l'un est fils d'un riche propriétaire, et l'autre d'un infortuné manouvrier qui ne possède que ses bras pour subvenir à sa subsistance, le premier naît avec des droits immenses, et le second n'a pas même celui de reposer nulle part sa chétive existence! L'un se trouve tout porté au sein des commodités, des honneurs, des plaisirs; et l'autre, réduit au plus triste abandon, se trouve condamné aux privations de toute espèce, à la douleur et à la peine!

Ne sont-ils pas tous les deux également enfants de la nature et de la société? Que leur a donc fait celui-ci pour en être si cruellement disgracié, si totalement déshérité? et que leur a fait celui-là pour en recevoir de si grandes faveurs et pour en être si avantageusement pourvu? Se peut-il que cette violation criante des premiers, des plus réels droits de l'homme, n'ait encore frappé personne!

Et nous osons parler de liberté, d'égalité! Quel est donc le sens que nous attachons à ces mots-là? Où peut être la liberté, quand le besoin causé par un dénuement général rend dépendant de tout? et où peut être l'égalité, quand les uns trouvent tout fait pour eux et les autres tout à faire, ou, pour m'exprimer plus exactement, quand tout est pour les uns et rien pour les autres? (1).

Que j'aurais un vaste champ, si je voulais suivre, dans son enchaînement toute l'iniquité de nos lois qui se jouent du sort des humains

(1) « Ils peuvent acquérir, dira-t-on, ils ne sont exclus de rien. La loi nouvelle a banni toute acception de personnes et a ouvert à tous indistinctement les portes de l'avancement ». Voilà donc ce qu'on entend par le mot d'*égalité*. Comme on se berce d'illusions! Comme on s'en laisse imposer par les noms! Ceux qui n'ont rien peuvent acquérir; mais, d'abord, pourquoi n'ont-ils rien? pourquoi n'est-ce au prix que de l'acquisition qu'ils peuvent parvenir à quelque chose, tandis que d'autres trouvent gratuitement accumulé sur leur tête ce que la fortune a pris soin d'y placer? En second lieu, c'est une grande vérité qu'a dit J.-J. Rousseau, que la première pistole est plus difficile à gagner que le second million. En effet, tout est avantages pour celui qui peut au delà; mais tout est difficultés, obstacles pour celui qui est en arrière de ses besoins. Si ceux d'un jour lui laissent quelque chose de reste, ceux du lendemain le lui absorbent, et souvent même au delà. Sans cesse maîtrisé par les circonstances, il est obligé d'en subir toutes les variations, sans pouvoir jamais en prévenir aucune; et tandis qu'il donne à profiter sur lui, il ne trouve à profiter sur personne : c'est lui qui sème et ce sont les riches qui recueillent; ce sont ceux qui l'emploient qui retirent le bénéfice de sa main-d'œuvre. Ainsi, c'est toujours pour la fortune d'autrui qu'il travaille, non pour la sienne. Cependant ces riches se croient fort nécessaires aux malheureux; et lorsqu'ils en occupent un grand nombre à leurs terres ou à leurs ateliers, ils disent, avec une sorte de jac-



et qui leur distribuent à tort et à travers les biens ou les maux; qui, sur les uns, perpétuent la peine de l'inconduite, de la faiblesse ou du malheur de leurs pères; et, sur les autres, accumulent, consolident les fruits de l'usurpation, de la fraude ou des circonstances heureuses! Mais il faudrait entrer dans un trop grand détail, et ce que j'en dis ici doit plus que suffire pour prouver à tout homme sensé et impartial que nous sommes gouvernés par le plus faux, le plus tyrannique, le plus funeste des principes, le droit de propriété foncière; droit qui tend sans cesse à dépouiller la multitude pour enrichir le petit nombre, ce qui la met nécessairement dans sa dépendance; droit qui stérilise la ressource commune, en ne laissant pas à chacun le moyen de la féconder; qui crée des besoins fantastiques qu'on ne peut satisfaire qu'aux dépens des réels, et qui, pour faire le bonheur artificiel de quelques-uns, exprime toute la substance de celui des autres; droit, enfin, qui nous plonge dans cet abîme de confusion, et dont il est seul la source intarissable. De là, cette complication de ressorts dans la machine politique, et qui en nécessite tous les jours de nouveaux; de là, tous les vices, tous les crimes qu'enfantent la pauvreté d'un côté, et la richesse de l'autre; et de là, cette corruption générale que l'on attribue mal à propos à la nature humaine, et qui ne naît que de notre fausse politique.

Sous l'empire de la justice, toutes ces causes de perversités et de malheurs n'existeraient pas. Les sources de la richesse ne pouvant plus se concentrer dans un petit nombre de familles, flueraient nécessairement pour tout le monde et du bien-être particulier résulterait une abondante ressource commune : on y remarquerait bien, sans doute, différentes nuances dans le plus ou moins d'aisance, mais on n'y verrait jamais les révoltants contrastes de la misère et de l'opulence; et, avec eux, disparaîtraient tous

tance, qu'ils font vivre beaucoup de monde. Ils devraient dire plutôt qu'il leur faut beaucoup de monde pour les faire vivre dans leur opulent loisir.

On parle quelquefois de la roue de fortune; mais qui ne sait qu'elle ne tourne guère que dans la classe des gens aisés ou des intrigants! C'est presque un prodige qu'un honnête homme de rien parvienne à se faire un sort; il faut pour cela un concours de circonstances qui se rencontrent difficilement; et de pareils exemples ne sont que des exceptions à la règle : la masse infortunée du peuple n'en est pas moins condamnée à se traîner comme elle peut dans sa misère. On vient de vendre et l'on vend encore tous les jours beaucoup de biens nationaux. Qui est-ce qui en a profité et qui est-ce qui en profite? Ne sont-ce pas les seuls riches ou les seuls qui se sont emparés des moyens de le devenir? Les pauvres, les hommes dénués et éloignés des intrigues voient tout passer devant eux sans qu'on les ait mis à portée d'atteindre à rien. Eh! comment seraient-ils en état de faire les avances nécessaires, eux qui peuvent à peine se procurer un misérable grabat pour y reposer leurs membres harassés?

Il est vrai que pour les consoler, on leur dit qu'ils ont droit à tout, que la loi n'exclut personne des aménagements qu'elle offre. Oui, elle n'en exclut personne solennellement ou par le droit; mais par le fait, la multitude s'en trouve nécessairement exclue. Que serait-ce si j'en prenais une nouvelle occasion de me récrier et si je prouvais que la plupart de ces avancements, pour être ouverts à plus de monde, n'en sont pas moins des attentats contre les droits réels de cette même multitude, et qu'ils ne font que multiplier les moyens d'en abuser? Mais je ne puis pas tout dire à la fois.

les vices qu'ils engendrent, pour faire place aux vertus qu'ils étouffent, des mœurs simples et franches, des goûts naturels nous rendraient le sentiment du vrai bonheur que nous cherchons en vain dans tous nos coupables raffinements.

Un riche de 600,000 livres de rente disait qu'il ne concevait comment un honnête homme pouvait vivre avec un pareil revenu : cet honnête homme avec tant de richesses n'était donc pas encore heureux! Je le crois. Ni moi non plus, je ne le serais pas : que me faudrait-il donc! Ah! toute autre chose; il me faudrait un petit bien que je saurais cultiver moi-même, et dont le produit suffirait à mes besoins; une maison simple, mais propre et commode, qui renfermerait dans son enceinte un jardin qui me produirait de bons légumes et de bons fruits; une basse-cour bien peuplée qui me fournirait abondamment d'œufs, et qui garnirait de temps en temps ma table de quelques pièces de volailles; différentes étalles où j'aurais deux ou trois vaches pour me donner du lait et du beurre; un petit troupeau de brebis pour avoir de la laine et des agneaux; et enfin je n'oublierais pas le cochon pour mettre dans mon saloir. Au milieu de tout cela, une digne et vertueuse épouse qui disposerait habilement de ces ressources domestiques, dont le superflu serait porté au marché voisin, pour en rapporter ce qui manquerait dans le ménage, et qui me donnerait des enfants que je chérirais. De plus, je demanderais à savoir un art ou un métier qui ajouterait encore à mes moyens d'aisance, qui remplirait le vide que me laisseraient mes travaux champêtres ou les mauvais temps, et bannirait loin de moi toute espèce d'ennui. Dans tout ce que ferait ma femme, sa main industrieuse saurait toujours y mettre un nouveau prix, et mes repas, préparés par elle, pris avec elle, et entouré de nos enfants me paraîtraient délicieux. Les jours de fêtes, nous nous réunirions plusieurs familles voisines; tantôt chez l'une tantôt chez l'autre : le plaisir de nous voir au sein d'une douce et franche amitié nous rendrait tous gais, et nous marquerions ces jours-là par une joie commune qu'animerait un repas un peu extraordinaire et quelques bons verres de vin. Après le dîner, on irait se promener au *rendez-vous* commun : c'est là que tous les citoyens se rencontreraient avec plaisir, qu'ils s'entrecommuniqueraient; c'est là qu'une réjouissante jeunesse donnerait l'innocent, le touchant spectacle de ses jeux et de ses débats. Au déclin du jour, chacun se retirerait le cœur joyeux, et le mien se trouverait pleinement satisfait : il ignorerait même tout désir qui pourrait troubler sa réjouissance. Mais si je suis homme à 100,000 livres de rente, ou davantage, adieu tout mon bonheur : rien de ce qui le composait ne m'intéresse plus; il me faut des possessions immenses, des châteaux, des équipages brillants, des laquais, des cuisiniers, des mets exquis, des meubles sans fin, des complaisants, des flatteurs, etc... Ces désirs satisfaits, d'autres me viennent, et je n'y trouve jamais que satiété et dégoût. C'est que j'ai perdu le bonheur du cœur, pour courir après celui de l'imagination qu'elle n'atteint jamais, parce qu'il lui faut toujours devant elle. C'est bien la peine de fuir une foule de misérables, pour l'être moi-même! Ce n'est donc que sous cet empire de la justice, tel que je le propose, que l'homme, sans nuire au bonheur de personne, peut être véritablement heureux et valoir tout

son prix. Belle chimère qu'il faut renvoyer aux imaginations romanesques, diront, sans doute, certaines personnes; opinion exaltée qui ne saurait nous convenir ni servir de fondement à aucun pacte social!

Vraiment, c'est bien en effet une chimère, tant que nous nous obstinerons à ne vouloir considérer les choses que sous notre faux point de vue, que nous ne voudrions prendre conseil que de nos vieilles erreurs, et que nous nous contenterons de composer avec elles. Mais cette chimère s'évanouirait bien vite devant l'ordre simple que j'envisage, ou plutôt ce serait alors que les difficultés que l'on voudrait y opposer deviendraient elles-mêmes des chimères.

Comme dans cet ordre tout y prendrait une marche facile! comme tout y concourrait à rendre l'homme bon! Mais parmi les nombreux avantages que j'y découvre en perspective, il en est un qui a le droit de frapper, surtout dans les circonstances présentes, c'est celui de rétablir pleinement la fortune publique, quelque désespérée qu'elle soit aujourd'hui, d'en faire une abondante ressource commune, fournissant à tout, même à une pleine éducation nationale, et cela, sans aucune espèce d'impôts. Ceci, je le sens bien, a trop de quoi heurter vos idées financières, pour n'en être pas accueilli comme un de ces secrets merveilleux qui promettent au-delà du possible. Citoyens, je ne suis point homme à merveille : tous mes moyens sont simples, pris dans la nature, et résultent du seul enchaînement des choses; mais, pour les développer, il faudrait que je pusse développer mon plan, dont cet essai ne présente que la principale base.

Du reste, je crois devoir rassurer les possesseurs actuels, en prévenant que je suis loin de proposer que l'on mette toute la rigueur de mes principes en exécution à leur égard. Cette mesure ne serait pas seulement trop sévère, elle serait encore injuste sous beaucoup de rapports, et elle ne ferait que punir les hommes du crime de la loi; ce sont des malades dont le tempérament a été gâté par un mauvais régime, et qu'il faut traiter avec ménagement. Détruisons la cause du vice, mais conservons ceux qui en sont atteints; laissons-leur les moyens de vivre comme ils sont, puisque le malheur de leur existence leur en fait un mauvais besoin, et contentons-nous de leurs personnes afin qu'il finisse avec elles : aussi bien nous-mêmes, avons-nous besoin de nous façonner par degrés à cet état de justice que j'envisage. Tout ce que nous pouvons faire, c'est d'en établir le principe et c'est au temps à l'amener insensiblement à son entier développement. Quant à présent, il ne doit être question que de moyens provisoires, tels que peut les comporter la situation actuelle des choses. Un de ces moyens, qui seul pourrait même suffire, serait de détruire les corps de ferme, et de diviser, à un prix modéré, la terre labourable entre les citoyens qui en voudraient cultiver.

Cette division de la terre, telle que je l'entends, concilierait parfaitement tous les ménagements à garder envers les possesseurs actuels, et rendrait à la masse du peuple tout le service instant qu'elle a droit d'attendre.

On a bien parlé de diviser les fermes, c'est-à-dire, de ne pas souffrir qu'un seul en occupât plusieurs; on a même agité de restreindre la quantité d'arpents qui doivent composer une ferme; mais tout cela n'est bon qu'à multiplier le nombre des fermiers, et non à venir au secours

de la multitude, non à lui procurer les moyens de se suffire elle-même.

C'est l'entière dissolution des corps de fermes qu'il faut; c'est, comme je viens de le dire, la division de la terre entre tous les citoyens qui n'en ont point, ou qui n'en ont pas suffisamment.

Voilà l'unique mesure *adéquate* qui ranimerait nos campagnes, et porterait l'aisance dans toutes les familles qui gémissent dans la misère, faute de moyens de faire valoir leur industrie.

La terre en serait mieux cultivée, les ressources domestiques plus multipliées, les marchés, par conséquent, plus abondamment pourvus, et l'on se trouverait débarrassé de la plus détestable aristocratie, celle des fermiers. Pour parvenir à cette division, et pour en éloigner tout inconvénient, il y aurait un moyen facile à prendre, qui serait de charger chaque conseil de commune de faire un relevé de toutes les terres à louer qui se trouvent dans son enceinte, avec le nom de leurs propriétaires, et de former un tableau des citoyens qui se présenteraient pour en avoir. Ces citoyens seraient tenus de déclarer s'ils tiennent de la terre en propre, et quelle en est la quantité; s'ils ont les facultés nécessaires pour faire valoir, et, en cas de doute, ils seraient tenus de donner une garantie, etc. Cette opération faite, il ne s'agirait plus que de calculer ce qu'il en reviendrait à chacun, et de faire des lots, d'après cet aperçu, en observant que ceux qui ont de la terre en propre, ne puissent en obtenir que ce qu'il leur manquerait pour se trouver égaux avec les autres. Je n'entre point dans d'autres détails sur cet objet; il me suffit de montrer le bien essentiel et la possibilité de l'opérer. D'après cela, toutes les petites difficultés doivent céder.

Néanmoins, je le sens bien, la suppression totale des corps de fermes, si elle avait lieu tout à coup, ne manquerait pas d'entraîner avec elle de très grands inconvénients, soit pour la culture, soit pour l'engrangement, qu'il importe de prévenir. Sans doute, c'est bien à cette suppression totale qu'il faut tendre; mais même encore, pour cet objet, l'intérêt du bien exige qu'il ne s'opère que par degrés. Aussi voici à quoi je restreins le moyen provisoire que je propose :

1<sup>o</sup> De laisser subsister jusqu'à fin de bail, et même d'en renouveler un pour trois ans, si le bail était prêt à expirer, tout corps de ferme qui ne surpasse point le labourage d'une charrue;

2<sup>o</sup> De réduire au labourage d'une charrue toutes les fermes qui en ont davantage, et ce surplus devra être divisé, dès à présent, et au même prix qu'en fait le fermier, entre les citoyens des communes où cette disposition aura lieu;

3<sup>o</sup> Dans les fermes trop éloignées des villages, d'y établir autant de familles qu'il y aura de labourages d'une charrue, en laissant au fermier actuel le droit d'y établir de préférence ses enfants.

4<sup>o</sup> Enfin, après trois ou quatre ans, à mesure que les baux finiront, de diviser les fermes entre les citoyens, en commençant par ceux qui n'auront pas pu participer à la première division, faute de facultés, et qui les auront acquises depuis.

Avec ces précautions, je ne vois pas quels inconvénients on pourrait encore avoir à craindre. Je sais bien que l'on m'objectera que ce serait multiplier prodigieusement les frais de culture. Un fermier, dira-t-on, avec cinq ou six chevaux,



fait valoir plus de 200 arpents de terre, tandis que, pour la même quantité, divisée par portions, supposons de 10 ou 12 arpents, il en faudra au moins 16. Voilà donc une multiplication d'animaux consommateurs à pure perte et qui nécessitent à plusieurs dépenses, telle que celle du fer, de harnais, etc., ce qui deviendrait une surcharge publique.

D'ailleurs, combien peu de ceux en faveur de qui cette mesure serait prise pourraient en profiter par la difficulté qu'ils auraient de pouvoir s'acheter un cheval et d'en supporter la dépense? Ceux qui raisonnent ainsi ne connaissent sans doute que la culture du cheval, et n'en imaginent point d'autre. Elle est, en effet, seule en usage dans les pays de grande culture, parce qu'elle est la plus commode, la plus propre pour faire valoir un grand terrain avec peu de bras; mais, loin que la division des fermes nécessite la multiplication du cheval, elle invite, au contraire, à celle du bœuf et de la vache. Un cultivateur de 10 à 12 arpents de terre peut aisément les faire valoir avec une paire de vaches, comme il est d'usage dans les pays de petite culture. Par là, non seulement il évite la dépense du boucher et du maréchal, il ne lui faut qu'un joug et un soc de charrue; mais outre le tribut de leur travail, il en retire encore le tribut journalier de leur lait, et le tribut annuel de leur veau; et enfin, lorsqu'elles deviennent vieilles il les vend encore pour aller fournir la boucherie. Ajoutez à cela qu'en diminuant le nombre des chevaux, vous vous diminuez la quantité de terre à semer en avoine, et par conséquent, autant de rendu à la subsistance de l'homme. Ainsi, cette division des fermes ne ferait qu'ouvrir de nouvelles sources d'abondance; et quand ce ne serait point la justice qui l'invoquerait, la politique seule devrait la conseiller.

Qu'on se figure, maintenant, combien cette mesure serait un puissant véhicule pour répandre dans le peuple l'ardent amour de la République et le zèle de la défense! C'est alors qu'il en sentirait tout le prix et qu'il s'identifierait réellement avec elle; mais quel intérêt veut-on qu'il y prenne, tant qu'on ne s'occupera que du sort de ceux qui ont, et jamais du sort de ceux qui n'ont rien. Eh! comment ce peuple se passionnerait-il pour une république dans laquelle il ne se voit qu'environné de malheurs, sans aucune perspective qui l'encourage? A la vérité à force de plaintes et de murmures, il a enfin obtenu la fixation du prix des subsistances; mais cette mesure, commandée par les circonstances, est elle-même un mal, et entraîne avec elle une foule d'inconvénients. Il faut viser au moyen de n'en avoir jamais besoin.

Peut-être ai-je à craindre qu'un premier aperçu de cet essai ne fasse naître l'idée de la loi agraire, dont il paraît que l'on a voulu faire un instrument de troubles; mais pour ne pas les confondre, il suffit de les comparer entre eux et dans leurs conséquences. Tout mon raisonnement porte sur un principe permanent de justice qui assure successivement à chacun ses droits (modifiés), de nature, que j'appelle sa *légitime de rigueur*, et qui lui garantit la jouissance pleine de ses acquets, fruit de son travail et de son industrie; en un mot, je remonte à l'essence même du droit de propriété devenu, par une fausse application, la cause fatale des abus énormes, des malheurs sans fin dont nous sommes tantôt coupables et tantôt victimes, et je le rétablis dans ce qu'il doit être pour devenir une

source féconde de toutes espèces de biens; la loi agraire, au contraire, loin d'établir quelque principe, ne fait que les renverser, les briser tous. C'est purement un partage de terres, brusquement provoqué par la convoitise de ceux qui n'ont rien n'importe comment, et qui laisse subsister le même vice qui l'a amené.

Ce n'est point à ce qui doit constituer le droit de propriété que cette loi remonte, c'en est un qu'elle se fait elle-même et sur lequel elle s'établit sans façon. — Dans mon système, nul ne peut être lésé, car nul, en venant au monde, n'y ayant plus droit qu'un autre, nul, par conséquent, n'a celui de se plaindre de n'y trouver que sa juste part au droit commun, sauf à lui à la faire plus ou moins valoir; mais la loi agraire, pour établir une apparente égalité, encore qui ne saurait être que momentanée, blesse à tort et à travers, sans égard même pour les différences que les droits d'acquets de chacun doivent y mettre.

Ainsi, l'homme dont les possessions sont les fruits de ses talents, de ses services, des bons emplois de sa jeunesse, s'en trouverait tout à coup et réduit au niveau (1) de celui qui n'aurait rien mérité, ou même qui n'aurait fait que dissiper. — Enfin, de mon principe de justice émane un ordre de choses préservatif de tout abus quelconque, tandis que la loi agraire n'en offre qu'une nouvelle chance. Je laisse maintenant à juger de l'immense distance qu'il y a entre l'un et l'autre.

Ceux qui n'envisagent qu'une prompte jouissance, sans s'embarrasser de ce qui est juste me demanderont peut-être quels sont les avantages réels que j'offre aux malheureux de la génération actuelle.

Oh! beaucoup et de très grands qui se presseraient à naître de toutes parts, non pas uniquement pour une classe de citoyens, mais pour tous; car je prétends bien que, dans mon système, tout y gagnerait, hormis les seules prétentions injustes qui, chaque jour, y perdraient de leurs moyens, et finiraient bientôt par s'y perdre elles-mêmes; mais, pour pouvoir donner une idée de tous ces avantages, il faudrait les faire éclore chacun à leur place. Néanmoins, on peut déjà se figurer ce qu'il résulterait de la seule admission du principe. Comme, dès cet instant, l'ambition, l'envie de tout envahir, de tout accumuler, perdrait de leur funeste activité! Chaque jour verrait disparaître un abus pour aller se confondre dans l'ordre de la justice, et en attendant que tout fût rentré sous son désirable empire, la division des fermes que je propose, comme un moyen provisoire, produirait d'excellents effets, et ne tarderait pas à amener l'abondance en tout genre. La fortune publique, au lieu de s'engloutir de plus en plus dans l'abîme immense où elle se trouve précipitée, en sortirait avec dignité, et cela (cette considération mérite d'être pesée) non seulement sans aucune augmentation d'impôts, mais en les réduisant progressivement jusqu'à ce qu'ils devinssent totalement nuls, etc., etc. — Mais la

(1) Encore faut-il observer qu'il ne se trouverait au niveau que pour l'objet territorial, et non pour les facultés; car, tandis que le journalier aurait toutes ses facultés pour cultiver sa part, celui qui aurait usé les siennes dans un autre genre se trouverait n'en avoir aucune pour celui-ci, en sorte qu'il aurait plus de besoins et moins de moyens pour y pourvoir.

paternité? Eh bien! la paternité, si c'est une douce jouissance pour celle qui est riche, de transmettre de grands héritages à ses enfants, combien ne doit pas ajouter à l'infortune et à la misère de celle qui est pauvre, combien ne doit-il pas lui être poignant de n'avoir à transmettre aux siens que sa peine et sa misère! Après tout, que se propose le sentiment paternel, n'est-ce pas le bonheur de ses enfants? Or, en est-il un plus grand que celui d'avoir à vivre sous les auspices d'une partie juste et vraiment digne de ce nom.

Je m'arrête sur cette seule réflexion. Cet article mérite quelque étendue, et il sera le premier que je traiterai, comme devant faire suite à cet essai, si toutefois mes efforts ne sont pas vains.

Concitoyens, j'ai levé l'étendard de la justice, que ceux qu'elle intéresse viennent s'y rallier autour, et, tous, ensemble, formons une force imposante qui la fasse triompher de ses ennemis; c'est pour rester isolés et sans point d'union que nous devenons victimes des factions, et la proie des ambitieux, des hommes pervers qui se jouent de nos malheurs et qui se plaisent tous les jours à nous en créer de nouveaux.

Que le parti de la justice, qui doit être celui de la multitude, se montre enfin, qu'il se coalise sous cette enseigne non équivoque, et bientôt il dissipera tous les complots de la perfidie et toutes les manœuvres du vil intérêt.

Plein de ce sentiment, je ne crains pas de dire que la tentative que je fais a droit d'être accueillie, et qu'elle doit même inspirer cet intérêt vif qui prépare le succès. Si je me trompe, c'est l'amour de l'humanité, c'est le désir pur de notre bonheur commun qui me séduit; et, en cela, mon erreur m'est chère; quoique vaine, je ne m'applaudirais pas moins de ma démarche, et dans ma douleur amère je me dirai : hélas! ce n'est donc point pour arriver au règne fortuné de la justice que la France fait, depuis cinq ans, des efforts inouïs, et que tant d'hommes sacrifient généreusement leur vie! ce n'est donc point à son feu sacré que les cœurs s'enflammeront, puisqu'il laisse froids ceux qu'elle devrait uniquement intéresser!...

Le citoyen Debals, commissaire du canton de Montech, département de la Haute-Garonne, rend compte de ses succès auprès de ses concitoyens, qui se préparent tous à marcher contre les ennemis, et qui invitent la Convention à rester à son poste (1).

*Suit la lettre du citoyen Debals (2) :*

« Citoyens représentants,

« *Vive la République indivisible* a été le premier cri des jeunes gens de 18 à 40 ans du canton de Montech, département de Haute-Garonne, lors de la réception de la loi relative à la levée en masse. Comme un éclair, cette jeunesse intrépide s'est portée vers Perpignan assiégé par les esclaves du tyran castillan. Une main levée vers le ciel et l'autre sur leurs sabres, ils ont juré de ne rentrer dans leurs foyers que lorsque

la dernière tête de l'hydre du fédéralisme sera écrasée, et le présomptueux Espagnol rentré dans la poussière.

« Courageux Montagnards, ce canton, dont l'esprit républicain est excellent, vous invite de rester fermes à votre poste, de ne point vous faire remplacer sous aucun prétexte; c'est l'unique moyen, disent-ils, de terrasser nos ennemis et de sauver la patrie.

« DEBALS, *envoyé du peuple.*

« *P.-S.* Sentinelle de la liberté, que j'ai toujours adorée, c'est dans cette auguste enceinte que j'ai reçu verbalement les pouvoirs de la faire respecter, de surveiller les traîtres et de les faire connaître à la Montagne tutélaire qui doit sauver la République. Partout je porte mes recherches, et partout je suis arrêté dans ma surveillance. C'est la force armée, ce sont les communes, des districts même, qui contestent ma qualité et me somment de leur exhiber mes pouvoirs. Que puis-je leur répondre alors, sinon que je n'en ai aucun, en effet aucun; puisqu'il ne nous est parvenu encore aucun décret relatif aux devoirs qu'ont à remplir les envoyés des assemblées primaires. S'il en existe, citoyens représentants, donnez-moi les moyens de les connaître, et, de suite, les suspects, les parjures, les traîtres, les fripons de fédéralistes seront mis hors d'état de porter atteinte à la République que j'ai juré de maintenir une et indivisible au péril de ma vie.

« DEBALS, *envoyé du peuple.*

« Chef-lieu de canton de Montech, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République indivisible. »

La Société républicaine de Château-Salins transmet les paroles mémorables de Joseph Bel-lery, né à Moyenvic, capitaine au 9<sup>e</sup> bataillon de la Meurthe, dans l'armée de la Moselle, qui, ayant perdu un bras à la bataille du 14 septembre, s'écria que lorsqu'on éprouve une telle privation pour la défense de la patrie, on ne doit avoir de regret que celui de ne pouvoir plus la servir, et déclara ensuite, lorsqu'il fut transféré à l'hôpital et sur son lit, qu'il se trouvait plus heureux, et qu'il s'estimait davantage sur ce lit de douleur, qu'un tyran assis sur son trône (1).

*Suit la lettre de la Société républicaine de Château-Salins (2) :*

La Société républicaine de Château-Salins, district de la même ville, département de la Meurthe, à la Convention nationale.

« Château-Salins, le 9 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

*Gloire à la patrie! Salut aux bons patriotes!*

« Citoyens représentants,

« Vous avez décrété que les actions de courage

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 107.

(2) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 715.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 107.

(2) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 715.



et de vertu seraient soigneusement recueillies pour être transmises à la postérité avec les noms de leurs auteurs.

« Nous venons offrir à votre admiration les paroles héroïques d'une de ces intéressantes victimes des hasards de la guerre de la liberté.

« Le citoyen Joseph Bellery, né à Moyenvic, district de Château-Salins, âgé d'environ 44 ans, capitaine au 9<sup>e</sup> bataillon de la Meurthe, s'est enrôlé volontairement l'année dernière quoi qu'il fût père de famille. Ce brave homme a servi depuis cette époque à l'armée de la Moselle avec un dévouement absolu.

« A la bataille du 14 septembre dernier, il a perdu le bras droit d'un coup de canon. « Quand on éprouve, a-t-il dit, une telle privation pour la défense de sa patrie, on ne doit avoir de regret que celui de ne pouvoir plus la servir. »

« Transféré à l'hôpital ambulant de cette ville, nous l'avons visité; en descendant du chariot qui l'a transporté, nous l'avons entendu chanter l'hymne de la liberté et des airs patriotiques. A peine fut-il étendu sur son lit qu'il ajouta : « Je me trouve plus heureux et je m'estime « davantage sur ce lit de douleurs qu'un tyran « assis sur son trône (1). »

« Sans doute, les décrets salutaires de la Convention mettront ce généreux défenseur et sa famille à l'abri des besoins; mais il importe que son nom soit offert en vénération à tous les citoyens : c'est un moyen d'exemple et d'encouragement propre à multiplier les héros.

« Nous vous demandons, citoyens représentants, que le citoyen Joseph Bellery soit honorablement inscrit dans le recueil des défenseurs de la patrie.

« Salut, dévouement, fraternité.

« SCHMIT, président; SIMON, vice-président; FRITZ, secrétaire; DARANNE, secrétaire; FONDSTHENNE le jeune, secrétaire. »

**La Société républicaine de Russey envoie, pour rendre justice aux braves citoyens qui ont dispersés les brigands rassemblés dans les montagnes du département du Doubs, le rapport exact des principales circonstances de cet événement (2).**

*Suit un extrait de la lettre de la Société républicaine de Russey d'après le Bulletin de la Convention (3) :*

« Les membres de la Société républicaine de Russey, district de Saint-Hippolyte, département du Doubs, adressent à la Convention nationale un rapport exact des principales circonstances d'un rassemblement de brigands qui se formait dans les montagnes de ce département, et qui ont été détruits. »

**La Société populaire de Rochefort demande que celui qui emploiera désormais des étoffes étrangères, soit réputé mauvais citoyen (4).**

(1) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* [26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 267, col. 2].

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 107.

(3) *Supplément au Bulletin de la Convention* du 5<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793).

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 107.

Celles de Bourg, d'Ingouville, de Couches, district d'Autun, du canton de Chantilly, les citoyens de plusieurs communes du canton de Pont-Farcy, district de Vire, et l'assemblée électorale du district de Salon, département des Bouches-du-Rhône, félicitent la Convention nationale sur ses travaux, adhèrent aux mesures par elle employées, et l'invitent à rester à son poste jusqu'à ce que les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur soient vaincus (1).

*Suivent ces diverses adresses :*

## I.

*Les républicains de Bourg, à la Convention nationale (2).*

« Législateurs,

« Vous nous avez donné une Constitution qui nous promet le bonheur, nous en jouirions déjà sans les manœuvres des ambitieux et des intrigants; la disette du pain ne peut ébranler notre constance, nous avons toujours l'espoir que vous parviendrez à anéantir les ennemis de notre liberté; nous sommes prêts à tous les sacrifices que peut exiger la patrie.

« Nous adhérons à tous vos décrets, notamment à ceux du 31 mai et jours suivants.

« Cependant, dignes représentants du peuple, après une acception unanime de notre Constitution, ne regardez pas comme finie votre mission, puisque cette Constitution, fruit de votre sagesse et de vos travaux, est encore en butte à des périls, qu'elle est entourée de nombreux ennemis, sans cesse conjurés pour sa ruine. Vous avez étouffé le monstre du despotisme, mais les serpents de l'aristocratie dressent encore la tête et sifflent de toutes parts. N'abandonnez pas, nous vous en conjurons, les rênes du gouvernement au fort de la tempête. Il faut qu'aujourd'hui vous chassiez, ou du moins que vous enchaîniez pour jamais la discorde, et qu'une paix heureuse mette le comble à votre gloire et à notre félicité.

« DUVERGER, vice-président; VOVARD, secrétaire.

« A Bourg, département de la Gironde, le 6 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

## II.

*Société républicaine d'Ingouville, ce 11 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible (3).*

« Citoyens représentants,

« La Société républicaine d'Ingouville, près Le Havre, vous félicite de la fermeté avec la-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 107.

(2) *Archives nationales*, carton C, 276, dossier 715.

(3) *Ibid.*

quelle vous venez de mettre en arrestation une quantité de vos membres gangrenés du despotisme. Courage, braves Montagnards, ne laissez pas souiller le sol où vous marchez, la République sera sauvée.

« Vive la Montagne ! Sauvons la République ! C'est le vœu unanime des vrais sans-culottes des Amis de la Constitution d'Ingouville.

« GUEROU, président; CORNILLIOT, secrétaire; CHAUVIN, secrétaire. »

### III.

*Société des Amis de la Constitution républicaine et démocratique établie à Couches (1), district d'Autun.*

« Couches, le 11 octobre 1793, l'an II de la République française une, indivisible et démocratique (2).

« Courage, pères du peuple, un deuil amer se répand dans le cœur de l'aristocratie; elle est aux abois, il ne vous reste plus qu'à l'étouffer. L'immense et sublime ouvrage de la Constitution républicaine que vous nous avez donnée en dépit des intrigants, n'est pas la seule chose que nous désirons de vous; nous nous en servons bien comme d'un bouclier terrible pour parer les coups funestes de la malveillance, mais il faut aussi munir d'une pareille arme cette postérité qui doit faire après nous fleurir la liberté que vous avez acquise, et que nous lui conservons. Que ces jeunes enfants de la patrie n'aient donc pas le déplaisir de sucer encore les principes empoisonnés de l'ancien régime. Qu'ils goûtent dès leur naissance le bonheur qui nous a coûté si cher : ils verront que l'étendard tricolore, signe de notre régénération, a été notre point de ralliement, et que c'est celui sous lequel ils doivent pareillement se réunir.

« Restez donc fermes à votre poste, citoyens représentants, et ne le quittez que lorsque le territoire français sera purgé de ses ennemis; après avoir rempli votre tâche, la nation reconnaissante saura couronner vos travaux.

« Tel est le vœu des sans-culottes de Couches réunis en Société populaire. »

« Les amis composant la Société républicaine et démocratique de Couches.

(Suivent 14 signatures.)

### IV.

*La Société populaire du canton de Chantilly, séant à Vineuil, à la Convention nationale (3).*

« Citoyens représentants,

« La Société des vrais amis de la liberté et de l'égalité, assemblée au lieu ordinaire de ses

séances, invite la Montagne vénérable à ne pas désenparer que le tonnerre de la République n'ait écrasé tous les tyrans couronnés et leurs esclaves.

« Nous applaudissons avec reconnaissance à tous vos travaux et particulièrement à ceux qui découvrent tous les serpents de l'infâme marais qui, depuis si longtemps, infectent le temple de la liberté.

« Oui, sainte Montagne, vous avez bien mérité de la patrie; le peuple français compte sur votre incorruptibilité, sur votre infatigable courage, il espère que vous ne prendrez du repos que quand vous aurez entièrement consolidé le règne sacré des vertus et brisé tous les sceptres de l'esclavage, frappé et mis à mort tous les exécrables, abominables fédéralistes, Anglais et Autrichiens.

« Nous vous demandons un décret qui enjoigne à toutes les sections de la France de profiter de la vraie saison pour planter solennellement, le même jour, dans toute la République, un jeune peuplier de 25 à 30 pieds en place de ceux qui sont morts. Ce spectacle hideux a prêté à rire aux malveillants et affligé les vrais enfants de la patrie et de la liberté; ils espèrent, par ce moyen, voir au printemps prochain renaître cet arbre divin qui apprendra à l'univers que les Français savent cultiver la liberté sans laquelle ils ne veulent plus vivre.

« Sainte Montagne, délivrez-nous de la louve autrichienne, des Brissot, Vergniaud, etc., forcenés conspirateurs, et de tous leurs complices, que tous les crapauds du Marais reçoivent promptement le prix de leurs forfaits.

« Séance tenante, au temple de la liberté, le 7<sup>e</sup> jour de la seconde décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de l'ère républicaine. »

(Suivent 50 signatures.)

### V

*Adresse des citoyens de plusieurs communes du canton de Pontfarcy (1).*

*Aux citoyens représentants.*

« Citoyen Président,

« Nous, citoyens de plusieurs communes du canton de Pontfarcy, district de Vire, département du Calvados, vous félicitons d'avoir donné une Constitution qui assure le bonheur des vrais patriotes, et qui détruit à jamais l'espoir des aristocrates; et vous prions de continuer vos honorables fonctions jusqu'à ce que la France soit purgée de cette horde de brigands qui infecte son territoire, et que les dangers qui menacent la République soient disparus. Nous espérons que nos frères des départements partageront nos sentiments et se réuniront avec nous pour vous témoigner notre reconnaissance d'avoir renversé le trône des tyrans.

« Nous sommes, avec les sentiments de fraternité, vos concitoyens et frères.

« Adressé le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible. »

(Suivent 28 signatures.)

(1) Aujourd'hui : Couches-les-Mines.  
(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 715.  
(3) Archives nationales, carton C 276, dossier 715 et carton F<sup>17</sup> 1005<sup>2</sup>, dossier n° 590. Le document du carton F<sup>17</sup> porte en marge « Renvoyé au Comité d'instruction publique le 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois ».

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 715.



## VI.

*Adresse de l'assemblée électorale du district de Salon, département des Bouches-du-Rhône, déli-  
bérée dans sa séance du 6 octobre 1793, l'an II  
de la République française une et indivisible (1).*

« Représentants,

« Vous avez sauvé la République dans les journées des 31 mai et 2 juin; frappez le dernier coup contre les grands coupables, désignés dans ces mémorables journées; vous avez terrassé avec la massue constitutionnelle l'hydre fédéraliste et royaliste.

Restez à votre poste, représentants, pour l'écraser; oui, restez-y jusqu'à ce que vous ayez proclamé *que la patrie n'est plus en danger*. C'est alors que vous aurez mérité le sacerdoce civique.

« *L'assemblée électorale de Salon, département des Bouches-du-Rhône.*

« TRUCHEMANT, président; BOUTON, secrétaire. »

Celle de Nîmes proclame comme ses libérateurs les représentants du peuple Rovère et Poultier, et fait contraster ce sentiment avec ceux que Aubry, Isnard et Despinassy, leurs prédécesseurs, avaient inspirés (2).

*Suit la lettre de la Société populaire de Nîmes (3).*

*La Société populaire de Nîmes, à la Convention nationale.*

« Nîmes, le 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants,

« Il y a peu de temps que les patriotes de nos contrées étaient accablés sous le poids de la plus cruelle oppression; les amis de la liberté et de l'égalité, les plus purs républicains étaient incarcérés, assassinés par des monstres soutenus par des scélérats qui n'aspiraient qu'au fédéralisme et à la royauté.

Mais, grâce aux représentants Rovère et Poultier, délégués dans les départements méridionaux, l'espoir de la race fédéral-royaliste est encore déçu. Les patriotes du Gard triomphent, la liberté se consolide et il ne lui sera plus porté atteinte, car les coupables seront punis.

« Législateurs, les maux que nous avons essuyés sont une suite des machinations que les Aubry, Isnard, Despinassy et autres traîtres ont exercées. Nous vous les avons dénoncés dans le temps, ces mandataires infidèles. Aujourd'hui nous vous faisons connaître nos libérateurs :

Rovère et Poultier ont mérité ce titre et nous les réclamons comme tels à la République entière. En vrais républicains nous avons eu le courage de dénoncer de grands coupables parce que le salut de la patrie l'a exigé; aujourd'hui nous rendons hommage à la vertu et nous lui payons le tribut de la reconnaissance.

« MICHEL, président; ROUSSET-THIBEAUD; Pierre JULIEN; MERCIER; VOLPELIÈRE; J. AIGAIN, secrétaire; CAMBON; Henry DÉGESTE, secrétaire. »

Les officiers municipaux de Montcarville (1), district de Valogne, informent la Convention nationale qu'ils ont fait descendre leurs cloches pour les convertir en canons, et que les jeunes citoyens de leur commune brûlent du désir de défendre la patrie (2).

*Suit la lettre des officiers municipaux de Montcarville (3).*

« Citoyen Président,

« Nous composons une des plus petites communes de la République, mais notre zèle pour la faire prospérer est sans bornes.

« Dimanche dernier, nous avons descendu nos cloches pour les convertir en canons.

« Nous avons formé la liste des hommes composant la première classe en réquisition, ils se montent à soixante-six; nous avons envoyé leurs noms aux représentants du peuple près l'armée, à l'Administration, à l'envoyé de notre assemblée de canton. Ces jeunes gens brûlent du désir de défendre la patrie.

« Nous avons donné de nouveau lecture de la loi du 3 juin dernier, relative à la vente des biens des émigrés; elle a été suivie des cris de *Vive la République! Vive la Convention nationale!*

« Cette lecture a produit l'effet que nous attendions, l'enthousiasme s'est soutenu et les citoyens, à l'exemple du conseil général, se sont précipités à la maison commune pour mettre ces biens en soumission; ils présentent l'étendue de quatre cents vergées, et quatre cents vergées ont été en soumission.

« Puisse notre exemple être imité par toutes les communes de la République. Il est temps que les fortunes monstrueuses se fondent dans les fortunes particulières.

« Nous vous prions, citoyen Président, de faire part à la Convention nationale de cet événement, et d'être auprès d'elle notre organe.

« Salut et fraternité.

« Les maire et officiers municipaux de la commune de Montcarville, district de Valognes, département de la Manche.

« BONDUFOUR, municipal; P. LEGRIN, municipal; S. HÉBERT, municipal; A. LEFEBVRE, municipal; P.-Martin GODEL, municipal. »

Les sans-culottes composant le conseil général

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 715.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 108.

(3) Archives nationales, carton C 276, dossier 715.

(1) Montcarville.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 108.

(3) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

de la commune de Saint-George-sur-le-Cher, département de Loir-et-Cher, transmettent l'état des secours qu'ils ont envoyés à leurs frères d'armes, consistant en 297 liv. 10 s. en assignats, une paire de bas de laine et une paire de souliers. Ils annoncent que 53 de leurs jeunes gens sont prêts à partir au premier signal; ils demandent que le glaive de la loi se promène sur les têtes criminelles des traîtres, et que les législateurs conservent leur attitude fière, lorsque la République s'ébranle et va faire écrouler les trônes des tyrans (1).

*Suit la lettre du conseil général de la commune de Saint-Georges-sur-Cher (2).*

*Le conseil général de la commune de Saint-Georges-sur-Cher, aux représentants du peuple français, à Paris.*

« Saint-Georges-sur-Cher, département de Loir-et-Cher, le 7 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, et le 1<sup>er</sup> de la destruction du tyran.

« Citoyens représentants,

« Les sans-culottes composant le conseil général de la commune de Saint-Georges-sur-Cher, département de Loir-et-Cher, district de Saint-Aignan, ont l'honneur de vous prévenir qu'ils ont remis le 29 septembre dernier, aux commissaires du comité de surveillance du département de Loir-et-Cher, pour 15 de leurs frères d'armes incorporés dans le 1<sup>er</sup> bataillon des Ardennes actuellement à Longwy, deux cent quatre-vingts-dix-sept livres dix sols en assignats, une paire de bas de laine, une paire de souliers, non comprises six autres paires qu'ils ont reçues en partant pour la frontière et une grande paire de boucles d'argent du citoyen curé, le tout provenant de la souscription volontaire des républicains de Saint-Georges, disposés à faire tous les sacrifices que demandera le salut de la République. Cinquante-trois de nos jeunes gens, depuis l'âge de 18 jusqu'à 25 ans ont été présentés le 8 au district, et partiront au premier signal avec allégresse.

« Législateurs, qui composez la Montagne sainte, exterminiez enfin les ennemis de la liberté; les plus cruels sont dans votre sein, que tous les scélérats qui y ont siégé et dont tous les forfaits vous sont connus, et le sont aujourd'hui de l'Europe entière, périssent sous la mine qu'ils avaient creusée pour vous engloutir. Hâtez-vous de promener le glaive de la loi sur leurs têtes hideuses et criminelles, le temple des lois doit être l'asile de la vertu, et le refuge des gens probes. C'est à vous et à ceux qui vous ressemblent qu'il convient de l'habiter; que Jézabel disparaisse avec eux. Née avec tous les crimes, couverte d'opprobres et de l'exécration publique, sa criminelle existence ne peut rappeler que des forfaits; non moins coupable que le tyran, elle doit partager son sort.

« Législateurs, conservez votre attitude fière,

elle fait pâlir d'effroi tous les ennemis de notre liberté, et la République qui s'ébranle pour la dernière fois, va faire écrouler les trônes des tyrans.

« Nous déclarons que vous avez bien mérité de la patrie, et nous vous invitons, nous vous requérons même de consolider la liberté, l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la République en restant au poste que nous vous avons confié. C'est à vous à conduire au port le vaisseau que vous avez construit, et qui doit porter tous les hommes libres.

« P. BRETONNEAU, maire; L. MINIER, Louis-P.-MEAMIS, Jacques DELIGEON, officiers municipaux; Noël DUGUÉ, procureur de la commune; Elie-Marie COMPAGNON, notable; Georges BOUGE, notable; Noël LE BRETON, notable; FERMEAU, greffier. »

Les citoyens de la commune de Grand-Montrouge annoncent qu'ils viennent d'établir une Société populaire, de laquelle ils ont exclu tous les ci-devant; ils invitent la Convention à rester à son poste, jusqu'à ce que les satellites des despotes soient exterminés.

Ils demandent la prompte organisation de l'éducation nationale (1).

*Suit la lettre des citoyens de la commune de Grand-Montrouge (2).*

« Du Grand-Montrouge, le vingt-troisième jour du premier mois de la seconde année de la République française, une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Animés du désir de voir nos concitoyens instruits des lois et de leurs devoirs, et voyant avec douleur la lenteur que les autorités constituées apportent à l'exécution des lois, nous vous annonçons que nous venons d'établir à Montrouge, district du Bourg-de-l'Égalité, département de Paris, une société populaire, qui a ouvert ses séances le cinq septembre dernier. Nous l'avons établie dans les vrais principes et nous espérons qu'elle servira à propager les lumières de la raison, et à éteindre le fanatisme qui règne encore dans les campagnes; nous en avons exclu les nobles, les prêtres, leurs agents et tous les ci-devant privilégiés, ceci nous a attiré beaucoup d'ennemis, les aristocrates font ce qu'ils peuvent pour nous décourager, mais nous saurons les mépriser et les déjouer. Nous dirons toujours la vérité et nous saurons dénoncer ceux qui enfreignent les lois et voudraient empêcher qu'elles ne s'exécutent, dussions-nous, à l'exemple de Lepeletier, et de Marat, périr sous le glaive d'un lâche assassin. Nous brûlons du désir de voir toutes les têtes coupables tomber sous le fer tranchant de la guillotine.

« Nous vous invitons, législateurs, à rester à votre poste jusqu'à ce que les satellites des des-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 108.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 702.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 108,

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 713.



potes soient exterminés. Vous avez décrété une éducation commune, nous vous en demandons la prompte organisation, mais surtout qu'elle soit exempte des préjugés et du fanatisme. Les campagnes surtout, en ont un besoin extrême, car elles sont sujettes à être fanatisées par la plupart de ces monstres qui leur prêchent une doctrine fautive, et qui n'est capable de faire que des hypocrites, de soulever des pères de famille qui ne sont pas assez instruits pour secouer le joug de ces sots préjugés. Il est nécessaire de ne souffrir pour instituteurs que de vrais républicains dont le civisme soit bien connu afin que nos enfants instruits dans les principes de la Révolution deviennent de bons citoyens, de bons époux, de bons pères de famille, et que sachant qu'ils ne doivent leur bonheur qu'à la sagesse et aux lumières de nos vertueux représentants, ils s'écrient avec allégresse : « Oui ce sont eux qui sont cause de notre bonheur et sans eux nous serions encore les vils esclaves des despotes, que leurs noms et leur mémoire soient bénis à jamais. » Les postérités les plus reculées lisant l'histoire de notre Révolution pourront dire avec raison : la lutte entre les brigands couronnés et les peuples a été sanglante, mais enfin nous en sommes délivrés grâce à nos aïeux qui se sont livrés tout entiers pour les exterminer de dessus le sol de la liberté.

« GASTEL, instituteur de la commune du Grand et du Petit-Montrouge réunis, et fondateur de la Société; HUARD, commissaire de l'assemblée primaire du canton de Châtillon, district du Bourg-de-l'Egalité, département de Paris et fondateur de ladite Société. »

Les administrateurs du district de Valogne envoient le procès-verbal de la fête civique qui a été célébrée dans cette ville le 6 octobre, à l'occasion de l'arrivée du représentant du peuple envoyé dans la contrée (1).

*Suit la lettre d'envoi (2).*

*Les administrateurs du district de Valognes, à la Convention nationale.*

« Valognes, le 10 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Si la Montagne a écrasé le parti des traîtres qui tramaient la destruction de notre République, les représentants du peuple descendus de cette montagne pour propager les sentiments du pur républicanisme dans les départements, remplissent cette tâche avec bien de la dignité et un entier succès. Le procès-verbal joint de la fête qui eut lieu dimanche dernier, dans notre cité, vous fera connaître, citoyens représentants, une vérité que l'expérience démontre tous les jours, c'est que le peuple n'a besoin que d'être éclairé et guidé pour se vouer tout entier au salut de notre patrie.

« Les principes purs qu'avait professés le citoyen Le Carpentier, avant sa nomination, pour la Convention, lui avaient assuré la confiance de ses concitoyens; la part qu'il a prise à vos travaux glorieux y a mis le comble, aussi chacun a été électrisé du feu patriotique en l'entendant parler au nom du peuple et pour le peuple.

« VARIN; TRUFFAUT; GRISEL; L. BOUFFY. »

*Suit le procès-verbal (1).*

*Procès-verbal de la fête fraternelle qui a eu lieu à Valognes, pour la réunion spéciale des citoyens de la ville et des campagnes de ce district, le dimanche 6 octobre, l'an II de la République française, en présence du citoyen Le Carpentier, représentant du peuple.*

Le grand acte de l'union générale des Français avait été consommé le dix août dernier; mais le besoin d'entretenir des relations fréquentes entre les citoyens des villes et des campagnes, rendait une nouvelle réunion nécessaire, dans un moment où les uns et les autres doivent tirer leur salut de leur assistance réciproque. Rappeler à ceux-ci qu'ils doivent à leurs frères des champs un tribut fraternel de lumières et de ressources, imprimer de nouveau dans le cœur de ceux-là qu'ils doivent à leurs frères des cités un partage proportionnel de leurs moissons et de leurs denrées, renouveler dans l'âme de tous ces impressions délicieuses que produit chez les républicains un grand rassemblement de frères, dont le résultat tourne immédiatement à l'avantage de la patrie; tel était l'objet de la fête dont nous allons tâcher de peindre les détails et l'ensemble.

Le représentant du peuple, de retour à Valognes, avait électrisé la veille les citoyens rassemblés en grand nombre dans l'église de cette ville, où siégeaient, en sa présence, les amis de la Constitution réunis dans une même société. La proposition d'un renouvellement d'union entre les villes et les campagnes fut aussitôt accueillie que faite : l'exécution n'en fut pas ajournée plus tard qu'au lendemain. La nuit s'avançant, il n'y avait pas de temps à perdre pour porter l'invitation aux diverses communes du district; mais il en fallait peu pour préparer la fête. Les républicains veulent des impromptus et non des cérémonies. Les cœurs avaient voté la fête dont il s'agit, elle devait être nécessairement bien exécutée. Aussi ne s'occupait-on que de convoquer ceux qui devaient y assister. Des courriers furent expédiés sur-le-champ avec des lettres rapidement et fraternellement écrites; les réponses ne furent pas moins promptes, car on vit arriver dès le matin une partie de nos frères des campagnes, et l'autre suivit de près. Ce n'était pas uniquement une armée qui entrait dans les murs de Valognes, c'était un échantillon parfait du peuple français qui se présentait, sous le double rapport d'une nation armée et civilisée. Le son précipité du tambour annonçait l'arrivée de nombreux bataillons; ils étaient précédés des officiers municipaux de leurs communes; l'écharpe flottait à côté du drapeau, la pique s'élevait à côté du fusil, le jeune homme suivait le

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 108.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 702.

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 702.

vieillard, et le bâton qui, sur la route, avait soutenu les pas de ce dernier, ayant pris dans ses mains une attitude opposée, présentait une arme simple et primitive, qui n'offrait pas l'idée la moins exacte de la force d'un peuple libre, puisque c'est dans la nature même qu'il trouve sa défense, comme c'est en elle qu'il a puisé ses droits. Tel était l'appareil des citoyens des campagnes; ils furent d'abord reçus par leurs frères de la ville avec des acclamations de joie et de patriotisme qu'ils avaient eux-mêmes fait entendre en arrivant; bientôt les bras s'ouvrent, et les cœurs sont serrés et confondus. On se rend chez le représentant du peuple : les attributs de son costume annonçaient l'auguste caractère dont il était revêtu; sa simplicité personnelle, son air affable et communicatif, tout ce qui n'était que lui annonçait un citoyen, un ami et un frère. L'Administration, les tribunaux de district et de paix, les comités de surveillance, la municipalité de Valognes et celles des campagnes formaient son premier cortège. Avant le départ, le maire de Valognes lui a offert une branche de chêne qu'il a acceptée en disant : « Vous me présentez cette branche, symbole de la force, je la reçois au nom de la montagne qui a soutenu avec énergie les droits du peuple. »

Le signal est donné, les colonnes se mettent en mouvement, le représentant du peuple les suit, accompagné des autorités constituées, et sous l'escorte respectable des vétérans. Une musique éclatante précède, chaque son exprime l'allégresse de la fraternité et du patriotisme; on arrive à la place de la liberté. Là était le principal rassemblement des gardes nationales, réunies au contingent du district et à un détachement du 8<sup>e</sup> bataillon du Calvados; des salves rapides et majestueuses annoncent l'arrivée du représentant du peuple; il parcourt les lignes, et passe en revue tous les bataillons réunis. Chaque citoyen fait éclater sa joie à ses côtés, tous se voient en lui, tous saluent avec un enthousiasme respectueux la pique surmontée du bonnet de la couleur terrible pour les tyrans, et la branche de chêne ornée du ruban tricolore qui devançait ses pas. La revue terminée, il s'est approché de l'autel de la patrie élevé au milieu de la place, sur lequel il est monté; et, de cette hauteur qui dominait une immense assemblée, il a prononcé le discours suivant :

*Discours de Jean-Baptiste Le Carpentier, représentant du peuple, délégué par la Convention nationale dans le département de la Manche, aux citoyens de la ville et des campagnes du district de Valognes.*

« Citoyens, frères et amis.

« Qu'il est agréable pour celui que vous chargez de la fonction sacrée de concourir à l'établissement de la République, et d'une Constitution digne du peuple français, de se trouver au milieu de vous, au moment où l'aristocratie et le fédéralisme expirent ensemble aux pieds de la liberté, et lorsque vous cimentez pour jamais l'union qui doit exister entre tous les républicains des villes et des campagnes ! Certes, s'il m'était permis d'anticiper sur les jouissances réservées par vous à vos représentants, lorsqu'après avoir terminé leur carrière, ils rentreront dans votre sein, en vous rapportant une cons-

cience pure et le souvenir de leurs actions, constamment dirigées vers le salut public; avec quel enthousiasme je m'écrierai : l'empressement que vous me témoignez, voilà la récompense de mes vœux continuels et de quelques actions pour le triomphe de la liberté; l'union que vous assurez, voilà le gage de mon bonheur et de votre ! Mais, citoyens, cette montagne vers laquelle s'est tourné tout votre espoir, cette montagne dont la cime inaccessible à la faiblesse et au modérantisme, est l'effroi de tous vos ennemis, elle doit rester immobile sur ses bases que soutient le peuple français, jusqu'à ce qu'elle ait enfoui sous ses laves brillantes les tyrans, leurs esclaves et tous leurs partisans; mais avant de jouir des véritables fruits de la liberté, vous devez vous-mêmes, en secondant les efforts de vos représentants, travailler encore à assurer son triomphe et son immortelle fécondité.

« Énergie contre nos ennemis, concorde parmi nous, tels sont les garants de notre salut. C'était peu de reconnaître cette importante vérité, il fallait la mettre en action. Oh ! mes compatriotes ! vous serez tout à fait libres et heureux, car vous vous êtes prononcés contre la tyrannie, et vous consolidez l'union qui doit faire de vous un peuple de frères. Oui, votre courage et votre fraternité vous sauveront; la communication mutuelle de vos sentiments, de vos lumières et de vos ressources garantira votre bonheur commun. Quel est l'habitant des campagnes qui refuserait de partager avec ses frères des villes les trésors qu'il a recueillis sur ses sillons nourriciers, et ceux qui sont libéralement tombés de ses arbres féconds ? Quel est l'habitant des cités qui ne ferait pas à son tour le partage du produit de ses manufactures, de ses ateliers et de la richesse de ses magasins avec les frères des campagnes ? Ah ! si dans les cités comme dans les champs il se trouvait encore un égoïste assez indigne du nom d'homme et de citoyen pour concentrer, refuser, ou faire disparaître des biens dont il doit le partage à la société, qu'il tremble d'avance, le glaive de la loi est suspendu sur sa tête; la perte de ces mêmes biens qu'il aurait voulu soustraire à l'usage de tous, malgré le juste échange qui en aurait été le prix, et malgré le besoin général, cette perte ne serait pas une punition suffisante pour son crime. Celui qui veut ôter la vie à ses concitoyens, est indigne d'en jouir; et quand il pourrait éprouver mille morts, ce ne serait encore qu'un faible sacrifice à l'humanité outragée. Les lois ont porté des peines capitales contre les accapareurs et les recéleurs des denrées de première nécessité, soit qu'ils les accumulent ou qu'ils les fassent disparaître par l'embarcation, ou par tout autre moyen. L'exécution de ces lois justes et inflexibles est le premier devoir des corps administratifs : la surveillance de cette exécution est ma première tâche, et l'application en serait inmanquable. Personne n'a le droit d'enfreindre les lois, ni de composer avec elles.

« Mais, citoyens, au lieu de parler de crimes, entretenons-nous de vertus. S'il est nécessaire de punir les uns, qu'il est doux de récompenser les autres ! Recevez les témoignages éclatants de la reconnaissance publique, vous, dignes citoyens des campagnes, qui n'avez attendu ni la voix ni la règle de la loi, pour apporter au milieu des cités un contingent fraternel sur les moissons que vos sueurs avaient fait naître, et que vos bras avaient recueillies. Ne croyez pas cependant que vous ayez fait plus que votre devoir;



non, c'est pour tous que le soleil produit la lumière et féconde les champs; mais en remplissant un devoir sacré, vous avez donné l'exemple et voilà votre titre à la gratitude de vos concitoyens. Puisse la vertu ne laisser rien à faire aux lois !

« Ainsi, mes compatriotes, ainsi, amis de la patrie et de l'humanité, vous allez travailler à votre félicité et à celle de la République.

« Qu'il ose donc approcher cet esclave insulaire, qui, après avoir vendu sa liberté, veut acheter la nôtre avec de l'or et des perfidies; il verra ce que c'est que d'être l'ennemi d'un peuple puissant par sa force, son dévouement et son union ! Qu'ils approchent, ou plutôt qu'ils disparaissent tous ces ténébreux ennemis ligés contre la première nation de l'Univers !

« Tombez avec vos satellites et avec les sanguinaires déserteurs de la France, tyrans de l'Angleterre, de la Prusse, de l'Autriche, de l'Espagne et de quelques autres malheureuses portions du globe ! Tombez sous notre artillerie et sous nos baïonnettes ! Nous serons les vengeurs de notre patrie et du monde entier. Tombez aussi devant la loi, vous ennemis téméraires et plus vils encore, lâches conspirateurs qui, du sein de l'empire que vous souillez, avez excité contre nous les tempêtes de l'aristocratie et du fédéralisme ! N'espérez aucune clémence, vous tous qui avez allumé, pour notre perte, le flambeau de la guerre et les torches de la discorde. Vous périrez des maux que vous nous aviez destinés; et pour mettre la dernière torture à votre supplice, nous chanterons, après la victoire, comme dans le combat : *Vive la liberté ! vive l'égalité ! vive la République française à jamais une et indivisible !* »

Chercher à exprimer l'effet qu'il a produit d'abord sur ceux qui l'entouraient, et par communication dans toute l'étendue d'un si nombreux auditoire, ce serait entreprendre en vain de peindre l'explosion générale et simultanée des sentiments d'un dévouement, d'une concorde et d'un patriotisme universels, sentiments dont l'expression est vive comme la nature qui les fait naître, et ne peut jamais se transmettre qu'imparfaitement, même par l'art le plus rapproché d'elle. Aux applaudissements qui partaient du centre de la place et se propageaient vers toutes ses extrémités, aux acclamations unanimes qui répétaient, avec la fin de ce discours, ces mots, longtemps prolongés : « Vive la Montagne, mort aux tyrans, concorde et fraternité pour nous », se mêlaient les détonations roulantes et multipliées des bouches à feu, servies avec une activité peu commune, par les braves canoniers de la garde nationale. Cette bruyante et agréable confusion fait place à la douce harmonie d'une musique républicaine, et l'harmonie elle-même est remplacée par des sons guerriers dont la cadence mesurée accompagne la marche des bataillons qui défilent. En passant devant le représentant du peuple, les cris de *Vive la République et la Montagne !* se renouvellent : les piques, les fusils, les bâtons robustes, les chapeaux et les casques, tout est en mouvement; les rangs se confondent quelquefois, mais l'ordre se rétablit; les jouissances de la fraternité ne sont pas symétriques. Enfin tout le cortège défile du même pas, avec la même gaieté ou dans le même abandon. Le représentant revient au milieu des administrateurs, des magistrats et des autres fonctionnaires publics, auxquels se sont réunies des républicaines pa-

rées du bonnet de la déesse des Français. Environné de l'immensité des groupes qui sortaient de la place, tandis que tous les bataillons marchaient en avant, il recueille à son retour les nouveaux hommages du peuple, pour la Convention nationale, les nouveaux témoignages de son dévouement au maintien de la République, dont l'unité assure le triomphe; et après cette dernière preuve de leur inaltérable patriotisme, tous les citoyens de la ville et des campagnes, remplis de l'objet sacré de la fête qui venait d'avoir lieu, ont quitté leurs rangs, et ont scellé, par leurs embrassements, l'inviolable serment d'une fraternité et d'une assistance mutuelle, qui sont les plus doux besoins de leurs cœurs, et les garants infailibles de leur salut commun.

A Valognes, ce 6 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Le commissaire et le secrétaire du district de Louviers informent la Convention de la saisie de 50 pièces d'or de 24 livres et de 68 d'argent de 6 livres, qu'ils ont faite chez un prêtre réfractaire (1).

*Suit la lettre des commissaire et secrétaire du district de Louviers (2).*

*Les commissaire et secrétaire de l'administration du district de Louviers, pour la recherche des prêtres insermentés, au citoyen Président de la Convention nationale de la République française.*

« Louviers, le 19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

« Sans cesse à la piste des ennemis de la République, le génie de la liberté nous a conduits par les chemins les plus âpres et au milieu d'une nuit la plus obscure, dans la retraite d'un prêtre insermenté, plus qu'octogénaire.

« Avec un front tranquille, nous lui avons fait signifier par la gendarmerie son mandat d'arrêt et nous nous sommes occupés de la recherche de la cassette.

« Oh ! cette chère cassette ! 50 pièces d'or de 24 livres, 68 pièces d'argent de 6 livres, frappées à l'ancien type formaient le trésor adoré de cet endurei réfractaire; une montre d'or, une tabatière de malcain (*sic*), et quelques couverts d'argent faisaient un autre article, et du tout la République profitera : la caisse de ce district recèle dans ce moment les objets conquis.

« HERSENT, commissaire; VALLÉE, secrétaire. »

L'administration du département de l'Aveyron, annonce que 35 compagnies sont déjà en marche contre les vils satellites du despote espagnol, que plusieurs autres partiront encore, quoiqu'on soit obligé de garder des forces dans la contrée; elle ajoute que les citoyens de la seconde réquisi-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 109.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 702.

tion seront bientôt organisés, pour voler partout où les besoins de la patrie les appelleront.

La Convention nationale décrète que les pièces et adresses ci-dessus rapportées, seront honorablement mentionnées dans le procès-verbal et insérées au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre des administrateurs du département de l'Aveyron (2).*

*Les administrateurs composant le conseil du département de l'Aveyron, aux représentants du peuple français.*

« Rodez, le 4 octobre 1793, l'an 2<sup>e</sup> de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

« Le département de l'Aveyron n'a pas été sourd à la voix de la patrie en danger et de la liberté menacée de toutes parts, déjà trente-cinq compagnies de la première classe sont, ou rendues ou en marche pour se rendre au champ de l'honneur, et aider nos frères des autres départements à chasser ou écraser les vils satellites du despote Espagnol; plusieurs autres compagnies partiront encore, quoique le district de Saint-Geniez et de Severac soient obligés de garder toutes leurs forces, ou au moins une grande partie pour en imposer aux malveillants, et arrêter les progrès de quelques scélérats qui, réfugiés, le jour dans les bois, en sortent la nuit pour piller et assassiner les patriotes, dont deux sont déjà tombés sous leurs coups.

« La seconde classe sera bientôt organisée pour voler partout où les besoins de la patrie l'appelleront. Et nous, que nos fonctions retiennent à notre poste, nous jurons de maintenir de tout notre pouvoir la Constitution républicaine que vous venez de nous donner; nous vous jurons une guerre à mort aux fédéralistes, aux modérés et aux malveillants de tout genre.

« AZEMAS; GIROU; MOLINIÉ, *procureur général syndic*; COURTONY. »

Le ministre de l'intérieur transmet deux médailles frappées lors de la fondation de la première écluse du canal du Nivernais, et à lui remise, la première, en or, par le citoyen Chaumont-la-Millière, qui avait été chargé de la présenter à la tante de Capet, religieuse carmélite; et la seconde, en bronze, par le département de l'Yonne, qui, ne voulant pas la déposer, avec l'effigie qu'elle porte, dans les fondations du canal, demande que la Convention désigne l'emblème qu'elle croit propre à rappeler cette utile construction.

La lettre est envoyée au comité d'instruction publique (3).

Le représentant du peuple Lacombe-Saint-

Michel, envoyé dans l'île de Corse, écrit de Calvi, en date du 1<sup>er</sup> octobre, que les Anglais s'étant déterminés à attaquer Saint-Florent, pendant deux jours, deux vaisseaux ont canonné la batterie de Forneli; que cette attaque était concertée avec Paoli, descendu en conséquence de Corté; que celui-ci, selon son usage, s'est tenu loin du feu, tandis que les forces de terre étaient commandées par Léonetti, ex-législateur, et se servaient de 4 pièces de campagne que les Anglais avaient à bord; qu'un orage a forcé les Anglais à la retraite; que les troupes de la République ont pris, dans une sortie, cette artillerie aux rebelles, et les ont repoussés dans leurs attaques sur Saint-Florent, Patrimonio et Barbagio.

La Convention nationale applaudit à ces succès, et décrète que la lettre sera insérée au « Bulletin » (1).

*La lettre de Lacombe-Saint-Michel est ainsi conçue (2) :*

*Le représentant du peuple français Lacombe-Saint-Michel, délégué en Corse par la Convention nationale, au Président de la Convention nationale.*

« Calvi, ce 1<sup>er</sup> octobre 1793, l'an 1<sup>er</sup> (*sic*) de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Ma lettre du 16 septembre dernier a dû vous informer de la réponse que j'ai faite à un parlementaire anglais, que j'ai refusé de recevoir. Après m'avoir coupé toute communication par mer avec Saint-Florent et Bastia, des vaisseaux anglais ont été porter la même sommation à ces deux villes; j'ignore quelle a été la réponse des officiers qui y commandent; mais j'aime à croire qu'elle est républicaine.

« Les Anglais, après avoir examiné Calvi et Saint-Florent, ayant jugé cette dernière place d'un plus facile accès que la première, se sont déterminés à l'attaquer. L'attaque était concertée avec Paoli, qui était descendu de Corté à Murato, où prudemment, et à son ordinaire, il s'était tenu loin du feu. Pendant deux jours, deux vaisseaux ont canonné la batterie de Forneli, dans le golfe de Saint-Florent, Léonetti, ex-législateur, commandait les forces de terre, et avait avec lui quatre pièces de campagne que les Anglais avaient à bord. Le feu a été vif; nous n'avons pas, à ce que je crois, perdu aucun Français; les Anglais avouent avoir perdu 17 hommes et ont eu nombre de blessés, au nombre desquels se trouvent un capitaine de vaisseau et Masseria, ami de Paoli, et en grade chez les Anglais.

« Un fort orage étant venu pendant le combat, les Anglais se sont rembarqués; ils avaient laissé

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 109.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 694.

Aulard : *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 181. *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 106, col. 2].

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 109.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 702.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 109.



les 4 pièces de campagne aux Corses. Pendant la nuit, les Français ont fait une sortie de Forneli, ils ont attaqué et chassé les Corses et leur ont pris les 4 pièces de canon (1).

« Dans la même journée, les Corses ont attaqué Saint-Florent, Patrimonio, Barbagio et Furiani; ils ont été repoussés de partout avec perte. Je tiens ces détails par la voie de l'intérieur et par des hommes affidés que j'ai envoyés dans le Nebio.

« Voilà, citoyen Président, ces hommes qui ont envoyé à la barre de la Convention un Ferrandi, un Constantini (2) déclamer contre moi et mes confrères, et protester que l'Administration rebelle et Paoli voulaient être Français. J'envoie au comité de Salut public un imprimé très curieux.

« J'attends avec impatience que les Anglais et les sujets fidèles de Pascal premier, viennent à Calvi, les ennemis savent sans doute que toute l'artillerie de cette place est malade; mais j'y suis, j'y exerce tous les jours 210 canonniers qui leur feront plus de mal qu'ils ne pensent (3).

« J.-P. LACOMBE-SAINT-MICHEL. »

Le décret ci-après est ensuite rendu, sur la pétition de la Société populaire de Châteauroux.

« La Convention nationale, sur la pétition de la Société populaire de Châteauroux, département de l'Indre, convertie en motion par un membre [RAMEL (4)], décrète que la ville de Châteauroux portera à l'avenir le nom d'Indreville (5). »

*Suit la pétition de la Société populaire de Châteauroux (6).*

*La Société populaire de Châteauroux,  
à la Convention nationale.*

« Citoyens législateurs.

« Vos prédécesseurs avaient beaucoup fait pour la liberté; ils avaient renversé le colosse de la féodalité. Mais à vous seuls était réservé de la détruire jusque dans ses racines. Fermes et inébranlables, vous avez tout anéanti, les noms mêmes dont les despotes se décoraient avec tant d'orgueil. Quel exemple pour des patriotes amis de la liberté et de l'égalité et quel reproche ne serait-on pas en droit de leur faire s'ils conservaient plus longtemps les noms de ces tyrans dont le souvenir seul fait horreur!

« Le nom de Châteauroux dont est souillée

notre ville ne convient pas à des républicains. Ils vous proposent de lui substituer celui d'Indreville qui se trouve très analogue à sa position.

« Nous vous prions, citoyens législateurs, de prendre notre demande en considération, et de céder au vœu d'amis sincères de la République et tout prêts à mourir pour la maintenir.

Le 17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

(Suivent 51 signatures.)

Ce décret fournit l'occasion à un membre [MAILLY (1)] d'observer qu'à l'effet de compléter bientôt le travail commencé par le comité de division, il serait utile de demander aux communes qui ont changé de nom, la dénomination par elles adoptée, et d'inviter celles qui voudraient en faire autant, à s'empresse d'exécuter leur projet; il propose en conséquence et l'Assemblée décrète ce qui suit :

« La Convention nationale décrète que les communes qui ont changé de nom depuis l'époque de 1789, feront passer au comité de division la nouvelle dénomination qu'elles ont adoptée, et invite celles qui changeront les noms qui peuvent rappeler les souvenirs de la royauté, de la féodalité ou de la superstition, de s'en occuper incessamment, et de faire passer dans le courant du second mois les délibérations de leurs communes au comité de division de la Convention (2). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

N... Un grand nombre de communes ont déjà changé leur nom, parce qu'il rappelait des titres féodaux ou royaux, ou superstitieux. Mais il est nécessaire que le comité de division connaisse les nouvelles dénominations avant de déterminer chaque arrondissement. Je demande donc que, dans le délai d'un mois, les municipalités qui ont déjà changé ou qui voudraient changer de nom, fassent parvenir, au comité de division, celui qu'elles auront pris.

Cette proposition est décrétée.

Les autorités constituées et les députés des sections réunies de la ville de Lisieux exposent, dans une pétition adressée à la Convention nationale, l'état du recensement des grains fait dans le district, les besoins qu'ils prévoient et les mesures qu'il faudrait prendre pour les remplir.

Le décret suivant est rendu [Sur la proposition de GOSSUIN (4)] :

« La Convention nationale décrète que la pétition des sections réunies et des autorités constituées de Lisieux sur les subsistances, est renvoyée aux représentants du peuple actuellement dans

(1) Applaudissements, d'après le *Mercure universel* [26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 269, col. 1].

(2) Voy. ci-après, Annexe n° 1, p. 647, la réponse du citoyen Constantini à cette lettre.

(3) Applaudissements, d'après le *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 106, col. 2] et l'*Auditeur national* [n° 390 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 3].

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 688.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 110.

(6) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 748.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier n° 688.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 110.

(3) *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 106, col. 1].

(4) D'après la minute qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 688.

le département du Calvados, pour y faire droit sur-le-champ par tous les moyens qui sont à leur disposition, et charge en outre ses comités de législation et de sûreté générale réunis, de présenter une loi pénale sur les administrations qui n'exécuteraient pas la loi du recensement décrétée par la Convention nationale (1). »

#### COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* (2).

Un membre expose que la disette des grains est telle dans le district de Lisieux, qu'une livre de pain se partage entre cinq à six personnes. Il demande, et la Convention décrète le renvoi aux représentants du peuple, qui se trouvent dans ce département, pour y pourvoir, et charge les comités des subsistances et de Salut public de présenter des mesures pour forcer les administrations à exécuter la loi qui ordonne le recensement des grains.

Sur le renvoi fait au comité d'aliénation d'un exemplaire de l'instruction présentée par le ci-devant administrateur des domaines nationaux, et qu'il disait avoir envoyée aux corps administratifs, un membre [ROGER-DUCOS (3)] avait demandé qu'il fût défendu aux agents de la République de rien faire de semblable, avant d'avoir soumis les instructions à l'Assemblée, par l'intermédiaire de ses comités; cette demande avait été même décrétée; mais, sur la lecture de la rédaction, on observe que la question est trop importante pour ne pas mériter un examen particulier; on en demande le renvoi au comité de Salut public.

La Convention nationale rapporte le décret rendu et ordonne que le comité de Salut public

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 110.

(2) *Journal de la Montagne* [n° 137 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 994, col. 1]. D'autre part, le *Mercur universel* [26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 267, col. 2] et le *Journal de Perlet* [n° 390 du 6<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 129] rendent compte de la motion de Gossuin dans les termes suivants :

I

#### COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

Un membre observe que la commune de Lisieux est dans la détresse la plus pressante. L'on pèse une demi-livre de farine entre cinq à six personnes. Je demande, ajoute-t-il que la Convention vienne au secours de cette commune.

Renvoyé au ministre de l'intérieur.

Une commune annonce qu'un bien d'émigré, estimé 38.000 livres a été vendu 161.014 livres.

II

#### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*.

Des biens nationaux estimés 36.160 livres ont été vendus dans le district de Lisieux 514.108 livres. La lettre qui contient ce fait porte aussi que ce district est à la veille de manquer de subsistances. Des familles entières se trouvent réduites à une demi-livre de farine par jour.

Le renvoi en est ordonné au comité des secours publics.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 688.

lui présentera incessamment ses vues sur la question de savoir s'il convient de laisser au conseil exécutif la faculté d'adresser des instructions aux corps administratifs ou judiciaires (1). ]

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

N... Les instructions adressées par les ministres aux corps administratifs, lorsqu'ils leur envoient les décrets, sont reçues, exécutées avec plus de respect que les décrets mêmes. Je demande, pour prévenir ces inconvénients, que la Convention décrète que les ministres communiqueront, avant de les adresser, ces instructions aux comités sur le rapport desquels les décrets qu'elles expliquent auront été rendus, ou qui sont chargés de la partie relative à la loi qui doit être envoyée dans les départements, et que ces comités les fassent approuver de la Convention.

Chabot. Cette question est plus importante qu'on ne pense; elle tient à l'esprit du gouvernement républicain; et peut-être, si quelque jour on voulait rétablir la royauté, se servirait-on des instructions, pour corrompre, empoisonner l'opinion publique, étouffer les lumières, et dénaturer les principes. Toute instruction doit se borner à l'exécution de la loi. Si vous renvoyez les instructions aux comités, comme ces comités sont toujours fort occupés, ils ne les liront que rapidement, ils reviendront vous les présenter; pour ne pas perdre votre temps à écouter des *in-folios*, car les ministres ont toujours l'art de faire des volumes, vous approuverez, sans le vouloir, des instructions contraires à l'intérêt de la République. Je demande que vous renvoyiez simplement au comité de Salut public cette question : sera-t-il permis aux ministres d'adresser aux corps administratifs des instructions sur les décrets?

Ce renvoi est décrété.

Quelques communes réunies du district de Vézelize adressent à la Convention nationale une pétition, dans laquelle se trouve le compte de ce qu'elles ont fait pour l'exploitation de leurs bois, l'exposé des poursuites dirigées contre elles par les officiers des maîtrises, et des condamnations qui ont suivi; elles demandent d'en être relevées.

On demande [JACOB (3)] le renvoi de la pétition au comité d'aliénation, et cependant qu'il soit sursis à l'exécution du jugement rendu.

Cette proposition est décrétée dans les termes suivants :

« La Convention nationale décrète que la pétition des communes de Favières, Vroncourt (4),

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 111.

(2) *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 106, col. 1]. D'autre part, ci-après, annexe n° 2, p. 630, le compte rendu de la discussion à laquelle donna lieu la motion de Roger Ducos, d'après divers journaux.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 688.

(4) Les noms des communes de Vroncourt, Vaudigné, etc., jusqu'à Gemonville ont été ajoutés par Ramel.



Vaudigni, Chaouillet, Vaudemont, Fourcelles-sous-Gugney (1), Dommarie et Eulmont, Praye, Battigni, Peulney (2), Xirocourt, Allain-aux-Bœufs, Saint-Remimont et Gemonville, district de Vezelise, département de la Meurthe, sera renvoyée au comité des domaines, pour faire incessamment son rapport; et cependant sursoit à toutes poursuites exercées contre elles par les procureurs nationaux des maîtrises de Nancy et Neufchâteau, jusqu'après le rapport du comité des domaines (3). »

Un membre du comité de législation [BÉZARD (4)], présente un projet de décret sur la désignation du jour de la décade pendant lequel les publications des mariages pourront être faites, et la fixation du délai qui devra s'écouler entre l'acquit de ce préalable et la célébration.

On demande [CHABOT (5)] que tous les jours soient déclarés utiles pour l'acquit de cette formalité, et que les délais soient abrégés.

Ces amendements sont appuyés et le décret est rendu comme il suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de législation et d'instruction publique réunis, décrète qu'à compter de ce jour pour la ville de Paris, et de celui de la publication du présent décret dans les départements de la République, la publication ordonnée par l'article 3 de la section 2 du titre IV de la loi du 20 septembre 1792 pourra être faite [en] les formes ordinaires tous les jours de la décade indistinctement, et que le mariage ne pourra être célébré avant le troisième jour qui suivra ladite publication, en comptant le jour de la publication pour le premier, et le jour de la célébration du mariage pour le troisième (6). »

#### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (7).

Le rapporteur du comité d'instruction publique fait un rapport sur la question de savoir si les bans seront désormais publiés le dimanche ou le jour de la décade.

(1) Forcelles-sous-Gugney.

(2) Pulney.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 111.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 688.

(5) *Ibid.*

(6) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 24, p. 112. La minute du décret est de la main de Chabot. Elle a été signée également par Bézard, comme rapporteur du comité de législation.

(7) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 393, p. 202). D'autre part, l'*Auditeur national* [n° 390 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 2] et le *Journal de Perlet* [n° 390 du 6<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 129] rendent compte du rapport de Bézard dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

La Convention avait renvoyé à ses comités de législation et d'instruction publique réunis l'examen de la question de savoir si les publications de mariage auront lieu le dixième jour de chaque décade, ou si elles continueront de se faire le dimanche. Les comités ont proposé de décréter que les publications de mariage se feraient le dixième jour de chaque décade; mais sur la

Le comité pense que la publicité s'acquiert beaucoup plus par la voie de l'affiche que par la publication. C'est pourquoi, en supposant même que le dimanche fût plus favorable qu'aucun autre jour à rassembler un grand nombre de témoins de la publication, cette considération serait cependant de peu de poids. D'ailleurs, c'est un grand moyen pour faire apprendre le nouveau calendrier aux citoyens, que d'en ordonner l'usage dans tous les actes civils. Il propose que les bans soient désormais publiés le jour de la décade.

Chabot appuie cette observation du rapporteur, que la publicité s'acquiert bien plus par l'affiche que par l'annonce verbale de l'officier municipal; mais il en tire des conséquences plus étendues. Il en conclut que la publication peut se faire tous les jours, et même qu'on pourrait l'omettre sans inconvénient et se contenter de l'affiche. Moins les formalités du mariage seront longues et multipliées, plus l'ouvrage du législateur sera parfait. D'après ces principes, il pense encore que trois jours d'affiche seraient suffisants.

Le décret, amendé par Chabot, est adopté dans les termes suivants :

(Suit le texte du décret que nous avons inséré ci-dessus d'après le procès-verbal.)

Le comité de surveillance des vivres, habillements et charrois militaires [VILLETARD, rapporteur (1)] présente un projet de décret sur la nomination, les fonctions, les pouvoirs et le traitement des inspecteurs des charrois des armées.

Un membre observe qu'au lieu d'exiger de ces employés qu'ils se fournissent eux-mêmes leur cheval, le bien du service exigeait qu'il leur fût remis aux frais avancés par la République.

Un autre, expliquant la nature du service qu'ils étaient obligés de remplir, conclut à ce que leur traitement fût augmenté.

Ces deux amendements sont adoptés par le rapporteur, et le décret est ainsi rendu :

#### II

##### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*.

Le comité de législation avait été chargé de présenter une rédaction de l'article 3 de la section deuxième du titre 4 de la loi du 20 septembre 1792, relatif au mariage.

Le rapporteur propose aujourd'hui de ne permettre la célébration du mariage qu'une décade après la publication.

CHABOT prétend que ce serait renchérir sur l'ancien régime. D'après sa motion, il est décrété que la publication de mariage pourra être faite dans les formes ordinaires, tous les jours de la décade indistinctement; mais que nul mariage ne pourra être célébré avant le troisième jour qui suivra ladite publication.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 688.

« La Convention nationale, ouï le rapport de son comité de surveillance sur les vivres, habillements et charrois militaires, décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Les inspecteurs des charrois militaires sont préposés pour surveiller aux armées toutes les opérations de la régie générale des charrois, ainsi que celles des entrepreneurs des transports d'artillerie. A cet effet, ils sont tenus de parcourir continuellement tous les points occupés par l'armée auprès de laquelle ils seront employés.

Art. 2.

« Ils tiendront la main à l'exécution des lois rendues sur ces différents services.

Art. 3.

« Ils s'assureront de la qualité et du bon entretien des chevaux, voitures, harnais et autres objets faisant partie des équipages, ainsi que de la qualité des fourrages.

Art. 4.

« Ils réformeront toutes les fournitures défectueuses, ou qui ne seraient pas conformes aux marchés, traités ou décrets, tant en chevaux que voitures, harnais et fourrages, après en avoir fait constater, par procès-verbal d'experts, la défectuosité ou la non-conformité.

Art. 5.

« S'il y a fraude constatée dans la fourniture des objets réformés, ils les feront vendre publiquement, pour le prix en être versé dans la caisse du payeur général de l'armée, qui les passera en recette. Ils feront mettre les coupables en état d'arrestation; ils les dénonceront au ministre, qui sera tenu de les livrer aux tribunaux.

Art. 6.

« S'il y a un dénonciateur connu de la fraude, il sera distrait à son profit un quart du prix de la chose vendue.

Art. 7.

« A défaut du remplacement, dans les délais prescrits, des objets réformés, soit par les inspecteurs, soit par les commissaires des guerres, lesdits inspecteurs en dresseront procès-verbal, et l'adresseront aux représentants du peuple près les armées et au ministre de la guerre.

Art. 8.

« Ils surveilleront les commissaires ordonnateurs et les commissaires des guerres; ils tiendront la main à ce que ces derniers fassent les revues partielles en personne. En cas de contra-

vention, ils les dénonceront au ministre de la guerre.

Art. 9.

« Ils pourront viser les revues tant partielles que générales. Ils sont autorisés à les contrôler par des contre-revues.

Art. 10.

« Ils se feront représenter tous les marchés passés aux armées par la régie générale des charrois et ses agents; dans le cas où ils les trouveraient désavantageux à la République, ils en informeront les représentants du peuple près les armées, et le ministre de la guerre.

Art. 11.

« Ils arrêteront, au moins une fois par mois, les registres tenus par les divers employés des différents services, ainsi que ceux des commissaires des guerres et des commissaires ordonnateurs en ce qui concerne les charrois; ils feront exécuter les décrets relatifs à la comptabilité.

Art. 12.

« Ils s'assureront de l'exactitude de la correspondance entre les employés de tous les grades.

Art. 13.

« Ils révoqueront les employés négligents; ils feront mettre en état d'arrestation ceux qui seraient convaincus de prévarication; ils les dénonceront au ministre de la guerre pour être par lui déferés aux tribunaux. La régie et les entrepreneurs d'artillerie sont tenus de remplacer sans délai les employés révoqués ou mis en état d'arrestation.

Art. 14.

« Les inspecteurs tiendront un journal de toutes leurs opérations, sur un registre coté et paraphé par le maire du chef-lieu du district le plus voisin de l'armée.

Art. 15.

« Ils dresseront procès-verbal de toutes les contraventions; ils en enverront expédition au ministre de la guerre. Dans le cas où il n'y serait pas fait droit, ils sont tenus d'en informer le comité de surveillance sur les vivres, habillements et charrois militaires.

Art. 16.

« Leur traitement est de 4,500 livres par an; ils recevront en outre une ration de pain, une ration de viande et une ration de fourrage par jour.

Art. 17.

« Ils sont tenus de se monter à leurs frais. A ce



effet, il leur sera fait l'avance de la moitié de leur traitement. Cette avance leur sera retenue tous les mois par douzième. Leur cheval doit être en état de soutenir de longues fatigues; il ne sera admis à la ration qu'après avoir été reçu par un artiste vétérinaire, nommé par le conseil général de la commune du chef-lieu le plus voisin de l'armée auprès de laquelle l'inspecteur sera employé.

#### Art. 18.

« Trois jours après la nomination desdits inspecteurs, le comité de surveillance sur les vivres, habillements et charrois militaires, fera à la Convention nationale un rapport pour indiquer les armées auprès desquelles chaque inspecteur sera envoyé. »

La présentation de la liste des sujets à élire et leur choix, est ajournée (1).

*Suivent le rapport de Villetard et le liste des citoyens proposés par le comité de surveillance sur les vivres, pour les places d'inspecteurs des charrois.*

LISTE DOUBLE DES CITOYENS INDIQUÉS A LA CONVENTION NATIONALE PAR SON COMITÉ DE SURVEILLANCE SUR LES VIVRES, HABILLEMENTS ET CHARROIS MILITAIRES, POUR LA NOMINATION AUX PLACES D'INSPECTEURS DES CHARROIS DES ARMÉES; PRÉCÉDÉE D'UN RAPPORT FAIT AU NOM DUDIT COMITÉ PAR ALEXANDRE VILLETARD, DÉPUTÉ DU DÉPARTEMENT DE L'YONNE, SUR LA NOMINATION, LES FONCTIONS, LES POUVOIRS ET TRAITEMENTS DESDITS INSPECTEURS. (*Imprimés par ordre du comité*) (2).

#### Citoyens,

En exécution du décret du 16 septembre dernier, votre comité de surveillance sur les vivres, habillements et charrois militaires, vous présente une liste double pour la nomination des inspecteurs des charrois des armées.

Vous vous êtes réservé cette nomination, et par là vous avez prouvé combien vous y attachiez d'importance. Votre comité a multiplié les précautions pour répondre à vos vœux. Ce n'est pas le résultat de son choix qu'il vous soumet, c'est celui des hommes les plus patriotes, c'est en partie celui de quelques sections de Paris qu'il a recueilli. Cependant il ne vous dissimule pas qu'il se repose encore sur cette idée que la liste qu'il vous produit n'est qu'indicative, et que vous devez substituer aux sujets qu'il vous présente, ceux que vous croiriez plus capables; et, afin de vous offrir un point de détermination sur les candidats, il a demandé des notes sur leur civisme, leur profession, leur état civil et leur âge, et il a cru devoir mettre sous vos yeux celles qui lui ont été communiquées,

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 113 à 117.

(2) Bibliothèque nationale : 14 pages in-8°. Le<sup>3e</sup>, n° 515. Bibliothèque de la Chambre des députés : *Collection Portiez* (de l'Oise), t. 42, n° 40 bis.

ainsi que le projet du décret qui doit déterminer les fonctions, les pouvoirs et le traitement des inspecteurs.

Telle est la nature du choix que vous allez faire. S'il est bon, vous rétablissez l'ordre dans les charrois des armées. S'il est mauvais, vous ne produisez rien qu'une dépense de plus à la République.

#### PROJET DE DÉCRET.

La Convention nationale, ouï le rapport de son comité de surveillance sur les vivres, habillements et charrois militaires, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les inspecteurs des charrois militaires sont préposés pour surveiller aux armées toutes les opérations de la régie générale des charrois, ainsi que celles des transports d'artillerie. A cet effet, ils sont tenus de parcourir continuellement tous les points occupés par l'armée auprès de laquelle ils seront employés.

#### Art. 2.

« Ils tiendront la main à l'exécution des lois rendues sur ces différents services.

#### Art. 3.

« Ils s'assureront de la qualité et du bon entretien des chevaux, voitures, harnais, et autres objets faisant partie des équipages, ainsi que de la qualité des fourrages.

#### Art. 4.

« Ils réformeront toutes les fournitures défectueuses ou qui ne seraient pas conformes aux marchés, traités ou décrets, tant en chevaux que voitures, harnais et fourrages, après en avoir fait constater, par procès-verbal d'experts, la défectuosité ou la non-conformité.

#### Art. 5.

« S'il y a une fraude constatée dans la fourniture des objets réformés, ils les feront vendre publiquement, pour le prix en être versé dans la caisse du payeur général de l'armée, qui le passera en recette. Ils feront mettre les coupables en état d'arrestation; ils les dénonceront au ministre, qui sera tenu de les livrer aux tribunaux.

#### Art. 6.

« S'il y a un dénonciateur connu de la fraude, il sera distrait à son profit un quart du prix de la chose vendue.

#### Art. 7.

« A défaut du remplacement, dans les délais prescrits, des objets réformés, soit par les ins-

pecteurs, soit par les commissaires des guerres, lesdits inspecteurs en dresseront procès-verbal, et l'adresseront aux représentants du peuple près les armées et au ministre de la guerre.

## Art. 8.

« Ils surveilleront les commissaires ordonnateurs et les commissaires des guerres; ils tiendront la main à ce que ces derniers fassent les revues partielles en personne. En cas de contravention, ils les dénonceront au ministre de la guerre.

## Art. 9.

« Ils pourront viser les revues tant partielles que générales. Ils sont autorisés à les contrôler par des contre-revues.

## Art. 10.

« Ils se feront représenter tous les marchés passés aux armées par la régie générale des charrois et ses agents; dans le cas où ils les trouveraient désavantageux à la République, ils en informeront les représentants du peuple près les armées et le ministre de la guerre.

## Art. 11.

« Ils arrêteront, au moins une fois par mois, les registres tenus par les divers employés des différents services, ainsi que ceux des commissaires des guerres et des commissaires ordonnateurs en ce qui concerne les charrois, ils feront exécuter les décrets relatifs à la comptabilité.

## Art. 12.

« Ils s'assureront de l'exactitude de la correspondance entre les employés de tous les grades.

## Art. 13.

« Ils révoqueront les employés négligents; ils feront mettre en état d'arrestation ceux qui seraient convaincus de prévarication; ils les dénonceront au ministre de la guerre pour être par lui déferés aux tribunaux. La régie et les entrepreneurs d'artillerie sont tenus de remplacer sans délai les employés révoqués ou mis en état d'arrestation.

## Art. 14.

« Les inspecteurs tiendront un journal de toutes leurs opérations, sur un registre coté et paraphé par le maire du chef-lieu du district le plus voisin de l'armée.

## Art. 15.

« Ils dresseront procès-verbal de toutes les contraventions; ils en enverront expédition au ministre de la guerre. Dans le cas où il n'y serait

pas fait droit, ils sont tenus d'en informer le comité de surveillance sur les vivres, habillements et charrois militaires.

## Art. 16.

« Leur traitement est de 3,600 livres par an; ils recevront en outre une ration de pain, une ration de viande et une ration de fourrage par jour.

## Art. 17.

« Ils sont tenus de se monter à leurs frais. Leur cheval doit être en état de soutenir de longues fatigues; il ne sera admis à la ration qu'après avoir été reçu par un artiste vétérinaire, nommé par le conseil général de la commune du chef-lieu le plus voisin de l'armée auprès de laquelle l'inspecteur sera employé.

## Art. 18.

« Trois jours après la nomination desdits inspecteurs, le comité de surveillance fera à la Convention nationale un rapport pour indiquer les armées auprès desquelles chaque inspecteur sera envoyé.

*Liste des candidats présentés à la Convention nationale par le comité de surveillance des subsistances, habillements et charrois militaires, pour la nomination des inspecteurs généraux des charrois des armées et de l'artillerie.*

1. Jean-Baptiste Roux, de Lunel, département de l'Hérault, père de 15 enfants et inspecteur des charrois.

2. Joseph Plazanet, sergent au premier bataillon de la Corrèze. Sa maison a fourni dès le commencement de la guerre 7 défenseurs à la patrie. Il s'est distingué dans le bataillon par sa bravoure et son civisme; il est garçon, âgé de 27 ans, natif de la commune de Peyrelevade, canton de Sornac, district d'Ussel, département de la Corrèze.

3. Cussier d'Elmore, département de la Marne, commissaire à l'acceptation de la Constitution.

4. Lesaint, rue Traversière-Saint-Honoré, élu capitaine dans le bataillon de la section de la Montagne, 9<sup>e</sup> compagnie, depuis que cette section est régénérée. Il est marié, sans enfants, âgé de 42 ans. Il était dans l'affaire du 10 août, et y a même reçu une contusion. Son patriotisme prononcé n'a pas cessé depuis 1789.

5. Brou, ci-devant notaire à Châteauneuf, âgé d'environ 40 ans, ayant un enfant; capitaine des charrois, réintégré dans sa place par décret de la Convention.

6. Delisle, caissier de l'habillement des troupes, homme probe et bon républicain, veuf, place de la Maison-de-l'Egalité, à côté du notaire.

7. Abran, fils, de Paris, conducteur dans les charrois, actuellement à l'armée d'Italie. Il est marié, il a deux enfants; il a été commandant de la garde nationale dans le département de la Meurthe.



8. Bergerat, de Paris, rue Cadet, faubourg Montmartre, n° 4, ci-devant maître d'équitation. Il a été inspecteur des charrois de la compagnie Masson pendant trois mois. Il a formé le dépôt des charrois des armées à Beauvais. Il est marié, il a trois enfants.

9. Thomas Renard, de Saint-Florentin, département de l'Yonne, homme de loi, administrateur du conseil général du département de l'Yonne, âgé d'environ 30 ans, marié, avec enfants : il a fait une campagne à ses frais, comme volontaire à cheval, en 1792. Il est membre d'une Société populaire.

10. Descourties, de Saint-Florentin, département de l'Yonne, médecin, administrateur du conseil général de Saint-Florentin, marié avec enfants, âgé d'environ 34 ans, fédéré du 10 août 1792. Il s'est distingué dans cette journée : ce fut lui qui fit aux Jacobins la motion de donner 300,000 livres à un Autrichien et une couronne de laurier à un Français qui apporterait la tête de Lafayette, mise à prix. Il est membre d'une Société populaire.

11. Jean-François Janisse, de Chaumont, département de la Haute-Marne, conducteur dans les messageries, ci-devant marchand, marié, âgé de 44 ans.

12. Adrien Arrux, de Paris, section des Bonnets-Rouges, âgé de 38 ans, marié, père de 4 enfants, employé depuis 1789 dans les bureaux. Il a fait la commission de Corse et d'Italie, et il jouit de l'estime de tous les canonniers ses camarades.

13. Benoît, d'Ecommoey, département de la Meurthe, receveur du droit d'enregistrement, âgé de 36 ans, veuf, père de 2 enfants.

14. Pascal Bertrand, natif du Saint-Esprit, actuellement à Paris, électeur du département du Gard, marié, père de 5 enfants, dont l'un est dans l'armée du Nord, et un autre dans celle du Midi. Il a servi pendant 7 ans 1/2 dans Dauphin infanterie; il est membre de la Société populaire du Saint-Esprit et fédéré. Il a donné au comité de Salut public un plan de régie générale pour les charrois de l'armée.

15. Labenette, se disant ci-devant orateur du peuple, à présent commis principal du bureau des côtes, 3<sup>e</sup> division du département de la guerre.

16. Jean-Baptiste Guichardet, âgé de 43 ans, marié, père de 4 enfants, ci-devant maire d'Ancy-le-Franc, chef-lieu de canton, district de Tonnerre, département de l'Yonne, membre du comité de surveillance de son canton, et commissaire à l'acceptation de la Constitution.

17. Desbrest, capitaine commandant de la gendarmerie à Montluçon, district du même lieu, département de l'Allier, âgé de 46 ans, célibataire, bon patriote et fils d'un marchand épiciier. Il a servi pendant 28 ans dans le corps de la gendarmerie, des fourrages de laquelle il a été chargé seul pendant 5 ou 6 ans à Lunéville.

18. Richard, adjudant des charrois à Chantilly, âgé de 45 ans, père de 7 enfants.

19. Jean-François Berthelot, âgé de 44 ans, natif de Rennes, département de l'Ille-et-Vilaine, ancien contrôleur dans les fermes de Bretagne, ensuite négociant et armateur à Lorient; nommé garde-magasin à l'Ille-de-France, place

dont il n'a pu jouir parce qu'il était trop patriote, et qu'il avait propagé en cette colonie les principes de notre révolution; depuis nommé sous-directeur des hôpitaux à Perpignan, avec 1,800 livres d'appointement, qui ne pouvaient lui suffire pour vivre avec une femme et 5 enfants, parce qu'il est honnête homme, raison qui l'a décidé à quitter cette place. Il est membre des sociétés populaires de Paris, de Perpignan, d'Avignon et de Nantes. Il a servi constamment dans la garde nationale depuis la révolution, tant en France que dans l'Inde. Il a des connaissances particulières en subsistances, fourrages et chevaux, connaissances qu'il a acquises dans les différents commerces qu'il a faits.

20. Pierre-Charles Regnier, de Seyne, dans les Basses-Alpes, ci-devant visiteur des patentes dans le district de Digne, père de 2 enfants, âgé de 46 ans. Il a été contrôleur de la marque des cuirs, et en même temps proposé des entrepreneurs de la voiture des sels de Marseille, et depuis le commencement de la Révolution il a donné des preuves constantes de patriotisme.

21. Dufour, de Paris, rue Saint-Sauveur, n° 31; il a été employé dans les fermes pendant 12 ans; il est âgé de 30 ans, et père de 4 enfants.

22. Josse, père de famille, président de la Société populaire de Jussienne; il a servi 16 ans dans les armées.

23. Hequet, natif de Dreux, actuellement lieutenant au 2<sup>e</sup> bataillon d'Indre-et-Loire; il a servi 29 ans dans les armées.

24. Louis-Charles Gaudron, natif de Blois, département de Loir-et-Cher. Il a passé sa jeunesse au service des Anglais-Américains avec Paul Jone. Depuis, il est revenu aider son père dans le commerce jusqu'à sa majorité; il l'a fait ensuite pour son compte jusqu'en 1790, où beaucoup de recouvrements en arrière l'ont mis hors d'état de continuer ses affaires; il est âgé de 34 ans; il a la confiance de son département, avec lequel il est en relation pour les secours extraordinaires.

25. Raoul Aureau, natif de Dreux, département d'Eure-et-Loir, fils d'un maître de poste aux chevaux, ayant été, l'espace de 18 mois, conducteur en chef dans les équipages de l'artillerie, âgé d'environ 30 ans.

26. Charles Pagnier, maréchal ferrant et expert, âgé de 46 ans, demeurant rue du Mont-Blanc, n° 58, section du Mont-Blanc à Paris, en exercice depuis le 13 juillet 1789, ayant passé par tous les grades dans la garde nationale, et venant d'être renommé commandant en second. Il a été commissaire en 1792, pour demander la déchéance du tyran et membre de la municipalité du 10 août : il est électeur de 1792, et membre du comité de la section du Mont-Blanc.

27. Jean Vernier, ancien militaire ayant 14 ans de service dans les dragons, dont 11 ans en qualité de maréchal des logis; plus, 9 ans dans les voitures aux environs de Paris, bureau du Pas-de-la-Mule; chargé de la partie des constructions des voitures des chevaux et fourrages; âgé de 51 ans, demeurant rue du Pas-de-la-Mule, n° 5.

28. Brincourt, de Sedan, âgé de 50 ans, ancien directeur de l'hôpital militaire, membre de la Société populaire de Sedan, père de 4 enfants, tous au service de la patrie.

29. Noël, de Sainte-Ménéhould, département de la Marne, huissier, âgé d'environ 40 ans, marié, père de 4 enfants, bon patriote; demeurant à Saint-Denis, rue de la Boulangerie.

30. Vincent-Mathieu Ducoudray, natif de la Trimouille, district de Montmorillon, département de la Vienne, père de famille, âgé de 37 ans, actuellement hôtel du Berry, rue de la Harpe. Il a donné des preuves du plus pur civisme depuis le commencement de la Révolution : il a fourni des notes importantes sur les abus de l'Administration.

31. Vauthier, capitaine général des douanes au département des Hautes-Pyrénées, père de 5 enfants, excellent patriote, ayant servi 8 à 9 ans; de Pierrefite, district du Gave.

32. François-Laurent-Sylvestre Hébert, du département de l'Orne, marié, âgé de 34 ans, inspecteur des charrois militaires.

33. Pruneau, de Poitiers, âgé de 40 ans, marié, sans enfants, employé aux charrois à l'armée de la Vendée, patriote actif et intelligent.

34. Balthazar Moral, natif de Dieulefit, département de la Drôme, célibataire, actuellement à Paris, rue du Champfleury, n° 113. Il a été négociant, depuis employé dans la compagnie Winter : il dit avoir été déporté de la Guadeloupe pour avoir effacé le nom *Bouillé* qui était gravé au coin d'une rue à laquelle on avait donné ce nom.

35. Guegnard, ancien commis de la trésorerie, du district d'Arcis-sur-Aube, département de l'Aube, père de famille, âgé d'environ 33 ans, remplissant actuellement les fonctions de secrétaire du district d'Arcis; patriote intelligent, et digne, sous tous les rapports, de remplir cette place.

36. Basile Patenote, cultivateur à Boulaye, district d'Arcis-sur-Aube, département de l'Aube, père de famille, âgé de 42 à 43 ans; bon citoyen, actif, intelligent.

37. David Patenote, cultivateur à Boulaye, district d'Arcis-sur-Aube, département de l'Aube, père de famille, âgé de 45 à 46 ans; patriote, homme intelligent.

38. Guillemot, greffier de la municipalité d'Ormes, district d'Arcis, département de l'Aube; père de famille, âgé de 30 à 32 ans.

39. Lépinai l'aîné, dit Lépronière, ancien directeur dans les aides, d'Arcis-sur-Aube, district d'Arcis, département de l'Aube, employé au district, patriote malheureux, âgé de 45 ans, célibataire, faisant subsister de son travail quelques membres de sa famille que des circonstances imprévues ont dépouillés.

40. Etienne Place, juge de paix du canton de Chizy.

41. Adrien Hébert, natif d'Honfleur, département du Calvados, ancien capitaine de navire, depuis secrétaire de la Commission des hôpitaux de Paris, actuellement à Rochefort, pour aller aux Iles-du-Vent essayer de recueillir les débris de sa fortune, et de réparer les pertes immenses qu'il a faites dans la Révolution, âgé de 37 ans, marié, père de 4 enfants.

42. Casimir Edeline, de Cambrai, à présent à Paris, hôtel de Bordeaux, rue de Chartres, fondateur de plusieurs Sociétés populaires dans le pays liégeois, âgé de 41 ans, père de famille; sa

femme et ses enfants sont au pouvoir de l'ennemi.

43. Barbier, de Paris, âgé de 36 ans, célibataire, patriote; il a été 12 ans sergent-major dans les gardes françaises.

44. Mathieu Vandessel, négociant, rue Neuve-Saint-Marc, n° 8, section de Lepeletier, marié, père d'un enfant en bas âge; il a passé à la censure du comité révolutionnaire de sa section, qui déclare qu'il s'est toujours conduit, depuis qu'il est dans l'arrondissement, en bon patriote et vrai républicain, qu'il est reconnu pour un bon sans-culotte dans les bons principes, tant par son assiduité aux assemblées, que par son exactitude à son service militaire.

#### COMPTE RENDU du *Journal des Débats* et des *Décrets* (1).

Un membre du comité de surveillance des marchés présente un projet de décret.

L'article 17 occasionne quelques débats. Cet article porte que les inspecteurs se monteront à leurs frais, etc.

Laloy observe que sans doute la République ne doit pas fournir le cheval de l'inspecteur; mais qu'il faut prendre garde, en l'assujettissant, à se monter à ses frais, qu'il n'en résulte que les riches seuls puissent se charger de cet emploi, dans un temps surtout où un cheval coûte 1,500 livres. Un sans-culotte serait dans l'impossibilité de faire une telle avance. Pour obvier à cet inconvénient, il propose qu'il soit fourni aux inspecteurs un cheval à leurs frais, en retenant chaque mois une certaine somme sur leurs traitements, pour en acquitter la valeur.

Rewbell élève des réclamations sur la disproportion établie entre les fonctions attribuées à l'inspecteur et son traitement. Ses attributions sont majeures et lui donnent même la surveillance sur l'ordonnateur et le commissaire des guerres. Il sera dans la nécessité d'être à cheval du matin au soir. Cependant, on ne lui alloue que 3,000 livres. Il n'y a qu'un fripon qui saurait se ménager d'autres ressources, qui pût suffire aux dépenses de cette place avec un traitement si modique.

Le projet de décret est réformé d'après les observations de Laloy et de Rühl et adopté dans les termes suivants :

(Suit, avec quelques variantes, le texte du décret que nous insérons ci-dessus d'après le procès-verbal.)

Un membre [SECONDS (2)] annonce que, croyant avoir trouvé le moyen de diriger à volonté les aérostats dans les airs, il demande que la Convention veuille bien nommer des commissaires qui examineront ses procédés et sa découverte, pour en faire le rapport avec la prudence que l'importance du secret exigera.

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 393, p. 203).

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 638.



Cette proposition est décrétée comme il suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu le citoyen Seconds, l'un de ses membres, sur un projet de direction des globes aérostatiques, pour l'examen duquel il demande des commissaires, la Convention nomme le citoyen Guyton-Morveau et le citoyen Fourcroy pour examiner ledit projet et en faire le rapport (1). »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Seconds. Après avoir tâché de servir ma patrie par mes principes politiques et par mes écrits, j'ai voulu essayer de lui être utile par mes découvertes dans une invention qui peut devenir extrêmement intéressante pour la liberté, je veux parler des machines aérostatiques. Je crois avoir trouvé le secret de les diriger à volonté. Comme mes moyens exigent de longs développements, et que je veux ménager les moments de la Convention, je demande que vous me donniez deux commissaires pour examiner mes découvertes.

La Convention nomme Guyton-Morveau et Fourcroy.

Un membre de la commission des subsistances [COUPÉ (de l'Oise), rapporteur (3)], fait un rapport et présente (4) un projet de décret sur la

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 117.

(2) *Moniteur universel* [n° 27 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793, p. 109, col. 1). D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 393, p. 205) et le *Journal de Perlet* [n° 390 du 6<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 130] rendent compte de la motion de Seconds dans les termes suivants :

#### I

##### COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*

SECONDS, député, se présente à la tribune. Il annonce à la Convention qu'il désire l'entretenir d'un objet d'une utilité majeure. Quoi de plus utile en effet, dit-il, que les globes aérostatiques, si on en trouvait la direction ? Ils seraient propres à propager les lumières, l'égalité, la liberté, l'esprit révolutionnaire chez tous les peuples. Ils fourniraient les moyens d'exterminer partout les ennemis de la justice et de la raison. Ils mettraient entre les mains de l'homme les feux du ciel et les foudres de la terre. C'est cette direction que j'ai trouvée; mes moyens sont simples et n'exigent aucuns frais.

Seconds demande qu'on lui donne des commissaires pour examiner sa découverte ou son renvoi au comité d'instruction publique.

La Convention nomme pour commissaires Fourcroy et Guyton-Morveau.

#### II

##### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*.

Un membre, qu'une maladie inflammatoire a empêché d'assister, depuis plus de six semaines, aux travaux de la Convention, lui fait hommage d'un ouvrage qu'il a composé pendant ce temps, et dont le résultat offre, dit-il, un moyen sûr et facile de diriger les aérostats.

L'Assemblée nomme trois commissaires pour en constater l'utilité.

(3) D'après le document imprimé.

(4) Voy. ci-dessous, séance du 9 octobre, p. 279, la motion de la commission des subsistances.

distribution des baux à ferme, et la réduction des grandes exploitations rurales.

La discussion en est ajournée jusqu'après l'impression et la distribution (1).

(Suit le rapport de Coupé (de l'Oise).)

RAPPORT SUR LES ABUS DES GRANDES EXPLOITATIONS RURALES, ET LES MOYENS DE MULTIPLIER LES SUBSISTANCES, PRÉSENTÉ AU NOM DE LA COMMISSION CHARGÉE DE LA RÉDACTION DE LA LOI SUR LE MAXIMUM DU PRIX DES DENRÉES ET SUBSISTANCES, ET DU COMITÉ DE LÉGISLATION, RÉUNIS, PAR J.-M. COUPÉ (DE L'OISE) (2). (*Imprimé par ordre de la Convention nationale.*)

On se plaint de toutes parts que la culture de la terre, pour laquelle tous les hommes sont nés, se trouve renfermée exclusivement dans un trop petit nombre de mains; que quelques individus tiennent à eux seuls tout le territoire d'une commune : et pendant ce temps-là tous les bras demeurent suspendus, ou ne peuvent qu'être aux gages de ces petits despotes. Toute la subsistance publique, tous les trésors de la terre ne se reproduisent que pour eux; et l'humble foule des journaliers, n'ayant pas souvent où faire croître un chou, passe à côté des plus riches productions de notre mère commune, auxquelles elle est comme étrangère.

Cet abus funeste, qu'ont amené les invasions féodales, est un de ceux de l'ancien état de choses que la justice et l'ordre social doivent se hâter de faire cesser. Il est de la sagesse d'un bon gouvernement de mieux répartir la culture de la terre; et, sans doute, le premier objet sur lequel il doit appliquer sa vigilance est la grande propriété de tous, celle où est remise la commune subsistance des hommes.

La terre en sera mieux cultivée, lorsqu'elle sera par petites portions; elle sera plus riche, lorsque le cultivateur cessera d'être mercenaire, et que lui et ses enfants travailleront pour eux-mêmes; elle sera plus variée, plus peuplée, lorsque chaque portion de terrain fournira aux besoins d'une famille.

Vous avez préparé, par le partage des communaux, la multiplication des petites cultures à la bêche, la meilleure, la plus féconde, la plus aisée de toutes, celle à laquelle il serait à désirer que tous les hommes pussent être individuellement rappelés.

Vous l'étendrez, vous la rendrez plus générale encore par l'exécution de votre loi qui ordonne l'aliénation des terres des émigrés par petites portions; de manière que, conformément à l'ordre naturel et de tout bon gouvernement, l'on pourra voir tous les Français tenir au sol qu'ils habitent, par une portion quelconque de culture ou de propriété rurale.

Cependant la terre ne peut pas être partout cultivée à la bêche; il faut aussi des exploitations plus en grand. Il y a tel sol dont la culture ne pourrait se soutenir sans une certaine aisance

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 117.

(2) Bibliothèque nationale : Le<sup>38</sup>, n° 468. Bibliothèque de la Chambre des députés : *Collection Portiez (de l'Oise)*, t. 106, n° 1.

de la part du fermier, à cause des avances qu'elle exige, et où les produits individuels sont tellement petits, qu'il en faut une certaine somme pour supporter la dépense.

Il sera donc sage de vous proposer seulement un *maximum*, afin de contenir l'injuste avidité; et vous laisserez une latitude salutaire à l'émulation, aux entreprises laborieuses du cultivateur.

Nous pensons aussi qu'il serait impolitique et injuste de le gêner, comme certaines pétitions le voulaient, dans sa manière de cultiver et à l'égard de toutes les productions qui pourraient lui convenir. La surveillance municipale est naturellement placée contre les abus qui pourraient devenir contraires à l'intérêt public; mais nous croyons que la plus grande richesse d'une récolte est dans sa variété.

Et ici nous appellerons toute votre attention sur les moyens de multiplier toutes les espèces de substances : il en est une surtout qui est un pain tout formé par la nature, et qui se reproduit avec une abondance prodigieuse; sa culture est facile et toujours assurée : c'est la pomme de terre. Nous vous proposerons d'en rendre la culture plus générale.

Comme le défrichement des communaux a produit une privation d'herbages verts toujours salubres pour les animaux, nous vous proposons encore, pour les remplacer, d'ordonner partout la culture des navets ou turneps, soit de carottes, de betteraves champêtres, de choux à vache et autres, selon la convenance des localités.

Multiplions sur le sol le plus varié et le plus fertile de l'Europe toutes les espèces de subsistances pour nous et pour nos bestiaux; cessons de dépendre d'une seule production; que la tranquillité, que l'existence d'une nation entière ne soit plus attachée à la réussite ou à la privation du froment; il viendra un temps où son exportation sera aussi indifférente et même aussi utile pour nous que celle de nos vins ou de nos eaux-de-vie. Il est de votre prévoyance et de votre sagesse de rendre parmi nous l'agriculture ce qu'elle doit être, et de faire en sorte que notre subsistance, comme notre liberté, soit désormais à l'abri de tous les événements.

## PROJET DE DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation et de sa commission chargée de présenter la loi sur le *maximum* du prix des denrées et subsistances, décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

Tous les baux d'exploitations rurales qui seront faits à l'avenir, ne pourront contenir plus de 300 ares de terre, chacune de 94,831 pieds carrés, dans les contrées dont le sol est de bonne qualité, ni plus de 400 ares dans celles où il est de médiocre ou de mauvaise qualité, ou excéder la redevance de 3,000 livres : le tout à peine de nullité.

## Art. 2.

Nul fermier ne pourra faire valoir à la fois plusieurs fermes, à moins que, réunies ensemble,

elles n'excèdent pas la mesure prescrite par l'article 1<sup>er</sup>.

## Art. 3.

Les fermiers qui seraient à présent détenteurs de plusieurs fermes, dont la totalité excéderait le nombre d'ares de terre déterminé dans l'article 1<sup>er</sup>, sont tenus d'opter et de concéder dans l'année l'excédent à d'autres cultivateurs, par un arrangement libre entre eux, et sans que la culture puisse éprouver de retard.

## Art. 4.

Les propriétés rurales exploitées par les propriétaires eux-mêmes, seront divisées de fait à leur mort entre leurs enfants ou héritiers, selon la règle prescrite ci-dessus.

## Art. 5.

Tous fermiers ou propriétaires ont la faculté de faire valoir leurs terres et de cultiver toutes les productions qu'ils jugeront à propos, pour le plus grand bien de l'agriculture et leur propre avantage; mais les municipalités sont tenues de surveiller et de donner avis à l'Assemblée législative, dans le cas où une malveillance marquée ou quelque abus viendrait à dénaturer les cultures ordinaires au point d'occasionner un dommage notable à leur commune, et un préjudice à l'intérêt public.

## Art. 6.

Afin de multiplier de plus en plus les subsistances communes et aisées, il est enjoint à tous propriétaires ou fermiers de planter chaque année en pommes de terre au moins un are de terre sur 25 ares, et à tous les petits cultivateurs d'en planter aussi au moins dans cette proportion.

## Art. 7.

Afin de remplacer les herbages que produisaient ci-devant les pâturages communaux, il est également enjoint à tous fermiers et propriétaires de semer chaque année au moins un are de terre sur 25 ares, en navets ou turneps soit en carottes, betteraves champêtres ou disettes, choux à vache ou autres, selon la convenance des localités, et à tous les petits cultivateurs d'en semer aussi au moins dans cette proportion.

## Art. 8.

Chaque municipalité veillera à l'exécution des deux articles ci-dessus, et est tenue de dénoncer les négligents ou réfractaires à l'Assemblée législative, et de lui faire parvenir ses observations pour l'amélioration et la propagation de cette utile culture.

## Art. 9.

La Commission des subsistances est autorisée à rédiger des notes précises et exactes, tant sur la culture de ces productions que sur tout ce



qui pourra se rapporter à la multiplication des substances, et à les faire insérer de temps en temps au *Bulletin*, pour les répandre dans les campagnes.

Elle présentera aussi à la Convention le moyen convenable pour procurer partout les racines et graines nécessaires pour multiplier ces productions.

COMPTE RENDU du *Journal des Débats*  
et des *Décrets* (1).

Coupé (de l'Oise), au nom du comité d'agriculture, fait un rapport et présente un projet de décret dont les principales dispositions sont : 1<sup>o</sup> de fixer le *maximum* des arpents qui pourront être cultivés par le même fermier, à 200 ou 250 arpents pour les bonnes terres, à 300 ou 350 arpents pour les mauvaises; 2<sup>o</sup> de laisser aux cultivateurs une entière liberté sur la nature des denrées qu'ils jugeront convenable de cultiver, sous la surveillance néanmoins des municipalités, qui dénonceraient à l'Assemblée nationale les détériorations manifestes; 3<sup>o</sup> de multiplier la culture des denrées qui peuvent servir à la subsistance de l'homme, telles que les pommes de terre, afin que l'existence de la République ne soit plus attachée au froment seul.

La Convention prononce l'impression du rapport et du projet de décret et la discussion à trois jours.

Un membre de la commission des accaparements [OSSELIN (2)] présente la rédaction des articles déjà décrétés sur la prohibition des accaparements, et la nomenclature des objets qui doivent y être compris. La discussion s'engage sur ce dernier objet, notamment à l'égard du bois, du vin et de la partie des blés destinée aux semences. Plusieurs articles sont néanmoins décrétés tels qu'ils ont été recueillis pour être rapportés dans le procès-verbal du jour de la lecture définitive (3).

COMPTE RENDU du *Journal des Débats*  
et des *Décrets* (4).

Osselin présente la rédaction ultérieure du décret qui renferme l'énumération des objets qui sont compris dans la loi sur les accaparements et taxés.

Thuriot y a fait insérer les soieries, par la

raison qu'elles entrent souvent dans les étoffes, soit avec le fil, soit avec le coton, soit avec la laine.

On croyait nécessaire de séparer de cette disposition, les soieries ouvrées qui sont un objet de luxe et qui, consommées par le riche, diminuent la concurrence pour les étoffes de laine et les laissent à meilleur marché pour le pauvre.

Un membre observe que l'accapareur n'en prenant pas pour son usage, mais au contraire pour retirer du commerce l'objet qu'il accapare, ce serait favoriser la richesse ou l'aristocratie, qui sont une même chose, que d'admettre la distinction proposée.

La Convention comprend dans son décret les soieries ouvrées et non ouvrées.

Lecointre y fait insérer les limes et autres outils.

(Suit la lettre de Lacombe-Saint-Michel que nous avons insérée ci-dessus, page 623.)

On reprend la discussion sur la rédaction proposée par Osselin; elle est adoptée.

la consommation et l'usage habituel tiennent aux plus pressants besoins de la vie, est un crime capital.

Art. 2.

Ces denrées et marchandises sont :  
Le pain, le riz, la viande, le vin, les grains, les farines, les légumes, les fruits, les pommes de terre, le beurre, le vinaigre, le cidre, la bière, l'eau-de-vie, le rhum, le charbon de bois et de terre, le suif, la chandelle, le bois à brûler, merrains et échalas, l'huile, la soude, le savon, le sel, les viandes et poissons secs, fumés, salés ou marinés, la rogue (appât de pêche), le miel, le sucre, le café, le tabac, le papier blanc, les laines, cotons et soieries, ouvrées ou non ouvrées, les cuirs, les souliers et bottes et généralement les cuirs ouvrés ou non ouvrés, les armes, le fer, la fonte, l'acier, le cuivre, le plomb et l'étain, les draps, la toile, la tourbe, la résine, les brais et goudron, les chapeaux de laine ou de poil, le chanvre, le lin, les sabots et généralement toutes les étoffes, ainsi que les matières premières servant à leur fabrication.

Art. 3.

- « Sont déclarés coupables d'accaparement :  
« 1<sup>o</sup> Les négociants ou marchands en gros ou en détail qui dérobent à la circulation des denrées ou marchandises énoncées dans l'article ci-dessus, qu'ils ont achetées et tiennent enfermées dans un lieu quelconque, sans les mettre en vente journellement et publiquement.  
« 2<sup>o</sup> Tous ceux qui n'exerçant aucun commerce, ont acheté ou achètent et conservent desdites denrées et marchandises au-delà de ce qui est nécessaire pour leur approvisionnement, ainsi qu'il est ci-après réglé.  
« 3<sup>o</sup> Tout fabricant, commissionnaire, chargeur, entreposeur ou dépositaire, à quelque titre que ce soit, qui sous prétexte de fabrication, expéditions, chargements, roulages ou autres dispositions, achète ou recèle dans ses magasins, ateliers ou dépôts, des denrées et marchandises de la nature de celles ci-dessus énoncées.  
« 4<sup>o</sup> Tout fermier ou propriétaire qui, par des achats, a ajouté ou ajoute aux produits de sa récolte une quantité quelconque desdites marchandises, lorsque les produits de sa récolte suffisent pour sa consommation, prélèvement de sa semence pour l'année.

Art. 4.

- « Sont également déclarés accapareurs ceux qui font périr ou laissent périr volontairement les denrées et marchandises de la nature de celles énoncées dans l'article 2.

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n<sup>o</sup> 393, p. 203).

(2) Voyez le projet de décret présenté par Osselin, *Archives Parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. LXXIV, séance du 19 septembre 1793, p. 409, col. 2.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 118.

(4) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n<sup>o</sup> 393, p. 206 et 207). D'autre part, le *Mercur universel* [26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 268, col. 1] rend compte du projet de décret sur les accapareurs dans les termes suivants :

« L'on reprend la discussion sur la peine à infliger aux accapareurs des denrées de première nécessité.

« Les articles suivants ont été rendus ainsi qu'il suit :

Art. 1<sup>er</sup>.

« L'accaparement des denrées et marchandises, dont

« Sur la demande du citoyen Moineau, secrétaire-commis au bureau des procès-verbaux, qui se dispose à partir pour aller défendre la patrie.

« La Convention nationale décrète (1) qu'il sera payé au citoyen Moineau, à titre de gratification, deux mois de ses appointements, et qu'il jouira en outre du tiers desdits appointements pendant tout le temps de son service militaire, avec la faculté de reprendre sa place à son retour (2). »

*Suit la demande du citoyen Moineau (3).*

« Citoyens législateurs,

« Le citoyen Moineau, père de famille, et commis au bureau des procès-verbaux de la Convention, brûlant du désir de voler à la défense de la patrie, se dispose à rejoindre le 6<sup>e</sup> bataillon des volontaires de la Marne. Il vous prie de vouloir bien lui accorder les secours décrétés en faveur de deux de ses confrères les 12 et 14 mai dernier.

« MOINEAU.

« A Paris, le 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de la 2<sup>e</sup> année de la République française une et indivisible. »

Un membre du comité de sûreté générale [VOULLAND, rapporteur (4)], rend compte des mesures de précaution dont ce comité avait cru devoir faire usage vis-à-vis des défenseurs officiels donnés à la veuve Capet, afin de savoir s'il leur avait été fait aucune déclaration qui pût intéresser la République, et du procès-verbal qui avait été dressé à ce sujet sur les explications auxquelles le comité en était venu avec eux; il déclare que ce parti n'avait été pris que par mesure de sûreté générale; que, d'un côté, elle ne doit jeter aucune défaveur sur ces citoyens, et que, de l'autre, ils s'en sont mis eux-mêmes à l'abri par leur conduite; il propose et l'Assemblée décrète ce qui suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de surveillance et de sûreté générale, sur les motifs qui l'avaient déterminé à mettre provisoirement, et par mesure de sûreté générale, en état d'arrestation provisoire, les citoyens Tronson-Ducoudray et Chauveau, décrète qu'ils seront mis sur-le-champ en liberté.

« La Convention nationale, approuvant cette mesure de sûreté générale prise par son comité, déclare que lesdits citoyens Tronson-Ducoudray et Chauveau sont à l'abri de toute inculpation dans la manière dont ils ont rempli les fonctions de défenseurs officiels de la veuve de Louis Capet, qui leur avaient été déléguées par le tribunal révolutionnaire (5). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Voulland, au nom du comité de sûreté générale. Vous avez imposé à votre comité de surveillance d'avoir sans cesse les yeux fixés sur le vaisseau de l'Etat; c'est dans les événements, dont il est facile de prévoir que la malveillance pourrait abuser, qu'il doit redoubler d'activité et de surveillance.

Le procès de la veuve Capet, qui s'est instruit solennellement pendant trois jours consécutifs, dans le calme qui caractérise le peuple français, quand il attend avec confiance un grand acte de justice, avait fixé toute l'attention de votre comité; il a cru qu'il devait, par mesure de sûreté générale, s'assurer de la personne des défenseurs officiels donnés par le tribunal à cette femme, qui depuis quelques instants a cessé de vivre; l'opinion de votre comité était que dans les rapports que les défenseurs officiels devaient nécessairement avoir avec l'accusée, elle pouvait, en les intéressant à son sort, les charger de quelques lettres dont il était important de prendre connaissance; cette idée, qui n'était pas tout à fait dénuée de fondement, et à laquelle il est permis de s'abandonner, surtout dans un temps de révolution, dicta à votre comité l'arrêté dont je vais vous donner lecture.

« Du 23 au 1<sup>er</sup> mois.

« Le comité de sûreté générale et de surveillance de la Convention nationale arrête que les citoyens Tronson-Ducoudray et Chauveau, défenseurs officiels de Marie-Antoinette, veuve de Louis Capet, immédiatement après le jugement à intervenir contre cette particulière, seront mis en état d'arrestation, interrogés séparément et conduits ensuite dans la maison nationale dite le Luxembourg, où ils seront provisoirement détenus, et traités avec tous les égards dus à des personnes qu'on n'arrête que par mesure de sûreté générale, quant à présent, et pour vingt-quatre heures seulement.

« Le comité nomme pour l'exécution du présent arrêté, les citoyens Moïse Bayle et Voulland, lesquels sont autorisés à se transporter au palais de justice, où doit s'instruire le procès de la veuve Capet, et y faire toutes les réquisitions qu'ils jugeront nécessaires. »

En exécution de cet arrêté, les deux commissaires de votre comité de surveillance, ont suivi toute l'instruction de la procédure de la veuve et de la complice du dernier tyran des Français. Lorsque la plaidoirie des défenseurs officiels fut terminée et qu'ils eurent déclaré que le ministère qui leur avait été délégué par le tribunal, était rempli, ils furent mis en état d'arrestation. Le verbal qui a été tenu, et la déclaration qu'ont faite les citoyens Tronson-Ducoudray et Chauveau ont déterminé votre comité, d'après le compte que ses commissaires lui ont rendu, de vous proposer la mise en liberté de ces citoyens, et de déclarer, en approuvant la mesure provisoire de votre comité, que ces deux défenseurs officiels, donnés par le tribunal à la veuve

(1) La minute du décret est signée par Ramel, en qualité de secrétaire.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 118.

(3) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 715.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 688.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 118.

(1) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 109, col. 1].



Capet, sont à l'abri de toute inculpation dans la manière dont ils ont rempli les fonctions dont ils ont été chargés.

Le citoyen Tronson-Ducoudray a déclaré qu'il n'avait reçu de la veuve Capet aucune confiance à transmettre à qui que ce soit, qu'elle n'avait fait que déposer en ses mains deux petits anneaux d'or et une touffe de cheveux qui paraissent être des siens, pour être remis à une citoyenne nommée Hiary ou Hiarey, qui demeure à Livry, chez la citoyenne Laborde, n'ayant donné aucun éclaircissement sur cette citoyenne, s'étant contentée de lui dire qu'elle était son amie, lesquels anneaux et cheveux il nous a à l'instant remis, et que nous avons enveloppés dans une demi-feuille de papier que nous avons cachetée aux deux extrémités du sceau du tribunal.

Le citoyen Ducoudray a même déposé sur la table son portefeuille dans lequel il ne s'est trouvé que des papiers personnels audit citoyen Tronson-Ducoudray.

Le citoyen Chauveau a déclaré que les conférences qu'il a eues avec la veuve Capet, n'ont roulé que sur son affaire personnelle; et que malgré ses interpellations pressantes, elle s'est toujours tenue sur la négative.

Interpellé de déclarer dans sa conscience si la veuve Capet ne lui avait dévoilé aucune des conspirations, nommé les conspirateurs cachés ou connus, dont les actes peuvent être nuisibles à la République, il a répondu : « Je n'ignore pas que mon premier devoir est celui de citoyen. La confiance qui m'a été accordée par le tribunal, loin de m'empêcher de dénoncer les conspirations dont la veuve Capet aurait pu me faire part, aurait été pour moi un nouveau motif de remplir cette obligation sacrée; je proteste que ses dénégations n'ont pu me laisser même entrevoir ce que probablement elle avait intérêt de me cacher. Je déclare au surplus que la plus profonde dissimulation a duré dans toutes ses conférences avec moi et mon collègue; cependant, malgré ses négatives continuelles, après nous avoir demandé notre opinion sur les témoins entendus jusqu'alors, et sur notre réponse, qu'aucune preuve positive encore n'était acquise, il lui est échappé de nous dire : *Je ne crains que Manuel*. Ensuite je dois déclarer, pour faire connaître la moralité de l'accusée, qu'elle m'a demandé, dans le courant des débats, si elle n'avait pas mis trop de dignité dans ses réponses, en ajoutant qu'en se retirant de l'audience, elle s'était aperçue que le peuple en avait été choqué, et qu'elle avait même entendu une femme dire : « *Vois-tu comme elle est fière !* »

Citoyens, votre comité nous a chargés de vous proposer de décréter la mise en liberté de Tronson-Ducoudray et de Chauveau-Lagarde, et de déclarer qu'il n'y a lieu à aucune inculpation dans la manière dont ils ont rempli les fonctions dont ils avaient été chargés.

**Basire.** La Convention n'a rien à décréter sur la liberté de ces citoyens, puisqu'elle n'a point ordonné leur arrestation. Elle doit simplement passer à l'ordre du jour.

**Voulland.** L'arrestation de ces citoyens a eu de l'éclat; on pourrait, dans un an, leur faire un crime seulement de cette détention, et les inquiéter.

La Convention adopte le projet de décret présenté par le comité de sûreté générale.

**Le citoyen Briois, admis à la barre, présente, par l'organe d'un député de la Société des amis de la patrie, le don qu'il fait des différentes décorations à lui accordées sous le règne des tyrans; elles consistent en une épée par lui prise sur un officier anglais à la bataille de Fontenoy, 4 médailles, dont 2 d'argent, sur différents sujets, et un médaillon de vétérance. Le Président répond que les représentants du peuple applaudissent à l'offrande, et il admet le citoyen présent à la barre aux honneurs de la séance (1).**

*Suit le discours du citoyen Briois (2) :*

« Citoyens représentants,

« Le citoyen Brivois (*sic*), âgé de 79 ans, ayant 66 ans de service, se présente à votre barre pour déposer sur l'autel de la patrie les différentes décorations qui lui ont été accordées sous le règne des tyrans qui sont au nombre de 5, dont une épée qui lui a été laissée par le maréchal de Saxe, qui vient d'un officier anglais qu'il avait fait prisonnier à la bataille de Fontenoy.

« Il les a toutes méritées au prix de son sang qui a coulé dans différentes occasions et notamment à la prise de la Bastille, et les 5 et 6 octobre 1789 et au 10 août 1792, le tout prouvé authentiquement par quatre blessures. 14 de ses enfants ont été tués au service de sa patrie. Le dernier l'a été à son poste à la journée du 18 août, à côté de lui; il se trouve assez heureux d'avoir assez vécu pour voir son pays délivré de la tyrannie, il en rend grâce à la Montagne. Son dernier soupir sera pour la République. Comme il répugne à porter une vétérance qui lui a été donnée par un tyran, il désirerait vivre assez pour la voir remplacée par une décoration nationale qui sera sans doute créée par l'impétueux Montagne pour ceux qui auront bien mérité de la patrie (3).

« **BRIVOIS,**

*28<sup>e</sup> compagnie de la section des Amis de la patrie.*

*Extrait du registre des délibérations de la Société populaire de la section des Amis de la patrie (4).*

« Du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de la 2<sup>e</sup> année de la République française une et indivisible.

« Le citoyen Brivoy (*sic*) ayant annoncé qu'il avait l'intention de remettre sur le bureau de la Convention nationale les marques distinctives qu'il a reçues avant la Révolution en France, de la ville de Paris, ainsi qu'une épée que le comte de Saxe lui a donnée et qu'il avait prise aux avant-postes à un Anglais, à la bataille de Fontenoy.

« La Société a adhéré à ladite demande et

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 118.

(2) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 715.

(3) Vifs applaudissements, d'après l'*Auditeur national* [n° 390 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 1].

(4) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 715.

a nommé pour ses commissaires les citoyens Grandjean, Simon, Riché, Pingeant, Simon graveur, Billiard, pour accompagner ledit citoyen Brivoy à la Convention nationale.

« VAN BROMEURS, président par intérim. »

« Pour extrait conforme :

« NUBERT. »

Les députés des Sociétés populaires des villes de Sedan, Montmédy, Mousson [Mouzon] et Philippeville, admis à la barre, annoncent qu'ils viennent, de la part de leurs concitoyens et de leurs frères d'armes, déposer sur l'autel de la patrie, pour les y faire convertir en armes, les hochets du despotisme, dont on se décorait sous les tyrans, et les effets dont le fanatisme se parait pour éblouir les faibles et entretenir la superstition; ils présentent en conséquence différentes croix et autres bijoux. Ils donnent ensuite lecture d'une pétition dans laquelle ils demandent entre autres objets, dans les termes les plus énergiques, la punition des représentants du peuple qui ont trahi leurs devoirs, l'expulsion des nobles de tous les emplois civils et militaires, le jugement des généraux traités à la patrie, l'envoi de commissaires pleins de patriotisme auprès des armées, le rappel de ceux qui n'ont pas donné des preuves d'un pareil sentiment, la surveillance des agents du conseil exécutif, la mise en activité des manufactures, la formation d'un régiment appelé les jacobins à pied, les jacobins à cheval; ils invitent l'Assemblée à rester à son poste, jusqu'à ce que la liberté soit partout triomphante; ils remettent quelques pétitions de plus relatives à d'autres objets d'utilité ou de sûreté générale, ils y annoncent les pièces probantes et justificatives.

Le Président leur répond que les Sociétés populaires n'ont jamais paru à la Convention nationale que pour y donner des preuves de civisme et de dévouement, que leur démarche en fournit une nouvelle preuve; il ajoute que la patrie sera vengée de tous les crimes dont ses ennemis se rendent coupables; il les invite aux honneurs de la séance, et ils y sont admis au milieu des applaudissements.

Sur la proposition d'un membre, relative aux demandes faites par les pétitionnaires, le décret suivant a été rendu.

« La Convention nationale décrète qu'il sera fait mention honorable dans son procès-verbal de l'offrande patriotique des députés des sociétés populaires de Sedan, Montmédy, Mousson [Mouzon] et Philippeville, que le « Bulletin » en sera chargé, et que les comités de Salut public et de sûreté générale lui feront incessamment leur rapport, chacun pour ce qui le concerne, des objets compris dans les pétitions présentées, tant ce jourd'hui que dans la séance d'hier, contre les corps administratifs et contre tous les individus par elles dénoncés, et que pour cet effet, toutes les pièces déposées leur seront renvoyées (1). »

*Suit l'état des dons patriotiques déposés par la députation d'après le Bulletin de la Convention (1).*

Une députation de la Société populaire de Montmédy a été admise à la barre.

L'orateur, après avoir prononcé une pétition a déposé sur l'autel de la patrie 26 croix de Saint-Louis, 6 médailles de fédération de 1790, 21 onces d'argent fabriqué, 40 onces de galons, de petites croix du Saint-Esprit; une grande croix du Saint-Esprit, une épée à garde d'argent, une bague à diamant d'évêque, une croix d'or et une médaille de commissaire.

Mention honorable.

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (2).

Une députation des Sociétés populaires de Sedan, Montmédy, Givet et Philippeville, est admise à la barre; elle dépose dans le sein de la Convention plusieurs objets d'or et d'argent donnés à leur ville par l'ancien despotisme, et les ornements du ci-devant cardinal de La Rochefoucauld.

« Nous étions aussi chargés, dit l'orateur, de vous demander le prompt jugement de la veuve Capet, mais nous avons eu la satisfaction d'ap-

(1) *Supplément au Bulletin de la Convention du 5<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793).*

(2) *Moniteur universel* [n° 26 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 106, col. 2]. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 393, p. 210), rend compte de l'admission à la barre de la députation des sociétés populaires de Sedan, Montmédy, Mousson [Mouzon] et Philippeville dans les termes suivants :

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

Les mêmes citoyens qui se présentèrent hier à la barre, au nom des sociétés populaires de différentes villes du département des Ardennes, viennent déposer sur le bureau divers hochets de l'aristocratie pour être convertis en piques et en armes pour le soutien de la liberté. Nous vous apporterons encore, dit l'orateur, les hochets de l'archevêque Larochehoucauld, ses saints-esprits, ses bons-dieux et la croix d'or avec laquelle il célébrait dans les grandes mascarades religieuses. Voilà aussi son plat à barbe. Il faut convertir tous ces attributs du fanatisme et les appliquer à la défense de la République.

La même députation venait demander le jugement prompt de la femme du dernier tyran des Français; mais l'exécution qui vient d'avoir lieu la dispense de remplir cette partie de sa mission. L'orateur annonce que ses camarades et lui iront porter à la frontière la nouvelle de cet acte de justice et qu'il ranimera le courage des défenseurs de la patrie qui s'indignaient de ce que les mains du 10 août n'étaient pas encore vengées.

L'orateur dénonce ensuite Brissot, Fauchet, Garra, surtout Saladin, qui par ses discours, n'a cessé d'exciter au fédéralisme; il appelle aussi le glaive de la loi sur le monstre Bailly qui fit couler le sang de nos frères au Champ de Mars.

Il demande ensuite l'expulsion des nobles de tous les emplois civils et militaires; le jugement du nouveau Custine, Houchard; que la Convention déclare suspects, ceux qui provoqueraient l'avisement du comité de Salut public; qu'elle renvoie de son sein les faux mandataires dont l'œil des montagnards ne peut plus soutenir la vue; qu'elle décrète qu'elle ne cèdera son poste qu'après avoir sauvé la République; qu'elle n'envoie auprès des armées que de bons montagnards; que

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 119.



prendre que notre désir était rempli. Nous nous bornons donc à demander :

1<sup>o</sup> Le jugement de Brissot, Vergniaud, etc.; mais surtout de Saladin, qui a osé dire que la journée du 31 perdait la République;

2<sup>o</sup> Celui de Bailly, qui a fait couler le sang du peuple après l'avoir pillé;

3<sup>o</sup> L'épurement des états-majors, et la punition de Houchard; sa mort épouvantera les traîtres;

4<sup>o</sup> L'arrestation de tous ceux qui tâcheront de faire perdre au comité de Salut public la confiance qu'il mérite à si juste titre;

5<sup>o</sup> L'arrestation des signataires de toutes les pétitions liberticides;

6<sup>o</sup> Que la Convention nationale appelle les suppléants de tous ces mandataires infidèles, que l'œil des Montagnards ne peut plus soutenir, et qui jusqu'à la journée du 31 mai, n'ont respiré que le fédéralisme. Nous demandons que ces hommes, si justement suspects, ne soient pas mis sous la garde d'un gendarme, mais bien renfermés dans des cachots;

7<sup>o</sup> Que le conseil exécutif soit responsable de tous ses agents; cette mesure l'obligera à ne nommer que des sans-culottes aux places importantes;

8<sup>o</sup> Le rapport, séance tenante, du décret qui admet à fournir caution le citoyen contre lequel il y aura un décret d'arrestation : cette mesure ne favorise que les riches;

9<sup>o</sup> Qu'une division de l'armée révolutionnaire soit envoyée à Sedan, où Lafayette a de nombreux partisans.

La Société populaire de Sedan a armé un chasseur à cheval et un à pied; plusieurs autres ont imité son exemple. Nous demandons à former de tous ces citoyens un régiment, qui portera le nom de Jacobin. Si du fond de nos retraits nous épouvantons les tyrans, jugez, citoyens, quelle sera leur terreur, lorsqu'on leur dira : « Vous avez à vos troupes un régiment de Jacobins. »

Nous demandons, en terminant, le rappel des représentants du peuple Calès et Perrin, commissaires dans les Ardennes; nous reprochons à Calès d'avoir dit que les Sociétés populaires étaient composées de *polissons*, et d'avoir laissé opprimer les patriotes sans avoir pris leur défense. Perrin blâme le décret du *maximum*.

les ministres soient responsables de leurs commissaires.

L'orateur demande enfin que la Convention rapporte le décret qui permet l'élargissement des détenus qui feraient caution et que l'armée révolutionnaire soit répartie de manière qu'aucun département ne soit privé de la présence de ces bons républicains qui porteront les derniers coups à toutes les espèces d'aristocratie.

« Je réclame, ajoute l'orateur, au nom de ceux qui m'envoient pour que l'on réunisse les hommes armés fournis par les sociétés populaires et qu'il en soit formé des corps dits Jacobins à pied et Jacobins à cheval. (Applaudi.) »

« Vous pouvez apprécier la terreur qu'ils répandront par celle que leur nom seul inspire. Je suis aussi chargé de vous demander le rappel des représentants commissaires Calès et Perrat (Perrin). Le premier a tenu des propos insultants sur les sociétés populaires; le second viole ouvertement la loi qui prohibe la sortie de nos marchandises. »

Le Président dans sa réponse rappelle, au milieu des applaudissements, le zèle qu'ont toujours montré les sociétés populaires et accorde aux pétitionnaires les honneurs de la séance.

**Chabot.** Je demande le renvoi de cette pétition et des pièces à l'appui au comité de Salut public, pour examiner la conduite de nos commissaires dans les Ardennes; car si les faits avancés contre eux sont exacts, ils doivent être punis.

Ces propositions sont adoptées.

Un membre du comité de Salut public [SAINT-JUST, rapporteur (1)], fait un rapport sur l'arrestation des étrangers nés sujets des gouvernements avec lesquels la République française est en guerre; il propose une exception en faveur des femmes qui ont épousé des Français avant le décret rendu contre les Anglais, et l'ordre du jour sur la proposition d'étendre aux autres peuples que ces derniers la prohibition de l'importation des marchandises.

La discussion s'engage sur le projet de décret présenté. Un membre [CHABOT (2)] demande qu'il soit usé de distinction à l'égard des étrangers qui auront fait preuve de patriotisme; cette proposition est combattue par les raisons déduites de ce qu'il ne s'agissait que d'une mesure de sûreté générale. D'autres proposent d'excepter, ou expressément ou par un ordre du jour motivé, les Hollandais réfugiés, les Belges, les Mayençais et autres citoyens venus en France, en abandonnant leurs pays nouvellement réunis à la République. On répond que le but qu'on a en vue ne permet pas d'adopter une demande aussi générale; que la nature des réunions décrétées mérite un examen particulier, qu'il faut porter la même attention sur les soi-disant patriotes réfugiés : alors on se borne à demander que le comité de Salut public soit chargé d'examiner ce qu'il convient de statuer à cet égard.

Cette demande est appuyée et décrétée.

Un membre demande que la prohibition d'importation des marchandises, ainsi que la saisie des biens, ordonnées à l'égard des Anglais, fussent étendues aux Hollandais.

Le rapporteur adopte cet amendement : l'impresion du rapport est ordonnée, et le décret est rendu dans les termes suivants.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Les étrangers nés sujets des gouvernements avec lesquels la République est en guerre, seront détenus jusqu'à la paix.

Art. 2.

« Les femmes qui ont épousé des Français avant le décret du 18 du premier mois, ne sont point comprises dans la présente loi, à moins qu'elles ne soient suspectes ou mariées à des hommes suspects.

(1) D'après le document imprimé.

(2) D'après le *Moniteur universel*.

Art. 3.

« Le comité de commerce présentera dans trois jours ses vues sur le sort des étrangers qui ont formé des établissements dans la République, afin que la présente loi ne tourne point contre l'industrie nationale (1).

(Suit le rapport de Saint-Just.)

RAPPORT FAIT A LA CONVENTION NATIONALE, AU NOM DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC, SUR LA LOI CONTRE LES ANGLAIS, PAR LE CITOYEN SAINT-JUST, SÉANCE DU 25<sup>e</sup> JOUR DU 1<sup>er</sup> MOIS DE L'AN II DE LA RÉPUBLIQUE (Imprimé par ordre de la Convention nationale.) (2).

Vous avez renvoyé à votre comité l'examen de la proposition qui vous a été faite de rapporter la loi rendue contre les Anglais, ou de l'étendre à tous les étrangers. Votre comité a examiné cette proposition avec la bonne foi qui fait sa politique. Le reproche qu'a fait l'auteur de cette proposition, que l'on voulait nationaliser la guerre, nous le lui faisons à lui-même. La loi qu'il a combattue ne touche que les Anglais, et l'extension qu'il demande frappe l'Europe entière.

La loi que vous avez rendue est le fruit de la défiance que vous ont inspirée les Anglais; car ils ont violé le droit des gens envers nous avec une barbarie auparavant inconnue. Ils ont paru penser que le meilleur moyen de faire la guerre à une République naissante, était plutôt de la corrompre que de la combattre. Les renseignements qui nous parviennent, nous ont convaincus que c'était en exagérant nos mesures qu'ils tentaient de les rompre.

Vous aviez mis l'épouvante à l'ordre du jour : elle ne devrait l'être que pour les méchants; mais par un plan très bien suivi de neutraliser les méchants en les outrant, la terreur qui n'était faite que pour les ennemis du peuple, on a tout fait pour la répandre sur le peuple, lui-même, afin que, fatigué de l'heureuse effervescence qui seule a maintenu la liberté jusqu'aujourd'hui, il fit à la fin, cause commune avec ses ennemis, et retournât à l'indulgence.

Il y a des factions dans la République. Factions de ses ennemis extérieurs; factions des voleurs qui ne la servent que pour sucer ses mamelles, mais qui la traînent à sa perte par l'épuisement. Il y a aussi quelques hommes impatients d'arriver aux emplois, de faire parler d'eux, et de profiter de la guerre.

Tous ces partis, toutes ces passions diverses concourent ensemble à la ruine de l'État, sans pour cela s'entendre entre elles.

Le comité, convaincu qu'on ne peut fonder une République, si l'on n'a le courage de la nettoyer d'intrigues et de factions, veut parler au

peuple et à vous un langage sincère. Quiconque dissimule avec le peuple est perdu !

Ainsi, aujourd'hui même que vous avez porté une loi salutaire contre la perfidie anglaise, on a voulu la neutraliser en multipliant le nombre de ceux qu'elle frappe.

C'est un principe reconnu, que plus une loi veut effrayer de monde, moins elle en effraie.

L'examen de la proposition que vous nous avez renvoyée a donc entraîné l'examen de tous les moyens par lesquels on altère l'opinion publique, et par lesquels on corrompt vos lois.

Les orateurs de cette Assemblée sont environnés d'hommes insinuant qui cherchent à leur inspirer de fausses mesures; et quelquefois, sans le vouloir, on est le complice innocent d'une intrigue étrangère.

On avait ainsi motivé la proposition de rapporter la loi contre les Anglais, ou de l'étendre à tous les étrangers.

On avait dit : « Que ce décret pourrait produire de fâcheuses impressions sur le peuple anglais; qu'il avait été mal disposé contre nous à l'occasion de la mort du roi, mais qu'il revenait tous les jours de son erreur : qu'il fallait craindre de nationaliser la guerre que nous faisons à son gouvernement. »

Comme la raison et la justice sont unes, nous avons difficilement compris cette alternative, ou de rapporter le décret, ou de l'étendre, et cette contradiction de ne point nationaliser la guerre avec l'Angleterre, ou de nationaliser la guerre avec l'Europe. Nous n'avons point compris ce scrupule de déplaire aux Anglais offensés de la mort de notre tyran, et de craindre de nationaliser la guerre avec des hommes dont l'opinion était déjà supposée nous être contraire.

La proposition semblait devoir se borner ou à la demande pure et simple du rapport de la loi, ou à la demande de son extension à tous les étrangers; l'alternative qu'on a présentée est insoluble, car il n'y a point de milieu entre le juste et l'injuste.

Le comité de Salut public, citoyens, a dû se prescrire un plan de conduite dans le manie- ment des affaires; il a dû combiner sa politique, et se tracer un plan, qui, en même temps qu'il préparerait la fortune de la République française, dévorerait secrètement les ressources et la prospérité de ses ennemis.

Il vous présenta donc une loi prohibitive des marchandises anglaises; on fit l'amendement de l'arrestation de tous les Anglais, vous l'adoptâtes.

Le comité n'avait d'abord eu en vue que notre économie, en prohibant les marchandises : est-ce par cette loi que l'on prétend qu'on a nationalisé la guerre? Il est impossible que l'utilité des rapports du droit des gens soit toujours réciproque; nous n'avons dû considérer premièrement que notre patrie.

On peut vouloir du bien à tous les peuples de la terre; mais on ne peut en effet faire du bien qu'à son pays. Votre comité, convaincu de cette vérité, n'a vu dans l'univers que le peuple français.

Trop longtemps la philanthropie a servi de masque aux attentats qui nous ont déchirés. La philanthropie a enterré 100,000 Français et 1.200 millions dans la Belgique.

Votre comité de Salut public a pensé que, dans nos rapports étrangers, aucune considéra-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 120.

(2) Bibliothèque nationale, 42 pages in-8°. Le<sup>n</sup>o 507. Bibliothèque de la Chambre des Députés : Collection Portiez (de l'Oise), t. 27, n<sup>o</sup> 9 et 386, n<sup>o</sup> 11. Le *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 27 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 16 octobre 1793)], p. 109, col. 2, reproduit avec quelques légères variantes le texte du document imprimé.



tion ne devait approcher de vous, qui fût indigne de la fierté de la République et du courage des Français.

Si vous montrez des ménagements à vos ennemis, on ne le croira point vertu, on le croira faiblesse; et la faiblesse entre les nations, comme entre les hommes, trouve peu d'amis.

C'est donc une faiblesse elle-même que la proposition qu'on vous a faite de rapporter votre décret contre les Anglais.

Toutefois il y a ici une question à examiner.

Le décret que vous avez rendu l'a-t-il été contre les Anglais? Je dis non. Ce décret, vous l'avez rendu pour le bien de la République; vous ne l'avez point rendu contre un peuple: ce n'est point essentiellement contre le commerce anglais que vous portez la loi qui prohibe ses marchandises; c'est contre le gouvernement qui lève des tributs sur ce commerce, et nous fait la guerre avec ces tributs; c'est contre le gouvernement qui, par la concurrence de ses manufactures avec les nôtres, ruine notre industrie, et nous fait la guerre, comme le poison, jusque dans nos entrailles.

Ce n'est point contre les Anglais que vous avez porté la loi qui les met en détention; c'est contre le gouvernement qui, à la faveur de la liberté dont les étrangers jouissent parmi nous, a rempli la République de conjurés, s'est emparé de nos ports et de nos villes, a pratiqué des intelligences, a brûlé les arsenaux et ourdi des trahisons.

Je ne vous rappellerai point ce qui s'est passé dans Toulon; le meurtre des représentants du peuple, outrage fait à la Chambre des communes de l'Angleterre aussi bien qu'à vous; le fanatisme répandu dans la Vendée par le gouvernement d'un peuple philosophe; la fausse monnaie en concurrence chez nous avec les besoins du pauvre peuple, et la première cause du renchérissement des denrées; les colonies ensanglantées, les vexations commises contre les Français: tout récemment encore, des corsaires anglais, sous le pavillon tricolore, se sont emparés de vaisseaux américains pour aliéner nos derniers amis; d'autres ont poursuivi nos navires jusque dans la rade de Gènes.

Pour qui réclame-t-on votre modération? Pour un gouvernement coupable! Au lieu de vous porter à la faiblesse, faites jurer à vos enfants une haine immortelle à cette autre Carthage.

L'intention de votre comité était de ne vous parler plus de l'Angleterre, mais de conduire ses opérations de manière à vous prouver un jour qu'il s'était occupé de l'intérêt de la République.

Vous n'avez point porté de lois contre le peuple anglais; au contraire, vos précautions l'aideront à briser ses chaînes, s'il est digne de la liberté; la cour de Londres est Carthage pour nous, et non pas l'Angleterre.

Il y a deux factions en Europe: celle des peuples enfants de la nature; celle des rois, enfants du crime (1). Que l'Angleterre se réveille, nous sommes ses amis pour l'aider à se délivrer des rois. Qu'on ne dise donc plus que l'on a nationalisé la guerre! Si votre sévérité contre les Anglais qui vivaient en France est un outrage, il est tout entier au gouvernement de l'An-

gleterre, par la défiance que ses attentats vous ont inspirée.

Nous n'avions mérité par aucun crime l'expulsion des Français de cette île il y a six mois; si le peuple anglais est malheureux par les suites de cette guerre, qu'il s'en prenne à l'injustice de ceux qui le gouvernent, et non point à nous; et depuis qu'ils ont immolé les représentants du peuple à Toulon, que la Chambre des communes songe que ce coup a frappé sur elle.

Notre défiance est devenue légitime avec des ennemis cruels, qui ont porté si loin la séduction. S'il est un homme qui soit insensible à nos malheurs, et corrompu jusqu'à s'offenser de notre rigidité, il n'a point d'idée de notre République, qui ne peut s'établir que par le courage.

Vous devez donc rester inflexibles, et lors même qu'il existerait ce péril chimérique de nationaliser la guerre, examinez, citoyens, si le danger d'entretenir et de favoriser des conjurations parmi nous, n'entraînerait point des périls réels et plus grands encore.

Premièrement, le commerce avec l'Angleterre fournit aux riches les moyens d'avilir notre signe en le mesurant contre le change. Il avilit nos manufactures. Nous ne tirions de l'Angleterre que des marchandises ouvrées. Nous perdions sur elles le prix énorme des façons. Nous ne tirions de l'Angleterre que des objets de luxe; c'était sa politique de lever des tributs sur tous les peuples, et de s'enrichir en ne leur envoyant rien de brut, et en s'enrichissant par la main-d'œuvre.

Ceux qui demandent la même loi prohibitive pour tous les étrangers ignorent-ils que les autres n'avaient point la politique exclusive des Anglais? Tout leur commerce, au lieu d'être en prix de main-d'œuvre, est en matière première: l'une fournit des cuirs, l'autre des métaux, l'autre des bois. O vous qui nous avez forcés de parler de la sorte, mettez enfin quelque différence entre vos ennemis, selon la différence des rapports et de nos intérêts!

Il n'y a point d'indiscrétion à parler ainsi: nous avons besoin de matières premières; on a besoin de nous les vendre. Nous n'avons donc proscrire que le riche bénéficiaire du commerce de l'Angleterre sur la main-d'œuvre: ce commerce entretient l'industrie de nos ennemis; il donne aux fripons de l'intérieur le moyen de réaliser le fruit de leurs vols; il fournit au gouvernement ennemi le moyen de nous épier.

Mais que signifie ce mot nationaliser la guerre? A supposer même que votre loi révoltât le commerce de Londres, la nation en serait-elle pour cela révoltée? Les gens de commerce ne constituent pas davantage la nation anglaise qu'ils ne constituent la nation parmi nous.

Toutes les lois que vous ferez contre le commerce de l'Angleterre, seront des lois dignes de la reconnaissance du peuple anglais, également opprimé par la noblesse, par le ministère, et par les commerçants. Ceux qui ont prétendu ici que vos décrets nationalisaient la guerre, ont-ils fait cette insulte à l'Angleterre que de n'y reconnaître comme nation que ses traitants et que son roi?

Défiions-nous des motions qu'on nous inspire: ce mot doit brouiller des amis; Pitt a dans l'Angleterre un bureau de folie universelle, comme Roland en avait un d'esprit public. Ce Pitt à qui nos invectives ont fait une petite réputation dans le monde, a dépensé sa monarchie pour

(1) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* [26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 270, col. 2].

perdre notre république. La trempe des vœux de cet homme doit vous être connue : nous devons être en état de violence et de force contre un ennemi de ruse. Un jour de révolution parmi nous renverse ses vastes projets, comme le pied d'un voyageur détruit les longs travaux d'un insecte laborieux.

Nous devons donc rester continuellement en état d'énergie, afin de briser également, et les pièges connus, et les pièges cachés. C'est ce principe qui a fait adopter à votre comité un plan imperturbable d'inflexibilité.

Le gouvernement anglais ne désire rien tant que de nous inspirer une modération qui ralentirait la ferveur populaire, ou des mesures extravagantes qui perdraient l'Etat. Brissot vous a trompés par les principes de la philosophie; on veut vous tromper aujourd'hui par ceux de la politique. C'est à la victoire à vous prouver si vous fûtes sages. Vous serez vainqueurs par la force, et non par les scrupules que l'on cherche à vous suggérer.

On a demandé des exceptions en faveur des Anglais qui demeurent en France depuis longtemps; votre comité a délibéré mûrement sur ces exceptions; il n'y eut qu'une exception dans Troie en faveur des Grecs, elle fut pour Sinon. Qui peut répondre d'un Anglais, après Kilmaine, comblé de faveurs parmi nous? Qui peut répondre d'un Anglais lorsque tant de Français eux-mêmes conspirent contre leur patrie? Quelle que soit la raison qui ait banni un homme du sol où il est né, son cœur y tient comme l'arbre tient à la terre, ou il est dépravé. Il est moins cruel sans doute de se défier de tous les Anglais que de compromettre le salut de la patrie. Un étranger est justement suspect chez un peuple que tout le monde a trahi. L'amour de son berceau est la dernière vertu qui sort du cœur de l'ingrat. Ce furent là sans doute les motifs qui vous firent rendre la loi qui ordonne la détention des Anglais.

Il faut plaindre pour l'honneur de l'homme la nécessité qui nous a conduits à ces extrémités; mais il faut plaindre aussi la République contre laquelle tout a conspiré, et dont les enfants même ont dévoré le sein.

La détention de ces étrangers ne doit les priver que des moyens de correspondre avec leur pays et de nous nuire. Cette détention doit être douce et commode; car la République exerce contre eux une mesure politique, et non pas un ressentiment.

La loi de la détention peut bien être étendue à tous les étrangers, mais non la loi qui prohibe les marchandises, par la raison que j'ai développée.

Distinguez-vous des étrangères indépendantes et vagabondes, celles qui, avant la révolution, se sont liées à nous par le sang, sont devenues l'épouse d'un bon citoyen et la mère d'une famille de Français? Celui qui ne croit pas à la nature, ne peut point aimer sa patrie. Le politique qui dans ses soupçons apprécie les hoes par la peur et non par le discernement, oit communément se tromper. Il n'y a point d'autre exception que celle que fait la nature : les mères n'ont d'autre patrie que la patrie de leurs enfants, et la femme d'un Français n'est pas étrangère; nous sommes mariés avec tous les peuples, toutes les frontières respectives ont mêlé leur sang.

Le comité, en adoptant l'extension de la loi, quant à la détention des étrangers, m'a chargé

de demander l'ordre du jour sur la proposition de prohiber toutes autres marchandises que celles anglaises, parce que le commerce anglais est de luxe et fait par les riches, et que le commerce avec les autres peuples est d'utilité, et est fait par l'Etat au profit du peuple.

Vous avez demandé des moyens de repaissailles contre les atrocités des officiers ennemis; ces moyens sont militaires; et si l'on craignait (1) de vous faire porter des lois prohibitives, ce serait une perfidie qui nous priverait de cuirs, de bois, d'huile et de métaux.

Votre comité a pensé que la meilleure représaille envers l'Autriche était de mettre l'échafaud et l'infamie dans sa famille, et d'inviter les soldats de la République à se servir de leur baïonnette dans la charge; et, sur la proposition que vous avez renvoyée au comité, il m'a chargé de vous présenter le décret suivant :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les étrangers nés sujets des gouvernements avec lesquels la République est en guerre, seront détenus jusqu'à la paix.

#### Art. 2.

« Les femmes qui ont épousé des Français avant le décret du 18 du 1<sup>er</sup> mois, ne sont point comprises dans la présente loi, à moins qu'elles ne soient suspectes ou mariées à des hommes suspects (2).

#### Art. 3.

« Le comité de commerce présentera, dans trois jours, ses vœux sur le sort des étrangers qui ont formé des établissements dans la République, afin que la présente loi ne tourne point contre l'industrie nationale. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

**Saint-Just**, au nom du comité de Salut public. Vous avez renvoyé à votre comité de Salut public la proposition qui a été faite de rapporter la loi contre les Anglais.

**Pons (de Verdun)**. Je n'ai point demandé le rapport de la loi contre les Anglais; j'ai demandé, au contraire, qu'elle fût étendue à tous les étrangers; c'est un journal qui a fait la faute qu'on me reproche.

**Robespierre**. Pons n'a point dit positive-

(1) A cet endroit, le texte du *Moniteur* est le suivant : « ... et si l'on parvenait à vous faire porter des lois prohibitives... » Il nous paraît traduire plus exactement la pensée de Saint-Just.

(2) On remarquera que les articles 2 et 3 ne devaient pas figurer dans le projet de décret présenté par Saint-Just. Ils sont le résultat d'amendements proposés et adoptés au cours de la séance.

(1) *Moniteur universel* [n° 27 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793)], p. 409, col. 2 et n° 28 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793, p. 112, col. 3). Voy. d'autre part, ci-après, annexe n° 3, p. 651, le compte rendu de la même discussion d'après le *Journal des Débats et des Décrets*.



ment qu'il fallait rapporter la loi contre les Anglais; mais que, si cette loi n'était pas applicable aux autres étrangers, il vaudrait mieux la rapporter. D'ailleurs, ceci est indifférent, et ne doit point empêcher le rapport que le comité de Salut public va vous faire.

**Pons.** Non, cela n'est point indifférent. Si on vous accusait vous, Robespierre, de cesser d'aimer le peuple, et de cesser de prendre ses intérêts, je vous le demande, ne cherchiez-vous pas à vous justifier?

Je le répète, je n'ai point demandé le rapport; j'ai, au contraire, demandé l'extension de la loi contre les Anglais, à tous les peuples contre lesquels nous sommes en guerre, ou que le comité nous fit connaître les motifs de la différence qu'il a établie entre eux; mais je n'ai point placé le comité entre l'alternative du rapport ou de l'extension, puisqu'il avait la faculté de n'adopter ni l'un ni l'autre de ces partis, en motivant sa détermination. Le journal du soir, qui avait fait une faute dans mon opinion, s'est rétracté sur ma demande.

**Barère.** Je n'ai qu'une observation à faire, et je la ferai sans personnalité. On a dit que le décret sur les marchandises anglaises tendait à nationaliser, à populariser la guerre. Il importe au comité de prouver qu'il n'a point nationalisé la guerre; il lui importe d'établir par quels motifs il n'a point étendu à tous les étrangers les mesures prises contre les Anglais. Au surplus, il y a un danger contre lequel vous devez vous prémunir, c'est que lorsque la Convention a pris une grande mesure, elle ne doit point permettre qu'on cherche à faire reculer l'opinion, ni à lui faire croire que ce qu'elle a vu n'existe pas. Je demande que Saint-Just soit entendu.

*(Suit, avec quelques légères variantes, le texte du rapport de Saint-Just que nous avons inséré ci-dessus, d'après le document imprimé par ordre de la Convention.)*

**Saint-Just** présente un projet de décret tendant à faire mettre en état d'arrestation tous les étrangers avec les gouvernements desquels la République est en guerre.

**Chabot.** Je suis prêt à prouver, comme je l'ai toujours fait, que je porte dans mon cœur l'amour le plus ardent pour mon pays et pour la liberté. Si un décret de la Convention m'ordonnait à l'instant de conduire dans une prison l'épouse vertueuse que la nature et la loi m'ont donnée, je le ferais pour sauver ma patrie; ainsi il me sera permis de vous faire quelques observations sur le projet de loi qu'on vous présente. Il est de fait que tout homme tient au sol sur lequel il a pris naissance, mais il est de fait aussi que les Anglais, plus qu'aucun autre peuple, tiennent à leur pays, parce qu'il y règne un simulacre de liberté. Parmi ceux qui sont venus en France, il peut se trouver quelque philosophe qui n'ait eu d'autre intention que celle d'y venir respirer l'air bienfaisant de la liberté; mais en général les Anglais ont une sorte d'orgueil national qui les attache à leur pays. Ainsi vous devez les atteindre directement; mais je vous le demande, quand un ami de la liberté sera venu d'une terre où l'on éprouve toutes les vexations du despotisme, quand il vous aura apporté sa fortune,

son numéraire pour les convertir en domaines nationaux; quand il pourra montrer aux amis de la patrie les marques honorables des blessures reçues le 10 août. Le comparez-vous aux perfides Anglais qui tentent d'incendier nos ports. Il est de toute justice de distinguer les étrangers des étrangers.

Saint-Just a très bien senti cette vérité, en faisant observer que généraliser trop cette mesure, c'était diminuer l'intérêt qu'elle inspire et la neutraliser. Cependant, le rapport frappe tous les étrangers indistinctement. Mais quoi! irez-vous confisquer la fortune de ceux qui ne sont venus que parce que vous les avez appelés? Vous mettez, sans doute, une distinction entre les étrangers qui sont venus de bonne foi et ceux qui ne sont venus en France que dans des vues perfides, et qui en se revêtant du nom de patriotes assassinent la liberté. Je demande qu'il soit créé un tribunal pour examiner la conduite de tous les étrangers depuis qu'ils sont en France, leurs principes et leur fortune; que ce tribunal prononce dans le plus court délai possible, afin que ceux qui sont vraiment patriotes ne restent pas longtemps confondus avec les coupables.

**Robespierre.** La République n'admet de distinction entre les ennemis que lorsqu'elle y est déterminée par son propre intérêt. D'abord, je ne vois pour mon compte aucune raison de regarder les Anglais plus dangereux pour nous que les autres ennemis qui nous font la guerre. Si on adoptait le principe de Chabot, je ne sais pas pourquoi il s'appliquerait plutôt aux Anglais qu'aux Autrichiens et aux Prussiens. Je ne connais pas cet orgueil national dont on a parlé. Je ne vois, au contraire, dans les Anglais que des chaînes plus honteuses que celles des autres peuples, et plus difficiles à briser. C'est une chimère que cet orgueil qu'on leur suppose, et qui les tirerait des crimes d'un gouvernement le plus machiavélique qui ait existé. S'il est des philosophes qui soient les amis de l'humanité, il s'en trouve ailleurs comme en Angleterre. Je soutiens donc qu'il doit en être de l'Angleterre comme de l'Autriche; les Autrichiens ne sont pas plus dangereux que les Anglais.

Depuis le commencement de la révolution, on a dû remarquer qu'il existe en France deux factions bien distinctes, la faction anglo-prussienne, et la faction autrichienne, toutes deux réunies contre la République, mais divisées entre elles pour leurs intérêts particuliers. Vous avez déjà porté un grand coup à la faction anglo-prussienne; l'autre n'est pas morte, vous avez à la terrasser. Je le répète, je ne crois pas si légèrement à la philosophie des Anglais; ceux qui sont dans ce cas sont des prodiges. Je me méfie indistinctement de tous ces étrangers dont le visage est couvert du masque du patriotisme, et qui s'efforcent de paraître plus républicains et plus égarés que nous. Ce sont ces ardents patriotes qui sont les plus perfides artisans de nos maux. Ils sont les agents des puissances étrangères; car je sais bien que nos ennemis n'ont pas manqué de dire: il faut que nos émissaires affectent le patriotisme le plus chaud, le plus exagéré, afin de pouvoir s'insinuer plus aisément dans nos comités et dans nos assemblées; ce sont eux qui sèment la discorde, qui rôdent autour des citoyens les plus estimables, autour des législateurs même les plus incorruptibles; ils emploient le poison du modérantisme et l'art de

l'exagération pour suggérer des idées plus ou moins favorables à leurs vues secrètes. (*On applaudit.*)

Propose-t-on une mesure sage, mais cependant courageuse et calculée sur l'étendue des besoins de la patrie ! ils disent aussitôt qu'elle est insuffisante, et demandent une loi plus populaire en apparence, mais qui, par leurs menées, deviendrait un instrument de destruction. Propose-t-on une mesure plus douce, mais calculée encore sur les besoins de la patrie ! ils s'écrient qu'il y a là de la faiblesse, que cette mesure va perdre la patrie. Ce sont ces agents qu'il faut atteindre, c'est à eux qu'il faut parvenir en dépit de leur art perfide et du masque dont ils ne cessent de se couvrir. Ces agents-là sont de tous les pays. Il y a des Espagnols, des Anglais, des Autrichiens ; il faut les frapper tous. (*Vifs applaudissements.*)

La mesure est rigoureuse, elle pourra atteindre quelques philosophes amis de l'humanité, mais cette espèce est si rare que le nombre des victimes ne sera pas grand. D'ailleurs, cette espèce est si généreuse et si magnanime qu'elle ne s'agrippera pas contre les mesures qui doivent assurer la prospérité de la France, le bonheur du genre humain et de la terre même qui leur a donné le jour, et où la tyrannie domine encore. (*On applaudit.*) Je dis que la Convention, pour son honneur, ne doit pas admettre de distinction ; il ne faut pas qu'on puisse dire qu'elle protège une faction plutôt qu'une autre. Je demande la question préalable sur toute exception.

**Barère** (1). Citoyens, comme il s'agit ici d'une grande mesure révolutionnaire, il ne peut y avoir lieu à des distinctions. Pour avoir une loi révolutionnaire parfaite, il faut qu'elle soit générale sans aucune exception. Il ne faut pas confondre les lois révolutionnaires avec les lois ordinaires. Celles-ci sont sujettes à des exceptions déterminées par des circonstances particulières. Les premières au contraire n'en connaissent aucunes ; les exceptions sont la rouille qui les corrompt. En révolution, il faut frapper tous ses ennemis, comme les soldats français frappent indistinctement les Anglais, les Hollandais, les Prussiens et les Autrichiens.

(1) Le compte rendu du discours de Barère, d'après le *Journal de Perlet* (n° 390 du 6<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 131), contient quelques détails qui ne figurent pas au *Moniteur*. Le voici :

« **BARÈRE.** Les Anglais ont fait périr deux représentants du peuple ; ils ont donné la Vendée, car les rebelles veulent moins Louis XVII que le duc d'York. Ils ont excité la révolte des Corses qui veulent, non Louis XVII, mais Paoli pour maître. La maison d'Autriche a en son pouvoir quatre représentants du peuple qui lui ont été livrés par l'infâme Dumouriez, et deux de vos ambassadeurs, dont l'un est déjà mort. Les Prussiens sont nos plus grands ennemis ; ils sont liés à l'Angleterre par la politique et par les intérêts. La Hollande n'est qu'un intermédiaire ; frappons à la fois les maîtres avec les valets.

« Un Français qui se marie avec une étrangère n'a plus une étrangère avec lui, puisqu'elle lui promet des républicains. Il a dû y avoir une exception en leur faveur. Quand je l'ai proposée au comité, elle a été rejetée par Collot d'Herbois et Billaud-Varenne. (Le premier a épousé une Bruxelloise et le second une Allemande.) Leur vertu n'en voulait point ; mais la nature en exigeait une, et nous vous l'avons présentée. (*Applaudissements.*)

Qui est-ce qui nous tourmente le plus depuis quatre ans ? qui est-ce qui nous agite dans nos assemblées, dans nos Sociétés populaires ? Ce sont les étrangers. Eh bien ! que le parti des étrangers soit frappé tout entier ; mais je dois le dire ici : parmi les nations qui sont lignées contre nous, en distinguez-vous quelqu'une qui n'ait pas commis quelque délit, je ne dis pas contre les Français uniquement, mais contre les lois de la nature et de l'humanité.

Je commence par les Anglais ; ils ont commis le plus grand des attentats, en suppliciant un représentant du peuple dans une ville que la perfidie leur a livrée. Ce crime ne peut se laver que dans la perte de l'Angleterre. (*On applaudit.*) Le parlement va être assemblé ; le despotisme de Georges n'a pu retarder sa session que jusqu'au 27 du mois prochain. Que les communes tremblent, si elles ne nous vengent pas. Tous les peuples sont les mêmes : ils frémissent du supplice qu'on a fait subir au représentant d'une grande nation.

Ce sont encore les Anglais qui nous ont donné la Vendée, qui ont corrompu nos généraux, nos états-majors.

L'Autriche a-t-elle moins fait ? Elle a reçu du traître Dumouriez quatre représentants du peuple, et en les gardant elle consomme la plus lâche des trahisons.

Elle a encore arrêté deux ambassadeurs de la République, et des renseignements parvenus au comité nous apprennent qu'elle a mis le comble à cette violation du droit des gens en faisant mourir l'un de ces ambassadeurs dans les prisons de Mantoue. (*La plus profonde indignation se manifeste dans l'Assemblée et dans les tribunes.*) Ainsi point d'exception pour l'Autriche.

Qu'ont fait les Prussiens ? Ils parcoururent une grande étendue de pays pour venir nous combattre ; ils viennent après avoir partagé la Pologne ; ils sont nos plus grands ennemis ; ils viennent de se lier à l'Angleterre pour suivre leur système général de domination.

La Hollande n'est que leur intermédiaire ; mais nous devons frapper les maîtres et les valets. Ainsi, je le répète, point d'exception.

Ici cependant se présente une hypothèse qui semblerait nécessiter des exceptions. Lorsqu'un Français épouse une étrangère, sa femme devient Française à l'instant, elle n'est point comprise dans la loi que vous allez rendre ; c'est un axiome très connu, consacré dans le code de tous les peuples : *que la femme suit le sort de son mari*. Il est bien plus juste encore de la considérer comme appartenant à la République à laquelle elle donne des enfants ; ainsi ce n'est point une exception que je vous propose de consacrer, mais un droit.

Et ici je dois vous dire ce qui s'est passé au comité au sujet du décret qui ordonnait l'arrestation des étrangers. Ce fut moi qui proposai l'exception dont je viens de vous parler. Je fus porté à la demander par un bon républicain, mon compatriote, qui a épousé une Anglaise. Je me plais à le nommer, c'est Calas, fils de l'infortuné dont tout le monde connaît l'histoire. Ma demande fut rejetée, notamment par Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois. Je cherchai la cause de leur opposition, j'appris qu'elle venait de ce qu'eux-mêmes avaient épousé des étrangères, et qu'ils ne voulaient pas qu'on les soupçonnât de s'être déterminés par un intérêt personnel. (*On applaudit.*) Comme j'ai reconnu qu'il était de toute justice de consacrer cette



exception, ou plutôt ce droit, je me suis chargé d'en faire la proposition à la Convention.

La Convention adopte l'exception proposée par Barère.

**Thuriot.** Je demande que les biens des étrangers qu'on vous propose de mettre en état d'arrestation soient séquestrés (1).

**Camille-Desmoulins.** Vous serez frappés comme moi de l'observation que je vais vous présenter. Il est des Hollandais qui ont été pros crits de leur pays et dont la tête est mise à prix ; si vous ne prononcez pas une exception à leur égard, vous allez vous-mêmes exécuter les ar rêts tyranniques du Stathouder de Hollande.

**Basire.** Je réponds que nous ne voulons pas mettre à mort les patriotes réfugiés, mais seule ment, pour notre propre sûreté, les tenir mo mentanément dans un lieu de détention. J'a joute que celui qui connaît un peu la police de Paris sait que beaucoup d'étrangers sont venus précisément sous le masque de patriotes persé cutés, afin de mieux nous tromper, et par là s'in troduire partout. Ainsi point d'exception.

**Albitte.** Etendrez-vous la mesure qu'on vous propose contre les bataillons bataves qui se sont joints aux soldats français, et qui combat tent les tyrans de leur pays.

**Philippeaux.** Frappez-vous les patriotes mayençais qui ont fui leur pays pour échapper au supplice dont les menaçait leur tyran mitré ? Irez-vous dans la Vendée, arracher du milieu de nos colonnes, deux de ces citoyens qui n'ont pas voulu abandonner notre collègue Merlin, et qui se battent tous les jours à ses côtés (2).

**Maribon-Montaut.** Tous ces citoyens dont on nous parle sont Français puisque leur pays a été réuni à la France, on ne doit donc pas réclamer une exception à leur égard.

**Basire.** Ce qui concerne les pays réunis à la France est une grande question qui mérite d'être soigneusement examinée. Je regarde que les

réunions ont été faites dans le temps de grandes conspirations.

On réclame encore diverses exceptions. Toutes les propositions sont renvoyées au comité de Salut public, et le projet de Saint-Just adopté en ces termes.

(Sui le texte du décret que nous avons inséré ci-dessus d'après le procès-verbal.)

Un autre membre du comité de Salut public [BARÈRE (1)] fait part de l'envoi qui a été fait à Paris par le représentant du peuple Laurent, de 3 Autrichiens pris sur la frontière; il dit que le comité ayant reconnu en eux les signes qui doivent les faire considérer comme des espions, il a cru devoir les faire enfermer à l'Abbaye, pour que le procès leur fût fait conformément aux lois. Il propose l'approbation de cette mesure, et le décret suivant est en conséquence rendu.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, décrète que les 3 Autrichiens envoyés à Paris par Lau rent, représentant du peuple, seront traduits à l'Abbaye.

« Le ministre de la guerre est spécialement chargé de l'exécution du présent décret (2). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

**Barère.** Citoyens, trois Autrichiens ont été conduits à Paris par la gendarmerie nationale, ils sont envoyés par Laurent, représentant du peuple près l'armée du Nord, qui les a fait ar rêter à Bapaume; voici la lettre qu'il écrit à ce sujet :

« Ce matin j'ai trouvé à Bapaume trois Au trichiens, qui se sont dits porteurs d'une lettre pour moi, et d'une autre pour le général. Le pa quet qui m'était adressé m'ayant fait naître des soupçons sur ces individus, j'ai ordonné leur arrestation; je les envoie à Paris, afin de les sou mettre à l'examen du Comité de Salut public. »

Ces hommes sont arrivés cette nuit à Paris; ils avaient couché hier à Louvres près Paris. Les

(1) D'après l'*Auditeur national* [n° 390 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 5], c'est Bourdon (*de l'Oise*) qui aurait fait cette motion. On lit en effet :

« Sur la proposition de Bourdon (*de l'Oise*), la Con vention a décrété que les biens des Hollandais, situés en France, seront séquestrés. »

Le *Journal de Perlet* [n° 390 du 6<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 133] est d'accord sur ce point avec l'*Auditeur na tional*.

(2) D'après le *Mercur universel* [26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 271, col. 2], c'est Sergent qui aurait fait la motion relative aux Mayençais. On lit en effet :

« SERGENT fait observer que les Liégeois, les Mayen çais, qui se sont réfugiés en France pour cause de pa triotisme, les déserteurs étrangers, que les décrets ont in vités à venir servir la cause de la liberté, s'il n'est pas prouvé qu'ils l'aient mal servie, ne peuvent sans injustice être mis en arrestation.

« L'Assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur ce qui regarde les Liégeois et les Mayençais, d'après le décret de réunion à la République. »

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier n° 688.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 122.

(3) *Moniteur universel* [n° 28 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 113, col. 3]. D'autre part, le *Mercur universel* [26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 271, col. 2] et le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 393, p. 217), rendent compte du rapport de Barère dans les termes suivants :

I.

COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

BARÈRE. Trois Autrichiens ont été amenés ce matin par la gendarmerie; ils viennent de Bapaume. C'est le représentant Laurent qui vous les envoie. C'est un officier et deux trompettes, qui peut-être, vous dit Laurent, ne viennent que pour observer nos places. En effet, nous avons ouvert leur paquet; les dépêches nous ont confirmé ce fait « ce sont des espions, car, à leur arrivée sur les frontières, ils se sont écartés de six lieues de la route de leur destination. Votre comité vous propose ce qui suit :

« La Convention nationale décrète que les trois Au-

malveillants les ont fait précéder d'une foule de nouvelles toutes également fausses, mais dangereuses dans les circonstances. Le comité, après les avoir examinés, ainsi que leurs papiers, s'est convaincu que ces hommes sont des espions envoyés par vos ennemis pour leur faire connaître vos forces et l'esprit public qui dirige la France, et pour correspondre avec les traîtres de l'intérieur. Votre comité vous propose d'ordonner que ces trois individus seront transférés à l'abbaye.

Cette proposition est adoptée.

Le même membre [BARÈRE (1)] propose à l'Assemblée un projet de décret relatif aux moyens à employer pour assurer l'instruction des jeunes gens en réquisition, et la fourniture des matelas, couvertures et autres effets qui leur sont nécessaires, sans qu'on soit obligé de recourir aux meubles des citoyens, lorsque la République trouve les ressources les plus importantes dans ceux des émigrés.

Le décret présenté est admis comme il suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public,

« Décrète que les matelas, les draps et les couvertures qui se trouvent dans les maisons des émigrés, seront employés pour le casernement des citoyens de la première réquisition : fait défenses d'inquiéter les citoyens pour les contraindre arbitrairement à faire de semblables fournitures.

« Le ministre de la guerre se concertera avec les directoires des administrations pour l'exécution du présent décret (2). »

trichiens envoyés par Laurent, représentant du peuple, seront traduits à l'Abbaye.

« Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret. » (Décrété.)

## II

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

BARÈRE. Nous avons reçu une lettre de Laurent, commissaire envoyé près l'armée du Nord. Il nous mandait que trois Autrichiens surpris sur notre territoire où ils s'étaient présentés sous des prétextes assez vagues, avaient été arrêtés par ses ordres, et étaient conduits à Paris sous l'escorte de plusieurs gendarmes.

Le comité avait répondu à Laurent que le délit de ces hommes regardait le conseil militaire et qu'il lui renverrait ces hommes pour leur infliger la peine due à l'espionnage.

Ces hommes sont arrivés aujourd'hui à Paris; ils avaient couché hier à Louvres près Paris. De là, tous les contes, les uns ridicules, les autres dangereux, répandus à ce sujet par les oisifs et les malveillants. Ils ont été conduits au comité de Salut public. Examen fait de ces hommes, de leurs papiers, de leurs motifs, le comité, convaincu que ce sont des agents secrets, envoyés soit pour correspondre avec les ennemis intérieurs, soit pour jeter un coup d'œil sur nos moyens et l'esprit public a cru que leur arrestation était nécessaire. Je vous propose en son nom d'ordonner qu'ils seront transférés à l'Abbaye.

Cette proposition est décrétée.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 688.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 123.

## COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

BARÈRE. Vous avez décrété une mesure essentielle à l'instruction des jeunes citoyens en réquisition, celle de les envoyer en garnison dans des villes voisines de Paris; cette mesure, trouvée lente dans son exécution par les sections de Paris, en a déterminé plusieurs à caserner dans son enceinte les citoyens qu'elle renferme. Ce casernement devait naturellement se faire aux frais de la République. Cependant dans quelques sections on a été chercher des matelas et des couvertures chez les citoyens. Cette mesure est abusive et vexatoire.

N'est-ce pas assez pour des pères de famille d'être privés momentanément de leurs enfants, sans pourvoir aux détails qu'exigent l'exécution de cette grande mesure? Les émigrés nous ont laissé des matelas, c'est de ceux-là que nous devons faire usage.

Osselin. Il est un fait qu'il est essentiel de faire connaître à la Convention. On a découvert

(1) *Moniteur universel* [n° 28 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 113, col. 2]. D'autre part, le *Mercur universel* [26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 271, col. 2] et le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 393, p. 217) rendent compte du rapport de Barère dans les termes suivants :

## I.

COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

BARÈRE ajoute que pour coucher les citoyens de la première réquisition l'on a été chez des pères de famille pour y prendre des matelas.

L'assemblée décrète que les matelas qui se trouvent dans les maisons d'émigrés serviront aux citoyens de la première réquisition.

OSSÉLIN annonce qu'hier il a été trouvé mille et quelques cents matelas, autant de couvertures, beaucoup de tentes et des objets des campements pour sept à huit mille hommes. Ces objets appartenaient au ci-devant comte d'Artois, qui avaient échappé aux recherches qui ont été faites jusqu'à présent. (Applaudissements.)

## II.

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

BARÈRE continue. Vous avez décrété une mesure essentielle à l'instruction des jeunes gens en réquisition, celle de les envoyer dans des casernes, aux environs de la ville où ils puissent se livrer aux exercices militaires. Cette mesure n'est point encore mise à exécution partout. Mais plusieurs sections ont fait caserner leurs jeunes gens; et comme ils manquaient de matelas, ces sections en ont repris chez les citoyens.

Cette mesure est abusive : elle est vexatoire. C'est aux frais de la République que le casernement doit être fait; n'est-ce pas assez pour les citoyens d'être privés momentanément de leurs enfants, sans avoir à se plaindre encore des détails d'exécution de cette utile et grande mesure! Les émigrés nous ont laissé des lits et des matelas. C'est de ceux-là que nous devons faire usage.

OSSÉLIN annonce à la Convention qu'il a été découvert dans l'enclos du Temple, une cachette contenant plus de mille matelas, autant de couvertures; enfin de quoi mettre sous la tente huit mille hommes, le tout appartenant au ci-devant comte d'Artois et dérobé au premier inventaire. Je demande que ces matelas soient pris sur-le-champ pour nos jeunes gens.

La proposition d'Osselin est décrétée.



dans l'enclos du Temple une cachette contenant plus de 1,000 matelas, autant de couvertures, enfin de quoi mettre sous la tente 8,000 hommes; le tout appartenant au ci-devant comte d'Artois. Ces effets n'ont pas été compris dans le premier inventaire qu'on a fait des meubles appartenant aux émigrés. Je demande que ces matelas soient pris sur-le-champ pour servir à l'usage des jeunes gens en réquisition.

Les propositions de Barère et d'Osselin sont décrétées.

Le même membre [BARÈRE (1)] rend compte du résultat de la mission remplie à Beauvais par le représentant du peuple Levasseur, de la Sarthe; il propose la mise en liberté de deux citoyens envoyés auprès du comité de Salut public, pour rendre compte de l'état des choses. Levasseur lui-même obtient la parole pour soutenir cette demande; il fait part à l'Assemblée des mesures mises en usage contre les malveillants, et du succès de celles qui ont été employées pour resserrer les liens de la fraternité; il cite la fête civique célébrée à Châtillon; l'adresse patriotique que les députés des districts réunis l'ont chargé de présenter à la Convention, pour la féliciter sur ses travaux, et l'inviter à rester à son poste, et la couronne de chêne ornée de ruban tricolore qui lui a été remise pour en faire hommage à la Montagne, de la part des citoyens réunis dans cette commune; il appuie le projet de décret présenté.

L'Assemblée applaudit à ce rapport et admet le décret dans les termes suivants :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de Salut public, décrète que les citoyens Danjou, procureur général syndic du département de l'Oise, et Caron-Guillote, membre du comité de surveillance de la ville de Beauvais, mis en état d'arrestation en vertu d'un arrêté du comité, en date du 16 du premier mois, seront mis en liberté et renvoyés à Beauvais sans fonctions jusqu'à ce que leur conduite ait été examinée par le représentant du peuple Levasseur. »

« Le citoyen Dumont, représentant du peuple dans le département de la Somme, est adjoint au citoyen Levasseur (2). »

*Suit le texte de l'adresse patriotique des députés des districts réunis de l'Oise, lue par Levasseur (de la Sarthe), d'après le Bulletin de la Convention (3).*

*Les députés des autorités constituées, des Sociétés populaires et de la force armée du département de l'Oise, réunis à Chaumont pour célébrer la fête de la Réunion et de la Fraternité, en présence de Levasseur, représentant du peuple en mission dans ce département, à la Convention nationale.*

« Mandataires du peuple,

« Vous avez posé les bases d'une constitution

vraiment républicaine; vous avez posé la liberté et l'égalité sur des fondements inébranlables; mais la République a encore besoin et de vos talents et de votre courage pour consolider l'édifice que vous avez élevé. Restez donc fermes à votre poste et ne l'abandonnez qu'au moment où la République, après avoir abattu toute espèce de tyrannie, jouira de la paix, fruit de vos travaux. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

**Barère.** Les événements arrivés il y a quelque temps à Beauvais ont nécessité de votre part l'envoi d'un commissaire dans le département de Seine-et-Oise. Levasseur est celui que votre confiance avait désigné; il est de retour, il va vous donner des détails historiques sur les mouvements sectionnaires de Beauvais; le comité se bornera à vous faire connaître le résultat de sa mission.

Beauvais est maintenant tranquille; les patriotes sont en majorité; le peuple est excellent, mais il a besoin d'être bien conduit. Cependant les administrations qui devaient être renouvelées ne le sont pas encore; les aristocrates ont profité des réquisitions qui ont été faites dans plusieurs endroits avec trop de violence, pour exaspérer le peuple, et empêcher que ce renouvellement ne s'opérât; mais Levasseur va retourner à Beauvais, et il achèvera le travail qu'il avait commencé.

**Levasseur.** Il est certain qu'il existe à Beauvais des gens qui avaient voulu exciter l'armée révolutionnaire contre les citoyens, des agitateurs ont voulu profiter du trouble qui régnait dans les sections pour égarer le peuple, mais ils n'ont pas réussi.

A Beauvais, comme partout ailleurs, le peuple est excellent; j'ai été reçu dans cette ville aux cris de *vive la Montagne*. J'ai pris des renseignements sur les autorités constituées de Beauvais; le comité de Salut public a été mal informé, lorsqu'on lui a dit que les canons avaient été braqués contre l'armée révolutionnaire, et que les habitants des campagnes étaient venus à Beauvais pour soutenir les aristocrates, le fait est absolument faux; quant aux canons, ils n'ont point été dérangés; quant aux habitants des campagnes, ils sont venus à Beauvais pour assister à une foire qui se tenait dans cette ville.

Mon travail était prêt sur les administrations qui, à dire vrai, ne sont point toutes aussi révolutionnaires qu'on aurait droit de l'exiger, quand j'ai reçu un ordre du comité de Salut public de me rendre à Paris.

(1) *Moniteur universel* [n° 28 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 113, col. 3]. D'autre part, le *Mercur universel* [26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 272, col. 2] rend compte du rapport de Barère dans les termes suivants :

« BARÈRE expose que le calme est rétabli à Beauvais; les patriotes y sont en force et les deux membres du comité de surveillance de Beauvais, qui avaient été emprisonnés, seront remis en liberté jusqu'à ce que leur conduite ait été examinée par Levasseur, représentant du peuple. (*Décrété.*) »

« LEVASSEUR expose que plus de 400 personnes suspectes de Beauvais ont été arrêtées et conduites à Chantilly.

« ANDRÉ DUMONT sera adjoint à Levasseur dans le département de l'Oise. »

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 688.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 123.

(3) *Bulletin de la Convention* du 6<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793).

En sortant de Beauvais, j'ai été à Chaumont, un banquet civique était préparé pour resserrer les liens de la fraternité entre les citoyens, je n'ai pas cru devoir me refuser à l'invitation qui me fut faite d'assister à ce festin patriotique : tout s'y est passé avec le plus grand ordre. À la fin du repas, on a rédigé une adresse à la Convention, et je me suis chargé de vous la présenter; la voici :

« Représentants, vous avez abattu la tête du tyran et posé les bases de l'égalité; il vous reste maintenant à affermir votre ouvrage, de manière à le faire résister aux mains du temps : restez donc à votre poste jusqu'au moment où la liberté ne courra plus aucun péril. »

Il me reste maintenant à vous parler des deux citoyens qui ont apporté la nouvelle des mouvements de Beauvais, et qui sont en état d'arrestation; ils jouissent généralement de l'estime de leurs concitoyens; de retour à Beauvais, je prendrai de plus amples éclaircissements sur ces deux citoyens, mais je pense qu'on ne doit pas plus longtemps les retenir en arrestation.

L'Assemblée ne prononce rien.

La séance est levée à 4 heures.

Signé : CHARLIER, président; P.-F. PIERRY; D.-V. RAMEL; VOULLAND; PONS (de Verdun); JAGOT; LOUIS, secrétaires.

**PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS  
AU PROCÈS-VERBAL, MAIS QUI SE RAP-  
PORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAP-  
PORTER À LA SÉANCE DU 25<sup>e</sup> JOUR DU  
1<sup>er</sup> MOIS DE L'AN II. (Mercredi 16 oc-  
tobre 1793).**

**I**

ADRESSE DE LA SOCIÉTÉ RÉPUBLICAINE DE CAMBRAI À LA CONVENTION NATIONALE (1).

« Nous avons applaudi avec transport aux décrets qui viennent d'appesantir la vengeance nationale sur des députés qui, mandataires infidèles, loin de servir la cause du peuple, ont amoncelé sur lui tous les malheurs. Périront ainsi tous les traîtres, et que bientôt la liberté règne avec la paix sur la France régénérée.

« Représentants, vous avez déjà beaucoup fait pour le bonheur de la nation en lui donnant une Constitution républicaine; mais vous devez, mais vous pouvez faire plus encore. Il faut lui assurer la victoire sur ses ennemis intérieurs et extérieurs; il faut lui donner des mœurs et une instruction publique. Pour cela, il faut demeurer à votre poste. Restez-y donc, et la patrie sera sauvée et *Ça ira*. »

(Suivent les signatures.)

ADRESSE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE DE CAMBRAI À LA CONVENTION NATIONALE (2).

« La justice n'est jamais plus grande que

(1) L'adresse de la société républicaine de Cambrai n'est pas mentionnée au procès-verbal. Nous l'empruntons au *Bulletin de la Convention*, du 5<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793).

(2) *Ibid.*

quand elle appesantit indistinctement son glaive sur tous les coupables. Vous venez de consolider d'une manière positive le principe de l'égalité, en livrant à la vengeance des lois les députés qui ont trahi la cause du peuple qu'ils avaient juré de défendre; votre énergie sauvera la République. Demeurez donc au poste que vous remplissez si dignement, jusqu'à ce qu'une paix durable ait consolidé la félicité publique. Le seul espoir des contre-révolutionnaires est aujourd'hui circonscrit dans le renouvellement de la Convention. Que votre constance déjoue encore leurs sinistres projets! Achevez avec courage votre glorieuse carrière, et comptez sur la reconnaissance des Français véritablement dignes de ce nom. »

(Suivent les signatures.)

**II.**

PÉTITION DES CITOYENS DE MONTFORT-L'AMAURY (1).

« Les citoyens de Montfort-l'Amaury observent que, comme l'on a trouvé des grains enfouis dans des fossés, l'on doit aujourd'hui se méfier de ce brigandage et punir de mort celui qui enfouirait des grains. »

Renvoyé au comité.

**III.**

LETTRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL SYNDIC DU DÉPARTEMENT DU LOIRET (2).

Le procureur syndic du département du Loiret envoie à la Convention le tableau de la taxe des denrées de première nécessité.

**ANNEXE N° 1**

A la séance de la Convention nationale du 25<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793).

Copie de la lettre écrite au département de la Corse et à la Convention nationale par le citoyen Constantini, à l'occasion des dépêches expédiées à la Convention par le représentant du peuple Lacombe-Saint-Michel (3), sur les tentatives faites par les Anglais, dans l'île de Corse. (A Paris, le 7<sup>e</sup> jour du 2<sup>e</sup> mois de l'an II de la République française) (4).

(1) La pétition des citoyens de Montfort-l'Amaury n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au *Mercur universel* (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, jeudi 17 octobre 1793, p. 268, col. 1).

(2) La communication du procureur général syndic du département du Loiret n'est pas mentionnée au procès-verbal. Nous l'empruntons à l'*Auditeur national* n° 390 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 1].

(3) Voy. ci-dessus, même séance, p. 623, la lettre de Lacombe-Saint-Michel.

(4) Bibliothèque nationale : Lb<sup>44</sup> n° 866. Bibliothèque de la Chambre des députés : *Collection Portiez* (de l'Oise), t. 57, n° 32.



N<sup>o</sup> 1.

*Copie de la lettre écrite par le citoyen Constantini aux membres composant le ci-devant conseil général du département de Corse.*

« Citoyen Président,

« Si je ne vous ai pas écrit depuis le 24 août dernier, c'est que je n'avais rien de consolant à vous apprendre; et ce n'aurait pas été une nouvelle assez intéressante pour vous, que de vous annoncer l'impression de ma correspondance et des mémoires présentés en votre nom, à la Convention nationale et à son comité de Salut public, et leur distribution à la Convention nationale. Un objet plus important avait déterminé mon silence; j'espérais de jour en jour que quelque dépêche, de votre part, viendrait me consoler au fond de la prison dans laquelle j'ai été précipité, depuis cinq semaines, pour avoir servi vos intérêts avec chaleur, dans la ferme persuasion où j'étais que vous n'auriez pas surpris ma religion et violé vos serments. Aujourd'hui, une lettre fatale, écrite à la Convention nationale, par le représentant du peuple en Corse (Lacombe-Saint-Michel), datée de Calvi, le 1<sup>er</sup> de ce mois, frappe mes oreilles, et ajoute, par la vive impression qu'elle fait sur mon âme, un nouveau poids à mes chaînes. (N<sup>o</sup> 1.) Je n'aurais jamais dû m'attendre qu'un département, qui avait arboré l'étendard de la liberté aurait fléchi le genou devant celui de l'esclavage et de la tyrannie, et que le ci-devant général Paoli, à l'âge de 70 ans, aurait flétri ses lauriers et compromis la gloire de 200,000 habitants, en donnant des secours aux Anglais, qui n'ont eu force que par la trahison (1).

« Est-ce donc là le fruit des sacrifices sans nombre que vous avez faits pendant la Révolution? et n'auriez-vous marché dans le sentier de la justice et de l'humanité, que pour faire prononcer désormais votre nom avec ignominie, et prouver que vous êtes inaccessibles aux charmes de la liberté et de la vertu? Dans cette hypothèse, les succès de la trahison seront passagers, et l'exemple que vous avez sous les yeux de la reddition des villes rebelles, les préparatifs formidables de l'armée française qui marche sur Toulon, le courage de 25 millions d'hommes qui ont fait serment de s'envelopper sous les drapeaux de la République, plutôt que de transiger avec les despotes et les tyrans; tant d'éclats sublimes de patriotisme doivent vous annoncer les malheurs prêts à fondre sur notre pays; si, par un retour qui honore les personnes égarées, elles ne s'empressent de reconnaître leur erreur, et implorer la clémence de la Convention natio-

nale. Il en coûte sans doute à mon cœur de prophétiser votre infortune; mais le coup mortel que vous avez porté à la liberté, qui était précédemment votre idole, m'impose la dure nécessité de vous instruire que le tonnerre gronde, et que la foudre est prête à éclater sur votre tête. A ces traits de courage, vous jugerez combien il est douloureux pour moi de vous avoir représentés à la Convention nationale en qualité de député extraordinaire; aussi vous remets-je dès ce moment, vos pouvoirs dont je ne peux, ni ne dois plus faire usage, puisque vous êtes séparés du peuple généreux et brave qui vous avait associés à sa gloire et à son bonheur.

« J'ai fait part de ces dispositions à la Convention nationale, comme vous le verrez par la lettre ci-jointe (n<sup>o</sup> 2).

« Il y a longtemps que j'aurais cessé de défendre les intérêts du département de la Corse, si vous ne m'eussiez exposé, avec énergie, votre dessein d'être toujours unis à la mère-patrie; si vous n'eussiez demandé avec instance à la Convention nationale justice des vexations dont vous aviez à vous plaindre de la part des mandataires; si je n'avais été instruit, *indirectement*, de la réunion à Corte de mille et tant de députés des assemblées primaires, qui, d'une voix unanime, avaient renouvelé le serment de vivre libres ou mourir Français républicains, et de ne jamais laisser envahir leur territoire par aucune puissance coalisée contre la République. Mais ce qui me console au milieu des regrets cuisants qui me doivent, de voir mon pays en proie aux horreurs de la guerre civile, c'est que dans tous mes écrits, dans toutes mes actions politiques, je n'ai eu en vue que de défendre les vrais principes de la liberté: mon âme s'est conservée pure, et je défie l'homme qui vive sur la terre, de dire que je me suis laissé séduire par l'or et les promesses. Tout ce que j'ai fait pour mon département, je m'y suis déterminé, et par respect pour vos ordres, et par l'amour de l'intérêt général: c'est là où je trouve la consolation de toutes mes peines, de toutes mes démarches, de mes soins infatigables pour assurer, par tous les moyens qui étaient en mon pouvoir, la liberté de mon pays, et son attachement à la République française. La justice que vous avez rendue à mon patriotisme en m'honorant de votre confiance fut pour moi un nouveau aiguillon pour m'en rendre digne; et c'est précisément la pureté de mon civisme, dont vous trouverez des preuves dans l'extrait ci-joint (n<sup>o</sup> 3), qui me donne des armes puissantes pour vous reprocher, en caractères de sang, votre indifférence à mon égard, ainsi que de mon infortuné collègue, le citoyen Ferrandi. Si la vérité que je vous dis, dans l'effusion de mon cœur, était dans le cas de vous blesser, je regarderais vos maux incurables; mais s'il est vrai que vous fûtes autrefois animés des sentiments que vous avez exprimés dans vos écrits; s'il est vrai, si je pouvais croire à votre repentir, je me féliciterais encore de vous avoir parlé avec courage; et quoique j'aie encouru la sévérité du comité de sûreté générale de la Convention, pour avoir soutenu votre cause; quoique je gémissie dans une maison d'arrêt, pour avoir été chargé de vos pouvoirs, j'oublierais que je suis victime de l'erreur de mes commettants, si j'avais le bonheur d'apprendre qu'ils ont enfin ouvert les yeux à la lumière, et qu'ils sont rentrés dans le chemin de l'honneur et de la vertu.

« Au reste, quelle que soit la durée des maux

(1) « Le feu sacré de la liberté n'est pas à beaucoup près éteint en Corse. Le courage vigoureux qu'ont déployé les habitants des villes de Bastia, Calvi, Saint-Florent, Barbagio et Furiani, etc... en repoussant les Anglais qui avaient tenté une descente sur St-Florent, est une preuve non équivoque de la continuation de leurs sentiments patriotiques et de leur attachement à la République française. Cette contenance intrépide est un sûr garant que les citoyens égarés par des suggestions perfides, ne tarderont pas à reconnaître leur erreur et à diriger leurs armes contre les satellites des tyrans. »

que vous avez provoqués sur vous, en favorisant les entreprises audacieuses des Anglais, j'ose présumer du sentiment qui est inné à tous les hommes, que vous vous rappellerez d'un citoyen qui voulait si sincèrement votre bonheur; d'un citoyen qui a trouvé dans son zèle et l'amour de la patrie, la récompense de ses travaux; d'un citoyen qui ne forme encore des vœux que pour la prospérité de votre pays; et par une suite de la confiance dont vous m'avez cru digne jusqu'à ce jour, j'ose espérer que vous mettrez sous votre loyauté, les auteurs de mes jours, septuagénaires, mes parents et leurs propriétés qui me touchent bien moins encore que leur existence.

Si, par impossible, vous vous vengiez sur eux de mon courage incorruptible, je n'en serais pas moins déterminé à soutenir jusqu'au tombeau la cause impérissable de la liberté et de l'unité et indivisibilité de la République française.

« CONSTANTINI,

« *Ci-devant député extraordinaire du département de Corse.*

« Paris, de Sainte-Pélagie, le 30<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de la 2<sup>e</sup> année de la République française (20 octobre 1793). »

N<sup>o</sup> 1.

(Suit le texte de la lettre de Lacombe-Saint-Michel, que nous avons insérée au cours de la séance. Voyez ci-dessus p. 623.)

N<sup>o</sup> 2.

*Copie de la lettre écrite à la Convention nationale.*

« Paris le 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de la 2<sup>e</sup> année de la République française.

« Citoyen Président,

« Lorsque je me suis chargé des pouvoirs du Conseil général du département de Corse, je n'ai jamais eu l'intention de le servir, qu'autant qu'il serait fidèle au serment qu'il avait fait, d'être uni à la République française. Aujourd'hui, instruit par les papiers publics, qu'il s'est formé un parti, secondant les projets des Anglais, et dont je ne puis douter, d'après le rapport qui vient d'être fait à la Convention nationale; je déclare avec courage, que je désapprouve tout ce qu'ont vu entreprendre mes commettants, et le ci-devant général Paoli, de qui je n'ai pas reçu des nouvelles, directement, ni indirectement depuis 20 mois. En conséquence, comme je ne suis attaché qu'aux principes de la liberté et de l'égalité, j'abandonne les hommes qui sont assez lâches pour les trahir. Pour vous prouver, citoyens représentants, combien je suis indigné contre les traitres qui ont porté secours aux Anglais, il est de mon devoir de dire que, dès ce moment, je cesse de représenter le département de Corse en qualité de député extraordinaire, et, par cet aveu, je ne fais que remplir l'engagement que j'avais

contracté avec mes commettants, dans le cas qu'ils ne seraient pas unis à la République.

« Je suis détenu depuis un mois à Sainte-Pélagie, *comme suspect*, en vertu d'un ordre du comité de sûreté générale de la Convention, quoique je n'aie cessé de prouver, par mes actions et mes écrits, mon attachement à la cause du peuple, depuis 10 ans que je suis domicilié à Paris (ce qu'atteste la section de la Halle aux Blés), en rendant justice à mon civisme; je voudrais expier, par une détention perpétuelle, les outrages que les factieux de Corse ont fait à la République, et un désir qui n'est pas moins cher à mon âme, serait celui d'éclairer mes compatriotes sur les manœuvres dont ils sont les victimes. Puissent ces sentiments, pour lesquels il me serait doux de répandre jusqu'à la dernière goutte de mon sang, ces sentiments qui sont ma seule consolation, au milieu de persécutions injustes que j'éprouve; puisse cette profession solennelle de mon amour pour la liberté, convaincre la Convention nationale des vœux sincères que je forme pour le retour de mes concitoyens égarés, pour le triomphe de nos armées et pour le maintien de l'unité et de l'indivisibilité de la République française!

« Recevez, citoyen président, l'hommage de ma vive et respectueuse fraternité avec laquelle je suis

« *Votre concitoyen,*

« CONSTANTINI,

« *Ci-devant député extraordinaire du département de Corse.* »

N<sup>o</sup> 3.

Les membres composant le comité de surveillance de la section de la Halle aux blés, réclament auprès des citoyens représentants du peuple, composant le comité de sûreté générale de la Convention, en faveur du citoyen Constantini, l'un de leurs concitoyens, arrêté la nuit du 19 au 20 du présent mois, en vertu d'un ordre du comité de sûreté générale, et conduit à la maison d'arrêt de Sainte-Pélagie, comme suspect.

D'après l'examen scrupuleux, et vérification faite de tous ses papiers, par nous, commissaires, duquel il n'est rien résulté qui puisse nous le faire considérer comme tel. Depuis plus de deux ans que ce citoyen habite notre section, il n'a cessé de donner les preuves les moins équivoques d'un excellent zélé patriote, tant par ses actions (1) que par ses écrits, lesquels respirent le plus pur républicanisme (2), ce qui

(1) Il est de fait que le citoyen Constantini a fait plusieurs dons patriotiques dans sa section et qu'il a armé et équipé à ses frais, trois volontaires, savoir : deux en septembre 1792, et le troisième en avril dernier, lesquels sont partis pour les frontières, sous les drapeaux des bataillons de la section de la Halle aux blés.

(2) Lors de la levée des scellés apposés sur les papiers du citoyen CONSTANTINI (l'un des commissaires nommés par la société des Jacobins, pour faire la lecture de la fameuse pétition du Champ-de-Mars), on a trouvé un journal intitulé, la *Feuille du jour*, dans laquelle le citoyen CONSTANTINI était particulièrement dénoncé et traité de brigand, etc., etc. Certes, celui qui, à cette époque, a été abreuvé d'outrages par les



lui a valu le suffrage des citoyens de sa compagnie, qui l'ont porté au grade de lieutenant, et qui l'ont continué dans ce grade, lors de la nouvelle nomination.

Pourquoi, et d'après tous les rapports, nous prions les membres du comité de sûreté générale de faire droit à notre réclamation, en ordonnant la liberté du citoyen Constantini, et avons chargé le citoyen Cottereau, l'un de nos collègues, soussigné, de suivre notre réclamation auprès du comité de sûreté générale, pour en obtenir l'effet.

Fait au comité, le 28 septembre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

*Signés :* COTTEREAU, SIMON, BOCQUEAUX, ALBERT, FILLEAU, PETIPAS, BRUNET, FILLION, CHANEZ.

*Pour copie conforme à l'original :*

CONSTANTINI.

N° 4.

« A Paris (de la maison d'arrêt de Sainte-Pélagie) le 1<sup>er</sup> du 2<sup>e</sup> mois de la 2<sup>e</sup> année de la République française.

« Citoyen Président,

« J'ai l'honneur de vous adresser la copie de la lettre que j'ai écrite hier au département de Corse. Je vous prie, après avoir pris connaissance, de vouloir bien en faire le renvoi au comité de sûreté générale de la Convention; il jugera, à la lecture de cette dépêche de mon attachement pur et inviolable à l'unité et indivisibilité de la République française, et combien je suis injustement persécuté.

« Je suis avec respect, votre concitoyen,

« CONSTANTINI. »

## ANNEXE N° 2

A la séance de la Convention nationale du 25<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793).

**Compte rendu, d'après divers journaux, de la discussion à laquelle donna lieu la motion de Roger Ducos relative aux instructions envoyées par les agents du pouvoir exécutif aux corps administratifs ou judiciaires (1).**

publicistes aux gages d'une cause contre-révolutionnaire, celui qui a été décoré du titre honorable de *factieux* pour avoir demandé la déchéance du tyran; celui qui n'a rempli cette auguste mission qu'à travers les baionnettes et le canon des satellites du despotisme, celui-là, sans doute, a droit de se dire républicain.

(1) Voy. ci-dessus, même séance, p. 625 le compte rendu de la discussion de la motion de Roger Ducos, d'après le *Moniteur*.

## I.

### COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets (1).

Un membre représente que les ministres sont dans l'usage d'interpréter ou d'envoyer des instructions sur les lois; qu'il y a du danger de leur laisser cette faculté; que les différentes administrations s'habituent à leur donner plus de confiance qu'au corps législatif même, que c'est de ce dernier seul que doivent émaner les instructions. Il demande qu'aucune instruction ne soit envoyée par les ministres sans avoir été préalablement communiquée aux comités et par eux, à la Convention.

Un autre membre soutient qu'assujettir les ministres à cette communication ce serait entraver la marche du gouvernement.

**Chabot.** Cette question est de la plus grande importance. Elle tient à la forme du gouvernement républicain. Ce n'est pas assez d'exiger des ministres de communiquer leurs instructions, il faut savoir s'il est nécessaire qu'ils adressent des instructions. Si l'on voulait rétablir la monarchie, je ne connais point de système qui fût plus favorable à ce but que celui des instructions. Il ne faut pas croire que vous en détruiriez le vice essentiel en adoptant la mesure qui vous est proposée. Elle serait absolument illusoire. En effet, les comités ne prendront qu'une lecture rapide des instructions qui leur seront communiquées par les ministres; la Convention n'aura pas le temps de les entendre, elle décrètera de confiance. Les ministres ne manqueront pas de faire leurs instructions longues à dessein. Nous n'avons rien à craindre de pareil du ministère actuel; mais il peut y avoir dans la suite des ministres perfides qui, après s'être introduits dans le ministère à la faveur d'un masque patriotique, se serviraient de la voie de l'instruction pour corrompre l'esprit public. L'assemblée n'est pas assez nombreuse pour statuer sur une matière aussi importante. Je demande le renvoi au comité de Salut public. (*Décrété.*)

On demande provisoirement la suspension de l'envoi de toutes instructions pour les ministres.

L'Assemblée prononce le renvoi pur et simple au comité de Salut public.

## II.

### COMPTE RENDU du Journal de la Montagne (2).

Un membre se plaint de ce que les ministres, dans les instructions qu'ils envoient, se permettent souvent d'étendre ou de restreindre les dispositions des lois. Il propose de décréter que les ministres ne pourront désormais adresser au-

(1) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 393, p. 201).

(2) *Journal de la Montagne* [n° 137 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), p. 994, col. 1].

cune instruction aux corps administratifs et judiciaires, sans qu'elles aient été soumises à la Convention. (*Adopté.*)

Chabot demande le rapport. Il lui semble dangereux de permettre aux ministres de faire ces instructions, car on pourrait se servir de proclamations du conseil exécutif, qui tendraient au despotisme ou au retour de la monarchie. C'est une question importante, dit-il, que celle qu'on veut en ce moment vous faire décider. Elle tient trop à la forme du gouvernement, pour n'être pas sérieusement approfondie. Il vaut mieux renvoyer au comité de législation, pour savoir s'il doit être permis aux ministres de faire des instructions, et leur défendre provisoirement d'en faire.

Ces propositions sont adoptées et le précédent décret rapporté.

### III.

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (1).

L'administrateur des domaines nationaux envoie à la Convention une instruction qu'il a dressée pour faciliter le travail des différents administrateurs de district.

Un membre observe que les ministres et les administrateurs ne doivent pas envoyer d'instruction qu'elles n'aient été soumises auparavant à l'examen des différents comités.

Chabot. Ces instructions me paraissent fort dangereuses. Sous prétexte d'instruction, on modifie, on altère les décrets. Le conseil exécutif ne doit tenir d'autre langage que de dire : *Exécutez*. Je demande que le comité de Salut public soit chargé de vous faire un rapport sur la question de savoir si les ministres et le conseil exécutif pourront faire des instructions. (*Adopté.*)

### ANNEXE N° 3

A la séance de la Convention nationale du 25<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793).

Compte rendu, d'après le Journal des Débats et des Décrets (2), de la discussion à laquelle donna lieu le rapport de Saint-Just sur la loi contre les Anglais (3).

Saint-Just paraît à la tribune au nom du comité de Salut public. Il dit : Vous avez renvoyé à votre comité la proposition qui vous a été faite de rapporter la loi contre les étrangers.

Pons l'interrompt : Je n'ai point demandé le rapport; j'ai, au contraire, demandé l'exten-

sion de la loi contre les Anglais à tous les peuples contre lesquels nous sommes armés ou que le comité nous fit connaître la raison de la différence qu'il établirait entre eux; mais je n'ai point placé le comité entre l'alternative du rapport ou de l'extension, puisqu'il avait la faculté de n'adopter ni l'un ni l'autre de ces partis en motivant sa détermination. Ce qui a donné le change sur mon opinion est la manière dont elle a été annoncée dans le journal du soir, et je n'ai point attendu qu'on m'attaquât à cette tribune pour expliquer mes vrais sentiments. Voici la lettre que j'ai adressée, sur-le-champ, au rédacteur en chef du journal du soir. Il donne lecture de cette lettre.

L'assemblée témoigne qu'elle est satisfaite de l'explication de Pons.

Barère. Je ne ferai qu'une observation sans partialité. On a dit furtivement que le décret sur les marchandises anglaises tendait à nationaliser, à populariser la guerre. Il importe au comité de prouver qu'il n'a point voulu nationaliser la guerre. Il lui importe d'établir par quels motifs il n'a point étendu à tous les peuples les mesures prises contre les Anglais. Au surplus, il y a un danger contre lequel je ne cesserais de vous prévenir. Lorsque la Convention a pris une grande mesure, il ne faut pas la faire reculer dans l'opinion publique, ni faire croire qu'elle n'a pas senti ce qu'elle a senti.

Saint-Just reprend la parole et dit en substance :

(Suit un résumé du rapport de Saint-Just que nous avons inséré au cours de la séance.)

Il présente un projet de décret qui prononce l'arrestation de tous les sujets nés des gouvernements avec lesquels la République est en guerre et leur détention jusqu'à la paix.

Chabot. J'ai toujours prouvé, je le prouverai sans cesse, que je porte dans mon sein l'amour le plus ardent pour mon pays et pour la liberté. Si la loi m'ordonnait tout à l'heure de conduire dans les prisons la vertueuse épouse que la nature et la loi m'ont donnée, je le ferais pour sauver la patrie. Ainsi, je crois pouvoir vous offrir mes réflexions sur le projet de loi qui nous est donné!

Je parlerai d'abord des Anglais. C'est une observation faite déjà depuis longtemps qu'ils tiennent plus au sol de leur pays qu'à celui de tout autre. Il peut bien se trouver parmi ceux qui sont venus en France, quelques philosophes qui n'aient eu d'autre intention que celle de respirer l'air de la liberté. Mais, en thèse générale, il y a en eux une sorte d'orgueil national qui les attache à leur pays; et, sous ce rapport, je ne vous occuperai pas plus longtemps. Les mesures du comité peuvent s'appliquer à eux très directement.

Mais (et c'est ici que je place toute mon observation) quand un ami de la liberté sera venu de la Turquie, par exemple, où il aura éprouvé toutes les vexations du despotisme; quand il vous aura porté sa fortune, son numéraire, pour les convertir en domaines nationaux; quand il pourra montrer aux amis de la liberté les marques d'honorables blessures reçues le 10 août, le confondrez-vous avec les traîtres anglais qui tentent d'incendier vos ports et ne veulent qu'assassiner la liberté française? Non : il est de

(1) Auditeur national [n° 390 du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793)], p. 1.

(2) Journal des Débats et des Décrets (octobre 1793, n° 393, p. 211).

(3) Voy. ci-dessus, même séance, p. 641 le compte rendu de la même discussion d'après le *Moniteur*.



la justice publique de distinguer les étrangers d'avec les étrangers. Le comité de Salut public l'avait déjà senti et Saint-Just s'était aussi pénétré de cette vérité qu'en généralisant trop cette mesure, on diminuerait l'intérêt qu'elle inspire. Cependant, le rapport s'étend à tous sans aucune exception. Mais, je vous le demande, osez-vous confisquer la fortune des étrangers qui ne sont venus chez vous que parce que vous les avez appelés? Vous examinerez sans doute si vous devez frapper du même coup ceux qui n'ont été conduits en France que par des vues perverses et ceux qui sont de bonne foi.

Je demande qu'un tribunal *ad hoc* examine la conduite des étrangers, leurs principes, leur correspondance et leurs actions; qu'il prononce bientôt et qu'on sépare avec soin des coupables ceux qui sont meilleurs Français que plusieurs qui s'honorent de ce nom.

**Robespierre.** La République n'admet de distinction entre ses ennemis que lorsqu'elle y est déterminée par son intérêt. D'abord, je ne vois pour mon compte, aucune raison de regarder les Anglais plus dangereux pour nous que nos autres ennemis; et si l'on adoptait le principe de Chabot, je ne sais pas pourquoi il s'appliquerait plutôt aux Anglais qu'aux autres. Il est peut-être vrai de présumer qu'il est beaucoup d'hommes qu'une grande philosophie élève au-dessus de tous les intérêts personnels; mais j'ignore ce qui pourrait attribuer plus particulièrement cet avantage aux Anglais; d'ailleurs je ne connais point ce prétendu orgueil national qu'on leur suppose : je ne vois, au contraire, en eux, que des hommes chargés de chaînes plus honteuses que celles des autres peuples et surtout plus difficiles à briser. C'est une chimère que cet orgueil dont on les revêt et qu'ils tireraient des crimes du gouvernement le plus machiavélique qui ait jamais existé! Je persiste à dire qu'il en doit être de l'Angleterre comme de l'Autriche et que tous, sont également dangereux.

Depuis quatre ans, on a dû remarquer en France deux factions bien distinctes : la faction anglo-prussienne et la faction autrichienne, l'une et l'autre, réunies contre la République française, mais toutes deux divisées entre elles pour leurs intérêts individuels. Vous avez déjà porté un grand coup à la faction anglo-prussienne; quant à la faction autrichienne, elle n'est point morte et vous avez, à la terrasser. Je le répète encore, je ne crois pas si légèrement à la philanthropie des Anglais; ceux qui sont dans ce cas sont des prodiges : je me méfie indistinctement de tous ces étrangers dont le visage est couvert du masque du patriotisme et qui s'efforcent de paraître plus républicains et plus patriotes que nous; ils sont les perverses artisans de nos maux; on les voit rôder sans cesse autour même des législateurs les plus incorruptibles, employer auprès d'eux les menées du modérantisme et l'art de l'exagération pour leur inspirer des idées et des vues plus ou moins favorables à leurs desseins secrets.

Propose-t-on une mesure sage, mais cependant courageuse et calculée sur l'étendue des besoins de la patrie; ils disent aussitôt qu'elle est insuffisante et faible, et ils demandent une loi plus populaire en apparence, mais qui dans leurs mains deviendrait un instrument de destruction. Propose-t-on une mesure plus douce, calculée encore sur les besoins de la patrie; les voilà

qui implorent une plus grande clémence, et tentent de plonger le législateur dans l'apathie. Ce sont ces agents qu'il faut atteindre; c'est à eux qu'il faut parvenir en dépit de leur art, en dépit du masque qu'ils portent et qu'ils ne quittent jamais. Ces agents-là sont de tous les pays. Il faut les frapper tous. (*Applaudi.*)

La mesure est rigoureuse, sans doute. Elle pourra atteindre quelques philosophes; mais heureusement l'espèce est rare. Heureusement encore la loi, que votre comité propose, exige un dévouement si généreux et si magnanime que les amis de la liberté qu'elle atteindra ne refuseront pas la gloire de la détention qui aura un terme et qui les conduira avec tous les Français, au bonheur de la liberté et de l'égalité. (*Applaudi.*)

Je crois que l'on ne doit pas admettre de distinction : elle supposerait plus d'égards pour une faction que pour une autre. Je demande la question préalable sur toute exception.

**Barère.** Quand il s'agit d'une grande mesure révolutionnaire, il ne peut y avoir lieu à des distinctions. Faisons une loi parfaite en révolution; c'est-à-dire une loi générale prise dans le sens le plus rigoureux. Agir autrement serait une grande erreur politique. Il faut ne pas confondre les lois révolutionnaires et les lois ordinaires. Celles-ci sont sujettes à des exceptions déterminées par des circonstances particulières, indifférentes d'ailleurs : celles-là ne connaissent rien qui soit indifférent. Les exceptions sont la rouille qui les corrompt. En révolution il faut frapper tous ses ennemis, comme l'armée française frappe indistinctement les Anglais, les Hollandais, les Prussiens, les Autrichiens et les Espagnols.

Qu'est-ce qui vous tourmente le plus? Qui est-ce qui vous agite dans vos Sociétés populaires, dans vos groupes, dans tous les lieux où vous vous réunissez, soit en vertu de la loi, soit par votre mouvement spontané? Ce sont les étrangers. Eh bien! que le parti des étrangers soit frappé tout entier. Enfin, je dois le dire ici. Connaissez-vous quelque nation alliée qui n'ait pas commis quelque délit, je ne dis pas contre vous uniquement, mais contre le droit des gens, contre les lois de la nature et de l'humanité?

Je commence par les Anglais. Ils ont commis le plus grand des crimes en suppliciant un représentant du peuple. Cette infamie ne peut se laver que dans la perte de l'Angleterre. (*Vive ment applaudi.*) Le parlement va être assemblé. Que les communes tremblent si elles ne nous vengent pas; car les peuples sont partout les mêmes et tôt ou tard ils punissent ceux qui violent le droit public. Les Anglais vous ont encore donné la Vendée! L'Autriche a-t-elle moins fait? Non. Elle a reçu de Dumouriez quatre représentants du peuple; et en les gardant, elle consomme la plus lâche des trahisons. Elle a encore arrêté deux ambassadeurs de la République, et l'un d'eux est mort dans les prisons de Mantoue.

— Ici, le peuple qui était dans les tribunes a manifesté avec énergie son indignation et la douleur que lui causait la perte d'un fonctionnaire public. — Ainsi, reprend BARÈRE, point d'exception pour l'Autriche.

Qu'ont fait les Prussiens! Ils viennent nous combattre, et parcourent, avec cette intention, une très grande étendue de pays; ils viennent après avoir partagé la Pologne. Ils sont nos

plus grands ennemis; la Hollande n'est que leur intermédiaire : mais nous devons frapper les maîtres et les valets. Je le répète, point d'exception.

Il se présente, cependant, une hypothèse qui semblerait donner lieu à des exceptions, et qui est très importante, mais une observation bien simple conciliera tous les esprits. Lorsqu'un Français épouse une étrangère, sa femme devient Française à l'instant; elle n'est point comprise dans la loi que vous allez rendre. C'est un axiome très connu que la femme suit le sort du mari; et il est bien plus juste encore de la considérer comme appartenant à la République à laquelle elle donne des défenseurs : ainsi ce n'est point une exception que je vous propose de consacrer, mais un droit.

Barère ajoute qu'ayant sollicité cette disposition au comité de Salut public à l'instigation d'un bon républicain son compatriote et marié à une Anglaise, elle avait été rejetée. Billaud-Varenne et Collot-d'Herbois votaient alors. Il a recherché la cause de leur opposition. Il a appris qu'elle venait de ce qu'eux-mêmes étaient mariés à des étrangères et qu'ils ne voulaient pas qu'on les soupçonnât de s'être déterminés par un intérêt personnel; et il s'est chargé de l'offrir à la Convention.

*(On applaudit au sacrifice généreux que se proposaient Billaud et Collot-d'Herbois et la Convention adopte les observations de Barère.)*

La discussion s'engage sur les exceptions. On les réclame successivement pour les Belges et les Bataves qui combattent dans nos armées, pour les patriotes hollandais réfugiés et pour les citoyens des pays réunis qui sont restés en France. La Convention ne statue rien et renvoie à son comité de Salut public ces diverses propositions. Elle adopte le projet présenté par Saint-Just.

*(Suit le texte du décret que nous avons inséré au cours de la séance, d'après le procès-verbal.)*

## CONVENTION NATIONALE

Séance du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II.

Jendi 17 octobre 1793.

Charlier, Président, occupe le fauteuil.

On lit le procès-verbal de la séance du 21<sup>e</sup> jour.

Sa rédaction est adoptée (1).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 124.

On lit celle du procès-verbal du 25<sup>e</sup> jour.

Un membre [RAMEL (1)] observe, sur sa rédaction, que le décret rendu contre les étrangers étant incomplet, il serait convenable de le renvoyer au comité de Salut public pour qu'il présentât, séance tenante, une rédaction complète.

Un commissaire des procès-verbaux annonce que ce décret étant déjà renvoyé au ministre, il faudrait en ordonner le retraitement, afin d'éviter toute confusion.

Ces deux propositions sont adoptées (2).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

Un des secrétaires fait lecture d'un procès-verbal sur la rédaction duquel il s'élève quelques

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales* (carton C 273, dossier n° 639).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 125.

(3) *Moniteur universel* [n° 28 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 113, col. 3]. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 394, p. 221), le *Mercur universel* [27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 282, col. 1], l'*Auditeur national* [n° 391 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793, p. 1)] et les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 290 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 1352, col. 1], rendant compte de la motion de Ramel dans les termes suivants :

### I

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

CLAUZEL fait des observations sur le procès-verbal de la séance d'hier. Elles portent sur la rédaction de la loi relative aux étrangers. La Convention la renvoie au comité de Salut public, pour la représenter séance tenante.

### II

COMPTE RENDU du *Mercur universel*.

La séance s'ouvre par la lecture de plusieurs procès-verbaux; la rédaction en est adoptée.

Un membre demande que l'on renvoie au comité de Salut public une motion tendant à étendre à tous les étrangers des puissances avec lesquelles nous sommes en guerre, le séquestre de leurs biens.

Après différentes observations, la Convention renvoie le tout à son comité, et sur l'observation que le décret d'hier relatif aux étrangers, présenté par Saint-Just, avait été expédié, l'Assemblée en a suspendu l'exécution.

### III

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

La lecture du procès-verbal d'hier donne lieu à plusieurs observations.

Un membre rappelle qu'après le décret de la loi sur les étrangers, il avait été fait motion de séquestrer leurs biens. Il demande que le comité de Salut public soit chargé d'examiner cette proposition et de faire un rapport (*Décreté*.)

Un autre membre observe que la loi contre les Anglais contient plusieurs exceptions; par exemple que les ouvriers, employés depuis un certain temps dans les manufactures de la République, et les enfants âgés de moins de douze ans, élevés dans les écoles publiques, ne sont pas dans le cas de la détention. Celle rendue hier contre les étrangers, ajoute le même membre, ne contient aucune exception. J'en demande le renvoi au



réclamations relatives à la loi contre les étrangers.

On demande que le comité de Salut public présente une nouvelle rédaction de cette loi, et que le ministre de la justice, auquel l'expédition en a déjà été adressée, soit autorisé à en suspendre l'envoi.

Cette proposition est décrétée.

Les administrateurs de la police font passer l'état des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention du département de Paris, à l'époque du 24<sup>e</sup> jour.

Il se monte à 2,960.

Insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre des administrateurs du département de police (2).*

« Commune de Paris, le 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an second de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice d'arrêt et de détention du département de Paris, à l'époque du 24<sup>e</sup> jour. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats; assassinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie .....	421
« Grande-Force, (dont 65 militaires) ..	626
« Petite-Force .....	291
« Sainte-Pélagie .....	189
« Madelonnettes .....	273
« Abbaye, (dont 27 militaires et	
5 otages) .....	126
« Bicêtre .....	601
« A la Salpêtrière .....	224
« Chambres d'arrêt, à la Mairie .....	89
« Luxembourg .....	120
« Total .....	2960

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« GODARD; SOULÈS; N. FROIDURE; BAUDRAIS.

comité, pour qu'il présente une nouvelle rédaction. (Décrété.)

#### IV

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et illégitimes*.

Une légère discussion s'engage sur la loi rendue dans la séance d'hier contre les étrangers.

Sur la proposition de RAMEL, l'assemblée charge son comité de Salut public de lui présenter une nouvelle rédaction.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 125.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 703.

Les administrateurs du district d'Arras adressent à la Convention les détails de la réception vraiment fraternelle faite par les habitants de la commune de Beaurain à quatre bataillons de volontaires qui arrivèrent dans cette commune, excédés de fatigue, le 16 de ce mois.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

*Suit un extrait du registre aux arrêtés de l'Administration du district d'Arras (2).*

*Extrait du registre aux arrêtés de l'Administration du district d'Arras.*

Séance publique du neuf de la seconde décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française une et indivisible.

Un membre demande la parole et dit avoir à donner à l'Administration, connaissance des faits qui prouvent combien le soldat français est sensible aux bons traitements, et que si ce soldat se livre quelquefois, dans certaines communes, à des excès qui paraissent répréhensibles c'est parce que les habitants de ces communes le reçoivent mal, lui refusent tout et ne fraternisent pas avec lui; c'est que l'aristocratie de ces communes et les mauvais traitements le révoltent; et alors, dans son mécontentement, voyant l'ingratitude de ceux pour lesquels il supporte toutes les fatigues de la guerre, il fait ce qu'il ne ferait pas si toutes les communes imitaient l'exemple de celle de Beaurain.

Le 16 du 1<sup>er</sup> mois, de l'an II de la République, une colonne commandée par le général Périn, arrivée au soir très fatiguée, dans la commune de Beaurain, section au delà d'Arras, et à trois quarts de lieue de cette ville, le maire, Maupain, homme recommandable par son civisme et par toutes les vertus républicaines fait assembler, de concert avec le corps municipal, composé de braves sans-culottes et de bons républicains, tous les citoyens sur la place de cette commune et leur dit : « Frères et amis, nos braves défenseurs, nos amis, nos frères arrivent; ils sont fatigués, faisons-leur oublier la fatigue dans les charmes de l'amitié et de la fraternité; prouvons à ces braves défenseurs de la liberté et de l'égalité qu'ils sont des frères, qu'ils sont au milieu de leur famille. Eh bien, amis, rendons-nous chacun chez nous, mettons nos marmites au feu et ne négligeons rien pour bien recevoir ceux qui exposent leur vie pour nous. »

A l'instant, chaque chef de famille prend vingt, trente soldats et plus de la République qu'il embrasse, les conduit dans sa maison. Aussitôt la famille s'assemble et chacun s'empresse de donner à nos braves frères d'armes toute la jouissance d'une hospitalité fraternelle, et dans le jour de fête pour la commune de Beaurain, quatre ou cinq mille hommes se sont trouvés logés et nourris sans qu'il se soit commis le moindre dégât.

Il importe de connaître les bataillons qui ont fraternisé avec les sans-culottes de Beaurain, ce sont : le premier bataillon de Paris, celui de la Butte des moulins, le quatrième bataillon du Gard, et un cinquième dont la commune ne dé-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 125.

(2) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 703.

signe pas le nom. Le chef de la colonne était le brave Perin. Un soldat s'étant permis de tuer une poule, fut aussitôt saisi, corrigé et puni par ses frères d'armes. Le rapporteur ajoute : « La conduite des soldats de la République française serait toujours aussi générale et aussi sensible, le pillage leur serait toujours étranger, si les outrages et la mauvaise réception que leur font certaines communes et les aristocrates, ne les portaient point à des excès, que grossissent toujours la calomnie et la malveillance, et si partout on agissait avec eux de la manière dont la commune de Beaurain vient de donner l'exemple. Il faut considérer que cette commune est fort peu conséquente et très peu nombreuse. La veuve Fleury-Boulet, femme pauvre et chargée de sept enfants a logé et nourri vingt de nos défenseurs ; le maire sachant qu'elle avait ce nombre, court chez elle, invite les convives de cette honnête et brave citoyenne à venir chez lui, en leur exposant qu'elle était pauvre et qu'elle ne pouvait pas les recevoir aussi bien que le méritent les défenseurs de la patrie. Cette femme répond : « Ces citoyens peuvent me quitter et aller ailleurs, mais nulle part ils ne seront reçus plus cordialement. » Alors tous ces braves militaires remercient le maire de ses attentions et disent qu'ils veulent rester avec leur bonne mère, qu'ils se trouvaient trop contents pour la quitter.

La veuve Pierre Dhée, aussi très pauvre, et ayant trois enfants, a logé et nourri vingt hommes qui, s'en voyant bien traités ne voulurent point l'abandonner pour aller chez des citoyens aisés qui étaient venus pour les inviter à se rendre chez eux.

Le maire et la municipalité ont fait distribuer aux citoyens pauvres, pour les indemniser, la paille qui avait été délivrée aux soldats.

L'Assemblée, reconnaissant à ces traits les soldats de la République, les citoyens français et les vrais sans-culottes, les amis et les soutiens de la Révolution, a arrêté unanimement, après avoir ouï le procureur syndic, que ce rapport serait envoyé à la Convention nationale, aux représentants du peuple, au département et au citoyen Joseph Lebon, en l'invitant à le faire parvenir aux journalistes patriotes pour qu'ils aient à l'insérer dans leurs feuilles et lui donner toute la publicité possible.

*Pour copie conforme :*

C. NORMAN, secrétaire.

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

**Lebon.** Qu'on cesse de calomnier le soldat français, dit le district d'Arras dans un arrêté qu'il fait passer à la Convention. Nos frères d'armes savent apprécier les bons traitements ; et s'ils s'égarent quelquefois, on ne doit s'en

prendre qu'à l'accueil froid des modérés et des aristocrates.

Le 16 de ce mois, une colonne de l'armée du Nord arrive le soir très fatiguée à trois quarts de lieue d'Arras, dans le village de Beaurain ; Maupin, maire de l'endroit, assemble tous les citoyens, leur peint le triste état des défenseurs de la patrie, qui, excédés de lassitude, ne trouveront peut-être pas encore de logement dans la ville : à l'instant, toutes les marmites sont mises au feu ; c'est à qui serrera entre ses bras et recevra dans sa chaumière les vengeurs de la liberté. La veuve Fleury Boulet, femme pauvre et chargée d'une nombreuse famille, en reçoit 20 pour sa part ; la veuve Pierre Dhée en reçoit autant, et les autres citoyens à proportion de leurs facultés.

Nos braves militaires composant le 1<sup>er</sup> bataillon de Paris, celui de la section de la Montagne, celui du Gard, sont au comble de la joie. En vain, les fermiers aisés s'offrent-ils de prendre seuls la charge du logement, l'indigence leur dispute cet honneur, et les jeunes guerriers refusent obstinément de quitter la cabane où ils ont d'abord été entraînés par le patriotisme et la fraternité.

Aussi ne se commet-il aucun excès à Beaurain : un seul soldat ayant osé tuer une poule en fut puni sur-le-champ par ses camarades. (On applaudit.)

Un membre annonce à la Convention que 360 Sociétés populaires du Midi ont envoyé des députés à Marseille, pour redonner à cette ville l'énergie qui a été si utile à la République, en y extirpant les dernières racines du fédéralisme, et pour engager leurs concitoyens à voler sous les murs de Toulon. Il offre à la Convention un ouvrage sur les subsistances, dont ces mêmes sociétés ont adopté les bases.

Mention honorable, insertion au « Bulletin », renvoi de l'ouvrage au comité d'agriculture (1).

#### COMPTE RENDU du *Bulletin de la Convention* (2).

300 Sociétés populaires du Midi ont envoyé des députés à Marseille, pour redonner enfin à cette ville cette énergie qui a été si utile à la République.

Ils ont éprouvé un plaisir bien doux en extirpant, de leurs propres mains, les dernières racines du fédéralisme et en engageant leurs concitoyens à voler sous les murs de Toulon pour y brûler le royalisme à boulets rouges et soumettre cette ville rebelle.

Mais ce qui est aussi essentiel, surtout à présent que les greniers de Sicile et d'Afrique nous sont fermés, ils se sont également occupés des subsistances pour cette partie de la République qui n'en recueille pas. Ils ont adopté, à cet effet, à l'unanimité, des bases rédigées par le patriote Dedelay.

La Convention a décrété la mention honorable et le renvoi au comité d'agriculture.

(1) *Moniteur universel* (n° 28 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, samedi 19 octobre 1793, p. 414, col. 2). Le *Bulletin de la Convention*, du 6<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 394, p. 223), le *Mercur universel* (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, vendredi 18 octobre 1793, p. 233, col. 1) et le *Journal de la Montagne* (n° 138 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, vendredi 18 octobre 1793, p. 1002, col. 2) reproduisent le texte du *Moniteur*.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 123.

(2) *Bulletin de la Convention* du 6<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793).



*Suit le texte d'une instruction sur les bases d'une législation sur les grains par le citoyen Pierre Dedelay.*

INSTRUCTION SUR LES BASES D'UNE LÉGISLATION SUR LES GRAINS, ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES SOCIÉTÉS POPULAIRES DU MIDI, RÉUNIES A MARSEILLE, POUR EN DÉTAILLER LES AVANTAGES ET LES MOTIFS, PRÉSENTÉE, AU NOM DE SON COMITÉ DES TREIZE, LE 9 OCTOBRE 1793, L'AN II DE LA RÉPUBLIQUE, UNE ET INDIVISIBLE, ET LE DERNIER DES TYRANS, PAR PIERRE DEDELAY, RAPPORTEUR ET PRÉSIDENT. [Imprimée par ordre de l'Assemblée générale et des sociétés réunies à Marseille (1).]

*Extrait du procès-verbal des sociétés populaires du Midi, réunies par députation, en Assemblée générale et fraternelle.*

A Marseille, ce 9 octobre 1793, l'an II de la République, une et indivisible.

L'assemblée générale des sociétés réunies, a arrêté dans sa séance de ce jour :

1<sup>o</sup> Qu'elle adopte à l'unanimité, et après une discussion approfondie, les bases d'une législation sur les subsistances qui lui ont été présentées au nom de son comité des Treize, par Pierre Dedelay, rapporteur;

2<sup>o</sup> Qu'une instruction sera faite à la suite des bases adoptées, pour en détailler les avantages et les motifs;

3<sup>o</sup> Que ces bases et l'instruction seront imprimées en nombre suffisant pour être envoyées à la Convention nationale, aux autorités constituées, et aux Sociétés populaires de tous les points de la République;

4<sup>o</sup> Que ces autorités constituées et Sociétés populaires seront pressées, au nom sacré de la patrie, de soumettre, dans le plus court délai, à une discussion publique, ces bases adoptées, et d'adresser à Pierre Dedelay, sous le couvert du comité d'agriculture de la Convention nationale, leurs observations sur ces bases, et sur les localités qui exigeraient des exceptions;

5<sup>o</sup> Pierre Dedelay se rendra à Paris : 1<sup>o</sup> pour analyser les observations qui lui seront adressées par les autorités constituées et Sociétés populaires, afin d'en faire un rapport exact et motivé au comité d'agriculture de la Convention; 2<sup>o</sup> pour inviter ce comité à présenter, à la Convention, ce vœu véritablement national de toutes les autorités constituées, et Sociétés populaires de la République, sur la législation des grains, afin d'obtenir, sur cette importante matière, des décrets qui, sollicités par tous, soient enfin exécutés par tous.

Pour éviter l'envoi à Paris de plusieurs milliers de mémoires, dont l'exact dépouillement ne pourrait être que très long, l'Assemblée générale des Sociétés du Midi, arrête que toutes les Sociétés populaires de la République seront invitées à discuter, d'abord dans leur sein, les bases du rapport de l'instruction, mais ensuite

de se réunir par députation à la Société populaire du chef-lieu de district, pour former avec elle un vœu commun plus mûri. Le travail, à Paris, se réduirait alors au dépouillement d'autant de mémoires qu'il y a de districts, pour en former un rapport général.

L'assemblée des Sociétés réunies à Marseille arrête aussi que toutes les Sociétés populaires de la République seront invitées, au nom du salut public, à presser, chacune dans leur localité, l'exécution exacte de la loi, sur les déclarations des grains : cette opération préliminaire devant être absolument la base de toute législation sur les subsistances;

6<sup>o</sup> L'assemblée générale des Sociétés réunies donne, à Pierre Dedelay, les pouvoirs les plus étendus pour tout ce que lui dictera son zèle, afin d'accélérer des décrets sur lesquels sont fondées les espérances de la République; elle l'autorise de paraître à la barre de la Convention nationale comme son député spécial, à se présenter en la même qualité aux Sociétés des Jacobins de Paris, aux différentes sections, et dans toutes les Sociétés populaires où l'appellerait l'intérêt des grands objets qui lui sont confiés; assuré de l'accueil fraternel qu'il recevra partout, et comme représentant des Sociétés populaires du Midi, et comme un républicain que l'amour du bien public dévore;

7<sup>o</sup> L'assemblée générale reconnaît et déclare que Pierre Dedelay a renoncé à toute indemnité personnelle, et frais de route dans son honorable mission; mais l'assemblée générale, considérant que le travail qui lui est confié d'analyser toutes les observations qui lui seront adressées, et de correspondre avec toutes les autorités constituées et Sociétés populaires de la République, exige des scribes et frais de bureau, ceux d'impression, et autres extraordinaires, auxquelles le nécessiteront les fonctions dont il est chargé, lui seront remboursés, à cet effet, les représentants du peuple sont invités, par l'assemblée générale des Sociétés populaires du Midi, réunies à Marseille, à indiquer à Pierre Dedelay la caisse où il prendra les fonds dont il pourra avoir besoin pour le paiement de ces frais, afin que rien n'arrête sa marche active vers le but que se sont proposées les Sociétés populaires réunies, en députant Pierre Dedelay;

8<sup>o</sup> Les présents arrêtés seront imprimés et joints à l'instruction, pour être envoyés, avec elle, à la Convention nationale, à tous les corps constitués et Sociétés populaires, afin que jugeant de l'extrême intérêt que l'assemblée générale met au prompt succès de ces mesures, les corps constitués, les Sociétés populaires; et tous les Républicains s'empressent d'y concourir de toute leur puissance.

A Marseille, ce 9 octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible.

*Signé à l'original : ISOARD, président de l'assemblée générale; BOULA, GIVET, LACROIX, secrétaires.*

Du 12 octobre 1793.

L'assemblée générale des Sociétés populaires du Midi, réunie à Marseille, a, dans sa séance de ce jour, adopté les vues présentées par le citoyen Chauvet, tendant à charger l'Administration centrale des subsistances (sur laquelle il a été fait un rapport à l'assemblée générale dans

(4) Bibliothèque de la Chambre des députés : *Collection Portiez (de l'Oise)*, t. 494, n<sup>o</sup> 2.

sa séance du 7 octobre), de toute la partie des fourrages et avoines nécessaires aux armées, et de celle de leurs charrois.

En conséquence, les autorités constituées et Sociétés populaires, invitées à délibérer sur les subsistances, sont également invitées à fournir leurs observations sur les amendements du citoyen Chauvet.

A Marseille, ce 12 octobre 1793, en l'Assemblée générale séance tenante, l'an II de la République française une et indivisible.

Signé : ISOARD, président; BOULA, GIVET, LACROIX, secrétaires.

*Instruction sur les bases du rapport, relatif aux subsistances adoptées par l'assemblée générale des Sociétés populaires du Midi, réunies, par députation, à Marseille.*

Une des différences essentielles, qui distinguent un gouvernement libre d'un gouvernement qui ne l'est pas, c'est que, dans le premier, les temps calmes et extraordinaires sont ceux où ce gouvernement exige le moins possible de sacrifices individuels, tandis que dans les temps à crise, il veut un dévouement complet à la chose publique.

Dans les autres gouvernements, au contraire, les temps de crise sont ceux où le despote ménage le plus ses esclaves, parce qu'alors il craint l'insurrection, tandis qu'il les écrase lorsque leur apparente stupeur semble lui répondre de leur nullité !

Nous sommes libres, Français ! donc nos lois, conformément à cette différence, ne doivent exiger, dans les temps de calme, que la seule portion de sacrifices strictement nécessaires au maintien du bonheur public ; bien sûr que si la patrie menacée exigeait davantage, des hommes libres sauraient que leurs propriétés et leurs personnes sont à la République dès qu'elles deviennent des moyens nécessaires pour la sauver.

Telles sont les bases fondamentales qui ont dirigé le comité des Treize, lorsque chargé, par l'Assemblée générale des Sociétés réunies, de lui faire un rapport sur les subsistances, il les a d'abord appliquées à la première disposition constitutionnelle et invariable de cette législation, en la rédigeant de manière que le citoyen éclairé sur ses vrais intérêts inséparables de ceux de l'Etat, n'aperçoive dans ce premier article du Code sur les subsistances qu'une sage prévoyance du législateur, qui embrasse les siècles dans sa pensée, et annonce tout ce que pourra exiger la patrie dans les temps de crise, et ce qu'elle se contente d'exiger, dans les temps de calme. Ainsi, lorsque cette prévoyance met, à la disposition de la République, tous les grains importés ou recueillis sur son sol, elle sous-entend :

1<sup>o</sup> Qu'elle ne veut en disposer que lorsque les besoins l'exigent ;

2<sup>o</sup> Que si ces besoins la mettaient dans le cas d'en disposer, ce ne serait qu'après avoir satisfait à tout ce que l'éternelle justice dicte à un gouvernement paternel et libre, c'est-à-dire, que si tous les grains, recueillis et importés sur le sol de la République, sont à sa disposition, lorsqu'elle en aura besoin pour le salut public ; c'est après, néanmoins, qu'elle aura acquitté la juste et préalable indemnité due au propriétaire, et que celui-ci aura prélevé ce qui sera

nécessaire à la consommation de sa famille, à l'ensemencement de ses terres, et au paiement de ses contributions, si ce paiement peut s'effectuer en nature.

Le législateur vient d'embrasser tous les temps, dans la disposition générale et première de son Code, il doit maintenant s'attacher à diviser ces temps, et, conséquemment au principe, n'exiger pour les temps de calme et de bonheur, qui nous attendent, que des mesures de précaution.

Ces mesures, sans gêner la liberté du citoyen de disposer, à son gré, de toute sa propriété en grains, constatent seulement l'existence de cette propriété, sur l'abondance de laquelle est fondé le salut public, afin de mettre sur-le-champ le gouvernement à portée de venir à son secours si, au lieu de cette abondance désirable, l'état des déclarations faisait craindre une pénurie. L'on pourrait suivre encore l'application des principes généraux dans les autres mesures de la législation sur les subsistances. Mais le but de l'Assemblée générale des sociétés réunies, en désirant qu'une instruction fût jointe aux bases du rapport sur les subsistances qu'elle avait adopté, est moins de prouver, à l'habitant des campagnes, que toutes ces bases n'étaient que des conséquences directes de ces principes que d'entrer dans une espèce de conversation familière entre elle et tous les propriétaires de grains.

Nous allons donc nous borner à leur prouver d'une manière claire, que l'intérêt de tous, comme leur intérêt propre, est d'adopter avec empressement ces mesures ; dans les temps calmes, c'est-à-dire presque toujours, elles ne les assujétiront qu'à une simple déclaration, tendant seulement à fournir au gouvernement les moyens de remédier à temps, soit à l'affreux danger d'une disette, soit aux inconvénients momentanés d'une surabondance, qui ne permettrait point au cultivateur, de vendre utilement sa denrée. En effet, citoyens laboureurs, que devez-vous désirer ? C'est l'assurance de pouvoir jouir en paix du grain que vous faites croître ; mais pour obtenir cette paix, il faut que tous ceux qui ne cultivent pas, et qui vous environnent, aient aussi l'assurance d'avoir du grain, en vous échangeant contre ces grains, qui font votre richesse, les objets de leur richesse à eux, leur industrie dont vous avez aussi besoin.

Car dès le moment que la classe, qui ne recueille rien, craindra de ne pouvoir faire cet échange, elle prendra tous les moyens que pourrait lui dicter un besoin aussi impérieux ; et ces moyens, vous le sentez, laboureurs ! ne pourraient se diriger que contre vous, qui seuls auriez entre vos mains ce qui lui manque. Convenez donc que les grains étant nécessaires à tous, il faut en assurer à tous, et que pour pouvoir donner cette assurance à ceux qui ne recueillent point de grains, il faut leur prouver ou qu'il s'en trouve assez pour qu'ils puissent s'en procurer, ou que si l'on craint qu'il en manque, l'on va prendre des mesures efficaces et promptes pour en faire venir de l'étranger. Mais pour prouver qu'il y a assez de grains, il faut nécessairement en faire le recensement ; et ce recensement ne peut être obtenu que par des déclarations exactes : vous ne pouvez donc, laboureurs, vous refuser à faire des déclarations !

L'Assemblée générale a senti que ce qui éloignerait le plus le laboureur de la formule



des déclarations, serait la crainte que la connaissance, alors plus connue de ses facultés, ne l'exposât à voir augmenter ses impôts. Citoyens laboureurs, lorsque, sous les dilapidations d'une cour corrompue, la mesure des impôts n'était jamais celle des besoins de l'Etat, mais celle de ces dilapidations toujours croissantes, et que d'un autre côté les impôts pesaient sur chaque individu, bien moins en raison de ses facultés, qu'en raison de sa faveur ou de son privilège alors chaque individu était excusable à atténuer, vis-à-vis du régime fiscal, ses facultés pécuniaires, et des déclarations pouvaient effrayer.

Mais sous un gouvernement libre, où l'impôt, voté par l'organe de tous, doit se répartir dans une proportion équitable sur tous; ces déclarations deviennent avantageuses aux bons citoyens, afin que l'égoïste qui cache ses moyens ne fasse plus supporter son impôt au républicain qui déclare franchement tous les siens. Considérons donc enfin ce que nous allons devenir, et non point ce que nous étions, et sentons ce qui constitue notre bonheur comme notre dignité; sachons que rien ne peut y concourir plus essentiellement que la volonté constante de ne jamais mentir à la République. Cette considération de bonheur et de dignité, pouvant ne pas suffire vis-à-vis de tous les citoyens, il est nécessaire que la loi diminue la possibilité de la fraude; ce sera l'objet des questions diverses, auxquelles le possesseur de grains sera tenu de répondre, afin que ces réponses, se servant mutuellement de preuves, fassent obtenir l'approximation la plus rapprochée de la vérité lorsqu'on ne pourra obtenir cette vérité tout entière.

En effet, déclarer ce qu'on a semé, c'est déjà faire préjuger, aux commissaires pour le recensement, lorsqu'ils connaissent le local et les rapports généraux sur la qualité de la récolte de l'année, ce qui a dû être recueilli. Les autres questions sont une espèce de calcul qui aide le déclarant et le commissaire à se convaincre mutuellement, s'il y a, *oui* ou *non*, déficit ou surabondance entre ce que le déclarant a recueilli et le besoin de sa famille.

Un des points importants, pour le succès de cette opération salubre, est de bien choisir les commissaires aux recensements. S'ils doivent avoir l'énergie qui en impose au mauvais citoyen tenté de faire une fausse déclaration, ils doivent aussi inspirer la confiance, faire aimer la loi, et ne jamais se lasser de montrer que si elle exige un léger et passager sacrifice, ce n'est que pour prévenir de grands maux; ils doivent dire aux riches : « A quoi vous serviraient vos monceaux de blés, si des mesures protectrices, ne venaient vous assurer la liberté d'en disposer, en prévenant les violences que les besoins impérieux du pauvre pourraient, en quelque sorte, justifier. » Ils diront à celui qui ne recueille que pour son usage : « Nous venons seulement constater si vous avez assez pour vos besoins, et respecter ce que vous possédez. »

Ils diront à celui qu'une récolte au-dessous de ses besoins rend plus craintif encore sur le sort de ce qu'il a : « Nous ne venons que pour savoir ce qui vous manquera, et mettre la République à même de vous indiquer où vous pourriez vous pourvoir. »

Le peuple des campagnes a partout le tact de ses intérêts, qu'il s'agit seulement de guider vers ce qui lui sera véritablement utile; et la lumière

entre facilement dans son cœur droit et non corrompu, lorsqu'on prend la peine de le raisonner, de l'écouter et de résoudre ses objections.

La formation d'une Administration centrale des subsistances est un établissement que la nécessité justifie; si l'on ne peut connaître la quantité de grains importés ou recueillis, et la proportion avec les besoins dans telle localité que par des déclarations exactes, l'on ne peut faire usage utilement de cette connaissance, pour toute la République, qu'en faisant arriver, à un centre commun, les résultats particuliers, afin d'obtenir des résultats généraux.

L'Administration centrale peut seule être éclairée dans les moyens de pourvoir à la pénurie de telle localité, avec la surabondance de telle autre; elle seule peut même diriger les versements, d'une manière assez précise, pour qu'il n'arrive jamais, dans les localités en pénurie, que la quantité nécessaire pour y rétablir l'équilibre. Mais cette Administration centrale a besoin d'inspirer une confiance entière sur elle; sur sa responsabilité doit reposer le salut de tous les individus : il faut donc, et dans son organisation, et dans sa marche, prévenir tout ce qui pourrait la corrompre ou l'entraver. Il ne peut y avoir que des hommes purs, éclairés, laborieux, et surtout bons citoyens, dans toute l'étendue et la force du terme, qui puissent y être admis. L'on ne doit donc jamais laisser l'arbitraire, la faveur ou l'intrigue disposer de ces places. Le peuple doit toujours, plus ou moins directement, concourir à la désignation des agents.

Il est important surtout que les chefs de cette Administration puissent être souvent renouvelés; c'est ce qui a déterminé à proposer, pour la formation de l'Administration centrale, le même mode accepté dans la Constitution pour le Conseil exécutif, en ajoutant la précaution nécessaire de faire présenter tous les agents subalternes, par les sociétés populaires des lieux où ils devront exercer leurs fonctions, et en obligeant les chefs de l'Administration à entretenir une correspondance instructive et active avec ces sociétés.

Lorsque l'Administration centrale aura été formée d'hommes investis de la confiance publique, il ne faut pas qu'on puisse entraver sa marche, que par des concurrences dans les achats, deux pouvoirs sur les subsistances puissent se nuire mutuellement. L'Administration centrale pourvoira également aux besoins des soldats-citoyens, et des citoyens-soldats. Ses armées seront donc aussi approvisionnées par elle, sur les réquisitions du Pouvoir exécutif, seulement chargé de faire connaître avec exactitude, et sur sa responsabilité, les besoins des forces de terre et de mer.

Les autorités constituées s'adresseront aussi directement à elle, pour requérir les secours en grains dans leur localité; mais le double de chaque réquisition, faite par les autorités constituées ou le Pouvoir exécutif, sera toujours envoyé, en même temps, au comité du corps législatif plus particulièrement chargé de surveiller les opérations de l'Administration centrale. Citoyens laboureurs, nous devons nous flatter que le régime libre, sous lequel nous allons vivre désormais, que la division des propriétés agricoles qui résultera des sages lois relatives aux successions, que celles des propriétés nationales et des biens communaux, déjà en grande

partie effectuée, et plus que tout cela la diminution d'un luxe corrompue, qui arrachait à la culture tant de bras, vont concourir d'une manière très prochaine à amener dans nos récoltes une surabondance heureuse.

La partie de la législation sur les subsistances, relative aux instants où l'on craindrait une pénurie dans la masse des grains recueillis ou importés en France, ne sera donc que bien rarement mise en action : bien plus rarement encore éprouverons-nous, d'une manière générale, les événements désastreux qui nécessitent des mesures extraordinaires de salut public sur les subsistances; mais le législateur doit prévoir tout ce qui est possible, et nous allons nous arrêter aux précautions que dicte la justice dans ces moments de crise. L'Administration centrale, ayant des agents dans tous les points de la République, et devant entretenir une correspondance active et instructive avec les sociétés populaires, comme avec les autorités constituées, est à même, à chaque instant de l'année, de juger si les récoltes promettent l'abondance; elle peut du moins immédiatement avant et pendant la récolte, recevoir des renseignements approximatifs très suffisants pour juger si l'on obtiendra une année ordinaire, ou du moins une récolte simplement médiocre; alors l'importation des grains étrangers devant assurer l'équilibre, l'opération se réduira seulement à assurer le succès de cette importation. Mais si les rapports généraux, sur les récoltes, annonçaient une année trop faible pour que les importations fussent suffisantes, ou si ces importations devenaient difficiles en temps de guerre, c'est alors le cas des décrets de circonstances; et le premier rendu, pendant la récolte, doit obliger provisoirement, tous les propriétaires de grains, à ne vendre qu'à l'Administration centrale, les grains déclarés, jusqu'à ce qu'un travail général, sur les recensements, l'ait suffisamment éclairé sur l'état des grains recueillis. Ce travail n'exigera que peu de temps; s'il y a à craindre une pénurie générale, un second décret prolongera l'effet du premier, et fixera les prix des grains. Certes, il n'est aucun citoyen qui ne doive convenir que ces décrets seront aussi justes que nécessaires.

La liberté laissée aux propriétaires, de vendre à leur gré dans l'intérieur de la République, dans les temps ordinaires, aurait un inconvénient majeur dans les temps de pénurie, car alors tous les riches de la classe qui achète, craignant la disette, se pourvoiraient à l'avance, presque toujours dans une proportions au-dessus de leurs besoins réels. Or quelque faible que fût cette proportion au-dessus des besoins, elle augmentera sûrement la pénurie, car si un million de familles, n'ayant réellement besoin, l'une comportant l'autre, que de 2,000 livres de grains chacune pour vivre, portaient leurs achats à 2,100 livres, elles paralyseraient inutilement pour elles, et au grand détriment des autres, 100 millions de livres de grains qui pourraient alimenter 50,000 familles d'une même population. Ce raisonnement est si simple, que nous sommes dispensés de nous appesantir davantage sur l'absolue nécessité d'obliger, en temps de pénurie, tous les propriétaires de grains, à ne vendre qu'à l'Administration centrale, laquelle, revendant à la classe qui ne recueille pas, ou qui a recueilli trop peu, prendra toutes les mesures de précautions pour que chaque acheteur ne puisse obtenir que ce qui

lui sera strictement nécessaire. Quant à la fixation du prix, les événements qui nécessitent les décrets de circonstances, n'étant que passagers, si le prix des grains allait, en raison de la pénurie, hausser subitement, et dans une proportion illimitée et dans les autres objets de commerce, ou de besoin qui ne pourraient obtenir aussi promptement le même surhaussement, il arriverait alors que l'état de pénurie, cet état de malheur général, serait une occasion de fortune pour tous les propriétaires de grains dans le cas d'en vendre, et que la classe des acheteurs serait opprimée par la classe des vendeurs; enfin que l'équilibre social serait rompu dans ses bases essentielles.

Il est donc du devoir d'un gouvernement paternel et juste de maintenir entre les nombreux enfants d'une même famille, les relations qui en assurent le bonheur. La fixation du prix des grains en temps de pénurie n'ayant que le but équitable d'empêcher qu'une classe de citoyens ne profite du malheur de l'autre, il devient nécessaire de décréter cette fixation; mais il est politique en même temps de l'établir sur un taux supérieur à l'année qui a précédé; 1<sup>o</sup> parce que le laboureur qui a fait les mêmes avances pour récolte médiocre que pour une abondante, ayant alors beaucoup moins de grains, ne pourrait obtenir la rentrée de ses avances, si le prix des grains n'était augmenté.

C'est un véritable malheur pour l'Etat, lorsque le cultivateur n'obtient pas la rentrée de ses avances, puisqu'alors non seulement il ne peut fournir aux avances de l'année suivante, mais encore à l'achat des objets qu'il doit se procurer pour l'entretien de sa famille. Mais une disposition de décret de circonstances sur le prix des grains, tempérera, vis-à-vis du pauvre et du journalier, la nécessité de fixer ce prix des grains à un taux suffisant, pour que le cultivateur puisse retirer ses avances; et cette disposition sera de fixer le prix du pain, selon les localités, non dans une proportion avec celui des grains, mais dans un équilibre avec celui du salaire. C'est un devoir public que de mettre le journalier à portée de vivre avec ce qu'il gagne en travaillant.

Un surhaussement subit dans le prix du pain n'étant jamais aussi subitement suivi du surhaussement des salaires, le journalier souffre jusqu'à ce que la proportion soit rétablie; il faut donc empêcher qu'elle ne se dérange; mais ce n'est point en fixant le prix des journées, car si le prix des journées haussait subitement dans une trop forte proportion, le journalier souffrirait encore, puisqu'on ne le ferait plus autant travailler.

C'est seulement en fixant le prix du pain et en rejetant le déficit que produirait cette fixation, en sols additionnels sur les contributions des riches, de ceux qui emploient les journaliers. Que ceux-là ne viennent point regarder ce rejet sur leur contribution comme injuste; qu'ils sachent que le premier devoir du riche est de fournir au besoin du pauvre, qui s'en rend digne par son travail. D'un autre côté, que celui qui fait travailler les journaliers dans ses manufactures ou dans ses terres, comprenne bien qu'en fixant le prix du pain on lui évite un surhaussement dans le prix de la journée, qui légitime le déficit qu'occasionne cette fixation et qu'on lui fait supporter de concert avec le riche.

Cependant, afin de diminuer, autant qu'il sera possible, ce déficit, il serait peut-être d'une sage



politique, dans le temps de pénurie générale, et en laissant à chacun la liberté de faire ou de faire faire du pain, au prix que lui feraient préférer ses moyens, d'avoir dans tous les points de la République, en proportion des besoins, des boulangeries nationales. Ces boulangeries seraient dirigées par l'administration centrale; un pain, le plus substantiel et le plus sain possible y serait fabriqué, sous la surveillance des Sociétés populaires des lieux, pour être seulement vendu au journalier qui ne recueille pas.

Chaque municipalité, de concert avec les Sociétés populaires, arrêterait dans chaque localité, l'état des citoyens dans le cas de se pourvoir à la boulangerie nationale; et comme il n'y aurait alors que ceux qui ont des besoins qui seraient favorisés, les déficits seraient bien moins considérables. L'on doit même prévoir un instant où la division successive des propriétés agricoles, mettra fort peu de citoyens dans le cas de se pourvoir aux boulangeries nationales.

Une disposition importante des décrets de circonstances est surtout celle qui prescrit à l'administration centrale de n'enlever les grains de chez les particuliers que pour les faire arriver directement au lieu de la consommation. Citoyens, cette précaution offre divers avantages qu'il suffit d'énumérer. Les grains religieusement gardés et soignés dans la maison du vendeur, qui en demeure responsable, n'exigent plus de bâtiments spacieux pour les déposer; plus de gardes pour les conserver et les préserver des ravages, si fréquentes dans les grands dépôts; plus de frais de transports inutiles, pour arriver des greniers du vendeur au dépôt général et retourner ensuite chez le consommateur. Enfin, le pauvre, celui qui ne recueille pas, ne voit pas enlever en masse ces grains, sa chère espérance; il saura qu'achetés par une administration paternelle, ils restent encore à sa portée, et pour ainsi dire à sa disposition. Mais ce qui est plus important encore, c'est que ces grains disséminés dans une infinité de greniers particuliers, ne peuvent jamais livrer à la malveillance, aux trahisons, aux intrigues d'une faction, les subsistances du peuple; un petit nombre d'hommes que l'on peut corrompre ne tiendront plus, sous leur gèble, ce trésor véritablement national; il restera sous la garde tutélaire de ceux qui l'ont arrosé de leurs sueurs pour le faire croître, et qui, sentant tout le prix d'une denrée si précieuse, suivront d'un œil vigilant et sévère sa destination, lorsqu'un mandat de l'administration centrale leur indiquera les motifs qui l'entraînent à leur sollicitude. Oui, citoyens, chaque vendeur deviendra une sentinelle prête à déjouer tout projet d'accaparement ou de malversation. En laissant les grains chez les vendeurs jusqu'au moment de leur consommation, il devient impossible à une administration centrale corrompue, de pouvoir même tenter ce qu'elle exécuterait si facilement avec de grands dépôts, nécessairement moins surveillés dans leurs opérations de tout genre. Que ces immenses avantages dont peut dépendre votre liberté vous engagent donc, citoyens-laboureurs, lorsque vous aurez vendu vos grains à l'administration centrale, qui, sans les enlever de suite, vous les payera cependant comptant; que ces avantages, dis-je, vous rendent vraiment scrupuleux à l'égard du dépôt que la patrie vous confiera; il sera sacré pour les bons citoyens. Ils se diront : « C'est la subsistance de mon frère, et je vais

concourir au bienfait qui la lui destine, en lui donnant mes soins. »

Nous venons de nous occuper des cas d'une pénurie générale; prévoyons maintenant l'état très prochain d'une surabondance habituelle, heureux fruit de la liberté et des mœurs. Alors un décret de circonstances doit favoriser l'exportation d'une partie de ce superflu. Inutile à notre subsistance, il peut, en l'échangeant, enrichir notre industrie; mais qu'une prudence salutaire règle toujours cet acte de législation; que des vues mercantiles ne nous fassent jamais exposer le rempart le plus sûr de la liberté. L'égide des peuples libres, c'est le fer et le pain.

Citoyens français, hommes libres, oserai-je attacher vos regards sur ces temps désastreux, plus rares que les siècles, mais possibles, qui nécessitent des mesures extraordinaires de salut public; un républicain leur oppose son courage et ses vertus; c'est le moment de l'héroïsme et non des bas calculs. Mais lorsqu'une communauté de maux ne pourra se balancer que par une communauté de biens, de facultés et de moyens, aurons-nous besoin de faire des lois! non, frères et amis, nous suivrons alors les lois de la nature.

**La Société populaire du Pont-de-Beauvoisin, département de l'Isère, invite la Convention à rester à son poste jusqu'à ce que la Révolution soit bien consolidée.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit l'adresse de la Société populaire du Pont-de-Beauvoisin (2).*

*La Société populaire du Pont-de-Beauvoisin, département de l'Isère, à la Convention nationale.*

« Mandataires du souverain,

« Vous avez bien mérité de la patrie, vous avez acquis des droits à la reconnaissance nationale; mais il vous reste encore du bien à faire. Il nous faut la paix, mais il faut que nos ennemis nous la demandent, il faut que les peuples s'embrasent et que l'univers libre chante vos louanges. Oui, représentants chéris, c'est à vous qu'il appartient de stipuler les intérêts de la République universelle au moment où les tyrans coalisés se dégoûteront de leurs vains efforts contre une nation invincible, à vous seuls est réservée la douce et glorieuse satisfaction d'avoir, les premiers, consacré dans un traité de paix, les droits des nations, ceux de l'humanité et de la nature.

« Vos succès passés nous répondent de votre gloire future; restez à votre poste, jusqu'à ce que vous reveniez parmi vos concitoyens, partager avec eux un bonheur pur et solide qui sera votre ouvrage.

« Au Pont-de-Beauvoisin, le 11 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« FLANDRIN fils, président; COMPTES, secrétaire; PONTRAMICO, secrétaire; CHABOUD, secrétaire; C. RABIT, secrétaire. »

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 126.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 715.

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Amar fait lecture d'une adresse de la Société populaire du Pont-de-Beauvoisin, département de l'Isère, qui applaudit aux mesures aussi sages que vigoureuses, prises par la Convention nationale; l'invite à rester à son poste jusqu'au moment où la constance et l'énergie de ses travaux auront fait évanouir les dangers de la patrie, triomphé de tous les ennemis de la liberté, et amené le règne heureux de la paix, de la paix si désirée de tous les Français, mais qu'ils ne veulent qu'alors qu'ils auront forcé les despotes étrangers de la leur demander.

La mention honorable est décrétée.

La même invitation est consignée dans une adresse des administrateurs du conseil général et permanent du district de Cambrai.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

*Suit l'adresse des administrateurs du conseil général du district de Cambrai* (3).

*Les administrateurs du conseil général et permanent du district de Cambrai, à la Convention nationale.*

« Représentants,

« Une Constitution toute populaire est enfin sortie de cette Montagne dont la foudre écrasera tous les tyrans. C'est encore de cette même Montagne qui a consolidé notre liberté que sortira le complément d'un aussi sublime ouvrage : l'éducation nationale.

« Après avoir donné au peuple français la liberté et l'égalité; après avoir détruit les préjugés, agrandi l'âme et le sentiment en formant les vertus républicaines, en un mot, après avoir rendu les Français dignes du nom glorieux d'hommes libres, il vous reste, législateurs, un important devoir à remplir. Que l'éducation nationale soit donc enfin organisée, qu'elle soit mise en pratique, que les lois civiles et criminelles acceptées par le peuple, que l'unité et l'indivisibilité de la République soient universellement reconnues par ces monstres politiques coalisés pour la détruire. Alors, et seulement alors, législateurs, il vous sera libre d'aller dans vos paisibles asiles goûter la douceur du repos; mais jusqu'à ce jour, conservez en vos mains le gouvernail du vaisseau de l'État; sauvez-le des tempêtes que lui suscitent le fédéralisme et le modérantisme, et ne le quittez qu'au moment où, arrivée de ce port, une paix glorieuse aura assis la République, ainsi que le bonheur des nations sur des bases inébranlables.

(1) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 28 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 114, col. 2].

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 126.

(3) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 703, *Supplément au Bulletin de la Convention* du 6<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793).

« Cambrai, ce 12 octobre 1793, an II de la République une et indivisible.

« GRAR, *président par intérim*; BOISDON; TAINE; HODIN; C. COPIN; GUÉRARD; HAUQUIÈRE, *procureur syndic*; LEFEBVRE; CELLIER, *secrétaire*; DHERBECOURT; HERBET. »

Deux députés, l'un de la Société populaire de Toulouse et l'autre du conseil général du département de la Haute-Garonne, sont admis à la barre (1). L'un d'eux lit un arrêté pris par le conseil général de ce département, par lequel il enjoint à tout possesseur d'espèces monnayées métalliques de les échanger aux caisses des receveurs de district contre des assignats, sous peine d'être dénoncés à l'accusateur public, poursuivis et jugés dans les formes prescrites pour les coupables de crimes contre-révolutionnaires.

Le Convention nationale, considérant que cette démarche est une usurpation des fonctions législatives, casse l'arrêté du département de Haute-Garonne, renvoie aux comités réunis de Salut public, de commerce et des finances l'examen des mesures renfermées dans ledit arrêté (2).

Ordonne au surplus que le présent décret sera inséré au « Bulletin » (3).

(*Suivent les pièces annexes.*)

A.

*Le procureur général syndic du département de Haute-Garonne, à la Convention nationale* (4).

« Toulouse, ce 3 octobre 1793, l'an II de la République française.

« Citoyens législateurs,

« Sur l'invitation de la Société populaire de Toulouse, le conseil du département de Haute-Garonne vient de prendre un arrêté qui enjoint à tous particuliers possesseurs de pièces monnayées quelconques de les verser dans la caisse des receveurs de district, sauf le remboursement en assignats de cours pour la même valeur.

« Dans un autre temps, ce moyen eût pu être impolitique, mais nous avons pensé qu'il n'en était pas de même aujourd'hui, et nous n'avons reconnu que des grands avantages à recueillir de la mesure proposée. Votre sagacité, citoyens représentants, peut suppléer au défaut de l'exposé

(1) Ces députés se nommaient, l'un Barousse et l'autre Bellecour, administrateur du département de la Haute-Garonne, ainsi qu'il résulte d'une lettre du procureur général syndic de la Haute-Garonne, adressée à Vadier, dans laquelle il lui rend compte des opérations de salut public effectuées dans l'Ariège (*Archives nationales* AFII 169, pl. 1390, p. 36).

(2) La motion tendant à la cassation de l'arrêté pris par le Conseil général de la Haute-Garonne a été présentée par Joseph Le Bon ainsi qu'il résulte de la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 689.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 126.

(4) *Archives nationales*, carton C 275, dossier 703.



des motifs qui nous ont déterminés à l'adopter, mais en nous référant aux considérants qui sont en tête de notre arrêté, nous ne faisons qu'ajouter quelques observations; c'est que les possesseurs des espèces métalliques monnayées doivent être punis comme les seules causes du discrédit du papier-monnaie; c'est que cette mesure généralement et promptement exécutée doit nécessairement redonner au papier sa valeur réelle, c'est que le commerce des particuliers avec l'étranger étant absolument interrompu, et le gouvernement pouvant seul traiter avec lui des objets qui nous sont d'indispensable nécessité, au moyen des forces imposantes qui peuvent protéger les convois de la République, il importe que le gouvernement seul soit nanti des espèces monnayées métalliques, qui, en lui procurant l'avantage de traiter au pair avec l'étranger, évite les inconvénients de la baisse du change, par rapport au papier-monnaie; le grand avantage à en retirer à défaut de tous autres, c'est la refonte générale des monnaies au coin de la République, et l'émission soudaine de ces nouvelles espèces à un temps fixe, qui sera tel celui de la paix.

« Dans tous les cas, citoyens représentants, nous nous référons avec respect à la détermination que prendra la Convention nationale. Ses décrets seront pour nous aussi sacrés que la cause sublime à laquelle ils sont liés, et que nous défendrons jusqu'à la mort avec la force et l'ardeur qui conviennent à des vrais républicains.

« DESCOMBELS. »

B.

*Adresse et arrêté de la Société populaire de Toulouse (1).*

« Toulouse, le 30 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens, frères et amis,

« Le monstre hideux du fédéralisme levait une tête altière; nous l'avons abattu. Un autre monstre non moins redoutable, l'infâme agiotage depuis longtemps échappé à nos coups; amis, réunissons nos efforts, tournons contre lui ses propres armes; provoquons un décret bienfaisant qui proscrive ces métaux dangereux dont la circulation clandestine discrédite et avilit nos assignats. Que de toutes parts le Sénat français retentisse des cris des Sociétés populaires, et la postérité reconnaissante nous saura gré un jour d'avoir provoqué cette loi salutaire, seul moyen propre à consolider le gage précieuse de la fortune publique.

« Salut et fraternité,

« Les membres composant la Société républicaine de Toulouse,

« DANEZAN, président; FAILLON, DELPECH, BISCOMTE, secrétaires. »

*La Société républicaine de Toulouse, à la Convention nationale.*

« Citoyens représentants,

« Quelques efforts que vous ayez faits pour détruire ce monstre toujours renaissant qui emploie toutes ses ressources pour détruire le gage des assignats et attaquer le crédit de la République, toujours habile à se cacher sous mille formes diverses, il échappe à la force de vos décrets. Des négociants avides, qui n'ont de patrie que le coffre où leur or est entassé, des agioteurs infâmes qui ne se nourrissent que de la substance du peuple, des accapareurs qui ne rêvent chaque jour que contre-révolution, colportent sans cesse ces métaux dont l'appât empoisonne et corrompt le patriotisme. Ils font renchérir le prix des denrées; ils avilissent de toutes manières ce signe représentatif que vous avez créé pour l'échange des valeurs, ils font monter à un prix exorbitant les objets les plus nécessaires à la vie; et tandis que les sans-culottes offrant à la République leurs travaux journaliers, se serrent autour d'elle et la défendent de leurs armes, ces ennemis intérieurs forts de la disette factice qu'ils ont provoquée et de la cherté excessive qu'ils fomentent, les attendent au retour pour les punir de leur zèle et de leurs victoires.

« Législateurs, tant que vous laisserez entre les mains de ces sangsues publiques les armes dont ils font un si funeste usage, toutes vos mesures seront insuffisantes, vos décrets éludés, et les fruits de la liberté mal assurés. Faites rentrer dans les coffres de la République toutes ces monnaies inutiles qui semblent ne porter encore l'empreinte du tyran que pour servir comme lui d'instrument à la perfidie. Ne laissez subsister dans l'intérieur de la République qu'un seul signe représentatif; forcez nos ennemis secrets à prendre confiance dans ce signe; forcez-les enfin, par leur propre intérêt, à contribuer eux-mêmes à son crédit et à son soutien.

« Convaincus de l'utilité de cette grande mesure, nous soumettons à votre sagesse le décret suivant :

La Convention nationale, considérant, etc., décrète :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Les assignats nationaux en émission sont et demeurent hypothéqués sur toutes les propriétés nationales et mobilières de la République.

Art. 2.

« A compter du jour de la publication du présent décret, qui sera porté dans les départements par des courriers extraordinaires, tous les citoyens seront tenus de verser et remettre dans les caisses des receveurs des districts, leur or et argent monnayés, ainsi que les lingots d'or ou d'argent qui pourront être en leur possession.

Art. 3.

« L'or et l'argent monnayés seront échangés aux citoyens contre des assignats ayant cours de monnaie.

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 703

Art. 4.

« On payera aux citoyens, ayant cours de monnaie, les lingots d'or et d'argent dont ils seront propriétaires, et qu'ils seront tenus, aux termes de l'article premier, de remettre aux receveurs des districts, d'après le titre qui sera reconnu auxdits lingots, et sur le pied qui sera fixé par le présent décret.

Art. 5.

« Les citoyens auront trois jours, à compter de la publication du présent décret pour y obtempérer; et toute contravention audit décret sera punie de la peine de mort.

Art. 6.

« Aussitôt que les trois jours ci-dessus fixés seront écoulés, il sera fait, pour s'assurer qu'il n'existe nulle contravention au présent décret, des visites domiciliaires dans toutes les municipalités de la République.

Art. 7.

« Ces visites domiciliaires ne seront faites, par les municipalités, que de concert et avec des commissaires des Sociétés populaires et des comités de Salut public et de surveillance, s'il y en a d'établis dans les municipalités.

Art. 8.

« Ces visites domiciliaires seront renouvelées une fois au moins tous les mois, et avec tout le secret qu'exige cette importante mesure.

Art. 9.

« Les contrevenants au présent décret seront jugés et punis de la même manière et suivant les mêmes lois portées contre les contre-révolutionnaires.

Art. 10.

« Il sera fait mention honorable au procès-verbal de la Convention nationale de la dénonciation civique contre ceux qui proposeraient, après la publication de la présente loi, l'échange clandestin de l'or ou de l'argent contre des assignats; et le dénonciateur recevra, en assignats, la moitié de la somme confisquée.

Art. 11.

« Les entiers biens des citoyens contrevenant au présent décret seront confisqués au profit de la République.

Art. 12.

« Tous les citoyens seront tenus, sous les peines ci-dessus prononcées, de délivrer aux receveurs

des districts les espèces monnayées ou non monnayées étrangères qui seront en leur pouvoir et de faire la déclaration des dépôts, soit nationaux ou étrangers, qu'ils auront, dans ce genre entre leurs mains, pour être échangés en assignats de la manière ci-dessus prescrite. »

« DANEZAN, président; FAILLON, DELPECH, BISCOMTE, secrétaires. »

C.

*Arrêté du conseil du département de Haute-Garonne, en permanence (1).*

Du 30 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

Le conseil général du département de Haute-Garonne, assemblé dans le lieu ordinaire de ses séances, présents les citoyens Lafont, président d'âge; Delherm, Bellocq, Laplagnolle, Caton, Blanchard, Sambat, Guiringaud, Viguié, Sartor, administrateurs; Descombels, procureur général syndic.

Délibérant sur la proposition faite par la société populaire de Toulouse, tendante à ce que toutes espèces monnayées métalliques dont la circulation est prohibée, par l'arrêté des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales, du 12 septembre courant, soient déposées par tous ceux qui pourraient en avoir à leur disposition, dans la caisse du receveur de chaque district, pour y demeurer en séquestre jusqu'à ce que la Convention nationale ait disposé, ainsi qu'elle l'aviserait, pour l'intérêt de la République;

Considérant que ceux-là seuls qui n'ont point eu de confiance dans les assignats-monnaie dont l'hypothèque est assurée sur les biens immenses qui ont été mis à la disposition de la nation, et dont la valeur monétaire repose bien plus puissamment encore sur la loyauté française, ont pu accaparer une grande quantité de numéraire, et établir par cette préférence un concours dont l'effet infaillible devait être de discréditer le papier monnaie et de ruiner le peuple;

Considérant que les calculs horribles de l'égoïsme et de l'avarice ne peuvent être complètement déjoués que par une mesure sévère, qui, en rétablissant l'équilibre entre toutes les denrées de première nécessité, redonne au papier monnaie sa valeur réelle, et ne l'assujétisse plus à un rabais qui est le fruit de la cupidité la plus criminelle;

Considérant que la circulation desdites espèces monnayées métalliques étant prohibée, sous peine de mort, par l'arrêté des représentants du peuple, du 12 septembre, il est aussi instant de procurer aux uns la facilité de les échanger contre la seule monnaie courante, que de priver les autres du fruit de leurs horribles calculs sur la substance (*sic*) du peuple;

Considérant que cette mesure rigoureusement exécutée doit faire rentrer dans le Trésor national des sommes pour balancer et détruire les influences funestes de l'or de Pitt et des monstres couronnés;

(1) Archives nationales, carton C 275, dossier 703.



## Arrête :

1<sup>o</sup> Tous possesseurs d'espèces monnayées métalliques quelconques ou en lingots, seront tenus de les apporter à la caisse du receveur du district où ils seront domiciliés, trois jours après la publication du présent arrêté;

2<sup>o</sup> Ils recevront en échange, en assignats de cours, la même somme qu'ils auront remise en espèces métalliques; auquel effet les receveurs de district sont autorisés à payer lesdites sommes dont ils tiendront registre exact, ainsi que des remises faites et des acquits délivrés;

3<sup>o</sup> Il sera fait des visites domiciliaires chez tous ceux qui seront suspectés de n'avoir point remis les espèces métalliques, qui les auraient cachées ou enfouies; et dans le cas où ils seront trouvés en contravention, ils seront arrêtés comme auteurs des calamités qui affligent le peuple, dénoncés à l'accusateur public, poursuivis et jugés d'après les formes prescrites pour le jugement des crimes contre-révolutionnaires, ainsi qu'il est dit à l'article premier de l'arrêté des représentants du peuple, du 12 du courant;

4<sup>o</sup> Tout citoyen qui dénoncerait un possesseur d'espèces monnayées pour ne les avoir pas remises, ou pour les avoir cachées ou enfouies, recevra en assignats pour prix de sa dénonciation, si elle se trouve véritable, la moitié de la somme découverte par ses soins, ou les indications qu'il aura données pour la découvrir; l'autre moitié demeurera confisquée au profit de la République;

5<sup>o</sup> Il sera envoyé sur-le-champ deux députés vers la Convention nationale, dont l'un sera nommé par la société populaire de Toulouse, l'autre par le département, pour lui communiquer le présent arrêté, et l'inviter à en rendre les dispositions applicables à toute la République;

6<sup>o</sup> Il sera aussi adressé aux représentants du peuple près l'armée des Pyrénées, à ceux actuellement en séance à Toulouse, pour les inviter à ordonner que, provisoirement, il soit exécuté dans tout le midi, et en attendant que la Convention ait rendu la mesure générale par un décret formel;

7<sup>o</sup> Il sera, de plus, envoyé à tous les départements, toutes les sociétés populaires des chefs-lieux de département de la République, avec invitation de l'adopter provisoirement.

Fait en conseil général du département, en permanence, les jour, mois et an que dessus.

LAFONT, président d'âge. BÉGUILLET, secrétaire général.

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

On admet à la barre une députation de la Société populaire de Toulouse.

L'orateur présente une pétition par laquelle il demande que la Convention approuve et décrète,

comme loi générale, un arrêté pris par le département de Haute-Garonne, sur la demande de la Société populaire, portant que :

(Suit un résumé des principales dispositions de l'arrêté du département.)

**Clauzel.** Cet arrêté tend manifestement au fédéralisme. Une Administration y usurpe l'initiative en matière de législation. Elle a osé l'envoyer aux corps administratifs, notamment à celui de l'Ariège, pour le faire exécuter comme loi; je demande que cet arrêté soit cassé, et que le comité de Salut public soit chargé de faire un rapport à ce sujet.

**Amar.** Je demande qu'on renvoie cet acte au ministre de l'intérieur, et que la Convention ne s'occupe pas toujours d'affaires administratives.

**Mailhe.** Cet arrêté n'a été pris qu'à la sollicitation de la Société populaire de Toulouse, qui a montré l'horreur la plus prononcée pour toute espèce de fédéralisme. Vous ne pouvez prononcer une cassation sans un examen réfléchi, approfondi. Suspendez-en l'exécution, à la bonne heure; mais ne précipitez pas une décision rigoureuse.

*Un membre.* L'arrêté qu'on vient de vous lire est un acte de fédéralisme; je dirai plus, c'est un crime de lèse-nation, ou il n'en existe pas. Il doit être cassé, et je serais bien étonné que quelqu'un de mes collègues osât, dans le Sénat de France, défendre un acte (tranchons le mot) contre-révolutionnaire.

Au surplus, je prie la Convention d'observer qu'ici la Société populaire n'a point failli; elle s'est adressée au département; c'est le département qui a manqué à son devoir. J'insiste donc pour la cassation.

**Lebon.** C'est une vérité qu'on ne peut trop souvent répéter à cette tribune, que jamais les autorités constituées ne doivent prendre l'initiative. Vous avez avec raison applaudi aux départements qui ont secondé l'impulsion donnée par la Convention; mais quelquefois aussi, en les applaudissant pour l'avoir prévenue, vous avez donné un dangereux exemple.

Je crois au patriotisme des citoyens qui ont applaudi l'arrêté pendant la lecture. Ils y ont vu sans doute une mesure utile; mais je leur rappellerai qu'ils accueilleraient ainsi les mesures sur le *maximum* dans le mois de mai, et que cependant ce moyen était désastreux. Je demande la cassation et le renvoi aux comités de Salut public, de commerce et d'agriculture.

**Léonard-Bourdon.** Je m'oppose à la cassation par la Convention, et je demande le renvoi au conseil exécutif qui rendra compte, sous 3 jours, de sa décision.

La cassation de l'arrêté et le renvoi aux comités de Salut public, d'agriculture et de commerce, sont prononcés.

**Clauzel.** Comme il est temps de bien convaincre les départements, ceux du midi surtout, que les rênes du gouvernement sont dans les mains de la Convention, et non dans celles des corps administratifs, auxquels n'appartient aucune initiative, je demande que le décret qui casse l'ar-

(1) *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 28 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 114, col. 1]. Voyez d'autre part, ci-après, annexe n<sup>o</sup> 1, p. 677, le compte rendu, par divers journaux de la discussion à laquelle donna lieu la cassation de l'arrêté du département de la Haute-Garonne.

rété du département de Haute-Garonne, soit envoyé dans la République par un courrier extraordinaire.

Cette proposition est décrétée.

**Le citoyen Bellemont** [BOLLEMONT], chef de brigade, directeur du parc d'artillerie de l'armée du Nord et des Ardennes, fait don à la République de 320 rations de fourrages qui lui sont dues à l'armée des Alpes.

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit la lettre du citoyen Bollemont (2).*

« Au camp de Gaverelle, le 24 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Le citoyen Bollemont, chef de brigade, directeur du parc d'artillerie de l'armée du nord et des Ardennes.

« Fait don à la République française de trois cent vingt rations de fourrage qui lui sont dues à l'armée des Alpes, où il a fait la campagne dernière à l'avant-garde.

« BOLLEMONT. »

**On renvoie au comité de Salut public une lettre du général de brigade Cordelier, contenant les détails d'un avantage remporté sur les satellites des despotes par les troupes de la République, près le bourg de Nouvion (3).**

*Suit la lettre du général Cordelier (4).*

« Du quartier général de Nouvion, ce 11 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« La Convention nationale n'apprendra pas, sans doute, sans intérêt, un avantage qui vient d'être remporté par les troupes que je commande, dans les plaines qui se trouvent entre Le Cateau et la forêt du Nouvion; aussi est-ce cette raison qui m'a déterminé à vous dépêcher un courrier pour vous rendre compte de l'affaire.

« Envoyé par le général de division Fromentin, commandant les flancs de droite de l'armée du Nord, au bourg du Nouvion pour en garder la forêt, avec environ 1,800 hommes d'infanterie et 600 de cavalerie, je disposai mes forces de manière à remplir utilement le but pour lequel j'étais envoyé et à empêcher l'ennemi de pénétrer dans les environs de ce poste.

« Je crus nécessaire, à cause de la grande route allant de Réunion-sur-Oise à Landrecies et des embranchements qui vont au Cateau, de placer, au village de Boué, en avant de la forêt

du Nouvion et d'un ruisseau nommé le Noirieu, le 3<sup>e</sup> bataillon de la Meurthe et le 6<sup>e</sup> régiment de cavalerie, attendu que de ce côté l'ennemi y venait souvent commettre du pillage.

« Hier, 10 du courant, l'ennemi au nombre de 100 uhlands se portèrent au village de Femy, sur le chemin qui conduit du Nouvion au Cateau, d'où ils emmenèrent différents bestiaux.

« Instruit de cette entreprise, je ne balançai pas à donner ordre au commandant du 6<sup>e</sup> régiment de cavalerie de faire faire de fortes et fréquentes patrouilles de ce côté, ainsi que de celui de la forêt d'Arouaire, dont j'ordonnai de faire le tour et de la fouiller à un piquet de 50 hommes.

« Mes ordres furent ponctuellement exécutés, tant par la cavalerie que par l'infanterie, puisque ce matin un piquet de 50 hommes de cavalerie et un autre de 100 hommes d'infanterie se portèrent en avant pour s'assurer que l'ennemi n'avait fait aucune nouvelle entreprise. A peine arrivé au village d'Oisy, les éclaireurs vinrent instruire le citoyen Soland, chef d'escadron, commandant le 6<sup>e</sup> régiment de cavalerie, qui s'était mis à la tête de 50 de ses braves cavaliers, que l'ennemi s'avancait au nombre d'environ 150, tant en éclaireurs qu'en escadrons, sur le village de Catillon-sur-Sambre et celui de Beaulieu.

« Le brave Soland et sa troupe ne se laissèrent pas intimider par le nombre, ils s'avancèrent vers l'ennemi dans l'intention de le repousser et de l'empêcher de commettre des dégâts sur les propriétés des habitants qui, non contents de la pauvreté, sont encore accablés par le théâtre de la guerre.

« Le commandant Soland réussit parfaitement dans son entreprise, et à l'aide d'un quart de conversion à gauche, tomba sur l'ennemi qui l'attendait près d'un moulin à vent la lance en arrêt. Cette prestance fut loin d'intimider nos braves cavaliers qui, les prenant par le flanc, les mirent dans une déroute complète, firent mordre la poussière à neuf d'entre eux, prirent 8 prisonniers, 9 chevaux et une grande quantité de lances que l'ennemi fut obligé d'abandonner pour être à même de battre en retraite plus facilement.

« Nos troupes, à qui la prudence défendait d'aller plus avant, firent leur retraite dans le meilleur ordre et, arrivées à leur cantonnement, n'eurent rien de plus pressé que de porter les secours à ceux des prisonniers qui avaient reçu des blessures; c'est à quoi ceux-ci ne s'attendaient pas, car un d'eux, légèrement blessé, avoua qu'il s'attendait à être tué; d'après le récit qui leur avait été fait de la cruauté des Français, il déclara même que l'ordre leur avait été donné de ne point faire de grâce.

« Je ne dois pas vous laisser ignorer, citoyen Président, non plus qu'à la Convention, l'empressement que le citoyen Gosset, chirurgien à la résidence de Boué, a mis à panser les blessés, concurremment avec le citoyen Begon, chirurgien du 6<sup>e</sup> régiment de cavalerie; il ne m'a pas (*sic*) encore été rendu compte que des officiers qui se sont couverts de gloire dans cette affaire; mais comme je crois que la conduite des cavaliers est digne de tous éloges, je me dispenserai de vous nommer personne et je me contenterai de provoquer, pour tout ce régiment, la reconnaissance nationale.

« J'espère, citoyen Président, avoir une victoire plus complète à vous annoncer incessamment, ou du moins si je n'ai pas cet avantage,

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 426.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 715.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 426.

(4) Archives du ministère de la guerre, armées du Nord et des Ardennes, carton 1/18.



ai-je au moins l'espoir d'y contribuer de toutes mes forces.

« C'est par des actions que j'espère prouver à ma patrie que je suis digne de sa confiance, et mon patriotisme et ma sans-culotterie doivent lui être un sûr garant de mon dévouement pour elle.

« Si je ne suis pas doué de toutes les qualités nécessaires à un général, au moins ai-je la consolation d'avoir la conscience pure et sans tache et d'être fermement résolu de sauver la patrie dans ce qui pourra m'être confié, malgré le grand nombre d'ennemis qui désirent sa ruine.

« J'ai fait le serment de vivre libre ou de mourir, je le réitère entre vos mains, et comptez, citoyen Président, qu'un vrai sans-culotte, un ami des lois, un républicain bien prononcé a de l'honneur et ne jure pas en vain (1).

*« Le général de brigade commandant l'avant-garde des flanqueurs de droite de l'armée du Nord.*

« CORDELIER. »

**Le citoyen Momoro fait hommage à la Convention de deux exemplaires d'un traité de l'imprimerie, enrichi de figures.**

**Mention honorable (2).**

*Suit la lettre du citoyen Momoro (3).*

*Au citoyen Président de la Convention nationale.*

« Paris, le 24 du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Je vous prie, citoyen Président, de présenter à la Convention nationale deux exemplaires d'un traité de l'imprimerie, enrichi de figures nécessaires à l'intelligence de cet art, et que je viens de mettre au jour.

« C'est le premier ouvrage que nous ayons en ce genre, avec celui de Fertel, qui est très rare, et qui a beaucoup vieilli.

« L'imprimerie étant devenue, pour un peuple qui se régénère à la liberté, un besoin nécessaire, tout ce qui peut tendre à propager et à perfectionner cet art sera naturellement accueilli.

« Je prie l'Assemblée d'agréer cet ouvrage, et d'ordonner qu'il soit placé, comme ouvrage utile, dans la bibliothèque nationale.

« MOMORO, premier imprimeur de la liberté, administrateur du département de Paris, rue de la Harpe, n° 171, section de Marseille et de Marat. »

**« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités des secours publics et**

**finances [ENJUBAULT, rapporteur (1)], décrète ce qui suit :**

« Il sera payé par la trésorerie nationale, sur la présentation d'une expédition du présent décret, la somme de 200 livres au citoyen Jean-Nicolas Piquet, acteur de comédie, ci-devant à Valenciennes, à titre de secours, pour les pertes qu'il a éprouvées pendant le bombardement de cette place (2). »

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets* (3).

Les comédiens de Valenciennes jouaient des pièces patriotiques pendant le bombardement de cette ville; ils ont été forcés de fuir.

Un membre propose de leur accorder des secours qu'ils ont demandés.

Cette proposition est adoptée.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation [MERLIN (de Douai), rapporteur (4)], décrète ce qui suit :

**Art. 1<sup>er</sup>.**

« En exécution de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 14 mars 1793, il sera payé à chacun des six commis greffiers et au commis greffier du parquet du tribunal criminel du département de Paris, 2,400 livres d'appointements; au concierge 1,200 livres, à chacun des deux garçons 900 livres.

**Art. 2.**

« Les appointements du greffier du tribunal des directeurs du juré du département de Paris sont fixés à 4,000 livres, et ceux du commis greffier à 2,000 livres.

**Art. 3.**

« Les nouveaux huissiers attachés tant au tribunal criminel, qu'au tribunal des directeurs du juré du département de Paris, jouiront du traitement fixé par l'article 10 de la loi du 2 juin 1791.

**Art. 4.**

« Les appointements ci-dessus courant du jour où les fonctionnaires à qui ils sont attribués seront respectivement entrés en activité, ils seront payés sur les sous additionnels du département de Paris, dans la même forme que se payent les appointements des juges tant du tribunal criminel que des tribunaux civils de ce département.

(1) D'après l'*Auditeur national*, n° 391 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 2], et le *Mercurius universel* [27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 283, col. 1], la lecture de cette lettre fut accueillie par des applaudissements.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 127.

(3) *Archives nationales*, carton C 276, dossier 715.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives Nationales*, carton C 273, dossier 689.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 127.

(3) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 394, p. 225).

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton C 273, dossier 689.

Art. 5.

« Le ministre de la justice donnera les ordres nécessaires pour que le tribunal des directeurs du juré se mette sans délai en activité.

Art. 6.

« Les fonctions de commissaire national près ce tribunal seront exercées alternativement par l'un des 6 membres pendant un mois, en commençant par le plus âgé.

Art. 7.

« Le membre du tribunal des directeurs du juré qui fera les fonctions de commissaire national, sera tenu de faire exécuter les jugements du tribunal criminel.

« Le présent décret ne sera publié que dans le département de Paris (1). »

(Suivent les pièces justificatives du décret relatif à l'augmentation des appointements des greffiers et, concierge du tribunal criminel du Département de Paris.)

A.

*Pétition du concierge du tribunal criminel du département de Paris (2).*

*Aux citoyens députés à la Convention nationale, membres du comité de législation.*

« Paris, le 27 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Le concierge du tribunal criminel du département de Paris, dont le traitement doit être fixé d'après le rapport qui sera fait à la Convention nationale, a l'honneur de vous représenter qu'il est en fonctions depuis l'institution de ce tribunal, c'est-à-dire à compter du 15 mars 1792, et que, jusqu'au 14 mars 1793, époque de la nouvelle organisation, il a payé de ses deniers un garçon de bureau pour le service, quoique les juges ne lui eussent accordé qu'une somme de 850 livres par an pour tout le service. L'expérience ayant démontré la nécessité d'être deux à cet effet, les citoyens juges composant le tribunal en ont porté la réclamation eux-mêmes au citoyen ministre de la justice afin qu'il obtienne une juste indemnité et vous êtes au moment où il ose espérer qu'après en avoir conféré avec le citoyen ministre, vous fixerez cette indemnité en fixant son traitement.

« Je suis avec respect et confiance, citoyens législateurs,

« Le concierge du tribunal criminel du département,

« ROBERT. »

B.

*Mémoire justificatif de l'indemnité réclamée par le concierge du tribunal criminel du département de Paris (1).*

François Robert, concierge du tribunal criminel du département de Paris, a été reçu dans ses fonctions le 20 mars 1792.

La loi d'établissement du tribunal ne lui accordait point de garçon de bureau, et ses gages devaient se prendre sur les menues dépenses.

A l'époque de sa réception, les juges lui ont fixé une somme de 850 livres par an pour tout le service; mais l'expérience que l'on a eue sur les détails de l'institution du juré de jugement a démontré l'impossibilité qu'une seule personne puisse suffire pour le service du tribunal. Aussi, afin que le service n'en souffrit pas, et afin de ne pas perdre son emploi, Robert a pris à sa solde un homme pour l'aider depuis le 12 mars 1792 jusqu'au 14 mars 1793, époque de la nouvelle organisation du tribunal à laquelle il lui a été accordé deux garçons de bureau.

Il n'a pu prendre ce parti qu'à l'aide de différentes personnes qui lui ont prêté des fonds suffisants; et il n'a fait des emprunts que dans l'espoir de pouvoir un jour remplir ses engagements.

Aujourd'hui que la Convention nationale veut bien s'occuper de la fixation de son traitement, il pense qu'il est de toute équité de lui accorder l'indemnité d'un garçon de bureau pour l'année d'exercice qu'il a eue antérieurement à la loi du 14 mars 1793. Sans cette ressource, importante pour lui, il se verrait forcé de perdre son emploi et de rester débiteur envers ceux qui ont prié soin de le lui conserver.

C'est pourquoi il prie instamment les citoyens composant le comité de législation de prendre l'objet de sa demande en considération en faisant insérer dans le projet de décret un article relatif à l'indemnité due pour les frais d'un garçon de bureau depuis le 20 mars 1792 jusqu'au 14 mars 1793, dont le soussigné a personnellement fait la dépense.

ROBERT, concierge du tribunal criminel du département.

Présenté le 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

*Détail du service auquel j'ai été assujéti pour remplir les devoirs de ma place.*

*Personnellement.*

J'ai dressé, chaque session, cinq ou six tableaux contenant l'ordre des accusés avec le nom des jurés et adjoints dans chaque affaire.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 127. La demande du président du tribunal criminel avait été renvoyée au comité de législation, le 8 septembre 1793. Voir Archives parlementaires, t. 73, p. 513-514.

(2) Archives nationales, carton DIII 261 dossier 1.

(1) Archives nationales, carton DIII 261, dossier 1.



J'ai adressé sous enveloppe, à chacun des jurés, la liste imprimée de l'ordre des accusés.

Pendant le cours des sessions, il a fallu écrire une lettre circulaire à chacun des jurés pour les prévenir du jour où ils avaient affaire, en observant de les envoyer avec deux jours d'intervalle.

Sans ce travail, qui paraîtrait superflu aux yeux des citoyens qui ont des vues d'intérêt en fait d'administration, l'institution des jurés aurait manqué d'activité. La preuve en résulte de ce que, malgré ces précautions, tous les jours on voit des jurés manquer à leurs fonctions; et l'on est obligé de pourvoir à leur remplacement par d'autres que l'on est obligé d'aller souvent chercher au loin.

#### *Pour le service intérieur.*

Il suffit de se rappeler qu'il y a une infinité de détails, surtout l'hiver, pour les feux et la lumière, qui exigent la présence de deux personnes. Les nuits que l'on a été obligé de passer aux débats, la surveillance d'un grand local, pendant le temps des audiences, les jurés, les juges, l'accusateur public, les témoins à charge, ceux justificatifs, et tant d'autres soins que l'on ne peut bien connaître qu'après y avoir passé.

#### C.

*Mémoire des greffiers assermentés, concierge, etc., du tribunal criminel du département de Paris, à joindre à la réclamation du citoyen Oudart, président dudit tribunal, renvoyée par la Convention nationale, au comité de législation (1).*

#### Citoyens,

La Convention nationale, par un décret du 14 mars dernier, n° 885, en ordonnant que le tribunal criminel du département de Paris serait toujours en activité, a, en même temps, déclaré, article 1<sup>er</sup>, que ce tribunal serait composé d'un président, de deux vice-présidents, d'un accusateur public et de deux substituts; de six juges, d'un greffier et de six commis greffiers assermentés, d'un commis greffier du parquet, de cinq huissiers, d'un concierge et de deux garçons. Comme aussi, et par une disposition de l'article 4 du même décret, « que l'accusateur public nommera, pour le service du parquet, un commis aux mêmes appointements que les autres commis greffiers dudit tribunal. »

Cette dernière disposition pourrait faire croire que la Convention nationale était dans la persuasion que le traitement de toutes les personnes employées au tribunal était fixé d'avance.

Cependant, les commis greffiers, le concierge et ses deux garçons, dont les travaux assidus et même forcés ne peuvent être révoqués en doute, non seulement n'ont rien reçu depuis qu'ils travaillent, mais leur traitement n'est même pas fixé. Quoiqu'il en soit, ils n'ont cessé de donner des preuves de leur attachement à la chose publique en travaillant nuit et jour et l'activité

du tribunal a été telle que 414 affaires et 384 accusés ont été jugés depuis le décret du 14 mars dernier jusqu'au 15 septembre présent mois, sans y comprendre les jugements d'audience assez multipliés.

Le tribunal s'était pourvu depuis longtemps au département qui, sans rien statuer sur leur sort, a renvoyé à la Convention qui, elle-même, a renvoyé à son comité de législation.

Il ne vous sera pas difficile de croire, citoyens, que les besoins des personnes, dont le traitement n'est pas fixé, sont nés, pour ainsi dire, du jour où elles ont été en activité, qu'ils se sont accrus depuis, et qu'aujourd'hui ils sont on ne peut plus pressants, n'ayant aucun autre moyen de subsistance. En conséquence, elles sollicitent de la justice de la Convention un décret qui fixe leur traitement.

De plus, il paraîtrait juste d'étendre le maximum de la somme allouée pour les dépenses annuelles du tribunal.

C'est d'après ces considérations que le projet de décret suivant vous est soumis :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de législation et de finance réunis, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les traitements et gages des 6 commis greffiers assermentés, du commis greffier du parquet, du concierge et des deux garçons du tribunal criminel du département de Paris, compris dans le décret d'organisation de ce tribunal, en date du 14 mars dernier, sont fixés,

#### « Savoir :

« Le traitement des 6 commis greffiers assermentés et du commis greffier du parquet, à 3,000 livres par an pour chacun d'eux.

« Et les gages du concierge à 1,500 livres.

« Ceux des 2 garçons à 900 livres pour chacun.

#### Art. 2.

« Les traitements et gages des personnes dénommées en l'article précédent courront à compter du 15 mars dernier.

#### Art. 3.

« Lesdits traitements et gages seront payés tous les mois à la Trésorerie nationale, sur un état visé par le président et ordonné par le ministre de la justice.

#### Art. 4.

« Le montant dudit état sera délivré au greffier du tribunal sur sa quittance, sans que les personnes comprises dans cet état soient tenues à représenter des certificats de résidence.

#### Art. 5.

« Les dépenses annuelles dudit tribunal sont fixées à 6,400 livres, à compter du 15 mars dernier. »

(1) Archives nationales, carton Dnt 261, dossier 1.

Tous ces articles ont pour base, non seulement la justice et la raison, mais sont parfaitement d'accord avec les intentions que l'Assemblée a, pour ainsi dire, déjà manifestées.

Et en effet, par son décret du 10 mars dernier, n° 544, relatif à la composition et à l'organisation du tribunal criminel extraordinaire, article 5 du titre II, l'Assemblée a décrété que « le traitement des juges, greffiers commis et des huissiers serait le même que celui qui a été décrété pour les juges, greffiers, commis et huissiers du tribunal criminel du département de Paris ».

Mais lorsque les commis greffiers, concierge, etc., du tribunal criminel extraordinaire furent pour vérifier ce qui leur était alloué, ils trouvèrent que, par le fait, il ne leur était rien alloué, parce que les commis greffiers, concierge, etc., du tribunal criminel du département n'avaient point encore de traitement fixé. Alors ils se sont pourvus à la Convention qui, par décret du 7 mai dernier, n° 824, articles 4, 5, 6 et 7, a fixé leur traitement et gages aux sommes portées dans le projet de décret ci-dessus, pour en être payés de la manière aussi portée audit décret.

Ainsi, en adoptant le projet de décret proposé, l'Assemblée nationale ne fera que consacrer, pour ainsi dire, une détermination qu'elle a manifestée d'avance.

Et à l'égard de l'augmentation demandée pour les dépenses annuelles du tribunal, tout semble devoir déterminer à l'accorder, d'un côté le double service du tribunal, de l'autre l'augmentation excessive des denrées.

D.

*Pétition du commis greffier du parquet du tribunal criminel (1).*

*Au législateur, citoyen Merlin.*

« Paris, ce 7 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen législateur,

« Le secrétaire du parquet du tribunal criminel du département de Paris, établi par la loi du 14 mars dernier, vous expose que depuis près de cinq mois qu'il occupe cette place, il n'a touché, ainsi que les commis greffiers du même tribunal, aucuns appointements; que n'ayant d'autres moyens pour faire subsister sa famille que son travail, il a été obligé de contracter des engagements pour vivre jusqu'à ce moment; ses ressources étant épuisées, il ne peut avoir recours qu'à vous, pour vous prier de faire le rapport relatif au traitement accordé par le comité de législation, tant à ses collègues qu'à lui, auprès du comité des finances qui, dans ce moment est organisé, et tient ses séances tous les jours à 7 heures du soir.

« Ce bienfait qu'il attend de votre justice est

indispensable à l'existence de sa famille et à la sienne.

« *Le républicain,*

« LA PLACE. »

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation [MERLIN (de Douai), rapporteur (1)] sur la pétition du citoyen Pierre Chaigneau Joffrait, serrurier à Bordeaux, ci-devant officier municipal de la même ville, relative aux procédures faites contre lui, tant devant le directeur du juré de Bordeaux, qu'au tribunal criminel du département de la Gironde, pour divertissement prétendu des deniers de la commune dont il était administrateur,

« Décrète que l'acte d'accusation dressé à la charge du citoyen Joffrait le 21 janvier 1793, et le jugement du tribunal criminel du département de la Gironde rendu contre lui le 20 février suivant, sont nuls et vexatoires, ainsi que tout ce qui s'est ensuivi tant de l'un que de l'autre; que le jugement du tribunal de cassation du 15 juin dernier, qui, en cassant ce jugement pour fausse application de la loi, a renvoyé le citoyen Joffrait par-devant le tribunal criminel du département de Lot-et-Garonne, demeurera comme non-avenue; qu'en conséquence le citoyen Joffrait est rétabli dans tous ses droits de citoyen, comme si les procédures abolies par le présent décret n'eussent jamais existé, et qu'il sera procédé dans la forme ordinaire à l'apurement du compte par lui rendu à la commune de Bordeaux.

« Le présent décret ne sera publié que dans le département de la Gironde (2). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

Merlin (de Douai) fait, au nom du comité de législation, un rapport sur une procédure illégale instruite à Bordeaux contre Joffrait, fermier, officier municipal, accusé d'avoir diverti des deniers destinés aux travaux publics. Il résulte du rapport, que pour poursuivre un sans-culotte élu fonctionnaire public par le peuple, on a violé les lois. Le décret suivant est adopté.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier n. 689.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 128.

(3) *Moniteur universel* (n° 29 du 29<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793), p. 117, col. 1]. D'autre part, *Auditeur national* (n° 391 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 2], rend compte du rapport de Merlin (de Douai) dans les termes suivants :

« Le citoyen Joffrait, membre de la commune de Bordeaux, a présenté le compte de son administration. Des malveillants ont profité de quelques erreurs, ouvrage de l'oubli, pour diriger contre ce citoyen une instruction criminelle. Pour parvenir plus sûrement à leurs fins, ils ont divisé l'accusation, de sorte que, dans un tribunal, le citoyen Joffrait a été condamné à douze ans de fers, et dans l'autre il a été acquitté.

« Sur la proposition de MERLIN, organe du comité de législation, la Convention a déclaré nulles les différentes procédures instruites contre le citoyen Joffrait, l'a rétabli dans tous ses droits de citoyen et a ordonné qu'il sera procédé à l'apurement de son compte en la manière ordinaire ».



(Suit le texte du décret que nous avons inséré ci-dessus, d'après le procès-verbal.)

« La Convention nationale, sur le rapport de ses comités de Salut public et d'aliénation [MONMAYOU, rapporteur (1)], réunis, décrète que le comité d'aliénation nommera 2 de ses membres pour surveiller provisoirement les bureaux d'administration des domaines nationaux, lesquels membres sont autorisés à commettre tel chef de bureau qu'ils jugeront convenable pour remplir, sous leur surveillance, les fonctions attribuées au ci-devant administrateur, jusqu'à une nouvelle organisation de cette Administration (2). »

Le rapporteur du projet de décret relatif à une nouvelle organisation et distribution des fourrages aux armées [LUDOT (3)], expose qu'il s'est glissé une erreur dans un des articles de la loi rendue à ce sujet par l'Assemblée, et insérée dans le feuilleton de ce jour. Il demande qu'au lieu de quatre rations qui sont énoncées devoir être attribuées aux commissaires ordonnateurs en chef, trois aux commissaires ordonnateurs, deux aux commissaires des guerres, il ne soit attribué que trois rations aux commissaires ordonnateurs en chef, deux aux commissaires ordinaires, et une aux commissaires des guerres, ainsi qu'un membre en a fait la motion, accueillie par l'Assemblée.

La proposition, mise aux voix, est adoptée (4).

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité de législation [MAILHE, rapporteur (5)] sur les réclamations du citoyen Guillaume Frigout, et sur les observations du comité de surveillance de la section de Paris dite de Marseille et de Marat;

« Considérant que les Français qui étaient ci-devant établis ou domiciliés en Espagne, et qui en ont été expulsés par les ordres du tyran qui la gouverne, sont dans l'impossibilité de faire attester leur civisme par quatre citoyens domiciliés dans la commune ou dans la section où ils viennent établir leur résidence, à l'effet d'obtenir une carte civique ou de sûreté;

« Considérant que leur expulsion même est un titre suffisant de civisme, mais qu'il importe de prévenir l'abus que l'imposture et l'intrigue contre-révolutionnaire pourraient faire d'un pareil titre pour conduire les comités de surveillance dans des erreurs funestes,

« Décrète ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> Le comité de surveillance de la section de Marseille et de Marat est autorisé à délivrer provisoirement une carte civique au citoyen Frigout, nonobstant la loi du 21 mars dernier, qui exige l'attestation de quatre citoyens domiciliés, pourvu néanmoins qu'il remplisse autant qu'il est en lui les autres conditions prescrites par cette loi ;

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 689.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 129.

(3) Voyez ci-dessus ce décret, séance du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793) p. 551.

(4) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 129.

(5) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 689.

« 2<sup>o</sup> Le citoyen Frigout est spécialement mis sous la surveillance dudit comité; il ne pourra, qu'après lui en avoir donné avis, ni sortir de Paris, ni quitter la section de Marseille et de Marat, pour aller établir sa résidence dans une autre section ou dans une autre commune de la République ;

« 3<sup>o</sup> Le comité des finances fera, dans trois jours, son rapport sur le mode d'exécution du décret qui a confisqué et mis sous la main de la nation les biens que possèdent en France les sujets du tyran d'Espagne. Il s'accordera avec les comités de législation et de sûreté générale, pour présenter en même temps un projet de loi qui, en pourvoyant à la sûreté des Français expulsés d'Espagne et rentrés dans le sein de leur patrie, prévienne les pièges qu'on pourrait tendre à la tranquillité publique sous le manteau respectable de cette expulsion (1). »

« Le ministre de la guerre fait passer à l'Assemblée copie d'une lettre du général Jourdan, qui annonce qu'il y a eu le 15, à l'armée du Nord, une action entre les satellites des despotes et les soldats de la République (2).

Suit la lettre du général en chef de l'armée du Nord au ministre de la guerre (3)

Le général en chef de l'armée du Nord, au citoyen ministre de la guerre.

« Au quartier général d'Avesnes, le 16 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Les républicains ont attaqué hier les esclaves. Le combat a commencé à 10 heures du matin, il n'a cessé qu'à la nuit. La division de droite, aux ordres du général. Duquesnoy, a fait merveille. La division de gauche n'a pas pu faire tout ce que nous désirions. Je pars pour recommencer et j'espère demain pouvoir vous donner des heureuses nouvelles. Les républicains se sont battus avec un courage héroïque (4)

« Salut, fraternité.

« JOURDAN. »

Suit la lettre du général en chef de l'armée du Nord au Président de la Convention (5).

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 130.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 131.

(3) Archives du ministère de la Guerre : Armées du Nord et des Ardennes, carton 1/18. Bulletin de la Convention du 6<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793), *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 27 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 410, col. 3]. *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n<sup>o</sup> 394, p. 227), *Journal de la Montagne* [n<sup>o</sup> 138 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 1002, col. 2].

(4) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* [27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 283, col. 2].

(5) Archives du ministère de la guerre, armées du Nord et des Ardennes, carton 1/18.

*Le général en chef de l'armée du Nord, au Président de la Convention nationale.*

« Au quartier général à Avesnes, le cinquième jour de la troisième décade de l'an II de la République.

« Citoyen,

« Les républicains français ont livré une bataille sanglante aux vils esclaves des despotes, ils ont laissé sur le champ de bataille 6,000 morts, Cobourg et son armée ont repassé précipitamment la Sambre, nous les poursuivions. On fait à chaque instant des prisonniers. Notre perte se monte à 200 morts et 1,200 blessés. La valeur de nos soldats me présage d'autres succès pour les armes de la République, et bientôt la terre de la liberté ne sera plus infectée par ces brigands. La bataille a duré deux jours, elle s'est donnée entre Avesnes et Maubeuge, cette ville est libre, sa communication est entièrement rétablie.

« Tout retentit des cris de nos soldats, *Vive la République*, son triomphe est certain malgré les traîtres et les lâches. La terreur s'est emparée de nos ennemis et je crois qu'il sera impossible à ces esclaves de soutenir les efforts courageux de nos braves républicains.

« Salut et fraternité.

« JOURDAN. »

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité de la guerre [Gossuin, rapporteur (1)], décrète ce qui suit :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« A dater du jour de la publication du présent décret, nul militaire, de quelque grade qu'il soit, ne pourra, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par la Convention, conserver un plus grand nombre de chevaux que celui attribué à son grade par la loi du 23 de ce mois, concernant la distribution des rations.

#### Art. 2.

« Tout militaire ayant un nombre de chevaux excédant celui qui lui est attribué en raison de son grade, sera tenu, dans les vingt-quatre heures de la publication du présent décret, de faire la déclaration de cet excédent à l'un des commissaires des guerres de service près l'armée où il sera employé.

#### Art. 3.

« Aussitôt cette déclaration faite, le commissaire des guerres fera visiter les chevaux; et si, dans l'excédent déclaré, il se trouve des chevaux propres aux remontes, il en enverra l'état, tant au comité militaire de la Convention qu'au ministre de la guerre, et les fera prendre de suite

pour le service de la République; estimation en sera faite par experts, et le prix en sera payé sur-le-champ au propriétaire par le payeur général de la guerre, sur le mandat du commissaire ordonnateur. Les chevaux qui ne seront pas jugés propres au service de la cavalerie resteront au militaire qui en a fait sa déclaration, et il sera tenu de s'en défaire au plus tard dans la huitaine.

#### Art. 4.

« Tout militaire qui conserverait un plus grand nombre de chevaux que celui qui lui est accordé, et qui n'en ferait pas sa déclaration dans le délai prescrit par l'article 3, aura encouru la confiscation desdits chevaux au profit de la République. Un tiers de la valeur appartiendra au dénonciateur.

#### Art. 5.

« Les articles ci-dessus sont communs à tout citoyen employé auprès des armées, auquel la loi accorde des rations proportionnellement à son grade.

#### Art. 6.

« Les employés des douanes ne pourront se servir de chevaux propres au service des différentes armes de la cavalerie; ceux qui en ont actuellement de propres à ce service, seront tenus, sous peine de destitution, et d'être mis en arrestation pendant trois mois, d'en faire leur déclaration dans les vingt-quatre heures à la municipalité et à l'administration du district de leur résidence; l'administration du district en enverra de suite l'état au comité militaire de la Convention nationale et au ministre de la guerre. Ces chevaux sont mis dès à présent en réquisition et à la disposition du ministre pour être distribués dans les armées. Le prix en sera payé sur les fonds du payeur général de la guerre, suivant l'estimation qui en sera faite, à dire d'experts.

#### Art. 7.

« Les régisseurs nationaux des douanes veilleront à l'exécution de l'article précédent, en ce qui concerne leurs employés. Ils auront soin de faire remplacer sur-le-champ leurs chevaux, de manière que le service n'éprouve aucune interruption, et ils seront responsables de toute négligence ou retard (1). »

Un membre [Génissieu (2)] observe qu'il s'est commis une erreur dans l'expédition du décret du 29 septembre 1793, concernant la fixation du maximum du prix des denrées et marchandises, en ce que l'article 16 de cette expédition se réfère aux articles 11 et 12, tandis que la Convention, dans cet article 16 de ce décret, réfère aux articles 12 et 13; et sur sa motion, la Convention déclare que l'article 16 est ainsi conçu :

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 131 à 133.

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 689.

(2) D'après la minute qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 689.



« La disposition des articles 12 et 13 ci-dessus pour la réduction au *maximum* des denrées et marchandises non livrées ou expédiées, et pour les préalables à remplir afin de constater la livraison ou expédition, sera applicable aux marchés et arrêtements faits entre particuliers; et en cas d'anti-date de la part des officiers publics, ils seront punis des peines portées en l'article 15.

« En conséquence,

« La Convention décrète que les jugements des tribunaux, les arbitrages et traités qui ont pu être rendus ou faits d'après l'erreur ci-dessus rectifiée, sont déclarés nuls et comme non avenus, et que les parties qui auront payé en conséquence plus qu'elles ne le devaient pourront réclamer la restitution de l'excédent.

« Le présent décret sera inséré au « Bulletin », qui tiendra lieu de publication (1). »

Un membre [CLAUZEL (2)] propose à l'Assemblée de déclarer si, dans la loi sur la taxe, elle a entendu comprendre les coupes de bois vendues et non livrées à l'époque mentionnée au décret.

La Convention passe à l'ordre du jour, motivé sur ce qu'elle n'a pas entendu accorder un privilège à la nation envers les particuliers.

Sur une nouvelle observation du même membre, la Convention rapporte le décret d'ordre du jour motivé ci-dessus, et renvoie l'examen de la question à la Commission des Six (3).

#### COMPTE RENDU de l'Auditeur national (4).

Un membre obtient la parole pour une motion d'ordre. Il demande que la commission soit chargée d'examiner si les objets vendus par la République et non livrés, par exemple les bois dont les coupes ne sont pas faites, doivent éprouver la réduction de la taxe.

L'assemblée avait d'abord passé à l'ordre du jour, motivé sur ce que la loi doit être égale; mais ensuite elle a rapporté son décret et a renvoyé la question à l'examen de la Commission.

On lit une lettre écrite de Beauvais, signée de beaucoup de volontaires et d'officiers de l'armée révolutionnaire; ils annoncent qu'on presse leur habillement et équipement, et demandent qu'on leur assigne le numéro qu'ils doivent porter.

Renvoi au comité de la guerre (5).

#### COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets (6).

On fait lecture d'une lettre datée de Beauvais,

relative à l'armée révolutionnaire et au rang qui doit lui être assigné.

Renvoyé au comité de la guerre.

Les administrateurs du district de Compiègne font passer deux médailles de bronze et une d'argent portant l'effigie du tyran, et invitent la Convention à rester à son poste jusqu'à l'instant d'une paix honorable.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre des administrateurs du district de Compiègne (2) :

Les administrateurs du district de Compiègne, à la Convention nationale.

« Représentants du peuple,

« Nous vous adressons deux médailles de bronze et une d'argent, toutes trois présentant les effigies de monstres dont le nom ne doit plus sortir de la bouche des républicains.

« Ordonnez qu'elles seront versées dans les fonderies de canons; qu'elles serviront par là à former ces bouches à feu qui doivent terrasser les tyrans qui osent attaquer la liberté française. « Législateurs, vous avez détruit la monarchie, créé la République, chacun de vos décrets est un bienfait pour le peuple : mais nous n'avez rien fait si vous quittez votre poste avant qu'une paix honorable nous assure le bonheur que vous nous avez préparé.

« Liberté, égalité, unité et indivisibilité de la République française ou la mort.

« QUINQUET; DESBOVES; CARLIER; DELAVUE; BERTRAND, procureur syndic, député suppléant à la Convention nationale. »

Le ministre de la guerre adresse une lettre du général d'Aoust, en date du 6 octobre, contenant le détail des mouvements de l'armée des Pyrénées-Orientales (3).

Suit la lettre du général Daoust (4) :

Le général de division, commandant provisoirement l'armée des Pyrénées-Orientales, au ministre de la guerre.

« Au quartier général de Bagnoules-les-Aspres, le 6 octobre 1793, l'an II de la République.

« Citoyen ministre,

« Je vous ai promis de vous rendre compte

compte de la lettre des volontaires et officiers de l'armée révolutionnaire dans les termes suivants :

« On écrit de Beauvais que l'armée révolutionnaire s'apprete à combattre les ennemis de la République. Cette armée demande un bouton pour marque distinctive.

« Renvoyé à l'examen du comité de la guerre ».

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 135.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 696.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 135.

(4) Archives du ministère de la Guerre, armées des

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 133.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 689.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 134.

(4) Auditeur national [n° 391 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 3].

(5) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 134.

(6) Journal des Débats et des Décrets (octobre 1793, n° 394, p. 228). D'autre part, les Annales patriotiques et littéraires, (n° 290 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, vendredi 18 octobre 1793, p. 1352, col. 1), rendent

de tous les mouvements de l'armée que j'ai, dans ce moment, l'honneur de commander, et je vais m'acquitter de mes promesses.

« D'après les divers avis qui me furent donnés que l'armée espagnole levait le camp de Trouillas, je donnai les ordres à toute l'armée de se mettre en marche. Mes intentions n'étaient pas seulement de l'inquiéter dans sa retraite, mais encore de la lui couper, de la lui rendre impossible, et j'y serais sûrement parvenu sans la coupable négligence de deux ordonnances qui, parties du quartier général à 10 heures du soir pour porter des ordres à l'avant-garde qui était à Elne, à deux lieues seulement de Perpignan, ne sont arrivées dans cet endroit qu'à 6 heures du matin, au lieu d'y arriver à minuit; de manière qu'elles ont retardé de 6 heures la marche de cette colonne qui devait s'emparer du poste important de Puy Castel qui, tout à la fois, battait le Boulou, où l'Espagnol est actuellement campé, et lui coupait sa seule retraite par le chemin de Bellegarde.

« Cependant, le gros de l'armée parti du camp de l'Union, et du Reart, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 octobre, est arrivé à 8 heures du matin devant Bagnouls-les-Aspres; là on m'a annoncé la présence de l'ennemi. J'ai ordonné à l'armée de faire halte, et me suis aussitôt porté en avant, et au village de Bagnouls pour reconnaître par moi-même les positions les plus favorables. J'ai découvert des hauteurs inaccessibles, précédées, du côté de l'ennemi, de ravins affreux, impraticables même à l'infanterie. J'ai fait occuper de suite ces hauteurs par une division de l'armée; une autre division s'est portée sur les hauteurs du Plat du Rey, position encore plus brillante, s'il est possible, que celle dont je viens de vous parler; l'avant-garde qui avait manqué son expédition de Puy Castel a eu ordre de venir me joindre, et je l'ai placée au centre de ces deux divisions, dans une position très heureuse.

« Par ces dispositions, le camp espagnol placé au Boulou, et partagé par la rivière du Tech, s'est trouvé pressé sur son flanc gauche par la division du général Goguet, sur son front par l'avant-garde, et partie de la division de Bagnouls, et sur son flanc droit par l'autre partie de cette même division; les mouvements de l'ennemi se dirigeant vers ce dernier point dans la vue de favoriser la retraite des troupes campées à Argelès, j'ai ordonné à la garnison de Collioure de se mettre à la poursuite de ces dernières, et de s'avancer le plus qu'elle pourrait pour presser l'ennemi sur son flanc droit.

« La garnison de Collioure, commandée par le chef de brigade Delatre, a parfaitement rempli sa tâche, elle a tellement inquiété l'ennemi qu'elle l'a forcé d'abandonner une pièce de douze, deux mortiers de douze, une grande quantité de gargousses, cartouches, grenades, obus; en un mot des munitions suffisantes pour alimenter pendant un mois les bouches à feu d'une armée de 8,000 hommes; ils ont aussi abandonné dans leur fuite 2,000 matelas neufs, des tentes et des munitions de bouche. J'évalue le tout à plus de 1,200,000 livres.

« C'est dans la nuit du 2 au 3 que cette expédition s'est opérée. L'armée ennemie, campée à Argelès, et poursuivie par la garnison de Collioure a paru, dans la matinée du 3. Forcée de passer sous le canon de Bagnouls, vous jugez bien qu'elle n'a pas été épargnée; ce n'est qu'en perdant beaucoup, et en gagnant les défilés le long des montagnes qu'elle est parvenue à réunir dans la nuit du 3 au 4, à la grande armée du Boulou.

« L'armée de Collioure s'est avancée, et a été occuper, le 4 au matin, un poste avantageux en avant de Villelongue, au pied des montagnes. Sur le bruit que l'ennemi devait l'y attaquer, je l'ai renforcée de deux bataillons et de 50 chevaux.

« Ces mesures n'ont pas été inutiles. Vers les 2 heures de l'après-midi du même jour, l'élite de la cavalerie espagnole (je l'ai su depuis par des prisonniers) s'est avancée du côté du poste de Villelongue, occupé par la garnison de Collioure, elle n'a point été arrêtée par la vive canonnade que les diverses batteries de Bagnouls ont fait sur elle; je l'ai vue s'avancer ventre à terre de la batterie de Villelongue, mais nos braves canonnières, conduits par le chef de brigade Delatre, l'attendaient avec les canons chargés à mitraille qui les a criblés, et mis complètement en déroute. Les 50 chasseurs à cheval que j'y avais envoyés se sont mis à leur poursuite et ont fait 36 cavaliers prisonniers, parmi lesquels se trouvent un lieutenant colonel, un capitaine et un lieutenant. Ceux qui se sont échappés ont essuyé de nouveau les décharges à mitraille du poste de Villelongue qu'ils avaient dépassé, le feu de la mousqueterie d'un bataillon placé dans la plaine, et la canonnade des batteries de Bagnouls.

« J'ai calculé toutes les craintes qu'inspire à l'armée espagnole la division de Collioure; j'ai aussi calculé les avantages que je pouvais en retirer. Pour en accélérer l'effet, je l'ai de nouveau renforcée de 4 bataillons, et d'un plus grand nombre de chevaux.

« Le 5, toute la cavalerie espagnole, avec des colonnes d'infanterie, a voulu tenter l'expédition qu'elle avait manquée la veille; mais des nouvelles dispositions faites dans les batteries de Bagnouls l'ont arrêtée, et elle a dû perdre beaucoup de monde toutes les fois que, sortant des arbres ou des défilés, elle a voulu se montrer dans la plaine.

« Citoyen ministre, je mûris, avec les représentants du peuple qui bivouaquent depuis huit jours avec l'armée, les moyens de faire triompher les armes de la République; nous croyons apercevoir le moment où nous purgerons son territoire de la présence des satellites du despote espagnol.

« J'ai ordonné au chef de brigade Delatre de s'emparer cette nuit de *Montesquiou*, et je viens de faire placer, dans la même nuit, une pièce de 24, une de 16 et deux obusiers de 8 pouces qui, demain matin à la pointe du jour, battront son camp de manière qu'il lui sera impossible d'y tenir. Je ne sais comment il pourra faire sa retraite, étant presque cerné à demi-portée de canon, et en quelques endroits de la mousqueterie de nos troupes qui seront toutes prêtes à profiter de sa déroute.

« J'ai détaché un bataillon des montagnes du côté de Céret, qui a déjà fait des prisonniers, et sur la gauche deux bataillons sont maîtres



de la cime des Pyrénées, prêts à couper la retraite de l'ennemi sur Bellegarde (1).

« Le général de division,

« DAoust. »

On reprend la discussion sur la loi des accaparements [OSSELIN, rapporteur (2)].

Le comité proposait de donner une rétribution aux commissaires aux accaparements, et d'en prendre les fonds sur le trésor public.

On demande la question préalable, elle est décrétée.

Un membre, après avoir exposé les obstacles que la loi présentée par le comité pourrait trouver dans son exécution, demande qu'elle soit rapportée, et renvoyée à un nouvel examen du comité, auquel il serait adjoint à cet effet 6 nouveaux membres.

Ces propositions sont décrétées (3).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

On reprend la discussion sur la rédaction de la loi relative à l'accaparement, présentée par Osselin.

Plusieurs articles sont adoptés.

(Suit un résumé de la lettre du général Davoust que nous avons insérée ci-dessus.)

La discussion se prolonge sur les articles de la loi rapportée par Osselin;

Albitte, Duhem et Bourdon (*de l'Oise*), réclament successivement contre plusieurs articles; de là ils attaquent le plan général de l'ouvrage, qui leur paraît reposer sur de fausses bases.

Thuriot demande que la loi soit renvoyée aux comités d'agriculture et de commerce, pour y être examinée de nouveau.

Cette proposition est décrétée.

La séance se lève à 4 heures et demie (5).

Signé : CHARLIER, président; PONS (*de Verdun*), LEJEUNE (*de l'Indre*), P. Fr. PIORRY, D. V. RAMEL, LOUIS (*du Bas-Rhin*), VOULAND, JAGOT, secrétaires.

(1) Applaudissements, d'après le *Moniteur universel* [n° 29 du 29<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793), p. 117, col. 2], d'après le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 394, p. 228) et d'après le *Journal de Perlet* [n° 391, du 7<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 140].

(2) Voy. ci-dessus la discussion de ce projet de décret, séance du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (mercredi 16 octobre 1793), p. 634.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 135.

(4) *Moniteur universel* [n° 29 du 39<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793), p. 117, col. 2]. Voy. d'autre part, ci-après, annexe n° 2, p. 679, le compte rendu de la même discussion d'après divers journaux.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 28, p. 135.

**PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS  
AU PROCÈS-VERBAL, MAIS QUI SE RAP-  
PORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAP-  
PORTER A LA SÉANCE DU 26<sup>e</sup> JOUR DU  
1<sup>er</sup> MOIS DE L'AN II (JEUDI 17 OC-  
TOBRE 1793).**

I.

ADRESSE ET PÉTITION DES CANONNIERS ET AUTRES PATRIOTES RÉFUGIÉS DE VALENCIENNES A LA CONVENTION NATIONALE (1).

« Citoyens représentants du peuple,

« Nous venons en notre nom et en celui de nos frères d'armes vous témoigner l'expression des vœux et des sentiments des canonniers bourgeois de Valenciennes; nous y venons aussi au nom de tous nos concitoyens réfugiés de cette ville prosaïque dans l'opinion, parce qu'elle est maintenant souillée par la présence des satellites du despotisme. Cette cité n'en est pas moins célèbre par ses malheurs et par sa longue résistance à un siège de près de trois mois et à un bombardement de quarante trois jours et quarante trois nuits sans aucune interruption. L'histoire n'offre point d'exemple d'une attaque aussi meurtrière et prolongée d'une manière aussi affreuse, ni d'une résistance aussi opiniâtre.

« Une si belle défense n'a été souillée dans les derniers jours que par la lâcheté et la trahison de plusieurs officiers et soldats des troupes de ligne qui formaient une partie de la garnison. Ce sont eux qui ont favorisé l'insurrection des habitants, c'est-à-dire des aristocrates et des malveillants de l'intérieur; mais cette lâcheté, cette trahison qui ont devancé de quelques jours la reddition de la place peuvent-elles déshonorer les défenseurs de la patrie demeurés fidèles à leurs devoirs et à leurs serments? Elles ne rendent que plus affligeante et plus digne de votre bienveillance la position des citoyens et des patriotes persécutés qui ont abandonné les restes de leurs propriétés, échappés aux flammes, pour venir chercher un asile sur la terre sacrée de la liberté!

« Nous gémissons à juste titre, citoyens législateurs, quand nous pensons que le moindre secours nous aurait procuré les mêmes droits, les mêmes honneurs que les villes de Bergues et Dunkerque viennent d'obtenir. Nous avons toujours devant les yeux la glorieuse résistance de la ville de Lille; mais quarante-trois jours et quarante-trois nuits de courage et de persévérance n'ont pu nous faire obtenir un succès que d'autres avaient éprouvé en huit jours, et dans une position mille fois plus avantageuse que la nôtre. Quoi qu'il en soit, citoyens législateurs, nous n'avons jamais aspiré, nous n'aspirons en-

(1) L'adresse des canonniers et autres patriotes réfugiés de Valenciennes n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais elle appartient très probablement à la séance du jeudi 17 octobre, car elle est insérée *in-extenso* au *Supplément du Bulletin de la Convention*, du 6<sup>e</sup> jour de la 2<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793).

core qu'au salut de la patrie : nous n'avons vu et ne voyons qu'elle seule dans tous les maux que nous avons soufferts et que nous souffrons encore chaque jour. Notre premier devoir, en nous réunissant à Saint-Quentin le 16 du mois d'août dernier, a été d'émettre notre vœu sur l'Acte constitutionnel. Nous y avons donné notre adhésion formelle; nous avons juré de la reconnaître et de le maintenir dans tout son contenu jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Nous déposons entre vos mains le procès-verbal de ce serment, que nous ne trahirons jamais.

« Si ce procès-verbal n'est pas revêtu d'un plus grand nombre de signatures, il ne faut l'attribuer qu'à la dispersion de nos concitoyens.

« Les canonniers bourgeois soldés par la République sont déjà sous les murs de Lyon; les autres sont réfugiés à Lille, Douai, Laon et dans d'autres villes de l'intérieur. Les patriotes réfugiés de Valenciennes sont en très grand nombre : mais tous nous ont chargés d'exprimer pour eux les mêmes vœux et les mêmes sentiments; ils les ont aussi manifestés de vive voix et par écrit aux citoyens Cochon et Briez, vos commissaires à Valenciennes; plusieurs se sont mis en subsistance dans les bataillons de volontaires pour aller combattre les rebelles.

« Qu'il nous soit donc permis, citoyens représentants, de vous exposer leur situation et la nôtre. Nous avons tout abandonné, propriétés, fortune, commerce et ce, pour l'amour de la patrie. Vous ne nous délaissez pas; vous considérez surtout les pères de famille dont les besoins sont encore plus pressants; il en est plusieurs dont les talents peuvent être employés utilement dans les armées, soit dans la partie des hôpitaux, soit dans celle des vivres ou des charrois; d'autres ont l'aptitude nécessaire pour travailler dans les bureaux de la régie du timbre ou de l'administration des domaines nationaux. Vous trouverez dans votre sagesse les moyens de venir à leur secours sans surcharge pour les finances de l'Etat; vous nous autoriserez surtout à échanger, à la trésorerie générale, des assignats à face tyrannique, que nous avons sauvés des débris de nos fortunes et qui sont nos derniers moyens de subsistance. Enfin, il existe parmi nous deux compagnies de canonniers bourgeois qui n'ont jamais joui d'aucune solde ni paie; ils n'en sont pas moins prisonniers de guerre et ils réclament un prompt échange pour pouvoir voler aux frontières, contribuer à repousser de leur pays les satellites des tyrans coalisés contre la liberté française et consacrer de nouveau leurs bras et leur existence au service de la patrie.

« Citoyens législateurs, vous avez décrété des secours en faveur des patriotes réfugiés de Mayence; vous en avez également décrété en faveur de ceux du département de Jemmape : nous avons droit à la même bienfaisance; comme eux, nous sommes malheureux; comme eux, nous sommes les enfants de la patrie et s'il pouvait y avoir quelque différence, c'est que nous en sommes les enfants nés.

« Mais, citoyens représentants, l'honneur qui fut toujours plus cher que la vie est aussi le point qui nous intéresse le plus : vous avez décrété que la garnison de Mayence avait bien mérité de la patrie; vous décréterez également que les bataillons de volontaires et les canonniers bourgeois de Valenciennes ont bien mérité de la patrie; vous le devez aux principes de l'éternelle justice qui font toujours la base de vos décrets;

vous le devez à notre courage, à notre dévouement et nous osons le dire, à notre intrépidité dans les postes les plus périlleux; nous y sommes demeurés seuls dans la fatale et cruelle nuit du 25 ou 26 juillet, malgré l'abandon d'une partie des canonniers de ligne. Vous nous en récompenserez par le seul titre qui soit cher à un vrai républicain; vous le devez encore à ceux d'entre nous qui, au péril de leurs jours, ont arraché vos commissaires au fer des assassins; vous le devez enfin aux mères de nos concitoyens morts sur les remparts; et nous vous rappellerons qu'il en est parmi eux dont le dévouement fut d'autant plus généreux que leurs services étaient purement volontaires et gratuits; vous y comprendrez aussi les canonniers bourgeois de la ville de Douai, dont le courage et les efforts ont constamment soutenu les nôtres.

« En même temps que nous invoquons pour nous la justice nationale, que nous avons cru devoir laisser précéder du rapport de vos commissaires, qu'il nous soit aussi permis, citoyens législateurs, de la réclamer en faveur de notre général, Ferrand; nous ignorons quels peuvent avoir été les motifs de son arrestation, mais pendant vingt ans qu'il habita nos murs, sa conduite populaire fut toujours l'objet de notre amour et de notre reconnaissance. Ses sentiments républicains devancèrent la Révolution. Choisi d'abord pour commander en chef la garde nationale, il fit une guerre continue à l'aristocratie et protégea toujours la classe indigente. Il ne quitta ce poste que pour accepter le commandement militaire de la place de Valenciennes. Il continua toujours de s'y montrer l'ami et le protecteur des vrais sans-culottes, il a préservé notre ville des entreprises de l'ennemi au mois de septembre de l'année dernière; il s'est comporté de la manière la plus distinguée à la bataille de Jemmape, où il eut un cheval tué sous lui, à la tête des bataillons qu'il commandait et qu'il conduisit ensuite à la victoire, l'épée à la main, et par le seul moyen de la baïonnette dans les rangs ennemis. Ce fut encore lui, qui, au mois d'avril dernier, de concert avec vos commissaires Lequinio, Cochon et Belgarde, déjoua la trahison de l'infâme Dumouriez et préserva notre ville des entreprises de ce scélérat; enfin, ses connaissances locales et notre attachement pour lui n'ont pas peu contribué à prolonger une résistance qui n'est due qu'à son courage, à sa fermeté et surtout à sa bravoure et à son sang-froid dans les dangers. Il n'est pas un de nous, il n'est pas un de nos camarades et de nos concitoyens qui, en vous demandant sa liberté et sa justification, ne vous redemande un père, un ami, nous aurons autant d'otages de sa fidélité et de son républicanisme.

« Citoyens législateurs, et vous surtout, Montagne sacrée qui, par votre courage et votre persévérance, avez sauvé la patrie du fédéralisme qui voulait la gangrener, et qui êtes parvenus enfin à extirper du sein de la représentation nationale les traîtres qui voulaient faire renaître la royauté de ses cendres; c'est à vous qu'il était réservé de former le code des nations qui, à l'exemple des lois dictées sur le mont Sinaï au milieu des orages et des tempêtes, deviendra un jour le contrat social de tous les peuples de la terre. Vous voyez en nous des victimes de la guerre; l'amour de la patrie nous fait combattre; nous n'avons cédé à la force qu'à la dernière extrémité; nos malheurs sont dus aux principes de la Montagne nationale, que



nous avons toujours professés au milieu de l'aristocratie et au péril de notre vie. Vous ne nous refuserez pas la justice que nous vous demandons et vous armerez nos bras et notre ardeur d'une nouvelle force pour repousser les satellites qui ont souillé notre territoire et pour y venger la nation, des traîtres qui l'ont outragée. Nous jurons d'exterminer jusqu'au dernier de ces brigands et de verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour le maintien de la liberté et de l'égalité. *Vive la République!* »

(*Suivent les signatures.*)

#### *Acception de la Constitution.*

L'an 1793, deuxième de la République française, le 16 d'août, les soussignés, artilleurs de la première compagnie de Valenciennes, et autres citoyens de cette commune, réfugiés à Saint-Quentin, privés jusqu'à ce jour de la faculté d'émettre leur vœu sur l'acte constitutionnel de la République française une et indivisible, présenté au peuple le 24 juin dernier, saisissent avec empressement le premier moment de leur réunion pour faire connaître aux représentants du peuple et à la nation entière leur adhésion formelle au dit acte, ils jurent de le reconnaître et de le maintenir dans tout son contenu jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

Suivent nombre de signatures.

#### *Réponse du Président.*

Citoyens, si le maintien des principes exige, dans une République, la punition des traîtres et des perfides, il est aussi du devoir des représentants du peuple, et il est doux pour eux de le remplir, de récompenser le civisme, surtout lorsqu'il est poursuivi par le malheur. Vous fuyez votre ancien domicile, parce qu'il est déshonoré par la présence des satellites des despotes; vous avez espéré de vous trouver au milieu de vos frères en marchant sur la terre hospitalière de la République; votre espérance ne sera pas déçue. La Convention nationale se fera rendre compte de l'objet de votre pétition; vous devez compter sur sa justice autant que sur sa munificence, si vos droits sont aussi certains; pour pouvoir en être persuadés, elle vous admet aux honneurs de la séance.

## II.

ADRESSE DE LA SOCIÉTÉ DES SANS-CULOTTES RÉPUBLICAINS DE COGOLIN POUR DEMANDER LA MISE EN LIBERTÉ DU REPRÉSENTANT ANTI-BOUL (1).

*Adresse de la Société des sans-culottes républi-*

(1) L'adresse de la Société des Sans-Culottes de Cogolin n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais le document des *Archives nationales* porte en marge : « Renvoyé au comité de sûreté générale le 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République ».

*cains de Cogolin, canton de Saint-Tropez, département du Var, à la Convention nationale (1).*

#### « Citoyens représentants,

« Le décret d'arrestation que vous avez rendu contre Charles Antiboul, votre collègue, nous a profondément affligés; il a été l'effet d'une surprise, et l'ouvrage de ce fatal génie qui prépare tant de vicissitudes à la vertu. Quand les sections de Marseille le tenaient dans les fers, nous le croyions digne d'être le martyr de la liberté et de son devoir, alors il existait moins en nous l'idée de la commiseration que celle de la vengeance; mais quand des républicains eux-mêmes ont mis en doute un moment la pureté de ses intentions, nous n'avons eu que le sentiment de la douleur.

« Forcés de rendre justice à la droiture de ses vues, nous avons souvent admiré ses vertus civiques. Le jour de son arrivée dans nos cantons, après sa captivité, a été le jour de notre triomphe, le patriotisme abattu a repris son élan et l'espoir des sectionnaires a été trompé. Eh quoi! celui qu'ils désignaient pour leur première victime pourrait servir d'objet de vengeance à des républicains; des manœuvres trompeuses employées par les sections de Marseille établiraient-elles des griefs envers lui? Le projet d'avilir et de perdre les membres de la Convention, suivi par ces sections, aurait-il encore des effets après leur anéantissement?

« Nous demandons, citoyens représentants, que Charles Antiboul soit rendu à ses fonctions, et que l'aristocratie ne se réjouisse pas d'être venue à bout de perdre un de ses ennemis.

« VIDAL, président; LION, vice-président; IMBERT; PEIRIN; PORRE, secrétaire; J. GUILLABERT; GANDOLPHE; H. MARTIN, secrétaire. »

## III.

LETTRE DU CITOYEN ANTOINE CRUVÈS, MEMBRE DU DIRECTOIRE DU DÉPARTEMENT DU VAR, POUR DEMANDER, A DÉFAUT D'UNE PIÈCE LÉGALE QU'IL EST DANS L'IMPOSSIBILITÉ DE SE PROCURER, UN CERTIFICAT DES DÉPUTÉS DU DÉPARTEMENT DU VAR ATTESTANT QU'IL EST BIEN TROISIÈME SUPPLÉANT DE CE DÉPARTEMENT A LA CONVENTION (2).

*Le citoyen Antoine Cruvès, membre du Directoire du département du Var, séant à Grasse, au citoyen Président de la Convention nationale (3).*

« Lorgues, le 5 octobre, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« J'ai appris l'arrestation du citoyen Antiboul,

(1) *Archives nationales*, carton Dm 343, dossier : Antiboul. Voy. ci-dessus, séance du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (lundi 14 octobre 1793), p. 562, une adresse du même genre des frères et sœurs d'Antiboul.

(2) La lettre du citoyen Cruvès n'est pas mentionnée au procès-verbal, mais en marge du document des *Archives*, on lit : « Renvoyé au comité des Décrets, le 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République.

(3) *Archives nationales*, carton D1 § 1 33, dossier 253.

membre de la députation à la Convention nationale. En qualité de troisième suppléant de la même députation, ce serait à moi à remplacer ce député, le citoyen Barras, premier suppléant, étant actuellement membre de la Convention, et le citoyen Ricard qui avait été élu le second, et sur qui tomberait le remplacement ayant été fait prisonnier et conduit à l'île de Majorque.

« Les citoyens Barras et Fréron, commissaires de la Convention près l'armée d'Italie m'ont averti de me rendre chez moi pour ranger mes affaires, en m'assurant qu'au premier jour je serais appelé à la Convention.

« Cependant, j'ignore si un député mis en état d'arrestation est dans le cas d'être remplacé avant que la loi ait prononcé contre lui; j'ignore encore si un suppléant ne pourrait pas se rendre à son poste avant d'être appelé.

« Une autre considération me retient encore. C'est à Toulon qu'a été déposé le procès-verbal de l'assemblée électorale qui constate ma nomination à la place de suppléant, et cette ville rebelle est au pouvoir de l'ennemi.

« Dans l'impossibilité de me procurer dans ce moment le titre de mon élection, ne me suffirait-il pas d'obtenir un certificat du président de l'assemblée électorale, qui est le citoyen Escudier, aujourd'hui membre de la Convention, et commissaire près l'armée révolutionnaire campée sous les murs de Toulon? Si les autres députés de mon département appuyaient de leur témoignage l'attestation du citoyen Escudier, mon droit pourrait-il être méconnu, et n'aurais-je pas fourni des titres suffisants au défaut du seul titre légal qu'il n'est pas en mon pouvoir de me procurer?

« Veuillez bien, citoyen Président, soumettre à la Convention les différentes questions que j'ai l'honneur de vous proposer et de me communiquer sa décision.

« Je suis très fraternellement, citoyen Président, votre égal en droit.

« CRUVÈS. »

#### IV.

ADRESSE DE LA SOCIÉTÉ RÉPUBLICAINE DE GRENOBLE (1).

« La Société républicaine de Grenoble, dans une adresse à la Convention, regarde le rappel de Dubois-Crancé de l'armée devant Lyon comme une bataille perdue. Elle déclare que le rappel de ce représentant ne peut être que l'effet de l'erreur ou de la calomnie. Elle insiste et demande comme mesure de salut public qu'il reste à son poste. »

#### ANNEXE N° 1

A la séance de la Convention nationale du 26<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793).

Compte rendu, par divers journaux, de

(1) L'adresse de la Société républicaine de Grenoble n'est pas mentionnée au procès-verbal. L'extrait que nous en donnons est emprunté au compte rendu de la séance du 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup>, du *Mercur universel* [27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 283, col. 1].

**la discussion à laquelle donna lieu la cassation d'un arrêté du département de la Haute-Garonne ordonnant l'échange, contre des assignats, des espèces monnayées ou en lingots (1).**

#### I.

COMPTE RENDU du *Mercur universel* (2).

Une députation de la Société populaire de Toulouse demande :

(Suit un résumé des principales dispositions de l'arrêté du département de la Haute-Garonne que nous avons inséré au cours de la séance, page 661).

La députation de Toulouse annonce que ces demandes sont formées par la Société populaire et le département de la Haute-Garonne; qu'ils ont pris cet arrêté; que déjà il s'exécute dans ce département.

**Lebon.** Je demande le renvoi de cet arrêté aux comités de Salut public, des finances et du commerce réunis, afin qu'ils l'examinent. J'observe que plusieurs départements prennent des arrêtés qu'ils font exécuter comme lois. Ils oublient qu'il n'appartient qu'à la Convention de les faire; c'est aux corps administratifs à les faire exécuter.

*Un membre.* Je demande la cassation de cet arrêté. Il tend purement au fédéralisme, et je sais qu'un département, qui en a donné d'assez grandes preuves, a même envoyé des commissaires à celui de la Haute-Garonne.

**Mailhe.** La Société populaire du département de la Haute-Garonne n'a cessé de donner des preuves de sa haine pour le fédéralisme. Elle a demandé la première la tête des fédéralistes, et l'on ne peut la soupçonner.

**Lémane.** Je ne suis pas l'ennemi des Sociétés populaires, au contraire, puisque j'en ai fondé plusieurs; mais je n'approuve pas que la société de Toulouse ait pris un tel arrêté, non comme condamnable quant au fond, mais quant à la forme, et je soutiens que c'est un acte de fédéralisme. Par cet arrêté, la Société semble vouloir tendre à gouverner les citoyens, et la cause pourrait en être attribuée au département de la Haute-Garonne, puisque c'est lui qui a été consulté sur cet acte.

Je demande la cassation de cet arrêté, et le renvoi aux comités de Salut public, des finances et du commerce.

Ces propositions sont décrétées.

#### II.

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (3).

Deux députations sont admises en même

(1) Voy. ci-dessus, même séance, p. 664, le compte rendu de la même discussion d'après le *Moniteur*.

(2) *Mercur universel* [27<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 282, col. 1].

(3) *Annales patriotiques et littéraires* [n° 290 du



temps à la barre. La première est des administrateurs du département de la Haute-Garonne et la seconde de la Société populaire de Toulouse.

*L'orateur de ces députations* fait lecture d'un arrêté pris le 30 septembre dernier par le conseil général de l'administration départementale de la Haute-Garonne, à peu près ainsi conçu :

*(Suit un résumé des principales dispositions de l'arrêté du département de la Haute-Garonne, que nous avons inséré au cours de la séance, page 661).*

*L'orateur*, après avoir fait lecture de cette pièce, invite la Convention à la consacrer par un décret.

Les pétitionnaires sont invités à recevoir les honneurs de la séance; ils entrent dans la salle. On demande le renvoi de cet arrêté au comité des finances.

Plusieurs membres s'opposent vigoureusement à cette motion, parce qu'ils croient voir, dans cette démarche, un acte qui pourrait tendre au fédéralisme, s'il était sanctionné, et donner l'initiative aux départements. En conséquence, ils demandent que l'arrêté de la Haute-Garonne soit cassé et annulé.

*Mailhe* fait l'éloge du patriotisme de la Société populaire de Toulouse. J'insiste, dit-il, pour que la cassation ne soit prononcée, s'il y a lieu, qu'après le rapport d'un comité, et que vous ne preniez pas, sans un mûr examen, une mesure qui pourrait jeter le découragement parmi les patriotes.

*Un membre*. Ce n'est point la Société populaire qui est coupable; c'est le directoire du département.

*Lebon* fait sentir qu'il est impossible d'accueillir un tel arrêté, sans tomber dans les conséquences les plus désastreuses. L'opinant veut qu'il soit cassé sur-le-champ.

Après quelques débats, le décret que voici est rendu :

*(Suit le texte du décret que nous avons inséré au cours de la séance, page 661).*

### III.

#### COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets (1).

Deux députés, l'un de la Société populaire de Toulouse, et l'autre du conseil général du département de la Haute-Garonne sont admis à la barre.

Ils présentent un arrêté pris par le conseil général de ce département, qui a pour but d'obli-

ger tous particuliers possesseurs de pièces monnayées quelconques, métalliques et en lingot, de les apporter dans trois jours dans les caisses des receveurs des districts, lesquels sont autorisés à donner en échange la même valeur en assignats. Il sera fait des visites domiciliaires, et les citoyens qui seront découverts n'avoir point satisfait à cet arrêté seront poursuivis par-devant le tribunal criminel.

Les députés sont admis aux honneurs de la séance.

On demande le renvoi aux comités de Salut public, des finances et de commerce réunis.

*Un membre*. Puisque cet arrêté est renvoyé à l'examen des comités, je pense qu'il faut en suspendre l'exécution jusqu'au rapport.

*Clauzel*. J'observerai que quelques administrateurs de la Haute-Garonne l'envoyèrent dans le département de l'Ariège pour le porter au fédéralisme. Ils ont communiqué l'arrêté dont il est ici question au même département pour l'engager à l'adopter. Ainsi, après avoir provoqué le fédéralisme, ils commencent à le réaliser. Je demande que l'arrêté soit suspendu.

*De plusieurs parties de la salle, on crie : Cassé !*  
La cassation est discutée.

*Un membre*. Le grand principe est qu'un département ne doit point faire de lois.

*Lebon*. Ne souffrons pas que l'autorité de la Convention soit entamée : nous tenons l'autorité du peuple; qu'elle lui soit rendue entière.

*Mailhe*. Je m'oppose à la cassation. Cet arrêté a été pris sur la demande de la Société populaire de Toulouse. Cette société a montré la plus grande horreur pour le fédéralisme. Prononcer la cassation, et cela sans examen, ce serait affliger le patriotisme de cette société, ce serait la décourager. J'ajoute que je n'ai point entendu l'arrêté, quoique j'aie prêté une oreille attentive. J'en conclus qu'un bien grande partie de l'assemblée ne l'a pas entendu.

*Clauzel* ne révoque point en doute le patriotisme de la Société populaire de Toulouse; mais elle peut être égarée; et il insiste sur ce qu'il serait d'un exemple funeste d'ajourner la cassation d'un arrêté qui est une infraction formelle aux principes constitutifs du gouvernement.

On demande une seconde lecture de l'arrêté; elle a lieu.

*Un membre*. Il ne peut appartenir aux départements de prendre de telles mesures : c'est usurper le pouvoir législatif, c'est un crime de lèse-nation. Si ce n'est point là prendre l'initiative, si ce n'est point un acte de fédéralisme, je ne sais plus à quoi l'on pourrait donner ce nom. Je serais étonné qu'un de mes collègues, dans ce Sénat, fût assez osé pour soutenir cette démarche, je ne dis pas anti-civique, mais contre-révolutionnaire. Du reste, il ne faut point imputer à la Société populaire : c'est le département qui a manqué. C'est lui qui ne devait pas méconnaître les bornes de son autorité : au lieu d'adopter les mesures que lui proposait la Société, son devoir était de l'éclairer.

**Lebon.** C'est une vérité qu'il faut souvent répéter. Les autorités départementales n'ont point et ne peuvent jamais prendre d'initiative; mais vous avez applaudi lorsque les mesures prises par elles semblaient seconder et même prévenir vos intentions. Qu'est-il arrivé de là? Que si, par exemple, vous avez eu des départements qui ont applaudi à la journée du 13 mai, il en est aussi qui se sont permis de la blâmer. L'arrêté que vous venez d'entendre a d'abord attiré des applaudissements; je ne doute pas que plusieurs d'entre nous n'aient désiré qu'il devint loi; mais prenons garde qu'à côté du bien, le piège est souvent caché!

La première fois qu'on ouvrit la bouche pour solliciter le *maximum*, les applaudissements se firent entendre. Cette mesure, cependant, a été depuis reconnue désastreuse. On ne délibère point en une minute sur des objets de cette importance. Je demande la cassation de l'arrêté en faveur des principes et le renvoi aux comités pour l'examen des mesures en elles-mêmes.

La Convention prononce la cassation et le renvoi aux comités de Salut public, des finances et de commerce réunis.

« Après la lecture d'un arrêté du département de la Haute-Garonne, par lequel il enjoint à tous possesseurs de pièces monnayées de les échanger, dans les caisses des receveurs de district, contre des assignats monnaie, sous peine d'être dénoncés à l'accusateur public et poursuivis comme contre-révolutionnaires,

« La Convention, considérant que cette démarche est une usurpation des fonctions législatives, casse l'arrêté du département de Haute-Garonne, et renvoie aux comités réunis de Salut public, de commerce et des finances, l'examen des mesures renfermées dans cet arrêté. »

Ce décret sera inséré au *Bulletin*.

**Clauzel.** L'arrêté que vous venez de casser a été envoyé par le département de la Haute-Garonne au département de l'Ariège, qui a adhéré, mais ne l'a point mis, cependant, à exécution. Il est temps de prouver aux départements qu'ils doivent laisser dans nos mains les rênes du gouvernement. Je demande qu'un courrier extraordinaire porte le décret de cassation aux deux départements. (*Adopté*).

## ANNEXE N° 2

A la séance de la Convention nationale du 26<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II (jeudi 17 octobre 1793).

**Compte-rendu, par divers journaux, de la discussion à laquelle donna lieu le projet de décret présenté par Osselin sur les accapareurs (1).**

### I.

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national* (2).

On reprend la discussion sur les articles addi-

tionnels à la loi contre les accapareurs. Les articles suivants sont décrétés.

**Art. 4.** « Pourront néanmoins les cultivateurs faire des achats de blé pour leurs semailles, en faisant leur déclaration devant la municipalité de leur résidence. »

L'article 5 du projet fixait la quantité des marchandises et denrées que chaque citoyen pourrait avoir pour sa consommation.

**Cambon** a observé que cette fixation ne pourrait être la même partout, qu'elle dépendait nécessairement des localités et de l'abondance plus ou moins grande de chaque denrée. En conséquence, il a demandé que les corps administratifs fussent chargés de faire ce règlement, d'après l'avis des municipalités.

L'assemblée a adopté cette proposition et renvoyé au comité pour la rédaction.

L'article 6 a été adopté dans les termes suivants :

« Sont également déclarés accapareurs ceux qui font périr ou laissent périr volontairement les denrées et marchandises de celles énoncées dans l'article 2. »

**Art. 7.** « Nulle recherche ne pourra être faite chez les citoyens consommateurs et non commerçants, après le soleil couché, à moins qu'il n'ait été fait par un citoyen domicilié une dénonciation de contravention au comité révolutionnaire de la section, ou à la municipalité du lieu où la contravention sera découverte. Ces sortes de visites seront faites, savoir, dans les villes où il y a des commissaires ou autres délégués à cet effet, en présence de l'un d'eux, et dans les villes où il n'y a pas de commissaires, en présence d'un officier municipal.

**Art. 8.** « Pendant les huit jours qui suivront la proclamation de la présente loi, tous ceux qui sont désignés dans les quatre numéros de l'article 3, seront tenus de faire leur déclaration, si fait n'a été, à la municipalité ou à la section de leur domicile, conformément aux articles ci-après.

**Art. 9.** « Les détaillants déclareront la nature ou l'espèce seulement desdites denrées ou marchandises qu'ils débitent dans leurs boutiques.

« **Art. 10.** Les négociants, les marchands en gros, les détaillants qui ont des magasins indépendamment de leurs boutiques, les fabricants, les commissionnaires, chargeurs ou dépositaires, déclareront la nature et la quantité de leurs dites marchandises et denrées. Ces déclarations seront réitérées tous les mois pour assurer l'état des magasins au moment de chaque déclaration.

« **Art. 11.** Les fabricants seront tenus de déclarer la nature et la quantité des matières premières qu'ils ont dans leurs magasins ou ateliers, et justifieront de l'emploi par leurs livres. Ces déclarations seront également réitérées tous les mois.

« **Art. 12.** Les citoyens non commerçants qui ont desdites denrées et marchandises au delà de leur consommation, déclareront la quantité et la nature desdites denrées et marchandises qui excéderont la fixation qui aura été faite par la municipalité de leur domicile.

(1) Voy. ci-dessus, même séance, p. 674, le compte rendu de la même discussion d'après le *Moniteur*.

(2) *Auditeur national* [n° 391 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 4].



« Art. 13. Les négociants, les marchands en gros, les détaillants qui ont des magasins indépendamment de leurs boutiques, les fabricants, les commissionnaires, les chargeurs ou dépositaires, seront tenus de mettre au-dessus de la porte extérieure de chaque dépôt, cave, magasin ou lieu de serre quelconque, une inscription en caractères bien lisibles, portant le nom et la demeure de ceux à qui appartiennent lesdites denrées et marchandises, et la nature seulement de celles qui y sont emmagasinées, serrées ou déposées.

« Art. 14. Les marchés qui concernent le service des armées seront visés et datés ou par l'ordonnateur en chef de l'armée, ou par un commissaire des guerres, ou par un des officiers municipaux du lieu dans lequel ils auront été rédigés; ils seront faits triple : un d'eux restera au fournisseur, l'autre sera remis à l'agent de la République qui l'aura consenti, et le troisième sera envoyé au comité des marchés de la Convention nationale.

« Art. 15. Ces marchés contiendront une indication précise des achats faits ou à faire pour remplir les engagements contractés, ainsi que les magasins ou entrepôts que les fournisseurs auraient établis.

« Art. 16. Les fournisseurs des armées produiront, dans la huitaine de la proclamation de la présente loi, à leurs municipalités ou sections, extraits des marchés qu'ils ont passés avec la République. Ils indiqueront les achats qu'ils ont faits en conséquence, ainsi que les magasins ou entrepôts qu'ils auraient établis. »

Plusieurs articles ont encore été décrétés; mais plusieurs membres ayant observé que cette loi renfermait de grands inconvénients, la Convention l'a renvoyée à l'examen de sa Commission et des comités réunis de commerce et d'agriculture.

## II.

### COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne* (1).

La loi de l'accaparement avait rempli une grande partie de la séance; 24 articles étaient déjà décrétés.

Plusieurs membres croient y voir de grands dangers et insistent fortement sur le rapport des dispositions adoptées et le renvoi aux comités d'agriculture et de commerce.

Ces deux propositions sont décrétées.

## III.

### COMPTE RENDU du *Mercur universel* (2).

Osselin présente à la discussion la suite des

articles sur la nouvelle loi de l'accaparement dont nous avons hier donné les premiers articles.

(Suit un résumé de la lettre du général Daoust que nous avons insérée ci-dessus.)

Albitté déclare que par faiblesse, il ne se taira pas pour déclarer que cette loi est mauvaise (la loi sur les accaparements était achevée).

Bourdon s'écrie qu'il faut se dégager de cet esprit de chicane qui a fait la loi sur les accaparements, qu'il faut se défaire de cette manie de tout taxer. « La vraie taxe, dit-il, c'est la concurrence et le besoin; voilà ce qui règle les rapports commerciaux. Je demande le rapport du décret qui vient d'être rendu. »

Julien (de Toulouse) veut qu'une commission de 6 membres revise cette loi.

Thuriot y fait adjoindre les comités des marchés, d'agriculture et de commerce. (Décrété).

## IV.

### COMPTE RENDU du *Journal de Perlet* (1).

Osselin présente la déclaration ultérieure de la loi relative aux denrées et marchandises, dont la consommation et l'usage habituels tiennent aux plus pressants besoins de la vie et dont l'accaparement est déclaré crime capital.

A la nomenclature de ces objets la Convention ajoute les soies ouvrées et non ouvrées (2).

L'article suivant donne lieu à de longs débats :

« Ne sera réputé accapareur tout citoyen qui n'a chez lui que la quantité de denrées et marchandises nécessaires pour sa consommation et celle de son ménage, savoir : du vin pour deux années, du bois pour un an, du blé ou de la farine pour un mois, et des autres denrées pour six mois; les quantités nécessaires pour les consommations personnelles, seront réglées par les municipalités, chacune dans son arrondissement, sur le nombre des individus, pour chaque ménage. »

Le rapporteur en demandait le renvoi à la commission des Six; la Convention le rejette par la question préalable.

Les dispositions suivantes sont adoptées :

« 1<sup>o</sup> Nulle recherche ne pourra être faite chez les citoyens consommateurs et non commerçants, à moins qu'il n'ait été fait par deux citoyens domiciliés une dénonciation de contravention, au comité révolutionnaire de la section ou à la municipalité du lieu où la contravention sera découverte.

« 2<sup>o</sup> Pendant les huit jours qui suivront la proclamation de la présente loi, les détaillants déclareront à la municipalité ou à la section de leur domicile, la nature ou l'espèce seulement desdites denrées ou marchandises qu'ils débitent dans leur boutique.

(1) *Journal de la Montagne* [n° 138 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 1003, col. 1].

(2) *Mercur universel* [27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 284, col. 1].

(1) *Journal de Perlet* [n° 391 du 7<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> decade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793), p. 138].

(2) Cette disposition avait été votée à la séance de la veille.

« 3<sup>o</sup> Les négociants, les marchands en gros, les détaillants qui ont des magasins indépendamment de leurs boutiques, les fabricants, les commissionnaires, chargeurs ou dépositaires, déclareront la nature et la quantité de leurs dites marchandises et denrées. Ces déclarations seront réitérées tous les mois pour assurer l'état des magasins au moment de chaque déclaration.

« 4<sup>o</sup> Les fabricants seront tenus de déclarer la nature et la quantité des matières premières qu'ils ont dans leurs magasins ou ateliers, et justifieront de l'emploi par leurs livres. Ces déclarations seront également réitérées tous les mois.

« 5<sup>o</sup> Les citoyens non-commerçants, qui ont desdites denrées et marchandises, qui excéderont la fixation qui aura été faite par la municipalité de leur domicile, feront les mêmes déclarations.

« 6<sup>o</sup> Les négociants, les marchands en gros, les détaillants qui ont des magasins indépendamment de leurs boutiques, les fabricants, les commissionnaires, les chargeurs ou dépositaires, seront tenus de mettre au-dessus de la porte extérieure de chaque dépôt, cave, magasin ou lieu de serre quelconque, une inscription en caractères bien lisibles, portant le nom et la demeure de ceux à qui appartiennent lesdites denrées et marchandises, et la nature de celles qui y sont emmagasinées, serrées ou déposées.

« 7<sup>o</sup> Les marchés qui concernent le service des armées seront visés et datés ou par l'ordonnateur en chef de l'armée, ou par un commissaire des guerres, ou par un des officiers municipaux du lieu dans lequel ils auront été rédigés; ils seront faits triple : un d'eux restera au fournisseur, l'autre sera remis à l'agent de la République qui l'aura consenti, et le troisième sera envoyé au comité des marchés de la Convention nationale.

« 8<sup>o</sup> Ces marchés contiendront une indication précise des achats faits ou à faire pour remplir les engagements contractés, ainsi que les magasins ou entrepôts que les fournisseurs auraient établis.

« 9<sup>o</sup> Les fournisseurs des armées produiront, dans la huitaine de la proclamation de la présente loi, à leurs municipalités ou sections, extraits des marchés qu'ils ont passés avec la République. Ils indiqueront les achats qu'ils ont faits en conséquence, ainsi que les magasins ou entrepôts qu'ils auraient établis.

« 10<sup>o</sup> S'il était prouvé que lesdits entrepôts ou magasins ne sont pas nécessités par la teneur des marchés, et que les denrées ou marchandises qui y sont déposées ne sont pas destinées aux armées, ceux qui auraient établi ces magasins ou dépôts seraient traités comme accapareurs.

« 11<sup>o</sup> Ceux qui seront convaincus de n'avoir pas fait les déclarations, ou de n'avoir pas mis les inscriptions requises par la présente loi, dans la quinzaine de sa proclamation, seront punis, savoir : pour le défaut de déclaration, par la confiscation de toutes les denrées et marchandises non déclarées; et pour le défaut d'inscription, par la confiscation de toutes les denrées et marchandises qui se trouveront dans les magasins, caves ou entrepôts sur lesquels on n'aura pas mis l'inscription.

« 12<sup>o</sup> En cas de récidive, les contrevenants seront punis de mort, leurs biens seront confisqués, et les denrées ou marchandises qui en feront partie, seront mises en vente, ainsi qu'il sera ci-après expliqué.

« 13<sup>o</sup> La municipalité vérifiera la sincérité des déclarations et inscriptions.

« 14<sup>o</sup> Ceux qui seront convaincus d'avoir fait de fausses déclarations ou de fausses inscriptions, ou de s'être prêtés à des suppositions de nom, de personne ou de propriétés, relativement aux entrepôts et marchandises, seront punis de six années de fers, indépendamment de la confiscation; en cas de récidive, les contrevenants seront punis de mort.

(Suit un résumé de la lettre du général Daoust que nous avons insérée ci-dessus, page 672.)

**Bourdon (de l'Oise)** demande que le décret précédemment rendu sur les marchands, soit rapporté comme mauvais et inexécutable.

La Convention se contente de renvoyer à un nouvel examen du comité les diverses dispositions que nous avons rapportées, ce qui équivaut à la suspension de ce décret.

## CONVENTION NATIONALE

Séance du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II.

Vendredi 18 octobre 1793.

PRÉSIDENCE DE CHARLIER.

La séance s'ouvre à 9 heures et demie.

Un membre de la Commission des dépêches donne lecture des pièces suivantes (1).

De l'état sommaire des détenus dans les maisons d'arrêt de la ville de Paris, dont le nombre s'élève à 2,975 (2).

Suit la lettre des administrateurs du département de police (3) :

« Commune de Paris, le 26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen Président,

« Les administrateurs du département de police vous font passer le total journalier des détenus dans les maisons de justice, d'arrêt et de détention, du département de Paris, à l'époque du 25. Parmi les individus qui y sont renfermés, il y en a qui sont prévenus de fabrication ou distribution de faux assignats; assas-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 136.

(2) Ibid.

(3) Archives nationales, carton C 275, dossier 703.



sinats, contre-révolution, délits de police municipale, correctionnelle, militaire, et d'autres pour délits légers.

« Conciergerie.....	420
« Grande-Force (dont 65 militaires)...	635
« Petite-Force.....	290
« Sainte-Pélagie.....	190
« Madelonnettes.....	273
« Abbaye (dont 25 militaires et 5 otages).....	129
« Bicêtre.....	601
« A la Salpêtrière.....	230
« Chambres d'arrêt, à la mairie.....	87
« Luxembourg.....	120
« Total.....	<u>2,975</u>

« Certifié conforme aux feuilles journalières à nous remises par les concierges des maisons de justice et d'arrêt du département de Paris.

« GODARD; FIGUET; MICHEL; MENNESSIER; CAILLEUX. »

De l'adresse de la commune de Tonneins, par laquelle elle informe la Convention nationale que des malveillants avaient réussi à mettre la division entre les citoyens de cette commune et ceux de Clairac, mais que par les soins des représentants du peuple Baudot, Ysabeau, Tallien et Paganel, les citoyens des deux communes se sont donné le baiser de paix, et que les malveillants n'osent plus se montrer.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit l'adresse de la commune de Tonneins (2) :

« Tonneins la Montagne, le 7 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Législateurs,

Des intrigants, des fédéralistes, des mouchards, des escrocs avaient réussi à diviser les citoyens de Clairac avec ceux de Tonneins; la haine, l'animosité, la rage animaient tour à tour les deux parties; les torches de la guerre civile étaient allumées, les poignards étaient aiguïs, la mort comptait déjà ses victimes. Paganel arrive, il succède à Ysabeau, Baudot et Tallien, il parle, il est écouté. Les fripons se cachent, ils s'agitent, mais en vain, la dernière tête de l'hydre est écrasée, Clairac vomit de son sein toutes ces pestes publiques, Clairac se régénère et recouvre sa première splendeur. Les habitants de cette ville, jaloux de resserrer les liens sacrés de la fraternité avec les habitants de Tonneins, viennent en masse dans leurs murs leur donner le baiser de paix. Ce spectacle attendrissant était digne de vous législateurs. Non, il n'existe plus ce mur de séparation entre Clairac et Tonneins, les fédéralistes infâmes qui l'avaient édifié ont été écrasés par sa chute.

Les sans-culottes des deux villes se sont levés et tous les scélérats sont rentrés dans la poussière

« Grâce immortelles en soient rendues à Baudot, Ysabeau, Paganel et à Tallien. Ces fiers montagnards pulvérisent, foudroient tous les fripons politiques, tels que [des oiseaux de sinistre augure, les modérés; les feuillements, les aristocrates, les royalistes, les fédéralistes n'osent plus se montrer devant ces courageux et fermes habitants de la sainte Montagne. Les sans-culottes triomphent, et ils s'écrient à l'unisson : « Soyons unis, ne nous divisons jamais, « et tous nos ennemis, quel qu'en soit le nombre, « seront écrasés. »

« Législateurs, permettez qu'en finissant, et en homme libre je vous fasse une question.

« Les députés à la Convention nationale du département de Lot-et-Garonne, actuellement à Paris, sont-ils devenus muets?

« Montagne tutélaire, ne te divise pas, reste unie, et reçois la salutation civique du procureur de la commune de Tonneins-la-Montagne.

« JOUAN le jeune. »

La Société populaire de la ville d'Ardres invite la Convention nationale à rester à son poste.

Insertion au « Bulletin » (1).

Suit l'adresse de la Société populaire de la ville d'Ardres (2).

La Société populaire de la ville d'Ardres, aux représentants du peuple à Paris, Salut.

« Ardres, le 10 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« L'hydre de la tyrannie rassemblait tous ses satellites et menaçait nos frontières sacrées de sa rage et de sa fureur, lorsque le peuple français vous nomma ses représentants, vous chargea de lui donner des lois fondées sur les droits de l'homme et confia à votre sagesse le soin d'assurer son bonheur par la destruction de cette tête altière, et de celles de ses esclaves. Les mesures rigoureuses que vous avez prises dans les journées, à jamais mémorables, des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin et 11 juillet derniers, que vous prenez encore tous les jours, et auxquelles nous adhérons avec l'enthousiasme et les élans du patriotisme le plus pur, le lui auraient procuré sans les trahisons des généraux, monstres indignes du nom français et de leur place, et qui, sous le faux dehors de patriotes, surent cacher le poison subtil qui les corrompait.

« Oui, citoyens représentants, le triomphe de la liberté et de l'égalité, celui de la République est entre vos mains; c'est à vous à les consolider sur des bases inébranlables, et en républicains nous vous dirons : le peuple libre vous assigna un poste, vous devez y rester, y veiller continuellement et y faire usage de toutes les mesures de sûreté publique; que vos collègues aux frontières soient toujours en activité, qu'ils ne lais-

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 136.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 703.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 136.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 715.

sent approcher des généraux aucun étranger, qu'ils les surveillent sans cesse, qu'aucun trompette ne soit écouté qu'en leur présence ou celle d'une autorité constituée. Par ces moyens, les traîtres, s'il en existait encore, se trouvant dans l'impossibilité d'exécuter leurs infernaux complots, seraient obligés d'abandonner leur place et de rentrer dans l'obscurité d'où ils n'auraient jamais dû sortir. Alors nos armées commandeées par tous vrais républicains; nos braves sans-culottes n'auraient plus à craindre de nouvelles trahisons et ils ne tarderaient pas à faire mordre la poussière à ces vils et lâches esclaves, qui, trop longtemps souillèrent notre sol et mirent un petit obstacle au triomphe de la liberté, de l'égalité et de la République une et indivisible, qui doit être le bonheur des Français et le terme de vos glorieux travaux.

« MORIENCOURT, président; FAUCOMPREY; LEMAIRE, secrétaire. »

Adresse de la Société populaire d'Uzès; elle invite la Convention nationale à rester à son poste jusqu'au moment que les ennemis de l'intérieur seront terrassés, et que l'aristocratie sera écrasée; elle invite en outre la Convention de décréter d'accusation tous les membres de la Convention qui ont protesté contre les mémorables journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin derniers, afin que la nation entière connaisse ceux qui conspiraient contre elle.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1),

Suit l'adresse de la Société populaire d'Uzès (2),

La Société des défenseurs de la Constitution républicaine séant à Uzès, à la Convention nationale.

« A Uzès, le 10 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Représentants,

« La Société populaire d'Uzès vous conjure de rester à votre poste. Il ne suffit pas que le vaisseau de l'Etat soit lancé, pour que l'ouvrier l'abandonne, il faut qu'il le conduise lui même dans sa marche, d'autres l'entraveraient. Quand les ennemis de l'intérieur seront terrassés, quand l'hydre sans cesse renaissante de l'aristocratie sera écrasée, quand les ennemis du dehors apporteront chez eux la honte et la confusion; quand la paix enfin couvrira de son aile bienfaisante cette France qui doit être le modèle de l'univers, alors, législateurs, vous viendrez recevoir les doux embrassements de vos pères, de vos femmes, de vos enfants, vous viendrez jouir parmi vos concitoyens du fruit de vos travaux et entendre mille fois répéter ces cris joyeux : *Vive la Montagne, Vive la Montagne.*

« Notre Société vous invite encore à décréter d'accusation tous les membres de la Convention

qui ont protesté contre les mémorables journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin derniers; il faut que la nation entière connaisse ceux qui conspiraient contre elle, ceux qui étaient vendus à l'or de Pitt et de Cobourg.

« Recevez enfin, représentants, notre félicitation sur le décret salutaire que vous avez rendu pour la taxe des objets de première nécessité. Ce décret fixe la destinée de la France, et la République est sauvée.

« Les membres composant le comité de correspondance.

« SUBLEYRAS; J. DUMAS; NIVARD; P. HÉLÈNE; ROUVIÈRE fils. »

La commune de Rozoy, département de l'Oise, donne connaissance à la Convention de la fête qui a eu lieu lors du brûlement des titres constitutifs et récognitifs des dîmes et autres droits appartenant à la cure dudit lieu.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit un extrait du procès-verbal du brûlement des titres de la grosse dîme de Rozoy (2).

A la Convention nationale.

Municipalité de Rozoy, canton de Liancourt, district de Clermont, département de l'Oise.

Extrait du procès-verbal du brûlement des titres de la grosse dîme de Rozoy et dépendances.

6 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

L'an 1793, 2<sup>e</sup> de la République française une et indivisible, le dimanche 6 octobre, issue de vêpres.

Par-devant le conseil général de la commune de Rozoy, département de l'Oise, district de Clermont, canton de Liancourt et municipalité dudit Rozoy, séant en la salle ordinaire de ses assemblées.

S'est présenté le citoyen curé de ladite commune, assisté du citoyen procureur d'icelle et muni des titres constitutifs et pièces récognitives quelconques de son ci-devant droit de grosse, menue, mixte et verte dîme; dîme d'agneaux, cochons de lait, toisons, etc.

Lequel, après les avoir déposés sur le bureau, en exécution des articles 6 et 8 du décret du 17 juillet dernier, non seulement applicables aux titres féodaux, simples ou complexes, mais encore à ceux de tous autres droits supprimés, prononça une harangue patriotique, qu'il termina par un réquisitoire tendant à ce que toutes lesdites pièces primordiales et subéquentes, fussent sur-le-champ exposées en place publique, sur un bucher dressé à cette fin, et lacérées ensuite par le citoyen greffier en présence de toute la commune, et finalement brûlées avec l'appareil de la plus grande solennité possible, et leurs cendres jetées aux vents par respect pour le sol de la liberté.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 136.

(2) Archives nationales, carton C 276, dossier 715.

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 137.

(2) Archives nationales, carton C 275, dossier 703.



Sur quoi, oui le citoyen procureur de la commune en ses conclusions, il fut arrêté à l'unanimité que le citoyen maire donnerait tous les ordres nécessaires, conformément au vœu du pétitionnaire.

En conséquence tous les membres de l'un et l'autre sexe composant la commune dudit Rozoy et dépendances sont à l'instant convoqués et invités à se rendre sur la place de la liberté; un bucher y est élevé en pyramide, et toutes les dites pièces sont attachées par chacun de ses angles en forme de guirlandes.

Bientôt après la garde nationale s'avance sur deux rangs, forme devant l'hydre proscrire un peloton carré dont chaque ligne de front fait sur elle une décharge et défile.

De suite, et comme pour obvier à jamais à la renaissance funestement féconde du monstre à cent têtes, succède à cette cérémonie une flamme à la fois rapide et majestueuse, aussi belle et aussi ravissante que la jeune et vertueuse nymphe qui avait été choisie pour allumer le bucher.

A cet aspect imposant tous les cœurs s'électrisent et se confondent; l'écho de nos montagnes proclame au loin la liberté, l'égalité, la fraternité ou la mort, et n'est interrompu que par des cris de : *Vive la République, vive son unité, vive son indivisibilité.*

Deux chœurs, formés tout à coup par le génie de l'union la plus pure et la plus intime, chantent et répètent tour à tour des hymnes à la patrie; et tandis que chaque bergère contemple avec ivresse l'enthousiasme de son berger.

Le Conseil général,

Considérant que cette simple fête villageoise a, par la nature du patriotisme qu'elle décèle, le droit de plaire à des législateurs républicains.

Arrête :

Que le double du présent procès-verbal sera envoyé, sous le plus bref délai, à la Convention nationale.

*« Signé à la minute : LOBGEAIS, maire; Germain LOULLER, et Antoine LOBGEAIS, officiers municipaux; FONTAINE, procureur de la commune; Antoine NORET; Comse LOBGEAIS, Louis BRICONGNE, François BERT, Jacques BOMPIERRE et Nicolas FONTAINE, notables; DELANNOY, secrétaire-greffier; TRANNOY, curé de Rozoy.*

*« Délivré pour copie conforme, par moi greffier soussigné, les jour et an susdits :*

*« DELANNOY, greffier. »*

Le représentant du peuple Isoré, envoyé à l'armée du Nord, donne des nouvelles de la santé de son collègue Challe (1). « Ce républicain, dit-il, blessé à Hondschoot, est très malade; il éprouve les douleurs les plus vives, mais son entier dévouement à la patrie lui donne seul la force de les supporter (2). »

*Suit la lettre d'Isoré (1).*

*Isoré, représentant du peuple, envoyé près l'armée du Nord, au Président de la Convention nationale.*

« Lille, le 4<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française.

« Depuis trois jours, citoyen président, notre collègue Châles, blessé à l'affaire d'Hondschoot, est dans un état désespérant, son mal s'aggrave et le menace beaucoup. Je le vois tous les jours et je peux dire que s'il a eu la satisfaction de verser son sang pour la défense de la patrie, ses angoisses lui en donnent un souvenir bien cuisant, mais qu'y faire quand tous les représentants du peuple montagnard envient son sort.

« Salut et fraternité.

« ISORÉ. »

On introduit à la barre une députation des descendants des réfugiés français expatriés pour cause de religion, rappelés en France par une loi; ils réclament les droits que cette loi leur assure.

Le Président leur répond que leur pétition sera examinée, et la Convention en ordonne le renvoi au comité de Salut public (2).

*Suit la pétition des descendants des réfugiés français, admis à la barre (3).*

*A la Convention nationale.*

« Les descendants des réfugiés français expatriés pour cause de religion, rappelés en France, et reconnus comme Français par le décret du 18 décembre 1790, viennent réclamer leurs droits auprès de la Convention nationale, persuadés qu'ils ne peuvent être considérés comme étrangers. C'était par force qu'ils habitaient loin de leur véritable patrie, qui, enfin, par la Révolution, leur a rendu une justice authentique en les rappelant dans son sein, en les reconnaissant comme ses véritables enfants. Il n'est point question ici d'individus nés sujets de puissances étrangères, ce sont des Français qui, dans le cœur, n'ont jamais cessé de l'être, qui ont été persécutés, dépouillés, chassés par le despotisme, et que le règne seul de la liberté a fait rentrer dans leurs droits légitimes. La Convention a reconnu ces droits; elle les reconnaît encore. Elle s'empresera de donner des ordres interprétatifs du décret d'hier, relatif à l'arrestation des étrangers, pour empêcher les autorités constituées et les sections du peuple d'être induites en erreur et de comprendre les réfugiés français dans le

(1) Archives nationales, carton C 276, dossier 715. Cette lettre n'est pas mentionnée dans le *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, de M. Aulard.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 137.

(3) Archives nationales, carton C 276, dossier 715.

(1) Châles.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 137.

nombre de ceux dont le décret vient de prononcer l'arrestation.

« SAINT-AMANT; EMPAYTAZ; CHOMEL; DANGIRARD; HUPAIS; George DRAVEMAU; P.-A. MARZON, *pasteur des protestants de Paris*; AUDROUIN; DELHAAS; De BEAUME. »

Louchet, représentant du peuple, député par la Convention nationale près les départements du centre et de l'ouest (1), écrit, qu'indigné de trouver encore des marques de féodalité dans le département de Seine-Inférieure, il a pris un arrêté pour les faire détruire entièrement; il fait passer cet arrêté; il en demande la confirmation, il demande aussi que la Convention décrète que les frais d'impression des écrits et des protestations liberticides, publiés contre les journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin, seront supportés par leurs perfides auteurs.

Plusieurs membres observent que c'est déjà décrété (2).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

Louchet écrit du Havre qu'indigné de trouver encore des marques de féodalité dans le département de la Seine-Inférieure, il a pris un arrêté pour les faire détruire entièrement. Il l'adresse à la Convention pour qu'elle en confirme les dispositions. Il demande aussi, aux représentants du peuple, de décréter que les frais d'impression des écrits et des protestations liberticides, publiés contre la journée du 31 mai, seront supportés par leurs perfides auteurs.

On observe que cela est décrété.

Lettre du même (4), datée de Nevers, par laquelle il rend compte de l'esprit et de la philosophie qui animent le peuple des départements de l'Allier et de la Nièvre.

Insertion au « Bulletin » (5).

Suit la lettre de Fouché, représentant du peuple près les départements du centre et de l'Ouest (6).

Le représentant du peuple, député par la Convention nationale près les départements du centre et de l'Ouest, à la Convention nationale.

« Nevers, 22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République.

« Citoyens collègues,

« Ce n'est que par degrés que nous pouvons

(1) C'est une erreur, Louchet était commissaire dans la Seine-Inférieure et départements circonvoisins.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 137.

(3) *Moniteur universel*, n° 29 du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793, p. 117, col. 3). Cette lettre n'est pas mentionnée dans le *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, de M. Aulard.

(4) C'est encore une erreur du procès-verbal. Cette lettre n'est pas de Louchet, mais de Fouché.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 137.

(6) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 694.

opérer, d'une manière durable, le bien de notre pays, le régénérer dans ses mœurs et dans sa raison. Vous pouvez juger si j'ai été fidèle à ce principe et si j'ai obtenu d'heureux succès; vous avez eu successivement sous les yeux tous les arrêtés que j'ai pris, les nombreuses proclamations que j'ai publiées, je vous ai mis à portée de suivre toutes mes opérations. C'est avec un bien douce satisfaction que je me vois aujourd'hui parvenu à ce point où je puis tout entreprendre avec fruit.

« Vous jugerez de l'esprit et de la philosophie qui animent le peuple des départements de l'Allier et de la Nièvre, par l'empressement, j'ose dire par l'enthousiasme avec lequel il a reçu les deux proclamations que je vous envoie, et dont l'exécution pourrait être dangereuse dans les départements qui ne sont pas préparés à ces mesures révolutionnaires. L'aristocratie en a été frappée d'étonnement et d'épouvante, et le fanatisme religieux foudroyé; ils sont anéantis.

Vous recevrez dans peu, tout l'or et tout l'argent de ces deux départements; chaque citoyen s'empresse de les offrir pour les convertir en monnaies républicaines, tous nos coffres sont déjà remplis; on rougit ici d'être riche et l'on s'honore d'être pauvre. *Vive la République.*

« Salut et fraternité.

« FOUCHÉ. »

*Première proclamation* (1).

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

FOUCHÉ, DE NANTES, REPRÉSENTANT DU PEUPLE PRÈS LES DÉPARTEMENTS DU CENTRE ET DE L'OUEST, AUX HABITANTS DU DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE.

« Républicains !

« Vous n'êtes plus sous le joug honteux des rois et vous conservez encore tous les vices de la royauté; le désir sordide et insatiable du pouvoir et de la fortune brûle toujours au fond de vos cœurs; il vous rend aveugles sur vos propres intérêts, ingrats et dénaturés envers tous vos concitoyens. Vous êtes tellement occupés de votre bien-être que vous craignez de le troubler, en réfléchissant sur leur misère.

« Riches égoïstes, c'est vous qui causez tous nos maux ! C'est dans vos maisons; c'est dans vos conciliabules ténébreux que les trahisons et le crime se préparent; c'est avec votre or que la corruption produit le désordre et les sanglants revers dans nos armées. Vous demandez quels sont les reproches que l'on peut vous faire ? La misère de vos concitoyens, les souffrances longues et continuelles des familles honorables de ceux qui versent leur sang pour la défense de vos propriétés, ne déposent-elles pas contre vous ? Leurs larmes, leur désespoir qui en a tari la source, ne doivent-ils pas être attribués à votre

*Bulletin de la Convention* du 7<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793). Aulard, *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, t. 711, p. 402.

(1) Bibliothèque de la Chambre des députés : *Collection Portiez* (de l'Oise), in-4<sup>e</sup>, t. 6, n° 7.



odieuse cupidité? Quoi! lorsque vous pouvez apaiser avec votre superflu, la rigueur de leurs besoins, allumer dans l'âme de nos guerriers le courage de l'espérance, en répandant d'abondantes consolations dans leurs familles, en séchant les larmes amères de leurs femmes et de leurs enfants! Lorsque vous avez en mains tous les moyens de sauver le peuple et que vous l'abandonnez à ses angoisses; lorsque vous pouvez terminer le trop long règne de l'iniquité, cette guerre des tyrans coalisés contre les peuples qui ne se perpétue que par vous et pour vous, vous vous plaignez que la voix publique vous accuse et vous suspecte, vous vous étonnez que le sang qui coule s'élance contre vous et que les mânes de vos frères vous conjurent de les venger.

« Vous avez juré de maintenir la Constitution et à chaque instant vous vous rendez de vils parjures. La Constitution vous prescrit d'honorer le malheur, et vous l'opprimez; vous l'avilissez, vous mutiliez l'existence de vos semblables.

« Vous avez promis de mourir plutôt que de souffrir qu'une seule de ses maximes fût altérée, et vous vivez en donnant l'exemple continu de la violation la plus scandaleuse des principes sacrés sur lesquels elle se fonde.

« Vous avez fait le serment de tout sacrifier à la République, de vous ensevelir sous ses religieux débris; pour qui conservez-vous donc vos richesses, puisque vous devez mourir avec la République ou triompher avec elle? L'esclave du tyran a besoin d'or, puisque tout se vend sous l'empire de la tyrannie; mais sous le régime de la liberté, les richesses ne sont que dangereuses; le républicain n'en a pas besoin, il ne les désire point; il sait qu'il sera honoré dans son malheur et dans sa vieillesse.

« C'est donc avec raison que la défiance s'étend aujourd'hui sur tous ceux qui veulent de la fortune et du pouvoir. Ce sont de faux patriotes, de vrais contre-révolutionnaires, qui n'attendent que le moment de se vendre au premier tyran qui voudra les payer.

La République ne peut s'établir qu'en les rejetant de son sein. Il ne doit entrer dans sa composition que des éléments purs. Dans ses premiers moments de fermentation, elle a déjà vomi une partie du limon, le clergé et la noblesse, il lui reste encore à se purger des égoïstes, des lâches, des traîtres et des fripons.

« Républicains! Vous avez vu se développer devant vos yeux toute l'impartialité de mon caractère. Vous savez combien les réquisitions rigoureuses lui sont opposées; vous avez pu apprécier les moyens touchants dont je me suis servi pour intéresser en faveur de la classe souffrante, le cœur du riche propriétaire et du fermier. Vous êtes témoins de la lenteur de mes succès à leur égard. Je ne me repens pas de ma conduite, elle était calculée sur la politique et sur l'humanité de la justice; elle a été utile : elle a ôté toute espèce de prétexte à la malveillance, elle a mûri la raison publique : elle l'a moralisée et aujourd'hui je peux prendre avec fruit les mesures que me commandent votre salut et l'anéantissement de vos ennemis.

« C'est avec l'or qu'ils ouvrent nos cités à des brigands aussi lâches que féroces et conduisent nos braves armées sous les couteaux des assassins. Eh bien! il faut leur enlever ce métal puissant, ce levier terrible avec lequel ils soulèvent toutes les passions viles et méprisables. Mais c'est aussi leur intérêt : une secousse épouvantable se prépare, les suites en peuvent être

affreuses pour eux : la patience populaire est à son son comble.

« J'avais ordonné le recensement des grains. Ce recensement est presque achevé. Il résulte que nous sommes dans l'abondance, au moins pour le présent et la perfidie des propriétaires, fermiers et généralement de tous ceux qui spéculent sur la misère du peuple, nous tient dans la détresse la plus inquiétante.

« J'ai visité les manufactures les plus importantes; j'ai vu les ouvriers manquant de travail. J'ai parcouru les principaux ateliers et arsenaux; ils pourraient fournir des armes à la République et ils sont dans un dénuement propre à glacer d'effroi celui qui ne serait pas persuadé que le peuple français est invincible.

« J'ai arrêté en conséquence les mesures suivantes.

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Tous les riches propriétaires ou fermiers ayant des blés, demeurent personnellement responsables du défaut d'approvisionnement des marchés.

#### Art. 2.

« Celui qui refusera d'obéir aux réquisitions et qui ne fera pas conduire au marché la quantité de blé demandée sera exposé, le marché suivant, sur un échafaud, pendant quatre heures sur la place publique, ayant cet écriteau : *Affameur du peuple, traître à la patrie*.

#### Art. 3.

« Dans le cas de récidive, il sera exposé les deux jours de marché suivants, pendant quatre heures, portant le même écriteau; il sera de plus déclaré suspect et incarcéré jusqu'à la paix.

#### Art. 4.

« Tous les biens de ceux qui sont déclarés suspects, seront séquestrés et il ne leur sera laissé que leur strict nécessaire pour eux et pour leur famille. Les scellés seront mis sur leurs papiers; inventaire sera fait dans tous leurs domaines.

#### Art. 5.

« Pour l'exécution de ces mesures, il sera établi une garde révolutionnaire composée de bons républicains depuis l'âge de trente ans jusqu'à quarante.

#### Art. 6.

« Cette garde sera composée de deux cents hommes d'infanterie, d'une compagnie de cavalerie et d'une de canonniers.

#### Art. 7.

« Chaque soldat révolutionnaire, sans distinction de grade, recevra, par jour, à titre d'indemnité, trois livres; il sera habillé et aura pour arme un fusil, deux pistolets et un sabre.

## Art. 8.

« Tous les citoyens qui composeront la garde révolutionnaire seront tenus, lorsqu'ils ne seront pas requis, de s'exercer deux fois par jour, aux manœuvres de la guerre, sous peine de vingt-quatre heures d'arrêt.

## Art. 9.

« Les patriotes qui voudront être admis dans la garde révolutionnaire, seront obligés de présenter un certificat de civisme, visé par le comité de surveillance.

## Art. 10.

« Tous les manufacturiers du département, maîtres de forges, de fourneaux et de toutes espèces d'usines qui négligeront de faire travailler, seront déclarés suspects.

## Art. 11.

« Les administrations sont requises, sous leur responsabilité, de faire construire, aux dépens des entrepreneurs, les usines qui seront jugées nécessaires, pour mettre les ateliers dans la plus grande activité.

## Art. 12.

« Le comité de surveillance fera, sur-le-champ, la visite de toutes les manufactures et de tous les ateliers pour s'assurer de leur situation.

## Art. 13.

« Tout propriétaire qui n'aura pas emblavé la quantité de terres qu'il emblave ordinairement, sera déclaré suspect, et sa terre seraensemencée, à ses dépens, par les citoyens indigents qui feront la moisson à leur profit.

## Art. 14.

« Tous les frais de ces mesures de sûreté seront supportés par les riches qui les ont provoquées.

## Art. 15.

« Ceux qui n'obéiront pas, dans le délai fixé, aux réquisitions pécuniaires qui leur seront faites, seront déclarés suspects.

## Art. 16.

« Les comités de surveillance établis dans tous les districts sont tenus, de concert avec les autorités constituées, d'opérer les mêmes mesures révolutionnaires dans leur arrondissement, et sont autorisés, pour cet effet, à lever sur les riches, en proportion de leur fortune et de leur incivisme toutes les sommes nécessaires, tant pour les dépenses de la garde révolutionnaire et les in-

demnités des comités de subsistances et de surveillance que pour subvenir honorablement aux secours des citoyens malheureux et principalement des familles indigentes des révolutionnaires qui combattent dans les armées de la République.

## Art. 17.

« Tous les fonds requis seront versés dans une caisse de bienfaisance chez les receveurs de chaque district.

## Art. 18.

« Le présent arrêté sera imprimé, lu, publié et affiché dans toute l'étendue du département, adressé à tous les districts qui le feront parvenir par des exprès à tous les conseils généraux des communes, qui demeurent responsables du défaut d'exécution.

« A Nevers, le 2 octobre 1793, l'an II de la République française, une et indivisible,

« Signé : FOUCHÉ. »

*Deuxième proclamation (1).**Au nom du peuple français.*

Le représentant du peuple, près les départements du Centre et de l'Ouest;

Considérant que le peuple français ne peut reconnaître d'autres signes privilégiés que ceux de la loi, de la justice et de la liberté, d'autre culte que celui de la morale universelle, d'autre dogme que celui de sa souveraineté et de sa toute puissance;

Considérant que si, au moment où la République vient de déclarer solennellement qu'elle accorde une protection égale à l'exercice des cultes de toutes les religions, il était permis à tous les sectaires d'établir sur les places publiques, sur les routes, dans les rues les enseignes de leurs sectes particulières, d'y célébrer leurs cérémonies religieuses, il s'en suivrait de la confusion et du désordre dans la société;

« Arrête ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>.

« Tous les cultes des diverses religions ne pourront être exercés que dans leurs temples respectifs.

## Art. 2.

« La République ne reconnaissant point de culte dominant ou privilégié, toutes les enseignes religieuses qui se trouvent sur les routes, sur les places et généralement dans tous les lieux publics, seront anéanties.

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 694.



## Art. 3.

« Il est défendu, sous peine de réclusion, à tous les ministres, à tous les prêtres de paraître ailleurs que dans leurs temples, avec leurs costumes religieux.

## Art. 4.

« Dans chaque municipalité, tous les citoyens morts, de quelque secte qu'ils soient, seront conduits, vingt-quatre heures après le décès, et quarante-huit, en cas de mort subite, au lieu destiné pour la sépulture commune, couverts d'un voile funèbre sur lequel sera peint le sommeil, accompagnés d'un officier public, entourés de leurs amis revêtus de deuil, et d'un détachement de leurs frères d'armes.

## Art. 5.

« Le lieu commun où leurs cendres reposeront sera isolé de toute habitation, planté d'arbres, sous l'ombre desquels s'élèvera une statue représentant le sommeil. Tous les autres signes seront détruits.

## Art. 6.

« On lira sur la porte de ce champ consacré par un respect religieux aux mânes des morts cette inscription : *la mort est un sommeil éternel.*

## Art. 7.

« Tous ceux qui, après leur mort, seront jugés par les citoyens de leurs communes, avoir bien mérité de la patrie, auront, sur leurs tombes, une pierre figurée en couronne de chêne.

## Art. 8.

« Le présent arrêté sera imprimé, lu, publié et affiché dans toute l'étendue du département; adressé à tous les districts, qui le feront parvenir à tous les conseils généraux des communes, et aux curés, qui seront responsables du défaut d'exécution.

« Nevers, le 19<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II de la République.

« FOUCHÉ. »

Lettre du citoyen Féraud, représentant du peuple près l'armée des Pyrénées, par laquelle il donne des détails d'une expédition faite avec succès contre les Espagnols. Après avoir retracé la déroute des ennemis, il ajoute : « Nous sape-rons jusque dans la base du trône du roi d'Espagne, et la campagne prochaine verra flotter le drapeau tricolore sur les murs de Madrid. »

Insertion au « Bulletin » (1).

*Suit la lettre du citoyen Féraud, représentant du peuple près l'armée des Pyrénées (1).*

« Arreau, le 4 octobre.

« Citoyens mes collègues,

« Nous venions d'être instruits, dans le pays d'Aure, qu'une colonne espagnole de 8.000 hommes, détachée de l'armée de Fontarabie, marchait par les revers des montagnes. Les uns estimaient qu'elle était destinée pour renforcer l'armée de la Cerdagne, les autres pour un coup de main dans les vallées. Le général Lassalle et moi pensâmes que c'était le cas d'inquiéter les Espagnols sur tous les points, afin d'arrêter dans nos défilés cette colonne, où nous étions assurés de la battre, et de concentrer toutes les forces qui pourraient y être déjà, pour faire qu'elles ne grossissent pas ce noyau d'armée. Nous sentîmes en même temps qu'il était indispensable de reconnaître le pays et d'essayer nos braves montagnards au feu pour juger si on pouvait se reposer sur eux pour la défense de cette frontière, étant les seuls propres à y faire la guerre, et afin de pouvoir en distraire les forces qui pouvaient y être déjà, pour renforcer quelque autre point de la frontière.

« Nous partîmes, par des fatigues extraordinaires, le deux, avec 800 montagnards et trois cents hommes des chasseurs du 1<sup>er</sup> d'infanterie légère ou du 2<sup>e</sup> de Haute-Garonne. Je marchai à la tête de toute la troupe, avec l'élite de la jeunesse de ce pays, tous les jeunes gens étant rangés sous les drapeaux de la patrie. Le général Lassalle a transmis le résultat de notre heureuse expédition au ministre de la guerre. Je n'entrerais dans aucun détail parce que l'état de ma santé ne me le permet pas. Je me bornerai à vous dire que nous avons été vainqueurs par tous les points, que nous avons chassé l'Espagnol de tous les postes, au pas de charge, que nous avons détruit leurs retranchements, brûlé tous leurs corps de garde et barraques, tué beaucoup de monde, sans avoir eu qu'un seul blessé très légèrement. Nous avons porté l'épouvante et l'effroi dans l'Aragon comme nous l'avons porté dans la Catalogne, il y a huit jours. Nous sape-rons jusque dans ses bases les plus profondes le trône du tyran espagnol, et je ne désespère pas que la campagne prochaine ne voie flotter le drapeau tricolore sous les murs de Madrid.

« Quel est l'enthousiasme des braves habitants de cette contrée ! Le seul district de la Neste, indépendamment de plus de trois mille (hommes) qu'il a sur la frontière, offre encore, dans ce moment de crise, à la République, trois nouveaux bataillons que je porte à 1.000 hommes chacun, et qui s'organisent sous mes yeux; l'ardeur est générale, le courage est à son comble. Je ne me plaindrais pas, citoyens mes collègues, de l'accident cruel qui m'empêchera, pendant quelque temps, de suivre mes fonctions avec la même activité, en volant avec trop d'activité au devant d'une colonne ennemie qu'on disait déboucher sur nous par des gorges, j'ai cassé (*sic*) la sep-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 138.

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 694.

tième côté du côté droit, et je suis dans mon lit. Je ne me plaindrais pas, dis-je, de mes souffrances si je n'étais arrêté dans une inaction d'autant plus cruelle pour moi qu'elle m'empêche de continuer à prouver à la République, au moins de quelques semaines, que je ne respire que pour sa gloire et pour son triomphe. Je m'occuperai, pendant ma maladie, de finir l'organisation, déjà si heureusement commencée, de trois bataillons, d'électriser les cœurs de mes concitoyens, d'augmenter l'amour que tous les habitants de cette contrée ont voué à la Convention nationale et pour ses lois, de réchauffer l'esprit républicain dans toute cette contrée. Heureux de pouvoir encore servir ma patrie de cette manière et remplir ainsi une partie de mon devoir.

« Je vous envoie le certificat des officiers de santé.

« Voici les noms des braves montagnards qui m'ont suivi volontairement à l'expédition, et qui ont marché partout avec moi au milieu des feux les plus terribles, des obstacles qui paraissent les plus insurmontables, et à la tête des avant-gardes :

« Coma, administrateur du département des Hautes-Pyrénées et agent de la Commission; Féraud, d'Arné, président du district de la Neste; Noguès-Forgne, commandant de la garde nationale d'Arreau; Ferras-Estrade, adjoint à l'état-major de l'armée; Urbain et Baptiste Ducuing, fils du chef de la légion de la Neste; Guillaume, François, Bertrand, et Urbain, tous les quatre fils du citoyen Ducuing, administrateur; Gertoux et Alexandre Ladrix, homme de loi; tous de la ville d'Arreau.

« Le représentant du peuple,

« J. FÉRAUD. »

#### Rapport du général Lassalle (1).

*Lassalle, général de brigade commandant dans les vallées des Hautes et Basses-Pyrénées, aux citoyens membres du comité de Salut public de la Convention nationale.*

Arreau, vallée d'Aure, le 7 octobre 1793, l'an II de la République une et indivisible.

Citoyens,

Sur un avis que je reçus, le 25 septembre, du général Desprès-Crassier, qu'une colonne de 8,000 Espagnols avait quitté la partie de Saint-Jean-de-Luz et pouvait se porter sur les vallées des Pyrénées-Orientales, je me rendis dans le district de la Neste pour conférer avec le citoyen Féraud, votre collègue, et prendre les meilleurs moyens de mettre ces contrées à l'abri de toute attaque. Nous convînmes de rassembler quelques troupes pour faire une reconnaissance dans la vallée de Plan, concentrer, s'il était possible, les forces des ennemis vers les montagnes, empêcher cette colonne de porter secours à la Cerdagne, éprouver jusqu'à quel point nous

pouvions compter sur des troupes, dont la plupart ne s'étaient pas encore mesurées avec l'Espagnol, et procurer enfin, s'il était possible, une augmentation de vivres dans les vallées d'Aure et de Louron, qui n'en sont pas abondamment pourvues.

Nous écrivîmes sur-le-champ au général Sahuguet pour lui demander 300 hommes de ses troupes; nous en primes 500 des compagnies de l'Ariège et de Haute-Garonne et des trois compagnies de réquisition des vallées d'Aure et de Louron, nous requîmes de plus 300 gardes nationales des environs. Avec ces forces, le 2 octobre, nous allâmes bivouaquer à l'hôpital de Riemojou; je distribuai les troupes en trois colonnes : 320 hommes sous le commandement du citoyen Dat, capitaine des volontaires de Haute-Garonne durent s'emparer des hauteurs d'Ourdiset, Ourseto, Barseto, et quelques autres endroits, et couper les communications des ennemis du côté de Bielsa; 180 hommes, commandés par le capitaine Mascaron, et formant la colonne de gauche, avaient ordre de s'emparer des gorges qui conduisent au port de Sahum, pour s'opposer à tout ce qui pourrait venir du côté de Bénasque; la colonne du centre forte de 500 hommes, à laquelle je me suis tenu, ayant avec moi le citoyen Chasaut, chef de bataillon des chasseurs de Provence, avait pour but de forcer les principaux retranchements, réduire les villages et donner du secours aux autres colonnes. Nous étions convenus, avec le général Sahuguet qu'il se montrerait en même temps du côté de Bénasque.

Nous partîmes de l'hôpital de Riemojou le 3 au matin, à un peu moins de quatre heures, et après avoir éprouvé une nuit assez rigoureuse, nous arrivâmes à huit, au haut du port de Plan. Lorsque nous commençâmes à nous montrer, nous fûmes accueillis par une fusillade de la part des Espagnols qui avaient occupé le mamelon le plus élevé. J'eus lieu de croire que les ennemis avaient été prévenus de nos démarches.

Je donnai ordre au capitaine, commandant de l'avant-garde, de marcher avec 100 hommes pour les déposer, et je formai en même temps le reste en colonne, prêt à donner du secours. Le citoyen représentant Féraud voulut absolument marcher à l'avant-garde, et les Espagnols n'ayant pu résister à l'impétuosité de notre attaque, il monta le premier, avec le commandant de l'avant-garde, sur la hauteur dont nous nous emparâmes. Les ennemis se replièrent successivement. Le citoyen Féraud voyant qu'ils avaient envie, en descendant, de s'emparer de quelques postes sur la gauche, me fit demander deux républicaines (1) et 60 hommes de plus; en même temps, je descendis avec le reste par la droite. Les Espagnols se replièrent jusqu'à l'hôpital de Plan; nous les chassâmes de deux postes et leur brûlâmes deux casernes.

A l'hôpital, ils recommencèrent à fusiller; comme je reconnus qu'ils avaient des retranchements dans le bas, je donnai des ordres pour qu'on plaçât deux républicaines dans le mamelon de la droite, et qu'on cherchât à les tourner par la gauche pendant que je les chargerais avec la baïonnette sur le centre. Il y eut un malentendu qui ralentit un peu nos opérations; mais nos républicaines tirèrent avec tant de succès, les troupes se présentèrent avec tant d'ardeur

(1) Archives du ministère de la guerre, armées des Pyrénées.

(1) Il s'agit évidemment de deux pièces de canon



que les Espagnols ne purent pas tenir 4 minutes derrière les retranchements où ils s'étaient réfugiés, ils se retirèrent au dernier, qui était considérable. Voyant que la nuit s'avancait, que nous n'avions rien à désirer du côté du courage des troupes, et que des traîtres avaient prévenu les Espagnols, de manière à leur faire retirer jusqu'aux extrémités de la vallée leurs bestiaux et leurs provisions, je pris le parti de me retirer au petit pas, après avoir tué quelques Espagnols et en avoir blessé un plus grand nombre. La colonne de droite a aussi forcé deux retranchements.

J'ai de grandes obligations au citoyen représentant Féraud, qui, non seulement animait les troupes par un grand courage dont il a donné plusieurs fois l'exemple, mais même par des conseils très utiles sur notre métier qu'il aime beaucoup; il s'est constamment tenu à l'avant-garde.

Les chasseurs de Provence, les volontaires de Haute-Garonne et toutes les autres troupes de chasseurs ou de réquisition ont montré beaucoup de courage.

Cette expédition ne m'aurait donné que de la satisfaction si le citoyen représentant Féraud ne s'était fracassé une côte, mais nous avons lieu d'espérer que son rétablissement ne sera pas long.

Si dans tous les départements on a donné des preuves du dévouement pour la cause de la République, je dois convenir que peu se sont élevés à un aussi haut degré d'énergie que cette contrée. J'avais requis le canton de Vielle de fournir 100 hommes pour relever les volontaires dont je faisais partir un pareil nombre; à notre passage, les vieillards de ce village vinrent entourer le citoyen représentant et moi, pour demander en grâce que leurs enfants marchassent à l'ennemi, et qu'ils fussent eux-mêmes autorisés à faire leur garde; dans un autre endroit, les femmes se présentèrent armées; le citoyen Coma, qui sentait que leur présence ne nous était pas nécessaire, voulut prouver le danger que leur beauté pourrait causer parmi les combattants; c'est du sang espagnol, dirent-elles, que nous voulons répandre. Toute cette partie, sur une fausse alerte causée par des malveillants se leva en masse; la ville d'Arreau surtout s'est distinguée par un zèle dont il y a peu d'exemples; non seulement les pères avaient envoyé leurs enfants, mais même des vieillards vénérables, tels que ceux des maisons Féraud et Ducuing se chargèrent de plusieurs dispositions importantes, parcoururent une grande quantité de villages et animèrent tout d'un feu patriotique qui semblerait n'appartenir qu'à la jeunesse.

Enfin, citoyens représentants, vous serez convaincus, ainsi que moi, qu'avec de pareils hommes la cause de la liberté, de l'égalité, de la République une et indivisible est impérissable. Du pain, des habits, des armes et des munitions, les Français seront heureux et libres.

LASSALLE.

*Certificat de blessure délivré au représentant  
Féraud (1).*

Je certifie que le représentant du peuple

(1) Archives nationales, carton C 274, dossier 694.

français Jean Féraud est détenu dans son lit, à la suite d'un accident fâcheux qu'il a éprouvé dans une expédition militaire contre les Espagnols, sur les rochers des Pyrénées, dans la partie ci-devant d'Aure; la septième côte du côté gauche a été fracturée dans son milieu, et le pariétal droit a reçu de fortes contusions. Nous estimons que cet accident n'aura pas de suites fâcheuses, et que, par le secours de l'art, le représentant J. Féraud jouira dans quelques semaines de toute la plénitude de sa santé.

Donné à Arreau, le 4 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

NOGUES-FORGNE, officier de santé,

*Vu par moi et certifié, médecin de l'hôpital  
militaire d'Arreau.*

FOURNIER.

*Certifié les signatures ci-dessus vraies.  
Le représentant du peuple.*

J. FÉRAUD.

Le commandant en chef de Landau écrit le 11 octobre que le calme règne dans les murs de la ville, que d'une main les habitants réparent les fortifications, de l'autre ils repoussent l'ennemi; jamais Landau, dit-il, ne sera enlevé à la République, et si les représentants du peuple apprennent que l'ennemi s'en est emparé, ils apprendront en même temps que ses défenseurs sont morts sur la brèche (1).

*Suit la lettre du général Laubadère, commandant en chef à Landau (2) :*

*Joseph-Marie Laubadère, général de division,  
commandant en chef à Landau, au citoyen  
Président de la Convention nationale.*

« Landau, le 11 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, 1<sup>er</sup> de la Constitution populaire.

« Depuis les mémorables journées des 28 et 29 septembre, le calme et la tranquillité règnent dans nos murs. Il n'est pas de spectacle plus imposant que celui qu'offrent en ce moment les défenseurs de Landau. D'une main, ils réparent les fortifications et de l'autre ils repoussent les tyrans et leurs esclaves, qui voudraient nous asservir. Ils attendent leurs frères de l'armée du Rhin, ils les appellent, bien résolus à ne capituler jamais. Non, représentants, Landau ne sera pas enlevé à la République, nous l'avons juré, l'homme libre est fidèle à ses serments, et si vous apprenez que l'ennemi est maître de

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 138.

(2) Archives nationales, carton C 274, dossier 694. Bulletin de la Convention du 7<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793); Journal de la Montagne, n<sup>o</sup> 139 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 1011, col. 1.

cette place, vous direz aussi ; ses défenseurs ont eu toute la gloire de mourir sur la brèche.

« J.-H. LAUBADÈRE.

« P.-S. Vous devez avoir reçu les dépêches que je vous ai adressées le 30 septembre. »

Roux-Fazillac, représentant du peuple, délégué dans le département de la Charente, mande d'Angoulême que l'aspect seul de la guillotine a mis à la raison ceux qui retenaient les subsistances par pure malveillance. Maintenant, chacun, dit-il, obéit à la loi. Il ajoute que la révolution faite à Bordeaux n'est pas simulée. Déjà, dit-il, huit des chefs de la conspiration ont passé ici ; on les conduit à Paris.

Cette lettre est renvoyée au comité de Salut public (1).

*Suit la lettre de Roux-Fazillac, représentant du peuple dans le département de la Charente (2) :*

*Roux-Fazillac, à la Convention nationale.*

« Angoulême, le 21 du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République.

« Citoyens mes collègues,

« Si nos jeunes volontaires se sont rendus à Niort avec tant de gaieté, comme je vous en ai instruit par ma dernière lettre, ce n'est pas que les aristocrates ne les eussent travaillés ; un de leurs moyens a été de faire publier dans les communes, que dans les communes voisines les citoyens requis avaient massacré les officiers municipaux qui voulaient les faire marcher, mais cette ruse aristocratique a été infructueuse, comme tant d'autres. Depuis, la fixation du prix des grains a été un nouveau prétexte pour eux ; ils ont des alliés dans les boulangers et les meuniers ; ces derniers sont furieux de ne pouvoir plus faire un commerce qui leur était si profitable, ils le sont aussi d'être payés en argent et non pas en nature ; voulant rattraper les profits qui leur échappent, ils se sont réunis en grand comité, au nombre de 25 à 30, ils ont contracté entre eux l'engagement par écrit de ne plus laver les grains avant de les faire moudre et ils ont consigné une somme de 1,500 livres comme un gage de leur fidélité à remplir leur engagement mutuel. Mais la guillotine, aussitôt mise sur place, a coupé le mal dans sa racine et les a fait rentrer dans le devoir par le seul aspect ; ils sont devenus aussi souples et aussi honnêtes que peuvent l'être des meuniers ; la somme consignée sera employée au soulagement des pauvres. Je suis fâché qu'elle soit si modique.

« Je commence à croire que la dernière révolution de Bordeaux n'est point une révolution

simulée ; hier il a passé ici 8 des chefs de la conspiration qui sont conduits à Paris sous bonne et sûre garde ; j'en joins ici la liste, ils seront bientôt suivis par d'autres.

« Salut et fraternité, citoyens mes collègues,

« ROUX-FAZILLAC. »

*Liste des prisonniers conduits de Bordeaux à Paris par le citoyen Pasquier (1).*

Dudon père, ancien procureur général ;  
Lemoine fils, président du district de Bordeaux ;

Lacombe Figueron, administrateur du district de Libourne et membre de la Commission populaire ;

Lemel, notable de l'ancienne municipalité ;

L'abbé Aulier ;

De Lormel, imprimeur ;

Sercé ;

Gercy, directeur des douanes.

Une députation des patriotes bataves est admise à la barre. Elle demande à n'être point comprise dans la loi sur l'arrestation des étrangers.

Le Président répond : Le salut du peuple est la loi suprême. La Convention se fera rendre compte de votre pétition.

La députation est admise aux honneurs de la séance.

Sur la proposition d'un membre, la pétition est renvoyée au comité de Salut public (2).

*Suit le texte de la pétition des Bataves d'après un document imprimé (3).*

PÉTITION PRÉSENTÉE À LA CONVENTION NATIONALE, PAR LES PATRIOTES BATAVES, DANS LA SÉANCE D'AUJOURD'HUI, 27<sup>e</sup> JOUR DU PREMIER MOIS.

« Citoyens, représentants de la nation française,

« Les patriotes bataves martyrs de la liberté dans leur pays, n'ont sans doute rien à craindre des mesures de rigueur dont vous venez de frapper tous les étrangers nés sujets des gouvernements avec lesquels la République est en guerre.

« Nous sommes à la vérité nés en Hollande, mais c'est pour y combattre le despotisme : au péril de notre vie, nous y avons les premiers, sonné le tocsin de la liberté. Pendant plusieurs années nous y avons combattu de front le despotisme du Stadhouder et de ses vils adhérents ; et sans le lâche abandon du gouvernement mo-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 138.

(2) *Bulletin de la Convention* du 7<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793). *Archives nationales*, carton C 274, dossier 694. *Moniteur universel*, n<sup>o</sup> 29 du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793), p. 117, col. 3. Anlard : *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 387.

(1) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 694.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 138.

(3) Bibliothèque nationale : Lh<sup>4</sup> n<sup>o</sup> 863. Bibliothèque de la Chambre des députés : *Collection Portiez de l'Oise*, t. 261, n<sup>o</sup> 38. *Moniteur universel*, 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II samedi 19 octobre 1793, p. 296, col. 1.



narchique de la France, la chute de la maison d'Orange eût prévenu celle de votre dernier tyran.

« Nous avions aussi à lutter alors contre les intrigues du ministère anglais et les baïonnettes prussiennes; nous succombâmes.

« Proscrits, bannis de leurs foyers comme des criminels, les patriotes bataves vinrent se réfugier dans les bras hospitaliers de la nation française, comme s'ils eussent deviné d'avance que la liberté devait bientôt en régénérer le sol.

« Ennemis implacables du tyran qui a asservi nos murs, nous avons abjuré jusqu'au nom de Hollandais, pour prendre celui de nos ancêtres, les Bataves peuples libres dont nous nous glorifions de descendre; et loin de nous de jeter même un regard vers notre patrie tant qu'elle sera esclave.

« Réfugiés ici depuis six ans, nous n'avons jamais cessé de faire des vœux pour la liberté de la France. Sa régénération nous promettait de voir un jour la Hollande affranchie de la tyrannie, et réunie à la France par des liens indissolubles.

« A peine le premier cri de la liberté se fut-il fait entendre en ce pays, qu'il devint le centre de nos affections les plus chéries; et ceux d'entre nous qui purent sauver leur fortune, l'y apportèrent au milieu des orages politiques qui en faisaient fuir une foule de lâches habitants. Non contents d'en verser une partie dans les fonds de l'Etat, plusieurs d'entre nous se livrèrent avec empressement à des achats considérables de biens nationaux; et dans l'enceinte même de cette ville, la ci-devant église du Saint-Sépulchre, rue Saint-Denis, offre un exemple des constructions importantes qu'ils y ont fait élever. D'autres ont formé dans les départements, de magnifiques établissements en faveur de l'industrie nationale.

« Un de nous particulièrement a servi la nation française de tous ses moyens; négociant depuis de longues années, il n'a cessé de consacrer à la République, son expérience commerciale, et nous laissons au conseil exécutif le soin d'exposer à vos comités ce que depuis dix-huit mois il a fait, et tout ce qu'il fait encore en ce moment pour assurer vos approvisionnements.

Ceux d'entre nous qui avaient suivi la carrière des armes, ambitionnaient l'honneur de servir sous les drapeaux tricolores; et au premier danger de la République, la légion franche étrangère Batave, au nombre de plus de 2,800 hommes fut organisée en un instant. Depuis plus d'un an elle sert, sans interruption, à l'avant-garde de l'armée du Nord. L'expédition de la Belgique, l'invasion des frontières de la Hollande, ont signalé ses premiers efforts; et récemment encore à l'attaque de la Flandre, une partie de ce corps, sous le commandement du brave Daendels, a mérité les éloges des représentants du peuple auprès de cette armée.

« Tant de titres, citoyens législateurs, n'assureraient-ils pas aux patriotes Bataves, une exception précise dans le décret, qui ne doit frapper que vos ennemis.

« Les gueux de la Hollande ne sont-ils pas les amis nés des sans-culottes (1)?

« Ils sont si bien vos amis que vos ennemis sont les leurs. Les Anglais, les Prussiens ont présidé à notre proscription; comment aujourd'hui nous confondriez-vous avec eux?

« A quel désespoir, d'un autre côté, ne livreriez-vous pas le nombre de patriotes qui se cachent encore dans la Hollande, peut-être pour mieux vous servir? Quelle ne serait pas l'insolence de la maison d'Orange, si elle pouvait apprendre que vous avez privé de la liberté, ceux qu'elle a ignominieusement bannis de ses Etats! Mais non, cette idée qui déchire nos âmes offense encore la loyauté française. Vous avez appelé à vous tous les enfants de la liberté et ce n'est pas pour les enchaîner au milieu des esclaves des tyrans; leurs cartes d'hospitalité ne se changeront pas en mandats d'arrêts.

Trahis par l'astucieuse politique de votre dernier roi, nous ne serons pas méconnus par les représentants d'un peuple libre et généreux: nous avons comme vous la liberté pour dieu, la fraternité pour culte et pour devise mort aux tyrans (1).

*(L'assemblée accorde les honneurs de la séance aux patriotes Bataves; leur pétition est renvoyée au comité de Salut public.)*

Les représentants du peuple, dans les départements de Haute-Garonne et de l'Ariège, font part à la Convention que, dans le département de l'Ariège, ils trouveront très peu d'hommes révolutionnaires; qu'ils ont remis les administrations et Sociétés populaires au niveau de la Révolution; qu'ils ont trouvé le fil d'une conspiration dont les chefs sont arrêtés.

Cette lettre est renvoyée au comité de Salut public (2).

*Suit la lettre des représentants du peuple dans les départements de Haute-Garonne et de l'Ariège (3). :*

Marc-Antoine Baudot et Chaudron-Rousseau, représentants du peuple dans les départements de Haute-Garonne et de l'Ariège, à la Convention nationale.

« Toulouse, le 11 octobre, l'an II de la République française.

« Vous avez rendu un décret, citoyens collègues, pour être instruits par nous de nos opérations révolutionnaires dans le département de l'Ariège. Cette sollicitude présume la conviction du mauvais esprit public qui y régnait, et nos connaissances particulières ne pourraient qu'ajouter à cette conviction, s'il était besoin de preuves, heureusement les révolutions, en disposition et nous allons vous en faire grâce.

« Le département de l'Ariège, à notre arrivée,

(1) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* [28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 296, col. 1].

(1) Applaudissements, d'après le *Moniteur universel* [n<sup>o</sup> 29 du 29<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793), p. 117, col. 2] et d'après le *Mercur universel* [28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 296, col. 1].

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 139.

(3) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 694.

comptait à peine trois hommes révolutionnaires; tout le reste était fanatisé, royalisé ou au moins disposé à toute espèce de gouvernement qui l'éloignerait de l'activité salutaire d'une république. Les administrateurs gouvernaient despotiquement, et accréditaient l'idée mensongère qu'ils étaient les organes fidèles de la Convention nationale, tandis qu'ils marchaient en sens contraire de la Révolution. Les sociétés populaires étaient sans énergie et se plaiaient aux documents des administrations plutôt que d'en surveiller les opérations.

« Pour remettre toute chose dans l'équilibre révolutionnaire convenable aux circonstances, nous avons destitué trois administrateurs du directoire du département. La même destitution a eu lieu pour douze membres du Conseil, les remplaçants ont été choisis parmi les meilleurs patriotes du pays, ce qui n'est pas dire tout ce que l'on pourrait désirer.

« Les districts de Tarascon et de Saint-Girons ont été renouvelés en entier, à l'exception d'un membre. La municipalité de cette dernière ville a été renouvelée en masse, ainsi que plusieurs municipalités de village.

« Nous avons mis un très grand nombre de modérés et d'aristocrates en réclusion. La maison d'arrêt de Pamiers renferme un très grand nombre encore de prêtres, de moines, de religieuses et de dévotés de toutes les couleurs qui fatiguaient l'établissement de la liberté et ennuyaient les hommes libres.

« Nous avons créé à Pamiers un comité et une armée révolutionnaires, les patriotes y sont en forces et nul mouvement de rébellion n'y est à craindre.

« Nous avons fait guillotiner le ci-devant marquis de Binos qui commandait à Stéery (1) (*sic*) lors de la prise de cette ville par les Français sur les Espagnols. Les lettres trouvées sur lui annoncent une conspiration pour livrer l'Ariège à l'Espagne, en même temps que Toulon à l'Angleterre. Les principaux conspirateurs sont arrêtés.

« L'état des choses est tel dans l'Ariège que nous y regardons la Révolution dans une marche facile. Nul trouble, nulle fermentation; depuis Saverdun jusqu'à Dax, tout est tranquille. Les lumières manquent et une mission fortement patriotique achèvera par la raison ce que nous avons entrepris, plus par la force que par l'insurrection, vu l'urgence du moment.

« Voilà le résultat de nos travaux patriotiques. Recevez en même temps l'assurance de notre dévouement fortement révolutionnaire (2)

« M.-A. BAUDOT; Chaudron ROUSSEAU. »

**Lettre du ministre des affaires étrangères; il rappelle que le décret sur l'arrestation des étrangers nés sujets des gouvernements avec qui la République est en guerre, paraît avoir consacré le principe, que la femme suit le sort du mari. Il demande si les Françaises mariées à des Américains pourront suivre leurs maris.**

**Sur cette demande, la Convention passe à**

**l'ordre du jour, motivé sur ce que le peuple français est ami de celui de l'Amérique (1).**

**On donne lecture de deux procès-verbaux, dont l'un est du 22 de ce mois; les rédactions sont adoptées (2).**

**Un membre [LECOINTRE (1)] présente quelques articles additionnels à la loi du 17 septembre, sur l'arrestation des gens suspects, qui ont été ainsi décrétés.**

**La Convention nationale, sur la proposition d'un membre, décrète ce qui suit :**

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Les comités de surveillance, dans toute l'étendue de la République, seront tenus de remettre sur-le-champ au citoyen qu'ils feront mettre en état d'arrestation, copie du procès-verbal contenant les motifs pour lesquels il est arrêté. Il en sera fait également mention dans l'acte d'écrou, afin que le prévenu et sa famille puissent éclairer la religion du comité de sûreté générale, qui est autorisé à prononcer sur la validité ou invalidité de la détention.

#### Art. 2.

« Les comités de surveillance qui, dans les trois jours de l'arrestation d'un citoyen n'auraient pas envoyé au comité de sûreté générale de la Convention le procès-verbal et les motifs, seront mandés dans la personne de leur président, au comité de sûreté générale, pour y déduire les raisons de ce retard, et être, par le comité, statué suivant l'exigence du cas.

#### Art. 3.

« Lesdits comités de surveillance sont tenus, sous les mêmes peines, d'envoyer au comité de sûreté générale de la Convention, dans les trois jours qui suivront la publication du présent décret, les procès-verbaux et les motifs de la détention des citoyens arrêtés jusqu'à ce jour (4). »

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (5).

**Lecointre (de Versailles).** Je demande à faire une motion d'ordre.

Citoyens, des abus sans nombre se commettent sous prétexte d'exécution de votre sage décret du 17 septembre dernier, qui ordonne la mise en état d'arrestation de tous les gens suspects qui se trouvent dans le territoire de la République.

Les prisons, les maisons d'arrêt regorgent de patriotes, victimes des haines et des vengeances particulières, parce que votre loi qui veut, arti-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 139.

(2) *Ibid.*

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux *Archives nationales*, carton G 273, dossier 688.

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 139.

(1) D'après le *Bulletin*, il s'agit de la ville de Saint-Ery.

(2) Applaudissements, d'après le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 395, p. 234).

(5) *Moniteur universel*, n° 29 du 29<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793), p. 418, col. 2<sup>e</sup>. *Archives nationales*, carton G 273, dossier 688.



ele 9, que le procès-verbal d'arrestation des personnes incarcérées, soit envoyé, sans délai, à votre comité de Sûreté générale, avec les motifs qui ont déterminé l'arrestation, n'est point exécutée.

Le zèle infatigable de votre comité de Sûreté générale est paralysé, faute de recevoir ces procès-verbaux importants; pendant ce temps, les citoyens éplorés réclament en vain justice; votre comité n'a point de pièces pour rejeter ou faire droit sur les réclamations. En vain les citoyens s'adressent au comité de surveillance qui a ordonné l'arrestation, pour obtenir le procès-verbal d'incarcération; il leur a été refusé : nombre de patriotes gémissent dans l'oppression; votre comité, assailli de plaintes, ne peut répondre à presque aucune.

Malgré l'attention qui a été portée dans le choix de ces comités de surveillance, quelques membres, le cœur rempli d'aristocratie, lorsqu'au dehors ils manifestent les sentiments du patriotisme le plus exalté, se permettent les vexations et les emprisonnements les plus révoltants; car même ils ne donnent aucun motif des causes de l'arrestation des malheureux pères de famille qui sont incarcérés et reçus par les concierges des prisons, sans que l'acte d'écrou en fasse mention.

Je vous dénonce une vexation de ce genre, commise dans la personne du citoyen Jodon : l'acte de son écrou est conçu en ces termes :

*Extrait des registres du greffe de l'hôtel de la Force du 26 septembre 1793, l'an 2<sup>e</sup> de la République française, une et indivisible.*

« De l'ordre des citoyens Jaupien, Hébert, Vergne et autres membres du comité révolutionnaire de la section 1792, a été incarcéré :

« Jean-Baptiste Jodon, âgé de 33 ans 1/2, natif du Cap français, demeurant rue du Four-Saint-Germain n° 174, sans explication de cause; pour y rester jusqu'à nouvel ordre.

« Lequel citoyen Jodon a été mis en liberté hier, par ordre du département de police, signé des citoyens Baudrais et Froiture, administrateurs.

« Certifié véritable et conforme aux registres et ordre de mise en liberté. A l'hôtel de la Force, ce 19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an 2<sup>e</sup> de la République française.

*« Signé : HUYET, commis. »*

Ce citoyen n'est pas le seul qui ait à se plaindre de ces actes arbitraires. Le citoyen Delette, domicilié à Viry-Châtillon, district de Corbeil, a éprouvé la même vexation, pour s'être refusé à payer des gardes dans une section où il ne demeure point : son arrestation a eu lieu, et il n'a été élargi qu'après avoir payé une somme qui lui a été demandée, et d'après la réclamation de la commune de Viry-Châtillon. Il m'a donné son mémoire pour vous dénoncer cette vexation.

Vous voyez, citoyens, avec quelle facilité on se joue et on trafique de la liberté des citoyens; la terreur est tellement répandue que le citoyen Jodon, après m'avoir produit l'acte que je viens de vous citer, m'a prié de ne point vous le dénoncer : il craint un nouvel attentat contre sa liberté, par la vengeance de ses oppresseurs.

Mon devoir, citoyens collègues, me com-

mande impérieusement de ne point obtempérer à la demande de ce citoyen : je vous dénonce cette violation de toutes vos lois et de tous les principes, afin que vous y apportiez un prompt et efficace remède; en ajoutant à la loi du 17 décembre dernier, les trois articles que je vais vous proposer, sauf rédaction, et de vous chargerez vos comités de législation et de sûreté générale réunis, de vous présenter dans cette séance.

*(Suit le texte du décret, que nous avons inséré ci-dessus d'après le procès-verbal.)*

La Convention adopte ce décret (1).

Un membre du comité de législation [BÉZARD, rapporteur (2)] fait adopter le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur la pétition de Pierre-Gaspard-Marie Grimaud, ci-devant comte Dorsay, tendant à rapporter la loi du 28 mars dernier contre les émigrés, et d'en rédiger l'article 7 de la 3<sup>e</sup> section et l'article 4 de la 4<sup>e</sup> section, de manière à ce qu'il soit rétabli dans la jouissance de ses revenus et propriétés dans la République française,

« Décrète qu'il n'y a lieu à délibérer et ordonne que le présent décret sera envoyé manuscrit aux départements de Paris et de la Haute-Saône (3). »

Un membre du comité des secours publics [DEBOURGES, rapporteur (4)] fait adopter le décret qui suit :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des secours publics, sur la pétition de la citoyenne Bertin Denis, veuve de Claude Guillet, procureur de la commune de Longeville, assassiné sur le chemin de Mont-Benoît, à la ville du Pont, où il se rendait pour remplir ses fonctions.

« Décrète que sur les fonds de 2 millions accordés par la loi du 22 août 1790 et laissés à la disposition du ministre de l'intérieur, il sera payé à ladite veuve Guillet la somme de 300 livres à titre de secours (5). »

Un membre [COUPÉ (de l'Oise) (6)], au nom de la Commission des subsistances, présente un rapport sur le défrichement des places incultes de Paris, dépendantes de la ci-devant liste civile.

(1) L'article 3 avait d'abord été rédigé de la façon suivante :

Art. 3.

« Les citoyens qui, ayant été arrêtés, se trouveront l'avoir été sans cause prononcée par la loi, ou sur des rapports faux, sont autorisés de poursuivre devant les tribunaux, comme calomnieux, leurs dénonciateurs, dont les noms leur seront alors indiqués par les comités de surveillance qui auraient ordonné l'arrestation. »

Lecointre a ensuite remplacé ce texte par celui qui figure au procès-verbal.

(2) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 688.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 140.

(4) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 688.

(5) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 141.

(6) D'après le Journal des Débats et des Décrets.

**Renvoi au comité des domaines et d'aliénation (1).****COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets (2).**

Coupé (de l'Oise) présente un projet de décret sur les parcs et forêts ci-devant royales.

Renvoyé au comité des domaines.

Un membre [ROMME (3)], au nom du comité d'instruction publique, rend compte du travail fait pour la publication du nouveau calendrier; il donne lecture d'un projet d'instruction sur cet objet; ce projet est adopté (4).

Il présente une nouvelle rédaction des articles déjà décrétés sur la division du temps. Cette rédaction est aussi adoptée.

Le même membre soumet aussi à l'Assemblée une nomenclature pour désigner les jours de la décade, et pour chaque mois, le travail est renvoyé à l'examen des citoyens Chénier, David, Fabre et Romme, pour en faire leur rapport. 4

Le même membre termine en demandant que le décret rendu dans la séance du 25<sup>e</sup> jour sur la publication du mariage soit rapporté, et qu'il soit décrété que cette formalité ne pourra être remplie que le dernier jour de la décade.

Après quelques légers débats sur cet objet, la Convention passe à l'ordre du jour, en maintenant son dernier décret (5).

**COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets (6).**

Romme soumet aussi à la Convention une nomenclature pour désigner les jours de la décade. Il rappelle que les Latins se servaient des déno-

minations de *quintilis*, *sextilis*, qui indiquent l'ordre numérique des jours; il propose de les adopter en les francisant. Ainsi, le premier jour serait *primile*; le second jour, *bisile* et ainsi de suite. Les oreilles des auditeurs ne paraissent pas agréablement flattées par ces sons. On avait également proposé par analogie avec la terminaison finale de *lundi*, etc. de dire *primedi* et ainsi de suite. Cette proposition n'est pas plus heureuse. Des membres étaient d'avis de s'en tenir à ce simple énoncé : le premier jour, le se-

propose de donner aux jours, aux décades et aux mois des noms moins stériles et plus aisés à graver dans la mémoire que les noms de premier, second et troisième.

La Convention charge Romme, David, Chénier et Fabre Eglantine de s'adjoindre au comité pour présenter de nouveaux noms.

**II.****COMPTE RENDU du Journal de la Montagne.**

ROMME donne lecture de l'instruction qui doit accompagner le nouveau calendrier français; elle est approuvée de la Convention.

Mais la dénomination des mois n'a pas rempli son attente. On a trouvé qu'elle sentait trop la géométrie et qu'il fallait adjoindre un poète et un peintre au rapporteur, afin que la dénomination parlât tout à la fois aux sens, au cœur et à la raison. En conséquence, David et Fabre d'Eglantine lui ont été adjoints.

**III.****COMPTE RENDU de l'Auditeur national.**

L'assemblée adopte une instruction sur le nouveau calendrier présenté par ROMME.

Ce membre propose ensuite de franciser les noms qui désignent les jours et les mois, à l'exemple des Romains, qui, de *novem*, avaient fait *novembris*.

Quelques-uns demandent l'ordre du jour sur cette proposition.

D'autres, au contraire, pensent qu'il sera plus utile de donner des noms particuliers aux jours et aux mois, que de simples désignations numériques, langage qui ne peut convenir qu'aux algébristes.

Un membre pense qu'il faut adjoindre à Romme un poète, un peintre, afin de donner des dénominations gaies et sensibles.

L'assemblée charge David, Chénier, Fabre d'Eglantine et Romme de lui présenter une nomenclature.

**IV.****COMPTE RENDU du Journal de Perlet.**

ROMME présente l'instruction qui doit être jointe au nouveau calendrier. Il propose ensuite de donner au premier jour de la décade le nom de *primil*; au second, celui de *bisil*; au troisième, celui de *trisil*; au quatrième, celui de *quadril*, etc.

Ces dénominations ne sont point goûtées de la majorité de l'assemblée.

On demande l'ordre du jour.

DUHEM s'y oppose. Il est important, dit-il, de donner à chaque jour de la décade une dénomination quelconque pour fixer les idées.

Un autre membre : J'appuie cette observation. Il en est de même pour les mois. Le mois de mai par exemple présente des idées riantes. Les anciens ont bien senti que l'on aurait plus de plaisir et de facilité à dire *septembre*, *octobre* que le *septième* ou le *huitième* mois. Je demande qu'on adjoigne à Romme un peintre et deux poètes pour présenter, séance tenante, une dénomination nouvelle des mois et jours de la décade.

La Convention nationale adopte cette proposition. David, Fabre d'Eglantine et Chénier sont adjoints à Romme.

**I.****COMPTE RENDU du Moniteur universel.**

ROMME, au nom du comité d'instruction publique, fait lecture d'une instruction sur le nouveau calendrier, et

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 141.  
(2) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 395, p. 239).

(3) D'après les divers journaux de l'époque.

(4) Cette instruction, ainsi que la nomenclature des mois et jours de la décade, sont insérées en entier au procès-verbal de la séance du 4 frimaire, an II, comme faisant partie du décret général sur le calendrier révolutionnaire. Nous les donnerons à cette date car, dans l'intervalle, elles subirent diverses modifications.

(5) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 141.

(6) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 395, p. 238). D'autre part, le *Moniteur universel* [n° 29 du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793), p. 118, col. 1], le *Journal de la Montagne* [n° 139 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 1012, col. 2], l'*Auditeur national* [n° 392 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 3] et le *Journal de Perlet* [n° 392 du 8<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 146] rendent compte de la discussion à laquelle donna lieu les propositions de Romme dans les termes suivants :



*cond jour.* DUHEM combat cette opinion; il représente que chez tous les peuples, on a eu soin de faciliter ces connaissances élémentaires et d'en exprimer les idées par des termes non composés et une sorte de mécanisme grammatical : il se plaint qu'on veut ramener le peuple français au despotisme par l'ignorance. D'autres membres désirent qu'on assigne aux jours et aux mois des noms qui se lient à des idées morales ou présentent des images puisées dans ce que la nature a de plus riant. Pour atteindre à ce but, on propose une commission composée de Romme, Fabre d'Eglantine, David, Chenier.

Cette dernière proposition est décrétée.

Romme demandait, en dernier lieu que la publication des bans de mariage fût faite le dernier jour de la décade.

Après quelques légers débats sur ce sujet, l'assemblée passa à l'ordre du jour, en maintenant son dernier décret.

Il est admis à la barre une députation de la commune, de la Société populaire et du comité de surveillance de Melun.

Elle présente à la Convention une malle remplie d'effets d'or et d'argent provenant des églises. Tandis que nos jeunes guerriers, dit l'orateur, combattent les puissances coalisées, nous combattons la superstition et le fanatisme. Nous vous remettons leurs armes; elle sont notre conquête (1).

*Suit l'adresse du conseil général de la commune, du comité de surveillance et de la Société populaire de Melun (2) :*

*Adresse du conseil général de la commune, du comité de surveillance et de la Société populaire de Melun, chef-lieu du département de Seine-et-Marne, à la Convention nationale.*

« Le 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de la 2<sup>e</sup> année républicaine.

« Citoyens représentants,

« Tandis qu'appelés à la mission glorieuse de défendre la patrie, nos jeunes guerriers brisent les cohortes des tyrans coalisés contre la République, nous, consignés dans l'intérieur par la nature de nos fonctions, nous combattons la superstition et le fanatisme. Les armes que la malveillance pouvait leur emprunter sont devenues notre conquête, nous en faisons hommage aux sauveurs de la liberté.

Un beau soleil, un beau saint Esprit massif, un beau saint Roch, et des croix et des couronnes et des ciboires ornaient encore clandestinement des chasses et des tabernacles. Le soleil n'éclairait plus rien, le saint Esprit n'inspirait plus,

saint Roch avait oublié l'art des miracles (1). Nous avons arrêté le soleil, le saint Esprit nous accompagne, saint Roch et son chien sont venus gaiement nous demander les honneurs de la conversion. Nous sommes à la poursuite de saint Nicolas et de saint Fiacre, ces deux messieurs ne nous échapperont pas. Ils seront soumis comme les autres au creuset de la philosophie et du républicanisme. Ainsi la pieuse crédulité de nos pères ne sera pas inutile à la patrie, ainsi nous prouverons même à ceux qui n'y croient plus (2), que les saints peuvent encore être bons à quelque chose.

« Nous vous apportons aussi les croix de Saint-Louis dont le dépôt a été fait entre nos mains. Les républicains ne regretteront point cette décoration. L'honneur d'avoir servi son pays, et les témoignages de la reconnaissance publique, sont des récompenses bien préférables à ces hochets qui ne flattaient que l'orgueil et faisaient naître des distinctions (3).

« TARBÉ, maire; THORELLE, membre de la Société populaire; JACQUET, président du comité de surveillance; DUBOIS, membre de la Société populaire. »

COMPTE RENDU des *Annales patriotiques et littéraires* (4).

On admet à la barre une députation des autorités constituées et de la Société populaire de Melun.

L'orateur fait lecture d'une adresse remarquable, surtout par son originalité. Elle a été souvent interrompue par de bruyants applaudissements; en voici la substance :

*(Suit un résumé de l'adresse que nous avons insérée ci-dessus.)*

Il est décrété, au milieu des acclamations générales, que cette adresse sera insérée dans le *Bulletin*.

*Extrait du registre des délibérations du comité de surveillance de la commune de Melun (5).*

Ce jourd'hui seize octobre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la République une et

(1) Applaudissements, d'après le *Mercur universel* [28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 297, col. 2].

(2) *Ibid.*

(3) Vifs applaudissements des tribunes, d'après le *Journal de la Montagne* [n° 139 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 1012, col. 2].

(4) *Annales patriotiques et littéraires* [n° 291 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 1358, col. 1]. D'autre part, l'*Auditeur national* [n° 392 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 3] rend compte de l'admission à la barre de cette députation dans les termes suivants :

« Une députation de la commune, de la société populaire et du comité de surveillance de Melun, département de Seine-et-Marne, est admise à la barre.

« L'orateur s'exprime ainsi :

*(Suit un résumé de l'adresse que nous avons insérée ci-dessus.)*

« Les pétitionnaires sont reçus dans le sein de l'Assemblée au milieu des plus vifs applaudissements. On ordonne l'insertion au *Bulletin*, du discours. »

(5) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 696.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 142.

(2) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 696.

indivisible, le comité de surveillance de la commune de Melun assemblé, où étaient les citoyens Jacques, président; Larivière, Violette, Chamblain, Langlois, Loisel, Charles et Poilleux, délibérant sur le mode qu'il convient de prendre pour faire offrande à la Convention nationale de l'argenterie d'église recouvrée sur les ci-devant confréries ou entre les mains des citoyens, a arrêté que le citoyen président se réunira au citoyen maire de la commune pour aller demain à Paris faire l'offrande de ladite argenterie à la Convention nationale. Et la pesée en ayant été faite à l'instant il en est résulté que les différents objets ci-après énoncés sont du poids suivant savoir :

Une représentation de Saint-Roch sur son socle et ses attributs en argent, provenant de la ci-devant confrérie des carriers, pesant quatorze marcs, ci..... 14

L'argenterie provenant de la niche de Saint-Barthélemy et ses attributs, pesant vingt-deux marcs, ci..... 22

Un calice de vermeil, sa patenne, un plat et deux burettes en argent, provenant de la ci-devant confrérie des pêcheurs, pesant ensemble cinq marcs, trois onces, ci..... 5 3

Un soleil de vermeil de l'hôpital Saint-Jacques, pesant trois marcs, six gros..... 3 6

Et un gros cachet de cabinet en argent aux armes du ci-devant bailliage, remis par le citoyen Sevenet, notaire, pesant quatre onces, ci..... 4 —

Total : quarante-quatre marcs sept onces, six gros, ci..... 44 7 6

Après quoi le tout a été remis au citoyen président qui s'en est chargé pour remplir la mission à lui ci-dessus confiée et qu'il a déclaré accepter avec beaucoup de satisfaction, et ont tous les membres signé.

*Pour copie conforme à la minute étant audit registre :*

JACQUES, président; VIOLETTE, CHAMBLAIN, secrétaire; LANGLOIS.

Un membre de la même députation présente une lettre du citoyen Dubrochet (Dubouchet), représentant du peuple dans le département de Seine-et-Marne. Il fait l'éloge de son civisme ardent, qui a élevé le département à une hauteur à laquelle il ne paraissait pas pouvoir atteindre.

La Convention décrète l'insertion au « Bulletin » du discours prononcé par le premier orateur de la députation (1).

*Suit la lettre du citoyen Dubouchet (2) :*

« Melun, ce 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'année 2<sup>e</sup> de la République.

« Citoyens mes collègues,

« Les mesures révolutionnaires dont je vous

ai rendu compte dans mes précédentes lettres, continuent à s'exécuter dans ce département avec activité, célérité, vigueur. Les arrestations se multiplient, et avant qu'il soit peu, j'espère que tous les éléments de la contre-révolution qui cherchaient à se réunir à la grande masse qui menaçait d'embraser la République entière, seront dispersés de manière à n'inspirer plus aucune crainte.

« L'esprit public, se développe et s'élève à proportion; les sans-culottes se réunissent de toutes parts en sociétés populaires et leur énergie se compose en même temps de ce qu'ils ont souffert, de ce qu'ils éprouvent et de ce qu'ils espèrent. Quelques fêtes civiques que j'ai données aux frais des aristocrates ont donné un nouvel essor au patriotisme et à l'amour de la liberté et de l'égalité.

« Des contributions ont été exigées de la part des riches, des ci-devant nobles, ci-devant seigneurs; leur égoïsme, leur aristocratie, leur dureté méritaient cette petite correction. J'ai cru devoir leur ôter une partie de cet immense superflu qui les avait corrompus, pour le faire refluer sur les pauvres sans-culottes, et, surtout, sur les familles intéressantes des braves défenseurs de la patrie. Des visites domiciliaires nous ont donné quantité d'argenterie armoriée, des armes, des effets d'habillement et d'équipement.

Deux bataillons sont formés, organisés, armés et équipés, prêts à se rendre à leur destination; neuf autres les suivront de près et si nous avons des armes, l'armée du département de Seine-et-Marne serait, j'ose le croire, une des premières sur pied, et parfaitement disposée à servir utilement la patrie.

« J'ai cassé, renouvelé, créé en totalité ou en partie certaines municipalités, des comités de salut public, mais quant aux administrations départementales et de districts, j'ai pensé qu'il était de la prudence de les faire marcher d'abord telles qu'elles étaient, et qu'il aurait été impolitique, in conséquent, de tout détruire d'emblée, qu'il était contraire aux maximes de la prudence, au moment où je devais agir, de me priver de tous les moyens d'action que j'avais sous ma main. Les administrations n'échappent pas à ma surveillance sévère, et leur tour ne tardera pas à arriver.

« L'article important des subsistances s'organise rapidement, et si j'étais secondé, les farines et blés arriveraient chaque jour à Paris avec la plus grande abondance, toutes les craintes et toutes les alarmes cesseraient, puisque les ressources sont grandes, et que je suis assuré que le département de Seine-et-Marne peut fournir, non seulement à Paris son contingent d'approvisionnement, mais qu'il peut venir même au secours des départements voisins. Je ne citerai qu'un seul trait : à mon arrivée à Provins, il n'y avait pas un seul boisseau de grains dans les greniers de Paris, et en moins de quatre jours, plus de 30.000 boisseaux y sont arrivés de tous les points du district, au point que les greniers ont été ex-foncés, à ce qu'on m'a assuré. S'il n'y avait point de dilapidation, et surtout si l'on permettait aux fermiers de conduire eux-mêmes jusqu'à Paris leur contingent respectif, je suis convaincu que la tranquillité renaîtrait et que tout désordre cesserait à cet égard.

« Je n'ai point négligé non plus de porter un œil sévère sur les contributions publiques. Les receveurs de district ont reçu ordre de faire payer, sous un court délai, et sous leur responsabilité,

(1) Procès-verbaux de la Convention, t. 23, p. 142.

(2) Archives nationales, carton AFn 150, plaquette 1215, pièce 41.



les contributions arriérées de 1790, 1791 et 1792, et déjà dans le district de Melun, la recette du mois dernier, s'élève à une somme de 160.000 livres au-dessus des précédents. Quant aux contributions de 1793 il sera plus difficile d'en effectuer le prompt recouvrement, attendu que les rôles ne sont pas encore finis.

« J'ai poursuivi la vente du mobilier des émigrés; la vente de leurs immeubles est déjà commencée dans quelques districts, elle va l'être dans celui de Melun, et j'abrége là-dessus les formalités, bien assuré que ces objets seront adjugés rapidement et très avantageusement pour la République.

« J'avais fait arrêter à Fontainebleau, dans une seule nuit, soixante-six réfugiés, ci-devant nobles, ci-devant seigneurs, membres du Parlement de Paris. Ils y étaient tapis et s'y croyaient ignorés : on examinera leurs papiers de correspondances. Les arrestations ont été continuées depuis par le comité révolutionnaire.

« J'ai fait punir des accapareurs, accéléré l'exécution de la loi sur la taxe des denrées et le peuple en jouit déjà dans l'étendue de ce département.

« J'ai parcouru une grande partie du département de Seine-et-Marne, et j'ai fait tout le bien qu'il m'a été possible de faire d'après les notes et renseignements que je m'étais procurés. Partout j'ai rallié autour de moi les braves sans-culottes; j'ai reçu leurs embrassements et leurs bénédictions; plusieurs sociétés populaires ont été établies par moi ou d'après l'enthousiasme patriotique que j'avais inspiré.

« Tout va, tout ira dans ce département, et vive la République, vive la liberté, l'égalité, vive la Convention nationale. Voilà ce que j'ai fait, et mes lettres au comité de Salut public, au ministre de la guerre, et tout le département pourront l'attester. Cependant j'ai été dénoncé aux Jacobins, ma fermeté avait rencontré sur son chemin l'orgueil et les prétentions d'un commissaire du pouvoir exécutif envoyé mal à propos, sans doute par le ministre, dans ce département, puisqu'il ne pouvait pas ignorer que j'y étais. J'ai lié les mains au S<sup>r</sup> Rousselin en lui déclarant que je ne souffrirais jamais l'avilissement de la représentation nationale; je l'ai humilié en faisant retirer la garde qu'il avait fait mettre à sa porte; j'ai paralysé ses pouvoirs par des pouvoirs supérieurs : il a été forcé de s'en retourner comme il était venu; il s'en venge par des outrages et des calomnies, des impostures : c'est le rôle du S<sup>r</sup> Rousselin. Le mien est de rester à mon poste, de travailler jour et nuit au salut de ma patrie, au bonheur de mes frères et amis les sans-culottes, et malgré tout le venin de la calomnie, malgré tous les Rousselins de Paris, je resterai fidèle à mes devoirs jusqu'à ce que ma mission soit remplie, prêt à obéir à la Convention nationale si, n'étant point satisfaite de mes travaux, elle se déterminait à me rappeler dans son sein.

Il serait bien à désirer que la Convention nationale voulût bien considérer si les commissaires envoyés par le pouvoir exécutif sont véritablement avantageux au service de la République.

« Je suis avec fraternité, le citoyen

« DUBOUCHET, représentant du peuple.

« P. S. Je joins à ma lettre un compte à moi, rendu par le citoyen Duportail. J'espère qu'il vous fera naître quelques réflexions sur l'étrange

abus de cette nuée de commissaires envoyés dans le département et qui ne daignent pas même correspondre avec moi. Je crains, avec Duportail, que ces gens là qui, d'ailleurs, n'ont pas la confiance du peuple, au moins en général, ne soient plus nuisibles qu'avantageux à la chose publique. Jetez, citoyens, un coup d'œil sur cet énorme abus dont les progrès et les suites deviennent effrayants. Il me semble que si l'on laissait faire les corps administratifs, le représentant du peuple et ses agents, dès qu'une fois la machine sera montée, tout en irait mieux et le peuple serait plus content. »

*Mémoire du citoyen Duportail (1).*

« Meaux, le 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République française.

« Citoyen représentant,

« Je suis arrivé ce soir d'une course que je viens de faire dans le canton de Lagny, où un soulèvement général était près d'éclater, par l'impossibilité de se procurer du pain. Nous devions avoir ici une fête qui, en effet, a eu lieu aujourd'hui, mais j'ai préféré de courir au-devant d'une émeute, à partager le plaisir de me réjouir avec mes frères. Je suis donc parti dimanche matin pour voler où le salut public m'appelait, et je suis certain que les opérations que j'ai faites, et que je vais continuer, ont rétabli l'ordre pour longtemps dans un canton conséquent par une population de 13 à 14,000 âmes.

« J'ai destitué le maire, le procureur de la commune de Chelles, et la copie de l'acte de destitution vous instruira des motifs.

« Je vais faire pareille opération pour les maire, procureur de la commune et greffier de la ville de Lagny, dont les deux premiers sont gangrenés d'une aristocratie déguisée en patriotisme et le troisième d'une avarice atroce, mais je veux qu'avant leur destitution ils aient fait arriver de quoi alimenter leurs concitoyens, et que les remplaçants prennent les choses au courant d'après l'exécution des mesures que j'ai prescrites.

« Je passe sous silence tout commentaire, toutes réflexions parce qu'on m'annonce le plaisir de vous voir très incessamment et que nous causerons de tout cela.

« Ainsi donc encore un commissaire dans la personne du citoyen Thibault qui vient de me prévenir que vous alliez le revêtir des plus grands pouvoirs : *bene sit*, mais j'ai à dire que toutes ces commissions sont autant de remèdes qui tourmentent le corps politique et après bien des convulsions occasionnées par la fermentation et le combat de tant d'ingrédients d'une vertu et d'une action absolument contraires, il faudra que la mort s'en suive si l'on n'y met ordre en laissant opérer ceux qui font essentiellement leur devoir.

« Je ne connais pas Thibault et, de son propre aveu, ceux qui l'ont nommé ne le connaissent

(1) Archives nationales, carton AFII 130, plaquette 1213, pièce 42.

pas plus que moi. J'ai tout préparé en tourmentant les administrations, j'ai toutes mes idées pour opérer rapidement pour les subsistances : Eh bien ! voilà encore un persécuteur aux troupes des administrations, des corps municipaux, qui est obligé de menbler sa tête, de monter son esprit d'après des connaissances qu'il faut indispensablement prendre ; et pouvons-nous disconvenir que cette marche ne soit pas faite pour, en entravant tout à chaque instant, jeter le découragement et même le dégoût dans l'esprit de tous nos coopérateurs ? Surtout lorsqu'on considère que les trois quarts de ces commissaires, abstraction de quelques phrases dont leur tête est meublée, comme l'est celle d'un perroquet, pèchent par l'éducation, l'expérience et, en un mot, par toutes les lumières qu'exige le gouvernement.

« Je vous parle de cet objet-là comme d'un abus du nombre de ceux dont la prompte réforme intéresse essentiellement le salut public et je le démontrerai, si cela devient nécessaire, dans un moment où je serai moins surchargé par une multitude d'opérations, qui deviennent la suite de nos premiers travaux.

« J'ai suspendu Godard, juge de paix de Meaux. Je vais destituer celui de Lagny, ancien commissaire de défunt Capet, d'exécration mémoire, obligé de fuir Paris après la mémorable journée du 10, qu'on dit signataire de pétition et qui, pour certain, est l'être le moins conciliant que la terre ait porté. Il faut, comme Perrin Dandin qu'il juge, et veut toujours le faire sans entendre ; bref il a toute la morgue et le despotisme de l'ancienne magistrature, et son civisme est si notoire que pour ne pas lui refuser son admission à la société populaire de Lagny, on lui a insinué très poliment de ne pas s'y présenter. Ce sont tous ces renseignements que j'ai voulu recueillir avant de prononcer sa destitution, qui, actuellement, peut l'être en toute sûreté de conscience.

« Je vous envoie un exprès sûr auquel on peut confier les pièces que je vous demande par mes précédentes dépêches : ces pièces sont indispensables pour aller en avant sur l'importante affaire des dilapidations.

« *Mercredi matin.* Je reçois à l'instant votre lettre sous la date du 13 octobre, elle me fait le plus grand plaisir à tous égards : bonne santé, amitié, confiance et même opinion que moi sur tous les objets de notre mission, c'est certainement le prix le plus flatteur que je puisse recevoir du tourment inconcevable que me donne la position où j'ai tout trouvé à mon arrivée ici ; mais de combien de peines dédommage le retour des sentiments d'estime et d'attachement qu'on paye à un brave républicain, dans toute l'acception du terme ?

« Il me semble, par plusieurs questions que vous me faites que toutes mes lettres ne vous étaient pas encore remises, ou que quelques unes ont eu le sort d'un paquet que j'ai adressé de Provins à ma femme, qui a été soustrait à la poste où j'ai la certitude qu'il a été remis et j'invoque votre autorité pour qu'il vous soit remis. Je soupçonne que c'est un tour de Charlet qui aura cru trouver la pie au nid. Le paquet contient une lettre de mon fils l'artilleur, ma réponse et une lettre à ma femme. Il est étonnant qu'avec les pouvoirs que j'exerçais à Provins on se soit permis d'intercepter mes lettres. Je ne demande pas qu'elles me soient

remises, mais à vous, et j'attends de votre amitié que vous en fassiez la lecture pour m'en dire ensuite votre sentiment si vous y trouvez quelque chose de répréhensible.

« Tout va, tout ira à votre satisfaction, mais ne perdez pas de vue que si je prends plus de précautions que vous dans ma marche, c'est que je vous dois compte de tous les détails ; au contraire que vous ne devez à la nation que celui de l'événement.

« Je ne vous dis pas que tout est fait, mais tout se fait et sera porté à sa perfection sous peu de temps, le ressort se bande par degré et votre présence en temps utile sera le coup de masse sous lequel disparaîtront tous les vestiges qui auraient résisté à ma vigilance ou à ma vigueur.

« Pour éviter la longueur des détails, je vous envoie, autant que je le peux, copie de mes arrêtés, bien persuadé que votre génie supplée à tous les accessoires.

« Je vous rendrai quelques comptes par ma première, mais soyez tranquille sur l'action, car je suis vivant et pour ne pas multiplier ma besogne en me répétant, j'attendrai la note que je vous prie de me faire ; passer de la date des lettres qui vous sont parvenues, venant de moi.

« Je suis avec vénération, estime, attachement et fraternité.

« DUPORTAIL. »

#### COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (1).

Une députation de la commune de Melun apporte à la barre, et dépose sur l'autel de la patrie, un grand nombre d'instruments d'église en or et en argent.

L'un des pétitionnaires obtient la parole, et fait l'apologie du représentant du peuple, Dubouchet, qui a fait monter l'esprit public dans le département de Seine-et-Marne à un point où l'on n'osait espérer qu'il pût atteindre. Il annonce que ce député a été inculpé par un commissaire du conseil exécutif, pour n'avoir pas voulu laisser avilir la représentation nationale à Provins.

*La lettre de Dubouchet, que nous avons insérée plus haut (Voir page 697) était adressée au comité de Salut public. Le même jour, ce représentant adressait à la Convention une autre lettre dans laquelle il exposait les mêmes faits ; mais dans un ordre différent et avec quelques variantes. Nous avons cru intéressant de la reproduire. La voici (2) :*

*Un des représentants dans la Seine-et-Marne et le Loiret à la Convention.*

« Melun, 24<sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II.

« Citoyens mes collègues,

« Les mesures révolutionnaires continuent à

(1) *Moniteur universel*, n° 29 du 29<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793), p. 118, col. 1.

(2) *Archives nationales*, carton AFII 180. Aulard : *Recueil des actes et de la correspondance du comité de Salut public*, t. 7, p. 424.



être exécutées avec activité, célérité, énergie. Les arrestations se multiplient, et avant qu'il soit peu, j'espère que tous les éléments de la contre-révolution, qui dans ce département cherchaient à se réunir à la grande masse (*sic*) qui a longtemps menacé d'embraser la République, seront dispersés de manière à n'occasionner plus aucune crainte.

« Déjà, j'avais fait arrêter à Fontainebleau, dans une seule nuit, 66 réfugiés, ci-devant nobles, ci-devant seigneurs, membres du ci-devant Parlement de Paris et autres. Les arrestations y ont été continuées depuis, et bientôt cette ville sera purgée de cette engeance aristocratique et royaliste, qui y restait tapie en attendant l'occasion de se montrer.

« J'ai aussi nettoyé la ville de Coulommiers et le district de Rozoy, ainsi que celui de Provins. On s'occupe avec succès de passer le rasoir révolutionnaire sur ceux de Meaux et de Nemours. Les maisons de détention se remplissent et le peuple applaudit à nos mesures. L'esprit public se développe en proportion; les sans-culottes se réunissent de toutes parts, en sociétés populaires et leur énergie se compose de leurs souffrances passées, de leurs jouissances actuelles et de leurs espérances à venir.

J'ai donné quelques fêtes civiques aux dépens des aristocrates qui n'en ont pas profité, et ce moyen ne contribue pas peu à donner un nouvel essor au patriotisme et à l'amour de la liberté et de l'égalité qui éclate de toutes parts.

« Des contributions ont été exigées de la part des riches, des ci-devant nobles, ci-devant seigneurs. Leur égoïsme, leur aristocratie méritaient bien cette légère correction. J'ai cru devoir leur ôter une partie de cet immense superflu qui les avait corrompus, pour le faire refluer sur les pauvres sans-culottes et surtout sur les familles indigentes des braves défenseurs de la patrie. Des visites domiciliaires ont donné beaucoup d'argenterie armoriée, quelques armes des effets d'habillement et d'équipement.

Deux bataillons sont formés, organisés et équipés et armés, prêts à se rendre au lieu de leur destination; neuf autres les suivront de près. Si nous avions des armes, l'armée du département de Seine-et-Marne serait, j'ose le croire, une des premières sur pied et parfaitement disposée à servir utilement sa patrie. J'ai cassé, renouvelé, créé en totalité ou en partie certaines municipalités, comités révolutionnaires; mais, quant aux administrations de département et de district, j'ai pensé qu'il était de la prudence de les faire marcher et d'en tirer parti, et qu'il aurait été impolitique et même inconséquent de tout détruire d'emblée; qu'il était plus conforme aux maximes de la sagesse, au moment où je devais agir, de ne pas me priver de tous les moyens d'action que j'avais sous ma main. Les administrations n'échapperont pas à ma surveillance sévère, et leur tour ne tardera pas d'arriver.

« L'article important des subsistances m'a beaucoup occupé : tout s'organise cependant, et, si j'étais secondé, les blés et farines arriveraient chaque jour à Paris, avec abondance. Toutes les craintes, toutes les alarmes cesseraient, puisque les ressources sont grandes et que je me suis assuré que le dépôt de Seine-et-Marne, non seulement peut fournir à Paris son contingent d'approvisionnements, mais qu'il peut venir même au secours des départements voisins qui éprouvent de la pénurie. Je ne citerai

qu'un seul fait. A mon arrivée à Provins, il n'y avait pas un seul boisseau de blé dans les greniers de Paris, et en moins de quatre jours, il en est arrivé 30,000 de tous les points du district. S'il n'y a point de dilapidation, je suis convaincu que la tranquillité renaîtra et que toute inquiétude cessera à cet égard.

« Je n'ai point négligé non plus de porter un œil sévère sur les contributions publiques. Les receveurs de district ont reçu l'ordre de faire payer, sous un court délai et sous leur responsabilité, les contributions arriérées de 1790, 1791 et 1792 et, déjà, dans le district de Melun, la recette du mois dernier s'élève à une somme de 160,000 livres au-dessus des précédents. Les receveurs des droits d'enregistrement ont reçu le même ordre par rapport aux fermiers des propriétés nationales.

« J'ai poursuivi la vente du mobilier des émigrés. La vente de leurs biens immeubles est déjà ouverte dans quelques districts; elle va l'être dans celui de Melun. J'abrége là-dessus d'inutiles formalités, bien persuadé que ces propriétés seront adjugées rapidement et très avantageusement pour la République.

« J'ai fait punir des accapareurs, accélérer l'exécution de la loi sur la taxe des denrées, et le peuple en jouit déjà dans l'étendue de ce département. L'argenterie des églises, les cloches sont à la disposition de la nation et on ne trouve plus aucun obstacle de la part des habitants des campagnes. J'ai parcouru une grande partie du département et j'y ai fait le bien. Partout, j'ai rallié autour de moi les braves sans-culottes; j'ai reçu leurs embrassements et leurs bénédictions; plusieurs sociétés populaires ont été établies par moi ou par un effet de l'impulsion patriotique que j'ai donnée. Tout va maintenant, tout ira, *Vive la République! Vive la liberté, l'égalité! Vivent les sans-culottes! Vive la Convention nationale!* sont le cri général et les expressions unanimes des citoyens du département de Seine-et-Marne.

« Voilà, citoyens mes collègues, ce que j'ai fait, et mes lettres au comité de Salut public, au ministre de la guerre en sont la preuve, et tout le département de Seine-et-Marne en rendra témoignage. Cependant, j'ai été dénoncé aux Jacobins. Ma fermeté avait rencontré sur son chemin l'orgueil et les prétentions d'un commissaire du pouvoir exécutif, envoyé mal à propos sans doute par le ministre de l'intérieur dans ce département, puisqu'il ne pouvait pas ignorer qui j'étais. J'ai paralysé le sieur Rousselin (1) en lui déclarant que je ne souffrirais jamais que la représentation nationale s'avilît en mes mains. Je l'ai humilié en faisant retirer la garde qu'il avait fait mettre à sa porte, en se faisant donner le titre de représentant du peuple par le commandant de la force armée de Paris. Il s'est vu forcé de s'en retourner comme il était venu. Il se venge par des outrages, des calomnies, des impostures. C'est le rôle du sieur Rousselin : le mien est de rester à mon poste, de travailler jour et nuit au salut de ma patrie, au bonheur de mes frères et amis les sans-culottes et, malgré le venin de la calomnie, malgré Rousselin et ses pareils, j'y resterai fidèle à mes de-

(1) C'est Rousselin de Saint-Albin. Il avait dénoncé Dubouché aux Jacobins le 11 octobre 1793. Voir le *Moniteur*, t. 23, p. 115.

voirs, jusqu'à ce que l'objet de ma mission soit rempli, prêt à obéir et à me soumettre aux ordres de la Convention nationale si, n'étant point satisfaite de mes travaux, elle me rappelait dans son sein. Je suis, avec des sentiments de fraternité,

« Le citoyen DUBOUCHET,  
« représentant du peuple.

Un membre de la Commission des douanes [BOURDON (de l'Oise) (1)] fait adopter le décret qui suit (2) :

« La Convention nationale, après avoir entendu sa Commission des douanes, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« La laine non ouvrée d'Espagne ou d'Angleterre, la soie brute, les espèces d'or ou d'argent, la cochenille, l'indigo, les bijoux d'or ou d'argent, dont la matière vaut au moins trois fois le prix de la main-d'œuvre et accessoires ne sont pas compris dans la prohibition d'importation indirecte décrétée par l'acte de navigation.

#### Art. 2.

« En temps de guerre, les bâtiments français ou neutres peuvent importer indirectement d'un port neutre ou ennemi, les denrées ou marchandises du pays ennemi, s'il n'y a pas une prohibition générale ou partielle des denrées et marchandises du pays ennemi.

#### Art. 3.

« En temps de paix ou de guerre, les bâtiments français ou étrangers frétés pour le compte de la République, sont exceptés de l'acte de navigation.

#### Art. 4.

« Les bâtiments au-dessous de 30 tonneaux et tous les bateaux, barques, allèges, canots et chaloupes employés au petit cabotage, à la pêche sur la côte ou à la navigation intérieure des rivières, seront marqués d'un numéro et des noms des propriétaires et des ports auxquels ils appartiennent.

#### Art. 5.

« Les numéros et noms des propriétaires et des ports seront insérés dans un congé que chacun de ces bâtiments sera tenu de prendre chaque année, sous peine de confiscation et de 100 livres d'amende.

#### Art. 6.

« Ceux des bâtiments qui seront pontés payeront 3 livres pour chaque congé; il ne sera payé que 20 sous pour celui des bâtiments non pontés.

#### Art. 7.

« Un bâtiment étranger étant jeté sur les côtes de France ou possession française, et tellement endommagé que le propriétaire ou assureur ait préféré de le vendre, sera, en devenant entièrement propriété française, et après radoub ou réparation, dont le montant sera quadruple du prix de vente du bâtiment, et étant monté par des Français, réputé bâtiment français.

#### Art. 8.

« Les bâtiments français ne pourront, sous peine d'être réputés bâtiments étrangers, être radoubés ou réparés en pays étrangers, si les frais de radoub ou réparation excèdent 6 livres par tonneau, à moins que la nécessité de frais plus considérables ne soit constatée par le rapport, signé et affirmé par le capitaine et autres officiers du bâtiment, vérifié et approuvé par le consul ou autre officier de France, ou deux négociants français résidant en pays étranger, et déposé au bureau du port français où le bâtiment reviendra.

#### Art. 9.

« Les bâtiments de 30 tonneaux et au-dessus auront un congé où seront la date et le numéro de l'acte de francisation, qui exprimera les noms, état, domicile du propriétaire, et son affirmation qu'il est seul propriétaire (ou conjointement avec des Français dont il indiquera les noms, états et domiciles), le nom du bâtiment, du port auquel il appartient, le temps et le lieu où le bâtiment a été construit, ou condamné, ou adjugé; le nom du vérificateur, qui certifiera que le bâtiment est de construction.....; qu'il a..... mâts.... ponts; que sa longueur, de l'éperon à l'étambord, est de..... pieds..... pouces; sa plus grande largeur est de..... pieds..... pouces; que sa hauteur entre les ponts est de..... pieds..... pouces (s'il n'y a qu'un pont); que la profondeur de la cale est de..... pieds..... pouces; qu'il mesure..... tonneaux; qu'il est un brick ou navire, ou bateau; qu'il a ou n'a pas de galerie ou de tête.

#### Art. 10.

« Ces congés et actes de francisation seront délivrés au bureau du port ou district auquel appartient le bâtiment.

#### Art. 11.

« Le propriétaire donnera une soumission et caution de 20 livres par tonneau, si le bâtiment est au-dessous de 200 tonneaux; et de 30 livres par tonneau, s'il est au-dessus de 200 tonneaux; de 40 livres par tonneau s'il est au-dessus de

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton G 273, dossier 688.

(2) Le projet sur les moyens d'exécution de l'acte de navigation a été présenté dans la séance du 17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (8 octobre 1793). Voy. ci-dessus, p. 248.



400 tonneaux. Les congés ne seront bons que pour un voyage.

#### Art. 12.

« Aucun Français résidant en pays étranger ne pourra être propriétaire, en totalité ou en partie d'un bâtiment français, s'il n'est pas associé d'une maison de commerce française, faisant le commerce en France ou possession de France, et s'il n'est pas prouvé par le certificat du consul de France dans le pays étranger où il réside, qu'il n'a point prêté serment de fidélité à cet Etat, et qu'il s'y est soumis à la juridiction consulaire de France.

#### Art. 13.

« Le serment à prêter par le propriétaire avant la délivrance des congés et actes de francisation sera en cette forme :

Le (nom, état, domicile) jure et affirme que le (nom du bâtiment du port auquel appartient le bâtiment) est une (espèce, tonnage du bâtiment, et description suivant le certificat du mesureur vérificateur), a été construit à (lieu de construction), en (année de construction), s'il a été pris ou confisqué ou perdu sur la côte (exprimer le lieu, le temps des jugements et ventes); que je suis seul propriétaire dudit bâtiment, ou conjointement avec (nom, état, domicile des intéressés), et qu'aucune autre personne quelconque n'y a droit (titre, intérêt, portion ou propriété); que je suis citoyen de France, soumis et fidèle à la Constitution des Français, ainsi que les associés ci-dessus (s'il y en a); qu'aucun étranger n'est, directement ou indirectement, intéressé dans le susdit bâtiment.

#### Art. 14.

« Le préposé du bureau se transportera à bord du bâtiment pour en vérifier la description et le tonnage, et en sera responsable.

#### Art. 15.

« Tous ceux qui prêteront leur nom à la francisation de ces bâtiments étrangers, qui concourront comme officiers publics, ou témoins, aux ventes simulées; tout préposé dans les bureaux, consignataire, agent des bâtiments et cargaison, capitaine et lieutenant du bâtiment, qui, connaissant la francisation frauduleuse, n'empêcheront pas la sortie du bâtiment, disposeront de la cargaison d'entrée ou en fourniront une de sortie; auront commandé ou commandent le bâtiment, seront condamnés solidairement et par corps, en 6,000 livres d'amende, déclarés incapables d'aucuns emplois, de commander aucun bâtiment français. Le jugement de condamnation sera publié et affiché.

#### Art. 16.

« Le propriétaire ou les propriétaires se soumettront par le cautionnement qu'ils seront tenus de donner, sous peine de confiscation du montant des sommes énoncées audit cautionnement, outre

les autres condamnations prononcées par le présent décret, de ne point vendre, donner, prêter, ni autrement disposer des congés et acte de francisation, de n'en faire usage que pour le service du bâtiment pour lequel ils sont accordés, de rapporter l'acte de francisation au même bureau, si le bâtiment est pris par l'ennemi, brûlé ou perdu de quelque autre manière, vendu en partie ou en totalité à un étranger, et ce, dans un mois, si la perte ou vente de la totalité ou partie du bâtiment a eu lieu en France ou sur les côtes de France; et dans trois, six ou neuf mois, suivant la distance des autres lieux de perte ou de vente.

Dans le même cas et les mêmes détails, les passes pour la Méditerranée seront remises au bureau.

#### Art. 17.

« Les ventes de partie du bâtiment seront inscrites au dos de l'acte de francisation par le préposé du bureau qui en tiendra registre, et auquel il sera payé 6 livres pour chaque tel endossement.

#### Art. 18.

« Toute vente de bâtiment ou de partie de bâtiment contiendra la copie de l'acte de francisation et sera faite par-devant un officier public, sans qu'il soit perçu plus de quinze sous pour droit d'enregistrement, quel que soit le prix de vente.

#### Art. 19.

« Les noms du bâtiment et du port auquel il appartient seront marqués à sa poupe en lettres blanches de 4 pouces de hauteur, sur un fond noir. Défenses sont faites d'effacer, couvrir ou changer les noms du bâtiment ou du port, sous peine de 3,000 livres d'amende solidairement et par corps, contre les propriétaire, consignataire, agent ou capitaine.

#### Art. 20.

« Si l'acte de francisation est perdu, le propriétaire, en affirmant la sincérité de cette perte, en obtiendra un nouveau, en observant les mêmes formalités et à la charge des mêmes cautionnements, soumission, déclaration et droits que pour l'obtention du premier.

#### Art. 21.

« Si après la délivrance de l'acte de francisation, le bâtiment est changé dans sa forme, tonnage, ou de toute autre manière, on en obtiendra un nouveau; autrement, le bâtiment sera réputé bâtiment étranger.

#### Art. 22.

« Après la publication du présent décret, aucun bâtiment français ne pourra partir du port ou district auquel il appartiendra, sans acte de francisation ou congé, conformément au présent décret.

## Art. 23.

« Le préposé du bureau laissera partir, avec un ancien congé, les bâtiments qui ne seront pas dans le port ou district auxquels ils appartiennent, en exigeant une soumission et caution, du quart de la valeur du bâtiment; que ces actes seront pris au bureau où ils doivent l'être, dans un délai qui sera fixé suivant la distance du lieu, ou la longueur du voyage proposé.

## Art. 24.

« Le préposé du port où sera le bâtiment transmettra, s'il en est requis, à celui du port ou district auquel appartient le bâtiment, l'état de description, mesurage et tonnage du bâtiment par lui certifiés.

## Art. 25.

« Sur cet état ainsi certifié, qui sera déposé au bureau du port ou district auquel appartient le bâtiment, le préposé de ce bureau recevra du propriétaire du bâtiment les cautionnements, déclaration, soumission, affirmation ordonnés par le présent décret, et délivrera un acte de francisation sur l'exhibition duquel le préposé du bureau du port où sera le bâtiment, lui donnera un congé.

## Art. 26.

« Il sera payé pour l'acte de francisation des bâtiments au-dessous de 100 tonneaux, 9 livres; de 100 tonneaux et au-dessous de 200, 18 livres; de 200 tonneaux et au-dessous de 300, 24 livres; et en sus 6 livres pour chaque 100 de tonneaux au-dessus de 300; on payera 6 livres pour chaque congé.

## Art. 27.

« Une moitié du produit des confiscations et amendes prononcées par le présent décret, frais déduits, sera donnée au dénonciateur ou aux préposés dans les bureaux saisissant et poursuivant; l'autre moitié sera au profit de la République.

## Art. 28.

« Les actes de francisation et congés seront, dans vingt-quatre heures de l'arrivée du bâtiment, déposés au bureau, et y resteront jusqu'au départ.

## Art. 29.

« Les droits de fret, ancrage, feux, phares, toues, balises, signaux, lestage, délestage, pontage, traversage et tous autres de cette nature, sous quelque dénomination que ce soit, sont supprimés.

## Art. 30.

« Les bâtiments français au-dessus de 30 tonneaux, venant d'un port français sur l'Océan, dans un autre sur l'Océan, ou d'un port français

sur la Méditerranée, dans un autre sur la Méditerranée, payeront 3 sous par tonneau, s'ils viennent d'un port français sur l'Océan dans un sur la Méditerranée, et *vice versa* ils payeront 4 sous par tonneau.

## Art. 31.

« Les bâtiments français venant des colonies et comptoirs des Français, en Asie, en Afrique, en Amérique, dans un port de France, payeront 6 sous par tonneau.

## Art. 32.

« Les bâtiments français venant de la pêche, de la course ou d'un port étranger, ne payeront aucun droit.

## Art. 33.

« Les bâtiments étrangers venant dans un port de France payeront 50 sous par tonneau.

## Art. 34.

« Le tonnage des bâtiments sera calculé ainsi :  
« Déduire de la longueur du maître-pont les trois  
« cinquièmes du bau, multiplier le reste par la  
« largeur du bau, multiplier encore par la moitié  
« de la largeur du bau, pour la profondeur de la  
« cale, puis diviser par 95; si le bâtiment n'a  
« qu'un pont, multiplier sa longueur et largeur  
« par la profondeur de la cale, et puis diviser  
« par 9. »

## Art. 35.

« Les bâtiments étrangers payeront, pour frais d'expédition, d'entrée et sortie, 18 livres, s'ils sont de 200 tonneaux et au-dessous; 36 livres s'ils sont au-dessus.

## Art. 36.

« Les bâtiments français de 30 à 150 tonneaux payeront 2 livres; de 150 à 300, 6 livres; au-dessus de 300, 15 livres.

## Art. 37.

« Tous acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons étrangères seront payés 20 sous; ceux pour cargaisons françaises, 10 sous.

## Art. 38.

« Le registre pour entrée et sortie des bâtiments contiendra la date d'arrivée ou départ, l'espèce, le nom du bâtiment, le nom du capitaine, le nombre des officiers et matelots, la nation dont ils sont, le lieu d'arrivée ou destination, la date et le numéro du manifeste général des cargaisons, qui sera signé et déposé par les capitaines, dans vingt-quatre heures de l'arrivée et avant le départ, distinctement et outre les déclarations à



faire par les consignataires et parties intéressées à la cargaison, pour acquitter les droits.

#### Art. 39.

« Les actes de francisation seront extraits du registre où seront inscrites les déclarations de construction, mesurage, description et propriété, ordonnées par le présent décret.

#### Art. 40.

« Le 13 du 10<sup>e</sup> mois de la 2<sup>e</sup> année de la République, le jaugeage des vaisseaux sera modifié suivant les nouvelles mesures qui seront alors en vigueur; et toutes les dénominations relatives aux poids et mesures, mentionnées dans le présent décret, seront rapportées aux poids et mesures uniformes pour toute la République (1). »

« On lit une lettre du général Jourdan, adressée au ministre de la guerre, qu'il informe des succès obtenus par l'armée du Nord dans la journée du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République. La même lettre annonce que le général de brigade Gratien a été destitué sur le champ de bataille par les représentants du peuple Carnot et Duquesnoy, pour avoir battu en retraite après avoir reçu l'ordre de se porter en avant.

« Un membre [DUHEM (2)] demande que les généraux qui se seront rendus coupables de lâcheté soient jugés et punis militairement sur le champ de bataille.

« Cette proposition est renvoyée au comité de Salut public, pour faire un rapport demain sans autre délai (3). »

*Suit la lettre du ministre de la guerre au Président de la Convention (4) :*

*Le ministre de la guerre, au Président de la Convention nationale.*

« Paris, le 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyen président,

« Je vous envoie la copie d'une lettre du général Jourdan en date du 17 octobre (vieux style).

« Vous y reconnaitrez que les travaux militaires de nos braves défenseurs ne se ralentissent pas, et qu'ils ont encore donné de nouvelles preuves de leur énergie républicaine, en combattant avec succès l'ennemi dans la journée du 16. Je vous prie de vouloir bien en donner connaissance à la Convention nationale.

« J. BOUCHOTTE. »

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 142 à 153.

(2) D'après les journaux de l'époque.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 133.

(4) *Archives nationales*, carton C 274, dossier 694. *Moniteur universel*, n° 23 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 114, col. 3.

*Suit la lettre du général Jourdan (1) :*

*Le général en chef de l'armée du Nord, au citoyen ministre de la guerre.*

« Au quartier général d'Avesnes, 17 octobre, l'an 2<sup>e</sup> de la République française.

« J'ai reçu hier sur le champ de bataille votre dépêche, citoyen ministre. La division de droite, aux ordres du général Duquesnoy, a forcé le camp et le poste de Wattignies, que sa position rendait imprenable, mais rien n'a résisté à la baïonnette des républicains. La division de gauche, aux ordres du général Fromentin, a forcé le val Saint-Wast, Saint-Remi et Saint-Aubin.

« J'apprends à l'instant que l'ennemi a évacué dans la nuit le camp qu'il avait sur les hauteurs de Bourliers, sans doute parce qu'il a craint d'y être enveloppé.

« Je monte à cheval et j'espère vous en rendre bon compte.

« Le combat d'hier a commencé à huit heures du matin et a cessé à la nuit. L'ennemi a perdu beaucoup de monde. Les républicains se sont battus avec un courage dont il n'y a pas d'exemple.

« Les représentants du peuple Carnot et Duquesnoy ont marché à la tête des troupes qui ont chargé. Ils ont destitué sur le champ de bataille le général de brigade Gratien qui, ayant reçu l'ordre de se porter en avant, avait battu en retraite (2). Cet acte de justice a fait un bon effet, et cette brigade a été de suite reprendre son poste.

« Je n'ai pas le temps de vous donner de plus amples détails, il est plus essentiel dans ce moment de se battre que d'écrire (3).

« Salut et fraternité.

« Signé : JOURDAN. »

*Pour copie conforme :*

*Le ministre de la guerre,*

J. BOUCHOTTE.

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (4).

Un des secrétaires donne lecture d'une lettre du ministre de la guerre, qui adresse à la Con-

(1) *Bulletin de la Convention* du 7<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (vendredi 18 octobre 1793). *Archives nationales*, carton C 274, dossier 694. *Moniteur universel*, n° 28 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 114, col. 3. *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 393, p. 240).

(2) Mouvement d'indignation, d'après le *Mercure universel* [23<sup>e</sup> jour du 4<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 298, col. 1].

(3) Applaudissements, *ibid.*

(4) *Moniteur universel*, n° 29 du 29<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793), p. 118, col. 1. D'autre part, le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 393, p. 239), le *Journal de la Montagne* [n° 139 du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 1012, col. 1], l'*Auditeur national* [n° 392 du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi

vention la lettre du général Jourdan, relative à l'expédition de l'armée du Nord près Maubeuge.

(Suit le texte de la lettre que nous avons insérée ci-dessus.)

**Duhem.** Je demande que le général de brigade Gratien, dont il est parlé dans la lettre qu'on vient de lire, soit jugé militairement, à la tête de l'armée. (On applaudit.)

**Albitté.** Cette mesure est dangereuse, et prête à l'arbitraire ainsi qu'à l'injustice. Souvent un général qui en voudra à un officier; souvent un officier qui voudra perdre un général, se servira de ce moyen. Il y a des tribunaux révolutionnaires à la suite des armées; c'est à eux qu'il faut les livrer.

**Gossuin.** J'appuie la proposition de Duhem. On amène à Paris les généraux lâches ou perfides, dont il faudrait faire des exemples pour

les soldats. Je demande donc que Gratien soit exécuté à la tête de l'armée.

**Rewbell.** Prenez garde à la loi que vous allez faire. Je vous préviens qu'il n'y a pas un général en chef qui, appuyé de ses partisans, n'ait pu, avec la loi qu'on vous propose, faire saillir tous les généraux subalternes qui pourraient lui déplaire. C'est une loi essentielle, que je conjure la Convention nationale de renvoyer au comité de Salut public, pour présenter demain un projet de décret à ce sujet.

Cette proposition est décrétée.

« Sur la lecture d'une lettre de l'accusateur public près le tribunal criminel du département de l'Aude, en date du 10 octobre, contenant : 1<sup>o</sup> envoi des pièces de la procédure instruite contre Jean-François Boyer, prévenu de propos tendant à avilir et à dissoudre la Convention nationale; 2<sup>o</sup> la question de savoir si l'accusé est dans le cas d'être traduit au tribunal révolutionnaire.

19 octobre 1793), p. 4] et le *Journal de Perlet* [n<sup>o</sup> 392 du 8<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 147], rendent compte de la lettre de Jourdan et de la discussion à laquelle elle donna lieu dans les termes suivants :

## I.

COMPTE RENDU du *Journal des Débats et des Décrets*.

Le ministre de la guerre écrit au Président de la Convention pour lui faire passer une lettre de Jourdan, général de l'armée du Nord. Nous la transcrivons. (Suit le texte de la lettre du général Jourdan que nous avons insérée ci-dessus.)

**Duhem.** Je demande que dorénavant le général qui aura commis une pareille lâcheté, soit jugé au même instant et exécuté sur le champ de bataille. (Applaudit.)

**Bourdon (de l'Oise).** Je demande l'ordre du jour motivé sur ce qu'il existe une loi qui autorise les officiers à punir de mort le soldat qui recule. La loi doit être la même pour le général.

**Chabot** appuie la proposition de Duhem.

**Albitté.** Cette mesure est mauvaise, et je demande l'institution de tribunaux révolutionnaires auprès des armées. En suivant les principes qui viennent d'être énoncés, il y aurait inévitablement des injustices causées par l'ambition.

Je ne m'établis point le défenseur des généraux. Je sais que les trois quarts au moins nous ont trahis. Je demande qu'ils soient punis, qu'ils soient punis promptement, mais d'après l'institution que je vous propose.

**Gossuin.** Il y a auprès de chaque armée une commission militaire qui juge les soldats coupables. Mais considérez qu'il faut de grands exemples au soldat. Que les généraux traitres ou lâches soient exécutés sur le champ de bataille. Que les commissions militaires s'occupent de la trahison des généraux comme elles s'occupent de celle des soldats.

**Rewbell** demande qu'on mette la plus grande attention dans la rédaction de cette loi.

La Convention la renvoie au comité de Salut public, pour lui en faire son rapport demain.

## II.

COMPTE RENDU du *Journal de la Montagne*.

Jourdan, général en chef de l'armée du Nord, écrit du quartier général d'Avesnes, le 17.

(Suit un résumé de la lettre du général Jourdan que nous avons insérée ci-dessus.)

**Duhem** demande que désormais tout général, con-

vaincu de trahison ou de lâcheté, soit jugé militairement et puni sur le champ de bataille.

**Albitté** croit que cette mesure mérite d'être approfondie et s'étonne de voir certains membres indiquer sans cesse des moyens violents, tels par exemple que plusieurs articles de la loi de l'accaparement, surpris à la Convention et qu'elle a eu la sagesse de rapporter.

La proposition de Duhem est renvoyée au comité de Salut public pour en rendre compte demain.

## III.

COMPTE RENDU de l'*Auditeur national*.

Le ministre de la guerre fait passer une lettre du général Jourdan, datée du 17 octobre, et qui contient le récit des heureux succès des troupes de la République dans la journée du 16. Voici, en substance, ce que contient cette lettre :

(Suit un résumé de la lettre du général Jourdan que nous avons insérée ci-dessus.)

L'assemblée applaudit et ordonne l'insertion au *Bulletin*.

Il s'élève une légère discussion sur la lâcheté de Gratin, qui a excité l'indignation de la Convention.

**Duhem** demande qu'il soit jugé militairement sur le champ de bataille, et que la même mesure soit adoptée contre les généraux lâches.

**Albitté** craint qu'une pareille loi ne tende à favoriser les passions particulières.

Après quelques débats, la proposition de Duhem est renvoyée à l'examen du comité de Salut public, qui en fera son rapport demain.

## IV.

COMPTE RENDU du *Journal de Perlet*.

Le général en chef de l'armée du Nord, Jourdan, écrit en date du 17 octobre :

(Suit un résumé de la lettre du général Jourdan que nous avons insérée ci-dessus.)

**Gossuin** demande que ce général lâche soit jugé militairement et exécuté sur le champ de bataille, et qu'à l'avenir on déploie la même sévérité à l'égard de tous les généraux convaincus de lâcheté et de trahison.

Cette motion allait être décrétée.

**Albitté** représente qu'elle peut produire beaucoup de mal, ne fût-ce que parce qu'elle servirait l'animosité ou la vengeance des généraux en chef contre les généraux inférieurs au moyen de quelques intrigants qui leur seraient dévoués.

**Rewbell** appuie ces observations. Sur sa demande, la proposition de Gossuin est renvoyée au comité de Salut public, pour en faire demain son rapport.



« La Convention nationale renvoie la lettre et les pièces au comité des décrets, pour qu'il les transmette sur-le-champ à l'accusateur public près le tribunal révolutionnaire (1). »

*Suit la teneur de ces pièces dont les minutes sont aux Archives nationales (2).*

A.-J.-M. Buisson, accusateur public près le tribunal criminel du département de l'Aude, au citoyen Président de la Convention nationale.

« Carcassonne, le 10 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen Président,

« En exécution de l'article 4 de la loi du 27 mars dernier, et du jugement rendu par le tribunal criminel de ce département, le jour d'hier, je vous envoie les pièces de la procédure instruite contre Jean-François Boyer, du lieu de Fenouillet, district de Limoux, prévenu de propos tendant à avilir et à dissoudre la Convention nationale. Boyer est détenu dans la maison de justice de ce département en vertu de l'acte d'accusation et ordonnance de prise de corps rendue par les directeurs du jury d'accusation du même district de Limoux; les pièces que je vous adresse sont au nombre de onze, y compris l'inventaire qui en contient l'énumération. J'y joins l'expédition du jugement de ce tribunal qui, par les motifs qu'il renferme, s'est déclaré incompetent, a sursis même de procéder à l'interrogatoire de l'accusé, et m'a chargé de l'envoi des pièces. J'ajoute qu'au moment où je fais cette lettre on me donne le nom de deux témoins qui n'ont été entendus ni devant l'officier de police de sûreté, ni devant le directeur du jury d'accusation; ils s'appellent, l'un Pierre Deumié, maréchal, l'autre Jean-Pierre Teisseyre, ménager, tous deux habitants dudit Fenouillet.

« Je vous prie, citoyen Président, de soumettre cette affaire à la Convention nationale, c'est à elle seule qu'il appartient d'après la loi, à déterminer si l'accusé doit oui ou non être transféré au tribunal révolutionnaire à Paris. Veuillez m'accuser la réception des pièces; je prends la précaution de les faire charger à la poste.

« Salut et fraternité.

« BUISSON. »

# I.

*Inventaire des pièces de la procédure faite par l'officier de police du canton de Cailhan, continué par le directeur du jury, district de Limoux, que remet ledit directeur au greffe du tribunal criminel du département de l'Aude (3).*

Premièrement l'extrait du procès-verbal

dressé par la municipalité de Fenouillet le 24 juin 1793,

Plus un autre procès-verbal dressé par la même municipalité le 28 juillet 1793.

Plus la requête présentée au directoire du district de cette ville, le 23 août.

Plus le mandat d'amener du 20<sup>e</sup> du courant. Plus le cahier des dénonces et déclarations des témoins.

Plus l'interrogatoire subi par ledit Boyer devant le directeur du jury.

Plus l'exploit d'assignations à témoins.

Plus l'acte d'accusation dressé par le directeur du jury.

Plus et finalement l'ordonnance de prise de corps contre ledit Boyer.

Fait à Limoux, le 30 septembre 1793, l'an II de la République française.

AMALRIC, greffier.

Plus un verbal de la municipalité de Fenouillet du 19 septembre 1793, qui est relatif à une visite domiciliaire faite chez Boyer.

Plus le jugement du tribunal criminel.

Vu bon :

PRAX.

# II.

*Extrait du procès-verbal de la municipalité de Fenouillet (1).*

Aujourd'hui 24<sup>e</sup> juin 1793, l'an II de la République française, dans le lieu de Fenouillet en Razès, au diocèse de Narbonne, département de l'Aude, district de Limoux, et dans la maison où la commune dudit lieu tient ordinairement ses séances, a été assemblé et dûment convoqué au son de la cloche, le Conseil général de ladite communauté composé des citoyens Jean Pas, maire, Antoine La Coume et Jean Tisseyre, Jérôme fils, Dufeu Charles, officiers municipaux; adjoints, Jean Millet, Jean Ricolens, Jean Tisseyre, dit l'Héritier, Barthelemy Pons, Paul Rouger Caustalier et Jean Taillefer, notables. Encore Mathieu Esquier, procureur de ladite commune; le tout à la diligence et réquisition dudit citoyen procureur de ladite commune.

En laquelle assemblée a été dit par le dit citoyen procureur qu'il a reçu plusieurs dénonces de la part de certains et divers particuliers dudit Fenouillet, à raison de vols à eux faits et autres choses par Jean-François Boyer. Ces plaignants sont :

1<sup>o</sup> Jean Rouger dit Peyriès, qu'il dit être volé dans le temps et offre d'en justifier;

2<sup>o</sup> Jean Pedelmas se plaint aussi dudit Boyer qu'il l'arrêta au retour d'une foire de Montreal sur sa route, avec une considérable pierre en main, la lui lâcha droit à la tête, lequel manqua d'être tué. Comme il manqua son coup, il lui prit le cheval par la bride, lui arrachant son fouet de ses mains et le maltraita ensuite; lequel offre aussi d'en justifier.

Il lui a été révélé aussi et venu à la connaissance dudit citoyen procureur, que ledit Boyer,

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 153.

(2) *Archives nationales*, carton W 12, dossier 563.

(3) *Ibid.*

(1) *Archives nationales*, carton W 13, dossier 563.

dans le cours de la seconde semaine du mois de mai, tenait des propos indécents contre la Convention nationale, disant qu'il fallait se réunir en force suffisante pour aller la détruire et la chasser de Paris, c'est-à-dire s'armer contre elle. Ces plaintes et révélations dont s'agit ont été faites d'après que les plaignants ont vu que ledit Boyer s'est jacté (*sic*) et qu'il est réduit en prison et comme principalement les instances tendent à venir contre les décrets de ladite Convention et même de la faire renverser. Requiert qu'il soit du bon plaisir de l'assemblée de recevoir les dénonces des différentes personnes, et qu'il en soit dressé procès-verbal, pour ensuite iceux dressés, nommer un ou deux commissaires syndics, à l'effet d'aller le dénoncer au département de l'Aude, séant à Carcassonne pour, par ledit département et le procureur général syndic, statuer ce que ce droit.

Sur quoi les voix colligées et recueillies, toute l'assemblée a été de l'avis du citoyen procureur de la commune, au moyen de quoi il a été unanimement délibéré de nommer pour syndic à l'effet de faire l'apport et remise des procès-verbaux, les citoyens Jean Pas, maire et Charles Tisseyre, secrétaire-greffier.

Ainsi conclu, arrêté et délibéré, lecture faite de la présente délibération, se sont signés ou marqués avec nous Charles Tisseyre, secrétaire-greffier de ladite communauté l'an et jour susdits. A l'original duquel le présent extrait a été tiré mot à mot, par nous dit Tisseyre, soussigné.

Collationné :

TISSEYRE, secrétaire greffier.

### III.

*Extrait d'un deuxième procès-verbal de la municipalité de Fenouillet (1).*

L'an II de la République française 1793, et le 28 juillet, dans le lieu de Fenouillet en Razès, diocèse de Narbonne, département de l'Aude, district de Limoux, et dans le consistoire de la maison commune dudit lieu.

Est comparu par devant nous Jean Pas, maire, Antoine La Coume et Jean-Tisseyre jeune, fils à feu Charles, officiers municipaux; le citoyen Jean Pedelmas, ménager à sa métairie dite de Barrau, dans la présente municipalité, lequel, après avoir préalablement levé la main vers le crucifix de Notre Seigneur Jésus-Christ, et prêté le serment de dire la vérité, offrant de plus de le justifier par un bon témoignage, nous a exposé que Jean-François Boyer l'arrêta au retour de la foire de Montreuil de la Saint-Jean-Baptiste en 1789, sur sa route, avec une considérable pierre en main, la lui lâcha droit la tête, dont il manqua d'être tué. Comme il manqua son coup, il lui prit son cheval par la bride, lui arracha aussi le fouet de ses mains et le maltraita ensuite; lequel offre de justifier du tout par le citoyen Antoine Sarraïl et son épouse de la métairie de Bragouty, et Jean-Gabriel Sarraïl de la Gille, dont ladite déclaration étant faite en présence de Jean Millet, ménager dudit Fenouillet,

et, et de Jean Tisseyre, maître-charron, aussi dudit Fenouillet, et qu'il a pris pour témoins. Lequel dit Pedelmas a requis ladite municipalité de vouloir lui retenir acte de la présente plainte, ce qui lui a été octroyé.

En foi de ce, à Fenouillet, les jour, mois et an susdits requis de signer, ledit Pedelmas a dit ne savoir, Millet, Pas, maire; J. Tisseyre, officier municipal signés à l'original.

Duquel le présent extrait a été tiré mot à mot par nous Charles Tisseyre secrétaire greffier de ladite communauté soussigné.

Est aussi comparu lesdits jour et an que dessus, le citoyen Jean Rouger, ménager dudit Fenouillet, lequel après avoir aussi observé les mêmes formalités que ledit Jean Pedelmas, offrant aussi de le justifier par un bon témoignage, nous a exposé que Jean-François Boyer lui vola du seigle il y a environ trois ans, de laquelle justification il offre donner pour témoin Jean Marie et Jean Millet, dudit Fenouillet, dont ladite déclaration étant faite en présence du citoyen Raimond Pas, et Raimond Marsal, ménagers dudit Fenouillet, qu'il a pris pour témoins. Lequel ledit Rouger a requis ladite municipalité de lui retenir acte de la présente plainte, ce qui lui a été octroyé.

En foi de ce, à Fenouillet, lesdits jour, mois et an que dessus. R. Pas; R. Marsal, Pas, maire; J. Tisseyre, officier municipal, signés à l'original, duquel le présent a été extrait par nous Charles Tisseyre, secrétaire-greffier de ladite communauté, soussigné.

Collationné :

TISSEYRE, secrétaire-greffier.

### IV.

*Requête au directoire du district de Limoux (1).*

A vous, citoyens administrateurs composant le directoire du district de Limoux, département de l'Aude.

Le citoyen Charles Tisseyre, de Fenouillet, à l'honneur de vous exposer que la commune dudit Fenouillet le nomma commissaire syndic, par sa délibération du 24<sup>e</sup> juin dernier, à l'effet de vous venir faire le port et remise des procès-verbaux dressés contre Jean-François Boyer, dudit lieu, le 28 juillet aussi dernier, ainsi qu'il en résulte de l'expédition de ladite délibération et verbaux et en même temps vous le dénoncer afin qu'il soit par vous, citoyens, statué sur ses crimes ce qu'il appartiendra et faire justice.

TISSEYRE.

Les citoyens administrateurs composant le directoire du district de Limoux, vu la délibération de la commune de Fenouillet du 24 juin 1793; le verbal dressé par ladite municipalité le 28 juillet dernier, où le citoyen Gellis pour le suppléant du procureur syndic.

Sont d'avis que les pièces ci-dessus mentionnées doivent être par l'exposant remises à l'accusateur public, pour, ledit Boyer, accusé, et

(1) Archives nationales, carton W 12, dossier 563.

(1) Archives nationales, carton W 12, dossier 563.



déjà détenu dans la maison d'arrêt de cette ville, être poursuivi conformément aux lois.

Fait au directoire du district de Limoux en séance publique et permanente le 23 août 1793, l'an II de la République.

PIELLE, *président*; CAMP.

*Par lesdits citoyens :*

BLANC, *secrétaire-adjoint*.

# V.

*Mandat d'amener contre Jean-François Boyer (1).*

Hiérôme-Marie-Clément Commès, juge de paix et officier de police du canton de Cailhau, district de Limoux, département de l'Aude, demeurant audit Cailhau, mandons et ordonnons à tous exécuteurs de mandements de justice, d'amener et traduire par-devant nous, en se conformant à la loi, Jean-François Boyer, de Fenouillet, détenu depuis environ quatre mois dans la maison de correction du district de Limoux, et de le traduire demain samedi le matin, pour être entendu sur les inculpations dont ledit Boyer est prévenu.

Requérons tous dépositaires de la force publique de prêter main forte en cas de nécessité pour l'exécution du présent mandat.

Donné à Cailhau le vingtième septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française.

COMMÈS, *juge de paix*.

# VI.

*Extrait des registres du juge de paix officier de police du canton de Cailhau (2).*

Ce jourd'hui dix-neuvième jour du mois de septembre, l'an II de la République française a comparu par devant nous Hiérôme Marie-Clément Commès, juge de paix et officier de police de sûreté du canton de Cailhau, Jean Pedelmas, demeurant à sa métairie dite de Barrau, terroir de la commune de Fenouillet, âgé d'environ cinquante-quatre ans, lequel nous porte plainte que revenant de la foire de Montréal, le vingt-cinquième juin 1789 et ayant passé le village de Villeneuve-les-Montréal, et étant environ cent pas dudit village, il fit rencontre de Jean-François Boyer et Barthélemy Cuille et Marie Boyer, femme de ce dernier, qui étaient tous les trois de front sur le chemin, de façon que le plaignant ne pouvait pas passer et qu'ayant prié le nommé Cuille, l'un des trois de lui donner passage, Jean-François Boyer lui répartit : est-ce que tu n'as pas assez du chemin, Jean foutre, et en même temps qu'il lui tenait ce langage il ramassa une grosse pierre, la lui lança et ne l'atteignit pas, et de suite sauta à la bride de son cheval, lui prit un fouet qu'il portait pendant à

sa main, lui donna trois ou quatre coups fort rudement sur ses épaules. Alors lui, plaignant, descendit de son cheval pour repousser la force par la force, et sur cela survint Jean-Gabriel Sarraill, demeurant à sa métairie de la Gille, terroir de la Courtète avec Marie Roques et Antoine Sarraill, mari de cette dernière, demeurant à sa métairie de Bragouti, terroir de la Courtète qui apaisaient cette querelle, et le plaignant de justifier le fait ci-dessus par lesdits Sarraill et ladite Roques ci-dessus cités.

Requis de signer, a déclaré ne savoir, et nous susdit officier de police avons signé et paraphé à chaque page.

COMMÈS, *juge de paix*.

*Procès-verbal des déclarations des témoins.*

*Déposition de Jean-Gabriel Sarraill.*

L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République française, par-devant nous juge de paix et officier de police du canton de Cailhau, est comparu Jean-Gabriel Sarraill, demeurant à la métairie de la Gille, terroir de la Courtète, témoin amené par Jean Pedelmas, lequel a déclaré être âgé d'environ trente-neuf ans et n'être parent, allié ni serviteur, domestique ni du plaignant, ni dudit Boyer; déclare de plus que venant de la foire de Montréal le 26 juin 1789, passant sur le chemin qui sort de Villeneuve et à une distance d'environ cent-cinquante pas de ce dernier lieu, en compagnie dudit Pedelmas, Antoine Sarraill dudit Bragouti et l'épouse de ce dernier, que le déposant portait en croupe étant tous à cheval et lui déposant étant devant. Le chemin étant étroit un à un ils firent rencontre de Jean-François Boyer et son beau-frère Cuille dudit Fenouillet que ledit Boyer saisit les rênes de la bride du cheval du déposant, défit même ladite bride qu'il garda et l'emporta chez lui et la rendit le lendemain au déposant. Que dans le temps qu'il lui prenait ladite bride, Jean Pedelmas, qui était derrière lui, passa devant lui et qu'il s'aperçoit que dès qu'il fut passé que ledit Boyer ramassa une pierre, qu'il la lança audit Pedelmas sans le toucher et que de suite ledit Boyer arracha un fouet que portait pendant à sa main ledit Pedelmas, donnant des coups de fouet, que le déposant ne sait pas s'ils portaient sur ledit Pedelmas ou ailleurs et plus a dit ne savoir.

Requis de signer, a dit ne savoir.

COMMÈS, *juge de paix, ainsi signé*.

*Du vingtième dudit.*

*Déposition de Antoine Sarraill.*

Antoine Sarraill demeurant à sa métairie de Bragouti, âgé d'environ soixante-deux ans, a dit n'être parent, etc.

Déclare que revenant de la foire de Montréal, le 25 juin 1789, environ les huit heures du soir et étant sur leur chemin vis-à-vis Brezilac, étant en compagnie dudit Pedelmas et environ sept ou huit autres personnes, tous à cheval, le déposant étant devant, il entendit du bruit derrière lui; il se retourna et vit que Carrosse, beau-frère de Jean-François Boyer tenait ce dernier à bras

(1) Archives nationales, carton W 12, dossier 563.

(2) Ibid.

le corps, et le déposant continua sa route avec sa compagnie. Et plus a dit ne savoir. Requis de signer, a dit ne savoir.

*Déposition de Marie Roques.*

Marie Roques, épouse d'Antoine Sarraill demeurant à la métairie de Bragouti, âgée d'environ soixante ans, a dit n'être parente, etc.

Déclare que le 25 juin 1789, revenant de la foire de Montréal, son cousin Jean-Gabriel Sarraill la portant sur son cheval, en croupe derrière lui et étant sur leur chemin vis-à-vis Brezilac, en compagnie dudit Pedelmas et autres, tous à cheval, elle vit passer Jean-François Boyer; devant elle débrida le cheval sur lequel elle était avec ledit Sarraill et emporta la bride, et ledit Sarraill qui était au devant d'elle descendit pour se faire restituer sa bride, la déposante restant seule sur le cheval entendit du bruit et, étant nuit, elle ne vit plus rien, elle continua son chemin, ledit Sarraill étant à pied. Et plus a dit ne savoir. Requisite de signer, a dit ne savoir.

*Plainte de Jean Rouger.*

Ce jourd'hui dix-neuvième jour du mois de septembre, l'an II de la République française, a comparu par devant Hiérôme Marie-Clément Commès, juge de paix et officier de police de sûreté du canton de Cailhau, Jean Rouger, habitant de la commune de Fenouillet, lequel nous porte plainte que dans le courant de mai de l'année 1788, Jean-François Boyer dudit Fenouillet, une nuit de cedit mois fut à un de ses ferrajals qui est situé à l'aula du village, sur le chemin de la fontaine où il y avait du secle (*sic*) ensemencé pour fourrage, et qu'il en emporta à deux différentes reprises deux gros fagots, tant qu'il pouvait en porter; que pour prouver la vérité de ce fait, il nous requiert de réclamer Jean-Marie et Jean Millet, tous deux du dit Fenouillet.

Requis de signer, a dit ne savoir. Nous susdit juge, avons signé et paraphé à chaque page. Commès, juge de paix, ainsi signé.

*Déposition de Jean Millet.*

Et ledit jour, dix-neuvième septembre 1793, l'an deuxième de la République française, est comparu Jean Millet, habitant dudit Fenouillet, par devant nous, juge de paix et officier de police du canton de Cailhau, témoin amené par Jean Rouger, à l'effet de déclarer les faits et circonstances qui sont à sa connaissance au sujet du vol dont est question dans la plainte rendue ce jourd'hui par Jean Rouger, lequel témoin a fait sa déclaration ainsi qu'il suit :

A déclaré être âgé d'environ quarante-sept ans, a dit n'être parent, allié ni serviteur, ni domestique du plaignant ni dudit Boyer. Déclare de plus que dans le mois de mai, il y a environ quatre ans, ne se rappelant pas du jour le déposant étant consul, ils entrèrent dans une petite métairie appartenant à Jean-François Boyer ils n'y trouvèrent point du secle qu'ils cherchaient, et Jeanne l'au, dudit Fenouillet leur dit de venir, qu'elle le leur enseignerait, qu'elle l'avait vu emporter en le traînant; elle les con-

duisit à lui déposant et à plusieurs autres à un req (*sic*) appelé le Gamat, au midi du village où ils trouvèrent du secle vert pour fourrage, et plus a dit ne savoir et a signé.

*Dénoncé de Mathieu Esquieu.*

Du susdit jour, dix-neuvième jour du mois de septembre 1793, l'an deuxième de la République française, est comparu Mathieu Esquieu, habitant de Fenouillet, par-devant nous, juge de paix et officier de police du canton de Cailhau lequel nous dénonce que Jean-François Boyer dudit Fenouillet, dans le cours de la seconde semaine du mois de mai dernier, était chez le maréchal à forge dudit lieu avec nombre de personnes, et qu'il y tenait des propos fort indécents contre la Convention nationale, disant entre autres choses qu'il fallait se réunir en force suffisante pour aller la détruire et la chasser de Paris, offrant de prouver la vérité de ce fait par François Lanes et Jean Journès et Barthelemy Pons, tous dudit Fenouillet, qui sont en état de déposer de la vérité de ce fait, et a signé avec nous officier de police dudit canton, Commès, juge de paix, Esquieu, ainsi signé.

L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République française, par devant nous, juge de paix et officier de police du canton de Cailhau, ont comparu Jean-François Lanes, Jean Journès, Barthelemy Pons, habitants de Fenouillet, témoins amenés par Mathieu Esquieu dudit Fenouillet à l'effet de déclarer les faits et circonstances qui sont à leur connaissance au sujet de la dénoncé faite par ledit Esquieu, lesquels témoins susnommés ont fait leur déclaration ainsi qu'il suit :

*Déposition de Jean-François Lanes.*

Jean-François Lanes, âgé de vingt-sept ans, a dit n'être parent, allié, serviteur ni domestique dudit Esquieu ni dudit Boyer, déclare que dans le mois d'avril, dernier ne se rappelant pas du jour, étant chez le maréchal à forge dudit lieu étant cinq à six personnes, il entendit que Jean-François Boyer, dit qu'il valait mieux se lever tous contre l'Assemblée que non pas contre les ennemis. Requis de signer, a dit ne savoir.

*Déposition de Jean Journès.*

Jean Journès, âgé d'environ vingt-cinq ans a dit n'être parent, allié, serviteur ni domestique dudit Esquieu ni dudit Boyer, lequel a déclaré qu'étant dans le mois d'avril dernier, ne se rappelant pas le jour, chez le maréchal à forge dudit lieu, étant sept personnes, il entendit Jean-François Boyer qui dit que si tous étaient de son commun accord il faudrait se révolter contre la Convention nationale, non pas contre les ennemis, plus a dit ne savoir et a signé.

*Déposition de Barthelemy Pons.*

Barthelemy Pons, âgé d'environ cinquante-cinq ans, a dit n'être parent, allié, serviteur ni domestique dudit Esquieu ni dudit Boyer, déclare qu'étant chez le maréchal à forge dudit lieu, dans le courant du mois d'avril dernier,



étant de six à sept personnes, il entendit que Jean-François Boyer disait, en jurant, qu'on ne faisait rien qui vaille, et le déposant se retira et n'entendit plus rien, et plus à dit ne savoir. Requis de signer, a dit ne savoir.

L'an mil sept cent quatre-vingt-treize et le vingt-unième jour du mois de septembre, l'an second de la République française, à une heure après-midi, devant nous Hierôme-Marie-Clément Commès, juge de paix, officier de police du canton de Cailhau, a été amené, sur notre mandat, Jean-François Boyer, de Fenouillet, détenu depuis environ quatre mois dans la maison de correction du district de Limoux, auquel nous avons exposé qu'il était prévenu d'avoir, le 25 juin 1789, sur le chemin de Montréal, lancé une pierre à Jean Pedelmas, demeurant à sa métairie de Barrau, terroir de Fenouillet, d'avoir ensuite pris les rênes de la bride de son cheval, d'avoir encore arraché un fouet que ledit Pedelmas portait à sa main et de lui en avoir donné plusieurs coups. Et après lui avoir fait lecture de la plainte qui nous a été portée à cet effet.

A quoi ledit Boyer a répondu n'avoir eu absolument aucune discussion avec ledit Jean Pedelmas ledit jour 25 juin 1789. Requis de signer, a dit ne savoir.

Plus lui a été exposé par nous susdit juge de paix, qu'il est encore accusé d'avoir, dans le courant du mois de mai de l'année 1788, volé du fourrage de segle dans la nuit, à deux différentes reprises, à un ferraljal appartenant à Jean Rouger dudit Fenouillet, situé sur le chemin de la Fontaine. Et après lui avoir fait lecture de la plainte qui nous a été portée à cet effet.

Ledit Boyer a répondu être innocent de cette accusation.

Requis de signer, a dit ne savoir.

Plus lui a été encore exposé par nous susdit juge de paix qu'il est accusé d'avoir, dans la seconde semaine du mois de mai dernier, étant chez le maréchal à forge dudit Fenouillet, avec d'autres personnes, tenu des propos contre la Convention nationale en disant qu'il fallait se réunir en force suffisante pour aller la détruire et la chasser de Paris. Et après lui avoir fait lecture de la plainte qui nous a été portée à cet effet.

A quoi a été répondu par ledit Boyer n'avoir jamais tenu aucun propos à cet égard. Requis de signer, a dit ne savoir.

Sur quoi, nous juge de paix susdit, attendu que ledit Boyer nous a paru suspect de quelques-uns des délits dont il est prévenu, et attendu qu'il y en a de nature à emporter peine afflictive, nous avons jugé que c'était le cas de le renvoyer provisoirement à la justice criminelle, avons en conséquence, donné contre lui le mandat d'arrêt de l'exécution duquel nous avons chargé le citoyen François Pointes, gendarme national, en résidence à Limoux, qui s'en est chargé ainsi qu'il le reconnaît par le présent. Pointes, ainsi signé.

Et de tout ce dessus avons dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ainsi qu'il appartiendra.

Fait les jour et an que dessus.

COMMÈS, *juge de paix (ainsi signé).*

Collationné :

J. VIDALET, *secrétaire.*

## VII.

*Interrogatoire fait par nous, Bernard Prax, juge du tribunal du district de Limoux, directeur du juré d'accusation, contre Jean-François Boyer, père de Fenouillet (1).*

Du 22 septembre 1793, dans la chambre du conseil du Palais, de relevée.

A été amené de notre mandement par la gardienne de la maison d'arrêt, ledit Boyer, lequel interrogé de ses noms, prénoms, âge, qualité et demeure,

A dit s'appeler Jean-François Boyer, âgé de 47 ans, brasseur, demeurant au lieu de Fenouillet.

Interrogé s'il sait la cause de sa prévention, a dit qu'on l'accuse d'avoir donné des coups de fouet et des coups de pied au citoyen Jean Pedelmas, de la métairie de Barrau, sur le chemin de Montréal à Villeneuve; qu'on l'accuse encore d'avoir volé du fourrage à Jean Rougé de Fenouillet, et d'avoir tenu des propos contre-révolutionnaires contre la Convention nationale, déniaut tous ces faits comme faux et calomnieux.

Interrogé s'il n'est vrai que le 25 juin 1789, il ne se trouvait sur le chemin de Villeneuve à Montréal en compagnie de Barthélemy Cuille, et la femme de ce dernier, qu'ils barraient le passage, que Jean Pedelmas venant à passer il pria ledit Cuille de laisser ledit passage libre; que dès lors lui répondant lui repartit : est-ce que tu n'as pas assez de chemin, J. F. et ayant ramassé une grosse pierre et la lui lança, sauta sur la bride de son cheval, lui prit un fouet que ledit Pedelmas tenait dans sa main et l'en frappa rudement sur les épaules.

A dénié, disant que Jean-Gabriel Sarraill venant de Montréal, en compagnie de Jean Pedelmas, Antoine Sarraill et la femme de ce dernier, et le répondant les ayant rencontrés cinquante pas au delà de Villeneuve, s'adressant à Jean-Gabriel Sarraill, lui demanda le paiement de 30 sols que lui répondant lui avait prêtés; que ledit Sarraill lui ayant nié la dette, lui répondant sauta sur la bride du cheval dudit Sarraill et la lui prit, et sur ce que ledit Antoine Sarraill et son épouse répondirent qu'ils lui payeraient les 30 sols, il remit de suite la bride audit Gabriel Sarraill, déniaut le surplus dudit interrogat.

Interrogé s'il n'est vrai qu'en 1788 et dans le mois de mai il ne vola à Jean Rougé, de Fenouillet, et en deux différentes fois, du fourrage qu'il avait ensemencé à une de ses pièces situées à l'entrée du village de Fenouillet et sur le chemin de la Fontaine.

A dénié.

Interrogé s'il n'a, dans le mois de mars dernier, se trouvant chez le maréchal à forge dudit Fenouillet, il ne tint des propos forts indécents contre la Convention nationale, disant entre autres choses qu'il fallait se réunir en force suffisante pour la détruire et la chasser de Paris.

A dénié ledit interrogat, disant, au contraire, que se trouvant chez ledit maréchal, et parlant de la guerre que la France avait avec l'Espagne, il dit qu'il faudrait se réunir tous et aller en

(1) Archives nationales, carton W 12, dossier 563.

force contre l'Espagnol et planter l'arbre de la liberté à Madrid.

Lecture à lui faite de son interrogatoire, a dit que ses réponses contiennent vérité, y a persisté et a déclaré ne savoir signer, de ce requis.

Et nous avons signé et paraphé à chaque page et à la présente avec notre greffier.

PRAX; AMALRIC.

### VIII.

#### *Exploit d'assignations à témoins (1).*

L'an II de la République française, et le 29 septembre.

Nous Bernard Cros, huissier au district de Limoux, y résidant, soussigné, à la requête du citoyen directeur du juré d'accusation près le tribunal du district de Limoux, j'ai assigné les citoyens Jean-Gabriel Sarraïl, de la métairie de la Guible, terroir de la Courtête; Antoine Sarraïl et Marie Roques de la métairie de Bragouty; Jean Millet, Jean-François Lanes, Jean Journès et Barthélemy Pons de Fenouillet pour se trouver lundi prochain 30 du courant, 8 heures du matin, dans la salle de justice du Palais, à Limoux, par-devant le juré d'accusation près le tribunal du district de ladite ville, pour y être ouïs en témoins et déposer vérité contre Jean-François Boyer, de Fenouillet, accusé, et ce, sur les faits desquels il leur sera donné lecture. Leur déclarant qu'à défaut ils seront condamnés en l'amende de 10 livres pour chacun, et leur ai baillé copie à chacun, parlant leur personne, dans leur domicile.

CROS.

### IX.

#### *Acte d'accusation contre Jean-François Boyer (2).*

Le directeur du juré près le tribunal du district de Limoux, département de l'Aude, expose que le 21 du courant, le citoyen François Pointes, gendarme national du département de l'Aude, demeurant en cette ville de Limoux, en vertu du mandat d'arrêt délivré le même jour par le citoyen Commès, juge de paix et officier de police du canton de Cailhau, contre Jean-François Boyer, du lieu de Fenouillet, prévenu d'avoir, dans le courant de la seconde semaine du mois de mai dernier, dit chez le maréchal à forge dudit Fenouillet, en présence de plusieurs personnes, qu'il fallait se réunir en force suffisante pour aller détruire la Convention nationale et la chasser de Paris, a conduit en la maison d'arrêt du tribunal du présent district de Limoux la personne dudit Boyer au greffe du tribunal; aussitôt ladite remise ledit Boyer a été entendu par le directeur du juré sur les causes de sa détention; que Mathieu Esquieu, dénonciateur nommé dans lesdites pièces, ne

s'étant pas présenté dans les deux jours de la remise du prévenu dans la maison d'arrêt, le directeur du juré a procédé à l'examen des pièces relatives aux causes de la détention et de l'arrestation dudit Boyer. Il en a trouvé deux qui ne sont point de nature à mériter peine afflictive ni infamante, attendu qu'il s'agit dans l'un d'une rixe, et dans l'autre d'un simple larcin de fourrage dans un champ, mais qu'il en est un troisième relatif à la Convention nationale qui est de nature à mériter peine afflictive; et, en conséquence, le directeur du juré a dressé le présent acte d'accusation pour, après les formalités requises par la loi, être présenté au juré d'accusation.

Le directeur du juré déclare donc qu'il résulte de l'examen des pièces et notamment du cahier contenant la déclaration des témoins, du 19 du courant, devant le juge de paix du canton de Cailhau, lequel cahier est annexé au présent acte, que dans le courant du mois d'avril dernier, ledit Boyer étant chez le maréchal à forge de Fenouillet, dit, en présence de 6 ou 7 personnes, *que si tous étaient de son commun accord il faudrait se révolter contre la Convention nationale, et non pas contre les ennemis*. Sur quoi les jurés auront à se prononcer s'il y a lieu d'accuser ledit Boyer d'avoir tenu ce langage incendiaire.

Fait à Limoux, le 24 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

PRAX, directeur du juré.

La loi autorise.

A Limoux, le 24 septembre 1793, l'an II de la République française.

GUITTARD, commissaire national.

La déclaration du juré est : oui, il y a lieu.

Limoux, 30 septembre 1793, l'an II de la République.

L. GUILHEM, président.

### X.

#### *Ordonnance de prise de corps contre Jean-François Boyer (1).*

Nous Bernard Prax, juge du tribunal du district de Limoux, directeur du juré, vu la déclaration des jurés étant au bas de l'acte d'accusation, laquelle déclaration à nous remise ce jourd'hui par le chef desdits jurés, en leur présence, porte qu'il y a lieu à l'accusation mentionnée audit acte, ordonnons que ledit Jean-François Boyer sera pris au corps et conduit directement en la maison de justice du tribunal criminel de Carcassonne. Mandons et ordonnons de mettre à exécution la présente ordonnance dont sera laissé copie audit Boyer et qui sera par nous notifiée conformément à la loi, tant à la municipalité de cette ville qu'à celle dudit Fenouillet où ledit Boyer était domicilié. Ordonnons que ledit Boyer, détenu en la maison d'arrêt du district de cette ville, sera transféré

(1) Archives nationales, carton W 12, dossier 563.

(2) Ibid.

(1) Archives nationales, carton W 12, dossier 563.



et conduit de ladite maison en la maison de justice du tribunal criminel.

A Limoux, le 30 septembre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

PRAX, directeur du juré.

L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, second de la République française, et le premier octobre, par nous Barthélemy Monisse, huissier au district de Limoux, y résidant soussigné, la présente ordonnance de prise de corps a été signifiée à Jean-François Boyer, détenu dans la maison d'arrêt du district de cette ville afin qu'il ne l'ignore, auquel j'ai baillé copie de la présente, parlant à lui-même, trouvé entre les deux guichets, en foi due.

MONISSE.

La présente ordonnance de prise de corps a été par nous notifiée à la municipalité de cette ville de Limoux, le 30 septembre 1793, II de la République.

MONISSE.

La présente ordonnance de prise de corps a été par nous notifiée à la municipalité de Fenouillet, le 1<sup>er</sup> octobre 1793.

MONISSE.

## XI.

*Extrait d'un troisième procès-verbal de la municipalité de Fenouillet (1).*

L'an second de la République, mil sept cent quatre-vingt-treize et dix-neuvième jour du mois de septembre, à une heure après-midi, dans le lieu de Fenouillet-en-Rasès, au diocèse de Narbonne, département de l'Aude, district de Limoux, la municipalité dudit Fenouillet ayant procédé, en exécution des articles 6 et 7 de l'arrêté dudit département du 15 août dernier, à faire les recherches et visites domiciliaires dudit lieu de Fenouillet ainsi qu'il leur est enjoint par lesdits articles dudit arrêté, desquelles dites visites il en résulte qu'ayant trouvé dans la maison de Jean-François Boyer, homme suspect par la rébellion des lois (*sic*) et conséquemment détenu dans la maison d'arrêt dudit Limoux, six cartouches, un paquet de poudre à canon et cinq balles de calibre. Qu'il nous a été dit par sa fille aînée, ledit Boyer, son père, l'avoir procuré et pris de soldats détenus aussi à ladite prison, ainsi qu'une Reilhe (*sic*) par Jean Tisseyre, officier municipal, et une paire (de) cordes, dont du tout en avons dressé le présent procès-verbal après s'en être préalablement, provisoirement saisi de tout le contenu en icelui, conformément audit article 6 dudit arrêté dont expédition duquel sera envoyée à la diligence du citoyen procureur de ladite commune de Fenouillet, au conseil du département de l'Aude, pour y prononcer, s'il y a lieu, et être en même temps statué ce qu'il appartiendra.

Fait audit Fenouillet, en séance publique et permanente, l'an et jour susdits.

Expédié par nous, Charles Tisseyre, secrétaire greffier de ladite communauté, soussigné.

Pour collationné :

TISSEYRE, secrétaire-greffier.

## XII.

*Jugement du tribunal criminel du département de l'Aude (1).*

*Au nom de la République française une et indivisible.*

Vu par le tribunal criminel du département de l'Aude, séant à Carcassonne, l'acte de dénonce et déclarations des témoins fait devant le juge de paix du canton de Cailhau, le dix-neuf septembre dernier, l'acte d'accusation dressé par le directeur du juré du district de Limoux, le vingt-quatre septembre dernier, contre Jean-François Boyer, de Fenouillet, le tribunal, après avoir entendu l'accusation public;

Considérant qu'il résulte dudit acte d'accusation et notamment du cahier contenant dénonce et déclaration des témoins, faites devant le juge de paix du canton de Cailhau, que ledit Boyer a tenu des propos contre la Convention nationale; vu ce qui résulte de l'article 1<sup>er</sup> du titre 1<sup>er</sup> de la loi du 10 mars 1793, dont lecture a été faite, et qui porte : « il sera établi à Paris un tribunal criminel extraordinaire qui connaîtra de toute entreprise contre-révolutionnaire, de tous attentats contre la liberté, l'égalité, l'unité, l'indivisibilité de la République, la sûreté intérieure et extérieure de l'État, et de tous les complots tendant à établir la royauté, ou à établir toute autre autorité attentatoire à la liberté, à l'égalité, à la souveraineté du peuple, soit que les accusés soient fonctionnaires civils ou militaires, ou simples citoyens »; vu encore ce qui résulte de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 mars 1793, dont lecture a été aussi faite, et qui porte : « Quiconque sera convaincu d'avoir composé ou imprimé des ouvrages ou écrits qui provoquent la dissolution de la représentation nationale, le rétablissement de la royauté, ou de tout autre pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple, sera traduit au tribunal extraordinaire et puni de mort. » Vu enfin ce qui résulte de l'article 4 de la loi du 27 mars 1793, dont lecture a été encore faite et qui porte : « Si nonobstant les dispositions de l'article 8 (de la loi) du 10 de ce mois qui attribue aux municipalités et corps administratifs la connaissance des crimes et délits énoncés en l'article 1<sup>er</sup> de ce décret, il se trouvait que des tribunaux criminels fussent saisis d'instructions et procès relatifs à ces crimes et délits, ils seront tenus de suspendre les jugements de ces procès et d'envoyer les informations, listes des témoins, pièces de conviction et autres, à la Convention nationale, qui décidera s'il y a lieu à la translation des accusés au tribunal criminel; l'envoi des informations, listes des témoins, et autres pièces, aura également lieu, s'il arrive

(1) Archives nationales, carton W 12, dossier 563.

(1) Archives nationales, carton W 12, dossier 563.

que dans le cours des instructions relatives à des crimes ou délits ordinaires, les juges des tribunaux criminels ou autres découvrent des preuves ou vestiges des crimes ou délits indiqués ci-dessus. »

Le tribunal, se déclarant incompétent, renvoie Jean-François Boyer, de Fenouillet, devant le tribunal extraordinaire séant à Paris, et, en conséquence, ordonne qu'à la diligence de l'accusateur public, l'acte de dénonce et déclarations des témoins et autres pièces de la procédure seront incessamment adressés à la Convention nationale, qui décidera s'il y a lieu à la translation dudit Jean-François Boyer, au tribunal criminel extraordinaire.

Fait à Carcassonne, le 9 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible, en audience publique du tribunal, où étaient présents les citoyens Jean-François Méric, *président*; Marizy, Sapte et Picard, *juges en tour de service auprès dudit tribunal*, qui ont signé le présent.

Collationné :

VIDAL, greffier.

Un membre du comité de la guerre [TALOT, *rapporteur* (1)] fait adopter le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de la guerre, décrète ce qui suit :

« Les soldats licenciés des compagnies du centre de la garde nationale parisienne qui, pour cause de maladies, emprisonnements arbitraires, ou enfin ceux qui, obligés de se soustraire aux poursuites du traître Lafayette, n'ont pu se faire inscrire à la municipalité de Paris, suivant les décrets des 19 août 1792 et 11 août dernier, en justifiant de ces circonstances et du temps qu'ils n'ont pu servir, par des certificats, jouiront, ainsi que ceux qui ont satisfait à ces lois, du rappel de leur solde, en conformité des décrets des 3, 10, 11 mars, 19 août 1792 et 11 août dernier (2). »

Un membre du comité de surveillance des vivres, habillements et charrois des armées [LOISEAU, *rapporteur* (3)], fait rendre le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir entendu son comité de surveillance des vivres, habillements et charrois des armées, décrète :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

« Conformément à son décret du 17 de ce mois, la Convention fixe le minimum des chevaux en réquisition à 8 par canton, dont deux propres au service des charrois.

#### Art. 2.

« Il sera levé deux chevaux, par chaque canton

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 688.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 154.

(3) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 273, dossier 688.

de la République, pour le service de l'artillerie, au delà du minimum fixé par l'article 2 du décret du 17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de cette année.

« Les comités réunis de la guerre et de surveillance des vivres, habillement et charrois, présenteront incessamment le mode d'exécution du présent article (1). »

On continue la discussion du Code civil [CAMBACÉRÈS, *rapporteur*]; plusieurs articles sont décrétés, la rédaction en est renvoyée à la relure définitive (2).

COMPTE RENDU du Journal des Débats et des Décrets (3).

Cambacérés est à la tribune. On continue la discussion du Code civil.

Plusieurs articles sont décrétés.

La séance est levée à 5 heures (4).

Signé : CHARLIER, *président*; VOULLAND, LEJEUNE (de l'Indre), P. F. PIORRY, D. V. RAMEL, LOUIS, PONS (de Verdun), JAGOT, *secrétaires*.

PIÈCES ET DOCUMENTS NON MENTIONNÉS AU PROCÈS-VERBAL, MAIS QUI SE RAPPORTENT OU QUI PARAISSENT SE RAPPORTER À LA SÉANCE DU 27<sup>e</sup> JOUR DU 1<sup>er</sup> MOIS DE L'AN II (Vendredi 18 octobre 1793).

#### I.

LETTRE DES REPRÉSENTANTS PHILIBERT SIMOND ET DUMAZ, COMMISSAIRES PRÈS L'ARMÉE DES ALPES, POUR DÉNONCER DES ABUS GRAVES QUI SE SONT GLISSÉS DANS L'ADMINISTRATION DES MAGASINS DE LA RÉPUBLIQUE ET DES FOURNITURES AUX ARMÉES (5).

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 154.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 155.

(3) *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 395, p. 241).

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 23, p. 155.

(5) La lettre des représentants Philibert Simond et Dumaz n'est pas mentionnée au procès-verbal ; mais elle appartient certainement à la séance du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II. En effet, on lit en marge de la minute qui se trouve aux Archives : « Renvoyé au comité de Salut public le 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois. » D'autre part, on trouve des extraits de cette lettre dans le *Mercur universel* [28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 295, col. 2], dans l'*Auditeur national* [n° 392 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 3], dans le *Journal de Perlet* [n° 392 du 3<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> décade du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 146] et dans les *Annales patriotiques et littéraires* [n° 291 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 135, col. 2]. Le *Moniteur universel* [n° 29 du 29<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 20 octobre 1793), p. 117, col. 3] et le *Journal des Débats et des Décrets* (octobre 1793, n° 395, p. 235) attribuent, par erreur, cette lettre aux commissaires à l'armée des Pyrénées.



*Les représentants du peuple français près l'armée des Alpes, à la Convention nationale (1).*

« Chambéry, le 12 octobre, 1793, l'an II de la République une et indivisible.

« Citoyens législateurs,

« Nous n'avons plus à vous parler des Piémontais, il vient d'en sortir 15 à 16,000 du département du Mont-Blanc, sur 22 à 23,000 qui y étaient entrés. Le déficit est composé des morts dans les hôpitaux, des tués dans les différentes actions, des prisonniers ou déserteurs; ces deux dernières classes, le nombre en est toujours assez considérable; celui des déserteurs s'accroît tous les jours, on renverra ceux qui n'ont ni le cœur ni la force nécessaires pour porter l'arme d'un homme libre, et les autres seront répartis pour compléter les cadres des corps incomplets. Nous n'avons pas cru devoir les envoyer aux Pyrénées, moins encore aux armées du Nord, vu que plusieurs d'entre eux sont sans doute des coureurs de régiments, tourmentés du mal de la désertion, nous pensons qu'ils en seront moins travaillés sur la frontière du Piémont qu'ils connaissent et qui est de tous les États celui dans lequel il leur répugnerait le plus d'entrer.

Nous allons finir de purger les mauvaises administrations civiles et militaires, à chaque pas on trouve des gardes magasins et chefs de convois en faute; il ne suffit pas de les renvoyer, l'exemple prouve qu'ils vont se reproduire ailleurs dans une autre place. Nous avons pris le parti de faire appliquer à un poteau dans la place publique ceux que nous surprenons en délit avec l'écriteau qui le désigne. La loi ne l'autorise pas, mais contre un voleur public tout ce qui n'est pas défendu, doit être permis. Les gardes magasins et leurs commis, les brigadiers des convois fabriquent des lettres de voitures qui, presque toujours, énoncent un excédent d'un quart, souvent d'un tiers et plus encore, de ce qui a vraiment été délivré, et par cette détestable connivence à laquelle tout le monde se vend, les gardes magasins, les directeurs de subsistances et approvisionnements de tout genre se trouvent créanciers auprès de la République en rendant leurs comptes de tout ce qu'ils lui ont volé. Il est tel garde magasin d'avoine ou de foin qui se trouve avoir en fond sept à huit cents quintaux de ces objets dont la République lui est comptable, et qui n'en a jamais acheté pour 5 sols. Il arrive en outre que les charrettes ne portant pas la charge prescrite par les ordonnances, nécessitent leur augmentation, ou font languir le service; nous avons arrêté que tout charretier qui sera surpris avec un moindre nombre de mulets ou chevaux que ceux énoncés dans sa commission, qui n'en aurait pas fait la déclaration, ou qui recevrait des rations de fourrage qui ne seraient pas dues, ou qui n'aurait pas pris le chargement du poids ordonné, subira la confiscation de l'équipage surpris en défaut; le brigadier conducteur payera le déficit trois fois

en valeur pour indemnité sous la responsabilité des chefs entrepreneurs, et sera renvoyé.

« Le commis, garde-magasin ou régisseur qui aura expédié le chargement ou signé une fausse lettre de voiture payera trois fois la valeur du déficit, et sera mis aux fers pour un temps déterminé, et renvoyé ensuite.

« Les commissaires des guerres ou les officiers municipaux qui auraient mis leur visa seront destitués et déclarés inhabiles à aucun emploi, et tous appliqués à un poteau en place publique pour entendre prononcer leur jugement.

« Il est impossible de peindre à la Convention nationale l'esprit de dilapidation qui tourmente tous ceux qui se mêlent d'habiller, équiper, fournir et nourrir les armées. Il semble que la probité soit un vice parmi cette espèce d'hommes, et nous n'en trouvons que quelques-uns dont nous puissions citer les noms à la Convention nationale et devant les hommes libres.

« Nous adressons au comité de Salut public de la Convention des observations, dont on présentera sans doute ce qui sera jugé de quelque utilité pour la chose publique.

« Signé : DUMAZ; Ph. SIMOND. »

## II.

LETTRE DU MAIRE DE CHATEAU-THIERRY PAR LAQUELLE IL TRANSMET A LA CONVENTION DIVERS BREVETS ET DÉCORATIONS MILITAIRES (1).

« Château-Thierry, ce 12 octobre 1793, l'an II de la République française une et indivisible.

« Citoyen député,

« On doit vous remettre, avec cette présente, par la voie de la poste, un paquet à votre adresse contenant tous les brevets et décorations militaires qui ont été déposés à notre maison commune et dont le détail suit :

« Brevets et décorations militaires des citoyens Siffet, du Lubre; d'Aumale; La Loère; Valin; Dumoulin; Prévost; Henry; Pont-Leroy; décoration militaire du citoyen Léquizé.

« *Nota.* Le citoyen Léquizé a déclaré ne pouvoir déposer son brevet, l'ayant envoyé à Paris en 1789 pour être payé de ses pensions et n'ayant pu parvenir à le faire revenir depuis ce temps.

« Brevets et décorations militaires des citoyens Beurlié, de Champillon; Philibert Baudin, de Saint-Laurent; brevet du citoyen Pully, général de division à l'armée de la Moselle.

« Le citoyen Pully a déclaré avoir (*sic*) au citoyen Hausmann, député à la Convention.

« Nous vous prions, citoyen, de remettre tous ces brevets et décorations militaires à la Con-

(1) Archives du ministère de la guerre, armées des Alpes et d'Italie.

(1) Archives nationales, carton C. 274, dossier 696. La lettre du maire de Château-Thierry n'est pas mentionnée au procès-verbal; mais on lit en marge du document des Archives : « Lu le 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II. » On en trouve d'ailleurs un extrait dans le compte rendu de la séance du 27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois des *Annales patriottiques et littéraires* [n° 231 du 28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (samedi 19 octobre 1793), p. 1357, col. 2].

vention nationale. Je vous observerai que les citoyens Valin et Beurlé, de Champillon, prient la Convention de leur accorder le remboursement de leur croix.

Le premier, comme ne possédant aucun patri-

moine; le second, comme chargé d'une grosse famille.

Je vous embrasse en frère et ami,

« DUFRESNOY, maire. »

## ERRATA

### ERRATUM AU TOME LXXV

SÉANCE DU VENDREDI 27 SEPTEMBRE 1793,  
PAGE 200, 1<sup>re</sup> COLONNE.

Après le libellé du procès-verbal, relatif à l'adresse de la Société populaire de Rougnac, lire :

*Suit un extrait de cette adresse d'après le Bulletin de la Convention (1).*

« La Société populaire de Rougnac, canton de La Valette, département de la Charente, qui vient de se former sous les auspices de la Convention, la prie de lui faire adresser son *Bulletin* pour instruire ses frères des hameaux, réunis, des nouvelles de la République, et lui demande le droit d'accorder aux communes de nommer elles-mêmes leurs ministres, comme connaissant mieux les prêtres patriotes que les électeurs. »

### ERRATUM AU PRESENT TOME.

SÉANCE DU 17<sup>e</sup> JOUR DU PREMIER MOIS DE  
L'AN II (MARDI 8 OCTOBRE 1793), PAGE 232,  
1<sup>re</sup> COLONNE.

*Après le texte du procès-verbal mentionnant le décret, présenté par Villers, au nom du comité*

(1) *Supplément au Bulletin de la Convention du 13<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (dimanche 6 octobre 1793).*

*de commerce, sur la pétition des citoyens Herbin et C<sup>ie</sup>, intercaler le document suivant (1) :*

PÉTITION A LA CONVENTION NATIONALE (2).

« Représentants du peuple,

« Des citoyens dévoués au bien public sont exposés, en ce moment, à être les victimes de leur zèle, ils viennent réclamer votre justice, et ils vous exposeront toute leur conduite avec la véracité qui convient à des républicains.

« Herbin et compagnie ayant travaillé pendant plusieurs années dans les fabriques de Marseille, jaloux de se rendre utiles à leurs concitoyens dans les circonstances où la rareté et le prix excessif du savon en font sentir chaque jour le besoin, louèrent, au mois d'août dernier, une maison à la Râpée, municipalité de Bercy, pour y établir une manufacture de cette denrée. Leur premier soin fut de se présenter à cette commune pour s'y faire reconnaître comme citoyens, et la prévenir du dessein qu'ils avaient d'élever une fabrique d'un genre à ne pas la confondre avec tant d'autres comme à Paris et ailleurs, dont tout le procédé consiste à décomposer le savon de Marseille pour y incorporer des matières hétérogènes. La municipalité applaudit à leur zèle et les encourage à persister dans une entreprise bien précieuse pour une commune dont la majeure partie des habitants est occupée au blanchissage. Les associés travail-

(1) C'est seulement lorsque les bonnes feuilles du tome LXXVI étaient déjà tirées en grande partie que nous avons découvert la pétition des citoyens Herbin. L'intercalation de ce document à sa véritable place dans la séance du 8 octobre, eût imposé à notre imprimeur un sacrifice pécuniaire très lourd. Nous avons donc été dans l'obligation de l'insérer en erratum à la fin du volume.

(2) Bibliothèque nationale : 4 pages in-4°. *Lb*<sup>4</sup>, n° 807. Bibliothèque de la Chambre des députés : *Collection Portiez (de l'Oise)*, in-4°, t. 7, n° 44.



lèrent sur-le-champ à mettre leur fabrique en activité. Dans le courant du mois d'août dernier, ils firent venir huit à neuf balles de soude et une tonne d'huile, après avoir fait la déclaration de ces matières premières et de leur destination, aux comités des sections dans l'arrondissement desquelles elles avaient été achetées. Ils crurent que cette déclaration suffisait et qu'il était inutile de la réitérer à la municipalité de Bercy; ils pensèrent de bonne foi qu'ils ne devaient faire de déclaration à cette municipalité qu'après avoir converti les matières premières en savon.

« Ainsi, parfaitement tranquilles sur l'exécution de la loi, ils s'occupèrent uniquement de leur manufacture. Tout étant prêt pour le travail, la première cuite fut faite il y a deux ou trois jours, et le savon venait d'être coulé en présence des connaisseurs qui, tous, attestèrent qu'il était d'une qualité égale à celui de Marseille. Déjà les associés s'applaudissaient de la réussite de cette première épreuve; déjà, ils projetaient d'aller faire hommage des prémices de leur fabrique à la commune de Bercy et lui offrir une partie de savon en faveur de ses pauvres; ils projetaient également de présenter à la Convention nationale un échantillon de leur premier essai et de lui proposer de faire la fourniture des hôpitaux et autres établissements publics, à un prix beaucoup inférieur au taux actuel; enfin, déjà les associés se félicitaient de pouvoir fournir à leurs concitoyens une denrée de première nécessité, à quinze ou vingt sols la livre au-dessous du prix du courant, lorsqu'ils virent entrer inopinément chez eux le procureur de la commune, le commissaire aux accaparements et le greffier de la municipalité de Bercy pour saisir leurs matières premières et le savon, faute de déclaration. Le procès-verbal de saisie fut dressé et il leur fut enjoint de paraître le lendemain à la commune. Là, ils exposèrent leur conduite, les motifs qui les avaient fait agir et le but de leurs établissements. Leurs intentions furent trouvées si pures que le procureur de la commune ne put s'empêcher de conclure en leur faveur; néanmoins la municipalité de Bercy, sans doute trop esclave de la loi, a confirmé la saisie faite par ses commissaires et a ordonné la vente des marchandises.

« Citoyens représentants, les pétitionnaires vous ont soumis leur conduite tout entière; vous y avez reconnu la pureté de leurs motifs, la sincérité de leur zèle, la bonne foi de leurs démarches; vous avez aperçu le but d'utilité générale qui les dirige, et cependant ils sont traités comme des accapareurs; ils sont à la veille de leur ruine totale; et bien plus, ils se voient privés sans retour d'un moyen certain de procurer un grand avantage à la République.

« Non, représentants, vous ne souffrirez pas que de bons citoyens servant la patrie de tout leur pouvoir, soient confondus avec ces pestes publiques, qui calculent sa ruine dans les ténèbres, aux risques d'entraîner la leur après elle. Certes, ce n'est point là l'esprit de la loi sur les accaparements, et ce n'est pas aux législateurs qu'il faut rappeler que rien ne serait si dangereux que de s'écarter de l'esprit de la loi pour s'attacher judaïquement à la lettre. La loi sur les accaparements doit atteindre ceux-là seuls qui détournent, cachent et enlèvent à la circulation les denrées nécessaires aux besoins du peuple, pour le lasser, s'il était possible, du règne de la liberté qui seule peut le rendre heureux.

« Les pétitionnaires défont leurs plus grands ennemis s'ils pouvaient en avoir, de faire aperce-

voir la moindre apparence d'accaparement dans toute leur conduite. Quelle espèce d'accaparement, en effet, que celui qui consisterait en huit balles de soude et une tonne d'huile, provisions qui suffisent à peine au travail d'une manufacture pendant un mois? Est-ce dans le secret que les pétitionnaires ont transporté ces matières premières à Bercy? Ils ont fait leurs déclarations aux sections dans l'arrondissement desquelles elles se trouvaient; ils ont annoncé leur projet d'établissement à la municipalité de Bercy; ils ont amené les matières en plein jour; au vu et su du voisinage, de toute la commune; cela est si vrai que chacun les engageait à presser la fabrication, chacun était impatient d'avoir la facilité de se procurer une denrée qu'on achète avec tant de peine et à un prix si énorme. Ont-ils caché, détourné la moindre partie de leurs matières? Tout est encore dans leur maison, soit en nature, soit fabriqué. Enfin, qui pourrait douter de leurs intentions, lorsque la cuite de savon qu'ils ont faite, il y a trois jours, annonce évidemment la destination des marchandises saisies chez eux.

« Mais, citoyens représentants, cette affaire actuellement, n'est plus la leur; elle (est) celle de tous les citoyens de Paris, de la République entière. Chacun est intéressé à un établissement d'une utilité générale; chacun a le droit aujourd'hui d'élever la voix au nom du bien public, pour réclamer le maintien d'une manufacture aussi intéressante; car il n'est aucun citoyen qui ne sente combien il est important, dans les circonstances, d'encourager un établissement qui rivalise avec les fabriques de Marseille, et tout le monde est convaincu que la concurrence est le moyen le plus infaillible d'entretenir les denrées à un prix convenable.

« Ainsi, l'intérêt de la République plaide auprès de vous, représentants, la cause des pétitionnaires et vous ne serez pas sourds aux accents d'une voix qui vous est si chère. En conséquence, ils demandent que vous les renvoyiez à votre comité des Six pour y être entendus contrairement avec la municipalité de Bercy, afin que vous prononciez sur le rapport du même comité avec la sagesse qui caractérise toutes vos décisions.

« La municipalité de Bercy rendra hommage à la vérité des faits que les pétitionnaires viennent d'exposer. Ils vous l'attestent, représentants, et ce n'est qu'à regret que cette municipalité s'est vue forcée de prononcer la confiscation, elle sera charmée elle-même que vous réformiez une décision qu'elle a cru être nécessaire par la lettre stricte de la loi. Les pétitionnaires sont autorisés à penser que telles sont les dispositions de cette commune en leur faveur, puisque sur leur demande elle leur a accordé un sursis de quelques jours pour leur donner le temps de faire leurs justes réclamations auprès de la Convention nationale.

« Citoyens représentants, les pétitionnaires vous prient d'ordonner un prompt rapport, afin qu'on ne procède pas à la vente avant votre décision; et s'il vous reste quelque doute sur la vérité d'aucun des faits qu'ils viennent d'exposer, ils désirent que vous nommiez des commissaires pour la vérifier, car ils sont certains qu'on ne les trouvera pas en défaut.

« HERBIN et C<sup>ie</sup>.

« Du 16 septembre 1793, l'an II de la République une et indivisible. »

# ARCHIVES PARLEMENTAIRES

## PREMIÈRE SÉRIE

### TABLE CHRONOLOGIQUE

DU TOME LXXVI

#### TOME SOIXANTE-SEIZIÈME

(DU 4 OCTOBRE 1793 AU 27<sup>e</sup> JOUR DU PREMIER MOIS DE L'AN II  
VENDREDI 18 OCTOBRE 1793)

	Pages.		Pages.
DU VENDREDI 4 OCTOBRE 1793		Lettre du citoyen Rochetto, commandant temporaire d'Avesnes, contenant copie de la correspondance avec un général ennemi sur l'échange du capitaine Baudricourt.....	
Adoption du procès-verbal de la séance du 26 septembre.....	1		13
Etat des détenus à la date du 2 octobre.....	1	Lettre du conseil général de la commune de Versailles .....	14
Adresse des militaires composant la presque totalité de la Société des Amis de la liberté séant à Nice .....	2	Lettre du citoyen Goube, curé de Gournay...	15
Adresse de la Société populaire de Mouzon...	2	Adresse des officiers de l'état-major de la frégate <i>la Vestale</i> .....	15
Adresse de la Société populaire de Garlin....	3	Adresse de la Société populaire de Quimperlé.	16
Rapport fait à la Société populaire de Garlin par le citoyen Mandron.....	3	Adresse de la Société républicaine de Mourville-Haute.....	16
Adresse de la Société populaire de Libourne.	5	Extrait du registre des délibérations du directeur du district de Colmar transmettant le témoignage rendu par le citoyen Diétrich au courage et au dévouement du bataillon de Turckheim.....	17
Adresse de la Société populaire de Castelnau-Montratrier.....	6	Lettre du procureur syndic du district de Cognac relative à des ventes de biens d'émigrés.....	17
Procès-verbal de la fédération de la commune de Mont-Saint-Père.....	7	Lettre des administrateurs du département des Alpes-Maritimes et arrêté joint à ladite lettre..	18
Adresse des administrateurs du district de Muret.....	8	Lettre des administrateurs du département du Nord faisant part d'un don patriotique du citoyen François Merlin ( <i>de Douai</i> ).....	19
Lettre du commissaire de l'Assemblée primaire du canton de la Neuville-au-Pont.....	8	Don d'une tabatière d'argent.....	19
Lettre du commissaire de l'Assemblée primaire du canton de Carrouge.....	9	Jugements rendus contre deux conspirateurs de la Vendée par la commission militaire de l'armée des côtes de la Rochelle .....	20
Hommage fait par le citoyen Pierre Blondel, commissaire de l'assemblée primaire de Frohan-le-Grand des discours civiques qu'il a prononcés	9		



	Pages.
Jugements rendus par les commissions militaires établies à Lille et à Wissembourg.....	22
Un congé est accordé à Beffroy.....	23
Décret portant qu'aucune suite ne sera donnée au jugement rendu par le tribunal de cassation qui annule celui du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais contre le nommé Hahaut jusqu'à ce que le comité de législation ait fait un rapport à ce sujet.....	23
Le citoyen Tisson demande à échanger 500 livres en numéraires contre des assignats.....	23
Décret portant qu'il ne sera plus fait mention dans le procès-verbal, des pièces, lettres et pétitions lues à la tribune qui avaient été renvoyées aux comités.....	24
La Convention passe à l'ordre du jour sur une pétition des bouchers de la ville de Vitry....	24
La Convention passe à l'ordre du jour sur une réclamation des entrepreneurs de tabac....	24
Décret ordonnant que la statue de Descartes par Pajou sera placée au Panthéon.....	24
Décret relatif à un échange fait en 1583 entre le gouvernement et Jean Dugué.....	25
Décret autorisant la location d'un bâtiment national à la section des Champs-Élysées.....	25
Décret relatif à l'hôpital de la ville de Valréas district de Louvèze.....	26
Décret relatif à la mise en sequestre des biens de la citoyenne Bourbon-Penthièvre.....	26
Renvoi au comité de Sûreté générale d'une dénonciation contre l' <i>Auditeur national</i> et contre le <i>Journal du Soir</i> .....	26
Rapport et projet de décret présentés par Grégoire sur les moyens d'améliorer l'agriculture..	27
Projet de l'établissement d'un canal de navigation dans le département du Mont-Blanc, par Marin.....	35
Décret ordonnant la publication de toutes les pièces relatives à l'affaire de Bretagne en mettant à néant toutes les poursuites judiciaires exercées contre le citoyen Haligan-Morillon, depuis le commencement de la Révolution.....	37
Rapport de Basire sur la conjuration de Bretegue.....	38
Décret autorisant l'administration des habillements des troupes à payer une provision aux petits fournisseurs en attendant que le <i>maximum</i> fixé par la loi du 29 septembre dernier, ait été déterminé.....	43
Suite de la discussion du Code civil (Rapports en matière de succession).....	45
Décret ordonnant aux citoyens Prieur ( <i>de la Marne</i> ) et Jean Bon St-André de se rendre à Brest.....	45
Décret pour tant que les citoyens Prieur ( <i>de la Côte d'Or</i> ) et Hentz se rendront sur-le-champ à l'armée de l'Ouest.....	45
Décret ordonnant au citoyen Letourneur ( <i>de la Sarthe</i> ) de se rendre sur-le-champ dans le département de l'Orne.....	45

	Pages.
Décret adjoignant les citoyens Talot et Delmas au comité militaire.....	45
Décret adjoignant les citoyens Gumiberteau, Maumayon, Monnot, Dyzez, Dobarran, et Gillet au comité des finances.....	45
Décret réquisitionnant les bâtiments marchands dans les ports de l'Océan.....	45
Décret comprenant dans la loi du maximum le bois de chêne pour construction, le bois d'orme, le buis, le gaïac, le hêtre et le merisier.....	46
Décret autorisant le ministre de la marine à faire marquer dans les bois des particuliers les arbres qui seraient propres à la construction..	46
Décret relatif à la mise en réquisition des flotteres et autres ouvriers employés à la fabrication et à la conduite des trains de bois.....	46
Communication de nouvelles parvenues de l'armée de la Vendée, de l'armée des Pyrénées-Orientales et de l'armée de la Moselle, de Lyon et de Toulon.....	47
Lettre de Ruelle, Gillet et Philipeaux, représentants du peuple près l'armée des côtes de Brest et de Mayence.....	47
Lettre des représentants du peuple près de l'armée des Pyrénées-Orientales.....	47
Lettre des représentants du peuple près l'armée de la Moselle, datée de Saarbruck.....	48
Lettre de Legendre ( <i>de la Nièvre</i> ) au comité de Salut public.....	48
Extrait d'une lettre de Dubois-Crancé.....	49
Nouvelles de l'armée campée sous Toulon....	49
Des commissaires de la section de Montreuil, admis à la barre invitent l'Assemblée à envoyer des députés à l'inauguration des bustes de Marat et Lepeletier.....	50
Renvoi à l'examen du comité de Salut public de plusieurs projets de décret ayant pour but de faciliter la marche du gouvernement.....	50
Lettre de Fouché, de Nantes, représentant du peuple près les départements du Centre et de l'Ouest.....	51
Lettre de Dentzel, commissaire à Landau....	52
Lettre du citoyen Coussières, officier au 22 <sup>e</sup> régiment de cavalerie.....	53
Lettre de Gohier, ministre de la justice, relative au rachat des rentes foncières perpétuelles.....	54
Lettre du citoyen Amelot, administrateur des domaines nationaux, au sujet du local à affecter au comité des subsistances militaires.....	55
Lettre du président Lesterpt-Beauvais, décrété d'accusation le 3 octobre.....	55
Lettre du général Laubadère commandant à Landau.....	56
Arrêté des administrateurs du district de Tarascon.....	56
Lettre des représentants de l'armée des côtes de Brest.....	59
Motion relative aux représentants mis en état d'arrestation par décret du 3 octobre 1793..	59

	Pages.
Pièces relatives à un jugement par lequel le tribunal de cassation a annulé un jugement du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais rendu contre Flahaut de la Billarderie, ci-devant marquis d'Angevillers, accusé d'avoir introduit en France des faux-assignats.....	80

## SAMEDI 5 OCTOBRE 1793

Adoption du procès-verbal de la séance de la veille.....	63
Etat des détenus, au 3 octobre.....	63
Lettre de Guezno, faisant passer une adresse des administrateurs du district de Pont-Croix..	63
Adresse du conseil général de la commune, de la Société populaire et des sans-culottes de Miraude.....	64
Lettre de Dartigoyte, concernant la destitution de Barthe, évêque du Gers.....	65
Lettre des administrateurs du département de Mayenne-et-Loire.....	65
Lettre du ministre de la justice faisant passer une lettre du commissaire national près le district de Sainte-Menehould, relative aux poursuites dirigées contre ceux qui fusillèrent le ci-devant comte de Dampierre.....	65
Lettre d'André Dumont, datée d'Abbeville....	67
Adresse du conseil général du département de la Haute-Saône.....	63
Adresse des administrateurs du district et de la société populaire de Lons-le-Saulnier.....	69
Adresse de la société des sans-culottes de Montebourg.....	69
Adresse du conseil général, du comité de salut public et du tribunal du district d'Evaux.....	69
Adresse des sections de Brutus et de l'Égalité de la ville de Dieppe.....	70
Adresse du conseil général de la commune de Laval.....	70
Adresse du conseil général, de la société populaire et du comité de salut public de la commune de Thiers.....	71
Adresse des citoyens de la commune de Laval.....	71
Adresse des membres du conseil général de la commune de Pacy-sur-Eure.....	71
Adresse du conseil général de la commune de Sens.....	72
Adresse du conseil général de la commune de Bazas.....	72
Adresse du conseil général de la commune de Langon.....	73
Adresse des citoyens de la commune de Rix..	73
Adresse du conseil général de la commune de Ganges.....	73
Adresse du conseil général de la commune de Saint-Amand.....	74

	Pages.
Adresse des maires, officiers municipaux et procureur de la commune de Saint-Servan.....	74
Adresse du conseil général de la commune de Granville.....	75
Adresse des administrateurs du district de Colmar.....	75
Adresse des membres composant le tribunal du district de Limoges.....	75
Adresse du président de l'Administration, membre du directoire et procureur syndic du district de Bazas.....	76
Adresse des administrateurs du directoire du district de Charolles.....	76
Adresse des administrateurs provisoires du district de Tarascon.....	76
Adresse des administrateurs et procureur syndic du district de Civray.....	76
Adresse des administrateurs du directoire du district de Semur.....	77
Adresse du directoire du district de Bernay..	77
Adresse du président du conseil du district de Saint-Amand.....	78
Adresse du conseil général du district de Saint-Amand.....	78
Adresse des citoyens composant le conseil général et du procureur général syndic du département de la Corrèze.....	78
Adresse des autorités constituées et révolutionnaires de la ville d'Orléans.....	79
Adresse des administrateurs du département des Deux-Sèvres.....	79
Adresse du conseil général du département de la Sarthe.....	79
Adresse de l'Administration régénérée du département de Lot-et-Garonne.....	79
Adresse du conseil général du département des Basses-Pyrénées.....	80
Adresse du conseil général du département des Alpes-Maritimes.....	80
Adresse des autorités constituées de la ville de Rambervillers.....	80
Adresse des trois corps administratifs de la ville de Besançon.....	81
Adresse des administrateurs du département des Côtes-du-Nord.....	82
Adresse de la Société populaire de Guéret....	82
Adresse de la Société populaire et républicaine de Nyons.....	83
Adresse de la Société populaire de Castres..	83
Adresse de la Société des Amis de la liberté de Toulon-sur-Arroux.....	84
Adresse de la Société républicaine de Fécamp.	84
Adresse de la Société populaire de Beauvais.	85
Adresse de la Société républicaine de Rochefort.....	85



	Pages.		Pages.
Adresse des citoyens composant la société républicaine de Châteauneuf.....	86	Adresse des Amis de l'unité et de l'indivisibilité à Sainte-Mère-Eglise.....	98
Adresse de la Société républicaine de Neuville.....	86	Adresse de la Société républicaine séant à Jarnac.....	98
Adresse de la Société des sans-culottes républicains séant à Amboise.....	86	Adresse des sans-culottes de Gex.....	98
Adresse de la Société populaire de Pacy-sur-Eure.....	87	Adresse de la Société populaire de Lons-le-Saulnier.....	99
Adresse de la Société populaire de Miremont.....	87	Adresse de la Société des amis de la Constitution d'Ecouis.....	100
Adresse de la Société populaire de Castelnau-Montratie.....	88	Adresse de la Société populaire de la Tremblade.....	101
Adresse de la Société populaire de Beaucaire.....	88	Adresse de la Société des amis de la liberté et de l'égalité, séant à Bayonne.....	101
Adresse de la Société populaire de Fleurance.....	89	Adresse de la Société républicaine de Pouillon.....	101
Adresse de la Société populaire de Saint-Dié.....	89	Adresse de la Société républicaine de Gourdon.....	102
Adresse de la Société républicaine, séant à Epernay.....	89	Adresse de la Société populaire de Langon.....	102
Adresse de la Société républicaine de Charly.....	89	Adresse des amis de la Constitution de Bazas.....	103
Adresse de la Société républicaine de Péronne.....	90	Adresse de la Société républicaine de Moulins-la-Marche.....	103
Adresse de la Société révolutionnaire de Moissac.....	90	Adresse de la Société populaire de Bédarieux.....	103
Adresse des républicains de la commune de Vaugirard.....	91	Adresse de la Société des amis de la Constitution à Saint-Cyprien.....	103
Adresse de la Société populaire de Redon.....	91	Adresse de la Société populaire et républicaine à Saint-Brieuc.....	104
Adresse de la Société populaire de l'Isle-Jourdain.....	91	Adresse de la Société populaire d'Arnay-sur-Arroux.....	104
Adresse de la Société populaire de Crépy.....	92	Adresse de la Société populaire d'Annonay.....	104
Adresse de la Société républicaine de La Réole.....	92	Adresse de la Société populaire de Moustiers.....	105
Adresse de la Société républicaine de Tartas.....	93	Adresse de la Société populaire de Pamiers.....	105
Adresse de la Société républicaine de Trévoux.....	93	Adresse de la Société populaire de Vendôme.....	105
Adresse de la Société populaire de Béziers.....	93	Adresse de la Société des sans-culottes de la ville de Dunkerque.....	105
Adresse des membres du comité de correspondance de la Société populaire de Marsillargues.....	94	Adresse de la Société populaire de Sablé.....	106
Adresse des républicains de Périgueux.....	94	Adresse de la Société populaire de la ville de Roanne.....	106
Adresse de la Société populaire et républicaine de Charlieu.....	95	Adresse de la Société populaire de Blaye-sur-Gironde.....	109
Adresse de la Société populaire d'Hazebrouck.....	95	Adresse de la Société républicaine d'Albi.....	109
Adresse de la Société républicaine de Bar-sur-Aube.....	95	Le citoyen Jean Vidal, député suppléant des Basses-Pyrénées est admis.....	110
Adresse de la Société républicaine de Saint-Jean-de-Luz.....	95	Décret réintégrant le citoyen Pitoy dans ses fonctions d'officier municipal de Nancy.....	110
Adresse de la Société républicaine de Seurre.....	96	Décret portant que les membres de l'Assemblée nationale qui ont signé des protestations ou déclarations contre les décrets de la dite Assemblée sont déclarés suspects et seront mis en état d'arrestation jusqu'à la paix.....	111
Adresse de la Société des franes républicains séant à Pont-Croix.....	96	Décret instituant une Commission pour surveiller la recherche et l'inventaire des papiers restés au ci-devant château des Tuileries et pour extraire les noms des individus formant la garde de Louis Capet.....	112
Adresse de la Société républicaine de Saint-Servan.....	97		
Adresse de la Société républicaine de Vannes.....	97		
Adresse de la Société montagnarde de Cahors.....	97		

	Pages.
Décret portant que ceux qui servaient en qualité de sous-officiers et soldats dans le ci-devant régiment des gardes françaises ne sont pas compris dans les dispositions de la loi du 5 septembre, à moins qu'ils n'aient donné des preuves d'incivisme.....	112
Décret portant que les 120 gendarmes autorisés par la loi du 17 mars dernier à rester à Paris pour y faire le service seront organisés en compagnie.....	113
Décret portant que le traitement annuel des portiers et concierges des places de troisième ligne et postes de guerre est fixé à 400 francs.....	113
Renvoi au Comité de Salut public de la question de savoir si le décret qui a mis les imprimeurs en réquisition dispense les dits imprimeurs, depuis 18 jusqu'à 25 ans, de satisfaire à la loi de la réquisition.....	113
Le citoyen Balland, député du département des Vosges, obtient un congé de quinze jours.....	114
Décret portant que les chiffons, drilles et matières premières servant à la confection du papier sont compris dans l'article 1 <sup>er</sup> du décret du 29 septembre dernier.....	114
Décret portant que le conseil général de la Marne fera traduire sur-le-champ au tribunal révolutionnaire les deux frères François et Nicolas Cajols, soldats du 1 <sup>er</sup> régiment de chasseurs.....	114
Décret portant que jusqu'à la revision des lois pénales le défaut de paiement des amendes correctionnelles ne pourra entraîner qu'une détention d'un mois à l'égard des insolvables.....	117
Décret accordant une indemnité de 82.178 livres 17 s. 10 d. au citoyen Levasseur-Dumont, pour être distribué à ses créanciers.....	117
Proposition de Goupilleau tendant à la création d'un corps de cavalerie de 4.000 hommes.....	117
Lettre du général Rey relative à une rencontre qui a eu lieu près de Thouars.....	118
Lettre du vérificateur en chef des assignats informant la Convention qu'il sera brûlé la somme de 8 millions de livres en assignats.....	119
Pétition de la section de la Montagne relative au casernement des jeunes gens en réquisition.....	119
Décret sur la fixation de l'ère française et sur la nouvelle division de l'année.....	120
Liste des membres de la commission chargée d'examiner les réclamations faites par les citoyens qui ont éprouvé des pertes lors de la retraite de la Belgique.....	123
Contribution volontaire des employés à l'administration des biens nationaux.....	123
Don du citoyen Féron, soldat au 17 <sup>e</sup> régiment d'infanterie.....	123
Les citoyens Gouly fils, et Serves, députés par la colonie de l'Île-de-France sont admis.....	123
Lettre des représentants du peuple, commissaires dans le département de Seine-et-Oise relative à la vente des immeubles de la liste civile.....	123
Le décret rendu au commencement de la séance sur les membres de l'Assemblée constituante qui avaient protesté contre la Constitution de 1791, est rapporté.....	126

	Pages.
Présentation par la députation de la Meurthe, d'un juge et d'un suppléant pour le tribunal de cassation.....	127
Décret relatif à la vente des bulletins.....	127
Lettres de l'accusateur public près le tribunal révolutionnaire et décrets y relatifs.....	127
Lettre de Javogues relative à la prise du château de Mourron et décret y relatif.....	128
Etat des dons patriotiques faits à la Convention du dimanche 29 septembre au samedi 5 octobre 1793.....	129
Extrait du registre d'inscription des offrandes patriotiques faites au district de Muret.....	130
Don patriotique de la Société populaire de Jougue.....	131

## DIMANCHE 6 OCTOBRE 1793.

*(Quinzième jour du premier mois de l'an II)*

Adoption du procès-verbal de la séance du 30 octobre.....	131
Décret sur la pétition du citoyen J. J. Serangeli.....	131
Décret sur la pétition du citoyen Boyer.....	131
Décret portant que le comité de législation fera incessamment un rapport sur les étrangers auxquels on a accordé l'hospitalité et qui peuvent avoir été compris dans la réquisition.....	131
Don de la citoyenne Loulay.....	132
Pétitions des citoyens du district de Cany et de la commune de Thionville et décrets y relatifs.....	132
Lettre du citoyen Broust, curé d'Auray.....	138
Profession de foi de la société républicaine de Dinan.....	138
Procès-verbal de la première séance tenue par la Société républicaine de la commune de Signy, district de Charleville.....	138
Adresse de la Société populaire de Coutances.....	142
Lettre du procureur général, syndic du département de la Drôme, relative à la réquisition et pièces jointes.....	142
Lettre des administrateurs du département de police.....	149
Lettre du citoyen Prévost annonçant qu'il vient d'établir à Evreux une Société populaire.....	149
Adresse de la Société populaire de Carhaix.....	150
Adresse de la Société républicaine de Langres.....	151
Lettre de Legendre ( <i>de la Nièvre</i> ), commissaire dans les départements de la Nièvre et circonvoisins, relative au bon effet produit par la taxe des subsistances.....	152
Lettre des sans-culottes de Ruffec.....	153
Lettre de Carrier datée de Rennes.....	153
Lettre de Dévérité relative à son arrestation, et décret y relatif.....	153



	Pages.		Pages.
Décret relatif aux acquéreurs des meubles et immeubles de la ci-devant liste civile.....	154	Pétitions diverses.....	164
Décret portant que le citoyen Dufriche, remplacera le citoyen Houdelette dans ses fonctions d'huissier à la Convention.....	154	Décret portant que la ville de Guise sera nommée à l'avenir la Réunion-sur-Oise.....	164
Décret relatif à la pêche du hareng et du maquereau.....	155	Lettres de Simoud, représentant du peuple au Mont-Blanc.....	165
Les citoyens Réal et Monmayon sont désignés comme commissaires pour assister à la levée des scellés ordonnée par décret du 24 de ce mois.....	155	Pétition du citoyen Faveaux.....	168
Lettre du citoyen Bonnemain, inventeur d'une machine militaire et rapport de Moreau sur cette invention.....	155	Pétition de la citoyenne française Maclavi, veuve Sintot.....	168
Décret rendu sur la proposition de Cambon relative à la fixation des jours de repos des fonctionnaires au dixième jour de chaque décade portant que les pétitionnaires seront désormais entendus deux fois par décade et que les présidents et secrétaires de la Convention seront nommés les 1 <sup>er</sup> et 16 de chaque mois.....	156	Discours de Henri Claude Sintot.....	169
Mesures diverses relatives à la mise en vigueur du nouveau calendrier.....	157	Le citoyen Macaire réclame pour lui l'exécution de la loi rendue en faveur des pères des jeunes gens en réquisition.....	169
Pétition de la commune de Paris tendant à obtenir la plus prompte organisation du tribunal militaire qui doit suivre l'armée révolutionnaire.....	158	La citoyenne Pelletier, femme Bro, réclame contre la détention de plusieurs citoyens prononcée par le comité de la section du Luxembourg.....	169
Pétition du citoyen Piquet, comédien ci-devant à Valenciennes.....	158	Décret accordant un secours provisoire de 600 livres au citoyen Georges Dupré lieutenant au 56 <sup>e</sup> régiment.....	169
Réclamation du citoyen Lapierre contre un jugement du tribunal de Bar-sur-Aube qui a condamné son fils à mort.....	158	Pétition du citoyen Beuvin.....	170
Décret relatif aux mandats expédiés par Saurine, en faveur de Brissot.....	159	Pétition du citoyen Parrocel.....	170
Une députation des communes de Villejuif et Choisy réclame des secours en subsistance.....	160	La société des hommes révolutionnaires du 10 août dénonce les intentions inciviques de la Société des femmes républicaines révolutionnaires et demande la dissolution de cette société.....	170
Les jeunes gens en réquisition casernés à l'École militaire dénoncent une lettre qui leur a été adressée.....	160	Réclamation des jeunes gens en réquisition de la 7 <sup>e</sup> compagnie de la section du Panthéon français, contre la destitution de leur capitaine....	170
Décret accordant un secours de 200 livres à Marie-Marguerite Guichard, veuve de Jacques Besse.....	160	Décret annulant tous les passeports donnés par l'ancienne et par la nouvelle municipalité de Bordeaux.....	170
Pétition des huit sections et de la société populaire de la ville de Troyes, relative aux subsistances.....	161	Les citoyens Crevelier, Rivière, Ludot, Chédaneau et Clauzel sont adjoints au comité de l'examen des marchés.....	171
Pétition de la municipalité de Colombes relative à la non exécution du décret qui fixe les secours provisoires à accorder aux communes ravagées par les gelées, grêle et incendie.....	161	Décret relatif à la constitution de divers comités.....	171
Don des communes d'Aizerey et Potangey pour les frais de la guerre.....	161	Décret invitant le ministre de la guerre à présenter sous 3 jours, le tableau des prisonniers échangés.....	171
Dénonciation contre le citoyen Jacob, député du département de Saône-et-Loire.....	163	Dépêches reçues de Lyon.....	171
Le conseil général de la commune de Troyes demande si le coton se trouve compris dans l'article 1 <sup>er</sup> du décret qui fixe le maximum du prix des matières premières.....	163	Décret portant que ceux qui servaient en qualité de sous-officiers et soldats dans les gardes françaises, dans les grenadiers à cheval et les gendarmes de Lunéville et qui sont employés dans les armées de la République ne sont pas compris dans les dispositions de la loi du 5 septembre dernier, à moins qu'ils n'aient donné des preuves d'incivisme.....	174
Pétition de Jean Melchior Hoffé relative à la prise de cinq navires hambourgeois.....	163	Décret relatif à l'exportation par mer des denrées de première nécessité.....	175
Malhes, député du Cantal, informe la Convention de sa démission et de l'arrivée de son suppléant.....	163	Décret rappelant les citoyens Gauthier et Dubois-Crancé, représentants du peuple près l'armée des Alpes, et maintenant près Lyon....	175
Pétition de la section des Lombards sur la loi relative aux accaparements.....	163	Décret portant que le ministre de la guerre rendra compte de l'exécution du décret qui a destitué Kellermann.....	175
		Les membres composant l'Administration nationale des militaires invalides présentent leur justification et demandent justice.....	176

	Pages.
Réclamations contre les opérations du comité de la section des Tuileries.....	176
Renvoi aux comités de liquidation et des finances de la pétition de la citoyenne Cyvrix.....	177
Adresse du citoyen Mandel.....	177
Lettre du général Montaigu protestant contre sa destitution.....	177
Adresse de la Société populaire de Péronne..	177
Lettre du commissaire des guerres Alexandre.	178
Romme donne lecture de la rédaction du décret relatif au nouveau calendrier.....	178
Le canton d'Entrecasteaux adhère à la Constitution.....	178
La municipalité de Pompignac adhère à la Constitution.....	178

## LUNDI 7 OCTOBRE 1793

(Seizième jour du premier mois de l'an II.)

État des détenus.....	178
Adresse de la Société populaire de Melun....	179
Lettre des administrateurs du département du Nord.....	179
Lettre du procureur syndic, du district de Saint-Fargeau.....	189
Lettre du conseil général de la commune de Pont-l'Évêque.....	182
Adresse de la Société républicaine de Saramon.	182
Décret relatif à l'épurement de la marine civile et militaire.....	183
Discours prononcés par le maire d'Arras sur la tombe du citoyen Pinet.....	185
Lettre de la municipalité de Mariembourg....	187
Lettre du conseil permanent du district de Vouziers.....	188
Lettre des administrateurs du directoire du district de Châlons.....	188
Procès-verbal de la Société républicaine de Boulogne-sur-Mer.....	189
Pétition de la section du Muséum.....	190
Admission à la barre d'une députation de la Société des Femmes républicaines.....	190
Décret fixant au 21 de ce mois la discussion du rapport relatif à l'extinction de la mendicité.	191
Pétition de la Société des Amis de la liberté et de l'égalité en faveur du jeune Latour....	191
Demande de la Société républicaine de Signy-Librecy.....	191
Décret ordonnant au ministre de l'intérieur de rendre compte séance tenante, de l'exécution de la loi sur le <i>marivium</i> .....	192

	Pages.
Décrets relatifs à diverses liquidations..	192 et 193
Décret relatif à la mise en jugement de Gorsas..	193
Décret tendant à purger la marine des chefs, officiers administrateurs et agents qui, pour cause d'incivisme, sont dans le cas d'exclusion..	193
Décret relatif à la concordance à établir entre les époques constitutionnelles et le nouveau calendrier.....	194
Décret relatif au nouveau système monétaire.	194
Second rapport de Loysel et projet de décret sur le nouveau système monétaire.....	196
La députation du département de la Meurthe propose les citoyens Lévasseur et Pierre Martin pour remplacer Mallevant, ci-devant juge au tribunal de cassation et Mallarmé ci-devant suppléant.....	204
La députation de la Meuse propose les citoyens Robert et Vichon pour remplacer Marquis, ci-devant juge et Pons ( <i>de Verdun</i> ), ci-devant suppléant au tribunal de cassation.....	204
Les citoyens Fradin et Morlon sont nommés, le premier, juge et, le second, juge suppléant au tribunal de cassation.....	205
Le citoyen Maillard est admis à la place du citoyen Jacob, député de département de Saône-et-Loire et le citoyen Mirande, à la place du citoyen Malhes, député du département du Cantal.	205
Lettre des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales.....	205
Lettre du citoyen Fouquier relative aux mesures qu'il a prises pour l'arrestation et l'écrasement des députés compris dans l'acte d'accusation et de celles que le tribunal a suivies à l'égard de Gorsas pour assurer l'exécution de la loi.....	206
Décret ordonnant l'élargissement du citoyen Villeneuve, auparavant inspecteur de la manufacture d'armes de Moulins.....	207
Lettre de Dumont annonçant l'arrestation d'une parente de l'infame Pitt et du beau-frère du roi d'Angleterre..	207
Lettre des représentants Brival et Lanot.....	208
Lettre des administrateurs du district de Saint-Quentin.....	208
Décret ordonnant la mise en état d'arrestation des hommes suspects de la commune de Saint-Philbert de Grand-Lieu.....	209
Lettre du citoyen Esménard, capitaine général des douanes annonçant l'arrestation des hommes Martin et Jouvé, consuls hollandais.....	210
Décret relatif à la liquidation de pensions des employés du ministère.....	210
Décret relatif à des liquidations de pensions au profit de militaires blessés.....	211
Don du citoyen Gretté.....	211
Lettre d'officiers de l'armée du Rhin.....	212
Le conseil du département des Hautes-Pyrénées demande que le citoyen Féraud soit continué dans sa commission de représentant du peuple près l'armée des Pyrénées-Occidentales.....	212



	Pages.		Pages.
Lettre de Merlin ( <i>de Thionville</i> ) rendant compte des opérations de l'armée de Mayence..	213	Décret cassant la délibération du conseil municipal de Marseille, relative à la nomination d'un sergent de port.....	234
Dénunciation de la section du Théâtre-Français contre François Robert, député de Paris.....	215	Décret approuvant l'arrêté pris par les représentants du peuple envoyés près l'armée des côtes de Brest, sur l'augmentation et le choix des gendarmes maritimes nécessaires à la sûreté de ce port.....	234
Gossuin présente un projet de décret pour lever un corps de cavalerie de 40,000 hommes..	222	Décret relatif à la nomination des maîtres sculpteurs attachés à la marine.....	234
Le comité révolutionnaire de la section du Mont-Blanc annonce que le représentant Laplaigne mis en état d'arrestation est en fuite.....	223	Décret concernant les officiers des compagnies de canoniers matelots.....	234
Le ministre de l'intérieur consulte la convention sur les moyens de remplacer la somme emportée par le commandant de la gendarmerie de l'Eure, lorsqu'il s'enfuit avec Wimpfen.....	223	Admission à la barre d'une députation de 48 sections de Paris.....	235
Don patriotique d'un citoyen.....	223	Décret relatif aux indemnités dues aux maîtres des postes, pour perte de chevaux.....	235
Admission à la barre de deux députés de l'armée du Nord.....	224	Décret relatif au tarif par terre des postes et messageries nationales.....	235
Adresse de la commune de Riez.....	224	Acte d'accusation contre Perrin, député de l'Aube.....	237
Pétition de la Société républicaine du Puy....	224	Décret autorisant le citoyen Rambourg, maître de la forge du Trancay à établir un second fourneau sur le terrain dit Saint-Jean de Bonys.	237
Adresse du conseil général de la commune d'Evran.....	224	Le citoyen Crassous, député de la Martinique prend séance.....	237
Plainte des officiers de l'armée du Rhin, à propos de fausses nouvelles répandues contre eux.	224	Rapport d'Osselin sur la pétition de la section du Théâtre-Français dite de Marseille et de Marat concernant la saisie faite chez le député Robert, de 8 pièces de rhum et décret y relatif.....	237
MARDI 8 OCTOBRE 1793		Renvoi à la Commission des Six du projet de décret ayant pour objet de modifier la loi sur les accaparements.....	238
<i>(Dix-septième jour du premier mois de l'an II.)</i>		Décrets relatifs à l'organisation de l'enregistrement.....	239
Etat des détenus.....	224	Décret ordonnant une levée extraordinaire de chevaux pour le service de la cavalerie.....	240
Adresse des citoyens composant la Société populaire de Mollèges.....	225	Admission à la barre de la section Popincourt qui présente diverses pétitions.....	242
Adresse de la Société populaire de Verdun....	225	Décret relatif à la compagnie des Indes.....	243
Adresse populaire de la Société de la Guillo tière.....	225	Décret relatif aux mouvements contre-révolutionnaires de la ville de Beauvais.....	246
Adresse des corps administratifs et judiciaires du district de la commune de Laigle.....	226	Décret unifiant la solde de tous les corps de canonniers.....	247
Adresse de la Société populaire de Lieurey..	226	Décret portant suppression du bureau des consulats.....	247
Adresse du conseil général du district d'Uzerche.....	227	Projet de décret relatif à l'acte de navigation.....	249
Lettre du citoyen Paganel, représentant du peuple, datée d'Agen.....	228	Lettre de Lequinio, commissaire de la Convention près l'armée des côtes de la Rochelle et proclamation du même.....	251
Lettre de Lecarpentier et Garnier, datée de Cherbourg.....	229	Dénunciation du citoyen Philippe contre le citoyen d'Origny, vice-président de la commission générale des monnaies, Jean, dit Sainte-Croix, garde des dépôts de la dite commission, Solignac et Mongez, membres de la Commission générale des monnaies.....	255
Adresse du tribunal du district de Toul.....	231	Lettre de 21 officiers de la garnison de Maubeuge.....	257
Décret ordonnant la remise aux citoyens Herbin et Cl <sup>o</sup> de matières premières saisies par le commissaire aux accaparements et servant à la fabrication du savon.....	232	Hommage d'un ouvrage du citoyen Thénard..	257
Décret autorisant l'établissement de deux nouveaux cimetières à Verdun.....	232		
Décret ordonnant aux citoyens Genissieu et Deville de se transporter sur-le-champ à la maison de Marc René Sahuguet d'Espagnac.....	232		
Décrets relatifs à diverses pétitions...	232 et 233		
Hommage d'un drapeau par le 4 <sup>e</sup> bataillon de l'Aisne.....	233		

	Pages.
Lettre de Paré, ministre de l'intérieur, rendant compte de l'exécution de la loi du maximum.....	257
Désignation d'une députation pour assister à l'inauguration des bustes de Lepeletier et Marat.....	258
Adhésion des citoyens David et Jourdan à la Constitution.....	258
Don des employés du ministère des affaires étrangères.....	258
Adresse du conseil général de la commune de Mirande.....	258
Lettre du citoyen Voutier, chef du bataillon de l'Ardèche, faisant partie de l'armée de Mayence.....	258
Compte rendu par divers journaux de la discussion à laquelle donna lieu l'accusation d'accaparement du rhum portée par la section du Théâtre-Français contre Robert, député de Paris.....	259
Compte rendu par divers journaux du projet de décret présenté par Osselin tendant à dénommer les objets qui doivent être compris dans la loi sur les accaparements.....	260
Compte rendu par divers journaux du rapport de Delaunay (d'Angers) sur la C <sup>ie</sup> des Indes....	261
MERCREDI 9 OCTOBRE 1793.	
(Dix-huitième jour du premier mois de l'an II).	
Lecture des procès-verbaux des quinzième et seizième jours précédents.....	263
Décret portant que les lettres des membres de l'Assemblée décrétés d'accusation et adressées à la Convention seront envoyées au tribunal criminel extraordinaire et que les lettres des membres qui ne sont qu'en état d'arrestation seront envoyées au comité de sûreté générale..	263
Décret suspendant tous congés et rapportant les congés antérieurement accordés.....	263
Plusieurs députés nouvellement admis adhèrent au jugement de mort prononcé contre le tyran.....	264
État des détenus.....	264
Renvoi aux comités de commerce et de marine d'une pétition de négociants étrangers relative à la saisie des marchandises.....	265
Renvoi à la commission des Six d'observations du conseil exécutif relatives à l'application de la loi sur la taxe des subsistances.....	265
Pétition des sans-culottes de Chaumont tendant à la confiscation de toutes les coupes de bois arriérées depuis 1789.....	265
Adresse des électeurs du département des Bouches-du-Rhône.....	266
Adresse des administrateurs et procureur syndic du district du Donjon.....	266
Lettre du Conseil général et du directeur du département du Tarn.....	267
Lettre du procureur syndic de Moutauban...	268

	Pages.
Lettre du procureur syndic du district de Sedan.....	269
Décret accordant aux surveillants et vérificateurs provisoires de l'habillement les mêmes appointements qu'aux gardes-magasins.....	269
Décret étendant les dispositions de la loi du 29 septembre qui a chargé les administrations de département et de district, les municipalités et les sociétés populaires de surveiller les dépôts de chevaux, leurs fournisseurs et agents, et toutes les administrations des subsistances, habillement, équipement, armement, charrois, convois, et relais militaires.....	269
Décret rendu sur la pétition du citoyen Alline..	270
Décret rendu sur la pétition du citoyen Buffeul	271
Décret rendu sur la pétition du citoyen Blauvalet.....	271
Décret relatif à la procédure commencée contre Jacques Peray et Frédéric Louis, horlogers, demeurant à Audinecourt.....	272
Décret sur la pétition de la citoyenne Cormier	273
Décret contre l'annulation de la <i>Déclaration des droits de l'homme</i> du 29 mai.....	263
Décret sur la pétition du commissaire national du tribunal du district de Wissembourg.....	273
Décret adjoignant Bézard au comité de législation.....	275
Décret rendu sur la pétition du citoyen Vandeuil, ordonnant la confiscation des parcs, jardins, enclos et édifices qui porteraient encore des signes de la royauté.....	275
Don de la municipalité d'Aulnay.....	276
Lettre des jeunes citoyens de la première réquisition de la section de la Cité.....	277
Décret rendu sur la pétition de trois marins du Pas-de-Calais déclarant de bonne prise les bateaux, barques ou autres bâtiments ennemis enlevés par les Français prisonniers des puissances avec lesquelles la nation française est en guerre.....	278
Motion relative à l'interprétation des mots : <i>repaires des brigands</i> .....	278
Décret ordonnant la remise d'une somme de 10.000 livres à la veuve de Julien Lille, mort payeur principal de la dette publique...	278
Décret rendu sur la pétition de la veuve Négrier.....	279
Décret rendu sur la pétition de la citoyenne Lugan.....	279
Décret soumettant le département de l'Eure aux réquisitions de grains.....	279
Décret relatif aux anciens marchés existants avant 1789.....	280
Décret admettant les ci-devant religieux et religieuses à partager dans les successions à échoir concurremment avec leurs autres cohéritiers, à la charge que leur traitement diminuera en proportion du revenu qu'ils prendront dans les dites successions.....	280
Admission à la barre d'une députation des comités révolutionnaires.....	281



	Pages.		Pages.
Admission à la barre des loueurs de chevaux qui demandent qu'on leur délivre de l'avoine....	281	Le général Westermann rend compte de ses succès près de Réaumur et du bel exemple donné par le représentant Fayau.....	297
Barère donne lecture des nouvelles reçues des différentes armées de la République....	281 à 286	Lettre du général Kellermann annonçant que les Piémontais ont été chassés du département du Mont-Blanc.....	298
Décret ordonnant l'arrestation des Anglais, Ecosais, Irlandais et Hanovriens qui sont sur le territoire de la République et la confiscation de leurs biens au profit de la nation.....	286	Le citoyen Baudran, député du département de l'Isère reprend sa démission.....	301
Décret proscrivant du sol de la République toutes marchandises fabriquées ou manufacturées en Angleterre, en Ecosse et en Irlande.....	287	Lettre de Bernard ( <i>de Saintes</i> ) relative au sursis prononcé contre l'incarcération des membres composant la municipalité de Beaune, et décret y relatif.....	301
Décret ordonnant de retenir dans les campagnes les jeunes citoyens jugés nécessaires pour la culture des terres et mettant en réquisition les imprimeurs et les ouvriers employés à la fabrication des armes.....	288	Décret déclarant nuls et de nul effet tous actes publics ou privés passés par les fonctionnaires publics ou autres citoyens mis hors la loi.....	302
Décret portant que Levasseur se rendra dans le département de l'Oise, à la place de Lebon....		Décret portant que les communes prises ou cernées par les ennemis seront provisoirement rattachées au ressort du corps administratif le plus voisin.....	303
Décret concernant la désertion des 12 <sup>e</sup> et 13 <sup>e</sup> bataillons de Seine-et-Oise.....	289	Décret relatif à la dénomination donnée au monnaies d'or et d'argent, et à l'empreinte du nouveau type national et de la monnaie des 5 décimes en bronze.....	303
Décret relatif aux secours à accorder aux hôpitaux.....	289	Décret chargeant le comité de liquidation de reviser les erreurs ou injustices qui pourraient avoir été faites au préjudice de la nation dans la liquidation des offices des cours supérieures....	304
Décret mettant en réquisition tous les mulets.....	289	Rapport et projet de décret présentés par Saint-Martin sur les dispositions additionnelles aux lois des 20 février et janvier 1793, relatives aux indemnités ou secours dus pour des pertes occasionnées par l'intempérie des saisons, incendies et autres accidents imprévus.....	305
Rapport du ministre de l'intérieur sur la pétition des officiers municipaux d'Issy-l'Evêque, pour réclamer contre leur détention ordonnée par les corps administratifs du département de Saône-et-Loire.....	290	Rapport de Moreau sur l'invention du citoyen Bonnemain.....	309
Voulland annonce l'arrestation du représentant Bailleul.....	292	Décret ordonnant l'essai du billon Muller....	309
Adresse des corps administratifs et judiciaires de la commune de Laigle.....	292	Décret ayant pour objet de mieux assurer la marche du gouvernement.....	310
Don du citoyen Bollot.....	293	Rapport de Saint-Just à l'appui du décret qui précède.....	313
Lettre de Perrin, détenu à l'Abbaye.....	293	Décret modifiant le décret rendu dans la séance d'hier, concernant l'arrestation des Anglais, Ecosais, Irlandais et Hanovriens qui sont dans le territoire de la République et les confiscations de leurs biens.....	318
Un membre demande qu'aucun navire étranger ne puisse partir des ports français sans visite préalable.....	293	Décret portant que Béthune-Charost et la femme Marquet seront traduits devant le tribunal révolutionnaire.....	319
Compte rendu par divers journaux de la discussion à laquelle donna lieu le projet de décret présenté par Barère ayant pour objet de proscrire les marchandises anglaises du territoire de la République.....	293	Renvoi du général Brunet devant le tribunal révolutionnaire.....	321
JEUDI 10 OCTOBRE 1793		Décret ayant pour objet de faciliter l'exécution des décrets sur les mesures à prendre contre les personnes suspectes.....	321
(Dix-neuvième jour du premier mois de l'an II.)		Décret rendu sur la pétition du district d'Avranches concernant l'application de la loi sur le maximum dans le département d'Ille-et-Vilaine.....	322
Adoption des procès-verbaux des séances des 29 septembre, 5 octobre et 16 du premier mois.....	295	Renvoi au comité de Salut public d'une proposition du comité des subsistances tendant à donner un adjoint au ministre de l'Intérieur....	323
Adresse de la commune de Melio.....	295	Lettre de Gillet et Philippeaux, commissaires à l'armée des Côtes de Brest, pour transmettre une lettre de Merlin ( <i>de Thionville</i> ) et une du général Canclaux.....	323
Hommage par le citoyen Robin, horloger, d'une pendule marquant la nouvelle division du temps.....	295		
Les administrateurs du district de Montélimar annoncent la mort du citoyen Savtaya, député du département de la Drôme.....	295		
Lettre de Gillet et Philippeaux, datée de Nantes.....	296		

	Pages.		Pages.
Pétition d'Anglais patriotes contre le décret qui ordonne l'arrestation des Anglais, Irlandais et Ecossais résidant en France et le séquestre de leurs biens.....	325	Ramel demande son remplacement dans la Commission des finances.....	339
Pétition du tribunal du 2 <sup>e</sup> arrondissement de Paris tendant à la réforme de l'organisation judiciaire.....	323	Lettre du directoire du département de la Charente-Inférieure.....	339
Adresse de la Société des Sans-Culottes du canton de Boarthe.....	323	Les citoyens Getto et Honckleur sollicitant un prompt rapport sur le projet de création d'une école de trompettes.....	339
Dénunciation de la municipalité de Provins...	326	Lettre de Rühl et procès-verbal constatant la destruction de la sainte ampoule à Reims.....	339
VENDREDI 11 OCTOBRE 1793.		Lettre des représentants du peuple près les armées des côtes de la Rochelle et de Brest, relative aux contingents et prestations diverses fournis par la ville de Nantes.....	341
(Vingtième jour du 1 <sup>er</sup> mois de l'an II).		Lettre des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales transmettant une pétition de la Société populaire de Saint-Chinian.....	341
Etats des détenus aux 17 <sup>e</sup> et 18 <sup>e</sup> jour.....	327	Lettre de Fouché, représentant du peuple près les départements du Centre et de l'Ouest, et arrêtés révolutionnaires par lui pris dans le département de la Nièvre.....	342
Lettre et statuts de la Société populaire d'Epinal.....	327	Lettre de Roux-Fazillac, député du département de la Charente, relative à la réquisition.....	343
Lettre de la Société populaire d'Epinal demandant que le décret du 4 mai relatif aux pensions des pères et mères des soldats de la patrie, s'étende aux femmes non mariées dont les enfants naturels sont aux frontières.....	330	Le ministre de la guerre rend compte des mesures qu'il a prises pour le casernement des jeunes citoyens formant la réquisition des sections de la ville de Paris.....	345
Pétition de la Société populaire d'Epinal tendant à ce que les fonctionnaires publics qui ont excité le murmure des citoyens par le scandale de leurs mœurs soient destitués de leurs fonctions.....	330	Lettre de la Commission révolutionnaire du département de la Somme demandant le maintien d'André Dumont dans le département.....	345
Lettre de la Société populaire d'Epinal transmettant le procès-verbal d'une fête populaire qu'elle a fait célébrer à la mémoire de Marat et Pierre Baille.....	331	Lettre des officiers, sous-officiers et soldats du département de Lot-et-Garonne.....	346
Lettre du district de Villefranche, département de Rhône-et-Loire, relative à la levée des citoyens.....	333	Adresse de la Société populaire de Toul....	346
Lettres de Lecarpontier, représentant du peuple, datées de Valognes.....	333 et 334	Lettre du Directoire du district de Toul...	346
Lettre du commandant du Fort-National, île Pelée, devant Cherbourg, annonçant la prise d'un bâtiment anglais par la frégate la <i>Réunion</i> ...	335	Les communes composant le canton d'Aillas rétractent tout ce qu'elles avaient pu faire contre l'unité et l'indivisibilité de la République.....	347
Lettre de Garnier (de Saintes), confirmant cette prise et faisant part des offrandes patriotiques de la population ouvrière de Cherbourg ainsi que du trait sublime d'un jeune enfant....	335	Lettre des prêtres républicains de la Creuse demandant qu'il leur soit fait abandon des fonds pris sur les biens des émigrés.....	347
Lettre du ministre de l'intérieur annonçant l'envoi des décrets relatifs à la réquisition des chevaux et à l'arrestation des sujets du roi de la Grande-Bretagne.....	335	Lettre de la Société populaire de Chambon..	347
Lettre de la Société populaire de Metz.....	336	Adresse des membres du tribunal de commerce de Castres.....	347
Lettre de la Société républicaine d'Épernay..	337	Adresse de la Société populaire séant au Lamentin.....	348
Lettre du citoyen Brulé, transmise par le ministre de la justice.....	337	Dénunciation de la Société populaire de Thionville.....	348
Lettre des représentants Legendre (de la Nièvre) et Fouché (de Nantes) datée de Nevers..	337	Lettre du conseil général de la commune de Lorient.....	348
Lettre des représentants du peuple près l'armée du Nord et arrêté y joint.....	338	Lettre de la municipalité de Chennevières...	348
Réclamation du citoyen Peyronnet, officier invalide.....	339	Adresse du conseil général du département du Doubs.....	349
		Lettre des membres composant le tribunal criminel d'Arras.....	349
		Lettre du conseil général de la commune de Clermont-l'Hérault.....	350
		Lettre du ministre de l'intérieur relative à l'interprétation des lois des 23 et 24 juillet dernier, concernant les maîtres des postes.....	350



	Pages.		Pages.
Lettre du ministre de l'intérieur faisant passer une lettre relative au citoyen Célestin Lefetz...	331	Adresse de la commune de Pont-de-l'Arche...	363
Adresse de la Société populaire de Salins....	331	Décret sur la pétition du citoyen Peyre, député du département des Basses-Alpes, mis en état d'arrestation.....	364
Adoption du procès-verbal de la séance du 19 <sup>e</sup> jour.....	332	Pétitions diverses.....	365
Décret portant suspension de l'exécution du décret sur la nouvelle empreinte du sceau et les monnaies de la République.....	332	Admission à la barre des citoyens de la ville des Sables.....	365
Décret ordonnant la vérification des fournitures de bottes et souliers confectionnés à Paris....	332	Pétition des citoyens composant la commune de Mandeville, district de Louviers.....	366
Décret sur la pétition du citoyen Chenon....	333	Plusieurs citoyens volontaires de Paris demandant une augmentation de paye.....	366
Décret sur la pétition du citoyen Bernard Plaisance.....	333	Les citoyens sans-culottes, fournisseurs des armées demandent le paiement des marchandises qu'ils versent journellement dans les magasins de l'Administration : ils demandent en outre que la loi sur le <i>maximum</i> ne frappe point sur les marchandises qu'ils ont en magasin.....	367
Décret sur la pétition de Jacques-Antoine Gallay.	333	Pétition de Jean Goebel, en faveur de sa femme d'origine anglaise qui vient d'être mise en état d'arrestation.....	368
Décret sur la pétition de Charles Bousies ...	334	Pétition des mareyeurs de Paris qui demandent à être exceptés de la réquisition des chevaux....	368
Décret sur la procédure intentée contre le ci-devant comte Courtin-Bourzolle.....	334	Pétition de Louis Calas.....	368
Rapport du décret du 15 août 1792, relatif au placement des notaires dans le département des Côtes-du-Nord.....	334	Pétition de la citoyenne Laveaux.....	369
Décret relatif à la pétition des femmes des marins composant les équipages des vaisseaux la <i>Boussole</i> et l' <i>Astrolabe</i> .....	334	Pétition du comité de surveillance de la section de la Cité tendant à ce que le roi d'Angleterre soit mis hors des lois de l'humanité.	369
Décret relatif à l'indemnité à accorder à la veuve et aux enfants du citoyen Duquero.....	335	Dénunciation faite par les jeunes citoyens composant la 3 <sup>e</sup> compagnie de la section de la Cité.....	370
Décret autorisant la trésorerie nationale à retirer de la caisse à trois clefs 402 millions délivrés en assignats.....	335	Lettre d'Amelot, administrateur des domaines nationaux, demandant un local pour le citoyen Clareton professeur de musique.....	370
Décret relatif aux secours et à la pension à accorder à la veuve du citoyen Coquillard....	336	Envoi de la liste des officiers civils et militaires qui devaient se trouver à Toulon, lors de la trahison de cette ville.....	370
Pétition des citoyens cultivateurs de Vincennes contre un arrêté de la commune de Montreuil..	336	Pétition du citoyen Lebrun, en faveur de son épouse.....	371
Hommage du citoyen Ezemar.....	337	Invitation du lycée des Arts.....	371
Un membre demande qu'on fasse un rapport sur la situation de la Vendée.....	337	Décret ordonnant à Alquier de se rendre à Rouen et à Fousseidoire de se rendre à Saverne pour surveiller la levée des chevaux.....	372
Adresse du Conseil général et des habitants de la ville et du canton de Séez.....	338	Décret réduisant à quatre les membres des représentants près l'armée dirigée contre Toulon.	372
Pétition de la citoyenne veuve Borné.....	360	Décret ordonnant aux citoyens Charbonnier et Escudier de se rendre immédiatement à la Convention.....	372
Pétition du citoyen Garrery.....	361	Nouvelles des armées campées sous les murs de Lyon.....	372
Le citoyen Boissard, procureur syndic du district de Pontarlier demande sa mise en liberté.	362	Décret interdisant l'exportation des cartons..	373
Le citoyen Ruthlège, présent à la barre pour servir de défenseur à Boissard est conduit devant le comité de sûreté générale.....	362	État des dons patriotiques du 15 <sup>e</sup> au 20 <sup>e</sup> jour de l'an II.....	373
Dénunciation d'un commissaire de police et du citoyen Lebas par une députation de la section Poissonnière.....	362	Don du citoyen Pecaut.....	374
Adresse des volontaires en réquisition de Clichy-la-Garenne et Neuilly, réunis.....	362	Bonguyod rend compte du dévouement patriotique des jeunes gens du district de Saint-Claude.	374
Pétitions diverses.....	363		
La Convention désigne 12 de ses membres pour assister à l'inauguration des bustes de Le Peletier et Marat à la section du Pont-Neuf.....	363		

	Pages.
Lettre du ministre de l'intérieur sur l'interprétation de la loi qui ordonne l'arrestation des sujets du roi d'Angleterre.....	374
Arrêtés pris par les représentants du peuple dans le département de la Seine-Inférieure.....	375
Pétition de la dame Lefebvre.....	376
Compte rendu par divers journaux de l'admission à la barre de la députation des citoyens de la ville des Sables.....	377

SAMEDI 12 OCTOBRE 1793.

*(Vingt-et-unième jour du premier mois de l'an II.)*

Etat des détenus.....	378
Adresse de la Société populaire d'Orléans....	378
Adresse de l'Administration du district de Tarbes.....	379
Offrande patriotique transmise par le conseil général du district d'Arras.....	380
Lettre des administrateurs du district de Charolles.....	380
Lettre de la Société populaire de Clermont-l'Hérault.....	381
Adresse de la Société populaire de Gien.....	381
Lettre de la Société populaire de Mauriac....	382
Lettre d'adhésion à l'Acte constitutionnel des officiers, sous-officiers et volontaires du bataillon de la Charente.....	382
Adresse du conseil général du Bourg régénéré.	383
Lettre de Maulde, député du département de la Charente.....	383
Lettre du vérificateur en chef des assignats...	384
Lettre des soldats républicains du 36 <sup>e</sup> régiment d'infanterie.....	384
Adresse de la Société populaire de Coulommiers.....	384
Procès-verbal de la fête civique célébrée à Guéret le 9 octobre 1793.....	385
Lettre de la Société populaire de Cambrai...	386
Lettre du citoyen Guinet, envoyé des assemblées primaires de Nantua.....	387
Lettre et discours du citoyen Michel, juge de paix du canton de Naucray.....	387
Lettre du Conseil général de la commune de Niort.....	388
Lettre du commissaire national près le tribunal du district de Muret.....	389
Lettre de la Société républicaine de Gailhac-Toulza.....	390

	Pages.
Lettre des administrateurs, des juges du tribunal de district et des officiers municipaux de Châteaudun.....	390
Lettre des administrateurs du district de Saint-Jean d'Angely.....	390
Lettre de la Société populaire de Vannes.....	391
Lettre du procureur du district de Joinville et procès-verbal de la fête civique célébrée à Joinville le 10 août.....	391
Lettre de la Société populaire de Reims.....	394
Lettre de la municipalité de Bayeux.....	395
Lettre des membres composant le comité de surveillance de la commune de Vaucouleurs....	395
Don du citoyen Cocagne.....	396
Lettre de la municipalité de Die relative à l'exécution de la loi du 2 juin sur les gens suspects	397
Lettre de la municipalité de Fontaine-la-Gailarde	399
Lettre du citoyen Davrainville.....	399
Extrait des registres de la municipalité de Saint-Rémy-sur-Bevron.....	400
Lettre du citoyen Michel, vicairé épiscopal du département de la Manche annonçant son mariage.	400
Discours du citoyen Michel.....	401
Pétition de la Société républicaine de Châteaudun.....	403
Lettre de la Société populaire à Thionville...	403
Pétition des fabricants de toiles de Mamers..	404
Adresse de la nouvelle municipalité de la commune de Saint-Yrieix.....	405
Adresse de la Société populaire de Dieppe...	405
Adresse de la Société populaire de Thoisy..	407
Adresse de la Société populaire d'Orsan.....	407
Adresse de la Société populaire de Conches..	407
Adresse du conseil général de la commune d'Yssingeaux.....	408
Adresse de la Société populaire de Maussane.	409
Adresse de la Société populaire d'Evran.....	409
Adresse de la Société populaire de Meymac...	409
Adresse de la Société populaire de Joigny....	410
Adresse de la Société populaire de Meaux....	410
Extrait du registre des délibérations de la Société populaire de Montdidier.....	410
Adresse de la Société des Amis de la Constitution de Thorigny.....	411
Adresse de la Société populaire de Saint-Bris.	411
Adresse de la Société populaire des Sans-Culottes de Lunéville.....	411
Adresse de la Société républicaine de Saint-Flour.....	412
Adresse de la Société républicaine d'Argentat.	412



	Pages.		Pages.
Adresse de la Société des Hommes Libres de la Teste-de-Buch.....	412	Adresse de la Société républicaine d'Ingouville.....	426
Adresse de la Société républicaine de Lamballe.....	413	Adresse de la Société populaire de la ville d'Eu.....	426
Adresse de la Société populaire de Châteauroux.....	413	Adresse de la Société populaire de Nantes.....	426
Adresse de la Société des Amis de la République de Saint-Jean-l'Espinasse.....	413	Adresse de la Société des Amis de la Constitution séant à Lesparre.....	427
Adresse de la Société populaire de Falaise.....	414	Adresse de la Société populaire de Baron.....	427
Adresse des Sociétés républicaines amies de la liberté et de l'égalité séant à la ci-devant intendance à Bordeaux.....	414	Adresse de la Société populaire du Faouet.....	428
Adresse de la Société des Amis de la Constitution du 10 avril 1793, à Bordeaux.....	415	Adresse de la Société populaire de Corbigny.....	428
Adresse de la Société républicaine de la ville de Lille.....	418	Adresse de la Société républicaine de Saint-Amour.....	428
Adresse de la Société républicaine de Saint-Sever.....	416	Adresse du conseil général du département des Basses-Pyrénées.....	429
Adresse de la Société populaire d'Héricourt.....	416	Adresse de l'Administration du département de Vaucluse.....	429
Adresse de la Société populaire de Saint-Yrieix.....	416	Adresse des administrateurs du directoire du département de la Haute-Saône.....	430
Adresse de la Société populaire de Velleron.....	417	Adresse des administrateurs et procureur général syndic du département de l'Orne.....	430
Adresse de la Société populaire des Vans.....	417	Adresse des maire et officiers municipaux de la commune de Tilly-sur-Seule.....	430
Adresse de la Société populaire de Forcalquier.....	418	Adresse de la commune d'Aleçon.....	430
Adresse de la Société populaire de Pertuis.....	418	Adresse du conseil général de la commune de Saint-Jean-de-Luz.....	431
Adresse de la Société populaire de Melun.....	418	Adresse du conseil général de la commune de Bayonne.....	431
Adresse de la Société populaire de Nîmes.....	419	Adresse des citoyens de la commune de Langon.....	431
Adresse de la Société populaire de Perpignan.....	419	Adresse de la commune de Rue.....	432
Adresse de la Société populaire de Gignac.....	419	Adresse des sept communes composant le canton de Mortagne.....	432
Adresse de la Société populaire de Villefranche-d'Aveyron.....	420	Extrait du registre des délibérations de la commune d'Annot.....	432
Adresse de la Société des Amis de la Constitution séant au Chesne.....	420	Adresse de la commune d'Embrun.....	432
Adresse de la Société républicaine de Salies.....	421	Adresse de la commune du Donjon.....	433
Adresse de la Société populaire de Carcassonne.....	421	Adresse de l'Administration du district de Quingey.....	433
Adresse des administrateurs du district de Josselin.....	421	Adresse du conseil général du district d'Avranches.....	434
Adresse de la Société populaire de Niort.....	421	Adresse des administrateurs et procureur syndic du district de Castres.....	434
Adresse de la Société populaire de Donzy.....	422	Adresse des administrateurs du district de Machecoul.....	434
Adresse de la Société des Amis de la Constitution républicaine séant à Fronton.....	423	Adresse de l'Administration du district d'Ancenis.....	436
Adresse de la Société populaire de Rozoy.....	423	Adresse du comité de surveillance de Gacé.....	436
Adresse de la Société républicaine de la ville de Cuers.....	423	Adresse du comité de surveillance du Bourg-d'Essay.....	437
Adresse de la Société républicaine d'Agen.....	424	Adresse des membres du comité de surveillance de Saint-Fargeau.....	437
Adresse de la Société populaire de Saint-Chamas.....	424	Adresse des autorités constituées et de la Société populaire de Pont-Audemer.....	437
Adresse de la Société des Amis de la Constitution séante à Sauveterre.....	425	Adresse de la commune de Quillebeuf.....	438
Adresse de la Société populaire de Bar-sur-Ornain.....	425		
Adresse de la Société des Amis de la liberté et de l'égalité séant à Villedieu.....	425		

	Pages.
Adresse de la Société des Amis de la République séant à Marennes.....	438
Lettre du procureur syndic du district de Saint-Paul-du-Var.....	439
Lettre du citoyen Molié.....	439
Décret mettant à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 100.000 livres pour la conservation et le transport des objets d'arts se trouvant dans les maisons nationales.....	440
Admission à la barre d'une députation des 48 sections de Paris.....	440
La Convention décrète qu'il lui sera fait un rapport sur l'état de réquisition dans lequel se trouvent les imprimeurs.....	441
Adresse de la Société populaire d'Alais.....	441
Lettre des représentants du peuple à Perpignan.	442
Décret additionnel au décret qui a ordonné la liquidation de la Compagnie des Indes.....	443
La Convention décrète que les pétitionnaires ne seront admis que les 10, 20 et 30 de chaque mois.....	443
Rapport et projet de décret présentés par Bo sur l'extinction de la mendicité.....	433 à 452
Lettre du général Doppet annonçant la prise de Lyon.....	453
Décret relatif à la suppression des contre-cœurs et plaques de cheminées portant des signes de féodalité.....	453
Lettre des représentants du peuple près l'armée de Montaigne.....	455
Le conseil général de la commune de Vesoul fait passer 15 décorations militaires.....	456
Le conseil général de la commune de Bapaume fait passer à la Convention 6 déco- rations et une somme de 200 livres.....	456
Les articles du Code civil sur les droits de succession sont décrétés.....	456
Un congé de 8 jours est accordé à Danton...	457
Lettre du commandant temporaire de la place d'Avesnes faisant part que plusieurs attaques dirigées contre Maubeuge ont été repous- sées.....	457
Le citoyen Esménard annonce qu'il a fait arrêter un conspirateur nommé de Ricard....	458
Décret ordonnant la destruction de la ville de Lyon.....	458
Correspondance échangée entre le comité de Salut public et les commissaires de la Conven- tion devant Lyon.....	453
Pétition des citoyennes Laplanche.....	463
Le ministre de la guerre rend compte de l'exécution de l'arrêté du conseil exécutif provi- soire qui a destitué le général Kellermann....	465
Lettre des commissaires près l'armée des côtes de la Rochelle pour demander le maintien du général Turrot à la tête de cette armée....	465

	Pages.
Lettre du ministre des contributions publiques relative à la suppression de l'inspecteur des Salins de Pecquet.....	463
Garran de Coulon annonce que le district d'Orléans a fait imprimer le tableau de la taxe des denrées.....	465
Lettre de Garnier ( <i>de Saintes</i> ) relative au séquestre des biens des fédéralistes de Cherbourg	465
Comptes rendus par divers journaux de la discussion à laquelle donna lieu la lecture de la lettre du général Doppet annonçant la prise de Lyon.....	465
Comptes rendus par divers journaux du rapport de Barère sur la prise de Lyon.....	467

DIMANCHE 13 OCTOBRE 1793.

(Vingt-deuxième jour du premier mois de l'an II.)

Lettre des représentants Gauthier et Dubois Crancé annonçant la prise de Lyon.....	470
Lettre du représentant Levasseur, datée de Beauvais.....	471
Etat des détenus.....	472
Lettre du citoyen Verdelin, commandant des troupes de Faucigny.....	472
Lettre des administrateurs provisoires du district de la campagne de Lyon.....	473
Adresse du comité de surveillance et de la Société populaire de Courtonne-la-Ville.....	473
Lettre du Conseil général de la commune d'Evreux.....	476
Lettre du nouveau comité de surveillance d'Evreux.....	477
Lettre du ministre de l'intérieur transmettant un arrêté du conseil général de la commune de Ferrières.....	477
Lettre de la Société populaire de Sarlat.....	478
Lettre du citoyen Guichard, membre du bureau de conciliation du district de Sens.....	478
Lettre de la Société populaire de Creully....	479
Lettre de la Société des montagnards de la ville d'Hesdin.....	479
Lettre des maire, officiers municipaux, procu- reur et notables de la commune de Mirabel....	480
Lettre de la Société républicaine des sans- culottes de Manosque.....	480
Lettre du citoyen Robineau.....	481
Lettre d'André Dumont, représentant du peu- ple dans le département de la Somme.....	481
Renvoi au comité des finances d'une pétition des députés des Îles-sous-le-Vent, relative au remboursement de leurs frais de voyage.....	481



	Pages.
Pétition de la Société populaire de Sceaux et décret rendu sur cette pétition, portant que la commune de Sceaux s'appellera désormais <i>Sceaux-l'Unité</i> .....	482
Décrets rendus sur diverses pétitions.....	483
Décret mettant à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 100.000 livres pour être distribuée à titre de secours aux citoyens de l'Arche, district de Barcelonnette.....	483
Décret relatif aux constructions de l'arsenal de Meulan.....	483
Rapport sur la pétition de plusieurs fournisseurs de souliers, tendant à obtenir le paiement entier de leurs fournitures jusqu'à ce que la loi du <i>maximum</i> soit en pleine activité.....	484
Le citoyen Cherrier est admis en qualité de représentant du peuple.....	485
Décret supprimant la retenue des quatre deniers pour livre sur les dépenses de la marine et des colonies.....	485
Décret relatif à l'apposition des scellés sur les meubles de la communauté, en cas de demande en divorce.....	487
Décret relatif aux bâtiments possédés à Crest par les ci-devant religieuses Sainte-Marie.....	487
Admission à la barre d'une députation de la section du <i>Museum</i> .....	487
Décret rendu sur une pétition de la Société populaire de Nantes concernant la destitution des généraux Aubert Dubayet et Canclaux.....	489
Décret relatif à la constatation des maladies ou infirmités des citoyens mis en réquisition.....	491
La Convention passe à l'ordre du jour sur la pétition de deux compagnies soldées des canonniers de la place de Douai.....	491
Renvoi au comité de Salut public de la proposition faite par Pons ( <i>de Verdun</i> ) d'étendre aux sujets de tous les despotes coalisés la loi rendue contre les Anglais.....	491
Reprise de la discussion du Code civil.....	492
Admission à la barre des jeunes gens en réquisition de la commune de Gentilly.....	494
Deux députés du comité de surveillance de la ville d'Aire présentent à la Convention diverses pièces d'argenterie et une somme en numéraire.....	494
Lettre de Baudouin, imprimeur de la Convention.....	495
Adresse des républicains sans-culottes de Bordeaux.....	495
Décret mettant à la disposition du ministre de la guerre une somme de 50 millions de livres pour les frais d'une levée extraordinaire de chevaux.....	497
Décret mettant à la disposition du ministre de la guerre une somme de 6.642.900 livres, pour assurer la subsistance des troupes de nouvelle levée.....	497
Le citoyen Lacrosse, capitaine commandant la frégate <i>la Félicité</i> , donne des détails sur l'état des Iles du Vent.....	497

	Pages.
Les citoyens Dubarran, Laloy, Jagot et Louis ( <i>du Bas-Rhin</i> ) sont proclamés membres du comité de Sûreté générale.....	498
Réclamation des officiers et soldats marins..	498
Décret mettant à la disposition du ministre de la marine une somme de 30 millions de livres.	498
Lettre de Choudieu et Bellegarde représentants du peuple près l'armée des côtes de la Rochelle.	499
Lettre des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales.....	499
Lettre du général Dagobert aux représentants du peuple à Perpignan.....	500
Lettre des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales.....	500
Lettre des représentants Couthon, Maignet, Châteauneuf Randon et Laparte, datée de Lyon, 9 octobre.....	501
Décret nommant les représentants du peuple près l'armée de l'Ouest.....	502
Adresse de la Société populaire d'Aigueperse.	502
Lettre du ministre de l'intérieur annonçant qu'ordre a été donné au département de Paris de faire surseoir à la vente de toutes les marchandises confisquées par les commissaires aux accaparements.....	503
Adresses du conseil général et de la Société populaire de Saint-Tropez.....	503
Lettre des représentants Poultier et Rovère datée de Nîmes et arrêtés y joints.....	504
Adresse de la Société populaire de la Réole..	508
Compte rendu à ses concitoyens par le capitaine Lacrosse, commandant la frégate <i>la Félicité</i> , de sa mission aux Iles du Vent de l'Amérique pendant les années 1792 à 1793. 508 à 533	
LUNDI 14 OCTOBRE 1793.	
(Vingt-troisième jour du premier mois de l'an II.)	
Etat des détenus.....	533
Jugements rendus par la commission militaire de Saumur.....	534
Adresse des Jacobins de Neuville-sur-Saône..	535
Adresses de la Société populaire de Lorient..	536
Lettre de Maure, représentant du peuple dans le département de l'Yonne.....	537
Adresse du citoyen Jean Poubelle.....	538
Lettre du citoyen Yvon, substitut du procureur de la commune de Saint-Etienne.....	538
Adresse du 3 <sup>e</sup> bataillon du Cantal, en garnison à l'Ile d'Aix.....	540
Adresse du procureur syndic de Corbeil.....	540
Lettre du procureur de la commune de Soye.	541

	Pages.
Adresse de la Société populaire de Lisieux...	542
Les membres du conseil d'administration du 2 <sup>e</sup> bataillon de la région des Ardennes recommandant à la Convention la veuve du citoyen Duchesne.....	542
Adresse de la municipalité de Saint-Omer....	543
Adresse de la Société populaire de la commune de Moirans.....	543
Adoption du procès verbal de la séance du 18 <sup>e</sup> jour du premier mois.....	543
David demande à la Convention la permission de faire transporter chez lui le tableau de Le Peletier pour l'exposer avec celui de Marat, à la vue du public.....	544
Décret relatif à la dénomination des ports de l'Île-de-France.....	544
Décret ordonnant le transport dans les salles des dépôts de la guerre des divers objets relatifs à la marine ou à la guerre, qui se trouvent chez le citoyen Dufraisse et qui étaient dans les bureaux du ci-devant maréchal de Castries.....	544
Lettre du général Chabos, du champ de bataille, datée du bois du Moulin-aux-Chèvres..	544
Lettre du ministre de l'intérieur faisant connaître qu'il a fait expédier par des courriers extraordinaires la nouvelle rédaction du décret du 18 contre les Anglais.....	545
Pétition de la commune de Volx.....	545
Don de la ville de Vire.....	546
Pétition du conseil général de la commune de la ville de Vire.....	546
Décret sur la pétition du sieur Jaquotot.....	546
Une députation de la commune de Meulan vient réclamer la mise en liberté du maire de cette ville.....	547
Rapport et projet de décret présentés par d'Armonville tendant à accorder au citoyen Jeannot la permission de construire un fourneau à fonte des minières, à la ci-devant abbaye de la Grâce-de-Dieu.....	547
Rapport et projet de décret présentés par le comte de Puyraveau pour la réunion des deux corps du génie militaire et des ponts et chaussées.....	548
Décret confirmant le sursis prononcé à l'incarcération des membres destitués du conseil général de la commune de Beaune.....	548
Décret relatif aux rations de fourrages attribuées aux chevaux des officiers d'infanterie....	551
Lettres des représentants du peuple à Toulouse.	554
Décret ordonnant aux administrations de district de faire passer dans la quinzaine l'état de tous les biens vendus ou à vendre des émigrés et de toutes les matières d'or, d'argent ou de cuivre, remises à titre patriotique ou autrement.	556
Le citoyen Jean-Pierre-Félix Roux, suppléant du département de l'Aveyron est reçu à la place du citoyen Valadi, mis hors la loi.....	556
Hommage par le citoyen Dornier, canonnier au 2 <sup>e</sup> bataillon du 80 <sup>e</sup> régiment d'un drapeau pris par lui sur les Autrichiens.....	556

	Pages.
Lettre de Levasseur représentant du peuple, datée de Beauvais.....	557
Décret portant que les suppléants qui auraient signé des protestations contre les journées des 31 mai et 2 juin ne seront point admis à remplacer des députés jugés ou démissionnaires.....	
Hommage des officiers municipaux de la commune de Meru.....	558
Lettre de la Société populaire d'Aujeures....	559
Reprise de la discussion du Code civil.....	560
Lettre du comité de surveillance du canton de Feurs.....	561
Adresse des frères et sœur d'Antiboul pour démontrer que le décret d'arrestation prononcé contre le représentant n'est pas justifié.....	562
Lettre de Garnier ( <i>de Saintes</i> ) commissaire de la Convention dans le département de la Manche.	563
Demande de l'administrateur des domaines nationaux relatif aux secours à accorder aux femmes et aux enfants des émigrés.....	564
Lettre des représentants du peuple, commissaires de la Convention à Rambouillet.....	564
Pétition de la Société républicaine et du comité de surveillance de la commune de Jougue.	565
Le citoyen Courier demande à échanger des assignats à face royale.....	565
Pétition de la Société populaire de Dijon....	566

## MARDI 15 OCTOBRE 1793.

(Vingt-quatrième jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II.)

Etat des détenus.....	566
Lettre de Bernard ( <i>de Saintes</i> ) datée de Monthéliard.....	566
Proclamation de Bernard ( <i>de Saintes</i> ) aux citoyens de la ci-devant principauté de Montbéliard.....	567
Lettre de Robespierre le jeune et Ricord représentants du peuple près l'armée d'Italie, annonçant qu'ils ont fait mettre en état d'arrestation le général l'Estanduc et faisant passer des papiers saisis sur un lieutenant-colonel fait prisonnier et sur Giraudi, juge de paix à Nice..	567
Lettre de Delacroix et Lonchet, représentants du peuple dans le département de la Seine-Inférieure.....	568
Lettre de Laplanche, représentant du peuple dans le département du Loiret.....	569
Adresse de la municipalité de Larcy.....	569
Adresse de la municipalité de Coudray....	570
Adresse de la municipalité de Vitry.....	570
Adresse de la commune de Quiers.....	570
Adresse de la commune de Seichebrières....	570
Adresse de la municipalité de Nibelle.....	570



	Pages.		Pages.
Adresse du curé révolutionnaire et des citoyens de la commune de Sury-aux-Bois.....	570	Adresse de la Société populaire de Cressy...	582
Adresse de la commune de Saint-Aignan-des-Guets.....	571	Adresse de la Société des Amis de la liberté et de l'égalité de la ville de Sommières.....	582
Adresse de la commune de Barville.....	571	Décret portant qu'il sera sursis provisoirement à la vente des biens meubles et immeubles appartenant à Jean Leroy et situés en France.....	583
Adresse de la commune de Nancray.....	571	Décret renvoyant au comité de Sûreté générale le n° 106 de la feuille intitulée : <i>Feuille de salut public</i> et chargeant le comité de législation de présenter un projet de loi contre les auteurs de calomnies qui tendraient à avilir la Convention nationale ou quelqu'un de ses comités....	583
Adresse de la commune de Bouzy.....	571	Décret sur le grand livre de la dette publique.	584
Adresse de la municipalité de Fresville.....	571	Décrets 1° rapportant ; 2° maintenant le décret prescrivant des mesures sur les biens possédés par les émigrés.....	587
Adresse de la commune d'Auvilliers.....	571	Admission à la barre des pétitionnaires du comité central de salut public du département des Ardennes.....	588
Adresse de la municipalité de Saint-Sauveur.	571	Décret autorisant l'achat de 500.000 aunes de drap et de toiles.....	588
Adresse de la municipalité de Bordeaux.....	572	Don des officiers municipaux de la commune de Bourg.....	588
Adresse de la commune de Batilly.....	572	Proposition de Pons relative à la prorogation des délais concernant le brûlement des titres féodaux.....	589
Lettre de Lequinio et Laignelot, représentants du peuple, datée de Rochefort.....	572	Don du citoyen Legrand.....	590
Lettre de Laplanche, représentant du peuple dans le département du Loiret, recommandant à la Convention les enfants de Beauvais-Préau...	572	Lettre d'Isoré, représentant du peuple à l'armée du Nord.....	590
Le ministre de l'intérieur annonce qu'il a fait transférer les geus suspects dans les domaines nationaux.....	573	Décret relatif à l'extinction de la mendicité...	590
Adresse des administrateurs du département du Cher pour rendre hommage à la conduite de Laplanche.....	573	Lettres de Dartigoeyte, représentant du peuple, député dans le département du Gers, datées de Tarbes.....	595
Adresse de la Société patriotique de Riez...	574	Adresse des trois sections de la commune de Bayonne.....	597
Pétition de la citoyenne Villefort, Anglaise de nation.....	574	Jourdeuil, adjoint au ministre de la guerre, demande l'autorisation de faire venir à Versailles des escadrons de l'armée révolutionnaire.....	597
Adresse de la Société populaire de Redon...	574	Lettre des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales, annonçant que le général Dagobert est entré sur le territoire espagnol.	597
Lettre des administrateurs et procureurs syndic du district de Saint-Affrique.....	575	Lettre des représentants Couthon, Maignet, Châteauneuf-Randon et Laporte, datée de Lyon, le 11 octobre.....	598
Lettre des représentants du peuple dans le département de la Gironde et arrêté y joint...	576	Lettre de Delacroix et Louchet, représentants du peuple envoyés dans le département de la Seine-inférieure, annonçant l'exécution de la loi relative aux Anglais, dans la ville du Havre....	599
Adresse des sans-culottes composant la Société populaire de Bayeux.....	576	Lettre des représentants du peuple auprès de l'armée des côtes de la Rochelle annonçant la prise de Chatillon.....	599
Lettre du conseil général du département du Tarn.....	577	Lettre du citoyen Montbrion sur l'état politique de la ville de Marseille.....	600
Adresse du conseil général de la commune de Castres.....	577	Don des municipalités de Foix et de l'île d'Oléron.....	601
Lettre des administrateurs du directoire du district de Lisieux.....	578	Don des membres du bureau d'agence de la société populaire de Joigny.....	602
Lettre de Châteauneuf-Randon, représentant du peuple auprès de l'armée de Lyon datée du quartier général de Limonest.....	578	La Convention rappelle Legendre ( <i>de la Nièvre</i> ) et désigne pour le remplacer dans le département de la Nièvre, Noël Pointe.....	602
Adresse des citoyennes républicaines d'Yssingaux.....	579		
Lettre des administrateurs du département de l'Aveyron.....	580		
Adresse de la Société populaire de Verdun-sur-Meuse.....	580		
Lettre des représentants du peuple dans le département de Seine-et-Oise.....	581		
Lettre d'Emmanuel Grouchy, général de brigade, suspendu de ses fonctions.....	581		
Adresse de la Société populaire et des sections de la ville d'Orléans.....	581		

	Pages.
Reprise de la discussion sur le Code civil....	603
Rapport de Barère. — Décret ordonnant l'arrestation d'Amelot, administrateur des domaines nationaux et le destituant de ses fonctions.	603
Pétition du citoyen Cor .....	604
Adresse du directoire du district de Toul...	604
Lettre des commissaires et agents supérieurs du département de Seine-et-Oise.....	605
Motion d'Osselin relative à la loi du <i>maximum</i> .	605
Compte rendu par divers journaux, de la discussion à laquelle donna lieu la dénonciation Piorry contre la feuille de <i>Salut public</i> .....	605
Compte rendu du rapport de Barère, d'après le <i>Journal des Débats et des Décrets</i> .....	606
MERCREDI 16 OCTOBRE 1793.	
(Vingt-cinquième jour du 1 <sup>er</sup> mois de l'an II).	
Etat des détenus.....	607
Le citoyen Mallet, de Honfleur, demande la mise en réquisition pour la marine des jeunes gens de 15 à 18 ans.....	607
Hommage par le citoyen Dolivier, curé de Mauchamp, d'un <i>Essai sur la justice primitive</i> .	608
Lettre du citoyen Debals, commissaire du canton de Montech.....	613
Lettre de la Société républicaine de Château-Salins.....	615
Lettre de la Société républicaine de Russey..	616
Adresse des républicains de Bourg.....	616
Adresse de la Société républicaine d'Ingouville.....	616
Adresse de la Société des Amis de la Constitution de Couches-les-Mines.....	617
Adresse de la Société populaire du canton de Chantilly.....	617
Adresse des citoyens de plusieurs communes du canton de Pontfarcy.....	617
Lettre de la Société populaire de Nîmes.....	618
Lettre des officiers municipaux de Montcarville .....	618
Lettre du conseil général de la commune de Saint-Georges-sur-le-Cher.....	619
Lettre des citoyens de la commune du Grand-Montrouge.....	619
Procès-verbal de la fête civique qui a eu lieu à Valognes le 6 octobre et discours du représentant Le Carpentier.....	620
Lettre des commissaire et secrétaire du district de Louviers.....	622
Lettre des administrateurs du département de l'Aveyron.....	623

	Pages.
Lettre de Lacombe-Saint-Michel, datée de Calvi, 1 <sup>er</sup> octobre 1793.....	623
Décret rendu sur la pétition de la Société populaire de Châteauroux, portant que la ville de Châteauroux sera dénommée à l'avenir Indreville.....	624
Décret portant que les communes qui ont changé de nom depuis 1789 feront passer au comité de division la nouvelle dénomination qu'elles ont adoptée.....	624
Décret renvoyant aux représentants du peuple dans le département du Calvados, une pétition des autorités constituées et des députés réunis des sections de la ville de Lisieux.....	624
Décret ordonnant que le comité de salut public présentera incessamment ses vues sur la question de savoir s'il convient de laisser au conseil exécutif la faculté d'adresser des instructions aux corps administratifs ou judiciaires.....	625
Renvoi au comité d'aliénation de la pétition de quelques communes réunies du district de Vézélise.....	625
Décret portant que les publications des mariages pourront être faites tous les jours de la décade.	626
Décret sur la nomination, les fonctions, les pouvoirs et le traitement des inspecteurs des charrois des armées.....	626
Liste des citoyens proposés par le comité de surveillance, sur les vivres pour les places d'inspecteurs des charrois.....	628
Décret désignant les citoyens Guyton-Morveau et Fourcroy pour examiner un projet de direction des globes aérostatiques dû au citoyen Seconds, membre de la Convention.....	631
Rapport et projet de décret présentés par Coupé (de l'Oise) sur la distribution des baux à ferme et la réduction des grandes exploitations rurales.	632
Présentation par Osselin de la rédaction des articles déjà décrétés sur la prohibition des accaparements.....	634
Décret rendu sur la pétition du citoyen Morveau, secrétaire, commis au bureau des procès-verbaux de la Convention.....	634
La Convention déclare que les citoyens Tronson-Ducoudray et Chauveau-Lagarde sont à l'abri de toute inculpation dans la manière dont ils ont rempli les fonctions de défenseurs officieux de la veuve de Louis Capet.....	635
Discours du citoyen Briois.....	636
Admission à la barre des députés des Sociétés populaires de Sedan, Montmédy, Mouzon et Philippoville.....	637
Décret exceptant du décret rendu contre les Anglais les femmes qui ont épousé des Français avant le 18 du premier mois de l'an II.....	638
Rapport de Saint-Just sur le même objet....	639
Décret ordonnant que 3 Autrichiens envoyés à Paris par Laurent, représentant du peuple, seront traduits à l'Abbaye.....	644
Décret portant que les matelas, draps et couvertures qui se trouvent dans les maisons des émigrés seront employés pour le casernement des citoyens de la première réquisition.....	645





	Pages.
Adresse de la Société populaire de la ville d'Ardes.....	682
Adresse de la Société populaire d'Uzès.....	683
Extrait du procès-verbal du brûlement des titres de la grosse dime de Rozoy.....	683
Lettre d'Isidore! représentant du peuple à l'armée du Nord, donnant des nouvelles de Challe.....	684
Pétition des descendants des réfugiés français.	684
Lettre de Louchet faisant passer un arrêté pris en vue de la destruction des marques de la féodalité dans le département de la Seine-Inférieure.....	685
Lettre de Fouché, datée de Nevers.....	685
Proclamations de Fouché aux habitants du département de la Nièvre.....	685
Lettre de Férand, représentant du peuple près l'armée des Pyrénées, datée d'Arreau, donnant des détails sur une expédition faite avec succès contre les Espagnols.....	688
Lettre du général Lassalle au comité de salut public relative à cette expédition.....	689
Lettre du général Lanbadère, commandant en chef à Loudan.....	690
Lettre de Roux-Fazillac, représentant du peuple dans le département de la Charente.....	691
Pétition des patriotes bataves.....	691
Lettre de Boudat et Chaudron-Rousseau, représentants du peuple dans les départements de la Haute-Garonne et de l'Ariège.....	692
Lettre du ministre des affaires étrangères demandant si, en vertu de la loi qui ordonne l'arrestation des étrangers, les Françaises mariées à des Américains pourront suivre leurs maris..	693
Décret portant addition à la loi du 17 septembre 1793 sur l'arrestation des gens suspects....	693
Décret sur la pétition de Pierre Gaspard Marie Grimaud, ci-devant comte d'Orfay.....	694

	Pages.
Décret sur la pétition de la citoyenne Bortin-Denis, veuve de Claude-Guillet.....	694
Renvoi au comité des domaines d'un rapport de Coupé ( <i>de l'Oise</i> ) sur le défrichement des places incultes de Paris, dépendantes de la ci-devant liste civile.....	695
Adoption d'un projet d'instruction sur la publication du nouveau calendrier.....	695
Admission à la barre d'une députation de la commune, de la Société populaire et du comité de surveillance de Melun.....	696
Lettre de Dubouchet représentant du peuple dans le département de Seine-et-Marne.....	697
Décret sur les moyens d'exécution de l'acte de navigation.....	701
Lettre du général Jourdan, annonçant des succès remportés par l'armée du Nord et la destitution du général Gratien.....	704
Lettre de l'accusateur public près le tribunal criminel du département de l'Aude contenant envoi des pièces de la procédure instruite contre Jean François Boyer.....	705
Décret relatif aux soldats licenciés des compagnies du centre de la garde nationale parisienne,	713
Décret fixant le minimum des chevaux en réquisition par canton.....	713
Suite de la discussion du Code civil.....	713
Lettre des représentants Philibert Simond et Dumaz dénonçant les abus qui se sont glissés dans l'administration des magasins de la République et des fournitures aux armées....	713
Lettre du maire de Château-Thierry.....	714
Erratum au tome LXXV.....	200
(Séance du vendredi 27 septembre 1793, 1 <sup>re</sup> col.)	200
Erratum au présent tome.....	232
(Séance du 17 <sup>e</sup> jour du premier mois de l'an II mardi 8 octobre 1793), col 1.....	232





# ARCHIVES PARLEMENTAIRES

## PREMIÈRE SÉRIE

### TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DU

TOME SOIXANTE-SEIZIÈME

DU 4 OCTOBRE 1793 AU 27<sup>e</sup> JOUR DU 1<sup>er</sup> MOIS DE L'AN II (18 OCTOBRE 1793)

**ABBAYE** (Prison de l'). Nombre de détenus dans cette prison (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 1), (3 octobre, p. 63), (13<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 149), (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 7 octobre 1793, p. 179), (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 225), (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 264), (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 326), (p. 327), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 378), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 472), (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 534), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 566), (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 607), (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 654), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 682).

**ABREVILLE** (Commune d'). André Damont annonce la découverte dans cette ville de dépôts d'objets précieux (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 237).

**ACCAPAREMENTS**. 1<sup>o</sup> La section des Lombards présente plusieurs observations sur la loi relative aux accaparements (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 163); — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi à la commission chargée de cette loi (*ibid.*). — Osselin présente les changements faits à la loi par la commission (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 238); — renvoi à la commission pour nouvel examen (*ibid.*). — Adoption de plusieurs articles du projet de décret (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 634). — Le projet de décret est renvoyé à un nouvel examen du comité (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 674).

2<sup>o</sup> Le ministre de l'intérieur annonce qu'il a ordonné au département de Paris de surseoir à toutes les ventes de marchandises confisquées par les commissaires aux accaparements jusqu'à ce que l'assem-

blée ait déterminé la marche à suivre pour statuer sur les réclamations (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 503).

**ACTE CONSTITUTIONNEL**. Décret portant que le millésime de la médaille consacrée à perpétuer le souvenir de l'acte constitutionnel sera conforme au nouveau calendrier (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 194).

**ACTE DE NAVIGATION**. Projet de décret relatif au décret du 21 septembre contenant l'acte de navigation (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 248 et suiv.). — Décret contenant des dispositions relatives à l'acte de navigation (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 701 et suiv.).

**ACTES PUBLICS**. 1<sup>o</sup> Décret relatif aux dates des actes publics (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 194).

2<sup>o</sup> Décret qui déclare nuls les actes faits par des fonctionnaires publics ou d'autres citoyens mis hors la loi (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 302).

**ADJOINTS AU MINISTRE DE LA GUERRE**. L'adjoint de la quatrième division fait passer les jugements rendus contre les nommés Frère dit Beauvais, Louis L'Etoile, Regnac, Charon, Fugo et Cutenelle (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 534 et suiv.).

**ADMINISTRATION DES BIENS NATIONAUX**. Don patriotique des employés (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 123), (p. 130).

**ADMINISTRATIONS**. Décret fixant les dates auxquelles les administrations pourront prendre des vacances (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 194).

**AÉROSTATS**. Le citoyen Seconds annonce qu'il croit avoir trouvé le moyen de diriger les aérostats et demande que la Convention nomme des commissaires pour examiner ses procédés (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de



l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 641) ; — la Convention désigne les citoyens Guyton-Morveau et Fourcroy pour procéder à cet examen (*ibid.* p. 632).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES (Ministère des). Don patriotique des employés du ministère (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 258) ; — mention honorable (*ibid.*).

AGEN (Commune d'). La société républicaine régénérée invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 424).

AGIOTAGE. Bouret, canonnier présente les moyens de ruiner l'agiotage et de rétablir le crédit national (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 190) ; — mention honorable et renvoi au comité des finances (*ibid.*).

AGUEPERSE (Commune d'), département du Puy-de-Dôme. La société populaire prie la Convention de décréter le renouvellement de tous les corps administratifs, de mettre à prix la tête des Buzot, Pétion, etc., et de rester à son poste (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 502 et suiv.).

AILLAS (Canton d'), département de la Gironde. Les communes composant le canton rétractent tout ce qu'elles auraient pu faire contre l'unité et l'indivisibilité de la République (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 347) ; — insertion au *Bulletin* et renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

AIZEREY-ET-POTANGÉY (Commune d'). Fait un don patriotique (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 461) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

ALAIS (Commune d'). La société populaire félicite la Convention sur ses travaux et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 441) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

ALBI (Commune d'), département du Tarn. La société républicaine félicite la Convention sur la constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68, p. 109 et suiv.).

ALBITTE AÎNÉ (Antoine-Louis), député de la Seine-Inférieure. — 1793. — Parle sur les dénominations morales à donner aux mois (t. LXXVI, p. 122). — Présente un projet de décret sur les mesures à prendre relativement aux officiers et agents de la marine qui sont restés à Toulon après la trahison de la ville (AN II (1793), p. 193). — Demande que le ci-devant général Brunet soit renvoyé devant le tribunal révolutionnaire (p. 321). — Parle sur les troubles de Lyon (p. 454), — sur le mode de destitution des généraux (p. 456), — sur les mesures à prendre contre les étrangers (p. 614), — sur les accaparements (p. 674), (p. 680), — sur la motion de Duhem relative à la mise en jugement du général Gratien (p. 705).

ALENÇON (Commune d'). Invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 430 et suiv.).

ALEXANDRE, commissaire des guerres. Annonce que les troupes républicaines occupent toutes les hauteurs qui dominent Lyon et qu'elles sont constamment victorieuses des rebelles (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 178).

ALLAIN-AUX-BOEUFs (Commune d'), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi ; elle demande d'en être relevée (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625) ; — la

Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).

ALLIER (Département de l'). Fauché rend compte de l'état d'esprit des habitants (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 685).

ALLINE (Louis), condamné aux fers. Merlin (*de Douai*) propose de décréter qu'il ne pourra pas être admis à se pourvoir en cassation contre le jugement prononcé contre lui (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1794, t. LXXVI, p. 270) ; — la Convention après avoir entendu le rapport de son comité de législation décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa pétition (*ibid.*).

ALPES-MARITIMES (Département des). Les administrateurs déclarent qu'ils reconnaîtront pour frères les habitants de Marseille et du département des Bouches-du-Rhône qui abjurèrent leur erreur et qu'ils les invitent à marcher, eux et les habitants du Var, pour punir les traîtres de Toulon (4 octobre, t. LXXVI, p. 18). — Le conseil général félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 80).

ALQUIER, député de Seine-et-Oise. — AN II (1793). — Commissaire pour surveiller la levée extraordinaire des chevaux (t. LXXVI, p. 372).

AMAR, député de l'Isère. — AN II (1793). — Fait un rapport sur la mise en liberté du citoyen Villeneuve (t. LXXVI, p. 207).

AMBOISE (Commune d'). La société des sans-culottes républicains félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 86 et suiv.) ; — la Convention passe à l'ordre du jour sur la pétition de la commune relative au citoyen Malvest (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 193).

AMELOT, administrateur des domaines nationaux. Écrit à la Convention au sujet du local à affecter au comité des subsistances militaires (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 55). — Demande un local pour le citoyen Claretton qui se propose de donner des leçons publiques de musique (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 370). — Décret qui la destitue de sa place, ordonne sa mise en état d'arrestation à l'Abbaye et l'apposition des scellés sur ses papiers (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 603).

AMENDES PRONONCÉES PAR LA POLICE CORRECTIONNELLE. Voir *Détention*.

AMPOULE. Voir *Sainte-Ampoule*.

ANCIENS (district d'). Les administrateurs invitent la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 436).

ANGERS (commune d'). On annonce que des biens nationaux ont été vendus bien au-dessus du prix d'estimation (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 65).

ANGLAIS. — ANGLETERRE. 1<sup>o</sup> Décret qui ordonne l'arrestation de tous les sujets du roi de la Grande-Bretagne se trouvant actuellement dans l'étendue de la République (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 286). — Adoption d'une nouvelle rédaction de ce décret (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 318). — Des Anglais patriotes protestent contre ce décret (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre, p. 325). — Le ministre de l'intérieur demande s'il n'y aurait pas lieu de faire une exception à ce décret (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 374) ; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*). — Renvoi au comité de Salut public de la proposition d'étendre le décret à tous les sujets des despotes coalisés contre la République (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 492).

— Le ministre de l'intérieur écrit qu'il a fait expédier ce décret par des courriers extraordinaires (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 545).

2<sup>e</sup> Décret qui proscriit du sol de la République toutes marchandises fabriquées ou manufacturées dans les pays soumis au gouvernement britannique (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1791, t. LXXVI, p. 287). — Le ministre de l'intérieur annonce qu'il a fait expédier ce décret par des courriers extraordinaires (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 545).

ANISSON. Des députés de la commune de Rio présentent une réclamation contre un jugement rendu en faveur de son régisseur (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

ANNONAY (commune d'). La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 104 et suiv.).

ANNOT (commune d'), département des Basses-Alpes, La municipalité et le conseil général acceptent l'acte constitutionnel et prient la Convention de rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 432).

ANTIBOUL, député du Var. — An II (1793). — Le conseil général et la Société populaire de Saint-Tropez protestent contre sa mise en accusation (t. LXXVI, p. 503 et suiv.). — Lettre de ses frères et sœurs pour démontrer que le décret d'arrestation prononcé contre lui n'est pas justifié (p. 562). — La société des Sans-Culottes républicains de Cogolin demande sa mise en liberté (p. 676).

AOURT (n<sup>e</sup>) général. Envoie le détail des mouvements de l'armée des Pyrénées (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 672).

ARBOGAST, député du Bas-Rhin. — 1793. — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 474).

ARBRES (Commune d'). La société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 682); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

ARGENTAT (Commune d'). La Société républicaine invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 412).

ARRÈGE (Département de l'). Les représentants du peuple Baudot et Chaudron-Roussau informent la Convention qu'ils ont trouvé très peu d'hommes révolutionnaires dans ce département et qu'ils ont remis les administrations et les Sociétés populaires au niveau de la Révolution (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 692); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

ARMAND, doyen des huissiers de la Convention. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

#### ARMÉES DE TERRE EN GÉNÉRAL.

§ 1<sup>er</sup>. — Renseignements sur la situation, les opérations, les besoins des armées.

§ 2. — Approvisionnements, subsistances et fourrages.

§ 3. — Génie.

§ 4. — Habillement, équipement et campement.

§ 5. — Charrois, convois, étapes et transports militaires.

§ 1<sup>er</sup>. — Renseignements sur la situation, les opérations, les besoins des armées (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 47 et suiv.), (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 165 et suiv.), (p. 173). (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793 (p. 205), (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 296 et suiv.), (p. 323 et suiv.), (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup>

mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 372), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 442), (p. 483), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 499 et suiv.), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 597 et suiv.), (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 665), (p. 670 et suiv.), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 688 et suiv.), (p. 704).

§ 2. — Approvisionnements, subsistances et fourrages. 1<sup>er</sup> Décret qui met à la disposition du ministre de la guerre une somme de 6.642.900 livres pour assurer en viande la subsistance des troupes de nouvelle levée (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 497).

2<sup>e</sup>. — Décret qui détermine le poids et le nombre de rations de fourrage destinées à la nourriture des chevaux des différentes armes pendant la guerre (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 551 et suiv.). — Rectification d'une erreur qui s'est glissée dans la rédaction de ce décret (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 670).

§ 3. — Génie. Rapport par Lecointe-Puyraveau sur la réunion des deux corps du génie et des ponts-et-chaussées (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 548); — la Convention décrète l'impression et l'ajournement du rapport (*ibid.*).

§ 4. — Habillement, équipement et campement.

1<sup>er</sup> Décret relatif aux appointements des surveillants et vérificateurs de l'Administration (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 269).

2<sup>e</sup> Décret qui met les administrations de subsistances et habillements militaires sous la surveillance des autorités constituées et des sociétés populaires (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 269).

3<sup>e</sup> Décret qui autorise les administrateurs de l'habillement des troupes à percevoir cinq cent mille aunes de drap et pareille quantité de toile pour redingotes et doublures (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 588 et suiv.).

§ 5. — Charrois, convois, étapes et transports militaires. Rapport et projet de décret sur la nomination, les fonctions, les pouvoirs et le traitement des inspecteurs des charrois des armées (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 626); — adoption (*ibid.*).

#### ARMÉES DE TERRE EN PARTICULIER.

ARMÉE DES ALPES. Compte rendu des avantages remportés sur les Piémontais (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 165 et suiv.). — Mention honorable au *Bulletin* de la conduite des 12 bataillons qui se sont distingués dans l'armée qui est devant Lyon (*ibid.* p. 181 et suiv.). — Compte rendu des opérations de l'armée devant Lyon (*ibid.* p. 172 et suiv.). — Le général en chef annonce l'entrée des troupes de la République dans la ville de Lyon (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 453). — Les commissaires de la Convention dénoncent des abus qui se sont glissés dans l'administration des magasins de la République et des fournitures aux armées (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 713 et suiv.).

ARMÉE DES CÔTES DE BREST. Lettres des représentants en mission près de cette armée (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 47), (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 296 et suiv.), (p. 323).

ARMÉE DES CÔTES DE LA ROCHELLE. On demande que le général Turot reste à cette armée (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 465). — Lettre des représentants du peuple près de cette armée sur les opérations (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 499).

ARMÉE D'ITALIE. Le général Lapoye annonce la prise de la montagne de Pharon (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1794, t. LXXVI, p. 282).



ARMÉE DE MAYENCE. Compte rendu par Merlin (*de Thionville*) des opérations en Vendée (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 213).

ARMÉE DE LA MOSELLE. Lettre des représentants du peuple sur les manœuvres de l'armée (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 48).

ARMÉE DU NORD. — Les commissaires près de cette armée accusent les contre-révolutionnaires d'entraver la marche et l'administration des subsistances (30<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 338). — Les membres composant le tribunal criminel militaire du point central de l'armée annoncent que le tribunal vient d'être organisé (*ibid.* p. 349). — Le général Jourdan annonce qu'il y a eu le 15 octobre une action entre les satellites des despotes et les soldats de la République (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 670 et suiv.). — Le général Jourdan informe la Convention des succès obtenus le 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 704).

ARMÉE DE L'OUEST. La Commission militaire envoie copie des jugements rendus contre les conspirateurs Thinaut et Dupuis dit de Malinot (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 20). — Décret nommant les citoyens Prieur (*de la Côte-d'Or*) et Hentz, commissaires près de cette armée (*ibid.*, p. 45). — Décret portant que les représentants du peuple près de cette armée seront les citoyens Carrier, Bourbotte, Francastel, Pinet aîné et Turreau et rappelant dans le sein de la Convention les autres représentants qui y étaient précédemment attachés (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 592).

ARMÉE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. Compte rendu d'un échec éprouvé dans l'attaque du grand camp des Espagnols (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 47 et suiv.). — On annonce la prise de 6 drapeaux sur les Espagnols (46<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 205). — Compte rendu des opérations (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 442) (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 99 et suiv. (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 672 et suiv.).

ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE. Une députation de la commune de Paris demande une prompt organisation du tribunal militaire qui doit suivre l'armée révolutionnaire (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 158); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Décret qui autorise à faire venir à Versailles les escadrons de l'armée révolutionnaire (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 597). — Un certain nombre de volontaires et d'officiers écrivent de Beauvais, qu'on presse leur habillement et leur équipement et demandent qu'on leur assigne le numéro qu'ils doivent porter (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 672); — renvoi au comité de la guerre (*ibid.*).

ARMÉE DU RHIN. Lettre de plusieurs officiers qui préviennent la Convention que la plupart de ses correspondants dans les armées la trompent (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre, p. 212).

ARMONVILLE, député de la Marne. — An II (1793). — Membre du comité des inspecteurs de la Salle (t. LXXVI, p. 174). — Fait un rapport sur la pétition du citoyen Jeannot (p. 547 et suiv.).

ARNAY-SUR-ARROUX (Commune d'), département de la Côte-d'Or. La société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 104).

ARRAS (Commune d'). Le maire fait passer à la Convention des exemplaires du discours qu'il a prononcé sur la tombe du jeune Pinet (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 185); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

ARRAS (district d'). Le Directoire fait passer une lettre relative au citoyen Célestin Lefetz qui a été nommé

à la place de juge du tribunal révolutionnaire de Paris (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 351); — ordre du jour (*ibid.*). — Le Conseil général annonce à la Convention un don patriotique d'un inconnu (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 380); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — Les administrateurs adressent à la Convention les détails de la réception faite par les habitants de la commune de Beaurain à 4 bataillons de volontaires (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 654); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE. Décret qui déclare suspects les membres de l'Assemblée constituante qui ont signé des déclarations contre les décrets de ladite assemblée (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 411). — Ce décret est rapporté (*ibid.*, p. 126).

ASSIGNATS. 1<sup>o</sup> Les représentants à l'armée des côtes de Brest demandent qu'il soit sursis, en ce qui concerne la ville de Nantes, à l'exécution du décret qui démontre les assignats à face royale (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 59); — renvoi au comité des finances (*ibid.*).

2<sup>o</sup> Brûlement de 8 millions de livres d'assignats (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 119), — de 11 millions de livres d'assignats (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 384).

ASTROLABE (Vaisseau l'). La Convention décrète que les secours accordés aux familles des marins embarqués sur ce vaisseau continueront à leur être payés, sans néanmoins déroger à la loi du 4 mai 1793 (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 384 et suiv.).

AUBERT-DUBAYET, général. Lettre de Turreau et de Merlin (*de Thionville*) relative à son remplacement (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 455). — La Société populaire de Saint-Vincent de Nantes exprime ses regrets de sa destitution (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 489); — décret portant qu'il sera entendu au comité de Salut public, contrairement avec le général Ronsin, en présence des députés de Nantes (*ibid.*).

AUCOHAN (Auguste d'). Voir *Docohan*.

AUDE (département de l'). Envoi par l'accusateur public près le tribunal criminel de pièces relatives à la procédure instruite contre Jean-François Boyer, prévenu de propos tendant à avilir et à dissoudre la Convention nationale (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 703 et suiv.).

AUDITEUR NATIONAL (Journal l'). Il est dénoncé par Vadier pour avoir annoncé, à tort, sa mise en état d'arrestation et celle de Bô (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 26); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

AUDOUIN, député de Seine-et-Oise. — 1793. — Membre du Comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171).

AUJÈRES (Commune d'), département de la Haute-Marne. La Société républicaine remercie la Convention de ses décrets et offre un don patriotique (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 559); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

AULIER, abbé. Est conduit comme prisonnier de Bordeaux à Paris par le citoyen Pasquier (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 691).

AULNAY (Commune d'). La municipalité fait un don patriotique (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 277); — renvoi au ministre de la guerre (*ibid.*).

AUMAËLE (d'). Fait remettre à la Convention son brevet et sa décoration militaire (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714).

AUTRICHIENS. Voir *Espions*.

**AUVILLIERS** (commune d'), département du Loiret. La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 571).

**AVESNES** (commune d'). Le commandant temporaire de la place fait part de la vaillance des républicains de Maubeuge et rend compte de plusieurs faits héroïques (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 457); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

**AVEYRON** (département de l'). — Les administrateurs composant le Conseil général informent la Convention qu'ils ont déjà fourni 35 compagnies à l'armée des Pyrénées-Orientales et qu'il en partira d'autres qui n'attendent que l'équipement (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 580); (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 622).

**AVRAINVILLE** (d'). Voir *Davrainville*.

**AVRANCHES** (district d'). Le Conseil général invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 434).

## B

**BAEUX**, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

**BALLAND**, député des Vosges. — 1793. — Obtient un congé (t. LXXVI, p. 114).

**BALLONS**. Voir *Aérostats*.

**BANGILLION**, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

**BAR-SUR-AUBE** (commune de). La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 95).

**BAR-SUR-ORNAI** (Commune de). La Société populaire félicite la Convention sur ses travaux et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 425).

**BARBEAU DU BARRAN**, député du Gers. — 1793. — Est adjoint au comité des finances (t. LXXVI, p. 45). — Membre du comité de sûreté générale (p. 498).

**BARBEY**. Se plaint des dispositions du décret du 5 septembre 1793 qui force ceux qui servaient dans les gardes-françaises, dans les gendarmes de Lunéville et dans les grenadiers à cheval à se retirer à 20 lieues des frontières (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 174).

**BARÈRE**, député des Hautes-Pyrénées. — 1793. — Fait des rapports sur l'envoi des commissaires dans les départements et les armées, sur l'adjonction de nouveaux membres au comité militaire et au comité des finances, sur la réquisition des bateaux marchands, sur l'approvisionnement en bois de construction pour la marine et sur le flottage des rivières (t. LXXVI, p. 45 et suiv.). — Donne connaissance des nouvelles qu'il a reçues des armées (p. 47 et suiv.). — Donne lecture d'une lettre de Javogues et fait décréter des secours pour les républicains des districts de Montbrison et de Roanne (p. 128). — An II (1793). — Communique la liste des membres présentés par le comité de Salut public, pour faire partie des comités de l'examen des marchés, des inspecteurs de la salle et de l'instruction publique (p. 171). — Rend compte des nouvelles reçues des armées (p. 173). — Fait un rapport tendant à faire excepter des dispositions de la loi du 5 septembre 1793 ceux qui servaient en

qualité de sous-officiers ou de soldats dans les gardes-françaises, dans les grenadiers à cheval et dans les gendarmes de Lunéville (p. 174). — un rapport sur les vaisseaux qui devront être déchargés en vertu du décret du 2 septembre 1793 (p. 175). — un rapport sur les troubles de Beauvais (p. 246). — un rapport sur les réclamations des canonniers de l'armée du Nord (p. 247). — un rapport sur la suppression du bureau des consulats (*ibid.*). — Rend compte des nouvelles reçues des différentes armées (p. 281 et suiv.). — Propose des mesures de représailles à l'égard des Anglais (p. 286) (p. 287). — Propose des exceptions à la réquisition pour la levée en masse (p. 288). — Fait un rapport sur la désertion des 12<sup>e</sup> et du 13<sup>e</sup> bataillons de Seine-et-Oise (p. 289). — Fait décréter le rappel dans le sein de la Convention des représentants Charbonnier et Escudier (p. 372). — Rend compte des nouvelles reçues des armées campées sous les murs de Toulon et de Lyon (*ibid.*). — Fait un rapport sur les mesures à prendre à l'égard de la ville de Lyon (p. 458). — Donne lecture des dépêches reçues par le comité de Salut public (p. 498 et suiv.). — Propose de rappeler Legendre (*de la Nièvre*), en mission dans son département et de le remplacer par Noël Pointe (p. 602 et suiv.). — Parle sur les mesures à prendre contre les étrangers (p. 642) (p. 643). — Propose de faire enfermer à l'Abbaye trois espions autrichiens (p. 644). — Fait décréter que les matelas, draps et couvertures qui se trouvent dans les maisons des émigrés seront employés pour le casernement des citoyens de la première réquisition (p. 645). — Rend compte de la mission remplie à Beauvais par Levasseur (p. 646).

**BARON** (Commune de), département de l'Oise. La Société populaire annonce à la Convention le départ pour les frontières de 41 citoyens et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 427 et suiv.).

**BARRÈS**, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

**BARTHE**, administrateur et évêque du département du Gers. Dartigoyte écrit qu'il l'a destitué de ses fonctions (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 65).

**BARVILLE** (Commune de), département du Loiret. La municipalité et les sans-culottes invitent la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 571).

**BASIRE**, député de la Côte-d'Or. — 1793. — Fait un rapport sur la conjuration de la ci-devant province de Bretagne (t. LXXVI, p. 37 et suiv.). — Membre de la commission chargée d'examiner les réclamations de ceux qui ont subi des pertes lors de la retraite de Belgique (p. 123). — Parle sur les mesures à prendre contre les étrangers (p. 644).

**BATAVES**. Les patriotes bataves demandent à n'être point compris dans la loi sur les étrangers (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 691); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

**BATEAUX**. Les bateaux enlevés par les Français prisonniers chez les puissances avec lesquelles la nation française est en guerre sont déclarés de bonne prise au profit des capteurs (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 278).

**BATILLY** (Commune de), département du Loiret. La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 572).

**BÂTIMENTS MARCHANDS**. Décret qui met en réquisition tous ces bâtiments dans les ports de l'Océan (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 43).

**BATTIGNY** (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des mai-



trises et des condamnations qui ont suivi ; elle demande à en être relevée (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625) ; — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).

BAUDIN (Philibert). Fait remettre à la Convention son brevet et sa décoration militaire (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714).

BAUDOT, député de Saône-et-Loire. — AN II (1793). — Annonce l'arrestation de plus de 1.500 suspects dans les départements de l'Ariège et de la Haute-Garonne (t. LXXVI, p. 554). — Écrit qu'il a mis les administrateurs et les Sociétés populaires du département de l'Ariège au niveau de la Révolution (p. 692 et suiv.).

BAUDOUIN, imprimeur de la Convention nationale. Envoie plusieurs médailles d'argent et demande un décret qui oblige les électeurs de 1789 qui en ont de semblables à les remettre (2<sup>e</sup> jour du 4<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 495) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

BAUDRAN, député de l'Isère. — AN II (1793). — Retire sa démission (t. LXXVI, p. 301). — La Convention charge le comité des décrets de donner avis à son suppléant de la détermination en vertu de laquelle son appel est rapporté (*ibid.*).

BAUDRICOURT, capitaine du génie, détenu à Avesnes. Est réclamé par le maréchal commandant en chef les armées de S. M. l'Empereur d'Autriche au général commandant dans Avesnes (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 13 et suiv.).

BAYEUX (Commune de). La municipalité renouvelée annonce qu'elle a signalé son installation par le brûlement de tous les titres et papiers de féodalité (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 395) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — Les sans-culottes composant la Société populaire félicitent la Convention et l'invitent à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 576) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

BAYLE (Moyse), député des Bouches-du-Rhône. — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171).

BAYONNE (Commune de). La société des Amis de la liberté et de l'égalité félicite la Convention sur la constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 101). — Le conseil général invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 431). — Les trois sections de la commune expriment l'horreur que leur a inspiré la reddition de Toulon, adhérent à tous les décrets, particulièrement à ceux du 31 mai, et invitent la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 507) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

BAZAS (Commune de). Le conseil général félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68) (p. 72 et suiv.). — La Société des Amis de la Constitution invite la Convention à rester à son poste (*ibid.* p. 102 et suiv.).

BAZAS (District de). Le président de l'administration, les membres du Directoire et le procureur syndic félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 76).

BEAUCAIRE (Commune de). La Société populaire des sans-culottes de la montagne félicite la Convention sur la constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 88).

BEAUCHAMP, député de l'Allier. — AN II (1793). — Fait un rapport sur la pétition du citoyen Cambon (t. LXXVI, p. 232). — un rapport sur la pétition d'Anne Collet (p. 233). — un rapport sur la pétition du citoyen Lépy (*ibid.*) — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (p. 241).

BEAUDRICOURT. Voir *Beaudrecourt*.

BEAUNE (Commune de). Décret portant que l'exécution du décret relatif au sursis prononcé contre l'incarcération des membres de la municipalité de Beaune sera provisoirement suspendu (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 301 et suiv.) (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 550).

BEURAIN (Commune de). Les administrateurs du district d'Arras adressent à la Convention les détails de la réception faite par les habitants de cette commune à 4 bataillons de volontaires (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 654) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

BEAUVAIS (Commune de), département de l'Oise. La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 85). — Rapport par Barère sur les mouvements contre-révolutionnaires qui ont eu lieu dans la ville (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 246) ; — décret chargeant le représentant Le Bon d'aller rétablir l'ordre dans la ville (*ibid.*). — Décret portant que le citoyen Levasseur se rendra à Beauvais à la place de Le Bon (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 289). — Levasseur écrit que les troubles sont l'ouvrage de quelques aristocrates (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 471). — Levasseur écrit que les citoyens de la ville et l'armée révolutionnaire ne forment qu'une même famille (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 557). — Compte rendu de la mission de Levasseur (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 646). — Décret adjoignant le représentant André Dumon à Levasseur (*ibid.*).

BEAUVAIS [DE PRÉAU] (Charles-Nicolas), député de Paris. — AN II (1793). — Le citoyen Odet écrit qu'il a été pendu par les Anglais, à Toulon (t. LXXVI, p. 285). — Laplanche propose à la Convention d'adopter ses enfants (p. 572) ; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

BEAUVAIS (Philippe-Aimé Frère dit) ci-devant seigneur de Beauvais. Est condamné à mort par un jugement de la Commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 534).

BECKER, député de la Moselle. — AN II (1793). — Fait un rapport sur le placement des notaires dans le département des Côtes-du-Nord (t. LXXVI, p. 354).

BÉDARIEUX (Commune de), département de l'Hérault. La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 103).

BEFFROY, député de l'Aisne. — 1793. — Obtient un congé (t. LXXVI, p. 23).

BELGIQUE. Composition de la Commission chargée d'examiner les réclamations de ceux qui ont éprouvé des pertes lors de la retraite de Belgique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 123).

BELLAGER, fils du commissaire national à Lamballe. La Convention décrète qu'il a bien mérité de la patrie (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 37 et suiv.).

BELLEGARDE. Voir *Dubois de Bellegarde*.

BELLEMONT, chef de brigade directeur du parc d'artillerie de l'armée du Nord. Fait un don patriotique (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 665) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**BELLEPAUME** (André-Guillaume). Son épouse divorcée demande que ses biens qu'il détient lui soient restitués (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 376 et suiv.).

**BELLERY** (Joseph) capitaine au 9<sup>e</sup> bataillon de la Meurthe. La Société républicaine de Château-Salins transmet à la Convention les paroles mémorables qu'il a prononcées en perdant un bras au service de la patrie (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 615 et suiv.).

**BENTABOLE**, député du Bas-Rhin. — 1793. — Parle sur le changement des subdivisions du temps (t. LXXVI, p. 123). — An II (1793). — Parle sur les accaparements (p. 239). — Commissaire pour surveiller la levée extraordinaire de chevaux (p. 241).

**BÉRAT** (Commune de). La municipalité et la société républicaine envoient des dons patriotiques (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).

**BERGERAC** (District de). Le procureur-syndic fait passer à la Convention cinq croix de Saint-Louis (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 601). — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**BERNARD** (André-Antoine), député de la Charente-Inférieure. — An II (1793). — Rend compte des motifs qui l'avaient engagé à ordonner l'incarcération des membres de la municipalité de Beaune (t. LXXVI, p. 301). — Écrit que la principauté de Montbéliard est conquise à la France (p. 566).

**BERNAY** (District de) département de l'Eure. Le directeur félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 77 et suiv.).

**BERTAUD** (Michel), garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

**BESANCON** (Commune de), département du Doubs. Les trois corps administratifs régénérés, le comité de Salut public et la Société populaire félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68), (p. 81 et suiv.); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.* p. 68). — Arrête des corps administratifs contre les personnes suspectes (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 319).

**BESSE** (Veuve). Voir Guichard (Marie-Marguerite).

**BESSIOT**, volontaire de Saint-Vincent. Compte-rendu de son héroïsme (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 22 octobre 1793, t. LXXVI, p. 403); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**BÉTHUNE-CHAROST**. On rend compte à la Convention des manœuvres employées par lui à l'effet d'obtenir un passeport (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 319). — Décret le traduisant devant le tribunal révolutionnaire pour y être jugé sur les crimes de subornation et de lèse-nation (*ibid.*).

**BEURLÉ**, de Champillon. Fait remettre à la Convention son brevet et sa décoration militaire et demande le remboursement de sa croix (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714 et suiv.).

**BEUVIN**. Demande que toutes les successions directes, non ouvertes avant la publication de la loi du 7 mars, se partagent par égalité (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 170); renvoi au comité de législation (*ibid.*).

**BEZARD**, député de l'Oise. — An II (1793). — Est adjoint au comité de législation (t. LXXVI, p. 275). — Parle sur la liquidation des offices (p. 304). — Fait un rapport sur la pétition de la commune de Volx (p. 545), — un rapport sur le suris provisoire de la vente des biens du citoyen Jean Leroy situés en France (p. 583), — un rapport sur la publication et

la célébration du mariage (p. 626), — un rapport sur la pétition du citoyen Grimaud, ci-devant comte d'Orsay (p. 694).

**BÉZIERS** (Commune de). La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 93 et suiv.).

**BÉZIERS** (District de). On annonce que l'attroupement qu'on avait annoncé se former dans le district a été dissipé (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 173).

**BICÈTRE** (Prison de). Nombre de détenus dans cette prison (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 1), (5 octobre, p. 63), (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 149), (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 179), (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 235), (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 264), (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 326), (p. 327), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 378), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 472), (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 534), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 566), (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 607), (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 654), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 682).

**BIENS COMMUNAUX**. On demande que le partage des biens communaux fait antérieurement à la loi du 10 juin soit confirmé par une loi (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 275); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

**BIENS NATIONAUX**. Renvoi au comité de législation d'une proposition relative aux acquéreurs de biens situés dans l'étendue du ressort de tous les districts qui se trouvent au pouvoir des ennemis de la République (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 583).

**BIENS NATIONAUX**. Voir *Administration des biens nationaux*.

**BIGUERRIER**, grenadier au bataillon de Vervins. Fait hommage d'un drapeau enlevé aux Anglais à l'affaire d'Honschoote (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 233). — La Convention charge le ministre de la guerre de pourvoir à son avancement (*ibid.*).

**BILLAUD-VARENNE**, député de Paris. — 1793. — Propose des moyens pour donner l'activité et la vie au gouvernement (t. LXXVI, p. 50). — An II (1793). — Demande que Dubois-Grancé et Gauthier soient rappelés dans le sein de la Convention (p. 176). — Parle sur les mesures à prendre à l'égard des Anglais (p. 288). — Fait décréter d'arrestation le citoyen Amelot, administrateur des domaines nationaux (p. 603).

**BISSY LE JEUNE**, député de la Mayenne. — An II (1793). — La Convention lui accorde un congé, puis, sur la motion de Voulland, le lui retire (t. LXXVI, p. 263).

**BLAUVALET**, Prussien résidant à Paris depuis deux ans, La Convention, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur sa pétition tendant à faire décider s'il est soumis à la réquisition décrétée le 23 août, la renvoie au comité de la guerre (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 272).

**BLAYE-SUR-GIRONDE** (Commune de). La Société populaire républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI p. 68 et p. 109).

**BLON**, fils du général Blon tué au siège de Mayence. Le citoyen Cahaye, au nom de ses frères d'armes, le



- demande comme chef d'escadron (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164) — renvoi au ministère de la guerre (*ibid.*).
- BLONDÉL** (Pierre), commissaire de l'assemblée primaire du canton de Frohan-le-Grand. Fait hommage à la Convention nationale des discours civiques qu'il a prononcés à son retour au milieu de ses concitoyens (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 9 et suiv.).
- Bo**, député de l'Aveyron. — **AN II** (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171). — Fait un rapport sur les moyens de supprimer la mendicité (p. 443 et suiv.). — Donne lecture d'une lettre qui annonce que, dans le département de l'Aveyron, la première classe est partie pour l'armée des Pyrénées (p. 580). — Fait adopter son rapport sur les moyens de supprimer la mendicité (p. 590 et suiv.).
- Bois**. Décret qui autorise le ministre de la marine à faire marquer, dans les bois des particuliers, tous les arbres propres au service de la marine (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 46).
- BOISSARD**, procureur syndic du district de Pontarlier. Demande sa mise en liberté et le rapport de son affaire par le comité de législation (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 362); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).
- BOISSIEU**, député de l'Isère. — **AN II** (1793). — Parle sur la proposition d'admettre les ci-devant religieux et religieuses au partage des successions à échoir (t. LXXVI, p. 280).
- BOLLET**, député du Pas-de-Calais. — **AN II** (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241).
- BOLLOT le jeune et C<sup>ie</sup>**. Font un don patriotique (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 293).
- BONGUYOD**, député du Jura. — **AN II** (1793). — Rend compte du dévouement patriotique des jeunes gens du district de Saint-Claude (t. LXXVI, p. 374).
- BONJEAN**, défenseur de la patrie. Demande une place dans un bureau pour son frère infirme (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365); — renvoi aux inspecteurs de la Salle (*ibid.*).
- BONNEMAIN**, inventeur d'une machine militaire. Demande qu'il soit fait un rapport sur son invention (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 155); — rapport par Moreau (*ibid.*, p. 156); — décret qui accorde une somme de 6,000 livres au citoyen Bonnemain pour lui permettre de faire des expériences (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 40 octobre 1793, p. 309).
- BONNET** (Pierre-François-Dominique), député de l'Aude. — 1793. — Rend compte des opérations de l'armée des Pyrénées Orientales (t. LXXVI, p. 47 et suiv.). (p. 442), (p. 499 et suiv.), (p. 598).
- BORDEAUX** (Commune de), département de la Gironde. Décret qui annule tous les passeports délivrés par la municipalité (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 470). — Roux-Fazillac, député du département de la Charente fait part de ses craintes au sujet de cette commune (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 345). — Les républicaines amies de la liberté et de l'égalité et la Société des amis de la Constitution envoient une adresse de dévouement à la Convention et l'invitent à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 414 et suiv.). — Les républicains sans-culottes expriment les sentiments de leur reconnaissance à la Convention, de leur retour à l'existence sociale par le républicanisme et l'invitent à rester à son poste (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 493); mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — Roux-Fazillac écrit que la révolution faite à Bordeaux n'est pas simulée et envoie une liste des prisonniers qui sont conduits à Paris (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 691).
- BORDEAUX** (Commune de), département du Loiret. La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 572).
- BORNÉ** (Veuve). Demande communication d'un décret rendu en sa faveur, mais dont elle ignore le dispositif (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 360); — renvoi au comité des décrets (*ibid.*).
- BOTTES**. Décret relatif à la vérification des bottes pour l'armée fabriquées dans l'étendue du département de Paris (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 352).
- BOUCHER** (Antoine-Sauveur), député de Paris. — 1793. — Membre de la commission chargée d'examiner les réclamations de ceux qui ont éprouvé des pertes lors de la retraite de Belgique (t. LXXVI, p. 423).
- BOUCHES-DU-RHÔNE** (Département des). Les électeurs prient la Convention de ne pas se séparer (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 266); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- BOUDET LA BAMBARDIÈRE**, administrateur du district de Montauban. Fait un don patriotique (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 268); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- BOUDIER** (Joseph). Il lui est accordé une pension de 600 livres (10<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 211).
- BOULOGNE-SUR-MER** (Commune de). La Société républicaine fait passer à la Convention l'extrait du procès-verbal de la séance tenue en présence de Dumont, représentant du peuple, et dans laquelle il a été arrêté de conférer le nom de Le Peletier au bataillon des jeunes élèves de la patrie (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 189); — mention au procès-verbal (*ibid.*).
- BOUQUIER**, député de la Dordogne. — **AN II** (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171).
- BOURBON-PENTHIÈVRE** (Citoyenne). Ordre du jour motivé sur sa pétition relative à la mise sous sequestre de ses biens (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 26).
- BOURBONNAIS**, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- BOURBONNE-LES-BAINS** (Commune de). La Société républicaine invite la Convention à accélérer la fixation du *maximum* du prix des denrées et à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 405); — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi à la Commission des subsistances (*ibid.*).
- BOURBOITE**, député de l'Yonne. — **AN II** (1793). — Est nommé commissaire à l'armée de l'Ouest (t. LXXVI, p. 502).
- BOURDON** (François-Louis), député de l'Oise. — **AN II** (1793). — Fait décréter la mention honorable au procès-verbal de l'adhésion de plusieurs députés suppléants au jugement du tyran (t. LXXVI, p. 264). — Parle sur la situation de la Vendée (p. 358). — Déclare qu'il faut que tout Français entre en fureur quand il entend parler d'un Anglais (p. 369). — Parle sur les affaires de Lyon (p. 453); — sur les calomnies répandues contre la Convention (p. 584). — sur les accaparements (p. 674), (p. 680), (p. 684). — Fait adopter des dispositions relatives à l'acte de navigation (p. 771 et suiv.).
- BOURDON** (Louis-Jean-Joseph-Léonard), député du Loiret. — 1793. — Fait une motion en faveur des ci-devant

- gardes françaises (t. LXXVI, p. 113. — **AN II (1793).** — Appuie une demande de congé de Danton (p. 487). — Parle sur un arrêté pris par le conseil général du département de la Haute-Garonne (p. 664).
- BOURAT**, canonnier. On annonce l'envoi de son discours dans lequel il présente les moyens de réduire l'agiotage et de rétablir le crédit national (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 190) : — mention honorable et renvoi au comité des finances (*ibid.*).
- Bourg** (Commune de). Les officiers municipaux offrent à la patrie les objets trouvés dans les poches d'un prêtre réfractaire et font passer copie de l'interrogatoire qu'ils lui ont fait subir (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 589) ; — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*). — La Société populaire félicite la Convention sur ses travaux, adhère aux décrets et l'invite à rester à son poste (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 616).
- BOURG-EN-BRESSE** (Commune de). Voir *Bourg-Régénéré*.
- BOURG-RÉGÉNÉRÉ** (Commune de), département de l'Ain. Le conseil général invite la Convention à rester à son poste et lui fait part de l'arrestation par le citoyen Maison d'un prêtre fanatique (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 383) ; — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi au comité de la guerre (*ibid.*).
- BOURGEOIS**, député d'Eure-et-Loir. — **AN II (1793).** — Demande un congé (t. LXXVI, p. 264), — le congé n'est pas accordé (*ibid.*).
- BOURGUIGNON**, épouse d'un défenseur de la patrie. Réclame un secours (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365) ; — renvoi aux comités des secours et de la guerre (*ibid.*).
- BOURSAULT**, député de Paris. — **AN II (1793).** — Est chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241).
- Bousies** (Charles de). Décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa pétition demandant mainlevée des scellés apposés sur sa maison située à Ferrière-le-Petit (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 354).
- Boussion**, député de Lot-et-Garonne. — **AN II (1793).** — Parle sur la question de savoir si les fonctionnaires de l'enregistrement sont compris dans la réquisition (t. LXXVI, p. 239). — Fait des rapports sur des secours à accorder à différents particuliers acquittés par le tribunal révolutionnaire (p. 483).
- BOUSSOLE** (Vaisseau la). La Convention décrète que les secours accordés aux familles des marins embarqués sur ce vaisseau continueront à leur être payés, sans néanmoins déroger à la loi du 4 mai 1793 (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 354 et suiv.).
- Bourrouë**, député de la Sarthe. — **AN II (1793).** — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171).
- BOUTRY**, boulanger. Demande à être autorisé à se pourvoir de grains chez les cultivateurs de son canton (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 181) ; — ordre du jour (*ibid.*).
- BOUZY** (Commune de), département du Loiret. La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 571).
- BOYER**. Décret qui renvoie au citoyen Reverchon, représentant du peuple près l'armée de Lyon, sa pétition tendant à obtenir la radiation des noms de sa femme et de son fils du tableau des émigrés du district d'Autun (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).
- BOYER** (Jean-François), prévenu de propos tendant à avilir et à dissoudre la Convention. Décret chargeant le comité des décrets de transmettre à l'accusateur public près le tribunal révolutionnaire les pièces relatives à la procédure instruite contre lui (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 705 et suiv.). — Texte de ces pièces (*ibid.* p. 706 et suiv.).
- BREST** (Commune de). Décret chargeant les citoyens Prieur (*de la Marne*) et Jean-Bon-Saint-André de se rendre à Brest pour y prendre des mesures relativement à la marine (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 43). — Décret relatif à l'augmentation du nombre des gendarmes employés au service du port (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 234).
- BRETAGNE**. Rapport par Basire sur la conjuration de la ci-devant province de Bretagne (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 37) ; — décret (*ibid.*).
- Brisois**. Fait un don patriotique (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 636).
- BRISSET**, député d'Eure-et-Loir. — **AN II (1793).** — Décret relatif aux mandats expédiés par Saurine, en sa faveur, pour les indemnités des mois de juillet, août et septembre (t. LXXVI, p. 159).
- BRIVAL**, député de la Corrèze. — **AN II (1793).** — Écrit que le bon esprit règne dans les départements de la Vienne et de la Corrèze (t. LXXVI, p. 208).
- Bro**. Voir *Pelletier*.
- BROIGNE**, journalier. La Convention, après avoir entendu le rapport de son comité de secours publics, lui accorde un secours de 200 livres (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 483).
- BROUST**, curé d'Auray. Félicite la Convention nationale sur ses travaux et l'invite à rester à son poste (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 138) ; — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- BRULÉ**. Écrit que, combattant depuis six mois dans l'armée de la Vendée, il ne peut accepter la place de juré du tribunal révolutionnaire (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 337) ; — mention honorable et renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).
- BUNET**, ci-devant général. La Convention décrète son renvoi devant le tribunal révolutionnaire (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 321).
- Buisson**, accusateur public près le tribunal criminel du département de l'Aude. Envoie les pièces de la procédure instruite contre Jean-François Boyer, prévenu de propos tendant à avilir et à dissoudre la Convention nationale et demande si l'accusé est dans le cas d'être traduit au tribunal révolutionnaire (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 705).
- BURET**, curé d'Aire. Dartigoyte annonce qu'il l'a destitué de ses fonctions de procureur de la commune (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 65).
- BURON**, procureur de la commune de Soye, département du Doubs. Fait passer à la Convention une proclamation du conseil général de cette commune relative à la levée des jeunes gens en réquisition (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 541) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- BUSSEUIL**. La Convention, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa pétition (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 275).



## C

**CABROL**, membre de la ci-devant garde constitutionnelle du tyran. Chabot demande une exception en sa faveur à la loi du 3 septembre 1793 (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 112).

**CADERN**, lieutenant de gendarmerie à Saint-Servan. La Convention décrète qu'il a bien mérité de la patrie (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 37).

**CAHAYE**. Demande au nom de ses frères d'armes du département de la guerre, pour chef d'escadron le citoyen Bion, fils du général Blon tué au siège de Mayence (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164) ; — renvoi au ministre de la guerre (*ibid.*).

**CAHORS** (Commune de). La Société montagnarde félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 97 et suiv.).

**CAJOLS** (François et Nicolas), soldats au 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs. Décret portant qu'ils seront traduits au tribunal révolutionnaire (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 114).

**CALAS** (Louis). Demande une interprétation de la loi relative aux Anglais relativement à son épouse (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 368) ; — ordre du jour sur sa pétition (*ibid.*).

**CALENDRIER RÉPUBLICAIN**. Décret chargeant les inspecteurs de la salle de faire exécuter un calendrier suivant le nouveau mode de division du temps (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 123). — Décret renvoyant au comité d'instruction publique la question relative à la dénomination des jours de la décade (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 156). — Rome rend compte du travail fait pour la publication du nouveau calendrier et donne lecture d'un projet d'instruction sur cet objet (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 693) ; — ce projet est adopté (*ibid.*). — Renvoi à l'examen des citoyens Chénier, David, Fabre et Rome d'une nomenclature pour désigner les jours de la décade (*ibid.*).

**CAMBACÈRES**, député de l'Hérault. — An II (1793). — Soumet à la discussion le projet de code civil (t. LXXVI, p. 280). — Fait un rapport au sujet des actes publics faits par des fonctionnaires ou des citoyens mis hors la loi (p. 302). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de code civil (p. 493), (p. 494).

**CAMBON**, député de l'Hérault. — 1793. — Fait rapporter le décret qui déclare suspects les membres de l'Assemblée constituante qui ont protesté contre la constitution de 1791 (t. LXXVI, p. 126). — Fait supprimer l'article 33 de la loi du 24 août 1793 relative à la dette publique (p. 127). — An II (1793). — Fait une motion relative à la fixation des jours de repos des fonctionnaires publics (p. 156). — Fait un rapport sur les mandats expédiés par Saurine en faveur de Brissot (p. 159). — Parle sur les mesures à prendre à l'égard de la compagnie des Indes (p. 245), (p. 246). — sur une pétition des fournisseurs de souliers pour la troupe (p. 485). — Fait un rapport sur la suppression de la retenue des quatre deniers pour livre sur la dépense de la marine et des colonies (p. 485 et suiv.). — Parle sur le partage des successions (p. 493), (p. 494). — Fait un rapport sur la dette publique (p. 584 et suiv.). — Parle sur la destruction des titres féodaux (p. 589), — sur les accaparements (p. 679).

**CAMBON** (Jean-Louis-Emmanuel-Augustin). Demande à être autorisé à se faire représenter par un fondé de pouvoir à Toulouse, pour y obtenir son certificat de

résidence (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 232) ; — ordre du jour motivé (*ibid.*).

**CAMBRAI** (Commune de). La Société populaire et républicaine demande le prompt jugement de Marie-Antoinette et proteste de ses sentiments dévoués (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 386) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — Le conseil général applaudit aux mesures prises par la Convention et l'invite à rester à son poste (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 647). — La Société républicaine applaudit aux décrets de la Convention et l'invite à rester à son poste (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 647).

**CAMBRAI** (District de). Les administrateurs du conseil général et permanent invitent la Convention à rester à son poste (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 631) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**CANAUX**. 1<sup>re</sup> Proposition de Marin relative à l'ouverture d'un canal dans le département du Mont-Blanc (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 34 et suiv.).

2<sup>e</sup> Le citoyen Chaumont-la-Millière demande à la Convention de désigner l'emblème qui doit rappeler la construction du canal du Nivernais (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 623).

**CANCLAUX**, général. Rend compte à la Convention de l'occupation de Tiffauge et l'assure de tout son dévouement (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 324). — La Société populaire de Saint-Vincent de Nantes exprime ses regrets de sa destitution (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 489) ; — décret portant que sa conduite sera examinée par le comité de Salut public (*ibid.*).

**CANONNIERS**. Décret relatif à la solde de tous les canoniers en activité de service (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 247).

**CANTAL** (Département du). Le 3<sup>e</sup> bataillon invite la Convention à rester à son poste (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 540) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**CANY** (District de). Décret qui anéantit les procédures faites contre les citoyens du district (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 432). — Pétition des citoyens du district à la Convention (*ibid.* et p. suiv.).

**CAPET** (Veuve). Voir *Marie-Antoinette*.

**CARCASSONNE** (Commune de). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 421).

**CARHAIX** (Commune de). La Société populaire engage la Convention à décréter l'éloignement de tous les emplois civils et militaires des nobles et de leurs agents (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 170 et suiv.) ; — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**CARON-GUILLOTTE**, membre du comité de surveillance de Beauvais. La Convention décrète qu'il sera remis en liberté et renvoyé à Beauvais sans fonction jusqu'à ce que sa conduite ait été examinée par la représentant du peuple Levasseur (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 646).

**CARRERY**, député de la section de Villandrie. Invite la Convention à rester à son poste et lui demande d'examiner la loi concernant l'abolition de la dime pour l'étendre à tous les citoyens qui travaillent les terres des propriétaires à demi-fruit ou colonage partiaire (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 361) ; — renvoi au comité de législation

- (*ibid.*). — Il demande le rapport du décret ordonnant aux tribunaux judiciaires de surseoir au jugement des causes intentées par *les enfants naturels* à leurs parents en ligne collatérale et prie la Convention de déterminer ce qu'ils auront à prétendre de leurs père et mère qui sont morts sans enfants légitimes (*ibid.*) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*).
- CARRIER, député du Cantal. — An II (1793). — Est nommé commissaire à l'armée de l'Ouest (t. LXXVI, p. 502).
- CARROUGES (Canton de). Le commissaire de l'assemblée primaire écrit que ses efforts ont été partout secondés pour l'arrestation des personnes suspectes et la levée des nouveaux défenseurs de la patrie (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 9).
- CARTONS. La Convention décrète que, sous quelque forme ou épaisseur qu'ils puissent être fabriqués, ils ne seront point exportés à l'étranger (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 373).
- CASSANYÈS, député des Pyrénées-Orientales. — 1793. — Rend compte des opérations de l'armée des Pyrénées-Orientales (t. LXXVI, p. 47 et suiv.).
- CASTELNAU-DE-MONTRATIER (Commune de), département du Lot. La Société populaire félicite la Convention sur ses travaux et l'invite à ne pas quitter son poste (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 2), (p. 6 et suiv.), 1 octobre, p. 68), (p. 87 et suiv.).
- CASTRES (Commune de). La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 83). — Les membres du tribunal de commerce trompés sur les événements du 31 mai rétractent leurs erreurs (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 348) ; — insertion au *Bulletin* et renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*). — Le conseil général rétracte ses erreurs sur l'insurrection du 31 mai et invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 577) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- CASTRES (District de). Les administrateurs et le procureur syndic envoient à la Convention l'hommage de leur reconnaissance pour ses travaux et l'invitent à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 434).
- CAVAIGNAC, député du Lot. — An II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241).
- CAVALERIE. Gossuin présente un projet de décret pour lever un corps de cavalerie de 40,000 hommes (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 222).
- CAVALERIE. Voir *Chevaux*.
- CAVALIER. Voir *Hardouin*.
- CHABOT (François), député de Loir-et-Cher. — 1793. — Demande une exception à la loi du 5 septembre 1793 en faveur des citoyens Rigal et Cabrol, membres de la ci-devant garde constitutionnelle du tyran (t. LXXVI, p. 112). — An II (1793). — Demande que le comité des finances présente un nouveau mode de perception des contributions directes (p. 240). — Propose des mesures de salut public (p. 318). — Parle sur les calomnies répandues contre la Convention (p. 584). — Demande que le comité de sûreté générale examine la conduite de tous les agents de la comptabilité (p. 588). — Parle sur la question de savoir si le conseil exécutif peut adresser des instructions sur les décrets aux corps administratifs et judiciaires (p. 625). — sur la publication du mariage (p. 626). — sur les mesures à prendre à l'égard des étrangers nés sujets des gouvernements avec lesquels la République française est en guerre (p. 638), (p. 642).
- CHALBOS, général de division. Informe la Convention des détails d'une affaire qui s'est passée à deux lieues de Bressuire entre l'armée des rebelles et celle de la République (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 544) ; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).
- CHÂLES, député d'Eure-et-Loir. — An II (1793). — Isoré écrit qu'il est très malade (t. LXXVI, p. 6<sup>e</sup>).
- CHALLANT, ci-devant procureur-général syndic et maire de Meulan. Le conseil général de Meulan réclame contre son arrestation (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 547) ; — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).
- CHÂLONS (District de) département de la Marne. Les administrateurs du directoire informent la Convention de la levée de 10 compagnies de volontaires républicains et l'invitent à rester à son poste (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 189) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- CHAMBRON (Commune de). La Société populaire félicite la Convention sur la loi du maximum (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 347) ; — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- CHANTEREYNE. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- CHANTILLY (Canton de). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste, la félicite de ses travaux et la supplie de la délivrer de la louve autrichienne et de tous les conspirateurs (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 617).
- CHAUUILLEY (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois, et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi ; — elle demande d'en être relevée (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625) ; — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).
- CHARBONNIER, député du Var. — An II (1793). — Est rappelé dans le sein de la Convention (t. LXXVI, p. 372).
- CHARBONNIER, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- CHARENTE (Département de la). Roux-Fazillac, député du département, fait part de l'entrain avec lequel partent les jeunes gens (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 345) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — Les officiers, sous-officiers et volontaires du 1<sup>er</sup> bataillon adressent à la Convention leur adhésion à l'Acte constitutionnel et leur serment de fidélité à la République (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 382) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — Roux-Fazillac écrit que l'aspect seul de la guillotine a mis à la raison ceux qui retenaient les subsistances (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 18 octobre 1793, p. 691).
- CHARENTE-INFÉRIEURE (Département de la). Le directoire annonce la levée de 15,000 jeunes gens : et demande qu'un tribunal révolutionnaire marche à la suite de l'armée de la Vendée pour punir les généraux traitres ou perfides (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 339) ; — renvoi au comité de salut public (*ibid.*).
- CHARLET (Elisabeth du, veuve Poutré). Demande un secours (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 358) ; — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*).
- CHARLIER, député de la Marne. — An II (1793). — Donne lecture de l'acte d'accusation contre le représentant



Perrin (t. LXXVI, p. 237). — Parle sur une pétition de fournisseurs de souliers (p. 483).

CHARLIEU (Commune de). La Société populaire et républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 95).

CHARLY (Commune de), département de l'Aisne. La Société populaire et républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 89 et suiv.).

CHAROLLES (District de). Les administrateurs du directoire félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 76). — Les administrateurs informent la Convention de la levée des chevaux destinés aux armées et du mode adopté pour en payer le prix (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 380); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

CHARON (Godefroy). Est condamné à trois mois de prison par la commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 535).

CHARROIS. Décret qui ordonne au ministre de la guerre de faire imprimer et distribuer aux membres de la Convention un état des personnes employées dans les charrois (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 455).

CHASTEL. Sollicite une pension (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 190); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*).

CHATEAU-GAY. Prie la Convention de venir à son secours comme enfant naturel, frère du ci-devant marquis de Laqueuille émigré; — il a formé opposition à la levée des scellés et il vient d'apprendre que le département a procédé à leur levée sans l'y appeler (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 364); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

CHATEAU-SALINS (Commune de). La Société républicaine transmet à la Convention les paroles mémorables de Joseph Bellery, capitaine au 9<sup>e</sup> bataillon de la Neurthe, qui, ayant perdu un bras, s'écria qu'il se trouvait le plus heureux des hommes de l'avoir perdu en défendant sa patrie (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 615 et suiv.).

CHATEAU-THIERRY (Commune de). Le maire transmet à la Convention divers brevets et décorations militaires (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714 et suiv.).

CHATEAUDUN (Commune de). La Société républicaine félicite la Convention de son triomphe dans sa lutte contre les traîtres et les factieux et demande la punition des coupables (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 403); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

CHATEAULIN (District de). Les autorités constituées expriment leur indignation contre les habitants de Toulon et invitent la Convention à les frapper à mort (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 391); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

CHATEAUNEUF (Commune de), département du Cher. La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 86).

CHATEAUNEUF-RANDON, député de la Lozère. — AN II (1793). — Écrit qu'il obéit à l'ordre de rentrer dans le sein de la Convention (t. LXXVI, p. 284). — Rend compte du résultat des poursuites dirigées contre les rebelles de Lyon (p. 578). — Écrit que la ville de Lyon commence à s'organiser (p. 598).

CHATEAUX (Commune de). La Société populaire remercie la Convention du décret taxant les denrées de première nécessité et l'invite à ne pas quitter son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 413). — Décret qui donne à cette commune le nom d'*Indreville* (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 624).

CHAUDRON-ROUSSAU, député de la Haute-Marne. — AN II (1793). — Annonce l'arrestation de plus de 1.500 suspects dans les départements de l'Ariège et de la Haute-Garonne (t. LXXVI, p. 554). — Écrit qu'il a mis les administrateurs et les sociétés populaires du département de l'Ariège au niveau de la Révolution (p. 692 et suiv.).

CHAUMONT (Commune de), département de l'Oise. La Société des Sans-Gulottes révolutionnaires demande : 1<sup>o</sup> Que la Convention mette le sceau à son décret sur les subsistances en y ajoutant un article qui confisque au profit de la République tout-les coupes de bois arriérées depuis 1790; — 2<sup>o</sup> Que les municipalités, sous la surveillance des commissaires nommés par les districts, soient tenus de faire toutes reconnaissances vérifications et états y relatifs; — 3<sup>o</sup> Que tout propriétaire qui, au 15 novembre, n'aura pas fait la vente de ses bois pour l'ordinaire de 1793, soit soumis à la même peine; — 4<sup>o</sup> Qu'un sixième du produit de chaque coupe soit accordé au dénonciateur et un sixième au profit des pauvres de la commune où les bois sont situés; — 5<sup>o</sup> Que tout propriétaire qui sera convaincu d'avoir ainsi cessé la vente ordinaire de ses bois tant en taillis qu'en futaie, soit mis au nombre des gens suspects (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 263); — ordre du jour motivé (*ibid.*).

CHAUMONT-LA-MILLIÈRE. Remet au ministre de l'intérieur 2 médailles frappées lors de la fondation de la première écluse du canal du Nivernais (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 623); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*).

CHAUVEAU, défenseur de Marie-Antoinette. Décret qui le remet en liberté (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 635).

CHAUVIERRE, commissaire de l'Assemblée primaire du canton de Carrouges. Fait part du succès de ses efforts pour l'arrestation des personnes suspectes et la levée des nouveaux défenseurs de la patrie (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 9).

CHÉDANEAU, député de la Charente. — AN II (1793). — Membre du comité de l'examen des marchés (t. LXXVI, p. 171).

CHENNEVIERES (Commune de), département de Seine-et-Oise. La municipalité informe la Convention que, sur la proposition du curé, on a arrêté de faire, le jour de Saint-Denis, l'office à 6 heures du matin pour que les ouvriers puissent battre du grain pour leurs frères de Paris (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 348); — mention honorable (*ibid.*).

CHENON. Décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa pétition relative au rempli des deniers provenant du rachat des rentes appartenant à des femmes mariées sous la coutume de la ci-devant Normandie (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 333).

CHER (Département de). Les administrateurs font le plus grand éloge de la conduite de Laplanche représentant du peuple (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 573 et suiv.). — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

CHERBOURG (Commune de). Les citoyens Le Carpentier et Garnier (de Saintes) font passer à la Convention le

- procès-verbal d'une fête donnée par la Société populaire de cette commune (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 229) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- CHERRIER**, député suppléant des Vosges. — AN II (1793). — Est admis en remplacement de Hugo déclaré déchu pour cause de maladie (t. LXXVI, p. 483).
- CHESENE** (Commune de), département des Ardennes. La Société des Amis de la Constitution invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 420 et suiv.).
- CHEVASSU**, lieutenant au 3<sup>e</sup> bataillon du Jura. La Société populaire de la commune de Moirans demande un secours pour sa mère et sa veuve (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 543) ; — renvoi au comité des secours (*ibid.*).
- CHEVAUX**. 1<sup>o</sup> Décret relatif à une levée extraordinaire de chevaux pour le service de la cavalerie (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 240 et suiv.), (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 372). — Décret qui met cinquante millions à la disposition du ministre de la guerre pour les frais de cette levée (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 497). — Décret qui fixe le minimum de chevaux en réquisition par canton (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 713).
- 2<sup>o</sup> Décret relatif au nombre de chevaux que les militaires sont autorisés à conserver et à ceux des employés des douanes (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 671).
- CHEVROLIÈRE** (Commune de la), département de la Loire-inférieure. Les administrateurs du district de Machecoul font part à la Convention de la fête républicaine qui a eu lieu dans cette commune ainsi que du discours que prononça le montagnard Musset (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793 (t. LXXVI, p. 434).
- CHIFFONS**. Voir *Maximum*.
- CHOISY-SUR-SEINE**. (Commune de). Une députation se présente pour réclamer des secours en subsistance (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 160) ; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).
- CHODIEU**, député de Maine-et-Loire. — AN II (1793). — Rend compte des opérations de l'armée des côtes de la Rochelle (t. LXXVI, p. 499), (p. 599 et suiv.).
- CIVRAY** (District de), département de la Vienne. Les administrateurs et procureur syndic félicitent la Convention sur la constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 76 et suiv.).
- CLAIRAC** (Commune de). La commune de Tonneins informe la Convention que des malveillants avaient réussi à mettre la division entre elle et celle de Clairac mais que par les soins des représentants du peuple, Baudot, Ysabeau, Tallien et Paganel les deux communes se sont donné le baiser de paix (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 682) ; — mention honorable, insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- CLAMARON** frères, employés aux postes. Font un don patriotique (30<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 374).
- CLARETON**. Le citoyen Amelot, administrateur des domaines nationaux, demande un local dans un domaine non susceptible d'être vendu ou loué pour ce citoyen qui se propose de donner des leçons publiques de musique (30<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 370) ; — ordre du jour (*ibid.*).
- CLAUZEL**, député de l'Ariège. — Fait déclarer suspects les membres de l'Assemblée nationale constituante qui ont signé des protestations contre les décrets de la dite Assemblée (t. LXXVI, p. 111). — AN II (1793). — Membre du comité de l'examen des marchés (p. 171). — S'oppose à ce qu'il soit accordé un congé à Danton (p. 437). — Fait un rapport sur les fournitures nécessaires à l'habillement des troupes (p. 588 et suiv.). — Parle sur un arrêté du conseil général du département de la Haute-Garonne (p. 614). — Pose une question relative aux coupes de bois (p. 672).
- CLERMONT-L'HÉRAULT** (Commune de). Le conseil général annonce un don patriotique des citoyens de la commune (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 350) ; — mention honorable (*ibid.*). — La Société populaire et républicaine annonce le départ, pour les frontières, des jeunes gens de cette commune (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 381) ; — mention honorable, insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- CLICHY-LA-GARENNE** (Commune de). Les volontaires en réquisition expriment à la Convention leurs sentiments patriotiques (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 362) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- COBURG** (F. M.). Commandant en chef les armées de S. M. l'Empereur d'Autriche. Réclame au général commandant la place d'Avesnes le capitaine Baudricourt (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 13 et suiv.).
- COCAGNE**, curé de Prégney. Fait un don patriotique (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 397) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- CODE CIVIL** Suite de la discussion du projet du code civil. — 1. Discussion et adoption de plusieurs articles (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 45), (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 280), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 436 et suiv.), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre, p. 492), (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 558 et suiv.), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 603), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 713).
2. Décret portant que des articles d'appendice du code relatif aux successions seront publiés incessamment avec celui qui concerne les ci-devant religieux (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 457).
- COGNAC** (District de), département de la Charente. Le procureur syndic annonce à la Convention qu'un domaine dépendant du ci-devant ordre de Saint-Lazare, estimé 110,000 livres, a été adjugé 236,000 livres, et qu'un bien d'émigré, estimé 124,000 livres, a été vendu 200,000 livres (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 17 et suiv.).
- COGOLIN** (Commune de), département du Var. Les Sans-Culottes républicains demandent la mise en liberté du représentant Antiboul (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 676).
- COLLET** (Anne) veuve Jacquemard. Ordre du jour sur sa pétition (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 233).
- COLLET** (Jean-Marie-Anne), ministre du culte catholique. On annonce son mariage avec une citoyenne de Rennes (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 153).
- COLMAR** (District de), département du Haut-Rhin. Le directoire transmet à la Convention le témoignage honorable que le citoyen Diétrich a rendu au dévouement et au courage du bataillon de Turckheim et des habitants de la contrée (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 17). — Les administrateurs félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 75).
- COLOMBES** (Commune de). La municipalité se plaint des administrations qui n'exécutent pas le décret relatif aux secours provisoires à accorder aux communes ra-



vagées par les gelées, incendies et grêle (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 161; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

#### COMITÉS DE LA CONVENTION NATIONALE.

##### COMITÉ D'AGRICULTURE.

*Travaux.* — 1793. — Rapport sur l'établissement d'une maison d'économie rurale dans chaque département (4 octobre t. LXXVI, p. 27 et suiv.).

##### COMITÉ D'ALIÉNATION.

*Travaux.* — AN II, (1793). — Rapports sur le mode de paiement des meubles et immeubles de la ci-devant liste civile (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre, t. LXXVI, p. 154), — sur l'établissement de deux nouveaux cimetières à Verdun (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 232), — sur les bâtiments destinés à l'hôpital de Crest (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 487), — sur la surveillance de l'administration des domaines nationaux (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 17 octobre 1793, p. 670).

##### COMITÉ DES ASSIGNATS ET MONNAIES.

*Travaux.* — AN II (1793). — Rapport sur le titre, le poids et les empreintes des monnaies (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois — 7 octobre, p. 19 et suiv.).

##### COMITÉ DE COMMERCE.

*Travaux.* — 1793. — Rapport sur une pétition des bouchers de Vitry (4 octobre, t. LXXVI, p. 24). — AN II (1793). — Rapports sur la pêche du maque-reau et du hareng (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre, p. 155), — sur l'affaire des citoyens Herbin et Cie (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 232).

##### COMITÉ DES DÉCRETS.

*Travaux.* — 1793. — Rapport sur l'admission de Vidal (5 octobre, t. LXXVI, p. 110). — AN II (1793). — Rapport sur le placement des notaires dans le département des Côtes-du-Nord (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre, 1793, p. 354).

##### COMITÉ DE DIVISION.

*Travaux.* — AN II (1793). — Rapport sur l'admission de Roux en remplacement d'Izarn-Valady (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 356).

##### COMITÉ DES DOMAINES.

*Travaux.* — 1793. — Rapports sur l'échange fait en 1583 entre le gouvernement et Jean Dugué (4 octobre, t. LXXVI, p. 25), — sur la location à la section des Champs-Élysées d'un bâtiment propre à la tenue de ses séances (*ibid.*), — sur le transfert des hôpitaux de la commune de Valrears (*ibid.* et p. suiv.). — AN II (1793). — Rapport sur la pétition du citoyen Rambourg (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 237), — sur la pétition du citoyen Jeannet (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 547 et suiv.).

##### COMITÉ DES FINANCES.

*Organisations.* — 1793. — Décret adjoignant au comité les représentants Guimberteau, Mommayou, Monnot, Dyze Dubarran, et Gillet (4 octobre, t. LXXVI, p. 45).

*Travaux.* — AN II (1793). — Rapports sur les mandats expédiés par Saurine en faveur de Brissot pour les indemnités des mois de juillet, août et septembre (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 159), — sur l'établissement de deux nouveaux cimetières à Verdun (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 232), — sur la levée des scellés apposés chez Marc-René Sahuguet d'Espagnac (*ibid.*), sur le service des postes (*ibid.*, p. 235), — sur la compagnie des Indes (*ibid.*, p. 243), — sur les services de Julien Lille (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 278 et suiv.), — sur la

liquidation des offices (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 304); — sur une pétition des femmes composant les équipages des vaisseaux la *Boussole* et l'*Astrolabe* (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 354), — sur les secours à accorder à la veuve et aux enfants du citoyen Duquero (*ibid.*, p. 355), — sur l'autorisation à accorder à la trésorerie nationale de retirer 402,977,778 livres de la caisse à trois clefs (*ibid.*), — sur les secours à accorder à la commune de Larche (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 483), — sur la suppression de la retenue de quatre deniers pour livre sur les dépenses de la marine et des colonies (*ibid.*, p. 485 et suiv.), — sur les dépenses à faire pour la levée extraordinaire de chevaux (*ibid.*, p. 497), — sur la subsistance des troupes (*ibid.*), — sur la dette publique (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 584), — sur les secours à accorder au citoyen Piquet (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 666).

##### COMITÉ DE LA GUERRE.

*Organisation.* — 1793. — Décret adjoignant les citoyens Talot et Delmas au comité (4 octobre, t. LXXVI, p. 45).

*Travaux.* — 1793. — Rapports sur l'affaire de 26 gendarmes employés à l'armée du Nord qui ont été renvoyés à Paris sous prétexte qu'ils sont assujettis au décret du 5 septembre 1793 (5 octobre, t. LXXVI, p. 112), — sur la formation en compagnie de 120 gendarmes autorisés à rester à Paris (*ibid.*, p. 113), — sur le traitement des portiers et concierges des places de guerre (*ibid.*), — sur l'indemnité à accorder au citoyen Levasseur Dumont (*ibid.*, p. 117). — AN II (1793). — Rapports sur une levée extraordinaire de chevaux pour le service de la cavalerie (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 240), — sur les constructions exécutées dans l'arsenal de Meulan (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 483), — sur les citoyens qui prétendent être dispensés d'obéir à la réquisition pour cause de maladie (*ibid.*, p. 491), — sur une pétition des canonniers de Douai (*ibid.*), — sur les dépenses pour la levée extraordinaire de chevaux (*ibid.*, p. 497), — sur la subsistance des troupes (*ibid.*), — sur la réunion des deux corps du génie et des ponts-et-chaussées (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 548 et suiv.), — sur les rations de fourrage pour les chevaux de l'armée (*ibid.*, p. 551 et suiv.), — sur le nombre de chevaux que les militaires sont autorisés à conserver (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 671), — sur le rappel de solde à accorder aux soldats licenciés des compagnies du centre de la garde nationale parisienne (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 713).

##### COMITÉ D'INSPECTION.

*Organisation.* — AN II (1793). — Nouvelle composition (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois — 6 octobre, t. LXXVI, p. 174).

##### COMITÉ D'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Organisation.* — AN II (1793). — Nouvelle composition (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois — 6 octobre, t. LXXVI, p. 171), — sur les dates des actes publics, les vacances des administrations et des tribunaux et le millésime des monnaies (17<sup>e</sup> jour — 7 octobre, p. 194).

*Travaux.* — 1793. — Rapport sur l'établissement d'une maison d'économie rurale dans chaque département (4 octobre, t. LXXVI, p. 27 et suiv.). — AN II (1793). — Rapport sur le type national du sceau et des monnaies de la République (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 303), — sur la publication.

##### COMITÉ DE LÉGISLATION.

*Organisation.* — AN II (1793). — Décret adjoignant le représentant Bezard aux membres du comité (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 275).

*Travaux.* — 1793. — Rapports sur la pétition de la citoyenne Bourbon-Penthièvre relative à la mise en séquestre de ses biens (4 octobre, t. LXXVI,

p. 26). — sur l'affaire des frères Cajoles (3 octobre, p. 114). — sur la durée de la détention des citoyens pour amendes prononcées par la police correctionnelle (*ibid.* p. 117). — AN II (1793). — Rapports sur la pétition du citoyen Serangeli (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 131). — sur la pétition du citoyen Boyer (*ibid.*), — sur l'établissement de deux nouveaux cimetières à Verdun (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 232). — sur la pétition du citoyen Cambon (*ibid.*), — sur la pétition d'Anne Collet (*ibid.* p. 233). — sur la pétition du citoyen Lepy (*ibid.*), — sur l'affaire de Louis Alline (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 270). — sur la pétition du citoyen Busseuil (*ibid.* p. 271). — sur la pétition du citoyen Beauvalet (*ibid.*), — sur l'affaire de Jacques Peray et Frédéric Louis (*ibid.* p. 272). — sur la pétition de la citoyenne Cormier (*ibid.* p. 273). — sur la proposition d'annuler la Déclaration des droits de l'homme du 29 mai 1793 (*ibid.*), — sur l'exécution de la loi du 8 avril 1796 relative aux successions *ab intestat* (*ibid.*), — sur la pétition du citoyen Vandeuil (*ibid.* p. 275). — sur les actes faits par des fonctionnaires ou des citoyens mis hors la loi (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 302). — sur la liquidation des offices (*ibid.* p. 304). — sur la pétition du citoyen Chenon (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 353). — sur la pétition du citoyen Bernard Plaisance (*ibid.*), — sur la pétition de Jacques Antoine Gallay (*ibid.*), — sur la pétition de Charles de Bousies (*ibid.* p. 354). — sur la procédure intentée contre le ci-devant comte Coustin-Bourzelle (*ibid.*), — sur la pétition de la commune de Volx (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 545). — sur la pétition du citoyen Jacquotot (*ibid.* p. 546). — sur le sursis provisoire de la vente des biens du citoyen Jean Leroy situés en France (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 583). — sur la publication et la célébration du mariage (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 626). — sur l'organisation du tribunal criminel du département de Paris (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 666). — sur la pétition du citoyen Joffrait (*ibid.* p. 669). — sur les réclamations du citoyen Frigault (*ibid.* p. 670). — sur la pétition du citoyen Grinaud, ci-devant comte d'Orsay (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 694).

## COMITÉ DE LIQUIDATION.

*Travaux.* — AN II (1793). — Rapports sur la pétition de la citoyenne Grigy (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 192). — sur la réclamation du citoyen Texier-Norbeck (*ibid.* et p. suiv.). — sur les réclamations de plusieurs pensionnaires (*ibid.* p. 193). — sur la pétition de la citoyenne Lagardie (*ibid.*), — sur la liquidation des pensions d'anciens employés (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 210). — sur la liquidation des pensions de militaires et de veuves de militaires (*ibid.*), — sur la liquidation des offices (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 10 octobre 1793, p. 304).

## COMITÉ DE MARINE.

*Travaux.* — AN II (1793). — Rapports sur la pêche du maquereau et du hareng (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 155). — sur le mode d'épurement de la marine civile et militaire (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 183 et suiv.). — sur la nomination d'un sergent de port à Marseille (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 234). — sur l'augmentation du nombre des gendarmes employés au service du port de Brest (*ibid.*), — sur l'établissement d'un concours pour les places de maîtres sculpteurs attachés à la marine (*ibid.*), — sur une pétition des officiers des compagnies de canoniers-matelots supprimés en 1786 (*ibid.*), — sur une pétition de marins prisonniers en Angleterre qui ont enlevé un bateau pour s'évader (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 278). — sur la pétition des femmes des marins

composant les équipages des vaisseaux la *Boussole* et l'*Astrolabe* (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 354).

## COMITÉ DE SALUT PUBLIC.

*Organisation.* — AN II (1793). — Décret qui continue pour un mois les membres du comité (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXX, p. 313).

*Travaux.* — 1793. — Rapport sur les moyens de donner l'activité et la vie au gouvernement (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 50). — AN II (1793). — Rapports sur l'annulation des passeports délivrés par les municipalités de Bordeaux et de Libourne (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 153). — sur la nouvelle composition des comités de l'examen des marchés, des inspecteurs de la salle et de l'instruction publique (*ibid.* p. 171). — sur la situation de ceux qui servaient en qualité de sous-officiers et de soldats dans les gardes-françaises, dans les grenadiers à cheval et dans les gendarmes de Lunéville (*ibid.* p. 174). — sur les vaisseaux qui doivent être déchargés en vertu du décret du 11 septembre 1793 (*ibid.* p. 175). — sur une levée extraordinaire de chevaux pour le service de la cavalerie (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 240). — sur les troubles de Beauvais (*ibid.* p. 246). — sur les réclamations des canoniers de l'armée du Nord (*ibid.* p. 247). — sur la suppression du bureau des consulats (*ibid.*). — Compte rendu des nouvelles reçues des différentes armées (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 281 et suiv.). — Rapports sur des exceptions à la réquisition pour la levée en masse (*ibid.* p. 288). — sur l'envoi de Lovasseur dans le département de l'Oise (*ibid.* p. 289). — sur la désertion des 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> bataillons du département de Seine-et-Oise (*ibid.*), — sur les fonds destinés à l'entretien des hôpitaux (*ibid.*), — sur l'état du gouvernement (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 311 et suiv.). — sur le rappel des représentants Charbonnier et Escudier dans le sein de la Convention (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 372). — sur les mesures à prendre à l'égard de la ville de Lyon (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 438). — sur l'arrestation des étrangers nés sujets des gouvernements avec lesquels la République française est en guerre (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 638). — sur la surveillance de l'administration des domaines nationaux (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 870).

## COMITÉ DES SECOURS PUBLICS.

*Travaux.* — AN II (1793). — Rapports sur la pétition des négociants Rolans et de Lavaux (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 303). — sur les secours à accorder aux citoyens qui auraient éprouvé des pertes par des accidents imprévus (*ibid.* p. 303). — sur les secours à accorder à la veuve et aux enfants du citoyen Duquero (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 353). — sur les moyens de supprimer la mendicité (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 443 et suiv.). — sur les secours à accorder à différents particuliers acquittés par le tribunal révolutionnaire (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 483). — sur les secours à accorder à la commune de Larche (*ibid.*), — sur les secours à accorder au citoyen Piquet (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 666). — sur la pétition de la citoyenne Bertin Denis (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 694).

## COMITÉ DE SURETÉ GÉNÉRALE.

*Organisation.* — AN II (1793). — Décret adjoignant les citoyens Dubarran, Laloy, Jagot et Louis (du Bas-Rhin) aux membres du comité (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 498).

*Travaux.* — 1793. — Rapports sur la conjuration de la ci-devant province de Bretagne (4 octobre,



t. LXXVI, p. 37 et suiv.), — sur l'envoi de commissaires dans les départements et aux armées, sur l'adjonction de nouveaux membres au comité des finances et au comité militaire, sur la réquisition des bateaux marchands, sur l'approvisionnement en bois de construction pour la marine et sur le flottage des rivières (*ibid.*, p. 45 et suiv.), — sur la réintégration du citoyen Pitoy dans ses places d'officier municipal et d'instituteur au collège de Nancy (5 octobre, p. 110). — AN II (1793). — Rapports sur la mise en liberté du citoyen Villeneuve (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 207), — sur les intrigues de Bèthune-Charost et de la femme Marquet (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 319), — sur l'arrestation des suspects (*ibid.* p. 321), — sur la pétition du citoyen Peyre (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 364), — sur l'affaire de la municipalité de Beaune (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 550), — sur la mise en liberté des citoyens Tronsou-Dacoudray et Chauveau, défenseurs de la veuve Capet (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 635).

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES SUBSISTANCES MILITAIRES ET DE L'EXAMEN DES MARCHÉS.

Organisation. — 1793. — Lettre de l'administrateur des domaines nationaux au sujet du local à affecter au comité (4 octobre, t. LXXVI, p. 55). — AN II (1793). — Décret ajoutant quatre nouveaux membres au comité (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 171).

Travaux. — 1793. — Rapport sur le paiement des petits fournisseurs (4 octobre, t. LXXVI, p. 44). — AN II (1793). — Rapports sur les appointements des surveillants et vérificateurs de l'habillement et de l'équipement militaires (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 269), — sur l'extension des dispositions de la loi du 29 septembre 1793 aux administrations des subsistances et des équipements militaires (*ibid.*), — sur la vérification des boîtes et des souliers confectionnés dans l'étendue du département de Paris (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 352), — sur une pétition des fournisseurs de souliers (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 481), — sur l'habillement des troupes (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 588), — sur les fonctions, les pouvoirs et le traitement des inspecteurs des charrois des armées (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 626), — sur le minimum de chevaux à réquisitionner par canton (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 713).

COMMISSAIRES DE LA CONVENTION NATIONALE.

§ 1. — Nomination de commissaires.

§ 2. — Correspondance des commissaires avec la Convention et rapports sur leurs missions.

§ 1. — Nomination de commissaires. — 1793. — Décret nommant des commissaires à Brest (4 octobre, t. LXXVI, p. 45). — Décret nommant des commissaires à l'armée de l'Ouest (*ibid.*). — Décret nommant un commissaire pour le département de l'Orne (*ibid.*). — AN II (1793). — Décret nommant un commissaire pour le département de la Nièvre (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 602).

§ 2. — Correspondance des commissaires avec la Convention et rapports sur leurs missions. — 1793. — Lettres des commissaires à l'armée des côtes de Brest (4 octobre, t. LXXVI, p. 47), — des commissaires à l'armée des Pyrénées-Orientales (*ibid.*), — des commissaires à l'armée de la Moselle (*ibid.* p. 48), — des commissaires dans le département de la Nièvre (*ibid.* et p. suiv.), — des commissaires à l'armée des Alpes qui annoncent des succès remportés sur les Lyonnais (*ibid.* p. 49), — de Fouché (*de Nantes*) qui rend compte de la situation dans les départements de l'Allier et de la Nièvre (*ibid.* p. 51 et suiv.), — de Dentzel qui demande la destitution du général Delmas (*ibid.* p. 52 et p. 53), — des représentants à l'armée des côtes de Brest qui demandent qu'il soit suris, en ce qui concerne la ville de Nantes, à l'exécution du décret qui démonte les assignats à face royale (*ibid.* p. 59), — de Dartigoeyte qui rend compte des

mesures qu'il a prises dans le département du Gers (5 octobre, p. 65), — d'André Dumont qui annonce qu'il a fait arrêter un grand nombre de personnes suspectes à Montreuil (*ibid.* p. 67), — des commissaires dans le département de Seine-et-Oise qui annoncent que le prix de vente des immeubles de la ci-devant liste civile surpasse de beaucoup celui des estimations (*ibid.* p. 125), — de Javogues qui rend compte de la prise du château de Montrond (*ibid.* p. 128). — AN II (1793). — Lettres du citoyen Legendre qui rend compte du bon effet qu'a produit la taxe sur les subsistances (13<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois — 6 octobre, p. 151 et suiv.), — de Carrier qui rend compte de la situation dans le département d'Ille-et-Vilaine (*ibid.* p. 153), — des commissaires à l'armée des Alpes qui rendent compte des avantages remportés sur les Piémontais (*ibid.* p. 165 et suiv.), — de Dubois-Crancé et Gauthier qui rendent compte de la situation de l'armée devant Lyon (*ibid.* p. 172 et suiv.), — de Serviere qui annonce la dispersion de l'attroupement qui devait se former dans le district de Beziers (*ibid.* p. 173), — des commissaires à l'armée des Pyrénées-Orientales qui font part de la prise de six drapeaux sur les Espagnols (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 205), — des commissaires dans les départements de la Haute-Vienne et de la Somme (*ibid.* p. 204), — du représentant Paganel sur la situation dans le département de Lot-et-Garonne (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 238), — des représentants Le Carpentier et Garnier (*de Saintes*) sur une fête donnée par la Société populaire de Charbourg (*ibid.* p. 229), — des commissaires à l'armée d'Italie qui transmettent une lettre du général Lapoye (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 282), — des commissaires à l'armée des Alpes au sujet des opérations devant Lyon (*ibid.*), — des commissaires à l'armée de l'Ouest sur la situation en Vendée (*ibid.* p. 284), — des commissaires à l'armée des côtes de Brest qui font part des avantages remportés par les troupes de la République (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 296 et suiv.), — des commissaires à l'armée des côtes de Brest qui transmettent une lettre de Merlin (*de Thionville*) et une lettre du général Canclaux (*ibid.* p. 323), — de Le Carpentier qui annonce que toutes les villes et les campagnes qu'il a parcourues sont purgées des fonctionnaires fédéralistes et modérantistes (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 333 et suiv.), — d'Elie Lacoste, qui demande l'exécution de la loi qui accorde le tiers des places à l'ancienneté (*ibid.* p. 335), — de Garnier (*de Saintes*) qui annonce la prise d'un trois mâts anglais par la frégate française *La Réunion* (*ibid.*), — des commissaires dans le département de la Nièvre qui rendent compte de leur mission (*ibid.* p. 337), — des commissaires à l'armée du Nord qui accusent les contre-révolutionnaires d'enlever la marche et l'administration des subsistances (*ibid.* p. 338), — du représentant Rühl qui annonce la destruction de la Sainte Ampoule (*ibid.* p. 339), — des représentants à l'armée des Côtes de la Rochelle qui annoncent que la ville de Nantes vient de fournir trois bataillons (*ibid.* p. 341), — des représentants à l'armée des Pyrénées-Orientales qui transmettent une pétition de la Société populaire de Saint-Chinian (*ibid.*), — du représentant Fouché qui adresse un arrêté pris par lui (*ibid.* p. 343), — de Roux-Fazillac qui fait part du zèle patriotique du département de la Charente (*ibid.* p. 345), — des représentants du peuple à Perpignan qui annoncent la prise de Thuir (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 442), — des commissaires à l'armée des côtes de La Rochelle qui demandent le maintien du général Turot (*ibid.* p. 465), — de Dubois-Crancé et de Gauthier qui annoncent leur entrée à Lyon (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 470 et suiv.), — de Lévassour qui écrit que les troubles de Beauvais sont l'ouvrage de quelques aristocrates (*ibid.* p. 471), — d'André Dumont qui rend compte des mesures qu'il a prises à Péronne (*ibid.* p. 481), — des commissaires près l'armée des côtes de La Rochelle qui rendent compte des opérations de cette armée (*ibid.* p. 489), — des commissaires à l'armée des Pyrénées-Orientales qui annoncent l'entrée du général Dagobert dans la ville

de Campredon (*ibid.*), — des commissaires dans le département du Gard qui transmettent divers arrêtés qu'ils ont pris (*ibid.* p. 504 et suiv.), — des représentants du peuple à Toulouse qui annoncent l'arrestation de plus de 1.500 suspects (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 534), — de Garnier (*de Saintes*) qui écrit que la loi du maximum a fait le meilleur effet dans le département de la Manche (*ibid.* p. 563 et suiv.), — de Philippeaux qui annonce qu'avant son départ, il a destitué les corps administratifs de Nantes (*ibid.* p. 564), — des commissaires à Rambouillet qui écrivent que les meubles de la ci-devant maison royale se sont parfaitement vendus (*ibid.*), — de Bernard (*de Saintes*) qui annonce que la principauté de Montbeliard est conquise à la France (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 566), — des commissaires à l'armée d'Italie qui annoncent qu'ils ont remplacé le général L'Etendeur et envoient la copie de papiers saisis sur Giraudi à Nice (*ibid.* p. 567 et suiv.), — de Delacroix et de Louchet qui demandent vengeance de la mort de Beauvais (*ibid.* p. 569), — de Laplanche qui rend compte du bon esprit des habitants du département du Loiret (*ibid.*), — de Lequinio et de Laignelot qui annoncent qu'ils ont relevé l'esprit public à La Rochelle et à Rochefort (*ibid.* p. 572), — de Laplanche qui propose à la Convention d'adopter les enfants du représentant Beauvais (*ibid.*), — des représentants du peuple près le département de la Gironde qui annoncent l'arrestation de plusieurs personnes (*ibid.* p. 675), — de Châteauneuf-Randon qui fait part des poursuites dirigées contre les rebelles de Lyon (*ibid.* p. 578), — des commissaires dans le département de Seine-et-Oise qui annoncent à la Convention que les jeunes gens de la première réquisition vont défiler devant elle (*ibid.* p. 581), — de Dartigoeyte qui annonce que les autorités constituées du département du Gers sont régénérées (*ibid.* p. 593), — des commissaires à l'armée des Pyrénées-Orientales qui écrivent que le général Dagobert est entré en Espagne (*ibid.* p. 596), — des représentants Couthon et Maignet qui annoncent que la ville de Lyon commence à s'organiser (*ibid.* p. 598), — des représentants dans le département de la Seine-et-Inférieure qui écrivent que la loi contre les Anglais a été exécutée au Havre (*ibid.* p. 599), — des représentants auprès de l'armée des côtes de La Rochelle qui annoncent la prise de Châtillon (*ibid.*), — de Louchet qui écrit qu'il a pris un arrêté pour faire détruire les marques de féodalité dans le département de la Seine-et-Inférieure (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 685), — de Fouché qui rend compte de l'esprit qui anime le peuple des départements de l'Allier et de la Nièvre (*ibid.*), — de Féraud qui rend compte d'une expédition faite avec succès contre les Espagnols (*ibid.* p. 688), — de Roux-Fazillac qui écrit que, dans le département de la Charente, l'aspect seul de la guillotine a mis à la raison ceux qui retenaient les subsistances (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 691), — des commissaires dans le département de l'Ariège, qui écrivent qu'ils ont remis les administrateurs et les Sociétés populaires au niveau de la Révolution (*ibid.* p. 692), — des commissaires à l'armée des Alpes qui se plaignent des fournitures faites à l'armée (*ibid.* p. 713 et suiv.).

## COMMISSIONS DE LA CONVENTION NATIONALE.

## COMMISSION DES SUBSISTANCES.

*Travaux.* — 1793. — Rapport sur une réclamation des entrepreneurs de tabac (4 octobre, t. LXXVI, p. 24). — An II (1793). — Rapports sur l'affaire du représentant Robert (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 238), — sur les anciens marchés existant avant 1789 (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 280), — sur l'exécution de la loi relative au maximum du prix des grains (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 322), — sur les abus des grandes exploitations rurales et les moyens de multiplier les subsistances (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 632 et suiv.), sur le défrichement des places incultes de Paris dépendantes de la ci-devant liste civile (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 694).

## COMMISSIONS DE LA CONVENTION NATIONALE. Voir Belgique.

COMMUNES. Décret invitant les communes qui ont changé de nom depuis 1789, à faire passer au comité de division la nouvelle dénomination qu'elles ont adoptée et invitant aussi celles qui changeront les noms qui peuvent rappeler les souvenirs de la royauté de s'en occuper incessamment et de les faire passer au comité de division (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 624.).

COMPAGNIE DES INDES. 1<sup>o</sup> Vues sur cette compagnie présentées par Delaunay (*d'Angers*) au nom du comité des finances (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 243); — adoption (*ibid.*).

2<sup>o</sup> Décret relatif à la levée des scellés apposés sur les effets de la compagnie (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 443).

COMPAGNIES FINANCIÈRES. Décret supprimant toutes ces compagnies (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 243.).

COMPIÈGNE (District de). Les administrateurs font passer 2 médailles de bronze et 1 d'argent et invitent la Convention à rester à son poste (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI p. 672); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

CONCHES (Commune de). Le citoyen Prévost, commissaire de l'assemblée primaire, annonce à la Convention qu'il vient d'établir dans cette commune une Société populaire. — Il lui fait passer le procès-verbal de sa première séance (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 149); — mention au procès-verbal (*ibid.*). — La Société populaire envoie une adresse de dévouement à la Convention et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 407 et suiv.).

CONCIERGERIE (Prison de la). Nombre de détenus dans cette prison (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 1), (5 octobre p. 63), (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 149), (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 179), (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 225), (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 264), (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 326), (p. 327), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 378), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 472), (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 534), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 566), (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 607), (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 654), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 682).

CONCIERGES. Voir *Places de guerre*.

CONGÈS. La Convention suspend toute concession de congès et rapporte ceux qu'elle avait accordés à quelques-uns de ses membres (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 263).

CONSEIL EXÉCUTIF. Le comité de Salut public est chargé de présenter ses vues sur la question de savoir s'il convient de laisser au conseil exécutif la faculté d'adresser aux corps administratifs et judiciaires, des instructions sur les décrets (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625). — Compte rendu de la discussion à laquelle ce décret a donné lieu (*ibid.* p. 650 et suiv.).

CONSPIRATEURS ET CONSPIRATIONS. Rapport par Basire sur la conspiration de la ci-devant province de Bretagne (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 37); — décret (*ibid.*). — Décret portant que le décret du 3 octobre sur la mise en état d'arrestation de Brissot et de ses complices sera exécuté et qu'il sera imprimé dans les feuilles et dans le *Bulletin* (*ibid.* p. 59). — Décret qui ordonne que le rapport et les pièces à l'appui de l'acte d'accusation porté contre ces députés seront remis incessamment à l'accusateur public (5 octobre, p. 128).



CONSTANTINI. Fait part des tentatives faites par les Anglais dans l'île de Corse (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 647).

CONSULATS. Décret supprimant le bureau des consuls du département des affaires étrangères (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 247).

CONTRE-FEU. Voir *Plaques des cheminées ou contre-feu*.

CONTRIBUTIONS. Décret chargeant la commission des finances de faire, dans le délai d'un mois, un rapport sur le nouveau mode de contributions directes et indirectes (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 239).

#### CONVENTION NATIONALE.

§ 1. — *Durée des travaux de la Convention nationale.*

§ 2. — *Députations admises à la barre.*

§ 3. — *Huissiers de la Convention nationale.*

§ 4. *Durée des travaux de la Convention nationale.* Lettres et adresses demandant à la Convention de ne quitter son poste que lorsque la patrie sera sauvée, que la liberté sera assurée et qu'elle aura rempli entièrement sa mission. — Lettres des Sociétés populaires de Nice (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 2), de Mouzon (*ibid.* et p. suiv.), de Garlin (*ibid.* p. 3), — de Libourne (*ibid.* p. 5 et suiv.), — de la commune de Mont-Saint-Père (*ibid.* p. 7), — du district de Muret (*ibid.* p. 8), — de la commune de Mirande (3 octobre, p. 64 et suiv.), — du Conseil général du département de la Haute-Saône, des administrateurs du district et de la Société populaire de Lons-le-Saulnier, de la Société des sans-culottes républicains de la commune de Montebourg, département de la Manche, des membres du Conseil général du district d'Evreux (1) réunis à ceux du comité de Salut public et du tribunal du même district, département de la Creuse, des sections de Brutus et de l'Égalité de la ville de Dieppe, du Conseil général de la commune de Laval, du Conseil général, de la Société populaire et du comité de Salut public de Thiers, des citoyens de la commune de Laval réunis dans leurs sections respectives, du Conseil général de la commune de Pacy-sur-Eure, du Conseil général de la commune de Sens, des sections de Marat, des Sans-culottes et de la Montagne de la ville de Dieppe, du Conseil général de la commune de Bazas, de celui de la commune de Langon, des citoyens de la commune de Rix, du Conseil général de la commune de Ganges, district de Montpellier, de celui de la commune de Saint-Amand, département du Cher, des maire, officiers municipaux et procureur de la commune de Saint-Servan, du Conseil général de la commune de Granville, des administrateurs du district de Colmar, des membres du tribunal du district de Limoges, de l'administration du district de Bazas, de celle du district de Charolles, des administrateurs provisoires du district de Tarascon réunis à ceux restés fidèles à la loi, des administrateurs et procureur syndic du district de Civray, département de la Vienne, des administrateurs du district de Semur, département de la Côte-d'Or, du directoire du district de Bernay, département de l'Eure, du conseil de district de Saint-Amand, département du Cher, des citoyens du Conseil général du département de la Corrèze, des autorités constituées et révolutionnaires de la ville d'Orléans, des administrations du département des Deux-Sèvres, du Conseil général du département de la Sarthe, de l'administration régénérée du département de Lot-et-Garonne, du Conseil général du département des Basses-Pyrénées, de celui des Alpes-Maritimes, des autorités constituées de la ville de Rambervillers, département des Vosges, des trois corps administratifs, du comité de Salut public et de la Société populaire de la ville de Besançon, des administrateurs du département des Côtes-du-Nord, de la Société populaire de Guéret, département de la

Creuse, de la Société populaire et républicaine de Noyon, de celle de Castres, de celle des amis de la liberté et de l'égalité s'éant à Toulon-sur-Arroux, département de Saône-et-Loire, de celle républicaine de Fécamp, de celle des amis de la République de Beauvais, de la Société républicaine de Rochefort, de la Société populaire de Châteauneuf, département du Cher, de celle populaire et républicaine de Neuville, département du Loiret, de celle des sans-culottes républicains s'éant à Amboise, de celle de Pacy-sur-Eure, de celle de Miremont, département de la Haute-Garonne, de celle de Castelnaud-Montraiier, de la Société populaire des sans-culottes de la montagne de la ville de Beaucuire, de celle des sans-culottes de Fleurance, département du Gers, de la Société populaire de Saint-Dié, département des Vosges, de la Société républicaine s'éant à Epervay, de celle de Charly, département de l'Aisne, de celle de Péronne, de celle révolutionnaire de Moissac, des républicains de la commune de Vaugirard, de la Société populaire de Redon, de celle de l'Île-Jourdain, département du Gers, de celle républicaine de Crépy, département de l'Oise, de celle de la Réole, de celle de Tartas, de la Société fraternelle et républicaine des sans-culottes de Trévoux, de celle de Béziers, des membres du comité de correspondance de la Société populaire de Massilargues, département de l'Hérault, de celle des républicains de Périgueux, de celle de Charlieu, département de Saône-et-Loire, de celle d'Hazeubrouck, de celle de Bar-sur-Aube, de celle de Saint-Jean-de-Luz, de celle de Seurre, département de la Côte-d'Or, de la Société des francs-républicains défenseurs de la Constitution de 1793, s'éant à Pont-Croix, de la Société républicaine de Saint-Servan, de celle de Vannes, département du Morbihan, de la Société montagnarde de Cahors, des amis de l'unité et de l'indivisibilité de la république à Sainte-Mère-Eglise, département de la Manche, des sans-culottes composant la Société des amis de la Constitution républicaine de 1793, s'éant à Jarnac, des sans-culottes de Gex, de la Société populaire de Lons-le-Saulnier, de la Société des amis de la Constitution d'Ecouis, département de l'Eure, de la Société populaire de la Tremblade, département de la Charente-Inférieure, de celle de Bayonne, de celle de Pouillon, département des Landes, de celle de Gourdon, de Langon, de celle des amis de la Constitution de Bazade (1), de la Société républicaine du canton de Moulins-la-Marche, département de l'Orne, s'éant au dit Moulins, de la Société populaire de Bédarioux, département de l'Hérault, de celle des amis de la Constitution, s'éant à Saint-Cyprien, département de la Dordogne, de la Société populaire et républicaine de Saint-Brieux, de celle d'Arnay-sur-Arroux, département de la Côte-d'Or, de celle d'Annonay, département de l'Ardèche, de celle de Moutiers, département des Basses-Alpes, de celle de Pamiers, département de l'Ariège, de celle de Vendôme, de la Société des sans-culottes républicains de la ville de Dunkerque, de la Société populaire de Sablé, département de la Sarthe, de celle de Roanne, affiliée aux Jacobins, de celle républicaine de Blaye-sur-Gironde, de celle d'Albi, département du Tarn (*ibid.* p. 67 et suiv.). — An II (1793). — Lettres du citoyen Broust (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 138, — de la Société républicaine de Langres (*ibid.*), — de la commune de Vic (*ibid.* p. 177), — de la Société populaire de Melun (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 179), — de la commune de Pont-l'Évêque (*ibid.* p. 182), — de la Société républicaine de Verdun (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 225), — de la Société populaire de la Guillotière (*ibid.*), — du district de Laigle (*ibid.* p. 226), — de la Société populaire de Lieurey (*ibid.*), — du district d'Uzerche (*ibid.* p. 227), — du tribunal de Toul (*ibid.* p. 231), — du district de Donjon (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 266), — de la commune de Laigle (*ibid.* p. 292), — du canton de Bourth (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 325), — de la commune de Salins (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 331), — de la commune des Sables (*ibid.* p. 365), — du district de Tarbes (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 379, — de

(1) Evaux.

(1) Il s'agit de Bazas.

la Société populaire de Coulommiers (*ibid.* p. 384), — de la Société républicaine de Gaillac-Toulza (*ibid.* p. 390), — des administrateurs du district de Saint-Jean-d'Angély (*ibid.*), — de la Société populaire de Reims (*ibid.* p. 394), — de la municipalité de Saint-Irieix (*ibid.* p. 405), de la Société populaire d'Alais (*ibid.*), — de la Société populaire de Courthonne-la-Ville (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 478), — de la commune d'Evreux (*ibid.* p. 476), — de la ville d'Hesdin (*ibid.* p. 479), — de la municipalité de Mirabel (*ibid.* p. 480), — de la Société républicaine de Manosque (*ibid.*), — du procureur de la commune de Saint-Etienne (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 538), — du 3<sup>e</sup> bataillon du Cantal (*ibid.* p. 540), — du procureur syndic du district de Corbeil (*ibid.*), — de la commune de Moirans (*ibid.* p. 543), — de la Société patriotique de Riez (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 574), — de la Société populaire de Redon (*ibid.*), de la Société populaire de Bayeux (*ibid.* p. 576), — des républicains d'Yssingeaux (*ibid.* p. 579), — de la commune d'Orléans (*ibid.* p. 581), — de la Société populaire de Cressy (*ibid.* p. 582), — de la Société populaire de Sommières (*ibid.*), — de la commune de Bayonne (*ibid.* p. 597), — du canton de Montech (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 615), — des Sociétés populaires de Bourg, d'Ingouville, de Couches, des cantons de Chantilly et de Pont-Farcy et de l'assemblée électorale du district de Salon (*ibid.* p. 616 et suiv.), — de la commune du Grand-Montrouge (*ibid.* p. 619), — de la Société populaire de Pont-de-Beauvoisin (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 660), — du conseil général du district de Cambrai (*ibid.* p. 661), — de la Société populaire d'Ardres (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 682), — de la Société populaire d'Uzès (*ibid.* p. 683).

§ 2. — *Députations admises à la barre.* — 1793. — Députation de la section de la Montagne (5 octobre, t. LXXVI, p. 419). — An II (1793). — Députations de la commune de Paris (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois — 6 octobre, p. 438), — des communes de Villejuif et de Choisy-sur-Seine (*ibid.* p. 460), — de la ville de Troyes (*ibid.* p. 461), — de la commune de Colombes (*ibid.*), — de la section des Lombards (*ibid.* p. 463), de la commune de Ris (*ibid.* p. 464), — des administrateurs de la maison nationale des invalides (*ibid.* p. 476), — de la section des Taileries (*ibid.*), — des 48 sections de Paris (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 235), — de la section de Popincourt (*ibid.* p. 242), — de la section de la cité (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 277), — des comités révolutionnaires de Paris (*ibid.* p. 281), — des loueurs de chevaux de Paris (*ibid.*), — des citoyens cultivateurs de Vincennes (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 356), — de la section Poissonnière (*ibid.* p. 362), — des volontaires en réquisition de Clichy-la-Garenne et de Neuilly (*ibid.*), — de la commune des Sables (*ibid.* p. 365), — de la commune de Mandeville (*ibid.* p. 366), — de la section de la Cité (*ibid.* p. 369 et p. 370), — des 48 sections de Paris (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 440), — de la section du Muséum (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 487), — de la Société de Saint-Vincent de Nantes (*ibid.* p. 489), — de la commune de Gentilly (*ibid.* p. 494), des républicains sans-culottes de Bordeaux (*ibid.* p. 495), — de la commune de Vire (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 546), — de la commune de Meulan (*ibid.*), — des sociétés populaires de Sedan et de Mézières (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 588), — des Sociétés populaires de Sedan, Montmédy, Mouzon et Philippeville (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 637), — des descendants de réfugiés français expatriés pour cause de religion (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 684), — des patriotes bataves (*ibid.* p. 691), — de la commune de Melun (*ibid.* p. 696).

§ 3. *Huissiers de la Convention.* Décret portant que, sous huit jours, les médailles des huissiers de la Convention seront changées (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 456).

— *Députés.* — *Président.* — *Procès-verbaux.* — *Sécrétaires.*

COPAINS (Commune de), département de la Haute-Garonne. La municipalité fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).

COQUILLARD, du 1<sup>er</sup> bataillon de Seine-et-Oise. On demande un secours et une pension pour sa veuve la citoyenne Claudine Parisot (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1873, t. LXXVI, p. 356); — la Convention décrète ces deux propositions (*ibid.*)

COR, procureur-syndic du district de Corbeil. Invite la Convention à rester à son poste et à prononcer le renouvellement des corps administratifs (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 546 et suiv.); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*). Demande que le *Journal populaire* soit envoyé à chacune des municipalités de la république (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 604).

CORBEIL (District de). — Le procureur syndic invite la Convention à rester à son poste et à prononcer le renouvellement des corps administratifs (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 540 et suiv.); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

CORBIGNY (Commune de). — La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 428).

CORDELIER, général de brigade. Envoie à la Convention les détails d'un avantage remporté par les troupes de la République près le bourg de Nouvion (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 665).

CORDIER, chirurgien-major du 7<sup>e</sup> bataillon de la Somme, père de 12 enfants dont 7 garçons sous les drapeaux. Prie la Convention de lui permettre de rappeler son plus jeune fils dragon au 15<sup>e</sup> régiment, ci-devant Noailles, pour le seconder (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 153).

CORENFUSTIER, député de l'Ardèche. — 1793. — Fait un rapport sur le transfert des hôpitaux de la commune de Valréas (t. LXXVI, p. 25 et suiv.), — un rapport sur les bâtiments destinés à l'hôpital de Crest (p. 487).

CORMIER (Citoyenne), veuve de Jacques-Philippe Renaud dit Desvernère. La Convention, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur sa pétition tendant à faire annuler le jugement de la Commission militaire rendu à Tours contre son mari, déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 273).

CORRÈZE (Département de la). — Le conseil général et le procureur syndic félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68, et p. 78 et suiv.). — On annonce que le bon esprit règne dans ce département (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 208).

CORSE (Ile de). — Le représentant du peuple Lacombe-Saint-Michel écrit que les Anglais ont été repoussés dans leurs attaques sur Saint-Florent, Patrimoine et Barbagio (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 623). — Lettres écrites au département de la Corse et à la Convention nationale par le citoyen Constantini à l'occasion des dépêches expédiées à la Convention par Lacombe-Saint-Michel (*ibid.* p. 647 et suiv.).

CÔTE-D'OR (Département de la). — Le directoire adresse à la Convention la somme de 2.399 l. 5 s. que la commune d'Aizerey-et-Potangy donne pour les frais de la guerre (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 161); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).



**CÔTES-DU-NORD** (Département des). — Les administrateurs félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 82). — La Convention rapporte le décret du 15 août 1792, relatif au placement des notaires (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 354).

**COUCHES** (Commune de). — La Société des Amis de la Constitution républicaine félicite la Convention sur ses travaux et l'invite à rester à son poste (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 617).

**COUDRAY** (Commune de), département du Loiret. — La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 570).

**COULOMMIERS** (Commune de). — La Société populaire, la municipalité et les membres du comité révolutionnaire conjurent la Convention de rester à son poste et se félicitent des mesures qu'elle a prises pour dissiper les restes de l'aristocratie (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 384); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**COUPÉ** (Jacques-Michel), député de l'Oise. — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171). — Propose de rapporter tous les congés qui ont été accordés aux députés (p. 264). — Fait décréter que le département de l'Eure est soumis aux réquisitions de grains et de vivres (p. 279). — Fait un rapport sur les anciens marchés existant avant 1789 (p. 280). — un rapport sur l'exécution de la loi relative au maximum du prix des grains (p. 322). — un rapport sur la question de savoir s'il sera donné un adjoint au ministre de l'intérieur (*ibid.* et p. suiv.). — un rapport sur une pétition de la commune de Troyes (p. 556). — un rapport sur les abus des grandes exploitations rurales et les moyens de multiplier les subsistances (p. 632 et suiv.). — Fait un rapport sur le défrichement des places incultes de Paris dépendantes de la ci-devant liste civile (p. 694).

**COUPES DE BOIS.** — Décret renvoyant à la Commission des six une motion de Clauzel relative aux coupes de bois vendues et non livrées à l'époque de la loi sur la taxe (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 672).

**COURIER.** — Demande à échanger des assignats à face royal (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 565 et suiv.).

**COURTHONNE-LA-VILLE** (Commune de), département du Calvados. — Le comité de surveillance et la Société populaire invitent la Convention à rester à son poste et à maintenir ses décrets contre les accaparements et pour la fixation du prix des denrées (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 475); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**COUSSIÈRES**, officier au 22<sup>e</sup> régiment de cavalerie. Fait part des événements qui ont eu lieu à Landau (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 53).

**COUSTIN-BOURZOLLE** (Comte). — La Convention décrète qu'il sera traduit sans délai au tribunal criminel extraordinaire de Paris (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 354).

**COUTANCES** (Commune de). — La Société populaire applaudit aux mesures prises par la Convention contre les gens suspects et demande qu'ils soient tenus de rentrer dans leurs foyers sous peine d'être réputés émigrés (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 142); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**COUTHON**, député du Puy-de-Dôme. — AN II (1793). — Rend compte des opérations devant Lyon (t. LXXVI, p. 283 et suiv.). — Écrit que la ville de Lyon commence à s'organiser (p. 598).

**CRASSOUS** [de Médeuil], député de la Martinique. — AN II (1793). — Est admis (t. LXXVI, p. 237).

**CRÉRY** (Commune de). — La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 92).

**CRESSY** (Commune de), département de la Somme. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 582); — mention honorable, et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**CREST** (Commune de). — Décret portant que les bâtiments possédés par les ci-devant religieuses de Sainte-Marie demeurent échangés contre ceux destinés à l'hôpital de la commune (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 487).

**CRETÉ**, ancien député à l'Assemblée Législative. Fait un don patriotique (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 211).

**CREULLY** (Commune de). — La Société populaire annonce que tous les objets royalistes qui se trouvaient au château du ci-devant Montmorency ont été brûlés et que tous les citoyens du canton demandent à partir aux frontières (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 479); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**CREVELIER**, député de la Charente. — AN II (1793). — Membre du comité de l'examen des marchés (t. LXXVI, p. 171).

**CRUVES** (Antoine), membre du directoire du département du Var. Demande, à défaut d'une pièce légale qu'il lui est impossible de se procurer, un certificat des députés du département du Var attestant qu'il est bien troisième suppléant de ce département à la Convention (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 677).

**CUERS** (Commune de). — La Société républicaine adhère aux décrets du 31 mai et invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 424).

**CUTERNELLE** (Michel-François). — La Commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle déclare qu'il n'y a pas lieu à inculpation contre lui et ordonne qu'il soit remis en liberté (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 535).

**CYVRIX** (Citoyenne). — Renvoi de sa pétition aux comités de liquidation et des finances (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 177).

**CZALLE** (P.-El.-J.). — Présente une pétition au nom de Rolans et de Lavaux négociant liegeois (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 303).

**D**

**DAGOBEET**, général. Rend compte de ses opérations (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 506). — On annonce qu'il est entré en Espagne (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 597).

**DAMPIÈRE** (Ci devant comte de). On demande que les pièces de la procédure instruite contre les jeunes gens qui l'ont fusillé soient brûlées sur l'autel de la patrie (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 65); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

**DANTOU** procureur général syndic du département de l'Oise. La Convention décrète qu'il sera remis en liberté et renvoyé à Beauvais sans fonction jusqu'à

ce que sa conduite ait été examinée par le représentant du peuple Levasseur (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 646).

DANTON, député de Paris. — AN II (1793). — Obtient un congé (t. LXXVI, p. 457).

DAoust. Voir *Aoust* (d').

DARTIGOEYTE, député des Landes. — 1793. — Rend compte des mesures qu'il a prises dans le département du Gers (t. LXXVI, p. 63). — AN II (1793). — Écrit que les autorités du département du Gers qui étaient infectées du venin fédéraliste sont maintenant régénérées (p. 595 et suiv.).

DAVID, député de Paris. — AN II (1793). — Fait décréter que le comité de législation sera chargé de faire un rapport sur les étrangers qui peuvent avoir été compris dans la réquisition (t. LXXVI, p. 131). — Membre du comité d'instruction publique (p. 174). — Demande la permission de garder chez lui, pendant quinze jours, le tableau de Lepelletier, pour l'offrir avec celui de Marat qu'il vient d'achever, à la juste curiosité du public (p. 544).

DAVID (Pierre-Laurent-Etienne), citoyen de Paris. Adhère à la Constitution (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 258) ; — mention honorable (*ibid.*).

DANRAINVILLE, membre du comité de surveillance de la commune de Gerbeville. Demande qu'il soit envoyé des commissaires dans tous les départements pour écarter des administrations les membres attachés de la rouille aristocratique (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 399 et suiv.) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

DERALS, commissaire du canton de Montech. Rend compte de ses succès auprès de ses concitoyens qui se préparent tous à marcher contre les ennemis et qui invitent la Convention à rester à son poste (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 615).

DEBOURGES, député de la Creuse. — AN II (1793). — Fait un rapport sur la pétition de la citoyenne Bertin Denis (t. LXXVI, p. 694).

DEBRUE, journalier habitant Hazebrouck. La Convention, après avoir entendu son comité de secours publics, lui accorde un secours de 200 livres (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 483).

DÉCÈS DE DÉPUTÉ. Communication du décès de Sautayra (*Drôme*), (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 295).

DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME. La Convention décrète que l'acte du 29 mai intitulé : « *Déclaration des droits de l'homme* » n'ayant pas été accepté par le peuple est nul de plein droit et qu'il n'y a pas lieu de statuer sur la demande du ministre de la Justice par laquelle il propose d'annuler cette déclaration (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 273).

DÉCRETS. 1<sup>o</sup> Sur la proposition d'un membre, inspecteur du bureau des procès-verbaux, la Convention rend plusieurs décrets relatifs à la date des décrets (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 457).

2<sup>o</sup> Décret qui autorise l'inspecteur du bureau des procès-verbaux à faire imprimer de nouveaux papiers pour les minutes des décrets conformes au nouveau calendrier (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 458).

3<sup>o</sup> La Convention décrète que le ministre de l'intérieur enverra, sans délai, au comité des décrets cinq exemplaires de tous les décrets et lois rendus par l'Assemblée législative et par la Convention nationale et de ceux à rendre (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 547).

DEDELAY (Pierre). Offre à la Convention un ouvrage sur les subsistances dont les bases ont été adoptées par 360 Sociétés populaires du Midi (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 665) ; — renvoi au comité d'agriculture (*ibid.*).

DÉFENSEURS DE LA PATRIE. Réclament contre les retards qu'ils éprouvent à l'hôtel des Invalides où leurs blessures les forcent de recourir pour y trouver les secours qui leur sont dus (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 483) ; — renvoi au ministre de la Guerre (*ibid.*).

DEHORNE (Veuve). Voir *Plaisant*.

DEJEAN, garçon de bureau de la Convention. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129), (p. 130).

DELAcroix (Charles), député de la Marne. — 1793. — Écrit que le prix de vente des meubles et immeubles de l'ancienne liste civile surpasse de beaucoup celui de l'estimation (t. LXXVI, p. 125 et suiv.). — AN II (1793). — Annonce à la Convention que les jeunes gens de la première réquisition du département de Seine-et-Oise vont défiler devant elle (p. 581).

DELAcroix (Jean-François), député d'Eure-et-Loir. — AN II (1793). — Rend compte des mesures qu'il a prises dans le département de la Seine-Inférieure (t. LXXVI, p. 375 et suiv.). — Demande que la mort de Beauvais soit vengée (p. 569).

DELAMME, officier au 3<sup>e</sup> bataillon franc. Demande à reprendre son poste (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164) ; — renvoi au comité de la guerre (*ibid.*).

DELANGE, anciennement marin, soldat dans l'armée de Carteaux. La commune des Sables réclame pour lui l'avancement que mérite son courage (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365) ; — renvoi au comité de marine (*ibid.*).

DELAUNAY (d'Angers) L'AINÉ (Joseph), député de Maine-et-Loire. — AN II (1793). — Fait un rapport sur la compagnie des Indes (t. LXXVI, p. 243), — un rapport sur les services de Julien Lille (p. 278).

DELBREL, député du Lot. — AN II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241).

DELMAS, député de la Haute-Garonne. — 1793. — Est adjoint au comité militaire (t. LXXVI, p. 48).

DELMAS, général de brigade. Le représentant Dautzel demande sa destitution (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 52) ; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*). — Lettre du citoyen Coussières, officier de cavalerie sur la conduite de Delmas (*ibid.* p. 53).

DELOT (François), garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

DEMAREL. Voir *Marcel*.

DEMIAMÉ (Laurent). Demande une augmentation de pension (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 479) ; — renvoi au ministre de la guerre (*ibid.*).

DÉMISSION DE DÉPUTÉ. — AN II (1793). — Mathes (Pierre) (*Cantal*). (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 163).

DEMONS, officier municipal de Châtillon-sur-Châlaronne. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

DENIS, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

DENIS (Bertin) veuve de Claude Guillet procureur de la commune de Longeville. Décret lui accordant un



secours de 300 livres (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 694).

DENRÉES. Voir *Maximum*.

DENTZEL, député du Bas-Rhin. — 1793. — Demande la destitution du général Delmas (t. LXXVI, p. 52). — Envoie des états concernant la situation de Landau (p. 54).

DÉPUTÉS. Décret portant qu'il ne sera plus donné lecture à la Convention des lettres des députés mis en état d'accusation (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 153). — Décret portant que les lettres des députés décrétés d'accusation seront envoyées au tribunal révolutionnaire et que celles des députés qui ne sont qu'en état d'arrestation seront envoyées au comité de sûreté générale (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 263).

DÉPUTÉS. Voir *Congés*. — *Décès*. — *Démisssion de députés*. — *Iles du Vent*.

DÉPUTÉS SUPPLÉANTS. Il sera fait mention honorable au procès-verbal de l'adhésion de plusieurs députés suppléants au jugement du tyran (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 264).

DESACY (Stanislas), administrateur du district de Murat. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).

DESCARTES. Décret de la Convention ordonnant le transfert de sa statue au Panthéon (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 24).

DESMOULINS (Camille), député de Paris. — AN II (1793). — Parle sur les mesures à prendre contre les étrangers (t. LXXVI, p. 644).

DESPAIGNOL, de la Bastide-de-Clermont. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 130).

DESTOURNELLES, ministre des finances. Voir *Ministre des finances*.

DESVERNIÈRES (Renaud dit). Voir *Cormier*.

DÉTENTION. Décret fixant la durée de la détention des citoyens pour amendes prononcées par la police correctionnelle (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 117).

DÉTENUS. Voir *Paris*, § 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 1.

DETTE PUBLIQUE. 1<sup>o</sup> Décret qui supprime le tirage ordonné par l'article 33 de la loi du 24 août 1793 pour déterminer la valeur de 24,000 bulletins de l'édit de décembre 1785 (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 127).

2<sup>o</sup> Décret relatif à la formation d'un état des propriétaires des rentes constituées sur la ville de Paris, à la remise des titres de propriété, aux époques de paiement des arrérages, aux moyens d'accélérer l'inscription sur le grand-livre, aux déclarations à fournir par les créanciers de sommes exigibles et aux retenues à faire sur les rentes (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 584).

DEVÉRITÉ, député de la Somme. — AN II (1793). — Écrit que son affaire n'a aucun rapport avec celle de Brissot et des autres prévenus (t. LXXVI, p. 153; — ordre du jour (*ibid.*)).

DEVILLE, député de la Marne — AN II (1793). — Est chargé de procéder à la réunion des papiers de la compagnie Masson et d'Espagnac (t. LXXVI, p. 232). — Rend compte de sa mission (p. 522).

DIE (Commune de). La municipalité informe la Convention des mesures prises pour assurer l'exécution de la loi du 2 juin concernant les gens suspects (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 397); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

DIEPPE (Commune de). Les sections de Brutus et de l'Égalité félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 67 et p. 70). — La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 406).

DIETRICH, commandant le bataillon de Turckheim. Le directoire du district de Colmar transmet à la Convention le témoignage honorable qu'il a rendu au dévouement de son bataillon et des habitants de la contrée (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 17).

DIJON (Commune de), département de la Côte-d'Or. La Société populaire demande un décret qui mette à la disposition de la nation les effets précieux qui sont dans les greffes des tribunaux criminels et qui ne sont pas réclamés (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 566); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

DINAN (District de). La Société républicaine fait passer à la Convention sa profession de foi (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 138); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

DIVORCE. Décret qui autorise le conjoint demandeur en divorce à faire apposer les scellés sur les effets mobiliers de la communauté (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 487).

DUCOHAN (Auguste), convaincu d'avoir pris les armes contre la République française. Est condamné à mort par un jugement rendu par la commission militaire de Wissembourg (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 22 et suiv.).

DOLIVIER, curé de Mauchamp. Fait hommage à la Convention d'un essai sur la *Justice primitive* (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 608). — Texte de ce mémoire (*ibid.* et suiv.).

DOMAINES NATIONAUX. Décret portant que le comité d'aliénation nommera deux de ses membres pour surveiller provisoirement les bureaux d'administration des domaines nationaux (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 670).

DOMMARIE-ET-EULMONT (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi; elle demande d'en être relevée (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 626); — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.*).

DONJON (Commune du), département de l'Allier. Le conseil général et les citoyens de la commune réunis envoient à la Convention leur témoignage de reconnaissance pour ses travaux et l'invitent à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 433).

DONJON (District du), département de l'Allier. Les administrateurs et le procureur syndic prient la Convention de rester à son poste (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 266); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

DONS PATRIOTIQUES. — 1793. — (4 octobre, t. LXXVI, p. 19), (p. 23), (5 octobre, p. 123), (p. 129 et suiv.). — AN II (1793). — (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793 p. 132), (p. 161), (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 211), (p. 223), (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 258), (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 268), (p. 276), (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 265), (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 350), (p. 373 et suiv.), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 381), (p. 396), (p. 456), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 473), (p. 476), (p. 478), (p. 487), (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793,

- p. 538), (p. 546), (p. 558), (p. 559), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 568), (p. 589), (p. 590), (p. 600), (p. 601), (p. 602), (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 636), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 714).
- DONZY** (Commune de). La Société populaire félicite la Convention sur ses travaux et l'invite à rester à son poste (21<sup>er</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 422 et suiv.).
- DOPPET**, général en chef de l'armée des Alpes. Annonce à la Convention la prise de Lyon (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 453 et suiv.).
- DORNIER**, canonnier au 2<sup>e</sup> bataillon du 89<sup>e</sup> régiment. Fait hommage d'un drapeau pris aux Autrichiens (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 557); — mention honorable et renvoi au ministre de la guerre pour lui procurer de l'avancement (*ibid.*).
- DOUAI** (Commune de), département du Nord. Les administrateurs font part à la Convention d'une fête civique (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 179); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — Ordre du jour motivé sur la pétition de deux compagnies soldées des canonnières de la place de Douai (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 491).
- DOUANES**. Décret qui distrairait la régie des douanes du département des contributions publiques et la réunit à celui des affaires étrangères (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 247).
- DOUBS** (Département du). Les membres du conseil général font passer un arrêté que viennent de prendre les trois corps administratifs de Besançon contre les personnes suspectes et font part du patriotisme de leurs concitoyens (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 349); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).
- DOURDAN** (District de). Le citoyen Robineau, commissaire de l'Assemblée primaire informe la Convention que la loi du 23 août 1793 qui met en réquisition les citoyens s'est exécutée dans le district avec un zèle peu commun (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 481); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- DRAPEAUX**. Présentation à la Convention de six drapeaux pris sur les Espagnols (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 205). — Présentation à la Convention d'un drapeau enlevé aux Anglais par le bataillon de Vervins (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 233). — Un volontaire fait hommage d'un drapeau pris sur les Autrichiens (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 556); — mention honorable (*ibid.*, p. 557).
- DRILLES**. Voir *Maximum*.
- DRÔME** (Département de la). Le procureur général syndic rend compte à la Convention de l'enthousiasme de la jeunesse à voler aux frontières (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 142); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- DUBARRAN**. Voir *Barbeau du Barran*.
- DU BIGNON**, député d'Ille-et-Vilaine. — 1793. — Donne lecture d'une lettre du citoyen Molié (t. LXXVI, p. 439).
- DUBOIS**, capitaine d'artillerie, attaché au parc de Maubeuge. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- DUBOIS** (Maurice). Il lui est accordé une pension de 600 livres (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 214).
- DUBOIS-CRANCÉ**, député des Ardennes. — 1793. — Fait part des succès remportés sur les Lyonnais (t. LXXVI, p. 49). — (AN II (1793). — Rend compte de la situation de l'armée devant Lyon p. 172 et suiv.). — Décret le rappelant dans le sein de la Convention (p. 175). — Se justifie des inculpations faites contre lui (p. 282 et suiv.). — Rend compte de son entrée dans Lyon (p. 470).
- DUBOIS DE BELLEGRADE**, député de la Charente. — AN II (1793). — Rend compte des opérations de l'armée des côtes de la Rochelle (t. LXXVI, p. 499), (p. 599 et suiv.).
- DUBOUCHET**, député de Rhône-et-Loire. — AN II (1793). — Rend compte de la situation dans le département de Seine-et-Marne (t. LXXVI, p. 697 et suiv.).
- DUCASNE**, fils, négociant à Muret. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).
- DUCHASTEL**, député des Deux-Sèvres. — AN II (1793). — Ysabeau écrit qu'il l'a fait arrêter à Bordeaux (t. LXXVI, p. 575).
- DUCHESNE** (Veuve). Les membres du conseil d'administration du 2<sup>e</sup> bataillon de la légion des Ardennes la recommandent à la Convention (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 542).
- DUCOS** (Pierre-Roger), député des Landes. — AN II (1793). — Fait un rapport sur une pétition relative au citoyen Malvest (t. LXXVI, p. 193), — un rapport sur la pétition des négociants Rolans et de Lavaux (p. 303). — Parle sur la question de savoir si les agents du conseil exécutif peuvent adresser des instructions sur les décrets aux corps administratifs ou judiciaires (p. 625).
- DUDON** père, ancien procureur général, prisonnier. Est conduit de Bordeaux à Paris par le citoyen Pasquier (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 691).
- DUFAUR** (Bernard) de Clermont. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 130).
- DUFRACHE**. La Convention décrète que tous les papiers déposés chez lui seront transférés dans la salle des dépôts de la guerre où le triage en sera fait (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 544).
- DUFRICHE**. La Convention décrète qu'il est admis à remplacer le citoyen Houdelette dans les fonctions d'huissier de la Convention jusqu'à son retour de l'armée (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 155).
- DUGUÉ** (Jean). Décret qui annule l'échange fait entre l'ancien gouvernement et Jean Dugué du pré des Groguets, district de Gonesse (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 25). — Il est sursis à l'exécution de ce décret (5 octobre, p. 131).
- DUHEM**, député du Nord. — 1793. — Parle sur le calendrier républicain (t. LXXVI, p. 122), (p. 123). — AN II (1793). — Parle sur une pétition des fournisseurs de souliers (p. 485), — sur la proposition d'entendre aux sujets de tous les despotes coalisés contre la République la loi contre les Anglais (p. 492). — Fait une motion d'ordre (p. 558). — Parle sur les accaparements (p. 674). — Demande la mise en jugement du général Gratien (p. 705).
- DUMAZ**, député du Mont-Blanc. — AN II (1793). — Dénonce des abus qui se sont glissés dans les magasins de la République et des fournitures aux armées (t. LXXVI, p. 713 et suiv.).
- DUMONT** (André), député de la Somme. — 1793. — Écrit qu'il a fait arrêter un grand nombre de personnes suspectes à Montreuil (t. LXXVI, p. 67). — AN II (1793). — Annonce la découverte de dépôts d'objets précieux à Abbeville et l'arrestation d'une parente de



PITT (p. 207). — Les membres de la commission révolutionnaire du département de la Somme demandent à la Convention de laisser le représentant Dumont au milieu d'eux (p. 345) ; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*). — Rend compte des mesures qu'il a prises à Péronne (p. 481). — Est adjoint à Levasseur comme commissaire à Beauvais (p. 646).

DUMOULIN. Fait remettre à la Convention son brevet et sa décoration militaire (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714).

DUNKERQUE (Commune de), département du Nord. La Société des sans-culottes républicains félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 105 et suiv.).

DUPERTEY, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

DUPONT, député sans autre désignation. — AN II (1793). — Parle sur la liquidation des offices (t. LXXVI, p. 305).

DUPONT (Marie-Madeleine), veuve du citoyen Négrier. La Convention lui accorde ainsi qu'à son enfant un secours provisoire de 400 livres et renvoie sa pétition au comité de liquidation (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 279).

DUPRÉ (Georges). Demande qu'il lui soit accordé une pension de retraite en raison de ses longs et nombreux services (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 469) ; — décret lui accordant une somme de 600 livres comme secours provisoire (*ibid.*).

DUPRÉ, de Provins. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 130).

DUPUIS, député de Seine-et-Oise. — AN II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241). — Est remplacé dans sa mission par Fousseoire (p. 372).

DUPUIS (Augustin), dit de Malinot, ci-devant noble et sous-lieutenant dans le régiment ci-devant Béarn. Convaincu de crime de haute trahison, est condamné à mort par un jugement de la commission militaire établie près l'armée des côtes de La Rochelle (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 21 et suiv.).

DUQUERO, secrétaire du district de Rochefort. La Convention nationale accorde à sa veuve et à ses enfants une indemnité et une pension (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 383).

DUROY, député de l'Eure). — 1793. — Parle sur la mise en réquisition des imprimeurs (t. LXXVI, p. 143). — sur l'indemnité à accorder aux citoyens Gouly et Serres (p. 124), (p. 125). — AN II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (p. 241).

DUVAL (Charles-François-Marie), député d'Ille-et-Vilaine. — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171).

DUVAL, député sans autre désignation. — AN II (1793). — Membre du comité des inspecteurs de la salle (t. LXXVI, p. 171).

DYZEZ, député des Landes. — 1793. — Est adjoint au comité des finances (t. LXXVI, p. 45).

## E

ECHANGE. Voir *Dugué*.

ECOLE MILITAIRE. Les jeunes gens en réquisition casernés à l'Ecole militaire dénoncent une lettre qui leur a été

adressée (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 160) ; — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

ÉCONOMIE RURALE. Voir *Maisons d'économie rurale*.

ECOUIS (Commune d'), département de l'Eure. La Société des amis de la Constitution félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 100 et suiv.).

ELECTIONS.

*Vérification des pouvoirs.*

*Aveyron.* Admission de Jean-Pierre-Félix Roux en remplacement de Valady mis hors la loi (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 536).

*Cantal.* Admission de Mirande en remplacement de Pierre Malhes démissionnaire (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 205).

*Ille de France.* Admission de Gouly et de Serres (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 123).

*Pyrénées (Basses-).* Admission de Jean Vidal en remplacement de Sanadon démissionnaire (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 110).

*Saône-et-Loire.* Admission de Millard en remplacement de Jacob démissionnaire (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 205).

*Vosges.* Admission de Cherrier en remplacement de Hugo déclaré déchu pour cause de maladie (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 485).

ENBRUN (Commune d'), département des Basses-Alpes). Invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 432).

EMIGRÉS. 1<sup>o</sup> La Convention décrète que les administrations des districts feront passer au comité de liquidation des états certifiés : 1<sup>o</sup> de tous les biens vendus et à vendre des émigrés ; 2<sup>o</sup> de tous les biens dont jouissent les parents des émigrés et dont la propriété a été mise sous la main de la nation par la loi du 18 mars 1793 (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 536) ; — ce décret est rapporté (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 587) ; — sur la motion de Robespierre, le décret est maintenu (*ibid.*).

2<sup>o</sup> L'administrateur des domaines nationaux demande à la Convention de fixer les secours à accorder aux femmes et aux enfants des émigrés (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 564) ; — renvoi au comité des secours (*ibid.*).

3<sup>o</sup> Les administrateurs du district de Lisiens, département du Calvados annoncent que les biens mis en vente estimés 381.000 livres ont été vendus 614.000 livres (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 578) ; — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

4<sup>o</sup> La Convention décrète que toutes les *Sociétés populaires* sont invitées à faire passer au comité d'allénation les renseignements qu'elles pourront avoir recueillis relativement aux arrêtés pris par les administrations sur les *émigrés* ou sur leurs biens (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 604).

5<sup>o</sup> La Convention décrète que la literie qui se trouve chez les émigrés sera employée pour le casernement des citoyens de la première réquisition (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 645).

EMPLOYÉS. La Convention renvoie au comité des finances une pétition des ci-devant employés (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 165).

ENFANTS NATURELS. Le citoyen Garrery demande le rapport du décret ordonnant aux tribunaux judiciaires de surseoir au jugement des causes intentées par les

- enfants naturels à leurs parents en ligne collatérale et prie la Convention de déterminer ce qu'ils auront à prétendre sur les biens de leur père et mère qui sont morts sans enfants légitimes (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 361); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).
- ENJUBAULT, député de la Mayenne. — AN II (1793). — Fait un rapport sur les secours à accorder à la commune de Larche (t. LXXVI, p. 483). — un rapport sur les secours à accorder au citoyen Piquet (p. 665).
- ENREGISTREMENT. 1<sup>o</sup> Décret chargeant le comité des finances de faire un rapport sur un nouveau mode d'organisation des bureaux d'enregistrement (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 239).
- 2<sup>o</sup> Décret relatif au civisme des inspecteurs et directeurs des bureaux d'enregistrement (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 239).
- ENTRECASTEAUX (Canton d'), département du Var. Adhère à la Constitution (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 178).
- ENTREPOSEURS DE TABAC. Voir *Tabac*.
- EPERNAY (Commune d'), département de la Marne. La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 89). — La Société républicaine félicite la Convention sur le décret lancé contre 60 députés qui avaient osé conspirer contre la République, sur le décret relatif aux subsistances et implore sa clémence en faveur des administrateurs fédéralistes qui se sont retranchés (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 337); — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi du cas des administrateurs au comité de sûreté générale (*ibid.*).
- EPINAL (Commune d'), département des Vosges. La Société populaire adresse à la Convention le règlement que les citoyens sans-culottes qui la composent ont adopté en la séance du 1<sup>er</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de la deuxième année républicaine et annonce que le calme règne dans la commune (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 337); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — La Société populaire envoie une adresse dans laquelle elle demande : 1<sup>o</sup> que le décret relatif aux pensions des pères et mères des soldats de la patrie s'étende aux femmes non-mariées dont les enfants naturels sont aux frontières; — 2<sup>o</sup> qu'une femme qui a épousé un homme veuf, chargé de quatre enfants, et dont le père est décédé, jouisse également du bénéfice de la loi pour avoir donné tous les soins maternels à ces quatre enfants dont l'un s'est enrôlé sous les drapeaux de la République (*ibid.* p. 330). — La Société populaire sollicite un décret qui destitue les fonctionnaires publics qui, par le scandale de leurs mœurs, ont excité le murmure des citoyens; que la liste de ces hommes soit envoyée au comité de sûreté générale par les comités de surveillance et les sociétés populaires, et enfin qu'il ne soit donné de certificat de civisme qu'aux citoyens dont les mœurs seraient pures (*ibid.* p. 331); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — La Société populaire adresse à la Convention le procès-verbal d'une fête civique et funèbre en l'honneur de Marat, assassiné par le fédéralisme et de Pierre Bayle, victime du royalisme (*ibid.*); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- ERE DE LA RÉPUBLIQUE. Adoption avec amendement du projet de décret présenté par Romme tendant à fixer l'époque à laquelle doit commencer l'ère des Français et ordonnant l'exécution d'une pendule et d'un calendrier pour être placés dans le lieu des séances de l'Assemblée (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 190). — Texte du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Discussion qui a précédé l'adoption du projet de décret (*ibid.* p. 121 et suiv.).
- ESCHASSÉRIEUX AÎNÉ (Joseph), député de la Charente-Inférieure. — 1793. — Membre de la commission chargée d'examiner les réclamations de ceux qui ont éprouvé des pertes lors de la retraite de Belgique (t. LXXVI, p. 123).
- ESCUPIER, député du Var. — AN II (1793). — Est rappelé dans le sein de la Convention (t. LXXVI, p. 372).
- ESMENARD. Voir *Essmenard*.
- ESPAGNAC. Voir *Masson et d'Espagnac*.
- ESPAGNOLS. Le comité des finances est chargé de faire un rapport sur le mode d'exécution du décret qui a confisqué et mis sous la main de la nation les biens que possèdent en France les sujets du tyran d'Espagne (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 670).
- ESPIONS. Sur la motion de Barère, la Convention décrète l'envoi à l'Abbaye de trois autrichiens considérés comme espions (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 844).
- ESSAI (Commune d'). Le comité de surveillance de la commune rend compte de sa conduite à la Convention et le prie de rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 437).
- ESSMENARD, capitaine général des douanes. Fait annoncer par les régisseurs des domaines nationaux qu'il a fait arrêter deux conspirateurs, *Martin* et *Jouvé*, consuls hollandais (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 240). — Annonce qu'il vient de faire arrêter un conspirateur nommé Ricard (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 437); — décret le recommandant au conseil exécutif pour son avancement (*ibid.* p. 458).
- ETENDUER (L). Voir *Lestenduaire*.
- ETOILE (Louis L'), ci-devant gentilhomme. La commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle déclare qu'il n'y a pas lieu à inculpation contre lui et ordonne sa mise en liberté (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 534).
- ETRANGERS. 1<sup>o</sup> Décret chargeant le comité de législation de faire un rapport sur les étrangers auxquels on a accordé l'hospitalité et qui peuvent avoir été compris dans la réquisition (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).
- 2<sup>o</sup>. Rapport par Saint-Just et projet de décret tendant à faire détenir jusqu'à la paix les étrangers nés sujets des gouvernements avec lesquels la République est en guerre (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 638); — adoption (*ibid.*). — Compte rendu de la discussion à laquelle ce décret a donné lieu (*ibid.* p. 651 et suiv.). — Sur la motion de Ramel, le décret est renvoyé au comité de Salut public et l'expédition envoyée au ministre est retirée (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 653). — Le ministre des affaires étrangères demande si les Françaises mariées à des Américains pourront suivre leurs maris (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 693); — ordre du jour motivé (*ibid.*).
- EU (Commune d'), département de la Seine-Inférieure. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 426).
- EURE (Département de l'). Décret portant que le département est soumis aux réquisitions de grains et vivres (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 279).
- EURE-ET-LOIR (Département d'). Renvoi au conseil exécutif de l'arrêté contre lequel réclame le citoyen Héron ci-devant administrateur du district de Dreux (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 441).



EVAUX (District d'), département de la Creuse. Les membres du conseil général, réunis à ceux du comité de Salut public et du tribunal félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 67), (p. 69 et suiv.).

EVRAU (Commune d'), département des Côtes-du-Nord. Le conseil général accepte la Constitution et les décrets de la Convention notamment ceux des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 224). — La Société populaire campagnarde invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 409).

EVBREUX (Commune d'). Le comité de surveillance rend compte de ses travaux à la Convention et exprime son vœu pour le rétablissement dans cette commune du district qui doit être transféré à Vernon (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 477); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

EXPLOITATIONS RURALES. Rapport et projet de décret présentés par Coupé (*de l'Oise*) sur les abus des grandes exploitations rurales et les moyens de multiplier les subsistances (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 632); — la Convention ajourne la discussion jusqu'après l'impression et la distribution du rapport (*ibid.*).

EZEMAR. Fait un don patriotique (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 357); — mention honorable (*ibid.*).

## F

FABRE (Claude-Dominique-Côme), député de l'Hérault. — 1793. — Rend compte des opérations de l'armée des Pyrénées-Orientales (t. LXXVI, p. 47 et suiv.). — An II (1793). — Transmet une pétition de la Société populaire de Saint-Chinian (p. 341). — Rend compte des opérations de l'armée des Pyrénées-Orientales (p. 443), (p. 500 et suiv.).

FABRE D'ÉGLANTINE, député de Paris. — 1793. — Parle sur les dénominations à donner aux jours (t. LXXVI, p. 123). — An II (1793). — Parle sur les mesures à prendre à l'égard de la compagnie des Indes (p. 245), (p. 246); — sur les mesures à prendre à l'égard des Anglais (p. 288). — Demande que le citoyen Ruthlège, défenseur du citoyen Boi sard soit conduit au comité de sûreté générale (p. 362). — Présente un décret relatif à la levée des scellés apposés sur les effets de la compagnie des Indes (p. 443). — Parle sur les affaires de Lyon (p. 454), — sur les successions (p. 494).

FALAISE (Commune de). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 414).

FAOUCET (Commune du). La Société populaire envoie à la Convention une adresse de dévouement et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 428).

FAURE (Balthazar), député de la Haute-Loire. — An II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241).

FAVEAUX, capitaine commandant les chasseurs dits Dattigny. Réclame sa réintégration dans le poste qu'il occupait (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 168); — renvoi au ministre de la guerre (*ibid.*).

FAVIERES (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des pour-

suites dirigées contre elle par les officiers des maîtres et des condamnations qui ont suivi; elle demande d'en être relevée (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625); — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).

FAYAU, député de la Vendée. — An II (1793). — Le général Westermann rend compte du bel exemple qu'il a donné aux soldats en chargeant à la tête de la cavalerie (t. LXXVI, p. 297). — Fait part des opérations de l'armée des côtes de La Rochelle (p. 599 et suiv.).

FAYGNARD, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

FAYOLLE. On annonce que ce citoyen a été blessé (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 258).

FEBVRE, procureur syndic du district de Cognac. Annonce à la Convention qu'un domaine dépendant du ci-devant ordre de Saint-Lazare, estimé 110,000 livres, a été adjugé 236,000 livres, et qu'un bien d'émigré estimé 124,000 livres, a été vendu 200,000 livres (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 17 et suiv.).

FÉCAMP (Commune de). La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68), (p. 84 et suiv.).

FÉDÉRALISTES. La Société populaire de Melun demande la mise en jugement de tous les fédéralistes (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 179). — On annonce que le représentant du peuple Garnier (*de Saintes*) a fait saisir les meubles et revenus des fédéralistes de Cherbourg (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 465); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

FERRIÈRES (Commune de). On transmet à la Convention l'arrêté du conseil général portant que le clocher de plomb de l'église paroissiale sera employé pour en faire des balles qui serviront à purger la terre de la liberté de tous les tyrans couronnés (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 477); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

FÉRAUD, député des Hautes-Pyrénées. — An II (1793). — Le conseil du département des Hautes-Pyrénées demande qu'il soit continué dans sa mission près l'armée des Pyrénées-Occidentales (t. LXXVI, p. 212). — Rend compte d'une expédition faite avec succès contre les Espagnols (p. 688).

FERMÉ (V<sup>o</sup>). Voir *Grigy (Marie-Madeleine)*.

FERON, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

FÉRON, soldat au 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 123).

FERRAND, général. Les canonniers et patriotes de Valenciennes réclament contre son arrestation (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 675).

FEUILLARQUE, chef des brigands du district de Lacaune. On annonce qu'il a perdu sa tête sur l'échafaud (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 267).

FEUILLE DE SALUT PUBLIC. Piorty dénonce les calomnies répandues par cette feuille contre le comité des marchés (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 583); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

FEURS (Canton de), département de la Loire. Le comité de surveillance demande que le siège de l'administra-

tion du département de la Loire soit dans la commune de Feurs (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 561 et suiv.).

FIGUEREAU. Voir *Lacombe*.

FIQUEU, député de l'Aisne. — An II (1793). — Membre du Comité des inspecteurs de la salle (t. LXXVI, p. 171).

FLAHAUT DE LA BILLARDERIE, ci-devant marquis d'ANGEVILLERS. Décret portant qu'il ne sera donné aucune suite au jugement rendu contre lui le 3 aout, par le tribunal de cassation (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 23). — Pièces relatives au jugement rendu par le tribunal de cassation (*ibid.* p. 59 et suiv.).

FLEURANCE (Commune de), département du Gers. La société populaire félicite la Convention sur ses travaux et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 89).

FLOTTEURS. Voir *Marine*.

FOIX (Commune de). La municipalité fait passer à la Convention 5 croix de Saint-Louis (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II. — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 601). — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

FONCTIONNAIRES. 1<sup>o</sup> Motion de Cambon relative à la fixation des jours de repos des fonctionnaires publics (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 156); — discussion (*ibid.* p. 157); — ordre du jour (*ibid.*).

2. Décret relatif aux salaires des fonctionnaires des municipalités et des districts (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 289).

FONTAINE-LA-GAILLARDE (Commune de), département de l'Yonne. La municipalité fait part de l'enthousiasme avec lequel les citoyens de cette commune se sont offerts pour partir aux frontières et invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 399); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

FORCALQUIER (Commune de). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 418).

FORCE (Prison de la Grande). Nombre de détenus dans cette prison (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 1), (5 octobre, p. 63), (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 149), (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 179), (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 223), (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 264), (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 326), (p. 327), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 378), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 472), (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 534), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 566), (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 607), (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 634), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 682).

FORCE (Prison de la petite). Nombre de personnes détenues dans cette prison (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 1), (5 octobre, p. 63), (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 149), (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 179), (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 223), (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 264), (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 326), (p. 327), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 378), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 472), (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 534), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 566), (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 607), (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 634), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 682).

FORCELLES-SOUS-GUGNEY (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi; elle demande à en être relevée (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625); — la Convention renvoie la pétition au com<sup>te</sup> des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux p<sup>ro</sup> suites (*ibid.* p. 626).

FORGUES (Dr), ministre des affaires étrangères. Voir *Ministre des affaires étrangères*.

FOUCHÉ (Joseph), député de la Loire-Inférieure. — 1793. — Rend compte de la situation dans les départements de l'Allier et de la Nièvre (t. LXXVI, p. 51 et suiv.). — An II (1793). — Rend compte de la situation dans les départements de l'Allier et de la Nièvre (p. 337). — Envoie sa proclamation aux citoyens du département de la Nièvre (p. 342). — Rend compte de l'état d'esprit des habitants des départements de l'Allier et de la Nièvre (p. 685 et suiv.).

FOUGÈRES (Commune de), département d'Ille-et-Vilaine. La Convention décrète que les gardes nationales de cette commune ont bien mérité de la patrie (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 38).

FOUQUET, lieutenant des grenadiers au bataillon de Ver-vius. Fait hommage d'un drapeau enlevé par lui aux Anglais à l'affaire d'Honschoote (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 233); — la Convention charge le ministre de la Guerre de pourvoir à son avancement (*ibid.*).

FOUQUIER-TINVILLE, accusateur public près le Tribunal révolutionnaire. Voir *Tribunal révolutionnaire*.

FOURCELLES-SOUS-GUGNEY (Commune de). Voir *Forcelles-sous-Gugney*.

FOURCROY, député de Paris. — 1793. — Parle sur les dénominations morales à donner aux mois (t. LXXVI, p. 122). — An II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (p. 171). — Est désigné pour examiner une découverte de Seconds concernant la direction des aérostats (p. 632).

FOURNISSEURS DE L'ARMÉE. 1<sup>o</sup> Décret qui autorise l'administration de l'habillement des troupes à payer provisoirement, aux petits fournisseurs, la moitié du prix convenu pour les marchandises qu'ils peuvent avoir fournies ou fourniront dans les magasins de la République (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 44 et suiv.).

2. Renvoi au comité de l'examen des marchés d'une demande de plusieurs citoyens qui réclament le paiement des fournitures qui leur sont dues (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 177); — rapport et projet de décret (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 484); — le projet de décret est écarté par la question préalable (*ibid.*).

3. Les cordonniers font une pétition tendant à ne pas être payés des marchandises qu'ils ont fournies d'après la loi du *maximum*, attendu qu'ils ne sont point accapareurs (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365); — renvoi au comité des marchés (*ibid.*).

4. Les fournisseurs demandent le paiement des marchandises qu'ils versent journellement dans les magasins de l'Administration; ils demandent en outre que la loi sur le *maximum* ne frappe point sur les marchandises qu'ils ont en magasin (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 367); — renvoi au comité des marchés (*ibid.*).

FOUSSEDOIRE, député de Loir-et-Cher. — An II (1793). — Commissaire pour surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 372).

FRADIN, procureur-syndic du district de Civray. Est nommé juge au Tribunal de cassation en remplace-



- ment du citoyen Creuzé (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 204).
- FRANÇAIS. Les bateaux ou autres bâtiments enlevés à l'ennemi par les Français prisonniers chez les puissances avec lesquelles la nation française est en guerre sont déclarés de bonne prise au profit des capteurs (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 278).
- FRANCASTEL, député de l'Eure. — 1793. — Membre de la Commission chargée d'examiner les réclamations de ceux qui ont éprouvé des pertes lors de la retraite de Belgique (t. LXXVI, p. 123. — AN II (1793). — Est nommé commissaire à l'armée de l'Ouest (p. 502).
- FRANCE. Rapport général par Saint-Just sur l'état du gouvernement, les causes qui ralentissent la marche et les progrès de la Révolution, les moyens propres à lui donner toute l'énergie qui lui est nécessaire; la situation des finances, le mode des taxes et des contributions, l'énormité des dépenses faites, les bénéfices des employés, la composition du ministère, la nomination des généraux, l'organisation des armées, la forme adoptée pour la publication des lois, la hiérarchie des autorités constituées, leur administration économique et les moyens propres à faire cesser les inconvénients reconnus (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 311); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).
- FRANCE. Voir *Ile de France*.
- FRANÇOIS, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- FRÈRE (Philippe-Aimé) dit Beauvais. Est condamné à mort par un jugement de la Commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 534).
- FRESVILLE (commune de), département du Loiret. La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 571).
- FRIGO (Michel). Est condamné à trois mois de prison par la Commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 535).
- FRIGOUT (Guillaume). Décret qui autorise la section de Marseille et de Marat à lui délivrer provisoirement une carte civique (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 670).
- FROHAN-LE-GRAND (Canton de) département de la Somme. Le commissaire de l'Assemblée primaire fait hommage à la Convention nationale des discours civiques qu'il a prononcés à son retour au milieu de ses concitoyens (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 9 et suiv.).
- FRONTON (Commune de), district de Toulouse. La société des Amis de la Constitution républicaine demande à la Convention qu'elle prenne des mesures rigoureuses contre les fédéralistes et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 423).
- GABRIELLE, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- GACABECH, administrateur provisoire du district de Bruges, retenu en France comme otage. Fait une pétition (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164); — renvoi aux comités de Salut public et de la guerre (*ibid.*).
- GACÉ (Commune de). Le comité de surveillance de la commune prie la Convention de rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 436).
- GAILLAC-TOULZA. Voir *Gaillac-Toulza*.
- GAILLAC-TOULZA (Commune de). La Société républicaine informe la Convention des progrès de l'esprit public et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 390); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- GALLAY (Jacques-Antoine). Décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa demande de rétablissement de sa pension supprimée en vertu du décret du 15 août 1792 (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 353).
- GANGES (Commune de), département de l'Hérault. Le conseil général félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68), (p. 73 et suiv.).
- GANNIET ou GUINET, envoyé des assemblées primaires de Nantua. Informe la Convention que les citoyens de la 1<sup>re</sup> réquisition formant 13 compagnies sont prêts à partir (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 387); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- GARD (Département du). Arrêté des représentants Poultrieu et Rovère pour destituer les membres du directoire et les administrateurs du département (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 504 et suiv.).
- GARDE CONSTITUTIONNELLE DE LOUIS XVI. Chabot demande une exception au décret du 5 septembre, en faveur des citoyens Rigal et Cabrol qui faisaient partie de cette garde (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 112). — La Convention décrète la création d'une commission qui fera l'extrait des noms des individus formant la garde de Louis Capet et des notes sur chacun d'eux (*ibid.*).
- GARDES FRANÇAISES. Décret portant que les anciens sous-officiers et soldats du ci-devant régiment des gardes françaises ne sont pas compris dans les dispositions du décret du 5 septembre 1793 à moins qu'ils n'aient donné des preuves d'incivisme (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 112), (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 174).
- GARLIN (Commune de), département des Basses-Pyrénées. La Société républicaine félicite la Convention nationale de ses travaux et l'invite à ne pas quitter son poste (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 2), (p. 3 et suiv.).
- GARNIER (Jacques), député de la Charente-Inférieure. — AN II (1793). — Rend compte d'une fête donnée par la Société populaire de Cherbourg (t. LXXVI, p. 229). — Annonce la prise d'un trois-mâts anglais par la frégate française *La Réunion* (p. 333). — Ecrit au sujet du sequestre des biens des fédéralistes de Cherbourg (p. 463). — Ecrit que la loi sur la fixation du prix des denrées de première nécessité a produit le meilleur effet (p. 563 et suiv.).
- GARNIER-ANTHOINE (Claude-Xavier), député de la Meuse. — 1793. — Membre de la commission chargée d'examiner les réclamations de ceux qui ont subi des pertes lors de la retraite de Belgique (t. LXXVI, p. 123).
- GARONNE (HAUTE-) (département de la). On fait part à la Convention d'un arrêté du conseil général par lequel il enjoint à tout possesseur d'espèces monnayées de les échanger aux caisses des receveurs de district contre des assignats sous peine d'être dénoncé à l'accusateur public (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 634); — la Convention

casse l'arrêté et le renvoi aux comités réunis de Salut public, de commerce et des finances et ordonne l'insertion de son décret au *Bulletin* (*ibid.*).

GARRAN-COULON, député du Loiret. — AN II (1793). — Annonce que le district d'Orléans a fait imprimer le tableau de la taxe des denrées (t. LXXVI, p. 463).

GARRIGUES, député de la Société populaire de Tarbes. Rend compte des troubles fomentés dans cette commune par les administrateurs et demande une nouvelle instruction de leur procès (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

GASPARIN, député des Bouches-du-Rhône. — AN II (1793). — Transmet une lettre du général Lapoype (t. LXXVI, p. 282). — Rend compte des opérations devant Toulon (p. 572 et suiv.).

GASTON, député de l'Ariège. — 1793. — Rend compte des opérations de l'armée des Pyrénées-Orientales (t. LXXVI, p. 47 et suiv.). — AN II (1793). — Rend compte des opérations de l'armée des Pyrénées Orientales (p. 442), (p. 500 et suiv.).

GATIER, maire de Vernoz. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).

GAUTHIER, député de l'Ain. — AN II (1793). — Rend compte de la situation de l'armée devant Lyon (t. LXXVI, p. 173). — Décret le rappelant dans le sein de la Convention (p. 175). — Se justifie des inculpations faites contre lui (p. 282). — Rend compte de son entrée dans Lyon (p. 470).

GAUTHIER. La section de Popincourt désigne ce citoyen à la Convention comme artiste monétaire (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 242).

GAY-VERNON, député de la Haute-Vienne. — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171).

GAYT (Pierre), médecin. Réclame : 1<sup>o</sup> ses biens que les liens du sang lui assurent incommutablement ; 2<sup>o</sup> les dommages et intérêts qui lui sont dus (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II. — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 356); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

GEMONVILLE (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi ; elle demande d'en être relevée (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 623); — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).

GENDARMERIE NATIONALE. 1<sup>o</sup> Ordre du jour motivé sur une lettre du ministre de la guerre concernant 26 gendarmes employés à l'armée du Nord renvoyés à Paris sous prétexte qu'ils étaient assujettis au décret du 5 septembre 1793 (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 112).

2<sup>o</sup> Décret qui ordonne la formation en compagnie de 120 gendarmes autorisés par la loi à rester à Paris pour y faire le service (6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 113).

3<sup>o</sup> Les gendarmes de la 33<sup>e</sup> division envoyés dans le département de l'Eure repoussent les inculpations dirigées contre eux et déposent les pièces à l'appui de leur justification (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164); — renvoi au comité de la guerre (*ibid.*).

4<sup>o</sup> Décret qui excepte les gendarmes à cheval de Lunéville des dispositions du décret du 5 septembre 1793 (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 174).

GÉNÉRAUX. Duhem demande que les généraux qui se seront rendus coupables de lâcheté soient jugés et punis militairement sur le champ de bataille (27<sup>e</sup> jour

du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 704); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

GÉNIESSIEU, député de l'Isère. — 1793. — Fait une motion au sujet de la mise en réquisition des imprimeurs (t. LXXVI, p. 113). — AN II (1793). — Est chargé de procéder à la réunion des papiers de la compagnie Masson et d'Espagnac (p. 232). — Demande si les receveurs du droit d'enregistrement sont compris dans la réquisition (p. 239). — Rend compte de sa mission (p. 322). — Fait décréter que le comité de Salut public fera un rapport sur l'état de réquisition dans lequel se trouvent les imprimeurs (p. 441). — Fait rectifier une erreur qui s'est glissée dans l'expédition du décret du 29 septembre 1793 relatif au *maximum* du prix des denrées (p. 671).

GENTILLY (Commune de). Les jeunes gens en réquisition admis à la barre jurent de vaincre ou de mourir, demandent que ceux qui se sont mariés dans l'intervalle du décret de réquisition et de sa promulgation n'en soient pas exceptés et prient la Convention de rester à son poste (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 494).]

GEORGE, roi d'ANGLETERRE. Le comité de surveillance de la section de la Cité demande de faire mettre sa tête à prix (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 369); — ordre du jour (*ibid.*).

GERCY, directeur des douanes. Est conduit comme prisonnier de Bordeaux à Paris par le citoyen Pasquier (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 691).

GERS (Département du). Dartigoyte rend compte des mesures qu'il a prises dans ce département (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 65); — Dartigoyte écrit que les autorités constituées qui étaient infectées de venin fédéraliste sont aujourd'hui régénérées (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 595).

GETTO. Sollicite un prompt rapport sur son projet relatif à l'établissement d'une école de trompettes (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 329); — renvoi au comité de la guerre (*ibid.*).

GEX (Commune de). Les sans-culottes félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 98 et suiv.).

GIEN (Commune de). La Société populaire fait passer un don patriotique, invite la Convention à rester à son poste et demande le jugement de Marie-Antoinette, Brissot et autres traitres (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 381); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

GIGNAC (Commune de). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jours du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 419 et suiv.).

GILLET, député du Morbihan. — 1793. — Est adjoint au comité des finances (t. LXXVI, p. 45). — Rend compte des opérations de l'armée des côtes de Brest (p. 47). — AN II (1793). — Fait part d'avantages remportés par les troupes de la République (p. 296). — Transmet des lettres de Merlin (de Thionville) et du général Canclaux (p. 323). — Annonce que la ville de Nantes vient de fournir trois bataillons (p. 341).

GIRAUDI, juge de paix à Nice. Est mis en état d'arrestation (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 568). — Renvoi des papiers trouvés sur lui au comité de Salut public (*ibid.*).

GIRONX, juge de paix du canton de Saint-Céré. Présente au nom de la Société des Amis de la République de Saint-Jean-l'Espinasse, une adresse de dévouement à la Convention et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 413 et suiv.).



- GOEBEL (Jean). Sollicite une exception en faveur de son épouse mise en état d'arrestation comme étant de nationalité anglaise (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 368) ; — ordre du jour sur sa pétition (*ibid.*).
- GOHIER, ministre de la justice. Voir *Ministre de la Justice*.
- GORSAS, député de Seine-et-Oise. — AN II (1793). — Voulland annonce son arrestation et propose de charger le tribunal extraordinaire de faire exécuter le jugement rendu contre lui (t. LXXVI, p. 193), — ordre du jour motivé (*ibid.*) ; — Fouquier-Tinville écrit que le tribunal révolutionnaire a ordonné qu'il serait livré incontinent à l'exécuteur des jugements criminels (p. 206).
- GOSSIN, député du Nord. — 1793. — Fait un rapport sur l'affaire de 26 gendarmes employés à l'armée du Nord qui ont été renvoyés à Paris sous prétexte qu'ils sont assujettis au décret du 5 septembre 1793 (t. LXXVI, p. 112), — un rapport sur la formation en compagnie de 120 gendarmes autorisés à rester à Paris (p. 113), — un rapport sur le traitement des portiers et concierges des places de guerre (*ibid.*). — AN II (1793). — Présente un projet de décret pour lever un corps de cavalerie de 40,000 hommes (p. 222). — Fait un rapport sur une levée extraordinaire de chevaux pour le service de la cavalerie (p. 240). — Fait une motion au sujet de la situation des communes des districts dont les chefs-lieux sont pris ou cernés par les ennemis (p. 303). — Fait adopter une modification au décret sur la levée extraordinaire de chevaux (p. 372). — Fait un rapport sur les citoyens qui prétendent être dispensés d'obéir à la requisition pour cause de maladie (p. 491), — un rapport sur une pétition des canonniers de Bouai (*ibid.*), — un rapport sur le nombre de chevaux que les militaires sont autorisés à conserver (p. 671). — Appuie la proposition de Duhem relative à la mise en jugement du général Gratien (p. 703).
- GOUBE, curé de Gournay. Félicite la Convention sur le décret qui réduit le traitement des évêques et supprime les vicaires épiscopaux (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 15).
- GOULET (Claude) et C<sup>ie</sup> à C<sup>ie</sup>. Des négociants étrangers demandent la restitution de marchandises confisquées par un vaisseau français et qui étaient destinées aux citoyens Goulet et C<sup>ie</sup> (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 263) ; — renvoi aux comités de commerce et de marine réunis (*ibid.*).
- GOULY, député de l'île-de-France. — 1793. — Est admis (t. LXXVI, p. 123) — Offre un don patriotique au nom de la colonie de l'île-de-France (*ibid.*). — Décret portant qu'il sera indemnisé des pertes qu'il a subies (p. 124). — AN II (1793). — Fait décréter que le *Port-Louis* s'appellera *Port de la ville de la Montagne* et que le *Port-Bourbon* s'appellera *Port de la Fraternité* (p. 544).
- GOUPILLEAU (de Fontenay) (Jean-François-Marie), député de la Vendée. — 1793. — Parle sur la proposition de déclarer suspects les membres de l'Assemblée constituante qui ont signé des protestations contre les décrets de ladite Assemblée (t. LXXVI, p. 112). — AN II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (p. 244).
- GOUPILLEAU (de Montaigu) (Philippe-Charles-Aimé), député de la Vendée. — AN II (1793). — Commissaire pour surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241).
- GOUPILLEAU, député sans autre désignation. — 1793. — Parle sur l'indemnité à accorder aux citoyens Gouly et Serres (t. LXXVI, p. 124), (p. 125).
- GOURDAN (Commune de). La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 102).
- GOVERNEMENT. Billaud-Varenne propose des mesures pour donner l'activité et la vie au gouvernement (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 30 et suiv.) ; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*) ; — rapport par Saint-Just (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 311) ; — décret (*ibid.* et p. suiv.).
- GOYRE-LAPLANCHE, député de la Nièvre. — AN II (1793). — Rend compte du bon esprit des habitants du département du Loiret et transmet des adresses de différentes communes (t. LXXVI, p. 569). — Propose à la Convention d'adopter les enfants de Beauvais (de Préau) (p. 572). — Les administrateurs du département du Cher font le plus grand éloge de sa conduite (p. 573).
- GRAINS. Instruction sur les bases d'une législation sur les grains adoptée par l'Assemblée générale des Sociétés populaires du Midi (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 656).
- GRANTVILLE (Commune de). Le conseil général félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 73).
- GRATIEN, général. Le général Jourdan annonce qu'il a été destitué pour avoir battu en retraite (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 704).
- GRÉGOIRE, député de Loir-et-Cher. — 1793. — Fait un rapport sur l'établissement d'une maison d'économie rurale dans chaque département (t. LXXVI, p. 27 et suiv.). — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (p. 171).
- GRENAIERS À CHEVAL. Décret qui excepte des dispositions du décret du 5 septembre 1793 ceux qui servaient en qualité de sous-officiers ou de soldats dans les grenadiers à cheval (13<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 174).
- GRÉPIAT (Commune de), département de la Haute-Garonne. La municipalité envoie des dons patriotiques (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 130).
- GRIGY (Marie-Madeleine), veuve Fermé, dit Trouvé. Il lui sera payé une indemnité de 800 livres (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 192).
- GRIMAUD (Pierre-Gaspard-Marie), ci-devant comte d'Orsay. La Convention décide qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa pétition tendant à rapporter la loi du 28 mars contre les émigrés (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 694).
- GUEBAU (Joseph), capitaine au 81<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- GUÉRET (Commune de), département de la Creuse. La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68), (p. 82 et suiv.). — La Société populaire et républicaine fait passer à la Convention le procès-verbal de sa séance du 9 octobre dans lequel il est fait mention de la fête civique qui a eu lieu le 8 octobre (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 385) ; — mention honorable et insertion au *Bul- letin* (*ibid.*).
- GUEZNO, député du Finistère. — 1793. — Transmet une adresse des administrateurs du district de Pont-Croix (t. LXXVI, p. 63). — AN II (1793). — Fait un rapport sur la nomination d'un sergent de port à Marseille (p. 234), — un rapport sur l'augmentation du nombre des gendarmes employés au service du port de Brest (*ibid.*), — un rapport sur l'établissement d'un concours pour les places de maîtres sculpteurs attachés à la marine (*ibid.*), — un rapport sur une pétition des officiers des compagnies de canonniers-matelots supprimées en 1786 (*ibid.*).
- GUÉFFROY, député du Pas-de-Calais. — 1793. — Demande que la statue de Descartes par Pajou soit placée au Panthéon (t. LXXVI, p. 24).
- GUICHARD, membre du bureau de conciliation du district de Sens. Fait un don patriotique (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois

- de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 478) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- GUICHARD (Marie-Marguerite), veuve Berre. Décret qui lui accorde un secours provisoire de 200 livres (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 460).
- GUILLEMARDET, député de Saône-et-Loire. — AN II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241).
- GUILLET (Claude). Voir *Denis (Bertin), veuve*.
- GUILLOTIERE (Section de la). La Société populaire et républicaine demande la réunion de la section au département de l'Isère et invite la Convention à rester à son poste (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 225) ; — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi au comité de division (*ibid.*).
- GUIMBERTEAU, député de la Charente. — 1793. — Est adjoint au comité des finances (t. LXXVI, p. 45). — AN II (1793). — Commissaire pour surveiller la levée extraordinaire de chevaux (p. 241).
- GUINET. Voir *Ganniel*.
- GUIOT (Florent), député de la Côte-d'Or. — 1793. — Fait un rapport sur l'affaire des frères Cajols (t. LXXVI, p. 114) ; — un rapport sur la durée de la détention des citoyens pour amendes prononcées par la police correctionnelle (p. 117).
- GUISE (Commune de), département de l'Aisne. Décret qui change le nom de cette commune en celui de la *Réunion-sur-Oise* (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164).
- GUYTON-MORVEAU, député de la Côte-d'Or. — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171). — Est désignée pour examiner une découverte de Seconds concernant la direction des aérostats (p. 632).
- II
- HALIGAN-MORILLON. — La Convention décrète que toutes les poursuites exercées contre lui sont anéanties et qu'il lui sera alloué une indemnité (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 37).
- HARDOUIN, dit Cavalier, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- HARDY (J.-J.), chef des bureaux de l'administration des domaines nationaux de Paris. Fait parvenir un don patriotique tant en son nom qu'en celui de ses commis (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 130).
- HARENG. Voir *Pêche*.
- HARMAND, député de la Meuse. — AN II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241).
- HAUSSMANN, député de Seine-et-Oise. — AN II (1793). — Demande un secours pour la veuve du citoyen Coquillard (t. LXXVI, p. 356).
- HAUTEFEUILLE, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- HAVRE (Commune du). Les représentants du peuple dans le département de la Seine-Inférieure annoncent l'exécution de la loi relative aux Anglais et l'envoi de lettres anonymes prêchant la révolte contre la Convention et contre eux en particulier (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 599) ; — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).
- HAZEBROUCK (Commune d'). La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 95).
- HENCHIN (Commune d'). La Société républicaine félicite la Convention de ses décrets demande que toutes les pièces d'or et d'argent à face royale soient échangées contre des assignats et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre t. LXXVI, p. 380) ; — insertion au *Bulletin* et renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*).
- HENRY. Fait remettre à la Convention son brevet et sa décoration militaire (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714).
- HENTZ, député de la Moselle. — 1793. — Est envoyé en mission à l'armée de l'Ouest (t. LXXVI, p. 45). — AN II (1793). — Écrit que la Vendée ne dévorera pas la République (p. 284 et suiv.).
- HEQUEMBOURG. Demande une place d'huissier de la Convention (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365) ; — renvoi aux inspecteurs de la salle (*ibid.*).
- HÉRAULT-SÉCHELLES, député de Seine-et-Oise. — AN II (1793) ; — Rend compte d'avantages remportés sur les Piémontais (t. LXXVI, p. 168). — Fait un rapport sur l'annulation des passeports délivrés par les municipalités de Bordeaux et de Libourne (p. 170).
- HERBIN et C<sup>ie</sup>. La Convention décrète que les marchandises saisies le 14 septembre seront mises à la disposition de ces fabricants par faveur spéciale (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 232). — Texte de la pétition des citoyens Herbin et C<sup>ie</sup> (p. 715 et suiv.).
- HÉRICOURT (Commune d'), département de la Haute-Saône. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II. — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 416).
- HÉRISSE, commissaire de l'assemblée primaire du canton de La Neuville-au-Pont. Fait part du succès de ses réquisitions pour la fourniture des matelas, draps et couvertures et annonce que la commune de Valmy a fourni en argent la représentation de son contingent (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 8 et suiv.).
- HÉRON, ci-devant administrateur du district de Dreux. Renvoi au conseil exécutif de sa réclamation contre un arrêté du département d'Eure-et-Loir (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 441).
- HESDIN (Commune d'). La Société des Montagnards félicite la Convention des mesures prises par elle pour déjouer les ennemis de la République et l'invite à rester à son poste (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 479) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- HONKLEUR. Sollicite un prompt rapport sur son projet relatif à l'établissement d'une école de trompettes (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 339) ; — renvoi au comité de la guerre (*ibid.*).
- HÔPITAUX. Décret relatif aux fonds destinés à l'entretien des hôpitaux (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 289).
- HOPPE (Jean-Melchior). Demande la restitution de 5 navires hambourgeois ou une indemnité à régler d'après les états des ventes qui pourraient avoir été effectuées (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 163) ; — renvoi aux comités de Salut public et de commerce réunis (*ibid.*).
- HOUELETTE, huissier de la Convention. Est remplacé par le citoyen Dufriche, jusqu'à son retour de l'armée (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 155).



HUGO, député des Vosges. — AN II (1793). — Est remplacé par Chevrier (t. LXXVI, p. 433).

HUGUET, député de la Creuse — AN II (1793). — Membre du comité des inspecteurs de la salle (t. LXXVI, p. 171).

## I

ICHON, député du Gers. — AN II (1793). — Demande que le comité des finances présente une nouvelle organisation de l'administration de l'enregistrement (t. LXXVI, p. 239). — Commissaire pour surveiller la levée extraordinaire des chevaux (p. 241).

ILE-DE-FRANCE. Admission des deux députés de la colonie (3 octobre 1793 (t. LXXVI, p. 123). — Don patriotique de la colonie (*ibid.*). — La Convention décrète que le *Port-Louis* s'appellera désormais *Port de la Ville de la Montagne* et le *Port-Bourbon*, *Port de la Fraternité* (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 344).

ILES-DU-VENT. Les citoyens députés de ces îles demandent le renvoi au comité des finances de la question relative au remboursement de leurs frais de voyage et à la fixation de l'époque à laquelle ils doivent toucher leur indemnité attendu les retards apportés à la vérification de leurs pouvoirs (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 482); — renvoi au comité des finances (*ibid.*). — Compte rendu par le capitaine Lacrosse de sa mission aux Iles-du-Vent pendant les années 1792 et 1793 (*ibid.*, p. 497), (p. 508 et suiv.).

ILE-ET-VILAINE (département d'). Carrier rend compte de l'état de l'esprit public dans le département (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 153).

IMPRIMEURS. Renvoi au comité de Salut public de la question de savoir si le décret qui a mis en réquisition les imprimeurs pour les travaux de leur état, dispense les imprimeurs de 18 à 25 ans de satisfaire à la loi de la réquisition (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 113). — Décret qui met en réquisition pour les travaux de l'imprimerie tous les imprimeurs de quelque âge qu'ils soient (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 288 et suiv.). — Décret chargeant le comité de Salut public de faire un rapport sur l'état de réquisition dans lequel se trouvent les imprimeurs (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 441).

INDREVILLE (Commune d'). Décret qui donne le nom d'*Indreville* à la commune de *Châteauroux* (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 624).

## INFANTERIE. Régiments divers.

30<sup>e</sup> régiment. Les soldats républicains de ce régiment appellent l'attention de la Convention sur la conduite vigoureuse qu'ils ont tenue dans les combats des 3, 6 et 8 septembre (21<sup>e</sup> jour de 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 384); — mention honorable (*ibid.*).

INFERNET, lieutenant de vaisseau, commandant la frégate *la Vestale*. Fait part à la Convention de son indignation au sujet de la conduite des Toulonnais et proteste de son dévouement à la patrie (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 161).

INGOUVILLE (Commune d'), département de la Seine-Inférieure. La Société républicaine invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 426). — La Société républicaine félicite la Convention de sa fermeté à l'égard des membres gangrenés du despotisme et l'invite à rester à son poste (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 616 et suiv.).

INSTRUCTIONS. Voir *Conseil exécutif*.

INVALIDES. Les membres composant l'Administration de la maison nationale des militaires invalides présentent leur justification et demandent justice de leurs accusateurs (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 176); — renvoi à la Commission chargée de cet objet (*ibid.*).

ISLE-JOURDAIN (District de), département du Gers. La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 91 et suiv.).

ISORÉ, député de l'Oise. — AN II (1793). — Pose une question à la Convention au sujet de cinq soldats faits prisonniers, qui se sont enrôlés dans la légion d'York et qui demandent à continuer leur service (t. LXXVI, p. 590). — Erit que son collègue Châles est très malade (p. 684).

ISSINGEAUX. Voir *Yssingeaux*.

ISSY-L'ÉVÊQUE (Commune d'), département de Saône-et-Loire. Les officiers municipaux réclament contre leur détention ordonnée par les corps administratifs du département (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 290 et suiv.).

IZARN-VALADY, député de l'Aveyron. — AN II (1793). — Est remplacé par Roux (t. LXXVI, p. 556).

## J

JACOB (Claude), député de Saône-et-Loire. — AN II (1793). — Il est dénoncé pour avoir quitté son poste sans être remplacé par son suppléant (t. LXXVI, p. 163); — renvoi au comité des décrets (*ibid.*). — Il est remplacé par Millard (p. 205).

JACOB (Dominique), député de la Meurthe. — AN II (1793). — Demande le renvoi au comité d'aliénation d'une pétition du canton de Vézelize (t. LXXVI, p. 625).

JACOBINS (Société des). La Société demande que le jeune François Latour soit adopté par la patrie (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 191).

JACQUEMARD. Voir *Collet (Anne)*.

JACQUOTOT. Réclame une interprétation de l'article 10, du paragraphe 3 de loi du 20 septembre 1792, sur le divorce (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 546); — la Convention passe à l'ordre du jour motivé sur ce que les dispositions de cet article sont suffisamment claires (*ibid.*).

JAGOT, député de l'Ain. — AN II (1793). — Membre du comité des inspecteurs de la salle (t. LXXVI, p. 171). — Membre du comité de sûreté générale (p. 498).

JANVILLE (District de). Le procureur syndic fait passer à la Convention le procès-verbal de la fête civique célébrée le 10 août (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 391); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

JARD-PANVILLIER, député des Deux-Sèvres. — AN II (1793). — Fait un rapport sur la pétition de la citoyenne Grégy (t. LXXVI, p. 192). — un rapport sur la réclamation du citoyen Texier-Norbeck (*ibid.*). — un rapport sur les réclamations de plusieurs pensionnaires (p. 193). — un rapport sur la pétition de la citoyenne Lagardie (*ibid.*).

JARNAC (Commune de). La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 98).

JAVOGUES, député de Rhône-et-Loire. — 1793. — Rend compte de la prise du château de Montrond et des pertes énormes causées aux habitants des campagnes par les révoltes de Lyon (t. LXXVI, p. 128).

JAY [de Sainte-Foy], député de la Gironde. — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171).

JEAN-BON-SAINT-ANDRÉ, député du Lot. — 1793. — Est envoyé en mission à Brest (t. LXXVI, p. 45).

JEAN, dit *Sainte-Croix*, garde des dépôts de la Commission générale des monnaies. Est dénoncé par le citoyen Phélippe, homme de loi (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 235).

JEANNET. Projet de décret lui accordant la permission de construire un fourneau à fonte des minières, à la ci-devant abbaye de la grâce de Dieu (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 547); — on en ordonne l'impression et l'ajournement à trois jours (*ibid.*).

JOFFRAIT, serrurier, ci-devant officier municipal à Bordeaux. Décret qui déclare que l'acte d'accusation dressé contre lui ainsi que le jugement du tribunal criminel du département de la Gironde rendu contre lui sont nuls et vexatoires (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 669).

JOIGNY, citoyenne. Demande des secours (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 368); — renvoi au comité des secours (*ibid.*).

JOIGNY (Commune de). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 410). — La Société populaire envoie un don patriotique (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 603); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

JOLY, procureur général syndic du département de la Haute-Saône. Informe la Convention du dévouement de ses concitoyens, annonce le départ de huit nouveaux bataillons armés et équipés et fait part de l'effort des citoyens des campagnes pour fournir rapidement les denrées nécessaires aux armées (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 430).

JOSSÉLIN (District de), département du Morbihan. Les administrateurs invitent la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 421).

JOUGNE (Commune de), département du Doubs. La Société populaire fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131); — mention honorable (*ibid.*). — La Société républicaine et le comité de surveillance demandent la prohibition de la sortie des fontes et des fers ouvrés (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 565); — renvoi au comité de commerce (*ibid.*).

JOURDAN général. Informe la Convention des succès obtenus par l'armée du Nord et annonce la destitution du général Gratien (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 704).

JOURDAN (Aimé-Joseph-Gabriel), citoyen de Paris. Adhère à la Constitution (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 258); — mention honorable (*ibid.*).

JOURDEUIL, adjoint du ministre de la guerre. Annonce que la ville de Beauvais ne peut contenir les escadrons de l'armée révolutionnaire, et demande à la Convention un décret autorisant le ministre à faire venir ces escadrons à Versailles (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 597); — cette demande, convertie en motion, est décrétée (*ibid.*).

JOURNAL DU SOIR (Le). Est dénocé par Vadier pour avoir annoncé, à tort, sa mise en état d'arrestation et celle

de Bô (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 26); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

JOURNAL POPULAIRE (Le). Le citoyen Cor procureur syndic du district de Corbeil, demande qu'il soit envoyé à chacune des municipalités de la République (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 604).

JOUVÉ, consul hollandais. Est arrêté comme conspirateur (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 210).

JOUY, adjudant, tué à l'affaire de Peyres-Tortes. La Convention nationale adopte son fils au nom du peuple français (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 205).

JUDICIS, volontaire du département du Lot. Compte rendu de son héroïsme (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 403); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

JULIEN (Jean), député de la Haute-Garonne. — 1793. — Membre de la Commission chargée d'examiner les réclamations de ceux qui ont subi des pertes lors de la retraite de Belgique (t. LXXVI, p. 123). — AN II (1793). — Demande l'ordre du jour sur une motion de Cambon relative à la fixation des jours de repos des fonctionnaires publics (p. 137). — Parle sur les accaparements (p. 680).

JULIEN, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

JULLIEN (Marc-Antoine). — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171).

## K

KELLERMANN, général en chef de l'armée des Alpes. Décret qui ordonne au ministre de la guerre de rendre compte de l'exécution du décret qui l'a destitué (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 175). — Transmet à la Convention la relation des opérations militaires exécutées pour reprendre le département du Mont-Blanc et fait part de la bravoure des troupes de la République (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 298 et suiv.). — Compte rendu par le ministre de la guerre de l'exécution du décret qui l'a destitué (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 463 et suiv.).

## L

LABARTHE, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).

LABARTHE, père, de la commune de Miremont. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).

LABELLE (Jean). Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).

LACAUNE (District de). Le conseil général et le directoire informent la Convention de la dispersion des brigands de ce district (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 267).

LACOMBE-FIGUREAU, administrateur du district de Libourne et membre de la Commission populaire. Est conduit comme prisonnier de Bordeaux à Paris (37<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 691).



- LACOMBE-SAINT-MICHEL**, député du Tarn. — AN II (1793). — Erit de Calvi que les Anglais ont été repoussés dans leurs attaques sur Saint-Florent, Patrimonio et Barbagio (t. LXXVI, p. 623).
- LACORNÉE**, auteur et administrateur général de la caisse de commerce. Demande : 1° mainlevée des scellés apposés sur cette caisse ; 2° recours contre ses endosseurs ; 3° l'autorisation de faire ses opérations et former sa compagnie sous la surveillance du gouvernement ; 4° l'assujettissement de ses billets à un timbre particulier dans la proportion de 1 0/0 (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365) ; — renvoi au comité des finances (*ibid.*).
- LACOSTE** (Elie), député de la Dordogne. — AN II (1793). — Demande l'exécution de la loi qui accorde le tiers des places à l'ancienneté (t. LXXVI, p. 333). — Accuse les contre-révolutionnaires d'arrêter la marche et l'administration des subsistances pour l'armée du Nord (p. 338).
- LACROSSE**, capitaine commandant la frégate *la Félicité*. Donne à la Convention des détails sur l'état des Iles-du-Vent (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 497) ; — mention honorable de sa conduite et de celle des citoyens des Iles-du-Vent (*ibid.*).
- LAFARGE**, directeur de la caisse d'épargne. Est dénoncé par la citoyenne Texier pour abus de confiance (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365) ; — renvoi au comité des finances (*ibid.*).
- LAGARDIE** (Brigitte-Sophie). Demande une indemnité (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 193) ; — la Convention décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa pétition (*ibid.*).
- LAIGLE** (Commune de), département de l'Orne. Les corps administratifs et judiciaires invitent la Convention à rester à son poste (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 292).
- LAIGLE** (District de), département de l'Orne. Les corps administratifs et judiciaires invitent la Convention à rester à son poste (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 226).
- LAIGNELOT**, député de Paris. — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171). — Annonce qu'il a relevé l'esprit public à La Rochelle et à Rochefort (p. 572).
- LAINÉ**, anciennement marin, soldat dans l'armée de Carteaux. La commune des Sables réclame pour lui l'avancement que mérite son courage (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365) ; — renvoi au comité de marine (*ibid.*).
- LAKANAL**, député de l'Ariège. — AN II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241).
- LA LOÏRE**. Fait remettre à la Convention son brevet et sa décoration militaire (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714).
- LALOY le jeune** (Pierre-Antoine), député de la Haute-Marne. — 1793. — Fait décréter la création d'une commission chargée de faire l'extrait des notes concernant les anciens membres de la garde constitutionnelle du tyran (t. LXXVI, p. 412). — AN II (1793). — Propose de renvoyer au tribunal révolutionnaire une lettre de Déverité (p. 153). — Membre du comité de sûreté générale (p. 498). — Parle sur les inspecteurs des charrois des armées (p. 631).
- LAMBALLE** (Commune de). La Société républicaine invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 413).
- LAMENTIN** (Commune de) (île de la Martinique). La Société populaire adresse à la Convention l'hommage de sa reconnaissance pour tous les travaux qu'elle a faits pour la libération du peuple (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 348) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- LANDAU** (Commune de). Lettre du citoyen Coussières sur la conduite du général Delmas (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 53). — Lettre du représentant Dentsel sur la situation de la place (*ibid.* p. 54). — Lettre du général Laubadère rendant compte de ses opérations (*ibid.* p. 56). — Le général Laubadère écrit que le calme règne dans les murs de la ville (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 690).
- LANGON** (Commune de). Le conseil général félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 73). — La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (*ibid.* p. 402). — Les citoyens invitent la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 431).
- LANGRES** (Commune de). La Société républicaine invite la Convention à rester à son poste et à renouveler les autorités constituées (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 181) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- LANOT**, député de la Corrèze. — AN II (1793). — Erit que le bon esprit règne dans les départements de la Haute-Vienne et de la Corrèze, (t. LXXVI, p. 208).
- LAPIERRE**. Réclame contre un jugement du tribunal de Bar-sur-Aube qui a condamné à mort son fils (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 138) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*).
- LAPLAIGNE**, député du Gers. — AN II (1793). — On annonce qu'il est en fuite (t. LXXVI, p. 223).
- LAPLANCHE**. Voir *Goyre-Laplanché*.
- LAPLANCHE** (Françoise). Demande à entrer en possession du legs qui lui a été fait par son grand-père maternel, René Marion (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 463).
- LAPLANCHE** (Marie). Demande à entrer en possession du legs qui lui a été fait par son grand-père maternel, René Marion (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 463).
- LA PORTE**, député du Haut-Rhin. — 1793. — Rend compte des succès obtenus sur les muscadins de Lyon (t. LXXVI, p. 126). — AN II (1793). — Erit que la ville de Lyon commence à s'organiser (p. 598).
- LAPOYFE**, général. Annonce que les troupes de la République viennent d'enlever la montagne du Pharon, ses retranchements et ses redoutes (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 282).
- LARCHE** (Commune de). Décret mettant une somme de 30,000 livres à la disposition du ministre de l'intérieur pour secourir les habitants (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 483).
- LASALLE**, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- LASSALLE**, général de brigade. Rend compte de ses opérations (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 689).
- LATOUE** (François), de Lyon. Est adopté comme enfant de la patrie (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 191). (p. 205).
- LAUBADÈRE**, général commandant à Landau. Rend compte à la Convention des bonnes dispositions de

- la garnison et des habitants et des sorties qui ont été faites (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 50) ; — (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 690).
- LAVAL** (Commune de). Le conseil général et les citoyens réunis dans leurs sections respectives félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 67), (p. 70 et suiv.).
- LAVAUX**. Son épouse réclame contre son arrestation (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 369) ; — renvoi au comité de sûreté général (*ibid.*).
- LAVAUX** (De), négociant liégeois. La Convention décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa pétition (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 303).
- LAVAVILLE**. Fait un don patriotique (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 208).
- LEBLANC**, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- LE BON**, député du Pas-de-Calais. — 1793. — Fait décréter qu'il ne sera donné aucune suite au jugement du tribunal de cassation relatif au nommé Flahaut (t. LXXVI, p. 23). — Parle sur le changement des subdivisions du temps (p. 122). — An II (1793). — Parle sur les accaparements (p. 238). — Est envoyé à Beauvais pour y rétablir l'ordre (p. 246). — Décret portant que le citoyen Levasseur se rendra à Beauvais à sa place (p. 289). — Déclaration portant que les imputations dictées contre lui sont fausses (p. 550). — Parle sur un arrêté pris par le conseil général du département de la Haute-Garonne (p. 664), (p. 677), (p. 678), (p. 679).
- LEBRUN**, demande que son épouse soit exceptée de la liste des émigrés (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 371) ; — ordre du jour (*ibid.*).
- LE CARPENTIER**, député de la Manche. — An II (1793). — Rend compte d'une fête donnée par la Société populaire de Cherbourg (t. LXXVI, p. 229). — Écrit que les villes comme les campagnes qu'il a parcourus sont purgées des fonctionnaires fédéralistes ou modérantistes (p. 333 et suiv.). — Son discours aux citoyens de la ville et des campagnes du district de Valognes (p. 621 et suiv.).
- LECOINTE-PUYRAVEAU**, député des Deux-Sèvres. — An II (1793). — Fait un rapport sur la réunion des deux corps du génie et des ponts et chaussées (t. LXXVI, p. 545 et suiv.).
- LECOINTRE** (Laurent), député de Seine-et-Oise. — An II (1793). — Parle sur les accaparements (t. LXXVI, p. 634). — Fait décréter des articles additionnels au décret du 17 septembre 1793 sur l'arrestation des suspects (p. 693).
- LEFETZ** (Celestin), membre du directoire du district d'Arras. On informe la Convention qu'il a été nommé à la place de juge du tribunal révolutionnaire de Paris (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 351).
- LEFEBVRE** (M.-J.), divorcée d'avec André-Guillaume Bellepeume. Fait une pétition pour demander que ses biens que détient son ancien mari lui soient restitués (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 376).
- LEFORT** (Christophe), garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- LEFORT** (Pierre), garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- LEGENDE** (François-Paul), député de la Nièvre. — 1793. — Rend compte de la situation dans le département de la Nièvre (t. LXXVI, p. 48 et suiv.). — An II (1793). — Rend compte du bon effet produit par la taxe sur les subsistances dans les départements de la Nièvre et de l'Allier (p. 131 et suiv.). — Fait pare de la situation dans le département de la Nièvre (p. 337). — Est rappelé dans le sein de la Convention (p. 602).
- LEGENDRE** (Louis), député de Paris. — An II (1793). — Donne lecture de deux arrêtés des représentants du peuple dans le département de la Seine-Inférieure (t. LXXVI, p. 374 et suiv.).
- LÉGION DES ARDENNES**. Les membres du conseil d'administration recommandent à la Convention la veuve du capitaine Duchesne et protestent de leur dévouement (23 jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 542) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- LEGRAND**. Fait un don patriotique (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 590) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- LEGROS** (Jacques), cultivateur à Thionville. Décret qui anéantit les procédures instruites contre lui (13<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 132). — Sa pétition à la Convention (*ibid.* p. 134).
- LELOUP**, garçon de bureau du comité des assignats et monnaies. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- LEMAIRE**, employé à la suite des hôpitaux ambulants de l'armée du Rhin. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- LEMARE**, député de Mont-Terrible. — An II (1793). — Parle sur un arrêté du conseil général du département de Toulouse (t. LXXVI, p. 677).
- LEMARIE**, commissaire national à Sedan. Fait un don patriotique (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 374).
- LEMEL**, notable de l'ancienne municipalité de Bordeaux. Est conduit comme prisonnier de Bordeaux à Paris par le citoyen Pasquier (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 691).
- LEMOINE** fils, président du district de Bordeaux. Est conduit comme prisonnier de Bordeaux à Paris par le citoyen Pasquier (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 691).
- LEPELETIER-SAINT-FARGEAU**, député de l'Yonne. — 1793. — La Convention décrète qu'une députation de douze de ses membres assistera à l'inauguration de son buste dans la section de Montreuil (t. LXXVI, p. 50).
- LÉPY** (Louis-Nicolas), sergent-major dans la garde nationale parisienne, né en Allemagne de père et mère français. Il demande s'il est sujet à la loi contre les étrangers (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 233). — Ordre du jour motivé sur sa pétition (*ibid.*).
- LEQUINIO**, député du Morbihan. — An II (1793). — Fait part des mesures qu'il a prises à La Rochelle (t. LXXVI, p. 231 et suiv.). — Annonce qu'il a relevé l'esprit public à La Rochelle et à Rochefort (p. 572).
- LEQUIZÉ**. Fait remettre à la Convention sa décoration militaire (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793 (t. LXXVI, p. 714).
- LEREBOURS** (Jean), caporal au 23<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Demande la récompense nationale promise aux défenseurs de la patrie (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 363) ; — renvoi au ministre de la guerre (*ibid.*).
- LE ROI**. La municipalité de Mariembourg envoie à la Convention le procès-verbal de la solennité qui a caractérisé l'acte civique par lequel un citoyen a quitté



le nom de « *Le Roi* » pour adopter celui de la « *République* » (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 487); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**LEROY (Jean).** Décret qui surseoit provisoirement à la vente de ses biens, meubles et immeubles qui se trouvent en France (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 583).

**LESPARRE (Commune de).** La Société des Amis de la Constitution invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 427).

**LESTENDUAIRE, général,** commandant la place d'Entrevaux. Est mis en état d'arrestation, et remplacé par le général Serrurier (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 567 et suiv.).

**LESTERT-BEAUVAIS (Benoît),** député de la Haute-Vienne. — 1793. — Demande qu'il soit sursis à l'exécution du décret d'accusation rendu contre lui (t. LXXVI, p. 55); renvoi au comité de surveillance (p. 56).

**LE TOURNEUR (Emmanuel-Pierre),** député de la Sarthe. Est envoyé en mission dans le département de l'Orne (t. LXXVI, p. 45).

**LE TOURNEUR (Etienne-François-Louis-Honoré),** député de la Manche. — AN II, (1793). — Fait un rapport sur l'organisation de l'arsenal de Meulan (t. LXXVI, p. 483).

**LETTRES.** Décret ordonnant qu'il ne sera pas fait mention dans le procès-verbal des séances de la convention des pièces, lettres et pétitions lues à la tribune, qui seront renvoyées aux comités pour y être examinées (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 24).

**LETTRES.** Voir *Députés*.

**LEVASSEUR (François),** président du tribunal du district de Strasbourg. Est nommé juge au tribunal de cassation en remplacement du citoyen Mollevaut (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793 (t. LXXVI, p. 204).

**LEVASSEUR (René),** député de la Sarthe. — AN II (1793). — Est envoyé dans le département de l'Oise pour y rétablir l'ordre (t. LXXVI, p. 289). — Écrit que les troubles de Beauvais sont l'ouvrage de quelques aristocrates (p. 471). — Écrit que les citoyens de Beauvais et l'armée révolutionnaire ne font qu'une même famille et demande l'élargissement de deux députés de l'Administration du département de l'Oise, mis en état d'arrestation à Paris (p. 557). — Rend compte de sa mission à Beauvais (p. 646).

**LEVASSEUR-DUMONT,** ci-devant lieutenant-colonel commandant les hussards de la liberté. Décret lui accordant une indemnité de 82,178; liv. 17 s. 10 d. (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 417).

**LEVÉE EN MASSE. 1.** Le ministre de la guerre est chargé de rendre compte des mesures qu'il a prises pour caserner et pour faire fournir tous les objets de casernement aux jeunes gens en réquisition des sections de Paris (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 419).

**2.** Décret qui permet d'extraire momentanément de la réquisition les jeunes citoyens des campagnes jugés nécessaires à l'enseignement des terres et retient à leur poste les imprimeurs et les ouvriers nécessaires à la fabrication ou au raccommodage des armes (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 288).

**3.** Décret relatif aux citoyens qui prétendent être dispensés d'obéir à la réquisition pour cause de maladie (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 491).

**4.** Décret portant que les matelas, draps et couvertures qui se trouvent dans les maisons des émigrés

seront employés pour le casernement des citoyens de la première réquisition (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 645).

**LEVÉE EXTRAORDINAIRE DE CHEVAUX.** Voir *Chevaux*.

**LEWER, journalier.** La Convention, après avoir entendu son comité de secours publics, lui accorde un secours de 200 livres (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 483).

**LIBOURNE (Commune de).** La Société populaire félicite la Convention nationale de ses travaux et l'invite à ne pas quitter son poste (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 2), (p. 5 et suiv.). — Décret qui annule tous les passeports délivrés par la municipalité de Bordeaux (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 170).

**LIÉNARD.** La section de Popincourt demande une exception en sa faveur à la loi qui déclare suspects tous les individus qui ont servi dans la garde de feu Capet (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 242); — ordre du jour motivé (*ibid.*).

**LIEUREY (Commune de),** département de l'Eure. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste et demande que la municipalité soit autorisée à faire convertir en piques les grilles et portes de fer du château qui servait de repaire à un émigré (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 226); — cette demande, convertie en motion, est décrétée (*ibid.*).

**LILLE (Julien),** payeur principal de la dette publique. La Convention, considérant les services qu'il a rendus, décrète qu'il a bien mérité de la patrie et met une somme de 10,000 livres à la disposition de sa veuve (13<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 278 et suiv.).

**LILLE (Commune de).** La Société républicaine invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 415).

**LIMOGES (District de),** département de la Haute-Vienne. Les membres composant le tribunal félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68) (p. 75 et suiv.).

**LINDET (Robert-Thomas),** député de l'Eure. — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171).

**LISIEUX (Commune de).** Les sans-culottes de la Société populaire remercient la Convention de ses décrets contre les accapareurs et les gens suspects, et l'invitent à rester à son poste (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 542); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — Renvoi aux représentants du peuple dans le département du Calvados d'une pétition des autorités constituées relative aux subsistances (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 624 et suiv.).

**LISIEUX (District de),** département du Calvados. Les administrateurs du directoire annoncent que les biens des émigrés mis en vente, estimés 381,000 livres, ont été vendus 614,000 livres (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 578); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**LISTE CIVILE.** Les commissaires dans le département de Seine-et-Oise écrivent que le prix de vente des meubles et immeubles de l'ancienne liste civile surpasse de beaucoup celui des estimations (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 125).

**2.** — Décret portant que les acquéreurs des meubles et immeubles de la ci-devant liste civile sont autorisés à payer moitié en inscription sur le grand livre de la République et moitié en assignats, le prix de leurs acquisitions (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 154).

3. — Les commissaires à Rambouillet écrivent que les meubles de la ci-devant maison royale se sont parfaitement vendus (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 564).
4. — Rapport par Coupé (*de l'Oise*) sur le défrichement des places incultes de Paris dépendantes de la ci-devant liste civile (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 694); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*).
- LOFFICIAL, député des Deux-Sèvres. — 1793. — Fait un rapport sur un échange, fait en 1583, entre le gouvernement et Jean Dugué (t. LXXVI, p. 25), — un rapport sur l'offre faite par la section des Champs Élysées de prendre à loyer un bâtiment national (*ibid.*).
- LOIRE (Département de la). Le comité de surveillance du canton de Feurs demande que le siège de l'administration du département soit fixé dans la commune de Feurs (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 561 et suiv.).
- LOIRET (Département du). Compte rendu du bon esprit des habitants du département (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 569). — Envoi par le procureur général syndic du tableau de la taxe des denrées de première nécessité (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 647).
- LOIS. La Convention décrète que le ministre de l'intérieur enverra, sans délai, au comité des décrets cinq exemplaires de tous les décrets et lois rendus par l'Assemblée législative et par la Convention nationale et de ceux à rendre (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 547).
- LOISEAU, député d'Eure-et-Loir. — AN II (1793). — Fait un rapport sur le nombre de chevaux à réquisitionner par cantons (t. LXXVI, p. 713).
- LONLAY (Citoyenne), ci-devant Villepail. Fait un don patriotique (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 132).
- LONS-LE-SAULNIER (Commune de). La Société populaire félicite la Convention de ses décrets et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68, p. 99 et suiv.).
- LONS-LE-SAULNIER (District de). Les administrateurs et la Société populaire félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 67 et p. 69).
- LORCY (Commune de), département du Loiret. La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 569 et suiv.).
- LORIENT (Commune de). Le conseil général témoigne sa satisfaction de la loi du maximum (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 348); — mention honorable (*ibid.*). — La Société populaire demande la prompte exécution des lois qui doivent anéantir le fédéralisme, invite la Convention à rester à son poste et appelle contre les traitres toulonnais toutes les vengeances nationales (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 536); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- LORMEL (De), imprimeur. Est conduit comme prisonnier de Bordeaux à Paris par le citoyen Pasquier (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 691).
- LOT-ET-GARONNE (Département de). L'administration régénérée félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 79 et suiv.). — Compte rendu de l'état des esprits dans le département (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 228). — Les officiers, sous-officiers et soldats demandent à rester à leur poste (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 346); — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi au comité de la guerre (*ibid.*).
- LOUCHET, député de l'Aveyron. — AN II (1793). — Rend compte des mesures qu'il a prises dans le département de la Seine-Inférieure (t. LXXVI, p. 375 et suiv.). — Demande que la mort de Beauvais soit vengée (p. 509). — Écrit qu'il a pris un arrêté pour faire détruire les marques de féodalité dans le département de la Seine-Inférieure (p. 635).
- LOUEURS DE CHEVAUX DE PARIS. Demandent qu'on leur délivre de l'avoine pour la subsistance de leurs chevaux (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 281); — renvoi à la municipalité de Paris (*ibid.*).
- LOUIS, député du Bas-Rhin. — 1793. — Fait décréter que les chiffons, drilles et matières premières servant à la composition des papiers sont compris dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 septembre 1793 (t. LXXVI, p. 114). — AN II (1793). — Membre du comité des inspecteurs de la salle (p. 171). — Fait décréter les jours des assemblées des sections de Paris (p. 190). — Fait interdire l'exportation des cartons (p. 373). — Membre du comité de sûreté générale (p. 498).
- LOUIS (Frédéric), horloger, accusé d'avoir fabriqué de la fausse monnaie helvétique. La Convention décrète que les comités de Salut public et de législation lui feront un rapport sur son affaire (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 272).
- LOUVIERS (District de). Le commissaire et le secrétaire du district informent la Convention de la saisie de 50 pièces d'or de 24 livres et de 68 d'argent de 6 livres chez un prêteur réfractaire (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 622).
- LOYSEL, député de l'Aisne. — AN II (1793). — Fait un rapport sur le titre, le poids et les empreintes des monnaies (t. LXXVI, p. 194).
- LUBRE (Du). Fait remettre à la Convention son brevet et sa décoration militaire (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714).
- LUDOT, député de l'Aube. — AN II (1793). — Membre du comité de l'examen des marchés (t. LXXVI, p. 171). — Fait un rapport sur les rations de fourrage pour les chevaux de l'armée (p. 531 et suiv.). — Fait rectifier une erreur qui s'est glissée dans la rédaction du décret relatif aux rations de fourrage pour les chevaux de l'armée (p. 670).
- LUGAN (Veuve). La Convention décide que son décret du 14 septembre dernier relatif à la pétition de cette citoyenne sera inséré au procès-verbal (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 279).
- LUNÉVILLE (Commune de). La Société populaire des Sans-Culottes invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 411 et suiv.).
- LUXEMBOURG (Prison du). Nombre de détenus dans cette prison (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 1), (5 octobre 1793, p. 63), (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 149), (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 179), (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 225), (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 264), (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 326), (p. 327), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 378), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 472), (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 534), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 566), (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 607), (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 651), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 682).



LYCÉE DES ARTS. Invite la Convention à envoyer des commissaires à l'ouverture de l'assemblée publique de son directoire (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 374) ; — la Convention décrète qu'elle y enverra une députation de 12 de ses membres (*ibid.*).

LYON (Commune de). Dubois-Crancé annonce que les Lyonnais attaqués sur quatre points à la fois ont été repoussés partout (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 49). — Compte rendu par Laporte des succès obtenus le 29 septembre sur les muscadins lyonnais (3 octobre, p. 126). — Compte rendu de la situation de l'armée qui se trouve devant la ville (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 172 et suiv.). — Le commissaire des guerres Alexandre fait savoir que les troupes républicaines occupent toutes les hauteurs qui dominent Lyon (*ibid.* p. 178). — Lettre du citoyen Hubert sur les événements de Lyon (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 372). — On annonce la prise de la ville par les troupes de la République (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 453). — Décret chargeant le comité de Salut public de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer des circonstances relatives à l'évasion des traitres et des rebelles qui étaient enfermés dans Lyon et accélérer leur entière défaite (*ibid.*). — Rapport par Barère sur les mesures à prendre à l'égard de la ville de Lyon (*ibid.* p. 458) ; — décret portant que la ville de Lyon sera détruite et que son nom sera effacé du tableau des villes de la République (*ibid.*). — Compte rendu par Dubois-Crancé et Gauthier de leur entrée dans Lyon (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 470). — Chateaufort-Randon rend compte du résultat des poursuites dirigées contre les rebelles (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 578). — Les représentants du peuple écrivent que la ville commence à s'organiser et que l'on est toujours à la poursuite des rebelles (*ibid.*).

LYON (District de la campagne de). Les administrateurs provisoires annoncent que les jeunes agriculteurs de la campagne demandent à être envoyés aux frontières (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 473) ; — ils envoient un don patriotique du citoyen Thomé (*ibid.*) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

## 

MACAIRE. Réclame pour lui l'exécution de la loi rendue en faveur des pères des jeunes gens en réquisition (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 169) ; — renvoi au comité de la guerre (*ibid.*).

MACHECOUL (District de), département de la Loire-Inférieure. Les administrateurs invitent la Convention à rester à son poste et lui font part de la fête civique qui a eu lieu dans la commune de la Chevrolière (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 434).

MACHINE MILITAIRE. Voir *Bonnemain*.

MACKEREL, journaliste. La Convention, après avoir entendu son comité de secours publics, lui accorde un secours de 200 livres (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 483).

MACLOVI (Françoise), veuve Sintot. La Convention décrète qu'en attendant le rapport de sa pétition il lui sera payé une somme de 300 livres à titre de secours provisoire (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 168) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

MADÉLONNETTES (Prison des). Nombre de détenus dans cette prison (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 1), (5 octobre

p. 63), (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 149), (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 179), (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 223), (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 264), (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 326), (p. 327), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 378), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 472), (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 534), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 566), (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 607), (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 654), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 682).

MAHON, attaché à Félix Wimphen. Est mis en état d'arrestation (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 576).

MAIGNET, député du Puy-de-Dôme. — AN II (1793). — Écrit que la ville de Lyon commence à s'organiser (t. LXXVI, p. 598).

MAILHE, député de la Haute-Garonne. — AN II (1793). — Appuie une motion de Cambon relative à la fixation des jours de repos des fonctionnaires publics (t. LXXVI, p. 157). — Parle sur la question de savoir si les fonctionnaires de l'enregistrement doivent être compris dans la réquisition (p. 240). — Demande que tous les ci-devant religieux et religieuses soient réintégrés dans leurs droits civils et naturels (p. 280). — Parle sur la liquidation des offices (p. 304), (p. 305). — Demande l'admission à la barre d'une députation de la section du musée (p. 489). — Parle sur un arrêté du conseil général du département de la Haute-Garonne (p. 664). — Fait un rapport sur les réclamations du citoyen Frigout (p. 670). — Parle sur un arrêté du conseil général du département de la Haute-Garonne (p. 677), (p. 678).

MAILLY, député de Saône-et-Loire. — AN II (1793). — Fait un rapport sur l'admission de Roux en remplacement d'Izarn-Valady (t. LXXVI, p. 556). — Fait inviter les communes qui ont changé de nom depuis 1789 à envoyer au comité de division la nouvelle dénomination qu'elles ont adoptée (p. 624).

MAISON, maréchal des logis de la 5<sup>e</sup> compagnie des hussards du 1<sup>er</sup> régiment. Le conseil général de la commune de Bourg-Régénéré, département de l'Ain, fait part de l'arrestation d'un prêtre fanatique par ce citoyen (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 383) ; — mention honorable de sa conduite (*ibid.*).

MAISONS D'ÉCONOMIE RURALE. Rapport par Grégoire sur l'établissement d'une maison d'économie rurale dans chaque département (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 27 et suiv.).

MALHES (Pierre), député du Cantal. — AN II (1793). — Donne sa démission et informe la Convention de l'arrivée de son suppléant (t. LXXVI, p. 163). — Il est remplacé par Mirande (p. 205).

MALINOT. Voir *Dupuis* (Augustin).

MALLET, de Honfleur, âgé de 16 ans. Demande qu'on mette en état de réquisition pour la marine les jeunes gens de 15 à 18 ans (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 607 et suiv.) ; — mention honorable et renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 608).

MALVOST. La Convention passe à l'ordre du jour sur la pétition de la commune d'Amboise relative à l'indemnité qui lui a été accordée (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 193).

MAMERS (Commune de). Les fabricants de toile présentent à la Convention des observations relatives à la

fixation du *maximum* des denrées et marchandises (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 404); — ordre du jour (*ibid.*).

**MANCRE** (Département de la). Le représentant Le Carpentier écrit que toutes les villes comme les campagnes qu'il a parcourues sont purgées des fonctionnaires fédéralistes ou modérantistes (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 333 et suiv.). — Garnier (*de Saintes*) écrit que la loi sur la fixation du prix des denrées de première nécessité a produit le meilleur effet (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 563 et suiv.).

**MANDATS.** Voir *Brissot*.

**MANDEL** (Sébastien-François). Invite, au nom de la commune et de la Société populaire de Vic, la Convention à rester à son poste (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 177); — mention honorable (*ibid.*).

**MANDEVILLE** (Commune de), département de l'Eure. Les citoyens invitent la Convention à surveiller la cupidité des cultivateurs (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 366); — renvoi à la Commission des subsistances et d'agriculture réunis (*ibid.*).

**MANDRON**, médecin et député de l'assemblée primaire du canton de Garlin. Son rapport sur sa mission à la Fédération du 10 août à Paris (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 3).

**MANOSQUE** (Commune de), département des Basses-Alpes. La Société républicaine des sans-culottes félicite la Convention de ses travaux, l'invite à s'occuper du Code civil et à rester à son poste (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 480); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**MAQUEREAU.** Voir *Pêche*.

**MARAT**, député de Paris. — 1793. — La Convention décrète qu'une députation de douze de ses membres assistera à l'inauguration de son buste dans la section de Montreuil (t. LXXVI, p. 80).

**MARNEUF** (Veuve). Décret la renvoyant à se pourvoir devant le commissaire liquidateur pour la liquidation de la jouissance de dix arpents de pré (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 25).

**MARCEL**. Les administrateurs du district de Saint-Quentin et la Société républicaine adressent à la Convention nationale les témoignages de son civisme (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 208).

**MARCHANT**, garçon de bureau de la Convention. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129), (p. 130).

**MARCHANDISES DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ.** Voir *Maximum*.

**MARCHENA**, Espagnol, secrétaire de Brissot. Est mis en état d'arrestation (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 575).

**MARCHÉS**. Décret qui maintient dans leurs arrondissements les anciens marchés existant avant 1789 et défend provisoirement d'en établir d'autres (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 280).

**MARENNES** (Commune de). La Société des Amis de la République une et indivisible invite la Convention à rester à son poste et à faire l'échange des Français prisonniers de guerre (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 438 et suiv.).

**MARIAGE**. Décret relatif à la publication de la célébration du mariage (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 626). — Romme demande

que ce décret soit rapporté (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 695); — ordre du jour (*ibid.*).

**MARIBON-MONTAUT**, député du Gers. — An II (1793). — Parle sur les mesures à prendre contre les étrangers (t. LXXVI, p. 644).

**MARIE-ANTOINETTE**. L'accusateur public près le tribunal révolutionnaire écrit qu'il a reçu le décret du 3 octobre, mais qu'il ne pourra pas l'exécuter tant qu'on ne lui remettra pas les pièces la concernant (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 127 et suiv.); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.* p. 128). — La Société populaire de Melun demande sa mise en jugement (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 179). — Les administrateurs du district de Tarbes demandent sa mise en jugement (31<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 379). — Même demande de la Société populaire de Cambrai (*ibid.* p. 386). — Décret qui remet en liberté ses défenseurs les citoyens Tronson-Ducoudray et Chauveau (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 635).

**MARIEMBOURG** (Commune de). — La municipalité envoie à la Convention le procès-verbal de la solennité qui a caractérisé l'acte civique par lequel un citoyen a quitté le nom de « *Le Roi* » pour adopter celui de « *La République* » (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 487); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**MARIN**, député du Mont-Blanc. — 1793. — Propose l'établissement d'un canal dans le département du Mont-Blanc (t. LXXVI, p. 34 et suiv.).

**MARINE**. 1<sup>o</sup> Décret qui autorise le ministre de la marine à faire marquer, dans les bois des particuliers, tous les arbres propres au service de la marine (4 octobre 1793 t. LXXVI, p. 46).

2<sup>o</sup> Décret qui autorise à mettre en réquisition et à taxer les floteurs et ouvriers employés à la fabrication et à la conduite des trains de bois de construction pour le service de la marine (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 46 et suiv.).

3<sup>o</sup> Rapport par Toppent sur le mode d'épurement de la marine civile et militaire (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 184); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).

4<sup>o</sup> Décret qui déclare traîtres à la patrie les officiers et les agents de la marine qui sont restés à Toulon lors de la trahison de cette ville (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 493 et suiv.).

5<sup>o</sup> Décret qui établit un concours pour les places de maîtres sculpteurs attachés à la marine (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 234).

6<sup>o</sup> Décret qui supprime la retenue de quatre deniers pour livre sur les dépenses de la marine et des colonies (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 485).

7<sup>o</sup> Réclamation des officiers et soldats marins qui demandent l'échange des assignats à face royale qu'ils ont reçus en paiement (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 498).

8<sup>o</sup> Décret qui met une somme de 30 millions de livres à la disposition du ministre de la marine (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 499).

**MARMAGNE** (Canton de). Les sept communes du canton invitent la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 432).

**MARNE (HAUTE-)**, (Département de la). Les commissaires à l'armée du Nord rendent justice à la bravoure des volontaires du 1<sup>er</sup> bataillon (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 338).



**MARQUET** (femme). On rend compte à la Convention des manœuvres employées par elle pour faire obtenir un passeport à Béthune-Charost (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 319) ; — décret la traduisant devant le tribunal révolutionnaire pour y être jugée sur les crimes de subornation et de lèse-nation (*ibid.*).

**MARSEILLE** (Commune de). Décret qui casse la délibération du conseil municipal, du 3 mai 1792, relative à la nomination d'un sergent du port (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 234). — Trois cent soixante Sociétés populaires du midi envoient des députés dans cette ville pour lui redonner l'énergie qui a été si utile à la République (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 635).

**MARTIN**, consul hollandais. Est arrêté comme conspirateur (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 210).

**MARTIN** (Pierre), officier de police militaire à l'armée de la Moselle. Est nommé juge suppléant au tribunal de cassation en remplacement du citoyen Mallarmé (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 204).

**MASSILLARGUES** (Commune de), département de l'Hérault. Les membres du comité de correspondance de la Société populaire félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 94).

**MASSON ET D'ESPAGNAC** (Compagnie). Décret chargeant les représentants Génissieu et Deville de procéder à la réunion des papiers de cette compagnie (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 232). — Compte rendu des représentants Génissieu et Deville (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 322).

**MATHIEU**, député de l'Oise. — AN II (1793). — Membre du Comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171). — Fait mettre à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 100,000 livres pour le service des musées de la République (p. 440).

**MATIÈRES D'OR, D'ARGENT ET DE CUIVRE**. La Convention décrète que les administrations des districts feront passer, au comité de liquidation, des états certifiés de toutes les matières d'or, d'argent et de cuivre qui ont été remises à titre de donation patriotique ou autrement (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 537).

**MAUBEUGE** (Commune de). La Société populaire fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129). — Vingt et un officiers de la garnison de Maubeuge détenus à la Force demandent à la Convention de les faire interroger le plus tôt possible par son comité de sûreté générale (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 237). — Le commandant temporaire de la place d'Avesnes rend compte de la vaillance des républicains de Maubeuge et signale plusieurs faits héroïques (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 457) ; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

**MAULDE**, député de la Charente. — AN II (1793). — Demande que la lettre par laquelle il déclare adhérer à la Constitution soit insérée au procès-verbal (t. LXXVI, p. 383) ; — cette demande est décrétée (*ibid.*).

**MAURE L'AÎNÉ**, député de l'Yonne. — AN II (1793). — Fait passer à la Convention le compte de la situation administrative du département de l'Yonne (t. LXXVI, p. 537).

**MAURIAC** (Commune de), département du Cantal. La société populaire témoigne sa reconnaissance de la loi du maximum, demande que le beurre et le fromage soient taxés comme objets de première nécessité et prie la Convention de rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du

1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 382) ; — mention honorable, insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**MAUSSANNE** (Commune de), département des Bouches-du-Rhône. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 409).

**MAYRÉ**, fils aîné, de la section Popincourt. Réclame la mise en liberté de son père, détenu à Chantilly (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 242) ; — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

**MAYRÉ** (Théodore), de la section Popincourt. Réclame la mise en liberté de son père détenu à Chantilly (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 242) ; — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

**MAXIMUM** 1<sup>o</sup> Décret qui ajoute plusieurs objets à ceux de première nécessité compris dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 septembre 1793 (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 46). — Décret portant que les chiffons, drilles et matières premières servant à la composition du papier sont compris dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 septembre 1793 (5 octobre, p. 114). — Décret ordonnant au ministre de l'intérieur de rendre compte de l'exécution de la loi du maximum (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 192). — Compte rendu du ministre de l'intérieur (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 257 et suiv.). — Rectification d'une erreur qui s'est glissée dans l'expédition du décret du 29 septembre 1793 (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 671.).

2<sup>o</sup> Décret relatif à l'exécution de la loi sur le maximum du prix des grains (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 322).

**MAYENNE-ET-LOIRE** (Département de). Les administrateurs annoncent qu'ils viennent de vendre à Angers des biens nationaux au-dessus du prix de l'estimation et félicitent la Convention sur le décret qui fixe les prix des denrées de première nécessité (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 65).

**MEAUX** (Commune de). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 410).

**MÉDAILLES**. Le ministre de l'intérieur transmet deux médailles frappées lors de la fondation de la première écluse du canal du Nivernais (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 623) ; renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*).

**MELLO**. (Commune de). Département de l'Oise. Fait un don patriotique et invite la Convention à rester à son poste (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 295) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**MELUN** (Commune de). La Société populaire félicite la Convention sur ses travaux, l'invite à rester à son poste et demande le jugement de la veuve Capet et de tous les fédéralistes (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 179) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — La Société populaire félicite la Convention d'avoir renvoyé devant le tribunal révolutionnaire les complices de Brissot et la veuve Capet et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 418 et suiv.). — La Société populaire et le comité de surveillance envoient à la Convention une malle remplie d'effets, d'or et d'argent (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 696) ; — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**MENDICITÉ**. Rapport et projet de décret sur l'extinction de la mendicité présentés par Bo (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 443 et suiv.) ; — adoption (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 590 et suiv.).

- MENEAU**, député de Maine-et-Loire. — **AN II** (1793). — Demande que le comité de Salut public précise ce qu'il faut entendre par les mots « *repaires de brigands* » (t. LXXVI, p. 278).
- MER** (Commune de). Les officiers municipaux envoient des décorations et brevets, en exécution des décrets des 23 juillet et 20 août 1793, et y ajoutent un don patriotique (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 558); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- MERLIN** [de Douai] (Philippe-Antoine), député du Nord. — **AN II** (1793). — Fait un rapport sur l'affaire de Louis Alline (t. LXXVI, p. 270); — un rapport sur la pétition du citoyen Busseuil (p. 271); — un rapport sur la pétition du citoyen Blauvalet (*ibid.*); — un rapport sur l'affaire de Jacques Peray et de Frédéric Louis (p. 272); — un rapport sur la pétition de la citoyenne Cormier (p. 273); — un rapport sur la demande d'annulation de la Déclaration des droits de l'homme du 29 mai 1793 (*ibid.*); — un rapport sur l'exécution de la loi relative aux successions *ab intestat* (*ibid.*); — un rapport sur la pétition du citoyen Vandeuil (p. 275); — un rapport sur la pétition du citoyen Chenon (p. 353); — un rapport sur la pétition du citoyen Bernard Plaisance (*ibid.*); — un rapport sur la pétition du citoyen Gallay (*ibid.*); — un rapport sur la pétition du citoyen Charles de Bousies (p. 354); — un rapport sur la procédure intentée contre le ci-devant comte Coustin-Bourzolle (*ibid.*). — Fait décréter que les pétitionnaires seront admis les 10, 20 et 30 de chaque mois (p. 443). — Fait un rapport sur l'organisation du tribunal criminel du département de Paris (p. 666); — un rapport sur la pétition du citoyen Joffrait (p. 669).
- MERLIN** [de Douai] (François). Fait un don patriotique (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 19).
- MERLIN** [de Thionville] (Antoine), député de la Moselle. — **AN II** (1793). — Rend compte des opérations de l'armée de Mayence en Vendée (t. LXXVI, p. 213 et suiv.), (p. 323 et suiv.). — Sa lettre relative au remplacement des généraux Canclaux et Aubert-Dubayet (p. 455 et suiv.).
- METZ** (Commune de), département de la Moselle. La Société populaire félicite la Convention sur le décret relatif à la taxe des denrées de première nécessité (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 336); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- MEULAN** (Arsenal de). Décret relatif à l'organisation de l'arsenal (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 483).
- MEULAN** (Commune de). Le conseil général réclame la liberté de son maire mis en état d'arrestation par les représentants du peuple (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 547); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).
- MEURTHE** (Département de la). Adoption du procès-verbal de la présentation faite par la députation du département d'un juge et d'un suppléant pour le tribunal de cassation (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 127).
- MEYMAC** (Commune de), département de la Corrèze. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 409 et suiv.).
- MÉZIÈRES** (Commune de), département des Ardennes. Le comité central de surveillance demande protection contre les persécutions des administrateurs fédéralistes (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 588); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).
- MICHAUD**, député du Doubs. — **AN II** (1793). — Membre du comité des inspecteurs de la salle (t. LXXVI, p. 171).
- MICHEL** (Guillaume), député du Morbihan. — **AN II** (1793). — Fait un rapport sur une pétition de marins prisonniers en Angleterre qui ont enlevé un bateau pour s'évader (t. LXXVI, p. 278); — un rapport sur la pétition des femmes des marins composant les équipages des vaisseaux la *Boussole* et l'*Astrolabe* (p. 354).
- MICHEL**, juge de paix du canton de Nancray. Fait part des mesures prises pour dissiper les brigands et de la célérité avec laquelle la réquisition prescrite par la loi du 23 août s'est effectuée (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 387); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- MICHEL**, vicaire épiscopal du département de la Manche. Informe la Convention de son mariage et lui adresse un exemplaire du discours qu'il a prononcé à cette occasion (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 400); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- MILLARD**, député suppléant de Saône-et-Loire. — **AN II** (1793). — Est admis en remplacement de Jacob, démissionnaire (t. LXXVI, p. 205).
- MINISTRES.**
- MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.** — **AN II** (1793). — *Forgues, ministre.* — Pose une question au sujet de la loi sur les étrangers (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 693).
- MINISTRE DES CONTRIBUTIONS PUBLIQUES.** — **AN II** (1793). — *Destournelles, ministre.* — Écrit au sujet de la suppression de l'inspection des salins de Pecquet (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 465). — Invite la Convention à se faire rendre compte du mémoire qu'il a présenté le 11 août (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 589).
- MINISTRE DE LA GUERRE.** — 1793. — *Bouchotte, ministre.* — Fait passer un don patriotique du soldat Féron (5 octobre, t. LXXVI, p. 123). — Envoie à la Convention six drapeaux pris sur les Espagnols (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 206). — Rend compte des mesures qu'il a prises pour le casernement des jeunes citoyens formant la réquisition des sections de Paris (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 345). — Fait passer une lettre du général Doppet (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 453). — Rend compte de l'exécution de l'arrêté qui a destitué le général Kellermann (*ibid.*, p. 463 et suiv.). — Transmet une lettre du général Jourdan (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 670); — une lettre du général Davoust (*ibid.*, p. 672); — une lettre du général Jourdan (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 704).
- MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.** — **AN II** (1793). — *Paré, ministre.* — Informe la Convention des bons offices que la maison de commerce Regny père et fils a rendus à l'escadre du contre-amiral Truguet (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 181). — Consulte la Convention sur les moyens de remplacer la somme emportée par le commandant de gendarmerie de l'Eure (*ibid.*, p. 223). — Rend compte de l'exécution de la loi du maximum sur les denrées (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 257 et suiv.). — Fait un rapport sur la pétition des officiers municipaux d'Issy-l'Évêque au sujet de leur détention (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 290 et suiv.). — Renvoi au comité de Salut public de la question de savoir s'il sera donné un adjoint au ministre de l'intérieur (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 323). — Annonce l'envoi qu'il a fait par des courriers extraordinaires des décrets pour la réquisition des chevaux et l'arrestation des sujets du roi de la Grande-Bretagne (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 336). — Fait part des difficultés qu'éprouve le service des postes (*ibid.*, p. 351). — Transmet une lettre du directeur du district d'Arras (*ibid.*). — Demande s'il ne conviendrait pas de



faire une exception à la loi qui ordonne l'arrestation des sujets anglais (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 374). — Transmet un arrêté du conseil général de la commune de Ferrières (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 477). — Écrit qu'il a ordonné au département de Paris de faire surseoir à la vente de toutes les marchandises confisquées par les commissaires aux accaparements (*ibid.*, p. 503). — Annonce qu'il a fait transférer les gens suspects dans différents bâtiments nationaux (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 573). — Transmet deux médailles frappées lors de la fondation de la première écluse du canal du Nivernais (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 623).

**MINISTRE DE LA JUSTICE. — 1793. — Gohier, ministre.** — Écrit à la Convention au sujet du rachat des rentes foncières perpétuelles (4 octobre, t. LXXVI, p. 54). — Transmet une lettre du commissaire national près le district de Sainte-Menehould (5 octobre, p. 63). — une lettre du citoyen Brulé (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 337).

**MINISTRE DE LA MARINE. — AN II (1793). — Dalbarade, ministre.** — Adresse la liste des officiers civils et militaires qui devaient se trouver à Toulon lors de la trahison de la ville (30<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 371). — Fait passer une réclamation des officiers et soldats marins qui demandent l'échange des assignats à face royale qu'ils ont reçus en paiement (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 498).

**MIRABEL (Commune de).** Les autorités constituées invitent la Convention à rester à son poste et annoncent que les jeunes citoyens ne demandent qu'à se mesurer avec les Espagnols (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 480). — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**MIRANDE, député suppléant du Cantal. — AN II (1793).** — Est admis en remplacement de Pierre Malhes, démissionnaire (t. LXXVI, p. 205).

**MIRANDE (Commune de).** Le conseil général, la Société populaire et les sans-culottes annoncent que, guéris de leurs erreurs, ils adhèrent aux journées des 31 mai et 2 juin et invitent la Convention à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 64). — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — Le conseil général, la Société populaire et tous les vrais sans-culottes prient la Convention de rester à son poste (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 8 octobre 1793, p. 258). — mention honorable (*ibid.*).

**MIREMONT (Commune de).** — La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 87). — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*, p. 68).

**MITOUFLET, directeur de la caisse d'épargne.** Est dénoncé par la citoyenne Texier pour abus de confiance (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365). — renvoi au comité des finances (*ibid.*).

**MOINEAU, secrétaire commis au bureau des procès-verbaux.** La Convention décrète qu'il lui sera payé, à titre de gratification 2 mois de ses appointements et qu'il jouira du tiers de ses appointements pendant son service militaire avec la faculté de reprendre sa place à son retour (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 635).

**MOIRANS (Commune de), département du Jura.** La Société populaire invite la Convention à rester à son poste, lui annonce le départ des jeunes gens du canton et demande un secours pour la mère et la veuve du lieutenant Chevassu du 3<sup>e</sup> bataillon du Jura (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 543). — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi au comité des secours (*ibid.*).

**MOISSAC (Commune de).** La Société révolutionnaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 90 et suiv.).

**MOLIÉ.** Fait un don patriotique (31<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 439).

**MOLLÈGES (Commune de), département des Bouches-du-Rhône.** La Société populaire remercie la Convention de l'Acte constitutionnel (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 225). — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**MOMONO, premier imprimeur de la liberté, administrateur du département de Paris.** Fait hommage à la Convention de deux exemplaires d'un traité de l'imprimerie enrichi de figures (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 666). — mention honorable (*ibid.*).

**MONACO (Fort de).** Décret changeant son nom en celui de fort d'Hercule (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 568).

**MONGEZ, membre de la commission générale des monnaies.** Est dénoncé par le citoyen Phélippe, homme de loi (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 255).

**MONMAYOU, député du Lot. — 1793. —** Est adjoint au comité des finances (t. LXXVI, p. 45). — **AN II (1793).** — Fait un rapport sur le mode de paiement des meubles et immeubles de la ci-devant liste civile (p. 154). — Commissaire pour assister à la levée des scellés ordonnée par le décret du 24 septembre 1793 (p. 155). — Fait un rapport sur la surveillance de l'administration des domaines nationaux (p. 670).

**MONNAIES. 1<sup>er</sup> Décret** portant que le millésime des monnaies sera conforme au nouveau calendrier (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 194).

2<sup>e</sup> Rapport par Loysel sur le titre, le poids et les empreintes des monnaies (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 194). — projet de décret (*ibid.*). — adoption (*ibid.*).

3<sup>e</sup> Dénonciation du citoyen Phélippe contre les membres de la commission des monnaies (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 255 et suiv.).

4<sup>e</sup> Décret portant que l'arche de la Constitution et le faisceau formeront le type national du sceau et des monnaies de la République (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 20 octobre 1793, t. LXXVI, p. 303). — l'exécution et l'expédition de ce décret sont suspendues (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 352).

5<sup>e</sup> Rapport par Thibault sur la fabrication d'une nouvelle monnaie de billon proposée par le citoyen Muller (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 309). — la Convention décrète que ce billon sera essayé par le comité des assignats et monnaies qui fera un rapport sur cet objet (*ibid.*).

**MONNEL, député de la Haute-Marne. — AN II (1793).** — Fait décréter que le ministre de l'intérieur enverra au comité des décrets cinq exemplaires des lois et décrets rendus par l'Assemblée législative et par la Convention nationale (t. LXXVI, p. 547).

**MONNIER (Julien-Michel), marchand bonnetier.** Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 130).

**MONNOT, député du Doubs. — 1793. —** Est adjoint au comité des finances (t. LXXVI, p. 45). — **AN II (1793).** — Fait des rapports sur le service des postes (p. 235 et suiv.). — un rapport sur la liquidation des offices (p. 304). — un rapport sur l'autorisation à accorder à la trésorerie nationale de retirer 402 millions 977,778 livres de la caisse à trois clefs (p. 335). — un rapport sur les dépenses à faire pour la levée extraordinaire de chevaux (p. 497). — un rapport sur la subsistance des troupes (*ibid.*).

- MONT-BLANC** (Département du). Projet de Marin relatif à l'ouverture d'un canal dans ce département (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 34 et suiv.). — Rapport par le général Kellermann sur les opérations militaires dans le département depuis le 17 septembre jusqu'au 3 octobre de l'an II (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 298 et suiv.).
- MONT-SAINT-PÉRE** (Commune de), département de l'Aisne. Félicite la Convention nationale de ses travaux et l'invite à ne pas quitter son poste (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 2), (p. 7 et suiv.).
- MONTAIGU**, général de brigade. Proteste contre sa destitution (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 177) ; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).
- MONTAUBAN** (District de). Le procureur syndic adresse à la Convention l'expédition en forme de deux arrêtés de l'Administration de ce district relatifs à des dons patriotiques (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 268) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- MONTBÉLIARD** (Principauté de). Le représentant du peuple Bernard annonce que cette principauté est conquise à la France ; qu'il a fait main-basse sur toutes les caisses pour en verser le produit entre les mains du payeur général de Besançon et qu'il va presser le battage des grains et faire vendre les meubles du château du *Petit Duc* (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 366) ; — insertion au *Bulletin* et renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).
- MONTBRION** (Jacques). Adresse ses réflexions sur l'état politique de la ville de Marseille et sur le bien que se propose d'opérer le congrès de 250 Sociétés populaires des départements méridionaux (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 600) ; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).
- MONTBRISON** (District de). Décret qui accorde des secours aux républicains de ce district qui ont éprouvé des pertes par l'invasion des brigands (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 128).
- MONTDIDIER** (Commune de). La Société populaire et les autorités constituées invitent la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 410 et suiv.).
- MONTÉBOURG** (Commune de), département de la Manche. La Société des sans-culottes républicains félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 67 et p. 69).
- MONTÉCH** (Canton de), département de la Haute-Garonne. Le citoyen Debals, commissaire du canton, rend compte de ses succès auprès de ses concitoyens qui se préparent tous à marcher contre les ennemis et qui invitent la Convention à rester à son poste (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 615).
- MONTÉLIMAR** (District de). Les administrateurs annoncent la mort du citoyen Sautayra, représentant du peuple, député du département de la Drôme (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 295 et suiv.). — La Convention décrète qu'il sera fait mention honorable de la conduite des administrateurs et que leur lettre sera envoyée au comité des décrets pour que le suppléant soit appelé (*ibid.* p. 296).
- MONTREUIL** (Commune de), département du Pas-de-Calais. André Dumont écrit qu'il a fait arrêter un grand nombre de personnes suspectes dans cette commune (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 67).
- MONTFARVILLE** (Commune de). Les officiers municipaux informent la Convention qu'ils ont fait convertir leurs cloches en canons, annoncent que les jeunes gens demandent à partir pour défendre la patrie et font part du succès de la vente des biens des émigrés (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 618).
- MONTFORT-L'AMAURY** (Commune de). Demande qu'on punisse de mort celui qui enfouirait des grains (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 647) ; — renvoi au comité (*ibid.*).
- MONTMÉDY** (Commune de). La Société populaire fait un don patriotique, invite la Convention à rester à son poste et remet des pétitions relatives à la sûreté générale (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 637) ; — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi aux comités de Salut public et de sûreté générale (*ibid.*).
- MONTROND** (Château de). Le représentant Javogues annonce la prise de ce château par les troupes de la République (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 128).
- MONTROUGE** (Commune du Grand). Les citoyens annoncent qu'ils viennent d'établir une Société populaire de laquelle ils ont exclu les ci-devant, invitent la Convention à rester à son poste et demandent la prompt organisation de l'éducation nationale (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 619 et suiv.).
- MOREAU**, député sans autre désignation. — An II (1793). — Son rapport sur une machine militaire inventée par le citoyen Bonnemain (t. LXXVI, p. 156), (p. 309).
- MORLON**, juge au tribunal du district de Poitiers. Est nommé juge suppléant au tribunal de cassation en remplacement du citoyen Dutrou-Bornier (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 204 et suiv.).
- MOUGIN**, procureur syndic du district de Saint-Paul-du-Var. Annonce que les républicains de la première réquisition l'ont nommé leur commandant (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 439).
- MOULINS-LA-MARCHE** (Canton de), département de l'Orne. La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 103).
- MOURVILLES-HAUTES** (Commune de). La Société populaire rend compte des actions mémorables qui ont été faites dans la nuit du 14 au 15 septembre près du lieu dit l'Echarpe par Planon et Hilaire Rouget (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 15).
- MOUSSON** (Commune de). Voir *Mouzon*.
- MOUSTIERS** (Commune de), département des Basses-Alpes. La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 105).
- MOUZON** (Commune de). La Société populaire jacobine et montagnarde félicite la Convention nationale de ses travaux et l'invite à ne pas quitter son poste (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 2 et suiv.). — La Société populaire fait un don patriotique, invite la Convention à rester à son poste et remet des pétitions relatives à la sûreté générale (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 637) ; — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi aux comités de Salut public et de sûreté générale (*ibid.*).
- MOYRANS** (Commune de). Voir *Moirans*.
- MULETS**. Décret mettant en réquisition tous les mulets sauf ceux servant à l'agriculture (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 289).
- MULLER**. Voir *Monnaies*.
- MURET** (District de). Les administrateurs invitent la Convention à rester à son poste et lui rendent compte



du succès avec lequel la levée des nouveaux défenseurs de la patrie s'effectue (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 8). — Ils lui adressent la liste des dons patriotiques (*ibid.* et 5 octobre, p. 130). — On annonce que le tribunal vient de prendre un arrêté par lequel il déclare être en permanence (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 389); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

MUSÉES. Décret qui accorde un fonds annuel de 100,000 livres pour dépenses relatives aux musées de la République et à d'autres objets qui intéressent les sciences et les arts (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 440).

MUSSET, député de la Vendée. — 1793. — Ecrit que le prix de vente des meubles et immeubles de l'ancienne liste civile surpasse de beaucoup celui de l'estimation (t. LXXVI, p. 125 et suiv.). — An II (1793). — Annonce à la Convention que les jeunes gens de la première réquisition du département de Seine-et-Oise vont défiler devant elle (p. 581).

MUSSET (J.-J.-E.). Son discours à la fête républicaine de la commune de la Chevrolrière (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 435).

## N

NANCRAY (Canton de), département du Loiret. Le citoyen Michel juge de paix fait part des mesures prises pour dissiper les brigands et de la célérité avec laquelle s'est effectuée la réquisition prescrite par la loi du 23 août (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 387); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

NANCRAY (Commune de), département du Loiret. Les citoyens, le curé et la municipalité félicitent la Convention de ses travaux et l'invitent à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 571).

NANCY (Commune de). Décret qui réintègre le citoyen Pitois dans ses places d'officier municipal et d'instituteur au collège (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 110).

NANTES (Commune de). Les représentants près l'armée des côtes de Brest demandent qu'il soit sursis à l'exécution dans la commune de Nantes, du décret qui démontre les assignats à face royale (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 59). — Les représentants du peuple près l'armée des côtes de La Rochelle annoncent que, sur leur réquisition, cette commune a fourni 3 bataillons de 800 hommes et une contribution patriotique (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 341); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 426 et suiv.). — La Société populaire de Saint-Vincent exprime ses regrets de la destitution des généraux Aubert-Dubayet et Canclaux et présente une pétition de la commission des subsistances qui demande un secours de 2 millions (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 489); — décret (*ibid.*). — Philippeaux écrit qu'avant son départ, il a destitué les corps administratifs de la ville (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 564).

NANTUA (Commune de). Le citoyen Guinet, envoyé des assemblées primaires, informe la Convention que les citoyens de la première réquisition formant 12 compagnies sont prêts à partir (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 387); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

NARBONNE (Commune de). Barère donne lecture d'une lettre écrite de Narbonne annonçant que les Espagnols viennent d'être battus une seconde fois (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 173).

NAVIRES ÉTRANGERS. On demande qu'aucun navire étranger ne puisse sortir des ports français sans une visite préalable (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 293); — adoption de cette motion (*ibid.*).

NÉGRIER, lieutenant colonel du 2<sup>e</sup> bataillon des côtes du Nord. Voir Dupont Marie-Madeleine.

NEUILLY (Commune de). Les volontaires en réquisition expriment à la Convention leurs sentiments patriotiques (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 362); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

NEUVILLE (Commune de), département du Loiret. La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 86).

NEUVILLE-AU-PONT (Canton de la), département de la Marne. Le commissaire de l'assemblée primaire fait part du succès de ses réquisitions pour la fourniture des matelas et couvertures et annonce que la commune de Valmy a fourni en argent la représentation de son contingent (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 8 et suiv.).

NEUVILLE-SUR-SAÔNE (Commune de). Les Jacobins de la commune demandent qu'on établisse des acteurs payés par l'anton qui entretiendront dans l'âme des sans-culottes l'amour sacré de la patrie (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 536); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

NIBELLE (Commune de), département du Loiret. La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 570).

NICE (Commune de). La Société des Amis de la liberté félicite la Convention nationale de ses travaux et l'invite à ne pas quitter son poste (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 2).

NIÈVRE (Département de la). Lettre du représentant Legendre sur la situation dans le département (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 48 et suiv.). — Lettre de Fouché (*de Nantes*) rendant compte des mesures qu'il a prises à Nevers (*ibid.* p. 51 et suiv.). — Compte rendu du bon effet produit dans le département par la taxe sur les subsistances (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 131 et suiv.). — Lettre de Legendre et de Fouché sur la situation dans le département (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 337). — Proclamation de Fouché aux citoyens du département (*ibid.* p. 342 et suiv.). — Décret envoyant en mission dans ce département le représentant Pointe en remplacement de Legendre (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 602). — Fouché rend compte de l'état d'esprit des habitants et transmet des proclamations qu'il leur a adressées (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 685 et suiv.).

NIMES (Commune de). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 419). — Arrêt des représentants Poulhier et Rovère pour destituer la municipalité et le conseil général de la commune (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 504 et suiv.). — La commune proclame comme ses libérateurs les représentants du peuple Rovère et Poulhier et fait contraster ce sentiment avec ceux que Aubry, Isnard et Despinassy leurs prédécesseurs avaient inspirés (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 618).

NIORT (Commune de). Le conseil général adresse à la Convention les plaintes des citoyens au sujet des calomnies qui ont été dirigées contre eux et protestent de leur dévouement à la République (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 388.); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*); — La Société populaire invite la Convention à rester

- à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 421 et suiv.).
- NOËL, garçon de bureau. Fait un don patriotique (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- NOIRET, garçon de bureau. Fait un don patriotique (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- NOMS DES COMMUNES. Voir *Communes*.
- NORD (Département du). Les administrateurs annoncent un don patriotique du citoyen François Merlin (de Douai) (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 19). — Ils font part d'une fête civique qui a eu lieu à Douai (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 179).
- NOTAIRES. Décret portant qu'ils ne sont pas exempts de la réquisition (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 192).
- NYONS (Commune de). La Société populaire et républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 83).
- ODENHAL (Nabord), gendarme national de la 17<sup>e</sup> division de la Moselle. Expose que son cheval ne pouvant plus lui servir par suite de fatigues, il lui est impossible de s'en procurer un autre (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 578); — renvoi au comité de la guerre (*ibid.*).
- OBER. Rend compte de la situation à Toulon et annonce que le représentant Beauvais a été pendu par les Anglais (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 283).
- OFFICES. Décret portant que la liquidation des offices sera continuée en commençant par ceux de plus petite valeur et qu'il sera fait une révision de celle des offices de cours supérieurs (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 304).
- OFFICIERS. 1<sup>o</sup> Renvoi au comité de la guerre de la proposition de rapporter la loi qui restreint à une indemnité de 500 livres les officiers de cavalerie qui perdent leurs chevaux dans une bataille (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 118).
- 2<sup>o</sup> Décret portant que la loi du 12 septembre 1791 ne concerne que les officiers arbitrairement privés de leur état et ne peut s'appliquer à ceux pourvus de retraites et dont les corps ont subi une réforme (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 234).
- 3<sup>o</sup> Le ministre de la marine adresse la liste des officiers qui devaient se trouver à Toulon lors de la trahison de la ville (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 371); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).
- OISE (Département de l'). Renvoi au comité de sûreté générale d'une lettre de Levasseur demandant l'élargissement de deux députés de l'administration du département mis en état d'arrestation à Paris (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 557).
- OLÉRON (Ile d'). La municipalité fait passer à la Convention 17 croix de Saint-Louis (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 601); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- ORGANISATION JUDICIAIRE. Le tribunal du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris fait une pétition tendant à la réforme de l'organisation judiciaire (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 325).
- ORIGNY (D'), vice-président de la commission générale des monnaies. Est dénoncé par le citoyen Phélippe, homme de loi (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 255).
- ORLÉANS (Louis-Philippe-Joseph d') dit *Philippe-Egalité*, député de Paris. — 1793. — Décret portant qu'il sera transféré à la Conciergerie à Paris (t. LXXVI, p. 128).
- ORLÉANS (Commune d'), département du Loiret. Les autorités constituées et révolutionnaires félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 79). — La Société populaire appelle la vengeance nationale contre les Roland, Brissot, Buzot, Guadet, Vergniaud, etc. (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 378); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — La Société populaire et les 11 sections de cette commune invitent la Convention à rester à son poste (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 581); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- ORLÉANS (District d'). On annonce que le district a fait imprimer le tableau de la taxe des denrées (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 463); — mention honorable et insertion au *Bulletin*.
- ORNE (Département de l'). Décret envoyant le représentant Le Tourneur (*de la Sarthe*) en mission dans le département (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 45). — Les administrateurs invitent la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 430).
- ORSAN (Commune d'), département du Gard. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 407).
- ORSAY (Comte d'). Voir *Grimaud*.
- OSSELIN, député de Paris. — AN II (1793). — Demande que, pendant la guerre, le prix du port des lettres soit diminué (t. LXXVI, p. 236). — Propose des modifications à la loi sur les accaparements (p. 238). — Fait une motion relative aux biens des émigrés (p. 556). — Soumet à la discussion le projet de décret sur les accaparements (p. 634). — Fait part de la découverte dans l'enclos du Temple d'une cachette contenant des matelas et des couvertures appartenant au comte d'Artois (p. 645 et suiv.).
- PACT-SUR-EURE (Commune de). Le conseil général félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 67 et p. 71 et suiv.). — La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (*ibid.* p. 87).
- PAGANEL, député de Lot-et-Garonne. — AN II (1793). — Rend compte de l'état des esprits dans son département (t. LXXVI, p. 228).
- PAILLOT, de Maubeuge. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- PALISSOT. Fait un don patriotique (30<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 374).
- PALLETTE (Jacques-Nicolas), défenseur de la patrie. Réclame des secours pour sa mère (30<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365); — renvoi au comité des secours (*ibid.*).
- PAMERS (Commune de). La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 103).



PANTHÉON. Décret de la Convention ordonnant le transfert de la statue de Descartes au Panthéon (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 24).

PAPIERS. Voir *Décrets* n° 2.

PARÉ, ministre de l'Intérieur. — Voir *Ministre de l'Intérieur*.

PARIS.

§ 1<sup>er</sup>. *Commune de Paris*.

§ 2. *Tribunaux*.

§ 1<sup>er</sup>. *Commune de Paris*.

1<sup>o</sup>. *Police*.

2<sup>o</sup>. *Sections de Paris*.

3<sup>o</sup>. *Comités révolutionnaires*.

4<sup>o</sup>. *Citoyens de Paris*.

5<sup>o</sup>. *Garde nationale parisienne*.

1<sup>o</sup>. *Police*. Les administrateurs transmettent un état des personnes détenues à la date du 2 octobre 1793 (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 4), — un état des personnes détenues à la date du 3 octobre (3 octobre, p. 63), — un état des personnes détenues à la date du 4 octobre (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 149), — un état des personnes détenues à la date du 5 octobre (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 178), — un état des personnes détenues à la date du 6 octobre (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 224 et suiv.), — un état des personnes détenues à la date du 7 octobre (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 264), — un état des personnes détenues à la date des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> jours du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 et 9 octobre 1793, (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 326 et suiv.), — un état des personnes détenues à la date du 19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793 (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 378), — un état des personnes détenues à la date du 20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793 (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 472), — un état des personnes détenues à la date du 21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793 (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 533 et suiv.), — un état des personnes détenues à la date du 22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793 (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 566), — un état des personnes détenues à la date du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793 (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 607), — un état des personnes détenues à la date du 24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 654), — un état des personnes détenues à la date du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793 (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 681 et suiv.).

2<sup>o</sup>. *Sections de Paris*.

1. *Sections en général*.

2. *Sections individuelles par ordre alphabétique*.

1. *Sections en général*. Décret qui fixe les jours des assemblées des sections (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 190). — Une députation des 48 sections demande que la commission des six fasse son rapport sur les accaparements (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 235). — Les commissaires des 48 sections demandent que la paie des jeunes gens en réquisition soit portée à 40 sous par jour (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 366); — ordre du jour (*ibid.*). — Les sections présentent une pétition relative au choix des administrateurs (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 440).

2. *Sections individuelles par ordre alphabétique*.

*Section des Champs-Élysées*. Décret qui autorise l'administrateur des domaines nationaux à continuer

à la section la location, pour un an, d'une maison située à Chaillot, propre à la tenue de ses séances (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 25).

*Sections de la Cité*. Les volontaires en réquisition de la section demandent à être équipés et armés et font observer qu'il leur est impossible de subsister dans Paris avec 23 sous par jour (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 277); — renvoi au ministre de la guerre (*ibid.*). — Le comité de surveillance de la section demande que George, roi d'Angleterre, soit mis hors des lois de l'humanité (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 369). — Les jeunes gens composant la 3<sup>e</sup> compagnie annoncent qu'ils ont reçu une lettre par laquelle on les invite à tomber sur les clubs jacobins et cordeliers (*ibid.* p. 370).

*Section des Lombards*. — Présente des observations sur la loi relative aux accaparements (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 163).

*Section du Luxembourg*. La citoyenne Pelletier, femme Bro, réclame contre la détention de plusieurs citoyens prononcée par le comité de la section du Luxembourg (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 169); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

*Section de Marat et Marseille*. Dénonce le député François Robert comme accapareur (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 218). — Décret qui autorise la section à délivrer provisoirement une carte civique au citoyen Frigout (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 670).

*Section du Mont-Blanc*. Annonce que le représentant Laplaigne mis en état d'arrestation chez lui est en fuite (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 223).

*Section de la Montagne*. Une députation se plaint de ce que les jeunes gens en réquisition de la section ont pour lieu de casernement les quatre murs tout nus du château de Choisy (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 119); — renvoi au ministre de la guerre (*ibid.*).

*Section de Montreuil*. La section invite la Convention à envoyer des députés à l'inauguration des bustes de Marat et de Lepelletier (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 30); — la Convention décrète que douze de ses membres assisteront à cette cérémonie (*ibid.*).

*Section du Muséum*. Demande que la Convention décrète que les sections s'assembleront les cinquième et dixième jours de chaque décade (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 190). — Fait un don patriotique et demande qu'une députation de la Convention assiste à la fête civique qu'elle va célébrer en l'honneur de Lepelletier et de Marat (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 487); — la Convention décrète qu'une députation de douze de ses membres assistera à cette cérémonie (*ibid.* p. 488).

*Section du Panthéon*. Les jeunes gens en réquisition de la 7<sup>e</sup> compagnie de la section réclament contre la destitution de leur capitaine (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 170); — renvoi au comité de la guerre (*ibid.*).

*Section des Piques*. La Convention nomme une députation pour assister à l'inauguration des bustes de Marat et de Lepelletier dans la section (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 258).

*Section Poissonnière*. Dénonce le citoyen Lebas, capitaine du bataillon de la section pour avoir fait élargir le nommé Cariusse (28<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 362).

*Section du Pont-Neuf*. La section invite la Convention à envoyer une députation à l'inauguration des bustes de Lepelletier et de Marat (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 363); — la Convention décrète que 12 de ses membres assisteront à la cérémonie (*ibid.*).

*Section de Popincourt*. Demande une exception en faveur du citoyen Liénard qui a servi dans la garde de feu Capet (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 oc-

tobre 1793, t. LXXVI, p. 242). — Désigne le citoyen Gauthier comme artiste monétaire digne de l'attention de la Convention (*ibid.*). — Deux jeunes citoyens de la section réclament la liberté de leur père (*ibid.*).

**Section des Tuileries.** Renvoi au comité de sûreté générale des réclamations de plusieurs citoyens et citoyennes contre les opérations du comité de la section (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 176).

**3. Comités révolutionnaires.** Les députés des comités révolutionnaires exposent à la Convention que l'indemnité qui leur est accordée est insuffisante (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 281); — renvoi aux comités des finances et de salut public (*ibid.*).

**4. Citoyens de Paris.** Les marayeurs de Paris demandent à être dispensés de la réquisition des chevaux (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 368); — renvoi aux comités de commerce et des subsistances réunis (*ibid.*).

**5. Garde nationale parisienne.** Décret qui accorde la jouissance du rappel de solde aux soldats licenciés des compagnies du centre de la garde nationale parisienne qui n'ont pu se faire inscrire à la municipalité de Paris (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 713).

**§ 2. TRIBUNAUX.** 1. Pétition du tribunal du 2<sup>e</sup> arrondissement relative à l'organisation judiciaire (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 325).

2. Décret qui fixe les appointements des commis greffiers du tribunal criminel du département, des greffiers et huissiers du tribunal des directeurs du juré et qui règle la manière dont seront exercées les fonctions de commissaire national près de ce dernier tribunal (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 665 et suiv.).

PARIS. Voir *Dette publique* n° 2. — *Liste civile* n° 4.

**PARISOT (Claudine),** veuve du citoyen Coquillard. La Convention lui accorde un secours et une pension (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 356).

**PARROCEL,** prêtre, ex-célestin. Demande à être employé dans la partie minéralogique et métallurgique et réclame le payement des services qu'il a rendus à la patrie avant et après la Révolution (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 170); — renvoi au ministre de l'Intérieur (*ibid.*).

**PASSEPORTS.** Voir *Bordeaux*. — *Libourne*.

**PAUMÉS (Dominique),** de Macozac. Fait un don patriotique (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).

**PECAUP,** chef de bataillon à Sedan. Fait un don patriotique (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 130).

**PÊCHE.** Décret relatif à la pêche du maquereau et du hareng (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 153).

**PELLETIER,** femme Bro. Réclame contre la détention de plusieurs citoyens prononcée par le comité de la section du Luxembourg (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 169); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

**PENDULES.** 1. Décret chargeant le comité des inspecteurs de la salle de faire exécuter une pendule suivant le nouveau mode de division du temps (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 123).

2. Le citoyen Robin fait hommage à la Convention d'une pendule marquant la nouvelle division du temps (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 293); — mention honorable (*ibid.*).

**PENSIONS.** Décret relatif aux arrérages des pensions au-dessus de 3.000 livres (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 193).

2. Décret qui accorde des pensions à d'anciens employés dans les différents départements du ministère (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 210).

3. Décret qui accorde des pensions à des militaires ou à des veuves de militaires (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 211).

**PÉPIN,** député de l'Indre. — An II (1793). — Fait décréter que le conjoint demandeur en divorce es autorisé à faire apposer les scellés sur les effets mobiliers de la communauté (t. LXXVI, p. 487).

**PERAY (Jacques),** horloger, accusé d'avoir fabriqué de la fausse monnaie helvétique. La Convention décrète que les comités de Salut public et de législation lui feront un rapport sur son affaire (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 272).

**PÉRIGIEUX (Commune de).** Les républicains félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 94 et suiv.); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.* p. 68).

**PÉRONNE (Commune de).** La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 90). — La Société républicaine demande que le décret portant formation d'une armée révolutionnaire à Paris soit étendu à toute la République (13<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 177). — André Dumont rend compte des mesures qu'il a prises pour réprimer les manœuvres des contre-révolutionnaires (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 481).

**PERPIGNAN (Commune de).** La Société populaire félicite la Convention sur ses travaux et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 419).

**PERRILLIER,** contrôleur des convois des armées des Pyrénées et d'Italie. Est destitué de son emploi et renvoyé à l'accusateur public près le tribunal criminel du département du Gard (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 506 et suiv.).

**PERRIN (Pierre-Nicolas),** député de l'Aube. — An II (1793). — Il est donné lecture de l'acte d'accusation contre lui (t. LXXVI, p. 237); — adoption (*ibid.*). — Demande qu'on lui envoie de chez lui du linge, des habits et de l'argent (p. 293); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

**PERTUIS (Commune du).** La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 418).

**PETIT (Michel-Edme),** député de l'Aisne. — An II (1793). — Fait décréter que le ministre de l'intérieur rendra compte de l'exécution de la loi du maximum (t. LXXVI, p. 192).

**PÉTITIONNAIRES.** Décret portant qu'ils seront entendus deux fois par decade, c'est-à-dire les 5, 10, 15, 20, 25 et 30 de chaque mois (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 438). — Décret portant qu'ils seront admis les 10, 20 et 30 de chaque mois (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 443).

**PÉTITIONS.** Décret ordonnant qu'il ne sera pas fait mention dans le procès-verbal des séances de la Convention des pièces, lettres et pétitions lues à la tribune, qui seront renvoyées aux comités pour y être examinées (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 24).

**PETITJEAN,** député de l'Allier. — 1793. — Fait un rapport sur l'indemnité à accorder au citoyen Levasseur-Dumont (t. LXXVI, p. 417). — An II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire des chevaux (p. 241).



PEULNEY (Commune de). Voir *Pulney*.

PEYNER, de la Bastide de Clermont. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).

PEYRE, député des Basses-Alpes. — AN II (1793). — Décret portant qu'étant sujet à des attaques d'épilepsie, il sera détenu dans un appartement séparé t. LXXVI, p. 364).

PEYRONNANT (Jacques), officier invalide. Réclame le paiement de sa pension (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 339); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

PEYSSARD, député de la Dordogne. — AN II (1793). — Accuse les contre révolutionnaires d'entraver la marche et l'administration des subsistances pour l'armée du Nord (t. LXXVI, p. 338).

PEYZAC, chef des convois des armées des Pyrénées et d'Italie. Est destitué de son emploi et renvoyé à l'accusateur public près le tribunal criminel du département du Gard (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 506 et suiv.).

PFIEGER, député du Haut-Rhin. — AN II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241).

PHÉLIPES, homme de loi. Dénonce les citoyens d'Origny, vice-président de la Commission générale des monnaies, Jean dit Sainte-Croix, garde des dépôts de ladite commission, Solignac et Mongez membre de la Commission générale des monnaies (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 235 et suiv.).

PHILIPPEAUX, député de la Sarthe. — 1793. — Rend compte des opérations de l'armée des côtes de Brest (t. LXXVI, p. 47). — AN II (1793). — Fait part d'avantages remportés par les troupes de la République (p. 296 et suiv.). — Transmet des lettres de Merlin (de Thionville) et du général Canclaux (p. 323). — Annonce qu'il a destitué les corps administratifs de Nantes (p. 564). — Parle sur les mesures à prendre contre les étrangers (p. 644).

PHILIPPEVILLE (Commune de). La Société populaire fait un don patriotique, invite la Convention à rester à son poste et remet des pétitions relatives à la sûreté générale (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 637); — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi aux comités de Salut public et de sûreté générale (*ibid.*).

PICAULT, veuve d'un capitaine de hussards. Demande une pension et des secours provisoires (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 363); — décret lui accordant un secours provisoire et renvoyant au ministre de la guerre pour la pension (*ibid.*).

PINET. Le maire de la commune d'Arras fait passer à la Convention nationale des exemplaires du discours qu'il a prononcé sur la tombe de ce jeune citoyen mort des suites de ses blessures (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 185); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

PINET AÎNÉ, député de la Dordogne. — AN II (1793). — Est nommé commissaire à l'armée de l'Ouest (t. LXXVI, p. 502).

PINON (André), garçon de bureau de la Convention. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129), (p. 130).

PIORRY, député de la Vienne. — AN II (1793). — Fait un rapport sur les appointements des surveillants et vérificateurs des habillements et équipements militaires (t. LXXVI, p. 269); — un rapport sur l'extension des dispositions de la loi du 29 septembre 1793 aux administrations et équipements militaires (*ibid.*),

— un rapport sur la vérification des bottes et des souliers fabriqués dans l'étendue du département de Paris (p. 352). — Dénonce les calomnies répandues contre le comité des marchés par la *Feuille de Salut public* (p. 583).

PIQUET, comédien ci-devant à Valenciennes. Réclame une indemnité qui le dédommage de la perte qu'il a éprouvée par suite du bombardement de Valenciennes et fait hommage d'une pièce intitulée : *La Réquisition ou le départ d'un jeune volontaire pour l'armée* (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 158); — renvoi aux comités d'instruction publique et de secours publics réunis (*ibid.*). — Décret lui accordant un secours de 200 livres (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 666).

PITOU. Décret qui le réintègre dans ses places d'officier municipal et d'instituteur au collège de Nancy (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 110).

PITT (Elisabeth-Jeanne). André Dumont annonce sa mise en état d'arrestation (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 207).

PLACES DE GUERRE. Décret qui fixe le traitement des portiers et concierges des places de troisième ligne et postes de guerre (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 113).

PLAISANCE (Bernard). Décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa pétition demandant mainlevée de la saisie faite sur lui le 18 avril 1792 (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 353).

PLAISANT, veuve *Dehorne*. Expose qu'on proposa à feu son mari une somme de 8,000 livres pour le remboursement de deux rentes réunies en une de 1,600 livres, qu'on lui délivra une ordonnance acquittable sur les 2 millions destinés aux gratifications, mais que, son mari étant mort, le paiement des 8,000 livres n'a pas eu lieu (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 357); — renvoi au comité des finances (*ibid.*).

PLAQUES DE CHEMINÉES OU CONTRE-FEU. La Convention décrète que les propriétaires seront tenus, sous un mois, pour tout délai, de faire retourner toutes les plaques qui porteraient les signes de la féodalité ou l'écu de France (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 435).

PLENOUËL, juge de paix du canton de Saint-Servan. La Convention décrète qu'il a bien mérité de la patrie (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 37).

POINTE (Noël), député de Rhône-et-Loire. — AN II (1793). — Est envoyé en mission dans le département de la Nièvre (t. LXXVI, p. 602).

POMME, ordonnateur civil de la marine. Fait part à la Convention de la prise des forts Pharon, Artigues et Sainte-Catherine (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 282).

POMPIGNAC (Commune de), département de la Gironde. Adhère à la Constitution (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 178).

PONS, député de la Meurthe. — 1793. — Fait un rapport sur une pétition de la citoyenne Bourbon-Penthièvre relative à la mise en sequestre de ses biens (t. LXXVI, p. 26). — AN II (1793). — Fait un rapport sur l'établissement de deux nouveaux cimetières à Verdun (p. 232). — Parle sur la proposition de ne plus accorder de congés aux députés (p. 264). — Demande que le ministre de la guerre fasse imprimer un état de toutes les personnes employées dans les charrois (p. 435). — Propose d'étendre aux sujets de tous les despotes coalisés contre la République la loi rendue contre les Anglais (p. 491). — Demande la prorogation des délais pour le brûlement des titres féodaux (p. 589). — Parle sur les mesures à prendre contre les étrangers (p. 641), (p. 642).

PONT-AUDEMER (Commune de), département de l'Eure. Les autorités constituées et la Société populaire invitent la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 437 et suiv.).

PONT-CROIX (Commune de). La Société des francs républicains, défenseurs de la Constitution de 1793 félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 96 et suiv.).

PONT-CROIX (District de). Les administrateurs expriment leur indignation de la trahison des Toulonnais, protestent de leur fidélité et annoncent la première vente d'immeubles des émigrés dont le montant est de 127,000 livres (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 63); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

PONT-DE-BEAUVOISIN (Commune du), département de l'Isère. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 650); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

PONT-DE-L'ÂRCHE (Commune du), département de l'Eure. Invite la Convention à rester à son poste et lui demande le paiement des 25,000 livres décrétées le 30 juin 1793 (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 363); — décret ordonnant le paiement de cette somme (*ibid.*).

PONT-FARCY (Canton du), département du Calvados. Les citoyens de plusieurs communes de ce canton félicitent la Convention d'avoir donné une Constitution et l'invitent à rester à son poste (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 617).

PONT-LEROY. Fait remettre à la Convention son brevet et sa décoration militaire (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714).

PONT-L'ÉVÊQUE (Commune de). Le conseil général invite la Convention à rester à son poste et dénonce les abus qui résultent du brûlement de grains pour en faire des eaux-de-vie (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 182); — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi à la Commission des dépêches (*ibid.*).

PONTS ET CHAUSSEES. Voir *Armées de terre en général* § 3.

PORCHER, député de l'Indre. — AN II (1793). — Fait un rapport sur la pétition du citoyen Jacquotot (t. LXXVI, p. 546).

PORT-BOURBON. La Convention décrète qu'il s'appellera le *Port de la Fraternité* (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 544).

PORT-LOUIS. La Convention décrète qu'il s'appellera *Port de la ville de la Montagne* (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 544).

PORTIERS. Voir *Places de guerre*.

POSTES. 1<sup>o</sup> Décret supplémentaire pour le service des postes (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 225).

2<sup>o</sup> Décret fixant le tarif des voitures par terre des postes et messageries (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 235).

3<sup>o</sup> Le ministre de l'intérieur informe la Convention que les postiers ne peuvent d'après l'article 71 de la loi des 23 et 24 juillet 1793, être tirés de leur service, même sous prétexte de prendre les armes pour la patrie, et que néanmoins plusieurs municipalités refusent d'obtempérer à cette loi ce qui peut entraver le service pénible et essentiel des postes (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 350 et suiv.); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

POTIER (Henri-Charles-Antoine), commandant du Fort national, île Pelée, devant Cherbourg. Annonce la prise d'un bâtiment anglais à trois mâts par la frégate *la Réunion* (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 335); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

POUBELLE (Jean), ci-devant cavalier trompette de la maréchaulsée de Caen. Fait un don patriotique (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 538); — mention honorable, insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

POUILLON (Commune de), département des Landes. La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 101 et suiv.).

POULLAIN-GRANDPREY, député des Vosges. — AN II (1793). — Fait un rapport sur une pétition du citoyen Rambourg (t. LXXVI, p. 237).

POULTIER, département du Nord. — AN II (1793). — Transmet divers arrêtés qu'il a pris dans le département du Gard (t. LXXVI, p. 504 et suiv.).

POUTRÉ, veuve. Voir *Charlet (du) Elisabeth*.

PRAYE (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi; elle demande d'en être relevée (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625); — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).

PRÉSIDENT DE LA CONVENTION NATIONALE. Décret portant qu'il sera nommé désormais le 1<sup>er</sup> et le 16 de chaque mois (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 186).

PRÊTRES. Des prêtres qui se disent républicains demandent qu'on leur abandonne des fonds pris sur le bien des émigrés et proportionnés à leur traitement annuel pour pouvoir se marier (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 347); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

PRÉVOST. Fait remettre à la Convention son brevet et sa décoration militaire (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714).

PRÉVOST, commissaire de l'assemblée primaire de la section de la commune de Conches. Annonce à la Convention qu'il vient d'établir une Société populaire qui a tenu sa 1<sup>re</sup> séance le 29 septembre. — Il en fait passer le procès-verbal (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 149); — mention au procès-verbal (*ibid.*).

PRIEUR (Pierre-Louis), député de la Marne. — 1793. — Est envoyé en mission à Brest (t. LXXVI, p. 45).

PRIEUR (Duvernois) (Claude-Antoine), député de la Côte-d'Or. — 1793. — Est envoyé en mission à l'armée de l'Ouest (t. LXXVI, p. 45). — AN II (1793). — Écrit que la Vendée ne divorcera pas la République (p. 284 et suiv.).

PRISONNIERS. Voir *Paris* § 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 1.

PRISONNIERS DE GUERRE. 1<sup>o</sup> Décret relatif à l'exécution de celui qui ordonne au ministre de la guerre de faire passer, tous les quinze jours, le tableau des prisonniers français échangés (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 171).

2<sup>o</sup> Isoré pose une question relative à la situation de cinq soldats français faits prisonniers, qui se sont enrôlés dans la légion d'York et qui, après s'être évadés, demandent à continuer leur service (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 589); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).



PROCÈS-VERBAUX DE LA CONVENTION NATIONALE. Décret portant qu'il ne sera pas fait mention dans les procès-verbaux des pièces, lettres et pétitions lues à la tribune qui seront renvoyées aux comités (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 24).

PROJEAN, député de la Haute-Garonne. — 1793. — Membre du comité des inspecteurs de la salle (t. LXXVI, p. 171.) — AN II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (p. 241). — Est remplacé dans sa mission par Foussedoire (p. 372).

PROVINS (Commune de). Le conseil général félicite la Convention nationale de ses travaux et l'invite à ne pas quitter son poste (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 2).

PRUNELLE [de Lière], député de l'Isère. — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171).

PULLY, général de division à l'armée de la Moselle. Fait remettre à la Convention son brevet et sa décoration militaire (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714).

PUY (Commune du), département de la Haute-Loire. La Société républicaine demande que la Convention établisse des comités de surveillance pour l'exécution des lois (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 224); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

PUISAYE, général. Sa femme est mise en état d'arrestation (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 575 et suiv.).

PULNEY (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi; elle demande d'en être relevée (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 623); — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).

PYRÉNÉES (BASSES-) (Département des). Le conseil général félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 80). — Le conseil général invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 429).

PYRÉNÉES (HAUTES-) (Département des). Le procureur général syndic adresse à la Convention une délibération du conseil du département par laquelle il demande que le citoyen *Féraud* soit continué dans sa commission de représentant du peuple, près l'armée des Pyrénées-Occidentales (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 212 et suiv.).



QUIERS (Commune de), département du Loiret. La municipalité applaudit aux immortels travaux de la Convention et l'invite à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793 (t. LXXVI, p. 570).

QUIMPERLÉ (Commune de). La Société populaire flétrit la conduite infâme des Toulonnais et déclare la guerre à tous ceux qui seraient tentés de les imiter (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 15), (p. 16).

QUINGEY (District de), département du Doubs. Les administrateurs envoient à la Convention l'expression de

leur admiration pour ses travaux et l'invitent à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 433).



RAFFRON [DU TROUILLET], député de Paris. — AN II (1793). — Parle sur les accaparements (t. LXXVI, p. 238), (p. 239).

RAMBERVILLERS (Commune de), département des Vosges. Les autorités constituées félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68), (p. 80 et suiv.).

RAMBOURG, maître de la forge du Tronçay. La Convention lui permet d'asseoir à côté de la forge dont il est propriétaire au lieu dit Saint-Jean de Boni le second fourneau qu'il avait été autorisé à établir à côté de la forge du Tronçay (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 237).

RAMEL-NOGARET, député de l'Aude. — 1793. — Fait décréter que les lettres et pétitions lues à la tribune qui seront renvoyées simplement aux comités ne seront pas insérées au procès-verbal (t. LXXVI, p. 24). — Parle sur le délai pour l'eulement des signes de royauté qui se trouvent sur les maisons (p. 276), — sur les mesures à prendre à l'égard des Anglais (p. 288).

Demande son remplacement dans la commission des finances (p. 339); — la Convention passe à l'ordre du jour (*ibid.*). — Fait rapporter le décret du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, relatif aux biens des émigrés (p. 587). — Demande le renvoi au comité de Salut public du décret du 25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, relatif aux mesures à prendre contre les étrangers (p. 653).

RÉAL, député de l'Isère. — AN II (1793). — Commissaire pour assister à la levée des scellés ordonnée par le décret du 24 septembre 1793 (t. LXXVI, p. 153).

REDON (Commune de). La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 91). — La Société populaire et républicaine félicite la Convention sur le décret qui fixe les denrées de première nécessité et l'invite à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 574) — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

RÉFUGIÉS FRANÇAIS. Voir *Religioneux fugitifs*.

RÉGEAU, citoyennes. Réclament des secours comme femmes de défenseurs de la patrie (30<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365); — renvoi au ministre de l'intérieur (*ibid.*).

REGNAC (Antoine-Louis). Est condamné à 10 ans de fer par la commission militaire établie près l'armée des côtes de la Rochelle (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793 t. LXXVI, p. 535).

REGNY (Aimé), père et fils, de Gènes. Le ministre de l'intérieur informe la Convention des bons offices que la maison de commerce Regny, père et fils, de Gènes ont rendus tant à l'escadre du contre-amiral Truguet qu'au chargé d'affaires de la République française à Gènes (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 181); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

REIMS (Commune de). Philippe Rühl, représentant du peuple adresse à la Convention le procès-verbal qui constate l'anéantissement de la *Sainte-Ampoule* (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 339 et suiv.); — insertion au *Bulletin*. (*ibid.*) — La Société populaire invite la Convention à rester à son poste, à organiser le conseil exécutif et à accélérer le

- renouvellement des corps administratifs (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 394); — mention honorable, insertion, au *Bulletin* et renvoi au comité de législation (*ibid.*).
- RELIGIEUX.** Décret qui admet les ci-devant religieux et religieuses au partage des successions à échoir (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 280).
- RELIGIONNAIRES FUGITIFS.** Les descendants des réfugiés français expatriés pour cause de religion rappelés en France par une loi, réclament les droits que cette loi leur assure (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 684); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).
- REMY-SUR-BEVRON** (Commune de). La municipalité annonce le brûlement de tous les titres et papiers féodaux (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 400); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- RENAUD DIT DESVERNIÈRE.** Voir *Cormier* (Vve).
- RENAULT** (Louis), chasseur de la légion d'Orange, au service de la Hollande, convaincu du crime d'émigration et d'avoir porté les armes contre sa patrie. Est condamné à mort par un jugement rendu par la Commission militaire établie à Lille. (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 22).
- RENNES** (Commune de), département d'Ille-et-Vilaine. La Convention décrète que les gardes nationales de cette commune ont bien mérité de la patrie (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 38).
- RENTES FONCIÈRES PERPÉTUELLES.** — Lettre du ministre de la justice relative à leur rachat (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 54).
- REOLE** (Commune de La). La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 92 et suiv.).
- REPAIRES DE BRIGANDS.** Sur la motion de Mennau, la Convention charge le comité de Salut public de déclarer ce qu'il faut entendre par les mots *repaires de brigands* (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 278).
- RÉPUBLICAINES.** Les citoyennes républicaines font part à la Convention des plaintes que suscite une pétition tendant à leur ôter la faculté de se réunir en société (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 190); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).
- RÉQUISITION.** Voir *Levée en masse*.
- RÉUNION** (Frégate La). Le commandant du Fort national, île Pelée devant Cherbourg annonce la prise d'un bâtiment anglais à trois-mâts par la frégate *La Réunion* (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793 t. LXXVI, p. 338); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — Garnier (*de Saintes*) confirme cette prise (*ibid.*).
- RÉUNION-SUR-OISE** (Commune de la). Décret qui change le nom de la commune de Guise en celui de la *Réunion-sur-Oise* (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164).
- REWBELL**, député du Haut-Rhin. — An II (1793). — Parle sur le rappel du général Aubert-Dubayet t. LXXVI, p. 456); — sur les traitements des inspecteurs des charrois des armées (p. 631), — sur le mode de jugement des généraux (p. 705).
- REY**, général. Rend compte d'une affaire qui a eu lieu entre l'armée de la République et celle des rebelles près de Thouars (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 118 et suiv.). — Transmet des dons patriotiques (5 octobre, p. 130).
- RICARD**, conspirateur. Est arrêté par le citoyen Esme-nard, (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 438).
- RICORD**, député du Var. — An II (1793). — Ecrit qu'il a fait remplacer le général L'Etenduer qui commandait à Entrevaux par le général Serrurier et envoie la copie des papiers saisis sur Giraudi, juge de paix à Nice (t. LXXVI, p. 567 et suiv.).
- RIEZ** (Commune de), département des Basses-Alpes. Accepte la constitution à l'unanimité (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 224). — La Société patriotique invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 874); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- RIGAL**, membre de la ci-devant garde constitutionnelle du tyran. Chabot demande une exception à la loi du 3 septembre 1793 en sa faveur (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 112).
- RIS** (Commune de). Des députés de la commune présentent une réclamation contre un jugement rendu en faveur du régisseur du citoyen Anisson (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).
- RIVIÈRE**, député de la Corrèze. — An II (1793). — Membre du comité de l'examen des marchés (t. LXXVI, p. 171).
- RIX** (Commune de). Les citoyens félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 63 et p. 73).
- ROANNE** (Commune de). La Société populaire félicite la Convention sur ses travaux et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 106 et suiv.).
- ROBERT** (Pierre-François-Joseph), député de Paris. — An II (1793). — Est accusé d'accaparement par la section de Marat et Marseille (t. LXXVI, p. 215 et suiv.). — Se plaint du pillage de sa maison (p. 220 et suiv.). — Rapport par Osselin sur la dénonciation de la section de Marat et Marseille (p. 237); — ordre du jour (*ibid.*).
- ROBERT**, juge au tribunal de Montmorency. Est nommé juge au tribunal de cassation en remplacement du citoyen Marquis (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 204).
- ROBESPIERRE AÎNÉ** (Maximilien-Marie-Isidore), député de Paris. — An II (1793). — Parle sur les mesures à l'égard de la compagnie des Indes (t. LXXVI, p. 246), — sur les mesures à prendre à l'égard des Anglais (p. 288). — Demande que Bethune-Charost et la femme Marquet soient traduits au tribunal révolutionnaire (p. 320). — Fait décider le maintien du décret du 23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II (14 octobre 1793) relatif aux biens des émigrés (p. 587). — Parle sur les mesures à prendre contre les étrangers (p. 641), (p. 642).
- ROBESPIERRE JEUNE**, député de Paris. — An II (1793). — Ecrit qu'il a fait remplacer le général L'Etenduer qui commandait à Entrevaux par le général Serrurier et envoie la copie des papiers saisis sur Giraudi, juge de paix à Nice (t. LXXVI, p. 567 et suiv.).
- ROBIN**, député de l'Aube. — An II (1793). — Membre du comité des inspecteurs de la salle (t. LXXVI, p. 171).
- ROBIN** (Robert), horloger à Paris. Fait à la Convention l'offrande d'une pendule marquant la nouvelle division du temps (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 295); — mention honorable et insertion au — *Bulletin* (*ibid.*).



**ROBINEAU**, commissaire de l'assemblée primaire du canton de Dourdan (*intra muros*) informe la Convention que la loi du 23 août 1793 qui met en réquisition les citoyens, s'est exécutée dans le district avec un zèle peu commun (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 481); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**ROCHFORT** (Commune de). La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68), (p. 85 et suiv.). — Les représentants Lequinio et Laignelot écrivent qu'ils ont relevé l'esprit public dans cette commune (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 372). — La Société populaire demande que celui qui emploiera des étoffes étrangères soit réputé mauvais citoyen (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 615).

**ROCHELLE** (Commune de La). Proclamation du représentant Lequinio aux habitants (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 252 et suiv.). — Les représentants Lequinio et Laignelot annoncent qu'ils ont relevé l'esprit public dans cette commune (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 572).

**ROCHETTE**, commandant temporaire d'Avesne. Transmet la copie de sa correspondance avec un général ennemi sur l'échange du capitaine Baudricourt (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 13). — Rend compte à la Convention de la vaillance des républicains de Maubeuge et signale plusieurs faits héroïques (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 457); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

**ROLANS**, négociant liégeois. La Convention décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa pétition (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 303).

**ROMME**, député du Puy-de-Dôme. — 1793. — Soumet à la discussion le projet de décret tendant à fixer l'époque à laquelle doit commencer l'ère des Français (t. LXXVI, p. 120 et suiv.), — le défend (p. 122). — An II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (p. 171). — Donne lecture de la rédaction du décret relatif au calendrier (p. 178). — Fait un rapport sur les dates des actes publics, les vacances des administrations et des tribunaux et le millésime des monnaies (p. 194). — Parle sur les accaparements (p. 238). — Fait un rapport sur le type national du sceau et des monnaies de la République (p. 303). — Fait décréter que les papiers qui se trouvent déposés chez le citoyen Dufraisse seront transférés dans les salles du dépôt de la guerre (p. 544). — Rend compte du travail fait pour la publication du nouveau calendrier (p. 695). — Soumet à la Convention une nomenclature pour désigner les jours de la décade (*ibid.*). — Demande que le décret sur la publication du mariage soit rapporté (*ibid.*).

**ROUGET** (Hilaire). La Société populaire de Mourvilles-Hautes rend compte à la Convention de sa valeureuse conduite (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 15).

**ROUGET** (Planon). La Société populaire de Mourvilles-Hautes rend compte de sa valeureuse conduite (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 15).

**ROUX** (Jean-Pierre-Félix), député suppléant de l'Aveyron. — An II (1793). — Est admis en remplacement d'Izarn-Valady mis hors la loi (t. LXXVI, p. 556).

**ROUX-FAZILLAC**, député de la Dordogne. — An II (1793). — Fait part du zèle patriotique du département de la Charente (t. LXXVI, p. 345). — Écrit que dans le département de la Charente, l'aspect seul de la guillotine, a mis à la raison ceux qui détenaient les subsistances et annonce que la révolution faite à Bordeaux n'est pas simulée (p. 691).

**ROYÈRE**, député de Vaucluse. — An II (1793). — Transmet différents arrêtés qu'il a pris dans le département du Gard (t. LXXVI, p. 504 et suiv.).

**ROZOÏ** (Commune de). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 433).

**ROZOÏ** (Commune de), département de l'Oise. La municipalité donne connaissance à la Convention de la fête où a eu lieu le brûlement des titres constitutifs et reconnaîtifs des dîmes et autres droits appartenant à la cure dudit lieu (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 683); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**RUE** (Commune de), département de la Somme. Les citoyens invitent la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 431 et suiv.).

**RUELLE**, député d'Indre-et-Loire. — 1793. — Rend compte des opérations de l'armée des côtes de Brest (t. LXXVI, p. 47). — An II (1793). — Annonce que la ville de Nantes vient de fournir trois bataillons (p. 314).

**RUFFEC** (Commune de). Les sans-culottes réunis en Société populaire prient la Convention de faire insérer au *Bulletin* leur lettre qui rend hommage de la conduite tenue par le 1<sup>er</sup> bataillon de la Charente (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 152 et suiv.); — insertion au *Bulletin* (*ibid.* p. 153).

**RUHL**, député du Bas-Rhin. — An II (1793). — Adresse de Reims un procès-verbal qui constate l'aneantissement éternel de la Sainte-Ampoule (t. LXXVI, p. 339).

**RUSCA**, capitaine des Pionniers. Fait un don patriotique (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 568); — mention honorable (*ibid.*).

**RUSSEY** (Commune de). La Société républicaine envoie, pour rendre justice aux citoyens qui ont dispersés les brigands dans les montagnes du département du Doubs, le rapport exact des principales circonstances de cet événement (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 616).

**RUTHÈGE**, défenseur de Boissard procureur-syndic du district de Pontarlier. Un membre demande qu'il soit conduit au comité de sûreté générale (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 362); — cette proposition est adoptée à l'unanimité (*ibid.*).

8

**SABLÉ** (Commune de), département de la Sarthe. La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 106).

**SABLES** (Commune des). La Société populaire et les citoyens demandent à la Convention : 1<sup>o</sup> qu'elle reste à son poste, 2<sup>o</sup> qu'elle accorde les moyens de faire les fortifications nécessaires à la conservation de la commune, 3<sup>o</sup> que la guerre dite de Vendée s'appelle la guerre de l'Ouest ou de Saint-Philbert, 4<sup>o</sup> que leur département reçoive un autre nom, 5<sup>o</sup> que les citoyens Lainé et Delange soldats dans l'armée de Carteaux reçoivent l'avancement que mérite leur courage (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365 et suiv.); — renvoi aux comités de Salut public et de la marine (*ibid.*).

**SAINT-AFFRIQUE** (District de), département de l'Aveyron. Les administrateurs et procureur syndic annoncent

- qu'à la voix des représentants du peuple les citoyens se sont levés en deux classes : l'une pour aller à l'ennemi et l'autre pour poursuivre les brigands (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 573); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- SAINT-AIGNAN-DES-GUETS (Commune de), département du Loiret. La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 571).
- SAINT-AMAND (Commune de), département du Cher. Le conseil général félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 74).
- SAINT-AMAND (District de), département du Cher. Le conseil général félicite la Convention sur ses travaux et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 78).
- SAINT-AMOUR (Commune de), département du Jura. La Société populaire remercie la Convention de ses travaux, lui exprime ses regrets de la mort de Marat, proteste de son dévouement et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 428 et suiv.).
- SAINT-AUBIN, maréchal des logis de la gendarmerie nationale. Décret relatif au paiement de ses dépenses (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793 t. LXXVI, p. 207).
- SAINT-BRIEUC (Commune de). La Société populaire et républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 104).
- SAINT-BRIS (Commune de), département de l'Yonne. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 411).
- SAINT-CHAMAS (Commune de). Les Amis de la Révolution de la Société populaire invitent la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 424).
- SAINT-CHINIAN (Commune de). La Société populaire fait demander la translation du district de Saint-Pons dans sa commune (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 341); — renvoi au comité de division (*ibid.*).
- SAINT-CLAUDE (District de). Bonguyod rend compte du dévouement patriotique des jeunes gens de ce district (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 374).
- SAINT-CYPRIEN (Commune de). La Société des Amis de la Constitution félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 103 et suiv.).
- SAINT-DIÉ (Commune de), département des Vosges. La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 89).
- SAINT-ETIENNE (Commune de). Le substitut du procureur fait passer à la Convention le procès-verbal des événements qui ont eu lieu pendant que cette commune était infectée des contre-révolutionnaires lyonnais et la prie de rester à son poste (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 538); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- SAINT-ETIENNE (District de). Décret qui accorde des secours aux républicains de ce district qui ont éprouvé des pertes par l'invasion des brigands (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 128).
- SAINT-FARGEAU (Commune de). Le comité de surveillance révolutionnaire invite la Convention à rester à son poste, proteste de son dévouement et témoigne sa surprise de ne pas voir l'armée révolutionnaire en marche (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 437).
- SAINT-FARGEAU (District de). Le procureur syndic annonce qu'aux cris répétés de *Vive la République* tous les titres féodaux ont été brûlés le 27 juillet (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 180); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- SAINT-FLOUR (Commune de). La Société républicaine invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 412).
- SAINT-GEORGES-SUR-LE-CHER (Commune de), département de Loir-et-Cher. Les sans-culottes composant le conseil général transmettent l'état des secours qu'ils ont envoyés à leurs frères d'armes, annoncent que 53 jeunes gens sont prêts à partir, invitent la Convention à exterminer les ennemis de la liberté et à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 618 et suiv.).
- SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (District de). Les administrateurs informent la Convention des succès de la réquisition prononcée par le décret du 23 août et l'invitent à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 390); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- SAINT-JEAN-DE-LUZ (Commune de). La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 95 et suiv.). — Le conseil général invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 434).
- SAINT-JEAN-L'ESPINASSE (District de), département de Lot. La Société des Amis de la République envoie, par le citoyen Girion, juge de paix du canton de Saint-Céré, une adresse de dévouement à la Convention et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 413 et suiv.).
- SAINT-JUST, député de l'Aisne. — An II (1793). — Fait un rapport sur l'état du gouvernement (t. LXXVI, p. 311 et suiv.); — un rapport sur l'arrestation des étrangers nés sujets des gouvernements avec lesquels la République française est en guerre (p. 638 et suiv.).
- SAINT-MALO (Commune de), département d'Ille-et-Vilaine. La Convention décrète que les gardes nationales de cette commune ont bien mérité de la patrie (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 38).
- SAINT-MARTIN (François-Jérôme Riffard), député de l'Ardèche. — An II (1793). — Fait un rapport sur les secours à accorder aux citoyens qui ont subi des pertes à la suite de sinistres (t. LXXVI, p. 305 et suiv.).
- SAINT-OMER (Commune de). La municipalité fait part à la Convention du dévouement des habitants auprès des blessés des affaires de Wormoudt, Quelbaque, Hondchoote, Bergues et Dunkerque (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 543); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- SAINT-PAUL-DU-VAR (District de). Le procureur syndic annonce que les républicains de la 1<sup>re</sup> réquisition, l'ont nommé leur commandant (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 439).
- SAINT-PHILBERT-DE-GRAND-LIEU (Commune de), département de la Loire-Inférieure. La Convention décrète que le comité de sûreté générale sera chargé de



faire arrêter les hommes suspects qui ont contribué à la guerre de la Vendée et de les faire traduire au tribunal révolutionnaire (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 209).

**SAINT-PONS** (District de). La Société populaire de la commune de Saint-Chinian demande à la Convention la translation de ce district dans sa commune (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 341); — renvoi au comité de division (*ibid.*).

**SAINT-QUENTIN** (District de). Les administrateurs et la Société républicaine adressent à la Convention nationale les témoignages du civisme du citoyen Marcel (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 208).

**SAINT-REMY** (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi; elle demande d'en être relevée (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625); — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).

**SAINT-SAUVÉUR** (Commune de), département du Loiret. La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 571 et suiv.).

**SAINT-SERVAN** (Commune de), département d'Ille-et-Vilaine. La Convention décrète que les gardes nationales de cette commune ont bien mérité de la patrie (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 38). — Les maire, officiers municipaux et procureur de la commune félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre, p. 68 et p. 74 et suiv.). — La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (*ibid.* p. 97).

**SAINT-SEVER** (Commune de). La Société républicaine envoie une adresse de dévouement à la Convention et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 416).

**SAINT-TROPEZ** (Commune de), département du Var. Le conseil général et la Société populaire protestent contre la mise en accusation du représentant *Antiboul* (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 503 et suiv.).

**SAINT-YRIEIX** (Commune de), département de la Haute-Vienne. La nouvelle municipalité invite la Convention à rester à son poste, (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 405); — la Société populaire invite la Convention à rester à son poste (*ibid.* p. 416 et suiv.).

**SAINT-AMPOULE**. Philippe Rühl, représentant du peuple adresse à la Convention le procès-verbal qui constate l'anéantissement de la *Sainte-Ampoule* (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 339 et suiv.); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**SAINT-CROIX**. Voir *Jean*.

**SAINT-MENEBOULD** (District de). Le commissaire national près le tribunal du district demande que les pièces de la procédure instruite contre les jeunes gens qui ont fusillé le ci-devant comte de Dampierre soient brûlées sur l'autel de la patrie (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 65); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

**SAINT-MÈRE-ÉGLISE** (Commune de), département de la Manche. Les amis de l'Unité et de l'Indivisibilité de la République félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 98).

**SAINT-PÉLAGIE** (Prison de). Nombre de détenus dans la prison (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 1), (5 octobre, p. 63), (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, p. 149), (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 179), (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 225), (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 264), (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 326), (p. 327), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 378), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 472), (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 534), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 566), (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 607), (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 654), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 682).

**SALICETTI**, député de la Corse. — An II (1793). — Transmet une lettre du général Lapoye (t. LXXVI, p. 282). — Rend compte des opérations devant Toulon (p. 372 et suiv.).

**SALIES** (Commune de), département de la Haute-Garonne. La Société républicaine invite la Convention à rester à son poste, proteste de son dévouement et fait un don patriotique (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 421).

**SALINS** (Commune de). La Société populaire conjure la Convention de rester à son poste (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 351); — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

**SALON** (District de), département des Bouches-du-Rhône. L'assemblée électorale félicite la Convention sur ses actes et l'invite à rester à son poste (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 618).

**SALPÊTRIÈRE** (Prison de la). Nombre des détenus dans cette prison (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 1), (5 octobre 1793, p. 63), (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre, p. 149), (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 179), (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, p. 225), (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 264), (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 326), (p. 327), (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 378), (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 472), (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 534), (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 566), (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 607), (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, p. 654), (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 682).

**SANADON**, député des Basses-Pyrénées. — 1793. — Est remplacé par Vidal (t. LXXVI, p. 110).

**SANTENY** (Commune de), département de Seine-et-Oise. Réclame différentes parties de bien communaux qu'elle se plaint de lui avoir été usurpés (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164); — renvoi au comité d'aliénation (*ibid.*).

**SAÔNE (HAUTE-)**. (Département de la). Le conseil général félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 67 et suiv.); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*, p. 68). — Le procureur général syndic informe la Convention du dévouement des citoyens, annonce le départ de huit nouveaux bataillons tout armés et équipés et fait part de l'effort des citoyens des campagnes pour fournir rapidement les denrées nécessaires aux armées (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 430). — Les administrateurs du directoire invitent la Convention à rester à son poste (*ibid.*).

**SARAMON** (Commune de). La Société républicaine engage la Convention à rester à son poste et à s'y occuper du soin de déjouer les trames odieuses des royalistes, modérés et fédéralistes (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de

- l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 182); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- SARLAT** (Commune de). Les sans-culottes demandent à la Convention de faire organiser l'armée révolutionnaire pour balayer tous les ennemis de l'intérieur (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 478); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- SARRET**, capitaine à l'armée des Alpes. Compte rendu de sa bravoure (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793 t. LXXVI, p. 163); — renvoi au ministre de la guerre (*ibid.*).
- SARTHE** (Département de la). Le conseil général félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 79).
- SARLINE**, député des Landes. — AN II (1793). — Décret relatif au remboursement des mandats qu'il a expédiés en faveur de Brissot pour les indemnités des mois de juillet, août et septembre (t. LXXVI, p. 189).
- SAUTAYRA**, député de la Drôme. — AN II (1793). — Son décès est annoncé à la Convention (t. LXXVI, p. 293).
- SAUTRIN**, journalier. La Convention, après avoir entendu son comité des secours publics, lui accorde un secours de 200 livres (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 483).
- SAUVETERRE** (Commune de), département des Basses-Pyrénées. La Société des Amis de la Constitution félicite la Convention sur ses travaux et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 425).
- SCAU DE LA RÉPUBLIQUE**. Décret portant que l'arche de la Constitution et le faisceau formeront le type national du sceau de la République (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 303); — l'exécution et l'expédition du décret sont suspendues (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 352).
- SCEAUX** (Commune de). Décret portant que la commune se nommera désormais *Sceaux-l'Unité* (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 482).
- SCHAFPAUDEL**, garçon de bureau. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 129).
- SCULPTEURS**. Voir *Marine*.
- SECONDS** (Jean-Louis), député de l'Aveyron. — AN II (1793). — Demande la nomination d'une commission pour examiner la découverte qu'il croit avoir faite de la direction des aérostats (t. LXXVI, p. 631).
- SECOURS** 1<sup>o</sup> Rapport et projet de décret sur des dispositions additionnelles aux lois des 20 février et 7 août 1793, relatives aux indemnités ou secours dus pour des pertes occasionnées par l'intempérie des saisons, l'incendie et autres accidents imprévus (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 305).
- 2<sup>o</sup> Décrets qui accordent des secours à différents particuliers acquittés par le tribunal révolutionnaire (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 483).
- SECRÉTAIRES DE LA CONVENTION NATIONALE**. Décret portant qu'ils seront nommés désormais le 1<sup>er</sup> et le 16 de chaque mois (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793 t. LXXVI, p. 156).
- SEDAN** (Commune de), département des Ardennes. La société populaire demande protection contre les persécutions des administrateurs fédéralistes (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 588); — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*); — La Société populaire fait un don patriotique, invite la Convention à rester à son poste et remet des pétitions relatives à la sûreté générale (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, p. 637); — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi aux comités de Salut public et de sûreté générale (*ibid.*).
- SEDAN** (district de). Le procureur syndic annonce que l'on vient de faire partir pour Verdun les jeunes Français que la patrie met en réquisition (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 269); — mention honorable (*ibid.*).
- SÉEZ** (Canton de). Le conseil général et les habitants demandent un établissement quelconque dans la commune de Séez qui a perdu toutes les ressources qui faisaient subsister autrefois ses habitants (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 358); — renvoi au comité de division (*ibid.*).
- SEICHEBRIÈRES** (Commune de), département du Loiret. La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 570).
- SEINE-ET-MARNE** (Département de). Compte rendu de la situation du département par Dubouchet (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 697 et suiv.).
- SEINE-ET-OISE** (Département de). Décret relatif à la désertion des douzième et treizième bataillons (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 289). — Les représentants du peuple informent la Convention de l'enthousiasme des jeunes de la 1<sup>re</sup> réquisition et se plaignent de la pénurie des fusils (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 581); — insertion au *Bulletin* et renvoi au comité de Salut public (*ibid.*). — Les commissaires et agents supérieurs du département annoncent que le premier bataillon de la réquisition est en route pour la frontière, p. 605).
- SEINE-INFÉRIEURE** (Département de la). Arrêtés pris par les représentants du peuple envoyés dans ce département (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 373 et suiv.). — Louchet écrit qu'il a pris un arrêté pour faire détruire les marques de féodalité (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 685).
- SEMUR** (District de), département de la Côte-d'Or. Les administrateurs du directoire félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 77).
- SENS** (Commune de). Le conseil général félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 72).
- SENTAL**. On annonce qu'il a été blessé (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 258).
- SERANGELI** (Joachim-Joseph), romain, élève en peinture. Ordre du jour sur sa pétition, motivé sur ce qu'il ne peut être compris dans la loi de réquisition du 23 août 1793, (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).
- SERCÉ**. Est conduit comme prisonnier de Bordeaux à Paris par le citoyen Pasquier (27<sup>e</sup> jours du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 691).
- SERGEANT**, député de Paris. — 1793. — Parle sur les dénominations morales à donner aux mois et aux jours (t. LXXVI, p. 123). — AN II (1793). — Membre du comité des inspecteurs de la salle (p. 171).
- SERNON**, volontaire du département de Seine-et-Oise. Compte rendu de son héroïsme (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 403); mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).



SERRES, député de l'Île-de-France. — 1793. — Est admis (t. LXXVI, p. 123). — Décret portant qu'il sera indemnisé des pertes qu'il a subies (p. 124).

SERRES cadet. Fait un don patriotique (3 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).

SERRURIER, général. Est nommé au commandement de la place d'Entrevaux en remplacement du général *Lestendiaire* mis en état d'arrestation (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXV, p. 567 et suiv.).

SERVIÈRE, député de la Lozère. — AN II (1793). — Annonce que l'attroupement qu'on avait annoncé se former dans le district de Béziers a été dissipé (t. LXXVI, p. 173).

SEURRE (Commune de), département de la Côte-d'Or. La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 96).

SÈVRES (Deux-) (Département des). Les administrateurs félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 79).

SEZANNE (Commune de), département de la Marne. Décret portant que le conseil général fera traduire au tribunal révolutionnaire les frères François et Nicolas Cajoles (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 114).

SIFFLET. Fait remettre son brevet et sa décoration militaire à la Convention (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714).

SIGNES DE ROYAUTE. Décret qui prescrit un délai pour l'enlèvement des signes de royauté et les formes qui devront précéder la confiscation des terrains et édifices sur lesquels on les aura laissés subsister (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 275 et suiv.).

SIGNY-L'ABBAYE (Commune de). La société républicaine qui s'est donnée la dénomination de : *La Sentinelle aux frontières*, fait hommage à la Convention du procès-verbal de sa première séance (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 138 et suiv.). — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*, p. 139). — Décret qui change le nom de la commune en celui de *Signy-Librecy* (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 191).

SIGNY-LIBRECY. Voir *Signy-l'Abbaye*.

SIJAS, adjoint du ministre de la guerre. Transmet une copie des jugements rendus contre les nommés Renault et Docohan (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 22).

SIMOND, député du Bas-Rhin. — AN II (1793). — Rend compte d'avantages remportés sur les Piémontais (t. LXXVI, p. 165 et suiv.). — Dénonce des abus qui se sont glissés dans l'administration des magasins de la République et des fournitures aux armées (p. 713 et suiv.).

SINTOT (Henri-Claude), âgé de 8 ans. Prononce à la barre de la Convention un discours dont l'insertion au *Bulletin* est décrétée (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 169).

SINTOT (Vve). Voir *Maclovi (Françoise)*.

SOCIÉTÉ DES FEMMES RÉPUBLICAINES RÉVOLUTIONNAIRES. La Société des hommes révolutionnaires du 10 août dénonce ses intentions inciviques et demande sa dissolution (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 170). — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

SOCIÉTÉ DES HOMMES RÉVOLUTIONNAIRES DU 10 AOÛT. Dénonce les intentions inciviques de la Société des femmes républicaines révolutionnaires et demande la dissolution de cette société (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de

l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 170). — renvoi au comité de sûreté générale (*ibid.*).

SOCIÉTÉS POPULAIRES. 1<sup>re</sup> La Convention décrète qu'elles sont invitées à faire passer au comité d'aliénation les renseignements qu'elles pourront avoir recueillis relativement aux arrêtés pris par les administrations sur les émigrés ou sur leurs biens (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 604).

2<sup>e</sup> Un membre annonce que 360 sociétés populaires du midi ont envoyé des députés à Marseille pour redonner à cette ville l'énergie qui a été si utile à la République, et offre un ouvrage sur les subsistances dont ces sociétés ont adopté les bases (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 655). — mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi de l'ouvrage au comité d'agriculture (*ibid.*).

SOLLIGNAC, membre de la commission générale des monnaies. Est dénoncé par le citoyen Phélippe, homme de loi (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 235).

SOMME (Département de la). Les membres de la Commission révolutionnaire demandent à la Convention de laisser à son poste le représentant du peuple *Dumont* (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 345). — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

SOMMIÈRES (Commune de), département du Gard. La Société des Amis de la liberté et de l'égalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 582). — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

SONIER. On annonce qu'il a été blessé (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 258).

SOULIERS. Décret relatif à la vérification des souliers pour l'armée fabriqués dans l'étendue du département de Paris (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 352).

SOYE (Commune de), département du Doubs. Proclamation du conseil général relative à la levée des jeunes gens en réquisition (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre, 1793, t. LXXVI, p. 541). — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

STARAMONT. Voir *Saramon*.

SUBSISTANCES. Voir *Exploitations rurales*.

SUCCESSIONS. 1<sup>re</sup> Le citoyen Bouvin demande que toutes les successions directes, non ouvertes avant la publication de la loi du 7 mars, se partagent par égalité (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 170). — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

2<sup>e</sup> Le commissaire national près le tribunal du district de Wissembourg, demande, si en exécution de la loi du 8 avril 1791, relative aux successions *ab intestat*, les enfants issus d'un second mariage doivent partager également avec les enfants issus du premier mariage (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 273).

3<sup>e</sup> La Convention décrète que toutes les successions ouvertes depuis le 14 juillet 1789, comme celles qui s'ouvriront pour l'avenir en ligne directe seront sujettes à l'égalité de partage entre tous les cohéritiers (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 492).

SUCCESSIONS. Voir *Religieux*.

SURY-AUX-BOIS (Commune de), département du Loiret. La municipalité, le curé et les citoyens invitent la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 570).

SUSPECTS. Décret complémentaire de celui du 17 septembre 1793 relatif à l'arrestation des personnes suspectes (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octo-

- bre 1793, t. LXXVI, p. 321). — Le ministre de l'intérieur écrit qu'il a fait transférer les suspects dans différents bâtiments nationaux et demande des fonds pour couvrir les dépenses qui en résultent (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 573); — renvoi aux comités des finances et d'aliénation réunis (*ibid.*). — Adoption de trois articles additionnels au décret du 17 septembre 1793 (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, p. 693).
- T**
- TABAC.** Décret relatif à une réclamation des entrepreneurs de tabac pour obtenir le haussement du prix de cette denrée (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 24).
- TAFIM,** journalier, habitant Hazebrouck. La Convention, après avoir entendu son comité de secours publics, lui accorde 200 livres (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 483).
- TALLIEN,** député de Seine-et-Oise. — An II (1793). — Rend compte de sa mission dans le département de la Gironde (t. LXXVI, p. 573 et suiv.).
- TALOT,** député de Maine-et-Loire. — 1793. — Est adjoint au comité de la guerre (t. LXXVI, p. 45). — An II (1793). — Fait un rapport sur le rappel de solde à accorder aux soldats licenciés des compagnies du centre de la garde nationale parisienne (p. 713).
- TARASCON** (District de), département des Bouches-du-Rhône. — Les administrateurs envoient à la Convention un arrêté lui prouvant leurs bonnes intentions et leur zèle pour faire exécuter ses décrets (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 57 et suiv.). — Les administrateurs provisoires réunis à ceux restés fidèles à la loi félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, p. 68 et p. 76).
- TARBES** (Commune de), département des Hautes-Pyrénées. Le citoyen Garrigues, député de la Société populaire rend compte des troubles fomentés dans cette commune par les administrateurs et demande une nouvelle instruction de leur procès (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164); — renvoi au comité du sûreté générale (*ibid.*).
- TARBES** (district de). Les administrateurs invitent la Convention à rester à son poste et sollicitent un prompt jugement de Marie-Antoinette, des Brissot et agents des puissances coalisées (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 379); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- TARN** (Département du). Le conseil général et le directoire informent la Convention que les brigands du district de Lacarne sont dispersés, les personnes suspectes mises en état d'arrestation et que Feuillaraque, chef des brigands, a perdu sa tête sur l'échafaud, (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 267). — Le conseil général fait part des motifs qui lui ont fait prendre en sens contraire l'insurrection des 31 mai et 2 juin et invitent la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 577); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- TARTAS** (Commune de). La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 63 et p. 93).
- TELLIER,** cordonnier à Rouen. La Convention, après avoir entendu son comité des secours publics, lui accorde un secours de 100 livres (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 483).
- TESTE-DE-BUCH** (Commune de la). La Société des hommes libres invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 412 et suiv.).
- TEXIER** (citoyenne). Dénonce un abus de confiance des citoyens Lafarge et Mitoulet directeurs de la caisse d'épargne (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 365); — renvoi au comité des finances (*ibid.*).
- TEXIER-NORBECK.** Ordre du jour motivé sur sa pétition (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 192).
- THÉNARD.** Fait hommage à la Convention d'un ouvrage intitulé : *De la nature et de ses lois* (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 237); — mention honorable (*ibid.*).
- THIBAUT,** député du Cantal. — An II (1793). — Parle sur les accaparements (t. LXXVI, p. 238). — Fait un rapport sur la fabrication d'une nouvelle monnaie de billon proposée par le citoyen Muller (p. 309 et suiv.). — Fait décréter que toutes les plaques de cheminées ou contrefeux qui portent des signes de royauté ou de féodalité seront retournées (p. 455).
- THIERS** (Commune de). Le conseil général, la Société populaire et le comité de Salut public félicitent la Convention sur la Constitution et l'invitent à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 67 et p. 71).
- THINAULT** (Louis-Laurent), officier des eaux et forêts nationales. Est condamné à mort par un jugement de la commission militaire établie près l'armée des côtes de La Rochelle (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 20 et suiv.).
- THIONVILLE** (Commune de), département de la Moselle. La Société populaire dénonce les préposés aux douanes des frontières comme suspects d'incivisme et propose de les remplacer par d'anciens militaires (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 348); — renvoi au comité des finances (*ibid.*). — La Société populaire fait part à la Convention de la bravoure du second bataillon du département du Lot et de l'héroïsme des nommés *Judicis, Bessiot de Saint-Vincent et Sernon* (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 403); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- THIOVILLE** (Commune de), département de la Seine-Inférieure. Décret qui anéantit les procédures instruites contre les citoyens de cette commune (13<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 132).
- TROISSET** (Commune de), département de l'Ain. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 407).
- THOMÉ,** de la commune de Brignais. Fait un don patriotique (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, t. LXXVI, p. 473); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- THORIGNY** (Commune de), département de la Manche. La Société de la Constitution républicaine une et indivisible invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 411).
- THURIOT,** député de la Marne. — 1793. — Fait excepter les sous-officiers et soldats du ci-devant régiment des gardes françaises du décret du 5 septembre 1793 (t. LXXVI, p. 113). — An II (1793). — Parle sur les accaparements (p. 238), — sur les actes faits par des fonctionnaires ou par des citoyens mis hors la loi (p. 302 et suiv.), — sur la liquidation des offices (p. 304), — sur le partage des successions (p. 493), — sur les accaparements (p. 634), — sur les mesures à prendre contre les étrangers (p. 644), — sur les accaparements (p. 674).



TILLI (de), administrateur provisoire du district de Bruges, retenu en France comme otage. Fait une pétition (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 164) ; — renvoi aux comités de Salut public et de la guerre (*ibid.*).

TILLY-SUR-SEULE (Commune de). La municipalité invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 430).

TIMBAL le jeune, membre de la Société des Amis de la Constitution républicaine, s'éante à Fronton et envoyé de l'Assemblée primaire auprès de la Convention nationale. Rend compte de sa mission (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 423).

TISSON, d'Alençon. Demande à échanger une somme de 150 livres en numéraire contre des assignats (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 23) ; — la trésorerie nationale est autorisée à faire l'échange ; — mention honorable de sa conduite (*ibid.*). — Fait un don patriotique (5 octobre, p. 130).

TITRES FÉODAUX. Pons (de Verdun) demande la prorogation des délais pour le brûlement des titres féodaux (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 589) ; — renvoi au comité de législation qui est chargé de présenter, sous trois jours, un mode d'exécution définitif (*ibid.*).

TOBIEZEN-DUBY, employé à la Bibliothèque nationale. Fait un don patriotique (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 568 et suiv.) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

TONNEINS (Commune de). Informe la Convention que des malfaillants avaient réussi à mettre la division entre les citoyens de cette commune et ceux de Clairac, mais que par les soins des représentants du peuple Baudot, Ysabeau, Tallien et Paganel les deux communes se sont données le baiser de paix (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 682) ; — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

TOPSENT, député de l'Eure. — An II (1793). — Fait un rapport sur le mode d'épurement de la marine civile et militaire (t. LXXVI, p. 183 et suiv.).

TOUL (Commune de). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 346) ; — insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

TOUL (District de). Les membres composant le tribunal félicitent la Convention sur ses travaux et l'invitent à rester à son poste (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 234). — Le directoire invite la Convention à rester à son poste et la prie de confirmer l'arrêté pris par lui antérieurement au décret qui assimile les déportés aux émigrés (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 346) ; — la Convention approuve la mesure prise par le district (*ibid.*). — Le directoire rend compte à la Convention des mesures prises contre les prêtres déportés et l'invite à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 605).

TOULON (Commune de). On annonce que l'armée sous Toulon est dans une bonne position (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 49 et suiv.). — Décret qui déclare traitres à la patrie les officiers et agents de la marine qui sont restés à Toulon après la trahison de la ville (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 193 et suiv.). — Lettre du citoyen Odet sur la situation à Toulon (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, p. 285). — Lettre des citoyens Gasparin et Saliceti sur les opérations devant Toulon (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 372).

TOULON-SUR-ARROUX (Commune de), département de Saône-et-Loire. La Société des Amis de la liberté et de l'égalité félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 64).

TOULOUSE (Commune de), département de la Haute-Garonne. On fait part à la Convention d'un arrêté du conseil général par lequel il enjoint à tout possesseur d'espèces monnayées de les échanger aux caisses des receveurs de district contre des assignats sous peine d'être dénoncé à l'accusateur public (26 jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 651) ; — la Convention casse l'arrêté et le renvoie aux comités réunis de Salut public, de commerce et des finances et ordonne l'insertion de son décret au *Bulletin* (*ibid.*).

TREMBLADE (Commune de la). La Société populaire félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 101).

#### TRÉSORERIE NATIONALE.

Versements faits à la trésorerie (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 355).

TRÉVOUX (Commune de). La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 93).

TRIBUNAL DE CASSATION. Décret nommant les citoyens François Levasseur, Robert et Fradin juges et les citoyens Pierre Martin, Vichon et Morlot suppléants au tribunal (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 204).

TRIBUNAL MILITAIRE. Voir *Armée révolutionnaire*.

#### TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

*Accusateur public (Fouquier-Tinville)*. Écrit qu'il a fait écrouer à la Conciergerie les députés décrétés d'accusation et demande le rapport et les pièces à l'appui de l'acte d'accusation ; il demande également que le décret qui traduit à Marseille le ci-devant duc d'Orléans soit rapporté (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 127). — Écrit qu'il a reçu le décret du 3 octobre contre la veuve Capet, mais qu'il lui est impossible de l'exécuter tant qu'on ne lui remettra pas les pièces relatives à cette veuve (*ibid.*) et p. suiv.). — Fait part à la Convention des mesures qu'il a prises pour l'arrestation et l'écrou des députés compris dans l'acte d'accusation et de celles que le tribunal a suivies à l'égard de Gorsas (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, p. 206).

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE. Voir *Marie-Antoinette*.

TRIBUNAUX. Décret relatif aux dates auxquelles les tribunaux pourront prendre des vacances (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 194).

TRIOUFLE, grenadier au 1<sup>er</sup> bataillon de la Mayenne. Fait un don patriotique (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 130).

TRONSON-DUCOUDRAY, défenseur de Marie-Antoinette. Décret qui le remet en liberté (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 635).

TROYES (Commune de). Une députation des huit sections et de la Société populaire de la commune demandent à la Convention, vu la disette des subsistances, l'autorisation de s'approvisionner dans le département de Seine-et-Marne (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 161) ; — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*). — Le conseil général demande si l'intention de la Convention a été de comprendre le coton dans l'article 1<sup>er</sup> du décret qui fixe le maximum du prix des matières premières (*ibid.* p. 163) ; — renvoi à la commission chargée de la loi sur les accaparements (*ibid.*).

TURCKHEIM (Commune de). Le directoire du district de Colmar transmet à la Convention le témoignage honorable que le citoyen Diétrich a rendu au dévouement du bataillon et à celui des habitants de la contrée (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 17).

TUROT, général. On demande son maintien à l'armée des côtes de La Rochelle (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 463); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

TURREAU, député de l'Yonne. — AN II (1793). — Annonce que la ville de Nantes vient de fournir trois bataillons (t. LXXVI, p. 341). — Sa lettre relative au remplacement des généraux Canclaux et Aubert-Dubayet (p. 455 et suiv.). — Est nommé commissaire à l'armée de l'Ouest (p. 502).

## U

UZERCHES (District d'). Le conseil général de l'Administration du district invite la Convention à rester à son poste (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 227); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

UZÈS (Commune d'). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste et à décréter d'accusation tous ses membres qui ont protesté contre les journées des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 683); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

## V

VADIER, député de l'Ariège. — 1793. — Dénonce l'*Auditeur national* et le *Journal du soir* pour avoir annoncé, à tort, sa mise en état d'arrestation et celle de Bô (t. LXXVI, p. 26). — Fait un rapport sur la réintégration du citoyen Pitoy dans ses places d'officier municipal et d'instituteur au collège de Nancy (p. 110 et suiv.). — AN II (1793). — Fait un rapport sur les intrigues de Béthune-Charost et de la femme Marquet (p. 319).

VAISSEAUX. Décret qui spécifie les vaisseaux qui doivent être déchargés en exécution du décret du 11 septembre 1793 (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 175).

VALADY. Voir *Izarn-Valady*.

VALDRUCHE, député de la Haute-Marne. — AN II (1793). — Membre du comité d'instruction publique (t. LXXVI, p. 171).

VALENCIENNES (Commune de). Les canonniers et autres patriotes réfugiés protestent de leur dévouement, acceptent la Constitution, demandent des secours et protestent contre l'arrestation de leur général Ferrand (26<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 17 octobre 1793, t. LXXVI, p. 674 et suiv.); — réponse du Président et admission aux honneurs de la séance (*ibid.* p. 676).

VALIN. Fait remettre à la Convention son brevet et sa décoration militaire et la prie de lui accorder le remboursement de sa croix (27<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 18 octobre 1793, t. LXXVI, p. 714 et suiv.).

VALMY (Commune de). Le commissaire de l'assemblée primaire du canton de La Neuville-au-Pont, annonce que cette commune ayant été pillée par les autrichiens a fourni en argent la représentation de son contingent (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 8).

VALOGNES (Commune de), département de la Manche. Le représentant du peuple, Le Carpentier écrit qu'il a invité les autorités constituées à célébrer par une fête l'union des villes et des campagnes; — que cette fête a eu lieu et qu'un canonnière a perdu l'usage de ses yeux en manœuvrant une pièce de canon (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 334); — mention honorable, insertion au *Bulletin* et

renvoi au comité des secours publics pour l'infortuné canonnière (*ibid.*).

VALOGNES (District de). Les administrateurs envoient le procès-verbal de la fête civique célébrée le 6 octobre à l'occasion de l'arrivée du représentant du peuple Le Carpentier (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 620).

VALRÉAS (Commune de). Décret interprétatif du décret du 31 juillet 1793 relatif au transfert des hôpitaux dans la maison des ci-devant Augustines (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 25 et suiv.).

VANDEUIL. La Convention, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur sa pétition relative à une délibération de la municipalité de Saint-Germain, déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur son cas, sauf à se pourvoir devant le conseil exécutif provisoire (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 275 et suiv.).

VANNES (Commune de), département du Morbihan. La Société républicaine félicite la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 97). — La Société populaire exprime son indignation contre la ville de Toulon et demande toute la sévérité de la Convention contre cette cité rebelle (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, p. 391); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

VANS (Commune des), département de l'Ardèche. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 417 et suiv.).

VAUCLUSE (Département de). L'administration invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 429).

VAUCOULEURS (Commune de). Le comité de surveillance fait passer à la Convention la proclamation dans laquelle il exprime son dévouement à la Constitution (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 395); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

VAUDEMONT (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi; elle demande d'en être relevée (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625); — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).

VAUDIGNY (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois, l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi; elle demande d'en être relevée (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II, 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625); — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).

VAUGIRARD (Commune de). Les républicains félicitent la Convention sur la Constitution et l'invite à rester à son poste (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 91).

VELLERON (Commune de), département de Vaucluse. La Société populaire remercie la Convention du décret du 17 juillet qui supprime sans indemnité toutes les redevances ci-devant seigneurales et droits féodaux même ceux conservés par le décret du 25 août 1792 et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 417).

VENARD, député suppléant de Seine-et-Oise. — AN II



- (1739). — La Convention décrète qu'elle le reconnait pour être un de ses membres (1) (t. LXXVI, p. 443).
- VENDÉE** (Département de la). Ordre du jour motivé sur une motion de Villers, relative aux vendanges des terres abandonnées dans les pays qui ont été occupés par les rebelles (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 180).
- VENDÉE** (Guerre de). Lettre des commissaires près l'armée des côtes de Brest (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 47). — Compte rendu par le général Rey d'une affaire qui a eu lieu entre l'armée de la République et celle des rebelles, le 24 septembre, près de Thouars (5 octobre, p. 118). — Compte rendu des opérations de l'armée de Mayence (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre, p. 213). — Les commissaires à l'armée de l'Ouest écrivent à la Convention d'être sans inquiétude, que la Vendée ne dévorera pas la République (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mars de l'an II — 9 octobre 1793, p. 284 et suiv.). — Les représentants près l'armée des Côtes de Brest font part des avantages remportés par les troupes de la République (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, p. 296 et suiv.). — Lettres de Merlin (de Thionville), et du général Canclaux relatives aux avantages remportés sur les brigands (*ibid.* p. 323 et suiv.). — Un membre demande que l'on fasse un rapport sur la situation de la Vendée (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, p. 357); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*). — Les habitants de la commune des Sables demandent que la guerre dite de Vendée s'appelle guerre de l'Ouest (*ibid.* p. 365). — Lettre des représentants près l'armée des côtes de La Rochelle (22<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 499). — Le général Chalbos envoie des détails sur une affaire qui s'est passée à deux lieues de Bressuire entre les rebelles et l'armée de la République (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 544).
- VENDÔME** (Commune de). La Société populaire félicite la Convention et l'invite à rester à son poste (5 septembre 1793, t. LXXVI, p. 68 et p. 103).
- VENERGUE** (Commune de), département de la Haute-Garonne. La municipalité fait parvenir des dons patriotiques (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 131).
- VENÈS**, sous-officier du 1<sup>er</sup> bataillon du Tarn. La Convention décrète que le ministre de la guerre procurera incessamment de l'avancement à ce brave citoyen (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 205).
- VERDUN** (Commune de). La Société républicaine invite la Convention à rester à son poste (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 225). — Décret qui autorise le conseil général de la commune à établir deux nouveaux cimetières (*ibid.* p. 232). — La Société populaire félicite la Convention du décret d'accusation contre les députés prévenus d'avoir conspiré et l'invite à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 13 octobre 1793, p. 580); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- VERNEREY**, député du Doubs. — 1793. — Ecrit que le prix de vente des meubles et immeubles de la ci-devant liste civile surpasse de beaucoup celui de l'estimation (t. LXXVI, p. 125 et suiv.).
- VERSAILLES** (Commune de), département de Seine-et-Oise. Le conseil général remercie les représentants du peuple du décret par eux rendu le 18 juin, sur les secours à accorder aux enfants, aux vieillards et aux indigents (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 14). — Décret qui autorise le ministre de la guerre à faire venir à Versailles les escadrons de l'armée révolutionnaire (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 397).
- VERVINS** (District de). Mention honorable de la conduite du bataillon du district à l'affaire d'Hondschoote (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 233).
- VESTAËLE** (Frégate la). Les officiers de l'Etat-major, indignés de la trahison des Toulonnais jurent de rester fides à ce qu'ils doivent à la patrie (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 15).
- VÉZELISE** (Canton de), département de la Meurthe. Plusieurs communes du canton adressent à la Convention le compte de ce qu'elles ont fait pour l'exploitation de leurs bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elles par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi et demandent à en être relevées (25<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625); — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).
- VIC** (Commune de), département de la Meurthe. La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 477).
- VICHON**, juge au tribunal du district de Bar-sur-Ornain. Est nommé juge suppléant au tribunal de cassation en remplacement du citoyen Pons (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 204).
- VIDAL**, député suppléant des Basses-Pyrénées. — 1793. — Est admis en remplacement de Sanadon, démissionnaire (t. LXXVI, p. 110).
- VIDALIN**, député de l'Allier. — An II (1793). — Commissaire chargé de surveiller la levée extraordinaire de chevaux (t. LXXVI, p. 241).
- VIENNE** (Haute-) (Département de la). On annonce que le bon esprit règne dans ce département (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 208).
- VIGNY** (1), député de Seine-et-Oise. — An II (1793). — La Convention passe à l'ordre du jour sur sa demande du congé (t. LXXVI, p. 441).
- VILLANDRIE** (Section de). Le citoyen Carrery, député de cette section invite la Convention à rester à son poste et lui propose d'examiner la loi concernant l'abolition de la dime pour l'étendre à tous les citoyens qui travaillent les terres des propriétaires à demi-fruit ou colonage partiaire (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 361); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).
- VILLEDIEU** (Commune de), département de la Manche. La Société des Amis de la liberté et de l'égalité annonce à la Convention sa formation et l'invite à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 425 et suiv.).
- VILLEFORT**, anglaise. Fait passer des lettres de naturalisation obtenues sous le tyran et demande un décret d'adoption de la République (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 574); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).
- VILLEFRANCHE** (District de), département de Rhône-et-Loire. Le Directoire annonce qu'il vient d'organiser 4 bataillons, un cinquième va se former ce qui fera 4.500 hommes (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 333); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).
- VILLEFRANCHE D'AYEYRON** (Commune de). La Société populaire invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 420).

(1) Venard avait été admis le 15 juillet 1793. — Voyez *Archives parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. LXXVI, p. 44, colonne 2.

(1) Il n'y avait pas de député du nom de Vigny dans le département de Seine-et-Oise; il s'agit probablement de Viquy, député du département de Seine-et-Marne.

VILLEJOIE (Commune de). Une députation se présente pour réclamer des secours en subsistances (15<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 6 octobre 1793, t. LXXVI, p. 160); — renvoi au comité de Salut public (*ibid.*).

VILLENEUVE, ancien inspecteur de la manufacture d'armes de Moulins. Décret ordonnant sa mise en liberté (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 207).

VILLENEUVE-LEXUGNAUX (Commune de), département de la Haute-Garonne. La municipalité envoie des dons patriotiques (5 octobre 1793, t. LXXVI, p. 130 et suiv.).

VILLERS, député de la Loire-Inférieure. — 1793. — Fait un rapport sur une pétition des bouchers de Vitré (t. LXXVI, p. 23). — An II (1793). — Fait une motion relative aux vendanges des terres abandonnées dans les pays qui ont été occupés par les rebelles de la Vendée (p. 180). — Fait décréter l'arrestation des hommes suspects de la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, p. 209. — Fait un rapport sur l'affaire des citoyens Herbin et C<sup>ie</sup>, (p. 232). — Parle sur la situation de la Vendée (p. 358). — Fait une motion concernant une pétition de la Société populaire de Saint-Vincent de Nantes (p. 489).

VILLETARD, député de l'Yonne. — An II (1793). — Fait un rapport sur la nomination, les fonctions, les pouvoirs et le traitement des inspecteurs des charrois des armées (t. LXXVI, p. 626).

VINCENNES (Commune de). Des cultivateurs se plaignent de leur arrestation arbitraire et de la confiscation subite de leurs raisins au moment où ils vendangeaient sur le territoire de Montreuil (20<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 11 octobre 1793, t. LXXVI, p. 356); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

VIOU. Voir *Vigny*.

VIRE (Commune de). Fait un don patriotique et invite la Convention à rester à son poste (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793 t. LXXVI p. 546); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*). — Demande le rapport du décret du 16 septembre qui la charge du remboursement d'une somme de 11.469 l. pour valeur de plusieurs voitures de beurre pillées au mois d'octobre 1792 (*ibid.*), — renvoi aux comités de législation et des finances (*ibid.*).

VITRÉ (Commune de), département d'Ille-et-Vilaine. La Convention passe à l'ordre du jour sur la pétition des bouchers, relativement au marché qu'ils ont passé avec les tanneurs (4 octobre 1793, t. LXXVI, p. 24).

VITRY-AUX-LOGES (Commune de), département du Loiret. La municipalité invite la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, t. LXXVI, p. 570).

VOLX (Commune de). La Convention passe à l'ordre du jour sur sa pétition motivé sur l'existence de la loi du 20 septembre 1793, relative aux lettres patentes et arrêts du *ci-devant conseil* (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 543).

VOULLAND, député du Gard. — An II (1793). — Annonce l'arrestation de Gorsas et demande que le tribunal extraordinaire soit chargé de faire exécuter le jugement rendu contre lui (t. LXXVI, p. 193). — Parle sur les accaparements (p. 238). — Demande qu'il ne soit plus accordé de congé aux députés (p. 264). — Fait un rapport sur l'arrestation des suspects (p. 321). — un rapport sur la situation du représentant Peyre (p. 364). — un rapport sur l'affaire de la municipalité de Beaune (p. 550 et suiv.), — un rapport sur la mise en liberté des citoyens Tronson-Ducoudray et Chauveau défenseurs de la veuve Capet (p. 635).

VOUTIER, chef du bataillon de l'Ardèche. Donne les noms de trois blessés — *Sonier*. — *Sental*. — *Fayole*

— et fait part du courage de son fils (17<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 8 octobre 1793, t. LXXVI, p. 258 et suiv.).

VOUZIER (District de). Le conseil permanent annonce à la Convention la formation d'un bataillon de sans-culottes déterminés à vaincre ou à mourir pour la patrie (16<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 7 octobre 1793, t. LXXVI, p. 188); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

VRONCOURT (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi; elle demande d'en être relevée (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1773, t. LXXVI, p. 625); — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).

## W

WESTERMANN, général. Rend compte de ses succès et du bel exemple donné par le représentant du peuple FAYAU (19<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 10 octobre 1793, t. LXXVI, p. 297 et suiv.).

WISSEMBOURG (District de). Le commissaire national près le tribunal du district demande si, en exécution de la loi du 8 avril 1791, relative aux successions ab intestat, les enfants issus d'un second mariage doivent partager également avec les enfants issus du premier mariage (18<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 9 octobre 1793, t. LXXVI, p. 273).

## X

XIROCOURT (Commune de), département de la Meurthe. Adresse à la Convention le compte de ce qu'elle a fait pour l'exploitation de ses bois et l'exposé des poursuites dirigées contre elle par les officiers des maîtrises et des condamnations qui ont suivi; elle demande d'en être relevée (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 16 octobre 1793, t. LXXVI, p. 625); — la Convention renvoie la pétition au comité des domaines et ordonne qu'il sera sursis aux poursuites (*ibid.* p. 626).

## Y

YONNE (Département de l'). Les administrateurs invitent la Convention à adopter des mesures tendant au rétablissement des routes dans ce département (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 382); — insertion au *Bulletin* et renvoi au comité des ponts et chaussées (*ibid.*). — Le représentant Maure transmet à la Convention le compte de la situation administrative du département (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, p. 537); — mention honorable (*ibid.*).

YSABEAU, député d'Indre-et-Loire. — An II (1793). — Ecrit qu'il a fait arrêter à Bordeaux le représentant Duchâtel et diverses autres personnes (t. LXXVI, p. 575).



YSSINGEAUX (Commune d'), département de la Haute-Loire. Le conseil général invite la Convention à rester à son poste (21<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 12 octobre 1793, t. LXXVI, p. 408). — Les citoyennes républicaines invitent la Convention à rester à son poste (24<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 15 octobre 1793, p. 579); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

Yvon, substitut du procureur de la commune de Saint-Etienne. Fait passer à la Convention le procès-verbal de ce qui s'est passé dans cette commune pendant qu'elle a été infectée par les contre-révolutionnaires lyonnais et la prie de rester à son poste (23<sup>e</sup> jour du 1<sup>er</sup> mois de l'an II — 14 octobre 1793, t. LXXVI, p. 538); — mention honorable et insertion au *Bulletin* (*ibid.*).

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE DU TOME LXXVI (1<sup>re</sup> SÉRIE)











DATE DUE			
GAYLORD			PRINTED IN U.S.A.

GAYLORD

PRINTED IN U.S. A.